RAA 363
OCTOBRE 2016
ISSN 0762-6096

Recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France

Prix de vente : 0.50 € - Abonnement annuel : 5 €

Les demandes d'abonnement peuvent être adressées au Bureau du Cabinet et des Interventions de la Région d'Île-de-France, 33, rue Barbet de Jouy, 75700 Paris.

Les paiements sont effectués par chèque bancaire ou postal au nom du Régisseur des dépenses et des recettes de la Région d'Île-de-France.

Commission paritaire n° 1716 ADEP

La loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, version consolidée au 22 avril 2006, définit notamment les règles d'organisation et de fonctionnement des régions.

Le présent recueil publie mensuellement :

- les délibérations du Conseil régional d'Île-de-France,
- les délibérations de la Commission Permanente du Conseil régional d'Île-de-France,
- les vœux du Conseil régional d'Île-de-France,
- les arrêtés du Président du Conseil régional d'Île-de-France et décisions,
- les questions écrites au Président du Conseil régional d'Île-de-France,
- les circulaires de la Région d'Île-de-France,
- les avis du Conseil Economique, Social et Environnemental de la Région d'Île-de-France,
- les délibérations de l'Agence des Espaces Verts de la Région d'Île-de-France.

SOMMAIRE

DELIBERATIONS DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

- N° CR 178-16 du 14 octobre 2016 relative à l'expérimentation pour soutenir la qualité architecturale des projets portés par les collectivités franciliennes : « dessine-moi le Grand Paris de demain »……...8

- N° CR 202-16 du 13 octobre 2016 relative aux garanties et financements dans le cadre du dossier de candidature aux Jeux Olympiques et Paralympiques Paris 2024……25

DESIGNATION DES REPRESENTANTS DU CONSEIL REGIONAL DANS DIVERS ORGANISMES

- N° CR 199-16 du 13 octobre 2016 relative à la désignation des représentants du Conseil régional dans divers organismes……48

- N° CR 199-16 BIS du 13 octobre 2016 relative au remplacement de représentants du Conseil régional dans divers organismes……49

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, EMPLOI ET INNOVATION

- N° CR 184-16 du 14 octobre 2016 relative à l'avis de la Région concernant le projet de décret de fusion de l'Etablissement Public d'Aménagement (EPA) de la Plaine de France avec l'Etablissement Grand Paris Aménagement (GPA)……..50

ENVIRONNEMENT ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

- N° CR 182-16 du 13 octobre 2016 relative au classement en Réserve Naturelle Régionale des Etangs de Bonnelles (78)……52

RURALITE ET AGRICULTURE

- N° CR 195-16 du 14 octobre 2016 relative au soutien exceptionnel à l'achat de semences pour la récolte 2017- affectation-……..69

FINANCES

- N° CR 196-16 du 13 octobre 2016 relative à la décision modificative 2016……78

EDUCATION

- N° CR 208-16 du 14 octobre 2016 relative à la dotation globale de fonctionnement des établissements scolaires du second degré pour 2017 et à la dotation dédiée à la mission de lutte contre le décrochage scolaire 2016-2017……178

LOGEMENT ET POLITIQUE DE LA VILLE

- N° CR 161-16 du 13 octobre 2016 relative au soutien aux expressions citoyennes……198

- N° CR 167-16 du 13 octobre 2016 relative au soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes……203

DELIBERATIONS DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

FINANCES

- N° CP 16-443 du 12 octobre 2016 relative aux partenariats développés pour l'emploi des personnes en situation de handicap Grande cause régionale 2016 : Accord-cadre de partenariat avec l'AGEFIPH Île-de-France et convention régionale de partenariat pour l'insertion professionnelle des jeunes handicapés…….210

- N° CP 16-484 du 12 octobre 2016 relative au programme de rémunération des stagiaires de la formation professionnelle 2016 (4ème affectation pour 2016) ; remises gracieuses relatives à un ordre de reversement émis par l'ASP à l'encontre de stagiaires de la formation professionnelle…….255

- N° CP 16-491 du 12 octobre 2016 relative aux attributions de subventions dans le cadre de la politique régionale de développement de l'apprentissage (6ème affectation pour 2016)…….261

- N° CP 16-511 du 12 octobre 2016 relative au programme qualifiant territorialisé 2016 avec l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale de soutien à des projets portés par des structures locales : soutien à la Maison de l'emploi de l'Est de Val d'Oise pour la mise en œuvre d'une formation aux métiers de l'industrie ; soutien à l'Association CONVERGENCES EMPLOI CERGY (CEC) pour la mise en œuvre d'un parcours de formation dans les métiers de la propreté – réaffectation du solde de la convention n°10FCPSO93001 de l'Université Paris XIII au titre du programme « Diplôme d'accès aux études universitaires » (DAEU) 2010/2011 – affectation provisionnelle au titre du programme HP 10-002 (110002) « mesures transversales d'accompagnement de la formation professionnelle et de l'apprentissage »……..287

ENVIRONNEMENT ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

- N° CP 16-403 du 12 octobre 2016 relative au soutien aux dynamiques territoriales : aide à l'ingénierie du volet territorial du CPER Île-de-France 2015-2020 ; convention-cadre avec le territoire du Val Parisis et affectation de crédits d'études afférant…….303

TRANSPORTS

- N° CP 16-483 du 12 octobre 2016 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale de « Transport » : opérations du contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 – « Grands pôles intermodaux » (2ème affectation pour 2016)…….328

- N° CP 16-487 du 12 octobre 2016 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale de « Transport » : opérations du contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 – « Tangentielles »…….368

- N° CP 16-488 du 12 octobre 2016 relative à l'attribution de subventions dans cadre de la politique régionale de « Transport » : opérations du contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 – « Liaisons ferroviaires »…….436

- N° CP 16-500 du 12 octobre 2016 relative au prolongement de la ligne 10 à Ivry-sur-Seine - études complémentaires au dossier d'émergence…….527

- N° CP 16-515 du 12 octobre 2016 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale en faveur des nouveaux véhicules urbains (2ème affectation pour 2016)……..562

- N° CP 16-516 du 12 octobre 2016 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale de « Transport » : opérations du contrat de Plan Etat-Région – liaison TCSP (2ème affectation pour 2016) – T ZEN 5…….579

- N° CP 16-517 du 12 octobre 2016 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale de sécurité routière (3ème affectation pour 2016)……..627

- N° CP 16-518 du 12 octobre 2016 relative à l'attribution de subvention dans le cadre de la politique régionale en, faveur de l'action territoriale……..643

- N° CP 16-519 du 12 octobre 2016 relative à la participation au fonctionnement du réseau PAM Île-de-France (2ème affectation pour 2016)……..651

- N° CP 16-520 du 12 octobre 2016 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale de « Transport » : opérations du contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 – Schéma directeur de la ligne K du réseau Transilien ; RER E à l'est et ligne P du réseau Transilien……..684

RURALITE ET AGRICULTURE

- N° CP 16-492 du 12 octobre 2016 relative à la convention transitoire 2016-2017 et affectations relatives au programme d'actions 2016 du Parc Naturel Régional Oise-Pays de France……...763

- N° CP 16-497 du 12 octobre 2016 relative au Fonds d'urgence à destination des communes franciliennes et de leurs groupements touchés par les inondations de fin mai - début juin 2016 (2ème affectation pour 2016)…878

- N° CP 16-594 du 12 octobre 2016 relative au Contrat régional territorial de Porcheville……983

ADMINISTRATION GENERALE

- N° CP 16-401 du 12 octobre 2016 relative au rapport donnant mandats spéciaux aux élus régionaux……994

FAMILLE, ACTION SOCIALE ET SANTE

- N° CP 16-544 du 12 octobre 2016 relative à l'évolution du dispositif de soutien aux complémentaires santé étudiants……..999

SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE

- N° CP 16-312 du 12 octobre 2016 relative au soutien régional aux radios et télévisions locales en Île-de-France (1ère affectation pour 2016) ……...1000

- N° CP 16-378 du 12 octobre 2016 relative à l'affectation d'une autorisation d'engagement pour l'organisation du Village sportif d'hiver Région Île-de-France 2017……..1069

- N° CP 16-467 du 12 octobre 2016 relative à l'Île de loisirs de Vaires-Torcy : -délégation de service public ; affectation d'autorisation de programme et d'autorisation d'engagement ; rapport annuel pour la gestion de l'Ile de loisirs ; réalisation d'un audit d'évaluation de la DSP et concession pour la période 2018-2021 : autorisation de lancement d'un avis d'appel public à la concurrence……1070

- N° CP 16-508 du 12 octobre 2016 relative aux Îles de loisirs : affectation d'autorisations de programme au profit des SMEAG des Îles de loisirs de Bois-le-Roi (77) et Buthiers (77) ; affectation d'autorisations de programme pour la sécurisation du site de l'Île de loisirs de Vaires-Torcy (77) et affectation d'autorisations de programme pour la mise en place de la signalétique sur les Îles de loisirs……1094

- N° CP 16-510 du 12 octobre 2016 relative à l'attribution d'autorisations de programme dans le cadre de la politique régionale du sport en Île-de-France ; dispositif d'aide à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées ; dispositif d'aide à l'achat d'équipements spécifiques en faveur de la pratique sportive des personnes en situation de handicap……1106

- N° CP 16-512 du 12 octobre 2016 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale de soutien aux « Clubs formateurs » (3ème affectation pour 2016)……...1137

- N° CP 16-513 du 12 octobre 2016 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale du sport en Île-de-France et affectations d'autorisations d'engagement : soutien aux évènements sportifs…1157

EDUCATION

- N° CP 16-392 du 12 octobre 2016 relative à la tarification de la restauration des lycées de Paris ; à la tarification des Internats et à la tarification des commensaux (année 2017)……..1187

- N° CP 16-471 du 12 octobre 2016 relative aux équipements pédagogiques dans les EPLE : diverses politiques régionales (7ème rapport pour l'année 2016)……1198

- N° CP 16-480 du 12 octobre 2016 relative à l'opération de reconstruction et d'extension de l'internat du lycée Denis à Cerny (91) : protocole transactionnel avec la société O.T.C.I titulaire du marché d'O.P.C n° 12-015 ; mandataire : ESSONNE AMENAGEMENT……1200

- N° CP 16-482 du 12 octobre 2016 relative à la sécurisation des lycées (8ème affectation – Budget 2016)……..1237

- N° CP 16-490 du 12 octobre 2016 visant à valoriser le mérite, l'excellence et l'ouverture sociale à travers le soutien régional aux cordés de la réussite (1ère affectation pour 2016)……..1247

- N° CP 16-494 du 12 octobre 2016 relative à la lutte contre le décrochage scolaire « projets - réussite pour tous » (2ème affectation 2016)……1278

- N° CP 16-499 du 12 octobre 2016 relative aux travaux dans les EPLE de la Région Île-de-France (7ème rapport pour 2016)……1504

- N° CP 16-506 du 12 octobre 2016 relative à la dotation complémentaire de fonctionnement en faveur des lycées supports des formations de la mission de lutte contre le décrochage scolaire ou d'un projet « réussite pour tous » pour l'année scolaire 2015/2016……..1519

- N° CP 16-522 du 12 octobre 2016 relative aux aides régionales aux élèves de second cycle : aide régionale à l'acquisition des manuels scolaires ; aide régionale à la demi-pension ; aide régionale à l'équipement ; subvention d'équilibre et ajustement des dotations au titre des années scolaires 2016/2017 et 2015/2016…1525

CULTURE

- N° CP 16-514 du 12 octobre 2016 relative à l'aménagement culturel en Île-de-France (4ème affectation pour 2016)……..1534

- N° CP 16-645 du 12 octobre 2016 relative au Musée Passager – édition 2017……1564

LOGEMENT
POLITIQUE DE LA VILLE ET SECURITE

- N° CP 16-493 du 12 octobre 2016 relative à la mise en œuvre de la politique régionale en matière de médiation, prévention, protection (accès au droit) (2ème affectation pour 2016)……1565

- N° CP 16-496 du 12 octobre 2016 relative à la mise en œuvre de la politique régionale en matière de médiation, prévention, protection (aide aux victimes) (1ère affectation pour 2016)……1596

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE

- N° CP 16-476 du 12 octobre 2016 relative au CPER 2012-2020 projet « Campus Condorcet » : construction du « Grand Equipement Documentaire » à Aubervilliers (93) ; affectation d'autorisation de programme…….1720

ACTION INTERNATIONALE ET TOURISME

- N° CP 16-498 du 12 octobre 2016 relative au Fonds d'intervention d'urgence : appui à la prise en charge médicale de réfugiés et déplacés au Kurdistan Irakien……..1722

- N° CP 16-502 du 12 octobre 2016 relative à l'attribution de subventions dans le cadre du dispositif codéveloppement décentralisé (affectation des subventions à attribuer en 2016)……1736

- N° CP 16-507 du 12 octobre 2016 relative à la coopération décentralisée avec Hanoï : attribution d'une subvention à l'Institut des métiers de la ville de Hanoï……..1802

- N° CP 16-536 du 12 octobre 2016 relative à la cotisation 2016 à METROPOLIS……..1825

- N° CP 16-648 du 12 octobre 2016 relative au Fonds d'urgence : assistance à la population haïtienne affectée par l'ouragan Matthew……1828

QUESTION ECRITE

– **N° QE** du 19 juillet 2016 de Madame Magali ALEXANDRE, Monsieur Carlos DA SILVA et des élus du Groupe Socialiste et Républicain, concernant l'évolution du paysage des organismes associés……1841

Réponse à cette question écrite……1842

– **N° QE** du 19 juillet 2016 de Monsieur Carlos DA SILVA et des élus du Groupe Socialiste et Républicain, concernant le Conseil régional des jeunes (CRJ)……...1843

Réponse à cette question écrite……1844

– **N° QE** du 14 septembre 2016 de Monsieur Eddie AIT du Groupe Radical Citoyen Ecologiste et apparentés, concernant la concrétisation des projets de lignes téléphériques franciliennes……1845

Réponse à cette question écrite……1847

DELIBERATIONS ET MOTIONS DE L'AGENCE DES ESPACES VERTS

- N° 16-099 du 18 octobre 2016 relative à l'approbation de l'avenant n°3 à la convention d'objectifs et de moyens entre la Région Île-de-France et l'Agence des espaces verts et à l'habilitation donnée à la Présidente pour signer cet avenant……...1850

- N° 16-100 du 18 octobre 2016 relative à l'approbation de l'avenant n°4 à la convention d'objectifs et de moyens entre la Région Île-de-France et l'Agence des espaces verts et à l'habilitation donnée à la Présidente pour signer cet avenant……...1853

- N° 16-101 du 18 octobre 2016 relative au budget supplémentaire du budget principal 2016 de l'Agence des espaces verts de la Région Île-de-France……1857

- N° 16-102 du 18 octobre 2016 relative à l'approbation du versement d'une indemnité de conseil au comptable assignataire de l'Agence des espaces verts……1898

- N° 16-103 du 18 octobre 2016 relative à la modification de l'organigramme de l'Agence des espaces verts de la Région Île-de-France……...1900

- N° 16-104 du 18 octobre 2016 relative à l'habilitation donnée à la Présidente pour signer l'avenant n°2 au marché de location de véhicules de longue durée sans option d'achat avec prestations associées……1901

- N° 16-105 du 18 octobre 2016 relative à l'approbation de la conclusion d'une convention de mise à disposition du domaine régional et habilitation donnée à la Présidente à signer ledit acte (Buttes du Parisis)……1906

- N° 16-106 du 18 octobre 2016 relative à l'approbation de la signature d'une convention de mise à disposition du domaine régional et habilitation donnée à la Présidente à signer ledit acte (Plateau de Saclay – mise en œuvre d'un protocole d'accord)……1912

- N° 16-107 du 18 octobre 2016 relative à l'approbation du programme d'aménagement des sites régionaux gérés par l'Agence des espaces verts……..1924

- N° 16-108 du 18 octobre 2016 relative à l'approbation du programme d'aménagement des sites régionaux gérés par l'Agence des espaces verts……..1926

- N° 16-109 du 18 octobre 2016 relative à l'approbation de l'aménagement forestier de la forêt régionale de Rosny……1934

- N° 16-110 du 18 octobre 2016 relative à l'approbation de l'aménagement forestier de la forêt régionale de Rougeau……2090

- N° 16-111 du 18 octobre 2016 relative à l'approbation de l'application du régime forestier à des parcelles régionales – Forêts régionale de Montgé, du bois de Vaires et de Claye-Souilly……2161

- N° 16-112 du 18 octobre 2016 relative à l'approbation d'acquisitions foncières et à l'habilitation donnée à la Présidente pour signer les actes y afférents……2165

- N° 16-113 du 18 octobre 2016 relative à l'approbation de la cession d'un terrain régional au profit de la commune de la Roche-Guyon (95) dans le périmètre régional d'intervention foncière de La Roche-Guyon……2172

- N° 16-114 du 18 octobre 2016 relative à l'approbation d'un échange entre la Région Île-de-France et l'EPA Sénart sur la commune de Nandy (77), dans le périmètre régional d'intervention foncière de Rougeau et Bréviande……...2174

- N° 16-115 du 18 octobre 2016 relative à la motion sur les inondations de mai-juin 2016 et contribution des espaces naturels et de leur gestion à la réduction de la vulnérabilité de la Région Île-de-France……2175

AVIS DU CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL REGIONAL

- N° 2016-10 du 6 octobre 2016 concernant les structures d'insertion par l'activité économique en Île-de-France : un levier vers l'emploi.....2177

- N° 2016-11 du 6 octobre 2016 concernant l'avis d'étape relatif à l'habitat du futur.....2298

- N° 2016-12 du 6 octobre 2016 relatif à la décision modificative au Budget 2016.....2308

ARRETES DU PRESIDENT DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

- N° 16-312 du 7 octobre 2016 portant délégations de signature de l'unité « Patrimoine et moyens généraux »……2313

- N° 16-314 du 18 octobre 2016 relatif au marché de conception, réalisation, exploitation pour la rénovation thermique du lycée François-Joseph Talma à Brunoy……...2321

- N° 16-317 du 31 octobre 2016 portant délégation de signature à la Directrice régionale, et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Île-de-France dans le cadre du Programme de développement rural FEADER 2014-2020 de la Région Île-de-France……...2322

- N° 16-318 du 31 octobre 2016 portant délégation au Directeur départemental des territoires du Val-d'Oise dans le cadre du Programme de développement rural FEADER 2014-2020 de la Région Île-de-France……2327

- N° 16-319 du 31 octobre 2016 portant délégation de signature au Directeur départemental des territoires de l'Essonne dans le cadre du Programme de développement rural FEADER 2014-2020 de la Région Île-de-France……2331

- N° 16-320 du 31 octobre 2016 portant délégation de signature au Directeur départemental des territoires des Yvelines dans le cadre du Programme de développement rural FEADER 2014-2020 de la Région Île-de-France……2335

- N° 16-321 du 31 octobre 2016 portant délégation de signature au Directeur départemental des territoires de Seine-et-Marne dans le cadre du Programme de développement rural FEADER 2014-2020 de la Région Île-de-France……2339

Les annexes ne figurant pas au recueil des actes administratifs peuvent être consultées au Conseil régional d'Île-de-France.

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 17/10/2016
- Date de réception en préfecture: 17/10/2016

DÉLIBERATION N° CR 178-16
DU 14 OCTOBRE 2016

DESSINE-MOI LE GRAND PARIS DE DEMAIN :
UNE EXPERIMENTATION POUR SOUTENIR LA QUALITÉ
ARCHITECTURALE DES PROJETS PORTÉS PAR LES COLLECTIVITÉS FRANCILIENNES

LE CONSEIL RÉGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attribution du Conseil régional à sa Commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n°CR 47-16 du 17 mars 2016 portant lancement de l'opération « Dessine-moi le Grand Paris de demain » ;

VU Le budget de la région d'Ile-de-France pour 2016;

VU Le rapport CR 178-16 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;

VU L'avis de la commission des Finances ;

VU L'avis de la commission de l'Environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU L'avis de la commission du Grand Paris ;

VU L'avis de la commission du logement et de la politique de la ville ;

APRES EN AVOIR DÉLIBÉRÉ

Article 1

Approuve l'expérimentation de soutien à la qualité architecturale des projets portés par les collectivités franciliennes.

Article 2

Propose de contribuer, par le biais de cette expérimentation, à la rémunération des candidats à un concours de maîtrise d'œuvre, selon les modalités prévues par le règlement d'intervention figurant en annexe à la présente délibération.

Article 3

Approuve en conséquence le règlement d'intervention joint en annexe 1 à la présente délibération, ainsi que la convention-type jointe en annexe 2.

Article 4

Délègue à la Commission permanente l'approbation des modifications et ajustements du règlement d'intervention et de la convention type mentionnés à l'article 3.

La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France



Valérie PECRESSE

30/09/16 19:09:00

ANNEXE 1 :
REGLEMENT D'INTERVENTION

DESSINE-MOI LE GRAND PARIS DE DEMAIN : UNE EXPERIMENTATION POUR SOUTENIR LA QUALITÉ ARCHITECTURALE DES PROJETS PORTÉS PAR LES COLLECTIVITÉS FRANCILIENNES

RÈGLEMENT D'INTERVENTION

SOMMAIRE

I. PRÉAMBULE 1
II. OBJECTIFS DE L'EXPERIMENTATION 2
a. Territoires concernés 2
b. Délais 2
c. Bénéficiaires 3
d. Nature des projets éligibles 3
e. Nature et détermination du montant de l'aide 3
f. Procédure de dépôt et sélection des projets 5
g. Engagements du bénéficiaire 5
IV. COMPOSITION ET DÉPÔT DU DOSSIER DE DEMANDE D'AIDE 6
V. ATTRIBUTION ET VERSEMENT DE L'AIDE 6

I. PRÉAMBULE

Avec le lancement de la démarche « Dessine-moi le Grand Paris de demain » lors de sa séance plénière du 17 mars 2016 (CR 47-16), le conseil régional s'est fixé comme objectif d'adapter la région à son époque et de la préparer à relever les nombreux défis qui l'attendent : amélioration du cadre de vie, prise en compte de l'évolution des modes de vie et de l'économie, recomposition territoriale ou encore changement climatique.

La Région entend construire une proposition particulièrement adaptée aux atouts de son territoire et aux spécificités qui sont celles de l'échelle régionale, au plus près des attentes des maires et des Franciliens.

Conformément aux engagements pris par l'exécutif et aux délibérations déjà votées pour répondre à ces enjeux, l'engagement de la Région se décline en plusieurs propositions.

La première approche relève d'une réflexion prospective à moyen terme sur de grands enjeux de l'Ile-de-France, partagés avec les grandes régions-métropoles mondiales. Elle fera l'objet d'une consultation pluridisciplinaire (architectes, urbanistes, paysagistes, designers, sociologues…) sur la base de thématiques telles que citées dans le rapport du 17 mars et qui seront précisées. Cette démarche a pour ambition de préparer l'avenir, d'accompagner les mutations de l'Ile-de-France et de faire de la région un laboratoire de réflexions dans le concert des grandes régions-métropoles. La Région se fera accompagner par une assistance à maitrise d'ouvrage pour sa mise en œuvre et son suivi, comme cela a été acté par la Commission permanente du 15 juin 2016 (CP 16-217).

Une seconde approche est développée autour d'une proposition à visée opérationnelle. Cette dernière a pour objet de contribuer rapidement à l'amélioration de la qualité de vie des Franciliens et de produire du « beau » accessible à tous les territoires.

Les équipements publics sont des repères forts dans le fonctionnement de la ville et participent de manière importante à l'amélioration de la vie des habitants. La Région entend soutenir l'excellence architecturale des projets portés par les communes et

intercommunalités en lançant une expérimentation pour aider les concours ou les consultations d'architectes mis en place par ces dernières.

Le présent règlement porte sur l'expérimentation lancée au soutien à la qualité architecturale des projets d'équipements portés par les collectivités ; l'aide régionale est apportée dans le cadre des concours d'architecture organisés par ces collectivités pour la réalisation de ces projets.

Un premier bilan de cette expérimentation sera réalisé pour le mois de juin 2017, permettant, si les indicateurs sont suffisants, d'en envisager la reconduite ou la pérennisation.

II. OBJECTIFS DE L'EXPERIMENTATION

Le cadre de vie et l'environnement bâti et paysager sont des enjeux fondamentaux qui contribuent directement à l'amélioration de la qualité de vie des habitants.

La qualité architecturale est un objectif de la Région, le « beau » doit être accessible à tous les territoires, dans les projets modestes comme dans les plus ambitieux et être proposé en tenant compte des spécificités territoriales franciliennes, en milieu urbain comme rural.

Face à cet enjeu et dans l'objectif d'améliorer la qualité architecturale des projets en Île-de-France, l'objectif de la présente expérimentation est de soutenir le recours à des architectes et l'organisation de concours pour des projets portés par les collectivités locales.

Il s'agit ainsi de donner les moyens à ces dernières de favoriser une plus haute qualité architecturale tout en leur laissant la conduite et le montage de leurs projets.

L'objectif de la Région est triple :

- donner les moyens aux collectivités locales de soutenir l'émergence de projets de qualité, tout en leur laissant la conduite et le montage de ces projets, en favorisant une plus grande émulation, une innovation architecturale autour de chaque projet, et une plus grande palette de choix du maitre d'ouvrage ;
- soutenir, via l'organisation du concours d'architecture, l'appropriation, les échanges et le consensus autour de chaque projet local, favorisant une envie d'architecture pour le grand public ;
- favoriser l'émergence de talents naissants, en donnant les moyens aux collectivités de soutenir l'accès aux concours à des équipes d'architectes moins expérimentées et moins connues et ainsi de faire croitre leur expérience professionnelle. Dans ce sens, le maitre d'ouvrage est encouragé par la Région à porter une attention particulière aux candidatures de TPE/ PME d'architecture, celles-ci ne disposant pas nécessairement de références sur le même type de construction ou programme.

III. MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DE L'EXPERIMENTATION

a. Territoires concernés

La présente expérimentation porte sur l'ensemble du territoire francilien.

b. Délais

Les dossiers de candidatures de la présente expérimentation devront avoir été déposés dans un délai de 3 mois maximum suivant le vote du présent règlement.

c. Bénéficiaires

Les bénéficiaires de l'expérimentation de soutien architectural sont les communes d'Ile-de-France et leurs groupements (établissements publics de coopération intercommunale dont les établissements publics territoriaux de la Métropole du Grand Paris).

d. Nature des projets éligibles

Sont éligibles à la présente expérimentation les projets d'architecture suivants :

- **lorsque l'organisation d'un concours de maîtrise d'œuvre est rendue obligatoire par la législation en vigueur** (montant supérieur ou égal aux seuils de procédure formalisée)

    - les projets de constructions neuves portés par les maîtres d'ouvrage publics mentionnés à la rubrique précédente ;

    - les projets de réhabilitation de bâtiments existants s'ils s'inscrivent dans une restructuration d'envergure ou dans un projet plus large comprenant des extensions en construction neuve, portés par les maîtres d'ouvrage publics mentionnés à la rubrique précédente .

- **lorsque l'organisation d'un concours de maîtrise d'œuvre n'est pas rendue obligatoire par la législation en vigueur** (montant en-dessous des seuils de procédure formalisée)

    - les projets de constructions neuves portés par les maîtres d'ouvrage publics mentionnés à la rubrique précédente ;

    - les projets d'équipements publics présentant un enjeu architectural, technique, urbain ou paysager, portés par les maîtres d'ouvrage publics mentionnés à la rubrique précédente.

Par projets de constructions neuves, on entend tout type de projets de construction, quelles que soient la nature et la destination de la construction.
Par équipements publics, on entend toute structure dont la vocation est de rendre un service public aux citoyens et/ou qui est accessible ou ouvert au public.

Sont exclus de l'expérimentation :
- les études urbaines et paysagères, qui relèvent d'autres procédures ;
- les ouvrages d'infrastructure.

Par concours de maîtrise d'œuvre, on entend le mode de sélection d'une équipe de maîtrise d'œuvre par lequel le maître d'ouvrage choisit, après mise en concurrence et avis d'un jury, un projet répondant aux attentes qu'il aura exprimées dans le cadre du règlement du concours.

La Région vérifiera que les projets proposés s'inscrivent en cohérence avec les priorités et objectifs des politiques publiques régionales, notamment en ce qui concerne la consommation d'espaces ouverts.

e. Nature et détermination du montant de l'aide

Le concours reste la procédure de référence, rendu obligatoire par la réglementation de la commande publique pour les bâtiments neufs réalisés par des maîtres d'ouvrage relevant de la loi relative à la maîtrise d'ouvrage publique (MOP).

Cette obligation impose aux maîtres d'ouvrages d'indemniser chaque équipe de maîtrise d'œuvre à hauteur de 80% minimum du prix estimé des études (art. 90 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics).

Plusieurs niveaux de consultation sont possibles pour le choix de la maîtrise d'œuvre : le concours sur esquisse ou sur esquisse +, qui constituent la pratique la plus courante, ou encore sur avant-projet sommaire (APS), moins fréquemment pratiqué. Les niveaux d'indemnisation diffèrent selon la nature de la prestation réalisée.

L'obligation d'indemniser les prestations exigées et réalisées dans le cadre du concours témoigne de la reconnaissance portée au travail des professionnels et de la plus-value qu'ils apportent à la réalisation de l'ambition des maîtrises d'ouvrage.
Dans le cadre d'un marché public de maîtrise d'œuvre ayant pour finalité la réalisation d'un ouvrage ou d'un projet urbain ou paysager, les collectivités territoriales sont soumises à la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et doivent, dans la plupart des cas, organiser un concours si le montant de la prestation est égal ou supérieur aux seuils de procédure formalisée (209 000 € HT selon la législation en vigueur à la date d'adoption du présent règlement). En deçà des seuils de procédure formalisée, la collectivité peut également organiser un concours sans que cela ne soit rendu obligatoire par le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Pour cela, le montant de l'aide régionale au titre de cette expérimentation sera déterminé selon les modalités suivantes :

- **lorsque l'organisation d'un concours de maîtrise d'œuvre est rendue obligatoire par la législation en vigueur** (montant supérieur ou égal aux seuils de procédure formalisée)

L'expérimentation a pour but de soutenir les collectivités qui souhaitent ouvrir et diversifier l'accès aux concours d'architecture et qui, pour cela, sélectionnent au moins quatre candidats (la moyenne observée aujourd'hui se situant à trois). Ainsi, chaque collectivité porteuse d'un projet pourra, avec l'aide de la Région, élargir ses possibilités de choix en retenant davantage d'équipes à concourir.

Dans ce cas de figure, la Région versera à la collectivité une subvention correspondant au maximum à l'indemnisation de deux candidats par concours, dans la limite de 30 000 € par indemnisation, soit une subvention maximum de 60 000€ par projet.

- **lorsque l'organisation d'un concours de maîtrise d'œuvre n'est pas rendue obligatoire par la législation en vigueur** (montant en-dessous des seuils de procédure formalisée)

La Région souhaite également stimuler le niveau d'ambition des projets en soutenant la mise en place des concours pour tout projet architectural porté par une collectivité, même en l'absence d'obligation, dès lors que l'opération présente un enjeu architectural, technique, urbain ou paysager dont il est opportun de débattre.

Dans ce cas de figure, la Région soutiendra les concours présentant au moins deux candidats et versera à la collectivité une subvention correspondant au maximum à l'indemnisation de trois candidats par concours, dans la limite de trois indemnisations d'équipes candidates, et de 10 000 € par indemnisation.

Dans ces deux cas, la subvention versée par la Région est une subvention de fonctionnement.

f. Procédure de dépôt et sélection des projets

Dès le vote du présent règlement par l'Assemblée régionale, les collectivités franciliennes peuvent adresser leur(s) dossier(s) de demande à la Région dans la limite de trois mois maximum.
Le dépôt se fait de façon dématérialisée sur la plateforme des aides régionales : http://par.iledefrance.fr.

Un jury d'élus et de personnalités qualifiées co-présidé par le Vice-président chargé du logements et de la politique de la ville et le Vice-président chargé du Grand Paris et de la coopération interrégionale se réunira, suivant le calendrier des commissions permanentes, pour désigner les projets de concours d'équipements objets de l'expérimentation.

Le jury sera particulièrement attentif à sélectionner des projets structurants pour les territoires, portés par les collectivités qui mettent en avant une grande volonté de valorisation de la qualité et de l'innovation architecturale, de la dimension environnementale et d'une conception des projets au service des usagers concernés.

Les porteurs de projets sont appelés à s'interroger sur :

- la façon dont l'initiative favorise le développement territorial et apporte de la « valeur ajoutée territoriale » ;
- la prise en compte des besoins des usagers actuels et futurs et en quoi l'initiative permet d'impulser et de tester de nouveaux usages ;
- la maitrise des impacts environnementaux, en quoi l'initiative amorce la transition écologique.

Ces trois objectifs constituent la grille de lecture du dossier. Lors de l'analyse et de la sélection des candidatures, sera étudié le degré d'innovation et de valeur nouvelle apportée pour chaque objectif selon 3 valeurs de référence quantifiée : innovant, intéressant et standard. Ces éléments devront apparaitre clairement dans la note descriptive du projet.

Le jury peut également :

- Pour les dossiers sélectionnés : demander des éléments complémentaires avant la présentation du projet à la Commission permanente ;
- Pour les dossiers non-sélectionnés : indiquer les pistes d'amélioration et autoriser la collectivité territoriale à soumettre ultérieurement un dossier si l'expérimentation venait à être pérennisée.
- Invalider tout dossier incomplet, ne comportant pas les éléments permettant de juger la pertinence des réponses apportées aux objectifs régionaux.

g. Engagements du bénéficiaire

La collectivité bénéficiaire s'engage à :

- mentionner le soutien de la Région dans l'avis d'appel public à la concurrence ainsi que dans le règlement du concours, pour la parfaite information des candidats amenés à concourir ;
- payer les indemnisations de concours aux concurrents ayant remis leur prestations, même si le maître d'ouvrage déclare infructueux ou sans suite la consultation ;
- prévoir la participation d'un élu régional, avec voix consultative au jury de sélection ;
- fournir à la Région un document de présentation du projet lauréat sous forme d'un fichier PDF imprimable présentant le projet sur deux pages en format A0 ;

- faire bénéficier la région des mêmes droits de représentation et de reproduction des projets issus du concours tels que détenus par le bénéficiaire selon les modalités de cession prévues dans le règlement du concours. Ces droits sont consentis à titre gratuit à des fins de communication régionale du présent dispositif.

Le bénéficiaire est encouragé à :

- bien préciser le niveau de prestation attendue : esquisse, esquisse+, APS, ainsi que le coût prévisionnel du projet, dans la publication de son appel d'offre pour le concours ;
- mettre à disposition un dossier de candidature simple en vue de faciliter l'accès du plus grand nombre de concurrents pour une première phase qui reste légère. Il pourrait ainsi ne pas être exigé trop de références, afin de faciliter l'accès au concours à des architectes ayant peu d'expérience ou de renommée.

IV. COMPOSITION ET DÉPÔT DU DOSSIER DE DEMANDE D'AIDE

Le dépôt de la demande s'opère, de façon dématérialisée, via la plateforme des aides régionales : https://par.iledefrance.fr.

Le dossier de demande d'aide comprend :

- ✓ Une note descriptive du projet devant faire l'objet du concours de maîtrise d'œuvre, intégrant notamment les 3 objectifs de la grille de lecture précitée ;
- ✓ un plan de localisation du projet ;
- ✓ un échéancier de la réalisation du projet ;
- ✓ un plan de financement du projet ;
- ✓ le projet d'avis d'appel public à la concurrence ;
- ✓ le projet de règlement du concours de maîtrise d'œuvre ;
- ✓ l'engagement de recruter au moins un stagiaire ou alternant, conformément à la délibération du Conseil régional n°CR 08-16 du 18 février 2016.

Une fiche projet type, à remplir par la collectivité, est annexée au présent règlement.

V. ATTRIBUTION ET VERSEMENT DE L'AIDE

L'aide objet de la présente expérimentation est attribuée par la Commission permanente du Conseil régional, sous réserve de la signature d'une convention et dans la limite du budget annuel alloué à cette expérimentation.

Cette convention, qui règle les modalités d'attribution de l'aide objet de la présente expérimentation, et notamment les engagements respectifs des parties, conformément à la convention-type adoptée par le Conseil régional, est signée par les représentants de la collectivité bénéficiaire et de la Région.

Dessine-moi le Grand Paris de demain
Une expérimentation pour soutenir la qualité architecturale des projets portés par les collectivités
Fiche projet - type

Intitulé du projet

Maître d'ouvrage

Partenariat

Contexte et enjeux du projet

Description du projet et information synthétique sur le programme et les superficies prévues

Calendrier du projet (dont phase de concours)

Montant prévisionnel du projet de construction :

Montant prévisionnel du marché de maîtrise d'œuvre :

Montant prévisionnel de l'indemnité de concours :

Nombre prévisionnel de participants au concours indemnisés par la collectivité :

Concours de maîtrise d'œuvre obligatoire : **OUI** **NON**

ANNEXE 2 :
CONVENTION-TYPE

DESSINE-MOI LE GRAND PARIS DE DEMAIN :
UNE EXPERIMENTATION POUR SOUTENIR LA QUALITÉ ARCHITECTURALE DES PROJETS PORTÉS PAR LES COLLECTIVITÉS FRANCILIENNES

CONVENTION
Nom du site / Nom de la commune ou de son groupement

Entre

La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
en vertu de la délibération N° CR XXXX du DATE DELIB

ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

Et

Nom de la collectivité (commune ou son groupement)
dont le n° SIRET est : XXXX
dont le siège social est situé au : XXXX
ayant pour représentant : XXXX

ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part.

PREAMBULE

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre de l'expérimentation de SOUTIEN A LA QUALITE ARCHITECTURALE DES PROJETS PORTES PAR LES COLLECTIVITES FRANCILIENNES adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CRXX-XX du 13 octobre 2016.
L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées dans son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

En application de la délibération N° CRXX-XXX du 13 octobre 2016, la Région Île-de-France a décidé de soutenir, à titre expérimental, le bénéficiaire pour l'organisation d'un concours d'architecture, selon les modalités fixées dans le règlement d'intervention de l'expérimentation citée en préambule.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire, conformément au plan de financement qui figure dans l'annexe dénommée « fiche projet », une subvention d'un montant maximum :

- de 60 000 € correspondant à deux indemnisations d'équipes candidates, soit 30 000 € maximum par équipe, dans le cas d'un concours de maîtrise d'œuvre obligatoire ;
- de 30 000 € correspondant à trois indemnisations d'équipes candidates, soit 10 000 € maximum par équipe, dans le cas d'un concours de maîtrise d'œuvre non obligatoire.

L'objet du concours et son organisation, en particulier le montant prévisionnel de l'indemnité de concours ainsi que le nombre prévisionnel de participants au concours indemnisés par le bénéficiaire sont précisés dans la fiche annexée à la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNÉ

Le bénéficiaire s'engage à :

- mentionner le soutien de la Région dans l'avis d'appel public à la concurrence ainsi que dans le règlement du concours, pour la parfaite information des candidats amenés à concourir ;
- payer les indemnisations de concours aux concurrents ayant remis leur prestations, même si le maître d'ouvrage déclare infructueux ou sans suite la consultation ;
- prévoir la participation d'un élu régional, avec voix consultative au jury de sélection ;
- fournir à la Région un document de présentation du projet lauréat sous forme d'un fichier PDF imprimable présentant le projet sur deux pages en format A0 ;
- Faire bénéficier la région des mêmes droits de représentation et de reproduction des projets issus du concours tels que détenus par le bénéficiaire selon les modalités de cession prévues dans le règlement du concours. Ces droits sont consentis à titre gratuit à des fins de communication régionale du présent dispositif.

Le bénéficiaire est encouragé à :

- bien préciser le niveau de prestation attendue : esquisse, esquisse+, APS, ainsi que le coût prévisionnel du projet, dans la publication de son appel d'offre pour le concours ;
- mettre à disposition un dossier de candidature simple en vue de faciliter l'accès du plus grand nombre de concurrents pour une première phase qui reste légère. Il pourrait ainsi ne pas être exigé trop de références, afin de faciliter l'accès au concours à des architectes ayant peu d'expérience ou de renommée.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter au moins un stagiaire ou alternant pour une période minimale de deux mois, conformément à la délibération du Conseil régional n°CR 08-16 du 18 février 2016 (cf article 3.2).

Le bénéficiaire saisit les offres de stage ou de contrat de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

- informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

- informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

- informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

- informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats, etc.) dans leur déroulement.

- conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

- faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

- tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Tout au long de la réalisation du projet, le bénéficiaire s'engage, par voie d'affichage, à mentionner le soutien apporté par la Région au projet, au titre de la présente expérimentation.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale, ainsi que du nom de l'expérimentation : « Dessine-moi le Grand Paris de demain – Soutien à la qualité architecturale des projets portés par les collectivités franciliennes ».

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus.

La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet.

Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE BILAN, DE SUIVI ET D'ÉVALUATION

Une démarche de capitalisation est prévue, en liaison avec les collectivités porteurs de projets, leurs partenaires et les candidats indemnisés, afin de mener une politique de valorisation et de communication dans le cadre de la démarche, dans le souci d'informer à la fois le monde de l'aménagement et du développement durable au niveau régional et national, les collectivités susceptibles de recourir à la présente expérimentation et, plus largement, la population francilienne.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES

ARTICLE 3.1 : CADUCITÉ

Si à l'expiration d'un délai de un an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale sa demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.

Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de un an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai de un an mentionné ci-avant, que les retards dans l'organisation du concours d'architecture ne lui sont pas imputables.

ARTICLE 3.2 : MODALITÉS DE VERSEMENT DES SUBVENTIONS

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire et revêt la forme d'un versement unique.
L'expérimentation ne prévoit pas le versement d'avances, ni d'acomptes.

La demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le versement de la subvention ne peut être effectué qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement du paiement complet des indemnisations de concours. Le versement de la subvention est subordonné à la production d'un état récapitulatif qui précise notamment les dates et montants des actes payés au titre des indemnisations de concours, le nom des candidats indemnisés et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de l'organisme, qui doit comporter, en outre, la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le versement de la subvention est également subordonné à la production de X justificatifs de recrutement conformément au nombre de stagiaires ou alternants mentionnés à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Ile-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : RÉVISION DU MONTANT SUBVENTIONNÉ

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

- Dans le cas où le concours est obligatoire, si le montant réellement versé par le bénéficiaire s'avère inférieur à ce qui était initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion, par application du mode de calcul indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée.
  Si le nombre de candidats retenu est inférieur à ce qui est prévu dans le règlement d'intervention, le bénéficiaire perdra le bénéfice de la subvention.

- Dans le cas où le concours n'est pas obligatoire, si le montant réellement versé et/ou le nombre de primes réellement attribuées par le bénéficiaire s'avèrent inférieurs à ce qui était initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion, par application du mode de calcul indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée.

ARTICLE 3.4 : ÉLIGIBILITÉ DES DÉPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, et jusqu'à la date de la demande de versement ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire et prend fin au versement de la subvention ou à la date d'application des règles de caducité figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Elle se réserve également le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par la Commission permanente du Conseil régional.

ARTICLE8 : PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptées par délibération N° CRXX-XXX du 13 octobre 2016.

Fait à Paris en XX exemplaires originaux

Le

La Présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

La collectivité ou son groupement (bénéficiaire)

LIBELLE DU TIERS
CIVILITE PRENOM NOM, FONCTION
(représentant signataire convention)

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 14/10/2016
- Date de réception en préfecture: 14/10/2016

DELIBERATION N° CR 202-16

DU 13 OCTOBRE 2016

GARANTIES ET FINANCEMENTS DANS LE CADRE DU DOSSIER DE CANDIDATURE AUX JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES PARIS 2024

LE CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code du Sport ;

VU La délibération n° CR 32-15 du 7 Mai 2015 relative à la préparation à la candidature pour l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 – soutien de la Région Ile-de-France ;

VU La délibération n° CR 86-15 du 24 Septembre 2015 relative à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024, la constitution du Groupement d'Intérêt Public « Paris 2024 » et l'adhésion de la Région ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 Janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU L'avis de la commission des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative ;

VU l'avis de la commission des transports ;

VU L'avis de la commission des finances ;

VU Le rapport CR 202-16 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1:

Autorise la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France à signer les lettres de garanties, figurant en annexe de la délibération, relatives à la candidature de Paris à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024.

Article 2:

S'engage, si Paris est élue par le Comité International Olympique ville hôte des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024, à participer aux coûts de fonctionnement de la société de livraison des Jeux Olympiques de 2024 à hauteur de 10,4 millions d'euros et à constituer d'ici 2024 une réserve pour aléas et provision à hauteur de 25,9 millions d'euros.

Autorise la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France à garantir la participation de la Région à hauteur de ces montants.

Article 3:

S'engage, si Paris est élue par le Comité International Olympique ville hôte des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024, à attribuer une subvention exceptionnelle, ferme et non révisable, de 10 millions d'euros pour prendre en charge 10% du financement public dédié à l'organisation des Jeux Paralympiques.

Article 4:

S'engage envers le Comité International Olympique à garantir le financement de la construction, de l'aménagement ou de la rénovation des équipements nécessaires aux Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024, dans les conditions définies dans le dossier de candidature.

Garantie de la Région Ile-de-France

Nom du site	**Coût Total (en million €)**	**Montant de la garantie (en million €)**
Stade Olympique (Stade de France)	**70**	**10**
Stade de Hockey (Yves du Manoir)	**12**	**5**
Colline d'Elancourt	**6**	**3**
Centre aquatique Saint-Denis	**108**	**11**
Paris Arena II -Paris	**90**	**4,7**
Sites d'entraînement	**100**	**20**
Village Olympique	**1200**	**10**

Article 5:

S'engage envers le Comité International Olympique à garantir le financement et la livraison d'une partie des travaux liés au Village olympique et paralympique à hauteur de 10 millions d'euros dans les conditions définies dans le dossier de candidature.

Article 6:

S'engage envers le Comité International Olympique à garantir le financement de la réalisation des infrastructures de transports suivants, nécessaires aux Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024, dans les conditions définies dans le dossier de candidature.

Projet de transport	Organismes responsables du financement
RER E : prolongement Ouest (Haussmann St-Lazare / Nanterre-La Folie)	Etat / Région Île-de-France / SGP / Ville de Paris / CD 92 / CD 78
Ligne 12 : prolongement (Front Populaire / Mairie d'Aubervilliers)	Etat / Région Île-de-France / CD 93
Ligne 14 : prolongement Nord (Saint-Lazare / Mairie de Saint-Ouen)	Région Île-de-France / SGP / Ville de Paris / CD 92 / CD 93
Tram Express Nord (Epinay-sur-Seine/le Bourget)	Etat / Région Île-de-France / SNCF / CD 93 / CD 95
Tram Express Ouest (St-Cyr / St-Germain-en-Laye)	Etat / Région Île-de-France / CD 78
Tramway T1 : prolongement Ouest (Asnières - Gennevilliers / Colombes)	Etat / Région Île-de-France / CD 92
Mise en accessibilité gares (RER / Transilien)	Région Île-de-France / STIF / SNCF

Article 7:

S'engage envers le Comité International Olympique à garantir le financement des autres aménagements suivants, nécessaires aux Jeux Olympiques et paralympiques de 2024, dans les conditions définies dans le dossier de candidature :

Garantie de la Région Ile-de-France

Aménagement	Coût Total (en million €)	Montant de la garantie (en million €)
Echangeur A86 (carrefour Pleyel)	**90**	**23**
Mur anti-bruit A86 - Village Olympique	**6**	**2**
Passerelle modes doux Ile Saint-Denis	**20**	**4**
Passerelle piétonne A1 pour liaison Stade de France	**20**	**4**
Aménagement cheminement piéton gare RER Bourget et Parc (aménagement RN2)	**5**	**2**

Article 8:

Autorise la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France à donner l'assurance au Comité International Olympique que, dans les limites de ses compétences, toutes les dispositions nécessaires seront prises afin qu'aucune manifestation majeure qui pourrait avoir un impact sur le succès de la planification, de l'organisation, du financement et de la réalisation des Jeux ou sur leur exposition au public et aux médias, ne se tiendra à Paris, dans ses environs ou sur les autres sites de compétition pendant les Jeux, pendant la semaine qui les précède et celle qui les suit, sans l'accord écrit préalable du CIO.

Article 9:

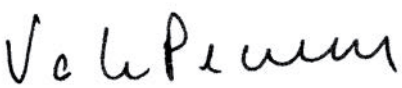
Décide de garantir la mise à disposition au Comité International Olympique des sites olympiques dont la Région Ile-de-France est propriétaire dans des conditions strictement conformes au dossier de candidature, à la Charte Olympique et au Contrat de ville hôte.

Autorise la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France, pour les sites propriétés de la Région Ile-de-France mais exploités par des tiers, à poursuivre les négociations avec les titulaires de droits sur les sites concernés, notamment les concessionnaires, pour l'application des dispositions prévues dans les lettres de garantie, en annexe de cette délibération.

Article 10:

Apporte la garantie que les sites utilisés dans le cadre des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024, propriétés de la Région Ile-de-France, seront mis à disposition du COJO qui jouira de ces sites en exclusivité et de tous les droits commerciaux s'y rattachant le cas échéant, dans les conditions définies dans le dossier de candidature, durant la période d'utilisation olympique et paralympique.

La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France



VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION

Lettres de garantie de la Région Ile-de-France relatives au volet *« Gouvernance, aspects juridiques et financement des sites »* du dossier 2 qui a été remis au CIO le 7 octobre 2016, dans le cadre de la candidature de Paris à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024.

Paris, le

Monsieur Thomas BACH
Président du Comité International Olympique
Château de Vidy
1007 LAUSANNE
SUISSE

Objet : Financement et aménagement des sites (G 2.14)

Monsieur le Président,

En ma qualité de Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France**,** j'ai l'honneur de garantir, si Paris est élue par les membres du Comité International Olympique (CIO) comme ville hôte des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024, le financement et la réalisation des projets de sites d'entrainement listés dans le tableau 22 qui dépend du Conseil Régional d'Ile-de-France :

Nom du site	Total des dépenses en capital prévues (en millions d'euros)	Coût pris en charge par mon entité (en millions d'euros)
Sites d'entrainement des Jeux Olympiques et Paralympiques	100	20

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de ma très haute considération.

Valérie PECRESSE

Paris, le

Monsieur Thomas BACH
Président du Comité International Olympique
Château de Vidy
1007 LAUSANNE
SUISSE

Objet : Financement et aménagement des sites (G 2.14)

Monsieur le Président,

En ma qualité de Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France, j'ai l'honneur de garantir, si Paris est élue par les membres du Comité International Olympique (CIO) comme ville hôte des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024, le financement et la réalisation de tous les projets listés dans le tableau 22 qui dépendent de la Région Ile-de-France et notamment :

Nom du site	État d'avancement	Total des dépenses en capital prévues (en millions d'euros)	Coût pris en charge par mon entité (en millions d'euros)
Stade Olympique (Stade de France)	Existant, constructions permanentes nécessaires	70	10
Stade de hockey (Yves du Manoir)	Existant, constructions permanentes nécessaires	12	5
Colline d'Elancourt	Existant, constructions permanentes nécessaires	6	3
Centre aquatique principal	Supplémentaire	108	11
Paris Arena II	Prévu	90	4,7

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de ma très haute considération.

Valérie PECRESSE

Paris, le

Monsieur Thomas Bach
Président du Comité International Olympique
Château de Vidy
1007 Lausanne
SUISSE

Objet : Financement et aménagement du Village olympique et paralympique (G 2.15)

Monsieur le Président,

En ma qualité de Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France, j'ai l'honneur de garantir, si Paris est élue par les membres du Comité International Olympique (CIO) comme ville hôte des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024, le financement et la livraison d'une partie des travaux liés au Village olympique et paralympique tels que spécifiés dans le tableau 22, à hauteur de 10 millions d'euros.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de ma très haute considération.

Valérie PECRESSE

Paris, le

Monsieur Thomas BACH
Président du Comité International Olympique
Château de Vidy
1007 LAUSANNE
SUISSE

Objet : Aucun événement majeur en conflit avec les Jeux (G 2.2)

Monsieur le Président,

En ma qualité de Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France, je prends l'engagement de et confirme, si Paris est élue par les membres du Comité International Olympique (CIO) comme ville hôte des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024, ce qui suit :

aucune manifestation, conférence ou autre réunion publique ou privée majeure qui pourrait avoir un impact sur le succès de la planification, de l'organisation, du financement et de la réalisation des Jeux ou sur leur exposition au public et aux médias, ne se tiendra dans la ville même, dans ses environs ou dans les villes accueillant d'autres sites de compétition ou dans leurs environs, pendant les Jeux ou pendant la semaine qui les précède, ou celle qui les suit, sans l'accord écrit préalable du CIO.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de ma très haute considération.

Valérie PECRESSE

Paris, le

Monsieur Thomas BACH
Président du Comité International Olympique
Château de Vidy
1007 LAUSANNE
SUISSE

Objet : Garantie concernant l'utilisation d'un site Ville candidate 2024 (G 2.20)

Monsieur le Président,

La Région Ile-de-France soutient pleinement la candidature de Paris à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 et fournit, par les présentes, au comité de candidature de Paris la garantie demandée par le Comité International Olympique (ci-après le "CIO") et le Comité International Paralympique (ci-après "l'IPC"). Le soussigné s'engage également à respecter les dispositions du Contrat ville hôte (y compris la Charte olympique) car elles sont susceptibles de s'appliquer à cette garantie (ci-après la "garantie") ainsi qu'à tout accord qui en résultera.

En tant que propriétaire du Stade nautique d'Ile-de-de-France situé sur l'île-de-loisirs de Vaires-Torcy, investi(e) des pouvoirs de représentation nécessaires, je garantis l'utilisation du Stade nautique aux fins de préparation et de tenue des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024, y compris des épreuves tests (ci-après les "Jeux"), conformément aux conditions minimales de garantie telles que décrites ci-après, et je m'engage à prendre toutes les mesures et à donner toutes les autorisations nécessaires relevant de ma compétence pour satisfaire cette garantie.

Je confirme que cette garantie se réfère aux exigences du CIO telles que précisées dans le questionnaire de candidature aux Jeux Olympiques de 2024 aux points G 2.20 et G 2.21 / Étape 2.

Conditions minimales de garantie :

La présente garantie est fournie par le propriétaire du site selon les conditions suivantes, lesquelles constituent la base essentielle de l'accord qui sera conclu entre le propriétaire du site et le COJO (et des tiers si nécessaire) et qui détaille les conditions d'utilisation du site dans le cadre des Jeux (ci-après "Accord relatif à l'utilisation du site") :

I – Dans cette garantie :

a) On entend par SITE le Stade nautique d'Ile-de-France situé sur l'île-de-loisirs de Vaires-Torcy, tel qu'il est actuellement détenu par la Région Ile-de-France.
b) On entend par PÉRIODE D'UTILISATION EXCLUSIVE la période allant d'un mois avant la Cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques à trois semaines après la Cérémonie de clôture des Jeux Paralympiques ainsi que d'autres périodes, à définir ultérieurement pour la tenue des épreuves tests.
c) On entend par PÉRIODE D'UTILISATION NON EXCLUSIVE la période qui va de 3 mois avant la Cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques à un mois après la Cérémonie de clôture des Jeux Paralympiques.

II - La garantie comprend l'utilisation exclusive du site pour les Jeux pendant la PÉRIODE D'UTILISATION EXCLUSIVE, sans contrepartie financière autre qu'une indemnisation correspondant à la perte de chiffre d'affaires du gestionnaire du site, calculée sur le chiffre d'affaires des années précédentes sur la période concernée. Cette mise à disposition intègre toutes les taxes ou les frais connus au moment de la publication de cette garantie.

III - La mise à disposition mentionnée au point ii) ci-dessus comprend :

a) les rémunérations, dépenses ou autres frais liés au personnel technique essentiel du SITE qui travaillera sur le site, sous la direction du COJO, pendant les Jeux;
b) l'autorisation irrévocable et illimitée, assortie du droit d'octroyer des sous-licences, donnée au COJO, au CIO (et à l'IPC le cas échéant) d'utiliser le nom, l'image, la marque et/ou les éléments graphiques (y compris tout produit qui en serait dérivé) du site à des fins commerciales et non commerciales sur tout support média actuel et/ou à venir en lien avec les Jeux, libre de droits de tiers et/ou de tout autre coût.

IV - Les dépenses opérationnelles (y compris celles en énergie -électricité, eau, etc.- nettoyage et gestion des déchets ainsi que contrôle d'accès au site) encourues pendant la PÉRIODE D'UTILISATION EXCLUSIVE du site ne sont pas incluses et seront payables séparément par le COJO conformément aux conditions de l'Accord relatif à l'utilisation du site. Tous les autres frais en cours (par exemple coûts des services de maintenance) du site seront à la charge du propriétaire du site (ou du gérant/exploitant du site).

V – La garantie comprend en outre l'accès non exclusif au site, sans frais pour le COJO, pendant la PÉRIODE D'UTILISATION NON EXCLUSIVE, pour les premiers travaux d'aménagement.

VI - Le propriétaire du site s'engage à entreprendre les actions suivantes :

a) Faciliter les visites du site et des infrastructures, durant tout le cycle de vie du COJO, par le CIO, l'IPC, les Fédérations Internationales (FI) et le diffuseur hôte des Jeux Olympiques, "Olympic Broadcasting Services (OBS)" (et/ou leurs partenaires dûment autorisés/consultants/entrepreneurs) afin de vérifier l'état de préparation des infrastructures et du site.
b) Faciliter l'accès du personnel/représentants du COJO, et autres délégations des Jeux (y compris les représentants des athlètes et des Comités Nationaux Olympiques), au site pour des périodes spécifiques d'entraînement et de familiarisation.
c) Accorder tous les droits et entreprendre toutes les actions tel qu'exigé afin de s'assurer que les conditions de "l'Annexe sur les sites exempts de publicité" en pièce jointe sont pleinement respectées pendant la PÉRIODE D'UTILISATION EXCLUSIVE.

VII – Le site sera remis au COJO exempt de publicité et entièrement opérationnel, dans un état compatible avec son utilisation actuelle (avec toute modernisation prévue telle que déterminée au moment de la publication de cette garantie et décrite dans une annexe à cette garantie). Les conditions ou effets de cette garantie ne seront pas affectés par tout projet de modernisation ou de reconstruction.

VIII – Le propriétaire du site doit s'assurer que le gérant/exploitant du site et toutes les autres personnes ou entités (telles que les concessionnaires, entrepreneurs, ligues de sport, clubs, etc.) associées aux opérations du site (ou tout successeur) souscrivent pleinement aux conditions et dispositions de cette garantie ainsi qu'à l'Accord relatif à l'utilisation du site. Le propriétaire du site accepte de prendre toutes les mesures nécessaires à cet égard le cas échéant.

IX – Le propriétaire du site garantit que, si la propriété du site ou l'exploitant du site devait changer avant le début de la période d'utilisation exclusive, toutes les conditions de cette garantie seront transférées aux futurs propriétaires/exploitants et les engageront du point de vue juridique

X - Le propriétaire du site convient aussi de ce qui suit :

a) Cette garantie constituera un engagement contraignant et juridiquement applicable au propriétaire du site au bénéfice du comité de candidature.
b) L'entrée en vigueur de cette garantie est subordonnée à l'élection de (VILLE) en tant que ville hôte des Jeux. Dans l'éventualité où la ville ne serait pas élue, les conditions contenues dans les présentes deviendront automatiquement nulles et non avenues, le propriétaire du site sera dispensé de toutes ses obligations aux termes des présentes, et le comité de candidature ne devra aucune compensation à cet égard au propriétaire du site.

c) Le propriétaire du site reconnaît que le comité d'organisation des Jeux (COJO) sera formé après l'élection de [Ville] en tant que ville hôte des Jeux et que tous les droits du comité de candidature et toutes les obligations du propriétaire du site en vertu de cette garantie seront automatiquement transférés au bénéfice du COJO sans aucune modification dès la formation de ce dernier.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de ma très haute considération.

Valérie PECRESSE

Annexes

Annexe sur les sites exempts de publicité
Rénovations prévues avant la remise du site au COJO [annexe à fournir]
Plan du site (y compris la délimitation du site ou les espaces requis pour l'application de cet accord)

Annexe sur les sites exempts de publicité

Dans le cadre des garanties soumises au CIO octroyant au COJO le droit d'utiliser le site durant la période précédant les Jeux Olympiques et Paralympiques (le cas échéant) et pendant ceux-ci, le comité de candidature doit s'assurer que pour chaque site proposé, les conditions suivantes sont acceptées par le propriétaire du site.

1. Signalétique

Le propriétaire du site accorde au COJO les droits suivants :

- l'utilisation exclusive de toute la signalétique intérieure et extérieure sur les sites ainsi que de la signalétique dans les zones adjacentes et placées sous le contrôle du propriétaire;
- le contrôle exclusif de tous les droits de nommer le site et de la signalétique, dont, à titre non exhaustif, le droit de rebaptiser le site ou de couvrir la signalétique existante. Le soussigné s'engage par ailleurs à respecter les exigences du CIO quant aux droits de nommer le site (y compris les règles liées au traitement des noms non commerciaux, des noms de personnes, et des noms commerciaux ou institutionnels) pour des sites utilisés pendant les Jeux de l'Olympiade à partir de la date d'élection de la ville hôte jusqu'à la date de fin des Jeux Paralympiques.

2. Vente au détail et concessions

Le propriétaire du site accorde au COJO le droit :

- d'être le gérant exclusif et exploitant des points de vente au détail et des concessions de nourriture/boissons sur le site;
- de vendre des produits olympiques dans les points de vente au détail et les concessions, installations et points de vente de nourriture/boissons;
- d'avoir accès à tous les points de vente de marchandises et aux services, installations et points de vente des concessionnaires de nourriture/boissons;
- d'utiliser le personnel de son choix et d'habiller le personnel avec l'uniforme de son choix pour assurer le service dans les points de vente au détail et les concessions de nourriture/boissons.

3. Billetterie et hospitalité

Le propriétaire du site accorde au COJO le droit exclusif de :

- gérer et vendre les billets, et gérer l'hospitalité en relation avec les Jeux Olympiques pour le site;
- gérer et vendre des suites et places spéciales en relation avec les Jeux Olympiques pour le site.

Durant toute la durée du bail, le propriétaire du site ne facturera au COJO aucune taxe ni aucun frais de stationnement sur le site en relation avec les ventes susmentionnées.

4. Diffusion et parrainage

   Durant toute la durée du bail, le propriétaire du site accepte que le CIO et/ou le COJO aient le droit exclusif de vendre les droits de diffusion, de parrainage ou tous droits multimédias en relation avec les épreuves des Jeux Olympiques se déroulant sur le site.

5. Utilisation exclusive des produits des partenaires de marketing olympiques

   Le propriétaire du site accepte que le COJO ait le droit d'utiliser de manière exclusive les produits et services des partenaires de marketing des Jeux Olympiques sur le site (et de rebaptiser les produits et services existants dans la limite nécessaire pour respecter les droits exclusifs accordés aux sponsors olympiques), notamment à titre non exhaustif dans les catégories de produits suivantes :

   - Systèmes de paiement (comprenant à titre non exhaustif acceptation des cartes de crédit, distributeurs automatiques et systèmes de paiement pour le téléphone) concernant toutes les ventes se produisant sur le site en relation avec les Jeux Olympiques.
   - Boissons alcoolisées et non alcoolisées.
   - Équipement audiovisuel comprenant à titre non exhaustif les écrans vidéo et enceintes acoustiques.
   - Équipement de chronométrage, comptabilisation des points et résultats sur le site comprenant à titre non exhaustif les panneaux d'affichage.

6. Non-utilisation des marques olympiques

   Le propriétaire du site admet qu'à aucun moment, il n'aura le droit d'utiliser des marques ou symboles olympiques, termes olympiques ou leurs dérivés.

7. Protection de la marque et assistance contre le marketing sauvage

   Durant toute la durée du bail, le propriétaire du site accepte de prêter assistance au COJO pour combattre les tentatives de marketing sauvage sur le site de la part d'annonceurs qui ne sont pas sponsors olympiques mais qui créent des publicités pour usage sur le site pouvant laisser penser implicitement qu'ils sont sponsors des Jeux Olympiques.

Paris, le

Monsieur Thomas BACH
Président du Comité International Olympique
Château de Vidy
1007 LAUSANNE
SUISSE

Objet : Conformité du Village olympique et paralympique (G 2.23)

Monsieur le Président,

En ma qualité de Présidente de la Région Ile-de-France, j'ai l'honneur de garantir que, si Paris est élue par les membres du Comité International Olympique (CIO) comme ville hôte des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024, le site choisi pour la construction du Village olympique et paralympique est conforme au plan d'aménagement urbain élaboré par le Schéma Directeur de la Région Ile-de-France (SDRIF).

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de ma très haute considération.

Valérie PECRESSE

Paris, le

Monsieur Thomas BACH
Président du Comité International Olympique
Château de Vidy
1007 LAUSANNE
SUISSE

Objet : Durabilité (G 2.25)

Monsieur le Président,

En ma qualité de Présidente de la Région Ile-de-France, j'ai l'honneur de garantir que, si Paris est élue par les membres du Comité International Olympique (CIO) comme ville hôte des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024, tous les travaux de construction des sites et le développement de l'infrastructure nécessaires à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques seront exécutés dans le respect des réglementations régionales.

Cette garantie concerne l'aménagement urbain, la construction, la protection de l'environnement, la santé et la sécurité, ainsi que le travail et la lutte anti-corruption.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de ma très haute considération.

Valérie PECRESSE

Paris, le

Monsieur Thomas BACH
Président du Comité International Olympique
Château de Vidy
1007 LAUSANNE
SUISSE

Objet : Garantie concernant l'utilisation d'un site Ville candidate 2024 (G 2.20)

Monsieur le Président,

La Région Ile-de-France soutient pleinement la candidature de Paris à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 et fournit, par les présentes, au comité de candidature de Paris la garantie demandée par le Comité International Olympique (ci-après le "CIO") et le Comité International Paralympique (ci-après "l'IPC"). Le soussigné s'engage également à respecter les dispositions du Contrat ville hôte (y compris la Charte olympique) car elles sont susceptibles de s'appliquer à cette garantie (ci-après la "garantie") ainsi qu'à tout accord qui en résultera.
En tant que propriétaire du site d'accueil des compétitions de BMX, investi(e) des pouvoirs de représentation nécessaires, je garantis l'utilisation de ce site aux fins de préparation et de tenue des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024, y compris des épreuves tests (ci-après les "Jeux"), conformément aux conditions minimales de garantie telles que décrites ci-après, et je m'engage à prendre toutes les mesures et à donner toutes les autorisations nécessaires relevant de ma compétence pour satisfaire cette garantie.
Je confirme que cette garantie se réfère aux exigences du CIO telles que précisées dans le questionnaire de candidature aux Jeux Olympiques de 2024 aux points G 2.20 et G 2.21/Étape 2.

Conditions minimales de garantie

La présente garantie est fournie par le propriétaire du site selon les conditions suivantes, lesquelles constituent la base essentielle de l'accord qui sera conclu entre le propriétaire du site et le COJO (et des tiers si nécessaire) et qui détaille les conditions d'utilisation du site dans le cadre des Jeux (ci-après "Accord relatif à l'utilisation du site") :

i) Dans cette garantie :

a) On entend par SITE le site d'accueil des compétitions de BMX tel qu'il est actuellement détenu par la Région Ile-de-France.
b) On entend par PÉRIODE D'UTILISATION EXCLUSIVE la période allant de six mois avant la Cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques à trois mois après la Cérémonie de clôture des Jeux Olympiques ainsi que d'autres périodes, à définir ultérieurement pour la tenue des épreuves tests. Le site sera rendu par le COJO au propriétaire et au gestionnaire du site à la fin de cette période, une fois celui-ci remis en état dans sa configuration initiale.
c) On entend par PÉRIODE D'UTILISATION NON EXCLUSIVE la période qui va de huit mois avant la Cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques à trois mois après la Cérémonie de clôture des Jeux Olympiques.

ii) La garantie comprend l'utilisation exclusive du site pour les Jeux pendant la PÉRIODE D'UTILISATION EXCLUSIVE, sans contrepartie financière autre qu'une indemnisation correspondant à la perte de chiffre d'affaires du gestionnaire du site, calculée sur le chiffre d'affaires des années précédentes sur la période concernée. Cette mise à disposition intègre toutes les taxes ou les frais connus au moment de la publication de cette garantie.

iii) La mise à disposition mentionnée au point ii) ci-dessus comprend :
l'autorisation irrévocable et illimitée, assortie du droit d'octroyer des sous-licences, donnée au COJO, au CIO (et à l'IPC le cas échéant) d'utiliser le nom, l'image, la marque et/ou les éléments graphiques (y compris tout produit qui en serait dérivé) du site à des fins commerciales et non commerciales sur tout support média actuel et/ou à venir en lien avec les Jeux, libre de droits de tiers et/ou de tout autre coût.

iv) Les dépenses opérationnelles (y compris celles en énergie -électricité, eau, etc.- nettoyage et gestion des déchets ainsi que contrôle d'accès au site) encourues pendant la PÉRIODE D'UTILISATION EXCLUSIVE du site ne sont pas incluses et seront payables séparément par le COJO conformément aux conditions de l'Accord relatif à l'utilisation du site.

v) La garantie comprend en outre l'accès non exclusif au site, sans frais pour le COJO, pendant la PÉRIODE D'UTILISATION NON EXCLUSIVE, pour les premiers travaux d'aménagement.

vi) Le propriétaire du site s'engage à entreprendre les actions suivantes :

a) Faciliter les visites du site et des infrastructures, durant tout le cycle de vie du COJO, par le CIO, l'IPC, les Fédérations Internationales (FI) et le diffuseur hôte des Jeux Olympiques, "Olympic Broadcasting Services (OBS)" (et/ou leurs partenaires dûment autorisés/consultants/entrepreneurs) afin de vérifier l'état de préparation des infrastructures et du site ;

b) Faciliter l'accès du personnel/représentants du COJO, et autres délégations des Jeux (y compris les représentants des athlètes et des Comités Nationaux Olympiques), au site pour des périodes spécifiques d'entraînement et de familiarisation; et
c) Accorder tous les droits et entreprendre toutes les actions tel qu'exigé afin de s'assurer que les conditions de "l'Annexe sur les sites exempts de publicité" en pièce jointe sont pleinement respectées pendant la PÉRIODE D'UTILISATION EXCLUSIVE.

vii) Le site sera remis au COJO exempt de publicité et entièrement opérationnel, dans un état compatible avec son utilisation actuelle (avec toute modernisation prévue telle que déterminée au moment de la publication de cette garantie et décrite dans une annexe à cette garantie). Les conditions ou effets de cette garantie ne seront pas affectés par tout projet de modernisation ou de reconstruction.

viii) Le propriétaire du site doit s'assurer que le gérant/exploitant du site et toutes les autres personnes ou entités (telles que les concessionnaires, entrepreneurs, ligues de sport, clubs, etc.) associées aux opérations du site (ou tout successeur) souscrivent pleinement aux conditions et dispositions de cette garantie ainsi qu'à l'Accord relatif à l'utilisation du site. Le propriétaire du site accepte de prendre toutes les mesures nécessaires à cet égard le cas échéant.

ix) Le propriétaire du site garantit que, si la propriété du site ou l'exploitant du site devait changer avant le début de la période d'utilisation exclusive, toutes les conditions de cette garantie seront transférées aux futurs propriétaires/exploitants et les engageront du point de vue juridique.

x) Le propriétaire du site convient aussi de ce qui suit :

a) Cette garantie constituera un engagement contraignant et juridiquement applicable au propriétaire du site au bénéfice du comité de candidature.
b) L'entrée en vigueur de cette garantie est subordonnée à l'élection de (VILLE) en tant que ville hôte des Jeux. Dans l'éventualité où la ville ne serait pas élue, les conditions contenues dans les présentes deviendront automatiquement nulles et non avenues, le propriétaire du site sera dispensé de toutes ses obligations aux termes des présentes, et le comité de candidature ne devra aucune compensation à cet égard au propriétaire du site.
c) Le propriétaire du site reconnaît que le comité d'organisation des Jeux (COJO) sera formé après l'élection de [Ville] en tant que ville hôte des Jeux et que tous les droits du comité de candidature et toutes les obligations du propriétaire du site en vertu de cette garantie seront automatiquement transférés au bénéfice du COJO sans aucune modification dès la formation de ce dernier.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l’assurance de ma très haute considération.

Valérie PECRESSE

Annexes

Annexe sur les sites exempts de publicité
Plan du site (y compris la délimitation du site ou les espaces requis pour l'application de cet accord)

Annexe sur les sites exempts de publicité

Dans le cadre des garanties soumises au CIO octroyant au COJO le droit d'utiliser le site durant la période précédant les Jeux Olympiques et Paralympiques (le cas échéant) et pendant ceux-ci, le comité de candidature doit s'assurer que pour chaque site proposé, les conditions suivantes sont acceptées par le propriétaire du site.

1. Signalétique

Le propriétaire du site accorde au COJO les droits suivants :

- l'utilisation exclusive de toute la signalétique intérieure et extérieure sur les sites ainsi que de la signalétique dans les zones adjacentes et placées sous le contrôle du propriétaire;
- le contrôle exclusif de tous les droits de nommer le site et de la signalétique, dont, à titre non exhaustif, le droit de rebaptiser le site ou de couvrir la signalétique existante. Le soussigné s'engage par ailleurs à respecter les exigences du CIO quant aux droits de nommer le site (y compris les règles liées au traitement des noms non commerciaux, des noms de personnes, et des noms commerciaux ou institutionnels) pour des sites utilisés pendant les Jeux de l'Olympiade à partir de la date d'élection de la ville hôte jusqu'à la date de fin des Jeux Paralympiques.

2. Vente au détail et concessions

Le propriétaire du site accorde au COJO le droit :

- d'être le gérant exclusif et exploitant des points de vente au détail et des concessions de nourriture/boissons sur le site;
- de vendre des produits olympiques dans les points de vente au détail et les concessions, installations et points de vente de nourriture/boissons;
- d'avoir accès à tous les points de vente de marchandises et aux services, installations et points de vente des concessionnaires de nourriture/boissons;
- d'utiliser le personnel de son choix et d'habiller le personnel avec l'uniforme de son choix pour assurer le service dans les points de vente au détail et les concessions de nourriture/boissons.

3. Billetterie et hospitalité

Le propriétaire du site accorde au COJO le droit exclusif de :

- gérer et vendre les billets, et gérer l'hospitalité en relation avec les Jeux Olympiques pour le site;
- gérer et vendre des suites et places spéciales en relation avec les Jeux Olympiques pour le site.

Durant toute la durée du bail, le propriétaire du site ne facturera au COJO aucune taxe ni aucun frais de stationnement sur le site en relation avec les ventes susmentionnées.

4. Diffusion et parrainage

Durant toute la durée du bail, le propriétaire du site accepte que le CIO et/ou le COJO aient le droit exclusif de vendre les droits de diffusion, de parrainage ou tous droits multimédias en relation avec les épreuves des Jeux Olympiques se déroulant sur le site.

5. Utilisation exclusive des produits des partenaires de marketing olympiques

Le propriétaire du site accepte que le COJO ait le droit d'utiliser de manière exclusive les produits et services des partenaires de marketing des Jeux Olympiques sur le site (et de rebaptiser les produits et services existants dans la limite nécessaire pour respecter les droits exclusifs accordés aux sponsors olympiques), notamment à titre non exhaustif dans les catégories de produits suivantes :

- Systèmes de paiement (comprenant à titre non exhaustif acceptation des cartes de crédit, distributeurs automatiques et systèmes de paiement pour le téléphone) concernant toutes les ventes se produisant sur le site en relation avec les Jeux Olympiques.
- Boissons alcoolisées et non alcoolisées.
- Équipement audiovisuel comprenant à titre non exhaustif les écrans vidéo et enceintes acoustiques.
- Équipement de chronométrage, comptabilisation des points et résultats sur le site comprenant à titre non exhaustif les panneaux d'affichage.

6. Non-utilisation des marques olympiques

Le propriétaire du site admet qu'à aucun moment, il n'aura le droit d'utiliser des marques ou symboles olympiques, termes olympiques ou leurs dérivés.

7. Protection de la marque et assistance contre le marketing sauvage

Durant toute la durée du bail, le propriétaire du site accepte de prêter assistance au COJO pour combattre les tentatives de marketing sauvage sur le site de la part d'annonceurs qui ne sont pas sponsors olympiques mais qui créent des publicités pour usage sur le site pouvant laisser penser implicitement qu'ils sont sponsors des Jeux Olympiques.

Paris, le

Monsieur Thomas BACH
Président du Comité International Olympique
Château de Vidy
1007 LAUSANNE
SUISSE

Objet : Financement des infrastructures de transport (G 2.19)

Monsieur le Président,

En ma qualité de Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France**,** j'ai l'honneur de garantir, si Paris est élue par les membres du Comité International Olympique (CIO) comme ville hôte des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024, le financement de chacun des projets de transport énumérés dans les tableaux 50a, 50b, 50c et 50d relevant de la compétence de la Région Île-de-France :

Projet de transport	Organismes responsables du financement
RER E : prolongement Ouest (Haussmann St-Lazare / Nanterre-La Folie)	Etat / Région Île-de-France / SGP / Ville de Paris / CD 92 / CD 78
Ligne 12 : prolongement (Front Populaire / Mairie d'Aubervilliers)	Etat / Région Île-de-France / CD 93
Ligne 14 : prolongement Nord (Saint-Lazare / Mairie de Saint-Ouen)	Région Île-de-France / SGP / Ville de Paris / CD 92 / CD 93
Tram Express Nord (Epinay-sur-Seine/le Bourget)	Etat / Région Île-de-France / SNCF / CD 93 / CD 95
Tram Express Ouest (St-Cyr / St-Germain-en-Laye)	Etat / Région Île-de-France / CD 78
Tramway T1 : prolongement Ouest (Asnières - Gennevilliers / Colombes)	Etat / Région Île-de-France / CD 92
Mise en accessibilité gares (RER / Transilien)	Région Île-de-France / STIF / SNCF

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de ma très haute considération.

Valérie PECRESSE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 13/10/2016
- Date de réception en préfecture: 13/10/2016

DELIBERATION N° CR 199-16

DU 13 OCTOBRE 2016

DESIGNATION DES REPRESENTANTS DU CONSEIL REGIONAL
DANS DIVERS ORGANISMES – OCTOBRE 2016

LE CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 4132-22

VU Le Code de l'Environnement

VU Le décret n° 2008-251 du 12 mars 2008 relatif aux Commissions Locales d'Information (CLI) auprès des Installations Nucléaires de Base (INB)

VU L'arrêté départemental n° 2015-ARR-DENV-0842 du 19 octobre 2015 portant composition de la Commission Locale d'Information (CLI) des installations nucléaires du Plateau de Saclay

VU Le rapport n° CR 199-16 présenté par Madame la Présidente du conseil régional d'Ile-de-France

APRES EN AVOIR DELIBERE

1. SECTEUR ECOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

1.1. Commission Locale d'Information (CLI) des installations nucléaires du Plateau de Saclay

- Désigne **2 représentants** au scrutin de liste avec répartition proportionnelle des sièges à la plus forte moyenne :

  M. Grégoire de LASTEYRIE
  M. Olivier THOMAS

La Présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 13/10/2016
- Date de réception en préfecture: 13/10/2016

DELIBERATION N° CR 199-16 BIS
DU 13 OCTOBRE 2016

REMPLACEMENT DE REPRESENTANTS DU CONSEIL REGIONAL DANS DIVERS ORGANISMES

LE CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Les démissions communiquées au secrétariat général du conseil régional

VU Le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4132-22 et L.4132-14

VU La délibération n° CR 55-16 du 21 janvier 2016 portant approbation du règlement intérieur du conseil régional d'Ile-de-France

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article unique :

Désigne pour le représenter :

DEMISSIONS		CANDIDATURES
Dispositif d'aide à l'écriture de scénario		
Mme Bénédicte MONVILLE - DE CECCO (EELVA)	Titulaire	M. François DAMERVAL (EELVA)
Commission consultative des Plans Régionaux d'Elimination des Déchets Dangereux (PREDD) et des Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux (PREDAS)		
Mme Bénédicte MONVILLE - DE CECCO (EELVA)	Représentante	M. François DAMERVAL (EELVA)

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 20/10/2016
- Date de réception en préfecture: 20/10/2016

DELIBERATION N° CR 184-16
DU 14 OCTOBRE 2016

AVIS DE LA REGION CONCERNANT LE PROJET DE DECRET DE FUSION DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC D'AMENAGEMENT (EPA) DE LA PLAINE DE FRANCE AVEC L'ETABLISSEMENT PUBLIC GRAND PARIS AMENAGEMENT (GPA)

LE CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales

VU Le code de l'urbanisme, notamment l'article L321-15

VU Le décret n°2002-477 du 8 avril 2002 modifié portant création de l'Etablissement public d'aménagement de la Plaine de France

VU Le décret n°2015-980 du 31 juillet 2015 relatif à l'Etablissement public Grand Paris Aménagement et abrogeant le décret n°2002-623 du 25 avril 2002 relatif à l'Agence foncière et technique de la région parisienne

VU Le rapport n° CR 184-16 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

VU L'avis de la commission Environnement et aménagement du territoire;

VU L'avis de la commission des finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1

Donne un avis favorable au projet de fusion en ce qu'il permet de créer des outils d'aménagement plus robustes et à même de conduire les opérations d'aménagement complexes et coûteuses.

Article 2

Attendu que la Réunion Interministérielle (RIM) du 10 octobre a conduit à un accord de modification de la structure de GPA en la transformant en établissement public à directoire et conseil de surveillance et que cette évolution sera portée sous forme d'amendement du gouvernement dans le cadre de l'examen du projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain ;

Attendu que la RIM a conclu à une présidence de conseil de surveillance confiée à un élu régional ;

Attendu que la Région ne participera plus au financement de l'EPA Plaine de France sous forme de subventions ;

La Région émet un avis favorable au projet de décret portant dissolution de l'Etablissement public d'aménagement (EPA) de la Plaine de France et transfert de ses droits et obligations à l'Etablissement public Grand Paris Aménagement, sous réserve du respect des engagements de l'Etat précités.

Article 3

Demande à l'Etat d'associer plus étroitement la Région Ile-de-France, ainsi que les administrateurs du conseil d'administration de l'établissement public Grand Paris Aménagement, au processus de regroupement prévu dans le projet de décret mentionné à l'article 1.

La Présidente du Conseil
régional d'Ile-de-France



Valérie PECRESSE

CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 20/10/2016
- Date de réception en préfecture: 20/10/2016

DELIBERATION N° CR 182-16

Du 13 octobre 2016

CLASSEMENT EN RESERVE NATURELLE REGIONALE DES ETANGS DE BONNELLES (78)

LE CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;
VU Le Code de l'environnement, notamment ses articles L 332-1 à L 332-27, R 332-30 à R 332-48, R 332-68 à R 332-81 ; L 411-1 à L 411-3 et R 411-1 à R 411-13 ;
VU Le code forestier
VU La délibération n° CR 30-06 du 5 octobre 2006 prise par le Conseil Régional d'Ile-de-France
relative aux nouvelles compétences régionales en matière de patrimoine naturel d'Ile-de-France ;
VU La délibération n° CR 71-13 prise par le Conseil Régional d'Ile-de-France du 26 et 27 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour la biodiversité en Ile-de-France ;
VU La délibération du Conseil Régional n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente ;
La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier ;
VU L'accord du conseil municipal de la commune de Bonnelles, propriétaire des parcelles, par délibération en date du 9 septembre 2016 pour le classement en Réserve Naturelle Régionale du site des Etangs de Bonnelles ;
VU Le budget de la Région Ile-de-France 2016 ;
VU Le rapport n° CR 182-16 du 13 octobre 2016 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France.
VU L'avis de la commission de l'environnement, et de l'aménagement du territoire ;
VU L'avis de la commission des finances ;

CONSIDERANT l'intérêt de préserver le site des Etangs de Bonnelles compte tenu notamment de sa richesse écologique ;

CONSIDERANT qu'il convient de soustraire le site à toute intervention susceptible de le dégrader.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : Classement en Réserve Naturelle Régionale

Décide de classer pour une durée de douze ans, en Réserve Naturelle Régionale, le site des Etangs de Bonnelles, sous la dénomination de « Réserve Naturelle Régionale des Etangs de Bonnelles » et approuve le périmètre ainsi que la réglementation nécessaire à la protection de la réserve (tels qu'ils figurent respectivement en annexes 1 et 2 à la présente délibération).

Article 2 : Modifie comme suit le second alinéa de l'article 5 de la délibération n° CR 103-16 du 22 septembre 2016

Précise qu'au titre de l'année budgétaire 2016 dans le domaine de l'assainissement, seuls les projets correspondant à des éco stations d'épuration, répondant à des critères économiques et environnementaux vertueux, et bénéficiant d'une affectation au plus tard à la Commission permanente de novembre pourront être pris en compte.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

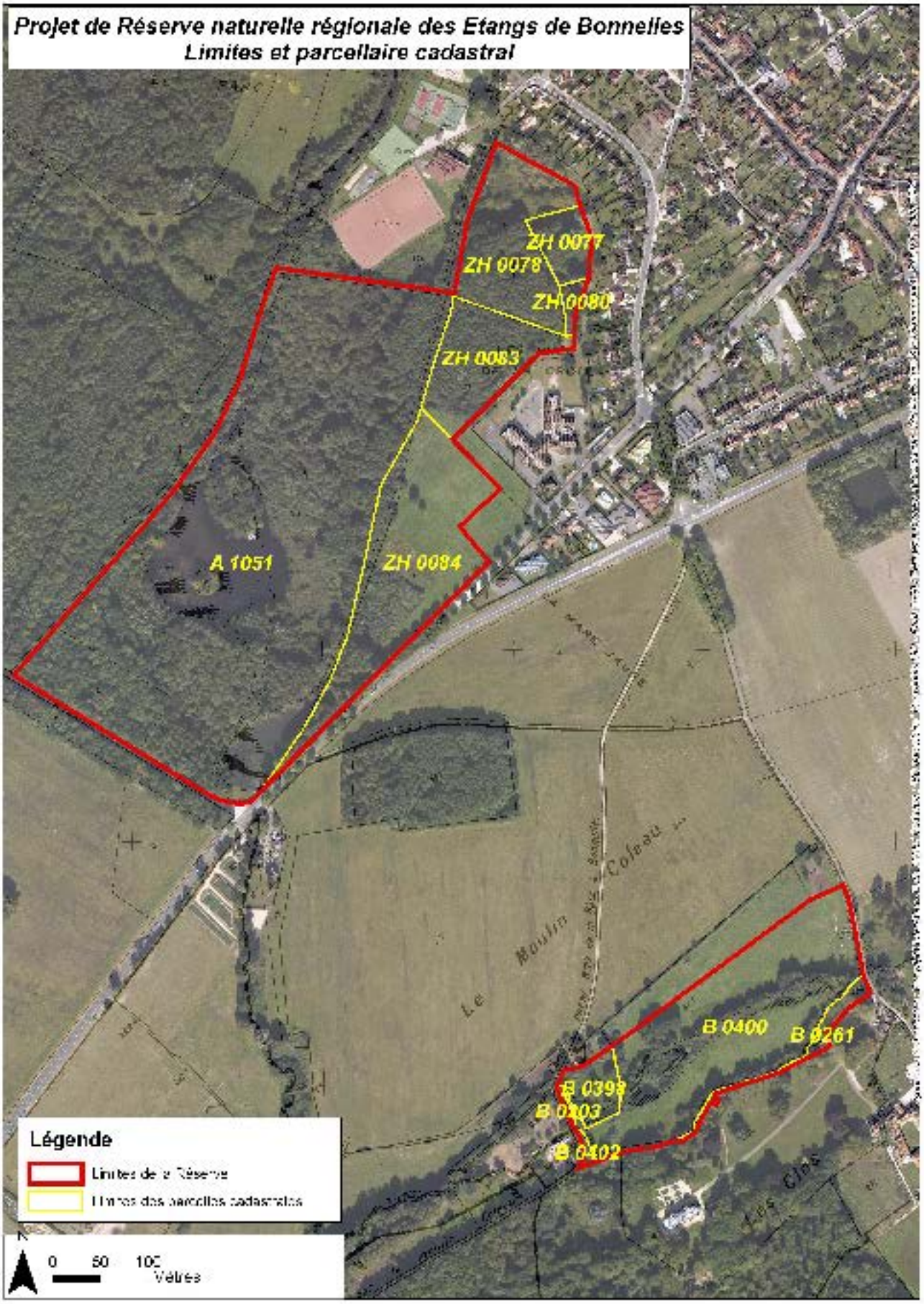
Valérie PECRESSE

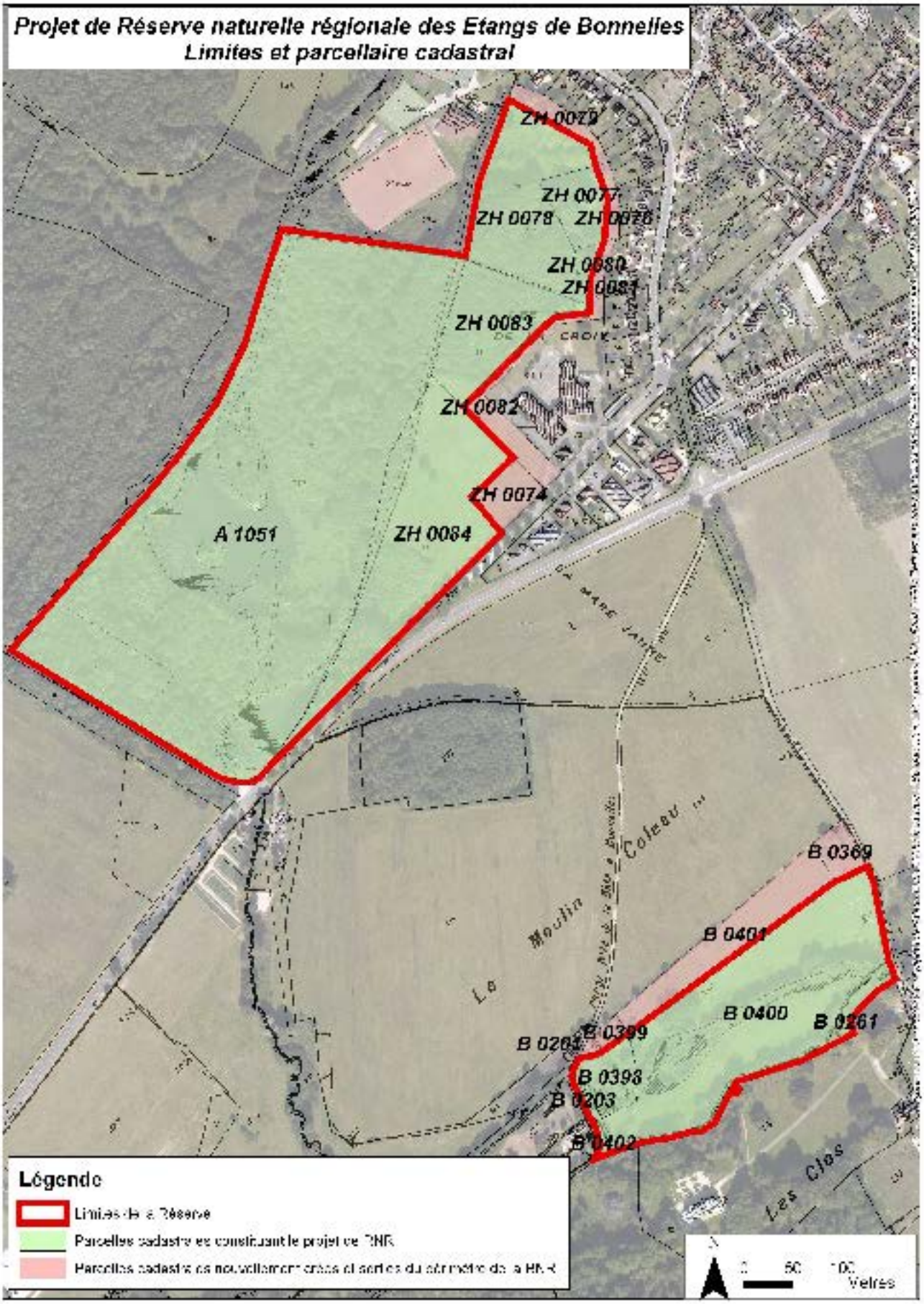
ANNEXE N°1 A LA DELIBERATION : PERIMETRE ET CADASTRE RELATIFS A LA RNR DES ETANGS DE BONNELLES

PERIMETRE ET CADASTRE RELATIFS A LA RNR DES ETANGS DE BONNELLES

Réserve Naturelle Régionale des Etangs de Bonnelles
Tableau parcellaire
Commune de situation : Bonnelles (78)

Référence cadastrale	Lieu dit	Propriétaire	Contenance cadastrale	Surface en ha
ZH 0080	Les Prés de la Croix	Commune de Bonnelles	0ha 09a 07ca	0,0907
ZH 0077	Les Prés de la Croix	Commune de Bonnelles	0ha 37a 15 ca	0,3715
ZH 0078	Les Prés de la Croix	Commune de Bonnelles	1ha 52a 00ca	1,52
ZH 0083	Les Prés de la Croix	Commune de Bonnelles	1ha 11a 28ca	1,1128
ZH 0084	Les Prés de la Croix	Commune de Bonnelles	2ha 63a 27ca	2,6327
A 1051	Le Parc	Commune de Bonnelles	12ha 27a 70ca	12,277
Surface autour des étangs (Partie Nord de la RNR)				18,0047
B 0203	Le Moulin Coleau	Commune de Bonnelles	0ha 01a 75ca	0,0175
B 0261	Le Moulin Coleau	Commune de Bonnelles	0ha 19a 07ca	0,1907
B 0398	Le Moulin Coleau	Commune de Bonnelles	0ha 34a 02ca	0,3402
B 0400	Le Moulin Coleau	Commune de Bonnelles	3ha 46a 59ca	3,4659
B 0402	Le Moulin Coleau	Commune de Bonnelles	0ha 04a 27ca	0,0427
Surface des prairies du Moulin Coleau (Partie Sud de la RNR)				4,0570
SURFACE TOTAL DE LA RNR				**22,0617**


Projet de Réserve naturelle régionale des Etangs de Bonnelles
Limites et parcellaire cadastral
ZH 0077
ZH 0078
ZH 0080
ZH 0083
A 1051
ZH 0084
B 0400
B 0261
B 0398
B 0403
B 0402
Légende
Limites de la Réserve
Limites des parcelles cadastrales
0
50
100
Mètres


Projet de Réserve naturelle régionale des Etangs de Bonnelles
Limites et parcellaire cadastral
ZH 0079
ZH 0077
ZH 0078
ZH 0076
ZH 0080
ZH 0081
ZH 0083
ZH 0082
ZH 0074
A 1051
ZH 0084
B 0369
B 0401
B 0400
B 0261
B 0399
B 0205
B 0398
B 0203
B 0402
Légende
Limites de la Réserve
Parcelles cadastrales constituant le projet de RNR
Parcelles cadastrales nouvellement créées et sorties du périmètre de la RNR
Mètres

Réserve Naturelle Régionale des Etangs de Bonnelles
Limites et parcellaire cadastral

Partie Nord

CR 182-16

ZH 0078 *ZH 0077*

ZH 0080

ZH 0083

A 1051

ZH 0084

LES CARROUGES

LA MARE JAUNE

DE LA CROIX

Bonnelles

Sources : Orthophotos : Copyright InterAtlas - Paris 2008 / Cadastre : "BD parcellaire" Copyrights IGN - Paris 2008 / Périmètre réserve et réalisation : Mission Nature & Environnement - PnrHVC - Février 2014

Légende

Limites de la Réserve

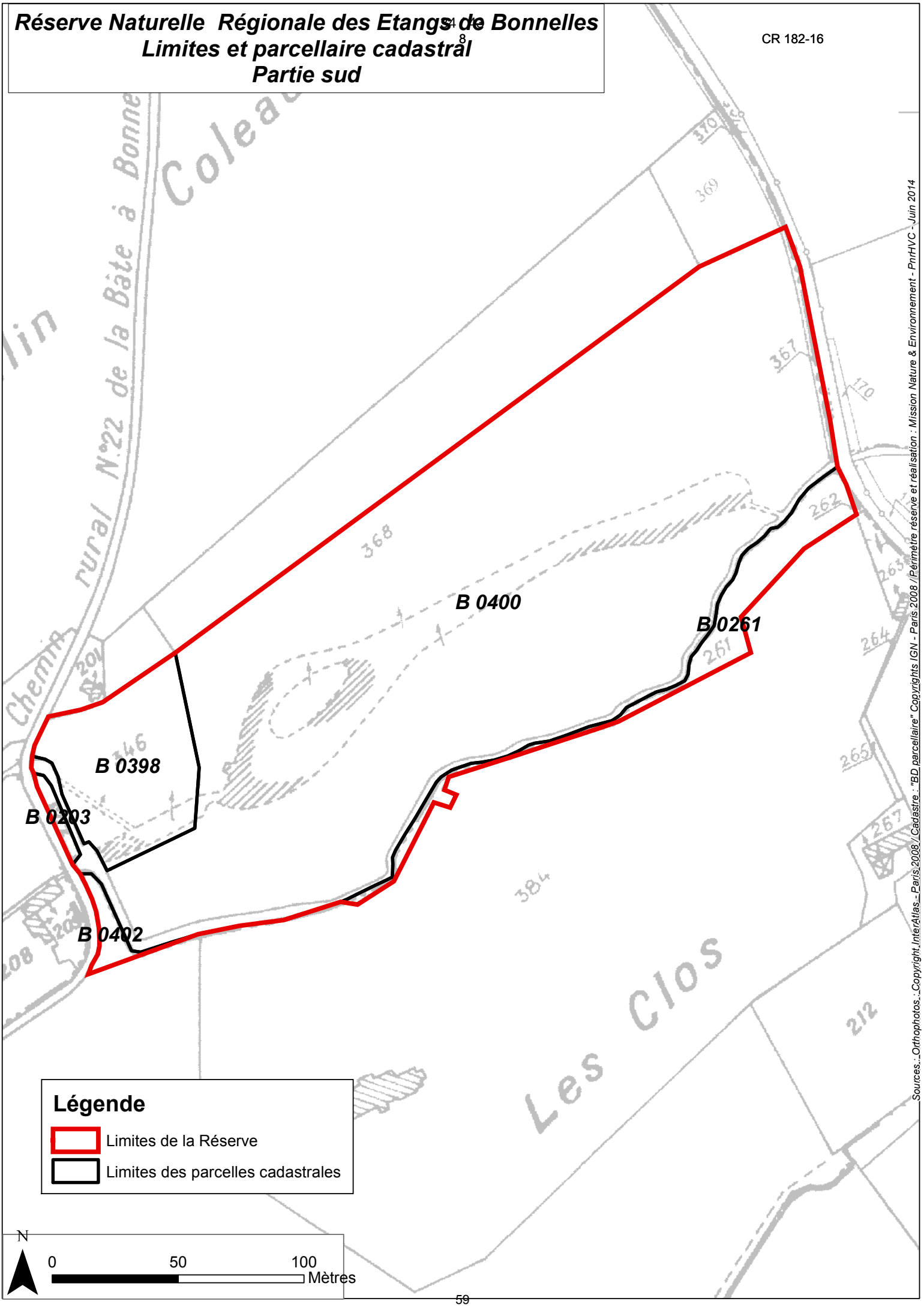
Limites des parcelles cadastrales

N

0 50 100 Mètres

Réserve Naturelle Régionale des Etangs de Bonnelles
Limites et parcellaire cadastral
Partie sud

CR 182-16



Sources : Orthophotos : Copyright IntérAtlas - Paris 2008 / Cadastre : "BD parcellaire" Copyrights IGN - Paris 2008 / Périmètre réserve et réalisation : Mission Nature & Environnement - PnrHVC - Juin 2014

ANNEXE N°2 A LA DELIBERATION : REGLEMENTATION APPLICABLE DANS LE PERIMETRE DE LA RNR DES ETANGS DE BONNELLES

REGLEMENTATION APPLICABLE DANS LE PERIMETRE DE LA RNR DES ETANGS DE BONNELLES (78)

ARTICLE 1 : Dénomination et délimitation

Sont classées en réserve naturelle régionale, sous la dénomination de « Réserve naturelle régionale des Etangs de Bonnelles », les parcelles cadastrales suivantes situées sur le territoire de la commune de Bonnelles (Yvelines) :

Référence cadastrale	Lieu-dit	Propriétaire	Contenance cadastrale	Surface en ha
ZH 0080	Les Prés de la Croix	Commune de Bonnelles	0ha 09a 07ca	0,0907
ZH 0077	Les Prés de la Croix	Commune de Bonnelles	0ha 37a 15 ca	0,3715
ZH 0078	Les Prés de la Croix	Commune de Bonnelles	1ha 52a 00ca	1,52
ZH 0083	Les Prés de la Croix	Commune de Bonnelles	1ha 11a 28ca	1,1128
ZH 0084	Les Prés de la Croix	Commune de Bonnelles	2ha 63a 27ca	2,6327
A 1051	Le Parc	Commune de Bonnelles	12ha 27a 70ca	12,277
Surface autour des étangs (Partie Nord de la RNR)				18,0047
B 0203	Le Moulin Coleau	Commune de Bonnelles	0ha 01a 75ca	0,0175
B 0261	Le Moulin Coleau	Commune de Bonnelles	0ha 19a 07ca	0,1907
B 0398	Le Moulin Coleau	Commune de Bonnelles	0ha 34a 02ca	0,3402
B 0400	Le Moulin Coleau	Commune de Bonnelles	3ha 46a 59ca	3,4659
B 0402	Le Moulin Coleau	Commune de Bonnelles	0ha 04a 27ca	0,0427
Surface des prairies du Moulin Coleau (Partie Sud de la RNR)				4,0570
SURFACE TOTAL DE LA RNR				**22,0617**

La superficie totale de la réserve est de **22 hectares 06 ares 17 centiares**.

Les parcelles et emprises constituant le périmètre de la réserve sont reportées sur la carte au 1/25 000 et sur les plans cadastraux annexés à la présente délibération. Ces pièces peuvent être consultées en Mairie de Bonnelles ainsi qu'à la Direction de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Energie du Conseil Régional d'Ile-de-France.

ARTICLE 2 : Durée du classement

Ce classement est valable pour une durée de 12 ans, renouvelable par tacite reconduction, sauf demande expresse présentée par le propriétaire dans un délai de 6 mois avant la date de l'échéance.

ARTICLE 3 : Mesures de protections applicables dans le périmètre de la réserve naturelle

3.1 - Réglementation relative à la faune

Sous réserve des activités autorisées par la présente règlementation ou opérations prévues au plan de gestion en vigueur de la réserve naturelle, il est interdit :

- d'introduire dans la réserve naturelle toute espèce animale, quel que soit leur stade de développement ;
- de porter atteinte, de quelque manière que ce soit, aux animaux d'espèces non domestiques, ainsi qu'à leurs œufs, larves, couvées, portées ou nids, ou de les emporter hors de la réserve naturelle ;
- de troubler ou de déranger les animaux par quelque moyen que ce soit.

Toutefois, des dérogations peuvent être accordées à des fins scientifiques ou de gestion :

- pour les espèces protégées au titre de l'article L.411-1 du code de l'environnement, par le Préfet ;
- pour les autres espèces animales non domestiques, par la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France après avis du comité consultatif de gestion de la réserve naturelle et du conseil scientifique territorial dont elle dépend ;
- pour la régulation des espèces invasives, sous réserve d'éventuels déséquilibres en présence.

3.2 - Réglementation relative à la flore

Sous réserve des activités autorisées par la présente règlementation ou opérations prévues au plan de gestion en vigueur de la réserve naturelle, il est interdit :

- d'introduire dans la réserve naturelle, tous végétaux sous quelque forme que ce soit et quel que soit leur stade de développement ;
- de porter atteinte de quelque manière que ce soit, aux végétaux non cultivés ou de les emporter hors de la réserve naturelle.

Toutefois, des dérogations à ces interdictions peuvent être accordées notamment à des fins scientifiques ou de gestion :

- pour les espèces protégées au titre de l'article L.411-1 du code de l'environnement, par le Préfet ;
- pour toutes les autres espèces végétales non cultivées, par la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France après avis du comité consultatif de gestion de la réserve naturelle et du conseil scientifique territorial dont elle dépend ;
- pour la régulation des espèces invasives.

3.3 – Règlementation relative à la chasse

L'exercice de la chasse est interdit sur l'ensemble du territoire de la réserve naturelle.

3.4 - Réglementation relative à la pêche

La pêche est interdite dans la réserve naturelle, sauf autorisation délivrée à des fins scientifiques par la Présidente du Conseil régional après avis du conseil scientifique de la réserve.

La pêche reste autorisée sur l'étang de Chartemps depuis les emplacements prévus à cet effet. Cette activité s'exerce conformément à la présente règlementation ainsi qu'aux modalités prévues au sein de la convention relative à cette activité liant la Commune de Bonnelles, l'organisme gestionnaire de la réserve naturelle et l'association de pêche locale autorisée par la commune dans l'attente de la validation du plan de gestion de la réserve naturelle. Le projet de convention est soumis pour accord au Conseil régional Ile-de-France après avis du conseil scientifique territorialisé.

Le plan de gestion de la réserve naturelle encadrera les modalités d'exercice de cette activité.

3.5 - Réglementation relative aux activités agricoles, pastorales et forestières

Les activités agricoles et pastorales extensives ainsi que les activités forestières concourant à la bonne exécution des objectifs du plan de gestion de la réserve naturelle sont autorisées et s'exercent conformément aux préconisations dudit plan.

Toutes les parcelles boisées de la réserve sont classées en Forêt de protection de la forêt de Rambouillet. Une partie d'entre elles sont également en Espaces Boisés Classés au PLU de la commune. Ces protections interdisent tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation ou la protection des boisements.

3.6- Réglementation relative aux activités industrielles ou commerciales

Les activités industrielles et commerciales sont interdites. Les activités commerciales liées à la gestion et à l'animation de la réserve naturelle peuvent être autorisées par la Présidente du Conseil régional après avis du comité consultatif.

3.7 - Réglementation relative à la circulation des personnes

La circulation des personnes n'est autorisée que sur les parcours et zones d'observation aménagés à cet effet, prévus au sein du plan de gestion en vigueur de la réserve naturelle.

Toutefois, peuvent circuler en dehors de ces parcours :

- l'organisme gestionnaire, ou ses mandataires, dans le cadre des opérations de gestion et des études scientifiques prévues au plan de gestion de la réserve naturelle ;
- les agents cités à l'article L.332-20 du code de l'environnement dans l'exercice de leurs missions de police de l'environnement ;
- les personnes ayant reçu une autorisation spéciale de la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France après avis du comité consultatif de gestion de la réserve naturelle, notamment à des fins scientifiques.

Toute forme de camping est interdite.

Le bivouac est autorisé dans le cadre des opérations de gestion et d'inventaires prévus au plan de gestion de la réserve naturelle.

3.8 - Réglementation relative à la circulation des animaux domestiques

Les animaux domestiques concourant à la mise en œuvre du plan de gestion de la réserve naturelle sont autorisés sur l'ensemble du territoire de la réserve naturelle.

Les chiens non tenus en laisse sont interdits dans la réserve naturelle, à l'exception de ceux participant à des missions de police, de recherche ou de sauvetage.

3.9 - Réglementation relative aux activités et manifestations sportives et de loisirs

Les activités sportives sont interdites sur l'ensemble du territoire de la réserve naturelle, à l'exception des activités pédestres qui sont autorisées sur les parcours prévus à l'article 3.7.

Les activités de modélisme, que ce soit l'usage des engins nautiques ou volants, sont interdites sur l'ensemble du territoire de la réserve naturelle.

Les manifestations sportives ou de loisirs sont interdites sur l'ensemble du territoire de la réserve naturelle. Toutefois, des dérogations peuvent être accordées à titre exceptionnel par la Présidente du Conseil régional après avis du comité consultatif.

Deux événements festifs annuels dédiés à la pêche sont autorisés. Ils se déroulent conformément à la présente réglementation. Les modalités sont définies au sein de la convention relative à la pêche liant la Commune de Bonnelles, l'organisme gestionnaire de la réserve naturelle et l'association de pêche locale dans l'attente de la validation du plan de gestion de la réserve naturelle. Le projet de convention est soumis pour accord au Conseil régional Ile-de-France après avis du conseil scientifique territorialisé.

Le plan de gestion de la réserve naturelle encadrera les modalités d'exercice de ces activités.

Les dispositions de l'article 3.9 de la présente règlementation ne sont pas applicables aux animations à buts pédagogiques et visites accompagnées, organisées par ou avec l'organisme gestionnaire, ou ses mandataires.

3.10 - Réglementation relative à la circulation et au stationnement des véhicules

La circulation et le stationnement des véhicules à moteur sont interdits à l'intérieur de la réserve.

Toutefois, cette interdiction n'est pas applicable aux véhicules utilisés :

- pour les activités de gestion et scientifiques concourant à la bonne exécution des objectifs du plan de gestion de la réserve ;
- pour la surveillance de la réserve ;
- lors d'opérations de police, de secours et de sauvetage.

3.11 - Réglementation relative aux nuisances sur le site

Il est interdit :

- d'abandonner, de déposer ou de jeter tout produit de quelque nature que ce soit pouvant nuire à la qualité de l'eau, de l'air, du sol, du site ou à l'intégrité de la faune et de la flore ;
- d'abandonner, de déposer ou de jeter, en dehors des lieux spécialement prévus à cet effet, des papiers, boîtes de conserve, bouteilles, ordures ou détritus de quelque nature que ce soit ;
- de troubler la tranquillité des lieux par toute perturbation sonore sous réserve de l'exercice des activités prévues par la présente règlementation ou opérations prévues au plan de gestion en vigueur de la réserve naturelle ;
- de porter atteinte au milieu naturel en faisant des inscriptions autres que celles qui sont nécessaires à l'information du public, à la règlementation, à l'interprétation et aux délimitations foncières ;
- de faire du feu excepté dans le cadre des opérations de gestion prévues au plan de gestion de la réserve naturelle ;
- de dégrader par quelque nature que ce soit les bâtiments, équipements et mobiliers de la réserve naturelle.

3.12 - Réglementation relative aux travaux

3.12.1 - Réglementation relative à la modification de l'état et de l'aspect de la réserve naturelle

Conformément à l'article L.332-9 du code de l'environnement, le territoire classé en réserve naturelle ne peut être ni détruit, ni modifié dans son état ou dans son aspect, sauf autorisation spéciale du Conseil Régional d'Ile-de-France dans les modalités prévues aux articles R.332-44 à 46 du code de l'environnement.

3.12.2 - Réglementation relative aux travaux

Le plan de gestion de la réserve naturelle est le document cadre définissant les modifications de son état et de son aspect.

Sous réserve de l'article 3.12.1 de la présente réglementation, l'exécution de travaux de constructions ou d'installations diverses est interdite sur l'ensemble du territoire de la réserve naturelle à l'exception :

- des travaux d'entretien courant de la réserve naturelle menés par l'organisme gestionnaire, ou ses mandataires, conformément aux préconisations du plan de gestion ;
- des modalités de mise en œuvre des objectifs prévus au plan de gestion de la réserve naturelle. Celles-ci doivent néanmoins faire l'objet d'une déclaration préalable auprès du Conseil Régional d'Ile-de-France ;
- des travaux urgents indispensables à la sécurité des biens ou des personnes après information du Conseil Régional d'Ile-de-France, sans préjudice de leur régularisation ultérieure.

3.13 - Réglementation relative à la publicité

Conformément aux dispositions de l'article L.332-14 du code de l'environnement, toute publicité quelle qu'en soit la nature est interdite à l'intérieur de la Réserve Naturelle.

Ne sont pas visés par cette interdiction, les supports de communication réalisés par l'organisme gestionnaire.

3.14 - Réglementation relative à l'utilisation du nom de la Réserve naturelle ou de l'appellation « Réserve naturelle »

L'utilisation, à des fins publicitaires et commerciales, sous quelque forme que ce soit, de la dénomination de la réserve ou de l'appellation « réserve naturelle », « réserve naturelle régionale », à l'intérieur ou en dehors de la réserve, est interdite sauf autorisation de la Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France.

Ne sont pas soumis à cette interdiction la commune, l'organisme gestionnaire ou ses mandataires ainsi que le Conseil Régional d'Ile-de-France.

3.15 - Réglementation relative à la prise de vues et de son

La recherche, l'approche, notamment par l'affût et la poursuite d'animaux non domestiques, pour la prise de vues ou de son sont interdites en dehors des parcours prévus à l'article 3.8 de la présente règlementation sauf autorisation délivrée par la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France.

ARTICLE 4 - Modalités de gestion

4.1 - Le comité consultatif de gestion

Il est institué un comité consultatif de gestion de la Réserve naturelle régionale des Étangs de Bonnelles, dont la composition et les modalités de fonctionnement sont fixées par la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France.

Ce comité a pour mission d'examiner tout sujet relatif au fonctionnement de la réserve naturelle, à sa gestion et aux conditions d'application des mesures de protection prévues à l'article 3 de la présente réglementation.

4.2 - Le conseil scientifique territorial

La Réserve naturelle régionale des Etangs de Bonnelles est rattachée au conseil scientifique territorial du secteur 4 (Ouest Essonne et Sud Yvelines), dont la mission est d'apporter un avis sur toute question à caractère scientifique touchant à la réserve naturelle.

4.3 - Le plan de gestion

Le plan de gestion de la réserve naturelle est élaboré par le gestionnaire dans les trois années suivant le classement, conformément aux dispositions de l'article R.332-43 du code

de l'Environnement et validé par délibération du Conseil Régional après avis du comité consultatif de gestion et du conseil scientifique de la réserve naturelle ainsi que du Conseil scientifique régional du patrimoine naturel (CSRPN).

Ce document couvre la durée de classement de la réserve naturelle, soit douze ans. Une évaluation à mi-parcours sera réalisée.

ARTICLE 5 : Désignation et missions du gestionnaire

Conformément aux articles L.332-8 et R.332-42 du code de l'environnement, la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France désigne le gestionnaire de la réserve naturelle avec lequel il passe une convention.

Le rôle du gestionnaire est notamment :

- de contrôler l'application des mesures de protection prévues à l'article 3 de la présente règlementation ;
- d'élaborer, de mettre en œuvre et d'évaluer le plan de gestion de la réserve naturelle prévu à l'article 4.3 de la présente règlementation ;
- de réaliser ou de faire réaliser l'ensemble des opérations nécessaires à la conservation du patrimoine naturel de la réserve naturelle et au maintien des équilibres biologiques des habitats et de leurs populations animales et végétales ;
- d'assurer l'accueil et l'information du public ainsi que les animations pédagogiques.

ARTICLE 6 : Contrôle des prescriptions

L'organisme gestionnaire est chargé de contrôler l'application des mesures de protection prévues à l'article 3 de la présente règlementation, en s'appuyant pour cela sur des agents commissionnés et assermentés au titre de l'article L.332-20 du code de l'environnement.

Les infractions à la législation relative aux réserves naturelles et aux dispositions de la présente règlementation peuvent être constatées par tous les agents cités à l'article L.332-20 du Code de l'environnement.

ARTICLE 7 : Sanctions

Les infractions aux dispositions du code de l'environnement relatives à l'ensemble des réserves naturelles, ainsi qu'aux dispositions de la présente règlementation, seront punies par les peines prévues aux articles L.332-25 à L.332-27 et R.332-69 à R.332-81 du code de l'environnement.

Ces infractions peuvent être constatées par les agents visés à l'article 6 de la présente règlementation.

ARTICLE 8 : Modifications des limites ou de la réglementation - Déclassement de la réserve naturelle

Toute modification des limites ou de la réglementation de la réserve naturelle intervient dans les mêmes formes que celles mises en œuvre pour son classement.

Tout déclassement partiel ou total de la réserve naturelle sera précédé d'une enquête publique.

ARTICLE 9 : Publication

La décision de classement est publiée au recueil des actes administratifs du Conseil Régional d'Ile-de-France et reportée avec son plan de délimitation, aux documents mentionnés à l'article R.332-13 du code de l'environnement.

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 19/10/2016
- Date de réception en préfecture: 19/10/2016

DELIBERATION N° CR 195-16
DU 14 OCTOBRE 2016

Soutien exceptionnel à l'achat de semences pour la récolte 2017 – affectation.

LE CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-France

VU Les lignes directrices de la communauté concernant les aides d'Etat dans le secteur agricole (JOUE DU 27/12/2006 – 2006/C 319/01) ;

VU Le règlement (UE) n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture ;

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code Rural ;

VU Le Code de l'environnement ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 portant délégation d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier ;

VU La délibération n° CR189-16 du 23 septembre 2016 relative au soutien exceptionnel à l'achat de semences certifiées ;

VU La délibération n° CR 196 -16 du 13 et 14 octobre 2016 relative au budget modificatif ;

VU Le budget de la région Ile-de-France pour 2016 ;

VU Le rapport n° CR 195-16 présenté par Madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VU L'avis de la commission de l'agriculture et de la ruralité

VU L'avis de la commission des finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Affecte une autorisation d'engagement de **6 500 000,00 €** au titre d'une aide exceptionnelle aux exploitations céréalières, afin de soutenir les agriculteurs dont les récoltes de céréales à paille ont été catastrophiques en 2016 en raison des mauvaises conditions météorologiques du printemps, disponible sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie », programme HP 93-001 « Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro-alimentaire », action 19300103 « Soutien aux filières » du budget 2016.

Article 2 :

Rappelle qu'à sa session de septembre 2016, le Conseil régional a adopté le règlement d'intervention relatif au dispositif de soutien exceptionnel à l'achat de semences certifiées. Il a également été prévu que dans le cadre des groupes de travail lancés par la présidente pour élaborer le pacte agricole régional, les élus de la commission ruralité agriculture seront associés sous un mois au bilan de cette mesure. Sur cette base, les modalités d'un accompagnement ad hoc seront examinées pour le triage à façon des céréales de printemps, pour les producteurs de céréales d'hiver qui n'auraient pas du tout eu recours au dispositif d'urgence d'aide à l'achat de semences certifiées, dans la limite de 20% des crédits accordés.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE N° 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF DES SUBVENTIONS

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	13/10/2016	N° de rapport	CR195-16	Budget	2016

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**93 - Agriculture, pêche, agro-industrie**
Programme	**193001 - Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro-alimentaire**
Action	**19300103 - Soutien aux filières**

Dispositif : N° 00000978 - Aide exceptionnelle aux exploitations céréalières

Dossier	16016000 - AIDE EXCEPTIONNELLE AUX EXPLOITATIONS CEREALIERES			
Bénéficiaire	R5559 - DIVERS CREANCIERS REG ILE DE FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 500 000,00 €		Code nature	65732
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 500 000,00 €	HT	100 %	6 500 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000978 - Aide exceptionnelle aux exploitations céréalières	6 500 000,00 €

Total sur l'imputation 939 - 93 - 193001 - 19300103	6 500 000,00 €

ANNEXE N° 1 A LA DELIBERATION : FICHE PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16016000

Conseil régional du 13 octobre 2016

Objet : AIDE EXCEPTIONNELLE AUX EXPLOITATIONS CEREALIERES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide exceptionnelle aux exploitations céréalières	6 500 000,00 €	100,00 %	6 500 000,00 €
	Montant Total de la subvention		6 500 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-93-65732-193001-200
19300103- Soutien aux filières

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DIVERS CREANCIERS REG ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 35 BD DES INVALIDES
75007 PARIS
Statut Juridique : Région
Représentant :

N° SIRET : 23750007900056

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide exceptionnelle aux exploitations céréalières
Rapport Cadre : CR189-16 du 22/09/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 22 août 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 13 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Aide d'urgence aux agriculteurs. Le règlement d'intervention prévoit une date de début d'éligibilité au 22 août 2016.

Objectifs :
Ce dispositif a pour objet d'apporter une aide exceptionnelle aux exploitations céréalières.

Description :
Ce dispositif est mobilisé de manière exceptionnelle suite à la moisson 2016.

Public(s) cible(s) :
les exploitations agricoles, quel que soit leur statut juridique, ayant leur siège en Ile-de-France

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	1 500 000,00 €
2017	5 000 000,00 €

PRÉFECTURE DE LA RÉGION
D'ILE-DE-FRANCE
PRÉFECTURE DE PARIS
13 OCT. 2016
Bureau du contrôle de légalité
et du contentieux

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

REGION ILE-DE-FRANCE

POSTE COMPTABLE : DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE

M71

DECISION MODIFICATIVE
Votée par fonction

ANNÉE 2016

CR 196-16

SOMMAIRE

Délibération 7-10

I – Informations générales 11-18

A - Informations statistiques, fiscales et financières 11
B - Modalités de vote 13
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent : Résultat 14
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent – RAR Dépenses 15
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent – RAR Recettes 16
D1 - Présentation des AP votées 17
D2 - Présentation des AE votées 18

II - Présentation générale du budget 19-28

A1 - Vue d'ensemble – Exécution du budget 19
A2 - Vue d'ensemble – Total des opérations réelles et d'ordre 20
B - Récapitulation par groupes fonctionnels 21
C1 - Equilibre financier – Investissement 23
C2 - Equilibre financier – Fonctionnement 24
D1 - Balance générale – Dépenses 25
D2 - Balance générale – Recettes 27

III - Vote du budget 29-74

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 29-52

A.900 – Services généraux 31
A.901 – Formation professionnelle et apprentissage 32
A.902 – Enseignement 33
A.903 – Culture, sports et loisirs 34
A.904 – Santé et action sociale 35
A.905 – Aménagement des territoires 36
A.906 – Gestion des fonds européens 37
A.907 – Environnement 38
A.908 – Transports 39
A.909 – Action économique 41
A.921 – Taxes non affectées 42
A.922 – Dotations et participations 43
A.923 – Dettes et autres opérations financières 44
A.925 – Opérations patrimoniales 45
A.926 – Transferts entre les sections 48
A.95 – Chapitres de prévisions sans réalisation 52

SOMMAIRE

B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 53-74

B.930 - Services généraux 55
B.931 - Formation professionnelle et apprentissage 56
B.932 - Enseignement 57
B.933 - Culture, sports et loisirs 58
B.934 - Santé et action sociale 59
B.935 - Aménagement des territoires 60
B.936 – Gestion des fonds européens 61
B.937 - Environnement 62
B.938 - Transports 63
B.939 - Action économique 65
B.940 - Impositions directes 66
B.941 - Autres impôts et taxes 67
B.942 - Dotations et participations 68
B.943 - Opérations financières 69
B.944 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus 70
B.945 - Provisions et autres opérations mixtes 71
B.946 - Transferts entre les sections 72
B.947 - Transferts à l'intérieur de la section de fonctionnement 73
B.95 - Chapitres de prévision sans réalisations 74

IV – Annexes 75-100

A – Présentation croisée 75-96

A.900 - Services généraux 75
A.901 - Formation professionnelle et apprentissage 76
A.902 - Enseignement 77
A.903 - Culture, sports et loisirs 78
A.904 - Santé et action sociale 79
A.905 - Aménagement des territoires 80
A.906 – Gestion des fonds européens 81
A.907 - Environnement 82
A.908 - Transports 83
A.909 - Action économique 85
A.930 - Services généraux 86
A.931 - Formation professionnelle et apprentissage 87
A.932 - Enseignement 88
A.933 - Culture, sports et loisirs 89
A.934 - Santé et action sociale 90

SOMMAIRE

A.935 - Aménagement des territoires 91
A.936 – Gestion des fonds européens 92
A.937 - Environnement 93
A.938 - Transports 94
A.939 - Action économique 96

B - Eléments du bilan 97

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie ..... SANS OBJET
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 97
B1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux ..... SANS OBJET
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours ..... SANS OBJET
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture ..... SANS OBJET
B2 - Méthodes utilisées ..... SANS OBJET
B3 - Etat des provisions constituées ..... SANS OBJET
B4 - Etat des charges transférées ..... SANS OBJET
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers ..... SANS OBJET
B6 - Prêts ..... SANS OBJET
B7.1 - Equilibre des opérations financières – Dépenses ..... SANS OBJET
B7.2 - Equilibre des opérations financières – Recettes ..... SANS OBJET

C - Engagements hors bilan 99

C1.1 - Etat des emprunts garantis ..... SANS OBJET
C1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt 99
C2 - Subventions versées ..... SANS OBJET
C3 - Etat des contrats de crédit-bail ..... SANS OBJET
C4 - Etat des contrats de PPP ..... SANS OBJET
C5 - Etat des autres engagements donnés ..... SANS OBJET
C6 - Etat des engagements reçus ..... SANS OBJET
C7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale ..... SANS OBJET

D - Autres éléments d'information ..... SANS OBJET

D1.1 - Etat du personnel ..... SANS OBJET
D2 - Liste des organismes dans lesquels la région a pris un engagement financier ..... SANS OBJET
D3.1 - Liste des organismes de regroupement ..... SANS OBJET
D3.2 - Liste des établissements publics créés ..... SANS OBJET
D3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe ..... SANS OBJET
D3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe ..... SANS OBJET
D3.5.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget ..... SANS OBJET
D3.5.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation ..... SANS OBJET

SOMMAIRE

E - Décisions en matière de taux - Arrêté et signatures 100

E1 - Décisions en matière de taux .....SANS OBJET
E2 - Arrêté – Signatures 100

Le présent projet de décision modificative a été établi conformément à la maquette consolidée de budget supplémentaire voté par fonction issue de l'arrêté du 21 décembre 2015 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M71 applicable aux régions. En application de celle-ci, les projets de décisions modificatives ne doivent désormais reproduire que les états effectivement impactés par les nouvelles propositions de la présidente et le vote de l'assemblée délibérante.

CONSEIL REGIONAL
D'ILE-DE-FRANCE

DELIBERATION N° CR 196-16
DU 13 OCTOBRE 2016

Décision modificative 2016

LE CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU L'arrêté n° NOR/MDIB 0400012A du 1er août 2004 relatif à l'application d'un plan comptable au secteur public local ;

VU L'arrêté n° NOR: INTB1526075A du 21 décembre 2015 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M71 applicable aux régions ;

VU La délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier n° CR 33-10 ;

VU La délibération n° CR 45-16 du 8 avril 2016 fixant le montant des recettes et portant ouverture d'autorisations de programme, d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement dans le budget de la Région Ile-de-France pour 2016 ;

VU Le compte de gestion 2015 arrêté par le Receveur général des finances de Paris ;

VU La délibération n° CR 121-16 du 16 juin 2016 relative à l'adoption du compte administratif de la Région Ile-de-France pour 2015 ;

VU La délibération n° CR 136-16 du 8 juillet 2016 portant budget supplémentaire pour 2016 ;

VU L'avis du Conseil économique, social et environnemental régional ;

VU L'avis de la Commission des finances ;

VU Le rapport n° CR 196-16 présenté par Madame Valérie PECRESSE, Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Le montant des autorisations d'engagement ouvertes à la section de fonctionnement du budget 2016 est porté de 2 309 100 000 euros à 2 315 600 000 euros, conformément au détail par chapitre figurant dans le document budgétaire joint en annexe à la présente délibération.

Article 2 :

La répartition des crédits de paiement ouverts à la section de fonctionnement du budget 2016 est modifiée conformément au détail par chapitre figurant dans le document budgétaire joint en annexe à la présente délibération, à savoir :

Le montant des crédits de paiement ouverts au chapitre 943 « Opérations financières » est porté à 135 151 000 euros.

Le montant des crédits de paiement ouverts au chapitre 945 « Provisions et autres opérations mixtes » est porté à 6 000 000 euros.

Article 3 :

Décide de réajuster à la hausse la provision constituée au titre du risque de contentieux pour les loyers de la Tour Montparnasse à hauteur de 2 500 000 euros suivant le tableau joint en annexe à la présente délibération. Cette provision est imputée sur le chapitre 945 « Provisions et autres opérations mixtes », nature 6815 « Dotations aux provisions pour risques et charges de fonctionnement ».

Article 4 :

Décide de constituer cinq provisions pour un montant total de 3 500 000 euros au titre du risque de contentieux pour divers contentieux suivant le tableau joint en annexe à la présente délibération. Ces provisions sont imputées sur le chapitre 945 « Provisions et autres opérations mixtes », nature 6815 « Dotations aux provisions pour risques et charges de fonctionnement ».

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France



VALERIE PECRESSE

ANNEXE A LA DELIBERATION

PROVISIONS POUR DIVERS CONTENTIEUX

N° Dossier	Ordre Juridictionnel	JURIDICTION	Intitulé	Montant de la provision en €	Résumé des divers contentieux
430 DUODECIES	Administratif	TA MELUN	EIFFAGE - APPIA EST IDF C/ RIF BPAL VAIRES Opération de réalisation d'équipements d'accueil, de logistique et de formation Demande de paiement du DGD	200 000,00	En 2008, dans le cadre du projet de création d´un parcours d´eaux vives de dimension internationale sur la BPAL de Vaires-Torcy et de réalisation du programme de développement du site, la Région a confié à un groupement dont le mandataire est la société APPIA EIFFAGE ILE DE France, un marché « VRD-Espaces verts ». La Région ayant perdu confiance en ses interlocuteurs et face à une situation de blocage, a décidé en septembre 2009 de résilier la majeure partie des marchés conclus pour la réalisation de l'opération de développement du site sportif de Vaires-Torcy, dont le marché en cause. Le groupement a alors saisi le Tribunal d'une demande tendant à voir condamner la Région à lui verser une somme au titre de divers préjudices (travaux supplémentaires, frais relatifs à l'interruption de chantier, indemnisation des conséquences de la décision de résiliation du marché).
1248	Administratif	TA VERSAILLES	STE CAMPENON BERNARD CONSTRUCTION C/ RIF Règlement du marché tel que défini dans le DGD du marché de travaux de rénovation d'ensemble et d'extension du lycée Corneille à la Celle Saint-Cloud	650 000	En 2007, la Région Ile-de-France a confié à la société CAMPENON Bernard Construction, un marché de travaux portant sur la rénovation d'ensemble et l'extension du Lycée Corneille à la Celle Saint-Cloud. Dès le démarrage des travaux, la Région a été confrontée à d'importantes carences de la part de la société CAMPENON Bernard Construction qui s'est révélée incapable d'exécuter correctement le chantier. Suite à des retards, des pénalités ont été calculées. La société demande au Tribunal le règlement du marché tel que défini dans le DGD.
1349	Administratif	TA VERSAILLES	STE BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE C/RIF et AFTRP Contestation du Décompte Général Définitif (DGD) du marché n°M2004DAD116 Lycée Curie à Versailles	500 000,00	La société BOUYGUES BATIMENT IDF a réalisé les travaux de réhabilitation du lycée Marie Curie à Versailles. Un mémoire en réclamation a été déposé en 2010 par la société contestant l'application de réfactions, la non-prise en compte des travaux supplémentaires et l'absence de révision des prix. Ces réclamations n'ayant été que partiellement accueillies, la société a alors saisi le CCIRA, qui a rendu un avis en 2011 au terme duquel il propose de restituer 81 570,03 € HT à la société au titre de l'annulation de certaines réfactions de prix, d'accorder la somme de 520 000 € HT au titre des travaux supplémentaires et d'appliquer la révision des prix sur ces sommes. Cet avis n'ayant pas été suivi par la Région, la société a saisi le TA de Versailles en 2012. Elle sollicite la condamnation de la Région à lui verser une somme au titre de divers préjudices (solde du marché, restitution des réfactions de prix, travaux supplémentaires).
1535 QUATER	Civil	TGI PARIS	ATEMI TRANSAT C/RIF demande indemnitaire Tour Montparnasse	2 500 000,00	A partir de 1999, la Région a implanté une partie de ses services administratifs dans la Tour Maine Montparnasse. La Région a ainsi pris des locaux à bail, auprès de la société UGICI (et ce jusqu'au 31 juillet 2015) ainsi qu'auprès de la société ATEMI TRANSAT (jusqu'au 30 septembre 2016). De nombreux dépassements de la norme réglementaire d'amiante ayant été constatés, la Région a décidé en mars 2014, afin de protéger ses agents, en application du principe de précaution, et en raison des manquements des bailleurs à leurs obligations, de mettre fin de manière unilatérale et avant leur terme aux baux conclus avec les sociétés. La Région a également émis des titres de recettes relatifs aux créances qu'elle détient sur les sociétés, Le 19 janvier 2015, la société ATEMI TRANSAT a assigné la Région à comparaître devant le TGI de Paris statuant au fond. Elle conteste la résiliation du bail et sollicite du juge qu'il condamne la Région à lui verser les sommes de 1 776 874, 18 €, au titre des loyers et charges impayés au 1er janvier 2015 et de 251,63 € au titre de la revalorisation du dépôt de garantie, ainsi que 100 000 € au t itre de dommages et intérêts en réparation du préjudice subi. La société demande également au juge d'annuler les titres de recettes émis par la Région. Le 9 avril 2015, la société UGICI a assigné la Région à comparaître devant le TGI de Paris statuant au fond. Elle conteste la résiliation du bail et demande au juge de constater sa poursuite jusqu'au 31 juillet 2015 (date de l'échéance du bail). Elle demande en conséquence au juge de condamner la Région au paiement de la somme de 4 156 668, 91 € à parfaire au titre des loyers, taxes et charges impayés depuis la résiliation. Enfin, elle demande l'annulation du titre de recettes émis par la Région.
1535 QUINQUIES	Civil	TGI PARIS	UGICI C/ RIF Demande d'annulation d'un titre de recette Tour Montparnasse		
1593 BIS	Administratif	TA PARIS	ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES HOTELIERS, RESTAURATEURS, LIMONADIERS (APHRL) rue Médéric c/ RIF Demande de résiliation et responsabilité contractuelle	1 500 000	L'APHRL est propriétaire d'un immeuble sis 20, rue Médéric à Paris 17ème. En 2002, l'APHRL et la RIF ont signé une convention ayant pour objet la mise à disposition de la RIF de l'ensemble des bâtiments appartenant à l'APHRL sans loyer. En contrepartie, la RIF s'est engagée à maintenir en état les bâtiments pendant une durée de 30 ans. L'APHR considère que la Région n'a pas respecté ses obligations et a demandé au Tribunal la résiliation de la convention, ainsi que la condamnation de la RIF à lui verser une somme au titre des travaux à réaliser et des indemnités d'occupation. A noter que le Tribunal des conflits doit se prononcer prochainement sur l'ordre de juridiction compétent, le juge judiciaire et le juge administratif s'étant déclarés incompétents.
1672	Administratif	TA VERSAILLES	STE LEON GROSSE Litige concernant les travaux de restructuration et d'extension de la Cité scolaire Hoche à Versailles	650 000,00	La Région a procédé à la restructuration et à l'extension de la cité scolaire Hoche à Versailles. Dans ce cadre, le marché de travaux a été attribué à la société Léon Grosse. Il était prévu trois phases avec des réceptions partielles. Toutefois suite aux différentes réceptions par phases, certaines réserves n'ont pas été levées, et le décompte général définitif a donc posé problème. En 2012, la société Léon Grosse a retourné le décompte général accompagné d'un mémoire en réclamation de 7 153 035, 28 € augmenté des intérêts moratoires et a saisi le CCIRA. En 2013, le CCIRA a considéré que la société pouvait prétendre au paiement d'une somme de 6 388 839, 61€ TTC. La société sollicite du juge du référé provision le versement d'une provision de 6 388 893, 61€ TTC, ramenée ultérieurement à un montant de 4 917 826, 98€ TTC.
Total				**6 000 000,00**	

I - INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques			
	Valeurs		Valeurs
Population totale*	12 116 367	Nombre de m2 de surface utile de bâtiments (3)	
Longueur de la voirie régionale (en km)		Nombre d'organismes de coopération auxquels participe la région	

* Décret n° 2015-1851 du 29 décembre 2015

Informations fiscales (N-2)

	Région	Pour mémoire, la moyenne nationale
Potentiel fiscal /habitant défini par l'article L. 4332-5 du CGCT (1)	Sans objet	Sans objet

(1) Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux)

	Informations financières - ratios -	Valeurs	Moyennes nationales
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	233,54	
2	Produit des impositions directes/population	61,45	
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	282,88	
4	Dépenses d'équipement brut/population	142,77	
5	Encours de dette/population (2)	442,63	
6	DGF/population	45,57	
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (3)	0,15	
8	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital/recettes réelles de fonctionnement (3)	0,95	
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement	0,50	
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)(3)	1,56	

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 01/01/N.
(3) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

LES RATIOS DE LA DECISION MODIFICATIVE 2016

1- Dépenses réelles de fonctionnement / population

Par dépenses réelles, on entend le total des dépenses de fonctionnement, à l'exclusion des opérations d'ordre (virement, dotation aux amortissements), qui ne donnent pas lieu à décaissement mais à un simple jeu d'écriture comptable, et à l'exclusion du reversement au titre du Fonds national de garantie individuelle de ressources régionales (FNGIR) et du prélèvement au titre de la péréquation CVAE.

2- Produit des impositions directes / population

Ce ratio concerne la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) et les impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER). En est déduit le reversement au titre du Fonds national de garantie individuelle de ressources régionales (FNGIR) et le prélèvement au titre de la péréquation CVAE.

3- Recettes réelles de fonctionnement / population

Ce ratio reprend les recettes réelles totales de fonctionnement (nettes du reversement au titre du Fonds national de garantie individuelle de ressources régionales - FNGIR - et du prélèvement au titre de la péréquation CVAE et hors recettes d'ordre qui correspondent à des transferts entre sections).

4- Dépenses d'équipement brut / population

Ce ratio prend en compte l'ensemble des dépenses d'équipement.

5- Encours de la dette / population

Le ratio est calculé sur l'encours total de la dette au 01/01/2016

6- DGF / population

Ce ratio est calculé sur le montant total de la DGF.

7- Dépenses de personnel / Dépenses réelles de fonctionnement

Ce ratio est calculé en totalisant les dépenses directes et indirectes de personnel (y compris charges sociales), rapportées au total des dépenses réelles de la section de fonctionnement à l'exclusion du reversement au titre du Fonds national de garantie individuelle de ressources régionales (FNGIR) et du prélèvement au titre de la péréquation CVAE.

8- Dépenses de fonctionnement et remboursement de la dette en capital / RRF

Le ratio calculé prend en compte dans le remboursement en capital de la dette le total des dépenses figurant au chapitre 923 article 16 (hors opérations afférentes à l'option de tirage sur la ligne de trésorerie et au refinancement éventuel de l'emprunt consolidé sur les lignes à encours variable).

9- Dépenses d'équipement brut / RRF

Les définitions du numérateur et du dénominateur de ce ratio sont les mêmes que celles indiquées précédemment.

10- Encours de la dette / RRF

Les définitions du numérateur et du dénominateur de ce ratio sont les mêmes que celles indiquées précédemment.

I - INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I - L'Assemblée délibérante vote le présent budget :

- au niveau chapitre pour la section d'investissement ;
- au niveau chapitre pour la section de fonctionnement ;
- avec vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante : 65861

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en investissement et en fonctionnement.

III – L'assemblée délibérante autorise la présidente à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans les limites suivantes : au sein de la section d'investissement et de la section de fonctionnement dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune de ces sections.

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, la présidente est réputée ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (1).

VI – Le présent projet de budget est présenté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif.

(1) « Budget de l'exercice » = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

I - INFORMATIONS GENERALES | I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT - RESULTAT | C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1			
	Dépenses	**Recettes**	**Solde d'exécution ou résultat reporté**	**Résultat ou solde (A) (3)**
TOTAL DU BUDGET	**7 738 879 323,23**	**7 980 743 891,12**	**-237 635 809,80**	**4 228 758,09**
Investissement	3 576 826 207,54	3 601 823 683,30	-238 649 158,91 (1)	-213 651 683,15
Fonctionnement	4 162 053 115,69	4 378 920 207,82	1 013 349,11 (2)	217 880 441,24

(1) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses>recettes, et + si recettes>dépenses.
(2) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.
(3) Indiquer le signe – si dépenses >recettes, et + si recettes >dépenses.

	RESTES A REALISER - N-1		
	Dépenses	**Recettes**	**Solde (B)**
TOTAL DES RAR	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Investissement	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Fonctionnement	**0,00**	**0,00**	**0,00**

	RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (4)
TOTAL	**4 228 758,09**
Investissement	-213 651 683,15
Fonctionnement	217 880 441,24

(4) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I - INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT - RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap./ art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT TOTAL		**(I) 0,00**
SECTION DE FONCTIONNEMENT TOTAL		**(II) 0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

I - INFORMATIONS GENERALES | I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT - RAR RECETTES | C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap./ art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT TOTAL		**(III) 0,00**
SECTION DE FONCTIONNEMENT TOTAL		**(IV) 0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

I - INFORMATIONS GENERALES | I

PRESENTATION DES AP VOTEES | D1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)			
N°	Libellé	Chapitre(s)	Montant
TOTAL			0,00

AP de dépenses imprévues (2)	950	0,00

TOTAL GENERAL	0,00

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

I - INFORMATIONS GENERALES | I

PRESENTATION DES AE VOTEES | D2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)			
N°	Libellé	Chapitre(s)	Montant
2016 - HP93-001	**Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro-alimentaire**		**6 500 000,00**
		939	6 500 000,00
TOTAL			**6 500 000,00**

AE de dépenses imprévues (2)	**952**	**0,00**

TOTAL GENERAL	**6 500 000,00**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET — A1

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés (y compris le compte 1068)	0,00	0,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (R.A.R N-1) (1)	0,00	0,00
REPORTS	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	0,00	0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	0,00	0,00

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés	0,00	0,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (R.A.R N-1) (1)	0,00	0,00
REPORTS	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	0,00	0,00
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	0,00	0,00

TOTAL DU BUDGET (4)	0,00	0,00

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 4312.6 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 4312-5 du CGCT).
(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.
(4) Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET	A2

VENTILATION DES OPÉRATIONS RÉELLES ET D'ORDRE DU BUDGET

	DEPENSES			RECETTES		
	REELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL	REELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL
Crédits d'investissement votés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits de fonctionnement votés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total budget (hors RAR N-1 et reports)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BUDGET - RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS — B

SECTION	POUR MEMOIRE		PROPOSITIONS NOUVELLES DE LA PRESIDENTE	VOTE DE L'ASSEMBLEE	TOTAL (RAR N-1 + VOTE)	DONT NON VENTILE	DONT 0 Services généraux (sauf 01)
	BUDGET DE L'EXERCICE (1) I	RESTES A REALISER N-1 II		III	IV = I + II + III		
AP VOTEES	**1 701 587 000,00**		**0,00**	**0,00**	**1 701 587 000,00**	**0,00**	**11 560 000,00**
Dont dépenses imprévues (950)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
AE VOTEES	**2 309 100 000,00**		**6 500 000,00**	**6 500 000,00**	**2 315 600 000,00**	**40 000,00**	**65 777 000,00**
Dont dépenses imprévues (952)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**4 698 856 569,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 698 856 569,15**	**2 962 818 569,15**	**12 836 000,00**
90 Opérations ventilées	1 736 038 000,00	0,00	0,00	0,00	1 736 038 000,00		12 836 000,00
- en AP/CP (2)	1 729 869 000,00	0,00	0,00	0,00	1 729 869 000,00		12 810 000,00
- hors AP/CP (2)	26 000,00	0,00	0,00	0,00	26 000,00		26 000,00
- Opérations pour le compte de tiers	6 143 000,00	0,00	0,00	0,00	6 143 000,00		0,00
92 Opérations non ventilées	2 749 166 886,00	0,00	0,00	0,00	2 749 166 886,00	2 749 166 886,00	
001 Solde d'exécution reporté	213 651 683,15		0,00	0,00	213 651 683,15	213 651 683,15	
RECETTES D'INVESTISSEMENT	**4 698 856 569,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 698 856 569,15**	**4 559 073 569,15**	**0,00**
90 Opérations ventilées	139 783 000,00	0,00	0,00	0,00	139 783 000,00		0,00
- Recettes affectées	127 531 000,00	0,00	0,00	0,00	127 531 000,00		0,00
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la région	12 252 000,00	0,00	0,00	0,00	12 252 000,00		0,00
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)	4 238 683 127,91	0,00	0,00	0,00	4 238 683 127,91	4 238 683 127,91	
954 Produits des cessions d'immobilisations	7 500 000,00	0,00	0,00	0,00	7 500 000,00	7 500 000,00	
951 Virement de la section de fonctionnement	*99 238 758,09*		*0,00*	*0,00*	*99 238 758,09*	*99 238 758,09*	
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	213 651 683,15		0,00	0,00	213 651 683,15	213 651 683,15	
001 Solde exécution section investissement	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**4 408 875 087,09**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 408 875 087,09**	**1 723 250 758,09**	**198 231 000,00**
93 Services ventilés	2 685 624 329,00	0,00	0,00	0,00	2 685 624 329,00		198 231 000,00
- en AE/CP	2 241 555 329,00	0,00	0,00	0,00	2 241 555 329,00		67 781 000,00
- hors AE/CP	444 069 000,00	0,00	0,00	0,00	444 069 000,00		130 450 000,00
94 Services communs non ventilés	1 624 012 000,00	0,00	0,00	0,00	1 624 012 000,00	1 624 012 000,00	
953 Virement à la section d'investissement	*99 238 758,09*		*0,00*	*0,00*	*99 238 758,09*	*99 238 758,09*	
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**4 408 875 087,09**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 408 875 087,09**	**4 261 801 758,09**	**13 769 000,00**
93 Services ventilés	147 073 329,00	0,00	0,00	0,00	147 073 329,00		13 769 000,00
94 Services communs non ventilés	4 257 573 000,00	0,00	0,00	0,00	4 257 573 000,00	4 257 573 000,00	
002 Résultat de fonctionnement reporté	4 228 758,09		0,00	0,00	4 228 758,09	4 228 758,09	

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II

BUDGET - RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS | B

1 Formation prof. et apprentissage	2 Enseignement	3 Culture, sports et loisirs	4 Santé et action sociale	5 Aménagement des territoires	6 Gestion des fonds européens	7 Environnement	8 Transports	9 Action économique
29 500 000,00	**508 287 000,00**	**62 305 000,00**	**13 650 000,00**	**217 200 000,00**	**69 755 000,00**	**90 030 000,00**	**575 300 000,00**	**124 000 000,00**
881 192 000,00	**273 051 000,00**	**71 130 000,00**	**9 119 000,00**	**29 856 000,00**	**59 973 000,00**	**27 110 000,00**	**795 481 000,00**	**102 871 000,00**
33 010 000,00	**498 240 000,00**	**76 655 000,00**	**37 300 000,00**	**295 870 000,00**	**16 137 000,00**	**91 070 000,00**	**568 820 000,00**	**106 100 000,00**
33 010 000,00	498 240 000,00	76 655 000,00	37 300 000,00	295 870 000,00	16 137 000,00	91 070 000,00	568 820 000,00	106 100 000,00
33 010 000,00	492 097 000,00	76 655 000,00	37 300 000,00	295 870 000,00	16 137 000,00	91 070 000,00	568 820 000,00	106 100 000,00
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0,00	6 143 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0,00	**112 646 000,00**	**4 300 000,00**	**0,00**	**0,00**	**16 137 000,00**	**0,00**	**3 700 000,00**	**3 000 000,00**
0,00	112 646 000,00	4 300 000,00	0,00	0,00	16 137 000,00	0,00	3 700 000,00	3 000 000,00
0,00	100 394 000,00	4 300 000,00	0,00	0,00	16 137 000,00	0,00	3 700 000,00	3 000 000,00
0,00	12 252 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
805 521 329,00	**589 115 000,00**	**78 071 000,00**	**12 215 000,00**	**33 136 000,00**	**37 938 000,00**	**29 760 000,00**	**795 481 000,00**	**106 156 000,00**
805 521 329,00	589 115 000,00	78 071 000,00	12 215 000,00	33 136 000,00	37 938 000,00	29 760 000,00	795 481 000,00	106 156 000,00
805 521 329,00	275 496 000,00	78 071 000,00	12 215 000,00	33 136 000,00	37 938 000,00	29 760 000,00	795 481 000,00	106 156 000,00
0,00	313 619 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61 643 329,00	**28 705 000,00**	**2 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**37 938 000,00**	**2 018 000,00**	**0,00**	**1 000 000,00**
61 643 329,00	28 705 000,00	2 000 000,00	0,00	0,00	37 938 000,00	2 018 000,00	0,00	1 000 000,00

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET - INVESTISSEMENT	C1

OPERATIONS REELLES ET MIXTES (RAR N-1 + Vote de l'exercice)

	CHAPITRES	DEPENSES	RECETTES
90	**Opérations ventilées**	**0,00**	**0,00**
900	Services généraux	0,00	0,00
901	Formation pro. et apprentissage	0,00	0,00
902	Enseignement	0,00	0,00
903	Culture, sports et loisirs	0,00	0,00
904	Santé et action sociale	0,00	0,00
905	Aménagement des territoires	0,00	0,00
906	Gestion des fonds européens	0,00	0,00
907	Environnement	0,00	0,00
908	Transports	0,00	0,00
909	Action économique	0,00	0,00
92	**Opérations non ventilées**	**0,00**	**0,00**
921	Taxes non affectées	0,00	0,00
922	Dotations et participations (sauf 1068)	0,00	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	0,00	0,00
95	**Chapitres de prévision sans réalisation**		**0,00**
954	Produit des cessions d'immobilisations		0,00
TOTAL		**I** **0,00**	**II** **0,00**

OPERATIONS D'ORDRE

925	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*
926	*Transferts entre les sections*	*0,00*	*0,00*
951	*Virement de la section de fonctionnement*		*0,00*
TOTAL		**III** ***0,00***	**IV** ***0,00***

AUTOFINANCEMENT DE L'EXERCICE = R(926 + 951) - D926	**0,00**

001 Solde exécution section investissement	**V**	0,00	**VI**	0,00
922 – 1068 Excédents de fonctionnement capitalisés			**VII**	0,00

TOTAL DE LA SECTION	**I + III + V**	**0,00**	**II + IV + VI + VII**	**0,00**

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET - FONCTIONNEMENT — C2

OPERATIONS REELLES ET MIXTES (RAR N-1 + Vote de l'exercice)

CHAPITRES		DEPENSES	RECETTES
93	**Opérations ventilées**	**0,00**	**0,00**
930	Services généraux	0,00	0,00
931	Formation pro. et apprentissage	0,00	0,00
932	Enseignement	0,00	0,00
933	Culture, sports et loisirs	0,00	0,00
934	Santé et action sociale	0,00	0,00
935	Aménagement des territoires	0,00	0,00
936	Gestion des fonds européens	0,00	0,00
937	Environnement	0,00	0,00
938	Transports	0,00	0,00
939	Action économique	0,00	0,00
94	**Services communs non ventilés**	**0,00**	**0,00**
940	Impositions directes	0,00	0,00
941	Autres impôts et taxes	0,00	0,00
942	Dotations et participations	0,00	0,00
943	Opérations financières	-4 000 000,00	0,00
944	Frais de fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00
945	Provisions et autres opérations mixtes	4 000 000,00	0,00
TOTAL		**I** **0,00**	**II** **0,00**

OPERATIONS D'ORDRE

946	*Transferts entre les sections*	*0,00*	*0,00*
953	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	
TOTAL		**III** ***0,00***	**IV** ***0,00***

AUTOFINANCEMENT DEGAGE = D(946 + 953) - R946	**0,00**

002 Résultat de fonctionnement reporté	**V**	0,00	**VI**	0,00
TOTAL DE LA SECTION	**I + III + V**	**0,00**	**II + IV + VI**	**0,00**

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE - DEPENSES — D1

INVESTISSEMENT		Budget de l'exercice(1) I	RAR N-1 (2) II	Propositions nouvelles de la présidente	Vote de l'assemblée delibérante (3) III	TOTAL IV = I + II + III
Dépenses d'investissement - Total		**4 698 856 569,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 698 856 569,15**
Sous total des opérations réelles et mixtes		**3 365 316 886,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 365 316 886,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	19 251 886,00	0,00	0,00	0,00	19 251 886,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 610 027 000,00	0,00	0,00	0,00	1 610 027 000,00
18	Comptes de liaison : affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	18 912 000,00	0,00	0,00	0,00	18 912 000,00
204	Subventions d'équipement versées	1 226 460 000,00	0,00	0,00	0,00	1 226 460 000,00
21	Immobilisations corporelles	38 225 000,00	0,00	0,00	0,00	38 225 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	438 809 000,00	0,00	0,00	0,00	438 809 000,00
26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	7 489 000,00	0,00	0,00	0,00	7 489 000,00
45	Opérations pour compte de tiers	6 143 000,00	0,00	0,00	0,00	6 143 000,00
Sous total des opérations d'ordre		*1 119 888 000,00*		*0,00*	*0,00*	*1 119 888 000,00*
925	*Opérations patrimoniales*	*892 408 000,00*		*0,00*	*0,00*	*892 408 000,00*
926	*Transferts entre les sections*	*227 480 000,00*		*0,00*	*0,00*	*227 480 000,00*
001	Solde d'exécution reporté	213 651 683,15			0,00	213 651 683,15

(1) Voir Etat I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II

BALANCE GENERALE - DEPENSES | D1

FONCTIONNEMENT		Budget de l'exercice (1) I	RAR N-1 (2) II	Propositions nouvelles de la présidente	Vote de l'assemblée delibérante (3) III	TOTAL IV = I + II + III
Dépenses de fonctionnement - Total		**4 408 875 087,09**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 408 875 087,09**
Sous total des opérations réelles et mixtes		**3 579 394 329,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 579 394 329,00**
011	Charges à caractère général	311 568 785,00	0,00	0,00	0,00	311 568 785,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	427 941 000,00	0,00	0,00	0,00	427 941 000,00
014	Atténuation de produits	750 749 000,00	0,00	-1 000 000,00	-1 000 000,00	749 749 000,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	1 950 166 544,00	0,00	0,00	0,00	1 950 166 544,00
6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus	2 730 000,00	0,00	0,00	0,00	2 730 000,00
66	Charges financières	134 152 000,00	0,00	-3 000 000,00	-3 000 000,00	131 152 000,00
67	Charges exceptionnelles	87 000,00	0,00	0,00	0,00	87 000,00
945	Provisions et autres opérations mixtes	2 000 000,00		4 000 000,00	4 000 000,00	6 000 000,00
Sous total des opérations d'ordre		*829 480 758,09*		*0,00*	*0,00*	*829 480 758,09*
946	*Transferts entre les sections*	*730 242 000,00*		*0,00*	*0,00*	*730 242 000,00*
947	*Transfert à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
953	*Virement à la section d'investissement*	*99 238 758,09*		*0,00*	*0,00*	*99 238 758,09*
002	Solde d'exécution reporté	0,00			0,00	0,00

(1) Voir Etat I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II

BALANCE GENERALE - RECETTES | D2

INVESTISSEMENT		Budget de l'exercice (2) I	RAR N-1 (3) II	Propositions nouvelles de la présidente	Vote de l'assemblée délibérante (4) III	TOTAL IV = I + II + III
Recettes d'investissement - Total		**4 698 856 569,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 698 856 569,15**
Sous total des opérations réelles et mixtes		**2 763 316 127,91**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 763 316 127,91**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	175 884 000,00	0,00	0,00	0,00	175 884 000,00
13	Subventions d'investissement	445 591 886,00	0,00	0,00	0,00	445 591 886,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 972 061 241,91	0,00	0,00	0,00	1 972 061 241,91
18	Cpte liaison : affectat° (BA, régie NP)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipements versées (1)	1 300 000,00	0,00	0,00	0,00	1 300 000,00
21	Immobilisations corporelles (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (1)	2 500 000,00	0,00	0,00	0,00	2 500 000,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	146 227 000,00	0,00	0,00	0,00	146 227 000,00
45	Opérations pour compte de tiers	12 252 000,00	0,00	0,00	0,00	12 252 000,00
954	Produits de cessions d'immobilisations	7 500 000,00	0,00	0,00	0,00	7 500 000,00
Sous total des opérations d'ordre		***1 721 888 758,09***		***0,00***	***0,00***	***1 721 888 758,09***
925	*Opérations patrimoniales*	*892 408 000,00*		*0,00*	*0,00*	*892 408 000,00*
926	*Transferts entre les sections*	*730 242 000,00*		*0,00*	*0,00*	*730 242 000,00*
951	*Virement de la section de fonctionnement*	*99 238 758,09*		*0,00*	*0,00*	*99 238 758,09*
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	213 651 683,15		0,00	0,00	213 651 683,15
001	Solde exécution section investissement	0,00			0,00	0,00

(1) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(2) Voir Etat I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE - RECETTES — D2

FONCTIONNEMENT		Budget de l'exercice (2) I	RAR N-1 (3) II	Propositions nouvelles de la présidente	Vote de l'assemblée délibérante (4) III	TOTAL IV = I + II + III
Recettes de fonctionnement - Total		**4 408 875 087,09**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 408 875 087,09**
Sous total des opérations réelles et mixtes		**4 177 166 329,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 177 166 329,00**
70	Produits services, domaine, ventes div	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Impôts locaux	1 494 359 000,00	0,00	0,00	0,00	1 494 359 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	1 942 924 000,00	0,00	0,00	0,00	1 942 924 000,00
74	Dotations, subventions et participations	701 562 329,00	0,00	0,00	0,00	701 562 329,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	23 076 000,00	0,00	0,00	0,00	23 076 000,00
77	Produits exceptionnels	14 895 000,00	0,00	0,00	0,00	14 895 000,00
013	Atténuation de charges	350 000,00	0,00	0,00	0,00	350 000,00
945	Provisions et autres opérations mixtes	0,00		0,00	0,00	0,00
Sous total des opérations d'ordre		***227 480 000,00***		***0,00***	***0,00***	***227 480 000,00***
946	*Transferts entre les sections*	*227 480 000,00*		*0,00*	*0,00*	*227 480 000,00*
947	*Transfert à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
002	Résultat de fonctionnement reporté	4 228 758,09		0,00	0,00	4 228 758,09

1) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(2) Voir Etat I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

III - VOTE DU BUDGET — III

A - SECTION D'INVESTISSEMENT - VUE D'ENSEMBLE - DEPENSES — A

Chap.	LIBELLES	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire	Propositions nouvelles de la présidente	Vote de l'assemblée délibérante (3) III	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL IV = I + II + III
90	**Opérations ventilées**	**1 736 038 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 736 038 000,00**
900	Services généraux	12 836 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 836 000,00
901	Formation pro. et apprentissage	33 010 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 010 000,00
902	Enseignement	498 240 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	498 240 000,00
903	Culture, sport et loisirs	76 655 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	76 655 000,00
904	Santé et action sociale	37 300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 300 000,00
905	Aménagement des territoires	295 870 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	295 870 000,00
906	Gestion des fonds européens	16 137 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 137 000,00
907	Environnement	91 070 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	91 070 000,00
908	Transports	568 820 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	568 820 000,00
909	Action économique	106 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	106 100 000,00
92	**Opérations non ventilées**	**2 749 166 886,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**		**0,00**	**2 749 166 886,00**
921	Taxes non affectées	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
922	Dotations et participations	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	1 629 278 886,00	0,00		0,00	0,00		0,00	1 629 278 886,00
925	*Opérations patrimoniales*	892 408 000,00			0,00	0,00		0,00	892 408 000,00
926	*Transferts entre les sections*	227 480 000,00			0,00	0,00		0,00	227 480 000,00
95	**Chapitre de prévision sans réalisation**			**0,00**					
950	Dépenses imprévues			0,00					
TOTAL des groupes fonctionnels		**4 485 204 886,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 485 204 886,00**

001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (4)	213 651 683,15

TOTAL	**4 698 856 569,15**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Le solde d'exécution est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

III - VOTE DU BUDGET — III

A - SECTION D'INVESTISSEMENT - VUE D'ENSEMBLE - RECETTES — A

Chap.	LIBELLES	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles de la présidente	Vote de l'assemblée délibérante (3) III	TOTAL IV = I + II + III
90	**Opérations ventilées**	**139 783 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**139 783 000,00**
900	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
901	Formation pro. et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
902	Enseignement	112 646 000,00	0,00	0,00	0,00	112 646 000,00
903	Culture, sport et loisirs	4 300 000,00	0,00	0,00	0,00	4 300 000,00
904	Santé et action sociale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
905	Aménagement des territoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
906	Gestion des fonds européens	16 137 000,00	0,00	0,00	0,00	16 137 000,00
907	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
908	Transports	3 700 000,00	0,00	0,00	0,00	3 700 000,00
909	Action économique	3 000 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000 000,00
92	**Opérations non ventilées**	**4 238 683 127,91**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 238 683 127,91**
921	Taxes non affectées	422 844 886,00	0,00	0,00	0,00	422 844 886,00
922	Dotations et participations (sauf R922-1068)	76 900 000,00	0,00	0,00	0,00	76 900 000,00
923	Dettes et autres opérations financières	2 116 288 241,91	0,00	0,00	0,00	2 116 288 241,91
925	*Opérations patrimoniales*	892 408 000,00		0,00	0,00	892 408 000,00
926	*Transferts entre les sections*	730 242 000,00		0,00	0,00	730 242 000,00
95	**Chapitre de prévision sans réalisation**	**106 738 758,09**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**106 738 758,09**
951	Virement de la section de fonctionnement	99 238 758,09		0,00	0,00	99 238 758,09
954	Produits des cessions d'immobilisations	7 500 000,00	0,00	0,00	0,00	7 500 000,00
TOTAL des groupes fonctionnels		**4 485 204 886,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 485 204 886,00**

001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (4)	0,00
1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (5)	213 651 683,15
TOTAL	**4 698 856 569,15**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Le solde d'exécution est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.
(5) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

III - VOTE DU BUDGET

III

A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A 900

CHAPITRE 900 - SERVICES GENERAUX

AP (1) = 0,00 €

	2 Administration générale						3	4 Actions interrégionales, européennes					TOTAL DU CHAPITRE
	20 Adm. générale de la collectivité		21	22	23	28	Sécurité	41	42	43	44	48	
	201 Personnel non ventilé	202 Autres moyens généraux	Conseil Régional	Conseil économique et social régional	Conseil culture, éducation et environt	Autres organismes		Actions interrégionales	Actions européennes	Actions relevant de la subvention globale	Aide publique au développement	Autres actions internationales	
DEPENSES D'EQUIPEMENT													
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS													
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'op.		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III - VOTE DU BUDGET

III

A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A 901

CHAPITRE 901 - FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE

AP (1) = 0,00 €

	0 Services communs	1 Formation professionnelle	2 Apprentissage	3 Formation sanitaire et sociale	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT					
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS					
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III - VOTE DU BUDGET

III

A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A 902

CHAPITRE 902 - ENSEIGNEMENT AP (1) = 0,00 €

	0	1	2 Enseignement du second degré				3	7	8	
	Services communs	Enseignement du premier dégré	21 Collèges	22 Lycées publics	23 Lycées privés	24 Participations à des cités mixtes	Enseignement supérieur	Sécurité	Autres services périscolaires et annexes	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT										
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS										
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III - VOTE DU BUDGET

III

A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A 903

CHAPITRE 903 - CULTURE, SPORTS ET LOISIRS

AP (1) = 0,00 €

	0 Services communs	1 Culture			2 Sports	3 Loisirs	7 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		11 Enseignement artistique	12 Activités culturelles et artistiques	13 Patrimoine (bibliothèques, musées, ...)				
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III - VOTE DU BUDGET

III

A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A 904

CHAPITRE 904 - SANTE ET ACTION SOCIALE

AP (1) = 0,00 €

	0 Services communs	1 Santé	2 Action sociale	7 Sécurité alimentaire	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT					
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS					
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'op.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III - VOTE DU BUDGET

III

A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A 905

CHAPITRE 905 - AMENAGEMENT DES TERRITOIRES

AP (1) = 0,00 €

	0 Services communs	1 Politique de la ville	2 Agglomération et villes moyennes	3 Espace rural et autres espaces de développement	4 Habitat (Logement)	5 Actions en faveur du littoral	6 Technologie de l'information et de la communication	7 Sécurité	8 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT										
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS										
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III - VOTE DU BUDGET	III
A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES **Détail par articles**	**A 906**

CHAPITRE 906 - GESTION DES FONDS EUROPEENS

AP (1) = 0,00 €

	1 FSE	2 FEDER	3 Autres	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT				
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS				
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III - VOTE DU BUDGET

III

A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A 907

CHAPITRE 907 - ENVIRONNEMENT

AP (1) = 0,00 €

	0 Services communs	1 Actions transversales	2 Actions en matière des déchets	3 Politique de l'air	4 Politique de l'eau	5 Politique de l'énergie	6 Patrimoine naturel	7 Environnement infrastructures transport	8 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT										
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS										
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III - VOTE DU BUDGET

III

A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A 908

CHAPITRE 908 - TRANSPORTS

AP (1) = 0,00 €

	0	1 Transports en commun de voyageurs				2 Routes et voiries				
	Services communs	10 Services communs	11 Transport ferroviaire régional de voyageurs	12 Gares et autres infrastructures ferroviaires	18 Autres transports en commun	21 Voirie nationale	22 Voirie régionale	23 Voirie départementale	24 Voirie communale	25 Sécurité routière
DEPENSES D'EQUIPEMENT										
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS										
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III - VOTE DU BUDGET

III

A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A 908

CHAPITRE 908 - TRANSPORTS (suite)

	2 Routes et voiries	7	8 Autres transports							
	28 Autres liaisons	Sécurité	81 Transports aériens	82 Transports maritimes	83 Transports fluviaux	84 Transports ferroviaires de marchandises	85 Liaisons multimodales	86 Insfrastructures portuaires et aéroportuaires	88 Autres	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT										
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS										
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

III - VOTE DU BUDGET

III

A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A 909

CHAPITRE 909 - ACTION ECONOMIQUE

AP (1) = 0,00 €

	0 Services communs	1 Interventions économiques tranversales	2 Recherche et innovation	3 Agriculture, pêche, agro-industrie	4 Industrie, artisanat, commerce et autres services	5 Tourisme et thermalisme	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III - VOTE DU BUDGET	III
A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 921

CHAPITRE 921 - Taxes non affectées

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	RAR N-1 (3) II	Propositions nouvelles de la présidente	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	**422 844 886,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**422 844 886,00**
10223	TICPE 2ème part (TICPE Grenelle)	73 000 000,00	0,00	0,00	0,00	73 000 000,00
10226	Taxe d'Aménagement	25 984 000,00	0,00	0,00	0,00	25 984 000,00
13331	Amendes de police	63 860 886,00	0,00	0,00	0,00	63 860 886,00
13332	Redevance sur construction de bureaux	120 000 000,00	0,00	0,00	0,00	120 000 000,00
1338	Autres fonds affectés à l'équipement transférables	140 000 000,00	0,00	0,00	0,00	140 000 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.
(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

III - VOTE DU BUDGET	III
A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A922

CHAPITRE 922 - Dotations et participations

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	RAR N-1 (3) II	Propositions nouvelles de la présidente	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES (5)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	**290 551 683,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**290 551 683,15**
10222	F.C.T.V.A.	76 900 000,00	0,00	0,00	0,00	76 900 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	213 651 683,15	0,00	0,00	0,00	213 651 683,15

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.
(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(5) Reversement de dotations (trop perçu).

III - VOTE DU BUDGET	III
A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 923

CHAPITRE 923 - Dettes et autres opérations financières

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	RAR N-1 (3) II	Propositions nouvelles de la présidente	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES	**1 629 278 886,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 629 278 886,00**
13332	Redevance sur constructions de bureaux	17 251 886,00	0,00	0,00	0,00	17 251 886,00
13333	Taxe complémentaire à la TLE	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000 000,00
16311	Emprunts obligataires remboursables in fine	133 767 000,00	0,00	0,00	0,00	133 767 000,00
1641	Emprunts en euros	302 260 000,00	0,00	0,00	0,00	302 260 000,00
16441	Op. afférentes à l'emprunt consolidé sur lignes bancaires	587 000 000,00	0,00	0,00	0,00	587 000 000,00
16449	Op. afférentes à l'option de tirage sur ligne de trésorerie	587 000 000,00	0,00	0,00	0,00	587 000 000,00
	RECETTES	**2 116 288 241,91**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 116 288 241,91**
16311	Emprunts obligataires remboursables in fine	798 061 241,91	0,00	0,00	0,00	798 061 241,91
16441	Op. afférentes à l'emprunt consolidé sur lignes bancaires	587 000 000,00	0,00	0,00	0,00	587 000 000,00
16449	Op. afférentes à l'option de tirage sur ligne de trésorerie	587 000 000,00	0,00	0,00	0,00	587 000 000,00
2745	Avances remboursables	4 150 000,00	0,00	0,00	0,00	4 150 000,00
2748	Autres prêts	140 077 000,00	0,00	0,00	0,00	140 077 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.
(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

III - VOTE DU BUDGET	III
A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 925

CHAPITRE 925 - Opérations patrimoniales

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles de la présidente	Vote de l'assemblée
	DEPENSES (3)	**892 408 000,00**	**0,00**	**0,00**
16441	Op. afférentes à l'emprunt consolidé sur lignes bancaires	587 000 000,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	100 000,00	0,00	0,00
204182	Org. publics divers - Bâtiments et installations	5 070 000,00	0,00	0,00
2117	Bois et forêts	6 272 000,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	14 034 000,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	50 000,00	0,00	0,00
2181	Installations générales, agencements et aménagements divers	50 000,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	50 000,00	0,00	0,00
21831	Matériel informatique scolaire	50 000,00	0,00	0,00
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	50 000,00	0,00	0,00
2313	Constructions	236 430 000,00	0,00	0,00
2318	Autres immobilisations corporelles	38 144 000,00	0,00	0,00
4551750699	75016 PARIS CMR JANSON DE SAILLY	282 000,00	0,00	0,00
4551750700	75016 PARIS CMR SAY	127 000,00	0,00	0,00
4551750704	75017 PARIS CMR CARNOT	4 000,00	0,00	0,00
4551752524	75003 PARIS CMR V.HUGO	13 000,00	0,00	0,00
4551752525	75004 PARIS CMR CHARLEMAGNE	137 000,00	0,00	0,00
4551752527	75006 PARIS CMR MONTAIGNE	244 000,00	0,00	0,00
4551752528	75007 PARIS CMR V. DURUY	89 000,00	0,00	0,00
4551752529	75008 PARIS CMR CHAPTAL	160 000,00	0,00	0,00
4551752531	75005 PARIS CMR LAVOISIER	61 000,00	0,00	0,00
4551752533	75009 PARIS CMR J. FERRY	129 000,00	0,00	0,00
4551752534	75009 PARIS CMR LAMARTINE	7 000,00	0,00	0,00
4551752536	75011 PARIS CMR VOLTAIRE	218 000,00	0,00	0,00

III - VOTE DU BUDGET	III
A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	**A 925**

CHAPITRE 925 - Opérations patrimoniales

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles de la présidente	Vote de l'assemblée
4551752537	75009 PARIS CMR P. VALERY	62 000,00	0,00	0,00
4551752538	75013 PARIS CMR RODIN	42 000,00	0,00	0,00
4551752539	75013 PARIS CMR C. MONET	39 000,00	0,00	0,00
4551752540	75013 PARIS CMR G. FAURE	851 000,00	0,00	0,00
4551752543	75014 PARIS CMR P. BERT	60 000,00	0,00	0,00
4551752544	75014 PARIS CMR F.VILLON	275 000,00	0,00	0,00
4551752545	75015 PARIS CMR BUFFON	62 000,00	0,00	0,00
4551752546	75015 PARIS CMR CAMILLE SEE	73 000,00	0,00	0,00
4551752547	75016 PARIS CMR C. BERNARD	80 000,00	0,00	0,00
4551752550	75016 PARIS CMR FONTAINE	191 000,00	0,00	0,00
4551752551	75016 PARIS CMR MOLIERE	46 000,00	0,00	0,00
4551752553	75017 PARIS CMR HONORE DE BALZAC	10 000,00	0,00	0,00
4551752555	75019 PARIS CMR H. BERGSON	498 000,00	0,00	0,00
4551752556	75020 PARIS CMR H. BOUCHER	11 000,00	0,00	0,00
4551752557	75020 PARIS CMR M. RAVEL	37 000,00	0,00	0,00
4551781106	78 VERSAILLES - CMR Hoche	100 000,00	0,00	0,00
4551921783	92 VANVES CMR MICHELET	100 000,00	0,00	0,00
4551921784	92 SCEAUX CMR LAKANAL	800 000,00	0,00	0,00
4551921785	92 SCEAUX CMR M. CURIE	300 000,00	0,00	0,00
	RECETTES (3)	**892 408 000,00**	**0,00**	**0,00**
16449	Op. afférentes à l'option de tirage sur ligne de trésorerie	587 000 000,00	0,00	0,00
2031	Frais d'etudes	11 445 000,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	186 000,00	0,00	0,00
2313	Constructions d'immobilisations en cours	3 560 000,00	0,00	0,00
236	Avances versées aux EPLE sur immobilisations sur immobilisations régionales	1 491 000,00	0,00	0,00

III - VOTE DU BUDGET	III
A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	**A 925**

CHAPITRE 925 - Opérations patrimoniales

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles de la présidente	Vote de l'assemblée
237	Avances versées sur commandes d'immobilisations incorporelle	100 000,00	0,00	0,00
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	288 626 000,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.
(3) Les dépenses du chapitre sont égales aux recettes.

III - VOTE DU BUDGET	III
A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 926

CHAPITRE 926 - Transferts entre les sections

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles de la présidente	Vote de l'assemblée
	DEPENSES DE L'EXERCICE (3)	**227 480 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Reprises sur autofinancement	**227 480 000,00**	**0,00**	**0,00**
13911	Subventions d'équipement transférées au compte de résultat -Etat et établissements nationaux	8 250 000,00	0,00	0,00
13913	Subventions d'équipement transférées au compte de résultat -Départements	1 400 000,00	0,00	0,00
13914	Subventions d'équipement transférées au compte de résultat -Communes et structures intercommunales	95 000,00	0,00	0,00
13916	Subventions d'équipement transférées au compte de résultat -Autres établissements publics locaux	10 000,00	0,00	0,00
139172	Subventions d'équipement transférées au compte de résultat -FEDER	150 000,00	0,00	0,00
13918	Subventions d'équipement transférées au compte de résultat -Autres	75 000,00	0,00	0,00
13932	Subventions d'équipement transférées au compte de résultat -Dotation régionale d'équipement scolaire	88 000 000,00	0,00	0,00
139331	Subventions d'équipement transférées au compte de résultat -Amendes de police	41 000 000,00	0,00	0,00
139332	Subventions d'équipement transférées au compte de résultat -Redevance sur construction de bureaux	67 000 000,00	0,00	0,00
139333	Subventions d'équipement transférées au compte de résultat -Taxe complémentaire à la taxe locale d'équipement	11 500 000,00	0,00	0,00
13938	Autres	10 000 000,00	0,00	0,00
	Charges transférées	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00
	RECETTES DE L'EXERCICE (4)	**730 242 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Amortissement des immobilisations	**730 242 000,00**	**0,00**	**0,00**

III - VOTE DU BUDGET	III
A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 926

CHAPITRE 926 - Transferts entre les sections

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles de la présidente	Vote de l'assemblée
28031	Frais d'etudes	1 934 000,00	0,00	0,00
28032	Frais de recherche et de développement	4 000,00	0,00	0,00
28033	Frais d'insertions	8 000,00	0,00	0,00
2804111	Etat -Biens mobiliers, matériel et études	46 000,00	0,00	0,00
2804112	Etat -Bâtiments et installations	15 508 000,00	0,00	0,00
2804113	Etat -Projets d'infrastructures d'intérêt national	13 226 000,00	0,00	0,00
2804122	Régions -Bâtiments et installations	7 000,00	0,00	0,00
2804123	Régions -Projets d'insfrastructures d'intérêt national	3 000,00	0,00	0,00
2804131	Départements -Biens mobiliers, matériel et études	7 970 000,00	0,00	0,00
2804132	Départements -Bâtiments et installations	34 416 000,00	0,00	0,00
2804133	Départements -Projets d'infrastructures d'intérêt national	18 371 000,00	0,00	0,00
2804141	Communes et structures intercommunales -Biens mobiliers, matériel et études	10 389 000,00	0,00	0,00
2804142	Communes et structures intercommunales -Bâtiments et installations	163 477 000,00	0,00	0,00
2804143	Communes et structures intercommunales -Projets d'infrastructures d'intérêt national	2 078 000,00	0,00	0,00
2804151	Autres groupements de collectivités et EPLE -Biens mobiliers, matériel et études	209 000,00	0,00	0,00
2804152	Autres groupements de collectivités et EPLE -Bâtiments et installations	1 923 000,00	0,00	0,00
2804161	SPIC -Biens mobiliers, matériel et études	1 058 000,00	0,00	0,00
2804162	SPIC -Bâtiments et installations	28 850 000,00	0,00	0,00
2804163	SPIC -Projets d'infrastructures d'intérêt national	2 944 000,00	0,00	0,00
28041711	SNCF -Biens mobiliers, matériel et études	54 000,00	0,00	0,00
28041712	SNCF -Bâtiments et installations	13 469 000,00	0,00	0,00
28041713	SNCF -Projets d'infrastructures d'intérêt national	3 453 000,00	0,00	0,00
28041722	RFF -Bâtiments et installations	12 706 000,00	0,00	0,00

III - VOTE DU BUDGET	III
A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 926

CHAPITRE 926 - Transferts entre les sections

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles de la présidente	Vote de l'assemblée
28041723	RFF -Projets d'infrastructures d'intérêt national	20 431 000,00	0,00	0,00
28041732	STIF -Bâtiments et installations	1 974 000,00	0,00	0,00
28041733	STIF -Projets d'infrastructures d'intérêt national	2 039 000,00	0,00	0,00
28041782	Autres organismes de transport -Bâtiments et installations	15 150 000,00	0,00	0,00
28041783	Autres organismes de transport -Projets d'infrastructures d'intérêt national	41 948 000,00	0,00	0,00
2804181	Organismes publics divers -Biens mobiliers, matériel et études	5 262 000,00	0,00	0,00
2804182	Organismes publics divers -Bâtiments et installations	80 818 000,00	0,00	0,00
2804183	Organismes publics divers -Projets d'infrastructures d'intérêt national	1 276 000,00	0,00	0,00
280421	Personnes de droit privé -Biens mobiliers, matériel et études	67 495 000,00	0,00	0,00
280422	Personnes de droit privé -Bâtiments et installations	53 763 000,00	0,00	0,00
280423	Personnes de droit privé -Projets d'infrastructures d'intérêt national	92 000,00	0,00	0,00
280431	Etablissements scolaires publics -Biens mobiliers, matériel et études	3 989 000,00	0,00	0,00
280432	Etablissements scolaires publics -Bâtiments et installations	4 467 000,00	0,00	0,00
2804412	Organismes publics -Bâtiments et installations	36 000,00	0,00	0,00
28051	Concessions et droits similaires, brevets, licences, droits	4 783 000,00	0,00	0,00
28121	Plantations	2 000,00	0,00	0,00
28128	Autres agencements et aménagements de terrains	5 189 000,00	0,00	0,00
281311	Bâtiments administratifs	876 000,00	0,00	0,00
281312	Bâtiments scolaires	36 705 000,00	0,00	0,00
281314	Bâtiments culturels et sportifs	158 000,00	0,00	0,00
281318	Autres bâtiments publics	71 000,00	0,00	0,00
281351	Bâtiments publics	3 286 000,00	0,00	0,00
281572	Matériel technique scolaire	1 734 000,00	0,00	0,00

III - VOTE DU BUDGET	III
A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	**A 926**

CHAPITRE 926 - Transferts entre les sections

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles de la présidente	Vote de l'assemblée
281578	Autre matériel technique	141 000,00	0,00	0,00
28181	Installations générales, agencements et aménagements divers	100 000,00	0,00	0,00
281828	Autres matériels de transport	608 000,00	0,00	0,00
281831	Matériel informatique scolaire	23 414 000,00	0,00	0,00
281838	Autre matériel informatique	1 208 000,00	0,00	0,00
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	5 221 000,00	0,00	0,00
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	315 000,00	0,00	0,00
28185	Matériel de téléphonie	90 000,00	0,00	0,00
28188	Autres	15 498 000,00	0,00	0,00
	Autres	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.
(3) Egales aux recettes du chapitre 946 en fonctionnement.
(4) Egales aux dépenses du chapitre 946 en fonctionnement.

III - VOTE DU BUDGET	III
A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 95 CHAPITRES DE PREVISIONS SANS REALISATION	A 950 A 951 A 954

DEPENSES

CHAPITRE 950 - Dépenses imprévues	
Pour mémoire budget AP précédent	**Vote de l'assemblée sur les AP**
0,00	0,00

RECETTES

CHAPITRE 951 - Virements de la section de fonctionnement	
Budget de l'exercice (1)	***Vote de l'assemblée***
99 238 758,09	*0,00*

(1) Le contenu de la colonne budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

RECETTES

CHAPITRE 954 - Produits des cessions d'immobilisations		
Budget de l'exercice (1) I	**Propositions nouvelles de la présidente**	**Vote de l'assemblée (3) III**
7 500 000,00	0,00	0,00

(1) Le contenu de la colonne budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

III - VOTE DU BUDGET — III

B - SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE - DEPENSES — B

Chap.	LIBELLES	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire	Propositions nouvelles de la présidente	Vote de l'assemblée délibérante (3) III	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL IV = I + II + III
93	**Opérations ventilées**	**2 685 624 329,00**	**0,00**	**6 500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 685 624 329,00**
930	Services généraux	198 231 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	198 231 000,00
931	Formation pro. et apprentissage	805 521 329,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	805 521 329,00
932	Enseignement	589 115 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	589 115 000,00
933	Culture, sports et loisirs	78 071 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	78 071 000,00
934	Santé et action sociale	12 215 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 215 000,00
935	Aménagement des territoires	33 136 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 136 000,00
936	Gestion des fonds européens	37 938 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 938 000,00
937	Environnement	29 760 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 760 000,00
938	Transports	795 481 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	795 481 000,00
939	Action économique	106 156 000,00	0,00	6 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	106 156 000,00
94	**Services communs non ventilés**	**1 624 012 000,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**		**0,00**	**1 624 012 000,00**
940	Impositions directes	749 749 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	749 749 000,00
941	Autres impôts et taxes	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
942	Dotations et participations	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
943	Opérations financières	139 151 000,00	0,00		-4 000 000,00	-4 000 000,00		-4 000 000,00	135 151 000,00
944	Frais de fonctionnements groupes d'élus	2 870 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	2 870 000,00
945	Provisions et autres opérations mixtes	2 000 000,00			4 000 000,00	4 000 000,00		4 000 000,00	6 000 000,00
946	*Transferts entre les sections*	730 242 000,00			0,00	0,00		0,00	730 242 000,00
95	**Chapitre de prévision sans réalisation**	**99 238 758,09**		**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**99 238 758,09**
952	*Dépenses imprévues*			*0,00*					
953	*Virement à la section d'investissement*	*99 238 758,09*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*99 238 758,09*
TOTAL des groupes fonctionnels		**4 408 875 087,09**	**0,00**	**6 500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 408 875 087,09**

002 RESULTAT ANTERIEUR REPORTE (4)	**0,00**
TOTAL	**4 408 875 087,09**

(1) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Le résultat est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

III - VOTE DU BUDGET — III

B - SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE - RECETTES — B

Chap.	LIBELLES	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles de la présidente	Vote de l'assemblée délibérante (3) III	TOTAL IV = I + II + III
93	**Opérations ventilées**	**147 073 329,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**147 073 329,00**
930	Services généraux	13 769 000,00	0,00	0,00	0,00	13 769 000,00
931	Formation pro. et apprentissage	61 643 329,00	0,00	0,00	0,00	61 643 329,00
932	Enseignement	28 705 000,00	0,00	0,00	0,00	28 705 000,00
933	Culture, sports et loisirs	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000 000,00
934	Santé et action sociale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935	Aménagement des territoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
936	Gestion des fonds européens	37 938 000,00	0,00	0,00	0,00	37 938 000,00
937	Environnement	2 018 000,00	0,00	0,00	0,00	2 018 000,00
938	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
939	Action économique	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00
94	**Services communs non ventilés**	**4 257 573 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 257 573 000,00**
940	Impositions directes	1 494 359 000,00	0,00	0,00	0,00	1 494 359 000,00
941	Autres impôts et taxes	1 942 924 000,00	0,00	0,00	0,00	1 942 924 000,00
942	Dotations et participations	569 734 000,00	0,00	0,00	0,00	569 734 000,00
943	Opérations financières	23 076 000,00	0,00	0,00	0,00	23 076 000,00
944	Frais de fonctionnements groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
945	Provisions et autres opérations mixtes	0,00		0,00	0,00	0,00
946	*Transferts entre les sections*	227 480 000,00		0,00	0,00	227 480 000,00
	TOTAL des groupes fonctionnels	**4 404 646 329,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 404 646 329,00**

002 RESULTAT ANTERIEUR REPORTE (4)	**4 228 758,09**
TOTAL	**4 408 875 087,09**

(1) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Le résultat est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

III - VOTE DU BUDGET

III

B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

B 930

CHAPITRE 930 - SERVICES GENERAUX

AE (1) = 0,00 €

	2 Administration générale						3	4 Actions interrégionales, européennes					TOTAL DU CHAPITRE
	20 Adm. générale de la collectivité		21	22	23	28	Sécurité	41	42	43	44	48	
	201 Personnel non ventilé	202 Autres moyens généraux	Conseil Régional	Conseil économique et social régional	Conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement	Autres organismes		Actions interrégionales	Actions européennes	Actions relevant de la subvention globale	Aide publique au développement	Autres actions internationales	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT													
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dans le cadre d'une AE-CP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT													
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III - VOTE DU BUDGET

III

B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

B 931

CHAPITRE 931 - FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE

AE (1) = 0,00 €

	0 Services communs	1 Formation professionnelle	2 Apprentissage	3 Formation sanitaire et sociale	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT					
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT					
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III - VOTE DU BUDGET

III

B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

B 932

CHAPITRE 932 - ENSEIGNEMENT

AE (1) = 0,00 €

	0	1	2 Enseignement du second degré				3	7	8	
	Services communs	Enseignement du premier dégré	21 Collèges	22 Lycées publics	23 Lycées privés	24 Participations à des cités mixtes	Enseignement supérieur	Sécurité	Autres services périscolaires et annexes	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT										
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT										
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III - VOTE DU BUDGET

III

B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

B 933

CHAPITRE 933 - CULTURE, SPORTS ET LOISIRS

AE (1) = 0,00 €

	0	1 Culture			2	3	7	
	Services communs	11 Enseignement artistique	12 Activités culturelles et artistiques	13 Patrimoine (bibliothèques, musées, monuments...)	Sports	Loisirs	Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III - VOTE DU BUDGET

III

B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

B 934

CHAPITRE 934 - SANTE ET ACTION SOCIALE

AE (1)= 0,00 €

	0 Services communs	1 Santé	2 Action sociale	7 Sécurité alimentaire	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT					
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT					
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III - VOTE DU BUDGET

III

B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

B 935

CHAPITRE 935 - AMENAGEMENT DES TERRITOIRES

AE (1) = 0,00 €

	0 Services communs	1 Politique de la ville	2 Agglomération et villes moyennes	3 Espace rural et autres espaces de développement	4 Habitat (Logement)	5 Actions en faveur du littoral	6 Technologie de l'information et de la communication	7 Sécurité	8 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT										
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT										
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III - VOTE DU BUDGET	III
B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES **Détail par articles**	**B 936**

CHAPITRE 936 - GESTION DES FONDS EUROPEENS

AE (1) = 0,00 €

	1 FSE	2 FEDER	3 Autres	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT				
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT				
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III - VOTE DU BUDGET

III

B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

B 937

CHAPITRE 937 - ENVIRONNEMENT

AE (1) = 0,00 €

	0 Services communs	1 Actions transversales	2 Actions en matière des déchets	3 Politique de l'air	4 Politique de l'eau	5 Politique de l'énergie	6 Patrimoine naturel	7 Environnement infrastructures transport	8 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT										
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT										
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III - VOTE DU BUDGET

III

B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

B 938

CHAPITRE 938 - TRANSPORTS

AE (1) = 0,00 €

	0	1 Transports en commun de voyageurs				2 Routes et voiries				
	Services communs	10 Services communs	11 Transport ferroviaire régional de voyageurs	12 Gares et autres infrastructures ferroviaires	18 Autres transports en commun	21 Voirie nationale	22 Voirie régionale	23 Voirie départementale	24 Voirie communale	25 Sécurité routière
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT										
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT										
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III - VOTE DU BUDGET

III

B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

B 938

CHAPITRE 938 - TRANSPORTS (suite)

	2 Routes et voiries	7	8 Autres transports							TOTAL DU CHAPITRE
	28 Autres liaisons	Sécurité	81 Transports aériens	82 Transports maritimes	83 Transports fluviaux	84 Transports ferroviaires de marchandises	85 Liaisons multimodales	86 Insfrastructures portuaires et aéroportuaires	88 Autres	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT										
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT										
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

III - VOTE DU BUDGET

III

B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

B 939

CHAPITRE 939 - ACTION ECONOMIQUE

AE (1) = 6 500 000,00 €

	0 Services communs	1 Interventions économiques tranversales	2 Recherche et innovation	3 Agriculture, pêche, agro-industrie	4 Industrie, artisanat, commerce et autres services	5 Tourisme et thermalisme	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions de la présidente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III - VOTE DU BUDGET	III
B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	**B 940**

CHAPITRE 940 - Impositions directes

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	Restes à réaliser N-1 (3) II	Propositions nouvelles de la présidente	Vote de l'assemblée délibérante (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES	**749 749 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**749 749 000,00**
73912	F.N.G.I.R. Fonds National de garantie indiv. des Ressources Régionales	674 816 000,00	0,00	0,00	0,00	674 816 000,00
73914	Prélèvement au titre du fonds de péréquation de la CVAE	74 933 000,00	0,00	0,00	0,00	74 933 000,00
	RECETTES	**1 494 359 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 494 359 000,00**
73112	Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	1 372 376 000,00	0,00	0,00	0,00	1 372 376 000,00
73114	Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau	121 983 000,00	0,00	0,00	0,00	121 983 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.
(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

III - VOTE DU BUDGET	III
B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 94 OPERATIONS NON VENTILEES **Détail par articles**	**B 941**

CHAPITRE 941 - Autres impôts et taxes

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	Restes à réaliser N-1 (3) II	Propositions nouvelles de la présidente	Vote de l'assemblée délibérante (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	**1 942 924 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 942 924 000,00**
732	TICPE Taxe intérieure consommation sur produits énergétiques	957 857 000,00	0,00	0,00	0,00	957 857 000,00
7344	Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules	348 054 000,00	0,00	0,00	0,00	348 054 000,00
7352	Taxe sur les locaux à usage de bureaux	182 939 000,00	0,00	0,00	0,00	182 939 000,00
7381	Taxe additionnelle aux droits de mutation	32 000 000,00	0,00	0,00	0,00	32 000 000,00
73821	Taxe d'apprentissage	230 414 000,00	0,00	0,00	0,00	230 414 000,00
73822	TICPE Ressource Régionale de l'Apprentissage	22 775 000,00	0,00	0,00	0,00	22 775 000,00
73841	Frais de gestion	84 296 000,00	0,00	0,00	0,00	84 296 000,00
73842	TICPE FPA	39 554 000,00	0,00	0,00	0,00	39 554 000,00
7385	TICPE Primes employeurs apprentis	34 035 000,00	0,00	0,00	0,00	34 035 000,00
7388	Autres	11 000 000,00	0,00	0,00	0,00	11 000 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

III - VOTE DU BUDGET	III
B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	**B 942**

CHAPITRE 942 - Dotations et participations

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	Restes à réaliser N-1 (3) II	Propositions nouvelles de la présidente	Vote de l'assemblée délibérante (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	**569 734 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**569 734 000,00**
7411	D.G.F. - Dotation forfaitaire	552 164 000,00	0,00	0,00	0,00	552 164 000,00
7461	DGD	8 820 000,00	0,00	0,00	0,00	8 820 000,00
74833	Etat - Compensation au titre de la Contribution Economique Territoriale (CVAE et CFE)	56 000,00	0,00	0,00	0,00	56 000,00
74835	Dot. transfert compensation exonérations fiscalité directe	8 694 000,00	0,00	0,00	0,00	8 694 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.
(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

III - VOTE DU BUDGET	III
B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 943

CHAPITRE 943 - Opérations financières

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	Restes à réaliser N-1 (3) II	Propositions nouvelles de la présidente	Vote de l'assemblée délibérante (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES (5)	**139 151 000,00**	**0,00**	**-4 000 000,00**	**-4 000 000,00**	**135 151 000,00**
6182	Documentation générale et technique	75 000,00	0,00	0,00	0,00	75 000,00
6228	Divers	925 000,00	0,00	0,00	0,00	925 000,00
627	Services bancaires et assimilés	3 000 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000 000,00
66111	Intérêts réglés a l'échéance	122 594 000,00	0,00	0,00	0,00	122 594 000,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	6 472 000,00	0,00	-3 000 000,00	-3 000 000,00	3 472 000,00
6688	Autres charges financières	5 085 000,00	0,00	0,00	0,00	5 085 000,00
73981	Reversements obligatoires de fiscalité	1 000 000,00	0,00	-1 000 000,00	-1 000 000,00	0,00
	RECETTES (6)	**23 076 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**23 076 000,00**
7622	Produits des autres immobilisations financières - Rattachés	105 000,00	0,00	0,00	0,00	105 000,00
7688	Autres produits financiers	22 971 000,00	0,00	0,00	0,00	22 971 000,00

Pour information : détail du calcul des ICNE

Compte D66112 (5)	Montant des ICNE de l'exercice	68 683 000,00
	Montant des ICNE de l'exercice N-1	65 211 000,00
	= Différence ICNE N – ICNE N-1	3 472 000,00
Compte R7622 (6)	Montant des ICNE de l'exercice	11 627 000,00
	Montant des ICNE de l'exercice N-1	11 522 000,00
	= Différence ICNE N – ICNE N-1	105 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.
(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(5) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.
(6) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III - VOTE DU BUDGET	III
B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 944

CHAPITRE 944 - Frais de fonctionnements des groupes d'élus

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	Restes à réaliser N-1 (3) II	Propositions nouvelles de la présidente	Vote de l'assemblée délibérante (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES	**2 870 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 870 000,00**
6184	Frais de formation	40 000,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	100 000,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
65861	Frais de personnel	2 730 000,00	0,00	0,00	0,00	2 730 000,00
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.
(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

III - VOTE DU BUDGET	III
B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 945

CHAPITRE 945 - Provisions et autres opérations mixtes (opérations semi-budgétaires)

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles de la présidente	Vote de l'assemblée délibérante (3)
	DEPENSES	**2 000 000,00**	**4 000 000,00**	**4 000 000,00**
6815	Dotations aux provisions pour risques et charges de fonctionnement	2 000 000,00	4 000 000,00	4 000 000,00
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

III - VOTE DU BUDGET	III
B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	**B 946**

CHAPITRE 946 - Transferts entre les sections (A l'exclusion du virement à la section d'investissement)

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles de la présidente	Vote de l'assemblée délibérante (3)
	DEPENSES (4)	**730 242 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Dot. aux amortissements et provisions	**730 242 000,00**	**0,00**	**0,00**
6811	Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	730 242 000,00	0,00	0,00
	Autres	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00
	RECETTES (5)	**227 480 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Reprises sur autofinancement	**227 480 000,00**	**0,00**	**0,00**
777	*Quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat*	*227 480 000,00*	*0,00*	*0,00*
	Transfert de charges	***0,00***	***0,00***	***0,00***
		0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Egales aux recettes du chapitre 926 en investissement
(5) Egales aux dépenses du chapitre 926 en investissement

III - VOTE DU BUDGET	III
B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 947

CHAPITRE 947 - Transferts à l'interieur de la section de fonctionnement

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles de la présidente	Vote de l'assemblée délibérante (3)
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Les dépenses sont égales aux recettes du chapitre.

III - VOTE DU BUDGET	III
B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 95 CHAPITRES DE PREVISION SANS REALISATIONS	B 952 B 953

DEPENSES

CHAPITRE 952 - Dépenses imprévues	
Pour mémoire budget AE précédent	**Vote de l'assemblée sur les AE**
0,00	0,00

DEPENSES

CHAPITRE 953 - Virements de la section de fonctionnement	
Budget de l'exercice (1)	**Vote de l'assemblée**
99 238 758,09	0,00

(1) Le contenu de la colonne budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

IV - PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A/900

CHAPITRE 900 - SERVICES GENERAUX

Article/ compte par nature (1)	Libellé	2 Administration générale						3	4 Actions interrégionales, européennes					TOTAL DU CHAPITRE
		20 Adm. générale de la collectivité		21	22	23	28		41	42	43	44	48	
		201 Personnel non ventilé	202 Autres moyens généraux	Conseil Régional	Conseil économique et social régional	Conseil culture, éducation et environt	Autres organismes	Sécurité	Actions interrégiona-les	Actions européennes	Actions relevant de la subvention globale	Aide publique au développe-ment	Autres actions internationa-les	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A/901

CHAPITRE 901 - FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE

Article/ compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Formation professionnelle	2 Apprentissage	3 Formation sanitaire et sociale	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A/902

CHAPITRE 902 - ENSEIGNEMENT

Article/ compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Enseignement du premier dégré	2 Enseignement du second degré				3 Enseignement supérieur	7 Sécurité	8 Autres services périscolaires et annexes	TOTAL DU CHAPITRE
				21 Collèges	22 Lycées publics	23 Lycées privés	24 Participations à des cités mixtes				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A/903

CHAPITRE 903 - CULTURE, SPORTS ET LOISIRS

Article/ compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Culture			2 Sports	3 Loisirs	7 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
			11 Enseignement artistique	12 Activités culturelles et artistiques	13 Patrimoine (bibliothèques, musées, ...)				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A/904

CHAPITRE 904 - SANTE ET ACTION SOCIALE

Article/ compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Santé	2 Action sociale	7 Sécurité alimentaire	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A/905

CHAPITRE 905 - AMENAGEMENT DES TERRITOIRES

Article/ compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Politique de la ville	2 Agglomération et villes moyennes	3 Espace rural et autres espaces de développement	4 Habitat (Logement)	5 Actions en faveur du littoral	6 Technologie de l'information et de la communication	7 Sécurité	8 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A/906

CHAPITRE 906 - GESTION DES FONDS EUROPEENS

Article/ compte par nature (1)	Libellé	1 FSE	2 FEDER	3 Autres	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A/907

CHAPITRE 907 - ENVIRONNEMENT

Article/ compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Actions transversales	2 Traitements des déchets	3 Politique de l'air	4 Politique de l'eau	5 Politique de l'énergie	6 Patrimoine naturel	7 Environnement des infrastructures de transport	8 Autres actions en faveur de l'environnement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A/908

CHAPITRE 908 - TRANSPORTS

Article/ compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Transports en commun de voyageurs				2 Routes et voiries				
			10 Services communs	11 Transport ferroviaire régional de voyageurs	12 Gares et autres infrastructures ferroviaires	18 Autres transports en commun	21 Voirie nationale	22 Voirie régionale	23 Voirie départementale	24 Voirie communale	25 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A/908

CHAPITRE 908 - TRANSPORTS (suite)

Article/ compte par nature (1)	Libellé	2 Routes et voiries	7	8 Autres transports							TOTAL DU CHAPITRE
		28 Autres liaisons	Sécurité	81 Transports aériens	82 Transports maritimes	83 Transports fluviaux	84 Transports ferroviaires de marchandises	85 Liaisons multimodales	86 Insfrastructures portuaires et aéroportuaires	88 Autres	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A/909

CHAPITRE 909 - ACTION ECONOMIQUE

Article/ compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Interventions économiques tranversales	2 Recherche et innovation	3 Agriculture, pêche, agro-industrie	4 Industrie, artisanat, commerce et autres services	5 Tourisme et thermalisme	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A/930

CHAPITRE 930 - SERVICES GENERAUX

Article/ compte par nature (1)	Libellé	2 Administration générale						3	4 Actions interrégionales, européennes					TOTAL DU CHAPITRE
		20 Adm. générale de la collectivité		21	22	23	28		41	42	43	44	48	
		201 Personnel non ventilé	202 Autres moyens généraux	Conseil Régional	Conseil économique et social régional	Conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement	Autres organismes	Sécurité	Actions interrégionales	Actions européennes	Actions relevant de la subvention globale	Aide publique au développement	Autres actions internationales	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A/931

CHAPITRE 931 - FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE

Article/ compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Formation professionnelle	2 Apprentissage	3 Formation sanitaire et sociale	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A/932

CHAPITRE 932 - ENSEIGNEMENT

Article/ compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Enseignement du premier dégré	2 Enseignement du second degré				3 Enseignement supérieur	7 Sécurité	8 Autres services périscolaires et annexes	TOTAL DU CHAPITRE
				21 Collèges	22 Lycées publics	23 Lycées privés	24 Participations à des cités mixtes				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A/933

CHAPITRE 933 - CULTURE, SPORTS ET LOISIRS

Article/ compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Culture			2 Sports	3 Loisirs	7 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
			11 Enseignement artistique	12 Activités culturelles et artistiques	13 Patrimoine (bibliothèques, musées, monuments...)				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A/934

CHAPITRE 934 - SANTE ET ACTION SOCIALE

Article/ compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Santé	2 Action sociale	7 Sécurité alimentaire	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A/935

CHAPITRE 935 - AMENAGEMENT DES TERRITOIRES

Article/ compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Politique de la ville	2 Agglomération et villes moyennes	3 Espace rural et autres espaces de développement	4 Habitat (Logement)	5 Actions en faveur du littoral	6 Technologie de l'information et de la communication	7 Sécurité	8 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A/936

CHAPITRE 936 - GESTION DES FONDS EUROPEENS

Article/ compte par nature (1)	Libellé	1 FSE	2 FEDER	3 Autres	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A/937

CHAPITRE 937 - ENVIRONNEMENT

Article/ compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Actions transversales	2 Traitements des déchets	3 Politique de l'air	4 Politique de l'eau	5 Politique de l'énergie	6 Patrimoine naturel	7 Environnement des infrastructures de transport	8 Autres actions en faveur de l'environnement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A/938

CHAPITRE 938 - TRANSPORTS

Article/ compte par nature (1)	Libellé	0	1 Transports en commun de voyageurs				2 Routes et voiries				
		Services communs	10 Services communs	11 Transport ferroviaire régional de voyageurs	12 Gares et autres infrastructures ferroviaires	18 Autres transports en commun	21 Voirie nationale	22 Voirie régionale	23 Voirie départementale	24 Voirie communale	25 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A/938

CHAPITRE 938 - TRANSPORTS (suite)

Article/ compte par nature (1)	Libellé	2 Routes et voiries	7	8 Autres transports							TOTAL DU CHAPITRE
		28 Autres liaisons	Sécurité	81 Transports aériens	82 Transports maritimes	83 Transports fluviaux	84 Transports ferroviaires de marchandises	85 Liaisons multimodales	86 Insfrastructures portuaires et aéroportuaires	88 Autres	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE

IV

SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A/939

CHAPITRE 939 - ACTION ECONOMIQUE

Article/ compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Interventions économiques tranversales	2 Recherche et innovation	3 Agriculture, pêche, agro-industrie	4 Industrie, artisanat, commerce et autres services	5 Tourisme et thermalisme	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

B1.2 - RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembt	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Devise après swap	Périodicité des rembts (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de rembt anticipé partiel O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel						
163 Emprunts obligataires (Total)					**4 225 910 590,80**										
Emissions publiques					**3 416 132 370,68**										
2005.EP.CHF.96,8	BNP PARIBAS et CSFB	27/12/2005	28/12/2005	28/12/2016	96 792 927,66	V	EUR3M	2,440	2,473	CHF	EUR	F	F	N	A-1
2006.EP.EUR.220	IXIS CIB et SOCIETE GENERALE	21/07/2006	25/07/2006	25/07/2017	220 000 000,00	F	Fixe	4,250	4,250	EUR	EUR	F	F	N	A-1
2007.EP.CHF.203,8	UBS et ABN AMRO	26/11/2007	27/11/2007	27/11/2018	203 836 930,46	V	EUR6M	4,620	4,684	CHF	EUR	F	F	N	A-1
2009.EP.EUR.200	SOC GEN, HSBC France et BANCA IMI	21/04/2009	23/04/2009	23/04/2019	200 000 000,00	F	Fixe	4,500	4,500	EUR	EUR	F	F	N	A-1
2010.EP.EUR.300	SOCIETE GENERALE et BANCA IMI	02/06/2010	04/06/2010	04/06/2020	300 000 000,00	F	Fixe	3,200	3,200	EUR	EUR	F	F	N	A-1
2010.EP.CHF.100,5	UBS	06/07/2010	08/07/2010	08/12/2017	100 502 512,56	F	Fixe	2,753	2,753	CHF	EUR	F	F	N	A-1
2011.EP.EUR.410	SG, DB, HSBC France, Natixis	06/06/2011	08/06/2011	07/01/2022	410 000 000,00	F	Fixe	3,625	3,625	EUR	EUR	F	F	N	A-1
2012.EP.EUR.350	BNP PARIBAS et CACIB	23/03/2012	27/03/2012	27/03/2024	350 000 000,00	F	Fixe	3,625	3,625	EUR	EUR	F	F	N	A-1
2013.EP.EUR.300	BARCLAYS, NATIXIS	06/06/2013	10/06/2013	10/06/2023	300 000 000,00	F	Fixe	2,250	2,250	EUR	EUR	F	F	N	A-1
2014.EP.EUR.600	CACIB, HSBC France et Natixis	22/04/2014	24/04/2014	24/04/2026	600 000 000,00	F	Fixe	2,375	2,375	EUR	EUR	F	F	N	A-1
2015.EP.EUR.500	BNPP, CACIB, NATIXIS	21/04/2015	23/04/2015	23/04/2027	500 000 000,00	F	Fixe	0,625	0,625	EUR	EUR	F	F	N	A-1
2015.TAP.EUR.110	ICBC, SG, UBS	15/10/2015	19/10/2015	04/06/2020	110 000 000,00	F	Fixe	3,200	3,200	EUR	EUR	F	F	N	A-1
2015.TAP.EUR.25	BNPP	26/10/2015	28/10/2015	27/03/2024	25 000 000,00	F	Fixe	3,625	3,625	EUR	EUR	F	F	N	A-1
Placements Privés					**759 778 220,12**										
2003.PP.JPY.30,5	HSBC France	18/12/2003	18/12/2003	18/12/2018	30 522 701,26	V	EUR3M	2,141	2,171	JPY	EUR	F	F	N	A-1
2004.PP.JPY.36,9	Mizuho	18/11/2004	18/11/2004	18/11/2016	36 974 000,00	V	EUR3M	2,166	2,196	JPY	EUR	F	F	N	A-1
2009.PP.CHF.49,7	BNP Paribas	24/04/2009	28/04/2009	28/12/2018	49 668 874,17	V	EUR3M	2,264	2,295	CHF	EUR	F	F	N	A-1
2010.PP.EUR.100	BNP PARIBAS	17/06/2010	21/06/2010	21/06/2017	100 000 000,00	V	EUR3M	1,033	1,047	EUR	EUR	F	F	N	A-1
2011.PP.AUD.66,8	CACIB	27/06/2011	28/06/2011	28/06/2021	66 796 318,16	V	EUR3M	1,921	1,948	AUD	EUR	F	F	N	A-1
2011.PP.EUR.60	SG	11/07/2011	13/07/2011	13/07/2026	60 000 000,00	F	Fixe	4,035	4,035	EUR	EUR	F	F	N	A-1
2012.PP.EUR.80	BNP PARIBAS	12/12/2012	14/12/2012	14/12/2018	80 000 000,00	V	EUR3M	0,614	0,623	EUR	EUR	F	F	N	A-1
2013.PP.EUR.40	NATIXIS	26/03/2013	28/03/2013	28/03/2025	40 000 000,00	F	Fixe	2,594	2,594	EUR	EUR	F	F	N	A-1
2013.PP.JPY.40,8	CACIB	10/04/2013	11/04/2013	11/04/2028	40 816 326,53	V	EUR3M	0,976	0,990	JPY	EUR	F	F	N	A-1
2013.PP.EUR.70	HSBC France	29/10/2013	31/10/2013	31/10/2028	70 000 000,00	F	Fixe	3,060	3,060	EUR	EUR	F	F	N	A-1
2013.PP.EUR.50	Commerzbank	27/11/2013	29/11/2013	29/11/2024	50 000 000,00	F	Fixe	2,675	2,675	EUR	EUR	F	F	N	A-1
2014.PP.EUR.35	HSBC France	23/09/2014	25/09/2014	25/09/2025	35 000 000,00	F	Fixe	1,640	1,640	EUR	EUR	F	F	N	A-1
2015.PP.EUR.100	Bred	29/07/2015	31/07/2015	31/07/2021	100 000 000,00	V	EUR3M	0,127	0,129	EUR	EUR	F	F	N	A-1
Schuldschein					**50 000 000,00**										
2013.SSD.EUR.50	HELABA	04/04/2013	10/04/2013	10/04/2028	50 000 000,00	F	Fixe	2,750	2,750	EUR	EUR	F	F	N	A-1
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**841 000 000,00**										
1641 Emprunts en euros (total)					*841 000 000,00*										
2007.BQ.EUR.75	CADIF	07/03/2007	01/06/2007	01/06/2017	75 000 000,00	V	LivretA	3,400	3,400	EUR	EUR	F	F	O	A-1
2007.BQ.EUR.50	CADIF	06/11/2007	19/11/2007	19/11/2016	50 000 000,00	V	LivretA	3,920	3,920	EUR	EUR	F	F	O	A-1
2008.BQ.EUR.50a	DEXIA	12/11/2008	14/11/2008	01/12/2022	50 000 000,00	F	Fixe	4,265	4,327	EUR	EUR	F	F	N	A-1
2008.BQ.EUR.50b	DEXIA	26/11/2008	28/11/2008	01/12/2022	50 000 000,00	F	Fixe	4,065	4,124	EUR	EUR	F	F	N	A-1
2011.BQ.EUR.252	CDC	14/12/2011	20/12/2011	01/03/2012	252 000 000,00	F	Fixe	3,570	3,570	EUR	EUR	T	P	O	A-1
2011.BQ.EUR.40	CDC	08/12/2011	22/12/2011	01/01/2013	40 000 000,00	F	Fixe	4,040	4,040	EUR	EUR	A	P	O	A-1
2012.BQ.EUR.200	BEI	16/03/2012	26/03/2012	25/03/2027	200 000 000,00	F	Fixe	3,827	3,827	EUR	EUR	F	F	O	A-1
2014.BQ.EUR.100	BEI	13/12/2013	17/12/2014	17/12/2019	100 000 000,00	F	Fixe	0,321	0,321	EUR	EUR	F	F	O	A-1
2015.BQ.EUR.24	BEI	13/12/2013	30/06/2015	30/06/2019	24 000 000,00	F	Fixe	0,230	0,230	EUR	EUR	F	F	O	A-1
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					*0,00*										
2007.REVOLVING.1000	Caisses d'épargne	07/11/2007	31/12/2007	30/12/2011	0,00	V	EONIA	4,021	4,077	EUR	EUR	X	X	O	A-1
Total général					**5 066 910 590,80**										

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.
(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.
(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : EURIBOR 3 mois).
(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat
(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semest ; T : trim ; F : in fine, X : autre.
(7) Indiquer C pour amortissement annuel constant, P pour amortissement annuel progressif, F pour *in fine* , X pour autres à préciser.
(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

B1.2 - RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/2016											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/2016	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité prévisionnelle de l'exercice 2016			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (16)	
163 Emprunts obligataires (Total)		**1 185 910 590,80**		**4 225 910 590,80**					**133 766 927,66**	**103 847 117,09**	**21 557 510,29**	**64 159 398,86**
Emissions publiques		***821 132 370,68***		***3 416 132 370,68***					***96 792 927,66***	***90 500 096,98***	***18 550 459,63***	***59 951 144,44***
2005.EP.CHF.96,8	O	96 792 927,66	A-1	96 792 927,66	0,9	Variable	EUR3M	0,348%	96 792 927,66	300 790,75	45 020,47	6 029,39
2006.EP.EUR.220	O	220 000 000,00	A-1	220 000 000,00	1,5	Variable	EUR3M	0,360%	0,00	9 751 500,00	9 505 439,16	4 440 761,11
2007.EP.CHF.203,8	O	203 836 930,46	A-1	203 836 930,46	2,8	Variable	EUR6M	0,301%	0,00	622 587,34	0,00	134 999,50
2009.EP.EUR.200	O	200 000 000,00	A-1	200 000 000,00	3,3	Variable	EUR3M	1,405%	0,00	11 357 134,72	9 000 000,00	6 905 615,30
2010.EP.EUR.300	N	0,00	A-1	300 000 000,00	4,4	Fixe	Fixe	3,200%	0,00	9 600 000,00	0,00	5 523 287,67
2010.EP.CHF.100,5	O	100 502 512,56	A-1	100 502 512,56	1,9	Fixe	Fixe	2,753%	0,00	2 766 834,17	0,00	176 769,96
2011.EP.EUR.410	N	0,00	A-1	410 000 000,00	6,0	Fixe	Fixe	3,625%	0,00	14 862 500,00	0,00	14 618 184,93
2012.EP.EUR.350	N	0,00	A-1	350 000 000,00	8,2	Fixe	Fixe	3,625%	0,00	12 687 500,00	0,00	9 698 116,44
2013.EP.EUR.300	N	0,00	A-1	300 000 000,00	7,4	Fixe	Fixe	2,250%	0,00	6 750 000,00	0,00	3 772 602,74
2014.EP.EUR.600	N	0,00	A-1	600 000 000,00	10,3	Fixe	Fixe	2,375%	0,00	14 250 000,00	0,00	9 799 315,07
2015.EP.EUR.500	N	0,00	A-1	500 000 000,00	11,3	Fixe	Fixe	0,625%	0,00	3 125 000,00	0,00	2 157 534,25
2015.TAP.EUR.110	N	0,00	A-1	110 000 000,00	4,4	Fixe	Fixe	3,200%	0,00	3 520 000,00	0,00	2 025 205,48
2015.TAP.EUR.25	N	0,00	A-1	25 000 000,00	8,2	Fixe	Fixe	3,625%	0,00	906 250,00	0,00	692 722,60
Placements Privés		***364 778 220,12***		***759 778 220,12***					***36 974 000,00***	***11 972 020,11***	***3 007 050,66***	***3 209 966,75***
2003.PP.JPY.30,5	O	30 522 701,26	A-1	30 522 701,26	2,9	Variable	EUR3M	0,400%	0,00	92 839,89	10 289,75	8 817,67
2004.PP.JPY.36,9	O	36 974 000,00	A-1	36 974 000,00	0,8	Variable	EUR3M	0,390%	36 974 000,00	118 648,03	8 997,01	34 889,08
2009.PP.CHF.49,7	O	49 668 874,17	A-1	49 668 874,17	2,9	Variable	EUR3M	1,280%	0,00	577 740,40	0,00	6 953,64
2010.PP.EUR.100	N	0,00	A-1	100 000 000,00	1,4	Variable	EUR3M	0,700%	0,00	574 621,54	0,00	30 555,56
2011.PP.AUD.66,8	O	66 796 318,16	A-1	66 796 318,16	5,4	Variable	EUR3M	0,790%	0,00	445 116,29	0,00	6 623,97
2011.PP.EUR.60	O	60 000 000,00	A-1	60 000 000,00	10,5	Variable	EUR3M	0,880%	0,00	2 806 005,41	2 421 000,00	1 302 755,25
2012.PP.EUR.80	O	80 000 000,00	A-1	80 000 000,00	2,9	Fixe	Fixe	1,275%	0,00	1 586 763,90	566 763,90	93 973,52
2013.PP.EUR.40	N	0,00	A-1	40 000 000,00	9,2	Fixe	Fixe	2,594%	0,00	1 037 600,00	0,00	790 281,64
2013.PP.JPY.40,8	O	40 816 326,53	A-1	40 816 326,53	12,3	Variable	EUR3M	1,165%	0,00	379 384,65	0,00	143 724,49
2013.PP.EUR.70	N	0,00	A-1	70 000 000,00	12,8	Fixe	Fixe	3,060%	0,00	2 142 000,00	0,00	357 978,08
2013.PP.EUR.50	N	0,00	A-1	50 000 000,00	8,8	Fixe	Fixe	2,675%	0,00	1 337 500,00	0,00	117 260,27
2014.PP.EUR.35	N	0,00	A-1	35 000 000,00	9,7	Fixe	Fixe	1,640%	0,00	574 000,00	0,00	152 542,47
2015.PP.EUR.100	N	0,00	A-1	100 000 000,00	5,5	Variable	EUR3M	0,550%	0,00	299 800,00	0,00	163 611,11
Schuldschein		***0,00***		***50 000 000,00***					***0,00***	***1 375 000,00***	***0,00***	***998 287,67***
2013.SSD.EUR.50	N	0,00	A-1	50 000 000,00	12,3	Fixe	Fixe	2,750%	0,00	1 375 000,00	0,00	998 287,67
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**75 000 000,00**		**1 137 135 878,49**					**302 259 822,16**	**23 331 029,28**	**1 412 718,74**	**1 603 281,43**
1641 Emprunts en euros (total)		***75 000 000,00***		***763 135 878,49***					***73 259 822,16***	***21 995 078,59***	***1 412 718,74***	***1 603 281,43***
2007.BQ.EUR.75	O	75 000 000,00	A-1	75 000 000,00	1,4	Variable	EUR3M	0,205%	0,00	1 471 080,71	1 412 718,74	140 937,50
2007.BQ.EUR.50	N	0,00	A-1	50 000 000,00	0,8	Variable	LivretA	1,670%	50 000 000,00	835 000,00	0,00	112 000,00
2008.BQ.EUR.50a	N	0,00	A-1	50 000 000,00	6,9	Fixe	Fixe	4,265%	0,00	2 162 118,06	0,00	177 708,33
2008.BQ.EUR.50b	N	0,00	A-1	50 000 000,00	6,9	Fixe	Fixe	4,065%	0,00	2 060 729,17	0,00	169 375,00
2011.BQ.EUR.252	N	0,00	A-1	197 179 829,88	10,9	Fixe	Fixe	3,570%	14 949 663,07	6 750 926,29	0,00	535 024,45
2011.BQ.EUR.40	N	0,00	A-1	16 956 048,61	1,0	Fixe	Fixe	4,040%	8 310 159,09	685 024,36	0,00	349 293,93
2012.BQ.EUR.200	N	0,00	A-1	200 000 000,00	11,2	Fixe	Fixe	3,827%	0,00	7 654 000,00	0,00	106 305,56
2014.BQ.EUR.100	N	0,00	A-1	100 000 000,00	3,9	Fixe	Fixe	0,321%	0,00	321 000,00	0,00	12 483,33
2015.BQ.EUR.24	N	0,00	A-1	24 000 000,00	3,4	Fixe	Fixe	0,230%	0,00	55 200,00	0,00	153,33
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		***0,00***		***374 000 000,00***					***229 000 000,00***	***1 335 950,69***	***0,00***	***0,00***
2007.REVOLVING.1000	N	0,00	A-1	374 000 000,00	6,9	Variable	EONIA	0,380%	229 000 000,00	1 335 950,69	0,00	0,00
Prévision pour emprunt 2016												2 920 000,00
Total général		**1 260 910 590,80**		**5 363 046 469,29**					**436 026 749,82**	**127 178 146,37**	**22 970 229,03**	**68 682 680,29**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.
(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau "détail des opérations de couverture".
(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. classification des emprunts suivants la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).
(12) Type de taux d'intérêt après opération de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe.
(13) Mentionner l'index en cours au 01/01 après opérations de couverture.
(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. S'agissant du niveau de taux, pour un emprunt à taux variable, il s'agit du taux anticipé sur l'année N.
(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel à l'article 668.
(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptablilisés au 7688. Ces flux sont inscrits sans compensation.

C1.2 - CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 4253-1 du CGCT	Valeur en euros
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (1)	136 624,20
+ Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	-
+ Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	399 875 000,00
- Provisions pour garanties d'emprunts	-
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	400 011 624,20
Recettes réelles de fonctionnement	4 177 166 329,00

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	**9,6%**

(1) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 du CGCT

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50% des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXE	IV
ARRETE ET SIGNATURES	**E2**

Nombre de membres en exercice : 209
Nombre de membres présents : 209
Nombre de suffrages exprimés : 209

VOTES :

Pour : 122
Contre : 0
Abstentions : 87
NPPV : 0

Date de convocation : 28 septembre 2016

Présenté par la Présidente,
A Paris, le 13 octobre 2016

Délibéré par le Conseil régional, réuni en session
A Paris, les 13 et 14 octobre 2016
Les membres du Conseil régional.

Certifié exécutoire par la Présidente, compte tenu de la transmission en préfecture, le 13 octobre 2016 , et de la publication le 13 octobre 2016

A Paris, le 13 octobre 2016

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 14/10/2016
- Date de réception en préfecture: 14/10/2016

DELIBERATION N° CR 208-16

DU 14 OCTOBRE 2016

DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DU SECOND DEGRE POUR 2017

DOTATION MISSION DE LUTTE CONTRE LE DECROCHAGE SCOLAIRE 2016 - 2017

LE CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation et notamment ses articles L 214-6 et L 421-11 ;

VU La délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n°CR 78-15 en date du 25 septembre 2015 relative à la dotation globale de fonctionnement des établissements scolaires publics pour 2016 ;

VU Le budget 2016 de la Région d'Ile de France et plus particulièrement les dispositions du chapitre 932 « Enseignement »,

VU L'avis émis par le conseil interacadémique de l'Education Nationale,

VU L'avis de la commission de l'éducation,

VU L'avis de la commission des finances,

VU Le rapport CR 208-16 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France,

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1

Adopte la structure du barème de répartition de la dotation globale de fonctionnement des lycées (DGFL) figurant en annexe 1.

Adopte les taux du barème de répartition pour 2017 figurant en annexe 1 à la présente délibération.

03/10/16 15:10:00

Article 2

Arrête la liste des EPLE bénéficiaires de la dotation de solidarité, conformément à l'annexe 2 à la délibération, en fonction du pourcentage d'élèves issus des catégories socioprofessionnelles défavorisées (CSP de catégorie D) observés sur la rentrée 2015 selon les critères suivants :

- 45% pour les lycées professionnels ;
- 30% pour les lycées généraux ;
- 38% pour les lycées polyvalents.

Article 3

Reconduit le fonds commun de fonctionnement représentant 3 % de la dotation initiale de chaque établissement en 2017.

Habilite la présidente du conseil régional à arrêter pour l'année 2017 le montant des compléments de dotations versées au titre du fonds commun de fonctionnement, dans la limite des autorisations d'engagement correspondantes aux montants prévisionnels adoptés aux articles 4, 5 et 6 de la présente délibération.

Demande à la présidente de présenter en fin d'exercice budgétaire un rapport d'utilisation des montants attribués au titre du fonds commun de fonctionnement à l'assemblée régionale.

Article 4

Arrête à la somme de 73 366 981 € le montant prévisionnel de la dotation globale de fonctionnement pour 2017 des établissements scolaires gérés par la Région et décide de sa répartition telle qu'elle est définie en annexe 3 de la présente délibération, sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 222 « lycées publics », programme HP222-017 (122017) «Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics», action (12201705) « DGFL lycées publics » (nature 65511 « établissements publics ») du budget 2017.

Article 5

Arrête à la somme de 7 806 223 € le montant prévisionnel de la dotation globale de fonctionnement pour 2017 des établissements scolaires situés en ensemble immobilier et gérés par la Région, et décide de sa répartition telle qu'elle est définie en annexe 3 de la présente délibération, sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participations à des cités mixtes », programme HP 224-031 (122031) «Participation aux charges de fonctionnement des lycées dans les cités mixtes régionales », action (12203101) «DGFL Cités mixtes régionales» (nature 65511 « établissements publics ») du budget 2017.

Article 6

Arrête à la somme de 136 350 € le montant prévisionnel de la dotation globale de fonctionnement pour 2017 des établissements scolaires situés en ensemble immobilier et gérés par les départements, telle qu'elle est définie en annexe 3 de la présente délibération, sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participations à des cités mixtes », programme HP224-020 (122020) « Participation aux charges de fonctionnement des cités mixtes départementales », action (12202001) « «DGFL Cités mixtes départementales» (nature 655 « contributions obligatoires ») du budget 2017.

03/10/16 15:10:00

Article 7

Arrête à la somme de 67 403 € le montant prévisionnel de la dotation globale de fonctionnement pour 2017 destiné au nouveau lycée Plaine Commune à la Plaine Saint-Denis dans le département de la Seine-Saint-Denis dont la livraison est prévue à la rentrée 2017, sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 222 « lycées publics », programme HP222-017 (122017) «Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics», action (12201705) « DGFL lycées publics » (nature 65511 « établissements publics ») du budget 2017.

Article 8

Arrête à la somme de 24 692 € le montant prévisionnel de la dotation globale de fonctionnement pour 2017 destiné au nouveau lycée Jacqueline de Romilly à Magny-le-Hongre dans le département de la Seine-et-Marne dont l'ouverture est prévue à la rentrée 2017, sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 222 « lycées publics », programme HP222-017 (122017) «Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics», action (12201705) « DGFL lycées publics » (nature 65511 « établissements publics ») du budget 2017.

Article 9

Arrête à la somme de 9 055 € le montant nécessaire au fonctionnement courant des sections hôtelières du lycée de l'Arche Guédon de Torcy (77), fermé depuis le 1er septembre 2015, transférées vers le lycée Gérard de Nerval à Noisiel (77), et destiné au collège le Luzard à Noisiel (77), établissement d'accueil, sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 222 « lycées publics », programme HP222-017 (122017) «Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics», action (12201705) « DGFL lycées publics » (nature 65511 « établissements publics ») du budget 2017.

Article 10

Adopte le taux de dotation complémentaire MLDS affectée aux établissements accueillant des élèves en cours d'année dans le cadre des actions de la mission de lutte contre le décrochage scolaire.

Nature de la formation :	Forfait élève pour 2016-2017
Prise en charge temporaire	45 €
MOREA Bac Technique et Professionnel	121 €
Action longue, MOREA Bac général	59 €

Article 11

Arrête à la somme de 300 000 € le montant prévisionnel de la dotation destinée aux établissements accueillant des élèves en cours d'année dans le cadre de la Mission de lutte contre le décrochage scolaire (MLDS) pour 2017.

Cette dotation sera individualisée lors d'un rapport spécifique en cours d'année sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 222 « lycées publics », programme HP222-017 (122017) «Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics», action (12201705) « DGFL lycées publics » (nature 65511 « établissements publics ») du budget 2017.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

03/10/16 15:10:00

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION – BAREME DGFL

BAREME

Barème de la DGFL 2017

1/ la dotation globale de fonctionnement de chaque EPLE est constituée par la somme de trois postes :

- Dépenses pédagogiques
- Viabilisation entretien charges
- Chauffage (pour les lycées dont le chauffage n'a pas été repris en gestion directe)

2/ le poste *Dépenses pédagogiques* est composé :

- d'un montant au barème, calculé en fonction des effectifs selon les taux fixés ci-après
- le cas échéant, d'un montant forfaitaire pour location d'équipements sportifs
- le cas échéant, d'une dotation de solidarité calculée en fonction de l'effectif de l'établissement en fonction du taux ci-après
- le cas échéant, d'une dotation spécifique au titre de la présence d'une annexe médicalisée
- pour les EREA et ERPD, d'un montant à l'élève en fonction du taux ci-après

3/ le poste *Viabilisation entretien chauffage* est composé :

- d'un montant calculé à la surface en fonction du barème ci-après
- d'un montant calculé à la densité d'occupation (ratio surface par élève) en fonction du barème ci-après
- d'un montant calculé à l'élève sur la base de l'effectif global de l'établissement (hors apprentis)
- le cas échéant, pour les lycées Education nationale et les EPLEFPA, d'une dotation au titre de l'internat calculée en fonction de la capacité d'accueil et au taux indiqué ci-après
- le cas échéant, d'une dotation spécifique destinée à financer la surveillance de l'installation de sécurité incendie de l'internat

Taux 2017 du barème DGFL

Taux par formations 2017

taux	taux (libellé)	Coefficient	Valeur
A0	taux spécial (EREA et ERPD, primaire et premier cycle)	6	153 €
A1	taux de base	1	25,50 €
A2	prépas littéraires	1,6	40,80 €
A3	prépas scientifiques	1,9	48,45 €
J1	technico-professionnel pré-bac	3	76,50 €
J2	technico-professionnel pré-bac	5	127,50 €
J3	technico-professionnel pré-bac	7	178,50 €
J4	technico-professionnel pré-bac	8	204 €
J4B	technico-professionnel pré-bac	8	204 €
J5	technico-professionnel post-bac	4,5	114,75 €
J6	technico-professionnel post-bac	7	178,50 €
J7	technico-professionnel post-bac	8	204 €
J8	technico-professionnel post-bac	12	306 €

Taux surface 2017 (poste *Viabilisation entretien chauffage*)

Tranches	Taux
Jusqu'à 7500 m²	3,64
7500 à 10000 m²	3,14
10000 à 12500 m²	2,33
12500 à 15000 m²	2,37
15000 à 25000 m²	1,92
Plus de 25000 m²	1,92

Taux densité d'occupation (surface par élève) 2017 (poste *Viabilisation entretien chauffage*)

Tranches	Taux
Jusqu'à 12 m²/élève	2,28
De 12 à 15 m²/élève	2,05
De 15 à 20 m²/élève	1,59
De 20 à 25 m²/élève	1,61
De 25 à 30 m²/élève	1,13
Plus de 30 m²/élève	1,30

Taux surface non bâtie : 0,1 €/m²

Autres taux 2017

Taux du barème à l'élève : 25 €/élève
Taux de la dotation internat lycées : 65 €/lit
Taux location équipements sportifs (hors Paris) : 8 €/élève (effectif total de l'établissement) plafonné aux dépenses déclarées
Taux dotation de solidarité : 44,50 €/élève (effectif total de l'établissement)
Taux de dotation de sortie DS : 20 €/élève (effectif total de l'établissement)
Taux dotation spécifique EREA/ERPD : 390 €/élève

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION – LISTE DES EPLE BENEFICIAIRES DE LA DOTATION DE SOLIDARITE

DOTATION DE SOLIDARITE 2017

UAI	type	lycée	Ville	effectifs 2015-2016	Dotation solidarité 2017	Dotation de sortie
0752701D	LYC POLYV	FRANCOIS-TRUFFAUT	PARIS 03EME	227	10 102 €	0 €
0752961L	LYC PROF	GUSTAVE-EIFFEL	PARIS 07EME	232	0 €	4 640 €
0750776L	LYC PROF	MARIE-LAURENCIN	PARIS 10EME	221	9 835 €	0 €
0750788Z	LYC PROF	MARCEL-DEPREZ	PARIS 11EME	442	19 669 €	0 €
0750783U	LYC PROF	CHENNEVIERE-MALEZIEUX	PARIS 12EME	279	0 €	5 580 €
0751710B	LYC PROF	NICOLAS-LOUIS-VAUQUELIN	PARIS 13EME	302	0 €	6 040 €
0750690T	LYC GT	FRANCOIS-VILLON	PARIS 14EME	351	0 €	7 020 €
0750692V	LYC GT	EMILE-DUBOIS*	PARIS 14EME	590	26 255 €	0 €
0752799K	EREA	CROCE-SPINELLI	PARIS 14EME	209	9 301 €	0 €
0752846L	LYC PROF	ERIK-SATIE	PARIS 14EME	238	10 591 €	0 €
0750696Z	LYC GT	ROGER-VERLOMME	PARIS 15EME	282	0 €	5 640 €
0753256G	EREA	ALEXANDRE-DUMAS	PARIS 15EME	173	7 699 €	0 €
0750796H	LYC PROF	OCTAVE-FEUILLET	PARIS 16EME	143	0 €	2 860 €
0750688R	LYC GT	RABELAIS	PARIS 18EME	1 100	48 950 €	0 €
0750800M	LYC PROF	EDMOND-ROSTAND	PARIS 18EME	194	8 633 €	0 €
0752608C	LYC PROF	HÔTELIER*	PARIS 18EME	289	12 861 €	0 €
0750650Z	LYC POLYV	ALEMBERT (D')	PARIS 19EME	720	32 040 €	0 €
0750713T	LYC GT	JACQUARD	PARIS 19EME	391	17 400 €	0 €
0750802P	LYC PROF	HECTOR-GUIMARD	PARIS 19EME	547	24 342 €	0 €
0752700C	LYC PROF	ARMAND-CARREL	PARIS 19EME	246	10 947 €	0 €
0750808W	LYC PROF	ETIENNE-DOLET	PARIS 20EME	285	12 683 €	0 €
0750828T	EREA	EDITH-PIAF	PARIS 20EME	136	6 052 €	0 €
0754530S	LYC POLYV	MARTIN-NADAUD	PARIS 20EME	436	19 402 €	0 €
0770342D	EREA	LEOPOLD-BELLAN	CHAMIGNY	103	4 584 €	0 €
0771171E	LYC PROF	LOUIS-LUMIERE	CHELLES	745	33 153 €	0 €
0771995A	LYC PROF	CHAMP-DE-CLAYE (LE)	CLAYE-SOUILLY	618	27 501 €	0 €
0772311U	LYC POLYV	GEORGES-CORMIER	COULOMMIERS	682	30 349 €	0 €
0772685A	LYC GT	SAMUEL-BECKETT	LA FERTE-SOUS-JOUARRE	566	0 €	11 320 €
0771663P	LYC GT	GEORGE-SAND	LE MEE-SUR-SEINE	496	22 072 €	0 €
0771880A	LYC PROF	CHARLES-BAUDELAIRE	MEAUX	562	25 009 €	0 €
0772229E	LYC GT	JEAN-VILAR	MEAUX	1 135	50 508 €	0 €
0770932V	LYC PROF	PIERRE-DE-COUBERTIN (PROFESSIONNE	MEAUX	411	0 €	8 220 €
0770934X	LYC POLYV	LEONARD-DE-VINCI	MELUN	1 255	55 848 €	0 €
0770938B	LYC POLYV	ANDRÉ-MALRAUX	MONTEREAU-FAULT-YONNE	1 494	66 483 €	0 €
0772312V	LYC POLYV	FLORA-TRISTAN	MONTEREAU-FAULT-YONNE	627	27 902 €	0 €
0772277G	LYC POLYV	HENRI-BECQUEREL	NANGIS	684	30 438 €	0 €
0771336J	LYC POLYV	PANNEVELLES (LES)	PROVINS	1 021	45 435 €	0 €
0771763Y	LYC GT	CHARLES-LE-CHAUVE	ROISSY-EN-BRIE	1 435	63 858 €	0 €
0772188K	LYC GT	PIERRE-MENDÈS-FRANCE	SAVIGNY-LE-TEMPLE	788	35 066 €	0 €
0772244W	LYC PROF	ANTONIN-CARÊME	SAVIGNY-LE-TEMPLE	660	29 370 €	0 €
0772120L	LYC GT	JEAN-MOULIN	TORCY	911	40 540 €	0 €
0770945J	LYC PROF	GUSTAVE-EIFFEL	VARENNES-SUR-SEINE	295	13 128 €	0 €
0780422K	LYC GT	FRANCOIS-VILLON	LES MUREAUX	952	42 364 €	0 €
0781984H	LYC POLYV	VAUCANSON	LES MUREAUX	586	26 077 €	0 €
0781884Z	LYC POLYV	CONDORCET	LIMAY	1 074	0 €	21 480 €
0782539L	LYC GT	SAINT-EXUPÉRY	MANTES-LA-JOLIE	1 435	63 858 €	0 €
0782540M	LYC POLYV	JEAN-ROSTAND	MANTES-LA-JOLIE	892	39 694 €	0 €
0783533S	LYC POLYV	CAMILLE-CLAUDEL	MANTES-LA-VILLE	859	38 226 €	0 €
0781983G	LYC POLYV	ADRIENNE-BOLLAND	POISSY	689	30 661 €	0 €
0781948U	LYC POLYV	LAVOISIER	PORCHEVILLE	417	18 557 €	0 €
0783431F	LYC POLYV	JULES-VERNE*	SARTROUVILLE	734	32 663 €	0 €
0781297L	LYC GT	PLAINE-DE-NEAUPHLE (LA)	TRAPPES	554	24 653 €	0 €
0780273Y	LYC PROF	LOUIS-BLÉRIOT	TRAPPES	393	0 €	7 860 €
0780584L	LYC PROF	HENRI-MATISSE	TRAPPES	529	0 €	10 580 €
0910628N	LYC PROF	PAUL-BELMONDO	ARPAJON	526	23 407 €	0 €
0910623H	LYC GT	MARCEL-PAGNOL*	ATHIS-MONS	1 232	54 824 €	0 €
0910676R	LYC POLYV	CLÉMENT-ADER	ATHIS-MONS	694	0 €	13 880 €
0911828T	LYC POLYV	GEORGES-BRASSENS	COURCOURONNES	1 063	47 304 €	0 €
0910755B	LYC PROF	NADAR	DRAVEIL	547	0 €	10 940 €
0911927A	LYC GT	MAURICE-ELIOT	EPINAY-SOUS-SENART	523	0 €	10 460 €
0911251R	LYC GT	PARC-DES-LOGES	EVRY	1 597	0 €	31 940 €
0911254U	LYC PROF	CHARLES-BAUDELAIRE	EVRY	729	32 441 €	0 €
0911343R	LYC PROF	AUGUSTE-PERRET	EVRY	337	14 997 €	0 €
0910631S	LYC PROF	JEAN-MONNET*	JUVISY-SUR-ORGE	687	30 572 €	0 €
0911353B	EREA	JEAN-ISOARD	MONTGERON	168	0 €	3 360 €
0911037H	LYC PROF	ANDRÉ-MARIE-AMPÈRE	MORSANG-SUR-ORGE	290	0 €	5 800 €
0910429X	EREA	CHÂTEAU-DU-LAC (LE)	OLLAINVILLE	86	3 827 €	0 €
0911493D	LYC PROF	LES-FRÈRES-MOREAU	QUINCY-SOUS-SENART	450	20 025 €	0 €
0911578W	LYC PROF	PIERRE-MENDÈS-FRANCE	RIS-ORANGIS	536	23 852 €	0 €
0911346U	LYC GT	ALBERT-EINSTEIN	SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS	988	0 €	19 760 €
0912163G	LYC POLYV	PAUL-LANGEVIN	SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS	538	23 941 €	0 €
0912142J	LYC POLYV	GASPARD-MONGE*	SAVIGNY SUR ORGE	1 242	55 269 €	0 €
0920429S	EREA	MARTIN-LUTHER-KING	ASNIERES-SUR-SEINE	152	6 764 €	0 €
0921595J	LYC PROF	DANIEL-BALAVOINE	BOIS-COLOMBES	339	15 086 €	0 €
0920137Z	LYC GT	GUY-DE-MAUPASSANT	COLOMBES	1 251	55 670 €	0 €
0921229L	LYC PROF	ANATOLE-France	COLOMBES	329	14 641 €	0 €
0921156G	LYC POLYV	GALILÉE	GENNEVILLIERS	1 018	45 301 €	0 €
0920158X	LYC PROF	TOURNELLE (LA)	LA GARENNE-COLOMBES	593	26 389 €	0 €
0920164D	LYC PROF	JEAN-MONNET	MONTROUGE	378	0 €	7 560 €
0920141D	LYC GT	JOLIOT-CURIE	NANTERRE	1 212	53 934 €	0 €
0921677Y	LYC PROF	PAUL-LANGEVIN	NANTERRE	161	0 €	3 220 €
0922464D	LYC POLYV	LOUISE-MICHEL	NANTERRE	408	0 €	8 160 €
0920144G	LYC GT	AGORA (L')	PUTEAUX	716	31 862 €	0 €

UAI	type	lycée	Ville	effectifs 2015-2016	Dotation solidarité 2017	Dotation de sortie
0921594H	LYC GT	MICHEL-ANGE	VILLENEUVE-LA-GARENNE	580	25 810 €	0 €
0922277A	LYC POLYV	CHARLES-PETIET	VILLENEUVE-LA-GARENNE	356	15 842 €	0 €
0930116W	LYC GT	HENRI-WALLON	AUBERVILLIERS	890	39 605 €	0 €
0931024H	LYC PROF	JEAN-PIERRE-TIMBAUD	AUBERVILLIERS	642	28 569 €	0 €
0932122B	LYC POLYV	ALEMBERT (D')	AUBERVILLIERS	504	22 428 €	0 €
0930117X	LYC GT	LE-CORBUSIER	AUBERVILLIERS	1 113	49 529 €	0 €
0930833A	LYC GT	JEAN-ZAY	AULNAY-SOUS-BOIS	1 224	54 468 €	0 €
0930834B	LYC GT	VOILLAUME	AULNAY-SOUS-BOIS	1 896	84 372 €	0 €
0930846P	LYC PROF	VOILLAUME (PROFESSIONNEL)	AULNAY-SOUS-BOIS	364	16 198 €	0 €
0932119Y	LYC POLYV	EUGÈNE-HÉNAFF	BAGNOLET	791	35 200 €	0 €
0931613Y	LYC GT	LOUISE-MICHEL	BOBIGNY	1 095	48 728 €	0 €
0932123C	LYC POLYV	ANDRE-SABATIER	BOBIGNY	488	21 716 €	0 €
0930118Y	LYC GT	JEAN-RENOIR	BONDY	1 328	59 096 €	0 €
0930129K	LYC PROF	MADELEINE-VIONNET	BONDY	414	18 423 €	0 €
0932282A	LYC POLYV	LEO-LAGRANGE	BONDY	419	18 646 €	0 €
0932026X	LYC POLYV	ALFRED-NOBEL	CLICHY-SOUS-BOIS	1 113	49 529 €	0 €
0930119Z	LYC POLYV	EUGENE-DELACROIX	DRANCY	1 858	82 681 €	0 €
0932229T	LYC POLYV	LE-ROLLAND	DRANCY	320	14 240 €	0 €
0932126F	LYC POLYV	FRANCOIS-RABELAIS	DUGNY	547	24 342 €	0 €
0930120A	LYC GT	JACQUES-FEYDER	EPINAY-SUR-SEINE	1 480	65 860 €	0 €
0931735F	LYC PROF	LOUISE-MICHEL	EPINAY-SUR-SEINE	404	17 978 €	0 €
0931233K	LYC PROF	JEAN-BAPTISTE-CLÉMENT	GAGNY	439	19 536 €	0 €
0931272C	LYC GT	GUSTAVE-EIFFEL	GAGNY	1 125	50 063 €	0 €
0930128J	LYC PROF	DENIS-PAPIN	LA COURNEUVE	350	15 575 €	0 €
0931430Z	LYC GT	JACQUES-BREL	LA COURNEUVE	980	43 610 €	0 €
0931738J	LYC PROF	ARTHUR-RIMBAUD	LA COURNEUVE	467	20 782 €	0 €
0930831Y	LYC PROF	ARISTIDE-BRIAND	LE BLANC-MESNIL	449	19 981 €	0 €
0932034F	LYC GT	WOLFGANG-AMADEUS-MOZART	LE BLANC-MESNIL	864	38 448 €	0 €
0932118X	LYC POLYV	JEAN-MOULIN	LE BLANC-MESNIL	772	34 354 €	0 €
0932577W	LYC GT	GERMAINE-TILLION	LE BOURGET	498	22 161 €	0 €
0932222K	LYC POLYV	RENÉ-CASSIN	LE RAINCY	377	16 777 €	0 €
0930136T	LYC PROF	CLAUDE-NICOLAS-LEDOUX	LES PAVILLONS-SOUS-BOIS	410	18 245 €	0 €
0932120Z	LYC POLYV	HENRI-SELLIER	LIVRY-GARGAN	920	40 940 €	0 €
0930121B	LYC GT	JEAN-JAURÈS	MONTREUIL	1 603	71 334 €	0 €
0930122C	LYC GT	CONDORCET*	MONTREUIL	571	25 410 €	0 €
0930130L	LYC PROF	CONDORCET (PROFESSIONNEL)	MONTREUIL	186	0 €	3 720 €
0931779D	LYC POLYV	HORTICULTURE-ET-DU-PAYSAGE (DE L')	MONTREUIL	349	15 531 €	0 €
0932291K	LYC POLYV	NICOLAS-JOSEPH-CUGNOT	NEUILLY-SUR-MARNE	617	27 457 €	0 €
0930123D	LYC GT	OLYMPE-DE-GOUGES	NOISY-LE-SEC	923	41 074 €	0 €
0930133P	LYC PROF	THEODORE-MONOD	NOISY-LE-SEC	835	37 158 €	0 €
0930124E	LYC GT	MARCELIN-BERTHELOT	PANTIN	685	30 483 €	0 €
0930135S	LYC PROF	SIMONE-WEIL	PANTIN	511	22 740 €	0 €
0932117W	LYC POLYV	LUCIE-AUBRAC	PANTIN	460	20 470 €	0 €
0932267J	LYC POLYV	LIBERTE	ROMAINVILLE	568	25 276 €	0 €
0931739K	LYC PROF	JEAN-MOULIN	ROSNY-SOUS-BOIS	471	20 960 €	0 €
0932031C	LYC GT	CHARLES-DE-GAULLE	ROSNY-SOUS-BOIS	729	32 441 €	0 €
0930125F	LYC GT	PAUL-ELUARD	SAINT-DENIS	1 805	80 323 €	0 €
0930138V	LYC PROF	FRÉDÉRIC-BARTHOLDI	SAINT-DENIS	739	32 886 €	0 €
0932121A	LYC POLYV	SUGER	SAINT-DENIS	1 156	51 442 €	0 €
0932129J	LYC POLYV	ENNA (L')	SAINT-DENIS	434	19 313 €	0 €
0930126G	LYC POLYV	AUGUSTE-BLANQUI	SAINT-OUEN	899	40 006 €	0 €
0932074Z	LYC POLYV	MARCEL-CACHIN	SAINT-OUEN	1 008	44 856 €	0 €
0932048W	LYC POLYV	BLAISE-CENDRARS	SEVRAN	919	40 896 €	0 €
0932030B	LYC POLYV	MAURICE-UTRILLO	STAINS	1 185	52 733 €	0 €
0931193S	LYC PROF	HÉLÈNE-BOUCHER	TREMBLAY-EN-FRANCE	524	23 318 €	0 €
0932046U	LYC POLYV	LÉONARD-DE-VINCI	TREMBLAY-EN-FRANCE	931	41 430 €	0 €
0932221J	LYC POLYV	BLAISE-PASCAL	VILLEMOMBLE	313	13 929 €	0 €
0931584S	LYC POLYV	JEAN-ROSTAND	VILLEPINTE	1 184	52 688 €	0 €
0932260B	LYC POLYV	GEORGES-BRASSENS	VILLEPINTE	434	19 313 €	0 €
0940126B	LYC POLYV	MAXIMILIEN-PERRET	ALFORTVILLE	1 103	49 084 €	0 €
0940171A	EREA	STENDHAL	BONNEUIL-SUR-MARNE	115	5 118 €	0 €
0940113M	LYC POLYV	LANGEVIN-WALLON	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	1 145	50 953 €	0 €
0940132H	LYC PROF	GABRIEL-PÉRI	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	476	21 182 €	0 €
0941951K	LYC POLYV	MARX-DORMOY	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	829	36 891 €	0 €
0941604H	LYC PROF	SAMUEL-DE-CHAMPLAIN (PROFESSIONNE	CHENNEVIERES-SUR-MARNE	531	0 €	10 620 €
0940141T	LYC POLYV	JACQUES-BREL	CHOISY-LE-ROI	422	18 779 €	0 €
0941232D	LYC PROF	JEAN-MACÉ	CHOISY-LE-ROI	388	17 266 €	0 €
0940114N	LYC POLYV	SAINT-EXUPÉRY	CRETEIL	1 426	63 457 €	0 €
0941018W	LYC POLYV	EDOUARD-BRANLY	CRETEIL	755	33 598 €	0 €
0941930M	LYC POLYV	GUTENBERG	CRETEIL	931	0 €	18 620 €
0940115P	LYC GT	ROMAIN-ROLLAND	IVRY-SUR-SEINE	899	40 006 €	0 €
0941972H	LYC POLYV	FERNAND-LÉGER	IVRY-SUR-SEINE	454	20 203 €	0 €
0941975L	LYC POLYV	PIERRE-BROSSOLETTE	LE KREMLIN-BICETRE	379	0 €	7 580 €
0941474S	LYC POLYV	DARIUS-MILHAUD	LE KREMLIN-BICETRE	1 518	67 551 €	0 €
0941355M	LYC POLYV	PAUL-BERT	MAISONS-ALFORT	548	24 386 €	0 €
0940319L	EREA	FRANCOIS-CAVANNA	NOGENT-SUR-MARNE	124	5 518 €	0 €
0940138P	LYC PROF	ARMAND-GUILLAUMIN	ORLY	469	0 €	9 380 €
0940123Y	LYC GT	GUILLAUME-APOLLINAIRE*	THIAIS	1 451	64 570 €	0 €
0940743X	LYC POLYV	GEORGES-BRASSENS	VILLENEUVE-LE-ROI	826	0 €	16 520 €
0941952L	LYC POLYV	FRANCOIS-ARAGO	VILLENEUVE-SAINT-GEORGES	898	39 961 €	0 €
0940129E	LYC POLYV	JEAN-MACÉ	VITRY-SUR-SEINE	1 625	72 313 €	0 €
0940145X	LYC PROF	CAMILLE-CLAUDEL	VITRY-SUR-SEINE	407	18 112 €	0 €
0941294W	LYC POLYV	ADOLPHE-CHERIOUX	VITRY-SUR-SEINE cedex	1 316	0 €	26 320 €
0950640E	LYC GT	JULIE-VICTOIRE-DAUBIÉ	ARGENTEUIL	1 021	0 €	20 420 €
0951811C	LYC POLYV	FERNAND-ET-NADIA-LÉGER	ARGENTEUIL	833	37 069 €	0 €

UAI	type	lycée	Ville	effectifs 2015-2016	Dotation solidarité 2017	Dotation de sortie
0950641F	LYC POLYV	JEAN-JAURÈS	ARGENTEUIL	1 449	64 481 €	0 €
0950666H	LYC POLYV	GEORGES-BRAQUE	ARGENTEUIL	1 185	52 733 €	0 €
0950709E	LYC PROF	VIRGINIA-HENDERSON	ARNOUVILLE	582	25 899 €	0 €
0951748J	LYC POLYV	EVARISTE-GALOIS	BEAUMONT-SUR-OISE	984	0 €	19 680 €
0952173W	LYC POLYV	EUGENE-RONCERAY*	BEZONS	634	28 213 €	0 €
0951282C	LYC PROF	VEXIN (DU)	CHARS	394	0 €	7 880 €
0952196W	LYC POLYV	GUSTAVE-MONOD	ENGHIEN-LES-BAINS	2 148	0 €	42 960 €
0950657Y	LYC PROF	FERDINAND-BUISSON	ERMONT	568	25 276 €	0 €
0951727L	LYC POLYV	CHARLES-BAUDELAIRE	FOSSES	929	41 341 €	0 €
0951766D	LYC GT	SIMONE-DE-BEAUVOIR	GARGES-LES-GONESSE	994	44 233 €	0 €
0951787B	LYC POLYV	ARTHUR-RIMBAUD	GARGES-LES-GONESSE	619	27 546 €	0 €
0950646L	LYC GT	RENÉ-CASSIN	GONESSE	1 419	63 146 €	0 €
0950667J	LYC POLYV	ROMAIN-ROLLAND	GOUSSAINVILLE	1 628	72 446 €	0 €
0951281B	LYC PROF	TURGOT	MONTMORENCY	408	0 €	8 160 €
0950949R	LYC PROF	JEAN-MERMOZ	MONTSOULT	509	22 651 €	0 €
0950983C	EREA	TOUR-DU-MAIL (LA)	SANNOIS	120	0 €	2 400 €
0950650R	LYC POLYV	JEAN-JACQUES-ROUSSEAU	SARCELLES	2 001	89 045 €	0 €
0950947N	LYC POLYV	TOURELLE (DE LA)	SARCELLES	1 207	53 712 €	0 €
0951090U	LYC PROF	PIERRE-MENDÈS-FRANCE	VILLIERS-LE-BEL	347	15 442 €	0 €
			TOTAL		**5 114 207 €**	**400 580 €**

* lycées sortants du dispositif mais réintégrés car le taux de CSP défavorisées est inférieur ou égal à 1% du seuil fixé par catégorie d'établissement.

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION – DGFL 2017 PAR CATEGORIE (EPLE – CMR - CMD)

RECAPITULATIF PAR PROGRAMME		
PROGRAMME au chapitre 932 «Enseignement »	DGFL 2017 BRUTE	**DGFL 2017 NOTIFIEE (après prélèvement fonds commun)**
Code fonctionnel 222 « lycées publics », programme HP222-017 (122017) «Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics», action (12201705) « DGFL lycées publics »	73 366 981,00	71 165 969,00
Code fonctionnel 224 « Participations à des cités mixtes », programme HP 224-031 (122031) «Participation aux charges de fonctionnement des lycées dans les cités mixtes régionales », action (12203101) «DGFL Cités mixtes régionales»	7 806 223,00	7 572 032,00
Code fonctionnel 224 « Participations à des cités mixtes »,programme HP224-020 (122020) « Participation aux charges de fonctionnement des cités mixtes départementales », action (12202001) « «DGFL Cités mixtes départementales»	136 350,00	132 260,00
TOTAL GENERAL	**81 309 554,00**	**78 870 261,00**

UAI	Nom établissement	Commune	type	DGFL 2017 brute arrondie	Dotation 2017 notifiée
0750647W	TURGOT	PARIS 03EME	LGT	179 996	**174 596**
0750651A	SIMONE-WEIL	PARIS 03EME	LGT	57 390	**55 668**
0750770E	ABBE-GREGOIRE (L')	PARIS 03EME	LP	60 256	**58 448**
0752701D	FRANCOIS-TRUFFAUT	PARIS 03EME	LPO	58 932	**57 164**
0750653C	SOPHIE-GERMAIN	PARIS 04EME	LGT	101 724	**98 672**
0750655E	LOUIS-LE-GRAND	PARIS 05EME	LG	298 293	**289 344**
0750658H	SAINT-LOUIS	PARIS 06EME	LG	239 660	**232 470**
0750660K	FENELON	PARIS 06EME	LG	131 498	**127 553**
0752961L	GUSTAVE-EIFFEL	PARIS 07EME	LP	79 394	**77 012**
0750664P	RACINE	PARIS 08EME	LGT	127 911	**124 074**
0750667T	CONDORCET	PARIS 09EME	LG	110 382	**107 071**
0750671X	EDGAR-QUINET	PARIS 09EME	LPO	120 502	**116 887**
0750673Z	COLBERT	PARIS 10EME	LG	88 305	**85 656**
0750674A	JULES-SIEGFRIED	PARIS 10EME	LT	83 416	**80 914**
0750775K	GUSTAVE-FERRIE	PARIS 10EME	LP	106 953	**103 744**
0750776L	MARIE-LAURENCIN	PARIS 10EME	LP LYC METIER	75 094	**72 841**
0750558Z	PAUL-POIRET	PARIS 11EME	LPO	50 849	**49 324**
0750676C	DORIAN	PARIS 11EME	LPO LYC METIER	262 738	**254 856**
0750778N	TURQUETIL	PARIS 11EME	LP LYC METIER	102 222	**99 155**
0750788Z	MARCEL-DEPREZ	PARIS 11EME	LP	128 991	**125 121**
0750677D	ELISA-LEMONNIER	PARIS 12EME	LPO	252 075	**244 513**
0750680G	ARAGO	PARIS 12EME	LGT	125 760	**121 987**
0750783U	CHENNEVIERE-MALEZIEUX	PARIS 12EME	LP	86 339	**83 749**
0750784V	METIERS-DE-L'AMEUBLEMENT	PARIS 12EME	LP	36 729	**35 627**
0750685M	PIERRE-GILLES-DE-GENNES-ENC	PARIS 13EME	LGT	517 380	**501 859**
0750785W	GALILEE	PARIS 13EME	LP	84 410	**81 878**
0750786X	LAZARE-PONTICELLI	PARIS 13EME	LPO	43 229	**41 932**
0750787Y	ARTS-GRAPHIQUES	PARIS 13EME	LP	147 643	**143 214**
0751710B	NICOLAS-LOUIS-VAUQUELIN	PARIS 13EME	LP LYC METIER	104 418	**101 285**
0753268V	JEAN-LURCAT	PARIS 13EME	LPO	321 095	**311 462**
0750691U	RASPAIL	PARIS 14EME	LPO LYC METIER	220 016	**213 416**
0750692V	EMILE-DUBOIS	PARIS 14EME	LGT	136 542	**132 446**
0752799K	CROCE-SPINELLI	PARIS 14EME	EREA	130 849	**126 924**
0752846L	ERIK-SATIE	PARIS 14EME	LP LYC METIER	62 859	**60 973**
0754476H	GUILLAUME-TIREL	PARIS 14EME	LPO LYC METIER	141 018	**136 787**
0750612H	ECOLE-NATIONALE-SUP-DES-ART	PARIS 15EME	LT	242 212	**234 946**
0750695Y	FRESNEL	PARIS 15EME	LPO LYC METIER	149 812	**145 318**
0750696Z	ROGER-VERLOMME	PARIS 15EME	LGT LYC METIER	98 894	**95 927**
0750697A	BÂTIMENT (DU)	PARIS 15EME	LT	84 249	**81 722**
0750793E	BEAUGRENELLE	PARIS 15EME	LP LYC METIER	55 356	**53 695**
0750794F	BRASSAÏ	PARIS 15EME	LP LYC METIER	41 185	**39 949**
0751708Z	LOUIS-ARMAND	PARIS 15EME	LPO	215 492	**209 027**
0753256G	ALEXANDRE-DUMAS	PARIS 15EME	EREA	117 022	**113 511**
0754475G	LEONARD-DE-VINCI	PARIS 15EME	LPO LYC METIER	112 592	**109 214**
0750796H	OCTAVE-FEUILLET	PARIS 16EME	LP LYC METIER	38 511	**37 356**
0750707L	ÉCOLE-NATIONALE-DE-COMMER(	PARIS 17EME	LT	321 060	**311 428**
0750708M	JEAN-DROUANT	PARIS 17EME	LPO LYC METIER	144 871	**140 525**
0750688R	RABELAIS	PARIS 18EME	LGT LYC METIER	294 344	**285 514**
0750710P	AUGUSTE-RENOIR	PARIS 18EME	LT LYC METIER	97 798	**94 864**
0750800M	EDMOND-ROSTAND	PARIS 18EME	LP	51 218	**49 681**
0752608C	HÔTELIER	PARIS 18EME	LP LYC METIER	88 771	**86 108**
0750650Z	ALEMBERT (D')	PARIS 19EME	LPO LYC METIER	195 014	**189 164**
0750712S	DIDEROT	PARIS 19EME	LPO	235 217	**228 160**
0750713T	JACQUARD	PARIS 19EME	LGT LYC METIER	126 411	**122 619**
0750802P	HECTOR-GUIMARD	PARIS 19EME	LP LYC METIER	236 724	**229 622**
0750828T	EDITH-PIAF	PARIS 20EME	EREA	77 170	**74 855**
0752700C	ARMAND-CARREL	PARIS 19EME	LP	95 846	**92 971**
0754684J	GEORGES-BRASSENS	PARIS 19EME	LG	65 519	**63 553**
0750808W	ETIENNE-DOLET	PARIS 20EME	LP	58 332	**56 582**
0754530S	MARTIN-NADAUD	PARIS 20EME	LPO LYC METIER	127 633	**123 804**
0770918E	URUGUAY-FRANCE	AVON	LGT	243 002	**235 712**
0770919F	URUGUAY-FRANCE (PROFESSION	AVON	LP	117 127	**113 613**
0771436T	BOUGAINVILLE	BRIE-COMTE-ROBERT	LEGTPA	174 887	**169 640**
0772230F	BLAISE-PASCAL	BRIE-COMTE-ROBERT	LPO	135 470	**131 406**
0772292Y	MARTIN-LUTHER-KING	BUSSY-SAINT-GEORGES	LGT	156 519	**151 823**
0771357G	BRETONNIERE (LA)	CHAILLY-EN-BRIE	LEGTPA	135 122	**131 068**
0770342D	LEOPOLD-BELLAN	CHAMIGNY	EREA	219 734	**213 142**
0770920G	LA-FAYETTE	CHAMPAGNE-SUR-SEINE	LPO LYC METIER	377 995	**366 655**
0772223Y	RENE-DESCARTES	CHAMPS-SUR-MARNE	LPO	100 445	**97 432**
0770922J	GASTON-BACHELARD	CHELLES	LGT	207 476	**201 252**
0771171E	LOUIS-LUMIERE	CHELLES	LP LYC METIER	170 399	**165 287**

UAI	Nom établissement	Commune	type	DGFL 2017 brute arrondie	Dotation 2017 notifiée
0772276F	JEHAN-DE-CHELLES	CHELLES	LPO LYC METIER	138 590	**134 432**
0771995A	CHAMP-DE-CLAYE (LE)	CLAYE-SOUILLY	LP LYC METIER	155 818	**151 143**
0771997C	JACQUES-PRÉVERT	COMBS-LA-VILLE	LP LYC METIER	82 797	**80 313**
0772127U	GALILÉE	COMBS-LA-VILLE	LGT	108 121	**104 877**
0771658J	GUÉ-A-TRESMES (DU)	CONGIS-SUR-THEROUANNE	LPO LYC METIER	208 484	**202 229**
0770924L	JULES-FERRY	COULOMMIERS	LPO LYC METIER	147 360	**142 939**
0772311U	GEORGES-CORMIER	COULOMMIERS	LPO LYC METIER	925 752	**897 979**
0771027Y	FRÉDÉRIC-JOLIOT-CURIE	DAMMARIE-LES-LYS	LPO LYC METIER	237 223	**230 106**
0772751X	CHARLOTTE DELBO	DAMMARTIN-EN-GOELE	LPO	219 989	**213 389**
0770927P	INTERNATIONAL FRANCOIS-1ER	FONTAINEBLEAU	LG	175 521	**170 255**
0772685A	SAMUEL-BECKETT	LA FERTE-SOUS-JOUARRE	LGT	83 635	**81 126**
0770943G	BENJAMIN-FRANKLIN	LA ROCHETTE	LP LYC METIER	355 765	**345 092**
0771512A	VAN-DONGEN	LAGNY-SUR-MARNE	LGT	180 844	**175 419**
0771663P	GEORGE-SAND	LE MEE-SUR-SEINE	LGT	111 459	**108 115**
0772294A	EMILY-BRONTË	LOGNES	LGT	106 597	**103 399**
0772228D	CHARLES-DE-GAULLE	LONGPERRIER	LPO LYC METIER	138 474	**134 320**
0770930T	HENRI-MOISSAN	MEAUX	LGT	186 406	**180 814**
0770931U	PIERRE-DE-COUBERTIN	MEAUX	LGT	246 353	**238 962**
0770932V	PIERRE-DE-COUBERTIN (PROFES	MEAUX	LP	155 378	**150 717**
0771880A	CHARLES-BAUDELAIRE	MEAUX	LP	118 990	**115 420**
0772229E	JEAN-VILAR	MEAUX	LGT	197 415	**191 493**
0770933W	JACQUES-AMYOT	MELUN	LGT	218 393	**211 841**
0770934X	LEONARD-DE-VINCI	MELUN	LPO LYC METIER	495 270	**480 412**
0771996B	HONORÉ-DE-BALZAC	MITRY-MORY	LPO	161 359	**156 518**
0772296C	MARE-CARRÉE (DE LA)	MOISSY-CRAMAYEL	LPO	175 369	**170 108**
0770938B	ANDRÉ-MALRAUX	MONTEREAU-FAULT-YONNE	LPO LYC METIER	461 729	**447 877**
0772312V	FLORA-TRISTAN	MONTEREAU-FAULT-YONNE	LPO LYC METIER	138 008	**133 868**
0770687D	SAINT-MAMMÈS	SAINT-MAMMES	E.R.P.D.PU	185 786	**180 212**
0772277G	HENRI-BECQUEREL	NANGIS	LPO	112 035	**108 674**
0770940D	ETIENNE-BEZOUT	NEMOURS	LPO LYC METIER	158 745	**153 983**
0771940R	GÉRARD-DE-NERVAL	NOISIEL	LPO	90 526	**87 810**
0771941S	RENÉ-CASSIN	NOISIEL	LPO	162 708	**157 827**
0772225A	LINO-VENTURA	OZOIR-LA-FERRIERE	LP LYC METIER	94 952	**92 103**
0772243V	CAMILLE-CLAUDEL	PONTAULT-COMBAULT	LGT	140 676	**136 456**
0770942F	THIBAUT-DE-CHAMPAGNE	PROVINS	LPO	130 262	**126 354**
0771336J	PANNEVELLES (LES)	PROVINS	LPO LYC METIER	395 332	**383 472**
0771763Y	CHARLES-LE-CHAUVE	ROISSY-EN-BRIE	LGT	228 745	**221 883**
0772295B	TOUR-DES-DAMES (DE LA)	ROZAY-EN-BRIE	LPO	105 293	**102 134**
0772188K	PIERRE-MENDÈS-FRANCE	SAVIGNY-LE-TEMPLE	LGT	128 135	**124 291**
0772244W	ANTONIN-CARÈME	SAVIGNY-LE-TEMPLE	LP LYC METIER	206 266	**200 078**
0772688D	EMILIE-DU-CHÂTELET	SERRIS	LPO	234 915	**227 868**
0770944H	AUGUSTE-PERDONNET	THORIGNY-SUR-MARNE	LP	186 982	**181 373**
0772120L	JEAN-MOULIN	TORCY	LGT	140 389	**136 177**
0772342C	CLÉMENT-ADER	TOURNAN-EN-BRIE	LPO	187 665	**182 035**
0770945J	GUSTAVE-EIFFEL	VARENNES-SUR-SEINE	LP LYC METIER	134 520	**130 484**
0772310T	SIMONE-SIGNORET	VAUX-LE-PENIL	LPO	164 076	**159 154**
0772332S	SONIA-DELAUNAY	CESSON - VERT ST DENIS	LPO	102 706	**99 625**
0781950W	LOUISE-WEISS	ACHERES	LPO	104 089	**100 966**
0781859X	VINCENT-VAN-GOGH	AUBERGENVILLE	LPO	149 087	**144 614**
0781860Y	PIERRES-VIVES (LES)	CARRIERES-SUR-SEINE	LPO	164 181	**159 256**
0780486E	BATELLERIE (LA)	CONFLANS-SAINTE-HONORIN	E.R.P.D.PU	137 410	**133 288**
0781845G	JULES-FERRY	CONFLANS-SAINTE-HONORIN	LGT	156 154	**151 469**
0783447Y	SIMONE-WEIL	CONFLANS-SAINTE-HONORIN	LPO LYC METIER	188 286	**182 637**
0781578S	HÔTELLERIE-ET-TOURISME	GUYANCOURT	LPO LYC METIER	164 082	**159 160**
0781949V	VILLAROY (DE)	GUYANCOURT	LGT	114 052	**110 630**
0783213U	HÉRIOT	LA BOISSIERE-ECOLE	E.R.P.D.PU	466 798	**452 794**
0782822U	CORNEILLE	LA CELLE-SAINT-CLOUD	LGT	161 080	**156 248**
0783214V	LUCIEN-RENÉ-DUCHESNE	LA CELLE-SAINT-CLOUD	LP LYC METIER	64 283	**62 355**
0783249H	COLBERT	LA CELLE-SAINT-CLOUD	LP LYC METIER	57 352	**55 631**
0781839A	JEAN-MONNET	LA QUEUE-LES-YVELINES	LPO LYC METIER	176 150	**170 865**
0783259U	ERPD	LA VERRIERE	E.R.P.D.PU	171 244	**166 107**
0782602E	JEAN-MOULIN	LE CHESNAY	LP LYC METIER	151 187	**146 651**
0782568T	ALAIN	LE VESINET	LGT	114 960	**111 511**
0780422K	FRANCOIS-VILLON	LES MUREAUX	LGT	193 788	**187 974**
0781984H	VAUCANSON	LES MUREAUX	LPO LYC METIER	161 904	**157 047**
0781884Z	CONDORCET	LIMAY	LPO	161 357	**156 516**
0781951X	LEOPOLD-SÉDAR-SENGHOR	MAGNANVILLE	LPO	151 271	**146 733**
0782539L	SAINT-EXUPÉRY	MANTES-LA-JOLIE	LGT	262 349	**254 479**
0782540M	JEAN-ROSTAND	MANTES-LA-JOLIE	LPO	239 485	**232 300**
0783533S	CAMILLE-CLAUDEL	MANTES-LA-VILLE	LPO LYC METIER	194 425	**188 592**
0781861Z	LOUIS-DE-BROGLIE	MARLY-LE-ROI	LGT	83 068	**80 576**

UAI	Nom établissement	Commune	type	DGFL 2017 brute arrondie	Dotation 2017 notifiée
0780515L	SEPT-MARES (LES)	MAUREPAS	LGT	94 691	**91 850**
0781883Y	DUMONT-D'URVILLE	MAUREPAS	LPO	98 931	**95 963**
0781512V	DESCARTES	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX	LGT	113 884	**110 467**
0781819D	EMILIE-DE-BRETEUIL	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX	LPO	142 080	**137 818**
0780582J	JEAN-VILAR	PLAISIR	LGT	96 795	**93 891**
0781898P	CHARLES-DE-GAULLE	POISSY	LGT	157 792	**153 058**
0781983G	ADRIENNE-BOLLAND	POISSY	LPO LYC METIER	180 909	**175 482**
0781948U	LAVOISIER	PORCHEVILLE	LPO	234 496	**227 461**
0782549X	LOUIS-BASCAN	RAMBOUILLET	LPO	412 933	**400 545**
0782593V	JEAN-PERRIN	SAINT-CYR-L'ECOLE	LP	165 142	**160 188**
0783140P	JULES-HARDOUIN-MANSART	SAINT-CYR-L'ECOLE	LGT	112 002	**108 642**
0780004F	AGRICOLE	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	LEGTPA	369 299	**358 220**
0782132U	JEANNE-D'ALBRET	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	LGT	464 087	**450 164**
0782556E	LÉONARD-DE-VINCI	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	LPO LYC METIER	108 643	**105 384**
0782557F	JEAN-BAPTISTE-POQUELIN	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	LPO LYC METIER	272 590	**264 412**
0782924E	EVARISTE-GALOIS	SARTROUVILLE	LGT	196 830	**190 925**
0783431F	JULES-VERNE	SARTROUVILLE	LPO LYC METIER	176 600	**171 302**
0780273Y	LOUIS-BLÉRIOT	TRAPPES	LP LYC METIER	87 098	**84 485**
0780584L	HENRI-MATISSE	TRAPPES	LP LYC METIER	84 774	**82 231**
0781297L	PLAINE-DE-NEAUPHLE (LA)	TRAPPES	LGT	120 699	**117 078**
0782563M	LA-BRUYÈRE	VERSAILLES	LGT	284 363	**275 832**
0782565P	JULES-FERRY	VERSAILLES	LPO	352 500	**341 925**
0782567S	MARIE-CURIE	VERSAILLES	LGT	251 516	**243 971**
0782603F	JACQUES-PRÉVERT	VERSAILLES	LP	81 566	**79 119**
0781952Y	SONIA-DELAUNAY	VILLEPREUX	LPO	91 070	**88 338**
0782587N	VIOLLET-LE-DUC	VILLIERS-SAINT-FREDERIC	LPO LYC METIER	375 426	**364 163**
0910628N	PAUL-BELMONDO	ARPAJON	LP	131 943	**127 985**
0911632E	RENÉ-CASSIN	ARPAJON	LGT	164 236	**159 309**
0911961M	EDMOND-MICHELET	ARPAJON	LGT	194 917	**189 069**
0910623H	MARCEL-PAGNOL	ATHIS-MONS	LGT	206 911	**200 704**
0910676R	CLÉMENT-ADER	ATHIS-MONS	LPO	269 593	**261 505**
0911937L	FRANCOIS-TRUFFAUT	BONDOUFLE	LPO	119 942	**116 344**
0910975R	JEAN-PIERRE-TIMBAUD	BRETIGNY-SUR-ORGE	LPO	328 231	**318 384**
0911021R	TALMA	BRUNOY	LGT	123 751	**120 038**
0910630R	ALEXANDRE-DENIS	CERNY	LP LYC METIER	250 949	**243 421**
0910620E	ROBERT-DOISNEAU	CORBEIL-ESSONNES	LPO LYC METIER	429 227	**416 350**
0911828T	GEORGES-BRASSENS	COURCOURONNES	LPO LYC METIER	253 751	**246 138**
0910621F	FRANCISQUE-SARCEY	DOURDAN	LPO	191 539	**185 793**
0911985N	ALFRED-KASTLER	DOURDAN	LPO	145 966	**141 587**
0910755B	NADAR	DRAVEIL	LP LYC METIER	124 568	**120 831**
0911927A	MAURICE-ELIOT	EPINAY-SOUS-SENART	LGT	78 555	**76 198**
0910622G	GEOFFROY-SAINT-HILAIRE	ETAMPES	LPO	333 970	**323 951**
0911401D	NELSON-MANDELA	ETAMPES	LP	123 098	**119 405**
0910629P	CHÂTEAU-DES-COUDRAIES	ETIOLLES	LP LYC METIER	171 753	**166 600**
0911251R	PARC-DES-LOGES	EVRY	LGT	233 634	**226 625**
0911254U	CHARLES-BAUDELAIRE	EVRY	LP LYC METIER	166 849	**161 844**
0911343R	AUGUSTE-PERRET	EVRY	LP	129 296	**125 417**
0911913K	VALLÉE-DE-CHEVREUSE (DE LA)	GIF-SUR-YVETTE	LGT	177 715	**172 384**
0910631S	JEAN-MONNET	JUVISY-SUR-ORGE	LP LYC METIER	157 227	**152 510**
0911492C	ESSOURIAU (DE L')	LES ULIS	LPO	232 043	**225 082**
0911983L	JULES-VERNE	LIMOURS	LGT	102 774	**99 691**
0910715H	JEAN-PERRIN	LONGJUMEAU	LP LYC METIER	139 179	**135 004**
0911577V	JACQUES-PRÉVERT	LONGJUMEAU	LGT	150 891	**146 364**
0910632T	GUSTAVE-EIFFEL	MASSY	LP LYC METIER	138 303	**134 154**
0910687C	FUSTEL-DE-COULANGES	MASSY	LGT	116 140	**112 656**
0910727W	PARC-DE-VILGÉNIS	MASSY	LPO LYC METIER	392 992	**381 202**
0911962N	MARIE-LAURENCIN	MENNECY	LPO	145 042	**140 691**
0910625K	ROSA-PARKS	MONTGERON	LGT	412 755	**400 372**
0911353B	JEAN-ISOARD	MONTGERON	EREA	159 254	**154 476**
0911945V	MARGUERITE-YOURCENAR	MORANGIS	LPO	100 463	**97 449**
0911037H	ANDRÉ-MARIE-AMPÈRE	MORSANG-SUR-ORGE	LP	76 792	**74 488**
0910429X	CHÂTEAU-DU-LAC (LE)	OLLAINVILLE	EREA	104 522	**101 386**
0910626L	BLAISE-PASCAL	ORSAY	LGT	154 539	**149 903**
0911938M	CAMILLE-CLAUDEL	PALAISEAU	LGT	88 292	**85 643**
0912251C	HENRI-POINCARÉ	PALAISEAU	LPO LYC METIER	124 867	**121 121**
0911493D	LES-FRÈRES-MOREAU	QUINCY-SOUS-SENART	LP	119 035	**115 464**
0911578W	PIERRE-MENDÈS-FRANCE	RIS-ORANGIS	LP	145 702	**141 331**
0911946W	LÉONARD-DE-VINCI	SAINT-MICHEL-SUR-ORGE	LPO	175 884	**170 607**
0911346U	ALBERT-EINSTEIN	SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS	LGT	162 415	**157 543**
0912163G	PAUL-LANGEVIN	SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS	LPO	119 741	**116 149**
0910627M	JEAN-BAPTISTE-COROT	SAVIGNY-SUR-ORGE	LGT	309 306	**300 027**

UAI	Nom établissement	Commune	type	DGFL 2017 brute arrondie	Dotation 2017 notifiée
0912142J	GASPARD-MONGE	SAVIGNY-SUR-ORGE	LPO LYC METIER	279 886	**271 489**
0910756C	LOUIS-ARMAND	YERRES	LP LYC METIER	86 193	**83 607**
0920130S	DESCARTES	ANTONY	LGT	139 242	**135 065**
0921676X	THÉODORE-MONOD	ANTONY	LP LYC METIER	235 182	**228 127**
0920131T	AUGUSTE-RENOIR	ASNIERES-SUR-SEINE	LGT	117 403	**113 881**
0920150N	PRONY (DE)	ASNIERES-SUR-SEINE	LP LYC METIER	102 976	**99 887**
0920429S	MARTIN-LUTHER-KING	ASNIERES-SUR-SEINE	EREA	118 749	**115 187**
0920680P	LÉONARD-DE-VINCI	BAGNEUX	LP	66 986	**64 976**
0920132U	ALBERT-CAMUS	BOIS-COLOMBES	LGT	193 303	**187 504**
0921595J	DANIEL-BALAVOINE	BOIS-COLOMBES	LP	137 307	**133 188**
0920134W	JACQUES-PRÉVERT	BOULOGNE-BILLANCOURT	LGT	175 183	**169 928**
0922443F	ETIENNE-JULES-MAREY	BOULOGNE-BILLANCOURT	LPO LYC METIER	148 803	**144 339**
0920135X	EMMANUEL-MOUNIER	CHATENAY-MALABRY	LGT	347 173	**336 758**
0921166T	JEAN-JAURÈS	CHATENAY-MALABRY	LPO LYC METIER	174 562	**169 325**
0921555R	JACQUES-MONOD	CLAMART	LGT	136 789	**132 685**
0920136Y	NEWTON-ENREA	CLICHY	LPO	284 057	**275 535**
0922149L	RENÉ-AUFFRAY	CLICHY	LPO LYC METIER	244 207	**236 881**
0920137Z	GUY-DE-MAUPASSANT	COLOMBES	LGT	211 456	**205 112**
0921229L	ANATOLE-France	COLOMBES	LP LYC METIER	93 334	**90 534**
0922427N	CLAUDE-GARAMONT	COLOMBES	LPO LYC METIER	122 260	**118 592**
0920138A	PAUL-LAPIE	COURBEVOIE	LGT	150 046	**145 545**
0921625S	PAUL-PAINLEVÉ	COURBEVOIE	LP LYC METIER	76 661	**74 361**
0922615T	LUCIE-AUBRAC	COURBEVOIE	LG	84 619	**82 080**
0920810F	JEAN-MONNET	GARCHES	EREA	100 729	**97 707**
0922287L	JACQUES-BREL	GARCHES	EREA	120 331	**116 721**
0921156G	GALILÉE	GENNEVILLIERS	LPO LYC METIER	318 884	**309 317**
0922397F	EUGÈNE-IONESCO	ISSY-LES-MOULINEAUX	LPO	138 657	**134 497**
0920158X	TOURNELLE (LA)	LA GARENNE-COLOMBES	LP LYC METIER	146 867	**142 461**
0922249V	MONTESQUIEU	LE PLESSIS-ROBINSON	LPO	85 639	**83 070**
0921230M	LÉONARD-DE-VINCI	LEVALLOIS-PERRET	LPO LYC METIER	288 472	**279 818**
0920163C	LOUIS-GIRARD	MALAKOFF	LP	80 830	**78 405**
0921592F	COTES-DE-VILLEBON (LES)	MEUDON	LP LYC METIER	230 678	**223 758**
0920164D	JEAN-MONNET	MONTROUGE	LP LYC METIER	103 405	**100 303**
0921399W	MAURICE-GENEVOIX	MONTROUGE	LGT	136 540	**132 444**
0920141D	JOLIOT-CURIE	NANTERRE	LGT	250 184	**242 678**
0921626T	CLAUDE-CHAPPE	NANTERRE	LP	70 117	**68 013**
0921677Y	PAUL-LANGEVIN	NANTERRE	LP	55 303	**53 644**
0922464D	LOUISE-MICHEL	NANTERRE	LPO	121 814	**118 160**
0920143F	FOLIE-SAINT-JAMES (LA)	NEUILLY-SUR-SEINE	LG	89 428	**86 745**
0920166F	VASSILY-KANDINSKY	NEUILLY-SUR-SEINE	LP LYC METIER	57 102	**55 389**
0920144G	AGORA (L')	PUTEAUX	LGT	178 095	**172 752**
0921500F	VOILIN	PUTEAUX	LP LYC METIER	59 962	**58 163**
0920799U	RICHELIEU	RUEIL-MALMAISON	LGT	283 757	**275 244**
0922398G	GUSTAVE-EIFFEL	RUEIL-MALMAISON	LPO LYC METIER	124 755	**121 012**
0920801W	ALEXANDRE-DUMAS	SAINT-CLOUD	LGT	153 929	**149 311**
0922276Z	SANTOS-DUMONT	SAINT-CLOUD	LPO LYC METIER	130 251	**126 343**
0920170K	FLORIAN	SCEAUX	LP LYC METIER	154 473	**149 839**
0920802X	JEAN-PIERRE-VERNANT	SEVRES	LGT	211 345	**205 005**
0920147K	PAUL-LANGEVIN	SURESNES	LGT	361 812	**350 958**
0920171L	LOUIS-BLÉRIOT	SURESNES	LP LYC METIER	67 524	**65 498**
0921505L	DARDENNE	VANVES	LP	61 615	**59 767**
0921935D	TOULOUSE-LAUTREC	VAUCRESSON	EREA	287 982	**279 343**
0921594H	MICHEL-ANGE	VILLENEUVE-LA-GARENNE	LGT	120 400	**116 788**
0922277A	CHARLES-PETIET	VILLENEUVE-LA-GARENNE	LPO	91 511	**88 766**
0930117X	LE-CORBUSIER	AUBERVILLIERS	LGT	243 665	**236 355**
0931024H	JEAN-PIERRE-TIMBAUD	AUBERVILLIERS	LP	162 058	**157 196**
0930833A	JEAN-ZAY	AULNAY-SOUS-BOIS	LGT	245 512	**238 147**
0930834B	VOILLAUME	AULNAY-SOUS-BOIS	LGT	451 147	**437 613**
0930846P	VOILLAUME (PROFESSIONNEL)	AULNAY-SOUS-BOIS	LP LYC METIER	116 939	**113 431**
0932119Y	EUGÈNE-HÉNAFF	BAGNOLET	LPO LYC METIER	185 013	**179 463**
0931198X	ALFRED-COSTES	BOBIGNY	LP LYC METIER	115 528	**112 062**
0931613Y	LOUISE-MICHEL	BOBIGNY	LGT	193 410	**187 608**
0932123C	ANDRE-SABATIER	BOBIGNY	LPO	149 221	**144 744**
0930129K	MADELEINE-VIONNET	BONDY	LP	112 903	**109 516**
0932282A	LEO-LAGRANGE	BONDY	LPO	81 781	**79 328**
0932026X	ALFRED-NOBEL	CLICHY-SOUS-BOIS	LPO	212 307	**205 938**
0930119Z	EUGENE-DELACROIX	DRANCY	LPO	521 734	**506 082**
0932229T	LE-ROLLAND	DRANCY	LPO LYC METIER	90 694	**87 973**
0932126F	FRANCOIS-RABELAIS	DUGNY	LPO LYC METIER	149 558	**145 071**
0930120A	JACQUES-FEYDER	EPINAY-SUR-SEINE	LGT	233 931	**226 913**
0931735F	LOUISE-MICHEL	EPINAY-SUR-SEINE	LP LYC METIER	95 326	**92 466**

UAI	Nom établissement	Commune	type	DGFL 2017 brute arrondie	Dotation 2017 notifiée
0931233K	JEAN-BAPTISTE-CLÉMENT	GAGNY	LP LYC METIER	82 751	**80 268**
0931272C	GUSTAVE-EIFFEL	GAGNY	LGT	238 631	**231 472**
0930128J	DENIS-PAPIN	LA COURNEUVE	LP	100 402	**97 390**
0931430Z	JACQUES-BREL	LA COURNEUVE	LGT	166 298	**161 309**
0931738J	ARTHUR-RIMBAUD	LA COURNEUVE	LP	119 100	**115 527**
0930831Y	ARISTIDE-BRIAND	LE BLANC-MESNIL	LP LYC METIER	133 672	**129 662**
0932034F	WOLFGANG-AMADEUS-MOZART	LE BLANC-MESNIL	LGT	135 345	**131 285**
0932118X	JEAN-MOULIN	LE BLANC-MESNIL	LPO	133 542	**129 536**
0932577W	GERMAINE-TILLION	LE BOURGET	LGT	126 916	**123 109**
0930830X	ALBERT-SCHWEITZER	LE RAINCY	LGT	235 469	**228 405**
0932222K	RENÉ-CASSIN	LE RAINCY	LPO LYC METIER	221 147	**214 513**
0932073Y	PAUL-ROBERT	LES LILAS	LPO	104 413	**101 281**
0930136T	CLAUDE-NICOLAS-LEDOUX	LES PAVILLONS-SOUS-BOIS	LP LYC METIER	168 425	**163 372**
0931585T	ANDRÉ-BOULLOCHE	LIVRY-GARGAN	LGT	196 023	**190 142**
0932120Z	HENRI-SELLIER	LIVRY-GARGAN	LPO LYC METIER	184 763	**179 220**
0930122C	CONDORCET	MONTREUIL	LGT LYC METIER	119 761	**116 168**
0930130L	CONDORCET (PROFESSIONNEL)	MONTREUIL	LP	73 627	**71 418**
0931779D	HORTICULTURE-ET-DU-PAYSAGE	MONTREUIL	LPO LYC METIER	152 547	**147 971**
0932116V	EUGÉNIE-COTTON	MONTREUIL	LPO LYC METIER	119 863	**116 267**
0932291K	NICOLAS-JOSEPH-CUGNOT	NEUILLY-SUR-MARNE	LPO LYC METIER	142 823	**138 538**
0931565W	FLORA-TRISTAN	NOISY-LE-GRAND	LGT	102 195	**99 129**
0932047V	EVARISTE-GALOIS	NOISY-LE-GRAND	LPO LYC METIER	161 651	**156 801**
0932638M	SECTIONS-INTERNATIONALES	NOISY-LE-GRAND	LGT	158 590	**153 832**
0930133P	THEODORE-MONOD	NOISY-LE-SEC	LP LYC METIER	215 127	**208 673**
0930124E	MARCELIN-BERTHELOT	PANTIN	LGT	106 753	**103 550**
0930135S	SIMONE-WEIL	PANTIN	LP	100 534	**97 518**
0932117W	LUCIE-AUBRAC	PANTIN	LPO	121 293	**117 654**
0932267J	LIBERTE	ROMAINVILLE	LPO LYC METIER	134 980	**130 931**
0931739K	JEAN-MOULIN	ROSNY-SOUS-BOIS	LP	93 712	**90 901**
0932031C	CHARLES-DE-GAULLE	ROSNY-SOUS-BOIS	LGT	127 610	**123 782**
0930125F	PAUL-ELUARD	SAINT-DENIS	LGT	430 335	**417 425**
0930138V	FRÉDÉRIC-BARTHOLDI	SAINT-DENIS	LP	191 538	**185 792**
0932121A	SUGER	SAINT-DENIS	LPO LYC METIER	229 514	**222 629**
0932129J	ENNA (L')	SAINT-DENIS	LPO LYC METIER	280 131	**271 727**
0930126G	AUGUSTE-BLANQUI	SAINT-OUEN	LPO	133 433	**129 430**
0932074Z	MARCEL-CACHIN	SAINT-OUEN	LPO LYC METIER	244 080	**236 758**
0932048W	BLAISE-CENDRARS	SEVRAN	LPO	177 670	**172 340**
0932030B	MAURICE-UTRILLO	STAINS	LPO	196 754	**190 851**
0931193S	HÉLÈNE-BOUCHER	TREMBLAY-EN-FRANCE	LP LYC METIER	111 104	**107 771**
0932046U	LÉONARD-DE-VINCI	TREMBLAY-EN-FRANCE	LPO LYC METIER	153 532	**148 926**
0930127H	GEORGES-CLÉMENCEAU	VILLEMOMBLE	LGT	132 707	**128 726**
0932221J	BLAISE-PASCAL	VILLEMOMBLE	LPO	76 330	**74 040**
0931584S	JEAN-ROSTAND	VILLEPINTE	LPO	254 076	**246 454**
0932260B	GEORGES-BRASSENS	VILLEPINTE	LPO LYC METIER	115 344	**111 884**
0940126B	MAXIMILIEN-PERRET	ALFORTVILLE	LPO LYC METIER	255 379	**247 718**
0940171A	STENDHAL	BONNEUIL-SUR-MARNE	EREA	163 699	**158 788**
0940111K	GUSTAVE-EIFFEL	CACHAN	LPO	768 952	**745 883**
0940580V	MAXIMILIEN-SORRE	CACHAN	LGT	249 858	**242 362**
0940112L	LOUISE-MICHEL	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	LPO LYC METIER	207 318	**201 098**
0940113M	LANGEVIN-WALLON	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	LPO	226 097	**219 314**
0940132H	GABRIEL-PÉRI	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	LP LYC METIER	121 995	**118 335**
0941951K	MARX-DORMOY	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	LPO LYC METIER	172 986	**167 796**
0941974K	ROBERT-SCHUMAN	CHARENTON-LE-PONT	LPO	74 306	**72 077**
0941470M	SAMUEL-DE-CHAMPLAIN	CHENNEVIERES-SUR-MARNE	LGT LYC METIER	238 132	**230 988**
0941604H	SAMUEL-DE-CHAMPLAIN (PROFES	CHENNEVIERES-SUR-MARNE	LP	172 765	**167 582**
0942269F	PAULINE-ROLAND	CHEVILLY-LARUE	LPO	102 933	**99 845**
0940141T	JACQUES-BREL	CHOISY-LE-ROI	LPO LYC METIER	133 893	**129 876**
0941232D	JEAN-MACÉ	CHOISY-LE-ROI	LP	110 406	**107 094**
0940114N	SAINT-EXUPÉRY	CRETEIL	LPO	286 293	**277 704**
0941018W	EDOUARD-BRANLY	CRETEIL	LPO	334 269	**324 241**
0941413A	LÉON-BLUM	CRETEIL	LPO	151 179	**146 644**
0941930M	GUTENBERG	CRETEIL	LPO	174 769	**169 526**
0941298A	MICHELET	FONTENAY-SOUS-BOIS	LP	156 375	**151 684**
0941347D	PABLO-PICASSO	FONTENAY-SOUS-BOIS	LGT	133 526	**129 520**
0941301D	FRÉDÉRIC-MISTRAL	FRESNES	LPO	164 459	**159 525**
0940134K	VAL-DE-BIÈVRE	GENTILLY	LP	76 347	**74 057**
0940115P	ROMAIN-ROLLAND	IVRY-SUR-SEINE	LGT	158 572	**153 815**
0941972H	FERNAND-LÉGER	IVRY-SUR-SEINE	LPO LYC METIER	113 718	**110 306**
0941474S	DARIUS-MILHAUD	LE KREMLIN-BICETRE	LPO	262 817	**254 932**
0941975L	PIERRE-BROSSOLETTE	LE KREMLIN-BICETRE	LPO	120 775	**117 152**
0940119U	PAUL-DOUMER	LE PERREUX-SUR-MARNE	LPO	131 342	**127 402**

UAI	Nom établissement	Commune	type	DGFL 2017 brute arrondie	Dotation 2017 notifiée
0940742W	GUILLAUME-BUDÉ	LIMEIL-BREVANNES	LPO	245 112	**237 759**
0940116R	EUGÈNE-DELACROIX	MAISONS-ALFORT	LGT	163 748	**158 836**
0941355M	PAUL-BERT	MAISONS-ALFORT	LPO LYC METIER	106 080	**102 898**
0940118T	LOUIS-ARMAND	NOGENT-SUR-MARNE	LPO LYC METIER	188 014	**182 374**
0940137N	LA-SOURCE	NOGENT-SUR-MARNE	LP LYC METIER	165 460	**160 496**
0940319L	FRANCOIS-CAVANNA	NOGENT-SUR-MARNE	EREA	162 700	**157 819**
0940138P	ARMAND-GUILLAUMIN	ORLY	LP LYC METIER	103 727	**100 615**
0940120V	MARCELIN-BERTHELOT	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	LGT	433 231	**420 234**
0940121W	ARSONVAL (D')	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	LGT	181 602	**176 154**
0940122X	CONDORCET	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	LPO	121 592	**117 944**
0940140S	GOURDOU-LESEURRE	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	LP LYC METIER	81 385	**78 943**
0940585A	FRANCOIS-MANSART	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	LPO LYC METIER	173 022	**167 831**
0941918Z	CHRISTOPHE-COLOMB	SUCY-EN-BRIE	LPO	184 983	**179 434**
0942130E	PARC-MONTALEAU	SUCY-EN-BRIE	LPO LYC METIER	99 166	**96 191**
0940123Y	GUILLAUME-APOLLINAIRE	THIAIS	LGT	234 501	**227 466**
0941952L	FRANCOIS-ARAGO	VILLENEUVE-SAINT-GEORGES	LPO	186 525	**180 929**
0940143V	JEAN-MOULIN	VINCENNES	LP	129 101	**125 228**
0940129E	JEAN-MACÉ	VITRY-SUR-SEINE	LPO LYC METIER	361 465	**350 621**
0940145X	CAMILLE-CLAUDEL	VITRY-SUR-SEINE	LP	124 461	**120 727**
0941294W	ADOLPHE-CHERIOUX	VITRY-SUR-SEINE cedex	LPO LYC METIER	657 914	**638 177**
0950640E	JULIE-VICTOIRE-DAUBIÉ	ARGENTEUIL	LGT	140 848	**136 623**
0950641F	JEAN-JAURÈS	ARGENTEUIL	LPO	373 978	**362 759**
0950666H	GEORGES-BRAQUE	ARGENTEUIL	LPO	228 796	**221 932**
0951811C	FERNAND-ET-NADIA-LÉGER	ARGENTEUIL	LPO LYC METIER	186 497	**180 902**
0950709E	VIRGINIA-HENDERSON	ARNOUVILLE	LP LYC METIER	123 430	**119 727**
0950164M	FRANCOISE-DOLTO	BEAUMONT-SUR-OISE	EREA	136 796	**132 692**
0951748J	EVARISTE-GALOIS	BEAUMONT-SUR-OISE	LPO	188 942	**183 274**
0952173W	EUGENE-RONCERAY	BEZONS	LPO	175 935	**170 657**
0951399E	ALFRED-KASTLER	CERGY	LGT	118 696	**115 135**
0951637N	GALILÉE	CERGY	LGT	164 738	**159 796**
0951756T	JULES-VERNE	CERGY	LPO	170 073	**164 971**
0951282C	VEXIN (DU)	CHARS	LP LYC METIER	202 642	**196 563**
0950656X	LE-CORBUSIER	CORMEILLES-EN-PARISIS	LP LYC METIER	162 009	**157 149**
0951922Y	CAMILLE-SAINT-SAENS	DEUIL-LA-BARRE	LGT	133 291	**129 292**
0951788C	GEORGE-SAND	DOMONT	LPO	174 167	**168 942**
0951974E	LOUIS-ARMAND	EAUBONNE	LPO	140 761	**136 538**
0952196W	GUSTAVE-MONOD	ENGHIEN-LES-BAINS	LPO	401 053	**389 021**
0951618T	AUGUSTE-ESCOFFIER	ERAGNY	LP LYC METIER	171 895	**166 738**
0950645K	VAN-GOGH	ERMONT	LGT	186 198	**180 612**
0950657Y	FERDINAND-BUISSON	ERMONT	LP	154 351	**149 720**
0951673C	GUSTAVE-EIFFEL	ERMONT	LP LYC METIER	91 980	**89 221**
0951727L	CHARLES-BAUDELAIRE	FOSSES	LPO	172 575	**167 398**
0951722F	JEAN-MONNET	FRANCONVILLE	LPO	224 373	**217 642**
0951766D	SIMONE-DE-BEAUVOIR	GARGES-LES-GONESSE	LGT	177 345	**172 025**
0951787B	ARTHUR-RIMBAUD	GARGES-LES-GONESSE	LPO LYC METIER	156 485	**151 790**
0950646L	RENÉ-CASSIN	GONESSE	LGT	274 640	**266 401**
0950667J	ROMAIN-ROLLAND	GOUSSAINVILLE	LPO LYC METIER	359 641	**348 852**
0951723G	MONTESQUIEU	HERBLAY	LGT	127 049	**123 238**
0951824S	HAUTIL (DE L')	JOUY-LE-MOUTIER	LPO	119 947	**116 349**
0951147F	FRAGONARD	L'ISLE-ADAM	LGT	123 105	**119 412**
0950647M	GÉRARD-DE-NERVAL	LUZARCHES	LGT	105 185	**102 029**
0950648N	JEAN-JACQUES ROUSSEAU	MONTMORENCY	LGT	154 861	**150 215**
0951281B	TURGOT	MONTMORENCY	LP LYC METIER	80 467	**78 053**
0950949R	JEAN-MERMOZ	MONTSOULT	LP LYC METIER	109 328	**106 048**
0951937P	PAUL-EMILE-VICTOR	OSNY	LPO	72 076	**69 914**
0950649P	CAMILLE-PISSARRO	PONTOISE	LPO LYC METIER	252 006	**244 446**
0950658Z	CHÂTEAU-EPLUCHES	SAINT-OUEN-L'AUMONE	LP LYC METIER	147 170	**142 755**
0951104J	JEAN-PERRIN	SAINT-OUEN-L'AUMONE	LPO	231 137	**224 203**
0951728M	EDMOND-ROSTAND	SAINT-OUEN-L'AUMONE	LPO LYC METIER	150 422	**145 909**
0951753P	LÉONARD-DE-VINCI	SAINT-WITZ	LGT	81 271	**78 833**
0950983C	TOUR-DU-MAIL (LA)	SANNOIS	EREA	136 936	**132 828**
0950650R	JEAN-JACQUES-ROUSSEAU	SARCELLES	LPO	391 677	**379 927**
0950947N	TOURELLE (DE LA)	SARCELLES	LPO	288 404	**279 752**
0950651S	JACQUES-PRÉVERT	TAVERNY	LGT	149 790	**145 296**
0951763A	LOUIS-JOUVET	TAVERNY	LPO	212 205	**205 839**
0951710T	CAMILLE-CLAUDEL	VAUREAL	LPO LYC METIER	189 171	**183 496**
0951090U	PIERRE-MENDÈS-FRANCE	VILLIERS-LE-BEL	LP LYC METIER	112 264	**108 896**
	SOUS-TOTAL EPLE EREA ERPD LYA			**73 366 981**	**71 165 969**
0750648X	VICTOR-HUGO	PARIS 03EME	LG	59 364	**57 583**
0750652B	CHARLEMAGNE	PARIS 04EME	LG	111 530	**108 184**
0750654D	HENRI IV	PARIS 05EME	LG	271 753	**263 600**

UAI	Nom établissement	Commune	type	DGFL 2017 brute arrondie	Dotation 2017 notifiée
0750656F	LAVOISIER	PARIS 05EME	LG	105 651	**102 481**
0750657G	MONTAIGNE	PARIS 06EME	LG	134 732	**130 690**
0750662M	VICTOR-DURUY	PARIS 07EME	LG	141 743	**137 491**
0750663N	CHAPTAL	PARIS 08EME	LGT	250 353	**242 842**
0750668U	JACQUES-DECOUR	PARIS 09EME	LG	197 795	**191 861**
0750669V	JULES-FERRY	PARIS 09EME	LG	104 111	**100 988**
0750670W	LAMARTINE	PARIS 09EME	LG	65 926	**63 948**
0750675B	VOLTAIRE	PARIS 11EME	LGT	231 668	**224 718**
0750679F	PAUL-VALERY	PARIS 12EME	LG	186 489	**180 894**
0750682J	RODIN	PARIS 13EME	LG	86 351	**83 760**
0750683K	CLAUDE-MONET	PARIS 13EME	LG	161 638	**156 789**
0750684L	GABRIEL-FAURE	PARIS 13EME	LG	101 194	**98 158**
0750689S	PAUL-BERT	PARIS 14EME	LG	56 508	**54 813**
0750690T	FRANCOIS-VILLON	PARIS 14EME	LGT	91 588	**88 840**
0750693W	BUFFON	PARIS 15EME	LG	185 177	**179 622**
0750694X	CAMILLE-SEE	PARIS 15EME	LG	94 133	**91 309**
0750698B	CLAUDE-BERNARD	PARIS 16EME	LGT	184 629	**179 090**
0750699C	JANSON-DE-SAILLY	PARIS 16EME	LG	294 892	**286 045**
0750700D	JEAN-BAPTISTE-SAY	PARIS 16EME	LGT	202 226	**196 159**
0750702F	LA-FONTAINE	PARIS 16EME	LG	89 834	**87 139**
0750703G	MOLIERE	PARIS 16EME	LG	160 637	**155 818**
0750704H	CARNOT	PARIS 17EME	LG	156 648	**151 949**
0750705J	BALZAC	PARIS 17EME	LGT	187 604	**181 976**
0750711R	HENRI-BERGSON	PARIS 19EME	LGT	171 491	**166 346**
0750714U	HELENE-BOUCHER	PARIS 20EME	LG	176 512	**171 217**
0750715V	MAURICE-RAVEL	PARIS 20EME	LGT	209 184	**202 908**
0770926N	FRANCOIS-COUPERIN	FONTAINEBLEAU	LGT	193 519	**187 713**
0782546U	LE-CORBUSIER	POISSY	LGT	170 622	**165 503**
0782562L	HOCHE	VERSAILLES	LG	280 979	**272 550**
0920798T	RABELAIS	MEUDON	LGT	89 885	**87 188**
0920142E	PASTEUR	NEUILLY-SUR-SEINE	LG	147 171	**142 756**
0920145H	LAKANAL	SCEAUX	LGT	465 541	**451 575**
0920146J	MARIE-CURIE	SCEAUX	LG	142 492	**138 217**
0920149M	MICHELET	VANVES	LGT	265 923	**257 945**
0930116W	HENRI-WALLON	AUBERVILLIERS	LGT	163 705	**158 794**
0932122B	ALEMBERT (D')	AUBERVILLIERS	LPO	138 149	**134 005**
0930118Y	JEAN-RENOIR	BONDY	LGT	224 655	**217 915**
0930121B	JEAN-JAURÈS	MONTREUIL	LGT	300 300	**291 291**
0930123D	OLYMPE-DE-GOUGES	NOISY-LE-SEC	LGT	241 219	**233 982**
0940117S	EDOUARD-BRANLY	NOGENT-SUR-MARNE	LG	105 651	**102 481**
0940743X	GEORGES-BRASSENS	VILLENEUVE-LE-ROI	LPO	145 659	**141 289**
0940124Z	HECTOR-BERLIOZ	VINCENNES	LGT	259 392	**251 610**
	SOUS-TOTAL CMR			**7 806 223**	**7 572 032**
0783548H	FRANCO-ALLEMAND	BUC	LG	46 981	**45 572**
0783549J	INTERNATIONAL	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	LG	89 369	**86 688**
	SOUS-TOTAL CMD			**136 350**	**132 260**
	TOTAL GÉNÉRAL			**81 309 554**	**78 870 261**

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 17/10/2016
- Date de réception en préfecture: 17/10/2016

DELIBERATION N° CR 161-16
DU 13 OCTOBRE 2016

SOUTIEN AUX EXPRESSIONS CITOYENNES

LE CONSEIL REGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU La loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens » ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France ;

VU L'avis de la Commission du Sport, de la Jeunesse, et de la Vie associative ;

VU L'avis de la Commission des Finances ;

VU Le présent rapport CR 161-16 présenté par Madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

APRES EN AVOIR DELIBERE,

Article 1 :

Décide d'adopter le dispositif de « soutien aux expressions citoyennes », et approuve le règlement d'intervention tel qu'il figure en annexe 1 à la présente délibération.

Article 2 :

Délègue à la commission permanente toute modification du règlement d'intervention précité, ainsi que l'adoption de la convention type relative au soutien régional en fonctionnement au titre des « expressions citoyennes ».

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 À LA DÉLIBÉRATION : REGLEMENT D'INTERVENTION « SOUTIEN AUX EXPRESSIONS CITOYENNES »

REGLEMENT D'INTERVENTION

SOUTIEN REGIONAL AUX EXPRESSIONS CITOYENNES

Objectifs

La Région s'engage à promouvoir des initiatives vectrices de citoyenneté en Ile-de-France, permettant de lutter contre les différentes fractures, de renforcer la diffusion des valeurs de la République et du lien social entre franciliens sur le territoire régional. La transmission de savoir, le développement sur l'ensemble du territoire de la richesse du patrimoine vivant francilien procèdent de la promotion d'une Ile-de-France solidaire et vise à conforter le sentiment d'appartenance et la fierté francilienne.
L'intervention régionale se traduira par un soutien financier à des projets associatifs favorisant la rencontre, le partage des cultures et des idées.

Conditions d'éligibilité des projets

Portés par des associations, les projets pourront revêtir plusieurs natures :
- la promotion et l'organisation d'événements d'expressions citoyennes ;
- la transmission de savoirs et de savoir-faire ;
- la collecte et la diffusion de mémoires franciliennes ;
- la transmission des valeurs de la République et du principe de laïcité.

L'examen de l'éligibilité du projet portera d'une part, sur la constitution d'un dossier administratif concernant l'association et, d'autre part sur la démarche mise en place par le porteur de projet suivant des critères méthodologiques :
- la présentation du projet associatif comprenant : le descriptif des actions précises, l'impact pour la Région, le plan de financement avec les partenariats en cours ou sollicités, le descriptif des moyens mis à contribution ;
- le public visé et le nombre de participants attendus ;
- la capacité d'accueil et d'ouverture du projet : large diffusion auprès de toute la population francilienne, voire au-delà, l'accueil de tout type de public ;
- les partenariats mobilisés : degré de collaboration avec les structures œuvrant sur les mêmes champs, capacité de mise en relation avec différents acteurs ;
- les modes de diffusion, de mutualisation et d'essaimage : modalités de reproduction du projet ;
- les modes d'évaluation envisagés : présentation des critères et outils permettant de mesurer les résultats du projet ;
- la mise en place d'une démarche non-discriminante et le respect de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Les projets présentant une dimension régionale seront privilégiés ; les projets à caractère local pourront être pris en compte s'ils ont une spécificité innovante, sont en lien avec des journées ou évènements symboliques (par exemple la Journée Internationale des Droits des Femmes, etc.), ou s'inscrivent dans les orientations régionales de défense des valeurs de la République.

Sont exclus de tout financement les évènements ou manifestations à caractère politique, ainsi que les organismes, quelle que soit leur forme juridique, qui provoquent à la discrimination, à la haine

ou à la violence envers une personne ou un groupe de personnes en raison de leur origine, de leur orientation ou identité sexuelle ou de leur appartenance à une ethnie, une nation, une race, ou une religion déterminée.
Sont notamment exclus de tout financement les organismes qui appellent au boycott de l'Etat d'Israël, en particulier ceux qui participent au mouvement Boycott Désinvestissement et Sanctions (BDS), ces appels constituant une infraction pénale (cour de cassation, 20 octobre 2015).

Bénéficiaires et cadre de financement

Les bénéficiaires sont des personnes morales de droit privé à but non lucratif (associations, fondations reconnues d'utilité publique), pour l'obtention du soutien régional, en fonctionnement. Celles-ci devront avoir plus d'un an d'existence lors de la demande de subvention afin de pouvoir justifier d'un bilan d'exercice comptable de l'année écoulée.

Les candidatures devront être déposées sur la plateforme des aides régionales. Elles feront l'objet d'une instruction par les services.
Une convention avec ces partenaires sera mise en place permettant de décrire les engagements de chacune des parties et de suivre la mise en œuvre du dispositif qui contribuera à donner une plus grande visibilité aux actions entreprises.

Modalités financières

Les dépenses éligibles se composent de dépenses de fonctionnement exclusivement imputables à la mise en œuvre des projets retenus dans le cadre de ce dispositif, telles que les frais de personnel, les frais de mission (transports, déplacements, restauration), les fournitures, le petit équipement, les locations, les télécommunications, etc.

Les dépenses prises en compte sont les dépenses hors taxes, sauf si les bénéficiaires justifient qu'ils ne récupèrent pas, d'une façon ou d'une autre, en tout ou en partie, directement ou indirectement, la TVA.

La subvention régionale est fixée à 50% maximum de la dépense subventionnable, modulée en fonction du nombre de participants estimé sur l'ensemble de la durée du projet dans la limite d'un plafond fixé à 100 000 €.

Les aides annuelles apportées dans ce cadre sont distinctes et non cumulables avec des subventions régionales issues des autres dispositifs régionaux.

Tout nouveau soutien financier à une structure ayant déjà bénéficié d'une première aide ne peut intervenir qu'après contrôle et évaluation préalables par les services de la Région de la mise en œuvre des actions précédemment financées.

Aucune action ne doit être engagée sans notification, par la Région, de l'affectation des crédits en commission permanente.

Engagements des bénéficiaires

Les acteurs bénéficiaires de ces dispositifs devront s'engager à :

- Accueillir des stagiaires en leur sein, conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016. La mesure **« 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens »** vise à favoriser l'accès des jeunes au marché du travail, les structures retenues devront ainsi faire la preuve d'accueillir au moins un stagiaire pendant une période de deux mois minimum.

- Respecter et transmettre les **valeurs de la République et le principe de laïcité** au sein de leur structure et auprès de leurs publics.

Contrôle et évaluation du soutien régional

Le contrôle d'exécution des projets sera effectué sur le fondement des règles régionales en vigueur, et notamment, le respect des règles prévues par le Règlement Budgétaire et Financier (délibération n° CR 33-10 prorogée par la délibération n° CR 01-16) :

- signature d'une convention entre la Région et le bénéficiaire ;
- remise de compte-rendu d'étape et de compte-rendu définitifs, sur la base des critères et indicateurs définis entre le bénéficiaire et la Région, et accompagnés des pièces justificatives qui conditionnent le mandatement des crédits.

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 17/10/2016
- Date de réception en préfecture: 17/10/2016

DELIBERATION N° CR 167-16

DU 13 OCTOBRE 2016

SOUTIEN REGIONAL A LA LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

LE CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU La convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, ratifiée par la France le 4 juillet 2014 et entrée en vigueur le 1er novembre 2014 ;

VU La loi n° 83-635 du 13 juillet 1983 portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;

VU La loi n° 90-615 du 13 juillet 1990 tendant à réprimer tout acte raciste, antisémite ou xénophobe ;

VU La loi n° 2001-397 du 9 mai 2001 relative à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;

VU La loi n° 2001-1066 du 16 novembre 2001 relative à la lutte contre les discriminations ;

VU La loi n° 2004-1486 du 30 décembre 2004 portant création de la Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Égalité ;

VU La loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances ;

VU La loi n° 2010-769 du 9 juillet 2010 relative aux violences faites spécifiquement aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants ;

VU La loi n° 2011-333 du 29 mars 2011 relative au Défenseur des droits ;

VU La loi n° 2012-954 du 6 août 2012 relative au harcèlement sexuel ;

VU La loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 de délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens » ;

VU Le budget de la Région Île-de-France ;

VU L'avis de la Commission des Sports, de la Jeunesse, et de la Vie Associative ;

VU L'avis de la Commission des Finances ;

VU Le rapport n° CR 167-16 présenté par Madame la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Approuve les nouvelles orientations régionales en matière de lutte contre toutes les formes de violences faites aux femmes, quel que soit leur âge, et en particulier le harcèlement y compris le cyber harcèlement, les violences physiques et sexuelles, les violences intra-familiales, le proxénétisme, les mutilations sexuelles, le mariage forcé, l'enfermement au domicile, le port du voile intégral forcé, les restrictions de circulation et de présence dans l'espace public, les violences patrimoniales (interdiction de travailler, interdiction de disposer de moyens de paiement, captation de biens…) ou encore pour les plus jeunes l'abandon de scolarité imposé, à travers notamment la formation des acteurs sociaux à une meilleure prise en charge des femmes victimes, des actions de sensibilisation et des démarches concrètes auprès des familles concernées afin d'obtenir l'abandon de telles pratiques, les actions d'accès aux droits, de soutien juridique et d'accompagnement judiciaire des femmes concernées.

La lutte contre les violences faites aux femmes dans les transports en commun figure également parmi les priorités de ces nouvelles orientations régionales.

En complément des moyens importants mis en place pour assurer la sécurité dans les transports en commun et qui amélioreront de fait la sécurité des femmes dans les transports, le Conseil régional demandera au STIF, autorité organisatrice des transports en Ile-de-France :

- de réaliser un retour d'expérience des outils développés par les opérateurs ou des tiers pour permettre aux usagers des transports de signaler tout acte de harcèlement sexuel et autres violences faites aux femmes, et de les présenter au Conseil régional ;
- d'étudier avec les opérateurs de transports et la préfecture de police de Paris toute mesure permettant de lutter contre les violences faites aux femmes et notamment la formation et sensibilisation des personnels de sécurité à cette question, la possibilité de cartographier les zones à risques et les mesures pouvant les sécuriser, la possibilité de mise en place de l'arrêt à la demande sur des lignes de bus la nuit.

Article 2 :

Adopte le règlement d'intervention figurant en annexe à la délibération.

Article 3 :

Délègue à la Commission permanente toute modification du règlement d'intervention précité, ainsi que l'adoption des conventions types (annuelle et pluriannuelle) relatives au soutien régional en fonctionnement au titre de la lutte contre les violences faites aux femmes et prévues par le règlement d'intervention ci-annexé.

Article 4 :

S'engage, dès cette année, à mettre en place une formation destinée aux éluEs régionaux-ales sur l'ensemble des violences faites aux femmes.

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France



VALERIE PECRESSE

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION :
RÈGLEMENT D'INTERVENTION DU SOUTIEN REGIONAL

SOUTIEN REGIONAL A LA LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

REGLEMENT D'INTERVENTION

Objet

La Région Ile-de-France s'engage fermement dans la lutte contre toutes les formes de violences faites aux femmes, quel que soit leur âge et en particulier le harcèlement y compris le cyber harcèlement, les violences physiques et sexuelles, les violences intra-familiales, le proxénétisme, les mutilations sexuelles, le mariage forcé, l'enfermement au domicile, le port du voile intégral forcé, les restrictions de circulation et de présence dans l'espace public, les violences patrimoniales (interdiction de travailler, interdiction de disposer de moyens de paiement, captation de biens…) ou encore pour les plus jeunes l'abandon de scolarité imposé.

Descriptif des actions éligibles

Cet appel à projets a pour objectif de lutter contre toutes les formes de violences faites aux femmes, à travers des projets spécifiques prévoyant une prise en compte des victimes, avec une attention privilégiée pour les projets s'adressant aux 12-25 ans.
Seront notamment éligibles les actions de :

- formation des acteurs sociaux à un meilleur repérage et une meilleure prise en charge des femmes victimes,
- sensibilisation et démarches concrètes auprès des familles concernées afin d'obtenir l'abandon de telles pratiques,
- accès aux droits, mise en sécurité, prise en charge psychologique, soutien juridique et accompagnement judiciaire des femmes concernées.
- les rencontres qui favorisent la présence des femmes dans l'espace public

Les projets présentant une dimension régionale seront privilégiés.

Bénéficiaires éligibles

Les organismes bénéficiaires de l'aide régionale, au titre des projets sont de façon prioritaire :

- des personnes morales de droit privé à but non lucratif (associations, partenaires sociaux, fondations…). Celles-ci devront avoir plus d'un an d'existence lors de la demande de subvention et justifier d'un bilan d'exercice comptable de l'année écoulée.

Sont également éligibles :

- des personnes morales de droit public d'Île-de-France (collectivités territoriales, établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) et établissement public à caractère administratif (EPA)).
- des entreprises TPE et PME fournissant des services d'intérêt économique général, sous réserve des dispositions du Règlement (UE) n° 360/2012 de la commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de *minimis*, de plus d'un an d'existence lors de la demande de subvention et justifiant d'un bilan d'exercice comptable de l'année écoulée.

Engagements des candidats

Tout participant remettant un dossier de candidature s'engage à :

- autoriser le Conseil régional et ses organismes associés à communiquer sur le projet, son bilan et ses résultats, dès lors qu'il a été voté par la Commission permanente du Conseil régional. Par ailleurs, la première communication publique du participant ne pourra se faire qu'en accord et en présence de la Région. Toute communication par la suite, en dehors de la Région, devra mettre en valeur le rôle d'accompagnement et de partenariat de la Région.

- participer aux rencontres régionales sur la thématique.

Les bénéficiaires du soutien régional s'engagent également à **associer étroitement la Région aux actions menées, en particulier, concernant la communication des informations** sous forme d'un rapport annuel circonstancié et quantifié des actions menées, de la communication en cours d'action des cas particuliers et des écueils rencontrés. La communication sur les résultats des opérations menées devra être commune, partenaire – Région.

Par ailleurs, et conformément à l'article 1 de la délibération **CR 08-16 du 18 février 2016**[2] **«** 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », tout bénéficiaire d'une subvention régionale s'engage à recruter au moins un stagiaire pour une période minimale de deux mois.

Durée des projets

Les projets devront démarrer à partir du vote en commission permanente, sauf autorisation exceptionnelle de démarrage anticipé, conformément aux dispositions du règlement budgétaire et financier en vigueur.
Ils pourront être annuels, soit couvrir une année de date à date.
Ils pourront également s'inscrire dans la durée, dans le cadre de conventions pluriannuelles, notamment lorsqu'ils comprennent des actions d'accompagnement des victimes dans le cadre de poursuites juridiques par exemple. Ces projets ne pourront toutefois pas dépasser trois années, et chaque année devra faire l'objet d'une évaluation.

Les aides apportées dans ce cadre sont distinctes et non cumulables avec des subventions régionales issues des autres dispositifs régionaux.

2 « ***Article 1 :***
Décide que l'attribution d'une subvention régionale à toute personne morale sera subordonnée, sauf dispositions législatives ou règlementaires contraires, au recrutement d'au moins un stagiaire pour une période minimale de 2 mois. La convention, prévue par le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, fixera, en tant que de besoin, les modalités d'application détaillées de cette décision. »

Aucun nouveau soutien financier ne sera apporté à un organisme qui n'aurait pas produit un rapport intermédiaire (bilan financier et qualitatif) à un projet en cours.

Modalités de financement : dépenses éligibles et taux d'intervention

Les dépenses éligibles se composent de dépenses de fonctionnement exclusivement imputables à la mise en œuvre des projets retenus dans le cadre de ce dispositif.

Les dépenses prises en compte sont les dépenses hors taxes, sauf si les bénéficiaires justifient qu'ils ne récupèrent pas, d'une façon ou d'une autre, en tout ou en partie, directement ou indirectement, la TVA.

Concernant les syndicats, le principe d'égalité de traitement de la Région vis-à-vis de ces structures doit être respecté. Ainsi, il convient que le budget de l'action ne comprenne que des dépenses affectées spécialement à la réalisation du projet, à l'exclusion de dépenses relatives au fonctionnement courant du syndicat.

La subvention régionale est fixée à 50 % maximum de la dépense subventionnable, dans la limite d'un plafond de subvention fixé à 50 000 € maximum, pour toute la durée du projet. Les dépenses pourront inclure notamment des frais administratifs, de communication, d'organisation, de personnel, uniquement dédiés au projet.

Dans le cadre de subventions biennales ou triennales, l'aide régionale sera dégressive d'une année à l'autre. Pour la deuxième année, elle ne pourra pas être supérieure à 50% du montant accordé la première année, et pour la troisième année, elle ne pourra pas être supérieure à 50% du montant accordé la deuxième année.

Plan de financement des projets et cofinancements

Des cofinancements, non obligatoires mais souhaités, peuvent provenir de sources diverses : Etat, autres collectivités, fondations, fonds privés. Ils doivent être anticipés et détaillés dans le dossier de demande de subvention. L'apport en fonds propres de l'organisme doit également apparaître dans le plan de financement.

Procédure de sélection

Les dossiers devront parvenir à la Région dans le cadre d'un appel à projets annuel via la Plateforme des aides régionales. Seuls les dossiers **complets** et adressés dans les délais seront pré-instruits par les services régionaux.

Les projets sélectionnés seront soumis pour approbation à la Commission Permanente, seule compétente à décider du soutien régional et dans la limite de la disponibilité des crédits.

Les opérations pourront débuter dès attribution de la subvention par la commission permanente.
Une fois la subvention attribuée aux organismes pour mener à bien leur(s) projet(s), une convention sera signée entre l'organisme bénéficiaire du projet, attributaire de la subvention, et la Région.

Au-delà de la mise en œuvre du projet/programme soutenu, les bénéficiaires du dispositif devront en outre s'engager à diffuser les résultats de leur projet en précisant toujours la contribution

régionale notamment par la mention du rôle de partenariat de la région et la présence du logo régional sur tous les documents concernant le projet.

La première communication publique ne pourra se faire qu'en accord et en présence de la Région. Toute communication par la suite, en dehors de la Région, devra se faire avec l'autorisation de la région et mettre en valeur son rôle d'accompagnement et de partenariat.

Contrôle et évaluation des aides

Le contrôle d'exécution des projets et programmes sera effectué sur le fondement des règles régionales en vigueur, et notamment, le respect des règles prévues par le Règlement Budgétaire et Financier (délibération n° CR 33-10 prorogée par la délibération n° CR 01-16) :

- signature d'une convention avec le bénéficiaire ;
- remise de compte-rendu d'étape et de compte-rendu définitifs, sur la base des critères et indicateurs définis entre le bénéficiaire et la Région, et accompagnés des pièces justificatives qui conditionnent le mandatement des crédits.

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

DELIBERATION N° CP 16-443

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 12/10/2016
- Date de réception en préfecture: 12/10/2016

DU 12 OCTOBRE 2016

Partenariats développés pour l'emploi des personnes en situation de handicap,
Grande cause régionale 2016 :
- Accord-cadre de partenariat avec l'Agefiph Ile-de-France
- Convention régionale de partenariat pour l'insertion professionnelle des jeunes handicapés

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code du Travail ;

VU La loi n°2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU La délibération n° CR 11-14 du 13 février 2014 portant création de l'Agenda 22 du conseil régional d'Ile-de-France – Plan régional pour l'égalité entre personnes en situation de handicap(s) et personnes valides ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 25-16 du 28 février 2016 sur l'accès à l'emploi des personnes en situation de handicap : grande cause régionale de l'année 2016 ;

VU Le rapport CP 16-443 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;

VU L'avis de la commission du développement économique, de l'emploi et de l'innovation ;

VU L'avis de la commission de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU L'avis de la commission de la famille, de l'action sociale et du handicap ;

VU L'avis de la commission des Finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Adopte l'accord-cadre de partenariat entre la Région Ile-de-France et l'Agefiph Ile-de-France, présenté en annexe n° 1 à la délibération, et autorise la Présidente à le signer.

Article 2 :

Approuve la convention régionale de partenariat pour l'insertion professionnelle des jeunes handicapés, présentée en annexe n° 2 à la délibération, et autorise la Présidente à la signer.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE N°1 A LA DELIBERATION

Accord-cadre de partenariat entre la Région Ile-de-France et l'Agefiph Ile-de-France

ACCORD-CADRE DE PARTENARIAT

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE

ET

L'AGEFIPH ILE-DE-FRANCE

2016-2018

La Région Ile-de-France représentée par

Madame Valérie PECRESSE, Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France.

L'Association pour la Gestion du Fonds pour l'Insertion Professionnelle des Personnes Handicapées (Agefiph) Ile-de-France représentée par

Madame Anne BALTAZAR, Présidente de l'Agefiph.

Préambule

Le présent accord de partenariat est la concrétisation d'une volonté partagée entre la Région et l'Agefiph de développer et approfondir le partenariat mené conjointement depuis plusieurs années dans les domaines de la formation, l'emploi et l'orientation. Cet accord doit permettre d'une part de renforcer la lisibilité de l'action de la Région et de l'Agefiph en la matière et d'autre part, d'initier des actions nouvelles à mettre en œuvre en faveur des franciliennes et franciliens en situation de handicap, et des employeurs d'Ile-de-France, avec pour finalité d'améliorer le taux en emploi des personnes en situation de handicap.

Contexte : quelques données sur le marché de l'emploi francilien des personnes en situation de handicap[1]

La progression du chômage des demandeurs d'emploi travailleurs handicapés est supérieure à celle des demandeurs d'emploi franciliens dans leur ensemble. En mars 2016, ce sont **près de 58 000 demandeurs d'emploi reconnus handicapés** (DEBOE) inscrits en Ile-de-France, **en augmentation de 9.8% sur une année**. De plus, la proportion de personnes en situation de handicap parmi les demandeurs d'emploi franciliens a également augmentée : la part des DEBOE parmi la DEFM est passée l'an dernier à 6%, soit un point de plus en données comparées entre juillet 2014 et juillet 2015.

Par ailleurs, les caractéristiques de ce public rendent leur insertion ou leur reconversion sur le marché de l'emploi plus compliquée, dans un contexte général où les seniors et les moins qualifiés peinent à s'insérer et se maintenir en emploi :

- une **forte part de publics seniors** (50 % de 50 ans et plus versus 24% ensemble DEFM),
- un **faible niveau de formation** (33% avec un niveau de formation infra V versus 19% ensemble DEFM), et un haut niveau de qualification plus faible parmi les DEBOETH que dans la DEFM (9% de cadres TH versus 21% ensemble DEFM),
- et globalement **une ancienneté au chômage plus importante** (en moyenne 816 jours, soit 240 jours de plus que le tout public).

En Ile-de-France, l'insertion en emploi se fait principalement dans les Petites et Moyennes Entreprises mais dans une proportion moindre qu'au niveau national (68% versus 85%). Ceci est dû à la composition même du tissu économique francilien, avec surreprésentation des grandes entreprises et des sièges sociaux sur le territoire francilien. Ainsi, 26% des placements réalisés par Cap emploi concernent des entreprises de plus de 500 salariés (versus 10% au niveau national). D'après le bilan 2015 de la DGEFP sur les accords handicap, 86% des accords handicap étaient signés dans des entreprises de plus de 500 salariés**. L'Ile-de-France compte ainsi en 2015 64% des 158 entreprises sous accord.**
Enfin, il est à noter qu'une part non négligeable des placements en emploi sont réalisés dans des entreprises de moins de 20 salariés, non assujetties à l'obligation d'emploi (20% des placements en Ile-de-France).

On constate enfin que le marché du travail des DEBOE est très concentré sur quelques secteurs d'activité : les métiers recherchés par les demandeurs d'emploi et les embauches réalisées par les entreprises concernent principalement des **métiers liés aux services peu qualifiés** (services à la personne et à la collectivité, transport, logistique, nettoyage, manutention…).

[1] Sources : AGEFIPH, Pôle emploi et Diagnostic PRITH IDF avril 2016

Cadre stratégique de la Région Ile-de-France

Le Conseil régional d'Ile-de-France a érigé **l'emploi des personnes en situation de handicap Grande cause régionale pour l'année 2016.** A ce titre, plusieurs mesures ont été prises dès le Conseil Régional du 18 février 2016 (cf. délibération régionale n° CR 25-16) en faveur de :

- l'élévation du niveau de qualification par la formation et l'accès à l'apprentissage des personnes en situation de handicap à la recherche d'un emploi,
- l'accompagnement vers et dans l'emploi de ce public,
- le soutien aux employeurs, en facilitant l'accès à l'information sur les aides mobilisables et l'appui / conseil par les partenaires et acteurs relais,
- le soutien à l'innovation, notamment l'innovation technologique au service de l'accessibilité, l'autonomie et la mobilité des personnes,
- l'exemplarité régionale en tant qu'employeur.

Ces orientations s'inscrivent dans une politique régionale globale visant l'accessibilité universelle, déclinée dans l'Agenda 22 régional : « Plan régional pour l'égalité des personnes en situation de handicap(s) et les personnes valides ». En effet, l'enjeu de l'accès et du retour à l'emploi des personnes en situation de handicap nécessite une approche globale des personnes et de leurs besoins puisque, outre les questions de qualification et de compétences, l'insertion professionnelle peut être freinée par des problématiques connexes de mobilité et de transports, d'accès au logement, d'accueil aux services de garde d'enfants…

Cadre stratégique de l'Agefiph

Le Conseil d'administration de l'Agefiph, élu en octobre 2015, a défini un cadre stratégique répondant à un certain nombre de questions émanant de l'évaluation de son offre d'interventions 2012-2015 et posées également par l'évolution de son environnement. Ces principales questions renvoient notamment aux enjeux suivants :

- ✓ Un meilleur développement de parcours fluides et sécurisés pour l'emploi des personnes handicapées, et particulièrement de celles les plus éloignées de l'emploi ;
- ✓ Un meilleur développement de la qualification des personnes et leur accès à la formation professionnelle qui reste un levier majeur dans les parcours
- ✓ L'action en faveur d'une meilleure mobilisation du monde économique en faveur de l'emploi des personnes en situation de handicap
- ✓ Le positionnement de son offre dans un environnement complexe et pluri acteurs

C'est dans ce contexte que le Conseil d'Administration a abouti à la proposition des 5 ambitions pour l'Agefiph, se traduisant par des orientations stratégiques :

-1-Des parcours professionnels sécurisés dans le cadre d'une offre d'intervention rénovée, évolutive et en appui des dispositifs de droit commun, objectif qui passe notamment par l'amélioration de la médiation de notre offre, le soutien au développement des pratiques innovantes dans le champ de l'accompagnement emploi/handicap

-2- Une mobilisation mieux ciblée du monde économique et social pour l'emploi des personnes handicapées, objectif qui s'appuie notamment sur la sensibilisation, animation, professionnalisation et accompagnement des acteurs du monde économique et social afin de développer l'emploi des personnes handicapées et l'accompagnement des entreprises à mettre en place des actions en

faveur de l'emploi des personnes handicapées, en accordant une attention particulière aux TPE / PME

-3- un accès renforcé des personnes handicapées à la formation de droit commun, comme l'un des éléments du parcours, qui se traduit notamment par rendre accessibles les actions de formation de droit commun aux personnes handicapées, en priorisant le levier de la compensation et le soutien à l'innovation en terme d'ingénierie pédagogique

-4- une Agefiph qui agit sur le système d'acteurs de l'emploi, de la formation, de l'orientation et du travail au bénéfice de l'emploi des personnes handicapées, en animant, formant et professionnalisant les acteurs et réseaux du champ de l'emploi, de la formation, du travail et de la santé sur le sujet de l'emploi des personne handicapées

-5-une Agefiph positionnée, lisible et visible, en promouvant une offre plus accessible et lisible du point de vue des personnes handicapées et des entreprises et en déployant le plan d'action stratégique adapté au contexte régional et aux besoins territoriaux.

Par cet accord de partenariat, et en cohérence avec les engagements pris par les Elus des deux institutions, **la Région et l'Agefiph s'engagent autour de quatre grands objectifs** :

1. **Rendre lisibles et visibles les enjeux, les solutions et l'information** auprès des franciliens en situation de handicap et des employeurs franciliens
2. **Elever le niveau de qualification des personnes en situation de handicap** en améliorant notamment leurs possibilités d'accès aux dispositifs de droit commun
3. **Informer, sensibiliser et mobiliser les entreprises en faveur du recrutement et du maintien en emploi** des franciliens en situation de handicap, **et favoriser la création/reprise d'entreprises par ces publics**
4. **Soutenir des projets concrets ou territoriaux en lien avec les besoins des personnes en situation de handicap** recherchant un emploi, et les besoins en compétences des employeurs, et **expérimenter de nouvelles formes de sécurisation des parcours professionnels de publics ciblés**

Les orientations partagées dans cet accord seront portées conjointement par la Région et l'Agefiph dans leur communication institutionnelle et les instances régionales de partenariat. Les questions centrales de cet accord relevant de l'emploi, l'orientation et la formation professionnelle des personnes en situation de handicap, ce principe sera notamment décliné dans le cadre du SPER (Service public de l'emploi régional) et auprès du CREFOP (Comité régional de l'emploi, la formation et l'orientation professionnelles), au sein de sa commission Handicap et plus largement dans l'ensemble de ses commissions.

Cet accord présente ainsi les grandes orientations partagées entre la Région et l'Agefiph et les actions concrètes associées. Il définit par ailleurs les modalités opérationnelles de pilotage et de mise en œuvre des engagements pris conjointement.

I - Rendre lisibles et visibles les enjeux, les solutions et l'information auprès des franciliens en situation de handicap et des employeurs franciliens

I.1 - Renforcer l'accès à l'information et la diffusion auprès du public, et optimiser les outils respectifs existants

Constat et objectif(s) :

L'accès à la bonne information est indispensable pour connaitre ses droits et les aides mobilisables selon la situation rencontrée, et construire des solutions adaptées pour les personnes et les employeurs. Spécialement en Ile-de-France, l'environnement institutionnel est multiple et complexe, notamment sur la thématique du handicap qui concerne à la fois les acteurs de droit commun et ceux spécialistes du handicap. Ceci génère un accès à l'information peu aisé et un déficit de visibilité sur les aides et dispositifs mobilisables et les interlocuteurs à contacter.

Aussi la Région et l'Agefiph souhaitent simplifier et renforcer l'accès à ces informations pour le grand public, comme pour les professionnels de l'accompagnement.

Actions :

- **Travailler sur des outils simples de communication**, spécifiquement dédiés à la thématique du handicap ou inscrits dans un champ plus large de communication (sur les dispositifs de droit commun, etc…), sous la forme de documents numériques et plaquettes d'informations dématérialisées, en cohérence avec les politiques de communication de chacune des parties prenantes.
- **Intégrer des informations sur le handicap dans les outils Internet et numériques existants, et étudier la faisabilité de créer des passerelles entre les sites développés par chacun des deux partenaires** (sites et portails Internet).
  Dans le cadre du Service public régional de l'orientation, il est prévu d'établir conjointement les principes garantissant l'accès à l'information et l'accessibilité pour les personnes en situation de handicap aux différents supports d'information et de communication associés.

I.2 - Approfondir les diagnostics régionaux et territoriaux pour mieux prendre en compte les besoins des publics en situation de handicap et ceux des entreprises

Constat et objectifs :

Même si la demande d'emploi des personnes en situation de handicap est intégrée dans les données de la demande d'emploi en général, il est nécessaire de tenir compte des spécificités de ce public : il s'agit globalement d'une population moins qualifiée, plus âgée, avec une ancienneté au chômage plus conséquente, et des besoins de reconversion professionnelle plus fréquents.

Afin de définir des réponses adaptées aux besoins et aux enjeux, et coordonner au mieux les interventions de chacun, il convient de partager l'état de situation du marché de l'emploi, les données pertinentes en matière de handicap et leurs analyses. Ces informations doivent être recueillies à la fois à l'échelle régionale et dans les analyses locales réalisées.

Actions :

- **Renforcer le partage d'informations et les échanges de données pertinentes** du marché de l'emploi et des besoins en matière de compétences et de formation des publics :
  - o par l'apport de données qualifiées sur le public en situation de handicap,
  - o à fréquence régulière, notamment selon les calendriers de réalisations des diagnostics, et a minima trimestriellement.
- **Systématiser l'intégration dans les diagnostics régionaux et territoriaux d'éléments et données sur le marché du travail et de l'emploi des personnes en situation de handicap**, à partir notamment :
  - o des données recueillies par les Cap emploi sur les besoins des demandeurs d'emploi ayant une reconnaissance handicap et des employeurs,
  - o et en s'appuyant notamment sur des études sectorielles et/ou territoriales, menées à partir des outils de Défi métiers-OREF et/ou sollicitées auprès de nos partenaires respectifs.

Le format des données devra notamment tenir compte de la nouvelle cartographie francilienne des bassins d'emploi établie par l'Etat et la Région dans le cadre du CREFOP.

II – Elever le niveau de qualification des personnes en situation de handicap en améliorant leurs possibilités d'accès aux dispositifs de droit commun

II-1. Sécuriser l'orientation professionnelle des personnes en situation de handicap et la construction d'un projet professionnel cohérent avec les capacités et aspirations des personnes et les besoins en compétences sur le marché du travail

Constat et objectif(s) :

Afin de sécuriser l'accès ou le retour vers un emploi durable des personnes en situation de handicap, l'élaboration du projet professionnel est une étape essentielle pour construire et mettre en œuvre un parcours adapté aux besoins des personnes au regard du métier visé, tenant compte des compétences acquises et/ou restant à acquérir et des besoins spécifiques liés à leur handicap. Le fait d'avoir un projet professionnel bien défini et un projet de formation en lien avec ce projet professionnel augmente significativement les chances d'être en emploi : en effet, une étude de l'Agefiph sur l'insertion des bénéficiaires d'une formation individuelle montre que le taux d'insertion en emploi passe de 37 % à 56 %, et même à 65 % lorsque l'expérience antérieure et la nature du handicap sont prises en considération.

L'enjeu est donc à la fois de permettre l'accès à l'information et aux services d'accompagnement pour les personnes en situation de handicap et d'appuyer les professionnels de l'orientation dans leurs pratiques d'accompagnement pour notamment prendre en compte dans les parcours les aides et dispositifs mobilisables pour ces publics.

De plus, l'emploi des personnes en situation de handicap se concentre sur un nombre de secteurs d'activité très limité (principalement dans les métiers de services aux personnes et aux collectivités). Afin de contribuer à l'élargissement des choix professionnels pour ces publics, il convient de

sensibiliser et outiller en ce sens les conseillers en charge de leur accompagnement. Agir en direction des entreprises et des employeurs doit aussi contribuer à cela, pour diversifier concrètement les métiers ouverts au recrutement et augmenter la proportion de salariés en situation de handicap dans certains secteurs (cf. parties III et IV).

Actions :

- **Renforcer la sensibilisation et l'information des prescripteurs sur la thématique du handicap,** afin de garantir à ces publics l'accès aux dispositifs de droit commun, tenant compte de leur reconnaissance Handicap, et construire des réponses adaptées. Cette action est déclinée notamment dans le cadre du plan de professionnalisation des opérateurs du Conseil en évolution professionnelle (CEP), dans lequel la Région et l'Agefiph organisent conjointement des ateliers sur le sujet.
- **Permettre l'élargissement des choix professionnels** des personnes en situation de handicap, en incitant les acteurs de l'orientation à diversifier les parcours de ces publics et à développer l'approche par les compétences (et la transférabilité des compétences).
- **Accompagner le réseau des Missions locales dans leur mission d'accueil des jeunes qui sont en situation de handicap** en renforçant la sensibilisation, l'outillage et l'information des conseillers référents Santé/Handicap, voire en développant une animation de ce réseau sur la thématique du handicap. Cette action sera mise en place en lien avec l'association régionale des missions locales (ARML).

Les actions à mener en direction des professionnels de l'orientation pourront utilement s'inscrire dans le cadre du SPRO et du CEP.

II.2 - Renforcer l'accès des personnes en situation de handicap aux actions de formation professionnelle continue

Constat et objectif(s) :

Le niveau de qualification des personnes en situation de handicap est globalement plus faible que celui de la population en général. En Ile-de-France, 33 % des demandeurs d'emploi reconnus Travailleurs Handicapés ont un niveau de qualification infra V (infra CAP) alors que cette proportion n'est que de 19 % parmi l'ensemble des demandeurs d'emploi. Ce constat, partagé par tous les partenaires, implique la nécessité pour ces personnes de se former et développer leurs compétences afin d'accéder à des emplois de qualité. Or, on sait également qu'elles rencontrent des difficultés à accéder aux actions de formation et de qualification, spécialement dans le droit commun, alors même qu'elles font partie des publics prioritaires. Ces difficultés sont diverses, certains publics ont besoin pour suivre une formation dans le droit commun d'une adaptation ou d'un aménagement spécifique (compensation du handicap, aménagements des conditions et du rythme de formation, modalités pédagogiques…), que les organismes de formation doivent mettre en œuvre. Cela nécessite pour les professionnels de la formation d'avoir une bonne connaissance du handicap et de ses conséquences sur l'acquisition de compétences, mais aussi sur les aides mobilisables, notamment en termes de compensation, et les pratiques permettant ces adaptations.

Il est donc nécessaire d'agir dans le cadre des dispositifs de droit commun, et auprès des professionnels de la formation, pour permettre à ce public un meilleur accès à ces actions et

augmenter ainsi leur niveau de qualification, et par la même, leur employabilité sur le marché du travail.

Actions :

- **Poursuivre et sécuriser le partenariat opérationnel et financier entre la Région et l'Agefiph sur les principaux programmes régionaux de formation, notamment le Programme Régional Qualifiant Compétences et le dispositif Cap Compétences,** avec comme objectifs de :
    - consolider, voire renforcer, les engagements existants avec l'objectif d'augmenter le nombre de places de formations occupées par des personnes reconnues handicapées, pour atteindre une proportion de ce public en formation égale à celle qu'il représente parmi les demandeurs d'emploi.
    - systématiser l'échange régulier d'informations et de données sur le public en situation de handicap bénéficiaires de ces dispositifs, afin d'acter de manière réactive les mesures d'ajustements nécessaires en fonctions des besoins,
    - améliorer et sécuriser l'identification des publics en situation de handicap dans les systèmes d'informations et de suivi des dispositifs.
- **Mettre en place un travail d'analyse pour mieux comprendre les freins et difficultés des personnes TH à accéder à la formation,** et étudier particulièrement le lien entre les Cap Emploi et l'appareil de formation.
- **Définir et mettre en œuvre des modalités de partenariat entre la Région et l'Agefiph sur les actions individuelles**, spécialement dans le cadre du nouveau dispositif d'aide à la formation individuelle de la Région (en cours de construction)
- **Renforcer l'appui aux organismes de formation dans l'accueil et l'accompagnement des stagiaires en situation de handicap** par des actions de sensibilisation et d'outillage, notamment de leurs référents Handicap, en s'appuyant notamment sur :
    - **Le soutien des organismes de formation dans les initiatives prises pour développer de nouvelles pratiques** dans l'évaluation des prérequis et des acquis, les modalités pédagogiques, etc., et la valorisation de ces bonnes pratiques auprès des autres structures de formation franciliennes.
    - **L'expérimentation d'une charte avec les têtes de réseau de formation** (telle que prévue dans la délibération régionale n° CR 25-16), à laquelle la Région prévoit d'associer l'Agefiph. Cette expérimentation permettra de sensibiliser et d'inciter les organismes de formation à l'accueil de personnes en situation de handicap, par :
        - les échanges de bonnes pratiques ;
        - la mise en place d'outils destinés à faciliter l'échange d'informations entre organismes de formation et structures d'accueil, d'information et d'orientation des demandeurs d'emploi afin de sécuriser les parcours et anticiper les besoins spécifiques (fiche de liaison par exemple) ;
        - la prise en compte des situations de handicap dans les tests de sélection à l'entrée et les modalités pédagogiques des formations.
    - **L'action de Défi métiers à destination des référents Handicap des organismes de formation et des CFA**, via les actions et ateliers menés avec l'appui de Défi métiers, la diffusion systématisée d'informations auprès des organismes de formation...
- **Définir les modalités de collaboration active dans la mise en œuvre des dispositions législatives et réglementaires relatives à la qualité des prestations de formation** qui s'imposent aux deux parties à compter du premier janvier 2017 (Art 8 de la loi du 5 Mars 2015 et Décret du

30 juin 2015 définissant les 6 critères que les financeurs de formation doivent prendre en compte lorsqu'ils financent une action de formation professionnelle continue).

II.3 - Augmenter le nombre de personnes en situation de handicap en contrat d'apprentissage

Constat et objectif(s) :

S'agissant de l'accès à l'apprentissage, le constat est similaire à l'accès aux dispositifs de formation de droit commun, avec un faible taux d'accès des personnes en situation de handicap à cette voie de qualification. La dernière enquête menée dans le cadre du CREFOP auprès des CFA montre que le nombre d'apprentis en situation de handicap identifiés par les CFA au cours de l'année scolaire 2015/2016 progresse de 5 % (576 apprentis) dont 82% formés dans les niveaux 5, 4 et 3 (vs 63% des apprentis répartis dans ces formations). Quant au dispositif d'accès à l'apprentissage (DAA), le bilan réalisé par la Région observe une hausse de 5% inscrits dans une passerelle en 2015 (380 apprenants BOETH / 2,4% de l'effectif total des personnes inscrites dans le dispositif).

Le nombre d'apprentis en situation de handicap reste faible, et représente moins de 1% des apprentis franciliens. Toutefois, alors que les effectifs d'apprentis « tout public » restent stables, on constate une progression de 5 % des apprentis en situation de handicap et une forte implication des CFA.
Cette enquête relève par ailleurs les principales difficultés rencontrées : un manque d'information sur le handicap et le besoin de déconstruire les représentations liées au handicap, la nécessaire mobilisation des employeurs, et une meilleure identification des apprentis en situation de handicap (tenant compte du fait que certains ne souhaitent pas se déclarer) dans le but de les accompagner au mieux dans leur parcours.

Il est donc nécessaire d'agir en direction des CFA pour permettre un meilleur accès des personnes en situation de handicap à l'apprentissage et augmenter ainsi leur niveau de qualification, et par là même, leur employabilité sur le marché du travail.

Actions :

- **Appuyer l'action des CFA et des développeurs de l'apprentissage** (sensibilisation / mobilisation / information), notamment les 8 développeurs mobilisés dans les départements, en faveur de l'accès à l'apprentissage des personnes en situation de handicap (cf. délibération régionale n° CR 25-16) :
    - **En donnant de la visibilité sur les dispositifs et les aides mobilisables** pour sécuriser l'entrée en apprentissage, en CFA et en entreprise, (aides mobilisables par les employeurs, les futurs apprentis, etc.), informer sur l'intérêt d'une reconnaissance du handicap, etc.,
    - **En appuyant les directions des CFA dans la mise en œuvre des objectifs d'accueil et de suivi des personnes en situation de handicap définis dans leur contrat de performance** signé avec la Région, notamment par l'appui à la fonction de référents Handicap dans ces structures via les actions et ateliers menés avec l'appui de Défi métiers, la diffusion d'informations auprès des CFA...

- **Renforcer les actions en faveur des publics en situation de handicap en amont de la signature d'un contrat d'apprentissage**, pour sécuriser leur parcours et les préparer à entrer en apprentissage par l'acquisition des prérequis et attendus en formation et en entreprise :
    - o en améliorant les transmissions d'informations pour les suites de parcours (le CFA devant être informé en amont de l'entrée en apprentissage pour anticiper l'accueil et l'accompagnement de la personne en situation de handicap),
    - o en renforçant le partenariat opérationnel et financier déjà existant sur le dispositif régional d'accès à l'apprentissage (DAA) : appui auprès des CFA pour développer des actions, sécurisation des financements…
    - o en valorisant les initiatives et expériences réussies mises en œuvre par certains CFA.
- **Diversifier les parcours des personnes en situation de handicap par des formations adaptées à leurs profils dans le cadre de l'ouverture des titres professionnels par le Ministère du travail via l'apprentissage** : la Région et l'Agefiph pourront accompagner les acteurs dans la prise en charge de ces publics sur ces nouvelles formations (information des prescripteurs, appui/outillage des CFA si nécessaire, etc.)

Ces actions doivent s'inscrire en cohérence avec les contrats de performance signés entre la Région et les CFA franciliens.

III – Informer, sensibiliser et mobiliser les entreprises en faveur du recrutement et du maintien en emploi des franciliens en situation de handicap, et favoriser la création/reprise d'entreprises par ces publics

Constat et objectif(s) :

Afin de contribuer à l'accès ou au retour à l'emploi des franciliens en situation de handicap, il est également nécessaire d'agir en direction des employeurs de notre région. Dans le cadre du présent accord, les engagements pris concernent le travail en milieu ordinaire, dans les structures de droit privé, relevant du champ de compétence de l'Agefiph, et plus particulièrement en direction des Petites et Moyennes Entreprises. Près de 24% des établissements contribuant en Ile-de-France atteignent le taux de 6% en 2013. Ce taux est en progression constante mais nécessite une attention et une mobilisation constante pour permettre aux entreprises franciliennes de répondre à leur obligation d'emploi.
Le nombre d'établissements ayant réalisé des « actions positives »en faveur de l'emploi des personnes handicapées (emploi direct, recours à la sous-traitance,…) a très significativement progressé entre 2011 et 2013. S'il faut y voir un signal très encourageant, pour autant, le taux d'emploi francilien- bien que lui-même en progression[2]- se situe toujours en deçà du taux national (2.78% pour 3.3% au national en 2013).

Comme évoqué précédemment, les embauches restent concentrées sur un nombre restreint de secteurs et de métiers. Sensibiliser et informer largement les entreprises de tous secteurs permettra d'une part d'aider ces dernières à répondre à leurs obligations, et d'autre part d'élargir la palette des métiers accessibles aux personnes en situation de handicap.

[2] A ce jour, les données transmises sur le taux d'emploi sont des données provisoires qui doivent être exploitées avec précaution. Il s'agit de données brutes, non redressées. La même extraction / présentation effectuée l'année suivante pourra laisser apparaître des résultats en plus ou moins grande évolution

En complément des actions et dispositifs propres à chacune des parties prenantes visant à informer et sensibiliser le monde économique, l'objectif partagé est de travailler conjointement à la mobilisation des entreprises en faveur du recrutement et du maintien en emploi (en milieu ordinaire) des franciliens en situation de handicap par :

- une bonne diffusion d'informations et la connaissance des dispositifs et aides mobilisables ;
- la mise à disposition d'outils simples et pragmatiques, le développement des actions opérationnelles en faveur de recrutements…

Enfin, la création, transmission et/ou reprise d'entreprise constitue une opportunité pour certains publics d'accès ou retour à l'emploi. Ainsi, la Région et l'Agefiph souhaitent promouvoir et favoriser la création, transmission et reprise d'entreprises par des publics en situation de handicap.

Actions :

- **Informer et sensibiliser les entreprises franciliennes sur le handicap, leurs obligations et les aides mobilisables,** par le biais de campagnes d'information et de communication et la création d'une boîte à outils, et avec l'appui des dispositifs et opérateurs partenaires régionaux :
    - **poursuivre le partenariat sur le dispositif PM'UP** pour informer et sensibiliser les entreprises lauréates, et les orienter vers les bons interlocuteurs en vue d'une réponse adaptée selon leurs besoins ;
    - **renforcer l'information et la sensibilisation des acteurs de proximité intervenant auprès des petites entreprises en matière de ressources humaines** : notamment sur l'obligation d'emploi et l'offre de services existante (Cap emploi, SAMETH, ALTHER), et par l'animation d'ateliers thématiques avec des petites entreprises ;
    - **mobiliser les entreprises franciliennes de l'économie sociale et solidaire** sur la thématique, et valoriser les bonnes pratiques développées dans ces entreprises.
- **Développer des initiatives favorisant les liens entre nos réseaux respectifs d'entreprises** en vue de favoriser l'échange et la valorisation de bonnes pratiques entre pairs, et le parrainage entre grandes et petites/moyennes entreprises. Pour ce faire, une enquête préalable sera menée pour identifier les besoins et attentes.
- **Favoriser la création/transmission/reprise d'entreprise par les publics porteurs de handicap**, via des liens entre les outils et les acteurs de nos réseaux respectifs pour :
    - développer la communication sur la création/transmission/reprise d'entreprise à destination de ces publics, notamment en relayant le dispositif d'aide Agefiph sur les supports régionaux ;
    - sensibiliser les structures d'accompagnement à l'entrepreneuriat à la question du handicap (couveuses, coopératives d'activité et d'emploi, points d'accueil à la création d'entreprise, écoles régionales de projets, incubateurs…).
- **Inciter les employeurs à accueillir des jeunes en situation de handicap pour favoriser leur mise en situation professionnelle et à proposer des terrains d'expérience,** et les informer sur les aides mobilisables auprès de l'Agefiph, en s'appuyant sur les mesures suivantes :
    - **mobiliser la mesure régionale « 100 000 stages pour les jeunes franciliens »** pour multiplier les terrains de stage, à la fois en volume et en diversité des mises en situation professionnelle (divers employeurs, sur divers métiers, divers secteurs…).
    - **accompagner la mise en place des stages obligatoires pour les étudiants dans les Universités et Grandes Ecoles** par l'information / sensibilisation des missions

Handicap des Etablissements supérieur et de recherche notamment, afin de faciliter la mobilisation des aides Agefiph pour les étudiants en situation de handicap dans le cadre de leur période en entreprises lorsque cela s'avère nécessaire (aménagements de poste,...). Les écoles et instituts de formations sanitaires et sociales seront également concernés par cette action pour la mise en œuvre des périodes de stages obligatoires prévus par les référentiels de formation.

- **Multiplier les possibilités de rencontres entre les personnes à la recherche d'un emploi et les employeurs**, en incitant notamment les organisateurs de forums emploi dans les territoires à intégrer une dimension Handicap dans leurs projets et à associer le réseau des Cap emploi à l'organisation de l'événement.

IV – Soutenir des projets concrets en lien avec les besoins des personnes en situation de handicap recherchant un emploi, et les besoins en compétences des employeurs, et expérimenter de nouvelles formes de sécurisation des parcours professionnels de publics ciblés

Constat et objectifs :

Afin de renforcer les solutions pour les personnes en situation de handicap et diversifier les réponses adaptées à leurs besoins, la Région et l'Agefiph souhaitent soutenir des actions ponctuelles complémentaires, pouvant mobiliser d'autres partenaires.

L'objectif est d'une part de repérer en Ile-de-France les projets porteurs d'emploi et anticiper les besoins associés en compétences pour développer en amont d'un recrutement des parcours de formation des demandeurs d'emploi en situation de handicap, ou identifier les actions déjà existantes pouvant répondre à ces besoins. Sur la base de recrutements prédéfinis, des actions de professionnalisation préalables à l'embauche pourront être mises en place, par exemple dans le cadre d'implantation d'une nouvelle entreprise en Ile-de-France, de grands projets structurels tels que ceux liés au Grand Paris Express, etc.

D'autre part, l'action à destination de certaines catégories de personnes en situation de handicap nécessite d'avoir une approche adaptée pour tenir compte des situations spécifiques. Ainsi, on peut citer les jeunes car l'enjeu de l'accompagnement à leur accès à la qualification et au marché du travail est essentiel, spécialement lorsqu'il s'agit du premier emploi ; et les seniors, car ces publics sont surreprésentés parmi la population en recherche d'emploi, souvent moins qualifiés et dont le taux de chômage ne cesse de s'accroître, de manière plus importante que le tout public.
De plus, certains handicaps nécessitent une approche différenciée pour sécuriser les parcours dans le droit commun des personnes qui en sont porteurs. A titre d'exemple, le handicap psychique, l'autisme, ou encore les « DYS »[3], nécessitent en effet un accompagnement spécifique dont on sait aujourd'hui que peu de réponses existent ou en nombre insuffisant.

[3] Définition par l'OMS : Difficulté persistante d'apprentissage de la lecture, en dehors de tout trouble perceptif (déficit d'acuité visuelle, auditive, ou d'affection neurologique), chez un enfant d'intelligence normale, exempt de troubles psychiques, et alors qu'il a été normalement scolarisé.

Actions :

- **Soutenir des projets concrets porteurs d'emplois, pouvant proposer des opportunités d'emploi pour les personnes en situation de handicap,** pour lesquelles il peut être nécessaire de mettre en place des actions en amont pour les préparer à l'emploi (professionnalisation, etc.) :
  - o des projets territoriaux (implantation de nouvelles entreprises, ex Village Nature ; dans le cadre des bassins d'emploi ; etc.)
  - o des projets sectoriels, sur des filières porteuses, encore en anticipation sur les métiers de demain…
  - o et/ou des projets d'entreprises/branches professionnelles (avec la mise en œuvre de passerelles-entreprises par exemple)

Au-delà des actions intégrant un volet handicap dans leurs perspectives de recrutement, la Région et l'Agefiph inciteront les porteurs de projet qui n'ont pas anticipé le recrutement de personnes en situation de handicap à le faire et les accompagneront dans cette démarche.

- **Développer des actions conjointes nouvelles, dans le cadre des dispositifs de droit commun, et des actions expérimentales en faveur de certains publics ciblés**, ayant des profils et besoins spécifiques nécessitant de mettre en place des actions spécifiques et adaptées, et mobiliser les partenaires concernés. Ainsi certains publics pourront être visés par ces actions :
  - o les jeunes (en lien avec les Missions Locales, Avenir Jeunes, l'APEC et les missions Handicap des Universités pour les jeunes diplômés…) ;
  - o les seniors, notamment en reconversion professionnelle, dont les publics cadres ;
  - o ou encore en faveur de la prise en charge et la sécurisation des parcours des personnes sur des handicaps ciblés (handicap psychique, autisme, DYS…) en amont et dans l'emploi.

La Région et l'Agefiph soutiendront des actions innovantes en faveur de ces publics, et la mobilisation des fonds européens sera recherchée, spécialement pour faciliter des parcours de formation et qualification en milieu ordinaire (droit commun).

V - Modalités de pilotage et de suivi de la mise en œuvre opérationnelle des engagements

Instances de pilotage :

Un **comité de pilotage et de suivi de l'accord de partenariat** sera mis en place et réuni au moins deux fois par an. Il a pour missions de :

- piloter et suivre la mise en œuvre stratégique et opérationnelle de l'accord,
- procéder en tant que de besoin aux ajustements nécessaires au regard du contexte socio-économique et des orientations stratégiques des deux partenaires,
- établir des éléments de bilan intermédiaire et en fin de période d'effet de l'accord.

Ces éléments de bilan partagé par les signataires feront l'objet d'une communication auprès de leurs instances de gouvernance respectives et seront présentés au CREFOP.

Ce comité de pilotage est composé :

- Pour la Région : La Présidente de la Région ou son représentant ; et les directeurs et directrices concerné(e)s par les actions prévues dans cet accord, ou leurs représentants ;
- Pour l'Agefiph : Mme Nathalie Ducros, déléguée régionale ou son représentant

Modalités de mise en œuvre opérationnelles :

Une **réunion de cadrage** sera programmée entre les services concernés de la Région et l'Agefiph dans le mois suivant la signature de cet accord, afin de déterminer :

- la nomination d'un référent au sein des chacune des deux institutions, garant de la mise en œuvre opérationnelle de l'accord ;
- la planification des actions à mettre en œuvre, tenant compte des calendriers décisionnaires de chacune des parties, et les modalités du déploiement opérationnel ;
- l'établissement d'un annuaire réciproque des personnes ressources pour chacune des actions prévues ;
- les modalités de suivi (mise en place d'un tableau de bord de suivi des actions) ;
- l'établissement d'un calendrier prévisionnel de pilotage (réunions, points de situation à date...).

VI - Conditions de modification et de résiliation de l'accord

Toute modification de l'accord fera l'objet d'un avenant conclu dans les mêmes formes et conditions que le présent accord.
Pour la Région, les avenants seront approuvés par la Commission Permanente du Conseil régional.

Il pourra y être mis fin à tout moment à l'issue d'un préavis de trois mois après envoi d'un courrier par lettre recommandé avec accusé de réception.

VII - Date d'effet et durée de l'accord

Le présent accord cadre est conclu pour la période 2016-2018. Il prendra effet à la date de sa signature et arrivera à échéance au 31 décembre 2018.

Fait à Paris, le …….

ANNEXE N°2 A LA DELIBERATION

Convention régionale de partenariat pour l'insertion professionnelle des jeunes handicapés

CONVENTION REGIONALE DE PARTENARIAT pour l'insertion professionnelle des jeunes handicapés

Entre

La Préfecture de région d'Île-de-France,

L'Académie de Paris,

L'Académie de Créteil,

L'Académie de Versailles,

L'Agence régionale de santé d'Ile-de-France

Le Conseil Régional d'Ile-de-France

Les Établissements publics d'enseignement supérieur et de recherche partenaires,

L'Office national d'information sur les enseignements et les professions (ONISEP Ile-de-France),

L'Association de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (AGEFIPH Ile-de-France)

Les entreprises, branches et filières partenaires

Le Groupement d'intérêt Public Formation Continue et Insertion Professionnelle (GIP-FCIP) de l'académie de Versailles

Vu la Convention internationale des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées du 13 décembre 2006 (CIDPH),

Vu la loi n° 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social,

Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,

Vu la loi n° 2011-901 du 28 juillet 2011 tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap,

Vu la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République,

Vu la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche,

Vu la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale,

Vu la loi n° 2014-788 du 10 juillet 2014 tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires,

Vu le décret n° 2005-1617 du 21 décembre 2005 relatif aux aménagements des examens et concours de l'enseignement scolaire et de l'enseignement supérieur pour les candidats présentant un handicap, modifié par le décret n° 2013-756 du 19 août 2013,

Vu les articles R.323-1 à R.323-9-1, R.6123-3 et suivants, D.323-10-1 et D.323-2 et suivants du code du travail,

Vu la circulaire DGEFP n° 2009-15 du 26 mai 2009 relative aux plans régionaux d'insertion professionnelle des travailleurs handicapés (PRITH),

Vu la Convention nationale pluriannuelle multipartite d'objectifs et de moyens pour l'emploi des travailleurs handicapés du 27 novembre 2013,

La présente Convention régionale de partenariat est conclue entre :

Le Préfet de Région Île-de-France, **Jean-François CARENCO** et par délégation,

- **Laurent VILBOEUF**, Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi d'Île-de-France **(DIRECCTE)** dont le siège est situé 19 rue Madeleine Vionnet, 93300 Aubervilliers
- **Marion ZALAY** Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Alimentation, de l'Agriculture et la Forêt d'Ile-de-France **(DRIAAF)** dont le siège est situé 18, avenue Carnot – 94234 Cachan cedex

L'Académie de Paris dont le siège est situé 94 avenue Gambetta 75020 Paris, représentée par **François WEIL**, Recteur, Chancelier des Universités

L'Académie de Créteil dont le siège est situé 4 rue Georges Enesco 94010 Créteil cedex, représentée par **Béatrice GILLE**, Rectrice, Chancelière des Universités

L'Académie de Versailles dont le siège est situé 3 boulevard de Lesseps 78017 Versailles cedex, représentée par **Daniel FILATRE**, Recteur, Chancelier des Universités

L'Agence Régionale de Santé dont le siège est situé 35 rue de la Gare 75019, Paris représentée par **Christophe DEVYS,** Directeur général

Le Conseil Régional d'Île-de-France dont le siège est situé 33 rue Barbet-de-Jouy 75007 Paris, représenté par **Valérie Pécresse**, Présidente.

Les COMUE et les Etablissements d'enseignement supérieur et de recherche suivants :

- **Université PARIS SACLAY (COMUE)** dont le siège est situé espace technologique, route de l'orme des merisiers 91190 Saint Aubin, représentée par son Président, **Monsieur Gilles Bloch**
- **Université SORBONNE PARIS CITE - USPC (COMUE)** dont le siège est situé 190 avenue de France 75013 Paris représentée par son Président, **Monsieur Jean-Yves Merindol**

  Cette signature valant également pour ses établissements membres :
  - Université Sorbonne Nouvelle - Paris 3
  - Université Paris Descartes
  - Université Paris Diderot
  - Université Paris 13
  - Ecole des Hautes Etudes en Santé Publique (EHESP)
  - Institut National des Langues et Civilisations Orientales (Inalco)
  - Institut de physique du globe de Paris (IPGP)
  - Sciences Po

- **Sorbonne Universités (COMUE)** dont le siège est situé 26 rue des Fossés Saint Jacques 75005 Paris représentée par son Président, **Monsieur Thierry Tuot**

- **Paris Sciences et Lettres – PSL (COMUE)** dont le siège est située 62 bis rue Gay-Lussac 75005 Paris représentée par son Président, **Monsieur Thierry Coulhon**
- **Université Paris Ouest Nanterre La Défense - Paris 10**, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 200, avenue de la République, 92001 Nanterre Cedex, N° SIRET 199 212 044 00010, code APE 803Z, représentée par son Président, **Monsieur Jean-François Balaudé**
- **Université Paris-Sud - Paris 11**, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 15 rue Georges Clemenceau, 91405 Orsay Campus, N° SIRET 199 111 014 00015, code APE 8542Z, représentée par son Président**, Monsieur Jacques Bittoun**
- **Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne - Paris 12**, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 61, avenue du Général de Gaulle, 94010 Créteil, N° SIRET 199 411 117 00013, code APE 803Z, représentée par son Président, **Monsieur Luc Hittinger**
- **Université Evry - Val d'Essonne, EVE**, établissement public d'enseignement supérieur et de recherche à caractère pluridisciplinaire, dont le siège est situé boulevard Mitterrand, 91000 Evry n° SIRET 199 119 751 00014 Code APE 8542Z, représentée par son Président, **Monsieur Patrick Curmi**
- **Conservatoire National des Arts et Métiers**, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 292, rue Saint-Martin, Paris 3ème, N° SIRET 130 010 804 00016, code APE 8412Z, représenté par son Administrateur général**, Monsieur Olivier Faron**
- **École Normale Supérieure de Cachan**, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 61, avenue du président Wilson, 94235 Cachan, N° SIRET 199 406 075 000 10, code APE 8542Z, représentée par son Président, **Monsieur Pierre-Paul Zalio**
- **Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines**, établissement public national à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 55 avenue de Paris, 78035 Versailles cedex, N° SIRET 197 819 444 00013, code APE 8542Z, représentée par son Président, **Monsieur Jean-Luc Vayssière**

L'Agefiph, dont le siège est situé 192 avenue Aristide Briand 9220 Bagneux, représentée par sa Présidente, **Madame Anne BALTAZAR**

L'Office National d'Information sur les Enseignements et les Professions (ONISEP) dont le siège est situé 12 mail Barthélémy Thimonnier, 77437 Marne la Vallée cedex 2, représenté par **Monsieur George Asseraf,** Directeur, et par **Monsieur Laurent Hugot**, CSAIO/DR

Le GIP-FCIP de Versailles situé 19 avenue du centre, 78053 Saint Quentin en Yvelines représenté par **Monsieur Michel Pinçon**, Directeur

Les entreprises, branches, filières et employeurs suivants :

- **AIRBUS Defence and Space SAS**,
  inscrite au RCS de Versailles sous le numéro 393 341 516,
  dont le siège social est situé 51-61 Route de Verneuil, 78130 Les Mureaux, représentée par **Monsieur Jean-François Saboulard**, Directeur des Politiques et Relations Sociales France

- **AIRBUS DS SAS**,
  inscrite au RCS de Versailles sous le numéro 345 076 087, dont le siège social est situé 1 Boulevard Jean Moulin, ZAC de la Clef Saint Pierre 78990 Élancourt, représentée par **Monsieur Jean-François Saboulard**, Directeur des Politiques et Relations Sociales France

- **BNP PARIBAS SA**,
  inscrite au RCS de Paris sous le numéro 662 042 449, dont le siège social est situé 16 Boulevard des Italiens 75009 Paris, N° SIRET 662 042 449 00014, code APE 6419Z, représentée par **Madame Dominique Bellion**, Responsable de la Mission Handicap

- **CAPGEMINI France SAS**,
  pour l'Unité Economique et Sociale Capgemini, inscrite au RCS de Paris sous le numéro 479-766-800, dont le siège social est situé Tour Europlaza, 20 avenue André Prothin, 92927 Paris La Défense cedex, N° SIRET 328 781 786 01093, code APE 6202A, représentée par **Monsieur Jean-Claude Mouhat,** Directeur de la Mission Handicap

- **CREDIT AGRICOLE :**
  - **Crédit Agricole SA,** Société anonyme au capital de 7 916 231 631 euros, inscrite au RCS de Nanterre sous le numéro 784 608 416, dont le siège social est situé 12 place des Etats Unis, 92127 Montrouge Cedex, représentée par **Monsieur Pierre Deheunynck** Directeur des Ressources Humaines
  - **Association Handicap et Emploi au Crédit Agricole (HECA)**, représentée par **Claire Dupré**, Coordinatrice de la mission nationale HECA

- **ÉLECTRICITÉ DE FRANCE,**
  société anonyme au capital de 930 004 234 euros,
  inscrite au RCS de Paris sous le numéro 552 081 317, dont le siège social est situé 22-30 avenue de Wagram à Paris 8ème, représentée par **Monsieur Luis Molina**, Directeur de la Direction Emploi et Développement des Salariés

- **HANDIEM**,
  association à gestion paritaire, sans but lucratif, dont le siège est situé 15 rue Rieux, 92100 Boulogne Billancourt, représentée par son Président, **Monsieur Tristan Saladin**

- **MANPOWER France SAS**,
  inscrite au RCS de Nanterre sous le numéro B 429 955 297, dont le siège est situé Immeuble Eureka, 13 rue Ernest Renan, 92729 Nanterre Cedex, représentée par **Madame Magali Munoz**, Directeur de Projets en charge de l'AMIH

- **ORANGE**, société anonyme au capital de 10 595 541 532 euros,
  inscrite au RCS de Paris sous le numéro 380 129 866,dont le siège social est situé 78 rue Olivier de Serres, 75015 Paris,N° SIRET 380 129 866 46850, code APE 6110Z, représentée par **Monsieur Laurent Depond**, Directeur de la Diversité Groupe

- **SAFRAN**, société anonyme au capital de 83 405 917 €,
  inscrite au RCS de Paris sous le numéro 562 082 909,
  dont le siège social est situé 2 boulevard du Général Martial Valin, 75015 Paris,
  représenté par **Monsieur Alain Lorgeoux**, Responsable Diversité et Responsabilité Sociétale

- **SNCF**,
  dont le siège est situé 2 place aux Étoiles, CS 70001, 93633 La Plaine Saint-Denis Cedex,
  représentée par **Madame Michèle Delaporte**, Responsable de la Mission Handicap & Emploi

- **SOPRA-STERIA**
  SA à Conseil d'Administration,
  inscrite au RCS d'Annecy sous le numéro 326 820 065,
  dont le siège est situé PAE Les Glaisins, 74940 Annecy le Vieux,
  N° SIRET 326 820 065 00083, code APE 6202A,
  représenté par **Madame Consuelo Bénicourt,** Directrice RSE

- **THALES SA**,
  inscrite au RCS de Nanterre,
  dont le siège est situé 45 rue de Villiers, 92200 Neuilly sur Seine,
  N° SIRET 552 059 024 018 75,
  représentée par **Monsieur Pierre Groisy**, Directeur des Ressources Humaines France

EXPOSE DES MOTIFS

En 2012, le « groupe Jeunes » du Plan Régional pour l'Insertion des Travailleurs Handicapés (PRITH), associant notamment Rectorats et Enseignement supérieur, engageait une étude sur les *« passerelles »* existantes en sortie de scolarité pour favoriser l'accès des jeunes handicapés à un premier emploi. La coordination des acteurs et la mise en œuvre d'un accompagnement adapté apparaissait comme l'un des enjeux clés de l'insertion professionnelle.

En 2013, l'évaluation d'un dispositif départemental d'accompagnement de jeunes scolaires en milieu ordinaire et milieu spécialisé mettait en évidence l'opportunité d'une action étendue au plan régional. Invitées à partager et nourrir la réflexion, l'apport de grandes entreprises a permis d'élargir le périmètre d'action envisagé, en prenant en considération des travaux déjà engagés en vue d'une convention de partenariat Enseignement supérieur & Entreprises, en faveur des étudiants handicapés.

En 2014, le positionnement des entreprises assujetties à l'Obligation d'Emploi des Travailleurs Handicapés (OETH), notamment celle sous Accords agréés, est devenu la clé de voûte de la construction d'un dispositif régional partenarial élargi en faveur de l'insertion professionnelle de l'ensemble des jeunes handicapés de plus de 16 ans, dans le cadre d'un modèle économique consolidé incluant un financement du Fonds Social Européen (FSE).

Aboutissement de cette construction, la présente Convention régionale de partenariat a pour objectifs d'assurer une collaboration étroite entre enseignement secondaire (milieu ordinaire et spécialisé), enseignement supérieur et entreprises et de mobiliser les moyens nécessaires, en termes d'accompagnement notamment, pour favoriser l'insertion professionnelle réussie des jeunes handicapés franciliens de moins de 30 ans[1]**.**

Cette convention a vocation à accueillir de nouveaux signataires, partenaires ou employeurs privés ou publics, partageant la finalité des objectifs poursuivis et désireux d'y apporter leurs contributions respectives. Après information des partenaires signataires et accord du comité de pilotage, un avenant sera signé par le nouvel entrant.

PREAMBULE

Cette convention formalise la création d'un cadre de référence et de travail partagé par tous les partenaires signataires. Elle repose sur des valeurs et principes de solidarité, de démocratie, de lutte contre les discriminations et d'égalité des chances.

Elle vise à mettre œuvre, à l'échelle de l'Ile-de-France, une politique coordonnée d'accompagnement des jeunes handicapés tels que définis à l'article 2 de la présente convention,

[1] *Compte-tenu de l'impact des situations de handicap, le desserrement de la contrainte des seuils d'âge pour les personnes reconnues handicapées est consubstantiel de la politique d'insertion dans le cadre du droit commun (notamment dispositifs d'accès à l'emploi, contrats aidés, alternance).*

dans leurs études et dans leurs parcours de qualification et d'accès à l'emploi ; elle contribue également à prévenir et corriger les situations de décrochage et la situation de jeunes handicapés « sans solution ».

La présente convention s'inscrit dans le cadre du Plan Régional d'Insertion des Travailleurs Handicapés (PRITH) piloté par la Commission Handicap du Comité Régional de l'Emploi, de la Formation et de l'Orientation Professionnelle (CREFOP). Elle n'a pas vocation à se substituer aux accompagnements ou dispositions de droit commun ou prévus dans la réglementation.

Les partenaires sont les signataires de la présente convention.
Mobilisés par l'insertion des jeunes handicapés, ils s'engagent à conduire des actions visant leur accompagnement global (matériel, humain, technique…).
Ces actions sont fondées sur la mobilisation de moyens humains ainsi que de moyens financiers alloués par les entreprises. Elles sont pilotées et les moyens coordonnés par un comité de pilotage régional dont la composition est décrite à l'article 7 de la présente convention et auquel pourront être associés, à titre consultatif, des représentants des jeunes handicapés.
La convention régionale de partenariat et les conventions spécifiques feront l'objet d'une évaluation telle que précisée à l'article 9.

Article 1 : Objet

La présente « Convention régionale de partenariat » permet d'accompagner les « jeunes handicapés » dans le but de :

- améliorer la qualification et l'accès à l'emploi en élaborant une politique d'accompagnement globale et précoce,
- favoriser et soutenir la poursuite d'études par une information ciblée, des compléments d'accompagnement et de compensations matérielles et humaines afin qu'ils soient incités à se projeter dans leur cursus et à le mener à son terme,
- prévenir et corriger les situations de décrochage et la situation de jeunes handicapés « sans solution ».

Article 2 – Publics éligibles

Sont éligibles au bénéfice de la présente convention, en fonction des actions visées à l'annexe 2, les « jeunes handicapés » de moins de 30 ans :

- lycéens inscrits dans un établissement d'enseignement secondaire, y compris les usagers relevant des établissements et services médico-sociaux,
- étudiants,
- apprentis,
- stagiaires de la formation professionnelle ou continue, ou en reprise d'étude,
- demandeurs d'emploi suivis ou non par un opérateur du service public de l'emploi, en vue d'un accès à leur premier emploi,

reconnus handicapés au sens de l'OETH (public bénéficiaire de l'obligation d'emploi étendu aux stagiaires) conformément à la réglementation en vigueur.

Article 3 : Axes de partenariat

Les actions menées au titre de la présente convention, que ce soit aux niveaux régional ou local, le cas échéant, sous couvert des conventions spécifiques, devront s'inscrire autour des axes de partenariat suivants :

1. Information des jeunes handicapés
2. Accompagnement des jeunes handicapés
3. Insertion professionnelle des jeunes handicapés
4. Recherche et développement

3.1 Information des jeunes handicapés

Les partenaires conviennent de renforcer la diffusion d'informations sur le handicap aux équipes éducatives, d'identifier les « jeunes handicapés » afin de :

- les informer des modalités d'accompagnement appropriées à leurs besoins,
- proposer une information large sur les perspectives qui leur sont offertes
- concevoir et favoriser des rencontres entre écoles, lycées, collèges, établissements spécialisés, centres de formation des apprentis (CFA), établissements d'enseignement supérieur et entreprises.

3.2 : Accompagnement des jeunes handicapés

Les partenaires conviennent de coordonner leurs efforts afin de permettre d'optimiser l'accompagnement individuel de chaque « jeune handicapé », par exemple, en mettant en place un dispositif mutualisé permettant le financement d'aides techniques d'urgence (matériel informatique, transport…) et d'aides au travail personnel.
Les partenaires conviennent également de mutualiser leur savoir-faire dans l'accompagnement des « jeunes handicapés » et de travailler conjointement au transfert de savoir-faire. Un point d'attention particulier sera fait concernant certains types de handicaps dont l'accompagnement en milieu professionnel pourrait se révéler encore problématique.

3.3 : Insertion professionnelle des jeunes handicapés

Les partenaires conviennent d'optimiser et de coordonner leurs efforts pour permettre aux « jeunes handicapés » d'aborder dans les meilleures conditions leur insertion dans le monde professionnel. Ils intègrent dans leur démarche le fait que l'insertion professionnelle ne débute pas après l'obtention du diplôme mais doit se préparer tout au long du parcours de formation ou de qualification.

A ce titre les partenaires conviennent :

- de développer une offre et une politique de stages (obligatoires ou optionnels) et de périodes de mise en situation en milieu professionnelle (PMSMP), adaptées aux « jeunes handicapés » et en conformité avec le cadre réglementaire
- d'organiser les échanges concernant la recherche et l'offre de stages, en France et à l'étranger, ainsi que de périodes de mise en situation en milieu professionnel (PMSMP),
- de favoriser pour les « jeunes handicapés » la formation en apprentissage en travaillant conjointement sur les formations et offres d'alternances dans des conditions adaptées.

3.4 : Recherche et Développement

Les partenaires conviennent de soutenir les activités de recherche ayant pour objectif de favoriser l'insertion professionnelle des jeunes handicapés et portant prioritairement dans les deux domaines suivants :

a) Technologie et handicap
Les techniques d'information et de communication pour l'enseignement (TICE) doivent être saisies comme une opportunité de l'économie numérique pour imaginer de nouveaux supports pédagogiques accessibles afin de favoriser l'intégration des « jeunes handicapés », ainsi que des aides techniques facilitant le développement de leur autonomie tant sur le plan personnel que dans et les apprentissages.

b) Handicap et société
Le handicap, parce qu'il implique différents processus d'intégration dans la société (éducation, travail, santé, espaces publics, architecture…) peut faire l'objet de questionnements croisés entre les sciences sociales et monde du travail. La réalisation d'enquêtes scientifiques sur des situations où le handicap est en jeu peut apporter une expertise utile et des réponses socialement innovantes.

Article 4 : Programme régional d'actions

Le Comité de Pilotage de la présente Convention Régionale définira chaque année les actions concertées à mettre en œuvre dans le cadre d'un plan régional d'actions. Ces actions peuvent être de portée régionale ou locale, en l'absence de convention spécifique prévue à l'article 5.

Ces actions se rapportent à au moins un des quatre axes de partenariat prévus à l'article 3, suivant une liste non limitative présentée en annexe 1 de la présente Convention Régionale.

Les partenaires participent à ces actions, chacun dans leur domaine de compétence, en fonction de la typologie d'intervention présentée en annexe 2.

Afin de sécuriser les contributions financières des entreprises, la Direccte statuera au préalable sur le caractère éligible des actions au regard de leur déductibilité de l'OETH.

Article 5 : Conventions spécifiques de partenariat

Certains des partenaires de la convention régionale peuvent conclure entre eux des conventions spécifiques de partenariat.

S'ils souhaitent les inclure dans la convention régionale, notamment pour avoir accès aux financements liés à cette convention, ils informent alors le comité de pilotage régional en amont de leur intention de conclure une telle convention.

Les conventions spécifiques prévoient des programmes d'actions spécifiques qui relèvent au moins d'un des quatre axes prévus à l'article 3.
Ces programmes peuvent bénéficier des financements prévus à l'article 8.
Une fois conclues, les conventions spécifiques de partenariat sont portées à la connaissance de tous les partenaires.

Article 6 : Modalités d'accompagnement des jeunes handicapés

Des conseillers en insertion départementaux, mis à disposition, à titre expérimental, par l'Agence Régionale de Santé (ARS) orienteront vers les dispositifs de droit commun, assureront une fonction d'accompagnement des jeunes pour lesquels aucune solution n'aura pu être trouvée et sécuriseront leur parcours par des contacts réguliers.

Des chargés de mission académique d'insertion mis à disposition par les Rectorats d'Ile-de-France assureront la coordination interdépartementale du dispositif d'accompagnement et interviendront en appui des référents handicap des Rectorats pour stabiliser des processus et des modes de coopération efficaces entre les établissements d'enseignement (établissements secondaires de l'Éducation nationale ou de l'enseignement agricole, CFA, établissements d'Enseignement Supérieur), les acteurs du service public de l'emploi (Pôle emploi, Cap emploi, Mission locale), les entreprises, les acteurs de l'insertion (structures de l'insertion par l'activité économique, entreprises adaptées, ESAT…) et les établissements et services médico-sociaux.

Les chargés de mission Handicap des Universités et des Etablissements d'Enseignement Supérieur déterminent les modalités pertinentes de mise en réseau de leurs expertises respectives afin de proposer aux étudiants handicapés les solutions les plus favorables en matière d'accompagnement.

Article 7 : Comité de pilotage

7.1 Missions du comité de pilotage

Le comité de pilotage définit le plan d'actions régional, en détermine les modalités de financement et en assure le suivi et l'évaluation.

Il fixe la répartition du budget entre les actions relevant du programme régional et des programmes spécifiques.

Il définit les critères, les modalités de sollicitation et d'affectation et le plafond du fonds d'urgence prévu à l'article 8.

Il approuve les demandes de nouveaux partenaires souhaitant signer la convention régionale, et en informe l'ensemble des signataires.

Il est informé des projets des conventions spécifiques ; une fois signées, il en informe l'ensemble des partenaires.

Il réunit chaque année l'ensemble des partenaires afin d'établir le bilan des actions menées dans le cadre de la convention régionale et des conventions spécifiques. Il adresse ce bilan à la commission handicap du CREFOP.
Il se réunit au moins deux fois par an.

7.2. Composition du comité de pilotage

Le comité de pilotage est composé de 18 membres :

pour les Etablissements d'Enseignement Supérieur :

- Deux représentants parmi les chargés de mission ou les responsables des services handicap étudiant des établissements publics d'enseignement supérieur ;
- Deux représentants des COMUE,

pour les Employeurs : entreprises, branches professionnelles (ou les organismes les représentant) :

- Quatre représentants parmi les responsables des missions handicap, en recherchant l'équilibre entre les différents secteurs d'activité représentés,

pour les Académies :

- les Recteurs des académies de Paris, Créteil et Versailles ou leurs représentants,

pour le Préfet de Région :

- Le directeur de la DIRECCTE ou son représentant,
- Le directeur de la DRIAAF ou son représentant,

pour l'Agence Régionale de Santé,

- Le directeur général ou son représentant,

pour le Conseil Régional d'Île-de-France,

- La Présidente ou son représentant,

pour l'ONISEP:

- Le délégué régional ou son représentant,

pour l'AGEFIPH :

- La déléguée régionale Ile de France de l'Agefiph ou son représentant,

pour le GIP FCIP de l'académie de Versailles, avec une voix consultative :

- Le directeur ou son représentant

En fonction de l'ordre du jour, toute personne compétente pourra être invitée.
Le comité de pilotage désigne son/sa présidente parmi les représentants ayant voix délibérative.

7.3. Processus de décision

Pour la prise de décision, le comité de pilotage recherche le consensus entre ses membres.
En cas d'échec, les décisions sont prises à la majorité absolue, le/la présidente ayant voix prépondérante.
Pour l'entrée de nouveaux partenaires, s'il n'y a pas de consensus, celle-ci est approuvée à la majorité qualifiée des deux tiers.

Article 8 : Mobilisation, allocation et gestion des financements

La présente Convention Régionale de partenariat permet de mobiliser des moyens et financements de sources multiples (fonds OETH des entreprises; fonds sociaux européens) au profit des programmes d'actions, régional et spécifiques, et pour assurer un accompagnement cohérent et continu des jeunes handicapés bénéficiaires.

Les partenaires soumis à l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés (OETH) contribuent selon un barème indicatif minimum figurant en annexe 5.
Le budget de la convention régionale, dont un projet est détaillé en annexe 3, est validé par le comité de pilotage. Celui-ci décide de la ventilation des fonds entre programmes d'actions régionales et spécifiques.

Le budget prévoit un fonds d'urgence dont l'objet est de mobiliser des financements pour des situations individuelles nécessitant une intervention rapide.

Le GIP-FCIP de l'Académie de Versailles est la structure mandatée par les partenaires pour en assurer la gestion financière. Il collecte les fonds alloués par les entreprises, au titre de la convention régionale et, le cas échéant, des conventions spécifiques. Il peut recevoir les financements du fonds social européen. Il ne peut dépenser au-delà des fonds reçus. Il répartit les fonds aux allocataires ou aux partenaires conformément aux décisions arrêtées par le comité de pilotage et formalisées dans les annexes financières. Un pourcentage (7%) du montant des contributions des entreprises est alloué au GIP pour le fonctionnement.

Article 9 : Durée de la convention et évaluation

La présente convention régionale de partenariat est conclue pour trois années à compter de la date de signature. Une évaluation de la convention sera réalisée après sa deuxième année pour envisager les conditions de la pérennisation de son modèle économique.

Article 10 : Entrée de nouveaux partenaires

L'ouverture du partenariat sera recherchée. Les nouveaux partenaires ayant la volonté de s'engager dans cette « Convention régionale de partenariat » peuvent à tout moment, après approbation du comité de pilotage et décision de leur instance de gouvernance compétente, en devenir partenaire.

Article 11 : Responsabilité

Les parties prenantes au financement de la présente convention régionale ne sont engagés sur la durée de celle-ci qu'à la hauteur de leur propre engagement financier tel que précisé dans l'annexe financière.

Article 12 : Résiliation

Au cours de la période de validité, la présente convention peut être dénoncée par des partenaires signifiant leur retrait. La dénonciation s'opère par lettre recommandée avec avis de réception à chacun des partenaires. Un préavis de trois mois minimum est respecté. Toutes les actions définies pour l'année scolaire et universitaire en cours seront menées à leur terme par le partenaire en question afin de ne pas pénaliser les « jeunes handicapés ».

Article 13 : Règlement des litiges

Dans l'hypothèse où un différend viendrait à naître entre les partenaires lors de l'exécution de la présente convention, ceux-ci pourront tout d'abord le régler à l'amiable en se réunissant à l'initiative d'un des partenaires. Dans le cas où la rencontre n'aurait pas lieu à cause du refus ou silence de l'un des partenaires, ou n'aboutirait pas à la résolution du différend dans les trente (30) jours à partir du moment où le partenaire informe les autres de sa volonté d'une rencontre, le différend pourra être soumis au tribunal administratif compétent.

Article 14 : Communication, utilisation des marques

Seuls les signataires de la présente Convention pourront en faire état dans leur communication. Toute communication autour de cet « Accord de Partenariat » utilisant les marques ou logos des partenaires devra faire l'objet d'une approbation préalable par le comité de pilotage et par le titulaire de la marque ou logo concerné. Les partenaires reconnaissent expressément qu'ils n'ont aucun droit quel qu'il soit et à quelque titre que ce soit sur les Marques de chacun des autres partenaires qui sont leur propriété exclusive.

ANNEXE 1 : Actions éligibles au titre de la Convention régionale de Partenariat (liste indicative)

Information des Jeunes Handicapés	**Publics**
Développer une information large aux JH sur les parcours de formation/perspectives d'insertion professionnelle ; Diffuser des informations sur le handicap aux équipes éducatives.	Lycéens Etudiants Apprentis Stagiaires DE
Organiser des rencontres écoles et établissements spé/entreprises; écoles/universités; universités/entreprises	Lycéens
Organiser des informations collectives ML/MDPH sur les droits, devoirs et dispositifs existants à destination des JH	Lycéens, Etudiants, Apprentis, Stagiaires, DE
Permettre aux JH de découvrir les métiers (constituer un réseau d'établissements avec plateaux techniques (LP,CFA,IMPRO..)	Lycéens
Identifier/repérer les JH en difficulté ou non pris en compte par dispositifs existants	Lycéens, Etudiants, Apprentis, Stagiaires, DE
Accompagnement des Jeunes Handicapés	**Publics**
Sécuriser les parcours : continuité des prises en charge/ orientation vers les partenaires compétents	Lycéens, Etudiants, Apprentis, Stagiaires, DE
Stabiliser des modes de coopération efficace entre acteurs de l'éducation et ceux de l'insertion	Lycéens, Etudiants, Apprentis
Proposer un dispositif d'accompagnement et de coaching du nouveau diplômé dans sa recherche du 1er emploi	Etudiants
Concevoir de nouveaux supports pédagogiques	Lycéens, Etudiants, Apprentis
Former les accompagnants	Etudiants
Valoriser les tutorats étudiants/élèves	Etudiants, Lycéens
Aider au transport pour les JH (achats prestation.)	Lycéens Etudiants Apprentis Stagiaires DE
Accompagner sur des formations spécifiques	
Permettre des prestations d'accompagnement socio-prof (achat de prestations)	
Insertion professionnelle Jeunes Handicapés	**Publics**
Favoriser la formation en alternance	Lycéens, Etudiants, DE
Favoriser l'immersion dans le monde professionnel par des visites, stages, PMSMP	Lycéens Etudiants Apprentis Stagiaires
Proposer contrats de travail en alternance	
Mettre en place de dispositifs de tutorat en entreprise	
Recherche et développement	**Publics**
R&D TICE pour la compensation du handicap	Etudiants

Développer des questionnements croisés sciences sociales/entreprises	Stagiaires Apprentis

ANNEXE 2 : Modes d'interventions des signataires de la Convention (liste indicative non limitative)

Les ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

- Définir conjointement, avec les autres partenaires, un dispositif d'accompagnement et de « coaching » du nouveau diplômé dans sa recherche du 1er emploi pendant les mois suivant la sortie de l'université ;
- Concevoir de nouveaux supports pédagogiques accessibles notamment par les TICE, ainsi que des aides techniques facilitant le développement de leur autonomie sur le campus et dans les apprentissages ;
- Développer des activités de recherche (R&D) sur les TICE pour la compensation du handicap en partenariat avec les entreprises signataires ;
- Identifier les besoins et les demandes des étudiants qui ne sont pas ou partiellement pris en compte par d'autres sources de financement ;
- Organiser des rencontres universités-entreprises ;
- Mettre en œuvre de dispositifs innovants d'accompagnements et la formation des accompagnants ;
- Elaborer des questionnements croisés entre les sciences sociales et l'entreprise sur la question du handicap (éducation, travail, espaces publics, architecture…) ;
- Promouvoir les tutorats étudiants/ élèves ;
- Organiser et accompagner l'accès aux stages dans les entreprises ;
- Concevoir et organiser des rencontres :
  - Etablissements d'enseignement supérieur / établissements sanitaires et médicaux sociaux ;
  - Etablissements d'enseignement supérieur / CFA ;
  - Etablissements d'enseignement supérieur /entreprises.

Les RECTORATS d'ILE-DE-FRANCE

- Diffuser des informations actualisées :
  - Développer une information large aux jeunes handicapés sur la diversité des parcours de formation et les perspectives d'insertion professionnelle.
  - Concevoir et favoriser des rencontres :
    - Ecoles/établissements spécialisés ;
    - École/ CFA ;
    - École/ établissements d'enseignement supérieur ;
    - Ecole/entreprises.
- Coordonner un dispositif inter-académique d'accompagnement des jeunes handicapés vers l'insertion professionnelle :
  - Mettre à disposition du dispositif des chargés de mission académique d'insertion qui assureront avec les inspecteurs-conseillers techniques pour l'ASH des recteurs,
    - la coordination inter-académique du dispositif,
    - l'appui à sa mise en œuvre départementale.
  - Favoriser l'organisation, avec les MDPH et les missions locales, des réunions d'information collective sur les droits, devoirs et dispositifs existants à destination des

jeunes handicapés
- Sécuriser les parcours en :
  - favorisant, si nécessaire, la continuité des prises en charge,
  - orientant vers les partenaires compétents,
  - accompagnant l'accès à l'emploi.

- Définir en lien avec les entreprises, des modalités spécifiques de stages, de contrats en alternance pour l'accueil, l'accompagnement et le suivi au sein des entreprises.

LA DRIAAF

La DRIAAF est autorité académique pour l'enseignement et la formation professionnelle agricoles. Elle participe, en outre, à la mise en œuvre de la politique de l'enseignement supérieur agronomique d'Île-de-France et représente le ministre chargé de l'agriculture dans les pôles régionaux d'enseignements supérieurs.

Par ailleurs, la DRIAAF contribue à la définition et à la mise en œuvre de la politique de l'emploi dans les domaines agricole, agroalimentaire, forestier, ainsi que des services à la personne.

L'enseignement agricole, 2ème dispositif de formation en France après l'Éducation nationale, forme les futurs actifs du monde agricole et rural. L'enseignement agricole exerce quatre autres missions : l'animation et le développement des territoires, *l'insertion,* le développement et la recherche appliquée, et la coopération internationale.

En Île-de-France, 21 établissements sous tutelle du ministère chargé de l'agriculture (3 lycées agricoles publics, 18 établissements privés), ainsi que 2 lycées publics sous tutelle du ministère de l'Education nationale forment 4000 élèves. Par ailleurs, 4 centres de formation par l'apprentissage (CFA) publics et 3 CFA privés, sous tutelle du ministère de l'Éducation nationale forment 2000 apprentis.

Les ENTREPRISES

- Participer aux rencontres au sein des établissements scolaires et des établissements du supérieur
- Proposer des visites d'entreprises permettant de présenter des métiers accessibles
- Etudier toutes possibilités d'accueil en stage d'observation et de découverte des métiers, y compris en période de mise en situation en milieu professionnel (PMSMP)
- Proposer des périodes de formation ou de stage répondant aux exigences du cursus d'enseignement suivi
- Soutenir des actions de formations (financement des frais d'inscription, transports, …)
- Mettre en place des dispositifs de tutorat
- Proposer des contrats de travail dans le cadre des formations en alternance
- Soutenir l'accompagnement des « jeunes handicapés » aux différentes étapes de leurs parcours
- Travailler avec les partenaires pour échanger sur leurs processus d'embauche et définir leurs adaptations pour la sélection et l'embauche de candidats handicapés.
- Contribuer à définir un dispositif d'accompagnement et de « coaching » du nouveau diplômé dans sa recherche du 1er emploi pendant les mois suivants la sortie de leur cursus de

formation.

- Développer auprès des salariés une sensibilisation au handicap, préalable à l'accueil des jeunes en entreprise
- Entreprendre de la R&D, dans le domaine des nouvelles technologies, pour la compensation du handicap notamment les aides techniques pour l'accompagnement des « jeunes handicapés » ainsi que dans la mise en accessibilité des contenus pédagogiques numériques.

L'AGENCE REGIONALE DE SANTE

- Dégager à titre expérimental des moyens humains qui interviendront sur des fonctions de référents handicap départementaux qui assureront une fonction d'accompagnement fil rouge de l'ensemble des « jeunes handicapés » éligibles tels que définis à l'article 2 de la présente convention. Les référents départementaux accompagneront les jeunes handicapés vers les dispositifs de droit commun et sécuriseront leur parcours par des contacts réguliers. Ils proposeront, si besoin, des solutions adaptées proposées dans le cadre de la présente Convention régionale et des Conventions spécifiques.
- **Avec l'appui des chargés de mission académiques d'insertion :** Stabiliser des processus et des modes de coopération efficaces entre les établissements d'enseignement (établissements secondaires de l'Éducation nationale ou de l'enseignement agricole, CFA, établissements d'Enseignement Supérieur), les acteurs du service public de l'emploi (Pôle emploi, Cap emploi, Mission locale), les entreprises, les acteurs de l'insertion (structures de l'insertion par l'activité économique, entreprises adaptées, ESAT…) et les établissements et services médico-sociaux.

LE CONSEIL REGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Le Conseil régional d'Ile-de-France a érigé l'emploi des personnes en situation de handicap Grande cause régionale pour l'année 2016. À ce titre, plusieurs mesures ont été prises dès le Conseil Régional du 18 février 2016 (cf. délibération régionale n° CR 25-16 du 18 février 2016) en faveur de :

- l'élévation du niveau de qualification des personnes en situation de handicap à la recherche d'un emploi,
- l'accompagnement vers et dans l'emploi des personnes en situation de handicap,
- le soutien aux employeurs et à l'innovation,
- l'exemplarité régionale en tant qu'employeur.

Dans le cadre de la grande cause régionale, une attention particulière est portée au public « jeunes » et la participation de la Région à la présente convention de partenariat en est une des applications opérationnelles (cf. délibération régionale n° CP XX-XX du XXXXX).

La Région mobilisera ses interventions et dispositifs de droit commun pour contribuer à la mise en œuvre de cette convention régionale, au bénéfice des jeunes franciliens en situation de handicap. Elle facilitera notamment la mobilisation et l'articulation avec ses politiques régionales en faveur de l'accès à l'apprentissage, la formation professionnelle initiale et continue, la mise en situation professionnelle via la mesure « 100 000 stages pour les jeunes franciliens », etc.

Elle favorisera enfin les relations avec les partenaires régionaux et locaux pertinents à associer pour la mise en œuvre des actions développées dans le cadre de la convention.

L'AGEFIPH

Sans préjudice de la compétence de contrôle des fonds déductibles de la contribution à l'OETH :

- Informer les entreprises assujetties des actions définies par la présente convention entrant dans le champ des mesures déductibles de l'OETH définies réglementairement par l'Etat.
- Sensibiliser les entreprises sous Conventions AGEFIPH
- Mobiliser l'offre d'intervention de l'Agefiph pour les publics concernés (voir site Agefiph)

La DRONISEP

- Organiser l'information en direction des « jeunes handicapés » sur les métiers et les formations

La DIRECCTE

Sans préjudice de la compétence réglementaire des unités territoriales au titre de l'évaluation des accords Handicap agréés des entreprises, dérogatoires à la contribution OETH:

- Suivre les objectifs et les actions de cette convention dans le cadre du PRITH au sein de la commission handicap du CREFOP
- Mettre à la disposition de la convention les ressources d'appui, d'animation et d'évaluation du PRITH (assistance à maîtrise d'œuvre ; ressources et visibilité du réseau partenarial PRITH
- Mobiliser les mesures aidées Etat en faveur des Jeunes et Handicap (mesures Emploi, mesures Alternance)

ANNEXE 3 : Budget prévisionnel annuel et structure de financement hors apports valorisés (K€)

(Population cible : 18 000 jeunes handicapés : lycéens, étudiants, apprentis et DE)

Actions	Budget Global € /an	Entreprises	FSE 1	FSE2	EN	ARS
					Mise à disposition ETP	
Information des JH	185	35 *+ 50 (1)*	100		157,3	54
Accompagnement des JH	325	75	250		157,3	54
Insertion professionnelle	334	80 *+ 50 (2)*		204	157,3	54
Recherche et développement	15	15				
Aide d'urgence (mobilisation souple, sous certains critères, d'aides techniques ou humaines)	116	45	71			
Total hors frais de fonctionnement	975	350	421	204	472	162
Fonctionnement/ Frais de gestion GIP (7%)	73,4	26,3	31,7	15,3		
Total avec frais de fonctionnement	1048,4	376,3	452,7	219,3		

(1) Prestations d'accompagnement/animation du dispositif d'information pour les étudiants

(2) Prestations d'accompagnement pour l'insertion professionnelle des étudiants (à partir de la deuxième année si nécessaire)

Annexe 4 : Plan d'action universités/entreprises en direction des étudiants

Actions	Budget K€
Information des JH	
Créer chaque année 3 à 4 événements d'Information/sensibilisation concernant : - les dispositifs handicaps (reconnaissance du handicap, aides de droit commun, dispositifs d'accompagnement) ; - les études, l'accès à l'emploi ; - les métiers qui recrutent et les formations qui permettent d'y accéder.	
Organiser des rencontres/sensibilisation de chefs d'établissement/CIO lycée ; Rencontrer les référents de scolarisation au moins une fois/an pour apporter une information actualisée aux lycéens ; Mettre en place, dans le secondaire, des parcours de découverte des métiers et des formations associées.	
Informer les lycéens sur les dispositifs de réorientation en cycle court de reprise et de mise à niveau et concevoir, en lien avec l'ONISEP, un support d'information sur le sujet.	
Améliorer l'accès à l'information des étudiants handicapés : - Concevoir une vidéo d'information sur les dispositifs existants les étudiants handicapés : « demande » de RQTH, compensations financières, formations et accès à l'emploi type : « l'enseignement supérieur et les métiers : c'est possible », etc. ; - Créer une page commune sur un site Internet , Handi U par exemple, « Convention JH » où seraient mises en ligne la Vidéo et un ensemble d'informations utiles avec des liens vers les sites des partenaires de la convention.	
Associer les étudiants et leurs associations représentatives à la mise en place de projets collectifs : - organisation des événements de sensibilisation ; - plans de communication et supports de communication ; - utilisation des réseaux sociaux pour relayer les engagements et objectifs de la convention.	
Développer des outils permettant des visites virtuelles d'ESR.	
Prévoir des temps d'accueil des lycéens de première au sein des Universités pour leur permettre de découvrir l'enseignement supérieur ; Permettre à des lycéens de vivre une journée entière à la Fac (pendant les vacances de la Toussaint par exemple) et favoriser ainsi les rencontres/échanges entre lycéens et étudiants handicapés ; Associer les étudiants et leurs associations représentatives à l'organisation/animation de ces visites et rencontres.	
Sous total Information JH	**35** ***+ 50 (1)***

(1) Prestations d'accompagnement/animation du dispositif d'information

Accompagnement des JH	
Améliorer la lisibilité et la coordination des dispositifs d'accompagnement entre universités, rectorats, structures handicap des entreprises ; Concevoir/créer une fiche de contact (cf fiche ONISEP) ; Mettre en ligne une information claire sur les dispositifs d'accompagnement des différents partenaires de la Convention (cf site Internet supra).	
Organiser un accompagnement opérationnel : - soutien aux JH pour les devoirs à domicile ; - aide à l'élaboration du projet professionnel ; - aides ponctuelles au transport.	

Valoriser/Développer le tutorat entre étudiants et lycéens, étudiants handicapés (via Unités d'Enseignement spécifiques…)	
Concevoir des supports pédagogiques adaptés	
Equiper les étudiants en matériel pédagogique adapté : logiciel pour écriture mathématique pour les mal voyants, logiciels de reconnaissance vocale…	
Financer (achat, transport) du matériel mutualisé : boucle magnétique portable par exemple	
Organiser des formations spécifiques pour les étudiants handicapés (universités d'été) Financer des participations à des congrès	
Sous total Accompagnement JH	**75**

Insertion professionnelle des JH	
Accompagner individuellement : - aide à la rédaction du CV, préparation des entretiens d'embauche …	
Accompagner collectivement : - identification des métiers qui recrutent et des formations associées - mise en place de relations suivies avec BOIP et services handicap des universités	
Favoriser la formation en alternance et les contrats de travail en alternance : (par exemple si nécessaire aide au logement , aide aux transports, mise en place d'un tutorat adapté à la situation de handicap…)	
Constituer un vivier de stagiaires et ou d'apprentis en alternance pour une Bourse aux stages avec calendrier de disponibilité - création/alimentation/suivi par les universités d'une bourse aux stages facilitant les démarches des étudiants handicapés	
Constituer un vivier d'offres (stages ou alternance) de la part des entreprises	
Favoriser l'accès à des certifications adaptées de type C2i	
Contribuer à des bourses de thèse ou contrat post-doctoral	
Financer des frais de stage à l'étranger non couverts par le droit commun, non pris en charge par l'entreprise d'accueil	
Sous total Insertion JH	**80** ***+ 50 (2)***

(2) Prestations d'accompagnement des actions d'insertion (à partir de la 2éme année si nécessaire)

R&D	
Mettre en place une veille technologique et constituer une base de données sur l'ensemble des projets de recherche	
Identifier et financer des projets de recherche technologiques (accessibilité au savoir, autonomie des TH…) et sociologiques (questionnement croisés science sociales/entreprises) ; identifier les bonnes pratiques et l'état de l'art.	
Sous total R&D	**15**

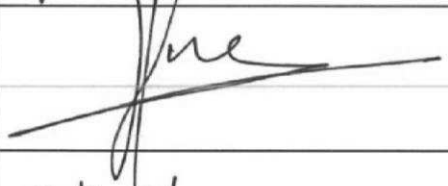
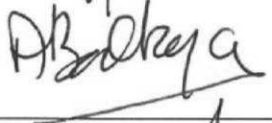
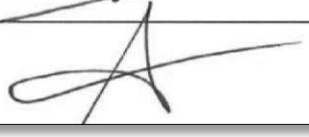
Fonds d'urgence	**45**

TOTAL	350

Annexe 5 : Barème indicatif de contribution des entreprises

Entreprises de moins de 500 salariés	5 000 € ou plus
Entreprises entre 500 et 4999 salariés	10 000 € ou plus
Entreprises entre 5000 et 9999 salariés	15 000 € ou plus
Entreprises ayant plus de 10 000 salariés	20 000 € ou plus

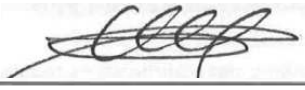
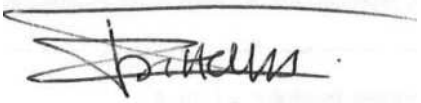
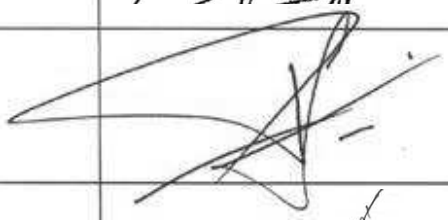
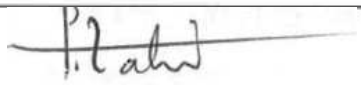
Signatures

Le Préfet de Région Île-de-France **Jean-François CARENCO** *Et par délégation* **Laurent VILBOEUF** Directeur de la DIRECCTE d'Île-de-France	
Le Préfet de Région Île-de-France **Jean-François CARENCO** *Et par délégation* **Marion ZALAY –** DRIAAF Directrice	
François WEIL - Académie de Paris Recteur, Chancelier des Universités	
Béatrice GILLE – Académie de Créteil Rectrice, Chancelière des Universités	
Daniel FILATRE – Académie de Versailles Recteur, Chancelier des Universités	
Christophe DEVYS - Agence Régionale de Santé - Directeur général	
George ASSERAF – ONISEP Directecteur	
Laurent HUGOT – ONISEP CSAIO/DR	
Anne BALTAZAR – AGEFIPH Directrice	
Michel PINÇON - GIP-FCIP de Versailles Directeur	

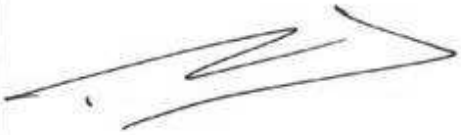
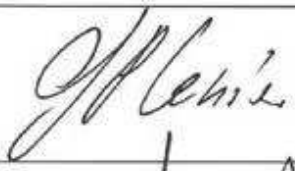
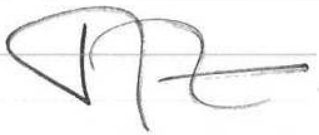
La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France **Valérie PECRESSE**	

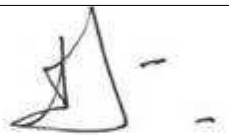
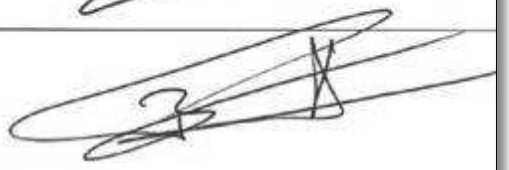
23

Universités

Gilles BLOCH - Université PARIS SACLAY Président	
Jean-Yves MERINDOL - Université SORBONNE Paris Cité - Président	
Thierry TUOT - Sorbonne Universités Président	
Thierry COULHON Paris Sciences et Lettres – PSL - Président	
Jean-François BALAUDE - Université Paris Ouest Nanterre La Défense - Paris 10 Président	
Jacques BITTOUN - Université Paris-Sud - Paris 11 - Président	
Luc HITTINGER - Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne - Paris 12 - Président	
Patrick CURMI - Université Evry - Val d'Essonne – Président	
Jean-Luc VAYSSIERE – Université de Versailles Saint Quentin en Yvelines - Président	
Olivier FARON - Conservatoire National des Arts et Métiers - Administrateur général	
Pierre-Paul ZALIO - École Normale Supérieure de Cachan – Président	

Entreprises

Jean-François SABOULARD – AIRBUS DEFENCE AND SPACE SAS Directeur des Politiques et Relations Sociales France	
Jean-François SABOULARD – AIRBUS DS SAS, Directeur des Politiques et Relations Sociales France	
Dominique BELLION - BNP PARIBAS SA Responsable de la Mission Handicap	
Jean-Claude MOUHAT - CAPGEMINI France Directeur de la Mission Handicap	
Pierre DEHEUNYNCK - CREDIT AGRICOLE Directeur des Ressources Humaines	
Claire DUPRE - HECA Coordinatrice de la mission nationale HECA	
Luis MOLINA - ÉLECTRICITÉ DE France Directeur de la Direction Emploi et Développement des Salariés	
Magali MUNOZ - MANPOWER France Directrice de Projets en charge de l'AMIH	
Tristan SALADIN – HANDIEM Président	
Laurent DEPOND - ORANGE France Directeur de la Diversité Groupe	

Alain LORGEOUX – SAFRAN - Responsable Diversité et Responsabilité Sociétale	
Michèle DELAPORTE – SNCF - Responsable de la Mission Handicap & Emploi	
Consuelo BENICOURT - SOPRA-STERIA Directrice RSE	
Pierre GROISY - THALES SA Directeur des Ressources Humaines France	

Sophie MARLANGE - DASSAULT SYSTEMES Directrice des Relations Sociales EMEAR	
Belaïde BEDREDDINE - SIAAP Président	
ALTRAN Technologies En attente -	

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 12/10/2016
- Date de réception en préfecture: 12/10/2016

DELIBERATION N° CP 16-484

DU 12 OCTOBRE 2016

PROGRAMME DE REMUNERATION DES STAGIAIRES
DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE 2016
QUATRIEME AFFECTATION 2016
REMISES GRACIEUSES RELATIVES A UN ORDRE DE REVERSEMENT EMIS PAR L'ASP A L'ENCONTRE DE STAGIAIRES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'Education ;

VU Le livre III de la sixième partie du Code du Travail ;

VU La Loi 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU Le décret n° 2002-1551 du 23 décembre 2002 modifiant le décret n° 88-368 du 15 avril 1988 fixant les taux et les montants de rémunérations versées aux stagiaires de la formation professionnelle ;

VU Le décret n°2009-340 du 27 mars 2009 modifié relatif à l'Agence de Services et Paiement (ASP) ;

VU La délibération CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente

VU La délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU La délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération CR 33-10 du 17 juin 2010,

VU La délibération CR 45-16 du 7 avril 2016 fixant le montant des recettes et portant ouverture d'autorisations de programme, d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement dans le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2016.

VU La délibération CR 149-16 du 7 juillet relative à l'engagement régional pour l'emploi et la formation professionnelle, mobilisation et renouvellement des conventions Pôle Emploi Ile de France, Fonds Paritaire de Sécurisation des Parcours Professionnels, Association Régionale des Missions Locales, formalisation des modalités d'aides aux stagiaires mobilisation des espaces de dynamique d'insertion dans le cadre du plan 500 000 ;

VU La délibération CP n° 15-549 du 8 octobre 2015 relative à l'adoption de la convention entre la Région et l'ASP pour la gestion et le règlement des aides aux stagiaires, des prestations et subventions pour la formation professionnelle continue, le réseau d'accueil des missions locales, les emplois-tremplin, les dispositifs d'accès a l'apprentissage, de mobilité européenne et internationale, le versement des aides aux employeurs d'apprentis et le règlement des subventions PM'UP;

VU La délibération CP n° 16-49 du 22 janvier 2016 relative au programme de rémunération des stagiaires en formation professionnelle - première affectation ;

VU La délibération CP n° 16-64 du 10 février 2016 relative au programme de rémunération des stagiaires en formation professionnelle - deuxième affectation ;

VU La délibération CP n° 16-118 du 18 mai 2016 relative au programme de rémunération des stagiaires en formation professionnelle - troisième affectation ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2016 ;

VU Le rapport CP 16-484 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France ;

VU L'avis de la commission de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage ;

VU L'avis de la commission des Finances.

26/09/2016

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1:

Affecte, au titre de la rémunération des stagiaires, une autorisation d'engagement d'un montant de **27 414 000 €** disponible sur le chapitre budgétaire 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage » code fonctionnel 11 « Formation professionnelle » programme HP 11 008 « Rémunération et accompagnement des stagiaires » action 11100801 « rémunération des stagiaires » nature 651 « Aides à la personne », du budget régional 2016.

Code dossier	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle du démarrage
16013257	PROGRAMME DE REMUNERATION DES STAGIAIRES EN FORMATION PROFESSIONNELLE 2016 - TROISIEME AFFECTATION	ASP AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT	01/01/2016

Article 2 :

Accorde les remises gracieuses, dont le détail figure en annexe 2 à la présente délibération, relatives à des trop perçus ayant donné lieu à des ordres de reversement émis par le comptable public de l'ASP à l'encontre de stagiaires de la formation professionnelle.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

Valérie PECRESSE

26/09/2016

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION
ETAT RECAPITULATIF RELATIF
A LA REMUNERATION

26/09/2016

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	R0008728	Budget	2016

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**11 - Formation professionnelle**
Programme	**111008 - Rémunération des stagiaires**
Action	**11100801 - Rémunération des stagiaires**

Dispositif : N° 00000580 - Rémunération des stagiaires

Dossier	16013257 - REMUNERATION DES STAGIAIRES 4EME AFFECTATION			
Bénéficiaire	R40958 - ASP AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	27 414 000,00 €		Code nature	65113
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
110 214 000,00 €	HT	24,87 %	27 414 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000580 - Rémunération des stagiaires	27 414 000,00 €

Total sur l'imputation 931 - 11 - 111008 - 11100801	27 414 000,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION
REMISES GRACIEUSES

26/09/2016

ANNEXE RECAPITULATIVE

DEMANDES EN REMISE GRACIEUSE EMANANT DE STAGIAIRES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE RELATIVE A DES TROP PERCUS AU TITRE DE LEUR REMUNERATION

REMISES GRACIEUSES ACCORDEES			
Année	**N° de l'ordre de reversement**	**Montant de l'OR initial émis par l'ASP**	**Remise gracieuse TOTALE accordée sur solde OR**
2009	10000199	1 382,58 €	887,01 €
2009	9097316	1 232,89 €	450,89 €
2010	11080820	716,76 €	716,76 €
2013	15034741	781,78 €	681,78 €
2014	15022203	1 176,92 €	460,00 €
2014	15021455	586,82 €	586,82 €
2014	15012384	195,61 €	195,61 €
2014	14122535	1 747,36 €	1 747,36 €
2014	15055879	2 630,77 €	2 630,77 €
2014	15028490	2 191,82 €	2 191,82 €
2015	15086172	1 942,44 €	1 942,44 €
2015	15103942	175,89 €	175,89 €
2015	15040062	384,37 €	384,37 €
2015	15076401	453,11 €	453,11 €
TOTAL		***15 599,12 €***	***13 504,63 €***

REMISE GRACIEUSE REJETEE			
Année	**N° de l'ordre de reversement**	**Montant de l'OR initial émis par l'ASP**	**Remise gracieuse rejetée sur solde OR**
2015	15059701	320,04 €	320,04 €
TOTAL		***320,04 €***	***320,04 €***

26/09/2016

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 12/10/2016
- Date de réception en préfecture: 12/10/2016

DELIBERATION N° CP 16-491

DU 12 OCTOBRE 2016

ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DE L'APPRENTISSAGE
SIXIEME AFFECTATION 2016

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Livre II de la 6ème partie du Code du travail ;

VU Le Code de l'éducation ;

VU La délibération du Conseil Régional n° CR 72-07 du 27 juillet 2007 relative au Schéma régional des formations 2007-2013 en Ile-de-France :

VU La délibération n° CR 07-11 du 7 avril 2011 définissant la politique régionale de développement de l'apprentissage et plus particulièrement son annexe 3 relative aux dispositifs d'attribution de subventions d'investissement aux CFA accompagnés des conventions-types correspondantes ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations de compétences du Conseil régional à sa Commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CP 16-364 du 12 juillet 2016 relative à la mise en œuvre du plan d'action régional en faveur de l'apprentissage : une nouvelle convention régionale pour les CFA d'Ile-de-France ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2016 ;

VU Le rapport CP 16-491 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France ;

VU L'avis de la Commission de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU L'avis de la Commission des finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : Construction et travaux dans les centres de formation d'apprentis

Décide de participer, au titre du dispositif « Aide régionale aux investissements dans les centres de formation d'apprentis » au financement des projets, détaillés en annexe 2 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 3 854 062 €.

Subordonne le versement de chacune de ces subventions à la conclusion, avec son bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type « investissement travaux » adoptée par la délibération du 7 avril 2011, modifiée pour tenir compte des dispositions de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 3 854 062 € disponible sur le chapitre 901 « formation professionnelle et apprentissage » - code fonctionnel 12 « apprentissage », programme HP 12-001 (112001) « constructions et travaux CFA », action 11200101 « constructions et travaux CFA », nature 204 « subvention d'investissement » du budget 2016 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

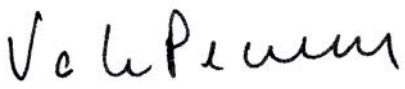
Article 2 : Equipements des centres de formation d'apprentis

Décide de participer, au titre du dispositif « Aide régionale aux investissements dans les centres de formation d'apprentis » au financement des projets, détaillés en annexe 3 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 769 357 €.

Subordonne le versement de chacune de ces subventions à la conclusion, avec son bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type « investissement équipements » adoptée par la délibération du 7 avril 2011, modifiée pour tenir compte des dispositions de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 769 357 € disponible sur le chapitre 901 « formation professionnelle et apprentissage » - code fonctionnel 12 « apprentissage », programme HP 12-002 (112002) « équipement des centres de formation d'apprentis », action 11200201 « équipement des centres de formation d'apprentis », nature 204 « subvention d'investissement » du budget 2016 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France



VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-491	Budget	2016

Chapitre	**901 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**12 - Apprentissage**
Programme	**112001 - Construction et travaux dans les CFA**
Action	**11200101 - Construction et travaux dans les CFA**

Dispositif : N° 00000442 - Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage

Dossier	16014850 - CFA DE CENTRE D'ENSEIGNEMENT ZOOTECHNIQUE - TRAVAUX DE REFECTION			
Bénéficiaire	R3857 - CEZ CENTRE D'ENSEIGNEMENT ZOOTECHIQUE			
Localisation	RAMBOUILLET			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	141 562,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
176 952,00 €	TTC	80 %	141 562,00 €	

Dossier	16014888 - CFA DE L'ADAFORSS - ACQUISITION DE NOUVEAUX LOCAUX			
Bénéficiaire	P0030788 - ADAFORSS			
Localisation	LEVALLOIS-PERRET			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 712 500,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 750 000,00 €	TTC	55 %	3 712 500,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000442 - Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	3 854 062,00 €

Total sur l'imputation 901 - 12 - 112001 - 11200101	3 854 062,00 €

Chapitre	**901 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**12 - Apprentissage**
Programme	**112002 - Equipement des centres de formation d'apprenti(e)s**
Action	**11200201 - Équipement des centres de formation d'apprenti(e)s**

Dispositif : N° 00000441 - Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-491	Budget	2016

Dossier	15005711 - CFA DE L'ITEDEC - ACQUISITION D'EQUIPEMENTS PEDAGOGIQUES, INFORMATIQUES, AUDIOVISUELS ET SPORTIFS			
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG			
Localisation	AUBERGENVILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	458 849,00 €		Code nature	204181
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
917 698,00 €	TTC	50 %	458 849,00 €	

Dossier	15017659 - CFA DE LA FACULTE DES METIERS D'EVRY - ACQUISITION D'EQUIPEMENTS INFORMATIQUES, PEDAGOGIQUES, AUDIOVISUELS ET DE MOBILIER			
Bénéficiaire	R27047 - FACULTE DES METIERS ESSONNE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	300 676,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
375 845,00 €	TTC	80 %	300 676,00 €	

Dossier	16014858 - CFA PUBLIC DORIAN - ACQUISITION D'EQUIPEMENTS INFORMATIQUES			
Bénéficiaire	R3433 - LPO LYC METIER DORIAN PARIS 11EME			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	9 832,00 €		Code nature	20431
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
12 290,00 €	TTC	80 %	9 832,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000441 - Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	769 357,00 €

Total sur l'imputation 901 - 12 - 112002 - 11200201	769 357,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJETS TRAVAUX DE RENOVATION, DE MISE EN CONFORMITE ET D'EXTENSION DANS LES CENTRES DE FORMATION D'APPRENTIS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014850

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : CFA DE CENTRE D'ENSEIGNEMENT ZOOTECHNIQUE - TRAVAUX DE REFECTION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	176 952,00 €	80,00 %	141 562,00 €
	Montant Total de la subvention		141 562,00 €

Imputation budgétaire : 901-12-204182-112001-400
11200101- Construction et travaux dans les CFA

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CENTRE D'ENSEIGNEMENT ZOOTECHNIQUE
Adresse administrative : LE CHATEAU 78514 RAMBOUILLET CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National d'Enseignement
N° SIRET : 19783360100010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage
Rapport Cadre : CR 07-11 du 07/04/2011

Objet du projet : travaux de réfection

Date prévisionnelle de début de projet : 17 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Travaux de réfection comprenant :

* Réfection de la clôture entre le CEZ et le domaine de la Bergerie Nationale : 21 190 €

- pose de dalles de béton
- pose de poteaux et panneaux
- pose d'un portillon
- main d'œuvre, béton et mini-pelle

* Réfection d'un bloc sanitaire : 200 000 €

- études et diagnostics
- travaux de plomberie
- travaux de maçonnerie
- travaux d'électricité
- remplacement de la VMC
- remplacement des radiateurs

Soit un montant total investissement de 221 190 €.

La base subventionnable, calculée au prorata du nombre d'apprentis (80 %), est de 176 952 €.

Le montant total investissement retenu sera donc de 176 952 €.

Intérêt régional :

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :

Niveaux 2 à 4 : productions animales, élevage spécialisé, aquaculture, soins aux animaux. 150 apprentis.

Localisation géographique :

- RAMBOUILLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de réfection	176 952,00	100,00%
Total	176 952,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	141 562,00	80,00%
Organisme gestionnaire : fonds propres	35 390,00	20,00%
Total	176 952,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	80 000,00 €
2017	61 562,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide au maintien à l'agriculture biologique (ARMAB) - aides aux agriculteurs	1 223,68 €
2013	Aides régionales aux apprentis des CFA franciliens	3 809,00 €
2013	Ateliers d'animation éducative	3 640,00 €
2013	Développeurs de l'apprentissage	27 250,00 €
2013	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	13 920,00 €
2013	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	29 160,00 €
2013	Education à l'environnement vers un développement durable	11 142,00 €
2013	Formation de formateurs en CFA	5 725,00 €
2013	Incitation à la mobilité des apprentis	38 210,00 €
2013	Réalisation des études stratégiques en agriculture péri urbaine	77 850,00 €
2013	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	714 914,00 €
2014	Aide à la certification biologique	572,00 €
2014	Aide à la mobilité des apprentis	10 800,00 €
2014	Aide au maintien à l'agriculture biologique (ARMAB) - aides aux agriculteurs	694,43 €
2014	Ateliers d'animation éducative	3 640,00 €
2014	Développeurs de l'apprentissage	27 250,00 €
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	19 480,00 €
2014	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	24 406,00 €
2014	EVOA (Evolution et Optimisation de l'Apprentissage)	11 520,00 €
2014	Formation de formateurs en CFA	3 200,00 €
2014	Réalisation des études stratégiques en agriculture péri urbaine	17 000,00 €
2014	Subvention des CFA ayant un internat en gestion propre	94 802,50 €
2014	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	37 452,00 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	763 040,00 €
2015	Aide à la certification biologique	572,00 €
2015	Aide à la mise en réseau et à l'innovation en agriculture périurbaine	10 000,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des apprentis (CR46-14)	8 400,00 €
2015	Ateliers d'animation éducative	8 715,00 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	27 250,00 €
2015	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	11 488,00 €
2015	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	54 129,60 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	6 540,13 €
2015	Subvention des CFA ayant un internat en gestion propre	88 504,00 €
2015	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	102 568,00 €
2015	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de	86 400,00 €

	formation d'apprentissage	
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	541 000,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	27 250,00 €
2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	425 000,00 €
	Montant total	2 928 833,34 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014888

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : CFA DE L'ADAFORSS - ACQUISITION DE NOUVEAUX LOCAUX

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	6 750 000,00 €	55,00 %	3 712 500,00 €
	Montant Total de la subvention		3 712 500,00 €

Imputation budgétaire : 901-12-20422-112001-400
11200101- Construction et travaux dans les CFA

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'APPRENTISSAGE ET LA FORMATION AUX METIERS SANITAIRES, SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX
Adresse administrative : 15 RUE ARISTIDE BRIAND 92300 LEVALLOIS-PERRET
Statut Juridique : Association
N° SIRET : 80818402200016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage
Rapport Cadre : CR 07-11 du 07/04/2011

Objet du projet : acquisition de nouveaux locaux

Date prévisionnelle de début de projet : 17 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

L'Association pour le Développement de l'Apprentissage et la FORmation aux métiers Sanitaires, Sociaux et médico-sociaux (ADAFORSS) a été créée le 1er janvier 2015 et est actuellement située au 15 rue Aristide-Briand à Levallois-Perret (92).

Cette jeune association, issue de la fusion de l'ADAPSS Ile-de-France et de l'AFAPHP, peut revendiquer plus de 20 ans d'expérience de la formation aux métiers sanitaires et sociaux, expérience acquise dans le cadre de deux centres de formation par l'apprentissage et d'un institut de formation.

Le CFA ADAFORSS accueille des jeunes souhaitant se former dans les métiers du sanitaire, social et du médico-social par le voie de l'apprentissage.

Suite à la fusion, l'ADAFORSS a développé des projets d'accompagnement plus ambitieux pour les jeunes. De ce fait, les locaux actuels sont devenus trop étroits.

C'est pourquoi l'ADAFORSS souhaite acquérir de nouveaux locaux et implanter le nouveau CFA dans un bâtiment situé au 106 rue Rivay à Levallois-Perret.

Ces locaux, d'une surface de plancher de 1 171,94 m2 sur trois niveaux, hébergent actuellement les activités de la médecine du travail. Le site est composé d'un unique bâtiment et dispose d'un parking.

Par ailleurs, des travaux de réhabilitation feront l'objet d'une autre demande de subvention.

Description :

Acquisition de locaux situés au 106 rue Rivay à Levallois-Perret (92) comprenant :

* Acquisition de l'immeuble : 6 750 000 €

Soit un montant total investissement de 6 750 000 €.

Public(s) cible(s) :

Niveaux 1 à 5 : santé et travail social. 975 apprentis.

Localisation géographique :

- LEVALLOIS-PERRET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition d'un immeuble	6 750 000,00	100,00%
Total	6 750 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	3 712 500,00	55,00%
Organisme gestionnaire : emprunt	3 037 500,00	45,00%
Total	6 750 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	3 712 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide aux employeurs du secteur public non industriel et commercial, et aux associations à but non lucratif, non assujettis à la taxe d'apprentissage	246 734,61 €
2013	Aides régionales aux apprentis des CFA franciliens	7 669,00 €
2013	Développeurs de l'apprentissage	54 500,00 €
2013	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	82 800,00 €
2013	Incitation à la mobilité des apprentis	49 143,00 €
2013	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	1 073 214,00 €
2014	Aide à la mobilité des apprentis	74 582,00 €
2014	Aide aux employeurs du secteur public non industriel et commercial, et aux associations à but non lucratif, non assujettis à la taxe d'apprentissage	45 333,33 €
2014	Développeurs de l'apprentissage	47 687,50 €
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	68 032,00 €
2014	EVOA (Evolution et Optimisation de l'Apprentissage)	7 684,00 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	901 527,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des apprentis (CR46-14)	9 610,00 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	47 687,50 €
2015	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	75 760,00 €
2015	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	20 600,00 €
2015	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	61 740,00 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	910 606,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des apprentis	10 980,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	61 312,50 €
2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	728 000,00 €
	Montant total	3 783 400,44 €

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION : FICHES PROJETS EQUIPEMENTS PEDAGOGIQUES DANS LES CENTRES DE FORMATION D'APPRENTIS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15005711

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : CFA DE L'ITEDEC - ACQUISITION D'EQUIPEMENTS PEDAGOGIQUES, INFORMATIQUES, AUDIOVISUELS ET SPORTIFS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	917 698,00 €	50,00 %	458 849,00 €
	Montant Total de la subvention		458 849,00 €

Imputation budgétaire : 901-12-204181-112002-400
11200201- Équipement des centres de formation d'apprenti(e)s

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE REGION PARIS ILE-DE-FRANCE
Adresse administrative : 27 AVENUE DE FRIEDLAND 75008 PARIS
Statut Juridique : Organisme Consulaire
N° SIRET : 13001727000013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA
Rapport Cadre : CR 07-11 du 07/04/2011

Objet du projet : acquisition d'équipements pédagogiques, informatiques, audiovisuels et sportifs.

Date prévisionnelle de début de projet : 17 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

Suite aux travaux de restructuration et de modernisation du CFI Gambetta (Paris 20ème), une première tranche d'équipements a été votée lors de la Commission Permanente du 18 juin 2014.

Le CFA ITEDEC étant devenu porteur des formations de la filière éco-activité sur le site de Gambetta, la tranche 2 complétera l'acquisition nécessaire des équipements pédagogiques, informatiques, audiovisuels et sportifs.

Description :

Acquisition d'équipements pédagogiques, informatiques, audiovisuels et sportifs comprenant :

* Equipements plateformes pédagogiques Energie : 500 226 €

- plateforme clim n° 2 et n° 3
- plateforme froid
- plateforme de production
- laboratoire dédié aux performances énergétiques des bâtiments

* Mobilier pédagogique : 248 930 €

- bureaux
- chaises
- fauteuils
- tables de dessin et d'informatique
- tabourets
- armoires
- casiers

* Equipements informatiques : 82 000 €

- ordinateurs
- serveur
- bornes Wifi

* Equipements audiovisuels : 46 542 €

- vidéoprojecteurs
- tableaux numériques

* Equipements sportifs : 40 000 €

- équipements salle de sport et gymnase

Soit un montant total investissement de 917 698 €.

Le versement de la subvention régionale est conditionné au respect du plan de financement prévisionnel proposé ci-dessous.
Exceptionnellement, et au titre de l'exercice considéré (dénommé "année N"), la Région autorise l'affectation de l'excédent constaté en année N-1 au financement des investissements proposés et approuvés pour l'année N, sous réserve que la taxe d'apprentissage soit suffisante, et une fois assuré le financement du fonctionnement du CFA conformément au code du Travail pour l'année N-1.

Intérêt régional :

Cette subvention donne lieu à l’engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :

Niveaux 2 à 5 : commerce, vente, comptabilité, gestion, secrétariat, bureautique, bâtiment, électricité, électronique, énergie, génie climatique, travail du bois et de l'ameublement. 430 apprentis.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements plateformes pédagogiques	500 226,00	54,51%
Mobilier pédagogique	248 930,00	27,13%
Equipements informatiques	82 000,00	8,94%
Equipements audiovisuels	46 542,00	5,07%
Equipements sportifs	40 000,00	4,36%
Total	917 698,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	458 849,00	50,00%
Taxe d'apprentissage	458 849,00	50,00%
Total	917 698,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	200 000,00 €
2017	200 000,00 €
2018	58 849,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	54 000,00 €
2013	Aide aux employeurs du secteur public non industriel et commercial, et aux associations à but non lucratif, non assujettis à la taxe d'apprentissage	688 799,74 €
2013	Aides régionales aux apprentis des CFA franciliens	279 070,00 €
2013	Appui aux actions de formation entrepreneuriale et d'accompagnement des porteurs de projets à fort potentiel économique et social	30 000,00 €
2013	Développeurs de l'apprentissage	204 375,00 €
2013	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	466 016,00 €
2013	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	255 383,20 €
2013	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	107 503,00 €
2013	Formation de formateurs en CFA	15 225,00 €

2013	Incitation à la mobilité des apprentis	306 700,00 €
2013	PM'up - Fonctionnement	455 380,00 €
2013	PM'up - Investissement	487 709,00 €
2013	Programme LEONARDO	318 286,00 €
2013	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	656 840,00 €
2013	Soutien aux structures d'aide à la maturation de projets innovants - Fonctionnement	80 000,00 €
2013	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	1 290 896,00 €
2013	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	12 614 049,00 €
2013	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	30 222 677,00 €
2014	Aide à la mobilité des apprentis	385 100,00 €
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	24 750,00 €
2014	Aide aux employeurs du secteur public non industriel et commercial, et aux associations à but non lucratif, non assujettis à la taxe d'apprentissage	40 404,20 €
2014	Ateliers d'animation éducative	11 121,60 €
2014	Développeurs de l'apprentissage	163 500,00 €
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	465 360,00 €
2014	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	232 773,00 €
2014	Ecole Régionale des Projets - ERP	30 000,00 €
2014	EVOA (Evolution et Optimisation de l’Apprentissage)	6 720,00 €
2014	Formation de formateurs en CFA	11 500,00 €
2014	Olympiades des métiers	5 600,00 €
2014	PM'up - Investissement	45 500,00 €
2014	Soutien au développement du conseil en mobilité en Ile-de-France (Fct)	22 809,00 €
2014	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	500 360,00 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	18 032,00 €
2014	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	2 423 619,00 €
2014	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	2 531 696,00 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	27 260 691,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des apprentis (CR46-14)	325 700,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	9 900,00 €
2015	Ateliers d'animation éducative	29 164,16 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	149 875,00 €
2015	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	473 176,00 €
2015	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	527 162,55 €
2015	Ecole Régionale des Projets - ERP	45 000,00 €
2015	Formation de formateurs en CFA	14 675,00 €
2015	Olympiades des métiers	5 600,00 €
2015	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	4 851 000,87 €
2015	Participation de la Région au programme ERASMUS+, volet Formation Professionnelle	60 070,00 €
2015	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	787 670,00 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	12 600,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	150 000,00 €
2015	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	25 000,00 €
2015	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	1 039 602,60 €

2015	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	130 810,00 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	25 962 605,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des apprentis	171 200,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	136 250,00 €
2016	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	2 477 181,27 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Actions d'accompagnement individuelles et collectives en faveur des PME/PMI de la SRI-SI	490 626,23 €
2016	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	45 600,00 €
2016	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	1 201 084,00 €
2016	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	34 235,00 €
2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	18 419 000,00 €
	Montant total	115 166 837,42 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15017659

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : CFA DE LA FACULTE DES METIERS D'EVRY - ACQUISITION D'EQUIPEMENTS INFORMATIQUES, PEDAGOGIQUES, AUDIOVISUELS ET DE MOBILIER

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	375 845,00 €	80,00 %	300 676,00 €
	Montant Total de la subvention		300 676,00 €

Imputation budgétaire : 901-12-20421-112002-400
11200201- Équipement des centres de formation d'apprenti(e)s

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FACULTE DES METIERS DE L'ESSONNE
Adresse administrative : 3 CHEMIN DE LA GRANGE FEU LOUIS
91000 EVRY
Statut Juridique : Association
N° SIRET : 45235951600013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA
Rapport Cadre : CR 07-11 du 07/04/2011

Objet du projet : acquisition d'équipements informatiques, pédagogiques, audiovisuels et de mobilier

Date prévisionnelle de début de projet : 17 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Acquisition d'équipements informatiques, pédagogiques, audiovisuels et de mobilier comprenant :

* Equipements pour la filière Vente et Distribution : 16 510 €

- ordinateurs portables
- vidéoprojecteur
- baie informatique
- commutateur
- tables et chaises

* Equipements pour la filière Métiers de bouche : 228 910 €

- divers équipements pour la cuisine pédagogique
- batteurs mélangeurs pour l'atelier boulangerie
- kits roulettes pour batteur pour l'atelier boulangerie
- machine à glaçons à injection pour le restaurant
- meuble chauffant et présentoir pour le restaurant
- meuble à cuve et vitrine réfrigérée pour le restaurant

* Equipements pour la création d'un learning-lab : 30 313 €

- ordinateurs
- tableau interactif et enceintes
- écrans
- chaises sur roulettes

* Equipements pour la création d'un atelier informatique sur le site de Massy : 83 962 €

- ordinateurs
- écrans
- cartes réseaux
- boîtiers et disques durs
- logiciels antivirus
- commutateurs
- serveur
- tablettes tactiles
- téléphones portables
- tables et chaises

* Equipements en mobilier pour les sites d'Evry et de Bondoufle : 16 150 €

- tables et chaises

Soit un montant total d'investissement de 375 845 €.

Intérêt régional :

Cette subvention donne lieu à l’engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :

Niveaux 1 à 5 : comptabilité, gestion, informatique, traitement de l'information, commerce, vente, finances, banque, assurances, ressources humaines, énergie, génie climatique, accueil, hôtellerie, tourisme, électricité, électronique, secrétariat, bureautique, agroalimentaire, alimentation, cuisine, coiffure, esthétique. 2 360 apprentis.

Localisation géographique :

- BONDOUFLE
- EVRY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements filière vente et distribution	16 510,00	4,39%
Equipements filière métiers de bouche	228 910,00	60,91%
Equipements création learning lab	30 313,00	8,07%
Equipements création atelier informatique	83 962,00	22,34%
Equipements en mobilier	16 150,00	4,30%
Total	375 845,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	300 676,00	80,00%
Organisme gestionnaire : emprunt	75 169,00	20,00%
Total	375 845,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	120 000,00 €
2017	180 676,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide aux employeurs du secteur public non industriel et commercial, et aux associations à but non lucratif, non assujettis à la taxe d'apprentissage	12 002,24 €
2013	Aides régionales aux apprentis des CFA franciliens	62 562,00 €
2013	Développeurs de l'apprentissage	68 125,00 €
2013	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	221 760,00 €
2013	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	13 816,00 €
2013	Formation de formateurs en CFA	1 800,00 €
2013	Incitation à la mobilité des apprentis	81 000,00 €
2013	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	168 336,00 €
2013	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	7 578 583,00 €
2014	Aide à la mobilité des apprentis	137 200,00 €
2014	Aide aux employeurs du secteur public non industriel et commercial, et aux associations à but non lucratif, non assujettis à la taxe d'apprentissage	2 298,45 €
2014	Développeurs de l'apprentissage	81 750,00 €
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	213 152,00 €
2014	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	20 392,00 €
2014	Formation de formateurs en CFA	2 150,00 €
2014	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	109 808,00 €

2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	8 509 258,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des apprentis (CR46-14)	123 600,00 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	81 750,00 €
2015	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	205 744,00 €
2015	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	244 900,80 €
2015	EVOA (Evolution et Optimisation de l'Apprentissage)	14 400,00 €
2015	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	-6 523,90 €
2015	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	505 556,00 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	8 636 912,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des apprentis	50 300,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	81 750,00 €
2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	6 046 000,00 €
	Montant total	27 510 869,59 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014858

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : CFA PUBLIC DORIAN - ACQUISITION D'EQUIPEMENTS INFORMATIQUES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	12 290,00 €	80,00 %	9 832,00 €
	Montant Total de la subvention		9 832,00 €

Imputation budgétaire : 901-12-20431-112002-400
11200201- Équipement des centres de formation d'apprenti(e)s

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LYCEE TECHNIQUE PUBLIC DORIAN
Adresse administrative : 74 AVENUE PHILIPPE AUGUSTE
75011 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
N° SIRET : 19750676900011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA
Rapport Cadre : CR 07-11 du 07/04/2011

Objet du projet : acquisition d'équipements informatiques

Date prévisionnelle de début de projet : 17 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

Renouvellement d'équipements informatiques afin de répondre aux besoins de la Licence professionnelle "Urbanisme Environnement et Géomatique" et acquisition de nouveaux logiciels spécifiques adaptés à l'imagerie numérique en 3D.

Description :

Acquisition d'équipements informatiques comprenant :

- logiciels informatiques
- licences informatiques
- appareils photos et perches

Soit un montant total investissement de 12 290 €.

Le versement de la subvention régionale est conditionné au respect du plan de financement prévisionnel proposé ci-dessous.
Exceptionnellement, et au titre de l'exercice considéré (dénommé "année N"), la Région autorise l'affectation de l'excédent constaté en année N-1 au financement des investissements proposés et approuvés pour l'année N, sous réserve que la taxe d'apprentissage soit suffisante, et une fois assuré le financement du fonctionnement du CFA conformément au code du Travail pour l'année N-1.

Intérêt régional :

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :

Niveaux 2 à 4 : électricité, électronique, spécialités pluri-technologiques mécanique-électricité, technologies industrielles fondamentales. 230 apprentis.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements informatiques	12 290,00	100,00%
Total	12 290,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	9 832,00	80,00%
Taxe d'apprentissage	2 458,00	20,00%
Total	12 290,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	5 000,00 €
2017	4 832,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la gratuité des manuels scolaires	8 781,00 €
2013	Aide aux employeurs du secteur public non industriel et commercial, et aux associations à but non lucratif, non assujettis à la taxe	4 564,89 €

	d'apprentissage	
2013	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	14 070,00 €
2013	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	14 034,00 €
2013	Développeurs de l'apprentissage	24 481,51 €
2013	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	11 456,00 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	331 591,00 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	44 650,00 €
2013	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	61 927,00 €
2013	Projet Lycée, innovation éducative	2 400,00 €
2013	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	644 936,00 €
2013	Travaux de maintenance	108 700,00 €
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	14 420,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	20 345,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 674,00 €
2014	Développeurs de l'apprentissage	13 625,00 €
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	7 920,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	346 841,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	91 769,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	53 785,00 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	515 000,00 €
2014	Travaux de maintenance	83 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 257,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	15 244,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	14 699,00 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	6 812,50 €
2015	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	9 472,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	326 391,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	64 410,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	58 288,00 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	561 518,00 €
2015	Travaux de maintenance	101 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 978,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	11 094,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	3 896,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	13 625,00 €
2016	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	4 220,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	246 465,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	152 975,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	39 200,00 €
2016	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	75 698,00 €
2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	342 000,00 €
2016	Travaux de maintenance	10 400,00 €
	Montant total	3 540 844,39 €

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 12/10/2016
- Date de réception en préfecture: 12/10/2016

DELIBERATION N° CP 16-511

DU 12 OCTOBRE 2016

PROGRAMME QUALIFIANT TERRITORIALISE 2016
ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE REGIONALE DE SOUTIEN A DES PROJETS PORTES PAR DES STRUCTURES LOCALES :

- **SOUTIEN A LA MAISON DE L'EMPLOI DE L'EST DU VAL D'OISE POUR LA MISE EN ŒUVRE D'UNE FORMATION AUX METIERS DE L'INDUSTRIE**
- **SOUTIEN A L'ASSOCIATION CONVERGENCES EMPLOI CERGY (CEC) POUR LA MISE EN ŒUVRE D'UN PARCOURS DE FORMATION DANS LES METIERS DE LA PROPRETE**

REAFFECTATION DU SOLDE DE LA CONVENTION N°10FCPSO93001 DE L'UNIVERSITE PARIS XIII AU TITRE DU PROGRAMME «DIPLOME D'ACCES AUX ETUDES UNIVERSITAIRES » (DAEU) 2010/2011

AFFECTATION PROVISIONNELLE AU TITRE DU PROGRAMME HP 10-002 (110002) « MESURES TRANSVERSALES D'ACCOMPAGNEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE L'APPRENTISSAGE » :

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales
VU Le Code du travail ;
VU La loi 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale;
VU La délibération CR 58-08 du 26 juin 2008 relative au « service public régional de la formation et de l'insertion professionnelles» en son annexe 4 « Soutien à des projets portés par des structures locales dans le cadre du programme qualifiant territorialisé » ;
VU La délibération n° CR 59-08 du 16 octobre 2008 relatif à « la promotion sociale et sécurisation des parcours professionnels » ;
VU La délibération CR 06-12 du 17 février 2012 relative à la politique régionale en faveur des Pactes : adaptation du dispositif ;
VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU La délibération n° CR 56-16 du 6 avril 2016 relative au plan 500 000 formations supplémentaires pour les demandeurs d'emploi ;
VU La délibération CP10-799 du 14 octobre 2010 relative au programme promotion sociale et professionnelle 2010- 2011 Diplôme d'Accès aux Etudes Universitaires ;
VU La délibération n° CP 15-549 du 8 octobre 2015 relative à la convention entre la Région et l'ASP pour la gestion et le règlement des aides aux stagiaires, des prestations et subventions pour la formation professionnelle continue, le réseau d'accueil des missions locales, les emplois tremplin, les dispositifs d'accès à l'apprentissage, de mobilité européenne et internationale, le versement des aides aux employeurs d'apprentis, et le règlement des subventions PM'UP ;
VU La délibération CP n° 16-453 du 21 septembre 2016 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale de soutien à des projets portés par des structures locales ;
VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2016 ;
VU Le rapport CP 16-511 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;
VU L'avis de la Commission de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU L'avis de la Commission des Finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1

Décide de participer au titre du dispositif *« Soutien à des projets portés par des structures locales dans la cadre du Programme Qualifiant Territorialisé »,* au financement des projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de :

- **63 945 €** en faveur de la Maison de l'Emploi de l'Est du Val d'Oise pour la mise en œuvre d'un parcours de formation aux métiers de l'industrie.
- **77 760 €** pour l'association Convergences Emploi Cergy (CEC) pour la mise en œuvre d'un parcours de formation dans les métiers de la propreté.

Subordonne le versement de chacune des subventions à la signature par chaque bénéficiaire de conventions conformes à la convention- type approuvée par la délibération n° CP 16-453 du 21 septembre 2016 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **141 705 €** disponible sur le chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », Code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », Programme HP 11 006 (111006) « Qualification par la formation continue », Action 11100607 « Programme Qualifiant Territorialisé»», nature 657 « Subvention » du budget régional 2016.

Article 2

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **36 112.50** € en faveur de l'Université Paris XIII, disponible sur le chapitre budgétaire 931 « Formation professionnelle et apprentissage » Code fonctionnel 11 « Formation professionnelle », Programme HP 11-007 111007 « Accompagnement de la formation des salariés », Action 111 007 01 « Accompagnement de la formation des salariés », nature 657 « Subventions », du budget régional 2016.

Article 3

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement d'un montant de **30 000 €** disponible sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », Code fonctionnel 10 « Services communs », programme HP10-002 (110002) « Mesures transversales d'accompagnement de la formation professionnelle et de l'apprentissage », Action 11000201« Mesures transversales d'accompagnement de la formation professionnelle et de l'apprentissage » du budget 2016 pour couvrir les dépenses de publicité relatives aux marchés publics.

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-511	Budget	2016

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**11 - Formation professionnelle**
Programme	**111006 - Qualification par la formation continue**
Action	**11100607 - Programme qualifiant territorialisé**

Dispositif : N° 00000458 - Programme Qualifiant Territorialisé (PQT)

Dossier	16013139 - PQT - CONVERGENCES EMPLOI CERGY - 2016			
Bénéficiaire	P0015421 - ASS CONVERGENCES EMPLOI CERGY			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	77 760,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
97 530,00 €	HT	79,73 %	77 760,00 €	

Dossier	16014464 - PQT - MAISON DE L'EMPLOI DE L'EST DU VAL D'OISE (M2E95)			
Bénéficiaire	P0016425 - MEEVO MAISON DE L'EMPLOI DE L'EST DU VAL D'OISE			
Localisation	ROISSY-EN-FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	63 945,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
119 990,83 €	TTC	53,29 %	63 945,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000458 - Programme Qualifiant Territorialisé (PQT)	141 705,00 €

Total sur l'imputation 931 - 11 - 111006 - 11100607	141 705,00 €

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**11 - Formation professionnelle**
Programme	**111007 - Accompagnement de la formation des salariés**
Action	**11100701 - Accompagnement de la formation des salariés**

Dispositif : N° 00000455 - PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-511	Budget	2016

Dossier	10016287 - DIPLOMES D'ACCES AUX ETUDES UNIVERSITAIRES				
Bénéficiaire	R40958 - ASP AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	36 112,50 €			Code nature	65738
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
142 087,50 €	TTC		100 %	142 087,50 €	

Total sur le dispositif N° 00000455 - PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	36 112,50 €

Total sur l'imputation 931 - 11 - 111007 - 11100701	36 112,50 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013139

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : PQT - CONVERGENCES EMPLOI CERGY - 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme Qualifiant Territorialisé (PQT)	97 530,00 €	79,73 %	77 760,00 €
	Montant Total de la subvention		77 760,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111006-400
11100607- Programme qualifiant territorialisé

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS CONVERGENCES EMPLOI CERGY
Adresse administrative : 8 RUE TRAVERSIERE
95000 CERGY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Elina CORVIN, Présidente

Date de publication au JO : 3 juillet 1996

N° SIRET : 40867524700030

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme Qualifiant Territorialisé (PQT)
Rapport Cadre : CR58-08 du 26/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 17 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Dans le cadre des axes d'intervention du Pacte pour le développement de Cergy Pontoise, voté en CP 12-420, le projet propose un parcours de formation complet dans les métiers de la propreté.

Les projets de grande envergure sur le territoire comme la restructuration du centre commercial des Trois Fontaines, la rénovation et l'extension du pôle gare ou encore la création d'AREN'ICE vont à l'issue des chantiers favoriser des créations d'emploi, notamment dans les métiers directement liés à l'exploitation des lieux, dont les métiers de la propreté.

Le Programme Qualifiant Territorialisé est mobilisé par le PLIE de Cergy-Pontoise afin d'accompagner un public éloigné de l'emploi dans un parcours complet de formation et de le conduire vers la certification dans le but d'intégrer un emploi durable.

Description :
Le PLIE de Cergy-Pontoise propose un parcours de formation composé d'un accès à la qualification et d'une certification.

Phase 1 : accès à la qualification
Cette phase est un préalable à la certification pour un public présentant des difficultés dans les compétences de base. Elle permet aux candidats de se remettre à niveau ou d'acquérir les fondamentaux, notamment en langue (oral et écrit). Elle est également essentielle dans l'approche métier et dans la connaissance des attentes du métier préparé.
Durée : 350 heures
Places : 15

Phase 2 : qualification
L'individualisation des parcours doit permettre à chacun des stagiaires de suivre les deux CCP du Titre Professionnel Agent de propreté et d'hygiène. La formation se déroule en centre et comprend une période de stage en entreprise.
Durée : 600 heures dont 140 heures de stage en entreprise.
Places : 15

Moyens mis en œuvre :
Le PLIE met au service des stagiaires le réseau d'entreprises qu'elle mobilise par ailleurs sur d'autres actions, favorisant ainsi les chances de réussite et de réinsertion finale. 9 structures locales sont associées au PLIE pour l'orientation, l'accompagnement et le suivi des stagiaires tout au long du parcours.
Deux comités de suivi seront programmés pour le parcours certifiant : un en milieu de parcours, le suivant 3 mois à l'issue des épreuves du titre professionnel.

Le pilotage est assuré par le porteur de la subvention. Ce dernier organise deux comités de pilotages en début et en fin de chacune des deux étapes : accès à la qualification et qualification.
Il associe les partenaires, les financeurs, les prescripteurs, et l'organisme de formation lors de ces réunions et en rédige le compte-rendu.

Intérêt régional :
Action mise en place dans le cadre du Pacte pour le développement du territoire Cergy-Pontoise.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Sont visés les demandeurs d'emploi en priorité de niveau V et infra V, résidant dans une des communes du Pacte.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et charges	16 389,00	16,80%
Frais administratifs	1 220,00	1,25%
Loyers et charges	2 161,00	2,22%
Frais pedagogiques	77 760,00	79,73%
Total	97 530,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fond social européen (Etat)	19 770,00	20,27%
Subvention Region	77 760,00	79,73%
Total	97 530,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	31 104,00 €
2017	46 656,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Action d'initiative territoriale en faveur de l'emploi	107 575,94 €
2013	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	33 000,00 €
2013	Chantier école	52 717,00 €
2014	Action pour l'emploi des publics les plus fragiles	59 073,30 €
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	20 000,00 €
2014	Passerelles entreprises	51 840,00 €
2015	Action pour l'emploi des publics les plus fragiles	35 780,80 €
2015	Chantier école	55 000,00 €
2015	Passerelles entreprises	154 640,00 €
2016	Chantier école	53 000,00 €
	Montant total	622 627,04 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014464

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : PQT - MAISON DE L'EMPLOI DE L'EST DU VAL D'OISE (M2E95)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme Qualifiant Territorialisé (PQT)	119 990,83 €	53,29 %	63 945,00 €
	Montant Total de la subvention		63 945,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111006-400
11100607- Programme qualifiant territorialisé

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MEEVO MAISON DE L'EMPLOI DE L'EST DU VAL D'OISE
Adresse administrative : LE PARC DU CHATEAU
95380 LOUVRES
Statut Juridique : Association
Représentant :

Date de publication au JO : 21 avril 2007

N° SIRET : 49828012200017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme Qualifiant Territorialisé (PQT)
Rapport Cadre : CR58-08 du 26/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Dans le cadre de la GPECT menée à l'échelle départementale, la filière Mécanique, mécatronique-électronique a été identifiée comme étant prioritaire sur le département du Val d'Oise.
Les anticipations et les évaluations des perspectives d'emploi communiquées par l'industrie automobile, notamment pour les TPE et PME démontrent des difficultés de recrutement récurrentes sur le métier de tourneur-fraiseur sur machines conventionnelles.
En effet, même si le métier évolue vers la commande numérique il apparait, après plus de 70 entretiens menés en collaboration avec les 2 plateformes RH, que l'utilisation de machines conventionnelles est recherchée et devrait perdurer dans le temps. Elle assure une production globale de qualité avec le travail sur des pièces en petit volume par exemple, demandant une précision uniquement possible sur les machines conventionnelles.

Description :
Afin de répondre à ces difficultés de recrutement, la M2E95 met en place un « titre professionnel de Tourneur Fraiseur sur machines conventionnelles et numériques » à partir du mois de janvier 2017.
La formation se déroulera en centre sur une durée de 609 heures et 280 heures de stage en entreprises sont prévues afin d'assurer l'immersion professionnelle du candidat.

Moyens mis en œuvre :
Les mesures d'accompagnement des stagiaires
Accompagnement socioprofessionnel des stagiaires tout au long de la formation ; évaluation régulière sur la partie théorique et pratique afin de repérer les freins éventuels.

Les modalités de pilotage
Le pilotage est assuré par le porteur de la subvention. Il associe les financeurs, les prescripteurs, les employeurs, les organismes de formation à l'occasion d'un comité de pilotage pour tirer le bilan intermédiaire de l'action et les axes de progrès.
Il se réunira à l'initiative du porteur 3 fois :
- Au début de l'action
- A mi-parcours de la formation
- Fin de parcours

Un chargé de mission entreprises favorise les mises en relation avec les entreprises industrielles pour les périodes d'immersion et de recrutement à l'issue de la formation.

Intérêt régional :
Action mise en place sur le territoire de la Communauté d'agglomération Roissy-Pays de France dans le cadre du Pacte pour le développement Val de France.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Jeunes, adultes résidents sur le territoire de la Communauté d'agglomération Roissy-Pays de France, ayant un niveau 5 ou infra 5.

Localisation géographique :
- ROISSY-EN-FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
SALAIRES ET CHARGES	13 285,96	11,07%
FRAIS ADMINISTRATIFS	3 607,44	3,01%
LOYERS ET CHARGES	657,43	0,55%
FRAIS LIES A LA MISE EN OEUVRE DE LA FORMATION	102 440,00	85,37%
Total	119 990,83	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PARTICIPATION ETAT	1 333,40	1,11%
PARTICIPATION REGION	63 945,00	53,29%
CARPF	657,43	0,55%
REVITALISATION PSA	25 000,00	20,83%
FINANCEMENT FAFTT	29 055,00	24,21%
Total	119 990,83	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	63 945,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Action d'initiative territoriale en faveur de l'emploi	150 000,00 €
2013	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	46 175,74 €
2013	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	2 000,00 €
2014	Passerelles entreprises	140 286,87 €
2014	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	46 175,74 €
2014	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	8 000,00 €
2015	Passerelles entreprises	212 904,00 €
2015	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	46 175,74 €
2016	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	46 175,74 €
	Montant total	697 893,83 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 10016287

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : DIPLOMES D'ACCES AUX ETUDES UNIVERSITAIRES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	142 087,50 €	100,00 %	142 087,50 €
	Montant Total de la subvention		36 112,50 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111007-400
11100701- Accompagnement de la formation des salariés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASP AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT
Adresse administrative : 2 RUE DU MAUPAS
87040 LIMOGES CEDEX 1
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Administratif
Représentant :

N° SIRET : 13000637200010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2010
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 mars 2012
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé :

Description :
Il s'agit de la réaffectation du solde prévu au titre du programme DAEU 2010-2011.
86673.38 € ont déjà été versés au bénéficiaire et le reliquat d'un montant de 36 112.50 € est tombé en caducité suite à une erreur matérielle.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2010	142 087,50 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Accès à l'apprentissage	7 172 620,94 €
2013	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	353 680,00 €
2013	Actions experimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	50 000,00 €
2013	Aide à la transition vers une agriculture biologique locale (ATABLE)	292 053,38 €
2013	Aide Régionale à l'Alimentation de Qualité (ARAQ)	700 000,00 €
2013	Aide régionale au permis de conduire	952 200,00 €
2013	Appui à l'orientation professionnelle des actifs	303 721,52 €
2013	AREF - Aide Régionale aux Exploitants forestiers	33 955,36 €
2013	ARREA (Aide Régionale à la Rémunération des Emplois d'Avenir)	2 000 000,00 €
2013	ATREA volet 2 - Appui à la Transmission Reprise des Exploitations Agricoles	77 063,94 €
2013	Chantier école	55 000,00 €
2013	Chèques Mobilité	1 446 320,00 €
2013	Chéquier qualifiant	3 035 000,00 €
2013	Chéquier VAE	1 500 000,00 €
2013	Dispositif des clubs formateurs (formation)	74 000,00 €
2013	Ecoles de la deuxième chance	5 699 535,41 €
2013	Emplois-tremplin IAE	4 857 700,00 €
2013	Emplois-tremplin Projet	29 483 000,00 €
2013	Financement des sessions d'examens et soutien de fonctionnement aux certificateurs	80 420,00 €
2013	Formation des salariés en emploi-tremplin	100 000,00 €
2013	Investissements agricoles non productifs	5 432,22 €
2013	MAE directive cadre eau - aides aux agriculteurs	399 991,38 €
2013	MAE régionales (races menacées, végétaux menacés, apiculture) - aides aux agriculteurs	21 196,00 €
2013	Parcours d'orientation professionnelle	3 892 800,00 €
2013	Parrainage	552 660,00 €
2013	PM'up - Fonctionnement	8 166 227,00 €
2013	PM'up - Investissement	4 203 277,00 €
2013	PRAIRIE 2007-2013. Aide aux agriculteurs	271 348,00 €
2013	PREVAIR - Programme Régional pour l'Elevage, la Valorisation Agricole et l'Initiative Rurale	400 000,00 €
2013	Primes régionales versées aux employeurs d'apprentis	107 000 000,00 €
2013	PRIMHEUR - Programme régional pour l'initiative en maraîchage et horticulture dans les espaces urbanisés et ruraux	1 100 000,00 €

2013	Programme LEONARDO	9 636,00 €
2013	Programme régional de formation des personnels des missions locales	130 000,00 €
2013	Programme Unique de Mobilité Internationale	500 600,00 €
2013	Rémunération des stagiaires	80 000 000,00 €
2013	Soutien aux expérimentations et aux partenariats	133 613,00 €
2013	Subventions de fonctionnement Missions locales	13 270 000,00 €
2014	Accès à l'apprentissage	7 307 610,32 €
2014	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	995 000,00 €
2014	AFPA	698 000,00 €
2014	Aide à la transition vers une agriculture biologique locale (ATABLE)	269 628,08 €
2014	Aide Régionale à l'Alimentation de Qualité (ARAQ)	700 000,00 €
2014	AREF - Aide Régionale aux Exploitants forestiers	76 576,00 €
2014	ARREA (Aide Régionale à la Rémunération des Emplois d'Avenir)	5 148 000,00 €
2014	ATREA volet 2 - Appui à la Transmission Reprise des Exploitations Agricoles	130 625,46 €
2014	Chèques Mobilité	1 240 000,00 €
2014	Chéquier qualifiant	5 000 000,00 €
2014	Chéquier VAE	1 400 000,00 €
2014	Dispositif des clubs formateurs (formation)	-2 000,00 €
2014	Emplois-tremplin IAE	4 810 700,00 €
2014	Emplois-tremplin Projet	24 988 000,00 €
2014	Formation des salariés en emploi-tremplin	100 000,00 €
2014	MAE directive cadre eau - aides aux agriculteurs	358 624,61 €
2014	MAE régionales (races menacées, végétaux menacés, apiculture) - aides aux agriculteurs	29 424,00 €
2014	Parcours d'orientation professionnelle	3 970 900,00 €
2014	Parrainage	560 590,00 €
2014	Plan Végétal pour l'Environnement (PVE)	22 910,00 €
2014	PM'up - Investissement	21 803 041,00 €
2014	PRAIRIE 2007-2013. Aide aux agriculteurs	235 190,00 €
2014	PREVAIR - Programme Régional pour l'Elevage, la Valorisation Agricole et l'Initiative Rurale	800 000,00 €
2014	Primes régionales versées aux employeurs d'apprentis	98 475 000,00 €
2014	PRIMHEUR - Programme régional pour l'initiative en maraîchage et horticulture dans les espaces urbanisés et ruraux	800 000,00 €
2014	Programme régional de formation des personnels des missions locales	123 490,00 €
2014	Programme Unique de Mobilité Internationale	500 600,00 €
2014	Rémunération des stagiaires	86 000 000,00 €
2014	Soutien régional à l'agroforesterie	17 011,62 €
2014	Subventions de fonctionnement Missions locales	14 189 995,00 €
2015	Accès à l'apprentissage	7 657 384,69 €
2015	Aide à la transition vers une agriculture biologique locale (ATABLE)	105 329,88 €
2015	Aide régionale au permis de conduire	600 000,00 €
2015	ANIMATION NATURA 2000	13 107,29 €
2015	ARREA (Aide Régionale à la Rémunération des Emplois d'Avenir)	5 063 280,00 €
2015	ATREA volet 2 - Appui à la Transmission Reprise des Exploitations Agricoles	160 000,00 €
2015	Chantier école	27 033,42 €
2015	Chèques Mobilité	1 240 000,00 €
2015	Chéquier qualifiant	1 000 000,00 €

2015	Chéquier VAE	1 600 000,00 €
2015	DIVAIR	500 000,00 €
2015	Emplois-tremplin IAE	4 169 250,00 €
2015	Emplois-tremplin Projet	20 349 000,00 €
2015	Investissements agricoles non productifs	7 510,48 €
2015	Investissements non productifs à vocation environnementale	37 000,00 €
2015	Investissements productifs à vocation environnementale	103 000,00 €
2015	MAEC - Aides aux agriculteurs	640 000,00 €
2015	Parcours d'orientation professionnelle	4 060 950,00 €
2015	Parrainage	555 405,00 €
2015	PM'up - Investissement	25 671 102,00 €
2015	Primes régionales versées aux employeurs d'apprentis	44 765 120,00 €
2015	PRIMVAIR	1 000 000,00 €
2015	Programme régional de formation des personnels des missions locales	102 000,00 €
2015	Programme Unique de Mobilité Internationale	525 000,00 €
2015	QUALITAIR	500 000,00 €
2015	Rémunération des stagiaires	107 246 781,00 €
2015	Subventions de fonctionnement Missions locales	14 284 000,00 €
2016	Accès à l'apprentissage	7 861 695,65 €
2016	ARREA (Aide Régionale à la Rémunération des Emplois d’Avenir)	4 000 000,00 €
2016	Chèques Mobilité	1 100 000,00 €
2016	Emplois-tremplin Projet	15 239 000,00 €
2016	Investissements non productifs à vocation environnementale	15 000,00 €
2016	Investissements productifs à vocation environnementale	50 000,00 €
2016	MAEC - Aides aux agriculteurs	410 490,61 €
2016	Mise en place de systèmes agroforestiers	15 000,00 €
2016	PAEC - Aides aux porteurs de projet	42 800,00 €
2016	Parcours d'orientation professionnelle	2 145 000,00 €
2016	Parrainage	274 500,00 €
2016	PM'up - Investissement	19 283 531,00 €
2016	Primes régionales versées aux employeurs d'apprentis	16 600 000,00 €
2016	PRIMVAIR	1 000 000,00 €
2016	QUALITAIR	600 000,00 €
2016	Rémunération des stagiaires	82 800 000,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	6 833,98 €
2016	Subventions de fonctionnement Missions locales	6 888 329,00 €
	Montant total	928 248 928,98 €

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 12/10/2016
- Date de réception en préfecture: 12/10/2016

DELIBERATION N° CP 16-403

DU 12 OCTOBRE 2016

Soutien aux dynamiques territoriales :
Aide à l'ingénierie du volet territorial du CPER Ile-de-France 2015-2020
Convention-cadre avec le territoire du Val Parisis

Affectation de crédits d'études afférant

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le décret n° 2013-1241 du 27 décembre 2013 portant approbation du schéma directeur de la région d'Ile-de-France

VU La délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 du Conseil régional relative à l'approbation du CPER 2015-2020

VU La délibération n° CR 58-15 du 18 juin 2015 relative à la mise en œuvre du volet territorial du CPER 2015-2020

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération N°CP 15-605 du 8 octobre 2015 relative aux modalités de mise en œuvre du soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité (aide à l'ingénierie) du volet territorial du CPER Ile-de-France 2015-2020 ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2016 ;

VU Le rapport CP 16-403 présenté par madame la Présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VU L'avis de la Commission de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire ;

VU L'avis de la Commission de la Ruralité et de l'Agriculture ;

VU L'avis de la Commission des Finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Approuve, dans le cadre du dispositif d'aide à l'ingénierie territoriale, la convention-cadre tripartite établie avec la Communauté d'Agglomération Val Parisis ainsi que l'Etat (cf. annexe 1) et habilite la Présidente du Conseil régional à la signer.

Article 2 :

Affecte une autorisation de programme de **80 000 €** disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 52 « Agglomérations et villes moyennes », programme PR 52001 (52001) « Territoires stratégiques », action 452001086 « Soutien aux dynamiques territoriales », du budget 2016 comme suit :

Territoire/maitre d'ouvrage/bénéficiaire de la subvention	Etudes	Coût en €HT	Taux d'intervention	Montant de la subvention
Communauté d'Agglomération du Val Parisis	Etude urbaine sur la RD 502 et le secteur gare de Saint-Leu-la-Forêt	100 000 €	50 %	50 000 €
Communauté d'Agglomération du Val Parisis	Etude urbaine du pôle gare du Gros Noyer à Ermont	60 000 €	50 %	30 000 €
			TOTAL GENERAL	**80 000 €**

Subordonne le versement des subventions à la signature de conventions conformes à la convention de financement-type figurant à l'annexe 4 de la délibération du présent rapport, incluant les fiches-projets en annexe 3 à la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Cette affectation relève du Contrat de Plan 2015-2020 :
- Volet 6 « Volet territorial »
- Sous volet 62 « Accompagner les territoires péri-urbains, ruraux et les pôles de centralité »
- Projet 621 « Soutien aux dynamiques territoriales ».

La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE A LA DELIBERATION N°1

CONVENTION-CADRE AVEC LA COMMUNAUTE D'AGGLOMÉRATION DU VAL PARISIS

CONVENTION CADRE POUR LA MISE EN OEUVRE DU VOLET TERRITORIAL DU CONTRAT DE PLAN ETAT-REGION ILE-DE-FRANCE 2015-2020 : MODALITES DE SOUTIEN AUX DYNAMIQUES TERRITORIALES PERIURBAINES, RURALES ET DES PÔLES DE CENTRALITE (AIDE A L'INGENIERIE) SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU VAL PARISIS

régissant les rapports entre les financeurs et les EPCI pour la mise en œuvre du volet territorial du Contrat de plan Etat-Région 2015-2020 relatives aux modalités de soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité (aide à l'ingénierie)

Entre

La Région Ile-de-France, représentée par la Présidente du Conseil régional, dûment mandatée par délibération n° ……..du ……..,

L'Etat, représenté par le Préfet de la région d'Ile-de-France, Préfet de Paris

La Communauté d'Agglomération du Val Parisis représentée par son Président

APRES AVOIR RAPPELE

La Région et l'État partagent l'objectif de faire de l'Ile-de-France une région attractive, compétitive et solidaire. Le nouveau modèle urbain ancré dans le développement durable doit permettre de répondre dès aujourd'hui à l'amélioration de la qualité de vie des Franciliens, tout en anticipant les évolutions démographiques, culturelles, économiques, comme institutionnelles. Le schéma directeur de la région (SDRIF) « l'Ile-de-France 2030 » pose les bases stratégiques et réglementaires nécessaires à la mise en œuvre de ce projet partagé. Le CPER 2015-2020 définit les modalités pour y parvenir.

En particulier, le volet territorial du CPER renouvelle l'intervention de l'Etat et de la Région auprès des territoires et constitue un levier majeur de mise en œuvre du SDRIF, du Nouveau Grand Paris des transports, du plan de mobilisation sur le logement et du futur schéma régional de l'habitat et de l'hébergement (SRHH).

Le volet territorial du CPER 2015-2020 permettra à l'Etat et la Région d'intervenir sur l'ensemble de l'Ile-de-France de manière adaptée selon les territoires.

Dans la perspective de conforter le système multipolaire francilien, de renforcer la complémentarité avec la future Métropole du Grand Paris et d'accompagner les recompositions intercommunales, la Région et l'Etat proposent d'accompagner les territoires périurbains, ruraux et les pôles de centralité dans la définition de leurs projets et l'inscription de leurs stratégies dans les grands enjeux régionaux de planification et d'aménagement. Ils ont créé à cette fin dans le cadre du volet territorial du CPER 2015-2020 une aide d'un montant total de 10M€ financée à parité entre l'Etat et la Région.

Les orientations du SDRIF et du CPER 2015-2020 visent notamment :

- la réduction des inégalités territoriales, sociales et environnementales ;

- le renforcement de la construction de logements et notamment de logements sociaux et ce, dans une perspective de ville intense et durable alliant mobilité, équipements, services et loisirs ;
- une organisation urbaine durable, répondant aux enjeux de mutations climatique et énergétique en limitant notamment l'étalement urbain et en préservant les espaces naturels et agricoles ;
- l'articulation étroite entre les projets d'aménagement et le réseau des transports en commun, existant et à venir, afin de maximiser l'effet de levier du Nouveau Grand Paris des transports en matière d'aménagement du territoire ;
- la participation des projets locaux aux enjeux de développement des grands bassins de vie infrarégionaux, notamment à travers la structuration de l'espace rural autour des pôles de centralité et la déclinaison des orientations du SDRIF à l'échelle des « Territoires d'intérêt métropolitain ».

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

Article 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet :
- de définir le programme d'études et de prestations de la Communauté d'Agglomération du Val Parisis au regard des objectifs du territoire, l'état d'avancement de son projet de structuration du territoire et des objectifs du SDRIF,
- de prévoir les modalités de partenariat,
- de préciser les conditions des aides de la Région et de l'Etat.

Article 2. Rappel des objectifs du territoire

La Communauté d'Agglomération du Val Parisis est née le 1er janvier 2016, en application du nouveau Schéma Régional de Coopération Intercommunale, de la fusion de deux Communautés d'Agglomération : la CA du Parisis (10 communes, 184 352 habitants), une partie de la CA Val-et-Forêt (4 communes, 74 654 habitants), et de l'intégration de la commune de Frépillon (2 860 habitants).

La Communauté d'Agglomération du Val Parisis comprend aujourd'hui 15 communes : Beauchamp, Bessancourt, Cormeilles-en-Parisis, Eaubonne, Ermont, Franconville, Frépillon, Herblay, La Frette-sur-Seine, Le Plessis-Bouchard, Montigny-lès-Cormeilles, Pierrelaye, Saint-Leu-la-Forêt, Sannois, Taverny.

Premier EPCI du Val-d'Oise par sa population, le territoire dispose de nombreux atouts, en particulier grâce à une desserte ferrée et routière efficiente, et à un cadre environnemental de qualité.

Dans ce contexte, les élus de la CAVP souhaitent aujourd'hui affirmer des objectifs ambitieux notamment en matière de construction de logements et mener un projet à la fois identitaire et fédérateur, répondant de manière cohérente aux différents enjeux du territoire. Dans ce but, une feuille de route pour l'horizon 2020 est en cours de réflexion, plusieurs études apparaissant indispensables pour constituer autant d'outils d'aides à la décision.

Au regard des orientations du schéma directeur de la Région Île-de-France et de la territorialisation des objectifs logement (TOL), la CAVP apparait comme un territoire à enjeux pour l'effort de constructions de logements, notamment sur les franges urbaines de la plaine de Pierrelaye qui devrait accueillir un espace forestier et qui fait l'objet d'un Contrat d'intérêt national (CIN).

Article 3. Engagements de la Communauté d'Agglomération du Val Parisis

La Communauté d'Agglomération du Val Parisis s'engage à :

- Mettre en œuvre le programme d'études et de prestations annexé à la présente convention (annexe 1),
- Adresser à l'Etat ou la Région, au plus tard un an après la signature de la présente convention, la première demande de subvention pour la mise en œuvre du programme annexé (annexe 1),
- Informer l'Etat et la Région de l'avancée du programme d'études et de prestations et fournir, avant l'élaboration des conventions de financement, les cahiers des charges des études ainsi qu'une fiche synthétique selon le modèle établi,
- Informer l'Etat et la Région des prestataires retenus pour la réalisation des études et prestations inscrites au programme annexé et du montant effectif de la prestation,
- Associer l'Etat et la Région au suivi des études,
- Prendre l'initiative, au moins une fois par an, d'organiser un comité de pilotage tel que prévu en article 6.1 de la présente convention,
- Transmettre, préalablement à la tenue d'un comité de pilotage, à l'Etat et la Région un tableau de bord mentionnant, pour chaque étude ou prestation engagée, son coût, son suivi financier, son planning actualisé, les modalités de restitution et de communication,
- Communiquer le rendu final des études à l'Etat et à la Région en amont du bilan final partagé,
- Etablir, au terme de la convention, un bilan final partagé de la démarche,

Article 4. Engagement de la Région

La Région s'engage à soutenir, au titre du volet territorial du CPER 2015-2020, sous réserve des fonds régionaux disponibles, dans la limite du budget régional et sur approbation de sa commission permanente, le programme d'études et de prestations figurant dans la présente convention pour un montant prévisionnel de 130 000 € (annexe 1), représentant 25% du coût total des études et prestations.

Ce montant se décline de la façon suivante :

- 50 000 € correspondant à 50 % de l'étude urbaine de Saint-Leu-la-Forêt, RD 502 et quartier de la gare ;
- 50 000 € correspondant à 50 % de l'étude du PCAET du Val Parisis ;
- 30 000 € correspondant à 50 % de l'étude du pôle gare de Gros Noyer Saint-Prix à Ermont.

Une « convention de financement » sera établie pour chaque étude ou ensemble d'études entrant dans le programme d'études et de prestations validé sur la base d'une demande formalisée du signataire et du bénéficiaire accompagnée du/des cahiers de charges et d'une fiche synthétique. La subvention est accordée par un vote en commission permanente.

Article 5. Engagement de l'Etat

L'Etat s'engage à soutenir, au titre du volet territorial du CPER 2015-2020, sous réserve de la disponibilité des crédits et de leur inscription en loi de finances pour les années N +1 et N + 2, au titre du programme 112 « impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire », le programme d'études et de prestations figurant dans la présente convention pour un montant prévisionnel de 130 000 € (annexe 1), représentant 25% du coût total des études et prestations.

Ce montant se décline de la façon suivante :

- 40 000 € correspondant à 50 % de l'étude PLH du Val Parisis ;

- 30 000 € correspondant à 50 % de l'étude urbaine de Sannois, quartier de la gare ;
- 60 000 € correspondant à 50 % de l'étude du SCoT du Val Parisis.

Une « convention de financement » sera établie pour chaque étude ou ensemble d'études entrant dans le programme d'études et de prestations validé sur la base d'une demande formalisée du maître d'ouvrage accompagnée du/des cahiers de charges et d'une fiche synthétique (annexe 2).

Article 6. Gouvernance, suivi et réajustements

6.1. Gouvernance

Le comité de pilotage se réunit au minimum une fois par an à l'initiative du ou des signataires. Il associe, a minima, les instances locales/ maîtres d'ouvrage, la Région et l'Etat.

Le comité de pilotage donne un avis sur l'opportunité des études proposées au regard de la stratégie régionale en Ile-de-France portée par l'Etat et la Région et au regard du degré de structuration du territoire. Il s'informe du contenu et du rendu des études menées, du bon avancement de la convention et des financements mobilisés.

Les structures d'ingénierie existantes, le cas échéant, sur ces territoires seront associées à l'élaboration du programme d'études et participeront, autant que nécessaire, au comité de pilotage.

6.2. Suivi

Un suivi technique aura lieu tout au long du déroulement de la présente convention pour s'assurer de la cohérence du contenu des études, de leur avancement, de la tenue du calendrier initial, de l'engagement des financements et pour préparer les comités de pilotage.

L'Etat et la Région sont destinataires du rendu final de toutes les études inscrites au programme d'études.

Pour faciliter le contrôle de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds mobilisés, par l'Etat et la Région ou par toute personne habilitée à cet effet, les instances locales s'engagent à faciliter l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'à toutes pièces justificatives. Les maîtres d'ouvrage devront conserver l'ensemble des pièces justificatives des opérations pendant 10 ans à compter de l'expiration de la convention.

6.3. Réajustements

Les engagements respectifs des partenaires pourront être réajustés chaque année dans le cadre des « comités de pilotage ». Selon l'importance des évolutions, elles pourront donner lieu à la signature d'un avenant.

Article 7. Communication

7.1. Communication régionale

Le(s) signataire(s) s'engagent :

- Pour toute publicité et communication concernant le projet entrant dans le cadre de la convention, à mentionner la participation de la Région ainsi que celle des autres financeurs (Etat, Collectivités Territoriales, fonds FSE…) et à apposer le logotype de la Région Ile-de-France conformément à la charte graphique régionale sur tous les supports.

- Concernant les sites web, à positionner la mention et le logotype en page d'accueil et permettre le lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.
- Dans le cadre des évènements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention, à faire expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, les maîtres d'ouvrage s'engagent à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

7.2: Communication de l'Etat

Le(s) signataire(s) s'engagent :
- Pour toute publicité et communication concernant le projet entrant dans le cadre de la convention, à mentionner la participation de l'Etat ainsi que celle des autres financeurs (Conseil régional, Collectivités Territoriales, fonds FSE…) et à apposer le logo de l'Etat sur tous les supports.
- Concernant les sites web, à positionner la mention et le logotype en page d'accueil et permettre le lien avec le site institutionnel de la Préfecture de région d'Ile-de-France.
- Dans le cadre des évènements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention, à faire expressément référence à l'implication de l'Etat selon les règles définies ci-dessus. De même, les maîtres d'ouvrage s'engagent à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'Etat.

Article 8. Durée, exécution et révision de la convention

La convention-cadre expire au terme d'une durée de 3 ans à compter de sa signature. Celle-ci est prorogeable par avenant dans la limite de la durée du Contrat de plan Etat-Région Ile-de-France 2015-2020.

Toute convention-cadre n'ayant pas fait l'objet d'une demande d'exécution de la part du (ou des) signataire(s) auprès de l'Etat ou de la Région, un an après sa signature est résiliée de droit.

Pour la Région, la convention de financement qui découle de la convention-cadre pourra être présentée au vote dès la commission permanente d'approbation de la convention-cadre.

Article 9. Résiliation de la convention

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation des études et prestations. La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'accusé de réception, sauf :
- si, dans ce délai, les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure, Jusqu'à l'expiration du délai de préavis défini ci-dessus, les parties s'engagent au strict respect des obligations que leur assigne la présente convention.

Article 10. Annexes

La présente convention comporte la pièce contractuelle suivante :
- **Annexe 1** : Programme d'études et de prestations

Fait en 3 exemplaires originaux.

A Beauchamp	A Paris	A Paris
Le	Le	Le
Pour la CA Val Parisis	Pour l'État	Pour la Région Île-de-France
Yannick BOËDEC **Président**	**Jean-François CARENCO** **Préfet de Région**	**Valérie PECRESSE** **Présidente du Conseil régional**

Annexe 1 : Programme d'étude et de prestations

Intitulé	Maîtrise d'ouvrage	Objectif	Calendrier de réalisation	Montant prévisionnel €HT annoncé	Montant de la part de la maîtrise d'ouvrage	Financement régional	Financement Etat	Autres cofinancement attendus
PLH	CAVP	Élaboration du programme de l'habitat sur le territoire à 15 communes	Octobre 2016	80 000	40 000	-	40 000	Sans objet
Etude urbaine de Sannois, quartier de la gare	CAVP	Requalification du quartier de la gare et des locaux à usage économique situés à proximité	Octobre 2016	60 000	30 000	-	30 000	Sans objet
Etude urbaine de Saint-Leu (RD 502 et quartier de la gare)	CAVP	Étude foncière et de revalorisation territoriale, de réaménagement du quartier de la gare et de développement des modes doux	Septembre 2016	100 000	50 000	50 000	-	Sans objet

PCAET	CAVP	Étude d'un Plan climat air énergie territorial	2017	100 000	50 000	50 000	-	ADEME
Pole gare Gros Noyer Saint-Prix à Ermont	CAVP	Étude foncière et de requalification du pole et du quartier de la gare	Fin 2016	60 000	30 000	30 000	-	SNCF
SCoT	CAVP	Réalisation du document de planification urbain indispensable à l'échelle du territoire	2017	120 000	60 000	-	60 000	Sans objet

ANNEXE A LA DELIBERATION N°2

ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-403	Budget	2016

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**52 - Agglomérations et villes moyennes**
Programme	**452001 - Territoires stratégiques**
Action	**452001086 - Soutien aux dynamiques territoriales**

Dispositif : N° 00000945 - Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité

Dossier	16013772 - CA VAL PARISIS - ETUDE URBAINE DU SECTEUR GARE DU GROS NOYER			
Bénéficiaire	P0034108 - CAVP COMMUNAUTE D AGGLOMERATION VAL PARISIS			
Localisation	ERMONT			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Soutien aux dynamiques territoriales - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
60 000,00 €	HT	50 %	30 000,00 €	

Dossier	16013776 - CA VAL PARISIS ETUDE URBAINE SECTEUR GARE DE SAINT LEU			
Bénéficiaire	P0034108 - CAVP COMMUNAUTE D AGGLOMERATION VAL PARISIS			
Localisation	SAINT-LEU-LA-FORET			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Soutien aux dynamiques territoriales - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
100 000,00 €	HT	50 %	50 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000945 - Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité	80 000,00 €

Total sur l'imputation 905 - 52 - 452001 - 452001086	80 000,00 €

ANNEXE A LA DELIBERATION N°3

FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013772

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : CA VAL PARISIS - ETUDE URBAINE DU SECTEUR GARE DU GROS NOYER

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité	60 000,00 €	50,00 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204141-452001-200
452001086- Soutien aux dynamiques territoriales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAVP COMMUNAUTE D AGGLOMERATION VAL PARISIS
Adresse administrative : 271 CHAUSSEE JULES CESAR 95250 BEAUCHAMP
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Yannick BOËDEC, Président

N° SIRET : 20005848500018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité
Rapport Cadre : CP15-605 du 08/10/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 13 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 avril 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La CA Val Parisis créée au 1er janvier 2016 de la fusion des agglomérations Val-et-Forêt, du Parisis, et la commune de Frépillon a pour objectif le réaménagement du secteur gare du Gros Noyer à Ermont dans le but de moderniser l'ensemble du quartier en partenariat avec la SNCF qui étudie la mise en accessibilité de la gare et des quais. Pour cette étude, un objectif d'urbanisme durable est envisagé puisqu'il s'agit de réaliser des secteurs d'habitat de type éco quartier privilégiant des espaces bâtis économes en ressources.

Description :
Cette étude se découpe en deux lots :
- Un lot « étude urbaine/habitat » avec l'élaboration de formes urbaines et la construction de logements

- Un lot « réaménagements des abords de la gare » où il est question de favoriser l'accès aux quais, la création d'un parvis, la création de places de stationnement, un point d'arrêt terminal de la ligne 38-03 optimisé ou encore la mise en place d'un Véligo.

Il est donc primordial de penser l'étude dans son ensemble, aménagement urbain et réaménagement de la gare, afin de créer une logique et une continuité des espaces ainsi qu'une accessibilité à la gare optimale. Cette étude urbaine vise donc le renouvellement urbain du quartier se situant aux abords de la gare du Gros Noyer.

Cela répond à un objectif du Schéma Directeur de la Région Ile-de-France 2030 qui vise la densification autour des gares par la création de logements aux abords des sites desservis par les transports en commun.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- ERMONT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Soutien aux dynamiques territoriales

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
eTUDES URBAINE DE SECTEUR GARE DU GROS NOYER	60 000,00	100,00%
Total	60 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	30 000,00	50,00%
CA VAL PARISIS	30 000,00	50,00%
Total	60 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	12 000,00 €
2017	18 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013776

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : CA VAL PARISIS ETUDE URBAINE SECTEUR GARE DE SAINT LEU

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité	100 000,00 €	50,00 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-52-204141-452001-200
452001086- Soutien aux dynamiques territoriales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAVP COMMUNAUTE D AGGLOMERATION VAL PARISIS
Adresse administrative : 271 CHAUSSEE JULES CESAR 95250 BEAUCHAMP
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Yannick BOËDEC, Président

N° SIRET : 20005848500018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité
Rapport Cadre : CP15-605 du 08/10/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 13 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 avril 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La CA Val Parisis créée au 1er janvier 2016 de la fusion des agglomérations Val-et-Forêt, du Parisis et la commune de Frépillon, a pour objectif l'étude urbaine multi sites des quartiers sud de Saint-Leu-la-Forêt. Les études concernent : les secteurs de la ville situés de part et d'autre de l'axe traversant est-ouest constitué de la RD502, le centre-ville et spécialement le secteur gare (nord et sud des voies) et la trame verte Saint-Loupienne qui vise à liaisonner la forêt de Montmorency et le Bois des Aulnaies.

Cette étude répond à un objectif du Schéma Directeur de la Région Ile-de-France 2030 qui vise la densification autour des gares par la création de logements aux abords des sites desservis par les transports collectifs. La création de la trame verte Saint-Loupienne entre également dans le cadre du Schéma Directeur Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) qui vise la reconstitution d'un réseau d'espaces verts sur le territoire national afin que les espèces animales et végétales puissent y vivre, y

circuler…

Description :
Cette étude nécessite des compétences variées dans le domaine de l'aménagement urbain, qui ne seront pas nécessairement différentes d'un secteur d'étude à l'autre.
Le phasage de l'étude se fera en 3 étapes : phase 1 : un diagnostic et des propositions de projets, phase 2 : l'approfondissement des projets sélectionnés, phase 3 la création des outils opérationnels.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- SAINT-LEU-LA-FORET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Soutien aux dynamiques territoriales

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ETUDE URBAINE SECTEUR GARE DE SAINT LEU	100 000,00	100,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	50 000,00	50,00%
CA VAL PARISIS	50 000,00	50,00%
Total	100 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	20 000,00 €
2017	30 000,00 €

ANNEXE A LA DELIBERATION N°4

CONVENTION DE FINANCEMENT-TYPE

CONVENTION DE FINANCEMENT
AU TITRE DU SOUTIEN AUX DYNAMIQUES PERI-URBAINES, RURALES ET DES POLES DE CENTRALITE
VOLET TERRITORIAL DU CPER ILE-DE-FRANCE 2015-2020

régissant les modalités de financement des études et prestations dans le cadre de la mise en œuvre du volet territorial du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 relative à l'aide à l'ingénierie pour le soutien aux dynamiques territoriales périurbaine, rurales et des pôles de centralité,

Entre

La Région Ile-de-France, représentée par la Présidente du Conseil régional, dûment mandaté par délibération n° ……..du ……..,

d'une part,

L'EPCI XXXX ou le groupement intercommunal représenté par son Président

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE

Le volet territorial du Contrat de plan Etat- Région Ile-de-France 2015-2020 approuvé par délibération n°CR 58-15 du 19 juin 2015 et la volonté régionale d'accompagner la restructuration intercommunale en grande couronne et de favoriser, conformément au SDRIF, une région multipolaire.

La mise en œuvre du soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité « aide à l'ingénierie territoriale » du volet territorial du Contrat de Plan Etat-Région Ile-de-France 2015-2020 approuvé par délibération CP n°15-605 du 8 octobre 2015.

La convention-cadre relative à l'aide à l'ingénierie pour le soutien aux dynamiques territoriales périurbaines, rurales et des pôles de centralité sur le « territoire de xxxxxxx » approuvée par délibération CP xx-xxx du xxxxx pour le territoire de xxxxxxxxxxxxxx

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, et des conditions suivantes.

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

Article 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer le montant et les modalités de versement des subventions régionales accordées à « l'EPCI du territoire XXXX » pour la réalisation des études du programme d'études et de prestations annexé à la convention-cadre signée le ….. Chaque subvention accordée fait l'objet d'une fiche-projet qui est annexé à la présente convention.

L'aide régionale accordée étant, conformément à la délibération régionale n°15-605 du 8 octobre 2015, conditionnée à la signature de la présente convention.

Article 2. Obligations du bénéficiaire

Le maître d'ouvrage s'engage à :

- réaliser l' ou les étude(s) ou la prestation qui conditionnement l'octroi de la subvention régionale selon les caractéristiques décrites dans les fiches-projets annexées à la présente convention ;
- informer la Région des prestataires retenus et du montant effectif de la prestation,
- associer régulièrement la Région au suivi de l' ou des étude(s), l'informer de son/leur avancement et lui communiquer le rendu final de l'étude ;
- informer la Région des difficultés ou évènements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder, voire d'interrompre l'exécution de l'étude ou de la prestation;
- signaler par écrit toute modification du programme dès lors que celle(s)-ci aurai(en)t pour effet de réduire le coût des études projetées présenté en annexe financière. La Région se réserve alors le droit de revoir à la baisse le montant de sa subvention;
- informer la Région des autres subventions publiques demandées ou attribuées pour le même objet en cours d'exercice de la présente convention ;
- fournir les documents détaillés nécessaires aux versements mentionnés à l'article 4 Modalités de versement de la subvention régionale ;
- faciliter le contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds mobilisés, en facilitant l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'à toutes pièces justificatives ;
- conserver l'ensemble des pièces justificatives des opérations pendant 10 ans, à compter de l'expiration de la présente convention, pour tout contrôle effectué a posteriori à compter l'expiration de la convention,
- recruter X stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois. Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.
- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats, etc.) dans leur déroulement.

Article 3. Engagement de la Région

La Région s'engage à soutenir financièrement les actions définies dans le programme d'études et prestations selon les modalités précisées dans les annexes à la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à XXX (taux de subvention) % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à XXXXXXX (montant de base) €, soit un montant maximum de subvention de XXXXXX (montant de subvention) €.
Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

Le montant de la subvention constitue un plafond. Si les dépenses justifiées par le maître d'ouvrage sont inférieures au montant prévisionnel, l'aide régionale est révisée par application du taux prévu à l'annexe 1 et calculée sur la base des dépenses justifiées HT.

La Région ne prendra pas à sa charge d'éventuels surcoûts.

Article 4. Dispositions financières

Article 4.1. Caducité

Pour les subventions de fonctionnement, si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Pour les subventions d'investissement, si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Article 4.2. Modalité de versement

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Les paiements seront effectués au compte ouvert par le maître d'ouvrage bénéficiaire auprès de :

N° SIRET :
Code APE :
Code banque :
Code guichet :
Numéro de Compte :
Clé RIB :

Le versement de la subvention régionale intervient sur appel de fonds, au fur et à mesure de la réalisation des études, signé par le représentant habilité qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

A l'appui de chaque demande, le maitre d'ouvrage bénéficiaire transmet :

- L'imprimé régional, dument renseigné, de demande de versement de subvention ;
- Un état récapitulatif des factures acquittées (N° de facture, montant, date de mandatement, n° mandat) ainsi que les recettes versées par les autres financeurs.
  Ce document sera certifié et signé par le comptable public du bénéficiaire qui atteste la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le comptable assignataire est le directeur régional des finances publiques de la Région Ile-de-France et du département de Paris.

Article 4.2.1. Versement d'acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 20% du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Article 4.2.2. Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le versement du solde est également subordonné à la production de X justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(e) ou alternant(s) mentionné à l'article XXX de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Article 4.3. Révision du montant subventionné

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué dans les fiches-projets annexées à la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Article 4.4. Eligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale des subventions et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.1 de la présente convention.

Article 5. Restitution éventuelle

Le reversement total de la subvention sera exigé en cas de non-respect de ses obligations par le maître d'ouvrage bénéficiaire, d'utilisation des fonds non-conforme à leur objet ou en cas d'absence de production du compte-rendu financier.

Dans ce cas, il sera procédé à la résiliation de la présente convention dans les conditions prévues dans l'article 8 – Résiliation de la convention.

En outre, la Région se réserve le droit d'exiger le remboursement de tout ou partie des sommes versées au regard de la qualité des actions effectuées.

Enfin, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Article 6. Communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet du présent protocole.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de- France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet.
Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.
Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

Article 7. Modification de la convention

Toute modification à la convention fera l'objet d'un avenant, cosigné des deux parties en présence, préalablement soumis à l'approbation de la Commission Permanente du Conseil Régional.

Article 8. Durée de la convention :

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante et prend fin avec le versement du solde de la subvention ou par application des règles de caducité mentionnées à l'article 4.1.

Article 9. Résiliation de la convention

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement, total ou partiel, de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

Article 10. Pièces contractuelles

La présente convention comporte les pièces contractuelles suivantes :

- Annexes : fiches-projets

Fait en deux exemplaires originaux.

A XXX	A Paris,
Le	Le,
Pour l'EPCI	Pour la Région Ile-de-France
Le Président de l'EPCI	**La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France**
XXXXX	**Valérie PECRESSE**

ANNEXES : FICHES-PROJETS

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 12/10/2016
- Date de réception en préfecture: 12/10/2016

DÉLIBÉRATION N° CP 16-483

DU 12 OCTOBRE 2016

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE DE « TRANSPORT»
OPÉRATIONS DU CONTRAT DE PLAN ÉTAT - RÉGION 2015 – 2020
GRANDS PÔLES INTERMODAUX
DEUXIÈME AFFECTATION 2016

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;
VU Le Code des Transports ;
VU La délibération du Conseil Régional n° CR 55-13 du 11 juin 2013 relative à la mise en œuvre et au financement du Plan de Mobilisation pour les transports en Ile-de-France sur la période 2013-2017 dans le cadre du Nouveau Grand Paris, signé le 19 juillet 2013 ;
VU La délibération cadre n° CR 36-14 du 19 juin 2014 approuvant le nouveau Plan de Déplacements Urbains d'Île-de-France (PDUIF) ;
VU La délibération n° CR 37-14 du 19 juin 2014 relative au Plan d'action régional en faveur de la mobilité durable ;
VU La délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 approuvant le versement des subventions régionales accordées pour les opérations de transports du Contrat de Plan 2015-2020 sous forme d'acomptes dans la limite de 95% de la participation régionale, dans son article 3 ;
VU La délibération cadre n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan État-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015 ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens;
VU La délibération n° CP 10-987 du 17 novembre 2010 approuvant la convention de financement relative à la rénovation du pôle de Noisy-le-Sec et portant affectation d'une autorisation de programme dans son article 16 ;
VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2016 ;
VU Le rapport CP 16-483 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;
VU L'avis de la Commission des transports;
VU L'avis de la Commission des finances;
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ

Article unique : PR 812-010 «Grands pôles intermodaux»

Décide de participer au financement du projet détaillé en annexe 2 *(fiche projet)* à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **192 500 €**.

Bénéficiaires	Opérations	Localisation	Action (481010011)
STIF	PÔLE D'ÉCHANGES MULTIMODAL DE NOISY-LE-SEC : DOCP - CONCERTATION PREALABLE	Seine-Saint-Denis	192 500,00 €

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 3 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **192 500 €** disponible sur le chapitre 908 «Transports», code fonctionnel 812 «Gares et autres infrastructures ferroviaires», programme PR 812-010 «Grands pôles intermodaux», action 481010011 «Grands pôles intermodaux», du budget 2016 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Cette affectation relève du contrat de plan Etat-Région 2015-2020:

- Volet 1 «Mobilité multimodale»
- Sous-volet 11 «Nouveau Grand Paris»
- Action 111 «Modernisation du réseau»

La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXE 1 À LA DÉLIBÉRATION : ÉTAT RÉCAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-483	Budget	2016

Chapitre	**908 - Transports**
Code fonctionnel	**812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires**
Programme	**481010 - Grands pôles intermodaux**
Action	**481010011 - Grands pôles intermodaux**

Dispositif : N° 00000744 - Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)

Dossier	16015052 - POLE D'ECHANGE MULTIMODAL DE NOISY-LE-SEC - DOCP - CONCERTATION PREALABLE			
Bénéficiaire	R1989 - STIF SYNDICAT TRANSPORT ILE DE FRANCE			
Localisation	NOISY-LE-SEC			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Pole de Noisy-le-Sec - Hors CPRD			
Montant total	192 500,00 €		Code nature	2041733
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
550 000,00 €	HT	35 %	192 500,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000744 - Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	192 500,00 €

Total sur l'imputation 908 - 812 - 481010 - 481010011	192 500,00 €

ANNEXE 2 À LA DÉLIBÉRATION : FICHE PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16015052

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : PÔLE D'ÉCHANGES MULTIMODAL DE NOISY-LE-SEC : DOCP - CONCERTATION PREALABLE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	550 000,00 €	35,00 %	192 500,00 €
	Montant Total de la subvention		192 500,00 €

Imputation budgétaire : 908-812-2041733-481010-200
481010011- Grands pôles intermodaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : STIF SYNDICAT TRANSPORT ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 41 RUE DE CHATEAUDUN
75009 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant :

N° SIRET : 28750007800020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)
Rapport Cadre : CR 37-14 du 19 juin 2014

Objet du projet : attribution d'une subvention pour le financement des études DOCP et de la concertation préalable du pôle d'échanges multimodal de Noisy-le-Sec.

Date prévisionnelle de début de projet : 12 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
A la suite de la création du RER E et du tramway T1, le pôle a vu augmenter sa fréquentation, avec actuellement près de 25 000 voyageurs qui fréquentent quotidiennement la gare. Il présente, en l'état, un certain nombre de dysfonctionnements dont :

- une intermodalité non optimale caractérisée par l'éclatement des fonctions de transport sur le site ;
- un sous-dimensionnement très important des espaces de transport au regard des flux actuels ;
- une configuration des espaces et des bâtiments peu lisibles ;

- un vieillissement généralisé des espaces, des équipements et des bâtiments.

La gare de Noisy-le-Sec se trouve en interface avec plusieurs projets de transports collectifs structurants prévus à moyen terme. Il s'agit notamment :

- de l'arrivée en terminus du tram-train de la Tangentielle Nord,
- du prolongement du tramway T1 jusqu'au pôle de Val-de-Fontenay,
- du prolongement du RER E à l'Ouest vers La Défense et Mantes-la-Jolie,
- du prolongement du tram-train T4.

Ces projets vont accroître significativement les flux quotidiens générés. Ce renforcement de desserte programmé et le lancement en 2016 des études complémentaires du tracé du tramway T1 prolongé sont l'occasion de repenser le fonctionnement et l'organisation du pôle.

Une réorganisation du pôle est donc indispensable pour accompagner l'accroissement progressif de la fréquentation du pôle de Noisy-le-Sec lié à l'augmentation de l'offre de transport et à la densification du secteur.

L'ensemble des aménagements devra faire émerger, à terme, un pôle d'échanges multimodal plus fonctionnel, redimensionné pour répondre à la croissance du trafic, entièrement accessible aux PMR, et mieux sécurisé pour les flux qui s'y croisent actuellement sur des voiries très étroites.

Les principaux objectifs du pôle sont :
- faciliter l'intermodalité et notamment améliorer les correspondances entre la gare ferroviaire, la station de tramway T1, la future station de la Tangentielle nord, la future station du T4 et la gare routière ;
- améliorer le fonctionnement des réseaux de bus urbains et interurbains, sur la base d'une gare routière restructurée ;
- y intégrer les éléments nécessaires au T4 et à la Tangentielle nord ;
- optimiser l'insertion urbaine du pôle gare ;
- améliorer la lisibilité, la gestion et la sécurité des flux piétons et cyclistes ;
- adapter et optimiser l'offre de stationnement pour chacun des usages : parc-relais, dépose-minute, taxis, vélos... ;
- concevoir un projet phasé tenant compte des échéances de mise en service des projets de transport et du calendrier des projets de développement urbain ;
- améliorer la sécurité du site.

Description :
La convention de financement prévoit :
- d'élaborer un DOCP,
- de réaliser des expertises complémentaires,
- de financer la concertation préalable.

Moyens mis en œuvre :
Les études DOCP et la concertation préalable seront réalisées sous la maîtrise d'ouvrage du STIF.

Intérêt régional :
Ce projet est inscrit :
- au SDRIF adopté par délibération du Conseil régional n° CR 97-13 du 18 octobre 2012 et approuvé par décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 ;
- au CPER 2015-2020 approuvé par délibération du Conseil régional n° CR 53-15 du 18 juin 2015 ;
- au PDUIF approuvé par délibération du Conseil régional n° CR 36-14 du 19 juin 2014;
- au Plan régional en faveur de la mobilité durable approuvé par délibération du Conseil régional n° CR 37-17 du 19 juin 2014.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter au moins un(e) stagiaire ou alternant(e).

Public(s) cible(s) :
Les usagers des transports collectifs franciliens.

Détail du calcul de la subvention :

Le plan de financement prévoit la répartition suivante (montants en euros courants et HT) :

Part État + Région (CPER 2015-2020) = 50%
- soit pour l'État : 82 500 € (15%)
- soit pour la Région : 192 500 € (35%)

Part "collectivités locales" = 25%
- soit pour la ville de Noisy-le-Sec : 91 666,67€ (16,67%)
- soit pour l'Établissement public territorial Est Ensemble : 45 833,33€ (8,33%)

Part "MOA" = 25%
- soit pour le STIF : 137 500 €

MONTANT TOTAL = 550 000 € HT

Localisation géographique :
- NOISY-LE-SEC

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Pole de Noisy-le-Sec

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DOCP	250 000,00	45,45%
EXPERTISES COMPLEMENTAIRES	100 000,00	18,18%
CONCERTATION PREALABLE	150 000,00	27,27%
PROVISION POUR ETUDES COMPLEMENTAIRES	50 000,00	9,09%
Total	550 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ETAT	82 500,00	15,00%
REGION ILE-DE-FRANCE	192 500,00	35,00%
NOISY-LE-SEC (en cours)	91 666,67	16,67%
EST ENSEMBLE (en cours)	45 833,33	8,33%
STIF (en cours)	137 500,00	25,00%
Total	550 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	0,00 €
2017	86 625,00 €
2018	67 375,00 €
2019	38 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	4 846 320,00 €
2013	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	3 204 250,00 €
2013	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	615 565 000,00 €
2013	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	53 590 000,00 €
2013	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	80 325 000,00 €
2013	Opérations d'infrastructure de transports en commun	20 714 103,00 €
2014	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	4 345 000,00 €
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	2 058 000,00 €
2014	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	627 875 946,00 €
2014	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	55 197 000,00 €
2014	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	82 334 000,00 €
2014	Etudes générales dans le domaine des transports - fonctionnement	50 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	37 143 309,00 €
2015	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	6 100 939,00 €
2015	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	-1 330 000,00 €
2015	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	664 154 752,00 €
2015	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	77 365 000,00 €
2015	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	83 981 000,00 €
2015	Etudes générales dans le domaine des transports - fonctionnement	50 000,00 €
2015	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	495 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	155 411 949,14 €
2015	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	13 110 000,00 €
2016	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	5 428 856,00 €
2016	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	640 496 300,00 €
2016	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	58 474 000,00 €
2016	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	75 500 000,00 €
2016	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	455 000,00 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	25 303 230,00 €

2016	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	980 000,00 €
	Montant total	3 398 287 153,51 €

ANNEXE 3 À LA DÉLIBÉRATION : CONVENTION

2016

PÔLE D'ÉCHANGES MULTIMODAL DE NOISY-LE-SEC

Convention de financement des études relatives au Dossier d'Objectifs et de Caractéristiques Principales (DOCP) et à la concertation préalable

CONVENTION N°

SOMMAIRE

CONTEXTE GENERAL DE L'OPERATION 6

Définitions 6

Préambule 6

Objectifs du projet 7

Inscription dans les documents de planification et de programmation 7

1 - OBJET DE LA CONVENTION 7

1.1. Définition et contenu de l'opération 8

1.1.1. Dossier d'objectifs et de caractéristiques principales (DOCP) 8

1.1.2. La concertation préalable 9

1.1.3. Prestations complémentaires 9

1.2. Calendrier de réalisation de l'opération 9

2 – ROLE ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 10

2.1. L'autorité organisatrice des transports 10

2.2. La maîtrise d'ouvrage 10

2.2.1. Identification, engagements et périmètre d'intervention du maître d'ouvrage 10

2.2.2. Coordination du projet de pôle et des projets connexes 10

2.3. Les financeurs 11

2.3.1. Identification 11

2.3.2. Engagements 11

3 – MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 12

3.1. Estimation du coût des études 12

3.2. Coûts détaillés 12

3.3. Plan de financement 12

3.4. Modalités de versement des crédits de paiement par l'État, la Région, de l'établissement public territorial Est Ensemble et de la commune de Noisy-le-Sec 13

3.4.1. Versement d'acomptes 13

3.4.2. Versement du solde 14

3.4.3. Modalités de paiement 15

3.4.4. Bénéficiaire et domiciliation 15

3.5. Caducité des subventions 16

3.5.1. Caducité au titre du règlement budgétaire de la Région....16
3.5.2. Caducité au titre du décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement....16
3.5.3. Caducité des subventions versées par l'établissement public territorial Est Ensemble....16
3.5.4. Caducité des subventions versées par la commune de Noisy-le-Sec....17
3.6. Comptabilité de l'opération....17
4 – MODALITES D'AUDIT ET DE CONTROLE PAR LES FINANCEURS....17
5 – GESTION DES ECARTS....17
6 – PILOTAGE ET SUIVI DE L'OPERATION....18
6.1 Comité technique (COTECH)....18
6.2 Commission de Suivi (COSU)....19
6.3 Suivi de la communication institutionnelle....19
6.4 Réunions de travail....19
7 – PROPRIÉTÉ, COMMUNICATION ET DIFFUSION DES ÉTUDES....20
8 – DISPOSITIONS GENERALES....20
8.1Modification....20
8.2 Règlement des litiges....20
8.3 Résiliation de la convention....21
8.4 Date d'effet et durée de la convention....21
8.5 Mesures d'ordre....21
ANNEXES....23
ANNEXE 1....24
ANNEXE 2....25
ANNEXE 3....26
ANNEXE 4....27
ANNEXE 5....28

Entre,

En premier lieu,

- l'**Etat**, représenté par le Préfet de la région d'Ile-de-France, Préfet de Paris,

- la **Région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil régional, ci-après désignée par « la Région » dûment mandatée par délibération n°…….. de la Commission Permanente en date du …….. du Conseil régional d'Ile-de-France,

- **l'Etablissement public territorial Est Ensemble**, représenté par le Président de l'Etablissement public territorial Est Ensemble, dûment mandaté par délibération n°…….. du Conseil territorial en date du……..,

- **la commune de Noisy-le-Sec**, représentée par le Maire, dûment mandaté par délibération n° 2014/14-04-01 du Conseil municipal en date du 14 avril 2014,

Ci-après désignés « **les financeurs** » (hors financement par le maître d'ouvrage).

En deuxième lieu,

- **Le STIF**, établissement public à caractère administratif, dont le siège social est situé au 39 bis / 41 rue de Châteaudun 75009 PARIS, SIRET n° 287 500 078 00020, représenté par Laurent PROBST en sa qualité de Directeur Général dûment habilité aux fins des présentes par délibération du conseil n°2016-302 en date du 13 juillet 2016,

Ci-après désigné « **le STIF** » ou « **l'autorité organisatrice** » ou **« le bénéficiaire »**

Ci-après collectivement désignés « **les parties** »,

Visas

Vu le code des transports,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'environnement,

Vu le code de l'expropriation ;

Vu la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dite loi MOP,

Vu le décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement et son décret d'application 2002-428 du 25 mars 2002,

Vu le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le Schéma directeur de la région Ile-de-France,

Vu le Contrat de plan Etat – Région 2015-2020 approuvé par délibération du Conseil régional n° CR 53-15 du 18 juin 2015 et signé le 9 juillet 2015,

Vu le protocole Etat-Région correspondant à la mise en œuvre du Plan de Mobilisation pour les transports sur la période 2013-2017 dans le cadre du Nouveau Grand Paris, signé le 19 juillet 2013 ;

Vu la délibération n° CR 37-14 du 19 juin 2014 relative au rapport cadre pour l'actualisation du Plan d'action régional en faveur de la mobilité durable,

Vu la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens,

Vu la délibération n°2011-631 et ses annexes du Conseil du STIF en date du 6 juillet 2011 approuvant le contenu type des Dossiers d'objectifs et de caractéristiques principales (DOCP) et des Schémas de principe (SDP) ;

Vu le Règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France, adopté par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016,

Vu la délibération n°…… de la Commission permanente du …… du Conseil régional,

Vu la délibération n°…… de l'Etablissement public territorial Est Ensemble du ……,

Vu la délibération n° …… du Conseil municipal de Noisy-le-Sec du ……,

Vu la délibération n°…… du Conseil du STIF du ……,

Il est précisé et convenu ce qui suit :

CONTEXTE GENERAL DE L'OPERATION

Définitions

Les parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes (DOCP, concertation préalable, schéma de principe, enquête publique, études d'Avant-projet, travaux) permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle destinée au transport public de voyageurs, et à laquelle la présente convention fait référence.

« **Opération** » : désigne les étapes du projet et leur financement définis dans le cadre de la présente convention.

« **Etudes** » : désigne tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui ont permis de réaliser les résultats des études, tels que notamment les rapports, les documents, les plans, au sens du code de propriété intellectuelle dont l'objet et le contenu sont décrits dans la présente convention à l'article 1.1 et en annexe 2.

« **Résultats des études** » : désigne le Dossier d'Objectifs et de Caractéristiques Principales (DOCP) réalisé par le maître d'ouvrage, comme défini dans l'annexe de la délibération n°2011/0631 jointe en annexe 5 qui sera présentée au conseil d'administration du STIF.

Préambule

A la suite de la création du RER E et du tramway T1, le pôle a vu augmenter sa fréquentation, avec actuellement près de 25 000 voyageurs qui fréquentent quotidiennement la gare. Il présente, en l'état, un certain nombre de dysfonctionnements dont :

- une intermodalité non optimale caractérisée par l'éclatement des fonctions de transport sur le site ;
- un sous-dimensionnement très important des espaces de transport au regard des flux actuels ;
- une configuration des espaces et des bâtiments peu lisibles ;
- un vieillissement généralisé des espaces, équipements et des bâtiments.

La desserte de la gare de Noisy-le-Sec sera fortement renforcée à moyen terme par l'arrivée de nouveaux modes de transports structurants et par l'amélioration des modes déjà présents :

- l'arrivée en terminus du tram-train de la Tangentielle Nord,
- le prolongement du tramway T1 jusqu'au pôle de Val-de-Fontenay,
- le prolongement futur du tram-train T4,
- le prolongement du RER E à l'Ouest vers La Défense et Mantes-la-Jolie ;
- le schéma de secteur du RER E/ P à l'Est.

Ces projets vont accroître significativement les flux quotidiens. Ce renforcement de desserte programmé et le lancement en 2017 des études complémentaires du tracé du tramway T1 prolongé sont l'occasion de repenser le fonctionnement et l'organisation du pôle.

D'un point de vue urbain, ce pôle s'inscrit dans sa frange nord au sein du projet de la ZAC du « quartier durable de la Plaine de l'Ourcq » portée par Est Ensemble et la commune de Noisy-le-Sec. Cet ensemble de 28ha, compte tenu du nombre de logements prévu (1300 logements) et des m² de bureaux aménagés (+30.000 m²) et des espaces commerciaux (+70.000 m²), devra être pris en compte dans la réflexion du pôle et sur les modalités d'accès, de franchissement du faisceau ferroviaire entre cette ZAC et le pôle de Noisy-le-Sec.

Objectifs du projet

Les études, objet de la présente convention de financement, portent sur le pôle multimodal de Noisy-le-Sec et viseront à établir le programme du réaménagement du pôle et proposeront pour chaque élément du programme un maître d'ouvrage et des modalités de financement, conformément aux documents de planification (PDUIF) et de programmation en vigueur (Plan régional en faveur de la mobilité durable (PRMD), CPER 2015-2020, subventions STIF, Plan Local de Déplacements voté le 15 décembre 2015 par l'établissement public territorial l'Est Ensemble.).

Ces éléments de programme qui seront étudiés dans ce cadre correspondent aux éléments de programme des grands pôles de correspondance, tels que définis dans le PDUIF et repris dans le PRMD. Il s'agit des gares routières, des parcs relais, des parcs véligos, de l'accessibilité PMR, des aménagements cyclables, de l'information voyageurs, des aménagements extérieurs de voirie (parvis, carrefours et cheminements piétons d'accès directs au pôle) ainsi que les espaces ferroviaires (refonte ou rénovation de bâtiments voyageurs, accès aux quais, etc.).

L'ensemble des aménagements devra faire émerger, à terme, un pôle d'échanges multimodal plus fonctionnel, redimensionné pour répondre à la croissance du trafic, entièrement accessible aux PMR, et mieux sécurisé pour les flux qui s'y croisent actuellement sur des voiries très étroites.

Les principaux objectifs du pôle sont :

- faciliter l'intermodalité et notamment améliorer les correspondances entre la gare ferroviaire, la station de tramway T1, la future station de la Tangentielle Nord, la future station du T4 et la gare routière ;
- améliorer le fonctionnement des réseaux de bus urbains et interurbains, sur la base d'une gare routière restructurée ;
- y intégrer les éléments nécessaires au T4 et à la Tangentielle Nord ;
- optimiser l'insertion urbaine du pôle gare ;
- améliorer la lisibilité, la gestion et la sécurité des flux piétons et cyclistes ;
- adapter et optimiser l'offre de stationnement pour chacun des usages : parc-relais, dépose-minute, taxis, vélos... ;
- concevoir un projet phasé tenant compte des échéances de mise en service des projets de transport et du calendrier des projets de développement urbain ;
- améliorer la sécurité du site.

Inscription dans les documents de planification et de programmation

Le projet de pôle de Noisy-le-Sec est inscrit :

- au SDRIF approuvé par la Région délibération n° CR 97-13 du 18 octobre 2013 et par l'État par décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013, publié le 28 décembre 2013 au Journal officiel ;
- au PDUIF approuvé par la Région délibération n° CR 36-14 du 19 juin 2014 (pôle de niveau 1) ;
- au Plan régional en faveur de la mobilité durable voté par la Région n° CR 37-14 du 19 juin 2014,
- au Contrat de plan Etat – Région 2015-2020 voté par l'assemblée régionale le 18 juin 2015 (CR 53-15) et signé le 9 juillet 2015.

1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet :

- de définir les **modalités de la participation** de l'État, de la Région Ile-de-France, de l'établissement public territorial Est Ensemble, la commune de Noisy-le-Sec et du STIF au financement des études

du dossier d'objectifs et de caractéristiques principales (DOCP) et de la concertation préalable du pôle d'échanges multimodal de Noisy-le-Sec

- de préciser le **contenu des études** nécessaires à la constitution :
  - du dossier d'objectifs et de caractéristiques principales ;
  - de la concertation préalable ;
- de préciser les **livrables** remis aux financeurs à chacune des étapes ;
- de préciser la **gouvernance du projet** à chaque étape dans le respect du calendrier général du projet ;
- de **réaliser la concertation préalable** et d'en **dresser un bilan**.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés au projet, objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

« Pôle d'échanges multimodal de Noisy-le-Sec : études DOCP – concertation préalable »

1.1. Définition et contenu de l'opération

L'opération porte sur :

- la constitution du dossier d'objectifs et de caractéristiques principales (DOCP) du pôle d'échanges multimodal de Noisy-le-Sec ;
- l'organisation, la conduite et la formulation du bilan de la concertation préalable ;
- des prestations complémentaires éventuelles à chacune de ces étapes.

1.1.1. Dossier d'objectifs et de caractéristiques principales (DOCP)

Le DOCP porte sur :

- l'**opportunité** du projet ;
- les **caractéristiques principales du projet** : principes guidant le choix du réaménagement du pôle existant et la définition des solutions techniques. Le projet comprend notamment les points particuliers suivants :
  - Deux à trois scénarios de réaménagement des espaces ferroviaires répondant aux objectifs de désaturation et d'amélioration générale de la qualité et de la sécurité du site. Ces scénarios pourront intégrer des opérations connexes de valorisation immobilière sur le site.
  - Deux à trois scénarios d'aménagement des espaces publics aux abords de la gare permettant une bonne intermodalité entre les modes ferrés, le tramway, les bus et les modes actifs et participant à une amélioration de l'inscription du pôle dans le tissu urbain environnant.
- une évaluation sommaire du **coût**, du **calendrier** de réalisation avec phasage éventuel, des **impacts** et de l'**intérêt socio-économique** ;
- la comparaison des scénarios et l'identification des **solutions les plus pertinentes** sur la base d'une **analyse comparative multicritères** ;
- la définition des **périmètres de maitrise d'ouvrage** pour la poursuite des études et les travaux ;
- les **modalités de financement des éléments de programme** du pôle en distinguant notamment ceux qui relèvent d'un financement PRMD par la Région de ceux qui seront financés hors cadre PRMD.

Les modalités de réalisation du DOCP seront présentées aux financeurs dans le cadre des instances de gouvernance de l'opération.

Le contenu du DOCP est précisé par la délibération n°2011/631 du Conseil du STIF, prise dans sa séance du 6 juillet 2011. La partie relative au DOCP est jointe en annexe 5.

1.1.2. La concertation préalable

La concertation porte sur les objectifs du DOCP approuvé par le Conseil du STIF ainsi que sur les variantes retenues. Les objectifs et les modalités de la concertation sont validés par le Conseil du STIF à l'issue du DOCP.

La concertation pourra comporter :

- une **publicité préalable** dans les médias (presse, web,...) ou via des supports imprimés (affiches, flyers...) pour informer le public de l'objet de la concertation et des modalités de son déroulement,
- une ou plusieurs **exposition(s) d'informations générales** sur le projet, présentant des panneaux d'information,
- la présence, sur les lieux d'exposition, **de registres** à disposition du public,
- la mise en ligne d'un **site web** informant sur le projet et les modalités de la concertation, avec la possibilité pour les internautes de laisser leurs avis et/ou de poser leurs questions via un formulaire ou une adresse de contact,
- l'envoi et/ou la mise à disposition de **supports imprimés (dépliants) d'information**, avec un "coupon T" permettant aux publics d'envoyer leurs remarques gratuitement par courrier,
- la tenue de **réunions publiques, de rencontres (avec les voyageurs, les acteurs locaux...), d'ateliers...**
- tout autre dispositif adapté au contexte local et permettant de nourrir la concertation.

Ces modalités sont précisées par le STIF puis soumises aux collectivités locales et aux financeurs avant le lancement de la concertation.

A l'issue de la concertation préalable, le STIF tire le bilan de la concertation. Les variantes de scenarii d'aménagement du pôle d'échanges multimodal seront précisées puis une variante sera retenue pour être étudiée dans le cadre du schéma de principe.

1.1.3. Prestations complémentaires

Dans le cadre de la production des études techniques nécessaires à l'établissement du dossier de DOCP ou au déroulement de la concertation préalable, le STIF, en tant que maître d'ouvrage, pourra faire appel si nécessaire à des prestations portant sur :

- l'acceptabilité des solutions proposées pour le projet du pôle sur les ouvrages existants propriété de SNCF Réseau, de SNCF Mobilités, de l'établissement public territorial Est Ensemble ou de la commune de Noisy-le-Sec, notamment au regard de leur impact temporaire et/ou définitif sur leur exploitation ;
- l'estimation des coûts du projet proposée par le bureau d'étude mandaté par le STIF ;
- certaines propositions techniques du bureau d'études mandaté par le STIF ;
- des variantes ou options de programme ou d'aménagement.

Ces éléments seront soumis à l'accord des collectivités et des financeurs.

1.2. Calendrier de réalisation de l'opération

Le délai prévisionnel de réalisation de l'opération est fixé à 20 mois. Il convient en outre d'ajouter un délai de précaution supplémentaire de 12 mois soit un délai de réalisation de **32 mois** à compter de la notification de la présente convention par le STIF. Cette durée prévisionnelle est conforme aux dispositions de l'article 8.4.

A titre indicatif, le calendrier prévisionnel des études DOCP et de la concertation préalable sur la base d'une notification début 2017, est le suivant (détail en annexe 4) :

Elaboration du DOCP	Novembre 2016 – Décembre 2017
Concertation et bilan	1er semestre 2018

2 – ROLE ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

2.1. L'autorité organisatrice des transports

Conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R1241-30 et suivants du code des transports, le STIF veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Ile-de-France.

A cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le maître d'ouvrage. Le STIF désigne le ou les maîtres d'ouvrage des projets d'infrastructures nouvelles destinés au transport public de voyageurs.

2.2. La maîtrise d'ouvrage

Le pilotage des études nécessaires à l'élaboration du dossier DOCP et à la préparation de la concertation préalable sera assuré par le STIF.

La concertation préalable du pôle d'échanges multimodal de Noisy-le-Sec sera pilotée par le STIF.

2.2.1. Identification, engagements et périmètre d'intervention du maître d'ouvrage

Le STIF est maître d'ouvrage du programme d'études décrit à l'article 1.2 de la présente convention.

Le STIF est responsable de la conduite des études qui font l'objet de la présente convention, dans la limite de son périmètre de maîtrise d'ouvrage.

L'Etat, la Région, l'établissement public territorial Est Ensemble et la commune de Noisy-le-Sec seront tenus informés par transmission de la convention dès sa signature.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément à la loi 85-704 du 12 juillet 1985 dite loi MOP.

2.2.2. Coordination du projet de pôle et des projets connexes

Le maître d'ouvrage réalisera les études en étroite collaboration avec les maîtres d'ouvrage des projets connexes au pôle de Noisy-le-Sec : RATP (pour la gare routière), SNCF Mobilités, SNCF Réseau, Département de Seine-Saint-Denis, établissement public territorial Est Ensemble, commune de Noisy-le-Sec.

Il est indispensable d'articuler les futurs projets de transport programmés sur ce secteur avec les projets urbains en cours ou à venir. Il s'agit de garantir une cohérence d'ensemble pour l'aménagement de ce territoire, d'esquisser les périmètres de ces projets et leurs interactions ainsi que les modalités d'intervention de chaque maitre d'ouvrage. L'objectif est d'aboutir à un projet d'ensemble partagé et maîtrisé et à une vision globale des enjeux intermodaux et urbains autour du pôle d'échanges multimodal de Noisy-le-Sec à l'instar des principes appliqués lors de la démarche aménagement – transport pour le territoire de la ligne 11 à laquelle la commune de Noisy-le-Sec et Est Ensemble ont participé.

Le STIF invitera les financeurs ou experts, missionnés sur l'un de ces projets, à assister, sur sa demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du projet.

En tant que pilote des études du pôle de Noisy-le-Sec, en interface avec des projets sous d'autres maîtrises d'ouvrage, le STIF doit :

- établir le planning d'ensemble faisant apparaître l'état d'avancement général des études des différents maîtres d'ouvrage, et en assurer une mise à jour et un suivi régulier ;
- agréger et synthétiser les éléments relatifs à l'exécution de l'opération, notamment les éléments techniques et financiers ;
- identifier le plus en amont possible les questions posées par l'articulation des périmètres et par les conditions d'intervention des différents maîtres d'ouvrage.

A cette fin, le STIF se charge de :

- rassembler les informations obtenues auprès de tous les maîtres d'ouvrage des projets connexes au pôle de Noisy-le-Sec ;
- formaliser et de susciter les échanges réguliers entre les maîtres d'ouvrage pour résoudre les problèmes d'interfaces entre les maîtres d'ouvrage et/ou les présenter lors des comités et des commissions prévues à cet effet (cf. article 6 de la présente convention) ;
- réunir autant que de besoin les élus locaux dans le cadre d'instances plénières « ad hoc » permettant d'acter les grandes étapes des études de DOCP.

2.3. Les financeurs

2.3.1. Identification

Le financement des études DOCP et de la concertation préalable du pôle d'échanges multimodal de Noisy-le-Sec, objet de la présente convention, est assuré par :

- L'Etat
- La Région Ile-de-France
- L'établissement public territorial Est Ensemble
- La commune de Noisy-le-Sec
- Le maître d'ouvrage, le STIF

2.3.2. Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les autorisations de programme (AP) / autorisations d'engagement (AE) nécessaires pour la réalisation de l'opération par le maître d'ouvrage visé à l'article 2.2, conformément à la durée de validité de la convention indiquée à l'article 8.4, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 3.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visé à l'annexe 2.

3 – MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

3.1. Estimation du coût des études

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à **550 000€ HT en euros courants**, non actualisables et non révisables.

Ce montant constitue un plafond.

3.2. Coûts détaillés

Les coûts pris en charge par le maître d'ouvrage sont établis en euros courants HT des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du projet :

Maîtrise d'ouvrage STIF	**Coûts HT en euros CE 01/2016**
1. DOCP	250 000
Dont (à titre indicatif) *Études techniques dont études SNCF* *Rédaction du DOCP*	 *200 000* *50 000*
2. Concertation préalable	150 000
3. Expertises complémentaires	100 000
Dont (à titre indicatif) *Expertises complémentaires* *Expertise des coûts*	 *50 000* *50 000*
4. Provisions pour études complémentaires	50 000
Total	**550 000**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles, dans le respect du principe de fongibilité entre postes de dépenses du maître d'ouvrage et de l'enveloppe globale par le maître d'ouvrage et après information et après accord express des financeurs.

3.3. Plan de financement

Le financement des études du pôle de Noisy-le-Sec s'inscrit dans le cadre du Plan régional en faveur de la mobilité durable (PRMD) voté par l'Assemblée régionale en juin 2014 et dont **la participation financière de la Région est conditionnée à 2 éléments** :

- **le pôle doit être un pôle de niveau 1**[1] pour bénéficier d'un financement régional ;
- le **pôle doit être inscrit dans un document de programmation financière.**

Le pôle de Noisy-le-Sec remplit ces deux conditions.

Il est inscrit dans le Contrat de plan Etat – Région 2015- 2020 et bénéficie ainsi de financement de l'Etat et de la Région dans le cadre des études selon la répartition suivante :

[1] Les pôles de niveau 1 sont définis dans le Plan de déplacements urbains d'Ile-de-France et ils correspondent :

- ✓ **aux gares dont le trafic est supérieur à 15.000 voyageurs / jour**, avec des correspondances entre lignes de RER, trains ou métro, et avec une ligne de tramway ou une gare routière importante (plus de cinq postes à quais),
- ✓ **aux stations de métro** avec gare routière,
- ✓ **aux grandes gares parisiennes** terminus.

- une participation de **25% minimum** des **maîtres d'ouvrage et/ou les bénéficiaires du projet**, tous périmètres confondus.
- Une participation de **75 % maximum** des **collectivités** (Etat, Région, collectivités et établissements publics).
- un plafonnement de la participation de la Région Ile-de-France au projet à hauteur de 50%.

Le plan de financement est établi en euros courants et HT, non révisables et non actualisables.

	Pôle d'échanges multimodal de Noisy-le-Sec Montant HT en euros courants et %					
Financeurs ²	**CPER 2015-2020**		**Bloc local**		**STIF (MOA)**	**TOTAL**
	Etat	**Région**	**Est Ensemble**	**Noisy-le-Sec**		
Maître d'ouvrage des études : STIF	50%		25%		25%	100%
	30%	70%	8,33%	16,67%		
	82 500,00	192 500,00	45 833,33	91 666,67	137 500,00	550 000,00

² Clés de financement du CPER 2015-2020 pour les "pôles", dont 50% "tiers" incluant 25% pour la maître d'ouvrage

3.4. Modalités de versement des crédits de paiement par l'État, la Région, de l'établissement public territorial Est Ensemble et de la commune de Noisy-le-Sec

3.4.1. Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par le STIF, maître d'ouvrage.

L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du maître d'ouvrage. L'annexe 3 indique l'échéancier prévisionnel des demandes d'appels de fonds, pour chaque financeur.

Le comité technique est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel. Les financeurs doivent être avertis par courrier au plus tard le 30 juin de chaque année (dans le cadre de la préparation d'une décision modificative).

A cette fin, le maître d'ouvrage transmettra, à l'ensemble des financeurs et sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagement auxquelles l'appel de fonds se rattache.

Demande de versement des acomptes auprès de l'Etat

La demande de versement d'acomptes comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;

- un tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en euros courants et en pourcentage par rapport au coût d'objectif) de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'article 3.2, daté et signé par le représentant légal du maître d'ouvrage ;
- un état récapitulatif des factures comptabilisées, daté et signé par le responsable du projet du maître d'ouvrage ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, des clés de financement définies à l'article 3.3 ;
- la demande d'acompte est signée par le représentant légal du bénéficiaire ou le directeur financier.
- un état récapitulatif certifié exact des factures acquittées par le comptable public en charge de la comptabilité du STIF (ou de la collectivité territoriale).

Demande de versement des acomptes auprès de la Région, de l'établissement public territorial Est Ensemble et de la commune de Noisy-le-Sec

La demande de versement d'acomptes comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà appelés au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le maître d'ouvrage indiquant notamment la référence des factures acquittées, leur date de d'acquittement et le montant des factures acquittées. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'article 3.2 de la présente convention, au prorata de leur état d'avancement ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 3.3 ;
- chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du maître d'ouvrage.

Le plafonnement des acomptes

Pour la Région Ile-de-France, le montant cumulé des acomptes pouvant être versé aux maîtres d'ouvrage est plafonné à 95% de sa participation totale prévue à l'article 3.3 et conformément au montant global de l'opération indiqué à l'article 3.1, avant le versement du solde. Ce taux de 95 % est applicable pour la Région uniquement pour les opérations inscrites au CPER 2015-2020. L'opération du pôle d'échanges multimodal de Noisy-le-Sec est inscrite dans le CPER 2015-2020.

Pour l'Etat, le montant cumulé des acomptes versés au STIF, maître d'ouvrage des études de la présente convention, est plafonné à 80% de sa participation totale prévue à l'article 3.3, conformément au montant global de l'opération indiqué à l'article 3.1 et conformément au décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement.

Pour l'établissement public territorial Est Ensemble, le montant cumulé des acomptes pouvant être versé aux maitres d'ouvrage est plafonné à 80% de sa participation totale prévue à l'article 3.3 et conformément au montant global de l'opération indiqué à l'article 3.1, avant le versement du solde. Les montants versés se situent hors champs d'application de la TVA. Le montant de subvention total d'Est Ensemble est calculé à partir des dépenses acquittées en HT.

3.4.2. Versement du solde

Après achèvement des études couvertes par la présente convention, le maître d'ouvrage présente le relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses effectivement réalisées (acquittées).

Le versement du solde est subordonné à la production des études financées ainsi que des documents signés par le représentant légal de l'organisme et par le comptable public. Sur la base du relevé final des

dépenses et des recettes, le maître d'ouvrage procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

La demande de solde comprendra :

- L'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- L'état détaillé des dépenses réalisées par les maîtres d'ouvrage indiquant notamment la référence des factures acquittées, leur date d'acquittement et le montant des factures acquittées. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'article 3.2 de la présente convention.

Si le coût définitif de l'étude est inférieur au coût prévisionnel, la participation du bloc local est apportée à hauteur des dépenses réellement acquittées par le STIF.

3.4.3. Modalités de paiement

Le versement des montants de subvention appelés par le maître d'ouvrage doit être effectué dans un délai conforme aux règlements budgétaires des financeurs, à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini à l'article 3.4.1 de la présente convention. Les financeurs feront leurs meilleurs efforts pour payer dans un délai de 40 jours

Le mandatement des financeurs est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination unique indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du maître d'ouvrage.

3.4.4. Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès du :

Syndicat des transports d'Ile-de-France (STIF)

Sur le compte ouvert au nom du Trésor Public, dont le RIB est le suivant :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé
10071	75000	00001005079	72

Code IBAN							Code BIC
FR76	1007	1750	0000	0010	0507	972	TRPUFRP1

Le versement est effectué auprès de l'Agent comptable du STIF, établissement public à caractère administratif ayant son siège au 39bis – 41 rue de Châteaudun 75 009 Paris.

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

Parties	Coordonnées
ETAT	DRIEA – SPOT – CBSF 21/23 rue Miollis 75015 PARIS Tél : 01 40 61 86 60 spot.driea-if@developpement-durable.gouv.fr

REGION ILE-DE-FRANCE	Unité Aménagement Durable Secrétariat Général Direction des transports 35 Boulevard des Invalides 75007 PARIS marie-dominique.campourcy@iledefrance.fr
ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL EST ENSEMBLE	Établissement public territorial Est Ensemble 100 avenue Gaston Roussel 93 230 ROMAINVILLE morgane.urban@est-ensemble.fr
COMMUNE DE NOISY-LE-SEC	Hôtel de Ville Place du Maréchal Foch, 93134 Noisy-le-Sec Cedex jean.teiller@noisylesec.fr
SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE-DE-FRANCE (STIF)	Syndicat des Transports d'Ile-de-France Direction des projets d'investissement (DPI) 39-41 rue de Châteaudun75009 PARIS gilles.fourt@stif.info

3.5. Caducité des subventions

3.5.1. Caducité au titre du règlement budgétaire de la Région

Conformément aux dispositions du règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France, la subvention devient caduque et elle est annulée si à l'expiration d'un **délai de trois ans** à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision du Président, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision du Président. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

3.5.2. Caducité au titre du décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement

Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la notification de la subvention de l'Etat, l'opération subventionnée n'a connu aucun commencement d'exécution, l'Etat peut constater la caducité de sa décision d'attribution de subvention. Une demande de prorogation peut être présentée par le bénéficiaire ; une telle prorogation ne peut excéder un an.

Le début de l'opération est réputé constitué par l'acte juridique (marché, bon de commande, etc.) créant une obligation entre le MOA et le premier prestataire.

3.5.3. Caducité des subventions versées par l'établissement public territorial Est Ensemble

Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la notification de la convention signée par l'ensemble des parties, l'opération subventionnée n'a connu aucun commencement d'exécution, l'Etablissement public territorial Est Ensemble pourra constater la caducité de l'attribution de la subvention. Une demande de prorogation peut être présentée par le bénéficiaire ; une telle prorogation ne peut excéder un an.

Le début de l'opération est réputé constitué par l'acte juridique (marché, bon de commande, etc.) créant une obligation entre le MOA et le premier prestataire.

3.5.4. Caducité des subventions versées par la commune de Noisy-le-Sec

Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la notification de la subvention de la commune de Noisy-le-Sec, l'opération subventionnée n'a connu aucun commencement d'exécution, la commune de Noisy-le-Sec peut constater la caducité de sa décision d'attribution de subvention. Une demande de prorogation peut être présentée par le bénéficiaire ; une telle prorogation ne peut excéder un an.

Le début de l'opération est réputé constitué par l'acte juridique (marché, bon de commande, etc.) créant une obligation entre le MOA et le premier prestataire.

3.6. Comptabilité de l'opération

Le maître d'ouvrage s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres de ces études, objet de la présente convention.

Le maître d'ouvrage s'engage à informer préalablement les financeurs de toutes autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

4 – MODALITES D'AUDIT ET DE CONTROLE PAR LES FINANCEURS

Les financeurs se réservent le droit de solliciter auprès du maître d'ouvrage, à tout moment et jusqu'à expiration du délai prévu dans l'article 8.4, toutes informations, tous documents et pièces comptables justificatives relatifs à la comptabilité propre à l'investissement, particulièrement en cas de dépassement des délais des phases prévues dans l'article 1.4.

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix ans à compter de la date d'émission desdites pièces pour tout contrôle effectué a postériori.

Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'ils jugent utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

Dans le cadre de l'article R1241-30 du code des transports, le STIF veille, en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Ile-de-France.

Pour répondre à ce suivi, le maître d'ouvrage fournit et actualise la fiche de programmation financière présentée à l'occasion de chacun des comités tels que décrits ci-dessous à l'article 6.

A compter de la mise en service du projet de pôle d'échanges multimodal de Noisy-le-Sec, la Région Ile-de-France pourra engager un audit financier du projet.

5 – GESTION DES ECARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 3.1 de la présente convention constitue un plafond.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par un maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 3.3. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

En cas de perspective de dépassement du montant visé à l'article 3.1, les financeurs sont informés lors du comité technique. Le maître d'ouvrage doit obtenir l'accord préalable des financeurs pour la mobilisation d'un financement complémentaire. Un avenant à la présente convention formalise cet accord.

Dans le cas où l'accord préalable des financeurs n'a pas été sollicité, ou en cas de désaccord des financeurs, la prise en charge des dits dépassements incombe au maître d'ouvrage dans le périmètre duquel ces dépassements sont intervenus.

6 – PILOTAGE ET SUIVI DE L'OPERATION

La gouvernance du projet s'articule comme suit autour de comités, réunissant les techniciens en charge des études et les financeurs, de commissions de suivi composées des élus et des financeurs, et de réunions de travail entre les maîtres d'ouvrages des projets connexes au pôle multimodal.

6.1 Comité technique (COTECH)

Ce comité, convoqué par le STIF, comprend l'ensemble des parties de la présente convention. Dans un souci de meilleure coordination entre les différents projets programmés sur le secteur, le comité technique est élargi :

- à RATP,
- à SNCF-Mobilités,
- à SNCF-Réseau,
- aux opérateurs bus,
- au Département de Seine-Saint-Denis.

Le comité technique se réunit autant que de besoin et au moins une fois par an, les membres étant convoqués par le maître d'ouvrage avec un préavis minimum de deux semaines, et les éléments étant envoyés au moins sept jours au préalable par le maître d'ouvrage.

Le comité technique est le cadre privilégié permettant de :

- partager les éléments d'études techniques du DOCP, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'opération,
- développer un point technique lors d'une séance spécifique,
- valider les choix techniques si nécessaire,
- suivre le déroulement technique de la démarche,
- préparer les différents comités sur les aspects techniques de la démarche,
- préparer les commissions de suivi sur les aspects techniques,
- assurer le suivi financier de la convention et les éventuels écarts constatés, les besoins d'études complémentaires, le versement du solde correspondant à la présente convention ;
- préparer le contenu des projets de conventions de financement pour les étapes ultérieures du projet.

A cette fin, les membres du comité technique peuvent se faire assister de leurs prestataires et inviter, si besoin, les partenaires impliqués dans le projet.

6.2 Commission de Suivi (COSU)

Placé sous la présidence du STIF, en sa qualité d'autorité organisatrice des transports, la Commission de suivi comprend les parties de la présente convention et les élus des collectivités territoriales concernées par le projet. Elle assure le rôle de comité de pilotage des études de l'opération.

Elle se réunit avant chaque passage en Conseil du STIF, les membres étant convoqués avec un préavis minimum de un mois et les éléments étant envoyés au moins quinze jours au préalable par le STIF.

La commission de suivi a pour rôle de :

- veiller au bon déroulement et à la qualité des études, présenter les résultats des études et contribuer à la réorientation de leur contenu si nécessaire ;
- favoriser le bon déroulement du projet notamment dans son articulation avec les partenaires locaux.

Elle recueille les avis et observations de ses membres sur :

- les orientations et la démarche à engager,
- les conclusions de la démarche à chaque étape importante,
- les modalités de l'enquête publique,
- le projet de dossier préparé en vue de son approbation en Conseil du STIF.

Le secrétariat permanent de la commission de suivi est assuré par le STIF. Les comptes rendus des réunions de la commission de suivi sont établis par le STIF.

6.3 Suivi de la communication institutionnelle

La communication institutionnelle de l'opération est suivie par un comité de communication composé du MOA et des financeurs.

Le comité de communication est coordonné par le maître d'ouvrage. En fonction des besoins, et au minimum une fois par an, il réunit l'ensemble des maîtres d'ouvrage et des financeurs du projet ainsi que les prestataires de communication (stratégie et mise en œuvre). Le compte-rendu sera assuré par le maître d'ouvrage.

Ce comité échange sur la communication relative au projet : la stratégie et le plan de communication, les principes à intégrer dans les marchés de communication, la mise en œuvre des actions de concertation et de communication. Cette communication est partagée et validée par les MOA et les financeurs dans le cadre du comité.

Le maître d'ouvrage s'engage à faire mention des financements accordés par la présente convention dans toute publication ou communication des études qu'elles visent, notamment par une indication portée sur les documents finaux. Dans un souci d'identification des projets inscrits au Contrat de plan Etat-Région, les opérations financées dans ce cadre présenteront les traitements suivants au niveau des logos des partenaires (taille identique des logos) :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeurs, maîtres d'ouvrage, autorité organisatrice ;
- l'ordre des financeurs en fonction de l'ordre protocolaire : Etat, Région, l'établissement public territorial Est Ensemble, la commune de Noisy-le-Sec et le STIF
- en dernier : le logo du STIF.
- la surface allouée à chaque partenaire sera identique.

6.4 Réunions de travail

Des réunions seront dédiées à la coordination entre les différentes études entrant dans le périmètre du pôle multimodal.

Elles réunissent le maître d'ouvrage des études de pôle (STIF) ainsi que les maîtres d'ouvrages des projets connexes (SNCF Réseau pour la Tangentielle nord, le Département de Seine-Saint-Denis pour le prolongement du T1, SNCF Mobilités pour les projets en gare, l'établissement public territorial Est Ensemble et la commune de Noisy-le-Sec pour les projets d'aménagement urbain) ainsi que leurs assistants et prestataires techniques suivant les besoins.

Chaque maître d'ouvrage s'engage à inviter les financeurs ou les experts missionnés par celui-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du projet.

7 – PROPRIÉTÉ, COMMUNICATION ET DIFFUSION DES ÉTUDES

Le maître d'ouvrage reste titulaire des droits de propriété intellectuelle sur ses études et ses résultats, réalisés dans le cadre de la présente convention.

Le maître d'ouvrage transmettra aux financeurs l'intégralité des études et des résultats d'études, ainsi qu'aux collectivités territoriales concernées par la présente opération, après validation par l'ensemble des financeurs.

Toute autre diffusion est subordonnée à l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Les études et les résultats d'études seront transmis en deux exemplaires :

- un exemplaire papier,
- un exemplaire sous format CD-Rom (Word ou Excel).

Les financeurs s'interdisent toutes diffusions des résultats des études en dehors des parties de la présente convention, sans l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Les parties s'engagent à préserver la confidentialité des résultats intermédiaires, et de toutes informations considérées comme confidentielles.

8 – DISPOSITIONS GENERALES

8.1Modification

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception de l'annexe 4 (échéancier des dépenses) et des changements de références bancaires et / ou de domiciliation mentionnées à l'article 3.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettre entre le signataire de la partie à l'initiative de ce changement et les autres signataires de la présente convention.

8.2 Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif territorialement compétent.

8.3 Résiliation de la convention

Les parties de la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les parties sont informées immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération. La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les co-financeurs s'engagent à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des co-financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire des subventions.

8.4 Date d'effet et durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa notification par le STIF à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

La présente convention tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de délibération de la Commission permanente de la Région Ile-de-France approuvant la présente convention.

Elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 8.3, soit après le solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités de l'article 3.4.3 et au plus tard 18 mois après la validation du bilan de l'enquête publique par le STIF.

8.5 Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 5 exemplaires originaux, un pour chacun des parties.

SIGNATAIRES

Convention établie en 5 exemplaires originaux.

Date de notification de la présente convention :

Pour l'Etat, Date et signature Jean-François CARENCO Préfet	**Pour la Région,** Date et signature Valérie PECRESSE Présidente	**Pour l'établissement public territorial Est Ensemble,** Date et signature Gérard COSME Président
Pour la commune de Noisy-le-Sec, Date et signature Laurent RIVOIRE Maire	**Pour le STIF,** Date et signature Laurent PROBST Directeur Général	

ANNEXES

Annexe 1 : Organigramme nominatif de la maîtrise d'ouvrage

Annexe 2 : Echéancier prévisionnel des dépenses

Annexe 3 : Echéancier prévisionnel des appels de fonds pour la durée de la convention

Annexe 4 : Calendrier prévisionnel de réalisation de l'opération

Annexe 5 : Contenu des dossiers de DOCP

ANNEXE 1

ORGANIGRAMME NOMINATIF DE LA MAITRISE D'OUVRAGE

Gilles FOURT

Chef de la division Projets Ferroviaires et Pôles

Direction des Projets d'Investissement (DPI)

STIF

gilles.fourt@stif.info

Thomas GREFFIER

Chargé de Projets

Division Projets Ferroviaires et Pôles

Direction des Projets d'Investissement (DPI)

STIF

thomas.greffier@stif.info

ANNEXE 2

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES DEPENSES DU STIF

En €$_{2015}$ HT	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**Total**
Etudes techniques et rédaction du DOCP		150 000	100 000	0	250 000
Expertises complémentaires		25 000	75 000	0	100 000
Concertation préalable		30 000	100 000	20 000	150 000
Provisions		20 000	20 000	10 000	50 000
Total	**0**	**225 000**	**295 000**	**30 000**	**550 000**

ANNEXE 3

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES DEMANDES D'APPELS DE FONDS

Financeurs	Clé	Montant	2016	2017	2018	2019
Etat	15,00%	82 500	0,00	30 000	36 000	16 500
Région Ile-de-France	35,00%	192 500	0,00	70 000	84 000	38 500
Bloc local	25,00%	137 500	0,00	50 000	60 000	27 500
STIF	25,00%	137 500	0,00	50 000	60 000	27 500
Total	**100,00%**	**550 000**	**0,00**	**200 000**	**240 000**	**110 000**
			0,00%	*36,36%*	*43,64%*	*20,00%*

ANNEXE 4

PLANNING PREVISIONNEL

	2016		2017		2018	
	S1	S2	S1	S2	S1	S2
CFI Etudes						
Réalisation DOCP						
Validation DOCP - STIF						
Concertation						
Approbation du bilan de la concertation						

ANNEXE 5

CONTENU TYPE DES DOSSIERS D'OBJECTIFS ET DE CARACTERISTIQUES PRINCIPALES (DOCP)

(conseil du STIF du 6 juillet 2011)

Objectif

L'objectif du DOCP est d'engager le projet, d'en présenter les caractéristiques générales et les principaux impacts. Il présente des éléments d'opportunité et de faisabilité du projet. Il définit le pré-programme. Il permet d'engager la concertation ou le débat public, le cas échéant.

Enjeux

- Respect du code de l'environnement

L'enjeu du DOCP est de répondre à l'impératif tel qu'exposé dans le code de l'environnement (extrait de l'article L121-8) :
«Le maître d'ouvrage ou la personne publique responsable du projet adresse à la commission un dossier présentant les objectifs et les principales caractéristiques du projet, ainsi que les enjeux socio-économiques, le coût estimatif et l'identification des impacts significatifs du projet sur l'environnement ou l'aménagement du territoire.»

- Respect du cadre régional

Le DOCP permet de s'assurer de la compatibilité du projet avec le SDRIF et le PDUIF.

Adaptation

Les éléments présentés ici constituent un cadre. Chaque opération pourra nécessiter une approche différenciée, le contenu devant être adapté au cas par cas, au démarrage de l'opération.

Contenu

L'ensemble des résultats des études réalisées dans le cadre du dossier d'objectifs et de caractéristiques principales pourra être regroupé dans un document final présentant notamment les points suivants :

I. Présentation du projet

a. Contexte général : problématiques posées, enjeux, acteurs du projet, inscription CPER ou CPRD,
b. Historique du projet : état d'avancement du projet, listes des données et études antérieures disponibles,
c. Compatibilité SDRIF, PDU IdF, PLU, Grenelles de l'environnement 1 et 2,
d. Synthèse des étapes d'informations et de concertation, avec points abordés et apports éventuels,

II. Diagnostic transport des territoires concernés : opportunité du projet

a. Présentation du secteur : géographie, topographie, population et emplois, urbanisation actuelle, offre de transport et réseaux,
b. Présentation et analyse des déplacements, et de l'offre de transport
c. Perspectives d'évolutions de l'urbanisation,
d. Synthèse des dysfonctionnements éventuels et définition des enjeux et besoins du secteur,

III. Description du projet : faisabilité des différents scénarios

a. Caractéristiques techniques principales : hypothèse du mode, tracé, lien avec le réseau,
b. Insertion : section courante et points difficiles, principes d'aménagements urbains, restructurations réseaux éventuelles, identification des impacts sur l'environnement,

c. Principes d'exploitation,
d. Scénario(s) préconisé(s) et justification,
e. Méthodes et estimation sommaire des coûts
    i. d'investissement :
        - coûts travaux détaillés par grands postes de dépenses, assortis d'un taux de tolérance de + ou – 20%, Provisions pour Aléas et Incertitudes, frais de MOE, acquisitions foncières, frais de MOA,
        - pour chaque poste de coût : présentation et justification des hypothèses prises,
    ii. d'exploitation.
f. Calendrier prévisionnel : études, procédures administratives et travaux, détail au semestre,
g. Analyse sommaire des risques et des opportunités,
h. Pour les projets en souterrain : premières campagnes de sondages,

IV. Identification des impacts significatifs du Projet

a. Sur l'environnement (au sens Etude d'Impact de l'Enquête Publique),
b. Sur l'aménagement du territoire,

V. Evaluation et comparaison des différents scénarios

a. Evaluation sommaire de l'intérêt socio-économique du projet (le cas échéant de ses variantes) dans le cadre d'une analyse multicritère : a minima prévisions de trafic à l'heure de pointe et à l'année, analyse des gains de temps, populations et emplois desservis à comparer avec le coût, le niveau de faisabilité des différentes variantes de projet,
b. Classement des variantes,

VI. Annexes graphiques

a. Plan de situation et plans des tracés,
b. Coupes de principes et plans de détail selon le besoin (échelles en fonction du mode et de la problématique exposée).

Lorsque la saisine de la CNDP est nécessaire, le dossier de saisine est composé du DOCP, dont le contenu est décrit précédemment, et d'une étude de contexte dans laquelle est établi un état des lieux de la position de l'ensemble des partenaires concernés du projet (collectivités, associations...)

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 12/10/2016
- Date de réception en préfecture: 12/10/2016

DELIBERATION N° CP 16-487

DU 12 OCTOBRE 2016

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE REGIONALE DE «TRANSPORT»
OPERATIONS DU CONTRAT DE PLAN ETAT-REGION 2015-2020
TANGENTIELLES

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;
VU Le Code des transports ;
VU La délibération du Conseil régional n° CR 55-13 du 11 juin 2013 relative à la mise en œuvre et au financement du Plan de Mobilisation pour les transports en Ile-de-France sur la période 2013-2017 dans le cadre du Nouveau Grand Paris, signé le 19 juillet 2013 ;
VU La délibération cadre n° CR 36-14 du 19 juin 2014 approuvant le nouveau Plan de Déplacements Urbains d'Ile-de-France (PDUIF) ;
VU La délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 approuvant le versement des subventions régionales accordées pour les opérations de transports du Contrat de Plan 2015-2020 sous forme d'acomptes dans la limite de 95% de la participation régionale, dans son article 3 ;
VU La délibération cadre n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015 ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU La délibération n° CP 15-729 du 8 octobre 2015 approuvant la convention de financement relative à la réalisation de l'opération Tram Train Massy Evry et portant affectation d'une autorisation de programme en son article 2 ;
VU La délibération n° CP 16-325 du 12 juillet 2016 approuvant la convention de financement relative à l'opération Tangentielle Ouest (phase 1) et portant affectation d'une autorisation de programme en son article unique ;
VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2016 ;
VU Le rapport CP 16-487 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;
VU L'avis de la Commission des transports ;
VU L'avis de la Commission des finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article n° 1: PR 811-004 «liaisons ferroviaires»

Décide de participer au financement du projet détaillé en annexe 2 (fiches projet) à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum **prévisionnel de 29 260 051 €**

Bénéficiaires	Opérations	Localisation	Action (481004011)
SNCF Mobilités	Tram Train Massy Evry (TTME) – REA 1	Essonne	11 631 499 €
STIF	Tram Train Massy Evry (TTME) – REA 1	Essonne	17 628 552 €

Affecte une autorisation de programme de projet de **29 260 051 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports », code fonctionnel 811 « Transport ferroviaire régional de voyageurs », programme PR 811-004 « Liaisons ferroviaires », action 481004011 « Liaisons ferroviaires » du budget 2016 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Ces affectations relèvent du contrat de plan Etat-Région 2015-2020 :
- Volet 1 « Mobilité multimodale »
- Sous-volet 11 « Nouveau Grand Paris »
- Action 112 «Développement du réseau»

Article n° 2: PR 811-004 «liaisons ferroviaires»

Décide de participer au financement du projet détaillé en annexe 2 (fiches projet) à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **68 110 000 €**

Bénéficiaires	Opérations	Localisation	Action (481004011)
SNCF Mobilités	Tangentielle Ouest phase 1 – Convention REA n°1	Ile-de-France	22 047 060 €
STIF	Tangentielle Ouest phase 1 – Convention REA n°1	Ile-de-France	14 308 000 €
SNCF Réseau	Tangentielle Ouest phase 1 – Convention REA n°1	Ile-de-France	26 511 940 €
RATP	Tangentielle Ouest phase 1 – Convention REA n°1	Ile-de-France	5 243 000 €

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de la convention jointe en annexe 3 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de projet de **68 110 000 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports », code fonctionnel 811 « Transport ferroviaire régional de voyageurs », programme PR 811-004 « Liaisons ferroviaires », action 481004011 « Liaisons ferroviaires » du budget 2016 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Ces affectations relèvent du contrat de plan Etat-Région 2015-2020 :
- Volet 1 « Mobilité multimodale »
- Sous-volet 11 « Nouveau Grand Paris »
- Action 112 «Développement du réseau»

Article n° 3 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

Code IRIS du dossier	Libellé IRIS du dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
16014746	Tram Train Massy Evry	SNCF Mobilités	08/10/2015
16014747	Tram Train Massy Evry	STIF	08/10/2015

La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-487	Budget	2016

Chapitre	**908 - Transports**
Code fonctionnel	**811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs**
Programme	**481004 - Liaisons ferroviaires**
Action	**481004011 - Liaisons ferroviaires**

Dispositif : N° 00000423 - Opérations d'infrastructure de transports en commun

Dossier	16014746 - TRAM TRAIN MASSY EVRY – SOLDE DE LA CONVENTION DE FINANCEMENT N°1 - TRAVAUX			
Bénéficiaire	R22844 - SNCF SNCF MOBILITES			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Tram Train Massy Evry - Hors CPRD			
Montant total	11 631 499,00 €		Code nature	2041713
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
21 946 224,00 €	HT	53 %	11 631 499,00 €	

Dossier	16014747 - TRAM-TRAIN MASSY-EVRY (TTME) – REA 1			
Bénéficiaire	R1989 - STIF SYNDICAT TRANSPORT ILE DE FRANCE			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Tram Train Massy Evry - Hors CPRD			
Montant total	17 628 552,00 €		Code nature	2041733
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
33 261 420,00 €	HT	53 %	17 628 552,00 €	

Dossier	16014760 - TANGENTIELLE OUEST PHASE 1 – CONVENTION REA n°1			
Bénéficiaire	R22844 - SNCF SNCF MOBILITES			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Tangentielle Ouest - Saint Cyr- Saint Germain (phase 1) - Hors CPRD			
Montant total	22 047 060,00 €		Code nature	2041713
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
44 994 000,00 €	HT	49 %	22 047 060,00 €	

Dossier	16014762 - TANGENTIELLE OUEST (PHASE 1) – convention REA n°1			
Bénéficiaire	R1989 - STIF SYNDICAT TRANSPORT ILE DE FRANCE			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Tangentielle Ouest - Saint Cyr- Saint Germain (phase 1) - Hors CPRD			
Montant total	14 308 000,00 €		Code nature	2041733
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
29 200 000,00 €	HT	49 %	14 308 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-487	Budget	2016

Dossier	16016338 - TANGENTIELLE OUEST (PHASE 1) – convention REA n°1			
Bénéficiaire	R14154 - RFF SNCF RESEAU			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Tangentielle Ouest - Saint Cyr- Saint Germain (phase 1) - Hors CPRD			
Montant total	26 511 940,00 €		Code nature	2041723
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
54 106 000,00 €	HT	49 %	26 511 940,00 €	

Dossier	16016339 - TANGENTIELLE OUEST (PHASE 1) – convention REA n°1			
Bénéficiaire	R6930 - RATP REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Tangentielle Ouest - Saint Cyr- Saint Germain (phase 1) - Hors CPRD			
Montant total	5 243 000,00 €		Code nature	2041783
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 700 000,00 €	HT	49 %	5 243 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000423 - Opérations d'infrastructure de transports en commun	97 370 051,00 €

Total sur l'imputation 908 - 811 - 481004 - 481004011	97 370 051,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014746

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : TRAM TRAIN MASSY EVRY – SOLDE DE LA CONVENTION DE FINANCEMENT N°1 - TRAVAUX

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	21 946 224,00 €	53,00 %	11 631 499,00 €
	Montant Total de la subvention		11 631 499,00 €

Imputation budgétaire : 908-811-2041713-481004-200
481004011- Liaisons ferroviaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SNCF SNCF MOBILITES
Adresse administrative : 2 PLACE AUX ETOILES
93210 SAINT DENIS
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : PHILIPPE MASSIN, DIRECTEUR D'EXPLOITATION TRANSILIEN

N° SIRET : 55204944791146

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : attribution d'une subvention pour le financement des premières réalisations de la phase travaux du projet de tram-train Massy-Evry (TTME).

Date prévisionnelle de début de projet : 8 octobre 2015
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le projet TTME est fortement en interface avec la branche actuelle du RER C entre Massy et Petit Vaux et le faisceau ferroviaire dans le secteur d'Epinay-sur-Seine. Compte tenu de ces contraintes, et notamment du calendrier d'interruptions temporaires de circulation, très contraint, la première tranche de travaux (lancement des marchés et travaux) a dû être lancée dès le mois d'octobre 2015, afin de tenir le calendrier de mise en service.

Objectifs :
Le projet de TTME vise à réaliser une desserte directe entre les pôles économiques majeurs du département de l'Essonne que sont Massy-Palaiseau et Évry-Courcouronnes, avec à terme un prolongement jusqu'à la gare de « Versailles-Chantiers ».

La réalisation du TTME a pour objectifs de :

- favoriser les déplacements de banlieue à banlieue
- améliorer le maillage du réseau de transports en commun (RER B et C à Massy Palaiseau et RER D à Evry-Courcouronnes)
- améliorer la desserte et favoriser l'attractivité du territoire.

Description :
Le projet de tram-train Massy-Evry (TTME) s'étend sur 20,7 kilomètres et traverse treize communes : Massy, Palaiseau, Champlan, Longjumeau, Chilly-Mazarin, Epinay-sur-Orge, Savigny-sur-Orge, Morsang-sur-Orge, Viry-Châtillon, Grigny, Ris-Orangis, Courcouronnes, Evry. Il se substituera à la mission actuelle Z6 du RER C qui dessert aujourd'hui cinq gares : Massy-Palaiseau, Longjumeau, Chilly-Mazarin, Gravigny Balizy et Petit Vaux.

A terme, 16 stations seront desservies par le tramway, dont 11 nouvelles, et il permettra un temps de trajet de 38 minutes environ.

D'un point de vue technique, le projet consiste d'une part en l'aménagement d'une voie ferroviaire existante sur le tronçon Massy-Palaiseau / Epinay-sur-Orge (10,1 km), en substitution de l'actuelle mission Z6 du RER C, de type train et d'autre part en la création d'une voie nouvelle sur le tronçon Epinay-sur-Orge / Evry-Courcouronnes (10, 6 km), en tracé urbain de type tramway.

L'implantation du site de remisage est prévue sur Massy-Palaiseau.

Calendrier prévisionnel:
Concertation : mai – juillet 2008
Enquête publique : janvier – février 2013
Déclaration d'utilité publique : 22 août 2013
Etudes complémentaires : 2014-2015
Travaux : 2016-2020
Mise en service : 2021

Le coût d'objectifs du projet est de 526,4 M€ (CE 06/2011), hors matériel roulant.
Le matériel roulant est à la charge du STIF.

Moyens mis en œuvre :
L'opération « Tram-Train Massy-Evry » est inscrite au Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020.

La maîtrise d'ouvrage est assurée par trois maîtres d'ouvrage : STIF, SNCF Réseau et SNCF Mobilités. Le STIF est par ailleurs maître d'ouvrage coordinateur.
SNCF Réseau assure la maîtrise d'ouvrage sur le Réseau Ferré National.
SNCF Mobilités assure la maîtrise d'ouvrage de la rénovation et de l'aménagement des gares existantes et de la construction de l'atelier garage de Massy.

Intérêt régional :
Cette liaison permet de desservir les pôles importants que sont Massy-Palaiseau (RER B/ C) et Évry-Courcouronnes (RER D).

Articulation avec le RER C
TTME proposera un service plus performant que le RER C sur le tronçon Savigny – Massy – Versailles-Chantiers (actuelle mission Z6) :
- augmentation de la fréquence : 10 min en heure de pointe et 15 min en heure creuse (à l'heure actuelle

: 15 min en heure de pointe ; 30 min en heure creuse)
- amélioration du temps de parcours Massy-Versailles : 18 min (vs 22 à 24 min actuellement), grâce à une diminution du temps d'arrêt en gare et meilleures capacités accélération/freinage.

Le projet contribue à améliorer la régularité et la qualité de service du RER C : le schéma directeur propose de substituer les trains de la mission Z6 (Versailles Rive Gauche à Versailles-Chantiers) par le TTME et le prolongement de la mission Z5 entre Massy et Versailles-Chantiers. Les trains de la mission Z6 seront terminus à Brétigny sur Orge, pour renforcer la fréquence des trains vers la Vallée de l'Orge.

Les premiers travaux d'amélioration du RER C sont en cours :
- Concernant l'infrastructure : les travaux "court terme" sont financés à horizon 2017-2019, notamment la modernisation nœud de Brétigny et les études en cours sur le pôle de Juvisy (faisabilité de créer des quais provisoires pour la Z6 en attendant les travaux de Brétigny).
- Concernant les missions : la redéfinition des missions du RER C pour le service annuel 2017 est en cours de négociation avec les élus pour une mise en service en 2018-2019. Quel que soit le scénario retenu, les travaux réalisés seront compatibles avec l'offre de desserte.

Ce projet est inscrit au SDRIF, adopté par le Conseil régional le 18 octobre 2013.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un/une stagiaire ou alternant, conformément à la délibération n° CR 08-16.

Public(s) cible(s) :
Cette infrastructure répondra aux besoins de déplacements de nombreux essonniens en permettant notamment le maillage avec le réseau magistral de transport (RER) et le désenclavement de plusieurs quartiers, notamment à Grigny.

Détail du calcul de la subvention :
La réalisation du projet TTME est financé dans le cadre du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 par l'Etat, la Région, le Département de l'Essonne et SNCF Réseau, au titre de son article 6 et de la Commande Centralisée Réseau.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Tram Train Massy Evry

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	17 556 979,00	80,00%
Frais de maîtrise d'ouvrage	1 437 478,00	6,55%
Frais de maîtrise d'oeuvre	1 994 912,00	9,09%
Provision pour aléas et incertitudes	956 855,00	4,36%
Total	21 946 224,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ETAT (EC)	6 144 943,00	28,00%
REGION ILE DE FRANCE (EC)	11 631 499,00	53,00%
CD 91 (EC)	4 169 782,00	19,00%
Total	21 946 224,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	8 038 308,00 €
2018	3 593 191,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Accessibilité des transports	5 330 000,00 €
2013	Amélioration de la sécurité dans les transports en commun	5 850 000,00 €
2013	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	127 124,00 €
2013	Opérations d'infrastructure de transports en commun	24 584 953,00 €
2014	Accessibilité des transports	2 000 000,00 €
2014	Amélioration de la sécurité dans les transports en commun	6 741 000,00 €
2014	Matériel roulant	17 100 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	12 400 398,00 €
2014	Valorisation du patrimoine régional	126 000,00 €
2015	Accessibilité des transports	6 000 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	40 380 533,28 €
2016	Accessibilité des transports	5 000 000,00 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	9 685 417,65 €
	Montant total	135 325 425,93 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014747

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : TRAM-TRAIN MASSY-EVRY (TTME) – REA 1

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	33 261 420,00 €	53,00 %	17 628 552,00 €
	Montant Total de la subvention		17 628 552,00 €

Imputation budgétaire : 908-811-2041733-481004-200
481004011- Liaisons ferroviaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : STIF SYNDICAT TRANSPORT ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 41 RUE DE CHATEAUDUN
75009 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant : Monsieur LAURENT PROBST, Directeur

N° SIRET : 28750007800020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : attribution d'une subvention pour le financement des premières réalisations de la phase travaux du projet de tram-train Massy-Evry (TTME).

Date prévisionnelle de début de projet : 8 octobre 2015
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le projet TTME est fortement en interface avec la branche actuelle du RER C entre Massy et Petit Vaux et le faisceau ferroviaire dans le secteur d'Epinay-sur-Seine. Compte tenu de ces contraintes, et notamment du calendrier d'interruptions temporaires de circulation, très contraint, la première tranche de travaux (lancement des marchés et travaux) a dû être lancée dès le mois d'octobre 2015, afin de tenir le calendrier de mise en service.

Objectifs :
Le projet de TTME vise à réaliser une desserte directe entre les pôles économiques majeurs du département de l'Essonne que sont Massy-Palaiseau et Évry-Courcouronnes, avec à terme un prolongement jusqu'à la gare de « Versailles-Chantiers ».

La réalisation du TTME a pour objectifs de :

- favoriser les déplacements de banlieue à banlieue
- améliorer le maillage du réseau de transports en commun (RER B et C à Massy Palaiseau et RER D à Evry-Courcouronnes)
- améliorer la desserte et favoriser l'attractivité du territoire.

Description :
Le projet de tram-train Massy-Evry (TTME) s'étend sur 20,7 kilomètres et traverse treize communes : Massy, Palaiseau, Champlan, Longjumeau, Chilly-Mazarin, Epinay-sur-Orge, Savigny-sur-Orge, Morsang-sur-Orge, Viry-Châtillon, Grigny, Ris-Orangis, Courcouronnes, Evry. Il se substituera à la mission actuelle Z6 du RER C qui dessert aujourd'hui cinq gares : Massy-Palaiseau, Longjumeau, Chilly-Mazarin, Gravigny Balizy et Petit Vaux.

A terme, 16 stations seront desservies par le tramway, dont 11 nouvelles, et il permettra un temps de trajet de 38 minutes environ.

D'un point de vue technique, le projet consiste d'une part en l'aménagement d'une voie ferroviaire existante sur le tronçon Massy-Palaiseau / Epinay-sur-Orge (10,1 km), en substitution de l'actuelle mission Z6 du RER C, de type train et d'autre part en la création d'une voie nouvelle sur le tronçon Epinay-sur-Orge / Evry-Courcouronnes (10, 6 km), en tracé urbain de type tramway.

L'implantation du site de remisage est prévue sur Massy-Palaiseau.

Calendrier prévisionnel:
Concertation : mai – juillet 2008
Enquête publique : janvier – février 2013
Déclaration d'utilité publique : 22 août 2013
Etudes complémentaires : 2014-2015
Travaux : 2016-2020
Mise en service : fin 2021

Le coût d'objectifs du projet est de 526,4 M€ (CE 06/2011), hors matériel roulant.
Le matériel roulant est à la charge du STIF.

Moyens mis en œuvre :
L'opération « Tram-Train Massy-Evry » est inscrite au Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020.

La maîtrise d'ouvrage est assurée par trois maîtres d'ouvrage : STIF, SNCF Réseau et SNCF Mobilités. Le STIF est par ailleurs maître d'ouvrage coordinateur.
SNCF Réseau assure la maîtrise d'ouvrage sur le Réseau Ferré National.
SNCF Mobilités assure la maîtrise d'ouvrage de la rénovation et de l'aménagement des gares existantes et de la construction de l'atelier garage de Massy.

Intérêt régional :
Cette liaison permet de desservir les pôles importants que sont Massy-Palaiseau (RER B/ C) et Évry-Courcouronnes (RER D).

Articulation avec le RER C
TTME proposera un service plus performant que le RER C sur le tronçon Savigny – Massy – Versailles-Chantiers (actuelle mission Z6) :
- augmentation de la fréquence : 10 min en heure de pointe et 15 min en heure creuse (à l'heure actuelle

: 15 min en heure de pointe ; 30 min en heure creuse)
- amélioration du temps de parcours Massy-Versailles : 18 min (vs 22 à 24 min actuellement), grâce à une diminution du temps d'arrêt en gare et meilleures capacités accélération/freinage.

Le projet contribue à améliorer la régularité et la qualité de service du RER C : le schéma directeur propose de substituer les trains de la mission Z6 (Versailles Rive Gauche à Versailles-Chantiers) par le TTME et le prolongement de la mission Z5 entre Massy et Versailles-Chantiers. Les trains de la mission Z6 seront terminus à Brétigny sur Orge, pour renforcer la fréquence des trains vers la Vallée de l'Orge.

Les premiers travaux d'amélioration du RER C sont en cours :
- Concernant l'infrastructure : les travaux "court terme" sont financés à horizon 2017-2019, notamment la modernisation nœud de Brétigny et les études en cours sur le pôle de Juvisy (faisabilité de créer des quais provisoires pour la Z6 en attendant les travaux de Brétigny).
- Concernant les missions : la redéfinition des missions du RER C pour le service annuel 2017 est en cours de négociation avec les élus pour une mise en service en 2018-2019. Quel que soit le scénario retenu, les travaux réalisés seront compatibles avec l'offre de desserte.

Ce projet est inscrit au SDRIF, adopté par le Conseil régional le 18 octobre 2013.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un/une stagiaire ou alternant, conformément à la délibération n° CR 08-16.

Public(s) cible(s) :
Cette infrastructure répondra aux besoins de déplacements de nombreux essonniens en permettant notamment le maillage avec le réseau magistral de transport (RER) et le désenclavement de plusieurs quartiers, notamment à Grigny.

Détail du calcul de la subvention :
La réalisation du projet TTME est financée dans le cadre du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 par l'Etat, la Région, le Département de l'Essonne et SNCF Réseau, au titre de son article 6 et de la Commande Centralisée Réseau.

La convention de financement REA 1, votée à la commission permanente du 8 octobre 2015 (n° CP 15-729), prévoit une subvention de 42 695 382 € courants pour couvrir les postes suivants:
- Travaux: 35 911 086 €
- Frais de maîtrise d'ouvrage: 1 596 807 €
- Frais de maîtrise d'oeuvre : 2 395 211 €
- Provision pour aléas et incertitudes : 2 792 278 €.

Le plan de financement global du périmètre STIF est le suivant:
- Etat (28%) : 11 954 707 €
- Région Ile-de-France (53%) : 22 628 552 €
- Département de l'Essonne (19%) : 8 112 123 €

Une première affectation d'un montant de 5 000 000 € a été votée à la commission permanente du 8 octobre 2015 au bénéfice du STIF (n° CP 15-729).

Il est proposé d'affecter le solde de la participation régionale sur le périmètre STIF, soit 17 628 552 €.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Tram Train Massy Evry

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	27 976 180,00	84,11%
Frais de maîtrise d'ouvrage	1 243 977,00	3,74%
Frais de maîtrise d'oeuvre	1 865 966,00	5,61%
Provision pour aléas et incertitudes	2 175 297,00	6,54%
Total	33 261 420,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ETAT (EC)	9 313 198,00	28,00%
REGION ILE DE FRANCE (EC)	17 628 552,00	53,00%
CD 91 (EC)	6 319 670,00	19,00%
Total	33 261 420,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 638 162,00 €
2018	6 990 390,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	4 846 320,00 €
2013	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	3 204 250,00 €
2013	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	615 565 000,00 €
2013	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	53 590 000,00 €
2013	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	80 325 000,00 €
2013	Opérations d'infrastructure de transports en commun	20 714 103,00 €
2014	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	4 345 000,00 €
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	2 058 000,00 €
2014	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	627 875 946,00 €
2014	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	55 197 000,00 €
2014	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	82 334 000,00 €
2014	Etudes générales dans le domaine des transports - fonctionnement	50 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	37 143 309,00 €
2015	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	6 100 939,00 €
2015	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des	-1 330 000,00 €

	modes actifs	
2015	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	664 154 752,00 €
2015	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	77 365 000,00 €
2015	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	83 981 000,00 €
2015	Etudes générales dans le domaine des transports - fonctionnement	50 000,00 €
2015	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	495 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	155 411 949,14 €
2015	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	13 110 000,00 €
2016	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	5 428 856,00 €
2016	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	640 496 300,00 €
2016	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	58 474 000,00 €
2016	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	75 500 000,00 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	24 833 530,00 €
2016	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	980 000,00 €
	Montant total	3 397 362 453,51 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014760

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : TANGENTIELLE OUEST PHASE 1 – CONVENTION REA N°1

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	44 994 000,00 €	49,00 %	22 047 060,00 €
	Montant Total de la subvention		22 047 060,00 €

Imputation budgétaire : 908-811-2041713-481004-200
481004011- Liaisons ferroviaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SNCF SNCF MOBILITES
Adresse administrative : 2 PLACE AUX ETOILES
93210 SAINT DENIS
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : PHILIPPE MASSIN, DIRECTEUR D'EXPLOITATION TRANSILIEN

N° SIRET : 55204944791146

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : attribution d'une subvention pour la réalisation d'une première tranche de travaux de la Tangentielle Ouest - phase 1.

Date prévisionnelle de début de projet : 12 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'objectif principal de la Tangentielle Ouest (mode tram-train) est de répondre à la demande croissante de déplacement de banlieue à banlieue en complétant le réseau des Tangentielles (TLN et TTME) par la mise en œuvre de liaisons en rocade desservant les pôles urbains et en offrant des correspondances efficaces avec les lignes radiales.
La phase 1 du projet Tangentielle Ouest (TGO) consiste à prolonger la Grande Ceinture Ouest (GCO), actuellement en service, jusqu'à Saint Germain-RER (RER A) au Nord, et Saint-Cyr l'Ecole (RER C) au sud. Le projet réutilise en partie les voies de la Grande Ceinture (GC) non exploitées aujourd'hui. L'enquête publique s'est déroulée du 13 juin au 12 juillet 2013.

Description :

Le tracé de la phase 1 de la Tangentielle Ouest, en mode tram-train, s'étend sur 18,8 kilomètres et traverse 7 communes : Saint-Cyr-l'École, Versailles, Bailly, Noisy-le-Roi, L'Étang-la-Ville, Mareil-Marly, Saint-Germain-en-Laye.

A terme, 12 stations seront desservies par la Tangentielle Ouest (phase 1):
- 6 nouvelles stations (Camp des Loges, L'Étang-la-Ville, Bailly, Saint-Cyr ZAC, Saint-Cyr RER), dont une station en mesure conservatoire, qui sera réalisée lorsque la fréquentation du secteur le justifiera (Allée Royale de Villepreux);
- 6 stations rémanénagées, correspondant aux anciennes gares de la GCO (Saint-Germain-en-Laye RER A, Saint-Germain-en-Laye Grande Ceinture, Saint-Germain-en-Laye Bel-Air - Fourqueux, Mareil-Marly, Saint-Nom-la-Bretèche – Forêt de Marly, Noisy-le-Roi).

D'un point de vue opérationnel, le projet est divisé en trois sections :
-Section 1 : de la station "Saint-Germain GC" à la station "Noisy-le-Roi", qui correspond à la Grande Ceinture Ouest, mise en service en 2004;
-Section 2 : au nord, de la station "Saint-Germain GC" à la station "Saint-Germain RER", qui correspond à une voie nouvelle de type tramway, insérée en milieu urbain;
-Section 3 : au sud, de la station "Noisy-le-Roi" à "Saint-Cyr RER", qui emprunte les voies ferroviaires de la Grande Ceinture, actuellement non exploitées (ces voies seront rénovées pour permettre le passage du tram-train) et implique la création d'une voie nouvelle entre la Grande Ceinture et Saint-Cyr-l'École RER C.
L'implantation du site de remisage est prévue sur le site de Versailles-Matelots.

Calendrier prévisionnel:
Enquête publique : juin-juillet 2013
DUP : 3 février 2014
Travaux : 2016 - 2019
Mise en service : 2020

Le coût d'objectifs du projet est de 306,70 M€ (CE 01/2011), hors matériel roulant, soit 328,81 M€ courants. Le matériel roulant est à la charge du STIF.

Moyens mis en œuvre :
Le projet est sous maîtrise d'ouvrage du STIF, SNCF Réseau, SNCF Mobilités et RATP.

Intérêt régional :
Cette liaison permettra de relier les pôles importants des Yvelines que sont Versailles, Saint-Cyr et Saint-Germain, notamment, et de répondre aux besoins de déplacements nord/sud dans le département des Yvelines, sans passer par Paris.

Par ailleurs, la Tangentielle Ouest permettra de renforcer le réseau de transports en commun en offrant des correspondances, notamment avec les RER A et C.
Les connexions seront assurées avec les transports suivants :
- RER A : Saint Germain et Achères
- RER C : Saint Cyr
- Transilien L : Saint Nom la Bretèche et Achères
- Transilien U et N : Saint Cyr

Ce projet est inscrit au Nouveau SDRIF, adopté par le Conseil régional le 18 octobre 2013.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un/une stagiaire ou alternant, conformément à la délibération n° CR 08-16.

Public(s) cible(s) :
Les usagers des transports en commun des Yvelines, les habitants des communes traversées, les salariés des entreprises du secteur.

Détail du calcul de la subvention :
A ce stade, la réalisation des travaux préparatoires de TGO phase 1 est financée dans le cadre du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 par l'Etat, la Région, le Département des Yvelines.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Tangentielle Ouest - Saint Cyr- Saint Germain (phase 1)

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	39 534 173,00	87,87%
Frais de maîtrise d'ouvrage	1 531 008,00	3,40%
Frais de maîtrise d'oeuvre	2 232 206,00	4,96%
Provision pour aléas et incertitude	1 696 613,00	3,77%
Total	44 994 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE (EC)	22 047 060,00	49,00%
Etat (EC)	9 448 740,00	21,00%
CD78 (EC)	13 498 200,00	30,00%
Total	44 994 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 614 118,00 €
2018	8 818 824,00 €
2019	5 511 765,00 €
2020	1 102 353,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Accessibilité des transports	5 330 000,00 €
2013	Amélioration de la sécurité dans les transports en commun	5 850 000,00 €
2013	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	127 124,00 €
2013	Opérations d'infrastructure de transports en commun	24 584 953,00 €

2014	Accessibilité des transports	2 000 000,00 €
2014	Amélioration de la sécurité dans les transports en commun	6 741 000,00 €
2014	Matériel roulant	17 100 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	12 400 398,00 €
2014	Valorisation du patrimoine régional	126 000,00 €
2015	Accessibilité des transports	6 000 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	40 380 533,28 €
2016	Accessibilité des transports	5 000 000,00 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	9 685 417,65 €
	Montant total	135 325 425,93 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014762

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : TANGENTIELLE OUEST (PHASE 1) – CONVENTION REA N°1

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	29 200 000,00 €	49,00 %	14 308 000,00 €
	Montant Total de la subvention		14 308 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-811-2041733-481004-200
481004011- Liaisons ferroviaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : STIF SYNDICAT TRANSPORT ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 41 RUE DE CHATEAUDUN
75009 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant :

N° SIRET : 28750007800020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : attribution d'une subvention pour la réalisation d'une première tranche de travaux de la Tangentielle Ouest - phase 1.

Date prévisionnelle de début de projet : 12 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'objectif principal de la Tangentielle Ouest (mode tram-train) est de répondre à la demande croissante de déplacement de banlieue à banlieue en complétant le réseau des Tangentielles (TLN et TTME) par la mise en œuvre de liaisons en rocade desservant les pôles urbains et en offrant des correspondances efficaces avec les lignes radiales.
La phase 1 du projet Tangentielle Ouest (TGO) consiste à prolonger la Grande Ceinture Ouest (GCO), actuellement en service, jusqu'à Saint Germain-RER (RER A) au Nord, et Saint-Cyr l'Ecole (RER C) au sud. Le projet réutilise en partie les voies de la Grande Ceinture (GC) non exploitées aujourd'hui. L'enquête publique s'est déroulée du 13 juin au 12 juillet 2013.

Description :
Le tracé de la phase 1 de la Tangentielle Ouest, en mode tram-train, s'étend sur 18,8 kilomètres et traverse 7 communes : Saint-Cyr-l'École, Versailles, Bailly, Noisy-le-Roi, L'Étang-la-Ville, Mareil-Marly, Saint-Germain-en-Laye.

A terme, 12 stations seront desservies par la Tangentielle Ouest (phase 1):
- 6 nouvelles stations (Camp des Loges, L'Étang-la-Ville, Bailly, Saint-Cyr ZAC, Saint-Cyr RER), dont une station en mesure conservatoire, qui sera réalisée lorsque la fréquentation du secteur le justifiera (Allée Royale de Villepreux);
- 6 stations rémanénagées, correspondant aux anciennes gares de la GCO (Saint-Germain-en-Laye RER A, Saint-Germain-en-Laye Grande Ceinture, Saint-Germain-en-Laye Bel-Air - Fourqueux, Mareil-Marly, Saint-Nom-la-Bretèche – Forêt de Marly, Noisy-le-Roi).

D'un point de vue opérationnel, le projet est divisé en trois sections :
-Section 1 : de la station "Saint-Germain GC" à la station "Noisy-le-Roi", qui correspond à la Grande Ceinture Ouest, mise en service en 2004;
-Section 2 : au nord, de la station "Saint-Germain GC" à la station "Saint-Germain RER", qui correspond à une voie nouvelle de type tramway, insérée en milieu urbain;
-Section 3 : au sud, de la station "Noisy-le-Roi" à "Saint-Cyr RER", qui emprunte les voies ferroviaires de la Grande Ceinture, actuellement non exploitées (ces voies seront rénovées pour permettre le passage du tram-train) et implique la création d'une voie nouvelle entre la Grande Ceinture et Saint-Cyr-l'École RER C.
L'implantation du site de remisage est prévue sur le site de Versailles-Matelots.

Calendrier prévisionnel:
Enquête publique : juin-juillet 2013
DUP : 3 février 2014
Travaux : 2016 - 2019
Mise en service : 2020

Le coût d'objectifs du projet est de 306,70 M€ (CE 01/2011), hors matériel roulant, soit 328,81 M€ courants. Le matériel roulant est à la charge du STIF.

Moyens mis en œuvre :
Le projet est sous maîtrise d'ouvrage du STIF, SNCF Réseau, SNCF Mobilités et RATP.

Intérêt régional :
Cette liaison permettra de relier les pôles importants des Yvelines que sont Versailles, Saint-Cyr et Saint-Germain, notamment, et de répondre aux besoins de déplacements nord/sud dans le département des Yvelines, sans passer par Paris.

Par ailleurs, la Tangentielle Ouest permettra de renforcer le réseau de transports en commun en offrant des correspondances, notamment avec les RER A et C.
Les connexions seront assurées avec les transports suivants :
- RER A : Saint Germain et Achères
- RER C : Saint Cyr
- Transilien L : Saint Nom la Bretèche et Achères
- Transilien U et N : Saint Cyr

Ce projet est inscrit au Nouveau SDRIF, adopté par le Conseil régional le 18 octobre 2013.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un/une stagiaire ou alternant, conformément à la délibération n° CR 08-16.

Public(s) cible(s) :
Les usagers des transports en commun des Yvelines, les habitants des communes traversées, les salariés des entreprises du secteur.

Détail du calcul de la subvention :
A ce stade, la réalisation des travaux préparatoires de TGO phase 1 est financée dans le cadre du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 par l'Etat, la Région, le Département des Yvelines.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Tangentielle Ouest - Saint Cyr- Saint Germain (phase 1)

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	26 004 979,00	89,06%
Frais de maîtrise d'ouvrage	1 615 916,00	5,53%
Frais de maîtrise d'oeuvre	533 353,00	1,83%
Provision pour aléas et incertitudes	1 045 752,00	3,58%
Total	29 200 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE (EC)	14 308 000,00	49,00%
ETAT (EC)	6 132 000,00	21,00%
CD78 (EC)	8 760 000,00	30,00%
Total	29 200 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 355 572,00 €
2018	6 969 967,00 €
2019	3 455 002,00 €
2020	527 459,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	4 846 320,00 €
2013	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	3 204 250,00 €
2013	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	615 565 000,00 €

2013	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	53 590 000,00 €
2013	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	80 325 000,00 €
2013	Opérations d'infrastructure de transports en commun	20 714 103,00 €
2014	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	4 345 000,00 €
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	2 058 000,00 €
2014	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	627 875 946,00 €
2014	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	55 197 000,00 €
2014	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	82 334 000,00 €
2014	Etudes générales dans le domaine des transports - fonctionnement	50 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	37 143 309,00 €
2015	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	6 100 939,00 €
2015	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	-1 330 000,00 €
2015	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	664 154 752,00 €
2015	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	77 365 000,00 €
2015	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	83 981 000,00 €
2015	Etudes générales dans le domaine des transports - fonctionnement	50 000,00 €
2015	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	495 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	155 411 949,14 €
2015	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	13 110 000,00 €
2016	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	5 428 856,00 €
2016	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	640 496 300,00 €
2016	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	58 474 000,00 €
2016	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	75 500 000,00 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	24 833 530,00 €
2016	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	980 000,00 €
	Montant total	3 397 362 453,51 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16016338

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : TANGENTIELLE OUEST (PHASE 1) – CONVENTION REA N°1

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	54 106 000,00 €	49,00 %	26 511 940,00 €
	Montant Total de la subvention		26 511 940,00 €

Imputation budgétaire : 908-811-2041723-481004-200
481004011- Liaisons ferroviaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RFF SNCF RESEAU
Adresse administrative : 15 RUE JEAN PHILIPPE RAMEAU
93418 SAINT-DENIS CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant :

N° SIRET : 41228073720375

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : attribution d'une subvention pour la réalisation d'une première tranche de travaux de la Tangentielle Ouest - phase 1.

Date prévisionnelle de début de projet : 12 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'objectif principal de la Tangentielle Ouest (mode tram-train) est de répondre à la demande croissante de déplacement de banlieue à banlieue en complétant le réseau des Tangentielles (TLN et TTME) par la mise en œuvre de liaisons en rocade desservant les pôles urbains et en offrant des correspondances efficaces avec les lignes radiales.
La phase 1 du projet Tangentielle Ouest (TGO) consiste à prolonger la Grande Ceinture Ouest (GCO), actuellement en service, jusqu'à Saint Germain-RER (RER A) au Nord, et Saint-Cyr l'Ecole (RER C) au sud. Le projet réutilise en partie les voies de la Grande Ceinture (GC) non exploitées aujourd'hui. L'enquête publique s'est déroulée du 13 juin au 12 juillet 2013.

Description :
Le tracé de la phase 1 de la Tangentielle Ouest, en mode tram-train, s'étend sur 18,8 kilomètres et

traverse 7 communes : Saint-Cyr-l'École, Versailles, Bailly, Noisy-le-Roi, L'Étang-la-Ville, Mareil-Marly, Saint-Germain-en-Laye.

A terme, 12 stations seront desservies par la Tangentielle Ouest (phase 1):
- 6 nouvelles stations (Camp des Loges, L'Étang-la-Ville, Bailly, Saint-Cyr ZAC, Saint-Cyr RER), dont une station en mesure conservatoire, qui sera réalisée lorsque la fréquentation du secteur le justifiera (Allée Royale de Villepreux);
- 6 stations rémanénagées, correspondant aux anciennes gares de la GCO (Saint-Germain-en-Laye RER A, Saint-Germain-en-Laye Grande Ceinture, Saint-Germain-en-Laye Bel-Air - Fourqueux, Mareil-Marly, Saint-Nom-la-Bretèche – Forêt de Marly, Noisy-le-Roi).

D'un point de vue opérationnel, le projet est divisé en trois sections :
-Section 1 : de la station "Saint-Germain GC" à la station "Noisy-le-Roi", qui correspond à la Grande Ceinture Ouest, mise en service en 2004;
-Section 2 : au nord, de la station "Saint-Germain GC" à la station "Saint-Germain RER", qui correspond à une voie nouvelle de type tramway, insérée en milieu urbain;
-Section 3 : au sud, de la station "Noisy-le-Roi" à "Saint-Cyr RER", qui emprunte les voies ferroviaires de la Grande Ceinture, actuellement non exploitées (ces voies seront rénovées pour permettre le passage du tram-train) et implique la création d'une voie nouvelle entre la Grande Ceinture et Saint-Cyr-l'École RER C.
L'implantation du site de remisage est prévue sur le site de Versailles-Matelots.

Calendrier prévisionnel:
Enquête publique : juin-juillet 2013
DUP : 3 février 2014
Travaux : 2016 - 2019
Mise en service : 2020

Le coût d'objectifs du projet est de 306,70 M€ (CE 01/2011), hors matériel roulant, soit 328,81 M€ courants. Le matériel roulant est à la charge du STIF.

Moyens mis en œuvre :
Le projet est sous maîtrise d'ouvrage du STIF, SNCF Réseau, SNCF Mobilités et RATP.

Intérêt régional :
Cette liaison permettra de relier les pôles importants des Yvelines que sont Versailles, Saint-Cyr et Saint-Germain, notamment, et de répondre aux besoins de déplacements nord/sud dans le département des Yvelines, sans passer par Paris.

Par ailleurs, la Tangentielle Ouest permettra de renforcer le réseau de transports en commun en offrant des correspondances, notamment avec les RER A et C.
Les connexions seront assurées avec les transports suivants :
- RER A : Saint Germain et Achères
- RER C : Saint Cyr
- Transilien L : Saint Nom la Bretèche et Achères
- Transilien U et N : Saint Cyr

Ce projet est inscrit au Nouveau SDRIF, adopté par le Conseil régional le 18 octobre 2013.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un/une stagiaire ou alternant, conformément à la délibération n° CR 08-16.

Public(s) cible(s) :
Les usagers des transports en commun des Yvelines, les habitants des communes traversées, les salariés des entreprises du secteur.

Détail du calcul de la subvention :
A ce stade, la réalisation des travaux préparatoires de TGO phase 1 est financée dans le cadre du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 par l'Etat, la Région, le Département des Yvelines.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Tangentielle Ouest - Saint Cyr- Saint Germain (phase 1)

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	43 707 752,00	80,78%
Frais de maîtrise d'oeuvre et maîtrise d'ouvrage	6 359 120,00	11,75%
Priovision pour aléas et incertitudes	4 039 128,00	7,47%
Total	54 106 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE (EC)	26 511 940,00	49,00%
ETAT (EC)	11 362 260,00	21,00%
CD 78	16 231 800,00	30,00%
Total	54 106 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 191 249,00 €
2018	16 943 922,00 €
2019	1 980 595,00 €
2020	2 396 174,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Accessibilité des transports	10 670 000,00 €
2013	Opérations d'infrastructure de transports en commun	102 644 693,23 €
2013	Protections phoniques le long du réseau ferré	3 016 000,06 €
2013	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	2 359 000,00 €
2013	Voirie des TIRN	2 000 000,00 €
2014	Accessibilité des transports	8 973 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	155 892 260,00 €

2014	Protections phoniques le long du réseau ferré	735 589,04 €
2014	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	1 901 000,00 €
2014	Voirie des TIRN	800 000,00 €
2015	Accessibilité des transports	14 000 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	26 562 398,40 €
2015	Protections phoniques le long du réseau ferré	4 012 404,41 €
2015	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	5 370 000,00 €
2016	Accessibilité des transports	15 000 000,00 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	8 511 875,50 €
2016	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	2 081 000,00 €
	Montant total	366 052 389,61 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16016339

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : TANGENTIELLE OUEST (PHASE 1) – CONVENTION REA N°1

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	10 700 000,00 €	49,00 %	5 243 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 243 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-811-2041783-481004-200
481004011- Liaisons ferroviaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RATP REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS
Adresse administrative : 54 QUAI DE LA RAPEE
75599 PARIS CEDEX 12
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Madame Elisabeth BORNE, Présidente

N° SIRET : 77566343801906

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : attribution d'une subvention pour la réalisation d'une première tranche de travaux de la Tangentielle Ouest - phase 1.

Date prévisionnelle de début de projet : 12 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'objectif principal de la Tangentielle Ouest (mode tram-train) est de répondre à la demande croissante de déplacement de banlieue à banlieue en complétant le réseau des Tangentielles (TLN et TTME) par la mise en œuvre de liaisons en rocade desservant les pôles urbains et en offrant des correspondances efficaces avec les lignes radiales.
La phase 1 du projet Tangentielle Ouest (TGO) consiste à prolonger la Grande Ceinture Ouest (GCO), actuellement en service, jusqu'à Saint Germain-RER (RER A) au Nord, et Saint-Cyr l'Ecole (RER C) au sud. Le projet réutilise en partie les voies de la Grande Ceinture (GC) non exploitées aujourd'hui. L'enquête publique s'est déroulée du 13 juin au 12 juillet 2013.

Description :

Le tracé de la phase 1 de la Tangentielle Ouest, en mode tram-train, s'étend sur 18,8 kilomètres et traverse 7 communes : Saint-Cyr-l'École, Versailles, Bailly, Noisy-le-Roi, L'Étang-la-Ville, Mareil-Marly, Saint-Germain-en-Laye.

A terme, 12 stations seront desservies par la Tangentielle Ouest (phase 1):
- 6 nouvelles stations (Camp des Loges, L'Étang-la-Ville, Bailly, Saint-Cyr ZAC, Saint-Cyr RER), dont une station en mesure conservatoire, qui sera réalisée lorsque la fréquentation du secteur le justifiera (Allée Royale de Villepreux);
- 6 stations rémanénagées, correspondant aux anciennes gares de la GCO (Saint-Germain-en-Laye RER A, Saint-Germain-en-Laye Grande Ceinture, Saint-Germain-en-Laye Bel-Air - Fourqueux, Mareil-Marly, Saint-Nom-la-Bretèche – Forêt de Marly, Noisy-le-Roi).

D'un point de vue opérationnel, le projet est divisé en trois sections :
-Section 1 : de la station "Saint-Germain GC" à la station "Noisy-le-Roi", qui correspond à la Grande Ceinture Ouest, mise en service en 2004;
-Section 2 : au nord, de la station "Saint-Germain GC" à la station "Saint-Germain RER", qui correspond à une voie nouvelle de type tramway, insérée en milieu urbain;
-Section 3 : au sud, de la station "Noisy-le-Roi" à "Saint-Cyr RER", qui emprunte les voies ferroviaires de la Grande Ceinture, actuellement non exploitées (ces voies seront rénovées pour permettre le passage du tram-train) et implique la création d'une voie nouvelle entre la Grande Ceinture et Saint-Cyr-l'École RER C.
L'implantation du site de remisage est prévue sur le site de Versailles-Matelots.

Calendrier prévisionnel:
Enquête publique : juin-juillet 2013
DUP : 3 février 2014
Travaux : 2016 - 2019
Mise en service : 2020

Le coût d'objectifs du projet est de 306,70 M€ (CE 01/2011), hors matériel roulant, soit 328,81 M€ courants. Le matériel roulant est à la charge du STIF.

Moyens mis en œuvre :
Le projet est sous maîtrise d'ouvrage du STIF, SNCF Réseau, SNCF Mobilités et RATP.

Intérêt régional :
Cette liaison permettra de relier les pôles importants des Yvelines que sont Versailles, Saint-Cyr et Saint-Germain, notamment, et de répondre aux besoins de déplacements nord/sud dans le département des Yvelines, sans passer par Paris.

Par ailleurs, la Tangentielle Ouest permettra de renforcer le réseau de transports en commun en offrant des correspondances, notamment avec les RER A et C.
Les connexions seront assurées avec les transports suivants :
- RER A : Saint Germain et Achères
- RER C : Saint Cyr
- Transilien L : Saint Nom la Bretèche et Achères
- Transilien U et N : Saint Cyr

Ce projet est inscrit au Nouveau SDRIF, adopté par le Conseil régional le 18 octobre 2013.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un/une stagiaire ou alternant, conformément à la délibération n° CR 08-16.

Public(s) cible(s) :
Les usagers des transports en commun des Yvelines, les habitants des communes traversées, les

salariés des entreprises du secteur.

Détail du calcul de la subvention :
A ce stade, la réalisation des travaux préparatoires de TGO phase 1 est financée dans le cadre du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 par l'Etat, la Région, le Département des Yvelines.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Tangentielle Ouest - Saint Cyr- Saint Germain (phase 1)

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	9 278 145,00	86,71%
Frais de maîtrise d'ouvrage	87 931,00	0,82%
Frais de maîtrise d'oeuvre	195 924,00	1,83%
Provision pour aléas et incertitudes	1 138 000,00	10,64%
Total	10 700 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE (EC)	5 243 000,00	49,00%
ETAT (EC)	2 247 000,00	21,00%
CD 78	3 210 000,00	30,00%
Total	10 700 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 545 662,00 €
2018	1 150 400,00 €
2019	334 741,00 €
2020	212 197,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	196 500,00 €
2013	Opérations d'infrastructure de transports en commun	207 937 075,00 €
2014	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	200 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	182 318 316,00 €
2015	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	3 020 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	86 112 887,59 €
2015	Protections phoniques le long du réseau ferré	2 610 700,00 €

2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	114 062 972,78 €
	Montant total	622 109 461,67 €

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION : CONVENTION

2016

Tangentielle Ouest (TGO) phase 1
St-Cyr RER – St-Germain-en-Laye RER

Convention de financement relative à la réalisation de l'opération

Travaux n°1

Convention 16DPI

Convention de financement régissant les rapports entre
l'État, la Région Île-de-France, le Conseil départemental des Yvelines,
le STIF, SNCF Réseau, SNCF Mobilités et la RATP
relative à la réalisation de l'opération
Tangentielle Ouest phase 1

« Convention relative à la réalisation de l'opération – REA n°1 »

TABLE DES MATIERES

PREAMBULE 7

ARTICLE 1. DEFINITION DU PROJET 8

ARTICLE 2. CONVENTIONS DE FINANCEMENT ANTERIEURES 8

ARTICLE 3. FINANCEMENT DE LA PHASE DE REALISATION DU PROJET ET PRINCIPE DE CONVENTIONNEMENT 8

ARTICLE 4. COUT D'OBJECTIF GLOBAL DU PROJET 8

ARTICLE 5. COUT DE LA PHASE DE REALISATION DU PROJET 9

ARTICLE 6. ROLE ET ENGAGEMENT DES PARTIES 10

6.1 L'AUTORITE ORGANISATRICE DES TRANSPORTS 10
6.2 LES MAITRES D'OUVRAGE 10
6.2.1. IDENTIFICATION, ENGAGEMENTS ET PERIMETRE D'INTERVENTION DES MAITRES D'OUVRAGE 10
6.2.2. ROLE DU MAITRE D'OUVRAGE COORDINATEUR VIS-A-VIS DES MAITRES D'OUVRAGE 10
6.2.3. ENGAGEMENTS DES MAITRES D'OUVRAGE 11
6.3 LES FINANCEURS 11
6.3.1. IDENTIFICATION DES FINANCEURS AU TITRE DE LA PRESENTE CONVENTION 11
6.3.2. ENGAGEMENTS DES FINANCEURS 11

ARTICLE 7. OBJET ET PERIMETRE DE LA PRESENTE CONVENTION 11

ARTICLE 8. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT DE LA PRESENTE CONVENTION 12

8.1. ESTIMATION DU COUT DE LA PRESENTE CONVENTION 12
8.2. DEPENSES PAR MAITRE D'OUVRAGE 12
8.2.1. TABLEAU DE SYNTHESE DES DEPENSES PAR MAITRE D'OUVRAGE 12
8.2.2. COUTS DETAILLES PAR MAITRE D'OUVRAGE 12
8.3. PLAN DE FINANCEMENT 14
8.4. MODALITES D'ACTUALISATION 15
8.5. MODALITES DE VERSEMENT DES CREDITS DE PAIEMENT PAR LA REGION, L'ETAT ET LE DEPARTEMENT DES YVELINES 15
8.5.1. VERSEMENT D'ACOMPTES 15
8.5.2. VERSEMENT DU SOLDE 17
8.5.3. PAIEMENT 17
8.5.4. BENEFICIAIRES ET DOMICILIATION 17
8.6. CADUCITE DES SUBVENTIONS AU TITRE DU REGLEMENT BUDGETAIRE DE LA REGION 19
8.7. CADUCITE DES SUBVENTIONS DE L'ETAT. 19

8.8. CADUCITE DES SUBVENTIONS DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES YVELINES 19
8.9. COMPTABILITE DE L'OPERATION 19

ARTICLE 9. MODALITES D'AUDIT ET DE CONTROLE 20

9.1. PAR LES FINANCEURS 20
9.2. PAR LE STIF 20
9.3 INTERVENTION D'EXPERTS 20

ARTICLE 10. DEFINITION ET GESTION DES ECARTS 20

10.1. DISPOSITIONS EN CAS DE MODIFICATION DU COUT D'OBJECTIF DE L'AVANT-PROJET 20
10.1.1. EN CAS D'ECONOMIES 20
10.1.2. EN CAS DE DEPASSEMENT DU COUT D'OBJECTIF 20
10.2. DISPOSITIONS EN CAS DE MODIFICATION DES DELAIS PRESENTES DANS L'AVANT-PROJET 21
10.3. DISPOSITIONS COMMUNES 21

ARTICLE 11. ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION 21

11.1. COMITE DE SUIVI DE LA CONVENTION DE FINANCEMENT (CSCF) 21
11.2. COMITE DES FINANCEURS DE L'OPERATION 22
11.3. INFORMATION HORS CSCF ET COMITE DES FINANCEURS 23
11.4. COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE 23

ARTICLE 12. MODIFICATION DU PROGRAMME 23

ARTICLE 13. BILAN PHYSIQUE ET FINANCIER DE LA CONVENTION 24

ARTICLE 14. BILAN DE LA REALISATION DU PROJET 24

ARTICLE 15. DISPOSITIONS GENERALES 25

15.1. MODIFICATION DE LA CONVENTION 25
15.2. RESILIATION DE LA CONVENTION 25
15.3. REGLEMENT DES LITIGES 25
15.4. DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION 25
15.5 PROPRIETE ET DIFFUSION DES ETUDES 25
15.7. MESURES D'ORDRE 26

Entre,

En premier lieu,

- L'**Etat**, représenté par le Préfet de la Région d'Ile-de-France, Préfet de Paris,
- La **Région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil régional, ci-après désignée par « la Région », dûment mandatée par délibération n°_____ de la Commission Permanente du _____ du Conseil régional d'Ile-de-France,
- Le **Conseil départemental des Yvelines**, représenté par le Président du Conseil départemental, ci-après désigné par « le Département », dûment mandaté par délibération n°_____ de l'Assemblée départementale du _____ du Conseil départemental,

Ci-après désignés par « **les financeurs** ».

En deuxième lieu,

- **SNCF Mobilités**, Établissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), inscrit au registre du commerce de Bobigny sous le numéro 552 049 447, dont le siège est à Saint-Denis (92300), 2 place aux Etoiles, représentée le Directeur Général SNCF Transilien, dûment habilité à signer la présente convention,

  SNCF Réseau, Etablissement public à caractère industriel et commercial anciennement dénommé « Réseau Ferré de France » et renommé « SNCF Réseau » aux termes de l'article 25 II de la loi numéro 2014-872 du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire, publiée au Journal Officiel de la République Française numéro 0179 du 5 août 2014 page 12930, dont le siège est situé à La Plaine Saint Denis (93 418 Cedex), 15/17 rue Jean Philippe RAMEAU CS 80001, identifié au SIREN sous le numéro 412 280 737, et immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Bobigny.
  Représenté par Monsieur Didier BENSE, Directeur Général Ile de France

- le **STIF,** Syndicat des Transports d'Ile de France, Établissement Public à caractère Administratif, numéro de SIRET 287 500 078 00020, dont le siège est situé à Paris 9e, 41 rue de Châteaudun, représenté par Laurent PROBST en sa qualité de Directeur Général, dûment mandaté par délibération n°2016/302 du Conseil du STIF en date du 13 juillet 2016,
- la **RATP,** Régie Autonome des Transports parisiens, Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial, inscrit au registre du commerce de Paris sous le numéro RCS Paris B 775 663 438, dont le siège est situé à Paris 12ème, 54 quai de la Rapée, représentée par sa Présidente, dûment habilitée à signer la présente convention,

Ci-après désignés par « **les maîtres d'ouvrages** ».

En troisième lieu,

- Le Syndicat des Transports d'Ile de France (STIF) dont le siège est situé 39 bis - 41, rue de Châteaudun à Paris 9ème, numéro de SIRET 287 500 078 00020, représenté par Monsieur Laurent PROBST, en sa qualité de Directeur Général, agissant en vertu de la délibération n°2016/302 en date du 13 juillet 2016,

Ci-après désigné comme « **le STIF » ou « l'autorité organisatrice** ».

Visas

Vu le code des transports,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement,

Vu la loi n°85-704 modifiée du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dite loi MOP,

Vu la loi n°2014-872 du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire et relative à la création de l'Epic SNCF et de ses deux filiales SNCF Mobilités et SNCF Réseau,

Vu le décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement et son décret d'application 2002-428 du 25 mars 2002,

Vu le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le schéma directeur de la région d'Ile-de-France,

Vu le décret n°2011-320 du 23 mars 2011 relatif aux missions de gestionnaire d'infrastructure exercées par la Régie autonome des transports parisiens (RATP) et aux transferts patrimoniaux entre l'Etat, le Syndicat des transports d'Ile-de-France et la RATP,

Vu le décret n°93-1268 du 29 novembre 1993 relatif aux missions de maîtrise d'œuvre confiées par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé,

Vu l'arrêté du 21 décembre 1993 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé,

Vu le décret n°2015-138 du 10 février 2015 relatif aux missions et aux statuts de SNCF Mobilités,

Vu le décret n°2015-140 du 10 février 2015 relatif aux missions et aux statuts de SNCF Réseau,

Vu la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015,

Vu le Règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France, adopté par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016,

Vu la délibération du 20 décembre 2013 du Conseil général des Yvelines relative aux conditions de versements des subventions,

Vu le Dossier d'objectifs et de caractéristiques principales (DOCP) de la Tangentielle Ouest phase 1, approuvé par décision du Conseil d'Administration du STIF n°2006/0571 du 5 juillet 2006,

Vu le bilan de la concertation et orientations pour le dossier d'enquête publique, approuvé par décision du Conseil du STIF n°2012/0102 du 11 avril 2012,

Vu le Schéma de principe approuvé par décision du Conseil du STIF n°2012/0103 du 11 avril 2012,

Vu le Dossier d'enquête d'utilité approuvé par décision du Conseil du STIF n°2012/0376 du 13 décembre 2012 et par le Conseil d'Administration de RFF le 7 février 2013,

Vu la Déclaration de Projet approuvée par décision du Conseil du STIF n°2013/518 du 11 décembre 2013,

Vu l'arrêté préfectoral n°2014034-0010 du 3 février 2014 déclarant d'utilité publique (DUP) le projet de la Tangentielle Ouest phase 1,

Vu la décision du Conseil d'administration de SNCF Réseau en date 18 juin 2015 approuvant l'Avant-Projet et autorisant la signature de la présente,

Vu l'Avant-projet approuvé par décision du Conseil du STIF n°2015/270 en date du 8 juillet 2015.

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Une première série d'études a été conduite en 2001/2002 sur une ligne en un seul tenant reliant Achères et Melun via Corbeil-Essonnes, fusionnant les Tangentielles Ouest et Sud. Ce projet a été soumis à une concertation en 2001. Son coût, estimé à 1 500 millions d'euros, s'est révélé trop élevé pour assurer sa viabilité. Au vu de ces résultats, le Conseil d'administration du STIF a décidé, en décembre 2002, de revenir à des projets distincts (Tangentielle Ouest d'un côté et Tangentielle Sud de l'autre), avec pour chacun, un mode de transport et un phasage du projet mieux adaptés aux besoins et aux contraintes.

Différentes études ont été menées de 2003 à 2005 sur les solutions de prolongement de la Grande Ceinture Ouest (GCO) – en service depuis 2004 – vers le RER A au nord (Achères, Poissy, Saint-Germain-en-Laye) et vers le RER C et les lignes Transilien N et U au sud (Saint-Cyr-l'Ecole, Versailles). Ces études ont montré un fort intérêt de rejoindre le centre-ville de Saint-Germain-en-Laye qui est un pôle d'activités recherché et où le maillage au plus près avec le RER A renforce très significativement l'attractivité de la liaison. La solution la plus réaliste, compte-tenu de la configuration actuelle du site, est l'exploitation en tram-train.

Un des objectifs majeurs du projet est donc d'améliorer le maillage du réseau de transports en commun en prolongeant la Grande Ceinture Ouest afin d'assurer des correspondances efficaces avec les lignes ferrées existantes : le RER A à Saint-Germain-en-Laye et Achères, le RER C et les lignes de Transilien U et N à Saint-Cyr-L'Ecole, et le Transilien L à Saint-Nom-la-Bretèche et à Achères. La TGO, projet en rocade rapide, facilitera les déplacements entre pôles d'activités (Versailles, Cergy-Pontoise à horizon 2030) en évitant le transit par Paris.

Le projet de Tangentielle Ouest consiste, en phase 1, à relier Saint-Germain-en-Laye RER au nord, et Saint-Cyr RER au sud (TGO phase 1). La deuxième phase consiste à créer une fourche à Saint-Germain Grande Ceinture et à réaliser une liaison vers Achères RER permettant de desservir les communes de Poissy et d'Achères (TGO phase 2). La phase 3 consistera à réaliser les prolongements vers Cergy depuis Achères et vers Versailles Chantiers depuis Saint-Cyr, inscrits au nouveau SDRIF à horizon 2030.

L'opération « Tangentielle Ouest – phases 1 et 2 » est inscrite au Contrat de Projets Etat-Région 2015-2020, pour une enveloppe de 284 M€.

Le dossier d'objectifs et de caractéristiques principales (DOCP) a été approuvé en Conseil du STIF du 5 juillet 2006. La concertation préalable, conduite par le STIF, s'est déroulée du 15 septembre au 11 octobre 2008. Le bilan de la concertation, les orientations pour le dossier d'enquête publique et le schéma de principe ont été approuvés par le Conseil du STIF du 11 avril 2012. Le dossier d'enquête d'utilité publique a été approuvé par le Conseil du STIF le 13 décembre 2012 et par le conseil d'administration de RFF le 7 février 2013, sur la base d'un coût de 220 M€ CE 2011. L'enquête publique s'est déroulée du 13 juin au 12 juillet 2013 et la Déclaration d'Utilité Publique a été obtenue le 3 février 2014 par arrêté préfectoral.

Les études d'avant-projet ont été approuvées par le conseil du STIF du 8 juillet 2015. A l'issue de la phase AVP, les maîtres d'ouvrage de la phase 1 de la TGO ont voté un coût d'objectif de 306,7 M€ aux conditions économiques de janvier 2011.

L'Etat, le Conseil départemental des Yvelines et le Conseil régional d'Ile-de-France ont néanmoins réaffirmé toute l'importance qu'ils accordent à ce projet inscrit au projet de CPER 2015-2020 et au CPRD des Yvelines, et décidé de financer les études de projet (PRO), les missions d'assistance aux contrats de travaux (ACT), ainsi que les premiers travaux préparatoires nécessitant une intervention en période automnale.

La présente convention de financement permet l'engagement d'une première tranche de travaux.

ARTICLE 1. DEFINITION DU PROJET

La Tangentielle Ouest – phase 1 consiste en la création d'une liaison directe entre Saint-Cyr RER et Saint-Germain-en-Laye RER, via les communes de Saint-Cyr-l'Ecole, Versailles, Bailly, Noisy-le-Roi, l'Etang-la-Ville, Mareil-Marly et Saint-Germain-en-Laye (ci-après désigné « le projet »).

La date d'achèvement des travaux est prévue en 2020. Le planning prévisionnel est joint en annexe 4 de la présente convention.

ARTICLE 2. CONVENTIONS DE FINANCEMENT ANTERIEURES

Les conventions de financement déjà votées dans le cadre du projet Tangentielle Ouest – phase 1 sont les suivantes :

- convention relative à la réalisation des études de schéma de principe et du dossier d'enquête publique, pour un montant de 1 586 000 € HT courants, approuvée par délibération de la Commission Permanente du Conseil régional d'Ile-de-France n° CP 11-419 du 19 mai 2011. La convention est financée au titre du CPER 2007-2013, le montant n'est pas compris dans le cout d'objectif global ;
- convention relative à l'élaboration du dossier d'avant-projet, pour un montant de 12 198 000 € HT courants, approuvée par délibération de la Commission Permanente du Conseil régional d'Ile-de-France n° CP 13-419 du 30 mai 2013. La convention est financée au titre du CPER 2007-2013 et du CPRD Région – Département des Yvelines ;
- convention relative aux premières acquisitions foncières, d'un montant de 2 873 700 € HT courants, approuvée par délibération de la Commission Permanente du Conseil régional d'Ile-de-France n° CP 13-704 du 29 novembre 2013.La convention est financée au titre du CPER 2007-2013 et du CPRD Région – Département des Yvelines ;
- convention relative aux études projet (PRO) et à la mission d'assistance aux contrats de travaux (ACT), d'un montant de 21 646 553 € HT courants, approuvée par délibération en Commission Permanente du Conseil régional d'Ile-de-France n° CP 15-527 du 9 juillet 2015. La convention est financée au titre du CPER 2015-2020 ;
- convention relative aux travaux préparatoires, d'un montant de 20 004 208 € HT courants, approuvée par délibération en Commission Permanente du Conseil régional d'Ile-de-France n° CP 16-325 du 12 juillet 2016. La convention est financée au titre du CPER 2015-2020

ARTICLE 3. FINANCEMENT DE LA PHASE DE REALISATION DU PROJET ET PRINCIPE DE CONVENTIONNEMENT

L'Etat, la Région et le Département des Yvelines s'engagent à financer la totalité de la Tangentielle Ouest – phase 1 dans le cadre du Contrat de plan Etat-Région.

Concernant le financement de la phase de réalisation du projet, et afin de prendre en compte les contraintes de mise en place des autorisations d'engagement ou de programme des financeurs, il est convenu de mettre en place plusieurs conventions de financement. Elles permettront l'adéquation des besoins des maîtres d'ouvrage et des capacités de mobilisation de crédits des financeurs.

Les futures conventions de financement de travaux du Projet reprendront la structure de la présente convention.

ARTICLE 4. COUT D'OBJECTIF GLOBAL DU PROJET

Le coût d'objectif du projet, défini au niveau de l'avant-projet et validé par le Conseil du STIF du 18 juin 2015, est de **306,7 M€ aux conditions économiques de janvier 2011**, soit **328,81 M€ courants conventionnels**, selon les modalités de calcul précisées à l'article 8.4 et l'annexe 2. Ce coût couvre les frais liés aux études d'avant-projet et de projet, la mission ACT, ainsi que les premières acquisitions foncières conventionnées précédemment. Il est différent du coût de réalisation du projet.

A l'issue des études d'avant-projet, le coût global de l'opération et sa répartition par maître d'ouvrage, sont les suivants :

Tangentielle Ouest – phase 1 Coût d'objectif global par maître d'ouvrage en **M€ HT** constants et courants conventionnels		
Maître d'ouvrage	Montant en M€ constants HT CE janvier 2011	Montant en M€ courant conventionnels HT
STIF	90,10 M€	96,60 M€
SNCF Réseau	123,80M€ *(y compris substitutions routières)*	132,72 M€ *(y compris substitutions routières)*
SNCF Mobilités	78,50 M€	84,16 M€
RATP	14,30 M€	15,33 M€
Total	**306,70 M€**	**328,81 M€**

ARTICLE 5. COUT DE LA PHASE DE REALISATION DU PROJET

Le coût de la phase de réalisation du projet est le suivant :

Tangentielle Ouest – phase 1 Coût d'objectif global par maître d'ouvrage en **M€ HT** constants et courants conventionnels		
Maître d'ouvrage	Montant en M€ constants HT CE janvier 2011	Montant en M€ courant conventionnels HT
STIF	79 400 000 €	85 125 191 €
SNCF Réseau	111 480 000 €	119 518 341 €
SNCF Mobilités	69 000 000 €	73 975 292 €
RATP	13 600 000 €	14 580 637 €
Total	**273 480 000 €**	**293 199 461 €**

ARTICLE 6. ROLE ET ENGAGEMENT DES PARTIES

6.1 L'autorité organisatrice des transports

Conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R1241-30 et suivants du code des transports, le STIF veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

A cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des Projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le maître d'ouvrage. Le STIF désigne le ou les maîtres d'ouvrage des Projets d'infrastructures nouvelles destinés au transport public de voyageurs.

6.2 Les maîtres d'ouvrage

6.2.1. Identification, engagements et périmètre d'intervention des maîtres d'ouvrage

Le STIF, SNCF Réseau, SNCF Mobilités et la RATP sont désignés maîtres d'ouvrage de l'opération dont le contenu est décrit à l'article 1 de la présente convention. La responsabilité des maîtres d'ouvrage est définie conformément à la loi 85-704 du 12 juillet 1985 dite loi MOP.

Conformément aux dispositions de la Loi n°2014-872, SNCF Réseau est maître d'ouvrage pour les éléments de l'infrastructure du réseau ferré national (RFN).

Conformément aux dispositions de la Loi n°2014-872, SNCF Mobilités est maître d'ouvrage sur les biens dévolus à l'exploitation et à la gestion des services de transport sur le Réseau ferré national.

Le STIF assure la maîtrise d'ouvrage des éléments d'infrastructures hors réseau ferré national, hors gares existantes, hors couloir de correspondance TGO / RER A et SMR de Versailles-Matelots.

La RATP assure la maîtrise d'ouvrage des éléments d'infrastructures nécessaires à l'interconnexion entre la TGO et le RER A à Saint-Germain RER.

Les conditions d'organisation entre maîtres d'ouvrage des études, des interfaces et des travaux feront l'objet d'une convention d'organisation de la maîtrise d'ouvrage conclue entre le STIF, SNCF Réseau, SNCF Mobilités et la RATP.

L'Etat, la Région et le Département des Yvelines en seront tenus informés par transmission de la convention.

6.2.2. Rôle du maître d'ouvrage coordinateur vis-à-vis des maîtres d'ouvrage

Le **STIF** est désigné **maître d'ouvrage coordinateur** de l'opération**.**

Le maître d'ouvrage coordinateur est chargé :

- d'établir un planning d'ensemble des opérations faisant apparaître l'état d'avancement général des études des différents maîtres d'ouvrage, et d'en assurer une mise à jour et un suivi régulier ;
- d'agréger et de synthétiser les éléments relatifs à l'exécution de l'opération, notamment les éléments techniques et financiers ;
- d'identifier le plus en amont possible les questions posées par l'articulation des périmètres et par les conditions d'intervention des différents maîtres d'ouvrage.

A cette fin, le maître d'ouvrage coordinateur se charge :

- de rassembler les informations obtenues auprès des maîtres d'ouvrage de l'opération,
- de formaliser et de susciter les échanges réguliers entre les maîtres d'ouvrage pour résoudre les problèmes d'interfaces entre les maîtres d'ouvrage et/ou les présenter lors des comités et des commissions prévues à cet effet (cf. article 11 de la présente convention).

Le maître d'ouvrage coordinateur ne se substitue en aucun cas aux différents maîtres d'ouvrage dans les responsabilités propres qui leur incombent et ne peut leur imposer des choix ou des solutions qui relèvent de leurs prérogatives.

Chaque maître d'ouvrage s'engage à apporter, conformément au calendrier défini à l'article 1 de la présente convention, les éléments d'information qui le concernent au maître d'ouvrage coordinateur afin que celui-ci puisse exercer la mission qui lui est dévolue.

6.2.3. Engagements des maîtres d'ouvrage

Les maîtres d'ouvrage s'engagent sur le respect de leur coût prévisionnel de la présente convention en euros constants aux conditions économiques de référence de janvier 2011 tel qu'il est défini à l'article 4 4, sous réserve que la notification de la présente convention et celles à venir ne génèrent pas de retards ou d'arrêts pour les prestations prévues.

Ce respect sera examiné par comparaison entre le coût final justifié par chaque maître d'ouvrage ramené en euros constants sur la base de l'indice TP01 et le coût d'objectif prévisionnel de la convention fixé en euros constants HT.

Les maîtres d'ouvrage s'engagent à respecter le calendrier défini à l'annexe 4 de la présente convention, sous réserve que la notification de la présente convention et celles à venir ne génèrent pas de retards ou d'arrêts pour les prestations prévues.

Chaque maître d'ouvrage s'engage à apporter a minima mensuellement et conformément au calendrier directeur de l'opération défini à l'annexe 4, les éléments d'information qui le concernent au maître d'ouvrage coordonnateur afin que celui-ci puisse exercer la mission qui lui est dévolue.

Le calendrier d'opération peut faire l'objet d'adaptations validées conjointement par les maîtres d'ouvrage dans le respect des délais indiqués dans l'avant-projet validé par le Conseil du STIF du 8 juillet 2015.

Conformément à l'article 10.2, les maîtres d'ouvrage s'engagent à prévenir les financeurs des risques de non-respect du planning et/ou du dépassement des coûts dans les meilleurs délais après avoir informé la maîtrise d'ouvrage coordinatrice.

6.3 Les financeurs

6.3.1. Identification des financeurs au titre de la présente convention

Le financement de la phase de réalisation du projet est assuré dans le cadre du CPER 2015-2020 par :

- l'Etat (21%) ;
- la Région Ile-de-France (49%) ;
- le Département des Yvelines (30%).

6.3.2. Engagements des financeurs

Ce financement s'inscrit, comme indiqué dans l'article 3 de la présente convention, dans le cadre de conventions de financement de la phase de réalisation du projet qui seront mises en place selon les besoins des maîtres d'ouvrage.

Le montant de la convention de financement REA n°1 s'élève à 139 000 000 € HT courants conventionnels.

Sans préjuger du vote des budgets prévisionnels 2017 des financeurs et sous réserve des disponibilités en AP/AE des différents financeurs, une convention REA n°2 pourrait être proposée dès 2017.

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs, Etat, Région, Département des Yvelines à mettre en place les crédits nécessaires au financement de la réalisation complète du Projet, tel que défini dans l'avant-projet approuvé le 8 juillet 2015 par le Conseil du STIF, par les maîtres d'ouvrage visés à l'article 6.2.1., et ce dans la limite des montants en euros courants conventionnels HT inscrits dans le tableau de financement global prévisionnel indiqué à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 7. OBJET ET PERIMETRE DE LA PRESENTE CONVENTION

La présente convention a pour objectif de définir :

- d'une part, les conditions et modalités de financement de la première tranche de travaux nécessaire au projet, à hauteur de **133 213 874 € HT en euros constants (CE 01/2011)**, soit **139 000 000 €HT en euros courants conventionnels,** conformément à l'avant-projet voté par le Conseil du STIF du 8 juillet 2015,
- d'autre part, le contenu et les conditions de suivi de ces travaux, dans le respect du calendrier général de la Tangentielle Ouest – phase 1.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention la **dénomination unique** suivante :

« Tangentielle Ouest (TGO) phase 1 – convention REA n°1 ».

ARTICLE 8. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT DE LA PRESENTE CONVENTION

8.1. Estimation du coût de la présente convention

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à l'objet de la présente convention est évalué à **133 213 874 € HT en euros constants**, aux conditions économiques de janvier 2011.

Le coût en euros courants conventionnels est estimé à **139 000 000 € HT en euros courants conventionnels** conformément aux modalités d'actualisation définies à l'article 8.4 et l'annexe 2.

8.2. Dépenses par maître d'ouvrage

8.2.1. Tableau de synthèse des dépenses par maître d'ouvrage

Le coût prévisionnel des dépenses des maîtres d'ouvrage en euros constants aux conditions économiques de janvier 2011 est donné ci-dessous. Les coûts en euros courants conventionnels sont donnés à titre indicatif selon les modalités de l'article 8.4.

Les dépenses par maître d'ouvrage, au titre de la présente convention, sont établies comme suit :

Convention REA n°1 – TGO phase 1 Coût en € constants HT (CE 01/2011) et courants conventionnels HT		
Maître d'ouvrage	**Coûts Euros constants HT**	**Coûts Euros courants conventionnels HT**
STIF	27 832 748 €	29 200 000 €
SNCF Réseau	52 866 091 €	54 106 000 €
SNCF Mobilités	42 748 832 €	44 994 000 €
RATP	9 766 203 €	10 700 000 €
TOTAL	**133 213 874 €**	**139 000 000€**

8.2.2. Coûts détaillés par maître d'ouvrage

Chacun des maîtres d'ouvrage fournit une estimation des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du projet, en euros constants HT (aux conditions économiques de janvier 2011) et en euros courants conventionnels HT.

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles, dans un principe de fongibilité entre postes de dépenses et dans le respect de l'enveloppe globale de chacun des maîtres d'ouvrage, allouée par la présente convention.

8.2.2.1. Coûts détaillés pour le STIF en euros constants (janvier 2011) et courants conventionnels

MOA STIF	Estimation prévisionnelle en euros constants (CE 01/2011)	Estimation prévisionnelle en euros courants conventionnels
Travaux	24 787 330 €	26 004 979 €
Frais de MOA	1 540 253 €	1 615 916 €
Frais de MOE	508 379 €	533 353 €
PAI	996 786 €	1 045 752 €
TOTAL	**27 832 748 €**	**29 200 000 €**

8.2.2.2. Coûts détaillés pour SNCF Réseau en euros constants (janvier 2011) et courants conventionnels

MOA SNCF Réseau	Estimation prévisionnelle en euros constants (CE 01/2011)	Estimation prévisionnelle en euros courants conventionnels
Travaux	42 794 422 €	43 707 752 €
Frais MOA / MOE	6 283 557 €	6 359 120 €
PAI	3 788 112 €	4 039 128 €
TOTAL	**52 866 091 €**	**54 106 000 €**

8.2.2.3. Coûts détaillés pour SNCF Mobilités en euros constants (janvier 2011) et courants conventionnels

MOA SNCF Mobilités	Estimation prévisionnelle en euros constants (CE 01/2011)	Estimation prévisionnelle en euros courants conventionnels
Travaux	37 561 446 €	39 534 173 €
Frais MOA	1 454 612 €	1 531 008 €
Frais MOE	2 120 821 €	2 232 206 €
PAI	1 611 953 €	1 696 613 €
TOTAL	**42 748 832 €**	**44 994 000 €**

8.2.2.4. Coûts détaillés pour RATP en euros constants (janvier 2011) et courants conventionnels

MOA RATP	Estimation prévisionnelle en euros constants (CE 01/2011)	Estimation prévisionnelle en euros courants conventionnels
Travaux	8 406 203 €	9 278 145 €
Frais MOA	80 000 €	87 931 €
Frais MOE	180 000 €	195 924 €
PAI	1 100 000 €	1 138 000 €
TOTAL	**9 766 203 €**	**10 700 000 €**

8.3. Plan de financement

La première tranche des travaux de la Tangentielle Ouest – phase 1, objet de la présente convention, sont financés sous forme de subventions d'investissement suivant les montants indiqués dans le tableau ci-après.

En conséquence, le plan de financement de la première tranche des travaux, objet de la présente convention, est établi en euros HT constants, aux conditions économiques de référence de janvier 2011, comme suit :

Plan de financement global CFI REA n°1 – TGO phase 1 Montant en euros constants (CE 01/2011) HT et %				
	État	**Région**	**CD 78**	**TOTAL**
STIF	5 844 877 €	13 638 047 €	8 349 824 €	**27 832 748 €**
SNCF Réseau	11 101 879 €	25 904 385 €	15 859 827 €	**52 866 091 €**
SNCF Mobilités	8 977 255 €	20 946 928 €	12 824 649 €	**42 748 832 €**
RATP	2 050 903 €	4 785 439 €	2 929 861 €	**9 766 203 €**
TOTAL	**27 974 914 €**	**65 274 799 €**	**39 964 162 €**	**133 213 874 €**
%	***21%***	***49%***	***30%***	***100%***

En euros courants conventionnels, le plan prévisionnel de financement de la présente convention est défini comme suit :

Plan de financement global CFI REA n°1 – TGO phase 1 Montant en euros courants HT et %				
	État	**Région**	**CD 78**	**TOTAL**
STIF	6 132 000 €	14 308 000 €	8 760 000 €	**29 200 000 €**
SNCF Réseau	11 362 260 €	26 511 940 €	16 231 800 €	**54 106 000 €**
SNCF Mobilités	9 448 740 €	22 047 060 €	13 498 200 €	**44 994 000 €**
RATP	2 247 000 €	5 243 000 €	3 210 000 €	**10 700 000 €**
TOTAL	**29 190 000,00 €**	**68 110 000,00 €**	**41 700 000,00 €**	**139 000 000,00 €**
%	***21%***	***49%***	***30%***	***100%***

8.4. Modalités d'actualisation

Les conditions économiques de référence de la présente convention sont celles de janvier 2011.

Pour être comparables aux coûts d'objectif, tous les coûts sont calculés aux conditions économiques de référence de la présente convention par application de l'indice professionnel TP 01. Les coûts sont exprimés en euros constants.

Cet indice est également utilisé pour l'établissement des coûts prévisionnels en euros courants :

- à partir des indices connus à la date de la convention (dernier indice connu TP01 de janvier 2016) ;
- puis de 1,8 % par an au-delà jusqu'à la date de fin de chantier.

Ce montant prévisionnel en euros courants est désigné « euros courants conventionnels ».

Les états d'acompte seront établis à partir des derniers indices connus et pertinents. L'état du solde sera établi en euros courants et en euros constants par application des indices définitifs.

Les appels de fonds seront payés en euros courants.

Les maîtres d'ouvrage justifient in fine le respect du coût d'objectif exprimé en euros constants par application des indices définitifs, selon la périodicité de calcul de l'indice.

8.5. Modalités de versement des crédits de paiement par la Région, l'Etat et le Département des Yvelines

8.5.1. Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par le maître d'ouvrage.

A cette fin, chaque maître d'ouvrage transmettra, auprès de l'ensemble des financeurs et sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'article 7 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme ou d'engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Les états d'acomptes seront établis en euros courants et en euros constants CE janvier 2011 par application des derniers indices connus.

A-Versement des acomptes

a – Versement des acomptes par la Région et par le Département des Yvelines:

La demande de versement des acomptes par le **STIF** comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par les maîtres d'ouvrage indiquant notamment la référence des **factures acquittées**, leur **date d'acquittement** et le montant des **factures acquittées, et, le cas échéant, les frais de maîtrise d'ouvrage**. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'article 8.2.2. de la présente convention, au prorata de leur état d'avancement.
- La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 8.3.
- Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le Directeur d'opérations.

La demande de versement par la **RATP, SNCF Réseau** et par **SNCF Mobilités** comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par les maîtres d'ouvrage indiquant notamment la référence des **factures réalisées**, leur **date de réalisation** et le montant des **factures réalisées**. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'article 8.2.2. de la présente convention, au prorata de leur état d'avancement.
- La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 8.3.
- Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant du maître d'ouvrage.

- b – pour l'Etat :

La demande de versement des acomptes formulée par **RATP**, **SNCF Mobilités** et **SNCF Réseau** comprendra :

- un courrier de demande de versement de l'acompte avec la référence claire de la subvention (noms de l'opération et de la présente convention), daté et signé par le directeur financier ou un représentant habilité de la maîtrise d'ouvrage ;
- l'état récapitulatif des versements déjà obtenus au titre de la présente convention ;
- un tableau de justification de l'état d'avancement du projet par postes de dépense tels que définis à l'article 8.2.2. de la convention, daté et certifié par le directeur d'opération ou un représentant habilité de la maîtrise d'ouvrage. Ce tableau justificatif sera exprimé en euros constants, en euros courants et en pourcentage par rapport au coût d'objectif ;
- un récapitulatif des factures comptabilisées, daté et certifié par le directeur d'opération ou un représentant habilité de la maîtrise d'ouvrage ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, des clés de financement définies à l'article 8.3. de la convention ;

La demande de versement des acomptes formulée par le **STIF** comprendra :

- un courrier de demande de versement de l'acompte avec la référence claire de la subvention (noms de l'opération et de la présente convention), daté et signé par le Directeur d'opération ou un représentant dûment habilité de la maîtrise d'ouvrage ;
- l'état récapitulatif des versements déjà obtenus au titre de la présente convention ;
- un tableau de justification de l'état d'avancement du projet par postes de dépense tels que définis à l'article 8.2.2. de la convention, daté et certifié par le directeur d'opération ou un représentant habilité

de la maîtrise d'ouvrage. Ce tableau justificatif sera exprimé en euros constants, en euros courants et en pourcentage par rapport au coût d'objectif ;

- un état récapitulatif des factures acquittées, daté et visé par le comptable public du STIF ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, des clés de financement définies à l'article 8.3. de la convention ;

B– Plafonnement des acomptes

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés **par la Région** aux bénéficiaires est plafonné à 95% avant le versement du solde. Ce taux de 95% est applicable pour la Région uniquement dans le cas d'une opération inscrite au CPER 2015-2020.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés **par l'Etat** aux bénéficiaires est plafonné :

- pour le STIF à 80% du montant de la subvention, conformément au décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement,
- pour la RATP, SNCF Réseau et SNCF Mobilités à 90% du montant de la subvention.

Pour le département des Yvelines, le montant cumulé des acomptes versés aux maîtres d'ouvrage au fur et à mesure de l'avancement des travaux ne peut excéder 80 % du montant de la subvention.

8.5.2. Versement du solde

Après achèvement de la phase de réalisation couverte par la présente convention, chaque bénéficiaire présente le relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses réalisées incluant notamment les frais de maîtrise d'ouvrage.

Le versement du solde est subordonné à la production des documents, signés par le représentant légal ou le directeur financier de chaque bénéficiaire, indiqués aux articles 8.5.1 et 13. Sur la base du relevé final des dépenses et des recettes, chaque bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu. Le solde sera établi en euros courants et en euros constants CE janvier 2011 calculés à partir des indices définitifs.

Pour le STIF, le versement du solde est conditionné par un état récapitulatif des dépenses signé par le Directeur d'opérations et certifié par le comptable public.

Pour SNCF Réseau, SNCF Mobilités et RATP, le versement du solde se fera sur présentation des **factures acquittées**.

8.5.3. Paiement

Le versement des montants de subvention appelés par le maître d'ouvrage doit être effectué dans un délai conforme au règlement budgétaire et financier de chaque financeur à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini à l'article 8.5. Dans la mesure du possible, les financeurs feront leurs meilleurs efforts pour payer dans un délai de 40 jours.

Le mandatement des financeurs est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 7.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du maître d'ouvrage.

8.5.4. Bénéficiaires et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès des Bénéficiaires aux coordonnées suivantes :

- **STIF** sur le compte ouvert au nom Trésor Public, dont le RIB est le suivant :

Code banque : 10071
Code guichet : 75000
N° compte : 00001005079
Clé : 72

- **SNCF Réseau** sur le compte ouvert à la Société Générale, dont le RIB est le suivant :

Code banque : 30003
Code guichet : 03620
N° compte : 00020062145
Clé : 94

- **SNCF Mobilités** sur le compte ouvert de l'Agence Centrale de la Banque de France à Paris, dont le RIB est le suivant :

Code banque : 30001
Code guichet : 00064
N° compte : 00000034753
Clé : 56

- **RATP** sur le compte ouvert au nom de RATP ENCAISSEMENTS COLLECTIVITES au Crédit Agricole Lyon, dont le RIB est le suivant :

Code banque : 31489
Code guichet : 00010
N° compte : 00012675184
Clé : 47
IBAN : FR76 3148 9000 1000 0126 7518 447

Le paiement est effectué à la RATP par virement bancaire, portant dans son libellé le numéro de référence de la facture.

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service	Fonction Téléphone / courriel
Etat	DRIEA 21/23 rue Miollis 75015 PARIS	SpoT / CBSF	Tél : 01 40 61 86 60 spot.driea-if@developpement-durable.gouv.fr
Région Île-de-France	35, boulevard des Invalides 75007 PARIS	Unité Aménagement Durable Transports en Commun Secrétariat général	Gestionnaire comptable, service exécution budgétaire 01.53.85.58.76
Département des Yvelines	DRT/SDPTM 2 place André Mignot 78010 VERSAILLES Cedex	Sous-Direction Politique des Transports et des Mobilités	01 39 07 81 55 mquintin@yvelines.fr
STIF	39-41 rue de Châteaudun 75009 PARIS	Direction des projets d'investissement	Division Tram Nord 01.53.59.14.14 tram-nord@stif.info
SNCF Réseau	SNCF CAMPUS RESEAU 15/17 rue Jean-Philippe RAMEAU CS80001 93418 LA PLAINE ST DENIS CEDEX France 75013 Paris Cedex	Service Juridique et des Marchés	Patricia LANGELEZ TEL : 01 85 57 96 70 patricia.langelez@reseau.sncf.fr

SNCF Mobilités	Transilien SNCF Département Gestion Finances 34 – rue du Commandant Mouchotte 75699 PARIS Cedex 14	Division des Investissements	01 85 56 59 76 Sophie.leman@sncf.fr
RATP	Maison de la RATP LAC C42 54 quai de la Râpée 75599 PARIS Cedex 12	Contrôle de Gestion et Finances / Contrôle de Gestion Investissements	01 58 78 21 53 sylvie.gillet@ratp.fr

8.6. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région

Si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un (1) an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision du Président. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

Lorsque l'opération a donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projets, **comme c'est le cas en l'espèce**, celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

8.7. Caducité des subventions de l'Etat.

Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la notification de la subvention de l'Etat, l'opération subventionnée n'a connu aucun commencement d'exécution, l'Etat peut constater la caducité de sa décision d'attribution de subvention. Une demande de prorogation peut être présentée par le bénéficiaire ; une telle prorogation ne peut excéder un an.

Le début d'exécution du projet est réputé constitué par l'acte juridique (marché, bon de commande,...) créant une obligation entre le bénéficiaire et le premier prestataire.

8.8. Caducité des subventions du Conseil départemental des Yvelines

Si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration départementale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un (1) an maximum par décision du Président, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision du Président. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

Lorsque l'opération a donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projets, **comme c'est le cas en l'espèce**, celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.

8.9. Comptabilité de l'opération

Les maîtres d'ouvrage s'engagent à faire ressortir dans leur comptabilité les dépenses liées à l'opération « Tangentielle Ouest phase 1 – convention REA n°1 », objet de la présente convention.

Les maîtres d'ouvrage s'engagent à informer préalablement les financeurs de toutes autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Les maîtres d'ouvrage conservent l'ensemble des pièces justificatives de l'opération pendant dix ans à compter de l'émission des dites pièces.

ARTICLE 9. MODALITES D'AUDIT ET DE CONTROLE

Les financeurs se réservent le droit de solliciter auprès du maître d'ouvrage, à tout moment et jusqu'à expiration du délai prévu à l'article 8.9, toutes informations, tous documents et pièces comptables justificatives relatifs à la comptabilité propre à l'investissement.

9.1. Par les financeurs

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de l'émission des dites pièces pour tout contrôle effectué a posteriori.

Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire jugée utile quant à l'exécution de l'Opération, activité ou action subventionnée.

A compter de la mise en service du projet de tram-train Tangentielle Ouest phase 1, la Région Ile-de-France pourra engager un audit financier du projet.

9.2. Par le STIF

Conformément à l'article R1241-30 du code des transports, le STIF veille, en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Ile-de-France.

Pour répondre à ce suivi, le maître d'ouvrage fournit et actualise la fiche de programmation financière présentée à l'occasion de chacun des comités de suivi de la convention de financement tels que décrits ci-dessous à l'article 11.

9.3 Intervention d'experts

Sur proposition de l'autorité organisatrice ou à la demande de l'un des financeurs après information préalable des autres financeurs et de l'autorité organisatrice, le maître d'ouvrage s'engage à permettre aux experts désignés ou missionnés par l'autorité organisatrice, d'effectuer des visites des lieux, des installations et travaux relevant du Projet, et à faciliter le contrôle de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives. Les frais relatifs à ces interventions sont à la charge du ou des demandeurs. Le maître d'ouvrage est chargé de l'organisation des visites et du respect des règles de sécurité.

ARTICLE 10. DEFINITION ET GESTION DES ECARTS

10.1. Dispositions en cas de modification du coût d'objectif de l'avant-projet

10.1.1. En cas d'économies

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par les maîtres d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant total initialement prévu, les subventions attribuées sont révisées en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 8.3. Elles font l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement au financeur en cas de trop perçu.

10.1.2. En cas de dépassement du coût d'objectif

S'il apparaît que, au cours de la phase de réalisation, malgré toutes les mesures correctives proposées, le coût d'objectif validé au niveau avant-projet en euros constants ne peut être respecté, par un maître d'ouvrage, celui-ci fournit dans un délai maximum de un (1) mois au STIF et aux financeurs, un rapport détaillé sur l'origine des surcoûts, l'importance du dépassement prévisionnel et ses conséquences.

Ce rapport fait l'objet d'un avis rendu par le STIF aux financeurs, qui s'appuie notamment sur les éléments transmis par chaque maître d'ouvrage et précisera la nécessité éventuelle de réaliser un AVP modificatif.

Au vu de l'avis rendu par le STIF, les financeurs préciseront alors, lors du comité de suivi de la convention de financement (article 11.1), le montant du dépassement et la nature des surcoûts qu'ils entendent financer ou les adaptations, notamment de phasage, qu'ils souhaiteraient voir apporter à l'opération pour porter leur financement au-delà de celui prévu par l'article 4 au titre du coût d'objectif prévisionnel.

Le plan de financement des surcoûts est alors arrêté en concertation entre les financeurs, le STIF et les maîtres d'ouvrage et est acté dans le cadre d'un avenant. Le maître d'ouvrage est entendu et informé de la nécessité éventuelle de la formalisation d'un Avant-Projet modificatif et d'un avenant à la présente convention de financement.

Dans le cas où l'accord préalable des co-financeurs n'a pas été sollicité la prise en charge des dits dépassements incombe au maître d'ouvrage à l'origine du surcoût.

En cas de désaccord entre les parties, celles-ci se rencontrent afin d'envisager les différents scénarii dans lesquels l'opération peut être réalisée sans financement complémentaire.

10.2. Dispositions en cas de modification des délais présentés dans l'avant-projet

S'il apparaît que, malgré toutes les mesures proposées, le respect du délai de réalisation de l'opération prévu à l'article 1 de la présente convention ne peut être assuré, le STIF et les financeurs peuvent solliciter un rapport détaillé auprès des maîtres d'ouvrage, sur l'origine et l'importance du dépassement prévisionnel et ses conséquences.

Ce rapport fait l'objet d'un avis rendu par le STIF aux financeurs, qui s'appuiera notamment sur les éléments transmis par les maîtres d'ouvrage, et précisera la nécessité éventuelle de réaliser un avant-projet modificatif, tel que précisé à l'article 12.

Il indiquera notamment les incidences sur le planning et le phasage initial de l'ensemble des travaux de l'opération. Par ailleurs cet avis précisera l'impact sur l'offre de transport.

Au vu de ce rapport, et de l'avis éventuel formulé par les maîtres d'ouvrage, les financeurs émettent un avis. Le délai modifié est alors retenu en concertation entre les financeurs, le STIF et les maîtres d'ouvrage et est acté dans le cadre d'un avenant.

10.3. Dispositions communes

Si, en application des statuts du maître d'ouvrage concerné, ou des règles qui lui sont applicables, les propositions doivent faire l'objet d'une décision d'approbation du STIF, le maître d'ouvrage transmet au STIF l'ensemble des pièces et dossier justificatif éventuel (avant-projet modificatif).

Le STIF instruit la demande du maître d'ouvrage, approuve le cas échéant l'avant-projet modificatif et arrête selon les cas :

- un nouveau coût d'objectif pour le maître d'ouvrage concerné et pour l'opération ;
- un nouveau délai de l'opération.

En application de ces décisions, un **avenant** formalisera l'ensemble des modifications apportées à la convention notamment en terme :

- d'augmentation du coût d'objectif initial ;
- d'augmentation du délai initial.

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 4 de la présente convention, comme le coût de la phase réalisation du projet, tel qu'indiqué à l'article 5, constitue un plafond global.

ARTICLE 11. ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION

La gouvernance du projet s'articule comme suit autour de comités, réunissant les techniciens en charge des études et les financeurs, et de réunions entre maîtres d'ouvrage auxquelles peuvent être conviés les financeurs.

11.1. Comité de suivi de la convention de financement (CSCF)

A l'initiative du STIF, il est constitué un Comité de Suivi de la Convention de Financement, ci-après désigné « le Comité de Suivi ou CSCF » comprenant des représentants de l'ensemble des Parties à la présente convention. Ce Comité de Suivi aborde principalement les questions techniques et financières du Projet.
Le CSCF se réunit au moins deux fois par an en séance ordinaire, les membres étant convoqués par le STIF avec un préavis minimum d'un mois.
En tant que de besoin, et notamment pour les questions comptables, à l'initiative d'un des membres, le Comité de Suivi peut être réuni en séance extraordinaire par le STIF, dans le mois de sa saisine par le demandeur.
Le maître d'ouvrage établit un compte-rendu de l'exécution de ses missions et des différentes analyses. Ce compte-rendu est analysé par le STIF, en tant qu'autorité organisatrice, et fait l'objet d'un avis du STIF aux financeurs.
A cette fin, l'ensemble des documents centralisés par le maître d'ouvrage devront être transmis aux membres du Comité de Suivi sous forme de minute, deux semaines avant la réunion du Comité de Suivi.
Le suivi de l'Opération s'organise principalement autour des trois thématiques suivantes :

1/ Le suivi technique et opérationnel, soit :
- l'organisation mise en place pour la réalisation de l'Opération (maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre),
- le point sur l'avancement des Etudes et des travaux,
- une appréciation sur le déroulement des opérations et leur nature,
- la liste des principaux marchés signés avec leur date et leur montant d'engagement,
- la liste des principaux marchés à venir avec leur date et leur montant prévisionnel d'engagement,
- le suivi du calendrier des travaux.

2/ Le suivi financier et administratif, soit :
- le point sur le coût final prévisionnel des travaux du Projet tel qu'il peut être estimé à la date du compte-rendu,
- un état comparatif entre d'une part le coût final prévisionnel des travaux du Projet tel qu'il est estimé à la date du comité de suivi au regard des travaux déjà exécutés et de ceux restant à réaliser, et d'autre part le coût de réalisation fixé pour le maître d'ouvrage,
- un état comparatif entre le coût prévisionnel de l'opération détaillé par postes CERTU ou équivalent tel qu'indiqué à l'AVP et le coût final de l'opération détaillé par poste CERTU ou équivalent tel qu'il est estimé à la date du comité de suivi au regard des travaux déjà exécutés et de ceux restant à réaliser ;
- un état des lieux sur la consommation des provisions,
- le point sur le traitement de problèmes éventuellement rencontrés qui engendreraient une modification des coûts et délais,
- le montant des dépenses comptabilisées,
- le montant des subventions appelées et versées,
- un prévisionnel des appels de fond réactualisé,
- le point sur les recours contentieux introduits (troubles de voisinage, sinistres, nuisances de chantier, réclamations diverses).

Au titre de la présente convention, et le cas échéant pour les autres conventions de financement en vigueur concernant le même Projet, le maître d'ouvrage effectue une mise à jour des prévisions pluriannuelles de ses dépenses, de ses engagements et des appels de fond. Ces tableaux couvrent la totalité de la période du Projet. Ils sont établis en euros courants prévisionnels et en euros constants aux conditions économiques de référence de 01/2011 pour toute la période de réalisation.
Lors de sa première séance, le Comité de Suivi acte le tableau présentant les délais et les coûts détaillés du maître d'ouvrage et leur décomposition, celui-ci servant de base au suivi, en termes financier et d'avancement, du Projet.

3/ La communication autour du projet :
- le suivi du plan de communication mis en place pour l'opération,
- les points spécifiques sur lesquels communiquer éventuellement auprès des usagers.

11.2. Comité des financeurs de l'opération

Il réunit, sous la présidence du STIF, les financeurs et les maîtres d'ouvrage.

Les membres sont convoqués avec un préavis minimum d'un mois, les éléments étant envoyés au moins quinze jours au préalable.

Chaque maître d'ouvrage établit un compte-rendu à l'intention du STIF et des financeurs de l'exécution de ses missions et des différentes analyses réalisées sur la base des documents transmis. Ce compte rendu est analysé par le STIF et fait l'objet d'un avis du STIF aux financeurs. A cette fin, l'ensemble des documents centralisés par les maîtres d'ouvrage devra être transmis aux membres du Comité sous forme de minute, deux semaines avant la réunion du Comité des financeurs.

Ce Comité des financeurs a pour rôle d'arbitrer les dispositions à mettre en œuvre pour permettre un avancement du projet dans le respect des délais et du coût prévisionnel.

Il se réunit en tant que de besoin concernant des questions ayant des incidences majeures sur l'opération, notamment les ajustements de programmation techniques, administratifs et financiers, qui n'auraient pu être validés par le CSCF décrit à l'article 11.1. Chaque maître d'ouvrage présente alors au Comité des financeurs les éléments de compréhension de ces modifications, leurs impacts et leurs incidences sur le projet, et ce, en vue de permettre au Comité de définir les modalités de prise en compte de ces modifications et de poursuite de l'opération. Le cas échéant, les dispositions prévues à l'article 6 de la présente convention seront mises en œuvre.

11.3. Information hors CSCF et comité des financeurs

Les maîtres d'ouvrage s'engagent pendant toute la durée de validité de la convention :

- à présenter un compte-rendu d'avancement du projet devant le Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France à la demande de ce dernier ;
- à tenir informés les financeurs, entre deux CSCF, de toutes évolutions significatives dans les perspectives prévisionnelles de l'appel de fond sur l'exercice en cours ;
- à informer le STIF et les financeurs sans délai en cas de difficultés ayant une incidence financière, ou sur le respect du calendrier, ou sur le programme.

Les maîtres d'ouvrage s'engagent également à inviter le STIF et les financeurs ou les experts missionnés par ceux-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du projet.

Par défaut, les documents présentés dans le cadre des différents comités et commissions sont adressés au moins une semaine avant la réunion.

11.4. Communication institutionnelle

Le comité technique de communication (CTC) réunit les quatre maîtres d'ouvrage et les financeurs.

Il est coordonné par le maître d'ouvrage coordonnateur. En fonction des besoins, et au minimum une fois par an, il réunit l'ensemble des maîtres d'ouvrage et des financeurs du projet ainsi que les prestataires de communication de l'opération (stratégie et mise en œuvre). Le compte-rendu sera assuré par le maître d'ouvrage coordonnateur puis approuvé par les autres maîtres d'ouvrage.

Ce comité échange sur la communication relative au projet : la stratégie et le plan de communication, la mise en œuvre des actions de concertation et de communication. Cette communication est partagée et validée par les maîtres d'ouvrage et les financeurs dans le cadre du comité.

Le traitement des logos des partenaires respecte :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeurs, maîtres d'ouvrage, autorité organisatrice ;
- l'ordre des financeurs en fonction de l'ordre protocolaire : Etat, Région, Département des Yvelines,
- la surface allouée à chaque partenaire sera identique.

ARTICLE 12. MODIFICATION DU PROGRAMME

Toute modification du programme fonctionnel, toute modification technique significative par rapport aux dispositions approuvées de l'avant-projet ou toute modification pouvant conduire à un dépassement significatif des délais globaux définis dans l'AVP ou des coûts d'objectif définis dans l'AVP, peut conduire, selon la réglementation applicable aux maîtres d'ouvrage ou selon l'appréciation du STIF en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la réalisation d'un avant-projet modificatif, présenté au Conseil du STIF.

En conséquence, dès que les maîtres d'ouvrage envisagent des modifications de leur programme dans l'opération stipulée à l'article 1, ils transmettront, au STIF et aux financeurs, l'ensemble des éléments d'appréciation des modifications projetées. Ils devront veiller en particulier à indiquer si les modifications

proposées sont susceptibles d'engendrer des incidences techniques ou financières. Au vu de l'ensemble de ces éléments, le STIF validera les propositions mineures sans incidence sur le coût, ou appréciera l'opportunité d'une saisine du Comité des Financeurs ainsi que la nécessité de réaliser un avant-projet modificatif formalisant les évolutions apportées à l'opération.

Cet avant-projet modificatif sera présenté au Conseil du STIF. Il donnera lieu ensuite à la conclusion d'un avenant à la présente convention, indiquant toutes les conséquences notamment en matière de caractéristiques techniques, de coût de réalisation, de répartition des financements et de délai de réalisation de l'opération. Les travaux concernés ne pourront avoir un début d'exécution qu'après la signature de l'avenant et l'attribution des financements correspondants.
L'application des dispositions de cet article ne doit pas faire obstacle à la poursuite des travaux sur la partie non touchée par les modifications.

Ces dispositions ne font pas obstacle à la prise en compte par les maîtres d'ouvrage de demandes, d'un des financeurs ou de tiers, d'adaptations localisées de l'opération, ne modifiant pas son aptitude à répondre aux besoins exprimés dans le dossier d'avant-projet approuvé le 8 juillet 2015 en Conseil d'administration du STIF. La prise en compte de ces modifications sera soumise à l'accord préalable des maîtres d'ouvrage. Les éventuels surcoûts engendrés sont à la charge exclusive des demandeurs.

ARTICLE 13. BILAN PHYSIQUE ET FINANCIER DE LA CONVENTION

A l'appui de la demande de solde de la convention, chaque maître d'ouvrage établit sous sa responsabilité un bilan physique et financier des dépenses relevant de son périmètre dans le cadre de la présente convention.

Ce bilan de la convention présentera notamment une décomposition selon les postes constitutifs de son coût prévisionnel des dépenses, **l'ensemble des dépenses acquittées étant désactualisé aux conditions économiques de référence de la convention à titre informatif**.

Ce bilan de la présente convention comportera notamment :

- un rapport de présentation « d'avancement de chantier » indiquant le descriptif des réalisations (études, acquisitions foncières, travaux,…) effectuées au moment du solde financier de la présente convention ;
- le récapitulatif des subventions attribuées au titre de la présente convention ;
- le récapitulatif des versements effectués par les différents financeurs ;
- le récapitulatif des dépenses effectivement payées à la date de réalisation du bilan.

ARTICLE 14. BILAN DE LA REALISATION DU PROJET

La convention de financement qui bouclera le financement de la réalisation du projet de tram-train Tangentielle Ouest – phase 1 actera, dans des articles spécifiques :

- le calcul et la justification de l'état du solde, à savoir la différence entre les dépenses effectivement payées par les maîtres d'ouvrage à la date de réalisation du bilan de la dernière convention de réalisation du projet et les versements effectués par les financeurs (l'ensemble des dépenses de chacun des maîtres d'ouvrage fera l'objet d'une **actualisation au réel afin de permettre la vérification du respect du coût d'objectif du projet, établi en euros constants**),
- les modalités de bilan financier, d'audit et de clôture de la réalisation du projet ;
- les modalités de réalisation du bilan LOTI du projet.

ARTICLE 15. DISPOSITIONS GENERALES

15.1. Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 8.5.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettre entre la partie à l'initiative de ce changement et les autres parties.

15.2. Résiliation de la convention

Les signataires de la présente convention peuvent chacun prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les signataires sont informés immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération. La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les co-financeurs s'engagent à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des co-financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation des bénéficiaires des subventions.

15.3. Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à trouver une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.
Elles se réunissent dans un délai de deux semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).
Les éventuels litiges ne pouvant être réglés de manière amiable entre les Parties sont de la compétence du Tribunal Administratif de Paris.

15.4. Date d'effet et durée de la convention

La présente convention entre en vigueur à compter de sa notification par le STIF à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

La présente convention de financement tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de délibération de la Commission Permanente de la Région approuvant la présente convention et attribuant les subventions afférentes.

Sans préjudice de la durée de conservation des pièces indiquées à l'article 8.5.2, 8.9 et 9, elle expire soit en cas de résiliation dans les conditions prévues à l'article 15.2, soit après le solde de la totalité des subventions dues aux maîtres d'ouvrage selon les modalités de l'article 8.5.2, soit en cas d'application des modalités prévues à l'article 8.6 et au plus tard 48 mois après la mise en service de la première phase de la TGO.

15.5 Propriété et diffusion des Etudes

« **Etudes** » : désigne les Etudes réalisées par les maîtres d'ouvrage dans le cadre de la présente convention de financement.

« **Résultats des Etudes** » : désigne les synthèses des Etudes réalisées dans le cadre de la présente convention de financement.

Les études et les résultats d'études réalisés dans le cadre de la présente convention de financement sont la propriété du maître d'ouvrage qui les a réalisés.

Le régime d'utilisation de ces études entre maîtres d'ouvrage sera prévu dans la convention de maîtrise d'ouvrage PRO REA relative au projet.

Les résultats des études seront communiqués aux co-financeurs qui s'interdisent toute diffusion en dehors des signataires de la présente convention, sauf accord préalable des maîtres d'ouvrage.

Toute autre diffusion est subordonnée à l'accord préalable des parties signataires.

Les données des études pourront être utilisées librement par les financeurs et le STIF dans le cadre de la poursuite de la réalisation du projet.

15.7. Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

Fait en sept exemplaires originaux

Signée par toutes les parties et notifiée le

Pour l'Etat, **Jean-François CARENCO** Préfet de la région Ile-de-France, Préfet de Paris	Pour la Région Ile-de-France, **Valérie PECRESSE** Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France	Pour le Département des Yvelines, **Pierre BEDIER** Président du Conseil départemental des Yvelines	
Pour SNCF Mobilités, **Alain KRAKOVITCH** Directeur Général SNCF Transilien	Pour SNCF Réseau, **Monsieur Didier BENSE**, Directeur Général Ile de France	Pour la RATP, **Alain LE DUC** Directeur Financier	Pour le STIF, **Laurent PROBST** Directeur Général

ANNEXES

Annexe 1 : Organigramme détaillé

Annexe 2 : Méthodologie de calcul de l'actualisation conventionnelle du protocole cadre

Annexe 3 : Echéancier prévisionnel des appels de fonds de la convention REA 1

Annexe 4 : Calendrier prévisionnel de l'opération

Annexe 5 : Détail du coût de réalisation du projet

ANNEXE 1

Organigramme détaillé

Cet organigramme est remis à jour lors de chaque changement de titulaire d'une fonction.

MAITRISE D'OUVRAGE STIF

Maître d'ouvrage :

M. Jean Louis Perrin

Directeur des projets d'investissement

MAITRISE D'OUVRAGE SNCF RESEAU

Maître d'ouvrage :

SNCF Réseau : Direction Générale / Direction des Projets Franciliens

MAITRISE D'OUVRAGE SNCF TRANSILIEN (SNCF MOBILITES)

Maître d'ouvrage :

Mme Irina MANOLE

SNCF Transilien Département Investissement-Développement.

MAITRISE D'OUVRAGE RATP

Maître d'ouvrage :

Vincent GEFFROY

Département Maîtrise d'Ouvrage des Projets – Unité Infrastructures de Transport et Espaces Voyageurs

ANNEXE 2

Méthodologie de calcul de l'actualisation conventionnelle

Les maîtres d'ouvrage s'engagent sur le respect d'un coût d'objectif en € constants, en l'occurrence, pour la Tangentielle Ouest phase 1, aux conditions économiques de janvier 2011. La référence au coût d'objectif en € constants permet de comparer les coûts entre eux et de s'assurer du respect du coût d'objectif, indépendamment des fluctuations conjoncturelles.

Les financeurs affectent les subventions (AP/AE) en € courants, au fur et à mesure de l'état d'avancement du projet. C'est pourquoi, les conventions de financement prévoient une méthodologie de calcul en € courants conventionnels.

Le montant prévisionnel du projet (qu'il s'agisse du coût d'objectif ou du coût de la phase de réalisation ou le montant de la présente convention), en € courants conventionnels, est calculé de la manière suivante :

- actualisation du montant en € constants au regard du dernier indice connu, soit janvier 2016. Compte tenu du changement de base des indices TP à compter d'octobre 2014, la série des index en vigueur entre juin 2011 et octobre 2014 est harmonisée par application du coefficient de raccordement de l'INSEE ;

Valeur TP01	
janv-11	102,2
janv-16	**100,2**

- à partir de la chronique de dépenses par maître d'ouvrage, application du taux de 1,8% par an jusqu'en 2021 inclus.

ANNEXE 3

Echéancier prévisionnel des appels de fonds de la convention REA 1

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS STIF

€ HT Courants conventionnels	2017	2018	2019	2020	TOTAL
Etat	1 438 102 €	2 987 129 €	1 480 715 €	226 054 €	**6 132 000 €**
Région	3 355 572 €	6 969 967 €	3 455 002 €	527 459 €	**14 308 000 €**
CD 78	2 054 432 €	4 267 327 €	2 115 307 €	322 934 €	**8 760 000 €**
Total	**6 848 106 €**	**14 224 423 €**	**7 051 024 €**	**1 076 447 €**	**29 200 000 €**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS SNCF RESEAU

€ HT Courants conventionnels	2017	2018	2019	2020	TOTAL
Etat	2 224 821 €	7 261 681 €	848 826 €	1 026 932 €	**11 362 260 €**
Région	5 191 249 €	16 943 922 €	1 980 595 €	2 396 174 €	**26 511 940 €**
CD 78	3 178 316 €	10 373 830 €	1 212 609 €	1 467 045 €	**16 231 800 €**
Total	**10 594 386 €**	**34 579 433 €**	**4 042 030 €**	**4 890 151 €**	**54 106 000 €**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS SNCF MOBILITES

€ HT Courants conventionnels	2017	2018	2019	2020	TOTAL
Etat	2 834 622 €	3 779 496 €	2 362 185 €	472 437 €	9 448 740 €
Région	6 614 118 €	8 818 824 €	5 511 765 €	1 102 353 €	22 047 060 €
CD 78	4 049 460 €	5 399 280 €	3 374 550 €	674 910 €	13 498 200 €
Total	**13 498 200 €**	**17 997 600 €**	**11 248 500 €**	**2 249 700 €**	**44 994 000 €**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS RATP

€ HT Courants conventionnels	2017	2018	2019	2020	TOTAL
Etat	1 519 569 €	493 029 €	143 640 €	90 942 €	**2 247 000 €**

Région	3 545 662 €	1 150 400 €	334 741 €	212 197 €	**5 243 000 €**
CD 78	2 170 813 €	704 327 €	204 943 €	129 917 €	**3 210 000 €**
Total	**7 236 044 €**	**2 347 756 €**	**683 144 €**	**433 056 €**	**10 700 000 €**

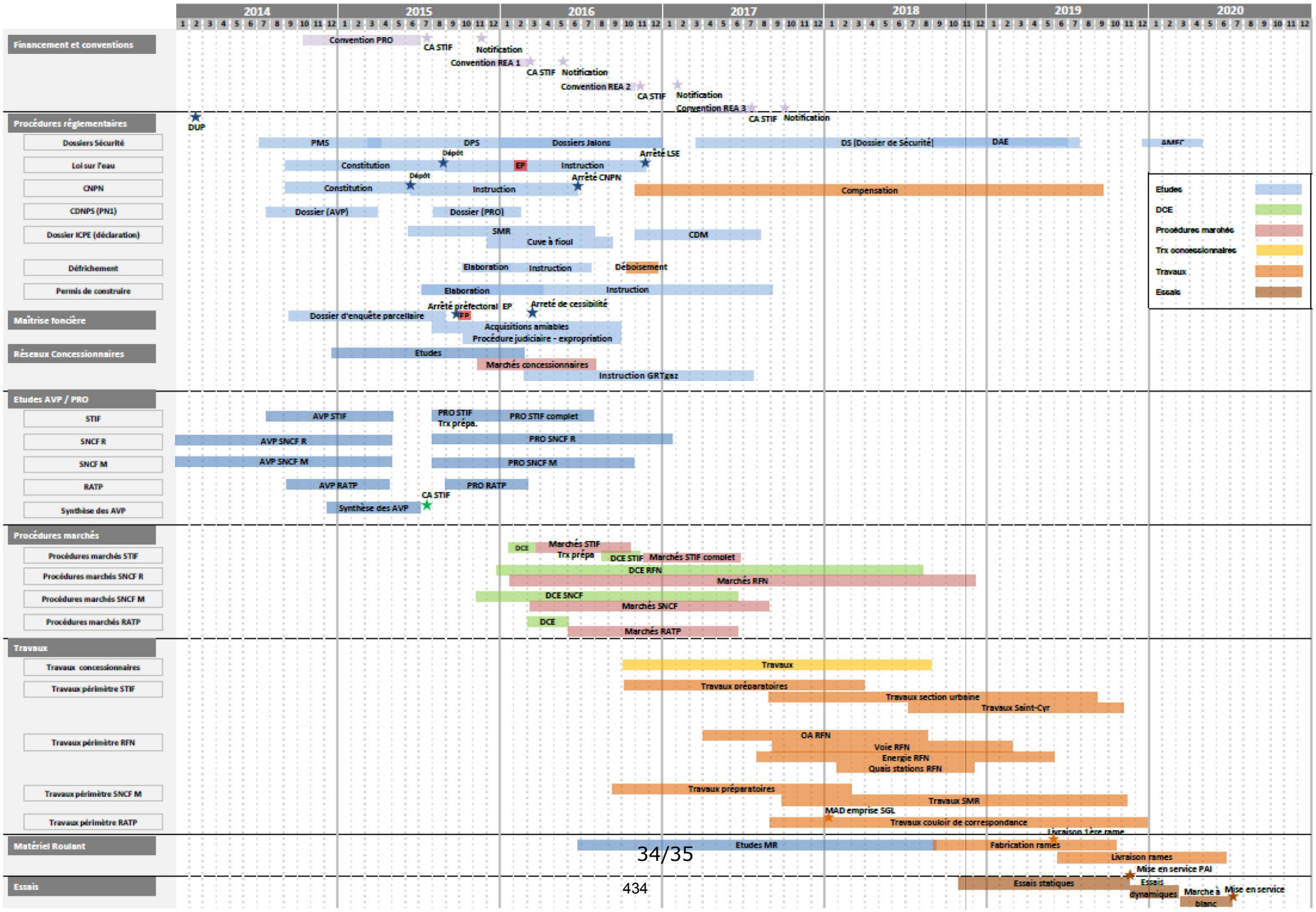
ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS DES MAITRES D'OUVRAGE (SYNTHESE)

€ HT Courants	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**TOTAL**
STIF	6 848 106 €	14 224 423 €	7 051 024 €	1 076 447 €	**29 200 000 €**
SNCF Réseau	10 594 386 €	34 579 433 €	4 042 030 €	4 890 151 €	**54 106 000 €**
SNCF Mobilité	13 498 200 €	17 997 600 €	11 248 500 €	2 249 700 €	**44 994 000 €**
RATP	7 236 044 €	2 347 756 €	683 144 €	433 056 €	**10 700 000 €**
Total	**38 176 736 €**	**69 149 212 €**	**23 024 698 €**	**8 649 354 €**	**139 000 000 €**

ANNEXE 4

Calendrier prévisionnel

Planning directeur TGO phase 1



ANNEXE 5

Détail du coût de réalisation du projet

Selon l'AVP approuvé par le Conseil du STIF du 8 juillet 2015, les coûts de la phase de réalisation sont les suivants (**exprimés en M€ constants au CE de janvier 2011 et hors matériel roulant et intermodalité**) :

Codes CERTU	M€ HT - CE janv. 2011	STIF	RATP	SNCF Réseau	SNCF Mobilités
5	Déviation de réseaux			2,0	
6	Travaux préparatoires	8,9		0,5	8,4
7	Ouvrages d'art	5,3	7,43	16,5	
8	Plate-forme	9,6		11,7	
9	Voie spécifique des systèmes ferrés et	11		12,8	
10	Revêtement du site propre	2,5			
11	Voirie et espaces publics	6,8		1,2	
12	Equipements urbains	4,5	0,42	1,7	
13	Signalisation routière	1,3			
14	Stations	2,1		11,7	1,8
15	Alimentation en énergie de traction	6,9		6,9	
16	Courants faibles et PCC	2,1	2,95	17,5	7,9
17	Dépôt	0,0		1,0	36,8
19	Opérations induites			4,4	
	Substitution par bus			2,8	
	Sous-total travaux hors aléas	**61,0**	**10,8**	**90,5**	**54,9**
4	Acquisitions foncières et libérations	5,6	0	1,4	2,0
20	Aléas	9,3	1,3	8,7	5,5
	Sous-total hors études, MOE et MOA	**75,9**	**12,1**	**100,6**	**62,4**
1	Etudes	4,2			
3	Maîtrise d'œuvre (y compris études)	2,9	1,3	23,2	7,3
2	Maîtrise d'ouvrage	6,0	0,9		3,5
	Total hors matériel roulant et intermodalité	**89,0**	**14,3**	**123,8**	**73,2**

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 12/10/2016
- Date de réception en préfecture: 12/10/2016

DELIBERATION N° CP 16-488

DU 12 OCTOBRE 2016

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE REGIONALE DE «TRANSPORT»
OPERATIONS DU CONTRAT DE PLAN ETAT-REGION 2015-2020
LIAISONS FERROVIAIRES

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;
VU Le Code des transports ;
VU La délibération n° CR 55-13 du 11 juin 2013 relative à la mise en œuvre et au financement du Plan de Mobilisation pour les transports en Ile-de-France sur la période 2013-2017 dans le cadre du Nouveau Grand Paris, signé le 19 juillet 2013 ;
VU L'ordonnance n°2014-690 du 26 juin 2014 relative à la participation de la Société du Grand Paris à certains projets du réseau des transports en Ile-de-France ;
VU Le décret n° 2014-1168 du 10 octobre 2014 modifiant le décret n° 2010-756 du 7 juillet 2010 relatif à la Société du Grand Paris ;
VU La délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 approuvant le versement des subventions régionales accordées pour les opérations de transports du Contrat de Plan 2015-2020 sous forme d'acomptes dans la limite de 95% de la participation régionale, dans son article 3 ;
VU Le décret n° 2015-308 du 18 mars 2015 relatif à l'association du Syndicat des Transports d'Ile-de-France aux missions de la Société du Grand Paris de conception et de réalisation du réseau de transport public du Grand Paris ;
VU La délibération cadre n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015 ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens;
VU La délibération n° CP 10-395 du 27 mai 2010 approuvant la convention de financement relative à la réalisation de l'opération de dédoublement des liaisons sur voie M au km 9 et 10 sur la liaison Paris Villeneuve Saint Georges ;
VU La délibération n° CP 14-814 approuvant la convention de financement relative aux études « PRO n° 2 » pour le prolongement d'Eole à l'Ouest en son article 1 ;
VU La délibération n° CP 16-319 du 12 juillet 2016 approuvant la convention de financement relative au schéma directeur du RER B Sud et portant affectation d'une autorisation de programme en son article 2 ;
VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2016 ;
VU Le rapport CP 16-488 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;
VU L'avis de la Commission des transports;
VU L'avis de la Commission des finances;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article n° 1: PR 811-004 «liaisons ferroviaires»

Décide de participer au financement du schéma directeur du RER B Sud détaillé en annexe 2 *(fiches projet)* à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **11 361 000 €**

Bénéficiaires	Opérations	Localisation	Action (481004011)
RATP	Schéma Directeur du RER B sud – Aménagement des gares – PRO/REA de la gare de La Croix de Berny	Haut de Seine	**11 361 000 €**

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 3 à la présente délibération et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de projet de **11 361 000 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports », code fonctionnel 811 «Transport ferroviaire régional de voyageurs », programme PR 811-004 « Liaisons ferroviaires », action 481004011 « Liaisons ferroviaires » du budget 2016 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Ces affectations relèvent du contrat de plan Etat-Région 2015-2020 :

- Volet 1 « Mobilité multimodale »
- Sous-volet 11 « Nouveau Grand Paris »
- Action 111 « Modernisation du réseau existant – schémas directeurs du Réseau Express Régional et schémas de secteurs »

Article n° 2: PR 811-004 «liaisons ferroviaires»

Décide de participer au financement de la modernisation du nœud ferroviaire des gares de Lyon/Bercy détaillé en annexe 2 *(fiches projet)* à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **3 296 000 €**

Bénéficiaires	Opérations	Localisation	Action (481004011)
SNCF Réseau	Modernisation du nœud ferroviaire des Gares de Lyon/Bercy – Etudes d'AVP « Création d'un terrier», « Allongement voies 7/9/11 »	Paris	**3 240 000 €**
STIF	Modernisation du nœud ferroviaire des Gares de Lyon/Bercy – Etudes d'AVP « Création d'un terrier», « Allongement voies 7/9/11 » (expertise STIF)	Paris	**56 000 €**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de la convention jointe en annexe 3 à la présente délibération et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **3 296 000 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports », code fonctionnel 811 «Transport ferroviaire régional de voyageurs », programme PR 811-004 « Liaisons ferroviaires », action 481004011 « Liaisons ferroviaires » du budget 2016 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Ces affectations relèvent du contrat de plan Etat-Région 2015-2020 :

- Volet 1 « Mobilité multimodale »
- Sous-volet 11 « Nouveau Grand Paris »

- Action 111 « Modernisation du réseau existant – schémas directeurs du Réseau Express Régional et schémas de secteurs »

Article n° 3:

Approuve l'avenant n°1 à la convention de financement n°2, pour la réalisation des études PROJET de l'opération, prolongement du RER E, Eole à l'Ouest, figurant en annexe 3 à la présente délibération et autorise la Présidente du conseil régional à le signer.

La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-488	Budget	2016

Chapitre	**908 - Transports**
Code fonctionnel	**811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs**
Programme	**481004 - Liaisons ferroviaires**
Action	**481004011 - Liaisons ferroviaires**

Dispositif : N° 00000423 - Opérations d'infrastructure de transports en commun

Dossier	16007501 - SCHEMA DIRECTEUR DU RER B SUD - AMENAGEMENT DES GARES - PRO/REA DE LA GARE DE LA CROIX DE BERNY			
Bénéficiaire	R6930 - RATP REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Modernisation des gares RER B - Hors CPRD			
Montant total	11 361 000,00 €		Code nature	2041783
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
21 640 000,00 €	HT	52,5 %	11 361 000,00 €	

Dossier	16013183 - MODERNISATION DU NOEUD FERROVIAIRE DES GARES DE LYON/BERCY - ETUDES D'AVP "CREATION D'UN TERRIER", "ALLONGEMENT VOIES 7/9/11"			
Bénéficiaire	R14154 - RFF SNCF RESEAU			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Gare de Lyon (études) - Hors CPRD			
Montant total	3 240 000,00 €		Code nature	2041723
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 100 000,00 €	HT	40 %	3 240 000,00 €	

Dossier	16015215 - MODERNISATION DU NOEUD FERROVIAIRE DES GARES DE LYON/BERCY - ETUDES D'AVP "CREATION D'UN TERRIER", "ALLONGEMENT VOIES 7/9/11" (EXPERTISE STIF)			
Bénéficiaire	R1989 - STIF SYNDICAT TRANSPORT ILE DE FRANCE			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Gare de Lyon (études) - Hors CPRD			
Montant total	56 000,00 €		Code nature	2041733
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
80 000,00 €	HT	70 %	56 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000423 - Opérations d'infrastructure de transports en commun	14 657 000,00 €

Total sur l'imputation 908 - 811 - 481004 - 481004011	14 657 000,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013183

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : MODERNISATION DU NOEUD FERROVIAIRE DES GARES DE LYON/BERCY - ETUDES D'AVP "CREATION D'UN TERRIER", "ALLONGEMENT VOIES 7/9/11"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	8 100 000,00 €	40,00 %	3 240 000,00 €
	Montant Total de la subvention		3 240 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-811-2041723-481004-200
481004011- Liaisons ferroviaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RFF SNCF RESEAU
Adresse administrative : 15 RUE JEAN PHILIPPE RAMEAU
93418 SAINT-DENIS CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant :

N° SIRET : 41228073720375

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : l'attribution d'une subvention relative aux études d'Avant-Projet (AVP) dans le cadre du développement du noeud ferroviaire de Paris gare de Lyon visant à l'allongement des voies 7/9/11 et à la création d'un terrier voie 2M.

Date prévisionnelle de début de projet : 12 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 11 octobre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Il s'agit de maximiser les capacités d'exploitation du nœud ferroviaire de Paris gare de Lyon en créant de nouvelles fonctionnalités ferroviaires. Celles-ci sont issues des différentes études préliminaires relatives à l'évolution de l'axe Paris-Villeneuve et du complexe ferroviaire Paris-gare de Lyon, réalisées sous maitrise d'ouvrage SNCF et pilotées par l'Etat, la Région et le STIF, dont les dernières dans le cadre d'une convention de financement signée le 27 mars 2012.

Le comité des grands partenaires, réuni le 18 septembre 2015 par le Préfet de région conformément à la lettre de mission du Secrétaire d'Etat chargé des transports, a décidé de lancer dès à présent les études d'AVP des deux opérations permettant d'améliorer le fonctionnement du nœud ferroviaire :

- L'allongement des voies 7/9/11 en gare de Lyon permettant d'accueillir indifféremment les RER D en surface ou un trafic TGV en augmentation,
- La création d'un terrier « V2M et V2Mbis » permettant un passage des trains dénivelés sous la voie 2M sans cisaillement et bénéficiant au trafic Transilien sur les voies M entre Villeneuve et Paris.

Description :
Les deux opérations concernées par la convention de financement sont :

- Allongement des voies 7/9/11
Les voies 7, 9 et 11 mesurent 321m, 362m et 379m de longueur utile et sont dites « courtes » car elles ne peuvent accueillir de TGV UM2 (mesurant 400m, soit 2 rames US de 200m).

L'allongement des voies 7, 9 et 11 a pour objectif principal de permettre l'accueil de trains de 400m aussi bien des TGV que des RER D.

- L'amélioration des capacités d'exploitation des avant-gares de Paris-Bercy et Paris-Lyon : le Terrier (tranchée couverte) voie 2M et la voie 2M bis

La création d'un ouvrage de reclassement permettrait de supprimer de nombreux conflits entre circulations, avec un fort bénéfice attendu au niveau de la régularité, accru par la possibilité de revenir à une exploitation en corridor.
Par ailleurs, pour permettre l'arrivée des RER D Paris Malesherbes en gare de Paris Lyon Surface, le cisaillement en avant gare de Bercy doit être supprimé, soit a minima la réalisation d'un ouvrage sur la voie 2M.

Moyens mis en œuvre :
Ces études sont financées dans le cadre du CPER 2015-2020.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter au moins 1 stagiaire ou alternant.

Intérêt régional :
La réalisation de ces ouvrages doit permettre à terme d'améliorer l'exploitation du noeud ferroviaire de Paris-gare de Lyon, bénéficiant notamment aux RER D.

Public(s) cible(s) :
Les usagers franciliens du RER D.

Détail du calcul de la subvention :
Les études AVP sont estimées à 8 100 000 € HT, non actualisables et non révisables, financées de la façon suivante :
- Région : 3 240 000 € HT (40%)
- Etat : 3 240 000 € HT (40%)
- SNCF réseau : 1 620 000 € HT (20%)

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Gare de Lyon (études)

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisitions de données et études études complémentaires (allongement des voies)	363 000,00	4,48%
MOE (allongement des voies)	1 323 000,00	16,33%
MOA (allongement des voies)	414 000,00	5,11%
Acquisitions de données et études études complémentaires (création d'un terrier)	1 847 000,00	22,80%
MOE (création d'un terrier)	3 146 000,00	38,84%
MOA (création d'un terrier)	1 007 000,00	12,43%
Total	8 100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	3 240 000,00	40,00%
Etat (EC)	3 240 000,00	40,00%
SNCF R (EC)	1 620 000,00	20,00%
Total	8 100 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	0,00 €
2017	2 240 000,00 €
2018	1 000 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Accessibilité des transports	10 670 000,00 €
2013	Opérations d'infrastructure de transports en commun	102 644 693,23 €
2013	Protections phoniques le long du réseau ferré	3 016 000,06 €
2013	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	2 359 000,00 €
2013	Voirie des TIRN	2 000 000,00 €
2014	Accessibilité des transports	8 973 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	155 892 260,00 €
2014	Protections phoniques le long du réseau ferré	735 589,04 €
2014	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	1 901 000,00 €
2014	Voirie des TIRN	800 000,00 €
2015	Accessibilité des transports	14 000 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	26 562 398,40 €
2015	Protections phoniques le long du réseau ferré	4 012 404,41 €
2015	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	5 370 000,00 €
2016	Accessibilité des transports	15 000 000,00 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	15 599 007,50 €
2016	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	2 081 000,00 €

	Montant total	373 139 521,61 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16015215

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : MODERNISATION DU NOEUD FERROVIAIRE DES GARES DE LYON/BERCY - ETUDES D'AVP "CREATION D'UN TERRIER", "ALLONGEMENT VOIES 7/9/11" (EXPERTISE STIF)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	80 000,00 €	70,00 %	56 000,00 €
	Montant Total de la subvention		56 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-811-2041733-481004-200
481004011- Liaisons ferroviaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : STIF SYNDICAT TRANSPORT ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 41 RUE DE CHATEAUDUN
75009 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant :

N° SIRET : 28750007800020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : l'attribution d'une subvention relative à l'expertise des études d'Avant-Projet (AVP) dans le cadre du développement du noeud ferroviaire de Paris gare de Lyon visant à l'allongement des voies 7/9/11 et à la création d'un terrier voie 2M.

Date prévisionnelle de début de projet : 12 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Il s'agit de maximiser les capacités d'exploitation du nœud ferroviaire de Paris gare de Lyon en créant de nouvelles fonctionnalités ferroviaires. Celles-ci sont issues des différentes études préliminaires relatives à l'évolution de l'axe Paris-Villeneuve et du complexe ferroviaire Paris-gare de Lyon, réalisées sous maitrise d'ouvrage SNCF et pilotées par l'Etat, la Région et le STIF, dont les dernières dans le cadre d'une convention de financement signée le 27 mars 2012.

Le comité des grands partenaires, réuni le 18 septembre 2015 par le Préfet de région conformément à la lettre de mission du Secrétaire d'Etat chargé des transports, a décidé de lancer dès à présent les études

d'AVP des deux opérations permettant d'améliorer le fonctionnement du nœud ferroviaire :
- L'allongement des voies 7/9/11 en gare de Lyon permettant d'accueillir indifféremment les RER D en surface ou un trafic TGV en augmentation,
- La création d'un terrier « V2M et V2Mbis » permettant un passage des trains dénivelés sous la voie 2M sans cisaillement et bénéficiant au trafic Transilien sur les voies M entre Villeneuve et Paris.

Description :
Les deux opérations concernées par la convention de financement sont :

- Allongement des voies 7/9/11
Les voies 7, 9 et 11 mesurent 321m, 362m et 379m de longueur utile et sont dites « courtes » car elles ne peuvent accueillir de TGV UM2 (mesurant 400m, soit 2 rames US de 200m).

L'allongement des voies 7, 9 et 11 a pour objectif principal de permettre l'accueil de trains de 400m aussi bien des TGV que des RER D.

- L'amélioration des capacités d'exploitation des avant-gares de Paris-Bercy et Paris-Lyon : le Terrier (tranchée couverte) voie 2M et la voie 2M bis

La création d'un ouvrage de reclassement permettrait de supprimer de nombreux conflits entre circulations, avec un fort bénéfice attendu au niveau de la régularité, accru par la possibilité de revenir à une exploitation en corridor.
Par ailleurs, pour permettre l'arrivée des RER D Paris Malesherbes en gare de Paris Lyon Surface, le cisaillement en avant gare de Bercy doit être supprimé, soit a minima la réalisation d'un ouvrage sur la voie 2M.

Moyens mis en œuvre :
Ces études sont financées dans le cadre du CPER 2015-2020.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter au moins 1 stagiaire ou alternant.

Intérêt régional :
La réalisation de ces ouvrages doit permettre à terme d'améliorer l'exploitation du noeud ferroviaire de Paris-gare de Lyon, bénéficiant notamment aux RER D.

Public(s) cible(s) :
Les usagers franciliens du RER D.

Détail du calcul de la subvention :
L'expertise du STIF des études AVP est estimée à 80 000 € HT, non actualisables et non révisables, financées de la façon suivante :
- Région : 56 000 € HT (70%)
- Etat : 24 000 € HT (30%)

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Gare de Lyon (études)

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Expertise STIF	80 000,00	100,00%
Total	80 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	24 000,00	30,00%
Région	56 000,00	70,00%
Total	80 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	0,00 €
2017	28 000,00 €
2018	28 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	4 846 320,00 €
2013	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	3 204 250,00 €
2013	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	615 565 000,00 €
2013	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	53 590 000,00 €
2013	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	80 325 000,00 €
2013	Opérations d'infrastructure de transports en commun	20 714 103,00 €
2014	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	4 345 000,00 €
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	2 058 000,00 €
2014	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	627 875 946,00 €
2014	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	55 197 000,00 €
2014	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	82 334 000,00 €
2014	Etudes générales dans le domaine des transports - fonctionnement	50 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	37 143 309,00 €
2015	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	6 100 939,00 €
2015	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	-1 330 000,00 €
2015	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	664 154 752,00 €
2015	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	77 365 000,00 €
2015	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	83 981 000,00 €

2015	Etudes générales dans le domaine des transports - fonctionnement	50 000,00 €
2015	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	495 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	155 411 949,14 €
2015	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	13 110 000,00 €
2016	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	5 428 856,00 €
2016	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	640 496 300,00 €
2016	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	58 474 000,00 €
2016	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	75 500 000,00 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	24 833 530,00 €
2016	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	980 000,00 €
	Montant total	3 397 362 453,51 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007501

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : SCHEMA DIRECTEUR DU RER B SUD - AMENAGEMENT DES GARES - PRO/REA DE LA GARE DE LA CROIX DE BERNY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	21 640 000,00 €	52,50 %	11 361 000,00 €
	Montant Total de la subvention		11 361 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-811-2041783-481004-200
481004011- Liaisons ferroviaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RATP REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS
Adresse administrative : 54 QUAI DE LA RAPEE
75599 PARIS CEDEX 12
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Madame Elisabeth BORNE, Présidente

N° SIRET : 77566343801906

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : attribution de subventions pour les études de PRO et les travaux de la gare de La Croix de Berny dans le cadre du schéma directeur du RER B sud.

Date prévisionnelle de début de projet : 12 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le Schéma Directeur du RER B sud, qui résulte des études menées par la RATP, la SNCF Mobilités et SNCF Réseau, répond à 3 principaux enjeux de la ligne B du RER :

- satisfaire les attentes des usagers en améliorant la situation existante (régularité, qualité de service)

- consolider de façon pérenne l'exploitation de la ligne grâce à une logique de performance globale de la ligne et d'unicité de service et en agissant sur les marges offertes par le système, la robustesse, la production, l'exploitation, la qualité de service, etc.

- prévoir les demandes de développement de l'offre en tenant compte des évolutions futures de la population, de l'emploi, des déplacements et des autres offres de transport.

Description :
Dans la continuité des études d'avant-projet (AVP), il s'agit d'engager les études de PRO puis les travaux sur la gare de La Croix de Berny selon les deux thématiques suivantes :

1/ Désaturation / mise en conformité / amélioration des flux
Il s'agit de créer ou d'aménager des accès aux gares dans l'objectif d'une mise en conformité réglementaire et d'adaptation au trafic.

2/ Rénovation des gares
Il s'agit de moderniser des espaces voyageurs et les mettre en conformité technique (notamment système de sécurité incendie).

La RATP assure la maîtrise d'ouvrage.

Moyens mis en œuvre :
Le CPER 2015-2020 a inscrit une ligne dédiée à la « modernisation des gares RER » avec un plan de financement spécifique pour ce type d'opération : une participation de la Région reconduite à 52,5 %, de l'Etat à 22,5 %, et de 25 % par opérateur.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter au moins 1 stagiaire ou alternant.

Intérêt régional :
L'aménagement des gares du RER B sud répond aux enjeux d'amélioration portés par le schéma directeur du RER B sud.

Public(s) cible(s) :
Les usagers des transports publics, en particulier ceux du RER B.

Détail du calcul de la subvention :
La part de la Région s'élève donc à 52,5% du total du coût des études de PRO et des travaux, soit 11 361 000 € au bénéfice de la RATP.

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Modernisation des gares RER B

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes PRO et travaux	15 600 000,00	72,09%
PAI	1 530 000,00	7,07%
Frais de MOE	1 940 000,00	8,96%
Frais de MOA	1 580 000,00	7,30%
Acquisitions foncières	570 000,00	2,63%
Service bus provisoire	420 000,00	1,94%
Total	21 640 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat (EC)	4 869 000,00	22,50%
Région	11 361 000,00	52,50%
RATP	5 410 000,00	25,00%
Total	21 640 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	0,00 €
2017	460 000,00 €
2018	2 350 000,00 €
2019	3 780 000,00 €
2020	3 290 000,00 €
2021	1 310 000,00 €
2022	171 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	196 500,00 €
2013	Opérations d'infrastructure de transports en commun	207 937 075,00 €
2014	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	200 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	182 318 316,00 €
2015	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	3 020 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	86 112 887,59 €
2015	Protections phoniques le long du réseau ferré	2 610 700,00 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	118 834 972,78 €
	Montant total	626 881 461,67 €

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION : CONVENTIONS

2016

Schéma directeur du RER B sud

Etudes Projet et Réalisation de la gare de La Croix de Berny

Schéma Directeur du RER B sud
Convention de financement relative aux études
Projet et travaux de la gare de La Croix de Berny
du RER B
(Périmètre RATP)

Convention de financement régissant les rapports entre
la Région Île-de-France, l'Etat,
la RATP et le STIF
relative au Schéma Directeur du RER B sud

« Convention relative à la réalisation d'études projet et travaux relative à l'opération de la gare de La Croix de Berny »

SOMMAIRE

CONTEXTE GENERAL DE L'OPERATION 6
Article 1. Objet de la convention 7
Article 2. PERIMETRE ET CALENDRIER DE REALISATION DES ETUDES PROJET ET TRAVAUX de la gare de La Croix de Berny 7
2.1. Contexte 7
2.2. Programme de restructuration de la gare de La Croix de Berny 8
2.3. Financement des moyens de substitution 9
2.4. Délais de réalisation 9
Article 3. ROLES ET ENGAGEMENTs DES PARTIES 9
3.1. L'Autorité organisatrice 9
3.2. La maîtrise d'ouvrage des opérations 9
3.3. Les financeurs 10
Article 4. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 10
4.1. Estimation du coût des études de Projet et des travaux 10
4.2. Coût global des études Projet et des travaux 11
4.4. Modalités de versement des crédits de paiement pour l'Etat et la Région 14
4.5. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région 16
4.6. Comptabilité du Bénéficiaire 17
Article 5. MODALITES DE contrôle 17
5.1. Par les financeurs 17
5.2. Par le STIF 17
Article 6. Gestion des ecarts 17
6.1. Dispositions en cas d'écart ou de dépassement du coût d'objectif prévisionnel de la Convention 17
6.2. Dispositions en cas de modification des délais 18
Article 7. ORGANISATION ET SUIVI DE LA PRESENTE CONVENTION 18
7.1. Comité de suivi de la convention de financement (CSCF) 18
7.2. Comité des financeurs 19
7.3. Information hors CSCF et comité des financeurs 20
ARTICLE 8. MODIFICATION DEs AVANT-PROJETs 20
article 9. DIFFUSION DES DOCUMENTS, CONFIDENTIALITe, communication, .. 21
9.1. Propriété intellectuelle et diffusion des études 21
9.2. Communication institutionnelle des financeurs 21
9.3. Confidentialité 22
article 10. bilan DE L'OPERATION 23
10.1 Bilan physique et financier 23
10.2 Évaluation économique, sociale et environnementale 23
article 11. Disposition générales 23
11.1 Modification de la convention 23
11.2 Règlement des litiges 24
11.3 Résiliation de la convention 24
11.4 Date d'effet et durée de la convention 24
11.5 Mesures d'ordre 25
ANNEXES 27

Entre,

En premier lieu,

- L'**État**, représenté par le Préfet de la Région d'Île-de-France, Préfet de Paris,

- La **Région Île-de-France** (ci-après « la Région »), représentée par la Présidente du Conseil Régional, dûment mandaté par délibération n° de la Commission Permanente du Conseil Régional en date du ,

Ci-après désignés par « les financeurs »,

En deuxième lieu,

- **La RATP,** Régie Autonome des Transports Parisiens, établissement public à caractère industriel et commercial, inscrit au registre du commerce de Paris sous le numéro RCS Paris B 775 663 438, dont le siège est situé à Paris 12^{e}, 54 quai de la Râpée, représentée par Elisabeth BORNE, sa présidente Directrice Générale,

Ci-après désignée par « la RATP », financeur ou le Maître d'ouvrage,

En troisième lieu,

- **le Syndicat des Transports d'Ile de France**, n° SIRET 287 500 078 00020, Etablissement Public à caractère administratif dont le siège est situé à Paris 9ème, 39bis-41 rue de Châteaudun, représenté par Laurent PROBST, Directeur Général,

Ci-après désigné comme le « STIF » ou « l'Autorité organisatrice »,

Ci-après collectivement désignés comme « **les Parties** »

Visas

Vu le code des transports,

Vu le code de l'environnement,

Vu la Loi n°85-704 modifiée du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée,

Vu la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris, notamment son article 20-1,

Vu le décret 2005-664 du 10 juin 2005 portant statut du Syndicat des Transports d'île de France et modifiant certaines dispositions relatives à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France,

Vu le décret n° 2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le schéma directeur de la région d'Ile-de-France,

Vu la délibération n° 55-13 du Conseil Régional du 20 juin 2013 relative au protocole Etat-Région correspondant à la mise en œuvre du Plan de Mobilisation pour les transports sur la période 2013-2017 dans le cadre du Nouveau Grand Paris et signé le 19 juillet 2013,

Vu le Contrat de Plan Etat-Région Ile-de-France 2015-2020 approuvé au Conseil Régional par délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015,

Vu le règlement budgétaire et financier de la région Ile-de-France, adopté par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016,

Vu les textes spécifiques et les autorisations de signatures portant sur la RATP,

Vu le Dossier de schéma directeur du RER B sud approuvé par décision du Conseil d'Administration du STIF n°2013/172 du 10 juillet 2013,

Vu la délibération de la Commission Permanente de la Région Ile de France n° CP 13-580 du 11 juillet 2013 correspondant à la convention de financement des études préliminaires relatives à l'aménagement des gares du RER B Sud,

Vu la délibération de la Commission Permanente de la Région Ile de France n° CP 15-527 du 9 juillet 2015 correspondant à la convention de financement des études d'Avant-Projet relatives à l'aménagement des gares du RER B sud sur périmètre RATP,

Vu l'approbation de l'avant-projet relatif à la modernisation de la modernisation de la gare de La Croix de Berny, approuvé par décision du Conseil du STIF n° du / /2016.

Il est convenu ce qui suit :

CONTEXTE GÉNÉRAL DE L'OPÉRATION

Le niveau de dégradation du service offert aux voyageurs, les évolutions récentes d'usage de la ligne et la prise en considération de nouveaux projets de transports collectifs structurants rendent nécessaire un nouveau Schéma Directeur pour assurer une restructuration complète et pérenne d'une ligne de RER très complexe qui a atteint ses limites.

Ce besoin a donné lieu à la remise au STIF fin 2011 par les opérateurs RATP, SNCF Transilien et SNCF Réseau d'un Dossier d'émergence qui a fondé la décision du Conseil du STIF du 7 décembre 2011 de valider le programme d'études du Schéma Directeur RER B Sud et son financement.

Sur la base des études réalisées par RATP/SNCF/RFF en 2012 et début 2013, le Schéma Directeur RER B Sud propose une série d'actions et d'investissements permettant de répondre à l'urgence de la situation pour le court et le moyen terme.
Les solutions de modernisation portées au Schéma Directeur RER B Sud ont vocation à être mises en œuvre dans les meilleurs délais afin de répondre au besoin impérieux d'amélioration de la qualité de service de la ligne B du RER et à anticiper ses évolutions.

Le Schéma Directeur du RER B sud, approuvé par le Conseil du STIF du 10 juillet 2013, aborde les enjeux d'amélioration suivants :

- Des actions de court terme qui sont toutes à engager pour une mise en œuvre de 2013 à 2016 ;
- Un ensemble d'actions de moyen terme à engager dès 2013 pour relever la qualité de service d'ici à 2020. Afin d'en accélérer la mise en œuvre, dès lors que le champ réglementaire et que leur niveau de définition le permettent, des études d'avant-projet sont à réaliser directement. Sinon la réalisation d'études de schéma ordinaire sera mise en œuvre;
- Des actions de moyen terme (2019-2022) qui restent à approfondir en 2014, dont les études de Schéma de Principe ou d'Avant-Projet sont à réaliser dans les meilleurs délais. Ces études permettront de retenir en 2015 les actions à mener les années suivantes.
- Des études à engager pour consolider le Schéma Directeur RER B Sud en 2015 en matière d'évolutions de desserte au Sud, de renouvellement du matériel roulant et de système de signalisation moderne pour la ligne B.

Par délibérations des Commissions Permanentes de la Région Ile de France n° CP 13-419 du 30 mai 2013 et n° CP 15-527 du 09 juillet 2015, le financement des études préliminaires et d'Avant-projet de toutes les gares a été approuvé. L'engagement financier est assuré par la Région Ile de France (52,5 %), l'Etat (22,5 %) et la RATP (25 %).

Le protocole Etat-Région correspondant à la mise en œuvre du Plan de Mobilisation pour les transports sur la période 2013-2017 dans le cadre du Nouveau Grand Paris et signé le 19 juillet 2013 prévoit le financement des différentes phases opérationnelles des Schémas Directeurs des RER A et B Sud pour les volets infrastructure et gares. Il se traduit financièrement par le Contrat de Plan 2015-2020, approuvé au Conseil Régional d'Ile de France n° CR 53-15 du 18 juin 2015.

La présente convention a pour objet le financement des études Projet et travaux de la gare de La Croix de Berny.

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objectif de fixer les engagements réciproques des parties pour le financement et la conduite des études Projet et des travaux concernant la gare de La Croix de Berny inscrite au Schéma Directeur du RER B sud, suite à l'expertise de l'AVP menée par le STIF.

Elle a pour objet :

- de définir les modalités de financement des études Projet et travaux de la gare de La Croix de Berny,
- de préciser les conditions de suivi de ces études et travaux dans le respect du calendrier général du projet,
- de définir les documents à remettre aux Parties, sur leur demande.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention la dénomination suivante :

« Schéma Directeur du RER B sud - Etudes PRO/REA Gare de La Croix de Berny – Périmètre RATP »

ARTICLE 2. PERIMETRE ET CALENDRIER DE REALISATION DES ETUDES PROJET ET TRAVAUX DE LA GARE DE LA CROIX DE BERNY

2.1. Contexte

Située sur la commune d'Antony dans les Hauts de Seine, à proximité du site classé du parc de Sceaux, la gare aérienne de La Croix de Berny (type GA aérienne de 5ème catégorie) a été conçue initialement comme une gare de proximité de la ligne de Sceaux, puis du RER B. Mise en service en 1854 lors du prolongement de la ligne de Sceaux jusqu'à Orsay, la gare (initialement « halte de Berny ») accueille aujourd'hui près de 11 000 voyageurs par jour soit plus de 20 000 passages quotidiens.

La gare RER de La Croix de Berny porte aujourd'hui les stigmates des évolutions successives de la ligne B (rehausse et allongement des quais liés aux modifications de matériel roulant, évolution de l'offre de service et de la politique de contrôle…) ainsi que de l'accompagnement des projets urbains et de transport connexes (prolongement du TVM, enfouissement de l'A86, ZAC de La Croix de Berny, Quartier étudiant Jean Zay…).

Malgré les mutations subies au fil de l'évolution des besoins et des usages, cette gare ne répond plus aux flux et aux attentes des voyageurs. En outre, la gare de La Croix de Berny est aujourd'hui, avec la gare de Luxembourg, la seule gare du réseau RER de la RATP non accessible voirie-quai aux UFR. Les aménagements nécessaires à l'accessibilité des personnes atteintes d'un handicap sensoriel et cognitif n'ont pas encore été réalisés.

Le schéma directeur de la ligne B du RER prévoit le réaménagement de la gare afin de traiter les problématiques d'accessibilité pour tous les handicaps, de faciliter les déplacements de tous les voyageurs (décongestion des accès, meilleur répartition des voyageurs sur les quais, réduction des efforts de cheminement), d'assurer une bonne intermodalité avec les modes

existants et en projet et de rénover les espaces existants afin de garantir une qualité des espaces uniforme et améliorer la qualité du service rendu aux voyageurs sur l'ensemble de la gare.

2.2. Programme de restructuration de la gare de La Croix de Berny

Objectifs prioritaires :

- Fluidifier les cheminements et résoudre les problèmes de saturation (avec un impact escompté sur le temps d'échange quai-train et donc la régularité de la ligne) ;
- Garantir l'accessibilité de la gare pour tous, et notamment aux UFR et aux personnes présentant des handicaps cognitifs et sensoriels ;
- Assurer une bonne intermodalité entre les différents modes de transport ;

Objectifs secondaires :

- Rénover les espaces existants afin de garantir une qualité des espaces uniforme et améliorer la qualité du service rendu aux voyageurs sur l'ensemble de la gare (accueil, confort, visibilité et lisibilité).

Les principaux gains attendus sont :

- **Des déplacements facilités :** Le nouvel accès principal mènera directement au quai direction Paris ce qui correspond aux besoins des voyageurs. Les correspondances seront facilitées avec le TVM, les lignes de bus et le futur tramway T10.

- **Une gare accessible à tous :** Pour les personnes à mobilité réduite grâce aux ascenseurs et au passage sous voies. Pour tous, l'accessibilité sera renforcée notamment grâce à l'installation d'ascenseurs et d'escaliers mécaniques.

- **Plus de confort et de sécurité :** Les bâtiments seront plus spacieux et les quais plus larges par endroit ce qui facilitera les circulations au sein de la gare. L'ensemble de la gare sera rénové et permettra aux voyageurs de bénéficier de tous les services utiles au sein d'espaces plus lumineux, plus confortables et plus modernes.

- **Des bénéfices pour l'exploitation du RER B** : Grâce au réaménagement, les montées et descentes de train seront facilitées ce qui permettra au RER de rester moins longtemps à quai. Ceci améliorera la régularité de la ligne.

Afin de répondre à l'ensemble de ces objectifs, le projet prévoit :

- La création d'un nouveau bâtiment voyageur Ouest de plain-pied avec la voirie (nouvel accès principal) & réorganisation du bâtiment voyageur Est historique (transformation en accès secondaire) ;
- La création d'un passage sous voie reliant les deux quais ;
- La mise en accessibilité de l'ensemble de la gare aux UFR et aux personnes présentant un handicap sensoriel et cognitif avec notamment l'installation d'un ascenseur par accès reliant l'ensemble des niveaux fonctionnels de la gare ;
- L'élargissement partiel des quais rendu possible grâce à la démolition des escaliers de la passerelle et la réorganisation des accès ;
- La rénovation des espaces existants (quais) ;

2.3. ***Financement des moyens de substitution***

La réalisation de ces opérations nécessite la mise en place de transports de substitution afin de garantir la continuité d'exploitation.

Le CPER 2015-2020 prévoit que les frais liés à la mise en œuvre de transports alternatifs lors de travaux d'opérations, appelés frais de substitution, peuvent être éventuellement pris en charge par les financeurs du projet, sous réserve d'une explicitation précise des besoins par les maîtres d'ouvrage, après expertise du STIF, autorité organisatrice des transports, et dans la limite des surcoûts engendrés au-delà du financement usuel de l'exploitation en Île-de-France.

Les mesures proposées par les maîtres d'ouvrage seront présentées en comité des financeurs. Cette présentation s'attachera à en préciser les contours, la durée et le cas échéant les montants financiers prévisionnels. Le STIF, en tant qu'autorité organisatrice de transports, apportera son concours à l'analyse des mesures et moyens de substitution proposés ainsi qu'à l'analyse des surcoûts identifiés. A l'issue de cette analyse, les financeurs pourront, le cas échéant, proposer un plan de financement pour ces frais de substitutions routières. Celui-ci pourrait nécessiter la mise en place d'un avenant.

2.4. Délais de réalisation

Le délai de réalisation des travaux est fixé à 90 mois à compter de la notification de la convention par le STIF.

Le planning prévisionnel du projet est joint en annexe 3 à la présente convention.

ARTICLE 3. ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1. L'Autorité organisatrice

Conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R 1241-30 et suivants du code des transports, le STIF veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France. A cet effet, le STIF suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le Maître d'ouvrage.

Pour la mise en œuvre de la présente convention, le STIF est uniquement Autorité Organisatrice. Il n'exerce donc aucune responsabilité en termes de maîtrise d'ouvrage.

3.2. La maîtrise d'ouvrage des opérations

3.2.1. Identification, engagements et périmètre d'intervention du Maître d'ouvrage

Le Maître d'ouvrage de l'opération est la RATP. La responsabilité du Maître d'ouvrage est définie conformément à la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 dite « loi MOP ».

La RATP assure la maîtrise d'ouvrage des éléments de l'infrastructure, ainsi que les biens dévolus à l'exploitation et à la gestion des services de transport sur le réseau RATP, conformément aux dispositions des articles L.2142-1 à L.2142-15 du code des transports.

3.2.2. Périmètre d'intervention du Maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage est responsable de la conception et de la réalisation du système et des ouvrages qui le composent, ainsi que leur aptitude à répondre aux besoins exprimés dans le dossier d'Avant-projet approuvé par le Conseil du STIF du / /2016 pour le projet de la gare de La Croix de Berny.

Le maître d'ouvrage est responsable du respect des délais, des dépenses et de leur échelonnement conformément aux termes de l'Avant-projet et dans la mesure où le financeur a lui-même respecté le programme de mise en place des financements et leurs paiements.

3.2.3. Respect du coût d'objectif

Le maître d'ouvrage s'engage sur le respect de son coût d'objectif en euros constants aux conditions économiques de référence de janvier 2016 tel qu'il est défini à l'article 4.2.1.

3.2.4. Respect des délais de réalisation

Le maître d'ouvrage s'engage sur la réalisation des opérations, objets de la présente convention et sur le respect des délais de réalisation précisés à l'article 2.4.

3.3. Les financeurs

3.3.1. Identification

Le financement des premières études Projet et des travaux de l'opération de la gare de La Croix de Berny figurant au Schéma Directeur du RER B sud est assuré par :

- L'Etat (22,5 %),
- La Région Ile-de-France (52,5 %),
- La RATP (25 %).

Ce financement s'inscrit dans l'enveloppe dédiée au financement des gares des Schémas Directeurs des RER A, B, C et D conformément au Contrat de Plan Etat-Région sur la période 2015-2020.

La RATP est financeur sur son périmètre et bénéficiaire des financements versés par l'Etat et la Région et ci-après désigné « **le bénéficiaire** ».

3.3.2. Engagements

La signature de la Convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les AP/AE nécessaires à la réalisation, par le Maître d'ouvrage visé à l'article 3.2, des Etudes de Projet et des travaux, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visées à l'annexe 2.

ARTICLE 4. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1. Estimation du coût des études de Projet et des travaux

Le coût prévisionnel des dépenses relatives aux Etudes Projet et des travaux de l'opération de la présente convention est évalué à :

- 20 490 000 € aux conditions économiques de janvier 2016

Et

- **21 640 000 €** en euros courants conventionnels

L'estimation de ces dépenses inclut les frais de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre, ainsi qu'une provision pour aléas et imprévus, déterminée au stade de l'Avant-Projet.

Les montants en euros courants conventionnels sont estimés en actualisant les coûts prévus aux conditions économiques de référence de janvier 2016, par application des modalités de calculs de l'article 4.2.3.

Les appels de fonds seront calculés par application des modalités de calculs de l'article 4.4.1

4.2. Coût global des études Projet et des travaux

4.2.1. Coût d'objectif du Maître d'ouvrage

Le coût d'objectif du maître d'ouvrage en euros constants aux conditions économiques de janvier 2016 est donné ci-dessous. Le coût en euros courants est donné à titre indicatif selon les modalités de l'article 4.2.3.

MOA	Coûts aux CE 01/2016 € HT	Coûts courants € HT
RATP	**20 490 000**	**21 640 000**
Total	**20 490 000**	**21 640 000**

4.2.2. Coût de réalisation détaillé

Le maître d'ouvrage fournit une estimation en euros constants et courants des postes :

Etudes de conception détaillée et travaux gare de La Croix de Berny			
Maître d'ouvrage	Opération	Total M€ HT CE 2016	Total M€ HT Courants conventionnels
RATP	**Modernisation de la gare de La Croix de Berny**	**20,49**	**21,64**
	Dont études de conception détaillée et travaux	14,77	15,60
	Dont PAI	1,45	1,53
	Dont acquisition foncière	0,54	0,57
	Dont service bus provisoire	0,40	0,42
	Dont frais de MOE	1,84	1,94
	Dont frais de MOA	1,50	1,58
Total Etudes de conception détaillée & travaux		**20,49**	**21,64**

L'utilisation des provisions pour aléas et imprévus (PAI) du projet reste soumise à l'accord de l'ensemble des partenaires en Commission de Suivi de la Convention de Financement et sous réserve de justificatifs (note explicative détaillée, etc.).

4.2.3. Modalités d'actualisation

Les conditions économiques de référence de la présente convention sont celles de janvier 2016.

Pour être comparable au coût d'objectif, tous les coûts sont calculés aux conditions économiques de référence de la présente convention par application de l'indice professionnel TP 01. Les coûts sont exprimés en euros constants.

Cet indice est également utilisé pour l'établissement des coûts prévisionnels en euros courants conventionnels :

- à partir des indices connus à la date de la convention (dernier indice connu TP 01 de janvier 2016),
- puis de 1,8 % par an au-delà

Ceci définit les coûts exprimés en euros courants conventionnels.

Les états d'acompte seront établis en euros courants et en euros constants par application des derniers indices connus. Le solde sera établi en euros courants et en euros constants par application des indices définitifs.

Les appels de fonds seront payés en euros courants.

Le maitre d'ouvrage justifie in fine le respect du coût d'objectif exprimé en euros constants par application des indices définitifs.

4.3. Plan de financement

Les travaux, objet de la présente convention, sont financés sous forme de subvention d'investissement suivant la clé de répartition indiquée dans le tableau ci-après.

En conséquence, le plan de financement des travaux de la présente convention est établi en euros HT, aux conditions économiques de référence de janvier 2016, comme suit :

Gare de La Croix de Berny– RER B sud (Euros CE 01/2016) Montant € HT et %				
	État 22,5%	**Région 52,5%**	**RATP 25%**	**Total**
RATP	4 610 250	10 757 250	5 122 500	**20 490 000**
Total	**4 610 250**	**10 757 250**	**5 122 500**	**20 490 000**

En euros courants conventionnels, le plan de financement de la présente convention est défini comme suit :

Gare de La Croix de Berny – RER B sud (Euros courants) Montant € HT et %				
	État 22,5%	**Région 52,5%**	**RATP 25%**	**Total**
RATP	4 869 000	11 361 000	5 410 000	**21 640 000**
Total	**4 869 00**	**11 361 000**	**5 410 000**	**21 640 000**

4.4. Modalités de versement des crédits de paiement pour l'Etat et la Région

Les appels de fonds seront payés en euros courants dans le respect du montant de la présente convention en euros constants.

La présente convention tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de son approbation par la commission permanente de la Région Ile-de-France

4.4.1. Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par le maître d'ouvrage.

L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du maître d'ouvrage par financeur.

A cette fin, le maître d'ouvrage transmettra aux financeurs et sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Les états d'acompte seront établis en euros courants et en euros constants CE 01/2016 par application des derniers indices connus.

Le dossier de demande de versement des acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

a – Demande de versement des acomptes auprès de la Région :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le maître d'ouvrage indiquant notamment la référence des dépenses comptabilisées, leur date de comptabilisation et le montant des dépenses comptabilisées ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3 ;
- la demande d'acompte est signée par le représentant dûment habilité du maître d'ouvrage.

b – Demande de versement des acomptes auprès de l'Etat :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- un tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en pourcentage) de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'article 4.2.2, daté et signé par le représentant dûment habilité du maître d'ouvrage ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3 ;
- un récapitulatif des factures comptabilisées, daté et signé par le représentant dûment habilité du maître d'ouvrage.

c- Plafonnement des acomptes

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés au maître d'ouvrage est plafonné à 95% du montant total des subventions dues par la Région avant versement du solde et à 90 % pour l'Etat avant le versement du solde.

L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du bénéficiaire.

4.4.2. Versement du solde

Après achèvement des études Projet et de la phase réalisation couvertes par la présente convention, le bénéficiaire présente le relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses réalisées incluant les frais de maîtrise d'ouvrage.

Le versement du solde est subordonné à la production des documents signés par le représentant légal ou le représentant dûment habilité de la RATP indiqués à l'article 4.4.3. Sur la base du relevé final des dépenses et des recettes, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu. Le solde sera établi en euros courants et en euros constants CE 01/2016 calculés à partir des indices définitifs.

Pour la RATP, le versement du solde se fera sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses acquittées signé par le représentant dûment habilité du maître d'ouvrage

4.4.3. Bilan financier de la convention

A l'appui de la demande de solde de la convention, la RATP établit sous sa responsabilité un bilan financier des dépenses relevant de son périmètre dans le cadre de la présente convention.

Ce bilan financier de la convention présentera notamment une décomposition selon les postes constitutifs de son coût prévisionnel des dépenses, l'ensemble des dépenses acquittées étant actualisé aux conditions économiques de référence de la convention afin de permettre une comparaison.

Ce bilan de la convention comportera notamment :

- un rapport de présentation « d'avancement du chantier » indiquant le descriptif des études et des travaux réalisés au moment du solde financier de la présente convention ;
- le récapitulatif des subventions attribuées au titre de la présente convention ;
- le récapitulatif des versements effectués par les différents financeurs ;
- le récapitulatif des dépenses effectivement payées à la date de réalisation du bilan ;
- le calcul et la justification de l'état du solde, à savoir la différence entre les dépenses acquittées par le maître d'ouvrage à la date de réalisation du bilan et les versements effectués par les financeurs.

4.4.4. Paiement pour la RATP

Le versement des montants de subvention appelés par la RATP doit être effectué dans un délai conforme aux règlements budgétaires de chacun des financeurs à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini à l'article 4.4.1 de la présente convention.

Le mandatement des financeurs est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance des bénéficiaires.

4.4.5. Bénéficiaires et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire à :

- RATP sur le compte RATP ENCAISSEMENTS COLLECTIVITES CALYON

Code banque : 31489
Code guichet : 00010
N° compte : 00 198 757 753
Clé : 47

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service	Téléphone / courriel
Etat	DRIEA 21/23 rue Miollis 75015 PARIS	SpoT / CBSF	01.40.61.86.08 Veronique.schaeffer@developpement-durable.gouv.fr
Région Île-de-France	35, boulevard des Invalides 75007 PARIS	Unité Aménagement Durable Transports en Commun Secrétariat général	01.53.85.56.21 annabelle.acharrok@iledefrance.fr
STIF	39-41 rue de Châteaudun 75009 PARIS	Direction des projets d'investissement	01.82.53.80.70 Celine.kruger-tinchon@stif.info
RATP	Maison de la RATP LAC C42 54 quai de la Râpée 75599 PARIS Cedex 12	Contrôle de Gestion et Finances / Contrôle de Gestion Investissements	01 58 78 21 53 ou 01 58 78 25 12

4.5. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région

Conformément aux dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région Ile-de-France, la subvention devient caduque et elle est annulée si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision du Président de la Région Ile-de-France, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision du Président. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

Cette opération faisant l'objet de l'engagement d'une autorisation de programme de projets, celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6. Comptabilité du Bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres à ces études et travaux.

Le bénéficiaire s'engage à informer préalablement les financeurs de toutes autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

ARTICLE 5. MODALITES DE CONTRÔLE

5.1. Par les financeurs

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de l'émission des dites pièces pour tout contrôle effectué a posteriori.

Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire jugée utile quant à l'exécution de l'Opération, activité ou action subventionnée.

5.2. Par le STIF

Conformément à l'article R1241-30 du code des transports, le STIF veille, en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Ile-de-France.

Pour répondre à ce suivi, le maître d'ouvrage fournit et actualise la fiche de programmation financière présentée à l'occasion de chacun des comités de suivi de la convention de financement tels que décrits ci-dessous à l'article 7.1.

ARTICLE 6. GESTION DES ECARTS

6.1. Dispositions en cas d'écart ou de dépassement du coût d'objectif prévisionnel de la Convention

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 4.1 de la présente convention constitue un plafond global pour le bénéficiaire.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le bénéficiaire s'avèrent inférieures au montant total initialement prévu, les subventions attribuées sont révisées en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.3. Elles font l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement au financeur en cas de trop perçu.

En cas de perspective de dépassement du montant visé à l'article 4.1, les co-financeurs sont informés lors de la réunion du comité des financeurs. Le bénéficiaire doit obtenir l'accord

préalable des co-financeurs pour la mobilisation d'un financement complémentaire. Un avenant à la présente convention formalise cet accord.

Dans le cas où l'accord préalable des co-financeurs n'a pas été sollicité, la prise en charge des dits dépassements incombe au maître d'ouvrage.

En cas de désaccord des financeurs (Etat, Région) et du STIF, les parties se rencontreront afin d'envisager les différents scenarii dans lesquels l'achèvement des Études Projet et des travaux peut être proposé.

6.2. Dispositions en cas de modification des délais

S'il apparaît que, malgré toutes les mesures proposées, le respect de tout ou partie des délais de réalisation des Etudes Projet et travaux prévus à l'article 2 de la Convention ne peut être assuré, l'Etat, la Région et le STIF peuvent solliciter du maître d'ouvrage un rapport détaillé sur l'origine et l'importance du dépassement prévisionnel et ses conséquences.

Ce rapport fait l'objet d'un avis rendu par le STIF à l'Etat et à la Région, qui s'appuiera sur les éléments transmis par le maître d'ouvrage, et précisera la nécessité éventuelle de réaliser une étude AVP modificatif.

Il indiquera notamment les incidences sur le planning et le phasage initial de l'ensemble des travaux. Par ailleurs cet avis précisera l'impact sur l'offre de transport.

Au vu de ce rapport et de l'avis formulé par le maître d'ouvrage, l'Etat et la Région émettent un avis. Le délai modifié est alors retenu en concertation entre l'Etat, la Région, le STIF et le maître d'ouvrage.

ARTICLE 7. ORGANISATION ET SUIVI DE LA PRESENTE CONVENTION

La gouvernance s'articule comme suit autour de comités, réunissant les techniciens en charge de la réalisation de l'Opération et les financeurs, de commissions de suivi composées des élus et des financeurs, et de réunions entre maîtres d'ouvrage auxquelles peuvent être conviés les financeurs.

7.1. Comité de suivi de la convention de financement (CSCF)

A l'initiative du STIF, il est constitué un Comité de Suivi de la Convention de Financement, ci-après désigné « le Comité de Suivi ou CSCF » comprenant des représentants de l'ensemble des Parties à la présente convention. Ce Comité de Suivi aborde principalement les questions techniques et financières du Projet.

Le CSCF se réunit au moins deux fois par an en séance ordinaire, les membres étant convoqués par le STIF avec un préavis minimum d'un mois.

En tant que de besoin, et notamment pour les questions comptables, à l'initiative d'un des membres, le Comité de Suivi peut être réuni en séance extraordinaire par le STIF, dans le mois de sa saisine par le demandeur.

Le maître d'ouvrage établisse un compte-rendu de l'exécution de ses missions et des différentes analyses. Ce compte-rendu est analysé par le STIF, en tant qu'autorité organisatrice, et fait l'objet d'un avis du STIF aux financeurs.

A cette fin, l'ensemble des documents centralisés par le maître d'ouvrage devront être transmis aux membres du Comité de Suivi sous forme de minute, deux semaines avant la réunion du Comité de Suivi.

Le suivi de l'Opération s'organise principalement autour des trois thématiques suivantes :

1/ Le suivi technique et opérationnel, soit :
- l'organisation mise en place pour la réalisation de l'Opération (maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre),
- le point sur l'avancement des Etudes et des travaux,
- une appréciation sur le déroulement des opérations et leur nature,
- la liste des principaux marchés signés avec leur montant d'engagement,
- la liste des principaux marchés à venir,
- le suivi du calendrier des travaux.

2/ Le suivi financier et administratif, soit :
- le point sur le coût final prévisionnel des travaux du Projet tel qu'il peut être estimé à la date du compte-rendu,
- un état comparatif entre d'une part le coût final prévisionnel des travaux du Projet tel qu'il est estimé à la date du comité de suivi au regard des travaux déjà exécutés et de ceux restant à réaliser, et d'autre part le coût de réalisation fixé pour les maîtres d'ouvrage,
- un état des lieux sur la consommation des provisions,
- le point sur le traitement de problèmes éventuellement rencontrés qui engendreraient une modification des coûts et délais,
- le montant des dépenses comptabilisées,
- le montant des subventions appelées et versées,
- le point sur les recours contentieux introduits (troubles de voisinage, sinistres, nuisances de chantier, réclamations diverses).

Au titre de la présente convention, et le cas échéant pour les autres conventions de financement en vigueur concernant le même Projet, le maîtres d'ouvrage effectue une mise à jour des prévisions pluriannuelles de ses dépenses et de ses engagements. Ces tableaux couvrent la totalité de la période du Projet. Ils sont établis en euros courants prévisionnels et en euros constants aux conditions économiques de référence de 01/2016 pour toute la période de réalisation.

Lors de sa première séance, le Comité de Suivi acte le tableau présentant les délais et les coûts détaillés du maître d'ouvrage et leur décomposition (postes CERTU), celui-ci servant de base au suivi, en termes financier et d'avancement, du Projet.

3/ La communication autour du Projet :
- le suivi du plan de communication mis en place pour le Projet,
- les points spécifiques sur lesquels communiquer éventuellement auprès des usagers.

7.2. Comité des financeurs

Il réunit, sous la présidence du STIF, les financeurs et le maître d'ouvrage. Les membres sont convoqués avec un préavis minimum d'un mois.

Le maître d'ouvrage établit un compte-rendu de l'exécution de ses missions et des différentes analyses réalisées sur la base des documents transmis. A cette fin, l'ensemble des documents devra être transmis aux membres du Comité sous forme de minute, deux semaines avant la réunion du Comité des financeurs.

Ce Comité des financeurs a pour rôle d'arbitrer les dispositions à mettre en œuvre pour permettre un avancement du projet dans le respect des délais et de coûts prévus à l'avant-projet.

Il se réunit en tant que de besoin concernant des questions ayant des incidences majeures sur l'opération, notamment les ajustements de programmation techniques, administratifs et financiers, qui n'auraient pu être validés par le CSCF décrit à l'article 7.1. Le maître d'ouvrage présente alors au Comité des financeurs les éléments de compréhension de ces modifications, leurs impacts et leurs incidences sur le projet, et ce, en vue de permettre au Comité de définir les modalités de prise en compte de ces modifications et de poursuite de l'opération. Le cas échéant, les dispositions prévues aux articles 6 et 10 de la présente convention seront mises en œuvre.

7.3. Information hors CSCF et comité des financeurs

Le maître d'ouvrage s'engage pendant toute la durée de validité de la convention :

- à présenter un compte-rendu d'avancement des travaux du Projet devant le Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France à la demande de ce dernier ;
- à informer les financeurs, entre deux CSCF, de toutes évolutions significatives dans les perspectives prévisionnelles de l'appel de fond sur l'exercice en cours ;
- à informer le STIF et les financeurs sans délai en cas de difficultés ayant une incidence financière, ou sur le respect du calendrier, ou sur le programme.

Les maîtres d'ouvrage s'engagent également à inviter le STIF et les financeurs ou les experts missionnés par celui-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du Projet.

Par défaut, les documents présentés dans le cadre des différents comités et commissions sont adressés au moins quinze (15) jours avant la réunion.

ARTICLE 8. MODIFICATION DES AVANT-PROJETS

Toute modification du programme fonctionnel, toute modification technique significative par rapport aux dispositions approuvées de l'Avant-Projet ou toute modification pouvant conduire à un dépassement significatif des délais (article 2 de la Convention), entrainant un décalage de la mise en service, ou des objectifs de coûts précisés à l'article 4.1.de la Convention, peut conduire, selon l'appréciation du STIF en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la réalisation d'un avant-projet modificatif, présenté au Conseil du STIF.

En conséquence, dès que le maître d'ouvrage envisage des modifications significatives du programme de l'opération, précisé notamment à l'article 2 de la Convention, il transmettra, au STIF ainsi qu'à l'Etat et la Région, l'ensemble des éléments d'appréciation des modifications projetées. Il devra veiller en particulier à indiquer si les modifications proposées sont susceptibles d'engendrer des incidences techniques ou financières. Au vu de l'ensemble de ces éléments, le STIF validera les propositions mineures sans incidence sur le coût, ou appréciera l'opportunité d'une saisine du Comité de Suivi ainsi que la nécessité de réaliser un avant-projet modificatif formalisant les évolutions apportées à l'opération.

L'avant-projet modificatif sera présenté au Conseil du STIF. Il donnera lieu ensuite à la conclusion d'un avenant à la Convention, indiquant toutes les conséquences notamment en matière de caractéristiques techniques, de coût de réalisation, de répartition des financements et de délai de réalisation du Projet. Les travaux concernés ne pourront avoir un début

d'exécution qu'après la signature de l'avenant et l'attribution des financements correspondants.

L'application de cet article ne doit pas faire obstacle à la poursuite des travaux sur la partie non touchée par les modifications.

Ces dispositions ne font pas obstacle à la prise en compte par le maître d'ouvrage de demandes, d'un des Financeurs ou de tiers, d'adaptations localisées de l'opération, ne modifiant pas son aptitude à répondre aux besoins exprimés dans le dossier d'avant-projet. La prise en compte de ces modifications sera soumise à l'accord préalable du maître d'ouvrage. Les éventuels surcoûts engendrés sont à la charge exclusive des demandeurs.

ARTICLE 9. DIFFUSION DES DOCUMENTS, CONFIDENTIALITE, COMMUNICATION,

Les règles et dispositions décrites dans le paragraphe suivant s'appliqueront exclusivement à la présente convention « Schéma Directeur du RER B sud – CFI PRO-REA gare de La Croix de Berny- Périmètre RATP ».

9.1. Propriété intellectuelle et diffusion des études

Les études réalisées dans le cadre de la présente convention restent de la propriété du maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage transmettra, dans le respect du secret industriel et commercial et sous réserve des droits des tiers, aux financeurs et au STIF les résultats d'études et, sur demande des financeurs et du STIF, les études visées à l'article 1.

Les signataires s'engagent à préserver la confidentialité de toutes les informations considérées comme confidentielles conformément à l'article 9.3.

9.2. Communication institutionnelle des financeurs

Les présents signataires s'engagent à faire mention des financements accordés par la présente convention dans toute publication ou communication des études qu'elle vise, notamment par une indication portée sur les documents finaux.

L'ensemble des dossiers d'études, documents et supports d'information mentionnera de manière explicite les logos des financeurs.

Dans un souci d'identification des projets inscrits au Contrat de projets Etat-Région, les opérations financées dans ce cadre présenteront les traitements suivants au niveau des logos des partenaires :

- l'ordre entre partenaires : l'Etat, la Région, RATP
- l'ordre des financeurs : l'Etat, la Région et la RATP
- en dernier : le logo du STIF

9.3. Confidentialité

Au sens du présent article, l'expression « Informations Confidentielles» recouvre toutes les informations ou données de nature commerciale, financière ou technique, quelle qu'en soit la nature ou la forme (écrite ou orale et notamment tous documents écrits ou imprimés, modèles, disques, DVD, cédéroms et plus généralement toutes formes et modèles susceptibles d'être adoptés), qui seront transmises par la RATP au STIF, à l'Etat et à la Région dont ils auraient connaissance au cours de leurs missions respectives.

L'absence de mention confidentielle portée sur les documents ne vaudra en aucun cas dérogation à cette règle. Les parties s'engagent à ce que, pendant la durée de la présente convention et à l'issue de dix (10) années qui s'ensuivront, les informations confidentielles telles que définies ci-avant :

- soient traitées avec la même précaution que les parties portent à la préservation de leurs propres Informations Confidentielles ;
- ne soient pas utilisées dans un cadre autre que leurs missions respectives telles que définies à l'article 2;
- pour permettre au STIF d'assurer son rôle d'Autorité organisatrice et de mener à bien ses propres expertises, la RATP autorise le STIF à faire appel à des prestataires dans le cadre stricte de leurs missions qui leurs ont été confiées et communiquer à cet effet des Informations Confidentielles. Le STIF s'assurera que ses prestataires s'engagent à signer un accord de confidentialité.
- ne soient pas divulguées à des tiers, sans avoir obtenu l'accord préalable écrit de la partie propriétaire des informations,;
- conformément à l'article 1120 du code civil, les parties se portent fort pour tout leur personnel (salariés et collaborateurs, intervenants), du respect de cette obligation de confidentialité.

La présente convention ne s'applique pas aux informations confidentielles pour lesquelles les parties apporteraient la preuve écrite :

- qu'elles étaient en leurs possession ou qu'elles étaient tombées dans le domaine public avant qu'elles ne leurs soient communiquées par l'autre Partie ;
- qu'elles sont, postérieurement à la date de la signature de la présente convention, tombées dans le domaine public et ce, sans violation des termes de la convention ;
- qu'elle les a licitement acquises d'un tiers qui était en droit de les divulguer.

Enfin, les parties ne seront pas soumises à l'obligation de confidentialité prévue au présent article :

- en cas d'injonction d'un tribunal ou de toute autre autorité de contrôle de fournir des informations confidentielles à l'autre partie ;
- en application d'une obligation légale ou réglementaire qui imposerait à la partie destinataire de communiquer des Informations Confidentielles de l'autre partie.

En cas d'obligation légale ou de décision de justice de fournir des informations confidentielles à une autorité publique. Dans cette hypothèse, ils devront informer la partie propriétaire des informations de la requête ou de l'injonction qui leur a été faite de communiquer.

ARTICLE 10. BILAN DE L'OPERATION

10.1 Bilan physique et financier

Le maître d'ouvrage établit sous sa responsabilité, au plus tard cinq ans après la mise en service, un bilan financier et physique des aménagements relevant de son périmètre dans le cadre de la présente convention.

Ce bilan présentera notamment une décomposition selon les postes constitutifs de son coût d'objectif, défini à l'article 4.2.1, ramenée aux conditions économiques de l'Avant-Projet (avec mise en évidence du montant de l'actualisation réglée par le maître d'ouvrage) afin de permettre une comparaison.

Ce bilan comportera notamment :
- un rapport de présentation indiquant le descriptif des aménagements réalisés et retraçant l'évolution éventuelle du coût de réalisation et des principales décisions concernant les aménagements dont il assure la maîtrise d'ouvrage,
- le récapitulatif des subventions attribuées,
- le récapitulatif des versements effectués par les différents financeurs (y compris fonds propres),
- le récapitulatif des dépenses comptabilisées à la date de réalisation du bilan (établi sur la base des décomptes généraux définitifs des marchés lorsqu'ils existent),
- le calcul et la justification de l'état du solde, à savoir la différence entre les dépenses comptabilisées par le maître d'ouvrage à la date de réalisation du bilan et les versements effectués par les financeurs,
- un état des éventuelles suggestions de compléments d'aménagement le concernant consécutives à la mise en service de l'opération.

10.2 Évaluation économique, sociale et environnementale

Les signataires de la présente convention ont décidé la réalisation des opérations en tenant compte de l'évaluation économique et sociale effectuée par le maître d'ouvrage et figurant dans l'Avant-projet approuvés par le STIF. Cette évaluation préalable comporte un bilan prévisionnel des avantages et inconvénients entraînés par la mise en service des opérations. C'est au vu des prévisions et objectifs explicités dans l'Avant-projet que les signataires ont pu reconnaître ensemble la validité économique et sociale de l'opération.

Sous le pilotage du STIF, le maître d'ouvrage organise conjointement la collecte des informations nécessaires au bilan a posteriori, à établir au plus tard dans les cinq années qui suivent la mise en service, comme stipulé au Contrat de Projets État – Région d'Ile-de-France. Le maître d'ouvrage transmettra ce bilan au STIF ainsi qu'à l'Etat et la Région.

ARTICLE 11. DISPOSITION GENERALES

11.1 Modification de la convention

La convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.4.5 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettre entre le signataire de la partie à l'initiative de ce changement et les autres signataires.

11.2 Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la convention.

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable dans un délai de deux (2) mois à compter de la naissance du différend, sont déférés au Tribunal Administratif de Paris.

11.3 Résiliation de la convention

Les signataires de la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les signataires sont informés immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération. La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser aux bénéficiaires, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, les maîtres d'ouvrage procèdent à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire des subventions.

11.4 Date d'effet et durée de la convention

La Convention prend effet à compter de sa notification par le STIF à l'ensemble des autres Parties, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Sans préjudice des articles 5, 9 et 10, la Convention expire soit en cas de résiliation dans les conditions prévues à l'article 11.3, soit après la réalisation des étapes suivantes :

- Mise en service des projets indiqués à l'article 2 de la Convention,
- paiement du solde de la totalité des subventions dues au Maître d'ouvrage selon les modalités de l'article 4.4 de la Convention.

Sans préjudice de l'article 9, la présente convention prendra fin à réalisation de l'objet de la présente convention.

11.5 Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 4 exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Elle est signée par toutes les parties et notifiée le / /

Pour l'Etat **Jean-François CARENCO** Préfet de la région Ile-de-France, Préfet de Paris	Pour la Région Ile-de-France, **Valérie Pécresse** Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France
Pour la RATP, **Elisabeth BORNE** Présidente Directrice Générale	Pour le STIF, **Laurent PROBST** Directeur Général

ANNEXES

Annexe 1 : Organigramme de l'opération

Annexe 2 : Echéancier prévisionnel des appels de fonds et des dépenses

Annexe 3 : Calendrier

ANNEXE 1
Organigramme nominatif

Cet organigramme est remis à jour lors de chaque changement de titulaire d'une fonction.

MAITRISE D'OUVRAGE RATP
Maître d'ouvrage : Département de la Maîtrise d'Ouvrage des Projets

ANNEXE 2
Echéancier prévisionnel

2.1 ECHEANCIER PREVISIONNEL DES BESOINS

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES BESOINS EN CP RATP EN M€

M€ HT constants 2016	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Total
total	120 000	930 000	5 170 000	7 260 000	5 510 000	1 500 000	**20 490 000**

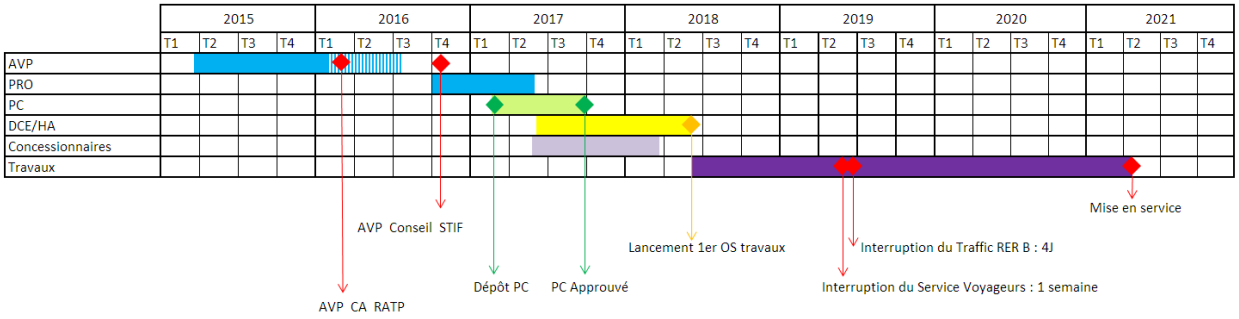
M€ HT courants	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Total
total	120 000	950 000	5 360 000	7 660 000	5 920 000	1 630 000	**21 640 000**

2.2 ECHEANCIER PREVISIONNEL DES DEPENSES

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FOND RATP EN M€ COURANTS
(Hypothèse de 80% des dépenses appelables sur un exercice, le solde étant renvoyé sur l'exercice suivant)

M€ HT courants	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Total
Etat	20 000	180 000	1 010 000	1 620 000	1 410 000	560 000	69 000	**4 869 000**
Région	50 000	410 000	2 350 000	3 780 000	3 290 000	1 310 000	171 000	**11 361 000**
RATP	20 000	200 000	1 120 000	1 800 000	1 570 000	620 000	80 000	**5 410 000**
total	**90 000**	**790 000**	**4 480 000**	**7 200 000**	**6 270 000**	**2 490 000**	**320 000**	**21 640 000**

ANNEXE 3
Calendrier indicatif



2016

Modernisation du nœud ferroviaire des Gares de Lyon/ Bercy – Etudes d'AVP « Création d'un terrier», « Allongement voies 7/9/11 »

CONTEXTE GÉNÉRAL DE L'OPÉRATION 6

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION 7

ARTICLE 2. CONTENU DE LA PRESENTE CONVENTION DE FINANCEMENT 7

2.1. LE PÉRIMÈTRE DE LA CONVENTION 7
2.2. LE CONTENU DE L'ÉTUDE D'AVANT-PROJET (AVP) 8
2.3. CALENDRIER PRÉVISIONNEL DE RÉALISATION DES ÉTUDES 10

ARTICLE 3. ROLE ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 10

3.1. L'AUTORITÉ ORGANISATRICE DES TRANSPORTS 10
3.2. LA MAÎTRISE D'OUVRAGE DES ÉTUDES 10
3.4. LES FINANCEURS 11

ARTICLE 4. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 11

4.1. ESTIMATION DU COÛT DE L'ÉTUDE 11
4.2. COÛT GLOBAL DES ÉTUDES À LA CHARGE DU MAÎTRE D'OUVRAGE 11
4.3. PLANS DE FINANCEMENT 12
4.4. MODALITÉS DE VERSEMENT DES CRÉDITS DE PAIEMENT POUR L'ETAT ET LA RÉGION 13
4.5. CADUCITÉ DES SUBVENTIONS AU TITRE DU RÈGLEMENT BUDGÉTAIRE DE LA RÉGION 15
4.6. COMPTABILITÉ DES BÉNÉFICIAIRES 15

ARTICLE 5. MODALITES DE CONTROLE PAR LES FINANCEURS 16

ARTICLE 6. GESTION DES ECARTS 16

ARTICLE 7. DISPOSITIONS GENERALES 16

7.1. MODIFICATION DE LA CONVENTION 16
7.2. RÈGLEMENT DES LITIGES 17
7.3. RÉSILIATION DE LA CONVENTION 17
7.4. DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION 17
7.5. MESURES D'ORDRE 18

ARTICLE 8. ORGANISATION ET SUIVI DE LA PRESENTE CONVENTION 18

8.1. COMITÉ TECHNIQUE 18
8.2. COMITÉ DES FINANCEURS 19
8.3. SUIVI DE LA COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE 19
8.4. COMMISSION DE SUIVI 20
8.5. INFORMATION HORS COMITÉ ET COMMISSION DE SUIVI 20

ARTICLE 9. DIFFUSION DES DOCUMENTS ET CONFIDENTIALITE..... 20

9.1. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE 20
9.2. COMMUNICATION DES FINANCEURS.....21
9.3. CONFIDENTIALITÉ 22

Entre,

En premier lieu,

- l'**Etat**, représenté par le Préfet de la Région d'Ile-de-France, Préfet de Paris,

- la **Région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil Régional, Madame Valérie PECRESSE, dûment mandatée par délibération n° de la Commission Permanente du Conseil Régional en date du ,

- **SNCF Réseau**, Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial (EPIC), inscrit au registre du commerce de Paris sous le numéro RCS Paris-B-412 280 737 N°APE 632 A, dont le siège est à La Plaine - Saint-Denis (93 212), 15/17 rue Jean-Philippe Rameau, représenté par Monsieur Michel ETCHEGARAY, Directeur des Projets Franciliens, dûment habilité à signer la présente convention,

Ci-après désignés par les financeurs.

En deuxième lieu,

- **SNCF Réseau**, Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial (EPIC), inscrit au registre du commerce de Paris sous le numéro RCS Paris-B-412 280 737 N°APE 632 A, dont le siège est à La Plaine - Saint-Denis (93 212), 15/17 rue Jean-Philippe Rameau, représenté par Monsieur Michel ETCHEGARAY, Directeur des Projets Franciliens, dûment habilité à signer la présente convention,

Ci-après désignés par « le maître d'ouvrage » et le « bénéficiaire »

En troisième lieu,

- **Le STIF**, établissement public à caractère administratif, dont le siège social est situé au 39 bis / 41 rue de Châteaudun 75009 PARIS, SIRET n° 287 500 078 00020, représenté par Monsieur Laurent PROBST en sa qualité de Directeur Général dûment habilité aux fins des présentes par délibération du conseil n°2006-0217 en date du 15 mars 2006,

Ci-après désigné « **le STIF** » ou « **l'autorité organisatrice** » et le « bénéficiaire »

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports,

Vu le code de l'environnement,

Vu la loi n°85-704 modifiée du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dite loi MOP,

Vu la loi n°2014-872 du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire et relative à la création de l'Epic SNCF et de ses deux filiales SNCF Mobilités et SNCF Réseau,

Vu le décret no 2015-140 du 10 février 2015 relatif aux missions et aux statuts de SNCF Réseau,

Vu le décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions versées par l'Etat pour des projets d'investissement et son décret d'application n°2002-428 du 25 mars 2002,

Vu le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le schéma directeur de la région d'Ile-de-France,

Vu le Contrat de plan Etat-Région Ile-de-France 2015-2020 approuvé le 18 juin 2015,

Vu la délibération du Conseil Régional d'Île-de-France CR n°55-13 du 20 juin 2013 relative à l'approbation du protocole Etat-Région relatif à la mise en œuvre du plan de mobilisation pour les transports sur la période 2013-2017 dans le cadre du Nouveau Grand Paris signé le 19 juillet 2013,

Vu le règlement budgétaire et financier de la région Ile-de-France, adopté par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016,

Vu la délibération de la Commission Permanente de la Région Ile de France n° CP 07-362 du 21 novembre 2007 correspondant à la convention de financement études relatives au projet d'augmentation de capacité entre la gare de Lyon et Villeneuve Saint Georges,

Vu la délibération de la Commission Permanente de la Région Ile de France n° CP 12-863 du 11 octobre 2012 correspondant à la convention de financement des opérations complémentaires au schéma directeur du RER D.

Il est convenu ce qui suit :
Les Parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle destinée au transport public de voyageurs, et à laquelle la présente convention fait référence.

« **Opération** » : désigne l'étape du Projet et son financement définis dans le cadre de la présente convention.

« **Etudes** » : désigne tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui ont permis de réaliser les résultats des études, tels que notamment les rapports, les documents, les plans, dont l'objet est décrit dans la présente convention.

« **Résultats des études** » : sont les livrables d'études d'Avant-Projets validés par le maître d'ouvrage en responsabilité des études dont le niveau de précision devra être approprié aux besoins de l'AOT ;

« **AVP administratif**» : est la synthèse des résultats d'étude d'Avant-Projets ou d'Avant-Projet / Projet, devant notamment répondre au contenu de l'annexe de la délibération n°2011/0631 du Conseil du STIF du relative au contenu des études AVP rappelée en annexe 5 de la présente convention, obtenus à partir des études objet de la présente convention et qui seront présentés au conseil d'administration du STIF.

CONTEXTE GENERAL DE L'OPERATION

Le périmètre des études d'AVP comprend les gares de Paris Gare de Lyon et de Bercy ainsi que leurs avant-gare.
Les objets ferroviaires sont issus des différentes études préliminaires relatives à l'évolution de l'axe Paris-Villeneuve et du complexe ferroviaire de Paris—Gare de Lyon, réalisées sous maîtrise d'ouvrage SNCF et pilotées par l'État, la Région Ile-de-France et le Syndicat des Transports d'Ile-de-France dont les dernières dans le cadre d'une convention de financement de 2,7 millions d'euros (financement État, Région Ile-de-France, SNCF, RFF) signée le 27 mars 2012.

Les principes ayant prévalu pour l'élaboration du programme de la convention Paris Villeneuve étaient les suivants :

- création des voies 25/27 et allongement des voies 7/9/11 pour accroître la capacité d'accueil de la gare de Lyon et permettre ainsi l'augmentation du trafic sur la LN1 ainsi que la création des nouvelles missions grande couronne du RER-D (terminus Paris-Lyon surface) ;
- création de nouvelles installations de garage / maintenance des TGV accessibles depuis la plateforme à chiffres, compte tenu de l'augmentation des mouvements techniques et de la remontée du centre de gravité des TGV vers le haut de la gare du fait des nouvelles missions du RED D (reçues sur les voies J à M depuis les voies M, du fait de leur meilleure intermodalité et de la recherche d'une exploitation par corridor depuis 2011) ;
- amélioration des capacités d'entrée / sortie de la gare de Paris-Bercy, par la création d'une tranchée couverte (terrier) et le réaménagement de tout ou partie de son avant-gare.

Ces études ont permis de confirmer la faisabilité technique de ces ouvrages, ainsi que leur phasage constructif dans un secteur ferroviaire proche de sa limite de capacité, tout en minimisant les impacts sur la capacité d'exploitation nominale actuelle.
Le rapport conclusif de ces études préliminaires a été remis au Ministre des Transports et aux partenaires précités en mai 2015.
Le comité des grands partenaires, réuni le 18 septembre 2015 par le préfet de Région Ile-de-France conformément à la lettre de mission du secrétaire d'Etat chargé des transports, a décidé de lancer dès à présent les études d'avant-projet de deux opérations d'investissement apparaissant comme des invariants permettant, quel que soit le scénario de long terme, d'améliorer le fonctionnement du nœud ferroviaire :

- l'allongement des voies 7/9/11 en gare de Lyon permettant d'accueillir indifféremment les RER D en surface ou un trafic TGV en augmentation.
- la création d'un « terrier V2M » et de la voie « V2Mbis» permettant un passage dénivelé des trains à destination de Gare de Lyon en sans cisaillement avec les sorties de la gare de Bercy.

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet :

- de définir les modalités de financement des études d'AVP de l'allongement des voies 7/9/11 en gare de Lyon et de la création d'un « terrier V2M » et d'une « V2M bis »,
- de définir l'organisation du pilotage des études d'AVP,
- de préciser le contenu des études nécessaires à la constitution des dossiers d'avant-projet,
- de définir les documents à remettre aux signataires de la convention, sur leur demande,
- de préciser les conditions de suivi de ces études dans le respect du calendrier général du projet.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention la dénomination suivante :

« Modernisation du nœud ferroviaire des Gares de Lyon/ Bercy – Etudes d'AVP pour la création d'un terrier et l'allongement des voies 7/9/11 »

ARTICLE 2. CONTENU DE LA PRESENTE CONVENTION DE FINANCEMENT

2.1. Le périmètre de la convention

Le périmètre de la présente convention porte le financement des études d'avant-projet (AVP) pour la création d'un terrier et l'allongement des voies 7/9/11, visant à maximiser les capacités d'exploitation de la gare de Paris-Lyon.

Par la suite, avec les conditions d'exploitation définies dans les études de Paris-Villeneuve, une expertise indépendante est en cours pour démontrer s'il est possible, en vision cible, d'accueillir simultanément en gare de Lyon surface ;

- les nouveaux trafics TGV,
- une mission du RER D,
- les navettes prolongées de la ligne R.

Les premiers résultats de cette étude montrent qu'il serait possible à l'horizon cible d'accueillir à Paris-Lyon surface les navettes prolongées de la ligne R dans les conditions

d'exploitation définies dans les études de Paris-Villeneuve, ces conditions étant néanmoins susceptibles d'évoluer à long terme et de nécessiter de revoir l'affectation des trains dans le nœud. »
Le résultat de ces études sera prochainement présenté pour validation aux parties.

2.2. Le contenu de l'étude d'avant-projet (AVP)

L'avant-projet a vocation à approfondir les éléments suivants :

- **Allongement des voies 7/9/11**

L'allongement des voies 7, 9 et 11 a pour objectif principal de permettre l'accueil de trains de 400m.
Les études initiales ont montré l'impossibilité de rallonger physiquement la voie 5. À noter également que le projet PAI de Paris Lyon permettra en 2017 d'allonger provisoirement la voie 11, en déplaçant la signalisation et en neutralisant certaines aiguilles en tête de quai. L'opération projetée pour l'horizon cible permettra de finaliser l'opération de la voie 11, en déposant les installations neutralisées, tout en prolongeant les voies 7 et 9.
Le second objectif de l'opération est le raccordement des voies A à 11 vers les voies de fosses de l'atelier TGV de Conflans, via la voie C lavage. Cela permettra d'améliorer la capacité d'entrée des rames à envoyer au centre de maintenance, en compensation de la réduction du « cône d'accès » au TSEE des voies à lettres due à la remontée des TGV vers le haut de la gare.

Les travaux nécessaires pour réaliser cette opération comprennent notamment :

- la déconstruction préalable des bâtiments et centres de signalisations des Postes 1 et 2 de Paris, actuellement exploités jusqu'à la mise en service du futur PAI de Paris Lyon ;
- des travaux de génie civil sur les quais ;
- des travaux de terrassement, avec notamment la dépose de la trémie de la voie 5 Dépôt ;
- la pose et dépose de voie et d'appareils de voie ;
- la reprise et l'adaptation des installations fixes de traction électrique (caténaire, …) au nouveau plan de voies ;
- la dépose et la repose des installations de signalisation, ainsi que des modifications du poste d'aiguillage de Paris Lyon (PAI) ;
- la reprise et l'adaptation des installations de télécoms au nouveau plan de voies.

- **L'amélioration des capacités d'exploitation des avant-gares de Paris-Bercy et Paris-Lyon : le Terrier (tranchée couverte) voie 2M et la voie 2M bis**

En plus de la suppression de la contrainte de cisaillement sur la voie V2M avec le terrier, les études d'exploitation menées lors des études préliminaires ont démontré qu'il était nécessaire de fluidifier les circulations en entrée / sortie de la gare de Lyon, en limitant l'impact des circulations techniques sur le plan de circulation.

La solution retenue en accord avec le comité technique des financeurs de Paris-Villeneuve lors des études préliminaires consiste à banaliser les voies 2M Terrier et 1M, et à créer des simultanées grâce à une 3ème voie banalisée appelée « Voie 2M bis ».

Pour améliorer l'exploitation du nœud ferroviaire, la solution globale permet de :

- faciliter les échanges entre le faisceau RBC (déjà utilisé actuellement pour le garage / petite maintenance des rames Transilien) et l'avant-gare de Paris Lyon,
- supporter trois circulations simultanées (une entrée et une sortie commerciales et une circulation technique en parallèle).
- réaliser simultanément une entrée et une sortie commerciales « inversées » (départ du bas de la gare voie M, en même temps qu'une arrivée voie I).
- augmenter la vitesse de débranchement des voies M à destination de la gare de-Paris Bercy à V80 km/h, de façon homogène avec la vitesse des voies M vers Paris-Lyon.
  En effet, lorsque les trains de Bercy bifurquent aujourd'hui des voies V.1M et V.2M, ils circulent à 30 km/h tandis que les voies d'accès à la gare de Lyon sont empruntées à 80 km/h, réduisant le débit en ligne des voies M. Les parties du plan de voies dont la modification n'était pas nécessaire pour l'aménagement du terrier, côté gare de Bercy, ont été laissées à V30, permettant de s'affranchir d'interruptions longues des circulations.
- commander la tête de faisceau sud du faisceau RO (Remisage Ordinaire), depuis le poste d'aiguillage, permettant en cible d'industrialiser les mouvements techniques en provenance des voies à lettres de Paris Lyon à destination du faisceau RBC pour du garage / maintenance ou des centres de maintenance de Villeneuve St Georges, en particulier aux heures de pointe.
- êtrecompatible avec, en cas d'augmentations de trafics complémentaires à celles prises en compte dans les études de Paris-Villeneuve, la possibilité de créer 2 voies à quai supplémentaires, de mettre à V60 km/h les têtes de faisceau actuellement à V30km/h, et de créer des simultanées d'entrées / sorties entre les deux faisceaux P/R/S/T et U/V.

Cette solution entraine de très importants travaux de génie civil en particulier pour le creusement de la tranchée permettant la mise en terrier de la voie 2M, mais également des travaux d'ouvrages d'art, notamment nécessaires à la réalisation de la voie 2Mbis, des travaux de voies et appareils de voies en milieu contraint et la prise en compte de dévoiement de réseaux.

A noter que les travaux du terrier seront également dimensionnés par la prise en compte d'une mesure conservatoire permettant le soutènement de la futur estacade reliant les installations de Paris Gare de Lyon au Pont Nationale.
Cette solution consomme également une voie du faisceau RO et nécessite de remplacer le poste 1 de Bercy par un poste informatique, ainsi qu'une reprise du PAI de Paris Lyon.
Cette solution nécessite également de reprendre la tête de faisceau RI (Remisage Impair) avec que la mise en place un Pont Rail au-dessus du boulevard de Bercy pour accueillir la nouvelle impasse de sécurité de ce faisceau.

Selon les recommandations du rapport conclusif des études préliminaires, le poste informatique de Bercy sera télécommandé depuis la commande centralisée du réseau (CCR) de Vigneux, permettant le contrôle des itinéraires de Villeneuve vers Paris sur les voies M de bout en bout par la même équipe.
L'AVP précisera l'évolution des secteurs circulations avec la commande du poste de Bercy depuis la CCR.

Postérieurement aux conclusions des études préliminaires Paris Villeneuve, des réflexions sont en cours sur des configurations alternatives du service Auto-Train (localisations différentes et/ou services différents). L'activité ne prévoit pas d'installation permettant de

pérenniser l'activité du terminal Auto-Train de Bercy dans sa configuration actuelle au-delà de 2023 : ainsi, la reconstitution de la voie 38 définitive et la pérennisation du chantier Douane ne font plus partie du programme de réaménagement du secteur de Bercy.

SNCF Réseau cherchera à simplifier autant que possible le nouveau plan de voie proposé dans le secteur de Bercy, de manière à optimiser les coûts d'investissements et d'exploitation.

Les documents remis seront conformes à l'annexe 4 de la présente convention. Ils seront remis par les maîtres d'ouvrage au STIF et aux financeurs de la présente convention en deux exemplaires papiers et un exemplaire sous format CD-Rom.

2.3. Calendrier prévisionnel de réalisation des études

A compter de la notification par le STIF de la présente convention à l'ensemble des parties, le délai de réalisation est fixé à :

- 24 mois pour l'AVP de l'allongement des voies 7/9/11
- 33 mois pour l'AVP du terrier V2M, incluant 9 mois de compléments d'études d'émergence sur la commande du poste de Bercy depuis la CCR et la simplification du plan de voies.

Le calendrier prévisionnel de l'AVP est joint en Annexe 3.

ARTICLE 3. ROLE ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1. L'autorité organisatrice des transports

Conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R1241-30 et suivants du code des transports, le STIF veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

A cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le maître d'ouvrage.

Pour la mise en œuvre de la présente convention, le STIF est uniquement Autorité Organisatrice.

Il n'exerce donc aucune responsabilité en termes de maîtrise d'ouvrage.

3.2. La maîtrise d'ouvrage des études

SNCF Réseau est désignée maître d'ouvrage du programme des Etudes décrit à l'article 2.2 de la présente convention.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément à la loi 85-704 du 12 juillet 1985 dite loi MOP.

Conformément aux dispositions de la Loi n° 2014-872, SNCF Réseau est maître d'ouvrage pour les éléments de l'infrastructure du réseau ferré national (RFN).

Le STIF est chargé de l'expertise des études.

3.4. Les financeurs

3.4.1. Identification

Le financement de l'opération, sous maîtrise d'ouvrage SNCF Réseau, objet de la présente convention, est assuré par :

- L'Etat (40%)
- La Région Ile-de-France (40%)
- SNCF Réseau (20%)

SNCF Réseau, est bénéficiaire des financements versés par l'Etat et la Région Ile-de-France et ci-après désigné « le bénéficiaire ».

Le financement de l'expertise assurée par le STIF, objet de la présente convention, est assuré par :

- L'Etat (30%)
- La Région Ile-de-France (70%)

Le STIF est bénéficiaire des financements versés par l'Etat et la Région Ile-de-France et ci-après désigné « le bénéficiaire ».

3.4.2. Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les AP/AE nécessaires pour la réalisation de l'Opération par les bénéficiaires visés à l'article 3.2, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.3 de la présente convention.

ARTICLE 4. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1. Estimation du coût de l'étude

Le coût prévisionnel des dépenses relatives aux études d'AVP de la présente convention est évalué à :

- **8 180 000 € HT courants, non actualisables et non révisables**

4.2. Coût global des études à la charge du maître d'ouvrage

4.2.1. Tableau de synthèse de répartition des coûts

Les coûts pris en charge par les bénéficiaires, rattachés aux périmètres définis à l'article 3.2, sont établis comme suit :

	Coûts € courants HT
SNCF Réseau	8 100 000
STIF	80 000

TOTAL	**8 180 000**

4.2.2. Coûts détaillés de SNCF Réseau

SNCF Réseau fournit une estimation en euros courants valeur de référence 2016 des postes nécessaires pour mener à bien les études d'AVP : cette répartition est donnée à titre indicatif.

Etudes d'Avant-Projet		
Maître d'ouvrage	Opération	Coût en € HT courants
SNCF Réseau (répartition donnée à titre indicatif)	Allongement des voies 7/9/11	2 100 000
	Création terrier	6 000 000
TOTAL Etudes AVP		**8 100 000**

4.2.3. Coûts détaillés du STIF

Le STIF fournit une estimation en euros courants valeur de référence 2016 des postes nécessaires pour mener à son expertise.

Etudes d'Avant-Projet		
	Opération	Coût en € HT courants
STIF	Expertise étude AVP	80 000
Total		**80 00**

4.3. Plans de financement

4.3.1. Plan de financement de l'AVP

Le plan de financement de l'AVP est établi en euros courants, non actualisables et non révisables.

Etudes d'Avant-Projet				
	Etat 40%	**Région 40%**	**SNCF Réseau 20%**	**Total**
SNCF Réseau	3 240 000	3 240 000	1 620 000	8 100 000
Total	**3 240 000**	**3 240 000**	**1 620 000**	**8 100 000**

Le financement de SNCF Réseau pour l'AVP est apporté par le programme « régénération », au titre de la régénération du poste 1 de Bercy, et par le programme « QIDF » d'amélioration de l'exploitation en Ile-de-France, au titre de la réduction des conflits à Bercy et de la commande du poste 1 depuis la CCR.
Cette répartition ainsi que les montants ne présagent pas de la participation globale de SNCF Réseau qui sera établie à l'issue des études d'avant-projet.

4.3.2. Plan de financement de l'expertise du STIF

Expertise			
	Etat 30%	**Région 70%**	**Total**
STIF	24 000	56 000	80 000
Total	**24 000**	**56 000**	**80 000**

4.4. Modalités de versement des crédits de paiement pour l'Etat et la Région

4.4.1. Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par les bénéficiaires.

L'Annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du bénéficiaire, par financeur.

Le Comité des Financeurs est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

A cette fin, le bénéficiaire transmettra aux financeurs et sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde.

Le dossier de demande de versement d'acomptes comprendra les pièces suivantes :

A) Demande de versement des acomptes auprès de la Région :

- l'état récapitulatif des montants des acomptes déjà perçus au titre de la présente convention ;
- le montant des factures réalisées, et, le cas échéant, les frais de maîtrise d'ouvrage. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'article 4.2.2 de la présente convention, au prorata de leur état d'avancement.
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3.
- chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du bénéficiaire.

B) – Pour l'Etat :

La demande de versements d'acomptes par chaque bénéficiaire comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention,

- un tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en euros courants et en pourcentage par rapport au coût d'objectif) de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'article 4.2.2 signé par le responsable de projet,
- un état récapitulatif des factures comptabilisées signé par le responsable du projet,
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3,
- la demande d'acompte est signée par le représentant légal du bénéficiaire ou le directeur financier.

C) Plafonnement des acomptes

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés aux bénéficiaires est plafonné à 95% suite à la délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 – article 3 pour la Région et à 90% pour l'Etat avant le versement du solde.

L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du bénéficiaire.

4.4.2. Versement du solde

Après achèvement des études couvertes par la présente convention, le bénéficiaire présente le relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses réalisées incluant notamment les frais de maîtrise d'ouvrage, le cas échéant.

Le versement du solde est subordonné à la production des documents signés par le représentant légal du bénéficiaire. Sur la base du relevé final des dépenses et des recettes, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.
Pour le STIF, le versement du solde est conditionné par un état récapitulatif des dépenses signé par le représentant légal et certifié par le comptable public.

Pour SNCF Réseau, le versement du solde se fera sur présentation des factures acquittées.

4.4.3. Paiement

Le versement des montants de subvention appelés par les maîtres d'ouvrage doit être effectué dans un délai conforme aux règlements budgétaires de chacun des financeurs, à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini à l'article 4.4.1 de la présente convention. Dans la mesure du possible, les financeurs feront leurs meilleurs efforts pour payer dans un délai de 40 jours.

Le mandatement des financeurs est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance des bénéficiaires.

4.4.4. Bénéficiaires et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire à :

- SNCF Réseau sur le compte ouvert à la Société générale, dont les références sont les suivantes :

Code IBAN	Code BIC

FR76	3000	3036	2000	0200	6214	594	SOGEFRPPHPO

- Les paiements sont effectués par virement bancaire au STIF :

Code banque	Code guichet	N° compte	Clé
10071	75000	00001005079	72

Code IBAN							Code BIC
FR76	1007	1750	0000	0010	0507	972	BDFEFRPP

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service
Etat	DRIEA 21/23 rue Miollis 75015 PARIS	SpoT / CBSF
Région Île-de-France	35, boulevard des Invalides 75007 PARIS	Unité Aménagement Durable Transports en Commun Secrétariat général
STIF	39-41 rue de Châteaudun 75009 PARIS	Direction des projets d'investissement (DPI) Division Appui aux projets d'investissement
SNCF Réseau	Pôle Finances et achats 15-17 rue Jean Philippe Rameau 93200 SAINT DENIS	Direction Finance et Trésorerie – Unité Back Office Exploitation – Crédit Management

4.5. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région

Conformément aux dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région Ile-de-France, la subvention devient caduque et elle est annulée si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente du Conseil régional, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision du Président. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6. Comptabilité des bénéficiaires

Les bénéficiaires s'engagent à faire ressortir dans leurs comptabilités les dépenses propres aux Etudes réalisées dans le cadre de la présente convention.
Les bénéficiaires s'engagent à informer préalablement les financeurs de toutes autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

ARTICLE 5. MODALITES DE CONTROLE PAR LES FINANCEURS

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de l'émission des dites pièces pour tout contrôle effectué a postériori.
Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'ils jugent utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

ARTICLE 6. GESTION DES ECARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 4.3 de la présente convention constitue un plafond global et par bénéficiaire.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par un bénéficiaire s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.2.2. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

En cas de perspective de dépassement du montant visé à l'article 4.3, les financeurs sont informés lors du Comité Technique et du Comité des Financeurs. Les bénéficiaires doivent obtenir l'accord préalable des financeurs pour la mobilisation d'un financement complémentaire. Un avenant à la présente convention formalise cet accord.

Dans le cas où l'accord préalable des financeurs n'a pas été sollicité, la prise en charge des dits dépassements incombe aux bénéficiaires dans le périmètre duquel ces dépassements sont intervenus.

En cas de désaccord entre les Parties, celles-ci se rencontrent afin d'envisager les différents scénarii dans lesquels l'Opération peut être réalisée sans financement complémentaire.

ARTICLE 7. DISPOSITIONS GENERALES

7.1. <u>Modification de la convention</u>

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettres entre la Partie à l'initiative de ce changement et les autres Parties signataires de la présente convention.

7.2. Règlement des litiges

Les parties s'engagent à chercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les éventuels litiges entre les parties liés à l'application ou à l'interprétation de la présente convention seront soumis au tribunal territorialement compétent à défaut de règlement amiable.

7.3. Résiliation de la convention

Les Parties à la présente convention peuvent chacune prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les Parties sont informées immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au(x) bénéficiaire(s) de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'Opération.
La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :
si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser à chaque maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation de la convention. Ces dépenses incluront notamment les coûts de résiliation des marchés dans la limite du coût global des travaux du Projet par maître d'ouvrage prévu à l'article 4.2 de la présente convention. Sur cette base, chaque maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation des bénéficiaires des subventions.

7.4. Date d'effet et durée de la convention

La convention prend effet à compter de sa notification par le STIF à l'ensemble des autres Parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

La présente convention tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de son approbation par la commission permanente de la Région Ile-de-France et attribuant les subventions afférentes.
Sans préjudice de la durée de conservation des pièces indiquée à l'article 5, la présente convention expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 7.3, soit après le versement du solde de la totalité des subventions dues aux maîtres d'ouvrage selon les modalités de l'article 4.4.2 et au plus tard le 31/12/2024 si aucun litige entre financeurs et Maitre d'ouvrages n'est constaté à cette date .

7.5. Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.
Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 8. ORGANISATION ET SUIVI DE LA PRESENTE CONVENTION

La gouvernance du Projet s'articule autour de comités et de commissions, dont la composition et l'objet sont décrits ci-dessous.

En tant qu'autorité organisatrice, le STIF s'assure notamment du respect, par le(s) maître(s) d'ouvrage, de la remise des documents, des délais indiqués et des estimations à cette étape du Projet indiqués aux articles 2.2 de la présente convention.

La gouvernance du projet s'articule comme suit autour de comités, réunissant les techniciens en charge des études et les financeurs, de commissions de suivi composées des élus et des financeurs et du MOA, et de réunions entre maîtres d'ouvrage auxquelles peuvent être conviés les financeurs.

8.1. Comité technique

Il est constitué un Comité Technique de suivi de l'Opération composé des représentants de l'ensemble des Parties à la présente convention.

Le Comité Technique est convoqué par le maître d'ouvrage coordonnateur . Il est réuni autant que besoin et au moins une fois par an, les membres étant convoqués avec un préavis minimum d'un (1) mois et les éléments étant envoyés au moins sept (7) jours au préalable par SNCF Réseau.

Le Comité Technique est le cadre privilégié permettant :
- de partager les éléments d'Etudes techniques de l'AVP, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'Opération,
- de développer un point technique lors d'une séance spécifique,
- de valider les choix techniques si nécessaire,
- de suivre le déroulement technique, administratif et financier de la démarche,
- de préparer les différents comités et les commissions de suivi sur les aspects techniques.

A cette fin, les membres du Comité Technique, peuvent se faire assister de leurs prestataires et inviter, si besoin, les partenaires impliqués dans le Projet.

8.2. Comité des financeurs

Il est constitué un Comité des Financeurs composé des représentants de l'ensemble des Parties à la présente convention, sous la présidence du STIF en qualité d'autorité organisatrice des transports.

Le Comité des Financeurs se réunit au moins une fois par an, et autant que de besoin, les membres étant convoqués avec un préavis minimum d'un (1) mois et les éléments étant envoyés au moins quinze (15) jours au préalable par le maître d'ouvrage coordinateur SNCF Réseau.

Le Comité des Financeurs a pour rôle d'arbitrer les dispositions à mettre en œuvre pour permettre un avancement de l'Opération dans le respect des délais et du coût prévisionnel.

Le comité se prononce et valide :
- l'avancement de l'étude au regard des éléments demandés dans la convention de financement, et du calendrier,
- le suivi financier de la convention et les éventuels écarts constatés, les besoins d'études complémentaires possibles à ce stade,
- le suivi des estimations du projet (confirmation des postes prévus au regard du périmètre du projet),
- les éléments liés à la communication du projet,
- le projet de contenu des conventions de financement des étapes ultérieures du projet,
- les éléments présentés lors de la Commission de suivi,
- le projet de dossier préparé en vue de son approbation en Conseil du STIF.

Le compte rendu de chaque Comité des financeurs est transmis pour avis avant envoi officiel.
Le comité des financeurs se réunit également autant que de besoins sur les questions spécifiques relevant du pilotage du projet, notamment son financement, les ajustements de programmation technique et financière, et les points spécifiques qui n'auraient pu être validés par ailleurs.

8.3. Suivi de la communication institutionnelle

La communication institutionnelle de l'Opération est suivie par un Comité de Communication composé du MOA et des financeurs et du STIF.

Le Comité de Communication est coordonné par le maître d'ouvrage. En fonction des besoins, il réunit l'ensemble des financeurs du Projet ainsi que les prestataires de communication de l'Opération (stratégie et mise en œuvre). Le compte-rendu est assuré par le maître d'ouvrage.

Ce comité échange sur la communication relative au Projet : la stratégie et le plan de communication, les principes à intégrer dans les marchés de communication, la mise en œuvre des actions de concertation et de communication. Cette communication est partagée et validée par le MOA et les financeurs dans le cadre du comité.

Le traitement des logos des partenaires respecte :
- l'ordre suivant entre partenaires : financeurs, maître d'ouvrage, autorité organisatrice ;
- l'ordre des financeurs en fonction de l'ordre protocolaire : Etat, RIF ;
- la surface allouée à chaque partenaire sera identique.

8.4. Commission de suivi

Il est constitué une Commission de Suivi des Etudes, placée sous la présidence du Directeur général du STIF, composée des représentants de l'ensemble des Parties à la présente convention, des Collectivités Territoriales concernées par le Projet.

La Commission de Suivi est réunie sur demande, les membres étant convoqués avec un préavis minimum d'un (1) mois et les éléments étant envoyés au moins quinze (15) jours au préalable par le STIF.

La Commission de suivi informe ses membres de l'avancement des Etudes.

Elle recueille les avis et observations de ses membres sur :
- les orientations et la démarche à engager ;
- les conclusions de la démarche à chaque étape importante ;
- le projet de dossier préparé en vue de son approbation en Conseil du STIF.

- le projet de dossier préparé en vue de son approbation en Conseil du STIF.

8.5. Information hors comité et commission de suivi

Les maîtres d'ouvrage s'engagent pendant toute la durée de validité de la convention :
- à présenter un compte-rendu d'avancement des Etudes devant le Conseil du STIF à la demande de ce dernier ;
- à informer le STIF et les financeurs sans délai en cas de difficultés ayant une incidence financière, ou sur le respect du calendrier, ou sur le programme.

Les maîtres d'ouvrage s'engagent également à inviter les financeurs et le STIF ou les experts missionnés par celui-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du Projet.

Par défaut, Les documents présentés dans le cadre des différents comités et commissions sont adressés au moins quinze jours avant la réunion.

ARTICLE 9. DIFFUSION DES DOCUMENTS ET CONFIDENTIALITE

Les règles et dispositions décrites dans le paragraphe suivant s'appliqueront exclusivement à la présente convention.

9.1. Propriété intellectuelle

Les études et les résultats des études réalisés dans le cadre de la présente convention restent la propriété du maître d'ouvrage qui les a émis.

Les résultats des études seront communiqués aux parties qui s'interdisent toute diffusion en dehors des signataires de la présente convention, sans l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Les résultats des études pourront être utilisés librement par les financeurs et le STIF dans le cadre de la poursuite de la réalisation du projet.

Par exception, sur demande expresse du STIF, les maîtres d'ouvrages lui communiquent les études dans le cadre de sa mission d'Autorité Organisatrice des Transports en Île-de-France.

Pour que le STIF puisse assumer pleinement son rôle d'AOT, le maître d'ouvrage concède au STIF une licence sur les droits patrimoniaux afférents aux Etudes et aux Résultats des Etudes réalisés dans le cadre de la présente convention, et ce pour permettre au STIF de remplir ses fonctions d'Autorité Organisatrice de Transport.

Le STIF pourra utiliser ces Etudes et les Résultats des Etudes pour pouvoir notamment, sans que cela ne soit limitatif, réaliser des expertises et contre-expertises, veiller à la cohérence et assurer la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France. A cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le maître d'ouvrage (conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R1241-30 et suivants du code des transports).

Dans ce cadre, le maître d'ouvrage autorise le STIF, sans pouvoir les modifier, à reproduire et présenter les Résultats des études sur tout type de support existant.

Le STIF s'engage à ne diffuser les Etudes qu'en interne, ainsi qu'à ses prestataires dans le cadre strict de leurs missions confiées par le STIF. Le STIF s'assurera que ses prestataires s'engagent à respecter ces mêmes principes lors de la communication des Etudes.

Cette concession est consentie pour l'Ile-de-France, à titre gratuit et pour la durée du Projet.

Les signataires s'engagent à préserver la confidentialité de toutes les informations considérées comme confidentielles.

9.2. Communication des financeurs

Les présents signataires s'engagent à faire mention des financements accordés par la présente convention dans toute publication ou communication des études qu'elle vise, notamment par une indication portée sur les documents finaux.
L'ensemble des dossiers d'études, documents et supports d'information mentionnera de manière explicite les logos des financeurs.
Dans un souci d'identification des projets inscrits au Contrat de projets Etat-Région, les opérations financées dans ce cadre présenteront les traitements suivants au niveau des logos des partenaires :

- l'ordre entre partenaires : l'Etat, la Région, SNCF
- l'ordre des financeurs : l'Etat, la Région, SNCF Réseau
- en dernier : le logo du STIF

9.3. Confidentialité

Pendant toute la durée de la convention et pendant cinq années civiles suivant son terme les parties s'engagent à traiter les informations liées au secret commercial des maîtres d'ouvrage, abordées dans le cadre de cette convention, comme strictement confidentielles et non divulgables.

Les parties s'engagent à ce que les informations confidentielles telles que définies ci-avant :

- soient traitées avec la même précaution que les parties portent à la préservation de leurs propres informations confidentielles ;
- ne soient pas utilisées dans un cadre autre que leurs missions respectives telles que définies à l'article 2 sur le projet ;
- ne soient pas divulguées à des tiers, sans avoir obtenu l'accord préalable écrit de la partie propriétaire des informations, sauf exceptions prévues à l'article 9.1. ;
- conformément à l'article 1120 du code civil, les parties se portent fort pour tout leur personnel (salariés et collaborateurs, intervenants), du respect de cette obligation de confidentialité.

Cette obligation n'interdit cependant pas la divulgation de ces informations lorsqu'une telle divulgation ou utilisation est exigée (i) par la loi ou par toute décision de justice rendue exécutoire, (ii) pour permettre le plein exercice des droits dont chacune des Parties est titulaire en vertu de la Convention, (iii) par l'objet d'un litige relatif à l'application de la Convention ou (iv) si cette divulgation est effectuée à l'attention des conseils des Parties, à la condition qu'ils s'engagent à respecter les dispositions du présent article.

Préalablement à toute divulgation ou utilisation d'une quelconque information relative à la Convention et l'application des points (i), (ii) et (iii) du paragraphe précédent, chaque Partie notifiera sans délai à l'autre la raison qui lui impose de divulguer les informations, cela afin de fournir à l'autre Partie la possibilité soit de contester cette divulgation ou utilisation soit d'en agréer le moment et le contenu.

Fait en cinq (4) exemplaires originaux

Pour l'Etat, **Jean-François CARENCO** Préfet de la région Ile-de-France, Préfet de Paris	Pour la Région Ile-de-France, **Valérie PECRESSE** Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France
Pour SNCF Réseau, **Michel ETCHEGARAY** Directeur des Projets Franciliens	Pour le STIF, **Laurent PROBST** Directeur Général

ANNEXES

Annexe 1 : Organigramme de l’opération

Annexe 2 : Echéancier prévisionnel des autorisations de programme et des appels de fonds

Annexe 3 : Calendrier prévisionnel

Annexe 4 : Détail du programme des études d’avant-projet

ANNEXE 1 :
Organigramme nominatif

Cet organigramme est remis à jour lors de chaque changement de titulaire d'une fonction.

MAITRISE D'OUVRAGE :

SNCF Réseau (études d'AVP)

STIF (expertise)

ANNEXE 2 :
Echéancier prévisionnel des autorisations de programme et des dépenses

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES BESOINS EN AP/AE SNCF RESEAU EN M€ COURANTS

M€ HT Courants	2016	2017	2018	TOTAL
Etat	3 390 000	0	0	**3 390 000**
Région	3 390 000	0	0	**3 390 000**
Total	**6 780 000**	**0**	**0**	**6 780 000**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FOND SNCF RESEAU EN M€ COURANTS

M€ HT Courants	2016	2017	2018	TOTAL
Etat	0	2 390 000	1 000 000	**3 390 000**
Région	0	2 390 000	1 000 000	**3 390 000**
Total	**0**	**4 780 000**	**2 000 000**	**6 780 000**

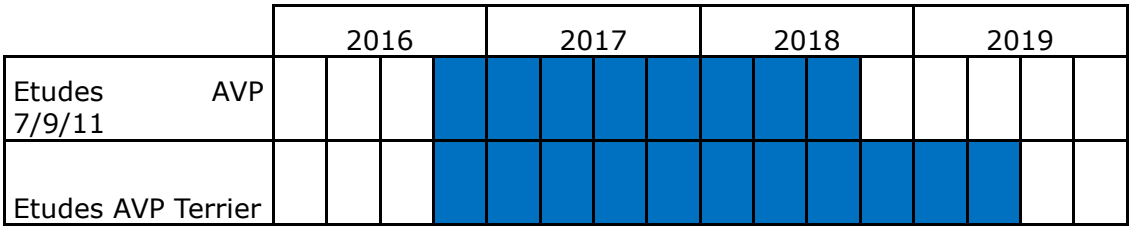
ECHEANCIER PREVISIONNEL DES BESOINS EN AP/AE STIF EN € COURANTS

M€ HT Courants	2016	2017	2018	TOTAL
Etat	24 000	0	0	**24 000**
Région	56 000	0	0	**56 000**
Total	**80 000**	**0**	**0**	**80 000**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FOND STIF EN € COURANTS

M€ HT Courants	2016	2017	2018	TOTAL
Etat	0	12 000	12 000	**24 000**
Région	0	28 000	28 000	**56 000**
Total	**0**	**40 000**	**40 000**	**80 000**

ANNEXE 3:
Calendrier prévisionnel



Détail du programme des études d'avant-projet

CONTENU TYPE DES AVANT-PROJETS SOUMIS A L'APPROBATION DU SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE-DE-FRANCE

Objectif

L'objectif de l'avant-projet est d'obtenir des études dont le niveau de détail permettent d'arrêter le programme détaillé définitif, de définir le plan de financement et le planning des travaux de l'opération puis le dépôt du permis de construire le cas échéant.

Enjeux

- **Respect du code de l'environnement et compatibilité avec le cadre règlementaire régional**

Le contenu de l'avant-projet est compatible avec le SDRIF et le PDU Ile-de-France. Il tient compte des conclusions de l'Enquête Publique.

- **Articulation avec la loi MOP**
  - Le contenu de l'avant-projet devra être conforme aux dispositions des articles 4, 13 et 20 du décret 93-1268 précité :
  - « Confirmer, compte tenu des études et reconnaissances complémentaires, la faisabilité de la solution retenue et en déterminer ses principales caractéristiques ;
  - proposer une implantation topographique des principaux ouvrages ;
  - permettre au maître de l'ouvrage de prendre ou de confirmer la décision de réaliser le projet, d'en arrêter définitivement le programme et d'en déterminer les moyens nécessaires, notamment financiers ;
  - établir l'estimation du coût prévisionnel des travaux, en distinguant les dépenses par partie d'ouvrage et nature de travaux et en indiquant l'incertitude qui y est attachée compte tenu des bases d'estimation utilisées ;
  - permettre l'établissement du forfait de rémunération dans les conditions prévues par le contrat de maîtrise d'œuvre.

Les études d'avant-projet comprennent également l'établissement des dossiers et autres autorisations administratives nécessaires à ce stade du projet et qui relèvent de la compétence de la maîtrise d'œuvre, ainsi que l'assistance au maître de l'ouvrage au cours de leur instruction. »

L'article 2 de la loi MOP prévoit que, pour des projets de réutilisation/réhabilitation d'ouvrage existants ou de réalisation d'ouvrages neufs complexes d'infrastructure et de bâtiments, le programme défini avant commencement de l'avant-projet pourra être précisé avant le commencement des études de projet.

Adaptation

Les éléments présentés ici constituent un cadre. Chaque opération pourra nécessiter une approche différenciée, le contenu devant être adapté au cas par cas.

Contenu (les éléments en gris sont jugés non applicables)

L'ensemble des résultats des études réalisées dans le cadre de l'avant-projet pourra être regroupé dans un document final présentant notamment les points suivants :

I. historique :
a. rappel de l'historique de l'opération et des procédures administratives,

II. diagnostics Transport des Territoires concernés
a. Rappel du schéma de principe et mises à jour éventuelles,

III. objectifs du Projet / Programme
a. Programme de l'opération arrêté en adéquation avec les objectifs précédents. Justification des changements apportés le cas échéant,
b. Nature et étendue des besoins (tient compte des conclusions de l'enquête publique et sont modifiées en conséquence par rapport au schéma de principe),
c. Contraintes et exigences (tient compte des conclusions de l'enquête publique et sont modifiées en conséquence par rapport au schéma de principe),

IV. description du Projet
a. Caractéristiques principales (évolutions depuis le schéma de principe les études préliminaires),
b. Insertion : tracés, pôles et stations,
c. Définition :
i. fonctionnelle des installations,
ii. périmètre du projet,
iii. consistance des dessertes envisagées,
iv. dispositions techniques retenues (options principales, modalités),
v. dimensionnement justifié des installations,
d. Aménagements urbains et interfaces avec le projet :
i. solution de référence : abords, aménagements ponctuels, opérations connexes,
ii. variantes d'aménagements spécifiques sur demande,
e. Phasages fonctionnels éventuels, avec avantages et inconvénients techniques,
f. Compatibilité entre l'avant-projet et la déclaration de projet,
g. Pour les projets en souterrain : sondages détaillés permettant d'arrêter les choix des techniques de réalisation,

V. impacts environnementaux du projet (étude d'impact)
a. Descriptif de la prise en compte des conclusions de l'Etude d'impact et de l'Enquête Publique, et de leurs effets sur l'opération, en termes de définition, de performances, de coûts, de délais,

VI. management et calendrier du Projet
a. Organisation :
i. identification des différentes parties : STIF, MOA(s) désignés, MOE(s) études, collectivités…,
ii. périmètres d'intervention des parties arrêtés : périmètres de maîtrises d'ouvrage, d'exploitation et de maintenance (plans),
iii. méthodes : Schéma Directeur Qualité,
b. Planification :
i. calendrier d'ensemble de l'opération, avec le déroulement des procédures et des travaux à l'échelle du mois,
ii. état et calendrier des procédures particulières aux autres autorités susceptibles d'être concernées par le projet, notamment en matière d'infrastructure ferroviaire et de voirie,

iii. plannings de l'opération (Gantt et chemin de fer), niveau synthèse et sous-ensembles, en cohérence avec la décomposition des coûts (maîtrise d'ouvrage, composantes fonctionnelles telles que : infrastructure/ouvrages d'art, stations/ gares/pôles d'échange, ateliers-dépôts, système de transport (voie, énergie, signalisation/aide à l'exploitation), matériel roulant, aménagements urbains, …).

VII. économie du Projet

a. Coûts de réalisation :

- *i. présentation synthétique des coûts : coûts travaux ventilés par grands postes de dépenses, assortis d'un taux de tolérance de + ou – 5%, Provisions pour Aléas et Incertitudes*, frais de MOE, acquisitions foncières, frais de MOA*, présentation et justification des évolutions de coûts au regard de l'étape précédente (technique, enquête publique,…)*

ii. présentation détaillée des coûts : coûts travaux organisés selon les 19 postes de dépenses identifiés par le CERTU : infrastructure/ouvrages d'art, stations/gares/pôles d'échange, ateliers-dépôts, système de transport (voie, énergie, signalisation/aide à l'exploitation), matériel roulant, aménagements urbains, …), opérations connexes (accès, gares routières, parkings relais, …), frais d'études, de MOE, de MOA, provisions diverses, acquisitions foncières… pour chaque poste de coût : présentation et justification des hypothèses prises et des évolutions au regard de l'étape précédente,
iii. identification des coûts d'aménagements urbains spécifiques (par demandeur),
b. Gestion des risques
i. coûts : Schéma Directeur Qualité
c. Coûts d'exploitation et de maintenance pour le gestionnaire d'infrastructure:
i. bilan financier pour l'exploitant d'une part, pour les collectivités publiques d'autre part,
ii. éléments chiffrés permettant de préparer contrat d'exploitation (ou avenant),

VIII. financement :

a. plan de financement global et annualisé,
b. pour les aménagements urbains spécifiques, montage financier permettant au demandeur de financer son quota de surcoût,

IX. Evaluation de l'intérêt socio-économique

a. Mise à jour du schéma de principe par rapport au programme retenu

X. annexes graphiques selon loi MOP

XI. annexes de constitution du dossier :

a. Décision de lancement de l'AVP,
b. Avis du commissaire enquêteur,
c. Déclaration de projet,
d. DUP le cas échéant,

XII. annexes complémentaires au dossier :

a. Projet de Convention de Financement,
b. *Eventuellement Dossier Préliminaire de Sécurité.*

Une synthèse de l'AVP destinée aux élus et aux services techniques des collectivités concernées devra également être produite.

Avril

2016

PROLONGEMENT DU RER E EOLE A L'OUEST

Avenant
A la convention de financement n°2 des études de Projet et des travaux préparatoires de l'opération EOLE – n°2014 CONV 060

ENTRE,

En premier lieu,

La Société du Grand Paris (ci-après « SGP »), établissement public de l'Etat à caractère industriel et commercial, dont le siège social est 30, avenue des Fruitiers, à 93200 Saint-Denis et dont le numéro de SIRET est 525 046 017 00030, représentée par Monsieur Philippe YVIN, Président du Directoire,

Ci-après désignée par « la SGP ».

En deuxième lieu,

- **SNCF Réseau**, Établissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), inscrit au registre du commerce de Paris sous le numéro RCS Paris-B-412 280 737 N°APE 632 A, dont le siège est à Paris 13ème, 92 avenue de France, représenté par Patrick JEANTET, son Président, dûment habilité par délibération du conseil d'administration du [●].

Ci-après désigné par « **SNCF Réseau** »,

- **SNCF Mobilités**, Établissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC) inscrit au registre du commerce de Bobigny sous le numéro 552 049 447, dont le siège est situé 2 place aux étoiles 93200 St Denis, représenté par Monsieur Guillaume PEPY, agissant en qualité de Président, dûment habilité par délibération du conseil d'administration du [●],

Ci-après désigné par « **SNCF Mobilités** »,

Ci-après désignés ensemble par « **les Maîtres d'Ouvrage** ».

En troisième lieu,

- **le Syndicat des Transports d'Ile de France**, établissement public à caractère administratif, dont le siège social est situé au 39 bis / 41 rue de Châteaudun 75009 PARIS, SIRET n° 287 500 078 00020, représenté par Laurent PROBST en sa qualité de Directeur général dûment habilité aux fins des présentes par délibération du conseil n° - en date du ,

Ci-après désigné comme le « STIF » ou « l'Autorité organisatrice »,

En quatrième lieu,

- L'**État**, représenté par le Préfet de la Région d'Île-de-France, Préfet de Paris,

En cinquième lieu,

- La **Région Île-de-France** (ci-après « la Région »), représentée par la Présidente du Conseil régional, dûment mandatée par délibération n° de la Commission permanente du Conseil régional en date du ,

Ci-après désignés ensemble comme « les Parties » ou individuellement « une Partie »,

Visas

Vu le code des transports,

Vu la loi n°85-704 modifiée du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée,

Vu la loi n°2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris, notamment son article 20-1,

Vu le décret n° 2010-756 du 7 juillet 2010 modifié relatif à la Société du Grand Paris, notamment le *o* de l'article 9,

Vu la délibération n°2014/483 du Conseil du STIF prise dans sa séance du 10 décembre 2014, relative à l'approbation de la convention de financement n°2 des études de projet et des travaux préparatoires de l'opération,

Il est convenu ce qui suit :

Compte tenu des missions de la Société du Grand Paris d'une part, et de la prise en charge du financement de la partie Bord du projet NExTEO par le STIF, les parties conviennent de de modifier la répartition de la subvention visée par la convention initiale n°2014 CONV 060 signée le 3 avril 2015.

Les articles 2.1., 2.1.3., 2.1.4., 4.2.1., 4.2.2. et 4.3. sont rédigés comme suit (modifications signalées en bleu par rapport à la version initiale):

2.1. Le périmètre de la Convention

Le périmètre de la Convention est composé comme suit.

Les Études, dont le financement fait l'objet de la Convention, portent sur cinq périmètres :

- Des études globales sur la ligne, définies à l'article 2.1.1,
- Le secteur nouveau défini à l'article 2.1.2,
- Le secteur exploité défini à l'article 2.1.3,
- Le nouveau système d'exploitation des trains mentionné à l'article 2.1.4,
- Les études d'exploitation / montée en charge, définies à l'article 2.1.5.

2.1.3. *Secteur exploité*

Dans le périmètre à la charge de RFF, la seconde phase des Études et Travaux préparatoires comprend les éléments suivants :

- Phase PRO de l'adaptation de gares du groupe V :
  - la gare de Mantes Station
  - la gare de Mantes-la-Jolie, travaux de quai et de passerelle
- Phase PRO du réaménagement du plan de voie de Mantes
- Phase PRO de la réalisation de la troisième voie entre le PK 53 et Mantes-la-Jolie et de la plateforme de la 4ème voie
- Poste de Mantes
- Phase PRO de la suppression du passage à niveau PN1 des Piquettes
- Plan de voie d'Epône
- Phase PRO d'adaptation de sites existants, dont les différents garages de rames et voies d'accès aux ateliers : Mantes la jolie, Gargenville, Rosny, Gretz, Tournan, … (hors montée en charge)
- Reprise AVP du plan de voies de Mantes

2.1.4. *Le nouveau système d'exploitation des trains,*

Les Études et Travaux préparatoires NExTEO (Partie Infrastructure SOL sous maitrise d'ouvrage SNCF Réseau), comprennent les éléments suivants :

- Intégration RFN (dont l'adaptation et la prédisposition de la signalisation,...)
- Assistance technique
- Les frais de maitrise d'œuvre associés au périmètre NExTEO,
- Les frais de maitrise d'ouvrage associés au périmètre NExTEO.

ARTICLE 4. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.2 Coût global de la seconde phase d'études et des travaux préparatoires réalisées par les Maîtres d'ouvrage

4.2.1. *Tableau de synthèse de répartition des coûts par Maître d'ouvrage*

Les coûts pris en charge par les Maîtres d'ouvrage, rattachés aux périmètres définis à l'article 3.2.1 de la Convention sont établis comme suit :

Maîtres d'ouvrage	Coûts M€ HT courants conventionnels	Coûts M€ HT constants aux CE 01/2012
RFF	**78,6**	**74,838**
SNCF Transilien	**38,8**	**37,656**
SNCF DDGT	**1,6**	**1,565**
TOTAL	**119**	**114,059**

4.2.2. *Coûts détaillés par Maître d'ouvrage*

Chacun des Maîtres d'ouvrage fournit une estimation en euros constants (CE 01/2012) des postes nécessaires pour mener à bien la seconde phase des études de projet :

Besoins SNCF Réseau		
Maître d'ouvrage	Opérations	Coût en M€ constants (01/2012)
SNCF Réseau	**Etudes globales**	
	Foncier yc Enquêtes parcellaires et AMOF	2 948 000
	Prestations de pilotage / cohérence : CSPS, risque, planning, interfaces,…	1 671 000
	Exploitation	74 000
	Installations électriques	4 913 000
	Mesures d'accompagnement : murs antibruit, dépollution, missions coordination,…	7 174 000
	Secteur nouveau	
	Interface avec les exploitants voisins	491 000
	Travaux préparatoires de la section centrale et études associées	14 741 000
	Secteur exploité	
	Adaptation des gares de Mantes station / La Jolie	1 179 000
	Mantes : poste, 3ème voie, Epône, PN1, plan de voies	23 683 000
	Adaptation de sites existants : garages de rames, voies d'ateliers,… (hors montée en charge)	2 948 000
	Reprise AVP Plan de voies Mantes	5 110 000
	Frais de MOA SNCF Réseau	2 241 000
	Total Maître d'ouvrage SNCF Réseau	**67 173 000**

Besoins NExTEO[1]		
Maître d'ouvrage	Opérations	Coût en M€ constants (01/2012)
SNCF Réseau	Intégration RFN	3 538 000
	Assistances techniques	1 867 000
	MOE	1 474 000
	MOA	786 200
	Total Maître d'ouvrage RFF	**7 665 200**
SNCF Mobilités	Intégration RFN	**0**
	Assistances techniques	**0**
	MOA	**0**
	Total Maître d'ouvrage SNCF Mobilités	**0**

Maître d'ouvrage	**OPERATIONS**	**Montants en € Constants 01/2012 CFI 2**
	Site industriel de Mantes	
	Foncier	17 698 000
	Atelier et relogements Mantes	10 301 000
	REA Triangle suite construction CCR	2 252 000
	Site industriel de Noisy	
	Atelier	1 126 000
	Equipements transporteurs garages	

[1] Nota : les frais de MOE, MOA sont à considérer sur l'ensemble du périmètre NExTEO et non pas par Maître d'ouvrage.

SNCF Mobilités		1 632 500
	Equipements transporteur gares	
		1 508 600
	Voies sur fosses de Nanterre	
		3 039 800
	Etudes complémentaires	
		98 300
	TOTAL Transilien	**37 656 200**
	Mantes à Poissy	
	Les études PRO du réaménagement de la gare de Vernouillet Verneuil	287 900
	Interface des gares nouvelles Porte Maillot et la Défense avec les gares existantes	294 800
	Mantes la Jolie : travaux préparatoires et relogements provisoires	982 700
	TOTAL DDGT	**1.565.400**
	TOTAL SNCF Mobilités	**39.221.600**

4.3 Plan de financement

Etudes de Projet et travaux préparatoires du prolongement du RERE à l'ouest (M€ constants) **Montant M€ 01/2012 HT et %**		
MOA	**SGP** **100 %**	**TOTAL**
SNCF Réseau	65,6 %	**74,838**
SNCF Mobilités	34,4 %	**39,221**
TOTAL	**100 %**	**114,059**

Plan de financement en euros courants conventionnels, suivant les modalités d'actualisation de l'article 4.3 de la Convention :

Seconde phase des Etudes de Projet et travaux préparatoire du prolongement du RERE à l'ouest (M€ courants conventionnels) **Montant M€ HT et %**		
MOA	**SGP** **100 %**	**TOTAL**
SNCF Réseau	66 %	78,6
SCNF Mobilités	34 %	40,4
TOTAL	**100 %**	**119**

4.4 Modalités de versement des subventions par la Société du Grand Paris

4.4.3 Domiciliation

La domiciliation des Parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service	Téléphone / courriel
SGP	Société du Grand Paris, 30, avenue des Fruitiers 93200 Saint-Denis	Agence comptable Service de centralisation des factures	agence.comptable@societedugrandparis.fr
SNCF Réseau	DG Finances et achats 15/17 rue Jean-Philippe Rameau CS 80001 – 93418 La Plaine Saint Denis	Direction Finance et Trésorerie - Unité Crédit Management	patricia.langelez@rff.fr
SNCF Mobilités	SNCF Mobilités Département Gestion Finances 34 rue du Commandant Mouchotte – 75699 PARIS	Division des Investissements	01 53 25 86 90 sophie.leman@sncf.fr

Fait en six exemplaires originaux

Pour l'Etat, Jean-François CARENCO Préfet de la région Ile-de-France, Préfet de Paris	Pour la Région Ile-de-France, Valérie PECRESSE Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France	Pour la Société du Grand Paris, Philippe YVIN Président du Directoire
Pour la SNCF Réseau, Alain QUINET Directeur Général Délégué SNCF Réseau	Pour la SNCF Mobilités, Alain KRAKOVITCH Directeur Général SNCF Mobilités	Pour le STIF, Laurent PROBST Directeur Général

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 12/10/2016
- Date de réception en préfecture: 12/10/2016

DELIBERATION N° CP 16-500

DU 12 OCTOBRE 2016

PROLONGEMENT DE LA LIGNE 10 A IVRY-SUR-SEINE – ETUDES COMPLEMENTAIRES AU DOSSIER D'EMERGENCE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;
VU Le Code des transports ;
VU Le décret en Conseil d'Etat n°2013-1241 du 27 décembre 2013 portant approbation du Schéma directeur de la Région Ile-de-France ;
VU La délibération n° CR 55-13 du 11 juin 2013 relative à la mise en œuvre et au financement du Plan de Mobilisation pour les transports en Ile-de-France sur la période 2013-2017 dans le cadre du Nouveau Grand Paris, signé le 19 juillet 2013 ;
VU La délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le CPER 2015-2020 signé le 9 juillet 2015 ;
VU La délibération n° CP 13-864 du 7 novembre 2013 approuvant la convention de financement du dossier d'émergence du prolongement de la ligne 10,
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2016 ;
VU Le rapport CP 16-500 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;
VU L'avis de la Commission des transports ;
VU L'avis de la Commission des finances ;
APRES EN AVOIR DELIBERE

Article unique : PR 811-006 « Métro »

Décide de participer au financement du projet détaillé en annexe 2 *(fiche projet)* à la présente délibération par l'attribution de la subvention d'un montant maximum prévisionnel de **420 000** €.

Bénéficiaires	Opérations	Localisation	Action (481006011)
STIF	PROLONGEMENT DE LA LIGNE 10 A IVRY-SUR-SEINE – ETUDES COMPLEMENTAIRES AU DOSSIER D'EMERGENCE	Département de Paris Département du Val de Marne	420 000 €

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 3 à la présente délibération et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **420 000 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 811 « Transport ferroviaire régional de voyageurs » - programme PR 811-006 « Métro » - action 481006011 « Métro », du budget 2016 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Ces affectations relèvent du contrat de plan Etat-Région 2015-2020 :

- Volet 1 « Mobilité multimodale »
- Sous-volet 11 « Nouveau Grand Paris »
- Action 114 «Etudes, acquisitions foncières, premiers travaux éventuels et provisions »

La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	R0008855	Budget	2016

Chapitre	**908 - Transports**
Code fonctionnel	**811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs**
Programme	**481006 - Métro**
Action	**481006011 - Métro**

Dispositif : N° 00000423 - Opérations d'infrastructure de transports en commun

Dossier	16014730 - PROLONGEMENT DE LA LIGNE 10 A IVRY-SUR-SEINE - ETUDES COMPLEMENTAIRES AU DOSSIER D'EMERGENCE			
Bénéficiaire	R1989 - STIF SYNDICAT TRANSPORT ILE DE FRANCE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Autres études et acquisitions - Hors CPRD			
Montant total	420 000,00 €		Code nature	2041733
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
600 000,00 €	HT	70 %	420 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000423 - Opérations d'infrastructure de transports en commun	420 000,00 €

Total sur l'imputation 908 - 811 - 481006 - 481006011	420 000,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHE PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014730

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : PROLONGEMENT DE LA LIGNE 10 A IVRY-SUR-SEINE - ETUDES COMPLEMENTAIRES AU DOSSIER D'EMERGENCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	600 000,00 €	70,00 %	420 000,00 €
	Montant Total de la subvention		420 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-811-2041733-481006-200
481006011- Métro

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : STIF SYNDICAT TRANSPORT ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 41 RUE DE CHATEAUDUN
75009 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant :

N° SIRET : 28750007800020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : Financement des études complémentaires au dossier d'émergence du prolongement de la ligne 10 du métro à Ivry-sur-Seine

Date prévisionnelle de début de projet : 12 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La ligne 10, longue de 11,6 km entre la Porte de Saint-Cloud et la gare d'Austerlitz, compte 22 stations et a un trafic annuel de 43 millions de passagers.

Son prolongement est inscrit au SDRIF jusqu'à Ivry-sur-Seine pour une première phase et aux Ardoines (Vitry-sur-Seine) dans un second temps.
Les études et les premiers travaux consacrées à ce prolongement sont également inscrites dans le CPER 2015-2020.

Permettant de desservir des zones en pleine expansion (secteur de Masséna à Paris, Ivry-sur-Seine), ce

prolongement de la ligne 10 a fait l'objet d'études réalisées en 2010 et en 2012 commandées par la Société d'Economie Mixte d'Aménagement de Paris (SEMAPA) et le Conseil Général du Val-de-Marne.

La ligne 10 prolongée pourrait desservir deux territoires de développement majeur : Paris Rive-Gauche et Ivry-Confluences. Plusieurs projets de transport sont actuellement en travaux ou à l'étude sur le territoire : T-zen 5 (de Paris 13ème à Choisy-le-Roi), Schéma Directeur du RER C, tramway Paris – Orly-Ville, ligne 15 du Nouveau Grand Paris.

Moyens mis en œuvre :
Le dossier d'émergence est piloté par le STIF, maître d'ouvrage des transports en commun.

Le dossier d'émergence étudie l'opportunité du prolongement de la ligne 10 du métro en lien avec les projets de transport programmés et des projets urbains, sa faisabilité et son coût. Le périmètre proposé du dossier d'émergence est situé entre la Gare d'Austerlitz (Paris) et Gambetta (Ivry-sur-Seine).

Trois problèmes importants ont été identifiés dès ce stade des études : des mesures conservatoires à prendre rapidement dans le secteur de Massena Bruneseau en raison du projet de construction de tours de grande hauteur afin d'assurer la desserte de ce secteur par la ligne 10 ; le franchissement du réseau ferré Austerlitz dont la faisabilité technique n'est pas assurée ; des mesures conservatoires à prendre dans le secteur de la ZAC Gambetta à Ivry-sur-Seine en raison de l'aménagement de ce secteur.

Afin de clore le dossier d'émergence, d'avoir une première vision globale du projet et d'analyser la pertinence de réaliser le prolongement de la ligne 10, il s'avère nécessaire de lancer des études complémentaires sur ces trois sujets.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément au CPER et à la convention de financement des études pour le prolongement de la ligne 10 signée entre l'Etat, la région et le STIF, le montant des études est ainsi réparti :
- Etat : 180 000€
- Région : 420 000€

Localisation géographique :
- PARIS
- IVRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Autres études et acquisitions

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude de faisabilité du passage sous le faisceau ferré Austerlitz	220 000,00	36,67%
Mise à jour de l'AVP de la station Masséna-Bruneseau	380 000,00	63,33%
Total	600 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	420 000,00	70,00%
Etat	180 000,00	30,00%
Total	600 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	0,00 €
2017	252 000,00 €
2018	168 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	4 846 320,00 €
2013	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	3 204 250,00 €
2013	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	615 565 000,00 €
2013	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	53 590 000,00 €
2013	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	80 325 000,00 €
2013	Opérations d'infrastructure de transports en commun	20 714 103,00 €
2014	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	4 345 000,00 €
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	2 058 000,00 €
2014	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	627 875 946,00 €
2014	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	55 197 000,00 €
2014	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	82 334 000,00 €
2014	Etudes générales dans le domaine des transports - fonctionnement	50 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	37 143 309,00 €
2015	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	6 100 939,00 €
2015	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	-1 330 000,00 €
2015	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	664 154 752,00 €
2015	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	77 365 000,00 €
2015	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	83 981 000,00 €
2015	Etudes générales dans le domaine des transports - fonctionnement	50 000,00 €
2015	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	495 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	155 411 949,14 €
2015	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	13 110 000,00 €

2016	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	5 428 856,00 €
2016	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	640 496 300,00 €
2016	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	58 474 000,00 €
2016	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	75 500 000,00 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	24 833 530,00 €
2016	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	980 000,00 €
	Montant total	3 397 362 453,51 €

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION : CONVENTION

2016

PROLONGEMENT DE LA LIGNE 10 DU METRO DE GARE D'AUSTERLITZ A IVRY-SUR-SEINE

Convention de financement des études complémentaires au dossier d'émergence

CONVENTION N° 16DPI…

PRÉFET DE LA RÉGION D'ILE-DE-FRANCE
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté • Égalité • Fraternité

îledeFrance

stif

SOMMAIRE

CONTEXTE GENERAL DE L'OPERATION 6
Définitions 6
Préambule 6
Objectifs de l'Opération 8
1 - OBJET DE LA CONVENTION 10
1.1 Définition et contenu de l'opération 10
1.1.1 Etude de faisabilité du passage de la ligne 10 sous le faisceau ferré Austerlitz 10
1.1.2 Etude de faisabilité de l'insertion de la station Masséna-Bruneseau en lien avec les études AVP de la SEMAPA 10
1.2 Calendrier de réalisation de l'opération 11
2 – ROLE ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 11
2.1 L'autorité organisatrice des transports 11
2.2 La maîtrise d'ouvrage des études 11
2.3 Les financeurs 12
2.3.1 Identification 12
2.3.2 Engagements 12
3 – MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 12
3.1 Estimation du coût des études 12
3.2 Coûts détaillés 12
3.3 Plan de financement 13
3.4 Modalités de versement des crédits de paiement par l'État et la Région 13
3.4.1 Versement d'acomptes 13
3.4.2 Versement du solde 14
3.4.3 Modalités de paiement 14
3.4.4 Bénéficiaire et domiciliation 14
3.5 Caducité des subventions 15
3.5.1 Caducité au titre du règlement budgétaire de la Région 15
3.6 Comptabilité de l'opération 15
4 – MODALITES D'AUDIT ET DE CONTROLE PAR LES FINANCEURS 16
5 – GESTION DES ECARTS 16
6 – PILOTAGE ET SUIVI DE L'OPERATION 16
6.1. Comité technique 16
6.2. Comité des financeurs 17
6.3. Commission de suivi 18
6.4 Information hors comité 18

7 – PROPRIÉTÉ, COMMUNICATION ET DIFFUSION DES ÉTUDES 18
7.1 Diffusion des études 18
7.2 Communication des financeurs 18
8 – DISPOSITIONS GENERALES 19
8.1 Modification 19
8.2 Règlement des litiges 19
8.3 Résiliation de la convention 19
8.4 Date d'effet de la convention 19
8.5 Mesures d'ordre 20
ANNEXES 22
ANNEXE 1 23
ANNEXE 2 24
ANNEXE 3 24
ANNEXE 4 25

Entre,

En premier lieu,

- l'**Etat**, représenté par le Préfet de la région d'Ile-de-France, Préfet de Paris,

- la **Région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil régional, ci-après désignée par « la Région » dûment mandatée par délibération n°…….. de la Commission Permanente en date du …….. du Conseil régional d'Ile-de-France,

Ci-après désignés « **les financeurs** ».

En deuxième lieu,

- **Le STIF**, établissement public à caractère administratif, dont le siège social est situé au 39 bis / 41 rue de Châteaudun 75009 PARIS, SIRET n° 287 500 078 00020, représenté par Laurent PROBST en sa qualité de Directeur Général dûment habilité aux fins des présentes par délibération du conseil n°XXXX en date du XXXXX 2016,

Ci-après désigné « **le STIF** » ou « **l'autorité organisatrice** » ou **« le maître d'ouvrage »**

Ci-après collectivement désignés « **les parties** »,

Visas

Vu le code des transports

Vu la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dite loi MOP,

Vu le décret 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France,

Vu le décret 2005-664 du 10 juin 2005 portant statut du Syndicat des Transports d'île de France et modifiant certaines dispositions relatives à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France,

Vu le Contrat de plan Etat – Région 2015-2020 approuvé par délibération du Conseil régional n° CR 53-15 du 18 juin 2015 et signé le 9 juillet 2015,

Vu le protocole Etat-Région correspondant à la mise en œuvre du Plan de Mobilisation pour les transports sur la période 2013-2017 dans le cadre du Nouveau Grand Paris, signé le 19 juillet 2013 ;

Vu la délibération n° CR 37-14 du 19 juin 2014 relative au rapport cadre pour l'actualisation du Plan d'action régional en faveur de la mobilité durable,

Vu le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le Schéma directeur de la région Ile-de-France,

Vu la délibération n°2013/522 du Conseil du STIF 11 décembre 2013 relative à la convention de financement des études de prolongement de la ligne 10 en vue de la réalisation d'un dossier d'émergence,

Vu la délibération n° CR …… du Conseil régional d'Ile-de-France du …… approuvant son Règlement budgétaire et financier,

Vu la délibération n°…… de la Commission permanente du …… du Conseil régional,

Vu la délibération n°…… du Conseil du STIF du ……..,

Il est précisé et convenu ce qui suit :

CONTEXTE GENERAL DE L'OPERATION

Définitions

Les parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle destinée au transport public de voyageurs, ici le projet de prolongement de la ligne 10 de gare d'Austerlitz à Ivry-sur-Seine.

« **Opération** » : désigne l'étape du Projet définie dans le cadre de la présente convention, à savoir les études complémentaires nécessaires à la finalisation du dossier d'émergence.

« **Etudes** » : désigne tous les éléments, quels en soient la forme, la nature et le support, qui ont permis de réaliser les résultats des études, tels que notamment les rapports, les documents, les plans, au sens du code de propriété intellectuelle dont l'objet et le contenu sont décrits dans la présente convention à l'article 1.1.

Préambule

Radiale Est-Ouest, la ligne 10 du métro, longue de 11,7 km et comportant 23 stations, évolue majoritairement sur la rive gauche de Paris et relie Gare d'Austerlitz à Boulogne – Pont de Saint-Cloud.

Son prolongement à l'Est est inscrit :

- au Schéma Directeur de la Région Île-de-France (SDRIF), approuvé par la Région (délibération n° CR 97-13 du 18 octobre 2013) et par l'État (décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013). Ce document prévoit une première phase de prolongement de la ligne 10 à partir de son terminus actuel de Gare d'Austerlitz jusqu'à Ivry-sur-Seine avant 2030, et un prolongement ultérieur aux Ardoines (Vitry-sur-Seine) en correspondance avec la ligne 15 et le RER C, après 2030 ;
- au Protocole Etat-Région du 19 juillet 2013 relatif à la mise en œuvre du plan de mobilisation pour les transports (2013/2017) dans le cadre du Nouveau Grand Paris, qui prévoit des crédits pour des études opérationnelles de 125 M€, notamment pour la ligne 10 ;
- au CPER 2015-2020, approuvé par la Région Île-de-France le 18 juin 2015, qui identifie le prolongement de la ligne 10 comme projet à poursuivre en termes d'études.

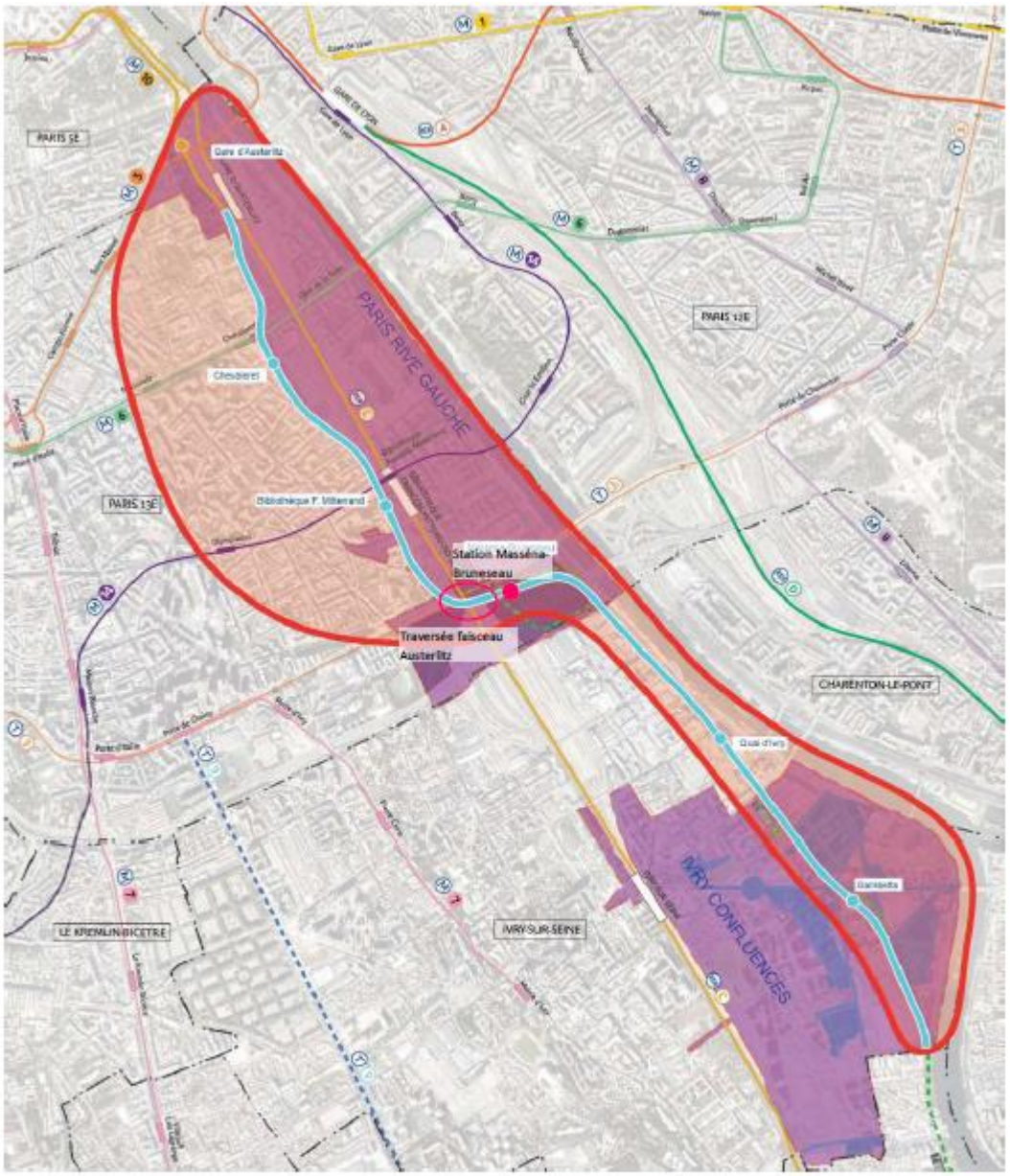
Le territoire du projet, composé du 13^{e} arrondissement de Paris, Ivry-sur-Seine et Vitry-sur-Seine, accueille plus 325 000 habitants et plus de 162 000 emplois sur une superficie totale de 25 km².

La demande en déplacements actuelle (1 584 000 déplacements/jour) se concentre majoritairement au sein du territoire et vers Paris. La part des transports en commun atteint près de 70% pour les déplacements vers la Seine-Saint-Denis, les Hauts-de-Seine et Paris.

Ce territoire fait l'objet d'un important renouvellement urbain. Des ZAC en cours d'aménagement, telles que Paris Rive Gauche et Ivry Confluences, prévoient des programmes de logements, de bureaux, de commerces et d'équipements d'envergure. Du fait de ces projets, une forte augmentation de la population et des emplois est attendue d'ici à 2030 sur ce secteur. Ceci conduira à un accroissement des besoins en déplacements.

Ces éléments ont conduit à étudier un renforcement de la desserte de ce secteur par une ligne radiale qui complète le maillage avec le réseau de transports en commun existant.

Dans le cadre des études d'émergence financées en 2013 par l'Etat et la Région et réalisées conjointement par le STIF et la RATP entre 2014 et 2015, **plusieurs familles de tracés sur Paris et sur Ivry-sur-Seine ont été identifiées** :



Le périmètre d'étude du prolongement de la ligne 10
(en bleu, le tracé étudié en 2011 – Etudes SEMAPA-SADEV94)

Périmètre d'études

Projets urbains (ZAC)

La faisabilité de certains tracés reste à confirmer au travers d'études complémentaires, particulièrement dans le secteur Masséna-Bruneseau (Paris 13^{e}) dont les projets immobiliers en interface sont en cours de conception et de réalisation, ainsi que pour le franchissement du faisceau ferroviaire. Ces éléments techniques permettront de finaliser le dossier d'émergence.

Le financement de ces zooms techniques est l'objet de la présente convention.

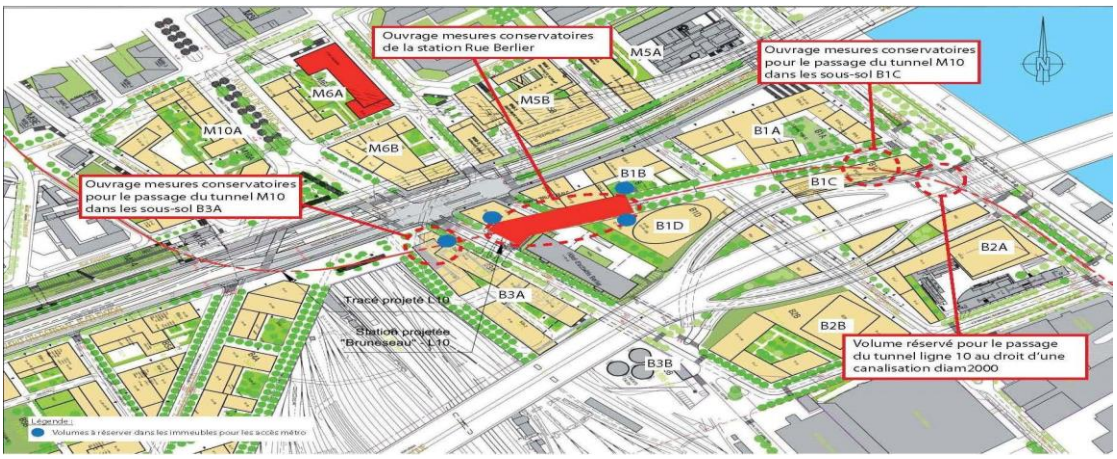
Objectifs de l'Opération

La SEMAPA a conduit entre 2010 et 2011 des études de mesures conservatoires de niveau AVP pour permettre l'insertion d'une station dans le secteur Masséna-Bruneseau. Ces mesures conservatoires, qui consistent en la réalisation d'une boîte (parois moulées et dalle haute) au sein de laquelle pourrait être aménagée une future station de la ligne 10, sont en cours de travaux et ne peuvent plus faire l'objet de modifications.

Les dispositions prises par la SEMAPA pour la réalisation de l'ouvrage « mesures conservatoires Berlier » conduisent à un niveau d'altimétrie désormais figé pour le niveau de rail de la station sous la rue Berlier. Par voie de conséquence, le niveau d'altimétrie du tunnel de la ligne 10 est également figé en amont de la station et particulièrement sous la plateforme ferroviaire du réseau de voies Austerlitz, ce qui induit de fortes contraintes d'implantation du tunnel.

Compte tenu de cette altimétrie, **le tunnel de la ligne 10 présenterait une faible couverture sous le faisceau ferré**. Cette couverture, d'environ 6 m, est inférieure à un diamètre du tunnel, référence minimale communément admise à ce stade des études pour le passage sous des ouvrages, réalisé dans des terrains de bonnes caractéristiques mécaniques.

Du fait de la proximité du plateau de voies, des caractéristiques géotechniques des terrains rencontrés (de nature médiocre) et des nouveaux seuils de tassements admissibles par la SNCF, le franchissement du faisceau ferré pour le tunnel de la ligne 10, non envisageable au tunnelier du fait des contraintes de tracé en amont et en aval, ne peut être réalisé en méthode traditionnelle (creusement en souterrain, sans ouverture de la surface). Aussi, afin de s'assurer du niveau de faisabilité des tracés passant en ce lieu, il est nécessaire de réaliser **une étude de niveau faisabilité d'un franchissement du faisceau ferré en tranchée couverte par neutralisation successive des différentes voies du faisceau ou mise en place de tabliers auxiliaires.**



Mesures conservatoires à prendre dans le secteur Masséna-Bruneseau pour permettre la réalisation ultérieure de la station et du tunnel du prolongement de la ligne 10

Par ailleurs, **du fait des évolutions de réglementation applicables aux projets de stations souterraines**, intervenues depuis 2011 (réglementation sécurité incendie et évacuation des personnes en situation de handicap et des utilisateurs de fauteuils roulants, réglementation régissant les transports de fonds, …), **une mise à jour de l'étude de niveau AVP (SEMAPA, 2010) est nécessaire afin de s'assurer du niveau de faisabilité de l'insertion de la station Masséna-Bruneseau dans les ouvrages de mesures conservatoires et définir les adaptations à prendre en compte**, notamment au niveau des volumes à réserver dans les lots d'immeubles ou dans le projet urbain.

En conséquence, des études complémentaires sont nécessaires pour finaliser le dossier d'émergence du prolongement de la ligne 10, afin de pouvoir y préciser le niveau de faisabilité des tracés passant au niveau du secteur Bruneseau, tant en termes de conditions de réalisation que de coûts et d'impacts sur l'exploitation ferroviaire SNCF.

La présente convention s’inscrit dans le cadre de la formalisation du financement des études en vue de la finalisation du dossier d’émergence du projet de prolongement de la ligne 10 du métro jusqu’à Ivry-sur-Seine.

1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet :

- de définir les **modalités de la participation** de l'État et de la Région Ile-de-France au financement des études complémentaires au dossier d'émergence du prolongement de la ligne 10 ;
- de préciser le **contenu des études** complémentaires nécessaires à la finalisation du dossier d'émergence ;
- de préciser les **livrables** remis aux financeurs ;
- de préciser la **gouvernance du projet.**

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés au projet, objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

« Prolongement de la ligne 10 à Ivry-sur-Seine – Etudes complémentaires au dossier d'émergence »

1.1 Définition et contenu de l'opération

Le contenu porte sur plusieurs études visant à préciser la faisabilité de certains points durs du projet de prolongement de la ligne 10 à Ivry-sur-Seine en vue de finaliser le dossier d'émergence.

L'opération porte sur :

- la réalisation d'une étude de niveau faisabilité d'un franchissement du faisceau ferré Austerlitz en tranchée couverte par neutralisation successive des différentes voies du faisceau ou mise en place de tabliers auxiliaires ;
- la réalisation d'une étude de faisabilité de l'insertion de la station Masséna-Bruneseau dans les ouvrages de mesures conservatoires existants.

1.1.1 Etude de faisabilité du passage de la ligne 10 sous le faisceau ferré Austerlitz

L'étude a pour objectif d'examiner la faisabilité et les conditions du franchissement du faisceau ferré en tranchée couverte par neutralisation successive des différentes voies du faisceau ou par la mise en place de tabliers auxiliaires.

L'étude comprendra notamment les prestations suivantes :

- Analyse des contraintes d'exploitation du faisceau ferré (étude d'exploitation) ;
- Méthodologie de réalisation du franchissement avec élaboration d'un phasage et définition des mesures conservatoires (étude d'ingénierie).

Elle prendra en compte divers horizons du faisceau Austerlitz (perspective de circulation de TGV à terme).

1.1.2 Etude de faisabilité de l'insertion de la station Masséna-Bruneseau en lien avec les études AVP de la SEMAPA

L'étude complémentaire vise à vérifier la capacité des ouvrages de mesures conservatoires à accueillir les évolutions de programme fonctionnel et réglementaire dans l'ouvrage Berlier en cours de réalisation, et dans le projet urbain.

Il s'agira de vérifier, à un niveau APS (Avant-Projet Sommaire) :

- La faisabilité fonctionnelle et technique de l'ouvrage Berlier à recevoir les adaptations qui seront à apporter, notamment à l'ouvrage-cadre de la station ;
- Les emprises supplémentaires à réserver dans le projet urbain, et leur faisabilité fonctionnelle et technique au regard des données d'entrée du site (réseaux concessionnaires et possibilités de

dévoiement, fiches de lots des immeubles B1B4 et B1D1 et possibilité d'adaptation des volumes réservés).

1.2 Calendrier de réalisation de l'opération

Le délai prévisionnel de réalisation de l'opération est fixé à **12 mois**. A ces 12 mois s'ajoute un délai de finalisation du dossier d'émergence évalué à 6 mois, soit une durée de 18 mois.

A titre indicatif, le calendrier prévisionnel des études, sur la base d'une notification fin 2016, est le suivant :

Etude de faisabilité du passage sous le faisceau ferré Austerlitz	Décembre 2016 – Novembre 2017
Mise à jour de l'AVP de la station Masséna-Bruneseau	Décembre 2016 – Septembre 2017

2 – ROLE ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

2.1 L'autorité organisatrice des transports

Conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R1241-30 et suivants du code des transports, le STIF veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Ile-de-France.

A cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le maître d'ouvrage. Le STIF désigne le ou les maîtres d'ouvrage des projets d'infrastructures nouvelles destinés au transport public de voyageurs.

2.2 La maîtrise d'ouvrage des études

L'article L-1241-4, alinéa 2, du code des transports, dispose que :

« *Le Syndicat des transports d'Ile-de-France et la Régie autonome des transports parisiens exercent conjointement, dans la limite des compétences reconnues à l'établissement public Réseau ferré de France, la maîtrise d'ouvrage des opérations, décidées à partir 1er janvier 2010, ayant pour objet les aménagements, les extensions ou les prolongements directs, dépendants ou accessoires des lignes, ouvrages ou installations existant à la même date.*

Le Syndicat des transports d'Ile-de-France s'assure de la faisabilité et de l'opportunité des opérations considérées, en détermine la localisation, le programme, l'enveloppe financière prévisionnelle et, sans préjudice de la contribution de la régie, en assure le financement.

La Régie autonome des transports parisiens choisit le processus selon lequel l'infrastructure et les matériels sont réalisés ou acquis, en assure ou en fait assurer la maîtrise d'œuvre et conclut les contrats ayant pour objet les études et l'exécution des travaux.

Pour chaque opération, une convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage dont le syndicat assure le suivi et le contrôle d'ensemble. »

Par opérations décidées à partir du 1er janvier 2010, il est entendu : au terme de l'Article 19 dernier alinéa du décret du 23 mars 2011, « (…), une opération est regardée comme décidée lorsqu'elle a fait l'objet d'un schéma de principe approuvé (…) ».

Le prolongement de la ligne 10 du métro à Ivry (Gambetta) n'ayant pas fait l'objet d'un schéma de principe approuvé au 1er janvier 2010, c'est donc une opération décidée après le 1er janvier 2010 devant faire l'objet d'une maîtrise d'ouvrage conjointe STIF/RATP.

Conformément à l'article L1241-4 du code des transports, le STIF est chargé de s'assurer de la faisabilité et de l'opportunité de l'opération considérée et d'en déterminer la localisation, le programme et l'enveloppe financière prévisionnelle. A ce titre, le STIF dispose d'une « prévalence » au stade des études amont, ce qui en fait l'unique maître d'ouvrage des études objet de la présente convention.

2.3 Les financeurs

2.3.1 Identification

De manière similaire à la précédente convention, le financement des études complémentaires au dossier d'émergence du prolongement de la ligne 10 est assuré par :

- L'Etat
- La Région Ile-de-France

2.3.2 Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les autorisations de programme (AP) / autorisations d'engagement (AE) nécessaires pour la réalisation de l'opération par le maître d'ouvrage visé à l'article 2.2, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 3.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visé à l'annexe 2.

3 – MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

3.1 Estimation du coût des études

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à **600 000€ HT en euros courants conventionnels**, non actualisables et non révisables.

3.2 Coûts détaillés

Les coûts pris en charge par le maître d'ouvrage sont établis en euros courants HT des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du projet :

Maîtrise d'ouvrage STIF	**Coûts HT en euros courants**
1. Etude de faisabilité du passage sous le faisceau ferré Austerlitz	220 000
2. Mise à jour de l'AVP de la station Masséna-Bruneseau	380 000
Total	**600 000**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles, dans le respect du principe de fongibilité entre postes de dépenses du maître d'ouvrage, et dans le respect de l'enveloppe globale par le maître d'ouvrage, après information et accord express des financeurs.

3.3 Plan de financement

Le plan de financement est établi en euros courants conventionnels et HT, non révisables et non actualisables.

	Prolongement de la ligne 10 à Ivry-sur-Seine **Etudes complémentaires pour la finalisation du dossier d'émergence** **Montant HT en euros courants conventionnels et %**		
Financeurs	**Etat**	**Région**	**Total**
Maître d'ouvrage des études : STIF	**30%**	**70%**	**100%**
	180 000	**420 000**	**600 000**

3.4 Modalités de versement des crédits de paiement par l'État et la Région

3.4.1 Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par le STIF, maître d'ouvrage. A cette fin, le maître d'ouvrage transmettra, à l'ensemble des financeurs et sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagement auxquelles l'appel de fonds se rattache. Les appels de fond seront établis en euros courants.

L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du maître d'ouvrage. L'annexe 3 indique l'échéancier prévisionnel des appels de fonds, pour chaque financeur.

Le comité technique est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

Demande de versement des acomptes auprès de l'Etat

La demande de versement d'acomptes comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà appelés au titre de la présente convention ;
- un tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en euros courants et en pourcentage par rapport au coût d'objectif) de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'article 0, daté et signé par le représentant légal du maître d'ouvrage ;
- un état récapitulatif des factures comptabilisées, daté et signé par le responsable du projet du maître d'ouvrage ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, des clés de financement définies à l'article 0 ;
- la demande d'acompte est signée par le représentant légal du bénéficiaire ou le directeur financier.
- un état récapitulatif certifié exact des factures acquittées par le comptable public en charge de la comptabilité du STIF (ou de la collectivité territoriale).

Demande de versement des acomptes auprès de la Région

La demande de versement d'acomptes comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà appelés au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le maître d'ouvrage indiquant notamment la référence des factures acquittées, leur date de d'acquittement et le montant des factures acquittées. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'article 3.2 de la présente convention, au prorata de leur état d'avancement ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 3.3 ;
- chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du maître d'ouvrage.

Le plafonnement des acomptes :

Pour la Région Ile-de-France, le montant cumulé des acomptes pouvant être versé aux maîtres d'ouvrage est plafonné à 95% du montant global de l'opération indiqué à l'article 3.1, et conformément à l'article 3.3, avant le versement du solde. Ce taux de 95 % est applicable pour la Région uniquement pour les opérations inscrites au CPER 2015-2020, complété par la revoyure de la Convention Particulière Transport 2011-2013 signée le 6 novembre 2012.

Pour l'Etat, le montant cumulé des acomptes versés au STIF, maître d'ouvrage des études de la présente convention, est plafonné à 90% du montant global de l'opération indiqué à l'article 3.1, et conformément à l'article 3.3,

3.4.2 Versement du solde

Après achèvement des études couvertes par la présente convention, le maître d'ouvrage présente le relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses effectivement réalisées (acquittées).

Le versement du solde est subordonné à la production des études financées ainsi que des documents signés par le représentant légal de l'organisme et par le comptable public. Sur la base du relevé final des dépenses et des recettes, le maître d'ouvrage procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

Le versement du solde se fera sur présentation des factures acquittées.

3.4.3 Modalités de paiement

Le versement des montants de subvention appelés par le maître d'ouvrage doit être effectué dans un délai conforme aux règlements budgétaires des financeurs, à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini à l'article 3.4.1 de la présente convention.

Le versement des montants de subvention appelés par le maître d'ouvrage pour l'État est effectué dans un délai de 40 jours, à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini à l'article 3.4.1 de la présente convention.

Dans la mesure du possible, les financeurs feront leurs meilleurs efforts pour payer dans un délai de 40 jours.

Le mandatement des financeurs est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination unique indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du maître d'ouvrage.

3.4.4 Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès du

Syndicat des transports d'Ile-de-France (STIF)

Sur le compte ouvert au nom du Trésor Public, dont le RIB est le suivant :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé
10071	75000	00001005079	72

Code IBAN							Code BIC
FR76	1007	1750	0000	0010	0507	972	TRPUFRP1

Le versement est effectué auprès de l'Agent comptable du STIF, établissement public à caractère administratif ayant son siège au 39bis – 41 rue de Châteaudun 75 009 Paris.

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

Parties	Coordonnées
ETAT	DRIEA – SPOT – CBSF 21/23 rue Miollis 75015 PARIS Tél : 01 40 61 86 60 spot.driea-if@developpement-durable.gouv.fr
REGION ILE-DE-FRANCE	Unité Aménagement Durable Secrétariat Général Direction des transports 35 Boulevard des Invalides 75007 PARIS
SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE-DE-FRANCE (STIF)	Syndicat des Transports d'Ile-de-France Direction des projets d'investissement (DPI) 39-41 rue de Châteaudun75009 PARIS gilles.fourt@stif.info

3.5 Caducité des subventions

3.5.1 Caducité au titre du règlement budgétaire de la Région

Conformément aux dispositions du règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France, la subvention devient caduque et elle est annulée si à l'expiration d'un **délai de trois ans** à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

3.6 Comptabilité de l'opération

Le maître d'ouvrage s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres de ces études, objet de la présente convention.

Le maître d'ouvrage s'engage à informer préalablement les financeurs de toutes autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

4 – MODALITES D'AUDIT ET DE CONTROLE PAR LES FINANCEURS

Les financeurs se réservent le droit de solliciter auprès du maître d'ouvrage, à tout moment et jusqu'à expiration du délai prévu dans l'article 1.2, toutes informations, tous documents et pièces comptables justificatives relatifs à la comptabilité propre à l'investissement.

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le STIF conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix ans à compter de la date d'émission desdites pièces pour tout contrôle effectué a postériori.

Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'ils jugent utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

Dans le cadre de l'article R1241-30 du code des transports, le STIF veille, en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Ile-de-France.

5 – GESTION DES ECARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 3.1 de la présente convention constitue un plafond.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par un maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 3.3. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

En cas de perspective de dépassement du montant visé à l'article 3.1, les financeurs sont informés lors du comité technique. Le maître d'ouvrage doit obtenir l'accord préalable des financeurs pour la mobilisation d'un financement complémentaire. Un avenant à la présente convention formalise cet accord.

Dans le cas où l'accord préalable des financeurs n'a pas été sollicité, ou en cas de désaccord des financeurs, la prise en charge des dits dépassements incombe au maître d'ouvrage dans le périmètre duquel ces dépassements sont intervenus.

6 – PILOTAGE ET SUIVI DE L'OPERATION

La gouvernance du projet s'articule comme suit autour de comités, réunissant les techniciens en charge des études et les financeurs et de commissions de suivi composées des élus et des financeurs.

6.1. Comité technique

Il est constitué un Comité technique de suivi de l'opération. Ce comité, convoqué par le maître d'ouvrage, comprend les représentants de l'ensemble des signataires de la présente convention et des maîtres d'ouvrages concernés par ces études.

Le Comité technique se réunit en tant que besoin et au moins une fois par an, les membres étant convoqués avec un préavis minimum de deux semaines et les éléments étant envoyés au moins sept jours au préalable par le maître d'ouvrage.

Le Comité technique est le cadre privilégié permettant :

- de partager les éléments d'études techniques, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'opération ;
- de développer un point technique lors d'une séance spécifique ;
- de valider les choix techniques si nécessaire ;
- de suivre le déroulement technique de la démarche ;
- de préparer les différents comités et les commissions de suivi sur les aspects techniques.

A cette fin, les membres du Comité technique peuvent se faire assister de leurs prestataires et inviter, si besoin, les partenaires impliqués dans les études.

Le Comité technique se réunit également autant que de besoin sur les questions spécifiques relevant du pilotage des études, notamment leur financement, les ajustements de programmation technique et financière, et les points spécifiques qui n'auraient pu être validés par ailleurs.

6.2. Comité des financeurs

Il est constitué un Comité des financeurs comprenant les représentants de l'ensemble des signataires de la convention, sous la présidence du STIF.

Le Comité des financeurs se réunit au moins une fois par an, et autant que de besoins, les membres étant convoqués avec un préavis minimum de un mois et les éléments étant envoyés au moins quinze jours au préalable par le maître d'ouvrage.

Dans le cadre du suivi financier, le Comité des financeurs se prononce et valide :

- l'avancement des études au regard des éléments demandés dans la convention de financement et du calendrier ;
- le traitement de problèmes éventuellement rencontrés qui engendreraient une modification des coûts et des délais ;
- le montant des dépenses réalisées ;
- le montant des subventions appelées et versées ;
- un prévisionnel des appels de fond réactualisé ;
- les éventuels écarts constatés, dans le respect de l'article 6 ;
- les besoins d'études complémentaires possibles à ce stade ;
- le suivi des estimations des études (confirmation des postes prévus au regard du périmètre du projet) ;
- le projet de contenu des conventions de financement des étapes ultérieures des études ;
- le projet de dossier préparé en vue de son approbation en Conseil du STIF.

Le compte rendu de chaque Comité des financeurs est transmis pour avis avant envoi officiel.

6.3. Commission de suivi

Placé sous la présidence du Directeur Général du STIF, la Commission de suivi comprend les représentants de l'ensemble des signataires de la convention et les élus des collectivités territoriales concernées par les études.

Elle se réunit si nécessaire, les membres étant convoqués avec un préavis minimum de un mois et les éléments étant envoyés au moins quinze jours au préalable par le STIF.

La Commission de suivi informe ses membres de l'avancement des études.

Elle recueille les avis et observations de ses membres sur :

- les orientations et la démarche à engager ;
- les conclusions de la démarche à chaque étape importante ;
- le projet de dossier préparé en vue de son approbation en Conseil du STIF.

6.4 Information hors comité

Le maître d'ouvrage s'engage pendant toute la durée de validité de la convention à informer les financeurs sans délai en cas de difficultés ayant une incidence financière, ou sur le respect du calendrier, ou sur le programme.

Le maître d'ouvrage s'engage également à inviter les financeurs ou les experts missionnés par celui-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du projet.

7 – PROPRIÉTÉ, COMMUNICATION ET DIFFUSION DES ÉTUDES

7.1 Diffusion des études

Le maître d'ouvrage transmettra aux financeurs l'intégralité des résultats d'études.

Il s'engage à transmettre les éléments plus détaillés des études (décomposition, hypothèses, méthodes, résultats intermédiaires…) dont les financeurs souhaiteraient disposer pour pouvoir analyser les résultats des études.

Le maître d'ouvrage reste titulaire des droits de propriété intellectuelle sur ses études et ses résultats, réalisés dans le cadre de la présente convention.

Les financeurs s'interdisent toutes diffusions des résultats des études en dehors des signataires de la présente convention, sans l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Les signataires s'engagent à préserver la confidentialité des résultats intermédiaires, et de toutes informations considérées comme confidentielles.

7.2 Communication des financeurs

L'ensemble des dossiers d'études, documents et supports d'information mentionnera de manière explicite les logos des financeurs.

Dans un souci d'identification des projets inscrits au Contrat de projets Etat-Région, les opérations financées dans ce cadre présenteront les traitements suivants au niveau des logos des partenaires :

- l'ordre entre partenaires : financeurs, STIF ;
- l'ordre des financeurs : Etat, Région Ile-de-France ;
- en dernier : le logo du STIF.

8 – DISPOSITIONS GENERALES

8.1 Modification

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception de l'annexe 2 (échéancier des dépenses) et des changements de références bancaires et / ou de domiciliation mentionnées à l'article 0 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettre entre le signataire de la partie à l'initiative de ce changement et les autres signataires.

8.2 Règlement des litiges

Les parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif territorialement compétent.

8.3 Résiliation de la convention

Les signataires de la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les signataires sont informés immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération. La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les co-financeurs s'engagent à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des co-financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire des subventions.

8.4 Date d'effet de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa notification par le STIF à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

La présente convention tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de délibération de la Commission permanente de la Région Ile-de-France approuvant la présente convention.

Elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 8.3, soit après la réalisation des étapes suivantes :

- réception des documents indiqués à l'article 1.1 de la présente convention ;
- solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités de l'article 3.4.2.

ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.5.1 de la présente convention.

8.5 Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 3 exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

SIGNATAIRES

Convention établie en 3 exemplaires originaux.

Date de notification de la présente convention :

Pour l'Etat,	**Pour la Région,**	**Pour le STIF,**
Date et signature	Date et signature	Date et signature
Jean-François CARENCO, Préfet de la région Ile-de-France, Préfet de Paris	Valérie PECRESSE Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France	Laurent PROBST Directeur général

ANNEXES

Annexe 1 : Organigramme nominatif de la maîtrise d'ouvrage

Annexe 2 : Echéancier prévisionnel des dépenses

Annexe 3 : Echéancier prévisionnel des appels de fonds pour la durée de la convention

Annexe 4 : Calendrier prévisionnel de réalisation de l'opération

ANNEXE 1

ORGANIGRAMME NOMINATIF DE LA MAITRISE D'OUVRAGE

Christophe DENIAU

Adjoint à la division Projets Ferroviaires et Pôles

Direction des Projets d'Investissement (DPI)

STIF

christophe.deniau@stif.info

Emilie CHARRUAU

Chargée de Projets

Division Projets Ferroviaires et Pôles

Direction des Projets d'Investissement (DPI)

STIF

emilie.charruau@stif.info

ANNEXE 2

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES DEPENSES DU STIF

En € HT	2016	2017	2018	Total
1. Etude de faisabilité du passage sous le faisceau ferré Austerlitz		110 000	110 000	**220 000**
2. Mise à jour de l'AVP de la station Masséna-Bruneseau		380 000		**380 000**
Total	**0**	**490 000**	**110 000**	**600 000**

ANNEXE 3

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES DEMANDES D'APPELS DE FONDS

Financeurs	Clé	Montant	2016	2017	2018
Etat	30%	180 000	0	114 000	66 000
Région Ile-de-France	70%	420 000	0	266 000	154 000
Total	**100%**	**600 000**	**0**	**380 000**	**220 000**

ANNEXE 4

PLANNING PREVISIONNEL

	2016		2017				2018	
	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2
CFI Etudes complémentaires								
Etude de faisabilité du passage sous le faisceau ferré Austerlitz								
Mise à jour de l'AVP de la station Masséna-Bruneseau								

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 13/10/2016
- Date de réception en préfecture: 13/10/2016

DELIBERATION N° CP 16-515

DU 12 OCTOBRE 2016

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE REGIONALE EN FAVEUR DES NOUVEAUX VEHICULES URBAINS- DEUXIEME AFFECTATION 2016

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;
VU Le Code des transports ;
VU Le décret n°2015-1927 du 31 décembre 2015 en application de l'article 25 de loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
VU La délibération CR 14-14 du 13 février 2014 concernant la politique régionale en faveur des NVU ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;
VU La délibération CR 36-14 du 19 juin 2014 concernant la présentation du projet de Plan de Déplacements Urbains d'Île-de-France (PDUIF) pour approbation ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2016 ;
VU Le rapport CP 16-515 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;
VU L'avis de la Commission des transports ;
VU L'avis de la Commission des finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article n°1 : HP 810-003 « Etudes et expérimentations »

Décide de participer au titre du dispositif *« aide au développement de bornes de recharges électriques »* au financement des projets détaillés en annexe 2 *(fiches projet)* à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de ***212 981,20 €***.

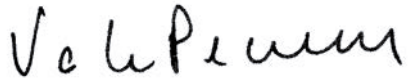
Bénéficiaire	Opération	Localisation	Subvention régionale proposée
Morangis	Déploiement de bornes de recharges électriques	Essonne	**6 480,80 €**
CA Val Parisis	Déploiement de bornes de recharges électriques	Val-d'Oise	**206 500 ,40 €**

Affecte une autorisation de programme de ***212 981,20 €*** disponible sur le chapitre 908 « Transports », code fonctionnel 810 « Services communs », programme HP 810-003 « Etudes et expérimentations », action 18100301 « Etudes et expérimentations » du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article n°2 :

Subordonne le versement de la subvention accordée à la Communauté d'Agglomération du Val Parisis à la signature de la convention jointe en annexe 3 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

La Présidente du Conseil régional
d'Ile-de-France



VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-515	Budget	2016

Chapitre	**908 - Transports**
Code fonctionnel	**810 - Services communs**
Programme	**181003 - Études et expérimentations**
Action	**18100301 - Etudes et expérimentations**

Dispositif : N° 00000435 - Aide au développement de bornes de recharges électriques

Dossier	16012981 - NVU : DEPLOIEMENT DE BORNES DE RECHARGE ELECTRIQUE SUR LA COMMUNE DE MORANGIS (91)			
Bénéficiaire	R1168 - COMMUNE DE MORANGIS			
Localisation	MORANGIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 480,80 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
16 202,00 €	HT	40 %	6 480,80 €	

Dossier	16014733 - NVU DEPLOIEMENT DE BORNES DE RECHARGE ELECTRIQUE SUR LE TERRITOIRE DE LA CA VAL PARISIS (95)			
Bénéficiaire	P0034108 - CAVP COMMUNAUTE D AGGLOMERATION VAL PARISIS			
Localisation	CA VAL PARISIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	206 500,40 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
820 000,00 €	HT	25,18 %	206 500,40 €	

Total sur le dispositif N° 00000435 - Aide au développement de bornes de recharges électriques	212 981,20 €

Total sur l'imputation 908 - 810 - 181003 - 18100301	212 981,20 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012981

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : NVU : DEPLOIEMENT DE BORNES DE RECHARGE ELECTRIQUE SUR LA COMMUNE DE MORANGIS (91)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide au développement de bornes de recharges électriques	16 202,00 €	40,00 %	6 480,80 €
	Montant Total de la subvention		6 480,80 €

Imputation budgétaire : 908-810-204142-181003-200
18100301- Etudes et expérimentations

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MORANGIS
Adresse administrative : 12 AV DE LA REPUBLIQUE
91420 MORANGIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pascal NOURY, Maire
N° SIRET : 21910432000011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement de bornes de recharges électriques
Rapport Cadre : CR14-14 du 13/02/2014

Objet du projet : NVU : déploiement de bornes de recharge électrique sur la commune de Morangis (91)

Date prévisionnelle de début de projet : 12 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

Située à dix-huit kilomètres au sud de Paris et au nord du département de l'Essonne, Morangis compte 12 606 habitants
Structurellement, la commune se divise entre une importante zone d'activité à l'est et des quartiers pavillonnaires à l'ouest caractéristiques de la banlieue parisienne.
La commune de Morangis est traversée à l'extrême sud de son territoire par une courte portion de l'autoroute A6 sans toutefois disposer d'échangeur autoroutier propre. Aucune gare n'est présente sur le territoire, la plus proche est celle de Chilly-Mazarin sur la ligne C du RER.
La commune de Morangis fait partie de l'EPT 12 ; elle est située entre les communes de Savigny sur Orge et Chilly Mazarin appartenant toutes deux au SMOYS, Syndicat Mixte Orge Yvette Seine, pour lequel un projet de déploiement de bornes a été voté à la commission permanente du 12 juillet 2016 (rapport CP 16-323).
Le projet viendra donc compléter et sera interopérable avec le réseau de bornes situées sur le périmètre

du SMOYS par le déploiement de 6 points de charge soit 3 bornes.
Les bornes répondront aux recommandations du « Guide technique pour la conception et l'aménagement des infrastructures de recharge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables » (mise à jour 2015 du volet technique du Livre vert sur les infrastructures de recharge ouvertes au public pour les véhicules « décarbonés »), conformément aux conditions posées dans la délibération régionale.

Intérêt régional :

Ce projet de déploiement de bornes de recharges pour véhicules électriques permettra de favoriser le développement de l'électromobilité et des nouveaux usages des véhicules électriques à l'échelle du territoire de Morangis et plus largement du Nord Essonne. Les seuils de couverture définis par la Région Île-de-France (1 point de charge pour 750 habitants ou 375 emplois maximum) établissent un maximum de 16 points de charge finançables, soit 8 bornes.
Ce projet s'inscrit donc pleinement dans le cadre de la politique régionale de développement des nouveaux véhicules urbains, et en particulier du dispositif d'aide au déploiement de bornes de recharge électriques, qui vise à créer un maillage francilien adapté de bornes publiques

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire ou alternant.

Détail du calcul de la subvention :

L'opération répond aux critères d'éligibilité du dispositif 1 « Aide au déploiement de bornes de recharges électriques» de la politique régionale en faveur du développement des nouveaux véhicules urbains.
Conformément à la délibération n° CR 14-14, l'opération bénéficie donc d'une subvention à hauteur de 40% maximum d'une dépense subventionnable de 10 000 € par borne de recharge.
Le coût de l'opération s'élève à 23 434 € HT, un des parkings n'est pas ouvert au public, donc non subventionnable, le coût retenu est donc : 16 202 €HT. Après application du taux maximum de 40%, le montant de la subvention s'élève à 6 480,80 €.

Les modalités de calcul de l'aide régionale pour ce projet sont les suivantes:
- Coût total du projet : 16 202 € HT
- Plafond des dépenses subventionnables : 2 bornes x 10 000 €/borne = 20 000 €
- Taux: 40%
- Subvention : 6 480,80 €

Localisation géographique :
- MORANGIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
achat de bornes	9 160,00	56,54%
coût raccordement	2 628,00	16,22%
coût installation	4 414,00	27,24%
Total	16 202,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
fonds propres	9 721,20	60,00%
Subvention Région (sollicitée)	6 480,80	40,00%
Total	16 202,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	6 480,80 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014733

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : NVU DEPLOIEMENT DE BORNES DE RECHARGE ELECTRIQUE SUR LE TERRITOIRE DE LA CA VAL PARISIS (95)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide au développement de bornes de recharges électriques	820 000,00 €	25,18 %	206 500,40 €
	Montant Total de la subvention		206 500,40 €

Imputation budgétaire : 908-810-204142-181003-200
18100301- Etudes et expérimentations

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAVP COMMUNAUTE D AGGLOMERATION VAL PARISIS
Adresse administrative : 271 CHAUSSEE JULES CESAR 95250 BEAUCHAMP
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Yannick BOËDEC, Président
N° SIRET : 20005848500018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement de bornes de recharges électriques
Rapport Cadre : CR14-14 du 13/02/2014

Objet du projet : une aide dans le cadre de la politique régionale en faveur du développement des NVU

Date prévisionnelle de début de projet : 12 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 janvier 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

La Communauté d'Agglomération du Val Parisis, ses 15 communes et ses 261 866 habitants est la plus importante communauté d'agglomération du Val-d'Oise.
Pour lutter contre le changement climatique, la communauté d'agglomération s'engage dans une politique climat/énergie territoriale ambitieuse. Cette dernière cible notamment le secteur des transports fortement émetteur de gaz à effet de serre à travers le développement de l'électromobilité.

Dans ce cadre et compte tenu du faible nombre de bornes de recharge présentes sur le territoire, la communauté d'agglomération s'est saisie de la compétence relative au déploiement des infrastructures de recharge de véhicules électriques (IRVE). Ainsi, elle va déployer un réseau complet et maillé de bornes de recharges pour faciliter et encourager le recours à l'électromobilité.

Description :

Le réseau mis en place sera constitué de 82 bornes, soit 164 points de charge, répartis en 49 stations pour une couverture optimales du territoire.
Les bornes installées proposeront une recharge « accélérée » permettant de recharger les véhicules en une heure environ. Ce type de borne est particulièrement adapté à une installation en voierie pour un besoin de recharge ponctuel sur des emplacements où la durée de stationnement est de courte durée.

Les bornes répondront aux recommandations du « Guide technique pour la conception et l'aménagement des infrastructures de recharge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables » (mise à jour 2015 du volet technique du Livre vert sur les infrastructures de recharge ouvertes au public pour les véhicules « décarbonés »), conformément aux conditions posées dans la délibération régionale. Les bornes seront donc dotées d'un dispositif de gestion de l'énergie pour éviter des appels de puissance trop importants sur le réseau. Un système de supervision permettra également une gestion à distance des bornes et une remontée d'informations en temps réel. Par ailleurs, l'infrastructure déployée permettra l'interopérabilité du service de recharge avec des utilisateurs d'autres territoires et l'itinérance du système.

L'accès au service de recharge se fera au moyen d'un badge obtenu lors de la création d'un compte client. Cette formule permet la mise en place de différents types de facturation, modulées en fonction de l'utilisation (abonnements, recharges ponctuelles,…). Toutefois, il sera également possible à un utilisateur non enregistré d'utiliser et de régler directement sur les bornes sa recharge.

Intérêt régional :

Les seuils de couverture définis par la Région Île-de-France (1 point de charge pour 750 habitants ou 375 emplois maximum) établissent un maximum de 349 points de charge finançables (soit 175 bornes) sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Val Parisis.
Ce projet et ses 164 points de charge (82 bornes) assurera l'équipement de ce territoire et complétera le maillage régional en matière d'infrastructure de recharge pour véhicules électriques, favorisant ainsi le développement de l'électromobilité.
Ce projet s'inscrit donc pleinement dans le cadre de la politique régionale de développement des nouveaux véhicules urbains, et en particulier du dispositif d'aide au déploiement de bornes de recharge électriques, qui vise à créer un maillage francilien adapté de bornes publiques.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :

L'opération répond aux critères d'éligibilité du dispositif « aide au déploiement de bornes de recharges électriques » de la politique régionale en faveur du développement des nouveaux véhicules urbains.
Conformément à la délibération n° CR 14-14, l'opération peut donc bénéficier d'une subvention à hauteur de 40% d'une dépense subventionnable de 10 000 € par borne de recharge.
La base subventionnable de ce projet s'élève donc à 820 000,00€ (82 bornes x 10 000€) à laquelle s'applique normalement un taux maximum de subvention de 40%. Toutefois, le reste à charge du porteur de projet ne pouvant être inférieur à 30% en vertu de l'article L.1111-9 du CGCT, la subvention régionale est donc plafonnée à 206 500,60 €.

Localisation géographique :

- CA VAL PARISIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fourniture des bornes	281 260,00	28,19%
Génie civil installation	556 124,00	55,73%
Raccordement	160 474,00	16,08%
Total	997 858,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	299 357,40	30,00%
Subvention ADEME (attribuée)	492 000,00	49,31%
Subvention Région (sollicitée)	206 500,40	20,69%
Total	997 857,80	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	11 400,00 €
2017	51 000,00 €
2018	51 000,00 €
2019	51 100,00 €
2020	42 000,60 €

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION : CONVENTION

CONVENTION

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération n° CP 16-515 du 12 octobre 2016,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : CAVP COMMUNAUTE D AGGLOMERATION VAL PARISIS
dont le statut juridique est : Communauté d'Agglomération
N° SIRET : 200 058 485 00018
Code APE : 84.11Z
dont le siège social est situé au : 271 Chaussée Jules César, 95250 BEAUCHAMP
ayant pour représentant Monsieur Yannick BOËDEC, Président
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :
Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Aide au développement de bornes de recharges électriques » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR14-14 du 13 février 2014.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP 16-515 du 12 octobre 2016, la Région Île-de-France a décidé de soutenir CAVP COMMUNAUTE D AGGLOMERATION VAL PARISIS pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : NVU déploiement de bornes de recharge électrique sur le territoire de la CA Val Parisis (95).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 25,18 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 820 000,00 €, soit un montant maximum de subvention de 206 500,40 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».
Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de 10 ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité "aide au déploiement des bornes de recharges électriques".

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois.
Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus dans les dans les 3 mois, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Toutefois les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30 % du montant de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonnée à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 4 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 12 octobre 2016 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 12 octobre 2016.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération n° CP 16-515 du 12 octobre 2016.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du Conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
CAVP COMMUNAUTE D AGGLOMERATION VAL PARISIS
Monsieur Yannick BOËDEC, Président

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 12/10/2016
- Date de réception en préfecture: 12/10/2016

DELIBERATION N° CP 16-516

DU 12 OCTOBRE 2016

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS
DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE REGIONALE DE « TRANSPORT»
OPERATIONS DU CONTRAT DE PLAN ETAT – REGION
LIAISON TCSP
DEUXIÈME AFFECTATION 2016
T ZEN 5

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;
VU Le Code des transports ;
VU Le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le schéma directeur de la région d'Ile-de-France ;
VU La délibération du Conseil Régional d'Île-de-France n° CR 55-13 du 20 juin 2013 relative à l'approbation du protocole Etat-Région relatif à la mise en œuvre du plan de mobilisation pour les transports sur la période 2013-2017 dans le cadre du Nouveau Grand Paris signé le 19 juillet 2013 ;
VU La délibération cadre n° CR 36-14 du 19 juin 2014 approuvant le nouveau Plan de Déplacements Urbains d'Ile-de-France (PDUIF) ;
VU La délibération n°CR 37-14 du 19 juin 2014 portant sur la politique régionale en faveur de la mobilité durable et particulièrement son annexe 1 – dispositif « Partage multimodal de la voirie en faveur des transports collectifs » ;
VU La délibération du Conseil Régional n° CR 53-15 du 18 juin 2015 relative à l'adoption du contrat de plan Etat Région 2015-2020;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU La délibération n° CP 15-698 du 8 octobre 2015 approuvant la convention n°2 portant sur le financement des études d'avant-projet et les premières acquisitions foncières;
VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2016 ;
VU Le rapport CP 16-516 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;
VU L'avis de la Commission des transports ;
VU L'avis de la Commission des finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article unique : « Programme PR 818-015 - Développement et amélioration des sites propres pour autobus »

Décide de participer au titre du dispositif « Partage multimodal de la voirie en faveur des transports collectifs», au financement du projet détaillé en annexe 2 (fiche projet) à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **10 535 000 €.**

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 3 à la présente délibération et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Bénéficiaires	Opération	Localisation	action 481015011
EPA ORSA	TZEN 5 Franchissement des Ardoines	Val-de-Marne	**10 535 000 €**

Affecte une autorisation de programme de projet de **10 535 000 €** disponible sur le chapitre 908 «Transport», code fonctionnel 818 «Autres transports en commun», programme PR 818-015 «Développement et amélioration des sites propres pour autobus», action 481015011 «Développement et amélioration des sites propres pour autobus» du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Cette affectation relève du contrat de plan Etat-Région 2015-2020 :

- Volet 1 « Mobilité multimodale »
- Sous-volet 11 « Nouveau Grand Paris »
- Action 112 « Développement du réseau »

La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France



VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-516	Budget	2016

Chapitre	**908 - Transports**
Code fonctionnel	**818 - Autres transports en commun**
Programme	**481015 - Développement et amélioration des sites propres pour autobus**
Action	**481015011 - Développement et amélioration des sites propres pour autobus**

Dispositif : N° 00000742 - Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre

Dossier	16014729 - TZen 5- Création d'un ouvrage de franchissement au-dessus du faisceau ferré aux Ardoines (94)			
Bénéficiaire	R36319 - EPA ORSA ETS PUBLIC AMEN ORLY RUNGIS SEINE AMONT			
Localisation	VITRY-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Tzen - BHNS et autres TCSP - Hors CPRD			
Montant total	10 535 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
50 000 000,00 €	HT	21,07 %	10 535 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000742 - Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	10 535 000,00 €

Total sur l'imputation 908 - 818 - 481015 - 481015011	10 535 000,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHE PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014729

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : TZEN 5- CREATION D'UN OUVRAGE DE FRANCHISSEMENT AU-DESSUS DU FAISCEAU FERRE AUX ARDOINES (94)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	50 000 000,00 €	21,07 %	10 535 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 535 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-818-204182-481015-200
481015011- Développement et amélioration des sites propres pour autobus

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EPA ORSA ETS PUBLIC AMEN ORLY RUNGIS SEINE AMONT
Adresse administrative : 2 AV JEAN JAURES 94600 CHOISY LE ROI
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Thierry FEBVAY, Directeur

N° SIRET : 49908428300013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre
Rapport Cadre : CR37-14 du 19/06/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 14 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

La réalisation du franchissement ferré des Ardoines à Vitry-sur-Seine est située sur le chemin critique du projet de transport en commun en site propre T Zen 5. Elle est indispensable pour permettre le passage de ce nouveau TCSP au-dessus des voies ferrées, mais également pour desservir la future gare ligne 15 et le nouveau quartier urbain (ZAC des Ardoines).

Le résultat des études AVP de l'ouvrage de franchissement des Ardoines a été présenté en septembre 2016. Le coût global du franchissement est estimé à 53 millions d'euros HT, dont 21,5 millions d'euros relèvent du T Zen 5. Ce ratio résulte d'éléments techniques détaillés ci-après.

Les autres participations attendues sont les suivantes :
- 21,5 millions d'euros pour la SGP,
- 8 millions d'euros pour l'EPA ORSA,
- 1 million d'euros pour le Département du Val-de-Marne,
- 1 million d'euros pour la CASA maintenant EPT 12.

L'opération relative à la création du franchissement ferré des Ardoines a été dissociée du plan de financement T Zen 5 du fait de sa spécificité : maîtrise d'ouvrage confiée à l'EPA ORSA et non au STIF, interlocuteurs spécifiques à cette opération (partenariat SGP, Ville de Paris non concernée). Cependant, la réalisation de cet ouvrage reste nécessaire pour permettre la mise en service du T Zen 5, pour optimiser le fonctionnement de la gare ligne 15 des Ardoines et la desserte du nouveau quartier urbain.
Ainsi, la participation de 21,5 M€ des cofinanceurs du T Zen 5 n'est pas comptabilisée dans le coût global du projet T Zen 5 (estimé à 108 M€ à l'issu du schéma de principes), mais s'applique sur le montant global de l'ouvrage de franchissement, estimé à 53 M€.

La SGP a apporté une première participation de 3 millions d'euros à l'ouvrage.
Une 2e convention financière intégrant l'ensemble des partenaires de l'opération et portant sur un montant de 50 millions d'euros est désormais nécessaire pour permettre à l'EPA ORSA, maître d'ouvrage, de finaliser les études, de lancer les premiers travaux en 2017 et de garantir une livraison du franchissement cohérente avec le calendrier de réalisation du T Zen 5.
Il est en effet important de sécuriser le financement de cet ouvrage via une convention spécifique intégrant, d'une part, les participations des cofinanceurs du T Zen 5 et, d'autre part, celles de la Société du Grand Paris (SGP) au titre de la ligne 15, de l'EPA ORSA - aménageur, du Département du Val-de-Marne - gestionnaire de voirie et de l'établissement public territorial (EPT) 12.

Description :
Le projet de bus à haut niveau de service T Zen 5 reliera le 13ème arrondissement de Paris (avenue de France – Grands Moulins) au pôle multimodal de Choisy-le-Roi (avenue du Lugo), en passant par Ivry-sur-Seine et Vitry-sur-Seine.
Il assurera la correspondance avec les lignes structurantes du secteur : le T3 (station avenue de France), le RER C aux gares de Vitry-Centre (Vitry-sur-Seine) et Choisy-le-Roi, les lignes 14 et 15 du Nouveau Grand Paris (gare des Ardoines à Vitry-sur-Seine), le bus TVM et le futur tramway Paris-Orly (T9) au pôle multimodal de Choisy-le-Roi.

Le long de son tracé, le T Zen 5 traverse des projets urbains majeurs dans chaque commune : opération Paris Rive Gauche (secteur Bruneseau) à Paris, ZAC Ivry-Confluences à Ivry-sur-Seine, opération d'intérêt national des Ardoines à Vitry-Sur-Seine et le projet du Lugo à Choisy-le-Roi.
Ce sont ainsi près de 21 000 habitants et 70 000 emplois qui seront desservis à terme.

Le coût du projet T Zen 5 est contenu à 108,5 M€ HT CE 2014. Une optimisation des coûts de l'opération T Zen 5 a été permise grâce au financement d'aménagements par anticipation de l'arrivée du TCSP dans le cadre de projets urbains :
- tronçon Paris – secteur Bruneseau : réalisation par la SEMAPA des espaces publics dont le site propre du T Zen (mais pas la station Porte de France), par phases : livraison rue Berlier en 2016-2017, livraison rue Bruneseau reconfigurée en 2019 ;
- tronçon Ivry-RD19 : réalisation en anticipation par le Département du Val-de-Marne des espaces publics intégrant l'aménagement des têtes de ponts Mandela et la démolition des bretelles haute et basse du quai Jean Compagnon (travaux réalisés), la création du site propre du T Zen sur un tronçon de 3km et les 3 stations entre 2016 et 2017.
- tronçon Ivry Confluences : création d'un site propre par anticipation du T Zen par l'aménageur de la ZAC Ivry-Confluences - Sadev94, dans le cadre de la réalisation d'une voirie nouvelle (cours nord et sud) au sud de la place Gambetta (travaux prévus en 2017-2020).

Ces travaux ont bénéficié de participations financières de la Région dans le cadre du contrat particulier Région-Département du Val-de-Marne 2007-2013 et du GP3 ORSA, prorogés à fin 2015, pour un montant

total de 34 M€.
Pour la période 2015-2020, ce projet est inscrit au contrat de plan Etat-Région (CPER) dans le cadre de l'enveloppe de 420 M€ prévue pour le financement des T Zen et BHNS, avec une clé de financement établie à 30 % pour le bloc local et 70 % pour l'Etat et la Région. À ce titre, le T Zen 5 a bénéficié d'une participation régionale de 4 410 000 €, approuvée par délibération du Conseil Régional n° CP 15-698 du 8 octobre 2015, afin de financer les études AVP et les premières acquisitions foncières pour le site de maintenance et de remisage (SMR).

La mise en service du T Zen 5 vise à répondre à une forte demande de mobilité d'un territoire actuellement très enclavé entre la Seine et les voies ferrées. L'aménagement d'un site propre dédié à la ligne T Zen 5 permet de répondre à une forte fréquentation, estimée à l'horizon 2020 à 47 000 voyageurs par jour pour l'ensemble de la ligne et de 1 100 voyageurs par heure et par sens sur la section nord la plus chargée.

Le schéma de principe et le dossier d'enquête d'utilité publique du T Zen 5 ont été adoptés en conseil du STIF le 7 octobre 2015. L'enquête publique s'est déroulée du 30 mai au 30 juin 2016. Le lancement des études AVP est prévu en fin d'année 2016.

Parallèlement, l'EPA ORSA a lancé les études de maîtrise d'œuvre du franchissement ferré des Ardoines dans un calendrier contraint, afin d'accompagner les travaux de la ligne 15 du Grand Paris Express, du T Zen 5 et du projet urbain.
A l'issue des études AVP menées par l'EPA ORSA, l'estimation des coûts HT de l'ouvrage de franchissement des Ardoines - hors espaces verts, éclairage architectural et phase intermédiaire - se décompose comme suit :

	Coût HT
Travaux	32 696 835 €
Foncier	8 964 834 €
Honoraires-études	8 720 000 €
TOTAL	53 000 000 €

Les aménagements minimum nécessaires au T Zen 5 sont :
- La plateforme du T Zen 5 de 6,80 m de large sur toute la liaison
- Les quais des deux stations (soit 4 quais) mesurant chacun 45m de long sur 4,5m de large
- Les pistes cyclables de 2,50m de large sur toute la liaison
- deux trottoirs de 1,40m chacun

Intérêt régional :
Le projet de TCSP T'Zen 5 est inscrit :
• au Plan de mobilisation pour les transports sur la période 2013-2017,
• au Schéma Directeur de la Région Ile-de-France approuvé le 27 décembre 2013,
• au PDUIF adopté par la Région en juin 2014,
• au Plan régional pour la mobilité durable voté par la Région en février 2012 et actualisé en juin 2014,
• au CPER 2015-2020 adopté en juin 2015.

Cette subvention donne lieuà l'engagement du bénéficiaire à recruter trois stagiaires ou alternants

Public(s) cible(s) :
Tout public.

Détail du calcul de la subvention :
En appliquant le ratio de la surface lié au T Zen 5 (plateforme, quais, pistes cyclables et trottoirs), soit 43 % de la superficie, au montant global de l'opération qui s'élève à 50 M€, déduction faite des 3 M€ déjà

engagés dans le cadre d'une convention préalable passée entre l'EPA et la SGP afin de prendre en charge les études et travaux nécessaires jusqu'à la phase ACT, ont obtient une participation de 21,5 M€ au titre du futur TCSP.
Le financement de l'opération est assuré dans le cadre du CPER 2015-2020.
Avec un taux de participation de 49 %, la subvention régionale s'élève à 10 535 000 € HT.

Localisation géographique :

- VITRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Tzen - BHNS et autres TCSP

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Honoraires et frais d'étude	5 720 000,00	11,44%
Foncier	8 965 000,00	17,93%
Travaux	35 315 000,00	70,63%
Total	50 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Region Ile-de-France	10 535 000,00	21,07%
Etat	4 515 000,00	9,03%
Bloc local (CD 94)	6 450 000,00	12,90%
Société du Grand Paris	18 500 000,00	37,00%
EPA ORSA	8 000 000,00	16,00%
CD 94	1 000 000,00	2,00%
EPT 12	1 000 000,00	2,00%
Total	50 000 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	0,00 €
2017	2 587 977,00 €
2018	2 996 263,00 €
2019	2 907 639,00 €
2020	271 910,00 €
2021	1 771 211,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	1 465 000,00 €
2013	GP3 Ingénierie stratégique territoriale dotation aux EPA	1 000 000,00 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	5 436 425,00 €
2014	GP3 Ingénierie stratégique territoriale dotation aux EPA	700 000,00 €
2015	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	6 570 473,00 €
2015	GP3 Ingénierie stratégique territoriale dotation aux EPA	550 000,00 €
	Montant total	14 721 898,00 €

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION : CONVENTION

Franchissement ferré des Ardoines
T Zen 5 Vallée de la Seine

Convention de financement relative
aux études, aux acquisitions foncières et aux travaux du franchissement ferré des Ardoines à Vitry-sur-Seine

TABLE DES MATIERES

0 CONTEXTE GENERAL DE L'OPERATION 7

0.1 PRESENTATION DE L'OPERATION 7
0.1.1 UN OUVRAGE INDISPENSABLE AU FONCTIONNEMENT DU NOUVEAU QUARTIER URBAIN 7
0.1.2 UNE OUVERTURE DE LA NOUVELLE GARE DU GRAND PARIS VERS LA FRANGE EST DU QUARTIER 7
0.1.3 UN SUPPORT D'INTERMODALITE : PASSAGE DU T ZEN 5, LIAISON PIETONNE ET CYCLABLE .. 8
0.1.4 L'AUTORITE ORGANISATRICE DE LA MOBILITE 8
0.2 HISTORIQUE ET ETAT D'AVANCEMENT 8
0.3 FINANCEMENT DE L'OPERATION 9

1 OBJET DE LA CONVENTION 10

2 PERIMETRE ET CALENDRIER DE REALISATION 10

2.1 PERIMETRE DE LA CONVENTION 10
2.1.1 FRAIS D'ETUDES ET HONORAIRES 10
2.1.2 ACQUISITIONS 11
2.1.3 TRAVAUX 11
2.2 CALENDRIER PREVISIONNEL DE REALISATION 11

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 12

3.1 LA MAITRISE D'OUVRAGE DE L'OPERATION 12
3.2 COORDINATION AVEC D'AUTRES MAITRES D'OUVRAGE 12
3.3 LES FINANCEURS 12
3.3.1 IDENTIFICATION 12
3.3.2 ENGAGEMENTS 12
3.4 LE FUTUR GESTIONNAIRE 13

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 13

4.1 ESTIMATION DU COUT 13
4.2 COUT GLOBAL DE L'OPERATION A LA CHARGE DU MAITRE D'OUVRAGE 13
4.2.1 TABLEAU DE SYNTHESE DU COUT GLOBAL PAR POSTES DE DEPENSES 13
4.2.2 COUTS DETAILLES 14
4.3 PLAN GLOBAL DE FINANCEMENT 15
4.3.1 - PLAN DE FINANCEMENT GLOBAL DU FRANCHISSEMENT FERRE DES ARDOINES 15
4.3.2 PLAN DE FINANCEMENT DE LA PRESENTE CONVENTION DU FRANCHISSEMENT FERRE DES ARDOINES 15
4.4 MODALITES DE VERSEMENT DES CREDITS PAR LES FINANCEURS 16
4.4.1 VERSEMENT D'ACOMPTES 16
4.4.2 VERSEMENT DU SOLDE 18
4.4.3 PAIEMENT 18
4.4.4 BENEFICIAIRES ET DOMICILIATION 19

4.5 CADUCITE DES SUBVENTIONS 19
4.5.1 CADUCITE AU TITRE DU REGLEMENT BUDGETAIRE DE LA REGION D'ILE-DE-FRANCE ET DU DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE 19
4.5.2 CADUCITE AU TITRE DU REGLEMENT BUDGETAIRE ET FINANCIER DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC N°12 GRAND-ORLY VAL-DE-BIEVRE SEINE-AMONT (T12) 20
4.6 COMPTABILITE DU MAITRE D'OUVRAGE 20

5 MODALITES DE CONTROLE 20

6 GESTION DES ECARTS 21

7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA PRESENTE CONVENTION 21

8 COMMUNICATION 22

9 DIFFUSION DES ETUDES,PROPRIETE INTELLECTUELLE ET CONFIDENTIALITE 23

9.1 PROPRIETE INTELLECTUELLE ET CONFIDENTIALITE 23
9.2 MODALITES DE DIFFUSION 24

10 DISPOSITIONS GENERALES 25

10.1 MODIFICATION DE LA CONVENTION 25
10.2 REGLEMENT DES LITIGES 25
10.3 RESILIATION DE LA CONVENTION 25
10.4 DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION 26
10.5 MESURES D'ORDRE 26

ANNEXE 1 : ORGANIGRAMME NOMINATIF DE L'OPERATION 28
ANNEXE 2 : LISTE DES ETUDES 28
ANNEXE 3 : ECHEANCIER PREVISIONNEL DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET DES APPELS DE FONDS 28
ANNEXE 4 : CALENDRIER PREVISIONNEL 28
ANNEXE 5 : ESTIMATION DETAILLEE DE L'OPERATION 28
ANNEXE 6 : LISTE PREVISIONNELLE DES PARCELLES A ACQUERIR 28

Entre,

En premier lieu,

- l'**Etat**, représenté par le Préfet de la Région d'Ile-de-France, Préfet de Paris,

- la **Région Ile-de-France**, représentée par le Président du Conseil Régional, dûment mandaté par délibération n° de la Commission Permanente du Conseil Régional en date du ,

- la **Société Générale du Grand Paris** (SGP), établissement public de l'Etat à caractère industriel et commercial, dont le siège social est sis au 30 avenue des Fruitiers à Saint Denis et dont le numéro de SIRET est : 525 046 017 00030, représentée par le Président du directoire,

- l'**Etablissement public d'aménagement Orly-Rungis-Seine Amont,** établissement public d'aménagement de l'Etat à caractère industriel et commercial, dont le siège est sis au 2 avenue Jean Jaurès à Choisy-Le-Roi et dont le numéro SIRET est 49908428300021, représenté par le Président du conseil d'administration,

  le **Département du Val-de-Marne**, représenté par le Président du Conseil départemental du Val-de-Marne, dûment mandaté par délibération n° de la commission permanente du Conseil départemental en date du ,

- l'**Etablissement public territorial Grand-Orly Val-de-Bièvre Seine-Amont**, représenté par le Président du Conseil territorial, dûment mandaté par délibération n°2013.12.12.054 du Conseil communautaire en date du 12 décembre 2013 transférée de droit au Territoire,

Ci-après désignés par « les financeurs »

Et en second lieu,

- l'**Etablissement public d'aménagement Orly-Rungis-Seine Amont,** établissement public d'aménagement de l'Etat à caractère industriel et commercial, dont le siège est sis au 2 avenue Jean Jaurès à Choisy-Le-Roi et dont le numéro SIRET est 49908428300021, représenté par le Président du conseil d'administration,

Ci-après désigné par « le maître d'ouvrage »

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu la loi n°85-704 modifiée du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dite loi MOP ;

Vu la loi n°2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris, notamment son article 20-1, ,

Vu le décret n°2010-756 du 7 juillet 2010 relatif à la Société du Grand Paris,

Vu le décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions versées par l'Etat pour des projets d'investissement et son décret d'application n°2002-428 du 25 mars 2002 ;

Vu le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le schéma directeur de la région d'Ile-de-France ;

Vu la délibération du Conseil Régional n° CR 53-15du 18 juin 2015 relative à l'adoption du contrat de plan Etat Région 2015-2020;

Vu la délibération du Conseil Régional d'Île-de-France CR n°55-13 du 20 juin 2013 relative à l'approbation du protocole Etat-Région relatif à la mise en œuvre du plan de mobilisation pour les transports sur la période 2013-2017 dans le cadre du Nouveau Grand Paris signé le 19 juillet 2013 ;

Vu le Règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France, adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu la délibération du Conseil Régional n° CP 13-842 du 20 novembre 2013 relative à l'attribution d'une subvention régionale au Département du Val-de-Marne pour le concours de maîtrise d'œuvre relatif à la création d'une liaison multimodale entre Vitry-sur-Seine et Alfortville;

Vu la délibération n°2013.12.12.054 du Conseil communautaire Seine-Amont en date du 12 décembre 2013 et transférée au conseil territorial T12 en vertu de la loi NOTRe ;

Vu le contrat de développement territorial des Grandes Ardoines signé le 20 décembre 2013 par l'Etat, l'EPA ORSA, la Société du Grand Paris, le Département du Val-de-Marne, les communautés d'agglomération Plaine Centrale du Val-de-Marne et Seine Amont, les villes d'Alfortville, Choisy-Le-Roi et Vitry-sur-Seine ;

Vu la délibération n°2015-530 en date du 07/10/2015 par laquelle le Conseil du STIF a approuvé le Schéma de Principe (SDP) et le Dossier d'Enquête d'Utilité Publique (DEUP) du T'Zen 5 ;

Vu les délibérations n°2016-5 du Conseil d'Administration de l'EPA ORSA en date du 8 juillet 2016 et n°**CS 2016 – 10.**du Conseil de surveillance de la Société du Grand Paris en date du 11 juillet 2016approuvant la convention de financement 2016CONV518 entre l'EPA ORSA et la Société du Grand Paris relative au franchissement ferré des Ardoines à Vitry-sur-Seine;

Vu la convention 2016CONV518 entre l'EPA ORSA et la Société du Grand Paris relative au financement du franchissement des Ardoines à Vitry-sur-Seine

Vu la délibération n°… du Conseil Régional d'Île-de-France en date du 12 octobre 2016. ;

Vu la délibération n°… du Conseil départemental du Val-de-Marne en date du 14 novembre 2016 ;

Vu la délibération n°…. du Conseil territorial T12 Grand-Orly Val-de-Bièvre Seine-Amont en date du 22 novembre 2016;

Vu la délibération n°… du Conseil d'Administration de l'EPA ORSA en date du 25 novembre 2016 ;

Vu la délibération n°CS du Conseil de surveillance de la Société du Grand Paris en date du … ;

Il est convenu ce qui suit :

0 CONTEXTE GENERAL DE L'OPERATION

0.1 Présentation de l'opération

0.1.1 Un ouvrage indispensable au fonctionnement du nouveau quartier urbain

Le projet du secteur de Gare Ardoines est piloté par l'EPA ORSA, aménageur de la ZAC Gare Ardoines, en lien étroit avec sa gouvernance et les différents partenaires. Le programme de la ZAC prévoit de réaliser environ 660 000 m² SP (surface de plancher), avec la répartition suivante :

- 12,52 % d'activités,
- 47,02 % de bureaux,
- 25,9 % de commerces,
- 34,72 % de logements,
- et 3,15 % d'équipements.

L'ouvrage de franchissement du faisceau ferroviaire des Ardoines est un élément constitutif indispensable de la ZAC, dans la mesure où il constitue un des axes majeurs du quartier et à termes un tronçon d'une desserte d'échelle métropolitaine entre la RD6 à Créteil et la RD5 à Vitry-sur-Seine (avec la création d'un franchissement de Seine).

0.1.2 Une ouverture de la nouvelle gare du Grand Paris vers la frange est du quartier

Deux scénarios avaient été envisagés au stade des études préliminaires pour la création de la gare du Grand Paris permettant l'arrivée de la ligne 15 :

(i) Une implantation sous le faisceau ferré avec une émergence côté est et une côté ouest avait été étudiée afin d'être en liaison directe avec le développement urbain programmé sur la rive Est du faisceau ferroviaire.

(ii) Une implantation à l'ouest du faisceau, scénario qui a été retenu pour la déclaration d'utilité publique. En effet, il permet une très bonne correspondance avec le RER C et le TCSP T Zen 5, en projet, sans impact sur le faisceau ferroviaire, offrant ainsi la solution la plus avantageuse techniquement, environnementalement et économiquement. Ce scénario était accompagné d'un projet de franchissement des voies ferrées en vue d'assurer une liaison de qualité et l'ouverture de la gare sur le quartier en développement.

Cette complémentarité du projet de franchissement avec le scénario retenu pour la gare a amené la SGP à consentir à une participation financière de 21,5 Millions d'Euros au titre de l'interconnexion de la gare avec le réseau de transport en commun et de son interface au sein du projet urbain sous maitrise d'ouvrage de l'EPA

Les prévisions de fréquentation de la gare GPE des Ardoines estiment le nombre de voyageurs à 14 790 à termes, soit plus de trois fois la fréquentation actuelle. Ainsi la gare des Ardoines est catégorisée comme une gare très fréquentée par la SGP. De plus, les flux sortants estimés représentent plus de 50% de l'ensemble de flux en heure de pointe du matin (HPM). La gare des Ardoines peut être considérée comme une gare de destination compte tenu de l'attractivité économique qu'exercera ce nouveau quartier à l'échelle du bassin parisien[1].

[1] Source SGP / matrice des flux partagée (2013)

L'ouvrage de franchissement du faisceau ferroviaire des Ardoines participe à cette attractivité économique. En effet, il permet de désenclaver le côté est de la ZAC et d'assurer la liaison du quartier à la Seine. Le franchissement permettra ainsi de relier la gare des Ardoines avec le quartier à l'est des voies ferrées qui accueille notamment SANOFI, acteur majeur du territoire des Ardoines, et à termes l'équipement d'échelle métropolitaine qui s'installera dans la Grande Halle SNCF.

0.1.3 Un support d'intermodalité : passage du T Zen 5, liaison piétonne et cyclable

Cet axe majeur permettra un bon fonctionnement du pôle multimodal. En effet, le franchissement des voies ferrées permettra le passage du nouveau transport en commun en site propre (TCSP) T Zen 5 qui reliera le 13ème arrondissement de Paris (avenue de France – Grands Moulins) au pôle multimodal de Choisy-le-Roi (avenue du Lugo).

Le franchissement ferré des Ardoines sera ainsi le lieu de l'intermodalité entre le réseau Grand Paris Express, le RER C et le T Zen 5. Une station du T Zen 5 est positionnée sur la rampe ouest du franchissement en lien direct avec la Gare des Ardoines. Une seconde station est prévue au niveau de la Grande Halle.

Le T Zen 5 assurera la correspondance avec d'autres lignes structurantes du secteur : le T3 (station avenue de France), le bus TVM, le bus 393 et le futur tramway Paris-Orly (T9) au pôle multimodal de Choisy-le-Roi. La création de cette nouvelle ligne de TCSP permet de répondre à une forte fréquentation, estimée à l'horizon 2020 à 47 000 voyageurs par jour pour l'ensemble de la ligne et de 1 100 voyageurs par heure et par sens sur la section nord la plus chargée.

Le franchissement des voies ferrées accueillera également des voies de circulation générale, des circulations de qualité pour les cycles et les piétons permettant un accès facilité à la gare.

0.1.4 L'autorité organisatrice de la mobilité

Conformément aux dispositions prévues aux articles L. 1241-2 et R. 1241-30 et suivants du code des transports, le STIF veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

A cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le maître d'ouvrage.

0.2 Historique et état d'avancement

Dans la logique de création d'une nouvelle liaison est – ouest entre la RD5 et la RD6, le département du Val-de-Marne et l'EPA ORSA ont lancé en groupement de commande un concours de maitrise d'œuvre pour la réalisation d'une liaison multimodale entre Vitry-sur-Seine et Alfortville, comportant les deux franchissements fer et Seine. Le 10 mars 2015, à la suite de la tenue de deux jurys et sur la base d'un rendu de niveau AVP de la part des 3 équipes autorisées à concourir, le département en tant que coordonnateur du groupement de commande a désigné par arrêté l'équipe de maitrise d'œuvre lauréate : Richez et Associés / Artélia Ville et Transports / Lavigne et Chéron / Les Eclaireurs.

Le résultat des études AVP a été présenté en septembre 2015, et validé lors d'un comité de pilotage le 24 novembre 2015. Les études de niveau PRO sont en cours.

0.3 Financement de l'Opération

Cadres de financement

Le franchissement des voies ferrées au niveau des Ardoines fait l'objet d'une fiche action dans le cadre du contrat de développement territorial des Grandes Ardoines (fiche action n°31). Cette fiche action propose le plan de financement suivant :

- 21,5 M € par les cofinanceurs du projet de T Zen 5 porté par le STIF, dans une enveloppe financière permettant la mise en service cohérente du T Zen 5 à cet horizon sur l'intégralité de son tracé, sous réserve du bouclage du plan de financement de l'opération, soit 40,6% du cout total de l'ouvrage
- 21,5 M € par la Société du Grand Paris, soit 40,6% du cout total de l'ouvrage
- 8 M € par l'EPA ORSA, dans le cadre du bilan de l'opération ZAC Gare Ardoines, soit 15% du cout total de l'ouvrage
- 1 M € par le département du Val de Marne au titre de la voirie départementale soit 1,9% du cout total de l'ouvrage
- 1 M € par la Communauté d'Agglomération Seine Amont, désormais Établissement Public TerritorialGrand-Orly Val-de-Bièvre Seine-Amont (T12), soit 1,9% du cout total de l'ouvrage.

soit un total de 53 millions d'euros HT aux conditions économiques de 2012.

La participation des cofinanceurs du T Zen 5 s'inscrit dans le cadre du CPER 2015-2020, au titre de l'enveloppe de 420 M€ prévue pour le financement des T Zen et BHNS, avec une clé de financement établie à 30 % pour le bloc local et 70 % pour l'Etat et la région.

Financements déjà intervenus

La région d'Ile-de-France a accordé en 2013 une participation de 480 000 € au département du Val-de-Marne au titre du Grand Projet 3 ORSA, afin de participer au financement du concours de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de la liaison multimodale entre Vitry-sur-Seine et Alfortville. Les parts de financement de ce concours pour le Département et l'EPA ORSA étaient respectivement de 320 000 € et de 350 000 €.

Lors du comité de pilotage du franchissement des Ardoines du 24 novembre 2015, la SGP a proposé la signature d'une convention de financement entre la SGP et l'EPA ORSA, pour un montant de 3 millions d'euros. L'objectif était de permettre à l'EPA ORSA de poursuivre les études et les travaux nécessaires jusqu'à la phase ACT inclue (études préalables à l'AVP, AVP, PRO et ACT du franchissement, les études géotechniques, les études et travaux de libération du Technicentre des Ardoines), en attendant la signature de la présente convention de financement avec l'ensemble des financeurs.

Cette convention a été décidée par les instances compétentes des deux établissements en juillet 2016.Cette participation de 3 millions d'euros sera déduite du montant de la participation de la SGP prévue dans le plan de financement de la présente convention, présenté ci-après.

Le périmètre de cette convention concerne les études réalisées par l'EPA ORSA pour la réalisation du franchissement des Ardoines jusqu'à la fin de la phase ACT, ainsi qu'une partie des travaux de libération du foncier.

Une nouvelle convention de financement entre l'ensemble des partenaires de l'opération est nécessaire pour lancer les marchés de travaux et s'accorder sur un échelonnement des participations des différents financeurs.

1 OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet :

- de définir les conditions et modalités de financement des honoraires, des acquisitions foncières, de la libération des terrains et des travaux de réalisation du franchissement du faisceau ferré des Ardoines;
- de définir l'organisation du pilotage de l'opération, les modalités de mise en œuvre et de coordination des travaux ;
- de définir les documents à remettre aux Parties à la présente convention, sur leur demande ;
- de préciser les conditions de suivi de ces études, des acquisitions foncières et des travaux dans le respect du calendrier général du Projet.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention la dénomination suivante :

« Convention relative aux études, acquisitions foncières et travaux du franchissement ferré des Ardoines ».

2 PERIMETRE ET CALENDRIER DE REALISATION

2.1 Périmètre de la convention

Le périmètre de la Convention est composé comme suit :

- Frais d'études et honoraires
- Acquisitions
- Travaux

2.1.1 Frais d'études et honoraires

Les honoraires relatifs à la réalisation du franchissement des Ardoines sont de plusieurs ordres. Ils concernent la rémunération du groupement de maitrise d'œuvre et de différents prestataires tels que le contrôleur technique, le coordinateurs sécurité et prévention de la santé, les AMO techniques et environnementaux, l'OPC, les bureaux d'études pollution et géotechnique et la SNCF. Ce poste couvre également les frais d'assurance et la rémunération de la maitrise d'ouvrage.

Il est à noter que la convention bipartite EPA ORSA – Société du Grand Paris 2016CONV518 porte sur les éléments d'honoraires suivants :

- Phases concours, AVP et PRO des études de maîtrise d'œuvre
- Missions d'AMO technique phases concours, AVP, PRO et DCE
- Missions d'AMO environnemental Phases AVP et PRO
- Diagnostics avant démolition
- Etudes SNCF
- Mission de Sécurité Ferroviaire phase initiation
- Missions CSPS phases AVP et PRO
- Missions Bureau de Contrôle Technique phases AVP et PRO
- Etudes géotechniques phases AVP et PRO

Les autres éléments d'honoraires seront couverts par la présente convention.
Les appels de fonds relatifs aux frais d'études et d'honoraires au titre de la présente convention seront réalisés une fois soldée la convention bipartite EPA ORSA – Société du Grand Paris 2016CONV518.

Le premier appel de fond au titre de la présente convention apportera la justification du dépassement du montant de dépense couvert par la convention bipartite EPA ORSA – Société du Grand Paris.

2.1.2 Acquisitions

L'acquisition du foncier nécessaire à la réalisation du franchissement est estimée à 8 965 000 € HT. Il peut se décomposer comme suit :

- Le foncier SNCF qui permet la réalisation de la rampe est et la rue vers la Seine Ce foncier nécessite des travaux de libération et de reconstitution ferroviaire.
- Le foncier à l'ouest au niveau de la rampe au niveau de la gare SGP. Ce foncier est maitrisé par l'EPFIF pour le compte de l'EPA ORSA via la convention d'intervention foncière signée entre les deux établissements.

2.1.3 Travaux

Les travaux sont découpés en 4 grands secteurs.
Un plan présentant les 4 secteurs de travaux est en annexe 6 de la présente convention

Secteur 1 – Rampe ouest du franchissement du RER C
La rampe ouest du franchissement se situe au sud de la gare des Ardoines et permet de relier l'ouvrage de franchissement à l'avenue Léon Geffroy. Elle est large de 32 m et longue de 103 m. Elle accueille une station du T Zen 5.

Secteur 2 – Ouvrage de franchissement du RER C
L'ouvrage de franchissement est long de 153 m et large de 28 m. Il est composé de 6 travées.

Secteur 3 – Rampe est du franchissement du RER C
La rampe ouest du franchissement se situe au sud de la gare des Ardoines. Elle est large de 32 m et longue de 221 m.

Secteur 4 – Rue vers la Seine
La rue vers la Seine permet de relier le franchissement à la rue Léon Mauvais en desservant le site de Sanofi et la Grande Halle SNCF. Elle accueille une station du T Zen 5, est longue de 205 m et large de 32 m.

Enfin, pour permettre l'assainissement des eaux pluviales du côté est, il est nécessaire de réaliser via la rue Léon Mauvais un raccordement au réseau d'assainissement situé sur le quai Jules Guesde.

Le plan des secteurs est fourni en annexe 7.

2.2 Calendrier prévisionnel de réalisation

- Validation du PRO : décembre 2016
- Production du DCE : décembre 2016
- Consultation entreprises : janvier 2017
- Attribution des marchés de travaux : août 2017
- Acquisitions foncières : Eté 2017
- Démarrage des travaux : septembre 2017
- Date prévisionnelle de livraison du franchissement **: décembre 2020**
- Aménagements T Zen 5 : A partir de janvier 2021

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1 La maîtrise d'ouvrage de l'Opération

Pour cette Opération, **l'EPA ORSA assurera la maitrise d'ouvrage des études, acquisitions foncières et travaux** décrits au 2.1 de la présente convention.

La responsabilité du maître d'ouvrage est définie conformément à la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 dite loi MOP.

3.2 Coordination avec d'autres maîtres d'ouvrage

L'EPA ORSA devra réaliser ces études en étroite collaboration avec les maîtres d'ouvrage des projets connexes, et notamment la SGP dans le cadre des travaux de la ligne 15 sud.

Compte tenu de la spécificité du projet et des fortes interactions existantes avec les projets urbains, cette coordination devra permettre la bonne articulation des projets et la bonne organisation des travaux.

3.3 Les financeurs

3.3.1 Identification et clés de financement

Le financement de l'Opération est assuré via l'apport de participations à plusieurs titres :

- **dans le cadre du contrat de développement territorial (CDT) des Grandes Ardoines pour un montant de 31,5 M€** selon la répartition suivante :

- Société du Grand Paris (68,5 %) : 21,5 M€, dont 3 M€ déjà engagés via la convention 2016CONV518 signée entre l'EPA ORSA et la Société du Grand Paris
- EPA ORSA (25,5 %) : 8 000 000 €
- Département du Val-de-Marne (3 %) : 1 000 000 €
- Etablissement public territorial Grand-Orly Val-de-Bièvre Seine-Amont (T12) (3%) : 1 000 000 €

- **dans le cadre du CPER 2015-2020, par les cofinanceurs du T Zen 5, pour un montant de 21,5 M€** selon les clés de répartition suivantes :

- Etat (21 %) : soit 4 515 000 €
- Région d'Ile-de-France (49%) : soit 10 535 000 €
- Bloc local - Département du Val-de-Marne (30%) : soit 6 450 000 €

3.3.2 Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les AP/AE nécessaires pour la réalisation de l'Opération dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visé à l'annexe 4, à la réalisation de l'Opération par les maîtres d'ouvrage visés à l'article 3.1.

3.4 Le futur gestionnaire

Le projet de franchissement ferré des Ardoines a vocation à entrer dans le domaine public routier départemental. Le Département du Val-de-Marne en assurera ainsi, après réception des ouvrages, l'entretien et la gestion.

L'EPA ORSA s'engage à associer étroitement le Département du Val-de-Marne à l'ensemble des études et des travaux. Les documents d'étude produits par le maître d'œuvre de l'EPA ORSA seront soumis à approbation écrite du Département. Les études et les ouvrages réalisés doivent être conformes à l'avis du département. L'EPA ORSA s'engage à intégrer dans les marchés de travaux des clauses environnementales et des clauses sociales qui seront rédigées en commun accord avec le Département. L'EPA ORSA s'engage également à allotir les marchés de travaux si cet allotissement est possible au regard des difficultés des travaux à réaliser. A compter de l'émission du DCE des marchés de travaux, et jusqu'à la fin des travaux, des réunions dites « comités exploitation », seront organisées régulièrement par l'EPA ORSA, afin d'associer les services du Département compétents. Ils seront destinataires du compte-rendu des réunions de chantier auxquelles ils pourront participer. Le Département formulera ses remarques et avis sur le déroulement des travaux à l'EPA ORSA, qui assurera le pilotage de la maîtrise d'œuvre et des entreprises.

L'EPA ORSA associe le Département à la réception de l'ensemble des ouvrages qui ne peut être effective que sur accord écrit du Département. A l'issue de la réception des ouvrages, leur transfert et ainsi que le transfert de leur emprise foncière, sans soulte, et le transfert de leur garde, seront effectifs sous réserve de :

- la bonne réception des ouvrages, sans réserve,
- la signature entre l'EPA ORSA et le Département de l'acte authentique de transfert de propriété des emprises foncières de la voirie et de ses équipements, aux frais de l'EPA ORSA,
- la fourniture au futur gestionnaire du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) validé et du Dossier d'Intervention Ultérieure sur l'Ouvrage (DIUO), tous deux validés par le Département.

Après réception et transfert des ouvrages, dans le cadre du suivi de la garantie de parfait achèvement et de la garantie décennale, l'EPA ORSA pourra assister le Département qui recherchera les constructeurs en garantie en tant que propriétaire de l'ouvrage. La mise en service des ouvrages et notamment l'ouverture à la circulation publique sera sous la responsabilité du Département et de l'autorité compétente en matière de pouvoir de police.

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1 Estimation du coût

Le coût prévisionnel des dépenses relatives aux frais d'honoraires, aux acquisitions foncières et aux travaux est évalué à 53 000 000 € HT aux conditions économiques de décembre 2015, soit **53 000 000 € HT non actualisable et non révisable.**

4.2 Coût global de l'opération à la charge du maître d'ouvrage

4.2.1 Tableau de synthèse du coût global par postes de dépenses

Le maître d'ouvrage fournit une estimation en euros courants des postes nécessaires pour mener à bien le Projet, repris ci-dessous :

Montant en M€ HT en euros courants	
Postes de dépenses	**EPA ORSA**
Travaux	35 315 000
Foncier	8 965 000
Frais d'études et honoraires	8 720 000
TOTAL	**53 000 000**

Le contenu des postes de dépenses du maître d'ouvrage figure en annexe 5.

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles dans un principe de fongibilité par poste et dans le respect de l'enveloppe globale, non actualisable et non révisable.

4.2.2 Coûts détaillés

- Foncier

Le foncier SNCF est aujourd'hui estimée à 7 332 000 € HT, y compris les frais de reconstitution.
Le foncier à l'ouest au niveau de la rampe au niveau de la gare SGP est estimé à 1 633 000 € HT.

- Travaux

Les coûts de travaux sont découpés selon les 4 grands secteurs. Ils ont été estimés par l'équipe de maitrise d'œuvre en phase AVP et comporte une provision pour aléas de 12% pour la voirie et 17,5% pour l'ouvrage et ses rampes.
Ainsi le montant total des travaux est estimé à 35 315 000 € HT.

- Secteur 1 – Rampe ouest du franchissement du RER C : 4 804 000 € HT.
- Secteur 2 – Ouvrage de franchissement du RER C : 21 309 000 € HT.
- Secteur 3 – Rampe est du franchissement du RER C : 5 036 000 € HT.
- Secteur 4 – Rue vers la Seine : 3 941 000 € HT.

Enfin, les travaux de raccordement au réseau d'assainissement sous le quai Jules Guesde sont estimés à 225 000 € HT.

4.3 Plan global de financement

Le plan de financement est établi en euros courants.

4.3.1 - Plan de financement global du franchissement ferré des Ardoines

Franchissement ferré des Ardoines (euros courants)							
Montant € HT							
SGP	EPA ORSA	CD 94	EPT 12	Cofinanceurs du T Zen 5			Total
				Etat	Région	bloc local - CD 94	
21 500 000	8 000 000	1 000 000	1 000 000	4 515 000	10 535 000	6 450 000	53 000 000

- Société du Grand Paris: 40,57% au titre du CDT
- EPA ORSA: 15,09% au titre du CDT
- Département du Val-de-Marne: 1,89% au titre du CDT
- Etablissement public territorial Grand-Orly Val-de-Bièvre Seine-Amont (T12) : 1,89% au titre du CDT
- Etat : 8,52% au titre du CPER 2015-2020
- Région d'Ile-de-France : 19,88% au titre du CPER 2015-2020
- Bloc local - Département du Val-de-Marne : 12,16% au titre du CPER 2015-2020

4.3.2 Plan de financement de la présente convention du franchissement ferré des Ardoines

La SGP et l'EPA ORSA ont d'ores et déjà signé une convention financière portant sur le financement des études opérationnelles pour un montant de 3 M € HT. Ce montant est à déduire de la participation de la SGP présentée dans le tableau ci-dessus.

Franchissement ferré des Ardoines (euros courants)							
Montant € HT							
SGP	EPA ORSA	CD 94	EPT 12	Cofinanceurs du T Zen 5			Total
				Etat	Région	bloc local - CD 94	
18 500 000	8 000 000	1 000 000	1 000 000	4 515 000	10 535 000	6 450 000	50 000 000

Le tableau ci-dessus constitue un engagement ferme de l'ensemble des financeurs.

Compte tenu des participations au titre du CDT des Ardoines, du CPER 2015-2020, et de la convention SGP-EPAORSA 2016CONV518 signée en août 2016 précitée à l'art. 0.3 Financement de l'opération, la répartition globale des financements de la présente convention de 50 000 000 €HT est la suivante :

- Etat : 9,03 % au titre du CPER 2015-2020
- Région d'Ile-de-France : 21,07 % au titre du CPER 2015-2020
- Bloc local - Département du Val-de-Marne : 12,9% au titre du CPER 2015-2020
- Département du Val-de-Marne: 2% au titre du CDT
- Etablissement public territorial Grand-Orly Val-de-Bièvre Seine-Amont (T12) : 2% au titre du CDT
- Société du Grand Paris: afin d'assurer la résorption de l'avance consentie par la SGP à l'EPA ORSA dans le cadre de la convention bipartite susmentionnée et de garantir une clé de répartition constante pour la SGP, l'EPA ORSA effectuera ses demandes de versement de subvention auprès de la SGP selon la clé de répartition au regard des dépenses totales, soit 40,57% au titre du CDT
- EPA ORSA: ces modalités et la résorption de l'avance consentie par la SGP à l'EPA ORSA, entraînent une clé de répartition variable pour l'EPA ORSA, au titre du CDT, qui en fait son affaire.

A noter que le Département du Val-de-Marne et l'Etablissement public n°12 poursuivent au sein du bloc local des discussions, afin d'obtenir un engagement financier de la Métropole du Grand Paris, dans le cadre du fonds d'investissement métropolitain et de sa politique d'intervention sur les franchissements.

4.4 Modalités de versement des crédits par les financeurs

4.4.1 Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'Opération sur présentation d'appels de fonds par le maître d'ouvrage.

L'annexe 3 indique l'échéancier prévisionnel des appels de fonds par financeur.

Les financeurs sont avisés des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

Le maître d'ouvrage transmettra aux financeurs sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'article 1, afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache. Les appels de fonds seront émis trimestriellement, celui du dernier trimestre de l'année en cours étant émis au plus tard le 30 novembre.

Le dossier de demande de versement des acomptes par l'EPA ORSA comprendra les pièces suivantes :

A - Demande de versement des acomptes auprès de la SGP :

- un tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en pourcentage) de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'article 4.2, daté et signé par le Directeur d'opérations ou le représentant légal du maître d'ouvrage ;
- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3.
- un récapitulatif des factures comptabilisées, daté et signé par le responsable du Projet du maître d'ouvrage.

- un état récapitulatif certifié exact des factures acquittées par le comptable public en charge de la comptabilité de l'EPA ORSA.
- Un montant de 3 000 000€, correspondant aux avances consenties dans le cadre de la convention 2016CONV518 sera déduite des subventions demandées au titre de l'opération globale, dans l(es) appel(s) de fonds de la première année d'exécution de la présente convention

B - Demande de versement des acomptes auprès de l'Etat

La demande de versement des acomptes formulée par **l'EPAORSA**:

- un courrier de demande de versement de l'acompte avec la référence claire de la subvention (noms de l'opération et de la présente convention), daté et signé par le directeur financier ou un représentant dûment habilité de la maîtrise d'ouvrage ;
- l'état récapitulatif des versements déjà obtenus au titre de la présente convention ;
- un tableau de justification de l'état d'avancement du projet par postes de dépense en euros courants tels que définis à l'article 4.2.1 de la convention, daté et certifié par le directeur d'opération ou un représentant habilité de la maîtrise d'ouvrage ;
- un récapitulatif des factures comptabilisées, daté et certifié par le directeur d'opération ou un représentant habilité de la maîtrise d'ouvrage ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, des clés de financement définies à l'article 3.3.1 de la convention ;

C - Demande de versement des acomptes auprès de la Région :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le maître d'ouvrage indiquant notamment la référence des **factures acquittées**, leur **date d'acquittement** et le montant des **factures acquittées et, le cas échéant, les frais de maîtrise d'ouvrage**. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'article 4.2 de la présente convention, au prorata de leur état d'avancement.
- La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3.
- Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du maître d'ouvrage.

D - Demande de versement des acomptes auprès du Département du Val-de-Marne :

- un tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en pourcentage) de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'article 4.2, daté et signé par le Directeur d'opérations ou le représentant légal du maître d'ouvrage ;
- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3. ;
- un récapitulatif des factures acquittées, daté et signé par le responsable du Projet du maître d'ouvrage ;
- un état récapitulatif certifié exact des factures acquittées par le comptable public en charge de la comptabilité de l'EPA ORSA.

E - Demande de versement des acomptes auprès de l'Etablissement Public Territorial n°12

Ne disposant de règlement budgétaire, il est décidé que l'EPT n°12 s'appuiera sur les pièces justificatives demandées par le Département.

F - Plafonnement des acomptes

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par la Société du Grand Paris aux bénéficiaires est plafonné à 90% de l'autorisation d'engagement mise en place en euros courants.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par l'Etat aux bénéficiaires est plafonné à 90 % de l'autorisation d'engagement mise en place en euros courants

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par la Région aux maîtres d'ouvrage est plafonné à 95% du montant total des subventions dues par la Région avant le versement du solde.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par le Département du Val-de-Marne au maître d'ouvrage est plafonné à 80% du montant total des subventions dues par le Département avant le versement du solde.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par l'Etablissement Public Territorial est plafonné à 80% du montant total des subventions dues par l'EPT 12 avant le versement du solde.

4.4.2 Versement du solde

Après achèvement de l'Opération couverte par la présente convention, le versement du solde est subordonné à la production par le MOA :

- du relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses réalisées incluant notamment les frais de maîtrise d'ouvrage ;
- du bilan physique et financier de l'Opération.
- Le Procès-Verbal de réception de l'ouvrage signé par le Maître d'Ouvrage

Chacun des documents est signé par le représentant légal ou le directeur financier du bénéficiaire.

Sur la base de ces documents, le bénéficiaire procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

Le versement du solde se fera sur présentation d'un état des factures acquittées.

4.4.3 Paiement

Le versement des montants de subvention appelés par le maître d'ouvrage doit être effectué dans un délai conforme au règlement budgétaire et financier des financeurs à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini à l'article 4.4.1 ou 4.4.2 de la présente convention.

Le mandatement des financeurs est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance des maîtres d'ouvrage.

4.4.4 Bénéficiaires et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès de l'Agent Comptable de l'EPA ORSA, par virement bancaire aux coordonnées ci-après :

Titulaire du compte : EPA ORSA ETABLISSEMENT PUBLIC ORLY RUNGIS SEINE AMONT
Nom de la banque et localisation : TRESOR PUBLIC
Code établissement : 10071
Code guichet : 75000
Numéro de compte : 00001005034
Clé RIB : 13
IBAN : FR76 1007 1750 0000 0010 0503 413

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service	Téléphone / courriel
Société Générale du Grand Paris	30, avenue des Fruitiers 93200 Saint Denis	Agence comptable Service de centralisation des factures	agence.comptable@socictedugrandparis.fr
Etat	DRIEA 21/23 rue Miollis 75015 PARIS	Service de la Politique des Transports Cellule Budget et Synthèse Financière	01.40.61.89.50
Région Ile-de-France	35 Boulevard des Invalides 75007 PARIS	Unité Aménagement durable Secrétariat Général	01.53.85.58.76
Département du Val-de-Marne	Hôtel du Département Avenue du Général de Gaulle 94 011 CRETEIL	Direction des Transports, de la Voirie et des Déplacements Service des Grands Projets	01 49 56 55 64
Etablissement Public Territorial Grand Orly Val-de-Bièvre Seine-Amont (T12)	16 avenue Jean Jaurès 94600 Choisy-le-Roi	Direction des Études	01 75 37 73 04

4.5 Caducité des subventions

4.5.1 Caducité au titre du règlement budgétaire de la région d'Ile-de-France et du département du Val de Marne

Si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale et à l'administration départementale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un an au maximum par décision du président, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de

programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision des Présidents (Région et Département). Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

L'opération a donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projets, celle-ci demeure donc valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.5.2 Caducité au titre du Règlement Budgétaire et Financier de l'Etablissement Public n°12 Grand-Orly Val-de-Bièvre Seine-Amont (T12)

Néant

4.6 Comptabilité du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres aux dépenses réalisées dans le cadre de la présente convention.

Le maître d'ouvrage s'engage à informer préalablement les financeurs de toutes autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

5 MODALITES DE CONTROLE

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives. Ce contrôle vise également à permettre de s'assurer de l'étanchéité entre la participation de financement destinée à financer le franchissement des Ardoines, dans les limites mentionnées plus haut, et le financement d'autres investissements ou charges non liés à la réalisation de ce projet.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix ans à compter de l'émission des dites pièces pour tout contrôle effectué a posteriori.

Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'ils jugent utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

Si les éléments fournis par l'EPA ORSA au titre de l'audit ne permettent pas d'attester de la bonne utilisation des indemnités accordées par chaque financeur au titre de la présente convention, le financeur se réserve la possibilité de suspendre ses paiements, ou de demander le reversement des sommes correspondant aux dépenses insuffisamment justifiées.

Le financeur et l'EPA ORSA s'engagent notamment à conserver la confidentialité des données, informations et documents auxquels les auditeurs ont eu accès lors de ces contrôles et audits durant la période de validité de la présente convention.

6 GESTION DES ECARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué aux articles 4.2 et 4.3 de la présente convention constitue un plafond global.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant total initialement prévu, les subventions attribuées sont révisées en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 3.3. Elles font l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement au financeur en cas de trop perçu.

En cas de perspective de dépassement du montant visé aux articles 4.2 et 4.3, les co-financeurs sont informés lors du comité des financeurs (cf. article 7) et seront saisis officiellement par courrier. Le maître d'ouvrage doit obtenir l'accord préalable des co-financeurs pour la mobilisation d'un financement complémentaire. Un avenant à la présente convention formalise cet accord.

Dans le cas où l'accord préalable des co-financeurs n'a pas été sollicité, ou en cas de désaccord des financeurs, la prise en charge des dits dépassements incombe au maître d'ouvrage dans le périmètre duquel il est intervenu.

7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA PRESENTE CONVENTION

La gouvernance du Projet s'articule autour de comités et de commissions, dont la composition et l'objet sont décrits ci-dessous.
Les financeurs sont tenus étroitement informés de l'avancement des études menés par le maitre d'ouvrage.

Un comité de suivi technique et financier

Rôle du comité de suivi technique et financier : le comité se réunit de manière ad-hoc pour cette présente convention et en cas de besoin, dans le cadre des comités techniques organisés par la Société du Grand Paris .

Dans ce cas, le comité technique :

- prépare le comité de pilotage, lui apporte ses analyses et en assure son secrétariat ;
- coordonne les études et travaux en interface forte avec ceux réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la Société du Grand Paris pour la réalisation du Grand Paris Express ;
- valide les étapes d'avancement des études objet de la présente convention ;
- veille à l'avancement des études et au respect du calendrier prévisionnel ;
- prépare les estimations prévisionnelles des dépenses qui seront soumises au comité de pilotage.

Ce comité de suivi technique et financier est animé par l'EPA ORSA.

Les réunions se tiennent sur demande d'une des parties à la présente convention.

Un comité de pilotage

Le comité de pilotage se réunit de manière ad-hoc pour cette présente convention et en cas de besoin, dans le cadre des comités de pilotage organisés par la Société du Grand Paris.

Il peut cependant, en cas de besoin, se réunir de manière de manière ad-hoc pour la présente convention.

Dans ce cas, le comité de pilotage de franchissement des Ardoines est composé de la manière suivante :

- le Directeur Général de l'EPA ORSA,
- le Vice-Président aux transports, déplacements, circulations et infrastructures routières du Département du Val-de-Marne,
- le Maire de Vitry-sur-Seine,
- le Conseiller Municipal en charge des transports de Vitry-sur-Seine,
- le Président du T12
- le Directeur des Relations Territoriales de la SGP,
- un représentant de la Direction de projet ligne 15 sud de la SGP
- le Directeur des Transports de la Région Ile de France,
- un représentant de la DRIEA,
- un représentant du STIF,
- un représentant de la SNCF.

Chacune des parties a la capacité de convier les personnes de son organisation et/ou de ses prestataires qu'elle juge utile au bon déroulement de la réunion.

Les réunions du comité de pilotage ont lieu au minimum une fois par an et en tant que de besoin.

L'organisation des réunions du comité de suivi technique et pilotage ad-hoc sont assurées par l'EPA ORSA.

8 COMMUNICATION

L'EPA ORSA, maître d'ouvrage coordonnateur est en charge de la communication.

Le maître d'ouvrage s'engage, jusqu'à la mise en service de l'opération, à :

- associer les co-signataires de la présente convention à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un plan de communication commun ;
- mentionner les financeurs de l'opération sur tout acte de communication relevant de la communication institutionnelle concernant l'opération par la présence de leurs logos ou de toute information sur les taux de financement,
- prévoir systématiquement un délai suffisant afin que chaque partenaire puisse faire valider le principe des outils (plan de communication) par leurs responsables respectifs,
- permettre l'implantation de la signalétique de chantier des co-signataires,
- rapporter en tant que de besoin les réactions de la population concernant les travaux entrepris.

Le traitement des logos des partenaires :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeurs, autorité organisatrice, maître d'ouvrage,
- l'ordre des financeurs en fonction de l'ordre protocolaire,
- la surface allouée à chaque partenaire sera identique.

9 DIFFUSION DES ETUDES, PROPRIETE INTELLECTUELLE ET CONFIDENTIALITE

9.1 Propriété intellectuelle et confidentialité

L'EPA ORSA est amené à créer ou à faire réaliser pour son compte, en exécution de la présente convention, des oeuvres protégeables au titre du droit d'auteur (les « OEuvres »), dont il reste propriétaire.

L'EPA ORSA concède, à titre non exclusif et gratuit, aux financeurs, notamment pour les besoins liés à la réalisation du réseau de transport public du Grand Paris, chacun des droits patrimoniaux d'auteur sur les OEuvres. Pour toute diffusion externe, le financeur informera l'EPA ORSA de la diffusion et/ou communication de ces éléments.
Les droits concédés à comprennent, dans le respect des droits moraux, chacun des droits patrimoniaux suivants :

- le droit d'utilisation des résultats, en tout ou en partie, en l'état ou modifiés ;
- le droit de représentation de tout ou partie des OEuvres, sur tous supports connus ou inconnus, par tous moyens et en tous formats, notamment : projection, affichage, exposition, publication d'ouvrage, publication sur le site Intranet ou Internet du financeur pour les besoins découlant des missions de celle-ci et notamment à des fins d'information et de promotion ;
- le droit de reproduction, défini à l'article L.122-3 du code de la propriété intellectuelle, sur tout support connu ou inconnu, par tous moyens et en tous formats, en l'état ou modifiés et sans limitation de nombre ;
- les droits d'incorporation, d'intégration, de traduction, de correction, d'adaptation, d'arrangement, de transformation en tout ou partie des OEuvres, par un art ou un procédé quelconque.

L'ensemble de ces droits est concédé pour dix (10) années et pour le monde entier dans l'hypothèse d'une publication sur Internet, pour tous les résultats, même partiels, des prestations.
Les droits ainsi concédés, destinés à la satisfaction des besoins liés au projet du Grand Paris, peuvent être transférés aux prestataires candidats et titulaires de conventions ou marchés passés par la SGP.
Dans ce cas, le financeur doit faire contresigner au prestataire une autorisation dont le modèle est en annexe au présent document.
Chaque auteur d'une oeuvre concédée jouit du droit au respect de son nom et de sa qualité : ce « droit à la paternité » se traduit par l'obligation pour le financeur d'apposer le nom et la qualité de l'auteur sur son oeuvre et sur toute reproduction de celle-ci. De même, l'auteur jouit du droit au respect de son oeuvre ; aussi, toute adaptation, arrangement ou modification susceptible de porter atteinte à l'intégralité de l'œuvre par altération ou dénaturation, nécessitera le consentement de l'auteur. L'EPA ORSA garantit au financeur la jouissance pleine et entière, et libre de toute servitude, des droits concédés aux termes de la présente convention-cadre.. L'EPA ORSA garantit au financeur que les droits de propriété littéraire et artistique et les droits de propriété Industrielle sur les œuvres ne portent atteinte en aucune sorte aux droits de tiers de quelque nature qu'ils soient, et ce sans limitation de territoire.

Au sens du présent article, l'expression « Informations ou données confidentielles» recouvre toutes les informations ou données de nature commerciale, financière ou technique, quelle qu' en soit la nature ou la forme (écrite ou orale et notamment tous documents écrits ou imprimés, modèles, disques, DVD, cédéroms et plus généralement toutes formes et modèles susceptibles d'être adoptés), qui sont transmises par l'une des parties à l'autre partie ou dont une partie a connaissance au cours de la durée de la présente convention.
Toutes les informations, données dont chaque partie aurait connaissance au cours de la présente convention revêtent un caractère strictement confidentiel. Chaque partie s'engage à en respecter la confidentialité absolue, à ne pas les divulguer à des tiers, de quelque manière que ce soit, sans avoir obtenu l'accord préalable écrit de l'autre partie.

L'absence de mention confidentielle portée sur les documents ne vaut en aucun cas dérogation à cette règle.
Seules échappent à cette obligation les informations tombées officiellement dans le domaine public, diffusées dans le public antérieurement à cette communication ou signalées comme non confidentielles.

Enfin, chaque partie n'est pas soumise à l'obligation de confidentialité prévue au présent article en cas d'obligation légale ou décision de justice de fournir des informations confidentielles à une autorité publique. Dans cette hypothèse, la partie concernée doit informer l'autre partie de la requête ou de l'injonction qui lui a été faite de communiquer.

Aucune clause de la présente convention ne peut être interprétée comme obligeant l'EPA ORSA ou le financeur à communiquer des informations confidentielles aux autres parties.

Chaque partie s'engage à ce que, pendant la durée et à l'issue de la présente convention et les dix (10) années qui s'ensuivront, les informations confidentielles reçues de l'autre partie :
- soient traitées avec la même précaution que chacune des parties porte à la préservation de ses propres informations confidentielles et à faire respecter cette disposition à ses collaborateurs, employés et sous-traitants éventuels ;
- ne soient pas utilisées dans un cadre autre que celui de la présente convention.

Les informations orales transmises à l'une des parties par l'autre et relatives à des opérations confidentielles doivent conserver leur caractère oral, et la partie destinataire de ces informations ne peut en aucun cas en faire état auprès de tiers ni les divulguer.
Chaque partie s'engage à restituer à première demande de l'autre partie tous documents ou autres supports contenant des informations confidentielles, que celle-ci aurait été amenée à lui remettre dans le cadre de la présente convention-cadre et/ou de l'une de ses conventions subséquentes ainsi que toutes les reproductions de ceux-ci.

De façon générale, les parties reconnaissent être tenues à une obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, offres, études, documents et décisions dont elles ont connaissance au cours de la présente convention.
Chaque partie assume, dès la signature de la présente convention, la pleine et entière responsabilité de la bonne exécution des obligations mentionnées au présent article.
Tout prestataire exécutant une prestation pour le compte de l'une ou l'autre des parties et qui serait conduit à utiliser les informations ou données faisant l'objet de la présente convention devra obligatoirement remplir l'autorisation et l'engagement de confidentialité selon le modèle joint en
annexe avant obtention de tout document.
En cas de non-respect de la présente clause de confidentialité, chaque partie se réserve la possibilité d'engager la responsabilité de l'autre sur le fondement du droit commun.

Les obligations de confidentialité du présent article ne font pas obstacle à l'application des lois et règlements en vigueur, notamment la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal.

9.2 Modalités de diffusion

Les Résultats d'études seront transmis en trois exemplaires :
- un exemplaire papier,
- un exemplaire sous format CD-Rom (Word ou Excel),
- un exemplaire sous format informatique natif et pdf.

Le maître d'ouvrage remettra aux financeurs, en début d'étude puis lors de toute modification ou complément, le tracé du Projet dans un format SIG interopérable de type shapefile (SHP),

géo concept (GXT) ou Map info (MIF/MID). Le transmetteur de l'objet SIG devra indiquer le système de projection de la couche de données.

A défaut, il veillera à remettre des éléments cartographiques permettant de reporter précisément le tracé sur le SIG régional.

10 DISPOSITIONS GENERALES

10.1 Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnés à l'article 4.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettres entre la partie à l'initiative de ce changement et les autres parties signataires de la présente convention.

10.2 Règlement des litiges

Les parties s'engagent à trouver une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les éventuels litiges ne pouvant être réglés de manière amiable entre les parties sont de la compétence du Tribunal Administratif de Paris.

10.3 Résiliation de la convention

Les Parties à la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les parties sont immédiatement informées de cette décision.

Par ailleurs, à la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération.

Dans ce cas, la résiliation est effective à l'issue d'un préavis de trois mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- si l'inexécution des services requis est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Les Parties sont immédiatement informées de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les co-financeurs s'engagent à rembourser aux maîtres d'ouvrage, sur la base d'un relevé de

dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, les maîtres d'ouvrage procèdent à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des co-financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation des bénéficiaires des subventions.

10.4 Date d'effet et durée de la convention

La convention prend effet à compter de sa notification par l'EPA ORSA à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception et pour une durée de 10 ans.

Sans préjudice des durées indiquées aux articles 2.2 et 4, elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 10.3, soit après la réalisation des deux étapes suivantes :

- réception des documents indiqués à l'article 9.2 de la présente convention,
- solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités de l'article 4.4.2.
- et au plus tard, 10 ans après la notification de la convention.

10.5 Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendraient soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 6 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le

Pour l'Etat, **Jean-François CARENCO** Préfet de la Région Ile-de-France	Pour la Région Ile-de-France, **Valérie PECRESSE** Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France	Pour la Société Générale du Grand Paris, **Philippe YVIN** Président du Directoire
Pour le Département du Val-de-Marne, **Christian FAVIER** Président du Conseil Départemental du Val-de-Marne	Pour l'Etablissement Public Territorial n°12 **Michel LEPRETRE** Président de l'Etablissement Public Territorial Grand-Orly Val-de-Bièvre Seine-Amont (T12)	Pour l'Etablissement Public d'Aménagement Orly Rungis Seine Amont **Thierry FEBVAY** Directeur général de l'EPA ORSA

ANNEXES

Annexe 1 : Organigramme nominatif de l'opération

Annexe 2 : Liste des études

Annexe 3 : Echéancier prévisionnel des autorisations de programme et des appels de fonds

Annexe 4 : Calendrier prévisionnel

Annexe 5 : Estimation détaillée de l'opération

Annexe 6 : Liste Prévisionnelle des parcelles à acquérir

Annexe 7 : Plan des secteurs

ANNEXE 1 :

Organigramme nominatif de l'Opération

Cet organigramme est remis à jour lors de chaque changement de titulaire d'une fonction.

Maîtrise d'ouvrage EPA ORSA

Maître d'ouvrage : EPA ORSA

Représentant du Maître d'ouvrage :

Mr Thierry FEBVAY (Directeur général)

Mme Anne MAIKOVSKY (directrice de projet)

Chef de Projet : Céline CHASSE

ANNEXE 2 :

Liste des études

Maîtrise d'œuvre :
- Phases concours
- AVP – octobre 2015
- PRO

Missions d'AMO :
- Missions d'AMO technique phases concours, AVP, PRO et DCE
- Missions d'AMO environnemental Phases AVP et PRO

Etudes techniques :
- Missions CSPS phases AVP et PRO
- Missions Bureau de Contrôle Technique phases AVP et PRO

Diagnostics :
- Diagnostics avant démolition

Etudes SNCF :
- Etudes SNCF
- Mission de Sécurité Ferroviaire phase initiation

Etudes géotechniques :
- Phases AVP et PRO

ANNEXE 3 :

Echéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fonds

3.1 ECHEANCIER PREVISIONNEL GLOBAL DES DEPENSES

€ HT Courants	2016	2017	2018	2019	2020	2021	TOTAL
EPA ORSA	3 000 000	14 450 304	14 179 964	13 732 832	5 864 455	1 772 445	53 000 000

3.2 ECHEANCIER PREVISIONNEL INDICATIF DES APPELS DE FONDS DE LA PRESENTE CONVENTION

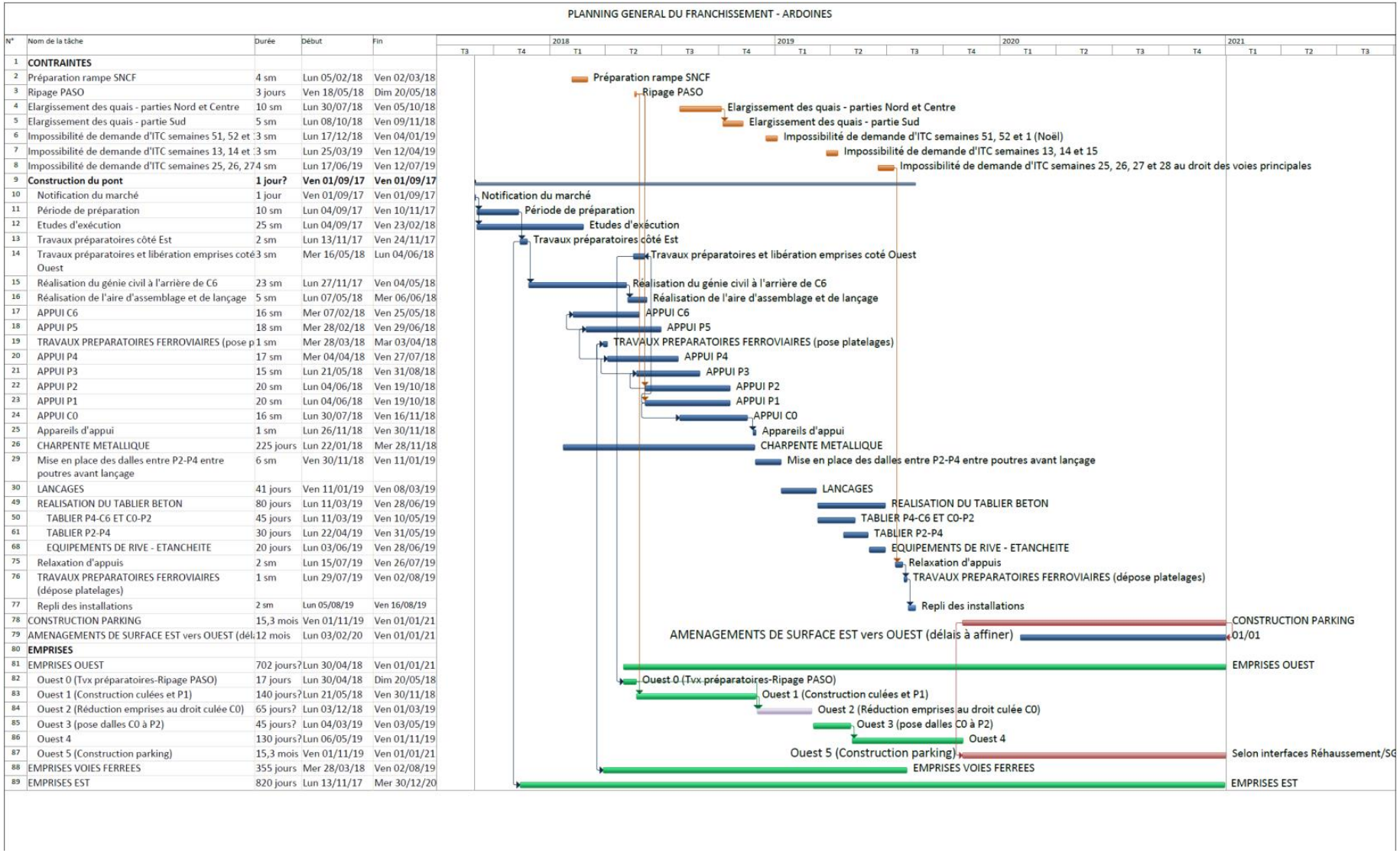
€ HT Courants		2016	2017	2018	2019	2020	2021	TOTAL
conv.bipartite	SGP	2 500 000	500 000	-	-	-	-	3 000 000
conv.globale	SGP	-	3 199 610	5 768 699	5 598 073	523 507	3 410 110	18 500 000
	Etat	-	1 109 133	1 284 113	1 246 131	116 533	759 091	4 515 000
	Région	-	2 587 977	2 996 263	2 907 639	271 910	1 771 211	10 535 000
	EPA ORSA	-	3 310 252	1 768 173	1 715 875	160 461	1 045 239	8 000 000
	CD95	-	1 830 131	2 118 857	2 056 185	192 285	1 252 542	7 450 000
	T12	-	245 655	284 410	275 998	25 810	168 126	1 000 000
	total		12 282 758	14 220 515	13 799 902	1 290 506	8 406 319	50 000 000
TOTAL		2 500 000	12 782 758	14 220 515	13 799 902	1 290 506	8 406 319	53 000 000

ANNEXE 4:

Calendrier prévisionnel

PLANNING GENERAL DU FRANCHISSEMENT - ARDOINES

N°	Nom de la tâche	Durée	Début	Fin
1	**CONTRAINTES**			
2	Préparation rampe SNCF	4 sm	Lun 05/02/18	Ven 02/03/18
3	Ripage PASO	3 jours	Ven 18/05/18	Dim 20/05/18
4	Elargissement des quais - parties Nord et Centre	10 sm	Lun 30/07/18	Ven 05/10/18
5	Elargissement des quais - partie Sud	5 sm	Lun 08/10/18	Ven 09/11/18
6	Impossibilité de demande d'ITC semaines 51, 52 et 1	3 sm	Lun 17/12/18	Ven 04/01/19
7	Impossibilité de demande d'ITC semaines 13, 14 et 15	3 sm	Lun 25/03/19	Ven 12/04/19
8	Impossibilité de demande d'ITC semaines 25, 26, 27 et	4 sm	Lun 17/06/19	Ven 12/07/19
9	**Construction du pont**	**1 jour?**	**Ven 01/09/17**	**Ven 01/09/17**
10	Notification du marché	1 jour	Ven 01/09/17	Ven 01/09/17
11	Période de préparation	10 sm	Lun 04/09/17	Ven 10/11/17
12	Etudes d'exécution	25 sm	Lun 04/09/17	Ven 23/02/18
13	Travaux préparatoires côté Est	2 sm	Lun 13/11/17	Ven 24/11/17
14	Travaux préparatoires et libération emprises coté Ouest	3 sm	Mer 16/05/18	Lun 04/06/18
15	Réalisation du génie civil à l'arrière de C6	23 sm	Lun 27/11/17	Ven 04/05/18
16	Réalisation de l'aire d'assemblage et de lançage	5 sm	Lun 07/05/18	Mer 06/06/18
17	APPUI C6	16 sm	Mer 07/02/18	Ven 25/05/18
18	APPUI P5	18 sm	Mer 28/02/18	Ven 29/06/18
19	TRAVAUX PREPARATOIRES FERROVIAIRES (pose p	1 sm	Mer 28/03/18	Mar 03/04/18
20	APPUI P4	17 sm	Mer 04/04/18	Ven 27/07/18
21	APPUI P3	15 sm	Lun 21/05/18	Ven 31/08/18
22	APPUI P2	20 sm	Lun 04/06/18	Ven 19/10/18
23	APPUI P1	20 sm	Lun 04/06/18	Ven 19/10/18
24	APPUI C0	16 sm	Lun 30/07/18	Ven 16/11/18
25	Appareils d'appui	1 sm	Lun 26/11/18	Ven 30/11/18
26	CHARPENTE METALLIQUE	225 jours	Lun 22/01/18	Mer 28/11/18
29	Mise en place des dalles entre P2-P4 entre poutres avant lançage	6 sm	Ven 30/11/18	Ven 11/01/19
30	LANCAGES	41 jours	Ven 11/01/19	Ven 08/03/19
49	REALISATION DU TABLIER BETON	80 jours	Lun 11/03/19	Ven 28/06/19
50	TABLIER P4-C6 ET C0-P2	45 jours	Lun 11/03/19	Ven 10/05/19
61	TABLIER P2-P4	30 jours	Lun 22/04/19	Ven 31/05/19
68	EQUIPEMENTS DE RIVE - ETANCHEITE	20 jours	Lun 03/06/19	Ven 28/06/19
75	Relaxation d'appuis	2 sm	Lun 15/07/19	Ven 26/07/19
76	TRAVAUX PREPARATOIRES FERROVIAIRES (dépose platelages)	1 sm	Lun 29/07/19	Ven 02/08/19
77	Repli des installations	2 sm	Lun 05/08/19	Ven 16/08/19
78	CONSTRUCTION PARKING	15,3 mois	Ven 01/11/19	Ven 01/01/21
79	AMENAGEMENTS DE SURFACE EST vers OUEST (dél	12 mois	Lun 03/02/20	Ven 01/01/21
80	**EMPRISES**			
81	EMPRISES OUEST	702 jours?	Lun 30/04/18	Ven 01/01/21
82	Ouest 0 (Tvx préparatoires-Ripage PASO)	17 jours	Lun 30/04/18	Dim 20/05/18
83	Ouest 1 (Construction culées et P1)	140 jours?	Lun 21/05/18	Ven 30/11/18
84	Ouest 2 (Réduction emprises au droit culée C0)	65 jours?	Lun 03/12/18	Ven 01/03/19
85	Ouest 3 (pose dalles C0 à P2)	45 jours?	Lun 04/03/19	Ven 03/05/19
86	Ouest 4	130 jours?	Lun 06/05/19	Ven 01/11/19
87	Ouest 5 (Construction parking)	15,3 mois	Ven 01/11/19	Ven 01/01/21
88	EMPRISES VOIES FERREES	355 jours	Mer 28/03/18	Ven 02/08/19
89	EMPRISES EST	820 jours	Lun 13/11/17	Mer 30/12/20



Les échéances principales indicatives à retenir :

- Validation du PRO : décembre 2016
- Production du DCE : décembre 2016
- Consultation entreprises : T1 2017
- Attribution des marchés de travaux : août 2017
- Acquisitions foncières : Eté 2017
- Démarrage des travaux préparatoires : septembre 2017
- Travaux rampes et quais SNCF : T1 2018 – T3 2019
- Création de la charpente métallique : T1 2018 – T4 2018
- Travaux de construction de l'ouvrage : T1 2018 – T3 2019
- Aménagements de surface : T2 2020 – T2 2021
- Livraison du franchissement **: décembre 2020**
- Aménagements T Zen 5 : à partir de janvier 2021

ANNEXE 5 :

Estimation détaillée de l'opération objet de la présente convention

Montant en M€ HT en euros courants	
Postes de dépenses	**EPA ORSA**
Franchissement	25 155 784
Voirie	3 522 653
Aléas et actualisation	6 637 009
Travaux	**35 315 446**
Foncier SNCF	7 331 334
Foncier hors SNCF	1 633 501
Foncier	**8 964 835**
Honoraires MOE	3 903 727
Autres honoraires techniques et marge	4 058 431
Frais ferroviaires	1 018 400
Frais et honoraires	**8 980 558**
TOTAL	**53 260 839**

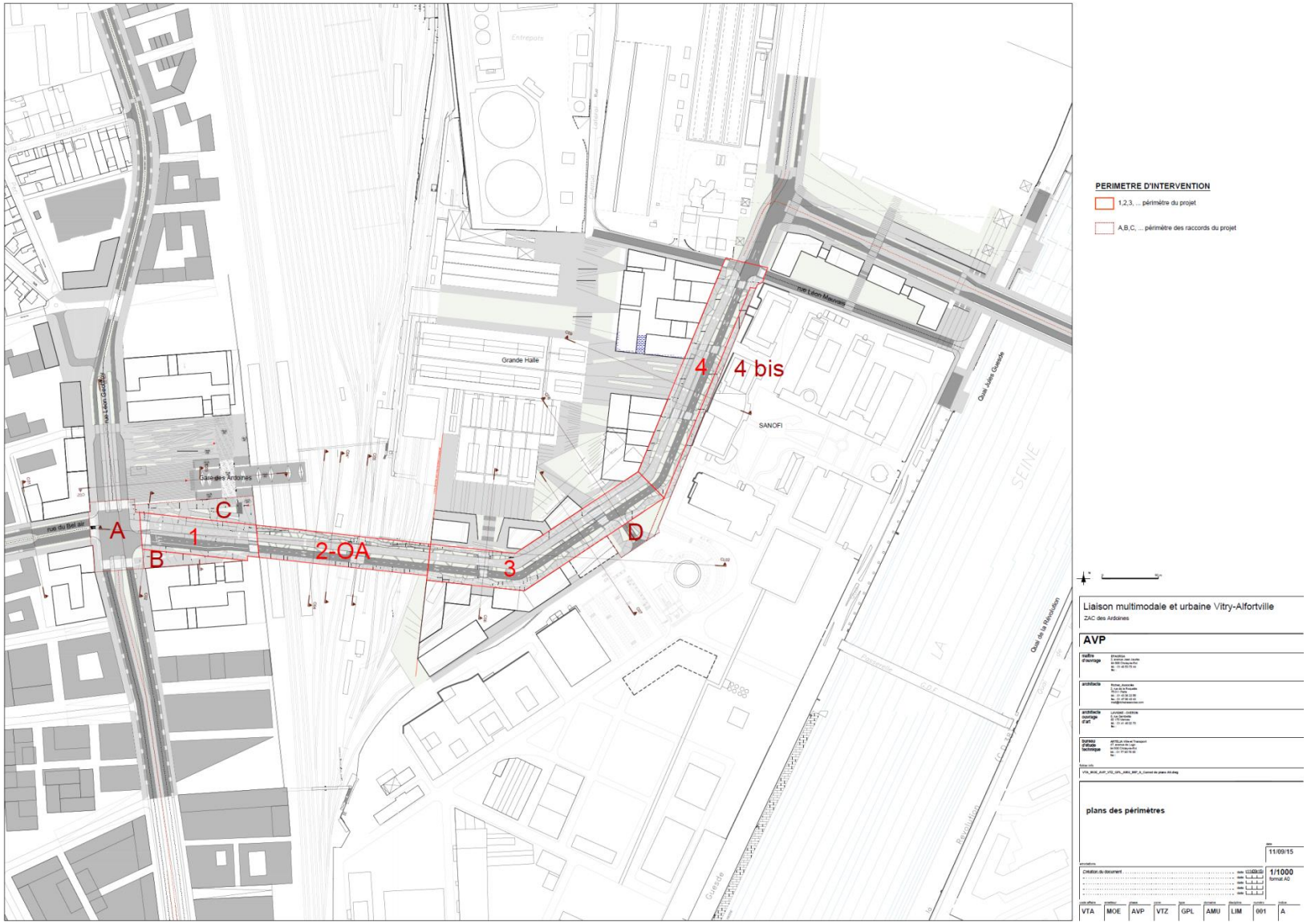
ANNEXE 6 :

Liste prévisionnelle des parcelles à acquérir pour le projet

Ville	Section	Numéro	Commentaire
Vitry-sur-Seine	DJ	131	Pour partie uniquement
Vitry-sur-Seine	DJ	133	Pour partie uniquement
Vitry-sur-Seine	DJ	135	Pour partie uniquement
Vitry-sur-Seine	DJ	136	Pour partie uniquement
Vitry-sur-Seine	DJ	88	Pour partie uniquement

ANNEXE 7 :

Plan des secteurs



CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 12/10/2016
- Date de réception en préfecture: 12/10/2016

DELIBERATION N° CP 16-517

DU 12 OCTOBRE 2016

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE REGIONALE DE SECURITE ROUTIERE

TROISIEME AFFECTATION 2016

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU La loi n° 82-1153 modifiée du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs ;

VU La délibération cadre n° CR 36-14 du 19 juin 2014 relative au Plan de Déplacements Urbains d'Île-de-France (PDUIF) ;

VU La délibération cadre n° CR 37-14 du 19 juin 2014 relative au Plan d'action Régional en faveur de la Mobilité Durable (PRMD) ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à la mise en œuvre de la mesure « 100 000 stages pour les jeunes franciliens » ;

VU La délibération n° CP 15-175 du 09 avril 2015 relative à l'approbation de la convention-type concernant les dispositifs de la « politique régionale de sécurité routière » ;

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2016 ;

VU L'avis de la Commission des transports ;

VU L'avis de la Commission des finances ;

VU Le rapport CP 16-517 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : HP 825-004 « Aménagement de sécurité sur RD »

Décide de participer au titre de l'annexe 6 à la délibération n° CR 37-14 relative à la politique régionale de la sécurité routière, au financement des projets détaillés en annexe 2 *(fiches projet)* à la présente délibération par l'attribution de trois subventions d'un montant total maximum prévisionnel de 868.685 €.

Bénéficiaire	Opération	Localisation	Subvention régionale proposée
Département du Val-d'Oise	Traitement des obstacles latéraux sur le réseau routier départemental	Val-d'Oise	**750 000,00 €**
Commune de Saint-Mandé	Aménagement de la rue Mongenot	Val-de-Marne	**114 000,00 €**
Commune de Doue	Création d'un plateau surélevé sur la RD 37	Seine-et-Marne	**4 685,00 €**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n° CP 15-175 du 09 avril 2015, modifiée pour tenir compte des dispositions de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme **868 685 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 825 « Sécurité routière » programme HP 825-004 (182004) « Aménagement de sécurité » - Action 18200402 « Aménagements de sécurité sur RD » du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 à la présente délibération.

Article 2 : HP 825-004 Sécurité routière - Dérogation à l'article 17 du règlement budgétaire et financier

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

Code IRIS du dossier	Libellé IRIS du dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
16013009	Création d'un plateau surélevé au droit de la RD37 et de la rue du général D'Harville à Doue (77)	Ville de Doue	01 / 07 / 2016

La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	R0008741	Budget	2016

Chapitre	**908 - Transports**
Code fonctionnel	**825 - Sécurité routière**
Programme	**182004 - Aménagements de sécurité**
Action	**18200402 - Aménagements de sécurité sur RD**

Dispositif : N° 00000741 - Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure

Dossier	16013160 - PROGRAMME 2016 D'ACTIONS DE TRAITEMENT DES OBSTACLES LATERAUX SUR LE RESEAU VIAIRE DEPARTEMENTAL DANS LE VAL-D'OISE (95)			
Bénéficiaire	R2306 - DEPARTEMENT DU VAL D'OISE			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	750 000,00 €		Code nature	204132
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 500 000,00 €	HT	50 %	750 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000741 - Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	750 000,00 €

Dispositif : N° 00000759 - Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des personnes les plus vulnérables

Dossier	16013009 - CREATION D'UN PLATEAU SURELEVE AU DROIT DE LA RD37 ET DE LA RUE DU GENERAL D'HARVILLE A DOUE (77)			
Bénéficiaire	R378 - COMMUNE DE DOUE			
Localisation	DOUE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 685,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
23 425,00 €	HT	20 %	4 685,00 €	

Dossier	16013129 - AMENAGEMENT DE SECURITE DE LA RUE MONGENOT ENTRE LA LIMITE DE LA VILLE DE PARIS ET L'AVENUE VICTOR HUGO A SAINT-MANDE (94)			
Bénéficiaire	R37 - COMMUNE DE SAINT MANDE			
Localisation	SAINT-MANDE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	114 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
380 000,00 €	HT	30 %	114 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000759 - Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des personnes les plus vulnérables	118 685,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	R0008741	Budget	2016

Total sur l'imputation 908 - 825 - 182004 - 18200402	868 685,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013009

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : CREATION D'UN PLATEAU SURELEVE AU DROIT DE LA RD37 ET DE LA RUE DU GENERAL D'HARVILLE A DOUE (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des personnes les plus vulnérables	23 425,00 €	20,00 %	4 685,00 €
	Montant Total de la subvention		4 685,00 €

Imputation budgétaire : 908-825-204142-182004-200
18200402- Aménagements de sécurité sur RD

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE DOUE
Adresse administrative : 1 B RUE CHAMPENOIS
77510 DOUE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-François DELESALLE, Maire

N° SIRET : 21770162200011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des personnes les plus vulnérables
Rapport Cadre : CR37-14 du 19/06/2014

Objet du projet : CREATION D'UN PLATEAU SURELEVE AU DROIT DE LA RD37 ET DE LA RUE DU GENERAL D'HARVILLE A DOUE (77)

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 28 octobre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'urgence découle des accidents avérés au cours des dernières années au vu du courrier du 09 juin 2016 du groupement de gendarmerie de Rebais, ainsi que du courrier du 08 juin 2016 de Monsieur le Maire de la commune de Doue qui demande le renforcement de la sécurité des abords de la mairie et des écoles communales pour la rentrée scolaire 2016.

Objectifs :
La rue Champenois (RD 37) est une voie de desserte locale qui traverse la commune de Doue du sud au nord pour relier respectivement Coulommiers à La Ferté-sous-Jouarre. Elle supporte un trafic d'environ 3300 véhicules/ jour dont 6% de poids lourds dont une majorité d'engins agricoles.

Elle dessert un environnement majoritairement rural et est propice à la pratique de vitesse excessive par certains usagers malgré une limitation à 30 km/h instaurée et signalée dans la commune.
L'intersection formée par cette RD avec la rue du Général d'Harville présente un caractère de dangerosité avéré en raison du manque de visibilité réciproque entre usagers due à la proximité du front bâti de ce croisement de cœur de bourg.
Un courrier du groupement de gendarmerie départementale de Rebais confirme que plusieurs accidents matériels sont à déplorer au niveau de ce carrefour dont la cause prépondérante serait la vitesse excessive.
L'hôtel de ville et la proximité des écoles communales génèrent par ailleurs un flux important d'usagers de tous types et particulièrement de piétons.

Description :
Afin de limiter la vitesse au droit de ce croisement, le maitre d'ouvrage propose la création d'un plateau surélevé au droit de l'intersection entre la RD et la rue du Général D'Harville pour pacifier ses abords.
Des radars pédagogiques ainsi qu'une signalisation lumineuse de rappel de la limitation de vitesse seront implantés sur toutes les voies d'accès à ce croisement pour exiger au respect de la règlementation.
Cet aménagement sera adapté en faveur des personnes handicapées et à mobilité réduite.
Les signalisations horizontales et verticales seront mises en conformité.

Intérêt régional :
Politique régionale de sécurité routière prévu par le dispositif 2 de l'annexe 6 à la délibération CR 37-14 du 19 juin 2014 concernant la sécurisation des traversées des voies routières par les usagers les plus vulnérables aux abords immédiats des établissements recevant du public.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire à recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Tous les types d'usagers de la route et particulièrement les plus vulnérables.

Détail du calcul de la subvention :
- Dépense subventionnable : 23 425 € HT.
- Part de financement relevant de maîtrise d'ouvrage : 30% de la dépense subventionnable HT soit 7 027,50 €.
- Part de financement relevant du Conseil départemental de Seine-et-Marne est de 50% de la dépense subventionnable HT soit 11 712,50 €.
- Subvention régionale (CR37-14) dans le cadre du dispositif de sécurité routière : le taux de financement maximal est de 30% du montant des travaux HT, soit une subvention de 4 680 € pour la création d'un plateau surélevé à Doue correspondant à 20% de la dépense subventionnable.

Localisation géographique :
- DOUE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	23 425,00	100,00%
Total	23 425,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CONSEIL DEPARTEMENTAL DE SEINE-ET-MARNE	11 712,50	50,00%
REGION ILE-DE-FRANCE	4 685,00	20,00%
COMMUNE DE DOUE	7 027,50	30,00%
Total	23 425,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	4 685,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Contrats ruraux	99 900,00 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	106 552,66 €
2016	Contrats ruraux	18 643,05 €
	Montant total	189 216,45 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013129

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : AMENAGEMENT DE SECURITE DE LA RUE MONGENOT ENTRE LA LIMITE DE LA VILLE DE PARIS ET L'AVENUE VICTOR HUGO A SAINT-MANDE (94)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des personnes les plus vulnérables	380 000,00 €	30,00 %	114 000,00 €
	Montant Total de la subvention		114 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-825-204142-182004-200
18200402- Aménagements de sécurité sur RD

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT MANDE
Adresse administrative : 10 PL CHARLES DIGEON
94160 ST MANDE CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Patrick BEAUDOUIN, Maire

N° SIRET : 21940067800013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des personnes les plus vulnérables
Rapport Cadre : CR37-14 du 19/06/2014

Objet du projet : AMENAGEMENT DE SECURITE DE LA RUE MONGENOT ENTRE LA LIMITE DE LA VILLE DE PARIS ET L'AVENUE VICTOR HUGO A SAINT-MANDE (94).

Date prévisionnelle de début de projet : 1 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La rue Mongenot est une voie de desserte locale reliant l'extrémité ouest du boulevard de la Guyane à Paris à l'avenue Victor Hugo à Saint-Mandé.

C'est une voie à sens unique depuis Paris vers Saint-Mandé qui présente une largeur de chaussée d'environ 5m et une bande latérale de stationnement à droite côté impair. Les cheminements piétonniers latéraux ont des largeurs comprises entre 2,20 et 4,20m côté pair et entre 2,20 et 7,50m côté impair.
Elle dessert un environnement modérément urbanisé, comprenant des équipements publics comme

l'institut départemental des aveugles "Le Val Mandé", le collège Offenbach et le groupe scolaire Paul Bert, qui génèrent un flux important de piétons.
Deux traversées piétonnes sont matérialisées sur la rue Mongenot, l'une en pavés collés au droit du n°10 et la seconde en peinture au droit de l'entrée piétonne de l'institut départemental "Le Val Mandé".

Description :
Afin de sécuriser les abords de ces établissements recevant du public et les traversées leur donnant accès, le maitre d'ouvrage propose, d'une part la création d'un plateau surélevé d'environ 40ml au droit de l'entrée de l'institut "Le Val Mandé" et d'autre part la création d'une traversée piétonne surélevée équipée de bandes de guidage spécifique en faveur des personnes déficiente visuellement au droit du n°10 de la rue Mongenot.

Un cheminement de courtoisie sera réalisé par la pose de bordures arasées et d'un enrobé de couleur contrastée depuis l'accès à l'institut départemental vers le boulevard de la Guyane à Paris.
Trois places de stationnement PMR seront créées au droit du plateau surélevé pour la dépose minute face à l'institut départemental.
Cet aménagement sera adapté dans sa totalité en faveur des personnes handicapées et à mobilité réduite.
Les signalisations horizontales et verticales seront mises en conformité.

Intérêt régional :
Politique régionale de sécurité routière prévue par le dispositif 2 de l'annexe 6 à la délibération CR 37-14 du 19 juin 2014 concernant la sécurisation des traversées des voies routières par les usagers les plus vulnérables aux abords immédiats des établissements recevant du public.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire à recruter 3 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Tous les types d'usagers de la route et particulièrement les plus vulnérables

Détail du calcul de la subvention :
- Dépense subventionnable : 380 000 € HT.
- Part de financement relevant de maîtrise d'ouvrage : 70% de la dépense subventionnable HT soit 266 000 €.
- Subvention régionale (CR37-14) dans le cadre du dispositif de sécurité routière : le taux de financement maximal est de 30% de la dépense subventionnable, soit une subvention de 114 000 € pour la réalisation d'un aménagement de sécurité à Saint-Mandé, correspondant à 30% du montant des travaux HT.

Localisation géographique :
- SAINT-MANDE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	380 000,00	100,00%
Total	380 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Commune de Saint-Mandé	266 000,00	70,00%
Région Ile-de-France	114 000,00	30,00%
Total	380 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	80 000,00 €
2018	34 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Politique énergie climat	95 080,00 €
	Montant total	95 080,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013160

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : PROGRAMME 2016 D'ACTIONS DE TRAITEMENT DES OBSTACLES LATERAUX SUR LE RESEAU VIAIRE DEPARTEMENTAL DANS LE VAL-D'OISE (95)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 500 000,00 €	50,00 %	750 000,00 €
	Montant Total de la subvention		750 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-825-204132-182004-200
18200402- Aménagements de sécurité sur RD

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DU VAL D'OISE QRT NOUVELLE PREFECTURE
Adresse administrative : 2 AV DU PARC 95032 CERGY PONTOISE CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Arnaud BAZIN, Président

N° SIRET : 22950127500015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure
Rapport Cadre : CR37-14 du 19/06/2014

Objet du projet : PROGRAMME 2016 D'ACTIONS DE TRAITEMENT DES OBSTACLES LATERAUX SUR LE RESEAU VIAIRE DEPARTEMENTAL DANS LE VAL-D'OISE (95)

Date prévisionnelle de début de projet : 1 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 15 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Entre 2010 et 2014, le Conseil départemental a recensé 149 personnes décédées suite à des accidents de la route, parmi elles 42 sont décédées suite à un accident se produisant contre un obstacle latéral (ouvrages fixe aux abords de la voirie).
Suite à ce constat, les services départementaux du Val-d'Oise ont réalisé un relevé et une analyse des obstacles latéraux sur le réseau viaire départemental mettant en évidence qu'1/3 des accidents mortels se produisent contre ces obstacles qui dans 50% des cas, sont situés à moins de 2m du bord de la chaussée.
Dans le cadre de son programme 2016 de traitement des obstacles latéraux sur le réseau relevant de sa

compétence, le département du Val-d'Oise projette des interventions sur les arbres, les poteaux et maçonnerie, les fossés et talus, les courbes de voirie suivant des préconisations détaillées pour chaque type d'obstacle au moyen d'analyse multicritère.

Description :
Afin d'optimiser la sécurité routière de son réseau de voirie, le maître d'ouvrage propose un programme d'intervention pendant une durée de 2 années sur la totalité des voiries afin de créer ou d'adapter des protections latérales.
La première partie porte en particulier, pour l'année 2016, sur les RD suivantes :
- RD 28,
- RD 64,
- RD 79,
- RD 311,
- RD 317,
- RD 909,
- RD 913,
- RD 922,

Les travaux comprendront différents types d'intervention en fonction de l'obstacle à traiter :
- Suppression de l'obstacle ou implantation d'une glissière de sécurité continue et d'une bande dérasée de 1 à 2m de large le long de l'alignement si les arbres sont situés à moins de 2,4m. Lorsque l'alignement à isoler est long, il sera prévu des refuges pour les arrêts d'urgence.
- Sécurisation des ouvrages maçonnés par la couverture des têtes d'aqueduc, réalisation d'un chanfrein sur les extrémités des murets ou des parapets, pose d'une balise de signalisation J13.
- Déplacement de poteaux électriques et de télécommunication en liaison avec les concessionnaires concernés.
- Possibilité de fragiliser l'obstacle au moyen de support fusible ou déformable qui doivent respecter les règlementations en vigueur en matière des dispositifs de retenue.

Les signalisations horizontales et verticales seront mises en conformité.

Intérêt régional :
Politique régionale de sécurité routière, article 1§1 du dispositif 1 de l'annexe 6 à la délibération CR 37-14 du 19 juin 2014 visant à sécuriser les zones d'accumulations d'accidents répertoriés.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter au moins un stagiaire ou alternant

Public(s) cible(s) :
Tous les types d'usagers de la route.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément à l'article 1§1 du dispositif 1 de l'annexe 6 de la délibération CR 37-14 précitée, l'opération bénéficie d'un taux de financement de 50% du montant subventionnable du projet soit une subvention de 750.000€ pour un montant subventionnable de 1.500.000 € HT.

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ETUDES ET TRAVAUX SUR RESEAU VIAIRE DEPARTEMENTAL	1 500 000,00	100,00%
Total	1 500 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	750 000,00	50,00%
CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL-D'OISE	750 000,00	50,00%
Total	1 500 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	700 000,00 €
2018	50 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	695 261,50 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	6 000 000,00 €
2013	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	275 805,00 €
2013	Opérations d'infrastructure de transports en commun	10 000 000,00 €
2013	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	64 000,00 €
2013	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	29 010,55 €
2013	Terrains Synthétiques de grands Jeux	159 063,60 €
2013	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	550 000,00 €
2014	Aménagement des infrastructures routières départementales	8 500 000,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	675 799,00 €
2014	E-administration	-23 350,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	3 500 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	5 800 000,00 €
2014	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	48 918,52 €
2014	Réserves Naturelles Régionales Investissement	19 390,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	42 881,18 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	550 000,00 €
2015	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	360 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	1 682 480,00 €
2015	Innovation et actions pilotes - Inv	83 750,00 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	22 921,22 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	33 482,40 €

2015	Soutien à l'immobilier d'entreprises	973 330,00 €
2015	Soutien aux espaces de travail collaboratif	110 000,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	32 500,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	440 000,00 €
2016	Aménagement des infrastructures routières départementales	1 500 000,00 €
2016	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	38 591,70 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	300 000,00 €
	Montant total	42 487 184,67 €

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 12/10/2016
- Date de réception en préfecture: 12/10/2016

DELIBERATION N° CP 16-518

DU 12 OCTOBRE 2016

ATTRIBUTION DE SUBVENTION DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE REGIONALE EN FAVEUR DE L'ACTION TERRITORIALE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;
VU La loi n° 82-1153 modifiée du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs ;
VU La délibération cadre n° CR 36-14 du 19 juin 2014 relative au Plan de Déplacements Urbains d'Île-de-France (PDUIF) ;
VU La délibération cadre n° CR 37-14 du 19 juin 2014 relative au Plan d'action régional en faveur de la mobilité durable (PRMD) ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission Permanente ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à la mise en œuvre de la mesure « 100 000 stages pour les jeunes franciliens » ;
VU La délibération n° CP 15-175 du 09 avril 2015 relative à l'attribution de subventions dans le cadre des politiques régionales de l'action territoriale ;
VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2016 ;
VU Le rapport CP 16-518 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;
VU L'avis de la Commission des transports ;
VU L'avis de la Commission des finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article unique : HP 818-014 « PDU : PLD et actions territoriales »

Décide de participer au titre de l'annexe 5 à la délibération n° CR 37-14 relative à la Politique régionale en faveur de l'action territoriale et au financement du projet de desserte par les transports en commun du lycée professionnel Champ de Claye à Claye-Souilly en Seine-et-Marne détaillée en annexe 2 *(fiche projet)* à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 705 600 €.

Bénéficiaire	Opération	Localisation	Subvention régionale proposée
Claye-Souilly	Amélioration de la desserte en transports en commun du lycée professionnel	Seine-et-Marne	**705 600 €**

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n° CP 15-175 du 09 avril 2015 modifiée, pour tenir compte des dispositions de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme **705 600 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 818 « Autres transports en commun » programme HP 818-014 « Etudes d'amélioration et de développement de l'offre de transports » - action 18101401 « PDU : PLD et actions territoriales » du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 à la présente délibération.

La Présidente du Conseil régional
d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-518	Budget	2016

Chapitre	**908 - Transports**
Code fonctionnel	**818 - Autres transports en commun**
Programme	**181014 - Études d'amélioration et de développement de l'offre de transport**
Action	**18101401 - PDU : PLD et actions territoriales**

Dispositif : N° 00000825 - Amélioration de la desserte de certains équipements à vocation régionale

Dossier	16013248 - AMENAGEMENT DE LA DESSERTE BUS DU LYCEE CHAMP DE CLAYE A CLAYE-SOUILLY (77)			
Bénéficiaire	R336 - COMMUNE DE CLAYE SOUILLY			
Localisation	CLAYE-SOUILLY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	705 600,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 008 000,00 €	HT	70 %	705 600,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000825 - Amélioration de la desserte de certains équipements à vocation régionale	705 600,00 €

Total sur l'imputation 908 - 818 - 181014 - 18101401	705 600,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHE PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013248

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : AMENAGEMENT DE LA DESSERTE BUS DU LYCEE CHAMP DE CLAYE A CLAYE-SOUILLY (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Amélioration de la desserte de certains équipements à vocation régionale	1 008 000,00 €	70,00 %	705 600,00 €
	Montant Total de la subvention		705 600,00 €

Imputation budgétaire : 908-818-204142-181014-200
18101401- PDU : PLD et actions territoriales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CLAYE SOUILLY
Adresse administrative : 67 ALL ANDRE BENOIST
77410 CLAYE-SOUILLY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Yves ALBARELLO, Maire

N° SIRET : 21770118400012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Amélioration de la desserte de certains équipements à vocation régionale
Rapport Cadre : CR37-14 du 19/06/2014

Objet du projet : AMENAGEMENT DE LA DESSERTE BUS DU LYCEE CHAMP DE CLAYE A CLAYE-SOUILLY (77)

Date prévisionnelle de début de projet : 14 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'avenue Pasteur (RD 34) est un axe routier structurant pour la ville de Claye-Souilly depuis Paris et les communes du sud-ouest du département de Seine-et-Marne vers la RN3.
La Commune de Claye-Souilly a programmé le réaménagement de la place actuelle située en entrée de ville et contiguë à la RD 34 permettant la desserte du lycée professionnel « Champ de Claye » (600 élèves). Cet espace est composé de deux trottoirs peu larges (2m et 1,5m), d'espaces verts, d'une voirie et de stationnement, de deux arrêts de bus desservis par 6 lignes peu sécurisés et sous-dimensionnés.
Le projet consiste en la modification de la place desservant le lycée « Champ de Claye » afin d'améliorer sa desserte bus et de sécuriser les flux piétons.

Concernant les points d'arrêt et la circulation des bus, le projet prévoit :
• La création de 4 points d'arrêts bus en remplacement de l'arrêt actuel. Un arrêt sera implanté pour permettre au bus de se diriger vers Villevaudé (ouest), les trois autres seront implantés le long d'une voie en site propre bus (permettant également l'accès aux logements de fonction bordant le lycée à l'est).
• Le déplacement de l'arrêt actuel rue Pasteur qui sera rapproché de la ligne de feux afin d'éviter les traversées dangereuses.
• L'élargissement des quais bus et le remplacement du trottoir par un parvis de 5 mètres de large sécurisant et améliorant ainsi les flux piétons lors des montées et descentes.

Concernant l'accessibilité piétonne, le projet prévoit :
• La création de grands parvis piétons isolés des flux de véhicules qui favoriseront la lisibilité des cheminements privilégiés.
• L'ouverture de grands espaces aux piétons permettant de sécuriser les flux de lycéens aux horaires d'arrivée et de rejoindre les arrêts de bus et la dépose minute en toute sécurité.
• La création de plateaux surélevés au niveau des traversées piétonnes priorisant les flux piétons sur les autres modes. En continuité, seront réalisés sur la traversée de la RD 34 au niveau du lycée, des passages piétons avec abaissement de bordures et reprise des ilots refuges.

Description :
- La voirie et le parvis seront traités en béton pour unifier l'espace.
- La piste cyclable existante est maintenue et intégrée au nouvel aménagement
- Quatre places de stationnement seront reconstituées dont une accessible aux PMR.
- Un mobilier urbain identique à celui de la ville sera mis en place, avec abris bus et assises
- Les réseaux d'éclairages seront repris et la SLT ajustée
- Le traitement paysager sera composé sur la base de celui mis en œuvre sur la RD34

Intérêt régional :
Poursuite de la politique régionale de sécurité routière par le dispositif 2 de l'annexe 5 à la délibération CR 37-14 du 19 juin 2014 portant sur l'amélioration de la desserte de certains équipements publics à vocation régionale.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire à recruter 3 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Tous les usagers de la route et particulièrement en faveur de ceux des transports en commun.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément à l'article 3 du dispositif 2 de l'annexe 5 à la délibération CR 37-14 précitée, l'opération bénéficie d'un taux de financement de 70% du montant subventionnable du projet soit une subvention de 705.600 € pour un montant subventionnable de 1.008.000 € HT.

Localisation géographique :
- CLAYE-SOUILLY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE VOIRIE	1 008 000,00	100,00%
Total	1 008 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	705 600,00	70,00%
COMMUNE DE CLAYE-SOUILLY	302 400,00	30,00%
Total	1 008 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	620 000,00 €
2018	85 600,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Terrains Synthétiques de grands Jeux	170 115,73 €
2015	Contrat régional territorial	909 062,25 €
	Montant total	909 062,25 €

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 12/10/2016
- Date de réception en préfecture: 12/10/2016

DELIBERATION N° CP 16-519
DU 12 OCTOBRE 2016

PARTICIPATION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE DE FRANCE - 2 EME AFFECTATION AU TITRE DE 2016

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;
VU Le Code des transports ;
VU La loi n°82-1153 modifiée du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs ;
VU L'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Ile-de-France ;
VU Le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;
VU La délibération n° CR 78-10 du 18 novembre 2010 relative à la participation de la Région d'Ile-de-France au financement du réseau PAM Ile-de-France Services de transport spécialisé pour les personnes handicapées - Evolution du dispositif ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU La délibération n° CP 10-537 du 8 juillet 2010 relative à la mise en place d'un centre de réservation et de gestion des transports spécialisés en faveur des personnes handicapées dans le Département du Val-de-Marne ;
VU La délibération n° CP 11-385 du 19 mai 2011 relative à la mise en place d'un centre de réservation et de gestion des transports spécialisés en faveur des personnes handicapées dans le Département de Seine-et-Marne ;
VU La délibération du n° CP 13-508 du 11 juillet 2013 relative à la mise en place d'un centre de réservation et de gestion des transports spécialisés en faveur des personnes handicapées dans les Départements de l'Essonne et des Hauts-de-Seine ;
VU La délibération n° CP 14-391 du 18 juin 2014 relatives à la mise en place d'un centre de réservation et de gestion des transports spécialisés en faveur des personnes handicapées dans les Départements des Yvelines et de Seine-Saint-Denis ;
VU La délibération n° CP 16-209 du 15 juin 2016 relative aux conventions de financement des réseaux en faveur des personnes handicapées dans les Départements de Paris et du Val-d'Oise ;
VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2016 ;
VU Le rapport CP 16-519 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;
VU L'avis de la Commission des transports ;
VU L'avis de la Commission des finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide de participer au titre du dispositif « Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite », au financement des projets détaillés en annexe 2 (fiches projet) à la présente délibération par l'attribution de subventions pour les huit départements concernés d'un montant maximum prévisionnel de 5 950 000 €.

Bénéficiaires	**Actions (18101801)**
Département de Paris	2 000 000 €
Département du Val-de-Marne	600 000 € (dont 595 000 € au titre de l'année 2016, et 5 000 € au titre du solde de l'année 2015)
Département de Seine-Saint-Denis	550 000 €
Département des Yvelines	500 000 €
Département de l'Essonne	400 000 €
Département de Seine-et-Marne	1 050 000 €
Département des Hauts-de-Seine	350 000 €
Département du Val-d'Oise	500 000 €

Affecte une autorisation d'engagement de **5 950 000 €** disponible sur le chapitre 938 « Transports » - code fonctionnel 818 « Autres Transports en Commun », programme HP 818-018 « Transports spécialisés en faveur des personnes handicapées » - action 18101801 «Transports spécialisés en faveur des personnes handicapées » du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 2 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions fixées à l'article 1, à compter du 1er janvier 2016 pour les Départements 75, 77, 78, 91, 92, 93, 95, et à compter du 01 octobre 2015 pour le Département 94, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	R0008848	Budget	2016

Chapitre	**938 - Transports**
Code fonctionnel	**818 - Autres transports en commun**
Programme	**181018 - Transports spécialisés en faveur des personnes handicapées**
Action	**18101801 - Transports spécialisés en faveur des personnes handicapées**

Dispositif : N° 00000428 - Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite

Dossier	16014789 - PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE			
Bénéficiaire	R2305 - DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	600 000,00 €		Code nature	65733
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 800 000,00 €	TTC	33 %	600 000,00 €	

Dossier	16014790 - PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DE LA SEINE SAINT DENIS			
Bénéficiaire	R2304 - DEPARTEMENT DE LA SEINE SAINT DENIS			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	550 000,00 €		Code nature	65733
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 650 000,00 €	TTC	33,33 %	550 000,00 €	

Dossier	16014791 - PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DE L'ESSONNE			
Bénéficiaire	R2302 - DEPARTEMENT DE L ESSONNE			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	400 000,00 €		Code nature	65733
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 200 000,00 €	TTC	33,33 %	400 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	R0008848	Budget	2016

Dossier	16014792 - PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE			
Bénéficiaire	R2300 - DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 050 000,00 €		Code nature	65733
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 150 000,00 €	TTC	33,33 %	1 050 000,00 €	

Dossier	16014793 - PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE			
Bénéficiaire	R2303 - DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	350 000,00 €		Code nature	65733
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 050 000,00 €	TTC	33,33 %	350 000,00 €	

Dossier	16014794 - PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DES YVELINES			
Bénéficiaire	R2301 - DEPARTEMENT DES YVELINES			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	500 000,00 €		Code nature	65733
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 500 000,00 €	TTC	33,33 %	500 000,00 €	

Dossier	16014795 - PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DU VAL D'OISE			
Bénéficiaire	R2306 - DEPARTEMENT DU VAL D'OISE QRT NOUVELLE PREFECTURE			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	500 000,00 €		Code nature	65733
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 500 000,00 €	TTC	33,33 %	500 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	R0008848	Budget	2016

Dossier	16014796 - PARTICIPATION DE LA REGION ILE DE FRANCE AU FINANCEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DE PARIS				
Bénéficiaire	R2307 - DEPARTEMENT DE PARIS				
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	2 000 000,00 €			Code nature	65733
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 000 000,00 €	TTC		33,33 %	2 000 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000428 - Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	5 950 000,00 €

Total sur l'imputation 938 - 818 - 181018 - 18101801	5 950 000,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHE PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014796

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : PARTICIPATION DE LA REGION ILE DE FRANCE AU FINANCEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DE PARIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	6 000 000,00 €	33,33 %	2 000 000,00 €
	Montant Total de la subvention		2 000 000,00 €

Imputation budgétaire : 938-818-65733-181018-200
18101801- Transports spécialisés en faveur des personnes handicapées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE PARIS
Adresse administrative : 4 PLACE DE L'HOTEL DE VILLE
75004 PARIS
Statut Juridique : Département
Représentant : Madame Anne HIDALGO, Présidente

N° SIRET : 22750005500016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite
Rapport Cadre : CR78-10 du 18/11/2010

Objet du projet : PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE DE FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DE PARIS

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Ile-de-France couvrent les courses effectuées durant l'année civile. Une première affectation 'forfaitaire' permet de couvrir les premiers besoins de financement. Cette seconde affectation permet de caler la dotation annuelle au plus juste en fonction du montant des factures déjà présentées et des dernières prévisions transmises par le Département, maître d'ouvrage du service.

Description :
Le service PAM75 est régi depuis le 1er janvier 2011 par la nouvelle convention PAM II approuvée par délibération n° CR 78-10 du 17 novembre 2010 et signée le 01 février 2011 entre le Département de Paris, le STIF et la Région.

La convention prévoit un montant plafond annuel pour la participation de la Région de 4 200 000 € (TTC) en valeur 2009, soit 4 605 318 € (TTC) aux conditions économiques 2016.

Les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Ile-de-France couvrent les courses effectuées durant l'année civile. Une première affectation « forfaitaire » attribuée lors de la CP n°16-209 du 15 juin 2016 a permis de couvrir les premiers besoins de financement.

Cette seconde affectation permettra de couvrir le besoin annuel au plus juste, en fonction du montant des factures déjà présentées et des dernières prévisions du nombre de courses transmises par le Département, maîtres d'ouvrage du service.

La dotation 2016 est calculée sur une estimation de 296 000 courses (le Département de Paris a été fortement impacté par les manifestations du premier semestre 2016).

PAM 75

Type de course	*Estimation du nombre de courses 2016*	*Estimé 2015*	*Coût moyen pondéré par zone*
Zone 1	283 830	*292 854*	14 833 953,0 €
Zone 2	9 820	*9 060*	513 227,7 €
Zone 3	1 980	*1 482*	103 481,8 €
Zone 4	370	*604*	19 337,5 €
TOTAUX	**296 000**	*304 000*	**15 470 000,0 €**

Le coût moyen pondéré par zone prend en compte l'ensemble des coûts. Selon les départements : le coût individuel de la course (part usager au tarif STIF comprise), le coût du contrôle, le coût de la centrale d'appels, etc.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DE PARIS	6 000 000,00	100,00%
Total	6 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CD75 (en cours)	2 000 000,00	33,33%
STIF (en cours)	2 000 000,00	33,33%
RIF (en cours)	2 000 000,00	33,33%
Total	6 000 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	2 000 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à l'investissement au sein des Maisons De l'Emploi et de la Formation (MDEF)	35 000,00 €
2013	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	4 000 000,00 €
2013	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	330 000,00 €
2013	Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des piétons	66 000,00 €
2013	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	518 000,00 €
2013	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	4 300 000,00 €
2014	Aires d'accueil pour les gens du voyage	607 000,00 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	4 200 000,00 €
2015	Aide aux centres de planification-contraception-IVG	41 229,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	4 200 000,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	2 100 000,00 €
	Montant total	16 397 229,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014789

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 800 000,00 €	33,00 %	600 000,00 €
	Montant Total de la subvention		600 000,00 €

Imputation budgétaire : 938-818-65733-181018-200
18101801- Transports spécialisés en faveur des personnes handicapées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE
Adresse administrative : AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
94054 CRETEIL
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Christian FAVIER, Président

N° SIRET : 22940028800010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite
Rapport Cadre : CR78-10 du 18/11/2010

Objet du projet : PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE

- 555 000 € au titre de l'année 2016
- 5 000 € au titre du solde de l'année 2015

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Ile-de-France couvrent les courses effectuées durant l'année civile. Une première affectation 'forfaitaire' permet de couvrir les premiers besoins de financement. Cette seconde affectation permet de caler la dotation annuelle au plus juste en fonction du montant des factures déjà présentées et des dernières prévisions transmises par le Département, maître d'ouvrage du service.

En 2015 la réalisation s'est avérée plus élevée que prévu pour le Département du Val de Marne et un

solde de 5 000 € n'a pas pu être couvert par les autorisations d'engagement 2015. Il convient d'autoriser en application de l'article 29 du règlement budgétaire et financier la prise en charge de cette dépense.

Ainsi, au total de l'année 2015, la participation Régionale au dispositif PAM 94 s'élève à la hauteur de 1 095 000 €, soit un montant nettement inférieur au plafond conventionnel fixé à 1 644 000 € (conditions économiques 2015).

Description :
Le service PAM 94 est régi depuis le 1er janvier 2011 par la nouvelle convention PAM II approuvée par délibération n° CR 78-10 du 17 novembre 2010 et signée le 01 mars 2011 entre le Département du Val de Marne, le STIF et la Région.

La convention prévoit un plafond annuel pour la participation de la Région de 1 500 000 € en valeur 2009, soit 1 644 756 € (TTC) aux conditions économiques 2016.

Les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Ile-de-France couvrent les courses effectuées durant l'année civile. Une première affectation « forfaitaire » attribuée lors de la CP n° 16-209 du 15 juin 2016 a permis de couvrir les premiers besoins de financement.

Cette seconde affectation permettra de couvrir le besoin annuel au plus juste, en fonction du montant des factures déjà présentées et des dernières prévisions du nombre de courses transmises par le Département, maître d'ouvrage du service.

La dotation 2016 est calculée sur une estimation de 56 680 courses.

PAM 94

Type de course	***Estimation du nombre de courses 2016***	*Estimé 2015*	***Coût moyen pondéré par zone***
Zone 1	48 556	*53 813*	3 021 625,8 €
Zone 2	7 051	*6 225*	438 781,7 €
Zone 3	890	*1 006*	55 384,4 €
Zone 4	182	*204*	11 325,8 €
TOTAUX	**56 680**	*60 605*	**3 527 117,8 €**

Le coût moyen pondéré par zone prend en compte l'ensemble des coûts. Selon les départements : le coût individuel de la course (part usager au tarif STIF comprise), le coût du contrôle, le coût de la centrale d'appels, etc.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILLE DE FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE	1 800 000,00	100,00%
Total	1 800 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CD 94 (en cours)	600 000,00	33,33%
STIF (en cours)	600 000,00	33,33%
RIF (en cours)	600 000,00	33,33%
Total	1 800 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	600 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aménagement des infrastructures routières départementales	2 000 000,00 €
2013	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	9 584 800,00 €
2013	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	2 913 103,40 €
2013	Education à l'environnement vers un développement durable	50 000,00 €
2013	Politique de l'eau-Investissement	3 160 896,00 €
2013	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	82 000,00 €
2013	Soutien études & mise en œuvre plans déplacements scol. & interentreprises (Fct)	12 000,00 €
2013	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 200 000,00 €
2014	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	95 000,00 €
2014	Aménagement des infrastructures routières départementales	4 951 650,30 €
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	12 956 555,50 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	3 157 778,00 €
2014	Education à l'environnement vers un développement durable	50 000,00 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	3 261 500,00 €
2014	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	4 567 150,00 €
2014	Réseaux d'initiative publique (collectivités)	5 800 000,00 €
2014	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	142 500,00 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	45 000,00 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 200 000,00 €
2015	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	76 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	530 990,00 €
2015	Education à l'environnement vers un développement durable	25 000,00 €
2015	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	450 000,00 €
2015	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	2 548 361,76 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	-2 217 545,93 €
2015	Plan d'urgence pour l'accueil et l'hébergement des réfugiés	116 604,00 €
2015	Plan régional énergies- sensibilisation	10 000,00 €

2015	Politique énergie climat	100 000,00 €
2015	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	3 035 865,93 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 090 000,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	779 000,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	600 000,00 €
	Montant total	64 591 754,89 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014790

Conseil régional du 13 octobre 2016

Objet : PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DE LA SEINE SAINT DENIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 650 000,00 €	33,33 %	550 000,00 €
	Montant Total de la subvention		550 000,00 €

Imputation budgétaire : 938-818-65733-181018-200
18101801- Transports spécialisés en faveur des personnes handicapées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE LA SEINE SAINT DENIS
Adresse administrative : 3 ESPLANADE JEAN MOULIN
93006 BOBIGNY CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur STEPHANE TROUSSEL, Président

N° SIRET : 22930008201453

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite
Rapport Cadre : CR78-10 du 18/11/2010

Objet du projet : PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DE LA SEINE SAINT DENIS

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 octobre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Ile-de-France couvrent les courses effectuées durant l'année civile. Une première affectation 'forfaitaire' permet de couvrir les premiers besoins de financement. Cette seconde affectation permet de caler la dotation annuelle au plus juste en fonction du montant des factures déjà présentées et des dernières prévisions transmises par le Département, maître d'ouvrage du service.

Description :
Le service PAM 93 est régi depuis le 1er août 2014 par la convention PAM II approuvée par délibération n° CP 14-391 du 18 juin 2014 et signée le 04 août 2014 entre le Département de la Seine Saint Denis, le STIF et la Région.

La convention prévoit un montant plafond annuel pour la participation de la Région de 1 500 000 € en valeur 2009, soit 1 644 756 € (TTC) aux conditions économiques 2016.

Les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Ile-de-France couvrent les courses effectuées durant l'année civile. Une première affectation « forfaitaire » attribuée lors de la CP n° 16-209 du 15 juin 2016 a permis de couvrir les premiers besoins de financement.

Cette seconde affectation permettra de couvrir le besoin annuel au plus juste, en fonction du montant des factures déjà présentées et des dernières prévisions du nombre de courses transmises par le Département, maître d'ouvrage du service.

La dotation 2016 est calculée sur une estimation de 58 663 courses.

PAM 93

Type de course	***Estimation du nombre de courses 2016***	*Estimé 2015*	***Coût moyen pondéré par zone***
Zone 1	41 384	*43 769*	2 516 653,2 €
Zone 2	13 589	*12 044*	826 377,3 €
Zone 3	3 396	*2 644*	206 518,3 €
Zone 4	270	*270*	16 419,3 €
Zone 5	24	*24*	1 459,5 €
TOTAUX	**58 663**	*58 751*	**3 567 427,6 €**

Le coût moyen pondéré par zone prend en compte l'ensemble des coûts. Selon les départements : le coût individuel de la course (part usager au tarif STIF comprise), le coût du contrôle, le coût de la centrale d'appels, etc.

Localisation géographique :

- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS	1 650 000,00	100,00%
Total	1 650 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CD 93 (en cours)	550 000,00	33,33%
STIF (en cours)	550 000,00	33,33%
RIF (en cours)	550 000,00	33,33%
Total	1 650 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	**Montant**
2016	550 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	1 000 000,00 €
2013	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	5 324 053,00 €
2013	Animation régionale en direction des acteurs de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale	47 000,00 €
2013	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	174 162,60 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	1 300 000,00 €
2013	Fret - Gérer les flux dans les zones urbaines denses	35 000,00 €
2013	Opérations d'infrastructure de transports en commun	31 200 000,00 €
2013	Plan régional énergies-Investissement maitre d'ouvrage	139 200,00 €
2013	Politique énergie climat	50 000,00 €
2013	Réalisation de maisons de l'environnement et du développement durable	946 496,69 €
2013	Réseaux d'initiative publique (collectivités)	5 400 000,00 €
2013	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	257 500,00 €
2013	Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des piétons	1 188 546,00 €
2013	Soutien aux structures de prévention	250 000,00 €
2013	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	34 000,00 €
2013	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 085 000,00 €
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	374 650,00 €
2014	Animation régionale en direction des acteurs de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale	42 000,00 €
2014	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	27 600,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	865 154,43 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	14 877 100,00 €
2014	Politique énergie climat	252 600,00 €
2014	Réseaux d'initiative publique (collectivités)	400 000,00 €
2014	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 017 500,00 €
2014	Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des piétons	243 600,00 €
2014	Soutien aux structures de prévention	235 000,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	500 000,00 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 100 000,00 €
2015	Aménagement des infrastructures routières départementales	576 000,00 €
2015	Animation régionale en direction des acteurs de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale	42 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	717 224,00 €
2015	E-administration	60 000,00 €
2015	Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes (CR46-14)	20 000,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	455 040,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	4 958 012,67 €
2015	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	950 000,00 €
2015	Plan Piscines Régional	1 920 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	60 000,00 €
2015	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	235 000,00 €

2015	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	11 452 504,00 €
2015	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 072 000,00 €
2015	Soutien au haut débit et ressources numériques au développement des TICE	96 000,00 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	450 000,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 015 000,00 €
2016	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	927 500,00 €
2016	Soutien aux actions en faveur de la lutte contre la pollution	38 500,00 €
2016	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	450 000,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	550 000,00 €
	Montant total	94 238 243,39 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014794

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DES YVELINES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 500 000,00 €	33,33 %	500 000,00 €
	Montant Total de la subvention		500 000,00 €

Imputation budgétaire : 938-818-65733-181018-200
18101801- Transports spécialisés en faveur des personnes handicapées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DES YVELINES
Adresse administrative : 2 PLACE ANDRE MIGNOT
78012 VERSAILLES
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Pierre BEDIER, Président

N° SIRET : 22780646000019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite
Rapport Cadre : CR78-10 du 18/11/2010

Objet du projet : PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DES YVELINES

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Ile-de-France couvrent les courses effectuées durant l'année civile. Une première affectation 'forfaitaire' permet de couvrir les premiers besoins de financement. Cette seconde affectation permet de caler la dotation annuelle au plus juste en fonction du montant des factures déjà présentées et des dernières prévisions transmises par le Département, maître d'ouvrage du service.

Description :
Le service PAM 78 est régi depuis le 1er janvier 2011 par la convention PAM II approuvée par délibération n° CR 78-10 du 17 novembre 2010 et signée le 01 février 2011 entre le Département des Yvelines, le STIF et la Région.

La convention prévoit un plafond annuel pour la participation de la Région de 2 400 000 € en valeur 2009, soit 2 631 610 € (TTC) aux conditions économiques 2016.

Les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Ile-de-France couvrent les courses effectuées durant

l'année civile. Une première affectation « forfaitaire » attribuée lors de la CP n° 16-209 du 15 juin 2016 a permis de couvrir les premiers besoins de financement.

Cette seconde affectation permettra de couvrir le besoin annuel au plus juste, en fonction du montant des factures déjà présentées et des dernières prévisions du nombre de courses transmises par le Département, maître d'ouvrage du service.

La dotation 2016 est calculée sur une estimation de 70 000 courses.

PAM 78

Type de course	***Estimation du nombre de courses 2016***	*Estimé 2015*	***Coût moyen pondéré par zone***
Zone 1	16 850	*19 170*	906 125,3 €
Zone 1 bis	34 398	*39 150*	1 849 786,2 €
Zone 2	15 412	*16 512*	828 795,4 €
Zone 3	3 075	*3 276*	165 361,1 €
Zone 4	265	*180*	14 250,6 €
TOTAUX	**70 000**	*78 288*	**3 764 318,6 €**

Le coût moyen pondéré par zone prend en compte l'ensemble des coûts. Selon les départements : le coût individuel de la course (part usager au tarif STIF comprise), le coût du contrôle, le coût de la centrale d'appels, etc.

Localisation géographique :

- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DES YVELINNES	1 500 000,00	100,00%
Total	1 500 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CD78 (en cours)	500 000,00	33,33%
STIF (en cours)	500 000,00	33,33%
RIF (en cours)	500 000,00	33,33%
Total	1 500 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	**Montant**
2016	500 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	607 282,15 €
2013	Environnement des infrastructures routières départementales	1 479 064,00 €
2013	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	641 370,00 €
2013	Politique de l'eau-Investissement	57 464,86 €
2013	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	3 141 500,00 €
2013	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 400 000,00 €
2014	Aménagement des infrastructures routières départementales	2 528 349,70 €
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	29 155,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	2 939 221,78 €
2014	Environnement des infrastructures routières départementales	3 410 546,40 €
2014	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	623 600,00 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	399 980,09 €
2014	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	2 484 500,00 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 400 000,00 €
2015	Aménagement des infrastructures routières départementales	5 000 000,00 €
2015	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	4 200 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	511 328,20 €
2015	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	621 600,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	4 390 000,00 €
2015	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 197 000,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 146 000,00 €
2016	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	621 600,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	700 000,00 €
	Montant total	39 529 562,18 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014791

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DE L'ESSONNE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 200 000,00 €	33,33 %	400 000,00 €
	Montant Total de la subvention		400 000,00 €

Imputation budgétaire : 938-818-65733-181018-200
18101801- Transports spécialisés en faveur des personnes handicapées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE L'ESSONNE
Adresse administrative : BD DE FRANCE
91012 EVRY CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant :
N° SIRET : 22910228000018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite
Rapport Cadre : CR78-10 du 18/11/2010

Objet du projet : PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DE L'ESSONNE

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Ile-de-France couvrent les courses effectuées durant l'année civile. Une première affectation 'forfaitaire' permet de couvrir les premiers besoins de financement. Cette seconde affectation permet de caler la dotation annuelle au plus juste en fonction du montant des factures déjà présentées et des dernières prévisions transmises par le Département, maître d'ouvrage du service.

Description :
Le service PAM 91 est régi par la convention PAM II approuvée par délibération n° CP 12-440 du 12 juillet 2012 et signée le 16 avril 2013 entre le Département de l'Essonne, le STIF et la Région.

La convention prévoit un montant plafond annuel de 2 400 000 € en valeur 2009 pour la participation de la Région, soit 2 631 610 € (TTC) aux conditions économiques 2016.

Les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Ile-de-France couvrent les courses effectuées durant l'année civile. Une première affectation « forfaitaire » attribuée lors de la CP n° 16-209 du 15 juin 2016 a

permis de couvrir les premiers besoins de financement.

Cette seconde affectation permettra de couvrir le besoin annuel au plus juste, en fonction du montant des factures déjà présentées et des dernières prévisions du nombre de courses transmises par le Département, maître d'ouvrage du service.

La dotation 2016 est calculée sur une estimation de 48 270 courses.

PAM 91

Type de course	*Estimation du nombre de courses 2016*	*Estimé 2015*	*Coût moyen pondéré par zone*
Zone 1	34 761	*32 675*	2 101 479,1 €
Zone 2	11 433	*10 350*	691 182,9 €
Zone 3	1 949	*1 797*	117 827,0 €
Zone 4	127	*163*	7 677,8 €
TOTAUX	**48 270**	*44 985*	**2 918 166,8 €**

Le coût moyen pondéré par zone prend en compte l'ensemble des coûts. Selon les départements : le coût individuel de la course (part usager au tarif STIF comprise), le coût du contrôle, le coût de la centrale d'appels, etc.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DE L'ESSONNE	1 200 000,00	100,00%
Total	1 200 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CD 91 (en cours)	400 000,00	33,33%
STIF (en cours)	400 000,00	33,33%
RIF (en cours)	400 000,00	33,33%
Total	1 200 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	400 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	18 600,00 €
2013	Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	45 000,00 €
2013	Aménagement des infrastructures routières départementales	850 000,00 €
2013	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	1 696 121,00 €
2013	Fret - Gérer les flux dans les zones urbaines denses	50 000,00 €
2013	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	276 000,00 €
2013	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	3 641 000,00 €
2013	Soutien aux expérimentations pour dvpment. nouvaux services à la mobilité (Inv)	90 000,00 €
2013	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 153 000,00 €
2014	Accueil de jour en EHPAD	100 000,00 €
2014	Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	90 000,00 €
2014	Aide à l'écriture de scénario (structures)	2 500,00 €
2014	Aménagement des infrastructures routières départementales	1 020 000,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	2 113 221,73 €
2014	Etablissements d'hébergement médicalisé pour les personnes âgées dépendantes	584 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	2 000 000,00 €
2014	Plan régional énergies- sensibilisation	16 670,00 €
2014	Réseaux d'initiative publique (collectivités)	6 900 000,00 €
2014	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	4 096 400,50 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 100 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	30 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	40 000,00 €
2015	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Réseaux d'initiative publique (collectivités)	4 000 000,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 038 000,00 €
2016	Plan régional énergies- sensibilisation	38 720,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Favoriser la production et la distribution d'énergie provenant de sources renouvelables	302 740,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	550 000,00 €
	Montant total	31 897 912,23 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014792

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	3 150 000,00 €	33,33 %	1 050 000,00 €
	Montant Total de la subvention		1 050 000,00 €

Imputation budgétaire : 938-818-65733-181018-200
18101801- Transports spécialisés en faveur des personnes handicapées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE
Adresse administrative : HOTEL DU DEPARTEMENT
77010 MELUN CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Madame MAGALI CHARMET, Directrice

N° SIRET : 22770001000019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite
Rapport Cadre : CR78-10 du 18/11/2010

Objet du projet : PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Ile-de-France couvrent les courses effectuées durant l'année civile. Une première affectation 'forfaitaire' permet de couvrir les premiers besoins de financement. Cette seconde affectation permet de caler la dotation annuelle au plus juste en fonction du montant des factures déjà présentées et des dernières prévisions transmises par le Département, maître d'ouvrage du service.

Description :
Le service PAM 77 est régi depuis le 1er janvier 2011 par la nouvelle convention PAM II approuvée par délibération n° CR 78-10 du 17 novembre 2011 et signée le 05 août 2011 entre le Département de Seine et Marne, le STIF et la Région.

La convention prévoit un montant plafond annuel pour la participation de la Région de 2 400 000 € en valeur 2009, soit 2 631 610 € (TTC) aux conditions économiques 2016.

Les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Ile-de-France couvrent les courses effectuées durant l'année civile. Une première affectation « forfaitaire » attribuée lors de la CP n° 16-209 du 15 juin 2016 a permis de couvrir les premiers besoins de financement.

Cette seconde affectation permettra de couvrir le besoin annuel au plus juste, en fonction du montant des factures déjà présentées et des dernières prévisions du nombre de courses transmises par le Département, maître d'ouvrage du service.

La dotation 2016 est calculée sur une estimation de 130 217 courses.

PAM 77

Type de course	***Estimation du nombre de courses 2016***	*Estimé 2015*	***Coût moyen pondéré par zone***
Zone 1 sub	82 853	*90 482*	5 076 596,5 €
sans sub.	4 467		273 703,5 €
Zone 2 sub	30 776	*30 444*	1 885 717,3 €
sans sub.	673		41 236,3 €
Zone 3 sub	8 501	*9 279*	520 876,1 €
sans sub.	275		16 849,9 €
Zone 4 sub	2 726	*2 717*	167 028,4 €
TOTAUX	**130 271**	*132 922*	**7 982 008,0 €**

Le coût moyen pondéré par zone prend en compte l'ensemble des coûts. Selon les départements : le coût individuel de la course (part usager au tarif STIF comprise), le coût du contrôle, le coût de la centrale d'appels, etc.

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE	3 150 000,00	100,00%
Total	3 150 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CD 77 (en cours)	1 050 000,00	33,33%
STIF (en cours)	1 050 000,00	33,33%
RIF (en cours)	1 050 000,00	33,33%
Total	3 150 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	**Montant**

2016	1 050 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	2 800,00 €
2013	Aménagement des infrastructures routières départementales	1 650 000,00 €
2013	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	2 670 850,00 €
2013	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	46 500,00 €
2013	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	87 500,00 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	3 225 000,00 €
2013	Politique énergie climat	250 000,00 €
2013	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	117 500,00 €
2013	Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des piétons	83 500,00 €
2013	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	193 495,94 €
2013	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	2 300 000,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	516 100,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	3 225 000,00 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	366 800,00 €
2014	Politique énergie climat	31 000,00 €
2014	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	14 950 000,00 €
2014	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	793 000,00 €
2014	Soutien aux nouvaux services à la mobilité (Inv)	147 515,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	55 000,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	145 828,00 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	2 100 000,00 €
2015	Aménagement des infrastructures routières départementales	2 805 230,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	588 600,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	440 000,00 €
2015	Politique énergie climat	66 035,00 €
2015	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 652 000,00 €
2015	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	25 500,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	2 075 000,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	96 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Favoriser la production et la distribution d'énergie provenant de sources renouvelables	303 151,07 €
2016	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	880 000,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 050 000,00 €
	Montant total	42 970 405,01 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014793

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 050 000,00 €	33,33 %	350 000,00 €
	Montant Total de la subvention		350 000,00 €

Imputation budgétaire : 938-818-65733-181018-200
18101801- Transports spécialisés en faveur des personnes handicapées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE
Adresse administrative : 2 BD JACQUES-GERMAIN SOUFFLOT
92015 NANTERRE CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Patrick DEVEDJIAN, Président

N° SIRET : 22920050600157

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite
Rapport Cadre : CR78-10 du 18/11/2010

Objet du projet : PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DEFRANCE DANS LE DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Ile-de-France couvrent les courses effectuées durant l'année civile. Une première affectation 'forfaitaire' permet de couvrir les premiers besoins de financement. Cette seconde affectation permet de caler la dotation annuelle au plus juste en fonction du montant des factures déjà présentées et des dernières prévisions transmises par le Département, maître d'ouvrage du service.

Description :
Le service PAM 92 est régi depuis le 1er janvier 2011 par la convention PAM II approuvée par délibération n° CR 78-10 du 17 novembre 2010 et signée le 01 décembre 2011 entre le Département des Hauts-de-Seine, le STIF et la Région.

La convention prévoit un montant plafond annuel pour la participation de la Région de 1 500 000 € en valeur 2009, soit 1 644 756 € (TTC) aux conditions économiques 2016.

Les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Ile-de-France couvrent les courses effectuées durant l'année civile. Une première affectation « forfaitaire » attribuée lors de la CP n° 16-209 du 15 juin 2016 a permis de couvrir les premiers besoins de financement.

Cette seconde affectation permettra de couvrir le besoin annuel au plus juste, en fonction du montant des factures déjà présentées et des dernières prévisions du nombre de courses transmises par le Département, maître d'ouvrage du service.

La dotation 2016 est calculée sur une estimation de 37 845 courses.

PAM 92

Type de course	***Estimation du nombre de courses 2016***	*Estimé 2015*	***Coût moyen pondéré par zone***
Zone 1	35 500	*32 716*	2 791 903,7 €
Zone 2	1 450	*1 479*	114 035,5 €
Zone 3	875	*771*	68 814,5 €
Zone 4	20	*44*	1 572,9 €
TOTAUX	**37 845**	*35 010*	**2 976 326,6 €**

Le coût moyen pondéré par zone prend en compte l'ensemble des coûts. Selon les départements : le coût individuel de la course (part usager au tarif STIF comprise), le coût du contrôle, le coût de la centrale d'appels, etc.

Localisation géographique :

- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DES HAUTS DE SEINE	1 050 000,00	100,00%
Total	1 050 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CD92 (en cours)	350 000,00	33,33%
STIF (en cours)	350 000,00	33,33%
RIF (en cours)	350 000,00	33,33%
Total	1 050 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	**Montant**
2016	350 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	39 100,00 €
2013	Aide à l'implantation des forces de sécurité	547 629,00 €
2013	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	125 049,00 €
2013	Opérations d'infrastructure de transports en commun	542 857,00 €
2013	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	289 500,00 €
2013	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	600 000,00 €
2014	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	7 250,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	112 536,50 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	4 017 921,00 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	383 700,00 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	770 000,00 €
2015	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	18 100,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	24 678,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	19 603 510,09 €
2015	Plan d'urgence pour l'accueil et l'hébergement des réfugiés	30 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	383 700,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	746 000,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	338 640,50 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	400 000,00 €
	Montant total	32 214 741,48 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014795

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DU VAL D'OISE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 500 000,00 €	33,33 %	500 000,00 €
	Montant Total de la subvention		500 000,00 €

Imputation budgétaire : 938-818-65733-181018-200
18101801- Transports spécialisés en faveur des personnes handicapées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DU VAL D'OISE QRT NOUVELLE PREFECTURE
Adresse administrative : 2 AV DU PARC 95032 CERGY PONTOISE CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Arnaud BAZIN, Président

N° SIRET : 22950127500015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite
Rapport Cadre : CR78-10 du 18/11/2010

Objet du projet : PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DEFRANCE DANS LE DEPARTEMENT DU VAL D'OISE

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Ile-de-France couvrent les courses effectuées durant l'année civile. Une première affectation 'forfaitaire' permet de couvrir les premiers besoins de financement. Cette seconde affectation permet de caler la dotation annuelle au plus juste en fonction du montant des factures déjà présentées et des dernières prévisions transmises par le Département, maître d'ouvrage du service.

Description :
Le service PAM 95 est régi depuis le 1er janvier 2011 par la convention PAM II approuvée par délibération n° CR 78-10 du 17 novembre 2010 et signée le 01 février 2011 entre le Département du Val d'Oise, le STIF et la Région.

La convention prévoit un montant plafond annuel pour la participation de la Région de 2 400 000 € en valeur 2009, soit 2 631 610 € (TTC) aux conditions économiques 2016.

Les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Ile-de-France couvrent les courses effectuées durant l'année civile. Une première affectation « forfaitaire » attribuée lors de la CP n°16-209 du 15 juin 2016 a permis de couvrir les premiers besoins de financement.

Cette seconde affectation permettra de couvrir le besoin annuel au plus juste, en fonction du montant des factures déjà présentées et des dernières prévisions du nombre de courses transmises par le Département, maître d'ouvrage du service.

La dotation 2016 est calculée sur une estimation de 51 088 courses, en nette augmentation par rapport à 2015 suite à la fusion des services PAM 95 et ACCES 95.

PAM 95

Type de course	***Estimation du nombre de courses 2016***	*Estimé 2015*	***Coût moyen pondéré par zone***
Zone 1	37 443	*21 671*	2 205 319,3 €
Zone 2	9 689	*8 084*	570 663,1 €
Zone 3	3 359	*1 564*	197 838,5 €
Zone 4	597	*106*	35 162,1 €
TOTAUX	**51 088**	*31 425*	**3 008 983,0 €**

Le coût moyen pondéré par zone prend en compte l'ensemble des coûts. Selon les départements : le coût individuel de la course (part usager au tarif STIF comprise), le coût du contrôle, le coût de la centrale d'appels, etc.

Localisation géographique :

- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM ILE-DE-FRANCE DANS LE DEPARTEMENT DU VAL D'OISE	1 500 000,00	100,00%
Total	1 500 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CD95 (en cours)	500 000,00	33,33%
STIF (en cours)	500 000,00	33,33%
RIF (en cours)	500 000,00	33,33%
Total	1 500 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	**Montant**
2016	500 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	695 261,50 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	6 000 000,00 €
2013	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	275 805,00 €
2013	Opérations d'infrastructure de transports en commun	10 000 000,00 €
2013	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	64 000,00 €
2013	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	29 010,55 €
2013	Terrains Synthétiques de grands Jeux	159 063,60 €
2013	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	550 000,00 €
2014	Aménagement des infrastructures routières départementales	8 500 000,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	675 799,00 €
2014	E-administration	-23 350,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	3 500 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	5 800 000,00 €
2014	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	48 918,52 €
2014	Réserves Naturelles Régionales Investissement	19 390,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	42 881,18 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	550 000,00 €
2015	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	360 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	1 682 480,00 €
2015	Innovation et actions pilotes - Inv	83 750,00 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	22 921,22 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	33 482,40 €
2015	Soutien à l'immobilier d'entreprises	973 330,00 €
2015	Soutien aux espaces de travail collaboratif	110 000,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	32 500,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	440 000,00 €
2016	Aménagement des infrastructures routières départementales	1 500 000,00 €
2016	Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement	38 591,70 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	300 000,00 €
	Montant total	42 487 184,67 €

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 12/10/2016
- Date de réception en préfecture: 12/10/2016

DELIBERATION N° CP 16-520

DU 12 OCTOBRE 2016

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE REGIONALE DE «TRANSPORT»
OPERATIONS DU CONTRAT DE PLAN ETAT-REGION 2015-2020
SCHEMA DIRECTEUR DE LA LIGNE K DU RESEAU TRANSILIEN
RER E A L'EST ET LIGNE P DU RESEAU TRANSILIEN

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;
VU Le Code des transports ;
VU La délibération du Conseil Régional n° CR 55-13 du 11 juin 2013 relative à la mise en œuvre et au financement du Plan de Mobilisation pour les transports en Ile-de-France sur la période 2013-2017 dans le cadre du Nouveau Grand Paris, signé le 19 juillet 2013 ;
VU La délibération cadre n° CR 36-14 du 19 juin 2014 approuvant le nouveau Plan de Déplacements Urbains d'Ile-de-France (PDUIF) ;
VU La délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 approuvant le versement des subventions régionales accordées pour les opérations de transports du Contrat de Plan 2015-2020 sous forme d'acomptes dans la limite de 95% de la participation régionale, dans son article 3 ;
VU La délibération cadre n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015 ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU La délibération n° CP 13-704 du 17 octobre 2013 approuvant la convention de financement relative aux études et à l'élaboration du schéma directeur du RER E à l'Est et de la ligne P du réseau Transilien et portant affectation d'une autorisation de programme en son article 1 ;
VU La délibération n° CP 16-319 du 12 juillet 2016 approuvant l'avenant à la convention de financement relatif aux études du Schéma directeur du RER E et de la ligne Transilien P ;
VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2016 ;
VU Le rapport CP 16-520 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;
VU L'avis de la Commission des transports ;
VU L'avis de la Commission des finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article unique : PR 811-004 «Liaisons ferroviaires»

Décide de participer au financement des projets détaillés en annexe 2 (fiches projet) à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **4 291 000 €**.

Bénéficiaires	Opérations	Localisation	Action (481004011)
SNCF Réseau	Schéma de secteur ligne K du réseau Transilien – études	Ile-de-France	833 000 €
SNCF Mobilités	Schéma de secteur ligne K du réseau Transilien – études	Ile-de-France	147 000 €
STIF	Schéma de secteur ligne K du réseau Transilien – études	Ile-de-France	70 000 €
SNCF Réseau	Schéma directeur RER E à l'Est et ligne P – Prolongement missions Villiers à Roissy en Brie - études SDP et EUP	Ile-de-France	2 835 000 €
SNCF Mobilités	Schéma directeur RER E à l'Est et ligne P – Prolongement missions Villiers à Roissy en Brie - études SDP et EUP	Ile-de-France	350 000 €
STIF	Schéma directeur RER E à l'Est et ligne P – Prolongement missions Villiers à Roissy en Brie - études SDP et EUP	Ile-de-France	56 000 €

Subordonne le versement de ces subventions à la signature des conventions jointes en annexe 3 à la présente délibération et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **4 291 000 €** disponible sur le chapitre 908 «Transports», code fonctionnel 811 «Transport ferroviaire régional de voyageurs», programme PR 811-004 « Liaisons ferroviaires », action 481004011 « Liaisons ferroviaires » du budget 2016 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Ces affectations relèvent du contrat de plan Etat-Région 2015-2020 :

- Volet 1 «Mobilité multimodale»
- Sous-volet 11 «Nouveau Grand Paris»
- Action 111 «Modernisation du réseau existant – schémas directeurs du Réseau Express Régional et schémas de secteurs»

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-520	Budget	2016

Chapitre	**908 - Transports**
Code fonctionnel	**811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs**
Programme	**481004 - Liaisons ferroviaires**
Action	**481004011 - Liaisons ferroviaires**

Dispositif : N° 00000423 - Opérations d'infrastructure de transports en commun

Dossier	16015211 - SCHEMA DE SECTEUR LIGNE K DU RESEAU TRANSILIEN - ETUDES			
Bénéficiaire	R22844 - SNCF SNCF MOBILITES			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Schéma de secteurs Transilien - ligne K - Hors CPRD			
Montant total	147 000,00 €		Code nature	2041713
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
210 000,00 €	HT	70 %	147 000,00 €	

Dossier	16015212 - SCHEMA DE SECTEUR LIGNE K DU RESEAU TRANSILIEN - ETUDES			
Bénéficiaire	R14154 - RFF SNCF RESEAU			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Schéma de secteurs Transilien - ligne K - Hors CPRD			
Montant total	833 000,00 €		Code nature	2041723
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 190 000,00 €	HT	70 %	833 000,00 €	

Dossier	16015213 - SCHEMA DE SECTEUR LIGNE K DU RESEAU TRANSILIEN - ETUDES			
Bénéficiaire	R1989 - STIF SYNDICAT TRANSPORT ILE DE FRANCE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Schéma de secteurs Transilien - ligne K - Hors CPRD			
Montant total	70 000,00 €		Code nature	2041733
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
100 000,00 €	HT	70 %	70 000,00 €	

Dossier	16015220 - SCHEMA DIRECTEUR RER E A L'EST ET LIGNE P – PROLONGEMENT MISSIONS VILLIERS A ROISSY-EN-BRIE – ETUDES SDP ET EUP			
Bénéficiaire	R14154 - RFF SNCF RESEAU			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Schéma directeur du RER E - Hors CPRD			
Montant total	2 835 000,00 €		Code nature	2041723
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 050 000,00 €	HT	70 %	2 835 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-520	Budget	2016

Dossier	16015221 - SCHEMA DIRECTEUR RER E A L'EST ET LIGNE P – PROLONGEMENT MISSIONS VILLIERS A ROISSY-EN-BRIE – ETUDES SDP ET EUP				
Bénéficiaire	R22844 - SNCF SNCF MOBILITES				
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.				
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Schéma directeur du RER E - Hors CPRD				
Montant total	350 000,00 €			Code nature	2041713
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
500 000,00 €	HT		70 %	350 000,00 €	

Dossier	16015222 - SCHEMA DIRECTEUR RER E A L'EST ET LIGNE P – PROLONGEMENT MISSIONS VILLIERS A ROISSY-EN-BRIE – ETUDES SDP ET EUP				
Bénéficiaire	R1989 - STIF SYNDICAT TRANSPORT ILE DE FRANCE				
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.				
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Schéma directeur du RER E - Hors CPRD				
Montant total	56 000,00 €			Code nature	2041733
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
80 000,00 €	HT		70 %	56 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000423 - Opérations d'infrastructure de transports en commun	4 291 000,00 €

Total sur l'imputation 908 - 811 - 481004 - 481004011	4 291 000,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16015211

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : SCHEMA DE SECTEUR LIGNE K DU RESEAU TRANSILIEN - ETUDES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	210 000,00 €	70,00 %	147 000,00 €
	Montant Total de la subvention		147 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-811-2041713-481004-200
481004011- Liaisons ferroviaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SNCF SNCF MOBILITES
Adresse administrative : 2 PLACE AUX ETOILES
93210 SAINT DENIS
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : PHILIPPE MASSIN, DIRECTEUR D'EXPLOITATION TRANSILIEN

N° SIRET : 55204944791146

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : l'attribution d'une subvention correspondant aux études de Schéma Directeur de la ligne K du réseau Transilien sur le périmètre SNCF Mobilités.

Date prévisionnelle de début de projet : 12 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Les études du schéma directeur portent sur les adaptations d'organisation, d'offre de service, d'infrastructures ou d'équipements divers permettant d'améliorer l'exploitation de la ligne K, en situation normale et/ou dégradée.
En coordination avec les améliorations déjà engagées (nouvelle offre, renouvellement matériel roulant…), ces études permettront de confirmer l'opportunité des projets et leur faisabilité, indiquant les conditions techniques et financières pour leur réalisation, un calendrier estimatif ainsi que les gains potentiels procurés pour les usagers.

Description :
Les orientations principales qui structurent le Schéma Directeur se déclinent en trois principaux points :

- améliorer les performances de la ligne (robustesse, gestion des situations perturbées) ;
- adapter l'offre de transport aux besoins des voyageurs ;
- améliorer la qualité de service.

Ce rapport propose de subventionner des études complémentaires nécessaires à la rédaction d'un schéma directeur sur cette ligne, organisant les améliorations de court, moyen et long termes, tant en exploitation qu'en investissement.

Moyens mis en œuvre :

Les maîtres d'ouvrages et le STIF fournissent une estimation en euros courants des postes nécessaires pour mener à bien les études de Schéma de principe et la rédaction du Schéma directeur. Les groupes de postes et leurs montants estimatifs sont les suivants :

MOA	Opération	Coût en M€ courants 2016
SNCF RÉSEAU	**Etudes Performance/Robustesse**	0,950
	Faisceau Chapelle Groupe 2	
	Appareils de voie en entrée et sortie de Crépy	
	3 pas d'IPCS sur la section Mitry-Crépy	
	Amélioration du GOV de Paris Nord	
	Etude rehaussement quais Aulnay et Mitry	
	Exploitation	0,150
	Etudes d'exploitation situation normale et perturbée	
	Etude d'exploitation avec arrêt de la ligne K pour GPE	
	Etudes Socio-économiques	0,090
	Eclairage sur les bénéfices pour les voyageurs apportés par les différents projets en s'appuyant sur le modèle de prévisions de trafic du STIF	
	Total MOA SNCF RÉSEAU	**1,190**
SNCF MOBILITÉS	Etudes de trafic	0,060
	Etudes gare Dammartin, Thieux et Compans	0,150
	Total MOA SNCF MOBILITÉS	**0,210**
STIF	**Expertise des études Schéma directeur**	**0,100**
	Analyse du Schéma de secteur élaboré par les MOA : appréciation technique des propositions, les affiner si nécessaire à l'égard des possibles évolutions entre la date de réalisation du diagnostic et le début des études du Schéma directeur	
	Suivi des études réalisées par les MOA : assurer la bonne exécution du programme d'études ; veiller à la justesse et à la complétude des résultats	
	Analyse des scénarios d'évolution de la ligne (court, moyen et long termes)	
	Synthèse et consolidation du Schéma directeur	
TOTAL		**1,500**

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter au moins un stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Usagers de la ligne K

Détail du calcul de la subvention :
Le financement des études du schéma directeur de la ligne K est inscrit au Contrat de Plan 2015-2020 voté au Conseil régional du 18 juin 2015.
Les financeurs sont la Région à hauteur de 70% et l'Etat prenant à sa charge les 30% restants. Les maîtres d'ouvrage de l'opération sont SNCF Réseau et Sncf Mobilités, le STIF assure une mission de coordination.

Le montant total s'élève à 1 500 000 € HT courants et le plan de financement se répartit comme suit:

Périmètre SNCF Réseau: 1 190 000 €
- dont part Région à 833 000 € (70%)
- dont part Etat à 357 000 € (30%)

Périmètre SNCF Mobilités: 210 000 €
- dont part Région à 147 000 € (70%)
- dont part Etat à 63 000 € (30%)

Périmètre STIF: 100 000 €
- dont part Région à 70 000 € (70%)
- dont part Etat à 30 000 € (30%)

Soit une part Région totale de 1 050 000 €

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS
- SEINE ET MARNE
- SEINE SAINT DENIS
- Oise

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Schéma de secteurs Transilien - ligne K

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes de trafic	60 000,00	28,57%
Etudes gare Dammartin, Thieux et Compans	150 000,00	71,43%
Total	210 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	63 000,00	30,00%
Région	147 000,00	70,00%
Total	210 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	70 000,00 €
2018	77 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Accessibilité des transports	5 330 000,00 €
2013	Amélioration de la sécurité dans les transports en commun	5 850 000,00 €
2013	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	127 124,00 €
2013	Opérations d'infrastructure de transports en commun	24 584 953,00 €
2014	Accessibilité des transports	2 000 000,00 €
2014	Amélioration de la sécurité dans les transports en commun	6 741 000,00 €
2014	Matériel roulant	17 100 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	12 400 398,00 €
2014	Valorisation du patrimoine régional	126 000,00 €
2015	Accessibilité des transports	6 000 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	40 380 533,28 €
2016	Accessibilité des transports	5 000 000,00 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	9 685 417,65 €
	Montant total	135 325 425,93 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16015212

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : SCHEMA DE SECTEUR LIGNE K DU RESEAU TRANSILIEN - ETUDES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	1 190 000,00 €	70,00 %	833 000,00 €
	Montant Total de la subvention		833 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-811-2041723-481004-200
481004011- Liaisons ferroviaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RFF SNCF RESEAU
Adresse administrative : 15 RUE JEAN PHILIPPE RAMEAU
93418 SAINT-DENIS CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant :

N° SIRET : 41228073720375

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : l'attribution d'une subvention correspondant aux études de Schéma Directeur de la ligne K du réseau Transilien sur le périmètre SNCF Réseau.

Date prévisionnelle de début de projet : 12 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Les études du schéma directeur portent sur les adaptations d'organisation, d'offre de service, d'infrastructures ou d'équipements divers permettant d'améliorer l'exploitation de la ligne K, en situation normale et/ou dégradée.
En coordination avec les améliorations déjà engagées (nouvelle offre, renouvellement matériel roulant…), ces études permettront de confirmer l'opportunité des projets et leur faisabilité, indiquant les conditions techniques et financières pour leur réalisation, un calendrier estimatif ainsi que les gains potentiels procurés pour les usagers.

Description :
Les orientations principales qui structurent le Schéma Directeur se déclinent en trois principaux points :

- améliorer les performances de la ligne (robustesse, gestion des situations perturbées) ;
- adapter l'offre de transport aux besoins des voyageurs ;
- améliorer la qualité de service.

Ce rapport propose de subventionner des études complémentaires nécessaires à la rédaction d'un schéma directeur sur cette ligne, organisant les améliorations de court, moyen et long termes, tant en exploitation qu'en investissement.

Moyens mis en œuvre :
Les maîtres d'ouvrages et le STIF fournissent une estimation en euros courants des postes nécessaires pour mener à bien les études de Schéma de principe et la rédaction du Schéma directeur. Les groupes de postes et leurs montants estimatifs sont les suivants :

MOA	Opération	Coût en M€ courants 2016
SNCF RÉSEAU	**Etudes Performance/Robustesse**	0,950
	Faisceau Chapelle Groupe 2	
	Appareils de voie en entrée et sortie de Crépy	
	3 pas d'IPCS sur la section Mitry-Crépy	
	Amélioration du GOV de Paris Nord	
	Etude rehaussement quais Aulnay et Mitry	
	Exploitation	0,150
	Etudes d'exploitation situation normale et perturbée	
	Etude d'exploitation avec arrêt de la ligne K pour GPE	
	Etudes Socio-économiques	0,090
	Eclairage sur les bénéfices pour les voyageurs apportés par les différents projets en s'appuyant sur le modèle de prévisions de trafic du STIF	
	Total MOA SNCF RÉSEAU	**1,190**
SNCF MOBILITÉS	Etudes de trafic	0,060
	Etudes gare Dammartin, Thieux et Compans	0,150
	Total MOA SNCF MOBILITÉS	**0,210**
STIF	**Expertise des études Schéma directeur**	**0,100**
	Analyse du Schéma de secteur élaboré par les MOA : appréciation technique des propositions, les affiner si nécessaire à l'égard des possibles évolutions entre la date de réalisation du diagnostic et le début des études du Schéma directeur	
	Suivi des études réalisées par les MOA : assurer la bonne exécution du programme d'études ; veiller à la justesse et à la complétude des résultats	
	Analyse des scénarios d'évolution de la ligne (court, moyen et long termes)	
	Synthèse et consolidation du Schéma directeur	
TOTAL		**1,500**

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter au moins un stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Usagers de la ligne K

Détail du calcul de la subvention :
Le financement des études du schéma directeur de la ligne K est inscrit au Contrat de Plan 2015-2020 voté au Conseil régional du 18 juin 2015.

Les financeurs sont la Région à hauteur de 70% et l'Etat prenant à sa charge les 30% restants. Les maîtres d'ouvrage de l'opération sont SNCF Réseau et Sncf Mobilités, le STIF assure une mission de coordination.

Le montant total s'élève à 1 500 000 € HT courants et le plan de financement se répartit comme suit:

Périmètre SNCF Réseau: 1 190 000 €
- dont part Région à 833 000 € (70%)
- dont part Etat à 357 000 € (30%)

Périmètre SNCF Mobilités: 210 000 €
- dont part Région à 147 000 € (70%)
- dont part Etat à 63 000 € (30%)

Périmètre STIF: 100 000 €
- dont part Région à 70 000 € (70%)
- dont part Etat à 30 000 € (30%)

Soit une part Région totale de 1 050 000 €

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS
- SEINE ET MARNE
- SEINE SAINT DENIS
- Oise

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Schéma de secteurs Transilien - ligne K

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes performance / robustesse	950 000,00	79,83%
Exploitation	150 000,00	12,61%
Etudes socio-économiques	90 000,00	7,56%
Total	1 190 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	357 000,00	30,00%
Région	833 000,00	70,00%
Total	1 190 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	416 000,00 €
2018	417 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Accessibilité des transports	10 670 000,00 €

2013	Opérations d'infrastructure de transports en commun	102 644 693,23 €
2013	Protections phoniques le long du réseau ferré	3 016 000,06 €
2013	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	2 359 000,00 €
2013	Voirie des TIRN	2 000 000,00 €
2014	Accessibilité des transports	8 973 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	155 892 260,00 €
2014	Protections phoniques le long du réseau ferré	735 589,04 €
2014	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	1 901 000,00 €
2014	Voirie des TIRN	800 000,00 €
2015	Accessibilité des transports	14 000 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	26 562 398,40 €
2015	Protections phoniques le long du réseau ferré	4 012 404,41 €
2015	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	5 370 000,00 €
2016	Accessibilité des transports	15 000 000,00 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	8 511 875,50 €
2016	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	2 081 000,00 €
	Montant total	366 052 389,61 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16015213

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : SCHEMA DE SECTEUR LIGNE K DU RESEAU TRANSILIEN - ETUDES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	100 000,00 €	70,00 %	70 000,00 €
	Montant Total de la subvention		70 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-811-2041733-481004-200
481004011- Liaisons ferroviaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : STIF SYNDICAT TRANSPORT ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 41 RUE DE CHATEAUDUN
75009 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant :

N° SIRET : 28750007800020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : l'attribution d'une subvention correspondant aux études de Schéma Directeur de la ligne K du réseau Transilien sur le périmètre du STIF.

Date prévisionnelle de début de projet : 12 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Les études du schéma directeur portent sur les adaptations d'organisation, d'offre de service, d'infrastructures ou d'équipements divers permettant d'améliorer l'exploitation de la ligne K, en situation normale et/ou dégradée.
En coordination avec les améliorations déjà engagées (nouvelle offre, renouvellement matériel roulant…), ces études permettront de confirmer l'opportunité des projets et leur faisabilité, indiquant les conditions techniques et financières pour leur réalisation, un calendrier estimatif ainsi que les gains potentiels procurés pour les usagers.

Description :
Les orientations principales qui structurent le Schéma Directeur se déclinent en trois principaux points :

- améliorer les performances de la ligne (robustesse, gestion des situations perturbées) ;
- adapter l'offre de transport aux besoins des voyageurs ;
- améliorer la qualité de service.

Ce rapport propose de subventionner des études complémentaires nécessaires à la rédaction d'un schéma directeur sur cette ligne, organisant les améliorations de court, moyen et long termes, tant en exploitation qu'en investissement.

Moyens mis en œuvre :
Les maîtres d'ouvrages et le STIF fournissent une estimation en euros courants des postes nécessaires pour mener à bien les études de Schéma de principe et la rédaction du Schéma directeur. Les groupes de postes et leurs montants estimatifs sont les suivants :

MOA	Opération	Coût en M€ courants 2016
SNCF RÉSEAU	**Etudes Performance/Robustesse**	0,950
	Faisceau Chapelle Groupe 2	
	Appareils de voie en entrée et sortie de Crépy	
	3 pas d'IPCS sur la section Mitry-Crépy	
	Amélioration du GOV de Paris Nord	
	Etude rehaussement quais Aulnay et Mitry	
	Exploitation	0,150
	Etudes d'exploitation situation normale et perturbée	
	Etude d'exploitation avec arrêt de la ligne K pour GPE	
	Etudes Socio-économiques	0,090
	Eclairage sur les bénéfices pour les voyageurs apportés par les différents projets en s'appuyant sur le modèle de prévisions de trafic du STIF	
	Total MOA SNCF RÉSEAU	**1,190**
SNCF MOBILITÉS	Etudes de trafic	0,060
	Etudes gare Dammartin, Thieux et Compans	0,150
	Total MOA SNCF MOBILITÉS	**0,210**
STIF	**Expertise des études Schéma directeur**	**0,100**
	Analyse du Schéma de secteur élaboré par les MOA : appréciation technique des propositions, les affiner si nécessaire à l'égard des possibles évolutions entre la date de réalisation du diagnostic et le début des études du Schéma directeur	
	Suivi des études réalisées par les MOA : assurer la bonne exécution du programme d'études ; veiller à la justesse et à la complétude des résultats	
	Analyse des scénarios d'évolution de la ligne (court, moyen et long termes)	
	Synthèse et consolidation du Schéma directeur	
TOTAL		**1,500**

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter au moins un stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Usagers de la ligne K

Détail du calcul de la subvention :
Le financement des études du schéma directeur de la ligne K est inscrit au Contrat de Plan 2015-2020 voté au Conseil régional du 18 juin 2015.

Les financeurs sont la Région à hauteur de 70% et l'Etat prenant à sa charge les 30% restants. Les maîtres d'ouvrage de l'opération sont SNCF Réseau et Sncf Mobilités, le STIF assure une mission de coordination.

Le montant total s'élève à 1 500 000 € HT courants et le plan de financement se répartit comme suit:

Périmètre SNCF Réseau: 1 190 000 €
- dont part Région à 833 000 € (70%)
- dont part Etat à 357 000 € (30%)

Périmètre SNCF Mobilités: 210 000 €
- dont part Région à 147 000 € (70%)
- dont part Etat à 63 000 € (30%)

Périmètre STIF: 100 000 €
- dont part Région à 70 000 € (70%)
- dont part Etat à 30 000 € (30%)

Soit une part Région totale de 1 050 000 €

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS
- SEINE ET MARNE
- SEINE SAINT DENIS
- Oise

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Schéma de secteurs Transilien - ligne K

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Expertise du Schéma directeur, analyse des scénarios d'évolution de la ligne, synthèse et consolidation du Schéma directeur	100 000,00	100,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	30 000,00	30,00%
Région	70 000,00	70,00%
Total	100 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2018	70 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2013	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	4 846 320,00 €
2013	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	3 204 250,00 €
2013	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	615 565 000,00 €
2013	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	53 590 000,00 €
2013	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	80 325 000,00 €
2013	Opérations d'infrastructure de transports en commun	20 714 103,00 €
2014	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	4 345 000,00 €
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	2 058 000,00 €
2014	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	627 875 946,00 €
2014	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	55 197 000,00 €
2014	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	82 334 000,00 €
2014	Etudes générales dans le domaine des transports - fonctionnement	50 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	37 143 309,00 €
2015	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	6 100 939,00 €
2015	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	-1 330 000,00 €
2015	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	664 154 752,00 €
2015	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	77 365 000,00 €
2015	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	83 981 000,00 €
2015	Etudes générales dans le domaine des transports - fonctionnement	50 000,00 €
2015	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	495 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	155 411 949,14 €
2015	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	13 110 000,00 €
2016	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	5 428 856,00 €
2016	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	640 496 300,00 €
2016	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	58 474 000,00 €
2016	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	75 500 000,00 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	24 833 530,00 €
2016	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	980 000,00 €
	Montant total	3 397 362 453,51 €

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION : CONVENTIONS

2016

Convention de financement des études complémentaires pour l'achèvement du Schéma directeur de la ligne K

16XXXXX

Table des matières

CONTEXTE GENERAL 6

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION 6

ARTICLE 2. CONTENU DE LA PRESENTE CONVENTION DE FINANCEMENT 7

2.1. LE PERIMETRE DE LA CONVENTION 7
2.2. CALENDRIER DE REALISATION DU SCHEMA DIRECTEUR 9

ARTICLE 3. ROLE ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 10

3.1. L'AUTORITE ORGANISATRICE DES TRANSPORTS 10
3.2. LA MAITRISE D'OUVRAGE DES ETUDES 10
3.3. LES FINANCEURS 12
3.4 LES BENEFICIAIRES 12

ARTICLE 4. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 12

4.1. ESTIMATION DU COUT DES ETUDES 12
4.2. COUT GLOBAL DES ETUDES A LA CHARGE DES MAITRES D'OUVRAGE ET DU STIF 12
4.3. PLAN DE FINANCEMENT 13
4.4. MODALITES DE VERSEMENT DES CREDITS DE PAIEMENT POUR L'ETAT ET LA REGION 14
4.5. CADUCITE DES SUBVENTIONS AU TITRE DU REGLEMENT BUDGETAIRE DE LA REGION 17
4.6. COMPTABILITE DES BENEFICIAIRES 18

ARTICLE 5. MODALITES DE CONTROLE PAR LES FINANCEURS 18

ARTICLE 6. GESTION DES ECARTS 18

ARTICLE 7. ORGANISATION ET SUIVI DE LA PRESENTE CONVENTION 19

7.1. COMITE TECHNIQUE 19
7.2. COMITE DES FINANCEURS 20
7.3. COMMISSION DE SUIVI 20
7.4. INFORMATION HORS COMITE ET COMMISSION DE SUIVI 21

ARTICLE 8. PROPRIETE, COMMUNICATION ET DIFFUSION DES ETUDES 21

8.1. PROPRIETE INTELLECTUELLE.....21
8.2. COMMUNICATION DES FINANCEURS 22
8.3. CONFIDENTIALITE 22

ARTICLE 9. DISPOSITIONS GENERALES..... 23

9.1. MODIFICATION DE LA CONVENTION 23
9.2. REGLEMENT DES LITIGES 23
9.3. RESILIATION DE LA CONVENTION.....24
9.4. DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION.....24
9.5. MESURES D'ORDRE.....25

ANNEXES..... 27

ANNEXE 1 ORGANIGRAMME NOMINATIF 28

ANNEXE 2 ECHEANCIER PREVISIONNEL DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET DES DEPENSES 29

Entre,

En premier lieu,

l'Etat, représenté par le Préfet de la Région d'Ile-de-France, Préfet de Paris,

la Région Ile-de-France, représentée par la Présidente du Conseil Régional, ci-après désignée par « la Région », dûment mandatée par délibération n° _____ de la Commission Permanente du Conseil Régional en date du 12 octobre 2016,

Ci-après désignés par « les financeurs ».

En deuxième lieu,

SNCF Réseau, Établissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), inscrit au registre du commerce de Paris sous le numéro RCS Paris-B-412 280 737 N°APE 632 A, dont le siège est 15/17 rue Jean-Philippe Rameau 93418 La Plaine St Denis, représenté par Jean FAUSSURIER, Directeur Accès Réseau IDF, dûment habilité à signer la présente convention.

SNCF Mobilités, Établissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC) inscrit au registre du commerce de Bobigny sous le numéro 552 049 447, dont le siège est situé 9 rue Jean-Philippe Rameau 93200 St Denis, représenté par Monsieur Alain KRAKOVITCH, Directeur Général de l'Activité TRANSILIEN de SNCF Mobilités, dûment habilité à signer la présente convention.

Ci-après désignés par les maîtres d'ouvrages.

En troisième lieu,

le STIF, Syndicat des Transports d'Île-de-France, établissement public à caractère administratif, dont le siège social est situé à Paris 9ème, 39 bis/41 rue de Châteaudun, numéro de SIRET 287 500 078 00020, représenté par Monsieur Laurent PROBST en sa qualité de Directeur Général dûment habilité aux fins des présentes par délibération du Conseil n° _____ en date du _____

Ci-après désigné comme le « STIF » ou « l'autorité organisatrice ».

Visas

Vu le code des transports ;

Vu la Loi n° 85-704 modifiée du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;

Vu la loi n° 2014-872 du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire et relative à la création de l'Epic SNCF et de ses deux filiales SNCF Mobilités et SNCF Réseau ;

Vu le décret n° 2015-138 du 10 février 2015 relatif aux missions et aux statuts de SNCF Mobilités ;

Vu le décret n° 2015-140 du 10 février 2015 relatif aux missions et aux statuts de SNCF Réseau ;

Vu les articles L 2101 et suivants du code des transports ;

Vu la Loi n° 2009-1503 du 8 décembre 2009 relative à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires (ORTF) ;

Vu le Règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France, adopté par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

Vu la délibération n° 55-13 du Conseil Régional du 20 juin 2013 relative au protocole Etat-Région correspondant à la mise en œuvre du Plan de Mobilisation pour les transports sur la période 2013-2017 dans le cadre du Nouveau Grand Paris et signé le 19 juillet 2013 ;

Vu le Contrat de Plan Etat-Région Ile-de-France 2015-2020 approuvé au Conseil Régional n° CR 53-15 du 18 juin 2015 ;

Vu les orientations du Schéma de secteur de la ligne K, adoptées au conseil d'administration du STIF du _____;

Il est convenu ce qui suit :

CONTEXTE GENERAL

Dans le cadre du Plan de Déplacements Urbains d'Ile-de-France (PDUIF) approuvé par le Conseil du STIF du 9 février 2011, de la révision du SDRIF, de la perspective du Grand Paris Express, a été lancée une démarche d'étude du schéma de secteur de la ligne K. Ces études ont pour objectifs d'identifier les projets de développement nécessaires aux besoins futurs de déplacement en Île-de-France, et à l'amélioration de l'exploitation, en situation nominale et en situation perturbée.

Avec en moyenne 11 460 voyageurs par jour en 2014, la ligne K est une ligne à faible trafic, avec une concentration en heure de pointe du matin et une fréquentation en forte croissance. Au-delà du déploiement des trains de nouvelle génération automoteur et une réorganisation cadencée prévue au Service Annuel 2017, il est proposé l'élaboration du Schéma directeur, avec la réalisation de plusieurs études complémentaires.

Ainsi, l'objectif général de la démarche est de disposer d'un Schéma directeur sur cette ligne, organisant les améliorations de court, moyen et long termes, portant sur les volets suivants :

- améliorer les performances de la ligne (robustesse, gestion des situations perturbées) ;
- adapter l'offre de transport aux besoins des voyageurs ;
- améliorer la qualité de service.

Ces orientations, comme le programme d'études complémentaires pour finaliser le Schéma directeur de la ligne K du réseau Transilien, sont approuvés par le Conseil du STIF du 05 octobre 2016.

La présente convention s'inscrit dans le cadre de la formalisation du financement de ces études complémentaires.

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet :

- de définir les modalités de financement des études du Schéma directeur de la ligne K du réseau Transilien ;
- de définir l'organisation du pilotage des études ;
- de préciser le contenu des études nécessaires à la constitution des dossiers de Schéma directeur ;
- de définir les documents à remettre aux signataires de la convention ;
- de préciser les conditions de suivi de ces études dans le respect du calendrier général du projet.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet du présent avenant la dénomination suivante :

« Etudes du Schéma directeur de la ligne K du réseau Transilien ».

ARTICLE 2. CONTENU DE LA PRESENTE CONVENTION DE FINANCEMENT

2.1. Le périmètre de la convention

Le périmètre de la présente convention est composé comme suit :

Opérations	Caractéristiques	Enjeu	MOA
Création de positions de Garages	Faisceau Chapelle Groupe 2 : Remise en état du site, automatisation des itinéraires de voies de service, zonage, motorisation des aiguilles.	Robustesse de ligne	SNCF RESEAU
Amélioration de l'accès depuis Paris Nord	Chapelle Groupe 2 : Banalisation des voies DA et RA entre Paris Nord et Chapelle Groupe 2 et des communications DA-RA-V Améliorer l'accès au faisceau depuis Paris, Limiter les conflits entre mouvements techniques et commerciaux (lignes K et H).	Gestion des situations perturbées	SNCF RESEAU
Amélioration de l'accès depuis Paris Nord	Faisceau Chapelle Groupe 2 : Eviter les conflits de cisaillement en avant-gare de Paris Nord entre la K et les autres lignes. Vérifier pertinence d'un deuxième accès au Nord ou en demi-faisceau au sud. En option création d'un accès vers la province (itinéraire de secours).	Amélioration de la régularité	SNCF RESEAU
Améliorer les temps de parcours et fiabiliser les installations	Modification des appareils de voie en entrée et sortie de Crépy pour passer à 60 km/h.	Robustesse de ligne	SNCF RESEAU
Réflexion globale sur la banalisation et les IPCS	3 pas d'IPCS sur la section Mitry-Crépy.	Gestion des situations perturbées	SNCF RESEAU
Articulation avec le Nouveau Grand Paris y compris des études d'exploitation et d'infrastructure	Etude de différents scénarios d'arrêt à La Plaine ou au Bourget avec arrêt à Aulnay, Compans, Thieux-Nantouillet avec 3 et 4 K en heure de pointe.	Adaptation de l'offre	SNCF RESEAU
Cadencement au ¼ d'heure de la ligne K en heure de pointe	Etude de 4 scénarios de trafic sur les horizons 2020 et 2030. Vérification de compatibilité à horizon CDG Express et autoroute ferroviaire. Base SA 2017 (avec arrêt Aulnay) + arrêt La Plaine ou Le Bourget. Cadencement 4 tr K/h (avec arrêt	Amélioration de la régularité	SNCF RESEAU

	Aulnay) + arrêt La Plaine ou Le Bourget.		
Amélioration du Graphique d'occupation des voies (GOV) de Paris Nord	Pour les quais de la ligne K en lien avec la ligne H et les TER.	Robustesse de ligne	SNCF RESEAU
Mise en accessibilité des quais à Mitry Claye et à Aulnay-sous-Bois	Etude de mise en accessibilité des quais ligne K des gares de Mitry Claye et Aulnay-sous-Bois. Si non financé par le RER B d'une façon plus globale.	Mise en accessibilité	SNCF RESEAU
BILAN COUT / AVANTAGE	Réalisation d'un éclairage socio-économique pour chaque opération afin d'identifier le niveau d'investissement et gains envisagés. S'appuyer sur les prévisions de trafic du STIF.		SNCF RESEAU
Interconnexion Grand Paris Express	Etudes de trafic horizon 2020 et 2030 visant à éclairer l'interconnexion de la ligne K avec le Grand Paris Express.	Développements futurs	SNCF Transilien
Diagnostic de la situation des gares et propositions d'améliorations	Amélioration de la qualité de service dans les gares (fonctionnement et service en gare – accueil, confort, intermodalités, parcours et gestion des flux).	Améliorer la qualité du service	SNCF Transilien

L'éclairage socio-économique portera sur l'actualisation du diagnostic territorial du secteur traversé par la ligne, sur la base de prévisions de trafic au fil de l'eau réalisées par le STIF, et considérant les projets de transports connexes.

Les études du Schéma directeur portent sur les adaptations d'organisation, d'offre, de service, d'infrastructures ou d'équipements divers permettant d'améliorer l'exploitation de la ligne K, en situation normale et/ou dégradée.

Les études comprendront :

- la confirmation de l'opportunité ;
- la confirmation de la faisabilité (ou les propositions de solutions alternatives dans le cas contraire) ;
- les conditions techniques et financières de réalisation (au niveau de précision d'une étude préliminaire) ;
- l'esquisse d'un calendrier de réalisation ;
- l'appréciation des gains procurés pour les usagers.

Les investissements consacrés à la ligne K feront l'objet d'une évaluation par les opérateurs et d'une priorisation des investissements suivant les besoins.

Outre son rôle de pilotage du processus de réalisation du Schéma directeur, le STIF assurera la rédaction du dossier de Schéma directeur, en association avec les maîtres d'ouvrage et les financeurs.

8

Le résultat des études, objet de la présente convention, permettra l'élaboration du Schéma directeur.

Le STIF se dotera d'un prestataire dans le cadre de l'élaboration du Schéma directeur. Son rôle sera notamment :

- d'analyser le schéma de secteur élaboré par SNCF Réseau, le but étant d'apprécier techniquement les propositions faites par SNCF Réseau et les affiner autant que nécessaire à l'égard des possibles évolutions entre la date de réalisation du diagnostic et le début des études du Schéma directeur ;
- de suivre les études réalisées par SNCF Réseau et SNCF Mobilités, avec pour objectif de s'assurer de la bonne exécution du programme d'études ;
- d'analyser des scénarios proposés d'évolution de la ligne, entre les court, moyen et long termes ;
- de synthétiser et consolider le Schéma directeur à partir des résultats d'études livrés par les MOA et sous le pilotage conjoint du STIF et des MOA.

La présente convention **intègre notamment dans son périmètre** :

- la compensation des frais de maîtrise d'ouvrage (notamment pilotage, encadrement, contrôle qualité, contrôle de gestion, frais de structure, la participation des entités des maîtres d'ouvrage en charge de l'exploitation, de la maintenance, de la sûreté et de la sécurité des lieux et des services de transport) ;
- les prestations des bureaux d'études nécessaires à la définition technique adéquate des ouvrages et équipements ;
- les activités et prestations nécessaires au compte rendu de l'avancement des études qui sont à la charge des maîtres d'ouvrage dans le cadre de la présente convention ;
- la mise à jour et la présentation d'un planning détaillé de réalisation de l'opération des études.

Les études et les résultats d'études seront transmis en deux exemplaires :

- un exemplaire papier ;
- un exemplaire sous format CD-Rom (Word ou Excel).

Les maîtres d'ouvrage restent titulaires des droits de propriété intellectuelle sur leurs études et leurs résultats, réalisées dans le cadre de la présente convention.

Les signataires s'engagent à préserver la confidentialité des résultats intermédiaires, et de toutes informations considérées comme confidentielles, conformément à l'article 8.3.

2.2. Calendrier de réalisation du Schéma directeur

Le délai de réalisation prévisionnel de l'ensemble des études est fixé à 18 mois à compter de la notification de la convention par le STIF à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

A titre indicatif, le calendrier prévisionnel des études Schéma directeur, sur la base d'une notification fin-2016, est le suivant :

	2016	2017				2018	
	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2
Phase de préparation aux études							
Réalisation des études de Schéma Directeur							
Présentation des études au STIF							

ARTICLE 3. ROLE ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1. L'autorité organisatrice des transports

Conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R1241-30 et suivants du code des transports, le STIF veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

A cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le maître d'ouvrage.

Pour la mise en œuvre de la présente convention, le STIF est uniquement Autorité organisatrice. Il n'exerce donc aucune responsabilité en termes de maîtrise d'ouvrage.

3.2. La maîtrise d'ouvrage des études

3.2.1. Identification, engagements et périmètre d'intervention des maîtres d'ouvrage

Les maîtres d'ouvrage de l'opération sont SNCF Réseau et Transilien.

La responsabilité des maîtres d'ouvrage est définie conformément à la loi 85-704 du 12 juillet 1985 dite loi MOP.

Conformément aux dispositions des articles L 2101-1 et suivants du code des transports, SNCF Réseau est maître d'ouvrage pour les éléments de l'infrastructure du réseau ferré national et SNCF Transilien sur son périmètre. Les maîtres d'ouvrages mettront en évidence les éventuelles interfaces entre leur périmètre respectif, au droit notamment de l'accès aux installations de garage, remisage et maintenance de l'exploitant. SNCF Réseau en qualité de maître d'ouvrage coordinateur (cf. article 3.2.2) s'assure de la cohérence des études et des éventuelles réserves qu'elles appellent au niveau des interfaces entre maîtres d'ouvrage.

Les cahiers des charges des études sous maîtrise d'ouvrage SNCF Réseau intègrent la quantification des besoins du transporteur (parc de matériel roulant, positions de garage…) dans le périmètre des études demandées.

3.2.2. Rôle du maître d'ouvrage coordinateur vis-à-vis des maîtres d'ouvrage

Les maîtres d'ouvrage sont convenus de désigner **un maître d'ouvrage coordinateur**, SNCF Réseau.

Le maître d'ouvrage coordinateur est chargé :

- d'établir un planning d'ensemble des opérations dès la réunion de lancement des études (fixée deux mois au plus tard après la notification de la convention) faisant apparaître l'état d'avancement général des études des différents maîtres d'ouvrage, et d'en assurer une mise à jour et un suivi régulier ;
- d'agréger et de synthétiser les éléments relatifs au suivi général des actions couvertes par la présente convention, notamment les éléments techniques et financiers ;
- d'identifier le plus en amont possible les questions posées par l'articulation des périmètres et par les conditions d'intervention des différents maîtres d'ouvrage.
- de mettre en évidence et gérer la cohérence aux interfaces entre maîtres d'ouvrages.

A cette fin, le maître d'ouvrage coordinateur se charge :

- de rassembler les informations obtenues auprès des maîtres d'ouvrage des opérations ;
- de formaliser et de susciter les échanges réguliers entre les maîtres d'ouvrage pour résoudre les problèmes d'interfaces entre les maîtres d'ouvrage et/ou les présenter lors des comités et des commissions prévues à cet effet (cf. article 7 de la présente convention).

Afin de permettre au maître d'ouvrage coordinateur d'exercer sa mission, les maîtres d'ouvrage s'engagent à lui fournir les informations dans un délai de 3 semaines maximum à compter de la demande du maître d'ouvrage coordinateur.

Une fois intégrées, le maître d'ouvrage coordinateur retransmet aux maîtres d'ouvrage les éléments précités pour vérification de leurs données avant envoi officiel des documents au STIF.

Le maître d'ouvrage coordinateur ne se substitue en aucun cas aux différents maîtres d'ouvrage dans les responsabilités propres qui leur incombent et ne peut leur imposer des choix ou des solutions qui relèvent de leurs prérogatives.

Chaque maître d'ouvrage s'engage à apporter, conformément au calendrier défini à l'article 2.2 de la présente convention, les éléments d'information qui le concernent au maître d'ouvrage coordinateur afin que celui-ci puisse exercer la mission qui lui est dévolue.

11

3.3. Les financeurs

3.3.1. Identification

Le financement des études, objet de la présente convention, est inscrit dans la liste des études à lancer identifiée dans le cadre Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 par :

- L'Etat ;
- La Région Ile-de-France.

3.3.2. Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les AP/AE nécessaires pour la réalisation de l'opération par les bénéficiaires visés à l'article 3.4, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.3 de la présente convention, dans la limite de la durée prévue à l'article 9.4. et dans le respect du calendrier visé à l'annexe 2.

3.4 Les bénéficiaires

SNCF Réseau, SNCF Transilien et le STIF sont bénéficiaires des financements versés par l'Etat et la Région Ile-de-France et ci-après désignés individuellement « le bénéficiaire » et conjointement **« les bénéficiaires ».**

ARTICLE 4. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1. Estimation du coût des études

Le coût prévisionnel des dépenses relatives aux études de la présente convention est évalué à :

1,500 M€ HT courants, non actualisables et non révisables.

4.2. Coût global des études à la charge des maîtres d'ouvrage et du STIF

4.2.1. Tableau de synthèse de répartition des coûts par bénéficiaire

Les coûts pris en charge par les bénéficiaires, rattachés aux périmètres définis à l'article 3.2.1, sont établis comme suit :

Bénéficiaires	Coûts M€ courants HT
SNCF Réseau	1,190
SNCF Transilien	0,210
STIF	0,100
TOTAL	**1,500**

4.2.2. *Coûts détaillés par Bénéficiaire*

Chacun des maîtres d'ouvrages fournit une estimation en euros courants des postes nécessaires pour mener à bien les études de Schéma de principe :

MOA	Opération	Coût en M€ courants 2016
SNCF RÉSEAU	**Etudes Performance/Robustesse**	0,950
	Faisceau Chapelle Groupe 2	
	Appareils de voie en entrée et sortie de Crépy	
	3 pas d'IPCS sur la section Mitry-Crépy	
	Amélioration du GOV de Paris Nord	
	Etude rehaussement quais Aulnay et Mitry	
	Exploitation	0,150
	Etudes d'exploitation situation normale et perturbée	
	Etude d'exploitation avec arrêt de la ligne K pour GPE	
	Etudes Socio-économiques	0,090
	Eclairage sur les bénéfices pour les voyageurs apportés par les différents projets en s'appuyant sur le modèle de prévisions de trafic du STIF	
	Total MOA SNCF RÉSEAU	**1,190**
SNCF MOBILITÉS	Etudes de trafic	0,060
	Etudes gare Dammartin, Thieux et Compans	0,150
	Total MOA SNCF MOBILITÉS	**0,210**
STIF	**Expertise des études Schéma directeur**	**0,100**
	Analyse du Schéma de secteur élaboré par les MOA : appréciation technique des propositions, les affiner si nécessaire à l'égard des possibles évolutions entre la date de réalisation du diagnostic et le début des études du Schéma directeur	
	Suivi des études réalisées par les MOA : assurer la bonne exécution du programme d'études ; veiller à la justesse et à la complétude des résultats	
	Analyse des scénarios d'évolution de la ligne (court, moyen et long termes)	
	Synthèse et consolidation du Schéma directeur	
TOTAL		**1,500**

4.3. Plan de financement

Le plan de financement est établi en euros courants, non actualisables, non révisables.

Schéma directeur ligne K Montant M€ courants HT et %			
	État 30%	**Région 70%**	**Total**
SNCF Réseau	0,357	0,833	**1,190**
SNCF Transilien	0,063	0,147	**0,210**
STIF	0,030	0,070	**0,100**
Total	**0,450**	**1,050**	**1,500**

4.4. Modalités de versement des crédits de paiement pour l'Etat et la Région

4.4.1. ***Versement d'acomptes***

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par les bénéficiaires.

L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses de chaque bénéficiaire, par financeur.

Le Comité des Financeurs est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

A cette fin, chaque bénéficiaire transmettra aux financeurs et sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement d'acomptes comprendra les pièces suivantes :

A) Pour la Région :

La demande de versements d'acomptes par SNCF Réseau et SNCF Transilien :

- l'état récapitulatif des montants des acomptes déjà perçus au titre de la présente convention ;
- le montant des factures réalisées, et, le cas échéant, les frais de maîtrise d'ouvrage. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'article 4.2.2 de la présente convention, au prorata de leur état d'avancement ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3. ;
- chacun des documents constituant la demande d'acompte est signée par le représentant légal du bénéficiaire.

Demande de versements d'acomptes pour le STIF :

- l'état récapitulatif des montants déjà appelés au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le STIF indiquant notamment la référence des factures acquittées, leur date d'acquittement et le montant des factures acquittées ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3 ;
- chacun des documents constituant la demande d'acompte est signée par le représentant dûment habilité du bénéficiaire.

B) pour l'Etat :

La demande de versements d'acomptes par chaque bénéficiaire comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- un tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en euros courants et en pourcentage par rapport au coût d'objectif) de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'article 4.2.2 signé par le responsable de projet ;
- un état récapitulatif présentant :
  - pour SNCF Réseau et Mobilités : des factures comptabilisées, signé par le responsable du projet ;
  - pour le STIF : des factures acquittées, visé par le comptable public ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3 ;
- la demande d'acompte est signée par le représentant légal du bénéficiaire ou le directeur financier.

C) Plafonnement des acomptes

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés aux bénéficiaires est plafonné à 95% pour la Région et à 90% pour l'Etat avant le versement du solde.

L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses des bénéficiaires.

*4.4.2. **Versement du solde***

Après achèvement des études couvertes par la présente convention, les bénéficiaires présentent le relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses réalisées incluant notamment les frais de maîtrise d'ouvrage.

Le versement du solde est subordonné à la production des documents prévus dans l'article 2.1 et signés par le représentant légal des organismes indiqués à l'article 3.4. Sur la base du relevé final des dépenses et des recettes, les bénéficiaires procèdent, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

Pour le STIF, le versement du solde est conditionné par un état récapitulatif des dépenses signé par le représentant légal et certifié par le comptable public.

Le versement du solde pour SNCF Réseau et SNCF Transilien se fera sur présentation des factures acquittées.

*4.4.3. **Paiement***

Le versement des montants de subvention appelés par les maîtres d'ouvrage doit être effectué dans un délai conforme au règlement budgétaire et financier de chaque financeur à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel

que défini à l'article 4.4.1. Dans la mesure du possible, les financeurs feront leurs meilleurs efforts pour payer dans un délai de 40 jours.

Le mandatement des financeurs est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance des bénéficiaires.

*4.4.4. **Bénéficiaires et domiciliation***

Les paiements sont effectués par virement bancaire à :

- SNCF Réseau sur le compte ouvert à la Société générale, dont les références sont les suivantes :

Code IBAN							**Code BIC**
FR76	3000	3036	2000	0200	6214	594	SOGEFRPP

- SNCF Mobilités sur le compte ouvert de l'Agence Centrale de la Banque de France à Paris, dont le relevé d'identité bancaire est le suivant :

Titulaire du compte	**Etablissement/ Agence**	**Code banque**	**Code Guichet**	**N° de compte**	**Clé RIB**
SNCF TRESO INVEST PROXI TN	SIEGE CENTRAL – (2310) SEGPS	30001	00064	00000034753	56
Identification Internationale (IBAN) **IBAN FR76 3000 1000 6400 0000 3475 356**					
Identification internationale de la Banque (BIC) **BDFEFRPPCCT**					

- Le STIF sur le compte ouvert au Trésor Public, dont le relevé d'identité bancaire est le suivant :

Code banque	**Code guichet**	**N° compte**	**Clé**
10071	75000	00001005079	72

Code IBAN						
FR76	1007	1750	0000	0010	0507	972

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service	Téléphone / courriel
Etat	DRIEA 21/23 rue Miollis 75015 PARIS	SpoT / CBSF	01.40.61.86.08
Région	35, boulevard des Invalides 75007 PARIS	Unité Aménagement Durable Transports en Commun Secrétariat général	01.53.85.56.21 annabelle.acharrok@iledefrance.fr
STIF	39-41 rue de Châteaudun 75009 PARIS	Direction de l'exploitation	01.47.53.29.14 vincent.viard@stif.info
SNCF Réseau	SNCF CAMPUS RESEAU 15/17 rue Jean-Philippe RAMEAU CS80001 93418 LA PLAINE ST DENIS CEDEX	Service Trésorerie Groupe – Unité Crédit Management	01.85.57.96.70 patricia.langelez@reseau.sncf.fr
SNCF Transilien	Direction Transilien Département Gestion Finances 34 rue du cdt René Mouchotte - 75014 PARIS	Division des Investissements	01.85.56.59.76 sophie.leman@sncf.fr

4.5. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région

Conformément aux dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région Ile-de-France, la subvention devient caduque et elle est annulée si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage des études ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'étude, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6. Comptabilité des bénéficiaires

Les bénéficiaires s'engagent à faire ressortir dans leur comptabilité les dépenses propres à cette étude.

Les bénéficiaires s'engagent à informer préalablement les financeurs de toutes autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

ARTICLE 5. MODALITES DE CONTROLE PAR LES FINANCEURS

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix ans à compter de l'émission des dites pièces pour tout contrôle effectué a posteriori.

Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'ils jugent utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

Dans le cadre de l'article R1241-30 du code des transports, le STIF, en tant qu'autorité organisatrice des transports, veille à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Ile-de-France.

ARTICLE 6. GESTION DES ECARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 4.3 de la présente convention, constitue un plafond global et par bénéficiaire.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par un bénéficiaire s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.3. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

En cas de perspective de dépassement d'un des montants visé à l'article 4.3, les financeurs sont informés lors du Comité Technique et du Comité des Financeurs. Les bénéficiaires doivent obtenir l'accord préalable des financeurs pour la mobilisation d'un financement complémentaire. Un avenant à la présente convention formalise cet accord.

Dans le cas où l'accord préalable des co-financeurs n'a pas été sollicité, la prise en charge des dits dépassements incombe au maître d'ouvrage désigné dans la présente convention.

En cas de désaccord entre les parties, celles-ci se rencontrent afin d'envisager les différents scénarii dans lesquels l'opération peut être réalisée sans financement complémentaire.

ARTICLE 7. ORGANISATION ET SUIVI DE LA PRESENTE CONVENTION

Conformément au Contrat de projets État Région Ile-de-France, les financeurs chargent conjointement le STIF d'assurer pour leur compte le contrôle des maîtrises d'ouvrage. Le STIF, en tant qu'autorité organisatrice, s'assure notamment du respect, par les maîtres d'ouvrage, des délais indiqués, de la remise des documents et des estimations à cette étape du projet indiqués aux articles 2.2 et 4.1 de la présente convention.

Dans ce cadre, chaque maître d'ouvrage s'engage à remettre au maître d'ouvrage coordinateur, en l'occurrence SNCF Réseau, l'ensemble des documents relatif à l'exercice de sa mission.

A la demande expresse du STIF, chaque maître d'ouvrage s'engage également à lui fournir directement tous les documents relatifs à l'opération, nécessaires au suivi de la maîtrise d'ouvrage, qu'ils soient à caractère organisationnel (maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre) ou technique (dossier projet, etc.).

La gouvernance du projet s'articule comme suit autour de comités, réunissant les techniciens en charge des études et les financeurs, de commissions de suivi composées des élus et des financeurs et des MOA, et de réunions entre maîtres d'ouvrage auxquelles peuvent être conviés les financeurs.

7.1. Comité technique

Il est constitué un Comité technique de suivi de l'opération. Ce comité, convoqué par le maître d'ouvrage coordinateur, comprend les représentants de l'ensemble des signataires de la présente convention et des maîtres d'ouvrages concernés par ces études.

Le Comité technique se réunit en tant que besoin et au moins une fois par an, les membres étant convoqués avec un préavis minimum de deux semaines et les éléments étant envoyés au moins sept jours au préalable par le maître d'ouvrage coordinateur.

Le Comité technique est le cadre privilégié permettant :

- de partager les éléments d'études techniques, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'opération ;
- de développer un point technique lors d'une séance spécifique ;
- de valider les choix techniques si nécessaire ;
- de suivre le déroulement technique de la démarche ;
- de préparer les différents comités et les commissions de suivi sur les aspects techniques.

A cette fin, les membres du Comité technique peuvent se faire assister de leurs prestataires et inviter, si besoin, les partenaires impliqués dans les études.

7.2. Comité des financeurs

Il est constitué un Comité des financeurs comprenant les représentants de l'ensemble des signataires de la convention, sous la présidence du STIF.

Le Comité des financeurs se réunit au moins une fois par an, et autant que de besoins, les membres étant convoqués avec un préavis minimum de un mois et les éléments étant envoyés au moins quinze jours au préalable par le maître d'ouvrage coordonnateur.

Dans le cadre du suivi financier, le Comité des financeurs se prononce et valide :

- l'avancement des études au regard des éléments demandés dans la convention de financement et du calendrier ;
- le traitement de problèmes éventuellement rencontrés qui engendreraient une modification des coûts et des délais ;
- le montant des dépenses réalisées ;
- le montant des subventions appelées et versées ;
- un prévisionnel des appels de fond réactualisé ;
- les éventuels écarts constatés, dans le respect de l'article 6 ;
- les besoins d'études complémentaires possibles à ce stade ;
- le suivi des estimations des études (confirmation des postes prévus au regard du périmètre du projet) ;
- le projet de contenu des conventions de financement des étapes ultérieures des études ;
- le projet de dossier préparé en vue de son approbation en Conseil du STIF.

Le compte rendu de chaque Comité des financeurs est transmis pour avis avant envoi officiel.

Le Comité des financeurs se réunit également autant que de besoin sur les questions spécifiques relevant du pilotage des études, notamment leur financement, les ajustements de programmation technique et financière, et les points spécifiques qui n'auraient pu être validés par ailleurs.

7.3. Commission de suivi

Placé sous la présidence du Directeur Général du STIF, la Commission de suivi comprend les représentants de l'ensemble des signataires de la convention et les élus des collectivités territoriales concernées par les études.

Elle se réunit si nécessaire, les membres étant convoqués avec un préavis minimum de un mois et les éléments étant envoyés au moins quinze jours au préalable par le STIF.

La Commission de suivi informe ses membres de l'avancement des études.

Elle recueille les avis et observations de ses membres sur :

- les orientations et la démarche à engager ;
- les conclusions de la démarche à chaque étape importante ;
- le projet de dossier préparé en vue de son approbation en Conseil du STIF.

7.4. Information hors comité et commission de suivi

Les maîtres d'ouvrage s'engagent pendant toute la durée de validité de la convention :

- à présenter un compte-rendu d'avancement des études devant le Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France à la demande de ce dernier ;
- à informer le STIF et les financeurs sans délai en cas de difficultés ayant une incidence financière, ou sur le respect du calendrier, ou sur le programme.

Chaque maître d'ouvrage s'engage également à inviter le STIF et les financeurs ou les experts missionnés par celui-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du projet.

Un Comité des maîtres d'ouvrage est constitué des maîtres d'ouvrage ainsi que de leurs assistants et prestataires techniques suivant les besoins. Ce comité piloté par le maître d'ouvrage coordinateur, se réunira mensuellement. Les réunions sont dédiées à la coordination entre les différentes études. Les financeurs et le STIF en seront informés, pourront y assister. Les comptes rendus de réunions seront adressés à l'ensemble des financeurs.

Par défaut, les documents présentés dans le cadre des différents comités et commissions sont adressés au moins sept jours avant la réunion.

ARTICLE 8. PROPRIETE, COMMUNICATION ET DIFFUSION DES ETUDES

8.1. Propriété intellectuelle

Les études et les résultats d'études réalisées dans le cadre de la présente convention restent la propriété du maître d'ouvrage qui les a réalisés.

Ces études et résultats seront communiqués, sur première demande, aux financeurs et au STIF. Les financeurs et le STIF s'engagent à respecter les obligations de confidentialité prévues à l'article 8.3.

Pour que le STIF puisse assumer pleinement son rôle d'Autorité organisatrice de transport, les maîtres d'ouvrage concèdent au STIF une licence sur les droits patrimoniaux afférents aux études et résultats des études réalisés dans le cadre de la présente convention, et ce pour permettre au STIF de remplir ses fonctions d'AOT dans le cadre du projet.

Le STIF pourra utiliser ces études et résultats pour pouvoir notamment, sans que cela ne soit limitatif, réaliser des expertises et contre-expertises, veiller à la cohérence et assurer

la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France. A cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le maître d'ouvrage (conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R1241-30 et suivants du code des transports).

Dans ce cadre, les maîtres d'ouvrage autorisent le STIF à procéder à toute fixation et reproduction des études et des résultats sur tout type de support existant.

Le STIF s'engage à ne diffuser les études et résultats qu'en interne, ainsi qu'à ses prestataires dans le cadre strict de leurs missions confiées par le STIF. Le STIF s'assurera que ses prestataires s'engagent à respecter la confidentialité conformément à l'article 8.3.

Cette concession est consentie pour l'Ile-de-France, à titre gratuit et pour la durée du projet.

8.2. Communication des financeurs

Les présents signataires s'engagent à faire mention des financements accordés par la présente convention dans toute publication ou communication des études qu'elle vise, notamment par une indication portée sur les documents finaux.

L'ensemble des dossiers d'études, documents et supports d'information mentionnera de manière explicite les logos des financeurs.

Dans un souci d'identification des projets inscrits au Contrat de projets Etat-Région, les opérations financées dans ce cadre présenteront les traitements suivants au niveau des logos des partenaires :

- l'ordre entre partenaires : l'Etat, la Région, SNCF Réseau, SNCF Mobilités ;
- l'ordre des financeurs : l'Etat, la Région ;
- en dernier : le logo du STIF.

8.3. Confidentialité

Pendant toute la durée de la convention et pendant cinq années civiles suivant son terme les parties s'engagent à traiter les informations liées au secret commercial des maîtres d'ouvrage, abordées dans le cadre de cette convention, comme strictement confidentielles et non divulgables.

Les parties s'engagent à ce que les informations confidentielles telles que définies ci-avant :

- soient traitées avec la même précaution que les parties portent à la préservation de leurs propres informations confidentielles ;
- ne soient pas utilisées dans un cadre autre que leurs missions respectives telles que définies à l'article 3 de la présente Convention de financement sur le projet

d'études complémentaires pour l'achèvement du Schéma directeur de la ligne K du réseau Transilien ;

- ne soient pas divulguées à des tiers, sans avoir obtenu l'accord préalable écrit de la partie propriétaire des informations, sauf exceptions prévues à l'article 8.1. ;
- conformément à l'article 1120 du code civil, les parties se portent fort pour tout leur personnel (salariés et collaborateurs, intervenants), du respect de cette obligation de confidentialité.

La présente convention ne s'applique pas aux informations confidentielles pour lesquelles les parties apporteraient la preuve écrite :

- qu'elles étaient en leurs possession ou qu'elles étaient tombées dans le domaine public avant qu'elles ne leurs soient communiquées par l'autre partie ;
- qu'elles sont, postérieurement à la date de la signature de la présente convention, tombées dans le domaine public et ce, sans violation des termes de la convention ;
- qu'elle les a licitement acquises d'un tiers qui était en droit de les divulguer.

Enfin, les parties ne seront pas soumises à l'obligation de confidentialité prévue au présent article :

- en cas d'injonction d'un tribunal ou de toute autre autorité de contrôle de fournir des informations confidentielles à l'autre partie ;
- en application d'une obligation légale ou réglementaire qui imposerait à la partie destinataire de communiquer des informations confidentielles de l'autre partie.

En cas d'obligation légale ou de décision de justice de fournir des informations confidentielles à une autorité publique. Dans cette hypothèse, ils devront informer la partie propriétaire des informations de la requête ou de l'injonction qui leur a été faite de communiquer.

ARTICLE 9. DISPOSITIONS GENERALES

9.1. Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnée à l'article 4.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettre entre le signataire de la partie à l'initiative de ce changement et les autres signataires.

9.2. Règlement des litiges

Les parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Les litiges éventuels entre les parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif de Paris.

9.3. Résiliation de la convention

Les signataires de la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les signataires sont informés immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par l'une au moins des autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation des études. La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser aux bénéficiaires, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation ainsi que les remboursements que les maitres d'ouvrages seraient amener à faire à leurs prestataires en application des marchés ou contrats passés avec eux. Sur cette base, les maîtres d'ouvrage procèdent à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation des bénéficiaires des subventions.

9.4. Date d'effet et durée de la convention

La convention prend effet à compter de sa notification par le STIF à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

La présente convention tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de son passage en commission permanente de la Région.

Elle expire soit dans le cadre de l'article 4.5. relatif à la caducité, soit en cas de résiliation dans les conditions prévues à l'article 9.3, soit après la réalisation des étapes suivantes :

- réception des documents indiqués à l'article 2.1 de la présente convention ;
- solde de la totalité des subventions dues aux maîtres d'ouvrage selon les modalités de l'article 4.4.2. ;

- et au plus tard 24 mois après la validation du Schéma directeur par le CA du STIF. Cette validation doit être notifiée dans les meilleurs délais aux financeurs.

9.5. Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 5 exemplaires originaux.

Fait en cinq exemplaires originaux

Pour l'Etat, **Jean-François CARENCO** Préfet de la région Ile-de-France, Préfet de Paris	Pour la Région Ile-de-France, **Valérie PECRESSE** Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France
Pour SNCF Réseau, **Jean FAUSSURIER** Directeur Accès Réseau IDF	Pour SNCF Mobilités, **Alain KRAKOVITCH** Directeur Général SNCF Transilien
Pour le STIF, **Laurent PROBST** Directeur Général	

ANNEXES

- **Annexe 1** : Organigramme de l'opération
- **Annexe 2** : Echéancier prévisionnel des autorisations de programme et des appels de fonds

ANNEXE 1
Organigramme nominatif

Cet organigramme est remis à jour lors de chaque changement de titulaire d'une fonction.

MAITRISE D'OUVRAGE SNCF RESEAU

Rachid ELMOUNZIL, Eric GIRAUD-DESJUZEUR pour Réseau, Direction du Design du Réseau.

MAITRISE D'OUVRAGE SNCF MOBILITES

Gilles GAUTRIN, Coralie SAUVAGE pour Transilien, Direction Stratégie, Innovation et Développement, Département Investissements et Développement (TN-IDEV).

Catherine MARSAULT pour Direction des Gares Ile-de-France (DGIF).

ANNEXE 2
Echéancier prévisionnel des autorisations de programme
et des dépenses

2.1 ECHEANCIER PREVISIONNEL DES BESOINS PAR MOA

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES BESOINS EN AP/AE SNCF RESEAU EN M€

M€ HT Courants	2016	2017	TOTAL
Etat	0,357	0	**0,357**
Région	0,833	0	**0,833**
Total	1,190	0	**1,190**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES BESOINS EN AP/AE SNCF MOBILITES EN M€

M€ HT Courants	2016	2017	TOTAL
Etat	0,063	0	**0,063**
Région	0,147	0	**0,147**
Total	**0,210**	**0**	**0,210**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES BESOINS EN AP/AE STIF EN M€

M€ HT Courants	2016	2017	TOTAL
Etat	0,030	0	**0,030**
Région	0,070	0	**0,070**
Total	**0,100**	**0**	**0,100**

2.2 ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FOND SNCF RESEAU EN M€

M€ HT courants	2016	2017	2018	TOTAL
Etat	0	0,178	0,179	**0,357**
Région	0	0,416	0,417	**0,833**
Total	**0**	0,594	0,596	**1,190**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FOND SNCF MOBILITES EN M€

M€ HT courants	2016	2017	2018	TOTAL
Etat	0	0,030	0,033	**0,063**
Région	0	0,070	0,077	**0,147**
Total	**0**	**0,100**	**0,110**	**0,210**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FOND STIF EN M€

M€ HT courants	2016	2017	2018	TOTAL
Etat	0	0	0,030	**0,030**
Région	0	0	0,070	**0,070**
Total	**0**	**0**	**0,100**	**0,100**

2016

RER E à l'Est et Ligne P – Prolongement des missions Villiers à Roissy-en-Brie

Convention de financement des études relatives au Schéma de Principe et à l'enquête publique

Convention 16DPI

TABLE DES MATIERES

1 CONTEXTE GÉNÉRAL DU PROJET 6

1.1 DÉFINITIONS 6
1.2 OBJECTIFS DU PROJET 6
1.3 CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DU PROJET 6

2 OBJET DE LA CONVENTION 7

2.1 DÉFINITIONS ET CONTENU DE L'OPÉRATION 7
2.1.1 SCHÉMA DE PRINCIPE 7
2.1.2 ENQUÊTES PUBLIQUES 8
2.1.3 PRESTATIONS COMPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES 8
2.2 DÉLAIS DE RÉALISATION DES ÉTUDES 8

3 RÔLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 9

3.1 L'AUTORITÉ ORGANISATRICE DES TRANSPORTS 9
3.2 LA MAÎTRISE D'OUVRAGE 9
3.2.1 IDENTIFICATION, ENGAGEMENTS ET PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION DES MAÎTRES D'OUVRAGE 9
3.2.2 RÔLE DU MAÎTRE D'OUVRAGE COORDINATEUR VIS-À-VIS DES AUTRES MAÎTRES D'OUVRAGE 9
3.3 LES FINANCEURS 10
3.3.1 IDENTIFICATION 10
3.3.2 ENGAGEMENTS 10
3.4 LES BÉNÉFICIAIRES 10

4 MODALITÉS DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 10

4.1 ESTIMATION DU COÛT 10
4.2 COÛTS DÉTAILLÉS 10
4.3 PLAN DE FINANCEMENT 11
4.4 MODALITÉS DE VERSEMENT DES CRÉDITS DE PAIEMENT POUR LES FINANCEURS 11
4.4.1 VERSEMENT D'ACOMPTES 11
4.4.2 VERSEMENT DU SOLDE 12
4.4.3 PAIEMENT 13
4.4.4 BÉNÉFICIAIRES ET DOMICILIATION 13
4.5 CADUCITÉ DES SUBVENTIONS 14
4.5.1 CADUCITÉ AU TITRE DU RÈGLEMENT BUDGÉTAIRE DE LA RÉGION ILE-DE-FRANCE 14
4.6 COMPTABILITÉ DES MAÎTRES D'OUVRAGE 15

5 MODALITÉS DE CONTRÔLE 15

6 GESTION DES ÉCARTS 15

7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION 15

7.1 LE COMITÉ TECHNIQUE 16
7.2 LE COMITÉ DES FINANCEURS 16
7.3 SUIVI DE LA COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE 17
7.4 LA COMMISSION DE SUIVI 17
7.5 INFORMATION HORS COMITÉ ET COMMISSION DE SUIVI 17

8 DIFFUSION DES ÉTUDES ET PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE 18

8.1 PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE 18
8.2 COMMUNICATION DES FINANCEURS 18
8.3 CONFIDENTIALITÉ 19

9 DISPOSITIONS GÉNÉRALES 19

9.1 MODIFICATION DE LA CONVENTION 19
9.2 RÈGLEMENT DES LITIGES 20
9.3 RÉSILIATION DE LA CONVENTION 20
9.4 DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION 20
9.5 MESURES D'ORDRE 21

10 ANNEXES 23

ANNEXE 1 : ÉCHÉANCIER PRÉVISIONNEL DES DÉPENSES ET DES APPELS DE FONDS .. 23
ANNEXE 2 : CONTENU TYPE DES ÉTUDES ET PRESTATIONS 23
ANNEXE 3 : CALENDRIER PRÉVISIONNEL DE RÉALISATION DES ÉTUDES 23

Entre,

En premier lieu,

- **L'Etat**, représenté par le Préfet de la Région d'Ile-de-France, Préfet de Paris,
- **La Région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil régional, ci-après désignée par « la Région », dûment mandatée par délibération n°_____ de la Commission Permanente du _____ du Conseil régional d'Ile-de-France,

Ci-après collectivement désignés « **les financeurs** »,

En second lieu,

- **SNCF Réseau**, Établissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), inscrit au registre du commerce de Paris sous le numéro RCS Paris-B-412 280 737 N°APE 632 A, dont le siège est 15/17 rue Jean-Philippe Rameau 936418 La Plaine St Denis, représenté par Jean FAUSSURIER, Directeur Accès Réseau IDF, dûment habilité à signer la présente convention.
- **SNCF Mobilités**, Établissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC) inscrit au registre du commerce de Bobigny sous le numéro 552 049 447, dont le siège est situé 9 rue Jean-Philippe Rameau 93200 St Denis, représenté par Monsieur Alain KRAKOVITCH, Directeur Général de l'Activité TRANSILIEN de SNCF Mobilités, dûment habilité à signer la présente convention,

Ci-après collectivement désignés « **les MOA** » ou « **les bénéficiaires** »,

Et en dernier lieu,

- Le **Syndicat des Transports d'Ile de France** (STIF) dont le siège est situé 39 bis - 41, rue de Châteaudun à Paris 9ème, numéro de SIRET 287 500 078 00020, représenté par Monsieur Laurent PROBST, en sa qualité de Directeur Général, agissant en vertu de la délibération n°2016/302 en date du 13 juillet 2016,

Ci-après désigné « **le STIF** » ou « **l'autorité organisatrice** »,

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de l'expropriation ;

Vu la loi 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maitrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dite loi MOP ;

Vu la loi n° 2014-872 du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire et relative à la création de l'Epic SNCF et de ses deux filiales SNCF Mobilités et SNCF Réseau ;

Vu le décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions versées par l'Etat pour des Projets d'investissement et son décret d'application n°2002-428 du 25 mars 2002 ;

Vu le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le schéma directeur de la région d'Ile-de-France ;

Vu le décret no 2015-138 du 10 février 2015 relatif aux missions et aux statuts de SNCF Mobilités ;

Vu le décret no 2015-140 du 10 février 2015 relatif aux missions et aux statuts de SNCF Réseau ;

Vu la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015 ;

Vu le Règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France, adopté par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

Vu la délibération n°2011-631 et ses annexes du Conseil du STIF en date du 6 juillet 2011 approuvant le contenu type des Dossiers d'Objectifs et de Caractéristiques Principales (DOCP) et des Schémas De Principe (SDP) ;

Vu la délibération n° 2016/220 du Conseil du STIF du 1er juin 2016 approuvant le Schéma Directeur Paris – Est ;

Vu la délibération n° …… du Conseil du STIF du ……..;

Il est convenu ce qui suit :

1 CONTEXTE GENERAL DU PROJET

1.1 Définitions

Les Parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle destinée au transport public de voyageurs, et à laquelle la présente convention fait référence.

« **Opération** » : désigne l'étape du Projet et son financement définis dans le cadre de la présente convention.

« **Etudes** » : désigne tous les éléments, quels en soient la forme, la nature et le support, qui ont permis de réaliser les Résultats des études, tels que notamment les rapports, les documents, les plans, au sens du code de propriété intellectuelle dont l'objet et le contenu sont décrits dans la présente convention à l'article 2.

« **Résultats des études** » : désigne le Schéma de Principe réalisé par les maîtres d'ouvrages, comme définis dans les annexes de la délibération n°2011/0631 jointes en annexe 2 et qui seront présentés au conseil d'administration du STIF.

1.2 Objectifs du Projet

Le schéma directeur de la ligne RER E à l'Est et ligne P du Transilien a été validé au Conseil du STIF du 01/06/2016. Il reprend les principaux projets issus des études conduites depuis 2013 et propose une série de projets pour améliorer le fonctionnement de la branche et le service rendu aux usagers, dont le projet de prolongement des RER E de Villiers à Roissy-en-Brie. Les principaux objectifs identifiés au schéma directeur pour ce projet sont les suivants :

- offrir davantage de places assises dans les RER E de Tournan en heure de pointe, en équilibrant la charge avec les missions Villiers ;
- supprimer le sur-stationnement des trains de Tournan pour leur dépassement par les trains rapides à Roissy / Emerainville.

L'État et la Région participent au financement des études sur le schéma directeur RER E à l'Est et ligne P du Transilien dans le cadre du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020.

Une première convention de financement avait été établie en 2013 (n° CP 13-704) d'un montant d'1,80 M€ courants afin d'achever les études nécessaires à la rédaction du schéma directeur.

1.3 Caractéristiques principales du Projet

Le projet consiste à déplacer le terminus du RER E de Villiers Le Plessis Trévise à Roissy en Brie. Pour ce faire, il est nécessaire de créer une voie supplémentaire entre les gares de Villiers Le Plessis Trévise et Emerainville Pontault-Combault, et également d'aménager le nouveau terminus de Roissy en Brie (modification du plan de voies et création de deux nouvelles voies en tiroir en arrière gare).

Le projet intègrera également les aménagements du transporteur nécessaires au garage et à la maintenance du parc matériel roulant qui sera requis à l'horizon de la mise en service du projet.

2 OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de déterminer :

- d'une part, les conditions et modalités de financement du Schéma de Principe et de l'enquête publique du prolongement des missions du RER E de Villiers à Roissy-en-Brie,
- d'autre part, le contenu et les conditions de suivi de ces études dans le respect du calendrier général du Projet.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'Opération objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

«Schéma directeur RER E à l'Est et ligne P du Transilien – schéma de principe et enquête publique du prolongement des missions RER E Villiers à Roissy en Brie»

2.1 Définitions et contenu de l'Opération

L'Opération doit permettre la réalisation :

- du Schéma de Principe et des dossiers d'enquête publique ;
- des enquêtes publiques (environnementale, d'utilité publique et parcellaire) ;
- du contenu des prestations complémentaires ;
- de la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage coordination et planning.

L'annexe 2 de la présente convention en détaille les éléments constitutifs.

2.1.1 Schéma de Principe

Le Schéma de principe

Le Schéma de Principe permet de confirmer l'opportunité du Projet, le choix du mode de transport, et de préciser le tracé et les modalités d'insertion du Projet.

Il doit contenir les éléments suivants :

- **l'historique du Projet** ;
- la description du **secteur concerné par les Etudes** ;
- la définition des **objectifs et du programme** ;
- la **description du Projet** : mise en compatibilité avec le SDRIF, insertion du tracé et ses variantes dans l'environnement urbain, en précisant le positionnement des pôles et des stations ;
- la justification du **mode et modalités d'exploitation** et de réorganisation du réseau de transport ;
- **les impacts** du Projet au regard de la situation initiale ;
- **le management et calendrier du Projet** ;
- **l'économie du Projet** : estimation des coûts de l'infrastructure, du matériel roulant et de l'exploitation ;
- **l'intérêt socio-économique** du Projet : prévision de trafic et report modal.

Le contenu du schéma de principe est précisé dans l'article R1241-31 du code des transports et dans l'annexe à la délibération n° 2011/0631 du STIF du 6 juillet 2011 (Annexe 2 : Contenu type des études et prestations).

L'étude d'impact

L'étude d'impact sera réalisée conformément à la législation en vigueur et servira de base à l'élaboration du dossier d'enquête publique et au volet impact du Schéma de Principe.

Les modalités de réalisation du Schéma de Principe, de l'étude d'impact seront présentées aux financeurs dans le cadre des instances de gouvernance de l'opération.

2.1.2 Enquêtes publiques

Le dossier d'enquête publique sera réalisé en fonction du type d'enquête qu'il sera nécessaire de mettre en place :

- **Enquête environnementale :** le tracé ne nécessite pas d'expropriation mais, compte tenu des impacts environnementaux potentiels du Projet, il doit être soumis au public. Dans ce cadre, le STIF est à l'initiative du lancement de l'enquête environnementale et délibérera sur une déclaration de Projet justifiant l'intérêt général.
- **Enquête d'utilité publique :** le tracé nécessite d'éventuelles expropriations. Dans cette hypothèse, il s'agit de bien définir le planning de cette étape avec la saisine du Préfet pour l'examen conjoint et le lancement de l'enquête publique ainsi que le tribunal administratif pour la nomination du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête puis la déclaration d'utilité publique par le Préfet. Il est rappelé qu'avant l'adoption de l'arrêté de DUP par le préfet, le maître d'ouvrage doit, comme en enquête environnementale, délibérer sur une déclaration de Projet.
- **Dossier d'enquête parcellaire et enquête publique :** l'enquête parcellaire est destinée à vérifier l'identité des propriétaires, titulaires de droits réels (détenteurs d'usufruit, bénéficiaires de servitude, preneurs à bail…) et autres éventuels intéressés des parcelles concernées. L'élaboration du dossier d'enquête parcellaire (en parallèle du schéma de principe) est réalisée par le maître d'ouvrage. Au terme de l'enquête parcellaire, les parcelles visées pourront être déclarées cessibles par arrêté préfectoral.

A ce stade du Projet, il est trop tôt pour déterminer le type d'enquête qui sera menée.

2.1.3 Prestations complémentaires éventuelles

Dans le cadre de la présente convention, des besoins de précisions techniques seront définis ultérieurement en fonction de l'évolution du Projet.

2.2 Délais de réalisation des études

Le délai prévisionnel de réalisation des études est 36 mois. Le calendrier prévisionnel de réalisation des études figure en annexe 3.

3 ROLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1 L'autorité organisatrice des transports

Conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R1241-30 et suivants du code des transports, le STIF veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

A cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des Projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le maître d'ouvrage. Le STIF désigne le ou les maîtres d'ouvrage des Projets d'infrastructures nouvelles destinés au transport public de voyageurs.

Pour la mise en œuvre de la présente convention, le STIF est uniquement Autorité Organisatrice. Il n'exerce donc aucune responsabilité en termes de maîtrise d'ouvrage.

3.2 La maîtrise d'ouvrage

3.2.1 Identification, engagements et périmètre d'intervention des maîtres d'ouvrage

SNCF Réseau et SNCF Mobilités sont désignés maîtres d'ouvrage de l'Opération dont le contenu est décrit à l'article 2.1 de la présente convention.

SNCF Réseau et SNCF Mobilités sont notamment responsables de la conduite des études qui font l'objet de la présente convention, chacun dans la limite de leur périmètre de maîtrise d'ouvrage respectif.

La responsabilité des maîtres d'ouvrage est définie conformément à la loi 85-704 du 12 juillet 1985 dite loi MOP.

3.2.2 Rôle du maître d'ouvrage coordinateur vis-à-vis des autres maîtres d'ouvrage

SNCF Réseau est désigné **maître d'ouvrage coordinateur** de l'Opération.

Le maître d'ouvrage coordinateur est chargé :

- d'établir le planning d'ensemble faisant apparaître l'état d'avancement général des études des différents maîtres d'ouvrage, et d'en assurer une mise à jour et un suivi régulier ;
- d'agréger et de synthétiser les éléments relatifs à l'exécution de l'opération, notamment les éléments techniques et financiers ;
- d'identifier le plus en amont possible les questions posées par l'articulation des périmètres et par les conditions d'intervention des différents maîtres d'ouvrage.

A cette fin, le maître d'ouvrage coordinateur se charge :

- de rassembler les informations obtenues auprès des maîtres d'ouvrage de l'opération ;
- de formaliser et de susciter les échanges réguliers entre les maîtres d'ouvrage pour résoudre les problèmes d'interfaces entre les maîtres d'ouvrage et/ou les présenter lors des comités et des commissions prévues à cet effet (cf. article 7 de la présente convention).

Le maître d'ouvrage coordinateur ne se substitue en aucun cas aux différents maîtres d'ouvrage dans les responsabilités propres qui leur incombent et ne peut leur imposer des choix ou des solutions qui relèvent de ses prérogatives.

Chaque maître d'ouvrage s'engage à apporter, conformément au calendrier défini à l'article 2.2 de la présente convention, les éléments d'information qui le concernent au maître d'ouvrage coordinateur afin que celui-ci puisse exercer la mission qui lui est dévolue.

3.3 Les financeurs

3.3.1 Identification

Le financement de l'Opération est assuré dans le cadre du CPER 2015-2020, pour un montant de 4 630 000 € selon les clés de répartition suivantes :

- Etat (30%) : soit 1 389 000 €
- Région Ile-de-France (70%) : soit 3 241 000 €.

3.3.2 Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les AP/AE nécessaires pour la réalisation de l'Opération par les maîtres d'ouvrage visés à l'article 3.2, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visé à l'annexe 1.

3.4 Les bénéficiaires

SNCF Réseau, SNCF Transilien et le STIF sont bénéficiaires des financements versés par l'Etat et la Région Ile-de-France et ci-après désignés individuellement « le bénéficiaire » et conjointement **« les bénéficiaires ».**

4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1 Estimation du coût

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à **4 630 000 € HT en euros courants** conventionnel, **non actualisable et non révisable.**

4.2 Coûts détaillés

Les maîtres d'ouvrage fournissent une estimation en euros courants HT des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du Projet :

	SNCF Réseau	**SNCF Mobilités**	**STIF**
Postes de dépenses			
Etude infrastructure	**1 200 000**	**500 000**	
Etudes d'exploitation	**1 050 000**		
Etude socio-économique	**250 000**	**0**	
Etude d'impact	**200 000**	**0**	
Etudes et missions complémentaires	**500 000**	**0**	

Procédures	**300 000**	**0**	
Etudes des situations perturbées (yc Mouroux)	**550 000**	**0**	
Expertise des études			**80 000**
TOTAL en € courants	**4 050 000**	**500 000**	**80 000**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles, dans le respect du principe de fongibilité entre postes de dépenses pour chaque maître d'ouvrage, et dans le respect de l'enveloppe globale par maître d'ouvrage.

4.3 Plan de financement

Le plan de financement est établi en euros courants.

Plan de financement CFI SDP- EUP – RER E et Ligne P Montant en euros courants HT et %			
	État	**Région**	**TOTAL**
SNCF Réseau	1 215 000 €	2 835 000 €	**4 050 000 €**
SNCF Mobilités	150 000 €	350 000 €	**500 000 €**
STIF	24 000 €	56 000 €	**80 000 €**
TOTAL	**1 389 000 €**	**3 241 000 €**	**4 630 000 €**
%	***30%***	***70%***	***100%***

4.4 Modalités de versement des crédits de paiement pour les financeurs

4.4.1 Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'Opération sur présentation d'appels de fonds par le maître d'ouvrage.

L'annexe 1 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses des bénéficiaires, par financeur.

Le comité des financeurs est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

Pour les études objet de la présente convention, chaque maître d'ouvrage transmettra aux financeurs une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination unique indiquée à l'article 2 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

A – Versement des acomptes par la Région et l'Etat

Le dossier de demande de versement d'acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

Demande de versement des acomptes auprès de la Région :

- le montant des acomptes déjà perçus au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le maître d'ouvrage indiquant notamment la référence des factures réalisées, leur date de réalisation et le montant des factures réalisées ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 3.3 ;
- chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du maître d'ouvrage.

Demande de versement des acomptes auprès de l'Etat :

La demande de versement des acomptes par chaque maître d'ouvrage comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- un tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en euros constants et en pourcentage par rapport au coût d'objectif) de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'article 4.2, daté et signé par le responsable du projet du maître d'ouvrage ;
- un état récapitulatif des factures comptabilisées, daté et signé par le responsable du projet du maître d'ouvrage ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3
- la demande d'acompte est signée par le représentant légal du bénéficiaire ou le directeur financier.

B – Plafonnement des acomptes

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par la Région aux bénéficiaires est plafonné à 95% avant le versement du solde. Ce taux de 95% est applicable pour la Région uniquement dans le cas d'une opération inscrite au CPER 2015-2020.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par l'Etat aux bénéficiaires est plafonné à 90% du montant de la subvention.

4.4.2 Versement du solde

Après achèvement des études couvertes par la présente convention, les bénéficiaires présentent le relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses réalisées incluant notamment les frais de maîtrise d'ouvrage.

Le versement du solde est subordonné à la production des documents prévus dans l'article 2.1 et signés par le représentant légal des organismes indiqués à l'article 3.4. Sur la base du relevé final des dépenses et des recettes, les bénéficiaires procèdent, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

Pour le STIF, le versement du solde est conditionné par un état récapitulatif des dépenses signé par le représentant légal et certifié par le comptable public.

Le versement du solde pour SNCF Réseau et SNCF Transilien se fera sur présentation des factures acquittées.

4.4.3 Paiement

Le versement des montants de subvention appelés par les maîtres d'ouvrage doit être effectué dans un délai conforme au règlement budgétaire et financier de chaque financeur à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini à l'article 4.4.1 et 4.4.2 de la présente convention. Dans la mesure du possible, les financeurs feront leurs meilleurs efforts pour payer dans un délai de 40 jours.

Le mandatement des financeurs est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement Le mandatement des financeurs est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 2.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du maître d'ouvrage.

4.4.4 Bénéficiaires et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès des Bénéficiaires aux coordonnées suivantes :

- SNCF Réseau sur le compte ouvert à la Société générale, dont les références sont les suivantes :

Code IBAN							Code BIC
FR76	3000	3036	2000	0200	6214	594	SOGEFRPP

- SNCF Mobilités sur le compte ouvert de l'Agence Centrale de la Banque de France à Paris, dont le relevé d'identité bancaire est le suivant :

Titulaire du compte	Etablissement/ Agence	Code banque	Code Guichet	N° de compte	Clé RIB
SNCF TRESO INVEST PROXI TN	SIEGE CENTRAL – (2310) SEGPS	**30001**	**00064**	**00000034753**	**56**
Identification Internationale (IBAN) **IBAN FR76 3000 1000 6400 0000 3475 356**					
Identification internationale de la Banque (BIC) **BDFEFRPPCCT**					

- Le STIF sur le compte ouvert au Trésor Public, dont le relevé d'identité bancaire est le suivant :

Code banque		Code guichet		N° compte		Clé
10071		75000		00001005079		72
Code IBAN						
FR76	1007	1750	0000	0010	0507	972
Code BIC						
TRPUFRP1						

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service
Région Ile-de-France	35, boulevard des Invalides 75007 PARIS	Unité Aménagement Durable Transports en Commun Secrétariat général Gestionnaire comptable, service exécution budgétaire 01.53.85.58.76
DRIEA	21/23 rue Miollis 75015 PARIS Tél : 01 40 61 86 60 spot.driea-if@developpement-durable.gouv.fr	DRIEA– SPOT – CBSF
SNCF Réseau	SNCF CAMPUS RESEAU 15/17 rue Jean-Philippe RAMEAU CS80001 93418 LA PLAINE ST DENIS CEDEX France	Service Trésorerie Groupe - Unité Crédit Patricia LANGELEZ - Gestionnaire financier Tel.: 01.85.57.96.70 / Fax 01.71.92.61.64 / patricia.langelez@reseau.sncf.fr
SNCF Transilien	Direction Transilien Département Gestion Finances 34 rue du cdt René Mouchotte 75014 PARIS	Division des Investissements sophie.leman@sncf.fr tel : 01.85.56.59.76
STIF	39-41 rue de Châteaudun 75009 PARIS	Direction des Projets d'Investissements

4.5 Caducité des subventions

4.5.1 Caducité au titre du règlement budgétaire de la Région Ile-de-France

Si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision du Président, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision du Président. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6 Comptabilité des maîtres d'ouvrage

Chaque maître d'ouvrage s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres aux études réalisées dans le cadre de la présente convention.

Les maîtres d'ouvrage s'engagent à informer préalablement les financeurs de toutes autres participations financières leur étant attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

5 MODALITES DE CONTROLE

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix ans à compter de leur date d'émission pour tout contrôle effectué a posteriori.

Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'ils jugent utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

Dans le cadre de l'article R1241-30 du code des transports, le STIF veille, en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Ile-de-France.

6 GESTION DES ECARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 4.3 de la présente convention constitue un plafond.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant total initialement prévu, les subventions attribuées sont révisées en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.3. Elles font l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement au financeur en cas de trop perçu.

En cas de perspective de dépassement du montant visé à l'article 4.1, les financeurs sont informés lors de la réunion du comité de suivi de la convention de financement. Le maître d'ouvrage doit obtenir l'accord préalable des financeurs pour la mobilisation d'un financement complémentaire. Un avenant à la présente convention formalise cet accord.

Dans le cas où l'accord préalable des co-financeurs n'a pas été sollicité, la prise en charge des dits dépassements incombe au maître d'ouvrage désigné dans la présente convention.

En cas désaccord, les Parties se rencontreront afin de déterminer les conditions et les différents scénarii pour réaliser l'Opération sans mobilisation de financement complémentaire.

7 ORGANISATION ET SUIVI DE LA CONVENTION

La gouvernance du Projet s'articule autour de comités et de commissions, dont la composition et l'objet sont décrits ci-dessous.

En tant qu'autorité organisatrice, le STIF s'assure notamment du respect, par le(s) maître(s) d'ouvrage, de la remise des documents, des délais indiqués et des estimations à cette étape du Projet indiqués aux articles 2.1, 2.2 et 4.1 de la présente convention.

7.1 Le Comité Technique

Il est constitué un Comité Technique de suivi de l'opération composé des représentants de l'ensemble des Parties à la présente convention.

Le Comité Technique est convoqué par le maître d'ouvrage coordinateur. Il est réuni autant que besoin et au moins une fois par an, les membres étant convoqués avec un préavis minimum d'un mois et les éléments étant envoyés au moins sept jours au préalable par le maître d'ouvrage coordinateur.

Le Comité technique est le cadre privilégié permettant :

- de partager les éléments d'études techniques du dossier d'enquête et Schéma de principe, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'Opération ;
- de développer un point technique lors d'une séance spécifique ;
- de valider les choix techniques si nécessaire ;
- de suivre le déroulement technique, administratif et financier de la démarche ;
- de préparer les différents comités et les commissions de suivi sur les aspects techniques.

A cette fin, les membres du Comité Technique peuvent se faire assister de leurs prestataires et inviter, si besoin, les partenaires impliqués dans le Projet.

7.2 Le Comité des Financeurs

Il est constitué un Comité des Financeurs composé des représentants de l'ensemble des Parties à la présente convention, sous la présidence du STIF.

Le Comité des Financeurs se réunit au moins une fois par an, et autant que de besoin, les membres étant convoqués avec un préavis minimum d'un mois et les éléments étant envoyés au moins quinze jours au préalable par le maître d'ouvrage coordinateur.

Le Comité des Financeurs a pour rôle d'arbitrer les dispositions à mettre en œuvre pour permettre un avancement de l'Opération dans le respect des délais et du coût prévisionnel.

Le Comité des Financeurs se prononce et valide :

- l'avancement des études au regard des éléments demandés dans la convention de financement et du calendrier ;
- le traitement de problèmes éventuellement rencontrés qui engendreraient une modification des coûts et des délais ;
- le montant des dépenses réalisées ;
- le montant des subventions appelées et versées ;
- un prévisionnel des appels de fonds réactualisé ;
- les éventuels écarts constatés, dans le respect de l'article 6 ;
- les besoins d'études complémentaires possibles à ce stade ;
- le suivi des estimations des études ;
- le projet de contenu des conventions de financement des étapes ultérieures des études ;
- les éléments présentés lors de la Commission de suivi ;
- les Projets de dossiers préparés en vue de son approbation en Conseil du STIF.

Le Comité des Financeurs se réunit également sur les questions spécifiques relevant du pilotage du Projet, notamment son financement, et les points spécifiques qui n'auraient pu être validés par ailleurs.

Le compte rendu de chaque Comité des Financeurs est transmis pour avis avant envoi officiel.

7.3 Suivi de la communication institutionnelle

La communication institutionnelle de l'Opération est suivie par un Comité de Communication composé des MOA et des financeurs et du STIF.

Le Comité de Communication est coordonné par le maître d'ouvrage coordonnateur. En fonction des besoins, et au minimum une fois par an, il réunit l'ensemble des maîtres d'ouvrage et des financeurs du Projet ainsi que les prestataires de communication (stratégie et mise en œuvre). Le compte-rendu sera assuré par le maître d'ouvrage coordonnateur puis approuvé par les autres MOA.

Ce comité échange sur la communication relative au Projet : la stratégie et le plan de communication, les principes à intégrer dans les marchés de communication, la mise en œuvre des actions de concertation et de communication. Cette communication est partagée et validée par les MOA et les financeurs dans le cadre du comité.

Le traitement des logos des partenaires respecte :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeurs, maîtres d'ouvrage, autorité organisatrice ;
- l'ordre des financeurs en fonction de l'ordre protocolaire : Etat, Région,
- la surface allouée à chaque partenaire sera identique.

7.4 La Commission de Suivi

Il est constitué une Commission de Suivi des études, placée sous la présidence du Directeur Général du STIF, composée des représentants de l'ensemble des Parties à la présente convention, des Collectivités Territoriales concernées par le Projet.

La Commission de Suivi est réunie sur demande, les membres étant convoqués avec un préavis minimum d'un mois et les éléments étant envoyés au moins quinze jours au préalable par le STIF.

La Commission de suivi informe ses membres de l'avancement des études.

Elle recueille les avis et observations de ses membres sur :

- les orientations et la démarche à engager ;
- les conclusions de la démarche à chaque étape importante.

7.5 Information hors Comité et Commission de suivi

Les maîtres d'ouvrage s'engagent pendant toute la durée de validité de la convention :

- à présenter un compte-rendu d'avancement des études devant le Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France à la demande de ce dernier ;
- à informer le STIF et les financeurs sans délai en cas de difficultés ayant une incidence financière, ou sur le respect du calendrier, ou sur le programme.

Chaque maître d'ouvrage s'engage également à inviter le STIF et les financeurs ou les experts missionnés par celui-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du Projet.

8 DIFFUSION DES ETUDES ET PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les maîtres d'ouvrage sont propriétaires des Etudes et Résultats des études qu'ils réalisent dans le cadre de la présente convention de financement.

8.1 Propriété intellectuelle

Les Etudes et les résultats d'Etudes réalisées dans le cadre de la présente convention restent la propriété du maître d'ouvrage qui les a réalisés.

Ces études et résultats seront communiqués, sur première demande, aux financeurs et au STIF. Les financeurs et le STIF s'engagent à respecter les obligations de confidentialité prévues à l'article 8.3.

Pour que le STIF puisse assumer pleinement son rôle d'AOT, les maîtres d'ouvrage concèdent au STIF une licence sur les droits patrimoniaux afférents aux Etudes et Résultats des Etudes réalisés dans le cadre de la présente convention, et ce pour permettre au STIF de remplir ses fonctions d'Autorité Organisatrice de Transport dans le cadre du Projet.

Le STIF pourra utiliser ces études et résultats pour pouvoir notamment, sans que cela ne soit limitatif, réaliser des expertises et contre-expertises, veiller à la cohérence et assurer la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France. A cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le maître d'ouvrage (conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R1241-30 et suivants du code des transports).

Dans ce cadre, les maîtres d'ouvrage autorisent le STIF à procéder à toute fixation et reproduction des études et des résultats sur tout type de support existant.

Le STIF s'engage à ne diffuser les études et résultats qu'en interne, ainsi qu'à ses prestataires dans le cadre strict de leurs missions confiées par le STIF. Le STIF s'assurera que ses prestataires s'engagent à respecter la confidentialité conformément à l'article 8.3.

Cette concession est consentie pour l'Ile-de-France, à titre gratuit et pour la durée du Projet.

8.2 Communication des financeurs

Les présents signataires s'engagent à faire mention des financements accordés par la présente convention dans toute publication ou communication des études qu'elle vise, notamment par une indication portée sur les documents finaux.

L'ensemble des dossiers d'études, documents et supports d'information mentionnera de manière explicite les logos des financeurs.
Dans un souci d'identification des projets inscrits au Contrat de projets Etat-Région, les opérations financées dans ce cadre présenteront les traitements suivants au niveau des logos des partenaires :

- l'ordre entre partenaires : l'Etat, la Région, SNCF Réseau, SNCF Mobilités
- l'ordre des financeurs : l'Etat, la Région
- en dernier : le logo du STIF

8.3 Confidentialité

Pendant toute la durée de la Convention et pendant cinq années civiles suivant son terme les parties s'engagent à traiter toutes les informations liées à la Convention comme strictement confidentielles et non divulgables.

Ces dispositions ne sont toutefois pas applicables :

- aux études elles-mêmes dans l'hypothèse où, conformément à l'article 8.1 ci-dessus, le(s) maître(s) d'ouvrage autoriserai(en)t leur diffusion par les financeurs et le STIF ;
- Aux résultats d'études qui seront approuvés par le CA du STIF qui ne sont pas considérés comme des informations confidentielles.

Les Parties s'engagent à ce que :

- soient traitées avec la même précaution que les parties portent à la préservation de leurs propres Informations Confidentielles,
- ne soient pas utilisées dans un cadre autre que leurs missions respectives telles que définies à l'article 3 « Rôle et engagements des parties » dans le cadre du Projet,
- ne soient pas divulguées à des tiers, sans avoir obtenu l'accord préalable écrit de la partie propriétaire des informations, sauf exceptions prévues à l'article 8.1.
- Conformément à l'article 1120 du code civil, les parties se portent fort pour tout leur personnel (salariés et collaborateurs, intervenants), du respect de cette obligation de confidentialité.

La présente convention ne s'applique pas aux Informations Confidentielles pour lesquelles les parties apporteraient la preuve écrite :

- qu'elles étaient en leurs possession ou qu'elles étaient tombées dans le domaine public avant qu'elles ne leurs soient communiquées par l'autre Partie ;
- qu'elles sont, postérieurement à la date de la signature de la présente convention, tombées dans le domaine public et ce, sans violation des termes de la Convention ;
- qu'elle les a licitement acquises d'un tiers qui était en droit de les divulguer.

Enfin, les parties ne seront pas soumises à l'obligation de confidentialité prévue au présent article :

- en cas d'injonction d'un tribunal ou de toute autre autorité de contrôle de fournir des informations confidentielles à l'autre partie,
- en application d'une obligation légale ou réglementaire qui imposerait à la partie destinataire de communiquer des Informations Confidentielles de l'autre partie.

En cas d'obligation légale ou de décision de justice de fournir des informations confidentielles à une autorité publique. Dans cette hypothèse, ils devront informer la partie propriétaire des informations de la requête ou de l'injonction qui leur a été faite de communiquer.

9 DISPOSITIONS GENERALES

9.1 Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception de l'annexe 1 (échéancier des dépenses) et des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 4.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettre

entre la partie à l'initiative de ce changement et les autres parties signataires de la présente convention.

9.2 Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif de Paris.

9.3 Résiliation de la convention

Les Parties à la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les Parties sont informées immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération. La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. Dans tous les cas, les co-financeurs s'engagent à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des co-financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation des bénéficiaires des subventions.

9.4 Date d'effet et durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa notification par le STIF à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

La présente convention de financement tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de délibération de la Commission Permanente de la Région approuvant la présente convention et attribuant les subventions afférentes.

Sans préjudice des durées indiquées à l'article 4.5, elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 9.3, soit après la réalisation des deux étapes suivantes :

- réception des documents indiqués à l'article 2.1 de la présente convention,
- solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités de l'article 4.4.2,

soit en cas d'application des modalités prévues à l'article 4.5.1 et au plus tard 24 mois à compter de la validation du schéma de principe par le Conseil du STIF.

9.5 Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 5 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le

Pour l'Etat, **Jean-François CARENCO** Préfet de la région Ile-de-France, Préfet de Paris	Pour la Région Ile-de-France, **Valérie PECRESSE** Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France
Pour SNCF Réseau, **Jean FAUSSURIER** Directeur Accès Réseau IDF	Pour SNCF Mobilités, **Alain KRAKOVITCH** Directeur Général SNCF Transilien
Pour le STIF, **Laurent PROBST** Directeur Général	

10 ANNEXES

Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fonds

Annexe 2 : Contenu type des études et prestations

Annexe 3 : Calendrier prévisionnel de réalisation des études

ANNEXE 1 : Échéancier prévisionnel des dépenses et des appels de fonds

Echéancier prévisionnel des dépenses (€ HT)

MOA	Année			Total
	2016	2017	2018	
SNCF Réseau	100 000 €	3 250 000 €	700 000 €	**4 050 000 €**
SNCF Mobilités	0	300 000 €	200 000 €	**500 000 €**
STIF	0	0	80 000 €	**80 000 €**
TOTAL	**100 000 €**	**3 750 000 €**	**780 000 €**	**4 630 000 €**

Echéancier prévisionnel des appels de fonds

SNCF Réseau	Année				Total
	2017	2018	2019	2020	
Région	70 000 €	2 275 000 €	490 000 €	0	**2 835 000 €**
DRIEA	30 000 €	975 000 €	210 000 €	0	**1 215 000 €**
TOTAL	**100 000 €**	**3 250 000 €**	**700 000 €**	**0**	**4 050 000 €**

SNCF Mobilités	Année				Total
	2017	2018	2019	2020	
DRIEA	30 000 €	90 000 €	30 000 €	0	**150 000 €**
Région	70 000 €	210 000 €	70 000 €	0	**350 000 €**
TOTAL	**100 000 €**	**300 000 €**	**100 000 €**	0	**500 000 €**

STIF	Année				Total
	2017	2018	2019	2020	
Région	0	0	56 000 €	0	**56 000 €**
DRIEA	0	0	24 000 €	0	**24 000 €**
TOTAL	**0**	**0**	**80 000 €**	**0**	**80 000 €**

ANNEXE 2 : Contenu type des études et prestations

Contenu des dossiers de Schéma de Principe - annexe 2 à la délibération n°2011/0631 du STIF du 6 juillet 2011 relative à la définition du contenu des dossiers d'objectifs et de caractéristiques principales, des schémas de principe et des avant-projets

Objectif

L'objectif du Schéma de Principe est d'arrêter le programme de l'opération suite aux préconisations issues de la phase de concertation. Il permet d'engager l'enquête publique.

Enjeux

- Respect du code de l'environnement et compatibilité avec le cadre règlementaire régional

Le contenu des schémas de principe est compatible avec le SDRIF, le PDU Ile-de-France et les différents schémas directeurs élaborés par le STIF. Il tient compte des résultats de la concertation ou du débat public tels que prévus par les articles L121-1 et suivants et R121-1 et suivants du code de l'environnement.

Le Schéma de principe devra préfigurer le dossier d'enquête publique (défini à l'article R123-6).

- Articulation avec la loi MOP

Le schéma de principe permet d'arrêter le programme tel que défini par l'article 2 de la loi MOP :

« *Le maître de l'*ouvrage *définit dans le programme les objectifs de l'opération et les besoins qu'elle doit satisfaire ainsi que les contraintes et exigences de qualité sociale, urbanistique, architecturale, fonctionnelle, technique et économique, d'insertion dans le paysage et de protection de l'environnement, relatives à la réalisation et à l'utilisation de l'*ouvrage. »

- Niveau de précision du Schéma de Principe

Le contenu du Schéma de Principe devra être conforme aux attendus des études préliminaires telles que décrites à l'article 18 du décret n°93-1268 du 29 novembre 1993 *relatif aux missions de maîtrise d'œuvre confiées par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé*. Dans le cas d'une opération de réutilisation ou de réhabilitation d'un ouvrage existant, la précision attendue est celle des études de diagnostic (article 19 ou, dans le cas d'un bâtiment, article 12 du décret). Enfin, dans le cas d'une opération de construction neuve de bâtiment, la précision attendue est celle des études d'esquisse (article 3 du décret).

Adaptation

Les éléments présentés ici constituent un cadre. Chaque opération pourra nécessiter une approche différenciée, le contenu devant être adapté au cas par cas, au démarrage de l'étape Schéma de Principe.

Contenu

Le Schéma de Principe contient un volet transport détaillé présentant notamment les points suivants :

Partie I – Volet transport

L'ensemble des résultats des études réalisées dans le cadre du schéma de principe pourra être regroupé dans un document final présentant notamment les points suivants :

I. ***historique :***
   a. *rappel de l'historique de l'opération et des procédures administratives,*
   b. *Analyse rétrospective des dysfonctionnements éventuels et besoin de desserte du secteur concerné,*

II. ***diagnostics transport des territoires concernés***
   a. *Présentation du secteur d'étude : analyse de la situation actuelle en termes d'occupation du sol, population, emplois, grands équipements,*
   b. *Perspectives d'évolution de l'urbanisation : description des opérations d'urbanisme, cadrage quantitatifs de développement des populations et des emplois, analyse de la cohérence avec les cadrages SDRIF,*
   c. *Description des réseaux et de l'offre de transport (situation actuelle),*
   d. *Présentation et analyse des déplacements actuels et de leur évolution future,*
   e. *Analyse des dysfonctionnements éventuels et définition des besoins du secteur,*

III. ***objectifs du Projet / Programme***
   a. *Objectifs de l'opération,*
   b. *Nature et étendue des besoins,*
   c. *Contraintes et exigences : de qualité sociale, urbanistiques, architecturales, fonctionnelles, techniques, économiques, d'insertion dans le paysage et de protection de l'environnement,*

IV. ***description du Projet***
   a. *Caractéristiques principales,*
   b. *Insertion : tracés, pôles et stations,*
   c. *Définition :*
      i. *fonctionnelle des installations,*
      ii. *périmètre du Projet,*
      iii. *consistance des dessertes envisagées,*
      iv. *dispositions techniques retenues (options principales, modalités),*
      v. *dimensionnement justifié des installations,*
   d. *Confirmation du choix du mode*
   e. *Aménagements urbains et interfaces avec le Projet :*
      i. *solution de référence : abords, aménagements ponctuels, opérations connexes,*
      ii. *variantes d'aménagements spécifiques sur demande,*
   f. *Phasages fonctionnels éventuels, avec avantages / inconvénients techniques,*
   g. *Compatibilité :*
      i. *avec SDRIF, PDUIF, PLU,*
      ii. *avec le bilan de la concertation préalable ou du débat public,*
      iii. *avec les objectifs du Projet,*
   h. *Pour les Projets en souterrain : sondages avancés permettant de vérifier la faisabilité,*

V. ***impacts du Projet***
   a. *principes d'insertion paysagère et architecturale du Projet dans son environnement naturel et urbain,*
   b. *Impact sur les réseaux concessionnaires,*

c. *Etude d'impact selon le Code de l'Environnement,*

VI. ***management et calendrier du Projet***

a. *Organisation :*
   i. *identification des différentes parties : STIF, MOA(s) futurs, MOE(s) études, collectivités, …*
   ii. *périmètres d'intervention des parties arrêtés : périmètres de maîtrises d'ouvrage, d'exploitation et de maintenance (plans),*
   iii. *méthodes : Plan Directeur Qualité*

b. *Planification :*
   i. *calendrier d'ensemble de l'opération, avec le déroulement des procédures et des travaux à l'échelle du trimestre,*
   ii. *état et calendrier des procédures particulières aux autres autorités susceptibles d'être concernées par le Projet, notamment en matière d'infrastructure ferroviaire et de voirie,*
   iii. *plannings de l'opération (Gantt et chemin de fer), niveau synthèse et sous-ensembles, en cohérence avec décomposition des coûts (maîtrise d'ouvrage, composantes fonctionnelles telles que : infrastructure/ouvrages d'art, stations/gares/pôles d'échange, ateliers-dépôts, système de transport (voie, énergie, signalisation/aide à l'exploitation), matériel roulant, aménagements urbains, …).*

VII. ***économie du Projet***

a. *Coûts de réalisation :*
   i. *présentation synthétique des coûts :*
      - *coûts travaux ventilés par grands postes de dépenses, assortis d'un taux de tolérance de + ou – 10%, Provisions pour Aléas et Incertitudes, frais de MOE, acquisitions foncières, frais de MOA,*
      - *présentation et justification des évolutions de coûts au regard de l'étape précédente (technique, concertation,…)*
   ii. *présentation détaillée des coûts :*
      - *coûts travaux organisés selon les 19 postes de dépenses identifiés par le CERTU : infrastructure/ouvrages d'art, stations/gares/pôles d'échange, ateliers-dépôts, système de transport (voie, énergie, signalisation/aide à l'exploitation), matériel roulant, aménagements urbains, …), opérations connexes (accès, gares routières, parkings relais, …), frais d'études, de MOE, de MOA, provisions diverses, acquisitions foncières…*
      - *pour chaque poste de coût : présentation et justification des hypothèses prises,*
   iii. *identification des coûts d'aménagements urbains spécifiques (par demandeur),*

b. *Analyse détaillée des risques spécifiques de l'opération : identification complète des réserves et des risques et méthodes envisagées pour les réduire, impact économique potentiel identifié sur le Projet,*

c. *Coûts d'exploitation :*
   i. *Estimation sommaire des coûts d'exploitation,*
   ii. *Prévisions de restructuration éventuelle d'autres réseaux de transports collectifs liés au Projet.*

VIII. ***financement :***

a. *plan de financement*

b. *pour les aménagements urbains spécifiques, montage financier permettant au demandeur de financer son quota de surcoût*

IX. ***évaluation de l'intérêt socio-économique***
   a. *Service rendu par le Projet : populations et emplois desservis par le Projet, prévisions de trafic (pointe, jour, année), en distinguant les diverses composantes nécessaires au calcul de l'évaluation du Projet,*
   b. *Bilan socio-économique pour la collectivité établi selon les principes méthodologiques préconisés par le STIF avec justification du calcul des gains pour la collectivité,*
   c. *Bilan financier pour l'exploitant d'une part, pour les collectivités publiques d'autre part, selon phase, éléments chiffrés permettant de préparer le contrat d'exploitation (ou avenant)*
   d. *Evaluation des conséquences du Projet sur chacun des modes de déplacement, et pour le mode ferroviaire, incidence sur les autres circulations ferrées (grands lignes, fret),*

X. ***annexes graphiques :*** *tracé en plan pour les Projets de liaison, vue en plan et élévation pour les Projets de pôles*

XI. ***annexes de constitution du dossier :***
   a. *Décision de lancement du schéma de principe,*
   b. *Demandes spécifiques Etat/Collectivités,*
   c. *Bilan de la concertation préalable ou du débat public,*

XII. ***annexes complémentaires au dossier :***
   a. *Principaux éléments du bilan socio-économique (hypothèses utilisées pour la modélisation et le calcul du bilan),*
   b. *Si nécessaire, Dossier de Définition de Sécurité et avis.*

Dans le cas où le STIF mène, en tant que maître d'ouvrage, l'enquête publique, le Schéma de Principe devra être complété par une seconde partie contenant les éléments attendus dans un dossier d'enquête d'utilité publique (ils peuvent être regroupés en tant que de besoin) afin de constituer le support de l'enquête publique.

Partie II – Complément au schéma de principe en vue de l'enquête publique portée par le STIF

I. ***- Une notice explicative indiquant :***

   a. *L'objet de l'enquête*

   b. *Les caractéristiques les plus importantes de l'opération soumise à enquête (Présentation de l'opération, caractéristiques principales, étude des variantes, amélioration de l'offre de service, …)*

   c. *Lorsque l'étude d'impact n'est pas requise : les raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de l'environnement, parmi les partis envisagés par le maître de l'ouvrage, le Projet soumis à enquête a été retenu.*

II. ***L'étude d'impact ou la notice d'impact lorsque l'une ou l'autre est requise,***

   a. *analyse de l'état initial de l'environnement,*

   b. *analyse des effets du Projet sur l'environnement, sur la protection*

des biens et du patrimoine culturel et, le cas échéant, sur la commodité de voisinage (bruits, vibrations, odeurs, émissions lumineuses) ou sur l'hygiène, la santé, la sécurité et la salubrité publique,

c. *les raisons pour lesquelles, notamment du point de vue des préoccupations d'environnement, parmi les partis envisagés qui font l'objet d'une description, le Projet présenté a été retenu,*

d. *les mesures envisagées pour supprimer, réduire et si possible, compenser les conséquences dommageable du Projet sur l'environnement et la santé, ainsi que l'estimation des dépenses correspondantes,*

e. *analyse des méthodes utilisées pour évaluer les effets du Projet sur l'environnement mentionnant les difficultés éventuelles de nature technique ou scientifique rencontrées pour établir cette évaluation.*

III. Le plan de situation

IV. Le plan général des travaux (Insertion : tracés, stations et points spécifiques)

V. Les caractéristiques principales des ouvrages les plus importants (Ouvrages d'art, infrastructures et équipements, stations, locaux d'exploitation en ligne, site de maintenance)

VI. L'appréciation sommaire des dépenses, y compris le coût des acquisitions immobilières

VII. La mention des textes qui régissent l'enquête publique en cause et l'indication de la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative relative à l'opération considérée

ANNEXE 3 : CALENDRIER PREVISIONNEL DE REALISATION DES ETUDES

Le calendrier prévisionnel ci-dessous comprend les délais d'études, hors délais de validation.

Acquisition données : octobre – décembre 2016

Rédaction cahier des charges et passage marché : octobre – décembre 2016

Etude exploitation (yc situations perturbées) : janvier – septembre 2017

Etude infrastructure : janvier – octobre 2017

Etudes socio économique : septembre 2017– janvier 2018

Etude d'impact : octobre 2017 – avril 2018

Procédures : avril 2018 – décembre 2018

Etude infrastructure Mouroux : janvier 2017 – septembre 2017

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 12/10/2016
- Date de réception en préfecture: 12/10/2016

DELIBERATION N° CP 16-492

DU 12 OCTOBRE 2016

CONVENTION TRANSITOIRE 2016-2017 ET AFFECTATIONS RELATIVES AU PROGRAMME D'ACTIONS 2016 DU PARC NATUREL REGIONAL OISE-PAYS DE FRANCE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'environnement, et notamment ses articles L 333-1 et suivants ;

VU Le décret du 13 janvier 2004 portant classement du Parc naturel régional Oise-Pays de France ;

VU La délibération n°CR 19-03 du 26 juin 2003 approuvant le projet de charte constitutive du Parc naturel régional Oise-Pays de France et les statuts du syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc ;

VU La délibération n°CR 53-15 du 18 juin 2015 du Conseil régional relative à l'approbation du CPER 2015-2020 ;

VU La délibération n°CR 58-15 du 18 juin 2015 relative à la mise en œuvre du volet territorial du CPER 2015-2020 ;

VU La délibération n°CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier ;

VU La délibération n°CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n°CR 09-16 du 17 mars 2016 relative au doublement des aides aux territoires ruraux ;

VU La délibération n°CR 113-16 du 7 juillet 2016 relative à la sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural ;

VU La délibération n°CP 16-055 du 22 janvier 2016, ayant trait aux conventions relatives aux frais de structure 2016 en faveur des parcs naturels régionaux pour la période précédant l'adoption du budget 2016 et à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale relative aux parcs naturels régionaux ;

VU La délibération n°CP 16-240 du 15 juin 2016 ayant trait aux affectations de crédits en faveur des parcs naturels régionaux et aux conventions transitoires relatives aux programmes d'actions 2016 ;

VU La délibération n°CP 16-468 du 21 septembre 2016 relative à la mise en œuvre opérationnelle du dispositif de sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural – contribution des Parcs naturels régionaux à la revitalisation commerciale en milieu rural ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2016 ;

VU Le rapport CP 16-492 présenté par Madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France ;

VU L'avis de la Commission de la Ruralité et de l'Agriculture ;

VU L'avis de la Commission des Finances.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : Parc naturel régional Oise-Pays de France – Soutien aux programmes d'actions

Approuve la convention transitoire 2016-2017 en annexe 1 à la présente délibération, relative au programme d'actions du syndicat mixte d'aménagement et de gestion établie avec le Parc naturel régional Oise-Pays de France et les partenaires.

Autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 2 : Parc naturel régional Oise-Pays de France – Affectations au titre de l'année 2016

Décide de participer au financement des 21 actions détaillées en annexe 2 à la présente délibération au titre de 2016 par l'attribution de subventions au syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc Oise-Pays de France d'un montant total maximum prévisionnel de **167 669 €**.

Affecte au titre du programme d'actions 2016 en faveur du syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional Oise-Pays de France :

- un montant total d'autorisations de programme de 104 937 € disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme PR 76-002 (476002) « Parcs naturels régionaux », action 476002016 « Soutien aux programmes d'investissement », du budget 2016 ;
- un montant total d'autorisations d'engagement de 62 732 € disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme PR 76-002 (476002) « Parcs naturels régionaux », action 476002026 « Soutien aux programmes d'actions et promotion des PNR », du budget 2016.

Cette affectation relève du Contrat de Plan 2015-2020, Volet 6 «Volet territorial », sous volet 62 « Accompagner les territoires péri-urbains ruraux et les pôles de centralité », action 623 « Parcs naturels régionaux ».

Article 3 : Affectations pour l'année 2016 au titre de la sauvegarde du commerce de proximité

Décide de participer au financement des actions détaillées en annexe 2 à la présente délibération au titre du dispositif de sauvegarde des commerces de proximité par l'attribution de subventions au syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional Oise-Pays de France d'un montant total maximum prévisionnel de 230 000 €.

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de 230 000 €, disponible sur le chapitre budgétaire 905 « Aménagement des territoires », Code fonctionnel 53 « Espace rural et autres espaces de développement », Programme HP 53-001 « Aménagement et équipement de l'espace rural », Action (15300105) « Sauvegarde des commerces de proximité », du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe à la délibération.

La Présidente du conseil régional d'Ile-de-France

Valérie PECRESSE

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : CONVENTION TRANSITOIRE 2016-2017 RELATIVE AU PROGRAMME D'ACTIONS

CONVENTION TRANSITOIRE 2016-2017

EN FAVEUR DU PARC NATUREL REGIONAL OISE-PAYS DE FRANCE

RELATIVE AUX PROGRAMMES D'ACTIONS 2016-2017

Entre

La Région d'Ile-de-France représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, autorisée par délibération de la Commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France en date du **12 octobre 2016**,

ci-après dénommée « la Région Ile-de-France »

La Région Hauts-de-France représentée par son Président, Monsieur Xavier BERTRAND, autorisé par délibération de la Commission permanente du Conseil régional de Hauts-de-France en date du **13 octobre 2016**,

ci-après dénommée « la Région Hauts-de-France »

Le Département de l'Oise représenté par son Président, Monsieur Edouard COURTIAL, autorisé par décision de la Commission permanente du Conseil départemental de l'Oise en date du **17 octobre 2016**,

ci-après dénommé « le Département de l'Oise »

Le Département du Val d'Oise représenté par son Président, Monsieur Arnaud BAZIN, autorisé par délibération de la Commission permanente du Conseil départemental du Val d'Oise en date du **3 octobre 2016**,

ci-après dénommé « le Département du Val d'Oise »

d'une part,

Et

Le Syndicat Mixte d'Aménagement et de Gestion du Parc naturel régional Oise-Pays de France, représenté par son Président, Monsieur Patrice MARCHAND, autorisé par délibération du Comité syndical du **9 juin 2016**,

ci-après dénommé « le Parc »

d'autre part.

PREAMBULE

Après avoir rappelé que :

La convention transitoire 2015 relative au programme d'actions du Parc est arrivée à échéance le 31 décembre 2015.

Conformément au décret n°2011-816 du 6 juillet 2011 portant prorogation du classement du parc naturel régional Oise-Pays de France (Régions Picardie et Ile-de-France), la charte du Parc est arrivée à échéance le 14 janvier 2016. Un projet de Charte a été arrêté par le Comité syndical du Syndicat mixte du Parc le 9 juin 2016. La procédure de révision de la Charte arrivera à son terme début 2018. Aussi, il a été convenu par les différents partenaires financiers du Parc que les années 2016 et 2017 constitueraient des années transitoires, dans l'attente du renouvellement du classement et de la prochaine contractualisation avec le Parc.

A ce titre, comme partagé avec les partenaires financiers, il est proposé une convention transitoire pour 2016 et 2017 multipartite entre le Parc, les Régions Hauts- de-France et Île-de-France, les Départements de l'Oise et du Val d'Oise, relative aux programmes d'actions 2016 et 2017.

Cette convention particulière s'inscrit dans le cadre du projet de charte arrêté par le comité syndical du 9 juin 2016.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention détermine les engagements des Régions Hauts de France et Ile-de-France et des Départements de l'Oise et du Val d'Oise pour le financement des programmes d'actions 2016 du Parc, ainsi que les engagements de ce dernier, selon les programmes d'actions indiqués dans l'annexe 1.

Il est précisé que le programme prévisionnel d'actions de l'année 2017 sera examiné au regard des priorités définies par les assemblées délibérantes et sera précisé par avenant à la présente convention le cas échéant.

ARTICLE 2 - OBJECTIFS STRATEGIQUES POURSUIVIS PAR LA REGION ILE-DE-FRANCE

Le Schéma directeur de la Région Île-de-France (SDRIF), compatible avec les chartes des quatre PNR franciliens et approuvé par le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013, fixe le cadre de référence du développement territorial régional à horizon 2030. Il pose désormais les bases stratégiques et réglementaires nécessaires à la mise en œuvre du projet partagé par l'Etat et la Région, pour un développement équilibré, durable, solidaire de l'Île-de-France.

Les PNR concernent des espaces à forte valeur patrimoniale et paysagère. Ils constituent également un dispositif d'aménagement et de gestion durable du territoire francilien, assurant la structuration de l'espace hors agglomération, la maîtrise de la consommation d'espaces et les dynamiques de développement. Ils tiennent un rôle

prépondérant dans le processus d'aménagement durable du territoire régional et contribuent au rayonnement de la Région Île-de-France, en complémentarité du rôle que joue le cœur d'agglomération. En parallèle de ce rôle structurant de l'espace rural francilien, les Parcs ont également un rôle essentiel en termes d'équilibres environnementaux, de performance de la production agricole, d'approvisionnement en matériaux et ressources naturelles et de développement économique.

Les approbations du Contrat de Plan Etat-Région (CPER) 2015-2020 par délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 et de son volet territorial par délibération n° CR 58-15 du 19 juin 2015 prévoient la poursuite du soutien financier régional aux Parcs naturels d'Ile-de-France. Sans attendre le contrat pour la période 2018-2020, il est nécessaire de prévoir une convention transitoire pour la période 2016-2017.

Au regard de ces éléments, il a été convenu par les différents partenaires financiers du Parc que les années 2016-2017 constitueraient des années transitoires de préparation de la prochaine contractualisation avec le Parc naturel régional Oise-Pays de France. A ce titre, il a été proposé la présente convention transitoire 2016-2017 multipartite entre le Parc, les Régions Hauts- de-France et Île-de-France, les Départements de l'Oise et du Val d'Oise relative au programme d'actions 2016-2017, selon le budget prévisionnel 2016-2017. Cette convention a vocation à apporter une première traduction opérationnelle des objectifs assignés à la future contractualisation.

Dans la perspective du nouveau Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020, la Région a mené une réflexion sur la place des Parcs naturels régionaux franciliens pour une meilleure efficience du soutien régional sur ces territoires, une reconnaissance accrue, de la plus-value apportée par les parcs naturels régionaux et un transfert d'expériences et de savoir-faire des PNR au profit de l'ensemble de l'espace rural et périurbain francilien.

Cette réflexion a permis d'affirmer pour la prochaine génération de contrats de parcs quatre objectifs :

- Positionner dans la nouvelle donne institutionnelle les parcs naturels régionaux comme acteurs de référence sur les enjeux des territoires ruraux et périurbains,
- Renforcer l'image et la reconnaissance des parcs naturels régionaux par la démonstration de leur plus-value,
- Optimiser le fonctionnement des parcs naturels régionaux et leurs moyens d'interventions,
- Renforcer le ciblage des attentes des partenaires de l'action des parcs naturels régionaux sur des priorités communes, déclinées sur chaque territoire de parc naturel régional.

En lien avec le quatrième objectif, la Région Ile-de-France développe la mutualisation d'actions entre les parcs franciliens, ce qui constitue un véritable atout francilien qui doit être renforcé pour devenir un axe majeur pour l'action régionale.

Dans la perspective de positionner les PNR comme laboratoires de développement de l'ensemble des territoires ruraux, le rôle des PNR comme acteurs de référence et d'expertise devra être renforcé. Ils encourageront le transfert d'expériences et de savoir-faire au profit de l'ensemble de l'espace rural et périurbain francilien.

Il s'agit donc de décliner les nouveaux enjeux affichés par l'Exécutif régional afin de positionner les PNR comme de réels outils au service des politiques régionales, notamment en matière d'attractivité économique, de préservation de l'environnement, de la biodiversité et du patrimoine culturel et rural.

Les actions proposées et financées par la Région devront s'inscrire dans 7 grandes priorités régionales :

- Favoriser l'attractivité des territoires ruraux (aide au commerce de proximité)
- Préserver des terres agricoles, forêts et espaces naturels, et leur valorisation
- Une région sobre et innovante en énergie
- Sauvegarder et promouvoir le patrimoine rural
- Valoriser des produits agricoles et développer les filières
- Développer le tourisme raisonné et respectueux de l'environnement
- Donner l'accès à la culture pour tous.

Les quatre Parcs naturels régionaux franciliens ainsi que les territoires des deux projets de PNR (Brie et Deux Morin et Bocage Gâtinais) sont en tant que tels des territoires d'intérêt métropolitain, identifiés dans le SDRIF. A ce titre, ils sont reconnus par la Région comme porteurs de potentiels de développement permettant la mise en œuvre du projet d'aménagement régional à horizon 2030, exprimé à l'aune des grands défis que sont :

- La réduction des inégalités territoriales, sociales et environnementales
- La promotion d'une organisation urbaine répondant aux enjeux d'adaptation et d'atténuation du changement climatique et anticipant les mutations environnementales
- Le développement de l'emploi, de l'excellence économique et du développement international
- Le défi alimentaire.

Les PNR franciliens ont d'ores et déjà investi ces domaines d'intervention, pour lesquels la Région souhaite qu'ils renforcent leurs missions d'innovation et d'expérimentation. Les PNR ont saisi les spécificités de l'espace rural et périurbain francilien pour tenter d'apporter des réponses adaptées à chaque territoire, notamment en termes d'ingénierie et de gouvernance territoriale.

ARTICLE 3- OBJECTIFS STRATEGIQUES POURSUIVIS PAR LA REGION HAUTS-DE-FRANCE

Les deux anciennes Régions du Nord – Pas de Calais et de la Picardie disposaient de Schémas Régionaux d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire (SRADDT) de nature similaire, recouvrant des orientations en matière d'aménagement durable du territoire, de développement, de transition énergétique, d'attractivité et de robustesse, de valorisation des projets structurants, d'accessibilité aux services, de préservation des ressources foncières, de biodiversité,... La mise en œuvre opérationnelle de ces orientations impliquait de manière centrale les territoires.

A la faveur de la Loi n°2015-991 du 7 août 2015 pour une Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe), un nouveau projet de territoire régional, construit avec les territoires, va émerger avec l'élaboration du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires

(SRADDET). Cette évolution induit la définition d'une nouvelle Politique Régionale d'Aménagement et d'Equilibre des Territoires (PRADET) pour la période 2016 – 2021.

Au regard des nouvelles priorités régionales que sont la création d'emplois et la compétitivité économique, cette nouvelle politique affirme la triple ambition de :

- mettre l'aménagement durable du territoire au service d'un projet régional de soutien à la création d'emplois, à l'attractivité et à la cohésion des territoires,
- construire un dispositif opérationnel qui organise le dialogue et le soutien aux territoires régionaux,
- s'appuyer sur un pilotage suffisamment souple pour que les territoires intègrent progressivement les acquis des schémas stratégiques au fur et à mesure de leur validation, comme autant de cadres de référence partagés des politiques régionales.

Antérieurement à la fusion des Régions Nord Pas de Calais et Picardie, par délibération n°52-04-1 du 13 novembre 2015, l'ancienne Région Picardie a approuvé le Contrat territorial d'Objectifs (CTO) 2014-2020 régissant ses relations contractuelles avec les territoires du Pays Sud de l'Oise.

Le CTO du Sud de l'Oise, identifie trois grandes orientations, déclinées en objectifs stratégiques et opérationnels, partagés entre la Région et ses partenaires locaux (Communautés de communes, Syndicat mixte PNR) :

- ORIENTATION N°1 : Tirer parti du projet « Roissy-Picardie », comme levier de développement économique et d'aménagement cohérent du territoire
- ORIENTATION N°2 : Assurer une cohésion de territoire par une gestion différenciée du développement résidentiel et économique, au profit d'une attractivité générale partagée
- ORIENTATION N°3 : Favoriser la transition énergétique et écologique, pour parvenir à un développement durable du territoire du sud de l'Oise

Enfin, le comité unique de programmation du 24 juin 2016 a émis un avis favorable à la candidature du Syndicat mixte du PNR Oise-Pays de France à la mesure européenne LEADER 2014-2020, décision validée par la séance plénière Conseil Régional Nord Pas de Calais - Picardie le 8 juillet 2016 par délibération n°20160868.

Les actions des programmes d'actions présentés par le Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional Oise Pays-de-France devront s'inscrire dans le cadre de la politique régionale d'aménagement du territoire ainsi que dans la stratégie intégrée retenue au titre du programme LEADER.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DU PARC

Le Parc s'engage à déployer les moyens pour anticiper la mise en œuvre des orientations définies dans son projet de Charte, arrêté par son Comité syndical du 9 juin 2016, et à :

1 • Porter à la connaissance des Régions Hauts de France et Ile-de-France, des Départements de l'Oise et du Val d'Oise tous les projets de modifications concernant les statuts du Parc.

2 • Informer les Régions Hauts de France et Ile-de-France, les Départements de l'Oise et du Val d'Oise, des autres subventions publiques demandées ou attribuées pour le même objet en cours d'exécution de la présente convention.

3 • Ne pas engager les crédits relatifs aux opérations prévues avant d'avoir reçu l'agrément des Régions Hauts de France et Ile-de-France, des Départements de l'Oise et du Val d'Oise.

4 • Fournir aux Régions Hauts de France et Ile-de-France, aux Départements de l'Oise et du Val d'Oise, dans les six mois de l'année suivante, un bilan des crédits consommés au cours de l'année écoulée (compte administratif et compte de gestion) ainsi qu'un rapport d'activités indiquant les opérations réalisées et leur niveau d'avancement.

5 • Faciliter le contrôle, par les Régions Hauts de France et Ile-de-France, et les Départements de l'Oise et du Val d'Oise, ou par toute personne habilitée à cet effet, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

6 • Conserver l'ensemble des pièces justificatives de l'emploi des fonds pendant 10 ans à compter de l'expiration de la convention.

7 • Participer au fonctionnement en réseau des PNR franciliens et animé par la Région Ile-de-France, ainsi qu'à ENRX, dans une perspective de mutualisation des savoir-faire et des compétences et de transfert d'expériences.

8 • Faire apparaître les contributions régionales et départementales pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par les Régions Hauts de France et Ile-de-France, les Départements de l'Oise et du Val d'Oise,» et de l'apposition des logos correspondants conformément aux chartes graphiques régionales et départementales. Le bénéficiaire autorise à titre gracieux les Régions Hauts de France et Ile-de-France, les Départements de l'Oise et du Val d'Oise, à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, etc.) à des fins de communication relative aux actions régionales et départementales. Les Régions Hauts de France et Ile-de-France, les Départements de l'Oise et du Val d'Oise ne revendiquent aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par les Régions Hauts de France et Ile-de-France, les Départements de l'Oise et du Val d'Oise est interdite.

ARTICLE 5– ENGAGEMENTS DE LA REGION ILE-DE-FRANCE

La Région Ile-de-France s'engage à ce que, sur le territoire du Parc, ses actions soient en cohérence avec les orientations du projet de Charte arrêté le 9 juin 2016.

La Région Ile-de-France s'engage à soutenir financièrement le Parc pour la réalisation des objectifs définis à l'article 1 par le versement **d'une subvention dont le montant maximum s'élève à 350.000,00 €, dont 167.669,00 € pour l'année**

2016, au titre des opérations du programmes d'actions 2016 et 2017 présentés en annexes 1, 2 et 3 de la présente convention, et ce sous réserve du vote des crédits correspondant au budget régional. Il est précisé que le programme prévisionnel d'actions de l'année 2017 sera examiné au regard des priorités régionales définies par l'assemblée délibérante et, le cas échéant, sera précisé par avenant à la présente convention.

Cette enveloppe globale pour les années 2016-2017 fera l'objet de deux subventions annuelles attribuées par la commission permanente du conseil régional, l'une en 2016 et l'autre en 2017.

De même la Région, apportera son soutien au titre du dispositif de sauvegarde du commerce de proximité, à hauteur de 230.000,00 € pour l'année 2016.

Par ailleurs la Région favorisera les échanges et expériences entre les Parcs franciliens et les pistes possibles de mutualisation en lien avec les partenaires financiers.

ARTICLE 6 – ENGAGEMENTS DE LA REGION HAUTS-DE-FRANCE

La Région Hauts-de-France s'engage à ce que, sur le territoire du Parc, ses actions soient en cohérence avec orientations du projet de Charte arrêté le 9 juin 2016.

La Région Hauts-de-France s'engage à soutenir financièrement le Parc pour la réalisation des objectifs définis à l'article 1 par le versement d'une **subvention dont le montant maximum s'élève à 700.000,00 €** au titre des opérations des programmes d'actions 2016 et 2017, présentés en annexe 1, sous réserve du vote des crédits correspondants au budget régional.

Les montants de subvention accordés ainsi que leurs modalités d'attribution pour chaque action présentée seront définies ultérieurement par acte juridique après décision de l'Assemblée délibérante.

ARTICLE 7– ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT DE L'OISE

Le Département de l'Oise s'engage à soutenir financièrement le Parc pour la réalisation des objectifs définis à l'article 1 par le versement **d'une subvention dont le montant maximum s'élève à 466.667,00€** au titre des opérations des programmes d'actions 2016 et 2017, présentés en annexe 1. Il est précisé que le programme prévisionnel d'actions de l'année 2017 sera examiné au regard des priorités départementales définies par l'assemblée délibérante.

Cette enveloppe globale pour les années 2016-2017 fera l'objet de deux subventions annuelles attribuées par la commission permanente ou l'assemblée du conseil départemental.

ARTICLE 8 – ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT DU VAL D'OISE

Le Département du Val d'Oise s'engage à ce que, sur le territoire du Parc, ses actions soient en cohérence avec les orientations du projet de Charte arrêté le 9 juin 2016.

Le Département du Val d'Oise s'engage à soutenir financièrement le Parc pour la réalisation des objectifs définis à l'article 1 par le versement **d'une subvention dont le montant maximum s'élève à 233.333,00 €** au titre des opérations des programmes d'actions 2016 et 2017, présentés en annexe 1.

Cette enveloppe globale pour les années 2016-2017 fera l'objet de deux subventions annuelles attribuées par la commission permanente ou l'assemblée du conseil départemental.

ARTICLE 9 – SUIVI DE LA CONVENTION

En complément des réunions de financeurs, il est institué un comité de suivi comprenant l'ensemble des signataires de la présente convention. Ce comité a pour objectif d'assurer la bonne exécution de la convention et de préparer durant les années 2016 et 2017 le renforcement du partenariat entre les partenaires (y compris l'Etat), dans la perspective de la prochaine contractualisation.

Ce comité fera, autant de fois que nécessaire, le point sur l'état d'avancement de la convention tant sur les aspects opérationnels et techniques, qu'administratifs et financiers. Il pourra proposer des réajustements au cas où des événements extérieurs viendraient interférer de façon significative et incontestable dans la gestion des projets.

Ce comité de suivi, dont le secrétariat est pris en charge par la Région Ile-de-France, sera composé d'au minimum un représentant des services administratifs de chaque partenaire.

ARTICLE 10 – MODALITES DE VERSEMENT DES SUBVENTIONS

Le versement de la subvention est effectué sur le compte établi au nom du Parc :
Code banque : 30001
Code guichet : 00796
N° compte : C6020000000
Clé RIB : 64
Domiciliation : Banque de France SENLIS

Le comptable assignataire est, pour la Région Ile-de-France, le Directeur Régional des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et du Département de Paris.

Le comptable assignataire est, pour la Région Hauts de France, le Payeur Régional de la Région Hauts de France.

Le comptable assignataire est, pour le Département de l'Oise, le Payeur Départemental de l'Oise.

Le comptable assignataire est, pour le Département du Val d'Oise, le Payeur Départemental du Val d'Oise.

Les subventions sont mandatées selon les modalités prévues par le Règlement budgétaire et financier des Régions Hauts de France et Île-de-France et par celui des

Départements de l'Oise et du Val d'Oise indiquées dans l'annexe 4 à la présente convention.

ARTICLE 11 – CONDITIONS FINANCIERES DE LA CONVENTION

La mise en œuvre de ce programme est conditionnée par la mise à disposition des crédits correspondants par les Régions Hauts de France et Ile-de-France, les Départements de l'Oise et du Val d'Oise.

L'éventuel arrêt des financements apportés par un ou plusieurs signataires ne saurait amener les autres partenaires de la convention à prendre en charge les compléments de financement nécessaires à la poursuite des actions menées par le Parc.

ARTICLE 12 – MODIFICATIONS DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention est réalisée par voie d'avenant préalablement approuvé par les instances délibérantes des partenaires institutionnels.

ARTICLE 13 – DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa notification et couvre la période allant du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2017.

ARTICLE 14 – RESILIATION

Les Régions Hauts de France et Ile-de-France, les Départements de l'Oise et du Val d'Oise peuvent prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal.

Les Régions Hauts de France et Ile-de-France, les Départements de l'Oise et du Val d'Oise peuvent en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide. Dans ce cas il est adressé au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la décision de résiliation est adressée au bénéficiaire. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement, total ou partiel, de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire.

ARTICLE 15 – RESTITUTION DE LA SUBVENTION

Les Régions Hauts de France et Ile-de-France, les Départements de l'Oise et du Val d'Oise peuvent demander le reversement de tout ou partie de la subvention au Parc qui s'engage à restituer la somme demandée dans les cas suivants :

- si la subvention est utilisée par le Parc pour les activités non conformes à celles qui sont définies aux articles 1 et 2 de la présente convention ou si le Parc ne respecte pas, ou de manière incomplète, les engagements souscrits au titre de la présente convention ;
- en cas de résiliation de la présente convention selon les cas énumérés à l'article 14 de la présente convention.

ARTICLE 16 – REGLEMENT DES LITIGES

Les parties à la présente convention s'engagent à rechercher une issue amiable à tout litige avant la saisine de la juridiction compétente.

ARTICLE 17 - PIECES CONTRACTUELLES

La présente convention comprend les annexes suivantes :

- L'annexe n°1 : programme d'actions prévisionnelles 2016-2017 proposé par le Parc naturel régional Oise-Pays de France ;
- L'annexe n°2 : opérations détaillées du programme d'actions 2016 soumis aux partenaires financiers du Parc naturel régional Oise-Pays de France ;
- L'annexe n°3 : ventilation du programme d'actions 2016 selon les priorités de la région Île-de-France ;
- L'annexe n°4 : modalités de versements des subventions par les partenaires financiers du Parc naturel régional Oise-Pays de France.

Fait à Paris, le XX XXXX XXXX

En 5 exemplaires originaux

Pour la Région Île-de-France,
La Présidente du Conseil régional

Valérie PECRESSE

Pour le Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional Oise-Pays de France,
Le Président

Patrice MARCHAND

Pour La Région Hauts-de-France
Le Président du Conseil régional

Xavier BERTRAND

Pour le Département de l'Oise,
Le Président du Conseil départemental

Edouard COURTIAL

Pour le Département du Val d'Oise,
Le Président du Conseil départemental

Arnaud BAZIN

ANNEXE 1 A LA CONVENTION

PROGRAMME D'ACTIONS PREVISIONNELLES 2016-2017
PROPOSE PAR LE PARC NATUREL REGIONAL OISE-PAYS DE FRANCE

PROGRAMME ACTIONS 2016-2017	COUT
Orientation 1 : Préserver et favoriser la biodiversité	**200 000**
Etudes et assistance scientifique en faveur des sites d'intérêt écologique et des espèces menacées	160 000
Travaux de restauration de milieux naturels	40 000
Orientation 3 : Garantir un aménagement du territoire maîtrisé	**120 000**
Actions en faveur de l'écomobilité	120 000
Orientation 4 : Mettre en œuvre un urbanisme durable répondant aux besoins en matière de logement	**270 000**
Etudes d'aménagement	230 000
Actions en faveur de l'architecture contemporaine et de l'urbanisme durable	40 000
Orientation 5 : faire du paysage un bien commun	**435 000**
Gestion des espaces verts communaux, patrimoine arboré et fruitiers	170 000
Elaboration de cahiers de recommandations	60 000
SIL	55 000
Inventaire et travaux de réhabilitation du patrimoine	145 000
Valorisation du patrimoine	5 000
Orientation 6 : Préserver et gérer durablement les ressources naturelles	**100 000**
Expertises et études	30 000
Actions en faveur des économies d'énergie et de l'énergie	50 000
Pollution	20 000
Orientation 8 : Accompagner le développement des activités rurales	**70 000**
Orientation 10 : Développer l'économie touristique	**130 000**
Action en faveur de la randonnée vélo	82 000
Autres actions touristiques	48 000
Orientation 11 : Sensibiliser et éduquer pour impliquer les publics dans le projet de territoire	**290 000**
Programme de communication	160 000
Programme de sensibilisation "Grand-public"	30 000
Actions de sensibilisation en faveur du public scolaire	70 000
Aide à la mise en place d'actions en matière de développement durable	30 000
ORGANISATION ET MOYENS DU PARC	**135 000**
Travaux à la Maison du Parc	60 000
Equipement	35 000
Reprographie de la charte	40 000
TOTAL	**1 750 000**

ANNEXE 2 A LA CONVENTION

OPERATIONS DETAILLEES DU PROGRAMME ACTIONS 2016 SOUMIS AUX PARTENAIRES FINANCIERS DU PARC NATUREL REGIONAL OISE-PAYS DE FRANCE

N° FICHE	OPERATION	Coût total	CR Hauts-de-France (40% max)	CR IDF (20% max)	CD Oise (26,67%max)	CD Val d'Oise (13,33%max)	autres
Orientation 1 : préserver et favoriser la biodiversité							
349	Assistance technique à la restauration des milieux nautrels-2017	50 000 €	20 000 €	10 000 €	13 333 €	6 667 €	
350	Programme de conservation de la flore menacée (tranche 1)	15 000 €	6 000 €	3 000 €	4 000 €	2 000 €	
351	Restauration écologique des milieux naturels -12e tranche	20 907 €	8 363 €	4 181 €	5 575 €	2 788 €	
Orientation 3 : garantir un aménagement du territoire maîtrisé							
352	Promotion de l'usage du vélo à assistance électrique	65 376 €	26 150 €	13 075 €	17 434 €	8 717 €	
Orientation 4 : mettre en œuvre un urbanisme durable répondant aux besoins en matière de logement							
353	Fonds intervention « études aménagement »	130 000 €	52 000 €	26 000 €	34 667 €	17 333 €	
Orientation 5 : Faire du paysage un bien commun							
354	Fonds en faveur d'une gestion écologique et paysagère du patrimoine arboré	70 000 €	28 000 €	14 000 €	18 667 €	9 333 €	
355	Cahier de recommandations architecturales	38 235 €	14 286 €	7 143 €	9 524 €	4 762 €	2 520 €
356	Cahier de recommandations sur les clôtures 2e phase	8 622 €	3 449 €	1 723 €	2 300 €	1 150 €	
357	Implantation d'une signalétique d'information locale -2e tranche	54 332 €	7 000 €	3 500 €	4 667 €	2 333 €	36 832 €

N° FICHE	OPERATION	Coût total	CR Hauts-de-France (40% max)	CR IDF (20% max)	CD Oise (26,67%max)	CD Val d'Oise (13,33%max)	autres
358	Inventaire du patrimoine bâti – phase 5	43 920 €	17 568 €	8 784 €	11 712 €	5 856 €	
359	Edition de plaquettes de découverte de villages-6e série	4 891 €	1 956 €	978 €	1 305 €	652 €	
Orientation 6 : Préserver et gérer durablement les ressources naturelles							
360	Fonds d'intervention pour des expertises environnementales	30 000 €	12 000 €	6 000 €	8 000 €	4 000 €	
Orientation 8 : accompagner le développement des activités rurales							
361	Fonds d'intervention pour l'intégration paysagère des bâtiments agricoles	30 000 €	12 000 €	6 000 €	8 000 €	4 000 €	
Orientation 10 : développer l'économie touristique							
362	Aménagement de 2 itinéraires de randonnée vélo	82 492 €	32 997 €	16 498 €	21 998 €	10 999 €	
Orientation 11 : Sensibiliser et éduquer pour impliquer les publics dans le projet de territoire							
363	Programme de communication-12e tranche	81 379 €	32 552 €	16 276 €	21 700 €	10 851 €	
364	Programme de sensibilisation « grand public » 2017	14 425 €	5 770 €	2 885 €	3 847 €	1 923 €	
365	Campagne éco-citoyenne et compostage en pied d'immeuble - 2017	6 000 €	2 400 €	1 200 €	1 600 €	800 €	
366	Programmes pédagogiques à destination des scolaires/Année scolaire 2017/2018	59 215 €	23 686 €	11 843 €	15 791 €	7 895 €	
Organisation et moyens du Parc							
367	Travaux d'accessibilité à la maison du Parc	8 160 €	3 264 €	1 632 €	2 176 €	1 088 €	
368	Renouvellement du matériel informatique et bureautique du Parc-1e tranche	35 253 €	14 101 €	7 051 €	9 401 €	4 700 €	
369	Reprographie de la charte (après EP)	29 500 €	11 800 €	5 900 €	7 867 €	3 933 €	
TOTAUX		**877 707 €**	**335 342 €**	**167 669 €**	**223 564 €**	**111 780 €**	**39 352 €**

ANNEXE 3 A LA CONVENTION

VENTILATION DU PROGRAMME D'ACTIONS 2016 SELON LES PRIORITES DE LA REGION ILE-DE-FRANCE

Priorités mandature 2015-2020	Opération/ n° de fiche	Montant	Participation Région IDF(max)
La préservation des terres agricoles, forêts et espaces naturels et leur valorisation (Aménagement durable, environnement, biodiversité, patrimoines naturels et réseaux écologiques)	Assistance technique à la restauration des milieux naturels-2017/ Fiche 349	50 000 €	10 000 €
	Programme de conservation de la flore menacée (tranche 1)/ fiche 350	15 000 €	3000 €
	Restauration écologique de milieux naturels-12e tranche/fiche 351	20 907 €	4 181 €
	Fondes d'intervention « études d'aménagement »/ fiche 353	130 000 €	26 000 €
	Fonds en faveur d'une gestion écologique et paysagère du patrimoine arboré/ fiche 354	70 000 €	14 000 €
	Cahier de recommandation sur les clôtures (2e phase) / fiche 356	8 622 €	1 723 €
	Implantation d'une signalétique d'information locale – 2eme tranche/ fiche 357	54 332 €	3 500 €
	Fonds d'intervention pour des expertises environnementales/fiche 360	30 000 €	6000 €
	Fonds d'intervention pour l'intégration paysagère des bâtiments agricoles/fiche 361	30 000 €	6000 €

Priorités mandature 2015-2020	Opération/ n° de fiche	Montant	Participation Région IDF(max)
Les PNR laboratoires du développement des territoires (communication, promotion, sensibilisation et éducation au territoire-organisation/moyens du Parc)	Programme de communication -12e tranche/fiche 363	81 379 €	16 276 €
	Programme de sensibilisation « Grand public » -2017-/fiche 364	14 425 €	2 885 €
	Campagne éco-citoyenne et compostage en pied d'immeuble- 2017/ fiche 365	6 000 €	1 200 €
	Programmes pédagogiques scolaires année 2017-2018/fiche 366	59 215 €	11 843 €
	Travaux à la maison du parc (mise en accessibilité)/fiche 367	8 160 €	1 632 €
	Renouvellement du matériel informatique et bureautique du parc 1e tranche/fiche 368	35253 €	7 051 €
	Reprographie charte/fiche 369	29 500 €	5 900 €
Donner l'accès à la culture pour tous /sauvegarde et promotion du patrimoine rural (culture et patrimoine bâti)	Elaboration des cahiers de recommandations architecturales/fiche 355	38 235 €	7 143 €
	Inventaire du patrimoine bâti phase 5/ fiche 358	43 920 €	8 784 €
	Edition de plaquettes de découverte des villages – 6e série/fiche 359	4 891 €	978 €
Développement d'un tourisme raisonné et respectueux de l'environnement (tourisme et loisirs)	Aménagement de deux itinéraires de randonnée vélo/fiche 362	82 492 €	16 498 €
Favoriser l'attractivité des territoires ruraux (au service des habitants, éco-mobilité, circulations douces, développement économique hors filières)	Promotion de l'usage du vélo à assistance électrique/fiche 352	65 376 €	13 075 €

Priorités mandature 2015-2020	Opération/ n° de fiche	Montant	Participation Région IDF(max)
Valorisation des produits agricoles et développement de filières (soutien des initiatives en faveur des filières biomatériaux)	A envisager en 2017	xx	xx
Une région sobre et innovante en énergie (énergie et performance environnementale)	A envisager en 2017	xx	xx
total		**877 707 €**	**167 669 €**

ANNEXE 4 A LA CONVENTION

MODALITES DE VERSEMENT DES SUBVENTIONS PAR LES PARTENAIRES FINANCIERS DU PARC NATUREL REGIONAL OISE-PAYS DE FRANCE

A- Règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France

Pour les subventions accordées sur les programmes d'actions, les versements d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués par le bénéficiaire, calculés en fonction du taux de la subvention et dans la limite de 80% de la subvention prévue, au prorata de la dépense constatée, interviendront sur appel de fonds du bénéficiaire. Cette demande précisera notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

La demande de versement de subvention sera remplie et signée par le Président qui certifiera la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

Le versement du solde sera effectué sur appel de fonds signé par le Président qui certifiera l'achèvement et le paiement complet de l'opération. Cette demande sera accompagnée d'un état récapitulatif des dépenses, signé par le représentant légal de l'organisme et par le comptable public qui certifiera leur prise en charge dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Deux régimes différents de caducité des appels de fonds s'appliquent selon que la subvention allouée par la Région Ile-de-France concerne des opérations de fonctionnement ou d'investissement :

- *Subvention de fonctionnement* :

Si à l'expiration d'un **délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention** par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter **le solde de l'opération**. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

- *Subvention d'investissement* :

Si à l'expiration d'un **délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention** par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose **d'un délai maximum de 4 années** pour présenter **le solde de l'opération**. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

B- Règlement budgétaire et financier de la Région Hauts de France

Les modalités de versement de la participation de la Région Hauts de France aux opérations du Syndicat Mixte du Parc Oise-Pays de France s'effectuent selon les modalités du règlement budgétaire et financier de la Région Nord Pas de Calais – Picardie adopté en session du 26 mai 2016.

C- Règlement budgétaire et financier du Département de l'Oise

Les modalités de versement de la participation du Département de l'Oise aux programmes d'actions du Syndicat Mixte du Parc Oise-Pays de France s'effectuent selon les modalités suivantes :

I- Subvention d'investissement

- un premier acompte de 30 % pourra être versé sur production par le bénéficiaire de l'attestation de commencement du programme d'actions d'investissement

- le (ou les) acompte(s) suivants sera(ont) versé(s) au fur et à mesure de l'avancement des opérations jusque 80 % du montant de la subvention au prorata de la dépense constatée certifiée par le Comptable Public au fur et à mesure de la transmission des justificatifs de paiement

- le solde à la réalisation complète des opérations sera versé au prorata de la dépense constatée certifiée par le Comptable Public et sur transmission des justificatifs de paiement

- si à l'expiration d'un délai de 4 ans à compter de la décision d'octroi de la subvention, le solde de l'aide n'a pas été sollicité, la participation du Département sera considérée caduque.

II- Subvention de fonctionnement

- un premier acompte de 50% sera versé à la signature de la convention relative à l'attribution de la subvention au titre du programme d'actions de fonctionnement.

- le solde de la subvention doit être sollicité au plus tard au 30 novembre de l'année suivant celle de la date de notification de la décision attributive de subvention et sera versé au prorata de la dépense constatée certifiée par le Comptable Public et sur transmission des justificatifs de paiement. Dans le cas contraire, la caducité des crédits inutilisés sera automatiquement prononcée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

Il est précisé que pour les actions de fonctionnement et d'investissement, si le montant des justificatifs est supérieur au montant de la dépense subventionnable, il n'est pas procédé à une réactualisation du montant de l'aide.

D- Règlement budgétaire et financier du Département du Val d'Oise

Les modalités de versement de la participation du Département du Val d'Oise aux opérations d'Investissement du Syndicat Mixte du Parc Oise-Pays de France s'effectuent selon les modalités suivantes :

- versement d'un acompte de 30% de la participation du Département du Val d'Oise du programme prévisionnel d'actions, après approbation par son Assemblée ;

- versement du solde au prorata de la dépense constatée certifiée par le Comptable Public au fur et à mesure de la transmission des justificatifs de paiement.

- si à l'expiration d'un délai de 4 ans à compter de la décision d'octroi de la subvention, le solde de l'aide n'a pas été sollicité, la participation du Département sera considérée caduque.

ANNEXE 2 : OPERATIONS DU PARC NATUREL REGIONAL OISE-PAYS DE FRANCE

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007411

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : ACTION N° 353 - FONDS D'INTERVENTION "ETUDES D'AMENAGEMENT"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	130 000,00 €	20,00 %	26 000,00 €
	Montant Total de la subvention		26 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-200
476002016- Soutien aux programmes d'investissement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR PARC NAT REGION OISE
Adresse administrative : 48 RUE D'HERIVAUX BP 6
60560 ORRY LA VILLE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Patrice MARCHAND, Président

N° SIRET : 25600563800018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Investissement
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 13 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Mesures du projet de Charte auxquelles se rattache l'opération :
• Mesure 12 : Réussir la densification des tissus bâtis
12.2 – Optimiser la densité des opérations de développement urbain, dans le respect de l'environnement paysager, naturel et bâti
12.3 - Accompagner les mutations du bâti et des tissus urbains existants pour permettre un renouvellement urbain harmonieux et optimisé
12.4 – Optimiser l'occupation du foncier dédié aux activités économiques par la reconversion des friches et la requalification de l'existant
12.5 – Proposer et accompagner l'expérimentation d'opérations urbaines répondant aux objectifs de densification et de développement durable

• Mesure 13 : Intégrer les enjeux de la transition écologique dans l'aménagement et la construction
13.1 - Intégrer les enjeux liés à la biodiversité et à l'eau dans l'aménagement et la gestion urbaine

13.2 - Promouvoir un urbanisme sobre en énergie
13.4 - Favoriser l'éco-construction et les projets de construction contemporaine

• Mesure 14 : Préserver l'identité paysagère et accompagner les dynamiques
14.1 – Préserver les grandes composantes paysagères du territoire et poursuivre les démarches à l'échelle des unités paysagères
14.2 – Maintenir, restaurer et valoriser les éléments structurants et les éléments singuliers qui contribuent à l'identité du territoire
14.3 - Préserver et valoriser les relations visuelles structurantes et les axes de découvertes
14.4 - Maintenir le caractère identitaire des tissus bâtis
14.5 – Aménager, requalifier les espaces déstructurés ou dégradés
14.6 - Accompagner l'intégration des équipements et installations dans le paysage

• Mesure 26: Favoriser un accueil qualitatif des entreprises et de leur développement
26.1 – Accompagner un aménagement économique qualitatif du territoire

Justification par rapport à l'objectif :
Ce fonds vise notamment à accompagner les collectivités dans la mise en œuvre d'un aménagement durable, visant à :
- Répondre aux besoins en matière de logements et d'activités ;
- Maîtriser l'étalement urbain et favoriser la densification ;
- Accompagner les mutations du bâti, pour permettre un renouvellement urbain de qualité ;
- Permettre un aménagement qualitatif des extensions urbaines, tant pour l'habitat que l'activité ;
- Intégrer les enjeux environnementaux dans l'aménagement et la construction ;
- Intégrer la préoccupation paysagère dans les projets d'aménagement ;
- Préserver la qualité paysagère des tissus bâtis ;
- Aménager et requalifier les espaces dégradés ou peu qualitatifs.

Il permet surtout de faire face avec réactivité à des besoins en ingénierie, trouver des solutions techniques à des projets difficiles ou dans l'impasse, faciliter la prise de décisions qui peuvent être éclairées par une expertise technique, permettre de proposer des solutions à des projets mal engagés ou simplement faire des propositions lorsqu'un projet ne peut attendre son inscription dans le cadre d'un volet du programme d'actions du Parc. Ce fonds s'avère indispensable à l'action du Parc.

Description :
Localisation :
Communes du Parc naturel régional Oise – Pays de France

Nature et contenu du projet :
Le fonds d'intervention « études d'aménagement » est mobilisable pour des études portant sur :
- la qualité spatiale et fonctionnelle du plan d'aménagement d'un projet ;
- l'aspect paysager d'un projet ;
- le traitement des transitions entre un projet et son environnement ;
- les liaisons routières, cyclistes, piétonnes d'un projet ;
- l'aspect des constructions ;
- le type d'activités ;
- la signalétique, le mobilier urbain d'un projet d'aménagement ;
- les aspects de planification et règlementaires ;
- Etc.

Le Parc naturel régional Oise – Pays de France est maître d'ouvrage de ces études confiées à des prestataires privés, suivant les modalités fixées par le Code des marchés publics.
L'équipe technique du Parc naturel régional a en charge la réalisation des cahiers des charges nécessaires à la réalisation de ces études.

Le fonds a déjà, notamment, été mobilisé ces dernières années pour :
- Une étude de principes d'aménagement portant sur la place de l'église et des rues Baronne Léonino, Alain de Rothshild et du moulin à Chamant
- Une étude de principe d'aménagement de la place de l'église de Fleurines
- Une étude de principe d'aménagement de l'entrée de Senlis, avenue de Creil
- Une étude paysagère pour l'implantation d'une aire d'accueil des gens du voyage à Senlis
- Des études d'aménagement pour des itinéraires de randonnée à vélo
- Une étude d'aménagement de cinq fermes à Montagny-Sainte-Félicité
- Une étude d'aménagement de 3 sites au cœur de bourg à Montagny-Sainte-Félicité
- Une étude d'aménagement de la Pelouse des Champignolles à Saint-Maximin
- Une étude de principes d'aménagement à Lassy
- Une étude d'aménagement de la zone « L'Oréal » à Orry-la-Ville
- Une étude d'aménagement pour des zones AU à Plailly
- Une étude paysagère pour un projet de zone d'activités à Plailly
- Une étude de programmation, avec une méthodologie développée autour d'une démarche participative des habitants, pour l'aménagement de la plaine de Sarron à Pont Ste Maxence
- Une étude de programmation pour des équipements publics à Ver-sur-Launette
- Une étude pour l'accessibilité de la Maison du Parc
- Une étude d'aménagement d'une zone 2AUH à Ver-sur-Launette
- Une étude sur les commerces de Luzarches
- Une étude de principes d'aménagement de la place de l'Ange à Luzarches
- Une étude d'aménagement d'une zone AU à Pontarmé
- Etc.

Ce fonds est particulièrement utile et permet de proposer des projets de qualité. Il est très sollicité par les communes et plusieurs d'entre elles sont en attente alors que l'enveloppe votée en 2015 est presque intégralement engagée.

Il convient donc d'abonder à nouveau le fonds.

Moyens mis en œuvre :
Maître d'ouvrage : SM Parc naturel régional

Maître d'œuvre : Bureaux d'études privés

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
COÛT DE L'OPERATION	130 000,00	100,00%
Total	130 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	26 000,00	20,00%
CR HAUTS DE FRANCE	52 000,00	40,00%
CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'OISE	34 667,00	26,67%
CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE	17 333,00	13,33%
Total	130 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	6 000,00 €
2017	10 000,00 €
2018	8 000,00 €
2019	2 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2013	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	147 579,40 €
2013	Parcs naturels régionaux - Investissement	127 203,56 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	71 974,24 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	127 691,28 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	103 586,60 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	164 709,56 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
	Montant total	1 547 883,38 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007379

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : ACTION N° 364 - PROGRAMME DE "SENSIBILISATION GRAND PUBLIC" 2017 - PNR OISE PAYS DE FRANCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	14 425,00 €	20,00 %	2 885,00 €
	Montant Total de la subvention		2 885,00 €

Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-200
476002026- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR PARC NAT REGION OISE
Adresse administrative : 48 RUE D'HERIVAUX BP 6
60560 ORRY LA VILLE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Patrice MARCHAND, Président

N° SIRET : 25600563800018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Mesures du projet de Charte auxquelles se rattache l'opération :
• Mesure 31 : Faire partager le Parc, ses actions et ses richesses pour créer une appartenance commune
31.2 - Sensibiliser les habitants et les visiteurs aux enjeux et aux richesses du territoire

• Mesure 34 : Impliquer les habitants, encourager et soutenir leur engagement éco-citoyen
34.1 – Sensibiliser et se former aux enjeux du développement durable
34.2 - Développer les actions participatives en faveur du territoire et encourager les comportements citoyens

Susciter la mobilisation et la participation de tous, habitants et visiteurs, adultes et enfants, à la préservation du patrimoine et de l'environnement nécessite tout d'abord une appropriation du territoire. Ainsi, favoriser la découverte du patrimoine naturel et culturel par le biais d'actions de sensibilisation variées, c'est permettre au grand public de mieux connaître le territoire afin de le comprendre, c'est le sensibiliser à sa fragilité et le guider vers une attitude écocitoyenne : faire découvrir, faire aimer, c'est aussi un moyen de faire adhérer.
Sensibiliser le grand-public constitue également, pour le Parc, un moyen privilégié d'informer des dernières actions de protection et de mise en valeur du patrimoine naturel, culturel, architectural, paysager et environnemental mises en place sur le territoire.

Description :
Localisation :
Toutes les communes du territoire

Pour être efficace, la sensibilisation du grand-public, doit s'appuyer sur une offre de découverte du territoire, de son patrimoine et de l'environnement la plus large possible : les modalités d'actions, les moyens et outils de sensibilisation développés et utilisés devant être adaptés à chaque type de public.

Pour l'année 2017, il est prévu de programmer une trentaine de sorties, de balades ou de manifestations sur des thèmes variés dont certaines afin de répondre à la demande de nos partenaires. Pour encadrer ces sorties, le Parc fera appel à des prestataires extérieurs.

Ainsi, au cours de l'année prochaine, de nombreuses manifestations de nature différente seront programmées afin de sensibiliser le plus grand nombre aux richesses et enjeux du territoire. Ainsi, il est prévu :

- de poursuivre les actions de découverte du patrimoine naturel, historique et culturel du territoire, très appréciées par le grand-public : sorties découvertes de la faune et de la flore, sorties découvertes du patrimoine local.
- de participer aux opérations nationales ou initiées par nos partenaires financiers et institutionnels : Nuit de la Chauve-souris, Fréquence grenouilles, Week-end découverte des Parcs franciliens, Fête de la nature, etc. ;
- d'être régulièrement présent lors des manifestations organisées par les communes et associations du territoire par la tenue de stand ou l'organisation d'ateliers et d'expositions.
- de susciter la participation des habitants aux actions du PNR par l'organisation d'au moins un chantier-nature, par l'organisation de sorties ou d'ateliers liés à la mise en place de gestes éco-citoyens au quotidien.
- d'organiser des sorties et ateliers thématiques spécialement conçus pour les enfants dans le cadre familial ou pour des groupes constitués (centres de loisirs, bibliothèques, conseils municipaux jeunes, etc.)

De plus, au cours de cette année, une action spécifique de sensibilisation des habitants à l'extinction de l'éclairage public en cœur de nuit sera proposée. Cette action sera menée au sein de communes souhaitant mettre en place des actions concrètes en matière de sobriété énergétique passant notamment par la régulation de l'éclairage en cœur de nuit, puis par la rénovation des luminaires existants.

Concrètement, l'opération se déroulera en 3 phases :
- appel à projet auprès des communes (5 communes seront retenues) souhaitant s'engager dans une politique de sobriété énergétique.
- réalisation de courts films par un stagiaire en communication comprenant 10 à 15 interviews de 1 à 2 minutes par commune. Les films seront composés d'un montage de courtes interviews d'habitants du territoire répondant à des questions afin de mettre en avant leur perception de l'éclairage public. En donnant la parole au citoyen, on lui permet de s'emparer d'un sujet et d'en devenir acteur.
- organisation de soirées ciné-débat dans les communes concernées.

Moyens mis en œuvre :
Maître d'ouvrage : SM Parc naturel régional

Maître d'œuvre : Prestataires privés

Public(s) cible(s) :
population

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
COÛT DE L'ACTION	14 425,00	100,00%
Total	14 425,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CR HAUTS DE FRANCE	5 770,00	40,00%
CR IDF	2 885,00	20,00%
CD OISE	3 847,00	26,67%
CD VAL D OISE	1 923,00	13,33%
Total	14 425,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	885,00 €
2017	1 500,00 €
2018	500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2013	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	147 579,40 €
2013	Parcs naturels régionaux - Investissement	127 203,56 €

2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	71 974,24 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	127 691,28 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	103 586,60 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	164 709,56 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
	Montant total	1 547 883,38 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007412

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : ACTION N°354 - FONDS EN FAVEUR D'UNE GESTION ECOLOGIQUE ET PAYSAGERE DU PATRIMOINE ARBORE - PNR OISE PAYS DE FRANCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	70 000,00 €	20,00 %	14 000,00 €
	Montant Total de la subvention		14 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-200
476002016- Soutien aux programmes d'investissement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR PARC NAT REGION OISE
Adresse administrative : 48 RUE D'HERIVAUX BP 6
60560 ORRY LA VILLE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Patrice MARCHAND, Président

N° SIRET : 25600563800018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Investissement
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 13 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Objectif auquel se rattache l'opération :
• Mesure 6 : Préserver la fonctionnalité du réseau forestier et favoriser sa gestion durable
6.3 - Favoriser la biodiversité dans les espaces boisés

• Mesure 2 : Lutter contre la disparition des espèces animales et végétales
2.2 – Respecter la biodiversité ordinaire
2.3 - Conserver et valoriser la biodiversité domestique

• Mesure 7 : Préserver les milieux ouverts et renforcer leur biodiversité
7.3 – Préserver et renforcer les milieux ouverts non agricoles

• Mesure 13 : Intégrer les enjeux de la transition écologique dans l'aménagement et la construction

13.1 - Intégrer les enjeux liés à la biodiversité et à l'eau dans l'aménagement et la gestion urbaine

• Mesure 14 : Préserver l'identité paysagère et accompagner les dynamiques
14.2 – Maintenir, restaurer et valoriser les éléments structurants et les éléments singuliers qui contribuent à l'identité du territoire
14.5 – Aménager, requalifier les espaces déstructurés ou dégradés
14.8 – Sensibiliser au paysage, impliquer habitants et acteurs dans sa préservation et sa valorisation

Justification par rapport à l'objectif :
La diversité du patrimoine arboré participe à la richesse écologique, paysagère et patrimoniale du territoire du Parc et à sa mise en valeur. La gestion de ces espaces et éléments représente un véritable enjeu pour le territoire.

Différentes études ont mis en évidence l'urgence et la nécessité d'accompagner les propriétaires et les gestionnaires du patrimoine arboré du Parc, dont

- l'inventaire du patrimoine arboré finalisé en 2012. Celui-ci a permis de constater que nos arbres sont très fragilisés soit en raison de leur âge, parfois à cause d'une mauvaise gestion. L'inventaire fait apparaître que la moitié des formations arborées nécessite des actions de renouvellement dans les 10 ans.
- L'inventaire des vergers et arbres fruitiers du Parc, réalisé en 2007-2008, a permis de localiser plus de 6 800 arbres fruitiers (hors vergers commerciaux et hors agglomérations).
Ces arbres constituent des éléments singuliers et patrimoniaux qu'il convient de sauvegarder et de renouveler pour des motifs paysagers, de diversité génétique (conservation des variétés anciennes et locales), et écologique (habitat de nombreuses espèces dont la chouette chevêche).
- Le diagnostic de la Charte forestière de territoire du Parc naturel régional Oise - Pays de France a permis de préciser la connaissance des espaces boisés non domaniaux.
Les propriétaires forestiers privés détiennent 9 360 ha de forêt et sont environ 4 700. Entrent également dans cette catégorie les 15 130 ha de forêts non domaniales relevant du régime forestier. Il s'agit des forêts communales (Chamant, Creil, Fleurines, Gouvieux, Pontarmé, Pontpoint), de la forêt départementale de Pont-Sainte-Maxence et des forêts de l'Institut de France (Domaine de Chantilly et Domaine de Chaalis). La plupart des espaces boisés privés et communaux se situent en lisière des forêts domaniales. Dans ces conditions, le Parc doit être à même de proposer pour ces espaces des actions qui permettent une continuité avec celles engagées avec l'Office national des forêts dans les forêts domaniales : maintien des continuités écologiques, traitement paysager des lisières, etc…

Ces différentes études ont mis en évidence l'urgence et la nécessité d'accompagner les propriétaires et les gestionnaires du patrimoine arboré du Parc. En effet, il apparait que ces derniers sont le plus souvent démunis face à la gestion de leurs arbres que ce soit par manque de compétences ou par manque de moyens financiers. Les besoins identifiés portent sur l'entretien des arbres, la gestion courante des éléments, la restauration des vieux sujets, des interventions ponctuelles, l'expertise des arbres, ou le renouvellement des arbres.

Pour répondre aux besoins identifiés, le Parc naturel régional propose le développement de trois programmes : Patrimoine arboré des villes et villages du PNR ; Forêts non domaniales ; Arbres fruitiers. Ces trois programmes font appel à des outils communs dont les règles de mise en œuvre peuvent varier en fonction de l'élément arboré visé. C'est le cas du fonds en faveur d'une gestion écologique et paysagère du patrimoine arboré qui est l'outil financier de ces trois programmes. Il regroupe l'ensemble des aides du Parc ayant trait à la gestion du patrimoine arboré (hors forêts domaniales). Pour chacun des trois programmes, une animation particulière sera développée en lien avec les structures partenaires compétentes ou en faisant appel à des prestataires privés le cas échéant.

Description :
Localisation :
A l'exception des grandes forêts domaniales, ce fonds s'intéresse au patrimoine arboré du Parc sous toutes ses formes, quel que soit leur intérêt, leur gestionnaire, leur statut, les espèces ou les variétés.

Les éléments arborés et/ou leurs milieux associés doivent être situés en tout ou partie dans le périmètre du Parc naturel régional Oise - Pays de France.

Nature et contenu du projet :
Le Fonds en faveur d'une gestion écologique et paysagère du patrimoine arboré doit permettre de bénéficier de conseils et de financements favorisant la mise en œuvre d'une gestion durable du patrimoine arboré.

Ce fonds permet :
• le financement de l'animation des programmes par convention ;
• l'attribution de 3 grands types d'aides sous forme de subventions :
1) Etudes – expertises :
- Etude paysagère (esquisse et proposition technique de plantations), étude écologique (vérification présence de chiroptères)
- Expertise arboricole pour affiner le diagnostic réalisé dans le cadre de l'inventaire et conseils de gestion
- Elaboration d'un document valant garantie de gestion durable (plan simple de gestion volontaire, 1er plan simple de gestion)
- Elaboration d'une annexe écologique et paysagère au document de gestion
- Réalisation d'une expertise écologique ou paysagère (expertise d'une zone humide forestière, diagnostic plantes invasives…)
- …

2) Travaux à vocation écologique ou paysagère assimilable à de l'investissement :
- Arrachage de plantes invasives
- Abattage d'arbres dans le cadre d'un renouvellement des plantations
- Travaux à vocation écologique ou paysagère (restauration de milieux forestiers ou associés écologiquement intéressants, traitement des foyers de plantes invasives existants…)
- Travaux d'urgence (aménagement des abords d'une mare forestière vis-à-vis du public…)
- Défrichement de la parcelle à proportion du nombre d'arbres fruitiers en place ou à planter sous réserve de la compatibilité avec les enjeux écologiques de la parcelle
- Restauration des vieux arbres fruitiers
- Pose de protection sur arbres en place vis-à-vis des animaux (cervidés, équidés, bovins)
- Petits aménagements et équipements pour l'éco pâturage
- Etc.

3) Plantations
- Plantation d'arbres dans le cadre d'un projet ou d'un renouvellement du patrimoine arboré
- Plantation de jeunes arbres fruitiers haute tige de variétés anciennes avec protection, paillage et tuteur. La plantation de moyenne tige et de variétés modernes pourra ponctuellement être aidées.
- Plantation de haies champêtres, d'arbustes, de plantes vivaces
- …

Les travaux d'entretien courant et autres travaux assimilables à du fonctionnement ne sont pas éligibles aux aides.

Ce fonds a fonctionné, tant au niveau du programme vergers que du programme patrimoine arboré des communes, qu'il est proposé de le renouveler.

Moyens mis en œuvre :
Maître d'ouvrage : SM Parc naturel régional Oise – Pays de France

Maître d'œuvre : selon programme

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
COÛT DE L'ACTION	70 000,00	100,00%
Total	70 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	14 000,00	20,00%
CONSEIL REGIONAL DE LA PICARDIE	28 000,00	40,00%
CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'OISE	18 667,00	26,67%
CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE	9 333,00	13,33%
Total	70 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	4 000,00 €
2017	6 000,00 €
2018	4 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2013	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	147 579,40 €
2013	Parcs naturels régionaux - Investissement	127 203,56 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	71 974,24 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	127 691,28 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement	164 000,00 €

	des PNR	
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	103 586,60 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	164 709,56 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
	Montant total	1 547 883,38 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007434

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : ACTION N°355 - ELABORATION DE CAHIERS DE RECOMMANDATIONS ARCHITECTURALES - PNR OISE PAYS DE FRANCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	38 235,00 €	18,68 %	7 143,00 €
	Montant Total de la subvention		7 143,00 €

Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-200
476002026- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR PARC NAT REGION OISE
Adresse administrative : 48 RUE D'HERIVAUX BP 6
60560 ORRY LA VILLE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Patrice MARCHAND, Président

N° SIRET : 25600563800018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Mesures du projet de Charte auxquelles se rattache l'opération :
• Mesure 14 : Préserver l'identité paysagère et accompagner les dynamiques
14.4 - Maintenir le caractère identitaire des tissus bâtis

• Mesure 15 : Valoriser un patrimoine bâti identitaire et exceptionnel
15.3 - Maintenir une diversité typologique dans les tissus bâtis et accompagner les évolutions de l'architecture patrimoniale et vernaculaire

• Mesure 31 : Faire partager le Parc, ses actions et ses richesses pour créer une appartenance commune

31.2 - Sensibiliser les habitants et les visiteurs aux enjeux et aux richesses du territoire

Description :
Localisation :
Fleurines, Précy-sur-Oise, Le Plessis-Luzarches

Nature et contenu du projet :
Les cahiers sont des documents de recommandations et de sensibilisation destinés aux élus et aux candidats à la réhabilitation, à la construction ou plus simplement à tous ceux qui souhaitent savoir comment entretenir leur patrimoine bâti. Ce sont des documents pratiques et pédagogiques. Ces cahiers s'attachent plus particulièrement aux habitations individuelles anciennes, mais traitent également les maisons de constructeur, les clôtures et les jardins. Ils ne s'attachent pas seulement à traiter de la rénovation de types architecturaux traditionnels, mais envisage également l'inscription, dans le paysage bâti du village, d'une architecture contemporaine se référant à des types architecturaux traditionnels ou à des modèles en adéquation avec les préoccupations environnementales et les performances énergétiques.

De plus, les communes peuvent annexer le cahier de recommandations architecturales réalisé à leur document d'urbanisme communal, à l'occasion de l'élaboration ou d'une révision de leur plan local d'urbanisme. A défaut, elles peuvent lui donner une traduction réglementaire précise dans ces mêmes PLU.

Chaque cahier de recommandations architecturales comporte :
- une partie commune à tous les cahiers de recommandations traitant de villages appartenant à une même unité paysagère, exposant les caractéristiques physiques et paysagères de cette unité paysagère (la chemise),
- un ensemble de fiches spécifiques à chaque village, décrivant les différents types architecturaux présents dans le village, jusque dans le détail des éléments les composant
- des fiches décrivant les typologies de jardins
- une fiche spécifique à l'entretien du patrimoine bâti
- une fiche de rappel des règles d'urbanisme et de la législation
- une fiche de synthèse sur les implantations des constructions neuves sur la parcelle et les principes d'extension et/ou d'agrandissement du bâti existant, en fonction du contexte, des orientations,…
- une fiche de sensibilisation à l'architecture contemporaine
- une fiche de sensibilisation à l'approche environnementale

Ils sont réalisés par commune. A terme, chaque commune disposera de son propre cahier de recommandations architecturales.

Les phases précédentes ont concerné 37 communes.

L'opération envisagée au programme d'actions 2016 porte sur une nouvelle tranche concernant les communes de Précy-sur-Oise, Fleurines et Le Plessis-Luzarches, qui se sont portées candidates en 2015.

L'opération comprend également l'impression et le façonnage des chemises pour chaque cahier.

Moyens mis en œuvre :

Maître d'ouvrage : Syndicat mixte du Parc naturel régional

Maître d'œuvre : CAUE de l'Oise

Prestataires privés pour les pochettes et l'impression

Public(s) cible(s) :
collectivités locales

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
COÛT DE L'ACTION	38 235,00	100,00%
Total	38 235,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	7 143,00	18,68%
CONSEIL REGIONAL HAUTS DE FRANCE	14 286,00	37,36%
CONSEIL DEPARTEMENTAL OISE	9 524,00	24,91%
CONSEIL DEPARTEMENTAL VAL D'OISE	4 762,00	12,45%
COMMUNES	2 520,00	6,59%
Total	38 235,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	1 000,00 €
2017	5 000,00 €
2018	1 143,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2013	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes	147 579,40 €

	d’actions et de promotion des PNR	
2013	Parcs naturels régionaux - Investissement	127 203,56 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	71 974,24 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	127 691,28 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	103 586,60 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	164 709,56 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
	Montant total	1 547 883,38 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007435

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : ACTION N°356 - CAHIER DE RECOMMANDATIONS SUR LES CLÔTURES - 2EME PHASE - PNR OISE PAYS DE FRANCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	8 622,00 €	20,00 %	1 723,00 €
	Montant Total de la subvention		1 723,00 €

Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-200
476002026- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR PARC NAT REGION OISE
Adresse administrative : 48 RUE D'HERIVAUX BP 6
60560 ORRY LA VILLE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Patrice MARCHAND, Président

N° SIRET : 25600563800018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 13 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 janvier 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Objectif auquel se rattache l'opération :
• Mesure 14 : Préserver l'identité paysagère et accompagner les dynamiques
14.2 – Maintenir, restaurer et valoriser les éléments structurants et les éléments singuliers qui contribuent à l'identité du territoire
14.4 - Maintenir le caractère identitaire des tissus bâtis
14.5 – Aménager, requalifier les espaces déstructurés ou dégradés
14.6 - Accompagner l'intégration des équipements et installations dans le paysage
14.8 – Sensibiliser au paysage, impliquer habitants et acteurs dans sa préservation et sa valorisation

Justification par rapport à l'objectif :
Le Parc finalise l'élaboration d'un cahier de recommandations architecturales et paysagères concernant les clôtures, opération votée dans le cadre du programme d'actions 2015. Ce cahier est un document de sensibilisation et de recommandations, pratique et pédagogique, répondant à un objectif didactique accessible à tous. Il est destiné aux élus, aux habitants, aux propriétaires terriens, aux exploitants agricoles ou forestiers, aux entreprises et artisans. Il s'attache plus particulièrement à traiter des limites entre espace public et espace privé, au travers de la création, de la restauration ou de l'entretien des clôtures, des haies et plus généralement des dispositifs liés aux limites parcellaires. Les objectifs principaux de ce document sont d'informer et orienter les porteurs de projets et les élus.

Description :
Localisation :
Ensemble des communes du Parc naturel régionnal

Nature et contenu du projet :
Cette deuxième phase correspond à l'impression des deux livrets de ce cahier.
Le document est réalisé en premier lieu pour être diffusé sous la forme d'un cahier imprimé, mais il doit également pouvoir servir, dans une deuxième phase, de programme technique pour la création d'un support informatique interactif dédié au thème traité.

Moyens mis en œuvre :
Maître d'ouvrage : SM du Parc naturel régional

Maître d'œuvre : Prestataire privé pour l'impression

Public(s) cible(s) :
collectivités locales

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
COÛT DE L'ACTION	8 622,00	100,00%
Total	8 622,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	1 723,00	19,98%
CONSEIL REGIONAL HAUTS DE FRANCE	3 449,00	40,00%
CONSEIL DEPARTEMENTAL OISE	2 300,00	26,68%
CONSEIL DEPARTEMENTAL VAL D'OISE	1 150,00	13,34%
Total	8 622,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	1 000,00 €
2017	723,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2013	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	147 579,40 €
2013	Parcs naturels régionaux - Investissement	127 203,56 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	71 974,24 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	127 691,28 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	103 586,60 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	164 709,56 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
	Montant total	1 547 883,38 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007415

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : ACTION N°357 IMPLANTATION D'UNE SIGNALISATION D'INFORMATION LOCALE - 2EME TRANCHE - PNR OISE PAYS DE FRANCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	54 332,00 €	6,44 %	3 500,00 €
	Montant Total de la subvention		3 500,00 €

Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-200
476002016- Soutien aux programmes d'investissement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR PARC NAT REGION OISE
Adresse administrative : 48 RUE D'HERIVAUX BP 6
60560 ORRY LA VILLE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Patrice MARCHAND, Président

N° SIRET : 25600563800018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Investissement
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 13 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Mesures du projet de Charte auxquelles se rattache l'opération :
• Mesure 14 : Préserver l'identité paysagère et accompagner les dynamiques
- 14.6 - Accompagner l'intégration des équipements et installations dans le paysage
- 14.7 – Faire respecter la réglementation applicable à la publicité, aux enseignes et pré-enseignes dans le Parc

Justification par rapport à l'objectif :
Le Parc naturel régional a réalisé une Charte graphique de signalétique touristique de façon à mieux accueillir et orienter les visiteurs sur le territoire, tout en déclinant une identité propre au territoire du Parc. Suite à ce travail, plusieurs communes du territoire ont sollicité le Parc pour obtenir une Charte de signalétique pour implanter des panneaux directionnels d'information locale. Ces demandes, récurrentes, ont souligné le manque qu'il existe dans ce domaine.

Afin de répondre aux demandes des communes, de veiller à la qualité des équipements mis en place et de proposer une identité visuelle harmonieuse, le Parc a réalisé une Charte de Signalétique d'Informations Locales.

Dix communes ont été équipées en 2013. Ces dispositifs ont permis de résorber progressivement les pré-enseignes illégales ou mal intégrées.

La nouvelle loi sur la publicité, entrée en vigueur en juillet 2015, restreint très fortement le recours aux pré-enseignes et rend par conséquent souvent nécessaire l'implantation d'une signalétique d'information locale.

Par ailleurs, la loi attribue aux PNR une mission dans l'organisation et le respect de la règlementation applicable à la publicité, aux enseignes et aux pré-enseignes. Dans ce cadre, la Charte doit obligatoirement prévoir une mesure fixant les règles et les actions du Syndicat mixte et des signataires de la Charte en matière de publicité, enseignes et pré-enseignes ; ce que fait le projet de Charte. Il y est notamment spécifié que le Parc poursuit sa politique d'harmonisation de la signalisation d'information locale.

Description :
Localisation :
Communes du territoire du Parc : Saint-Maximin, Raray, la Chapelle-en-Serval, Bellefontaine, Orry-la-Ville, Brasseuse

Nature et contenu du projet :
Afin de faire émerger une identité commune et une cohérence à l'échelle du territoire du Parc, il est apparu souhaitable d'inciter les communes à adopter ce mobilier en participant financièrement à son achat et à sa mise en place. Par ailleurs, un achat groupé a permis de faire une économie d'échelle.

Le mobilier, une fois installé, est rétrocédé aux communes qui prennent en charge son entretien ou remplacement.

Il est donc proposé, pour cette nouvelle tranche, de reprendre la Charte graphique, le même mobilier et de reconduire le dispositif, qui concernera 6 communes volontaires.

Moyens mis en œuvre :
Maître d'ouvrage : SM du Parc naturel régional

Maître d'œuvre : entreprise privée

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
COÛT DE L'ACTION	54 332,00	100,00%
Total	54 332,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	3 500,00	6,44%
CONSEIL REGIONAL HAUTS DE FRANCE	7 000,00	12,88%
CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'OISE	4 667,00	8,59%
CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE	2 333,00	4,29%
COMMUNES	36 832,00	67,79%
Total	54 332,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	1 000,00 €
2017	1 500,00 €
2018	1 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2013	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	147 579,40 €
2013	Parcs naturels régionaux - Investissement	127 203,56 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	71 974,24 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	127 691,28 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	103 586,60 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	164 709,56 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
	Montant total	1 547 883,38 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007433

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : ACTION N°358 - INVENTAIRE DU PATRIMOINE BÂTI - VISIAURIF / PHASE 5 - PNR OISE PAYS DE FRANCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	43 920,00 €	20,00 %	8 784,00 €
	Montant Total de la subvention		8 784,00 €

Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-200
476002026- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR PARC NAT REGION OISE
Adresse administrative : 48 RUE D'HERIVAUX BP 6
60560 ORRY LA VILLE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Patrice MARCHAND, Président

N° SIRET : 25600563800018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 13 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Objectif auquel se rattache l'opération :
• Mesure 15 : Valoriser un patrimoine bâti identitaire et exceptionnel
15.1 – Poursuivre l'identification du patrimoine et des caractères identitaires du territoire

Justification par rapport à l'objectif :
Le Parc réalise des travaux d'inventaire afin de parfaire la connaissance du territoire, en fonction de l'état d'avancement de la recherche, des nouvelles découvertes, des lacunes existantes. Il suscite de nouvelles études en faisant appel à des chercheurs, des étudiants, des organismes compétents. Il intervient selon une démarche scientifique et dans un souci de cohérence portant sur l'ensemble du patrimoine du

territoire.

Cet inventaire permet :
• de mieux connaître le patrimoine local, son importance historique, architectural, esthétique, culturelle ;
• de constater son état actuel et d'anticiper son devenir ;
• de repérer des élements de patrimoine nécessitant une restauration prochaine ou urgente, qui entrent dans le cadre de l'action du PNR touchant à la réhabilitation du patrimoine (ou de les réorienter vers notre partenaire conventionné de la Fondation du patrimoine) ;
• de détecter les éléments les plus importants nécessitant un classement de protection (Monuments historiques, article L123-1.7 du Code de l'Urbanisme) ;
• de valoriser ce patrimoine auprès de tous.

Description :
Localisation :
L'inventaire concernera cette année les 5 dernières communes du département de l'Oise à inventorier.

Nature et contenu du projet :
L'inventaire du patrimoine est une œuvre de longue haleine. Mais aujourd'hui, celui du Parc naturel régional Oise - Pays de France se termine :
- depuis sa création, un recensement de base est mené : plus de la moitié des communes sont maintenant bien connues (18 500 photos actuelles indexées, 11 000 cartes postales, 2 700 documents des services d'Etat, etc.) ; d'autre part, des inventaires spécifiques ont été menés (120 poteaux forestiers, 350 bornes armoriées)
- de 2008 à 2014, l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme d'Ile-de-France a inventorié une dizaine de communes environ chaque année; au total, 54 communes inventoriées (sur 59), 2 237 points décrits et environ 7 000 photos géolocalisées.

Toutes ces données sont versées sur un logiciel de géolocalisation du patrimoine mis au point par l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la région Ile-de-France (IAU IdF): le Visiaurif-patrimoine, qui permet la localisation, la visualisation, l'information et l'interrogation par requêtes des éléments de patrimoine remarquables.
Cette 5e et dernière phase de l'inventaire des communes du Parc va permettre d'ajouter 5 communes de plus. Il s'agit cette année de terminer la collecte, par le dernier ensemble identitaire identifié: le secteur des villégiatures. Il s'agira de couvrir les communes autour des pôles historiques de Chantilly et Senlis. Outre ces 2 communes, cette phase couvrira également Lamorlaye, Coye-la-Forêt et Vineuil-St-Firmin.

Moyens mis en œuvre :
Maître d'ouvrage : SM du Parc naturel régional

Maître d'œuvre : IAU IDF

Public(s) cible(s) :
collectivités locales

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
COÛT DE L'ACTION	43 920,00	100,00%
Total	43 920,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	8 784,00	20,00%
CONSEIL REGIONAL HAUTS DE FRANCE	17 568,00	40,00%
CONSEIL DEPARTEMENTAL OISE	11 712,00	26,67%
CONSEIL DEPARTEMENTAL VAL D'OISE	5 856,00	13,33%
Total	43 920,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	8 784,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2013	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	147 579,40 €
2013	Parcs naturels régionaux - Investissement	127 203,56 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	71 974,24 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	127 691,28 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	103 586,60 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	164 709,56 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
	Montant total	1 547 883,38 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007431

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : ACTION N°359 - EDITION DE PLAQUETTES DE DECOUVERTE DES VILLAGES - 2017, 6EME SERIE - PNR OISE PAYS DE FRANCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	4 891,00 €	20,00 %	978,00 €
	Montant Total de la subvention		978,00 €

Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-200
476002026- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR PARC NAT REGION OISE
Adresse administrative : 48 RUE D'HERIVAUX BP 6
60560 ORRY LA VILLE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Patrice MARCHAND, Président

N° SIRET : 25600563800018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Mesures du projet de Charte auxquelles se rattache l'opération :
• Mesure 15 : Valoriser un patrimoine bâti identitaire et exceptionnel
15.5 - Rendre le patrimoine vivant et accessible aux publics

• Mesure 29 : Faire du tourisme durable un levier pour conforter l'activité touristique
29.2 – Développer une offre d'éco-tourisme, répondant aux valeurs « Parc », et la commercialiser

• Mesure 30 : Le Parc : un espace d'accueil, de découverte et de pleine nature
30.2 - Poursuivre la mise en œuvre du schéma d'accueil du public dans les espaces naturels et la

structuration de l'activité de randonnée

• Mesure 31 : Faire partager le Parc, ses actions et ses richesses pour créer une appartenance commune
31.2 - Sensibiliser les habitants et les visiteurs aux enjeux et aux richesses du territoire

Justification par rapport à l'objectif :
Le Parc possède un riche patrimoine historique et culturel, qui reste encore visible à travers le patrimoine monumental (châteaux, églises…), les traces de l'activité humaine (moulins, usines, sucreries, briqueteries…), le patrimoine plus modeste (mégalithes, lavoirs, croix, fontaines, bornes…), ou bien encore le bâti traditionnel (grandes fermes, maisons de village, granges…). D'autre part, la notion de patrimoine culturel s'est élargie, et concerne maintenant également la découverte et la compréhension du paysage, de l'urbanisme, des pratiques humaines ou du patrimoine naturel.

La fréquentation touristique est cependant localisée autour de quelques sites « phares », qui occultent le reste du territoire, pourtant riche. En outre, il n'existe que de rares plaquettes de découverte des centres-villes, réalisées ponctuellement par quelques grands offices de tourisme ou communes importantes. Pour obtenir des informations simples sur le patrimoine local de l'ensemble du Parc, les habitants n'ont d'autre choix que de consulter des ouvrages spécialisés en bibliothèque ou en librairie.

Les principaux objectifs de ces plaquettes sont :
- de donner envie aux habitants et aux visiteurs du territoire de se promener, seuls, entre amis ou en famille, pendant 45min à 2h, dans leur commune et dans les communes voisines ;
- de sensibiliser par une première approche les promeneurs aux richesses patrimoniales rencontrées ;
- de proposer aux Offices de tourisme un produit qu'ils attendent mais qu'ils ne peuvent concevoir à l'échelle du Parc ;
- de valoriser les communes auprès de leurs administrés et visiteurs, par un produit de qualité, mais accessible et attrayant.
Elles sont en outre un complément indispensable et indissociable des autres outils de valorisation créés par le Parc : circuits d'interprétation des patrimoines, livres du patrimoine, randonnées guidées, autres plaquettes et expositions du PNR.

Description :
Localisation :
5 fiches de découverte touchant chacune une commune, voire 2, sur l'ensemble du PNR

Nature et contenu du projet :
Le Parc souhaite éditer une 6e série de 5 nouvelles plaquettes de découverte des villages, informatives et pédagogiques. Elles présenteront de manière synthétique les richesses patrimoniales d'un village (ou 2 petits et proches), répartis sur l'ensemble du territoire.

Ces plaquettes se présentent sous la forme de 3 volets, aux proportions et dimensions conformes à la Charte graphique du Parc, avec un extrait de carte IGN à l'intérieur permettant de repérer le parcours et les différents éléments de patrimoine décrits. Le nombre d'exemplaires de base est fixé à 5 000, puis proportionnel au nombre d'habitants ou de foyers de chaque commune.

Aucune commune n'a été retenue pour l'instant, mais plusieurs ont déjà postulé spontanément.

Moyens mis en œuvre :
Maître d'ouvrage : SM du Parc naturel régional

Maître d'œuvre : EDI-CONCEPT

Public(s) cible(s) :
collectivités locales

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
COÛT DE L'ACTION	4 891,00	100,00%
Total	4 891,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	978,00	20,00%
CONSEIL REGIONAL HAUTS DE FRANCE	1 956,00	39,99%
CONSEIL DEPARTEMENTAL OISE	1 305,00	26,68%
CONSEIL DEPARTEMENTAL VAL D'OISE	652,00	13,33%
Total	4 891,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	100,00 €
2017	700,00 €
2018	178,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2013	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	147 579,40 €
2013	Parcs naturels régionaux - Investissement	127 203,56 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	71 974,24 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	127 691,28 €

2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	103 586,60 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	164 709,56 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
	Montant total	1 547 883,38 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007432

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : ACTION N°360 - FONDS D'INTERVENTION POUR DES EXPERTISES ENVIRONNEMENTALES - PNR OISE PAYS DE FRANCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	30 000,00 €	20,00 %	6 000,00 €
	Montant Total de la subvention		6 000,00 €

Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-200
476002026- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR PARC NAT REGION OISE
Adresse administrative : 48 RUE D'HERIVAUX BP 6
60560 ORRY LA VILLE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Patrice MARCHAND, Président

N° SIRET : 25600563800018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 13 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Mesures du projet de Charte auxquelles se rattache l'opération :
• Mesure 2 : Lutter contre la disparition des espèces animales et végétales
2.1 - Préserver les espèces à enjeux et leurs habitats
2.2 – Respecter la biodiversité ordinaire
2.3 - Conserver et valoriser la biodiversité domestique

• Mesure 6 : Préserver la fonctionnalité du réseau forestier et favoriser sa gestion durable
6.2 - Préserver voire restaurer les corridors écologiques intra et inter forestiers
6.3 - Favoriser la biodiversité dans les espaces boisés

• Mesure 7 : Préserver les milieux ouverts et renforcer leur biodiversité
7.3 – Préserver et renforcer les milieux ouverts non agricoles

• Mesure 8 : Préserver et restaurer la fonctionnalité du réseau des milieux aquatiques et humides
8.2 – Diversifier les habitats aquatiques et soutenir une gestion adaptée des zones humides
8.3 – Restaurer les continuités écologiques du réseau des milieux aquatiques et humides

• Mesure 10 : Promouvoir et mettre en œuvre une politique des déplacements responsable face au changement climatique
10.2 – S'engager pour des infrastructures de transports exemplaires, intégrant les enjeux du territoire
10.4 – Développer les modes de déplacements actifs dans un double objectif déplacements quotidiens et touristiques

• Mesure 13 : Intégrer les enjeux de la transition écologique dans l'aménagement et la construction
13.1 - Intégrer les enjeux liés à la biodiversité et à l'eau dans l'aménagement et la gestion urbaine
13.2 - Promouvoir un urbanisme sobre en énergie

• Mesure 16 : Développer les énergies renouvelables dans le respect du patrimoine écologique, architectural et paysager du territoire
16.1 – Développer une filière biomasse locale
16.2 - Privilégier l'énergie solaire notamment le solaire thermique
16.3 – Accompagner le développement des autres énergies renouvelables

• Mesure 17 : Préserver la ressource en eau
17.1 - Reconquérir la qualité des eaux souterraines et superficielles
17.2 - Economiser la ressource en eau

• Mesure 18 : Moins produire de déchets et mieux les valoriser
18.1 – Poursuivre et renforcer la prévention des déchets
18.2 - Limiter l'enfouissement des déchets, lutter contre les dépôts sauvages

• Mesure 19 : Préserver et améliorer la qualité des sols du territoire
19.2 - Garder des sols vivants, favoriser le retour de la matière organique au sol
19.3 – Identifier et reconquérir les sols pollués

• Mesure 20 : Economiser les ressources minérales et mieux intégrer les sites d'extraction du territoire
20.3 - Apporter une plus-value écologique et paysagère dans le cadre de la remise en état des carrières

• Mesure 21 : Préserver la santé et le mieux-être des personnes
21.1- Préserver la qualité de l'air extérieur et intérieur
21.2 - Assurer une vigilance quant à l'impact des ondes électromagnétiques
21.3 - Préserver voire reconquérir des zones de calme
21.4 - Préserver la nuit

• Mesure 22 : Prévenir mais aussi vivre avec les risques majeurs
22.1 – Améliorer la mémoire des risques
22.2 - Mieux prendre en compte les risques dans l'aménagement du territoire, notamment le risque « mouvements de terrain »
22.3 - Prévenir les inondations, lutter contre les ruissellements

• Mesure 26: Favoriser un accueil qualitatif des entreprises et de leur développement
26.1 – Accompagner un aménagement économique qualitatif du territoire

• Mesure 27 : Promouvoir des activités économiques spécifiques en lien avec le territoire et les valeurs

Parc
27.4 - Promouvoir et accompagner l'économie circulaire et l'économie sociale et solidaire (ESS)

• Mesure 28 : Accompagner les entreprises pour une meilleure intégration des enjeux environnementaux et de développement durable
28.3 - Favoriser les actions interentreprises et collectives pour optimiser la gestion de leurs différents besoins et répondre aux enjeux environnementaux et climatiques du territoire

Justification par rapport à l'objectif :
Ce fonds doit pouvoir financer, au cas par cas, des expertises ou de petites études permettant une meilleure prise en compte des enjeux environnementaux (biodiversité, continuités écologiques, eau, énergie, bruit, déchets, risque, pollution, …) dans le cadre d'une réflexion, d'un projet ou de la gestion courante.

Ces expertises peuvent aussi permettre de caractériser une nuisance ou une problématique et/ou proposer des solutions pour y remédier.

Ces dernières années, ce fonds a été mobilisé pour les études suivantes :
- Analyse des sols en vallée de la Thève
- Diagnostic écologique et propositions d'aménagement des mares communales de Montépilloy
- Expertises de sol pour la préservation du lavoir de Mont l'Evêque
- Diagnostic écologique du site du coteau des Vignes à Châtenay-en-France
- Plan de gestion et d'aménagement du parc de la Maison du Parc
- Etude pour la mise en valeur du site de l'Ile de l'eau minérale à Chantilly
- Expertise juridique pour une décharge sauvage à Thiers-sur-Thève
- Expertise concernant les enjeux écologiques de l'entrée Nord de Coye-la-Forêt en venant des étangs de Comelles
- Etude sur la Chytridiomycose (maladie des amphibiens)
- Avenant à l'étude préalable à la révision de la Charte relative aux réseaux écologiques, intégrant un inventaire des zones humides
- Réalisation d'un DCE type pour le renouvellement des contrats d'exploitation et de maintenance des installations d'éclairage public
- Argumentaire relatif aux nuisances sonores de l'aéroport Roissy-Charles de Gaulle
- Etude sur la faune piscicole d'une mare à Avilly-Saint-Léonard
- Conseils juridiques relatifs à une activité de ball trap à Fleurines
- Analyse d'eau à Mareil-en-France
- Recherche de pollutions éventuelles sur le site de la Seigneurie à Lamorlaye

Trois expertises ont été réalisées en 2015, une quatrième est engagée, d'autres sont d'ores et déjà envisagées ; ce qui nécessite aujourd'hui de ré-abonder le fonds par une nouvelle enveloppe.

Description :
Localisation :
Commune du Parc naturel régional Oise-Pays de France

Nature et contenu du projet
Ce fonds a vocation à n'être utilisé que pour des études, mesures ou expertises ne rentrant pas dans l'application des obligations légales auxquelles sont soumis les porteurs de projet.

Les études et expertises sont confiées à des prestataires extérieurs.

Moyens mis en œuvre :
Le Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc assure la maîtrise d'ouvrage du fonds.

Maître d'ouvrage : SM du Parc naturel régional
Maître d'œuvre : Bureaux d'études privés

Public(s) cible(s) :
collectivités locales

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
COÛT DE L'ACTION	30 000,00	100,00%
Total	30 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	6 000,00	20,00%
CONSEIL REGIONAL HAUTS DE FRANCE	12 000,00	40,00%
CONSEIL DEPARTEMENTAL OISE	8 000,00	26,67%
CONSEIL DEPARTEMENTAL VAL D'OISE	4 000,00	13,33%
Total	30 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	2 000,00 €
2017	2 000,00 €
2018	2 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2013	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	147 579,40 €
2013	Parcs naturels régionaux - Investissement	127 203,56 €

2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	71 974,24 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	127 691,28 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	103 586,60 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	164 709,56 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
	Montant total	1 547 883,38 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007414

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : ACTION N°361 - FONDS D'INTERVENTION POUR L'INTEGRATION PAYSAGERE DES BÂTIMENTS AGRICOLES OU LIES A L'ACTIVITE FORESTIERE - PNR OISE PAYS DE FRANCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	30 000,00 €	20,00 %	6 000,00 €
	Montant Total de la subvention		6 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-200
476002016- Soutien aux programmes d'investissement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR PARC NAT REGION OISE
Adresse administrative : 48 RUE D'HERIVAUX BP 6
60560 ORRY LA VILLE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Patrice MARCHAND, Président

N° SIRET : 25600563800018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Investissement
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Mesures du projet de Charte auxquelles se rattache l'opération :
• Mesure 14 : Préserver l'identité paysagère et accompagner les dynamiques
- 14.1 – Préserver les grandes composantes paysagères du territoire et poursuivre les démarches à l'échelle des unités paysagères
- 14.3 - Préserver et valoriser les relations visuelles structurantes et les axes de découvertes

• Mesure 23 : Contribuer au dynamisme des activités agricoles
- 23.3 – Accompagner et valoriser des projets de construction qualitatifs

• Mesure 24 : Maintenir et valoriser les activités liées au cheval
- 24.2 - Intégrer les autres activités liées au cheval de sport, ou de loisirs, dans une gestion équilibrée et

qualitative des espaces du territoire

• Mesure 25 : Promouvoir la gestion forestière et valoriser la filière bois
- 25.2 – Encourager la filière bois locale

Justification par rapport à l'objectif :
Le fonds pour l'intégration des bâtiments agricoles et/ou liés à l'activité forestière a pour objectif d'apporter une aide technique et financière aux gestionnaires des espaces naturels afin de leur permettre de construire et/ou de réhabiliter des bâtiments liés à leurs activités, dans le respect de l'environnement naturel et bâti dans lequel ils se situent, en soignant tout particulièrement l'insertion paysagère.

Ce fonds est en place depuis 2004. Malgré un contexte économique incertain, la demande en construction agricole reste forte comme en témoigne le nombre de contacts établis et de projets accompagnés : 72 projets ont été accompagnés en 10 ans.

Suite à l'élaboration du guide de recommandations pour la construction agricole, le Parc dispose de nouveaux outils pour accompagner les projets des agriculteurs : recueil des informations générales et de conseils pour le montage du projet et la présentation de la demande de permis de construire mais aussi des données techniques pour aider à définir le besoin et agencer les constructions sur la parcelle à bâtir ; une maquette modulable et des échantillons de matériaux.

Plusieurs projets sont à l'étude ; certains pourraient déboucher dans les 2 prochaines années.

Description :
Localisation :
Communes du Parc naturel régional Oise-Pays de France

Nature et contenu du projet :
Le fonds est susceptible d'aider la réalisation ou la réhabilitation de tous types de bâtiments liés à l'exploitation agricole (hangar, grange, bâtiments de stockage, bâtiments d'élevage, habitation, etc.), y compris les bâtiments concernant l'activité hippique ou équestre.
De même, tous types de bâtiments liés à l'activité forestière sont susceptibles d'être aidés, y compris les scieries, dont les activités artisanales sont étroitement liées à l'activité forestière.
L'équipe technique du Parc est à la disposition de tous les porteurs de projets afin de les aider dans leurs démarches, de les aider à finaliser leurs projets aussi bien architecturaux que paysagers, et d'assurer l'interface avec les services de l'Etat, si nécessaire, et notamment avec les services départementaux d'architecture.

Le fonds pour l'intégration des bâtiments agricoles et/ou liés à l'activité forestière est mobilisable pour :
- des travaux de construction ou de réhabilitation d'un bâtiment isolé (hangar, par exemple) ;
- des travaux de construction ou de réhabilitation d'un bâtiment lié à un ensemble d'autres bâtiments (siège d'exploitation, par exemple) ;
- des travaux d'aménagement paysager d'un site.

Dans le cas de la construction d'un bâtiment isolé, le fonds peut prendre en charge :
- le surcoût lié aux exigences architecturales ;
- le surcoût lié à des exigences supplémentaires en matière d'intégration paysagère, au regard du volet paysager du permis de construire.

Dans le cas de la réhabilitation d'un bâtiment isolé ou de la construction ou la réhabilitation d'un bâtiment lié à un ensemble d'autres bâtiments, le fonds peut prendre en charge :
- une étude globale de requalification du site d'implantation du bâtiment ;
- le surcoût lié aux exigences architecturales concernant la construction neuve ;
- une incitation financière à la réhabilitation d'un ensemble de bâtiments et à la requalification du site.

Dans le cas de l'aménagement paysager d'un site, le fonds peut prendre en charge :
- une étude globale de requalification ;
- une incitation financière à l'aménagement paysager.

Cette aide est susceptible d'être apportée à tout propriétaire ou exploitant agricole ou forestier, sans distinction de spécialisation, à tout propriétaire d'écuries ou de centres équestres, à tout propriétaire de scieries, sans distinction de structure juridique, ayant un projet sur le territoire du Parc naturel régional Oise-Pays de France.

Moyens mis en œuvre :
Maître d'ouvrage : SM du Parc naturel régional

Maître d'œuvre : Entreprises privées

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
COÛT DE L'ACTION	30 000,00	100,00%
Total	30 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	6 000,00	20,00%
CONSEIL REGIONAL HAUTS DE FRANCE	12 000,00	40,00%
CONSEIL DEPARTEMENTAL OISE	8 000,00	26,67%
CONSEIL DEPARTEMENTAL VAL D'OISE	4 000,00	13,33%
Total	30 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	1 000,00 €
2017	2 500,00 €
2018	1 500,00 €
2019	1 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2013	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	147 579,40 €
2013	Parcs naturels régionaux - Investissement	127 203,56 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	71 974,24 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	127 691,28 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	103 586,60 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	164 709,56 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
	Montant total	1 547 883,38 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007413

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : ACTION N°362 - AMENAGEMENT DE DEUX ITINERAIRES DE RANDONNEE VELO

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	82 492,00 €	20,00 %	16 498,00 €
	Montant Total de la subvention		16 498,00 €

Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-200
476002016- Soutien aux programmes d'investissement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR PARC NAT REGION OISE
Adresse administrative : 48 RUE D'HERIVAUX BP 6
60560 ORRY LA VILLE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Patrice MARCHAND, Président

N° SIRET : 25600563800018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Investissement
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 2 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 janvier 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Mesures du projet de Charte auxquelles se rattache l'opération :
• Mesure 10 : Promouvoir et mettre en œuvre une politique des déplacements responsable face au changement climatique
10.4 – Développer les modes de déplacements actifs dans un double objectif déplacements quotidiens et touristiques

• Mesure 29 : Faire du tourisme durable un levier pour conforter l'activité touristique
29.2 – Développer une offre d'éco-tourisme, répondant aux valeurs « Parc », et la commercialiser

• Mesure 30 : Le Parc : un espace d'accueil, de découverte et de pleine nature
30.2 - Poursuivre la mise en œuvre du schéma d'accueil du public dans les espaces naturels et la structuration de l'activité de randonnée

Justification par rapport à l'objectif :
Pour faire face à la demande des visiteurs et des habitants du territoire, le Parc a réalisé avec l'ensemble des acteurs concernés, un Schéma d'Accueil du Public à l'échelle du territoire, qui a permis, en particulier, l'élaboration d'un schéma de circuits de randonnée cohérent à l'échelle du territoire. Ces circuits permettent la découverte du patrimoine naturel, paysager et culturel du territoire. Ils visent également à favoriser la vie locale des villages : commerces, cafés... et le développement de services : hébergements, restauration, accueil à la ferme, etc.

Pour mettre en œuvre cet objectif, le Parc naturel régional Oise – Pays de France a identifié des itinéraires de randonnée pédestre et équestre, puis des itinéraires de randonnée vélo tout chemin.

Trois boucles ont fait l'objet d'une édition sous forme de fiches :
1 – boucle V1 : « Découvrons la vallée de la Nonette». Ce circuit propose une boucle à partir de la gare de Chantilly, avec la possibilité de rejoindre Senlis.
2 – boucle V2 : « En forêt d'Halatte »
3 – boucle V3 : « Découvrons une forêt, des villages de pierre et une abbaye », en forêt d'Ermenonville et dans les villages alentours.
Une quatrième boucle, dans le Val d'Oise, est en cours de définition.

Pour faciliter la découverte de ces itinéraires, il est apparu nécessaire de les sécuriser et de mettre en place un jalonnement. Des travaux de sécurisation de l'itinéraire « Découvrons la vallée de la Nonette » ont été réalisés en 2015 et le jalonnement est en cours.

Cette opération concerne à présent la sécurisation et le jalonnement des deux autres boucles de randonnée vélo (la boucle V2 : « En forêt d'Halatte » et la boucle V3 : « Découvrons une forêt, des villages de pierre et une abbaye »).

Description :
Localisation :
Communes autour de la forêt d'Halatte et d'Ermenonville

Nature et contenu du projet :
Les travaux d'aménagement pour la sécurisation des itinéraires concernent essentiellement :
- des travaux de reprise de chemins ;
- de la signalétique routière et du marquage au sol notamment au niveau de certains carrefours ;
Ces travaux seront encadrés par une maîtrise d'œuvre.

Par ailleurs, comme pour la boucle V1, le principe du jalonnement est de différencier les panneaux mis en place sur voies routières et sur chemins ruraux et forestiers.
Le PNR Oise-Pays de France fait le choix d'implanter des panneaux de signalisation type Dv, réglementaires, sur les voies routières et des panneaux en bois sur les chemins passant à travers champs et forêts pour une meilleure intégration paysagère.

Afin de rendre l'information directionnelle claire et cohérente, les éléments graphiques des panneaux Dv et en bois seront similaires : utilisation du pictogramme vélo SC2 et de la couleur verte sur blanche propre à la signalétique vélo réglementaire.

Pour avoir une meilleure visibilité et lisibilité de l'itinéraire du PNR, un identifiant sera apposé sur les panneaux directionnels avec les identifiants des autres itinéraires rencontrés.

Pour des raisons de facilité et de fortes pentes, ces deux boucles ont un sens privilégié de parcours. Le jalonnement des itinéraires se fera donc seulement dans un sens.

Moyens mis en œuvre :
Maître d'ouvrage : SM du Parc naturel régional

Maître d'œuvre : SODEREF

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
COÛT DE L'ACTION	82 492,00	100,00%
Total	82 492,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	16 498,00	20,00%
CONSEIL REGIONAL PICARDIE	32 997,00	40,00%
CONSEIL DEPARTEMENT OISE	21 998,00	26,67%
CONSEIL DEPARTEMENTAL VAL D'OISE	10 999,00	13,33%
Total	82 492,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	1 498,00 €
2017	12 500,00 €
2018	2 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2013	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	147 579,40 €
2013	Parcs naturels régionaux - Investissement	127 203,56 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €

2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	71 974,24 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	127 691,28 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	103 586,60 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	164 709,56 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
	Montant total	1 547 883,38 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007383

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : ACTION N°363- PROGRAMME DE COMMUNICATION - 12EME TRANCHE - PNR OISE PAYS DE FRANCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	81 379,00 €	20,00 %	16 276,00 €
	Montant Total de la subvention		16 276,00 €

Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-200
476002026- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR PARC NAT REGION OISE
Adresse administrative : 48 RUE D'HERIVAUX BP 6
60560 ORRY LA VILLE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Patrice MARCHAND, Président

N° SIRET : 25600563800018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 janvier 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Mesures du projet de Charte auxquelles se rattache l'opération :
• Mesure 31 : Faire partager le Parc, ses actions et ses richesses pour créer une appartenance commune
31.1 - Communiquer sur les actions du Parc et son projet de développement durable du territoire
31.2 - Sensibiliser les habitants et les visiteurs aux enjeux et aux richesses du territoire

• Mesure 34 : Impliquer les habitants, encourager et soutenir leur engagement éco-citoyen
34.1 – Sensibiliser et se former aux enjeux du développement durable

Justification par rapport à l'objectif :

Les actions de communication programmées pour l'année 2017 doivent répondre aux objectifs suivants:
Faire connaître le Parc aux habitants et les faire adhérer au Parc
Communiquer en vue du renouvellement de la charte

L'année 2017 est une année importante en matière de communication puisque la procédure de révision de la Charte sera très engagée et qu'il conviendra de mobiliser élus, partenaires et habitants pour finaliser le renouvellement.

Le programme de communication pour l'année 2017 propose les outils de communication suivants :
o le magazine du Parc (3 éditions dans l'année)
o le livret des manifestations « Vivons le Parc » (2 éditions dans l'année)
o un rapport d'activités
o une newsletter hebdomadaire

Par mesure d'économie, la revue de presse sera réalisée en interne et diffusée via le Net, la newsletter hebdomadaire sera également reprise en interne et non plus sous-traitée (seul reste le coût du logiciel de diffusion) et le format du magazine sera revu pour simplifier l'impression (format plus standard).

Description :
Localisation :
Ensemble du territoire, y compris les communes du périmètre d'extension

Nature et contenu du projet :
Le magazine du Parc (coût de l'opération pour le travail de mise en page, d'impression, de rédaction et de distribution de 3 numéros: 56 354 TTC)
Depuis 2004, le Parc a mis en place un magazine d'informations distribué à l'ensemble des foyers du territoire, y compris les communes du périmètre d'extension.
Il est prévu 3 numéros par an qui seront édités chacun à 90 000 exemplaires.

Le livret des manifestations Parc (pour la mise en page et l'impression de deux livrets 16 896 € TTC)
« Vivons le Parc ! », sorties et animations « nature & patrimoine » dans le Parc naturel régional Oise - Pays de France est un document qui valorise les animations de découverte environnementales et patrimoniales du territoire et propose de développer la participation des habitants à la vie du Parc. Disponible dans de nombreux points de diffusion (Offices de tourisme, mairies, sites culturels, bibliothèques, boulangeries, pharmacies, clubs sportifs, crèches, cinémas…). Ce livret sera également distribué dans les communes du périmètre d'extension.
Ce livret sera édité 2 fois, en quadri et à 13 000 exemplaires.

Le rapport d'activités (pour la mise en page et l'impression 6 989 € TTC)
Le rapport d'activités permet de rendre compte des actions mises en place durant l'année précédente. Il est ainsi communiqué principalement aux élus des Régions, Départements, aux conseillers municipaux et aux partenaires. Il est la vitrine des actions du Parc.

Newsletter (1 140 € TTC)
Dans le cadre de la révision de la charte, afin d'informer les élus et le grand public de l'institution Parc et de ses actions, une newsletter a été mise en place en janvier 2013. Sous forme de questions / réponses, cette newsletter informe rapidement le lecteur. Elle est diffusée une fois par semaine à un listing de plus de 2 000 personnes. Pour plus de lisibilité elle est également relayée sur la page facebook du Parc. Certains numéros sont relayés à plus de 9 000 personnes.

Moyens mis en œuvre :

Maître d'ouvrage : SM du Parc naturel régional

Maître d'œuvre : Prestataires privés

Public(s) cible(s) :
collectivités locales

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
COÛT DE L'ACTION	81 379,00	100,00%
Total	81 379,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CR HAUTS DE FRANCE	32 552,00	40,00%
CR IDF	16 276,00	20,00%
CD OISE	21 700,00	26,67%
CD VAL D OISE	10 851,00	13,33%
Total	81 379,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	1 276,00 €
2017	10 000,00 €
2018	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2013	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	147 579,40 €
2013	Parcs naturels régionaux - Investissement	127 203,56 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes	71 974,24 €

	d’actions et de promotion des PNR	
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	127 691,28 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	103 586,60 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	164 709,56 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
	Montant total	1 547 883,38 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007377

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : ACTION N°365 CAMPAGNE ECO CITOYENNE COMPOSTAGE EN PIED D'IMMEUBLE - PNR OISE PAYS DE FRANCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	6 000,00 €	20,00 %	1 200,00 €
	Montant Total de la subvention		1 200,00 €

Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-200
476002026- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR PARC NAT REGION OISE
Adresse administrative : 48 RUE D'HERIVAUX BP 6
60560 ORRY LA VILLE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Patrice MARCHAND, Président

N° SIRET : 25600563800018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 janvier 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le Parc développe depuis 2007 ses "Campagnes éco citoyennes". Il s'agit de proposer aux habitants du Parc de mettre en œuvre des gestes éco citoyens. Les thèmes abordés sont multiples : "Le compostage", la "prévention des déchets", "l'éco jardinage", les "économies d'énergie et énergies renouvelables", la "préservation de la ressource en eau" et la "biodiversité".
Les objectifs attendus sont :
- d'amener de plus en plus d'habitants à une prise de conscience sur les enjeux du développement durable ;
- les former aux bonnes pratiques et aux bons gestes dans leur vie quotidienne.
Depuis 2014, les campagnes éco-citoyennes se sont enrichies d'un DEFI ECO CITOYEN. Le Parc

propose à ses habitants, via son site internet, de mettre en place chez eux 6 gestes éco-citoyens simples et en lien avec les thématiques suivantes : l'eau, l'énergie, la prévention des déchets/consommation éco-responsable, le compostage, les déplacements, l'éco-jardinage et la biodiversité.
Par ailleurs, les Campagnes éco citoyennes sont un moyen pour le Parc de tisser des liens plus directs avec sa population et, surtout, de l'impliquer dans le projet de territoire.
Dans ce cadre, le Parc a été amené à développer plus particulièrement une action de compostage en pied d'immeuble, en lien avec les Communautés de communes. Au 31 décembre 2015, 8 sites de compostage en pied d'immeuble sont opérationnels. 252 foyers habitant en collectif compostent ainsi leurs déchets de cuisine, 28 s'impliquant par ailleurs en tant que guides composteurs (en charge du suivi des sites). La quantité de déchets évitée et valorisée en compost, est d' 1 tonne par an pour environ 30 foyers, soit près de 8 tonnes de déchets valorisés et non incinérés.

Description :
Pour ses Campagnes éco-citoyennes Parc s'appuie sur son réseau de Correspondants Parc, habitants bénévoles formés aux gestes éco-citoyens et chargés de relayer l'information autour d'eux avec l'aide logistique du Parc en tenant, par exemple, des stands lors de manifestations, en organisant des chantiers natures, des ateliers pratiques… Cette année, une réflexion a été entamée avec les Correspondants Parcs pour dynamiser le réseau et envisager avec eux de nouvelles actions concrêtes de sensibilisation. Il est donc prévu pour 2017 essentiellement une aide à la mobilisation du réseau et aux actions de sensibilisation que les Correspondants Parc mèneront.

Parallèlement, en partenariat avec les Communautés de communes de son territoire, le PNR prolongera son implication pour la mise en place de sites pilotes de compostage partagé (compostage en pied d'immeuble, compostage de biodéchets de restauration…). Outre le matériel nécessaire à l'installation des sites, cette opération nécessite une animation pour assurer le montage administratif, l'accompagnement et la formation des habitants, le suivi du site et des guides composteurs au minimum pendant 1 an.

Moyens mis en œuvre :
maitrise d'ouvrage parc
maîtrise d'oeuvre: prestataires privés

Public(s) cible(s) :
habitants

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
COUT OPERATION	6 000,00	100,00%
Total	6 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CR HAUTS DE FRANCE	2 400,00	40,00%
CR IDF	1 200,00	20,00%
CD OISE	1 600,00	26,67%
CD VAL D OISE	800,00	13,33%
Total	6 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	200,00 €
2017	400,00 €
2018	400,00 €
2019	200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2013	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	147 579,40 €
2013	Parcs naturels régionaux - Investissement	127 203,56 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	71 974,24 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	127 691,28 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	103 586,60 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	164 709,56 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
	Montant total	1 547 883,38 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007368

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : ACTION N°367 - TRAVAUX A LA MAISON DU PARC (MAITRISE D'OEUVRE POUR LA MISE EN ACCESSIBILITE) - PNR OISE PAYS DE FRANCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	8 160,00 €	20,00 %	1 632,00 €
	Montant Total de la subvention		1 632,00 €

Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-200
476002016- Soutien aux programmes d'investissement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR PARC NAT REGION OISE
Adresse administrative : 48 RUE D'HERIVAUX BP 6
60560 ORRY LA VILLE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Patrice MARCHAND, Président

N° SIRET : 25600563800018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Investissement
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 2 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le projet fait suite au diagnostic d'accessibilité et à l'Agenda d'Accessibilité Programmé (Ad'AP) qui a été réalisé pour la Maison du Parc localisée à Orry la Ville, au château de la Borne Blanche.

Le projet d'Ad'AP a été déposé à la mairie. Il doit être validé par le préfet ; cette validation (dossier en cours d'instruction) permettra d'entériner l'échéancier pour la mise en accessibilité du bâtiment. Il correspond à un engagement de réaliser des travaux dans un délai déterminé de 3 ans et de respecter les règles d'accessibilité.

Au regard de ces exigences réglementaires, mais également dans un devoir d'accueil de tous les publics à la Maison du Parc, il est indispensable de réaliser les travaux proposés dans l'Agenda d'Accessibilité Programmé dans les délais légaux.

Description :
La première phase des travaux, proposée par cette opération, correspond aux première phases de la mission de maîtrise d'œuvre : étude préalable, élaboration du projet, consultation des entreprises.

Cette phase permettra d'affiner les travaux à réaliser et leur coût.

Cette mission de maîtrise d'œuvre sera confiée à un architecte.

Moyens mis en œuvre :
maître d'ouvrage: PNR OPF
maître d'oeuvre: architecte

Public(s) cible(s) :
agents travaillant dans le PNR OPF

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
COUT DE L OPERATION	8 160,00	100,00%
Total	8 160,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CR HAUTS DE FRANCE	3 264,00	40,00%
CR ILE DE FRANCE	1 632,00	20,00%
CD OISE	2 176,00	26,67%
CD VAL D OISE	1 088,00	13,33%
Total	8 160,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 000,00 €
2018	632,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement	164 000,00 €

	des PNR	
2013	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	147 579,40 €
2013	Parcs naturels régionaux - Investissement	127 203,56 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	71 974,24 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	127 691,28 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	103 586,60 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	164 709,56 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
	Montant total	1 547 883,38 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007375

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : ACTION 366 PROGRAMMES PEDAGOGIQUES SCOLAIRES 2017-2018

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	59 215,00 €	20,00 %	11 843,00 €
	Montant Total de la subvention		11 843,00 €

Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-200
476002026- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR PARC NAT REGION OISE
Adresse administrative : 48 RUE D'HERIVAUX BP 6
60560 ORRY LA VILLE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Patrice MARCHAND, Président

N° SIRET : 25600563800018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Sensibiliser et favoriser la participation active du jeune public à la préservation de l'environnement et du patrimoine est une mission importante des Parcs naturels régionaux. Il s'agit, pour le Parc naturel régional Oise-Pays de France, de favoriser la découverte des richesses de son territoire afin que les enfants comprennent la complexité des liens qui existent entre l'homme et son environnement.
Pour atteindre ces objectifs, le Parc a mis en place, depuis la rentrée scolaire de septembre 2006, un programme de sensibilisation, à destination des scolaires, intitulé "Les petits éco-citoyens du Parc". La démarche pédagogique proposée par le Parc, pour la douzième année consécutive, permet d'accompagner les enseignants dans l'élaboration de projets annuels pouvant s'inscrire au sein de projets de classe et permettant l'implication des élèves.

Description :
Le Parc développe en partenariat avec l'Education nationale et les structures compétentes de son territoire des programmes de sensibilisation à l'environnement et au patrimoine et ce depuis l'année scolaire 2006-2007. Pour la rentrée scolaire 2016-2017, le Parc souhaite accompagner la mise en place de projets annuels de sensibilisation sur les thèmes de l'eau, de la forêt, de la biodiversité, du patrimoine et de l'agriculture/jardinage.

Tout comme durant les années scolaires précédentes, les programmes pédagogiques proposés par le Parc aux enseignants comportent plusieurs volets complémentaires :
- un guide de présentation des programmes destiné aux enseignants
- des animations pédagogiques pour les 25 projets menés au cours de l'année
- la réalisation d'un journal écrit par les élèves et diffusé dans les établissements scolaires du territoire
- une journée d'échange et de valorisation entre les classes participantes en juin 2018.

Pour cette douzième année scolaire 2017-2018 de mise en place de la démarche pédagogique du Parc, la réalisation de 25 projets pédagogiques est prévue en collaboration avec les écoles élémentaires et les collèges.

Moyens mis en œuvre :
maîtrise ouvrage: parc naturel OPF
maîtrise d'oeuvre: prestataires extérieurs

Public(s) cible(s) :
scolaires

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
COUT OPERATION	59 215,00	100,00%
Total	59 215,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CR HAUTS DE FRANCE	23 686,00	40,00%
CR IDF	11 843,00	20,00%
CD OISE	15 791,00	26,67%
CD VAL D OISE	7 895,00	13,33%
Total	59 215,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	10 000,00 €
2017	1 843,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2013	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	147 579,40 €
2013	Parcs naturels régionaux - Investissement	127 203,56 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	71 974,24 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	127 691,28 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	103 586,60 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	164 709,56 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
	Montant total	1 547 883,38 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007366

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : ACTION 368 RENOUVELLEMENT DU MATERIEL INFORMATIQUE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	35 253,00 €	20,00 %	7 051,00 €
	Montant Total de la subvention		7 051,00 €

Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-200
476002016- Soutien aux programmes d'investissement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR PARC NAT REGION OISE
Adresse administrative : 48 RUE D'HERIVAUX BP 6
60560 ORRY LA VILLE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Patrice MARCHAND, Président

N° SIRET : 25600563800018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Investissement
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 13 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 novembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le Syndicat mixte du Parc avance dans la procédure administrative de révision de la Charte et l'enquête publique devrait avoir lieu en fin d'année 2016.

Suite à l'enquête publique, le Parc produira une ultime version de la Charte pour prendre en compte les observations de la Commission d'enquête et il est nécessaire de prévoir un certain nombre d'exemplaires de ce nouveau document en vue des délibérations des collectivités.

Si de nombreux documents (études) sont proposés sous format numérique (site Extranet ou CD Rom), les différentes étapes administratives (délibérations des signataires, passage devant le CNPN pour l'avis final, etc. …) requièrent des tirages papier.

Par ailleurs, il s'agira de la dernière version de la Charte et elle devra donc être distribuée aussi aux partenaires du Parc.

La mise en page et la reprographie d'un document tel que la Charte sont coûteuses ; elles sont donc proposées au programme d'actions.

Description :
Suite à l'enquête publique, le projet de Charte sera retravaillé afin d'y intégrer les différentes observations. La Charte devra alors être remise en page et imprimée, en vue des délibérations des collectivités. Il sera demandé aux agences de travailler sur la mise en page puis l'impression :

- du rapport
- du plan de référence
- du diagnostic du territoire et de l'évaluation de la mise en œuvre de la Charte
- de l'évaluation environnementale
- des annexes

250 exemplaires sont envisagés.

Moyens mis en œuvre :
maîtrise d'ouvrage: PNR OPF
maîtrise d'ouvre: ARANET, RICOH

Public(s) cible(s) :
PERSONNEL PARC

Localisation géographique :

- CC DU PAYS DE FRANCE
- CC HAUT VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
COUT DE L OPERATION	35 253,00	100,00%
Total	35 253,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CR HAUTS DE FRANCE	14 101,00	40,00%
CR ILE DE FRANCE	7 051,00	20,00%
CD OISE	9 401,00	26,67%
CD VAL D'OISE	4 700,00	13,33%
Total	35 253,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2016	3 526,00 €
2017	2 000,00 €
2018	1 525,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2013	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	147 579,40 €
2013	Parcs naturels régionaux - Investissement	127 203,56 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	71 974,24 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	127 691,28 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	103 586,60 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	164 709,56 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
	Montant total	1 547 883,38 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007358

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : ACTION 369 REPROGRAPHIE DE LA CHARTE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	29 500,00 €	20,00 %	5 900,00 €
	Montant Total de la subvention		5 900,00 €

Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-200
476002026- Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR PARC NAT REGION OISE
Adresse administrative : 48 RUE D'HERIVAUX BP 6
60560 ORRY LA VILLE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Patrice MARCHAND, Président

N° SIRET : 25600563800018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le Syndicat mixte du Parc avance dans la procédure administrative de révision de la Charte et l'enquête publique devrait avoir lieu en fin d'année 2016.

Suite à l'enquête publique, le Parc produira une ultime version de la Charte pour prendre en compte les observations de la Commission d'enquête et il est nécessaire de prévoir un certain nombre d'exemplaires de ce nouveau document en vue des délibérations des collectivités.

Si de nombreux documents (études) sont proposés sous format numérique (site Extranet ou CD Rom), les différentes étapes administratives (délibérations des signataires, passage devant le CNPN pour l'avis final, etc. …) requièrent des tirages papier.

Par ailleurs, il s'agira de la dernière version de la Charte et elle devra donc être distribuée aussi aux partenaires du Parc.

La mise en page et la reprographie d'un document tel que la Charte sont coûteuses ; elles sont donc proposées au programme d'actions.

Description :
Suite à l'enquête publique, le projet de Charte sera retravaillé afin d'y intégrer les différentes observations. La Charte devra alors être remise en page et imprimée, en vue des délibérations des collectivités. Il sera demandé aux agences de travailler sur la mise en page puis l'impression :
- du rapport
- du plan de référence
- du diagnostic du territoire et de l'évaluation de la mise en œuvre de la Charte
- de l'évaluation environnementale
- des annexes

250 exemplaires sont envisagés.

Moyens mis en œuvre :
maîtrise d'ouvrage : PNR OPF
maîtrise d'oeuvre: prestataires privées

Public(s) cible(s) :
collectivités /habitants

Localisation géographique :
- CC DU PAYS DE FRANCE
- CC CARNELLE PAYS DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
COUT DE L OPERATION	29 500,00	100,00%
Total	29 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CR HAUTS DE FRANCE	11 800,00	40,00%
CR ILE DE FRANCE	5 900,00	20,00%
CD OISE	7 867,00	26,67%
CD VAL D OISE	3 933,00	13,33%
Total	29 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 900,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2013	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	147 579,40 €
2013	Parcs naturels régionaux - Investissement	127 203,56 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	71 974,24 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	127 691,28 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	103 586,60 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	164 709,56 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
	Montant total	1 547 883,38 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007174

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : OPERATION N°349 - ASSISTANCE TECHNIQUE A LA RESTAURATION DES MILIEUX NATURELS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	50 000,00 €	20,00 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-76-204142-476002-200
476002016- Soutien aux programmes d'investissement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR PARC NAT REGION OISE
Adresse administrative : 48 RUE D'HERIVAUX BP 6
60560 ORRY LA VILLE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Patrice MARCHAND, Président

N° SIRET : 25600563800018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Investissement
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 2 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 janvier 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Cette opération découle des actions engagées par le Parc en faveur des milieux naturels et réseaux écologiques et plus particulièrement :
- de l'élaboration d'un plan d'actions en faveur des pelouses sèches du Parc,
- de l'élaboration d'un plan de gestion pour le réseau des milieux herbacés floricoles de Roberval et Rhuis,
- de l'élaboration d'un bilan floristique du territoire du Parc,
- de l'élaboration d'un plan de gestion du Marais d'Avilly,
- de l'élaboration et la mise en œuvre de la déclinaison régionale du plan d'actions national pour la préservation des populations de l'Azuré de la Croisette (Maculinea alcon rebeli) en forêt de Chantilly,
- de l'élaboration du plan de gestion des étangs de Comelles et des premières actions de restauration réalisées par le chantier d'insertion de Chantilly et à l'occasion d'un chantier de bénévoles,
- de l'élaboration d'un plan d'actions pour la préservation du réseau de landes et des premières actions de

restauration réalisées par le chantier d'insertion de Chantilly à Ermenonville et à Montlognon, des chantiers de bénévoles co-organisés avec l'ONF en forêt domaniale d'Ermenonville,
- de la réalisation et la mise en œuvre avec le Conservatoire d'Espaces Naturels de Picardie et l'ONF d'un plan d'actions pour la restauration de corridors « landes » en forêt d'Ermenonville,
- de la réalisation de plans de gestion en domaine privé et de la signature de conventions avec les propriétaires ou gestionnaires.

Description :
L'opération consiste en la réalisation par le Conservatoire d'Espaces Naturels de Picardie, d'un accompagnement technique pour la préparation et la mise en œuvre, en 2017, d'actions de gestion de sites, d'un suivi scientifique des actions entreprises, la réalisation d'inventaires et d'expertises dans des sites où la présence de patrimoine naturel remarquable est constatée et l'élaboration de plans d'actions (définition des travaux de gestion…). Elle s'inscrit dans le cadre des conventions de partenariat renouvelées en 2015.

L'intervention du Conservatoire comprend la contribution à la contractualisation, la visite de sites, la cartographie de milieux naturels, le suivi des travaux réalisés, la réalisation de relevés d'indicateurs botaniques et faunistiques, l'accompagnement de travaux.

En 2017, les sites suivants sont particulièrement concernés :
- Sites de landes de la forêt d'Ermenonville, de la Pierre l'Hermite, du Parc Astérix, de la Mer de Sable, du Golf de Mortefontaine, du CERAM
- Sites de pelouses de Roberval, d'Avilly-Saint-Léonard, de Pont-Sainte-Maxence, d'Orry-la-Ville et de Villeneuve-sur-Verberie, Gouvieux
- Sites de marais et prairies de la vallée de la Thève, de la Nonette et de la Launette

Moyens mis en œuvre :
maître d'ouvrage: PNR OPF
maître d'oeuvre: Conservatoire d'espaces naturels de Picardie

Public(s) cible(s) :
population

Localisation géographique :
- REGION PICARDIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
coût de l'opération	50 000,00	100,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CR Picardie	20 000,00	40,00%
CR Ile de France	10 000,00	20,00%
CD Oise	13 333,00	26,67%
CD Val d'Oise	6 667,00	13,33%
Total	50 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	8 000,00 €
2018	2 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2013	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	147 579,40 €
2013	Parcs naturels régionaux - Investissement	127 203,56 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	71 974,24 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	127 691,28 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	103 586,60 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	164 709,56 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
	Montant total	1 547 883,38 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007204

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : OPERATION N°350 : PROGRAMME DE CONSERVATION DE LA FLORE MENACEE - IERE TRANCHE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	15 000,00 €	20,00 %	3 000,00 €
	Montant Total de la subvention		3 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-200
476002016- Soutien aux programmes d'investissement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR PARC NAT REGION OISE
Adresse administrative : 48 RUE D'HERIVAUX BP 6
60560 ORRY LA VILLE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Patrice MARCHAND, Président

N° SIRET : 25600563800018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Investissement
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 2 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Orientations du projet de Charte auquel se rattache l'opération :
AXE 1 : Maintenir la diversité biologique et les continuités écologiques
• Orientation 1: Préserver et favoriser la biodiversité
Mesure 1 : Préserver les sites de biodiversité remarquables
- Améliorer et partager les connaissances relatives au patrimoine naturel
- Proposer une contractualisation aux propriétaires et gestionnaires des sites d'intérêt écologique

Mesure 2 : Lutter contre la disparition des espèces animales et végétales
- Préserver les espèces à enjeux et leurs habitats

Justification par rapport à l'objectif :
Depuis 2005, le Parc a engagé des actions qui ont pour objectifs, d'une part, d'améliorer les

connaissances sur la flore de son territoire (synthèse bibliographique, inventaire, hiérarchisation des enjeux…) et d'autre part, de préserver des sites remarquables.
Les bilans récemment effectués, notamment dans le cadre des travaux de révision de la charte du Parc, ont permis de mettre en évidence la nécessité de mettre en œuvre des opérations spécifiques (recherche de stations, récolte de semences…) pour la conservation de la flore menacée.

Description :
Localisation :
Ce programme de conservation concerne les 44 communes de l'Oise du Parc.

Nature et contenu du projet :

Cette action comporte :
• Une mise à jour des priorités d'actions pour la flore la plus menacée du territoire du PNR, correspondant au toilettage de la liste des taxons à enjeux élaborée dans le cadre de la révision de la Charte en 2014. L'objectif est de disposer d'un outil actualisé de pilotage permettant :
- d'identifier les taxons les plus menacés,
- d'orienter vers ces taxons les actions de conservation en priorité,
- d'orienter les actions de recherche et de suivi des stations pour les taxons le nécessitant,
- de disposer d'un tableau de bord de la flore (et des actions de conservation) sur le territoire du PNR.

• Une mise en œuvre d'une stratégie d'actions suivant la typologie suivante : récolte active/renforcement (espèce dont les populations sont de faible taille ou qui sont très menacées sur le territoire et qui nécessitent une campagne de récolte de semences complémentaire à la mise en œuvre d'opérations de gestion in situ et pour lesquelles des opérations de multiplication ex situ sont à réaliser de manière à envisager rapidement un renforcement de population in situ), récolte préventive (espèce dont les populations ne sont actuellement pas parmi les plus menacées mais pourraient le devenir dans le moyen terme, une campagne de récolte destinée à assurer un stock de semences viables, représentative de l'originalité génétique de la population, est préconisée avant que les tailles de populations ne décroissent éventuellement entrainant une diminution potentielle de la production de semences viables, suivi (espèce devant faire l'objet d'un suivi régulier du fait de la mise en œuvre d'opérations de gestion, de renforcement ou simplement pour s'assurer du maintien des populations, recherche (espèce devant faire l'objet d'une recherche de populations sur le territoire pour tout ou partie des stations).
Le but de ces actions est de garantir le maintien à long terme d'un taxon sur un territoire donné, mais aussi et surtout de garantir la viabilité et le potentiel évolutif des populations. Le principe général des récoltes est de constituer un échantillon représentatif de la diversité génétique intra-station, sorte de copie conforme de ce qui est présent sur le site. Seuls les taxons pour lesquels le niveau de priorité d'action a été jugé urgent ou rapide fait l'objet de cette première tranche du programme. A l'issue de ce plan d'action, la réalisation de mesures plus lourdes du type déplacement (translocation) pourrait être engagée. Les espèces visées en 2017 par des mesures d'urgence de récolte active et/ou de multiplication de l'unité de conservation (semence/plants) sont : Baldellia ranunculoides, Carex flava, Carex hostiana, Dianthus carthusianorum, Eleocharis multicaulis, Euphorbia palustris, Genista anglica, Gentiana cruciata et Juncus squarrosus. En fonction des opportunités, d'autres espèces pourront faire l'objet, en 2017, de mesures de récolte préventive (semences). Il s'agit notamment de Carex appropinquata, Geum rivale, Hypericum elodes, Isolepis fluitans, Persicaria bistorta, Pyrola minor et Scorzonera humilis

• Une recherche des stations d'espèces non revues récemment.

Ce programme est confié au Conservatoire botanique national de Bailleul et sera réalisé en partenariat avec le Conservatoire d'espaces naturels de Picardie.

Moyens mis en œuvre :

Maître d'ouvrage : SM du Parc naturel régional

Maître d'œuvre : Conservatoire botanique national de Bailleul

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
COÛT DE L'OPERATION	15 000,00	100,00%
Total	15 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	3 000,00	20,00%
CONSEIL REGIONAL DE LA PICARDIE	6 000,00	40,00%
CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'OISE	4 000,00	26,67%
CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE	2 000,00	13,33%
Total	15 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 000,00 €
2018	1 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2013	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	147 579,40 €
2013	Parcs naturels régionaux - Investissement	127 203,56 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	71 974,24 €

2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	127 691,28 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	103 586,60 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	164 709,56 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
	Montant total	1 547 883,38 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007189

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : OPERATION N°351 : RESTAURATION ECOLOGIQUE DE MILIEUX NATURELS - 12EME TRANCHE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	20 907,00 €	20,00 %	4 181,00 €
	Montant Total de la subvention		4 181,00 €

Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-200
476002016- Soutien aux programmes d'investissement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR PARC NAT REGION OISE
Adresse administrative : 48 RUE D'HERIVAUX BP 6
60560 ORRY LA VILLE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Patrice MARCHAND, Président

N° SIRET : 25600563800018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Investissement
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 2 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Cette opération se rattache aux orientations du projet de Charte :

AXE 1 : Maintenir la diversité biologique et les continuités écologiques
• Orientation 1: Préserver et favoriser la biodiversité
Mesure 1 : Préserver les sites de biodiversité remarquables
- Améliorer et partager les connaissances relatives au patrimoine naturel
- Proposer une contractualisation aux propriétaires et gestionnaires des sites d'intérêt écologique
Mesure 2 : Lutter contre la disparition des espèces animales et végétales
- Préserver les espèces à enjeux et leurs habitats
Mesure 3 : Lutter contre les espèces exotiques envahissantes***
- Inventorier et assurer un suivi des espèces exotiques envahissantes, sensibiliser les propriétaires/gestionnaires

- Définir et mettre en place des stratégies de lutte contre les espèces exotiques envahissantes

• Orientation 2 : Préserver, restaurer des réseaux écologiques fonctionnels
Mesure 7 : Préserver les milieux ouverts et renforcer leur biodiversité
- Préserver et renforcer les milieux ouverts non agricoles
Mesure 8 : Préserver et restaurer la fonctionnalité du réseau des milieux aquatiques et humides
- Diversifier les habitats aquatiques et soutenir une gestion adaptée des zones humides

Justification par rapport à l'objectif :
Ce programme de travaux découle des actions engagées, d'une part, en faveur des milieux naturels remarquables (landes, pelouses, mares...), et d'autre part, des actions pour lutter contre le développement d'espèces exotiques envahissantes.

Description :
Localisation :
Ce programme concerne des milieux naturels remarquables comme les landes, les pelouses et les mares et marais présents, notamment, dans les massifs forestiers de Chantilly, d'Ermenonville et d'Halatte.

Nature et contenu du projet :
Le Parc envisage de confier au chantier d'insertion de Chantilly (Un Château pour l'Emploi) des travaux de restauration écologique de milieux naturels (pelouses, landes, mares et marais).
Environ 30 jours d'intervention seront mobilisés.
Ces travaux consistent principalement à supprimer la végétation arbustive qui colonise ces milieux ouverts et à rajeunir certains secteurs ainsi qu'à lutter contre les espèces exotiques envahissantes (arrachage, coupe) et à participer à des actions de préservation des amphibiens.
Les interventions seront préalablement préparées, sur le terrain, avec les chargés de mission du Parc naturel régional ou du Conservatoire d'Espaces Naturels de Picardie.

- Pelouses sèches
Un plan d'action en faveur des pelouses sèches du territoire du Parc ainsi que le plan de gestion des étangs de Comelles et l'étude préalable à l'aménagement forestier de Chantilly ont identifié les enjeux « pelouses sèches » de différents secteurs et mis en perspective la gestion de ces espaces. La déclinaison locale du plan d'action national « maculinea » complète cette approche. Afin de limiter ou réduire la présence d'arbustes ou d'arbres au sein de ces pelouses, des actions de fauche, débroussaillage et arrachage de ligneux seront réalisées. Ce programme concernera, notamment, des pelouses et ourlets à Orry-la-Ville, Avilly-Saint-Léonard, Gouvieux...

- Landes
Les diagnostics conduits dans le cadre de l'opération « réseau landes » indique que le réseau de landes du territoire du Parc est très fragmenté et qu'il est nécessaire, d'une part, de restaurer les îlots qui existent encore et, d'autre part, de les remettre en connexion entre eux.
Pour le secteur étudié (Forêts d'Ermenonville et de Chantilly), les landes couvrent environ 150 ha mais 95% de ces surfaces sont colonisées par des arbustes ou des arbres. Ce travail a également identifié quelques landes humides et des pelouses sur sables qui devront faire l'objet d'actions prioritaires.
Les premiers travaux ont été engagés avec le Chantier d'insertion de Chantilly pour restaurer des landes humides et des landes sèches en forêt de Chaalis et des chantiers de bénévoles ont été organisés, avec l'ONF, en forêt domaniale d'Ermenonville en complément de travaux de restauration d'environ 5 ha de landes et de pelouses sur sables. Un pâturage par des moutons d'une partie de ces landes en cours de restauration a été initié.
Cette douzième tranche poursuit les interventions réalisées les années précédentes.

- Marais de la Troublerie
Le plan de gestion des étangs de Comelles et du marais de la Troublerie a notamment fixé pour objectif le maintien d'espaces ouverts (phragmitaies, caricaies, …) correspondant à des milieux naturels remarquables. En outre, les milieux humides sont fréquentés par l'Agrion de Mercure, une libellule rare

qui justifie l'intégration du site au réseau Natura 2000.
Il est donc envisagé de poursuivre les travaux de restauration (entretien des zones déboisées les années précédentes et déboisement de nouvelles clairières) du marais réalisés par le chantier d'insertion de Chantilly et à l'occasion d'un chantier de bénévoles organisé par le Parc.

- Espèces exotiques envahissantes
Les milieux naturels sont menacés par le développement de certaines espèces végétales exotiques (espèces invasives). Des actions de coupe et d'arrachage de certaines de ces espèces, notamment le Cerisier tardif (Prunus serotina), l'Aster lancéolée (Aster lanceolatus) et le Raisin d'Amérique (Phytolacca americana) seront réalisées.

- Parc de la Borne Blanche/Maison du Parc
Le plan d'aménagement et de gestion du parc de la Borne Blanche a mis en évidence la présence de milieux naturels (prairies, pelouses) remarquables. Afin de préserver les espèces animales et végétales menacées, des actions de fauche et restauration de lisières seront réalisées.
Ces interventions feront l'objet d'une évaluation dans le cadre d'un suivi qui sera mis en place sur les milieux concernés.

Moyens mis en œuvre :
Maître d'ouvrage : SM Parc Naturel Régional

Maître d'œuvre : Chantier d'insertion « Un Château pour l'emploi »,
Association d'insertion L'ILOT/FORETUMAIDES

Intérêt régional :
intérêt régional :

Public(s) cible(s) :
population

Localisation géographique :
- REGION PICARDIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
MONTANT DE L'OPERATION	20 907,00	100,00%
Total	20 907,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	4 181,00	20,00%
CONSEIL REGIONAL DE LA PICARDIE	8 363,00	40,00%
CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'OISE	5 575,00	26,67%
CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE	2 788,00	13,34%
Total	20 907,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	3 000,00 €
2018	1 181,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2013	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	147 579,40 €
2013	Parcs naturels régionaux - Investissement	127 203,56 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	71 974,24 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	127 691,28 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	103 586,60 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	164 709,56 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
	Montant total	1 547 883,38 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007217

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : OPERATION N°352 : PROMOTION DE L'USAGE DU VELO A ASSISTANCE ELECTRIQUE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Investissement	65 376,00 €	20,00 %	13 075,00 €
	Montant Total de la subvention		13 075,00 €

Imputation budgétaire : 907-76-204182-476002-200
476002016- Soutien aux programmes d'investissement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR PARC NAT REGION OISE
Adresse administrative : 48 RUE D'HERIVAUX BP 6
60560 ORRY LA VILLE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Patrice MARCHAND, Président

N° SIRET : 25600563800018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Parcs naturels régionaux - Investissement
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 13 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Mesures du projet de Charte auxquelles se rattache l'opération :
• Mesure 10 : Promouvoir et mettre en œuvre une politique des déplacements responsable face au changement climatique
10.3 Contribuer à la promotion et au développement des modes de déplacements alternatifs à la voiture en soli-solisme
10.4 Développer les modes de déplacements actifs dans un double objectif : déplacements quotidiens et touristiques
• Mesure 21 : Préserver la santé et le mieux-être des personnes
21.1 Préserver la qualité de l'air extérieur et intérieur

Justification par rapport à l'objectif :
Dans le cadre de la nouvelle Charte du PNR, la prise en compte du secteur des transports représente une priorité. En effet, d'après le diagnostic du PCET, les déplacements, majoritairement routiers, constituent le

premier poste émetteur de Gaz à Effet de Serre du territoire.

La Commission « Ressources naturelles, énergie, climat » du Parc a proposé de travailler prioritairement, durant ces années prochaines, sur la thématique des déplacements. Dans ce cadre, une stratégie comportant plusieurs actions est en cours d'élaboration.

Pour limiter l'impact énergie-GES des transports, les actions qui seront déployées sur le territoire doivent notamment permettre :
d'éviter les déplacements (dans le meilleur des cas) : action d'incitation au télé-travail par exemple
de favoriser le report modal de la voiture individuelle vers des modes alternatifs :
- incitation au transport doux (marche, vélos, trotinette, etc)
- incitation à l'utilisation des transports en commun
l'incitation à l'utilisation de véhicules propres (véhicules électriques /hybrides)

Description :
Localisation :
La promotion du vélo à assistance électrique concerne l'ensemble du territoire du Parc.

Pour 2016/2017, l'action d'éco-mobilité proposée est la promotion de l'usage du vélo à assistance électrique (VAE).
Le VAE apporte une alternative à l'utilisation de la voiture. C'est un mode de déplacement doux, conforme à une politique de développement durable telle que le préconise la Charte du PNR. Le VAE est particulièrement adapté à la circulation sur des territoires "rurbains" ayant des spécificités de relief. La promotion du VAE permet d'inciter un panel plus large d'usagers qui n'a pas naturellement d'attraits pour le vélo conventionnel dans les déplacements du quotidien (au vu de l'image qu'il véhicule : efforts, habits adaptés).

En facilitant l'utilisation du vélo à assistance électrique, l'opération répond aux objectifs de la Charte en contribuant :
- à la préservation de la qualité de l'air extérieur,
- au développement économique local (commerçants vendeurs de vélos),
- à la diminution des émissions de gaz à effet de serre du territoire,
- à l'amélioration de la santé et du bien être des usagers qui se déplacent grâce à un mode actif.

Nature et contenu du projet :
Pour promouvoir l'utilisation quotidienne du vélo à assistance électrique, le projet prévoit :
- une phase de communication à destination des usagers. Les cibles prioritaires sont les usagers utilisant leur voiture mais psychologiquement prêts pour le report modal : il s'agit par exemple des usagers se déplaçant aux gares, confrontés aux parkings saturés et/ou ayant une tarification importante pour le stationnement.

- la mise en place d'un partenariat avec trois commerçants locaux permettant un service de prêt de VAE afin que l'usager puisse valider son intérêt pour l'utilisation quotidienne de celui-ci. Pour cela, le PNR achète 1 vélo par magasin : le partenariat permet de laisser le vélo chez le commerçant qui prend en charge la gestion des prêts et assure l'entretien.

- la mise en place d'une aide financière de 200 euros lors de l'achat d'un VAE par un usager résidant sur le territoire du PNR. Cette aide interviendra par virement après l'achat du vélo dès lors que l'usager présentera un dossier de demande conforme aux conditions.

Moyens mis en œuvre :
Maître d'ouvrage : SM du Parc naturel régional

Maître d'œuvre : SM du Parc naturel régional

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
COÛT DE L'OPERATION	65 376,00	100,00%
Total	65 376,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	13 075,00	20,00%
CR PICARDIE	26 150,00	40,00%
CD OISE	17 434,00	26,67%
CD VAL D'OISE	8 717,00	13,33%
Total	65 376,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	2 000,00 €
2017	5 538,00 €
2018	4 537,00 €
2019	1 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2013	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	147 579,40 €
2013	Parcs naturels régionaux - Investissement	127 203,56 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	71 974,24 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	127 691,28 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €

2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	103 586,60 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	164 709,56 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
	Montant total	1 547 883,38 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16015511

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : PNR OISE PAYS DE FRANCE - AFFECTATION 2016 AIDE A LA REVITALISATION COMMERCIALE EN MILIEU RURAL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	150 000,00 €	100,00 %	150 000,00 €
	Montant Total de la subvention		150 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153001-200
15300105- Sauvegarde des commerces de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR PARC NAT REGION OISE
Adresse administrative : 48 RUE D'HERIVAUX BP 6
60560 ORRY LA VILLE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Patrice MARCHAND, Président

N° SIRET : 25600563800018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural
Rapport Cadre : CR113-16 du 07/07/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 13 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 3017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le Pacte rural, dont la mise en œuvre a été actée par délibération du Conseil régional n° CR 09-16 du 17 mars 2016, traduit l'ambition régionale d'agir en faveur des territoires ruraux. Acteurs privilégiés dans la déclinaison des axes du Pacte rural, les Parcs Naturels Régionaux (PNR) ont vocation à participer et contribuer pleinement à la mise en œuvre des actions en découlant.

La convention transitoire 2016 relative au programme d'actions, adoptée par délibération du 12 octobre 2016, est le cadre privilégié pour intégrer les orientations inscrites au Pacte rural, en particulier celles concourant à développer l'attractivité économique des PNR, au travers de la revitalisation commerciale de leurs territoires.

Public(s) cible(s) :
COMMUNES ET EPCI

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PNR OISE PAYS DE FRANCE : AFFECTATION 2016 AIDE A LA REVITALISATION COMMERCIALE EN MILIEU RURAL	150 000,00	100,00%
Total	150 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	150 000,00	100,00%
Total	150 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	150 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2013	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	147 579,40 €
2013	Parcs naturels régionaux - Investissement	127 203,56 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	71 974,24 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	127 691,28 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	103 586,60 €

2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	164 709,56 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
	Montant total	1 547 883,38 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16015517

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : PNR OISE PAYS DE FRANCE - AFFECTATION 2016 POUR LA SAUVEGARDE DES COMMERCES DE PROXIMITE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	80 000,00 €	100,00 %	80 000,00 €
	Montant Total de la subvention		80 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204181-153001-200
15300105- Sauvegarde des commerces de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR PARC NAT REGION OISE
Adresse administrative : 48 RUE D'HERIVAUX BP 6
60560 ORRY LA VILLE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Patrice MARCHAND, Président

N° SIRET : 25600563800018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural
Rapport Cadre : CR113-16 du 07/07/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 13 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le Pacte rural, dont la mise en œuvre a été actée par délibération du Conseil régional n° CR 09-16 du 17 mars 2016, traduit l'ambition régionale d'agir en faveur des territoires ruraux. Acteurs privilégiés dans la déclinaison des axes du Pacte rural, les Parcs Naturels Régionaux (PNR) ont vocation à participer et contribuer pleinement à la mise en œuvre des actions en découlant.

La convention transitoire 2016 relative au programme d'actions, adoptée par délibération du 12 ocotbre 2016, est le cadre privilégié pour intégrer les orientations inscrites au Pacte rural, en particulier celles concourant à développer l'attractivité économique des PNR, au travers de la revitalisation commerciale de leurs territoires.

Public(s) cible(s) :

Entreprises commerciales ou artisanales doublement immatriculées

Localisation géographique :

- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PNR OPF : affectation 2016 pour la sauvegarde des commerces de proximité et revitalisation commerciale en milieu rural	80 000,00	100,00%
Total	80 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	80 000,00	100,00%
Total	80 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	80 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2013	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	147 579,40 €
2013	Parcs naturels régionaux - Investissement	127 203,56 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	71 974,24 €
2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	127 691,28 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	103 586,60 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	164 709,56 €

2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	164 000,00 €
	Montant total	1 547 883,38 €

ANNEXE 3 : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-492	Budget	2016

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**53 - Espace rural et autres espaces de développement**
Programme	**153001 - Aménagement et équipement de l'espace rural**
Action	**15300105 - Sauvegarde des commerces de proximité**

Dispositif : N° 00000970 - Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural

Dossier	16015511 - PNR OISE PAYS DE FRANCE - AFFECTATION 2016 AIDE A LA REVITALISATION COMMERCIALE EN MILIEU RURAL			
Bénéficiaire	R27520 - PNR PARC NAT REGION OISE			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	150 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
150 000,00 €	HT	100 %	150 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000970 - Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	150 000,00 €

Dispositif : N° 00000971 - Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural

Dossier	16015517 - PNR OISE PAYS DE FRANCE - AFFECTATION 2016 POUR LA SAUVEGARDE DES COMMERCES DE PROXIMITE			
Bénéficiaire	R27520 - PNR PARC NAT REGION OISE			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	80 000,00 €		Code nature	204181
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
80 000,00 €	HT	100 %	80 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000971 - Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	80 000,00 €

Total sur l'imputation 905 - 53 - 153001 - 15300105	230 000,00 €

Chapitre	**907 - Environnement**
Code fonctionnel	**76 - Patrimoine naturel**
Programme	**476002 - Parcs naturels régionaux**
Action	**476002016 - Soutien aux programmes d'investissement**

Dispositif : N° 00000261 - Parcs naturels régionaux - Investissement

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-492	Budget	2016

Dossier	16007174 - OPERATION N°349 - ASSISTANCE TECHNIQUE A LA RESTAURATION DES MILIEUX NATURELS			
Bénéficiaire	R27520 - PNR PARC NAT REGION OISE			
Localisation	REGION PICARDIE			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
50 000,00 €	TTC	20 %	10 000,00 €	

Dossier	16007189 - OPERATION N°351 : RESTAURATION ECOLOGIQUE DE MILIEUX NATURELS - 12ème TRANCHE			
Bénéficiaire	R27520 - PNR PARC NAT REGION OISE			
Localisation	REGION PICARDIE			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	4 181,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
20 907,00 €	TTC	20 %	4 181,00 €	

Dossier	16007204 - OPERATION N°350 : PROGRAMME DE CONSERVATION DE LA FLORE MENACEE - Ière TRANCHE			
Bénéficiaire	R27520 - PNR PARC NAT REGION OISE			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	3 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
15 000,00 €	TTC	20 %	3 000,00 €	

Dossier	16007217 - OPERATION N°352 : PROMOTION DE L'USAGE DU VELO A ASSISTANCE ELECTRIQUE			
Bénéficiaire	R27520 - PNR PARC NAT REGION OISE			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	13 075,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
65 376,00 €	HT	20 %	13 075,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-492	Budget	2016

Dossier	16007366 - ACTION 368 RENOUVELLEMENT DU MATERIEL INFORMATIQUE			
Bénéficiaire	R27520 - PNR PARC NAT REGION OISE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	7 051,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
35 253,00 €	HT	20 %	7 051,00 €	

Dossier	16007368 - ACTION N°367 - TRAVAUX A LA MAISON DU PARC (MAITRISE D'OEUVRE POUR LA MISE EN ACCESSIBILITE) - PNR OISE PAYS DE FRANCE			
Bénéficiaire	R27520 - PNR PARC NAT REGION OISE			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	1 632,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 160,00 €	HT	20 %	1 632,00 €	

Dossier	16007411 - ACTION N° 353 - FONDS D'INTERVENTION "ETUDES D'AMENAGEMENT"			
Bénéficiaire	R27520 - PNR PARC NAT REGION OISE			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	26 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
130 000,00 €	TTC	20 %	26 000,00 €	

Dossier	16007412 - ACTION N°354 - FONDS EN FAVEUR D'UNE GESTION ECOLOGIQUE ET PAYSAGERE DU PATRIMOINE ARBORE - PNR OISE PAYS DE FRANCE			
Bénéficiaire	R27520 - PNR PARC NAT REGION OISE			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	14 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
70 000,00 €	TTC	20 %	14 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-492	Budget	2016

Dossier	16007413 - ACTION N°362 - AMENAGEMENT DE DEUX ITINERAIRES DE RANDONNEE VELO			
Bénéficiaire	R27520 - PNR PARC NAT REGION OISE			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	16 498,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
82 492,00 €	HT	20 %	16 498,00 €	

Dossier	16007414 - ACTION N°361 - FONDS D'INTERVENTION POUR L'INTEGRATION PAYSAGERE DES BÂTIMENTS AGRICOLES OU LIES A L'ACTIVITE FORESTIERE - PNR OISE PAYS DE FRANCE			
Bénéficiaire	R27520 - PNR PARC NAT REGION OISE			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	6 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
30 000,00 €	TTC	20 %	6 000,00 €	

Dossier	16007415 - ACTION N°357 IMPLANTATION D'UNE SIGNALISATION D'INFORMATION LOCALE - 2ème TRANCHE - PNR OISE PAYS DE FRANCE			
Bénéficiaire	R27520 - PNR PARC NAT REGION OISE			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	3 500,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
54 332,00 €	TTC	6,44 %	3 500,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000261 - Parcs naturels régionaux - Investissement	104 937,00 €

Total sur l'imputation 907 - 76 - 476002 - 476002016	104 937,00 €

Chapitre	**937 - Environnement**
Code fonctionnel	**76 - Patrimoine naturel**
Programme	**476002 - Parcs naturels régionaux**
Action	**476002026 - Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR**

Dispositif : N° 00000260 - Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-492	Budget	2016

Dossier	16007358 - ACTION 369 REPROGRAPHIE DE LA CHARTE			
Bénéficiaire	R27520 - PNR PARC NAT REGION OISE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	5 900,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
29 500,00 €	TTC	20 %	5 900,00 €	

Dossier	16007375 - ACTION 366 PROGRAMMES PEDAGOGIQUES SCOLAIRES 2017-2018			
Bénéficiaire	R27520 - PNR PARC NAT REGION OISE			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	11 843,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
59 215,00 €	TTC	20 %	11 843,00 €	

Dossier	16007377 - ACTION n°365 CAMPAGNE ECO CITOYENNE COMPOSTAGE EN PIED D'IMMEUBLE - PNR OISE PAYS DE FRANCE			
Bénéficiaire	R27520 - PNR PARC NAT REGION OISE			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	1 200,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 000,00 €	TTC	20 %	1 200,00 €	

Dossier	16007379 - ACTION N° 364 - PROGRAMME DE "SENSIBILISATION GRAND PUBLIC" 2017 - PNR OISE PAYS DE FRANCE			
Bénéficiaire	R27520 - PNR PARC NAT REGION OISE			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	2 885,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
14 425,00 €	TTC	20 %	2 885,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-492	Budget	2016

Dossier	16007383 - ACTION N°363- PROGRAMME DE COMMUNICATION - 12ème TRANCHE - PNR OISE PAYS DE FRANCE			
Bénéficiaire	R27520 - PNR PARC NAT REGION OISE			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	16 276,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
81 379,00 €	TTC	20 %	16 276,00 €	

Dossier	16007431 - ACTION N°359 - EDITION DE PLAQUETTES DE DECOUVERTE DES VILLAGES - 2017, 6ème SERIE - PNR OISE PAYS DE FRANCE			
Bénéficiaire	R27520 - PNR PARC NAT REGION OISE			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	978,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 891,00 €	TTC	20 %	978,00 €	

Dossier	16007432 - ACTION N°360 - FONDS D'INTERVENTION POUR DES EXPERTISES ENVIRONNEMENTALES - PNR OISE PAYS DE FRANCE			
Bénéficiaire	R27520 - PNR PARC NAT REGION OISE			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	6 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
30 000,00 €	TTC	20 %	6 000,00 €	

Dossier	16007433 - ACTION N°358 - INVENTAIRE DU PATRIMOINE BÂTI - VISIAURIF / PHASE 5 - PNR OISE PAYS DE FRANCE			
Bénéficiaire	R27520 - PNR PARC NAT REGION OISE			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	8 784,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
43 920,00 €	TTC	20 %	8 784,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-492	Budget	2016

Dossier	16007434 - ACTION N°355 - ELABORATION DE CAHIERS DE RECOMMANDATIONS ARCHITECTURALES - PNR OISE PAYS DE FRANCE			
Bénéficiaire	R27520 - PNR PARC NAT REGION OISE			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	7 143,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
38 235,00 €	TTC	18,68 %	7 143,00 €	

Dossier	16007435 - ACTION N°356 - CAHIER DE RECOMMANDATIONS SUR LES CLÔTURES - 2ème PHASE - PNR OISE PAYS DE FRANCE			
Bénéficiaire	R27520 - PNR PARC NAT REGION OISE			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux - Hors CPRD			
Montant total	1 723,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 622,00 €	TTC	20 %	1 723,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000260 - Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	62 732,00 €

Total sur l'imputation 937 - 76 - 476002 - 476002026	62 732,00 €

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 12/10/2016
- Date de réception en préfecture: 12/10/2016

DELIBERATION N° CP 16-497

DU 12 OCTOBRE 2016

Fonds d'urgence à destination des communes franciliennes et de leurs groupements touchés par les inondations de fin mai début juin 2016
Deuxième affectation 2016

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier;

VU La délibération n°CR153-16 du 16 juin 2016 relative au fonds d'urgence à destination des communes franciliennes et de leurs groupements touchés par les inondations de fin mai début juin 2016

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2016

VU Le rapport CP 16-497 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VU L'avis de la commission finances

VU L'avis de la commission environnement et aménagement du territoire

VU L'avis de la commission ruralité et agriculture

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide de participer au titre du dispositif « fonds d'urgence à destination des communes franciliennes ou de leurs groupements touchés par les inondations de fin mai début juin 2016 » au financement des opérations, telles que détaillées en annexe 2 à la présente délibération, et dont le montant maximum prévisionnel est déterminé par application du pourcentage de participation régionale à la base subventionnable des projets.

Article 2 :

Affecte une autorisation de programme de **608 101,20 €** disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 53 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP53-001 (153001) « Aménagement et équipement de l'espace rural », Action 15300103 « Fonds d'Intervention, aménagement et équipement rural », du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 à la délibération.

Total			608 101,20
SEINE-ET-MARNE (77)			205 175,05
	COMMUNE DE COULOMMIERS		20 872,68
		MISE EN PROTECTION DES BIENS ET CREATION D UN MERLON AU PARC DES SPORTS - COMMUNE DE COULOMMIERS 2/08/2016	2 812,68
		DEPOSE ET EVACUATION DU PARQUET - GYMNASE DES CAPUCINS - COMMUNE DE COULOMMIERS 2/08/2016	7 350,00
		MISE SOUS CONTROLE HYGROMETRIQUE - COMMUNE DE COULOMMIERS 2/08/2016	10 710,00

	COMMUNE DE JOUARRE		139,94
		ACQUISITION D'UNE MOTOPOMPE - JOUARRE 04/08/2016	139,94
	COMMUNE DE LA GENEVRAYE		16 571,45
		REMPLACEMENT D'UN TABLEAU ELECTRIQUE - LA GENEVRAYE 04/08/2016	870,80
		REFECTION DE VOIRIE - LA GENEVRAYE 04/08/2016	15 700,65
	COMMUNE DE MELUN		49 000,00
		SECURISATION DES BATIMENTS - MELUN 04/08/2016	987,79
		ACHAT DE MATERIEL POUR LA GESTION DE CRISE - MELUN 04/08/2016	48 012,21
	COMMUNE DE PRINGY		13 017,90
		CREATION D'UNE CANALISATION ET D'UN REGARD - PRINGY 10/08/2016	13 017,90
	COMMUNE DE SAINT CYR SUR MORIN		38 079,46
		CREATION ET REMISE EN ETAT DE CANALISATIONS D'EVACUATION D'EAUX PLUVIALES-COMMUNE DE SAINT CYR SUR MORIN 01/08/2016)	34 501,60
		TRAVAUX DE VOIRIE - COMMUNE DE SAINT CYR SUR MORIN 01/08/2016	2 450,00
		ACQUISITION DE POMPES D EVACUATION - COMMUNE DE SAINT CYR SUR MORIN 01/08/2016	1 127,86
	COMMUNE DE SAINT MAMMES		4 041,29
		ACHAT DE MATERIEL POUR LA GESTION DE CRISE - SAINT MAMMES 28/07/2016	1 013,69
		ACQUISITION DE PLANCHES - SAINT MAMMES 28/07/2016	302,40
		ACQUISITION DE MOTOPOMPES ET NETTOYEUR - SAINT MAMMES 28/07/2016	2 725,20
	COMMUNE DE SAVIGNY LE TEMPLE		37 554,71
		ACHAT DE POMPES D'EVACUATION - SAVIGNY LE TEMPLE 02/08/2016	1 154,71
		RENOVATION DE LA PASSERELLE DES TOURAILLES - SAVIGNY LE TEMPLE 02/08/2016	28 000,00
		RENOVATION DE LA PASSERELLE DE L'ECOMUSEE- SAVIGNY LE TEMPLE 02/08/2016	8 400,00
	COMMUNE DE VILLIERS SUR MORIN		25 897,62
		DEPOLLUTION DE SOLS POLLUES PAR DES HYDROCARBURES LORS DES INONDATIONS - COMMUNE DE VILLIERS SUR MORIN 10/08/2016	25 897,62
YVELINES (78)			224 841,77
	COMMUNE D'AUFFARGIS		49 000,00
		CONFORTEMENT DE L'ACCOTEMENT DES BERGES DU FOSSE - AUFFARGIS 05/08/2016	6 006,00
		TRAVAUX DE REMISE EN ETAT DU PARKING DU FOYER RURAL - AUFFARGIS 05/08/2016	42 994,00
	COMMUNE D'AULNAY SUR MAULDRE		49 000,00
		TRAVAUX DE RENOVATION DE L'ECOLE, DE LA MAIRIE SUITE AUX INONDATIONS - AULNAY-SUR-MAULDRE	49 000,00
	COMMUNE DE LE PORT MARLY MAIRIE		49 000,00
		ENROCHEMENT DES BERGES APRES EFFONDREMENT SUITE AUX INONDATIONS - LE PORT MARLY	49 000,00
	COMMUNE DE RAMBOUILLET		28 841,77
		ACHAT D'UN GROUPE ELECTROGENE - RAMBOUILLET 02/08/2016	15 971,87
		ACHAT DE MATERIEL POUR MISE EN SECURITE DES BATIMENTS - RAMBOUILLET 02/08/2016	617,06
		TRAVAUX DE VOIRIES - RAMBOUILLET 02/08/2016	12 252,84
	COMMUNE DES ESSARTS LE ROI		49 000,00
		REFECTION DE VOIRIES - LES ESSARTS LE ROI 05/08/2016	22 247,20
		REMPLACEMENT DES POMPES POSTE DE RELEVEMENT- LES ESSARTS LE ROI 05/08/2016	9 417,41
		REMISE EN ETAT CANALISATIONS EAUX USEES - LES ESSARTS LE ROI 05/08/2016	15 385,25
		ACHAT DE MATERIEL POUR GESTION DE CRISE - LES ESSARTS LE ROI 05/08/2016	1 950,14
ESSONNE (91)			25 619,86
	COMMUNE DE CORBEIL ESSONNES		18 318,38
		SECURISATION DU CLUB DE VOILE - CORBEIL ESSONNES 08/08/2016	245,00
		ACHAT D'EQUIPEMENTS DE GESTION DE CRISE - CORBEIL ESSONNES 08/08/2016	18 073,38
	COMMUNE DE DRAVEIL		2 394,05
		ACHAT DE MATERIEL POUR LA GESTION DE CRISE - DRAVEIL 03/08/2016	2 394,05
	COMMUNE D'IGNY		3 332,00
		TRAVAUX DE SECURISATION VOIE PUBLIQUE - IGNY 04/08/2016	3 332,00

	COMMUNE DU COUDRAY MONTCEAUX		1 575,43
		REMISE EN ETAT DU PARKING DU STADE - COUDRAY MONTCEAUX 02/08/2016	1 575,43
VAL-DE-MARNE (94)			103 464,52
	COMMUNE DE CRETEIL		5 464,52
		ACQUISITION DE POMPES ET DE GROUPES ELECTROGENES - CRETEIL 04/08/2016	5 464,52
	COMMUNE DE VILLENEUVE LE ROI		49 000,00
		REMISE EN ETAT DU RESEAU DE DRAINAGE - VILLENEUVE LE ROI 27/07/2016	8 435,42
		REPARATION DU GYMNASE ANNE FRANK - VILLENEUVE LE ROI 27/07/2016	9 733,77
		TRAVAUX DE REMISE EN ETAT DES ESPACES VERTS - VILLENEUVE LE ROI 27/07/2016	30 830,81
	COMMUNE DE VILLENEUVE SAINT GEORGES		49 000,00
		TRAVAUX DE REMISE EN ETAT DU GROUPE SCOLAIRE PAUL BERT - COMMUNE DE VILLENEUVE SAINT GEORGES 21/09/2016	49 000,00
VAL-D'OISE (95)			49 000,00
	COMMUNE DE SAINT PRIX		49 000,00
		TRAVAUX DE REFECTION DE LA TOITURE DU COMPLEXE SPORTIF CHRISTIAN DUFRESNES - COMMUNE DE SAINT PRIX	49 000,00

Article 3 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 17 de l'annexe à la délibération n°CR33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier prolongé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

dpt	Bénéficiaire	Dossier - Code	Dossier (1)	Date prévisionnelle de démarrage
77	COMMUNE DE COULOMMIERS	EX014217	MISE SOUS CONTROLE HYGROMETRIQUE - COMMUNE DE COULOMMIERS 2/08/2016	26/05/2016
77	COMMUNE DE COULOMMIERS	16014904	MISE EN PROTECTION DES BIENS ET CREATION D UN MERLON AU PARC DES SPORTS - COMMUNE DE COULOMMIERS 2/08/2016	26/05/2016
77	COMMUNE DE COULOMMIERS	16014905	DEPOSE ET EVACUATION DU PARQUET - GYMNASE DES CAPUCINS - COMMUNE DE COULOMMIERS 2/08/2016	26/05/2016
77	COMMUNE DE JOUARRE	EX014243	ACQUISITION D'UNE MOTOPOMPE - JOUARRE 04/08/2016	26/05/2016
77	COMMUNE DE LA GENEVRAYE	16014862	REMPLACEMENT D'UN TABLEAU ELECTRIQUE - LA GENEVRAYE 04/08/2016	26/05/2016
77	COMMUNE DE LA GENEVRAYE	16014863	REFECTION DE VOIRIE - LA GENEVRAYE 04/08/2016	26/05/2016
77	COMMUNE DE MELUN	EX014233	SECURISATION DES BATIMENTS - MELUN 04/08/2016	26/05/2016
77	COMMUNE DE MELUN	EX014234	ACHAT DE MATERIEL POUR LA GESTION DE CRISE - MELUN 04/08/2016	26/05/2016
77	COMMUNE DE PRINGY	EX014269	CREATION D'UNE CANALISATION ET D'UN REGARD - PRINGY 10/08/2016	26/05/2016
77	COMMUNE DE SAINT CYR SUR MORIN	EX014180	ACQUISITION DE POMPES D EVACUATION - COMMUNE DE SAINT CYR SUR MORIN 01/08/2016	26/05/2016

77	COMMUNE DE SAINT CYR SUR MORIN	16014895	CREATION ET REMISE EN ETAT DE CANALISATIONS D'EVACUATION D'EAUX PLUVIALES- COMMUNE DE SAINT CYR SUR MORIN 01/08/2016)	26/05/2016
77	COMMUNE DE SAINT CYR SUR MORIN	16014896	TRAVAUX DE VOIRIE - COMMUNE DE SAINT CYR SUR MORIN 01/08/2016	26/05/2016
77	COMMUNE DE SAINT MAMMES	EX014131	ACHAT DE MATERIEL POUR LA GESTION DE CRISE - SAINT MAMMES 28/07/2016	26/05/2016
77	COMMUNE DE SAINT MAMMES	EX014133	ACQUISITION DE PLANCHES - SAINT MAMMES 28/07/2016	26/05/2016
77	COMMUNE DE SAINT MAMMES	EX014138	ACQUISITION DE MOTOPOMPES ET NETTOYEUR - SAINT MAMMES 28/07/2016	26/05/2016
77	COMMUNE DE SAVIGNY LE TEMPLE	EX014194	ACHAT DE POMPES D'EVACUATION - SAVIGNY LE TEMPLE 02/08/2016	26/05/2016
77	COMMUNE DE SAVIGNY LE TEMPLE	EX014195	RENOVATION DE LA PASSERELLE DES TOURAILLES - SAVIGNY LE TEMPLE 02/08/2016	26/05/2016
77	COMMUNE DE SAVIGNY LE TEMPLE	EX014196	RENOVATION DE LA PASSERELLE DE L'ECOMUSEE- SAVIGNY LE TEMPLE 02/08/2016	26/05/2016
77	COMMUNE DE VILLIERS SUR MORIN	EX014270	DEPOLLUTION DE SOLS POLLUES PAR DES HYDROCARBURES LORS DES INONDATIONS - COMMUNE DE VILLIERS SUR MORIN 10/08/2016	26/05/2016
78	COMMUNE D'AUFFARGIS	EX014244	TRAVAUX DE REMISE EN ETAT DU PARKING DU FOYER RURAL - AUFFARGIS 05/08/2016	26/05/2016
78	COMMUNE D'AUFFARGIS	16014834	CONFORTEMENT DE L'ACCOTEMENT DES BERGES DU FOSSE - AUFFARGIS 05/08/2016	26/05/2016
78	COMMUNE D'AULNAY SUR MAULDRE	EX014241	TRAVAUX DE RENOVATION DE L'ECOLE, DE LA MAIRIE SUITE AUX INONDATIONS - AULNAY-SUR-MAULDRE	26/05/2016
78	COMMUNE DE LE PORT MARLY MAIRIE	EX014238	ENROCHEMENT DES BERGES APRES EFFONDREMENT SUITE AUX INONDATIONS - LE PORT MARLY	26/05/2016
78	COMMUNE DE RAMBOUILLET	EX014203	TRAVAUX DE VOIRIES - RAMBOUILLET 02/08/2016	26/05/2016
78	COMMUNE DE RAMBOUILLET	16014780	ACHAT D'UN GROUPE ELECTROGENE - RAMBOUILLET 02/08/2016	26/05/2016
78	COMMUNE DE RAMBOUILLET	16014781	ACHAT DE MATERIEL POUR MISE EN SECURITE DES BATIMENTS - RAMBOUILLET 02/08/2016	26/05/2016
78	COMMUNE DES ESSARTS LE ROI	EX014248	ACHAT DE MATERIEL POUR GESTION DE CRISE - LES ESSARTS LE ROI 05/08/2016	26/05/2016
78	COMMUNE DES ESSARTS LE ROI	16014917	REFECTION DE VOIRIES - LES ESSARTS LE ROI 05/08/2016	26/05/2016
78	COMMUNE DES ESSARTS LE ROI	16014918	REMPLACEMENT DES POMPES POSTE DE RELEVEMENT- LES ESSARTS LE ROI 05/08/2016	26/05/2016
78	COMMUNE DES ESSARTS LE ROI	16014919	REMISE EN ETAT CANALISATIONS EAUX USEES - LES ESSARTS LE ROI 05/08/2016	26/05/2016
91	COMMUNE DE CORBEIL ESSONNES	EX014260	ACHAT D'EQUIPEMENTS DE GESTION DE CRISE - CORBEIL ESSONNES 08/08/2016	26/05/2016

91	COMMUNE DE CORBEIL ESSONNES	16014914	SECURISATION DU CLUB DE VOILE - CORBEIL ESSONNES 08/08/2016	26/05/2016
91	COMMUNE DE DRAVEIL	EX014227	ACHAT DE MATERIEL POUR LA GESTION DE CRISE - DRAVEIL 03/08/2016	26/05/2016
91	COMMUNE D'IGNY	EX014231	TRAVAUX DE SECURISATION VOIE PUBLIQUE - IGNY 04/08/2016	26/05/2016
91	COMMUNE DU COUDRAY MONTCEAUX	EX014214	REMISE EN ETAT DU PARKING DU STADE - COUDRAY MONTCEAUX 02/08/2016	26/05/2016
94	COMMUNE DE CRETEIL	EX014230	ACQUISITION DE POMPES ET DE GROUPES ELECTROGENES - CRETEIL 04/08/2016	26/05/2016
94	COMMUNE DE VILLENEUVE LE ROI	EX014120	TRAVAUX DE REMISE EN ETAT DES ESPACES VERTS - VILLENEUVE LE ROI 27/07/2016	26/05/2016
94	COMMUNE DE VILLENEUVE LE ROI	16014808	REMISE EN ETAT DU RESEAU DE DRAINAGE - VILLENEUVE LE ROI 27/07/2016	26/05/2016
94	COMMUNE DE VILLENEUVE LE ROI	16014809	REPARATION DU GYMNASE ANNE FRANK - VILLENEUVE LE ROI 27/07/2016	26/05/2016
94	COMMUNE DE VILLENEUVE SAINT GEORGES	EX014900	TRAVAUX DE REMISE EN ETAT DU GROUPE SCOLAIRE PAUL BERT - COMMUNE DE VILLENEUVE SAINT GEORGES 21/09/2016	26/05/2016
95	COMMUNE DE SAINT PRIX	EX014235	TRAVAUX DE REFECTION DE LA TOITURE DU COMPLEXE SPORTIF CHRISTIAN DUFRESNES - COMMUNE DE SAINT PRIX	26/05/2016

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-497	Budget	2016

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**53 - Espace rural et autres espaces de développement**
Programme	**153001 - Aménagement et équipement de l'espace rural**
Action	**15300103 - Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural**

Dispositif : N° 00000960 - Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016

Dossier	EX014120 - TRAVAUX DE REMISE EN ETAT DES ESPACES VERTS - VILLENEUVE LE ROI 27/07/2016			
Bénéficiaire	R32 - COMMUNE DE VILLENEUVE LE ROI			
Localisation	VILLENEUVE-LE-ROI			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 830,81 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
44 044,01 €	HT	70 %	30 830,81 €	

Dossier	EX014131 - ACHAT DE MATERIEL POUR LA GESTION DE CRISE - SAINT MAMMES 28/07/2016			
Bénéficiaire	R895 - COMMUNE DE SAINT MAMMES			
Localisation	SAINT-MAMMES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 013,69 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 448,13 €	HT	70 %	1 013,69 €	

Dossier	EX014133 - ACQUISITION DE PLANCHES - SAINT MAMMES 28/07/2016			
Bénéficiaire	R895 - COMMUNE DE SAINT MAMMES			
Localisation	SAINT-MAMMES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	302,40 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
432,00 €	HT	70 %	302,40 €	

Dossier	EX014138 - ACQUISITION DE MOTOPOMPES ET NETTOYEUR - SAINT MAMMES 28/07/2016			
Bénéficiaire	R895 - COMMUNE DE SAINT MAMMES			
Localisation	SAINT-MAMMES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 725,20 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 893,14 €	HT	70 %	2 725,20 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-497	Budget	2016

Dossier	EX014180 - ACQUISITION DE POMPES D EVACUATION - COMMUNE DE SAINT CYR SUR MORIN 01/08/2016			
Bénéficiaire	R886 - COMMUNE DE SAINT CYR SUR MORIN			
Localisation	SAINT-CYR-SUR-MORIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 127,86 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 611,23 €	HT	70 %	1 127,86 €	

Dossier	EX014194 - ACHAT DE POMPES D'EVACUATION - SAVIGNY LE TEMPLE 02/08/2016			
Bénéficiaire	R917 - COMMUNE DE SAVIGNY LE TEMPLE			
Localisation	SAVIGNY-LE-TEMPLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 154,71 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 649,59 €	HT	70 %	1 154,71 €	

Dossier	EX014195 - RENOVATION DE LA PASSERELLE DES TOURAILLES - SAVIGNY LE TEMPLE 02/08/2016			
Bénéficiaire	R917 - COMMUNE DE SAVIGNY LE TEMPLE			
Localisation	SAVIGNY-LE-TEMPLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	28 000,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
40 000,00 €	HT	70 %	28 000,00 €	

Dossier	EX014196 - RENOVATION DE LA PASSERELLE DE L'ECOMUSEE- SAVIGNY LE TEMPLE 02/08/2016			
Bénéficiaire	R917 - COMMUNE DE SAVIGNY LE TEMPLE			
Localisation	SAVIGNY-LE-TEMPLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 400,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
12 000,00 €	HT	70 %	8 400,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-497	Budget	2016

Dossier	EX014203 - TRAVAUX DE VOIRIES - RAMBOUILLET 02/08/2016			
Bénéficiaire	R693 - COMMUNE DE RAMBOUILLET			
Localisation	RAMBOUILLET			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 252,84 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
17 504,05 €	HT	70 %	12 252,84 €	

Dossier	EX014214 - REMISE EN ETAT DU PARKING DU STADE - COUDRAY MONTCEAUX 02/08/2016			
Bénéficiaire	R8498 - COMMUNE DU COUDRAY MONTCEAUX			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 575,43 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 250,61 €	HT	70 %	1 575,43 €	

Dossier	EX014217 - MISE SOUS CONTROLE HYGROMETRIQUE - COMMUNE DE COULOMMIERS 2/08/2016			
Bénéficiaire	R349 - COMMUNE DE COULOMMIERS			
Localisation	COULOMMIERS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 710,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
15 300,00 €	HT	70 %	10 710,00 €	

Dossier	EX014227 - ACHAT DE MATERIEL POUR LA GESTION DE CRISE - DRAVEIL 03/08/2016			
Bénéficiaire	R1106 - COMMUNE DE DRAVEIL			
Localisation	DRAVEIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 394,05 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 420,07 €	HT	70 %	2 394,05 €	

Dossier	EX014230 - ACQUISITION DE POMPES ET DE GROUPES ELECTROGENES - CRETEIL 04/08/2016			
Bénéficiaire	R17 - COMMUNE DE CRETEIL			
Localisation	CRETEIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 464,52 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 806,45 €	HT	70 %	5 464,52 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-497	Budget	2016

Dossier	EX014231 - TRAVAUX DE SECURISATION VOIE PUBLIQUE - IGNY 04/08/2016			
Bénéficiaire	R1129 - COMMUNE D'IGNY			
Localisation	IGNY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 332,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 760,00 €	HT	70 %	3 332,00 €	

Dossier	EX014233 - SECURISATION DES BATIMENTS - MELUN 04/08/2016			
Bénéficiaire	R785 - COMMUNE DE MELUN			
Localisation	MELUN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	987,79 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 411,13 €	HT	70 %	987,79 €	

Dossier	EX014234 - ACHAT DE MATERIEL POUR LA GESTION DE CRISE - MELUN 04/08/2016			
Bénéficiaire	R785 - COMMUNE DE MELUN			
Localisation	MELUN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	48 012,21 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
68 588,87 €	HT	70 %	48 012,21 €	

Dossier	EX014235 - TRAVAUX DE REFECTION DE LA TOITURE DU COMPLEXE SPORTIF CHRISTIAN DUFRESNES - COMMUNE DE SAINT PRIX			
Bénéficiaire	R210 - COMMUNE DE SAINT PRIX			
Localisation	SAINT-PRIX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	49 000,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
70 000,00 €	HT	70 %	49 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-497	Budget	2016

Dossier	EX014238 - ENROCHEMENT DES BERGES APRES EFFONDREMENT SUITE AUX INONDATIONS - LE PORT MARLY			
Bénéficiaire	R687 - COMMUNE DE LE PORT MARLY MAIRIE			
Localisation	LE PORT-MARLY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	49 000,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
70 000,00 €	HT	70 %	49 000,00 €	

Dossier	EX014241 - TRAVAUX DE RENOVATION DE L'ECOLE, DE LA MAIRIE SUITE AUX INONDATIONS - AULNAY-SUR-MAULDRE			
Bénéficiaire	R504 - COMMUNE D'AULNAY SUR MAULDRE			
Localisation	AULNAY-SUR-MAULDRE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	49 000,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
70 000,00 €	HT	70 %	49 000,00 €	

Dossier	EX014243 - ACQUISITION D'UNE MOTOPOMPE - JOUARRE 04/08/2016			
Bénéficiaire	R445 - COMMUNE DE JOUARRE			
Localisation	JOUARRE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	139,94 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
199,92 €	HT	70 %	139,94 €	

Dossier	EX014244 - TRAVAUX DE REMISE EN ETAT DU PARKING DU FOYER RURAL - AUFFARGIS 05/08/2016			
Bénéficiaire	R502 - COMMUNE D'AUFFARGIS			
Localisation	AUFFARGIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	42 994,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
61 420,00 €	HT	70 %	42 994,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-497	Budget	2016

Dossier	EX014248 - ACHAT DE MATERIEL POUR GESTION DE CRISE - LES ESSARTS LE ROI 05/08/2016			
Bénéficiaire	R569 - COMMUNE DES ESSARTS LE ROI			
Localisation	LES ESSARTS-LE-ROI			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 950,14 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 785,91 €	HT	70 %	1 950,14 €	

Dossier	EX014260 - ACHAT D'EQUIPEMENTS DE GESTION DE CRISE - CORBEIL ESSONNES 08/08/2016			
Bénéficiaire	R1096 - COMMUNE DE CORBEIL ESSONNES			
Localisation	CORBEIL-ESSONNES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	18 073,38 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
25 819,12 €	HT	70 %	18 073,38 €	

Dossier	EX014269 - CREATION D'UNE CANALISATION ET D'UN REGARD - PRINGY 10/08/2016			
Bénéficiaire	R862 - COMMUNE DE PRINGY			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	13 017,90 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
18 597,00 €	HT	70 %	13 017,90 €	

Dossier	EX014270 - DEPOLLUTION DE SOLS POLLUES PAR DES HYDROCARBURES LORS DES INONDATIONS - COMMUNE DE VILLIERS SUR MORIN 10/08/2016			
Bénéficiaire	R995 - COMMUNE DE VILLIERS SUR MORIN			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 897,62 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
36 996,60 €	HT	70 %	25 897,62 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-497	Budget	2016

Dossier	EX014900 - TRAVAUX DE REMISE EN ETAT DU GROUPE SCOLAIRE PAUL BERT - COMMUNE DE VILLENEUVE SAINT GEORGES 21/09/2016			
Bénéficiaire	R34 - COMMUNE DE VILLENEUVE SAINT GEORGES			
Localisation	VILLENEUVE-SAINT-GEORGES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	49 000,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
70 000,00 €	HT	70 %	49 000,00 €	

Dossier	16014780 - ACHAT D'UN GROUPE ELECTROGENE - RAMBOUILLET 02/08/2016			
Bénéficiaire	R693 - COMMUNE DE RAMBOUILLET			
Localisation	RAMBOUILLET			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 971,87 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
22 816,95 €	HT	70 %	15 971,87 €	

Dossier	16014781 - ACHAT DE MATERIEL POUR MISE EN SECURITE DES BATIMENTS - RAMBOUILLET 02/08/2016			
Bénéficiaire	R693 - COMMUNE DE RAMBOUILLET			
Localisation	RAMBOUILLET			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	617,06 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
881,51 €	HT	70 %	617,06 €	

Dossier	16014808 - REMISE EN ETAT DU RESEAU DE DRAINAGE - VILLENEUVE LE ROI 27/07/2016			
Bénéficiaire	R32 - COMMUNE DE VILLENEUVE LE ROI			
Localisation	VILLENEUVE-LE-ROI			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 435,42 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
12 050,60 €	HT	70 %	8 435,42 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-497	Budget	2016

Dossier	16014809 - REPARATION DU GYMNASE ANNE FRANK - VILLENEUVE LE ROI 27/07/2016			
Bénéficiaire	R32 - COMMUNE DE VILLENEUVE LE ROI			
Localisation	VILLENEUVE-LE-ROI			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	9 733,77 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
13 905,39 €	HT	70 %	9 733,77 €	

Dossier	16014834 - CONFORTEMENT DE L'ACCOTEMENT DES BERGES DU FOSSE - AUFFARGIS 05/08/2016			
Bénéficiaire	R502 - COMMUNE D'AUFFARGIS			
Localisation	AUFFARGIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 006,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 580,00 €	HT	70 %	6 006,00 €	

Dossier	16014862 - REMPLACEMENT D'UN TABLEAU ELECTRIQUE - LA GENEVRAYE 04/08/2016			
Bénéficiaire	R461 - COMMUNE DE LA GENEVRAYE			
Localisation	LA GENEVRAYE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	870,80 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 244,00 €	HT	70 %	870,80 €	

Dossier	16014863 - REFECTION DE VOIRIE - LA GENEVRAYE 04/08/2016			
Bénéficiaire	R461 - COMMUNE DE LA GENEVRAYE			
Localisation	LA GENEVRAYE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 700,65 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
22 429,50 €	HT	70 %	15 700,65 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-497	Budget	2016

Dossier	16014895 - CREATION ET REMISE EN ETAT DE CANALISATIONS D'EVACUATION D'EAUX PLUVIALES- COMMUNE DE SAINT CYR SUR MORIN 01/08/2016)			
Bénéficiaire	R886 - COMMUNE DE SAINT CYR SUR MORIN			
Localisation	SAINT-CYR-SUR-MORIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	34 501,60 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
49 288,00 €	HT	70 %	34 501,60 €	

Dossier	16014896 - TRAVAUX DE VOIRIE - COMMUNE DE SAINT CYR SUR MORIN 01/08/2016			
Bénéficiaire	R886 - COMMUNE DE SAINT CYR SUR MORIN			
Localisation	SAINT-CYR-SUR-MORIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 450,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 500,00 €	HT	70 %	2 450,00 €	

Dossier	16014904 - MISE EN PROTECTION DES BIENS ET CREATION D UN MERLON AU PARC DES SPORTS - COMMUNE DE COULOMMIERS 2/08/2016			
Bénéficiaire	R349 - COMMUNE DE COULOMMIERS			
Localisation	COULOMMIERS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 812,68 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 018,12 €	HT	70 %	2 812,68 €	

Dossier	16014905 - DEPOSE ET EVACUATION DU PARQUET - GYMNASE DES CAPUCINS - COMMUNE DE COULOMMIERS 2/08/2016			
Bénéficiaire	R349 - COMMUNE DE COULOMMIERS			
Localisation	COULOMMIERS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 350,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 500,00 €	HT	70 %	7 350,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-497	Budget	2016

Dossier	16014914 - SECURISATION DU CLUB DE VOILE - CORBEIL ESSONNES 08/08/2016			
Bénéficiaire	R1096 - COMMUNE DE CORBEIL ESSONNES			
Localisation	CORBEIL-ESSONNES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	245,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
350,00 €	HT	70 %	245,00 €	

Dossier	16014917 - REFECTION DE VOIRIES - LES ESSARTS LE ROI 05/08/2016			
Bénéficiaire	R569 - COMMUNE DES ESSARTS LE ROI			
Localisation	LES ESSARTS-LE-ROI			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	22 247,20 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
31 781,72 €	HT	70 %	22 247,20 €	

Dossier	16014918 - REMPLACEMENT DES POMPES POSTE DE RELEVEMENT- LES ESSARTS LE ROI 05/08/2016			
Bénéficiaire	R569 - COMMUNE DES ESSARTS LE ROI			
Localisation	LES ESSARTS-LE-ROI			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	9 417,41 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
13 453,44 €	HT	70 %	9 417,41 €	

Dossier	16014919 - REMISE EN ETAT CANALISATIONS EAUX USEES - LES ESSARTS LE ROI 05/08/2016			
Bénéficiaire	R569 - COMMUNE DES ESSARTS LE ROI			
Localisation	LES ESSARTS-LE-ROI			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 385,25 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
21 978,93 €	HT	70 %	15 385,25 €	

Total sur le dispositif N° 00000960 - Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	608 101,20 €

Total sur l'imputation 905 - 53 - 153001 - 15300103	608 101,20 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX014217

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : MISE SOUS CONTROLE HYGROMETRIQUE - COMMUNE DE COULOMMIERS 2/08/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	15 300,00 €	70,00 %	10 710,00 €
	Montant Total de la subvention		10 710,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE COULOMMIERS
Adresse administrative : 13 RUE DU GENERAL DE GAULLE
77120 COULOMMIERS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Franck RIESTER, Maire

N° SIRET : 21770131700018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : La commune de Coulommiers a listé les opérations susceptibles d'être accompagnées dans le cadre du fonds d'urgence et qui ont été entreprises durant les inondations.

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Art 17 du RBF : Exception de démarrage anticipé des travaux, justifiée par l'urgence à réaliser l'opération

Objectifs :
Commune en état de catastrophe naturelle pour les inondations et coulées de boue du 28 mai 2016 au 5 juin 2016.

Description :

L'épisode de pluies inhabituelles a provoqué l'inondation d'une partie des bâtiments publics de la commune de Coulommiers, dont le gymnase des Capucins. La commune s'est vue dans l'obligation, après avoir fait procéder à la dépose et à l'enlèvement du parquet, de faire appel à l'entreprise GSM pour une mise sous contrôle hygrométrique du bâtiment.

Moyens mis en œuvre :
Mise sous contrôle hygrométrique du gymnase des Capucins

Localisation géographique :
- COULOMMIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mise sous contrôle hygrométrique (Ste GSM)	15 300,00	100,00%
Total	15 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	10 710,00	70,00%
Part communale	4 590,00	30,00%
Total	15 300,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	10 710,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Terrains Synthétiques de grands Jeux	169 614,22 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	10 064,00 €
2015	Aide aux études préalables des aires de valorisation de l'architecture et du patrimoine	16 660,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	7 000,00 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	2 000,00 €
	Montant total	35 724,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014904

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : MISE EN PROTECTION DES BIENS ET CREATION D UN MERLON AU PARC DES SPORTS - COMMUNE DE COULOMMIERS 2/08/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	4 018,12 €	70,00 %	2 812,68 €
	Montant Total de la subvention		2 812,68 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE COULOMMIERS
Adresse administrative : 13 RUE DU GENERAL DE GAULLE
77120 COULOMMIERS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Franck RIESTER, Maire

N° SIRET : 21770131700018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : La commune de Coulommiers a listé les opérations susceptibles d'être accompagnées dans le cadre du fonds d'urgence et qui ont été entreprises durant les inondations.

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Art 17 du RBF : Exception de démarrage anticipé des travaux, justifiée par l'urgence à réaliser l'opération

Objectifs :
Commune en état de catastrophe naturelle pour les inondations et coulées de boue du 28 mai 2016 au 5 juin 2016.

Description :
L'épisode de pluies torrentielles a provoqué l'inondation d'une partie du patrimoine et des bâtiments publics de la commune de Coulommiers. La commune s'est vue dans l'obligation pour faire face aux dégâts causés par ces inondations, de faire l'acquisition de parpaings et bastaings pour protéger les équipements et de faire procéder à la création d'un merlon pour préserver le parc des sports de la montée des eaux.

Moyens mis en œuvre :
- Création en urgence d'un ouvrage de protection contre les inondations par la Sté WIAME
- Achat de parpaings et bastaings auprès de la Sté Picot Matériaux

Localisation géographique :
- COULOMMIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
création d'un merlon - parc des sports (Sté Wiame)	3 000,65	74,68%
achat de parpaings et bastaings (Picot Matériaux)	1 017,47	25,32%
Total	4 018,12	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	2 812,68	70,00%
Part communale	1 205,44	30,00%
Total	4 018,12	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	2 812,68 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Terrains Synthétiques de grands Jeux	169 614,22 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	10 064,00 €
2015	Aide aux études préalables des aires de valorisation de l'architecture et du patrimoine	16 660,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	7 000,00 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	2 000,00 €
	Montant total	35 724,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014905

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : DEPOSE ET EVACUATION DU PARQUET - GYMNASE DES CAPUCINS - COMMUNE DE COULOMMIERS 2/08/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	10 500,00 €	70,00 %	7 350,00 €
	Montant Total de la subvention		7 350,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE COULOMMIERS
Adresse administrative : 13 RUE DU GENERAL DE GAULLE
77120 COULOMMIERS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Franck RIESTER, Maire

N° SIRET : 21770131700018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : La commune de Coulommiers a listé les opérations susceptibles d'être accompagnées dans le cadre du fonds d'urgence et qui ont été entreprises durant les inondations.

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Art 17 du RBF : Exception de démarrage anticipé des travaux, justifiée par l'urgence à réaliser l'opération

Objectifs :
Commune en état de catastrophe naturelle pour les inondations et coulées de boue du 28 mai 2016 au 5 juin 2016.

Description :
L'épisode de pluies inhabituelles a provoqué l'inondation d'une partie des bâtiments publics de la commune de Coulommiers, dont le gymnase des Capucins. La commune s'est vue dans l'obligation, de faire procéder à la dépose et à l'enlèvement du parquet, par l'entreprise Sequoia.

Moyens mis en œuvre :
Dépose et enlèvement du parquet du gymnase des Capucins suite aux inondations

Localisation géographique :
- COULOMMIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Pose et dépose du parquet - gymnase des Capucins (Sté Séquoia)	10 500,00	100,00%
Total	10 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	7 350,00	70,00%
Part communale	3 150,00	30,00%
Total	10 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	7 350,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Terrains Synthétiques de grands Jeux	169 614,22 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	10 064,00 €
2015	Aide aux études préalables des aires de valorisation de l'architecture et du patrimoine	16 660,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	7 000,00 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	2 000,00 €
	Montant total	35 724,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX014243

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : ACQUISITION D'UNE MOTOPOMPE - JOUARRE 04/08/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	199,92 €	70,00 %	139,94 €
	Montant Total de la subvention		139,94 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE JOUARRE
Adresse administrative : 2 RUE DE MONTMORIN
77640 JOUARRE
Statut Juridique : Commune
Représentant : M.PIERRE GOULIEUX MAIRE

N° SIRET : 21770238000015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : Demande d'une aide financière suite à l'acquistion d'une motopompe

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Art 17 du RBF : Exception de démarrage anticipé des travaux, justifiée par l'urgnce à réaliser l'opération

Objectifs :
Commune en état de catastrophe naturelle pour les inondations et coulées de boue du 28 mai 2016 au 5 juin 2016.

Description :
La commune de Jouarre pour aider ses administrés impactés par les inondations a fait l'acquisition d'une

motopompe d'un montant de 239 € HT.
La commune de JOUARRE a par ailleurs mis en place toute une logistique (aide aux personnes par la distibution d'eau et de nourriture par la police municipale, les premiers jours des inondations, le nettoyage des rues par les services techniques, la mise à dispostion de bennes de la mairie pour les administrés, les déchets ont été à la charge de la mairie (coût du tonnage en déchèterie)

Localisation géographique :

- JOUARRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat motopompe	199,92	100,00%
Total	199,92	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	139,94	70,00%
Part Communale	59,98	30,00%
Total	199,92	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	139,94 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	110 050,00 €
	Montant total	110 050,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014862

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : REMPLACEMENT D'UN TABLEAU ELECTRIQUE - LA GENEVRAYE 04/08/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	1 244,00 €	70,00 %	870,80 €
	Montant Total de la subvention		870,80 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LA GENEVRAYE
Adresse administrative : 3 ROUTE DE NEMOURS
77690 LA GENEVRAYE
Statut Juridique : Commune
Représentant :

N° SIRET : 21770202600014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : - Réfection de voirie et accotements
- Intervention de pompage sur postes de relèvement
- Remplacement tableau électrique éclairage public

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser les travaux au plus vite suite aux inondations.

Objectifs :
Suite à l'épisodie d'inondation des mois de mai et juin dernier il a falllu faire face à des travaux de gestion de crise notamment :
- des travaux de réfection des accotements route de Montigny et de réfection de voirie Chemin des

Etangs et Chemin du Gué
- Intervention de pompage sur les postes de relèvement assainissement collectif le bourg (refoulement chez l'habitant)
- remplacement tableau électrique éclairage public Chemin des Etangs.

Description :
Remplacement d'un tableau électrique.

Localisation géographique :
- LA GENEVRAYE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
REMPLACEMENT D'UN TABLEAU ELECTRIQUE	1 244,00	100,00%
Total	1 244,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	870,80	70,00%
COMMUNE	373,20	30,00%
Total	1 244,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	870,80 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014863

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : REFECTION DE VOIRIE - LA GENEVRAYE 04/08/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	22 429,50 €	70,00 %	15 700,65 €
	Montant Total de la subvention		15 700,65 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LA GENEVRAYE
Adresse administrative : 3 ROUTE DE NEMOURS
77690 LA GENEVRAYE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Marie-Claire PERINI, Maire

N° SIRET : 21770202600014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : - Réfection de voirie et accotements
- Intervention de pompage sur postes de relèvement
- Remplacement tableau électrique éclairage public

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser les travaux au plus vite suite aux inondations.

Objectifs :
Suite à l'épisodie d'inondation des mois de mai et juin dernier il a falllu faire face à des travaux de gestion de crise notamment :
- des travaux de réfection des accotements route de Montigny et de réfection de voirie Chemin des

Etangs et Chemin du Gué
- Intervention de pompage sur les postes de relèvement assainissement collectif le bourg (refoulement chez l'habitant)
- remplacement tableau électrique éclairage public Chemin des Etangs.

Description :
Remise en état de routes et chemins de la commune afin de permettre aux habibants de regagner leur domicile.

Localisation géographique :
- LA GENEVRAYE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
REFECTION DE VOIRIE	22 429,50	100,00%
Total	22 429,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	15 700,65	70,00%
COMMUNE	6 728,85	30,00%
Total	22 429,50	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	15 700,65 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX014233

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : SECURISATION DES BATIMENTS - MELUN 04/08/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	1 411,13 €	70,00 %	987,79 €
	Montant Total de la subvention		987,79 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MELUN
Adresse administrative : 14 RUE PAUL DOUMER
77011 MELUN CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur LOUIS VOGEL, Maire

N° SIRET : 21770288500013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : Sollicitation du fonds d'urgence dans le cadre de dépenses liées à la sécurisation des bâtiments

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser les travaux au plus vite suite aux inondations.

Objectifs :
Episode de crue constaté à partir de fin mai 2016.
Ces intempéries ont occasionné de nombreux dégâts et ont nécessité une intervention rapide afin de sécuriser les bâtiments et équipements publics

Description :
Achat d'un déshumidificateur mobile pour le musée de Melun ainsi que le remplacement de lecteurs de badges, d'un coffret et du détecteur d'ouverture à la médiathèque.

Localisation géographique :
- MELUN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
SECURISATION DES BATIMENTS	3 903,00	100,00%
Total	3 903,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	987,79	25,31%
COMMUNE	2 915,21	74,69%
Total	3 903,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	987,79 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	11 500,00 €
2013	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	37 520,00 €
2013	Financement des dossiers PRU et OPI	1 461 796,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	37 520,00 €
2014	Soutien à la création et à la diffusion numérique	5 000,00 €
2014	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	6 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	9 000,00 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	6 000,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	82 749,90 €
2016	Terrains Synthétiques de grands Jeux	205 457,40 €
	Montant total	1 868 543,30 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX014234

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : ACHAT DE MATERIEL POUR LA GESTION DE CRISE - MELUN 04/08/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	68 588,87 €	70,00 %	48 012,21 €
	Montant Total de la subvention		48 012,21 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MELUN
Adresse administrative : 14 RUE PAUL DOUMER
77011 MELUN CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur LOUIS VOGEL, Maire

N° SIRET : 21770288500013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : Sollicitation du fonds d'urgence dans le cadre de dépenses liées à l'achat de matériels pour la mise en sécurité des administrés

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser les travaux au plus vite suite aux inondations.

Objectifs :
Episode de crue constaté à partir de fin mai 2016
Ces intempéries ont occasionné de nombreux dégâts et ont nécessité une intervention rapide afin de sécuriser les bâtiments et équipements publics.

Description :
Achats de panneau de signalisation, de parpaings, de liteaux, pour accéder et identifier les sites dangereux.
Achat de pompes et électrovannes, de vanne pour la piscine.
Réfection de la voirie sur divers sites.
Boitiers candélabre

Localisation géographique :
- MELUN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PANNEAU D'INTERDICTION	361,50	0,53%
REPRISE DE MURET ET CLOTURE RUE DES TROIS MOULIN	8 941,00	13,04%
REFECTION CHEMIN ENTREE PARC SPELTHORME	7 123,62	10,39%
REFECTION DES TROTTOIRS RUE DES TROIS MOULINS	3 514,47	5,12%
REFECTION DES TROTTOIRS RUE DES FABRIQUES	3 864,14	5,63%
REMP BOITIER CANDELABRE	1 720,96	2,51%
ACHAT PLANCHES ET LITEAUX	1 438,63	2,10%
ACHAT PARPAING	5 577,30	8,13%
ACHAT PARPAING POUR SITE DANGEREUX	3 043,25	4,44%
REPARATION DE VANNES	1 291,00	1,88%
POMPES ET ELECTROVANNES	31 713,00	46,24%
Total	68 588,87	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	48 012,21	70,00%
COMMUNE	20 576,66	30,00%
Total	68 588,87	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	48 012,21 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	11 500,00 €
2013	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	37 520,00 €
2013	Financement des dossiers PRU et OPI	1 461 796,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	37 520,00 €
2014	Soutien à la création et à la diffusion numérique	5 000,00 €
2014	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	6 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	9 000,00 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	6 000,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	82 749,90 €
2016	Terrains Synthétiques de grands Jeux	205 457,40 €
	Montant total	1 868 543,30 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX014269

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : CREATION D'UNE CANALISATION ET D'UN REGARD - PRINGY 10/08/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	18 597,00 €	70,00 %	13 017,90 €
	Montant Total de la subvention		13 017,90 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PRINGY
Adresse administrative : MAIRIE
77310 PRINGY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Eric BONNOMET, Maire

N° SIRET : 21770378400017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : Voir note jointe

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser les travaux au plus vite suite aux inondations.

Objectifs :
Il s'agit de réguler les dysfonctionnement hydrauliques observés au moment des inondations en créant notamment une canalisation et un regard afin de ramener la source de manière gravitaire dans la rivière Ecole.

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CREATION D'UNE CANALISATION ET D'UN REGARD	18 597,00	100,00%
Total	18 597,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	13 017,90	70,00%
COMMUNE	5 579,10	30,00%
Total	18 597,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	13 017,90 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX014180

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : ACQUISITION DE POMPES D EVACUATION - COMMUNE DE SAINT CYR SUR MORIN 01/08/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	1 611,23 €	70,00 %	1 127,86 €
	Montant Total de la subvention		1 127,86 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT CYR SUR MORIN
Adresse administrative : AV DANIEL SIMON
77750 SAINT-CYR-SUR-MORIN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame EDITH THEODOSE-POMA, Maire

N° SIRET : 21770405500011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : Demande de subvention Fonds d'Urgence inondations de mai-juin 2016

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Article 17 du RBF : Exception de démarrage anticipé des travaux justifiée par l'urgence à réaliser l'opération.

Objectifs :
Commune en état de catastrophe naturelle pour les inondations et coulées de boue du 28 mai 2016 au 5 juin 2016.

Description :

L'épisode de pluies et de ruissellements inhabituels s'est traduit par la formation de "torrents", depuis les coteaux nord vers le fond de la vallée,. Les débordements des rus et des fossés intermédiaires ont ainsi eu pour conséquence l'inondation des maisons situées sur ce coteau et en centre bourg.

Moyens mis en œuvre :
Afin de faire face aux dégâts commis d'une part par les eaux de ruissellement puis par la crue du Petit Morin, la commune a fait l'acquisition de pompes d'évacuation pour venir en aide aux commerces de proximité et aux particuliers.

Localisation géographique :
- SAINT-CYR-SUR-MORIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat pompes (Frans Bonhomme)	1 090,46	67,68%
Achat pompes (Frans Bonhomme)	172,44	10,70%
Achat pompes (Core Verts Loisirs)	348,33	21,62%
Total	1 611,23	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	1 127,86	70,00%
Part communale	483,37	30,00%
Total	1 611,23	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	1 127,86 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	48 600,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	6 042,00 €
2015	Soutien à la création et à la diffusion numérique	18 800,00 €
	Montant total	73 442,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014895

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : CREATION ET REMISE EN ETAT DE CANALISATIONS D'EVACUATION D'EAUX PLUVIALES- COMMUNE DE SAINT CYR SUR MORIN 01/08/2016)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	49 288,00 €	70,00 %	34 501,60 €
	Montant Total de la subvention		34 501,60 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT CYR SUR MORIN
Adresse administrative : AV DANIEL SIMON
77750 SAINT-CYR-SUR-MORIN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame EDITH THEODOSE-POMA, Maire

N° SIRET : 21770405500011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : Demande de subvention Fonds d'Urgence inondations de mai-juin 2016

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Article 17 du RBF : Exception de démarrage anticipé des travaux justifiée par l'urgence à réaliser l'opération.

Objectifs :
Commune en état de catastrophe naturelle pour les inondations et coulées de boue du 28 mai 2016 au 5 juin 2016.

Description :

L'épisode de pluies et de ruissellements inhabituels s'est traduit par la formation de "torrents", depuis les coteaux nord vers le fond de la vallée. Les débordements des rus et des fossés intermédiaires ont ainsi eu pour conséquence l'inondation de maisons situées sur ce coteau et en centre bourg, mais aussi des glissements de terrains et des détériorations sur certaines sections de canalisation en raison de cet afflux massif d'eau.

Moyens mis en œuvre :
Suite aux dégâts commis par les eaux de ruissellement et la crue du Petit Morin, la commune doit faire évaluer les détériorations subies sur certaines sections de canalisations d'évacuation des eaux pluviales et se voit contrainte de doubler la conduite située rue Pierre Mac Orlan, en centre bourg du village.

Localisation géographique :
- SAINT-CYR-SUR-MORIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Evaluation des détérioration sur certaines cnalisations d'évacuation d'eaux pluviales (Assainissement ATV)	1 850,00	3,75%
Création d'une deuxième conduite puviale - rue Pierre Mac Orlan (Wiame)	47 438,00	96,25%
Total	49 288,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	34 501,60	70,00%
Part communale	14 786,40	30,00%
Total	49 288,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	34 501,60 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	48 600,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	6 042,00 €
2015	Soutien à la création et à la diffusion numérique	18 800,00 €
	Montant total	73 442,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014896

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : TRAVAUX DE VOIRIE - COMMUNE DE SAINT CYR SUR MORIN 01/08/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	3 500,00 €	70,00 %	2 450,00 €
	Montant Total de la subvention		2 450,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT CYR SUR MORIN
Adresse administrative : AV DANIEL SIMON
77750 SAINT-CYR-SUR-MORIN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame EDITH THEODOSE-POMA, Maire

N° SIRET : 21770405500011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : Demande de subvention Fonds d'Urgence inondations de mai-juin 2016

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Article 17 du RBF : Exception de démarrage anticipé des travaux justifiée par l'urgence à réaliser l'opération.

Objectifs :
Commune en état de catastrophe naturelle pour les inondations et coulées de boue du 28 mai 2016 au 5 juin 2016.

Description :
L'épisode de pluies et de ruissellements inhabituels s'est traduit par la formation de "torrents", depuis les

coteaux nord vers le fond de la vallée. Les débordements des rus et des fossés intermédiaires ont au-delà des inondations, provoqué des glissements de terrains et le ravinement des bas côtés. Des travaux de voirie de remise en état d'urgence se sont avérés nécessaires pour la sécurité des riverains.

Moyens mis en œuvre :
Afin de faire face aux dégâts provoqués par les inondations, des travaux de sécurisation et de remise en état suite à un glissement de terrain situé route des Vieilles Vignes, avec recréation d'un fossé comblé par celui-ci, ont été réalisés en urgence.

Localisation géographique :
- SAINT-CYR-SUR-MORIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de voirie - intervention suite glissement de terrain	3 500,00	100,00%
Total	3 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	2 450,00	70,00%
Part communale	1 050,00	30,00%
Total	3 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	2 450,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	48 600,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	6 042,00 €
2015	Soutien à la création et à la diffusion numérique	18 800,00 €
	Montant total	73 442,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX014131

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : ACHAT DE MATERIEL POUR LA GESTION DE CRISE - SAINT MAMMES 28/07/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	1 448,13 €	70,00 %	1 013,69 €
	Montant Total de la subvention		1 013,69 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT MAMMES
Adresse administrative : MAIRIE
77670 SAINT-MAMMES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Yves BRUMENT, Maire

N° SIRET : 21770419600013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : Mesures de sécurisation: acquisition de parpaings, planches et matériel de sécurisation

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser les travaux au plus vite suite aux inondations.

Objectifs :
inondations liées à la crue de la Seine et du Loing, mesures de sécurisation des bâtiments communaux (mairie, Batel expo, Salle du conseil, miellerie...) et mesure de préservation de la circulation piétonne et d'accès aux bâtiments publics.

Description :

acquisition de parpaings et planches pour installer des batardeaux et des passerelles d'accès

Localisation géographique :

- SAINT-MAMMES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ACHAT DE MATERIEL DE GESTION DE CRISE	1 448,13	100,00%
Total	1 448,13	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	1 013,69	70,00%
COMMUNE	434,44	30,00%
Total	1 448,13	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	1 013,69 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX014133

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : ACQUISITION DE PLANCHES - SAINT MAMMES 28/07/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	432,00 €	70,00 %	302,40 €
	Montant Total de la subvention		302,40 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT MAMMES
Adresse administrative : MAIRIE
77670 SAINT-MAMMES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Yves BRUMENT, Maire

N° SIRET : 21770419600013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : Mesures de gestion de crise: acquisition de planches

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser les travaux au plus vite suite aux inondations.

Objectifs :
inondations liées aux crues de la Seine et du Loing: mesures de sécurisation et gestion de crise

Description :
Acquisition de planches pour réalisation de passerelles pour permettre l'accessibilité aux bâtiments publics.

Localisation géographique :
- SAINT-MAMMES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ACQUISITION DE PLANCHES	432,00	100,00%
Total	432,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	302,40	70,00%
COMMUNE	129,60	30,00%
Total	432,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	302,40 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX014138

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : ACQUISITION DE MOTOPOMPES ET NETTOYEUR - SAINT MAMMES 28/07/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	3 893,14 €	70,00 %	2 725,20 €
	Montant Total de la subvention		2 725,20 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT MAMMES
Adresse administrative : MAIRIE
77670 SAINT-MAMMES
Statut Juridique : Commune
Représentant :

N° SIRET : 21770419600013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : Acquisition de motopompes et nettoyeur haute pression pour gestion de crise inondations

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser les travaux au plus vite suite aux inondations.

Objectifs :
Suite aux inondations survenues fin mai / début juin 2016 (état de catastrophe naturelle reconnu par arrêté du 8 juin 2016), la commune de Saint Mammes a du acquérir du matériel pour gérer au mieux la montée des eaux.

Description :
Mise en place des équipements(pompes et nettoyeur) pour limiter l'impact de l'inondation sur la commune.

Localisation géographique :
- SAINT-MAMMES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ACQUISITION DE MOTOPOMPES ET NETTOYEUR	3 893,14	100,00%
Total	3 893,14	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	2 725,20	70,00%
COMMUNE	1 167,94	30,00%
Total	3 893,14	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	2 725,20 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX014194

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : ACHAT DE POMPES D'EVACUATION - SAVIGNY LE TEMPLE 02/08/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	1 649,59 €	70,00 %	1 154,71 €
	Montant Total de la subvention		1 154,71 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAVIGNY LE TEMPLE
Adresse administrative : 1 PLACE FRANCOIS MITTERRAND
77176 SAVIGNY LE TEMPLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Marie-Line PICHERY, Maire

N° SIRET : 21770445100210

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : Demande de subvention pour l'acquisition d'équipements de gestion de crise

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser les travaux au plus vite suite aux inondations.

Objectifs :
Pendant l'épisode d'inondation, la commune s'est retrouvée avec de nombreuses voies communales inondées ainsi que des habitations proche des rûs.

Description :
La Ville a du faire l'acquisition de pompes de relevage et d'extraction d'eau pendant cet épisode pour

venir en aide à des habitations et également intervenir au niveau de voies communales et de bâtiments communaux

Localisation géographique :

- SAVIGNY-LE-TEMPLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ACHAT DE POMPES D'EVACUATION	1 649,59	100,00%
Total	1 649,59	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	1 154,71	70,00%
COMMUNE	494,88	30,00%
Total	1 649,59	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	1 154,71 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2013	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	1 400,00 €
2013	Contrat Urbain de cohésion Sociale	272 000,00 €
2013	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	100 000,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	10 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Lutte contre le décrochage scolaire / Sécurisation des parcours	25 000,00 €
	Montant total	428 400,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX014195

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : RENOVATION DE LA PASSERELLE DES TOURAILLES - SAVIGNY LE TEMPLE 02/08/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	40 000,00 €	70,00 %	28 000,00 €
	Montant Total de la subvention		28 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAVIGNY LE TEMPLE
Adresse administrative : 1 PLACE FRANCOIS MITTERRAND
77176 SAVIGNY LE TEMPLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Marie-Line PICHERY, Maire

N° SIRET : 21770445100210

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : Passerelle des Tourailles

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser les travaux au plus vite suite aux inondations.

Objectifs :
Lors de l'épisode d'inondation, la passerelle des Tourailles située au nord de la ville, s'est retrouvée sous l'eau; elle l'est d'ailleurs toujours aujourd'hui. Constituée de bois, nous ne pouvons dire quels sont les dégâts aujourd'hui, mais il est certain que cette passerelle en ressortira fragilisée et dangereuse.

Description :
Réfection de la passerelle quand l'eau sera descendue : remplacement de lattes de platelage, confortement du garde-corps et remplacement et confortement des piles de pont

Localisation géographique :
- SAVIGNY-LE-TEMPLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
RENOVATION DE LA PASSERELLE DES TOURAILLES	40 000,00	100,00%
Total	40 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	28 000,00	70,00%
COMMUNE	12 000,00	30,00%
Total	40 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	28 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2013	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	1 400,00 €
2013	Contrat Urbain de cohésion Sociale	272 000,00 €
2013	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	100 000,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	10 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Lutte contre le décrochage scolaire / Sécurisation des parcours	25 000,00 €

	Montant total	428 400,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX014196

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : RENOVATION DE LA PASSERELLE DE L'ECOMUSEE- SAVIGNY LE TEMPLE 02/08/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	12 000,00 €	70,00 %	8 400,00 €
	Montant Total de la subvention		8 400,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAVIGNY LE TEMPLE
Adresse administrative : 1 PLACE FRANCOIS MITTERRAND
77176 SAVIGNY LE TEMPLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Marie-Line PICHERY, Maire

N° SIRET : 21770445100210

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : Passerelle de l'Ecomusée

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser les travaux au plus vite suite aux inondations.

Objectifs :
Pendant l'épisode d'inondation, la passerelle de l'Ecomusée située au sud de la Ville s'est retrouvée sous l'eau pendant dix jours avec un fort débit du rû.

Description :
La passerelle s'est dégradée, il faut envisager le remplacement de lattes de platelage en bois et le garde-

corps en bois

Localisation géographique :
- SAVIGNY-LE-TEMPLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
RENOVATION DE LA PASSERELLE DE L'ECOMUSEE	12 000,00	100,00%
Total	12 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	8 400,00	70,00%
COMMUNE	3 600,00	30,00%
Total	12 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	8 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2013	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	1 400,00 €
2013	Contrat Urbain de cohésion Sociale	272 000,00 €
2013	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	100 000,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	10 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Lutte contre le décrochage scolaire / Sécurisation des parcours	25 000,00 €
	Montant total	428 400,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX014270

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : DEPOLLUTION DE SOLS POLLUES PAR DES HYDROCARBURES LORS DES INONDATIONS - COMMUNE DE VILLIERS SUR MORIN 10/08/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	36 996,60 €	70,00 %	25 897,62 €
	Montant Total de la subvention		25 897,62 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLIERS SUR MORIN
Adresse administrative : COMMUNE DE VILLIERS SUR MORIN
77580 VILLIERS-SUR-MORIN
Statut Juridique : Commune
Représentant :

N° SIRET : 21770521900012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : sollicite une subvention de la Région dans le cadre de la dépollution de sites pollués par des hydrocarbures, déversés par le Grand Morin lors des inondations

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Art 17 du RBF : Exception de démarrage anticipé des travaux, justifiée par l'urgence à réaliser l'opération

Description :
Dans la nuit du mardi 31 mai la rivière est sortie de son lit pour se déverser durant trois jours chez les riverains. Lors de cette inondation, la commune a reçu le contenu de plusieurs citernes de fuel placées en amont. Malgré la rapidité de l'intervention de la sécurité civile, la commune a été dans l'obligation de

solliciter dans l'urgence, une entreprise spécialisée dans la dépollution des sites afin d'éviter une agravation de cette pollution.

Moyens mis en œuvre :
Face à l'urgence, et dans la mesure où aucune entreprise n'était disponible près de Villiers-sur-Morin, la commune a dû contacter une société Parisienne, "ADAC SERVICES" pour un coût total de 36 996,60 €uros H.

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépollution de sites (Sté ADAC Services)	36 996,60	100,00%
Total	36 996,60	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	25 897,62	70,00%
Part communale	11 098,98	30,00%
Total	36 996,60	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	25 897,62 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX014244

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : TRAVAUX DE REMISE EN ETAT DU PARKING DU FOYER RURAL - AUFFARGIS 05/08/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	61 420,00 €	70,00 %	42 994,00 €
	Montant Total de la subvention		42 994,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'AUFFARGIS
Adresse administrative : PL DE LA MAIRIE
78610 AUFFARGIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Daniel BONTE, Maire

N° SIRET : 21780030900015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : Demande de subvention suite aux inondations des 30 et 31 mai 2016

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser les travaux au plus vite suite aux inondations.

Objectifs :
Remettre en état les bâtiments et les espaces publics endommagés après les inondations.

Description :
Il s'agit de procéder au réparation d'urgence sur le parking du foyer rural qui a été en grande partie détruit

suite à l'épisode de pluies exceptionnelles qui a provoqué le débordement du ru des Vaux de Cernay.

Localisation géographique :
- AUFFARGIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE REMISE EN ETAT DU PARKING FOYER RURAL	61 420,00	100,00%
Total	61 420,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	42 994,00	70,00%
COMMUNE	18 426,00	30,00%
Total	61 420,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	42 994,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Fonds d'intervention aménagement et équipement rural	87 953,96 €
	Montant total	87 953,96 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014834

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : CONFORTEMENT DE L'ACCOTEMENT DES BERGES DU FOSSE - AUFFARGIS 05/08/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	8 580,00 €	70,00 %	6 006,00 €
	Montant Total de la subvention		6 006,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'AUFFARGIS
Adresse administrative : PL DE LA MAIRIE
78610 AUFFARGIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Daniel BONTE, Maire

N° SIRET : 21780030900015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : Demande de subvention suite aux inondations des 30 et 31 mai 2016

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser les travaux au plus vite suite aux inondations.

Objectifs :
Remettre en état les bâtiments et les espaces publics endommagés après les inondations.

Description :
Suite au débordement du ru des Vaux de Cernay, des rives de fossés ont été emportées nécessitant un

enrochement de consolidation.

Localisation géographique :

- AUFFARGIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CONFORTEMENT DE L'ACCOTEMENT DES BERGES DU FOSSE	8 580,00	100,00%
Total	8 580,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	6 006,00	70,00%
COMMUNE	2 574,00	30,00%
Total	8 580,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	6 006,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Fonds d'intervention aménagement et équipement rural	87 953,96 €
	Montant total	87 953,96 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX014241

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : TRAVAUX DE RENOVATION DE L'ECOLE, DE LA MAIRIE SUITE AUX INONDATIONS - AULNAY-SUR-MAULDRE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	70 000,00 €	70,00 %	49 000,00 €
	Montant Total de la subvention		49 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'AULNAY SUR MAULDRE
Adresse administrative : 16 RUE GRANDE
78126 AULNAY-SUR-MAULDRE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Catherine DELAUNAY, Maire

N° SIRET : 21780033300015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : demande de subvention régionale au titre du fonds d'urgence suite aux inondations de fin mai début juin 2016

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé :

Objectifs :
Suite aux inondations les bâtiments communaux ont subi d'importants dégâts. 1 à 1,20 m d'eau dans les bâtiments

Description :

Dépose et repose des plaques de plâtre à hauteur de 1 m.
Refection de toute la peinture dans toutes les pièces. Grattage et ponçage portes, fenêtres, radiateurs. Réfection du sol du rez-de-chaussée de la Mairie

Localisation géographique :

- AULNAY-SUR-MAULDRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX BATIMENT ECOLE	52 125,00	62,12%
TRAVAUX RDC MAIRIE	31 786,00	37,88%
Total	83 911,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	49 000,00	58,40%
COMMUNE	34 911,00	41,60%
Total	83 911,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	49 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Contrats ruraux	100 470,15 €
2014	Contrats ruraux	66 029,85 €
	Montant total	166 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX014238

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : ENROCHEMENT DES BERGES APRES EFFONDREMENT SUITE AUX INONDATIONS - LE PORT MARLY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	70 000,00 €	70,00 %	49 000,00 €
	Montant Total de la subvention		49 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LE PORT MARLY MAIRIE
Adresse administrative : 13 AVENUE SIMON VOUET
78560 LE PORT-MARLY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Marcelle GORGUES, Maire

N° SIRET : 21780502700018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : enrochement des berges après effondrement lié à la crue de la seine de juin 2016

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivé par la nécessité de réliser les travaux au plus vite suite aux inondations.

Objectifs :
la commune du Port-Marly possède une ile, l'ile de la Loge. La crue de la Seine a emporté une partie de la berge. La route menant jusqu'au bout de l'ile risquait, à terme, de s'effondrer également. Les travaux ont consisté à faire de l'enrochement, le but étant de conforter les lieux et la voie d'accès.

Description :
Remise en état des berges.
Pose d'un geotextile
Travail d'enrochement sur un linéaire d'environ 70 mètres, en contrabas de la zoné éboulée et sur le grand bras.
Comblement de la zone éboulée en pied de poteau télécom.

Localisation géographique :
- LE PORT-MARLY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Protection des berges en enrochements en contrebas de la zone éboulée	26 385,00	24,27%
protection des berges en enrochement sur le Grand bras	81 300,00	74,79%
Comblement de la zone éboulér en pied de poteau télécom	1 020,00	0,94%
Total	108 705,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	49 000,00	84,58%
COMMUNE	8 930,00	15,42%
Total	57 930,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	49 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aide à la restauration du patrimoine protégé	319 834,00 €
2016	Contrat régional territorial	374 219,32 €
	Montant total	694 053,32 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX014203

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : TRAVAUX DE VOIRIES - RAMBOUILLET 02/08/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	17 504,05 €	70,00 %	12 252,84 €
	Montant Total de la subvention		12 252,84 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE RAMBOUILLET
Adresse administrative : 1 PLACE DE LA LIBERATION
78514 RAMBOUILLET
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Marc ROBERT, Maire

N° SIRET : 21780517500015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : Dépenses de crise engagées par la Mairie de Rambouillet entre le 28 mai et le 1er juillet 2016 pour faire face aux conséquences des inondations

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser les travaux au plus vite suite aux inondations.

Objectifs :
Deux quartiers de Rambouillet ont particulièrement été touchés par les inondations du 31 mai 2016, ces inondations ont provoqué des dégâts sur la voirie et ses dépendances.

Description :

Il s'agit d'effectuer des travaux de remise en état d'un chemin en grave naturelle, abîmé lors des inondations ainsi que des travaux de reprise de voirie rue des Marais (bordures de l'ilot directionnel et son revêtement fortement dégradés par la puissance de l'eau).

Localisation géographique :

- RAMBOUILLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
REPRISE DE VOIERIE RUE DES MARAIS	13 839,05	79,06%
REMISE EN ETAT DU CHEMIN RUE DE LA GOMMERIE	3 665,00	20,94%
Total	17 504,05	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	12 252,84	70,00%
COMMUNE	5 251,21	30,00%
Total	17 504,05	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	12 252,84 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Politique énergie climat	4 243,75 €
2013	Terrains Synthétiques de grands Jeux	74 004,15 €
2014	Aides aux manifestations culturelles	10 000,00 €
2014	Construction et aménagement de médiathèques	368 813,00 €
2014	Soutien à la création et à la diffusion numérique	33 147,00 €
	Montant total	497 707,90 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014780

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : ACHAT D'UN GROUPE ELECTROGENE - RAMBOUILLET 02/08/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	22 816,95 €	70,00 %	15 971,87 €
	Montant Total de la subvention		15 971,87 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE RAMBOUILLET
Adresse administrative : 1 PLACE DE LA LIBERATION
78514 RAMBOUILLET
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Marc ROBERT, Maire

N° SIRET : 21780517500015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : Dépenses de crise engagées par la Mairie de Rambouillet entre le 28 mai et le 1er juillet 2016 pour faire face aux conséquences des inondations

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser les travaux au plus vite suite aux inondations.

Objectifs :
Deux quartiers de Rambouillet ont particulièrement été touchés par les inondations du 31 mai 2016, ces inondations ont provoqué des dégâts sur la voirie et ses dépendances.

Description :

Il a fallu acheter un groupe électrogène de secours pour équiper la salle informatique afin d'assurer la continuité du PC Crise.

Localisation géographique :

- RAMBOUILLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ACHAT D'UN GROUPE ELECTROGENE	22 816,95	100,00%
Total	22 816,95	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	15 971,87	70,00%
COMMUNE	6 845,08	30,00%
Total	22 816,95	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	15 971,87 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Politique énergie climat	4 243,75 €
2013	Terrains Synthétiques de grands Jeux	74 004,15 €
2014	Aides aux manifestations culturelles	10 000,00 €
2014	Construction et aménagement de médiathèques	368 813,00 €
2014	Soutien à la création et à la diffusion numérique	33 147,00 €
	Montant total	497 707,90 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014781

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : ACHAT DE MATERIEL POUR MISE EN SECURITE DES BATIMENTS - RAMBOUILLET 02/08/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	881,51 €	70,00 %	617,06 €
	Montant Total de la subvention		617,06 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE RAMBOUILLET
Adresse administrative : 1 PLACE DE LA LIBERATION
78514 RAMBOUILLET
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Marc ROBERT, Maire

N° SIRET : 21780517500015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : Dépenses de crise engagées par la Mairie de Rambouillet entre le 28 mai et le 1er juillet 2016 pour faire face aux conséquences des inondations

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser les travaux au plus vite suite aux inondations.

Objectifs :
Deux quartiers de Rambouillet ont particulièrement été touchés par les inondations du 31 mai 2016, ces inondations ont provoqué des dégâts sur la voirie et ses dépendances.

Description :
Achat de sacs de sable pour faire face à la montée des eaux.

Localisation géographique :
- RAMBOUILLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ACHAT DE MATERIEL POUR MISE EN SECURITE DES BATIMENTS	881,51	100,00%
Total	881,51	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	617,06	70,00%
COMMUNE	264,45	30,00%
Total	881,51	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	617,06 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Politique énergie climat	4 243,75 €
2013	Terrains Synthétiques de grands Jeux	74 004,15 €
2014	Aides aux manifestations culturelles	10 000,00 €
2014	Construction et aménagement de médiathèques	368 813,00 €
2014	Soutien à la création et à la diffusion numérique	33 147,00 €
	Montant total	497 707,90 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX014248

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : ACHAT DE MATERIEL POUR GESTION DE CRISE - LES ESSARTS LE ROI 05/08/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	2 785,91 €	70,00 %	1 950,14 €
	Montant Total de la subvention		1 950,14 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DES ESSARTS LE ROI
Adresse administrative : 18 RUE DU 11 NOVEMBRE
78690 LES ESSARTS-LE-ROI
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Raymond POMMET, Maire

N° SIRET : 21780220600060

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : Sollicite une aide financière dans le cadre d'achat de matériel suites aux 1ères interventions réalisées lors des intempéries du 31 mai au 1er juin 2016.

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser les travaux au plus vite suite aux inondations.

Objectifs :
Suite aux fortes pluies ayant causé de multiples inondations de terrains, des réseaux d'eaux usées et pluviales ont été endommagés, des pompes de relevages mises hors d'usage, des revêtements de chaussées fortement abîmés, la Coulée Verte et le grand bassin de rétention des Gandines endommagés.

Description :
Achat de matériel afin de pouvoir évacuer l'eau, avoir de l'électricité..

Localisation géographique :
- LES ESSARTS-LE-ROI

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ACHAT DE MATERIEL POUR LA GESTION DE CRISE	2 785,91	100,00%
Total	2 785,91	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	1 950,14	70,00%
COMMUNE	835,77	30,00%
Total	2 785,91	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	1 950,14 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014917

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : REFECTION DE VOIRIES - LES ESSARTS LE ROI 05/08/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	31 781,72 €	70,00 %	22 247,20 €
	Montant Total de la subvention		22 247,20 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DES ESSARTS LE ROI
Adresse administrative : 18 RUE DU 11 NOVEMBRE
78690 LES ESSARTS-LE-ROI
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Raymond POMMET, Maire

N° SIRET : 21780220600060

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : Sollicite une aide financière dans le cadre de travaux de réfection de voirie réalisés ou à venir suite aux intempéries du 31 mai au 1er juin 2016.

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser les travaux au plus vite suite aux inondations.

Objectifs :
Suite aux fortes pluies ayant causé de multiples inondations de terrains, des réseaux d'eaux usées et pluviales ont été endommagés, des pompes de relevages mises hors d'usage, des revêtements de chaussées fortement abîmés, la Coulée Verte et le grand bassin de rétention des Gandines endommagés.

Description :
Achat de matériel afin de pouvoir évacuer l'eau, avoir de l'électricité..

Localisation géographique :
- LES ESSARTS-LE-ROI

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
REFECTION VOIRIE RU DU PLATEAU	18 033,72	56,74%
REFECTION VOIRIE BASSIN DES GANDINES	13 748,00	43,26%
Total	31 781,72	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	22 247,20	70,00%
COMMUNE	9 534,52	30,00%
Total	31 781,72	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	22 247,20 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014918

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : REMPLACEMENT DES POMPES POSTE DE RELEVEMENT- LES ESSARTS LE ROI 05/08/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	13 453,44 €	70,00 %	9 417,41 €
	Montant Total de la subvention		9 417,41 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DES ESSARTS LE ROI
Adresse administrative : 18 RUE DU 11 NOVEMBRE
78690 LES ESSARTS-LE-ROI
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Raymond POMMET, Maire

N° SIRET : 21780220600060

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : Sollicite une aide financière dans le cadre de remplacement de pompes poste de relèvement suite aux intempéries du 31 mai au 1er juin 2016.

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser les travaux au plus vite suite aux inondations.

Objectifs :
Suite aux fortes pluies ayant causé de multiples inondations de terrains, des réseaux d'eaux usées et pluviales ont été endommagés, des pompes de relevages mises hors d'usage, des revêtements de chaussées fortement abîmés, la Coulée Verte et le grand bassin de rétention des Gandines

endommagés.

Description :
Il a fallu remplacer toutes les pompes des poste de relèvement endommagées et inutilisables suite aux inondations.

Localisation géographique :
- LES ESSARTS-LE-ROI

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
REMPLACEMENT POMPE POSTE DE RELEVEMENT RN 10	7 286,44	54,16%
REMPLACEMENT POMPE POSTE DE RELEVEMENT LA HAIE DES VACHES	2 107,00	15,66%
REMPLACEMENT POMPE POSTE DE RELEVEMENT BASSIN DE MAUREGARD	4 060,00	30,18%
Total	13 453,44	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	9 417,41	70,00%
COMMUNE	4 036,03	30,00%
Total	13 453,44	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	9 417,41 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014919

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : REMISE EN ETAT CANALISATIONS EAUX USEES - LES ESSARTS LE ROI 05/08/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	21 978,93 €	70,00 %	15 385,25 €
	Montant Total de la subvention		15 385,25 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DES ESSARTS LE ROI
Adresse administrative : 18 RUE DU 11 NOVEMBRE
78690 LES ESSARTS-LE-ROI
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Raymond POMMET, Maire

N° SIRET : 21780220600060

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : Sollicite une aide financière dans le cadre de la remise en état de canalisations d'eaux usées suite aux intempéries du 31 mai au 1er juin 2016.

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser les travaux au plus vite suite aux inondations.

Objectifs :
Suite aux fortes pluies ayant causé de multiples inondations de terrains, des réseaux d'eaux usées et pluviales ont été endommagés, des pompes de relevages mises hors d'usage, des revêtements de chaussées fortement abîmés, la Coulée Verte et le grand bassin de rétention des Gandines endommagés.

Localisation géographique :
- LES ESSARTS-LE-ROI

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
REMISE EN ETAT CANALISATION EAUX USEES	26 640,00	100,00%
Total	26 640,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	15 385,25	57,75%
COMMUNE	11 254,75	42,25%
Total	26 640,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	15 385,25 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX014260

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : ACHAT D'EQUIPEMENTS DE GESTION DE CRISE - CORBEIL ESSONNES 08/08/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	25 819,12 €	70,00 %	18 073,38 €
	Montant Total de la subvention		18 073,38 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CORBEIL ESSONNES
Adresse administrative : 2 PLACE GALIGNANI
91100 CORBEIL ESSONNES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Pierre BECHTER, Maire

N° SIRET : 21910174800016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : Achat d'équipement de gestion de crise et travaux de sécurisation sur un équipement public

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser les travaux au plus vite suite aux inondations.

Objectifs :
Pour faire face aux risques d'une crue historique à Corbeil-Essonnes, un plan de sauvegarde communale a été déclenché, dès le mardi 31 mai 2016.

La ville a été mise en alerte lors de la crue de la Seine, mais aussi pour celle de l'Essonne qui a été

particulièrement suivie car préoccupante pour les quartiers de Moulin-Galant et La Nacelle notamment, où des actions de prévention et d'accompagnement ont été menées.

Des quartiers riverains de la Seine et de l'Essonne ont été touchés par la montée des eaux et quelques centaines de foyers ont subi des dégâts plus ou moins importants ; de nombreux bâtiments communaux (Hôtel de ville, bâtiment administratif, club de voile…) et équipements sportifs se sont trouvés endommagés par les eaux et notamment près de 10 kilomètres de voiries inondées, pour lesquelles des effondrements en bord de Seine, ou des problèmes de biens annexes à ces voiries (trottoirs, accotements…) pourraient par la suite apparaître, du fait d'une fragilisation probable. Dans ce contexte, la mairie a établi une demande de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle à Corbeil-Essonnes qui a été accordée le 8 juin 2016.

Description :
Des dégâts importants de toutes sortes ont été constatés et l'objectif premier de la ville fut de sécuriser, en investissant ainsi de lourdes dépenses imprévisibles.

Dès lors l'achat d'équipements de gestion de crise comme des pompes des déshumidificateurs, des aspirateurs à eau... a été réalisé.

Localisation géographique :
- CORBEIL-ESSONNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DESHUMIDIFACTEUR	3 500,00	13,56%
POMPES	780,25	3,02%
ASPIRATEURS ET MONOBROSSES	21 538,87	83,42%
Total	25 819,12	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	18 073,38	70,00%
COMMUNE	7 745,74	30,00%
Total	25 819,12	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	18 073,38 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	46 590,00 €
2013	Contrat Urbain de cohésion Sociale	400 000,00 €
2013	Financement des dossiers PRU et OPI	2 285 755,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	46 590,00 €
2014	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	31 574,98 €
2015	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	5 415,00 €
	Montant total	701 468,98 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014914

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : SECURISATION DU CLUB DE VOILE - CORBEIL ESSONNES 08/08/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	350,00 €	70,00 %	245,00 €
	Montant Total de la subvention		245,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CORBEIL ESSONNES
Adresse administrative : 2 PLACE GALIGNANI
91100 CORBEIL ESSONNES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Pierre BECHTER, Maire

N° SIRET : 21910174800016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : Achat d'équipement de gestion de crise et travaux de sécurisation sur un équipement public

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser les travaux au plus vite suite aux inondations.

Objectifs :
Pour faire face aux risques d'une crue historique à Corbeil-Essonnes, un plan de sauvegarde communale a été déclenché, dès le mardi 31 mai 2016.

La ville a été mise en alerte lors de la crue de la Seine, mais aussi pour celle de l'Essonne qui a été

particulièrement suivie car préoccupante pour les quartiers de Moulin-Galant et La Nacelle notamment, où des actions de prévention et d'accompagnement ont été menées.

Des quartiers riverains de la Seine et de l'Essonne ont été touchés par la montée des eaux et quelques centaines de foyers ont subi des dégâts plus ou moins importants ; de nombreux bâtiments communaux (Hôtel de ville, bâtiment administratif, club de voile…) et équipements sportifs se sont trouvés endommagés par les eaux et notamment près de 10 kilomètres de voiries inondées, pour lesquelles des effondrements en bord de Seine, ou des problèmes de biens annexes à ces voiries (trottoirs, accotements…) pourraient par la suite apparaître, du fait d'une fragilisation probable. Dans ce contexte, la mairie a établi une demande de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle à Corbeil-Essonnes qui a été accordée le 8 juin 2016.

Description :
Des dégâts importants de toutes sortes ont été constatés et l'objectif premier de la ville fut de sécuriser, en investissant ainsi de lourdes dépenses imprévisibles.

Dès lors l'achat d'équipements de gestion de crise comme des pompes des déshumidificateurs, des aspirateurs à eau... a été réalisé.

Localisation géographique :
- CORBEIL-ESSONNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
SECURISATION DU CLUB DE VOILE	350,00	100,00%
Total	350,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	245,00	70,00%
COMMUNE	105,00	30,00%
Total	350,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	245,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	46 590,00 €
2013	Contrat Urbain de cohésion Sociale	400 000,00 €
2013	Financement des dossiers PRU et OPI	2 285 755,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	46 590,00 €
2014	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	31 574,98 €
2015	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	5 415,00 €
	Montant total	701 468,98 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX014227

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : ACHAT DE MATERIEL POUR LA GESTION DE CRISE - DRAVEIL 03/08/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	3 420,07 €	70,00 %	2 394,05 €
	Montant Total de la subvention		2 394,05 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE DRAVEIL
Adresse administrative : 97 BIS BD HENRI BARBUSSE
91210 DRAVEIL
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Georges TRON, Maire

N° SIRET : 21910201900011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : La ville de Draveil sollicite le Fonds régional d'urgence qui a été mis en place pour aider les collectivités à faire face aux dépenses engagées lors de la crue de la Seine.

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser les travaux au plus vite suite aux inondations.

Objectifs :
Lors de la crue de Seine de mai-juin, deux quartiers de la commune ont été inondés.
Des opérations de pompage de l'eau des sous sols et de nettoyage ont nécessaires pour permettre la remise en état des lieux.

Description :
Les équipes municipales ont aidé au pompage de l'eau des caves des bâtiments et au nettoyage. Des bigs bags ont également été achetés afin de faciliter le déblaiement des déchets.

Localisation géographique :
- DRAVEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ACHAT DE MATERIEL POUR LA GESTION DE CRISE	3 420,07	100,00%
Total	3 420,07	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	2 394,05	70,00%
COMMUNE	1 026,02	30,00%
Total	3 420,07	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	2 394,05 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	2 000,00 €
2013	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	8 670,00 €
2013	Financement des dossiers PRU et OPI	1 247 357,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	8 670,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	352 643,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	8 000,00 €
	Montant total	1 627 340,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX014231

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : TRAVAUX DE SECURISATION VOIE PUBLIQUE - IGNY 04/08/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	4 760,00 €	70,00 %	3 332,00 €
	Montant Total de la subvention		3 332,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'IGNY
Adresse administrative : 23 AV DE LA DIVISION LECLERC
91430 IGNY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Francisque VIGOUROUX, Maire

N° SIRET : 21910312400018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : Abattage d'arbres menaçants dans un secteur ou d'autres sont déjà tombés sur des habitations.

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser les travaux au plus vite suite aux inondations.

Objectifs :
Les fortes pluies ont endommagé et bouché un avaloir qui draine tout le bois de Normandie.
En conséquence les eaux stagnantes ont provoqué des chutes d'arbres situés sur des terrains communaux vers des jardins et des murets d'habitations privées.
Par mesure préventive et afin de protéger ces habitations toutes proches, nous avons choisi de procéder

à des abattages préventifs.

Description :
Abattage de 14 arbres par mesure préventive par un prestataire privé: La société Foret de l'Île de France.

Localisation géographique :
- IGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE SECURISATION VOIE PUBLIQUE	4 760,00	100,00%
Total	4 760,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	3 332,00	70,00%
COMMUNE	1 428,00	30,00%
Total	4 760,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	3 332,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Contrat régional territorial	642 786,82 €
2013	Politique de l'eau-Investissement	12 010,00 €
2013	Politique énergie climat	5 590,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	102 897,00 €
	Montant total	763 283,82 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX014214

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : REMISE EN ETAT DU PARKING DU STADE - COUDRAY MONTCEAUX 02/08/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	2 250,61 €	70,00 %	1 575,43 €
	Montant Total de la subvention		1 575,43 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DU COUDRAY MONTCEAUX
Adresse administrative : 45 AV CHARLES DE GAULLE
91830 LE COUDRAY-MONTCEAUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur François GROS, Maire

N° SIRET : 21910179700013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : REMISE EN ETAT D'UN PARKING EN HERBE AU STADE ROBERT DAUTIER AVEC BRANCHEMENT D'UN DRAIN POUR EVACUER L'EAU

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser les travaux au plus vite suite aux inondations.

Objectifs :
Parking inutilisable durant un mois pour nos festivités, consécutivement aux intempéries de fin mai début juin 2016.

Description :

Demande de drainage effectué par la commune pour évacuer l'eau (environ 40 cm).

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
REMISE EN ETAT DU PARKING DU STADE	2 250,61	100,00%
Total	2 250,61	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	1 575,43	70,00%
COMMUNE	675,18	30,00%
Total	2 250,61	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	1 575,43 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Contrat régional territorial	239 843,88 €
2016	Contrat régional territorial	180 869,13 €
2016	Valorisation du patrimoine régional	302 142,00 €
	Montant total	722 855,01 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX014230

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : ACQUISITION DE POMPES ET DE GROUPES ELECTROGENES - CRETEIL 04/08/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	7 806,45 €	70,00 %	5 464,52 €
	Montant Total de la subvention		5 464,52 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CRETEIL
Adresse administrative : 1 PLACE SALVADOR ALLENDE
94010 CRETEIL CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Laurent CATHALA, Député-maire

N° SIRET : 21940028000018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : Acquisition de pompes et de groupes électrogènes

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser les travaux au plus vite suite aux inondations.

Objectifs :
Suite aux inondations survenues fin mai / début juin 2016 (état de catastrophe naturelle reconnu par arrêté du 8 juin 2016), la commune de Créteil a du acquérir du matériel pour gérer au mieux la montée des eaux.

Description :

Mise en place des équipements(pompes et groupes) pour limiter l'impact de l'inondation sur la commune.

Localisation géographique :

- CRETEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ACQUISITION DE POMPES ET GROUPES ELECTROGENES	7 806,45	100,00%
Total	7 806,45	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	5 464,52	70,00%
COMMUNE	2 341,93	30,00%
Total	7 806,45	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	5 464,52 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	45 480,00 €
2013	Politique énergie climat	414 675,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	45 480,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	1 279 589,00 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	346 421,00 €
2016	Contrat régional territorial	245 000,00 €
	Montant total	2 376 645,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX014120

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : TRAVAUX DE REMISE EN ETAT DES ESPACES VERTS - VILLENEUVE LE ROI 27/07/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	44 044,01 €	70,00 %	30 830,81 €
	Montant Total de la subvention		30 830,81 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLENEUVE LE ROI
Adresse administrative : PLACE DE LA VIEILLE-EGLISE
94290 VILLENEUVE-LE-ROI
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Didier GONZALES, Maire

N° SIRET : 21940077700013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : Sollicitation de l'aide régionale aux communes sinistrées lors des inondations de fin mai début juin 2016. La commune de Villeneuve-le-Roi et ses habitants ont été rudement touchés.

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser les travaux au plus vite suite aux inondations.

Objectifs :
Le quartier ANRU nommé quartier Paul BERT et ses environs ont été complètement immergés.
Liste des dommages:
-les 2 parcs publics de bord de Seine: parc de San Pedro de Sol, parc du bord de l'eau;
-l'ensemble des espaces verts et plantations bordant le projet de rénovation urbaine;

- l'ensemble de la voirie et réseaux divers sur ce secteur ANRU;
- les éclairages,
- l'ensemble du système d'arrosage,
- le sous sol et dallage d'un gymnase municipal;
- l'ensemble des matériels stockés dans ce gymnase municipal (perceuse, scie, machine à laver, rideau d'éclairage, illuminations de noël etc...)

Description :
Réfection des 2 parcs publics avec arrachage et bêchage des plantations endommagées; Remplacement des végétaux morts sur tous les espaces verts du projet de rénovation urbaine.
Remise en état de l'arrosage automatique;
Remise en état des installations d'éclairage public;

Localisation géographique :

- VILLENEUVE-LE-ROI

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE REMISE EN ETAT DES ESPACES VERTS	44 044,01	100,00%
Total	44 044,01	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	30 830,81	70,00%
COMMUNE	13 213,20	30,00%
Total	44 044,01	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	30 830,81 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Financement des dossiers PRU et OPI	307 500,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	937 105,00 €
	Montant total	1 244 605,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014808

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : REMISE EN ETAT DU RESEAU DE DRAINAGE - VILLENEUVE LE ROI 27/07/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	12 050,60 €	70,00 %	8 435,42 €
	Montant Total de la subvention		8 435,42 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLENEUVE LE ROI
Adresse administrative : PLACE DE LA VIEILLE-EGLISE
94290 VILLENEUVE-LE-ROI
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Didier GONZALES, Maire

N° SIRET : 21940077700013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : Sollicitation de l'aide régionale aux communes sinistrées lors des inondations de fin mai début juin 2016. La commune de Villeneuve-le-Roi et ses habitants ont été rudement touchés.

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser les travaux au plus vite suite aux inondations.

Objectifs :
Le quartier ANRU nommé quartier Paul BERT et ses environs ont été complètement immergés.
Liste des dommages:
-les 2 parcs publics de bord de Seine: parc de San Pedro de Sol, parc du bord de l'eau;
-l'ensemble des espaces verts et plantations bordant le projet de rénovation urbaine;

- l'ensemble de la voirie et réseaux divers sur ce secteur ANRU;
- les éclairages,
- l'ensemble du système d'arrosage,
- le sous sol et dallage d'un gymnase municipal;
- l'ensemble des matériels stockés dans ce gymnase municipal (perceuse, scie, machine à laver, rideau d'éclairage, illuminations de noël etc...)

Description :
Intervention d'une société pour des opérations de pompage pour remettre en état le réseau de drainage.

Localisation géographique :
- VILLENEUVE-LE-ROI

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
REMISE EN ETAT DU RESEAU DE DRAINAGE	12 050,60	100,00%
Total	12 050,60	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	8 435,42	70,00%
COMMUNE	3 615,18	30,00%
Total	12 050,60	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	8 435,42 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Financement des dossiers PRU et OPI	307 500,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	937 105,00 €
	Montant total	1 244 605,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014809

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : REPARATION DU GYMNASE ANNE FRANK - VILLENEUVE LE ROI 27/07/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	13 905,39 €	70,00 %	9 733,77 €
	Montant Total de la subvention		9 733,77 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLENEUVE LE ROI
Adresse administrative : PLACE DE LA VIEILLE-EGLISE
94290 VILLENEUVE-LE-ROI
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Didier GONZALES, Maire

N° SIRET : 21940077700013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : Sollicitation de l'aide régionale aux communes sinistrées lors des inondations de fin mai début juin 2016. La commune de Villeneuve-le-Roi et ses habitants ont été rudement touchés.

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser les travaux au plus vite suite aux inondations.

Objectifs :
Le quartier ANRU nommé quartier Paul BERT et ses environs ont été complètement immergés.
Liste des dommages:
-les 2 parcs publics de bord de Seine: parc de San Pedro de Sol, parc du bord de l'eau;
-l'ensemble des espaces verts et plantations bordant le projet de rénovation urbaine;

- l'ensemble de la voirie et réseaux divers sur ce secteur ANRU;
- les éclairages,
- l'ensemble du système d'arrosage,
- le sous sol et dallage d'un gymnase municipal;
- l'ensemble des matériels stockés dans ce gymnase municipal (perceuse, scie, machine à laver, rideau d'éclairage, illuminations de noël etc...)

Description :
Il s'agit comme travaux de réparer le sol du gymnase.

Localisation géographique :
- VILLENEUVE-LE-ROI

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
REPARATION DU GYMNASE ANNE FRANK	14 753,00	100,00%
Total	14 753,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	9 733,77	65,98%
COMMUNE	5 019,23	34,02%
Total	14 753,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	9 733,77 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Financement des dossiers PRU et OPI	307 500,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	937 105,00 €
	Montant total	1 244 605,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX014900

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : TRAVAUX DE REMISE EN ETAT DU GROUPE SCOLAIRE PAUL BERT - COMMUNE DE VILLENEUVE SAINT GEORGES 21/09/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	70 000,00 €	70,00 %	49 000,00 €
	Montant Total de la subvention		49 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLENEUVE SAINT GEORGES
Adresse administrative : PLACE PIERRE SEMARD
94190 VILLENEUVE SAINT GEORGES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Sylvie ALTMAN, Maire

N° SIRET : 21940078500016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : Sollicitation de fonds suite aux inondations reconnues catastrophe naturelle du 28 mai au 4 juin 2016, destinées à la remise en état de l'école Paul Bert.

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 duRBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser les travaux au lus vite après les inondations.

Objectifs :
Par arrêté interministériel en date du 8 juin 2016, les inondations survenues du 28 mai au 4 juin 2016 sur le territoire de la commune de Villeneuve-Saint-Georges ont été reconnues « catastrophe naturelle ».

Compte tenu de l'importance des dégâts subis tant par les administrés que par les collectivités, plusieurs partenaires tels que l'Etat, la région Île-de-France et le Département ont déjà annoncé qu'ils allaient mettre en place des fonds de soutien aux communes sinistrées.

Villeneuve-Saint-Georges a été la commune la plus sinistrée du Val de Marne.

Description :
Ces inondations ont engendré un coût très important pour la collectivité.

Plusieurs bâtiments communaux ont été touchés par ces inondations dont le groupe scolaire Paul-Bert, et nécessiteront des travaux importants de rénovation.

La demande porte sur des travaux de peinture et de pose de toile de verre dans le restaurant scolaire, sols, plinthes, vantaux, cloisons, carrelages...

Localisation géographique :
- VILLENEUVE-SAINT-GEORGES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX retenus	70 000,00	93,98%
Travaux non retenus	4 484,84	6,02%
Total	74 484,84	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	49 000,00	65,79%
COMMUNE	25 484,84	34,21%
Total	74 484,84	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	49 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	16 470,00 €
2013	Campagne préventive lutte contre le saturnisme	5 100,00 €
2013	Contrat Urbain de cohésion Sociale	256 523,00 €
2013	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	56 250,00 €

2013	Financement des dossiers PRU et OPI	1 570 654,00 €
2013	Stratégies territoriales de sécurité – Fonctionnement	10 000,00 €
2014	Agendas 21 locaux - Deuxième phase	36 300,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	16 470,00 €
2014	Construction et aménagement de médiathèques	637 800,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	77 317,00 €
2015	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	1 500 000,00 €
2015	Fonds d'urgence pour l'accompagnement des réfugiés	15 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	16 600,00 €
	Montant total	4 214 484,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX014235

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : TRAVAUX DE REFECTION DE LA TOITURE DU COMPLEXE SPORTIF CHRISTIAN DUFRESNES - COMMUNE DE SAINT PRIX

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	70 000,00 €	70,00 %	49 000,00 €
	Montant Total de la subvention		49 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT PRIX
Adresse administrative : 45 RUE D'ERMONT
95390 ST PRIX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Pierre ENJALBERT, Maire

N° SIRET : 21950574000015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : Travaux de réfection de la toiture du complexe sportif Christian Dufresne à Saint-Prix

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Article 17 du RBF : Exception de démarrage anticipé des travaux justifiés par l'urgence à réaliser l'opération.

Objectifs :
Commune en état de catastrophe naturelle suite aux inondations et coulées de boue du 28 mai 2016 au 5 juin 2016.

Description :

Suite aux évènements climatiques survenus les 30 et 31 mai 2016, une partie de la toiture du complexe sportif Christian Dufresne s'est effondrée ce qui a entraîné une fermeture complète du complexe.

Travaux de remise en état :
- charpente
- couverture et étanchéité
- de maçonnerie
- menuiseries et boiserie
- plomberie

Localisation géographique :
- SAINT-PRIX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE REMISE EN ETAT	130 050,00	100,00%
Total	130 050,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	49 000,00	37,68%
COMMUNE	81 050,00	62,32%
Total	130 050,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	49 000,00 €

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 17/10/2016
- Date de réception en préfecture: 17/10/2016

DELIBERATION N° CP 16-594

DU 12 OCTOBRE 2016

contrat régional territorial de Porcheville

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'Environnement ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier ;

VU La délibération n° CR 07-12 du 28 juin 2012 relative à la mise en œuvre de la modulation des aides régionales dans la contractualisation : création du contrat régional territorial ;

VU La délibération n° CP 13-278 du 04 avril 2013 relative à l'approbation du contrat régional territorial de Porcheville ;

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2016 ;

VU Le rapport n° CP 16-594 présenté par Madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VU L'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU L'avis de la commission des finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de 70 661,33 € disponible sur le chapitre budgétaire 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 52 «Agglomérations et villes moyennes», programme HP 52-002 : «Contrat régional territorial», action 15200205 « Contrat régional territorial » du budget 2016 pour permettre le versement du solde des opérations inscrites dans le contrat régional territorial de Porcheville dont les informations sont précisées ci-dessous, et conformément aux fiches projets jointes en annexe 2, conventions de réalisation respectives, et l'état récapitulatif joint en annexe 1 à la délibération.

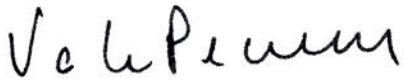
COLLECTIVITE		CONTRAT		CONVENTION		OPERATION		
Dpt	**Collectivité**	**N° CP / date**	**Signature**	**N° CP / date**	**Signature**	**N° Fiche projet**	**Nom de l'opération**	**Montant en €**
78	**Porcheville**	N° CP 13-278 du 04/04/2013	15/05/2013	N° CP 13-278 du 04/04/2013	15/05/2013	12002436	Construction d'un centre de loisirs sans hébergement	44 839,17
78	**Porcheville**	N° CP 13-278 du 04/04/2013	15/05/2013	N° CP 13-278 du 04/04/2013	15/05/2013	12002458	Construction d'une bibliothèque	25 822,16
							TOTAL	**70 661,33€**

Article 2 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 17 de l'annexe à la délibération n°CR33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Libellé procédure	dpt	Bénéficiaire	Dossier - Code	Dossier	Date prévisionnelle de démarrage
Contrat régional territorial	78	COMMUNE DE PORCHEVILLE	12002436	CONSTRUCTION D'UN CENTRE DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT - PORCHEVILLE	31/03/2011
Contrat régional territorial	78	COMMUNE DE PORCHEVILLE	12002458	CONSTRUCTION D'UNE BIBLIOTHEQUE - PORCHEVILLE	31/03/2011

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France



VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-594	Budget	2016

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**52 - Agglomérations et villes moyennes**
Programme	**152002 - Contrat régional territorial**
Action	**15200205 - Contrat régional territorial**

Dispositif : N° 00000801 - Contrat régional territorial

Dossier	12002436 - CONSTRUCTION D'UN CENTRE DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT - PORCHEVILLE			
Bénéficiaire	R686 - COMMUNE DE PORCHEVILLE			
Localisation	PORCHEVILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total affecté en 2016	44 839,17 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 144 229,00 €	HT	20 %	228 845,80 €	

Dossier	12002458 - CONSTRUCTION D'UNE BIBLIOTHEQUE - PORCHEVILLE			
Bénéficiaire	R686 - COMMUNE DE PORCHEVILLE			
Localisation	PORCHEVILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total affecté en 2016	25 822,16 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
642 906,00 €	HT	20 %	128 581,20 €	

Total 2016 sur le dispositif N° 00000801 - Contrat régional territorial	70 661,33 €

Total 2016 sur l'imputation 905 - 52 - 152002 - 15200205	70 661,33 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJETS RECTIFICATIVES

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 12002436

Commission permanente du 04 avril 2013
Modifiée par la Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : CONSTRUCTION D'UN CENTRE DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT - PORCHEVILLE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat régional territorial	1 144 229,00 €	20,00 %	228 845,80 €
	Montant total versé sur la subvention 2013		184 006,63 €
	Montant Total de la subvention 2016 (solde)		44 839,17 €

Imputation budgétaire : 905-52-204141-152002-200
15200205- Contrat régional territorial

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PORCHEVILLE
Adresse administrative : 5 BD DE LA REPUBLIQUE
78440 PORCHEVILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Paul LE BIHAN, Maire

N° SIRET : 21780501900015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat régional territorial
Rapport Cadre : CR07-12 du 28/06/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 31 mars 2011
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 octobre 2014
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Suite à une erreur dans la date de démarrage des opérations retenue lors de la préparation du rapport, et à la non prise en compte d'une autorisation de démarrage anticipée accordée lors des négociations du contrat, les factures antérieures à la Commission permanente du 4 avril 2013 n'ont pu être prises en compte.

Objectifs :
La population en âge scolaire, en augmentation régulière, implique une demande croissante de services dans le dommaine scolaire et périscolaire.
La maison pour tous, bâtiment des années 1970, accueille les activités périscolaires. Cet espace est exigu et ne correpond plus aux éxigences actuelles.
La commune a donc décidé la création d'un nouveau centre de loisirs sans hébergement.

Description :
Le projet concerne la création d'un centre de loisirs sans herbergement qui comprend principalement :
- un hall d'accueil,

- des bureaux et espaces pour le personnel,
- une salle pour les activités périscolaires maternelles et une salle de repos,
- une salle pour les activités périscolaires primaires (7-11ans),
- une cuisine,
- une salle informatique,
- des locaux annexes (sanitaires, rangements, infirmerie...).

Le projet tend vers la haute qualité environnementale et les cibles suivantes sont très performantes :
- gestion de l'énergie,
- maintenance, pérennité des performances environnementales,
- confort hygro-thermique,
- confort visuel.

Lors de la CP 13-278 du 04 avril 2013, une subvention avait été allouée de 228 845,80 € sur la base d'une dépense subventionnable de 1 144 229,00 € HT pour un taux de participation régional de 20 %.

Suite à une erreur dans la date de démarrage des opérations retenue lors de la préparation du rapport, et à la non prise en compte d'une autorisation de démarrage anticipée accordée lors des négociations du contrat, les factures antérieures à la Commission permanente du 4 avril 2013 n'ont pu être prises en compte. Ainsi le versement du solde n'a pu être effectué à ce jour.

L'objet de l'affectation 2016 sur cette opération vise à permettre le versement du solde de la subvention initiale d'un montant de 44 839,17 €.

La base subventionnable s'élève à 1 144 229 € HT pour un projet d'un montant de 1 603 779 € HT.

Localisation géographique :
- PORCHEVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2013

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	1 425 349,49	88,87%
ETUDES	178 429,51	11,13%
Total	1 603 779,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France - Montant total versé sur la subvention 2013	184 006,63	11,47%
Région Ile de France - affectation 2016	44 839,17	2,80%
Conseil Général (78) - en cours	270 000,00	16,84%
CAF 78 en cours	160 377,00	10,00%
Commune de Porcheville	944 556,20	58,90%
Total	1 603 779,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2013	98 498,81 €
2014	85 507,82 €
2016	44 839,17 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Contrat régional territorial	406 953,00 €
2015	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	35 516,00 €
	Montant total	442 469,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 12002458

Commission permanente du 04 avril 2013
Modifiée par la Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : CONSTRUCTION D'UNE BIBLIOTHEQUE - PORCHEVILLE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat régional territorial	642 906,00 €	20,00 %	128 581,20 €
	Montant total versé sur la subvention 2013		102 759,04 €
	Montant Total de la subvention 2016 (solde)		25 822,16 €

Imputation budgétaire : 905-52-204141-152002-200
15200205- Contrat régional territorial

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PORCHEVILLE
Adresse administrative : 5 BD DE LA REPUBLIQUE
78440 PORCHEVILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Paul LE BIHAN, Maire

N° SIRET : 21780501900015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat régional territorial
Rapport Cadre : CR07-12 du 28/06/2012

Objet du projet : construction d'une bibliothèque sur la commune de Porcheville.

Date prévisionnelle de début de projet : 31 mars 2011
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 octobre 2014
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Suite à une erreur dans la date de démarrage des opérations retenue lors de la préparation du rapport, et à la non prise en compte d'une autorisation de démarrage anticipée accordée lors des négociations du contrat, les factures antérieures à la Commission permanente du 4 avril 2013 n'ont pu être prises en compte.

Objectifs :
La commune possède une bibliothèque construite et aménagée dans les années 1970, qui accueille la population dans des locaux vétustes et exigus. Cet espace propose un certain nombre d'activités, expositions, heures de lecture mais aussi accueil des scolaires.
Face à l'augmentation de la population générée par la construction d'un nouveau lotissement, le bâtiment pourra difficilement accueillir le public dans des conditions satisfaisantes.
La commune a donc décidé la construction d'une nouvelle bibliothèque.

Description :
Le bâtiment comprend principalement :
- la bibliothèque en elle même sur une superficie de 250 m²,
- une salle polyvalente ludothèque, sur une sperficie de 120 m²,
- des locaux annexes,
- un hall d'accès commun à la bibliothèque et à la salle polyvalente.

Lors de la CP 13-278 du 04 avril 2013, une subvention avait été allouée de 128 581,20 € sur la base d'une dépense subventionnable de 642 906,00 € HT pour un taux de participation régional de 20 %.

Suite à une erreur dans la date de démarrage des opérations retenue lors de la préparation du rapport, et à la non prise en compte d'une autorisation de démarrage anticipée accordée lors des négociations du contrat, les factures antérieures à la Commission permanente du 4 avril 2013 n'ont pu être prises en compte. Ainsi le versement du solde n'a pu être effectué à ce jour.

L'objet de l'affectation 2016 sur cette opération vise à permettre le versement du solde de la subvention initiale d'un montant de 25 882,16 €.

La base subventionnable s'élève à 642 906 € HT pour un projet d'un montant de 900 980 € HT.

Localisation géographique :
- PORCHEVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2013

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	800 450,51	88,84%
ETUDES	100 529,49	11,16%
Total	900 980,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France - Montant total versé sur la subvention 2013	102 759,04	11,41%
Région Ile de France - affectation 2016	25 822,16	2,87%
Conseil Général (78) - en cours	150 000,00	16,65%
Commune de Porcheville	622 398,80	69,08%
Total	900 980,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2013	55 045,48 €

2014	47 713,56 €
2016	25 822,16 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Contrat régional territorial	406 953,00 €
2015	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	35 516,00 €
	Montant total	442 469,00 €

CONSEIL RÉGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 13/10/2016
- Date de réception en préfecture: 13/10/2016

DÉLIBÉRATION N° CP 16-401

DU 12 OCTOBRE 2016

RAPPORT DONNANT MANDATS SPECIAUX AUX ELUS REGIONAUX

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

VU Le décret n° 2007-23 du 5 janvier 2007 modifiant le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant notamment dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU Les arrêtés d'application du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 susvisé, notamment l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 04-16 du 22 janvier 2016 relative aux conditions d'exercice du mandat régional et aux conditions de fonctionnement des groupes d'élus ;

VU La délibération n° CP 16-014 du 22 janvier 2016 portant affectations provisionnelles et spécifiques d'autorisations d'engagement et d'autorisations de programme sur les chapitres 930 et 900 « Services généraux » et 933 et 903 « Culture, sports et loisirs » ;

VU Le budget 2016 de la Région Ile-de-France ;

VU Le rapport CP 16-401 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile de France ;

VU L'avis de la commission des finances ;

VU L'avis de la commission de l'administration générale.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

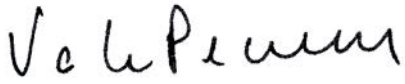
Décide de donner mandat spécial à chaque conseiller régional, mentionné au sein du tableau annexé à la présente délibération, pour représenter la collectivité régionale dans les conditions prévues au sein de ce même tableau.

Autorise la prise en charge, par le budget régional, des dépenses afférentes à ces déplacements et détaillées au sein de ce même tableau annexé à la présente délibération.

Article 2 :

Les dates de départ et de retour indiquées dans le tableau joint en annexe sont susceptibles d'être ajustées de plus ou moins une journée pour tenir compte des impératifs de début et de fin de mission sur place ainsi que des disponibilités de transport.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France



Valérie PECRESSE

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION

TABLEAU CP DU 12 OCTOBRE 2016

MANDATS SPECIAUX
PROPOSES AU VOTE DE LA COMMISSION PERMANENTE

NOM	PRENOM	PAYS	VILLE	OBJET	DATE DEPART	DATE RETOUR	DEPENSES SUPPLEMENTAIRES *					
							RELATIONS PUBLIQUES	MOYEN DE TRANSPORT	FRAIS TRANSP S/SITES	VISAS	VACCINS	DIVERS
BARIANI	Didier	France	Rouen	COPIL Ligne Nouvelle Paris Normandie	17-oct	17-oct		X	X			X
PECRESSE	Valérie	Algérie	Alger	Rencontre avec la Région du Grand Alger	19-oct	20-oct	X	X	X	X		X
NASROU	Othman	Algérie	Alger	Rencontre avec la Région du Grand Alger	19-oct	20-oct		X	X	X		X
HIDRI	Faten	Algérie	Alger	Rencontre avec la Région du Grand Alger	19-oct	20-oct		X	X	X		X
BEAUDET	Stéphane	Algérie	Alger	Rencontre avec la Région du Grand Alger	19-oct	20-oct		X	X	X		X
PECRESSE	Valérie	Etats-Unis	New-York /Boston	Rencontre avec les acteurs locaux	27-oct	30-oct	X	X	X	X		X
NASROU	Othman	Etats-Unis	New-York /Boston	Rencontre avec les acteurs locaux	27-oct	29-oct		X	X	X		X
DUBLANCHE	Alexandra	Etats-Unis	New-York /Boston	Rencontre avec les acteurs locaux	27-oct	29-oct.		X	X	X		X
NASROU	Othman	Royaume Uni	Londres	World Travel Market	07-nov	8-nov.		X	X			

NOM	PRENOM	PAYS	VILLE	OBJET	DATE DEPART	DATE RETOUR	DEPENSES SUPPLEMENTAIRES *					
							RELATIONS PUBLIQUES	MOYEN DE TRANSPORT	FRAIS TRANSP S/SITES	VISAS	VACCINS	DIVERS
DE LAVALETTE	Béatrice	Belgique	Bruxelles	Dialogue Social	10-nov	10-nov.	X	X	X			X
NASROU	Othman	Maroc	Marrakech	COP 22	12-nov	14-nov.		X	X			
SATOURI	Mounir	Maroc	Marrakech	COP 22	12-nov	14-nov.		X	X			

* éventuellement au regard des conditions prévues à la délibération CR 04-16

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 13/10/2016
- Date de réception en préfecture: 13/10/2016

DELIBERATION N° CP 16-544

DU 12 OCTOBRE 2016

EVOLUTION DU DISPOSITIF DE SOUTIEN AUX COMPLEMENTAIRES SANTE ETUDIANTS

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des collectivités territoriales, et notamment l'article 4221-1 ;
VU le Code de la santé publique et notamment l'article 1424-1 ;
VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et notamment l'article 27 ;
VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
VU la délibération n°CR 23-10 du 18 juin 2010 relative à la politique régionale de santé et la création d'un parcours d'autonomie des jeunes – aide régionale à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire pour les étudiantes et étudiants boursiers ;
VU la délibération n°CR 03-12 du 27 septembre 2012 relative à la politique régionale de santé ;
VU la délibération n°CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;
VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;
VU la délibération n° CR 124-16 du 17 juin 2016 portant sur la mise en œuvre de l'iPass contraception
VU l'avis de la commission des finances ;
VU l'avis de la commission de la santé ;
VU le budget de la Région Ile-de-France pour 2016 ;
VU le rapport CP 16-544 présenté par Madame la Présidente du conseil régional d'Ile-de-France,

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article unique : Lancement d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage de conseil et d'élaboration du dispositif de financement d'une complémentaire santé pour les étudiants

Décide d'affecter une autorisation d'engagement de **50.000 €** sur l'action 141 001 06 *« Aide à la mutuelle des étudiants »* du programme HP 41-001 *« Prévention et éducation à la santé »* de la sous-fonction 41 « Santé » du chapitre 934 « Santé et action sociale » du budget 2016, pour le lancement d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage de conseil et d'élaboration du nouveau dispositif de financement d'une complémentaire santé pour les étudiants boursiers franciliens.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

29/09/2016

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 12/10/2016
- Date de réception en préfecture: 12/10/2016

DELIBERATION N° CP 16-312

DU 12 OCTOBRE 2016

SOUTIEN REGIONAL AUX RADIOS ET TELEVISIONS LOCALES EN ÎLE-DE-FRANCE : 1ERE AFFECTATION POUR 2016

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;
VU La directive 2007/65/CE du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 89/552/CEE du Conseil visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres relatives à l'exercice d'activités de radiodiffusion télévisuelle ;
VU La décision 1718/2006/CE du Parlement européen et du Conseil portant sur la mise en œuvre d'un programme de soutien au secteur audiovisuel européen ;
VU La loi n°86-1067 du 30 septembre 1986 - modifiée par la loi n°2000-719 du 1er août 2000 - relative à la liberté de communication ;
VU Le décret n°2006-1067 du 25 août 2006 pris pour l'application de l'article 80 de la loi n°86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;
VU La délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier ;
VU La délibération n° CR 43-04 du 18 novembre 2004 relative à la démocratie de participation en Ile-de-France ;
VU La délibération n° CR 107-08 du 16 octobre 2008 formalisant le soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France ;
VU La délibération n°CR08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2016 ;
VU Le rapport CP 16-312 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;
VU L'avis de la commission du Sport, de la Jeunesse et de la Vie associative ;
VU L'avis de la commission des Finances.

APRES EN AVOIR DELIBERE,

Article n°1 :

Décide de participer au titre du dispositif « Soutien régional aux radios et télévisions et aux nouveaux supports d'information et d'expression sur Internet en Île-de-France » en fonctionnement, au financement des **18** projets détaillés en **annexe 2** à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **200 000 €.**

Adopte la convention type relative au « Soutien régional aux radios et télévisions locales en Île-de-France en fonctionnement », jointe en annexe n°3 à la présente délibération.

Article n°2 :

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type annexée à la présente délibération, en **annexe 3**, et autorise la présidente du conseil régional à les signer. Cette convention précise l'engagement des bénéficiaires à :

- mener une communication de proximité, et notamment sur les initiatives locales et les sujets concernant les questions de jeunesse, de citoyenneté, culturelles, d'apprentissage, de formation professionnelle, ou encore sportives et de loisirs ;
- diffuser, en s'appuyant sur un partenariat avec le CROSIF (Comité Régional Olympique et Sportif d'Ile-de-France), des informations et reportages concernant les manifestations et événements sportifs, en vue de favoriser le développement de la pratique sportive en Île-de-France ;
- participer à l'effort régional mené en matière de prévention de la radicalisation, de lutte contre les discriminations et de défense des valeurs de la République.

Article n°3 :

Affecte une autorisation d'engagement de **200 000 €** disponible sur le budget 2016, chapitre budgétaire : 930 « Services généraux » Sous-fonction 021 « Conseil régional » Programme HP 021-005 (102 005) « Jeunesse et Vie associative » Action 10200507 – « Soutien régional aux radios et télévisions et aux nouveaux supports d'information et d'expression sur Internet en Ile-de-France » conformément à l'état récapitulatif joint en **annexe 1**.

Article n°4 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions mentionnées en annexe 1 à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets figurant en annexe 2 à la délibération, par dérogation à l'article 29 (subventions de fonctionnement) de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier et prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Bénéficiaire	Numéro de dossier	Date prévisionnelle de démarrage
INTER AS ALTERNATIVE FM	16009693	01/05/2016
ASSOCIATION MEDIA 78	16009697	12/07/2016
LES ANTENNES DE LA RELEVE - RADIO NEO	16009708	01/05/2016
RADIO SOLEIL	16009709	12/07/2016
REGROUPEMENT RADIO GINGLET- LA BOUCLE	16009710	01/05/2016
ANPHI - ASSOCIATION NATIONALE POUR LA PREVENTION DES HANDICAPS ET POUR L'INFORMATION	16009712	12/07/2016
RADIO VIEILLE EGLISE	16009713	12/07/2016
UNE RADIO ETUDIANTE A PARIS	16010632	12/07/2016

Article n°5 :

Abroge la convention type relative au dispositif « Soutien régional aux radios et télévisions locales en Île-de-France » en fonctionnement adoptée par délibération n° CP 14-467 du 18 juin 2014.

La présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France

Valérie PECRESSE

ANNEXE N°1 A LA DELIBERATION : TABLEAU RECAPITULATIF DES PROJETS BENEFICIANT D'UN SOUTIEN REGIONAL

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-312	Budget	2016

Chapitre	**930 - Services généraux**
Code fonctionnel	**021 - Conseil Régional**
Programme	**102005 - Jeunesse et vie associative**
Action	**10200507 - Soutien régional aux radios et télévisions et aux nouveaux supports d'information et d'expression sur internet en IDF**

Dispositif : N° 00000185 - Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement

Dossier	16009693 - AIDE A LA DIFFUSION 2016 - ALTERNATIVE FM			
Bénéficiaire	R39565 - INTER AS ALTERNATIVE FM			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 487,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
33 137,00 €	TTC	37,68 %	12 487,00 €	

Dossier	16009695 - AIDE A LA DIFFUSION 2016 - RADIO ALIGRE FM			
Bénéficiaire	R21052 - RADIO ALIGRE FM			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 487,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
93 487,00 €	TTC	13,36 %	12 487,00 €	

Dossier	16009697 - AIDE A LA DIFFUSION 2016 - MEDIA 78			
Bénéficiaire	P0000100 - ASSOCIATION MEDIA 78			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 482,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
27 482,00 €	TTC	45,42 %	12 482,00 €	

Dossier	16009708 - AIDE A LA DIFFUSION 2016 - LES ANTENNES DE LA RELEVE RADIO NEO			
Bénéficiaire	P0001398 - LES ANTENNES DE LA RELEVE - RADIO NEO			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 487,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
40 547,00 €	TTC	30,8 %	12 487,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-312	Budget	2016

Dossier	16009709 - AIDE A LA DIFFUSION 2016 - RADIO SOLEIL			
Bénéficiaire	P0000097 - RADIO SOLEIL			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 487,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
37 487,00 €	TTC	33,31 %	12 487,00 €	

Dossier	16009710 - AIDE A LA DIFFUSION 2016 - RADIO RGB			
Bénéficiaire	R9459 - REGROUPEMENT RADIO GINGLET- LA BOUCLE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 487,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
30 255,00 €	TTC	41,27 %	12 487,00 €	

Dossier	16009711 - AIDE A LA DIFFUSION 2016 - RADIO ENGHIEN			
Bénéficiaire	P0028382 - IDFM RADIO ENGHIEN			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 487,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
74 938,00 €	TTC	16,66 %	12 487,00 €	

Dossier	16009712 - AIDE A LA DIFFUSION 2016 - ANPHI VIVRE FM			
Bénéficiaire	R27449 - ANPHI - ASSOCIATION NATIONALE POUR LA PREVENTION DES HANDICAPS ET POUR L'INFORMATION			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 750,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
16 900,00 €	TTC	22,19 %	3 750,00 €	

Dossier	16009713 - AIDE A LA DIFFUSION 2016 - RADIO VIEILLE EGLISE			
Bénéficiaire	P0028530 - RVE RADIO VIEILLE EGLISE MAISON COMMUNALE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 200,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 790,00 €	TTC	48,19 %	5 200,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-312	Budget	2016

Dossier	16010632 - AIDE A LA DIFFUSION 2016 - RADIO CAMPUS PARIS			
Bénéficiaire	R4939 - UNE RADIO ETUDIANTE A PARIS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 487,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
60 964,00 €	TTC	20,48 %	12 487,00 €	

Dossier	16014317 - AIDE A LA DIFFUSION 2016 - DECLIC THEATRE MARMITE FM			
Bénéficiaire	R9938 - DECLIC THEATRE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 487,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
27 487,00 €	TTC	45,43 %	12 487,00 €	

Dossier	16014318 - Aide à la diffusion 2016			
Bénéficiaire	R40692 - MEDIATION FAMILLE INTEGRATION			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 487,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
29 487,00 €	TTC	42,35 %	12 487,00 €	

Dossier	16014319 - Aide à la diffusion			
Bénéficiaire	P0029807 - RAJE PARIS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 487,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
27 567,00 €	TTC	45,3 %	12 487,00 €	

Dossier	16014320 - Aide à la diffusion 2016			
Bénéficiaire	R41222 - FREQUENCE PROTESTANTE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 750,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
55 000,00 €	TTC	6,82 %	3 750,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-312	Budget	2016

Dossier	16014321 - Aide à la diffusion			
Bénéficiaire	P0004132 - ELLES FM - LFM			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 487,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
39 750,00 €	TTC	31,41 %	12 487,00 €	

Dossier	16014322 - Aide à la diffusion			
Bénéficiaire	P0001058 - PROGRAMME ASSOCIATIF RADIOPHON INTERET SOCIAL			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 487,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
79 087,00 €	TTC	15,79 %	12 487,00 €	

Dossier	16014365 - Aide à la diffusion 2016			
Bénéficiaire	R22089 - HORIZON FM ASSOCIATION RADIO HORIZON			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 487,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
45 722,00 €	TTC	27,31 %	12 487,00 €	

Dossier	16014367 - Aide à la diffusion			
Bénéficiaire	R41227 - ASS OXYGENE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 487,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
49 950,40 €	TTC	25 %	12 487,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000185 - Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	200 000,00 €

Total sur l'imputation 930 - 021 - 102005 - 10200507	200 000,00 €

ANNEXE N°2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJETS SOUTIEN REGIONAL AUX RADIOS ET TELEVISIONS LOCALES EN FONCTIONNEMENT

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16009693

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : AIDE A LA DIFFUSION 2016 - ALTERNATIVE FM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense (radios)	33 137,00 €	37,68 %	12 487,00 €
	Montant Total de la subvention		12 487,00 €

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
10200507- Soutien régional aux radios et télévisions et aux nouveaux supports d'information et d'expression sur internet en IDF

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INTER AS ALTERNATIVE FM
Adresse administrative : 80 AV GASTON VERMEIRE
95340 PERSAN
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Noëlle VALLAT, Présidente

Date de publication au JO : 9 janvier 1982

N° SIRET : 33178926300026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement
Rapport Cadre : CR107-08 du 16/10/2008

Objet du projet : aide à la diffusion 2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 avril 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région, de l'intérêt et de l'urgence de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
Aide à la diffusion.

Description :
Alternative FM est une radio associative non commerciale de communication sociale disposant de deux fréquences : 96.7 et 106.5. Sa zone de diffusion est l'ensemble du Val-d'Oise, et une partie des départements de Seine-Saint-Denis, des Yvelines, et de Paris. Elle est autorisée à émettre jusqu'au 04/09/2017. Elle assure la réalisation et la diffusion (24h/24) d'une programmation visant le pluralisme et la diversité culturelles, la lutte contre le racisme, les discriminations et toutes formes d'exclusion, l'information régionale, locale et de proximité, les débats d'idées, la démocratie participative et la citoyenneté, les solidarités, la défense de l'environnement, le développement durable, le commerce équitable et toutes les initiatives pour une société et un monde plus juste et solidaire.

Elle anime, en partenariat avec la ville de Persan, des ateliers radiophoniques auprès de 150 publics différents (enfants et jeunes scolarisés, jeunes 16/25 ans, adultes en formation alphabétisation, en parcours d'insertion). Les émissions réalisées dans le cadre de ces ateliers ainsi que celles réalisées par les établissements scolaires du Val-d'Oise sont diffusées à l'antenne.
Enfin, elle organise la mutualisation de moyens d'échanges et la production d'émissions dans le cadre du réseau des radios de la FRADIF (Fédération des radios associatives d'Ile-de-France) et de l'Association EPRA (Association Echanges et Productions radiophoniques).
La radio est autonome pour sa diffusion en FM et dispose de 2 sites d'émission, à Domont (95) pour le 106.5, et à Saint-Martin du Tertre (95) pour le 96.7, dont elle assume tous les frais. Elle propose une diffusion en direct et en podcast par site web.

Objet de l'aide à la diffusion :
1. Frais techniques de diffusion :
- Frais de fonctionnement (EDF) et maintenance des 2 sites (émetteurs, pylônes, etc.),
- Liaison SDSL (ligne d'abonné numérique à débit symétrique) entre les studios situés à Persan (95) et les sites d'émission,
- Frais d'hébergement et de streaming, maintenance et actualisation du site web,
- Location de logiciel de programmation/diffusion fm et internet.

2. Frais de personnel :
- 1 technicien,
- 1 responsable de la diffusion,
- 1 webmaster,
- 1 programmateur.

3. Droits d'auteurs :
- contribution SACEM (Société des Auteurs, compositeurs et Editeurs de Musique),
- contribution SPRE (Société de Perception de la Rémunération Equitable de la communication au public).

La radio poursuivra, en 2016, les actions menées depuis de nombreuses années en matière de communication sociale de proximité et de lutte contre les discriminations :
- rubriques d'information (annonces d'initiatives, courtes interviews, événements, rappel de la loi, des principes de la République et de la laïcité …) ;
- magazines consacrés à ces thèmes (interviews, reportages des acteurs institutionnels, associatifs, politiques concernés par la lutte contre les discriminations) ;
- magazines de proximité tel « Au cœur de la ville, Persan », dans le cadre du contrat Politique de la ville
- journaux d'informations ;
- des ateliers radiophoniques sont animés en partenariat, pour différents publics (enfants, adolescents et jeunes 16/25ans en formation dans le dispositif Avenir jeunes). Ces ateliers à vocation pédagogique, éducative, d'aide à l'expression pour faciliter l'insertion, traiteront de ces thèmes et seront axés également sur la prévention de la radicalisation, la lutte contre les discriminations, la citoyenneté et les valeurs de la République.

Sur tous ces thèmes les émissions produites par les radios de la FRADIF (Fédération des Radios Associatives d'Ile-de-France) seront diffusées via sa Banque de production et d'échanges de programmes et mutualiserons leurs moyens avec les radios de son réseau.
La radio diffusera des annonces et assurera une couverture des compétitions et événements en Ile-de-France : à travers les rubriques, magazines, journaux, la radio informera de l'intérêt de la pratique du sport pour tous, des différentes disciplines sportives et donnera la parole aux responsables locaux dans de nombreuses disciplines, aux pratiquants.
En 2016, la radio aura une participation active à la communication sur tous les événements et compétitions en Ile-de-France, principalement, ceux coordonnés par le CROSIF :
- rubriques annonces événements et compétitions,
- interviews des responsables,
- reportages.

Moyens mis en œuvre :
0,25 ETP (programmatrice/webmaster) et 1/2 ETP (technicien) seront mobilisés sur le projet. Au sein de la structure, 37 bénévoles.

Intérêt régional :
Cette radio contribue à :
- mener une communication de proximité, et notamment sur les initiatives locales et les sujets concernant les questions de jeunesse, de citoyenneté, culturelles, d'apprentissage, de formation professionnelle, ou encore sportives et de loisirs ;
- diffuser, en s'appuyant sur un partenariat avec le CROSIF (Comité Régional Olympique et Sportif d'Ile-de-France), des informations et reportages concernant les manifestations et événements sportifs, en vue de favoriser le développement de la pratique sportive en Île-de-France ;
- participer à l'effort régional mené en matière de prévention de la radicalisation, de lutte contre les discriminations et de défense des valeurs de la République.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s).

Public(s) cible(s) :
Alternative FM s'adresse à un public de tous âges.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de fonctionnement et de maintenance des 2 sites	2 200,00	6,64%
Liaison spécialisée entre studios et sites d'émission	7 300,00	22,03%
Frais de diffusion internet et streaming	1 400,00	4,22%
Location logiciel programmation/diffusion	3 400,00	10,26%
Frais de personnel	14 337,00	43,27%
Droits d'auteurs	4 500,00	13,58%
Total	33 137,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	20 650,00	62,32%
Région Ile-de-France	12 487,00	37,68%
Total	33 137,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	12 487,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	15 000,00 €
2013	Soutien régional en faveur de la lutte contre les discriminations en fonctionnement	20 000,00 €
2014	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	15 000,00 €
2015	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	15 000,00 €
2015	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en investissement	15 000,00 €
	Montant total	80 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014367

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : AIDE A LA DIFFUSION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense (radios)	49 950,40 €	25,00 %	12 487,00 €
	Montant Total de la subvention		12 487,00 €

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
10200507- Soutien régional aux radios et télévisions et aux nouveaux supports d'information et d'expression sur internet en IDF

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION OXYGENE
Adresse administrative : 36 SQ BEAUMARCHAIS
77130 MONTEREAU FAULT YONNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean Paul LHUILLIER, Président

Date de publication au JO : 9 octobre 1996

N° SIRET : 42082989700040

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement
Rapport Cadre : CR107-08 du 16/10/2008

Objet du projet : Aide à la diffusion

Date prévisionnelle de début de projet : 12 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 11 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Aide à la diffusion.

Description :
La radio vise à associer musiques et actualités locales de proximité. Un journal local est proposé 6 fois par jour. Plusieurs versions sont proposées en simultanée dans plusieurs villes.
Le projet de la radio est de faire évoluer son système de diffusion pour permettre à la station de fabriquer son propre programme. La mise en place d'une nouvelle fréquence en Seine-et-Marne sur le secteur de Coulommiers a été validée par le CSA. Ce nouveau site de diffusion nécessite de mettre en place un nouveau site de diffusion.

L'aide à la diffusion portera sur :
- le matériel de diffusion,
- un technicien,
- des logiciels de diffusion,
- des frais d'électricité et de flux.

Actions menées en matière de communication sociale de proximité :
- reportages sur les thèmes de la lutte contre toutes les formes de discriminations, de défense des valeurs de la République, de prévention de la radicalisation ;
- développement des émissions sur le thème de l'emploi ;
- mise en lumière des initiatives régionales et des reportages sur les actions locales ;
- réalisation d'émissions ou de reportages dédiés aux compétitions et événements sportifs en Ile-de-France.

En 2016, la radio aura une participation active à la communication sur tous les événements et compétitions en Ile-de-France, principalement, ceux coordonnés par le CROSIF :
- rubriques annonces événements et compétitions,
- interviews des responsables,
- reportages.

Intérêt régional :
Cette radio contribue à :
- mener une communication de proximité, et notamment sur les initiatives locales et les sujets concernant les questions de jeunesse, de citoyenneté, culturelles, d'apprentissage, de formation professionnelle, ou encore sportives et de loisirs ;
- diffuser, en s'appuyant sur un partenariat avec le CROSIF (Comité Régional Olympique et Sportif d'Ile-de-France), des informations et reportages concernant les manifestations et événements sportifs, en vue de favoriser le développement de la pratique sportive en Île-de-France ;
- participer à l'effort régional mené en matière de prévention de la radicalisation, de lutte contre les discriminations et de défense des valeurs de la République.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s).

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Antenne, cablage, électricité	4 184,00	8,38%
Matériel de diffusion	4 585,00	9,18%
Pylône	10 650,00	21,32%
Frais de déplacement du Technicien	4 720,40	9,45%
Logiciels de diffusion	19 837,00	39,71%
Configuration	3 310,00	6,63%
Formation diffusion	2 664,00	5,33%
Total	49 950,40	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	12 963,40	25,95%
FSER (EC)	24 500,00	49,05%
Région Ile-de-France	12 487,00	25,00%
Total	49 950,40	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	12 487,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en investissement	15 000,00 €
	Montant total	15 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16009695

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : AIDE A LA DIFFUSION 2016 - RADIO ALIGRE FM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense (radios)	93 487,00 €	13,36 %	12 487,00 €
	Montant Total de la subvention		12 487,00 €

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
10200507- Soutien régional aux radios et télévisions et aux nouveaux supports d'information et d'expression sur internet en IDF

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RADIO ALIGRE FM
Adresse administrative : 42 RUE DE MONTREUIL
75011 PARIS 11
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Philippe VANNINI, Président

Date de publication au JO : 28 août 1990

N° SIRET : 32370840400047

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement
Rapport Cadre : CR107-08 du 16/10/2008

Objet du projet : aide à la diffusion 2016

Date prévisionnelle de début de projet : 30 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Aide à la diffusion.

Description :
Aligre Fm a pour but de produire et diffuser des programmes audiovisuels, promouvoir la vie culturelle et sociale, la liberté d'expression, les échanges interculturels, la lutte contre toutes les formes d'exclusions et de discriminations, et la vie associative, conformément à la Charte universelle des Droits de l'Homme et du Citoyen. L'association est une radio pluraliste de services non commerciaux.
Aligre FM a été créée en 1981 sur la base d'une expérience de communication locale de quartier. Elle a depuis été étendue à l'ensemble de l'Ile-de-France.
Elle dispose d'une demi-fréquence et émet du lundi au vendredi entre 6h et 12h et entre 17h et 21h, du samedi 16h au dimanche 14h, et du dimanche 22h au lundi 12h. Elle est autorisée à émettre jusqu'au 04/09/2017.
Elle propose 42 émissions hebdomadaires et mobilise 70 000 auditeurs et 63 animateurs bénévoles. Radio francilienne développant une politique de proximité, elle intègre dans la plupart de ses programmes des thématiques sur l'éducation, la formation, la santé, les sciences, les droits de l'Homme, le civisme,

l'environnement et le handicap, ainsi que des informations sur la vie associative, les arts et les spectacles en Ile-de-France.

Objet de l'aide à la diffusion :
- redevance diffuseur auprès du fournisseur JTF,
- location auprès d'Orange d'une liaison spécialisée pour acheminer le signal du local au site de diffusion,
- droits d'auteurs : Sacem et SPRE (Société de Perception de la Rémunération Equitable de la communication au public),
- location du studio servant à la production et à la réalisation des émissions,
- frais techniques : rémunération du personnel technique
- frais d'hébergement du site internet, pour permettre le streaming et le téléchargement des émissions.

Moyens mis en œuvre :
2 personnes en ETP seront mobilisées sur le projet.
Etude d'une embauche d'un salarié pour Septembre 2016 d'un contrat de type CAE/CUI.

Intérêt régional :
Cette radio contribue à :
- mener une communication de proximité, et notamment sur les initiatives locales et les sujets concernant les questions de jeunesse, de citoyenneté, culturelles, d'apprentissage, de formation professionnelle, ou encore sportives et de loisirs ;
- diffuser, en s'appuyant sur un partenariat avec le CROSIF (Comité Régional Olympique et Sportif d'Ile-de-France), des informations et reportages concernant les manifestations et événements sportifs, en vue de favoriser le développement de la pratique sportive en Île-de-France ;
- participer à l'effort régional mené en matière de prévention de la radicalisation, de lutte contre les discriminations et de défense des valeurs de la République.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s).

Public(s) cible(s) :
Le public cible est l'ensemble des habitants de la région Ile-de-France, soit potentiellement 10 millions de personnes, aussi bien des femmes, que des hommes et ceux dans toutes les composantes sociales de la population francilienne

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Diffusion : diffusion JTF	19 743,50	21,12%
Diffusion : internet, téléphone, site	2 500,00	2,67%
Location studio et charges	25 743,50	27,54%
Locaux : entretien et réparations	500,00	0,53%
Salaires techniciens	17 600,00	18,83%
Charges (techniciens)	9 400,00	10,05%
Frais techniques : intermédiaires extérieurs	6 000,00	6,42%
Droits d'auteur : SACEM	8 000,00	8,56%
Droits d'auteur : SPRE	4 000,00	4,28%
Total	93 487,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	45 000,00	48,14%
FSER (EC)	36 000,00	38,51%
Région Ile-de-France	12 487,00	13,36%
Total	93 487,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	12 487,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien régional en faveur de la lutte contre les discriminations en fonctionnement	20 000,00 €
2014	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	15 000,00 €
2015	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	15 000,00 €
	Montant total	50 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16009697

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : AIDE A LA DIFFUSION 2016 - MEDIA 78

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense (radios)	27 482,00 €	45,42 %	12 482,00 €
	Montant Total de la subvention		12 482,00 €

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
10200507- Soutien régional aux radios et télévisions et aux nouveaux supports d'information et d'expression sur internet en IDF

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION MEDIA 78
Adresse administrative : RUE DE GASSICOURT
78200 MANTES-LA-JOLIE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur SANDJIVY GEORGES, Président

Date de publication au JO : 12 juin 1999

N° SIRET : 43169619400031

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement
Rapport Cadre : CR107-08 du 16/10/2008

Objet du projet : aide à la diffusion 2016

Date prévisionnelle de début de projet : 12 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 11 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région, de l'intérêt et de l'urgence de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
Aide à la diffusion.

Description :
L'association Média78 qui porte la radio BPM s'adresse à un large public de 15 à 60 ans qui s'intéresse de près ou de loin à la vie locale, associative, sociale, ou culturelle. Elle génère du lien social auprès de ses auditeurs habitants dans le quartier sensible du Val Fourré.
La radio émet, du lundi au vendredi de 6h à 19h, une programmation qui se veut éclectique :
- une émission familiale de 6h à 9h qui diffuse des informations locales, nationales et internationales, les résultats sportifs, le trafic routier dans les Yvelines.
- les rubriques diffusées entre 9h et 16h, concernent davantage le secteur social (emploi, présentation d'une association et d'un commerce), le secteur culturel (théâtre, concerts, histoire et patrimoine des Yvelines) ou encore la vie quotidienne en traitant de l'environnement, la qualité de l'air ou de thèmes tels

que « sortir pas cher ».
- de 16h à 18h, les rubriques diffusées sont plus axées sur les jeunes : sorties DVD, soirées, cinéma, télévision, concerts.
- de 18h00 à 19h00, du lundi au vendredi, une émission consacrée entièrement à l'actualité locale informe les auditeurs au travers d'un journal d'informations locales, et de rubriques 100% locales. La radio est autorisée à émettre jusqu'au 03/09/2017.

En 2015, c'est une moyenne de 30 000 auditeurs/jour.

Objet de l'aide à la diffusion :
La liaison SDSL (ligne d'abonné numérique à débit symétrique) : le signal audio du studio doit être acheminé jusqu'à l'émetteur. Cette liaison est effectuée par le biais d'une liaison SDSL louée auprès d'un opérateur.

La diffusion: la radio a choisi de faire appel à un diffuseur privé. Les frais de mise en onde correspondent à la fourniture de l'émetteur et du pylône.

Les salaires et charges du personnel technique :
- Un technicien radio pour les diagnostics techniques, l'entretien du matériel (remplacement des éléments défectueux) et qui supervise, à l'aide d'un outil dédié, le lien IP entre le studio et l'émetteur ainsi que la présence et la qualité du signal audio diffusé.
- Un programmateur radio qui assure quotidiennement la programmation, le calage des titres et l'insertion des rubriques et des émissions dans la playlist.

Moyens mis en œuvre :
En 2015, la radio a poursuivi l'accueil et la formation du premier apprenti dont le contrat s'est terminé en juin 2015. En septembre 2015, une apprentie pour deux ans a été embauchée.
2 personnes en ETP mobilisées sur le projet : 1 technicien (25%) et 1 programmatrice (45%).
3 bénévoles au sein de la structure.

Intérêt régional :
Cette radio contribue à :
- mener une communication de proximité, et notamment sur les initiatives locales et les sujets concernant les questions de jeunesse, de citoyenneté, culturelles, d'apprentissage, de formation professionnelle, ou encore sportives et de loisirs ;
- diffuser, en s'appuyant sur un partenariat avec le CROSIF (Comité Régional Olympique et Sportif d'Ile-de-France), des informations et reportages concernant les manifestations et événements sportifs, en vue de favoriser le développement de la pratique sportive en Île-de-France ;
- participer à l'effort régional mené en matière de prévention de la radicalisation, de lutte contre les discriminations et de défense des valeurs de la République.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s).

Public(s) cible(s) :
Un large public de 15 à 60 ans

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de diffusion	8 941,00	32,53%
OLEANE-Orange Business Services (SDSL)	5 500,00	20,01%
Technicien radio maintenance	5 100,00	18,56%
Programmatrice radio	7 941,00	28,90%
Total	27 482,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	8 800,00	32,02%
Etat ASP (EC)	6 200,00	22,56%
Région Ile-de-France	12 482,00	45,42%
Total	27 482,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	12 487,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Lutte contre les discriminations	17 500,00 €
2014	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	15 000,00 €
2015	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en investissement	14 802,00 €
2015	Soutien régional en faveur de la lutte contre les discriminations en fonctionnement (CR46-14)	15 000,00 €
	Montant total	62 302,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16009709

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : AIDE A LA DIFFUSION 2016 - RADIO SOLEIL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense (radios)	37 487,00 €	33,31 %	12 487,00 €
	Montant Total de la subvention		12 487,00 €

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
10200507- Soutien régional aux radios et télévisions et aux nouveaux supports d'information et d'expression sur internet en IDF

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RADIO SOLEIL
Adresse administrative : 57 RUE D'AVRON
75962 PARIS 20
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ABDELMAJID DABOUSSY, Président

Date de publication au JO : 4 novembre 1981

N° SIRET : 37889585800017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement
Rapport Cadre : CR107-08 du 16/10/2008

Objet du projet : aide à la diffusion 2016

Date prévisionnelle de début de projet : 12 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 11 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région, de l'intérêt et de l'urgence de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
Aide à la diffusion.

Description :
Radio soleil est une radio associative créée en 1981, qui s'adresse aux communautés immigrées d'Ile-de-France autour des thématiques suivantes : accès à la citoyenneté, lutte contre le racisme et les discriminations.
Le nombre d'auditeurs est estimé entre 70 000 et 80 000 par jour. Elle diffuse sur la fréquence 88.6 et autorisée à émettre jusqu'au 04/09/2017.
Elle propose diverses émissions sur les banlieues et la politique de la ville avec des témoignages d'habitants et de responsables locaux (bihebdomadaires), sur la diversité, l'emploi et la lutte contre les discriminations (hebdomadaire), sur les activités culturelles. Elle propose également une émission de service d'aide juridique aux auditeurs pour les orienter vers des associations spécialisées (séjour,

retraites, questions sociales), complétée d'une permanence juridique pour les cas non traités à l'antenne. Elle développe en outre des partenariats avec d'autres associations pour des manifestations festives et musicales, et des compilations de musiques traditionnelles et classiques.

Objet de l'aide à la diffusion :
- aux frais de télécommunication des studios de diffusion et de l'administration,
- aux frais de diffusion des émissions en FM,
- à la location du site : la radio se diffuse elle-même via un mât de 30m avec 4 antennes et un émetteur installés sur une terrasse d'un immeuble pour permettre la diffusion des émissions en Ile-de-France,
- à la consommation d'énergie des studios de diffusion,
- aux frais techniques : un technicien est chargé de la maintenance du matériel et de la technique.

Moyens mis en œuvre :
1 ETP détaché au projet. Au sein de la structure, 20 bénévoles.

Intérêt régional :
Cette radio contribue à :
- mener une communication de proximité, et notamment sur les initiatives locales et les sujets concernant les questions de jeunesse, de citoyenneté, culturelles, d'apprentissage, de formation professionnelle, ou encore sportives et de loisirs ;
- diffuser, en s'appuyant sur un partenariat avec le CROSIF (Comité Régional Olympique et Sportif d'Ile-de-France), des informations et reportages concernant les manifestations et événements sportifs, en vue de favoriser le développement de la pratique sportive en Île-de-France ;
- participer à l'effort régional mené en matière de prévention de la radicalisation, de lutte contre les discriminations et de défense des valeurs de la République.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s).

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires technicien	13 600,00	36,28%
Téléphones studios et administration	800,00	2,13%
Energie EDF studios	800,00	2,13%
Locations et charges locatives	13 087,00	34,91%
Diffusion en FM	8 000,00	21,34%
Streaming internet radio	1 200,00	3,20%
Total	37 487,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	5 000,00	13,34%
FSER (EC)	15 000,00	40,01%
ACSE (EC)	5 000,00	13,34%
Région Ile-de-France	12 487,00	33,31%
Total	37 487,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	12 487,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	15 000,00 €
2014	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	15 000,00 €
2015	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	15 000,00 €
	Montant total	45 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16009710

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : AIDE A LA DIFFUSION 2016 - RADIO RGB

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense (radios)	30 255,00 €	41,27 %	12 487,00 €
	Montant Total de la subvention		12 487,00 €

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
10200507- Soutien régional aux radios et télévisions et aux nouveaux supports d'information et d'expression sur internet en IDF

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : REGROUPEMENT RADIO GINGLET- LA BOUCLE
Adresse administrative : MAISON DE QUARTIER DES TOULEUSES
95020 CERGY CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Damien MOREL, Président

Date de publication au JO : 3 juin 1985

N° SIRET : 32946468900028

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement
Rapport Cadre : CR107-08 du 16/10/2008

Objet du projet : aide à la diffusion 2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 avril 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région, de l'intérêt et de l'urgence de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
Aide à la diffusion.

Description :
RGB (Regroupement Ginglet – La Boucle) a été créée en 1982 sur le Territoire de la Ville Nouvelle de Cergy-Pontoise (95). Depuis plus de 33 ans, l'association, issue de l'Education populaire, a pour projet associatif de promouvoir une radio libre et indépendante, démocratique et laïque, respectueuse des convictions de chacun, pour développer une véritable communication sociale de proximité. Au quotidien, la radio assure une mission d'utilité sociale au service des habitants de Cergy-Pontoise, du Val d'Oise et sur le nord-ouest de la Région Ile-de-France.

La radio propose un programme généraliste, autour de deux principaux axes :
1 - L'information locale et régionale, pour soutenir et valoriser les initiatives locales et associatives, avec un

soutien très actif pour la diversité culturelle.
2 – La diversité culturelle et musicale, avec un grand nombre d'émissions spécialisées (avec découvertes et soutien des nouveaux talents, promotion des artistes émergents de la scène locale, des acteurs locaux, salles de concerts et associations).
La pratique associative et inter-associative de RGB participe au développement local et contribue au pluralisme, à la citoyenneté, à la démocratie locale, au lien social, à la diversité culturelle et à la liberté d'expression.
L'identité radiophonique de GINGLET-LA BOUCLE se traduit autour de 3 mots essentiels (3 valeurs) : liberté, diversité, proximité.

Objet de l'aide à la diffusion :
1 – Frais de personnel technique (permanent technique) chargé de la réalisation et de la diffusion de la programmation, sur la bande FM et sur internet (en streaming et en podcasting).
2 – Liaison France Télécom / Relais entre le studio (à Cergy) et l'émetteur (à Vauréal).
3 – Frais de diffusion en streaming sur internet (fournisseur d'accès : Streamakaci-On LINE-GANDI).
4 – SACEM /SPRE/ Droits d'auteurs, compositeurs et éditeurs de musique.
5 – Assurances (site d'émission + studio / GENERALI Assurances).

Moyens mis en œuvre :
3 salariés à temps plein et 1 service civique.

Intérêt régional :
Cette radio contribue à :
- mener une communication de proximité, et notamment sur les initiatives locales et les sujets concernant les questions de jeunesse, de citoyenneté, culturelles, d'apprentissage, de formation professionnelle, ou encore sportives et de loisirs ;
- diffuser, en s'appuyant sur un partenariat avec le CROSIF (Comité Régional Olympique et Sportif d'Ile-de-France), des informations et reportages concernant les manifestations et événements sportifs, en vue de favoriser le développement de la pratique sportive en Île-de-France ;
- participer à l'effort régional mené en matière de prévention de la radicalisation, de lutte contre les discriminations et de défense des valeurs de la République.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s).

Public(s) cible(s) :
Un public généraliste.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel technique	16 687,00	55,15%
France Télécom	4 308,00	14,24%
Diffusion en streaming (STREAMAKACI-GANDI-ONLINE)	1 300,00	4,30%
SACEM	5 760,00	19,04%
Assurance site d'emission & studio	2 200,00	7,27%
Total	30 255,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FSER (EC)	1 768,00	5,84%
Région Ile-de-France	12 487,00	41,27%
Département 95 (EC)	10 000,00	33,05%
Communauté agglomération Cergy Pontoise (EC)	3 000,00	9,92%
Autres communes (EC)	3 000,00	9,92%
Total	30 255,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	12 487,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	5 000,00 €
2013	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	15 000,00 €
2014	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	15 000,00 €
2014	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en investissement	15 000,00 €
2015	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	15 000,00 €
	Montant total	65 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014365

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : AIDE A LA DIFFUSION 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense (radios)	45 722,00 €	27,31 %	12 487,00 €
	Montant Total de la subvention		12 487,00 €

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
10200507- Soutien régional aux radios et télévisions et aux nouveaux supports d'information et d'expression sur internet en IDF

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HORIZON FM ASSOCIATION RADIO HORIZON
Adresse administrative : 8 RUE DE PARIS
91090 LISSES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Misha AGARD, Président

Date de publication au JO : 12 juillet 1981

N° SIRET : 42472253600036

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement
Rapport Cadre : CR107-08 du 16/10/2008

Objet du projet : Aide à la diffusion

Date prévisionnelle de début de projet : 12 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 11 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Aide à la diffusion.

Description :
La radio Horizon édite la radio sans pub. L'idée de la station est de proposer un programme unique sur la bande fm, composé de musique et d'informations locales.

Son souhait est d'augmenter sa zone de diffusion afin de la rendre accessible à un maximum d'auditeurs. Il lui faut pour cela changer de site de diffusion, et donc déménager l'emplacement de son antenne et de son émetteur.

Actions menées en matière de communication sociale de proximité :
- reportages sur les thèmes de la lutte contre toutes les formes de discriminations, de défense des valeurs de la République, de prévention de la radicalisation ;
- développement des partenariats avec les missions locales, les associations de réinsertion, les écoles de la 2ème chance, et tous les acteurs de l'emploi ;

- mise en lumière des initiatives régionales et des reportages sur les actions locales ;
- réalisation d'émissions ou de reportages dédiés aux compétitions et événements sportifs en Ile-de-France.

Intérêt régional :
Cette radio contribue à :
- mener une communication de proximité, et notamment sur les initiatives locales et les sujets concernant les questions de jeunesse, de citoyenneté, culturelles, d'apprentissage, de formation professionnelle, ou encore sportives et de loisirs ;
- diffuser, en s'appuyant sur un partenariat avec le CROSIF (Comité Régional Olympique et Sportif d'Ile-de-France), des informations et reportages concernant les manifestations et événements sportifs, en vue de favoriser le développement de la pratique sportive en Île-de-France ;
- participer à l'effort régional mené en matière de prévention de la radicalisation, de lutte contre les discriminations et de défense des valeurs de la République.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s).

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Site de diffusion	12 000,00	26,25%
Pylone d'émission	26 487,00	57,93%
Emetteur	3 995,00	8,74%
Hébergement (streaming, etc.)	3 240,00	7,09%
Total	45 722,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	12 487,00	27,31%
FSER (EC)	15 000,00	32,81%
Ressources propres	18 235,00	39,88%
Total	45 722,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	12 487,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16009711

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : AIDE A LA DIFFUSION 2016 - RADIO ENGHIEN

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense (radios)	74 938,00 €	16,66 %	12 487,00 €
	Montant Total de la subvention		12 487,00 €

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
10200507- Soutien régional aux radios et télévisions et aux nouveaux supports d'information et d'expression sur internet en IDF

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IDFM RADIO ENGHIEN
Adresse administrative : 26 B RUE DE MORA
95880 ENGHIEN-LES-BAINS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-François DUPAQUIER, Président

Date de publication au JO : 31 mars 1982

N° SIRET : 38287026900026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement
Rapport Cadre : CR107-08 du 16/10/2008

Objet du projet : aide à la diffusion 2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Aide à la diffusion.

Description :
Idfm-Radio Enghien, créée en 1982, est diffusée sur 98FM et sur internet : www.idfm98.fr (avec plus de 15 000 connexions en direct par mois). Il s'agit d'une radio généraliste animée par 142 bénévoles et 4 salariés. Sa grille de programmes est riche de plus de 100 émissions hebdomadaires et s'adresse à tout public (44 200 auditeurs par semaine). La priorité est donnée aux informations locales et régionales, avec une place importante pour les questions d'emploi, de handicap, de bien-être, de non-discrimination. Pour se faire, de nombreuses émissions donnent la parole aux entreprises, aux élus, aux professionnels de la santé, aux organisateurs d'événements, aux associations, etc. Diverses actions menées ou à venir sur la lutte contre les discriminations, l'illettrisme ainsi que la participation à des manifestations sportives, donneront lieu à des partenariats.
La date d'échéance du CSA est au 04/09/2017.

Objet de l'aide à la diffusion :
- Frais de diffusion par l'opérateur TDF : transport du signal, traitement du son et diffusion du son en FM depuis un pylône situé à Sannois (Val-d'Oise).
- Frais techniques : chef technicien chargé de suivre et vérifier la diffusion.

Moyens mis en œuvre :
1 Responsable technique (1 ETP)

Intérêt régional :
Cette radio contribue à :
- mener une communication de proximité, et notamment sur les initiatives locales et les sujets concernant les questions de jeunesse, de citoyenneté, culturelles, d'apprentissage, de formation professionnelle, ou encore sportives et de loisirs ;
- diffuser, en s'appuyant sur un partenariat avec le CROSIF (Comité Régional Olympique et Sportif d'Ile-de-France), des informations et reportages concernant les manifestations et événements sportifs, en vue de favoriser le développement de la pratique sportive en Île-de-France ;
- participer à l'effort régional mené en matière de prévention de la radicalisation, de lutte contre les discriminations et de défense des valeurs de la République.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s).

Public(s) cible(s) :
La radio s'adresse à un public de 50 ans et plus.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de Diffusion FM (fournisseur société TDF)	32 287,00	43,08%
Traitement du son (TDF)	3 000,00	4,00%
Transport radio (TDF)	7 116,00	9,50%
Salaire et charges annuelles du technicien	32 535,00	43,42%
Total	74 938,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	62 451,00	83,34%
Région Ile-de-France	12 487,00	16,66%
Total	74 938,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	12 487,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	15 000,00 €
2015	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en investissement	15 000,00 €
	Montant total	30 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16009713

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : AIDE A LA DIFFUSION 2016 - RADIO VIEILLE EGLISE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense (radios)	10 790,00 €	48,19 %	5 200,00 €
	Montant Total de la subvention		5 200,00 €

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
10200507- Soutien régional aux radios et télévisions et aux nouveaux supports d'information et d'expression sur internet en IDF

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RVE RADIO VIEILLE EGLISE
Adresse administrative : RTE DE L'ETANG DE LA TOUR
78125 VIEILLE-EGLISE-EN-YVELINES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Pierre FERRER, Président

Date de publication au JO : 23 août 1983

N° SIRET : 35053024200014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement
Rapport Cadre : CR107-08 du 16/10/2008

Objet du projet : aide à la diffusion 2016

Date prévisionnelle de début de projet : 12 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 11 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région, de l'intérêt et de l'urgence de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
Aide à la diffusion.

Description :
Radio Vieille Eglise est une radio associative locale depuis 33 ans. RVE se veut le reflet fidèle de la vie locale sur sa zone de diffusion. La radio est située près de Rambouillet et sa zone de diffusion couvre un rayon d'environ 30 kilomètres.
RVE a son propre émetteur avec une diffusion des programmes 24/24 et 7/7 et diffuse aussi sur internet, fonctionne avec une équipe de 3 salariés avec l'appui d'une équipe de 22 bénévoles. Elle a une autorisation d'émettre jusqu'au 03/09/2017.

De 5h15 du matin à 18h30 et 9H15 le samedi, il y a 8 flashs d'information locale, 16 flashs nationaux, 30 spots "services", des chroniques (sciences, santé, consommation, mission locale, bibliothèque sonore,

chronique du GEM donnant la parole à des personnes en état de fragilité psychologique, interviews, Europe dans la vie quotidienne et jardinage).
RVE a des émissions hebdomadaires : sport, actualité de la bd, agenda du week-end, émission sur les sciences et l'astronomie, des débats politiques lors de chaque campagne électorale, 6 émissions musicales thématiques (jazz, année 60 et 80, lounge, talents locaux).
RVE propose une programmation musicale variée. Elle y inclut les nouveaux talents et diffuse plusieurs fois par an, avec entre autre le département des Yvelines.

Objet de l'aide à la diffusion :
1. Frais techniques de diffusion :
   - frais d'abonnements ADSL liés à la diffusion internet 24h/24 et 7jours/7
   - frais de maintenance du logiciel de diffusion
2. Frais de personnel :
   - 1 technicien,
   - 1 programmateur.
3. Droits d'auteurs :
   - contribution SACEM (Société des Auteurs, compositeurs et Editeurs de Musique),
   - contribution SPRE (Société de Perception de la Rémunération Equitable de la communication au public).

Moyens mis en œuvre :
1 technicien (12.3% en temps plein) et 1 technicien (12.3% à mi-temps).
22 bénévoles au sein de la structure.

Intérêt régional :
Cette radio contribue à :
- mener une communication de proximité, et notamment sur les initiatives locales et les sujets concernant les questions de jeunesse, de citoyenneté, culturelles, d'apprentissage, de formation professionnelle, ou encore sportives et de loisirs ;
- diffuser, en s'appuyant sur un partenariat avec le CROSIF (Comité Régional Olympique et Sportif d'Ile-de-France), des informations et reportages concernant les manifestations et événements sportifs, en vue de favoriser le développement de la pratique sportive en Île-de-France ;
- participer à l'effort régional mené en matière de prévention de la radicalisation, de lutte contre les discriminations et de défense des valeurs de la République.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s).

Public(s) cible(s) :
Un public généraliste.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Location terrain (40%)	270,00	2,50%
Technicien 1 (12.3% temps plein)	3 700,00	34,29%
Technicien 2 (12.3% mi-temps)	1 400,00	12,97%
Contrat de maintenance logiciel WIN MEDIA	1 010,00	9,36%
SACEM	3 560,00	32,99%
SPRE	850,00	7,88%
Total	10 790,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	5 590,00	51,81%
Région Ile-de-France	5 200,00	48,19%
Total	10 790,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	5 200,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16010632

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : AIDE A LA DIFFUSION 2016 - RADIO CAMPUS PARIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense (radios)	60 964,00 €	20,48 %	12 487,00 €
	Montant Total de la subvention		12 487,00 €

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
10200507- Soutien régional aux radios et télévisions et aux nouveaux supports d'information et d'expression sur internet en IDF

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNE RADIO ETUDIANTE A PARIS
Adresse administrative : 50 RUE DES TOURNELLES
75003 PARIS 3
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Fanny CATTE, Présidente

Date de publication au JO : 7 mars 1998

N° SIRET : 42060020700021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement
Rapport Cadre : CR107-08 du 16/10/2008

Objet du projet : aide à la diffusion 2016

Date prévisionnelle de début de projet : 12 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 11 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région, de l'intérêt et de l'urgence de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
Aide à la diffusion.

Description :
Radio Campus Paris, fondée en 1998, est la radio associative des étudiants et des jeunes Franciliens dont l'objectif est de proposer un média alternatif, local, indépendant et citoyen. 250 bénévoles sont engagés dans la structure.

Cette radio locale relaie les événements culturels, associatifs et étudiants en Ile-de-France. Elle encourage les initiatives et participe à la création en s'associant à des projets innovants.
Radio Campus Paris est très engagée dans les domaines culturels (soutien de la jeune création), scientifiques (médiation auprès du jeune public) et citoyens (transmission et relais).
Elle propose plus de 70 émissions sur son antenne et organise chaque année quatre concerts, un festival

dédié à la création sonore et une centaine d'émissions hors les murs.
Radio Campus Paris émet en demi fréquence FM (93,9FM de 17h30 à 5h30) ainsi que 24h/24 en Radio Numérique Terrestre (depuis juin 2014) et en webradio. Elle compte 60 000 auditeurs quotidiens (source Médiamétrie) et 30 000 visiteurs uniques sur son site (source Google Analytics). Elle est autorisée à émettre jusqu'en 2019.
La radio emploie 5 salariés en CDI temps plein, accueille 8 services civiques par an et propose chaque année plus d'une dizaine stages.

Objet de l'aide à la diffusion :
- Frais de diffusion d'émissions radiophoniques par voie hertzienne (diffusion sous-traitée à la société TDF), internet (coût du serveur) et Radio Numérique Terrestre (diffusion sous-traitée à RadioCoop) ;
- Frais techniques tels que coût de maintenance, de liaison internet et de sous-traitance;
- Frais de personnel technique : rémunération et cotisations sociales du responsable technique (35h), chargé de la coordination technique de l'antenne.

Moyens mis en œuvre :
5 ETP affectés au projet radio associatif :
- 1 responsable de la maintenance et des installations
- 1 chargé d'antenne : responsable de la programmation de la structure et de la formation des bénévoles
- 1 chargé de rédaction : responsable des émissions rédactionnelles, de l'équipe des journalistes bénévoles et de leur formation
- 1 chargé de communication
- 1 chargé de développement et d'administration

Intérêt régional :
Cette radio contribue à :
- mener une communication de proximité, et notamment sur les initiatives locales et les sujets concernant les questions de jeunesse, de citoyenneté, culturelles, d'apprentissage, de formation professionnelle, ou encore sportives et de loisirs ;
- diffuser, en s'appuyant sur un partenariat avec le CROSIF (Comité Régional Olympique et Sportif d'Ile-de-France), des informations et reportages concernant les manifestations et événements sportifs, en vue de favoriser le développement de la pratique sportive en Île-de-France ;
- participer à l'effort régional mené en matière de prévention de la radicalisation, de lutte contre les discriminations et de défense des valeurs de la République.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s).

Public(s) cible(s) :
Radio Campus s'adresse différents types de public :
- les bénévoles (engagés dans l'association) : les étudiants et les jeunes franciliens
- les participants aux ateliers : public scolaire et jeunes de quartiers (politique de la ville)

Les auditeurs sont des jeunes de 18 à 35 ans.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Diffusion FM	16 272,00	26,69%
Diffusion RNT - Ligne internet OVH & connexion Free	8 772,00	14,39%
SACEM-SPRE	9 200,00	15,09%
Serveur site web	1 400,00	2,30%
Maintenance logiciel antenne	1 040,00	1,71%
Salaires et cotisations sociales (technicien)	23 487,00	38,53%
Assurance matériel	793,00	1,30%
Total	60 964,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FSER (EC)	25 277,00	41,46%
ETAT (Emploi Avenir) (EC)	13 200,00	21,65%
Région Ile-de-France	12 487,00	20,48%
Ville de Paris (EC)	10 000,00	16,40%
Total	60 964,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	12 487,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	7 500,00 €
2013	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	6 500,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	12 000,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	3 000,00 €
2015	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	15 000,00 €
	Montant total	49 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16009712

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : AIDE A LA DIFFUSION 2016 - ANPHI VIVRE FM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense (radios)	16 900,00 €	22,19 %	3 750,00 €
	Montant Total de la subvention		3 750,00 €

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
10200507- Soutien régional aux radios et télévisions et aux nouveaux supports d'information et d'expression sur internet en IDF

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ANPHI - ASSOCIATION NATIONALE POUR LA PREVENTION DES HANDICAPS ET POUR L'INFORMATION
Adresse administrative : 16 RUE DE COURCELLES
75008 PARIS 8
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Christian BERTHUY, Président

Date de publication au JO : 21 janvier 1987

N° SIRET : 39919509800021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement
Rapport Cadre : CR107-08 du 16/10/2008

Objet du projet : aide à la diffusion 2016

Date prévisionnelle de début de projet : 12 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 11 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région, de l'intérêt et de l'urgence de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
Aide à la diffusion.

Description :
A travers ses actions, l'ANPHI s'engage à informer les personnes handicapées, leur entourage et la société civile afin de favoriser la prise en compte des droits des personnes handicapées et de faciliter les processus d'intégration sociale.

Elle gère pour cela deux structures depuis 2004 :
- Vivre FM est une radio hertzienne en Ile-de-France dédiée à la thématique du handicap, de l'autonomie et de la solidarité.
Sa programmation est axée sur l'actualité générale du handicap et sur les thèmes de la vie courante :

santé, formation, insertion et emploi, accessibilité, droit, ressources, autonomie, loisirs, sports, culture.
Elle émet sur la fréquence 93.9 de 5h30 à 17h30 à Paris et en Ile-de-France et 24h sur 24 sur le site internet www.vivrefm.com, qui permet une réécoute et le téléchargement libre des émissions. Ce site compte 90 000 visiteurs par mois.
En juillet 2010, Vivre FM a signé la Charte de la diversité, s'engageant à promouvoir la non-discrimination à l'égard des personnes handicapées, des seniors, des femmes, des homosexuel-le-s, des minorités visibles.
La radio autorisée à émettre jusqu'au 23/07/2019.

Le centre d'initiation aux métiers de la radio accueille des personnes touchées par des handicaps physiques ou ayant été victimes d'accident vasculaire cérébral ou de traumatisme crânien. Ce centre est un espace intermédiaire entre les structures de santé mentales, sociales, et de l'emploi, offrant un cadre professionnel adapté aux stagiaires. il est équipé d'un studio et du matériel nécessaire à l'apprentissage des techniques de base des métiers liés à l'activité radiophonique. En 2015, 51 stagiaires ont suivi le cursus du centre.
La radio et le centre bénéficient du concours de 60 personnes (salariées, stagiaires, bénévoles) dont 44% sont en situation de handicap.

Moyens mis en œuvre :
150h dédiées à la radio numérique terrestre soit 0.1 ETP
20 bénévoles en moyenne dans l'année au sein de la structure

Intérêt régional :
Cette radio contribue à :
- mener une communication de proximité, et notamment sur les initiatives locales et les sujets concernant les questions de jeunesse, de citoyenneté, culturelles, d'apprentissage, de formation professionnelle, ou encore sportives et de loisirs ;
- diffuser, en s'appuyant sur un partenariat avec le CROSIF (Comité Régional Olympique et Sportif d'Ile-de-France), des informations et reportages concernant les manifestations et événements sportifs, en vue de favoriser le développement de la pratique sportive en Île-de-France ;
- participer à l'effort régional mené en matière de prévention de la radicalisation, de lutte contre les discriminations et de défense des valeurs de la République.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s).

Public(s) cible(s) :
Les personnes handicapées, leurs proches, les aidants professionnels (auxiliaires de vie...) et les soignants intervenant auprès d'elles.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de diffusion	8 900,00	52,66%
Coût matériels	2 500,00	14,79%
Frais généraux: fournitures, EDF, loyer	2 500,00	14,79%
Frais de personnel	3 000,00	17,75%
Total	16 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	13 150,00	77,81%
Région Ile-de-France	3 750,00	22,19%
Total	16 900,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	3 750,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	3 750,00 €
	Montant total	3 750,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16009708

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : AIDE A LA DIFFUSION 2016 - LES ANTENNES DE LA RELEVE RADIO NEO

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense (radios)	40 547,00 €	30,80 %	12 487,00 €
	Montant Total de la subvention		12 487,00 €

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
10200507- Soutien régional aux radios et télévisions et aux nouveaux supports d'information et d'expression sur internet en IDF

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES ANTENNES DE LA RELEVE - RADIO NEO
Adresse administrative : 35 RUE DU CHEMIN VERT 75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur OLIVIER POUBELLE, Président

Date de publication au JO : 8 juillet 2000

N° SIRET : 44103676100027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement
Rapport Cadre : CR107-08 du 16/10/2008

Objet du projet : aide à la diffusion 2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 avril 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers de la Région, de l'intérêt et de l'urgence de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Objectifs :
Aide à la diffusion.

Description :
L'association les Antennes de la relève édite un programme radiophonique dénommé Néo, diffusé en Île-de-France sur le 95.2FM de 7h à 14h et de 19h à 23h et 24h sur 24 sur internet via le player du site de radio Néo www.radioneo.org et à Paris en Radio Numérique Terrestre. Elle est autorisée à émettre jusqu'au 04/09/2017.
Le programme musical de Néo met l'accent sur la diversité des productions issues de l'espace francophone, sur les nouveaux talents et sur les initiatives locales.

Objet de l'aide à la diffusion :
Les frais de diffusion de la radio sont plus particulièrement :
- La diffusion hertzienne effectuée par le diffuseur TOWERCAST. Ces frais regroupent l'émetteur situé à Bagnolet et les différents services ;
- L'acheminement des signaux pour la FM par SFR en SDSL (ligne d'abonné numérique à débit symétrique) et pour les streaming disponibles sur internet par Freebox et Com FM;
- Les licences de logiciel pour l'automatisation et la programmation du prestataire RCS (nom du fournisseur de logiciel) ;
- La rémunération du responsable antenne et technique (quote-part de 40%) ;
- La perception des produits liés à l'activité de radiodiffusion par la SPRE, Société pour la Perception de la rémunération équitable de la communication au public des phonogrammes du Commerce ;
- La redevance pour la SACEM, Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique.

Moyens mis en œuvre :
1/2 ETP mobilisé pour la diffusion des programmes.
40 bénévoles au sein de la structure.

Intérêt régional :
Cette radio contribue à :
- mener une communication de proximité, et notamment sur les initiatives locales et les sujets concernant les questions de jeunesse, de citoyenneté, culturelles, d'apprentissage, de formation professionnelle, ou encore sportives et de loisirs ;
- diffuser, en s'appuyant sur un partenariat avec le CROSIF (Comité Régional Olympique et Sportif d'Ile-de-France), des informations et reportages concernant les manifestations et événements sportifs, en vue de favoriser le développement de la pratique sportive en Île-de-France ;
- participer à l'effort régional mené en matière de prévention de la radicalisation, de lutte contre les discriminations et de défense des valeurs de la République.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s).

Public(s) cible(s) :
Un public âgé de 20 à 55 ans.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de diffusion (Towercast)	19 627,00	48,41%
Acheminement des signaux (SFR-Sdsl)	3 000,00	7,40%
Logiciels-Licences	1 900,00	4,69%
SACEM-SPRE	3 700,00	9,13%
Rémunération responsable antennes/technique	8 800,00	21,70%
Charges patronales	3 520,00	8,68%
Total	40 547,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	28 060,00	69,20%
Région Ile-de-France	12 487,00	30,80%
Total	40 547,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	12 487,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	15 000,00 €
2014	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	15 000,00 €
2015	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	15 000,00 €
	Montant total	45 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014317

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : AIDE A LA DIFFUSION 2016 - DECLIC THEATRE MARMITE FM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense (radios)	27 487,00 €	45,43 %	12 487,00 €
	Montant Total de la subvention		12 487,00 €

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
10200507- Soutien régional aux radios et télévisions et aux nouveaux supports d'information et d'expression sur internet en IDF

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DECLIC THEATRE
Adresse administrative : 17 VOIE DE STALINGRAD NORD
78190 TRAPPES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Dominique CHARRIER, Président

Date de publication au JO : 17 février 1993

N° SIRET : 39039571300030

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement
Rapport Cadre : CR107-08 du 16/10/2008

Objet du projet : Aide à la diffusion 2016

Date prévisionnelle de début de projet : 12 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 11 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Aide à la diffusion.

Description :
Marmite FM, « Prenez le micro, c'est votre radio », est une radio à vocation culturelle, éducative et citoyenne portée par l'association Déclic Théâtre.
Elle s'est donnée pour mission d'accorder et de faire prendre la parole aux habitants de Trappes et des environs. Dans cet objectif, les programmes sont réalisés à 65% par des bénévoles associatifs ou individuels sur la base de la valorisation de leurs actions ou de leurs talents respectifs.
La réalisation en parallèle de portraits d'habitants, de reportages sur le territoire local et interviews en studios permet d'avoir une grande proximité avec le territoire, une grande réactivité vis-à-vis de ses habitants et une plus grande visibilité en général.
Un troisième axe consiste à toucher d'autres populations (soit en âge scolaire, soit en situation de fragilité sociale) au travers d'ateliers de découverte, de création radiophonique ainsi que d'éducation aux médias.
Enfin Marmite FM participe à des actions ponctuelles sur le territoire (forums, présentation d'évènements) afin d'offrir une meilleure visibilité à la radio et de s'inscrire toujours plus dans la vie du territoire en créant

des partenariats divers.

L'aide à la diffusion sera dédiée à :
- la location d'un studio permettant le départ du flux radiophonique ainsi que d'un site émetteur pour la diffusion des programmes ;
- les frais d'acheminement du signal d'émission : 2 abonnements internet sont dédiés à la diffusion qui transmettent le flux audio entre le studio et le site émetteur ;
- l'abonnement et les consommations électriques du site émetteur ;
- l'abonnement à un service d'hébergement de podcast sur internet ;
- l'abonnement à un service de streaming ;
- les redevances à la SACEM (société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique) et à la SPRE (société pour la perception de la rémunération équitable) ;
- la maintenance annuelle des logiciels de diffusion ;
- l'entretien du matériel de diffusion par un professionnel sur le site émetteur ;
- le personnel dédié à la diffusion ! un reporter de proximité qui assure les réglages techniques (15% ETP), un technicien de proximité (ETP), et une chargée de mission radiophonique (‘10% ETP).

Actions menées en matière de communication sociale de proximité :
- 16 émissions et chroniques animées par 22 bénévoles autour de l'économie, de l'emploi, de l'écologie, du sport, des contes, des talents locaux, de la chanson française, de la poésie, de la littérature, de la musique ragga / reggae, de la culture créole, de la science, du cinéma et des sorties culturelles.
- 2 émissions régulières animées par des partenaires locaux (club Fondation Agir Contre l'Exclusion, UFC Que Choisir).
- 3 émissions de la rédaction : « micro dans la ville » - émission de reportage sur le territoire saint quentinois, « micro ouvert » - émission hebdomadaire en studio recevant des invités autour d'initiatives particulières et de programmations culturelles, « Marmite fait son actu » - émission mêlant chroniques, actu locale et invités locaux, émission hebdomadaire diffusée deux fois par semaine.
- 2 ateliers radiophoniques avec réalisation d'émissions hebdomadaires : jeunes extra scolaires, étudiants de l'université de Saint-Quentin-en-Yvelines.
- 5 visites scolaires avec initiation à l'éducation aux médias, renforcées par un accompagnement à la citoyenneté.
- 1 visite découverte pour un groupe de femmes issues de l'immigration en apprentissage du français.
- des partenariats sur des événements locaux : forum des associations, printemps des poètes, etc.
- 1 émission hebdomadaire « Parlons Sport » qui a pour objet le sport, et plus particulièrement le sport régional avec des invités qui viennent mettre en avant leur sport et les compétitions auxquelles ils participent. L'objectif est de donner une meilleure visibilité au sport régional dans toute sa diversité et notamment au travers des évènements coordonnés par le CROSIF.

Intérêt régional :
Cette radio contribue à :
- mener une communication de proximité, et notamment sur les initiatives locales et les sujets concernant les questions de jeunesse, de citoyenneté, culturelles, d'apprentissage, de formation professionnelle, ou encore sportives et de loisirs ;
- diffuser, en s'appuyant sur un partenariat avec le CROSIF (Comité Régional Olympique et Sportif d'Ile-de-France), des informations et reportages concernant les manifestations et événements sportifs, en vue de favoriser le développement de la pratique sportive en Île-de-France ;
- participer à l'effort régional mené en matière de prévention de la radicalisation, de lutte contre les discriminations et de défense des valeurs de la République.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s).

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Location studio + émetteur	2 993,50	10,89%
EDF	1 500,00	5,46%
Lignes internet /téléphone	1 520,00	5,53%
Maintenance site émetteur	894,60	3,25%
Maintenance logiciels diffusion	540,00	1,96%
SACEM	4 243,50	15,44%
SPRE	500,00	1,82%
Rémunération Technicien	6 760,00	24,59%
Rémunération Reporter	5 173,75	18,82%
Rémunération Chargée de mission	2 430,65	8,84%
Abonnement podcast	75,00	0,27%
Abonnement streaming	856,00	3,11%
Total	27 487,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Culture FSER (Att)	10 000,00	36,38%
Région Ile de France	12 487,00	45,43%
Département Conseil départemental des Yvelines (Att)	5 000,00	18,19%
Total	27 487,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	12 487,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
2013	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	14 000,00 €
2013	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	15 000,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	14 000,00 €
2014	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	15 000,00 €
2014	Soutien régional en faveur de la lutte contre les discriminations en fonctionnement	15 261,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
2015	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	15 000,00 €
	Montant total	208 261,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014322

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : AIDE A LA DIFFUSION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense (radios)	79 087,00 €	15,79 %	12 487,00 €
	Montant Total de la subvention		12 487,00 €

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
10200507- Soutien régional aux radios et télévisions et aux nouveaux supports d'information et d'expression sur internet en IDF

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PROGRAMME ASSOCIATIF RADIOPHON INTERET SOCIAL
Adresse administrative : 1 RUE DE LA SOLIDARITE
75019 PARIS 19
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jacques SONCIN, Président

Date de publication au JO : 25 décembre 1991

N° SIRET : 39079258800035

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement
Rapport Cadre : CR107-08 du 16/10/2008

Objet du projet : Aide à la diffusion

Date prévisionnelle de début de projet : 12 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 11 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Aide à la diffusion.

Description :
La radio Fréquence Paris Plurielle, qui émet sur le 106.3 MHz en région parisienne, est portée par l'association P.A.R.I.S. Il s'agit d'une radio généraliste, qui s'adresse à tous les publics sans exclusive.
La radio propose à ses auditeurs une grille des programmes variée, avec 93 émissions originales produites par 250 animateurs bénévoles et se déclinant sur 4 secteurs principaux : les questions sociales (travail, précarité, sans-papiers, logement, SIDA, prisons), les communautés étrangères de la région parisienne, la culture dans ses aspects innovants (cinéma, théâtre, littérature, histoire, philosophie), l'accueil de groupes musicaux en éclosion (avec un accent particulier mis sur les musiques urbaines).

Les 250 bénévoles constituent une force essentielle de la radio, de par leur nombre, la variété de leurs origines sociales et culturelles, la diversité de leurs intérêts et des réseaux auxquels ils appartiennent, leur capacité à l'autoformation, leur liberté d'invention et leur dynamisme. FPP est écoutée par ceux qui n'ont pas les moyens de s'exprimer dans les autres médias (80 000 auditeurs estimés), dans la mesure où la

radio s'attache en priorité à leur donner la parole et à répondre à leurs préoccupations. Un grand nombre de responsables associatifs, culturels et politiques sont également intéressés par les problématiques sociales et les pratiques culturelles progressistes et innovantes abordées par la radio.
L'aide à la diffusion sera consacrée aux :

- frais de transmission : location du toit de l'immeuble couplé à la consommation électrique des équipements et aux frais d'assurances.
- frais de liaison spécialisée : dépenses liées à l'acheminement du signal audio des studios à l'émetteur.
- frais de personnel : 2 salariés chargés des aspects techniques de la diffusion (ETP).
- les redevances SACEM et SPRE.

Intérêt régional :
Cette radio contribue à :

- mener une communication de proximité, et notamment sur les initiatives locales et les sujets concernant les questions de jeunesse, de citoyenneté, culturelles, d'apprentissage, de formation professionnelle, ou encore sportives et de loisirs ;
- diffuser, en s'appuyant sur un partenariat avec le CROSIF (Comité Régional Olympique et Sportif d'Ile-de-France), des informations et reportages concernant les manifestations et événements sportifs, en vue de favoriser le développement de la pratique sportive en Île-de-France ;
- participer à l'effort régional mené en matière de prévention de la radicalisation, de lutte contre les discriminations et de défense des valeurs de la République.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s).

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fourniture electrique	10 000,00	12,64%
Location site émetteur	19 690,00	24,90%
Maintenance-assurances	2 407,00	3,04%
Liaison spécialisée SDSL	9 521,00	12,04%
SPRE	832,00	1,05%
SACEM	10 637,00	13,45%
Frais de personnel	26 000,00	32,88%
Total	79 087,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	1 000,00	1,26%
FSER (Att)	40 000,00	50,58%
Région Ile de France	12 487,00	15,79%
ASP (Att)	25 600,00	32,37%
Total	79 087,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	12 487,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	15 000,00 €
2014	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	15 000,00 €
2014	Soutien régional en faveur de la lutte contre les discriminations en fonctionnement	15 000,00 €
2014	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	15 000,00 €
	Montant total	60 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014320

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : AIDE A LA DIFFUSION 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense (radios)	55 000,00 €	6,82 %	3 750,00 €
	Montant Total de la subvention		3 750,00 €

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
10200507- Soutien régional aux radios et télévisions et aux nouveaux supports d'information et d'expression sur internet en IDF

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FREQUENCE PROTESTANTE
Adresse administrative : 1 RUE DENIS POISSON
75017 PARIS 17
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Michel VAQUIN, Président

Date de publication au JO : 3 août 1983

N° SIRET : 32946387100023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement
Rapport Cadre : CR107-08 du 16/10/2008

Objet du projet : Aide à la diffusion

Date prévisionnelle de début de projet : 12 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 11 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Aide à la diffusion.

Description :
Fréquence Protestante est une radio de proximité généraliste qui émet 42 heures par semaine sur la bande FM (100.7) en Ile-de-France et sur internet. Dans ses programmes, la plus large place est donnée aux questions de société dans un esprit citoyen, au sein d'une réflexion éthique et spirituelle dans la ligne des origines de cette radio.

En collaboration avec de nombreuses associations, la radio s'exprime une demi-heure chaque jour sur les domaines de l'insertion, la lutte contre les inégalités, l'aide sociale, l'emploi, le logement, l'intégration, le respect du handicap et des différences, la lutte contre les violences. Elle donne la parole en direct aux auditeurs comme aux acteurs de la vie locale : chaque semaine, « L'esprit de réforme » parle des questions d'actualité, « L'antenne est à vous » répond à toutes questions et, chaque mois, « Partage » parle des initiatives locales (collectivités et associations).

L'environnement et le développement de l'économie solidaire sont deux thèmes récurrents à l'antenne de cette radio : « L'esprit des lieux » permet de traiter de toutes les questions (eau, énergie, pollution, etc.), un « Midi magazine » par semaine est consacré aux questions de l'économie et du développement social, de la formation professionnelle, du rôle des syndicats, de l'esprit d'entreprise, etc.

La vie culturelle de la région est développée dans les émissions régulières qui donnent la parole à des créateurs et annoncent les spectacles, expositions, manifestations, à Paris et région parisienne. Avec « l'Avenir est à vous », les questions d'éducation sont traitées en répondant aux jeunes et à leurs parents.

Enfin, la radio offre chaque année l'occasion à des étudiants en journalisme et audiovisuel de faire un stage dans le cadre de leurs études.
La Radio produit plus de 90 % de ses programmes.

L'aide à la diffusion sera consacrée aux frais de :
- diffusion de T.D.F. : location de l'émetteur pour la couverture régionale sur la fréquence.
- personnel : 2 techniciens en régie.
- téléphone : ligne entre les studios et l'émetteur.
- redevances SACEM et SPRE.

Intérêt régional :
Cette radio contribue à :
- mener une communication de proximité, et notamment sur les initiatives locales et les sujets concernant les questions de jeunesse, de citoyenneté, culturelles, d'apprentissage, de formation professionnelle, ou encore sportives et de loisirs ;
- diffuser, en s'appuyant sur un partenariat avec le CROSIF (Comité Régional Olympique et Sportif d'Ile-de-France), des informations et reportages concernant les manifestations et événements sportifs, en vue de favoriser le développement de la pratique sportive en Île-de-France ;
- participer à l'effort régional mené en matière de prévention de la radicalisation, de lutte contre les discriminations et de défense des valeurs de la République.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s).

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Location émetteur TDF	25 500,00	46,36%
Salaires et cotisations sociales des techniciens	25 000,00	45,45%
Liaison téléphonique TDF	2 500,00	4,55%
SACEM/SPRE	2 000,00	3,64%
Total	55 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	21 250,00	38,64%
FSER (EC)	30 000,00	54,55%
Région Ile De France	3 750,00	6,82%
Total	55 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	3 750,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	3 750,00 €
2015	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	3 750,00 €
	Montant total	7 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014321

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : AIDE A LA DIFFUSION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense (radios)	39 750,00 €	31,41 %	12 487,00 €
	Montant Total de la subvention		12 487,00 €

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
10200507- Soutien régional aux radios et télévisions et aux nouveaux supports d'information et d'expression sur internet en IDF

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ELLES FM - LFM
Adresse administrative : 1 RUE FREDERIC CHOPIN
78200 MANTES-LA-JOLIE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Saadia AREJDAL, Présidente

Date de publication au JO : 6 décembre 2008

N° SIRET : 51025243000010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement
Rapport Cadre : CR107-08 du 16/10/2008

Objet du projet : Aide à la diffusion

Date prévisionnelle de début de projet : 12 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 11 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Aide à la diffusion.

Description :
LFM est une radio féminine et citoyenne, proche de la population. Elle diffuse ses programmes sur 95.5 FM dans un rayon de 30 à 40 kms autour du bassin mantois et de la Seine aval avec pour objectifs :
- la valorisation de la banlieue à travers un regard jeune et féminin,
- la promotion d'une nouvelle scène musicale,
- la formation des nouvelles générations aux métiers radiophoniques.

Cette radio locale contribue à faire vivre la diversité des programmes radiophoniques destinés aux francilienn(e)s, à informer des événements locaux et à traiter des thématiques liées à la démocratie.

L'aide à la diffusion permettra de couvrir les frais liés à :
- la location de l'émetteur TowerCast ;
- la location d'une ligne France Télécom « Oléane Orange Business VPN SDSL » pour acheminer le

signal audio entre la radio et l'émetteur ;
- la location d'un flux streaming auprès de CreaCast, avec un abonnement auprès de Bouygues Télécom (box pro) pour la diffusion de la radio sur internet ;
- la location d'une ligne Numéris pour diffuser en direct de l'extérieur des studios, de façon ponctuelle ;
- la rémunération du programmateur (50% ETP).

Intérêt régional :
Cette radio contribue à :
- mener une communication de proximité, et notamment sur les initiatives locales et les sujets concernant les questions de jeunesse, de citoyenneté, culturelles, d'apprentissage, de formation professionnelle, ou encore sportives et de loisirs ;
- diffuser, en s'appuyant sur un partenariat avec le CROSIF (Comité Régional Olympique et Sportif d'Ile-de-France), des informations et reportages concernant les manifestations et événements sportifs, en vue de favoriser le développement de la pratique sportive en Île-de-France ;
- participer à l'effort régional mené en matière de prévention de la radicalisation, de lutte contre les discriminations et de défense des valeurs de la République.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s).

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Emetteur "Tower Cast"	17 250,00	43,40%
Ligne "Oléane"	5 000,00	12,58%
France Télécom	5 500,00	13,84%
Frais de personnel: programmateur	10 000,00	25,16%
Ligne Numéris	2 000,00	5,03%
Total	39 750,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FSER (EC)	7 263,00	18,27%
Région Ile de France	12 487,00	31,41%
CG 78 (EC)	12 000,00	30,19%
Mantes la Jolie Commune (EC)	8 000,00	20,13%
Total	39 750,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	12 487,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	15 000,00 €
2013	Soutien régional en faveur de la lutte contre les discriminations en fonctionnement	29 750,00 €
2014	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	15 000,00 €
2015	Soutien régional en faveur de la lutte contre les discriminations en fonctionnement (CR46-14)	15 000,00 €
	Montant total	74 750,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014318

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : AIDE A LA DIFFUSION 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense (radios)	29 487,00 €	42,35 %	12 487,00 €
	Montant Total de la subvention		12 487,00 €

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
10200507- Soutien régional aux radios et télévisions et aux nouveaux supports d'information et d'expression sur internet en IDF

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MEDIATION FAMILLE INTEGRATION
Adresse administrative : 9 RUE CLAUDE BERNARD
77000 MELUN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN-PIERRE MANDIANGU LEMBA, Président

Date de publication au JO : 12 juin 2003

N° SIRET : 47844471400016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement
Rapport Cadre : CR107-08 du 16/10/2008

Objet du projet : Aide à la diffusion

Date prévisionnelle de début de projet : 12 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 11 octobre 2016
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Aide à la diffusion.

Description :
Radio Mangembo FM est une radio de proximité qui diffuse sur la bande 99.7 FM sur la zone de Melun. Elle couvre les 14 communes de l'agglomération Melun Val-de-Seine, les 10 communes du SAN de Sénart et une partie de l'Essonne.

Ses émissions s'adressent en particulier au public des quartiers en rénovation urbaine pour laquelle elle fait l'intermédiation entre les institutions, l'école et les familles, et favorise les échanges interculturels entre les communautés. Elle s'appuie pour cela sur une programmation musicale ouverte sur les musiques du monde et françaises.

Mangembo FM propose des émissions radio, des reportages sur la vie de la Cité et des citoyens engagés dans leur devenir, avec pour objectifs :
- accompagner les actions de la politique de la Ville ;

- créer du lien social, inciter les habitants des quartiers sensibles à la citoyenneté et à la participation à la vie publique ;
- relayer la médiation entre les institutions, les familles, l'éducation nationale et les jeunes ;
- rapprocher les populations d'origine africaine et les communautés d'accueil ;
- briser la ségrégation sociale qui touche les populations primo-arrivantes sur le territoire ;
- donner aux familles les outils pour maintenir le dialogue avec les jeunes, dans la délicate phase de crise d'adolescence.

L'aide à la diffusion permettra de financer :
- les redevances SACEM ;
- la maintenance des moyens de diffusion FM et internet ;
- les charges de personnel ;
- les fournitures d'énergie et campagne de communication.

Intérêt régional :
Cette radio contribue à :
- mener une communication de proximité, et notamment sur les initiatives locales et les sujets concernant les questions de jeunesse, de citoyenneté, culturelles, d'apprentissage, de formation professionnelle, ou encore sportives et de loisirs ;
- diffuser, en s'appuyant sur un partenariat avec le CROSIF (Comité Régional Olympique et Sportif d'Ile-de-France), des informations et reportages concernant les manifestations et événements sportifs, en vue de favoriser le développement de la pratique sportive en Île-de-France ;
- participer à l'effort régional mené en matière de prévention de la radicalisation, de lutte contre les discriminations et de défense des valeurs de la République.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s).

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Maintenance site de diffusion	4 500,00	15,26%
Maintenance équipement production	2 500,00	8,48%
IP diffusion et streaming site web	5 500,00	18,65%
SACEM	8 243,50	27,96%
SPREE	1 200,00	4,07%
Rémunération responsable programmes	7 543,50	25,58%
Total	29 487,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	2 000,00	6,78%
ACSE (EC)	3 000,00	10,17%
FSER (Att)	10 000,00	33,91%
Région Ile de France	12 487,00	42,35%
Département Seine-et-Marne (EC)	2 000,00	6,78%
Total	29 487,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	12 487,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	15 000,00 €
2013	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en investissement	15 000,00 €
2014	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	15 000,00 €
	Montant total	45 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014319

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : AIDE A LA DIFFUSION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense (radios)	27 567,00 €	45,30 %	12 487,00 €
	Montant Total de la subvention		12 487,00 €

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
10200507- Soutien régional aux radios et télévisions et aux nouveaux supports d'information et d'expression sur internet en IDF

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RAJE PARIS
Adresse administrative : 118 RUE JEAN PIERRE TIMBAUD
75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Valère CORREARD, Président

Date de publication au JO : 27 novembre 2010

N° SIRET : 80131605000013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement
Rapport Cadre : CR107-08 du 16/10/2008

Objet du projet : Aide à la diffusion

Date prévisionnelle de début de projet : 12 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 11 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Aide à la diffusion.

Description :
L'association RAJE Paris est une radio diffusant en RNT en Ile-de-France, à la fois radio musicale et d'information. Sa programmation se veut diverse et éclectique, mettant en avant de jeunes artistes.

L'aide à la diffusion permettra de couvrir les dépenses liées aux :
- prestations techniques de maintenance,
- diffusion numérique via RNT,
- encodage au format MP3 ou AAC,
- hébergement via un serveur du prestataire,
- streaming via serveur relay externe,
- liaisons spécifiques SDSL.

Actions menées en matière de communication sociale de proximité :

- Mise en lumière des **initiatives d'acteurs locaux** engagés :
  - émission « Nos Assos ont du talent » : valorisation des associations œuvrant en faveur de la lutte contre toutes les formes de discrimination, pour plus d'égalité et pour la préservation de l'environnement et le développement durable,
  - émission « Ils font bouger nos villes » : valorisation des entrepreneurs du territoire, sociaux ou culturels, sur des problématiques allant de l'accès à la culture pour tous à un engagement pour plus de citoyenneté.
  - interviews des acteurs du sport local à l'occasion d'événements sportifs particuliers.
- **Activités d'éducation aux médias** : ateliers et projets thématiques menés dans les établissements scolaires par des formateurs aux métiers de la radio et à l'éducation aux médias, qui visent à sensibiliser et rendre accessible le monde de la radio au plus grand nombre. Outre la découverte de la radio, ils permettent d'aborder des sujets d'actualité (sport et société, égalité femme-homme, etc.). Des extraits et interviews sont ensuite diffusés lors d'une émission, en compagnie de plusieurs invités issus des classes et des équipes pédagogiques.
- **Atelier « CV sonores » et « reportages en immersion »** menés en partenariat avec la mission locale du 20ème arrondissement de Paris pour permettre à 10 jeunes, issus de quartiers politique de la ville et en recherche d'emploi, de clarifier, écrire et enregistrer leur parcours professionnel sous forme de CV. Ces projets doivent leur permettre non seulement de développer des compétences fondamentales d'expression écrite et orale mais également de se renseigner plus en profondeur sur un métier ou un secteur d'activité donné. Une fois réalisés, les reportages seront diffusés à l'antenne de RAJE Paris dans le cadre d'une semaine spéciale sur l'emploi des jeunes.

Intérêt régional :

Cette radio contribue à :

- mener une communication de proximité, et notamment sur les initiatives locales et les sujets concernant les questions de jeunesse, de citoyenneté, culturelles, d'apprentissage, de formation professionnelle, ou encore sportives et de loisirs ;
- diffuser, en s'appuyant sur un partenariat avec le CROSIF (Comité Régional Olympique et Sportif d'Ile-de-France), des informations et reportages concernant les manifestations et événements sportifs, en vue de favoriser le développement de la pratique sportive en Île-de-France ;
- participer à l'effort régional mené en matière de prévention de la radicalisation, de lutte contre les discriminations et de défense des valeurs de la République.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s).

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations techniques	17 243,50	62,55%
Diffusion numérique	9 747,50	35,36%
Streaming via serveur relay externe Cool Label	96,00	0,35%
Liaison SDSL	360,00	1,31%
Hébergement OVH	120,00	0,44%
Total	27 567,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	3 500,00	12,70%
Ministère de la Culture – DGMIC (EC)	11 580,00	42,01%
Région Ile-de-France	12 487,00	45,30%
Total	27 567,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	12 487,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Prévention des conduites à risques chez les jeunes	5 500,00 €
	Montant total	5 500,00 €

ANNEXE N°3 A LA DELIBERATION : CONVENTION-TYPE

Convention N°XX/XXX
entre la Région Ile-de-France et XXXX
Dossier XXXXX
Au titre du « Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement »

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP1X-XXX du X XXXX XXXX,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : XXXX
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET : XXXXXX
Code APE : XXXX
dont le siège social est situé au : XXXXX
ayant pour représentant XXXXX
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR107-08 du 16 octobre 2008.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° XXXX

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CPXXXX du XXXX, la Région Île-de-France a décidé de soutenir XXXXX pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : XXXXX

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense (radios)	XX XXXX,00 €	XX,XX %	XX 000,00 €
	Montant Total de la subvention		**XX 000,00 €**

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est présenté en annexe dénommée « fiche projet », et qui précise ce qu'il mènera en matière de :

- communication de proximité, et notamment sur les sujets concernant les questions de jeunesse, de citoyenneté ou encore sportives,
- diffusion, en s'appuyant sur un partenariat avec le CROSIF (Comité Régional Olympique et Sportif d'Ile-de-France), des informations et reportages concernant les manifestations et événements sportifs, en vue de favoriser le développement de la pratique sportive en Ile-de-France,
- participation à l'effort régional mené en matière de prévention de la radicalisation, de lutte contre les discriminations et de défense des valeurs de la République,
- information aux auditeurs concernant les actions et dispositifs régionaux, notamment ceux en faveur de la jeunesse, de l'apprentissage, du sport, de la culture et de la formation professionnelle.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter XX stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.
Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.
Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication. Les correspondances, notamment celles vis-à-vis des bénéficiaires de l'objet de la convention, indiquent explicitement l'implication de la Région. Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France. Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le co-contractant s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le cumul des avances ne peut excéder 40% du montant de la subvention.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- XX justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du XX XX XXXX et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le XX XX XXXX.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.
La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée, ou de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.
Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° XX-XXXX du XX XX XXXX.

Fait à Paris en 3 exemplaires originaux

Le

Le Président
du Conseil Régional d'Île-de-France

Par délégation,
XXXXX

Le

Le bénéficiaire
Organisme XXXX
XXXX, XXXX

CONSEIL REGIONAL D'ÎLE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 12/10/2016
- Date de réception en préfecture: 12/10/2016

DELIBERATION N° CP 16-378
DU 12 OCTOBRE 2016

AFFECTATION D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT POUR L'ORGANISATION DU VILLAGE SPORTIF D'HIVER REGION ÎLE-DE-FRANCE 2017

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code du Sport ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant en son article 4 délégation du conseil régional à sa présidente en matière de marchés publics et à l'arrêté n°15-233 en date du 21 décembre 2015, portant délégations de signature de l'Unité « Société » de la Région Île-de-France ;

VU Le marché n°1500055 attribué à l'UCPA SPORT LOISIRS et notifié le 4 décembre 2015 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU Le budget de la Région Île-de-France pour 2016 ;

VU Le rapport n° CP 16-378 présenté par madame la Présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

VU L'avis de la commission sport, jeunesse et vie associative;

VU L'avis de la commission des finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :
Affecte une autorisation d'engagement de 198.000 € disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 33 « Loisirs », au titre du programme HP 33-003 «Développement de l'accès aux loisirs et aux vacances », action 13300301 « Développement de l'accès aux loisirs et aux vacances » du budget 2016, pour l'organisation d'un Village Sportif d'Hiver Région Île-de-France en 2017.

Article 2 :
Affecte une autorisation d'engagement de 300 € disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 33 « Loisirs », au titre du programme HP 33-003 «Développement de l'accès aux loisirs et aux vacances », action 13300301 « Développement de l'accès aux loisirs et aux vacances » du budget 2016, pour le règlement au BOAMP de la somme inhérente à la publication de l'attribution du marché n°1500055 relatif à l'organisation des Villages Sportifs d'Hiver Région Île-de-France pour 2016, 2017 et 2018.

La Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PECRESSE

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 12/10/2016
- Date de réception en préfecture: 12/10/2016

DELIBERATION N° CP 16-467

DU 12 OCTOBRE 2016

ÎLE DE LOISIRS DE VAIRES TORCY

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

AFFECTATIONS D'AUTORISATION DE PROGRAMME ET D'AUTORISATION D'ENGAGEMENT

RAPPORT ANNUEL POUR LA GESTION DE L'ILE DE LOISIRS

REALISATION D'UN AUDIT D'EVALUATION DE LA DSP

CONCESSION POUR LA PERIODE 2018-2021
AUTORISATION DE LANCEMENT D'UN AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux marchés de concession ;

VU Le décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 85-01 du 22 janvier 1985 relative à la politique régionale sportive de détente et de loisirs ;

VU La délibération n° CR 28-96 du 29 novembre 1996 concernant la maîtrise foncière des bases de plein air et de loisirs par la Région Ile-de-France ;

VU La délibération n° CP 07-451 du 31 mai 2007 relative au contrat d'affermage portant délégation de service public pour la gestion de la BPAL de Vaires-Torcy ;

VU La délibération n° CP 15-656 du 08 octobre 2015 à l'avenant n°4 au contrat d'affermage de la délégation de service public pour la gestion de la BPAL de Vaires-Torcy ;

VU Le rapport CP 16-467 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VU L'avis de la commission consultative des services publics locaux du 26 septembre 2016;

VU L'avis de la commission des sports, de la jeunesse et de la vie associative;

VU L'avis de la commission des finances;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : Île de loisirs de Vaires-Torcy (77) – Exécution du contrat de délégation de service public

Prend acte, conformément à l'article L 1411-3 du CGCT, du rapport annuel relatif à l'exécution de la délégation de service public confiant à l'UCPA l'animation, l'exploitation et l'entretien de l'île de loisirs de Vaires-Torcy.

Approuve la nouvelle grille tarifaire applicable pour la saison 2016 - 2017.

Affecte une autorisation de programme de **15.540,55 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 33 « Loisirs » du budget 2016, programme HP 33-001 (133001) « Investissements dans les îles de loisirs », action 13300102 « Aménagements » en faveur de l'UCPA, au titre de l'article 17.2.5 du contrat d'affermage.

Article 2 : réalisation d'un audit de la DSP

Affecte une autorisation d'engagement provisionnelle de **30.000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 33 « Loisirs », au titre du programme HP 33-002 « Charges diverses liées aux îles de loisirs », action 13300201 « Frais de gestion des îles de loisirs incombant à la Région en tant que propriétaire » pour la réalisation d'un audit de la délégation de service public de l'Ile de loisirs de Vaires-Torcy.

Article 3 : Lancement d'une nouvelle concession sur l'île de loisirs de Vaires-Torcy

Approuve le principe de la délégation de service public sur l'île de loisirs de Vaires-Torcy selon les termes du document présenté en annexe 2 à la présente délibération.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXES 1 VAIRES-TORCY – BILAN 2015

- Examen du rapport annuel
- Fiche projet
- Tarif annuel

Ile de loisirs de Vaires-Torcy.

Examen du Rapport Annuel relatif

à la

Délégation de service public.

I - RAPPEL DES GRANDS OBJECTIFS DU CONTRAT

Approuvant le nouveau schéma directeur de l'île ainsi que le contrat d'affermage, le contrat de DSP a été signé fin juin 2007.

Par ce contrat d'affermage, la Région Ile-de-France a confié pour une durée de 10 ans au délégataire qu'est l'UCPA, l'animation, l'exploitation et l'entretien des équipements et installations ainsi que des espaces extérieurs et plans d'eau de l'île de loisirs de Vaires-Torcy qui sont mis à sa disposition.

La philosophie générale du contrat associe contraintes imposées par la Région et réalisme économique, de sorte à aboutir dans tous les domaines que touche la délégation, à une symétrie des engagements et obligations.

Cette délégation comprend cinq missions fondamentales, s'adressant à différents publics :

- Mission 1 : Accueil et animation pour le loisir, le sport et la détente du plus grand nombre,
- Mission 2 : Accueil et animation pour le sport et les loisirs éducatifs et formateurs,
- Mission 3 : Accueil du sport fédéral et du sport de haut niveau international, national et régional en matière de canoë-kayak et d'aviron,
- Mission 4 : Entretien, gestion, surveillance, évaluation et maintenance du site et des équipements,
- Mission 5 : Préservation de la biodiversité et des espaces naturels.

Les obligations du gestionnaire sont les suivantes :

- Réaliser ces missions selon le principe d'une gestion à ses propres risques,
- Gérer et animer les lieux, activités et équipements qui lui sont confiés,
- Insérer l'île dans le territoire et développer le tourisme,
- Travailler en concertation avec le mouvement sportif et les collectivités locales,
- Mettre en place un outil d'évaluation, de correction et de prévision.

De son côté, la Région a pris l'engagement dans le cadre de ce contrat :

- D'une part, de réaliser un programme d'équipement et d'aménagement permettant au gestionnaire d'atteindre l'équilibre de fonctionnement ;
- D'autre part, de prendre en charge les travaux de maintenance de niveau 4 (travaux correctifs et préventifs) et 5 (réparations et reconstructions) ;
- Et enfin, de compenser partiellement par le versement de garanties de recettes les charges liées à la montée en régime des nouveaux équipements, aux incidences de l'aléa météo sur la baignade et à l'impact des travaux sur certaines activités.

Le contrat en lui-même est structuré en cinq grands chapitres :

- Chapitre 1 : Contenu du service délégué ;
- Chapitre 2 : Eléments financiers de la DSP ;
- Chapitre 3 : Personnel ;
- Chapitre 4 : Exécution ;
- Chapitre 5 : Garanties de bonne exécution et règlement des conflits.

Un avenant approuvé en 2015 a reconduit la DSP d'une année supplémentaire.

II - MISE EN ŒUVRE SUR 2015

2.1. Principaux enseignements en 2015

L'année 2015 se caractérise par :

- un renforcement des dynamiques engagées les années précédentes en matière de développement durable,
- le développement des partenariats avec les acteurs locaux,
- le développement des offres séminaires proposées aux entreprises,
- un renforcement de la sécurisation du site,
- la mise en œuvre d'un programme évènementiel participant à la dynamisation et au renforcement de l'attractivité du site,
- la remise à niveau des sols et systèmes d'arrosage des surfaces d'évolution du poney-club,
- l'obtention du label « 'Tourisme & Handicap » sur l'île de loisirs pour 2 familles d'handicap. (auditif et mental),
- la certification Qualicert du poney-club,
- le renouvellement du label « Pavillon bleu » pour la plage,
- une dégradation des résultats financiers par rapport à l'année 2015.

2.2. Les modalités de suivi et de contrôle par l'autorité délégante

Le renforcement des engagements réciproques entre délégant et délégataire se traduit par une meilleure information du délégant, des réunions de travail périodiques et une meilleure transmission d'un certain nombre de documents soumis à la validation ou à l'expertise de la Région.

Comme chaque année et conformément aux dispositions réglementaires, le délégataire a remis au délégant le rapport annuel analytique de délégation (RAAD), qui spécifie les données comptables, qualitatives et économiques de la délégation, ainsi qu'un bilan par mission portant sur :

- Les publics accueillis,
- Les différents équipements de l'île de loisirs,
- Les actions et manifestations effectuées,
- Des éléments relatifs au personnel,
- La gestion patrimoniale et environnementale.

Par ailleurs, ainsi que le prévoit l'article L.1413-1 CGCT, la Commission consultative des services publics locaux (CCSPL) est amenée à se prononcer chaque année sur le rapport établi par le délégataire. Les membres de la CCSPL de la Région Ile-de-France ont été désignés par délibération CR 12-16 du 21 janvier 2016 complété par CR 31-16 TER du 18 février 2016, et sont composés de 12 élus et 3 associations.

L'assemblée délibérante prend également acte chaque année du RAAD (article L.1411-3 CGCT), ainsi que le propose le présent rapport et valide également les éventuelles modifications apportées aux comptes d'exploitation et aux tarifs, annexés à la convention, portant avenant au contrat d'origine et affectant la somme pouvant être versée au titre des possibles garanties de recettes ; les comptes du service délégué tels que remis au RAAD sont à annexer au compte administratif de la Région.

2.3. La poursuite du travail de concertation

L'année 2015 a vu se dérouler, comme prévu au contrat dans le cadre de la gestion du site, les réunions de bilan intermédiaire et de bilan annuel ainsi que des réunions entre l'UCPA et le mouvement sportif, en présence de la Région.

Par ailleurs, dans le cadre du projet de développement sportif et de loisirs, la concertation pilotée par la Région s'est poursuivie avec les collectivités locales, le mouvement sportif et le délégataire.

Pour mémoire, les quatre objectifs stratégiques du projet sont :

1 - Assurer une double vocation d'île de loisirs et de pôle d'excellence sur le plan sportif.
2 - Mettre en œuvre un projet exemplaire en matière de développement durable.
3 - Contribuer à l'aménagement et au développement harmonieux du territoire.
4 - Contribuer au développement économique et à l'attractivité du territoire.

III – SYNTHESE ANALYTIQUE DU RAAD 2015

3.1. Axes transversaux

3.1.1 Développement durable

Les efforts menés en matière de développement durable ces dernières années se sont vus récompensés par le renouvellement de l'octroi du label ''Pavillon bleu''.

Le délégataire a ainsi recherché à s'inscrire dans une démarche de développement durable exemplaire et ses efforts se sont notamment concentrés sur les axes suivants :

- Optimiser le tri sélectif et la gestion des déchets en impliquant les usagers et le personnel dans la démarche, (diminution du nombre de gobelets en plastiques, mise en place de compacteurs de canettes),
- Poursuivre et renforcer le travail de sensibilisation et d'éducation à l'environnement, (sensibilisation des participants à l' « Ecolo Camp », extraction du miel, participation à la semaine du développement durable),
- Poursuivre le travail engagé en matière de préservation de la biodiversité et de l'environnement, de gestion différenciée des espaces,
- Développer l'achat de produits issus du commerce équitable, notamment sur le café.

Enfin, un travail spécifique a été engagé dans le suivi de la qualité de l'eau de baignade.

Pour 2016, sera créé un poste pour développer la communication et lancer une réelle dynamique de commercialisation au niveau des entreprises du territoire.

3.1.2 Solidarité

L'accueil des personnes en situation de fragilité sociale ou de handicap est un axe majeur de l'action de l'UCPA. Afin de consolider cet aspect, une personne en service civique a été recrutée afin de mener à bien un programme d'actions spécifiques sur cet axe.

Depuis 2012, l'île de loisirs bénéficie du label « Tourisme et Handicap ». Cette année, l'UCPA a poursuivi son travail spécifique en matière d'accès aux personnes porteuses de handicap en rendant le site d'avantage accessible (poney-club) et en développant des actions spécifiques à destination de ce public (baignade, activités nautique, golf.)

En partenariat avec ses partenaires éducatifs, sociaux, organismes caritatifs et pouvoirs publics l'UCPA a reconduit le « Phare de Torcy » visant à favoriser l'accès aux loisirs aux familles les plus modestes. Ce sont ainsi 400 personnes qui ont pu profiter des activités proposées.

3.1.3 Sécurité

Le travail engagé en matière de sécurisation des biens et des personnes a été poursuivi en 2015.

Des travaux ont été ainsi engagés pour d'une part faciliter le travail avec les secours en cas d'incident, d'autre part pour diminuer les phénomènes d'intrusion sur l'île.

Le travail de partenariat avec la police nationale et la police municipale a été amélioré.

Pour la 2ème année consécutive, l'île a souffert côté Vaires de l'intrusion des gens du voyage qui a entrainé des conflits d'usages et des représentations négatives de la part des usagers côté Vaires.

Un système de vidéosurveillance a été déployé sur l'île afin de sécuriser les parkings mais aussi de renforcer la sécurité des bâtiments suite à un important cambriolage avec des dégâts importants.

Les axes de travail pour 2016 sont :

- Poursuivre les aménagements du parking côté baignade,
- Renforcer la vidéosurveillance du site,
- Renforcer la barrière anti-intrusion par un système de paramétrage ouverture-fermeture à distance comme celui sur la barrière au niveau du poney-club.

3.2. Gestion du site et qualité de service

3.2.1. Qualité de service

En 2015, l'UCPA a continué sa démarche qualité et possède aujourd'hui des outils performants pour analyser les résultats de ces enquêtes. Le délégataire s'est doté d'outils spécifiques pour mener à bien cet objectif.

L'enquête menée par l'UCPA indique que 23,5 % des usagers sont très satisfaits, 43,5 % satisfaits, 25 % moyennement satisfait et 1,6 % mécontents.

L'ensemble des données de cette enquête sont disponibles dans le RAAD.

En 2015, un nouveau label qualité a été obtenu : label « Qualicert » pour le poney-club. Les autres labels ont été maintenus (label « Ecole Française d'Equitation » ; label « Tourisme et handicap » ; label « Pavillon bleu »).

3.2.2. Actions de commercialisation et de communication

L'UCPA a renforcé sa communication en reconduisant les actions porteuses et en améliorant celles qui n'ont pas été satisfaisantes en 2014.

Les principales actions de communication mises en place par l'UCPA en 2015 sont :

- l'amélioration de la communication par Internet avec l'amélioration de la mise en page de la Newsletter,
- L'actualisation du site internet,
- Le renforcement de la dynamique sur les réseaux sociaux (64 % de fans en plus en 2015),
- La création d'une plaquette générale de l'île de loisirs,
- La création de flyers spécifiques,
- La participation à des salons,
- La participation à des évènements spécifiques,

- La mise en place d'actions de phoning envers les établissements scolaires,
- La réalisation d'actions de commercialisation s'orientant vers les entreprises.

Pour 2016, les actions prioritaires sont :

- Pérenniser les actions de communication à destination des entreprises et du secteur scolaire.

3.3. Bilan quantitatif par activité

3.3.1 La plage

D'un point de vue fréquentation, l'année 2015 a été l'une des meilleures années depuis la création de l'île de loisirs. La plage connait ainsi une hausse de près de 61.000 entrées entre 2014 (75 608 entrées) et 2015 (136 755 entrées).

En 2015, le Plan d'Organisation de la Surveillance et de la Sécurité a été mis à jour avec l'aide de la police, des pompiers et de la préfecture.

3.3.2 Le golf

La tendance de fréquentation du golf est à la baisse comme sur tout le territoire national.
Les chiffres du golf de Torcy indiquent une baisse du nombre de parcours abonnés (- 447 en 2015)

Les travaux de drainage et d'amélioration du parcours qui ont été engagés par la Région en 2015 seront prolongés en 2016.

3.3.3 Le poney-club

Le poney-club connait une baisse de sa fréquentation en 2015 en partie liée au changement des rythmes scolaires (- 513 heures d'enseignement), les stages eux sont en augmentation avec un taux de remplissage de 100 %.

3.3.4 L'open set (tennis/badminton/squash)

L'année 2015 voit une baisse de la fréquentation de 3122 personnes (-10 %).

3.3.5 Le nautique

La fréquentation des activités scolaires est en baisse en 2015 (17 415) par rapport à 2013 (19 786).

Par contre, on observe une augmentation significative sur les locations individuelles en pratiques libres (3 928 en 2015, contre 2 724 en 2014) expliquée en grande partie par les conditions météorologiques. La location de canoé kayak reste l'activité phare avec 40 % d'augmentation par rapport à 2015.
L'enseignement individuel des activités encadrées adultes (catamaran, aviron) ont vu leur taux de fréquentation diminuer (2 510 en 2015, contre 2 810 en 2014). Pour le public junior, la baisse générale en fréquentation est due à la déprogrammation des ventes des stages avec hébergement sous tente pendant la saison estivale.

3.3.6 Evènementiel

Ce sont 65 052 personnes qui ont participé aux évènements organisés par l'UCPA en 2015 contre 44 281 en 2014.

IV – BILAN FINANCIER 2015

4.1 Bilan financier global 2015

En 2015, le compte d'exploitation global de l'île est déficitaire de – 160 126 € (2014 : - 886 €).

Le résultat se décompose comme suit :

- Une amélioration des produits de + 170 K€ (+4% par rapport à 2014).
- Des charges en hausse de + 330 K€ (+8% par rapport à 2014).
- Les charges totales s'élèvent à 4 525 K€.
    - ➔ 2 498K€ de consommation (55%) soit + 7% par rapport à 2014.
        - o dont frais de services centraux UCPA 493K€ (+3% par rapport à 2014).
    - ➔ 1 983 K€ de charges de personnel (46%) soit +8% par rapport à 2014.

- La valeur ajoutée baisse de 1 % pour s'établir à 1 781 K€.
- L'excédent brut d'exploitation baisse de 131 % pour s'établir à - 50 807 K€.
- Le résultat d'exploitation baisse de 360 % (- 157 K€ contre 60 K€ en 2014).

- Chiffre d'affaires consolidé 2015 : 4 280 K€ (2014 : 4 145 K€) comprenant la Garantie de recettes demandée à hauteur de 124 K€, non acceptée par la Région Ile-de-France. **Le chiffre d'affaires en 2015 s'établit donc sans la garantie de recettes à : 4 156 K€.**

- Un résultat net de - 284 K€.

4.2. Bilan par équipement ou activité

4.2.1. Formation professionnelle

L'unité de gestion **formation** professionnelle a été implantée sur l'île de loisirs de Vaires-Torcy en septembre 2013.

Le pôle formation propose et organise le Brevet Professionnel de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et du Sport (BPJEPS), spécialité activités physiques pour tous (APT) ainsi que le Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur (BAFA) et le Brevet Aux Fonctions de Directeur (BAFD).

Cette activité, bien qu'en développement, reste lourdement déficitaire.

Ces formations sont à destination des Franciliens qui pourront ainsi trouver un emploi ou être engagés comme volontaires dans le secteur de l'animation.

- Le compte d'exploitation est **déficitaire de 79 K€**.
- Les produits s'élèvent à 257 K€.
- Les charges s'élèvent à 310 K€.
- Les ETP consacrés à l'activité s'élèvent à 3,16.

4.2.2. Evènementiel

Cette unité de gestion a été créée en 2007 de façon à isoler les coûts liés à l'évènementiel de l'île. L'activité évènementielle continue à se développer en 2015 mais reste déficitaire.

Le bilan financier de cette activité est le suivant :

- Le compte d'exploitation est **déficitaire de 31 K€** (- 12K€ par rapport à 2014 : - 19 K€).
- Les produits s'élèvent à 701 K€ (- 38 K€ par rapport à 2014 : 739 K€).
- Les charges s'élèvent à 660 K€ (- 8 K€ par rapport à 2014 : 698 K€).
- Les ETP consacrés à l'activité s'élèvent à 6.82 (- 0,53 par rapport à 2014 : 7,35).

4.2.3 Baignade, sécurité et espaces verts

Bilan financier :

- Le compte d'exploitation est **déficitaire de 71 K€** (+ 73 K€ par rapport à 2014 : - 144 K€).
- Les produits s'élèvent à 837 K€ (+ 339 K€ par rapport à 2014 : 498 K€).
- Les charges s'élèvent à 823 K€ (+ 580 K€ par rapport à 2014 : 603 K€).
- Les ETP consacrés à l'activité s'élèvent à 10,16 (+ 0,68 par rapport à 2014 : 9,48).

4.2.4 L'unité de gestion « poney-club »

L'équipement enregistre une baisse de sa fréquentation liée en partie par le changement des rythmes scolaire mais reste une des 3 unités excédentaires.

Sur le plan financier :

- Le compte d'exploitation est **excédentaire de 54 K€** (- 81 K€ par rapport à 2014 : 135 K€).
- Les produits s'élèvent à 936 K€ (- 31 K€ par rapport à 2014 : 967K€).
- Les charges s'élèvent à 786 K€ (+ 34 K€ par rapport à 2013 : 754 K€).
- Les ETP consacrés à l'activité s'élèvent à 13,58 (- 0,59 par rapport à 2014 : 14,17).

4.2.5 L'unité de gestion « golf »

Le golf de Torcy en 2015 voit son exercice chuter par rapport à 2014, qui avait été une très bonne année. L'UCPA précise que l'année 2015 a une nouvelle fois été une année difficile pour le secteur golfique en France et à l'étranger.

Sur le plan financier :

- Le compte d'exploitation **est déficitaire de - 52 K€** (- 62 K€ par rapport à 2014 : 10 K€).
- Les produits s'élèvent à 557 K€ (- 110 K€ par rapport à 2014 : 667 K€).
- Les charges s'élèvent à 553 K€ (- 50 K€ par rapport à 2014 : 603 K€).
- Les ETP consacrés à l'activité s'élèvent à 6,63 (+ 0.13 par rapport à 2014 : 6,5).

4.2.6 L'unité de gestion « espace open set »

Cette activité a été marquée par une **diminution de son chiffre d'affaires en 2015.**

Sur le plan financier :

- L'open set est l'une des trois activités dont le compte d'exploitation **est excédentaire de 3 K€** (- 30 K€ par rapport à 2014 : 33 K€). mais celui-ci sans la garanti de recette devient **déficitaire de - 121 K€.**
- Les produits s'élèvent à 646 K€ (- 13 K€ par rapport à 2014 : 659 K€).
- Les charges s'élèvent à 577 K€ (- 5 K€ par rapport à 2014 : 572 K€).
- Les ETP consacrés à l'activité s'élèvent à 10,83 (+ 0,55 par rapport à 2014 : 10, 28).

4.2.7 L'unité de gestion « espace nautique »

Cette activité est excédentaire pour la troisième fois depuis 2011.

Sur le plan financier :

- Le compte d'exploitation est **excédentaire de 16 K€** (- 2 K€ par rapport à 2014 : 18 K€).
- Les produits s'élèvent à 430 K€ (- 24 K€ par rapport à 2014 : 454 K€).
- Les charges s'élèvent à 370 K€ (- 29 K€ par rapport à 2013 : 399 K€).
- Les ETP consacrés à l'activité s'élèvent à 6,34 (+ 0,21 par rapport à 2014 : 6,55).

En résumé, le tableau de synthèse ci-dessous reprenant les chiffres du délégataire permet d'avoir une vision globale des résultats de l'ensemble des activités de l'île.

	Global	*Administration*	*UG évènement*	*UG Baignade*	*UG Poney-club*	*UG Golf*	*UG espace « open set »*	*UG espace nautique*	*UG Formation*
Charges totales	***4 525 326 €***	***9,8%***	***14,6%***	***18%***	***17%***	***12%***	***12,7%***	***8.1%***	***6,8%***
Produits totaux	***4 365 200 €***		***16%***	***19%***	***21,4%***	***12,7%***	***14,8%***	***9,8%***	***5,89%***
Résultat net	***- 160 126 €***	***Repartie dans les UG – 442 679 €***	***- 31 018 €***	***- 71 330 €***	***54 570 €***	***- 52 419 €***	***2 875 €***	***16 300 €***	***- 79 104€***
ETP (en Nb)	***66,36***	***8,84***	***6,82***	***10,16***	***13,58***	***6,63***	***10,83***	***6,34***	***3,16***
ETP (en %)	***100%***	***13,3%***	***10,2%***	***15,3%***	***20.5%***	***10%***	***16,4%***	***9,5%***	***4,8%***

Le résultat 2015 s'établit donc à – 160 126 € et **à - 284 188 € sans la garantie de recettes**.

En conclusion, l'année 2015 est marquée par :

- Une satisfaction quant à la qualité du service public et de l'entretien du site,
- Une démarche de développement durable renforcée,
- Un développement de l'activité évènementielle,
- Un effort de maintenance conjoint du délégant et du délégataire,
- Des résultats 2015 en forte baisse,
- Des activités qui restent déficitaires : la baignade, l'évènementiel, le golf, l'open set, la formation professionnelle,
- Des activités excédentaires : le poney-club, l'espace nautique.
- Le compte d'exploitation global de l'île est déficitaire en partie à cause de la nouvelle UG formation professionnelle, de l'UG évènementiel et de l'UG baignade.

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16010455

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : VAIRES-TORCY - REMBOURSEMENT PAR LE DELEGANT DES TRAVAUX NECESSAIRES A LA CONTINUITE DU SERVICE PUBLIC

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	15 540,55 €	100,00 %	15 540,55 €
	Montant Total de la subvention		15 540,55 €

Imputation budgétaire : 903-33-20422-133001-300
13300102- Aménagements

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UCPA UNION NATIONALE CTRES SPORTIFS PLEIN AIR
Adresse administrative : 17 RUE REMY DUMONCEL
75014 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Alain SAUVRENEAU, Président

Date de publication au JO : 3 novembre 1965

N° SIRET : 77568204001717

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte

Objet du projet : remboursement par le délégant, des travaux nécessaires à la continuité du service public, effectués par le délégataire, tel que prévu par l'article 17.2.5. du contrat d'affermage (Vaires-Torcy)

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 2 mars 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le budget d'investissement au titre du remboursement par le délégant, des travaux nécessaires à la continuité du service public, effectués par le délégataire, tel que prévu par l'article 17.2.5. du contrat d'affermage est de 15.540,55 €.

Localisation géographique : TORCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	15 540,55 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Garanties de recettes Vaires-Torcy	77 009,02 €
2013	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	17 922,62 €
2013	Programmes triennaux destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	30 000,00 €
2013	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	5 000,00 €
2014	Garanties de recettes Vaires-Torcy	45 404,91 €
2014	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	48 588,46 €
2014	Programmes triennaux destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	30 000,00 €
2014	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	5 000,00 €
2015	Aide à projet "musiques actuelles et amplifiées"	5 000,00 €
2015	Garanties de recettes Vaires-Torcy	69 277,40 €
2015	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	31 923,00 €
	Montant total	365 125,41 €

TARIFS ANNUELS

ACTIVITES	Tarif 2014	évolution % 2014/2013	Tarif 2015	évolution % 2015/2014	Tarif 2016	évolution % 2016/2015	Tarif 2017	évolution % 2017/2016		
PONEY CLUB										
	Rentrée septembre 2013		**Rentrée septembre 2014**		**Rentrée septembre 2015**		**Rentrée septembre 2016**		**Rentrée septembre 2017**	
Carte mini poney	60,00 €	1,69%	60,00 €	0,00%	60,00 €	0,00%	62,00 €	3,33%	63,00 €	1,61%
Forfait annuel 4/9 ans	500,00 €	1,83%	510,00 €	2,00%	520,00 €	1,96%	527,00 €	1,35%	536,00 €	1,71%
1 Forfait annuel 9 ans et +	582,00 €	1,93%	594,00 €	2,06%	607,00 €	2,19%	615,00 €	1,32%	624,00 €	1,46%
Stage semaine mi temps 4/9 ans	123,00 €	0,00%	125,00 €	1,63%	125,00 €	0,00%	127,00 €	1,60%	128,00 €	0,79%
Stage semaine plein temps 4/9 ans	238,00 €	0,00%	240,00 €	0,84%	240,00 €	0,00%	242,00 €	0,83%	244,00 €	0,83%
Stage semaine plein temps de 9 ans et +	238,00 €	0,00%	240,00 €	0,84%	240,00 €	0,00%	242,00 €	0,83%	244,00 €	0,83%
Animation	20,00 €	0,00%	20,00 €	0,00%	20,00 €	0,00%	20,00 €	0,00%	20,00 €	0,00%
Baptême	3,00 €	0,00%	3,00 €	0,00%	3,00 €	0,00%	3,00 €	0,00%	3,00 €	0,00%
Evolution annuelle poney club		1,20%		1,59%		1,40%		1,27%		1,31%
OPENSET NAUTIQUE (1er janvier au 31 décembre)										
Carte passion	615 €	1,65%	625 €	1,63%	630 €	0,80%	635 €	0,79%		
Carte Open	425 €	1,19%	430 €	1,18%	435 €	1,16%	440 €	1,15%		
Carte nautique	425 €	Nouveau	430 €	1,18%						
Carte club Nautique					455 €	Nouveau	460 €	1,10%		
Carte Club tennis golf			450 €	Nouveau	455 €	1,11%	460 €	1,10%		
Carte Club fitness			300 €	Nouveau	305 €	1,67%	310 €	1,64%		
Carte liberté 10 séances	215 €	2,38%	218 €	1,40%	220 €	0,92%	225 €	2,27%		
Carte liberté 5 séances	140 €	1,45%	142 €	1,43%	145 €	2,11%	147 €	1,38%		
Carte set 40 unités	155 €	3,33%	155 €	0,00%	155 €	0,00%	155 €	0,00%		
Tennis couvert	19,50 €	2,63%	20,00 €	2,56%	20,00 €	0,00%	20,00 €	0,00%		
Tennis extérieur	10,00 €	0,00%	10,00 €	0,00%	10,50 €	5,00%	10,50 €	0,00%		
Squash	21,50 €	2,38%	22,00 €	2,33%	22,00 €	0,00%	22,00 €	0,00%		
Badminton	16,00 €	3,23%	16,00 €	0,00%	16,50 €	3,13%	16,50 €	0,00%		
Raquette	8,60 €	0,00%	8,60 €	0,00%	8,60 €	0,00%	5,00 €	-41,86%		
Mise à l'eau journée	7,00 €	0,00%	7,00 €	0,00%	7,00 €	0,00%	7,00 €	0,00%		
Mise à l'eau annuelle	100,00 €	0,00%	100,00 €	0,00%	100,00 €	0,00%	100,00 €	0,00%		
1 séance 2h groupe	185,00 €	2,78%	190,00 €	2,70%	190,00 €	0,00%	190,00 €	0,00%		
Catamaran	36,00 €	2,86%	37,00 €	2,78%	38,00 €	2,70%	40,00 €	5,26%		
Funboat	26,00 €	4,00%	27,00 €	3,85%	27,00 €	0,00%	28,00 €	3,70%		
Windsurf+combinaison+harnais	16,50 €	3,13%	17,00 €	3,03%	17,00 €	0,00%	18,00 €	5,88%		
Surf Paddle stand up équipé	12,00 €	Nouveau	12,50 €	4,17%	13,00 €	4,00%	14,00 €	7,69%		
Kayak mono-place	9,00 €	0,00%	9,50 €	5,56%	9,50 €	0,00%	10,00 €	5,26%		
Canoë-kayak biplace	18,00 €	0,00%	19,00 €	5,56%	18,00 €	-5,26%	20,00 €	11,11%		
Combinaison Harnais (la ½ journée)	7,00 €	0,00%	7,00 €	0,00%	7,00 €	0,00%	7,00 €	0,00%		
Evolution annuelle Open-Nautique		1,81%		1,44%		0,80%		1,00%		

ACTIVITES	Tarif 2014	évolution % 2014/2013	Tarif 2015	évolution % 2015/2014	Tarif 2016	évolution % 2016/2015	Tarif 2017	évolution % 2017/2016
PLAGE (tarif réduit) (1er janvier au 31 décembre 2017)								
Enfant de 3 à 10 ans	2,50 €	0,00%	3,00 €	20,00%	3,00 €	0,00%	3,00 €	0,00%
Carte jeune moins de 26 ans	2,50 €	0,00%	3,00 €	20,00%	3,00 €	0,00%	3,00 €	0,00%
Tarif Torcéen	2,50 €	0,00%	3,00 €	20,00%	3,00 €	0,00%	3,00 €	0,00%
Carte famille nombreuse	2,50 €	0,00%	3,00 €	20,00%	3,00 €	0,00%	3,00 €	0,00%
Groupes : par enfant	2,50 €	0,00%	3,00 €	20,00%	3,00 €	0,00%	3,00 €	0,00%
Abonnement (10 entrées)	30,00 €	20,00%	35,00 €	16,67%	35,00 €	0,00%	35,00 €	0,00%
Plage (plein tarif) (1er janvier au 31 décembre)								
Adulte	5,00 €	0,00%	5,00 €	0,00%	5,00 €	0,00%	5,00 €	0,00%
Enfant à partir de 11 ans	5,00 €	0,00%	5,00 €	0,00%	5,00 €	0,00%	5,00 €	0,00%
Planche à voile	6,00 €	0,00%	6,00 €	0,00%	6,00 €	0,00%	6,00 €	0,00%
Carte annuelle planche à voile	100,00 €	0,00%	100,00 €	0,00%	100,00 €	0,00%	100,00 €	0,00%
Pack "I love my beach !"							1,00 €	Nouveau
Location Salle 3 ilets	2 100,00 €	0,00%	2 100,00 €	0,00%	2 100,00 €	0,00%	2 100,00 €	0,00%
Location Salle de la plage	750,00 €	0,00%	750,00 €	0,00%	750,00 €	0,00%	750,00 €	0,00%
Plage (locations) (1er mai au 30 septembre)								
Chaise longue	8,00 €	0,00%	8,00 €	0,00%	8,00 €	0,00%	8,00 €	0,00%
Pédalo 4 personnes	10,00 €	0,00%	10,00 €	0,00%	10,00 €	0,00%	10,00 €	0,00%
Pédalo 5 personnes	12,00 €	0,00%	12,00 €	0,00%	12,00 €	0,00%	12,00 €	0,00%
Evolution annuelle Plage		0,16%		0,25%		0,00%		0,00%
GOLF (1er janvier au 31 décembre)								
9 trous semaine	22,00 €	2,33%	22,00 €	0,00%	22,00 €	0,00%	22,00 €	0,00%
9 trous week-end	30,00 €	0,00%	30,00 €	0,00%	32,00 €	6,67%	30,00 €	-6,25%
18 trous semaine	28,50 €	1,79%	29,00 €	1,75%	30,00 €	3,45%	30,00 €	0,00%
18 trous week-end	42,00 €	2,44%	42,00 €	0,00%	43,00 €	2,38%	43,00 €	0,00%
3 trous compacts	8,00 €	0,00%	8,00 €	0,00%	8,00 €	0,00%	8,00 €	0,00%
Practice (1 seau de 32 balles)	2,80 €	1,80%	2,85 €	1,80%	2,85 €	0,00%	3,00 €	5,26%
Location club enfant	2,50 €	8,70%	2,50 €	0,00%	2,50 €	0,00%	supprimé	
Location club adulte	5,00 €	Nouveau	5,00 €	0,00%	5,00 €	0,00%	3,00 €	-40,00%
Location ½ série	11,00 €	0,00%	11,00 €	0,00%	11,00 €	0,00%	7,00 €	-36,36%
abonnement expert 5/7	765,00 €	1,19%	770,00 €	0,65%	775,00 €	0,65%	769,00 €	-0,77%
abonnement expert couple 5/7	1 460,00 €	1,39%	1 460,00 €	0,00%	1 460,00 €	0,00%	1 465,00 €	0,34%
abonnement expert 7/7	960,00 €	1,59%	965,00 €	0,52%	969,00 €	0,41%	989,00 €	2,06%
abonnement expert couple 7/7	1 820,00 €	1,45%	1 820,00 €	0,00%	1 820,00 €	0,00%	1 879,00 €	3,24%
Ecole de golf	339,00 €	0,00%	345,00 €	1,77%	345,00 €	0,00%	364,00 €	5,51%
Entrée centre entraînement	5,00 €	Nouveau	5,00 €	0,00%	5,00 €	0,00%	supprimé	
abonnement centre entrainement	210,00 €	2,44%	215,00 €	2,38%	220,00 €	2,33%	224,00 €	1,82%
abonnement entreprise	1 680,00 €	1,82%	1 680,00 €	0,00%	1 680,00 €	0,00%	1 685,00 €	0,30%
abonnement -26 expert	450,00 €	1,12%	460,00 €	2,22%	460,00 €	0,00%	494,50 €	7,50%
Evolution annuelle Golf		1,20%		0,43%		0,20%		1,68%

		évolution % 2014/2013		évolution % 2015/2014		évolution % 2016/2015		évolution % 2017/2016
Evolution globale des tarifs		**1,20%**		**0,69%**		**0,38%**		**1,19%**

Indice 094 de février 2016. services récréatifs et culturels +1,2%

ANNEXE 2

PROJET DE CONCESSION SUR L'ÎLE DE LOISIRS DE VAIRES TORCY :

Périmètre, fonctions déléguées, procédure et calendrier

I. ETUDE DE DIFFERENTES MODALITES DE GESTION POSSIBLE DE L'ILE DE LOISIRS

Contrairement aux autres îles de loisirs, il n'existe pas de syndicat mixte pour l'île de loisirs de Vaires-Torcy et les collectivités du territoire (communes, intercommunalité, Département), ne souhaitent pas s'engager dans ce mode de gestion. Cette modalité de gestion a donc été écartée.

Quatre modes de gestion ont été étudiés (régie, marché, SEMop, concession). Pour ces 4 modes de gestion, la place de la Région dans la gouvernance du site est inversement proportionnelle au risque économique encouru. En d'autres termes, moins le risque économique est important, moins la Région et son exécutif ont la possibilité d'intervenir dans les modalités d'exploitation.

A. LA REGIE

Ce mode de gestion a été écarté en raison du risque économique trop important qui serait supporté par la collectivité

B. LE MARCHE

Ce mode de gestion a été également écarté en raison du risque économique trop important qui serait supporté par la collectivité.

C. SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE A OPERATION UNIQUE(SEMop)

Ce mode de gestion présente pour avantage une minoration du risque économique comparativement aux modes de gestion exposée plus haut. L'équilibre doit être visé par l'exploitant. La collectivité peut posséder une minorité de blocage et la présidence est donnée à un élu régional. Le conventionnement avec le mouvement sportif est établi avec la SEMop. Possibilité de faire rentrer d'autres collectivités dans l'actionnariat. Toutefois, le risque économique reste toujours présent pour la collectivité, à concurrence de sa participation au capital. Par ailleurs, aucun autre partenaire public n'a été identifié afin de rentrer au capital d'une SEMop et le mouvement sportif ne souhaite pas s'y engager.

D. LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC – CONCESSION

Ce mode de gestion présente pour avantage d'avoir un risque d'exploitation à la charge du délégataire tout en permettant de fixer des objectifs de service public et de pouvoir contractualiser avec le mouvement sportif. La relation avec d'autres collectivités du territoire peut être également définie par convention.

C'est ce mode de gestion qui a été ainsi retenu.

II. PERIMETRE DE LA CONCESSION

A. RAPPEL DES GRANDS PRINCIPES D'UNE CONCESSION

La rémunération du délégataire :
Dans le cadre d'une concession, la gestion du service public est confiée à un opérateur économique, qui assume le risque d'exploitation du service et qui peut se voir confier la construction d'ouvrages, la réalisation de travaux ou l'acquisition de biens nécessaires au service public[1]. Le risque assumé par le délégataire ne doit pas être négligeable : il doit impliquer une réelle exposition aux aléas du marché. Les compensations ou contributions (garantie de recettes par exemple) versées par la collectivité sont possibles, notamment lorsque les activités exploitées sont déficitaires, mais elles doivent restées limitées dans leur objet et dans leur montant.

La durée du contrat :
Le contrat de concession doit être d'une durée limitée, à déterminer en fonction de la nature et du montant des prestations ou des investissements concédés[2]. Si aucun investissement n'est concédé (cas où la Région conserve la maîtrise d'ouvrage des investissements comme c'est le cas actuellement), le contrat ne peut être supérieur à cinq ans. Dans le cas contraire, la durée ne peut excéder le temps raisonnablement espéré par le concessionnaire pour amortir les investissements nécessaires à l'exécution du contrat[3].

B. RAPPEL DES MODALITES DE GESTION ACTUELLE.

L'île de loisirs de Vaires-Torcy est actuellement gérée dans le cadre d'une délégation de service Public (DSP) et plus particulièrement d'un contrat d'affermage confiée à l'UCPA depuis le 1er janvier 2007 et ce jusqu'au 31 décembre 2017.
En l'absence de Syndicat mixte, la Région est maître d'ouvrage des aménagements réalisés sur l'ensemble de l'île de loisirs de Vaires-Torcy dont la gestion est confiée à l'UCPA dans le cadre d'une convention d'affermage (délégation de service public).

C. EVOLUTIONS ENVISAGES ET DUREE DE LA CONCESSION.

Il est proposé d'établir le contrat pour une durée de trois ans pour les motifs suivants :

- L'île de loisirs de Vaires-Torcy a connu des investissements conséquents depuis 2004. Ainsi, le total cumulé des investissements réalisés s'élève à **14 000 000 €** .Par conséquent, aucun investissement majeur n'est à prévoir dans un futur proche ;
- La mise en œuvre d'une durée de contrat intégrant la période des JOP 2024 impliquerait de définir dès aujourd'hui les modalités de compensation des pertes d'exploitation du futur concessionnaire pour la mise à disposition du site pour les épreuves, mais également pour les compétitions préolympiques préalables en amont des JOP . Or, pour l'instant, aucun accord n'a été établi pour définir les modalités de compensation au futur délégant.
- Les contraintes règlementaires du site (loi sur l'eau, zone inondable) imposent une étude préalable à la définition d'un programme d'investissement.
- L'absence de projection économique pour supporter un projet d'investissement ne permet pas de définir une durée de contrat objective.

[1] Article L. 1411-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) dans sa rédaction issue de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016.
[2] Article 34 de l'ordonnance précitée.
[3] Article 6 du décret d'application de l'ordonnance, décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession.

Pour ces raisons, il ne semble pas opportun d'établir dès maintenant une concession intégrant les investissements. Toutefois, l'établissement d'un contrat court, pour une durée de trois ans, du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2020, permet, pendant cette période, de préparer un contrat de concession à plus long terme, une fois les incertitudes exposées plus haut levées.

Le calendrier proposé s'articule donc en deux temps :

- 2018-2021 : contrat court sans investissement, mais préparation d'un projet de gestion levant les incertitudes évoquées.
- A partir de 2021: nouveau contrat de concession pour une durée à définir.

D. MONTANT DU CONTRAT

Le montant du contrat est à prendre en compte car de lui va dépendre la procédure applicable pour sa passation[4]. Le chiffre d'affaire de la future concession de Vaires-Torcy étant estimé à 8,5M€ annuels, une procédure formalisée, avec obligation de publicité et de mise en concurrence, s'impose.

III. FONCTIONS DELEGUEES ET PROJET DE GESTION

A. FONCTIONS DELEGUEES ET MISSIONS

La concession s'appliquera sur l'ensemble de l'Ile de Loisirs de Vaires-Torcy qui s'étend sur 350 hectares et qui intègrera, à l'issue de l'opération d'aménagement, les activités suivantes :

TORCY
- Une baignade
- Un écolo camp
- Un poney-club
- Un golf

VAIRES
- Un pôle sportif (accueil de sportifs de haut niveau, lieu d'organisation de compétions nationales et internationales).
- Un stade nautique composé de deux rivières d'eau vive, et de deux rivières d'eau calme.
- Un bassin de 2200 m dédié à la pratique de l'aviron et du Canoë-Kayak
- Un espace hébergement, restauration, formation
- Un espace dédié à l'accueil de loisirs nautiques
- Un espace raquette (tennis, badminton, squash) et fitness.

Le futur modèle d'exploitation devra tenir compte de la triple vocation du site :

- une vocation de promenade, et de pratique sportive autonome dans un lieu aux qualités paysagères et environnementales remarquables.
- une vocation sociale : loisirs et pratique sportive pour le plus grand nombre.
- une vocation d'accueil du sport de haut niveau.

L'ensemble de l'exploitation du site est ainsi confié à un délégataire qui en assurera la gestion à ses risques et périls.

[4] Article 9 du décret. D'après l'article 7 du même texte, la valeur estimée du contrat correspond au chiffre d'affaires total hors taxe du concessionnaire pendant la durée du contrat, eu égard à la nature des prestations qui font l'objet de la concession.

Par ailleurs, la qualité des infrastructures, la localisation géographique du site et la volonté de l'exécutif de développer le sport pour tous, font de l'île de loisirs un lieu propice au développement des sports de pleine nature. Le futur gestionnaire s'attachera à développer cette dimension du projet.

Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, les principales missions du futur concessionnaire seront donc les suivantes :

- Assurer l'accueil, l'animation et le développement d'activités ludiques et sportives pour le plus grand nombre, en concertation avec le mouvement sportif.
- Accueillir le mouvement sportif
- Accueillir le Centre Francilien de Formation des Sports Nautiques.
- Accueillir un club local d'aviron.
- Assurer, la gestion, la sécurité et la maintenance des équipements.
- Assurer l'entretien du site, le suivi environnemental et la préservation de la faune et de la flore.
- Participer au développement d'un pôle d'excellence sur la pratique du « sport de pleine nature ».
- Participer à la réflexion et à la mise en œuvre du développement des activités touristiques.
- Participer à la réflexion et à la mise en œuvre du développement des actions à destination des entreprises franciliennes.
- Assurer un travail de concertation et de collaboration avec les acteurs du territoire.
- Participer à des instances de concertation afin de garantir l'association des acteurs du territoire dans la poursuite du projet de développement du site.

B. ELEMENTS DE REMUNERATION DU DELEGATAIRE

1. Eléments de tarification.

Les tarifs seront définis en début de délégation, les évolutions de tarifs seront annuelles et devront être approuvées par le déléguant.
Les tarifs doivent refléter une péréquation entre les différents postes de recettes favorisant l'accès aux activités les plus demandées.
En cas de désaccord sur les renouvellements de tarifs, c'est le tarif existant qui sera appliqué.

2. Contributions publiques.

Le risque d'exploitation de l'équipement et son équilibre économique sont à la charge du délégataire. En cas de mise à disposition de certains équipements au mouvement sportif, aux collectivités du territoire ou de tout autre tiers, la Région compensera les pertes de chiffres d'affaire subies par l'exploitant sur la base de la tarification fixée en début de délégation.

D'une manière générale, la Région compensera sur la base du prix coûtant les sujétions de service public qu'elle imposera au délégataire.

IV. ELEMENTS DE PROCEDURE ET DE CALENDRIER

Guidée par le nécessaire respect des principes de libre accès à la commande publique, d'égalité de traitement des candidats et de transparence, la procédure à respecter se décompose suivant les étapes définies ci-après.

A. ETAPES PREALABLES A LA MISE EN CONCURRENCE

Elaboration d'un ***document présentant les caractéristiques des prestations objet du contrat de concession***
Calendrier : septembre 2016.

Consultation sur la base de ce document : ***avis de la commission consultative des services publics locaux (CCSPL)***. [5]
Calendrier : 26 septembre 2016.

Décision de la commission permanente[6] sur le principe de la DSP.
Calendrier : Commission permanente du 12 octobre 2016.

B. LA PROCEDURE DE MISE EN CONCURRENCE ET CALENDRIER PREVISIONNEL
Publication d'un avis de concession
Calendrier : 13 octobre 2016.

Réception et analyse des candidatures
Calendrier : réception des candidatures –novembre 2016. Envoi de l'invitation à présenter une offre : décembre 2016.

Réception et analyse des offres
Calendrier : février-mars 2017.

Négociations.
Calendrier : d'avril à mai 2017.

Analyse des offres après négociation
Calendrier : juin 2017

Approbation du choix de l'entreprise par la commission permanente
Calendrier : Commission permanente de juillet 2017.

Notification aux soumissionnaires
Calendrier : Après la commission permanente de juillet 2017.

Délai de suspension.
Calendrier : juillet /aout 2017.

Notification du contrat.
Calendrier : septembre 2017.

[5] S'agissant d'un renouvellement de DSP l'avis du comité technique (CT) n'est pas requis : CE, 27 janvier 2011, Commune de Ramatuelle, req. n° 338285.
[6] La commission permanente est compétente en application de la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015, article 1 j).

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 13/10/2016
- Date de réception en préfecture: 13/10/2016

DELIBERATION N° CP 16-508

DU 12 OCTOBRE 2016

ÎLES DE LOISIRS

AFFECTATION D'AUTORISATIONS DE PROGRAMME AU PROFIT DES SMEAG DES ÎLES DE LOISIRS DE BOIS-LE-ROI (77) ET BUTHIERS (77)

ÎLE DE LOISIRS DE VAIRES-TORCY (77)
AFFECTATION D'AUTORISATIONS DE PROGRAMME POUR LA SECURISATION DU SITE

AFFECTATION D'AUTORISATIONS DE PROGRAMME POUR LA MISE EN PLACE DE LA SIGNALETIQUE SUR LES ÎLES DE LOISIRS

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

VU Le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 85-01 du 22 janvier 1985 relative à la politique régionale sportive de détente et de loisirs ;

VU La délibération n° CR 28-96 du 29 novembre 1996 concernant la maîtrise foncière des bases de plein air et de loisirs par la Région Ile-de-France ;

VU La délibération n° CR 55-99 du 16 décembre 1999 relative aux actions régionales en faveur de la sécurité dans les BPAL et les propriétés régionales de l'AEV modifiée par la délibération n° CR 02-03 du 27 mars 2003 ;

VU La délibération n° CP 97-503 du 18 décembre 1997 approuvant la convention type fixant les conditions de la mise à disposition des SMEAG, des biens immeubles des BPAL propriétés de la Région Ile-de-France ;

VU La délibération n° CP 07-451 du 31 mai 2007 relative au contrat d'affermage portant délégation de service public pour la gestion de la BPAL de Vaires-Torcy ;

VU La délibération n° CP 15-477 du 09 juillet 2015 relative à la mise en place d'une nouvelle signalétique sur les îles de loisirs ;

VU La délibération n° CP 15-656 du 8 octobre 2015 relative à l'avenant n° 4 au contrat d'affermage de la délégation de service public pour la gestion de la BPAL de Vaires-Torcy ;

VU Les statuts des SMEAG des îles de loisirs de Bois-le-Roi et Buthiers ;

VU Les conventions de mise à disposition des biens immeubles régionaux des îles de loisirs de Bois-le-Roi et Buthiers ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2016 ;

VU Le rapport CP 16-508 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VU L'avis de la commission des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative ;

VU L'avis de la commission des Finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : Programme HP 33-001 (133001) « Investissements dans les îles de loisirs »

Décide de participer au financement des investissements relatifs aux aménagements, aux travaux de gros entretien, de mise en conformité et de requalification, ainsi qu'aux premiers équipements nécessaires au bon fonctionnement des Iles de loisirs, par l'attribution aux syndicats mixtes, d'études, d'aménagement et de gestion, de dotations à 100 % du coût des investissements, comme précisé dans les annexes 1 et 2 à la présente délibération.

Affecte une autorisation de programme de **1.040.000 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 33 « Loisirs », au titre de l'action 13300102 « Aménagements », du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 2 : Programme HP 33-001 (133001) - Mise en place d'une nouvelle signalétique sur les îles de loisirs - Affectation d'une autorisation de programme

Affecte une première autorisation de programme de **200.000 €** imputée sur le chapitre 903 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 33 « Loisirs » du budget 2016, programme HP 33-001 (133001) « Investissements dans les îles de loisirs », action 13300102 « Aménagements » nécessaire au lancement d'un marché à bons de commande pour les travaux d'implantation de la signalétique extérieure des îles de loisirs régionales.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France



VALERIE PECRESSE

ANNEXES A LA DELIBERATION

1. Etat récapitulatif

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-508	Budget	2016

Chapitre	**903 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**33 - Loisirs**
Programme	**133001 - Investissements dans les Iles de loisirs**
Action	**13300102 - Aménagements**

Dispositif : N° 00000107 - Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte

Dossier	16013803 - BUTHIERS - REQUALIFICATION DE LA VOIE D'ACCES PRINCIPAL			
Bénéficiaire	R8207 - SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE BUTHIERS			
Localisation	BUTHIERS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
40 000,00 €	TTC	100 %	40 000,00 €	

Dossier	16014906 - BOIS-LE-ROI - REHABILITATION DU CHATEAU DE TOURNEZY			
Bénéficiaire	R10344 - SYND MIXTE ETUDES AMENA ET GESTI BASE PL MAIRIE			
Localisation	BOIS-LE-ROI			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 000 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 000 000,00 €	TTC	100 %	1 000 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000107 - Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	1 040 000,00 €

Total sur l'imputation 903 - 33 - 133001 - 13300102	1 040 000,00 €

2. Etudes, aménagements et travaux de gros entretien - Îles de loisirs avec SMEAG

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014906

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : BOIS-LE-ROI - REHABILITATION DU CHATEAU DE TOURNEZY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	1 000 000,00 €	100,00 %	1 000 000,00 €
	Montant Total de la subvention		1 000 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
13300102- Aménagements

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYND MIXTE ETUDES AMENA ET GESTI
BASE PL MAIRIE
Adresse administrative : 4 AV PAUL DOUMER
77590 BOIS LE ROI
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur JEROME MABILLE, Président

N° SIRET : 25770298500017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte

Objet du projet : réhabilitation du château de Tournezy

Date prévisionnelle de début de projet : 14 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le château de Tournezy a été construit à la fin du 19ème siècle.

Ce bâtiment central à l'île de loisirs sert aujourd'hui principalement de lieu réunion, de formation et d'hébergement.

L'ensemble du patrimoine de l'île de loisirs nécessite une réhabilitation à court et moyen termes.

Concernant particulièrement le "Château de Tournezy", cet équipement vieillissant n'est plus adapté aux besoins de fonctionnement de l'île de loisirs.

Il convient de réhabiliter le château afin de le positionner au cœur de la stratégie de développement de l'île de loisirs.

Les objectifs de ce projet de réhabilitation s'articulent autour de 3 axes :

- développement durable ;
- adaptation aux activités et besoins d'hébergement ;
- valorisation du patrimoine.

En vue d'élaborer un programme d'investissement cohérent concernant les bâtiments existants sur l'île de loisirs, le syndicat mixte souhaite être accompagné par un Assistant à Maîtrise d'Ouvrage (AMO).

Afin de formaliser le programme détaillé fonctionnel et technique concernant la réhabilitation du château, il convient d'accorder au syndicat mixte une subvention de 1.000.000 € pour les études à réaliser (faisabilité, programmation, études techniques, MOE) et une première affectation pour les travaux.

Le complément pour les travaux sera affecté en 2017 en fonction du coût définitif de l'opération qui résultera des études.

Il vous est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Intérêt régional :
L'engagement de recrutement de stagiaire(s) fera l'objet d'une convention spécifique annuelle avec le Syndicat mixte.

Localisation géographique : BOIS-LE-ROI

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Réhabilitation	1 000 000,00	100,00%
Total	1 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	1 000 000,00	100,00%
Total	1 000 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	1 000 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	920 603,35 €
2014	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	61 900,00 €
2015	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	450 000,00 €
	Montant total	1 432 503,35 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013803

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : BUTHIERS - REQUALIFICATION DE LA VOIE D'ACCES PRINCIPAL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	40 000,00 €	100,00 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-33-204142-133001-300
13300102- Aménagements

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE BUTHIERS
Adresse administrative : 73 RUE DES ROCHES
77760 BUTHIERS
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Pierre BACQUE, Président

N° SIRET : 25770296900011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte

Objet du projet : la requalification de la voie d'accès principal de l'île de loisirs

Date prévisionnelle de début de projet : 13 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'île de loisirs de Buthiers est desservie par une unique voie depuis la route départementale 152 (route de Fontainebleau). Cette voie supporte l'intégralité des véhicules des usagers de l'île de loisirs, y compris les bus de groupes.

Le niveau d'usure de la voie nécessite de la requalifier (reprise de la structure haute de la chaussée + de la couche de roulement), afin d'assurer un meilleur confort et d'améliorer la sécurité des usagers, notamment les vélos très contraints par les nombreuses imperfections.

Description :
Le projet consiste à requalifier la voie principale d'accès à l'île de loisirs de Buthiers : reprise de la structure haute de la chaussée et de la couche de roulement entre la RD 152 et le parking de l'île de loisirs.

Le montant de l'opération a été estimé à 40.000 € TTC.

Il vous est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à ces travaux.

Intérêt régional :
L'île de loisirs de Buthiers est une propriété régionale. Elle compte plus de 100.000 usagers par an, essentiellement des franciliens.

L'engagement de recrutement de stagiaire(s) fera l'objet d'une convention spécifique annuelle avec le Syndicat mixte.

Public(s) cible(s) : Tout public

Localisation géographique : BUTHIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	40 000,00	100,00%
Total	40 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	40 000,00	100,00%
Total	40 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	0,00 €
2017	40 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	439 896,00 €
2014	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	508 161,00 €
2015	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	715 327,00 €
2016	Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	18 000,00 €
2016	Sécurité dans les îles de loisirs	121 505,00 €
	Montant total	1 802 889,00 €

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 12/10/2016
- Date de réception en préfecture: 12/10/2016

DELIBERATION N°CP 16-510

DU 12 OCTOBRE 2016

ATTRIBUTION D'AUTORISATIONS DE PROGRAMME DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE REGIONALE DU SPORT EN ILE DE FRANCE
- **DISPOSITIF D'AIDE A LA CONSTRUCTION, RECONSTRUCTION, EXTENSION, RENOVATION D'EQUIPEMENTS SPORTIFS LIES AUX LYCEES**
- **DISPOSITIF D'AIDE A L'ACHAT D'EQUIPEMENTS SPECIFIQUES EN FAVEUR DE LA PRATIQUE SPORTIVE DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP**

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation, notamment l'article L 214-4 ;

VU Le code du Sport;

VU La délibération n° CR 04-11 du 10 février 2011, relative à la politique régionale du sport en Ile-de-France,

VU La délibération n° CR 92-15 relative aux délégations du conseil régional à sa commission permanente,

VU La délibération n° CR 67-13 du 26 septembre 2013 relative à l'extension du rapport cadre n° CR 48-11 du 17 novembre 2011 ;

VU La délibération n° CR 22-16 ayant supprimé les critères de modulation issus de la délibération n° CR 92-11 pour le calcul des subventions ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens » ;

VU La délibération n° CP 15-722 ayant modifié le modèle de convention-type pour le dispositif « Aide à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées » ;

VU La délibération n° CP 16-185 du 18 mai 2016 approuvant la convention type relative au dispositif « Aide à l'achat d'équipements spécifiques en faveur de la pratique sportive des personnes en situation de handicap »;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2016 ;

VU Le rapport CP 16-510 présenté par Madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France ;

VU L'avis de la Commission de l'Education ;

VU L'avis de la Commission des Sports, de la Jeunesse et de la Vie Associative ;

VU L'avis de la Commission des finances.

APRES EN AVOIR DELIBERE

16/09/16 12:09:00

Article 1 : Programme HP 32-001 « Equipements sportifs d'intérêt régional »

1 – Dispositif « Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liées aux lycées »

Décide de participer au titre du dispositif « Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées » au financement des projets détaillés en annexe 2 (fiches projet) à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant prévisionnel total de 3.601 281 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type tripartite approuvée par la délibération n° CR 48- 11 du 17 novembre 2011, modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 3.601 281 € disponible sur le chapitre 903 «Culture, Sport et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sports », programme HP32-001-1(132001) «Equipement sportifs d'intérêt régional », action « Construction et rénovation des équipements en faveur des lycéens » (13200106), nature 204142 « Subventions d'équipement versées » du budget régional 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

2 – Dispositif « Aide à l'achat d'équipements spécifiques en faveur de la pratique sportive des personnes en situation de handicap ».

Décide de participer au titre du dispositif « Aide à l'achat d'équipements spécifiques en faveur de la pratique sportive des personnes en situation de handicap » au financement du projet détaillé en annexe 2 (fiches projet) à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant de 9.679 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention type approuvée par délibération n° CP 16-185 du 18 mai 2016 et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de 9.679 € disponible sur le chapitre 903 «Culture, Sport et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sports », au titre du programme HP32-001 (132001) «Equipements sportifs d'intérêt régional », action 13200102 « Achat d'équipements en faveur du handisport » du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 2

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions visées à l'article 1-1 à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

N° d'aide versée	Bénéficiaires	Opérations	Date prévisionnelle de démarrage
16001530	Commune d'Elancourt (78)	Démolition – reconstruction du gymnase Lionel Terray	01/04/2016
16000451	Commune de Courbevoie (92)	Reconstruction du Gymnase Georges Pompidou	01/06/2016

16/09/16 12:09:00

16000029	Commune de Villepreux (78)	Construction d'un gymnase neuf	01/09/2016
16000502	Commune d'Epinay-sur-Seine (93)	Création du dojo d'Orgemont	01/03/2016
16000051	Commune de Lagny-sur-Marne (77)	Réalisation d'un terrain multisports couvert	01/07/2016
16000323	Commune de Nogent-sur-Marne (94)	Construction du stadium Christian Maudry	01/06/2016
16000434	Commune de Gagny (93)	Réhabilitation du gymnase Pablo Neruda	01/12/2015

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France

Valérie PECRESSE

16/09/16 12:09:00

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-510	Budget	2016

Chapitre	**903 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**32 - Sports**
Programme	**132001 - Équipements sportifs d'intérêt régional**
Action	**13200102 - Achat d'équipements en faveur du handisport**

Dispositif : N° 00000040 - Achat d'équipement en faveur du handisport

Dossier	16014913 - ACHAT D'EQUIPEMENT EN FAVEUR DU HANDISPORT - COMITE ILE-DE-FRANCE HANDISPORT			
Bénéficiaire	R4223 - COMITE HANDISPORT ILE-DE-FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	9 679,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
12 099,00 €	TTC	80 %	9 679,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000040 - Achat d'équipement en faveur du handisport	9 679,00 €

Total sur l'imputation 903 - 32 - 132001 - 13200102	9 679,00 €

Chapitre	**903 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**32 - Sports**
Programme	**132001 - Équipements sportifs d'intérêt régional**
Action	**13200106 - Construction et rénovation des équipements en faveur des lycéens**

Dispositif : N° 00000316 - Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées

Dossier	16000029 - VILLEPREUX: construction d'un gymnase dans le quartier des Hauts du Moulin			
Bénéficiaire	R748 - COMMUNE DE VILLEPREUX			
Localisation	VILLEPREUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	550 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 500 000,00 €	HT	22 %	550 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-510	Budget	2016

Dossier	16000051 - LAGNY-SUR-MARNE(77): construction d'un terrain multisports couvert			
Bénéficiaire	R469 - COMMUNE DE LAGNY SUR MARNE			
Localisation	LAGNY-SUR-MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	79 696,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
372 120,00 €	HT	21,42 %	79 696,00 €	

Dossier	16000323 - NOGENT-SUR-MARNE(94) : construction du stadium Christian Maudry			
Bénéficiaire	R25 - COMMUNE DE NOGENT SUR MARNE			
Localisation	NOGENT-SUR-MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	587 500,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 500 000,00 €	HT	23,5 %	587 500,00 €	

Dossier	16000434 - GAGNY(93): réhabilitation du gymnase Pablo Neruda			
Bénéficiaire	R1250 - COMMUNE DE GAGNY			
Localisation	GAGNY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	184 085,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 673 500,00 €	HT	11 %	184 085,00 €	

Dossier	16000451 - COURBEVOIE(92) : reconstruction du gymnase Pompidou			
Bénéficiaire	R1021 - COMMUNE DE COURBEVOIE			
Localisation	COURBEVOIE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 000 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 500 000,00 €	HT	40 %	1 000 000,00 €	

Dossier	16000502 - EPINAY-SUR-SEINE(93): construction du dojo d'Orgemont			
Bénéficiaire	R1247 - COMMUNE D'EPINAY SUR SEINE			
Localisation	EPINAY-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	200 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
500 000,00 €	HT	40 %	200 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-510	Budget	2016

Dossier	16001530 - ELANCOURT:reconstruction du gymnase Lionel Terray				
Bénéficiaire	R566 - COMMUNE D'ELANCOURT				
Localisation	ELANCOURT				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	1 000 000,00 €			Code nature	204142
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 500 000,00 €	HT		40 %	1 000 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000316 - Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	3 601 281,00 €

Total sur l'imputation 903 - 32 - 132001 - 13200106	3 601 281,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16001530

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : ELANCOURT:RECONSTRUCTION DU GYMNASE LIONEL TERRAY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	2 500 000,00 €	40,00 %	1 000 000,00 €
	Montant Total de la subvention		1 000 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200106- Construction et rénovation des équipements en faveur des lycéens

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ELANCOURT
Adresse administrative : PLACE DU GENERAL DE GAULLE
78990 ELANCOURT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Michel FOURGOUS, Maire

N° SIRET : 21780208100018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées
Rapport Cadre : CR48-11 du 17/11/2011

Objet du projet : reconstruction du gymnase Lionel Terray

Date prévisionnelle de début de projet : 1 avril 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 avril 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit d'une opération lourde dont le planning doit permettre l'ouverture dès le printemps 2017.

Objectifs :
Démolir et reconstruire le gymnase Lionel Terray.
Pour ce projet, une subvention régionale de 1M € avait été votée lors de la CP du 26 octobre 2012. Des problèmes environnementaux s'étaient opposés à sa réalisation et la subvention a été prorogée jusqu'au 26 janvier 2016. Le Règlement Budgétaire et Financier Régional (RBF) ne permettant pas une deuxième prorogation, la subvention a été frappé de caducité le 26 janvier 2016.

Description :
- salle omnisports de 1138 M2, ce qui porte le plafond des travaux à 2 500 000 € HT
- salle polyvalente à dominante tennis de table
- salle d'arts martiaux

Intérêt régional :
Ce gymnase sera mis à disposition des lycées de La Mare Carrée et Dumont d'Urville à Maurepas pour un volume horaire hebdomadaire de 37,5 h, ce qui porte le taux de base de la subvention à 30%.

Sont également mis à disposition de ces deux lycées, les équipements sportifs municipaux suivants : le mur d'escalade du gymnase Chastagnier pour 10,5 h par semaine et le Parc des sports Guy-Boniface (football, rugby, athlétisme) pour 41,5 h par semaine.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 4 stagiaires (courrier daté du 13/07/2016).

Détail du calcul de la subvention :
TAUX DE LA SUBVENTION: 40%
- taux de base: 30%
- complément « autres équipements sportifs » : 10%

Localisation géographique :
- ELANCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Démolition du gymnase existant	90 000,00	1,97%
Gros oeuvre	1 410 000,00	30,84%
Charpente métallique	210 000,00	4,59%
bardage composite	440 000,00	9,63%
Couverture, étanchéité	260 000,00	5,69%
menuiseries extérieures, occultations	180 000,00	3,94%
Serrurerie	80 000,00	1,75%
menuiseries intérieures	160 000,00	3,50%
Chauffage-WC	360 000,00	7,88%
Plomberies, sanitaires	110 000,00	2,41%
Electricté, courants forts et faibles	220 000,00	4,81%
Cloisons-plafond	40 000,00	0,88%
Peintures	50 000,00	1,09%
carrelage-Faïence	110 000,00	2,41%
Revêtements de sols souples	90 000,00	1,97%
equipements sportifs	30 000,00	0,66%
VRD-Espaces verts	340 000,00	7,44%
Frais MO, SPS	391 250,00	8,56%
Total	4 571 250,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIDF	1 000 000,00	21,88%
CD 78	680 000,00	14,88%
Ville d'Elancourt	2 891 250,00	63,25%
Total	4 571 250,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	500 000,00 €
2017	500 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Contrat Urbain de cohésion Sociale	600 000,00 €
2013	Politique régionale en faveur des plans de prévention du bruit dans l'environnement	4 119,65 €
	Montant total	604 119,65 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16000451

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : COURBEVOIE(92) : RECONSTRUCTION DU GYMNASE POMPIDOU

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	2 500 000,00 €	40,00 %	1 000 000,00 €
	Montant Total de la subvention		1 000 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200106- Construction et rénovation des équipements en faveur des lycéens

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE COURBEVOIE
Adresse administrative : 2 PLACE DE L'HOTEL DE VILLE
92401 COURBEVOIE CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jacques KOSSOWSKI, Maire

N° SIRET : 21920026800015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées
Rapport Cadre : CR48-11 du 17/11/2011

Objet du projet : reconstruction du gymnase Pompidou

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'équipement, qui a vocation à être utilisé plus d'une trentaine d'heures par semaine par les lycéens, doit ouvrir concomitamment avec le lycée à la rentrée prochaine. Les travaux ont commencé depuis début juin afin de respecter les engagements pris par la ville.

Objectifs :
Reconstruire le gymnase Pompidou

Description :
- une salle multisports de 1034 m2, ce qui porte le plafond HT des travaux à 2 500 000 €
- une salle d'expression corporelle et un dojo
- des sanitaires, vestiaires, locaux administratifs, de rangement et d'entretien.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 4 stagiaires (courrier daté du 06/07/2016).

Public(s) cible(s) :
Le lycée Paul Painlevé et le nouveau lycée Lucie Aubrac, pour une mise à disposition hebdomadaire supérieure à 35H, ce qui porte le taux de base de la subvention à 30 %.

D'autres équipements sportifs communaux sont mis à disposition des trois lycées publics de Courbevoie : l'Espace Jean-Pierre Rives, le centre Jean Blot, le gymnase Dallier, pour un volume horaire taux hebdomadaire supérieur à 30 h.

Détail du calcul de la subvention :
TAUX DE LA SUBVENTION : 40%
- taux de base : 30%
- complément "autres équipements sportifs" : 10%

Localisation géographique :
- COURBEVOIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Désamiantage, dépollution, démolition	1 000 000,00	15,54%
Travaux éligibles de reconstruction	4 209 847,73	65,43%
Travaux inéligibles : gradins, locaux clubs, espace harmonie municipale, club house basket	663 552,27	10,31%
Honoraires et OPC	561 000,00	8,72%
Total	6 434 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIDF	1 000 000,00	15,54%
CNDS	830 000,00	12,90%
Ville de Courbevoie	4 604 400,00	71,56%
Total	6 434 400,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	400 000,00 €

2017	300 000,00 €
2018	300 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Politique de l'eau-Investissement	20 400,00 €
2014	Soutien au Réseau Information Jeunesse	1 500,00 €
2015	Acquisitions d'oeuvres d'Art pour les musées - FRAM	4 600,00 €
	Montant total	26 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16000029

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : VILLEPREUX: CONSTRUCTION D'UN GYMNASE DANS LE QUARTIER DES HAUTS DU MOULIN

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	2 500 000,00 €	22,00 %	550 000,00 €
	Montant Total de la subvention		550 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200106- Construction et rénovation des équipements en faveur des lycéens

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLEPREUX
Adresse administrative : AV GENERAL DE GAULLE
78450 VILLEPREUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Stéphane MIRAMBEAU, Maire

N° SIRET : 21780674400108

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées
Rapport Cadre : CR48-11 du 17/11/2011

Objet du projet : construction d'un gymnase dans le quartier des Hauts du Moulin

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 28 février 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : l'équipement doit être utilisable à la rentrée 2018 par les scolaires. Les travaux doivent démarrer dès le mois de septembre pour permettre la réalisation des infrastructures d'accès à l'équipement et que l'ensemble puisse être mis en service dans les temps.

Objectifs :
Construire un nouveau gymnase

Description :
- une aire sportive multisports (handball, basketball, volleyball et badminton) de 44 m x 23,5m, ce qui porte le plafond des travaux à 2 500 000 € HT.

- une salle de gymnastique
- une salle de danse
- sanitaires et vestiaires

Le projet répond aux exigences du dispositif en matière de gestion des ressources et des rejets liés au bâti ainsi que sur l'aménagement durable de la parcelle.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 4 stagiaires (courrier daté du 18/07/2016).

Public(s) cible(s) :
le lycée Sonia Delaunay à Villepreux pour une mise à disposition moyenne hebdomadaire de 22 h, ce qui porte le taux de base de la subvention à 17%.

D'autres équipements sportifs communaux sont également mis à disposition gratuitement du lycée pour un taux moyen hebdomadaire de 22 h.

Détail du calcul de la subvention :
TAUX DE LA SUBVENTION: 22%
- taux de base:17%
- complément « autres équipements sportifs » : 5%

Localisation géographique :
- VILLEPREUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
GROS OEUVRE	2 045 300,00	44,34%
TOITURE ETANCHEITE	640 000,00	13,87%
FACADES	190 000,00	4,12%
CLOISONS, DOUBLAGES,FAUX-PLAFONDS	179 500,00	3,89%
MENUISERIES INTERIEURES	121 700,00	2,64%
SERRURERIE-METALLERIE	68 700,00	1,49%
REVETEMENTS DE SOL	175 900,00	3,81%
CHAUFFAGE-VENTILATION-PLOMBERIE	523 100,00	11,34%
ELECTRICITE COURANTS FORTS ET FAIBLES	190 200,00	4,12%
APPAREILS ELEVATEURS	29 300,00	0,64%
EQUIPEMENTS SPORTIFS	24 900,00	0,54%
PEINTURE-REVETEMENTS MURAUX	119 100,00	2,58%
EXTERIEURS	305 000,00	6,61%
Total	4 612 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIDF	550 000,00	11,92%
CD 78	500 000,00	10,84%
Ville de Villepreux	3 562 700,00	77,24%
Total	4 612 700,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	184 000,00 €
2017	184 000,00 €
2018	182 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Structures d'accueil collectif des jeunes enfants	75 000,00 €
	Montant total	75 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16000502

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : EPINAY-SUR-SEINE(93): CONSTRUCTION DU DOJO D'ORGEMONT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	500 000,00 €	40,00 %	200 000,00 €
	Montant Total de la subvention		200 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200106- Construction et rénovation des équipements en faveur des lycéens

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'EPINAY SUR SEINE
Adresse administrative : 1 RUE QUETIGNY
93806 EPINAY S/SEINE CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Hervé CHEVREAU, Maire

N° SIRET : 21930031600011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées
Rapport Cadre : CR48-11 du 17/11/2011

Objet du projet : construction du dojo d'Orgemont

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mars 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dossier transmis le 15 juillet 2015 pour un projet devant démarrer en 2016

Les travaux doivent débuter en mars afin que le dojo soit prêt pour la rentrée de septembre

Description :
Le dojo comprendra 2 surfaces de tatamis de 135 m2 chacun, ce qui porte le plafond des travaux à 500 000 € HT.
- pratique de l'aïkido et du karaté
- pratique de la boxe et de l'accro-sport, de sports d'opposition...

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires (courrier daté du 07/07/2016).

Public(s) cible(s) :
Le lycée Louise Michel pour une mise à disposition hebdomadaire de 35 h, ce qui porte le taux de base de la subvention à 30%.

D'autres équipements sportifs communaux sont également mis à disposition des deux lycées pour un volume horaire hebdomadaire supérieur à 30h : le gymnase Léo Lagrange, le gymnase Jean Jaurès, les terrains de football, le gymnase Raymond Lemaitre.

Détail du calcul de la subvention :
TAUX DE LA SUBVENTION: 40%
- taux de base : 30%
- autres équipements sportifs : 10%

Localisation géographique :
- EPINAY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Construction du bâtiment(salles, vestiaires, sanitaires, divers locaux)	1 562 625,00	66,55%
Aménagements extérieurs	105 000,00	4,47%
Imprévus	138 628,86	5,90%
Actualisation des prix	66 705,00	2,84%
Charge foncière(sondage, publicité, géomètre...)	144 952,00	6,17%
Honoraires(MO, CT, coordination SPS, assurances	263 441,34	11,22%
Frais annexes(rémunération AMO et mandat)	66 660,00	2,84%
Total	2 348 012,20	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIDF	200 000,00	8,52%
CD93	312 525,00	13,31%
Ville d'Epinay-sur-Seine	1 835 487,20	78,17%
Total	2 348 012,20	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	200 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Action culturelle Musiques au Lycée	2 500,00 €
2013	Agendas 21 locaux - Phase 1	15 000,00 €
2013	Aide à la résidence de musiques actuelles et au développement d'artiste	10 000,00 €
2013	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	109 920,00 €
2013	Financement des dossiers PRU et OPI	720 870,00 €
2014	Action culturelle Musiques au Lycée	2 500,00 €
2014	Aide à la résidence de musiques actuelles et au développement d'artiste	10 000,00 €
2014	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	1 000 000,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	109 805,00 €
2014	Soutien à la création et à la diffusion numérique	126 243,00 €
2015	Action culturelle Musiques au Lycée	2 500,00 €
2015	Aide au développement de bornes de recharges électriques	5 400,00 €
2015	Méditerranée (CR46-14)	8 500,00 €
2015	Politique énergie climat	11 298,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	11 500,00 €
	Montant total	2 146 036,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16000051

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : LAGNY-SUR-MARNE(77): CONSTRUCTION D'UN TERRAIN MULTISPORTS COUVERT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	372 120,00 €	21,42 %	79 696,00 €
	Montant Total de la subvention		79 696,00 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200106- Construction et rénovation des équipements en faveur des lycéens

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LAGNY SUR MARNE
Adresse administrative : 2 PL DE L'HOTEL DE VILLE
77400 LAGNY-SUR-MARNE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Paul MICHEL, Maire

N° SIRET : 21770243000018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées
Rapport Cadre : CR48-11 du 17/11/2011

Objet du projet : construction d'un city-stade couvert

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 octobre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : l'équipement doit être utilisable à la rentrée par les scolaires pour lesquels 30h de présence hebdomadaire est prévue. Les travaux doivent démarrer dès le début juillet pour une livraison de l'équipement dans les temps.

Objectifs :
Réaliser un city-stade couvert ce qui porte le plafond des travaux à 800 000 € HT.

Description :
Création d'un city-stade couvert pour la pratique du football, du handball et du basketball.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires (courrier daté du 13/07/2016).

Public(s) cible(s) :
Le lycée Van Dongen à Lagny-sur-Marne pour une mise à disposition hebdomadaire de 30H, ce qui porte le taux de base de la subvention à 25%.

Détail du calcul de la subvention :
TAUX DE LA SUBVENTION: 25%
- taux de base : 25%

Cependant, le taux de la subvention régionale est ramené à 21,42 % afin que le cumul des aides publiques n'excède pas 80% du coût de l'opération, comme l'indique le plan de financement ci-dessous.

Localisation géographique :
- LAGNY-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fourniture d'un terrain polysports	43 419,00	11,67%
Panneau d'information	199,00	0,05%
Montage, pose du terrain polysports	7 887,00	2,12%
Fourniture et pose d'un gazon synthétique	18 740,00	5,04%
Fourniture et pose d'une couverture de terrain	277 500,00	74,57%
Eclairage	24 000,00	6,45%
Bureau de contrôle	375,00	0,10%
Total	372 120,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIDF	79 696,00	21,42%
FFF	88 000,00	23,65%
CD77	130 000,00	34,93%
Ville de Lagny-sur-Marne	74 424,00	20,00%
Total	372 120,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	79 696,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	60 235,20 €
	Montant total	60 235,20 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16000323

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : NOGENT-SUR-MARNE(94) : CONSTRUCTION DU STADIUM CHRISTIAN MAUDRY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	2 500 000,00 €	23,50 %	587 500,00 €
	Montant Total de la subvention		587 500,00 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200106- Construction et rénovation des équipements en faveur des lycéens

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NOGENT SUR MARNE
Adresse administrative : HOTEL DE VILLE
94130 NOGENT-SUR-MARNE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jacques J.P. MARTIN, Maire

N° SIRET : 21940052000017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées
Rapport Cadre : CR48-11 du 17/11/2011

Objet du projet : construction d'un stadium

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : le début des travaux est prévu début juin pour une opération nécessitant plusieurs mois d'exécution avant son ouverture aux lycéens à la rentrée de septembre 2017.

Description :
Le stadium sera composé:
- d'un gymnase en 44 x 26,5 cm, ce qui fixe le plafond HT des travaux à 2,5 M€. Il est destiné à la pratique du handball, basketball, badminton, volleyball, tir à l'arc et tennis de table
- une salle multisports en 23,5 x 22 m pour des sports collectifs et la pratique de la gymnastique
- une structure artificielle d'escalade

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 4 stagiaires (courrier daté du 02/08/2016).

Public(s) cible(s) :
Le stadium sera mis à la disposition des lycées Edouard Branly et Val de Beauté à Nogent-sur-Marne pour un volume horaire hebdomadaire moyen de 18,5 h, ce qui porte le taux de base de la subvention à 13,5 %.

D'autres équipements sportifs communaux sont mis gratuitement à disposition des lycées publics de la ville pour une volume horaire hebdomadaire moyen supérieur à 30 h.

Détail du calcul de la subvention :
TAUX DE LA SUBVENTION : 23,5%
- taux de base : 13,5 %
- complément "autres équipements sportifs": 10%

Localisation géographique :
- NOGENT-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Sanitaires	90 648,55	0,98%
Espace sportif N°1	2 878 384,00	31,17%
Espace sportif N°2	1 393 593,22	15,09%
Mur d'escalade	114 300,00	1,24%
Révisions, imprévus	326 741,00	3,54%
Travaux de démolition	475 218,00	5,15%
Locaux rangement, entretien	501 459,00	5,43%
Accueil, foyer, gradins	1 416 383,55	15,34%
Vestiaires arbitres et ramasseurs de balles	140 059,68	1,52%
Etudes préalables	45 000,00	0,49%
Maitrise d'oeuvre	932 511,00	10,10%
Aménagements extérieurs privatifs	420 840,00	4,56%
Honoraires techniques	106 011,00	1,15%
Frais de publication, reprographie, etc	23 500,00	0,25%
Assurances DO	137 231,00	1,49%
Rémunération du mandataire	231 798,00	2,51%
Total	9 233 678,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIDF	587 500,00	6,36%
CD94	375 000,00	4,06%
EMPRUNT	4 000 000,00	43,32%
Ville de Nogent-sur-Marne	4 271 178,00	46,26%
Total	9 233 678,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	293 750,00 €
2017	293 750,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Politique énergie climat	2 466,75 €
2015	Aide au développement de bornes de recharges électriques	6 720,00 €
	Montant total	9 186,75 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16000434

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : GAGNY(93): REHABILITATION DU GYMNASE PABLO NERUDA

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	1 673 500,00 €	11,00 %	184 085,00 €
	Montant Total de la subvention		184 085,00 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200106- Construction et rénovation des équipements en faveur des lycéens

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GAGNY
Adresse administrative : 1 PLACE FOCH
93221 GAGNY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Michel TEULET, Maire

N° SIRET : 21930032400015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées
Rapport Cadre : CR48-11 du 17/11/2011

Objet du projet : réhabilitation du gymnase Pablo Neruda

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2015
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La commune s'est trouvée dans l'obligation d'anticiper la réhabilitation du gymnase pour une mise en service effective pour la rentrée scolaire, afin de ne pas pénaliser les utilisateurs scolaires.

Objectifs :
Réhabiliter le gymnase dont la salle est en 40 x 20 m, ce qui porte le plafond des travaux à 2 M€ HT.

Description :
- déconstruction de la halle sportive en conservant la structure primaire métallique,
- réhabilitation de la halle (façades, couverture, sol et équipements sportifs),
- aménagement des vestiaires, rangement, locaux techniques.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires (courrier daté du 20/07/2016).

Public(s) cible(s) :
Le gymnase sera mis à la disposition des lycées Gustave Eiffel et Jean Baptiste Clément à Gagny pour un volume horaire hebdomadaire de 10 h pour le 1er et 6 h pour le second, soit un total de 16 h, ce qui porte le taux de base de la subvention à 11%.

Détail du calcul de la subvention :
TAUX DE LA SUBVENTION : 11%

Localisation géographique :
- GAGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Réhabilitation de la halle	1 318 500,00	63,74%
vestiaires neufs	250 000,00	12,09%
Rénovation autres locaux(rangement, entretien , etc)	105 000,00	5,08%
construction logement du gardien	195 000,00	9,43%
Honoraire architecte et BET	180 000,00	8,70%
Contrôle technique, SPS	20 000,00	0,97%
Total	2 068 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CRIDF	184 085,00	8,90%
CNDS	300 000,00	14,50%
Réserve parlementatire	30 000,00	1,45%
CD93	800 000,00	38,68%
Ville de Gagny	754 415,00	36,47%
Total	2 068 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	184 085,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide régionale à l'équipement numérique des salles de cinéma Franciliennes	12 092,00 €
	Montant total	12 092,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014913

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : ACHAT D'EQUIPEMENT EN FAVEUR DU HANDISPORT - COMITE ILE-DE-FRANCE HANDISPORT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Achat d'équipement en faveur du handisport	12 099,00 €	80,00 %	9 679,00 €
	Montant Total de la subvention		9 679,00 €

Imputation budgétaire : 903-32-20421-132001-300
13200102- Achat d'équipements en faveur du handisport

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMITE HANDISPORT ILE-DE-FRANCE
Adresse administrative : 44 RUE LOUIS LUMIERE
75020 PARIS 20
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Murielle VANDECAPPELLE-SICLIS, Présidente

Date de publication au JO : 20 avril 1966

N° SIRET : 38956388300021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Achat d'équipement en faveur du handisport
Rapport Cadre : CR04-11 du 10/02/2011

Date prévisionnelle de début de projet : 12 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Acheter du matériel adapté afin de favoriser la pratique du sport par un public handicapé.

Description :
Achat d'un fauteuil Top end T5 pour la pratique du tennis et différents matériels comme des pneus, des rayons, des roues, des sangles cuisses avec rallonge pour la pratique du basket fauteuil. Ces différents matériels seront mis à disposition du Club sportif Clichy Tennis et de l'Association CAPSAAA.

Intérêt régional :
Il s'agit d'accompagner, dans la logique de la convention pluriannuelle signée avec le Comité Handisport, la politique de développement du sport des personnes en situation de handicap par l'achat de matériels

adaptés et mis à disposition des clubs ou athlètes qui en font la demande. Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Les sportifs et sportives handicapées.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'un fauteuil Top end T5 séries tennis complet	5 797,00	47,91%
Achat de divers matériels (pneus, sangles, rayons, roues) pour la pratique du basket fauteuil	6 302,00	52,09%
Total	12 099,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	9 679,00	80,00%
Comité Ile-de-France Handisport	2 420,00	20,00%
Total	12 099,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	9 679,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Achat d'équipement en faveur du handisport	98 247,50 €
2013	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - Formation	18 100,00 €
2013	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - pratiques sportives	59 885,00 €
2013	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	23 500,00 €
2014	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour	18 100,00 €

	le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - Formation	
2014	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - pratiques sportives	59 885,00 €
2014	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	20 000,00 €
2015	Achat d'équipement en faveur du handisport	136 776,64 €
2015	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - Formation	18 100,00 €
2015	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - pratiques sportives	56 885,00 €
2015	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	15 000,00 €
2016	Achat d'équipement en faveur du handisport	98 553,00 €
2016	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - Formation	17 195,00 €
2016	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - pratiques sportives	56 885,00 €
2016	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	10 000,00 €
	Montant total	707 112,14 €

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 12/10/2016
- Date de réception en préfecture: 12/10/2016

DELIBERATION N° CP 16-512

DU 12 OCTOBRE 2016

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE REGIONALE DE SOUTIEN AUX CLUBS FORMATEURS

TROISIEME AFFECTATION 2016

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code du Sport ;

VU La délibération n° CR 04-11 du 10 Février 2011 relative à la politique régionale du sport en Ile-de-France ;

VU La délibération n° CR 23-15 du 12 Février 2015 relative à la politique de la Ville, orientations pour une nouvelle action régionale ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 Décembre 2015 de délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 Janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CP11-825 du 20 Octobre 2011 approuvant la convention type relative au dispositif « Clubs formateurs » ;

VU La délibération n° CP 15-647 du 8 Octobre 2015 relative au dispositif « Clubs formateurs » ;

VU La délibération n° CP 16-188 du 18 Mai 2016 approuvant la convention type relative au dispositif « Clubs formateurs » ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2016.

VU Le rapport CP 16-512 présenté par madame la Présidente du conseil régional d'Ile-de-France ;

VU L'avis de la commission des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative ;

VU L'avis de la commission des Finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : Programme HP 32-002 « Développement de la pratique sportive »

Décide de participer au titre du dispositif « Clubs formateurs » au financement de 6 projets détaillés en annexe 2 (fiches projet) de la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **80 000 €.**

Subordonne le versement de ces subventions, à l'exception du projet porté par l'association « AC Bobigny 93 Rugby » (fiche projet n°16014868) à la signature d'avenants conformes à l'avenant-type approuvé par délibération n° CP 16-188 du 18 Mai 2016 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **80 000 €** disponibles sur le chapitre 933 « Culture, Sport et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif » du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe n° 1.

Article 2 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter du 1er Septembre 2016, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

La Présidente du conseil régional
d'Ile-de-France

Valérie PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	R0008832	Budget	2016

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**32 - Sports**
Programme	**132002 - Développement de la pratique sportive**
Action	**13200201 - Soutien au mouvement sportif**

Dispositif : N° 00000717 - Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport)

Dossier	16014854 - PARIS VOLLEY - SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF - 2EME ANNEE - SAISON 2016-2017 -			
Bénéficiaire	R28603 - PUC VOLLEY BALL			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
13 000,00 €	TTC	76,92 %	10 000,00 €	

Dossier	16014855 - ASNIERES VOLLEY 92 - SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF - 2EME ANNEE – SAISON 2016-2017 -			
Bénéficiaire	R33671 - ASNIERES VOLLEY 92			
Localisation	ASNIERES-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
20 000,00 €	TTC	50 %	10 000,00 €	

Dossier	16014857 - PLESSIS ROBINSON VOLLEY - SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF - 2EME ANNEE - SAISON 2016-2017			
Bénéficiaire	P0025485 - PRVB PLESSIS ROBINSON VOLLEY BALL			
Localisation	LE PLESSIS-ROBINSON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
13 000,00 €	TTC	76,92 %	10 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	R0008832	Budget	2016

Dossier	16014861 - SAINT-CLOUD PARIS STADE FRANCAIS VOLLEY - SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF - 2EME ANNEE - SAISON 2016-2017 -				
Bénéficiaire	P0025842 - SAINT CLOUD VOLLEY				
Localisation	SAINT-CLOUD				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	10 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
13 000,00 €	TTC		76,92 %	10 000,00 €	

Dossier	16014868 - AC BOBIGNY 93 RUGBY - SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF - 2EME ANNEE – SAISON 2016-2017 -				
Bénéficiaire	R36333 - AC BOBIGNY 93 RUGBY				
Localisation	BOBIGNY				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	20 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
26 000,00 €	TTC		76,92 %	20 000,00 €	

Dossier	16014889 - RUGBY CLUB MASSY ESSONNE - SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF – 2EME ANNEE - SAISON 2016-2017 (RENOUVELLEMENT)				
Bénéficiaire	R36334 - RCME RUGBY CLUB MASSY ESSONNE				
Localisation	MASSY				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	20 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
26 000,00 €	TTC		76,92 %	20 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000717 - Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport)	80 000,00 €

Total sur l'imputation 933 - 32 - 132002 - 13200201	80 000,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION

Dispositif « Clubs formateurs »

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014854

Commission permanente du 12 Octobre 2016

Objet : PARIS VOLLEY - SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF - 2EME ANNEE – SAISON 2016-2017 -

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport)	13 000,00 €	76,92 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
13200201- Soutien au mouvement sportif

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PUC VOLLEY BALL
Adresse administrative : 5 RUE LEREDDE
75013 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame PATRICIA ROUGEYRON, Autre
Date de publication au JO : 22 août 1992
N° SIRET : 38897859500030

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport)
Rapport Cadre : CR04-11 du 10/02/2011

Objet du projet : dispositif des clubs formateurs.

Date prévisionnelle de début de projet : 1er Septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 12 Octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dispositif Clubs formateurs prend en compte les actions qui se déroulent durant la saison sportive 2016-2017.

Résultats sportifs saison sportive 2015-2016 :

Lors de la saison sportive 2015-2016, le club a obtenu des résultats sportifs exceptionnels:

- Champion de France de la ligue A Masculine,
- Champion Ile-de-France Minimes et Cadettes filles,
- Champion de France Poussins.

Actions et objectifs spécifiques du club:

Le club a passé une convention avec la Ligue d'Ile de France de Volley-Ball dans le cadre du plan d'excellence sportive souhaitée par la Fédération Française de Volley Ball, qui a immédiatement débouché sur des accords avec le Paris Amical Camou et le Stade français St Cloud pour le volet féminin.

Le plan d'actions s'applique aux stagiaires passés par le club et aux anciens joueurs du club. Ainsi Dorian Rougeyron est aujourd'hui l'entraineur de l'équipe du Paris Volley .Par ailleurs deux emplois administratifs du club, sont occupés par d'anciens joueurs du club dans le cadre de leur reconversion.

Formation des encadrants à tous les niveaux de compétition :

Le club s'efforce de donner la plus haute formation possible à tous les entraîneurs en fonction de l'équipe qu'ils sont amenés à entraîner. Pour cela, le club a mis en place une stratégie sportive, dirigée par l'entraîneur de PROA qui assure la coordination et la formation des entraîneurs. Il consacre environ 15 heures par semaine à la formation et le suivi.

Le club va acheter :

- du matériel pédagogique (ordinateurs et cameras), qui sera mis à la disposition des entraîneurs pour leur permettre de filmer et analyser différentes faces de jeu et pouvoir organiser des séances vidéo avec les enfants ;

- du matériel sportif, ballons spécifiques pour les petits, et une cinquantaine d'autres répartis sur les différentes équipes, plots, haies (pour la coordination et le déplacement dans l'espace).

L'entraîneur a pour mission de superviser toutes les équipes de jeunes, de travailler avec les différents intervenants sur la ligne à suivre au niveau de la formation que ce soit sur les plus jeunes, comme sur les jeunes du centre de formation du club. Il a également comme deuxième mission de surveiller le suivi scolaire avec un coordinateur responsable des études.

Progression des jeunes athlètes d'un point de vue sportif et éducatif :

Le centre de formation du club (-23 ans) a obtenu un agrément ministériel, basé sur un double projet éducatif et sportif.

Des conventions de formation sont signées pour chaque joueur intégrant le CFC, ces conventions sont établies par le Ministère de la Jeunesse et des Sports en collaboration avec le Fédération Française de Volley Ball. -

Ces joueurs vont évoluer en Nationale 1 et participer aux entraînements de l'équipe professionnelle. Cette formation sportive leur permet d'atteindre les objectifs pour évoluer au plus haut niveau. Cette stratégie associe deux excellences : sportives et éducatives.

Intérêt régional :
Le club, véritable vivier, fournit le plus de joueurs dans tous les clubs de haut niveau d'Ile-de-France.
Ainsi, la quasi-totalité des joueurs du Plessis Robinson est passée par le CFC du club ou par l'équipe du Paris Volley.

« Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant ».

Public(s) cible(s) :
Les jeunes, filles ou garçons, d'Ile-de-France en âge de jouer et/ou d'entraîner.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais d'encadrement entraineur professionnel	6 000,00	46,15%
Achat matériel pédagogique	5 000,00	38,46%
Achat matériel apprentissage jeune	2 000,00	15,38%
Total	13 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional Ile-de-France	10 000,00	76,92%
Participation du club	3 000,00	23,08%
Total	13 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport)	7 000,00 €
2013	Dispositif des clubs formateurs (formation)	3 000,00 €
2013	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	5 000,00 €
2014	Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport)	7 000,00 €
2014	Dispositif des clubs formateurs (formation)	3 000,00 €
2015	Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport) (CR46-14)	7 000,00 €
2015	Dispositif des clubs formateurs (formation) (CR46-14)	3 000,00 €
	Montant total	35 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014855

Commission permanente du 12 Octobre 2016

Objet : ASNIERES VOLLEY 92 - SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF - 2EME ANNEE – SAISON 2016-2017 -

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport)	20 000,00 €	50,00 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
13200201- Soutien au mouvement sportif

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASNIERES VOLLEY 92
Adresse administrative : 1 BOULEVARD PIERRE DE COUBERTIN
92600 ASNIERES SUR SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Georges LABBOUZ, Président
Date de publication au JO : 29 avril 2000
N° SIRET : 38364542100025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport)
Rapport Cadre : CR04-11 du 10/02/2011

Objet du projet : dispositif des clubs formateurs.

Date prévisionnelle de début de projet : 1er Septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 12 Octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dispositif Clubs formateurs prend en compte les actions qui se déroulent durant la saison sportive 2016-2017.

Résultats sportifs saison 2015-2016 :

Lors de la saison sportive 2015-2016, Asnières Volley 92 a engagé :

- 1 équipe en Championnat Professionnel Ligue B éliminé en quart de finale des play-offs,
- 1 équipe masculine en Championnat de France National 2 maintenue,
- 1 équipe féminine en Championnat de France National 2 maintenue,
- 1 équipe masculine en Régional 1,
- 8 équipes en Coupe de France Jeune (Benjamin(es), minimes (masc. et fém.), cadet(tes), juniors masculins, espoirs (masc. et fém.)) dont 6 équipes qualifiées pour les poules finales,
- 5 équipes en Championnat Régional Elite Ile de France (Benjamin(es), Minimes, cadet(tes)) dont les M15 Féminins et M15 Masculins champions d'Ile-de-France,
- 2 équipes en Championnat Régional Niveau 2 (2 Benjamins et 1 benjamine),
- 10 équipes en Plateaux Poussins.

Asnières Volley 92 est à ce titre le seul club français à présenter autant d'équipes en Coupe de France Jeunes.

Actions et objectifs spécifiques du club :

Le club souhaite poursuivre le développement du secteur des Poussins en lien avec les éducateurs présents dans les écoles élémentaires de la ville. Des plateaux de poussins vont être organisés sous l'égide du Comité Départemental des Hauts de Seine.

Durant les périodes de vacances scolaires, des stages intensifs et de perfectionnement sont organisés pour les jeunes (Benjamins à Espoirs) et des tournois sont prévus pour la détection des jeunes talents.

Pour la saison sportive 2016-2017, le club souhaite développer plusieurs actions autour de Volley loisir, Soft Volley, Volley en Famille, Volley en Entreprise et Volley Vétérans.

Le nouveau complexe Nelson Mandela et les actions de développement vont engendrer de nouvelles dépenses, y compris en matière d'encadrement et d'accompagnateurs (matériel de musculation, achat de maillots pour le groupe compétition de l'école de volley et notamment les poussins et benjamins, maillots spécifiques pour les autres sections).

Intérêt régional :
La structure professionnelle (équipe professionnelle et Centre de formation) se met au service de la formation du jeune volleyeur. La structure est un vecteur de communication, une valeur d'amélioration de la notoriété du volley-ball.

« Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant ».

Public(s) cible(s) :
Tous les licenciés.

Localisation géographique :
- ASNIERES-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais d'encadrement	15 000,00	75,00%
Achat de matériels sportifs	5 000,00	25,00%
Total	20 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional Ile-de-France	10 000,00	50,00%
Participation du club	10 000,00	50,00%
Total	20 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport)	10 000,00 €
2013	Dispositif des clubs formateurs (formation)	5 000,00 €
2014	Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport)	10 000,00 €
2014	Dispositif des clubs formateurs (formation)	5 000,00 €
2015	Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport) (CR46-14)	7 000,00 €
2015	Dispositif des clubs formateurs (formation) (CR46-14)	3 000,00 €
	Montant total	40 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014857

Commission permanente du 12 Octobre 2016

Objet : PLESSIS ROBINSON VOLLEY - SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF - 2EME ANNEE - SAISON 2016-2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport)	13 000,00 €	76,92 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
13200201- Soutien au mouvement sportif

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PRVB PLESSIS ROBINSON VOLLEY BALL
Adresse administrative : 3 ALLEE ROBERT DEBRE
92350 LE PLESSIS ROBINSON
Statut Juridique : Association
Représentant : Serge BOUSSARD
N° SIRET : 38023726300047

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport)
Rapport Cadre : CR04-11 du 10/02/2011

Objet du projet : dispositif des clubs formateurs.

Date prévisionnelle de début de projet : 1er Septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 12 Octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dispositif Clubs formateurs prend en compte les actions qui se déroulent durant la saison sportive 2016-2017.

Résultats saison sportive 2015-2016 :

Lors de la saison sportive 2015-2016, le club a obtenu des résultats sportifs satisfaisants :

- L'équipe 1ère a terminé 6ème de la ligue B Masculine,
- L'équipe réserve a terminé 2ème de la poule D de la Nationale 2 Masculine,
- L'équipe régionale a terminé 5ème de la Régionale 2 Masculine.

Actions et objectifs spécifiques du club:

Encadrement et évolution des espoirs grâce au groupe d'entraînement Nationale 2/ Régionale 2.

L'équipe 3 sénior, d'une moyenne d'âge de 19 ans est le vivier permettant d'aguerrir à la réalité du jeu « sénior » les plus jeunes talents. L'équipe de Nationale 2 permet également d'accueillir ces jeunes talents lors d'entrainements.

Grâce à la mise en place de la nouvelle licence « OPEN », le PRVB peut offrir la possibilité de faire profiter de cette formation aux espoirs des clubs alentours.

Cette action innovante en Ile-de-France constitue ainsi un véritable centre de ressource d'entraînement pour préparer le niveau intermédiaire entre le niveau national et professionnel par l'ouverture d'un 3ème créneau d'entraînement avec l'équipe de Nationale 2 aux meilleurs potentiels du groupe de Régionale 2, constitués des licenciés du club comme des licenciés « OPEN » .

Dans la mesure où, parallèlement, les équipes benjamins à junior, filles et garçons reçoivent depuis 2015/2016 un entraînement bihebdomadaire au sein du club et peuvent profiter de stages de vacances, le PRVB éprouve donc la nécessité d'embaucher un entraîneur supplémentaire pour un volume horaire hebdomadaire de 12 heures par semaine.

Fidélisation des jeunes de l'école de baby volley

Afin de favoriser et faciliter la transition vers les groupes «compétition» et l'entraînement de semaine, deux créneaux d'entraînement supplémentaires sont ouverts.
Ce sont les mêmes entraîneurs que ceux du baby volley qui les encadrent, dans un souci de continuité et donc de fidélisation.

Le club va se doter de matériel sportif pour l'école de volley (petit matériel de musculation, ballons, achat de maillots compétition pour le groupe compétition de l'école de volley).

Intérêt régional :

« Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant ».

Localisation géographique :

- LE PLESSIS-ROBINSON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais d'encadrement	9 000,00	69,23%
Achat de matériels sportifs	4 000,00	30,77%
Total	13 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional Ile-de-France	10 000,00	76,92%
Participation du club	3 000,00	23,08%
Total	13 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport)	12 000,00 €
2013	Dispositif des clubs formateurs (formation)	3 000,00 €
2014	Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport)	10 000,00 €
2014	Dispositif des clubs formateurs (formation)	5 000,00 €
2015	Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport) (CR46-14)	7 000,00 €
2015	Dispositif des clubs formateurs (formation) (CR46-14)	3 000,00 €
	Montant total	40 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014861

Commission permanente du 12 Octobre 2016

Objet : SAINT-CLOUD PARIS STADE FRANCAIS VOLLEY - SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF - 2EME ANNEE - SAISON 2016-2017 -

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport)	13 000,00 €	76,92 %	10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
13200201- Soutien au mouvement sportif

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SAINT CLOUD VOLLEY
Adresse administrative : PLACE CHARLES DE GAULLE
92210 SAINT CLOUD
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Zélie AMARD
Date de publication au JO : 15 août 1998
N° SIRET : 42027932500021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport)
Rapport Cadre : CR04-11 du 10/02/2011

Objet du projet : dispositif des clubs formateurs.

Date prévisionnelle de début de projet : 1er Septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 12 Octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dispositif Clubs formateurs prend en compte les actions qui se déroulent durant la saison sportive 2016-2017.

Résultats sportifs 2015-2016 :

Lors de la saison sportive 2015-2016, le club a obtenu des résultats sportifs historiques :
- L'équipe 1ère a terminé 3ème, finaliste du championnat de France de la ligue A Féminine et qualifiée pour la CEV (Coupe d'Europe), ¼ de finaliste de la Coupe d'Europe,
- L'équipe réserve se maintient en Nationale 2 Féminine,
- Deux joueuses du centre de Formation sont devenues championnes de France.

Actions et objectifs spécifiques du club :

Saint-Cloud Paris SF est un club ambitieux pour le développement du volley-ball. Le club met en place un projet sportif et éducatif par le biais d'actions de formations techniques et physiques et aussi un suivi scolaire pour les athlètes. La réussite scolaire est indissociable de la réussite sportive. Cet équilibre est indispensable pour l'athlète.

Le centre de formation qui a reçu l'agrément ministériel est la dernière étape avant l'accession en équipe professionnelle, et doit représenter la vitrine de la formation régionale. Il s'appuie pour le recrutement sur le Pôle Espoirs de Châtenay-Malabry, le Pôle France et la formation interne.

Avant d'intégrer le centre de formation, les joueuses doivent pouvoir bénéficier d'un encadrement technique, physique et d'un suivi scolaire adapté avec l'académie de volley.

Pour la rentrée scolaire 2016-2017, une section à horaires aménagés permet aux jeunes sportifs de continuer leurs scolarités dans un lycée de premier plan, et d'avoir 10h d'entraînement et 3h de préparation physique hebdomadaire.

Pour les catégories Benjamins et Minimes, le club met en place un 3ème entraînement par semaine afin d'obtenir de bons résultats au niveau national.

Un coordinateur sportif intervient dans le milieu scolaire (écoles primaires et lycée Alexandre Dumas) pour animer des séances avec l'enseignant en étant assisté des joueuses de l'équipe professionnelle.

Intérêt régional :

« Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant ».

Localisation géographique :

- SAINT-CLOUD

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais d'encadrement	10 000,00	76,92%
Achat de matériels sportifs	3 000,00	23,08%
Total	13 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional Ile-de-France	10 000,00	76,92%
Participation du club	3 000,00	23,08%
Total	13 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport)	7 000,00 €
2013	Dispositif des clubs formateurs (formation)	3 000,00 €
2013	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	4 500,00 €
2014	Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport)	7 000,00 €
2014	Dispositif des clubs formateurs (formation)	3 000,00 €
2015	Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport) (CR46-14)	7 000,00 €
2015	Dispositif des clubs formateurs (formation) (CR46-14)	3 000,00 €
	Montant total	34 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014868

Commission permanente du 12 Octobre 2016

Objet : AC BOBIGNY 93 RUGBY - SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF - 2EME ANNEE – SAISON 2016-2017 -

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport)	26 000,00 €	76,92 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
13200201- Soutien au mouvement sportif

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AC BOBIGNY 93 RUGBY
Adresse administrative : 98 AVENUE SALVADOR ALLENDE
93000 BOBIGNY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Alain CHAMOIS
Date de publication au JO : 12 mars 2005
N° SIRET : 48214123100027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport)
Rapport Cadre : CR04-11 du 10/02/2011

Objet du projet : dispositif des clubs formateurs.

Date prévisionnelle de début de projet : 1er Septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 12 Octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dispositif Clubs formateurs prend en compte les actions qui se déroulent durant la saison sportive 2016-2017.

Résultats sportifs lors de la saison sportive 2015-2016 :

Lors de la saison sportive 2015-2016, l'AC BOBIGNY 93 Rugby a engagé 7 équipes dans des compétitions fédérales officielles :
- Equipe séniors 1 : Championnat de France Fédérale 1,
- Equipe séniors 2 : Championnat de France Nationale B,
- Féminines 1 : 5ème du Championnat de France 1ère division TOP 8,
- Féminines 2 : ½ finale du Championnat féminines fédérales,
- Equipe sénior (U22) : 1/16ème de finale du Championnat de France Belascain,
- Juniors (U19) : Non qualifié pour les phases finales du Championnat Balandrade,
- Cadets (U17): C1/16ème de finale du Championnat Teulière A,

Actions et objectifs spécifiques du club :

Les actions développées pour la saison 2016-2017 sont :
- une Ecole de rugby (labellisée Fédération Française de Rugby) regroupant deux équipes par catégorie d'âge : Minimes, Benjamins, Poussins, Mini poussins. Les équipes sont engagées dans une compétition éducative départementale et régionale, ainsi que deux tournois agréés par la FFR hors Ile-de-France.

- une Académie Rugby 93 : permettant aux jeunes (effectif de 21 stagiaires dont 10 féminines cadettes) d'accéder au haut niveau. L'ensemble des académiciens sont licenciés dans un club, soit à Bobigny soit en tutorat avec un club séquano-dionysien.

L'encadrement de ces équipes nécessite des éducateurs diplômés (Brevet d'Etat 1er degré ou 2ème degré ou DEJEPS) et expérimentés. Les séniors comme les jeunes sont suivis par deux préparateurs physiques tout au long de l'année. Chaque équipe est encadrée par plusieurs dirigeants. Cet encadrement est indispensable pour assurer la logistique au quotidien.

Encadrement médical

Le club dispose d'une équipe médicale et para médicale importante, composée :
- d'un médecin du sport qui permet aux joueurs un suivi efficace et rapide. Il travaille également avec un réseau étendu de spécialistes, d'hôpitaux, de cliniques dans le département.
- d'ostéopathes et d'un kinésithérapeute présents pendant les entraînements et lors des matches des équipes séniors masculine et féminine. Cet encadrement paramédical permet un meilleur suivi des blessures, et favorise une réathlétisation du sportif rapide et efficace.
La prise en charge médicale des joueurs représente un budget important en achat de matériels médicaux et paramédicaux : bandes de strapping, bombes de froid, anti inflammatoires, matériels de premiers secours…

Enfin, le club souhaite acheter du matériel servant pour les entraînements de toutes les catégories : ballons, plots, chasubles, boucliers, pharmacie.

Moyens mis en œuvre :
- Infrastructures de qualité mises à la disposition de toutes les catégories, salle de musculation, terrains aux normes FFR pour les matches de Fédérale 1.
- Educateurs/entraîneurs formés et assistant à des séances de recyclage ou d'information en cas de nécessité.
- La Maison du Rugby, club house de l'AC BOBIGNY 93 Rugby, est un lieu de réunions, de rassemblements, de restauration et de stages. Il est accessible à toutes les équipes.

Intérêt régional :
L'AC BOBIGNY 93 Rugby est le club phare du département. Il apporte une expertise et un soutien aux clubs du département.

« Cette subvention donne lieu à un engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire ou en alternance ».

Public(s) cible(s) :
Les jeunes, dès 6 ans à l'école de rugby, jusqu'aux jeunes adultes (filles et garçons).

Localisation géographique :
- BOBIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais d'encadrement	18 000,00	69,23%
Achat de matériels sportifs	5 000,00	19,23%
Encadrement médical	3 000,00	11,54%
Total	26 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional Ile-de-France	20 000,00	76,92%
Participation du club	6 000,00	23,08%
Total	26 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport)	18 000,00 €
2013	Dispositif des clubs formateurs (formation)	7 000,00 €
2014	Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport) (CR46-14)	22 000,00 €
2014	Dispositif des clubs formateurs (formation) (CR46-14)	3 000,00 €
2015	Dispositif des clubs formateurs (formation) (CR46-14)	12 000,00 €
2016	Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport)	17 000,00 €
	Montant total	79 000,00 €

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 13/10/2016
- Date de réception en préfecture: 13/10/2016

DELIBERATION N° CP 16-513

DU 12 OCTOBRE 2016

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE REGIONALE DU SPORT EN ILE-DE-FRANCE ET AFFECTATIONS D'AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT :

- SOUTIEN AUX EVENEMENTS SPORTIFS

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code du Sport ;

VU La délibération n° CR 02-06 du 30 Juin 2006 relative au dispositif cadre « Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France », modifiée par la délibération n° CR 04-11 du 10 Février 2011 relative à la politique régionale du sport en Ile-de-France ;

VU La délibération n° CR 04-11 du 10 Février 2011 relative à la politique régionale du sport en Ile-de-France ;

VU La délibération n° CR 23-15 du 12 Février 2015 relative à la politique de la Ville, orientations pour une nouvelle action régionale ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 Décembre 2015 de délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 Janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CP 15-615 du 08 octobre 2015 relative au dispositif « Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France » ;

VU La délibération n° CP 16-028 du 22 janvier 2016 relative au dispositif « Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France » ;

VU La délibération n° CP 16-188 du 18 Mai 2016 approuvant la convention type relative au dispositif « Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France » ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2016 ;

VU Le rapport CP 16-513 présenté par madame la Présidente du conseil régional d'Ile-de-France ;

VU L'avis de la commission des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative ;

VU L'avis de la commission des Finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : Programme HP 32-003 « Evénements sportifs »

Décide au titre du dispositif « Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France » de participer au financement des 3 projets détaillés en annexe n° 2 (fiches projet) de la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 34 000 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par la délibération n° CP 16-188 de la commission permanente du 18 Mai 2016 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **34 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », programme HP 32-003 (132003) « Evènements sportifs », action 13200301 « Soutien aux événements sportifs » du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe n° 1.

Article 2 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

Numéro d'aide versée	Opérations	Bénéficiaires dispositif de soutien aux évènements sportifs	Date d'éligibilité
16014898	2ème Championnats Nationaux de Marche nordique	Mureaux Val de Seine Athlétisme	10/03/2016
16014899	Tournoi féminin de Volley-ball	Stade Français Paris Saint-Cloud	30/06/2016
16015333	Coupe du Monde Fleuret Dames Saint Maur	Vie au Grand Air	30/08/2016
16015311	Championnat de France de Tir à l'Arc de Beursault	Sainte Geneviève Sports	17/07/2016
16015305	Masters à Mains nues de Pelote basque	Ligue Ile-de-France de Pelote basque	16/06/2016
16015627	Championnat de France de Duathlon et Trialong d'Ile-de-France	Ligue Ile-de-France de Triathlon	30/06/2016

Article 3 :

Corrige l'erreur matérielle de l'aide n° **16005380** (Accueil de la délégation marocaine de Judo) votée par la délibération n° CP 16-469 du 21 Septembre 2016 au bénéfice de la Ligue des Hauts de Seine de Judo, conformément à la fiche projet modifiée figurant en annexe 3 à la présente délibération. La fiche projet de est corrigée car la date est du 7 au 14 Novembre 2016 et non du 23 au 30 Juillet 2016. Le montant de la base subventionnable et le taux d'intervention restent inchangés.

Article 4 :

Affecte une autorisation d'engagement complémentaire de **10 000 €** afin d'augmenter la participation régionale, **30 000 €** au lieu de **20 000 €**, au bénéfice de la Fédération Française de

Basket Ball et approuvée par délibération n° 16-279 du 12 juillet 2016 (aide versée n° EX011756), conformément à la fiche projet modifiée figurant en annexe 3 à la présente délibération.

Cette somme est prélevée sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », au titre du programme HP 32-002 « Soutien au mouvement sportif » action 13200301 « Soutien aux événements sportifs » du budget 2016.

Subordonne le versement de la subvention à la signature d'une convention conforme à la convention type adoptée par la délibération n° CP 16-188 de la commission permanente du 18 Mai 2016 approuvant la convention type relative au dispositif « Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France »; et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Article 5 :

Affecte une autorisation d'engagement complémentaire de **10 000 €** afin d'augmenter la participation régionale, **30 000 €** au lieu de **20 000 €**, au bénéfice de la Fédération Française de Badminton et approuvée par délibération n° 16-469 du 21 Septembre 2016 (aide versée n° 16013202), conformément à la fiche projet modifiée figurant en annexe 3 à la présente délibération.

Cette somme est prélevée sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », au titre du programme HP 32-002 « Soutien au mouvement sportif » sur l'action action 13200301 « Soutien aux événements sportifs » du budget 2016.

Subordonne le versement de la subvention à la signature d'une convention conforme à la convention type adoptée par la délibération n° CP 16-188 de la commission permanente du 18 Mai 2016 approuvant la convention type relative au dispositif « Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France »; et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

La Présidente du conseil régional
d'Ile-de-France

Valérie PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-513	Budget	2016

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**32 - Sports**
Programme	**132003 - Événements sportifs**
Action	**13200301 - Soutien aux évènements sportifs**

Dispositif : N° 00000075 - Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France

Dossier	EX011756 - OPEN DE LA LIGUE FEMININE DE BASKET BALL 2016			
Bénéficiaire	R19707 - FEDERATION FRANCAISE DE BASKET-BALL			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
204 580,00 €	TTC	14,66 %	30 000,00 €	

Dossier	16013202 - INTERNATIONAUX DE FRANCE DE BADMINTON 2016			
Bénéficiaire	R25396 - FFBA FEDERATION FRANCAISE DE BADMINTON			
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
800 000,00 €	HT	3,75 %	30 000,00 €	

Dossier	16014898 - 2EME CHAMPIONNATS NATIONAUX DE MARCHE NORDIQUE			
Bénéficiaire	P0035336 - LES MUREAUX VAL DE SEINE STADE LEO LAGRANGE			
Localisation	LES MUREAUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
24 200,00 €	TTC	16,53 %	4 000,00 €	

Dossier	16014899 - TOURNOI FEMININ DE VOLLEY BALL - STADE FRANCAIS -			
Bénéficiaire	P0031808 - SCPSF STADE FRANCAIS PARIS SAINT-CLOUD			
Localisation	SAINT-CLOUD			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
43 000,00 €	TTC	11,63 %	5 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-513	Budget	2016

Dossier	16015305 - MASTERS DE MAIN NUE DE PARIS - PELOTE BASQUE -			
Bénéficiaire	R34253 - LIGUE IDF PELOTE BASQUE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 000,00 €	TTC	20 %	2 000,00 €	

Dossier	16015311 - CHAMPIONNAT DE FRANCE DE TIR A L'ARC DE BEURSAULT			
Bénéficiaire	R29574 - SAINTE GENEVIEVE SPORTS			
Localisation	SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
13 250,00 €	TTC	22,64 %	3 000,00 €	

Dossier	16015333 - COUPE DU MONDE DE FLEURET DAMES SAINT MAUR 2016 - ESCRIME			
Bénéficiaire	R24545 - LA VIE AU GRAND AIR DE SAINT MAUR			
Localisation	SAINT-MAUR-DES-FOSSES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
33 800,00 €	TTC	29,59 %	10 000,00 €	

Dossier	16015627 - CHAMPIONNAT DE FRANCE DE DUATHLON ET DE TRIALONG D'ILE-DE-FRANCE			
Bénéficiaire	R23390 - LIGUE REG TRIATHLON			
Localisation	BOIS-LE-ROI			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
90 000,00 €	TTC	11,11 %	10 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000075 - Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	54 000,00 €

Total sur l'imputation 933 - 32 - 132003 - 13200301	54 000,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJET

Dispositif « Soutien aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France »

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014898

Commission permanente du 12 Octobre 2016

Objet : 2EME CHAMPIONNATS NATIONAUX DE MARCHE NORDIQUE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	24 200,00 €	16,53 %	4 000,00 €
	Montant Total de la subvention		4 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
13200301- Soutien aux évènements sportifs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES MUREAUX VAL DE SEINE ATHLETISME
Adresse administrative : STADE LEO LAGRANGE 78130 LES MUREAUX
Statut Juridique : ASSOCIATION
Représentant : CLAUDE LE STRAT
N° SIRET : 40061003600016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France
Rapport Cadre : CR04-11 du 10/02/2011

Objet du projet : Organisation des 2ème Championnats nationaux de la marche nordique.

Date prévisionnelle de début de projet : 10 Mars 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 12 Octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire plusieurs années, selon son importance. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :

Le Club "Mureaux Val de Seine Athlétisme" organise les Championnats Nationaux de Marche nordique le 22 Octobre 2016 sur l'Ile de Loisirs du Val de Seine en Yvelines.

400 concurrents s'élancent sur quinze kilomètres dans un paysage de verdure exceptionnel. Ce site est depuis deux ans le théâtre privilégié des manifestations sportives.

La Fédération Française d'Athlétisme, ayant reçu la délégation de service public pour cette activité, a choisi de valoriser le travail entrepris depuis deux ans sur le territoire, pour faire de la marche nordique une activité phare du sport santé et du sport de pleine nature.

Le programme de la journée est le suivant :

8h: Accueil des bénévoles et briefing,
9h: Ouverture du village et des retraits de dossard,
10h: Début des animations Grand public et virée de marche nordique,
10h: Réunion course / organisation,

11h: Briefing Juges,
14h: Début de la compétition,
18h: Fin de la manifestation,
18h30: Remise de récompenses.

Cette compétition sacre les meilleurs marcheurs Nordique de France dans l'ensemble des catégories, seul ou par équipe.

Moyens mis en œuvre :
200 personnes sont impliquées dans l'organisation de l'évènement.

Intérêt régional :
Mise en avant de la capacité d'organisation d'évènements sportifs sur un site régional comme l'Ile-de-Loisirs du Val de Seine.

« Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant ».

Localisation géographique :
- LES MUREAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Chronométrie	2 500,00	10,33%
Repas bénévoles	1 500,00	6,20%
Sanitaires	1 000,00	4,13%
Hébergements officiels	1 700,00	7,02%
Sécurité / gardiennage	2 000,00	8,26%
Achat de matériel	3 500,00	14,46%
Animations	2 000,00	8,26%
Supports de communication	5 000,00	20,66%
Parcours	5 000,00	20,66%
Total	24 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional Ile-de-France	4 000,00	16,53%
Conseil Général 78	4 000,00	16,53%
Partenaires Privés	12 000,00	49,59%
Inscriptions	3 500,00	14,46%
Buvette	700,00	2,89%
Total	24 200,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	4 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014899

Commission permanente du 12 Octobre 2016

Objet : 1ER TOURNOI INTERNATIONAL FEMININ DE VOLLEY-BALL - STADE FRANCAIS -

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	43 000,00 €	11,63 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
13200301- Soutien aux évènements sportifs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : STADE FRANCAIS PARIS SAINT-CLOUD
Adresse administrative : 8 PLACE DE L'EGLISE
92210 SAINT-CLOUD
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : CLAUDE ORPHELIN
N° SIRET : 79475894600014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France
Rapport Cadre : CR04-11 du 10/02/2011

Objet du projet : organisation du tournoi féminin de Volley-Ball.

Date prévisionnelle de début de projet : 30 Juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 12 Octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire plusieurs années, selon son importance. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale.

Description :

Le Stade Français Paris Saint Cloud organise le 1er tournoi international féminin de Volley-Ball les 15 Octobre et 20 Décembre 2016 au Stade Géo André à Paris.

Les équipes féminines présentes sont
- le club « Amigos ZOERSEL » (Belgique),
- le club AACHEN (Allemagne).

L'équipe féminine du Stade Français Paris Saint-Cloud, par ses résultats et sa participation à la coupe d'Europe, est devenue l'équipe phare de la région Ile-de-France. Les deux manifestations sont à caractère international.

Le programme est le suivant :
- 1er Match à 15h30,
- Finale à 20h30.

Les matchs de volley-ball ont pour but de rendre plus visible le volley-ball féminin et de participer au développement du sport féminin sous toutes ses formes : éducation, formation, performances, haut niveau et exigence.

Intérêt régional :
Aider les instances représentatives dans leur volonté de développer le volley-ball féminin de haut niveau.

« Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant ».

Localisation géographique :
- SAINT-CLOUD

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Location de salle	15 000,00	34,88%
Arbitres	6 400,00	14,88%
Réception	1 200,00	2,79%
Voyages	9 200,00	21,40%
Hôtellerie	1 800,00	4,19%
Restauration et déplacements	4 400,00	10,23%
Tournoi de préparation	5 000,00	11,63%
Total	43 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional Ile-de-France	5 000,00	11,63%
Conseil Général 92	10 000,00	23,26%
Sponsoring - Mécénat	18 000,00	41,86%
Participation du club	10 000,00	23,26%
Total	43 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	5 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16015333

Commission permanente du 12 Octobre 2016

Objet : COUPE DU MONDE DE FLEURET DAMES SAINT MAUR 2016 - ESCRIME

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	33 800,00 €	29,59 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
13200301- Soutien aux évènements sportifs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA VIE AU GRAND AIR DE SAINT MAUR
Adresse administrative : 8 AVENUE DU NORD
94100 ST MAUR DES FOSSES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean François BEDU, Président
Date de publication au JO : 23 Octobre 1919
N° SIRET : 78833694900029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France
Rapport Cadre : CR04-11 du 10/02/2011

Date prévisionnelle de début de projet : 30 Août 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 12 Octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale.

Objectifs :

Les objectifs de cette Coupe du Monde au Fleuret Dames sont :
- d'encourager la pratique féminine de l'escrime,
- de favoriser la pratique chez les jeunes des écoles qui seront invités,
- de faire découvrir l'escrime de niveau international au plus grand nombre.

Description :

La Coupe du Monde de Saint-Maur de Fleuret Dames Seniors, organisée par l'association La Vie au Grand Air (VGA), est prévue les 04, 05 et 06 novembre 2016 au complexe sportif Pierre Brossolette à Saint-Maur des Fossés.

Cette manifestation sportive, désignée par la Fédération Internationale d'Escrime (FIE), est une épreuve du circuit de Coupe du Monde au Fleuret dames seniors comptant pour le classement international et les qualifications pour les championnats du Monde.

Cette compétition va réunir 150 des meilleures fleurettistes mondiales à l'occasion d'une épreuve individuelle en deux étapes et d'une épreuve par équipes le dernier jour pour clôturer l'évènement.

Moyens mis en œuvre :
Comité d'organisation de 10 personnes en plus d'une équipe de 50 bénévoles.

Intérêt régional :
Permettre l'organisation d'une manifestation d'escrime féminine de niveau international en Ile-de-France et ainsi participer au rayonnement de cette discipline auprès de tous les clubs franciliens.

« Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant ».

Public(s) cible(s) :
Tous les publics, licenciés et non licenciés.
Environ 2000 personnes seront accueillies pendant les 3 journées de la compétition.

Localisation géographique :
- SAINT-MAUR-DES-FOSSES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais Organisationnels	1 500,00	4,44%
Sécurité	1 100,00	3,25%
Frais techniques	19 100,00	56,51%
Arbitrage (Transport + indemnités + restauration)	10 000,00	29,59%
Divers	2 100,00	6,21%
Total	33 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional Ile-de-France	8 000,00	23,67%
Subvention Conseil Général	6 000,00	17,75%
Subvention municipale	8 000,00	23,67%
Engagement des Tireurs	6 000,00	17,75%
Engagement des Equipes	5 000,00	14,79%
Restauration buvette	800,00	2,37%
Total	33 800,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	10 000,00 €
2014	Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport) (CR46-14)	8 000,00 €
2014	Dispositif des clubs formateurs (formation) (CR46-14)	2 000,00 €
2014	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	10 000,00 €
2015	Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport) (CR46-14)	6 000,00 €
2015	Dispositif des clubs formateurs (formation) (CR46-14)	4 000,00 €
2015	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	16 000,00 €
	Montant total	56 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16015311

Commission permanente du 12 Octobre 2016

Objet : CHAMPIONNAT DE FRANCE DE TIR A L'ARC DE BEURSAULT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	13 250,00 €	22,64 %	3 000,00 €
	Montant Total de la subvention		3 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
13200301- Soutien aux évènements sportifs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SAINTE GENEVIEVE SPORTS
Adresse administrative : RUE DU JARDIN PUBLIC
91700 SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Hugues DUSSERRE, Président
Date de publication au JO : 14 février 1936
N° SIRET : 32336300200029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France
Rapport Cadre : CR04-11 du 10/02/2011

Objet du projet : Organisation du championnat de France de Tir à l'Arc de Beursault.

Date prévisionnelle de début de projet : 17 Juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 12 Octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale.

Description :

L'Association "Sainte Geneviève Sports - section Tir à l'arc" organise le championnat de France Beursault de Tir à l'Arc le 2 Octobre 2016 à Sainte Geneviève des Bois.

Cet évènement se déroule chaque année le premier dimanche du mois d'Octobre. Tous les archers Français peuvent durant toute l'année s'inscrire à des compétitions de type Beursault et réaliser les minimas pour accéder à ce championnat de France qui dure un jour.
Pour pouvoir accueillir près de 500 archers, environ 25 à 30 compagnies s'associent afin d'ouvrir leurs jeux de Beursault.

Le Tir Beursault se pratique dans un "Jeu d'arc" ou jardin d'arc dans une compagnie mais peut être organisé sur un terrain plat dans les régions qui ne disposent pas de compagnies ou de "jeu d'arc". Celui-ci se compose de deux buttes (cibles) opposées et distantes de cinquante mètres. Ces buttes s'appellent butte d'attaque et butte maitresse. La surface entre les buttes est une allée centrale dénommée "l'Allée du Roy".

Les tireurs sont regroupés par pelotons de 5 à 6 archers maximum. Au début du concours, chaque archer tire une flèche de la butte maitresse vers la butte d'attaque. Ensuite il emprunte l'allée de dégagement pour rejoindre la butte d'attaque. Une fois tous les archers regroupés, ils comptabilisent les points.

Intérêt régional :
« Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant ».

Public(s) cible(s) :
Tous les publics, licenciés et non licenciés.
Les organisateurs attendent environ 500 spectateurs.

Localisation géographique :

- SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais des juges	2 100,00	15,85%
Cadeaux 500 compétiteurs	4 000,00	30,19%
Frais de restauration	3 750,00	28,30%
Logistique	2 000,00	15,09%
Location salle	400,00	3,02%
Secouristes	500,00	3,77%
Agents de sécurité	500,00	3,77%
Total	13 250,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention sollicitée de la région Ile-de-France	3 000,00	22,64%
Conseil Départemental 91	1 500,00	11,32%
Sainte Geneviève des Bois	2 000,00	15,09%
Fédération Française de Tir à l'Arc	750,00	5,66%
Comité Ile-de-France de Tir à l'Arc	500,00	3,77%
Partenaires privées	4 500,00	33,96%
Buvette	1 000,00	7,55%
Total	13 250,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	3 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport)	10 000,00 €
2013	Dispositif des clubs formateurs (formation)	2 500,00 €
2014	Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport) (CR46-14)	12 000,00 €
2014	Dispositif des clubs formateurs (formation) (CR46-14)	3 000,00 €
2014	Ile-de-France, Terre d'accueil des délégations étrangères	10 000,00 €
2015	Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport) (CR46-14)	11 000,00 €
2015	Dispositif des clubs formateurs (formation) (CR46-14)	4 000,00 €
	Montant total	52 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16015305

Commission permanente du 12 Octobre 2016

Objet : MASTERS DE MAIN NUE DE PARIS - PELOTE BASQUE -

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	10 000,00 €	20,00 %	2 000,00 €
	Montant Total de la subvention		2 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
13200301- Soutien aux évènements sportifs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIGUE IDF PELOTE BASQUE
Adresse administrative : 8 QU SAINT EXUPERY
75016 PARIS 16
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Michel GOYENETCHE, Président
N° SIRET : 78466319700019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France
Rapport Cadre : CR04-11 du 10/02/2011

Objet du projet : organisation des "Masters de Main Nue de Paris".

Date prévisionnelle de début de projet : 16 Juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 17 Octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale.

Description :

La Ligue d'Ile-de-France de Pelote Basque organise les "Masters de Main Nue de Paris" les 18 et 20 Novembre 2016 au "Trinquet de Paris" à Paris. Ce sont huit joueurs professionnels, les meilleurs de cette spécialité, qui sont sélectionnés.

Le programme de cet évènement est le suivant:
- Tirage au sort des équipes et demi-finales (Vendredi 18 Novembre 2016),
- Jour de repos pour les mains des joueurs (Samedi 19 Novembre 2016),
- Petite finale et Grande Finale (Dimanche 20 Novembre 2016).

Ces spécialités sont des disciplines internationales.

La Fédération internationale de pelote basque (FIPV) reconnaît 12 spécialités. Parmi les plus connues on trouve la main nue, souvent considérée comme la plus noble, le grand chistera. C'est la base de ce sport, la plus éprouvante mais aussi la plus pure puisque les instruments sont les plus naturels qu'ils soient, les mains des joueurs.

La pelote basque regroupe plusieurs jeux de balle issus du jeu de paume. Dans la plupart des spécialités, le jeu consiste à envoyer, de volée ou après un rebond, la pelote contre un mur principal, nommé frontis, afin qu'elle retombe sur l'aire de jeu nommée cancha. Le point continue jusqu'à ce qu'une équipe commette une faute ou n'arrive pas à relancer la pelote avant le deuxième rebond.

Les parties se déroulent en deux phases de 15 points et une "belle" en 10 points en cas d'égalité.

Intérêt régional :
- Faire découvrir un sport souvent pratiqué au Pays basque,
- Faire pratiquer les franciliens un sport original dans des conditions exceptionnels (équipement en plain Paris).

« Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant ».

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais d'hôtellerie	1 600,00	16,00%
Déplacements Joueurs et accompagnateurs	2 000,00	20,00%
Frais de restauration	1 500,00	15,00%
Frais de réception (VIP)	1 200,00	12,00%
Frais de communication	1 300,00	13,00%
Frais d'organisation, sécurité, location Trinquet	1 500,00	15,00%
Trophée	900,00	9,00%
Total	10 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention sollicitée de la Région Ile-de-France	2 000,00	20,00%
Participation de la Ligue d'Ile-de-France de Pelote Basque	8 000,00	80,00%
Total	10 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	2 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - Formation	1 200,00 €
2013	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - pratiques sportives	8 900,00 €
2014	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - Formation	1 200,00 €
2014	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - pratiques sportives	8 900,00 €
2015	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - Formation	1 200,00 €
2015	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - pratiques sportives	8 900,00 €
2016	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - Formation	1 140,00 €
2016	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - pratiques sportives	8 000,00 €
	Montant total	39 440,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16015627

Commission permanente du 12 Octobre 2016

Objet : CHAMPIONNAT DE FRANCE DE DUATHLON ET DE TRIALONG D'ILE-DE-FRANCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	90 000,00 €	11,11 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
13200301- Soutien aux évènements sportifs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIGUE ILE-DE-FRANCE DE TRIATHLON
Adresse administrative : 2 RUE DU SENEGAL
75020 PARIS 20
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Cédric GOSSE, Président
Date de publication au JO : 4 septembre 1985
N° SIRET : 41290449200011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France
Rapport Cadre : CR04-11 du 10/02/2011

Objet du projet : organisation de l'évènement.

Date prévisionnelle de début de projet : 30 Juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 12 Octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire plusieurs années, selon son importance. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :

La Ligue Ile-de-France de Triathlon organise le championnat de France de Duathlon et de Trialong d'Ile-de-France le 18 Septembre 2016 à l'Ile des Loisirs de Bois le Roi.

Les épreuves sont les suivantes :
- Championnat de France de Duathlon : 7 km de course à pied, 94km de vélo et 14km de course à pied,
- Trialong: 1900m de natation, 94km de vélo et 21km de course à pied.

Le programme est le suivant:

Samedi 17 Septembre 2016
• 10h : installation du site
• 14h : Distribution des dossards

Dimanche 18 septembre 2016
• de 6h30 à 8h Distribution des dossards
• 8h30 départ
• Arrivée 1er 12h20
• Arrivée dernier 15h.

Moyens mis en œuvre :
- 700 personnes et environ 100 clubs.
Les meilleurs duathlètes nationaux seront présents ; car la course est support du championnat de France.

Intérêt régional :
- Seule épreuve de ce type en Ile de France,
- Valorisation de l'Ile aux loisirs de Bois le Roi,
- Mise en avant de la ligue Ile de France de Triathlon et de la région.

« Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant ».

Localisation géographique :

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais d'organisation	15 230,00	16,92%
Sécurité Vélo	7 000,00	7,78%
Frais logistique	8 000,00	8,89%
Fournitures	11 200,00	12,44%
Hébergement et restauration	5 000,00	5,56%
Déplacements	1 200,00	1,33%
Lots bénévoles	1 200,00	1,33%
Repas bénévoles	2 400,00	2,67%
Ravitaillements	8 000,00	8,89%
Salaires et indemnités	20 000,00	22,22%
Autres frais	10 770,00	11,97%
Total	90 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional Ile-de-France	10 000,00	11,11%
Conseil Général 77	10 000,00	11,11%
Inscriptions	70 000,00	77,78%
Total	90 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - Formation	11 580,00 €
2013	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - pratiques sportives	69 900,00 €
2014	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - Formation	9 300,00 €
2014	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - pratiques sportives	67 900,00 €
2015	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - Formation	9 300,00 €
2015	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - pratiques sportives	60 650,00 €
	Montant total	228 630,00 €

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION : FICHES PROJET MODIFIEES

Dispositif « Soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics, pratiques sportives »
- Fiche projet n° EX011756 votée à la CP 16-279 du 12 Juillet 2016

Dispositif « Soutien aux évènements sportifs et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France »
- Fiche projet n° 16013202 votée à la CP 16-469 du 21 Septembre 2016

FICHE PROJET MODIFEE DU DOSSIER N° EX011756

Commission permanente du 12 Juillet 2016
Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : OPEN DE LA LIGUE FEMININE DE BASKET BALL 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	204 580,00 €	14,66 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
13200301- Soutien aux évènements sportifs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FEDERATION FRANCAISE DE BASKET-BALL
Adresse administrative : 117 RUE DU CHATEAU DES RENTIERS 75013 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN-PIERRE SIUTAT, Président
Date de publication au JO : 1er Octobre 1932
N° SIRET : 78440586200052

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France
Rapport Cadre : CR04-11 du 10/02/2011

Objet du projet : Organisation de l'Open de la ligue féminine de Basket.

Date prévisionnelle de début de projet : 8 Mars 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 12 Juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Objectifs :
- Développement et promotion du basket féminin de haut niveau,
- Développement du basket féminin en Ile de France,
- Accès des femmes à la pratique sportive,
- Favoriser la dimension sociale du sport par le biais du programme « Marraines de Cœur ».

Description :

L'Open de la ligue féminine de Basket constitue la première journée du championnat féminin professionnel, celui de la Ligue Féminine de Basket. Il s'agira cette année de la 12ème édition de l'Open LFB.
Les 12 meilleures équipes féminines françaises sont réunies à Paris, sur un site unique, pour l'ouverture de la saison.
Six rencontres sont prévues le temps de ce week-end sportif, 3 le samedi et 3 le dimanche. Pour la 3ème année consécutive le Champion de France LFB affrontera le vainqueur de la Coupe de France à l'occasion du "Match des Champions" prévu samedi soir (rencontre télévisée).

Cette nouvelle édition s'annonce riche en nouveautés puisque 12 équipes au lieu de 14 jusqu'à présent évolueront dans le Championnat de LFB à compter de la saison 2016-2017. L'événement se déroulera également pour la première fois de son histoire à la Halle Carpentier dans le 13ème arrondissement de Paris alors que jusqu'ici la compétition se déroulait au Stade Pierre de Coubertin (Paris 16ème).

Moyens mis en œuvre :
Communication massive sur les réseaux sociaux (voir plan de communication), affiche très distinctive de part son originalité.
Au niveau organisationnel, l'unité de lieu est primordiale dans la réussite de l'événement, les équipes sont prises en charge de l'arrivée au départ.

Intérêt régional :
Formidable vitrine pour la promotion du basket féminin, l'évènement est devenu l'évènement majeur du basket féminin de haut niveau en France et l'événement phare du sport féminin à Paris.
La Ligue Régionale ainsi que les Comités départementaux de basket-ball d'Ile de France, très engagés dans l'organisation de l'évènement permettent à un grand nombre de leurs licenciés d'assister à la manifestation.
De nombreuses invitations sont réservées chaque année pour de jeunes franciliens éloignés de la pratique sportive ou se trouvant dans une situation sociale difficile.

« Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants ».

Public(s) cible(s) :
Tous les publics licenciés et non licenciés.
Franciliens pratiquant le basket comme public de non-initiés.
Les supporters des clubs font également le déplacement de province pour suivre leurs équipes.
La LFB espère atteindre une affluence de 7000 à 10.000 spectateurs sur le week-end. Grâce à la diffusion de l'intégralité des matches sur internet et du "match des Champions" sur Ma Chaîne Sport, plus de 15.000 spectateurs supplémentaires seront touchés par la manifestation.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais d'hébergement et de restauration	77 490,00	37,88%
Frais de transport	14 120,00	6,90%
Frais de communication	50 430,00	24,65%
Aménagement du site	59 240,00	28,96%
Animations	3 300,00	1,61%
Total	204 580,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	30 000,00	14,66%
Subvention Ville de Paris	10 000,00	4,89%
Participations des clubs	12 320,00	6,02%
Fédération Française de Basket-ball	152 260,00	74,43%
Total	204 580,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	30 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	30 000,00 €
2014	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	35 000,00 €
2015	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	35 000,00 €
2016	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	20 000,00 €
	Montant total	120 000,00 €

FICHE PROJET MODIFIEE DU DOSSIER N° 16013202

Commission permanente du 21 Septembre 2016
Commission permanente du 12 Octobre 2016

Objet : INTERNATIONAUX DE FRANCE DE BADMINTON 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	800 000,00 €	3,75 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
13200301- Soutien aux évènements sportifs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FFBA FEDERATION FRANCAISE DE BADMINTON
Adresse administrative : 9 AVENUE MICHELET
93400 SAINT OUEN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Richard REMAUD, Président
Date de publication au JO : 24 décembre 1978
N° SIRET : 33173384000044

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France
Rapport Cadre : CR04-11 du 10/02/2011

Objet du projet : organisation des Internationaux de France de Badminton 2016

Date prévisionnelle de début de projet : 9 Mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 Septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Objectifs :

- Organiser la fête du badminton.
- Favoriser l'émergence d'une culture de haut niveau dans le badminton.
- Promouvoir le badminton de très haut niveau auprès du plus grand nombre.
- Former les bénévoles à l'organisation de grands évènements sportifs internationaux.
- Organiser l'évènement en mettant en œuvre des actions de développement durable.

Description :

Les Internationaux de France de Badminton organisés par la Fédération Française de Badminton depuis 2007, se dérouleront du 25 au 30 octobre 2016 au stade Pierre de Coubertin à Paris.

Cet événement fait partie des 12 plus grands tournois au monde, regroupés dans un circuit organisé par la Fédération Internationale de Badminton, la BWF (Badminton World Fédération) les MetLife Superseries. L'organisation de cette opération a été confiée à la Fédération Française de Badminton jusqu'en 2017.

Cette compétition internationale regroupe les meilleurs joueurs mondiaux.
Il y aura 250 joueurs présents (entre 25 et 35 nations représentées) sur 6 jours de compétition et 5 tableaux (Simple Homme, Simple Dame, Double Homme, Double Dame, Double Mixte), cela représente 235 rencontres.

Dans le domaine du développement durable, la Fédération Française de Badminton va favoriser les actions suivantes :
- accueil et formation de bénévoles
- réalisation d'un bilan carbone de la manifestation,
- mise en place d'un stand pour les associations partenaires
- mise en oeuvre des préconisations de l'agence mondiale anti-dopage (AMA),
- parité du nombre d'athlètes hommes et femmes engagés dans la compétition,
- ateliers de découverte à destination des enfants sur l'esprit "bad" et les incivilités.

Moyens mis en œuvre :
Environ 170 personnes sont impliquées dans l'organisation de ces Internationaux de France de Badminton, dont 20 salariés.

Intérêt régional :
- Former de nombreux bénévoles franciliens.
- Profiter de cet évènement pour développer le badminton en Ile-de-France.
- Pérenniser un évènement international de badminton dans la Région Ile-de-France.

En termes de communication, environ 80 journalistes accrédités vont couvrir l'évènement.

« Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants ».

Public(s) cible(s) :
Tous les publics, licenciés et non licenciés.
La Fédération Française de Badminton envisage 20 000 spectateurs sur l'édition 2016, 16 175 spectateurs ont été accueillis pour l'édition 2015 sur les 6 jours de compétition.
La Fédération Française de Badminton représente 172 000 licenciés.

Localisation géographique :
- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat équipement pour les courts	50 000,00	6,25%
Location, aménagements et signalétique	90 000,00	11,25%
Production du signal	85 000,00	10,63%
Frais de personnel	110 000,00	13,75%
Technologie	30 000,00	3,75%
Animations et cérémonies	55 000,00	6,88%
Services médicaux	20 000,00	2,50%
Frais de restauration	90 000,00	11,25%
Frais de transport	37 000,00	4,63%
Frais d'hébergement	60 000,00	7,50%
Sécurité	65 000,00	8,13%
Communication	60 000,00	7,50%
Frais Fédération Internationale (BWF)	25 000,00	3,13%
Billetterie	13 000,00	1,63%
Développement durable	2 000,00	0,25%
Frais divers	8 000,00	1,00%
Total	800 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	30 000,00	3,75%
Subvention Ville de Paris	40 000,00	5,00%
Recettes de billetterie	185 000,00	23,13%
Recettes partenaires	400 000,00	50,00%
Fédération Française de Badminton	145 000,00	18,13%
Total	800 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	30 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	35 000,00 €
2014	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	40 000,00 €
2015	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	35 000,00 €
	Montant total	110 000,00 €

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 12/10/2016
- Date de réception en préfecture: 12/10/2016

DELIBERATION N° CP 16-392

DU 12 OCTOBRE 2016

Tarification de la restauration des lycées de Paris

Tarification des Internats

Tarification des commensaux

ANNEE 2017

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code de l'éducation ;

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU La loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU Le décret n°63-629 du 26 juin 1963 instituant un régime de remise de principe d'internat dans les établissements d'enseignement public ;

VU La délibération n° CR 85-46 du 11 décembre 1985 relative à la création d'un fonds commun régional des services d'hébergement ;

VU La délibération n° CR 61-05 du 15 décembre 2005, relative à la mise en œuvre de la loi du 13 août 2004 ;

VU La délibération n° CR 83-06 du 5-6 octobre 2006, relative à la mise en œuvre de la loi du 13 août 2004, deuxième rapport ;

VU La délibération n° CR 128-08 du 20 novembre 2008, relative à la tarification de la restauration des lycées franciliens au titre de 2009 ;

VU La délibération n° CR 83-09 du 8-9 octobre 2009, relative à la tarification régionale des lycées franciliens année 2010 ;

VU La délibération n° CR 39-10 du 30 septembre 2010, relative à la réussite et à l'égalité des lycéen-n-es ;

VU La délibération n°CR 23-14 du 14 février 2014 « renforcer le service public de la restauration scolaire dans les EPLE d'Ile de France : vers une tarification plus juste, une qualité nutritionnelle et gustative plus grande, une lutte contre le gaspillage plus efficace » ;

VU La délibération n° CP 14-294 du 10 avril 2014 « renforcer le service public de la restauration scolaire dans les EPLE d'Ile-de-France : mise en œuvre de la politique régionale pour les lycées des départements de Seine-Saint-Denis et du Val d'Oise en 2014-2015 ;

VU La délibération n° CP 15-149 du 9 avril 2015 relative à diverses dispositions relatives à la tarification ;

VU La délibération n° CP 15-621 du 8 octobre 2015 relative à la tarification de la restauration des lycées franciliens pour l'année 2016;

VU La délibération n° CP 16-362 du 12 juillet 2016 relative à l'évolution du cadre technique de mise en œuvre de la tarification au quotient familial ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa Commission Permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU Le budget régional pour 2016 ;

VU L'avis de la commission de l'éducation ;

VU L'avis de la commission des finances ;

VU Le rapport CP 16-392 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1

Décide, pour l'année civile 2017 et jusqu'au 1 er septembre 2017, que les tarifs de demi-pension des établissements publics du département de Paris sont identiques aux tarifs de l'année 2016 fixés par la délibération N°15-621 du 8 octobre 2015.

Article 2

Décide de maintenir le tarif exceptionnel à 4,05 €, applicable aux élèves non-inscrits à la demi-pension et pour les lycées souhaitant bénéficier d'un tarif à la prestation, en complément de leur tarification au forfait, pour les établissements publics du département de Paris.

Article 3

Décide pour les établissements publics du département de Paris, le maintien des taux et des assiettes des contributions tels qu'ils ont été approuvés par délibération CR 128-08 du 20 novembre 2008 soit, au titre du fonds régional de restauration (FRR), un taux de 21% appliqué aux recettes des familles et des commensaux pour les lycées gérant directement leur service de demi-pension et de 10% pour ceux ayant recours à un prestataire privé et, au titre du fonds commun régional des services d'hébergement (FCRSH), un taux de 1,5 % appliqué aux recettes des familles et des commensaux.

Fixe un taux de reversement du budget de restauration de l'EPLE vers son budget général entre 10 % à 25% pour la demi-pension et entre 30 et 35 % pour l'internat.

Article 4

Décide de fixer à compter du 1er janvier 2017, une revalorisation de 2 % pour les tarifs des commensaux de tous les lycées publics franciliens:

- pour les personnels ayant un indice nouveau majoré (INM) inférieur ou égal à 355 : Le tarif 2017 est fixé à 2,65 €
- pour les personnels dont l'INM est compris entre 356 et 465: Le tarif 2017 est fixé à 4,20 €
- pour les personnels ayant un indice supérieur à 465 : Le tarif est fixé à 5,20 €
- pour les passagers : tarif de 6,20 €

Article 5

Décide de fixer à compter du 1er janvier 2017, une revalorisation de 2 % pour les tarifs d'hébergement de tous les lycées publics franciliens

Article 6

Décide que les tarifs de pension et de demi-pension des lycées, accueillis par une autre structure, sont ceux de la structure d'accueil.

Article 7

Approuve, pour 2017, les modalités d'attribution des subventions au titre du FCRSH en faveur des établissements publics d'Ile-de–France, telles que précisées en annexe 1 à la présente délibération.

Article 8

Crée des tarifs de demi-pension et de forfaits internats conformément à l'annexe 2 de la présente délibération.

Article 9

Décide que la tarification de la restauration scolaire au quotient familial fixée selon la grille adoptée par délibération CR N°23-14, sera appliquée à compter de l'année scolaire 2017-2018 aux établissements publics du département de Paris.

Article 10

Adopte la répartition relative au complément de la compensation tarifaire des trois lycées expérimentateurs de la tarification au quotient familial pour un montant de **10 992,95 €** telle que jointe en annexe 3 à la présente délibération

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **10 992,95 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) «aides aux élèves de second cycle » action (12800401) « aide régionale à la demi-pension » du budget 2016.

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION

Modalités d'attribution des subventions au titre du Fonds Commun Régional du Service d'Hébergement (FCRSH) 2017

I-Volet Participation à l'équipement, remplacement de matériels et fonctionnement du service de restauration : Par délibération n° CR 85-46 du 11 décembre 1985, le Conseil Régional a créé un fonds commun régional des services d'hébergement (FCRSH) des établissements publics locaux d'enseignement d'Ile de France, **avec une cotisation annuelle fixée à 1,5 %,** sur les recettes issues des repas pris par les usagers (élèves, commensaux et passagers) et des recettes issues du service d'hébergement.

LES CRITERES D'ATTRIBUTION

Il est rappelé que cette cotisation de 1,5 % au titre du Fonds commun régional des services d'hébergement (FCRSH) est destinée à couvrir les dépenses exceptionnelles et urgentes, afférentes au service « hébergement et Restauration » pour permettre d'assurer la continuité de ce service, chaque fois que le budget ou les fonds de réserve de l'établissement ne sont pas en mesure de supporter la dépense, tels que :

- **un déficit accidentel** du service d'hébergement et restauration d'un établissement ;
- **les réparations**, **le remplacement** ou **l'acquisition d'équipements** indispensables au fonctionnement du service de restauration ;
- le cas échéant, toute dépense nécessaire à la continuité de ce service.

Le Fonds Commun Régional (FCRSH) pourra intervenir pour les demandes d'aide financière inférieures et jusqu'à **15 244 € maximum.**

Pour pouvoir bénéficier d'une subvention, l'établissement doit présenter :

- un fonds de roulement au service général **inférieur ou égal à 3 mois** de fonds de roulement
  Si le fonds de roulement au service général de l'établissement est compris **entre 3 et 4 mois** de fond de roulement, il pourra être proposé un cofinancement de 50 % du devis présenté avec un **montant plafond de 10 000 euros**
  Le fond de roulement est déterminé par le service régional de fonctionnement et analyse budgétaire des établissements publics ;
- l'établissement doit avoir au préalable justifié de l'utilisation, de la dernière subvention reçue au titre du FCRSH, le cas échéant ;
- l'établissement doit être à jour de ses cotisations au titre du FCRSH.

Par ailleurs, **à titre dérogatoire**, certaines situations dûment justifiées dont le caractère exceptionnel et d'urgence sera apprécié par les services régionaux, pourront donner lieu à une prise en charge sur le FCRSH supérieure au plafond d'attribution mentionnée ci-dessus.

CONSTITUTION DU DOSSIER DE DEMANDE DE SUBVENTION:

Le dossier de demande de subvention FCRSH, dûment complété, doit être accompagné :

- d'un minimum de deux devis pour chaque demande de remplacement du matériel ;

- du devis du prestataire en charge du contrat de maintenance de l'établissement concernant les demandes de réparations de matériel ;
  Les devis proposés seront instruits et validés par les services techniques de la région. L'établissement doit procéder à l'achat ou à la réparation du matériel conformément au devis validé ;

- un état comptable détaillé justifiant du déficit, situation des dépenses engagées, factures, état de dépenses certifiées… ;

- la date et le montant des deux dernières cotisations ;

- le cas échéant, le bilan de l'utilisation de la dernière subvention reçue au titre du FCRSH (s'il n'a pas déjà été transmis) ;

- le cas échéant, un courrier doit être fourni, mentionnant l'accord du lycée dans le cadre d'un co-financement ;

- Le cas échéant, si l'établissement dispose d'un solde de subvention FCRSH, il convient de retourner le dossier accompagné d'une demande de requalification de la subvention FCRSH.

Un compte rendu de l'utilisation de ces fonds devra être adressé à la Direction de l'administration des finances et des moyens des lycées – service de l'hébergement de la restauration et des actions sociales- accompagné d'une copie des factures payées par l'établissement bénéficiaire.

A défaut de retour de ces éléments à l'issue d'une année civile, ou en cas d'utilisation non conforme de la subvention accordée, la région émettra un titre de recette.

II-<u>Volet Qualité, lutte contre le gaspillage alimentaire</u>: Par délibération n° CP 14-294 du 10 avril 2014, une ligne contribution solidaire de **3 %** a été créée.

Ce dispositif et cette cotisation ne concernent que les établissements publics d'Ile-de-France ayant intégré la réforme de la tarification au quotient familial.

LES CRITERES D'ATTRIBUTION

Cette contribution solidaire de 3 % au titre du Fonds commun régional des services d'hébergement (FCRSH) est destinée à mener des campagnes d'équipements de la restauration des établissements publics dans le cadre de la lutte contre le gaspillage alimentaire et la gestion et valorisation des déchets tels que prévus par le rapport cadre CR 23-14.

Ainsi seront ciblés et pourront être pourvus les établissements ne disposant pas des équipements suivants, lors de campagnes annuelles successives, menées sur les trois dernières années :

- **Cellule de refroidissement ;**

- **Sala'd Bar ;**

- **Table de Tri.**

A titre dérogatoire, certaines demandes d'équipements, non prévus dans cette liste, dûment justifiées, concourant aux objectifs de réduction du gaspillage alimentaire et de gestion et valorisation des déchets pourront être étudiés et appréciés par les services régionaux.

CONSTITUTION DU DOSSIER DE DEMANDE DE SUBVENTION:

Le dossier de demande de subvention FCRSH, dûment complété, doit être accompagné :

- la date et le montant des deux dernières cotisations au titre du FCRSH
- le cas échéant, le bilan de l'utilisation de la dernière subvention reçue au titre du FCRSH (s'il n'a pas déjà été transmis)
- le cas échéant, si l'établissement dispose d'un solde de subvention FCRSH, il convient de retourner le dossier accompagné d'une demande de requalification de la subvention FCRSH.

Les devis seront instruits et validés par les services techniques de la région. L'établissement doit procéder à l'achat du matériel conformément au devis validé.

Un compte rendu de l'utilisation de ces fonds devra être adressé à la Direction de l'administration des finances et des moyens des lycées – service de l'hébergement de la restauration et des actions sociales- accompagné d'une copie des factures payées par l'établissement bénéficiaire.

A défaut de retour de ces éléments à l'issue d'une année civile, ou en cas d'utilisation non conforme de la subvention accordée, la région émettra un titre de recette.

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION

			Tarifs 2015 votés à la CP14-560 du 24 septembre 2014			Tarifs 2016 proposés à la CP du 21 septembre 2016			
code RNE	**Lycée**	**Commune**	**Libellé**	**Montant**	**Base jour**	**Libellé**	**Montant**	**Base jour**	**Motif de la demande**
0754843P	**FRANCOIS TRUFFAUT**	**75003 PARIS**				Forfait 5 jours	540,00 €	3,00 €	Intégre la région au 1er septembre 2016
0750664P	**RACINE**	**75008 PARIS**	Forfait 5 jours Forfait 4 jours Forfait 3 jours	543,39 € 470,88 € 378,00 €	3,07 € 3,27 € 3,50 €	Forfait 5 jours Forfait 4 jours Forfait 2 jours	543,39 € 470,88 € 266,40 €	3,07 € 3,27 € 3,70 €	Création du forfait 2 jours et suppression du forfait 3 jours au 1er septembre 2016
0750693W	**BUFFON**	**75015 PARIS**	Forfait 5 jours Forfait 4 jours Forfait 3 jours Forfait 2 jours	534,60 € 469,44 € 388,80 € 267,12 €	2,97 € 3,26 € 3,60 € 3,71 €	Ticket	3,90 €	3,90 €	Suppression des forfaits au profit du ticket à partir du 1er septembre 2016
0750650Z	**D'ALEMBERT**	**75019 PARIS**	Forfait 5 jours	499,32 €	2,92 €	Forfait 5 jours Forfait 4 jours Forfait 3 jours	499,32 € 475,20 € 388,80 €	2,92 € 3,30 € 3,60 €	création des forfaits 4 et 3 jours au 1er septembre 2016
0772292Y	**MARTIN LUTHER KING**	**77 BUSSY SAINT GEORGES**	Forfait 4 jours Forfait 3 jours Forfait 2 jours	Tarification selon tranches QF	Tarification selon tranches QF	Ticket	Tarification selon tranches QF	Tarification selon tranches QF	Suppression des forfaits au profit du ticket à partir du 1er septembre 2016
0772751X	**CHARLOTTE DELBO**	**77 DAMMARTIN EN GOELE**	Forfait 5 jours Forfait 4 jours	Tarification selon tranches QF	Tarification selon tranches QF	Ticket	Tarification selon tranches QF	Tarification selon tranches QF	Suppression des forfaits au profit du ticket à partir du 1er septembre 2016
0781948U	**LAVOISIER**	**78 PORCHEVILLE**				Forfaits Internat	Divers selon forfait	12 € / 13 € / 14 € / 15 € / 25 €	Ouverture internat 1er septembre 2016
0781297L	**LA PLAINE DE NEAUPHLE**	**78 TRAPPES**	Forfait 4 jours Forfait 2 jours	498,24 € 261,36 €	3,46 € 3,63 €	Ticket	Tarification selon tranches QF	Tarification selon tranches QF	Suppression des forfaits au profit du ticket à partir du 1er septembre 2016
0781819D	**EMILIE DE BRETEUIL**	**78 MONTIGNY LE BRETONNEUX**	Forfait 4 jours Forfait 3 jours Forfait 2 jours	465,12 € 374,76 € 262,08 €	3,23 € 3,47 € 3,64 €	Ticket	Tarification selon tranches QF	Tarification selon tranches QF	Suppression des forfaits au profit du ticket à partir du 1er septembre 2016
0781984H	**VAUCANSON**	**78 LES MUREAUX**	Forfait 5 jours Forfait 3 jours	505,80 € 404,64 €	2,81 € 2,81 €	Ticket	Tarification selon tranches QF	Tarification selon tranches QF	Suppression des forfaits au profit du ticket à partir du 1er janvier 2017
0783140P	**JULES HARDOUIN-MANSART**	**78 SAINT-CYR-L'ECOLE**	Forfait 5 jours Forfait 4 jours	510,35 € 465,12 €	2,95 € 3,23 €	Forfait 5 jours Forfait 4 jours Forfait 3 jours Forfait 2 jours	Tarification selon tranches QF	Tarification selon tranches QF	Création du forfait 2 et 3 jours en complément des forfaits 4 et 5 jours
0782563M	**LA BRUYERE**	**78 VERSAILLES**	Forfait 5 jours Forfait 3 jours	572,40 € 387,72 €	3,18 € 3,59 €	Ticket	Tarification selon tranches QF	Tarification selon tranches QF	Suppression des forfaits au profit du ticket à partir du 1er septembre 2016
0911985N	**ALFRED KASTLER**	**91 DOURDAN**	Forfait 5 jours	504,00 €	2,80 €	Ticket	Tarification selon tranches QF	Tarification selon tranches QF	Suppression du forfait au profit du ticket à partir du 1er septembre 2016
0910621F	**FRANCISQUE SARCEY**	**91 DOURDAN**	Forfait 5 jours	481,80 €	2,92 €	Ticket	Tarification selon tranches QF	Tarification selon tranches QF	Suppression du forfait au profit du ticket à partir du 1er septembre 2016
0911401D	**NELSON MANDELA**	**91 ETAMPES**	Forfait 4 jours	Tarification selon tranches QF de l'expérimentation	Tarification selon tranches QF de l'expérimentation	Ticket	Tarification selon tranches QF	Tarification selon tranches QF	Suppression du forfait au profit du ticket à partir du 1er septembre 2016
0910625K	**ROSA PARKS**	**91 MONTGERON**	Forfait 5 jours Forfait 4 jours	513,00 € 460,80 €	2,85 € 3,20 €	Ticket	Tarification selon tranches QF	Tarification selon tranches QF	Suppression des forfaits au profit du ticket à partir du 1er septembre 2016
0921156G	**GALILEE**	**92 GENNEVILLIERS**				Forfait internat	2 160,00 €	12,00 €	Ouverture internat 1er septembre 2016
0920429S	**MARTIN LUTHER KING**	**92 ASNIERES SUR SEINE**	Forfait 5 jours	417,60 €	2,32 €	Ticket	Tarification selon tranches QF	Tarification selon tranches QF	Suppression du forfait au profit du ticket à partir du 1er septembre 2016
0921592F	**LES COTES DE VILLEBON**	**92 MEUDON LA FORET**	Forfait 5 jours	529,20 €	2,94 €	Forfait 5 jours Forfait 4 jours	Tarification selon tranches QF	Tarification selon tranches QF	Création du forfait 4 jours à partir du 1er septembre 2016
0941972H	**FERNAND LEGER**	**94 IVRY SUR SEINE**	Forfait 5 jours	494,68 €	2,98 €	Ticket	Tarification selon tranches QF	Tarification selon tranches QF	Suppression des forfaits au profit du ticket à partir du 1er septembre 2016

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION

Annexe 3
Dotations liées à la compensation tarifaire
au titre des ajustements 2015/2016

Ajustement des dotations 2015/2016 suite à exploitation des bilans transmis par les lycées

tiers	type	rne	nom	cpost	commune	Dotations complément-aires
R3322	LP	0910628N	PAUL BELMONDO	91292	ARPAJON	**2 925,47 €**
R3333	LP	0911401D	NESLON MANDELA	91154	ETAMPES	**5 791,91 €**
R15431	LYP	0911946W	LEONARD DE VINCI	91240	SAINT MICHEL SUR ORGE	**2 275,57 €**
					Total	**10 992,95 €**

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 12/10/2016
- Date de réception en préfecture: 12/10/2016

DELIBERATION N° CP 16-471

DU 12 OCTOBRE 2016

ÉQUIPEMENTS PÉDAGOGIQUES DANS LES EPLE

DIVERSES POLITIQUES RÉGIONALES SEPTIÈME

RAPPORT DE L'ANNÉE 2016

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation ;

VU L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ;

VU La délibération n°CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n°CR 93-15 du 18 décembre 2015 donnant délégation de pouvoir du conseil régional à sa Présidente

VU La délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n°CR 36-09 du 26 novembre 2009 adoptant le contrat particulier avec la ville de Paris ;

VU La délibération n°CP 11-249 du 10 mars 2011 relative à la mise en œuvre du schéma des formations au soutien au développement de l'usage des tice et du contrat particulier avec la ville de Paris ;

VU La délibération n°CP 11-436 du 19 mai 2011 relative à l'avenant à la convention établissant les conditions de réalisation d'un réseau de très haut débit du second degré (THD2D) entre le département de Paris et la région Île-de-France

VU Le budget de la région d'Île-de-France pour 2016 ;

VU L'avis de la Commission des finances ;

VU L'avis de la Commission de l'éducation ;

VU Le rapport n° CP 16-471 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1er :

Affecte un montant d'autorisations de programme de **600 000 €** disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP222-008 (122008) «Équipement des lycées publics», action «matériel pédagogique» (12200801) du budget régional 2016 au titre des marchés publics d'achat d'équipements pédagogiques pour les établissements publics locaux d'enseignement de la région Île-de-France.

Article 2 :

Affecte un montant d'autorisations de programme de **3 000 000 €** disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 222 «lycées publics», programme HP222-008 (122008) «Équipement des lycées publics», action «Développement des TICE et des ENT» (12200803) du budget régional 2016 au titre des marchés publics d'achat d'équipements informatiques pour les établissements publics locaux d'enseignement de la région Île-de-France.

Article 3 :

Affecte un montant d'autorisations de programme de **300 000 €** disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 224 «Participation à des cités mixtes», programme HP224-030 (122030) « Equipement des cités mixtes régionales », action «matériel pédagogique» (12203001) du budget régional 2016 au titre des marchés publics d'achat d'équipements pédagogiques pour les cités mixtes régionale de la région Île-de-France.

Article 4 :

Affecte un montant d'autorisations de programme de **500 000 €** disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 224 «Participation à des cités mixtes», programme HP224-030 (122030) «Équipement des cités mixtes régionales», action «Développement des TICE et des ENT » (12203004) du budget régional 2016 au titre des marchés publics d'achat d'équipements informatiques pour les cités mixtes régionale de la région Île-de-France.

Article 5 :

Affecte, dans le cadre de la convention conclue avec le département de Paris établissant les conditions de réalisation d'un réseau de très haut débit du second degré, une autorisation d'engagement d'un montant de **21 229,46 €** prélevée sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP28-005 « Schéma des formations », action « Développement des TICE et des ENT » (12800504) du budget 2016, afin de financer la redevance annuelle des années 2015-2016 pour la maintenance des équipements.

La Présidente du conseil régional
d'Ile-de-France



VALERIE PECRESSE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 12/10/2016
- Date de réception en préfecture: 12/10/2016

DELIBERATION N° CP 16-480

DU 12 OCTOBRE 2016

LYCEE DENIS A CERNY (91)
OPERATION DE RECONSTRUCTION ET D'EXTENSION DE L'INTERNAT
PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AVEC LASOCIETE O.T.C.I
TITULAIRE DU MARCHE D'O.P.C N° 12-015

MANDATAIRE : ESSONNE AMENAGEMENT

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code des marchés publics ;

VU Le Code civil

VU La Circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits, NOR: PRMX1109903C.

VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133;

VU La délibération n° CR 90-14 du 19 décembre 2014 portant budget primitif de la région pour l'année 2015;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU Le budget de la Région Ile de France pour 2016 et plus particulièrement les inscriptions du chapitre 902 « enseignement » ;

VU Les délibérations n° CP 07-441 du 31.05.2007 CP 12-075 du 26.01.2012, CP 14-015 du 31.01.2014, affectant un montant total d'autorisations de programme pour l'opération de 18.090.000,00 € ;

VU La convention de mandat n°07S0426-7 notifiée à ESSONNE AMENAGEMENT le 13.06.2008 ;

VU Le marché d'O.P.C n° 12-015 notifié à la société O.T.C.I le 29.03.2012 ;

VU L'avis de la commission de l'éducation ;

VU L'avis de la commission des finances ;

VU Le rapport CP 16-480 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article unique :

Approuve le protocole transactionnel, ci-annexé relatif au marché d'O.P.C n°12-015, conclu avec la société O.T.C.I pour l'opération de reconstruction et d'extension de l'internat du lycée Alexandre DENIS à Cerny (91), qui prévoit de verser à cette société la somme globale, forfaitaire et définitive de 13.000,02 € HT, soit 15.600,02 € TTC et autorise la Présidente du Conseil régional d'Ile de France à le signer.

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXES A LA DELIBERATION

PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

ENTRE :

La REGION ILE-DE-FRANCE représentée par Madame Valérie PECRESSE, en sa qualité de Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France, dûment habilitée à cet effet, par délibération CP 16-XXX de la Commission Permanente en date du 12 octobre 2016 et domiciliée en cette qualité, 35 boulevard des Invalides - 75007 PARIS,

Ci-après désignée « La Région Ile-de-France »

D'UNE PART,

ET :

La société OTCI, immatriculée au RCS d'Evry sous le numéro Siret 492 974 720 00012, dont le siège social est situé Parc d'affaires SILIC, 8 rue des Pyrénées, BP 20509 – Wissous – 94623 RUNGIS CEDEX, représentée par Monsieur Xavier PARENT, en qualité de Président,

Ci-après dénommée «L'entreprise»

D'AUTRE PART,

AU PREALABLE, IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

Le présent protocole d'accord concerne le marché n°12-015 (consultation Maximilien n°11M0440) d'ordonnancement, pilotage et coordination (OPC) dans le cadre des travaux de construction neuve – restructuration – extension de l'internat du lycée Alexandre Denis à Cerny (91).

Cette opération consiste à :

- Construire un nouvel internat de 248 chambres pour le lycée professionnel A. Denis de Cerny en Essonne. Le projet est constitué de deux bâtiments de trois niveaux (RDC, R+1 et R+2) séparés de 13 mètres l'un de l'autre. Le plancher bas du dernier niveau est situé à moins de 8 mètres du niveau du sol.
- Réaliser l'aménagement des espaces extérieurs environnants notamment curage d'un bassin qui sera surplombé par une partie des bâtiments futurs.
- Le projet conduit à la création d'une SHON TOTALE de 5 752 m² soit 5 397 m² de surface de plancher.

L'opération est menée dans le cadre d'une démarche HQE, axée prioritairement sur l'efficacité énergétique, la gestion de l'eau et le chantier à faibles nuisances (3 cibles très performantes).

Les travaux sont répartis en 3 Macro lots :

- Macro lot N°1 : GROS OEUVRE ETENDU comprenant 12 corps d'état.
- Macro lot N°2 : PLOMBERIE CHAUFFAGE VENTILATION DESENFUMAGE
- Macro lot N°3 : ELECTRICITE (courants forts et courants faibles)

L'opération est menée en site occupé.

Par convention de mandat n°07S0426 – lot 7, notifiée le 10 juin 2008, Essonne Aménagement a été mandaté par la Région à suivre cette opération.

Par marché n°12-015 (n° Région 11M0440), notifié le 29 mars 2012, il a été confié à l'entreprise OTCI l'ordonnancement, le pilotage et la coordination dans le cadre des travaux de construction neuve de l'internant du lycée Alexandre Denis à Cerny (91), avec un délai d'exécution fixé à 30 mois, à compter de sa notification. Le montant initial de ce marché s'élevait à 98 414,40€ HT, soit 117 703,62€ TTC (TVA en vigueur au moment de la notification du marché à 19,6%).

Le marché initial prévoyait que la société OTCI était chargée de la mission d'OPC, pour un chantier qui avait une durée de 18 mois, conformément au phasage de chantier établi par le maître d'œuvre préalablement à la désignation de l'OPC.
Toutefois, la durée d'exécution des travaux a été prolongée pour des motifs résultant de contraintes non imputables au titulaire du marché. En effet, afin de réduire les coûts de réalisation, la maîtrise d'œuvre a modifié le projet de construction de l'internat, en phase ACT.

Initialement, le projet de construction prévoyait l'utilisation de deux grues pour deux bâtiments, ce qui permettait de dissocier intégralement la réalisation de ceux-ci, et d'avoir deux chantiers indépendants. Les bâtiments étant quasiment identiques, cela permettait une économie d'échelle dans l'élaboration du planning par le pilote. Le travail sur le planning d'un bâtiment aurait été le même pour le planning de l'autre bâtiment.

Suite au nouveau projet de construction, la durée de chantier a été allongée de trois mois, notamment afin de permettre une exécution des deux bâtiments en décalé avec l'installation d'une seule grue, au lieu de deux.
La suppression d'une des deux grues s'est avérée être une contrainte pour le pilote concernant la réalisation du planning d'opération. En effet, cette circonstance a obligé le pilote à prévoir un phasage différent pour les deux bâtiments du fait de l'utilisation alternée d'une seule grue, au lieu d'avoir un phasage identique.
Par ailleurs, une seule grue partagée entre deux bâtiments signifie que celle-ci est davantage sollicitée et par conséquent plus encline à occasionner des conflits d'usage et des ruptures de cadences du chantier.
L'élément de mission de l'OPC relatif à la phase d'exécution des travaux (article 2.1 de l'acte d'engagement) a donc été allongé de 3 mois, passant de 18 à 21 mois.

Ces trois mois de chantier supplémentaires ont nécessité l'immobilisation du pilote pendant cette durée pour le suivi de l'exécution des travaux, à raison de 1,5 jour par semaine en moyenne.

L'élaboration d'un protocole transactionnel est aujourd'hui rendu nécessaire car le début des prestations de l'OPC a été décalé dans le temps (suite à des aléas de procédure). Le marché d'OPC n'ayant pas été formellement suspendu lors de ces aléas, il en a résulté l'impossibilité de solder la demande du prestataire par voie d'avenant, son contrat étant terminé.

A – Demande d'indemnisation de l'entreprise

A l'issue de la réalisation de son marché, et par courriers du 5 novembre 2014 et du 28 avril 2015 la société OTCI a demandé que soient pris en compte les différents frais induits par le décalage de 3 mois de livraison des travaux:

Le montant des honoraires complémentaires correspond au suivi de l'exécution des travaux sur 3 mois de durée de chantier supplémentaire. Les honoraires de base pour cette prestation de suivi d'exécution des travaux sont détaillés à l'article 3.3 de l'acte d'engagement du marché OPC ainsi que sur une facture type de l'entreprise (documents en annexe du présent protocole)
Soit un montant total d'honoraires complémentaires de 13.000,02 € HT, soit 15.600,02€ TTC.

B – Propositions faites par les services de la Région

Par courrier en date du 24.06.2016, par l'intermédiaire de son mandataire, la Région a engagé une négociation avec l'entreprise OCTI, titulaire du marché d'OPC.

A l'issue de cette négociation, la Région a proposé à l'entreprise OTCI d'arrêter le montant de la réclamation à 13.000,02 € HT, mais sans les révisions s'élevant à, 561,60€ (valeur avril 2016). De plus, elle a demandé à l'entreprise OCTI de renoncer à toute réclamation par rapport au préjudice qu'elle aurait pu faire valoir du fait de la désorganisation de son plan de charge, en raison du décalage de 30 mois pour le démarrage de sa mission.

Par courrier du 28.06.2016, l'entreprise OCTI a accepté la proposition de la Région.

Aux termes du projet de protocole d'accord transactionnel, joint en annexe, la Région accepte de régler à l'entreprise OTCI la somme globale, forfaitaire et définitive de 13.000,02 € HT, soit 15.600,02 € TTC.

En contrepartie, l'entreprise OTCI renonce ainsi aux révisions sur cette indemnité et à toute réclamation par rapport au préjudice qu'elle aurait pu faire valoir en raison du décalage de 30 mois du début de sa prestation de 30 mois.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU ENTRE LES PARTIES CE QUI SUIT :

Article 1 :

Le présent protocole a pour objet de régler à l'amiable les demandes d'indemnisation formulées par la société OTCI, des prestations supplémentaires prises en charge par elle pour assurer le suivi de l'exécution des travaux dans le cadre de son marché d'OPC n°12-015 (n° Région : 11M0440) pour la construction neuve de l'internat du lycée Alexandre Denis à Cerny (91), afin d'éviter les aléas et charges qu'entraîneraient nécessairement une procédure contentieuse.

Article 2 :

La Région Ile-de-France accepte de régler à la société OTCI la somme globale, forfaitaire de **13.000,02 € HT**, soit 15.600,02 € TTC.

En contrepartie, l'entreprise s'estime avoir été pleinement indemnisée au titre des prestations supplémentaires et préjudices subis exposés dans le présent protocole.

Ainsi, au titre du marché d'OPC n°12-015 (affaire n°11M0440), l'entreprise renonce à formuler toute nouvelle demande d'indemnisation portant sur d'éventuelles prestations supplémentaires qui auraient été effectuées préalablement à la signature du présent protocole, car nécessaires à la bonne réalisation du marché d'OPC, ou exécutées consécutivement à la survenance de sujétion(s) technique(s) imprévue(s), ainsi qu'à toute demande, réclamation ou contestation au titre de l'exécution du présent marché.

Article 3 :

La présente convention ne sera exécutoire qu'à compter de sa transmission au Préfet au titre du contrôle de légalité conformément aux articles L.4141-1 et suivant.

Le paiement des sommes fixées à l'article 2 sera opéré en une seule fois, par virement bancaire sur le compte de la société OTCI.

Le délai maximum de paiement sera de 30 jours à compter de la date de notification à l'entreprise du présent protocole, l'accusé de réception faisant foi.

Article 4 :

La présente transaction laisse subsister toutes autres obligations pour l'entreprise résultant du marché, notamment au titre des garanties légales et contractuelles.

Article 5 :

Cet accord transactionnel est de commune intention des parties, conclu en référence aux articles 2044 et suivants du Code Civil sur les transactions, et à l'article 2052 du même code prévoyant que le présent accord aura autorité de la chose jugée en dernier ressort, et ne pourra être attaqué ni pour cause de lésion, ni pour cause d'erreur de droit.

Les parties admettent expressément, par les concessions réciproques qu'elle consentent, que les dispositions de la présente transaction seront exécutées à titre global, forfaitaire et définitif, conformément aux dispositions des articles 2044 et suivants du Code civil, et qu'elles auront pour effet de mettre fin aux différends, ayant leur origine dans les conditions d'exécution du marché.

Les parties renoncent à se prévaloir des dispositions des articles 2053 et 2054 du Code civil qui sont sans objet, eu égard à l'accord qu'elles ont négocié et signé entre elles.

Article 6 :

Si l'une quelconque des stipulations de cet accord transactionnel est nulle au regard d'une règle de droit ou d'une loi en vigueur, elle sera réputée non écrite, mais n'entraînera pas la nullité de cet accord

transactionnel. Les Parties s'efforceront, dans les meilleurs délais, de lui substituer des dispositions de portée équivalente et les plus proches des clauses invalidées reflétant leur commune intention.

Fait à ..... Le ....

En trois exemplaires originaux (signature précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé, bon pour transaction »)

Pour l'entreprise OTCI

Pour la Région Ile-de-France

Dûment habilité par la délibération
De la Commission Permanente
n° CP.....
du ...12 octobre 2016

Annexes :
L'acte d'engagement du marché n°12-015 d'OPC
Le devis type des prestations pour un mois concernant l'exécution des travaux
Les échanges de négociation

SOCIETE : Essonne Aménagement
OPERATION : 916 Construction neuve de l'internat du lycée Alexandre Denis à Cerny (91)
MARCHE N°12-015
N° nomenclature CPV : 71 24 0000-2
N° PFV3 : 11M0440

N° de marché 12-015 ORIGINAL

MARCHE D'OPC
Ordonnancement Pilotage Coordination

ACTE D'ENGAGEMENT

OBJET DU MARCHE : Marché d'ordonnancement pilotage et coordination pour la construction neuve de l'internat du lycée Alexandre Denis à Cerny (91)

Maître d'ouvrage : Région Ile De France, 35 Bd des Invalides, 75007 PARIS – DCM

Mandataire agissant au nom et pour le compte du Maître d'Ouvrage
ESSONNE AMENAGEMENT, 93 rue Henri Rochefort, 91025 EVRY

Procédure : Appel d'offres ouvert - articles 33,57 et 59 du code des marchés publics

Ouvrage : Construction neuve de l'internat du lycée Alexandre Denis à Cerny (91)
situé à : Lycée Alexandre Denis – Avenue Carnot – 91590 Cerny

COPIE CERTIFIÉE CONFORME A L'ORIGINAL DELIVRÉE EN UNIQUE EXEMPLAIRE POUR ÊTRE REMISE A L'ÉTABLISSEMENT DE CRÉDIT EN CAS DE CESSION OU DE NANTISSEMENT DE CRÉANCE CONSENTI CONFORMÉMENT A LA LOI N° 81.1 DU 2 JANVIER 1981 MODIFIÉE FACILITANT LE CRÉDIT AUX ENTREPRISES.

Copie de l'original délivrée en exemplaire unique pour être remis à l'établissement de crédit en cas de cession ou nantissement, dans les conditions de l'article 106 du Code des marchés publics.
Date : - 4 MAI 2012 Signature : ESSONNE AMENAGEMENT
SA au capital de 2 821 184 €
Bureaux : 93 rue Henri Rochefort
91025 EVRY CEDEX
Tél. 01 60 79 42 42 - Fax 01 60 79 97 50
Le Directeur Général Délégué
Bernard WEIL

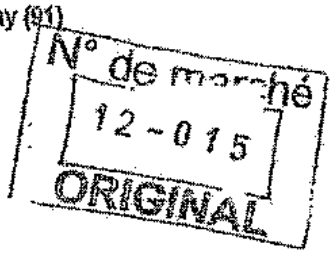
Organisme chargé du paiement et personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 109 du CMP :
ESSONNE AMENAGEMENT 93 rue Henri Rochefort, 91025 EVRY représentée par son Directeur Général Délégué Bernard WEIL

Transmis en préfecture le : –
Notifié le : –
Cette notification ne vaut pas ordre de commencer les prestations. Un ordre de service spécifique émis par le maître d'ouvrage ou son représentant précisera la date de commencement d'exécution.

ESSONNE AMENAGEMENT
SA au capital de 2 821 184 €
Bureaux : 93 rue Henri Rochefort
91025 EVRY CEDEX
Tél. 01 60 79 42 42 - Fax 01 60 79 97 50

orgi lg
9, rue des Pyrénées - WISSOUS
B.P. 20509 - 94623 RUNGIS CEDEX
Tél. 01 56 30 17 00 - Fax 01 56 30 17 17

SOCIETE : Essonne Aménagement
OPERATION : 916 Construction neuve de l'internat du lycée Alexandre Denis à Cerny (91)
MARCHE N°12-015
N° nomenclature CPV : 71 24 0000-2
N° PFV3 : 11M0440



MARCHE D'OPC
Ordonnancement Pilotage Coordination

ACTE D'ENGAGEMENT

OBJET DU MARCHE : Marché d'ordonnancement pilotage et coordination pour la construction neuve de l'internat du lycée Alexandre Denis à Cerny (91) .

Maître d'ouvrage : Région Ile De France, 35 Bd des Invalides, 75007 PARIS – DCM

Mandataire agissant au nom et pour le compte du Maître d'Ouvrage
ESSONNE AMENAGEMENT, 93 rue Henri Rochefort, 91025 EVRY

Procédure : Appel d'offres ouvert - articles 33,57 et 59 du code des marchés publics

Ouvrage : Construction neuve de l'internat du lycée Alexandre Denis à Cerny (91)
situé à : Lycée Alexandre Denis – Avenue Carnot – 91590 Cerny

Copie de l'original délivrée en exemplaire unique pour être remis à l'établissement de crédit en cas de cession ou nantissement, dans les conditions de l'article 106 du Code des marchés publics.
Date ..... Signature .....

Organisme chargé du paiement et personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 109 du CMP : *ESSONNE AMENAGEMENT 93 rue Henri Rochefort, 91025 EVRY représentée par son Directeur Général Délégué Bernard WEIL*

Transmis en préfecture le : .....
Notifié le : 29/3/2012
Cette notification ne vaut pas ordre de commencer les prestations. Un ordre de service spécifique émis par le maître d'ouvrage ou son représentant précisera la date de commencement d'exécution.

ESSONNE AMENAGEMENT
SA au capital de 2 821 184 €
Bureaux : 93 rue Henri Rochefort
91025 EVRY CEDEX
Tél. 01 60 79 42 42 - Fax 01 60 79 97 50

otci lg
6, rue des Pyrénées - WISSOUS
B.P. 20509 - 94623 RUNGIS CEDEX
Tél. 01 56 38 17 00 - Fax 01 56 38 17 17

ORIGINAL

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - CONTRACTANT (le titulaire est une personne physique) 3

ARTICLE 1 - CONTRACTANT (le titulaire est une personne morale) 4

ARTICLE 1 - CONTRACTANT (le titulaire est un groupement solidaire) 5

ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHE ET CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE 7

ARTICLE 3 FORME DES PRIX ET MONTANT DE L'OFFRE 10

ARTICLE 4 – REGLEMENT DES COMPTES 14

ARTICLE 5 – SOUS-TRAITANCE 14

ARTICLE 6 15

ARTICLE 7 – ACCEPTATION DE L'OFFRE 16

ANNEXE 17

AE – 1[illegible] – Mission OPC
Lycée Alexandre Denis - Cany - 2/16

ORIGINAL

ARTICLE 1 - CONTRACTANT (le titulaire est une personne physique)

Je, contractant unique soussigné, engageant ainsi ma personne, désignée dans le marché sous le nom "LE TITULAIRE"

M ..... agissant en mon nom personnel,

domicilié à .....

.....

et immatriculé .....

sous le n° .....

après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières et des éléments qui sont mentionnés dans l'acte d'engagement,

après avoir rempli les déclarations, conformément aux articles 43 à 46 du Code des marchés publics et présenté les attestations justifiant que je suis à jour de mes obligations fiscales et sociales,

- M'ENGAGE, sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions des documents visés ci-dessus à exécuter les prestations aux conditions ci-après, qui constituent mon offre.

- AFFIRME, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que la Société pour laquelle j'interviens, est titulaire d'une police d'assurance garantissant les responsabilités qu'elle encourt :

Compagnie : .....

N° Police : .....

- L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de 180 jours à compter de la date limite de remise de l'offre

Désignation du responsable qualifié :

M ..... Société ..... (*) est désigné pour assurer la mission d'ordonnancement pilotage coordination dans le cadre de la présente opération.

Le Changement de responsable qualifié devra être soumis à l'accord du mandataire de la Région d'Ile de France, Essonne Aménagement. Ce changement ne pourra intervenir qu'à condition de présenter un responsable disposant d'au moins les mêmes qualifications.

AE – 11N0446 - Mission OPC
Lycée Alexandre Dumas - Cerny - 3M8

ORIGINAL

ARTICLE 1 - CONTRACTANT (le titulaire est une personne morale)

Je, contractant unique soussigné, engageant ainsi ma personne, désignée dans le marché sous le nom "LE TITULAIRE"

M Xavier PARENT, Président

agissant au nom et pour le compte de la société dénommée OTCI LG

ayant son siège social à 8 rue des Pyrénées – BP 20509 Wissous – 94623 RUNGIS CEDEX

Forme de la société : SAS Capital : 38 000 €

et immatriculé au RCS EVRY

sous le n° 492 974 720 00012

après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières et des éléments qui sont mentionnés dans l'acte d'engagement,

après avoir rempli les déclarations, conformément aux articles 43 à 46 du Code des marchés publics et présenté les attestations justifiant que je suis à jour de mes obligations fiscales et sociales,

- M'ENGAGE, sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions des documents visés ci-dessus à exécuter les prestations aux conditions ci-après, qui constituent mon offre.

- AFFIRME, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que la Société pour laquelle j'interviens, est titulaire d'une police d'assurance garantissant les responsabilités qu'elle encourt :

Compagnie : QBE France

N° Police : 59.868

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de 180 jours à compter de la date limite de remise de l'offre.

Désignation du responsable qualifié :

M Karim BEZZA Société OTCI LG (*) est désigné pour assurer la mission d'ordonnancement pilotage coordination dans le cadre de la présente opération.

Le Changement de responsable qualifié devra être soumis à l'accord du mandataire de la Région d'Ile de France, Essonne Aménagement. Ce changement ne pourra intervenir qu'à condition de présenter un responsable disposant d'au moins les mêmes qualifications.

AE – 12MM40 – Mission CPC
Lycée Alexandre Denis - Cerny - 4/18

ORIGINAL

ARTICLE 1 - CONTRACTANT (le titulaire est un groupement solidaire)

Nous, co-traitants soussignés, engageant ainsi les personnes physiques ou morales ci-après, groupés solidaires et désignés dans le marché sous le nom « LE TITULAIRE »

CO-TRAITANT n° 1 (Mandataire)

(Personne Physique)

M ..... agissant en mon nom personnel,

domicilié à .....

.....

et immatriculé .....

sous le n° .....

ou

(Personne Morale)

M .....

agissant au nom et pour le compte de la société dénommée .....

ayant son siège social à .....

Forme de la société..... Capital .....

et immatriculé au RCS .....

sous le n° .....

CO-TRAITANT n° 2

(Personne Physique)

M ..... agissant en mon nom personnel,

domicilié à .....

.....

et immatriculé .....

sous le n° .....

ou

(Personne Morale)

M .....

agissant au nom et pour le compte de la société dénommée .....

ayant son siège social à .....

Forme de la société..... Capital .....

et immatriculé au RCS .....

sous le n° .....

et étant, pour tout ce qui concerne l'exécution du présent marché, représenté par ..... dûment mandaté à cet effet.

après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières et des éléments qui sont mentionnés dans l'acte d'engagement,

après avoir rempli les déclarations, conformément aux articles 43 à 46 du Code des marchés publics et présenté les attestations justifiant que je suis à jour de mes obligations fiscales et sociales,

ORIGINAL

- NOUS ENGAGEONS, sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions des documents visés ci-dessus à exécuter les prestations aux conditions ci-après, qui constituent notre offre.

- AFFIRMONS, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que nous sommes titulaires d'une police d'assurance garantissant l'ensemble des responsabilités que nous encourons :

Co-traitant n°1
Compagnie : .....

N° Police : .....

Co-traitant n°2
Compagnie : .....

N° Police : .....

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de 180 jours à compter de la date limite de remise de l'offre.

Désignation du responsable qualifié :

M ..... Société ..... (*) est désigné pour assurer la mission d'ordonnancement pilotage coordination dans le cadre de la présente opération.

Le Changement de responsable qualifié devra être soumis à l'accord du mandataire de la Région d'Ile de France, Essonne Aménagement. Ce changement ne pourra intervenir qu'à condition de présenter un responsable disposant d'au moins les mêmes qualifications.

AE – 11/0048 – Mission OPC
Lycée Alexandre Denis – Ozoy - 6/16

ORIGINAL

ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHE ETCONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE

La présente mission d'OPC est passée selon les dispositions du décret n° 93-1268 du 29 novembre 1993 et de l'arrêté du 21décembre 1993 précisés dans l'annexe I du CCAP

2.1 - Eléments de mission

Missions types	Mission type	Missions complémentaires
Phase de préparation du ler	Oui (conformément à description de l'article 1.1.1 de l'annexe au CCAP)	Oui pour les missions suivantes : • coordination temporelle des études d'exécution avec cellules de synthèse (conformément à description de l'alinéa 1 de l'article 1.1.2.1 de l'annexe au CCAP) • établissement des calendriers de l'ensemble des interventions par zone et mise à jour, (conformément à description de l'alinéa 1 de l'article 1.1.2.2 de l'annexe au CCAP) • établissement des calendriers des interventions par zone et par corps d'état et suivi de sa mise en place, (conformément à description de l'alinéa 2 de l'article 1.1.2.2 de l'annexe au CCAP) • établissement des échéanciers financiers (conformément à description de l'alinéa 3 de l'article 1.1.2.2 de l'annexe au CCAP) • dans le cadre de la démarche HQE, collecte des schémas d'organisation et de gestion des déchets définitifs auprès des entreprises • gestion du comple prorata • contrôle de l'établation des déchets suivants bordereaux • programmation et suivi de l'élaboration du dossier GE 2 § 2 du règlement de sécurité contre l'incendie dans les établissements recevant du public pour les lots techniques
Phase exécution des travaux	Oui (conformément à description de l'article 1.2.1 de l'annexe au CCAP)	Oui pour les missions suivantes : • en cas de retards significatifs, organisation et animation de réunions au cours desquelles l'OPC commente l'évolution du projet, met en évidence les problèmes de fond et les dérives potentielles, propose des mesures correctives qu'il étudie avec les intervenants concernés afin de maîtriser l'opération, établit des comptes-rendus correspondants et les diffuse, (conformément à description de l'alinéa 1 de l'article 1.2.2.1. de l'annexe au CCAP) • contrôle de l'entretien et du nettoyage du chantier, de ses accès et abords et proposition d'une éventuelle imputation des frais afférents à qui de droit. (conformément à description de l'alinéa 2 de l'article 1.2.2.1. de l'annexe au CCAP) • contribution à la gestion financière du chantier (conformément à description de l'article 1.2.2.2. de l'annexe au CCAP) • dans le cadre de la démarche HQE, collecte des bordereaux de suivi des déchets auprès des entreprises pour l'AMO HQE et le maître d'oeuvre responsables de la gestion environnementale du chantier (conformément à la description de l'article 1.2.2.3 de l'annexe au CCAP)
Phase réception et garantie de parfait achèvement	Oui (conformément à description de l'article 1.3.1 de l'annexe au CCAP)	Oui pour la mission suivante : • 1.3.2.1 programmation, collecte des documents auprès des entreprises et suivi de l'élaboration du dossier des ouvrages exécutés et, dans le cadre de la démarche HQE, du dossier d'utilisation d'entretien et de maintenance (conformément à description de l'alinéa 1 de l'article 1.3.2 de l'annexe au CCAP) • gestion des clés en cas de besoin (conformément à description de l'alinéa 1 de l'article 1.3.2 de l'annexe au CCAP)

ORIGINAL

Compte tenu de l'importance du chantier et de l'importance des missions d'OPC à assurer, l'OPC sera présent au moins trois fois par semaine sur le chantier.

2.2 - Eléments d'appréciation de l'opération

Montant estimé des travaux (HT) 8.715.245 €HT € HT, valeur mai 2009.

Nombre de lots de travaux faisant chacun l'objet d'un marché de travaux : 4 macro lots

- macro lot 1 : Gros oeuvre (terrassements-fondations-béton armé) - cloisons doublage- faux plafonds- menuiseries intérieures- métallerie- revêtements sols et murs- peinture- électricité courants forts- électricité courants faibles- appareils élévateurs
- macro lot 2 : clos couvert (charpente bois- ossature et vêture bois) - étanchéité - couverture - menuiseries extérieures
- macro lot 3 : plomberie - chauffage- ventilation désenfumage
- macro lot 4 : VRD- espaces verts

2 options :

- option 1 dans macro lot 2 : suiture
- option 2 dans macro lot 1 (menuiseries intérieures) : complément d'aménagement indissociable des chambres (à la place des paillasses et tablettes)

Nombre d'entreprises (y compris sous-traitants) prévisible plus de vingt (20).

Nombre de lots techniques : 4 lots.

Date prévue pour démarrage de la mission d'OPC : dès notification du présent marché soit prévisionnellement octobre 2011.

Date prévue pour le démarrage des travaux : mars 2012.

Le chantier a un délai prévu de 18 mois (périodes préparation et réception incluses). Il pourra faire l'objet de deux phases de réception et de levées de réserves. Une pour chaque bâtiment de l'internat. La proposition du titulaire est établie en fonction de l'hypothèse la plus pénalisante (soit 18 mois de travaux).

La dévolution des travaux est prévue par la procédure de l'appel d'offres ouvert : en 4 marchés séparés, chacun des marchés faisant l'objet d'un lot unique à conclure avec une seule entreprise ou avec des entreprises groupées solidaires ou conjoints (suivant le lot).

2.3 - Intervenants

2.3.1 - Maîtrise d'oeuvre

Maîtrise d'oeuvre : Groupement CELNIKIER & GRABLI, architecte mandataire / IGREC INGENIERIE
Adresse : 4 rue Saint Sauveur – 75002 PARIS

Titulaire d'une mission de base + Cadre de Décomposition du prix global et forfaitaire + ES QE + VAL DIAG + LOI SUR L'EAU + MOBILIER.

2.3.2 - Mandataire

La conduite d'opération est assurée par ESSONNE AMENAGEMENT, agissant au nom et pour le compte de la Région Ile-de-France.

2.3.3 - Contrôle technique

Pour l'exécution du présent marché, le mandataire est assisté d'un contrôleur technique agréé.

ORIGINAL

Nom et adresse du contrôleur technique :

DEKRA INSPECTION	Zac Bois Chaland – 10/12 rue du Bois Chaland – 91029 EVRY CEDEX	01 60 77 89 67

Mission :

L + S + P1 + PV + F +PH + HAND + SRD + TH + HYS + Environnement +GTB + Consuel – Notices de sécurités et d'accessibilité + Vérification finales sécurité des personnes + Vérification finales accessibilité aux handicapés

2.3.4 - Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

Pendant la phase des études, le coordonnateur est :

CORBTP	M. RODRIGUES	10 rue du Chevalier Galerap – 77127 LIEUSAINT	06 35 36 80 36

Pendant la phase des travaux, le coordonnateur est :

CO.PILOT 45	M. FONTE	11 rue de Jargeau – 45000 ORLEANS	02 38 43 88 14

2.3.5 - Coordination SSI

QUALICONSULT SECURITE	M. PENADILLE	1 bis rue du Petit Clamart – Vélizy Plus bât. E – 78941 VELIZY CEDEX	01 40 83 53 83

2.3.6 – AMO HQE

PREVENTION CONSULTANTS	M. BEGAT	Immeuble Central Gare – 1 Place Charles de Gaulle – 78180 MONTIGNY LE BRETONNEUX	01 39 44 26 97

2.4 – Durée du marché et délais d'exécution

2.4.1 Durée du marché

La durée globale d'exécution du marché est de 30 mois à compter de la notification du marché.

Les prestations s'achèveront à l'expiration du délai de garantie des marchés de travaux dans les conditions fixées à l'article 9.2 du CCAP.
Le marché ne sera pas reconduit.

2.4.2 Délais d'établissement des documents à fournir par l'OPC

Liste des documents	Délais d'établissement	Faits générateur
L'organigramme fonctionnel	Deux semaines	Remise du dossier projet par le maître d'oeuvre
Le calendrier général de l'opération	Deux semaines	Remise du dossier projet par le maître d'oeuvre
Le calendrier des études d'exécution	Un mois	Notification de marchés de travaux
Le calendrier général des travaux	Un mois	Notification de marchés de travaux
Le rapport mensuel synthétique faisant apparaître le bilan provisoire, l'analyse de l'évolution du chantier	Une semaine	Dernière réunion de chantier de chaque mois

ORIGINAL

Les modalités d'acceptation par le maître d'ouvrage des documents produits par le titulaire sont définies à l'article 9.1 du CCAP.

2.4.3 Dossiers à fournir en cours d'exécution de la mission

Dans le cadre de son contrat le titulaire fournira au représentant du maître d'ouvrage ces documents en 4 exemplaires.

De plus Dans le cadre de son contrat et pour tous les documents écrits résultant de son contrat, le titulaire devra systématiquement fournir un exemplaire reproductible sous forme dématérialisée sur un support physique électronique (disquettes, CD Rom, DVD, ...) et pour les seuls rapports de synthèse mensuels exclusivement, à l'adresse e-mail : fsancho@91amenagement.fr.

Pour satisfaire à cette obligation, tous les fichiers devront être compatibles avec les formats suivants :

- standard .zip
- Adobe®Acrobat® .pdf
- Rich Text Format .rtf
- Doc ou .xls ou .ppt en version Microsoft Office 2000-2003 ou antérieurs
- Le cas échéant, le format DWF
- Ou encore pour les images bitmaps .bmp, .jpg, .gif.

Le titulaire est invité à :

- Ne pas utiliser certains formats, notamment les « exe » ;
- Ne pas utiliser certains outils, notamment les « macros » ;
- Traiter les fichiers constitutifs de ses études par un anti-virus.

En cas de difficulté de récupération ou détection de virus, le titulaire devra prendre toutes les mesures nécessaires pour transmettre au maître d'ouvrage ou son représentant, l'ensemble de ces données soit par voie électronique, soit sur un support physique électronique lisible et sain dans un délai de deux (2) jours calendaires. En cas de retard dans la transmission de ce support, le maître d'ouvrage ou son représentant se réserve, s'il y a lieu, l'application de pénalités de retard pour l'élément d'études concerné. Il appartiendra au titulaire de s'assurer que la transmission de ces documents sous la forme dématérialisée a bien été effectuée auprès des intéressés.

• Le titulaire diffusera ces documents aux intervenants : à la maîtrise d'oeuvre, aux entreprises, au contrôleur technique, au coordonnateur sécurité santé, au coordonnateur SSI, à l'amo HQE, avec copie de cette diffusion au mandataire ESSONNE AMENAGEMENT.

ARTICLE 3 FORME DES PRIX ET MONTANT DE L'OFFRE

3.1 - Forme des prix

Le marché est passé à prix révisable.
Les modalités de variation des prix sont fixées à l'article 4.2 du CCAP.

Les prestations du prestataire seront rémunérées par application d'un prix forfaitaire basé sur les conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres (appelé mois Mo).

3.2 Montant de l'offre

Les prestations seront rémunérées par application d'un prix forfaitaire basé sur les conditions économiques définies ci-dessus.
Le montant de l'offre comprend l'ensemble des dépenses nécessaires à l'exécution du marché : visites, réunions,...etc

ORIGINAL

La rémunération du mandataire du groupement pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations. Elle lui sera versée au fur et à mesure du versement de ses règlements.

Montant forfaitaire Hors T.V.A ..... 98 414,40 €

Montant TVA au taux de 19,60 % ..... 19 289,22 €

Montant T.T.C ..... 117 703,62 €

Montant TTC (en lettres) : *cent dix sept mille sept cent trois euros et soixante deux centimes*

AE – 11/80140 – Mission OPC
Lycée Alexandre Dumas – Cergy – 11/18

ORIGINAL

3.3 - Décomposition du prix par élément de mission

Missions types	Coût journalier en Euros HT	Nombre de jours d'intervention	Coût total en Euros HT
1.1 Phase de préparation du chantier			
- 1.1.1 Mission type	428,05 €	6	2 568,30 €
- 1.1.2 Missions complémentaires			
1.1.2.1 Coordination temporelle des études d'exécution avec celles de synthèse	523,95 €	2	1 047,90 €
1.1.2.2 établissement des calendriers de l'ensemble des interventions par zone et mise à jour,	523,95 €	2	1 047,90 €
1.1.2.3. établissement des calendriers des interventions par zone et par corps d'état et suivi de sa mise en place,	523,95 €	2	1 047,90 €
1.1.2.4 établissement des échéanciers financiers	427,70 €	1,5	641,55 €
1.1.2.5 dans le cadre de la démarche HQE, collecte des schémas d'organisation et de gestion des déchets définitifs auprès des entreprises	466,20 €	2,5	1 165,50 €
1.1.2.6 gestion du compte prorata	523,95 €	1	523,95 €
1.1.2.7 programmation et suivi de l'élaboration du dossier QE 2§2 du règlement de sécurité contre l'incendie dans les établissements recevant du public pour les lots techniques	504,84 €	2,5	1 262,10 €
1.2 Exécution des travaux			
- 1.2.1. Mission type (*)	436,80 €	135	58 968,00 €
- 1.2.2. Missions complémentaires			
1.2.2.1 en cas de retards significatifs, organisation et animation de réunions	428,05 €	6	2 568,30 €
1.2.2.2 contrôle de l'entretien et du nettoyage du chantier, de ses accès et abords et proposition d'une éventuelle imputation des frais afférents à qui de droit.	427,98 €	5	2 139,90 €
1.2.2.3 contribution à la gestion financière du chantier	436,99 €	22	9 613,80 €
1.2.2.4 dans le cadre de la démarche HQE, collecte des bordereaux de suivi des déchets auprès des entreprises pour le maître d'œuvre responsable de la gestion environnementale du chantier	420,21 €	11	4 710,30 €
1.3 Réception et garantie de parfait achèvement			
- 1.3.1 Mission type	440,21 €	16	7 043,40 €
- 1.3.2 Mission complémentaire :			
1.3.2.1 programmation, collecte des documents auprès des entreprises et suivi de l'élaboration de dossier des ouvrages exécutés et, dans le cadre de la démarche HQE, du dossier d'utilisation d'entretien et de maintenance	428,05 €	6	2 568,30 €
1.3.2.2 gestion des clés	427,30 €	3,5	1 497,30 €
TOTAL		224	98 414,40 €

(*) IMPORTANT – Pour l'exécution du Prélèvement de mission «type » 1.2.1 en phase « exécution des travaux » : le temps d'intervention ne pourra en aucun cas être inférieur à 1,5 journées par semaine, permettant notamment au titulaire d'être au moins trois fois par semaine sur le chantier (sur la base de 74 semaines, correspondant aux 18 mois indiqués dans l'article 2.2 ci-avant, soit un temps d'intervention minimal pour la mission type 1.2 de 111 jours minimum)

ORIGINAL

3.4 Décomposition du prix (par élément de mission et par co-traitant)

A n'utiliser qu'en cas de groupement.

Missions types	Total en Euros HT	Cotraitant n° 1 (mandataire) en Euros HT	Cotraitant n° 2 en Euros HT
1.1 Phase de préparation du chantier			
- 1.1.1 Mission type			
- 1.1.2 Missions complémentaires			
1.1.2.1 Coordination temporelle des études d'exécution avec cellules de synthèse			
1.1.2.2 établissement des calendriers de l'ensemble des interventions par zone et mise à jour,			
1.1.2.3. établissement des calendriers des interventions par zone et par corps d'état et suivi de sa mise en place,			
1.1.2.4 établissement des échéanciers financiers			
1.1.2.5 dans le cadre de la démarche HQE, collecte des schémas d'organisation et de gestion des déchets définitifs auprès des entreprises			
1.1.2.6 gestion du compte prorata			
1.1.2.7 programmation et suivi de l'élaboration du dossier GE 2§2 du règlement de sécurité contre l'incendie dans les établissements recevant du public pour les lots techniques			
1.2 Exécution des travaux			
- 1.2.1. Mission type (*)			
- 1.2.2. Missions complémentaires			
1.2.2.1 en cas de retards significatifs, organisation et animation de réunions			
1.2.2.2 contrôle de l'entretien et du nettoyage du chantier, de ses accès et abords et proposition d'une éventuelle imputation des frais afférents à qui de droit,			
1.2.2.3 contribution à la gestion financière du chantier			
1.2.2.4 dans le cadre de la démarche HQE, collecte des bordereaux de suivi des déchets auprès des entreprises pour le maître d'œuvre responsable de la gestion environnementale du chantier			
1.3 Réception et garantie de parfait achèvement			
- 1.3.1 Mission type			
- 1.3.2 Mission complémentaire :			
1.3.2.1 programmation, collecte des documents auprès des entreprises et suivi de l'élaboration du dossier des ouvrages exécutés et, dans le cadre de la démarche HQE, du dossier d'utilisation d'entretien et de maintenance			
1.3.2.2 gestion des clés			
- TOTAL			

(*) IMPORTANT – Pour l'exécution de l'élément de mission «type» 1.2 en phase « exécution des travaux » : le temps d'intervention ne pourra en aucun cas être inférieur à 1,5 journées par semaine, permettant notamment au titulaire d'être au moins trois fois par semaine sur le chantier (sur la base de 74 semaines, correspondant aux 18 mois indiqués dans l'article 2.2 ci-avant, soit un temps d'intervention minimal pour la mission type 1.2 de 111 jours minimum)

ORIGINAL

ARTICLE 4 – REGLEMENT DES COMPTES

4.1 - Mode de règlement

Le maître d'ouvrage se libèrera des sommes dues au titre du marché par virement bancaire sur le compte bancaire dont l'original du RIB est joint au présent acte d'engagement.

Si le règlement doit intervenir sur un compte différent de celui indiqué dans l'acte d'engagment, un RIB devra être fourni.

4.2 - Délai de paiement :
Les prestations seront rémunérées selon la réglementation en vigueur dans les délais de paiement prévis à l'article 98 du code des marchés publics.
Le paiement des acomptes interviendra dans un délai maximum de 30 (trente) jours à compter de la date de réception des demandes d'acomptes par le mandataire du maître d'ouvrage.

4.3 - Avance forfaitaire [1]

☐ Le marché ne fait pas l'objet d'une avance
☐ Le marché fait l'objet d'une avance. Le montant de l'avance sera égal à 5 % du montant TTC des prestations à exécuter dans les 12 premiers mois, à compter de la date d'effet de l'acte qui constate commencement d'exécution du marché ; si ce délai est supérieur à un an, ce montant sera multiplié par un coefficient réducteur égal au rapport 12/N, N étant le délai d'exécution évalué en mois, figurant à l'acte d'engagement.

☒ Le titulaire refuse le versement d'une avance.

Conditions de versement de l'avance :

☒ Après constitution d'une garantie à première demande

La garantie couvrira la totalité de l'avance. Toutefois, cette garantie doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte relatif à l'exécution du marché, du bon de commande ou de la tranche . Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée dans ce délai, le titulaire perd jusqu'à la fin du marché, la possibilité d'obtenir cette avance forfaitaire.

Dispositions du remboursement de l'avance : Le remboursement de l'avance forfaitaire commencera lorsque le montant en prix de base du marché au titulaire qui figure à une demande d'acompte mensuel atteindra ou dépassera soixante-cinq pour cent (65 %) du montant initial du marché. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint quatre-vingts pour cent (80 %) du montant du marché.

ARTICLE 5 – SOUS-TRAITANCE

Le titulaire [1] :

☒ n'envisage pas de sous-traiter l'exécution de certaines prestations.

☐ envisage de sous-traiter l'exécution de certaines prestations.

Dans le cas de sous-traitance, le tableau ci-après indique la nature et le montant des prestations que l'OPC envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, les noms de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance ; le montant des prestations sous-traitées indiqué dans le tableau constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra céder ou présenter en nantissement.

La notification du marché est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

[1] Cocher la case nécessaire.

ORIGINAL

Nature de la prestation	Sous-traitant devant exécuter la prestation	Montant de la prestation TTC
	Total	

Le montant maximal que le titulaire ou mandataire pourra présenter en nantissement ou céder est de .....

Le montant maximal que les co-traitants pourront présenter en nantissement ou céder :
1er cotraitant : .....TTC
2è cotraitant : .....TTC
Sous traitant : .....TTC
.....TTC

ARTICLE 6

En cas d'attribution du marché, le candidat unique ou chaque cotraitant s'engage à produire, à la conclusion du contrat, les pièces mentionnées aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du code du travail ainsi que les attestations et certificats délivrés par les administrations fiscales et sociales et organismes compétents.

Le candidat unique ou chaque cotraitant s'engage également à produire, tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces mentionnées aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du Code du travail.

Les candidats établis dans un Etat autre que la France doivent produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat ne peut être délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Les documents établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Le candidat est informé de ce que la non production de ces pièces emportera rejet de son offre et son élimination ou résiliation du contrat.

Les déclarations similaires des sous-traitants sont annexées au présent acte d'engagement ou seront fournies avec la demande de leur acceptation et agrément des conditions de paiement lorsque l'entreprise présentera un sous-traitant en cours d'exécution.

Fait en un seul original

A Rungis le 04 octobre 2011

Lu et approuvé

Mention(s) manuscrite(s) *"Lu et approuvé"*
Signature du titulaire ou mandataire du groupement solidaire

OTEC lg
5, rue des Pyrénées - WISSOUS
B.P. 20509 - 94623 RUNGIS CEDEX
Tél. 01 56 30 17 00 - Fax 01 56 30 17 17

OTEC lg
5, rue des Pyrénées - WISSOUS
B.P. 20509 - 94623 RUNGIS CEDEX
Tél. 01 56 30 17 00 - Fax 01 56 30 17 17
AE – 11/0440 – Marian OPC
Lycée Alexandre Denis - Gony - 15/15

ORIGINAL

ARTICLE 7 – ACCEPTATION DE L'OFFRE

7.1

Le présent marché se trouve ainsi conclu à la date figurant ci-dessus.

Montant du marché Hors taxe : 98 444,40 €

Montant de la TVA : 19 289,22 €

Montant du marché TTC : 117 703,62 €

Montant en lettres (en T.T.C.) :
Cent dix Sept mille Sept cent trois euros et Soixante deux centimes

7.2 Acceptation des sous-traitants

Les sous-traitants proposés à l'article 5 ci-dessus sont acceptés comme ayant droit au paiement direct dans les conditions indiquées.

7.3 Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement.

A : EVRY Le : 13 MARS 2012

Le mandataire Essonne Aménagement
agissant au nom et pour le compte
du maître d'ouvrage

Le Directeur général Délégué, Bernard WEIL

Signature :

ESSONNE AMENAGEMENT
SA au capital de 2 821 184 €
Bureaux : 93 rue Henri Rochefort
91025 EVRY CEDEX
Tél. 01 60 79 42 42 - Fax 01 60 79 97 50

Le Directeur Général Délégué
Bernard WEIL

AE – 11M0440 – Mission OPC
Lycée Alexandre Denis - Gentilly - 16/18

ORIGINAL

ANNEXE A L'ACTE D'ENGAGEMENT

NOTE D'INFORMATION SUR LE PROGRAMME

Maître d'ouvrage	:	Nom Adresse	Région d'Ile de France 35, boulevard des Invalides 75007 Paris
Mandataire du maître d'Ouvrage	:	Nom Adresse	Essonne Aménagement 93, rue Henri Rochefort 91025 Evry cedex
Maître d'oeuvre : Adresse		Nom	Groupement CELNIKIER & GRABLI, mandataire / IGREC Ing. 4 Rue Saint Sauveur 75002 PARIS
AMO HQE Adresse	:	Nom	PREVENTION CONSULTANTS Immeuble CENTRAL GARE 1, Place Charles de GAULLE 78180 MONTIGNY LE BRETONNEUX
Coordonnateur SSI Adresse	:	Nom	QUALICONSULT SECURITE 1 bis rue du Petit Clamart – Vélizy Plus Bât E 78941 VELIZY CEDEX
Contrôleur technique : Adresse		Nom	DEKRA INSPECTION ZAC Bois Chaland – 16/12 rue du Bois Chaland 91025 EVRY CEDEX
Coordonnateur SPS Adresse	:	Nom	CERBTP 16 rue du Chevalier Galeran 77127 LIEUSAINT

La dévolution des travaux est prévue par la procédure de l'appel d'offres ouvert : en 4 marchés séparés, chacun des marchés faisant l'objet d'un lot unique à conclure avec une seule entreprise ou avec des entreprises groupées solidaires ou conjoints (suivant le lot).

- macro lot 1 : Gros oeuvre (terrassements-fondations-béton armé) - cloisons doublage- faux plafonds- menuiseries intérieures- métallerie- revêtements sols et murs- peinture- électricité courants forts- électricité courants faibles- appareils élévateurs
- macro lot 2 : clos couvert (charpente bois- ossature et vêture bois) - étanchéité - couverture - menuiseries extérieures
- macro lot 3 : plomberie - chauffage- ventilation désenfumage
- macro lot 4 : VRD- espaces verts

2 options :

- option 1 dans macro lot 2 : surtoiture
- option 2 dans macro lot 1 (menuiseries intérieures) : complément d'aménagement indissociable des chambres (à la place des paillasses et tablettes)

ORIGINAL

Description de l'opération :

Le lycée Alexandre Denis, ouvert en 1972, est un lycée professionnel dont une des particularités est de dispenser des formations aéronautiques. Etablissement sur un terrain de 6 hectares, organisé en campus avec chaque fonction implantée de façon autonome dans un des onze bâtiments. Le lycée est bordé par une rivière – le rû de Cerny- (hors propriété de la Région Ile de France) mais longée par un ancien bassin sportif et par une belle ceinture boisée.

Le programme repose sur la construction d'un bâtiment neuf, un internat de 240 places, soit 4 unités de 60 chambres (SHON totale d'environ 5250 mètres carrés) pour une surface utile globale d'environ 3600 mètres carrés sur un R+2 maxi. Le projet arrêté porte sur la réalisation de deux bâtiments neufs.

Les 240 places résultent de la construction de 100 places nouvelles associées à la reconstruction des 140 places existantes vétustes et non fonctionnelles.

L'opération comprend également la déconstruction sélective de 250 mètres carrés de bâtiments préfabriqués.

Cette opération sera menée avec une démarche de Haute Qualité Environnementale (cibles particulières eau et énergie avec bâtiments visant les performances d'une construction Bbc).

Cette intervention d'ensemble et durable, doit permettre à tous les usagers qui fréquentent l'internat de bénéficier de conditions de vie, de confort et de travail optimales en proposant une organisation des espaces, fonctionnelle et de qualité. Elle doit permettre la mise en valeur du site et la qualification de l'ensemble des espaces extérieurs.

ADRESSE PRECISE : Lycée Alexandre Denis – Avenue Carnot – 91590 CERNY

DESTINATION DES OUVRAGES :

Accession à propriété ☐ Usage locatif ☐ Usage propre ☒

USAGE :

Habitation ☒ Bureaux ☐

Commerce ☐ Industrie ☐

ERP ☒

NATURE DES TRAVAUX : Travaux neufs ☒ Travaux sur existants ☐

Etude de sol	Oui	☒	Non	~
Travaux de technique courante	Oui	☒	Non	~
Ouvrages de caractère exceptionnel	Oui	~	Non	☒
Travaux de VRD de desserte privative	Oui	☒	Non	~
Travaux de désamiantage pour les bâtiments à démolir	Oui	~	Non	☒

PERMIS DE CONSTRUIRE N° : En cours

Dates prévisionnelles :
Déclaration d'ouverture de chantier : mars 2012
Début des travaux : Pâques 2012
Fin des travaux : 18 mois plus tard

Coût prévisionnel des travaux : environ 8.715.245 € HT (valeur Mai 2009)

AE – 11M0149 – Mission OPC
Lycée Alexandre Denis - Cerny - 18/16

MARCHE N°12-015

N/REF : VR - S120126449185.doc

RA n°1A07067392895

OTCI
Parc d'Affaires SILIC
8,rue des Pyrénées
BP 20509 - WISSOUS
94623 RUNGIS Cedex

Objet : 916 RIF - Lycée A. DENIS - CERNY
Lettre de notification du marché d'Ordonnancement, Pilotage et Coordination au titulaire
Daté d'envoi à la Préfecture : ~~~

J'ai l'honneur de vous notifier le marché d'OPC référencé ci-dessus.

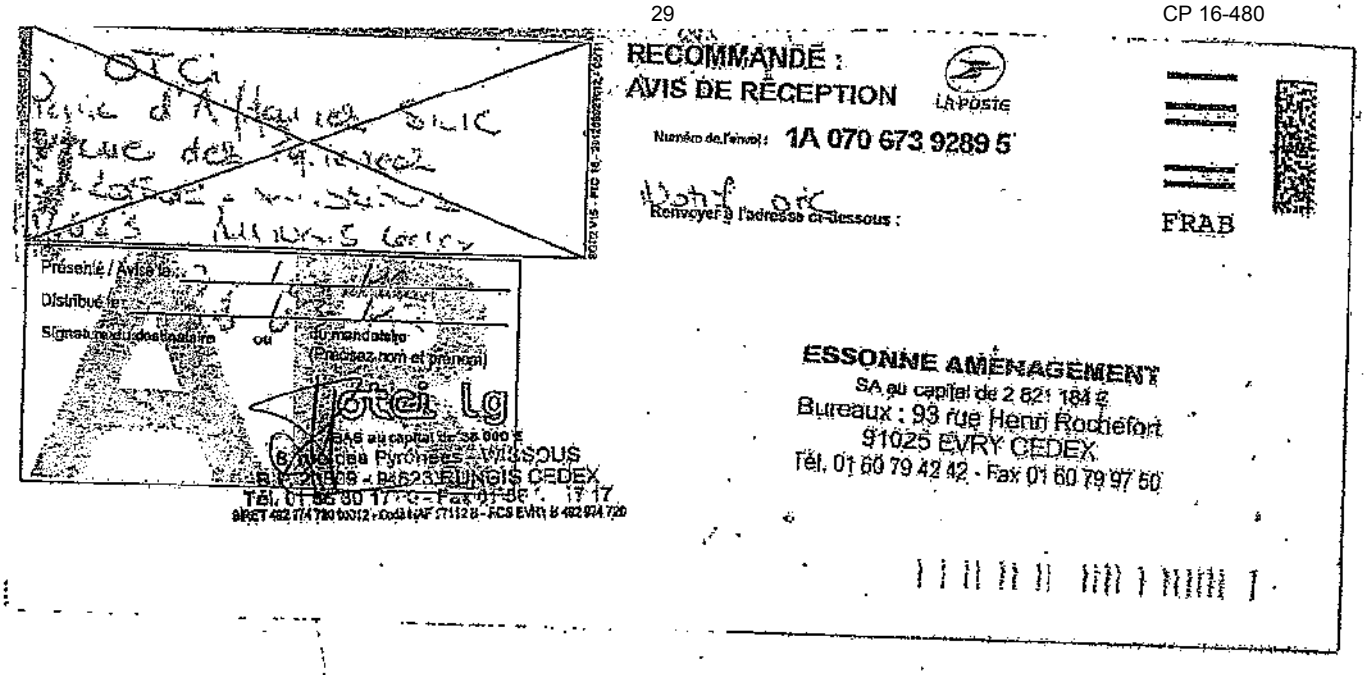
Si vous souhaitez au cours de l'exécution de ce marché, le céder ou le nantir, je vous serais obligé de bien vouloir me retourner la copie de l'acte d'engagement, afin qu'elle soit revêtue de la formule dite « d'exemplaire unique ».

Votre marché prévoit la délivrance d'une avance, dont le versement est conditionné à la fourniture par vos soins d'une garantie à première demande (pour la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance). Pour ce faire, je vous transmets, ci-joint, un modèle d'imprimé à remplir par l'organisme apportant sa garantie.

L'exécution des prestations commencera à réception d'un ordre de service émis ultérieurement.

EVRY, le 28 MARS 2012
Bernard WEIL
Directeur Général Délégué
Agissant au nom et pour le compte de la Région IDF

L'avis de réception de l'envoi en recommandé dont le numéro figure, ci-dessus, daté et signé par le titulaire, établit la date de notification



RECOMMANDÉ :
AVIS DE RÉCEPTION
LA POSTE

Numéro de l'envoi : 1A 070 673 9289 5

Renvoyer à l'adresse ci-dessous :

FRAB

ESSONNE AMÉNAGEMENT
SA au capital de 2 621 184 €
Bureaux : 93 rue Henri Rochefort
91025 EVRY CEDEX
Tél. 01 60 79 42 42 - Fax 01 60 79 97 50

Présenté / Avisé le
Distribué le
Signature du destinataire ou de son mandataire
(Précisez nom et prénom)

BAS au capital de 38 000 €
Bureaux Pyrénées - 91300 MASSY
B.P. 20109 - 91623 FUNGIS CEDEX
Tél. 01 [illegible] - Fax 01 [illegible]
SIRET 482 774 790 00012 - Code APE 7112 B - RCS EVRY B 482 774 790

DELEGATION DE POUVOIR

Je soussigné Xavier PARENT, Président, agissant au nom et pour le compte de la Société OTCI LG, SAS au capital de 38.000 € dont le siège social est à RUNGIS (94623) - Parc d'Affaires SILIC - 8 Rue des Pyrénées - BP 20509 WISSOUS

Donne pouvoir par la présente à Monsieur Hervé LABOUREL, Directeur Général dûment habilité à engager la société, pour signer les pièces administratives et techniques constituant le marché suivant :

Mission d'Ordonnancement, de Pilotage et de Coordination relative à la construction neuve de l'internat du lycée Alexandre Denis à Cerny (91)

Ce pouvoir est fait pour valoir ce que de droit.

Fait à Rungis, le 13/03/2012

Pour OTCI LG
Xavier PARENT, Président

OTCI GROUPE

Date:	Client:	ESSONNE Aménagement
31/03/2016	582	9 Cours Blaise Pascal
		91034 Evry Cdex

MODE DE REGLEMENT	ECHEANCE	N/d CEE: FR92 492 974 720
30 jours fin de mois	30/04/2016	V/d CEE:

REFERENCES A RAPPELER: Projet N°112 328 A - SI

Facture N° : FA 2016.157

DESIGNATION	QUANTITE	P.U HT €	MONTANT H.T €
NOTE D'HONORAIRES N° 19			
OPERATION: Mission OPC pour la construction neuve de l'internat du Lycée Alexandre Denis à Cerny (91)			
Selon Acte d'Engagement - Montant de nos honoraires : 98 414,40 € HT			
PHASE DE PREPARATION DU CHANTIER			
Mission type : soit 2 568,30 €HT - Avancement: 100,00%	100,00%	2 568,30	2 568,30
Coordination temporelle des études d'exécution : 1 047,90 €HT sur 17 mois soit 61,64 €HT par mois - Avancement: 17/17	17	61,64	1 047,90
Etablissement des calendriers : 1 047,90 €HT sur 17 mois soit 61,64 €HT par mois - Avancement: 17/17	17	61,64	1 047,90
Calendrier par zone et par corps d'état : 1 047,90 €HT sur 17 mois soit 61,64 €HT par mois - Avancement: 17/17	17	61,64	1 047,90
Echéanciers financiers : 641,55 €HT sur 17 mois soit 37,74 €HT par mois - Avancement: 17/17	17	37,74	641,55
Collecte : 1 165,50 €HT sur 17 mois soit 68,56 €HT par mois - Avancement: 17/17	17	68,56	1 165,50
Gestion compte prorata : 523,95 €HT sur 17 mois soit 30,82 €HT par mois - Avancement: 17/17	17	30,82	523,95
Programmation et suivi de l'élaboration du dossier GE : 1 262,10 €HT sur 17 mois soit 74,24 €HT par mois - Avancement: 17/17	17	74,24	1 262,10
EXECUTION DES TRAVAUX			
Mission type : 58 968,00 €HT sur 17 mois soit 3468,71 €HT par mois - Avancement: 17/17	17	3 468,71	58 968,00
Réunion pour retards significatifs : 2 568,30 €HT sur 17 mois soit 151,08 €HT par mois - Avancement: 17/17	17	151,08	2 568,30
Contrôle entretien et nettoyage chantier : 2 139,90 €HT sur 17 mois soit 125,88 €HT par mois - Avancement: 17/17	17	125,88	2 139,90
Contribution gestion financière chantier : 9 613,80 €HT sur 17 mois soit 565,52 €HT par mois - Avancement: 17/17	17	565,52	9 613,80
Suivi HQE (collecte) : 4 710,30 €HT sur 17 mois soit 277,08 €HT par mois - Avancement: 17/17	17	277,08	4 710,30
RECEPTION ET GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT			
Mission type : soit 7 043,40 €HT - Avancement: 0,00%	0,00%	7 043,40	-
Programmation, collecte des documents : soit 2 568,30 €HT - Avancement: 0,00%	0,00%	2 568,30	-
Gestion des clés : soit 1 497,30 €HT - Avancement: 0,00%	0,00%	1 497,30	-
REVISION			
Révision de prix antérieure : soit 1 794,03 €HT - Avancement: 100,00%	100,00%	1 794,03	1 794,03

SI

REFERENCES A RAPPELER: Projet N°112 328 A - SI **Facture N° : FA 2016.157**

DESIGNATION	QUANTITE	P.U HT €	MONTANT H.T €
Avenant en attente de régularisation (suivant notre courrier du 28/04/15			
Suivi de l'exécution des travaux - 13 000,02 € sur 3 mois soit 4 333,34 € par mois : - Avancement: 1/3	100,00%	4 333,34	4 333,34
Déduire note d'honoraires précédentes		- 89 099,43	- 89 099,43
Conformément à l'article L 441-6 modifié du code de Commerce et à l'article 21 de la loi LME du 4/08/08, un intérêt de retard sera demandé pour tout paiement effectué au-delà de la date d'échéance par application d'un taux égal à trois fois le taux de l'intérêt légal avec un minimum de 40 € pour indemnités et frais de recouvrement (Loi du 22/03/2012). *TVA payée sur les encaissements - Règlement par chèque* *Escompte:Il ne sera pas appliqué d'escompte en cas de paiement anticipé* *Paiement dès réception de facture (pénalités dues en cas de mise en demeure)*			

BASES HORS TAXES	MONTANT TVA	TAUX TVA	TOTAL TTC
4 333,34 €	866,67 €	20,00%	5 200,01 €

Evry, le 24/06/2016

N/Réf : VG - S160615535850.doc

Affaire suivie par Maxence DESSALLES
01 60 79 97 30
mdessalles@91amenagement.fr

Monsieur le Directeur de l'entreprise
OTCI
Parc d'Affaires SILIC
8,rue des Pyrénées
CS 30063
94623 RUNGIS Cedex

Objet : 916 RIF - Lycée A. DENIS - CERNY
Proposition en vue de l'établissement d'un protocole d'accord transactionnel

Monsieur le Directeur,

Nous revenons vers vous au sujet de vos demandes d'honoraires supplémentaires.

Nous vous invitons à prendre connaissance des éléments, ci-dessous, qui nous ont conduits à vous proposer l'établissement d'un protocole d'accord transactionnel et, en cas d'accord, nous en informer dans les plus brefs délais par retour de courrier.

Dans vos courriers du 5 novembre 2014 et du 28 avril 2015, vous avez demandé que soient pris en compte les différents frais induits par le prolongement de la durée du chantier :

- Honoraires complémentaires pour le suivi de l'exécution des travaux à raison de 4.333,34 € HT par mois, sur 3 mois de durée de chantier supplémentaire, les honoraires de base pour cette prestation s'élevant à ce montant mensuel ;
  Soit un montant total d'honoraires complémentaires de 13.000,02 € HT.

Nous tenons à rappeler l'historique de votre marché d'OPC :

- Le marché a été notifié le 29 mars 2012, pour une durée de 30 mois ;
- Celui-ci prévoyait une durée de chantier de 18 mois, conformément au phasage de chantier établi par le maître d'œuvre préalablement à la désignation de l'OPC ;
- Le 3 juillet 2012 il a été déclaré sans suite le premier appel d'offres travaux ;
- Le 21 août 2013, une seconde procédure d'appel d'offres travaux a de nouveau été déclarée sans suite ;
- Le 14 février 2014, le troisième appel d'offres travaux a fait l'objet d'une publicité ;
- Le 11 septembre 2014, les marchés de travaux ont été notifiés.

Il en a résulté un décalage de 30 mois dans la prestation à fournir par la société OTCI. Ce décalage n'a pas fait l'objet d'ajournement, avenant ou décision de la part de la maîtrise d'ouvrage.

.../...

En outre, la durée du chantier a été prolongée durant la phase de conception, pour des motifs résultant de contraintes non imputables à votre prestation. En effet, afin de réduire les coûts de réalisation, la maîtrise d'œuvre a modifié le projet avec un allongement de la durée de chantier de trois mois, pour permettre une exécution des deux bâtiments en décalé avec l'installation d'une seule grue. La durée du chantier pour l'OPC est donc passée de 18 mois à 21 mois.

Compte tenu que le délai initial de réalisation des prestations qui devait s'achever au 29 septembre 2014 n'a pas été prolongé, votre demande s'inscrit dans le cadre de l'article 37 du CCAG - Prestations intellectuelles.

Proposition de la Région Ile-de-France :

- ✓ dans le cadre de l'article 37 précité, la Région Ile-de-France propose de régler à la société OTCI la somme globale, forfaitaire de 13.000,02 € HT soit 15.600,02 € TTC en sus du montant des prestations effectuées au sein du marché initial ;
- ✓ en contrepartie, la société OTCI s'estime avoir été pleinement indemnisée au titre des prestations supplémentaires et préjudices subis exposés dans le présent protocole ;
- ✓ les parties admettent expressément, par les concessions réciproques qu'elle consentent, que les dispositions de la présente transaction seront exécutées à titre global, forfaitaire et définitif, conformément aux dispositions des articles 2044 et suivants du Code civil et qu'elles auront pour effet de mettre fin à tout différend, ayant origine dans les conditions d'exécution du marché ;
- ✓ les parties renoncent à se prévaloir des dispositions des articles 2053 et 2054 du Code civil qui sont sans objet, eu égard à l'accord qu'elles ont négocié et signé entre elles.

Espérant avoir répondu à vos attentes,

Nous vous prions de croire, Monsieur le Directeur, à l'expression de nos salutations distinguées.

Maxence DESSAILES
Responsable Opérationnel Construction

OTCI GROUPE OTCI

ESSONNE AMENAGEMENT

A L'attention de M. DESSALLES
9 cours Blaise Pascal
91034 EVRY Cedex

N/réf. : 112 328 A SIS

Transmission : Lettre simple + Mail

Wissous, le 28/06/2016

Objet :
916 RIF Lycée A. DENIS - CERNY

Monsieur,

Nous accusons réception de votre courrier du 24 juin 2016 concernant la proposition d'honoraires complémentaires.

Nous vous donnons notre accord sur les termes de votre proposition, à savoir un montant complémentaire d'honoraires de 13 000,02€ HT.

Nous restons à votre disposition pour l'établissement d'un protocole d'accord transactionnel.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur DESSALLES, nos sincères salutations.

Hervé LABOUREL
Président

ADRESSE POSTALE :
PARC ICADE
8, RUE DES PYRENEES
CS30063
94623 RUNGIS CEDEX 1
T : +33 (0)1.56.30.17.00
F : +33 (0)1.56.30.17.17
www.otci.fr

ESSONNE AMENAGEMENT
9 cours Blaise Pascal
91 034 EVRY Cedex

A L'attention de Madame SANCHO

Rungis, le 5 Novembre 2014

PROJET :N°112.328A INTERNAT LYCEE A. DENIS à CERNY (91)

OBJET : Demande d'avenant au marché OPC n° 12 - 015 du 28/03/2012
Suite aux prolongations du délai des travaux.

Madame,

Concernant l'affaire citée en objet, nous vous soumettons pour accord notre proposition d'honoraires complémentaires compte tenu de l'augmentation du délai de réalisation des travaux notifié aux entreprises par vos soins.

En effet, le délai global des travaux est porté à 21 mois (y compris 2 mois de préparation) au lieu de 18 mois (y compris 1 mois de préparation) prévus initialement dans notre mission, soit une prolongation de 3mois.

Notre proposition d'honoraires complémentaires s'applique donc comme suit :

- « suivi de l'exécution des travaux » : 3 * 4 333,34 soit 13 000,02 € HT (Nos honoraires de base s'élèvent à 4 333,34 € HT par mois)

Le montant total de nos honoraires complémentaires s'élèverait donc à 13 000,02 euros HT.

Nous espérons que vous comprendrez le bien fondé de notre demande.

Dans l'attente de votre accord pour poursuivre notre mission dans de bonnes conditions,

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'assurance de notre considération.

Stéphane ISNARD

ESSONNE AMÉNAGEMENT
30 AVR. 2015
COURRIER ARRIVÉ

ESSONNE AMENAGEMENT
9 cours Blaise Pascal
91 034 EVRY Cedex

A L'attention de Madame DEPERNE

RAR n°1A 105 431 3674 6

Rungis, le 28 avril 2015

PROJET : N°112.328A INTERNAT LYCEE A. DENIS à CERNY (91)

OBJET : Demande d'avenant au marché OPC n° 12 - 015 du 28/03/2012
Suite aux prolongations du délai des travaux.
Réponse à votre courrier du 14/04/2015

Madame,

En premier lieu, nous sommes très surpris que vous ayez pris connaissance de notre demande d'avenant du 5 novembre 2014 qu'après relance de notre part par courriel. Madame SANCHO était parfaitement informée de cette demande : celle-ci avait non seulement été envoyée par courrier mais également par courriel et avait fait l'objet de relances verbales par notre pilote de chantier. D'ailleurs Madame SANCHO était d'accord avec notre demande et devait la régulariser. De plus après le départ de Madame SANCHO, ce sujet avait été abordé par notre pilote de chantier avec son successeur Monsieur DESSALLES.

Ensuite, les arguments que vous évoquez dans votre courrier pour refuser notre demande d'avenant ne sont pas de nature à baisser le montant de notre mission et de plus ne sont pas à la hauteur du montant que nous demandons.

Le montant de notre mission est établi en fonction de la durée des travaux fixée contractuellement à 18mois. L'augmentation par vos soins de 3 mois du délai de réalisation des travaux, et ce postérieurement à notre contrat, implique logiquement une augmentation de nos honoraires de 3/18.

Nous maintenons donc notre demande d'honoraires complémentaires à hauteur de 13 000 euros HT, et espérons que vous comprenez le bien fondé de notre demande.

Dans l'attente de votre accord pour poursuivre notre mission dans de bonnes conditions,

Nous vous prions d'agréer, Madame, l'assurance de notre considération.

Stéphane ISNARD

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 12/10/2016
- Date de réception en préfecture: 12/10/2016

DELIBERATION N° CP 16-482

DU 12 OCTOBRE 2016

SECURISATION DES LYCEES
HUITIEME AFFECTATION
BUDGET 2016

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation ;

VU La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;

VU La délibération n° CR 23-15 du 12 février 2015 relative à la Politique de la ville - Orientations pour une nouvelle action régionale ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 10-16 du 21 janvier 2016 relative à la mise en place du bouclier de sécurité ;

VU La délibération n° CP 11-387 du 19 mai 2011 relative à l'exigence d'un document spécifique motivant toute demande de subvention concernant des systèmes de vidéosurveillance - rapport sécurité des lycées, propriétés régionales - troisième affectation pour l'année 2011 ;

VU Le budget de la Région pour 2016 et plus particulièrement les inscriptions du chapitre 902 « Enseignement » ;

VU L'avis de la commission de la sécurité ;

VU L'avis de la commission de l'éducation ;

VU L'avis de la commission des finances ;

VU Le rapport CP 16-482 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Affecte pour une opération une autorisation de programme de **100.000 €**, prélevée sur le chapitre 902 « Enseignement » - Code Fonctionnel 27 « Sécurité » - Programme HP 27-001 (127001) « Sécurisation des lycées » Action 12700102 « Travaux de sécurité dans les lycées » du budget régional 2016, afin de financer le projet détaillé dans le tableau présenté en Annexe 1 à la présente délibération.

Article 2 :

Décide d'attribuer des dotations pour un montant de **503.900 €** conformément au tableau figurant en Annexe 1 à la présente délibération.

Affecte pour ces opérations une autorisation de programme de **503.900 €**, prélevée sur le chapitre 902 « Enseignement » - Code Fonctionnel 27 « Sécurité » - Programme HP 27-001 (127001) « Sécurisation des lycées » Action 12700103 « Subventions pour la sécurité aux EPLE » du budget régional 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en Annexe 2 à la délibération.

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France



VALERIE PECRESSE

ANNEXE N°1 : TABLEAU DES MESURES DE SECURITE

A N N E X E 1

MESURES DE SECURITE DANS LES LYCÉES
CHAPITRE 902 - Code Fonctionnel 27 - BUDGET 2016
C.P du 12.10.2016

RNE	Etablissement	Commune	Libellé de l'Opération	Action	Nature	Montant
0750685M	Pierre-Gilles De Gennes	Paris 13ème	Au PC de sécurité, dépose du système de surveillance et d'anti-intrusion. Création d'un contrôle réservé aux sorties de secours. A la loge, mise en place d'un système de surveillance et d'anti-intrusion rénové	12700103	2361	68 000,00
0750808W	Etienne Dolet	Paris 20ème	Création de SAS de sécurité et contrôle d'accès. Mise en sécurité de la façade sur rue	12700103	2361	9 000,00
0754530S	Martin Nadaud	Paris 20ème	Création de SAS de sécurité et contrôle d'accès. Mise en sécurité de la façade sur rue	12700103	2361	9 000,00
			Sous-Total Département 75 :			**86 000,00**
0772228D	Charles De Gaulle	Longperrier	Travaux de sécurisation périphérique extérieur (clôture, portails…)	12700103	2361	150 000,00
			Sous-Total Département 77 :			**150 000,00**
0783447Y	Simone Weil	Conflans-Sainte-Honorine	Travaux de remplacement du système de commande et contrôle d'accès du portail livraisons atelier / cuisine	12700103	2361	8 400,00
			Travaux de remplacement du système d'interphonie de l'ensemble des logements de fonction (9 situés au lycée + 4 situés à l'internat)	12700103	2361	13 240,00
0782539L	Saint-Exupéry	Mantes-La-Jolie	Travaux de modification du système d'ouverture du portail motorisé afin de renforcer la surveillance concernant l'accès des véhicules	12700103	2361	8 000,00
			Sous-Total Département 78 :			**29 640,00**
0910628N	Paul Belmondo	Arpajon	Travaux de remise en état de l'alarme anti-intrusion actuellement inopérante	12700103	2361	10 000,00
0910755B	Nadar	Draveil	Remplacement du système de vidéosurveillance hors service, pose d'un éclairage led sur la façade d'entrée, création d'une porte de secours entre la loge et le logement de fonction de l'agent d'accueil, motorisation du portail côté logements, pose d'un ampli pour la sonorisation, installation d'une ventouse télécommandée au portail élèves	12700103	2361	36 200,00
0911251R	Parc Des Loges	Evry	Remplacement de la sonorisation avec mise en place d'amplificateurs 400W permettant de répondre aux besoins d'alarme pour confinement	12700103	2361	6 000,00
0911343R	Auguste Perret	Evry	Sécurisation du portail d'accès au lycée par remplacement du système de contrôle actuel (sonnette) par un système avec badges	12700103	2361	5 000,00
			Sous-Total Département 91 :			**57 200,00**
0921625S	Paul Painlevé	Courbevoie	Travaux de sécurisation et de protection des baies RDC (bureaux proviseur et secrétariat) par la mise en place de 6 volets roulants et la révision de 12 volets existants	12700103	2361	16 000,00
0921500F	Voilin	Puteaux	Travaux de sécurisation par le réhaussement des clôtures, du portail et du portillon d'entrée, et, par la construction d'un SAS et d'un hygiaphone devant la loge pour l'accueil visiteurs	12700103	2361	45 000,00
0921594H	Michel Ange	Villeneuve-La-Garenne	Travaux de réparation des 4 portails d'accès à l'établissement	12700103	2361	4 800,00
			Sous-Total Département 92 :			**65 800,00**
0941470M	Samuel De Champlain	Chennevières-Sur-Marne	Sécurité anti-intrusion : Remplacement de l'enregistreur vidéosurveillance existant par un I.P Samsung numérique compatible avec l'ancien système. Mise en place d'un nouveau message d'alerte et extension du système de projection de son	12700103	2361	23 260,00
0942269F	Pauline Roland	Chevilly-Larue	Sécurisation : Amélioration de la vidéosurveillance (remplacement pour la vision nocturne), aménagement du visionnage en loge (écran), installation de visiophones aux accès, pose d'un film anti-effraction à la loge	12700103	2361	25 000,00
0941018W	Edouard Branly	Créteil	Travaux d'aménagement et de sécurisation des espaces extérieurs (reprise totale des clôtures du lycée, réaménagement des entrées et de la loge) **Complément de l'opération 07B5550270010016**	12700102	2313	100 000,00
0941975L	Pierre Brossolette	Le Kremlin-Bicêtre	Fourniture & Pose de grilles de protection sur châssis côté accès pompiers	12700103	2361	22 000,00
0940137N	La Source	Nogent-Sur-Marne	Mise en place de 2 caméras de vidéosurveillance sur les sites de La Source et de Val de Beauté	12700103	2361	25 000,00
0940140S	Gourdou-Leseurre	Saint-Maur-Des-Fossés	Dans le cadre du diagnostic de sécurité partagé, remise en état de l'installation de vidéosurveillance existante par le remplacement de 10 caméras	12700103	2361	20 000,00
			Sous-Total Département 94 :			**215 260,00**
			TOTAL GENERAL :			**603 900,00**
			dont - " Travaux de Sécurité dans les Lycées " (12700102)		**2313**	**100 000,00**
			- " Subventions pour la Sécurité aux EPLE " (12700103)		**2361**	**503 900,00**

ANNEXE N°2 : ETAT RECAPITULATIF DES SUBVENTIONS

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-482	Budget	2016

Chapitre	**902 - Enseignement**
Code fonctionnel	**27 - Sécurité**
Programme	**127001 - Sécurisation des lycées**
Action	**12700103 - Subvention pour la sécurité aux EPLE**

Dispositif : N° 00000584 - Mesures de sécurité dans les lycées

Dossier	16014869 - ETABLISSEMENT 0750685M - AU PC DE SECURITE, DEPOSE DU SYSTEME DE SURVEILLANCE ET		
Bénéficiaire	R3364 - LGT PIERRE-GILLES DE GENNES - ENCPB PARIS 13		
Localisation	PARIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	68 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		68 000,00 €	

Dossier	16014870 - ETABLISSEMENT 0783447Y - TRAVAUX DE REMPLACEMENT DU SYSTEME DE COMMANDE ET CONTR		
Bénéficiaire	R3761 - LPO LYC METIER SIMONE WEIL CONFLANS SAINTE HONORINE		
Localisation	LYP SIMONE WEIL (CONFLANS)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	8 400,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		8 400,00 €	

Dossier	16014871 - ETABLISSEMENT 0783447Y - TRAVAUX DE REMPLACEMENT DU SYSTEME D'INTERPHONIE DE L'E		
Bénéficiaire	R3761 - LPO LYC METIER SIMONE WEIL CONFLANS SAINTE HONORINE		
Localisation	LYP SIMONE WEIL (CONFLANS)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	13 240,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		13 240,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-482	Budget	2016

Dossier	16014872 - ETABLISSEMENT 0911251R - REMPLACEMENT DE LA SONORISATION AVEC MISE EN PLACE D'AM		
Bénéficiaire	R3336 - LGT PARC DES LOGES EVRY		
Localisation	LYP PARC DES LOGES		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	6 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		6 000,00 €	

Dossier	16014873 - ETABLISSEMENT 0921625S - TRAVAUX DE SECURISATION ET DE PROTECTION DES BAIES RDC		
Bénéficiaire	R3578 - LP LYC METIER PAUL PAINLEVE COURBEVOIE		
Localisation	LP PAUL PAINLEVE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	16 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		16 000,00 €	

Dossier	16014874 - ETABLISSEMENT 0921594H - TRAVAUX DE REPARATION DES 4 PORTAILS D'ACCES A L'ETABLI		
Bénéficiaire	R15803 - LGT MICHEL ANGE VILLENEUVE LA GARENNE		
Localisation	LCM MICHEL ANGE (ANC POMPIDOU)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	4 800,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		4 800,00 €	

Dossier	16014875 - ETABLISSEMENT 0941470M - SECURITE ANTI-INTRUSION : REMPLACEMENT DE L'ENREGISTREU		
Bénéficiaire	R3526 - LGT LYC METIER CHAMPLAIN CHENNEVIERES SUR MARNE		
Localisation	LYP CHAMPLAIN		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	23 260,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		23 260,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-482	Budget	2016

Dossier	16014876 - ETABLISSEMENT 0942269F - SECURISATION : AMELIORATION DE LA VIDEOSURVEILLANCE (RE		
Bénéficiaire	P0015628 - LPO PAULINE ROLAND CHEVILLY LA RUE		
Localisation	CHEVILLY-LARUE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	25 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		25 000,00 €	

Dossier	16014877 - ETABLISSEMENT 0941975L - FOURNITURE ET POSE DE GRILLES DE PROTECTION SUR CHASSIS		
Bénéficiaire	R3234 - LPO BROSSOLETTE LE KREMLIN BICETRE		
Localisation	LYT BROSSOLETTE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	22 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		22 000,00 €	

Dossier	16014878 - ETABLISSEMENT 0940140S - DANS LE CADRE DU DIAGNOSTIC DE SECURITE PARTAGE, REMISE		
Bénéficiaire	R3511 - LP LYC METIER GOURDOU-LESEURRE SAINT MAUR DES FOSSES		
Localisation	LP GOURDOU-LESEURRE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	20 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		20 000,00 €	

Dossier	16014879 - ETABLISSEMENT 0910755B - REMPLACEMENT DU SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE HORS SERVI		
Bénéficiaire	R3332 - LP LYC METIER NADAR DRAVEIL		
Localisation	LP NADAR		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	36 200,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		36 200,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-482	Budget	2016

Dossier	16014880 - ETABLISSEMENT 0772228D - TRAVAUX DE SECURISATION PERIPHERIQUE EXTERIEUR (CLOTURE		
Bénéficiaire	R15277 - LPO LYC METIER CHARLES DE GAULLE LONGPERRIER		
Localisation	LPO LYC METIERS CH DE GAULLE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	150 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		150 000,00 €	

Dossier	16014881 - ETABLISSEMENT 0782539L - TRAVAUX DE MODIFICATION DU SYSTEME D'OUVERTURE DU PORTA		
Bénéficiaire	R3669 - LGT SAINT EXUPERY MANTES LA JOLIE		
Localisation	LYP SAINT EXUPERY (MANTES LA J		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	8 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		8 000,00 €	

Dossier	16014882 - ETABLISSEMENT 0910628N - TRAVAUX DE REMISE EN ETAT DE L'ALARME ANTI-INTRUSION AC		
Bénéficiaire	R3322 - LP PAUL BELMONDO ARPAJON		
Localisation	LP PAUL BELMONDO		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	10 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		10 000,00 €	

Dossier	16014883 - ETABLISSEMENT 0754530S - CREATION DE SAS DE SECURITE ET CONTROLE D'ACCES. MISE E		
Bénéficiaire	R3362 - LPO MARTIN NADAUD PARIS 20EME		
Localisation	LYT MARTIN NADAUD		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	9 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		9 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-482	Budget	2016

Dossier	16014884 - ETABLISSEMENT 0750808W - CREATION DE SAS DE SECURITE ET CONTROLE D'ACCES. MISE E		
Bénéficiaire	R3360 - LP ETIENNE DOLET PARIS 20EME		
Localisation	LP ETIENNE DOLET		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	9 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		9 000,00 €	

Dossier	16014885 - ETABLISSEMENT 0911343R - SECURISATION DU PORTAIL D'ACCES AU LYCEE PAR REMPLACEME		
Bénéficiaire	R15795 - LP AUGUSTE PERRET EVRY		
Localisation	LP AUGUSTE PERRET (EVRY)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	5 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		5 000,00 €	

Dossier	16014886 - ETABLISSEMENT 0921500F - TRAVAUX DE SECURISATION PAR LE REHAUSSEMENT DES CLOTURE		
Bénéficiaire	R3599 - LP LYC METIER VOILIN PUTEAUX		
Localisation	LP VOILIN		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	45 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		45 000,00 €	

Dossier	16014887 - ETABLISSEMENT 0940137N - MISE EN PLACE DE 2 CAMERAS DE VIDEOSURVEILLANCE SUR LES		
Bénéficiaire	R3491 - LP LYC METIER LA SOURCE NOGENT SUR MARNE		
Localisation	LP LA SOURCE (NOGENT)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	25 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		25 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000584 - Mesures de sécurité dans les lycées	503 900,00 €

Total sur l'imputation 902 - 27 - 127001 - 12700103	503 900,00 €

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 12/10/2016
- Date de réception en préfecture: 12/10/2016

DELIBERATION n° CP 16-490

DU 12 octobre 2016

Valoriser le mérite, l'excellence et l'ouverture sociale
à travers le soutien régional aux cordées de la réussite
1ème affectation 2016

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 adoptant le schéma régional de la formation tout au long de la vie 2007-2013 et la délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 prorogeant notamment le schéma des formations ;

VU La délibération n° CR 06-08 du 27 juin 2008 relative à la mise en œuvre du schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ; rapport cadre relatif aux politiques éducatives en collèges et en lycées ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 96-16 du 19 mai 2016 visant à « relancer l'ascenseur social, valoriser le mérite et l'excellence » ;

VU Le budget de la Région d'Île-de-France pour 2016 ;

VU L'avis de la Commission des finances ;

VU L'avis de la Commission de l'éducation ;

VU Le rapport CP 16-490 présenté par madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : Adoption du règlement d'intervention

Adopte le règlement d'intervention du dispositif régional de soutien aux cordées de la réussite figurant en annexe n° 1 à la délibération.

Article 2 : Affectations

Décide de participer, au titre du dispositif de soutien aux cordées de la réussite, au financement des projets détaillés en annexe 3 *(fiches projet)* à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **218 900 €**.

Subordonne le versement de chaque subvention à la conclusion avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CR 84-11 du 30 septembre 2011 et modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016.

Autorise la présidente du conseil régional d'Île-de-France à signer les conventions visées à l'alinéa précédent.

Affecte une autorisation d'engagement de **218 900 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », Programme « Schéma des formations » (128005), Action « Réussite des élèves » (12800501) du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 2 à la délibération.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France



VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : REGLEMENT D'INTERVENTION

DISPOSITIF OUVERTURE SOCIALE - CORDEES DE LA REUSSITE

Règlement d'intervention régional

1. Contexte et objectifs

Par délibération n° CR 96-16, la Région s'est engagée en faveur de la réussite scolaire et de la valorisation du mérite et de l'excellence pour tous les Franciliens. Pour cela, elle a choisi de favoriser l'accès des lycéens de familles modestes à l'enseignement supérieur, notamment ceux qui sont issus de quartiers prioritaires de la politique de la ville et de territoires ruraux.

Les cordées de la réussite, créées en 2008, répondent à cet objectif, en donnant à des jeunes à potentiel, de milieux défavorisés, les clés et outils pour s'engager avec succès dans des études supérieures ambitieuses. C'est la raison pour laquelle la Région soutient les projets qui s'inscrivent dans la logique de cette démarche, selon les modalités décrites dans le présent règlement d'intervention.

Il s'agit dans ce cadre de soutenir des structures qui proposent des actions visant à préparer les lycéens des voies générale, technologique ou professionnelle, aux exigences de l'enseignement supérieur.

2. Public visé par le dispositif

Les projets concernent des élèves scolarisés au sein d'EPLE ou de lycées privés sous contrat d'association, des trois voies de l'enseignement, et situés en région Ile-de-France.

3. Structures éligibles

Sont éligibles à l'attribution d'une subvention dans le cadre du présent règlement :

- les personnes morales de droit public ;
- les personnes morales de droit privé ;

4. Projets éligibles

Sont éligibles les projets d'accompagnement à la scolarité du public décrit précédemment, dans toutes ses formes :

- renforcement disciplinaire, renforcement de la culture générale, d'une méthodologie de travail personnel, entraînement à la prise de parole, …
- tutorat,
- sorties culturelles, rencontres avec des professionnels, visites d'entreprises, …

Un même bénéficiaire peut porter plusieurs projets ou cordée(s).
Les actions soutenues doivent obligatoirement faire l'objet d'un accord de(s) établissement(s) partenaire(s) .

5. Priorités régionales

Une priorité est donnée aux projets :

- portés par des lycées bénéficiant de la dotation régionale de solidarité (DS) ;
- associant des lycées de la voie professionnelle ;
- associant des lycées installés en zone rurale ou éloignés des grands centres urbains.

6. Financement des projets

6.1. Modalités de l'intervention régionale

Un appel à projets pourra être lancé. Les subventions sont attribuées pour une année scolaire, avec un démarrage des actions à la rentrée scolaire.

Les projets retenus sont soumis à l'approbation de la Commission permanente du Conseil régional qui, le cas échéant, attribue annuellement le financement régional dans la limite des crédits budgétaires disponibles.

L'octroi de la subvention est subordonné à la signature d'une convention entre la Région et le bénéficiaire. Cette convention peut, à la demande du bénéficiaire, être pluriannuelle, dans la limite de deux ans maximum.

Le projet devra être cofinancé a minima par le bénéficiaire et/ou d'autres structures partenaires. Le montant de la subvention régionale s'élève à 80% maximum des dépenses éligibles, calculées sur la base du budget prévisionnel de l'action présentée par la structure demandeuse. Ce montant est limité à **40 000€** par an et par structure, pour l'ensemble des projets.

5 000 € supplémentaires pourront être versés en soutien aux projets associant des lycées de zone rurale ou éloignés des grands centres urbains, afin de pallier les surcoûts liés aux frais de déplacement des tuteurs, intervenants ou élèves concernés.

6.2. Dépenses éligibles

L'aide financière est destinée à couvrir les dépenses d'organisation et de mise en œuvre des projets visant la prise en charge des lycéens dès la classe de seconde.

Les dépenses prises en charge pour l'octroi d'une subvention doivent être en rapport direct avec les objectifs du projet, notamment :

- les interventions de professionnels ou conférenciers ;
- les frais liés aux visites et participation à des manifestations culturelles, conférences, …
- les déplacements des groupes d'élèves et de leurs accompagnateurs ;
- l'achat de documents et abonnements ;
- les frais d'assurance,…

Sont exclues les dépenses liées à :

- des projets de vacances, loisirs ne répondant pas à la finalité du présent dispositif ;
- des cours particuliers et entretiens payants.

7. Résultats attendus et évaluation

Un document établissant le bilan de l'action doit nécessairement être transmis au terme de chaque année scolaire par le bénéficiaire de la subvention. Il comprend un bilan qualitatif et un document quantitatif de recueil statistique. Ces éléments permettront de retracer le déroulement de l'opération, d'en préciser les conditions de mise en œuvre, les partenariats mobilisés, et leur impact sur les bénéficiaires.

La transmission de ces éléments de bilan est une condition nécessaire à toute demande de reconduction des projets.

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-490	Budget	2016

Chapitre	**932 - Enseignement**
Code fonctionnel	**28 - Autres services periscolaires et annexes**
Programme	**128005 - Schéma des formations**
Action	**12800501 - Réussite des élèves**

Dispositif : N° 00000424 - Ouverture sociale - Cordées de la réussite

Dossier	16014233 - ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES MINES DE PARIS - PARISTECH - DISPOSITIF OUVERTURE SOCIALE - CORDEES DE LA REUSSITE			
Bénéficiaire	R10300 - MINES PARIS TECH ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES MINES DE PARIS			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
80 000,00 €	TTC	37,5 %	30 000,00 €	

Dossier	16014250 - ECOLE DES HAUTES ETUDES COMMERCIALES HEC PARIS- DISPOSITIF OUVERTURE SOCIALE- CORDEES DE LA REUSSITE			
Bénéficiaire	P0034952 - ETABLISSEMENT D ENSEIGNEMENT SUPERIEUR CONSULAIRE HAUTES ETUDES COMMERCIALES DE PARIS			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	35 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
376 305,00 €	TTC	9,3 %	35 000,00 €	

Dossier	16014264 - AGRO PARISTECH - OUVERTURE SOCIALE-CORDEES DE LA REUSSITE			
Bénéficiaire	R35535 - AGRO PARIS TECH INSTITUT SCIENCES INDUSTRIES VIVANT ET ENVIRONNEMENT			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
571 040,00 €	TTC	7 %	40 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-490	Budget	2016

Dossier	16014270 - ASSOCIATION GROUPE ESSEC - DISPOSITIF OUVERTURE SOCIALE -CORDEES DE LA REUSSITE			
Bénéficiaire	R20437 - ASSOCIATION GROUPE ESSEC			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
399 000,00 €	TTC	10,03 %	40 000,00 €	

Dossier	16014286 - ECOLE POLYTECHNIQUE - DISPOSITIF OUVERTURE SOCIALE-CORDEES DE LA REUSSITE			
Bénéficiaire	R1763 - ECOLE POLYTECHNIQUE			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	28 700,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
103 000,00 €	TTC	27,86 %	28 700,00 €	

Dossier	16014292 - ENS ECOLE NORMALE SUPERIEURE - DISPOSITIF OUVERTURE SOCIALE - CORDEES DE LA REUSSITE			
Bénéficiaire	R20238 - ENS ECOLE NORMALE SUPERIEURE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
94 600,00 €	TTC	33,06 %	31 274,76 €	

Dossier	16014725 - CENTRALE EGALITE DES CHANCES ECOLE CENTRALESUPELEC - DISPOSITIF OUVERTURE SOCIALE - CORDEES DE LA REUSSITE			
Bénéficiaire	P0035267 - CENTRALE EGALITE DES CHANCES			
Localisation	CHATENAY-MALABRY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 200,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
60 450,00 €	TTC	8,6 %	5 200,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000424 - Ouverture sociale - Cordées de la réussite	218 900,00 €

Total sur l'imputation 932 - 28 - 128005 - 12800501	218 900,00 €

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION : FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014233

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES MINES DE PARIS - PARISTECH - DISPOSITIF OUVERTURE SOCIALE - CORDEES DE LA REUSSITE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ouverture sociale - Cordées de la réussite	80 000,00 €	37,50 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-65738-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MINES PARIS TECH ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES MINES DE PARIS
Adresse administrative : 60 BD SAINT-MICHEL
75272 PARIS 06 CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National d'Enseignement
Représentant : Monsieur Romain SOUBEYRAN, Directeur

N° SIRET : 19753493600012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Ouverture sociale - Cordées de la réussite
Rapport Cadre : CR96-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 2 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Favoriser l'accès à l'enseignement supérieur de jeunes qui, en raison de leur origine sociale ou territoriale, brident leur ambition scolaire ou ne disposent pas de toutes les "clés" pour s'engager avec succès dans une formation longue.

Description :
La Mission Ouverture Sociale a été formalisée à l'Ecole des Mines par une décision de son directeur (décembre 2005), avec l'objectif de « favoriser l'accès des jeunes issus des milieux défavorisés aux études supérieures ».
Les actions de tutorat ont pour origine un Acte d'entreprendre d'un élève de l'Ecole, une action de parrainage s'inspirant du programme PourQuoi Pas Moi (PQPM) de l'ESSEC. Cette démarche a été concrétisée à partir de mars 2006 après entretien avec le Proviseur du Lycée Eugène Delacroix de

Drancy (94) et validation du projet par l'institution Ecole des Mines (l'action de tutorat est rattachée à la Direction des Etudes de l'Ecole).
Parallèlement l'Ecole des Mines a intégré dès sa création le Groupe Ouverture Sociale (GOS) de la Conférence des Grandes Ecoles (CGE) et la création du Pôle Ressources Ouverture Sociale de la CGE, ainsi que le pôle Ouverture Sociale / Egalité des chances de ParisTech qui s'est créé récemment.
Les actions de tutorat des Mines ParisTech ont été labellisées « cordée de la réussite » à l'automne 2008.
Quatre lycées sont partenaires : le Lycée Eugène Delacroix de Drancy (93), le Lycée Robert Doisneau de Corbeil-Essonnes (91), le Lycée du Parc des Loges d'Evry (91) et le Lycée Champlain de Chennevières (94).
Pour les quatre lycées le premier interlocuteur est le chef d'établissement, le proviseur-adjoint et/ou un professeur référent.

Moyens mis en œuvre :
- Découverte de nouvelles activités pour les élèves de seconde,
- Découverte de soi pour les élèves de première qui doivent commencer à faire des choix d'orientation,
- Confiance en soi et construction d'un projet professionnel pour les élèves de terminale.

Des séances régulières d'une durée de 3 heures sont organisées toutes les deux semaines et sont animées par l'encadrement de l'école, tant dans les locaux de l'école qu'à l'extérieur :

. visite du Musée de Minéralogie, de la Bibliothèque de l'école,
. découverte ludique du quartier latin et du lycée Saint-Louis, des laboratoires de l'ESPCI,
. visites de musées (Cluny, CNAM, Palais de la Découverte, des catacombes...),
. ateliers de préparation à la prise de parole, aux entretiens type INSA,
. visite de l'Ambassade des Etats-Unis, de la SNECMA (site moteurs de fusée de Vernon)...

Une séance de restitution rassemble les lycéens, leur famille, des responsables d'établissement et des professeurs, ainsi que des institutions comme la Préfecture, l'Education Nationale, les Rectorats et la Région Ile-de-France.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
77 lycéens issus des lycées :
Eugène Delacroix - Drancy (93)
Robert Doisneau - Corbeil-Essonnes (91)
Parc des Loges - Evry (91)
Champlain - Chennevières (94)
François 1er - Fontainebleau (77)
Etienne Bezout - Nemours (77)

Localisation géographique :
- ESSONNE
- SEINE SAINT DENIS
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des personnels	45 000,00	56,25%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	10 000,00	12,50%
Charges fixes et de fonctionnement	5 600,00	7,00%
Location salles et matériel pédagogique	19 400,00	24,25%
Total	80 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	30 000,00	37,50%
Participation Mines Paris Tech	38 000,00	47,50%
ACSE	10 000,00	12,50%
Ministère Enseignement Supérieur et Recherche	2 000,00	2,50%
Total	80 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	30 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	13 500,00 €
2013	Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	102 200,00 €
2013	Ouverture sociale	30 000,00 €
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	9 000,00 €
2014	Ouverture sociale	30 000,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	6 750,00 €
2015	Ouverture sociale	26 400,00 €
2015	SESAME	370 000,00 €
	Montant total	587 850,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014250

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : ECOLE DES HAUTES ETUDES COMMERCIALES HEC PARIS- DISPOSITIF OUVERTURE SOCIALE- CORDEES DE LA REUSSITE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ouverture sociale - Cordées de la réussite	376 305,00 €	9,30 %	35 000,00 €
	Montant Total de la subvention		35 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-65738-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ETABLISSEMENT D ENSEIGNEMENT SUPERIEUR CONSULAIRE HAUTES ETUDES COMMERCIALES DE PARIS
Adresse administrative : 1 RUE DE LA LIBERATION 78350 JOUY-EN-JOSAS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Peter TODD, Directeur Général

Objet : NC

N° SIRET : 81775918600023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Ouverture sociale - Cordées de la réussite
Rapport Cadre : CR96-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 2 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Signataire de la Charte pour l'Egalité des chances dans l'accès aux formations d'excellence, HEC Paris développe depuis 2005 des programmes d'accompagnement multidisciplinaires à destination de lycéens et d'élèves en classe préparatoire scolarisés en zone prioritaire (zones urbaines sensibles, quartiers politique de la ville, CUCS).

Les deux programmes concernés sont :
- PACE, programme de tutorat à destination de lycéens PRE BAC,
- et PREP, programme d'accompagnement et de tutorat d'étudiants en classes préparatoires aux grandes

écoles.

Ces programmes se donnent pour objectif de stimuler l'ambition des élèves accompagnés, de les aider à réussir leur parcours scolaire et à se projeter dans l'avenir.

Description :
Le programme PACE est conçu autour de séances de tutorat bimensuelles. L'objectif principal est l'ouverture culturelle, l'entraînement à la prise de parole, l'affirmation de soi et l'art de présenter ses idées.
Tous les groupes dédient une séance aux questions d'orientation et présentent aux lycéens des études supérieures en insistant sur les filières pour lesquelles les jeunes montrent de l'intérêt.
3 sorties sont organisées : tribunal de grande instance de Versailles, musique classe avec l'association Palais Royal, théâtre au théâtre Fontaine.
Des stages de préparation au bac sont organisés pendant les vacances de Pâques par l'association CIBLE ainsi qu'un voyage à l'étranger.

Le programme PREP est un programme de tutorat individuel et d'accompagnement pluridisciplinaires d'élèves scolarisés en classe préparatoire dans les académies de Versailles et Créteil :
- tutorat hebdomadaire pour les élèves de 1ère année,
- séminaires de maths et anglais,
- coaching par des professionnels,
- parrainage individuel (Danone, RATP, association Passeport Avenir),
- entraînement aux oraux de langues et aux entretiens de personnalité des concours d'admission aux écoles de commerce.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires.

Public(s) cible(s) :
Programme PACE : 86 élèves
Lycée Jean Rostand - Mantes-la-Jolie (78)
Lycée Saint-Exupéry - Mantes-la-Jolie (78)
Lycée François Villon - Les Mureaux (78)

Programme PREP : 174 élèves de classes préparatoires technologiques et économique
Lycée Moissan - Meaux (77)
Lycée Michelet - Vanves (92)
Lycée Olympe-de-Gouge - Noisy-le-Sec (93)

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE
- YVELINES
- HAUTS DE SEINE
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Programme PACE (tutorat, stages et sorties	27 131,00	7,21%
Programme PREP (tutorat, sorties, séminaires, stages...)	87 617,00	23,28%
Charges de personnel affecté aux programmes	133 000,00	35,34%
frais généraux et charges indirectes	49 690,00	13,20%
frais pédagogiques internes	78 867,00	20,96%
Total	376 305,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	35 000,00	9,30%
ACSE	40 000,00	10,63%
MEN - Rectorat Martinique	4 500,00	1,20%
MEN - Rectorat Créteil	10 000,00	2,66%
MEN - Rectorat Versailles	4 000,00	1,06%
MEN - Rectorat Guadeloupe	2 500,00	0,66%
Entreprises	20 000,00	5,31%
Fondation HEC	22 000,00	5,85%
HEC	238 305,00	63,33%
Total	376 305,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	35 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Soutien aux structures d'aide à la maturation de projets innovants - Fonctionnement	106 000,00 €
	Montant total	106 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014264

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : AGRO PARISTECH - OUVERTURE SOCIALE-CORDEES DE LA REUSSITE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ouverture sociale - Cordées de la réussite	571 040,00 €	7,00 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-65738-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGRO PARIS TECH INSTITUT SCIENCES INDUSTRIES VIVANT ET ENVIRONNEMENT
Adresse administrative : 16 RUE CLAUDE BERNARD 75005 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique
Représentant : Monsieur Gilles TRYSTRAM, DIRECTEUR GENERAL

N° SIRET : 13000285000019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Ouverture sociale - Cordées de la réussite
Rapport Cadre : CR96-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 2 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Depuis 2007, dans le cadre des politiques d'égalité des chances, la Mission Ouverture Sociale d'AgroParisTech met en oeuvre un programme dont l'objectif est d'apporter aux élèves issus de milieux modestes les clés de la réussite pour des études supérieures ambitieuses.

Description :
Ce programme s'inscrit dans la logique des Cordées de la Réussite avec un suivi du parcours des élèves jusqu'à l'enseignement supérieur. Il s'articule autour de trois axes fondamentaux :
1. le développement personnel et le renforcement d'un capital culturel,
2. l'accompagnement des jeunes dans la construction de leur avenir,
3. l'accompagnement post-bac.

Moyens mis en œuvre :
1. Le développement personnel et le renforcement d'un capital culturel : des séances de tutorat sont programmées en dehors du temps scolaire, tout au long de l'année. Des étudiants d'AgroparisTech encadrent des groupes d'une vingtaine d'élèves pendant 2 à 3 heures par semaine. Les tuteurs sont bénévoles et les élèvent participent au tutorat sur la base du volontariat.
Les ateliers proposés s'articulent autour de 7 objectifs pédagogiques fondamentaux : outils et méthodes de travail, renforcement du capital culturel, techniques d'expression, codes sociaux, orientation post-bac, projet d'équipe et suivi individuel.
En plus de ces séances, des sorties culturelles sont régulièrement organisées par les tuteurs : théâtre, opéra, art contemporain.

2. L'accompagnement des jeunes dans la construction de leur avenir :
- découverte des filières et des métiers : approfondissement des connaissances de l'entreprise, des métiers et des filières avec des visites et des témoignages de professionnels;
- immersion en anglais : des stages d'immersion totale en anglais sont organisés. Ils sont animés par des professionnels dont la langue maternelle est l'anglais. Ces stages permettent le développement des compétences linguistiques mais éveillent aussi à l'interculturalité;
- la connaissance de soi : pour les lycéens en 1ère, sont proposées 4 demi-journées sur le thème "inventer son avenir". Il s'agit ici de leur apporter quelques outils de discernement et de choix pour passer d'une vision idéale à un projet réaliste.

3. L'accompagnement post-bac : les élèves entrant en classes préparatoires, issus de milieux modestes, bénéficient d'un accompagnement tout au long de l'année. L'objectif est d'amortir le choc pédagogique et culturel et de débloquer des difficultés scolaires. Cet accompagnement est individualisé. Des places d'internat sont également mises à la disposition des élèves.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires.

Public(s) cible(s) :
371 lycéens issus des lycées :

Louise Michel à Bobigny (93)
Albert Schweitzer - Le Raincy (93)
Saint-Exupéry, Louis Pasteur et Edouard Branly - Créteil (94)
Bougainville - Brie-Comte-Robert (77)
La Plaine de Neauphle à Trappes (78)
Lycée de Marly-le-Roi (78)

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE
- YVELINES
- SEINE SAINT DENIS
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	115 271,00	20,19%
Services extérieurs	32 932,00	5,77%
Autres services extérieurs	166 735,00	29,20%
charges de personnels	234 158,00	41,01%
Locaux, matériel technique et sécurité	21 944,00	3,84%
Total	571 040,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	40 000,00	7,00%
CGET Politique de la ville	283 600,00	49,66%
Ministère Education Nationale	42 800,00	7,50%
Conseil Départemental Yvelines	30 000,00	5,25%
Conseil Départemental Seine-et-Marne	10 000,00	1,75%
Conseil Départemental Seine-St-Denis	15 000,00	2,63%
Conseil Départemental Val-de-Marne	15 000,00	2,63%
AgroParisTech	134 640,00	23,58%
Total	571 040,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	40 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	40 500,00 €
2013	Ouverture sociale	46 640,00 €
2013	Soutien à la diffusion des usages et services des établissements d'enseignement supérieur et à la numérisation des contenus (Investissement)	453 444,16 €
2013	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Fonctionnement)	8 811,37 €
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	27 000,00 €
2014	Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	102 200,00 €
2014	Ouverture sociale	46 640,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	20 250,00 €
2015	Ouverture sociale	38 000,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	10 000,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	2 400,00 €
	Montant total	333 630,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014286

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : ECOLE POLYTECHNIQUE - DISPOSITIF OUVERTURE SOCIALE-CORDEES DE LA REUSSITE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ouverture sociale - Cordées de la réussite	103 000,00 €	27,86 %	28 700,00 €
	Montant Total de la subvention		28 700,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-65738-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ECOLE POLYTECHNIQUE
Adresse administrative : ROUTE DE SACLAY
91128 PALAISEAU CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National d'Enseignement
Représentant : Monsieur Frank PACARD, Directeur Général Adjoint pour l'Enseignement

N° SIRET : 19911568400011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Ouverture sociale - Cordées de la réussite
Rapport Cadre : CR96-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 2 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Favoriser l'accès aux filières d'excellence de lycéens prometteurs mais défavorisés, afin de contribuer activement à une plus grande mixité sociale.

L'Ecole Polytechnique, signataire de la Charte pour l'égalité des chances du 17 janvier 2005, s'est engagée dans un programme de suivi de lycéens "Une grande école, pourquoi pas moi ?". Ce programme a pour objet d'introduire une plus grande équité sociale dans l'accès aux formations d'excellence, de lutter contre les obstacles territoriaux, culturels et psychologiques qui conduisent des jeunes issus de milieux défavorisés à écarter d'office les études longues.

Description :
Chaque année 30 lycéens de seconde intègrent pour 3 ans ce programme. Ils sont issus de trois lycées partenaires de l'Ecole Polytechnique : le lycée l'Essouriau aux Ulis, le lycée Albert Einstein à Sainte-

Geneviève-des-Bois et le lycée Doisneau à Corbeil-Essonnes.

Ces lycéens viennent tous les mercredis sur le campus de Saclay pour participer à une séance de tutorat menée par des élèves polytechniciens.

Il s'agit de leur faire acquérir les méthodes et le capital socio-culturel nécessaires à la poursuite d'études ambitieuses qui font l'objet d'une transmission extra-scolaire. Le programme vise non seulement à développer l'ouverture d'esprit, l'aisance verbale, le sens des responsabilités mais aussi à transmettre une meilleure connaissance des filières d'enseignement et une meilleure compréhension du monde de l'entreprise. Ce parcours permet de bâtir une passerelle entre des quartiers sensibles et un grand établissement d'enseignement et de recherche.

Moyens mis en œuvre :
Dans chaque lycée un ou deux référents (professeurs ou CPE) accompagnent les élèves dans leur progression et les suivent tout au long de leur implication. Ils sont aussi les tuteurs des stagiaires polytechniciens présents dans le lycée.

Dans le cadre de leur formation civile de première année, 6 stagiaires polytechniciens s'engagent en effet au sein des lycées et du programme. Ils sont répartis dans les 3 lycées partenaires avec pour mission d'assurer le relais entre les permanents du programme et les lycées, de suivre les lycéens, de s'impliquer dans les activités proposées et de renforcer les équipes pédagogiques des lycées partenaires de l'opération.

25 tuteurs polytechniciens assurent chaque mercredi les séances de tutorat à destination des lycéens. Ils s'engagent sur une année scolaire à accompagner le même groupe et proposent un programme original d'ateliers.

Des intervenants réguliers viennent proposer des ateliers sur des thématiques diverses : expression, langues, théâtre... Des intervenants plus ponctuels sont aussi impliqués dans le programmment notamment pour les présentations métiers du mercredi et les sorties culturelles.

Chaque lycéen s'engage à venir à l'Ecole Polytechnique chaque mercredi durant trois ans pour s'impliquer dans les séances de tutorat conçues par des élèves polytechniciens de 2ème année. Sont également proposées de nombreuses activités durant les vacances scolaires, certains week-ends et parfois en soirée.

Ateliers d'expression : deux comédiens professionnels animent des ateliers sous forme de stages pendant les vacances scolaires afin de développer l'aisance à l'oral et la confiance en soi des lycéens.

Ouverture culturelle : opéra, musique classique, musique du monde, théâtre contemporain et classique, visites de musées, d'exposition.

Découverte de métiers et des filières : actions ponctuelles d'entretiens de l'excellence, visites de laboratoires, un séminaire de découverte, rencontre dans une ville de province d'étudiants d'écoles et d'université (filières ingénieur, médicale, commerciale, sciences humaines...), tous les mercredis présentations métiers par des professionnels.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires.

Public(s) cible(s) :
60 lycéens issus de 7 lycées d'Ile-de-France :
- Robert Doisneau à Corbeil-Essonnes (91),
- Albert Einstein à Sainte-Geneviève-des-Bois (91),
- Saint-Exupéry - Mantes-la-Jolie (78),

- Marcel Pagnol - Athis-Mons (91),
- Georges Brassens - Courcouronnes (91),
- L'Essouriau - les Ulis (91),
- J.B. Corot - Savigny-sur-Orge (91)

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (services et fournitures)	4 000,00	3,88%
Autres services extérieurs (honoraires, publications, déplacements)	51 700,00	50,19%
Charges de personnels (rémunérations et charges)	47 000,00	45,63%
Assurances	300,00	0,29%
Total	103 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	28 700,00	27,86%
Préfecture CGET	27 000,00	26,21%
Rectorat de Versailles	6 000,00	5,83%
Fondation Polytechnique	10 000,00	9,71%
Ecole Polytechnique	31 300,00	30,39%
Total	103 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	28 700,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	29 250,00 €
2013	Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	195 129,07 €
2013	Insertion professionnelle des doctorants	12 500,00 €
2013	Ouverture sociale	35 000,00 €
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	15 750,00 €
2014	Insertion professionnelle des doctorants	11 000,00 €
2014	Ouverture sociale	35 000,00 €
2014	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	39 559,99 €
2014	SESAME	250 000,00 €
2014	Soutien aux structures d'aide à la maturation de projets innovants -	21 000,00 €

	Fonctionnement	
2014	Soutien aux structures d'aide à la maturation de projets innovants - Investissement	60 000,00 €
2014	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Investissement)	1 000 000,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	13 500,00 €
2015	Ouverture sociale	28 700,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	2 000,00 €
2015	Soutien aux structures d'aide à la maturation de projets innovants - Fonctionnement	100 000,00 €
2016	Soutien aux structures d'aide à la maturation de projets innovants - Fonctionnement	88 000,00 €
	Montant total	1 843 459,99 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014292

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : ENS ECOLE NORMALE SUPERIEURE - DISPOSITIF OUVERTURE SOCIALE - CORDEES DE LA REUSSITE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ouverture sociale - Cordées de la réussite	94 600,00 €	33,06 %	31 274,76 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-65738-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ENS ECOLE NORMALE SUPERIEURE
Adresse administrative : 45 RUE D'ULM
75230 PARIS 05 CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique
Représentant : Madame MONIQUE CANTO-SPERBER, Directrice

N° SIRET : 19753459700012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Ouverture sociale - Cordées de la réussite
Rapport Cadre : CR96-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 2 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le programme TALENS, élaboré par l'Ecole Normale Supérieure de Paris, a comme objectif de permettre à des lycéens de préparer leur entrée dans l'enseignement supérieur grâce à un accompagnement par un tuteur normalien.

Il s'agit de les amener à se projeter dans le supérieur et à contrer l'autocensure dont ils peuvent faire preuve en les préparant à entrer dans des études longues et/ou sélectives.

Description :
1. Un campus d'été d'une semaine en août, afin de préparer les lycéens à l'entrée en 1ère. Les lycéens suivent deux matières correspondant à leur filière. Ils gagnent en autonomie et acquièrent des méthodes de travail qu'ils mettront à profit au lycée comme dans l'enseignement supérieur. Ce campus crée aussi des liens de confiance entre les élèves et les tuteurs pour s'assurer du bon déroulé du tutorat au cours

des deux années de 1ère et terminale.

2. Tutorat sur deux années (1ère et terminale), en petit groupe (7-8 lycéens par tuteur). Une séance toutes les deux semaines, complétée par des travaux dans un Environnement Numérique de Travail. Les lycéens travaillent sur l'une des thématiques pluridisciplinaires proposées par les tuteurs ; ils acquièrent ainsi des méthodes de travail du supérieur et améliorent leur assimilation des programmes du lycée. Quelques sorties culturelles, liées aux thématiques, complètent ce dispositif.

Sont ainsi proposées :
- des séances de tutorat;
- E-learning et suivi des élèves,
- sorties culturelles;
- participation à la rencontre "les rendez-vous de l'orientation";
- la formation des tuteurs, élèves normaliens.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires.

Public(s) cible(s) :
323 élèves de première et terminale issus des lycées :

Lycées partenaires :
- Colbert, Turgot, Paul Valéry, Maurice Ravel à Paris (75)
- Henri Wallon et Le Corbusier à Aubervilliers (93)
- Jean Vilar à Meaux (77)
- J.J. Rousseau à Sarcelles (95)
- Saint-Exupéry à Mantes-la-Jolie (78)
- Olympe de Gouges à Noisy-le-Sec (93)

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Programme CAMPUS	44 700,00	36,94%
Programme TUTORAT	49 900,00	41,24%
Fonctionnement général structure	26 400,00	21,82%
Total	121 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	40 000,00	33,06%
ENS	31 000,00	25,62%
Préfecture CGET PARIS	25 000,00	20,66%
Ministère Enseignement Supérieur et Recherche	15 000,00	12,40%
Fondation Carla Bruni	10 000,00	8,26%
Total	121 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	40 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	40 500,00 €
2013	Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	102 200,00 €
2013	Manifestations scientifiques hors DIM	10 220,00 €
2013	Ouverture sociale	50 000,00 €
2013	SESAME	177 000,00 €
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	29 250,00 €
2014	Manifestations scientifiques hors DIM	10 000,00 €
2014	Ouverture sociale	50 000,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	21 600,00 €
2015	Ouverture sociale	41 000,00 €
	Montant total	531 770,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014270

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : ASSOCIATION GROUPE ESSEC - DISPOSITIF OUVERTURE SOCIALE -CORDEES DE LA REUSSITE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ouverture sociale - Cordées de la réussite	399 000,00 €	10,03 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION GROUPE ESSEC
Adresse administrative : AV BERNARD HIRSCH BP 105
95021 CERGY PONTOISE CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Pierre TAPIE, Directeur Général

Date de publication au JO : 24 juin 2011

N° SIRET : 77566395800046

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Ouverture sociale - Cordées de la réussite
Rapport Cadre : CR96-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 2 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le programme d'égalité des chances "Une grande école : pourquoi pas moi ?", basé sur du tutorat-étudiant, permet à des jeunes de milieu populaire, volontaires et au potentiel scolaire clairement identifié par leurs enseignants, de mieux connaître les possibilités et le fonctionnement de l'enseignement supérieur, de développer les compétences qui y sont attendues et de se construire un projet d'études supérieures de leur choix et à la hauteur de leur potentiel.

Description :
Le fil conducteur est le tutorat-étudiant. Chaque semaine, les élèves retrouvent leurs tuteurs, étudiants volontaires et bénévoles de l'ESSEC - 2 étudiants pour 8 à 10 élèves - pour une séance de tutorat de 3 heures où ils décodent l'actualité, développent leur culture générale, apprennent à défendre leur point de

vue et à écouter celui des autres.

Les jeunes tutorés bénéficient aussi de sorties culturelles régulières ainsi que d'ateliers spécialisés (pendant les vacances scolaires) de mise en situation d'entretien, d'expression théâtrale, aide à l'orientation, intervention d'associations étudiantes (négociations, plaidoirie, radio, étudiants internationaux...). Enfin, des visites d'entreprise ou d'établissement d'enseignement supérieur.

Un certain nombre d'entre eux visent une école d'ingénieurs ou de management et font le choix de la prépa. Pour faciliter leur intégration en classe préparatoire aux grandes écoles (CPGE), ils sont invités à suivre le Campus d'été CAP PREPA, semaine de décodage et d'entraînement intensif à la vie en prépa.

Un suivi postbac est également assuré, en lien avec l'association Ahmed et Adèle, qui fédère les 1.700 anciens bénéficiaires des programmes d'égalité des chances de l'ESSEC.

Moyens mis en œuvre :
Sont ainsi proposés dans le cadre de ce programme :
- 1 week-end de formation pour les étudiants tuteurs et des réunions mensuelles,
- 770 heures de tutorat (21 groupes),
- 92 heures d'ateliers d'expression,
- 20 sorties culturelles + 1 journée dans la région de Caen (grande guerre),
- 3 heures d'atelier "finances et pédagogie",
- des simulations d'entretiens avec un jury de professionnels (cadres d'entreprises),
- 1 participation aux entretiens de l'excellence,
- 1 concours d'éloquence,
- des rencontres avec les familles,
- des conférences ouvertes à tous.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires.

Public(s) cible(s) :
265 élèves issus de 9 lycées :
- Evarist Galois - Sartrouville (78),
- Louise Michel - Bobigny (93)
- Georges Braque - Argenteuil (95),
- A. Kastler, Galilée et Jules Verne - Cergy (95),
- Simone de Beauveau - Garges (95),
- Ed. Rostand - Saint-ouen-l'Aumone (95),
- J.J. Rousseau - Sarcelles (95)

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestation pédagogiques	21 000,00	5,26%
Transports des élèves	70 000,00	17,54%
Sorties culturelles, séminaires vacances	27 000,00	6,77%
Formation et suivi des tuteurs et référents	8 000,00	2,01%
Accueil familles, évèvements, journée des cordées	12 000,00	3,01%
Matériel pédagogqiue, goodies	2 000,00	0,50%
Communication, web	5 000,00	1,25%
Frais déplacement/suivi partenariats	3 000,00	0,75%
Rémunération des personnels	150 000,00	37,59%
Charges salariales	75 000,00	18,80%
Autres charges de gestion courante	26 000,00	6,52%
Total	399 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	40 000,00	10,03%
ESSEC	69 000,00	17,29%
Conseil Départemental Val d'Oise	40 000,00	10,03%
Commune de Drancy (93)	80 000,00	20,05%
Préfecture Val d'Oise CGET	60 000,00	15,04%
Rectorat de Versailles	10 000,00	2,51%
Entreprises et fondations	100 000,00	25,06%
Total	399 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	40 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	9 000,00 €
2013	Aides régionales aux apprentis des CFA franciliens	3 996,00 €
2013	Ouverture sociale	35 000,00 €
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	4 500,00 €
2014	Manifestations scientifiques hors DIM	6 000,00 €
2014	Ouverture sociale	35 000,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	3 150,00 €
2015	Ouverture sociale	28 700,00 €
	Montant total	121 350,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014725

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : CENTRALE EGALITE DES CHANCES ECOLE CENTRALESUPELEC - DISPOSITIF OUVERTURE SOCIALE - CORDEES DE LA REUSSITE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ouverture sociale - Cordées de la réussite	60 450,00 €	8,60 %	5 200,00 €
	Montant Total de la subvention		5 200,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CENTRALE EGALITE DES CHANCES
Adresse administrative : GRANDE VOIE DES VIGNES
92290 CHATENAY-MALABRY
Statut Juridique :
Représentant : Madame ANDREA MOURELO, Présidente

N° SIRET : 78872222100017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Ouverture sociale - Cordées de la réussite
Rapport Cadre : CR96-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 2 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Centrale Egalité des Chances, créée par des étudiants de l'Ecole centrale, est une association loi 1901 d'intérêt général qui a pour mission :
- d'aider et accompagner des lycéens défavorisés vers les études supérieures,
- éviter toute forme d'autocensure,
- favoriser l'ouverture sur le monde, la culture et les sciences.

Description :
La participation des lycéens au programme de Centrale Egalité des Chances se fait sur la base du volontariat. Les tuteurs encadrants sont bénévoles.
L'association oriente son action autour de trois grands axes :
1. Le tutorat : les lycéens bénéficient d'une séance de tutorat d'environ deux heures toutes les deux semaines. Elle s'articule autour d'activités variées sur la culture, les sciences et l'actualité,

2. Les sorties : plusieurs fois dans l'année, les lycéens bénéficient gratuitement de sorties culturelles (théâtres, musées, leux de citoyenneté...),
3. 6 projets sont proposés : séjour linguistique sur le thème du journalisme, stage d'acclimatation à la prépa, voyage dans une grande capitale européenne, stage d'art-cessible, stage de découverte du théâtre et de l'expression scénique et programme de correspondances épistolaires internationales.

Deux grands événements sont également organisés à destination des tutorés : journée des cordées et journée de clôture.

Moyens mis en œuvre :
Cordée Michelin : 150 élèves
Lycée Charles Péguy, Bobigny (93),
Lycée Charles Péguy, Paris (75)
Lycée H. Matisse, Montreuil (93),
Lycée J. Jaurès, Montreuil (93).

Cordée Le Moigne : Lycée J. Monod, Clamart (92). 46 élèves

Cordée Open : 87 élèves
Lycée E. Mounier, Châtenay-Malabry (92),
Lycée J. Jaurès, Châtenay-Malabry (92),
Lycée Montesquieu, Le-Plessis-Robinson (92).

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire.

Public(s) cible(s) :
283 lycéens issus des lycées :
- J. Monod - Clamart (92),
- Ch. Péguy - Paris (75);
- Ch. Péguy - Bobigny (93),
- H. Matisse - Montreuil (93),
- Jean Jaurès - Montreuil (93),
- Jean Jaurès - Châtenay-Malabry (92),
- Montesquieu - Plessis-Robinson (92)

Localisation géographique :
- CHATENAY-MALABRY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Tutorat	1 000,00	1,65%
Sorties	2 000,00	3,31%
Frais de fonctionnement Association CEC	1 500,00	2,48%
Journée de rentrée	1 000,00	1,65%
Journée des Cordées	1 100,00	1,82%
Journée de Clôture	1 100,00	1,82%
Projet Stage théâtre	2 500,00	4,14%
Projet Art-cessible	2 500,00	4,14%
Projet Focus Europe	19 000,00	31,43%
Projet Good Morning London	18 750,00	31,02%
Projet Centrale Prépa	10 000,00	16,54%
Total	60 450,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	5 200,00	8,60%
CGET Préfecture Hauts-de-Seine	27 000,00	44,67%
Rectorat de Versailles	4 000,00	6,62%
Crowdfunding Focus Europe	2 500,00	4,14%
Mécénat privé	3 000,00	4,96%
Participation lycéens	10 660,00	17,63%
Participation Tuteurs	1 965,00	3,25%
Evènement Campus (bar spé)	125,00	0,21%
Fonds propres	6 000,00	9,93%
Total	60 450,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	5 200,00 €

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 12/10/2016
- Date de réception en préfecture: 12/10/2016

DELIBERATION N° CP 16-494

DU 12 OCTOBRE 2016

LUTTE CONTRE LE DECROCHAGE SCOLAIRE
« PROJETS – REUSSITE POUR TOUS »
DEUXIEME AFFECTATION 2016

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 adoptant le schéma régional de la formation tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 06-08 du 27 juin 2008 relative à la mise en œuvre du schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ; Rapport-cadre ;

VU La délibération n° CR 84-11 du 29 septembre 2011 relative aux actions « Agir pour la réussite des élèves » ;

VU La délibération n° CR 01-12 du 17 février 2012 relative aux « Lycées municipaux de la ville de Paris. Application des politiques régionales d'aides aux lycéens ;

VU La délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéens et prorogeant le schéma des formations ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 82-16 du 19 mai 2016 relative à la lutte contre le décrochage scolaire ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2016 ;

VU L'avis de la Commission des finances ;

VU L'avis de la Commission de l'éducation ;

VU Le rapport CP 16-494 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article unique

Décide de participer, au titre du dispositif « Réussite pour tous », au financement des projets détaillés en annexe 2 de la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **359 502 €**.

Affecte une autorisation d'engagement de **359 502 €**, disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-005 « Schéma des formations », (128005), action « Réussite des élèves » (12800501) du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif présenté en annexe n° 1.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-494	Budget	2016

Chapitre	**932 - Enseignement**
Code fonctionnel	**28 - Autres services periscolaires et annexes**
Programme	**128005 - Schéma des formations**
Action	**12800501 - Réussite des élèves**

Dispositif : N° 00000228 - Projet-Réussite pour tous

Dossier	EX012318 - LPO EDOUARD BRANLY CRETEIL (94) - PROJET N°545 - RESCOLARISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R18527 - LPO EDOUARD BRANLY CRETEIL			
Localisation	LYT EDOUARD BRANLY (CRETEIL)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 800,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 800,00 €	TTC	100 %	4 800,00 €	

Dossier	EX012588 - LPO BLAISE CENDRARS SEVRAN (93) - PROJET N° 453 - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES -REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R19063 - LPO BLAISE CENDRARS SEVRAN			
Localisation	LYP BLAISE CENDRARS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 675,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 675,00 €	TTC	86,97 %	6 675,00 €	

Dossier	EX012596 - LPO LANGEVIN WALLON CHAMPIGNY SUR MARNE (94) - PROJET N°546 - RESCOLARISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3530 - LPO LANGEVIN WALLON CHAMPIGNY SUR MARNE			
Localisation	LYP LANGEVIN WALLON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 200,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 200,00 €	TTC	100 %	4 200,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-494	Budget	2016

Dossier	EX012631 - LPO LOUIS JOUVET TAVERNY (95) - PROJET N°549 - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES- REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3404 - LPO LOUIS JOUVET TAVERNY			
Localisation	LYP LOUIS JOUVET			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 644,00 €	TTC	79,73 %	4 500,00 €	

Dossier	EX012642 - LP LYC METIER JEAN BAPTISTE CLEMENT GAGNY (93) - PROJET N° 2 - RESCOLARISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3636 - LP LYC METIER JEAN BAPTISTE CLEMENT GAGNY			
Localisation	LP JEAN BAPTISTE CLEMENT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 558,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 395,00 €	TTC	63,09 %	6 558,00 €	

Dossier	EX012644 - LP ALFRED COSTES BOBIGNY (93) - PROJET N° 22 - RESCOLARISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3625 - LP ALFRED COSTES BOBIGNY			
Localisation	LP ALFRED COSTES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 283,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
12 700,00 €	TTC	80,97 %	10 283,00 €	

Dossier	EX012651 - LP LYC METIER GOURDOU-LESEURRE SAINT-MAUR-DES-FOSSES (94) - PROJET N°484 - RESCOLARISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3511 - LP LYC METIER GOURDOU-LESEURRE SAINT MAUR DES FOSSES			
Localisation	LP GOURDOU-LESEURRE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 897,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 675,00 €	TTC	78,83 %	2 897,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-494	Budget	2016

Dossier	EX012679 - LP SIMONE WEIL PANTIN (93) - PROJET n° 438 "RESCOLARISATION - MLDS FOQUALE DU DISTRICT 5" - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3656 - LP SIMONE WEIL PANTIN			
Localisation	LP SIMONE WEIL (PANTIN)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
12 000,00 €	TTC	100 %	12 000,00 €	

Dossier	EX012682 - LYCEE POLYVALENT CAMILLE PISSARRO PONTOISE (95) - PROJET N°548 - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3397 - LYCEE POLYVALENT CAMILE PISSARRO			
Localisation	LYP CAMILLE PISSARRO			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 600,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 040,00 €	TTC	94,53 %	7 600,00 €	

Dossier	EX013136 - LGT JEAN RENOIR BONDY (93) - PROJET N° 465 -RESCOLARISATION-MLDS - DISPOSITIF REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3627 - LGT JEAN RENOIR BONDY			
Localisation	LYP JEAN RENOIR			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	14 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
14 000,00 €	TTC	100 %	14 000,00 €	

Dossier	EX013148 - LP PIERRE MENDES-FRANCE RIS ORANGIS (91) - PROJET N°44 - MAITRISE DE LA LANGUE - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3549 - LP PIERRE MENDES-FRANCE RIS ORANGIS			
Localisation	LP PIERRE MENDES-FRANCE RIS-O			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 816,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 816,00 €	TTC	100 %	3 816,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-494	Budget	2016

Dossier	EX013155 - LP FREDERIC BARTHOLDI SAINT DENIS (93) - PROJET N° 12 - RESCOLARISTION MLDS - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3662 - LP FREDERIC BARTHOLDI SAINT DENIS			
Localisation	LP FREDERIC BARTHOLDI			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	16 950,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
16 950,00 €	TTC	100 %	16 950,00 €	

Dossier	EX013257 - LPO RENE DESCARTES CHAMPS SUR MARNE (77) - PROJET N°328 - RESCOLARISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R15359 - LPO RENE DESCARTES CHAMPS SUR MARNE			
Localisation	LYP RENE DESCARTES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 200,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
11 200,00 €	TTC	91,07 %	10 200,00 €	

Dossier	EX013258 - LPO RENE DESCARTES CHAMPS SUR MARNE (77) - PROJET N°451 - RESCOLARISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R15359 - LPO RENE DESCARTES CHAMPS SUR MARNE			
Localisation	LYP RENE DESCARTES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 360,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 360,00 €	TTC	100 %	7 360,00 €	

Dossier	EX013266 - LPO LYC METIER MARX DORMOY CHAMPIGNY SUR MARNE (94) - PROJET N°230 - VALORISATION DE LA VOIE PROFESSIONNELLE - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3528 - LPO LYC METIER MARX DORMOY CHAMPIGNY SUR MARNE			
Localisation	LYP MARX DORMOY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 636,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 636,00 €	TTC	100 %	4 636,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-494	Budget	2016

Dossier	EX013317 - LPO LYC METIER LEONARD DE VINCI MELUN (77) - PROJET 402 - ORIENTATION - REUSSITE POUR TOUS				
Bénéficiaire	R3273 - LPO LYC METIER LEONARD DE VINCI MELUN				
Localisation	LYT LEONARD DE VINCI (MELUN)				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	4 000,00 €			Code nature	657351
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 000,00 €	TTC		66,67 %	4 000,00 €	

Dossier	EX013322 - LGT JEAN MOULIN TORCY (77) - PROJET N° 470 - RESCOLARISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS				
Bénéficiaire	R3287 - LGT JEAN MOULIN TORCY				
Localisation	LYP JEAN MOULIN (TORCY)				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	5 000,00 €			Code nature	657351
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 950,00 €	TTC		71,94 %	5 000,00 €	

Dossier	EX013363 - LPO PAUL BERT MAISONS ALFORT (94) - PROJET N° 562 - VALORISATION DE LA VOIE PROFESSIONNELLE - REUSSITE POUR TOUS				
Bénéficiaire	R3487 - LPO PAUL BERT MAISONS ALFORT				
Localisation	LP PAUL BERT (MAISONS-ALFORT)				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	4 700,00 €			Code nature	657351
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 700,00 €	TTC		100 %	4 700,00 €	

Dossier	EX013373 - LPO LYC METIER ETIENNE BEZOUT NEMOURS (77) - PROJET N°404 - ORIENTATION - REUSSITE POUR TOUS				
Bénéficiaire	R3704 - LPO LYC METIER ETIENNE BEZOUT NEMOURS				
Localisation	LYP ETIENNE BEZOUT				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	2 250,00 €			Code nature	657351
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 250,00 €	TTC		69,23 %	2 250,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-494	Budget	2016

Dossier	EX013505 - LPO GERARD DE NERVAL NOISIEL (77) - PROJET N° 507 - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3268 - LPO GERARD DE NERVAL NOISIEL			
Localisation	LYP GERARD DE NERVAL (NOISIEL)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 696,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 696,00 €	TTC	100 %	3 696,00 €	

Dossier	EX013506 - LPO ANTOINE DE SAINT EXUPERY CRETEIL (94) - PROJET N°457 - MAITRISE DE LA LANGUE - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3521 - LPO ANTOINE DE SAINT EXUPERY CRETEIL			
Localisation	LYP A DE SAINT EXUPERY CRETEIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 900,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 900,00 €	TTC	100 %	8 900,00 €	

Dossier	EX013547 - LPO EVARISTE GALOIS NOISY LE GRAND (93) - PROJET N°146 - ORIENTATION - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R18858 - LPO EVARISTE GALOIS NOISY LE GRAND			
Localisation	LYP EVARISTE GALOIS - NOISYLGD			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 500,00 €	TTC	100 %	4 500,00 €	

Dossier	EX013581 - LPO LYC METIER LES PANNEVELLES PROVINS (77) - PROJET N°339 - RESCOLARISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3282 - LPO LYC METIER LES PANNEVELLES PROVINS			
Localisation	LYT LES PANNEVELLES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 520,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 520,00 €	TTC	100 %	2 520,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-494	Budget	2016

Dossier	EX013620 - LP LYC METIER JEAN BAPTISTE CLEMENT GAGNY (93) - PROJET N°551 - VALORISATION DE LA VOIE PROFESSIONNELLE - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3636 - LP LYC METIER JEAN BAPTISTE CLEMENT GAGNY			
Localisation	LP JEAN BAPTISTE CLEMENT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 360,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 990,00 €	TTC	39,4 %	2 360,00 €	

Dossier	EX013626 - LYCEE LOUISE MICHEL EPINAY SUR SEINE (93) - PROJET N° 556 - RESCOLARISATION-MLDS - DISPOSITIF REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3634 - LP LYC METIER LOUISE MICHEL EPINAY SUR SEINE			
Localisation	LP LOUISE MICHEL (EPINAY S/S)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 850,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 830,00 €	TTC	85,65 %	5 850,00 €	

Dossier	EX013643 - LP LYC METIER JACQUES PREVERT COMBS LA VILLE (77) - PROJET N° 509 - VALORISATION DE LA VOIE PROFESSIONNELLE - REUSSITE DES ELEVES			
Bénéficiaire	R3256 - LP LYC METIER JACQUES PREVERT COMBS LA VILLE			
Localisation	LP JACQUES PREVERT (COMBS LV)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 520,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 720,00 €	TTC	74,58 %	3 520,00 €	

Dossier	EX013647 - LPO LYC METIER FRANCOIS MANSART SAINT-MAUR-DES-FOSSES (94) - PROJET N°511 - VALORISATION DE LA VOIE PROFESSIONNELLE - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3496 - LPO LYC METIER FRANCOIS MANSART ST MAUR DES FOSSES			
Localisation	LYT FRANCOIS MANSART (ST-MAUR)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 946,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 186,00 €	TTC	89,02 %	1 946,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-494	Budget	2016

Dossier	EX013651 - LPO GUTENBERG CRETEIL (94) - PROJET N°282 - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R19129 - LPO GUTENBERG CRETEIL			
Localisation	LYP GUTENBERG			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 960,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 600,00 €	TTC	82,22 %	2 960,00 €	

Dossier	EX013659 - LP LYC METIER MARIE LAURENCIN PARIS 10EME- PROJET N° 464 - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - DISPOSITIF REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3431 - LP LYC METIER MARIE LAURENCIN PARIS 10EME			
Localisation	LP MARIE LAURENCIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 500,00 €	TTC	100 %	4 500,00 €	

Dossier	EX013673 - LPO LOUIS ARMAND NOGENT SUR MARNE (94) - PROJET N°461 - VALORISATION DE LA VOIE PROFESSIONNELLE - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3490 - LPO LOUIS ARMAND NOGENT SUR MARNE			
Localisation	LYP LOUIS ARMAND (NOGENT S/M)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 913,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 070,00 €	TTC	92,42 %	1 913,00 €	

Dossier	EX013674 - LPO LYC METIER FRANCOIS RABELAIS DUGNY (93) - PROJET N°554 - VALORISATION DE LA VOIE PROFESSIONNELLE - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3632 - LPO LYC METIER FRANCOIS RABELAIS DUGNY			
Localisation	LYP FRANCOIS RABELAIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 860,00 €	TTC	72,89 %	5 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-494	Budget	2016

Dossier	EX013675 - LP LYC METIER LOUIS BLERIOT SURESNES (92) - PROJET N° 433 - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION ES CODES - DISPOSITIF REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3608 - LP LYC METIER LOUIS BLERIOT SURESNES			
Localisation	LP LOUIS BLERIOT (SURESNES)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 400,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 400,00 €	TTC	100 %	6 400,00 €	

Dossier	EX013678 - EREA EDITH PIAF PARIS 20EME - PROJET N° 450 - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - DISPOSITIF REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3698 - EREA EDITH PIAF PARIS 20EME			
Localisation	EREA EDITH PIAF			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 150,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 150,00 €	TTC	100 %	3 150,00 €	

Dossier	EX013681 - LP GABRIEL PERI CHAMPIGNY SUR MARNE (94) - PROJET N°483 - MAITRISE DE LA LANGUE - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3529 - LP GABRIEL PERI CHAMPIGNY SUR MARNE			
Localisation	LP GABRIEL PERI			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 768,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 461,00 €	TTC	79,98 %	2 768,00 €	

Dossier	EX013684 - LPO LYC METIER EUGENE HENAFF BAGNOLET (93) - PROJET 452 - ORIENTATION - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3623 - LPO LYC METIER EUGENE HENAFF BAGNOLET			
Localisation	LYP EUGENE HENAFF			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 425,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 425,00 €	TTC	100 %	5 425,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-494	Budget	2016

Dossier	EX013692 - LPO BROSSOLETTE LE KREMLIN BICETRE (94) - PROJET N°561 - RESCOLARISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3234 - LPO BROSSOLETTE LE KREMLIN BICETRE			
Localisation	LYT BROSSOLETTE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 730,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 730,00 €	TTC	100 %	3 730,00 €	

Dossier	EX013704 - LPO LYC METIER ANDRE MALRAUX MONTEREAU FAULT YONNE (77) -PROJET N° 547 - RESCOLARISATION MLDS - REUSSITE DES ELEVES			
Bénéficiaire	R18497 - LPO LYC METIER ANDRE MALRAUX MONTEREAU FAULT YONNE			
Localisation	LYP ANDRE MALRAUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 600,00 €	TTC	76,92 %	2 000,00 €	

Dossier	EX013705 - LGT VOILLAUME AULNAY SOUS BOIS (93) - PROJET N°555 - VALORISATION DE LA VOIE PROFESSIONNELLE - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3620 - LGT VOILLAUME AULNAY SOUS BOIS			
Localisation	LP VOILLAUME INDUSTRIEL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 263,00 €	TTC	66,56 %	5 500,00 €	

Dossier	EX013707 - LGT JACQUES FEYDER EPINAY SUR SEINE (93) - PROJET N°560 - MAITRISE DE LA LANGUE - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3633 - LGT JACQUES FEYDER EPINAY SUR SEINE			
Localisation	LYP JACQUES FEYDER			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 180,00 €	TTC	67,24 %	5 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-494	Budget	2016

Dossier	EX013718 - LP AUGUSTE PERDONNET THORIGNY SUR MARNE (77) - PROJET N° 550 - RESCOLARISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3285 - LP AUGUSTE PERDONNET THORIGNY SUR MARNE			
Localisation	LP AUGUSTE PERDONNET			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	9 115,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
11 055,00 €	TTC	82,45 %	9 115,00 €	

Dossier	EX013721 - LPO LYC METIER ETIENNE BEZOUT NEMOURS (77) - PROJET N° 331 - RESCOLARISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3704 - LPO LYC METIER ETIENNE BEZOUT NEMOURS			
Localisation	LYP ETIENNE BEZOUT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 281,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
9 937,00 €	TTC	83,34 %	8 281,00 €	

Dossier	EX013726 - LGT JOLIOT CURIE NANTERRE (92) - PROJET N°347 - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3592 - LGT JOLIOT CURIE NANTERRE			
Localisation	LYP JOLIOT CURIE (NANTERRE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 181,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 181,00 €	TTC	100 %	5 181,00 €	

Dossier	EX013728 - LGT MICHELET VANVES (92) - PROJET N°384 - ORIENTATION - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3609 - LGT MICHELET VANVES			
Localisation	LYP MICHELET (VANVES)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 000,00 €	TTC	40 %	2 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-494	Budget	2016

Dossier	EX013733 - LPO MARGUERITE YOURCENAR MORANGIS (91) - PROJET N°82 - MAITRISE DE LA LANGUE - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R15365 - LPO MARGUERITE YOURCENAR MORANGIS			
Localisation	LYP MARGUERITE YOURCENAR			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 773,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 910,00 €	TTC	83,55 %	5 773,00 €	

Dossier	EX013734 - LPO LEON BLUM CRETEIL (94) - PROJET N°300 - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3522 - LPO LEON BLUM CRETEIL			
Localisation	LYP LEON BLUM			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 300,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 300,00 €	TTC	100 %	3 300,00 €	

Dossier	EX013740 - LPO ANTOINE DE SAINT EXUPERY CRETEIL (94) - PROJET N°434 - RESCOLARISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3521 - LPO ANTOINE DE SAINT EXUPERY CRETEIL			
Localisation	LYP A DE SAINT EXUPERY CRETEIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 047,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
20 429,00 €	TTC	54,08 %	11 047,00 €	

Dossier	EX013741 - LPO LYC METIER FRANCOIS MANSART ST MAUR DES FOSSES (94) - PROJET N° 553 - VALORISATION DE LA VOIE PROFESSIONNELLE - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3496 - LPO LYC METIER FRANCOIS MANSART ST MAUR DES FOSSES			
Localisation	LYT FRANCOIS MANSART (ST-MAUR)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 731,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 731,00 €	TTC	100 %	2 731,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-494	Budget	2016

Dossier	EX013746 - LP AUGUSTE PERRET EVRY (91) - PROJET N°558 - RESCOLARISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R15795 - LP AUGUSTE PERRET EVRY			
Localisation	LP AUGUSTE PERRET (EVRY)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 375,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 780,00 €	TTC	31,31 %	3 375,00 €	

Dossier	EX013760 - LYCEE PROFESSIONNEL RENE CASSIN PARIS 16EME - PROJET N°559 - RESCOLARISATION MDLS - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	P0030721 - LYCEE PROFESSIONNEL RENE CASSIN PARIS			
Localisation	LP RENE CASSIN (PARIS)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 500,00 €	TTC	100 %	7 500,00 €	

Dossier	EX013762 - LP LYC METIER GOURDOU-LESEURRE SAINT MAUR DES FOSSES (94) - PROJET N°428 - VALORISATION DE LA VOIE PROFESSIONNELLE - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3511 - LP LYC METIER GOURDOU-LESEURRE SAINT MAUR DES FOSSES			
Localisation	LP GOURDOU-LESEURRE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 440,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 440,00 €	TTC	100 %	1 440,00 €	

Dossier	EX013763 - LGT PIERRE DE COUBERTIN MEAUX (77) - PROJET N° 373 - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R18495 - LGT PIERRE DE COUBERTIN MEAUX			
Localisation	LYT PIERRE DE COUBERTIN MEAUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	9 093,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
14 087,00 €	TTC	64,55 %	9 093,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-494	Budget	2016

Dossier	EX013764 - LP PIERRE DE COUBERTIN MEAUX (77) - PROJET N° 435 - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R18495 - LGT PIERRE DE COUBERTIN MEAUX			
Localisation	LP PIERRE DE COUBERTIN (MEAUX)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 368,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 294,00 €	TTC	59,88 %	4 368,00 €	

Dossier	EX013859 - LPO BLAISE PASCAL VILLEMOMBLE (93) - PROJET N° 516 - RESCOLARISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3757 - LPO BLAISE PASCAL VILLEMOMBLE			
Localisation	LYP BLAISE PASCAL VILLEMOMBLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 425,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 425,00 €	TTC	100 %	5 425,00 €	

Dossier	EX013933 - LGT HENRI MOISSAN MEAUX CEDEX (77) - PROJET N° 510 - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3270 - LGT HENRI MOISSAN MEAUX CEDEX			
Localisation	LYP HENRI MOISSAN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 600,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
17 472,00 €	TTC	43,5 %	7 600,00 €	

Dossier	EX013940 - LP ARISTIDE BRIAND LE BLANC MESNIL (93) - PROJET N° 557 - VALORISATION DE LA VOIE PROFESSIONNELLE - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3641 - LP ARISTIDE BRIAND LE BLANC MESNIL			
Localisation	LP ARISTIDE BRIAND			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 950,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 200,00 €	TTC	68,75 %	4 950,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-494	Budget	2016

Dossier	EX014167 - LPO CLEMENT ADER TOURNAN EN BRIE (77) -PROJET N° 512 - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3289 - LPO CLEMENT ADER TOURNAN EN BRIE			
Localisation	LYP CLEMENT ADER -TOURNAN EN B			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 160,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 600,00 €	TTC	60 %	2 160,00 €	

Dossier	EX014216 - LGT GUILLAUME APOLLINAIRE THIAIS (94) - PROJET N° 143 - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES			
Bénéficiaire	R3500 - LGT GUILLAUME APOLLINAIRE THIAIS			
Localisation	LYP GUILLAUME APOLLINAIRE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 500,00 €	TTC	100 %	4 500,00 €	

Dossier	EX014332 - LGT CLAUDE BERNARD PARIS (16EME) - PROJET N° 112 - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - DISPOSITIF REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3386 - LGT CLAUDE BERNARD PARIS 16EME			
Localisation	LYP CLAUDE BERNARD (PARIS 16)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 160,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 160,00 €	TTC	100 %	6 160,00 €	

Dossier	EX014362 - LPO LYC METIER FLORA TRISTAN MONTEREAU FAULT YONNE (77) - PROJET N°458 - VALORISATION DE LA FILIERE			
Bénéficiaire	R3279 - LPO LYC METIER FLORA TRISTAN MONTEREAU FAULT YONNE			
Localisation	LYP FLORA TRISTAN (MONTEREAU)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 777,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 338,00 €	TTC	92,35 %	6 777,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-494	Budget	2016

Dossier	EX014511 - LPO LYC METIER ROBERT DOISNEAU CORBEIL ESSONNES (91) - PROJET N°563 - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITIONS DES CODES			
Bénéficiaire	R3703 - LPO LYC METIER ROBERT DOISNEAU CORBEIL ESSONNES			
Localisation	LYP ROBERT DOISNEAU			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	32 280,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
32 280,00 €	TTC	100 %	32 280,00 €	

Dossier	16014356 - INSTITUTION SAINTE-MARIE A ANTONY (92) - PROJET N°552 - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3042 - LGT PR SAINTE MARIE ANTONY			
Localisation	LCM SAINTE MARIE (ANTONY)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 883,00 €		Code nature	65741
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 883,00 €	TTC	100 %	1 883,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000228 - Projet-Réussite pour tous	359 502,00 €

Total sur l'imputation 932 - 28 - 128005 - 12800501	359 502,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX012318

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : LPO EDOUARD BRANLY CRETEIL (94) - PROJET N°545 - RESCOLARISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	4 800,00 €	100,00 %	4 800,00 €
	Montant Total de la subvention		4 800,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO EDOUARD BRANLY CRETEIL
Adresse administrative : 33 RUE DU PETIT BOIS
94000 CRETEIL
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Philippe GIACOBBI, Proviseur

N° SIRET : 19941018400014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 3 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- mieux maîtriser son parcours à travers l'expression de soi et la confrontation à son propre regard et au regard des autres ;
- regagner la confiance en soi à travers la réalisation d'un travail collectif ;
- informer et guider les élèves pour soutenir la prise de décision sur leurs projets d'avenir et de formation ;
- développer les habiletés sociales (coopération, engagement) et les compétences personnelles (réflexion, autonomie) de l'élève.

Description :
A la télévision, sur les ordinateurs, sur leur téléphone portable, la vidéo est un élément ordinaire du quotidien de la plupart des jeunes. Elle intervient comme un flux permanent d'images qui impriment leur imaginaire et façonnent leur représentation du monde. L'impact de ces images sur les jeunes est immense et pourtant ils ignorent souvent leur origine, leurs intentions et leurs effets.
Pour pallier cette méconnaissance, le projet "remobilisation scolaire grâce à un atelier de vidéo

participative" place les jeunes au cœur de la production d'images à la fois comme auteur, réalisateur et acteur.
De ce fait, l'usage de la vidéo comme outil pédagogique a plusieurs avantages : il est facile d'accès pour éviter l'abandon, il est ludique pour motiver l'intérêt, et il est participatif pour favoriser l'implication.
Cet outil est particulièrement adapté à un public de jeunes participant à un atelier de remobilisation après une expérience de décrochage scolaire.
En effet, raconter une histoire c'est exister. C'est une façon de se réapproprier sa trajectoire, de lui redonner une cohérence quand elle a été rompue, de lui redonner une valeur quand on s'est senti exclu.
C'est aussi raconter une histoire à quelqu'un d'autre qui l'accueille et la valide car l'estime de soi se construit dans le rapport à l'autre. Ensemble, ces histoires représentent plus que des anecdotes, elles sont des témoignages qui relatent un vécu et revendiquent des aspirations.
Le but de cette action de remobilisation est de les scolariser en cours d'année, l'année suivante ou de le leur permettre d'intégrer un parcours d'insertion (alternance...).

Moyens mis en œuvre :
Semaine 1 / Présentation et construction du groupe : présentation de soi et interview croisées ;
élaboration d'une charte commune sur la base des règles et attentes du groupe.
Semaine 2/ Connaissance de soi et de son entourage : cerner sa personnalité ; confrontation de perceptions (personnelle, pairs, famille).
Semaine 3 / Connaissance de soi et de la société : différenciation des facteurs personnels et environnementaux ; activité caméra : communication et médias.
Semaine 4 / Parcours scolaire : représentation imagée du parcours scolaire ; discussions.
Semaine 5 / Parcours scolaire : réfléchir sur la relation à l'autorité (visionnage extraits du film "entre les murs") ; comprendre la transmission du savoir (activité caméra: la relation professeurs/élèves).
Semaine 6 / Gestion de crises : comprendre les mécanismes du stress ; échelle d'évaluation du stress; visionnage du film "un lycée sous tension" et activité caméra.
Semaine 7 / Les conduites à risques : activité caméra : qu'est-ce qui change à l'adolescence ?
Semaine 8 /La relation aux adultes : activité caméra : qu'est-ce qu'on n'arrive pas à dire aux adultes?
Semaine 9 / Préparation film1 : écriture.
Semaine 10 / tournage film1 : court métrage sur le thème de la scolarité.
Semaine 11 / Orientation professionnelle : notion d'avenir et de choix ; outils d'aide à la décision et proto langage sur l'avenir.
Semaine 12 / Orientation professionnelle : les voies professionnelles ; interview d'un professionnel et exposé d'un métier.
Semaine 13 / Citoyenneté : portraits d'hommes et de femmes qui ont changé l'histoire ; élaboration d'un message pour les générations futures.
Semaine 14 / Citoyenneté - Activité tribunal : (jury, défense, procureur et mise en scène de thèmes de société)
Semaine 15 / Préparation film2 : thème de société ; écriture.
Semaine 16 / Tournage film2.
La réalisation d'un reportage intégrant chaque étape de l'atelier et les réalisations vidéo écrites et filmées par les jeunes.
La projection auprès de l'équipe éducative : professeurs du groupe, chef d'établissement, CIO.
La projection auprès des jeunes de la prochaine promotion et des professionnels concernés.

Public(s) cible(s) :
20 élèves de plus de 16 ans issus des classes de 3ème, du second cycle professionnel, général et technologique repérés dans le cadre des entretiens de situation de rentrée et tout au long de l'année, sans affectation, décrochés du système scolaire, sans qualification ni diplôme.

Localisation géographique :
- LYT EDOUARD BRANLY (CRETEIL)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant ICE Production 56h*75€	4 800,00	100,00%
Total	4 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016-2017	4 800,00	100,00%
Total	4 800,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	4 800,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	7 341,00 €
2013	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	14 800,00 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	428 519,00 €
2013	Ecolycées franciliens	1 500,00 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	77 350,00 €
2013	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	46 370,75 €
2013	Travaux de maintenance	37 500,00 €
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 335,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	57 827,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	18 428,00 €
2014	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	-7 160,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	0,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	435 772,00 €
2014	Ecolycées franciliens	5 000,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	146 206,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	41 432,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	10 384,00 €
2014	Travaux de maintenance	5 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 824,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	33 746,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	18 395,00 €

2015	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	4 843,20 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	1 400,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	461 825,00 €
2015	Ecolycées franciliens	3 000,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	99 270,46 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	44 097,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	15 000,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	10 325,00 €
2015	Travaux de maintenance	79 100,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 332,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	43 135,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	19 395,00 €
2016	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	-1 483,17 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	315 323,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	3 063,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	27 761,60 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	7 000,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	3 650,00 €
2016	Travaux de maintenance	48 000,00 €
	Montant total	2 111 006,84 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX012588

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : LPO BLAISE CENDRARS SEVRAN (93) - PROJET N° 453 - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES -REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	7 675,00 €	86,97 %	6 675,00 €
	Montant Total de la subvention		6 675,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO BLAISE CENDRARS SEVRAN
Adresse administrative : 12 AVENUE LEON JOUHAUX
93270 SEVRAN
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Nathalie GUILLIEN, Proviseure

N° SIRET : 19932048200011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 9 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Les élèves accueillis au sein de la MLDS ont souvent décroché du système scolaire et sont en rupture avec l'école. Ils manquent d'assiduité, viennent sans leurs affaires. Les relations avec les enseignants sont souvent difficiles ; ils ont du mal à accepter les contraintes, à respecter les règles. Ils manquent de confiance en eux et en leurs capacités. Les objectifs de ce projet sont donc multiples. Il s'agit de remobiliser les élèves en travaillant sur l'image et l'estime de soi et permettre aux élèves de se réconcilier avec l'école et de reprendre un parcours de formation. Le projet vise également à créer une dynamique de groupe et ainsi favoriser les apprentissages et améliorer le relationnel avec l'adulte.

Description :
Atelier d'écriture :
Un moment spécial pour prendre carnet et stylo, explorer la force des mots et de l'imaginaire, trouver un autre rythme, dans une société dominée par l'image, faire l'expérience d'un autre rapport au monde et aux autre. L'atelier d'écriture aura une double dynamique : individuelle, car chacun se retrouvera à un

moment donné confronté à sa propre page blanche, mais aussi collective, à travers des échanges avant l'écriture, un partage et des retours sur les textes écrits. L'accent sera mis sur l'écriture théâtrale, qui a l'avantage de se situer à la limite entre l'écrit et l'oralité, ce qui permet de faciliter un déblocage face à l'écrit, souvent associé à des exigences scolaires, de libérer la parole et l'invention. Imaginer oralement pouvant être un premier pas vers l'écriture. L'objectif de l'atelier sera de se servir de la force de mobilisation de la fiction, et de sa force de cohésion dans un groupe, pour amener les élèves à échanger, à inventer ensemble, à se sentir impliqués dans un collectif (même si la composition du groupe sera instable), à évoluer au fil des séances dans le sens d'une plus grande confiance en soi et ses moyens d'expression.
Atelier vidéo :
L'épanouissement, la construction de soi et la découverte de l'univers du cinéma sont privilégiés.
Au cours de ces exercices, les jeunes prendront progressivement une place au sein du groupe et développeront leurs capacités artistiques ou techniques selon leurs talents.
Favoriser l'apprentissage de la citoyenneté :
C'est à dire être à l'initiative de projets, être acteur dans l'élaboration de règles propres au tournage, mais également respecter les règles du vivre ensemble.
La construction de soi passe par l'autre et par le groupe.
Bénéficier d'apports théoriques : pour apprendre à s'exprimer avec une caméra, il faut comprendre le langage des images en éduquant le regard et en découvrant les différents codes audiovisuels (prise de vue, cadrage, montage…).
Acquérir des les compétences techniques.

Moyens mis en œuvre :
Le projet mobilise :
- la coordonnatrice conseil MLDS qui porte le projet et en assure l'organisation,
- l'équipe pédagogique,
- la direction du lycée pour l'appui logistique et matériel,
- 2 intervenants extérieurs qui animeront les ateliers.

Public(s) cible(s) :
Les caractéristiques du public cible sont les suivantes : élèves du pôle « remobilisation longue », une des actions de la MLDS menée sur le Lycée Blaise Cendrars de SEVRAN, visant à raccrocher des élèves décrocheurs par de la remise à niveau et des activités innovantes.

Le jeunes ciblés ont plus 16 ans, sans poursuite d'étude à l'issue du collège ou ayant interrompu leurs études au cours du second cycle général, technologique ou professionnel. L'action devrait toucher une vingtaine d'élèves, une attention sera portée sur la mixité du groupe.

Localisation géographique :
- LYP BLAISE CENDRARS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Atelier écriture intervenant extérieur (30h*75€)	2 250,00	29,32%
Atelier désirothèque-Brèves de Métiers (59h*75€)	4 425,00	57,65%
Location matériel vidéo	400,00	5,21%
Montage vidéo	600,00	7,82%
Total	7 675,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	6 675,00	86,97%
Rectorat (MLDS)	1 000,00	13,03%
Total	7 675,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	6 675,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la gratuité des manuels scolaires	31 529,00 €
2013	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	13 943,00 €
2013	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	4 617,00 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	244 125,00 €
2013	Ecolycées franciliens	3 000,00 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	306 786,00 €
2013	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	25 931,00 €
2013	Mesures de sécurité dans les lycées	30 000,00 €
2013	Projet Lycée, innovation éducative	1 890,00 €
2013	Travaux de maintenance	285 000,00 €
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	21 198,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	17 040,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	7 196,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	3 110,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	1 550,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	203 598,00 €
2014	Ecolycées franciliens	2 000,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	299 448,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	20 656,00 €
2014	Mesures de sécurité dans les lycées	30 000,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	3 000,00 €
2014	Travaux de maintenance	205 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	8 508,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	32 314,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	4 609,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	1 980,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	208 039,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	18 275,00 €

2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	21 218,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	3 000,00 €
2015	Travaux de maintenance	40 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	10 188,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	19 818,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 049,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	171 378,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	18 566,40 €
2016	Travaux de maintenance	20 000,00 €
	Montant total	2 082 809,40 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX012596

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : LPO LANGEVIN WALLON CHAMPIGNY SUR MARNE (94) - PROJET N°546 - RESCOLARISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	4 200,00 €	100,00 %	4 200,00 €
	Montant Total de la subvention		4 200,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO LANGEVIN WALLON CHAMPIGNY SUR MARNE
Adresse administrative : 126 AVENUE ROGER SALENGRO
94500 CHAMPIGNY SUR MARNE
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Catherine KAPFER, Proviseure

N° SIRET : 19940113400010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 6 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- mieux maîtriser son parcours à travers l'expression de soi et la confrontation à son propre regard et au regard des autres ;
- regagner confiance en soi grâce à de nouvelles techniques d'acquisition et la réalisation d'un travail collectif ;
- informer et guider les élèves pour soutenir la prise de décision sur leurs projets d'avenir et de formation ;
- développer les habiletés sociales : coopération, engagement et les compétences personnelles : réflexion, autonomie de l'élève ;
- faire baisser le nombre de décrocheurs.

Description :
Dans le cadre de son activité d'animation en milieu scolaire, I.C.E. Production, pour ce projet de remoblisation, privilégie le support vidéo comme outil plus accessible, participatif et largement diffusable.

Les élèves sont placés au cœur de la production d'images à la fois comme auteur, réalisateur et acteur. Grâce au soutien d'une équipe pluridisciplinaire, les élèves sont accompagnés dans la mise en récit et en image de leur propre trajectoire pour mieux l'accepter et en maîtriser le cours.

Dans cet atelier de vidéo participative, les élèves réaliseront un reportage intégrant chaque étape de l'atelier et les réalisations vidéo écrites et filmées par les jeunes. Le reportage sera projeté auprès de l'équipe éducative (professeurs du groupe, chef d'établissement, CIO, MLDS).

Moyens mis en œuvre :
Déroulement et contenu de l'atelier :
L'atelier débutera en novembre 2016 et se terminera en mai 2017.
Les séances de l'atelier seront organisées autour des thèmes suivants :
- construction du groupe,
- connaissance de soi,
- parcours scolaire,
- gestion de crise,
- orientation professionnelle,
- citoyenneté,
- écriture et tournage des courts métrages.

Public(s) cible(s) :
20 élèves de plus de 16 ans, sans poursuite de scolarité à l'issue de classe de 3ème, de 2nde générale ou professionnelle, n'ayant pas eu d'affectation à la rentrée scolaire et souhaitant une réorientation.

Localisation géographique :
- LYP LANGEVIN WALLON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant ICE Productions 56h*75€	4 200,00	100,00%
Total	4 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016-2017	4 200,00	100,00%
Total	4 200,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	4 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la gratuité des manuels scolaires	20 459,00 €
2013	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	32 325,00 €
2013	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	17 092,00 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	357 967,00 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	59 507,00 €
2013	Financement de places en formation continue pour les formations Aide Soignant et/ou Auxiliaire Puériculture	140 000,00 €
2013	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	48 234,00 €
2013	Travaux de maintenance	17 500,00 €
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 038,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	57 532,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	8 933,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	344 832,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	74 987,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	56 080,00 €
2014	Mesures de sécurité dans les lycées	15 000,00 €
2014	Travaux de maintenance	86 400,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	19 257,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	34 479,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	564,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	6 775,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	341 620,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	32 000,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	57 947,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	30 800,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	1 125,00 €
2015	Travaux de maintenance	202 700,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	8 820,00 €
2016	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	35,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	87 523,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	5 717,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	208 744,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	49 164,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	2 000,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	1 125,00 €
2016	Travaux de maintenance	94 300,00 €
	Montant total	2 171 349,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX012631

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : LPO LOUIS JOUVET TAVERNY (95) - PROJET N°549 - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES- REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	5 644,00 €	79,73 %	4 500,00 €
	Montant Total de la subvention		4 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO LOUIS JOUVET TAVERNY
Adresse administrative : 26 RUE DE SAINT-PRIX
95150 TAVERNY
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Sophie CHURLET, Proviseure

N° SIRET : 19951763200014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 2 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 2 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Remobilisation dans le cadre d'un processus de formation :
- aborder l'école et l'apprentissage avec un nouveau regard ;
- remobiliser les élèves en voie de décrochage autour de différents travaux : travail sur la confiance et l'estime de soi ; gestion des émotions ; remise en cause de ses propres représentation sur l'école ;
- suivre et aider les élèves à gagner en motivation.

Le LPO Louis Jouvet compte presque 1400 élèves et accueille un public très varié. Les plus importantes difficultés sont vécues par les équipes enseignantes au sein des voies professionnelles avec une souffrance tant du côté de certains élèves que de certains enseignants. Un certain nombre d'élèves ont été repérés dans le cadre du Groupe de Prévention du Décrochage Scolaire en grand décrochage scolaire posant des difficultés d'accompagnement. Une phase de remobilisation est nécessaire. Il s'agit de poursuivre un accompagnement en interne mais sous d'autres modalités. L'objectif est de permettre à ces élèves de continuer leur cursus et de les maintenir sous un statut scolaire, ou d'envisager un parcours de formation dans le cadre d'un suivi Mission locale ou en apprentissage .

Description :
Ce dispositif intitulé "Escale" se déroule en plusieurs sessions d'une durée de 3 à 5 semaines pendant lesquels les élèves rencontrent des adultes de l'établissement et des partenaires extérieurs afin de se recentrer sur le sens de l'investissement scolaire et du cadre qu'implique le statut d'élève et d'apprenant. Une équipe d'enseignants se porte volontaire pour participer à ce projet aux cotés des CPE, COP, ... sous la supervision du chef d'établissement. Le contenu de ce dispositif porte sur la contruction et l'évaluation du projet scolaire voire professionnel, un travail sur l'estime de soi et la gestion des émotions. Sont aussi proposés une autre approche concernant les matières fondamentales que sont le français et les mathématiques, les savoir-être grâce à la pratique sportive, l'intervention de la Mission Locale de Taverny concernant les techniques de recherche de stage et la connaissance de la formation professionnelle, une activité artistique, des partenariats avec les services de la mairie et des intervenants extérieurs en groupe ou en individuel pour élaborer et co-construire, autour de la parole et la discussion. L'idée est de créer une nouvelle relation entre ces élèves et les adultes de l'établissement qui fasse sens pour l'élève. Le travail portera en grande partie sur l'image de soi, la restauration de la confiance en soi et la gestion des émotions. Ce dispositif n'accueillera qu'un groupe restreint (de 6 à 12 élèves). Les emplois du temps sont aménagés pour chaque élève en fonction de son projet et de sa problématique personnels. La participation à L'Escale nécessite naturellement l'adhésion de la famille.

Moyens mis en œuvre :
Une partie de l'équipe enseignante, éducative et d'encadrement participe à ce projet. Ils sont rémunérés en heures supplémentaires d'enseignement soit sur le budget du lycée, soit dans le cadre de la MLDS.
Des intervenants extérieurs sont sollicités pour ouvrir le dispositif et proposer d'autres modes d'apprentissage ou de remédiation. Un partenariat est mis en place avec la mairie et la Mission Locale de Taverny. D'autres intervenants sont sollicités : coach, sophrologue... L'ingénierie de formation est assurée par une psychosociologue spécialisée dans les problématiques adolescentes. La MLDS accompagne le projet.

Public(s) cible(s) :
Sont ciblés les lycéens en rupture avec leur scolarité, avec l'autorité et l'Institution sous toutes ses formes : élèves absentéistes, élèves présentant des comportements violents ou inadaptés, élèves en grande difficulté d'apprentissage (notamment les redoublants de 2nde générale et technologique). Tous les élèves pour qui un enseignement "traditionnel" ne fait plus sens, pour qui le rapport à l'enseignement est souvent perçu dans l'affrontement et pour lesquels doit être inventée une pédagogique du détour individualisée.

Localisation géographique :
- LYP LOUIS JOUVET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant extérieur - atelier remobilisation élève (30h*75€)	2 250,00	39,87%
Intervenant extérieur - séances sophrologie groupe (35h*50€)	1 750,00	31,01%
Intervenant extérieur - accompagnement equipe éducative (40h*41.10€)	1 644,00	29,13%
Total	5 644,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016-2017	4 500,00	79,73%
Participation de l'établissement	1 144,00	20,27%
Total	5 644,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	4 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la gratuité des manuels scolaires	24 872,00 €
2013	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	97,00 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	332 067,00 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	58 302,00 €
2013	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	23 495,00 €
2013	Travaux de maintenance	25 000,00 €
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	31 450,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	52 200,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	277 656,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	78 879,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	23 486,00 €
2014	Travaux de maintenance	50 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 258,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	95 554,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	9 827,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	275 545,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	52 042,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	24 647,00 €
2015	Travaux de maintenance	50 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	16 940,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	26 164,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 285,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	204 838,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	19 068,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	15 000,00 €
2016	Travaux de maintenance	35 000,00 €
	Montant total	1 483 605,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX012642

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : LP LYC METIER JEAN BAPTISTE CLEMENT GAGNY (93) - PROJET N° 2 - RESCOLARISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	10 395,00 €	63,09 %	6 558,00 €
	Montant Total de la subvention		6 558,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP LYC METIER JEAN BAPTISTE CLEMENT GAGNY
Adresse administrative : 25 RUE DES TROIS NOYERS 93220 GAGNY
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Gilles CAPS, Proviseur

N° SIRET : 19931233100010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 7 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Dispositif Nouvelles Chances Second Cap, mis en place par le Rectorat de Créteil qui vise à resocialiser et rescolariser des jeunes en rupture, souvent sous mesure éducative ou judiciaire et qui ne sont plus sous l'obligation scolaire (âgés de 16 à 18 ans).

Description :
La structure dont la capacité d'accueil est de 15 élèves est située « hors les murs » au 50 rue Aristide Briand 93220 Gagny et rattachée administrativement au lycée professionnel Jean-Baptiste Clément de Gagny. Pour candidater, les collèges ou les lycées complètent un dossier de demande d'admission (en ligne sur le site www.ia93.ac-creteil.fr/disporelais).

L'équipe pédagogique de Second Cap, constituée de personnels volontaires, élabore des projets visant à re-socialiser et re-scolariser ces jeunes en rupture.

Moyens mis en œuvre :
Pour réaliser notre projet, l'équipe se compose d'une enseignante/coordonnatrice, de deux enseignants et d'un assistant d'éducation, tous à temps plein sur la structure. Tous les membres de
l'équipe doivent être polyvalents, car tous assurent la gestion quotidienne de la structure, le lien avec les parents et/ou les éducateurs, l'orientation, les enseignements, la conduite de projets ou
d'activités, le suivi des anciens élèves. Il y a également une dotation horaire de six heures du lycée. Ce service est effectué par trois professeurs volontaires de disciplines différentes du lycée, à savoir
:le Français, l'Éducation Physique et Sportive, la Prévention Santé Environnement.
L'équipe de Second Cap comprend : la coordonnatrice et PLP lettres-anglais, un Professeur des Écoles et un PLP Lettres-histoire, une assistante d'éducation. Les enseignants assurant le complément de service sont : un PLP intervenant en Français , un enseignant d'Éducation Physique et Sportive, une PLP de Prévention Santé Environnement.
La structure fait appel à des intervenants extérieurs pour ce qui concerne les activités spécifiques à un certain nombre de projets: PSC1, citoyenneté, atelier musical, boxe éducative et HIP-HOP.

Public(s) cible(s) :
Les dispositifs Nouvelles chances accueillent des jeunes décrocheurs de 16 à 18 ans (scolarisés généralement en 3ème et en lycée, ou non-scolarisés). La durée de prise en charge est d'une année scolaire et l'objectif est la concrétisation d'un projet d'orientation.

Localisation géographique :
- LP JEAN BAPTISTE CLEMENT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Atelier Percussions 20h*75€	1 500,00	14,43%
Atelier Boxe éducative 20h*75€	1 500,00	14,43%
Atelier Hip-Hop 17h*75€	1 275,00	12,27%
Atelier Secourisme Croix Blanche 12h*60€	720,00	6,93%
APCEJ (procès reconstitué) 20h*75€	1 000,00	9,62%
Restitution finale (spectacle fin de projet)	650,00	6,25%
Sorties culturelles	500,00	4,81%
Fournitures et matériels d'enseignement	700,00	6,73%
Petits entretiens et petites réparations	1 000,00	9,62%
Téléphone et Internet	700,00	6,73%
Frais de réception, communication	500,00	4,81%
Abonnements et assurance	350,00	3,37%
Total	10 395,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016-2017	6 558,00	63,09%
Reliquat	3 837,00	36,91%
Total	10 395,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	6 558,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la gratuité des manuels scolaires	1 500,00 €
2013	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	2 695,00 €
2013	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	14 560,00 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	113 279,00 €
2013	Ecolycées franciliens	4 000,00 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	41 008,00 €
2013	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	30 314,00 €
2013	Travaux de maintenance	42 080,00 €
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 228,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	17 954,00 €
2014	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	5 400,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	101 459,00 €
2014	Ecolycées franciliens	2 500,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	28 816,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	26 719,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	6 226,00 €
2014	Travaux de maintenance	134 372,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 587,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	51 996,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	15 327,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	105 927,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	3 842,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	28 684,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	12 067,00 €
2015	Travaux de maintenance	121 628,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 509,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	17 193,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	15 196,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	76 226,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	59 050,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	22 947,20 €
2016	Travaux de maintenance	38 000,00 €
	Montant total	1 051 186,20 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX012644

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : LP ALFRED COSTES BOBIGNY (93) - PROJET N° 22 - RESCOLARISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	12 700,00 €	80,97 %	10 283,00 €
	Montant Total de la subvention		10 283,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP ALFRED COSTES BOBIGNY
Adresse administrative : 146 AVENUE HENRI BARBUSSE
93000 BOBIGNY
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Nicole OZERAY, Proviseure

N° SIRET : 19931198600012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 13 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 7 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Scolariser des élèves sortis du système éducatif. Construire un parcours de formation. Remettre à niveau les élèves et les orienter dans une filière qu'ils ont choisi.

Description :
Trait d'union est un dispositif académique Nouvelles Chances destiné à accueillir tout au long de l'année scolaire des élèves décrocheurs de 16 à 18 ans, issus de collèges ou de lycées. Le dispositif est rattaché au lycée Alfred Costes de Bobigny. Hors les murs, il est installé dans des locaux mis à disposition par la mairie de Bobigny. Les cours ont donc lieu sur deux sites. L'équipe se compose d'un enseignant coordonnateur, d'un professeur de mathématiques tous deux à temps plein (postes spécifiques), d'une professeur de lettres histoire géographie à temps partiel, d'un(e) assistant(e) d'éducation (30h hebdomadaires ; 0,75 ETP) et de trois enseignants (anglais, PSE et EPS) effectuant chacun 2h hebdomadaires dans le cadre dispositif.

Moyens mis en œuvre :
1. Remise à niveau en français, mathématiques, Prévention Santé Environnement, anglais, EPS, culture humaniste, compétences sociales et civiques. L'objectif est que les élèves puissent posséder le socle commun de connaissances et de compétences requis à la fin de la scolarité obligatoire.
2. Évaluations régulières pour situer les élèves et envisager un projet de formation adapté à leur niveau.
3. Pédagogie de projet : TUTV (trait d'union télé). Rattachée aux apprentissages scolaires dispensés à trait d'union, TUTV participe à la pédagogie de projet qui permet de générer des apprentissages à travers la réalisation d'une production concrète et lui donner davantage d'ampleur. En plus d'une diffusion au sein de l'établissement, une diffusion est souhaitable dans des administrations du département et pourquoi pas de la Région. C'est pourquoi il faut développer et renforcer le partenariat avec un rédacteur en chef de presse écrite, qui accompagnera les élèves dans un atelier d'écriture journalistique.
4. Arts plastiques : cet atelier met en évidence les carences empêchant ou parasitant les apprentissages, c'est le versant psychopédagogique de cette structure. Le retour fait par la thérapeute permet une médiation avec l'élève.
5. L' Atelier de Parole mené par l'association Arcréation participe à la prévention des souffrances psychiques et des conduites à risques liées l'adolescence.
6. La supervision permet à l'équipe enseignante d'analyser sa pratique pédagogique avec ce public difficile.
7. L'appui de l'équipe se concrétise également par la participation chaque année au congrès de l'INEPS, qui, en plus d'être un moment de formation, est l'occasion de tisser des liens avec des partenaires étrangers (américains et allemands).

Public(s) cible(s) :
Élèves de 16 à 18 ans ayant décroché du système scolaire, venant de l'ensemble du département de la Seine-Saint-Denis.Le niveau des élèves est hétérogène, certains travaillent sur le palier 1 du référentiel de compétences, alors que d'autres envisagent un passage en première pro.

Localisation géographique :
- LP ALFRED COSTES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Atelier journalistique (60h*50€)	3 000,00	23,62%
Art Création Psychologue (30h*50€)	1 500,00	11,81%
Psychologue (16h*75)	1 200,00	9,45%
Fournitures et consommables	2 540,00	20,00%
Materiel projet vidéo	2 000,00	15,75%
Congrès INEPS	1 000,00	7,87%
Frais de fonctionnement (téléphone - internet)	1 460,00	11,50%
Total	12 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Régionale 2016-2017	10 283,00	80,97%
Reliquat	2 417,00	19,03%
Total	12 700,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	10 283,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la gratuité des manuels scolaires	1 950,00 €
2013	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	32 394,00 €
2013	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	15 935,00 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	192 098,00 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	134 440,00 €
2013	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	25 367,00 €
2013	Mesures de sécurité dans les lycées	60 000,00 €
2013	Projet Lycée, innovation éducative	1 000,00 €
2013	Projet-Réussite pour tous	12 506,00 €
2013	Travaux de maintenance	83 914,00 €
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	812,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	25 612,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	18 078,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	800,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	149 215,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	136 777,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	26 233,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	4 396,67 €
2014	Travaux de maintenance	30 000,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	54 689,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	18 602,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	1 666,98 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	148 670,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	318 826,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	25 296,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	8 825,00 €
2015	Travaux de maintenance	45 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	399,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	24 938,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	17 035,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	106 757,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	22 227,20 €
2016	Travaux de maintenance	45 000,00 €
	Montant total	1 600 886,85 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX012651

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : LP LYC METIER GOURDOU-LESEURRE SAINT-MAUR-DES-FOSSES (94) - PROJET N°484 - RESCOLARISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	3 675,00 €	78,83 %	2 897,00 €
	Montant Total de la subvention		2 897,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP LYC METIER GOURDOU-LESEURRE SAINT MAUR DES FOSSES
Adresse administrative : 50/56 BOULEVARD DE CHAMPIGNY 94210 SAINT MAUR DES FOSSES
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Colette COURDES-BOURGEOIS, Proviseure

N° SIRET : 19940140700010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 7 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 7 avril 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- proposer aux élèves en voie de décrochage du district 3 une action de prévention ;
- éviter les ruptures scolaires ;
- créer un lien entre collège et lycée (passerelle partagée CLAB – de 16 ans et + de 16 ans) ;
- travailler en équipe autour d'un projet commun, construire ou renforcer des relations de convivialité entre élèves, valoriser la créativité et l'investissement de chacun pour les réconcilier avec l'école ;
- installer une relation confiante aux apprentissages et à l'école ;
- contribuer à une meilleure estime de soi ;
- développer l'ambition scolaire des élèves ;
- accéder à la persévérance scolaire ;
- associer les parents dans la réussite scolaire de leur enfant.

Description :
Cette action de remédiation intitulée "Remobiliser, Redémarrer, Réussir", menée l'année dernière et dont le bilan est positif, permettra de nouveau aux élèves de mener une réflexion sur leurs propres attentes, leurs points forts, de comprendre l'origine de leurs difficultés afin de mettre en place une stratégie de réussite.
Le constat : 25 % des élèves de – de 16 ans envoyés à la CLAB proviennent des collèges et 75% des élèves + de 16 ans envoyés à la CLAB proviennent des lycées professionnels.
L'objectif est une amélioration du taux de présence. Le nombre d'absence constaté est lié au type d'atelier.
Les ateliers nécessitant un investissement personnel (Philo/Ecriture, Arts Appliqués, Théâtre) ont eu un taux d'absence plus élevé que les autres ateliers. On note aussi une meilleure participation et plus d'investissement lorsque cela se déroule au sein de leur classe d'origine.

Les ateliers se dérouleront sur 2 sessions de 6 semaines.
1ère session de novembre à décembre 2016
2ème session de mars à avril 2017
1 demi-journée par semaine (en priorité le matin) pour l'atelier escalade et jeux de société (en alternance).
1 stage de vidéo participative sur 4 jours (22h) par session, soit 44 h.

Moyens mis en œuvre :
Déroulement des 4 ateliers proposés :
Atelier parentalité : reconnaître la place des parents en tant que premiers éducateurs de leurs enfants, renforcer le lien entre la famille et l'école. Offrir un lieu d'expression et d'échange aux parents souvent démunis face à l'absentéisme de leur enfant.
Jeux de l'esprit : favoriser la rigueur, le développement intellectuel, mais aussi la vie en société en respectant des règles.
EPS (escalade) : développer la persévérance devant l'effort physique et la difficulté, afin de favoriser la confiance en soi, la solidarité et l'entraide pour pouvoir aller plus loin ensemble.
Prévision d'une sortie en forêt de Fontainebleau au cours du mois de juin.
Atelier de vidéo : accompagner les élèves dans la mise en récits et en images de leur propre trajectoire pour mieux l'accepter et en maîtriser le cours. Placer les jeunes au cœur de la production d'images à la fois comme auteur, réalisateur et acteur.
Bilan et valorisation : restitution plénière avec l'ensemble des acteurs, la dernière semaine de l'action en soirée à partir de 17h30.

Public(s) cible(s) :
15 élèves de classes de Seconde général ou professionnelle et de 3ème prépa pro.

Localisation géographique :
- LP GOURDOU-LESEURRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant ICE Productions 45h*75€	3 375,00	91,84%
Frais d'activités de jeux	200,00	5,44%
Frais ateliers parentalité et valorisation de l'action	100,00	2,72%
Total	3 675,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016-2017	2 897,00	78,83%
Reliquat	778,00	21,17%
Total	3 675,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	2 897,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 805,00 €
2013	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	21 547,00 €
2013	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	8 169,00 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	122 917,00 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	12 200,00 €
2013	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	21 960,00 €
2013	Projet-Réussite pour tous	10 124,60 €
2013	Travaux de maintenance	63 100,00 €
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	1 425,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	13 483,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	5 342,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	107 748,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	39 600,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	23 650,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	4 115,00 €
2014	Travaux de maintenance	90 250,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	7 390,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	3 768,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	105 950,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	85 044,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	23 850,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	11 000,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	3 375,00 €
2015	Travaux de maintenance	106 600,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	234,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	32 404,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	13 602,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	75 184,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	9 000,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	19 800,00 €

2016	Projet-Réussite pour tous	4 613,00 €
2016	Travaux de maintenance	9 300,00 €
	Montant total	886 505,60 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX012679

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : LP SIMONE WEIL PANTIN (93) - PROJET N° 438 "RESCOLARISATION - MLDS FOQUALE DU DISTRICT 5" - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	12 000,00 €	100,00 %	12 000,00 €
	Montant Total de la subvention		12 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP SIMONE WEIL PANTIN
Adresse administrative : 121 AVENUE JEAN LOLIVE
93500 PANTIN
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Dominique VERDON, Proviseure

N° SIRET : 19930135900014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 15 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 3 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- repérage, accueil et accompagnement de 250 jeunes de plus de 16 ans, en décrochage scolaire, sortis sans diplôme d'un établissement scolaire, ni en emploi, ni en formation, ni accompagné par une mission locale ;
- permettre à chaque élève d'élaborer un projet de formation personnel et professionnel et/ou d'insertion ;
- permettre d'acquérir les compétences clés requises à l'insertion ;
- permettre d'élaborer un plan d'action réaliste à partir de son positionnement, d'accompagner l'élève dans une reprise ou poursuite de parcours de formation dans ou hors éducation nationale ;
- permettre aux jeunes d'obtenir un examen ou des certifications nécessaires à la réalisation de leur projet.

Description :
Un accueil individuel - conseil hebdomadaire (3 h / semaine sur une demi-journée identifiée) des élèves décrocheurs et des personnels ressources de l'éducation nationale référentes "décrochage scolaire" dans

les collèges et lycées sur le district :
- mise en place d'un tutorat ou suivi individualisé de chaque élève ;
- accueil de chaque élève sur un "Pôle Bilan Positionnement Elaboration de projet" pour un accompagnement de 1 à 10 semaines: 5 pôles bilan positionnement mis en oeuvre sur toute l'année scolaire sur 3 lycées du district : Alfred Costes à Bobigny, Lucie Aubrac et Simone Weil à Pantin ;
- accompagnement des élèves dans la recherche d'une solution parmi les possibles dans le département dont sur le district.
- Modules de remédiation au lycée Simone Weil à Pantin : permettre à l'élève d'acquérir un niveau scolaire et 1 ou (des) certification (s) nécessaire (s) à la réussite de son projet de reprise de formation.
- Modules insertion au lycée Lucie Aubrac (recherche de stage (s) pour validation du projet ou validation de PFMP, recherche d'entreprises pour signatures de contrats d'apprentissage ou de professionnalisation, constitution d'un porte
folio et d'un annuaire de ressources personnel).
- Modules de re-préparation au Bac professionnels industriels (8 filières) au lycée Alfred Costes à Bobigny.
- Modules de re-préparation au Bac professionnels tertaires au lycée Simone Weil à Pantin
- Modules de développement personnel : ateliers : Steel drum, Djemnbé, Théâtre et portrait (écriture-photo).

Moyens mis en œuvre :
Education nationale : sur le district: 2600 heures supplémentaires enseignants et 2000 euros de frais de fonctionnement
Des actions départementales d'accueil des élèves en re-préparation de bac et/ou en difficultés linguistiques sont également disponibles.

Public(s) cible(s) :
Elèves de plus de 16 ans (quelques exceptions pour les +de 15 ans ayant déjà effectué une classe de 3° ou issus d'une classe de 2de) sortant des établissements scolaires secondaires du district où ils étaient scolarisés l'année précédente ou domiciliés dans les villes de Bobigny, Pantin, Le Pré Saint-Gervais et Les Lilas et en rupture scolaire depuis un an maximum.

Localisation géographique :
- LP SIMONE WEIL (PANTIN)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Atelier Philarmonie de Paris (60h*75€)	4 500,00	37,50%
Atelier Djembé (40h*75€)	3 000,00	25,00%
Atelier Diptyque Théatre (20h*75€)	1 500,00	12,50%
Interventions et médiations culturelles AARMMI (20h*75€)	1 500,00	12,50%
Atelier découverte des métiers (20h*75€)	1 500,00	12,50%
Total	12 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016-2017	12 000,00	100,00%
Total	12 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	12 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	9 100,00 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	162 709,00 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	3 000,00 €
2013	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	25 806,00 €
2013	Mesures de sécurité dans les lycées	80 000,00 €
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 266,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	18 816,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	332,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	1 130,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	3 428,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	130 351,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	21 347,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	22 296,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	27 630,00 €
2014	Travaux de maintenance	18 902,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 949,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	19 393,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	5 669,00 €
2015	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	6 750,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	127 382,00 €
2015	Ecolycées franciliens	5 000,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	9 572,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	22 292,00 €

2015	Projet-Réussite pour tous	8 554,95 €
2015	Travaux de maintenance	30 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 397,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	36 582,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	126,00 €
2016	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	8 550,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	93 607,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	20 098,40 €
2016	Projet-Réussite pour tous	2 888,00 €
2016	Travaux de maintenance	75 901,00 €
	Montant total	864 084,35 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX012682

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : LYCEE POLYVALENT CAMILLE PISSARRO PONTOISE (95) - PROJET N°548 - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	8 040,00 €	94,53 %	7 600,00 €
	Montant Total de la subvention		7 600,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LYCEE POLYVALENT CAMILE PISSARRO
Adresse administrative : 1 RUE HENRI MATISSE
95303 CERGY PONTOISE CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Jean-Paul JOUAN, Proviseur

N° SIRET : 19950649400012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 2 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 10 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- remobiliser les élèves décrocheurs à partir d'actions menées par des enseignants de l'établissement, d'un comédien et d'une psychologue
- travailler sur l'estime de soi avec des élèves dont le rapport à l'école se distend progressivement.

Description :
Il s'agit de faire intervenir un comédien de la Compagnie WEYLAND (qui pratique un théâtre à visée thérapeutique et une psychologue formée aux groupes de parole.Ces ateliers pendront en charge une trentaine d'élèves de 1ère et terminale de septembre à décembre et une trentaine d'élèves de seconde de janvier à juin. Il y aura 2 ateliers d'une 1h30 par semaine. Les élèves seront repérés par les professeurs principaux et les conseillères principales d'éducation. En plus de ces ateliers à visée thérapeutique, une remédiation aura lieu avec des enseignants le mercredi après-midi. 3 heures de la dotation horaire globale sont réservées pour cette remédiation pour l'année scolaire 2016-2017.

Les ateliers auront lieu sur le temps scolaire 2 fois dans la semaine. Les élèves qui y assistent seront dispensés de l'accompagnement personnalisé traditionnel.

Moyens mis en œuvre :
Modalité de l'atelier théâtre :
- 30 minutes de relaxation au début chaque atelier ;
- pratique théâtrale, à partir de l'activité théâtre clown. Le théâtre clown donne une place à l'expression singulière de l'élève acteur. L'acteur improvise et témoigne de son rapport au monde.

Modalité du groupe de parole :
-partage d'une parole libre sur/depuis le vécu de chacun ;
-échanges dans un autre registre que celui du débat contradictoire ;
-expérimenter l'expression de soi aux autres ;
-développer une confiance en soi et des qualité d'écoute et d'expression.

Collaboration avec une association théâtrale et avec une psychothérapeute.
20 séances d'une heure trente sur l'année de théâtre ;
20 séances d'une heure trente de groupe de parole.

Intérêt régional :
Lutte contre le décrochage scolaire. Éviter que des jeunes sortent sans qualification du système scolaire

Public(s) cible(s) :
Elèves absentéistes de seconde, première et terminale générales, technologiques et professionnelles.

Localisation géographique :
- LYP CAMILLE PISSARRO

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Atelier théâtre - intervenant extérieur septembre à décembre (44h*80€)	3 520,00	43,78%
Atelier théâtre - intervenant extérieur janvier à juin (44h*80€)	3 520,00	43,78%
Conception et réalisation des supports vidéo	1 000,00	12,44%
Total	8 040,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016-2017	7 600,00	94,53%
Participation de l'établissement	440,00	5,47%
Total	8 040,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	7 600,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la gratuité des manuels scolaires	35 602,00 €
2013	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	6 666,00 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	384 688,77 €
2013	Ecolycées franciliens	3 000,00 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	64 911,00 €
2013	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	21 774,00 €
2013	Projet Lycée, innovation éducative	870,00 €
2013	Travaux de maintenance	63 000,00 €
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	12 236,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	61 500,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	12 982,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	1 700,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	311 907,00 €
2014	Ecolycées franciliens	7 000,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	59 936,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	20 007,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	33 134,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	129 844,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	12 140,00 €
2015	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	8 408,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	310 710,00 €
2015	Ecolycées franciliens	8 000,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	89 978,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	20 007,00 €
2015	Travaux de maintenance	15 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	13 421,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	39 840,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	12 413,00 €
2016	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	15 110,45 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	237 943,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	18 432,00 €
2016	Travaux de maintenance	77 000,00 €
	Montant total	1 719 908,22 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013136

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : LGT JEAN RENOIR BONDY (93) - PROJET N° 465 -RESCOLARISATION-MLDS - DISPOSITIF REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	14 000,00 €	100,00 %	14 000,00 €
	Montant Total de la subvention		14 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT JEAN RENOIR BONDY
Adresse administrative : 11 RUE FREMIN BP 133
93140 BONDY
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Saïd YACOUB, Proviseur

N° SIRET : 19930118500013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 15 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- lutter contre le décrochage scolaire par un travail sur l'estime de soi et le désir d'apprendre ;
- permettre aux jeunes de se projeter dans un désir d'avenir, de reprendre un parcours de formation et de valider un diplôme ou une certification ;
- lever les freins à l'insertion professionnelle en travaillant sur les codes de savoir-être : expression orale, présentation, hygiène ;
- proposer aux jeunes d'être partie prenante dans leur parcours professionnels mais aussi d'être acteurs de la société dans vie de citoyen ;
-permettre aux jeunes de découvrir des pratiques artistiques et de révéler des talents ou des compétences autres que scolaires ;
- favoriser les échanges et permettre aux équipes d'horizons différents, de travailler ensemble dans l'interdisciplinarité, de raisonner en logique de district autour de thématiques communes ;
- donner du sens au parcours et de l'appétence pour les actions tant du côté des élèves que pour les équipes.

Description :
Le district 7 accueille les jeunes sans solution scolaire dans les actions suivantes :
Actions de remobilisation : emploi du temps 18h à 20h par semaine
Objectif : permettre à l'élève de préparer son entrée en formation qualifiante soit en formation initiale, soit en apprentissage.
Modules souhaités sur chaque lieu d'action :
- lycée Jean RENOIR à Bondy, atelier Philo/théâtre et Brèves de métiers par Diptyque Théâtre.
- lycée Henri SELLIER à Livry Gargan, Brèves de métiers par Diptyque Théâtre, art oratoire par Soif Compagnie.
Pôle d'Accompagnement Vers l'Insertion professionnelle (PAVI)
Objectif : accompagner le jeune vers l'insertion professionnelle et l'apprentissage. Emploi du temps : 10h et accompagnement individuel privilégié :
- lycée Léo Lagrange à BONDY, le module souhaité est l'atelier de valorisation de l'image de soi par une Coach en image Sylvie Destruel
Action Booster : Service civique alterné : 2 jours à l'école (12h de cours) et 3 jours en mission de solidarité partenariat MLDS / Uniscité / Ville de Bondy
Objectifs : maintenir le lien scolaire, révéler ses talents et ses compétences dans des situations professionnelles et pour envisager une poursuite de parcours au Lycée Jean Renoir de Bondy;
Les élèves de Booster se grefferont sur les ateliers Philo Théâtre et Brèves de Métiers.
Le lycée Jean Renoir a été choisi pour porter le projet RPT de Foquale car il accueille le plus d'actions avec un intérêt manifeste pour les problématiques du décrochage et il porte historiquement les projets sur le district 7.

Moyens mis en œuvre :
La MLDS mobilise une équipe éducative et plurisdisciplinaire, professeurs, tuteurs rémunérée en HSE qui s'implique dans la finalité des projets.
Des réunions trimestrielles entre partenaires et équipes MLDS seront organisées pour assurer la coordination des projets.
Entre janvier et mars un parcours de découverte des CFA sera proposé aux jeunes : visite d'une douzaine de CFA

Public(s) cible(s) :
Ce sont des élèves de plus de 16 ans sans solution scolaire habitant le district, sortant des établissements ou emménageant, ayant effectué un entretien de situation (ES).

Localisation géographique :
- LYP JEAN RENOIR

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Atelier DIPTYQUE 68h*75€ lycée J. Renoir	5 100,00	36,43%
Atelier DIPTYQUE 59h*75€ Lycée H. Sellier)	4 425,00	31,61%
Atelier SOIF COMPAGNIE 9h*75€ Lycée H. Sellier	675,00	4,82%
Atelier DESTRUEL 24h75€ Lycée Léo Lagrange	1 800,00	12,86%
Location de matériel et montage des brèves	2 000,00	14,29%
Total	14 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016-2017	14 000,00	100,00%
Total	14 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	14 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la gratuité des manuels scolaires	29 352,00 €
2013	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	28 722,00 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	335 007,00 €
2013	Ecolycées franciliens	5 000,00 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	16 700,00 €
2013	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	21 680,00 €
2013	Travaux de maintenance	144 373,00 €
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 892,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	38 344,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	1 441,00 €
2014	Budget participatif des lycées	70 000,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	301 115,00 €
2014	Ecolycées franciliens	2 000,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	25 278,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	22 274,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	6 175,00 €
2014	Travaux de maintenance	224 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	13 358,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	61 100,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	2 800,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	262 646,00 €
2015	Ecolycées franciliens	3 500,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	11 955,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	22 711,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	17 965,00 €
2015	Travaux de maintenance	193 500,00 €

2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	42 718,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	222 319,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	2 968,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	18 168,80 €
2016	Travaux de maintenance	50 000,00 €
	Montant total	1 871 536,80 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013148

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : LP PIERRE MENDES-FRANCE RIS ORANGIS (91) - PROJET N°44 - MAITRISE DE LA LANGUE - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	3 816,00 €	100,00 %	3 816,00 €
	Montant Total de la subvention		3 816,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP PIERRE MENDES-FRANCE RIS ORANGIS
Adresse administrative : AVENUE DE L'AUNETTE
91130 RIS ORANGIS
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Marie-Hélène MERCIER, Proviseure

N° SIRET : 19911578300011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 17 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Il s'agit d'élèves en grande difficulté. Certains sont quasiment non francophones. Ils sont inscrits pour la plupart en CAP. Ils réussissent en atelier mais ont énormément de mal à suivre les enseignements plus théoriques. Ces élèves sont demandeurs et ont besoin d'un soutien en langue française.
Beaucoup de ces élèves sont en France depuis peu de temps. Ils ont le niveau pour poursuivre en Bac Pro et sont motivés notamment pour continuer en CFA.

Description :
Après une période de repérage, les élèves bénéficient d'une évaluation de leur niveau en français selon les critères du DELF que passent les élèves de l'UPE2A.
Cette évaluation permet à l'intervenant de cibler leurs besoins et d'évaluer les progrès en juin.
Les séances se déroulent ensuite tous les mercredis sur une période de deux heures.

Moyens mis en œuvre :
C'est l'association SJT qui intervient pour cette action.
Ces ateliers doivent permettre aux jeunes :
* En communication écrite :
- de comprendre et interpréter diverses consignes et documents liés au domaine professionnel ;
- de produire des écrits fonctionnels et des argumentations correctement structurées.
* En communication orale :
- de s'exprimer sur des sujets de vie quotidienne et en lien avec leur domaine professionnel ;
- de restituer une information orale ;
- de participer à une discussion sur un sujet de société.

Public(s) cible(s) :
Cette année, 20 élèves ont été repérés et inscrits à ces cours de soutien.

Localisation géographique :
- LP PIERRE MENDES-FRANCE RIS-O

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant extérieur 48h*79.50€	3 816,00	100,00%
Total	3 816,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016-2017	3 816,00	100,00%
Total	3 816,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	3 816,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la gratuité des manuels scolaires	12 824,00 €
2013	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	80 947,00 €
2013	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	14 366,00 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	214 487,00 €
2013	Ecolycées franciliens	1 500,00 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	7 800,00 €

2013	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	24 281,00 €
2013	Travaux de maintenance	184 000,00 €
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	13 608,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	33 262,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	15 759,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	178 298,00 €
2014	Ecolycées franciliens	5 000,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	94 373,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	34 174,00 €
2014	Travaux de maintenance	311 100,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	14 168,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	105 326,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	12 187,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	185 612,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	32 000,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	24 549,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	8 000,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	6 715,00 €
2015	Travaux de maintenance	85 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 032,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	14 690,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 476,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	145 314,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	20 756,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	19 748,80 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	3 300,00 €
2016	Travaux de maintenance	6 299,00 €
	Montant total	1 703 963,80 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013155

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : LP FREDERIC BARTHOLDI SAINT DENIS (93) - PROJET N° 12 - RESCOLARISTION MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	16 950,00 €	100,00 %	16 950,00 €
	Montant Total de la subvention		16 950,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP FREDERIC BARTHOLDI SAINT DENIS
Adresse administrative : 12 RUE DE LA LIBERTE
93200 SAINT DENIS
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Aïcha AOUN, Proviseure

N° SIRET : 19930138300014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Les élèves accueillis dans les dispositifs "nouvelles chances" pour les aider :
- à trouver une affectation pour les non-affectés ;
- à la définition de leur projet pour ceux qui n'ont pas trouvé leur orientation ;
- en favorisant le retour en lycée ou en CFA.

Description :
Le projet autour de l'éco-citoyenneté vise à offrir des réponses alternatives à la rupture scolaire à des élèves vivants des situations familiales et sociales complexes pour permettre une remobilisation scolaire et une réorientation en lycée professionnel, pour la majorité d'entre eux lors de l'année scolaire suivante.

Axe pédagogique :
- assurer l'acquisition et la consolidation des compétences fondamentales en référence au référentiel de CAP et de 3ème et ce, dans toutes les disciplines à travers un enseignement adapté pour permettre une

progression individualisée ;
- accompagner l'élève dans ses démarches de recherche de stages ;
- accompagner les élèves dans leur projet individuel ;
- réconcilier l'élève avec les apprentissages ;
- travailler sur l'estime de soi en apprenant différemment.

Axe de socialisation :
- négocier des règles de vie au quotidien et poser des repères pour la prise de décisions collectives ;
- s'impliquer dans la vie en dehors du dispositif : la restauration scolaire avec une prise de conscience des différents circuits d'approvisionnement des denrées alimentaires ;
- accompagner les élèves dans la préparation d'activités en autonomie : le tutorat ;
- favoriser la participation des élèves dans les activités de la vie quotidienne dans le cadre du projet éco-ctoyenneté ;
- organiser des moments de débats et de régulation : l'atelier point média, le Grand Conseil, le groupe de Paroles et le Café des Parents et des responsables légaux ;
- constituer un groupe classe pour favoriser la dynamique et la cohésion : vivre ensemble en partageant des valeurs communes en terme d'écocitoyenneté.

Axe d'orientation :
- repérage des lieux ressources et culturels en vue de construire un projet personnel en lien avec les réalités économiques du bassin ;
- enquêtes auprès de professionnels en lien avec le projet sur l'éco-citoyenneté ;
- recherches de stages ;
- retourner seul sur ces lieux : améliorer l'autonomie.

Moyens mis en œuvre :
Ils permettront d'articuler l'année scolaire autour de la notion du développement durable de manière transdisciplinaire.
Les élèves développeront leurs capacités à :
- réfléchir sur la société actuelle ;
- réfléchir à des valeurs éco-citoyennes ;
- analyser et faire évoluer des comportements.

A travers une pédagogie de projet, les activités transdisciplinaires qui seront mises en œuvre intégreront trois dimensions :
- sociale centrée sur l'élève et toutes les manifestations de la vie en société dans son parcours de formation afin de communiquer, se situer et s'engager ;
- économique en tant que futur producteur et consommateur de richesses afin de s'insérer, se repérer et travailler ;
- écologique centrée sur les actions de l'homme en général et leurs actions sur l'environnement afin d'économiser, rationaliser et préserver.

Public(s) cible(s) :
20 élèves âgés entre 16 et 18 ans, en situation de décrochage scolaire et manquants de repères sociaux. Elèves provenant de collèges du département, de lycées professionnels, de missions locales, ils sont pour la plupart entrés dans un processus de rejet de l'institution scolaire.

Localisation géographique :
- LP FREDERIC BARTHOLDI

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Association SEEDZIK (action citoyenne) 60h*35€	2 100,00	12,39%
Association Dialogues Citoyens 30h*50€	1 500,00	8,85%
Trajectoires d'insertion 46h*75€	3 450,00	20,35%
Atelier slam 32h*75€	2 400,00	14,16%
Sorties pédagogiques	1 500,00	8,85%
Séminaire révision des élèves base de loisirs IDF	2 000,00	11,80%
Fonctionnement de la structure	2 000,00	11,80%
Fournitures et petit matériel	2 000,00	11,80%
Total	16 950,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016-2017	16 950,00	100,00%
Total	16 950,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	16 950,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la gratuité des manuels scolaires	15 010,00 €
2013	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	86 815,00 €
2013	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	23 436,00 €
2013	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	6 606,00 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	352 473,00 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	75 258,00 €
2013	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	52 253,00 €
2013	Projet Lycée, innovation éducative	4 200,00 €
2013	Projet-Réussite pour tous	24 000,00 €
2013	Travaux de maintenance	252 000,00 €
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	17 239,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	29 144,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	24 091,00 €
2014	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	6 606,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	4 000,00 €

	(CR46-14)	
2014	Dotation globale de fonctionnement	316 333,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	48 000,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	33 497,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	45 900,00 €
2014	Travaux de maintenance	46 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	989,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	46 728,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	23 820,00 €
2015	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	3 880,20 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Budget participatif des lycées	70 000,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	241 040,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	61 698,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	34 481,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	15 000,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	46 808,15 €
2015	Travaux de maintenance	222 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	10 461,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	23 976,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	4 108,00 €
2016	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	719,12 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	177 641,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	36 346,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	27 584,80 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	60 000,00 €
2016	Travaux de maintenance	45 000,00 €
	Montant total	2 231 468,27 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013257

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : LPO RENE DESCARTES CHAMPS SUR MARNE (77) - PROJET N°328 - RESCOLARISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	11 200,00 €	91,07 %	10 200,00 €
	Montant Total de la subvention		10 200,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO RENE DESCARTES CHAMPS SUR MARNE
Adresse administrative : 4 BOULEVARD COPERNIC
77420 CHAMPS SUR MARNE
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Corinne WIART, Proviseure

N° SIRET : 19772223400014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 7 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- permettre à des élèves décrocheurs des 3 districts (Champs, Chelles et Roissy en Brie) de se former au BAFA et ainsi de pouvoir évoluer dans le secteur de l'animation socio-culturelle, d'acquérir une expérience professionnelle et de s'ouvrir au monde de l'emploi ;
- permettre à ces jeunes de préparer le BAFA, diplôme qualifiant, dans le cadre d'un parcours de remobilisation et d'insertion.

Description :
L'objectif est de permettre aux élèves décrocheurs ou en difficulté scolaire de passer le BAFA, diplôme permettant à des jeunes d'acquérir une expérience professionnelle, premier pas vers l'insertion, ou point de départ. Cela permettra aussi de restaurer le lien avec l'école des jeunes décrocheurs ou en risque de décrochage., car l'action se déroulera au sein de l'établissement scolaire durant l'année scolaire ainsi que

les vacances (d'octobre et de printemps) et participe aussi à la reconstruction d'un projet personnel et permet de redonner confiance à des jeunes qui ont «décroché» depuis de nombreuses années et qui se trouvent enfermés dans une spirale de l'échec.

Dans le cadre de la MLDS (mission de lutte contre le décrochage scolaire) deux établissements du district pilotent la mise en place et l'organisation de cette action : le lycée Descartes de Champs sur Marne et le collège J Wiener de Champs-sur-Marne.

Le BAFA (brevet d'accès aux fonctions d'animateur) s'organise sur 2 sessions :
-1ère session: la formation théorique durant les vacances de la Toussaint ou de Noël (8 jours)
-2ème session: l'approfondissement durant les vacances de printemps 2017 (6 jours).

Entre ces deux sessions les participants devront réaliser un stage pratique, continu ou discontinu, de 14 jours. Ils pourront être accompagnés dans leur recherche de stage, avec un partenariat possible avec les centres de loisirs des différentes municipalités.

Moyens mis en œuvre :
Le lycée et le collège mettent à disposition leurs locaux.
Un prestataire a été choisi pour assurer la formation : l'AROEVEN : 2 formateurs encadrent les jeunes durant ces 2 stages.
Il est important de souligner que l'action nécessite un investissement en moyens humains important, tant au niveau du montage de l'action que de sa réalisation.
Investissement des différents personnels des établissements, y compris les samedis et dimanches.

Public(s) cible(s) :
20 jeunes décrochés du système scolaire (perdus de vue repérés par le SIEI).

Localisation géographique :
- LYP RENE DESCARTES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant Focel stage théorique 265€*20 jeunes	5 300,00	47,32%
Intervenant Focel stage d'approfondissement 245€*20 jeunes	4 900,00	43,75%
Frais de restauration	1 000,00	8,93%
Total	11 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016-2017	10 200,00	91,07%
Financement ACSE	1 000,00	8,93%
Total	11 200,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	10 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la gratuité des manuels scolaires	16 594,00 €
2013	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	39 077,00 €
2013	Développement des parcours européens des lycées professionnels	3 588,87 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	143 230,00 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	16 190,00 €
2013	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	21 717,00 €
2013	Travaux de maintenance	55 000,00 €
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 338,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	18 704,00 €
2014	Budget participatif des lycées	70 000,00 €
2014	Développement des parcours européens des lycées professionnels	3 704,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	127 346,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	6 651,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	19 950,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 704,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	31 577,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	128 824,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	21 811,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	19 952,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	45 000,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	19 145,00 €
2015	Travaux de maintenance	26 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 457,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	35 562,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	92 792,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	1 100,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	17 219,20 €
	Montant total	826 891,07 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013258

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : LPO RENE DESCARTES CHAMPS SUR MARNE (77) - PROJET N°451 - RESCOLARISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	7 360,00 €	100,00 %	7 360,00 €
	Montant Total de la subvention		7 360,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO RENE DESCARTES CHAMPS SUR MARNE
Adresse administrative : 4 BOULEVARD COPERNIC
77420 CHAMPS SUR MARNE
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Corinne WIART, Proviseure

N° SIRET : 19772223400014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 13 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 23 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- redonner à l'élève en risque de décrochage scolaire la confiance nécessaire pour retrouver la motivation qui lui manque grâce à une approche différente ;
- apporter un accompagnement individualisé par la construction d'un parcours de remédiation adapté au profil de chacun.

Description :
L'objectif du pôle bilan positionnement "Trouver sa voie" permet de redonner à l'élève, en risque de décrochage scolaire ou déjà en décrochage, la confiance nécessaire pour retrouver la motivation qui lui manque par une approche différente (chant, théâtre, atelier d'écriture…).

Un grand nombre d'élèves décrochent car ils expriment à un moment donné de leur scolarité un mal être qu'ils ont du mal eux-mêmes à identifier. L'idée est de constituer une équipe pluridisciplinaire composée

de professionnels en développement personnel, en gestion du stress, en orientation ayant une approche diversifiée et permettant une prise en charge des multiples troubles qui peuvent être à l'origine de ce mal-être. Ce projet est un projet porté par la plateforme FOQUALE et concerne tous les établissements du district ainsi que ceux du district de Lagny-sur-Marne.

Moyens mis en œuvre :
Le lycée met à disposition des salles de classe pour pouvoir accueillir les élèves des 2 districts.
Une référente de l'action qui est conseillère d'orientation psychologue met en place un emploi du temps : 2 sessions de 3 semaines dans l'année.

- La 1ère session au cours du premier trimestre : correspondra plus à «des petits décrocheurs» ou en risque de décrochage.
Un accompagnement de 2 demi-journées par semaine sur 4 semaines leur sera proposé :
- un atelier de développement personnel, de découverte de soi, et de connaissance de soi par le chant et l'expression théâtrale ;
- un atelier d'aide et de soutien avec une conseillère d'orientation psychologue.

- La 2ème session (à partir du 2ème trimestre) correspondra plus à des élèves qui ont déjà décroché, donc en plus des 2 modules proposés lors de la 1ère session s'ajouteront des ateliers d'aide à la construction de leur projet, soit un accompagnement de 3 demi-journées par semaine sur 4 semaines.

Public(s) cible(s) :
24 élèves de la 4ème à la 1ère en risque, ou déjà en situation de décrochage.

Localisation géographique :
- LYP RENE DESCARTES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant théâtre RhinoFeros 13h*75€	975,00	13,25%
Intervenant Ateliers Mixed Média 27h*55€	1 485,00	20,18%
Frais matériels pour ateliers Mixed Média	500,00	6,79%
Intervenant en coaching 25h*64€	1 600,00	21,74%
Intervenant Huit'A'Corps 32h*75€	2 400,00	32,61%
Intervenant Huit'A'Corps réunions de coordination	400,00	5,43%
Total	7 360,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016-2017	7 360,00	100,00%
Total	7 360,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	7 360,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la gratuité des manuels scolaires	16 594,00 €
2013	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	39 077,00 €
2013	Développement des parcours européens des lycées professionnels	3 588,87 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	143 230,00 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	16 190,00 €
2013	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	21 717,00 €
2013	Travaux de maintenance	55 000,00 €
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 338,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	18 704,00 €
2014	Budget participatif des lycées	70 000,00 €
2014	Développement des parcours européens des lycées professionnels	3 704,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	127 346,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	6 651,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	19 950,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 704,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	31 577,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	128 824,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	21 811,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	19 952,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	45 000,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	19 145,00 €
2015	Travaux de maintenance	26 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 457,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	35 562,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	92 792,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	1 100,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	17 219,20 €
	Montant total	826 891,07 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013266

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : LPO LYC METIER MARX DORMOY CHAMPIGNY SUR MARNE (94) - PROJET N°230 - VALORISATION DE LA VOIE PROFESSIONNELLE - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	4 636,00 €	100,00 %	4 636,00 €
	Montant Total de la subvention		4 636,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO LYC METIER MARX DORMOY CHAMPIGNY SUR MARNE
Adresse administrative : 500 RUE DU PROFESSEUR MILLIEZ 94500 CHAMPIGNY SUR MARNE
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Rémy ROHRBACH, Proviseur

N° SIRET : 19941951600026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 13 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 9 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- favoriser la communication entre les personnes déficientes auditives et la communauté éducative ;
- favoriser l'intégration des élèves Ulis au sein de l'établissement ;
- sensibiliser les acteurs de l'établissement au handicap ;
- améliorer l'image de soi des élèves déficients auditifs ;
- acquérir un nouveau savoir réinvestissable dans la vie de tous les jours ;
- préparer à l'épreuve du baccalauréat de la langue des signes.

Description :
L'objectif de ce projet intitulé "Réussir l'intégration de tous par l'enseignement de la LSF" s'organise :
- en 2 groupes de moins de 15 élèves (débutants et confirmés) avec dans chacun des groupes des participants avec ou sans handicap.
Cette organisation permet, pour beaucoup, la préparation de l'épreuve facultative de LSF au

baccalauréat.

Moyens mis en œuvre :
- Organisation fixe de 2h par semaine (1h par groupe) sur toute l'année avec l'intervention d'un professeur du SERAC sous la forme de travail en petits groupes pour favoriser le travail collectif et la communication des élèves.
- Participation aux journées portes ouvertes de l'établissement par l'animation d'un atelier LSF ouvert à tous.

Public(s) cible(s) :
23 élèves ULIS à déficience auditive et les élèves sans handicap de la classe de 2nde à la terminale générale, technologique et professionnelle.

Localisation géographique :
- LYP MARX DORMOY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant Serac 65h*69€	4 485,00	96,74%
Intervenant interprète	151,00	3,26%
Total	4 636,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016-2017	4 636,00	100,00%
Total	4 636,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	4 636,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la gratuité des manuels scolaires	15 082,00 €
2013	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	8 308,00 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	236 558,00 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	6 400,00 €
2013	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	28 585,00 €
2013	Projet-Réussite pour tous	5 400,00 €
2013	Travaux de maintenance	117 350,00 €

2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	15 575,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	5 092,00 €
2014	Budget participatif des lycées	70 000,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	216 421,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	14 896,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	49 150,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	6 713,73 €
2014	Travaux de maintenance	33 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	8 907,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	27 976,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	12 707,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	206 059,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	54 578,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	23 250,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	8 802,00 €
2015	Travaux de maintenance	125 500,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	10 804,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	41 614,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	172 108,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	14 650,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	19 312,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	36 000,00 €
2016	Travaux de maintenance	36 900,00 €
	Montant total	1 332 789,73 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013317

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : LPO LYC METIER LEONARD DE VINCI MELUN (77) - PROJET 402 - ORIENTATION - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	6 000,00 €	66,67 %	4 000,00 €
	Montant Total de la subvention		4 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO LYC METIER LEONARD DE VINCI MELUN
Adresse administrative : 2 BIS RUE EDOUARD BRANLY 77000 MELUN
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Michèle NIVOIS, Proviseure

N° SIRET : 19770934800019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 3 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mars 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- informer sur l'offre de formation du lycée et participer à l'éducation au choix d'orientation ;
- améliorer l'image de l'établissement, situé dans les quartiers nord à la réputation négative, le lycée fait l'objet d'un évitement important ;
- valoriser les élèves ;
- mieux faire connaître certaines formations et les promouvoir : voie technologique STI2D, voie générale S Sciences de l'ingénieur, BTS NRC, MUC, CG, SIO, CRSA, CPI, DCG, MC ;
- apporter un éclairage concret sur le contenu des formations, notamment concernant les formations professionnelles post-3ème, les formations en alternance et les enseignements spécifiques (ICN, ISN...).

Description :
Les Journées Portes Ouvertes permettent de présenter les formations susceptibles de répondre aux souhaits d'orientation d'élèves domiciliés sur le district, le département, voire au-delà pour le post-bac et

l'internat. Certaines formations sont rares (MC ER) ou peu répandues (SIO, spécialités ISN, SI..).

Organisation sur trois temps :
1- Portes Ouvertes destinées aux élèves de Terminales GT et Professionnelles (et élèves de 1ère dans le cadre de l'orientation anticipée) : mercredi 1er février 2017 de 14h00 à 17h00 avec une
présentation des formations post-bac exclusivement avec les STS Tertiaires (CG, SIO, NRC, MUC), le DCG, les STS Industrielles (CRSA, CPI), la Mention Complémentaire Energies Renouvelables, le BTS par alternance.
2- Portes Ouvertes de l'Internat le vendredi 17 mars 2017 de 17h30 à 21h00 : des entretiens individuels avec les candidats (motivation, attentes...) et visite des locaux guidée par les internes actuellement scolarisés.
3- Portes Ouvertes générales le samedi 18 mars 2017 de 9h00 à 12h30 : avec une présentation de l'ensemble de l'offre de formation, du secondaire (formations des voies générales, professionnelles et technologiques) et du post-bac.

Moyens mis en œuvre :
Accueil par les lycéens et les étudiants.
Mobilisation de l'ensemble des acteurs de la communauté scolaire.
Visite des locaux, des plateaux techniques.
Exposition des réalisations des élèves et des étudiants.
Démonstrations, mises en situation, entretiens avec les élèves, les enseignants, les personnels du service Vie Scolaire, les personnels de direction...

Public(s) cible(s) :
800 : collégiens, lycéens, étudiants et jeunes souhaitant une reprise d'études.

Localisation géographique :
- LYT LEONARD DE VINCI (MELUN)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais d'affiches	652,00	10,87%
Frais livrets 4 pages A5	502,00	8,37%
Frais cartons d'invitation	256,00	4,27%
Frais d'informations presse et média	1 253,00	20,88%
Frais fournitures	1 200,00	20,00%
Frais d'accueil	2 137,00	35,62%
Total	6 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016-2017	4 000,00	66,67%
Participation de l'établissement	2 000,00	33,33%
Total	6 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	4 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 410,00 €
2013	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	26 138,00 €
2013	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	10 314,00 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	546 340,83 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	65 812,00 €
2013	Financement de places en formation continue pour les formations Aide Soignant et/ou Auxiliaire Puériculture	72 000,00 €
2013	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	33 136,00 €
2013	Projet Lycée, innovation éducative	6 412,00 €
2013	Projet-Réussite pour tous	4 674,92 €
2013	Travaux de maintenance	390 428,00 €
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	12 113,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	38 544,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 785,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	3 000,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	536 445,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	53 404,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	33 136,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	12 129,64 €
2014	Travaux de maintenance	311 435,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 598,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	50 133,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	12 939,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	5 500,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	551 670,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	63 643,90 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	29 300,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	165 000,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	2 500,00 €
2015	Travaux de maintenance	95 400,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 698,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	55 582,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	18 680,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	479 517,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	25 456,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	58 000,00 €
2016	Travaux de maintenance	30 300,00 €
	Montant total	3 265 449,29 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013322

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : LGT JEAN MOULIN TORCY (77) - PROJET N° 470 - RESCOLARISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	6 950,00 €	71,94 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT JEAN MOULIN TORCY
Adresse administrative : 6/8 AVENUE JEAN MOULIN
77200 TORCY
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Frédéric AQUILINA, Proviseur

N° SIRET : 19772120200012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 13 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 10 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- mener des élèves ayant échoué 2 fois au baccalauréat en leur permettant de conjuguer les exigences d'une scolarité avec les contraintes personnelles et professionnelles ;
- aider ces élèves en "échec scolaire" en utilisant le numérique comme support de leur formation ;
- faire que le numérique soit un facteur de réussite car il introduit une nouvelle façon de travailler.

Description :
L'objectif de ce "MOREA numérique" est d'aider les élèves ayant échoué 2 fois au baccalauréat à le repréparer grâce à un support numérique et à un encadrement spécifique.
Le MOREA numérique est porteur de nouvelles manières d'enseigner et d'apprendre et le lien prof/élèves est renforcé.
Il constitue un facteur de réussite pour tous car il permet de travailler à un rythme différent et de pouvoir contacter ses professeurs à tout moment, cela crée un sentiment de sécurité chez les élèves.
Le numérique comme outil pédagogique permet d'améliorer la qualité de l'enseignement, susciter de

nouvelles motivations au développement du travail personnel de l'élève.

La formation est mixte, c'est à dire qu'elle est suivie au domicile des élèves (à distance) et au lycée.
Les élèves reçoivent un emploi du temps personnalisé en fonction des matières qu'ils ont à repréparer.

--> Formation à distance
Les élèves travaillent en autonomie à leur domicile, via une plateforme (moodle) sur laquelle des ressources sont mises à leur disposition par leurs enseignants (cours, activités).

--> Formation au lycée
Les rencontres avec les professeurs : les élèves se rendent sur leur lieu de formation une à deux fois par semaine en moyenne en fonction de leur emploi du temps personnalisé, afin de rencontrer leurs tuteurs, leurs enseignants, et les autres élèves de la formation. Ils participent à des travaux de groupes, à des devoirs sur table, et à des entretiens individuels.

Semaine d'intégration : une attention toute particulière à la mise en place de cette semaine d'intégration qui permet d'avoir une cohésion de groupe et qui se termine par un rallye historique dans Paris sur une journée qui permet aux élèves de mieux se connaître par le biais du jeu, d'un challenge à réaliser autour d'une énigme historique à résoudre sur une journée, avec comme intervenant Cytyxtory.

Le tutorat est la pierre angulaire du dispositif : chaque élève a un tuteur qui intervient notamment sur l'aide à la motivation.

Le développement personnel : un coach en développement personnel intervient 2 fois par mois. Son intervention a pour objectif d'aider les élèves à reprendre confiance en eux, à les aider à ne pas refaire les mêmes erreurs en prenant conscience de leurs atouts, de leur force.

Le numérique est valorisé dans leur parcours pour leur assurer à tous d'avoir une formation qui leur permettra de passer le Certificat Informatique et Internet (C2i). Ils font les devoirs demandés par les professeurs et en même temps acquièrent des connaissances en informatique.

Moyens mis en œuvre :
Enseignants de matières générales et technologiques
Tuteurs assurant le suivi des jeunes
Suivi individualisé (référent d'action, COP …)
Intervenant visant à la cohésion de groupe, le développement personnel pour la gestion du stress, confiance en soi.
Intervenant visant à leur permettre d'approfondir leur pratique de l'informatique (en vue de préparer la certification C2i).
L'association Cytyxtory intervient dans le cadre de la journée d'intégration.
Le lycée met à disposition du MOREA des salles de classe, un bureau avec une salle informatique…
La coordonnatrice MLDS et un référent numérique encadrent l'action.

Public(s) cible(s) :
35 jeunes en échec scolaire (puisqu'ayant subi 2 échecs au bac) des lycées du Nord de la Seine et Marne et parfois des départements limitrophes 93 et 94.

Localisation géographique :
- LYP JEAN MOULIN (TORCY)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant en coaching 55h*70€	3 850,00	55,40%
Intervenant animation Cityxtory	1 200,00	17,27%
Frais de manuels et petits matériels	1 400,00	20,14%
Rallye historique dans Paris	500,00	7,19%
Total	6 950,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016-2017	5 000,00	71,94%
Financement ACSE	1 950,00	28,06%
Total	6 950,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la gratuité des manuels scolaires	13 318,00 €
2013	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	5 283,00 €
2013	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	403,00 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	248 570,00 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	9 894,00 €
2013	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	13 995,00 €
2013	Projet-Réussite pour tous	21 103,00 €
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 745,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	4 023,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	2 620,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	181 959,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	41 755,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	13 366,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	16 000,00 €
2014	Travaux de maintenance	721 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 967,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	26 781,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	11 397,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	1 159,20 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	125 616,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	70 417,55 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	14 103,00 €

2015	Projet-Réussite pour tous	4 000,00 €
2015	Travaux de maintenance	182 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 496,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	61 238,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	120 517,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	11 420,80 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	20 000,00 €
2016	Travaux de maintenance	30 000,00 €
	Montant total	1 752 206,55 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013363

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : LPO PAUL BERT MAISONS ALFORT (94) - PROJET N° 562 - VALORISATION DE LA VOIE PROFESSIONNELLE - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	4 700,00 €	100,00 %	4 700,00 €
	Montant Total de la subvention		4 700,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO PAUL BERT MAISONS ALFORT
Adresse administrative : 1 RUE DU GUE AUX AUROCHS
94700 MAISONS ALFORT
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Jean-François GAUDY, Proviseur

N° SIRET : 19941355000013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 13 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- accompagner individuellement chaque jeune dans une recherche dynamique de formation et de qualification ;
- construire un parcours de découverte des métiers par des stages professionnels tout au long de l'année en concordance avec les objectifs du PIIOD-MEP ;
- maintenir les élèves à leur niveau jusqu'à la fin de l'année scolaire ;
- préparer une orientation choisie et valorisée ;
- faire prendre conscience aux jeunes de leurs compétences.

Description :
Le projet "Accompagnement et mise en oeuvre du projet professionnel" se déroule sur l'année :
1er volet :
- remise à niveau (anglais, maths, français, TICE),
- un accompagnement personnalisé de découverte professionnelle et construction du projet de l'élève,

- des stages en entreprise et gestion d'une mini-entreprise (ces stages permettent la découverte des métiers et du monde du travail) ;
- un module groupe de paroles élèves (aider à donner du sens à leur parcours de formation) ;
- un module de remédiation scolaire ;
- des entretiens individuels sur deux demi-journées ;
- des entretiens collectifs en début d'année pour l'accueil et en fin d'année pour le bilan ;
- un module groupe de paroles élèves pour aider les jeunes à donner sens a leur projet professionnel
- l'intervention de l'Association MEGA (Mobilise Ton Énergie pour Gagner en Autonomie) pour une initiation au numérique en milieu professionnel et création d'une mini entreprise.

2ème volet :
Les élèves lassés de la scolarité en collège et/ou par exemple n'ayant pu bénéficier d'une orientation en 3ème préparatoire au milieu professionnel. 2 à 3 sessions de stage obligatoire définies par les chefs d'établissement sont mises en place et renforcent l'action du stage obligatoire de 3ème. L'action se déroule en partie au sein de l'établissement scolaire et en entreprise.
Organisation type dans un établissement : repérage des élèves en septembre ; rendez-vous parents et élèves pour autorisation parentale d'intégrer le dispositif en octobre ; 1er stage en novembre ; suivi de l'élève à son retour de stage ; préparation du second stage en février ; suivi de l'élève à son retour de stage ; préparation du troisième stage facultatif en fonction de l'avancée du projet fin mars
et fiche de vœux à compléter début mai.

En lien avec l'ensemble des enseignants et référents décrochage, un atelier sera mis en place pour renforcer l'action : atelier "stages en main" proposant une semaine au sein d'entreprises du territoire pour un premier contact avec le monde professionnel. L'objectif est de créer un lien entre les acteurs d'un territoire pour agir en faveur de l'insertion professionnelle des jeunes et permettre le lien entre eux : "ce qu'ils font à l'école et ce qu'ils pourront faire dans le monde professionnel".

Public(s) cible(s) :
30 élèves décrocheurs de Seconde et Première Professionnelles ainsi que les CAP 1 et 2.
20 élèves de 3ème Générale repérés en 4ème des 9 collèges du District 5.

Localisation géographique :
- LP PAUL BERT (MAISONS-ALFORT)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant MEGA 36h*75€ : mini-entreprise	2 700,00	57,45%
Intervenant Crée ton avenir : stage en main TPE/PME 25h*56€	1 400,00	29,79%
Frais de livrets et petits matériels	600,00	12,77%
Total	4 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016-2017	4 700,00	100,00%
Total	4 700,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	4 700,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 958,00 €
2013	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	14 129,00 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	128 495,00 €
2013	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	17 391,00 €
2013	Travaux de maintenance	19 621,00 €
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	10 401,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	1 607,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	4 672,00 €
2014	Budget participatif des lycées	70 000,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	137 966,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	16 000,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	18 140,00 €
2014	Travaux de maintenance	156 210,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 590,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	16 838,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	15 197,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	1 530,00 €
2015	Développement des parcours européens des lycées professionnels	1 770,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	143 889,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	22 464,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	18 136,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	37 000,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	9 450,00 €
2015	Travaux de maintenance	55 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 082,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	11 182,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	98 002,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	4 500,00 €

2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	15 860,80 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	5 000,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	19 284,00 €
2016	Travaux de maintenance	6 675,00 €
	Montant total	969 303,80 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013373

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : LPO LYC METIER ETIENNE BEZOUT NEMOURS (77) - PROJET N°404 - ORIENTATION - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	3 250,00 €	69,23 %	2 250,00 €
	Montant Total de la subvention		2 250,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO LYC METIER ETIENNE BEZOUT NEMOURS
Adresse administrative : 31 AVENUE ETIENNE DAILLY 77140 NEMOURS
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Claude COULON, Proviseur

N° SIRET : 19770940500017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 28 février 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- informer le public scolaire des lycées du district sur les formations Post-Bac ;
- présenter les filières post bac aux élèves en organisant l'accueil d'exposants au sein des locaux de l'IUT de Fontainebleau : Université Lycées IUT Ecoles d'Ingénieurs...

Description :
La fréquentation importante de cette manifestation par le nombre d'exposants et le nombre de visiteurs atteste de l'intérêt du maintien de ce forum post-bac.
Ce forum post-bac permet aussi d'élever le niveau d'ambition des élèves scolarisés dans un secteur très périphérique de la région Ile-de-France.

Moyens mis en œuvre :

Tables rondes dans les lycées du district sur l'insertion professionnelle et la poursuite d'études à destination des Bacs Pro.

Public(s) cible(s) :
Environ 4 000 élèves de terminales générales, technologiques et professionnelles de tous les lycées des districts de Fontainebleau et de Montereau.

Localisation géographique :
- LYP ETIENNE BEZOUT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de préparation : impressions flyers, enquêtes	1 300,00	40,00%
Frais d'installation de l'évènement	1 350,00	41,54%
Frais d'accueil et réception	600,00	18,46%
Total	3 250,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016-2017	2 250,00	69,23%
Participation des établissements	1 000,00	30,77%
Total	3 250,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	2 250,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la gratuité des manuels scolaires	21 561,00 €
2013	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	37 611,00 €
2013	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	13 520,00 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	238 466,26 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	19 290,00 €
2013	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	19 476,00 €
2013	Projet Lycée, innovation éducative	2 884,00 €
2013	Projet-Réussite pour tous	10 911,60 €

2013	Travaux de maintenance	114 510,00 €
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	12 177,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	35 872,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	4 264,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	216 561,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	7 729,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	19 239,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	9 567,40 €
2014	Travaux de maintenance	261 300,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	19 539,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	51 726,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 092,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	3 348,55 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	208 152,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	22 259,80 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	20 001,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	5 000,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	10 451,60 €
2015	Travaux de maintenance	67 100,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 265,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	75 247,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 385,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	153 014,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	39 373,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	15 388,80 €
2016	Projet-Réussite pour tous	1 080,00 €
2016	Travaux de maintenance	322 100,00 €
	Montant total	1 816 705,01 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013505

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : LPO GERARD DE NERVAL NOISIEL (77) - PROJET N° 507 - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	3 696,00 €	100,00 %	3 696,00 €
	Montant Total de la subvention		3 696,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO GERARD DE NERVAL NOISIEL
Adresse administrative : 89 COURS DES ROCHES BP 225
77441 NOISIEL
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Fabienne LAJAUNE, Proviseure

N° SIRET : 19771940400018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 13 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- renforcer les compétences psychosociales de nos élèves, les capacités émotionnelles et l'entraide en agissant à l'adolescence ;
- informer autour de la prévention scolaire en intégrant les thèmes cognitifs de la relation aux autres, du sens des responsabilités, de la communication, de la confiance en soi et de l'estime de soi.

Description :
L'objectif du projet intitulé "Estime de soi" propose de soutenir psychologiquement les élèves de seconde dans la réussite de leurs apprentissages, afin qu'ils deviennent acteurs de leur scolarité. Il permet aussi d'éviter les conséquences des représentations négatives sur les résultats scolaires grâce à un renforcement de l'image de soi pour mieux faire face au harcèlement, prévenir le sentiment dévalorisant, vécu par certains élèves, d'être dans une filière de relégation (seconde professionnelle et CAP).

Moyens mis en œuvre :

Intervention d'une psychologue face aux élèves en demi-groupe, avec en appui le personnel médico-social de l'établissement et la conseillère d'éducation.
4 séances par 1/2 groupe, soit 8 séances par classe, avec des objectifs graduels sur le chemin de la confiance en soi ; avec l'utilisation de techniques d'animation et de communication : brainstorming, vidéo, jeux de rôle...

Public(s) cible(s) :
218 élèves des classes de seconde générale, professionnelle, et CAP soit 7 classes concernées.

Localisation géographique :
- LYP GERARD DE NERVAL (NOISIEL)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervention d'un psychologue 56h*66€	3 696,00	100,00%
Total	3 696,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016-2017	3 696,00	100,00%
Total	3 696,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	3 696,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la gratuité des manuels scolaires	10 736,00 €
2013	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	12 403,00 €
2013	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	5 200,00 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	159 300,00 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	24 700,00 €
2013	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	12 522,00 €
2013	Travaux de maintenance	115 000,00 €
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	8 304,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	18 389,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	5 109,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	125 146,00 €

2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	4 436,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	14 932,00 €
2014	Travaux de maintenance	100 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 837,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	26 838,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	114 766,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	20 197,85 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	17 884,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	3 200,00 €
2015	Travaux de maintenance	99 680,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 462,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	22 679,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	2 539,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	98 873,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	15 042,40 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	10 000,00 €
2016	Travaux de maintenance	80 000,00 €
	Montant total	949 240,25 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013506

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : LPO ANTOINE DE SAINT EXUPERY CRETEIL (94) - PROJET N°457 - MAITRISE DE LA LANGUE - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	8 900,00 €	100,00 %	8 900,00 €
	Montant Total de la subvention		8 900,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO ANTOINE DE SAINT EXUPERY CRETEIL
Adresse administrative : 2/4 RUE HENRI MATISSE 94000 CRETEIL
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Jérôme LE GUILLOU, Proviseur

N° SIRET : 19940114200013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 13 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- renforcer l'acquisition et l'exercice de la langue française grâce à l'apport d'ateliers pluridisciplinaires;
- instaurer un climat serein propice à l'apprentissage ;
- assurer un accompagnement optimum en vue d'une poursuite d'étude choisie ;
- permettre une meilleure intégration citoyenne dans la société française par la connaissance de sa culture, des institutions et ses lois républicaines.

Description :
Le projet "Remise à niveau et maîtrise de la langue française" a pour objectif l'intégration des élèves nouvellement arrivés en France et permettre leur rescolarisation et leur insertion professionnelle.
Ces élèves nouvellement arrivés en France de plus de 16 ans sont testés au CIO pour une scolarisation en classe banale. Lorsque leur niveau scolaire est jugé insuffisant, ils sont orientés vers la MLDS. Il leur est proposé une année de remise à niveau dans une action "Remobilisation FLE". C'est dans ce cadre

que des formations en langue française leur sont dispensées à raison de 9 heures par semaine, ainsi que d'autres modules en lien avec le socle commun de compétences leur permettant de valider un diplôme de niveau IV ou V.

Moyens mis en œuvre :
- la pratique du français à l'oral par le biais du théâtre,
- la préparation tout au long de l'année du DELF,
- la recherche de stage,
- l'écriture cinématographique-réalisation d'autoportrait,
- la création d'un site WEB,
- l'éducation à la citoyenneté (élection des délégués de classe),
- la préparation à l'ASSR,

sont autant de moyens mis en œuvre en plus des enseignements classiques (français, mathématiques, anglais, ECJS, techniques du tertiaires, arts appliqués... financés par l'Education Nationale), pour permettre aux jeunes d'acquérir un niveau suffisant en vue d'une poursuite de scolarité en enseignement professionnel.

Public(s) cible(s) :
20 élèves de plus de 16 ans testés par les CIO de Choisy, Boissy-Saint-Léger, Champigny-sur-Marne, Vitry-sur-Seine.

Localisation géographique :
- LYP A DE SAINT EXUPERY CRETEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant atelier vidéo portraits 40h*70€	2 800,00	31,46%
Frais de matériels	200,00	2,25%
Intervenant Maison des Arts de Créteil : atelier théâtre 42h*75€	3 150,00	35,39%
Intervenant MEGA : projet et création numérique 55h*50€	2 750,00	30,90%
Total	8 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016-2017	8 900,00	100,00%
Total	8 900,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	8 900,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la gratuité des manuels scolaires	16 357,00 €
2013	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	62 121,00 €
2013	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	5 200,00 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	381 544,00 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	5 050,00 €
2013	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	44 179,00 €
2013	Mesures de sécurité dans les lycées	15 000,00 €
2013	Travaux de maintenance	144 200,00 €
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 089,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	42 635,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	4 323,00 €
2014	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	4 283,34 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	331 517,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	28 019,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	45 321,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	25 643,75 €
2014	Travaux de maintenance	87 600,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	12 102,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	62 893,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	4 716,00 €
2015	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	3 336,73 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	331 098,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	3 304,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	39 126,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	28 802,00 €
2015	Travaux de maintenance	40 200,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	12 802,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	61 214,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	3 083,00 €
2016	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	-2 739,20 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	269 756,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	5 000,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	32 054,40 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	117 000,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	8 547,00 €
2016	Travaux de maintenance	15 000,00 €
	Montant total	1 904 954,02 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013547

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : LPO EVARISTE GALOIS NOISY LE GRAND (93) - PROJET N°146 - ORIENTATION - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	4 500,00 €	100,00 %	4 500,00 €
	Montant Total de la subvention		4 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO EVARISTE GALOIS NOISY LE GRAND
Adresse administrative : 32 AVENUE MONTAIGNE
93160 NOISY LE GRAND
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Marc MAGAUD, Proviseur

N° SIRET : 19932047400018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 17 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 avril 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- soutien et accompagnement des élèves en difficulté ;
- donner du sens aux études ;
- s'inscrire dans un parcours scolaire ;
- gagner en confiance en soi ;
- oser faire des choix ;
- dépasser des épreuves de vie et avoir la capacité à se projeter de façon positive.

Description :
Des entretiens de soutien psychologique individuel ainsi que la possibilité de recevoir les parents. La présence de la psychologue le même jour et de façon régulière avec un travail en partenariat avec l'infirmière, l'AS, les CPE et les enseignants.

L'objectif du projet est de permettre aux élèves d'aller jusqu'à la fin de leur cursus et de décrocher un

diplôme avec un impact positif et une dynamique positive au sein d'une classe et de l'établissement.

Moyens mis en œuvre :
Bureau médical mis à disposition pour les permanence de la psychologue.
Rythme : tous les 15 jours, un jour fixe.

Public(s) cible(s) :
tous les élèves en difficulté scolaire ou autres difficultés qui auraient un impact sur la réussite de leur scolarité.

Localisation géographique :
- LYP EVARISTE GALOIS - NOISYLGD

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant extérieur : Mme Muriel MUTEL, Psychologue (60h*75€)	4 500,00	100,00%
Total	4 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016-2017	4 500,00	100,00%
Total	4 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	4 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la gratuité des manuels scolaires	16 662,00 €
2013	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	36 756,00 €
2013	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	3 519,00 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	246 782,00 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	40 750,00 €
2013	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	33 000,00 €
2013	Mesures de sécurité dans les lycées	65 000,00 €
2013	Travaux de maintenance	34 149,00 €
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 725,00 €

2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	39 295,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	5 631,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	1 028,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	206 370,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	180 429,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	33 650,00 €
2014	Mesures de sécurité dans les lycées	15 000,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	9 050,00 €
2014	Travaux de maintenance	20 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 654,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	83 108,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 288,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	661,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	203 939,00 €
2015	Ecolycées franciliens	5 000,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	306 000,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	34 100,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	11 750,00 €
2015	Travaux de maintenance	80 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 973,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	73 851,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	5 052,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	149 334,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	65 965,23 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	27 280,00 €
2016	Travaux de maintenance	40 000,00 €
	Montant total	1 792 969,23 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013581

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : LPO LYC METIER LES PANNEVELLES PROVINS (77) - PROJET N°339 - RESCOLARISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	2 520,00 €	100,00 %	2 520,00 €
	Montant Total de la subvention		2 520,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO LYC METIER LES PANNEVELLES PROVINS
Adresse administrative : ROUTE CHALAUTRE BP 209
77487 PROVINS
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Silvio MERMIER, Proviseur

N° SIRET : 19771336500017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 19 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 6 avril 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- développer une meilleure connaissance de soi tant au niveau personnel que professionnel ;
- parvenir à une meilleure connaissance des opportunités du marché du travail et/ou de la formation post BAC ;
- modifier ses représentations afin d'enrichir sa construction personnelle et faire évoluer son parcours personnel et scolaire ;
- découvrir « les règles du jeu », les codes du vivre ensemble à l'école : droits, devoirs, obligations et répartition des responsabilités.

Description :
Le projet "apprendre à être élève de seconde" permettra de prévenir le décrochage scolaire pour des élèves en difficulté dès l'entrée au lycée et de travailler sur le sens de la scolarité favorisant ainsi un projet individualisé jusqu'au baccalauréat. Des jeunes susceptibles de «décrocher» avec un niveau scolaire

fragile et nécessitant une approche collective de l'exploration des champs personnels et professionnels afin de valider ou définir leur projet professionnel, et permettre de rendre l'apprentissage plus concret et plus attractif. De plus, les élèves ne sont plus obligés de redoubler sauf sur demande de la famille et avec un accord du chef d'établissement.
Au sein du district de Provins, certains jeunes lycéens arrivent avec un niveau fragile en seconde pouvant les mettre en difficulté dans leur scolarité et leur projet d'orientation.

Moyens mis en œuvre :
Durant les premiers mois de la rentrée scolaire, de septembre à octobre, les professeurs principaux et les équipes éducatives repèrent les élèves en difficulté en classe (résultats, présence en classe, faible estime de soi dans le rapport à la scolarité).
Ce travail est couplé avec celui de l'administration, avec les CPE et les chefs d'établissement, établissant un contact avec la famille pour accompagner au mieux chacun dans leur réussite scolaire, de conserver un lien avec l'école à partir d'un tutorat dans un premier temps.
Pour les plus fragiles, il convient de renforcer la confiance scolaire avec un accompagnement spécifique et externalisé en dehors du temps scolaire, sur une période courte de 3 demi-journées afin d'améliorer les performances académiques, de faciliter la compréhension et la mémorisation, d'améliorer la structuration des idées et l'organisation, d'augmenter la motivation des lycéens repérés. Ce temps d'accompagnement se déroulera pendant les vacances scolaires et au sein de chaque lycée. Les élèves seront pris en charge dans un lieu connu pouvant les sécuriser dans les apprentissages. L'intervenant se basera sur les principes d'éducabilité cognitive et de programmation neurolinguistique plaçant ainsi l'apprenant en tant qu'auteur et acteur de son parcours.
La pédagogie positive est au coeur de cette intervention avec des outils tels que la gestion mentale, le mind mapping.

Public(s) cible(s) :
30 élèves de seconde générale et technologique.

Localisation géographique :
- LYT LES PANNEVELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant coaching 36h*70€	2 520,00	100,00%
Total	2 520,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016-2017	2 520,00	100,00%
Total	2 520,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2016	2 520,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 409,00 €
2013	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	1 027,00 €
2013	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	26 169,00 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	735 788,08 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	327 020,00 €
2013	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	66 334,00 €
2013	Projet-Réussite pour tous	9 000,00 €
2013	Travaux de maintenance	53 000,00 €
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	15 245,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	21 064,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	27 049,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	702 976,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	213 436,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	76 550,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	9 000,00 €
2014	Travaux de maintenance	65 370,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	1 103,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	31 201,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	24 378,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	2 160,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	538 601,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	33 314,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	69 662,00 €
2015	Travaux de maintenance	39 100,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	14 405,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	79 324,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	21 035,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	331 326,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	11 930,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	61 282,40 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	35 000,00 €
2016	Travaux de maintenance	7 500,00 €
	Montant total	2 912 604,48 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013620

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : LP LYC METIER JEAN BAPTISTE CLEMENT GAGNY (93) - PROJET N°551 - VALORISATION DE LA VOIE PROFESSIONNELLE - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	5 990,00 €	39,40 %	2 360,00 €
	Montant Total de la subvention		2 360,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP LYC METIER JEAN BAPTISTE CLEMENT GAGNY
Adresse administrative : 25 RUE DES TROIS NOYERS 93220 GAGNY
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Gilles CAPS, Proviseur

N° SIRET : 19931233100010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 17 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Un projet de classe : entreprise virtuelle avec un projet de visite d'usine à Lyon :
- connaître l'entreprise et les membres qui la constitue grâce à la visite d'une usine à Lyon ;
- appliquer le référentiel du bac professionnel vente à travers la création d'une entreprise virtuelle ;
- évoluer au sein de l'établissement de formation comme dans une unité commerciale ;
- rendre les élèves acteurs de leur formation ;
- apprendre aux élèves à utiliser concrètement les outils commerciaux mis à leur disposition durant la formation ;
- améliorer l'orientation post-bac en fonction des compétences développées et des expériences vécues par les élèves à travers le projet.

Description :
Le projet de classe entreprise virtuelle se fera en partenariat avec l'entreprise De Marlieu, les élèves vont

créer une entreprise virtuelle qui sous-traite "Demarlieu". Les élèves de première vente auront le statut de commercial et auront des missions professionnelles quotidiennes en relation avec le référentiel (prospection, négociation et suivi de clientèle). Leur fonction pourra évoluer en fonction de leurs performances. Les élèves évolueront au sein de l'établissement de formation comme dans une unité commerciale, ils devront rendre compte de leur travail et s'auto-évaluer sur leurs prestations commerciales.
Le reste du budget demandé va permettre d'acheter le matériel nécessaire à la classe afin de rendre le projet le plus proche de la réalité commerciale possible.

Un voyage à Lyon de 2 jours est prévu au milieu du premier trimestre pour une visite de l'usine de création des chocolats et une rencontre avec les principaux dirigeants afin d'impliquer plus les élèves. Les visites prévues : entreprise DEMARLIEU, vieux Lyon et les Grottes de la Balme.

Moyens mis en œuvre :
Le projet est coaché par M. Kirch, responsable IDF de l'entreprise DEMARLIEU qui suivra avec nous l'évolution du travail des élèves tout au long des deux années.
Le projet est travaillé en transversalité avec d'autres matières : l'art appliqué avec par exemple la création d'un logo entreprise, le français avec les ateliers rédactionnels...
Une vidéo institutionnelle va être réalisée en cours d'année sur l'entreprise et le lycée par un réalisateur de film, Hedi SASSI, qui sera mise sur le site du lycée et pourra apparaître sur le site de l'académie.
Deux salles totalement informatisées et équipées de vidéoprojecteurs et de tables de réunion vont être dédiées en priorité à cette section.

Public(s) cible(s) :
Les futurs élèves de 1ère bac pro vente (24), sortant de seconde MRCU (métiers des relations de la clientèle et des usagers) âgés entre 16 et 17 ans.

Localisation géographique :
- LP JEAN BAPTISTE CLEMENT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant extérieur : réalisateur film institut (12h*75€)	900,00	15,03%
Moyens matériels (paper board, recharche papier, cartes de visites, tenues professionnelles, clés USB)	1 198,00	20,00%
Voyage (billets de train, transport en commun, car 1 journée, visites de sites, hôtel)	3 892,00	64,97%
Total	5 990,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016-2017	2 360,00	39,40%
Association	3 630,00	60,60%
Total	5 990,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	2 360,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la gratuité des manuels scolaires	1 500,00 €
2013	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	2 695,00 €
2013	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	14 560,00 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	113 279,00 €
2013	Ecolycées franciliens	4 000,00 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	41 008,00 €
2013	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	30 314,00 €
2013	Travaux de maintenance	42 080,00 €
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 228,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	17 954,00 €
2014	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	5 400,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	101 459,00 €
2014	Ecolycées franciliens	2 500,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	28 816,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	26 719,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	6 226,00 €
2014	Travaux de maintenance	134 372,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 587,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	51 996,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	15 327,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	105 927,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	3 842,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	28 684,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	12 067,00 €
2015	Travaux de maintenance	121 628,00 €

2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 509,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	17 193,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	15 196,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	76 226,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	59 050,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	22 947,20 €
2016	Travaux de maintenance	38 000,00 €
	Montant total	1 051 186,20 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013626

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : LYCEE LOUISE MICHEL EPINAY SUR SEINE (93) - PROJET N° 556 - RESCOLARISATION-MLDS - DISPOSITIF REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	6 830,00 €	85,65 %	5 850,00 €
	Montant Total de la subvention		5 850,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP LYC METIER LOUISE MICHEL EPINAY SUR SEINE
Adresse administrative : 77 RUE DE SAINT GRATIEN
93800 EPINAY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Mustapha CHELOUAH, Proviseur

N° SIRET : 19931735500022

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 5 décembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 14 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- remobiliser les élèves en travaillant sur l'image et l'estime de soi ;
- permettre aux élèves de se réconcilier avec l'école ;
- reprendre un parcours de formation ;

Le projet vise également à créer une dynamique de groupe et ainsi favoriser les apprentissages et améliorer le relationnel avec l'adulte.

Description :
Il s'agit de proposer aux élèves de monter un mini-spectacle et d'assurer l'organisation de la représentation. Le fil directeur du projet est d'amener les élèves à réfléchir sur les questions d'identité, d'appartenance à un groupe et d'insertion. En l'occurrence, le projet fait écho au programme de français de CAP qui s'articule autour de 4 axes : se construire, s'insérer dans le groupe, s'insérer dans l'univers professionnel et s'insérer dans la cité. Le projet se fera en plusieurs étapes :

- sensibilisation des élèves au projet, rencontre des intervenants, séances d'éducation à l'image,
- résidence Slam et vidéo « hors les murs » sur 8 journées (4 heures d'atelier par jour).

Les intervenants pourront, sur certains moments intervenir ensemble. Il s'agit d'amener les élèves à écrire des textes, les interpréter sur scène et filmer des images qui seront projetées derrière eux lors de la restitution publique. Une attention sera portée sur le travail de groupe et la coopération entre les élèves.
4 séances d'atelier de création graphique et sérigraphie (réalisation d'une affiche et d'un carton d'invitation pour la soirée de restitution).
Une soirée de restitution : les élèves assureront la première partie du ciné-concert de Monza, artiste mauritanien : (film « une parole libre »).

Moyens mis en œuvre :
Le projet mobilise différentes personnes au sein du lycée : la coordonnatrice conseil MLDS qui porte le projet et en assure l'organisation, l'équipe pédagogique : 2 enseignants intervenant au sein de la classe en français, la direction du lycée: appui logistique et matériel, la médiatrice culturelle du lycée: accompagnement du projet. Ce projet s'inscrit dans le projet d'établissement dans le sens où il touche à l'ouverture culturelle, à la lutte contre le décrochage scolaire et la mixité dans le groupe. Les ateliers du projet sont animés par 3 intervenants professionnels: un slameur, un vidéaste et un artiste/graphiste. Une salle est entièrement dédiée à ce groupe d'élèves et du matériel sera mis à disposition des intervenants (ordinateurs, vidéo-projecteur, fournitures...).
Il est prévu de délocaliser certains ateliers "hors les murs", au sein de la structure "Mains d'oeuvres". Le projet s'appuie sur des partenaires du territoire : des structures municipales (ce partenariat portera plus précisément sur l'utilisation du studio d'enregistrement et la mise à disposition d'un ingénieur du son), le réseau des médiathèques de Plaine Commune : intégration des productions vidéos des élèves sur la plateforme de ressources numériques accessibles à tous les usagers des médiathèques (la Medi@tic) ; le cinéma l'Ecran de Saint Denis : rencontre avec la chargée des publics du cinéma et visionnage d'un film.

Public(s) cible(s) :
25 élèves du pôle « remobilisation longue » visant à raccrocher des élèves décrocheurs par de la remise à niveau et des activités innovantes.

Localisation géographique :
- LP LOUISE MICHEL (EPINAY S/S)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Atelier vidéo 34h*75€	2 550,00	37,34%
Atelier Slam 32h*75€	2 400,00	35,14%
Atelier graphisme 12h*75€	900,00	13,18%
Prestation ciné-concert Restitution	780,00	11,42%
Matériel et frais de bouche	200,00	2,93%
Total	6 830,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016-2017	5 850,00	85,65%
Rectorat	980,00	14,35%
Total	6 830,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	5 850,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 408,00 €
2013	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	12 994,00 €
2013	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	11 310,00 €
2013	Développement des parcours européens des lycées professionnels	5 834,00 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	140 946,00 €
2013	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	14 252,00 €
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 016,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	15 597,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	7 211,00 €
2014	Développement des parcours européens des lycées professionnels	4 130,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	117 619,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	79 300,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	15 095,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	2 400,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	16 356,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	20 867,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	12 576,00 €
2015	Développement des parcours européens des lycées professionnels	0,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	117 136,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	130 451,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	20 971,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	20 000,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	2 400,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	10 301,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	23 903,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 842,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	89 963,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	12 716,00 €
	Montant total	787 793,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013643

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : LP LYC METIER JACQUES PREVERT COMBS LA VILLE (77) - PROJET N° 509 - VALORISATION DE LA VOIE PROFESSIONNELLE - REUSSITE DES ELEVES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	4 720,00 €	74,58 %	3 520,00 €
	Montant Total de la subvention		3 520,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP LYC METIER JACQUES PREVERT COMBS LA VILLE
Adresse administrative : 7 AVENUE JEAN JAURES 77380 COMBS LA VILLE
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Géraldine MASSON, Proviseure

N° SIRET : 19771997400010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 13 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- assurer la réussite du parcours professionnel des élèves qui entrent en seconde pour prévenir leur décrochage et une sortie anticipée avant l'examen (CAP ou BAC PRO) ;
- aider l'élève à construire un positionnement professionnel par l'apprentissage des savoir-être et l'acquisition des codes du monde professionnel ;
- permettre la diffusion de l'information et aider les élèves à s'approprier leur formation et la voie professionnelle.

Description :
L'objectif de ce projet "Construire mon avenir en voie pro" permet l'accompagnement du projet professionnel des élèves afin de prévenir le décrochage scolaire et concerne tous les élèves de Seconde.
Dès la rentrée, repérage des élèves les plus problématiques sur le plan du comportement et intégration dans PEPS : "Programme d'Évolution Par le Sport", action interne animée par des professeurs d'EPS.

Un entretien de positionnement la 1ère semaine d'octobre pour identifier les élèves dont le projet professionnel n'est pas assuré : manque d'intérêt pour la filière, orientation par défaut, décalage entre la formation et la représentation qu'ils en avaient, difficultés à comprendre les exigences de la formation et son lien avec le monde du travail, savoir-être problématique.
Selon les résultats de ces entretiens, une approche plus personnalisée destinée aux élèves repérés pour leur manque d'intérêt pour la filière, une orientation par défaut, leurs difficultés à comprendre les exigences de la formation et son lien avec le monde du travail, leurs savoir-être problématiques ou encore leur manque de confiance.
L'affectation des élèves repérés :
a) sur l'action "prévention" : tous les élèves de 2nde :
- en décembre, l'association "Oui je me lance", regroupant des chefs d'entreprises, réalise des simulations d'entretiens d'embauche afin de sensibiliser les jeunes aux attentes du monde de l'entreprise, d'évaluer leur motivation et de les aider à se positionner (3 demi-journées, 6/8 chefs d'entreprises). Ces entretiens prennent appui sur les livrets d'accompagnement réalisés par l'établissement dans lequel les élèves font leur propre bilan de leur 1er trimestre au sein de leur filière.
- visites d'entreprises réalisées avec le soutien de notre récent partenaire l'ESF (Association des Entreprises du Sud Francilien), avec en programmation 2 entreprises en logistique.
b) Sur l'action "d'accompagnement personnalisé" après les résultats des premiers entretiens :
- en janvier, 2 demi-journées d'ateliers 5/8 élèves sont mises en place pour travailler sur les savoir-être.

Moyens mis en œuvre :
- les équipes pédagogiques des classes de Seconde sont mobilisées pour le repérage des élèves lors des entretiens de positionnement en octobre et au long cours.
- les membres du Groupe de Prévention du Décrochage Scolaire (GPDS) assurent le suivi de chaque élève identifié par la mise en place des actions correspondant aux problématiques des élèves avec une réunion toutes les 3 semaines.
- le référent décrochage scolaire coordonne les actions du GPDS et fait le lien entre les différents intervenants. La COP assure un suivi individualisé du parcours de l'élève par des entretiens... Le PEPS permet de travailler sur les savoir-être. Un tutorat assuré par les enseignants pour du soutien méthodologique ou disciplinaire. Un bilan trimestriel avec les équipes et les familles pour les élèves bénéficiant d'un suivi personnalisé.
- l'association "Oui je me lance" d'entrepreneurs dont l'objectif est d'intervenir dans les classes afin de sensibiliser les jeunes au monde de l'entreprise et faciliter l'insertion professionnelle des jeunes dans la vie active avec des modules de simulation d'entretiens, des rencontres/témoignages de chefs d'entreprises permettant d'expliquer les attentes de l'entreprise.
- l'ESF (Association d'Entreprises du Sud Francilien) adhésion par le lycée : possibilités interventions, témoignages et visites.
- les visites de structures liées aux activités professionnelles des jeunes
- la société Allaire : coach par un ancien professionnel : prise en charge en groupes restreints sur les savoir-être, compétence, capacités.

Public(s) cible(s) :
200 élèves de classes de Seconde.

Localisation géographique :
- LP JACQUES PREVERT (COMBS LV)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant Association "Oui je me lance" 20h*75€	1 500,00	31,78%
Intervenant coaching pour 4 ateliers 32h*60€	1 920,00	40,68%
Adhésion Association d'Entreprises du Sud Francilien (ESF)	350,00	7,42%
Frais transports visites d'entreprises	950,00	20,13%
Total	4 720,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016-2017	3 520,00	74,58%
Rectorat	400,00	8,47%
Agglomération Sénart	300,00	6,36%
Partenariat IUT Sénart	100,00	2,12%
Taxe d'apprentissage	400,00	8,47%
Total	4 720,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	3 520,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la gratuité des manuels scolaires	10 423,00 €
2013	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	6 823,00 €
2013	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	9 568,00 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	131 298,00 €
2013	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	18 900,00 €
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	8 676,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	3 796,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	10 996,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	4 920,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	2 500,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	118 777,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	69 547,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	25 220,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	12 074,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	18 746,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	13 762,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	3 773,28 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	4 973,93 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	122 125,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	26 569,72 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	33 468,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	4 000,00 €

2015	Projet-Réussite pour tous	2 657,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	12 152,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	32 924,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	11 843,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	76 537,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	23 592,00 €
2016	Travaux de maintenance	35 000,00 €
	Montant total	723 781,93 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013647

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : LPO LYC METIER FRANCOIS MANSART SAINT-MAUR-DES-FOSSES (94) - PROJET N°511 - VALORISATION DE LA VOIE PROFESSIONNELLE - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	2 186,00 €	89,02 %	1 946,00 €
		Montant Total de la subvention	1 946,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO LYC METIER FRANCOIS MANSART
ST MAUR DES FOSSES
Adresse administrative : 25 AVENUE DE LA BANQUE
94214 SAINT-MAUR-DES-FOSSES
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Michel DJARIAN, Proviseur

N° SIRET : 19940585300011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 13 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mars 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- amener les élèves à être en projet, à réinvestir leur formation, et les accompagner jusqu'à la construction et l'appropriation de leur projet personnel ;
- restaurer la confiance dans le système éducatif par des actions au sein du lycée et à l'extérieur ;
- restaurer la confiance en soi.

Description :
L'objectif du projet intitulé "Mon CAP vers ma réussite" est d'aider de manière préventive des élèves en risque de décrochage.
Plusieurs modules leurs sont proposés pour fédérer le groupe classe et nouer un rapport de confiance avec l'équipe pédagogique en organisant des sorties de groupe :
- visite gratuite de l'arboretum de Paris et sortie accrobranche au Parc Floral ;
- un atelier théâtre permettra de travailler l'estime de soi grâce à des scénettes. L'axe de travail devra être

fixé en fonction des différents profils d'élèves ou sur la projection professionnelle (simulation d'entretien) avec la possibilité d'organiser une restitution ;
- un partenariat a été mis en place avec une action solidaire pour aider les plus démunis en participant aux activités des Restos du Cœur de l'antenne de Champigny-sur-Marne ;
En vue d'aider les jeunes à s'intégrer, ils seront appelés :
- organiser une collecte au sein du lycée pour les restos du Cœur ;
- participer au projet « Lycéens au cinéma ».

- le projet vise aussi la découverte du monde professionnel, à travers l'organisation de tables rondes pour apporter des éléments d'information et de réflexion sur l'insertion, l'emploi, les qualifications et les métiers. Une visite gratuite au musée du compagnonnage est prévue ainsi que des visites de chantiers ;
- l'intervention d'anciens élèves sur leur parcours (venant d'un CAP et sortis avec un BTS), sera organisée, ainsi que le développement du tutorat entre élèves ;
- une aide personnalisée sera mise en place pour les CAP (aider les élèves dans leur recherche de stage, établir un CV, préparer les entretiens).

Public(s) cible(s) :
24 élèves de CAP Métiers du bois

Localisation géographique :
- LYT FRANCOIS MANSART (ST-MAUR)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant Théâtre "La bande à Léon" 29h*58€	1 682,00	76,94%
Intervenant Evasion Verte	264,00	12,08%
Frais de sorties cinéma : 4 séances	240,00	10,98%
Total	2 186,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016-2017	1 946,00	89,02%
Participation de l'établissement	240,00	10,98%
Total	2 186,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	1 946,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 175,00 €
2013	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	9 870,00 €
2013	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	12 769,00 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	246 184,00 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	44 664,00 €
2013	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	17 650,00 €
2013	Travaux de maintenance	33 600,00 €
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 994,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	18 917,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	11 084,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	250 436,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	149 284,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	24 320,00 €
2014	Travaux de maintenance	22 650,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 355,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	31 695,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	4 193,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	251 316,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	111 057,61 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	24 550,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	1 591,00 €
2015	Travaux de maintenance	130 850,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 974,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	32 186,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	9 990,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	168 904,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	78 623,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	22 140,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	25 500,00 €
2016	Travaux de maintenance	26 200,00 €
	Montant total	1 509 221,61 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013651

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : LPO GUTENBERG CRETEIL (94) - PROJET N°282 - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	3 600,00 €	82,22 %	2 960,00 €
	Montant Total de la subvention		2 960,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO GUTENBERG CRETEIL
Adresse administrative : 16/18 RUE DE SAUSSURE
94000 CRETEIL
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Julien LALIVE, Proviseur

N° SIRET : 19941930000025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 13 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 6 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- contribuer à lutter contre les situations d'échec et de décrochage scolaire ;
- aider les élèves à surmonter leurs difficultés, par la constitution et la mise en place d'un maillage associatif et institutionnel ;
- proposer une présence et un accompagnement spécialisés auprès des élèves scolarisés et leur famille, réalisés par un intervenant extérieur et étranger à l'institution scolaire, qui réalise de ce fait une médiation entre les élèves et l'institution scolaire, ainsi qu'avec leur famille ;
- approcher les familles dans une dimension d'accompagnement.

Description :
L'objectif principal est celui d'offrir un espace de parole, libre et confidentiel où les élèves, mais aussi les parents peuvent aborder des sujets qui les concernent et aider à dénouer les situations. Pour les lycéens et leur famille le « Point Ecoute » fait totalement partie de l'établissement.

Les élèves peuvent venir d'eux-mêmes en demandant un RDV auprès de l'infirmière, celle-ci gérant le carnet des RV. Ils peuvent aussi être conseillés par les instances du lycée qui suivent la scolarité des élèves (infirmière, CPE, assistante sociale, COP, proviseur, proviseur adjoint, professeurs) pour demander un RDV. Les parents peuvent aussi demander un entretien individuel ou conjoint avec le jeune. Ces entretiens sont à caractère confidentiel.

Ils ont intégré qu'il s'agissait d'un dispositif pouvant leur venir en aide lorsqu'ils rencontrent des difficultés. Nombreux viennent spontanément à l'infirmerie pour solliciter un rendez-vous.

Moyens mis en œuvre :
La permanence du Point Écoute se tient dans le pôle infirmerie, dans un bureau adapté et aménagé, attenant à celui de l'infirmière : les jeudis de 14h à 16h. Entretiens individuels, groupe de parole, réunions avec parents, réunions avec équipes médico-psycho-sociales.

Public(s) cible(s) :
élèves de 14 ans et plus en situation de mal être et/ou d'échec scolaire.

Localisation géographique :
- LYP GUTENBERG

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant extérieur 60h*57€	3 420,00	95,00%
Frais de fonctionnement	180,00	5,00%
Total	3 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016-2017	2 960,00	82,22%
Reliquat	460,00	12,78%
Participation de l'établissement	180,00	5,00%
Total	3 600,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	2 960,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la gratuité des manuels scolaires	49 809,00 €

2013	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	24 394,00 €
2013	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	19 191,00 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	245 596,00 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	12 903,00 €
2013	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	27 780,00 €
2013	Projet Lycée, innovation éducative	1 938,00 €
2013	Projet-Réussite pour tous	3 380,40 €
2013	Travaux de maintenance	25 000,00 €
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	13 313,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	59 560,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	8 363,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	1 200,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	233 200,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	4 729,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	25 783,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	2 930,00 €
2014	Travaux de maintenance	7 800,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 744,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	78 269,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	5 540,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	2 000,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	230 052,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	25 913,86 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	26 778,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	3 014,00 €
2015	Travaux de maintenance	77 000,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	72 284,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	193 556,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	21 808,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	7 000,00 €
2016	Travaux de maintenance	13 500,00 €
	Montant total	1 276 456,26 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013659

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : LP LYC METIER MARIE LAURENCIN PARIS 10EME- PROJET N° 464 - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - DISPOSITIF REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	4 500,00 €	100,00 %	4 500,00 €
	Montant Total de la subvention		4 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP LYC METIER MARIE LAURENCIN PARIS 10EME
Adresse administrative : 114 QUAI DE JEMMAPES 75010 PARIS 10EME
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Elisabeth LAGARDE, Proviseure

N° SIRET : 19750776700014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 5 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- remotiver,
- lutter contre le décrochage,
- dynamiser et sociabiliser avec le taekwondo.

Description :
Destinée à des jeunes filles en CAP de Mode et Couture, l'activité permet d'apporter des notions d'autodiscipline car les exercices demandés réclament beaucoup de coordination physique et de concentration mentale.
Lors des cours d'EPS, un intervenant en Taekwondo vient dispenser des cours de sport de combat afin que les élèves puissent non seulement découvrir l'activité mais également apprendre les valeurs citoyennes, apprendre à vivre en société (respect de l'autre, restauration de l'image de soi, utilisation de règles communes) dans un but de lutte contre l'échec scolaire et l'absentéisme.

Moyens mis en œuvre :
Les ateliers taekwondo se dérouleront dans un gymnase avec un intervenant extérieur, le professeur d'EPS et la classe entière de CAP, à raison d'1 heure 30 par semaine, pour un total de 60 heures dans l'année.

Public(s) cible(s) :
30 jeunes filles en CAP de mode et couture

Localisation géographique :
- LP MARIE LAURENCIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant extérieur art martial 60h*75€	4 500,00	100,00%
Total	4 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016-2017	4 500,00	100,00%
Total	4 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	4 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	9 454,00 €
2013	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 085,00 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	101 589,00 €
2013	Ecolycées franciliens	3 000,00 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	5 478,00 €
2013	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	9 440,00 €
2013	Projet Lycée, innovation éducative	1 925,50 €
2013	Travaux de maintenance	42 000,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	8 788,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	10 244,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	3 000,00 €

	(CR46-14)	
2014	Budget participatif des lycées	70 000,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	95 416,00 €
2014	Ecolycées franciliens	5 000,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	7 500,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	9 760,00 €
2014	Mesures de sécurité dans les lycées	3 000,00 €
2014	Travaux de maintenance	23 000,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	4 918,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	10 480,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	1 023,50 €
2015	Développement des parcours européens des lycées professionnels	3 204,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	91 272,00 €
2015	Ecolycées franciliens	5 500,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	23 140,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	9 890,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	1 200,00 €
2015	Travaux de maintenance	80 000,00 €
2016	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	1 201,29 €
2016	Développement des parcours européens des lycées professionnels	5 540,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	73 704,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	22 840,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	7 888,00 €
2016	Travaux de maintenance	8 000,00 €
	Montant total	664 829,29 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013673

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : LPO LOUIS ARMAND NOGENT SUR MARNE (94) - PROJET N°461 - VALORISATION DE LA VOIE PROFESSIONNELLE - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	2 070,00 €	92,42 %	1 913,00 €
	Montant Total de la subvention		1 913,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO LOUIS ARMAND NOGENT SUR MARNE
Adresse administrative : 173 BOULEVARD DE STRASBOURG
94736 NOGENT SUR MARNE
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Bernard DENY, Proviseur

N° SIRET : 19940118300017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 7 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- réussir en Baccalauréat Professionnel Etude et Définition de Produits Industriels : de la formation à l'entreprise ;
- rendre acteurs les jeunes et éviter le décrochage scolaire reste le fil rouge des 3 années de filière ;
- réaliser des projets pour une approche professionnelle de problématiques concrètes.

Description :
L'objectif de ce projet "Réussir en Bac Pro : étude et définition de produits industriels (EDPI)" est en 3 points : intégration, ouverture, projet.
Dans un premier temps, il est de mieux faire connaitre la filière aux entrants, le contenu des enseignements, du métier, des débouchés et poursuites d'études.
Dans un second temps, l'intervention de professionnels au sein de l'établissement et des sorties culturelles : lieux technologiques, musées permettent aux jeunes d'élargir leur horizon.

Les élèves de première et terminale réaliseront des projets pour une approche professionnelle de problématiques concrètes.

En suivant les 3 axes évoqués seront menées les actions suivantes :
- intégration (connaître l'EDPI) :
classe de 2nde : entretiens individuels, recherche, réalisation de panneaux sur la formation, le cursus scolaire, les débouchés, les poursuites d'études ; travaux sur le savoir-être en classe et en entreprise
- ouverture (cohésion de groupe et ouverture au monde) :
classes de 2nde, 1ère, Terminale : sorties aux musées du Louvre, des Arts et Métiers, de l'Air et de l'Espace, de l'Institut du Monde Arabe.

Réalisation de projets par les classes de 1ère et Terminale :
- avec l'approbation de l'Institut du Monde Arabe, les élèves réalisent des maquettes des diaphragmes (moucharabiehs créés par Jean Nouvel sur la façade du bâtiment) pour les 30 ans de l'institut. Ces maquettes seront soit exposées dans le musée, soit proposées aux visiteurs à des fins pédagogiques.
Cette exposition permettra de montrer le travail des élèves du lycée Louis Armand soutenus par la Région Ile-de-France ;
- travaux sur la réalisation d'avions. Etude de la mécanique du vol. Conception et fabrication de mini-avions téléguidés pour des vols en intérieur (gymnase).

Moyens mis en œuvre :
3 enseignants du domaine professionnel suivent ce projet.
Des moyens horaires sont demandés auprès du chef d'établissement qui permettront de compenser en partie les actions réalisées en dehors des cours, lorsque cela ne peut être fait pendant.

Public(s) cible(s) :
70 élèves : 3 classes de la filière EDPI (Etude et Définition de Produits Industriels).

Localisation géographique :
- LYP LOUIS ARMAND (NOGENT S/M)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Atelier réalisation moucharabiehs	500,00	24,15%
Atelier fournitures et réalisation maquettes d'avions	600,00	28,99%
Intervenant extérieur INPI	150,00	7,25%
Frais de transports et sorties	820,00	39,61%
Total	2 070,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016-2017	1 913,00	92,42%
Reliquat	157,00	7,58%
Total	2 070,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	1 913,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 683,00 €
2013	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	25 038,00 €
2013	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	289,00 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	230 575,00 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	43 350,00 €
2013	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	25 708,00 €
2013	Mesures de sécurité dans les lycées	22 000,00 €
2013	Travaux de maintenance	37 797,00 €
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 239,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	19 548,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	26 724,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	219 379,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	90 829,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	27 796,00 €
2014	Mesures de sécurité dans les lycées	10 340,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	1 700,00 €
2014	Travaux de maintenance	220 825,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 400,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	34 847,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	275,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	218 386,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	93 489,06 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	30 755,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	60 000,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	1 911,05 €
2015	Travaux de maintenance	88 900,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 807,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	50 422,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	29 999,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	173 752,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	4 578,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	26 258,40 €
2016	Travaux de maintenance	34 600,00 €
	Montant total	1 644 520,51 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013674

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : LPO LYC METIER FRANCOIS RABELAIS DUGNY (93) - PROJET N°554 - VALORISATION DE LA VOIE PROFESSIONNELLE - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	6 860,00 €	72,89 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO LYC METIER FRANCOIS RABELAIS DUGNY
Adresse administrative : RUE FRANCOIS RABELAIS 93440 DUGNY
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Dominique GOBETTI, Proviseure

N° SIRET : 19932126600017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 2 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le projet vise à favoriser la socialisation scolaire et professionnelle des élèves entrant au lycée des métiers de l'hôtellerie et de la restauration :
- socialisation secondaire des élèves à l'école et pour leur vie professionnelle ;
- intégration dans l'établissement ;
- lutter contre les préjugés concernant les métiers de l'hôtellerie et de la restauration ;
- prendre conscience des exigences des métiers de l'hôtellerie et de la restauration ;
- faire émerger un positionnement laïque garant du vivre ensemble.

Description :
Trois évènements sont prévus :
- pour chaque classe entrante, il est prévu une sorite intégrant la visite d'un lieu prestigieux permettant la

découverte de la de la culture gastronomique ou du service à la française, la degustation d'un petit déjeuner ou d'un déjeuner afin de se rendre compte de l'exigence attendue en milieu professionnel ;
- pour chaque classe de 2nde et de 1ère annee de cap, la participation a des tables rondes rassemblant de nombreux professionnels pour travailler sur les exigences des métiers et lutter contre les préjugés ;
- pour chaque classe de 2nde et de 1ere annee de cap, la découverte et la dégustation d'un menu gastronomique (cuisine et service) au sein de l'etablissement.

Moyens mis en œuvre :
- un accueil spécifique des entrants : une sortie des entrants incluant la visite d'établissements (restaurant, hôtel) de renom ;
- la participation à une table ronde organisée pour eux au sein de l'etablissement ;
- la découverte et la dégustation par groupe d'un menu de type gastronomique.

Public(s) cible(s) :
Elèves de 2nde Baccalauréat technologique et professionnel hôtellerie-restauration (4 classes)
Elèves de 1ère année de CAP (cuisine, service et pâtisserie) soit 4 classes
Elève de 2nde Bac techno (STHR)
Ce projet touche 8 classes, soit 192 élèves.

Localisation géographique :
- LYP FRANCOIS RABELAIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Visites de restaurants et hôtels pour les Secondes (72 élèves)	2 060,00	30,03%
Découverte d'un menu gastronomique (25*192 élèves)	4 800,00	69,97%
Total	6 860,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016-2017	5 000,00	72,89%
Participation de l'établissement	1 860,00	27,11%
Total	6 860,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 866,00 €
2013	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	1 470,00 €
2013	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	19 999,00 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	219 874,00 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	7 630,00 €
2013	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	48 319,00 €
2013	Mesures de sécurité dans les lycées	20 000,00 €
2013	Travaux de maintenance	35 000,00 €
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 090,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	38 105,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	25 152,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	197 840,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	20 857,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	52 530,00 €
2014	Travaux de maintenance	125 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	14 813,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	76 566,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	25 283,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	1 840,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	202 036,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	11 288,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	60 814,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	15 000,00 €
2015	Travaux de maintenance	4 716,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 113,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	53 922,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	138 606,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	36 846,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	48 651,20 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	20 000,00 €
2016	Olympiades des métiers	1 400,00 €
2016	Travaux de maintenance	10 000,00 €
	Montant total	1 290 752,20 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013675

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : LP LYC METIER LOUIS BLERIOT SURESNES (92) - PROJET N° 433 - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION ES CODES - DISPOSITIF REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	6 400,00 €	100,00 %	6 400,00 €
	Montant Total de la subvention		6 400,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP LYC METIER LOUIS BLERIOT SURESNES
Adresse administrative : 67 RUE DE VERDUN
92150 SURESNES
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Véronique BERJON-BAILLY, Proviseur

N° SIRET : 19920171600016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 5 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
A travers ce projet intitulé : "le lycée de la Bienveillance", il s'agit de promouvoir le bien-être des élèves au sein de l'établissement en maintenant les réunions mensuelles du GPDS pour lutter contre le décrochage scolaire et en introduisant des ateliers avec une psycho-esthéticienne. Intervention du théatre forum sur le mal être et la prévention du suicide.

Description :
Grâce à la mise en place d'un lieu et d'un temps dédiés à l'écoute psychologique, il a été fait le constat que beaucoup de lycéens expriment un mal être, une perte de l'estime de soi liés à la vision négative de la société, du lycée professionnel mais aussi à des problématiques sociales spécifiques.

Le soutien psychologique mis en place est nécessaire et les résultats satisfaisants mais il semble aujourd'hui important d'aider les élèves à devenir acteur de leur mieux être et à travailler sur leur estime

de soi.

Moyens mis en œuvre :
Le Groupe de lutte contre le décrochage scolaire (GPDS) est une instance qui permet le repérage des élèves décrocheurs ou en risque de décrochage. Il semble donc important qu'elle puisse continuer de vivre dans l'établissement.
D'autre part la mise en place d'ateliers animés par une psycho-esthéticienne pourra permettra aux élèves de trouver des techniques pour reprendre confiance en eux.
Un deuxième atelier permettra de traiter de la prévention du mal être, du risque suicidaire à travers une représentation de théâtre forum.

Public(s) cible(s) :
l'ensemble des élèves du lycée professionnel Louis Blériot

Localisation géographique :
- LP LOUIS BLERIOT (SURESNES)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Atelier psycho-esthéticienne 60h*75€	4 500,00	48,39%
Théatre forum DONC Y CHOCS 2h*9,5€*100 élèves	1 900,00	20,43%
GPDS 4h* 25 élèves*an (non éligible)	2 900,00	31,18%
Total	9 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale	6 400,00	68,82%
Rectorat (Financement GPDS)	2 900,00	31,18%
Total	9 300,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	6 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 701,00 €
2013	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	9 948,00 €
2013	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	610,00 €

2013	Dotation globale de fonctionnement	145 435,00 €
2013	Ecolycées franciliens	3 000,00 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	52 000,00 €
2013	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	23 948,00 €
2013	Travaux de maintenance	35 000,00 €
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 405,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	5 118,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	10 533,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	102 277,00 €
2014	Ecolycées franciliens	1 400,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	32 236,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	23 555,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	6 000,00 €
2014	Travaux de maintenance	30 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 560,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	1 074,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	3 675,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	106 247,00 €
2015	Ecolycées franciliens	2 500,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	23 555,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	10 500,00 €
2015	Travaux de maintenance	30 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 112,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	6 773,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	8 184,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	62 597,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	23 877,82 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	20 372,00 €
2016	Travaux de maintenance	40 000,00 €
	Montant total	664 757,82 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013678

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : EREA EDITH PIAF PARIS 20EME - PROJET N° 450 - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - DISPOSITIF REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	3 150,00 €	100,00 %	3 150,00 €
	Montant Total de la subvention		3 150,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EREA EDITH PIAF PARIS 20EME
Adresse administrative : 316/322 RUE DE BELLEVILLE
75020 PARIS 20EME
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Monique GOGUEL, Proviseure

N° SIRET : 19750828600014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 3 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- améliorer le savoir-être et la capacité à vivre ensemble par la pratique d'un sport martial Tae Kwon Do ;
- prévenir le décrochage scolaire ;
- restaurer l'estime de soi ;
- apprendre de nouveaux codes de communication dans un espace public et dans les relations interpersonnelles ;
- fédérer une cohésion, une adhésion au groupe scolaire du fait de l'accueil d'une grande grande diversité de publics à l'EREA.

Description :
L'intervenant sportif du Taekwondo interviendra sur des créneaux de 2 heures à l'EREA Edith Piaf, une fois par semaine, en lien avec les cours d'EPS. Seront inclus les jeunes de la MLDS, et tous jeunes scolarisés dans les dispositifs d'inclusion (ULIS lycée, UPE2A). La MLDS envisage de compléter ce module collectif par un module d'accompagnement individuel rattaché à l'action de remobilisation (support

financier MLDS).

Moyens mis en œuvre :
Enseignants EPS de l'EREA + un intervenant extérieur

Public(s) cible(s) :
150 élèves scolarisés dans l'établissement (formation qualifiante et dispositifs d'inclusion) et jeunes déscolarisés en actions MLDS.

Localisation géographique :
- EREA EDITH PIAF

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant extérieur 42h*75€	3 150,00	100,00%
Total	3 150,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016-2017	3 150,00	100,00%
Total	3 150,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	3 150,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 127,00 €
2013	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	5 096,00 €
2013	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 240,00 €
2013	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	3 600,00 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	113 652,00 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	719,00 €
2013	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	19 927,00 €
2013	Travaux de maintenance	11 500,00 €
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	1 726,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	9 799,00 €

2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	8 384,00 €
2014	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	3 952,80 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	101 209,85 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	112 500,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	21 247,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	5 280,00 €
2014	Travaux de maintenance	224 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 499,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	9 799,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	11 790,00 €
2015	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	5 400,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	96 441,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	144 025,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	21 422,00 €
2015	Travaux de maintenance	55 500,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	5 242,00 €
2016	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	1 147,50 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	99 190,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	10 000,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	17 200,00 €
2016	Travaux de maintenance	22 400,00 €
	Montant total	1 032 999,15 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013681

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : LP GABRIEL PERI CHAMPIGNY SUR MARNE (94) - PROJET N°483 - MAITRISE DE LA LANGUE - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	3 461,00 €	79,98 %	2 768,00 €
	Montant Total de la subvention		2 768,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP GABRIEL PERI CHAMPIGNY SUR MARNE
Adresse administrative : 41 AVENUE BOILEAU
94500 CHAMPIGNY SUR MARNE
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Evelyne ROBINEL, Proviseure

N° SIRET : 19940132400017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 15 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- améliorer les compétences langagières (du cadre européen commun) grâce à une approche actionnelle des pratiques théâtrales et ainsi aborder le lexique lié à ce domaine culturel et au discours des scènes étudiées ;
- acquérir le vocabulaire et les capacités d'expression nécessaires à une future intégration dans les classes de l'enseignement général et professionnel ;
- trouver sa place en se laissant guider par le jeu des comédiens et une pédagogie différenciée en classe.

Description :
Depuis plusieurs années le lycée a tissé des liens avec des structures, aussi le projet "Atelier théâtre : classe de 1ère SPLV" s'appuie sur un réseau culturel et pédagogique local, comme la médiathèque André Malraux du quartier Le Bois l'Abbé à Champigny-sur-Marne ou encore le théâtre Gérard Philipe de la commune.

Les compétences d'expression et de compréhension écrites et orales sont développées grâce à la mise en place de différents ateliers de pratiques artistiques. Chaque élève pourra trouver sa place en se laissant guider par le jeu des comédiens et une pédagogie différenciée en classe.

Ces ateliers s'inscrivent dans des séquences de cours dont les problématiques et les objectifs s'associent de façon pertinente pour donner du sens à l'enseignement.

Ce projet permettra également d'établir une ouverture culturelle en partageant les connaissances sur les pratiques artistiques et, en particulier, sur le spectacle vivant. Des œuvres patrimoniales seront également abordées pour que les élèves puissent acquérir des repères culturels essentiels pour une meilleure intégration dans un cursus scolaire ordinaire.

Ce projet s'appuie sur le développement de 3 axes :
- des ateliers de pratique artistique dirigés par une compagnie de théâtre :
30 heures d'atelier sont prévues, réparties tout au long de l'année scolaire. Par groupe de compétence les élèves seront sollicités pour écrire, répéter et jouer des saynètes. Ils seront encadrés par les comédiens de la compagnie Rêve général qui travaille depuis longtemps avec ce type de public.

- une progression transdisciplinaire par séquence en classe en lien avec le projet :
en classe, ces ateliers seront préparés en amont. Les élèves pourront ainsi aborder le genre théâtral grâce à des textes qui serviront de support à différents exercices de compréhension de la langue française: vocabulaire, type de discours, situation de communication...
En histoire et en Art Appliqué, le théâtre sera étudié sous l'angle historique et culturel, ce qui permettra d'aborder certaines notions d'histoire des arts.

- un parcours de spectateur, en lien direct avec les ateliers et la progression annuelle, un parcours de spectateur est proposé à la classe.

Le partenariat avec le théâtre Gérard Philippe de Champigny-sur-Marne permettra de proposer 3 spectacles de la programmation aux élèves de la classe d'accueil. Ce choix sera en lien avec les textes étudiés en classe tout au long de l'année.

Moyens mis en œuvre :
L'intervention de la Compagnie Rêve Général s'inscrit également dans le prolongement d'un précédent projet de pratique théâtrale dont le thème était "Les préjugés".

L'ensemble de l'équipe éducative encadre les élèves de la classe lors des différentes sorties et ateliers afin que tout se passe dans les meilleures conditions. L'équipe pédagogique s'applique à créer du sens dans les apprentissages grâce à des séances transdisciplinaires.

Lors des ateliers, des salles de cours sont mises à disposition.

Public(s) cible(s) :
20 élèves d'une UPE2A (Unité pédagogique pour élèves allophones arrivants). Le niveau de cette classe est en général très hétérogène et dépend du niveau de langue et de scolarisation acquis avant l'arrivée en France. La pédagogie de projet est donc particulièrement adaptée à ce type de public qui a besoin d'une dynamique de cohésion et d'une pédagogie différenciée adaptée au niveau de chacun.

Localisation géographique :
- LP GABRIEL PERI

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant Cie Rêve général 45h*60€	2 700,00	78,01%
Frais de transport	181,00	5,23%
Spectacle Gérard Philipe : 3 séances	300,00	8,67%
Frais de matériel et supports d'exposition	280,00	8,09%
Total	3 461,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016-2017	2 768,00	79,98%
Participation de l'établissement	693,00	20,02%
Total	3 461,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	2 768,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 106,00 €
2013	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	14 984,00 €
2013	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	14 690,00 €
2013	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	5 200,00 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	144 239,00 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	27 209,00 €
2013	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	17 550,00 €
2013	Projet Lycée, innovation éducative	6 707,00 €
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	12 904,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	7 098,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	23 449,00 €
2014	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	-2 780,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	1 830,10 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	138 859,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	25 550,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	16 400,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	8 072,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	13 468,00 €

2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	14 688,00 €
2015	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	8 310,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	1 600,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	146 184,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	51 405,72 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	16 400,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	13 525,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	3 000,00 €
2015	Travaux de maintenance	47 673,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	13 320,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	39 444,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	15 972,00 €
2016	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	-4 500,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	113 345,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	5 612,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	11 435,20 €
2016	Travaux de maintenance	5 100,00 €
	Montant total	840 805,02 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013684

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : LPO LYC METIER EUGENE HENAFF BAGNOLET (93) - PROJET 452 - ORIENTATION - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	5 425,00 €	100,00 %	5 425,00 €
	Montant Total de la subvention		5 425,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO LYC METIER EUGENE HENAFF BAGNOLET
Adresse administrative : 55 AVENUE RASPAIL
93170 BAGNOLET
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Pascal FOURESTIER, Proviseur

N° SIRET : 19932119100017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- lutter contre le décrochage scolaire par un travail sur l'estime de soi et le désir d'apprendre ;
- travailler l'orientation et le projet professionnel ;
- restaurer le lien avec l'école, le goût des apprentissages ;
- resserrer les liens entre la formation et le monde de l'entreprise ;
- élaborer et valider un projet de formation ;
- intégrer des lycéens à une démarche artistique professionnelle ;
- mettre l'élève au centre de la question du désir d'avenir et le rendre acteur de cette problématique qui est trop souvent subie.

Description :
A partir de décembre 2016, une action de remobilisation accueillera les élèves en moyenne 17h par

semaine durant 24 semaines. Il s'agit de remobiliser ce public en manque de reconnaissance par le biais d'un atelier "brèves de métiers".
La Désirothèque, animée par la compagnie Dyptique Théâtre consiste en la réalisation de deux Brèves de métiers par classe : documentaires d'une dizaine de minutes sur un professionnel interrogé sur son métier sous l'angle la thématique du désir. Les élèves élaborent le questionnaire et manipulent caméras et prises de sons sur les lieux du tournage. Ils mènent l'entretien sur le lieu de travail du professionnel. En rencontrant des professionnels sur leur lieu de travail et en abordant avec eux la question de l'engagement personnel dans l'activité professionnelle, ils sont renvoyés à la question de leur orientation et de leur rapport à l'école d'une manière originale, dynamique et motivante. En amont des tournages, un comédien et un documentariste animent des ateliers afin de former le groupe à l'art de l'écoute et du questionnement, à l'élaboration du questionnaire, au repérage des lieux du tournage, à une scénarisation et à une initiation à la technique de tournage.

Moyens mis en œuvre :
- accueil des actions MLDS au lycées Eugène Hénaff de Bagnolet ;
- transmission et évaluation des compétences scolaires par deux équipes pédagogiques composées de personnels enseignants, conseiller d'orientation psychologue, assistante sociale, infirmières. Ils interviendront en français, histoire-géographie, éducation civique juridique et sociale, mathématiques et sciences, EPS ;
- prospection (recherche des professionnels en fonction des désirs des élèves, du travail avec le COP, prise de contact et rendez-vous) ;
- 3 séances en classe entière afin de découvrir l'univers du tournage et de la réalisation (manipuler, apprendre des termes techniques, …), et de s'initier à la pratique de l'interview (jeux de rôle sur le questionnement, travail de l'adresse, des postures physiques, des types de question) ;
- 1 séance en classe entière sur les trois lieux de tournage pour le repérage des lieux et une première rencontre avec le professionnel ;
- 2 séances pour scénariser les tournages (préparation de questions, réflexion sur la mise en scène du tournage) ;
- 1 séance par petit groupe de tournage sur le lieu de travail du professionnel ;
- 1 séance de visionnage de pré montage en classe entière (permettre aux élèves de réagir et d'intervenir sur les montages) ;
- finalisation du montage par le réalisateur ;
- restitution : projection des Brèves de métiers dans le lycée ;
- séance festival : projection des Brèves de métiers réalisés dans les différents établissements en présence des professionnels interviewés ;
- toutes les séances devant élèves se font en binôme réalisateur et comédien ;
- mise en application de l'interdisciplinarité élaborée lors de concertations entre les intervenants.

Public(s) cible(s) :
Une quarantaine de jeunes soit, sans solution (décrochés) de formation ou d'insertion (sans solution d'orientation, échec à l'examen…) soit encore scolarisés (décrocheurs) mais particulièrement exposés au risque de sortie prématurée (notamment absentéisme, difficultés scolaires).

Localisation géographique :
- LYP EUGENE HENAFF

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Atelier Désirothèque 59h*75€	4 425,00	81,57%
Location de matériel de tournage des brèves	400,00	7,37%
Montage des films	600,00	11,06%
Total	5 425,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subventionn régionale 2016-2017	5 425,00	100,00%
Total	5 425,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	5 425,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la gratuité des manuels scolaires	19 042,00 €
2013	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	25 882,00 €
2013	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	12 857,00 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	356 730,00 €
2013	Ecolycées franciliens	4 000,00 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	51 450,00 €
2013	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	40 720,00 €
2013	Travaux de maintenance	30 000,00 €
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	14 017,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	43 372,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	9 174,00 €
2014	Développement des parcours européens des lycées professionnels	0,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	323 327,00 €
2014	Ecolycées franciliens	4 000,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	43 054,00 €
2014	Financement de places en formation continue pour les formations Aide Soignant et/ou Auxiliaire Puériculture	148 000,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	36 250,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	2 750,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	13 358,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	87 707,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	28 427,00 €
2015	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	8 160,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	245 994,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	2 000,00 €
2015	Financement de places en formation continue pour les formations Aide	40 000,00 €

	Soignant et/ou Auxiliaire Puériculture	
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	35 750,00 €
2015	Travaux de maintenance	40 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	13 736,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	57 667,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	27 903,00 €
2016	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	11 120,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	170 643,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	36 342,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	31 384,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	2 250,00 €
2016	Travaux de maintenance	70 000,00 €
	Montant total	1 730 336,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013692

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : LPO BROSSOLETTE LE KREMLIN BICETRE (94) - PROJET N°561 - RESCOLARISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	3 730,00 €	100,00 %	3 730,00 €
	Montant Total de la subvention		3 730,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO BROSSOLETTE LE KREMLIN BICETRE
Adresse administrative : 3 RUE PIERRE BROSSOLETTE
94270 LE KREMLIN BICETRE
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Abderrahman HMIDY, Proviseur

N° SIRET : 19941635500014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 7 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 7 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Permettre aux jeunes franciliens de donner un sens à leur projet personnel et professionnel en leur faisant découvrir les offres de formations régionales correspondant à leur besoin et à leurs projets :
- reprise de confiance en soi,
- réappropriation des codes sociaux,
- aider à l'acquisition de l'autonomie dans les démarches,
- élaboration et validation d'un projet réaliste et réalisable,
- maîtrise de l'outil informatique,
- entrée en formation qualifiante et diplômante.

Description :
Le lycée est porteur de cette action de "pôle d'accompagnement vers l'insertion" pour les districts 7 et 8 du Val de Marne pour accueillir les élèves en rupture de cycle scolaire à partir du mois de novembre. Ce

pôle d'accompagnement offre les ressources humaines (équipe pédagogique) et matérielles (salles de cours et plateau technique et salle polyvalente municipale) ainsi que des sorties organisées sur Paris.

Chaque année, après les pôles bilan positionnement, il reste un certain nombre d'élèves en rupture de cycle scolaire. L'objectif de ce pôle d'accompagnement est de permettre aux jeunes franciliens de donner un sens à leur projet personnel et professionnel en leur faisant découvrir les offres de formations régionales correspondant à leur besoin et à leur projets.
Ce sont souvent des élèves issus des classes de 2nde ou 1ère de bac pro ou 1ère année de CAP décrocheurs de l'année précédente qui ne souhaitent plus continuer à aller au lycée.
Ce sont des jeunes démotivés, qui n'ont plus confiance en eux et en l'institution scolaire, et qui ne parviennent pas à se projeter et à envisager un projet de vie. Ils sont en rupture de cycle scolaire et n'ont plus confiance en eux et en l'institution scolaire. Ils ne parviennent pas à se projeter et à envisager un projet de vie. Le retour en scolarité ne sera pas une priorité et tout au long de l'action ils seront informés de toutes les possibilités pour se qualifier ou se diplômer : offre de formation régionale, apprentissage, Greta…..

Il est important de prendre en charge ces élèves fragilisés pour les aider à se réapproprier les codes sociaux, d'élaborer et de valider un projet professionnel réaliste et réalisable.

La particularité de cette action s'organise en 3 temps :
- une prise en charge intensive pendant 6 semaines afin de remettre ces élèves dans une dynamique en leur proposant différentes activités et en parallèle un travail sur leur projet professionnel ;
- une immersion en entreprise en choisissant leur stage sur une offre déjà établie ;
- la validation du projet et la recherche de solutions d'insertion qui s'organisent entre des périodes de stage, des recherches d'entreprise pour l'apprentissage, des visites de CFA...

Moyens mis en œuvre :
La coordonnatrice MLDS et le référent d'action MLDS avec les enseignants.
Des partenaires :
- l'Atelier Cinéma Créteil pour l'atelier Parole et Images,
- l'Association Résilience pour l'accompagnement du projet professionnel de chaque jeune, la recherche de solutions et le suivi en entreprise.

Public(s) cible(s) :
20 élèves issus des classes : de 2nde ou 1ère professionnelles ou 1ère année de CAP décrocheurs de l'année précédente sans solution après les pôles bilan positionnement.

Localisation géographique :
- LYT BROSSOLETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant atelier paroles et images 14h*75€	1 050,00	28,15%
Frais matériels et déplacements	280,00	7,51%
Intervenant Accompagnement vers l'insertion professionnelle 60h*40€	2 400,00	64,34%
Total	3 730,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016-2017	3 730,00	100,00%
Total	3 730,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	3 730,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	17 260,00 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	134 567,00 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	10 490,00 €
2013	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	10 688,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	15 884,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	131 153,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	5 350,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	19 770,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	22 602,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	138 288,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	30 061,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	11 770,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	1 125,00 €
2015	Travaux de maintenance	89 100,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	17 428,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	123 021,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	11 124,80 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	43 000,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	1 125,00 €
	Montant total	691 866,80 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013704

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : LPO LYC METIER ANDRE MALRAUX MONTEREAU FAULT YONNE (77) -PROJET N° 547 - RESCOLARISATION MLDS - REUSSITE DES ELEVES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	2 600,00 €	76,92 %	2 000,00 €
	Montant Total de la subvention		2 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO LYC METIER ANDRE MALRAUX MONTEREAU FAULT YONNE
Adresse administrative : 4 AVENUE DU LYCEE BP 103 77130 MONTEREAU FAULT YONNE
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Philippe PELLEGRINO, Proviseur

N° SIRET : 19770938900013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 13 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- S'inscrire dans le plan de lutte contre le décrochage scolaire.
- Accompagner l'élève fragilisé hors de sa classe pendant 6 semaines.
- Stimuler la persévérance scolaire
- Proposer une pédagogie différente et permettre à l'élève de travailler sur les mobiles, les modalités et les effets de ses actions.
- L'engager sur cette période dans des actions citoyennes et solidaires
- Poursuivre sa formation au sein de sa classe, rassuré.

Description :
L'objectif de l'action "Classe Parenthèse" permet la mise en place d'une classe innovante qui accueillera pour travailler autrement par session de 6 semaines : des élèves repérés, perturbés, perturbateurs et ou en risque de décrochage. Les élèves apprendront à mobiliser leurs ressources intrinsèques puis de

fermer la parenthèse et de réintégrer leur classe, rassurés.
Cette parenthèse s'appuiera sur de la médiation culturelle, l'activité physique et l'engagement citoyen et solidaire, elle favorisera l'expression sous toutes ses formes : ateliers de lecture, d'écriture, de contes, de théâtre d'improvisation, de jeux, de jardinage, d'activités physiques et sportives.
Les mathématiques, le français, l'histoire géographie et l'anglais seront maintenus en tenant compte des besoins spécifiques de l'élève et du groupe. L'objectif à atteindre pour chacun de ces enseignements sera contractualisé et la méthode pédagogique laissera une autonomie cadrée à l'élève.
Un travail introspectif sera proposé par le biais d'un atelier "Zen" dirigé par l'infirmière scolaire.
Un tutorat individuel hebdomadaire est prévu à l'emploi du temps.
La première semaine sera consacrée à la rencontre de l'autre, du nouvel environnement et de son organisation.
La troisième semaine sera consacrée à une immersion en milieu professionnel (entreprise et/ou atelier professionnel du lycée).
La sixième semaine sera dédiée à la préparation du retour en classe.
Avant d'intégrer ce dispositif l'élève et sa famille seront reçus et pour contractualiser l'engagement qui tiendra compte des objectifs de chacune des parties. Un bilan de l'action sera transmis aux parents.
Une guidance se poursuivra quelques temps après la réintégration de l'élève dans sa classe d'origine par le CPE.

Moyens mis en œuvre :
Une équipe pluridisciplinaire : 4 enseignants Lettres/Histoire Géo, Math/Sciences, Anglais, EPS.
2 enseignants "projet Jardinage" et 2 enseignants "projet" tutorat et coordination
1 CPE référent en co-animation avec le professionnel sur le théâtre d'impro
1 infirmière pour l'atelier Zen
Une salle dédiée aménagée et équipée en informatique.
Partenariat avec des professionnels du théâtre d'impro, la Médiathèque et conteuse de la ville...

Public(s) cible(s) :
48 élèves prioritairement de 2ndes bac pro : absentéistes, perturbés et ou perturbateurs repérés en décrochage potentiel ou avéré.

Localisation géographique :
- LYP ANDRE MALRAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant théâtre 30h*70€	2 100,00	80,77%
Matériel de jardinage	500,00	19,23%
Total	2 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016-2017	2 000,00	76,92%
Rectorat	200,00	7,69%
Commune de Montereau-Fault-Yonne	100,00	3,85%
Participation lycée	300,00	11,54%
Total	2 600,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	2 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la gratuité des manuels scolaires	18 912,00 €
2013	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	13 399,00 €
2013	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	25 026,00 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	902 374,68 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	49 030,00 €
2013	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	71 534,00 €
2013	Projet Lycée, innovation éducative	1 860,00 €
2013	Travaux de maintenance	68 330,00 €
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	18 443,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	17 855,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	17 634,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	7 000,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	690 342,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	79 119,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	63 626,00 €
2014	Travaux de maintenance	159 800,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	12 479,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	67 711,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	8 235,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	2 500,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	499 117,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	583 060,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	66 847,00 €
2015	Travaux de maintenance	86 100,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 538,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	82 816,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	23 056,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	369 021,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	6 408,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	51 725,60 €
2016	Travaux de maintenance	24 000,00 €
	Montant total	3 192 490,28 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013705

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : LGT VOILLAUME AULNAY SOUS BOIS (93) - PROJET N°555 - VALORISATION DE LA VOIE PROFESSIONNELLE - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	8 263,00 €	66,56 %	5 500,00 €
	Montant Total de la subvention		5 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT VOILLAUME AULNAY SOUS BOIS
Adresse administrative : 136 RUE DE MITRY
93604 AULNAY SOUS BOIS
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Jean-François GRASSER, Proviseur

N° SIRET : 19930834700012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 13 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- préparer et accompagner les élèves dans leur recherche de stage ;
- faire découvrir les métiers de leur formation et leur permettre de s'approprier une attitude professionnelle ;
- redonner du sens aux règles de vie du lycée, dans la société et en entreprise au travers des règles sportives ;
- redonner aux élèves le goût de l'effort ;
- créer une ouverture culturelle ;
- renouer le lien de confiance entre les élèves et les adultes ;
- développer de la cohésion au sein des groupes classes et créer une dynamique de groupe positive ;
- travailler sur l'estime de soi à travers l'écoute et le sport pour leur permettre de reprendre confiance en eux ;
- travailler sur le savoir être ;
- donner aux élèves l'envie d'apprendre ;

- les réconcilier avec l'école et ses règles.

Description :
Pendant toute l'année de seconde les élèves seront pris en charge de façon spécifique et suivis individuellement, afin de créer avec eux un climat de confiance propice aux apprentissages. De plus grâce aux différentes actions culturelles et sportives, ils pourront s'ouvrir sur le monde et la société, par une meilleure compréhension des règles de savoir vivre et de vivre ensemble de manière citoyenne au lycée et en entreprise.

Moyens mis en œuvre :
Semaine 1 : accueil individualisé :
- accueil individuel des élèves : entretien individuel, présentation de la filière, remise du livret individuel de suivi ;
- accueil individuel des familles : présentation de la filière aux familles, présentation des métiers de la maintenance, sensibilisation aux exigences des périodes de formation en entreprise, visite des ateliers, présentation du livret de suivi ;
- bilan de positionnement afin de créer les groupes d'accompagnement.

Semaine 2 :
- journée d'intégration culturelle (découverte d'un quartier de Paris) afin de créer une cohésion de groupe et un lien enseignant – élèves ;
- atelier par groupe de 12 élèves : sensibilisation aux différents codes de langages : à partir de jeux de rôles interactifs autour des codes de langage (situation sociale et professionnelles) les élèves seront interpellés sur les codes communs nécessaires pour le « vivre ensemble », en partenariat avec "C'possible".

Semaine 3 :
- journée d'intégration sportive : découverte de l'équitation : travail sur le respect des règles, création d'une dynamique de classe positive en dépassant ses appréhensions ;
- atelier par groupe de 12 : intervention d'une comédienne pour travailler la dictionn ;
- atelier de méthodologie : organisation et rangement.
- des journées culturelles tout au long de l'année : « lycéens apprentis au cinéma », musée des arts et métiers, palais de la découverte ;
- des journées sportives tout au long de l'année : découverte du golf, de l'escalade, des ateliers d'aide à la recherche de stage (grâce à l'intervention d'une conseillère en insertion de l'association SADDAKA, les élèves créent leur CV et leur lettre de motivation en ayant conscience des attentes des entreprises ;
- un suivi individuel tout au long de l'année : des entretiens individuels avec les élèves.

Public(s) cible(s) :
Le lycée Professionnel Voillaume est un établissement qui recrute principalement sur les 5 collèges du bassin d'Aulnay-sous-Bois. Ici sont ciblés 120 élèves de seconde professionnelle électronique, électrotechnique et maintenance des équipements industriels.

Localisation géographique :
- LP VOILLAUME INDUSTRIEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant extérieur : "Bien dit" 54h*75€	4 050,00	49,01%
Intervenant extérieur : Association SADDAKA 18h*50€	900,00	10,89%
Visite avec parisdenfants	700,00	8,47%
Base de Jablines (transport car, activité équitation)	2 613,00	31,62%
Total	8 263,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016-2017	5 500,00	66,56%
Commune d'Aulnay-sous-Bois	2 763,00	33,44%
Total	8 263,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	5 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la gratuité des manuels scolaires	24 330,00 €
2013	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	52 588,00 €
2013	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	7 982,00 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	591 995,00 €
2013	Ecolycées franciliens	8 000,00 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	43 350,00 €
2013	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	50 186,00 €
2013	Mesures de sécurité dans les lycées	60 000,00 €
2013	Projet Lycée, innovation éducative	8 763,00 €
2013	Travaux de maintenance	464 143,78 €
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 864,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	46 135,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	517 834,00 €
2014	Ecolycées franciliens	5 000,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	18 229,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	58 534,60 €
2014	Mesures de sécurité dans les lycées	60 000,00 €
2014	Travaux de maintenance	268 275,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 040,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	50 621,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	9 338,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	4 280,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	520 167,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	7 985,00 €

2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	47 401,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	105 000,00 €
2015	Travaux de maintenance	247 256,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 100,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	43 241,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	7 155,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	444 404,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	26 326,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	37 920,80 €
2016	Travaux de maintenance	165 000,00 €
	Montant total	3 347 486,18 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013707

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : LGT JACQUES FEYDER EPINAY SUR SEINE (93) - PROJET N°560 - MAITRISE DE LA LANGUE - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	8 180,00 €	67,24 %	5 500,00 €
	Montant Total de la subvention		5 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT JACQUES FEYDER EPINAY SUR SEINE
Adresse administrative : 10 RUE HENRI WALLON
93800 EPINAY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur LAURENT NIMESKERN, Proviseur

N° SIRET : 19930120100018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 13 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'expérience des projets interdisciplinaires a témoigné de leur intérêt pour construire des relations entre les élèves d'une part (au sein de la classe et entre les classes) et entre les élèves et les enseignants d'autre part. Ils sont aussi très utiles et efficaces pour donner du sens et de la cohérence aux apprentissages des élèves.
Le projet proposé impliquera 2 classes de 2nde, travaillant en concertation, qui seront amenées à réaliser des « mini-films » après avoir écrit les scenarios.
Au préalable, les élèves auront exploré différents univers cinématographiques . Ils auront aussi été sensibilisés aux différents aspects techniques du cinéma et à leur évolution.
Travail d'écriture, accès à la culture, histoire des techniques… le caractère interdisciplinaire du dispositif proposé se retrouve bien dans ce projet.
Par ailleurs, les élèves découvriront de nouveaux champs professionnels et des parcours individuels divers lors des rencontres avec différents intervenants ce qui pourra les aider à construire leur projet

d'orientation.

Description :
Les classes dites « IDIS » (interdisciplinaires) ont aménagé un espace horaire de 4 heures hebdomadaires le jeudi. Tous les enseignants de l'équipe sont volontaires pour participer à ce projet, et se mobilisent pendant ces heures, au cours desquelles les élèves ne sont jamais notés, mais travaillent des compétences transversales.
Le projet sera amorcé (octobre 2016) par la projection du film « The We and the I » de M.Gondry (2012). Ce film aborde les questions des rapports des adolescents aux autres et à eux-mêmes, les influences et rapports de force, l' utilisation des nouvelles technologies...
La problématique du « groupe » sera travaillée lors de séances sur le collectif / l'individu, les réseaux sociaux, les sphères publique/ privée… (nov-déc 2016)
En parallèle, les élèves visionneront des films présentant des univers différents (films entiers dans le cadre du dispositif Lycéens au cinéma) ou extraits divers.
Un 2ème film de M.Gondry , « Be kind, rewind » (2008) leur permettra de comprendre que tout un chacun, donc eux-mêmes, peut faire un film (prévalence des idées et de la créativité sur les contraintes matérielles et techniques).
Le projet final sera ainsi progressivement dessiné : par petits groupes de 5-6 élèves, écrire un scénario puis tourner un mini-film avec pour thème : un groupe (quel qu'il soit) et pour cadre : un univers cinématographique de référence parmi ceux qui auront été découverts («à la manière de... » tel ou tel réalisateur).
Les scénarios seront écrits lors de séances de type « atelier d'écriture » (janvier 2017) encadrées par 2 dramaturges. Ils animeront un atelier théâtral afin de travailler avec les élèves « les bases » du jeu de comédien et de la mise en scène.
Les élèves tourneront ensuite leurs mini-films. D'autres intervenants, professionnels du cinéma (monteurs, post-synchroniseurs,…) pourront ensuite conseiller les élèves pour améliorer la qualité de leur production finale. Le projet se clôturera par une projection.

Moyens mis en œuvre :
L'ensemble des professeurs participe au projet. Le choix de ce projet a d'ailleurs été élaboré par l'équipe volontaire. Les intervenants, auteurs et professionnels du cinéma, assureront des heures d'intervention devant les élèves, un temps de concertation, de correction, de finalisation des productions. Le lycée met à contribution son matériel technique (caméra,…), informatique et une petite participation financière.

Public(s) cible(s) :
60 élèves de seconde générale scolarisés au lycée Feyder, lycée bénéficiant de la Dotation de Solidarité (territoire repéré comme étant prioritaire sur les actions éducatives).

Localisation géographique :
- LYP JACQUES FEYDER

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires des auteurs	6 000,00	73,35%
Association Ethnoart	1 600,00	19,56%
Visite atelier Médiathèque d'Epinay "De Mélies à aujourd'hui"	280,00	3,42%
Divers (DVD, achat logiciel...)	300,00	3,67%
Total	8 180,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016-2017	5 500,00	67,24%
Fondation Egalité des chances	2 200,00	26,89%
Participation de l'établissement	480,00	5,87%
Total	8 180,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	5 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la gratuité des manuels scolaires	38 770,00 €
2013	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	14 302,00 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	311 292,00 €
2013	Ecolycées franciliens	5 000,00 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	18 508,00 €
2013	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	28 039,00 €
2013	Travaux de maintenance	38 000,00 €
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	15 138,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	42 586,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	7 000,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	290 058,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	34 916,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	27 750,00 €
2014	Mesures de sécurité dans les lycées	50 000,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	5 375,00 €
2014	Travaux de maintenance	120 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	18 355,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	46 185,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	2 400,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	300 947,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	2 000,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	30 400,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	10 000,00 €
2015	Travaux de maintenance	125 121,00 €
2016	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	2 160,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	52 709,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	244 160,00 €

2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	700,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	22 560,00 €
2016	Travaux de maintenance	20 000,00 €
	Montant total	1 587 151,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013718

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : LP AUGUSTE PERDONNET THORIGNY SUR MARNE (77) - PROJET N° 550 - RESCOLARISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	11 055,00 €	82,45 %	9 115,00 €
	Montant Total de la subvention		9 115,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP AUGUSTE PERDONNET THORIGNY SUR MARNE
Adresse administrative : 1 ALLEE DU CHATEAU
77407 THORIGNY SUR MARNE
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Marie-Christine BERNE, Proviseure

N° SIRET : 19770944700019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 3 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- déverrouiller des blocages : par l'intermédiaire de la réalisation d'un film et d'une approche de l'acte de filmer en caméra-poing ;
- prendre confiance en soi et se mettre en action ;
- ouvrir vers des clés de compréhension du monde professionnel et de la société à travers les sujets des films ;
- développer une vision raisonnée du monde et la transmettre par le biais du support cinématographique (compétences liées à la communication) ;
- développer la confiance en soi, améliorer le regard sur soi (bienveillance, bien-être), et sur les autres.

Description :
Le projet de remobilisation par un atelier cinéma, qui s'adresse au public spécifique de la MLDS, permet d'apprendre à un jeune à manipuler une caméra et à fabriquer un film, c'est le doter d'une base culturelle

aujourd'hui nécessaire et inévitable. S'il ne poursuit pas nécessairement dans ce domaine, le jeune aura acquis des outils pour décoder le monde qui l'entoure, à la fois celui du flux d'images dans lequel il est constamment plongé, mais aussi celui des humains avec leur statut social, leur autorité, leur force de travail qui peuvent générer peurs ou gains de confiance. Comment mieux apprendre à lire des images qu'en les fabriquant ? Et qui peut se dispenser aujourd'hui d'apprendre à lire les images ?
Ce travail peut permettre aux élèves de développer des compétences citoyennes et de lecture, utiles pour leur formation scolaire.
Déroulé du projet : une base de 2 demi-journées de 3h par semaine, pendant 12 semaines, soit 24 demi-journées soit 72h. Les tournages et montages ajoutent au minimum 39h, soit 111h au total.
Période : entre janvier et avril/juin 2017. Choix de plusieurs films ou d'un seul film en commun.
Les sujets du (des) film(s) seront dirigés selon un axe au choix, puis libre dans les choix suivants :
- Parcours avenir : un travail autour d'un axe professionnel peut être développé, en trouvant un fil conducteur qui relie chaque film ; par ex : un centre commercial visé sous plusieurs angles de métiers.
- Parcours citoyen : un axe citoyenneté peut être proposé, permettant d'explorer ce qu'est la société, ses composantes, situer chaque personne dans des ensembles sociaux.

Moyens mis en œuvre :
L'Association "L'oeil du Monde" propose des moyens matériels :
- pour le tournage : deux caméras de type caméscope Sony HD, un enregistreur son (ZoomH6) et d'un micro (+perche ou support poignée),
- pour le montage : un ordinateur équipé du logiciel Adobe Première Pro,
- pour la projection : mise à disposition d'une salle de cinéma du cinéma local pour une somme modique, impression d'invitations,
- pour la diffusion : impression de DVD/clés USB, mise en ligne sur une chaîne-web, participation à des festivals...
Moyens humains : une cinéaste formatrice, engagée dans la Réserve Citoyenne de l'Education Nationale ; un/e monteur/se ; le professeur coordinateur de la classe de remobilisation avec un second professeur.

Public(s) cible(s) :
10 jeunes d'horizons différents de 16 à 18 ans, décrochés et repérés par la PSAD, la FOQUALE et le GPDS intégrant la classe de remobilisation.

Localisation géographique :
- LP AUGUSTE PERDONNET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant "L'oeil du monde" atelier 111h*75€	8 325,00	75,31%
Frais tournage, montage et diffusion	790,00	7,15%
Frais de régie, d'assurances et de restauration	1 940,00	17,55%
Total	11 055,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016-2017	9 115,00	82,45%
Rectorat	1 940,00	17,55%
Total	11 055,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	9 115,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	16 428,00 €
2013	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	22 595,00 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	289 807,90 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	10 658,00 €
2013	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	28 140,00 €
2013	Travaux de maintenance	100 000,00 €
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	382,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	7 537,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	19 576,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	225 459,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	33 254,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	27 742,00 €
2014	Travaux de maintenance	43 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	10 431,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	27 180,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	22 280,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	6 993,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	211 177,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	139 317,92 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	35 255,00 €
2015	Travaux de maintenance	212 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	10 826,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	42 437,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	22 813,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	150 927,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	94 017,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	29 096,80 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	10 000,00 €
2016	Travaux de maintenance	115 900,00 €
	Montant total	1 680 893,62 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013721

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : LPO LYC METIER ETIENNE BEZOUT NEMOURS (77) - PROJET N° 331 - RESCOLARISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	9 937,00 €	83,34 %	8 281,00 €
	Montant Total de la subvention		8 281,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO LYC METIER ETIENNE BEZOUT NEMOURS
Adresse administrative : 31 AVENUE ETIENNE DAILLY 77140 NEMOURS
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Claude COULON, Proviseur

N° SIRET : 19770940500017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 7 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- éviter des sorties d'établissements scolaires sans qualification et sans projet d'insertion ;
- permettre la construction d'un projet et sa mise en œuvre ;
- redonner confiance en eux à des jeunes ayant eu un parcours scolaire chaotique ;
- offrir une perspective d'avenir positive scolaire ou professionnelle afin de s'insérer dans la vie sociale et professionnelle ;
- présenter des métiers porteurs et en favoriser leur choix ;
- éviter que le décrochage ne s'amplifie.

Description :
Ce projet intitulé "Relais lycéens plateforme MLDS" est reconduit depuis plusieurs années et s'optimise par sa pérennité. Sa finalité est d'éviter le décrochage scolaire, problématique multifactorielle. Les établissements sont parfois démunis face à ces jeunes à qui ils ont proposé des aménagements et il est

indispensable d'apporter un accompagnement à ce public qui ne trouve pas sa place dans une scolarité traditionnelle.
La remobilisation s'effectue via des modules d'élaboration de projet, de certification ou de développement personnel.

Moyens mis en œuvre :
Les élèves décrocheurs sont repérés par les Groupes de Prévention Décrochage Scolaire (GPDS) de chaque établissement qui propose de participer à un module externalisé soit :
- une session d'élaboration de projet de 7 jours en 2 temps ;
- la participation à une formation CACES de niveau 3 ;
- l'inscription dans un module sur l'estime de soi via une activité théâtre.

Public(s) cible(s) :
60 élèves repérés sur le district soit décrochés de l'année précédente, soit décrocheurs de l'année en cours, ou encore jeunes perdus de vue issus de la campagne SIEI.

Localisation géographique :
- LYP ETIENNE BEZOUT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant session : "Elaboration du projet professionnel" 90h*57€	5 130,00	51,63%
Intervenant session : "Rebondir" journée bilan 6h*57€	342,00	3,44%
Intervenant AI Formation CACES	1 765,00	17,76%
Ateliers théâtre	1 200,00	12,08%
Sorties sportives accro-branche et paint-ball	1 500,00	15,10%
Total	9 937,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016-2017	8 281,00	83,34%
Reliquat	1 656,00	16,66%
Total	9 937,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	8 281,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la gratuité des manuels scolaires	21 561,00 €
2013	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	37 611,00 €
2013	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	13 520,00 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	238 466,26 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	19 290,00 €
2013	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	19 476,00 €
2013	Projet Lycée, innovation éducative	2 884,00 €
2013	Projet-Réussite pour tous	10 911,60 €
2013	Travaux de maintenance	114 510,00 €
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	12 177,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	35 872,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	4 264,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	216 561,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	7 729,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	19 239,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	9 567,40 €
2014	Travaux de maintenance	261 300,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	19 539,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	51 726,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 092,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	3 348,55 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	208 152,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	22 259,80 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	20 001,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	5 000,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	10 451,60 €
2015	Travaux de maintenance	67 100,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 265,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	75 247,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 385,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	153 014,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	39 373,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	15 388,80 €
2016	Projet-Réussite pour tous	1 080,00 €
2016	Travaux de maintenance	322 100,00 €
	Montant total	1 816 705,01 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013726

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : LGT JOLIOT CURIE NANTERRE (92) - PROJET N°347 - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	5 181,00 €	100,00 %	5 181,00 €
	Montant Total de la subvention		5 181,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT JOLIOT CURIE NANTERRE
Adresse administrative : 92 AVENUE JOLIOT CURIE
92014 NANTERRE
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Stéphanie MOTTA GARCIA, Proviseure

N° SIRET : 19920141900017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 17 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Les objectifs de ce projet consistent à :
- favoriser l'estime de soi;
- développer les capacités à communiquer oralement et par écrit;
- connaître le milieu professionnel et ses enjeux;
- donner aux élèves des outils qui leur permettent de réussir aux concours sanitaires et sociaux et aux entretiens de façon plus générale (sélection par des écoles, pour l'embauche,...);
- constituer un outil de détermination ou de confirmation de son choix d'orientation professionnelle.

Description :
1. Actions envisagées vis à vis du module IFSI, pour les classes de terminale:
-entraînements aux épreuves écrites (préparer l'épreuve, connaître les sujets, développer sa culture générale) ;
-préparation aux tests psychotechniques avec entraînements (test d'aptitude numérique, test de

raisonnement logique, test d'attention et d'organisation) ;
-préparation à l'entretien oral (mise en situation, acquisition d'une meilleure aisance personnelle lors de l'entretien).

Contenu pédagogique : culture générale ; techniques de recherche documentaire, travail sur l'actualité, tests psychotechniques ; développement personnel et préparation à l'entretien oral ; communication ; entrainement aux épreuves des concours.

2. Actions envisagées vis à vis du module "Confiance en soi", pour les classes de première:
a- intervention d'un coach dans le cadre de 4 ateliers
- Atelier 1 : communication : prise de parole en publique avec expérimentation sur un sujet libre;
- Atelier 2 : communication et techniques de l'entretien (préparation de l'entretien avec expérimentation sur la présentation du métier que l'élève envisage et/ou avec expérimentation sur un entretien d'embauche);
- Atelier 3 : expérimentation des apprentissages sur l'oral blanc de Français;
- Atelier 4 : expérimentation des apprentissages sur l'oral blanc de l'épreuve des Activités Interdisciplinaires;

Chaque élève expérimente une présentation devant le groupe avec un feed-back de celui-ci (à partir d'une grille d'observation) et de l'intervenant.

b- intervention d'une comédienne: 3 ateliers
- travail sur l'espace; un temps d'impro / la fois suivante, d'écriture / la fois suivante, de répétition en vue d'une présentation; travail du regard; mise en scène, jouer un rôle (être dans un métier est aussi être dans un rôle);

c_Maison de la radio: atelier "lire au micro comme à la radio"
- Découvrir la lecture audio ou comment interpréter un texte à la radio.

Moyens mis en œuvre :
1. Pour le module IFSI:
Moyens techniques et humains :
- au lycée, pour la préparation aux épreuves écrites d'admissibilité puis orales d'admission, des enseignants de STMS sont mobilisés à raison de 3 heures par semaine pour un travail en groupe;
- dans l'Institut de Formation aux Soins Infirmiers (IFSI) : accueil des élèves pour une demi-journée dans la structure de formation afin qu'ils puissent assister à un forum réalisé par les étudiants infirmiers permettant de présenter tous les métiers possibles de la profession;
- 2 journées passées à l'IFSI permettent ensuite aux élèves de travailler sur les motivations et la connaissance de soi ;
- une préparation supplémentaire type « oral blanc » est ensuite proposée aux élèves admissibles aux concours.

2. Pour le module Confiance en soi:
- intervention d'un coach à raison de 4 ateliers de 2H;
- intervention d'une comédienne à raison de 3 ateliers de 2H;
- atelier "Lire au micro comme à la radio": déplacement de la classe à la Maison de la Radio, Paris 16ème.

Intérêt régional :
Permettre à des jeunes qui habitent les zones urbaines sensibles et issus de familles modestes de prendre confiance en eux et de devenir une future force vive de la région. Ces jeunes n'auraient peut être pas eu les moyens d'intégrer une formation qualifiante telle que celle-ci (futurs infirmiers) sans l'aide apportée par ce projet (prépa IFSI privées existantes mais payantes). Par ailleurs, renforcer leur confiance en eux peut leur permettre de croire en leur capacité et favoriser leur réussite dans les études (au lycée puis post-bac). Cela rentre ainsi dans les compétences de formation professionnelle et lycées qui

incombent à la région et permet de lutter contre les inégalités sociales.

Public(s) cible(s) :
•Module IFSI:
Les élèves volontaires issus de 2 classes de terminales ST2S (sciences et techniques sanitaires et sociales).

•Module Confiance en soi:
2 classes de 1ère ST2S

Il s'agit d'élèves peu autonomes, qui éprouvent des difficultés à se projeter dans le cycle des études supérieures du fait d'un manque de confiance en eux. Le fait d'initier le travail dès la classe de 1ère permet d'inscrire le projet dans une logique de travail sur un plus long terme.

Localisation géographique :

- LYP JOLIOT CURIE (NANTERRE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant extérieur : 13h*57€	741,00	14,30%
Intervenant extérieur : Homera (32h*75€)	2 400,00	46,32%
Intervenant extérieur : La Belle Humaine (12h*75€)	1 800,00	34,74%
Autres dépenses : Maison de la Radio, participation à l'atelier "lire au micro comme à la radio" (120€* 2 classes)	240,00	4,63%
Total	5 181,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016-2017	5 181,00	100,00%
Total	5 181,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	5 181,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2013	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	2 340,00 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	372 376,00 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	5 208,00 €
2013	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	26 712,00 €
2013	Projet Lycée, innovation éducative	6 096,00 €
2013	Projet-Réussite pour tous	712,50 €
2013	Travaux de maintenance	23 063,00 €
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	64 096,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	86 698,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	1 703,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	654,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	325 916,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	64 981,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	25 597,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	4 567,00 €
2014	Travaux de maintenance	105 500,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 500,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	31 124,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	313 635,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	10 886,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	25 597,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	4 644,46 €
2015	Travaux de maintenance	14 760,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	25 440,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	253 073,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	17 328,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	18 560,00 €
2016	Travaux de maintenance	91 000,00 €
	Montant total	1 559 140,96 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013728

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : LGT MICHELET VANVES (92) - PROJET N°384 - ORIENTATION - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	5 000,00 €	40,00 %	2 000,00 €
	Montant Total de la subvention		2 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT MICHELET VANVES
Adresse administrative : 5 RUE JULIEN
92170 VANVES
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Bernard GARY, Proviseur

N° SIRET : 19920149200014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 28 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 28 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Objectifs éducatifs :
-Aider les élèves à construire leur avenir professionnel
-Permettre une ouverture d'esprit et une plus large vision des métiers peu connus
-Appréhender les métiers dans toutes leurs dimensions
-Découvrir le cheminement permettant de faire aboutir leurs projets d'orientation (Quels points forts ? Quelles étapes ? Quelles options ? Quelles formations ?...)
-Consacrer un temps dédié et privilégié à l'orientation, préparé et accompagné par les Conseillères d'orientation et les professeurs principaux

Description :
Organisé tous les 2 ans, le Carrefour des Métiers s'adresse à près de 2000 élèves des établissements du secteur, de la 4e à la Terminale. Il leur donne l'occasion de rencontrer plus de 250 intervenants issus de secteurs d'activité variés. Durant toute une matinée, au travers d'entretiens individuels, ces professionnels viennent parler de la réalité de leur métier permettant ainsi une approche plus concrète de leur activité.

Les jeunes peuvent également échanger avec des étudiants en cours de cursus et découvrir diverses formations grâce aux écoles présentes

Moyens mis en œuvre :
Le comité d'organisation piloté par l'association de parents d'élèves FCPE met en place une démarche de recrutement des intervenants à inviter, une campagne d'invitation et de communication vers l'ensemble des établissements invités et réalise un site web dédié à l'événement.

Le financement du projet est assuré traditionnellement principalement par la Région Ile de France mais il est également soutenu par les municipalités de Vanves, de Malakoff et d'Issy les Moulineaux. (impressions d'affiches, de programmes, cocktail de remerciements aux intervenants,etc…)

L'ensemble des locaux de la Cité Scolaire est mis à disposition de la manifestation pour permettre d'accueillir les visiteurs (salles de Classe, réfectoires, CDI, cafeteria). Les cours sont libérés pour l'ensemble des lycéens

Intérêt régional :
Les élèves de la 4e à la Terminale provenant des établissements suivants :
Cité scolaire Michelet de Vanves, Collège Saint-Exupéry de Vanves, du Collège Matisse d'Issy-les-Moulineaux, du Collège Paul Bert, du Collège Henri Wallon, de Notre-Dame de France de Malakoff, du Lycée Jacques Monod de Clamart, du Lycée Professionnel Louis Girard à Malakoff, du Lycée Professionnel Dardenne de Vanves et du Lycée Monod à Clamart, du Lycée Ionesco d'Issy les Moulineaux.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Nombre d'élèves à inviter
MICHELET Collège et Lycée (45 classes)1700
MONOD Clamart1230
DARDENNE Vanves (12 classes)360
NOTRE-DAME Malakoff (5 classes)150
MATISSE Issy les Moulineaux (10 classes)300
SAINT-EXUPERY Vanves (10 classes)300
WALLON Malakoff (10 classes)300
PAUL BERT Malakoff (10 classes)300
LOUIS GIRARD Malakoff (7 classes)200
IONESCO Issy les Moulineaux 1050

TOTAL4890

Localisation géographique :
- LYP MICHELET (VANVES)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Communication (plaquette 3 volets, invitation élèves, affichettes, petit journal évènements, communication notes, conception campagne/création/site web)	2 600,00	52,00%
Signalétique (panneaux/fléchage, Encre : impression signalétique et chevalets)	450,00	9,00%
Logistique (fournitures diverses : papeterie, enveloppes, badges etc...)	200,00	4,00%
Frais divers (affranchissements, fournitures de bricolages et d'accueil)	150,00	3,00%
Restauration (accueil intervenants, organisation : café, jus de fruits..., cocktail)	1 600,00	32,00%
Total	5 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016-2017	2 000,00	40,00%
Mairie de Malakoff	2 200,00	44,00%
Mairie Issy-les-Moulineaux	200,00	4,00%
Conseil Départemental 92	600,00	12,00%
Total	5 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	2 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	5 202,00 €
2013	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	12 373,00 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	519 471,00 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	30 620,00 €
2013	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	66 725,00 €
2013	Projet Lycée, innovation éducative	2 404,00 €
2013	Projet-Réussite pour tous	5 000,00 €
2013	Travaux de maintenance	255 000,00 €
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 985,00 €
2014	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	5 821,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	6 397,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	527 295,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	17 073,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	156 785,00 €
2014	Travaux de maintenance	705 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	12 203,00 €
2015	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes	2 301,00 €

	écoles	
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	7 636,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	6 737,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	474 201,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	39 860,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	156 260,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	3 500,00 €
2015	Travaux de maintenance	560 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	1 491,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	30 889,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	264 063,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	32 550,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	61 404,00 €
2016	Travaux de maintenance	515 010,00 €
	Montant total	3 968 988,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013733

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : LPO MARGUERITE YOURCENAR MORANGIS (91) - PROJET N°82 - MAITRISE DE LA LANGUE - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	6 910,00 €	83,55 %	5 773,00 €
	Montant Total de la subvention		5 773,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO MARGUERITE YOURCENAR MORANGIS
Adresse administrative : 62 RUE DES EDOUETS 91420 MORANGIS
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Muriel RIVIERE, Proviseure

N° SIRET : 19911945400015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 21 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- lutter contre le décrochage scolaire par le biais d'un atelier d'écriture, doublé d'un atelier de lecture expressive, et par la valorisation de l'image de soi.

Description :
Atelier d'écriture avec rédaction d'un livret, atelier de lecture expressive avec réalisation d'un DVD. Valorisation de l'image de soi avec atelier d'expression corporelle et échanges sur les relations filles-garçons au lycée.

Moyens mis en œuvre :
Intervention de M.Verhaverbeke, des bords de scènes, de plume poésie, des associations Sésame et paroles de femmes.

Public(s) cible(s) :
200 élèves : 4 classes de 2nde professionnelle, 1BV, 1CAP, TCAP, 4 1/2 classes de 2nde générale.

Localisation géographique :
- LYP MARGUERITE YOURCENAR

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant extérieur : Bords de Scènes 22h*75€	1 650,00	23,88%
Réalisation CD (Bords de Scènes)	600,00	8,68%
Animation ateliers d'écriture 30h*40€	1 200,00	17,37%
Frais graphiste et impression	1 800,00	26,05%
Intervenant extérieur : Plume poésie 20h*50€	1 000,00	14,47%
Intervenant extérieur : Sésame et paroles de femmes 10h*66€	660,00	9,55%
Total	6 910,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016-2017	5 773,00	83,55%
Reliquat	137,00	1,98%
Rectorat	1 000,00	14,47%
Total	6 910,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	5 773,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la gratuité des manuels scolaires	18 219,00 €
2013	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	2 277,00 €
2013	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	9 360,00 €
2013	Développement des parcours européens des lycées professionnels	7 862,32 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	156 106,00 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	4 700,00 €
2013	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	13 100,00 €
2013	Projet-Réussite pour tous	3 875,40 €
2013	Travaux de maintenance	67 400,00 €

2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 167,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	31 796,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	9 072,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	131 424,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	7 869,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	11 950,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	5 977,22 €
2014	Travaux de maintenance	62 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 988,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	30 672,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	9 432,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	126 236,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	35 803,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	10 600,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	115 000,00 €
2015	Travaux de maintenance	105 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 812,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	107 477,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	9 301,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	93 144,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	29 087,82 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	7 736,00 €
2016	Travaux de maintenance	40 000,00 €
	Montant total	1 130 170,76 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013734

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : LPO LEON BLUM CRETEIL (94) - PROJET N°300 - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	3 300,00 €	100,00 %	3 300,00 €
	Montant Total de la subvention		3 300,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO LEON BLUM CRETEIL
Adresse administrative : 5 RUE JEAN GABIN
94000 CRETEIL
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Martine KERBER, Proviseure

N° SIRET : 19941413700018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 13 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- prévenir les situations de crise et leurs répercutions sur le parcours scolaire de l'élève ;
- offrir un espace libre et confidentiel où les élèves peuvent aborder de sujets qui les concernent ;
- être une aide pour ceux qui se mettent en situation de décrochage scolaire ;
- permettre aux lycéens de parler de leur difficultés scolaires et extrascolaires, afin de pouvoir dénouer des situations et de favoriser une reprise de la scolarité ou une recherche de solutions positives pour eux-mêmes ;
- permettre d'orienter les élèves vers des structures adaptées.

Description :
L'objectif de cet "Espace parole" est d'être une alternative à l'exclusion scolaire temporaire ou définitive. Il doit permettre à des élèves de parler de leurs difficultés afin de pouvoir dénouer des situations.
Les permanences sont de 2 heures par semaine et la prise de rendez-vous a lieu à l'infirmerie. Les élèves peuvent être reçus seul ou à plusieurs, voire être orientés vers d'autres structures avec une autorisation

parentale.
La psychologue reçoit les parents qui le souhaitent.
Cette année plusieurs professeurs ont demandé à être reçu également.

Moyens mis en œuvre :
Des réunions préalables autour du projet se sont tenues avant la mise en place des consultations. La psychologue a rencontré les élèves du "Conseil de vie lycéennes" pour les informer et échanger sur le projet, ils ont ainsi pu transmettre auprès de leurs paires. Elle a également rencontré les parents d'élèves au Conseil d'Administration.

Public(s) cible(s) :
122 élèves : toutes classes confondues, ainsi que les professeurs qui en ressentent le besoin par rapport à une classe ou un élève en particulier, voire même comme cette année suite à des situations dramatiques.

Localisation géographique :
- LYP LEON BLUM

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant permanence espace parole 60h*55€	3 300,00	100,00%
Total	3 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016-2017	3 300,00	100,00%
Total	3 300,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	3 300,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la gratuité des manuels scolaires	20 883,00 €
2013	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	20 637,00 €
2013	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	8 450,00 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	271 679,00 €
2013	Ecolycées franciliens	4 000,00 €

2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	4 700,00 €
2013	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	26 306,00 €
2013	Projet-Réussite pour tous	3 074,40 €
2013	Travaux de maintenance	77 000,00 €
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 352,00 €
2014	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	2 152,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	34 027,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	8 246,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	245 573,00 €
2014	Ecolycées franciliens	4 500,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	4 436,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	25 693,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	1 366,08 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 542,00 €
2015	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	832,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	69 175,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	11 529,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	3 000,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	200 481,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	20 000,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	26 192,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	40 000,00 €
2015	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	6 000,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	3 194,52 €
2015	Travaux de maintenance	52 500,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 258,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	80 937,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	131,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	144 971,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	19 180,80 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	10 000,00 €
2016	Travaux de maintenance	9 000,00 €
	Montant total	1 213 318,80 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013740

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : LPO ANTOINE DE SAINT EXUPERY CRETEIL (94) - PROJET N°434 - RESCOLARISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	20 429,00 €	54,08 %	11 047,00 €
	Montant Total de la subvention		11 047,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO ANTOINE DE SAINT EXUPERY CRETEIL
Adresse administrative : 2/4 RUE HENRI MATISSE 94000 CRETEIL
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Jérôme LE GUILLOU, Proviseur

N° SIRET : 19940114200013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 7 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- prévenir le décrochage scolaire en épaulant les équipes éducatives dans les établissements : traiter chaque lycéen individuellement notamment par le renforcement du tutorat ;
- accompagner les jeunes sortis de formation initiale sans diplôme ou qualification.
- reprendre confiance envers les adultes avec la mise en place d'un tutorat rapproché et d'entretiens personnalisés avec des équipes pluridisciplinaires (éducateurs, professeurs, conseillers d'orientation psychologues, spécialistes suivant les jeunes, référents décrocheurs des établissements...) ;
- travailler sur l'estime de soi à travers des ateliers différents (enseignements, groupe de parole, ateliers culturels) ;
- redonner du sens aux apprentissages par le biais du groupe de parole et de remédiation ;
- redonner aux élèves le plaisir d'apprendre et d'utiliser connaissances et compétences déjà acquises;
- permettre de se projeter en leur apportant la connaissance des différentes passerelles et parcours particuliers vers l'insertion.

Description :
Le dispositif "Confiance" a 2 ans et soutient des élèves décrocheurs du district de Créteil et Bonneuil-sur-Marne. Il est maintenant connu et largement utilisés par les équipes éducatives du district suite à leur GPDS et au repérage des jeunes en décrochage.
Ce projet en direction des décrocheurs signalés par les lycées du district sont reçus en entretien dans le cadre de la plateforme. Les jeunes suivis dans le cadre de cadre de la PSAD pourront également bénéficier de ce dispositif selon leur profil.

L'action de la FOQUALE est une donnée intégrée dans le processus de chaque établissement. Les élèves sont de mieux en mieux repérés et la FOQUALE est sollicitée pour évoquer les situations. Les 4 lycées de Créteil ont bien repérés les objectifs du projet et sollicitent la plateforme dans ce cadre.
Les axes en direction des jeunes restent les mêmes :
- l'accompagnement individualisé des jeunes,
- le travail d'écoute et de lien,
- la dynamique de groupe,
La liaison entre les intervenants et les restitutions de travail sera recherchée pour mieux accompagner les jeunes et obtenir une cohésion de travail. Un lien sera également recherché avec les partenaires ayant en charge le suivi des jeunes en dehors de l'école (santé, éducatif, psycho-social).
Un accompagnement des familles sera élaboré de façon individuelle dans un but informatif sur les actions mises en œuvre, puis sur le projet d'orientation ou d'insertion travaillé avec le jeune.

Moyens mis en œuvre :
- Mise en place de formation / sensibilisation des équipes en charge des élèves décrocheurs. La généralisation des référents décrocheurs au sein de chaque EPLE nous permet d'impulser un travail de conseil autour du repérage des décrocheurs.
- Une présentation de la PSAD-FOQUALE et des actions mises en œuvre sera faite en réunion de district en début d'année scolaire 2016-2017.
- Participation de la coordonnatrice MLDS et/ou de la directrice de CIO à la demande des EPLE au GPDS des établissements afin d'aider à l'analyse et à la réflexion sur les situations évoquées, et afin de mieux repérer les élèves relevant du projet et des actions d'accompagnement des jeunes du district.
- Forte implication de la coordonnatrice MLDS en tant que référente de l'action ; d'une conseillère d'orientation psychologue du CIO de Créteil dans le repérage des jeunes, l'analyse des besoins, des problématiques individuelles et le suivi des dossiers scolaires ; d'un service civique dans le quotidien de l'action ; de la directrice de CIO dans l'accueil des intervenants, des réunions, dans la mise à disposition du lieu d'accueil ; du secrétariat du CIO pour les demandes administratives et de l'accueil des jeunes.
- Implication des EPLE de district pour les intégrations continues (rescolarisations en cours d'année) et en stages d'immersion.
- Une fois le projet des jeunes avancé, accompagnement dans le repérage des structures d'accompagnement et d'insertion (CIO, SCUIO, Cité des Métiers...), travail sur la connaissance de la carte des formations.

Public(s) cible(s) :
20 jeunes décrocheurs ou décrochés : lycéens de seconde, première, terminale des filières générales, technologiques et professionnelles repérés par les GPDS des établissements et signalés à la commission absentéistes de district ; jeunes issus du repérage SIEI (PSAD) repérés par la plateforme de district.

Localisation géographique :
- LYP A DE SAINT EXUPERY CRETEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant groupe de parole 36h*70€	2 520,00	12,34%
Intervenant atelier pratique artistique 40h*70€	2 800,00	13,71%
Frais de matériels	200,00	0,98%
Frais de déplacement	100,00	0,49%
Intervenant Méga : tutorat du projet professionnel 100h*71€	7 100,00	34,75%
Intervenant Cnam 99h*75€	7 429,00	36,36%
Frais de concertation 4H*70€	280,00	1,37%
Total	20 429,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016-2017	11 047,00	54,08%
Reliquat	1 953,00	9,56%
Rectorat	7 429,00	36,36%
Total	20 429,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	11 047,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la gratuité des manuels scolaires	16 357,00 €
2013	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	62 121,00 €
2013	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	5 200,00 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	381 544,00 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	5 050,00 €
2013	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	44 179,00 €
2013	Mesures de sécurité dans les lycées	15 000,00 €
2013	Travaux de maintenance	144 200,00 €
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 089,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	42 635,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	4 323,00 €
2014	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	4 283,34 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	331 517,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	28 019,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	45 321,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	25 643,75 €
2014	Travaux de maintenance	87 600,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	12 102,00 €

2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	62 893,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	4 716,00 €
2015	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	3 336,73 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	331 098,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	3 304,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	39 126,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	28 802,00 €
2015	Travaux de maintenance	40 200,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	12 802,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	61 214,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	3 083,00 €
2016	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	-2 739,20 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	269 756,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	5 000,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	32 054,40 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	117 000,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	8 547,00 €
2016	Travaux de maintenance	15 000,00 €
	Montant total	1 904 954,02 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013741

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : LPO LYC METIER FRANCOIS MANSART ST MAUR DES FOSSES (94) - PROJET N° 553 - VALORISATION DE LA VOIE PROFESSIONNELLE - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	2 731,00 €	100,00 %	2 731,00 €
	Montant Total de la subvention		2 731,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO LYC METIER FRANCOIS MANSART ST MAUR DES FOSSES
Adresse administrative : 25 AVENUE DE LA BANQUE 94214 SAINT-MAUR-DES-FOSSES
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Michel DJARIAN, Proviseur

N° SIRET : 19940585300011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 4 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 10 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Amener les élèves des classes terminales Bac Professionnel à :
- surmonter les appréhensions liées à l'apprentissage de l'anglais ;
- développer leur capacité d'écoute et de compréhension orale ;
- prendre la parole en anglais en continu avec plus de spontanéité ;
- échanger avec les autres élèves autour d'un thème donné ;
- être à l'écoute des autres ;
- participer à une réflexion collective ;
- prendre confiance en soi, s'affirmer ;
- développer des compétences transversales de communication utiles, notamment pour les épreuves orales, générales et professionnelles aux examens.

Description :

L'action intitulée "Enseigner l'anglais grâce aux techniques théâtrales" pour des élèves de Terminale Bac Pro. Les élèves ont souvent un niveau très hétérogène en langue et une motivation très inégale, ils ont beaucoup de mal à prendre la parole de peur de se tromper, et redoutent parfois les moqueries.
Aussi pour les aider à communiquer en anglais avec moins d'appréhension, l'atelier théâtre sera un outil pédagogique, dynamique et ludique pour les préparer au mieux à l'épreuve orale d'anglais du bac.

Le recours aux techniques théâtrales, tels les exercices d'expression corporelle, mime, voix, lecture et improvisations permettra à l'élève d'oser davantage et de dépasser le jugement de l'autre.
L'atelier théâtre sera aussi utilisé comme procédé pour qu'un débat s'organise autour d'un thème ou d'un questionnement déterminé en amont avec le professeur. Ce thème tiendra compte des intérêts propres des élèves : récits de voyage, disciplines sportives, genres musicaux, expériences professionnelles, histoire d'un pays anglophone, présentation d'un film etc.
Les thèmes seront sélectionnés en conformité avec le CECRL (cadre européen commun de référence pour les langues).Les intervenants utiliseront aussi le " théâtre forum" pour proposer aux élèves de débattre et d'étudier et de réfléchir aux différentes alternatives à une situation donnée en les expérimentant par le jeu théâtral et utiliseront le vocabulaire de l'argumentation en anglais.
Une représentation sera prévue pour initier ce jeune public à la culture australienne grâce à la venue d'un comédien australien. Avant la prestation, une préparation pédagogique des élèves sera dispensée afin qu'ils puissent mieux comprendre le texte, et un débat sera organisé à l'issue de ce spectacle en anglais.

Moyens mis en œuvre :
2 comédiens professionnels de "La Bande à Léon" pour animer cet atelier :
- après une première séance de présentation de l'atelier théâtre aux différentes classes concernées de 4 heures par intervenants ; les 2 comédiens animeront chacun un groupe pour les 5 séances de travail suivantes, en présence du professeur. Ils seront également présents le jour du spectacle.
1 comédien anglophone de la compagnie "Drama Ties" pour jouer en solo "Journey to Australia".

Public(s) cible(s) :
40 élèves de Terminale Baccalauréat Professionnel métiers du bois : menuisier-agenceur/menuisier-fabricant/technicien constructeur bois.

Localisation géographique :
- LYT FRANCOIS MANSART (ST-MAUR)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenants atelier théâtre en anglais "La Bande à Léon" 48h*39€	1 872,00	68,55%
Accompagnement spectacle "La Bande à Léon" 6h*52€	312,00	11,42%
Intervenant théâtre Drama Ties 6h*65€	390,00	14,28%
Frais de transports	157,00	5,75%
Total	2 731,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016-2017	2 731,00	100,00%
Total	2 731,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	2 731,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la gratuité des manuels scolaires	11 175,00 €
2013	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	9 870,00 €
2013	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	12 769,00 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	246 184,00 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	44 664,00 €
2013	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	17 650,00 €
2013	Travaux de maintenance	33 600,00 €
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 994,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	18 917,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	11 084,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	250 436,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	149 284,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	24 320,00 €
2014	Travaux de maintenance	22 650,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 355,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	31 695,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	4 193,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	251 316,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	111 057,61 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	24 550,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	1 591,00 €
2015	Travaux de maintenance	130 850,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 974,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	32 186,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	9 990,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	168 904,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	78 623,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	22 140,00 €

2016	Mesures de sécurité dans les lycées	25 500,00 €
2016	Travaux de maintenance	26 200,00 €
	Montant total	1 509 221,61 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013746

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : LP AUGUSTE PERRET EVRY (91) - PROJET N°558 - RESCOLARISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	10 780,00 €	31,31 %	3 375,00 €
	Montant Total de la subvention		3 375,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP AUGUSTE PERRET EVRY
Adresse administrative : AVENUE DE LA LIBERTE
91000 EVRY
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Brigitte LAMBERT, Proviseure

N° SIRET : 19911343200017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 9 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 24 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'objectif de ce module, qui constitue une forme de dispositif relais, est de trouver une solution pour des élèves grands décrocheurs inscrits en 2nde professionnelle (voire 2nde GT) après une prise en charge infructueuse par le GPDS et d'éviter qu'ils ne viennent grossir les rangs des jeunes sans solution à la rentrée suivante. A la marge, il n'est pas exclu que ce module puisse également bénéficier à certains jeunes décrocheurs non-scolarisés.

Description :
Le module alternera des phases de prise en charge en EPLE (12 semaines) avec des stages en entreprise (8 semaines). Les périodes en EPLE comprendront 20H d'intervention/semaine auprès des jeunes. La souplesse du dispositif permettra des entrées/sorties en cours de déroulement, en privilégiant certains moments clés. Les actions menées seront les suivantes :
- mise en place et développement de la cohésion du groupe (atelier coaching, projet EPS, déjeuner d'accueil) ;

- développement de l'estime de soi,
- groupes de paroles,
- ateliers d'écriture sur l'analyse de son parcours d'élève et l'identification des causes du décrochage;
- définition du projet personnel du jeune,
- tutorat et entretiens individuels,
- visites au CIO et ateliers,
- tests d'intérêt,
- visites d'entreprise,
- rencontres avec des adultes anciens décrocheurs ayant réussi ou repris une formation,
- stages en entreprise ou en EPLE,
- sorties culturelles et éducatives,
- apprentissage des codes sociaux et comportementaux en entreprise,
- remise à niveau sur le socle commun : maîtrise de la langue française, pratique d'une LV, principaux éléments de mathématiques par groupes de besoin (reprise de confiance en soi notamment), projet TIC (autonomie dans la recherche d'informations) ;
- accompagnement familial, social et santé si nécessaire.

Moyens mis en œuvre :
par l'Education Nationale :
- mise à disposition de locaux et de matériels ;
- personnels EN : professeurs, Conseiller d'Orientation Psychologue, Infirmier, CPE, Assistante Sociale, Ingénieur pour l'Ecole, Comité Local Ecole Entreprise, coordonnateur MLDS.

par des moyens extérieurs :
- intervenants associatifs extérieurs: coaching et approche psychologique ;
- référents de parcours de la Réussite Educative d'Evry.

Public(s) cible(s) :
15 élèves affectés en 2nde pro mais aussi en 2nde GT.

Localisation géographique :
- LP AUGUSTE PERRET (EVRY)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant extérieur : Paradoxes 18h*162.78€	2 930,00	27,18%
Intervenant extérieur : Réussir moi aussi 27h*205.56€	5 550,00	51,48%
Intervenant extérieur : Réussir moi aussi (formation de l'équipe enseignante et éducative) 19h*50€	950,00	8,81%
Autres dépenses : achat matériel pédagogiques et fournitures diverses 50€/élève	750,00	6,96%
4 sorties éducatives et culturelles 10€*15*4	600,00	5,57%
Total	10 780,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016-2017	3 375,00	31,31%
FSE	4 405,00	40,86%
Rectorat	1 000,00	9,28%
Participation de l'établissement	2 000,00	18,55%
Total	10 780,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	3 375,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	8 208,00 €
2013	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	15 403,00 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	270 213,00 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	65 339,00 €
2013	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	26 550,00 €
2013	Projet Lycée, innovation éducative	8 000,00 €
2013	Projet-Réussite pour tous	18 000,00 €
2013	Travaux de maintenance	65 160,00 €
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	8 467,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	15 601,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	13 729,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	2 900,00 €
2014	Budget participatif des lycées	70 000,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	212 424,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	5 948,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	23 550,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	11 100,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	38 161,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	9 537,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	1 377,52 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	162 747,00 €

2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	28 452,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	23 858,00 €
2015	Olympiades des métiers	1 400,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	10 357,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	124 387,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	11 039,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	16 166,40 €
2016	Travaux de maintenance	51 000,00 €
	Montant total	1 044 101,92 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013760

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : LYCEE PROFESSIONNEL RENE CASSIN PARIS 16EME - PROJET N°559 - RESCOLARISATION MDLS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	7 500,00 €	100,00 %	7 500,00 €
	Montant Total de la subvention		7 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LYCEE PROFESSIONNEL RENE CASSIN PARIS
Adresse administrative : 185 AVENUE DE VERSAILLES 75016 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Georges BENGUIGUI, Proviseur

N° SIRET : 19750588600014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 13 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- travailler le savoir-être en entreprise et aider au projet professionnel ;
- permettre un accompagnement spécifique pour évaluer les compétences et les acquis professionnels.

Description :
Dans ce module d'évaluation et de découverte "projet professionnel" :
Mise en place d'un pré-positionnement par la MLDS-suivi individuel des élèves- évaluation des besoins de ces élèves par rapport à leur demande initiale ainsi que la vérification des compétences transversales en lien avec leur parcours de formation. Ce pré-positionnement recense les élèves dont le profil et le projet professionnel et leur permet d'approfondir leur positionnement au Gidef - la maison des parcours.

Un ou des formateurs du Gidef évalueront les axes 2, 3 du pôle réfléchir et les axes 5, 7 et 8 du pôle organiser de la carte des compétences. Ces axes sont essentiels à la construction et à la confirmation

d'un projet professionnel.
Mise en place d'un tutorat entre les stagiaires du Gidef et les élèves MLDS afin de leur faire découvrir le fonctionnement du Gidef.
A l'issu du module les élèves pourront :
- Entrer en PPP, E2C, Gréta, AFPA
- Entrer en passerelle apprentissage
- Rejoindre la PSAD pour un suivi mission locale, une action région, un parcours spécialisé(soin, PJJ, accompagnement associatif)
- Rejoindre une action longue MLDS
- Retourner dans leur lycée d'origine(réorientation, montée pédagogique)
Avoir une affectation sur places vacantes selon la période et la DVE.

Moyens mis en œuvre :
Le positionnement se déroule au Gidef- la maison des parcours qui accueille 15 jeunes maximum par session. Une réunion bilan MLDS et Gidef- la maison des parcours est organisée à la fin de chaque session. Une convention cadre est signée par l'Education Nationale et le Gidef- la maison des parcours.
Durée globale : Octobre 2016 à juin 2017
Calendrier prévisionnel : 5 sessions de mi-octobre 2016 à fin mai 2017
Volume horaire : 20 heures par session
Volume horaire total : 100 heures
Nombre de participants en flux : 75
Lieu de réalisation : un établissement scolaire au minimum des bassins 7/15/16, 6/14, 5/13 (une salle dédiée MLDS avec 12 poste informatique pour pré-positionnement).
Les locaux du Gidef-la maison des parcours.

Public(s) cible(s) :
Hétérogène, élèves de 16 ans et plus, sortis de formation sans qualification. Elèves inscrits dans une action SAS permanent des bassins 7/15/16, 6/14, 5/13 pour lesquels un parcours alternatif à l'école semble pertinent. Ces élèves restent sous statut scolaire.

Localisation géographique :
- LP RENE CASSIN (PARIS)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant extérieur (100h *75€)	7 500,00	100,00%
Total	7 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016-2017	7 500,00	100,00%
Total	7 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	7 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 352,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	7 922,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 184,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	7 729,00 €
	Montant total	34 187,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013762

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : LP LYC METIER GOURDOU-LESEURRE SAINT MAUR DES FOSSES (94) - PROJET N°428 - VALORISATION DE LA VOIE PROFESSIONNELLE - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	1 440,00 €	100,00 %	1 440,00 €
	Montant Total de la subvention		1 440,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP LYC METIER GOURDOU-LESEURRE SAINT MAUR DES FOSSES
Adresse administrative : 50/56 BOULEVARD DE CHAMPIGNY 94210 SAINT MAUR DES FOSSES
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Colette COURDES-BOURGEOIS, Proviseure

N° SIRET : 19940140700010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Favoriser l'insertion professionnelle ou la signature d'un contrat d'apprentissage en :
- décryptant une offre d'emploi/d'apprentissage ;
- rédigeant un CV et une lettre de motivation qui répond à l'offre ;
- travaillant son positionnement ;
- s'entraînant aux entretiens professionnels.

Description :
Après le conseil de classe du 1er semestre, le projet "coacher l'insertion professionnelle" est destiné aux élèves qui souhaitent s'insérer dans la vie active ou poursuivre les études par la voie de l'apprentissage et en découle la création de ce groupe d'élèves.
L'action prévoit :
- une intervention en classe du partenaire et des enseignants pour présenter le projet au groupe d'élèves.

- la recherche d'une offre d'emploi/d'apprentissage et la mise à jour des CV et lettres de motivation avec les enseignants. L'envoi des CV et lettres de motivation au partenaire qui rédige des fiches individuelles de remarques.

- des entretiens individuels d'embauche filmés sont mis en place et une intervention du partenaire pour des conseils individuels personnalisés.

- enfin une auto-évaluation des élèves et une synthèse collective à l'aide d'exemples tirés des films et pour des conseils sur la présentation, l'attitude et la gestuelle à adopter lors d'un entretien professionnel.

- un moment de convivialité autour d'un goûter.

Public(s) cible(s) :
30 élèves de terminale bac professionnel industriel.

Localisation géographique :
- LP GOURDOU-LESEURRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant Sylog atelier de recrutement 20h*72€	1 440,00	100,00%
Total	1 440,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016-2017	1 440,00	100,00%
Total	1 440,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	1 440,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 805,00 €
2013	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	21 547,00 €
2013	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	8 169,00 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	122 917,00 €

2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	12 200,00 €
2013	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	21 960,00 €
2013	Projet-Réussite pour tous	10 124,60 €
2013	Travaux de maintenance	63 100,00 €
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	1 425,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	13 483,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	5 342,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	107 748,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	39 600,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	23 650,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	4 115,00 €
2014	Travaux de maintenance	90 250,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	7 390,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	3 768,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	105 950,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	85 044,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	23 850,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	11 000,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	3 375,00 €
2015	Travaux de maintenance	106 600,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	234,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	32 404,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	13 602,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	75 184,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	9 000,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	19 800,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	4 613,00 €
2016	Travaux de maintenance	9 300,00 €
	Montant total	886 505,60 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013763

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : LGT PIERRE DE COUBERTIN MEAUX (77) - PROJET N° 373 - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	14 087,00 €	64,55 %	9 093,00 €
	Montant Total de la subvention		9 093,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PIERRE DE COUBERTIN MEAUX
Adresse administrative : RUE CHAUSSEE DE PARIS
77109 MEAUX CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Christophe CARTON, Proviseur

N° SIRET : 19770931400011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 3 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- apprendre le dépassement de soi pour permettre aux jeunes d'être valorisés et de se découvrir à travers des activités parfois "inconfortables", peut déclencher un déclic dans la capacité à se réinsérer ;
- se confronter à ses limites et connaître sa capacité à progresser ;
- retrouver confiance en soi et en l'adulte, en participant à des activités où le regard de l'adulte sera différent par rapport à l'image que l'élève décrocheur a de lui-même ;
- redonner une dimension plus positive du système scolaire perçue par les jeunes comme un "broyeur d'élèves en échec" ;
- se dépasser à travers des activités inconnues que le jeune accepte de découvrir et où il va pouvoir s'investir, partager une expérience collective et apprendre le vivre-ensemble ;
- s'exprimer par les arts et des ateliers culturels tels que l'écriture, le théâtre, la musique pour favoriser le développement de la créativité, de l'imaginaire et le lâcher prise ;
-se bouger par la pratique d'activités sportives pour travailler le goût à l'effort, la motivation et le dépassement de soi ;

- s'investir dans une entreprise au cours d'un stage ;
- s'épanouir grâce à un espace d'expression libre et un temps privilégié de valorisation ;
- effectuer des stages et participer à des modules pour retrouver la motivation pour certains, et se découvrir à travers certaines activités les obligeant à se dépasser, pour d'autres.

Description :
Les différents types de difficultés rencontrées sont le manque de motivation, l'absence du goût de l'effort et d'investissement, un comportement «ascolaire» et agressif parfois, des difficultés d'adaptation, un manque de confiance en soi et un sentiment de dévalorisation.
Ces élèves ont besoin de travailler sur leur projet et donc sur eux-mêmes. Beaucoup manquent de confiance en eux, et ont besoin de retrouver une image plus positive d'eux-même dans la construction d'un projet scolaire ou d'insertion. L'objectif est de leur permettre de s'exprimer à travers divers ateliers d'expressions tels que l'écriture, le théâtre, les arts du cirque.
Ce projet éducatif intitulé "Meauxtivaction" du pôle de mobilisation commence par une période de sensibilisation grâce à des modules de découverte pour les élèves :
Connaissance de soi : entretiens individuels avec 2 enseignants, groupes de paroles, séances de photo langage.
Connaissance du monde du travail et chantier pédagogique.
Travail sur la motivation et le dépassement de soi : course d'orientation, parcours de motivation sous forme de défis sportifs, théâtre, atelier d'écriture ; mise en situation professionnelle avec un chef d'entreprise ; recherche de stage.
Projet professionnel : rencontrer et travailler avec une conseillère d'orientation psychologue et aborder leur vécu scolaire.
Des modules de remise à niveau sont proposés en :
- français : la connaissance de soi à travers le roman autobiographique méthodologie sur le commentaire de texte. Participer à l'oral et à développer une argumentation écrite. Participer à un rallye lecture ;
- mathématiques : travailler les maths autrement, comprendre qu'elles font partie de notre quotidien (soldes : pourcentages équation, cuisine : proportion et fraction, comprendre un budget...) ;
- anglais : reprendre les bases permettant de communiquer oralement et à l'écrit ;
- histoire-géo : comprendre les enjeux de notre société avec les points clés de l'histoire du XX siècle.
- débats d'actualités : offrir un espace de parole où on peut parler de tout sans dire n'importe quoi avec un travail sur la prise de parole en public et sur l'argumentation ;
- apport de culture générale "les élémentaires" permettant aux élèves de devenir des citoyens responsables, ouverts, capables de s'intégrer dans la société ;
- informatique vidéo : maîtriser l'outil informatique dans le quotidien en respectant certains codes : lettre de motivation, cv, diaporama, roman photo, clip vidéo ;
- connaissance de soi/projet : apprendre à mieux se connaître à travers des activités afin de bien choisir un domaine pour mieux s'insérer ;
- EPS : équitation, endurance, courses d'orientation, sports collectifs.

Moyens mis en œuvre :
Chantiers pédagogiques, de découverte des métiers du bâtiment et de l'artisanat - stage de rénovation château de Coucy en Picardie, découverte de la maçonnerie traditionnelle, taille de pierre, menuiserie.
Stage de théâtre : travail sur l'expression orale, accepter de lire devant les autres ses écrits, de se dévoiler, de faire passer des émotions, dans le but d'une représentation théâtrale. Découvrir le texte d'un auteur et apprendre à le faire vivre et à l'interpréter

Atelier d'écriture : 1 fois par semaine, déposer par écrit une partie de leur histoire et s'exprimer sur différents thèmes : enfance, passé, famille… Ses séances sont suivies d'enregistrement en studio pour aboutir à un clip vidéo et pour les élèves qui souhaitent y participer la publication d'un recueil de poèmes valorisant les écrits des élèves.
Un stage d'initiation aux arts du cirque sur une semaine avec spectacle à la fin du stage.
La conception d'un clip pour présenter le métier qui me plait !
Une remise à niveau par des modules d'une durée de 18h, avec 8 enseignants volontaires et des intervenants extérieurs.

Des randonnées à Fontainebleau dès la rentrée pour la cohésion du groupe ; courses d'orientation à la base de Jablines et équitation ; visite de Musées (Louvre, Quai Branly, Orsay, Versailles).

Public(s) cible(s) :
50 élèves du pôle de mobilisation : sans affectation, vivant leur histoire scolaire comme une fatalité.

Localisation géographique :
- LYT PIERRE DE COUBERTIN MEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant Olympio : 3 journées d'intervention	2 722,00	19,32%
Chantier Rempart	2 315,00	16,43%
Séjour base de loisirs Jablines	3 000,00	21,30%
Intervenant Royal Boui Boui 15h + spectacle	2 100,00	14,91%
Intervenant coach méthodologie 25h*50€	1 250,00	8,87%
Intervenant Théâtre "Le cabaret des Dandys" 30h*67€	2 010,00	14,27%
Activité sport équitation	690,00	4,90%
Total	14 087,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016-2017	9 093,00	64,55%
Participation de l'établissement	2 994,00	21,25%
Participation de la commune de Meaux	2 000,00	14,20%
Total	14 087,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	9 093,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la gratuité des manuels scolaires	18 813,00 €
2013	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	17 071,00 €
2013	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	4 543,00 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	547 689,67 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	49 400,00 €

2013	Travaux de maintenance	40 000,00 €
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 710,00 €
2014	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	585,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	10 995,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	760,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	371 624,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	37 060,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	5 000,00 €
2014	Travaux de maintenance	86 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 116,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	77 928,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	8 927,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	355 663,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	29 800,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	6 300,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	18 000,00 €
2015	Travaux de maintenance	94 500,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 100,00 €
2016	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	495,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	76 033,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 703,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	237 467,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	35 900,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	1 250,00 €
2016	Travaux de maintenance	32 397,00 €
	Montant total	1 654 144,67 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013764

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : LP PIERRE DE COUBERTIN MEAUX (77) - PROJET N° 435 - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	7 294,00 €	59,88 %	4 368,00 €
	Montant Total de la subvention		4 368,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PIERRE DE COUBERTIN MEAUX
Adresse administrative : RUE CHAUSSEE DE PARIS
77109 MEAUX CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Christophe CARTON, Proviseur

N° SIRET : 19770931400011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 3 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- permettre à des élèves de raccrocher le système scolaire et donc réduire le décrochage scolaire ;
- organiser des groupes de parole ;
- permettre un espace d'écoute et d'échange ;
- investir les élèves dans un chantier de rénovation ;
- contribuer au bien-être de l'élève.

Description :
Le Groupe de Prévention du Décrochage Scolaire du lycée va développer cette année, grâce au projet "Raccroche-toi", des actions afin de remobiliser les élèves en décrochage. En effet, cette année l'absentéisme s'élève à plus de 10% de l'effectif du lycée qui est d'environ 500 élèves.
Une semaine de remobilisation est prévue sous forme d'ateliers d'écriture et d'expression ainsi que des groupes de parole. Le projet est également constitué :
- d'un chantier de rénovation de 2 demi-journées ;

- d'un atelier jardinage déjà entamé l'an dernier : prolongation ;
- d'un stage Arts du Cirque ;
- d'un atelier d'écriture.

Moyens mis en œuvre :
Le chantier de rénovation s'adresse à des décrocheurs repérés par les enseignants et permet d'aider ces jeunes en difficulté dans la découverte des métiers notamment du bâtiment et leur permettre de raccrocher sur le plan scolaire, afin d'éviter un décrochage.
Des groupes de parole seront mis en place avec l'intervenant extérieur.
Un atelier de jardinage permettant de valoriser les élèves et les motiver sur un projet commun fédérateur avec des personnels du lycée.
Un atelier d'écriture donnera aux élèves l'occasion de parler d'eux, de leur mal-être, de leur parcours scolaire.
Les arts du cirque permettent aux élèves de se dépasser à travers des activités demandant de la concentration, de l'agilité et favorisent le travail en groupe.

Public(s) cible(s) :
50 élèves décrocheurs du lycée professionnel de CAP au Bac Pro.

Localisation géographique :
- LP PIERRE DE COUBERTIN (MEAUX)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant accueil psychologique individualisé 36h*63€	2 268,00	31,09%
Chantier Rempart	926,00	12,70%
Intervenant Royal Boui Boui 15h + spectacle	2 100,00	28,79%
Atelier jardinage	2 000,00	27,42%
Total	7 294,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016-2017	4 368,00	59,88%
Participation de l'établissement	2 926,00	40,12%
Total	7 294,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	4 368,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la gratuité des manuels scolaires	18 813,00 €
2013	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	17 071,00 €
2013	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	4 543,00 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	547 689,67 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	49 400,00 €
2013	Travaux de maintenance	40 000,00 €
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	7 710,00 €
2014	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	585,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	10 995,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	760,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	371 624,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	37 060,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	5 000,00 €
2014	Travaux de maintenance	86 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 116,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	77 928,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	8 927,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	355 663,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	29 800,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	6 300,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	18 000,00 €
2015	Travaux de maintenance	94 500,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 100,00 €
2016	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	495,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	76 033,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 703,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	237 467,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	35 900,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	1 250,00 €
2016	Travaux de maintenance	32 397,00 €
	Montant total	1 654 144,67 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013859

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : LPO BLAISE PASCAL VILLEMOMBLE (93) - PROJET N° 516 - RESCOLARISATION MLDS - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	5 425,00 €	100,00 %	5 425,00 €
	Montant Total de la subvention		5 425,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO BLAISE PASCAL VILLEMOMBLE
Adresse administrative : 18 RUE M.VIEVILLE
93250 VILLEMOMBLE
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Philippe ALCHOURROUN, Proviseur

N° SIRET : 19930142500013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 2 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'action consiste en la réalisation par des élèves de Brèves de métiers : des documentaires filmés d'une dizaine de minutes sur un professionnel interrogé sur son métier.
Le but à travers cette action est de mettre l'élève au centre de la question du désir d'avenir et de le rendre acteur de cette problématique qu'il subit trop souvent de manière passive.

Description :
Les entretiens ont lieu sur le lieu de travail des professionnels intérrogés, et sont écrits, réalisés et restitués par les élèves eux-mêmes.
Les tournages sont préparés par un atelier mené par des comédiens ou réalisateurs, afin de former le groupe à l'art de l'écoute et du questionnement, à l'élaboration du questionnaire, au repérage des lieux de tournage, à la scénarisation et à la technique du tournage.

Moyens mis en œuvre :
L'action se déroulera sur une deux semaines à raison de 8 demi-journées.

Public(s) cible(s) :
20 élèves du lycée Blaise Pascal, suivis par la Mission de Lutte contre le Décrochage (MLDS), en remobilisation longue (année scolaire).

Localisation géographique :
- LYP BLAISE PASCAL VILLEMOMBLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Diptyque Théatre (comédien) 31h*75€	2 325,00	42,86%
Diptyque Théatre (réalisateur) 28h*75€	2 100,00	38,71%
Location de matériel	400,00	7,37%
Frais de montage des films	600,00	11,06%
Total	5 425,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016-2017	5 425,00	100,00%
Total	5 425,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	5 425,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	2 465,00 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	117 429,00 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	29 542,00 €
2013	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	22 227,00 €
2013	Mesures de sécurité dans les lycées	50 000,00 €
2013	Projet Lycée, innovation éducative	1 750,00 €
2013	Travaux de maintenance	249 108,95 €
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 820,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	17 254,00 €

2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	7 197,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	94 825,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	6 500,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	21 212,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	4 630,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	15 164,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	2 762,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	1 676,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	96 957,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	5 000,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	21 420,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	10 000,00 €
2015	Travaux de maintenance	133 840,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 901,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	20 677,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 086,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	73 824,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	161 681,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	17 136,00 €
2016	Projet-Réussite pour tous	2 250,00 €
	Montant total	1 046 531,95 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013933

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : LGT HENRI MOISSAN MEAUX CEDEX (77) - PROJET N° 510 - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	17 472,00 €	43,50 %	7 600,00 €
	Montant Total de la subvention		7 600,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT HENRI MOISSAN MEAUX CEDEX
Adresse administrative : 20 COURS DE VERDUN
77109 MEAUX CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Gilles SAVRE, Proviseur

N° SIRET : 19770930600025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 13 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 15 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- lutter contre le déterminisme social ;
-accompagner individuellement les élèves dans leur démarche d'intégration ;
- intensifier la liaison 3ème-2nde ;
- favoriser le dialogue dans le cadre de la relation triadique : élèves-parents-lycée ;
- éviter le décrochage ;
- favoriser l'intégration au sein du lycée ;
- proposer les conditions d'une orientation choisie : individualisation des parcours.

Description :
L'objectif du projet intitulé "Favoriser la persévérance scolaire en consolidant les compétences" pour éviter le décrochage scolaire et favoriser l'intégration pour proposer les conditions d'une orientation choisie en individualisant les parcours. Cette action permettra de lutter contre le taux de non passage en 1ère GT qui s'établissait, de 2010 à 2015, entre 20 et 25 %.

L'utilisation des ressorts disponibles du lycée : tutorat, études encadrées, accompagnement personnalisé, dispositifs passerelle (stages, modules thématiques...) et permettre aussi de favoriser l'exercice de la parentalité.
L'action s'appuiera sur les personnels formés en 2015 au tutorat (12 professeurs) avec la mise en place d'un comité technique et d'un comité de pilotage de l'action qui permettra le repérage et l'identification des difficultés et la réalisation d'un bilan de repérage, en s'appuyant :
- sur la commission d'harmonisation de juin menée avec le concours du collège d'origine
- sur l'élaboration des classes
- sur l'évaluation diagnostique de début d'année précédant l'intégration dans les groupes de l'A.P.
- sur le G.P.D.S réuni chaque mois.

Il sera proposé un suivi précoce et l'élaboration du projet personnel avec l'intégration de la dimension temporelle dans l'avancée du projet en articulant l'année autour des phases et en prévoyant un bilan intermédiaire. L'intégration du dispositif dans le cadre général de l'A.P. (éviter les stigmatisations, l'inflation des horaires et permettre aux élèves issus des villages les plus éloignés de bénéficier de cette aide).
Il sera défini une série de phases d'intégration en fonction de l'évolution de l'élève :
- Phase de diagnostic : commission liaison 3ème/2nde, constitution des classes, évaluation diagnostique générale pour l'A.P, les études encadrées et le tutorat.
- Phase d'intégration : rechercher l'adhésion des familles et des élèves.

Dans le cadre des dispositifs passerelles, intégration volontaire en lycée professionnel. Mise en œuvre du tutorat et des études encadrées (centrage sur connaissances nécessaires en méthodologie et en français et en mathématiques).
Un bilan de fin de période conjugué avec les conseils de classe et la réunion parents/professeurs et le comité technique.
- Phase d'évolution du projet personnel : pour chaque élève.

Moyens mis en œuvre :
L'organisation pédagogique des groupes d'accompagnement personnalisé est à la l'initiative des professeurs en s'appuyant sur l'existant.
En groupe classe : prévoir 1 heure par classe soit un total de 13 heures pour 13 classes.
L'organisation des heures d'études encadrées sont organisées à la demande conjointe des professeurs et des élèves. Une étude est ouverte pour un minimum de 8 élèves et un maximum de 12 élèves.
Elle peut revêtir une apparence de module thématique ou disciplinaire en fonction des besoins identifiés et s'inscrire pour une durée limitée.
Le tutorat prévoit 1 tuteur pour 3 élèves, avec des rencontres en moyenne 1 fois par semaine.
Des réunions trimestrielles des tuteurs seront animées par des membres du comité technique.
Une semaine de modules pour favoriser la persévérance grâce aux ateliers : modules de Techniques de Recherches d'Employeurs / apprentissage ; estime et connaissance de soi ; connaissance de l'environnement ; connaissance de l'entreprise « Sur les chemins de la réussite » ; Photo-language ; intervention d'Olympio ; des entretiens individuels et des études des bulletins scolaires.

Public(s) cible(s) :
60 élèves de 2nde repérés fragiles.

Localisation géographique :
- LYP HENRI MOISSAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant Apsyde 80h*64€	5 120,00	29,30%
Intervenant Olympio 4 sessions	3 377,00	19,33%
Intervenant EGEE	450,00	2,58%
Intervenant Entrées de jeu : représentation et débat "la chaise vide"	1 825,00	10,45%
Intervenant Entrées de jeu : représentation et débat "soif de réussite"	1 700,00	9,73%
Intervenant coach persévérance 70h*50€	3 500,00	20,03%
Frais déplacement visites d'entreprises	1 500,00	8,59%
Total	17 472,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016-2017	7 600,00	43,50%
Reliquat	3 592,00	20,56%
Rectorat	6 280,00	35,94%
Total	17 472,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	7 600,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la gratuité des manuels scolaires	39 019,00 €
2013	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	3 235,00 €
2013	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	39 871,00 €
2013	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	2 444,00 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	320 346,03 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	63 947,00 €
2013	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	32 935,00 €
2014	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	9 197,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	31 626,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	267 467,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	4 436,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	49 115,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	10 325,00 €
2015	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	878,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	63 519,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	169,00 €

2015	Dotation globale de fonctionnement	262 564,00 €
2015	Ecolycées franciliens	10 000,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	27 932,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	33 787,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	9 250,00 €
2015	Travaux de maintenance	120 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 600,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	49 720,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	197 094,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	27 029,60 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	25 000,00 €
2016	Travaux de maintenance	197 000,00 €
	Montant total	1 567 450,63 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013940

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : LP ARISTIDE BRIAND LE BLANC MESNIL (93) - PROJET N° 557 - VALORISATION DE LA VOIE PROFESSIONNELLE - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	7 200,00 €	68,75 %	4 950,00 €
	Montant Total de la subvention		4 950,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP ARISTIDE BRIAND LE BLANC MESNIL
Adresse administrative : 120 AVENUE ARISTIDE BRIAND
93150 LE BLANC MESNIL
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame VERONIQUE REBOUT, Proviseure

N° SIRET : 19930831300014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 5 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 5 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- motiver et dynamiser les élèves de CAP en leur donnant des outils qui les rendront actifs de leur formation scolaire, et dans leurs périodes de formation en milieu professionnel ;
- permettre la découverte de métiers en lien avec leur cursus scolaire ;
- comprendre les codes du monde professionnel, afin de s'adapter aux savoirs être en entreprise ;
- améliorer les relations enseignants/élèves ;
- apprendre à gérer les conflits.

Description :
L'intervenante théâtre sera Mme Markowicz Samadar, comédienne professionnelle et formatrice en prise de parole et communication.
Elle mettra en place des jeux et des exercices qui prépareront des improvisations sur des thématiques en lien avec l'objectif principal.
Les exercices et les jeux sont ciblés afin d'aider les élèves à :

- s'exprimer à l'oral, développer leur vocabulaire, adapter leur langage face à divers publics et différentes situations auxquelles ils seront confrontés à court, moyen et long terme, dans la vie scolaire, professionnelle et privée ;
- argumenter lors d'entretiens professionnels et d'épreuves d'examen ;
- analyser l'image qu'on a de soi et celle qu'on renvoie à l'autre dans le but de l'améliorer ;
- travailler les gestes et attitudes corporelles, et comprendre leurs signifiants ;
- écouter et observer ;
- faire la différence entre connaissances /compétences...

Moyens mis en œuvre :
3 modules de 5 heures :
1er module :
Préparer la sortie au Salon des métiers du patrimoine :
- choisir les métiers sur lesquels ils feront le reportage (à partir du catalogue des exposants) : 1 h
- faire un questionnaire, en trouvant le vocabulaire adapté : 1 h
- apprendre à se présenter : 1 h
- argumenter sur ses objectifs et ses motivations : 1 h
- au retour sélectionner les photos afin d'organiser une exposition qui permettra aux autres élèves de découvrir ces métiers. : 1 h (une pré-sélection aura été faite par les accompagnateurs)

2nd module :
Image de soi, et image qu'on renvoie à l'autre :
-Connaître ses points forts et ses points faibles : 1 h
-Argumenter sur ses compétences lors d'un entretien : 1 h
-Se présenter lors d' un entretien de stage ou un entretien d'embauche : 1 h
-Montrer sa motivation : 1 h
-Adapter son vocabulaire : 1 h

3ème module :
Savoir-être en entreprise et en classe
- comment se comporter face aux autres employés : 1 h
- comment gérer un conflit avec un employé, un patron : 1 h
- comment améliorer les relations enseignants élèves : 1 h
- accepter les autres avec leurs différences : 1 h
- désamorcer un conflit par la méthode de l'assertivité : 1 h

Public(s) cible(s) :
76 élèves issus des classes de CAP Chaudronnerie, Electrotechnique et Aéronautique

Localisation géographique :
- LP ARISTIDE BRIAND

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant extérieur 90h*55€	4 950,00	68,75%
Salon des métiers du patrimoine	750,00	10,42%
Transports	1 500,00	20,83%
Total	7 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016-2017	4 950,00	68,75%
Participation de l'établissement	750,00	10,42%
Participation des familles	300,00	4,17%
Ventes diverses object confectionnés par élèves	700,00	9,72%
Mairie du Blanc-Mesnil	500,00	6,94%
Total	7 200,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	4 950,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	11 802,00 €
2013	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	12 465,00 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	192 382,00 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	27 297,00 €
2013	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	48 064,00 €
2013	Travaux de maintenance	100 000,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	15 491,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	20 850,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	155 509,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	37 290,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	44 004,00 €
2014	Travaux de maintenance	170 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 005,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	21 307,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	15 277,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	156 687,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	31 564,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	49 480,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	2 700,00 €
2015	Travaux de maintenance	70 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	8 212,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	42 095,20 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	13 658,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	122 079,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	30 222,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	39 727,20 €
2016	Projet-Réussite pour tous	2 250,00 €
2016	Travaux de maintenance	40 000,00 €

	Montant total	1 297 153,40 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX014167

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : LPO CLEMENT ADER TOURNAN EN BRIE (77) -PROJET N° 512 - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	3 600,00 €	60,00 %	2 160,00 €
	Montant Total de la subvention		2 160,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO CLEMENT ADER TOURNAN EN BRIE
Adresse administrative : 76 RUE GEORGES CLEMENCEAU
77220 TOURNAN EN BRIE
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Denis CHERRIER, Proviseur

N° SIRET : 19772342200014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 13 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- diminuer l'absentéisme et le décrochage scolaire ;
- faciliter la rencontre entre les jeunes en difficulté et le psychologue clinicien prêt à les écouter.

Description :
La capacité d'accueil du lycée étant importante, plus de 1300 élèves environ, l'équipe de l'EMS (Equipe Mobile de Sécurité) rattachée au Rectorat intervient dans le lycée. Cette équipe est composée d'un coordonnateur, d'une CPE et d'une psychologue clinicienne.

Malgré les préconisations des personnels de santé, il est difficile pour certains élèves d'aller vers les structures de soins psychologiques existantes. L'objectif est de lutter contre l'absentéisme et le décrochage scolaire ainsi que de permettre l'identification de situations d'élèves en grande souffrance et de permettre aux élèves de pouvoir rencontrer aussi facilement un psychologue que l'infirmier ou l'assistant social ou tout autre membre de la communauté éducative.

Les élèves qui ressentent un besoin de parler sont nombreux et une grande partie du temps du personnel de l'infirmerie est consacré à l'écoute de ces jeunes ce qui, par manque de temps, ne permet pas à tous d'être reçus. Ce "Point-Ecoute" est nécessaire pour les élèves qui en ont besoin, notamment les plus démunis qui connaissent de vraies détresses psychologiques.
Pour des entretiens en toute confidentialité, une salle est mise à disposition.
Le psychologue vient à la rencontre des élèves qui le souhaitent, 2 heures par semaine.

Moyens mis en œuvre :
Collaboration avec un psychologue clinicien rémunéré.

Public(s) cible(s) :
100 élèves repérés par la communauté éducative et les élèves en demandes spontanées.

Localisation géographique :
- LYP CLEMENT ADER -TOURNAN EN B

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant psychologue 60h*60€	3 600,00	100,00%
Total	3 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016-2017	2 160,00	60,00%
Reliquat	1 440,00	40,00%
Total	3 600,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	2 160,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la gratuité des manuels scolaires	29 916,00 €
2013	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	8 830,00 €
2013	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	29 640,00 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	252 530,00 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	36 690,00 €

2013	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	46 254,00 €
2013	Travaux de maintenance	64 200,00 €
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	31 442,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	22 980,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	31 571,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	246 904,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	38 204,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	40 370,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	16 471,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	49 479,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	18 396,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	259 094,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	33 315,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	38 565,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	3 600,00 €
2015	Travaux de maintenance	350 180,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	17 471,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	78 882,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	33 798,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	173 366,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	33 320,00 €
2016	Travaux de maintenance	47 600,00 €
	Montant total	1 723 196,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX014216

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : LGT GUILLAUME APOLLINAIRE THIAIS (94) - PROJET N° 143 - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	4 500,00 €	100,00 %	4 500,00 €
	Montant Total de la subvention		4 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT GUILLAUME APOLLINAIRE THIAIS
Adresse administrative : 40 RUE DU PAVE DE GRIGNON
94320 THIAIS
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Marie-Noëlle LAMBLIN, Proviseure

N° SIRET : 19940123300010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 13 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- développer les compétences psycho-sociales pour améliorer le bien-être ; l'autonomie de chaque lycéen en utilisant des techniques de communication (communication non-violence, analyse transactionnelle…) ;
- améliorer le climat et l'ambiance de travail au sein de certaines classes de 2nde ;
- désamorcer les conflits entre les élèves, entre les élèves et l'équipe éducative ;
- développer la persévérance scolaire et prévenir le décrochage scolaire ;
- accompagner tous les élèves dans leur parcours scolaire ;
- intervenir dès la classe de Seconde pour ne pas laisser perdurer les difficultés ;
- trouver des articulations entre éducatif /pédagogique et psychologique.

Description :
Le projet intitulé "La bulle d'Apo, bien vivre au lycée pour réussir" s'adresse à l'ensemble des classes de Seconde, et sera mené en fonction des profils et des besoins des classes à la demande des professeurs principaux afin de ne pas stigmatiser un groupe d'élèves.

Le groupe cible reste les élèves de Seconde en situation d'échec scolaire et/ou qui manifeste des symptômes de mal-être (absentéisme, passage à l'infirmerie, problèmes de comportements…) mais l'action doit aussi se mener avec l'ensemble du groupe classe.
Le bien-être des élèves rencontrant des difficultés d'ordre psychologique pour les accompagner dans leur scolarité et ainsi les mener à la réussite de leur diplôme et, à plus long terme, à une insertion dans le monde professionnel.

Moyens mis en œuvre :
Une psychologue clinicienne le vendredi après midi de 13h30 à 16h30
et le soutien logistique de l'infirmière du lycée et des CPE.

Public(s) cible(s) :
Elèves de l'ensemble des classes de Seconde et autres élèves en difficulté ; effectif du lycée : 1 440 élèves.

Localisation géographique :
- LYP GUILLAUME APOLLINAIRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant psychologue 60h*75€	4 500,00	100,00%
Total	4 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016-2017	4 500,00	100,00%
Total	4 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	4 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la gratuité des manuels scolaires	21 823,00 €
2013	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	82 000,00 €
2013	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	2 860,00 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	325 984,00 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	21 034,00 €

2013	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	35 041,00 €
2013	Projet-Réussite pour tous	6 450,00 €
2013	Travaux de maintenance	76 906,00 €
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	10 923,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	93 700,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	2 742,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	307 821,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	31 676,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	38 356,00 €
2014	Mesures de sécurité dans les lycées	31 500,00 €
2014	Travaux de maintenance	17 760,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 880,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	50 369,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	3 144,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	4 600,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	286 516,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	9 340,92 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	32 470,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	30 000,00 €
2015	Travaux de maintenance	41 914,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 431,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	93 145,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	1 562,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	240 662,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	29 709,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	22 792,00 €
2016	Travaux de maintenance	15 000,00 €
	Montant total	1 639 143,92 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX014332

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : LGT CLAUDE BERNARD PARIS (16EME) - PROJET N° 112 - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - DISPOSITIF REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	6 160,00 €	100,00 %	6 160,00 €
	Montant Total de la subvention		6 160,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT CLAUDE BERNARD PARIS 16EME
Adresse administrative : 1 AVENUE DU PARC DES PRINCES
75016 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Daniel VILLEVET, Proviseur

N° SIRET : 19750698300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 13 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- favoriser l'insertion scolaire et professionnelle de lycéens malades somatiquement en rupture scolaire de par leurs troubles et/ou leur parcours ;
- définir un projet professionnel et se remettre dans des conditions d'apprentissage.

Description :
Deux ateliers hebdomadaires par semaine pendant 32 semaines.
Les ateliers ont lieu une matinée par semaine. Ils seront animés par une comédienne-metteur en scène professionnelle et un professeur de l'établissement. Il s'agit pour la comédienne de prendre en charge le public d'élèves en proposant et pratiquant des activités adaptées.

Le premier atelier, atelier "expression orale", concerne des élèves cérébro-lésés intégrés dans une scolarité. Cet atelier vise à faciliter leur reprise des études et à les remettre dans des conditions d'apprentissage face aux séquelles de leurs accidents.

Le deuxième atelier est intitulé "communication orale" pour des élèves malades somatiques en réinsertion scolaire et professionnelle, dont la langue d'origine n'est pas toujours le français. Cet atelier sert alors à se constituer de nouveaux repères et les aide à définir des choix professionnels adaptés à leur situation et leurs capacités.

Moyens mis en œuvre :
1. Avec les élèves cérébro-lésés, la comédienne partira d'un enseignement pratique : comment se présenter en situation professionnelle ou lors d'un examen oral dans le cadre scolaire, comment faire face à une situation interpersonnelle difficile (ex: les situations de conflits).

2. Avec les élèves en réinsertion, la comédienne propose un travail autour de la présentation de soi, s'axant sur des méthodes de jeux de rôle, de mise en situation et de prise de conscience par chacun de son langage non-verbal.
Ces activités sont également conçues pour permettre aux jeunes de se projeter dans un avenir professionnel.

Public(s) cible(s) :
20 élèves cérébro-lésés ; élèves en réinsertion scolaire et professionnelle pour des raisons liées à leurs maladies, leurs problématiques sociales ou psychologiques. Souvent mineurs isolés étrangers

Ce public est scolarisé dans l'annexe pédagogique du lycée Claude Bernard située dans une clinique. Le secteur des études de la clinique médicale et pédagogique Edouard Rist regroupe des élèves de 12 à 25 ans, atteints de pathologies diverses, scolarisés en primaire, collège, lycée général, technologique et professionnel ou déscolarisés depuis plusieurs années et sortis sans diplôme des établissements scolaires qu'ils ont fréquentés, d'où une extrême diversité du public et des besoins.

Localisation géographique :
- LYP CLAUDE BERNARD (PARIS 16)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant extérieur 88h*70€	6 160,00	100,00%
Total	6 160,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016-2017	6 160,00	100,00%
Total	6 160,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	6 160,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 990,00 €
2013	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	3 484,00 €
2013	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	3 182,00 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	312 899,00 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	20 700,00 €
2013	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	37 660,00 €
2013	Projet-Réussite pour tous	4 256,00 €
2013	Travaux de maintenance	220 000,00 €
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 125,00 €
2014	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	3 510,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	1 540,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	348 824,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	13 587,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	29 550,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	5 600,00 €
2014	Travaux de maintenance	230 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	3 408,00 €
2015	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	832,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	206 585,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	8 840,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	30 250,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	6 160,00 €
2016	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	540,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	1 315,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	177 967,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	23 808,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	15 000,00 €
2016	Travaux de maintenance	136 999,40 €
	Montant total	1 547 250,40 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX014362

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : LPO LYC METIER FLORA TRISTAN MONTEREAU FAULT YONNE (77) - PROJET N°458 - VALORISATION DE LA FILIERE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	7 338,00 €	92,35 %	6 777,00 €
	Montant Total de la subvention		6 777,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO LYC METIER FLORA TRISTAN MONTEREAU FAULT YONNE
Adresse administrative : 12 AVENUE DU 8 MAI 1945
77130 MONTEREAU FAULT YONNE
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Myriam ERIPRET, Proviseure

N° SIRET : 19772312500013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 13 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 13 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- remobiliser les élèves entre deux PFMP de 4 semaines ;
- créer une dynamique dans la classe ;
- développer les valeurs de respect d'entraide et de solidarité au sein d'un groupe classe ;
- réaliser les dossiers de prospection et de négociation pour les examens ;
- éviter les décrochages à une période importante de la formation ;
- remobiliser des élèves à quelques semaines des épreuves ;
- consolider les valeurs de respects, d'entraide et de solidarité ;
- préparer le dossier personnel de l'élève pour l'épreuve de négociation ;
- s'entraîner aux oraux de prospection et de négociation ;
- réviser des matières professionnelles et générales.

Description :

Les élèves de cette classe ont des niveaux très hétérogènes et sont issus essentiellement de Sde "métiers de la relation aux clients et aux usagers" (MRCU). Dans l'ensemble les élèves sont très réactifs et très dynamiques, ce séminaire de révision permettra aux élèves de se remobiliser sur l'objectif du baccalauréat.

Ce projet "en route vers la réussite" s'articule en 2 volets :
1er volet : Après 4 semaines de stage, les élèves doivent être prêts pour passer leurs épreuves. Une stratégie doit être mise en place afin de travailler les dossiers et faire en sorte que chaque élève ait une liste précise de ce qui lui reste à faire pour son examen.
Ces deux dossiers de prospection et de négociation sont importants, car le premier fait l'objet d'une soutenance orale de l'élève avec un coefficient 3 et le second dossier de négociation n'est pas valorisant car il n'apporte pas de point mais peut être pénalisant et enlever des points si il n'est pas conforme. Il fera l'objet d'un oral coefficient 4.
Les 3 jours à Buthiers permettent des temps de travail importants et permettent la rédaction des dossiers. Ils sont ponctués par 2 activités sportives qui devraient renforcer la solidarité et les liens du groupe.
2ème volet : L'ensemble des dossiers ayant déjà été rendu, il faut maintenant se préparer à l'oral et créer son book personnel pour l'épreuve de négociation. Ces 3 jours seront également des moments forts pour la révision des épreuves ponctuelles comme l'étude de cas et les matières générales. Ce 2ème séjour sera aussi ponctué d'activités sportives afin de permettre aux élèves de "souffler" à un moment décisif de leur formation.

Moyens mis en œuvre :
Sur la base de loisirs une salle de travail sera mise à disposition. Les élèves apporteront un ordinateur portable pour pouvoir travailler sur place de manière réactive. L'ensemble du matériel pédagogique nécessaire au bon déroulement des séances de travail sera fourni par les enseignants qui accompagneront le groupe et répartiront les séances de travail (professeure d'EPS, professeure d'espagnol, professeurs d'économie droit et vente).

Public(s) cible(s) :
20 élèves de terminale professionnelle.

Localisation géographique :
- LYP FLORA TRISTAN (MONTEREAU)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Activités et hébergements base de Buthiers	6 298,00	85,83%
Frais de transport	1 040,00	14,17%
Total	7 338,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016-2017	6 777,00	92,35%
Reliquat	561,00	7,65%
Total	7 338,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	6 777,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la gratuité des manuels scolaires	1 632,00 €
2013	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	5 977,00 €
2013	Développement des parcours européens des lycées professionnels	10 094,00 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	184 902,73 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	5 370,00 €
2013	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	10 814,00 €
2013	Projet-Réussite pour tous	3 389,95 €
2013	Travaux de maintenance	3 500,00 €
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	12 011,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	14 242,00 €
2014	Développement des parcours européens des lycées professionnels	10 946,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	169 500,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	3 754,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	11 570,00 €
2014	Projet-Réussite pour tous	10 558,60 €
2014	Travaux de maintenance	22 300,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 692,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	32 184,00 €
2015	Développement des parcours européens des lycées professionnels	7 964,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	164 383,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	28 492,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	11 570,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	14 957,30 €
2015	Travaux de maintenance	151 200,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 805,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	42 444,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	130 619,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	10 764,80 €
2016	Projet-Réussite pour tous	3 054,00 €
2016	Travaux de maintenance	20 000,00 €
	Montant total	926 535,38 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX014511

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : LPO LYC METIER ROBERT DOISNEAU CORBEIL ESSONNES (91) - PROJET N°563 - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITIONS DES CODES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	32 280,00 €	100,00 %	32 280,00 €
	Montant Total de la subvention		32 280,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO LYC METIER ROBERT DOISNEAU CORBEIL ESSONNES
Adresse administrative : 95 BOULEVARD JEAN JAURES 91100 CORBEIL ESSONNES
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Thierry CAMPENON, Proviseur

N° SIRET : 19910620400019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 13 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- mettre en place d'un cadre de travail adapté et personnalisé ;
- disposer d'aides disciplinaires ciblées (mathématiques, français, langues, sciences, ...) ;
- soutenir le travail personnel (aide aux devoirs, préparation des évaluations, programme de révision, ...) ;
- accompagner des projets d'orientation ;
- élargir les acquis d'origine grâce à des découvertes culturelles ou scientifiques.

Description :
En raison de la spécificité du public accueilli au lycée Robert Doisneau, une majorité d'élèves issus des quartiers classés en Education Prioritaire d'Evry et de Corbeil-Essonnes, les membres de la communauté éducative ont constaté des difficultés spécifiques : absence d'espace de travail à la maison, problèmes d'adaptation au rythme et aux méthodes de travail, lacunes dans certaines matières, mauvaise organisation du travail personnel, évaluations de mauvaise qualité, comportements inadaptés, immaturité,

etc. Les élèves concernés viennent de quartiers "politique de la ville" soit de Corbeil : Tarterêts, l'Ermitage, La Nacelle, Monconseil, Rive Droite ; soit d'Evry : Aunettes, Parc aux Lièvres, Chantier du Coq, Epinettes Pyramides ; soit de Courcouronnes : Le canal ; soit Ris-Orangis : le Plateau.

Afin de les aider à résoudre ou surmonter ces difficultés, des formes d'encadrement et de suivi ont été mises en place, hors du temps consacré à l'enseignement et au-delà des simples missions régaliennes d'enseignement et d'éducation, sous forme de tutorats individualisés, de soutiens scolaires avec les Assistants Pédagogiques, de stages de vacances, d'Ecole ouverte, de projets d'ouverture culturelle…Parmi ces dispositifs, les Etudes du soir encadrées constituent un temps particulier, permettant aux élèves d'organiser leur travail personnel de meilleure façon (aide aux devoirs) et de bénéficier d'aides spécifiques.

Afin d'offrir à tous les élèves un cadre de travail stable et sécurisant, et de leur permettre de bénéficier de l'expertise de professionnels, des temps d'aide au travail personnel sont organisés en fin de journée (de 17 h 00 à 19 h 00 : lundi, mardi, jeudi et vendredi de chaque semaine ouvrée) et durant les périodes de vacances scolaires (stages "petites vacances"). Ils sont encadrés par des enseignants volontaires et des assistants pédagogiques, représentant les principales disciplines enseignées au lycée, dans les différentes sections d'enseignement général, technologique et professionnel.
Ces temps s'ajoutent aux dispositifs d'aide et de remédiation offerts au sein de l'établissement dans le cadre des programmes officiels mais qui ne sont pas suffisants pour permettre la réussite d'élèves très fragiles en raison des difficultés socio-économiques qu'ils rencontrent.

Moyens mis en œuvre :
Présentation orale du dispositif aux classes, livret d'accompagnement personnalisé, envoi d'informations à tous les parents d'élève en début d'année scolaire.
Plaquette de présentation du lycée Doisneau

Suite aux conseils de classe et aux évaluations faites par les enseignants (dont les Professeurs Principaux), les élèves en difficulté sont dirigés vers les Etudes du soir et les Assistants Pédagogiques. Suivi par les enseignants encadrant les Etudes du soir et ou des assistants pédagogiques sur demande du professeur principal

Public(s) cible(s) :
tous les élèves du lycée, et en particulier les 1 390 élèves issus de familles relevant de CSP défavorisées.

Localisation géographique :
- LYP ROBERT DOISNEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Professeurs intervenant cours du soir sur 4 jours semaine et petites vacances scolaires	32 280,00	100,00%
Total	32 280,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016-2017	32 280,00	100,00%
Total	32 280,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	32 280,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la gratuité des manuels scolaires	37 769,00 €
2013	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	57 261,00 €
2013	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	28 600,00 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	742 065,00 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	65 744,00 €
2013	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	264 250,00 €
2013	Projet Lycée, innovation éducative	5 000,00 €
2013	Travaux de maintenance	221 649,00 €
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 487,00 €
2014	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	313,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	47 543,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	27 510,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	7 000,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	552 096,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	48 065,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	45 898,00 €
2014	Travaux de maintenance	17 036,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	24 703,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	45 334,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	29 213,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	7 000,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	580 040,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	18 000,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	48 499,00 €
2015	Mesures de sécurité dans les lycées	11 250,00 €
2015	Travaux de maintenance	133 800,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	22 087,00 €
2016	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	5 445,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	77 637,00 €

2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	29 082,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	422 356,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	56 174,68 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	39 328,80 €
2016	Travaux de maintenance	217 000,00 €
	Montant total	3 175 611,48 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014356

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : INSTITUTION SAINTE-MARIE A ANTONY (92) - PROJET N°552 - SOUTIEN A LA SCOLARITE ET ACQUISITION DES CODES - REUSSITE POUR TOUS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	1 883,00 €	100,00 %	1 883,00 €
	Montant Total de la subvention		1 883,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-65741-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LGT PR SAINTE MARIE ANTONY
Adresse administrative : 2 RUE DE L'ABBAYE
92160 ANTONY
Statut Juridique : Lycée Privé
Représentant : Monsieur Jean-Claude FOURMAUX-LAINE, Proviseur

Objet : NC

N° SIRET : 30154650300014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projet-Réussite pour tous
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 17 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Il s'agit de faire prendre conscience aux élèves de Terminale que seule la préparation au Baccalauréat ne peut suffire à donner un bagage culturel convenable.

Description :
Les modules de culture générale sont proposés à l'ensemble des élèves de Terminale.
Les thèmes proposés sont : histoire des idées, histoire des institutions, mathématiques appliquées, les sciences économiques, histoire de l'art, médecine, expérimentations en physique appliquée.

L'intérêt que les élèves prennent à la vie du monde contemporain, à la vie artistique, à la vie politique et économique, à la philosophie, aux sciences sont là pour compléter l'édifice construit durant leurs années d'études. C'est pour les aider à parfaire cette culture que les modules de culture générale sont proposés.

Cette ouverture se veut une passerelle vers l'enseignement supérieur.

Moyens mis en œuvre :
Les modules ont lieu les mercredis de 14h à 16h de fin septembre à fin mars.
Les élèves volontaires s'inscrivent en début d'année et sont tenus d'être présents.

Public(s) cible(s) :
340 élèves de classes de Terminale de la filière générale (ES, L et S).

Localisation géographique :
- LCM SAINTE MARIE (ANTONY)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenant extérieur n°1	720,00	38,24%
Intervenant extérieur n°2	1 163,00	61,76%
Total	1 883,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016-2017	1 883,00	100,00%
Total	1 883,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	1 883,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association	291 022,00 €
2013	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	334 289,80 €
2013	Forfait d'externat - part personnel	409 934,00 €
2014	Aide à la rénovation des établissements privés sous contrat d'association (mise en sécurité, accessibilité handicapés, mise aux normes des demi-pensions)	50 614,00 €
2014	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	340 140,24 €
2014	Forfait d'externat - part personnel	417 040,40 €
2015	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous	401 657,39 €

	contrat	
2015	Forfait d'externat - part personnel	422 415,02 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	5 450,00 €
2016	Aide aux frais de concours pour les classes préparatoires aux grandes écoles	2 160,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	1 558,00 €
2016	Forfait d'externat - part matériel attribué aux établissements privés sous contrat	416 443,12 €
2016	Forfait d'externat - part personnel	437 877,74 €
	Montant total	3 009 645,05 €

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 12/10/2016
- Date de réception en préfecture: 12/10/2016

DELIBERATION N° CP 16-499

DU 12 OCTOBRE 2016

TRAVAUX DANS LES EPLE DE LA REGION ILE DE FRANCE

7EME RAPPORT DE L'ANNEE 2016

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales,
VU Le code de l'éducation,
VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
VU La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée,
VU La délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa présidente
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente,
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,
VU L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics
VU Le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
VU Le budget de la région d'Ile-de-France pour l'année 2016 ;
VU L'avis de la commission de l'éducation ;
VU L'avis de la commission des finances;
VU Le rapport n° CP 16-499 présenté par Madame la Présidente du conseil régional d'Ile-de-France ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 1 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **730.765,78 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-004 (122004) « Rénovation des lycées publics », action (12200401) « Restructuration, réhabilitation, rénovation, extension de lycées » du budget 2016.

Article 2 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexes 2 et 3 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **1.103.000,00 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-005 (122005) « Grosses réparations dans les lycées publics », action (12200501) « Grosses réparations dans les lycées publics » du budget 2016.

Article 3 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 4 de la délibération un montant d'autorisations de programme **1.917.531,00 €** sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-006 (122006) « Travaux de maintenance », action (12200601) « Travaux de maintenance réalisés par les lycées publics » du budget 2016.

Article 4 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 5 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **37.272,74 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes régionales » programme HP 224-029 (122029) « Travaux de Maintenance dans les cités mixtes régionales », action (12202901) « Travaux de Maintenance dans les cités mixtes régionales – part lycées » sur le budget 2016.

Article 5 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 6 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **22.622,26 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes régionales » programme HP 224-029 (122029) « Travaux de Maintenance dans les cités mixtes régionales », action (12202902) « Travaux de Maintenance dans les cités mixtes régionales – part collège » sur le budget 2016.

Article 6 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 7 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **150.000,00 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes régionales » programme HP 224-032 (122032) «Grosses réparations dans les cités mixtes régionales », action (12203201) «Grosses réparations dans les cités mixtes régionales – part lycées» du budget 2016.

Article 7 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 8 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **100.000,00 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des Cités Mixtes régionales » programme HP 224-032 (122032) « Grosses réparations dans les cités mixtes régionales », action (12203202) « Grosses réparations dans les cités mixtes régionales – part collèges » du budget 2016.

Article 8 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 9 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **100.000,00 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des Cités Mixtes régionales » programme HP 224-032 (122032) « Grosses réparations dans les cités mixtes régionales », action (12203206) « Rénovation thermique et efficacité énergétique » du budget 2016.

Article 9 :

Affecte, un montant d'autorisations d'engagement de **80.000,00 €** figurant sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 222 « lycées publics » programme HP 222-018(122018) « Dépenses de gestion associés aux programmes scolaires», action (12201802) « Prestations liés aux travaux » du budget 2016.

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXES A LA DELIBERATION

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
95	ARGENTEUIL	LYP JV-DAUBIÉ	0950640E	ORDONNANCE TA CERGY PONTOISE RIF C/SEMAST CONV 343 MD2002 CONDAMNATION	730 765,78

Budget 2016 - HP222-004 / 2313 chapitre 902 **730 765,78**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
92	CLICHY	LYP RENÉ-AUFFRAY	0922149L	ETUDE REMPLACEMENT DU SSI VÉTUSTE DYSFONCTIONNANT	20 000,00

Budget 2016 - HP222-005 / 2031 chapitre 902 **20 000,00**

Budget 2016 chapitre 902 - Env. HP222-005 / 2313

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MAC TRAVAUX GENIE CLIMATIQUE OP.No 15B0682220050023 Complément de crédit soit 5,333 ME	1 000 000,00
94	NOGENT-SUR-MARN	LP LA-SOURCE	0940137N	SITE LA SOURCE - INSTALLATION D'UNE CENTRALE INCENDIE DE TYPE B	83 000,00

Budget 2016 - HP222-005 / 2313 chapitre 902 **1 083 000,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
95	VAUREAL	LYP C-CLAUDEL	0951710T	TRAVAUX DE MENUISERIES SUR FENÊTRES HAUTES REMPLACEMENT DE 85 FERMES IMPOSTES DANS LES BATTEMENTS 1-2-3-4	18 000,00
95	SANNOIS	EREA TOUR-DU-MAIL	0950983C	REMPLACEMENT TÊTES DE DÉTECTION INCENDIE (SSI)	15 000,00
95	GOUSSAINVILLE	LYP R-ROLLAND	0950667J	TRAVAUX DE REPRISE DE 2 LOGEMENTS, MURS, SOLS ET PLAFONDS (PROVISEUR ET PROVISEUR ADJOINT)	20 000,00
95	GOUSSAINVILLE	LYP R-ROLLAND	0950667J	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE 4 PORTES EXTÉRIEURES	10 000,00
95	BEAUMONT-SUR-OI	LYP E-GALOIS	0951748J	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE 3 PORTES EN CUISINE + ASSERVISSEMENT	15 000,00
95	ARNOUVILLE	LP V-HENDERSON	0950709E	TRAVAUX DE REPRISE DU SOL DE LA CUISINE ET DES PEINTURES DU RÉFECTOIRE	80 000,00
95	PONTOISE	LYP C-PISSARRO	0950649P	TRAVAUX DE MENUISERIE ; REMPLACEMENT DE 4 PORTES ROUILLÉES EN CUISINE ET REPRISES DE CARRELAGE EN LÉGUMERIE	20 000,00
95	BEAUMONT-SUR-OI	EREA F-DOLTO	0950164M	TRAVAUX DE REMPLACEMENT URGENT DU SSI	20 000,00
95	L'ISLE-ADAM	LYP FRAGONARD	0951147F	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DU SSI	70 000,00
77	FONTAINEBLEAU	LCM FRANCOIS-1ER	0770927P	TRAVAUX DE POSE DE PAREMENT BRIQUETTE INTERIEUR BÂT A ET E	30 000,00
77	LA ROCHETTE	LP B-FRANKLIN	0770943G	REFECTION BUREAU DU CHEF DES TRAVAUX (PEINTURE SOL MURS PLAFOND)	15 000,00
77	LA ROCHETTE	LP B-FRANKLIN	0770943G	TRAVAUX DE POSE DE VOLETS ROULANT DANS LA PARTIE ADMINISTRATION	28 000,00
77	OZOIR-LA-FERRIE	LP LINO-VENTURA	0772225A	MISE EN PLACE DE STORES DANS LES CLASSES DU RDC ET DU 1ER ETAGE DU BATIMENT DEMONTABLE.	6 300,00
77	TOURNAN-EN-BRIE	LYP CLÉMENT-ADER	0772342C	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE LA PORTE COUPE-FEU CASSÉE AU BÂTIMENT A AVEC SYSTÈME DE VENTOUSES AU SOL.	3 400,00
77	CHAMPAGNE-SUR-S	LYP LA-FAYETTE	0770920G	RÉNOVATION D'UN BLOC SANITAIRE FILLE DÉSAFECTÉ DANS L'INTERNAT (TOUS CORPS D'ÉTAT)	19 000,00
77	SERRIS	LYP E-CHÂTELET	0772688D	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE 9 VITRAGES DANGEREUX	6 000,00
77	PROVINS	LYP TH-CHAMPAGNE	0770942F	MISE EN PLACE D'UN SYSTÈME DE TÉLÉPHONIE DECT (SELON ESTIMATION DE L'AT CABLAGE)	30 000,00
77	CHAILLY-EN-BRIE	LYA BRETONNIERE	0771357G	TRAVAUX DE MODIFICATION DE CLOISONS (POUR LE TRI) ET TRAVAUX DE REMISE EN ÉTAT CUISINE (PEINTURE, CARRELAGE ET FAÏENCE)	25 000,00
77	CHAMPS-SUR-MARN	LYP R-DESCARTES	0772223Y	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE 22 EXTINCTEURS + DE 10 ANS	2 000,00
77	CHAMPS-SUR-MARN	LYP R-DESCARTES	0772223Y	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE L'AUTOCOM	13 000,00
77	CHELLES	LYP G-BACHELARD	0770922J	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE 33 EXTINCTEURS + DE 10 ANS	3 000,00
77	NOISIEL	LYP RENÉ-CASSIN	0771941S	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE L'AUTOCOM	25 000,00
77	LAGNY-SUR-MARNE	LYP VAN-DONGEN	0771512A	MISE EN PLACE D'UN SYSTÈME AUDIBLE DANS L'ÉTABLISSEMENT	20 000,00
91	EPINAY-SOUS-SEN	LYP M-ELIOT	0911927A	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE L'ENSEMBLE DES EXTINCTEURS ARRIVANT EN FIN DE VIE.	2 400,00
91	QUINCY-SOUS-SEN	LP FR-MOREAU	0911493D	TRAVAUX D'INSTALLATION DE 8 MOTEURS ÉLECTRIQUES SUR VOLETS ROULANTS EXISTANTS POUR LES SALLES 4, 117, 115, 6, 116, 11, 33, ET ACCUEIL.	6 600,00
91	ETAMPES	LYP G-ST-HILAIRE	0910622G	RÉFECTION DES JOUÉES DES LANTERNEAUX DE DÉSEMFUMAGE DANS LES GYMNASES.	25 000,00
91	ETIOLLES	LP CH-COUDRAIES	0910629P	CHANGEMENT DE 3 BACS À PLONGE DE DIMENSION INAPPROPRIÉE ET REPRISE ALIMENTATION ET CARRELAGE LIÉES.	5 700,00
91	COURCOURONNES	LYP G-BRASSENS	0911828T	POSE D'UN REVETEMENT DE SOL PVC DANS LE CDI	45 000,00
91	EVRY	LP A-PERRET	0911343R	REAMENAGEMENT DE LA LOGE POUR PERMETTRE LA MISE EN PLACE DU NOUVEAU SSI (Y COMPRIS REFECTION DU SOL)	50 000,00
91	BRETIGNY-SUR-OR	LYP JP-TIMBAUD	0910975R	CRÉATION D'UNE VENTILATION EXTÉRIEURE DANS LE LOCAL PLONGE	10 000,00
91	PALAISEAU	LYP C-CLAUDEL	0911938M	TRAVAUX DE REMISE EN ETAT DU LOGEMENT DU GARDIEN (SOL, MUR, PLAFOND, FENETRES)	6 000,00
91	LES ULIS	LYP ESSOURIAU	0911492C	RENOVATION DES SOLS DES SALLES F05 ET F05 BIS SUITE A CANALISATION TECHNIQUE	15 800,00
91	EPINAY-SOUS-SEN	LYP M-ELIOT	0911927A	REPRISE DU RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT EXISTANT SOUS BÂTIMENTS PRINCIPAL (2)	15 000,00
91	ORSAY	LYP B-PASCAL	0910626L	TRAVAUX DE MISE EN SECURITE DES SORBONNES	5 000,00
75	PARIS 13EME	LYP JEAN-LURCAT	0753268V	RÉHABILITATION DE LA STATION DE RELEVAGE DES EAUX USÉES (SITE PATAY)	7 500,00
75	PARIS 14EME	LYP RASPAIL	0750691U	TRAVAUX DE RÉNOVATION PEINTURES, CARRELAGES, FAÏENCES ET MENUISERIES INTÉRIEURES DANS LES LOCAUX TECHNIQUES DE CUISINES.	14 000,00
75	PARIS 14EME	LYP RASPAIL	0750691U	SUITE À CHUTE D'ÉLÉMENTS DE FAÏENCES EN FAÇADES; TRAVAUX DE PURGE ET DE REPRISES.	16 000,00
75	PARIS 15EME	LP BRASSAÏ	0750794F	REMPLACEMENT DES PORTES D'ACCÈS AUX LOCAUX DÉCHETS ET ARCHIVES (VÉTUSTÉ) + REMISE EN ÉTAT DES PORTES BOIS SUR ESCALIER MÉTALLIQUE EXTÉRIEUR (VÉTUSTÉ)	6 000,00
75	PARIS 10EME	LP G-FERRIÉ	0750775K	LEVEE DES RESERVES DE LA COMMISSION DE SECURITE - CREATION D'UNE CLOISON CF DANS LE FOYER ELEVES ; TRAVAUX SUR PORTES CF	15 000,00
75	PARIS 09EME	LYP E-QUINET	0750671X	TRAVAUX DE MISE EN SECURITÉ PAR POSE D'UNE POUDRE D'ÉTAYAGE ET TRAVAUX DE REMPLACEMENT D'UNE POUTRE PALIÈRE ESCALIER A SITE DUPERRE ; TRAVAUX DE REMPALCEMENT DE VITRAGE DU LABORATOIRE AU RDC BAT BV SITE MARTYR	14 100,00
75	PARIS 18EME	LYP RABELAIS	0750688R	TRAVAUX DE CURAGE DES FAÇADES EN BÉTON	15 000,00
75	PARIS 19EME	EREA JAURES	0750905B	TRAVAUX SUR PARTIES COMMUNES - SUITE AU VANDALISME DU BÂTIMENT	7 000,00
92	VANVES	LP DARDENNE	0921505L	RÉAMÉNAGEMENT FOYER ET DU CDI	30 000,00

92	MONTROUGE	LP JEAN-MONNET	0920164D	RÉFECTION DES PEINTURES DES CIRCULATIONS ET SALLES DE COURS	20 000,00
92	CHATENAY-MALABR	LYP E-MOUNIER	0920135X	REMPLACEMENT AUTOCOM	18 000,00
92	BOULOGNE-BILLAN	LYP EJ-MAREY	0922443F	LOGEMENT ADJOINT CHEF CUISINE: REMISE EN ÉTAT SOLS ET PEINTURES	20 000,00
92	BOULOGNE-BILLAN	LYP EJ-MAREY	0922443F	CUISINE : TRAVAUX DE REMPLACEMENT PORTES, RÉFECTION CARRELAGE, FAIENCE PEINTURES FAUX-PLAFOND	15 000,00
92	ANTONY	LYP DESCARTES	0920130S	MISE EN PLACE DE RIDEAUX D'OCULTATION	12 000,00
92	ANTONY	LYP DESCARTES	0920130S	REMISE EN ÉTAT DES STORES EXTÉRIEURS	10 000,00
92	ANTONY	LYP DESCARTES	0920130S	MISE À JOUR ET EXTENSION DE L'ORGANIGRAMME DES CLÉS	5 000,00
92	MONTROUGE	LP JEAN-MONNET	0920164D	REMPLACEMENT DU MOTEUR D'EXTRACTION DE LA HOTTE CUISINE	6 000,00
92	ASNIERES-SUR-SE	LP PRONY	0920150N	TRAVAUX DE RÉPARATION DE FAUX PLAFOND DANS CLASSES ET COULOIRS SUR LE SITE MAINE	15 000,00
92	BOIS-COLOMBES	LYP A-CAMUS	0920132U	TRAVAUX DE SÉCURITÉ ; MAÇONNERIE FAÇADES BÂTIMENT LOGEMENTS PURGES ET PASSIVATION DES ACIERS	21 000,00
92	PUTEAUX	LYP AGORA	0920144G	TRAVAUX HYGIENE ET REFECTION DE 02 BLOCS SANITAIRES HS BATIMENT PRINCIPAL	42 000,00
92	VILLENEUVE-LA-G	LYP CH-PETIET	0922277A	REMISE EN ÉTAT DU LOGEMENT DE L'ATTP + PROVISEUR ADJOINT + AGENT D'ACCUEIL + AGENT COMPTABLE (REVÊTEMENT SOL+PEINTURE)	15 000,00
92	NEUILLY-SUR-SEI	LCM F-ST-JAMES	0920143F	TRAVAUX DE REFECTION DES APPARTEMTNS DU PROVISEUR ET PROVISEUR ADJOINT	20 000,00
92	CLICHY	LYP RENÉ-AUFFRAY	0922149L	REMPLACEMENT DE L'AUTOCOM VÉTUSTE DYSFONCTIONNANT	50 000,00
92	CLICHY	LYP RENÉ-AUFFRAY	0922149L	TRAVAUX DE REPRISE DE CARRELAGE, FAÏENCE, PEINTURE DANS LES CUISINES PÉDAGOGIQUES, SUITE AUX REMARQUES DE LA DDPP	15 000,00
92	SURESNES	LYP P-LANGEVIN	0920147K	TRAVAUX HYGIENE ; REFECTION DE 02 BLOCS SANITAIRES Y COMPRIS PMR BATIMENT A (TRANCHE 1)	45 000,00
92	COLOMBES	LP A. FRANCE	0921229L	TRAVAUX DE RÉAMENAGEMENT PORVISOIRE DES ATELIERS POUR L'ACCUEIL DU BTS, BAC PROHPS ET LES CAP ATMFC/P1	45 000,00
93	SAINT-DENIS	LP F-BARTHOLDI	0930138V	TRAVAUX DE REPRISE DE FAÇADES ET RÉNOVATION DES LOCAUX DU PERSONNEL TOTALEMENT INSALUBRES SUITE À DES INFILTRATIONS PROVENANT DE LA FAÇADE ET DES CANALISATIONS ENTERRÉES FUYARDES	10 000,00
93	SAINT-DENIS	LYP P-ELUARD	0930125F	REMPLACEMENT D'UNE PORTE COUPE-FEU DOUBLE, JOINTS INTUMESCENTS, FERMES PORTE, VENTOUSES ET RÉVISION COMPLÈTE DE L'ENSEMBLE DES PORTES SUR TOUS LES BÂTIMENTS	25 000,00
93	TREMBLAY-EN-FRA	LYP LÉO-DE-VINCI	0932046U	TRAVAUX DE PEINTURE DANS LA LAVERIE ET LOCAUX ANNEXES (HYGIÈNE)	15 000,00
93	ROSNY-SOUS-BOIS	LYP CH-DE-GAULLE	0932031C	REMISE EN ÉTAT LOGEMENT DE FONCTION (PEINTURE, MURS, SOLS ET PLAFONDS)	10 000,00
93	PANTIN	LYP LUCIE-AUBRAC	0932117W	TRAVAUX DE PEINTURE ET DE SOL DANS CIRCULATIONS/HALL ET SALLE DE SPORT	45 000,00
93	NOISY-LE-GRAND	LYP E-GALOIS	0932047V	TRAVAUX DE RÉPARATION DE SERRURERIE INTÉRIEURE	15 000,00
93	MONTREUIL	LYP CONDORCET	0930122C	TRAVAUX EN MESURES CONSERVATOIRES (RÉFECTION COMPLÈTE DU CALFEUTREMENT) DE L'ENSEMBLE DES CHÂSSIS OUVRANTS NON ÉTANCHES DES FAÇADES	16 500,00
93	LE BLANC-MESNIL	LYP JEAN-MOULIN	0932118X	TRAVAUX DE PEINTURE EN CUISINE SUITE À FUITES D'EAU	10 000,00
93	BONDY	LYP L-LAGRANGE	0932282A	REPRISE DE CARRELAGE SOL DE LA SALLE POLYVALENTE	10 000,00
93	BAGNOLET	LYP E-HÉNAFF	0932119Y	TRAVAUX D'ISOLATION PHONIQUE DU HALL	40 000,00
93	AULNAY-SOUS-BOI	LYP VOILLAUME	0930834B	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE 6 PORTES COUPE-FEU AU GYMNASE ET AU BÂTIMENT A	30 000,00
93	AUBERVILLIERS	LYP LE-CORBUSIER	0930117X	TRAVAUX DE RÉHABILITATION LAVERIE DE LA DEMI-PENSION	30 000,00
78	GUYANCOURT	LYP VILLAROY	0781949V	TRAVAUX DE SECURITE INCENDIE : REMPLACEMENT DES VERINS DE DESENFUMAGE DU CDI	8 000,00
78	VERSAILLES	LP J-PRÉVERT	0782603F	MISE EN SECURITE DES EQUIPEMENTS PARATONNERRE	9 000,00
78	AUBERGENVILLE	LYP V-VAN-GOGH	0781859X	TRAVAUX TCE POUR L'AMÉNAGEMENT D'UN SANITAIRE AU 2ÈME ÉTAGE DE L'AILE A	10 000,00
78	CONFLANS-SAINTE	LYP SIMONE-WEIL	0783447Y	TRAVAUX DE RENFORT EN DALLAGE AFIN DE SUPPORTER LE NOUVEAU PONT ELEVATEUR	8 000,00
78	PORCHEVILLE	LYP LAVOISIER	0781948U	TRAVAUX DE MENUISERIE - FOURNITURE ET POSE DE 8 PORTES COUPE-FEU AU 1ER ÉTAGE DU BÂTIMENT B SUIVANT PRESCRIPTION DE LA COMMISSION DE SÉCURITÉ	30 000,00
78	SAINT-GERMAIN-E	LYA AGRICOLE	0780004F	RENFORCEMENT DES CLOISONS "PLACOPLATRE" DANS LES COULOIRS DE L'ENSEIGNEMENTSUITE A DEGATS	18 000,00
94	SAINT-MAUR-DES-	LYP F-MANSART	0940585A	POUR ATTÉNUER L'EFFET DE SERRE DANS LE CDI, TRAVAUX DE POSE D'UN FILM ANTI-UV SUR LES VITRES.	5 600,00
94	NOGENT-SUR-MARN	LYP L-ARMAND	0940118T	TRAVAUX DE PEINTURE : CAGE D'ESCALIER (4 NIVEAUX) + INFIRMERIE DANS BATIMENT D	20 000,00
94	IVRY-SUR-SEINE	LYP R-ROLLAND	0940115P	REFECTION COMPLETE DU LOGEMENT DE FONCTION DU GARDIEN, TRAVAUX DE PEINTURE ET REFECTION DES SOLS	15 000,00
94	BONNEUIL-SUR-MA	EREA STENDHAL	0940171A	POSE D'UN RIDEAU METALLIQUE (LOCAL MACONNERIE / ENTRETIEN ESPACES VERTS)	2 550,00
94	FRESNES	LYP F-MISTRAL	0941301D	POSE DE 25 EXTINCTEURS	4 000,00
94	CHARENTON-LE-PO	LYP R-SCHUMAN	0941974K	REPARATION DES CHASSIS ET SERRURERIES DE LA DOUBLE PEAU	8 500,00
94	CHARENTON-LE-PO	LYP R-SCHUMAN	0941974K	DESSOUCHAGE DE VEGETAUX ET REPARATION DE LA ZONE VEGETALISEE SE TROUVANT DANS LA COUR CENTRALE DU LYCEE	7 500,00

94	SAINT-MAUR-DES-	LYP F-MANSART	0940585A	REMPLACEMENT DE L'AUTOCOMMUTATEUR TÉLÉPHONIE	40 000,00
94	SAINT-MAUR-DES-	LYP F-MANSART	0940585A	RÉFECTION COMPLÈTE DES LUMINAIRES DU HALL PRINCIPAL DU LYCÉE. (LUMINAIRES HBPU ÉLECTRICITÉ)	2 000,00
94	SAINT-MAUR-DES-	LYP F-MANSART	0940585A	MISE EN PEINTURE DU RÉFECTOIRE ET SALLE À MANGER DES COMMENCEAUX. CRÉATION DE FAUX PLAFONDS + LUMINAIRES DANS LE BUREAU DU PROVISEUR ADJOINT ET DE LA GESTIONNAIRE	12 950,00
94	ORLY	LP A-GUILLAUMIN	0940138P	TRAVAUX DE SERRURERIE SUR LES PORTES DU SAS, D'ACCÈS CUISINE CÔTÉ PARKING, ÉVACUATION ESCALIER B, SORTIE SALLE 03: F+ P DE CYLINDRES À CLÉ, DE BANDEAUX À VENTOUSES, DE PUSHBARS ANTI-PANIQUE, FERME PORTE.	7 155,00
94	SAINT-MAUR-DES-	LYP F-MANSART	0940585A	POSE DE 27 RIDEAUX POUR LES CLASSES: A103 / C105 / C106 / C107 / D105 / D106 / D107 / E105 / E106	6 000,00
94	SAINT-MAUR-DES-	LYP CONDORCET	0940122X	SUITE AUX REMARQUES DU SERVICE VÉTÉRINAIRE, POSE DE CARRELAGE DANS LES RÉSERVES DE LA CUISINE.	5 400,00
94	SAINT-MAUR-DES-	LYP CONDORCET	0940122X	REMPLACEMENT DU TABLEAU D'ALARME TECHNIQUE (20 ZONES), CARTE D'ALIMENTATION HS.	3 450,00
94	SAINT-MAUR-DES-	LYP M-BERTHELOT	0940120V	SUITE À COMMISSION DE SÉCURITÉ: ISOLER LE TGBT PAR UNE PORTE COUPE-FEU ÉQUIPÉE + FERME-PORTE. SUITE PASSAGE DE FUEL À GAZ DE LA CHAUFFERIE: ENCOFFREMENTS COUPE-FEU 2H DES DIVERS CHEMINS DE CÂBLES.	21 507,00
94	NOGENT-SUR-MARN	LP LA-SOURCE	0940137N	SITE LA SOURCE - PEINTURE DE LA CAGE D'ESCALIER PRINCIPALE	17 200,00
94	FONTENAY-SOUS-B	LP MICHELET	0941298A	TRAVAUX DE MENUISERIE DANS LES SANITAIRES ET LES ATELIERS SUR LE SITE SAINT GERMAIN	14 300,00
94	FONTENAY-SOUS-B	LP MICHELET	0941298A	TRAVAUX DE PEINTURE ET DE REVETEMENT DE SOLS DANS LES BUREAUX DE L'INFIRMERIE, ASSISTANTE SOCIALE ET ANCIENNE LOGE	7 100,00
94	CHEVILLY-LARUE	LYP P-ROLAND	0942269F	POSE DE COFFRETS EXTINCTEURS ET BLOCS DE SECOURS	7 000,00
94	CHOISY-LE-ROI	LYP J-BREL	0940141T	TRAVAUX DE MISE EN CONFORMITE DU POSTE HAUTE TENSION	1 500,00
94	CHEVILLY-LARUE	LYP P-ROLAND	0942269F	MISE EN PLACE D'UN SYSTEME D'ALERTE RISQUE MAJEUR PPMS	6 000,00
94	SAINT-MAUR-DES-	LYP F-MANSART	0940585A	REMPLACEMENT DE 47 SYSTÉMES DE FERMETURE DES FENÊTRES COULISSANTES	7 000,00
78	MAUREPAS	LYP D-D'URVILLE	0781883Y	TRAVAUX CONNEXES LIES AU REGROUPEMENT DES POLES COMPTABLES AU LYCE	5 000,00
93	ROSNY-SOUS-BOIS	LP JEAN-MOULIN	0931739K	REMISE EN ÉTAT DES BANDEAUX DES PORTES COUPE-FEU	6 000,00
92	SEVRES	LYP JP-VERNANT	0920802X	RÉNOVATION PARTIELLE DES LOGEMENTS DE FONCTION DES PROVISEURS ADJOINTS	8 000,00
92	MEUDON	LP COT-VILLEBON	0921592F	BÂTIMENT 1/2 PENSION:DIVERS TRAVAUX DE REMISE EN ÉTAT (FX PLAFOND;ÉLECTRICITÉ, CARRELAGE, CLIMATISATION;STORES, PEINTURE)	90 000,00
91	BRETIGNY-SUR-OR	LYP JP-TIMBAUD	0910975R	TRAVAUX DE CONFORMITÉ DES INSTALLATIONS DE DÉSENFUMAGE ET COMPARTIMENTAGE DES BÂTIMENTS D, G ET I	5 500,00
77	COMBS-LA-VILLE	LYP GALILÉE	0772127U	POSE DE 5 FENÊTRES HS, 2 EN SALLE 103 ET 3 DANS LE BUREAU DES SURVEILLANTS.	9 500,00
77	COMBS-LA-VILLE	LYP GALILÉE	0772127U	MISE EN PLACE D'UNE ISOLATION PHONIQUE DANS LE RÉFECTOIRE.	6 000,00
91	LONGJUMEAU	LYP J-PRÉVERT	0911577V	REMPLACEMENT ET REMISE EN ÉTAT DE 50 EXTINCTEURS	4 200,00
77	BRIE-COMTE-ROBE	LYA BOUGAINVILLE	0771436T	REPARATION BARDAGES EXTÉRIEURES BÂTIMENT D	10 967,00
77	SERRIS	LYP E-CHÂTELET	0772688D	CRÉATION PORTE ET RÉFECTION CARRELAGE, MURS ET SOLS LOCAL PLONGE POUR STOCKAGE SEC (VAISELLE)	15 000,00
91	MONTGERON	LYP ROSA-PARKS	0910625K	MISE AUX NORMES APPARTEMENT DE LA GESTIONNAIRE, TRAVAUX ÉLECTRICITÉ ET REPRISE PEINTURE, REPRISE DE LA VENTILATION ET DE L'ÉTANCHÉITÉ DES FÊNETRES	12 500,00
92	LA GARENNE-COLO	LP TOURNELLE	0920158X	INSTALLATION D'UNE BATTERIE DE LA SOURCE CENTRALISEE QUI ALIMENTE LES BLOCS D'AMBIANCE DE L'AMPHITHEATRE	1 500,00
75	PARIS 19EME	LP H-GUIMARD	0750802P	TRAVAUX DE RÉPARATION DE LA PORTE DE PARKING	3 352,00

Budget 2016 - HP222-006 / 236.1 chapitre 902 **1 917 531,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
94	VILLENEUVE-LE-R	LYP G-BRASSENS	0940743X	PROVISIONS 2016 ; REFECTION DES PEINTURES ET DE LA PLOMBERIE DU LOGEMENT PROVISEURE OP.No Complément de crédit soit 0,010 ME	6 903,74
75	PARIS 08EME	LYP CHAPTAL	0750663N	PROVISIONS 2016 : TRAVAUX DE RÉNOVATION DE LA ZONE CUISSON DE LA CUISINE DE LA DEMI-PENSION OP.No Complément de crédit soit 0,030 ME	21 411,00
93	AUBERVILLIERS	LYP ALEMBERT	0932122B	PROVISIONS 2016 : TRAVAUX DE RÉPRATIONS DE 50 VOLET ROULANTS ÉLECTRIQUES OP.No Complément de crédit soit 0,020 ME	8 958,00

Budget 2016 - HP224-029-1 / 236. chapitre 902 **37 272,74**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
94	VILLENEUVE-LE-R	LYP G-BRASSENS	0940743X	PROVISIONS 2016 ; REFECTION DES PEINTURES ET DE LA PLOMBERIE DU LOGEMENT PROVISEURE OP.No Complément de crédit soit 0,010 ME	2 991,26
75	PARIS 08EME	LYP CHAPTAL	0750663N	PROVISIONS 2016 : TRAVAUX DE RÉNOVATION DE LA ZONE CUISSON DE LA CUISINE DE LA DEMI-PENSION OP.No Complément de crédit soit 0,030 ME	8 589,00
93	AUBERVILLIERS	LYP ALEMBERT	0932122B	PROVISIONS 2016 : TRAVAUX DE RÉPRATIONS DE 50 VOLET ROULANTS ÉLECTRIQUES OP.No Complément de crédit soit 0,020 ME	11 042,00
				Budget 2016 - HP224-029-2 / 4551 chapitre 902	**22 622,26**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MAC TRAVAUX COUVERTURE ET ETANCHEITE	150 000,00
				OP.No 14B6912240320001 Complément de crédit soit 1,129 ME	

Budget 2016 - HP224-032-1 / 2313 chapitre 902 **150 000,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MAC TRAVAUX COUVERTURE ET ETANCHEITE	100 000,00
				OP.No 14B6912240320001 Complément de crédit soit 1,129 ME	

Budget 2016 - HP224-032-2 / 4551 chapitre 902 **100 000,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MARCHE DE MISE EN OEUVRE EFFICACITE ENERGETIQUE SIPPEREC ELEC CMR OP.No 16B3302240320001 Complément de crédit soit 0,300 ME	100 000,00

Budget 2016 - HP224-032-6 / 2031 chapitre 902 **100 000,00**

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 12/10/2016
- Date de réception en préfecture: 12/10/2016

DELIBERATION N° CP 16-506

DU 12 OCTOBRE 2016

DOTATION COMPLEMENTAIRE DE FONCTIONNEMENT EN FAVEUR DES LYCEES SUPPORTS DES FORMATIONS DE LA MISSION DE LUTTE CONTRE LE DECROCHAGE SCOLAIRE OU D'UN PROJET « REUSSITE POUR TOUS » POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2015/2016

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 adoptant le schéma régional de la formation tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 06-08 du 27 juin 2008 relative à la mise en œuvre du schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ; rapport cadre relatif aux politiques éducatives en collèges et en lycées ;

VU La délibération n° CR 39-10 du 1er octobre 2010 relative à la réussite et l'égalité des lycéennes et des lycéens ;

VU La délibération n° CR 84-11 du 30 septembre 2011 relative à la consultation du printemps 2011, répondre aux attentes des lycéen-ne-s ;

VU La délibération n° CR 33-13 du 26 avril 2013 relative au plan d'action régional de lutte contre le décrochage ;

VU La délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéens – le projet éducatif régional» ;

VU La délibération n° CR 78-15 du 24 et 25 septembre 2015 « dotation globale de fonctionnement des établissements scolaires publics en 2016 » ;

VU Le budget de la Région Île-de-France pour 2016 ;

VU L'avis de la Commission des finances ;

VU L'avis de la Commission de l'éducation ;

VU Le rapport CP 16-506 présenté par Madame la Présidente du conseil régional d'Ile-de-France.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article unique :

Décide d'adopter, au titre de l'année 2015-2016, la répartition telle que définie en annexe 1 à la présente délibération, de la dotation complémentaire à la dotation globale de fonctionnement des lycées publics (DGFL) votée par délibération du conseil régional n° CR 78-15 du 24 et 25 septembre 2015, visant à soutenir les établissements publics supports d'une formation de la Mission de lutte contre le décrochage scolaire de l'éducation nationale

ou d'un projet « Réussite pour tous », conformément aux orientations du Schéma des formations 2007-2013 et de son volet « Réussite pour tous ».

Affecte à cette fin une autorisation d'engagement de 322 308 €, disponible sur le chapitre 932 « enseignement », code fonctionnel 222 « lycées publics », programme HP222-017 (122017) « DGFL lycées publics », action « DGFL lycées publics » (12201705), nature « 65511 – Etablissements publics » du budget régional 2016.

La Présidente du conseil régional d'Ile-de-France

Valérie PÉCRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : REPARTITION DE LA DOTATION COMPLEMENTAIRE PAR LYCEE

LISTE DES LYCEES CONCERNES PAR LA DOTATION COMPLEMENTAIRE AU TITRE DE L'ANNÉE SCOLAIRE 2015-2016

UAI	Nom de l'établissement	Commune	Montant en €
0750671X	**LYC POLYV - EDGAR-QUINET**	PARIS 09EME	4 897
0750673Z	**LYC GENE - COLBERT**	PARIS 10EME	1 121
0750675B	**LYC GT - VOLTAIRE**	PARIS 11EME	472
0750690T	**LYC GT - FRANCOIS-VILLON**	PARIS 14EME	4 196
0750713T	**LYC GT - JACQUARD**	PARIS 19EME	7 695
0750775K	**LYC PROF - GUSTAVE-FERRIE**	PARIS 10EME	1 121
0750783U	**LYC PROF - CHENNEVIERE-MALEZIEUX**	PARIS 12EME	3 489
0750786X	**LYC POLYV - LAZARE-PONTICELLI**	PARIS 13EME	9 649
0750793E	**LYC PROF - BEAUGRENELLE**	PARIS 15EME	3 275
0750828T	**EREA - EDITH-PIAF**	PARIS 20EME	4 136
0753268V	**LYC POLYV - JEAN-LURCAT**	PARIS 13EME	675
0753350J	**LYC PROF - MARIA-DERAISMES**	PARIS 17EME	540
0754475G	**LYC POLYV - LEONARD-DE-VINCI**	PARIS 15EME	5 255
0770924L	**LYC POLYV - JULES-FERRY**	COULOMMIERS	930
0770926N	**LYC GT - FRANCOIS-COUPERIN**	FONTAINEBLEAU	2 009
0770931U	**LYC GT - PIERRE-DE-COUBERTIN**	MEAUX	4 486
0770940D	**LYC POLYV - ETIENNE-BEZOUT**	NEMOURS	430
0770943G	**LYC PROF - BENJAMIN-FRANKLIN**	LA ROCHETTE	1 210
0770944H	**LYC PROF - AUGUSTE-PERDONNET**	THORIGNY-SUR-MARNE	2 026
0771171E	**LYC PROF - LOUIS-LUMIERE**	CHELLES	2 353
0771336J	**LYC POLYV - PANNEVELLES (LES)**	PROVINS	832
0771663P	**LYC GT - GEORGE-SAND**	LE MEE-SUR-SEINE	2 124
0771763Y	**LYC GT - CHARLES-LE-CHAUVE**	ROISSY-EN-BRIE	1 062
0771941S	**LYC POLYV - RENE-CASSIN**	NOISIEL	2 139
0771995A	**LYC PROF - CHAMP-DE-CLAYE (LE)**	CLAYE-SOUILLY	2 623
0772120L	**LYC GT - JEAN-MOULIN**	TORCY	2 425
0772225A	**LYC PROF - LINO-VENTURA**	OZOIR-LA-FERRIERE	2 251
0772244W	**LYC PROF - ANTONIN-CAREME**	SAVIGNY-LE-TEMPLE	1 210
0772276F	**LYC POLYV - JEHAN-DE-CHELLES**	CHELLES	484
0772296C	**LYC POLYV - MARE-CARREE (DE LA)**	MOISSY-CRAMAYEL	6 653
0772312V	**LYC POLYV - FLORA-TRISTAN**	MONTEREAU-FAULT-YONNE	590
0780273Y	**LYC PROF - LOUIS-BLERIOT**	TRAPPES	236
0781578S	**LYC POLYV - HOTELLERIE-ET-TOURISME**	GUYANCOURT	1 440
0781839A	**LYC POLYV - JEAN-MONNET**	LA QUEUE-LES-YVELINES	135
0781883Y	**LYC POLYV - DUMONT-D'URVILLE**	MAUREPAS	59
0781898P	**LYC GT - CHARLES-DE-GAULLE**	POISSY	1 485
0781983G	**LYC POLYV - ADRIENNE-BOLLAND**	POISSY	1 180
0781984H	**LYC POLYV - VAUCANSON**	LES MUREAUX	1 316
0782539L	**LYC GT - SAINT-EXUPERY**	MANTES-LA-JOLIE	59

0782540M	**LYC POLYV - JEAN-ROSTAND**	MANTES-LA-JOLIE	810
0782593V	**LYC PROF - JEAN-PERRIN**	SAINT-CYR-L'ECOLE	1 125
0783249H	**LYC PROF - COLBERT**	LA CELLE-SAINT-CLOUD	1 327
0783431F	**LYC POLYV - JULES-VERNE**	SARTROUVILLE	1 485
0783533S	**LYC POLYV - CAMILLE-CLAUDEL**	MANTES-LA-VILLE	540
0910621F	**LYC POLYV - FRANCISQUE-SARCEY**	DOURDAN	59
0910622G	**LYC POLYV - GEOFFROY-SAINT-HILAIRE**	ETAMPES	4 275
0910676R	**LYC POLYV - CLEMENT-ADER**	ATHIS-MONS	1 003
0910755B	**LYC PROF - NADAR**	DRAVEIL	4 950
0911037H	**LYC PROF - ANDRE-MARIE-AMPERE**	MORSANG-SUR-ORGE	5 805
0911254U	**LYC PROF - CHARLES-BAUDELAIRE**	EVRY	1 003
0911343R	**LYC PROF - AUGUSTE-PERRET**	EVRY	9 405
0911577V	**LYC GT - JACQUES-PREVERT**	LONGJUMEAU	3 394
0911578W	**LYC PROF - PIERRE-MENDES-FRANCE**	RIS-ORANGIS	118
0911961M	**LYC GT - EDMOND-MICHELET**	ARPAJON	59
0920136Y	**LYC POLYV - NEWTON-ENREA**	CLICHY	281
0920150N	**LYC PROF - PRONY (DE)**	ASNIERES-SUR-SEINE	6 795
0920163C	**LYC PROF - LOUIS-GIRARD**	MALAKOFF	2 745
0920164D	**LYC PROF - JEAN-MONNET**	MONTROUGE	2 160
0920171L	**LYC PROF - LOUIS-BLERIOT**	SURESNES	4 230
0921230M	**LYC POLYV - LEONARD-DE-VINCI**	LEVALLOIS-PERRET	2 205
0921592F	**LYC PROF - COTES-DE-VILLEBON (LES)**	MEUDON	3 420
0921626T	**LYC PROF - CLAUDE-CHAPPE**	NANTERRE	360
0922277A	**LYC POLYV - CHARLES-PETIET**	VILLENEUVE-LA-GARENNE	360
0930116W	**LYC GT - HENRI-WALLON**	AUBERVILLIERS	1 416
0930118Y	**LYC GT - JEAN-RENOIR**	BONDY	2 805
0930125F	**LYC GT - PAUL-ELUARD**	SAINT-DENIS	1 633
0930126G	**LYC POLYV - AUGUSTE-BLANQUI**	SAINT-OUEN	2 299
0930128J	**LYC PROF - DENIS-PAPIN**	LA COURNEUVE	1 888
0930133P	**LYC PROF - THEODORE-MONOD**	NOISY-LE-SEC	3 404
0930135S	**LYC PROF - SIMONE-WEIL**	PANTIN	6 478
0930138V	**LYC PROF - FREDERIC-BARTHOLDI**	SAINT-DENIS	7 860
0930831Y	**LYC PROF - ARISTIDE-BRIAND**	LE BLANC-MESNIL	2 240
0930833A	**LYC GT - JEAN-ZAY**	AULNAY-SOUS-BOIS	2 006
0930846P	**LYC PROF - VOILLAUME (PROFESSIONNEL)**	AULNAY-SOUS-BOIS	2 156
0931024H	**LYC PROF - JEAN-PIERRE-TIMBAUD**	AUBERVILLIERS	8 313
0931198X	**LYC PROF - ALFRED-COSTES**	BOBIGNY	5 117
0931233K	**LYC PROF - JEAN-BAPTISTE-CLEMENT**	GAGNY	2 507
0931430Z	**LYC GT - JACQUES-BREL**	LA COURNEUVE	1 743
0931565W	**LYC GT - FLORA-TRISTAN**	NOISY-LE-GRAND	826
0931735F	**LYC PROF - LOUISE-MICHEL**	EPINAY-SUR-SEINE	2 384
0931738J	**LYC PROF - ARTHUR-RIMBAUD**	LA COURNEUVE	2 465
0932030B	**LYC POLYV - MAURICE-UTRILLO**	STAINS	1 936
0932034F	**LYC GT - WOLFGANG-AMADEUS-MOZART**	LE BLANC-MESNIL	944
0932046U	**LYC POLYV - LEONARD-DE-VINCI**	TREMBLAY-EN-FRANCE	1 743
0932048W	**LYC POLYV - BLAISE-CENDRARS**	SEVRAN	2 429

0932074Z	**LYC POLYV - MARCEL-CACHIN**	SAINT-OUEN	3 233
0932117W	**LYC POLYV - LUCIE-AUBRAC**	PANTIN	1 260
0932119Y	**LYC POLYV - EUGENE-HENAFF**	BAGNOLET	767
0932120Z	**LYC POLYV - HENRI-SELLIER**	LIVRY-GARGAN	1 357
0932121A	**LYC POLYV - SUGER**	SAINT-DENIS	3 012
0932221J	**LYC POLYV - BLAISE-PASCAL**	VILLEMOMBLE	1 574
0932229T	**LYC POLYV - PAUL-LE-ROLLAND**	DRANCY	2 277
0932260B	**LYC POLYV - GEORGES-BRASSENS**	VILLEPINTE	885
0932282A	**LYC POLYV - LEO-LAGRANGE**	BONDY	708
0932577W	**LYC GT - GERMAINE-TILLION**	LE BOURGET	3 068
0940113M	**LYC POLYV - LANGEVIN-WALLON**	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	3 024
0940114N	**LYC POLYV - SAINT-EXUPERY**	CRETEIL	900
0940129E	**LYC POLYV - JEAN-MACE**	VITRY-SUR-SEINE	10 734
0940132H	**LYC PROF - GABRIEL-PERI**	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	1 239
0940140S	**LYC PROF - GOURDOU-LESEURRE**	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	2 272
0940141T	**LYC POLYV - JACQUES-BREL**	CHOISY-LE-ROI	5 400
0940143V	**LYC PROF - JEAN-MOULIN**	VINCENNES	900
0940585A	**LYC POLYV - FRANCOIS-MANSART**	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	1 180
0940742W	**LYC POLYV - GUILLAUME-BUDE**	LIMEIL-BREVANNES	1 003
0941018W	**LYC POLYV - EDOUARD-BRANLY**	CRETEIL	2 596
0941232D	**LYC PROF - JEAN-MACE**	CHOISY-LE-ROI	1 062
0941294W	**LYC POLYV - ADOLPHE-CHERIOUX**	VITRY-SUR-SEINE	1 003
0941298A	**LYC PROF - MICHELET**	FONTENAY-SOUS-BOIS	1 180
0941355M	**LYC POLYV - PAUL-BERT**	MAISONS-ALFORT	9 991
0941918Z	**LYC POLYV - CHRISTOPHE-COLOMB**	SUCY-EN-BRIE	1 180
0941952L	**LYC POLYV - FRANCOIS-ARAGO**	VILLENEUVE-SAINT-GEORGES	900
0941975L	**LYC POLYV - PIERRE-BROSSOLETTE**	LE KREMLIN-BICETRE	900
0942269F	**LYC POLYV - PAULINE-ROLAND**	CHEVILLY-LARUE	2 139
0950641F	**LYC POLYV - JEAN-JAURES**	ARGENTEUIL	5 130
0950646L	**LYC GT - RENE-CASSIN**	GONESSE	1 121
0950650R	**LYC POLYV - JEAN-JACQUES-ROUSSEAU**	SARCELLES	3 209
0950667J	**LYC POLYV - ROMAIN-ROLLAND**	GOUSSAINVILLE	767
0950949R	**LYC PROF - JEAN-MERMOZ**	MONTSOULT	1 534
0951104J	**LYC POLYV - JEAN-PERRIN**	SAINT-OUEN-L'AUMONE	5 535
0951399E	**LYC GT - ALFRED-KASTLER**	CERGY	6 373
0951727L	**LYC POLYV - CHARLES-BAUDELAIRE**	FOSSES	11 753
0951756T	**LYC POLYV - JULES-VERNE**	CERGY	2 795
0951787B	**LYC POLYV - ARTHUR-RIMBAUD**	GARGES-LES-GONESSE	1 003
0951974E	**LYC POLYV - LOUIS-ARMAND**	EAUBONNE	6 570
Soit :	**124 lycées**	**TOTAL GLOBAL**	322 308

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 13/10/2016
- Date de réception en préfecture: 13/10/2016

DELIBERATION N° CP 16-522

DU 12 OCTOBRE 2016

AIDES REGIONALES AUX ELEVES DE SECOND CYCLE

- AIDE REGIONALE A L'ACQUISITION DES MANUELS SCOLAIRES
- AIDE REGIONALE A LA DEMI PENSION
- AIDE REGIONALE A L'EQUIPEMENT
-SUBVENTION D'EQUILIBRE

AJUSTEMENT DES DOTATIONS AU TITRE DES ANNEES SCOLAIRES 2016/2017 ET 2015/2016

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'éducation ;

VU La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales

VU La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République

VU La délibération n° CR n°16-01 du 5 avril 2001 relative à la mise en œuvre de la gratuité des manuels scolaires ; Année scolaire 2001-2002 ;

VU La délibération n° CR 43-03 du 25 septembre 2003 relative à l'aide régionale à la demi-pension dans les établissements du second degré et à la mise en place du quotient familial ; année scolaire 2003-2004 ;

VU La délibération n° CR 21-04 du 24 juin 2004 relative à la poursuite du dispositif de la gratuité des manuels scolaires ; année scolaire 2004-2005 ;

VU La délibération n° CR 44-08 du 26 juin 2008 relative aux aides sociales en faveur des élèves en formation post-bac au sein des lycées franciliens ;

VU La délibération n° CR n° 83-09 du 8-9 octobre 2009, relative à la tarification régionale des lycées franciliens pour 2010

VU La délibération n° CR 23-14 du 13 et 14 février 2014 relative au renforcement du service public de la restauration scolaire dans les EPLE d'Ile-de-France : vers une tarification plus juste, une qualité nutritionnelle et gustative plus grande, une lutte contre le gaspillage plus efficace

VU La délibération n°CR 92-15 du 18 décembre 2015 portant délégation de compétences du Conseil Régional à la Commission Permanente ;

VU La délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier ;

VU La délibération n° CR 86-16 du 20 mai 2016 relative aux mesures d'aides sociales et de sécurisation pour assurer l'égalité de traitement des élèves du privé avec ceux du public

VU La délibération n°CP 15-274 du 17 juin 2015 relative à la première attribution des dotations au titre de l'année scolaire 2015-2016 dans le cadre de la politique régionale des aides sociales aux lycéens: gratuité des manuels scolaires, aide régionale à la demi- pension pré et post bac, aide régionale a l'équipement pré et post bac, frais de concours et ajustement des dotations 2014-2015 ;

VU La délibération n°CP 16-238 du 15 juin 2016 relative à la première attribution des dotations au titre de l'année scolaire 2016-2017 dans le cadre de la politique régionale des aides sociales aux lycéens: gratuité des manuels scolaires, aide régionale à la demi- pension pré et post bac, aide régionale a l'équipement pré et post bac, frais de concours ;

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2016, et plus particulièrement les dispositions du chapitre 932 « enseignement » ;

VU L'avis de la commission des finances

VU L'avis de la commission de l'éducation

VU Le rapport CP 16-522 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Adopte la répartition relative à l'aide régionale à la demi-pension aux élèves pré bac au titre de l'année scolaire 2015-2016 à un établissement public telle qu'elle figure en annexe I et qui s'élève à **10 000 €.**

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **10 000 €.**disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) «aides aux élèves de second cycle » action (12800401) « aide régionale à la demi-pension » du budget 2016.

Article 2 :

Adopte la répartition relative à l'aide régionale « Gratuité des manuels scolaires et livrets d'exercices consommables» destinée aux élèves de second cycle au titre de l'année scolaire 2016-2017 aux établissements publics telle qu'elle figure en annexe II et qui s'élève à **29 735 €.**

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **29 735 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) « aides aux élèves de second cycle » action 12800403 « Gratuité des manuels scolaires et livrets d'exercices consommables» du budget 2016.

Article 3 :

Adopte la répartition relative à l'aide régionale à la demi-pension aux élèves pré bac au titre de l'année scolaire 2016-2017 à l'établissement public telle qu'elle figure en annexe III et qui s'élève à **8 572 €.**

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **8 572 €.**disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) «aides aux élèves de second cycle » action (12800401) « aide régionale à la demi-pension » du budget 2016.

Article 4 :

Adopte la répartition relative à l'aide régionale à l'équipement aux élèves de second cycle au titre de l'année scolaire 2016-2017 à un établissement public telle qu'elle figure en annexe IV et qui s'élève à **7 060 €.**

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **7 060 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) «aides aux élèves de second cycle » action 12800402 « aide régionale à l'équipement des lycéens » du budget 2016.

Article 5 :

Affecte au profit du lycée Gustave Eiffel (75007) une autorisation d'engagement de **55 826,70 €**, disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28 – 004 (128004) « aides aux élèves de second cycle» action 12800401 « aide régionale à la demi-pension » du budget 2016, conformément à l'annexe V à la délibération.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe I
Aide régionale à la demi-pension pré bac
Ajustements au titre de l'année scolaire 2015-2016

Lycées Publics

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
P0014642	0752701D	LPO	FRANCOIS TRUFFAUT	28 rue de Debelleyme	75003	PARIS 3EME	10 000 €
					1	**Établissement public**	**10 000 €**

ANNEXE II
AIDE RÉGIONALE MANUELS SCOLAIRES
AJUSTEMENTS AU TITRE DE L'ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

LYCEES PUBLICS

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
R3584	0922249V	LPO	MONTESQUIEU	21 RUE DU CAPITAINE FACQ	92350	LE PLESSIS ROBINSON	7 604 €
R3622	0930833A	LGT	JEAN-ZAY	AVENUE DU MARECHAL JUIN	93604	AULNAY SOUS BOIS CEDEX	17 194 €
R17099	0932046U	LPO LYC METIER	LEONARD-DE-VINCI	115 ROUTE DES PETITS PONTS	93290	TREMBLAY EN FRANCE	4 937 €
					3	**Établissements publics**	**29 735 €**

Annexe III
Aide régionale à la demi-pension pré bac
Ajustements au titre de l'année scolaire 2016-2017

Lycées Publics

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
P0014642	0752701D	LPO	FRANCOIS TRUFFAUT	28 rue de Debelleyme	75003	PARIS 3EME	8 572 €
					1	**Établissement public**	**8 572 €**

Annexe IV
Aide régionale à l'équipement pré bac
Ajustements au titre de l'année scolaire 2016-2017

Lycées Publics

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
R3494	0940319L	EREA	FRANCOIS CAVANNA	3 AVENUE DE JOINVILLE	94130	NOGENT-SUR-MARNE	7 060 €
					1	**Établissement public**	**7 060 €**

ANNEXE V

Subventions d'équilibre Restauration
2016

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	Commune	Dotation
R3420	0752961L	LG	GUSTAVE-EIFFEL	1 RUE DU GENERAL CAMOU	PARIS 07EME	55 826,70 €
					TOTAL	**55 826,70 €**

TOTAL subvention d'équilibre 932-28-12800401	**55 826,70 €**

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 13/10/2016
- Date de réception en préfecture: 13/10/2016

DELIBERATION N° CP 16-514

DU 12 OCTOBRE 2016

Aménagement culturel en Ile-de-France
Quatrième affectation pour 2016

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le régime d'aide exempté n° SA.42681 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014 ;

VU Le code général des Collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 83-25 du 11 octobre 1983 relative à la politique culturelle régionale pour les années 1984 et 1985 ;

VU La délibération n° CR 19-99 du 1er juillet 1999 relative aux modalités d'intervention de la Région en matière d'investissement dans le domaine culturel ;

VU La délibération n° CR 29-01 du 1er octobre 2001, relative aux actions régionales en faveur de la société d'information et notamment son article 2 ;

VU La délibération n° CR 06-15 des 12 et 13 février 2015 approuvant l'évolution du soutien régional à la restauration du patrimoine bâti ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 12-16 du 21 janvier 2016 relative à la désignation des représentants du Conseil Régional dans divers organismes ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 22-16 du 18 mars 2016 portant choc de simplification ;

VU La délibération n° CR 31-16, 31-16 BIS et 31-16 TER du 18 février 2016 relative à la désignation des représentants du Conseil Régional dans divers organismes ;

VU La délibération n° CR 48-16 du 17 mars 2016 relative à la désignation des représentants du Conseil Régional dans divers organismes ;

VU La délibération n° CP 09- 1142 du 17 novembre 2009 relative à l'aménagement culturel en Ile-de-France Cinquième affectation pour 2009

VU La délibération n° CP 16- 164 du 18 mai 2016 approuvant les conventions-type relatives à l'aménagement culturel, au numérique et aux fabriques (investissement);

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2016 ;

VU Le rapport CP 16-514 présenté par Madame la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France ;

VU L'avis de la commission de la Culture ;

VU L'avis de la Commission des Finances,

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : Equipements culturels de diffusion et de création

Décide de participer au titre du dispositif « Activités culturelles et artistiques » au financement des projets détaillés en annexe 2 à la délibération, par l'attribution de subventions pour un montant maximum prévisionnel de **101 684 €.**

Subordonne le versement des subventions à la conclusion, lorsque le montant attribué est supérieur à 23.000 €, d'une convention conforme à la convention type relative à l'aménagement culturel approuvée par la délibération CP n°16-164 du 18 mai 2016, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **101 684 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 312-002 « Equipements culturels de diffusion et de création », action 13100202 « construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle » du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 2 : Soutien à la création et diffusion des arts numériques

Décide de participer au titre du dispositif « Aide à la création et à la diffusion numériques » au financement des projets détaillés en annexe 2 à la délibération, par l'attribution de subventions pour un montant maximum prévisionnel de **283 040 €.**

Subordonne le versement de la subvention à la conclusion, lorsque le montant attribué est supérieur à 23.000 €, d'une convention conforme à la convention type relative à l'équipement numérique culturel approuvée par la délibération CP n°16-164 du 18 mai 2016, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **283 040 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », sur le programme HP 312-007 « Aide à la création et diffusion numériques » - action 13100701 « Soutien à la création et à la diffusion numériques » du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 3 : Changement de bénéficiaire – Pôle culturel de Verrières –le-Buisson – Construction du Conservatoire

Décide de transférer à la commune de Verrières-le-Buisson, la subvention attribuée antérieurement à la communauté d'agglomération Les Hauts-de-Bièvre pour la construction du Conservatoire au sein du pôle culturel de Verrières-le-Buisson par délibération CP 15-685 du 8 octobre 2015.

Subordonne le versement de cette subvention d'un montant de 914 694 € à la signature avec la commune de Verrières-le-Buisson d'une convention conforme à la convention - type adoptée par la délibération CP n°16-164 du 18 mai 2016.

Article 4 : Désaffectation d'une aide précédemment votée – Médiathèque de Limeil-Brévannes

Décide de désaffecter l'aide votée de 900 000 € par délibération CP 13-743 du 17/10/2013 initialement accordés sur le chapitre 903 « culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « activités culturelles et artistiques », programme HP HP312-008 (13100802) « construction et aménagement de médiathèques » du budget 2013.

Article 5 : Nouvelle affectation pour une aide précédemment attribuée – Fondation Royaumont

Affecte une autorisation de programme d'un montant maximum de **351 925,76 €** disponible le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 313 « Patrimoine », programme HP 313-004 (131004) « Développement du patrimoine en Région » - action 13100402 « valorisation du patrimoine» du budget 2016 (projets n°09002975 – FONDATION ROYAUMONT).

Article 6 : Dérogation au principe de non commencement des travaux

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier :

Dossier - Code	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
16014114	SOCIETE D'EXPLOITATION DES SPECTACLES DU BATACLAN (75011) RENOUVELLEMENT DU MATERIEL SON ET LUMIERE	STE EXPLOIT SPECTACLES LE BATACLAN	27 Juillet 2016
16015520	FONDATION ROYAUMONT (CPER 2007-2013) - REAFFECTATION	FONNDATION ROYAUMONT	1er décembre 2009

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-514	Budget	2016

Chapitre	**903 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131002 - Equipements culturels de diffusion et de création**
Action	**13100202 - Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle**

Dispositif : N° 00000145 - Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle

Dossier	16014799 - LA MAROQUINERIE (75020) TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET DE MISE AUX NORMES			
Bénéficiaire	R23444 - LA MAROQUINERIE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 231,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
14 102,00 €	HT	30 %	4 231,00 €	

Dossier	16014894 - NEW MORNING (75010) TRAVAUX DE RENOVATION DE LA SALLE DE SPECTACLE ET MISE AUX NORMES ACCESSIBILITE			
Bénéficiaire	R36064 - NEW MORNING			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	97 453,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
324 844,00 €	HT	30 %	97 453,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000145 - Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	101 684,00 €

Total sur l'imputation 903 - 312 - 131002 - 13100202	101 684,00 €

Chapitre	**903 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**313 - Patrimoine (bibliothèques, musées, monuments...)**
Programme	**131004 - Développement du patrimoine en région**
Action	**13100402 - Valorisation du patrimoine**

Dispositif : N° 00000537 - Aide à la restauration du patrimoine protégé

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-514	Budget	2016

Dossier	16015520 - FONDATION ROYAUMONT (CPER 2007-2013) - REAFFECTATION			
Bénéficiaire	R8125 - FOND ROYAUMONT			
Localisation	ASNIERES-SUR-OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	351 925,76 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 117 224,00 €	HT	45 %	502 751,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000537 - Aide à la restauration du patrimoine protégé	351 925,76 €

Total sur l'imputation 903 - 313 - 131004 - 13100402	351 925,76 €

Chapitre	**903 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131007 - Soutien à la création et à la diffusion numériques**
Action	**13100701 - Soutien à la création et à la diffusion numériques**

Dispositif : N° 00000147 - Soutien à la création et à la diffusion numérique

Dossier	16014114 - SOCIETE D'EXPLOITATION DES SPECTACLES DU BATACLAN (75011) RENOUVELLEMENT DU MATERIEL SON ET LUMIERE			
Bénéficiaire	R13139 - STE EXPLOIT SPECTACLES LE BATACLAN			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	283 040,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
707 600,00 €	HT	40 %	283 040,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000147 - Soutien à la création et à la diffusion numérique	283 040,00 €

Total sur l'imputation 903 - 312 - 131007 - 13100701	283 040,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJETS

1. Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014799

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : LA MAROQUINERIE (75020) TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET DE MISE AUX NORMES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	14 102,00 €	30,00 %	4 231,00 €
	Montant Total de la subvention		4 231,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20422-131002-300
13100202- Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA MAROQUINERIE
Adresse administrative : 23 RUE BOYER
75020 PARIS 20
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur OLIVIER POUBELLE, Gérant

Objet : NC

N° SIRET : 41312949500011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle
Rapport Cadre : CR19-99 du 01/07/1999

Objet du projet : travaux d'aménagement et de mise aux normes d'accessibilité de la Maroquinerie

Date prévisionnelle de début de projet : 12 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 12 octobre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
En 2015, La Maroquinerie a établi son agenda d'accessibilité Ad'Ap avec l'aide de la société Quali-Consult. L'audit a identifié l'inaccessibilité de l'espace billetterie aux personnes à mobilité réduite due à une différence de niveau avec le hall et à la présence de marches. Les travaux visent à résoudre ce problème. Les loges ont aussi besoin d'être rénovées pour accueillir les artistes dans de bonnes conditions. Chaque année, les installations électriques sont vérifiées mais plusieurs dysfonctionnements concernant la scène doivent être corrigés.

Description :
La Maroquinerie est une salle de concert du 20ème arrondissement de Paris qui s'ancre dans le paysage

musical par une programmation éclectique à dominante musiques actuelles et par une démarche de producteur et d'initiateur de festivals. Le lieu est une référence dans le milieu des salles parisiennes grâce à sa salle de concert pouvant accueillir 495 personnes debout et à sa configuration en club à l'anglaise.

En 2015, 64 232 personnes sont venues applaudir 407 groupes de musiques actuelles. Aussi, l'accueil du public et des artistes dans les meilleures conditions est-il essentiel. Or, depuis 2003, aucune rénovation n'a été réalisée. De plus, les nouvelles normes en terme d'accessibilité des personnes à mobilité réduite amènent à repenser les espaces d'accueil.

Moyens mis en œuvre :
La billetterie se trouve actuellement dans les bureaux situés au rez-de-chaussée. Or, le hall d'accueil et la billetterie ne sont pas au même niveau au sol, trois marches les séparent. Il s'agit de poser un comptoir aux normes d'accessibilité des banques d'accueil, qui pourrait se replier contre le mur en dehors des plages horaires de vente des billets avec une fenêtre coulissante s'ouvrant de l'intérieur. Cette solution nécessite de procéder à la démolition d'une partie de mur.

Les deux loges ont besoin d'être rénovées pour recevoir correctement les artistes et les groupes. Il est prévu la rénovation totale de la salle de bain, la création de placards et d'un coffrage pour le ballon d'eau chaude, la peinture des murs.

L'installation électrique de la scène doit être vérifiée pour se conformer aux préconisations de mise aux normes de la société Véritas.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire à recruter un stagiaire ou alternant.

Détail du calcul de la subvention :
Aide allouée sur la base du régime d'aide exempté n° SA.42681 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

Le montant total des travaux représente 42 517 € HT. La base subventionnable s'élève à 14 102 € car les démolitions, préparations de chantier et mises en décharge n'entrent pas dans cette base. Au taux de 30 %, une subvention de 4 231 € est proposée.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES SUBVENTIONNABLES	14 102,00	33,17%
DEPENSES NON SUBVENTIONNABLES	28 415,00	66,83%
Total	42 517,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	4 231,00	9,95%
LA MAROQUINERIE	38 286,00	90,05%
Total	42 517,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	4 231,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014894

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : NEW MORNING (75010) TRAVAUX DE RENOVATION DE LA SALLE DE SPECTACLE ET MISE AUX NORMES ACCESSIBILITE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	324 844,00 €	30,00 %	97 453,00 €
	Montant Total de la subvention		97 453,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20422-131002-300
13100202- Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : NEW MORNING
Adresse administrative : 7 RUE DES PETITES ECURIES
75010 PARIS 10
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame EGLAL FARHI, Gérante

Objet : NC

N° SIRET : 32127777400014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle
Rapport Cadre : CR19-99 du 01/07/1999

Objet du projet : travaux de rénovation de la salle du New Morning et de sa mise aux normes sécurité et accessibilité

Date prévisionnelle de début de projet : 12 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 12 octobre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le New Morning, club de jazz parisien, a ouvert rue des Petites Ecuries dans le 10ème arrondissement, en 1981. Malgré des travaux d'entretien régulier, une rénovation de plus grande ampleur est nécessaire avec les indispensables mises aux normes de sécurité des publics et d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite.

Description :
Le New Morning est situé dans les locaux de l'ancienne imprimerie du journal Le Petit Parisien. La propriétaire, depuis ses débuts en est Madame Farhi, qui joue un rôle éminent sur la scène jazz en France depuis une trentaine d'années ainsi que dans le domaine de la photographie de scène.

Le festival All Stars a eu lieu en juillet 2016. Il sera suivi par l'anniversaire des 35 ans de l'ouverture du New Morning, ponctué de moments forts sur toute la fin de l'année 2016 et le début 2017, jusqu'en avril.

Moyens mis en œuvre :
La demande d'aide porte sur la réfection des sols qui devient urgente :

- le parquet des parties surélevées et de la scène doit être renouvelé et une nouvelle moquette posée,
- le sol du bar, soumis à une usure accélérée, doit être consolidé,
- le revêtement en béton ciré du sol de la fosse centrale est particulièrement usé et doit être rénové,
- une pente douce doit être créée depuis la porte d'entrée jusqu'au niveau surélevé pour faciliter l'accès aux personnes à mobilité réduite,
- l'espace de travail de l'équipe doit être agrandi et insonorisé,
- la loge des artistes doit être rénovée ainsi que les toilettes,
- l'acoustique de la salle doit être améliorée afin de maintenir la qualité du son au-delà du vieillissement de ses équipements et en même temps pour limiter les émissions sonores,
- l'intégration d'une climatisation devrait réduire les sorties et réduire significativement les désagréments de voisinage dus aux nuisances sonores.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire à recruter deux stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Aide allouée sur la base du régime d'aide exempté n° SA.42681 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

Le montant de la dépense représente 330 144 € HT. La base subventionnable s'élève à 324 844 € car les études n'entrent pas dans cette base. Au taux de 30 %, une subvention de 97 453 € est proposée.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES SUBVENTIONNABLES	324 844,00	98,39%
DEPENES NON SUBVENTIONNABLES	5 300,00	1,61%
Total	330 144,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	97 453,00	29,52%
LE NEW MORNING	165 691,00	50,19%
CNV subvention sollicitée	67 000,00	20,29%
Total	330 144,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	45 000,00 €
2017	52 453,00 €

2. Soutien à la diffusion et à la création numérique

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014114

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : SOCIETE D'EXPLOITATION DES SPECTACLES DU BATACLAN (75011) RENOUVELLEMENT DU MATERIEL SON ET LUMIERE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création et à la diffusion numérique	707 600,00 €	40,00 %	283 040,00 €
	Montant Total de la subvention		283 040,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20422-131007-300
13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : STE EXPLOIT SPECTACLES LE BATACLAN
Adresse administrative : 50 BD VOLTAIRE
75011 PARIS 11
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur JULES FRUTOS, Directeur

Objet : NC

N° SIRET : 70201293100011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la création et à la diffusion numérique

Objet du projet : renouvellement du matériel son et lumière

Date prévisionnelle de début de projet : 27 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 27 juillet 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En application de l'article 17 du règlement budgétaire et financier, il est demandé à titre exceptionnel une dérogation à pouvoir engager la dépense avant la notification de la subvention, en raison de l'urgence à commander le matériel au cours de l'été pour permettre une réouverture du lieu dans les délais et, dans la mesure où la demande de subvention a été déposée avant tout commencement d'exécution de la dépense.

Objectifs :
Les événements du 13 novembre 2015 ont causé d'importants dommages à la salle du Bataclan en détériorant à la fois le bâtiment (murs, plafond, plancher, électricité, plomberie) et les équipements (fauteuils). Concernant plus particulièrement le matériel scénographique (son et lumière avec les supports), l'expertise réalisée a révélé qu'une grande partie des équipements avait reçu des impacts ou

des projections et était inutilisable. La majeure partie du matériel son, déjà vétuste, a subi des dégâts irréversibles et n'est plus utilisable. Pour la lumière, de nombreux projecteurs sont endommagés d'autres ne correspondent plus aux attentes des artistes et l'acquisition de nouveaux projecteurs asservis est prévue. La plus grande partie des structures d'accroche existantes seront réutilisées mais des ponts supplémentaires devront être installés pour le matériel supplémentaire, de façon à réaménager la salle avec le niveau d'exigence des spectacles actuels.

Description :
Le Bataclan, inauguré en 1865, est à l'origine un grand café-concert d'architecture chinoise. Aujourd'hui, c'est une salle de spectacle dotée de trois configurations : une configuration de théâtre à 1092 places, une de concert à 1 498 places et clubbing. Le lieu accueille tout autant des concerts que des spectacles d'humour et des soirées dansantes. De grands noms de la musique française et internationale s'y sont produits et ont contribué au prestige de la salle. Aujourd'hui, la programmation du Bataclan fait la part belle à toutes les esthétiques musicales du rock au rap, du métal au reggae, de la variété française aux musiques du monde. Elle continue aussi d'accueillir humoristes et soirées dansantes et souhaite développer d'autres formes de spectacles comme le cirque ou les comédies.

Moyens mis en œuvre :
Le matériel à acquérir est le suivant :

- pour le son : retours, amplificateurs,
- pour la lumière : matériel traditionnel (découpes) et matériel asservi, armoires électriques avec câblages
- pour les structures d'accroche : moteurs, ponts, stop-chute.

Intérêt régional :
cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter trois stagiaires ou alternants

Détail du calcul de la subvention :
Aide allouée sur la base du régime d'aide exempté n° SA.42681 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

Le montant de la dépense représente 726 222 € HT. La base subventionnable s'élève à 707 600 € car l'audit des équipements et l'étude n'entrent pas dans la base subventionnable. Au taux de 40 %, une subvention de 283 040 € est proposée.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES SUBVENTIONNABLES	707 600,00	97,44%
DEPENSES NON SUBVENTIONNABLES	18 623,00	2,56%
Total	726 223,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	283 040,00	38,97%
CNV/VILLE	50 000,00	6,88%
LE BATACLAN	393 183,00	54,14%
Total	726 223,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	140 000,00 €
2017	143 040,00 €

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION : CHANGEMENT DE BENEFICIAIRE - FICHE PROJET COMMUNE DE VERRIERES LE BUISSON

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15017540

Commission permanente du 8 octobre 2015 CP15-685 et CP du 12 octobre 2016

Objet : COMMUNE DE VERRIERES LE BUISSON CONSTRUCTION DU CONSERVATOIRE DANS LE POLE CULTUREL DE VERRIERES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Construction et aménagement des conservatoires et écoles de musique contrôlés	3 048 980,00 €	30,00 %	914 694,00 €
	Montant Total de la subvention		914 694,00 €

Imputation budgétaire : 903-311-204142-131001-300
13100101- Conservatoires et écoles de musique contrôlés

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VERRIERES LE BUISSON
Adresse administrative : PLACE CHARLES DE GAULLE
91370 VERRIERES-LE-BUISSON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Thomas JOLY, Maire

N° SIRET : 21910645700019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Construction et aménagement des conservatoires et écoles de musique contrôlés
Rapport Cadre : CR19-99 du 01/07/1999

Objet du projet : construction du conservatoire dans le pôle culturel de Verrières-le-Buisson

Date prévisionnelle de début de projet : 8 octobre 2015
Date prévisionnelle de fin de projet : 8 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Un Pôle culturel doit être construit sur le territoire de la commune de Verrières-le-Buisson. Il a été décidé la reconstruction du conservatoire de musique au sein de ce Pôle culturel. Le conservatoire de Verrières-le-Buisson est un établissement agréé, depuis le 07 janvier 1993, par le Ministère de l'Education nationale et de la Culture.

Initialement, la Communauté d'agglomération des Hauts-de-Bièvre avait la maîtrise d'ouvrage unique de cette construction. Depuis le 1er janvier 2016, la commune de Verrières-le-Buisson est intégrée à la Communauté de Paris-Saclay et la Communauté d'agglomération des Hauts-de-Bièvre n'est plus compétente pour assurer la construction de ce Pôle culturel.

Par délibération du Conseil municipal de Verrières-le-Buisson, en date du 14 décembre 2015, l'avenant n°2 à la convention de maîtrise d'ouvrage unique entre la commune de Verrières-le-Buisson et la Communauté d'agglomération des Hauts-de-Bièvre a été modifié afin de désigner la ville de Verrières-le-Buisson comme maître d'ouvrage unique de l'opération de construction du Pôle culturel.

Description :
Le conservatoire intercommunal actuel est situé en centre-ville, au sein du Centre culturel André Malraux et propose les activités musicales d'initiation/formation, de pratiques individuelles instrumentales et de pratiques collectives. La configuration des locaux sur 4 niveaux ne permet pas un accueil de qualité des élèves et des parents. Les salles de musique ne sont pas adaptées aux disciplines enseignées et il n'y a pas de locaux permettant l'accueil de grands ensembles. En outre, le bâtiment ancien n'offre pas de bonnes conditions de confort thermique, ni acoustique.

La nouvelle implantation permettra de développer de nouvelles disciplines comme les percussions, le jazz, les musiques anciennes. Au terme des travaux, il est prévu une augmentation des effectifs du conservatoire de 20 %, soit 500 élèves. Les locaux dédiés au conservatoire totaliseront 1270 m² de surfaces utiles avec l'aménagement d'un auditorium de 120 places.

Moyens mis en œuvre :
L'enjeu de ce projet réside dans la transformation d'un lieu culturel avec une identité forte, dédié principalement au cinéma et comportant une salle polyvalente, en un pôle culturel plus vaste avec un conservatoire et un auditorium.

Sur le site, l'actuelle grande salle du Colombier sera rénovée ainsi que la salle polyvalente associative et le hall existant. Les annexes fonctionnelles, les locaux techniques et le logement du gardien seront détruits et reconstruits. Une seconde salle de cinéma de 120/150 places sera créée ainsi que des espaces partagés avec le conservatoire (accueil, espaces de convivialité et de restauration). La jauge globale du pôle s'élèvera à 491 places.

Détail du calcul de la subvention :
Dans ce pôle culturel, la subvention régionale ne s'applique strictement qu'à la partie dédiée au conservatoire. Le montant des travaux concernant le conservatoire s'élève à 3 865 616 € HT. Le dispositif d'aide aux "conservatoires et écoles de musiques contrôlés" prévoit que la dépense subventionnable est plafonnée à 3 048 980 € HT. Au taux de 30 % une subvention de 914 694 € est proposée.

Localisation géographique :
- (EX92) CA DES HAUTS DE BIEVRE (DISSOUTE AU 01/01/2016)
- COMMUNE DE VERRIERES LE BUISSON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2015

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES SUBVENTIONNABLES	3 048 980,00	78,87%
DEPENSES HORS PLAFOND	816 636,00	21,13%
Total	3 865 616,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	914 694,00	23,66%
VERRIERES LE BUISSON	2 950 922,00	76,34%
Total	3 865 616,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2015	274 000,00 €
2016	320 000,00 €
2017	320 694,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide au développement de bornes de recharges électriques	6 009,60 €
2014	Soutien études & mise en œuvre plans déplacements scol. & interentreprises (Fct)	768,00 €
2014	Soutien études & mise en œuvre plans déplacements scol. & interentreprises (Inv)	13 959,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	20 000,00 €
2015	Construction et aménagement des conservatoires et écoles de musique contrôlés	914 694,00 €
	Montant total	955 430,60 €

ANNEXE 4 A LA DELIBERATION : DESAFFECTATION D'UNE AIDE PRECEDEMMENT ATTRIBUEE - FICHE PROJET VILLE DE LIMEIL-BREVANNES

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 13016188

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : CONSTRUCTION DE LA MEDIATHEQUE DE LIMEIL BREVANNES - PLAINE CENTRALE - LIVRE 2013

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Construction et aménagement de médiathèques	3 693 558,00 €	24,37 %	900 000,00 €
	Montant Total de la subvention		-900 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-204142-131008-300
13100802- Construction et aménagement de médiathèques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION PLAINE CENTRALE DU VAL DE MARNE CAPCVM
Adresse administrative : 14 RUE EDOUARD LE CORBUSIER 94046 CRETEIL CEDEX
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Laurent CATHALA, Président

N° SIRET : 24940009400028

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Construction et aménagement de médiathèques
Rapport Cadre : CR19-99 du 01/07/1999

Date prévisionnelle de début de projet : 17 octobre 2013
Date prévisionnelle de fin de projet : 2 janvier 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La Communauté d'agglomération de Plaine Centrale crée un pôle culturel, au sein duquel se trouve une médiathèque.

Description :
La Communauté d'Agglomération de Plaine Centrale du Val-de-Marne rassemble, depuis 2001, les villes de Créteil, Alfortville et Limeil-Brévannes et assure la compétence de gestion des compétences culturelles communautaires, médiathèques et conservatoires.

Après l'ouverture de la médiathèque de Créteil prévue début 2014, le projet de pôle culturel de Limeil-Brévannes, qui comprendra une médiathèque et un conservatoire, permettra d'achever le programme de

construction commencé par Plaine centrale avec l'auditorium du conservatoire de Créteil en 2005, puis la médiathèque d'Alfortville en 2007.

Le réseau des médiathèques de Plaine Centrale, constitué aujourd'hui de 11 équipements, a pour objectif de développer la lecture, de favoriser l'accès aux savoirs sous toutes ses formes, constituant à la fois des lieux de services, de découverte, de détente et de convivialité, et de s'adapter aux nouvelles pratiques.

Implanté à proximité d'un groupe scolaire, de la mairie et d'un nouveau quartier de la ZAC Pasteur, le futur pôle culturel doit ouvrir ses portes à la fin de l'année 2015. A terme, la médiathèque proposera des espaces dédiés aux différents publics et usages, consacrés à la presse actualité, aux tout-petits, à la musique, aux adolescents, à la fiction filmée, à la fiction adultes, aux documentaires, ainsi qu'une collection renforcée en matière de CD et DVD et des horaires d'ouverture élargis, entre 30 et 35 heures hebdomadaires.

Bénéficiant des services communs à l'ensemble du réseau, cet équipement offrira des prestations de haute qualité aux usagers : des automates de prêts et de retours, une boîte 24/24 pour le retour des documents, 40 postes multimedia, des tablettes et des liseuses, des accès gratuits aux plate-formes d'auto-formation, des postes d'écoute et de visionnage, des espaces de travail avec accès à internet, une salle du conte, un espace petite enfance, etc.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût global de l'opération, avec le conservatoire, s'élève à 15 150 414 € HT. Le coût des travaux de la médiathèque (sans les espaces communs, les options, les charges prévisionnelles) s'élèvent à 3 693 558 € HT. Conformément à la demande, une subvention d'un montant de 900 000 € est proposée, soit 24% de la base subventionnable.

Localisation géographique :
- LIMEIL-BREVANNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2013

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux médiathèque et espaces communs	5 709 589,00	72,42%
Honoraires	890 761,00	11,30%
Frais divers	1 283 269,00	16,28%
Total	7 883 619,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CA Plaine Centrale	5 251 169,00	66,61%
DRAC Ile-de-France (S)	1 732 450,00	21,98%
Région ILe-de-France	900 000,00	11,42%
Total	7 883 619,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2014	900 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Construction et aménagement de médiathèques	900 000,00 €
2013	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	73 324,00 €
2013	Financement des dossiers PRU et OPI	182 000,00 €
2013	Sensibilisation à l'ESS et à l'Innovation Sociale	4 300,00 €
2014	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	1 071 807,00 €
2014	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	1 500,00 €
2014	Sensibilisation à l'ESS et à l'Innovation Sociale	3 750,00 €
2014	Soutien à la création et à la diffusion numérique	230 200,00 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	38 014,00 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	328 357,80 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	125 000,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	67 161,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	62 758,50 €
	Montant total	3 088 172,30 €

ANNEXE 5 A LA DELIBERATION : REAFFECTATION D'UNE AIDE PRECEDEMMENT ATTRIBUEE - FICHE PROJET FONDATION ROYAUMONT

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16015520

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : FONDATION ROYAUMONT (CPER 2007-2013) - REAFFECTATION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la restauration du patrimoine protégé	1 117 224,00 €	45,00 %	502 751,00 €
	Montant Total de la subvention		351 925,76 €

Imputation budgétaire : 903-313-20422-131004-300
13100402- Valorisation du patrimoine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FOND ROYAUMONT
Adresse administrative : ABBAYE DE ROYAUMONT
95270 ASNIERES S/OISE
Statut Juridique : Fondation
Représentant : Monsieur Aldo CARDOSO, Président

Date de publication au JO : 24 janvier 1964

N° SIRET : 77568900300025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la restauration du patrimoine protégé
Rapport Cadre : CR06-15 du 13/02/2015

Objet du projet : de la réaffectation de la subvention relative à l'aménagement d'un local de stockage souterrain des dispositifs scéniques et le drainage de la façade ouest du bâtiment des convers.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 décembre 2009
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 janvier 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Une subvention de 502 751 € a été allouée à cette opération (projet n° 09002975) dans le cadre du CPER 2007-2013 par délibération CP 09-1142 du 17 novembre 2009. La subvention initiale est tombée en caducité au niveau comptable mais juridiquement la convention est toujours en vigueur. Il est donc proposer de procéder à une réaffectation à laquelle est associée une dérogation.

Objectifs :
La Fondation Royaumont, propriétaire de la majeure partie des bâtiments monastiques de l'Abbaye de Royaumont, mène depuis de nombreuses années, une action de promotion et de valorisation de cet ensemble classé Monument Historique. Elle consacre son activité à 4 objectifs principaux:

- la conservation et la mise en valeur du bâtiment et son ouverture au public,
- le centre de recherches musicales,
- les spectacles, concerts et rencontres organisés lors de saisons musicales,
- le centre de séminaires.

Afin de conserver à l'ensemble son caractère pérenne, la Fondation programme des travaux réguliers d'amélioration, de consolidation et d'aménagement des différents locaux. En 2009, ses responsables ont sollicité l'aide de la Région pour deux réalisations distinctes:
- Le drainage du bâtiment des convers, victime de remontées d'humidité importantes.
- La réalisation d'un local de stockage des dispositifs scéniques sous la cour des novices.

La présente opération a fait l'objet, par délibération CP 09-1142 du 17 novembre 2009, d'un soutien régional à hauteur de 502 751 €. Une avance de 150 825,24 € a été mandatée en 2011.
La subvention initiale est tombée en caducité au niveau comptable mais juridiquement la convention est toujours en vigueur. La fiche vise à réaffecter le solde de la subvention initiale d'un montant de 351 925.76 €.

Description :
Ces deux séries de travaux ont permis de conserver l'ensemble conventuel dans son intégrité architecturale. D'autre part, la Fondation a ainsi pu continuer à faire cohabiter ses différentes activités patrimoniales et scéniques.

Localisation géographique :
- ASNIERES-SUR-OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagement d'un local de stockage	950 000,00	85,03%
Drainage du bâtiment des convers	167 224,00	14,97%
Total	1 117 224,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF (subvention 2009)	150 825,24	13,50%
Région IDF (subvention 2016)	351 925,76	31,50%
Fondation Royaumont	614 473,00	55,00%
Total	1 117 224,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	351 925,76 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Actions de formation en faveur du secteur art et culture	135 000,00 €
2013	Aides aux manifestations culturelles	175 000,00 €
2013	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	35 000,00 €
2013	Valorisation du patrimoine régional	210 074,00 €
2014	Actions de formation en faveur du secteur art et culture	200 000,00 €
2014	Aides aux manifestations culturelles	245 000,00 €
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	35 000,00 €
2014	Valorisation du patrimoine régional	1 327 063,00 €
2015	Actions de formation en faveur du secteur art et culture	200 000,00 €
2015	Aide à la restauration du patrimoine protégé	760 420,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	175 000,00 €
2016	Actions de formation en faveur du secteur art et culture	200 000,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	205 000,00 €
	Montant total	3 902 557,00 €

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 13/10/2016
- Date de réception en préfecture: 13/10/2016

DELIBERATION N° CP 16-645
DU 12 OCTOBRE 2016

MUSEE PASSAGER EDITION 2017

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le code de la propriété intellectuelle ;

VU Le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CP 14-599 relative au quatrième soutien aux arts plastiques et aux arts numériques ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France 2016 ;

VU L'avis émis par la commission des finances ;

VU L'avis émis par la commission de la culture ;

VU Le rapport CP 16-645 présenté par Madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article unique :

Décide de mettre en œuvre les prestations prévues par le marché « conception, réalisation et suivi d'une manifestation régionale art contemporain itinérante et éphémère » procédure n° 1500014, qui permettent de valoriser l'action culturelle des territoires, de participer à la diffusion et de donner de la visibilité à la création contemporaine en Ile-de-France et à la manifestation.

Affecte une autorisation d'engagement de **370 000€**, disponible sur le Chapitre 933 « Culture, sports et loisirs » Code fonctionnel 312 « Activités artistiques et culturelles » Programme HP 312-006 « Aide à la création et à la diffusion des arts plastiques » Action 13100601 « Soutien aux manifestations d'arts plastiques» du budget 2016.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

03/10/2016 16:33:50

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 12/10/2016
- Date de réception en préfecture: 12/10/2016

DELIBERATION N° CP 16-493

DU 12 OCTOBRE 2016

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE REGIONALE EN MATIERE DE MÉDIATION, PREVENTION, PROTECTION (ACCES AU DROIT) DEUXIEME AFFECTATION POUR L'ANNEE 2016

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 70-98 du 4 décembre 1998 relative à la contribution du Conseil Régional à l'amélioration de la sécurité en Île-de-France ;

VU La délibération n° CR 22-12 du 16 février 2012 relative à l'approbation du dispositif cadre « Médiation – Prévention - Protection » ;

VU La délibération n° CR 23-15 du 12 février 2015 relative à la mise en œuvre de la Politique de la Ville – Orientations pour une nouvelle action régionale ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 portant délégation d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CP 14-274 du 10 avril 2014 relative à la mise en œuvre du rapport-cadre médiation, prévention, protection et première affectation pour l'année 2014, et à l'adoption d'une nouvelle convention type ;

VU Le budget de la Région Île-de-France pour 2016 ;

VU Le rapport CP 16-493 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

VU L'avis de la commission de la sécurité ;

VU L'avis de la commission des finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide de participer, au titre du dispositif « Médiation, Prévention, Protection », au financement des projets en matière d'accès au droit détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 460 450 €, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Subordonne le versement des subventions à la signature, avec les organismes bénéficiaires, de conventions conformes à la convention type approuvée par l'article 6 de la délibération n° CP 14-274 du 10 avril 2014 et modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, et autorise la Présidente du Conseil Régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 460 450€ disponible sur le chapitre 935 « Aménagement des territoires » - code fonctionnel 57 « Sécurité » - programme HP57- 004 (157004) « Actions de prévention et de médiation » - action (15700402) « Action de prévention et de médiation » du budget 2016.

Article 2 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des huit subventions précitées à compter du 1er janvier 2016, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 adoptant le règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 : ÉTAT RÉCAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-493	Budget	2016

Chapitre	**935 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**57 - Sécurité**
Programme	**157004 - Actions de prévention et de médiation**
Action	**15700402 - Action de prévention et de médiation**

Dispositif : N° 00000750 - Soutien à la prévention

Dossier	EX013331 - ACCES AU DROIT - CDAD 78			
Bénéficiaire	R26281 - CDAD 78 CONSEIL DEPARTEMENTAL ACCES AU DROIT			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 500,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
131 000,00 €	TTC	30,92 %	40 500,00 €	

Dossier	EX013436 - ACCES AU DROIT - CDAD 95			
Bénéficiaire	R24985 - CDAD 95 CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ACCES AU DROIT			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 250,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
168 468,00 €	TTC	17,96 %	30 250,00 €	

Dossier	EX013543 - ACCES AU DROIT - CDAD 94			
Bénéficiaire	R24277 - CDAD 94 CONSEIL DEPARTEMENTAL D'ACCES AU DROIT			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	88 200,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
381 200,00 €	TTC	23,14 %	88 200,00 €	

Dossier	EX013552 - ACCES AU DROIT - CDAD 91			
Bénéficiaire	R4717 - CDAD 91 CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ACCES AU DROIT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	45 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
99 998,00 €	HT	45 %	45 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-493	Budget	2016

Dossier	EX013577 - ACCES AU DROIT - CDAD 75			
Bénéficiaire	EX000994 - CDAD 75 CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ACCES AU DROIT			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	94 500,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
404 597,00 €	TTC	23,36 %	94 500,00 €	

Dossier	EX013623 - ACCES AU DROIT - CDAD 77			
Bénéficiaire	R22429 - CDAD 77 CONSEIL DEPARTEMENTAL D'ACCES AU DROIT DE SEINE ET MARNE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	67 500,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
264 500,00 €	TTC	25,52 %	67 500,00 €	

Dossier	EX013634 - ACCES AU DROIT - CDAD 92			
Bénéficiaire	R22428 - CDAD 92 CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ACCES AU DROIT			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 500,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
317 877,00 €	TTC	12,74 %	40 500,00 €	

Dossier	EX013996 - ACCES AU DROIT - CDAD 93			
Bénéficiaire	R4615 - CDAD 93 CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ACCES AU DROIT			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	54 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
387 700,00 €	TTC	13,93 %	54 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000750 - Soutien à la prévention	460 450,00 €

Total sur l'imputation 935 - 57 - 157004 - 15700402	460 450,00 €

ANNEXE 2 : FICHES PROJETS ACCES AU DROIT

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013577

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : ACCES AU DROIT - CDAD 75

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la prévention	404 597,00 €	23,36 %	94 500,00 €
	Montant Total de la subvention		94 500,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-65738-157004-300
15700402- Action de prévention et de médiation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CDAD 75 CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ACCES AU DROIT
Adresse administrative : 4 BD DU PALAIS
75001 PARIS
Statut Juridique : Groupement d'Intérêt Public
Représentant : Monsieur Jean-Michel HAYAT, Président

N° SIRET : 13000178700014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la prévention
Rapport Cadre : CR22-12 du 16/02/2012

Objet du projet : Soutien aux structures d'accès au droit mises en place sur le département de Paris (MJD des 10, 14 et 17ème arrondissements, PAD des 13, 15, 18, 19, 20 arrondissements et PAD Jeunes).

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les actions à soutenir s'organisent sur l'année civile.

Objectifs :
Assurer les missions des 3 maisons de justice (MJD) et des 5 points d'accès au droit (PAD) qui constituent le dispositif central de l'accès au droit à Paris.

Les MJD (10e, 14e et 17e arrondissements) et les PAD généralistes (13e, 15e, 18e, 19e et 20e arrondissements) répondent à deux objectifs principaux :
1/ Favoriser l'insertion des personnes en difficulté en leur apportant une information sur leurs droits et obligations, une aide dans les démarches et si nécessaire des consultations juridiques gratuites.
2/ Promouvoir le recours à des modes amiables de règlement des conflits.

Le point d'accès au droit des jeunes (15e arrondissement) a trois objectifs principaux :
1/ Favoriser l'intégration sociale, familiale et professionnelle des jeunes.
2/ Permettre l'accès au droit et à la citoyenneté en aidant les jeunes à connaître leurs droits et obligations et à les exercer.
3/ Offrir aux jeunes, qui ne s'adressent pas spontanément aux structures classiques d'accès au droit généralistes (MJD, PAD) un lieu qui leur est spécifiquement destiné au sein d'une structure déjà connue de ce public-cible : le CIDJ.

Description :
1/ Concernant les MJD et les PAD généralistes.
Les PAD sont des lieux d'accueil gratuits et permanents permettant d'apporter à titre principal une information de proximité sur leurs droits et devoirs aux personnes ayant à faire face à des problèmes juridiques ou administratifs. Implantés dans les quartiers politique de la ville, il sont plus particulièrement destinés aux plus démunis et complètent les dispositifs existants en matière d'accès au droit et aux services dans chaque arrondissement concerné. Leur action s'articule avec celle des MJD.
Créées sur l'initiative du président du TGI et du procureur de la République, en partenariat avec la Ville de Paris, la Préfecture et la Région Île-de-France, les MJD ont pour mission d'assurer une présence judiciaire de proximité, favoriser le règlement amiable des conflits et permettre l'accès au droit. Leur champ d'activité recoupe plusieurs arrondissements.

2/ Concernant le PAD Jeunes.
Le PAD Jeunes, situé au CIDJ, qui reçoit un public important de jeunes (1 300 par jour), leur propose des informations juridiques adaptées à leurs préoccupations. L'accent est mis plus particulièrement sur l'accompagnement dans les démarches avec un double objectif : l'information et le développement des capacités d'autonomie.
Le point d'accès au droit, plus particulièrement destiné aux jeunes défavorisés issus des quartiers de la politique de la Ville et des zones urbaines sensibles, s'appuie sur le réseau des bureaux d'information jeunesse et points information jeunesse de Paris et de l'Île-de-France. Un partenariat privilégié a également été mis en place avec les missions locales.
Le travail en réseau permet de sensibiliser les différentes structures à l'accès au droit des jeunes et d'orienter les jeunes vers le PAD ou toute autre structure du même type. Il permet également, après avoir reçu un jeune au sein du PAD, de le diriger vers les services compétents dans le domaines juridiques ou non.

Moyens mis en œuvre :
Les services proposés par les PAD et les MJD dans leur volet accès au droit consistent en :
- Un accueil permettant d'assurer une écoute et une explication des demandes ainsi qu'une orientation vers les structures ou intervenants compétents,
- Une assistance aux démarches administratives,
- Des permanences d'informations juridiques spécialisées dans les différents domaines du droit, confiées à des associations d'informations juridiques,
- Des permanences de consultations juridiques et d'assistance à la rédaction et à la conclusion d'actes juridiques, assurées par des professionnels du droit.

Les PAD et les MJD sont également des lieux de résolution amiable des conflits. Des permanences sont tenues à cet effet par des conciliateurs de justice, délégués du défenseur des droits et représentants de la médiatrice de la ville.

L'organisation du PAD Jeunes et des permanences a été confiée à l'association APASO. Elle met à disposition du PAD un juriste coordinateur.

Intérêt régional :
Les MJD et les PAD reçoivent des Parisiens de tous les arrondissements. Compte tenu de leur localisation et/ou spécificité, des usagers viennent également d'autres départements de la région Île-de-France, notamment des départements limitrophes.

Quant au PAD Jeunes, sa vocation est de recevoir le public concerné de toute la région.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Toute personne rencontrant des difficultés d'ordre juridique, notamment les plus vulnérables.
Les jeunes de Paris et de toute la région Ile-de-France sont accueillis au sein du PAD Jeunes.

Détail du calcul de la subvention :
Sur l'ensemble des activités du CDAD de Paris, représentant un budget prévisionnel de 3 062 046€ pour 2016, la subvention régionale est fléchée sur les MJD et PAD généralistes, ainsi que sur le point d'accès au droit des jeunes, dont le budget s'établit à 1 865 499€ en y intégrant les contributions volontaires des partenaires (mise à disposition de locaux et personnels), et 404 597€ en ne retenant que les éléments financiers.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires MJD et PAD	182 070,00	45,00%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires PAD jeunes	12 245,00	3,03%
Documentation	1 750,00	0,43%
Subventions versées aux associations pour la réalisation des actions décrites ci-dessus	208 532,00	51,54%
Total	404 597,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat (attribuée) - crédits politique de la ville	120 000,00	29,66%
Subvention Etat (attribuée) - ministère de la justice	118 097,00	29,19%
Subvention Ville de Paris - DAJ (sollicitée) et Direction jeunesse et sports (attribuée)	57 000,00	14,09%
Subvention Région (sollicitée)	94 500,00	23,36%
Barreau de Paris (attribuée)	15 000,00	3,71%
Total	404 597,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	56 700,00 €
2017	37 800,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien à la prévention	105 000,00 €
2014	Soutien à la prévention	105 000,00 €
2015	Soutien à la prévention	105 000,00 €
	Montant total	315 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013623

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : ACCES AU DROIT - CDAD 77

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la prévention	264 500,00 €	25,52 %	67 500,00 €
	Montant Total de la subvention		67 500,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-65738-157004-300
15700402- Action de prévention et de médiation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CDAD 77 CONSEIL DEPARTEMENTAL D'ACCES AU DROIT DE SEINE ET MARNE
Adresse administrative : 2 AV DU GENERAL LECLERC 77000 MELUN
Statut Juridique : Groupement d'Intérêt Public
Représentant : Madame Frédérique AGOSTINI, Présidente

N° SIRET : 18770911800017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la prévention
Rapport Cadre : CR22-12 du 16/02/2012

Objet du projet : financement d'actions d'accès au droit dans le département de la Seine-et-Marne

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les actions à soutenir s'organisent sur l'année civile.

Objectifs :
Le CDAD de Seine-et-Marne a pour mission de définir une politique d'accès au droit dans le département, de piloter et de coordonner les actions en matière d'aide à l'accès au droit.
Il soutient la création de points d'accès au droit (PAD), et des permanences juridiques dans les centres sociaux, les mairies, les maisons de justice et du droit (MJD) et les points d'accès au droit (PAD).

Description :
Le CDAD 77 :
- anime un partenariat avec les acteurs locaux,
- crée un réseau entre les dispositifs d'accès au droit existant dans le département,
- soutient des projets nouveaux correspondant à des besoins spécifiques ou non satisfaits dans divers

domaines ou pour des publics déterminés,
- articule l'accès au droit avec d'autres dispositifs publics,
- contribue au développement des modes amiables de résolution des conflits.

Il procure à tout citoyen une information générale sur les droits et obligations, une orientation vers les organismes chargés de leur mise en œuvre, une aide dans l'accomplissement des démarches qui s'y rapportent, une assistance dans les procédures non juridictionnelles, des consultations juridiques appropriées, une assistance à la rédaction et à la conclusion d'actes juridiques.

Moyens mis en œuvre :
Le CDAD permet à toute personne, quel que soit son âge, sa nationalité, son niveau de vie ou son lieu de résidence, de connaître ses droits et les moyens de les faire valoir, ainsi que ses obligations.
Il s'appuie pour ce faire sur un réseau d'associations spécialisées et de structures d'accès au droit :
- 5 Maisons de la Justice et du Droit : Sénart, Pontault-Combault, Chelles, Noisiel, Meaux,
- 6 Points d'Accès au Droit : Nemours, Montereau-Fault-Yonne, Saint-Fargeau-Ponthierry, La Ferté-sous-Jouarre, Coulommiers, Chessy,
- 1 PAD pénitentiaire.

Intérêt régional :
Ces services d'accès au droit constituent un soutien décisif aux personnes fragilisées afin de faire face aux exigences de la vie tant sur le plan familial, professionnel, financier qu'administratif. Les services d'accès au droit participent ainsi à la construction et à la régularisation des rapports sociaux et économiques des habitants de la Seine-et-Marne.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Les habitants de Seine-et-Marne, ainsi que les détenus confrontés à des difficultés juridiques et administratives.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
services externes	1 800,00	0,68%
PAD/Associations	258 492,00	97,73%
services externes (colloque)	2 408,00	0,91%
autres sercices externes (commissaire aux comptes)	1 800,00	0,68%
Total	264 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	67 500,00	25,52%
Ministère de la justice (att)	100 000,00	37,81%
FIPD (att)	40 000,00	15,12%
Département 77 (ec)	45 000,00	17,01%
Subvention DAP (ec)	10 000,00	3,78%
Rétrocession Barreau de Melun	2 000,00	0,76%
Total	264 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	40 500,00 €
2017	27 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien à la prévention	75 000,00 €
2014	Soutien à la prévention	75 000,00 €
2015	Soutien à la prévention	75 000,00 €
	Montant total	225 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013331

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : ACCES AU DROIT - CDAD 78

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la prévention	131 000,00 €	30,92 %	40 500,00 €
	Montant Total de la subvention		40 500,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-65738-157004-300
15700402- Action de prévention et de médiation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CDAD 78 CONSEIL DEPARTEMENTAL ACCES AU DROIT
Adresse administrative : 3 AV DE L'EUROPE 78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Groupement d'Intérêt Public
Représentant : Monsieur Christophe MACKOWIAK, Président

N° SIRET : 18780909000017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la prévention
Rapport Cadre : CR22-12 du 16/02/2012

Objet du projet : Permanences d'informations juridiques et d'aide pour les démarches à accomplir assurées par des associations au sein des structures d'accès au droit à l'attention des personnes fragilisées socialement.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les actions à soutenir s'organisent sur l'année civile.

Objectifs :
Organiser des permanences d'informations juridiques et d'aide dans les démarches assurées par les partenaires associatifs au sein des structures d'accès au droit du département des Yvelines.

Description :
Les permanences juridiques assurées par les associations permettent aux bénéficiaires d'obtenir des informations sur leurs droits et obligations dans de nombreux domaines juridiques, trouver une aide pour comprendre les actes (jugements, actes d'huissiers, convocations, courriers d'avocat...), la procédure à suivre devant une juridiction, pour constituer une requête, un dossier, un recours, mais également pour

être orientés vers le bon interlocuteur.
Ces services sont gratuits. Les entretiens sont individuels et confidentiels. Les personnes sont reçues avec ou sans rendez-vous selon les permanences.

Moyens mis en œuvre :
- 2 maisons de Justice et du Droit (MJD) : Les Mureaux et Saint-Quentin-en-Yvelines, cette dernière disposant de 2 antennes (Trappes et Guyancourt).
- 9 points d'accès au droit (PAD) généralistes : Achères, Carrières-sous-Poissy, Chanteloup-les-Vignes, Fontenay-le-Fleury, Mantes-la-Jolie, Mantes-la-Ville, Poissy, Saint-Germain-en-Laye et Sartrouville.
- 3 points d'accès au droit (PAD) en milieu pénitentiaire : maison d'arrêt pour femmes de Versailles, maison d'arrêt pour hommes de Bois d'Arcy et maison centrale de Poissy.
- 4 relais d'accès au droit (RAD) : Maurepas, Les Clayes-sous-Bois, Versailles et Limay.

Intérêt régional :
Ces services d'accès au droit constituent un soutien décisif aux personnes fragilisées afin de faire face aux exigences de la vie tant sur le plan familial, professionnel, financier qu'administratif. Les services d'accès au droit participent ainsi à la construction et à la régularisation des rapports sociaux et économiques des habitants des Yvelines.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Les habitants des Yvelines.
Sont ciblées en priorité les personnes en situation de faiblesse, de précarité sociale, d'isolement et qui ne peuvent accéder à l'information et au soutien juridique dont elles ont besoin - dont les personnes en détention et leurs proches.

Détail du calcul de la subvention :
Sur l'ensemble des activités du CDAD 78, représentant un budget prévisionnel de 238 000€ pour 2016, la subvention régionale est fléchée sur le fonctionnement des permanences d'informations juridiques au sein des structures d'accès au droit.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Subventions versées par l'organisme aux associations pour la réalisation des actions décrites ci-dessus	131 000,00	100,00%
Total	131 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat (attribuée) - ministère de la Justice	71 000,00	54,20%
Subvention Département (attribuée)	15 000,00	11,45%
Subvention Région (sollicitée)	40 500,00	30,92%
Autofinancement (prélèvement sur fond de roulement)	4 500,00	3,44%
Total	131 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	24 300,00 €
2017	16 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien à la prévention	60 000,00 €
2014	Soutien à la prévention	45 000,00 €
2015	Soutien à la prévention	45 000,00 €
	Montant total	150 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013552

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : ACCES AU DROIT - CDAD 91

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la prévention	99 998,00 €	45,00 %	45 000,00 €
	Montant Total de la subvention		45 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-65738-157004-300
15700402- Action de prévention et de médiation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CDAD 91 CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ACCES AU DROIT
Adresse administrative : 9 RUE DES MAZIERES
91012 EVRY CEDEX
Statut Juridique : Groupement d'Intérêt Public
Représentant : Madame Nicole JARNO, Présidente

N° SIRET : 18910012600011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la prévention
Rapport Cadre : CR22-12 du 16/02/2012

Objet du projet : promouvoir et développer l'accès au droit en Essonne (informer, orienter et assister les personnes) auprès de tout public, y compris les détenus de la maison d'arrêt de Fleury Mérogis.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les actions à soutenir s'organisent sur l'année civile.

Objectifs :
Développer et soutenir l'accès au droit en faveur des populations de l'Essonne et en particulier les détenus de la maison d'arrêt (MA) de Fleury-Mérogis.

Description :
L'accès au droit généraliste est structuré autour de 7 PAD (Chilly-Mazarin, Etampes, Arpajon, Evry, Epinay-sous-Sénart, Grigny, Ris-Orangis) et 3 MJD (Val-d'Orge, Athis-Mons, Les Ulis).
S'y ajoutent 3 points d'accès au droit spécialisés :
- en milieu pénitentiaire (avec l'association ARAPEJ) ;
- en milieu scolaire (ateliers juridiques ayant bénéficié à 863 élèves en 2015 et accueils en audience

correctionnelle pour 2 479 personnes, organisés par 2 juristes de l'association Justice et Ville), mais aussi dans les missions locales et les Espaces Dynamiques d'Insertion des communes (via une convention avec l'association APASO) ;
- en faveur des personnes âgées (permanences téléphoniques et physiques, à Epinay-sous-Sénart, Etampes et Villemoisson-sur-Orge, assurées par les juristes de l'association AGE 91).

Moyens mis en œuvre :
1/ Moyens humains :
Le ministère de la Justice met à disposition du CDAD un secrétaire général chargé de mettre en oeuvre les délibérations votées par les instances délibérantes et deux greffiers présents dans les MJD. Les collectivités territoriales mettent à disposition des structures d'accès au droit des fonctionnaires en charge de l'accueil du public : 14 fonctionnaires chargés de l'accueil physique et téléphonique, 12 juristes en charge de l'information juridique, 1 psychologue.
A ces personnels permanents s'ajoutent les juristes des associations, les conciliateurs, les délégués du défenseur des droits, les auxiliaires de justice.... qui interviennent ponctuellement dans les structures.
L'ARAPEJ met à disposition du PAD pénitentiaire 2 juristes. L'association Justice et Ville met quant à elle à disposition du CDAD 2 juristes pour la tenue du PAD en milieu scolaire. Le financement de ces PAD est entièrement pris en charge par le CDAD.
2/ Moyens matériels :
Les collectivités territoriales accueillent dans des locaux dédiés les MJD et PAD urbains. L'administration pénitentiaire met un bureau à disposition du PAD en milieu carcéral situé dans les locaux administratif. Enfin, le TGI d'Evry accueille le PAD en milieu scolaire ainsi que le nouveau Relais d'Accès au Droit pour l'Aide Juridictionnelle.

Intérêt régional :
Adresser l'ensemble des publics-cibles résidant en Essonne, mais également au-delà via la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis. La population carcérale y est très majoritairement originaire d'Ile-de-France (81,27%), la répartition des personnes écrouées au 28/11/2014, en termes de domiciliation, s'établissant comme suit :
- Paris (75) : 26,75%
- Seine-et-Marne (77) : 8,88%
- Yvelines (78) : 2,14%
- Essonne (91) : 15,5%
- Hauts de Seine (92) : 3,62%
- Seine Saint Denis (93) : 16,36%
- Val de Marne (94) : 5,57%
- Val d'Oise (95) : 2,45%.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Les habitants de l'Essonne et l'ensemble des détenus de la MA de Fleury-Mérogis.

Détail du calcul de la subvention :
Sur l'ensemble des activités du CDAD 91, représentant un budget prévisionnel de 323500€ pour 2016, la subvention régionale est fléchée sur le PAD de la MA de Fleury-Mérogis, dont le budget s'établit à 100036€ dont 38€ de frais bancaires, soit une base subventionnable de 99998€.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats - Etudes et prestations de services	100,00	0,10%
Services extérieurs - Assurance (110 €), déplacement et mission (500€)	610,00	0,61%
Autres services extérieurs - Permanences (200€) et services bancaires (38€, hors assiette des dépenses éligibles)	238,00	0,24%
Charges de personnel	99 088,00	99,05%
Total	100 036,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention État (attribuée) - FIPD	35 036,00	35,02%
Subvention État (attribuée) - Ministère de la Justice : SPIP et PJJ	15 000,00	14,99%
Subvention État (attribuée) - CDAD	5 000,00	5,00%
Subvention Région (sollicitée)	45 000,00	44,98%
Total	100 036,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	27 000,00 €
2017	18 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien à la prévention	10 000,00 €
2014	Soutien à la prévention	50 000,00 €
2015	Soutien à la prévention	50 000,00 €
	Montant total	110 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013634

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : ACCES AU DROIT - CDAD 92

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la prévention	317 877,00 €	12,74 %	40 500,00 €
	Montant Total de la subvention		40 500,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-65738-157004-300
15700402- Action de prévention et de médiation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CDAD 92 CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ACCES AU DROIT
Adresse administrative : 179 AVENUE F ET I JOLIOT CURIE 92020 NANTERRE CEDEX
Statut Juridique : Groupement d'Intérêt Public
Représentant : Monsieur Jacques BOULARD, Président

N° SIRET : 18920912500013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la prévention
Rapport Cadre : CR22-12 du 16/02/2012

Objet du projet : Financement d'actions d'accès au droit portées par le CDAD 92 (associations, structures d'accès au droit, et actions d'accès au droit en faveur des publics ciblés).

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les actions à soutenir s'organisent sur l'année civile.

Objectifs :
Développer et soutenir l'accès au droit en faveur des populations des Hauts-de-Seine.

Description :
Des permanences d'accès au droit sont proposées gratuitement en matière de droit du logement, de la famille, du surendettement, des étrangers, de la médiation familiale, ainsi que des consultations d'avocats et d'écrivains publics. Le CDAD finance des permanences ciblées destinées aux femmes victimes de violences au TGI, à des populations en situation de surendettement au TI d'Asnières (seul compétent en la matière pour le ressort), des permanences d'avocats dans 9 centres des restaurants du coeur, ainsi que le l'animation du Point d'Accès au Droit de la maison d'arrêt des Hauts-de-Seine.

Des actions spécifiquement destinées aux jeunes sont mises en place, en partenariat avec l'Education nationale : festival du film judiciaire, accueil des classes au TGI.

Le CDAD participe à l'édition du guide de l'accès au droit, outil recensant l'ensemble des actions en matière d'accès au droit proposées dans le département.

Moyens mis en œuvre :
Le CDAD s'appuie sur un réseau d'associations contribuant à animer différentes structures d'accès au droit :
- 10 points d'accès au droit (PAD) : Clichy, Colombes, Nanterre, Villeneuve-la-Garenne, Suresnes, Asnières, Boulogne, Courbevoie, Antony, Meudon.
- 3 maisons de justice et du droit (MJD) : Bagneux, Chatenay-Malabry, Gennevilliers.
- 3 relais d'accès au droit (RAD) : Clichy, Nanterre et au TGI.

Intérêt régional :
Ces services d'accès au droit constituent un soutien décisif aux personnes fragilisées afin de faire face aux exigences de la vie tant sur le plan familial, professionnel, financier qu'administratif. Les services d'accès au droit participent ainsi à la construction et à la régularisation des rapports sociaux et économiques des habitants des Hauts-de-Seine.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Les habitants des Hauts-de-Seine.
La mise en place des permanences au sein de la maison d'arrêt de Nanterre permet par ailleurs d'apporter des informations sur les droits et devoirs des détenus confrontés à des difficultés juridiques et administratives.
En outre, la mise en place des permanences juridiques au sein des Restaurants du Cœur permet de toucher un public qui ne connaît pas toujours ses droits ou ne sait pas comment les faire valoir, et n'a pas forcément connaissance des permanences tenues au sein des MJD ou des mairies (méconnaissance des dispositifs, isolement ou appréhension).

Enfin, les collégiens et lycéens du département par la mise en place d'actions leur étant spécialement destinées afin d'améliorer leur connaissance du milieu judiciaire et de leurs droits et devoirs.

Détail du calcul de la subvention :
Sur l'ensemble des activités du CDAD 92, représentant un budget prévisionnel de 317 877€ pour 2016, la subvention régionale est fléchée sur le fonctionnement des permanences d'informations juridiques au sein des structures d'accès au droit, les actions mises en place à destination des collégiens et lycéens, et sur l'édition du guide l'accès au droit.

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	6 408,00	2,02%
Frais de personnel	1 758,00	0,55%
Autres charges de gestion courante	309 711,00	97,43%
Total	317 877,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	40 500,00	12,74%
Education nationale (ec)	12 000,00	3,78%
FIPD (att)	4 500,00	1,42%
Ministère de la justice (att)	195 900,00	61,63%
Ministère de la justice, subvention complémentaire (ec)	14 100,00	4,44%
Département (att)	42 000,00	13,21%
Commune pour festival du film judiciaire (ec)	2 050,00	0,64%
Reprise sur amortissements et provisions	6 827,00	2,15%
Total	317 877,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	24 300,00 €
2017	16 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien à la prévention	45 000,00 €
2014	Soutien à la prévention	45 000,00 €
2015	Soutien à la prévention	45 000,00 €
	Montant total	135 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013996

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : ACCES AU DROIT - CDAD 93

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la prévention	387 700,00 €	13,93 %	54 000,00 €
	Montant Total de la subvention		54 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-65738-157004-300
15700402- Action de prévention et de médiation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CDAD 93 CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ACCES AU DROIT
Adresse administrative : TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE 93000 BOBIGNY CEDEX
Statut Juridique : Groupement d'Intérêt Public
Représentant : Monsieur Renaud Le BRETON de VANNOISE, Président

N° SIRET : 18001002700019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la prévention
Rapport Cadre : CR22-12 du 16/02/2012

Objet du projet : financement d'actions d'accès au droit sur le département de la Seine-Saint-Denis

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les actions à soutenir s'organisent sur l'année civile.

Objectifs :
Le CDAD de la Seine-Saint-Denis permet aux citoyens du département de connaître leurs droits afin de les faire valoir.
Ce dispositif d'information et d'accompagnement des usagers du service public de la justice est constitué de 4 axes d'intervention :
- la création et l'animation de Points d'Accès au Droit (PAD),
- le soutien aux associations reconnues pour leur savoir-faire, dans les domaines de l'accès au droit et de l'aide aux victimes ;
- la formation des acteurs de terrain et animateurs ;
- la coordination des opérations de communication en matière d'accès au droit, sur l'ensemble du département.

Description :
Des permanences d'information et de consultations juridiques se tiennent dans les points d'accès au droit.
27 points d'accès au droit (PAD) accueillent quotidiennement le public afin d'apporter une information sur différents domaines juridiques.
Un autre PAD est ouvert dans les locaux du TGI de Bobigny dont les permanences sont assurées par les juristes du CDAD.
Des interventions sont également organisées dans les établissements scolaires de Seine-Saint-Denis.

Moyens mis en œuvre :
Cinq juristes salariés à temps complet du CDAD tiennent des permanences d'informations juridiques.
Des permanences sont également assurées par des associations dans le cadre de conventions avec le CDAD, ainsi que des permanences de consultations juridiques dans le cadre de conventions avec l'Ordre des avocats.

Intérêt régional :
Ces services d'accès au droit constituent un soutien décisif aux personnes fragilisées afin de faire face aux exigences de la vie tant sur le plan familial, professionnel, financier qu'administratif. Les services d'accès au droit participent ainsi à la construction et à la régularisation des rapports sociaux et économiques des habitants de Seine-Saint-Denis.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Les habitants du département de la Seine-Saint-Denis.

Détail du calcul de la subvention :
La provision pour risque de réduction d'activité est inéligible, soit 15 000€.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de fonctionnement	17 232,00	4,28%
Frais de personnel	33 396,00	8,29%
Points d'accès au droit	133 564,00	33,17%
Permanences d'informations juridiques	73 500,00	18,25%
Subventions aux associations pour la réalisation des actions décrites ci-dessus	29 200,00	7,25%
Consultations, permanences téléphoniques	93 400,00	23,19%
Organisation journées régionales accès au droit	7 408,00	1,84%
Provision pour risque de réduction d'activité (non éligible)	15 000,00	3,72%
Total	402 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	54 000,00	13,41%
Ministère de la justice (ec)	180 000,00	44,70%
Préfecture (ec)	70 000,00	17,38%
Conseil départemental 93 (ec)	26 000,00	6,46%
Communes (ec)	58 700,00	14,58%
Chambre des huissiers (ec)	5 000,00	1,24%
Ordre des avocats (ec)	5 000,00	1,24%
Fonds de roulement	4 000,00	0,99%
Total	402 700,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	32 400,00 €
2017	21 600,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien à la prévention	60 000,00 €
2014	Soutien à la prévention	60 000,00 €
2015	Soutien à la prévention	60 000,00 €
	Montant total	180 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013543

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : ACCES AU DROIT - CDAD 94

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la prévention	381 200,00 €	23,14 %	88 200,00 €
	Montant Total de la subvention		88 200,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-65738-157004-300
15700402- Action de prévention et de médiation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CDAD 94 CONSEIL DEPARTEMENTAL D'ACCES AU DROIT
Adresse administrative : RUE PASTEUR VALLERY RADOT - TGI 94000 CRETEIL
Statut Juridique : Groupement d'Intérêt Public
Représentant : Monsieur Stéphane NOEL, Président

N° SIRET : 18940908900019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la prévention
Rapport Cadre : CR22-12 du 16/02/2012

Objet du projet : financement d'actions d'accès au droit sur le département du Val-de-Marne

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les actions à soutenir s'organisent sur l'année civile.

Objectifs :
Développer et soutenir l'accès au droit en faveur des populations du Val-de-Marne afin de :
- leur fournir une information générale sur leurs droits et obligations en matière juridique.
- encourager la diversification des modes de résolution amiable des conflits : conciliation, médiation, protocole d'accord...
- faire connaître le dispositif de l'aide juridictionnelle.

Description :
La politique de développement de l'accès au droit est basée sur la création et le fonctionnement des Points d'Accès au Droit (PAD) et des Maisons de Justice et du Droit (MJD) afin de créer un maillage territorial homogène permettant à l'ensemble des habitants du Val-de-Marne de bénéficier d'un même

niveau d'information juridique.

Le CDAD soutient des structures appartenant au réseau de l'accès au droit : MJD de Champigny-sur-Marne, MJD du Val-de-Bièvre (Villejuif), PAD en milieu pénitentiaire (maison d'arrêt de Fresnes), PAD de Fontenay-sous-Bois, PAD de Créteil, PAD de Nogent-sur-Marne, PAD d'Orly, PAD de Valenton, PAD de Vitry-sur-Seine, PAD des Jeunes (départemental), PAD des Parents (départemental), PAD en milieu scolaire.

Il met également en place des actions thématiques et de communication : Réseau de l'accès au droit des jeunes, Accueil des scolaires au tribunal (TGI - CPH), Guide de l'Accès au Droit, Guide des Droits et Devoirs des Jeunes, Rencontres du Film Jeune Citoyen.

Moyens mis en œuvre :
Le fonctionnement des Maisons de Justice et du Droit (MJD) et des Points d'Accès au Droit (PAD) bénéficie à l'ensemble de la population du département mais en priorité aux personnes en situation de précarité et d'exclusion et aux habitants des quartiers prioritaires de la politique de la Ville.

Intérêt régional :
Ces services d'accès au droit constituent un soutien décisif aux personnes fragilisées afin de faire face aux exigences de la vie tant sur le plan familial, professionnel, financier qu'administratif. Les services d'accès au droit participent ainsi à la construction et à la régularisation des rapports sociaux et économiques des habitants du Val-de-Marne.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Les habitants du Val-de-Marne, notamment les publics en situation de précarité voire d'exclusion..
Environ 50.000 personnes ont pu bénéficier, en 2015, d'une information juridique ou d'une consultation juridique dans le réseau des dispositifs d'accès au droit piloté par le CDAD du Val-de-Marne.

Détail du calcul de la subvention :
Sur l'ensemble des activités du CDAD du Val-de-Marne, représentant un budget prévisionnel de 381 200 € pour 2016, la subvention régionale est fléchée sur le fonctionnement des permanences d'informations juridiques au sein des structures d'accès au droit.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	1 100,00	0,29%
Assurance	200,00	0,05%
Autres services externes (rémunérations d'intermédiaires et honoraires, publicité, publications, déplacements)	9 792,00	2,57%
frais de personnel	3 700,00	0,97%
Autres charges de gestion courante (subventions)	366 408,00	96,12%
Total	381 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	88 200,00	23,14%
Etat (ec)	120 000,00	31,48%
Ministère de la justice (ec)	127 000,00	33,32%
Département 94 (ec)	35 000,00	9,18%
Barreau du Val-de-Marne (ec)	11 000,00	2,89%
Total	381 200,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	88 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien à la prévention	96 000,00 €
2014	Soutien à la prévention	96 000,00 €
2015	Fonds d'urgence pour l'accompagnement des réfugiés	1 750,00 €
2015	Soutien à la prévention	98 000,00 €
	Montant total	291 750,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013436

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : ACCES AU DROIT - CDAD 95

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la prévention	168 468,00 €	17,96 %	30 250,00 €
	Montant Total de la subvention		30 250,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-65738-157004-300
15700402- Action de prévention et de médiation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CDAD 95 CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ACCES AU DROIT
Adresse administrative : 3 RUE VICTOR HUGO
95300 PONTOISE
Statut Juridique : Groupement d'Intérêt Public
Représentant : Madame Gwénola JOLY-COZ, Présidente

N° SIRET : 18950903700017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la prévention
Rapport Cadre : CR22-12 du 16/02/2012

Objet du projet : Soutenir les associations œuvrant dans le domaine de l'accès au droit, de l'aide aux victimes et de la médiation et proposer des permanences juridiques, assurées par des professionnels du droit.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les actions à soutenir s'organisent sur l'année civile.

Objectifs :
L'action du CDAD vise à :
- Soutenir les associations du département qui mènent des actions d'accès au droit afin de pérenniser l'offre existante et lui permettre d'être toujours au plus près des besoins des usagers. L'objectif du CDAD en 2016/2017 est également de développer les offres proposées aux usagers (ouvrir des permanences en droit des femmes, en droit du logement, en droit du surendettement et de la consommation, etc.) et permettre à des écrivains publics d'aider les personnes en difficulté à formaliser leurs demandes (accompagnement dans le remplissage des dossiers d'aide juridictionnelle par exemple).
- Mettre à disposition des citoyens des permanences gratuites de consultations juridiques tenues par des

professionnels du droit, au sein de différentes structures (MJD, PAD et centres des restaurants du cœur) afin de permettre à un maximum de personnes d'accéder aux informations juridiques.

Description :
S'agissant des subventions aux associations, le CDAD soutient les associations qui œuvrent en matière d'accès au droit, d'aide aux victimes et de médiation familiale. Ces associations mettent à disposition du public des permanences gratuites d'information juridique, de soutien psychologique des victimes, de médiation et de prévention.
Pour les consultations d'avocats au sein des Restaurants du Cœur, des MJD et du PAD, il s'agit de mettre à disposition des citoyens des permanences juridiques gratuites mais assurées par des professionnels.

Moyens mis en œuvre :
Pour 2016, une enveloppe de 55 500 euros est consacrée au financement des associations et 120 968 euros au financement de 634 permanences des avocats, représentant 1 268 heures de consultation.

Intérêt régional :
Adresser l'ensemble des publics-cibles résidant dans le Val-d'Oise, les activités du CDAD 95 s'organisant en cohérence avec les 4 CDAD du ressort de la cour d'appel de Versailles.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Les habitants du Val-d'Oise.
La mise en place des permanences au sein du PAD de la Maison d'Arrêt du Val d'Oise permet par ailleurs d'apporter des informations sur les droits et devoirs des détenus confrontés à des difficultés juridiques et administratives.
En outre, la mise en place des permanences avocats au sein des Restaurants du Cœur permet de toucher un public qui ne connaît pas toujours ses droits ou ne sait pas comment les faire valoir, et n'ont pas forcément connaissance des permanences tenues au sein des MJD ou des mairies (méconnaissance des dispositifs, isolement ou appréhension).

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des avocats (consultations juridiques)	120 968,00	71,80%
Subventions versées aux associations pour la réalisation des actions décrites ci-dessus	47 500,00	28,20%
Total	168 468,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat (attribuée) - Ministère de la Justice et cour d'appel de Versailles	106 718,00	63,35%
Subvention Etat (attribuée) - FIPD	1 500,00	0,89%
Subvention Conseil départemental (attribuée)	20 000,00	11,87%
Subvention Région (sollicitée)	30 250,00	17,96%
CARPA (attribuée)	10 000,00	5,94%
Total	168 468,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	18 150,00 €
2017	12 100,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien à la prévention	33 600,00 €
2014	Soutien à la prévention	33 600,00 €
2015	Soutien à la prévention	33 600,00 €
	Montant total	100 800,00 €

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 12/10/2016
- Date de réception en préfecture: 12/10/2016

DELIBERATION N° CP 16-496

DU 12 OCTOBRE 2016

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE REGIONALE EN MATIERE DE MÉDIATION, PREVENTION, PROTECTION (AIDE AUX VICTIMES) PREMIERE AFFECTATION POUR L'ANNEE 2016

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 70-98 du 4 décembre 1998 relative à la contribution du Conseil Régional à l'amélioration de la sécurité en Île-de-France ;

VU La délibération n° CR 22-12 du 16 février 2012 relative à l'approbation du dispositif cadre « Médiation – Prévention - Protection » ;

VU La délibération n° CR 23-15 du 12 février 2015 relative à la mise en œuvre de la Politique de la Ville – Orientations pour une nouvelle action régionale ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 portant délégation d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CP 14-274 du 10 avril 2014 relative à la mise en œuvre du rapport-cadre médiation, prévention, protection et première affectation pour l'année 2014, et à l'adoption d'une nouvelle convention type ;

VU Le budget de la Région Île-de-France pour 2016 ;

VU Le rapport n° CP 16-496 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France ;

VU L'avis de la commission de la sécurité ;

VU L'avis de la commission des finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide de participer, au titre du dispositif « Médiation, Prévention, Protection », au financement des projets en matière d'aide aux victimes détaillés en annexe 3 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 469 040€, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 2.

Subordonne le versement des subventions à la signature, avec les organismes bénéficiaires, de conventions conformes à la convention type visée approuvée par l'article 6 de la délibération CP 14-274 du 10 avril 2014 et modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 469 040€ disponible sur le chapitre «935 « Aménagement des territoires » - code fonctionnel 57 « sécurité » - programme HP57- 004 (157004) « Actions de prévention et de médiation » - action (15700402) « Action de prévention et de médiation » du budget 2016.

Article 2 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau présenté en annexe 1, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 adoptant le règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 3 :

Décide de participer, au titre du dispositif « Soutien à l'équipement des polices municipales », au financement du projet d'équipements présenté par la commune de Viry-Châtillon correspondant à la liste suivante :

- un véhicule équipé
- des bâtons de défense
- deux vélos pour les ASVP
- un système de radio-télécommunication permettant de relier le véhicule au centre de police,

par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 27 700 €.

Subordonne le versement des subventions à la signature, avec la commune de Viry-Châtillon, d'une convention conforme à la convention type du dispositif.

Affecte une autorisation de programme de 27 700 € disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires » du code fonctionnel 57 « Sécurité » du programme HP 57-001 (157001) « Bouclier de sécurité », code action 15700104 « Soutien à l'équipement des polices et de la gendarmerie », du budget 2016.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 : TABLEAU RÉCAPITULATIF ARTICLE 29

Numéro de dossier	Action	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
EX013346	aide aux victimes - Permanences au Centre Médico-Judiciaire des Hauts-de-Seine	ADAVIP ASSOCIATION DEPARTEMENTALE AIDE VICTIMES INFRACTION PENALES	01/01/2016
EX013699	AIDE AUX VICTIMES - VIVA : Volontaires intervenants auprès de victimes d'attentats	AFVT ASSOCIATION FRANCAISE DES VICTIMES DU TERRORISME	01/01/2016
EX013712	aide aux victimes - Accueil et accompagnement des victimes de violences morales, intrafamiliales et de harcèlement (Stalking)	AJC CONTRE LA VIOLENCE MORALE INTFAM STALKING	01/09/2016
EX013422	AIDE AUX VICTIMES - Accompagner les personnes socialement, financièrement et psychologiquement vulnérables	APCE ASSOCIATION POUR LE COUPLE ET L'ENFANT	01/09/2016
EX013533	AIDE AUX VICTIMES – Soutien psychologique pour femmes victimes de violences conjugales	APCE 93 ASSOCIATION POUR LE COUPLE ET L'ENFANT	01/01/2016
EX013456	Aide aux victimes - Permanences généralistes d'aides aux victimes et suivi spécialisé pour les violences intrafamiliales	APCE 94 POUR LE COUPLE ET L'ENFANT	01/01/2016
EX013289	aide aux victimes - Accompagnement personnel et judiciaire des familles dont l'enfant a été assassiné ou a disparu	APEV AIDE AUX PARENTS D'ENFANTS VICTIMES	01/01/2016
EX013715	AIDE AUX VICTIMES - Accompagnement des femmes victimes de violences et/ou de viols	ASSIOCIATION DU COTE DES FEMMES	01/09/2016
EX013695	Aide aux victimes - Ecouter, accompagner et orienter les femmes victimes de violences conjugales et intrafamiliales	ASSOCIATION COUPLE ET ENFANT EN HAUTS SEINE	01/01/2016
EX013747	AIDE AUX VICTIMES - Réagir contre les violences faites aux femmes et particulièrement les violences conjugales	ASSOCIATION ELLE'S IMAGINE'NT	01/09/2016
EX013340	aide aux victimes " Accueil et orientation des victimes "	AVIMEJ AIDE AUX VICTIMES ET MEDIATION JUDICIAIRE	01/01/2016
EX013504	aide aux victimes - Informations juridiques individuelles et collectives, accompagnement des femmes victimes de violences	CENTRE INFORMATION SUR DROITS DES FEMMES ET FAMILLES HAUTS SEINE NANTERRE	01/09/2016
16013282	AIDE AUX VICTIMES - Permanences d'aide aux victimes	CFCV COLLECTIF FEMINISTE CONTRE LE VIOL	01/01/2016
EX013352	AIDE AUX VICTIMES - Service d'aide aux victimes à Paris et dans le Val-de-Marne	CHRS APCARS	01/01/2016
EX013697	Aide aux victimes - Accompagnement des femmes victimes de violences	CIDFF CENTRE D'INFORMATION DROITS FEMMES FAMILLES 92 BOULOGNE-BILLANCOURT	01/01/2016
EX013690	AIDE AUX VICTIMES - Soutien psychologique des femmes victimes de violences	CIDFF DE PARIS CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES	01/09/2016

EX013658	Aide aux victimes – Accompagnement des femmes victimes de violences	CIDFF 77 CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES LOGNES	01/01/2016
EX013625	Aide aux victimes - Informer les victimes d'infractions pénales sur leurs droits et sur les procédures	CIDFF 78 CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET FAMILLES DES YVELINES	01/01/2016
EX013652	Aide aux victimes - Permanences juridiques, accompagnement judiciaire et soutien psychologique	CIDFF 94 CENTRE D'INFORMATION SUR LE DROIT DES FEMMES ET DES FAMILLES DU VAL DE MARNE	01/01/2016
EX013685	AIDE AUX VICTIMES - Permanences d'aide aux victimes d'infractions pénales sur le département du Val d'Oise	CIDFF 95 CTRE INFORMATION DEPARTEMENTAL DROITS FEMMES ET FAMILLES VAL D'OISE	01/01/2016
EX013789	AIDE AUX VICTIMES - Protéger et accompagner psychologiquement les femmes victimes de violence	CITHEA FAMILLE ET PROFESSIONNEL	01/09/2016
EX013327	aide aux victime - aide aux victimes d'infractions pénales, d'accidents de la circulation et de catastrophes collectives et d'actes de terrorisme	DIRE - DEVELOPPEMENT IGNYMONTAIN DE RENCONTRE ET D'ENTRAIDE	01/01/2016
EX013654	AIDE AUX VICTIMES – Améliorer l'accueil et la prise en charge des victimes de violences conjugales	DROITS D 'URGENCE	01/09/2016
EX013706	Aide aux victimes - aide psychologique aux victimes	ENTR'ACTES	01/01/2016
EX013717	AIDE AUX VICTIMES - Accompagnement psychologique des mineurs victimes de la traite des êtres humains	HORS LA RUE	01/01/2016
EX013419	AIDE AUX VICTIMES - Prise en charge psychologique des enfants victimes ou témoins de violences familiales	INSTITUT DE VICTIMOLOGIE	01/01/2016
EX013722	AIDE AUX VICTIMES - Soutien psychologique et aide juridique auprès des enfants, adolescents et adultes victimes de maltraitances dans leur enfance	L'ENFANT BLEU	02/01/2016
EX013302	AIDE AUX VICTIMES - Mise en oeuvre de permanences juridiques à destination des femmes victimes de violences conjugales	LIBRES TERRES DES FEMMES	01/01/2016
EX013745	AIDE AUX VICTIMES - Accueil des accidentés de la route et des familles : soutien psychologyque et juridique	LIGUE CONTRE LA VIOLENCE ROUTIERE	01/06/2016
EX013368	AIDE AUX VICTIMES - Consultations thérapeutiques et groupe de parole pour les victimes de violences conjugales	LIGUE FRANCAISE POUR LA SANTE MENTALE	01/01/2016
EX013708	aide aux victimes " Aide aux victimes d'infractions pénales "	MEDIAVIPP 91 - ASSO DEPARTEMENTALE DE MEDIATION ET D'AIDE AUX VICTIMES	01/01/2016
16013245	AIDE AUX VICTIMES - Aide aux victimes d'infractions pénales	PARIS AIDE AUX VICTIMES	01/01/2016
EX013672	Aide aux victimes – Accompagnement et soutien avec une psychologue	PAROLES DE FEMMES 91	01/10/2016

EX013636	Aide aux victimes - Participer à la reconnaissance et à la reconstruction des victimes d'infractions pénales, d'attentats et de catastrophes collectives	SOS VICTIMES 78	01/01/2016
EX013491	AIDE AUX VICTIMES - Aide aux victimes d'infractions pénales en Seine-Saint-Denis	SOS VICTIMES 93	01/01/2016

ANNEXE 2 : ÉTAT RÉCAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-496	Budget	2016

Chapitre	**935 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**57 - Sécurité**
Programme	**157004 - Actions de prévention et de médiation**
Action	**15700402 - Action de prévention et de médiation**

Dispositif : N° 00000751 - Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles

Dossier	EX013289 - aide aux victimes - Accompagnement personnel et judiciaire des familles dont l'enfant a été assassiné ou a disparu			
Bénéficiaire	R25069 - APEV AIDE AUX PARENTS D'ENFANTS VICTIMES			
Localisation	ISSY-LES-MOULINEAUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
22 000,00 €	TTC	18,18 %	4 000,00 €	

Dossier	EX013302 - AIDE AUX VICTIMES - Mise en oeuvre de permanences juridiques à destination des femmes victimes de violences conjugales			
Bénéficiaire	R37542 - LIBRES TERRES DES FEMMES			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 700,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 200,00 €	HT	26,47 %	2 700,00 €	

Dossier	EX013327 - aide aux victime - aide aux victimes d'infractions pénales, d'accidents de la circulation et de catastrophes collectives et d'actes de terrorisme			
Bénéficiaire	R22099 - DIRE - DEVELOPPEMENT IGNYMONTAIN DE RENCONTRE ET D'ENTRAIDE			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 800,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
203 800,00 €	TTC	3,34 %	6 800,00 €	

Dossier	EX013340 - aide aux victimes " Accueil et orientation des victimes "			
Bénéficiaire	R9766 - AVIMEJ AIDE AUX VICTIMES ET MEDIATION JUDICIAIRE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	49 300,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
310 503,00 €	TTC	15,88 %	49 300,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-496	Budget	2016

Dossier	EX013346 - aide aux victimes - Permanences au Centre Médico-Judiciaire des Hauts-de-Seine			
Bénéficiaire	EX001015 - ADAVIP ASSOCIATION DEPARTEMENTALE AIDE VICTIMES INFRACTION PENALES			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	18 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
73 447,00 €	TTC	24,51 %	18 000,00 €	

Dossier	EX013352 - AIDE AUX VICTIMES - Service d'aide aux victimes à Paris et dans le Val-de-Marne			
Bénéficiaire	P0016548 - CHRS APCARS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
279 000,00 €	TTC	14,34 %	40 000,00 €	

Dossier	EX013368 - AIDE AUX VICTIMES - Consultations thérapeutiques et groupe de parole pour les victimes de violences conjugales			
Bénéficiaire	R25008 - LIGUE FRANCAISE POUR LA SANTE MENTALE			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 750,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
75 600,00 €	TTC	8,93 %	6 750,00 €	

Dossier	EX013419 - AIDE AUX VICTIMES - Prise en charge psychologique des enfants victimes ou témoins de violences familiales			
Bénéficiaire	R26674 - INSTITUT DE VICTIMOLOGIE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	18 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
101 300,00 €	TTC	17,77 %	18 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-496	Budget	2016

Dossier	EX013422 - AIDE AUX VICTIMES - Accompagner les personnes socialement, financièrement et psychologiquement vulnérables			
Bénéficiaire	EXM00048 - APCE ASSOCIATION POUR LE COUPLE ET L'ENFANT			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
29 410,00 €	TTC	8,5 %	2 500,00 €	

Dossier	EX013456 - Aide aux victimes - Permanences généralistes d'aides aux victimes et suivi spécialisé pour les violences intrafamiliales			
Bénéficiaire	R9146 - APCE 94 POUR LE COUPLE ET L'ENFANT			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
21 915,00 €	TTC	27,38 %	6 000,00 €	

Dossier	EX013491 - AIDE AUX VICTIMES - Aide aux victimes d'infractions pénales en Seine-Saint-Denis			
Bénéficiaire	R4718 - SOS VICTIMES 93			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
514 160,00 €	TTC	7,78 %	40 000,00 €	

Dossier	EX013504 - aide aux victimes - Informations juridiques individuelles et collectives, accompagnement des femmes victimes de violences			
Bénéficiaire	P0007743 - CENTRE INFORMATION SUR DROITS DES FEMMES ET FAMILLES HAUTS SEINE NANTERRE			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 800,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
123 600,00 €	TTC	8,74 %	10 800,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-496	Budget	2016

Dossier	EX013533 - AIDE AUX VICTIMES – Soutien psychologique pour femmes victimes de violences conjugales			
Bénéficiaire	EX000903 - APCE 93 ASSOCIATION POUR LE COUPLE ET L'ENFANT			
Localisation	PLAINE COMMUNE (EPT6)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 300,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 961,00 €	TTC	47,99 %	4 300,00 €	

Dossier	EX013625 - Aide aux victimes - Informer les victimes d'infractions pénales sur leurs droits et sur les procédures			
Bénéficiaire	R22047 - CIDFF 78 CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET FAMILLES DES YVELINES			
Localisation	COMMUNAUTE URBAINE GRAND PARIS SEINE ET OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 100,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
206 880,00 €	TTC	5,85 %	12 100,00 €	

Dossier	EX013636 - Aide aux victimes - Participer à la reconnaissance et à la reconstruction des victimes d'infractions pénales, d'attentats et de catastrophes collectives			
Bénéficiaire	R23701 - SOS VICTIMES 78			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	13 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
179 070,00 €	TTC	7,54 %	13 500,00 €	

Dossier	EX013652 - Aide aux victimes - Permanences juridiques, accompagnement judiciaire et soutien psychologique			
Bénéficiaire	EX001131 - CIDFF 94 CENTRE D'INFORMATION SUR LE DROIT DES FEMMES ET DES FAMILLES DU VAL DE MARNE			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	14 700,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
201 452,00 €	TTC	7,3 %	14 700,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-496	Budget	2016

Dossier	EX013654 - AIDE AUX VICTIMES – Améliorer l'accueil et la prise en charge des victimes de violences conjugales			
Bénéficiaire	EXM00042 - DROITS D 'URGENCE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 300,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
49 782,00 €	TTC	16,67 %	8 300,00 €	

Dossier	EX013658 - Aide aux victimes – Accompagnement des femmes victimes de violences			
Bénéficiaire	R20842 - CIDFF 77 CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES LOGNES			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
46 150,00 €	TTC	9,75 %	4 500,00 €	

Dossier	EX013672 - Aide aux victimes – Accompagnement et soutien avec une psychologue			
Bénéficiaire	EXM00688 - PAROLES DE FEMMES 91			
Localisation	CA COMMUNAUTE PARIS-SACLAY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
21 000,00 €	TTC	28,57 %	6 000,00 €	

Dossier	EX013685 - AIDE AUX VICTIMES - Permanences d'aide aux victimes d'infractions pénales sur le département du Val d'Oise			
Bénéficiaire	R4527 - CIDFF 95 CTRE INFORMATION DEPARTEMENTAL DROITS FEMMES ET FAMILLES VAL D'OISE			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 300,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
570 919,00 €	TTC	1,45 %	8 300,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-496	Budget	2016

Dossier	EX013690 - AIDE AUX VICTIMES - Soutien psychologique des femmes victimes de violences			
Bénéficiaire	R38167 - CIDFF DE PARIS CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 800,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
22 000,00 €	TTC	26,36 %	5 800,00 €	

Dossier	EX013695 - Aide aux victimes - Ecouter, accompagner et orienter les femmes victimes de violences conjugales et intrafamiliales			
Bénéficiaire	R26474 - ASSOCIATION COUPLE ET ENFANT EN HAUTS SEINE			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 800,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
13 600,00 €	TTC	50 %	6 800,00 €	

Dossier	EX013697 - Aide aux victimes - Accompagnement des femmes victimes de violences			
Bénéficiaire	EX001233 - CIDFF CENTRE D'INFORMATION DROITS FEMMES FAMILLES 92 BOULOGNE-BILLANCOURT			
Localisation	GRAND PARIS SEINE OUEST (EPT3)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
20 300,00 €	TTC	22,17 %	4 500,00 €	

Dossier	EX013699 - AIDE AUX VICTIMES - VIVA : Volontaires intervenants auprès de victimes d'attentats			
Bénéficiaire	EXM00690 - AFVT ASSOCIATION FRANCAISE DES VICTIMES DU TERRORISME			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
724 450,00 €	HT	2,76 %	20 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-496	Budget	2016

Dossier	EX013706 - Aide aux victimes - aide psychologique aux victimes			
Bénéficiaire	EX000997 - ENTR'ACTES			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 700,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
17 900,00 €	TTC	26,26 %	4 700,00 €	

Dossier	EX013708 - aide aux victimes " Aide aux victimes d'infractions pénales "			
Bénéficiaire	R22083 - MEDIAVIPP 91 - ASSO DEPARTEMENTALE DE MEDIATION ET D'AIDE AUX VICTIMES			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	58 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
430 515,00 €	TTC	13,59 %	58 500,00 €	

Dossier	EX013712 - aide aux victimes - Accueil et accompagnement des victimes de violences morales, intrafamiliales et de harcèlement (Stalking)			
Bénéficiaire	P0000131 - AJC CONTRE LA VIOLENCE MORALE INTFAM STALKING			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 400,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
29 500,00 €	TTC	11,53 %	3 400,00 €	

Dossier	EX013715 - AIDE AUX VICTIMES - Accompagnement des femmes victimes de violences et/ou de viols			
Bénéficiaire	EXM00691 - ASSIOCIATION DU COTE DES FEMMES			
Localisation	CA CERGY-PONTOISE (95-VAL D'OISE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 300,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
51 300,00 €	TTC	4,48 %	2 300,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-496	Budget	2016

Dossier	EX013717 - AIDE AUX VICTIMES - Accompagnement psychologique des mineurs victimes de la traite des êtres humains			
Bénéficiaire	EX001129 - HORS LA RUE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
607 836,00 €	TTC	1,07 %	6 500,00 €	

Dossier	EX013722 - AIDE AUX VICTIMES - Soutien psychologique et aide juridique auprès des enfants, adolescents et adultes victimes de maltraitances dans leur enfance			
Bénéficiaire	R4873 - L'ENFANT BLEU			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
106 075,00 €	TTC	9,43 %	10 000,00 €	

Dossier	EX013745 - AIDE AUX VICTIMES - Accueil des accidentés de la route et des familles : soutien psychologyque et juridique			
Bénéficiaire	EXM00694 - LIGUE CONTRE LA VIOLENCE ROUTIERE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	19 290,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
38 580,00 €	TTC	50 %	19 290,00 €	

Dossier	EX013747 - AIDE AUX VICTIMES - Réagir contre les violences faites aux femmes et particulièrement les violences conjugales			
Bénéficiaire	P0007094 - ASSOCIATION ELLE'S IMAGINE'NT			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
50 610,00 €	TTC	19,76 %	10 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-496	Budget	2016

Dossier	EX013789 - AIDE AUX VICTIMES - Protéger et accompagner psychologiquement les femmes victimes de violence			
Bénéficiaire	EXM00696 - CITHEA FAMILLE ET PROFESSIONNEL			
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 200,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
11 200,00 €	TTC	46,43 %	5 200,00 €	

Dossier	16013245 - AIDE AUX VICTIMES - Aide aux victimes d'infractions pénales			
Bénéficiaire	R9760 - PARIS AIDE AUX VICTIMES			
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
936 295,00 €	TTC	2,72 %	25 500,00 €	

Dossier	16013282 - AIDE AUX VICTIMES - Permanences d'aide aux victimes			
Bénéficiaire	R7853 - CFCV COLLECTIF FEMINISTE CONTRE LE VIOL			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
27 800,00 €	TTC	35,97 %	10 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000751 - Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	469 040,00 €

Total sur l'imputation 935 - 57 - 157004 - 15700402	469 040,00 €

ANNEXE 3 : FICHES PROJETS AIDE AUX VICTIMES

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013289

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : AIDE AUX VICTIMES - ACCOMPAGNEMENT PERSONNEL ET JUDICIAIRE DES FAMILLES DONT L'ENFANT A ETE ASSASSINE OU A DISPARU

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	22 000,00 €	18,18 %	4 000,00 €
	Montant Total de la subvention		4 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700402- Action de prévention et de médiation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : APEV AIDE AUX PARENTS D'ENFANTS VICTIMES
Adresse administrative : 3 RUE EDOUARD BRANLY
92130 ISSY LES MOULINEAUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Alain BOULAY, Président

Date de publication au JO : 6 juin 1991

N° SIRET : 45071992700011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles
Rapport Cadre : CR22-12 du 16/02/2012

Objet du projet : financement d'une action d'aide aux victimes "accompagnement personnel et judiciaire des familles dont l'enfant a été assassiné ou a disparu"

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action se déroule sur l'année civile

Objectifs :
- Accompagnement et soutien des familles dont un enfant a été assassiné ou a disparu.
- Accompagnement judiciaire pour la compréhension des procédures et l'explication de leur dossier, et moral pour faire face au deuil qui les frappe.

Description :
- Organiser des groupes de parole,
- accompagner les familles aux procès d'assises,
- diffuser les photos des enfants disparus par voies d'affichage et sur internet : partenariat avec le Ministère de l'Intérieur pour la diffusion dans les commissariats de police et les gendarmeries; partenariat avec la SNCF (gare, locaux des roulants), la Poste, Aéroport de Paris, les pompiers et les ambassades de France à l'étranger,
- action de prévention auprès des jeunes.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants :
40 bénévoles, dont la permanence au local à Issy-les-Moulineaux

Partenaires :
Ministères de la Justice et de l'Intérieur - INAVEM - Commune d'Issy les Moulineaux - Police et Gendarmerie Nationale - Interpol,...

Intérêt régional :
Le domaine d'intervention régionale correspond aux critères du dispositif.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Toute personne en difficulté (famille au sens large) répondant aux buts de l'association et faisant appel à elle.
Environ 250 familles sont suivies et aidées par l'APEV à toutes les phases de la procédure judiciaire, depuis les faits, l'enquête et l'instruction, et lors du procès d'assises.

Localisation géographique :
- ISSY-LES-MOULINEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures, eau-gaz-électricité, ...)	1 600,00	7,27%
Services extérieurs (locations, assurance, documentation, ...)	9 900,00	45,00%
Autres services extérieurs (publicité, déplacements et missions, ...)	10 500,00	47,73%
Total	22 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ministère de la justice EC	8 000,00	36,36%
Région EC	4 000,00	18,18%
Assocations EC	2 000,00	9,09%
Autres produits de gestion courante	8 000,00	36,36%
Total	22 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	2 400,00 €
2017	1 600,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	6 000,00 €
2015	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	4 500,00 €
	Montant total	4 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013302

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : AIDE AUX VICTIMES - MISE EN OEUVRE DE PERMANENCES JURIDIQUES A DESTINATION DES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES CONJUGALES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	10 200,00 €	26,47 %	2 700,00 €
	Montant Total de la subvention		2 700,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700402- Action de prévention et de médiation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIBRES TERRES DES FEMMES
Adresse administrative : 111 BOULEVARD MACDONALD
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Hélène DUREUX, Présidente

Date de publication au JO : 26 octobre 2006

N° SIRET : 49334953400021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles
Rapport Cadre : CR22-12 du 16/02/2012

Objet du projet : financement d'une action d'aide aux victimes "Mise en oeuvre de permanences juridiques à destination des femmes victimes de violences conjugales".

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action se déroule sur l'année civile.

Objectifs :
L'objectif général est de permettre aux femmes victimes de violences conjugales d'avoir accès au droit.

Les objectifs opérationnels :
- permettre à ce public de comprendre et de s'approprier les procédures judiciaires,
- permettre d'être accompagnées, y compris physiquement, dans leurs démarches aux commissariats ou

aux tribunaux,
- avoir accès à des outils simples et accessibles pour bien comprendre les procédures,
- bénéficier d'une écoute en toute confiance et confidentialité,
- mettre au service de ces femmes un savoir faire et des connaissances spécifiques.

Description :
Mise en place dans 2 communes différentes et 2 départements différents :
- à Paris 19ème arrondissement, en Politique de la ville zone Paris Nord-Est,
- à Pantin (93), dans la Maison de quartier des Courtillères ou des Quatre-Chemins.

Les permanences se déroulent 2 jeudis par mois par session de 5 heures environ. Ces permanences se traduisent par des entretiens individuels entre les femmes victimes et l'avocate spécialisée qui tient la permanence. Elles permettent aux femmes de s'approprier des procédures qui sont parfois complexes, en s'appuyant sur des entretiens oraux et sur des outils (films doublés en 10 langues, plaquettes, schémas explicatifs, etc.). Elles sont gratuites pour les bénéficiaires.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants :
5 avocates spécialisées en droit de la famille et droit pénal, dont 4 sur le barreau du 75 et une sur le barreau du 93 ; la directrice de l'association diplômée du CAFDES (certificat d'aptitude aux fonctions de direction d'un établissement social) ; 1 stagiaire juriste en charge du suivi des dossiers.
Les heures d'interventions sont de 120 heures par an, ce qui représente 5 heures par permanence.

Partenaires :
Travailleurs sociaux de secteur et départementaux, travailleurs sociaux scolaires, commissariats, hôpitaux, le 3919, centres d'hébergement, associations locales.

Intérêt régional :
Le domaine d'intervention régionale correspond aux critères du dispositif.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Ces permanences sont destinées aux femmes victimes de violences conjugales principalement et par extension les femmes victimes de violences intrafamiliales (victimes d'un frère, d'un oncle, d'un beau-frère).
L'association reçoit environ 500 femmes par an, dont 60% en provenance de Paris, 21% de femmes de Seine-Saint-Denis, 19% d'autres départements franciliens (94, 95, 77, 91, 78).

Localisation géographique :
- VILLE DE PARIS (EPT1)
- EST ENSEMBLE (EPT8)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures administratives ou d'entretien, eau-gaz-électricité)	220,00	2,16%
Services externes (locations, documentation)	374,00	3,67%
Autres services externes (rémunérations d'intermédiaires et honoraires, frais postaux et de télécommunication, publicité)	3 623,00	35,52%
Frais de personnel	5 983,00	58,66%
Total	10 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Droit des femmes (EC)	500,00	4,90%
FIPD (ATT)	3 500,00	34,31%
Région IDF (EC)	2 700,00	26,47%
Ville de Paris (ATT)	2 500,00	24,51%
Fonds propres (ATT)	1 000,00	9,80%
Total	10 200,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	1 620,00 €
2017	1 080,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	4 000,00 €
2013	Soutien à la prévention	3 500,00 €
2013	Soutien régional en faveur de la lutte contre les discriminations en fonctionnement	14 000,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	25 000,00 €
2014	Soutien à la prévention	3 500,00 €
2014	Soutien régional en faveur de la lutte contre les discriminations en fonctionnement	13 000,00 €
2014	Soutien régional en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes	5 000,00 €
2015	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	3 000,00 €
2015	Appel à projets thématique annuel destiné aux personnes en situation de handicap, âgées, en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	8 000,00 €
2015	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)	13 000,00 €
	Montant total	88 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013327

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : AIDE AUX VICTIME - AIDE AUX VICTIMES D'INFRACTIONS PENALES, D'ACCIDENTS DE LA CIRCULATION ET DE CATASTROPHES COLLECTIVES ET D'ACTES DE TERRORISME

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	203 800,00 €	3,34 %	6 800,00 €
		Montant Total de la subvention	6 800,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700402- Action de prévention et de médiation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DIRE - DEVELOPPEMENT IGNYMONTAIN DE RENCONTRE ET D'ENTRAIDE
Adresse administrative : HOTEL DE VILLE 78180 MONTIGNY LE BRETONNEUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Thierry OLIVE, Président

Date de publication au JO : 11 avril 1990

N° SIRET : 43368557500022

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles
Rapport Cadre : CR22-12 du 16/02/2012

Objet du projet : financement d'une action d'aide aux victimes "aide aux victimes d'infractions pénales, d'accidents de la circulation et de catastrophes collectives et d'actes de terrorisme"

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action se déroule sur l'année civile

Objectifs :
Accompagner les victimes d'infractions pénales, d'accident de la circulation et de catastrophes collectives et d'actes de terrorisme en étant présent aux côtés des victimes à tous les stades de la procédure.

Description :

L'équipe du Service d'Aide aux Victimes de l'Association DIRE a pour mission :
- d'accueillir, écouter, informer juridiquement, soutenir psychologiquement, accompagner et orienter les victimes d'infractions pénales, d'accidents de la circulation, de catastrophes collectives et d'actes de terrorisme,
- de favoriser auprès des victimes la connaissance de leurs droits,
- de leur expliquer les démarches privées, administratives, sociales et judiciaires qu'elles doivent entreprendre,
- de leur apporter un soutien psychologique le temps nécessaire à leur reconstruction,
- de sensibiliser les enfants autour du harcèlement scolaire et d'intervenir auprès des enfants victimes de harcèlement scolaire,
- d'apporter un soutien psychologique aux enfants témoins de violences conjugales,
- de sensibiliser les auteurs de violences conjugales aux conséquences de l'infraction notamment sur les enfants,
- de travailler autour des projets de justice restaurative,
- de prendre en charge de la façon la plus optimale possible les victimes gravement traumatisées en faisant preuve de proactivité.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants :
1 directeur administratif, 1 responsable de service (également juriste diplômée), 1 juriste diplômée, 2 psychologues cliniciennes diplômées, 1 assistante administrative, 1 éducateur du Service Prévention de l'association.

Partenaires :
Ministère de la Justice (SADJAV/Cour d'Appel de Versailles), Conseil Départemental des Yvelines, commune de Montigny-le-Bretonneux, autres associations d'aide aux victimes du département, différentes associations spécialisées et généralistes du département, services sociaux du département,...

Intérêt régional :
Le domaine d'intervention régionale correspond aux critères du dispositif.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Selon le schéma départemental de l'aide aux victimes dans les Yvelines, l'association DIRE est compétente sur un secteur géographique s'étendant du bassin de Saint-Quentin-en-Yvelines jusqu'au sud du département (zones ZSP avec la commune de Trappes).
En 2015, 2890 entretiens ont été réalisés, dont 2757 victimes aidées (1722 femmes et 1035 hommes) ; 672 personnes ont bénéficié d'un suivi ; 1916 personnes victimes d'une atteinte aux personnes, 583 d'une atteinte aux biens, 256 d'un accident de la circulation et 2 personnes d'une infraction au droit du travail.

Détail du calcul de la subvention :
Pour le calcul de la dépense subventionnable ne sont pas prises en compte les dépenses suivantes : les dotations aux amortissements et provisions pour 500 €.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (matières et fournitures,...)	2 500,00	1,22%
Services extérieurs (entretien et réparations, assurances,...)	2 700,00	1,32%
Autres services extérieurs (rémunérations intermédiaires et honoraires, déplacements, missions, services bancaires,...)	25 000,00	12,24%
Impôts et taxes	9 000,00	4,41%
Charges de personnel	163 200,00	79,88%
Autres charges de gestion courante	1 400,00	0,69%
Dotations aux amortissements et aux provisions	500,00	0,24%
Total	204 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de produits finis,...	1 200,00	0,59%
Etat : ministère de la Justice EC	76 800,00	37,59%
Réserve parlementaire EC	3 000,00	1,47%
FIPD EC	15 000,00	7,34%
DRDFE EC	6 500,00	3,18%
Région Ile de France EC	6 800,00	3,33%
Interco Saint Quentin en Yvelines EC	30 000,00	14,68%
Montigny le Bretonneux, Plaisir EC	65 000,00	31,82%
Total	204 300,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	4 080,00 €
2017	2 720,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	14 000,00 €
2013	Soutien à la prévention	2 000,00 €
2014	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	10 000,00 €
2015	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	7 500,00 €
	Montant total	33 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013340

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : AIDE AUX VICTIMES " ACCUEIL ET ORIENTATION DES VICTIMES "

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	310 503,00 €	15,88 %	49 300,00 €
	Montant Total de la subvention		49 300,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700402- Action de prévention et de médiation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AVIMEJ AIDE AUX VICTIMES ET MEDIATION JUDICIAIRE
Adresse administrative : 19 RUE DU GENERAL LECLERC 77100 MEAUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Claude MICHEL, Président

Date de publication au JO : 18 décembre 1996

N° SIRET : 41160098400024

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles
Rapport Cadre : CR22-12 du 16/02/2012

Objet du projet : financement d'une action d'aide aux victimes " Accueil et orientation des victimes "

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action se déroule sur l'année civile.

Objectifs :
Promouvoir le développement de la prise en charge des victimes d'infractions pénales que ce soit par une prise en charge juridique ou psychologique.

Description :
Mise en place de permanences juridiques et de soutien psychologiques de proximité sur l'ensemble du département en 35 antennes. Prise en charge en outre dans le cadre d'événements collectifs nationaux

ou locaux.
Les dispositifs mis en place pour aider les victimes sont :
- le développement des antennes sur le Nord du Département de Seine-et-Marne.
- le relais avec le Parquet (service de traitement direct) dans le cadre des comparutions immédiates et des déferrements CRPC.
- la victime est prévenue par les juristes de l'association des démarches à effectuer pour la mise en oeuvre de ses droits (déroulement de la procédure).
- les permanences journalières au Centre Hospitalier de Lagny-sur-Marne (juristes et psychologues).

Moyens mis en œuvre :
Intervenants :
13 salariés dont 7 juristes - 3 psychologues - 2 administratifs - 1 direction pour 11,6 ETPT dont 6,8 ETPT dédiés à l'action aide aux victimes.

Partenaires :
Ministère de la Justice, autorités judiciaires des Tribunaux de Grande Instance, personnels des antennes de Justice (PAD, MJD), agents communaux et inter-communaux, Maisons des solidarités, intervenants sociaux.

Intérêt régional :
Le domaine d'intervention régionale correspond aux critères du dispositif.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Toutes personnes s'estimant victimes de faits pouvant recevoir une qualification pénale. Hommes - Femmes - Majeurs et Séniors - Mineurs victimes.
4216 entretiens menés auprès de victimes en 2015. 300 dossiers en cours de mineurs victimes.

Détail du calcul de la subvention :
Pour le calcul de la dépense subventionnable ne sont pas prises en compte les dotations aux amortissements et provisions pour 1 280 €.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (prestations de services, fournitures, ...)	10 858,00	3,48%
Services extérieurs (locations, entretien et réparation, assurance, documentation, ...)	17 405,00	5,58%
Autres services extérieurs (rémunérations d'intermédiaires et honoraires, publicité, déplacements, ...)	40 607,00	13,02%
Impôts et taxes	3 583,00	1,15%
Charges de personnel	202 584,00	64,98%
Charges exceptionnelles	35 466,00	11,38%
Dotations aux amortissements et aux provisions	1 280,00	0,41%
Total	311 783,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Produits des services	20 121,00	6,45%
Ministère de la justice EC	140 934,00	45,20%
Région EC	49 300,00	15,81%
FIPD EC	42 000,00	13,47%
Départements CDAD EC	12 000,00	3,85%
Conséeil Départemental EC	10 666,00	3,42%
Commune EC	36 600,00	11,74%
Produits financiers	162,00	0,05%
Total	311 783,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	29 580,00 €
2017	19 720,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	70 000,00 €
2013	Soutien à la prévention	15 000,00 €
2014	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	70 000,00 €
2014	Soutien à la prévention	15 000,00 €
2015	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	58 000,00 €
2015	Soutien à la prévention	11 250,00 €
	Montant total	239 250,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013346

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : AIDE AUX VICTIMES - PERMANENCES AU CENTRE MEDICO-JUDICIAIRE DES HAUTS-DE-SEINE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	73 447,00 €	24,51 %	18 000,00 €
	Montant Total de la subvention		18 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700402- Action de prévention et de médiation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ADAVIP ASSOCIATION DEPARTEMENTALE AIDE VICTIMES INFRACTION PENALES
Adresse administrative : 57 RUE ERNEST RENAN
92000 NANTERRE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Michel PINKERT, Président

Date de publication au JO : 10 novembre 1984

N° SIRET : 33218741800030

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles
Rapport Cadre : CR22-12 du 16/02/2012

Objet du projet : financement d'une action d'aide aux victimes " Permanences au Centre Médico-Judiciaire des Hauts-de-Seine "

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action se déroule sur l'année civile

Objectifs :
Prise en charge psychologique des victimes de violences (sexuelles, conjugales, intra familiales de voie publique, ...) dans un délai court après la commission des faits.

Description :
Environ 5000 victimes de violences se présentent à la demande des services de police au Centre Médico-Judicaire des Hauts-de-Seine.
La permanence de l'ADAVIP-92 permet de proposer aux victimes une aide psychologique immédiate et une orientation vers l'ensemble des services, et notamment vers les services juridiques et sociaux de l'ADAVIP-92.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants :
- 1,14ETP de psychologues de l'ADAVIP-92

Partenaires :
- Justice, Département des Hauts-de-Seine, Hôpital Raymond Poincaré, équipe médicale du Centre Médico-Judiciaire.

Intérêt régional :
Le domaine d'intervention régionale correspond aux critères du dispositif.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Toutes personnes, hommes, femmes, mineurs, victimes de violences se présentant au Centre Médico-Judicaire des Hauts-de-Seine à la demande des services de police du département.
En 2015, 909 victimes reçues dont 57% pour agressions, 29% pour des violences conjugales, 9% pour des agressions sexuelles, 4% pour des accidents de la circulation.

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (matières et fournitures, ...)	323,00	0,44%
Services extérieurs (locations, entretien et réparation, assurance, documentation, ...)	3 436,00	4,68%
Autres services extérieurs (rémunérations d'intermédiaires et honoraires, déplacements, frais postaux et télécommunications, ...)	3 527,00	4,80%
Impôts et taxes	5 595,00	7,62%
Charges de personnel	60 566,00	82,46%
Total	73 447,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Justice EC	4 500,00	6,13%
Région EC	18 000,00	24,51%
Département EC	48 498,00	66,03%
Réserves ADAVIP 92	2 449,00	3,33%
Total	73 447,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	10 800,00 €
2017	7 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	20 000,00 €
2014	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	20 000,00 €
2015	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	20 000,00 €
	Montant total	60 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013352

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : AIDE AUX VICTIMES - SERVICE D'AIDE AUX VICTIMES A PARIS ET DANS LE VAL-DE-MARNE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	279 000,00 €	14,34 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700402- Action de prévention et de médiation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CHRS APCARS
Adresse administrative : 4 BD DU PALAIS
75001 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur André ZERVUDACHI, Président

Date de publication au JO : 18 octobre 1980

N° SIRET : 32073428800014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles
Rapport Cadre : CR22-12 du 16/02/2012

Objet du projet : financement d'une action d'aide aux victimes "Service d'aide aux victimes à Paris et dans le Val-de-Marne".

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action se déroule sur l'année civile.

Objectifs :
Offrir gratuitement aux victimes d'infractions pénales un accueil, une information juridique et une aide psychologique permettant :
- la reconnaissance de la victime et de ses droits ;
- l'apaisement des conflits ;
- la lutte contre l'isolement des victimes ;

- la diminution du sentiment d'insécurité.
Depuis 2015, l'APCARS expérimente de nouvelles pratiques en matière d'aide aux victimes, centrées sur la Justice Restaurative avec l'appui de l'Institut Français pour la Justice Restaurative (IFJR).

Description :
Le service accueille, informe sur les droits, soutient et accompagne psychologiquement tout au long de la procédure pénale, toute victime directe ou indirecte d'agressions, mineures ou majeures, ayant subi :
- une atteinte aux biens (vol,dégradations, escroqueries, abus de confiance...) ;
- une atteinte aux personnes (violences volontaires intra-familiales ou exra-familiales, agressions de nature sexuelle, actes de terrorisme...) ;
- un accident de la circulation ;
- un accident collectif (ou naturel pour un soutien psychologique).
Tous les services proposés sont gratuits et dispensés par des professionnels diplômés. Le service d'aide aux victimes intervient dans 4 permanences :
TGI de Paris (Bureau d'Aide aux Victimes) ; TGI de Créteil (Bureau d'Aide aux Victimes) ; Unité de consultation médico-judiciaire de l'Hôpital de Créteil ; Maison de Justice et du Droit de Champigny-sur-Marne et Villejuif. Il est, par ailleurs, joignable par téléphone (Numéro vert) et par mail.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants :
1 directeur, 3 psychologues, 1 chef de service, 3,5 juristes pénalistes, 1 assistant social pour le suivi des victimes ou familles de victimes des attentats pour toutes les démarches administratives, des stagiaires psychologues et élèves avocats.

Partenaires :
94 : chefs de juridiction de Créteil (Président et Procureur) ; JUDEVI de Créteil ; Barreau du Val-de-Marne ; Hôpital intercommunal de Créteil ; services judiciaires du TGI du 94, services de police, services sociaux et mairies du département 94.
75 : chefs de juridictions de Paris (Président et Procureur) ; Barreau de Paris ; associations d'aide aux victimes.

Intérêt régional :
Le domaine d'intervention régionale correspond aux critères du dispositif.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
L'action couvre deux départements et permet l'accueil de 3600 victimes environ, issues de la Région Île-de-France.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (matières et fournitures)	800,00	0,29%
Services externes (entretien et réparations, assurance, documentation)	1 840,00	0,66%
Autres services externes (rémunérations d'intermédiaires et honoraires, déplacements et missions, frais postaux et de télécommunication, services bancaires)	13 446,00	4,82%
Impôts et taxes liés au projet	16 330,00	5,85%
Frais de personnel	211 173,00	75,69%
Autres charges de gestion courante	35 411,00	12,69%
Total	279 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Cour d'Appel de Paris (EC)	120 000,00	43,01%
Région IDF (EC)	40 000,00	14,34%
Départements 94 & 95 (EC)	119 000,00	42,65%
Total	279 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	24 000,00 €
2017	16 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	20 000,00 €
2013	Soutien à la prévention	45 000,00 €
2014	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	20 000,00 €
2014	Soutien à la prévention	45 000,00 €
2015	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	20 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	49 274,25 €
2015	Soutien à la prévention	45 000,00 €
	Montant total	244 274,25 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013368

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : AIDE AUX VICTIMES - CONSULTATIONS THERAPEUTIQUES ET GROUPE DE PAROLE POUR LES VICTIMES DE VIOLENCES CONJUGALES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	75 600,00 €	8,93 %	6 750,00 €
	Montant Total de la subvention		6 750,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700402- Action de prévention et de médiation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIGUE FRANCAISE POUR LA SANTE MENTALE
Adresse administrative : 11 RUE TRONCHET
75008 PARIS 08
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Roland COUTANCEAU, Président

Date de publication au JO : 27 janvier 1921

N° SIRET : 78436122200010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles
Rapport Cadre : CR22-12 du 16/02/2012

Objet du projet : financement d'une action d'aide aux victimes "Consultations thérapeutiques et groupe de parole pour les victimes de violences conjugales".

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action se déroule sur l'année civile.

Objectifs :
- Prise en charge des victimes,
- consultations pour enfants témoins
- prise en charge du conjoint violent, de l'auteur de la violence dans un but de prévention de la récidive.

Description :
- Consultations spécialisées pour les victimes,
- entretiens de couples,
- accompagnement de la famille,
- évaluation pluridisciplinaire puis orientation vers une modalité de prise en charge : entretien individuel, groupe de parole, entretien avec un membre de l'entourage (au cas par cas : conjoint, parent, proche).

Parallèlement au suivi des situations de violences conjugales, il est développé un Espace de prévention primaire proposé à des couples jeunes, visant à une action éducative afin de vivre mieux en couple.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants :
9 psychologues cliniciens à temps partiel, dont 5 bénévoles y compris le responsable clinique.

Partenaires impliqués :
Parquet de Paris, Droit des Femmes, Préfecture de Police, commissariats d'arrondissement, services sociaux.

Intérêt régional :
Le domaine d'intervention régionale correspond aux critères du dispositif.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
400 personnes environ, comprenant les victimes de violences intrafamiliales, les auteurs des violences, les enfants témoins des violences.
En 2015, 363 personnes suivies dont 70 nouveaux patients.

Détail du calcul de la subvention :
Pour le calcul de la dépense subventionnable ne sont pas prises en compte les dépenses suivantes : les dotations aux amortissements et provisions pour 4 900 €.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (autres fournitures, matières et fournitures)	2 100,00	2,61%
Services externes (locations, entretien et réparations, assurance, documentation)	8 200,00	10,19%
Autres services externes (rémunérations d'intermédiaires et honoraires, déplacements et missions, publicité, publications, services bancaires)	7 850,00	9,75%
Impôts et taxes liés au projet	1 550,00	1,93%
Frais de personnel	55 900,00	69,44%
Dotations aux amortissements (dépenses non éligibles)	4 900,00	6,09%
Total	80 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Produits des services et ventes diverses	21 250,00	26,40%
Cour d'Appel de Paris (EC)	15 000,00	18,63%
FIPD (EC)	20 000,00	24,84%
DRDFE (EC)	5 000,00	6,21%
Région IDF (EC)	6 750,00	8,39%
Ville de Paris (EC)	10 000,00	12,42%
Autres produits de gestion courante	2 500,00	3,11%
Total	80 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	4 050,00 €
2017	2 700,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	10 000,00 €
2013	Soutien à la médiation	3 500,00 €
2014	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	10 000,00 €
2015	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	7 500,00 €
	Montant total	31 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013419

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : AIDE AUX VICTIMES - PRISE EN CHARGE PSYCHOLOGIQUE DES ENFANTS VICTIMES OU TEMOINS DE VIOLENCES FAMILIALES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	101 300,00 €	17,77 %	18 000,00 €
	Montant Total de la subvention		18 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700402- Action de prévention et de médiation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INSTITUT DE VICTIMOLOGIE
Adresse administrative : 131 RUE DE SAUSSURE
75017 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Gérard LOPEZ, Président

Date de publication au JO : 30 novembre 1994

N° SIRET : 41158475800022

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles
Rapport Cadre : CR22-12 du 16/02/2012

Objet du projet : financement d'une action de prise en charge psychologique des enfants victimes ou témoins de violences pour la plupart familiales

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action se déroule sur l'année civile 2016.

Objectifs :
L'association prend en charge les enfants victimes de violences, principalement conjugales. Elle organise la reconnaissance et prise en charge d'un temps spécifique alloué aux psychologues en dehors de la prise en charge thérapeutique.

Description :

L'association prend actuellement en charge 120 enfants victimes de violences conjugales, de maltraitance, d'inceste, d'agressions. Le suivi pour un enfant maltraité consiste en une quarantaine de séances sur l'année.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants :
3 psychologues cliniciennes, 1 psychiatre directrice médicale du Centre.

Partenaires :
Aide départementale des enfants et familles des départements de la Région Ile-de-France, département de Seine-Saint-Denis, CRIP, Maison départementale de la solidarité des placements d'urgence (foyers), placements familiaux, centres d'hébergement,…

Intérêt régional :
Le domaine d'intervention régionale correspond aux critères du dispositif
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
L'Institut cible les enfants victimes de violences. Plus de la moitié d'entre eux ont subi des violences conjugales ou sexuelles.
1500 consultations ont été données en 2015, dont 180 demandes concernant 225 enfants.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures, eau, gaz,...)	4 050,00	4,00%
Services externes (locations,...)	6 600,00	6,52%
Autres services externes (rémunérations d'intermédiaires, frais postaux,...)	3 250,00	3,21%
Impôts et taxes	1 500,00	1,48%
Frais de personnel	85 900,00	84,80%
Total	101 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Produits des services et ventes diverses	71 000,00	70,09%
Région EC	18 000,00	17,77%
Observatoires des violences faites aux femmes EC	7 300,00	7,21%
FIPD EC	5 000,00	4,94%
Total	101 300,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2016	10 800,00 €
2017	7 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	20 000,00 €
2014	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	20 000,00 €
2015	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	20 000,00 €
2015	Appel à projets thématique annuel destiné aux personnes en situation de handicap, âgées, en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	1 500,00 €
	Montant total	61 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013422

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : AIDE AUX VICTIMES - ACCOMPAGNER LES PERSONNES SOCIALEMENT, FINANCIEREMENT ET PSYCHOLOGIQUEMENT VULNERABLES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	29 410,00 €	8,50 %	2 500,00 €
	Montant Total de la subvention		2 500,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700402- Action de prévention et de médiation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : APCE ASSOCIATION POUR LE COUPLE ET L'ENFANT
Adresse administrative : 6 RUE ROBERT SCHUMAN 95300 PONTOISE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Anne DANIERE, Présidente

Date de publication au JO : 1 avril 1978

N° SIRET : 31338509800055

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles
Rapport Cadre : CR22-12 du 16/02/2012

Objet du projet : financement d'une action d'aide aux victimes "Accompagner les personnes en situation de vulnérabilité sociale, financière et psychologique"

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action se déroule sur la période du 1er septembre 2016 au 31 juillet 2017.

Objectifs :
Le but de l'association est de sortir les personnes vulnérables d'un cycle de violences physiques, psychologiques, sexuelles et morales mettant à mal leur santé et détruisant le cercle familial. Cette prise en charge se veut globale et non limitée dans la durée afin de gérer les situations d'urgence et organiser

une nouvelle vie en toute sécurité.

Description :
Les personnes et les familles concernées sont reçues à Goussainville, Pontoise, Sarcelles et Villiers-le-Bel (toutes ces implantations sont sur des quartiers prioritaires). Les entretiens sont individuels, confidentiels et gratuits.
Ces permanences sont réparties au cours de la semaine pour un total de 120h/mois.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants :
2 psychologues cliniciennes spécialisées dans les problématiques de violences intrafamiliales (1346 heures annuelles).

Partenaires :
DDCS, la Préfecture, les communes de Goussainville, Sarcelles et Villiers-le-Bel, la CAF et le Conseil départemental, le CIDFF, les Commissariats et les services de la santé.

Intérêt régional :
Le domaine d'intervention régionale correspond aux critères du dispositif.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Le public concerné (tout statut social confondu) est essentiellement composé d'adultes victimes de violences au sein du couple et de la famille du département du Val d'Oise.
Nombre de personnes reçues : environ 300.

Détail du calcul de la subvention :
Pour le calcul de la dépense subventionnable ne sont pas prises en compte les dépenses suivantes : les dotations aux amortissements et provisions pour 205 €.

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures,...)	43,00	0,15%
Services externes (locations, entretien, prime d'assurance,...)	950,00	3,21%
Autres services externes (rémunérations d'intermédiaires, publicité, déplacements,...)	1 599,00	5,40%
Impôts et taxes	697,00	2,35%
Frais de personnel	25 371,00	85,67%
Autres charges de gestion courante	750,00	2,53%
Dotations aux amortissements et aux provisions	205,00	0,69%
Total	29 615,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CGET EC	11 900,00	40,18%
DDCS (EC)	7 500,00	25,33%
Région IDF (EC)	2 500,00	8,44%
Communes (Goussainville, Sarcelles, Villiers le Bel) EC	7 715,00	26,05%
Total	29 615,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	1 500,00 €
2017	1 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Soutien à la prévention	2 850,00 €
	Montant total	2 850,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013456

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : AIDE AUX VICTIMES - PERMANENCES GENERALISTES D'AIDES AUX VICTIMES ET SUIVI SPECIALISE POUR LES VIOLENCES INTRAFAMILIALES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	21 915,00 €	27,38 %	6 000,00 €
	Montant Total de la subvention		6 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700402- Action de prévention et de médiation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : APCE 94 POUR LE COUPLE ET L'ENFANT
Adresse administrative : 8 ALLEE BOURVIL
94000 CRETEIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Abdellah DAOUDI, Président

Date de publication au JO : 18 février 2006

N° SIRET : 33978135300059

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles
Rapport Cadre : CR22-12 du 16/02/2012

Objet du projet : financement d'une action d'aide aux victimes " Permanences généralistes d'aides aux victimes et suivi spécialisé pour les violences intrafamiliales "

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action se déroule sur l'année civile

Objectifs :
Recevoir les victimes dans une unité de temps et de lieu, leur offrir un espace d'écoute, de soutien et d'information afin de prévenir la récidive. Cela permet au couple d'identifier les signaux d'alerte et de trouver des moyens de communication différents, de sensibiliser les professionnels à l'orientation des victimes et la prise en charge des auteurs de violences intrafamiliales.

Description :
Depuis 1999, l'APCE 94 fait partie du Schéma Départemental d'Aide aux Victimes du Val-de-Marne (SDAV) et participe à son comité de pilotage.

1) Permanence de l'APCE 94 à l'Unité Médico-Judiciaire (UMJ):
Les victimes reçues à l'UMJ peuvent être orientées par le médecin vers la permanence associative.
2) L'action de l'APCE 94 en dehors de la permanence UMJ :
- accueil téléphonique au siège de l'association,
- personnes reçues dans le cadre des consultations menées au siège ou dans une permanence municipale par les conseillères conjugales et familiales ou les thérapeutes de couple,
- l'Espace de Rencontre enfants-parents,
- participation active aux réseaux locaux de lutte contre les violences conjugales, CLSPD et CISPD.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants :
0.4 ETP répartis de la manière suivante :
- 0.29 ETP dédiés spécifiquement à l'aide aux victimes (permanences UMJ) ;
- des spécialistes du couple et de la famille (psychologues, thérapeutes de couples, conseillers conjugaux et familiaux, médiateurs familiaux, travailleurs sociaux,...) ;
- réseaux de lutte contre les violences conjugales, CLSPD, etc. (100h/an environ).

Partenaires :
Madame le Procureur de la République, Madame le Bâtonnier de l'ordre des avocats du Val-de-Marne, associations Apcars, CIDFF 94, Tremplin 94, SPIP, partenaires locaux (EDS, personnels de la petite enfance, psychologues des commissariats, personnels municipaux, bailleurs sociaux, personnels de l'éducation nationale,...).

Intérêt régional :
Le domaine d'intervention régionale correspond aux critères du dispositif.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
L'action de l'APCE 94 s'adresse aux victimes de violences dans la famille et dans le couple, aux personnes qui rencontrent des difficultés relationnelles ou des situations conflictuelles.
Chaque année 2500 personnes sont reçues, dont 150 personnes sur les permanences UMJ. 90% résident dans le Val-de-Marne, 10% dans les autres départements d'Ile-de-France.

Détail du calcul de la subvention :
Pour le calcul de la dépense subventionnable ne sont pas prises en compte les dépenses suivantes : les dotations aux amortissements et provisions pour 198 €.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (eau-gaz-électricité, fournitures,...)	346,00	1,56%
Services externes (locations, entretien, prime d'assurance,...)	942,00	4,26%
Autres services externes (rémunérations, publicité, déplacements et missions, frais postaux et frais de télécommunication, services bancaires,...)	1 404,00	6,35%
Impôts et taxes	212,00	0,96%
Frais de personnel	19 011,00	85,97%
Dotations aux amortissements et aux provisions	198,00	0,90%
Total	22 113,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Crédits Politique de la Ville EC	12 000,00	54,27%
Justice ATT	4 000,00	18,09%
Région EC	6 000,00	27,13%
Autres produits de gestion courante	26,00	0,12%
Produits financiers	13,00	0,06%
Reprise sur amortissements et provisions	74,00	0,33%
Total	22 113,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	3 600,00 €
2017	2 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	14 000,00 €
2013	Soutien à la médiation	10 000,00 €
2013	Soutien à la prévention	2 000,00 €
2014	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	12 000,00 €
2015	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	9 000,00 €
	Montant total	47 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013491

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : AIDE AUX VICTIMES - AIDE AUX VICTIMES D'INFRACTIONS PENALES EN SEINE-SAINT-DENIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	514 160,00 €	7,78 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700402- Action de prévention et de médiation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOS VICTIMES 93
Adresse administrative : 5 RUE CARNOT
93000 BOBIGNY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Anne-Elisabeth POUY, Présidente

Date de publication au JO : 5 mars 1997

N° SIRET : 41335115600026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles
Rapport Cadre : CR22-12 du 16/02/2012

Objet du projet : financement d'une action d'aide aux victimes "Aide aux victimes d'infractions pénales en Seine Saint Denis".

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action se déroule sur l'année civile.

Objectifs :
L'objectif est de concilier une prise en charge des victimes au plus près de la date de commission de l'infraction, et un accompagnement personnalisé tout au long de la procédure.

Description :
La prise en charge des victimes au plus près des faits :

- l'association a développé en lien avec le Parquet une démarche proactive : les victimes dont l'affaire fait l'objet d'une procédure rapide, type comparutions immédiates, sont systématiquement contactées afin de leur expliquer leurs droits. Par ailleurs, les victimes semblant particulièrement traumatisées, isolées ou démunies peuvent être signalées par le Parquet à l'association afin d'être prises en charge.
- l'association a développé de nombreux partenariats permettant d'être identifiée comme lieu ressource par les professionnels potentiellement en lien avec les victimes (travailleurs sociaux, associations spécialisées, observatoire des violences envers les femmes...).

L'accompagnement personnalisé de proximité :
L'association propose une offre de proximité aux victimes par le développement de permanences locales, et veille à la cohérence de ce maillage au sein du département.
La permanence départementale assurée à Bobigny est ainsi complétée par 20 permanences de proximité dans le département.

- Les permanences en commissariat : analyse globale de la situation afin de proposer une orientation adaptée aux besoins exprimés ou sous-jacents.
- Les juristes répondent à une demande d'accompagnement dans les démarches juridiques, administratives ou privées (assurances...). En fonction des entretiens, un soutien par un psychologue spécialisé de l'association pourra être proposé.

L'action de l'association s'inscrit dans la complémentarité. A cet effet, elle intervient régulièrement au sein de groupes de travail ou institutions, tels que les Contrats Locaux de Sécurité et de Prévention de la Délinquance, visant à favoriser la mise en réseau.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants :
6 juristes : 5 ETP. 2 d'entre eux ont été désignés afin d'intégrer le réseau national de référent terrorisme et de bénéficier de formations spécifiques et de retour d'expérience - 2 psychologues cliniciens : 1 ETP - 2 accueillants victimes : 1,3 ETP - 1 secrétaire : 0,85 ETP - 1 directeur : 0,70 ETP - stagiaires indemnisés : 1 élève avocat, 1 stagiaire psychologue.

Partenaires :
Tribunal de Grande Instance (Parquet et Siège) : 55% des orientations des victimes. Bureau d'Aide aux Victimes intégré au TGI - DTSP 93 et commissariats du 93 : 16% des orientations - Mairies et services sociaux du 93 : 15% - structures hospitalières et corps médical : environ 5% - secteur associatif : environ 5% - Barreau - Observatoire départemental des violences envers les femmes - Police - Préfecture - Département 93 - Mairies et communautés d'agglomérations du 93 - CDAD 93.

Intérêt régional :
Le domaine d'intervention régionale correspond aux critères du dispositif.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Toute victime d'infraction pénale domiciliée en Seine Saint Denis. De 4500 à 5000 victimes visées en 2016, dont 65% de femmes.
Les victimes d'atteintes aux personnes représentent plus de 60% du public, dont :
- femmes victimes de violences conjugales : plus de 25%, victimes de viol/agressions sexuelles : environ 5%, victimes de vols avec violences : plus de 15%, victimes d'accident de la circulation : environ 7%.
115 victimes des attentats de janvier et novembre 2015 font l'objet d'un accompagnement par l'association.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures, eau-gaz-électricité, fournitures administratives ou d'entretien)	4 900,00	0,95%
Services externes (entretien et réparations, assurance, documentation)	6 000,00	1,17%
Autres services externes (rémunérations d'intermédiaires et honoraires, frais postaux et de télécommunication, publicité, publications, services bancaires, transport de biens et collectif)	23 260,00	4,52%
Impôts et taxes liés au proj	19 200,00	3,73%
Frais de personnel	460 800,00	89,62%
Total	514 160,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Politique de la Ville (EC)	31 600,00	6,15%
Ministère de la Justice (EC)	211 768,00	41,19%
FIPD (EC)	50 000,00	9,72%
Région IDF (EC)	40 000,00	7,78%
Communes (EC)	173 792,00	33,80%
CDAD 93 (EC)	7 000,00	1,36%
Total	514 160,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	24 000,00 €
2017	16 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	50 000,00 €
2013	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	26 573,00 €
2014	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	47 000,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	33 638,00 €
2015	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	47 000,00 €
2015	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion,	5 000,00 €

	gens du voyage (CR46-14)	
	Montant total	209 211,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013504

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : AIDE AUX VICTIMES - INFORMATIONS JURIDIQUES INDIVIDUELLES ET COLLECTIVES, ACCOMPAGNEMENT DES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	123 600,00 €	8,74 %	10 800,00 €
	Montant Total de la subvention		10 800,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700402- Action de prévention et de médiation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CENTRE INFORMATION SUR DROITS DES FEMMES ET FAMILLES HAUTS SEINE NANTERRE
Adresse administrative : 71 RUE DES FONTENELLES
92000 NANTERRE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Stéphane LAURENT, Président

Date de publication au JO : 22 décembre 1972

N° SIRET : 31778064100021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles
Rapport Cadre : CR22-12 du 16/02/2012

Objet du projet : financement d'une action d'aide aux victimes " Informations juridiques individuelles et collectives, accompagnement des femmes victimes de violences "

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action se déroule du 1er septembre 2016 au 1er septembre 2017

Objectifs :
L'objectif de l'association est de promouvoir l'accès au droit, l'égalité entre les femmes et les hommes, l'autonomie des individus, et de lutter contre les violences faites aux femmes. L'accès à une information juridique de qualité permet de réduire les inégalités.

Description :
Le CIDFF assure 17 permanences juridiques dans 10 communes du nord du département. Les entretiens sont confidentiels et anonymes. Pour les cas de violences conjugales, les entretiens durent une heure en moyenne.
Le CIDFF met en place des actions d'information collectives afin de sensibiliser les publics (professionnelles, femmes immigrées, jeunes, policiers...).

Moyens mis en œuvre :
Intervenants : 4 juristes à temps complet, 1 juriste à temps partiel, 1 directrice à temps complet, 1 secrétaire à temps partiel (20h)

Partenaires : Les communes du nord du 92, les associations locales, la police, les CIDFF de la région, l'éducation nationale...

Intérêt régional :
Le domaine d'intervention régionale correspond aux critères du dispositif
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Les permanences sont ouvertes à tout public, quel que soit son âge, son sexe. Cependant, le public est composé principalement de femmes adultes.

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures, eau-gaz-électricité, ...)	1 900,00	1,54%
Services extérieurs (locations, assurance, documentation, ...)	6 600,00	5,34%
Autres services extérieurs (rémunérations d'intermédiaires et honoraires, publicité, frais postaux et de télécommunication, ...)	5 500,00	4,45%
Frais de personnel	109 600,00	88,67%
Total	123 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Produits des services	100,00	0,08%
Crédits politique de la ville EC	14 000,00	11,33%
Droit des femmes EC	60 000,00	48,54%
Emplois aidés par l'Etat (ASP) ATT	6 000,00	4,85%
CDAD ATT	18 000,00	14,56%
Région EC	10 800,00	8,74%
Département ATT	9 000,00	7,28%
Communes EC	5 700,00	4,61%
Total	123 600,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	6 480,00 €
2017	4 320,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Egalité femmes-hommes	5 000,00 €
2013	Soutien à la prévention	20 000,00 €
2014	Soutien à la prévention	17 000,00 €
2015	Appel à projets thématique annuel destiné aux personnes en situation de handicap, âgées, en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes (CR46-14)	4 999,00 €
2015	Soutien à la prévention	12 750,00 €
	Montant total	64 749,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013533

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : AIDE AUX VICTIMES – SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE POUR FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES CONJUGALES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	8 961,00 €	47,99 %	4 300,00 €
	Montant Total de la subvention		4 300,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700402- Action de prévention et de médiation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : APCE 93 ASSOCIATION POUR LE COUPLE ET L'ENFANT
Adresse administrative : 5 RUE ANATOLE FRANCE 93120 LA COURNEUVE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Anne DANIERE, Présidente

Date de publication au JO : 29 décembre 2007

N° SIRET : 31338509800089

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles
Rapport Cadre : CR22-12 du 16/02/2012

Objet du projet : financement d'une action aide aux victimes " soutien psychologique pour les femmes victimes de violences conjugales "

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action se déroule sur l'année civile 2016.

Objectifs :
Induire une rupture dans une situation chronique dont les victimes n'ont ni énergie ni moyens d'en sortir. APCE 93 facilite cette transition via une prise de conscience qui débouche sur un dépôt de plainte, le départ du domicile ou bien l'éviction du conjoint violent. Les entretiens d'accueil ont aussi pour objectif de donner les informations pratiques (notamment juridiques) nécessaires, et d'orienter vers les structures

spécialisées.

Description :
La prise de contact avec l'APCE 93 se fait par téléphone grâce aux plaquettes publicitaires dans un commissariat de police ou chez un partenaire, ou par l'orientation par les partenaires ou membres. Les entretiens se déroulent ensuite principalement dans les locaux. Il s'agit d'entretiens gratuits d'une heure, assurés par une psychologue clinicienne et par une conseillère conjugale et familiale. Il s'ensuit un accompagnement. La majorité de ces femmes sont également orientées vers une ou plusieurs structures (hébergement, aide juridique, etc.) selon leurs situations respectives.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants :
1 psychologue clinicienne (Master 2) (260h/an) ; 1 conseillère conjugale et familiale (160 h/an).

Partenaires :
Direction Départementale de la Cohésion Sociale de la Seine-Saint-Denis, Conseil Départemental de Seine-Saint- Denis, Région Île-de-France, Commissariats de Police situés sur le territoire de Plaine-Commune, CHRS du même territoire, CCAS des communes de ce territoire, Magistrats du Tribunal de Grande Instance de Bobigny,…

Intérêt régional :
Le domaine d'intervention régionale correspond aux critères du dispositif.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
APCE 93 cible les femmes victimes de violences qui résident sur le territoire de Plaine Commune en Seine-Saint-Denis, et plus particulièrement les plus vulnérables. Une attention particulière est portée aux femmes dont la situation sociale est très fragile (précarité économique,...). Le public comprend aussi tous les enfants de ces femmes (témoins directs ou non des violences subies par leur mère).

Détail du calcul de la subvention :
Pour le calcul de la dépense subventionnable ne sont pas prises en compte les dépenses suivantes : les dotations aux amortissements et provisions pour 39 €.

Localisation géographique :
- PLAINE COMMUNE (EPT6)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures, eau,...)	79,00	0,88%
Services externes (locations, prime d'assurance, réparation,...)	345,00	3,83%
Autres services externes (rémunérations d'intermédiaires, publicité, documentation,...)	615,00	6,83%
Impôts et taxes	507,00	5,63%
Frais de personnel	7 130,00	79,22%
Autres charges de gestion courante	285,00	3,17%
Dotations aux amortissements et aux provisions	39,00	0,43%
Total	9 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région EC	4 300,00	47,78%
Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis EC	4 700,00	52,22%
Total	9 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	2 580,00 €
2017	1 720,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien à la médiation	7 500,00 €
2013	Soutien à la prévention	3 000,00 €
2014	Soutien à la médiation	7 000,00 €
2015	Soutien à la médiation	12 540,00 €
2015	Soutien à la prévention	3 000,00 €
	Montant total	22 540,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013625

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : AIDE AUX VICTIMES - INFORMER LES VICTIMES D'INFRACTIONS PENALES SUR LEURS DROITS ET SUR LES PROCEDURES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	206 880,00 €	5,85 %	12 100,00 €
	Montant Total de la subvention		12 100,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700402- Action de prévention et de médiation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CIDFF 78 CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET FAMILLES DES YVELINES
Adresse administrative : 29 PLACE DES FLEURS
78955 CARRIERES-SOUS-POISSY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Danièle COLOMBO, Présidente

Date de publication au JO : 4 novembre 1982

N° SIRET : 33040620800042

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles
Rapport Cadre : CR22-12 du 16/02/2012

Objet du projet : financement d'une action d'aide aux victimes " Informer les victimes d'infractions pénales sur leurs droits et sur les procédures "

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action se déroule sur l'année civile.

Objectifs :
Offrir aux victimes d'infractions pénales un soutien immédiat en les informant sur leurs droits et procédures ; les accompagner tout au long de leurs démarches via des professionnels juristes et psychologue.

Description :
Le CIDFF 78 assure des permanences d'aide aux victimes sur le secteur Nord du département des Yvelines (22 départements au total). Les juristes salariés du CIDFF 78 reçoivent les victimes en permanences individuelles dans des lieux neutres et facilement accessibles. Les problématiques les plus souvent évoquées concernent le droit pénal mais aussi le droit de la famille.
Les victimes sont orientées par la Police, la Gendarmerie, les Mairies, les Secteurs d'Action Sociale, la CAF, les associations... et peuvent être orientées via le numéro vert national.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants :
78 employés en CDI (dont 9 juristes (3,89 ETP), 2 psychologues cliniciennes (1 ETP), 1 Directrice assurant la coordination de l'action d'aide aux victimes (0,3 ETP)).

Partenaires :
le Ministère de la Justice, l'INAVEM, le CNIDFF, les communes et les EPCI, le Conseil départemental des Yvelines, les Maisons de la Justice et du Droit, les Relais d'accès au droit, les Mairies, les services de police et de gendarmerie du département des Yvelines,…

Intérêt régional :
Le domaine d'intervention régionale correspond aux critères du dispositif
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Environ 2900 victimes d'infractions pénales. Répartition femmes/hommes : 75% de femmes. Ces victimes sont de tous âges, toutes nationalités, toutes catégories socioprofessionnelles, toutes situations familiales. Environ 65% résident en zone prioritaire.

Localisation géographique :
- COMMUNAUTE URBAINE GRAND PARIS SEINE ET OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures administratives,...)	640,00	0,31%
Services externes (locations, prime d'assurance, documentation,...)	9 950,00	4,81%
Autres services externes (déplacements, frais postaux,...)	4 920,00	2,38%
Impôts et taxes	2 360,00	1,14%
Frais de personnel	189 010,00	91,36%
Total	206 880,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Crédits Politique de la Ville EC	32 000,00	15,47%
Droits des femmes ATT	8 155,00	3,94%
FIPD EC	17 100,00	8,27%
Autres (justice) ATT	84 500,00	40,84%
Région EC	12 100,00	5,85%
TGD EC	1 860,00	0,90%
Département EC	8 000,00	3,87%
Intercommunalité EC	9 400,00	4,54%
Communes EC	33 765,00	16,32%
Total	206 880,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	7 260,00 €
2017	4 840,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	20 000,00 €
2013	Egalité femmes-hommes	10 000,00 €
2013	Soutien à la prévention	1 500,00 €
2014	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	19 000,00 €
2014	Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes	10 000,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	7 123,80 €
2015	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	14 250,00 €
2015	Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes (CR46-14)	10 000,00 €
2015	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	1 860,00 €
	Montant total	93 733,80 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013636

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : AIDE AUX VICTIMES - PARTICIPER A LA RECONNAISSANCE ET A LA RECONSTRUCTION DES VICTIMES D'INFRACTIONS PENALES, D'ATTENTATS ET DE CATASTROPHES COLLECTIVES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	179 070,00 €	7,54 %	13 500,00 €
	Montant Total de la subvention		13 500,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700402- Action de prévention et de médiation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOS VICTIMES 78
Adresse administrative : 3 PLACE ANDRE MIGNOT
78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Michèle DE KERCKHOVE, Présidente

Date de publication au JO : 10 décembre 1990

N° SIRET : 39100005600013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles
Rapport Cadre : CR22-12 du 16/02/2012

Objet du projet : financement d'une action d'aide aux victimes " participer à la reconnaissance et à la reconstruction des victimes "

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action se déroule sur l'année civile.

Objectifs :
Accueillir, écouter et informer les victimes sur leurs droits, proposer un accompagnement global et (accompagnement social, juridique et soutien psychologique), réaliser sur mandats judiciaires des évaluations et/ou enquêtes victimes, sensibiliser les partenaires et le public sur l'action menée envers les victimes reçues.

Description :
Les victimes sont reçues dans des lieux bien identifiés et accessibles à tous au sein des différentes permanences (à Versailles, au sein du Palais de Justice, au siège,…). Elles rencontrent un intervenant qui établit un diagnostic de sa situation, évalue ses besoins par un accueil et une écoute privilégiée. L'intervenant lui propose alors, un accompagnement (juridique et/ou psychologique) au sein de la structure et/ou auprès de partenaires. Le juriste travaille avec la victime autour de la procédure judiciaire et à l'abaissement des symptômes post-traumatiques invalidants pour instaurer un nouvel équilibre psychique.
L'association réalise également des enquêtes victimes et/ou des évaluations sur mandats judiciaires.
Elle intervient lors de colloques, journées de formation ou de sensibilisation, organisées sur le département des Yvelines à destination des professionnels ou du public,…

Moyens mis en œuvre :
Intervenants :
la directrice (1ETPT), un juriste (1ETPT), 2 psychologues (1,1ETPT), 10 bénévoles (1,8 ETPT).

Partenaires :
les élus locaux, le ministère de la justice, la Préfecture des Yvelines, les services judiciaires au sein du TGI de Versailles, les services de police et de gendarmerie de la zone d'intervention, le secteur médical,…

Intérêt régional :
Le domaine d'intervention régionale correspond aux critères du dispositif.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
L'action s'adresse à toute victime, homme ou femme, mineur ou majeur.
Elle œuvre en faveur:
- des femmes victimes de violences (de viol)
- des victimes d'attentats
- des victimes de délits routiers

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (eau, électricité, fournitures administratives ou d'entretien,...)	8 840,00	4,94%
Services externes (locations, entretien, prime d'assurance,...)	23 455,00	13,10%
Autres services externes (rémunérations d'intermédiaires, publicité, déplacements, ...)	19 170,00	10,71%
Frais de personnel	127 605,00	71,26%
Total	179 070,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emplois aidés par l'ETAT (ASP) EC	10 100,00	5,64%
FIPD EC	8 000,00	4,47%
Autres (Ministère de la Justice, réserve parlementaire,...) EC	129 950,00	72,57%
Région EC	13 500,00	7,54%
Département EC	8 000,00	4,47%
Communes EC	3 500,00	1,95%
Autres (Ordre des avocats, inavem) EC	6 000,00	3,35%
Produits financiers	20,00	0,01%
Total	179 070,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	8 100,00 €
2017	5 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	20 000,00 €
2014	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	20 000,00 €
2015	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	15 000,00 €
	Montant total	55 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013652

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : AIDE AUX VICTIMES - PERMANENCES JURIDIQUES, ACCOMPAGNEMENT JUDICIAIRE ET SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	201 452,00 €	7,30 %	14 700,00 €
		Montant Total de la subvention	14 700,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700402- Action de prévention et de médiation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CIDFF 94 CENTRE D'INFORMATION SUR LE DROIT DES FEMMES ET DES FAMILLES DU VAL DE MARNE
Adresse administrative : 12 AVENUE FRANCOIS MITTERRAND 94000 CRETEIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame VERONIQUE DUBAYLE, Directrice

Date de publication au JO : 3 avril 1975

N° SIRET : 31251792300164

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles
Rapport Cadre : CR22-12 du 16/02/2012

Objet du projet : financement d'une action d'aide aux victimes " permanences juridiques, accompagnement judiciaire et soutien psychologique "

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action se déroule sur l'année civile.

Objectifs :
Le CIDFF assure des actions de proximité (accueil, diagnostic, information, accompagnement et orientation) afin de rendre aux victimes leurs droits. Particulièrement impliqué dans le domaine des droits des femmes et de l'égalité, le CIDFF intervient dans la lutte contre les violences faites aux femmes.

Description :
Le CIDFF Val-de-Marne :
- informe et recueille les premières demandes sur toutes ses antennes ;
- exerce des permanences dites spécialisées pour toutes victimes pénales dans 12 lieux sur le Département ;
- exécute un accompagnement spécialisé sur les violences faites aux femmes et la lutte contre les violences sexistes ;
- développe le schéma sur le plan départemental (actions proactives en lien avec le BAV, accompagnement à moyen et court terme de toutes victimes et personnes en danger) ;
- va participer à l'élaboration et à l'application du cadre relatif à la prise en charge des victimes d'actes de terrorisme ;
- propose, par sa pluridisciplinarité, l'approche globale des situations : aspects civils et pénaux, égalité homme-femme et insertion.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants :
10 juristes (3,30 ET) dont 1 coordinatrice aide aux victimes, 1 psychologue et 1 directrice.

Partenaires :
Service des Droits des Femmes et de l'Egalité, Parquet, CDPD, Tremplin94, communes pour les permanences spécialisées d'aide aux victimes,…

Intérêt régional :
Le domaine d'intervention régionale correspond aux critères du dispositif.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Tout public avec une spécificité violences faites aux femmes (72% des victimes reçues). 330 victimes sont des violences conjugales, au cours de l'année 2015, soit une augmentation d'environ 22% (270 personnes reçues en 2014). 475 entretiens.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (eau, gaz, fournitures,...)	2 169,00	1,08%
Services externes (locations, entretiens, documentation,...)	11 413,00	5,67%
Autres services externes (rémunérations, publicité, déplacements,...)	11 475,00	5,70%
Impôts et taxes	11 846,00	5,88%
Frais de personnel	164 549,00	81,68%
Total	201 452,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Produits des services et Ventes diverses	1 500,00	0,74%
Crédits Politique de la Ville EC	18 000,00	8,94%
Droits des Femmes EC	31 600,00	15,69%
Justice EC	15 000,00	7,45%
Région EC	14 700,00	7,30%
Communes EC	120 592,00	59,86%
Autres produits de gestion courante	60,00	0,03%
Total	201 452,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	8 820,00 €
2017	5 880,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	25 000,00 €
2014	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	23 000,00 €
2015	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	17 250,00 €
	Montant total	65 250,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013654

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : AIDE AUX VICTIMES – AMELIORER L'ACCUEIL ET LA PRISE EN CHARGE DES VICTIMES DE VIOLENCES CONJUGALES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	49 782,00 €	16,67 %	8 300,00 €
	Montant Total de la subvention		8 300,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700402- Action de prévention et de médiation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DROITS D 'URGENCE
Adresse administrative : 5 RUE DU BUISSON SAINT LOUIS
75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jérôme GIUSTI, Président

Date de publication au JO : 6 septembre 2003

N° SIRET : 45101859200027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles
Rapport Cadre : CR22-12 du 16/02/2012

Objet du projet : financement d'une action aide aux victimes "améliorer l'accueil et la prise en charge des victimes de violences conjugales"

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action nécessite un commencement anticipé pour permettre son organisation.

Objectifs :
Droits d'urgence améliore l'accueil des victimes de violences conjugales et sexuelles, fluidifie leur prise en charge et leur parcours. L'objectif est de mobiliser, avec et pour la personne victime, des professionnels relevant de diverses compétences (services sociaux départementaux, services de police et de justice, protection de l'enfance, services médicaux,…).

Description :
Droits d'Urgence fais des actions de communications, de formations et mises en réseau des professionnels parisiens autour des violences conjugales et notamment en matière des violences sexuelles au sein du couple.
Le projet s'articule autour de l'engagement de formations et de sensibilisation à destination des professionnels, de la mise en place et la gestion de permanences d'accueil et d'accompagnement, de la mise en place et gestion de réseaux pluri professionnels dédiés, de la création d'actions de communication et de lieux d'échanges pour les professionnels.

Moyens mis en œuvre :
Intervenant :
1 salarié intervenant à la coordination du projet (en CDI temps plein, 35h/semaine, diplômé d'Etat d'Educateur spécialisé et diplômé d'assistance juridique).

Participants :
Département de Paris, Ville de Paris, Point d'Accès au Droit du 20ème, Mairie du 20ème, commissariats, Espace Solidarité Insertion, association Halte Aux Femmes Battues (HAFB), association Paris aide aux victimes,…

Intérêt régional :
Le domaine d'intervention régionale correspond aux critères du dispositif.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Droits d'Urgence cible les victimes de violences conjugales (femme/homme/enfant) et en particulier les victimes de violences sexuelles. Son public atteint également tout professionnel des domaines médico-sociaux, juridiques et administratifs pouvant être en contact avec des victimes de violences conjugales et notamment des victimes de viols.
En 2015, 192 situations évaluées, 161 entretiens, 78 personnes reçues.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (prestations de services, matières et fournitures,...)	1 600,00	3,21%
Services extérieurs entretien et réparations)	600,00	1,21%
Autres services extérieurs (publicité, déplacements,...)	2 090,00	4,20%
Impôts et taxes liés au projet	3 096,00	6,22%
Frais de personnel	42 396,00	85,16%
Total	49 782,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région EC	8 300,00	16,67%
Ville de Paris EC	10 000,00	20,09%
Fondations EC	10 000,00	20,09%
Entreprises EC	7 282,00	14,63%
Autres produits de gestion courante	14 200,00	28,52%
Total	49 782,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	4 980,00 €
2017	3 320,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Soutien à la prévention	9 750,00 €
	Montant total	9 750,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013658

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : AIDE AUX VICTIMES – ACCOMPAGNEMENT DES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	46 150,00 €	9,75 %	4 500,00 €
	Montant Total de la subvention		4 500,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700402- Action de prévention et de médiation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CIDFF 77 CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES LOGNES
Adresse administrative : 2 BIS RUE DU PARC
77185 LOGNES
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Catherine LANDRY, Présidente

Date de publication au JO : 13 février 1983

N° SIRET : 33029636900029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles
Rapport Cadre : CR22-12 du 16/02/2012

Objet du projet : financement d'une action aide aux victimes "accompagnement des femmes victimes de violences"

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action se déroule sur l'année civile 2016.

Objectifs :
Le CIDFF 77 aide les femmes victimes de violences à sortir du silence et favorise le parcours des femmes victimes en leur offrant un accueil, une écoute, une information juridique, leur permettant d'engager les démarches les plus appropriées, en leur proposant un suivi tant dans les procédures civiles que pénales avec un appui adapté et personnalisé.

Description :
L'action du CIDFF 77 comprend des permanences juridiques "femmes victimes de violences - hors travail".
- L'accueil des femmes victimes de violences au sein des permanences juridiques entraîne la mise en place d'une procédure spéciale par les juristes du CIDFF. Une juriste spécialisée assure une aide et un suivi pour certaines démarches, la rédaction de certains courriers et de dossiers d'aide juridictionnelle.
- L'association effectue également des permanences psychologiques "service d'aide aux femmes victimes" avec une psychologue établissant un lien entre le traumatisme subi et l'aspect juridique.
- L'association organise 4 rencontres dans le cadre des comités de veille "violences conjugales" et 6 ateliers de sensibilisation/formation auprès des professionnels (social, municipal, départemental).

Moyens mis en œuvre :
Intervenantes :
5 juristes pour 1120 heures, 1 psychologue pour 440 heures, 1 directeur (100 heures), 1 assistante (60 heures), 1 chargée d'accueil téléphonique (100 heures).

Partenaires :
Ministère du Droit des femmes et à l'égalité, Ministère de la justice, DDCS, communes et intercommunalités, commissariats / DDSP 77, associations partenaires (SOS Femmes, solidarité Femmes Le Relais),...

Intérêt régional :
Le domaine d'intervention régionale correspond aux critères du dispositif.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Les femmes victimes de violences sur le territoire du département de Seine-et-Marne et plus particulièrement les femmes des quartiers en Politique de la Ville (QPV) et des zones rurales ou excentrées (Provins, Coulommiers, Nemours...).
350 femmes victimes bénéficiaires, dont 25% zone rurale, 75% zone urbaine, dont 30% quartiers en politique de la Ville.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Services externes (entretien, prime d'assurance,...)	650,00	1,41%
Autres services extérieurs (rémunérations d'intermédiaires, publicité,...)	150,00	0,33%
Impôts et taxes	2 300,00	4,98%
Frais de personnel	43 050,00	93,28%
Total	46 150,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Produits des services et ventes diverses	600,00	1,30%
Crédits Politique de la Ville EC	9 000,00	19,50%
Droits des Femmes EC	12 700,00	27,52%
FIPD EC	9 500,00	20,59%
ASQS EC	4 500,00	9,75%
Département EC	3 500,00	7,58%
EPCI EC	4 000,00	8,67%
CAF EC	2 350,00	5,09%
Total	46 150,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	2 700,00 €
2017	1 800,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	7 500,00 €
2013	Lutte contre les discriminations	13 694,00 €
2013	Soutien à la prévention	5 000,00 €
2014	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	7 000,00 €
2014	Egalité professionnel entre les femmes et les hommes	14 000,00 €
2014	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	5 000,00 €
2015	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	5 250,00 €
2015	Appel à projets thématique annuel destiné aux personnes en situation de handicap, âgées, en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	10 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	45 371,52 €
2015	Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes (CR46-14)	10 000,00 €
2015	Soutien aux actions multi-territoires en Politique de la ville	9 350,00 €
	Montant total	132 165,52 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013672

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : AIDE AUX VICTIMES – ACCOMPAGNEMENT ET SOUTIEN AVEC UNE PSYCHOLOGUE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	21 000,00 €	28,57 %	6 000,00 €
	Montant Total de la subvention		6 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700402- Action de prévention et de médiation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PAROLES DE FEMMES 91
Adresse administrative : AVENUE DU NOYER LAMBERT
91300 MASSY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame NICOLE CREPEAU, Présidente

Date de publication au JO : 10 juillet 1996

N° SIRET : 42286621000020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles
Rapport Cadre : CR22-12 du 16/02/2012

Objet du projet : financement d'une action aide aux victimes "Accompagnement et soutien avec une psychologue"

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action nécessite un commencement anticipé pour permettre son organisation.

Objectifs :
Il s'agit d'offrir aux femmes victimes de violences conjugales un accueil et un soutien psychologique lorsqu'elles se présentent suite aux violences subies. Le contact régulier avec la personne référente permet d'apaiser l'angoisse avant le dépôt de main courante ou de plainte.

Description :

Une psychologue facilite l'accueil des femmes qui viennent dénoncer les violences et porter plainte, celles–ci sont dans un état de stress et d'angoisse important lié à la démarche qu'elles entreprennent. Alors que les femmes n'auraient pas envisagé de parler de leur souffrance, la présence de la psychologue leur offre une écoute, leur permet de prendre conscience de leur état de victime. L'association informe les femmes victimes sur leurs droits, sur le déroulement et les suites données à leurs démarches.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants :
1 Salariée - psychologue à temps partiel pour 432 heures annuelles.

Participants :
Services régional et départemental aux Droits des femmes, Services de la Préfecture et du département, Caisse d'allocation familiale, policiers et gendarmes, professionnels des secteurs sociaux et santé,…

Intérêt régional :
Le domaine d'intervention régionale correspond aux critères du dispositif.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Les femmes habitant le département de l'Essonne, victimes de violences conjugales. L'association soutient 70 à 80 femmes au cours de l'année et détient une centaine de contacts téléphoniques.

Localisation géographique :
- CA COMMUNAUTE PARIS-SACLAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fourniture,...)	270,00	1,29%
Services extérieurs (entretien, assurances,...)	1 490,00	7,10%
Autres services extérieurs (publicité, frais postaux,...)	4 240,00	20,19%
Charges de personnel (rémunérations, charges sociales,...)	15 000,00	71,43%
Total	21 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ASP EC	15 000,00	71,43%
Région EC	6 000,00	28,57%
Total	21 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2016	3 600,00 €
2017	2 400,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013685

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : AIDE AUX VICTIMES - PERMANENCES D'AIDE AUX VICTIMES D'INFRACTIONS PENALES SUR LE DEPARTEMENT DU VAL D'OISE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	570 919,00 €	1,45 %	8 300,00 €
	Montant Total de la subvention		8 300,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700402- Action de prévention et de médiation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CIDFF 95 CTRE INFORMATION DEPARTEMENTAL DROITS FEMMES ET FAMILLES VAL D'OISE
Adresse administrative : IMMEUBLE ORDINAL - RUE DES CHAUFFOUR 95000 CERGY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Charles MODAT, Président

Date de publication au JO : 2 janvier 1983

N° SIRET : 33102507200041

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles
Rapport Cadre : CR22-12 du 16/02/2012

Objet du projet : financement d'une action d'aide aux victimes "Permanences d'aide aux victimes d'infractions pénales par l'information juridique et le soutien psychologique sur le département du Val d' Oise"

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action se déroule sur l'année civile.

Objectifs :
Développer et renforcer le dispositif d'aide aux victimes existant sur le Val d'Oise pour la prise en compte, le soutien et l'aide aux victimes. L'intervention de l'association au plus près des victimes permet d'évaluer

la complexité de ses attentes, de dégager les priorités, de l'informer sur ses droits, de l'accompagner tout au long de la procédure judiciaire, d'expliquer et de donner du sens à son action mais aussi à celle des professionnels. L'association est adhérente des unions régionales des CIDFF et de l'INAVEM.

Description :
Les permanences sont assurées tous les jours afin de proposer une aide psychologique en complément de l'aide juridique. Elles sont situées au sein des Maisons de Justice et du Droit, des centres sociaux du département, de la mission locale de Cergy et au siège de l'association. Ces permanences représentent 20 960 heures annuelles d'ouverture au public.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants:
8 juristes, 2 psychologues, 1 accueillante, 1 secrétaire, 1 directrice-adjointe et 1 directeur.

Partenaires:
Cour d'Appel de Versailles, Ministère du Droit des Femmes, collectivités locales et villes du Val d'Oise, MJD, centres sociaux, commissariats de Police, gendarmerie, unités médico-judiciaires, structures associatives d'insertion.

Intérêt régional :
Le domaine d'intervention régionale correspond aux critères du dispositif.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Les bénéficiaires sont des victimes provenant de l'ensemble du département du Val d'Oise et notamment des quartiers prioritaires.
Pour 2015, 12 204 personnes ont été accueillies au total sur les permanences, dont 69.3% de femmes.

Détail du calcul de la subvention :
Pour les actions portées par les collectivités, ne sont pas prises en compte dans le calcul de la dépense subventionnable les dotations aux amortissements et provisions pour 23 839 €

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures, fournitures administratives ou d'entretien)	2 700,00	0,45%
Services externes (locations, entretien et réparations, assurance, documentation)	11 995,00	2,02%
Autres services externes (rémunérations d'intermédiaires et honoraires, déplacements et missions, frais postaux et de télécommunication, publicité, publications, services bancaires...)	46 270,00	7,78%
Impôts et taxes liés au projet	24 415,00	4,11%
Frais de personnel	481 822,00	81,01%
Autres charges de gestion courante	1 565,00	0,26%
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	2 152,00	0,36%
Dotations aux amortissements (dépenses non éligibles)	23 839,00	4,01%
Total	594 758,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Droit des femmes (ATT)	23 552,00	3,96%
Emplois aidés par l'Etat ASP (ATT)	6 540,00	1,10%
Ministère de la Justice (ATT)	173 000,00	29,09%
FIPD (ATT)	107 375,00	18,05%
Région ASQ-S (EC)	8 300,00	1,40%
Département 95 (ATT)	84 073,00	14,14%
Intercommunalité (EC)	39 454,00	6,63%
Communes (26) EC	98 572,00	16,57%
Fonds propres (EC)	53 892,00	9,06%
Total	594 758,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	4 980,00 €
2017	3 320,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	15 000,00 €
2014	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	13 000,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	9 000,00 €
2015	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	9 750,00 €
2015	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	9 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	10 000,00 €
	Montant total	65 750,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013690

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : AIDE AUX VICTIMES - SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE DES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	22 000,00 €	26,36 %	5 800,00 €
	Montant Total de la subvention		5 800,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700402- Action de prévention et de médiation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CIDFF DE PARIS CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES
Adresse administrative : 17 RUE JEAN POULMARCH 75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Jocelyne MONGELLAZ, Vice-présidente

Date de publication au JO : 22 avril 2006

N° SIRET : 48937656600035

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles
Rapport Cadre : CR22-12 du 16/02/2012

Objet du projet : Soutien psychologique des femmes victimes de violences

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action nécessite un commencement anticipé pour permettre son organisation.

Objectifs :
Le CIDFF de Paris est déjà engagé dans l'aide aux victimes de premier niveau dans le cadre des permanences d'accès aux droits (PAD, MJD), Relais info familles du 18ème, Maison des femmes).
Lors de ces permanences il accueille les usagers afin de les informer sur leurs droits.

Description :
Le CIDFF assure des entretiens juridiques dans les PAD et MJD ainsi qu'au siège dans le 10ème arrondissement. En 2015, 2249 personnes ont été reçues (81.5% de femmes dont 52.2% sont victimes de violences). L'implication du CIDFF dans les différents dispositifs parisiens de protection (Référent Ordonnance de Protection, main courante et surtout référent pour le TGD) en fait un partenaire reconnu pour apporter une aide juridique aux victimes.
Pour les femmes victimes de violences conjugales, lier le suivi psychologique à l'accompagnement juridique est nécessaire, car ces 2 aspects se complètent et se renforcent. La victime doit comprendre afin de pouvoir entreprendre des démarches pour se reconstruire.
Dans le cadre d'une expérimentation, l'association souhaite proposer ce service à 100 femmes durant l'année de réalisation du projet.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants :
Le secrétariat, la direction, 4 juristes.

Partenaires :
Délégation régionale aux droits des femmes, Mairie de Paris.

Intérêt régional :
Le domaine d'intervention régionale correspond aux critères du dispositif.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
100 femmes victimes de violences au cours de cette expérimentation sur 12 mois.
Les femmes victimes de violences du territoire parisien et de la petite couronne. De nombreuses femmes des départements limitrophes travaillent sur Paris et préfèrent venir au CIDFF de Paris (confidentialité et proximité avec le lieu de travail).

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures, eau-gaz-électricité, fournitures administratives ou d'entretien...)	11 520,00	52,36%
Services externes (locations, entretien et réparations, assurance, documentation, formation)	4 610,00	20,95%
Autres services externes (frais postaux et de télécommunication, publicité, publications, transports de biens et collectifs)	870,00	3,95%
Impôts et taxes	1 000,00	4,55%
frais de personnel	4 000,00	18,18%
Total	22 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autres fonds propres	3 000,00	13,64%
Droit des Femmes ATT	6 000,00	27,27%
Région ASQ-S (EC)	5 800,00	26,36%
Ville de Paris (ATT)	5 000,00	22,73%
autres organismes privés EC	2 200,00	10,00%
Total	22 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	3 480,00 €
2017	2 320,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Egalité femmes-hommes	8 000,00 €
2013	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	8 959,00 €
2013	Soutien à la prévention	10 000,00 €
2013	Soutien régional en faveur de la lutte contre les discriminations en fonctionnement	10 000,00 €
2014	Egalité professionnel entre les femmes et les hommes	9 312,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	14 820,00 €
2014	Soutien à la prévention	9 000,00 €
2014	Soutien régional en faveur de la lutte contre les discriminations en fonctionnement	12 000,00 €
2015	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	10 500,00 €
2015	Soutien à la prévention	6 750,00 €
2016	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	10 500,00 €
	Montant total	109 841,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013695

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : AIDE AUX VICTIMES - ECOUTER, ACCOMPAGNER ET ORIENTER LES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES CONJUGALES ET INTRAFAMILIALES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	13 600,00 €	50,00 %	6 800,00 €
	Montant Total de la subvention		6 800,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700402- Action de prévention et de médiation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION COUPLE ET ENFANT EN HAUTS SEINE
Adresse administrative : 24 ALLEE DE L'ARLEQUIN
92000 NANTERRE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Anne DANIERE, Présidente

Date de publication au JO : 29 décembre 2007

N° SIRET : 39456895000023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles
Rapport Cadre : CR22-12 du 16/02/2012

Objet du projet : financement d'une action d'aide aux victimes "Ecouter, accompagner et orienter les femmes victimes de violences conjugales et intrafamiliales ainsi que leurs enfants"

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action se déroule sur l'année civile.

Objectifs :
- Ecouter, accompagner et soutenir les femmes victimes de violences conjugales et intrafamiliales et leurs enfants ;
- soutenir les parents suite aux violences conjugales et intrafamiliales ;
- préparer l'exercice du droit de visite entre les enfants et le parent auteur des violences ;

- orienter les femmes victimes de violences intrafamiliales et leurs enfants.

Description :
- Traitement des demandes : prises de rendez-vous et échanges avec les partenaires concernés ;
- tenu des entretiens par le psychologue ;
- orientation selon les besoins et demandes.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants :
1 psychologue clinicien spécialisé en victimologie - 1 secrétaire.

Partenaires :
services de l'APCE : Espace de Rencontre, conseil conjugal et familial, médiation familiale ; associations d'aide et de soutien aux femmes victimes de violences ; TGI de Nanterre.

Intérêt régional :
Le domaine d'intervention régionale correspond aux critères du dispositif.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Les femmes victimes de violences intrafamiliales et leurs enfants.
Bilan quantitatif au 15/06/2016 :
Nombre de bénéficiaires : 23 femmes et 17 enfants
Type de public accueilli :
Il s'agit de femmes victimes de violences conjugales et intrafamiliales. Elles ont majoritairement été orientées par le TGI de Nanterre dans le cadre d'une prise en charge en Espace de Rencontre.

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (eau-gaz-électricité, fournitures, ...)	200,00	1,47%
Services externes (locations, entretien et réparations, assurance, ...)	130,00	0,96%
Autres services extérieurs (publicité, déplacements, frais postaux et telecommunication, ...)	600,00	4,41%
Impôts et taxes	650,00	4,78%
Frais de personnel	11 620,00	85,44%
Autres charges de gestion courante	400,00	2,94%
Total	13 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DDCS ATT	2 000,00	14,71%
Région EC	6 800,00	50,00%
Commune de Suresnes ATT	500,00	3,68%
Autres subventions publiques EC	4 300,00	31,62%
Total	13 600,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	4 080,00 €
2017	2 720,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	10 000,00 €
2013	Soutien à la médiation	6 000,00 €
2014	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	8 500,00 €
2015	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	6 375,00 €
	Montant total	24 875,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013697

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : AIDE AUX VICTIMES - ACCOMPAGNEMENT DES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	20 300,00 €	22,17 %	4 500,00 €
	Montant Total de la subvention		4 500,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700402- Action de prévention et de médiation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CIDFF CENTRE D'INFORMATION DROITS FEMMES FAMILLES 92 BOULOGNE-BILLANCOURT
Adresse administrative : 5 RUE DES QUATRE CHEMINEES
92100 BOULOGNE-BILLANCOURT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Daniel LAMAR, Président

Date de publication au JO : 1 février 1973

N° SIRET : 31533229600039

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles
Rapport Cadre : CR22-12 du 16/02/2012

Objet du projet : financement d'une action d'aide aux victimes "Accompagnement des femmes victimes de violences"

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action se déroule sur l'année civile.

Objectifs :
- Offrir un accompagnement global dans les démarches judiciaires, médicales, sociales et professionnelles aux victimes de violences, grâce au travail en réseau avec les différents partenaires ;
- identifier, animer, sensibiliser et contribuer à la formation du réseau de professionnels partenaires de l'association ;

- favoriser la prise en compte de la relation parents-enfants dans un contexte de violences conjugales, en proposant un accompagnement spécifique avec les psychologues du service de soutien à la fonction parentale.

Description :
- Accueil des victimes sur l'ensemble des permanences d'information de la structure ;
- orientation vers les 3 permanences hebdomadaires pour un suivi spécifique avec la référente "violences" de la structure pour favoriser au maximum la sortie du contexte de violences ;
- prise en charge par les psychologues du service de soutien à la parentalité, notamment des enfants exposés aux violences conjugales.

En 2015, 1 382 demandes (+20% par rapport à 2014) ont concerné les violences dont 81% adressées par des femmes.
Les psychologues du service de soutien à la parentalité du CIDFF92BB,ont construit un lieu d'écoute sécurisé par un maillage de professionnel-les spécialisé-es afin de permettre une prise en charge des enfants témoins des violences subies par leurs mères.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants :
3 juristes pour 1120h - 2 psychologues cliniciennes pour 229h - 1 assistante administrative pour 41h - 1 directrice pour 65h.

Partenaires :
Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) des communes partenaires (GPSO ou Coeur de Seine), Maison du Droit de Boulogne-Billancourt (avocats, conciliateurs, juristes de l'Adil, écrivain public, défenseur des Droits), comité de pilotage violences de la ville de Boulogne-Billancourt, centre Sociaux, CCAS et CVS des différentes communes, associations de Boulogne-Billancourt, Chaville, Châtenay-Malabry, Meudon, Garches, Issy-les-Moulineaux, Sèvres, Espace Parent-enfants d'Issy-les-Moulineaux.

Intérêt régional :
Le domaine d'intervention régionale correspond aux critères du dispositif.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
900 à 1000 personnes, dont 90% de femmes de 26 à 45 ans ; 40 à 80 dossiers suivis. Les bénéficiaires de l'action proviennent de Boulogne-Billancourt, Meudon-la-Forêt, Chaville, Châtenay-Malabry, Garches, Issy-les-Moulineaux et Sèvres, et de Paris ou des Yvelines.

Localisation géographique :
- GRAND PARIS SEINE OUEST (EPT3)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures administratives ou d'entretien)	179,00	0,88%
Services externes (assurance, documentation)	537,00	2,65%
Autres services externes (rémunérations d'intermédiaires et honoraires, déplacements et missions, frais postaux et de télécommunication,...)	1 015,00	5,00%
Frais de personnel	18 569,00	91,47%
Total	20 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FIPD (EC)	2 000,00	9,85%
Région ASQ-S (EC)	4 500,00	22,17%
Département 92 (ATT)	9 000,00	44,33%
Ville de Boulogne (ATT)	4 800,00	23,65%
Total	20 300,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	2 700,00 €
2017	1 800,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	10 000,00 €
2013	Egalité femmes-hommes	9 850,00 €
2013	Soutien à la médiation	8 500,00 €
2013	Soutien à la prévention	10 000,00 €
2014	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	7 000,00 €
2014	Egalité professionnel entre les femmes et les hommes	4 460,00 €
2015	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	15 250,00 €
2015	Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes (CR46-14)	9 600,00 €
2015	Soutien à la médiation	8 500,00 €
2015	Soutien à la prévention	10 000,00 €
2015	Soutien régional en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes (CR46-14)	5 500,00 €
	Montant total	88 810,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013699

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : AIDE AUX VICTIMES - VIVA : VOLONTAIRES INTERVENANTS AUPRES DE VICTIMES D'ATTENTATS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	724 450,00 €	2,76 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700402- Action de prévention et de médiation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AFVT ASSOCIATION FRANCAISE DES VICTIMES DU TERRORISME
Adresse administrative : 5 BOULEVARD PEREIRE
75017 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Danièle KLEIN, Présidente

Date de publication au JO : 2 mai 2009

N° SIRET : 51348142400028

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles
Rapport Cadre : CR22-12 du 16/02/2012

Objet du projet : financement d'une action d'aide aux victimes "VIVA : Volontaires intervenants auprès de victimes d'attentats"

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action se déroule sur l'année civile.

Objectifs :
Les actions "VIVA" sont le cœur de métier de l'AFVT. Elles ont pour objet d'apporter une assistance psychologique, juridique et judiciaire aux victimes d'infractions en relation avec une entreprise individuelle ou collective terroriste, que l'action eut été commise en France ou à l'étranger. L'AFVT apporte écoute et accompagnement, ainsi que l'expérience de ses membres. Elle est attentive aux besoins et aux difficultés

rencontrées par les victimes, et à la spécificité de leur statut. Se faisant, l'association contribue directement à la sortie du processus de victimisation.

Description :
Pour réaliser ses missions de soutien psychologique, l'AFVT met gratuitement à disposition des victimes une équipe de psychologues spécialisés dans les séquelles liées aux attentats (stress post-traumatique, hypervigilance). Cet accompagnement est un authentique travail thérapeutique, proposé aux victimes sur le long terme, si elles le souhaitent. En outre, l'association organise périodiquement des groupes de parole thérapeutiques réunissant des victimes d'attentats ayant vécu des situations similaires, encadrés par une psychologue clinicienne.
L'AFVT a conçu également deux programmes innovants : les projets Papillon et Phoenix :
- le Projet Papillon est destiné à de jeunes francophones ayant été affectés par un acte terroriste. Il a lieu chaque année dans un lieu adapté à l'accueil et aux activités de groupe, et rassemble pendant une semaine près de 25 jeunes de nationalités différentes. Ces derniers bénéficient de groupes de parole, encadrés par des psychologues cliniciens spécialisés, ainsi que des ateliers d'art thérapie et des activités sportives. Le programme a pour objectif d'accompagner les jeunes dans leur processus de reconstruction, et de créer une véritable cohésion entre les participants.
- le projet Phoenix se présente quant à lui comme l'équivalent du projet Papillon, mais destiné à des victimes adultes. Il a lieu trois fois par ans et implique un groupe plus réduit de participants. Enfin, à l'inverse du projet Papillon, le Projet Phoenix ne comprend pas d'activités sportives.

Toujours dans le cadre des actions VIVA, l'équipe juridique de l'AfVT.org conseille les victimes du terrorisme sur leurs droits et les accompagne dans leurs procédures administratives et d'expertise médicale afin de garantir leurs droits à l'indemnisation auprès des organismes publics ou privés dédiés (Fonds de garantie, ONAC-VG, Sécurité sociale, fondations caritatives).

Moyens mis en œuvre :
Intervenants :
Près de 350 membres durant l'année 2015 et une douzaine de salariés, auxquels s'ajoutent de nombreux bénévoles.

Partenaires :
Services du Premier Ministre - Ministère de la Justice - Service de l'Accès au Droit et à la Justice et de l'Aide aux Victimes - Ministère des Affaires étrangères - Centre de Crise - Ministère de l'Intérieur - Délégation aux victimes - Ministère de la Défense - Office National des Anciens Combattants et victimes de guerre - Commission Européenne : DG justice - Commission Européenne : DG Intérieur - Assemblée Nationale - Mairie de Paris - Ville de Levallois - INAVEM - FGTI- ONAVG.
Associations partenaires : Entr'autres - Familles de l'Attentat du DC10 d'UTA - France-Europe-Beslan - Les amis de Ghislaine Dupont et Claude Verlon - Onze janvier - Otages du Monde...

Intérêt régional :
Le domaine d'intervention régionale correspond aux critères du dispositif.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Victimes françaises d'acte de terrorisme en France et à l'étranger, victimes étrangères d'acte de terrorisme sur le territoire français.
Pour l'année 2015, l'AFVT a conseillé et soutenu 310 victimes françaises, dont 163 victimes des attentats du 13 novembre 2015, avec, dès la fin 2015, une nette augmentation de demandeurs en raison des attentats du 13 novembre 2015. L'action "VIVA - spécifique" mobilise également un nombre croissant de demandeurs.
Le Projet PAPILLON a pour vocation de rassembler entre 20 et 30 jeunes victimes francophones du monde entier qui ont été frappées à l'aube de leur vie, directement ou indirectement, par un attentat.
Le Projet PHOENIX a pour vocation de rassembler 20 adultes francophones ayant pour caractéristique commune d'être des victimes du terrorisme.

Suite aux attentats de 2015, la majorité des actions se déroulent à Paris et en Ile-de-France puisque les victimes résident pour la plupart en région Parisienne. Plus récemment, l'association a également reçu des victimes franciliennes qui étaient à Nice pour un accompagnement sur le long terme.
Il est effectué un suivi personnalisé post-13 novembre auprès des commerçants. L'AFVT.org a monté un partenariat avec la CCI Paris Île-de-France (Chambre de commerce et de l'Industrie) et les mairies des 10e et 11e arrondissements de la capitale pour aller à la rencontre des commerçants et évaluer leurs besoins sur le terrain.
Par ailleurs, le Projet Papillon 2016 qui aspire à apporter un accompagnement thérapeutique à des jeunes victimes du terrorisme, s'est déroulé en Ile-de-France.
Enfin, outre les événements qu'elle organise elle-même, l'AFVT.org participe de manière régulière à des événements commémoratifs initiés par les familles et/ou par les autorités qui ont lieu pour la plupart en région parisienne.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures, prestations de services, matières et fournitures)	67 460,00	9,31%
Services externes (locations, assurance, documentation)	15 540,00	2,15%
Autres services externes (rémunérations d'intermédiaires et honoraires, déplacements et missions, publicité, publications)	192 393,00	26,56%
Frais de personnel	368 405,00	50,85%
Autres charges de gestion courante	80 652,00	11,13%
Total	724 450,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Premier Ministre (EC)	110 000,00	15,18%
Min Justice, Défense , Intérieur (EC)	160 000,00	22,09%
Région ASQ-S (EC)	20 000,00	2,76%
Ville de Paris (EC)	50 000,00	6,90%
Organismes sociaux (EC)	40 000,00	5,52%
Aides privées (EC)	344 450,00	47,55%
Total	724 450,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	12 000,00 €
2017	8 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013706

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : AIDE AUX VICTIMES - AIDE PSYCHOLOGIQUE AUX VICTIMES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	17 900,00 €	26,26 %	4 700,00 €
	Montant Total de la subvention		4 700,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700402- Action de prévention et de médiation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ENTR'ACTES
Adresse administrative : 5 BIS BOULEVARD DE VALMY
92700 COLOMBES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Christian LUJAN, Président

Date de publication au JO : 30 octobre 1996

N° SIRET : 41093154700021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles
Rapport Cadre : CR22-12 du 16/02/2012

Objet du projet : financement d'une action d'aide aux victimes "Aide psychologique aux victimes"

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action se déroule sur l'année civile.

Objectifs :
Un espace d'accueil, d'écoute, de consultation et d'orientation, sécurisant, souple et disponible pour :
- répondre au mal-être, à la souffrance et à la culpabilité ;
- prévenir les conduites à risque, les troubles psychologiques ;
- favoriser l'accès aux suivis et aux prises en charge psychologiques pour éviter l'isolement, l'hospitalisation ;
- rechercher la dimension et la dynamique partenariale et collective dans la résolution des difficultés.

Objectifs opérationnels :
- prendre en compte des personnes victimes, notamment des femmes victimes de violences, accompagner l'accès à l'information, aux droits et aux services spécialisés et mobiliser les ressources de la personne, de l'entourage et du réseau local ;
- permettre l'échange et le partage de parcours de vie, des difficultés et les ressources mobilisées
- soutenir les coopérations d'acteurs et le travail en réseau : information, développement d'actions de prévention.

Description :
Accueil, écoute, orientation : de 1 à 3 entretiens pour 70 situations environ. Le projet consite à :
- accompagner tout au long des procédures engagées, préparer et anticiper des démarches à venir,
- avancer avec les personnes, adultes, jeunes et enfants, dans la compréhension de ce qui fait souffrir ou des troubles qui se manifestent en considérant les interactions avec l'entourage,
- nommer les situations de violence, signifier ce que dit la loi sociale et reconnaître la souffrance et l'atteinte profonde que peuvent générer ces situations,
- appréhender avec les personnes leur protection, leurs intentions et l'aide attendue.

Groupe de parole ouvert à 10 femmes victimes de violence vivant seules avec leurs enfants : en collaboration avec le Centre Social et Culturel Europe de Colombes, 4 rencontres de 2 heures centrées sur l'échange et le partage de parcours de vie, des difficultés passées ou présentes et les ressources mobilisées.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants :
1 psychosociologue, thérapeute familial ; 2 psychologues cliniciennes ; 1 psychothérapeute ; 1 administratif et 1 coordinateur du projet.

Partenaires :
Direction Départementale de la Cohésion Sociale, CAF 92, Conseils Départementaux 92 et 95, Tribunaux Nanterre et Pontoise, Mairie de Colombes, Conseils Locaux de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD), Escale et le dispositif Femmes Victimes de Violences 92, Amicale du Nid, services sociaux, Espaces Départementaux d'Actions Sociales, Services Sociaux Départementaux, Centres Communaux d'Actions Sociales,
Centres sociaux et culturels, Espace Jeunesse Famille, Permanences d'accès aux droits, Maisons du droit et de la justice, ADAVIP, Services de l'Aide Sociale à l'Enfance, services d'Aide Educative en Milieu Ouvert, Juges aux Affaires Familiales, Police Nationale, Police Municipale sur Colombes et autres villes...

Intérêt régional :
Le domaine d'intervention régionale correspond aux critères du dispositif.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
100 personnes victimes résidant sur les Hauts-de-Seine ou le Val d'Oise dont 85 femmes victimes violences conjugales ou intrafamiliales, 15 personnes victimes d'infractions pénales autres.

Détail du calcul de la subvention :
Pour le calcul de la dépense subventionnable ne sont pas prises en compte les dépenses suivantes : les salaires et charges afférents aux emplois tremplins régionaux pour 1 800 €.

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (eau-gaz-électricité, fournitures administratives ou d'entretien, alimentation)	600,00	3,05%
Services externes (locations, assurance, documentation)	2 150,00	10,91%
Autres services externes (rémunérations d'intermédiaires et honoraires, déplacements et missions, frais postaux et de télécommunication, publicité, publications, services bancaires, cotisations)	670,00	3,40%
Impôts et taxes liés au projet	80,00	0,41%
Frais de personnel	14 400,00	73,10%
Frais de personnel emploi tremplin (dépenses non éligibles)	1 800,00	9,14%
Total	19 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Politique de la Ville (ATT)	3 000,00	15,23%
Région ASQ-S (EC)	4 700,00	23,86%
Emploi tremplin (ATT)	1 000,00	5,08%
Dépt 92 & 95 (ATT)	4 000,00	20,30%
Ville de Colombes et Nanterre (ATT)	2 000,00	10,15%
CAF 92 (EC)	5 000,00	25,38%
Total	19 700,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	2 820,00 €
2017	1 880,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	7 200,00 €
2013	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	10 000,00 €
2013	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique malades	10 000,00 €
2013	Soutien à la médiation	6 000,00 €
2013	Soutien à la prévention	2 000,00 €
2013	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	11 000,00 €

2014	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	7 000,00 €
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	8 000,00 €
2014	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique malades	10 000,00 €
2015	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	5 250,00 €
2015	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	10 000,00 €
2015	Soutien aux actions multi-territoires en Politique de la ville	10 000,00 €
	Montant total	96 450,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013708

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : AIDE AUX VICTIMES " AIDE AUX VICTIMES D'INFRACTIONS PENALES "

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	430 515,00 €	13,59 %	58 500,00 €
	Montant Total de la subvention		58 500,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700402- Action de prévention et de médiation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MEDIAVIPP 91 - ASSO DEPARTEMENTALE DE MEDIATION ET D'AIDE AUX VICTIMES
Adresse administrative : 9 RUE DES MAZIERES - TGI 91012 EVRY CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Françoise VOCANSON, Présidente

Date de publication au JO : 15 novembre 1989

N° SIRET : 37995500800014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles
Rapport Cadre : CR22-12 du 16/02/2012

Objet du projet : financement d'une action d'aide aux victimes " Aide aux victimes d'infractions pénales "

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action se déroule sur l'année civile

Objectifs :
- Intervenir dans les lieux de fréquentation des victimes : tribunal, maisons de justice, commissariats, communes, centres sociaux ;
- intervenir au plus près des faits, dès le dépôt de plainte, et assurer aux victimes une information juridique de proximité et un accompagnement tout au long de la procédure pénale, ainsi qu'un soutien psychologique et/ou social ;
- assurer la prise en charge de publics spécifiques : mineurs victimes, témoins de violences

intrafamiliales, Femmes victimes de violences y compris de violences à caractère sexuel, personnes âgées ou isolées ;
- prise en charge des victimes des attentats ou d'accidents collectifs (2 référents désignés par la Cour d'appel de Paris au sein de l'association) ;
- prise en charge des professionnels victimes dans l'exercice de leurs fonctions.

Description :
Assurer l'accueil quotidien des victimes au Tribunal de grande instance d' Evry ainsi que dans 33 lieux de permanence du département.

Assurer l'information juridique et l'accompagnement durant la procédure judiciaire, de la commission des faits au recouvrement des dommages et intérêts :
- par une information téléphonique,
- par un accueil dans les différents lieux de permanences,
- sur réquisitions du Procureur de la République dans le cadre d'une démarche pro active (urgence procédurale ou victimes les plus fragilisées) : comparutions immédiates, victimes de violences conjugales, notamment lorsque qu'une mesure d'éloignement du conjoint violent est prise par l'autorité judiciaire, procédures criminelles (viols...).

Soutien psychologique des victimes assuré par une équipe de psychologues cliniciens, principalement dans les situations de viols et agressions sexuelles, violences intrafamiliales, vols avec violences, accidents de la circulation.

Prise en charge de publics spécifiques :
- professionnels victimes dans l'exercice de leurs fonctions ;
- usagers des transports en commun lors de leurs déplacements dans le département.

Prise en charge des victimes d'actes de terrorisme ou d'accidents collectifs : un accompagnement juridique et psychologique est assuré au sein de l'association.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants
5 juristes = 4,8 ETP, 2 psychologues = 1,4 ETP, 2 assistants sociaux = 2 ETP, 1 assistante = 1 ETP, 1 directrice = 1 ETP

Partenaires
La Cour d'appel de Paris, le TGI d'Evry, la Direction départementale de la sécurité publique, ...

Intérêt régional :
Le domaine d'intervention régionale correspond aux critères du dispositif.
Cette subvention donne lieu à l’engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Toute victime d'infraction pénale qu'elle ait ou non déposé plainte, majeure comme mineure, soit environ 4700 personnes.
Plus particulièrement les publics fragilisés ou exposés à des risques, en raison de l'urgence de la procédure, de leur sexe, de leur âge, de leur activité professionnelle.

Détail du calcul de la subvention :
Pour le calcul de la dépense subventionnable ne sont pas prises en compte les dépenses suivantes :
- les dotations aux amortissements et provisions pour 2 100 €

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures, eau-gaz-électricité, ...)	4 800,00	1,11%
Services extérieurs (locations, entretiens et réparations, assurance, documentation, ...)	22 500,00	5,20%
Autres services extérieurs (rémunération d'intermédiaires et honoraires, publicité, déplacements, frais postaux et télécommunications, services bancaires, ...)	39 500,00	9,13%
Impôts et taxes	9 000,00	2,08%
Frais de personnel	354 715,00	81,99%
Dotations aux amortissements et aux provisions	2 100,00	0,49%
Total	432 615,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Produits des services	75 000,00	17,34%
FIPD EC	126 500,00	29,24%
Cour d'appel de Paris EC	120 000,00	27,74%
Région EC	58 500,00	13,52%
Département EC	51 100,00	11,81%
Courcouronnes EC	1 500,00	0,35%
Autres produits de gestion courante	15,00	0,00%
Total	432 615,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	35 100,00 €
2017	23 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	65 000,00 €
2014	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	65 000,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	15 831,00 €
2015	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	65 000,00 €
2016	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	11 045,00 €

	Montant total	221 876,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013712

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : AIDE AUX VICTIMES - ACCUEIL ET ACCOMPAGNEMENT DES VICTIMES DE VIOLENCES MORALES, INTRAFAMILIALES ET DE HARCELEMENT (STALKING)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	29 500,00 €	11,53 %	3 400,00 €
	Montant Total de la subvention		3 400,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700402- Action de prévention et de médiation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AJC CONTRE LA VIOLENCE MORALE INTFAM STALKING
Adresse administrative : 2 PLACE D'AUXOIS 78310 MAUREPAS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Chantal PAOLI-TEXIER, Présidente

Date de publication au JO : 6 novembre 1999

N° SIRET : 47921355500028

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles
Rapport Cadre : CR22-12 du 16/02/2012

Objet du projet : financement d'une action d'aide aux victimes " Accueil et accompagnement des victimes de violences morales, intrafamiliales et de harcèlement (Stalking) "

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action commence le 1er septembre 2016

Objectifs :
Assurer un accompagnement juridique des femmes victimes de violences d'infraction pénale tout au long de la procédure juridique ainsi que le soutien psychologique nécessaire pour supporter ces procédures longues et douloureuses.

Description :
Grace à un accueil téléphonique, par mails et par courriers ainsi que des entretiens sur rendez-vous, l'association offre une écoute bienveillante, donne la parole aux victimes, brise le silence qui entoure la violence et aide à sortir de la culpabilisation.
Selon le souhait de la victime, un accompagnement est proposé, sous forme de conseil et informations pratiques, de diagnostics de situation, d'expertise de dossiers, ou de suivi et tutorat (préparation spécifique en vue d'audience, d'expertise ou de médiation, aide au positionnement).
L'association propose des groupes de parole pour adultes, mais aussi pour enfants et adolescents, des formations et ateliers de développement personnel, et des conférences/débats.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants
Bénévoles réguliers et occasionnels, 3 stagiaires (1 en administration et 2 psychologues), 1 salarié diplômé en psychologie pour l'accompagnement et soutien psychologique des victimes, 1 prestataire de Conseiller de Vie qualifié en accompagnement socio-juridique, 1 prestataire psychologue spécialisé en Traumatologie et techniques de libération émotionnelle pour l'animation de groupes de paroles.

Partenaires
CAF Yvelines, SDFE, FIPD, services sociaux des yvelines, ...

Intérêt régional :
Le domaine d'intervention régionale correspond aux critères du dispositif
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Toute femme victime de violences, notamment d'un viol, ou enfants, de tout âge, toute origine et toute catégorie sociale sans distinction aucune.
Du fait de l'implantation géographique, essentiellement des franciliens.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures, ...)	2 000,00	6,78%
services extérieurs (assurance, études, documentation, ...)	1 500,00	5,08%
Autres services extérieurs (rémunérations d'interémdiairese et honoraires, publicité, déplacements, frais postaux et telecom, services bancaires, ...)	26 000,00	88,14%
Total	29 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Produits des services	3 500,00	11,86%
Crédits politique de la ville EC	2 000,00	6,78%
Région EC	3 400,00	11,53%
CA St Quentin en Yvelines EC	5 000,00	16,95%
Communes ATT	3 000,00	10,17%
CAF ATT	8 000,00	27,12%
Autres produits	4 600,00	15,59%
Total	29 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	2 040,00 €
2017	1 360,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	5 000,00 €
2013	Soutien à la prévention	3 000,00 €
2014	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	5 000,00 €
2015	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	3 750,00 €
	Montant total	16 750,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013715

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : AIDE AUX VICTIMES - ACCOMPAGNEMENT DES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES ET/OU DE VIOLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	51 300,00 €	4,48 %	2 300,00 €
	Montant Total de la subvention		2 300,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700402- Action de prévention et de médiation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION DU COTE DES FEMMES
Adresse administrative : 21 AVENUE DES GENOTTES
95800 CERGY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Michèle ROUBINET-LOUP, Présidente

Date de publication au JO : 5 mars 1983

N° SIRET : 33027588400097

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles
Rapport Cadre : CR22-12 du 16/02/2012

Objet du projet : financement d'une action d'aide aux victimes "Accompagnement des femmes victimes de violences et/ou de viols"

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action commence le 1er septembre 2016

Objectifs :
- Prendre confiance en soi, dans les autres et l'environnement et retrouver une estime de soi ;
- retrouver son pouvoir d'agir et se mettre en démarche de projet ;
- aller vers les autres et participer à des actions collectives.

Description :

- Analyse des processus de protection et des compétences individuelles (personnalité, aspects cognitifs, comportementaux, mécanismes défensifs) ;
- repérage des modes de protection opérants et de ceux à réajuster (processus défensifs rigides, comportements inadéquats) ;
- création de nouvelles ressources (expériences valorisantes, insertions sociales, anticipation des actions) ;
- renforcement des facteurs de protection liés à l'estime de soi, à la confiance, à l'optimisme, au sentiment d'espoir, à la sociabilité, à l'adaptation relationnelle, à l'empathie, à l'autonomie ;
- réappropriation de son histoire, travail sur la transmission familiale ;
- repérage des entraves à la protection et au processus de résilience.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants :
une psychologue formée dans le travail de la mémoire traumatique, un intervenant théâtre spécialisé dans le soin psychique, des salariées de l'association pour encadrer le projet, un comité de pilotage avec des personnes suivies pour participer à l'évaluation de l'action.

Partenaires :
Préfets, Délégués de l'Etat, Conseil départemental, la DDCS, Jeunesse et sport, Droits des femmes et de la famille, agglomérations, communes.

Intérêt régional :
Le domaine d'intervention régionale correspond aux critères du dispositif.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
L'ensemble des femmes et de leurs enfants victimes de violences ou de viols rencontrées dans les permanences dans l'ensemble du département et limitrophes.
En 2015, 1151 femmes et enfants reçus à l'accueil de jour ainsi que 700 femmes qui sont suivies hors hébergements, 136 femmes accompagnées, 15 femmes en grand danger avec le TGD et 415 femmes en insertion sociale qui ont subies pour la majorité des violences.

Localisation géographique :
- CA CERGY-PONTOISE (95-VAL D'OISE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures, ...)	3 500,00	6,82%
Services extérieurs (location de matériel, assurance,documentation, ...)	203,00	0,40%
Autres services extérieurs (frais de déplacement, rémunérations d'intermédiaires et honoraires, ...)	27 140,00	52,90%
Rémunération des personnels	20 457,00	39,88%
Total	51 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région EC	2 300,00	4,48%
CAF EC	6 000,00	11,70%
DDCS EC	21 000,00	40,94%
Conseil départemental EC	22 000,00	42,88%
Total	51 300,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	1 380,00 €
2017	920,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013717

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : AIDE AUX VICTIMES - ACCOMPAGNEMENT PSYCHOLOGIQUE DES MINEURS VICTIMES DE LA TRAITE DES ETRES HUMAINS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	607 836,00 €	1,07 %	6 500,00 €
	Montant Total de la subvention		6 500,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700402- Action de prévention et de médiation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HORS LA RUE
Adresse administrative : 70 RUE DOUY DELCUPE
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Edouard DONNELLY, Président

Date de publication au JO : 19 juin 2010

N° SIRET : 43991448200047

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles
Rapport Cadre : CR22-12 du 16/02/2012

Objet du projet : financement d'une action d'aide aux victimes "Accompagnement psychologique des mineurs victimes de la traite des êtres humains"

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action se déroule sur l'année civile

Objectifs :
- Accompagnement psychologique des mineurs victimes de Traite des Etres Humains (TEH),
- repérage, accroche et suivi éducatif des mineurs victimes de traite des êtres humains,
- protection des mineurs victimes de traite des êtres humains en région parisienne,
- meilleure compréhension des mécanismes d'exploitation des mineurs.

Description :
– Repérage et accroche : rencontre des jeunes en situation quotidienne de travail afin d'observer leurs activités, mais aussi entrer en contact avec les enfants et gagner peu à peu leur confiance.
– Accompagnement : accompagnement et le suivi des situations individuelles s'effectuent, soit lors des tournées dans les lieux d'activité ou lieux de vie soit au sein du centre d'accueil de jour.
– Orientation et suivi des mineurs victimes : Hors la Rue participe, à titre expérimental, au dispositif de protection consistant en un placement des mineurs dans des conditions sécurisantes, fondé sur la nécessité d'un éloignement géographique et sur un accompagnement par des éducateurs spécialement formés à cet effet, mis en place par la MIPROF.
- Renforcement de l'action auprès des mineurs en situation de TEH : depuis juillet 2016, Hors la Rue multiplie les contextes de rencontres individuelles grâce à la mise en place de permanences auprès des UEAT (Unité Educative Auprès du Tribunal), de permanences pour les sorties de détentions, de permanences mobiles auprès des commissariats.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants :
1 directeur (0.75 ETP), 1 chargée de mission de la protection des victimes contre la traite des êtres humains (0.77 ETP), 1 responsable de l'équipe éducative, 5 éducateurs polyvalents, 1 psychologue, 1 art-thérapeute (0.7 ETP), 1 assistante de direction, comptable et professeur de FLE (Français langue étrangère), 1 professeur de roumain (0.05 ETP).

Partenaires :
Mission Interministérielle de Lutte contre les violences faites aux femmes et contre la Traite des Etres Humains, Parquet de Paris, section des mineurs,...

Intérêt régional :
Le domaine d'intervention régionale correspond aux critères du dispositif.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Mineurs étrangers (ressortissants européens et extra-européens) présumés victimes de la Traite des Etres Humains agés entre 12 et 18 ans.
En 2015, 192 jeunes présumés victimes de Traite des Etres Humains ont été rencontrés, dont 95 jeunes filles exploitées aux fins d'exploitation sexuelle, 89 jeunes contraints à commettre des délits, 8 jeunes en situation de mendicité forcée. 158 jeunes ont été suivis, ces suivis recouvrant des actions très diverses (suivi de signalements et/ou accompagnement éducatif).

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (eau-gaz-électricité, alimentation, fournitures, ...)	44 880,00	7,38%
Services extérieurs (locations, entretiens et réparations, assurance, ...)	52 844,00	8,69%
Autres services extérieurs (rémunérations d'intermédiaires et honoraires, publicité, déplacements, frais postaux, services bancaires, ...)	40 451,00	6,65%
frais de personnel	469 661,00	77,27%
Total	607 836,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Produits des services	3 000,00	0,49%
DRIHL EC	283 679,00	46,67%
FIPD 75 EC	20 000,00	3,29%
FIPD 93 EC	20 000,00	3,29%
Ministère de la justice EC	9 000,00	1,48%
SG-CIPD EC	23 000,00	3,78%
DGCS EC	10 000,00	1,65%
PJJ national EC	5 000,00	0,82%
Région EC	6 500,00	1,07%
Département (75+93) EC	90 148,00	14,83%
Entreprises EC	78 309,00	12,88%
Associations EC	55 000,00	9,05%
Réserves parlementaires EC	3 000,00	0,49%
Autres produits de gestion courante	1 200,00	0,20%
Total	607 836,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	3 900,00 €
2017	2 600,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien à la prévention	22 000,00 €
2014	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	22 000,00 €
2015	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	16 500,00 €
	Montant total	60 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013722

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : AIDE AUX VICTIMES - SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE ET AIDE JURIDIQUE AUPRES DES ENFANTS, ADOLESCENTS ET ADULTES VICTIMES DE MALTRAITANCES DANS LEUR ENFANCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	106 075,00 €	9,43 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700402- Action de prévention et de médiation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L'ENFANT BLEU
Adresse administrative : 397 TER RUE DE VAUGIRARD
75015 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Eric CANNAMELA, Président

Date de publication au JO : 24 octobre 1989

N° SIRET : 40048550400049

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles
Rapport Cadre : CR22-12 du 16/02/2012

Objet du projet : financement d'une action d'aide aux victimes "Soutien psychologique et d'aide juridique auprès des enfants, adolescents et adultes victimes de maltraitances dans leur enfance"

Date prévisionnelle de début de projet : 2 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action se déroule sur l'année civile

Objectifs :
Proposer un accompagnement psychologique et juridique gratuit, immédiat et dans la durée aux enfants et adultes victimes de maltraitances dans l'enfance.

Description :

Lorsque l'association est contactée par l'entourage d'un enfant en danger, par un adolescent (souvent directement via le site internet ou la page Facebook) ou par un adulte ayant été victimes dans l'enfance, une équipe pluridisciplinaire se réunit (l'une des psychologues, la juriste et le bénévole) afin de définir l'accompagnement de cette victime :
- thérapie individuelle avec une psychologue (enfants et adultes)
- groupe de parole pour adulte
- accompagnement juridique par téléphone
- rencontre avec la juriste pour les cas les plus complexes ou pour des points de droits précis.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants
2 psychologues cliniciens

Partenaire
Ministère des affaires sociales

Intérêt régional :
Le domaine d'intervention régionale correspond aux critères du dispositif
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Enfants, adolescents et adultes victimes de maltraitances dans leur enfance.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	106 075,00	100,00%
Total	106 075,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région EC	10 000,00	9,43%
Ministère des affaires sociales EC	30 000,00	28,28%
Entreprise AKEO	30 000,00	28,28%
Dons des particuliers	30 000,00	28,28%
Fonds propres	6 075,00	5,73%
Total	106 075,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	6 000,00 €

2017	4 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013745

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : AIDE AUX VICTIMES - ACCUEIL DES ACCIDENTES DE LA ROUTE ET DES FAMILLES : SOUTIEN PSYCHOLOGYQUE ET JURIDIQUE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	38 580,00 €	50,00 %	19 290,00 €
	Montant Total de la subvention		19 290,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700402- Action de prévention et de médiation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIGUE CONTRE LA VIOLENCE ROUTIERE
Adresse administrative : 15 RUE JOBBE DUVAL
75015 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Chantal PERRICHON, Présidente

Date de publication au JO : 7 mai 1983

N° SIRET : 33359349900036

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles
Rapport Cadre : CR22-12 du 16/02/2012

Objet du projet : financement d'une action d'aide aux victimes "Accueil des accidentés de la route et des familles : soutien psychologyque et juridique"

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action commence le 1er juin 2016

Objectifs :
Accueillir, écouter et aider les familles d'accidentés de la route en les accompagnant lors de leurs premières prises de conscience de la réalité du drame qu'elles endurent, en particulier dans leur relation avec les assurances, la justice et toutes les autres démarches à effectuer.

Description :

- Premiers conseils ;
- soutien psychologique ;
- discussion sur l'accident et ses circonstances ;
- explication sur les différentes démarches : judiciaire (procès civil, procès pénal), procédure d'indemnisation.

Moyens mis en œuvre :
L'action est menée par la Ligue au niveau de son siège social situé à Paris et par ses associations départementales franciliennes, notamment dans les Yvelines (Saint-Germain-en-Laye), l'Essonne (Évry).

Intérêt régional :
Le domaine d'intervention régionale correspond aux critères du dispositif.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Tout public.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures, eau-gaz-électricité, ...)	1 450,00	3,76%
Services extérieurs (locations, entretien et réparations, assurance, ...)	11 880,00	30,79%
Autres services extérieurs (rémunérations d'intermédiaires et honoraires, publicité, déplacements, frais postaux, services bancaires, ...)	12 400,00	32,14%
Frais de personnel	12 850,00	33,31%
Total	38 580,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ministère de l'intérieur (DSCR) EC	5 000,00	12,96%
Région EC	19 290,00	50,00%
Fondation de France EC	500,00	1,30%
Autres produits de gestion courante	13 790,00	35,74%
Total	38 580,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	11 574,00 €
2017	7 716,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013747

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : AIDE AUX VICTIMES - REAGIR CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES ET PARTICULIEREMENT LES VIOLENCES CONJUGALES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	50 610,00 €	19,76 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700402- Action de prévention et de médiation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION ELLE'S IMAGINE'NT
Adresse administrative : 121 RUE DE JAVEL
75015 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame JULIE VELLA, PRESIDENTE

Date de publication au JO : 6 juin 2009

N° SIRET : 51342138800010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles
Rapport Cadre : CR22-12 du 16/02/2012

Objet du projet : financement d'une action d'aide aux victimes "Réagir contre les violences faites aux femmes et particulièrement les violences conjugales"

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action nécessite un commencement anticipé pour permettre son organisation.

Objectifs :
- Accueillir les femmes ou les jeunes filles victimes de violences en vue d'une orientation vers les activités de l'association ou vers une autre structure susceptible de les aider ;
- aider les femmes ou jeunes filles victimes de violences conjugales et notamment d'infraction pénales à être accompagnées par des juristes et avocates ;

- les aider dans leurs démarches juridiques pénales et civiles, comme l'ordonnance de protection pour les femmes en grand danger ;
- permettre aux victimes de mettre des mots sur les violences subies, de sortir de l'isolement social et de se reconstruire en participant aux groupes de parole, en rencontrant une psychologue en individuel.

Description :
L'accueil proposé a pour but de recueillir, recenser et évaluer la situation de la femme, ses besoins et urgences (situation de danger).
Au regard de ces éléments, l'accueillante oriente la personne à l'interne en lui présentant les actions et le suivi juridique et psychologique qui peut être mis en place au sein de l'association (suivi individuel, groupe de parole).
Parallèlement et en complémentarité du suivi entrepris avec les femmes, l'association propose des accompagnements physiques des femmes victimes de violences dans leurs démarches juridiques (Commissariat, Avocat, tribunal de grande instance).
Ils s'adressent à toutes les femmes victimes de violences conjugales, sexuelles, physiques et/ou psychologiques.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants :
2 psychologues pour 962h, 2 juristes diplômés pour 1755h, 15 bénévoles avocates, travailleurs sociaux (assistantes sociales, TISF...).

Partenaires :
Centre maurice Noguès, et PAD du 15ème, centre socioculturel OCM-CEASIL, Maison des associations du 15ème, Services sociaux de la ville de Paris, Commissariat du 15ème, Parquet de Paris, Direction régionale aux droits des femmes, Fonds Interministériel de la prévention et de la délinquance, Mairie de Paris, du 15ème et du 14ème.

Intérêt régional :
Le domaine d'intervention régionale correspond aux critères du dispositif.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Femmes et jeunes femmes victimes de violences conjugales :
300 femmes suivies et reçues en entretien, 55 en groupes de parole.
150 femmes suivies en entretien individuel par une psychologue.
Venant de Paris et de la région parisienne. Agées entre 18 et 70 ans.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures, matières et fournitures)	439,00	0,87%
Services externes (assurance)	286,00	0,57%
Autres services externes (rémunérations d'intermédiaires et honoraires, déplacements et missions, publicité, publications, services bancaires)	1 837,00	3,63%
Frais de personnel	48 048,00	94,94%
Total	50 610,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Produits des services et ventes diverses (EC)	5 000,00	9,88%
FIPD (EC)	2 000,00	3,95%
DRDFE (EC)	5 000,00	9,88%
Région ASQ-S (EC)	10 000,00	19,76%
Ville de Paris (EC)	9 500,00	18,77%
Aides privées (EC)	6 000,00	11,86%
Dons, cotisations	8 110,00	16,02%
Autres produits	5 000,00	9,88%
Total	50 610,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	6 000,00 €
2017	4 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Programmes triennaux destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	14 680,00 €
2014	Programmes triennaux destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	21 500,00 €
	Montant total	36 180,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013789

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : AIDE AUX VICTIMES - PROTEGER ET ACCOMPAGNER PSYCHOLOGIQUEMENT LES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	11 200,00 €	46,43 %	5 200,00 €
	Montant Total de la subvention		5 200,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700402- Action de prévention et de médiation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CITHEA FAMILLE ET PROFESSIONNEL
Adresse administrative : 21 RUE ALEXANDRE
75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Benjamin BLIMBAUM, Président

Date de publication au JO : 8 octobre 2005

N° SIRET : 48896052700049

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles
Rapport Cadre : CR22-12 du 16/02/2012

Objet du projet : financement d'une action d'aide aux victimes "Protéger et accompagner psychologiquement les femmes victimes de violence avec les retentissements sur les fonctions parentales"

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action nécessite un commencement anticipé pour permettre son organisation.

Objectifs :
- Abaisser les souffrances liées aux traumatismes de la violence,
- abaisser les retentissements de la violence sur la parentalité,
- prévenir la répétition de la violence chez l'enfant,

- prévenir la récidive de l'auteur de violence en le recentrant sur sa parentalité et ses compétences parentales.

Description :
Il s'agit dans le cadre des violences faites aux femmes de les soutenir, les accompagner psychologiquement et individuellement dans leur parentalité.
Mise en place d'un triple dispositif de soutien, d'accompagnement et de protection psychologique et physique à la violence, le temps des procédures judiciaires pénales et d'une ordonnance de protection :
- accompagnement individualisé de la victime de manière psychologique et thérapeutique,
- accompagnement collectif des victimes autour de la parentalité,
- accompagnement et protection dans l'exercice de la parentalité.

Ce programme est gratuit pour les usagers.
Fréquence des différents dispositifs : 1 à deux fois par mois pour les consultations en psycho-traumatisme, 1 fois par mois pour les groupes de parole, 1 à deux fois par mois pour l'accompagnement à la parentalité.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants :
1 chef de service (0,15 ETP), 2 psychologues salariés (0,20 ETP), 1 secrétaire salariée (0,15 ETP), 1 bénévole juriste, des stagiaires psychologues.

Partenaires :
Cour d'Appel de Paris et tribunaux d'instance, Juges des Enfants, Juges aux Affaires Familiales, CCAS, CASVP, CAF, UMJ, Fédérations FENAMEF, FFPP, CNAPE, FFER.

Intérêt régional :
Le domaine d'intervention régionale correspond aux critères du dispositif.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Bénéficiaires principaux : femmes victimes de violence.
Bénéficiaires secondaires : enfants victimes de violences conjugales.
Origine géographique : non sectorisé pour l'ensemble de l'Île-De-France et en particulier des départements franciliens.
Critères d'inclusion : femmes victimes de violence, tout âge, avec un enfant de moins de 18 ans, dans le cadre d'une procédure pénale, d'une ordonnance de protection ou d'une demande du Parquet.
Actuellement, CITHEA reçoit 600 ordonnances par an des magistrats de l'ensemble des tribunaux de la Cour d'Appel de Paris et de la Cour d'Appel de Versailles. 60% d'entres elles concernent des situations de violences intrafamiliales.

Localisation géographique :
- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (prestations de services, matières et fournitures)	600,00	5,36%
Services externes (assurance)	50,00	0,45%
Autres services externes (déplacements et missions, publicité, publications)	200,00	1,79%
Impôts et taxes liés au projet	550,00	4,91%
Frais de personnel	9 800,00	87,50%
Total	11 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Cour d'Appel de Paris (EC)	3 000,00	26,79%
Région ASQ-S (EC)	5 200,00	46,43%
CAF 75 (EC)	3 000,00	26,79%
Total	11 200,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	3 120,00 €
2017	2 080,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013245

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : AIDE AUX VICTIMES - AIDE AUX VICTIMES D'INFRACTIONS PENALES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	936 295,00 €	2,72 %	25 500,00 €
	Montant Total de la subvention		25 500,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700402- Action de prévention et de médiation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARIS AIDE AUX VICTIMES
Adresse administrative : 12 RUE CHARLES FOURIER
75013 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Claude LIENHARD, Président

Date de publication au JO : 23 décembre 1987

N° SIRET : 34958524000030

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles
Rapport Cadre : CR22-12 du 16/02/2012

Objet du projet : financement d'une action d'aide aux victimes "Aide aux victimes d'infractions pénales".

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action se déroule sur l'année civile.

Objectifs :
- Assurer dans le cadre de permanences en dehors du bureau d'aide aux victimes et du Point d'Accès au Droit (subvention exclusive du CDAD), l'accueil, l'écoute, l'orientation, l'accompagnement, l'information des victimes, et assurer le suivi de la victime dès avant le dépôt de la plainte jusqu'à l'éventuelle indemnisation de son préjudice ;
- proposer un soutien psychologique spécialisé aux victimes d'infractions pénales ;
- proposer une aide et un soutien aux victimes d'actes de terrorisme au sein de l'espace informatif, dédiés aux victimes des attentats du 13 novembre 2015.

Description :
Accueil, écoute et information des victimes sur leurs droits :
- premier accueil par téléphone, identification des besoins, proposition d'un rendez-vous ou orientation primaire vers un professionnel (avocat…). PAV accompagne les victimes tout au long de la procédure, c'est-à-dire avant le dépôt de la plainte jusqu'à une éventuelle indemnisation. La victime est reçue chaque fois que la procédure le nécessite : enquête, Parquet, instruction, préparation au procès, procédure d'indemnisation amiable ou judiciaire, CIVI...
- la mission de soutien psychologique s'effectue à PAV au sein des deux antennes principales. Les intervenants sur cette mission sont des psychologues cliniciens salariés spécialisés dans la gestion du syndrome post traumatique des victimes ;
- accueil téléphonique : identification des besoins, analyse de la demande, écoute, gestion des appels d'urgence (détresse psychologique des victimes…), répartition des rendez-vous psychologiques ;
- orientations auprès des services médico psychologiques et psychiatriques.
- rédaction d'attestations et orientation auprès du Val de Grâce pour les certificats médicaux ;
- entretiens à domicile de personnes blessées incapables de se déplacer ;
- animation de groupes de salariés impactés par les attentats (notamment collègues de salariés décédés, écoles...) ;
- supervision des équipes de psychologues et de juristes.
Les entretiens, sur rendez-vous, durent de 45 à 50 minutes sauf dans le cas du premier accueil d'une famille ou d'une fratrie, pour établir un diagnostic et orienter chacun vers une prise en charge individuelle (1h30).

Moyens mis en œuvre :
Intervenants :
3,76 ETP juristes + 1 ETP stagiaire (juriste) + 1,06 ETP psychologue + 1,5 ETP stagiaire psychologue.
Attentats du 13 novembre 2015, renforcement des capacités de PAV : + 9,57 ETP.
Recours à des prestataires extérieurs pour assurer des permanences et assurer les débriefings des équipes de PAV.

Partenaires :
Juridiction (TGI) et Cour d'appel (procès exceptionnels), DSPAP et PJ, convention avec la BPM, AP/HP (particulièrement UMJ), PJJ, association du CLAVIF (Comité de liaison de l'aide aux victimes en IDF), Barreau de Paris (conventions) , FGTI.

Intérêt régional :
Le domaine d'intervention régionale correspond aux critères du dispositif.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Toutes victimes d'infractions pénales, de catastrophes collectives et d'accidents de circulation.
A Paris, le nombre de victimes et d'impactés susceptibles de contacter PAV pour un soutien pourrait s'élever entre 1 500 personnes environ.

Détail du calcul de la subvention :
Pour le calcul de la dépense subventionnable ne sont pas prises en compte les dépenses suivantes : les dotations aux amortissements et provisions pour 800 €.

Localisation géographique :
- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures administratives ou d'entretien, prestations de services)	10 380,00	1,11%
Services externes (entretien et réparations, assurance, documentation)	4 882,00	0,52%
Autres services externes (rémunérations d'intermédiaires et honoraires, déplacements et missions, frais postaux et de télécommunication, publicité, publications, services bancaires)	15 603,00	1,67%
Impôts et taxes liés au projet	17 885,00	1,91%
Frais de personnel	887 095,00	94,66%
Autres charges de gestion courante	450,00	0,05%
Dotations aux amortissements (dépenses non éligibles)	800,00	0,09%
Total	937 095,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de services (EC)	15 000,00	1,60%
FIPD (EC)	82 000,00	8,75%
Ministère de la Justice (ATT)	671 880,00	71,70%
Région ASQ-S (EC)	25 500,00	2,72%
Ville de Paris (ATT)	122 000,00	13,02%
Dons, cotisations (EC)	20 715,00	2,21%
Total	937 095,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	15 300,00 €
2017	10 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	38 000,00 €
2014	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	30 000,00 €
2015	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	30 000,00 €
	Montant total	98 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013282

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : AIDE AUX VICTIMES - PERMANENCES D'AIDE AUX VICTIMES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	27 800,00 €	35,97 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-57-6574-157004-300
15700402- Action de prévention et de médiation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CFCV COLLECTIF FEMINISTE CONTRE LE VIOL
Adresse administrative : 9 VILLA D'ESTE
75013 PARIS 13
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame EMMANUELLE PIET, Présidente

Date de publication au JO : 23 mai 1989

N° SIRET : 35135354500020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles
Rapport Cadre : CR22-12 du 16/02/2012

Objet du projet : financement d'une action d'aide aux victimes "Permanences d'aide aux victimes".

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action se déroule sur l'année civile.

Objectifs :
La permanence téléphonique « Viols-Femmes-Informations » apporte écoute, aide, soutien et solidarité aux victimes d'agressions sexuelles, à leur entourage, aux professionnels et les informe sur leurs droits. Les écoutantes de la permanence téléphonique orientent vers les structures adaptées afin de permettre une prise en charge multidisciplinaire : sociale, psychologique, médicale et juridique. Depuis la création du CFCV, ce sont ainsi plus de 51 000 victimes qui ont été aidées et accompagnées par les écoutantes.

Description :
- Animation de la permanence téléphonique « Viols-Femmes-Informations » du lundi au vendredi, de 10h à 19h, sur l'ensemble de l'année,
- faire émerger le récit afin de pouvoir mettre en lumière ce qu'il s'est passé et combattre les sentiments de honte et de culpabilité,
- orienter vers un réseau de professionnels spécialisés sur les droits des femmes dans leur département,
- création de fiches de suivi afin de permettre aux appelant-es si cela est souhaité un suivi, tout en maintenant l'anonymat,
- accompagnement juridique dans les procédures judiciaires.

Moyens mis en œuvre :
Intervenants :
1 Coordinatrice administrative, 2 psychologues, 1 sociologue, 2 travailleurs sociaux, 5 bénévoles.

Partenaires :
Mairie de Paris, comités de pilotage avec la Police Judiciaire, CPIV, CIDFF et associations spécialisées dans l'accueil et le soutien des femmes victimes de violence en Ile-de-France.

Intérêt régional :
Le domaine d'intervention régionale correspond aux critères du dispositif.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
L'action se déroule sur l'ensemble du territoire francilien. Elle concerne près de 600 victimes de violences sexuelles, dont environ 95% de femmes. Environ 50% d'appelants ont entre 18 et 35 ans.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures administratives ou d'entretien, alimentation)	1 000,00	3,60%
Services externes (locations, entretien et réparations, assurance, documentation)	1 520,00	5,47%
Autres services externes (rémunérations d'intermédiaires et honoraires, déplacements et missions, frais postaux et de télécommunication, publicité, publications...)	2 880,00	10,36%
Frais de personnel	22 400,00	80,58%
Total	27 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de services (EC)	1 200,00	4,32%
Dir Générale de la Cohésion Sociale (EC)	7 600,00	27,34%
Région ASQ-S (EC)	10 000,00	35,97%
Ville de Paris (EC)	9 000,00	32,37%
Total	27 800,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	6 000,00 €
2017	4 000,00 €

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 12/10/2016
- Date de réception en préfecture: 12/10/2016

DELIBERATION N° CP 16-476

Du 12 octobre 2016

CPER 2015-2020

Projet « Campus Condorcet »
Construction du « Grand Equipement Documentaire » à Aubervilliers (93) :
Affectation d'autorisation de programme ;

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales ;
VU Le code de l'éducation
VU La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération n° CR 72-10 du 19 novembre 2010 relative à la politique régionale en faveur de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche – délibération cadre 2011-2016 ;
VU La délibération n° CR 31-07 du 14 février 2007 adoptant le Contrat de Projet Etat – Région 2007 - 2013 ;
VU La délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 adoptant le Contrat de Projet Etat – Région 2015-2020 ;
VU La délibération n°CP 11-323 du 19 mai 2011 affectant une autorisation de programme de 140 000€ nécessaire aux études de programmation relatives à l'opération du Grand Equipement Documentaire,
VU La délibération n° CP 12-269 du 29 mars 2012 affectant une autorisation de programme de 130 000 € nécessaire à la poursuite des études du Grand Equipement Documentaire,
VU La délibération n° 13-467 du 11 juillet 2013 affectant une autorisation de programme de 15 730 000€ nécessaire à la poursuite des études du GED,
VU La délibération n° CP 15-353 du 17 juin 2015 autorisant le Président du conseil régional d'Ile de France à attribuer le marché de maîtrise d'œuvre à l'équipe lauréate et à signer les demandes d'autorisations d'urbanismes correspondant à l'opération ;
VU La délibération n° CR 04-14 du 14 février 2014 relative au protocole d'accord relatif au campus Condorcet ;
VU Vu le budget 2016
VU Le rapport CP 16-476 présenté par madame la président du conseil régional d'Ile-de-France ;
VU L'avis de la Commission des Finances;
VU L'avis de la Commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article unique :

Affecte une autorisation de programme d'un montant de 75 000 000 € pour financer les dépenses afférentes à la construction, en maîtrise d'ouvrage régionale, du « Grand Equipement Documentaire » du Campus Condorcet, prélevée sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur », programme PR 23-002 (423002) « Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur », action 423002012 « Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur » du budget régional 2016.

Cette affectation relève du CPER 2015-2020 :
Volet 2 « Enseignement supérieur, recherche et innovation »
Sous-volet 212 « Opération du Plan Campus et Condorcet »
Projet 21203 « Construction d'un grand équipement documentaire sur le Campus Condorcet à Aubervilliers. MO Région Campus Condorcet ».

Localisation : Aubervilliers (93)

Présidente du Conseil Régional
D'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 14/10/2016
- Date de réception en préfecture: 14/10/2016

DELIBERATION N° CP 16-498

du 12 octobre 2016

FONDS D'INTERVENTION D'URGENCE : APPUI A LA PRISE EN CHARGE MÉDICALE DE RÉFUGIÉS ET DEPLACÉS AU KURDISTAN IRAKIEN

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code général des collectivités territoriales,

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133,

VU La délibération n° CR 75-10 du 19 novembre 2010 relative à la politique de la Région Île-de-France ; rapport-cadre ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente,

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU Le budget 2016 de la Région Île-de-France ;

VU L'avis de la commission des finances ;

VU L'avis de la commission de la coopération internationale ;

VU Le rapport CP 16-498 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article unique :

Décide de participer au titre du fonds d'intervention d'urgence au financement de la construction d'un centre de santé à ZAKHO et de l'agrandissement du centre de santé à ERBIL détaillé en annexe 2 de la présente délibération par l'attribution à l'association SHENNONG ET AVICENNE (ELISE CARE) d'une subvention maximum prévisionnelle de 100 000 € correspondant à 40 % de la base subventionnable (dépenses d'investissement) du projet.

Affecte une autorisation de programme de **100 000 €** disponible sur le chapitre 900 « services généraux », code fonctionnel 044 « Aide publique au développement », Programme HP044-013 «Solidarité internationale», Action 10401304 « Fonds d'intervention d'urgence» du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme au modèle de convention joint en annexe 3 et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF DES SUBVENTIONS

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-498	Budget	2016

Chapitre	**900 - Services généraux**
Code fonctionnel	**044 - Aide publique au développement**
Programme	**104013 - Solidarité internationale**
Action	**10401304 - Fonds d'intervention d'urgence**

Dispositif : N° 00000644 - Fonds d'intervention d'urgence (investissement)

Dossier	16014842 - Appui à la prise en charge médicale de réfugiés et déplacés au Kurdistan irakien			
Bénéficiaire	P0033370 - ASSOCIATION SHENNONG ET AVICENNE			
Localisation	IRAQ			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	100 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
250 000,00 €	TTC	40 %	100 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000644 - Fonds d'intervention d'urgence (investissement)	100 000,00 €

Total sur l'imputation 900 - 044 - 104013 - 10401304	100 000,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHE PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014842

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : APPUI A LA PRISE EN CHARGE MEDICALE DE REFUGIES ET DEPLACES AU KURDISTAN IRAKIEN

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'intervention d'urgence (investissement)	250 000,00 €	40,00 %	100 000,00 €
	Montant Total de la subvention		100 000,00 €

Imputation budgétaire : 900-044-20421-104013-020
10401304- Fonds d'intervention d'urgence

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION SHENNONG ET AVICENNE (ELISE CARE)
Adresse administrative : 9 RUE ERNEST CRESSON 75014 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Elise BOGHOSSIAN, Présidente

Date de publication au JO : 9 mars 2013

N° SIRET : 44857466500031

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'intervention d'urgence (investissement)
Rapport Cadre : CR75-10 du 19/11/2010

Objet du projet : Appui à la prise en charge médicale de réfugiés et déplacés au Kurdistan irakien - agrandissement du centre de santé d'Erbil et construction d'un centre de santé à Zakho.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : la construction du centre de santé de Zakho a débuté en juillet 2016, et les travaux d'extension de la base d'Erbil (Ainkawa) ont démarré en août 2016.

Objectifs :
Dans un contexte d'urgence humanitaire et sanitaire, le projet vise, d'une part, à agrandir et renforcer l'équipement d'un centre de santé à Erbil, et d'autre part, à construire un centre de santé à Zakho afin de permettre l'accès aux soins et le suivi médical des populations réfugiées et déplacées de la région.

Description :
L'association Shennong et Avicenne (Elise Care) s'est également donnée pour mission de porter assistance aux populations blessées et déplacées par les guerres.

Depuis 2015, l'association est engagée au Kurdistan irakien afin de porter assistance et de permettre l'accès aux soins des populations déplacées et réfugiées dans la zone, toutes origines et religions confondues.
Face à l'afflux massif et croissant de réfugiés et déplacés aux frontières de l'Irak, dû à l'aggravation du conflit en Syrie et à l'offensive de Daesch dans la région, sans que les structures d'accueil et de soins mis en place par le pays et la Communauté internationale soient suffisantes pour porter secours à ces populations, l'association a décidé d'étendre et de renforcer son engagement en intervenant simultanément sur deux zones. Au vu de l'urgence, des conditions sanitaires critiques et l'absence de structures médicales sur place, elle porte le projet :
- d'agrandir et de renforcer l'équipement de son centre de santé basé à Ainkawa (Erbil),
- de construire un centre de santé à Zakho (nord de l'Irak, à la frontière syrienne).

Dans ces deux centres, l'association s'appuiera sur des équipes médicales recrutées parmi les réfugiés et déplacés et qu'elle aura formées notamment aux techniques de lutte contre la douleur par l'acupuncture. Outre l'offre de soins (services de dentisterie, gynécologie, ophtalmologie, pédiatrie, médecine générale, traitement des grands brûlés), les campagnes de vaccination et le suivi médical mis en place, elle déploiera une action d'information, d'éducation et de communication avec les populations sur la promotion de la santé.

Moyens mis en œuvre :
Le centre de santé d'Erbil, une fois étendu et doté de nouveaux équipements, mobilisera une équipe de 14 personnes. Il proposera des interventions d'urgence et un suivi des maladies chroniques (investigations cliniques, suivi psychologique, campagne de vaccination). Il a vocation à s'adresser à une population de près de 100 000 personnes. Une attention toute particulière sera portée aux femmes et enfants victimes de torture et aux mineurs victimes de la prostitution.

Le centre de santé à Zakho mobilisera une équipe médicale de 13 personnes. Installé dans un camp de l'ONU accueillant 80 000 personnes, il proposera un accès direct et en continu à la santé primaire, des services spécialisés et le suivi des maladies chroniques. Le centre sera en capacité de prodiguer 5 000 soins par mois, avec une moyenne de 167 soins par jour.

Cette subvention donne en outre lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter deux stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Les bénéficiaires de ce projet, majoritairement les chrétiens à Erbil, des Yézidis à Zakho et les populations locales, sont les civils victimes des conflits souffrant de :
- douleurs chroniques, de paralysies et de handicaps et n'ayant pas accès aux soins
- pathologies nécessitant des soins de médecine interne (gynécologie, pédiatrie, médecine générale)
- traumatismes psychologiques nécessitant une prise en charge adaptée.

Localisation géographique :
- IRAK

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ERBIL frais de personnels médicaux et paramédicaux	178 800,00	20,57%
ERBIL agrandissement du PHC	**115 000,00**	13,23%
ERBIL frais de transport (location voiture, essence, transport STAFF)	27 360,00	3,15%
ERBIL logement	12 000,00	1,38%
ERBIL achats de médicaments	72 000,00	8,28%
ERBIL entretien, maintenance, sécurité, gardiennage	12 000,00	1,38%
ERBIL frais de personnels autres (évaluateur, chef de mission, consultant médical)	21 792,00	2,51%
ZAKHO frais de personnels médicaux et paramédicaux	163 200,00	18,77%
ZAKHO construction du PCH + équipement	**115 000,00**	13,23%
ZAKHO générateur	**20 000,00**	2,30%
ZAKHO frais de transport (location voiture, essence)	20 400,00	2,35%
ZAKHO logement	12 000,00	1,38%
ZAKHO achats de médicaments	72 000,00	8,28%
ZAKHO entretien, maintenance, sécurité, gardiennage	6 000,00	0,69%
ZAKHO frais de personnels autres (évaluateur, chef de mission, consultant médical)	21 792,00	2,51%
Total	869 344,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	100 000,00	11,50%
Subvention MAE (sollicitée)	300 000,00	34,51%
Fondation Bettencourt (sollicitée)	100 000,00	11,50%
Fondation Oeuvre d'Orient (acquise)	85 000,00	9,78%
Subvention Conseil Départemental des Hauts de Seine (sollicitée)	50 600,00	5,82%
Fonds propres	217 744,00	25,05%
Alliance des Femmes pour la Démocratie	16 000,00	1,84%
Total	869 344,00	100,00%

La subvention de la Région Île-de-France ne couvrira que les dépenses d'investissement du projet (en gras dans le tableau des dépenses ci-dessus).

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	100 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2015	Fonds d'urgence pour l'accompagnement des réfugiés	20 000,00 €
2015	Plan d'urgence pour l'accueil et l'hébergement des réfugiés	20 000,00 €
	Montant total	40 000,00 €

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION : CONVENTION TYPE

CONVENTION N°

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° XXXX du XXX ,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé :
dont le statut juridique est :
N° SIRET :
Code APE :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Fonds d'intervention d'urgence (investissement) » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR75-10 du 19 novembre 2010.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° XXX du XXX, la Région Île-de-France a décidé de soutenir XXXX pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : XXXXXXXXXXXXX (référence dossier n°XXXXX).

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date réception de la première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance sous réserve de la production par l'association d'un plan de trésorerie en français et en euros démontrant l'insuffisance de trésorerie.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un **état récapitulatif** des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un **compte rendu financier** de l'opération ou de la tranche d'opération subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- et d'un **compte-rendu final d'exécution de l'action**.

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 4 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du XXXXXX et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le :.XXXXXXXXXX

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.
La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.
Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° XXXX du XXXX.

Fait en 3 exemplaires originaux.

Le.....

Pour l'association ……
La/Le Président/Présidente

……..

Le.....

Pour le Président du Conseil régional d'Ile de France et par délégation
Le Directeur général adjoint des services
Chargé de l'Unité des Affaires internationales et européennes

Monsieur Jacques BELTRAN

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 12/10/2016
- Date de réception en préfecture: 12/10/2016

DELIBERATION N° CP 16-502
DU 12 OCTOBRE 2016

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DU DISPOSITIF CODEVELOPPEMENT DECENTRALISE
AFFECTATION DES SUBVENTIONS A ATTRIBUER EN 2016

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 75-10 du 19 novembre 2010 relative à la politique internationale de la Région Île-de-France, rapport-cadre ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU Le budget de la région Île-de-France pour 2016 ;

VU L'avis de la Commission de la coopération internationale ;

VU L'avis de la Commission des Finances;

VU Le rapport CP 16-502 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;

APRÈS EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide de participer, dans le cadre de l'appel à projets « codéveloppement décentralisé », au financement des projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de subventions dont le montant maximum prévisionnel est déterminé par application du pourcentage de participation régionale à la base subventionnable des projets.

Approuve la convention-type figurant en annexe 3 de la présente délibération et subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à cette convention-type ; autorise la Présidente du conseil régional à les signer.

Article 2 :

Affecte un montant d'autorisations de programme de **215 000 € sur le chapitre 900** «Services généraux» du budget 2016, Code fonctionnel 044 « Aide publique au développement », Programme HP044-003 « Coopération décentralisée », action 10400301« coopération décentralisée ».

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France



VALERIE PECRESSE

ANNEXE N° 1 A LA DELIBERATION

ETAT RECAPITULATIF DES SUBVENTIONS

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-502	Budget	2016

Chapitre	**900 - Services généraux**
Code fonctionnel	**044 - Aide publique au développement**
Programme	**104003 - Coopération décentralisée**
Action	**10400301 - Coopération décentralisée**

Dispositif : N° 00000671 - Codéveloppement décentralisé

Dossier	15005126 - CODEVELOPPEMENT DECENTRALISE 2016 - A.CV.D.G			
Bénéficiaire	P0018430 - CVDG COMITE VILLAGEOIS DEVELOP GUESSEBINE			
Localisation	Kayes			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 500,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
24 112,00 €	TTC	51,84 %	12 500,00 €	

Dossier	16005296 - CODEVELOPPEMENT DECENTRALISE 2016 - ASSL			
Bénéficiaire	P0034179 - ASSL ASSOCIATION POUR LE SOUTIEN SCOLAIRE DE LAKANGUEMOU			
Localisation	Kayes			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 500,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
45 709,00 €	TTC	27,35 %	12 500,00 €	

Dossier	16005349 - CODEVELOPPEMENT DECENTRALISE 2016 - ADERMAF			
Bénéficiaire	P0034140 - ADERMAF			
Localisation	Kayes			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 500,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
29 886,00 €	TTC	41,83 %	12 500,00 €	

Dossier	16005356 - CODEVELOPPEMENT DECENTRALISE 2016 - UNION POUR LE DEVELOPPEMENT DE GAMERA			
Bénéficiaire	P0034219 - UNION POUR LE DEVELOPPEELMNT DE GAMERA			
Localisation	Kayes			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 500,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
64 527,00 €	TTC	19,37 %	12 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-502	Budget	2016

Dossier	16005405 - CODEVELOPPEMENT DECENTRALISE 2016 - Les routes du futur			
Bénéficiaire	P0032496 - LES ROUTES DU FUTUR			
Localisation	Kayes			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 500,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
39 330,00 €	TTC	31,78 %	12 500,00 €	

Dossier	16005418 - CODEVELOPPEMENT DECENTRALISE 2016 - ADESAF			
Bénéficiaire	EXM00275 - ASSOC DEVELOP ECONOM SOCIAL AFRIQUE FRAN			
Localisation	Kayes			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 500,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
84 457,00 €	TTC	14,8 %	12 500,00 €	

Dossier	16005425 - CODEVELOPPEMENT DECENTRALISE 2016 - ARCSF			
Bénéficiaire	P0020861 - ARCSF ASSOC RESSORT COM SEGALA FRANCE			
Localisation	Kayes			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 500,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
34 150,00 €	TTC	36,6 %	12 500,00 €	

Dossier	16005629 - CODEVELOPPEMENT DECENTRALISE 2016 - AMRTF			
Bénéficiaire	P0034209 - ASSOCIATION MALIENNE DES RIVERAINS DE TEREKOLE EN FRANCE			
Localisation	Kayes			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	204181
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
14 417,00 €	TTC	69,36 %	10 000,00 €	

Dossier	16005690 - CODEVELOPPEMENT DECENTRALISE 2016 - ADVO			
Bénéficiaire	P0034196 - ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DU VILLAGE D'OUSSOUBIDIAGNA			
Localisation	Kayes			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 500,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
19 889,00 €	TTC	62,85 %	12 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-502	Budget	2016

Dossier	16006533 - CODEVELOPPEMENT DECENTRALISE 2016 - ADABE			
Bénéficiaire	P0034189 - ADABE			
Localisation	Kayes			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 500,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
23 415,00 €	TTC	53,38 %	12 500,00 €	

Dossier	16006534 - CODEVELOPPEMENT DECENTRALISE 2016 - AIDE ET ACTION POUR DINDINAYE			
Bénéficiaire	P0034199 - AIDE ET ACTION POUR DINDINAYE			
Localisation	Kayes			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 500,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
72 034,00 €	TTC	17,35 %	12 500,00 €	

Dossier	16006576 - CODEVELOPPEMENT DECENTRALISE 2016 - APADS			
Bénéficiaire	P0034181 - APADS ASSOCIATION POUR L'AIDE AU DEVELOPPEMENT DE SELINKEGNY			
Localisation	Kayes			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 500,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
19 119,00 €	TTC	65,38 %	12 500,00 €	

Dossier	16006615 - CODEVELOPPEMENT DECENTRALISE 2016 - PARIDIOLA			
Bénéficiaire	P0020874 - PARIDIOLA			
Localisation	Kayes			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 500,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
18 545,00 €	TTC	67,4 %	12 500,00 €	

Dossier	16006623 - CODEVELOPPEMENT DECENTRALISE 2016 - ASSOCIATION DES RESSORISSANTS DE LAGNY EN FRANCE			
Bénéficiaire	P0034205 - ASSOCIATION DES RESSORTISSANTS DE LANY EN FRANCE			
Localisation	Kayes			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 500,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
71 534,00 €	TTC	17,47 %	12 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-502	Budget	2016

Dossier	16006643 - RAP2D			
Bénéficiaire	P0022637 - RAP 2 D RESEAU D ACCOMPAGNEMENT DES PROJETS DE DEVELOPPEMENT DURABLE			
Localisation	DAKAR			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
12 128,40 €	TTC	41,23 %	5 000,00 €	

Dossier	16006652 - CODEVELOPPEMENT DECENTRALISE 2016 - CIECOM			
Bénéficiaire	P0021069 - CIECOM			
Localisation	HANOI			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 500,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
18 260,00 €	TTC	68,46 %	12 500,00 €	

Dossier	16006719 - CODEVELOPPEMENT DECENTRALISE 2016 - ARBF			
Bénéficiaire	P0034392 - ARBF ASSOCIATION DE RESSORTISSANTS DE BOUYAGUI EN FRANCE			
Localisation	Kayes			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 500,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
26 538,00 €	TTC	47,1 %	12 500,00 €	

Dossier	16006767 - CODEVELOPPEMENT DECENTRALISE 2016 - ASI			
Bénéficiaire	EX003861 - ASI ASSOCIATION DE SOLIDARITE INTERNATIONALE ET D'INTEGRATION			
Localisation	DAKAR			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 500,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
43 759,00 €	TTC	28,57 %	12 500,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000671 - Codéveloppement décentralisé	215 000,00 €

Total sur l'imputation 900 - 044 - 104003 - 10400301	215 000,00 €

ANNEXE N°2 A LA DELIBERATION

FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15005126

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : CODEVELOPPEMENT DECENTRALISE 2016 - ACVDG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Codéveloppement décentralisé	24 112,00 €	51,84 %	12 500,00 €
	Montant Total de la subvention		12 500,00 €

Imputation budgétaire : 900-044-20421-104003-020
10400301- Coopération décentralisée

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CVDG COMITE VILLAGEOIS DEVELOP GUESSEBINE
Adresse administrative : 25 RUE FREYCINET
92600 ASNIERES-SUR-SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Fiyo Magassa DIOUMANERA, Président
Date de publication au JO : 5 octobre 2005
N° SIRET : 48354047200022

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Codéveloppement décentralisé
Rapport Cadre : CR75-10 du 19/11/2010

Objet du projet : construction d'un centre d'accueil et d'hébergement dans le village de Guessébiné (Mali).

Date prévisionnelle de début de projet : 1er novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 1er décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Objectifs :
Objectif général : renforcer les capacités d'accueil et d'hébergement du village du village de Guéssebiné.

Objectifs spécifiques :
- faciliter les missions sur le territoire de Guéssebiné ;
- développer les échanges entre la population de Guéssebiné et ses ressortissants ;
- créer une activité génératrice de revenus durables pour les villageois de Guéssebiné.

Description :
Le village de Guessébiné est situé sur la route nationale reliant Kita à Diéma, qui donne accès à la route internationale Bamako-Kayes-Dakar. Le désenclavement routier constitue un important potentiel de développement pour ce village.
Le projet de construction d'un centre d'accueil au village de Guessébiné a été initié par ses habitants en partenariat avec le Maire de la commune. La réalisation d'une infrastructure d'accueil vise à permettre à la commune de développer une activité économique de location de chambres pour les routiers,

entrepreneurs et missionnaires de passage à Guessébiné. Ce projet contribuerait à la création d'emplois au sein du village tout en renforçant la sécurité routière. Le village est en outre sollicité pour l'organisation de séjours culturels et humanitaires ainsi que de projets d'échanges culturels.
Ce projet s'inscrit dans le cadre du Plan de développement économique, social et culturel de la commune rurale de Guémoukouraba ; il, consiste en :
- la construction d'un centre d'accueil composé de 6 dortoirs, d'une véranda, d'un bloc de trois latrines, d'une cuisine et d'une clôture ;
- l'achat et l'installation de matériel d'éclairage ; l'équipement des dortoirs ;
- le recrutement de personnel pour la gestion du centre ;
- la mise en place d'un comité de gestion.

Moyens mis en œuvre :
- La maîtrise d'ouvrage du projet sera assurée par la commune rurale de Guémoukouraba.
- Une entreprise locale sera sélectionnée par appel d'offres avec l'appui d'un bureau d'étude avec le Maire et il sera chargé du suivi des travaux.
- L'association des femmes du village participera à la gestion du centre.
- Les villageois participeront aux travaux (fourniture de main d'œuvre non qualifiée).
- Un comité de gestion sera mis en place et aura en charge la gestion du centre. Il élaborera un règlement intérieur, qui devra être approuvé par le conseil municipal, définissant les principes et modalités de gestion du centre.
- La fédération des associations de développement des cercles de la région de Kayes en France (CADERKAF) accompagne la conduite du projet (rôle d'assistance à maîtrise d'ouvrage).
- Les séjours seront payants et participeront au bon fonctionnement du centre (compte d'exploitation fourni).
- Organisation de journées de restitution, sensibilisation et d'éducation au développement (projection de vidéos suivie de débats) en 2017 à Paris et à Asnières-sur-Seine.

Intérêt régional :
- Contribution des ressortissants franciliens du village de Guéssébiné au projet.
- Restitution du projet à Asnières-sur-Seine dans une salle de la mairie et à Paris (Bourse du travail)
Cette subvention donne en outre lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Population du village de Guessébiné (environ 2 500 personnes), ses ressortissants et leurs enfants.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention de la Région est destinée à cofinancer les frais d'investissement (hors valorisations) de ce projet, **en gras dans le plan de financement prévisionnel ci-dessous**.

Localisation géographique :
- région de Kayes, cercle de Kita, commune rurale de Guémoukouraba, village de Guessébiné.

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	**10 732,00**	35,76%
Main d'œuvre construction	**5 030,00**	16,76%
Matériel d'électrification et installation	**6 130,00**	20,43%
Mobiliers dortoirs	**1 000,00**	3,33%
Mobiliers cuisine + réfrigérateur solaire	**1 220,00**	4,07%
Panneaux visibilité	51,00	0,17%
Consommables entretien	100,00	0,33%
Consommables cuisine	100,00	0,33%
Téléphone gardien	20,00	0,07%
Fournitures de bureau	50,00	0,17%
Etudes faisabilité	2 500,00	8,33%
Salaires gardiens	76,00	0,25%
Mission de suivi-évaluation du projet (2 personnes	2 500,00	8,33%
Main d'œuvre villageoise (valorisation)	500,00	1,67%
Total	30 009,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de l'association ACVDG	2 500,00	8,33%
Région Île-de-France	12 500,00	41,65%
Coallia	5 000,00	16,66%
Commune rurale de Guémoucouraba	509,00	1,70%
Guess Développement Promesse d'Avenir (jeunes des ressortissants du village d'Île-de-France	1 000,00	3,33%
Main d'œuvre villageoise (valorisation)	500,00	1,67%
Fondation Abbé Pierre	8 000,00	26,66%
Total	30 009,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	12 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16005349

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : CODEVELOPPEMENT DECENTRALISE 2016 - ADERMAF

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Codéveloppement décentralisé	29 886,00 €	41,83 %	12 500,00 €
	Montant Total de la subvention		12 500,00 €

Imputation budgétaire : 900-044-20421-104003-020
10400301- Coopération décentralisée

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ADERMAF
Adresse administrative : 2 ALLE RAOUL DUFY CO/ MR CISSE
95200 SARCELLES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur BANDIOUGOU CISSE, Président
Date de publication au JO : 16 février 2015
N° SIRET : 81312897200011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Codéveloppement décentralisé
Rapport Cadre : CR75-10 du 19/11/2010

Objet du projet : création d'un dépôt de pharmacie au Centre de santé communautaire (CSCOM) de Madiga Sacko (Mali).

Date prévisionnelle de début de projet : 1er novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Objectifs :
- Améliorer l'accès aux soins de santé des populations de l'aire de santé de Madiga Sacko par la disponibilité de médicaments ;
- Améliorer le taux de fréquentation du CSCOM de Madiga Sacko et contribuer ainsi à son autonomie financière.

Description :
La commune rurale de Madiga Sacko (12 292 habitants en 2015) dispose d'un centre de santé communautaire mais d'aucune officine pharmaceutique sur son territoire. Les patients sont ainsi contraints de se rendre en ville, au détriment de leurs ressources et de leur santé.
Le projet de création d'un dépôt de pharmacie vise à faciliter l'accès aux médicaments de première nécessité des habitants de Madiga Sacko, qui a été identifié par l'association de santé communautaire du CSCOM et par la Mairie de Madiga Sacko.
Il consiste à :
- construire un bâtiment de 3 pièces pour l'accueil du public, l'exposition/vente de produits pharmaceutiques, leur stockage et l'administration/gestion du dépôt de pharmacie ;

- l'électrifier à l'aide d'un kit d'alimentation autonome en solaire photovoltaïque avec un appoint en groupe électrogène ;
- acquérir et installer les équipements, ameublement, matériels de gestion et fournitures nécessaires ;
- former 2 agents pour la distribution des produits pharmaceutiques et la gestion du dépôt de pharmacie.

Moyens mis en œuvre :
- Ce projet s'inscrit dans la politique sectorielle de la santé du Mali. Il répond à un besoin de meilleure couverture sanitaire de base des habitants de l'aire de santé.
- La Mairie de Madiga Sacko assurera la maîtrise d'ouvrage du projet (recrutement de l'entreprise et suivi de la réalisation des travaux).
- Les villageois participeront aux travaux (fourniture de main d'œuvre et de matériaux).
- Le dépôt sera géré par un comité constitué de membres désignés par la communauté villageoise et par la Commune.
- Restitution du projet dans la salle des fêtes de la Mairie de Sarcelles en novembre 2017 (exposition photographique, projection vidéo, débats).

Intérêt régional :
- Contribution des ressortissants franciliens de Madiga Sacko au projet.
- Restitution du projet à Sarcelles.

Cette subvention donne en outre lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Population de Madiga Sacko (12 292 habitants en 2015)

Détail du calcul de la subvention :
La subvention de la Région est destinée à cofinancer les frais d'investissement (hors valorisations) de ce projet, **en gras dans le plan de financement prévisionnel ci-dessous**.

Localisation géographique :
- région de Kayes (Mali), cercle de Diéma, commune rurale de Madiga Sacko, village de Madiga Sacko

Contrat Particulier : hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de construction	**12 451,00**	31,37%
Equipement	**17 435,00**	43,93%
Etudes	800,00	2,02%
Transports	2 500,00	6,30%
Main d'œuvre (valorisation)	2 000,00	5,04%
Communication	2 000,00	5,04%
Suivi technique	2 500,00	6,30%
Total	39 686,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	12 500,00	31,50%
Coallia	5 000,00	12,60%
Département du Val d'Oise	5 000,00	12,60%
ADERMAF	15 186,00	38,27%
Valorisation	2 000,00	5,04%
Total	39 686,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	12 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16005296

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : CODEVELOPPEMENT DECENTRALISE 2016 - ASSL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Codéveloppement décentralisé	45 709,00 €	27,35 %	12 500,00 €
	Montant Total de la subvention		12 500,00 €

Imputation budgétaire : 900-044-20421-104003-020
10400301- Coopération décentralisée

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION POUR LE SOUTIEN SCOLAIRE DE LAKANGUEMOU
Adresse administrative : 34 RUE DE TOURVILLE 93600 AULNAY-SOUS-BOIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur TRAORE MAMADY, Président
Date de publication au JO : 26 juillet 2007
N° SIRET : 81837914100018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Codéveloppement décentralisé
Rapport Cadre : CR75-10 du 19/11/2010

Objet du projet : reconstruction de l'école primaire du village de Lakanguémou (Mali)

Date prévisionnelle de début de projet : 1er novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 28 février 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Objectifs :
Objectif principal :
amélioration du cadre de vie scolaire de l'école communautaire (1er cycle) du village de Lakanguémou.

Objectifs spécifiques :
- amélioration des conditions de scolarisation des enfants du village de Lakanguémou ;
- amélioration des conditions de travail de l'équipe enseignante de l'école communautaire du village de Lakanguémou.

Description :
Le village de Lakanguémou dispose d'une école primaire (7 salles de classes), construite en 1986 grâce à ses ressortissants. Aujourd'hui, les salles de classes du bâtiment sont complètement dégradées malgré 3 rénovations, d'où la nécessité d'une reconstruction après avoir établi un diagnostic sur l'état du bâtiment. Initié par le Maire de la commune de Kirané-Kaniaga, en partenariat avec la communauté scolaire et les ressortissants du village, le projet consiste en la construction de 6 nouvelles salles de classes spacieuses répondant aux normes en vigueur.

Moyens mis en œuvre :
- La Mairie de Kirané-kaniaga assurera la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble des opérations : les marchés de travaux seront confiés, par voie de mise en concurrence, à des entreprises ; la Mairie recrutera un bureau d'étude chargé du suivi et du contrôle des prestations.
- L'antenne locale d'ASSL aura en charge le suivi du projet et fera le lien entre les différentes parties prenantes (le Maire, l'entreprise, la communauté scolaire et les ressortissants du village).
- La rémunération de quatre enseignants est prise en charge par l'Etat malien et deux par l'antenne locale d'ASSL. Il est prévu que l'Etat prenne en charge à terme les deux enseignants.
- Un contrat d'entretien régulier du bâtiment sera mis en place afin d'éviter sa détérioration.
- Les frais de gestion seront réglés par le comité de gestion scolaire (composé du directeur de l'école, des parents d'élèves et ressortissants du village). Une caisse sera alimentée par les cotisations des parents.
- Des indicateurs seront mis en place (taux de fréquentation des écoliers, plus particulièrement celui des filles, niveau des élèves).
- Une journée culturelle sur le thème de la solidarité internationale sera organisée en partenariat avec la Ville d'Aulnay-sous-Bois.
- Le projet sera également restitué dans le cadre de la semaine de la solidarité internationale en octobre 2017.
- L'association ASSL a prévu de développer un partenariat entre une école primaire d'Aulnay-sous-Bois et celle de Lakanguémou, pour développer des échanges liens entre écoliers.

Intérêt régional :
Contribution des ressortissants de Lakanguémou.
Restitution du projet à Aulnay-sous-Bois.
Cette subvention donne en outre lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
594 élèves actuellement scolarisés et 6 enseignants.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention de la Région est destinée à cofinancer les frais d'investissement de ce projet (hors main d'œuvre non qualifiée — valorisée), **en gras dans le plan de financement prévisionnel ci-dessous**.

Localisation géographique :
- Région de Kayes, cercle de Yélimané, commune de Kirané-Kaniaga, village de Lakanguémou.

Contrat Particulier : hors CPRD

CPER : hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats matériaux	**45 709,00**	88,84%
Bureaux d'études	2 743,00	5,33%
Main d'œuvre (valorisation)	3 000,00	5,83%
Total	51 452,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	5 952,00	11,57%
Région Ile-de-France	12 500,00	24,29%
Association Africa Debout Unie en Marche (ADUM)	15 000,00	29,15%
Association des ressortissants du village de Lakanguémou en France (ARLV)	15 000,00	29,15%
Main d'œuvre (valorisation)	3 000,00	5,83%
Total	51 452,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	12 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16005356

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : CODEVELOPPEMENT DECENTRALISE 2016 - UDG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Codéveloppement décentralisé	64 527,00 €	19,37 %	12 500,00 €
	Montant Total de la subvention		12 500,00 €

Imputation budgétaire : 900-044-20421-104003-020
10400301- Coopération décentralisée

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNION POUR LE DEVELOPPEMENT DE GAMERA
Adresse administrative : 31 AVENUE DE VERDUN
77450 ISLES-LES-VILLENOY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame HAWA TANGUIGORA, Présidente
N° SIRET : 81797557600015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Codéveloppement décentralisé
Rapport Cadre : CR75-10 du 19/11/2010

Objet du projet : réalisation d'une adduction d'eau potable dans le village de Gaméra (Mali).

Date prévisionnelle de début de projet : 1er novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Objectifs :
Objectif principal :
améliorer les conditions de santé de la population ainsi que le cadre de vie des populations du village de Gaméra.

Objectif spécifiques :
- créer des conditions favorables d'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans le village de Gaméra en termes de qualité et quantité suffisante ;
- améliorer les conditions d'hygiène et d'assainissement dans le village de Gaméra ;
- développer la maîtrise d'ouvrage locale.

Description :
Dans le village de Gaméra, l'alimentation en eau potable est assurée par 6 puits publics et un forage réalisés par les migrants. L'accès aux puits, qui couvre 65 % de l'alimentation en eau des familles, demeure cependant difficile (éloignement du village, enclavement en hivernage). La corvée d'eau constitue une contrainte majeure pour les femmes qui consacrent la quasi-totalité de leur temps à cette tâche.

Le projet de mise en place d'un service public d'alimentation en eau potable et d'assainissement dans le village de Gaméra, qui s'inscrit dans le cadre du Plan de développement économique, social et culturel de la commune de Gaméra, consiste en :
- l'équipement et le raccordement du puits moderne de 12m^3/h situé à environ 800 m du village ;
- l'équipement et la pose de modules solaires et d'une pompe immergée ;
- la fourniture et la pose d'un réseau de refoulement et de distribution sur 2 km ainsi que la mise en place de 6 bornes fontaines réparties dans le village ;
- la réalisation d'un château d'eau métallique de 30 m^3 ;
- la conduite de mesures d'accompagnement pour favoriser une gestion transparente et durable.

Moyens mis en œuvre :
- La Commune de Colimbiné assurera la maîtrise d'ouvrage du projet (recrutement des entreprises par voie d'appel d'offres et suivi de la réalisation des travaux) en partenariat avec l'association des migrants et les services techniques de l'Etat.
- Le bureau d'études spécialisé « 2AEP » assurera les mesures d'accompagnement et participera à la réalisation du projet (suivi et contrôle des prestataires).
- La gestion de l'adduction d'eau potable sera déléguée à l'association des usagers de l'eau.
- Le suivi technique et financier de l'adduction d'eau sera effectué par l'opérateur régional agrée.
- Les jeunes du village contribueront physiquement à la réalisation des tranchées, à l'approvisionnement en eau, sable et gravier pour les travaux de génie civil.
- Restitution du projet dans le cadre de la semaine de la solidarité en novembre 2017 à Isle-lès-Villenoy.
- Participation à des rencontres avec des écoles de Seine-et Marne pour des actions de sensibilisation à la solidarité internationale.

Intérêt régional :
Contribution des ressortissants de Gaméra au projet.
Restitution du projet à Isle-lès-Villenoy.
Cette subvention donne en outre lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- Région de Kayes, cercle de Yélimané, commune rurale de Colimbé, village de Gaméra.

Contrat Particulier : hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et réhabilitation (puits, château d'eau de 30 m3 et bornes fontaines)	**45 767,00**	**54,84%**
Equipements et pompes solaires	**18 760,00**	**22,48%**
Formation (mesures d'accompagnement)	7 241,00	8,68%
Déplacements	3 000,00	3,59%
Confection de panneaux	1 000,00	1,20%
Accompagnement sur le projet	3 787,00	4,54%
Main d'œuvre locale (valorisation)	3 898,00	4,67%
Total	83 453,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressortissants de Gaméra en France	9 157,00	10,97%
Région Ile-de-France	12 500,00	14,98%
Codev Mali	45 000,00	53,92%
Via-le-Monde	4 000,00	4,79%
Association Coallia	5 000,00	5,99%
Commune de Colimbiné	3 898,00	4,67%
Main d'œuvre locale (valorisation)	3 898,00	4,67%
Total	83 453,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	12 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16005405

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : CODEVELOPPEMENT DECENTRALISE 2016 - LES ROUTES DU FUTUR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Codéveloppement décentralisé	39 330,00 €	31,78 %	12 500,00 €
	Montant Total de la subvention		12 500,00 €

Imputation budgétaire : 900-044-20421-104003-020
10400301- Coopération décentralisée

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES ROUTES DU FUTUR
Adresse administrative : 35 AV DE LA RESISTANCE
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Aminata BOUNE, Présidente
Date de publication au JO : 30 juin 2002
N° SIRET : 44787381100023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Codéveloppement décentralisé
Rapport Cadre : CR75-10 du 19/11/2010

Objet du projet : électrification des infrastructures sanitaires, éducatives et hydrauliques du village de Bougoudiré (Mali)

Date prévisionnelle de début de projet : 1er novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Objectifs :
Objectif global :
améliorer l'accès aux services publics de l'eau, de l'éducation et de la santé des populations du village de Bougoudiré.

Objectifs spécifiques :
- assurer l'électrification pour une gestion performante et efficiente du réseau d'adduction d'eau, du dispensaire et de l'école fondamentale du village de Bougoudiré ;
- renforcer les capacités organisationnelles et techniques des organes chargés de la gestion des infrastructures pré-citées ;
- renforcer le réseau local de maintenance et d'entretien du réseau d'adduction d'eau potable ;
- sécuriser les groupes électrogènes et les installations solaires.

Description :
Le village de Bougoudiré dispose d'un dispensaire, d'une adduction d'eau potable et d'une école. Leur dotation en énergie est insuffisante (un panneau solaire pour le dispensaire, aucun pour l'école) ou

inadaptée (deux groupes électrogènes pour l'adduction d'eau alors qu'un système mixte thermique-solaire serait plus efficient).
Le projet d'électrification des infrastructures sanitaires, éducatives et hydrauliques du village de Bougoudiré vise à développer la fourniture de services publics en faveur des habitants de Bougoudiré, qui consiste :
- en l'installation de panneaux solaires, de compresseurs et de batteries au château d'eau, au dispensaire et à l'école du village ;
- à renforcer des capacités organisationnelles et techniques des membres des différents organes de gestion des infrastructures précitées ;
- à former un réseau local d'ouvriers (3 à 4) de maintenance et d'entretien de l'adduction d'eau potable ;
- en la construction d'un local pour abriter les moteurs.

Moyens mis en œuvre :
- Ce projet s'inscrit dans les politiques sectorielles de la santé, de l'accès à l'eau et à l'éducation du Mali, ainsi que dans le cadre du Plan de développement économique, social et culturel de la commune de Kirané-Kaniaga.
- L'association locale "Les Routes du futur" (partenaire de l'association francilienne éponyme) assurera, en accord avec la Mairie de Kirané-Kaniaga, la maîtrise d'ouvrage du projet (recrutement des prestataires sur appel d'offre restreint).
- Toutes les parties prenantes (Mairie, société civile...) seront associées, au travers d'un comité de pilotage, à la conduite du projet. Les travaux seront suivis pour le compte du comité de pilotage par un maître d'œuvre recruté localement.
- Les villageois participeront aux travaux d'installation du réseau solaire et à la construction du local abritant les moteurs.
- Restitution du projet à Montreuil lors de la fête des associations en septembre 2017.

Intérêt régional :
- Contribution des ressortissants franciliens de Bougoudiré au projet.
- Restitution du projet à Montreuil.
- Communication via l'Office de radiodiffusion télévision du Mali, le journal de la ville de Montreuil et les réseaux sociaux.
Cette subvention donne en outre lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Population de Bougoudiré (3 040 habitants en 1998)

Détail du calcul de la subvention :
La subvention de la Région est destinée à cofinancer les frais d'investissement (hors valorisations) de ce projet, **en gras dans le plan de financement prévisionnel ci-dessous**.

Localisation géographique :
- région de Kayes, cercle de Kayes, commune rurale de Kirané-Kaniaga, village de Bougoudiré

Contrat Particulier : hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements	**39 330,00**	67,23%
Formation	1 301,00	2,22%
Frais de déplacement	1 200,00	2,05%
Frais de personnel	1 215,00	2,08%
Appui, suivi et contrôle	5 380,00	9,20%
Divers	75,00	0,13%
Main d'œuvre (valorisation)	10 000,00	17,09%
Total	58 501,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Les routes du futur	15 000,00	25,64%
Région	12 500,00	21,37%
Etat	6 000,00	10,26%
Entreprises	5 000,00	8,55%
Autres collectivités	2 500,00	4,27%
Villageois (valorisation)	10 000,00	17,09%
Autorités locales de Bouguiré	7 501,00	12,82%
Total	58 501,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	12 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Appel à projets thématique annuel destiné aux personnes en situation de handicap, âgées, en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	8 000,00 €
	Montant total	8 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006534

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : CODEVELOPPEMENT DECENTRALISE 2016 - ADESAF

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Codéveloppement décentralisé	84 457,00 €	14,80 %	12 500,00 €
	Montant Total de la subvention		12 500,00 €

Imputation budgétaire : 900-044-20421-104003-020
10400301- Coopération décentralisée

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOC DEVELOP ECONOM SOCIAL AFRIQUE FRAN
Adresse administrative : 13 AVENUE JEAN JAURES 94200 IVRY SUR SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Alain Placidet
Date de publication au JO : 15 mars 2003
N° SIRET : 45130838100032

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Codéveloppement décentralisé
Rapport Cadre : CR75-10 du 19/11/2010

Objet du projet : réalisation d'une adduction d'eau potable à Guémoukouraba (Mali).

Date prévisionnelle de début de projet : 1er décembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Objectifs :
Objectif principal :
assurer aux populations du village de Guémoukouraba un accès durable à l'eau potable.

Objectifs spécifiques :
- réaliser une adduction d'eau potable ;
- assurer la gestion pérenne du service d'eau potable ;
- sensibiliser les usagers à la gestion de l'eau.

Description :
Le village de Guémoukouraba est soumis, comme nombre de villages sahéliens, à de fortes contraintes naturelles (sécheresse, désertification, enclavement…) et souffre durement du manque d'eau potable, limité à quelques puits non pérennes tandis que le seul forage équipé de pompe à motricité humaine est en panne.
Le projet de réalisation d'une adduction d'eau potable dans le village de Guémoukouraba fait suite à une mission exploratoire conduite par l'ADESAF en 2015, ayant identifié deux forages (réalisés en 2005 mais

non utilisés) qui, jumelés, permettront d'alimenter un réseau d'eau potable.
Il consiste à :
- équiper les forages (pompes mixtes thermique/solaire) ;
- construire un château d'eau de 50 m3 ;
- réaliser un réseau de distribution reliant le réservoir à 7 bornes-fontaines ;
- accompagner la gestion collective de l'adduction (mise en place et formation de l'association d'usagers, mise en place et formation d'un fontainier...) ;
- sensibiliser les usagers à la gestion de l'eau (facturation du service — prix fixé par la Commune en concertation avec les usagers —, afin de couvrir les charges d'exploitation et d'amortissement de l'ouvrage).

Moyens mis en œuvre :
- Ce projet s'inscrit dans cadre du Plan national d'accès à l'eau potable, ainsi que dans celui du Plan de développement économique, social et culturel de la commune de Guémoukouraba.
- L'association pour le progrès de Guémoukouraba (APPG, partenaire de l'association francilienne ADESAF) assurera, en accord avec la Mairie de Kirané-Kaniaga, la maîtrise d'ouvrage déléguée du projet (recrutement des prestataires sur appel d'offre). Après réception provisoire, l'association remettra l'ouvrage à la Commune de Guémougouraba.
- Les villageois participeront aux travaux d'installation du réseau.
- Restitution du projet à Ivry-sur-Seine : projection-conférence-débat en novembre 2016 lors de la semaine de la solidarité internationale puis en fin d'année ; interventions dans des collèges et lycées.

Intérêt régional :
- Contribution des ressortissants franciliens de Guémoukouraba au projet.
- Restitution du projet à Ivry-sur-Seine.
Cette subvention donne en outre lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Habitants de Guémoukouraba (environ 3 200).

Détail du calcul de la subvention :
La subvention de la Région est destinée à cofinancer les frais d'investissement (hors valorisations) de ce projet, **en gras dans le plan de financement prévisionnel ci-dessous**.

Localisation géographique :
- région de Kayes, cercle de Bafoulabé, commune rurale de Guémoukouraba, Village de Guémoukouraba

Contrat Particulier : hors CPRD

CPER : hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipement des forages	**31 100,00**	31,23%
Construction du château d'eau	**36 588,00**	36,74%
Réalisation du réseau de distribution	**12 196,00**	12,25%
Construction de 7 bornes fontaines	**4 573,00**	4,59%
Etudes	3 686,00	3,70%
Frais de personnel	6 446,00	6,47%
Coordination	5 000,00	5,02%
Total	99 589,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
APPG-Etat malien	3 686,00	3,70%
Région	12 500,00	12,55%
Fondation Véolia	30 000,00	30,12%
Suez	28 403,00	28,52%
Agence de l'eau Seine Normandie	25 000,00	25,10%
Total	99 589,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	12 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aide régionale aux associations pour les microprojets internationaux de solidarité (ARAMIS) (CR46-14)	7 500,00 €
	Montant total	7 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16005425

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : CODEVELOPPEMENT DECENTRALISE 2016 - ARCSégalaF

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Codéveloppement décentralisé	34 150,00 €	36,60 %	12 500,00 €
	Montant Total de la subvention		12 500,00 €

Imputation budgétaire : 900-044-20421-104003-020
10400301- Coopération décentralisée

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ARCSF ASSOC RESSORT COM SEGALA FRANCE
Adresse administrative : 41 ALLEE DES EGLANTINES 77100 MEAUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur MOUSSA KAMISSOKO, Président
Date de publication au JO : 18 mars 2008
N° SIRET : 48356217900018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Codéveloppement décentralisé
Rapport Cadre : CR75-10 du 19/11/2010

Objet du projet : optimisation du réseau d'eau potable du village de Kalaou (Mali).

Date prévisionnelle de début de projet : 1er novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Objectifs :
Objectif principal :
assurer aux populations du village de Kalaou un accès durable à l'eau potable.

Objectifs spécifiques :
réaliser et équiper un nouveau forage afin d'assurer une disponible permanente en eau potable.

Description :
Le village de Kalaou dispose depuis 2004 d'une mini-adduction d'eau potable, devenue aujourd'hui totalement insuffisante eu égard aux besoins et à une perte de productivité sur le forage exploité.
Face à cette situation, les autorités villageoises et les ressortissants franciliens du village de Kalaou ont commandé une étude, préconisant de réaliser et d'équiper un nouveau forage afin d'adapter le réseau à son usage actualisé.
Outre ces activités, le projet inclut l'accompagnement social, économique et technique du comité de gestion de l'adduction d'eau potable, pour qu'il s'adapte aux nouvelles capacités de production du réseau.

Moyens mis en œuvre :
- Ce projet s'inscrit dans cadre du Plan national d'accès à l'eau potable, ainsi que dans celui du Plan de développement économique, social et culturel de la commune de Ségala.
- Le Comité de pilotage des communes du Diombougou et Séro-Diamanou assurera, en accord avec la Mairie de Ségala, la maîtrise d'ouvrage déléguée du projet (recrutement des prestataires sur appel d'offre).
- Le comité villageois d'usagers assurera l'exploitation des ouvrages (facturation du service) et leur maintenance ;
- Restitution du projet à Paris, dans le cadre de la fête des associations du 13ème arrondissement.

Intérêt régional :
- Contribution des ressortissants franciliens de Kalaou au projet.
- Restitution du projet à Paris.

Cette subvention donne en outre lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Habitants de Kalaou (environ 2 000).

Détail du calcul de la subvention :
La subvention de la Région est destinée à cofinancer les frais d'investissement (hors valorisations) de ce projet, **en gras dans le plan de financement prévisionnel ci-dessous.**

Localisation géographique :
- région de Kayes, cercle de Kayes, commune de Ségala, village de Kalaou

Contrat Particulier : hors CPRD

CPER : hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Réalisation du forage	**10 500,00**	30,00%
Equipement du forage	**20 825,00**	59,50%
Clôture	**2 825,00**	8,07%
Accompagnement	500,00	1,43%
Suivi	350,00	1,00%
Total	35 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	6 000,00	17,14%
Région	12 500,00	35,71%
Etat	10 000,00	28,57%
Fondations	6 500,00	18,57%
Total	35 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	12 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16005629

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : CODEVELOPPEMENT DECENTRALISE 2016 - AMRTF

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Codéveloppement décentralisé	14 417,00 €	69,36 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 900-044-204181-104003-020
10400301- Coopération décentralisée

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION MALIENNE DES RIVERAINS DE TEREKOLE EN FRANCE
Adresse administrative : 45 AVENUE PASTEUR 93100 MONTREUIL
Statut Juridique : association
Représentant : Monsieur HAMADY DOUCOURE, Président
N° SIRET : 81761532100012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Codéveloppement décentralisé
Rapport Cadre : CR75-10 du 19/11/2010

Objet du projet : reboisement et restauration des berges du cours d'eau de Tékérolé (Mali)

Date prévisionnelle de début de projet : 1er novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Objectifs :
Objectif général :
lutter contre la désertification par la restauration et la protection des berges du cours d'eau Térékolé.

Objectif spécifiques :
- renforcer les capacités des populations riveraines de la commune de Gory sur les techniques de agroforesterie de protection des berges ;
- contribuer à la lutte contre l'insécurité alimentaire dans la commune de Gory par la restauration des espèces autochtones et fruitières en voie de disparition.

Description :
La commune de Gory est fortement soumise aux effets du réchauffement climatique qui se traduisent par un processus de désertification avancé, accentué par l'inadaptation des pratiques agricoles traditionnelles et la dégradation avancée des berges de la Tékérolé (réduction des terres cultivables, baisse de rendement, érosion des terres, ruissèlement des eaux de pluies...). Sa population active, constituée majoritairement d'exploitants agricoles pratiquant le maraîchage et l'arboriculture le long du fleuve, est directement affectée par la vulnérabilité de son territoire.

Face à ces enjeux, la communauté villageoise a initié un projet d'adaptation aux changements climatiques consistant à :
- aménager 5 hectares de vétiver et d'eucalyptus sur les berges du cours d'eau ;
- sécuriser la superficie par une pose de grillage ;
- forer un puits à grand diamètre de 25 mètres de profondeur destiné à l'arrosage des plants ;
- recruter et former 2 pépiniéristes ;
- acheter des semences et produire des plants.

Moyens mis en œuvre :
- Ce projet s'inscrit dans le cadre du programme quinquennal d'actions environnementales de la commune de Gory.
- Le Syndicat d'intercollectivité Méraguémou (qui regroupe 13 collectivités du cercle) est le partenaire local du projet. Il assurera la maîtrise d'ouvrage déléguée du projet. Il aura en charge le suivi des activités et participera à la sélection des prestataires en collaboration avec la communauté villageoise, le Maire et ses ressortissants.
- La gestion des plantations et de la pépinière sera confiée à la commune en collaboration avec les exploitants agricoles.
- Les bénéficiaires participeront physiquement aux travaux (apport de main d'œuvre non qualifiée).
- La coopération Montreuil-Yélimané a intégré ce projet dans son nouveau programme triennal.
- Le service technique des Eaux et Forêt est mobilisé pour le suivi du projet (appui, conseil et contrôle), contrôler la bonne exécution des travaux ainsi que l'évolution des plantations des berges du cours d'eau.
- Un comité de gestion sera mis en place composé de toutes les parties prenantes du projet. Un rapport mensuel et un compte d'exploitation seront transmis aux exploitants agricoles.
- Des missions de suivi périodiques seront faites par le service des Eaux et forêts et l'équipe du partenaire local.
- A terme le projet devrait créer des emplois permanents (entretien, ventes des plants d'eucalyptus).
- Restitution du projet en partenariat avec la ville de Montreuil ; participation à la semaine de la solidarité internationale.
- Organisation d'actions de sensibilisation à la lutte contre la désertification et aux changements climatiques (animations sous forme de conférences, ateliers d'échanges, projections de vidéos et expositions de photos sur l'environnement de Yélimané).

Intérêt régional :
- Contribution des ressortissants franciliens de Gory au projet.
- Restitution du projet en Ile-de-France.

Cette subvention donne en outre lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
250 habitants (dont 50 exploitants directs et 200 indirect).

Détail du calcul de la subvention :
La subvention de la Région est destinée à cofinancer les frais d'investissement (hors valorisations) de ce projet, **en gras dans le plan de financement prévisionnel ci-dessous**.

Localisation géographique :
- région de Kayes, cercle de Yélimané, commune de Gory.

Contrat Particulier : hors CPRD

CPER : hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Matériel agricole pour la pépinière	**1 067,00**	**3,37%**
Matériaux pour la construction du puits	**3 000,00**	**9,49%**
Grillage	**400,00**	**1,27%**
Semences et boutures	**1 500,00**	**4,74%**
Petit matériel de jardinage	**1 000,00**	**3,16%**
Pose de grillage	**1 200,00**	**3,80%**
Creusement de puits	**6 250,00**	**19,77%**
Actions de sensibilisations et de restitution	2 000,00	6,33%
Transports des semences et des plants	2 000,00	**6,33%**
Recrutement de 2 pépiniéristes	1 200,00	3,80%
Appui, contrôle du service des Eaux et Forêts	500,00	1,58%
Bénévolat	7 000,00	22,14%
Mise à disposition de véhicules	2 000,00	6,33%
Secours en nature	2 500,00	7,91%
Total	31 617,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	3 117,00	9,86%
Région Ile-de-France	10 000,00	31,63%
Commune de Montreuil	4 000,00	12,65%
Association Seine et Baobab	2 000,00	6,33%
Manifestations de bienfaisance	1 000,00	3,16%
Bénévolat	7 000,00	22,14%
Mise à disposition de véhicules	2 000,00	6,33%
Secours en nature (don du terrain et de matériel)	2 500,00	7,91%
Total	31 617,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	12 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16005690

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : CODEVELOPPEMENT DECENTRALISE 2016 - ADVO

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Codéveloppement décentralisé	19 889,00 €	62,85 %	12 500,00 €
	Montant Total de la subvention		12 500,00 €

Imputation budgétaire : 900-044-20421-104003-020
10400301- Coopération décentralisée

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DU VILLAGE D'OUSSOUBIDIAGNA
Adresse administrative : 29 RUE VALBOUT
78370 PLAISIR
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur SSABOU SISSOKO, Président
N° SIRET : 80771425800017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Codéveloppement décentralisé
Rapport Cadre : CR75-10 du 19/11/2010

Objet du projet : extension du centre culturel d'Oussoubidiagna (Mali)

Date prévisionnelle de début de projet : 1er novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Objectifs :
Objectif général : promouvoir les échanges de solidarité et de coopération entre la commune de Tomora et la région Île-de-France.

Objectifs spécifiques :
- développer les capacités d'accueil et d'hébergement du village d'Oussoubidiagna ;
- sensibiliser les populations d'Oussoubidiagna à l'accueil et à l'hébergement dans de bonnes conditions d'hygiène et de santé.

Description :
En 2014, le village d'Oussoubidiagna a été doté par ses ressortissants d'un centre socio-culturel (salle de conférence et de spectacle) principalement dédié à la jeunesse (accueil de rencontres, formations et manifestations).
Afin de développer les échanges entre le territoire —- particulièrement enclavé — d'Oussoubidiagna et ses partenaires, et tout particulièrement entre la jeunesse d'Oussoubidiagna et celle issue de ce village et résidant en Île-de-France, il est apparu nécessaire aux autorités locales et à la population d'étendre le

centre socio-culturel, au travers de la construction d'un centre d'accueil et d'hébergement.
Le projet inclut :
- la construction de trois unités d'hébergement de deux pièces chacune ;
- la formation des populations d'Oussoubidiagna à l'accueil et à l'hébergement dans de bonnes conditions d'hygiène et de santé ;
- la formation des membres du comité de gestion du centre d'hébergement.

Moyens mis en œuvre :
- Mise à disposition d'un terrain par la commune de Tomora.
- L'association des jeunes pour le développement du village d'Oussoubidiagna assurera la maîtrise d'ouvrage du projet (recrutement des prestataires, suivi de la réalisation des travaux via un cabinet) puis la gestion (recrutement de personnel, entretien, maintenance) du centre.
- Un comité de gestion, composé d'un représentant de la Mairie de Tomora et du bureau de l'Association locale des jeunes, encadrera le fonctionnement du centre.
- Les villageois participeront aux travaux (fourniture de main d'œuvre et de matériaux).
- Organisation d'une journée de sensibilisation et d'éducation au développement le 19 novembre 2016 au théâtre Robert Manuel à Plaisir (projection d'un diaporama, exposition de photographies, débats, présentation d'un spectacle de théâtre en clôture).

Intérêt régional :
- Contribution des ressortissants franciliens d'Oussoubidiagna au projet.
- Restitution du projet à Plaisir.
Cette subvention donne en outre lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Population d'Oussoubidiagna (environ 3 500 habitants).

Détail du calcul de la subvention :
La subvention de la Région est destinée à cofinancer les frais d'investissement (hors valorisations) de ce projet, **en gras dans le plan de financement prévisionnel ci-dessous**.

Localisation géographique :
- région de Kayes, cercle de Bafoulabé, commune de Tomora, village d'Oussoubidiagna

Contrat Particulier : hors CPRD

CPER : hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Construction	**17 889,00**	66,04%
Equipement	**2 000,00**	7,38%
Fournitures et consommables	500,00	1,85%
Frais de déplacement	1 500,00	5,54%
Communication	1 500,00	5,54%
Suivi technique	1 700,00	6,28%
Main d'œuvre (valorisation)	2 000,00	7,38%
Total	27 089,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	12 598,00	46,49%
Région	12 500,00	46,13%
Apport des bénéficiaires (valorisation)	2 000,00	7,38%
Total	27 098,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	12 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006533

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : CODEVELOPPEMENT DECENTRALISE 2016 - ADABE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Codéveloppement décentralisé	23 415,00 €	53,38 %	12 500,00 €
	Montant Total de la subvention		12 500,00 €

Imputation budgétaire : 900-044-20421-104003-020
10400301- Coopération décentralisée

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ADABE
Adresse administrative : 6 ALLEE LOUS JOUVET
92390 VILLENEUVE-LA-GARENNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur WALY DIALLO, Président
Date de publication au JO : 19 juin 2014
N° SIRET : 80378223400014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Codéveloppement décentralisé
Rapport Cadre : CR75-10 du 19/11/2010

Objet du projet : promotion de l'agriculture biologique dans le village de Djelimael (Mali)

Date prévisionnelle de début de projet : 1er novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Objectifs :
Objectif principal :
contribuer au développement socio-économique du village de Djelimael (Mali) par la création d'une unité de production maraîchère et de commercialisation dans la commune de Guidimé.

Objectifs spécifiques :
- faciliter l'accès à l'eau et aux techniques de gestion rigoureuse du peu d'eau qu'offre la nappe phréatique tout en garantissant le respect de l'environnement ;
- renforcer les capacités locales pour l'accès et la maîtrise des technologies d'irrigation par goutte-à-goutte ;
- alléger la charge des travaux maraîchers (corvée d'eau…), l'amélioration des systèmes d'irrigation traditionnels et l'accroissement de la productivité maraîchère tant quantitative que qualitative.

Description :
Ce projet a été initié en 2011 par l'association francilienne de développement d'agriculture biologique et d'environnement pour les villages de la région de Kayes (ADABE) et son partenaire la coopérative multifonctionnelle de mise en commun des potentiels et des efforts pour l'effet multiplicateur de travail et

de richesse (MCII), qui ont expérimenté sur un site pilote un projet de culture maraîchère biologique.
A la suite de ce test, ayant permis aux membres de la coopérative de se former à l'agroécologie et à la technique d'irrigation par goutte-à-goutte, la coopérative a acquis un terrain de 4 ha sur le territoire du village de Djelimael, qu'elle souhaite ainsi mettre en culture.
Le projet consiste en :
- l'aménagement (dessouchage, nettoyage) et l'équipement (forage à pompe solaire) d'un périmètre maraîcher (4 ha) ;
- la fourniture de plants, semences et fumure organique ;
- la formation des maraîchers du village de Djelimael et du village riverain de Bandiougoula.

Moyens mis en œuvre :
- Le projet s'inscrit dans le Plan de sécurité alimentaire de la Commune de Guidimé.
- La Mairie de la commune rurale de Guidimé supervisera le comité de suivi et d'évaluation interne du projet.
- Participation des membres de la coopérative (hommes) à l'aménagement du site (nettoyage et du dessouchage).
- Réalisation des travaux de forage sous maîtrise d'ouvrage de la coopérative.
- Formation par les membres de la coopérative des habitants des villages de Bandiougoula et de Djelimael aux techniques concernant le goutte-à-goutte pour assurer la pérennité du système.
- Commercialisation des produits par les membres (femmes) de la coopérative.

Intérêt régional :
- Contribution des ressortissants franciliens de la commune de Guidimé au projet.
- Restitution du projet à Villeneuve la Garenne, durant la semaine de la solidarité internationale, ainsi que dans les lycées Michel Ange et Charles Petit.
Cette subvention donne en outre lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
- Bénéficiaires directs : 25 personnes de la coopérative MCII (10 femmes et 15 hommes).
- Bénéficiaires indirects : 7 012 personnes des villages de Bandiougoula et de Djelimael qui pourront avoir accès à l'eau de manière facilitée et pourront être formés à la technique culturale.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention de la Région est destinée à cofinancer les frais d'investissement (hors valorisations) de ce projet, **en gras dans le plan de financement prévisionnel ci-dessous**.

Localisation géographique :
- région de Kayes, cercle de Yélimané, commune rurale de Guidimé , village de Djelimael

Contrat Particulier : hors CPRD

CPER : hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagement du périmètre maraîcher	**17 162,00**	50,33%
Equipement (pompage solaire)	**6 253,00**	18,34%
Semences, plants et fumure organique	2 683,00	7,87%
Déplacements	3 000,00	8,80%
Communication	500,00	1,47%
Suivi-accompagnement	2 500,00	7,33%
Main d'œuvre (valorisation)	2 000,00	5,87%
Total	34 098,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	7 598,00	22,28%
Région	12 500,00	36,66%
Coopérative MCII	7 000,00	20,53%
Coallia	5 000,00	14,66%
Bénéficiaires (valorisation)	2 000,00	5,87%
Total	34 098,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	12 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006534

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : CODEVELOPPEMENT DECENTRALISE - AIDE ET ACTION POUR DINDINAYE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (INV)	72 030,00 €	17,35 %	12 500,00 €
	Montant Total de la subvention		12 500,00 €

Imputation budgétaire : 900-044-20422-104003-020
10400301- Coopération décentralisée

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AIDE ET ACTION POUR DINDINAYE
Adresse administrative : 142 BD FELIX FAURE
93300 AUBERVILLIERS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur DEMBA DIABIRA, Président
Date de publication au JO : 9 septembre 1998
N° SIRET : 45321473600010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : codéveloppement décentralisé
Rapport Cadre : CR75-10 du 19/11/2010
Objet du projet : organisation d'un service durable d'alimentation en eau potable

Date prévisionnelle de début de projet : 1er novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet2017
Démarrage anticipé de projet : non

Objectifs :
Objectif principal :
- alimenter en eau potable la population du village de Dindinaye par la réalisation d'une adduction d'eau potable.

Objectifs spécifiques :
- créer des conditions favorables d'accès à l'eau potable dans le village de Dindinaye en termes de qualité et de quantité suffisante ;
- améliorer les conditions d'hygiène et d'assainissement dans le village de Dindinaye ;
- assurer la gestion pérenne du service d'eau potable.

Description :
Dans le village de Dindinaye, les services essentiels de l'alimentation en eau potable et de l'assainissement ne sont pas assurés, engendrant de nombreux problèmes sanitaires.
La population, estimée à 2 000 personnes, ne dispose que d'un seul point d'eau moderne (la norme d'accès est 1 point d'eau pour 400 habitants), ce qui occasionne attente et recours à des points d'eau

alternatifs non potables (eau de surface).
L'accès à l'eau potable demeure une priorité pour les habitants du village du village de Dindinaye. Le projet de réalisation d'une adduction d'eau potable dans le village de Dindinaye, qui s'inscrit dans le cadre du Plan de développement économique, social et culturel de la commune de Djélébou, consiste à :
- équiper (pompes émergées) les deux forages existants et installer un champ solaire pour alimenter les pompes motorisées en énergie électrique ;
- installer un réservoir de 40 m^3 et un réseau de distribution de 1,7 km pour alimenter 6 bornes fontaines ;
- mettre en place de l'association d'usagers de l'eau et formation du personnel à la gestion de l'eau aux impératifs du suivi technique et financier et de la maintenance des équipements.

Moyens mis en œuvre :
- La Commune de Djélébou assurera la maîtrise d'ouvrage du projet (recrutement par voie d'appel d'offres de l'entreprise et suivi de la réalisation des travaux).
- L'opérateur local (Aged2Aep) agréé qui a conduit l'étude de faisabilité assurera la coordination des travaux (suivi des prestataires pré-identifiés) et sera chargé de la conduite des activités d'accompagnement social.
- Les services techniques de l'hydraulique de Kayes assureront le suivi de l'opérateur.
- Les villageois participeront activement aux travaux (creusement des tranchées et pose de canalisations).
- La gestion de l'adduction d'eau potable sera déléguée à une association des usagers de l'eau potable.
- Le projet sera restitué à Aubervilliers (partenaire du projet) dans le cadre de la semaine de la solidarité internationale (novembre 2017).

Intérêt régional :
- Contribution des ressortissants franciliens du village de Dindinaye.
- Restitution du projet en partenariat avec la ville d'Aubervilliers.
Cette subvention donne en outre lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
2 000 habitants du village de Dindinaye.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention de la Région est destinée à cofinancer les frais d'investissement (hors valorisations) de ce projet, en gras dans le plan de financement prévisionnel ci-dessous.
Cette subvention donne en outre lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- région de Kayes, cercle de Kita, commune de Djélébou, village de Dindinaye.

Contrat Particulier : hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Bâtiment d'exploitation et divers	**18 694,00**	**21,44%**
Génie civile hydraulique, plomberie, équipement, électromécanique et solaire	**25 136,00**	**28,82%**
Confection et pose d'un château d'eau métallique de 40 m^3	**28 200,00**	**32,34%**
Mesures d'accompagnement et le suivi des travaux	4 038,00	4,63%
Appui, suivi et contrôle (bureau d'étude 2AEP)	2 422,00	2,78%
Main d'œuvre villageoise (valorisation)	8 721,00	10,00%
Total	87 211,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	50 240,00	57,61%
Région Ile-de-France	12 500,00	14,33%
Agence des micros projets (AFD)	13 500,00	15,48%
Main d'œuvre villageoise (valorisation)	8 721,00	10,00%
Ville d'Aubervilliers	2 250,00	2,58%
Total	87 211,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	12 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006576

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : CODEVELOPPEMENT DECENTRALISE 2016 - APADS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Codéveloppement décentralisé	19 119,00 €	65,38 %	12 500,00 €
	Montant Total de la subvention		12 500,00 €

Imputation budgétaire : 900-044-20421-104003-020
10400301- Coopération décentralisée

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION POUR L'AIDE AU DEVELOPPEMENT DE SELINKEGNY
Adresse administrative : 195 AVENUE JEAN JAURES 75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur BOUBACAR DIABY, Président
Date de publication au JO : 18 décembre 1981
N° SIRET : 81794484600010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Codéveloppement décentralisé
Rapport Cadre : CR75-10 du 19/11/2010

Objet du projet : extension de l'école de Sélinkégny (Mali).

Date prévisionnelle de début de projet : 1er novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Objectifs :
Objectif principal :
améliorer les conditions de scolarisation des enfants du village de Sélinkégny.

Objectifs spécifiques :
- développer les capacités d'accueil de l'école (1er cycle) de Sélinkégny ;
- améliorer les conditions d'accès des filles à l'école.

Description :
Le village de Sélinkégny dispose depuis 1981 d'une école de 1er et de 2ème cycles, dont les capacités d'accueil sont actuellement épuisées (6 classes pour 723 élèves, dont 631 en 1er cycle).
Face à cette situation, les autorités locales et les ressortissants franciliens du village de Sélinkégny se sont mobilisés en faveur de l'extension de l'école. Leur projet inclut des actions de sensibilisation et d'éducation au développement en faveur de la scolarisation des filles du village de Sélinkégny.

Moyens mis en œuvre :
- La Mairie de Bafoulabé assurera la maîtrise d'ouvrage des travaux : les marchés de travaux (construction de 3 salles de classe) et d'équipement (45 tables-bancs, 3 bureaux et 3 chaises) seront confiés, par voie de mise en concurrence, à des entreprises ; l'ONG "Aide aux initiatives de développement de Bafoulabé" assurera pour le compte de la Mairie les suivi et contrôle des prestations.
- Toutes les parties prenantes (Mairie, migrants, parents d'élèves et enseignants) seront associées, au travers d'un comité de pilotage, à la conduite et au suivi du projet.
- Organisation d'ateliers de sensibilisation et d'information en faveur de la scolarisation des filles auprès des membres de la communauté éducative (comité de gestion scolaire, association des parents d'élèves, enseignants, autorités locales), des jeunes filles et parents du village de Sélinkégny : participation à la campagne "Pas d'éducation, pas d'avenir !" au Mali et en France.
- Restitution du projet à Paris : (exposition photographique et projection vidéo du documentaire "Une journée à l'école de Sélinkégny suivie de débats).

Intérêt régional :
- Contribution des ressortissants franciliens de Sélinkégny au projet.
- Restitution du projet à Paris.

Cette subvention donne en outre lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
723 élèves du village de Sélinkégny.
Habitants de Sélinkégny (environ 5 000).

Détail du calcul de la subvention :
La subvention de la Région est destinée à cofinancer les frais d'investissement (hors valorisations) de ce projet, **en gras dans le plan de financement prévisionnel ci-dessous**.

Localisation géographique :
- région de Kayes, cercle de Bafoulabé, commune de Bafoulabé, village de Sélinkégny

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Construction de 3 salles de classe	**17 075,00**	**66,65%**
Equipement	**2 044,00**	**7,98%**
Etudes	500,00	1,95%
Formation	200,00	0,78%
Frais de déplacement	3 000,00	11,71%
Personnel local	300,00	1,17%
Communication	500,00	1,95%
Accompagnement	2 000,00	7,81%
Total	25 619,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
APADS	2 012,00	7,85%
Région	12 500,00	48,79%
Mairie de Bafoulabé	2 400,00	9,37%
Coallia	4 500,00	17,57%
Ligue de l'enseignement	2 500,00	9,76%
Comité de gestion scolaire	1 707,00	6,66%
Total	25 619,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	12 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006615

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : CODEVELOPPEMENT DECENTRALISE 2016 - PARIDIOLA

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Codéveloppement décentralisé	18 545,00 €	67,40 %	12 500,00 €
	Montant Total de la subvention		12 500,00 €

Imputation budgétaire : 900-044-20421-104003-020
10400301- Coopération décentralisée

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARIDIOLA
Adresse administrative : 16 AVENUE DE LA PTE CHAMPERET
75017 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur DEMBELE MOUSSA, Président
Date de publication au JO : 31 janvier 2007
N° SIRET : 51021269900027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Codéveloppement décentralisé
Rapport Cadre : CR75-10 du 19/11/2010

Objet du projet : création d'une salle informatique à l'école 2ème cycle de Sadiola (Mali)

Date prévisionnelle de début de projet : 1er novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Objectifs :
Objectif principal
réduire la fracture numérique en promouvant les nouvelles technologies de l'information et des communications.

Objectifs spécifiques :
- transformer un local dans l'école en une salle d'informatique, l'équiper en outils informatiques et l'électrifier en panneaux solaires ;
- donner accès à internet et aux NTIC aux enfants et habitants du village de Sadiola ;
- renforcer les capacités d'utilisation des NTIC des professeurs.

Description :
L'accès aux nouvelles technologies de l'Information et de la communication (NTIC) constitue aujourd'hui une priorité pour les élèves et les enseignants de l'école de Sadiola. Le projet de création d'une salle informatique dans le village vise à développer les échanges et la recherche documentaire grâce à la maîtrise de l'outil informatique. Cette action s'inscrit dans le cadre du programme de développement social, économique et culturel (PDSEC) de la commune de Sadiola.

Le projet consiste en :
- l'achat et installation des panneaux solaires ;
- l'installation de mobiliers informatiques (meubles, chaises, une armoire) ;
- l'acquisition et installation de 6 ordinateurs PC complets, d'une imprimante, d'un modem et d'un routeur avec abonnement Internet ;
- la mise en place de sessions de formation en informatique.

Moyens mis en œuvre :
- La maîtrise d'ouvrage sera assurée par la Mairie de Sadiola.
- Le partenaire local du projet est l'école de Sadiola, appuyée par l'association locale PARIDIOLA (association sœur de l'association PARIDIOLA francilienne) en partenariat avec la Mairie.
- Une entreprise spécialisée en informatique et électrification rurale assurera l'installation des équipements solaires et du matériel informatique. Un contrat de maintenance sera également établi avec eux
- Les habitants participeront aux travaux (fourniture de main d'œuvre non qualifiée).
- Un comité de suivi (composé de l'association locale PARIDIOLA, de parents d'élèves, d'enseignants et de représentants de la Mairie) rendra compte régulièrement des avancées de l'action aux partenaires. Il aura en charge l'encadrement de la gestion de la salle dont l'association PARIDIOLA assurera l'exploitation.
- Les frais de fonctionnement du centre seront couverts par les tarifs qui seront appliquées aux élèves (forfait fixe par mois et par élève) et les habitants du village pourront avoir accès à Internet sur une plage d'horaire décalée (tarification par heure).
- Présentation de l'avancement du projet de cet espace multimédia lors de la Semaine de la solidarité internationale en novembre à Montreuil.
- Restitution du projet (capitalisation avec échanges d'expériences) en juin 2017 à la Maison des associations de Paris 17ème.

Intérêt régional :
- Contribution des ressortissants du village de Sadiola au projet.
- Implication de l'entreprise francilienne GD DISTRI ELEC SOLAIRE ayant une antenne à Kayes.
- Restitution du projet en Ile-de-France et intervention dans un collège du 17ème arrondissement de Paris.
Cette subvention donne en outre lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
400 élèves, 10 091 habitants de Sadiola, enseignants, personnel administratif et d'encadrement de l'école, et les parents d'élèves inscrits

Détail du calcul de la subvention :
La subvention de la Région est destinée à cofinancer les frais d'investissement (hors valorisations) de ce projet, en gras dans le plan de financement prévisionnel ci-dessous.

Localisation géographique :
- région de Kayes, cercle de Kayes, commune de Sadiola, village de Sadiola.

Contrat Particulier : hors CPRD

CPER : hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipement solaire et matériel informatique	**18 545,00**	**61,93%**
Fournitures et consommables	500,00	1,67%
Formation des membres du comité de gestion	2 000,00	6,68%
Déplacements	1 700,00	5,68%
Confection de panneaux	500,00	1,67%
Accompagnement sur le projet	3 150,00	10,52%
Participation des bénéficiaires (valorisation)	3 550,00	11,86%
Total	29 945,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	1 395,00	4,74%
Région Ile-de-France	12 500,00	42,45%
PRA/OSIM	12 000,00	40,75%
Contributions des bénéficiaires	3 550,00	12,06%
Total	29 445,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	12 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006623

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : CODEVELOPPEMENT DECENTRALISE 2016 - ARLF

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la reconstruction - Investissement	71 264,00 €	17,54 %	12 500,00 €
	Montant Total de la subvention		12 500,00 €

Imputation budgétaire : 900-044-20422-104003-020
10400301- Coopération décentralisée

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION DES RESSORTISSANTS DE LANY EN FRANCE
Adresse administrative : 5 ALLEE DES TANNEURS 94250 GENTILLY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur SAMBA BATHILY, Président
N° SIRET : 53297041500016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Codéveloppement décentralisé
Rapport Cadre : CR75-10 du 19/11/2010

Objet du projet : extension du réseau d'eau potable de Lany (Mali).

Date prévisionnelle de début de projet : 1er novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Objectifs :
Objectif principal :
assurer aux populations des villages de Lany un accès durable à l'eau potable.

Objectifs spécifiques :
- renforcer la capacité du système d'approvisionnement en eau potable ;
- sécuriser (en quantité, régularité et hygiène) l'alimentation en eau potable.

Description :
Les trois quartiers du village de Lany (Lany-Tounka, Lany-Mody et Lany Tacoutala) ont bénéficié de plusieurs installations d'infrastructures hydrauliques : installation de pompes à eau en 1988, d'une adduction d'eau en 1990 (réhabilitée en 2015 suite à des pannes répétitives). Malgré tous ces aménagements, l'accès à l'eau potable reste insuffisant par rapport aux besoins des villageois (certains puisent de l'eau non potable dans le fleuve, ce qui engendre des maladies parasitaires).
Pour pallier ce problème, la communauté villageoise et ses ressortissants franciliens se sont appuyés sur une étude qui préconise de renforcer le réseau existant par l'installation d'un second château.

Le projet consiste à :
- installer une pompe solaire pour exploiter la capacité actuelle du forage ;
- installer un générateur thermique pour assurer la continuité de la production ;
- équiper et raccorder le forage de Lany-Tounka au reste du réseau ;
- étendre le réseau de distribution et de bornes fontaines ;
- procéder à des branchements privés.

Moyens mis en œuvre :
- Ce projet s'inscrit dans cadre du Plan national d'accès à l'eau potable, ainsi que dans celui du Plan de développement économique, social et culturel de la commune de Sony.
- La Mairie de Lany assurera la maîtrise d'ouvrage (recrutement des prestataires sur appel d'offre, suivi de la réalisation des travaux).
- La Direction régionale de l'hydraulique de Kayes supervisera les travaux.
- Les villageois participeront aux travaux d'installation du réseau.
- Le comité villageois d'usagers assurera l'exploitation des ouvrages (facturation du service) et leur maintenance ;
- Restitution du projet en Ile-de-France durant la semaine de la solidarité internationale en novembre 2017.

Intérêt régional :
- Contribution des ressortissants franciliens du village de Lany au projet.
- Restitution du projet à Gentilly, durant la semaine de la solidarité internationale.
Cette subvention donne en outre lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Habitants de Lany (environ 3 000).

Détail du calcul de la subvention :
La subvention de la Région est destinée à cofinancer les frais d'investissement (hors valorisations) de ce projet, **en gras dans le plan de financement prévisionnel ci-dessous**.

Localisation géographique :
- région de Kayes, cercle de Kayes, commune de Sony, village de Lany.

Contrat Particulier : hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fournitures et pose de deux générateurs, d'un générateur thermique et de deux pompes solaires photovoltaïque + pompe solaire complète et accessoires sur le site Lany-Tounka	**31 471,00**	37,36%
Fournitures et pose d'un réservoir métallique de 60 m^3 avec 12 m de hauteur sous radier	**37 093,00**	44,03%
Installation et retrait du chantier	**2 700,00**	3,21%
Transports	533,57	0,63%
Personnel	12 172,55	14,45%
Total	84 240,12	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	26 005,12	30,87%
Codev Mali	45 735,00	54,29%
Région Ile-de-France	12 500,00	14,84%
Total	84 240,12	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	12 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006643

Commission permanente du 12 juillet 2016

Objet : CODEVELOPPEMENT DECENTRALISE 2016 - RAP2D

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Codéveloppement décentralisé	10 107,00 €	49,47 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 900-044-20421-104003-020
10400301- Coopération décentralisée

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RAP2D RESEAU D'ACCOMPAGNEMENT DES PROJETS DE DEVELOPPEMENT DURABLE
Adresse administrative : 13 IMP BOUGAINVILLE 78200 MANTES-LA-JOLIE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur MOUHADJI DIANKHA, Autre
Date de publication au JO : 12 novembre 2011
N° SIRET : 53845049500014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Codéveloppement décentralisé
Rapport Cadre : CR75-10 du 19/11/2010

Objet du projet : sécurisation des abords du collège Fadilou Diop de Pikine (Sénégal).

Date prévisionnelle de début de projet : 1er novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Objectifs :
Objectif principal :
sécuriser l'environnement du collège Fadilou Diop.

Objectifs spécifiques :
- viabiliser les abords de l'école ;
- améliorer les conditions de travail du corps enseignants, des élèves et des employés du collège.

Description :
Le collège de Fadilou Diop de Pikine est l'un des plus anciens de la commune de Pikine. Il comprend 22 classes pédagogues, 17 salles de classes (6ème à la 3ème), 1 salle des professeurs, 5 bureaux, 1 salle informatique et une bibliothèque. En 2012, un chantier a été organisé par l'association RAP2D pour rénover une partie de la bibliothèque.
Le projet de sécurisation des abords du collège consiste à réaliser le dallage du pourtour de l'établissement, afin de protéger les élèves contre les dangers de la circulation intensive autour de l'école.

Cette action répond aux préoccupations du principal du collège, des enseignants, des élèves et du Maire de la commune.

Moyens mis en œuvre :
- La commune de Pikine Est assurera la maîtrise d'ouvrage du projet (recrutement par voie d'appel d'offres de l'entreprise et suivi de la réalisation des travaux) ;
- La Direction des constructions scolaires de Pikine apportera une assistance à maîtrise d'ouvrage auprès de la Mairie.
- Les jeunes du village participeront aux travaux (apport de main d'œuvre non qualifiée).
- L'Inspection académique et l'Inspection de l'éducation et de la formation de Pikine apportent leur soutien au projet.
- Organisation d'une journée de sensibilisation et d'éducation au développement le 19 novembre 2016 à la Maison des associations (Agora) à Mantes-la-Jolie. Le public visé est constitué de membres d'associations, de jeunes issus de l'immigration et d'habitants de Mantes-la-Jolie (78).
- Communication via site internet de l'association et réseaux sociaux.

Intérêt régional :
- Contribution des ressortissants franciliens de Pikine au projet.
- Restitution du projet à Mantes-la-Jolie.

Cette subvention donne en outre lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
1 922 élèves, le personnel enseignant et les employés au service du collège.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention de la Région est destinée à cofinancer les frais d'investissement (hors valorisations) de ce projet, **en gras dans le plan de financement prévisionnel ci-dessous**.

Localisation géographique :
- région de Dakar, département de Pikine, commune de Pikine.

Contrat Particulier : hors CPRD

CPER : hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Matériaux gros œuvre (sable, ciment, fer, fil de fer, pointes...)	**4 475,00**	27,30%
Matériaux petit œuvre (brouettes, pelles, pioche, planches, poutrelles, remparts de fer)	**5 632,00**	34,35%
Fournitures et consommables	500,00	3,05%
Conception et études	1 500,00	9,15%
Formation et sensibilisation	500,00	3,05%
Frais de séjour	900,00	5,49%
Personnel mobilisé	2 287,00	13,95%
Appui, suivi et contrôle	600,00	3,66%
Total	16 394,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	11 394,00	69,50%
Région Ile-de-France	5 000,00	30,50%
Total	16 394,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Chantiers solidarité	10 000,00 €
	Montant total	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006652

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : CODEVELOPPEMENT DECENTRALISE 2016 - CIECOM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Codéveloppement décentralisé	18 260,00 €	68,46 %	12 500,00 €
	Montant Total de la subvention		12 500,00 €

Imputation budgétaire : 900-044-20421-104003-020
10400301- Coopération décentralisée

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CIECOM
Adresse administrative : 5 RUE CLOPPET
78110 LE VESINET
Statut Juridique : Association
Représentante : Colette KORENACKA
Date de publication au JO : 28 mars 2011
N° SIRET : 49231975100011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Codéveloppement décentralisé
Rapport Cadre : CR75-10 du 19/11/2010

Objet du projet : « INNOVA Vietnam ».

Date prévisionnelle de début de projet : 1er novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Objectifs :
Objectif général : valoriser les ressources artisanales vietnamiennes.

Objectifs spécifiques :
- promouvoir les articles alimentaires et artisanaux existants (fruits confits variés, huiles essentielles, tableaux sur bois, charbon de bambou, etc.) ;
- concevoir et développer de nouveaux produits à forte valeur ajoutée, grâce aux apports de procédés innovants en matière de fabrication, à destination de nouveaux marchés ;
- renforcer les capacités des villages artisanaux vietnamiens.

Description :
Hanoi et sa périphérie comptent 1 350 villages artisanaux (villages spécialisés dans la pratique d'un métier, tels que la céramique, la fonte du cuivre etc.), soit près de 59 % de ceux que le pays possède, lesquels emploient plus de 626 000 personnes. Ces villages réalisent un chiffre d'affaires annuel de plus de 7 650 milliards de dôngs (plus de 392 millions de dollars), qui représente 8,4 % du montant de la production industrielle de la capitale vietnamienne.
De nombreux facteurs freinent toutefois leur développement, en premier lieu la concurrence de la Chine et

des entreprises vietnamiennes du secteur formel, ainsi que leur nécessaire adaptation aux normes de production internationales.
En vue d'adapter ces systèmes de production séculaires à l'économie vietnamienne mondialisée, la Fédération des villages de métiers traditionnels et son partenaire francilien la Coopérative en intelligence économique et communication électronique (CIECOM) ont conçu le projet "INNOVA Vietnam", consistant, par un transfert technologique, à :
- valoriser les productions artisanes et agroalimentaires des villages artisanaux de Hanoï (appui aux artisans pour l'élaboration de plans d'affaires, l'accès au micro-crédit, la commercialisation - e-commerce...) ;
- concevoir de nouveaux produits adaptés à des marchés de niche (articles connectés, alimentation biologique, médecine traditionnelle...).

Moyens mis en œuvre :
- La fédération des villages de métiers traditionnels sera responsable à Hanoï de la mise en œuvre du projet (mobilisation des villages et partenaires,
- Mobilisation par la CIECOM d'une équipe franco-vietnamienne compétente en ingénierie technique, commerciale et financière auprès de la fédération des villages de métiers traditionnels.
- Le suivi et l'évaluation du projet sont assurés par un comité de pilotage composé de la fédération des villages de métiers traditionnels, de l'association francilienne "Racines et traditions du Vietnam" également partenaire du projet, de la CIECOM et du représentant de la Région Île-de-France à Hanoï.
- Organisation d'une soirée de restitution au Vésinet au 1er semestre 2017.

Intérêt régional :
- Contribution de ressortissants franciliens au projet.
- Promotion de l'artisanat vietnamien en Île-de-France.
- Restitution du projet au Vésinet.
Cette subvention donne en outre lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Artisans de Hanoï.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention de la Région est destinée à cofinancer les frais d'investissement (hors valorisations) de ce projet, **en gras dans le plan de financement prévisionnel ci-dessous**.

Localisation géographique :
- HANOI

Contrat Particulier : hors CPRD

CPER : hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fabrication de nouveaux articles	**8 750,00**	17,90%
Equipements	**9 510,00**	19,46%
Travaux d'assemblage, tests et ajustements techniques de prototypes	6 120,00	12,52%
Services extérieurs	3 000,00	6,14%
Formations	2 500,00	5,11%
Capitalisation	1 000,00	2,05%
Frais de transports et de séjour	8 700,00	17,80%
Suivi-évaluation	2 800,00	5,73%
Frais administratifs	1 500,00	3,07%
Divers et imprévus	5 000,00	10,23%
Total	48 880,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	15 600,00	31,91%
Région	12 500,00	25,57%
Fédération des villages artisanaux	15 780,00	32,28%
Autres	5 000,00	10,23%
Total	48 880,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	12 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006719

Commission permanente du 12 juillet 2016

Objet : CODEVELOPPEMENT DECENTRALISE 2016 - ARBF

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Codéveloppement décentralisé	26 538,00 €	47,10 %	12 500,00 €
	Montant Total de la subvention		12 500,00 €

Imputation budgétaire : 900-044-20421-104003-020
10400301- Coopération décentralisée

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION DES RESSORTISSANTS DE BOUYAGUI EN FRANCE
Adresse administrative : 5 RUE LE BRIX
93420 VILLEPINTE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur TOUNTOU MAGASSA, Président
Date de publication au JO : 17 mars 1994
N° SIRET : 81785807900012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Codéveloppement décentralisé
Rapport Cadre : CR75-10 du 19/11/2010

Objet du projet : réhabilitation et d'équipement du centre de santé de Bouyagui (Mali).

Date prévisionnelle de début de projet : 1er novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Objectifs :
Objectif général : améliorer les conditions de travail du personnel sanitaire et la qualité des soins dispensés au centre de santé de Bouyagui.

Objectifs spécifiques :
- renforcer l'infrastructure existante ;
- équiper le centre d'un système d'électrification solaire pour une bonne prise en charge de la chaine de froid ;
- développer la fréquentation du centre en vue de son autonomisation.

Description :
Le centre de santé secondaire du village de Bouyagui a été créé sur la base d'une initiative portée par la mairie et les ressortissants de la commune de Guidimakha Kéri-Kaffo en France. Suite à l'autorisation de la direction régionale de la santé, le centre, totalement financé par les ressortissants du village en France pour un cout total de 41 220 €, a officiellement ouvert en 2010.
Faute de moyens financier supplémentaires, il demeure toutefois sous équipé.

Afin d'améliorer la prise en charge sanitaire des habitants de Bouyagui et de ses environs, la Mairie de Kéri-Kaffo et ses ressortissants franciliens se mobilisent pour rendre pleinement fonctionnel ce centre de santé.
Leur projet consiste en :
- la réhabilitation du bâtiment principal (badigeonnage) ;
- l'équipement en mobilier et matériel sanitaire du centre (salles de consultation et d'accouchement) ;
- l'électrification solaire du centre (dotation du centre en kit solaire et formation d'un agent de maintenance) ;
- l'accompagnement de l'association de santé communautaire chargée de la gestion du centre.

Moyens mis en œuvre :
- La maîtrise d'ouvrage du projet sera assurée par la Mairie de Guidimakha Kéri-Kaffo.
- Les fournisseurs seront sélectionnés par voie d'appel d'offres par la Mairie.
- L'association de santé communautaire (ASACO), déjà en place, assurera la gestion du centre.
- Les villageois participeront aux travaux (fourniture de main d'œuvre non qualifiée).
- Le suivi et l'évaluation du projet sont assurés par un comité de pilotage composé de représentants de la Commune, de l'ASACO, du Centre de santé communautaire d'Ambidedy dont dépend le centre de santé secondaire de Bouyagui ainsi que de l'ARBF.
- Organisation d'une journée de restitution, sensibilisation et d'éducation au développement en novembre 2017 à Villepinte (projection de vidéos suivie de débats).

Intérêt régional :
- Contribution des ressortissants franciliens de Guidimakha Kéri-Kaffo au projet.
- Restitution du projet à Villepinte.
Cette subvention donne en outre lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Population de l'aire de santé de Bouyagui (environ 5 000 habitants).

Détail du calcul de la subvention :
La subvention de la Région est destinée à cofinancer les frais d'investissement (hors valorisations) de ce projet, **en gras dans le plan de financement prévisionnel ci-dessous**.

Localisation géographique :
- région de Kayes, cercle de Kayes, commune rurale de Guidimakha Kéri-Kaffo, village de Bouyagui

Contrat Particulier : hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Réhabilitation des locaux	**6 321,00**	20,27%
Equipements médicaux et solaires	**20 217,00**	64,82%
Frais de déplacement	2 000,00	6,41%
Communication	400,00	1,28%
Accompagnement	1 250,00	4,01%
Main d'œuvre (valorisation)	1 000,00	3,21%
Total	31 188,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	8 688,00	27,86%
Région	12 500,00	40,08%
Via le Monde	4 000,00	12,83%
Coallia	5 000,00	16,03%
Apport des bénéficiaires (valorisation)	1 000,00	3,21%
Total	31 188,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	12 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006767

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : CODEVELOPPEMENT DECENTRALISE 2016 - ASI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Codéveloppement décentralisé	43 759,00 €	28,57 %	12 500,00 €
	Montant Total de la subvention		12 500,00 €

Imputation budgétaire : 900-044-20421-104003-020
10400301- Coopération décentralisée

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION DE SOLIDARITE INTERNATIONALE ET D'INTEGRATION
Adresse administrative : 4 RUE FREDERIC BRUNET 75017 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Mamadou FOFANA, Président
N° SIRET : 40362107100048

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Codéveloppement décentralisé
Rapport Cadre : CR75-10 du 19/11/2010

Objet du projet : projet de création d'un centre polyvalent de formation en informatique à Tivaouane Peulh (Sénégal).

Date prévisionnelle de début de projet : 1er novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Objectifs :
- Rendre accessible l'informatique et les outils de communication numérique à la population de Tivaouane Peulh.
- Qualifier des habitants de Tivaouane Peulh en informatique.

Description :
Hameau sorti de terre en 1969, le village de Tivaouane Peulh, situé à 35 km de Dakar, est devenu un bourg de 12 000 habitants en pleine mutation.
En vue d'adapter leur territoire aux enjeux de son urbanisation (activités agropastorales menacées par l'urbanisation) et de sa nécessaire évolution vers une économie tertiaire et numérique (implantation d'entreprises en périphérie du village), les femmes de Tivaouane Peulh, rassemblées au sein d'un groupement d'intérêt économiques des femmes (GIE), ont conçu avec leur partenaire francilien l'Association de solidarité internationale et d'intégration (ASI) un projet d'accès aux technologies numériques, consistant en :
- la construction et l'équipement d'un centre polyvalent de formation en informatique ;
- l'organisation d'ateliers et de cours d'informatique à destination des jeunes (filles et garçons de 14 à 20

ans en situation d'échec scolaires), des femmes de 21 à 40 ans au chômage ou petites commerçantes et des hommes de 21 à 45 ans sans emploi.

Moyens mis en œuvre :
- Le projet sera mis en œuvre par le GIE "ALKAWASARA", qui assurera la maîtrise d'ouvrage des travaux et recrutera 2 formateurs et un gardien.
- Le contrôle des travaux sera effectué par un cabinet d'architecture.
- Les auditeurs contribueront (cotisation mensuelle de 5,50 € par apprenant) au fonctionnement du centre.
- Un comité de gestion, composé de 4 membres du GIE et de 2 membres d'ASI, encadrera l'exploitation du centre.
- Restitution du projet auprès des migrants résidant dans le foyer de travailleurs de Boulogne Billancourt et à la Maison des associations du 17ème arrondissement de Paris.

Intérêt régional :
- Contribution de ressortissants franciliens de la région de Dakar.
- Restitution du projet en Île-de-France.

Cette subvention donne en outre lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
180 personnes annuellement initiées, formées à la bureautique et aux outils de communication numérique.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention de la Région est destinée à cofinancer les frais d'investissement de ce projet, **en gras dans le plan de financement prévisionnel ci-dessous**.

Localisation géographique :
- région de Dakar, département de Rufisque, communauté rurale de Tivaouane Peulh, village de Tivaouane Peulh

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Construction du centre	**43 759,00**	59,84%
Fournitures et consommables	5 863,00	8,02%
Etudes	2 543,00	3,48%
Formation	1 200,00	1,64%
Frais de déplacement	800,00	1,09%
Suivi	1 700,00	2,32%
Frais de personnel	12 723,00	17,40%
Frais administratifs	4 540,00	6,21%
Total	73 128,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	5 628,00	7,70%
GIE	1 500,00	2,05%
Région	12 500,00	17,09%
PRAOSIM	14 000,00	19,14%
Mairie de Paris	14 000,00	19,14%
Fondation pour l'enfance	8 000,00	10,94%
Coallia	5 000,00	6,84%
Entreprise Orange	12 500,00	17,09%
Total	73 128,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	12 500,00 €

ANNEXE N°3 A LA DELIBERATION

CONVENTION TYPE

CONVENTION N°…….

Entre

La Région Île-de-France, dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris,
représentée par sa présidente, madame Valérie PECRESSE
en vertu de la délibération n° CP .. .du …
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

L'organisme dénommé : ……
dont le statut juridique est : …..
dont le n° SIRET est : …….
dont le siège social est situé au : ……..
ayant pour représentant :……
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PRÉAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif codéveloppement décentralisé, adopté par délibération du conseil régional n° CR 75-10.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes, ainsi que des règles fixées par son règlement budgétaire et financier prorogé par délibération du Conseil Régional n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP …. du …….., la Région a décidé de soutenir ……. pour la réalisation de l'opération : «…….», au …… Son descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.
Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à …% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à … €, soit un montant maximum de subvention de …… €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et TTC est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNÉ

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter un stagiaire ou alternant pour une période minimale de deux mois.
Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES

ARTICLE 3.1 : CADUCITÉ

Si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.

Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision du président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné au paragraphe précédent que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

ART 3.2 : MODALITÉS DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes.

Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Chaque demande de versement de subvention doit être datée, remplie et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

Les documents financiers doivent être signés par le représentant légal du bénéficiaire, sont établis en français et libellés en euros.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'AVANCE

Une avance de 80 % est versée à l'issue de la signature de la présente convention entre la Région et l'association et sous réserve de la production par l'association d'un plan de trésorerie en français et en euros démontrant l'insuffisance de trésorerie et des justificatifs de l'engagement des cofinanceurs.

Pour les personnes morales de droit privé la demande d'avance se fait sur présentation du formulaire de demande de versement

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- et d'un compte-rendu final d'exécution de l'action.

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ART 3.3 : RÉVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'organisme s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

La part définitive de la Région dans le financement du projet ne peut excéder le montant maximum de subvention de…...

ARTICLE 3.4 : ÉLIGIBILITÉ DES DÉPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le……., et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le…….

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP 16- du 12 octobre 2016.

Fait en 3 exemplaires originaux.

Le..... Le.....

Pour l'association
Le Président,

Pour le Président du Conseil régional d'Ile de France et par délégation
Le Directeur général adjoint des services
Chargé de l'Unité des Affaires internationales et européennes

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 12/10/2016
- Date de réception en préfecture: 12/10/2016

DELIBERATION N° CP 16-507
DU 12 OCTOBRE 2016

COOPERATION DECENTRALISEE AVEC HANOÎ : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'INSTITUT DES METIERS DE LA VILLE DE HANOÎ

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales,

VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133,

VU La délibération n° CR 75-10 du 19 novembre 2010 relative à la politique internationale de la Région Île-de-France,

VU L'accord de coopération signé entre le Comité Populaire de Hanoi et la Région Ile de France le 20 décembre 1989 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU Le budget 2016 de la Région Île-de-France ;

VU L'avis de la commission des finances ;

VU L'avis de la commission de la coopération internationale ;

VU Le rapport CP 16-507 présenté par Madame la Présidente du conseil régional d'Ile-de-France

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : Adoption de la convention de coopération du projet AVEC.

Approuve la convention de coopération Ateliers AVEC Phase 3 (2016-2019) entre la Région et ses partenaires (Conseil Départementaux de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, Syndicat Intercommunal d'Assainissement de l'Agglomération Parisienne, provinces de Hai Duong et Yen Bai et villes de Hanoi et de Huê) qui figure en annexe 3 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Article 2 : Subvention à l'Institut des Métiers de la Ville de Hanoï

Décide de participer au titre de l'accord de coopération décentralisée conclu avec le Comité Populaire de Hanoï au financement du projet AVEC mis en œuvre par l'Institut des Métiers de la Ville de Hanoï par l'attribution d'une subvention à cet Institut pour le compte du Comité populaire de Hanoï, correspondant à 13,49**%** de la base subventionnable du projet (214 900€), soit une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **29 000 €**.

Affecte une autorisation d'engagement de **29 000 €** disponible sur le chapitre 930 « services généraux », code fonctionnel 048 « Autres actions internationales », Programme HP048-017 (104017) « coopération décentralisée hors APD », Action 10401701 « Coopération décentralisée hors APD» du budget, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme au modèle de convention joint en annexe 4 et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE A LA DELIBERATION:
ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	R0008775	Budget	2016

Chapitre	**930 - Services généraux**
Code fonctionnel	**048 - Autres actions internationales**
Programme	**104017 - Coopération décentralisée hors APD**
Action	**10401701 - Coopération décentralisée hors APD**

Dispositif : N° 00000555 - Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)

Dossier	16014217 - PARTICIPATION AU PROJET AVEC (ACTION VIETNAM ENVIRONNEMENT - RENFORCEMENT DE CAPACTITES) PHASE 3			
Bénéficiaire	P0029515 - INSTITUT DES METIERS DE LA VILLE			
Localisation	RESTE DU MONDE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	29 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
214 900,00 €	TTC	13,49 %	29 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000555 - Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	29 000,00 €

Total sur l'imputation 930 - 048 - 104017 - 10401701	29 000,00 €

ANNEXE A LA DELIBERATION :
FICHE PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014217

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : PARTICIPATION AU PROJET AVEC (ACTION VIETNAM ENVIRONNEMENT - RENFORCEMENT DE CAPACITES) PHASE 3

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	214 900,00 €	13,49 %	29 000,00 €
	Montant Total de la subvention		29 000,00 €

Imputation budgétaire : 930-048-65738-104017-020
10401701- Coopération décentralisée hors APD

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INSTITUT DES METIERS DE LA VILLE
Adresse administrative : 79 BA TRIEU
99999 HANOI
Statut Juridique : Etablissement Public Etranger
Représentant : Monsieur Vinh Quang PHAM, Co-Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)
Rapport Cadre : CR75-10 du 19/11/2010

Date prévisionnelle de début de projet : 13 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 12 octobre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La subvention doit permettre de financer la participation régionale au projet AVEC de renforcement des compétences et de transferts d'expertises dans les secteurs de l'eau, de l'assainissement et des déchets destinés aux services techniques et sociétés de services urbains des provinces de Yen Bai et Hai Duong ainsi que des villes de Hanoi et Huê, partenaires de coopération respectifs des Conseils départementaux de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, de la Région Île-de-France et du Syndicat Intercommunal d'assainissement de l'agglomération parisienne (SIAAP).

Description :
Ce programme de formation permet le renforcement en compétence des techniciens, ingénieurs et cadres administratifs vietnamiens sur les enjeux liés à l'eau, à l'assainissement et aux déchets. Dans cette troisième phase du projet, l'accent sera mis sur le réchauffement climatique et les moyens d'y répondre.

Ce projet comportera 8 ateliers portant sur des études de cas concrets proposés par chacun des

partenaires vietnamiens. Des spécialistes franciliens et vietnamiens seront mobilisés pour apporter leur expertise qui sera complétée, en fonction des besoins, par des intervenants issus des milieux économiques, universitaires ou associatifs franciliens. La mobilisation de cette expertise sera facilitée par la constitution d'un réseau multi-acteurs en Île-de-France.

Moyens mis en œuvre :
Au Vietnam :

- Mise en place de 8 ateliers pédagogiques A.V.E.C. s'appuyant sur les problématiques et la résolution de cas concrets ;
- Installation d'un conseil d'experts associant des experts universitaires et des responsables de niveaux ministériels ;
- organisation d'un séminaire de rendu final regroupant tous les acteurs vietnamiens de différents niveaux (province, ministériel) et origines (administratifs, techniques, universitaires) ;
- Invitation des entreprises françaises du secteur implantées au Vietnam à participer aux ateliers en lien avec le Service économique de l'ambassade et la CCI Franco-Vietnamienne ;
- Présentation du projet aux salons d'affaires internationaux sur le secteur de l'environnement organisés à Hanoi (Vietwater par ex) pour valoriser l'expertise française.

En France :

- Création d'un réseau d'experts associant des acteurs issus du monde économique, scientifique ou associatif (associations issues de la communauté vietnamienne) en Île-de-France;
- Organisation d'un séminaire à la fin du programme en direction du monde économique, universitaire et associatif francilien afin de dresser un état des lieux des enjeux environnementaux à l'échelle du Vietnam en direction de tous les acteurs franciliens concernés.

Cette subvention donne en outre lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter deux stagiaires ou alternants.

Intérêt régional :
L'expertise francilienne dans les secteurs de l'environnement sera mise en valeur dans un contexte international. La participation d'entreprises franciliennes au programme ainsi que le recours à des étudiants stagiaires franciliens constituent un retour pour le territoire francilien plus important que dans les phases précédentes.

Public(s) cible(s) :
Services techniques et entreprises de services urbains des villes de Hanoi, Huê, provinces de Hai Duong et Yen Bai. Populations des villes et provinces concernées.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale de 29 000 euros pour les trois années du projet porte sur les coûts de fonctionnement du projet (salaires de la cellule de pilotage au Vietnam, déplacements internationaux et nationaux, frais de mobilisation de l'expertise française, organisation logistique des ateliers). Elle est d'un montant identique pour tous les partenaires franciliens du projet.

Le projet fait l'objet d'une subvention du Ministère français des Affaires étrangères et du développement international pour un montant de 68 000€.

Une participation complémentaire du Syndicat des déchets d'Île-de-France est également sollicitée pour un montant de 29 000€.

La participation des collectivités partenaires s'élève à 30 900€ à laquelle s'ajoutent des contributions sous forme de valorisation.

Localisation géographique :

- RESTE DU MONDE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et stagiaires franciliens	30 100,00	14,01%
Déplacements nationaux et hébergement lors des ateliers	110 000,00	51,19%
Frais d'expertise	43 300,00	20,15%
Organisation logistique	31 500,00	14,66%
Total	214 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Participation des collectivités vietnamiennes	30 900,00	14,38%
Subvention Région Île-de-France	29 000,00	13,49%
Subvention CD Seine-Saint-Denis	29 000,00	13,49%
Subvention CD Val-de-Marne	29 000,00	13,49%
Subvention SIAAP	29 000,00	13,49%
Subvention du MAEDI	68 000,00	31,64%
Total	214 900,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	29 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	15 000,00 €
2015	Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (INV)	130 000,00 €
2016	Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	82 499,00 €
	Montant total	227 499,00 €

ANNEXE A LA DELIBERATION

CONVENTION DE COOPERATION

CONVENTION DE COOPERATION

Ateliers AVEC (Action Vietnam Environnement – renforcement des Capacités)
Phase 3 2016-2019

Entre

LA REGION ILE-DE-FRANCE**,**
domiciliée Hôtel de Région, 33 rue Barbet de Jouy, 75007 Paris (France), dûment représentée par Madame Valérie PECRESSE, Présidente du Conseil régional, agissant en vertu de la délibération de la Commission permanente du Conseil régional en date du ……., ci-après désigné : La Région Ile- de-France.

LE DEPARTEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS**,**
domicilié Hôtel du Département, 93006 BOBIGNY CEDEX, (France), dûment représenté par Monsieur Stéphane TROUSSEL, Président du Conseil général, agissant en vertu d'une délibération de la Commission permanente du Conseil général en date du ……, ci-après désigné : « Le Département de la Seine-Saint-Denis»,

LE DEPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE,
domicilié Hôtel du Département, 21-29, avenue du Général De Gaulle, 94054 CRETEIL CEDEX (France), dûment représenté par Monsieur Christian FAVIER, Président du Conseil général, agissant en vertu d'une délibération de la Commission permanente du Conseil général du ……., ci-après désigné : « Le Département du Val-de-Marne»,

LE SYNDICAT INTERDEPARTEMENTAL POUR L'ASSAINISSEMENT DE L'AGGLOMERATION PARISIENNE,
domicilié 2, rue Jules César 75012 PARIS, dûment représenté par Monsieur Belaïde BEDREDDINE, son Président, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Administration du ……, ci-après désigné : « Le S.I.A.A.P. »

LE COMITE POPULAIRE DE HANOI,
Représenté par son Président, Monsieur , domicilié à Hanoi (Vietnam), ci-après désigné « la ville de Hanoï »

LE COMITE POPULAIRE DE LA PROVINCE DE HAI DUONG,
Représenté par son Président, Monsieur , domicilié , ci-après désigné « La province de Hai Duong »

LE COMITE POPULAIRE DE LA PROVINCE DE YEN BAÏ
Représentée par sa Présidente, Madame PHAM Thi Thanh Tra, domicilié quartier Dong Tam, ville de Yen Baï, province de Yen Baï (Vietnam), ci-après désigné « La province de Yen Baï »

LE COMITE POPULAIRE DE LA VILLE DE HUE
Représenté par son Président, Monsieur , domicilié , ci-après désigné « La ville de Hué »

L'INSTITUT DES METIERS DE LA VILLE,
Représenté par ses deux co-directeurs, Monsieur Emmanuel Cerise et Monsieur …, domicilié 79 Ba Triêu à Hanoï (Vietnam), ci-après désigné « l'IMV »

La Région Ile-de-France, le Département de la Seine-Saint-Denis, le Département du Val-de-Marne et le S.I.A.A.P. sont appelés dans le corps de la convention : les institutions françaises ; Le Comité populaire de Hanoï, le Comité populaire de la province de Yen Baï, le Comité populaire de la province de Hai Duong et le Comité populaire de la ville de Hué sont appelés dans le corps de la convention : les institutions vietnamiennes.

PREAMBULE

La Région Ile-de-France, le Département de la Seine-Saint-Denis, le Département du Val-de-Marne et le S.I.A.A.P. ont développé des coopérations avec des partenaires vietnamiens, notamment sur la problématique de l'eau et l'assainissement.

L'ensemble de ces acteurs a pu constater les besoins communs de leurs partenaires sur le renforcement des capacités techniques, mais aussi municipales, en matière de gestion des services publics d'eau et d'assainissement. Par ailleurs, une forte demande de partage d'expériences et expérimentations de terrain est exprimée par ces mêmes partenaires.

La Région Ile-de-France a, depuis plusieurs années, mis en place avec la ville d'Hanoï, en particulier grâce à la création d'un outil d'appui institutionnel : l'IMV (Institut des Métiers de la Ville), un partenariat recentré sur ses grandes compétences d'aménagement du territoire, transport, urbanisme (schéma directeur de la Région d'Hanoi) préservation du patrimoine et l'environnement. A ce titre, elle s'engage à assurer le pilotage du programme défini ci-après.

Il a été décidé par l'ensemble des partenaires, d'organiser, avec le soutien de l'IMV, un programme de formations, dénommé « A.V.E.C » « Action Vietnam Eau, partage d'expériences et renforcement des Compétences » tourné principalement sur l'échange d'expériences des élus et techniciens des collectivités vietnamiennes et leurs homologues franciliens avec des applications pratiques qui seront vues sur le terrain.

La première phase du projet a démarré en 2009, sur la base d'une convention signée par les institutions. Un avenant à celle-ci a permis de prolonger le projet jusqu'au mois de septembre 2012. Plus de 200 stagiaires ont participé aux différents modules. Le bilan établi en décembre 2011 a montré l'intérêt du projet pour les institutions et leurs partenaires vietnamiens.

Une deuxième phase du projet a démarré en 2012, sur la base d'une nouvelle convention. Un premier avenant a prolongé le projet jusqu'en 2014, et un deuxième avenant a permis de réaliser une évaluation du programme. Cette évaluation a amené les partenaires à proposer une nouvelle architecture institutionnelle et financière, l'intégration de nouveaux partenaires issus du monde économique ou universitaire ainsi que de nouvelles modalités pédagogiques particulièrement sous forme d'ateliers pratiques. De plus, la vulnérabilité du Vietnam aux conséquences du changement climatique a également incité à inscrire le projet dans une démarche environnementale plus globale.

Cette troisième phase du programme, intitulée **Les Ateliers AVEC (Action Vietnam Environnement – renforcement des Capacités)** doit donc permettre le renforcement des capacités des techniciens, ingénieurs et cadres administratifs vietnamiens sur les enjeux liés à l'environnement et en particulier à l'eau, l'assainissement et les déchets.

Article 1er : OBJET

La présente convention a pour objet, de fixer les conditions et modalités d'intervention de la Région Ile-de-France, du Département de la Seine-Saint-Denis, du Département du Val-de-Marne, du S.I.A.A.P., du Comité populaire de Hanoï, du Comité populaire de la province de Hai Duong, du Comité populaire de la province de Yen Baï, du Comité populaire de la ville de Hué et de l'IMV en vue de réaliser les « Ateliers AVEC » sur la période 2016-2019.

Article 2 : ATELIERS

Sur la durée du programme, il est prévu de mettre en place huit ateliers techniques sur les enjeux liés à l'environnement, afin de :

- Mutualiser les connaissances et expériences des participants (stagiaires vietnamiens, experts formateurs français et vietnamiens, chercheurs, etc.) pour analyser les problématiques posées et proposer des solutions faisables et adaptées au contexte local ;

- Apporter aux stagiaires une approche innovante et une méthodologie appropriée pour résoudre des problématiques similaires que leur localité pourrait rencontrer.

Le recours à des entreprises françaises en complémentarité des compétences de collectivités françaises lors des ateliers permet d'intégrer une approche économique aux profits mutuels de tous les territoires.

Lors de chaque atelier, des étudiants stagiaires français seront impliqués dans la préparation, la mise en œuvre et le bilan des ateliers.

Des ONG et associations actives sur les territoires et thématiques étudiés seront invitées à intervenir.

Le montage type d'un atelier est le suivant :

- Identification du sujet : dialogue entre la cellule AVEC (en charge de la réalisation opérationnelle de ce projet au sein de l'IMV) et les partenaires vietnamiens, en lien avec le Conseil d'experts mentionné à l'article 3, pour identifier un sujet lié à une problématique environnementale partagée par plusieurs partenaires vietnamiens ;

- Validation du sujet par le Comité de pilotage (mentionné à l'article 4) et identification des intervenants français et vietnamiens en lien avec les experts français et vietnamiens ;

- Préparation au Vietnam assurée par la cellule AVEC en relation avec les partenaires vietnamiens d'une part et les intervenants d'autre part, qu'ils soient français ou vietnamiens ;

- Sélection des participants vietnamiens et éventuellement français ;

- Mise en place de l'atelier ;

- Bilan et synthèse.

L'IMV héberge, à Hanoi, la cellule de coordination de ce programme.

Article 3 : CONSEIL D'EXPERTS AU VIETNAM ET RESEAU D'EXPERTS EN ILE-DE-FRANCE

Un conseil d'experts sera créé au Vietnam et un réseau d'experts sera créé en Ile-de-France. La nouvelle phase de ce programme AVEC vise à diffuser les connaissances, les propositions et les recommandations issues des ateliers au-delà des bénéficiaires directs que sont les collectivités vietnamiennes et françaises partenaires.

Le conseil d'experts vietnamiens réunira, outre les représentants des partenaires vietnamiens, des spécialistes universitaires, des responsables ministériels et membres des associations professionnelles vietnamiennes. Il aura pour objectif de promouvoir les bonnes pratiques et recommandations des ateliers auprès des organismes publics en charge de la politique environnementale vietnamienne. Il aura pour rôle de conseiller le comité de pilotage sur l'organisation des ateliers. Il s'élargira ponctuellement selon les sujets à traiter. Ce travail sera animé en lien avec le comité de pilotage et le réseau d'experts français.

Le réseau d'experts en Ile-de-France rassemblera l'ensemble des acteurs mobilisables pour réaliser les ateliers (mondes universitaire et associatif, établissements publics, secteur privé). Le comité de pilotage associera selon ses besoins des membres du réseau pour le conseiller. Une présentation des résultats des différents ateliers au réseau sera réalisée à l'issue du projet.

Article 4 : ROLE ET RESPONSABILITES

Le comité de pilotage franco-vietnamien du projet A.V.E.C est composé de représentants des collectivités et institutions françaises et vietnamiennes partenaires. Il valide les thèmes de chaque atelier. La conduite de ce projet nécessite, au minimum, 3 réunions sur la durée du programme. Tous les partenaires participeront aux réunions annuelles du Comité de pilotage du projet.

Le comité de pilotage français, composé des représentants des collectivités et institutions françaises partenaires, assurera une activité permanente de coordination et de suivi tout au long du projet. Outre les travaux de suivi, ce comité de pilotage français se réunira au moins une fois par trimestre.

La Région Ile-de-France, le Département de la Seine-Saint-Denis, le Département du Val de Marne, versent leur contribution directement à l'IMV, dont le rôle et l'intervention sont fixés à l'article 9.

Le SIAAP perçoit la subvention du Ministère des Affaires étrangères et du développement international (MAEDI) et la reverse ainsi que sa propre contribution à l'IMV, en vue de financer le programme tel que mentionné aux articles 2 et 3.

Les partenaires vietnamiens contribueront financièrement à la réalisation du projet par la prise en charge des frais de transport et de séjour des stagiaires de leur collectivité participant aux ateliers et à l'organisation des ateliers.

L'IMV d'Hanoi, héberge la cellule de coordination du programme. Elle est responsable devant l'ensemble des partenaires de la bonne tenue des ateliers et de l'animation du conseil d'experts. Elle prend les décisions utiles à la bonne marche du projet, sur une programmation impulsée et validée par le comité de pilotage français en lien avec les partenaires vietnamiens.

Article 5 : ENGAGEMENT FINANCIER DU DEPARTEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS

Le Département de la Seine-Saint-Denis verse à l'IMV, qui s'engage à en faire usage conformément à l'article 4, la somme de 29 000 euros maximum pour la durée du projet.

Il se donne la possibilité également d'envoyer, dans le cadre de ces ateliers, des experts, agents du Département de la Seine-Saint-Denis, qui se déplaceront et séjourneront sur le budget du projet et partageront leur savoir sur leur domaine d'expertise.

Article 6 : ENGAGEMENT FINANCIER DU DEPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE

Le Département du Val-de-Marne verse à l'IMV, qui s'engage à en faire usage conformément à l'article 4, la somme de 29 000 euros maximum pour la durée du projet.

Il se donne la possibilité également d'envoyer, dans le cadre de ces ateliers, des experts, agents du Département du Val-de-Marne, qui se déplaceront et séjourneront sur le budget du projet et partageront leur savoir sur leur domaine d'expertise.

Article 7 : ENGAGEMENT FINANCIER DU S.I.A.A.P.

Le S.I.A.A.P. transfère à l'IMV, en tant que coordinateur des aspects financiers, qui s'engage à en faire usage conformément à l'article 9, une somme de 97 000 euros, qui se décompose comme suit : 68 000 €, correspondant à la subvention acquise auprès du MAEDI et 29 000 € maximum au titre de sa propre

participation pour la durée du projet.

Les coûts engagés par le SIAAP seront imputés sur l'article 6743-04 de la section de fonctionnement du budget du SIAAP.

Cette subvention pourra être complétée par une contribution financière du SYCTOM, ou d'autres partenaires, mobilisée dans le cadre d'une convention de partenariat différente.

Il se donne la possibilité également d'envoyer, dans le cadre de ces ateliers, des experts, agents du S.I.A.A.P., qui se déplaceront et séjourneront sur le budget du projet et partageront leur savoir sur leur domaine d'expertise.

Article 8 : ENGAGEMENT FINANCIER DE LA REGION ILE DE FRANCE

La Région Ile-de-France verse à l'IMV, coordonnateur du programme, qui s'engage à en faire un usage comme précisé à l'article 9, la somme de 29 000 € maximum pour la durée du programme.

La Région Ile-de-France se donne la possibilité également d'envoyer, dans le cadre de ces ateliers, des experts, agents de la Région Ile-de-France, qui se déplaceront et séjourneront sur le budget du projet et partageront leur savoir sur leur domaine d'expertise.

Article 9 : ROLE ET INTERVENTION DE L'IMV

L'IMV est le coordonnateur du programme. Il s'engage à le mettre en œuvre notamment en recrutant le personnel composant la cellule de coordination et en utilisant le produit des subventions versées par l'ensemble des partenaires signataires de la convention conformément aux coûts inscrits dans le budget prévisionnel et des programmations validées par le comité de pilotage. Il est responsable de l'accueil et du bon fonctionnement de la cellule.

L'IMV représentera l'ensemble des partenaires pour signer des conventions spécifiques avec des acteurs franciliens afin de mobiliser des expertises techniques spécifiques.

Article 10 : ROLE ET INTERVENTION DE LA CELLULE DE COORDINATION BASEE A L'IMV D'HANOI

La cellule de coordination du projet, basée à l'IMV, s'engage à établir le programme des ateliers, conformément à l'article 2 et à les mettre en place en coordination avec les partenaires français et vietnamiens. La cellule de coordination assurera l'animation du conseil d'experts vietnamien, tel que mentionné à l'article 3.

Elle veille à la mise à jour régulière du site Internet, permettant ainsi de diffuser des informations sur les différents ateliers réalisés et à venir, ainsi que sur les séminaires prévus dans le cadre du projet.

Article 11 : ENGAGEMENT FINANCIER DU COMITE POPULAIRE DE HANOI

Le Comité populaire de la ville de Hanoï contribuera financièrement à la réalisation du projet par la prise en charge des frais de transport et de séjour des stagiaires de sa collectivité participant aux ateliers. Il participera à la prise en charge des frais d'organisation logiqtique des ateliers qui seront réalisés sur son territoire en accord avec la cellule de coordination et le comité de pilotage.

Article 12 : ENGAGEMENT FINANCIER DU COMITE POPULAIRE DE LA VILLE DE HUE

Le Comité populaire de la ville de Hué contribuera financièrement à la réalisation du projet par la prise en charge des frais de transport et de séjour des stagiaires de sa collectivité participant aux ateliers. Il participera à la prise en charge des frais d'organisation logistique des ateliers qui seront réalisés sur son

territoire en accord avec la cellule de coordination et le comité de pilotage.

Article 13 : ENGAGEMENT FINANCIER DU COMITE POPULAIRE DE LA PROVINCE DE YEN BAI

Le Comité populaire de la province de Yen Baï contribuera financièrement à la réalisation du projet par la prise en charge des frais de transport et de séjour des stagiaires de sa collectivité participant aux ateliers. Il participera à la prise en charge des frais d'organisation logiqtique des ateliers qui seront réalisés sur son territoire en accord avec la cellule de coordination et le comité de pilotage.

Article 14 : ENGAGEMENT DU COMPITE POPULAIRE DE LA PROVINCE DE HAI DUONG

Le Comité populaire de la province de Hai Duong contribuera financièrement à la réalisation du projet par la prise en charge des frais de transport et de séjour des stagiaires de sa collectivité participant aux ateliers. Il participera à la prise en charge des frais d'organisation logistique des ateliers qui seront réalisés sur son territoire en accord avec la cellule de coordination et le comité de pilotage.

Article 15 : VERSEMENT DES PARTICIPATIONS

La participation, telle que précisée aux articles 5,6,7 et 8 de la présente convention, est versée sur le compte bancaire de l'IMV établi en euros après l'entrée en vigueur de la présente convention. Elle est l'objet de versements sur le compte

Numéro : 10103-000000005-8 (EUR)
Bénéficiaire : INSTITUT DES METIERS DE LA VILLE
Banque : Hong Leong Bank Vietnam Ltd
code SWIFT : HLBBVNVX

Article 16 : SUIVI DE LA REALISATION DU PROGRAMME

Trois réunions du comité de pilotage permettront de suivre la réalisation du programme. A mi-parcours de la réalisation du projet « Ateliers AVEC », une réunion du comité de pilotage franco-vietnamien spécifique se tiendra pour que la cellule de coordination puisse rendre compte du déroulement des ateliers, ce qui permettra la mise en place, le cas échéant, de nouveaux axes d'amélioration.

Article 17 : COMMUNICATION

Les signataires de la présente convention se donnent la possibilité de communiquer et de promouvoir les opérations réalisées dans le cadre de la présente convention. L'ensemble des partenaires doivent être indiqués sur tout document visant à promouvoir le projet. Le logo du programme doit être apposé sur les documents.

Article 18 : ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE

La présente convention prend effet à la date de sa ratification par les organes compétents de la Région Ile-de-France, du Département de la Seine-Saint-Denis, du Département du Val-de-Marne, du S.I.A.A.P, , DE L'IMV, du Comité populaire de la ville de Hanoi, du Comité populaire de la province de Hai Duong, du Comité populaire de la province de Yen Baï, du Comité populaire de la ville de Hué et après l'accomplissement des

formalités prévues par les articles L.3131.1 et suivants du code général des collectivités territoriales en ce qui concerne les Départements de la Seine-Saint-Denis et du Val de Marne et par les articles L4131.1 et suivants du code général des collectivités territoriales en ce qui concerne la Région Ile-de-France. Elle s'achèvera à l'issue de la réalisation des ateliers AVEC et au plus tard le 31 décembre 2019.

Article 19 : **MODIFICATION**

Toute modification de la présente convention fera l'objet de la conclusion d'avenants entre les parties.

Article 20 : RESILIATION

La présente convention peut être résiliée à la demande expresse de l'une des parties. La résiliation est effective après un délai d'un mois à compter de la demande permettant aux parties de définir les modalités selon lesquelles les actions, prévues dans la présente convention, s'arrêteront.

Article 21 : LITIGES

En cas de litige né de l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à épuiser toutes les voies de conciliation possibles avant d'entreprendre toute action en justice.

Fait à Paris, le 2016

Pour la Région Ile-de-France,

La Présidente du Conseil régional

Pour le Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne

Le Président,
Bélaide BEDREDDINE

Pour le Comité populaire de Hanoï,

Le Président du Comité populaire

Pour le Comité populaire de la Ville de Hué,

Le Président du Comité populaire de Hué

Pour le Département du Val-de-Marne,

Le Président du Conseil général

Pour le Département de la Seine-Saint-Denis,

Le Président du Conseil général

Pour le Comité populaire de la province de Yen Baï

La Présidente du Comité populaire

Pour le Comité populaire de la province de Hai Duong

Le Président du Comité populaire

Pour l'Institut des Métiers de la Ville

Le co-Directeur de l'Institut des Métiers de la Ville

Pour l'Institut des Métiers de la Ville

Le co-Directeur de l'Institut des Métiers de la Ville

ANNEXE A LA DELIBERATION:

CONVENTION

CONVENTION N°

Entre

La Région Île-de-France, dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
en vertu de la délibération n° CP 16- du 12 octobre 2016
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : Institut des métiers de la ville
dont le statut juridique est : établissement public étranger

dont le siège social est situé au : Hanoï
ayant pour représentant : Monsieur Vinh Quang Pham, Co directeur
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre de sa politique internationale telle que définie par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 75-10 du 19 novembre 2010.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes, ainsi que des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010, telle que prorogée par la délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP du 12 octobre 2016, la Région Île-de-France a décidé de soutenir l'Institut des Métiers de la Ville de Hanoï pour la réalisation du projet, dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : (référence dossier n°)

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant 13,49 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 214 900 €, soit un montant maximum de subvention de 29 000 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et TTC est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNÉ

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les actions dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1re de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Ile de France.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Île-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES

ARTICLE 3.1 : CADUCITÉ

Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.

Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision du président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné au paragraphe précédent que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de réception de la première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

ART 3.2 : MODALITÉS DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes.

Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. A chaque demande est joint un rapport financier intermédiaire précisant les dépenses effectuées.

Chaque demande de versement de subvention doit être datée, remplie et signée par le représentant légal du bénéficiaire ou la personne ayant délégation qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

Les documents financiers doivent être signés par le représentant légal du bénéficiaire ou la personne ayant délégation, sont établis en français et libellés en euros.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut demander une avance, à valoir sur les dépenses prévisionnelles, s'il justifie de ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'une attestation justifiant l'absence de trésorerie nécessaire au démarrage du projet soutenu par la Région.
L'avance est calculée sur la base des dépenses subventionnables en proportion du taux d'intervention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux d'intervention, sur présentation d'un état récapitulatif des paiements. Celui-ci précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Il est établi en français et en euros.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Le versement du solde est subordonné à la production d'un compte-rendu final d'exécution de l'action, d'un compte-rendu financier des dépenses et des recettes de l'opération et d'un état récapitulatif des paiements ou des copies des dépenses effectuées. Le compte-rendu financier et l'état récapitulatif des paiements comportant la signature du représentant du bénéficiaire ainsi que celle de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes si l'organisme en est doté, et sont établis en français et en euros.

Le comptable assignataire est le directeur régional des finances publiques de la région Île-de-France et du département de Paris.

ART 3.3 : RÉVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'organisme s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

La part définitive de la Région dans le financement du projet ne peut excéder le montant maximum de €.

ARTICLE 3.4 : DÉLAIS D'ÉLIGIBILITÉ DES DÉPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date de la commission permanente et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 12 octobre 2016.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP 16-… du 12 octobre 2016

Fait en 3 exemplaires originaux.

Le.....

Le Co – Directeur

Monsieur Vinh QUANG PHAM

Le.....

Pour la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France et par délégation
Le Directeur général adjoint des services
Chargé de l'Unité des Affaires internationales et européennes

Jacques BELTRAN

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 13/10/2016
- Date de réception en préfecture: 13/10/2016

DELIBERATION N° CP 16-536 DU 12 OCTOBRE 2016

COTISATION 2016

A METROPOLIS

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1115-1 à L.1115-5 ;

VU La délibération du Conseil Régional n° CR 75-07 ;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133 ;

VU la délibération n°CR 90-14 du 19 décembre 2014 portant budget primitif de la région pour l'année 2015 ;

VU la délibération n°CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 75-07 du 28 juin 2007 relative à la politique européenne de la européenne de la Région Île de France ; Rapport-cadre ;

VU La délibération n° CR 75-10 du 19 novembre 2016 relative à la politique internationale de la Région Île-de-France ; Rapport-cadre ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CP 06-394 du 19 mai 2006 relative à l'adhésion de la région Île-de-France à l'association mondiale des grandes métropoles (METROPOLIS) ;

VU Le budget 2016 de la Région Île-de-France ;

VU L'avis de la commission des finances ;

VU L'avis de la commission de la coopération internationale ;

VU le rapport CP 16-536 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article unique : Cotisation à Metropolis à hauteur de 13 184 € au titre de l'année 2016

Affecte une autorisation d'engagement de 13 184 € au profit de METROPOLIS. Cette autorisation d'engagement sera prélevée sur le chapitre budgétaire 930 « services généraux », code fonctionnel 048 « Autres actions internationales », programme 104007 « Rayonnement international » action 10400703 « Réseaux internationaux » du budget 2016.

Le renouvellement de cette cotisation au-delà de 2016 sera conditionné par l'évaluation de la pertinence du réseau et son utilité pour la Région.

La Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE A LA DELIBERATION :
ETAT RECAPITULATIF DE LA COTISATION

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-536	Budget	2016

Chapitre	**930 - Services généraux**
Code fonctionnel	**048 - Autres actions internationales**
Programme	**104007 - Rayonnement international**
Action	**10400703 - Réseaux internationaux**

Dispositif : N° 00000590 - Cotisation UAIE

Dossier	16002717 - RENOUVELLEMENT COTISATION POUR METROPOLIS - ANNEE 2016			
Bénéficiaire	R5765 - ASS MONDIALE DES GRANDES METROPOLES METROPOLIS			
Localisation	UNION EUROPEENNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	13 184,00 €		Code nature	6281
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
0,00 €	TTC	%	13 184,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000590 - Cotisation UAIE	13 184,00 €

Total sur l'imputation 930 - 048 - 104007 - 10400703	13 184,00 €

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 18/10/2016
- Date de réception en préfecture: 18/10/2016

DELIBERATION N° CP 16-648

du 12 octobre 2016

FONDS D'INTERVENTION D'URGENCE : ASSISTANCE A LA POPULATION HAÏTIENNE AFFECTEE PAR L'OURAGAN MATTHEW

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code général des collectivités territoriales,

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133,

VU La délibération n° CR 75-10 du 19 novembre 2010 relative aux orientations de la politique de coopération décentralisée et des actions européennes et internationales de la Région Île-de-France,

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente,

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU Le budget 2016 de la Région Île-de-France ;

VU Le rapport CP 16-648 présenté par Madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article unique :

Décide de participer au titre du fonds d'intervention d'urgence au financement du projet d'assistance à la population haïtienne affectée par l'ouragan Matthew, détaillé en annexe 2 de la présente délibération par l'attribution à l'association ACTED d'une subvention maximum prévisionnelle de 50 000 € correspondant à 100 % de la base subventionnable du projet.

Affecte une autorisation de programme de **50 000 €** disponible sur le chapitre 900 « services généraux », code fonctionnel 044 « Aide publique au développement », Programme HP044-013 « Solidarité internationale », Action 10401304 « Fonds d'intervention d'urgence» du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme au modèle de convention joint en annexe 3 et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF DES SUBVENTIONS

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	12/10/2016	N° de rapport	CP16-648	Budget	2016

Chapitre	**900 - Services généraux**
Code fonctionnel	**044 - Aide publique au développement**
Programme	**104013 - Solidarité internationale**
Action	**10401304 - Fonds d'intervention d'urgence**

Dispositif : N° 00000644 - Fonds d'intervention d'urgence (investissement)

Dossier	16017140 - ASSISTANCE A LA POPULATION HAÏTIENNE AFFECTEE PAR L'OURAGAN MATTHEW			
Bénéficiaire	R24501 - ACTED AGENCE AIDE COOPERATION TECHN ET DEVELOPP			
Localisation	HAÏTI			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
50 000,00 €	TTC	100 %	50 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000644 - Fonds d'intervention d'urgence (investissement)	50 000,00 €

Total sur l'imputation 900 - 044 - 104013 - 10401304	50 000,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHE PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16017140

Commission permanente du 12 octobre 2016

Objet : ASSISTANCE A LA POPULATION HAÏTIENNE AFFECTEE PAR L'OURAGAN MATTHEW

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'intervention d'urgence (investissement)	50 000,00 €	100,00 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 900-044-20421-104013-020
10401304- Fonds d'intervention d'urgence

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ACTED AGENCE AIDE COOPERATION TECHN ET DEVELOPP
Adresse administrative	:	33 RUE GODOT DE MAUROY 75009 PARIS 09
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	M. Bertrand Gallet, président
Date de publication au JO	:	16 mars 1994
N° SIRET	:	40288681600030

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'intervention d'urgence (investissement)
Rapport Cadre : CR75-10 du 19/11/2010

Date prévisionnelle de début de projet : 13 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 28 février 2017
Démarrage anticipé de projet : non

Objectifs :
Fournir une assistance à la population haïtienne victime de l'ouragan Matthew dans le cadre du fonds d'intervention d'urgence mis en place par la Région afin de soutenir les populations sinistrées.

Description :
Le bilan temporaire de l'ouragan Matthew fait état au 10 octobre de près d'un millier de morts et de milliers de déplacés ; un million et demi de personnes ont besoin d'assistance selon le bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (situation au 9 octobre). Ce bilan humain menace de s'aggraver, au fur et à mesure de l'accès à de nouvelles zones sinistrées et du fait des risques d'épidémie. Le bilan de la catastrophe pourrait donc rapidement être révisé à la hausse.

L'ONG ACTED, qui avait pré-positionné sur les zones côtières du Sud et de la Grand'Anse une équipe par anticipation et qui a dépêché à Port-au-Prince dès la fin de l'ouragan une équipe d'experts internationaux, participe déjà aux travaux de déblaiement et distribue des articles de première nécessité aux victimes.
Elle oriente son assistance en faveur de la population sinistrée de la ville de Jérémie (chef-lieu du

département de la Grande Anse), proposant deux interventions :
- réhabilitation des maisons et infrastructures communautaires détruites ou endommagées (remplacement des toits envolés en particulier), avec la distribution de kits d'abris contenant le matériel nécessaire aux travaux de réhabilitation ; les bénéficiaires seront accompagnés par des techniciens spécialisés dépêchés sur place par l'ONG ACTED.
- Réhabilitation du réseau d'adduction en eau de la ville.

Moyens mis en œuvre :
Equipe locale de l'ONG ACTED

Intérêt régional :
Solidarité avec la population haïtienne frappée par l'ouragan Matthew et avec les Franciliens originaires d'Haïti.
Cette subvention donne en outre lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter deux stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Population de la ville de Jérémie (42 388 habitants)

Localisation géographique :
- HAÏTI

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat des équipements et outillage pour travaux	16 000,00	32,00%
Kit potabilité de l'eau	2 500,00	5,00%
Intrants industriels (fournitures pour construction et travaux)	20 000,00	40,00%
Vérification et suivi de la qualité de l'eau du réseau	800,00	1,60%
Maitrise d'ouvrage	10 700,00	21,40%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	50 000,00	100,00%
Total	50 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	50 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation régionale en direction des acteurs de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale	20 853,00 €
2015	Animation régionale en direction des acteurs de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale	24 995,00 €
	Montant total	45 848,00 €

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION : CONVENTION TYPE

CONVENTION N°

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° XXXX du XXX ,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé :
dont le statut juridique est :
N° SIRET :
Code APE :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Fonds d'intervention d'urgence (investissement) » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR75-10 du 19 novembre 2010.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° XXX du XXX, la Région Île-de-France a décidé de soutenir XXXX pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : XXXXXXXXXXXXX (référence dossier n°XXXXX).

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date réception de la première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance sous réserve de la production par l'association d'un plan de trésorerie en français et en euros démontrant l'insuffisance de trésorerie.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un **état récapitulatif** des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un **compte rendu financier** de l'opération ou de la tranche d'opération subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- et d'un **compte-rendu final d'exécution de l'action**.

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 4 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du XXXXXX et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le :.XXXXXXXXXX

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.
La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.
Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° XXXX du XXXX.

Fait en 3 exemplaires originaux.

Le.....

Pour l'association ……
La/Le Président/Présidente

……..

Le.....

Pour le Président du Conseil régional
d'Ile de France et par délégation
Le Directeur général adjoint des services
Chargé de l'Unité des Affaires internationales
et européennes

Monsieur Jacques BELTRAN

Paris, le mardi 19 juillet 2016

îledeFrance
Conseil régional

ARRIVE
19. JUIL 2016
S.G.C.R

16-252

Groupe socialiste et républicain

Question écrite de Mme Magali ALEXANDRE, M. Carlos DA SILVA et des élus du Groupe Socialiste et Républicain à Mme Valérie PÉCRESSE, Présidente du Conseil régional d'Île-de-France.

Madame la Présidente,

Nous vous interpellons aujourd'hui sur les réflexions en cours concernant l'avenir et le budget des organismes associés, travail à propos duquel nous ne sommes destinataires d'aucune information.

Vous avez annoncé une baisse de 10 % des dotations aux 31 organismes associés. Vous avez également annoncé la réalisation d'un audit. Lors de la session du conseil régional des 17 et 18 mars dernier, M. Salini, Vice-Président chargé des Finances, indiquait que cet audit serait transmis dans les semaines à venir. Plus de trois mois plus tard, nous n'avons toujours aucun élément sur celui-ci.

Par ailleurs, nous nous interrogeons sur les objectifs poursuivis et la méthode choisie. Lors de la même séance, M. le Vice-Président indiquait : « *Il ne s'agira pas d'être dogmatique. Lorsqu'un dispositif fonctionne, il faut le conserver et l'améliorer ; lorsqu'un dispositif ne fonctionne pas, il convient d'en tirer toutes les conséquences. Faudra-t-il fusionner un certain nombre d'organismes associés ? Peut-être. Faudra-t-il arrêter un certain nombre d'organismes associés ? Peut-être. Faudra-t-il arrêter un certain nombre d'organismes associés et reprendre leurs compétences ? Peut-être.* »

Vous conviendrez que la ligne énoncée est pour le moins floue. Quel est le champ exact de l'audit ? Quel est le calendrier retenu ? Quelle concertation des organismes associés et de leur personnel a été mise en place ?

Les questions sont nombreuses et nous ne pouvons que regretter l'opacité actuelle qui entoure ce sujet C'est pourquoi, nous souhaitons pouvoir échanger avec vous au plus vite afin d'être pleinement informés des réflexions en cours.

Carlos Da Silva

île de France

Réponse de Madame Valérie PÉCRESSE

Présidente du conseil régional d'Île-de-France

à la question écrite de Madame Magali ALEXANDRE et Monsieur Carlos DA SILVA, du groupe sócialiste et républicain, concernant le les organismes associés

Vous m'avez interrogé par une question écrite du 19 juillet 2016 sur l'évolution du paysage des organismes associés et je vous en remercie.

Comme vous l'indiquez dans votre question, la Région s'appuie aujourd'hui sur pas moins de 31 organismes associés, actifs dans la quasi-totalité de ses champs d'intervention : développement économique, culture, aménagement, environnement, santé, sport... Plus de la moitié d'entre eux ont été créés depuis 2004, dont encore cinq sur la dernière mandature.

Il résulte bien souvent de cette situation un déficit de lisibilité de l'action régionale, des redondances avec les services de la Région et une inflation des coûts de gestion. C'est pourquoi, conformément à mes engagements de campagne et comme vous le soulignez, j'ai acté, dès la construction du budget primitif pour 2016, une diminution de 10 % du budget des organismes associés et engagé une réflexion sur l'évolution de leur paysage.

Les motivations sont simples : comment éviter les doublons entre les services de la Région et les organismes associés – en partant du principe qu'une politique régionale a *priori* vocation à être conçue et mise en œuvre par les services de la Région – et ainsi faire mieux avec moins.

Sur le fondement de ces principes, une réflexion plus précise est engagée, secteur par secteur. Cette réflexion tient par ailleurs évidemment compte de la spécificité institutionnelle de chacun des organismes associés : établissement public, établissement public de coopération culturelle, fondation, association...

Cette réflexion au cas par cas conduit naturellement à un allongement du calendrier par rapport à ce qui a pu être annoncé. Elle est toutefois gage de décisions de meilleure qualité.

Nous aurons certainement l'occasion de reparler de ce sujet dans les prochaines semaines.

Paris, le mardi 19 juillet 2016

îledeFrance
Conseil régional

ARRIVE
19. JUIL 2016
S.G.C.R
16_253

Groupe socialiste et républicain

Question écrite de M. Carlos DA SILVA et des élus du Groupe Socialiste et Républicain à Mme Valérie PÉCRESSE, Présidente du Conseil régional d'Île-de-France.

Madame la Présidente,

Nous vous interpellons ce jour sur le Conseil Régional des Jeunes (CRJ) et souhaitons attirer votre attention sur les inquiétudes qui sont celles des membres de cette instance régionale, et que nous partageons.

Les membres du CRJ doivent en principe être renouvelés pour le début de l'année 2017. L'appel à candidatures doit donc être valide pour septembre 2016.

Avec plus d'un million de lycéens, d'apprentis et d'étudiants en Ile-de-France, notre Région est formidablement attractive pour la jeunesse. Mais elle est aussi, une terre de fortes inégalités, sociales et territoriales, dont la jeunesse est une victime de premier plan.

Dans un contexte de crise économique et de défiance vis-à-vis de nos institutions, l'engagement et l'expression des jeunes doit être une priorité.

A ce titre, il est de notre devoir de responsables politiques que de promouvoir le CRJ comme espace de démocratie et de production d'idées et d'actions pour la jeunesse francilienne.

Par la présente nous souhaitons connaître vos intentions quant au devenir de cette instance, quelles sont les intentions de l'exécutif en la matière ?
Souhaitez-vous pérenniser le Conseil Régional des Jeunes ? Si oui, avec quelles modalités de désignation ? Quel rôle envisagez-vous de confier au CRJ à venir ?

Carlos Da Silva

✱ îledeFrance

Réponse de Madame Valérie PÉCRESSE

Présidente du conseil régional d'Île-de-France

à la question écrite de Monsieur Carlos DA SILVA et des élus du groupe socialiste et républicain, concernant le Conseil régional des jeunes.

Je fais suite à votre courrier m'interrogeant sur les intentions du nouvel exécutif quant au Conseil régional des jeunes (CRJ). Je tiens tout d'abord à réaffirmer toute l'importance que j'attache à la parole et à l'expression des jeunes franciliens ainsi qu'à cette instance dont je n'ai eu cesse, au cours des dernières années, de promouvoir le rôle et l'implication dans les politiques régionales.

C'est d'ailleurs en ce sens que j'ai souhaité associer les membres du CRJ aux différentes actions que nous avons menées en ce début de mandature. Je pense en particulier au travail engagé sur la stratégie régionale en faveur de la santé des jeunes et en particulier à l'application I-pass contraception sur laquelle le CRJ sera amené à formuler un avis.

Vous le voyez, loin d'être remis en cause, le rôle du CRJ, est clairement renforcé. Nous souhaitons néanmoins faire évoluer ses actions vers plus d'autonomie et vers des liens resserrés avec le territoire francilien. Le Vice-président Patrick KARAM étudie des mesures fortes en ce sens, telles que l'organisation de rencontres territoriales et d'états généraux de la parole citoyenne.

Pour mener à bien ces réflexions, il est nécessaire de prolonger le mandat des membres du CRJ actuel qui vient à échéance en février prochain, comme le Vice-président Patrick KARAM l'a d'ailleurs annoncé lors de la séance plénière du 12 juillet dernier.

Cette prolongation permettra la concertation nécessaire avec les jeunes pour débattre des mesures que nous voulons mettre en œuvre. Ce temps de concertation sera également mis à profit pour réfléchir à un nouveau mode de désignation des membres du CRJ, aujourd'hui effectué par tirage au sort alors que devrait être privilégiée une approche valorisant réellement l'engagement des jeunes.

Paris, le 14 septembre 2016

îledeFrance

Conseil régional

Groupe Radical citoyen démocrate écologiste et apparentés

ARRIVE
14. SEP. 2016
S.G.C.R
16-275

Question écrite du Groupe RCDE

sur la concrétisation des projets de lignes téléphériques franciliennes

Madame la Présidente,

Chers collègues,

La révolution des transports en Île-de-France doit entamer une nouvelle phase. Grand Paris express, métro nocturnes, piétonisation des voie sur berges, autant de démarches nécessaires, nouvelles et ambitieuses qui visent à améliorer drastiquement la qualité de vie des franciliens, dans leurs déplacements mais pas seulement.

Pour les élus du Groupe Radical, Citoyen, Démocrate et Ecologiste, le Conseil régional doit s'affirmer comme l'élément moteur de cette révolution. Les transports étant au cœur de ses attributions et le renforcement des liens entre Paris et le reste de l'Ile-de-France étant une priorité reconnue, notre Conseil régional est légitime à intervenir. Plus encore, il en va de sa responsabilité et de sa crédibilité puisque les franciliens attendent massivement qu'il engage toute son énergie sur ces enjeux cruciaux impactant directement leur quotidien.

Cette évolution salutaire vers la modernité doit mobiliser toutes nos ressources et notre créativité et ne peut donc faire l'impasse sur de nouveaux modes de transport – tester avec succès dans de nombreuses villes d'envergure mondiale - comme la création d'un réseau de lignes téléphériques à l'échelle francilienne.

Soutenu par une large majorité des habitants et des élus de la région, ce transport propre, pratique, bon marché et novateur, permettant une offre de mobilité nouvelle, doit permettre de désenclaver un certain nombre de territoires franciliens.

En effet, la densité des réseaux existant empêche bien souvent de créer des infrastructures lourdes de type ligne de bus, métro ou tramway, hormis à des coûts prohibitifs, dans ces zones excentrées.

Conseil régional
57, rue de Babylone - 75007 Paris
Tél. : 01 53 85 69 46 - Fax : 01 53 85 56 02
www.iledefrance.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

C'est aussi une alternative attrayante qui complètera l'offre de transport à Paris, largement saturée, permettant ainsi une meilleure attractivité économique et touristique de la capitale.

Plusieurs projets sont d' ores et déjà à l'étude et je ne peux que saluer la décision du STIF d'avoir lancé douze «études de faisabilité» pour de nouveaux projets dans 5 départements d'Île-de-France.

Si la création du Téléval semble le projet le plus abouti, de nombreuses questions se posent quant à la concrétisation des autres projets évoqués (Epône-Gargenville, Achères-Conflans-Sainte-Honorine, Orgeval-Poissy-Chanteloup...) ou à l'étude. Se pose également la question de la ligne téléphérique entre la Gare Austerlitz et la Gare de Lyon, défendue de longue date par les Radicaux de gauche au Conseil de Paris mais totalement absente des conclusions du STIF. Elle permettrait pourtant un gain de temps et d'énergie considérable aux voyageurs transitant entre ces deux gares.

Qu'en est-il de ces projets ? Vous avez récemment évoqué la possibilité d'en réaliser trois. Comment ce choix serait-il fait et par qui ? Désenclaver des territoires franciliens mal desservis par le réseau routier et les transports en commun actuels est une priorité. Outre la nécessaire intégration sociale et économique que cet isolement empêche, il en va de la cohésion du territoire francilien.

Madame la Présidente, la région a- t-elle véritablement l'intention de mener à bien ces projets de lignes téléphériques ? Si c'est le cas, comment entendez-vous consulter et mobiliser et l'ensemble des acteurs concernés par ce qui pourrait bien marquer un bouleversement dans l'organisation spatiale et l'intégration géographique, économique et sociale de notre région ?

Je vous remercie.

Eddie AIT

ile de France

Réponse de Madame Valérie PÉCRESSE

Présidente du conseil régional d'Île-de-France

à la question écrite de Monsieur Éddie AÏT conseiller régional d'Île-de-France du groupe RDCE, concernant la concrétisation des projets de lignes téléphériques franciliennes.

Vous avez bien voulu appeler mon attention sur les projets de transport par câble en Ile-de-France.

Vous le savez, j'ai engagé la révolution des transports dès mon élection en décembre dernier. Réussir la révolution des transports, outre des investissements massifs et sans précédent sur le renouvellement du matériel roulant, le Grand Paris des bus, la vidéo-protection généralisée ou le Smart Navigo, c'est aussi inventer de nouveaux modes de déplacements respectueux de l'environnement et plus économiques. Le modèle du tout-tramway touche à ses limites en Ile-de-France, les projets sont devenus trop longs à mettre en œuvre, trop complexes, trop coûteux parfois hélas.

Pour accélérer la mise en service de nouveaux projets de transports en Ile-de-France, j'ai décidé de miser sur l'innovation, le transport par câble, technologie parfaitement maîtrisée par l'industrie française, plus économique qu'un tramway et plus performante qu'un bus. C'est pourquoi j'ai fait adopter le 13 juillet dernier en Conseil du STIF une nouvelle stratégie de développement des projets de transport par câble en Ile-de-France.

Les premières études lancées sur la perception par les Franciliens du mode transport par câble aérien feront l'objet d'un rapport d'étude à l'automne 2016.

Ensuite, le STIF réalisera une analyse socio-économique des principaux projets de transport par câble aérien proposés par les acteurs locaux. La carte jointe au présent courrier liste précisément ces projets. Cette étude portera sur les points suivants :

- Besoins de déplacements actuels et futurs
- Analyse des besoins non couverts par le réseau actuel ou projeté
- Analyse des temps de parcours et comparaison avec des solutions de desserte par bus

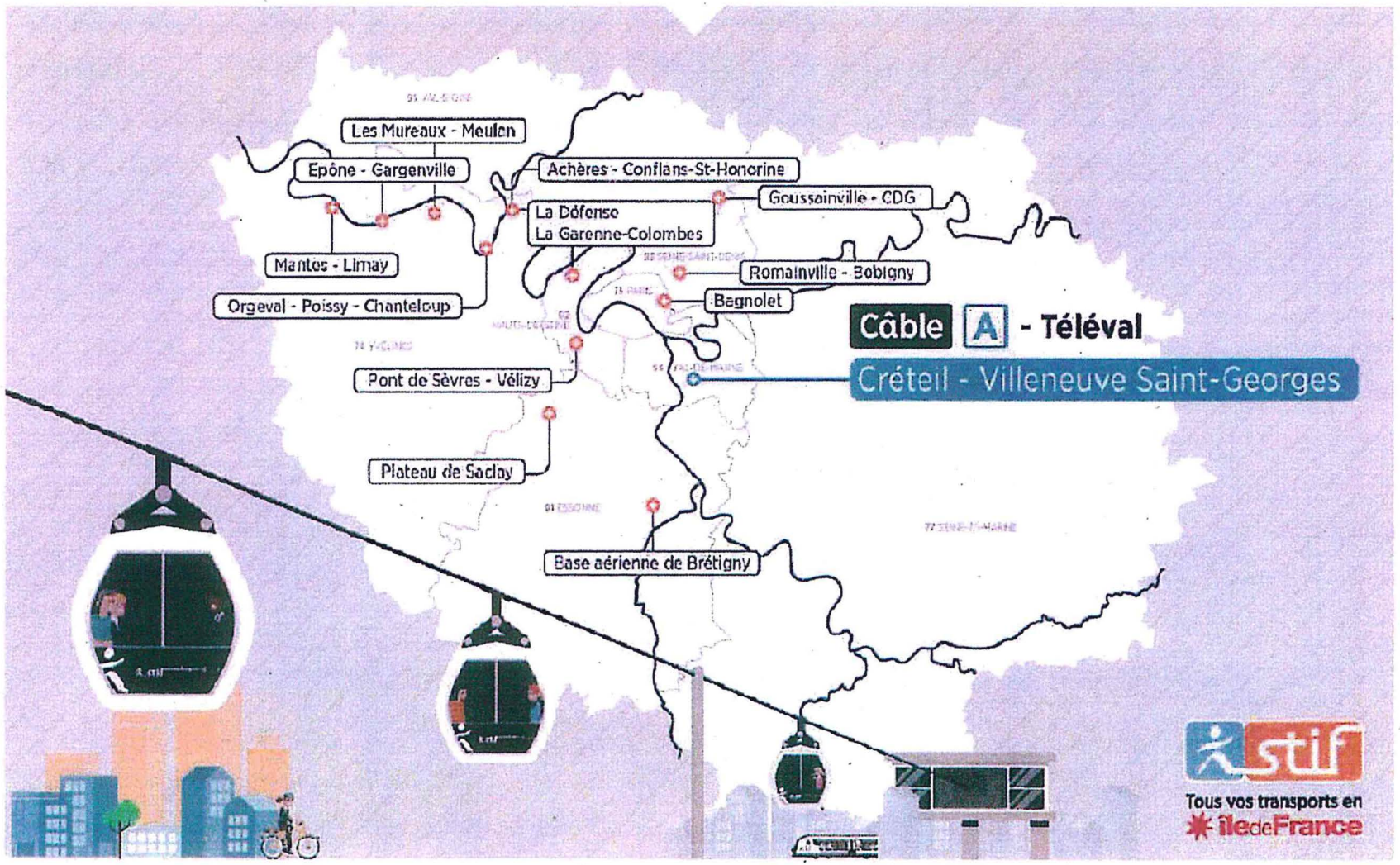
Cette analyse sera disponible au premier semestre 2017 et permettra une sélection de projets qui ont la plus forte rentabilité au plan socio-économique.

Enfin, après sélection des projets les plus pertinents en Ile-de-France, une étude de préfaisabilité technique sera menée avec une estimation du coût d'investissement des projets.

Pour ce faire, je prévois naturellement d'installer un comité de suivi des études de la stratégie transport par câble aérien qui sera animé par le STIF. Il réunira *a minima* la Région Ile-de-France, les départements concernés par les projets, la DRIEA et les acteurs locaux concernés par les projets. Les études de préfaisabilité seront ainsi présentées à ce comité lors d'une ou deux réunions selon le nombre de projets étudiés et leur dispersion géographique.

Je veux que les téléphériques urbains deviennent très rapidement une réalité en Ile-de-France. Au-delà du projet de câble A entre Créteil et Villeneuve-Saint-Georges, actuellement soumis à la concertation par le STIF et ce jusqu'au 28 octobre prochain, je souhaite lancer concrètement dès 2017 deux ou trois nouveaux projets de téléphériques qui révolutionneront les déplacements en Ile-de-France et qui inscriront notre région dans une ère résolument moderne et créative.

Recensement des projets de transport par câble à l'étude par les acteurs locaux en Île-de-France



Agence des Espaces Verts

île de France

Publiée au recueil des actes de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France, le : 18 OCT. 2016

Transmise au contrôle de légalité, le 18 OCT. 2016

La Présidente du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N° 16-099 du 18 octobre 2016
(report de la session du 11 octobre 2016)

Relative à l'approbation de l'avenant n° 3 à la convention d'objectifs et de moyens entre la Région Ile-de-France et l'Agence des espaces verts et à l'habilitation donnée à la Présidente pour signer cet avenant.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4413-2 et R.4413-1 ;

VU la délibération n°14-002 du 11 février 2014 du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts relative à l'approbation de la convention quinquennale d'objectifs et de moyens entre la Région d'Île-de-France et l'Agence des espaces verts fixant les orientations prioritaires en matière d'espaces verts, naturels et agricoles et les obligations réciproques pour la période 2014-2018 ;

VU la délibération n°15-070 du 9 juin 2015 du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts relative à l'approbation de l'avenant n° 1 à la convention d'objectifs et de moyens entre la Région d'Île-de-France et l'Agence des espaces ;

VU la délibération n° 16-027 du 31 mars 2016 du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts relative à l'approbation de l'avenant n° 2 à la convention d'objectifs et de moyens entre la Région d'Île-de-France et l'Agence des espaces ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France.

DELIBERE

Article 1 Approuve la conclusion de l'avenant n° 3 à la convention d'objectifs et de moyens entre la Région d'Île-de-France et l'Agence des espaces verts, ci-annexé.

Article 2 Habilite la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts à signer cet avenant.

Nombre de votants	7
Votes POUR	5+2
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

AVENANT N°3 A LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET L'AGENCE DES ESPACES VERTS

Entre

La **Région Île-de-France** dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,

Ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

L'Agence des Espaces Verts de la Région d'Ile-de-France, établissement public régional à caractère administratif, dont le siège administratif est sis 90-92, avenue du Général Leclerc – 93500 PANTIN, créée par la loi N° 76-394 du 6 mai 1976 codifiée et agissant au nom et pour le compte de la région Ile-de-France en vertu des articles L. 4413-2 et R. 4413-1 du code général des collectivités territoriales, représentée par sa Présidente en exercice, dûment habilitée en vertu de la délibération N° 16-099 du 18 octobre 2016 (report de la session du 11 octobre 2016).
Ci-après dénommée « l'Agence »

d'autre part,

IL A ÉTÉ CONVENU DE CE QUI SUIT :

PREAMBULE :

L'Agence des Espaces Verts et la Région Ile-de-France ont conclu en 2014 une convention d'objectifs et de moyens approuvée par délibération n° CR 12-14 du 13 février 2014.

Il est proposé de modifier la convention afin de confier à l'Agence le règlement des taxes foncières relatives aux propriétés dont elle assure la gestion. Il est aussi proposé de déléguer à l'Agence l'animation sur les sites Natura 2000 lorsque la Région a été désignée porteuse de l'animation.

Article 1 :

L'article 2.5 de la convention, relatif aux obligations administratives de l'AEV, est complété par un quatrième point rédigé comme suit :
« Prendre en charge le règlement des taxes foncières relatives aux propriétés régionales dont la gestion a été confiée à l'AEV et identifier cette dépense au sein de son budget ».

Article 2 :

L'article 3.1 de la convention, relatif à la réalisation des objectifs, est complété par un 4ème paragraphe rédigé comme suit :
« Dans le cadre de la prise en charge du règlement des taxes foncières, le budget de fonctionnement affecté par la Région à l'Agence prend en compte cette dépense. Une régularisation annuelle sera prévue en année n+1, au vu du montant des taxes réglées au titre de l'année n. »

Article 3 :

Dans l'annexe 1 à la convention, intitulée Objectifs opérationnels et Moyens, l'avant-dernier paragraphe de l'objectif opérationnel 1.2, Favoriser la biodiversité, est complété par la phrase suivante :

« Par ailleurs, sur ces mêmes sites, lorsque la Région est désignée structure porteuse de l'animation par le comité de pilotage Natura 2000, elle en délègue la mise en œuvre à l'Agence ».

Article 4 :

A l'exception de ces modifications, les autres dispositions de la convention restent applicables.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Pour l'Agence des Espaces Verts La présidente	Pour la Région Ile-de-France La Présidente
Anne CABRIT	Valérie PECRESSE

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
d'Ile-de-France, le : 18 OCT. 2016

Transmise au contrôle
de légalité, le 18 OCT. 2016

La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne CABRIT

DÉLIBÉRATION

N° 16-100 du 18 octobre 2016
(report de la session du 11 octobre 2016)

Relative à l'approbation de l'avenant n° 4 à la convention d'objectifs et de moyens entre la Région Ile-de-France et l'Agence des espaces verts et à l'habilitation donnée à la Présidente pour signer cet avenant.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4413-2 et R.4413-1 ;

VU la délibération n°14-002 du 11 février 2014 du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts relative à l'approbation de la convention quinquennale d'objectifs et de moyens entre la Région d'Île-de-France et l'Agence des espaces verts fixant les orientations prioritaires en matière d'espaces verts, naturels et agricoles et les obligations réciproques pour la période 2014-2018 ;

VU la délibération n°15-070 du 9 juin 2015 du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts relative à l'approbation de l'avenant n° 1 à la convention d'objectifs et de moyens entre la Région d'Île-de-France et l'Agence des espaces ;

VU la délibération n° 16-027 du 31 mars 2016 du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts relative à l'approbation de l'avenant n° 2 à la convention d'objectifs et de moyens entre la Région d'Île-de-France et l'Agence des espaces ;

VU la délibération n° 16-097 du 11 octobre 2016 du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts relative à l'approbation de l'avenant n° 3 à la convention d'objectifs et de moyens entre la Région d'Île-de-France et l'Agence des espaces ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France.

DELIBERE

Article 1 Approuve la conclusion de l'avenant n° 4 à la convention d'objectifs et de moyens entre la Région d'Île-de-France et l'Agence des espaces verts, ci-annexé.

Article 2 Habilite la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts à signer cet avenant.

Nombre de votants ..... :	7
Votes POUR ..... :	5+2
Votes CONTRE..... :	0
Abstentions ..... :	0
Ne prend pas part au vote ... :	0

AVENANT N° 4 A LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET L'AGENCE DES ESPACES VERTS

Entre

La Région d'Ile-de-France, située 33, rue Barbet-de-Jouy 75007 Paris, représentée par sa Présidente, dûment habilitée par la délibération **CP 16-116 du 18 mai 2016**,

Ci-après dénommée la « Région »

d'une part,

Et

L'Agence des Espaces Verts de la Région d'Ile-de-France, établissement public régional à caractère administratif, dont le siège administratif est sis 90-92, avenue du Général Leclerc – 93500 PANTIN, créée par la loi N° 76-394 du 6 mai 1976 codifiée et agissant au nom et pour le compte de la région Ile-de-France en vertu des articles L. 4413-2 et R. 4413-1 du code général des collectivités territoriales, représentée par sa Présidente en exercice, dûment habilitée en vertu de la délibération N° 16-100 du 18 octobre 2016 (report de la session du 11 octobre 2016).

Ci-après dénommée « l'Agence »

d'autre part,

Il a été convenu de ce qui suit :

PREAMBULE :

La convention avec l'Agence des espaces verts a été signée en 2014 pour une durée de cinq années. Le présent avenant a pour objet de modifier la convention conformément aux obligations posées par la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens**.**

La convention d'objectifs et de moyens est modifiée comme suit :

Article 1 :

Au sein de l'article 2 relatif aux engagements de l'organisme, il est inséré l'article suivant :

> « Article 2.2 : Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants
> L'organisme s'engage à recruter 16 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.
> L'organisme saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région. »

En conséquence, l'article 2.2 « La réalisation d'un programme annuel d'actions » devient l'article 2.3, l'article 2.3 « Le cadre budgétaire et comptable » devient l'article 2.4, etc....

A la fin du nouvel article 2.6 relatif aux « Obligations administratives », il est ajouté l'alinéa suivant :

> « informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats, etc…) dans leur déroulement. »

Article 2 :

Au sein de l'article 3.2 relatif aux « Modalités de versement de la subvention » et à la fin de l'alinéa relatif au versement du solde, il est inséré les mentions suivantes :

> « Un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé). »

Article 3 :

Au sein de l'article 8 « Résiliation de la convention », le début du deuxième alinéa est remplacé par la mention :

> « La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par l'organisme ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants. »

Article 4 :

Les autres dispositions de la convention et de l'avenant annexés à la délibération n° CP 16-009 du 22 janvier 2016, non modifiées par le présent avenant, restent inchangées.

Fait à Paris en deux exemplaires originaux,

Le ……..

Pour la Région Ile-de-France	Pour l'Agence des espaces verts de la région d'Ile-de-France
La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France	La Présidente

Agence des Espaces Verts

ÎledeFrance

PRÉFECTURE DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE
PRÉFECTURE DE PARIS
25 OCT. 2016
Bureau du contrôle de légalité et du contentieux

Publiée au recueil des actes de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France, le : 18 OCT. 2016

Transmise au contrôle de légalité, le : 18 OCT. 2016

La Présidente du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N° 16-101 du 18 octobre 2016
(report de la session du 11 octobre 2016)

Relative au budget supplémentaire du budget principal 2016 de l'Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le code général des collectivités et notamment ses articles L .4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16,

VU l'instruction budgétaire et comptable M71,

VU le budget primitif 2016 du budget principal approuvé par délibération N°16-018 du Conseil d'administration du 31 mars 2016,

VU le compte administratif 2015 du budget principal approuvé par délibération N°16-047 du 22 juin 2016,

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France.

CONSIDERANT la nécessité d'intégrer les modifications au budget principal de l'Agence des espaces verts.

D E L I B E R E

Article 1 : Intègre le résultat excédentaire cumulé de la section de fonctionnement et d'investissement du budget principal constaté à l'issue de l'exercice 2015 et l'affecte en totalité en report sur le budget 2016.

Article 2 : Approuve le budget supplémentaire 2016 tel qu'annexé à la présente délibération pour un montant de :

- en investissement : **+ 100 590,00 € d'autorisations de programme**

- en investissement : **+ 1 450 011,68 € de crédits de paiement**

- en fonctionnement : **+ 194 006,29 € de crédits de paiement**

Nombre de votants ..... :	7
Votes POUR ..... :	3+2
Votes CONTRE..... :	1
Abstentions ..... :	1
Ne prend pas part au vote ... :	0

REPUBLIQUE FRANCAISE

AGENCE DES ESPACES VERTS REGION ILE DE FRANCE

Numéro SIRET : 287 500 052 000 74

POSTE COMPTABLE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX DE PARIS

M71

BUDGET SUPPLEMENTAIRE
voté par fonction

BUDGET PRINCIPAL

ANNEE 2016

PRÉFECTURE DE LA RÉGION
D'ILE-DE-FRANCE
PRÉFECTURE DE PARIS
25 OCT. 2016
Bureau du contrôle de légalité
et du contentieux

Sommaire

I - Informations générales

p.3 A - Informations statistiques, fiscales et financières
p.4 B - Modalités de vote
p.5 C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats
p.6 C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses
p.7 C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes
p.8 D1 - Présentation des AP votés
p.9 D2 - Présentation des AE votés

II - Présentation générale du budget

p.10 A1 - Vue d'ensemble du budget - Exécution du bugdet
p.11 A2 - Vue d'ensemble du budget - Total des opérations réelles et d'ordre
p.12-13 B - Récapitulation par groupes fonctionnels
p.14 C1 - Equilibre financier - Investissement
p.15 C2 - Equilibre financier - Fonctionnement
p.16-17 D1 - Balance générale - Dépenses
p.18-19 D2 - Balance générale - Recettes

III - Vote du budget

p.20-21 A - Section d'investissement - Vue d'ensemble
p.22 A.900 - Services généraux
p. A.901 - Formation professionnelle et apprentissage
p. A.902 - Enseignement
p. A.903 - Culture, sports et loisirs
p. A.904 - Santé et action sociale
p. A.905 - Aménagement des territoires
p. A.906 - (Fonction en réserve)
p.23 A.907 - Environnement
p. A.908 - Transports
p. A.909 - Action économique
p. A.921 - Taxes non affectées
p.24 A.922 - Dotations et participations
p. A.923 - Dettes et autres opérations financières
p.25 A.925 - Opérations patrimoniales
p.26-27 A.926 - Transferts entre les sections
p.28 A.95 - Chapitres sans prévisions de réalisations
p.29-30 B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble
p.31 B.930 - Services généraux
p. B.931 - Formation professionnelle et apprentissage
p. B.932 - Enseignement
p. B.933 - Culture, sports et loisirs
p. B.934 - Santé et action sociale
p. B.935 - Aménagement des territoires
p. B.936 - (Fonction en réserve)
p.32 B.937 - Environnement
p. B.938 - Transports
p. B.939 - Action économique
p. B.940 - Impositions directes
p. B.941 - Autres impôts et taxes
p. B.942 - Dotations et participations

Sommaire

p. B.943 - Opérations financières
p. B.944 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus
p. B.945 - Provisions et autres opérations mixtes
p.33 B.946 - Transferts entre les sections
p. B.947 - Transferts à l'intérieur de la section de fonctionnement
p. B.95 - Chapitres sans prévisions de réalisations

IV - Annexes

A - Présentation croisée

p.34 A/900 - Services généraux
p. A/901 - Formation professionnelle et apprentissage
p. A/902 - Enseignement
p. A/903 - Culture, sports et loisirs
p. A/904 - Santé et action sociale
p. A/905 - Aménagement des territoires
p. A/906 - (Fonction en réserve)
p.35 A/907 - Environnement
p. A/908 - Transports
p. A/909 - Action économique
p.36 A/930 - Services généraux
p. A/931 - Formation professionnelle et apprentissage
p. A/932 - Enseignement
p. A/933 - Culture, sports et loisirs
p. A/934 - Santé et action sociale
p. A/935 - Aménagement des territoires
p. A/936 - (Fonction en réserve)
p.37 A/937 - Environnement
p. A/938 - Transports
p. A/939 - Action économique

B - Eléments du bilan

p. B1.1 - Etat de la dette – Détail des crédits de trésorerie
p. B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette
p. B1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux
p. B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours
p. B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture
p. B2 - Méthodes utilisées
p. B3 - Etat des provisions constituées
p. B4 - Etat des charges transférées
p. B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers
p. B6 - Prêts
p. B7.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses
p. B7.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes
p.38 E2 - Arrêté - Signatures

I - INFORMATIONS GENERALES INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	I A

Informations statistiques			
	Valeurs		Valeurs
Population totale		Nombre de m2 de surface utile de bâtiments (3)	
Longueur de la voirie régionale (en km)		Nombre d'organismes de coopération auxquels participe la région	

Informations fiscales (N-2)

	Région	Pour mémoire, la moyenne nationale
Indicateur de ressources fiscales /habitant défini par l'article L. 4332-5 du CGCT (1)		

(1) Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

	Informations financières - ratios -	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	
2	Produit des impositions directes/population	
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	
4	Dépenses d'équipement brut/population	
5	Encours de dette/population (2)	
6	DGF/population	
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (3)	51,90 %
8	Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal	
9	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital/recettes réelles de fonctionnement (3)	
10	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement	10,37 %
11	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)(3)	

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 01/01/N.
(3) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

I - INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I - L'Assemblée délibérante a voté le présent budget :

- **au niveau du chapitre** — **pour la section d'investissement**
- **au niveau du chapitre** — **pour la section de fonctionnement**
- **avec** — **vote formel sur chacun des chapitres**

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en investissement et en fonctionnement.

III – L'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans les limites suivantes (3) :

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (4)

VI – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».
(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.
(3) Au maximum dans la limite de 7.5% des dépenses réelles de la section, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel.
(4) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative s'il y a lieu
(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I - INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT - RESULTAT	C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1			
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (3)
TOTAL DU BUDGET	71 161 808,64	71 041 408,76	285 350,20	164 950,32
Investissement	50 777 531,56	50 889 919,01	12 542,50 (1)	124 929,95
Fonctionnement	20 384 277,08	20 151 489,75	272 807,70 (2)	40 020,37

(1) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses>recettes, et + si recettes>dépenses.
(2) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.
(3) Indiquer le signe – si dépenses >recettes, et + si recettes >dépenses.

	RESTES A REALISER - N-1		
	Dépenses	Recettes	Solde (B)
TOTAL DES RAR	119 521,82	0,00	-119 521,82
Investissement	119 521,82	0,00	-119 521,82
Fonctionnement	0,00	0,00	0,00

	RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (4)
TOTAL	45 428,50
Investissement	5 408,13
Fonctionnement	40 020,37

(4) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I - INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT - RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER EN DEPENSES (1)

Chap./ art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT TOTAL	(I)	119 521,82
900	**Moyens generaux investissement**	119 521,82
2051	Concessions et droits similaires	66 588,36
21828	Materiel de transport	49 253,72
21848	Materiel de bureau et mobilier	954,00
2185	Matériel de téléphonie	335,16
2188	Autres immobilisations corporelles	2 390,58
SECTION DE FONCTIONNEMENT TOTAL	(II)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

I - INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT - RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER EN RECETTES (1)

Chap./ art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT TOTAL		(I) 0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT TOTAL		(II) 0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

I - INFORMATIONS GENERALES	I
PRESENTATION DES AP VOTEES	D1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre	AP votée lors de la présente délibération	AP votée depuis le début de l'exercice
N°	Libellé			
2016 - 12HDP	ACQUISITIONS	907	0,00	3 040 000
2016 - 13HDP	AMENAGEMENT	907	100 590	4 060 590
2016 - 14HDP	AMENAGEMENT TEGEVAL	907	0,00	1 800 000
2016 - 15HDP	SUBVENTIONS	907	0,00	400 000
2016 - 16HDP	EQUIPEMENT	900	0,00	800 000
TOTAL			0,00	10 100 590,00

AP de dépenses imprévues (2)	950	0,00

TOTAL GENERAL	10 100 590,00

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.
(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

I - INFORMATIONS GENERALES	I
PRESENTATION DES AE VOTEES	D2

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
N°	Libellé		
TOTAL			

AE de dépenses imprévues (2)	952	0,00

TOTAL GENERAL	0,00

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET	A1

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés (y compris le compte 1068)	1 330 489,86	1 325 081,73
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (R.A.R N-1) (1)	119 521,82	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	0,00	124 929,95
	=	=	=
Total de la section d'investissement (2)		1 450 011,68	1 450 011,68

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés	194 006,29	153 985,92
	+	+	+
REPORT	Restes à réaliser de l'exercice précédent (R.A.R N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	0,00	40 020,37
	=	=	=
Total de la section de fonctionnement (3)		194 006,29	194 006,29

TOTAL DU BUDGET (4)	1 644 017,97	1 644 017,97

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats. Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 4312-5 du CGCT

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET	A2

VENTILATION DES OPÉRATIONS RÉELLES ET D'ORDRE DU BUDGET

	DEPENSES			RECETTES		
	REELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL	REELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL
Crédits d'investissement votés	1 345 747,57	-15 257,71	1 330 489,86	1 465 257,02	-15 245,34	1 450 011,68
Crédits de fonctionnement votés	209 251,63	-15 245,34	194 006,29	209 264,00	-15 257,71	194 006,29
Total budget (hors RAR N-1 et reports)	1 554 999,20	-30 503,05	1 524 496,15	1 674 521,02	-30 503,05	1 644 017,97

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BUDGET - RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS	B

	POUR INFORMATION		PROPOSITIONS DE LA PRESIDENTE	VOTE DE L'ASSEMBLEE (3) III	TOTAL IV = I + II + III	DONT NON VENTILE	DONT 0 Services généraux (sauf 01)
	BUDGET DE L'EXERCICE (1) I	RESTES A REALISER N-1 (2) II					
AP VOTEES	**10 000 000,00**		**100 590,00**	**100 590,00**	**10 100 590,00**	**0,00**	**800 000,00**
Dont dépenses imprévues (950)							
AE VOTEES	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dont dépenses imprévues (952)							
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**62 491 277,00**	**119 521,82**	**1 330 489,86**	**1 330 489,86**	**63 941 288,68**	**40 465 858,29**	**1 524 295,22**
90 Opérations ventilées	22 010 161,00	119 521,82	1 345 747,57	1 345 747,57	23 475 430,39		1 524 295,22
- en AP/CP (2)	20 546 000,00		1 008 624,50	1 008 624,50	21 554 624,50		762 612,40
- hors AP/CP (2)	1 464 161,00	119 521,82	337 123,07	337 123,07	1 920 805,89		761 682,82
- Opérations pour le compte de tiers							
92 Opérations non ventilées	40 481 116,00		-15 257,71	-15 257,71	40 465 858,29	40 465 858,29	
001 Solde d'exécution reporté							
RECETTES D'INVESTISSEMENT	**62 491 277,00**	**0,00**	**1 450 011,68**	**1 450 011,68**	**63 941 288,68**	**60 612 323,06**	**0,00**
90 Opérations ventilées	3 164 000,00		40 035,67	40 035,67	3 204 035,67		
- Recettes affectées	3 164 000,00		40 035,67	40 035,67	3 204 035,67		
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la région							
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)	59 325 777,00		1 284 754,66	1 284 754,66	60 610 531,66	60 610 531,66	
954 Produits des cessions d'immobilisations	1 500,00		291,40	291,40	1 791,40	1 791,40	
951 Virement de la section de fonctionnement							
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés							
001 Solde exécution section investissement			124 929,95	124 929,95	124 929,95	124 929,95	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**34 671 560,00**	**0,00**	**194 006,29**	**194 006,29**	**34 865 566,29**	**20 950 644,66**	**10 680 328,58**
93 Services ventilés	13 705 670,00		209 251,63	209 251,63	13 914 921,63		10 680 328,58
- en AE/CP							
- hors AE/CP	13 705 670,00		209 251,63	209 251,63	13 914 921,63		10 680 328,58
94 Services communs non ventilés	20 965 890,00		-15 245,34	-15 245,34	20 950 644,66	20 950 644,66	
953 Virement à la section d'investissement							
002 Résultat de fonctionnement reporté							
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**34 671 560,00**	**0,00**	**194 006,29**	**194 006,29**	**34 865 566,29**	**20 160 971,29**	**10 789 515,72**
93 Services ventilés	14 495 331,00		169 243,63	169 243,63	14 664 574,63		10 789 515,72
94 Services communs non ventilés	20 176 229,00		-15 257,71	-15 257,71	20 160 971,29	20 160 971,29	
002 Résultat de fonctionnement reporté			40 020,37	40 020,37	40 020,37	40 020,37	

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BUDGET - RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS	B

1 Formation prof. et apprentissage	2 Enseignement	3 Culture, sports et loisirs	4 Santé et action sociale	5 Aménagement des territoires	6 Fonction en réserve	7 Environnement	8 Transports	9 Action économique
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		9 300 590,00	0,00	0,00
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		21 951 135,17	0,00	0,00
						21 951 135,17 20 792 012,10 1 159 123,07		
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		3 204 035,67	0,00	0,00
						3 204 035,67 3 204 035,67		
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		3 234 593,05	0,00	0,00
						3 234 593,05 3 234 593,05		
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		3 875 058,91	0,00	0,00
						3 875 058,91		

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET - INVESTISSEMENT	C1

OPERATIONS REELLES ET MIXTES (RAR N-1 + Vote de l'exercice)

	CHAPITRES	DEPENSES	RECETTES
90	**Opérations ventilées**	**1 465 269,39**	**40 035,67**
900	Services généraux	850 134,22	0,00
901	Formation pro. et apprentissage	0,00	0,00
902	Enseignement	0,00	0,00
903	Culture, sports et loisirs	0,00	0,00
904	Santé et action sociale	0,00	0,00
905	Aménagement des territoires	0,00	0,00
906	Fonction en réserve		
907	Environnement	615 135,17	40 035,67
908	Transports	0,00	0,00
909	Action économique	0,00	0,00
92	**Opérations non ventilées**	**0,00**	**1 300 000,00**
921	Taxes non affectées	0,00	0,00
922	Dotations et participations (sauf 1068)	0,00	1 300 000,00
923	Dettes et autres opérations financières	0,00	0,00
95	**Chapitres de prévision sans réalisation**		**291,40**
954	Produit des cessions d'immobilisations		291,40
TOTAL		I **1 465 269,39**	II **1 340 327,07**

OPERATIONS D'ORDRE

925	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*
926	*Transferts entre section*	*-15 257,71*	*-15 245,34*
951	*Virement de la section de fonctionnement*		*0,00*
TOTAL		III *-15 257,71*	IV *-15 245,34*

AUTOFINANCEMENT DE L'EXERCICE = R(926 + 951) - D926	**12,37**

001 Solde exécution section investissement	V	0,00	VI	124 929,95
922 – 1068 Excédents de fonctionnement capitalisés			VII	0,00

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V	**1 450 011,68**	II + IV + VI + VII	**1 450 011,68**

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET - FONCTIONNEMENT	C2

OPERATIONS REELLES ET MIXTES (RAR N-1 + Vote de l'exercice)

CHAPITRES		DEPENSES		RECETTES
93	**Opérations ventilées**	**209 251,63**		**169 243,63**
930	Services généraux	179 159,71		335 285,00
931	Formation pro. et apprentissage	0,00		0,00
932	Enseignement	0,00		0,00
933	Culture, sports et loisirs	0,00		0,00
934	Santé et action sociale	0,00		0,00
935	Aménagement des territoires	0,00		0,00
936	Fonction en réserve			
937	Environnement	30 091,92		-166 041,37
938	Transports	0,00		0,00
939	Action économique	0,00		0,00
94	**Services communs non ventilés**	**0,00**		**0,00**
940	Impositions directes	0,00		0,00
941	Autres impôts et taxes	0,00		0,00
942	Dotations et participations	0,00		0,00
943	Opérations financières	0,00		0,00
944	Frais de fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
945	Provisions et autres opérations mixtes	0,00		0,00
TOTAL		I **209 251,63**	II	**169 243,63**

OPERATIONS D'ORDRE

946	*Transferts entre sections*	*-15 245,34*		*-15 257,71*
953	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*		
TOTAL		III *-15 245,34*	IV	*-15 257,71*

AUTOFINANCEMENT DEGAGE = D(946 + 953) - R946	**12,37**

002 Résultat de fonctionnement reporté	V 0,00	VI	40 020,37

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V **194 006,29**	II + IV + VI	**194 006,29**

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE - DEPENSES	D1

	INVESTISSEMENT	Budget de l'exercice(1) I	RAR N-1 (2) II	Propositions nouvelles de la Présidente	Vote de l'assemblée delibérante (3) III	TOTAL IV = I + II + III
Dépenses d'investissement - Total		**62 491 277,00**	**119 521,82**	**1 330 489,86**	**1 330 489,86**	**63 941 288,68**
Sous total des opérations réelles et mixtes		**22 010 161,00**	**119 521,82**	**1 345 747,57**	**1 345 747,57**	**23 475 430,39**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 361,00	0,00	0,00	0,00	1 361,00
18	Comptes de liaison : affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	452 664,00	66 588,36	0,00	0,00	519 252,36
204	Subventions d'équipement versées	3 900 000,00	0,00	1 300 000,00	1 300 000,00	5 200 000,00
21	Immobilisations corporelles	218 136,00	52 933,46	730 612,40	730 612,40	1 001 681.86
22	Immobilisations reçues en affectation	17 436 000,00	0,00	-684 864,83	-684 864,83	16 751 135,17
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous total des opérations d'ordre		*40 481 116,00*		*-15 257,71*	*-15 257,71*	*40 465 858,29*
925	*Opérations patrimoniales*	*20 304 887,00*		*0,00*	*0,00*	*20 304 887,00*
926	*Transferts entre les sections*	*20 176 229,00*		*-15 257,71*	*-15 257,71*	*20 160 971,29*
001	Solde d'exécution reporté	0,00			0,00	0,00

(1) Voir Etat I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE - DEPENSES — D1

FONCTIONNEMENT		Budget de l'exercice (1) I	RAR N-1 (2) II	Propositions nouvelles de la Présidente	Vote de l'assemblée delibérante (3) III	TOTAL IV = I + II + III
Dépenses de fonctionnement - Total		**34 671 560,00**	**0,00**	**194 006,29**	**194 006,29**	**34 865 566,29**
Sous total des opérations réelles et mixtes		**13 705 670,00**	**0,00**	**209 251,63**	**209 251,63**	**13 914 921,63**
011	Charges à caractère général	6 406 269,71	0,00	179 109,71	179 109,71	6 585 379,42
012	Charges de personnel et frais assimilés	7 221 292,39	0,00	0,00	0,00	7 221 292,39
014	Atténuation de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges d'activité	77 350,00	0,00	0,00	0,00	77 350,00
6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	757,90	0,00	30 141,92	30 141,92	30 899,82
945	Provisions et autres opérations mixtes	0,00		0,00	0,00	0,00
Sous total des opérations d'ordre		*20 965 890,00*		*-15 245,34*	*-15 245,34*	*20 950 644,66*
946	*Transferts entre les sections*	*20 965 890,00*		*-15 245,34*	*-15 245,34*	*20 950 644,66*
947	*Transferts dans section fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
953	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
002	Solde d'exécution reporté	0,00			0,00	0,00

(1) Voir Etat I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE - RECETTES	D2

INVESTISSEMENT		Budget de l'exercice (2) I	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles de la Présidente	Vote de l'assemblée délibérante (4) III	TOTAL IV = I + II + III
Recettes d'investissement - Total		**62 491 277,00**	**0,00**	**1 450 011,68**	**1 450 011,68**	**63 941 288,68**
Sous total des opérations réelles		**21 220 500,00**	**0,00**	**1 465 257,02**	**1 465 257,02**	**22 685 757,02**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	705 000,00	0,00	0,00	0,00	705 000,00
13	Subventions d'investissement	20 514 000,00	0,00	802 554,39	802 554,39	21 316 554,39
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte liaison : affectat° (BA, régie NP)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipements versées (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (1)	0,00	0,00	537 481,28	537 481,28	537 481,28
23	Immobilisations en cours (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
954	Produits de cessions d'immobilisations	1 500,00	0,00	291,40	291,40	1 791,40
Sous total des opérations d'ordre		*41 270 777,00*		*-15 245,34*	*-15 245,34*	*41 255 531,66*
925	*Opérations patrimoniales*	*20 304 887,00*		*0,00*	*0,00*	*20 304 887,00*
926	*Transferts entre les sections*	*20 965 890,00*		*-15 245,34*	*-15 245,34*	*20 950 644,66*
951	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00	0,00	0,00
001	Solde exécution section investissement	0,00			124 929,95	124 929,95

1) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(2) Voir Etat I-B pour le contenu du budget de l'exercice
(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE - RECETTES — D2

FONCTIONNEMENT		Budget de l'exercice (2) I	RAR N-1 (3) II	Propositions nouvelles de la Présidente	Vote de l'assemblée délibérante (4) III	TOTAL IV = I + II + III
Recettes de fonctionnement - Total		**34 671 560,00**	**0,00**	**194 006,29**	**194 006,29**	**34 865 566,29**
Sous total des opérations réelles et mixtes		**14 495 331,00**	**0,00**	**209 264,00**	**209 264,00**	**14 704 595,00**
70	Produits services, domaine, ventes div	926 839,00	0,00	5 450,63	5 450,63	932 289,63
731	Impôts locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations	12 835 409,00	0,00	198 913,00	198 913,00	13 034 322,00
75	Autres produits de gestion courante	420 677,00	0,00	-13 000,00	-13 000,00	407 677,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	106 108,00	0,00	-22 120,00	-22 120,00	83 988,00
013	Atténuation de charges	206 298,00	0,00	0,00	0,00	206 298,00
945	Provisions et autres opérations mixtes	0,00		0,00	0,00	0,00
Sous total des opérations d'ordre		*20 176 229,00*		*-15 257,71*	*-15 257,71*	*20 160 971,29*
946	*Transferts entre les sections*	*20 176 229,00*		*-15 257,71*	*-15 257,71*	*20 160 971,29*
947	*Transfert à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00		40 020,37	40 020,37	40 020,37

1) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(2) Voir Etat I-B pour le contenu du budget de l'exercice
(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

III - VOTE DU BUDGET — III

A - SECTION D'INVESTISSEMENT - VUE D'ENSEMBLE - DEPENSES — A

Chap.	LIBELLES	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire	Propositions nouvelles de la présidente	Vote de l'assemblée délibérante (3) III	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL IV = I + II + III
90	**Opérations ventilées**	**22 010 161,00**	**119 521,82**	**100 590,00**	**1 345 747,57**	**1 345 747,57**	**1 008 624,50**	**337 123,07**	**23 475 430,39**
900	Services généraux	674 161,00	119 521,82	0,00	730 612,40	730 612,40	730 612,40		1 524 295,22
901	Formation pro. et apprentissage								
902	Enseignement								
903	Culture, sport et loisirs								
904	Santé et action sociale								
905	Aménagement des territoires								
906	Fonction en réserve								
907	Environnement	21 336 000,00		0,00	615 135,17	615 135,17	278 012,10	337 123,07	21 951 135,17
908	Transports								
909	Action économique								
92	**Opérations non ventilées**	**40 481 116,00**	**0,00**		**-15 257,71**	**-15 257,71**		**-15 257,71**	**40 465 858,29**
921	Taxes non affectées								
922	Dotations et participations								
923	Dettes et autres opérations financières								
925	*Opérations patrimoniales*	20 304 887,00							20 304 887,00
926	*Transferts entre sections*	20 176 229,00			-15 257,71	-15 257,71		-15 257,71	20 160 971,29
95	**Chapitre de prévision sans réalisation**			**0,00**					
950	Dépenses imprévues								
TOTAL des groupes fonctionnels		62 491 277,00	119 521,82	100 590,00	1 330 489,86	1 330 489,86	1 008 624,50	321 865,36	63 941 288,68

001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (3)	
TOTAL	63 941 288,68

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Le solde d'exécution est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

III - VOTE DU BUDGET — III

A - SECTION D'INVESTISSEMENT - VUE D'ENSEMBLE - RECETTES — A

Chap.	LIBELLES	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles de la présidente	Vote de l'assemblée délibérante (3) III	TOTAL IV = I + II + III
90	**Opérations ventilées**	**3 164 000,00**	**0,00**	**40 035,67**	**40 035,67**	**3 204 035,67**
900	Services généraux					
901	Formation pro. et apprentissage					
902	Enseignement					
903	Culture, sport et loisirs					
904	Santé et action sociale					
905	Aménagement des territoires					
906	Fonction en réserve					
907	Environnement	3 164 000,00		40 035,67	40 035,67	3 204 035,67
908	Transports					
909	Action économique					
92	**Opérations non ventilées**	**59 325 777,00**	**0,00**	**1 284 754,66**	**1 284 754,66**	**60 610 531,66**
921	Taxes non affectées					
922	Dotations et participations (sauf R922-1068)	18 055 000,00		1 300 000,00	1 300 000,00	19 355 000,00
923	Dettes et autres opérations financières					
925	*Opérations patrimoniales*	20 304 887,00				20 304 887,00
926	*Transferts entre sections*	20 965 890,00		-15 245,34	-15 245,34	20 950 644,66
95	**Chapitre de prévision sans réalisation**	**1 500,00**	**0,00**	**291,40**	**291,40**	**1 791,40**
951	Virement de la section de fonctionnement					
954	Produits des cessions d'immobilisations	1 500,00		291,40	291,40	1 791,40
TOTAL des groupes fonctionnels		**62 491 277,00**	**0,00**	**1 325 081,73**	**1 325 081,73**	**63 816 358,73**

001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (4)	124 929,95
1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (5)	
TOTAL	**63 941 288,68**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Le solde d'exécution est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.
(5) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

III - VOTE DU BUDGET	III
A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles - Présentation croisée	A 900

CHAPITRE 900 - SERVICES GENERAUX

AP (1) = 0,00 €

Article/ compte par nature (2)	Libellé	2 Administration générale						3	4 Actions interrégionales, européennes					TOTAL DU CHAPITRE
		20 Adm. générale de la collectivité		21	22	23	28		41	42	43	44	48	
		201 Personnel non ventilé	202 Autres moyens généraux	Conseil Régional	Conseil économique et social régional	Conseil culture, éducation et environt	Autres organismes	Sécurité	Actions interrégionales	Actions européennes	Actions relevant de la subvention globale	Aide publique au développement	Autres actions internationales	
DEPENSES D'EQUIPEMENT														
Total (RAR N-1 + Vote)		0,00	850 134,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	850 134,22
Restes à réaliser N-1		0,00	119 521,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	119 521,82
Propositions du président		0,00	730 612,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	730 612,40
Vote de l'assemblée (3)		0,00	730 612,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	730 612,40
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)			730 612,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	730 612,40
- Hors AP-CP (4)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS														
Total (RAR N-1 + Vote)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'op.			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Détailler les comptes à trois chiffres.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III - VOTE DU BUDGET	III
A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles - Présentation croisée	A 907

CHAPITRE 907 - ENVIRONNEMENT

AP (1) = 100 590,00 €

Article/ compte par nature (2)	Libellé	0 Services communs	1 Actions transversales	2 Actions en matière des déchets	3 Politique de l'air	4 Politique de l'eau	5 politique de l'énergie	6 Patrimoine naturel	7 Environnement infrastructures transport	8 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT											
Total (RAR N-1 + Vote)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	615 135,17	0,00	0,00	615 135,17
Restes à réaliser N-1		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	615 135,17	0,00	0,00	615 135,17
Vote de l'assemblée (3)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	615 135,17	0,00	0,00	615 135,17
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	278 012,10	0,00	0,00	278 012,10
- Hors AP-CP (4)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	337 123,07	0,00	0,00	337 123,07
Dont op. pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS											
Total (RAR N-1 + Vote)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 035,67	0,00	0,00	40 035,67
Restes à réaliser N-1		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 035,67	0,00	0,00	40 035,67
Vote de l'assemblée (3)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 035,67	0,00	0,00	40 035,67
Recettes affectées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 035,67	0,00	0,00	40 035,67
Financement par le tiers de l'opération		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.
(2) Détailler les comptes à trois chiffres.
(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.
(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III - VOTE DU BUDGET	III
A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A922

CHAPITRE 922 - Dotations et participations

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	RAR N-1 (3) II	Propositions nouvelles de la présidente	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES (5)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**18 055 000,00**	**0,00**	**1 300 000,00**	**1 300 000,00**	**19 355 000,00**
10222	F.C.T.V.A.	705 000,00				705 000,00
1312	SUBVENTION D'EQUIPEMENT, REGION	17 350 000,00		1 300 000,00	1 300 000,00	18 650 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.
(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(5) Reversement de dotations (trop perçu).

III - VOTE DU BUDGET	III
A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 925

CHAPITRE 925 - Opérations patrimoniales

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles de la présidente	Vote de l'assemblée
	DEPENSES (3)	**20 304 887,00**	**0,00**	**0,00**
1312	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT REGIONS	20 236 349,69		
13178	FONDS EUROPEEN-AUTRES	68 537,31		
	RECETTES (3)	**20 304 887,00**	**0,00**	**0,00**
2218	TERRAINS, AUTRES	6 271 369,00		
2228	IMMOBILISATIONS EN AFFECTATIONS, AMENAGEMENT	14 033 518,00		

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.
(3) Les dépenses du chapitre sont égales aux recettes.

III - VOTE DU BUDGET	III
A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 926

CHAPITRE 926 - Transferts entre les sections

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles de la Présidente	Vote de l'assemblée
	DEPENSES (3)	**20 176 229,00**	**-15 257,71**	**-15 257,71**
	Reprises sur autofinancement	**20 176 229,00**	**-15 257,71**	**-15 257,71**
13912	SUBVENTION D'EQUIPEMENT REGION	1 315 664,00	-12,37	-12,37
198	NEUTRALISATION DES AMORTISSEMENTS	18 860 565,00	-15 245,34	-15 245,34
	Charges transférées	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES (4)	**20 965 890,00**	**-15 245,34**	**-15 245,34**
	Amortissement des immobilisations	**20 965 890,00**	**-15 245,34**	**-15 245,34**
28031	AMORTISSEMENT DES FRAIS D'ETUDES	921 957,00		
28033	AMORTISSEMENT DES FRAIS D'INSERTION	1 080,00		
2804132	SUBV. DEPARTEMENT BATIMENTS ET INSTALLATIONS	887 981,00		
2804142	SUBV. COMMUNES BATIMENTS ET INSTALLATIONS	17 571 426,00	-15 245,00	-15 245,00
2804182	SUBV. ORG PUBLICS DIVERS BATIMENTS ET INSTALLATIONS	331 057,00		
280422	SUBV. D'EQUIP. AUX PERS. DE DROIT PRIVE BATIMENTS ET INSTAL.	70 101,00	-0,34	-0,34
28051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES, BREVETS, LICENCES, ...	502 909,55		

III - VOTE DU BUDGET	III
A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 926

CHAPITRE 926 - Transferts entre les sections

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles de la Présidente	Vote de l'assemblée
281351	AMORTISSEMENT DES INSTALLATIONS GENERALES & AGENCEMENTS DELOCAUX	251 210,43		
281828	AMORTISSEMENT MATERIELS DE TRANSPORT	27 454,13		
281838	AMORTISSEMENT MATERIELS INFORMATIQUES	240 910,96		
281848	AMORTISSEMENT MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	71 141,53		
28185	AMORTISSEMENT MATÉRIEL DE TELEPHONIE	34 653,97		
28188	AMORTISSEMENT AUTRES IMMOBILISATIONS	54 007,43		
	Autres	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.
(3) Egales aux recettes du chapitre 946 en fonctionnement.
(4) Egales aux dépenses du chapitre 946 en fonctionnement.

III - VOTE DU BUDGET	III
A - SECTION D'INVESTISSEMENT - 95 CHAPITRES DE PREVISIONS SANS REALISATION	A 950 A 951 A 954

DEPENSES

CHAPITRE 950 - Dépenses imprévues	
Pour mémoire budget AP précédent	Vote de l'assemblée sur les AP
0,00	0,00

RECETTES

CHAPITRE 951 - Virements de la section de fonctionnement	
Budget de l'exercice (1)	*Vote de l'assemblée*
0,00	*0,00*

(1) Le contenu de la colonne budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

RECETTES

CHAPITRE 954 - Produits des cessions d'immobilisations				
Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) II	Propositions nouvelles de la Présidente	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
1 500,00	0,00	291,40	291,40	1 791,40

(1) Le contenu de la colonne budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

III - VOTE DU BUDGET — III

B - SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE - DEPENSES — B

Chap.	LIBELLES	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire	Propositions nouvelles de la Présidente	Vote de l'assemblée délibérante (3) III	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL IV = I + II + III
93	**Opérations ventilées**	**13 705 670,00**	**0,00**	**0,00**	**209 251,63**	**209 251,63**	**0,00**	**209 251,63**	**13 914 921,63**
930	Services généraux	10 501 168,87			179 159,71	179 159,71		179 159,71	10 680 328,58
931	Formation pro. et apprentissage								
932	Enseignement								
933	Culture, sports et loisirs								
934	Santé et action sociale								
935	Aménagement des territoires								
936	Fonction en réserve								
937	Environnement	3 204 501,13			30 091,92	30 091,92		30 091,92	3 234 593,05
938	Transports								
939	Action économique								
94	**Services communs non ventilés**	**20 965 890,00**	**0,00**		**-15 245,34**	**-15 245,34**		**-15 245,34**	**20 950 644,66**
940	Impositions directes								
941	Autres impôts et taxes								
942	Dotations et participations								
943	Opérations financières								
944	Frais de fonctionnements groupes d'élus								
945	Provisions et autres opérations mixtes								
946	*Transferts entre les sections*	20 965 890,00			-15 245,34	-15 245,34		-15 245,34	20 950 644,66
95	**Chapitre de prévision sans réalisation**	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
952	*Dépenses imprévues*								
953	*Virement à la section d'investissement*								
	TOTAL des groupes fonctionnels	**34 671 560,00**	**0,00**	**0,00**	**194 006,29**	**194 006,29**	**0,00**	**194 006,29**	**34 865 566,29**

002 RESULTAT ANTERIEUR REPORTE (4)	**0,00**
TOTAL	**34 865 566,29**

(1) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Le résultat est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

III - VOTE DU BUDGET — III

B - SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE - RECETTES — B

Chap.	LIBELLES	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles de la Présidente	Vote de l'assemblée délibérante (3) III	TOTAL IV = I + II + III
93	**Opérations ventilées**	**14 495 331,00**	**0,00**	**169 243,63**	**169 243,63**	**14 664 574,63**
930	Services généraux	10 454 230,72		335 285,00	335 285,00	10 789 515,72
931	Formation pro. et apprentissage					
932	Enseignement					
933	Culture, sports et loisirs					
934	Santé et action sociale					
935	Aménagement des territoires					
936	Fonction en réserve					
937	Environnement	4 041 100,28		-166 041,37	-166 041,37	3 875 058,91
938	Transports					
939	Action économique					
94	**Services communs non ventilés**	**20 176 229,00**	**0,00**	**-15 257,71**	**-15 257,71**	**20 160 971,29**
940	Impositions directes					
941	Autres impôts et taxes					
942	Dotations et participations					
943	Opérations financières					
944	Frais de fonctionnements groupes d'élus					
945	Provisions et autres opérations mixtes					
946	*Transferts entre les sections*	20 176 229,00		-15 257,71	-15 257,71	20 160 971,29
	TOTAL des groupes fonctionnels	**34 671 560,00**	**0,00**	**153 985,92**	**153 985,92**	**34 825 545,92**

002 RESULTAT ANTERIEUR REPORTE (4)	40 020,37
TOTAL	34 865 566,29

(1) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Le résultat est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

III - VOTE DU BUDGET	III
B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles - Présentation croisée	B 930

CHAPITRE 930 - SERVICES GENERAUX

AE (1) = €

Article/ compte par nature (2)	Libellé	2 Administration générale						3	4 Actions interrégionales, européennes et internationales					TOTAL DU CHAPITRE
		20 Adm. générale de la collectivité		21	22	23	28		41	42	43	44	48	
		201 Personnel non ventilé	202 Autres moyens généraux	Conseil Régional	Conseil économique et social régional	Conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement	Autres organismes	Sécurité	Actions interrégionales	Actions européennes	Actions relevant de la subvention globale	Aide publique au développement	Autres actions internationales	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT														
Total (RAR N-1 + Vote)		0,00	179 159,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	179 159,71
Restes à réaliser N-1		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président		0,00	179 159,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	179 159,71
Vote de l'assemblée (3)		0,00	179 159,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	179 159,71
Dans le cadre d'une AE-CP			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors AE-CP		0,00	179 159,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	179 159,71
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT														
Total (RAR N-1 + Vote)		0,00	335 285,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	335 285,00
Restes à réaliser N-1		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président		0,00	335 285,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	335 285,00
Vote de l'assemblée (3)		0,00	335 285,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	335 285,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Détailler les comptes à trois chiffres.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III - VOTE DU BUDGET	III
B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles - Présentation croisée	B 937

CHAPITRE 937 - ENVIRONNEMENT

AE (1) = €

Article/ compte par nature (2)	Libellé	0 Services communs	1 Actions transversales	2 Actions en matière des déchets	3 Politique de l'air	4 Politique de l'eau	5 Politique de l'énergie	6 Patrimoine naturel	7 Environnement infrastructures transport	8 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT											
Total (RAR N-1 + Vote)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 091,92	0,00	0,00	30 091,92
Restes à réaliser N-1		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 091,92	0,00	0,00	30 091,92
Vote de l'assemblée (3)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 091,92	0,00	0,00	30 091,92
Dans le cadre d'une AE-CP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors AE-CP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 091,92	0,00	0,00	30 091,92
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT											
Total (RAR N-1 + Vote)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-166 041,37	0,00	0,00	-166 041,37
Restes à réaliser N-1		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions du président		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-166 041,37	0,00	0,00	-166 041,37
Vote de l'assemblée (3)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-166 041,37	0,00	0,00	-166 041,37

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Détailler les comptes à trois chiffres.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III - VOTE DU BUDGET	III
B - SECTION DE FONCTIONNEMENT - 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 946

CHAPITRE 946 - Transferts entre les sections
(A l'exclusion du virement à la section d'investissement)

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée délibérante (3)
	DEPENSES (4)	**20 965 890,00**	**-15 245,34**	**-15 245,34**
	Dot. aux amortissements et provisions	**20 965 890,00**	**-15 245,34**	**-15 245,34**
6811	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS	20 965 890,00	-15 245,34	-15 245,34
	Autres	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES (5)	**20 176 229,00**	**-15 257,71**	**-15 257,71**
	Reprises sur autofinacement	**20 176 229,00**	**-15 257,71**	**-15 257,71**
6611	*ICNE N-1 contrepassé sur emprunts*			
762	*ICNE de l'exercice sur prêts accordés*			
7761	*Moins-values de cessions reprises sur investissement*			
7768	*Neutralisation des amortissements*	*18 860 565,00*	*-15 245,34*	*-15 245,34*
777	*Quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat*	*1 315 664,00*	*-12,37*	*-12,37*
	Transfert de charges			

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Egales aux recettes du chapitre 926 en investissement
(5) Egales aux dépenses du chapitre 926 en investissement

IV - PRESENTATION CROISEE	IV
SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A/900

CHAPITRE 900 - SERVICES GENERAUX

Article/ compte par nature (1)	Libellé	2 Administration générale						3	4 Actions interrégionales, européennes					TOTAL DU CHAPITRE
		20 Adm. générale de la collectivité		21	22	23	28	Sécurité	41	42	43	44	48	
		201 Personnel non ventilé	202 Autres moyens généraux	Conseil Régional	Conseil économique et social régional	Conseil culture, éducation et environt	Autres organismes		Actions interrégionales	Actions européennes	Actions relevant de la subvention globale	Aide publique au développement	Autres actions internationales	
DEPENSES		0,00	730 612,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	730 612,40
218	Autres immobilisations corporelles		730 612,40											730 612,40
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE	IV
SECTION D'INVESTISSEMENT - 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A/907

CHAPITRE 907 - ENVIRONNEMENT

Article/ compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Actions transversales	2 Traitements des déchets	3 Politique de l'air	4 Politique de l'eau	5 politique de l'énergie	6 Patrimoine naturel	7 Environnement des infrastructures de transport	8 Autres actions en faveur de l'environnement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	615 135,17	0,00	0,00	615 135,17
204	Subventions d'equipement versees							1 300 000,00			1 300 000,00
221	Immobilisations recues en affectation, terrains							337 123,07			337 123,07
222	Immobilisations recues en affectation, amenagements							-1 021 987,90			-1 021 987,90
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 035,67	0,00	0,00	40 035,67
131	Subventions d'equipement transferables							-497 445,61			-497 445,61
221	Immobilisations recues en affectation, terrains							492 541,49			492 541,49
222	Immobilisations recues en affectation, amenagements							44 939,79			44 939,79

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE	IV
SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A/930

CHAPITRE 930 - SERVICES GENERAUX

Article/ compte par nature (1)	Libellé	2 Administration générale						3	4 Actions interrégionales, européennes et internationales					TOTAL DU CHAPITRE
		20 Adm. générale de la collectivité		21	22	23	28		41	42	43	44	48	
		201 Personnel non ventilé	202 Autres moyens généraux	Conseil Régional	Conseil économique et social régional	Conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement	Autres organismes	Sécurité	Actions interrégionales	Actions européennes	Actions relevant de la subvention globale	Aide publique au développement	Autres actions internationales	
DEPENSES		0,00	179 159,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	179 159,71
606	Achats non stockes de matieres et fournitures		-46 700,00											-46 700,00
611	Contrats de prestations de services avec des entreprises		-4 000,00											-4 000,00
613	Locations		-38 422,10											-38 422,10
614	Charges locatives et de copropriete		-8 577,90											-8 577,90
615	Entretien et reparations		28 870,36											28 870,36
617	Etudes et recherches		4 000,00											4 000,00
622	Remunerations d'intermediaires et honoraires		4 000,00											4 000,00
623	Publicite, publications, relations publiques		50,00											50,00
626	Frais postaux et frais de telecommunications		-10 060,65											-10 060,65
635	Autres impots, taxes et versements assimiles		250 000,00											250 000,00
RECETTES		0,00	335 285,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	335 285,00
708	Produits des services, du domaine et ventes diverses		7 405,00											7 405,00
747	Participations		250 000,00											250 000,00
771	Libellé non trouvé		16 444,00											16 444,00
773	Mandats annules		61 436,00											61 436,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - PRESENTATION CROISEE	IV
SECTION DE FONCTIONNEMENT - 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A/937

CHAPITRE 937 - ENVIRONNEMENT

Article/ compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Actions transversales	2 Traitements des déchets	3 Politique de l'air	4 Politique de l'eau	5 Politique de l'énergie	6 Patrimoine naturel	7 Environnement des infrastructures de transport	8 Autres actions en faveur de l'environnement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 091,92	0,00	0,00	30 091,92
615	Entretien et reparations							-302 511,14			-302 511,14
628	Autres services exterieurs, divers							302 461,14			302 461,14
673	Titres annules (sur exercice anterieurs)							30 141,92			30 141,92
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-166 041,37
702	Ventes de recoltes et de produits forestiers							22 245,63			22 245,63
703	Redevances et recettes d'utilisation du domaine							-24 200,00			-24 200,00
747	Participations							-51 087,00			-51 087,00
757	Redevances versees par les fermiers et concessionnaires							-13 000,00			-13 000,00
778	Autres produits exceptionnels							-100 000,00			-100 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

ARRETE - SIGNATURES

(délibération 16-101: Relative au budget supplémentaire du budget principal 2016 de l'Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France)

Présenté par le Président (Mme Anne CABRIT)

Nombre de membres en exercice : 24
Nombre de membres présents : 5
Nombre de suffrages exprimés : 7
VOTES : Pour : 3+2
Contre : 1
Abstentions : 1

A PARIS, le 18 octobre 2016

Le Président,



Date de convocation : .. 13/10/2016

Délibéré par le Conseil d'administration, réunie en session du 18 octobre 2016 (report du CA du 11/10/2016)

A PARIS, le 18 octobre 2016

Les membres du Conseil d'administration

M. Oliver DOSNE	M. Michel CAFFIN	Mme Sophie DESCHIENS	M. Benoit CHEVRON
M. Gerard HEBERT	M. Claude BODIN	Mme Brigitte MARSIGNY	M. Ludovic TORO
M. Jean-François VIGIER	Mme Huguette FOUCHE	Mme Ramatoulaye SALL	Mme Roseline SARKISSIAN
Mme Melissa YOUSSOUF	M. Didier MIGNOT	Mme Corinne RUFET	Mme Vanessa JUILLE
Mme Dominique DUVAL	M. Pierre CUYPERS	M. Damien GREFFIN	M. Etienne DE MAGNITOT
M. Christophe HILLAIRET	M. Michel FOUCHAULT	M	M

Agence des Espaces Verts

île de France

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France, le : 18 OCT. 2016.
Transmise au contrôle
de légalité, le : 18 OCT. 2016

La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N° 16-102 du 18 octobre 2016

(report de la session du 11 octobre 2016)

Relative à l'approbation du versement d'une indemnité de conseil au comptable assignataire de l'Agence des espaces verts.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles R.4413-1 à R.4413-16,

VU le décret 82-979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'État et des établissements publics de l'État,

VU l'arrêté du 12 juillet 1990 fixant les conditions d'attribution de l'indemnité de conseil allouée aux comptables non centralisateurs des services extérieurs du Trésor, chargés des fonctions de payeur des Départements et des Régions et de leurs établissements publics,

VU le budget général de l'Agence des espaces verts,

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France.

CONSIDERANT le renouvellement du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts intervenu suite aux élections régionales de décembre 2015.

D E L I B E R E

Article 1 : Monsieur Jean-Michel PONS, comptable assignataire de l'Agence des espaces verts percevra une indemnité de conseil correspondant au montant règlementaire maximum, calculée par application du tarif ci-après, à la moyenne sur les 3 dernières années des dépenses budgétaires des sections de fonctionnement et d'investissement:

- sur les 7 622,45 premiers euros à raison de 3 pour 1000 ;
- sur les 22 867,35 euros suivants à raison de 2 pour 1000 ;
- sur les 30 489,80 euros suivants à raison de 1,50 pour 1000 ;
- sur les 60 979,61 euros suivants à raison de 1 pour 1000 ;
- sur les 106 714,31 euros suivants à raison de 0,75 pour 1000 ;
- sur les 152 549,02 euros suivants à raison de 0,50 pour 1000 ;
- sur les 228 673,53 euros suivants à raison de 0,25 pour 1000.

Sur toutes les sommes excédant 609 796,07 euros à raison de 0,10 pour 1000.

Article 2 : La dépense afférente au paiement de cette indemnité sera imputée à l'article 6225, chapitre 930, fonction 0202 du budget de l'Agence.

Nombre de votants ..... :	7
Votes POUR ..... :	5+2
Votes CONTRE..... :	0
Abstentions ..... :	0
Ne prend pas part au vote ... :	0

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
d'Ile-de-France, le 18 OCT. 2016

Transmise au contrôle
de légalité, le 18 OCT. 2016

La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N° 16-103 du 18 octobre 2016
(report de la session du 11 octobre 2016)

Relative à la modification de l'organigramme de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article R 4413-10-5°

VU la délibération N°11-004 du 18 janvier 2011 relative à la modification de l'organigramme de l'Agence des espaces verts ;

VU l'avis favorable du Comité Technique de l'Agence des espaces verts réuni le 15 juin 2016 ;

VU le rapport présenté par la Présidente de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France.

CONSIDERANT qu'il convient de formaliser la réorganisation des services de l'Agence pour tenir compte de la nouvelle organisation de sa Direction.

DELIBERE

Article 1 Approuve l'organigramme des services annexé à la présente et la nouvelle organisation de la Direction.

Article 2 Habilite la Présidente à mettre en œuvre le nouvel organigramme.

Nombre de votants	7
Votes POUR	5+2
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France, le : 18 OCT. 2016

Transmise au contrôle de légalité, le : 18 OCT. 2016

La Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N° 16-104 du 18 octobre 2016
(report de la session du 11 octobre 2016)

Relative à l'habilitation donnée à la Présidente pour signer l'avenant n° 2 au marché de location de véhicules de longue durée sans option d'achat avec prestations associées.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU l'ancien Code des marchés publics ;

VU le marché de location de longue durée de véhicules neufs sans option d'achats avec des prestations associées (n° 11-MGV-BD-01), notifié le 24 juin 2011 à l'entreprise DIAC LOCATION, d'un montant de 1 084 053,51 euros HT ;

VU l'avenant n° 1 au marché de location de longue durée de véhicules neufs sans option d'achats avec des prestations associées (n° 11-MGV-BD-01), notifié le 19 avril 2016 portant le marché à 1 180 100,65 euros HT (soit une augmentation de 8,86 %) ;

VU l'avis de la commission d'appel d'offres du 11 octobre 2016 ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France.

DELIBERE

Article 1 Habilite la Présidente à signer l'avenant n° 2 du marché de location longue durée de véhicules neufs sans option d'achat avec prestations associées, ci-annexé.

Article 2 Cet avenant n° 2 d'un montant de 27 889,56 euros HT a une incidence financière de + 2,57 %.

Article 3 Les dépenses y afférentes seront imputées sur le budget général de l'Agence des espaces verts.

Nombre de votants	: 7
Votes POUR	: 5+2
Votes CONTRE	: 0
Abstentions	: 0
Ne prend pas part au vote	: 0

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
Direction des Affaires Juridiques

MARCHÉS PUBLICS **EXE10**

Marché de location longue durée de véhicules neufs sans option d'achat avec prestations associées (n° 11-MGV-BD-01)

AVENANT N°2

A - Identification de l'acheteur public.

Agence des Espaces Verts de la Région Ile-de-France
Cité régionale de l'environnement
90-92 avenue du Général Leclerc
93500 PANTIN
Tél. : 01 83 65 38 00 - Fax : 01 82 82 83 85

B - Identification du titulaire du marché public.

DIAC LOCATION
14 avenue Pont du Pavé Neuf
93168 NOISY-LE-GRAND
Tél. : 0811 748 848
Fax : 0820 900 073
SIRET : 329 892 368

C - Objet du marché public.

- Objet du marché public :

  « Location longue durée de véhicules neufs sans option d'achat avec prestations associées »

- Date de la notification du marché public : 24/06/2011.

- Durée du marché public : 72 mois à compter de la notification.

- Durée d'exécution du marché public : 60 mois à compter de la livraison.

- Montant du marché public (TVA : 19,60 %) :

  - 1 084 053,51 euros HT, soit
  - 1 296 527,99 euros TTC

- Avenant n°1 d'un montant de 96 047,14 euros HT (TVA à 20 %), notifié le 19/04/2016, augmentant le montant du marché de **8,86 %** et le portant à :

  - 1 180 100,65 euros HT, soit
  - 1 416 120,78 euros TTC

D - Objet de l'avenant.

- Modifications introduites par le présent avenant :

Au cours de l'exécution des prestations de ce marché, il est apparu la nécessité de prolonger la durée initiale de location de 60 mois pour certains véhicules afin de permettre à l'acheteur public de disposer de véhicules dans l'attente de la livraison de sa nouvelle flotte automobile.
Cette prolongation est rendue nécessaire, voire impérative afin de garantir à ses services hors siège d'assurer leurs missions sur les espaces régionaux situés dans tous les départements d'Ile-de-France.
Les véhicules concernés ainsi que les dates de prolongation et les incidences induites sont détaillés dans l'annexe au présent avenant.

- **Incidence financière de l'avenant 2 :**

Cet avenant a une incidence financière sur le montant du marché public, car il prolonge la durée de location de certains véhicules (listés et détaillés en annexe au présent avenant).

Montant de l'avenant n° 2 (TVA : 20 %) :

- 27 889,56 euros HT, soit
- 33 467,46 euros TTC.

Pourcentage d'écart introduit par l'avenant n° 2 (par rapport au montant initial) : **2,57 %.**

Nouveau montant du marché public après l'avenant n° 2 (TVA : 20 %) :

- 1 207 990,21 euros HT, soit
- 1 449 588,25 euros TTC.

E - Signature du titulaire du marché.

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

F - Signature de l'acheteur public.

À Pantin, le

Signature

G - Notification de l'avenant au titulaire du marché public.

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« *Reçue à titre de notification copie du présent avenant* »

A ……, le ……..

Signature du titulaire,

En cas d'envoi en lettre recommandé avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public.)

En cas de notification par voie électronique :

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public)

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
d'Ile-de-France, le 18 OCT. 2016
Transmise au contrôle
de légalité, le 18 OCT. 2016
La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N° 16-105 du 18 octobre 2016
(report de la session du 11 octobre 2016)

Approbation de la conclusion d'une convention de mise à disposition du domaine régional et habilitation donnée à la Présidente à signer ledit acte (Buttes du Parisis)

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU les articles L. 2211-1 et L. 2221-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, relatifs à l'utilisation du domaine privé des personnes publiques ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts de la Région Ile de France.

DELIBERE

Article 1 : Approuve la conclusion de la convention de mise à disposition avec la commune de Cormeilles-en-Parisis, ci-annexée.

Article 2 : Habilite la Présidente à signer ladite convention.

Article 3 : La convention est conclue à titre gratuit.

Nombre de votants ..... :	7
Votes POUR ..... :	5+2
Votes CONTRE..... :	0
Abstentions ..... :	0
Ne prend pas part au vote ... :	0

CONVENTION DE MISE À DISPOSITION D'UNE PARCELLE REGIONALE

Entre les soussignés :

L'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France, établissement public régional à caractère administratif, dont le siège est sis 90 - 92 Avenue du général Leclerc 93500 PANTIN, agissant au nom et pour le compte de la Région Ile-de-France en vertu des articles L. 4413-2 et R. 4413-1, alinéa 3 du Code général des collectivités territoriales, représentée par sa Présidente en exercice, dûment habilitée en vertu de la délibération n°16-105 du 18 octobre 2016 (report de la session du 11 octobre 2016).

Dénommée ci-après « L'Agence »,

D'une part,

et

La commune de Cormeilles-en-Parisis, dont le siège administratif est sis 3 avenue Maurice Berteaux, 95240, CORMEILLES-EN-PARISIS, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Yannick BOËDEC, agissant au nom et pour le compte de la Commune,

Dénommée ci-après « la Commune »,

D'autre part,

PRÉAMBULE

L'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France met en œuvre la politique régionale en matière d'espaces verts, de forêts et de promenades.

La commune de Cormeilles-en-Parisis souhaite déplacer une stèle commémorative pour lui offrir une meilleure visibilité et a demandé à l'Agence la possibilité de l'installer sur une parcelle régionale.

L'emplacement sélectionné se situant en bordure d'un rondpoint et ne nécessitant aucun abattage d'arbre, l'Agence accepte d'accueillir le monument sur le domaine régional.

Il est donc décidé de conclure une convention de mise à disposition d'une parcelle régionale à la Commune, qui définit les modalités d'occupation du terrain et de réalisation des travaux.

Ceci exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1er : OBJET DU CONTRAT

La présente convention a pour objet de définir les conditions de mise à disposition par l'Agence à la Commune d'une portion de parcelle régionale aux fins d'y édifier une stèle commémorative à la mémoire du Commandant Philippe Kieffer, désignée ci-après par « l'ouvrage ».

Le projet d'aménagement approuvé par les parties est joint en annexe.

ARTICLE 2 – DESIGNATION DU BIEN MIS À DISPOSITION

La parcelle objet de la présente convention est récapitulée dans le tableau suivant :

Département	Commune	Section	Numéro	Surface	Surface louée
95	Cormeilles-en-Parisis	AD	323	1ha 55a 50ca	0ha 01a 45ca

ARTICLE 3 – DUREE

La présente convention est conclue pour une durée de 5 années à compter de la date de sa signature par les parties.

Les parties conviennent d'examiner les conditions de sortie de convention (remise en état initial, cession de la portion de parcelle à la Commune ou conclusion d'une nouvelle mise à disposition), un an avant la date prévue pour l'échéance finale.

ARTICLE 4 – ETAT DES LIEUX

La Commune prendra la parcelle dans l'état où elle se trouve à la date de la prise d'effet de la présente convention.

Aucun recours ne pourra être exercé par la Commune contre l'Agence pour quelque motif que ce soit concernant cet état.

Un premier état des lieux sera établi contradictoirement entre les parties au moment de la prise d'effet de la présente convention.

Un second état des lieux contradictoire sera établi à l'issue des travaux de réalisation de l'ouvrage.

Le cas échéant, une liste définitive des réparations nécessaires, notamment sur les végétaux, sera établie par comparaison avec le premier état des lieux. Ces réparations seront effectuées à la charge de la Commune.

ARTICLE 5 – DROIT D'ACCES

La Commune, ses agents ou ceux de ses commettants, pourront accéder en permanence à la parcelle mise à disposition, en vue de l'installation, la surveillance, l'entretien, la réparation et la rénovation de l'ouvrage.

ARTICLE 6 – OBLIGATIONS DE LA COMMUNE

6.1. Utilisation du bien mis à disposition
Toute utilisation du bien à d'autres fins que celles visées à l'article 1 est interdite.

6.2. Cession et Sous-location
Toute cession ou sous location de la parcelle mise à disposition de la Commune sont interdites, même à titre gratuit.

6.3. Assurances
La Commune s'engage à contracter toutes les assurances (responsabilité civile et multirisques) pour la mise à disposition de la parcelle.

La Commune demeure seule et entièrement responsable de tous les dommages qui pourraient résulter de l'ensemble de ses activités et des travaux qu'elle aura engagés et des matériels utilisés, découlant de la mise à disposition, de son fait personnel ou de l'un de ses commettants.

6.4. Sécurité – Accueil du public
La Commune devra mettre en œuvre tous les moyens permettant de garantir la sécurité optimale du public et des tiers sur la parcelle mise à sa disposition.

6.5. Entretien
La Commune prendra en charge l'entretien de l'ouvrage :

- Remise en état éventuelle
- Nettoyage
- Tonte du gazon
- Entretien des végétaux

ARTICLE 7 – OBLIGATIONS DE L'AGENCE

L'Agence s'engage à mettre à la disposition de la Commune qui l'accepte, la parcelle visée à l'article 2 de la présente convention.

ARTICLE 8 - REDEVANCE

Les parties conviennent expressément que la présente mise à disposition est conclue à titre gratuit et ne donnera lieu à aucun paiement d'aucune sorte de la part de la Commune.

ARTICLE 9 - DOMMAGES

La Commune prendra à sa charge tous les dommages qui résulteraient de l'application de la présente convention.

Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par un arbitre choisi d'un commun accord ou désigné, à défaut d'entente, par le juge du Tribunal d'Instance du lieu de situation de la parcelle.

ARTICLE 10 – MODIFICATION – DENONCIATION – RESILIATION

10.1. Modification
Toute modification pouvant intervenir à la présente autorisation devra faire l'objet d'un avenant.

10.2. Dénonciation
La Commune pourra mettre fin à la présente convention par simple lettre recommandée avec accusé réception adressée à l'Agence en respectant un préavis de trois mois avant la date d'échéance.

10.3. Résiliation

En cas de non-exécution par la Commune de l'une des obligations décrites dans la présente convention, cette dernière pourra être résiliée de plein droit à tout moment aux torts exclusifs de la Commune.

À la résiliation, la dénonciation, ou à l'expiration de la présente convention, si la portion de parcelle n'a ni été cédée par l'Agence à la Commune, ni fait l'objet d'une nouvelle convention de mise à disposition, alors la Commune s'engage à remettre la portion de parcelle mise à disposition en son état initial, tel que constaté par le premier état des lieux cité à l'article 4.

ARTICLE 11 – REGLEMENT DES DIFFERENDS

Tout litige portant sur l'exécution de la présente convention devra être porté devant la juridiction administrative. Toutefois, un accord à l'amiable sera recherché en priorité.

Le Tribunal administratif de Cergy est territorialement compétent.

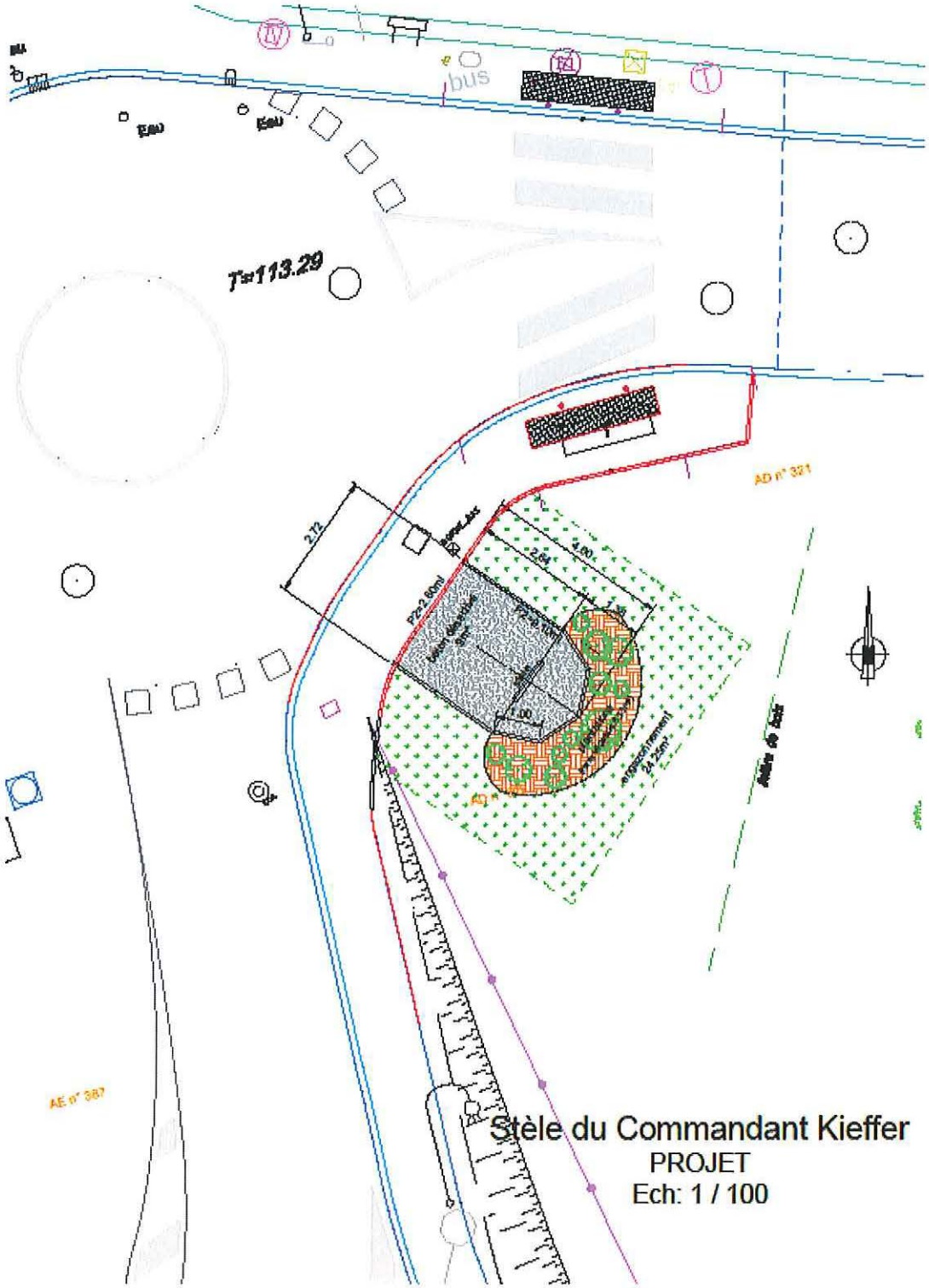
ARTICLE 12 - DIVERS

Le technicien de l'Agence, responsable du site, est joignable au 01 83 65 39 38 - 06 19 35 04 11.

Fait en DEUX EXEMPLAIRES, à .....
Le .....

Pour la Commune	Pour l'Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France

ANNEXE – projet d'aménagement de la stèle



Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
d'Ile-de-France, le 18 OCT. 2016

Transmise au contrôle
de légalité, le 18 OCT. 2016

La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N° 16-106 du 18 octobre 2016
(report de la session du 11 octobre 2016)

Approbation de la signature d'une convention de mise à disposition du domaine régional et habilitation donnée à la Présidente à signer ledit acte (Plateau de Saclay-mise en œuvre d'un protocole d'accord)

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU les articles L. 2211-1 et L. 2221-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, relatifs à l'utilisation du domaine privé des personnes publiques ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts de la Région Ile de France.

CONSIDERANT que la quarante-deuxième édition de la Ryder Cup, aura lieu en 2018 en France, au Golf national de Saint-Quentin-en-Yvelines en Ile-de-France et que suite à la candidature française présentée par la Fédération française de golf (FFGOLF) cet évènement impactera le domaine régional géré par l'Agence des espaces verts et notamment l'agriculteur qui y est installé au titre d'un bail rural signé avec l'Agence.

DELIBERE

Article 1 : Approuve la conclusion du protocole d'accord, ci-annexé.

Article 2 : Habilite la Présidente à signer ce protocole.

Article 3 : La mise à disposition du domaine régional sera gratuite.

Nombre de votants ..... :	7
Votes POUR ..... :	5+2
Votes CONTRE..... :	0
Abstentions ..... :	0
Ne prend pas part au vote ... :	0

Protocole d'accord relatif à l'organisation de l'évènement international « France Ryder Cup 2018 » et à la mise à disposition du domaine régional à la Fédération Française de Golf (FFGOLF)

ENTRE :

LA FEDERATION FRANCAISE DE GOLF, Association Loi de 1901, dont le siège social est à LEVALLOIS-PERRET (92300) au 68 Rue Anatole France, agréée par le Ministère des Sports de la Jeunesse et de la Ville, Reconnue d'Utilité Publique et délégataire de mission de service public.
Représentée par Monsieur Jean-Lou CHARON en sa qualité de Président de la fédération,

Ci-après désignée par « FEDERATION FRANCAISE DE GOLF ou FFGOLF »

ET :

RYDER CUP EUROPE LLP (numéro OC307452) société à responsabilité limitée de droit anglais, ayant son siège à Wentworth Drive, Virginia Water, SURREY, GU25 5LX, ENGLAND,
Représentée par Richard Hills, dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après désignée par « RCE », représentée par la FFGOLF,

ET :

L'EARL LA DOUAIRIERE, dont le siège est à GUYANCOURT (78280), Ferme de Villaroy,
Représentée par Monsieur BAILLY Vincent, son gérant,

Ci-après désignée par « l'Exploitant »

ET :

L'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France, dont le siège administratif est à PANTIN (93 500), Cité régionale de l'environnement, 90-92 Avenue du Général Leclerc,
Représentée par sa Présidente en exercice, dûment habilitée en vertu de la délibération n°16-106 du 18 octobre 2016 (report de la session du 11 octobre 2016).

Ci-après désignée par « l'AEV »

APRES AVOIR EXPOSE AU PREALABLE :

En vue de l'organisation de la Ryder Cup en France, la FFGOLF sollicite la mise à disposition temporaire d'une surface de 10ha 64a 67ca située sur la parcelle régionale cadastrée section ZB n°301, sise sur la commune de Châteaufort, mitoyenne du Golf National, site d'accueil de la compétition internationale qui se déroulera en 2018.

RCE est le propriétaire de la marque « Ryder Cup » et l'organisateur matériel de la compétition et de son Village d'Hospitalité en France, en 2018.

La parcelle susvisée, d'une surface totale de 65ha 25a 36ca, est la propriété de la Région, dont l'AEV a la gestion, laquelle a donné son accord à Monsieur Vincent BAILLY pour la conclusion d'un bail rural relatif à une surface de 14ha 32a 45ca sur cette parcelle. Ce bail a été validé par le conseil d'administration de l'AEV le 22 juin 2016.

Monsieur Vincent BAILLY mettra ce bail à disposition de l'EARL LA DOUAIRIERE et sera l'unique exploitant de la surface objet du présent protocole d'accord.

Dans la mesure où l'emprise concernée par le bail rural à signer entre Monsieur Vincent BAILLY et l'AEV est impactée par la Ryder Cup, les parties à la présente se sont rapprochées afin de convenir des conditions juridiques, matérielles et financières afin que cette emprise soit mise à disposition temporaire de la FFGOLF et de RCE qu'elle représente.

LES PARTIES ONT CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet du protocole d'accord

Le présent protocole a pour objet de convenir des modalités de mise à disposition temporaire d'une partie de la parcelle cadastrée section ZB n°301 à la FFGOLF et RCE, pour qu'elles y installent le site d'accueil de la compétition internationale « France Ryder Cup ».

Article 2 : Descriptif du bien objet du protocole

La surface totale nécessaire aux travaux de la Ryder Cup correspond à une bande de terre agricole de 250 mètres de long, mitoyenne du Golf National, dont la surface est de 14ha 99a 92ca (cf. rapport de mesures en **annexe 1**).

Le bien objet du protocole est constitué de la partie de cette surface sise sur la parcelle cadastrée section ZB n° 301 sur la commune de Châteaufort (cf. relevé cadastral en **annexe 2**, nommée ci-après «la parcelle».
Cette partie de parcelle est d'une surface de 10ha 64a 67ca.

Il existe un chemin rural entre les parcelles ZA n°13, 8, 11, 10 et ZB n°301, 20.

La limite de la surface concernée sera matérialisée avec des moyens adaptés pour résister aux intempéries dès le premier jour de la mise à disposition à la FFGOLF et jusqu'à sa restitution.

Article 3 : Durée de la mise à disposition du bien à la FFGOLF

La mise à disposition de la parcelle à la FFGOLF est consentie pour la période allant du 1er septembre 2017 au 31 octobre 2018, nommée ci-après « la mise à disposition »

La FFGOLF fera son affaire personnelle de la constatation de remise en état de la parcelle par un huissier et l'intervention d'un expert agricole, et ce, avant le 31 octobre 2018.

Article 4 : Cadre juridique de la mise à disposition du bien

L'AEV autorise l'Exploitant à mettre à disposition la parcelle à la FFGOLF.

Pendant la durée de la mise à disposition, l'Exploitant s'engage à n'exercer aucune activité sur la parcelle et à mettre à disposition celle-ci à la FFGOLF, sans pouvoir exiger aucun loyer.

Article 5 : Conditions financières et matérielles d'indemnisation de l'Exploitant

5.1 FFGOLF s'engage à verser à l'Exploitant un montant forfaitaire global de 41 540 € (quarante et un mille cinq cent quarante euros) correspondant à l'indemnisation de ce dernier du fait de la suspension de son activité et du remboursement du fermage payé pour la période correspondante sur la parcelle pour un montant de 1 384 € (mille trois cent quatre vingt quatre euros) pour 13 mois.

La FFGolf versera en plus les sommes correspondant aux opérations citées à l'article 5.2 du présent protocole sur la base d'un devis prévisionnel de 13 350 € HT + TVA. (Annexe 3 : Devis des prestations agricoles)

Le paiement échelonné de ces sommes sera facturé selon les montants et le planning suivants :

Premier versement : 7 500 € le 1er Décembre 2016
Deuxième facture : 15 000 € le 1er Décembre 2017
Troisième facture : 19 040 € le 31 octobre 2018

Le règlement des prestations agricoles sera effectué au fur et à mesure de leur exécution sur présentation de factures par l'Exploitant.

5.2 FFGOLF s'engage à verser la somme, présentée sur le devis réalisé par l'Exploitant, correspondant aux opérations d'ensemencement, roulage et broyage que ce dernier aurait engagées sur la parcelle avant sa mise à disposition.

L'Exploitant pourra réaliser lui-même ces prestations ou les sous-traiter à toute personne de son choix. Dans tous les cas, l'Exploitant reste responsable de la bonne exécution des prestations et libre du choix des graminées ou produits agricoles utilisés dans le respect de la règlementation et du devis joint et accepté par FFGOLF (cf. devis des prestations agricoles en annexe 3).

5.3 FFGOLF s'engage à remettre en état, à ses frais, à l'issue de la Ryder Cup, la parcelle dans son état d'origine propre à son usage d'exploitation agricole :

- FFGOLF fera établir à ses frais :
  - Un état des lieux agro-pédologique de la parcelle et des recommandations afin de limiter l'impact sur les sols par un bureau d'étude ou un expert agricole spécialisé en pédologie, dans un délai de 3 mois avant le début de la mise à disposition. Le cahier des charges de cet état des lieux (nombre de carottages, profondeur, éléments recherchés, compactage,...) devra être validé par les parties.
  - Un état des lieux de la parcelle le jour du démarrage de la mise à disposition, en présence de tous les signataires et par constat d'huissier.

- A la fin de la mise à disposition, FFGOLF fera établir, à ses frais :
  - Un état des lieux agro-pédologique de la parcelle par un bureau d'étude ou un expert agricole spécialisé en pédologie, dans un délai d'un mois après la fin de la mise à disposition. Le cahier des charges de cet état des lieux (nombre de carottages, profondeur, éléments recherchés, compactage,...) devra être validé par les parties.
  - Un état des lieux de la parcelle le jour de la fin de la mise à disposition, en présence de tous les signataires et par constat d'huissier.

La comparaison de ces états des lieux initiaux et finaux permettra d'évaluer l'impact sur les sols que l'évènement aura généré, et en cas de dégâts, une indemnisation sera versée par FFGOLF à l'Exploitant.

FFGOLF exécutera à ses frais et sur recommandations du prestataire retenu pour les états des lieux agro-pédologiques, l'ensemble des travaux nécessaires à la remise en état de parcelle, sachant que FFGOLF dispose d'une expérience notoire dans ce domaine lui permettant de choisir les moyens adaptés pour ne pas créer de dégâts irréversibles, tant durant la préparation que pendant la durée de l'événement.

Article 6 : Accès à la parcelle et installation du Village temporaire

La FFGOLF, ou ses sous-traitants, pourront circuler sur la parcelle en prenant toute mesure pour éviter tout compactage et tassement excessifs et en s'interdisant toute emprise de surfaces supplémentaires. Le plan de circulation des engins et véhicules sur toute la période de mise à disposition, ainsi que le plan définitif du village d'hospitalité devront être soumis à validation des parties avant le 1er avril 2017.

Les travaux de chantier seront (hors conditions météorologiques exceptionnelles) réalisés selon le planning suivant :

- Juin 2018 : installation des zones de circulation et d'hospitalité,
- Juillet 2018 : installation des structures d'hospitalité,
- Fin septembre 2018 : Ryder Cup Match,
- Début octobre 2018 : remise en état des surfaces agricoles.

Article 7 : Obligations particulières de mise à disposition

La FFGOLF et RCE s'engagent à contracter toutes les assurances (responsabilité civile et multirisques) pour la parcelle mise à disposition.
Elles demeurent seules et entièrement responsables de tous les dommages qui pourraient résulter de la mise à disposition de la parcelle dans le cadre de leurs obligations, de leur fait personnel, de celui de leurs commettants et des matériels dont elles ont la garde.

La FFGOLF et RCE s'engagent à mettre en œuvre l'ensemble des moyens permettant de garantir la sécurité du public sur la parcelle durant toute la durée de la mise à disposition.

La FFGOLF, RCE et ses commettants devront se conformer aux prescriptions, règlements (notamment en ce qui concerne la voirie, la salubrité, l'hygiène et la sécurité, l'inspection du travail) et toute autre règle, auxquels est soumise la réalisation d'une zone d'hospitalité.

La FFGOLF et RCE ne pourront en aucun cas céder, sous quelque forme que ce soit, les droits et obligations découlant du présent protocole.

Article 8 : Modalités financières relatives à l'AEV

L'AEV s'engage à ne pas formuler de réclamation financière pour son propre compte dans le cadre de l'application du présent protocole.

Article 9 : Consentement des parties et intervenant signataires

Les signataires reconnaissent avoir librement débattu du présent accord et que leur consentement y est donné après réflexion et en parfaite connaissance de la nature et de l'étendue du chantier à intervenir.

Article 10 : Résiliation du protocole d'accord

L'Exploitant est autorisé par l'AEV pour effectuer un contrôle du respect des obligations de la FFGOLF listées dans le présent protocole pendant toute la durée de mise à disposition de la parcelle. En cas de constat de manquement grave à ces obligations, l'Exploitant s'engage à alerter l'AEV, qui pourra résilier la présente aux torts exclusifs de la FFGOLF et de RCE.

Dans le cas où un accord ne saurait être trouvé au sujet du plan de circulation et du plan définitif du village d'hospitalité mentionnés à l'article 6 du présent protocole, l'AEV pourra résilier la présente aux torts exclusifs de la FFGOLF et de RCE.

La résiliation interviendra dans un délai de 15 jours à compter de la notification de la lettre de résiliation et ne donnera lieu à aucun versement d'indemnité de quelque nature que ce soit de la part de l'AEV.

Article 11 : Droit applicable et juridictions compétentes

Le présent protocole est soumis au droit français et en cas de contentieux, à la compétence des tribunaux dans le ressort de la Cour d'appel de Versailles.

En cas de litige concernant l'exécution du présent protocole, les parties s'engagent, préalablement à toute action en justice, à se rencontrer et à négocier de bonne foi en faisant appel à un expert agricole désigné d'un commun accord.

Fait à .....

En 4 exemplaires originaux le : .....

Signatures des parties :

Pour LA FEDERATION FRANCAISE DE GOLF : Monsieur Jean-Lou CHARON

Pour RCE : Monsieur Richard HILLS

Pour L'EARL LA DOUAIRIERE : Monsieur Vincent BAILLY

Pour l'Agence des espaces verts de la région d'Ile-de-France : Mme Anne CABRIT

Annexe 1 : Rapport de mesures

Annexe 2 : Relevé cadastral

Annexe 3 : Devis prestations agricoles

EXPERT METRIC
124, rue de Tocqueville
75017 PARIS
T 01.85.09.20.20
contact@expertmetric.com

78117 CHATEAUFORT
Chemin de Villaroy

Plan de masse
coordonnées rattachées au RGF-CC49

02-06-2016	1/2500ème	Pièce n°1/1
Archive : 16134		

N

E= 1632.750

E= 1633.000

N= 8173.000

N= 8172.750

N= 8172.500

N= 8172.250

13

ZA

8

11

10

chemin rural

chemin rural

4ha 35a 25ca → 20

Surface mesurée=14 ha 99 a 92 ca

301 ← 10 ha 64 a 67 ca

ZB

250

250

19

28

29

30

31

33

34

LEGENDE

- Application cadastrale
- ZB 20 — Section et numéro cadastraux
- Clôture légère
- Superficie mesurée (délimitation à 250m)
- Talus

echelle 1/2500ème

0 50m 100m

1920

Département :
YVELINES

Commune :
CHATEAUFORT

Section : ZB
Feuille : 000 ZB 01

Échelle d'origine : 1/2000
Échelle d'édition : 1/5000

Date d'édition : 31/05/2016
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC49
©2016 Ministère des Finances et des Comptes publics

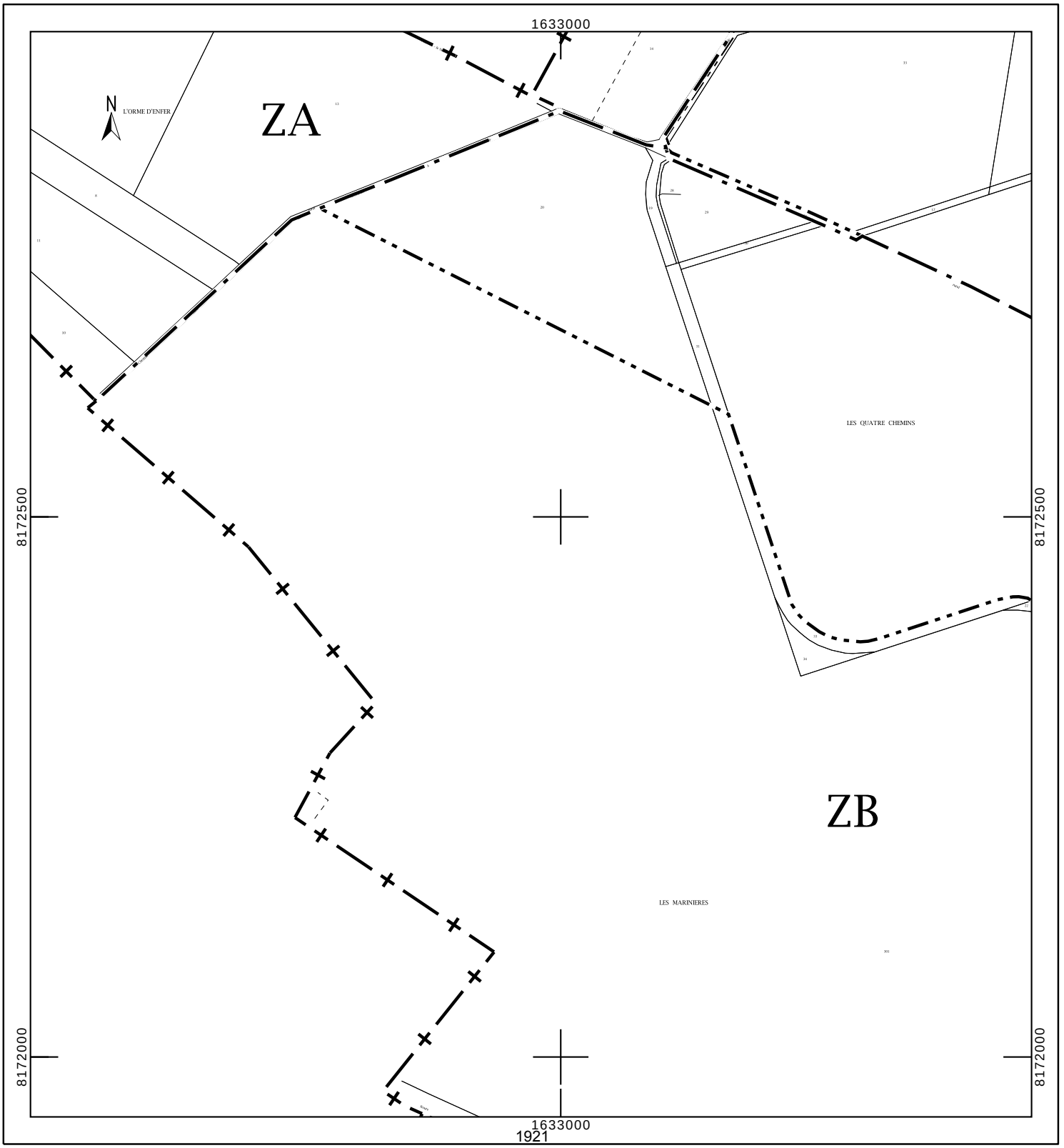
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
VERSAILLES - Accueil et délivrance de documents
ouvert du lundi au vendredi 8h30/12h - 13h30/16h sauf le mercredi de 8h30/12h
78015
78015 VERSAILLES
tél. 01 30 97 44 52 -fax 01 30 97 45 76
cdif.versailles@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



DEVIS

22-juin-16

EARL La DOUAIRIERE
Ferme de Villaroy
78280 GUYANCOURT
tél : 06.76.30.30.68
mail : earl.douairiere@gmail,com
RCS Versailles 393 549 389

RYDER CUP EUROPE LLP
Wentworth Drive
Virginia Water
SURREY
GU 25 5LX
ENGLAND

Ensemencement - Roulage - Broyage Parcelle Ryder Cup (Chateaufort)

Qté	Désignation	PU HT	TOTAL HT	TVA	TTC
60 HA	Déchaumage et Préparation du Sol avant Semis comprenant déchaumeurs à disques indépendants pour travail superficiel et déchaumeurs à dents pour mélanger et finaliser la préparation -	75,00 €	4 500,00 €	450,00 €	4 950,00 €
15 HA	Semis de la parcelle -	100,00 €	1 500,00 €	300,00 €	1 800,00 €
15 HA	Semences mélange Fétuque élevée - Ray-Grass Anglais - Adapté aux Piétinements - 30 kg/ha	150,00 €	2 250,00 €	225,00 €	2 500,00 €
15 HA	Roulage Parcelle (Rouleau agricole) -	40,00 €	600,00 €	60,00 €	660,00 €
45 HA	Broyage Parcelle avec broyeur à axe vertical (type gyrobroyeur) -	100,00 €	4 500,00 €	900,00 €	5 400,00 €
	TOTAL		**13 350,00 €**	**1 935,00 €**	**15 310,00 €**

Conditions de Paiement :

La Facturation sera réalisée en 2 parties - Automne 2017 après ensemencement et Printemps 2018 après broyage.

Total HT	**13 350,00 €**
TVA 10%	**735,00 €**
TVA 20%	**1 200,00 €**
TOTAL TTC	**15 310,00 €**
A PAYER	**15 310,00 €**

Paiement à réception par chèque ou virement

Conditions Particulières

Ce devis se limite aux travaux qui y sont présentés et ne tient pas compte de passages supplémentaires, ainsi que d'entretien du type tonte de précision et débrousaillage. Cependant la demande peut être faite par RYDER CUP EUROPE et le montant des travaux supplémentaires sera facturée en bonne et due forme.

Calendrier des travaux

Eté 2017	Automne 2017	Printemps 2018	Eté 2018
Préparation du sol avant semis Semis Roulage	Roulage possible selon conditions Broyage possible selon conditions de pousse	Roulage possible selon conditions Broyages dès la reprise de végétation (2-3 passages)	Broyage à réaliser avant la compétition (voir le moment idéal directement avec l'organisateur Ryder Cup)

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
d'Ile-de-France, le 18 OCT. 2016
Transmise au contrôle
de légalité, le 18 OCT. 2016
La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N° 16-107 du 18 octobre 2016
(report de la session 11 octobre 2016)

Relative à l'approbation du programme d'aménagement des sites régionaux gérés par l'Agence des espaces verts.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU le budget 2015 de l'Agence des espaces verts ;

VU la délibération n° 16-007 du 8 mars 2016 portant approbation du règlement budgétaire et financier de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France.

DELIBERE

Article 1 Un montant de 74 000 € d'autorisations de programme affectées sur le budget 2015, pour la réalisation de l'opération « Plaine de Pierrelaye – Plantation forestière expérimentale », est désaffecté.

Article 2 Une autorisation de programme de 74 000 € est affectée pour la réalisation de l'opération « Prestations d'exploitation forestière». Cette affectation est imputée sur le budget 2015, chapitre 907, programme 13 « Aménagement des espaces verts régionaux ».

Article 3 Habilite la Présidente à solliciter une aide financière de l'Union Européenne pour le financement des opérations éligibles aux aides du FEADER.

Nombre de votants	: 7
Votes POUR	: 4+2
Votes CONTRE	: 0
Abstentions	: 1
Ne prend pas part au vote	: 0

ANNEXE

PRIF	Opération	Montant
		DÉSAFFECTATION
Plaine de Pierrelaye (95)	Plantation forestière expérimentale	-74 000 €
		Total -74 000 €
		AFFECTATION
Tous	Prestations d'exploitation forestière	74 000 €
		Total 74 000 €

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
d'Ile-de-France, le : 18 OCT. 2016

Transmise au contrôle
de légalité, le 18 OCT. 2016

La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION
N° 16-108 du 18 octobre 2016
(report de la session du 11 octobre 2016)

Relative à l'approbation du programme d'aménagement des sites régionaux gérés par l'Agence des espaces verts.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU la délibération n°16-018 portant approbation du budget primitif 2016 de l'Agence des espaces verts ;

VU la délibération n°16-019 relative à l'approbation du programme d'aménagement des sites régionaux gérés par l'Agence des espaces verts ;

VU la délibération n°16-055 relative à l'approbation du programme d'aménagement des sites régionaux gérés par l'Agence des espaces verts ;

VU la délibération n°16-101 relative à l'approbation du budget supplémentaire 2016 ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France.

DELIBERE

Article 1 Une autorisation de programme de 957 590 € est affectée à l'aménagement des espaces verts régionaux et ventilée par site ou projet selon le tableau ci-joint. Cette affectation est imputée sur le budget 2016, chapitre 907, programme 13 « Aménagement des espaces verts régionaux ».

Article 2 Habilite la Présidente à solliciter une aide financière de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie pour le financement des opérations éligibles aux aides de cet établissement.

Article 3 Habilite la Présidente à solliciter une aide financière du conseil régional d'Ile-de-France pour le financement des opérations éligibles aux crédits sécurité.

Article 4 Habilite la Présidente à solliciter une aide financière de l'Union Européenne pour le financement des opérations éligibles aux aides du FEADER.

Nombre de votants..... :	7
Votes POUR ..... :	5+2
Votes CONTRE..... :	0
Abstentions ..... :	0
Ne prend pas part au vote ... :	0

AMÉNAGEMENTS DES SITES RÉGIONAUX
Autorisations de programme 2016

Forêt régionale du Maubué (77)



Aménagements complémentaires à programmer en 2016 :

Célie

Travaux de restauration de mares (Compensation SGP - ligne 15 sud)	36 000 €

Espace régional de la Butte de Marsinval (78)



Aménagements complémentaires à programmer en 2016 :

Verneuil

Restauration d'une mare (compensation Terréal - extension de la carrière Chapet)	3 600 €

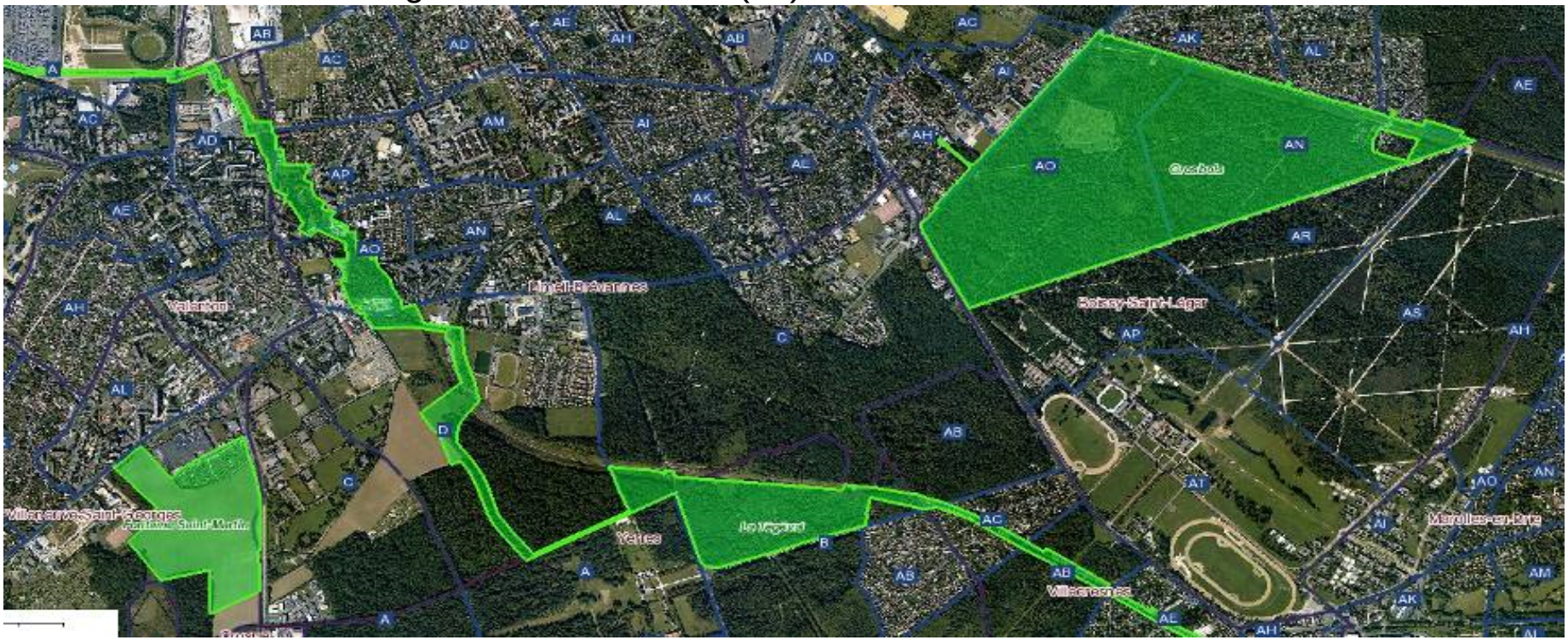
Forêt régionale d’Etréchy (91)



Aménagements complémentaires à programmer en 2016 :

Restauration de pelouses calcaires et de dunes (compensation SGP L15 sud)	46 420 €

Forêt régionale de Grosbois (94)



Aménagements complémentaires à programmer en 2016 :

Grosbois

Réouverture de landes (compensation DIRIF RN19 - 1re phase)	14 570 €

Espace régional de la Butte Pinson (93-95)



Aménagements complémentaires à programmer en 2016 :	
Travaux d'aménagement de la 2e tranche du ruban vert	857 000 €
TOTAL	957 590 €

Exercice 2016

Délibération N°16-108 du 18 octobre 2016

PRIF	Montant proposé	Montant affecté le 22-06-2016	Montant affecté le 31-03-2016	Total affecté AP 2016	Opérations
Rougeau-Bréviande		300 000,00 €		300 000,00 €	**Forêt de Bréviande :** Desserte et places de dépôt dans le Bois des Courtilleraies
Les Seiglats			50 000,00 €	50 000,00 €	Prise de possession
Ferrières			90 000,00 €	90 000,00 €	Mise en sécurité des équipements de l'étang de la Planchette - Pose de clôtures suite aux ventes des Maisons forestières
Maubué	36 000,00 €			36 000,00 €	Travaux de restauration de mares (compensation SGP - Ligne 15 sud)
Montgé			35 000,00 €	35 000,00 €	Prise de possession - Abattages de sécurité
Dhuis		15 000,00 €		15 000,00 €	Fourniture et mise en place d'arceaux anti-intrusion
Claye-Souilly			10 000,00 €	10 000,00 €	Abattages de sécurité
Vallières			40 000,00 €	40 000,00 €	Prise de possession de nouvelles acquisitions
Boucles de l'Yerres			15 000,00 €	15 000,00 €	**Abords ITGV :** Démolitions et prise de possession
Total 77	**36 000,00 €**	**315 000,00 €**	**240 000,00 €**	**591 000,00 €**	
Haute vallée de Chevreuse		50 000,00 €	3 000,00 €	53 000,00 €	**Port-Royal :** Abattages de sécurité - Restauration de terres agricoles
Butte de Marsinval	3 600,00 €		5 000,00 €	8 600,00 €	**Forêt de Verneuil :** Traitement de la chenille processionnaire du chêne - Restauration de mare (compensation Terréal)
Moisson			20 000,00 €	20 000,00 €	Abattages de sécurité - Traitement des chenilles processionnaires
Rosny			160 000,00 €	160 000,00 €	Abords de la Ferme des 8 Routes - Abattages de sécurité
Total 78	**3 600,00 €**	**50 000,00 €**	**188 000,00 €**	**241 600,00 €**	
Etréchy	46 420,00 €			46 420,00 €	Restauration de pelouses calcaires et de dunes (compensation SGP - Ligne 15 sud)
Fosse aux Carpes			210 000,00 €	210 000,00 €	Mise en sécurité de la passerelle et des pontons - Etudes normalisées pour la déclaration de la digue anti-crue
St-Vrain			2 000,00 €	2 000,00 €	Remplacement de barrières anti-intrusion
Total 91	**46 420,00 €**	**- €**	**212 000,00 €**	**258 420,00 €**	
Bondy			26 000,00 €	26 000,00 €	Abattages et élagages de sécurité - Réfection de la clôture périmétrale et du portail P4
Coteaux de l'Aulnoye			15 000,00 €	15 000,00 €	Prise de possession
Total 93	**- €**	**- €**	**41 000,00 €**	**41 000,00 €**	
Grosbois	14 570,00 €		30 000,00 €	44 570,00 €	**Bois de Cerdon - Granville :** Abattages de sécurité **Forêt de Grosbois :** Réouverture de landes (Compensation DIRIF - RN19)
Total 94	**14 570,00 €**	**- €**	**30 000,00 €**	**44 570,00 €**	
Boissy			40 000,00 €	40 000,00 €	Abattages de sécurité - Prise de possession au Bois des Aulnaies : mobilier anti-intrusion, évacuation de matériaux
Buttes du Parisis		600 000,00 €	170 000,00 €	770 000,00 €	Abattages de sécurité - Prise de possession - Sécurisation du mur de soutènement du terrain Chabrand-Thibault (*montant initialement voté : 50 000 €*)
Butte Pinson	857 000,00 €		107 000,00 €	964 000,00 €	Sécurisation, démolitions et prise de possession - Abattages de sécurité - Travaux d'aménagement de la 2ème tranche du Ruban vert
Ecouen			45 000,00 €	45 000,00 €	Abattages de sécurité - Sécurisation des zones de fontis
Roche Guyon			10 000,00 €	10 000,00 €	Abattages de sécurité
Total 95	**857 000,00 €**	**600 000,00 €**	**372 000,00 €**	**1 829 000,00 €**	
IMPRÉVUS			230 000,00 €	230 000,00 €	
TRAVAUX D'INVESTISSEMENT SYLVICOLE			200 000,00 €	200 000,00 €	
EXTERNALISATIONS AMO - MOE			100 000,00 €	100 000,00 €	
INVESTISSEMENT BATIMENTS			150 000,00 €	150 000,00 €	
REBOUCHAGE NIDS DE POULE			75 000,00 €	75 000,00 €	
DEMOLITIONS TOUS SECTEURS			300 000,00 €	300 000,00 €	
TOTAL PROGRAMME 13	**957 590,00 €**	**965 000,00 €**	**2 138 000,00 €**	**4 060 590,00 €**	
TEGEVAL PROGRAMME 14			**1 800 000,00 €**	**1 800 000,00 €**	
TOTAL GÉNÉRAL	**957 590,00 €**	**965 000,00 €**	**3 938 000,00 €**	**5 860 590,00 €**	

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France, le 18 OCT. 2016

Transmise au contrôle de légalité, le 18 OCT. 2016

18 OCT. 2016

La Présidente du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N° 16-109 du 18 octobre 2016
(report de la session du 11 octobre 2016)

Relative à l'approbation de l'aménagement forestier de la forêt régionale de Rosny.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4413-2 et R.4413-1 à R. 4413-16 ;

VU les articles L.211-1 et L.214-3 du Code forestier ;

VU la délibération n° 78-31 du 14 décembre 1978 relative à la procédure de soumission au régime forestier des forêts, bois et terrains à boiser, acquis par l'Agence des espaces verts, pour le compte de la Région d'Ile-de-France ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts de la région d'Ile-de-France.

DELIBERE

Article 1 Approuve le document d'aménagement forestier de la forêt régionale de Rosny ci-annexé.

Nombre de votants	7
Votes POUR	5+2
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

Aménagement forestier

Forêt régionale de Rosny

Département : Yvelines (78)

2016-2035

Surface cadastrale : 1226,4448 ha
Surface retenue pour la gestion : 1226,44 ha

Altitudes extrêmes : 35 m - 150 m

Révision d'aménagement

SRA : Ile de France

Office National des Forêts
Certifié ISO 9001 et ISO 14001

SOMMAIRE

SOMMAIRE 2
PRESENTATION SYNTHETIQUE DE L'AMENAGEMENT DE LA FORET REGIONALE DE ROSNY 4

TITRE 1 - ÉTAT DES LIEUX - BILAN **6**

1.1 PRESENTATION GENERALE DE L'AMENAGEMENT **6**
1.1.1 DESIGNATION, SITUATION ET PERIODE D'AMENAGEMENT 6
1.1.2 FONCIER – SURFACES – CONCESSIONS 7
1.1.3 LA FORET DANS SON TERRITOIRE : FONCTIONS PRINCIPALES ET MENACES 10
1.2 CONDITIONS NATURELLES ET PEUPLEMENTS FORESTIERS **12**
1.2.1 DESCRIPTION DU MILIEU NATUREL 12
1.2.2 DESCRIPTION DES PEUPLEMENTS FORESTIERS 16
1.3 ANALYSE DES FONCTIONS PRINCIPALES DE LA FORET **23**
1.3.1 PRODUCTION LIGNEUSE 23
1.3.2 FONCTION ECOLOGIQUE 26
1.3.3 FONCTION SOCIALE (PAYSAGE, ACCUEIL, RESSOURCE EN EAU) 30
1.3.4 PROTECTION CONTRE LES RISQUES NATURELS 34

TITRE 2 - PROPOSITIONS DE GESTION : OBJECTIFS PRINCIPAUX CHOIX, PROGRAMME D'ACTIONS **35**

2.1 SYNTHESE ET DEFINITION DES OBJECTIFS DE GESTION **35**
2.2 TRAITEMENTS, ESSENCES OBJECTIFS, CRITERES D'EXPLOITABILITE **37**
2.2.1 TRAITEMENTS RETENUS 37
2.3 OBJECTIFS DE RENOUVELLEMENT **41**
2.3.1 FUTAIE REGULIERE ET FUTAIE PAR PARQUETS : FORETS OU PARTIES DE FORETS A SUIVI SURFACIQUE DU RENOUVELLEMENT 41
2.3.2 FUTAIE IRREGULIERE ET FUTAIE JARDINEE : FORETS OU PARTIES DE FORETS A SUIVI NON SURFACIQUE DU RENOUVELLEMENT 41
2.3.3 TAILLIS ET TAILLIS SOUS FUTAIE 42
2.4 CLASSEMENT DES UNITES DE GESTION **43**
2.4.1 CLASSEMENT DES UNITES DE GESTION SURFACIQUES 43
2.4.2 CLASSEMENT DES UNITES DE GESTION LINEAIRES 47
2.4.3 CLASSEMENT DES UNITES DE GESTION PONCTUELLES 47
2.5 PROGRAMME D'ACTIONS POUR LA PERIODE 2016-2035 ..... **48**
2.5.1 PROGRAMME D'ACTIONS FONCIER - CONCESSIONS 48
2.5.2 PROGRAMME D'ACTIONS PRODUCTION LIGNEUSE 48
2.5.3 PROGRAMME D'ACTIONS FONCTION ECOLOGIQUE 64
2.5.4 PROGRAMME D'ACTIONS FONCTIONS SOCIALES DE LA FORET 66
2.5.5 PROGRAMME D'ACTIONS PROTECTION CONTRE LES RISQUES NATURELS 71
2.5.6 PROGRAMME D'ACTIONS MENACES PESANT SUR LA FORET 71
2.5.7 PROGRAMME D'ACTIONS ACTIONS DIVERSES 72
2.5.8 ANALYSE NATURA 2000 ET COMPATIBILITE DE L'AMENAGEMENT AVEC LE DOCOB 72
2.5.9 COMPATIBILITE AVEC LES AUTRES REGLEMENTATIONS VISEES PAR LES ARTICLES L. 122-7 (§ 2°) ET L. 122-8 DU CODE FORESTIER 73

TITRE 3 – RECAPITULATIFS – INDICATEURS DE SUIVI 74

3.1 RECAPITULATIFS 74
A – VOLUMES DE BOIS A RECOLTER 74
B – ESTIMATION DE LA RECETTE BOIS 75
C – RECETTES – DEPENSES – RECAPITULATIF GLOBAL ANNUEL 76
3.2 INDICATEURS DE SUIVI DE L'AMENAGEMENT 77

PRESENTATION SYNTHETIQUE DE L'AMENAGEMENT DE LA FORET REGIONALE DE ROSNY

Contexte général et principaux enjeux :

La forêt régionale de Rosny (1226 ha dont 1 141 ha boisés) est située en bordure de Seine dans les Yvelines, en limite du Val d'Oise et de l'Eure. Bordée de quelques bois privés au nord-ouest, elle est essentiellement située en zone agricole, à 60 km de Paris et à 10 km de Mantes la Jolie.
Le massif est en site inscrit. La fréquentation y est faible pour l'Ile de France ; l'accès à la forêt est limité. Une plaine cultivée occupe une partie du plateau, ce qui permet une alternance paysagère intéressante.

Le boisement principal est installé sur un plateau bordé de coteaux calcaires qui renferment une biodiversité peu ordinaire en Ile de France. Certaines prairies calcaires sont entretenues. Le plateau argilo-limoneux est riche en mares.
L'intégralité du massif et une partie de la plaine agricole intérieure sont en zone Natura 2000 Oiseaux. Certains coteaux calcaires ainsi que le vallon frais de la Vallée des Prés sont en ZNIEFF de type 1.

Le chêne sessile domine avec du charme, du bouleau et du tremble en accompagnement, sauf sur les coteaux calcaires où on trouve du chêne pubescent, des hêtres, de l'érable champêtre et des fruitiers. Localement, on peut trouver différents pins.
Les peuplements sont en bon état sanitaire ; la forêt n'est pas vieillie, mais a été peu régénérée ces dernières années. Certains secteurs sont fortement capitalisés. La majorité des bois sont de diamètre moyen et gros.
La tempête de 1999 a ouvert des trouées. Quand elles n'ont pas été replantées, le bouleau et le tremble se sont installés et le chêne a disparu.

Principaux objectifs de l'aménagement forestier :

L'accueil du public est le principal objectif de cette forêt.
Le propriétaire souhaite également agir en faveur de la protection de la biodiversité, notamment en ce qui concerne la flore et la faune des coteaux calcaires et les cortèges d'espèces liés aux vieux bois.
Par ailleurs, la région Ile de France s'est donné pour objectif d'alimenter la filière bois.

Ceci est en accord avec les orientations du Grenelle de l'Environnement pour la forêt française qui préconisent de "produire plus en protégeant mieux la biodiversité".

Programme d'actions :

Les principaux aménagements pour le public concernent la construction de parkings et l'aménagement paysager de carrefours et de quelques axes historiques. Un programme d'accueil guidé de groupes est en cours, ainsi que la restauration de la Ferme des Huit routes.
Egalement en réponse à l'objectif d'accueil du public en contexte francilien, le propriétaire décide de traiter l'intégralité de la forêt en irrégulier afin d'éviter les coupes rases.

Du fait du renouvellement recherché de façon diffuse en traitement irrégulier, *les plans de chasse* seront sérieusement augmentés et les dégâts du gibier seront suivis.

Pour la gestion forestière et la production de bois :
Les peuplements seront fortement éclaircis, progressivement par des rotations de coupe plus courtes pour permettre le renouvellement des peuplements.
Un important programme d'empierrement de routes et d'aménagement de places de dépôt est établi pour desservir les peuplements peu accessibles.
Le budget des travaux sylvicoles sera augmenté en traitement irrégulier pour accompagner la dynamique de régénération.

Un classement des essences objectif souhaitées est proposé, par ordre de durabilité écologique et d'intérêt économique. Le chêne sessile est l'essence objectif prioritaire sur le plateau, le chêne pubescent, les fruitiers, le hêtre et l'érable champêtre étant essence objectif sur les coteaux. En traitement irrégulier, la forêt sera renouvelée par ensemencement naturel diffus sous couvert dans les peuplements. Avec des essences secondaires (bouleau, charme, châtaignier…) beaucoup plus dynamiques à l'ensemencement et en croissance juvénile sous couvert que le chêne, et malgré les efforts en travaux, ceci pourrait conduire à un recul du chêne sessile (les regarnis en chêne ne sont pas viables). La production forestière à long terme sera donc certainement amoindrie en chêne.

Pendant les 20 ans à venir, les volumes de bois coupés seront en hausse en regard de ce qui a été réalisé les années précédentes, à la fois parce que le traitement irrégulier demande des peuplements fortement éclaircis, et parce que certains secteurs ont peu fait l'objet de coupes précédemment.

La protection de la biodiversité est assurée par plusieurs mesures :
Un réseau d'îlots de sénescence est installé avec une diversité d'essences forestières pour favoriser un grand éventail d'espèces saproxyliques. Ces îlots recouvrent aussi certains sites à pic mar et pic noir et répondent aux préconisations du DOCOB Natura 2000. Des îlots de vieillissement sont également prévus, là où des essences forestières moins courantes sont en place, pour concilier conservation des vieux arbres et régénération des arbres.
Les mesures classiques de gestion courante de la biodiversité seront appliquées : conservation de 3 à 4 arbres présentant un intérêt écologique par ha, conservation des essences moins courantes lors des martelages, mesures de conservation lors des exploitations forestières…

L'entretien des pelouses calcaires est reconduit. De nouvelles pelouses pourraient être créées.

Le programme de restauration et d'entretien des mares et d'une tourbière est poursuivi.

Enfin, des inventaires de suivi d'espèce sont prévus.

TITRE 1 - ÉTAT DES LIEUX - BILAN

1.1 Présentation générale de l'aménagement

1.1.1 Désignation, situation et période d'aménagement

- **Propriétaire de la (des) forêt(s)**

  La forêt régionale de ROSNY est propriété du Conseil Régional d'Ile de France (CRIF), représentée par l'agence des espaces verts (AEV).

- **Dénomination – Localisation**

Situation administrative	
Type de propriété	**Collectivité régionale**
Nom de l'aménagement	**ROSNY**
Départements de situation	78 (Yvelines)
Région nationale IFN de référence	Pays des Yvelines (majoritairement) et Vallée de la Seine (canton de Châtillon).
Directive régionale d'aménagement ou schéma régional d'aménagement	SRA Ile de France

Département(s)	Communes de situation	Surface cadastrale (ha)
78 (Yvelines)	Rosny sur Seine	1003,6347
	Perdreauville	193,4226
	Jouy-Mauvoisin	4,0965
	Bréval	25,2910
	Total	1226,4448

La surface de l'aménagement précédent était de 1137,5599 ha. La différence s'explique principalement parce que les parcelles agricoles étaient considérées « hors aménagement », alors qu'elles sont maintenant aménagées et classées « hors sylviculture ». De plus la surface de la forêt a augmenté suite à la soumission de quelques parcelles le 21 octobre 2015.

- **Période d'application de l'aménagement**

  L'aménagement court de 2016 à 2035.

- **Forêts aménagées**

Détail des forêts aménagées			Dernier aménagement		
Dénomination	identifiant national forêt	surface cadastrale	date arrêté	début	échéance
Rosny	F10433G	1226,6289	24/12/2002	2001	2012

- **Carte de situation de la forêt**

La carte N° 1 situe la forêt en Ile de France.

1.1.2 Foncier – Surfaces – Concessions

- **Les surfaces de l'aménagement**

Surface cadastrale	**1226, 44 48**	**ha, ares centiares**
Surface retenue pour la gestion	**1226, 44**	**ha, ares**
Surface boisée en début d'aménagement	**1141, 40**	**ha, ares**
Surface en sylviculture de production	**1078, 41**	**ha, ares**

Les surfaces non boisées (85,04 ha) sont, pour 80,33 ha des champs cultivés, une concession EDF et un espace urbain, et pour 4,71 ha des prairies calcicoles.
Les surfaces « hors sylviculture » (148,03 ha) regroupent les surfaces non boisées citées ci-dessus et les îlots de sénescence (62,99 ha).

La liste des parcelles cadastrales concernées par cet aménagement est en annexe 1.

- **Etat des lieux**

L'aménagement précédent demandait que soient délimitées :
1. L'extrémité sud-ouest de la P. 17 au niveau des mares, creusées après défrichement,
2. La limite entre la P. 28 et l'emprise de l'A 13.

La parcelle 17 a été bornée en 2007 à l'occasion du renouvellement du bail agricole des champs voisins.
Le propriétaire n'a pas jugé bon de mieux délimiter la parcelle 28 au niveau de l'autoroute.

Soumissions récentes :
Parmi les parcelles cadastrales nouvellement soumises, les parcelles C 575, C 584 et C 585 ainsi que C 590 sont mal délimitées.

- **Procès-verbaux de délimitation et de bornage**

Périmètre concerné	**Date**	**Lieu d'archivage**
Ensemble du périmètre sauf parcelle 28.	1996	AEV / ONF
Parcelle 92	2007	AEV

- **Origine de la propriété forestière**

La propriété provient essentiellement de l'achat de 2 propriétés privées :

- Forêt de Rosny, le 26 décembre 1989 (1 184 ha 94a 59ca), appartenant aux consorts de LAAGE de MEUX,
- Domaine de Châtillon, le 26 août 1992 (46ha 85a 75ca), appartenant à la société Du Pont de Nemours.

L'AEV procède à des acquisitions à l'intérieur du Périmètre Régional d'Intervention Foncière (PRIF) de Rosny, créé en 1989. Les parcelles nouvellement acquises sont soumises lorsque la gestion forestière est possible, conformément à l'art. L111-1 du code forestier qui précise que *« Relèvent du régime forestier (…) les bois et forêts susceptibles d'aménagement, d'exploitation régulière ou de reconstitution (…) appartenant aux régions, aux départements, aux communes (…) ».* En pratique, les parcelles forestières nouvellement acquises peuvent bénéficier du régime forestier si elles répondent à l'un des critères suivants :

- surface conséquente (plusieurs ha) ou attenantes au massif déjà soumis,
- résorption d'enclaves,
- délimitation claire du périmètre.

C'est ainsi que quelques parcelles ont été soumises en 2015. Le tableau ci-dessous résume leur provenance et indique leur intégration aux parcelles forestières :

Parcelle cadastrale	Commune	Surface (ha)	Provenance	Année d'acquisition	Parcelle forestière
B 552	Rosny	0 ha 23 a 33 ca	SAFER	04/12/2009	P. 31
B 255	Rosny	0 ha 34 a 72 ca	DE LAAGE DE MEUX	26/12/1989	P. 32
C 584	Rosny	0 ha 92 a 08 ca	DAVID YVETTE	07/12/1999	P. 73
C 698	Rosny	0 ha 92 a 08 ca	LE GOFF	24/06/2013	P. 73
C 700	Rosny	0 ha 14 a 50 ca	LE GOFF	24/06/2013	P. 73
ZD 26	Rosny	0 ha 14 a 50 ca	CHEVALIER JEAN	25/03/2013	P. 27
C 575	Rosny	1 ha 13 a 98 ca	Consorts BORDELET	18/07/2014	P. 60
C 585	Rosny	0 ha 45 a 58 ca	Consorts BORDELET	18/07/2014	P. 73
C 590	Rosny	0 ha 11 a 74 ca	Consorts BORDELET	18/07/2014	P. 73
B 246	Rosny	0 ha 07 a 43 ca	Consorts BORDELET	18/07/2014	P. 32
Y 25	Perdreauville	1 ha 32 a 75 ca	BERNARD FREDERIK	28/03/2013	P. 93
S 389	Perdreauville	0 ha 10 a 00 ca	SAFER	06/10/2011	P. 46

- **Parcellaire forestier**

Le parcellaire n'est pas fondamentalement modifié. Il a été recalé sur le cadastre pour une meilleure précision. Les surfaces des parcelles sont donc légèrement modifiées.

Les zones placées « hors aménagement » dans l'aménagement précédent sont maintenant des parcelles forestières intégralement « hors sylviculture », sauf la concession RTE traversant la parcelle 28 qui est intégrée à cette parcelle, mais maintenue « hors sylviculture ». Elles sont majoritairement cultivées sauf la P. 104 qui jouxte la maison forestière de Châtillon et la P. 106 qui est dans l'agglomération de Rosny/Seine.

Il s'agit de :

Parcelle forestière	Parcelle cadastrale	Surface
28 (ptie)	ZD 20 (ptie)	0,75
100	0127	7,99
101	0121, 0124, 0126, 0129, 0130, 0132, 0139, 0149, 0155.	41,02
102	0111, 0113, 0116, 0120, 0110	28,45
103	B 588	1,93
104	B 177	0,24
105	C 95	0,1
106	Y 51	0,99

Certaines parcelles sont étendues :

- Les parcelles 27, 31, 32, 46, 60, 73 et 93 du fait des récentes acquisitions.
- Les parcelles 39 et 54 sont étendues du fait de l'intégration de zones boisées contigües autrefois intégrées à la zone agricole.
- La parcelle 28, du fait de l'intégration de la zone concédée à RTE.

Les surfaces des parcelles forestières sont en annexe 2.

La carte N° 2 situe le parcellaire.

- **Concessions**

Concessions en cours

Type et libellé de la concession	Début	Localisation
EDF : lignes électriques et servitude de passage.	1976 1994	Pclles 28, 33, 45 73 et 82. Plaine agricole et Pclles 85, 86, 6, 98 à 102
GDF : canalisation de gaz	1994	Pclle 7, 19, 20, 22, 92.
France Télécom : ligne téléphonique	1994	En cours de déplacement Route Dauphine.
France télécom : fibre optique		Pclles 24 à 27 et 59 et 73.
Storengy	Renouvellement 2014	Droit de passage vers les Pclles 13, 14, 34, 37, 49, 62.

La société Storengy stocke du gaz pour GrDF en profondeur sous la forêt de Rosny, et possède des puits d'accès dans le massif. De ce fait, ses véhicules circulent quotidiennement sur le massif.

Ces concessions rentrent dans le périmètre du régime forestier. Elles répondent à une demande sociale et ont vocation à retourner à l'état boisé au terme de leur durée.

D'autre part, la plaine agricole (P. 100, 101 et 102) ainsi que le champ proche de la maison de Chatillon (P. 103) et celui situé au nord des Beurons (P. 106), sont loués à des agriculteurs. Il

ne s'agit pas d'une concession à proprement parler étant donné sa localisation hors état boisé et hors milieu ouvert intra-forestier à vocation écologique ou d'accueil du public de la forêt.

1.1.3 La forêt dans son territoire : fonctions principales et menaces

- **Classement des surfaces par fonction principale et niveaux d'enjeu**

Surfaces des fonctions principales par niveau d'enjeu		Répartition des niveaux d'enjeu (ha)				Surface totale retenue pour la gestion (ha)
Fonctions principales	**Production ligneuse**	sans objet	faible	moyen	fort	
		148	101	813	164	***1226***
	Fonction écologique		ordinaire	reconnu	fort	
			1	1225		***1226***
	Fonction sociale (paysage, accueil, ressource en eau potable)		local	reconnu	fort	
			15	1211		***1226***
	Protection contre les risques naturels	sans objet	faible	moyen	fort	
		1226				***1226***

L'enjeu « reconnu » pour la fonction sociale est motivé par l'appartenance à des sites inscrits dans un secteur où la fréquentation est moyenne :

- Site inscrit de la Forêt de Rosny (site N° 5578) pour les parcelles situées à l'ouest de l'autoroute A13,
- Site inscrit des boucles de la Seine de Moisson à Guernes (site N° 5562) pour les parcelles 29 à 32,

ainsi que par le périmètre de protection des captages d'eau potable de la ville de Rosny pour les parcelles 85 (ptie), 86 (ptie), 88 (ptie), 90, 91 et 92. En 2015, l'Agence Régionale de Santé prévoyait d'étendre ce périmètre aux parcelles 94, 95, 96 (ptie) et 97.
La forêt (sur 5 ha du canton de Châtillon) est aussi dans le périmètre de protection d'un monument historique classé : le Parc du château de Sully.

L'enjeu « reconnu » pour la fonction écologique, est motivé par :

- Le classement en Zone de Protection Spéciale (ZPS) Natura 2000 de la quasi-totalité de la forêt,
- Le classement en ZNIEFF de type 1 des parcelles 29 à 32 et d'une partie des parcelles 40, 41, 55 et 56.

Les enjeux de la fonction de production sont :

- « fort » sur les stations 8b et 8c (hêtraie-chênaie faiblement acide sur plateau et neutrocline sur plateau),
- « moyen » sur la majorité des stations,
- « faible » sur les chênaies pubescentes thermophiles et sur hêtraies calcicoles,
- « nulles » dans les zones mises « hors sylviculture » (îlots de sénescence, prairies calcicoles et champs).

- **Carte des fonctions principales de la forêt**

Cartes des enjeux :

- *Carte N° 3 pour les enjeux de production,*
- *Carte N° 4 pour les enjeux écologiques et sociaux.*

- **Menaces et autres éléments forts imposant des mesures particulières**

Menaces	*surface concernée*	**Explications succinctes**
- Problèmes sanitaires graves	non	
- Déséquilibre grande faune / flore	1226	Pression importante du chevreuil
- Incendies	non	
- Problèmes fonciers limitant les possibilités de gestion		Certains chemins intraforestiers nécessaires à la desserte sont communaux. Le propriétaire souhaite les acquérir pour pouvoir les empierrer.
- Présence d'essences peu adaptées au changement climatique	14	Hêtre sur certains coteaux non souhaitable comme essence dominante
- Autres (préciser)		
Autres éléments forts imposant des mesures particulières	*surface concernée*	**Explications succinctes**
- Difficultés de desserte limitant la mobilisation des bois	440 ha	Les cantons de Châtillon, Beuron et de Beauvoyer sont difficilement mobilisables sans travaux de desserte, ainsi que les extrémités nord et sud du plateau de Rosny. Les pentes des coteaux rendent l'exploitation difficile.
- Sensibilité des sols au tassement : sites toujours très sensibles	non	
- Protection des eaux de surface (ripisylves, étangs, cours d'eau)	non	
- Protection du patrimoine culturel ou mémoriel	20	Vestiges archéologiques en parcelles 8-9-20-21, 40-41-55-56, 80-84, 90-94, 38
- Peuplements classés matériel forestier de reproduction	non	
- Importance sociale ou économique de la chasse	1226	Pas de régénération possible sans plan de chasse fort.

Dans le contexte actuel, où le couvert est trop fermé pour permettre au semis de dépasser 50 cm de haut, il n'est pas possible de donner un diagnostic précis du déséquilibre faune/flore (c'est-à-dire de l'impossibilité de régénérer les peuplements sans protection).
Cependant, les descriptions ont révélé une pression du gibier sur la flore très préoccupante, ce qui explique pourquoi on estime que la forêt est menacée par le déséquilibre faune/flore.

- **Démarches de territoires**

  Il n'y a pas de démarche de territoire (charte forestière de territoires, parc naturel national ou régional, programme 1000 chaufferies…).

1.2 Conditions naturelles et peuplements forestiers

1.2.1 Description du milieu naturel

A - Topographie et hydrographie

1. Topographie générale :

La forêt est installée sur un plateau légèrement incliné vers le nord / nord-ouest qui surplombe la plaine de St Illiers-la-Ville. Le plateau plonge par des coteaux abrupts boisés et faisant partie de la forêt régionale :

- au nord-ouest sur la vallée des prés
- au sud-ouest sur la plaine vers St-Illiers-la-Ville
- à l'est / sud-est sur une vallée empruntée par la D 114.

Au nord de l'autoroute A13, le canton de Châtillon est situé pour partie sur un plateau et pour partie sur un versant est / nord-est.

A l'est de la D 114, les cantons de Beauvoyer et des Beurons sont pour une petite partie sur plateau et majoritairement sur versants nord / nord-est et nord-ouest.

Les coteaux représentent 15 % de la surface de la forêt.

2. Pentes :

Les pentes des coteaux sont fortes :

- 20 à 50 % sur le canton de Rosny,
- 10 à 20 % sur les cantons de Beauvoyer et des Beurons,
- 30 % sur le versant de Châtillon.

3. Altitudes :

Le secteur le plus haut (alt. 150 m) se situe en parcelles 75 et 76 (canton de Rosny), à proximité de la Belle Côte. Le plus bas (alt. 35m) se situe dans le secteur de Châtillon, à proximité de la RN. 13.

Pour le secteur de Rosny, l'altitude moyenne du plateau est de 140 m à l'ouest de la zone en culture, et de 125 m à l'est de cette même zone. Le point bas de la vallée des prés est à 50m.
Dans le canton de Châtillon, le plateau est à 105m, le point bas à 35m.
Dans les cantons des Beurons / Beauvoyer, le plateau est à 110 m, et les points bas à 75m (Les Beurons) et 50 m (Beauvoyer).

4. Hydrographie :

La forêt n'est traversée par aucun cours d'eau permanent. Le ruisseau de la vallée des prés, au nord de la forêt, est « hors forêt ». Par contre elle comporte de nombreuses mares, notamment sur le plateau à l'est de la zone en culture.

B - Conditions stationnelles

- **Climat**

Les relevés réalisés à BUHY (altitude 90m, à 33 km au nord de Rosny), entre 1978 et 2008 donnent :

MOIS	Janv.	Fev.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Dec.	Moy enne	Total
Précipitations (mm)	64,1	53,7	56,8	59,7	56,8	62,1	63,9	52,9	57,9	68,7	58,7	83,7	61,6 mm	739 mm
Température moyenne (°c)	4,2	4,6	7,5	9,6	13,5	16,3	18,5	18,6	15,3	11,9	7,0	4,6	11,0 °C	

Ce qui est plus élevé que les valeurs données par le catalogue des stations du Vexin, du Valois et de la Vieille France : le catalogue donne les précipitations comprises entre 650 mm et 700 mm.

A titre indicatif, les relevés faits à Pontoise (95) donnent une pluviométrie annuelle de 646,6 mm et une température moyenne annuelle égale à 10,8 °C. A Trappes (78), ces valeurs sont de 707,2 mm et 11°C.

On propose de retenir pour Rosny une valeur de 680 mm/an.

Les décisions prises dans cet aménagement tiennent compte des connaissances actuelles sur le changement climatique. Cependant les prévisions sur le climat à venir et la réaction des essences forestières sont encore très incertaines.

- **Géologie**

Les données géologiques proviennent de l'aménagement précédent.

Les formations affleurantes sont les suivantes :

- La craie blanche à lits de silex apparente dans les versants des vallées encaissées (montée vers Châtillon, petites carrières à l'ouest de la RD 114),
- Au nord-est de la forêt (Châtillon) et au sud du bois des Beurons on trouve du calcaire lutécien,
- Une couche d'argiles à silex, issu de la décarbonatation de la craie, apparait sous forme d'un liseré en bordure du plateau,
- Des sables de Lozère (très grossiers), recouvrent le plateau par poches ou mélangés aux autres formations superficielles,
- Enfin, par place et parfois mélangé aux matériaux précédents et sur des épaisseurs variables, se trouve le limon des plateaux.

En profondeur (470m), se trouvent les sables de Gloss, où GRDF stocke le gaz naturel.

Elles sont résumées dans la carte N° 5 (carte géologique) et la carte des sols (carte N° 6). Ces cartes sont reprises de l'aménagement précédent.

- **Pédologie**

Les données pédologiques sont reprises de l'aménagement précédent (étude de M. ISAMBERT de l'INRA en 1998).

Sur les plateaux :

- Les sols limoneux sont généralement pauvres en argile et en fer en surface et présentent un horizon d'accumulation d'argile et de fer à partir de 40 à 50 cm de profondeur.

Ils s'engorgent en hiver en période pluvieuse. Ils reposent vers 100 à 150 cm sur un substrat géologique généralement compact et/ou peu perméable (argile à silex, argile à meulière ou sable argileux de Lozère).

- Les sols de Sable de Lozère comportent une série d'horizons superficiels, sablo-graveleux, rouges, très compacts et imperméables, formant obstacle à la pénétration profonde de l'eau, de l'air et des racines.
- Les sols d'argile à meulière et d'argile à silex présentent les mêmes successions d'horizons peu argileux et délavés en surface, reposant brutalement sur des horizons très argileux et imperméables. La différence des matériaux originels engendre une différence de pierrosité (nature et dimension) : silex plus ou moins brisé et anguleux dans les sols d'argile à silex et meulières souvent grossières et peu brisées dans les sols d'argiles à meulières. Cependant la distinction n'est pas toujours facile au sondage, les matériaux très caillouteux étant difficilement sondables.
  En extrême nord de plateau, les sols d'argile à silex ou à meulières sont très argileux dès la surface et deviennent calcaires (craie ou calcaires lutéciens) à faible profondeur (10 à 50 cm).
- Des sols peuvent être issus du mélange des matériaux limoneux peu épais et de leur substrat d'argile à silex ou à meulières. Généralement perméables en surface, ils deviennent imperméables en profondeur (60 à 80 cm).
- Les sols développés dans le Lutécien sont très calcaires dès la surface ou décarbonatés sur quelques dm. On les rencontre sur la partie est de la forêt, sur de faibles superficies. Les sols très calcaires sont souvent séchant lors des périodes estivales peu arrosées.

Sur les pentes :

- Les sols de craie sont très calcaires dès la surface et sont peu épais en général (20 à 40 cm) au-dessus de la craie non altérée. Ils sont généralement situés sur les pentes exposées au sud et à l'ouest. Peu épais et exposés au soleil des heures chaudes, ces sols sont très séchant.
- Au même niveau, mais sur les pentes exposées au nord et à l'est, les sols non calcaires sont sains, profonds et caractérisés par une couleur brune sous l'horizon organique. Ils sont généralement développés :
  - Soit dans une formation hétérogène limono-argilo-sableuse, fréquemment à silex et/ou à meulières,
  - Soit dans des placages limoneux presque dépourvus de cailloux.
- Parfois, les sables de Lozère affleurent sur pente forte et donnent des sols sableux, bruns, sains et assez acides.

Les sols du réseau hydrographique :

Ils sont de deux types principaux : les sols colluviaux et les sols alluviaux selon le mode de dépôt des matériaux dans lesquels ils se développent.

- Les sols colluviaux constitués de matériaux ruisselés apportés surtout perpendiculairement à l'axe hydrographique, sont essentiellement des sols de vallon peu marqués sur les plateaux. Ils sont généralement engorgés en hiver, car ils servent de drain au versant amont, dont les sols souffrent eux-mêmes d'excès d'eau temporaires.
- Les sols alluviaux, à matériaux transportés longitudinalement. Ce sont des sols des fonds de vallée encaissée. Ils sont généralement sains et profonds, mais peuvent être inondés lors d'orages sur l'amont du bassin versant.

- **Unités stationnelles**

Les stations forestières ont été décrites dans l'aménagement précédent par une typologie propre, dont la correspondance avec les DILAM de 1987 était expliquée.
Cet aménagement reprend ces stations mais en les classant selon la nomenclature des SRA de juin 2006. Lorsque les SRA permettent une meilleure description, les unités stationnelles sont redécoupées. A l'inverse, on a créé des subdivisions dans les stations de la SRA pour

tenir compte des informations de la carte des stations de l'aménagement précédent. La forêt étant située en limite des catalogues de station des Yvelines et du Vexin, les références aux 2 catalogues sont donc données quand elles sont claires.

Les stations des zones classées « hors aménagement » dans l'aménagement précédent n'avaient pas été déterminées. Ce sont essentiellement des champs classés « hors sylviculture » pour lesquels on n'a pas fait d'étude de station.

Unité stationnelle				**Surface**		**Potentialité – Classe de fertilité** **Précautions de gestion**	**Risques éventuels liés aux changements climatiques** Essences concernées
Code DRA-SRA	**Code Yvelines**	**Code Vexin**	**Libellé DRA-SRA**	ha	%		
0	2	11	Chênaie pubescente thermophile	25,29	2,1	Très faible Ne pas boiser Eviter une mise en lumière brutale.	
1	_	12	Hêtraie calcicole	125,27	10,2	Faible à Moyenne, selon la profondeur du sol. Eviter les ouvertures importantes (risque de colonisation par les ronces, clématites et arbustes calcicoles)	
2a	4	_	Chênaie neutrocalcicole de versant à sol superficiel	5,47	0,4	Faible Risque de prolifération de la clématite après découvert trop important.	Hêtre uniquement en accompagnement
2b	4	8	Chênaie neutrocalcicole de versant à sol profond	92,03	7,5	Moyenne Risque de prolifération de la clématite, du noisetier… après découvert trop important.	Hêtre uniquement en accompagnement
2c	3	8	Chênaie neutrocalcicole de versant à plateau	78,49	6,4	Moyenne Risque de prolifération de la clématite après découvert trop important.	Hêtre uniquement en accompagnement
8a	10	12	Hêtraie chênaie neutrocline de versant	127,88	10,4	Moyenne (sol moyennement profond) Risque d'envahissement par la ronce après découvert.	Hêtre uniquement en accompagnement
8b	9		Hêtraie chênaie faiblement acide sur plateau faiblement hydromorphe	119,95	9,8	Fort Risque de tassement	Hêtre uniquement en accompagnement
8c	_	6	Hêtraie chênaie neutrocline de plateau avec hydromorphie	75,48	6,2	Fort Risque de tassement	Hêtre uniquement en accompagnement
9	6	_	Chênaie sessiliflore-hêtraie à acidité moyenne	449,14	36,6	Moyenne Risque d'envahissement par la fougère ou la ronce	

			et/ou hydromorphie			après découvert.	
10	8	_	Chênaie sessiliflore-hêtraie acidiphile non ou peu podzolisée	41,43	3,4	Moyenne Risque de tassement Risque de développement de la fougère	
11	5 sous unité hyper acide	1	Chênaie sessiliflore acidiphile sur matériau sableux	15,31	1,2	Moyenne Risque d'envahissement par la fougère après découvert.	
Non déter miné				70,7	5,8	Surfaces cultivées.	

Sur les stations 0, 1, 2a, 2b et 2c, le risque d'envahissement par des arbustes calcicoles lors de la mise en lumière est d'autant plus fort que les essences souhaitées (fruitiers, chênes…) ont une croissance lente sur ces stations. Le noisetier est très présent sur ces stations et doit être combattu. La clématite est actuellement plus anecdotique.

Le hêtre n'est plus souhaité comme essence objectif en Ile de France, du fait des incertitudes climatiques, sauf sur la station 1.

- **Carte des unités stationnelles**

La carte N° 7 localise les différentes stations forestières.

1.2.2 Description des peuplements forestiers

A - Essences et types de peuplements rencontrés sur la forêt

- **Essences présentes**

Le chêne sessile est l'essence majoritaire de cette forêt. Le chêne pédonculé est présent, mais minoritaire dans les parcelles 55 à 59.
En accompagnement, on trouve du bouleau, du charme et du tremble, ou encore, de manière plus anecdotique, des cormiers et alisiers ou du châtaignier.
Le bouleau s'est installé dans quelques trouées tempête.
Quelques plantations de résineux ont été réalisées : pins sylvestres sur le plateau de Rosny, pins laricio au bois des Beurons, et pins noirs sur les coteaux calcaires à l'ouest du plateau.
Sur les coteaux, on trouve le chêne pubescent (sauf en orientation nord), ainsi que l'érable champêtre et le hêtre.

Le charme constitue l'essentiel des taillis, en particulier à l'est de la plaine agricole et dans les parcelles proches de l'entrée sud (Belle Côte). L'érable champêtre et le noisetier constituent les taillis sur les coteaux. Le bouleau est également en taillis dans quelques parcelles.

Le tableau ci-dessous résume la répartition des essences en considérant l'essence prédominante des peuplements :

Essences présentes	Surface boisée (ha)	% surface
Chêne sessile	986,77	86,45
Charme	28,52	2,50
Chêne pubescent	25,08	2,20
Pin sylvestre	24,73	2,17
Bouleau	19,5	1,71
Tremble	12,56	1,10
Erable champêtre	12,09	1,06
Feuillus mélangés	13,49	1,18
Pin laricio	9,16	0,80
Pin noir	8,04	0,70
Châtaignier	1,46	0,13
TOTAL	1141,4	100,00

Ce calcul sous-estime les essences d'accompagnement et de taillis, à savoir le charme, le bouleau et l'érable champêtre. Il surestime le chêne qui représente un peu moins de 80 % de la surface terrière totale.

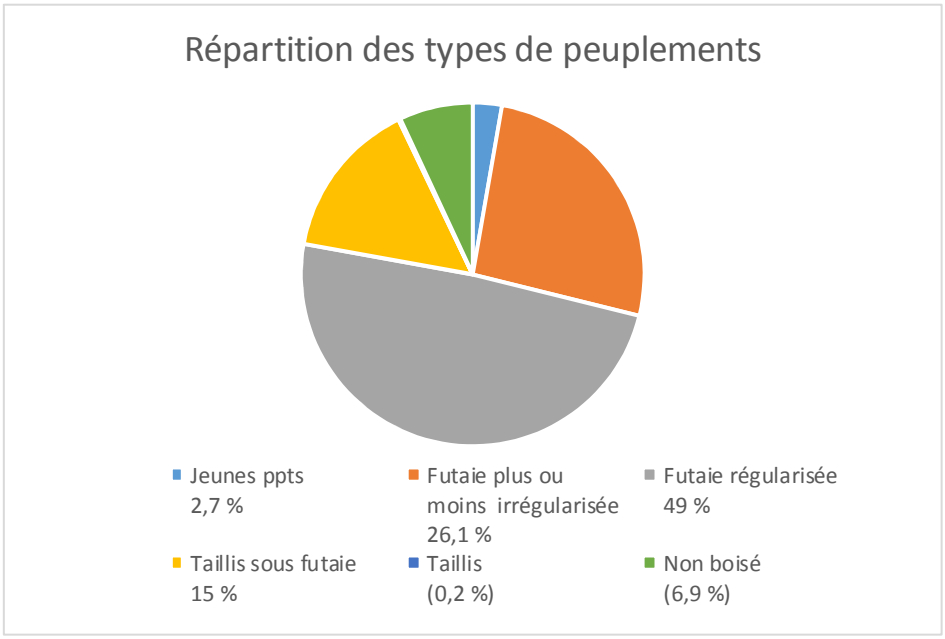
- **Répartition des types de peuplement**

La forêt est issue de TSF, mais le taillis a fortement régressé par endroit. La réserve s'est régularisée.
Elle a été fortement exploitée avant l'acquisition par le propriétaire actuel, ce qui explique la faible importance des GB qui sont rarement au-dessus de 60 cm de diamètre.

Elle présente un déficit de PB. Les BM sont très majoritaires.

	Type de peuplement	Essence dominante	Surface retenue pour la gestion (ha)	%
Jeunes ppts 33,67 ha (2,7 %)	Jeune peuplement	Chêne sessile	14,17	1,2
		Bouleau	19,5	1,6
Futaie plus ou moins irrégularisée : 320,47 ha (26,1%)	Futaie irrégularisée 196,4 ha	Chêne sessile	190,92	15,6
		Erable champêtre	5,44	0,4
	Futaie irrégularisée GB dominant	Chêne sessile	27,92	2,3
	Futaie irrégularisée BM dominant	Chêne sessile	73,45	6,0
	Futaie irrégularisée PB dominant 22,68 ha	Chêne pubescent	15,83	1,3
		Charme	6,85	0,6
Futaie régularisée : 600,7 ha (49%)	Futaie régularisée GB	Chêne sessile	17,48	1,4
	Futaie régularisée GB/BM 217,7 ha	Chêne sessile	203,36	16,6
		Feuillus divers	10,3	0,8
	Futaie régularisée BM	Chêne sessile	193,31	15,8

	228,8 ha	Pin sylvestre	13,57	1,1
		Pin laricio	9,16	0,7
		Pin noir	8,04	0,7
		Feuillus divers	3,19	0,3
		Châtaignier	1,46	0,1
	Futaie régularisée BM/PB 68,79 ha	Chêne sessile	50,6	4,1
		Tremble	12,56	1,0
		Erable champêtre	5,63	0,5
	Futaie régularisée PB 71,91 ha	Chêne sessile	41,89	3,4
		Pin sylvestre	11,16	0,9
		Chêne pubescent	9,25	0,8
		Charme	8,59	0,7
		Erable champêtre	1,02	0,1
Taillis sous futaie 184,47 ha (15%)	TSF : 11,83 ha	Chêne sessile	5,68	0,5
		Charme	6,15	0,5
	TSF BM dominant 69,56 ha	Chêne sessile	64,88	5,3
		Charme	4,68	0,4
	TSF GB dominant	Chêne sessile	39,5	3,2
	TSF GB/BM	Chêne sessile	63,58	5,2
Taillis : 2,25 ha	Taillis	Charme	2,25	0,2
Non boisé : 85,07 ha	Non boisé		85,07	6,9
	TOTAL		1226,44	100,0



Le niveau de capital toutes essence confondues (sauf le taillis) se répartit ainsi :

Capital	Surface (ha)	%
G < 6 m2	43,56	3,6
6 <= G < 12 m2	95,06	7,7
12 <= G < 18 m2	328,56	26,8
18 <= G < 24 m2	455,23	37,1
24 <= G < 30 m2	202,32	16,5
30 <= G < 36 m2	12,38	1,0
Non boisé	89,33	7,3
TOTAL	1226,44	100,0

Et en ajoutant le taillis :

Capital (y compris le taillis)	Surface (ha)	%
G < 6 m2	33,87	2,8
6 <= G < 12 m2	16,11	1,3
12 <= G < 18 m2	243,98	19,9
18 <= G < 24 m2	435,33	35,5
24 <= G < 30 m2	299,79	24,4
30 <= G < 36 m2	108,03	8,8
Non boisé	89,33	7,3
TOTAL	1226,44	100,0

On remarque que le capital de 35 % des peuplements est supérieur à 24 m2/ha.

- **Répartition des essences principales forestières**

Le tableau ci-dessous donne la répartition en surface des essences principales par type de peuplement avec les essences d'accompagnement. Les inventaires réalisés ne permettent pas de donner cette répartition en surface terrière.

	Type de peuplement						
Essence principale	Futaie (ha)	%	TSF (ha)	%	Taillis	%	Essence d'accompagnement
Chêne sessile	505,86	44,3	78,49	6,9			sans ess. d'acc.
	103,42	9,1	2,5	0,2			Bouleau
	92,11	8,1	51,43	4,5			Charme
	50,71	4,4	41,22	3,6			divers feuillus
	24,42	2,1					Erable champêtre
	18,38	1,6					Chêne pubescent
	8,14	0,7					Châtaignier
	4,45	0,4					Pin sylvestre
	5,8	0,5					Hêtre
Total chêne sessile	813,29	71,2	173,64	15,2			
Total chêne pubescent	25,08	2,2					Erable champêtre
Pin sylvestre	20	1,8					sans ess. acc.
	2,87	0,3					Chêne sessile
	1,86	0,2					Bouleau
Total pin sylvestre	24,73	2,2					
Charme	8,59	0,8	10,83	0,9			Chêne sessile
		0,0			2,25	0,2	Erable champêtre
	6,85	0,6					feuillus divers
Total charme	15,44	1,4	10,83	0,9	2,25	0,2	
Total tremble	12,56	1,1					charme
Erable champêtre	11,07	1,0					feuillus divers
	1,02	0,1					sans acc.
Total érable champêtre	12,09	1,1					
Total feuillus divers	13,49	1,2					
Total pin laricio	9,16	0,8					chêne sessile
Total pins noirs	8,04	0,7					chêne pubescent
Total bouleau	19,5	1,7					chêne sessile
Total châtaignier	1,46	0,1					bouleau

A noter que les brins de taillis de 30 cm et plus ont été comptés dans la futaie.
Les inventaires ont été réalisés selon deux protocoles différents (cf. § 1.2.2.C). La description de la structure (Futaie ou TSF) a été faite à dire d'expert sur la placette dans le 2ème protocole, et à partir de la répartition en nombre de tiges dans le premier protocole. En général, le TSF compte au moins 6 m2/ha de taillis de moins de 30 cm de diamètre. Il n'est donc pas exclu qu'il y ait un taillis relictuel dans des peuplements décrits comme futaie de chêne sessile.

- **Carte des peuplements**

Carte des peuplements : carte N°8
Carte de la surface terrière avec taillis ; carte N°9
Carte de la surface terrière du taillis : carte N°10.
Carte des structures : carte N°11.

B - Etat du renouvellement

- **Renouvellement présent dans la forêt : traitements à suivi surfacique.**

Sur le plateau, les semis de chêne sont en général abondants, sauf dans les parcelles 39, 40 et autour de la parcelle 55. Par contre, ils sont ensuite fortement concurrencés par le charme, le bouleau ou le tremble. La pression du gibier est également très forte.

L'aménagement précédent traitait la forêt en futaie régulière. Il a été terminé après la tempête de 1999. Le groupe de régénération comprenait essentiellement des parcelles plus ou moins ouvertes par la tempête, à l'exception de celles du bois des Beurons.

Application de l'aménagement passé	Surface	Parcelles concernées
Surface à régénérer prévue	85,6 ha	
Surface effectivement régénérée avec l'essence objectif	5,22 ha	P. 66 et 64
Surface effectivement régénérée avec l'essence objectif en faible densité, concurrencée par le recru	6,49 ha	P. 10, 11, 6
Surface détruite en cours d'aménagement non reconstituée (incendie, tempête, gibier, problème sanitaire)	0 ha	
Parcelles prévues en régénération suite aux dégâts de la tempête de 1999, reconquises par un recru.	19,5 ha	P. 23, 35, 48, 5

L'aménagement précédent prévoyait de régénérer 85,6 ha, surface à laquelle il était prévu de retrancher les îlots paysagers et îlots de vieux bois.
Les parcelles 11 et 64 n'étaient pas dans le groupe de régénération. Elles ont été partiellement plantées.

Les parcelles 3, 8, 34, 42, 90, 91 et 92 (inscrites pour 30,2 ha), n'ont pas été ouvertes (sauf dégâts tempête). La parcelle 3 est ruinée et reconquise par le bouleau, l'érable champêtre et autres feuillus. Les difficultés de sortie des bois expliquent le report de la régénération des parcelles 90, 91 et 92. Une coupe d'amélioration a été vendue en 2012 dans la parcelle 42.

La parcelle 35 (inscrite pour 5,6 ha), était ruinée par la tempête. Cependant un recru de feuillus divers s'est installé sur 3,54 ha sous un peuplement relictuel. Des cloisonnements ont été installés autour de 2008 puis abandonnés. La parcelle 48 (hors groupe de régénération) a été traitée de la même manière, sur 2,5 ha contigus de la parcelle 35.

La parcelle 6 (ptie) a été plantée sur 2,76 ha. Les parcelles 10 (ptie) et 11 (ptie) ont été régénérées naturellement avec regarnis. Le peuplement relictuel post tempête n'a pas été exploité.

La régénération de la parcelle 5 a été perdue faute de dégagements. Il reste quelques semenciers, mais pas suffisamment pour reconstituer un peuplement de chêne. Un recru de bouleaux s'est installé.

Parcelle 23, un recru de bouleau est installé, sous un peuplement relictuel de la tempête.

La parcelle 66 (ptie) a été plantée en chêne sessile sur 3,20 ha, ainsi qu'une partie de la parcelle 64 (2 ha non prévue initialement dans le groupe de régénération). La régénération est satisfaisante, même si par endroits le bouleau concurrence le chêne.
Les semenciers autour de la plantation ont été récoltés pour permettre au semis de se développer.

Le tableau suivant résume le résultat des régénérations :

Bilan de la régénération de l'aménagement passé	**Surface** en sylviculture (ha)	Observations
Surface cumulée des unités de gestion dont la régénération a été terminée (coupe définitive réalisée)	0	
Surface cumulée des unités de gestion en cours de régénération (régénération ouverte et coupe définitive non réalisée)	0	
Surface cumulée des unités de gestion et des vides boisables ayant fait l'objet de reconstitution	2,4 ha	P. 64, 11
Surface acquise en régénération au cours de l'aménagement passé	9,31 ha	P. 6, 10, 66

(régénération ayant dépassé 3 m de hauteur)		

- **Renouvellement présent dans la forêt : traitements à suivi non surfacique.**

  La forêt était traitée en futaie régulière, aussi le renouvellement diffus n'était pas suivi.

  Cependant les inventaires ont montré la présence de perches à raison d'environ 4/ha pour le chêne et de 10/ha pour les autres feuillus (bouleau, érable champêtre). Les perches de chêne sont le plus souvent dominées. Elles sont concentrées sur 30 % des placettes.

  Le renouvellement a été caractérisé en considérant qu'un semis recouvre 1 m2. Tous les semis sont notés, y compris ceux de l'année (donc inférieur à 50 cm de hauteur). Avec ces critères, on observe que le renouvellement en chênes, sessile ou pubescent, est présent sur 67% des placettes. Sur ces placettes, il recouvre en moyenne 75 % de la placette dans 55% des cas.
  La présence d'au moins un semis de chênes, sessile ou pubescent, de plus de 1,5m de hauteur, a été notée dans 7 % des placettes.
  On a donc des peuplements en bonne capacité fructifère. Actuellement, les jeunes plants dépassent rarement le stade semis bas (30 cm) à cause de l'abroutissement, de l'absence de travaux de dégagement et du manque de lumière.

C - Inventaires réalisés

- **Description du type d'inventaire réalisé**

  La forêt a été décrite par inventaire statistique.
  Un premier inventaire a commencé dans une perspective de traitement régulier pour trouver les peuplements dont les diamètres étaient les plus gros. Le relevé des diamètres était assez fin (classes de 10 cm). Le maillage était d'un point tous les deux ha. Il devait être renforcé à 1 point par ha dans les parcelles susceptibles de passer en régénération.
  Le propriétaire a émis le souhait, en cours d'inventaires, de traiter l'intégralité de la forêt en irrégulier. Le protocole a donc été revu pour alléger la description des classes de diamètre (seule la structure à dire d'expert a été relevée) et renforcer celle des prévisions de travaux. Le maillage était conservé à 1 point pour deux ha, sauf dans les parcelles de moins de 10 ha où les inventaires ont été densifiés à 1 point par ha pour mieux appréhender le capital sur pied.

  Les deux protocoles sont en annexe 3 et 4.

- **Résultats synthétiques d'inventaire par essences et catégories de grosseur**

  Les essences ont été classées en essences de production (chênes sessile, pubescent et pédonculé, hêtre, châtaignier, fruitiers, pins sylvestre laricio et noir, frêne) et essence d'accompagnement (bouleau, charme, robinier, érable champêtre, tremble, aulne, saules…).
  Le capital en essence de production et d'accompagnement est :

Essence	Surface terrière (surfaces boisées)
Ess. de production	15,7 m2/ha
Ess. d'accompagnement	2,6 m2/ha
Taillis	1 m2/ha

A noter que le niveau de capital du taillis est très variable :

Capital du taillis (m2/ha)	Surface (ha)
G <= 0,3	41,16
0,3 < G < 2	106,88
2 <= G < 4	66,24
4 <= G < 6	55,26
6 <= G < 8	36,5
8 <= G < 10	0
10 >= G	29,66

- **Résultats synthétiques d'inventaire par essences et classes de diamètre (peuplement en enjeu fort de production).**

  Les inventaires ne permettent pas de donner ce résultat.

- **Analyse des inventaires dendrométriques passés**

  Les données ne permettent pas de réaliser cette analyse.

- **Surfaces portant des peuplements de Chêne de qualité élevée**

  Sans objet.

1.3 Analyse des fonctions principales de la forêt

1.3.1 Production ligneuse

Rappel des enjeux de production ligneuse :

Fonction principale	Répartition des niveaux d'enjeu (ha)				Surface totale retenue pour la gestion
	enjeu sans objet	enjeu faible	enjeu moyen	enjeu fort	
Production ligneuse	148	101	813	164	***1226***

A - Volumes de bois produits

- **Tableau synthétique de la production moyenne**

Le IIIème inventaire de l'Ile-de-France ouest, réalisé en 2003 par l'Inventaire Forestier National, évalue la production dans les forêts domaniales. La production nette, qu'elle soit en surface terrière ou en volume, intègre l'accroissement des tiges vivantes, le passage à la futaie, l'accroissement des tiges prélevées et la mortalité.

Les données sont les suivantes :

Essence	Production en surface terrière (m2/ha/an)	Production en volume (m3/ha/an)
Chênes sessiles et pédonculés	0,50	4,54
Châtaignier	0,77	8,71
Autres feuillus	0,59	5,37
Autres résineux	0,63	5,53

En utilisant les données de l'IFN appliquées à cette forêt de collectivité, on peut estimer l'accroissement naturel de la forêt :

Production en surface terrière (m2/ha/an)	Production en volume (m3/ha/an)
0,52	4,73

Les données IFN appliquées aux surfaces par essence prépondérante sur la forêt permettent d'estimer la production nette de la forêt à 0,52 m²/ha/an, soit environ 4,73 m³/ha/an.

- **Bilan des volumes récoltés au cours de l'aménagement précédent : comparaison volumes prévus/volumes réalisés**

Volumes récoltés (période : 2001-2014)										
Traitement régulier		**Irrégulier**		**Autre**		**PA : produits accidentels**		**Total**		p.m. Volume récolté 5 dernières années
prévu	réalisé	prévu	réalisé	prévu	réalisé	groupe REGE	autres groupes	prévu (horsPA)	réalisé	
en m³ totaux récoltés au cours de l'aménagement										
41400	5299	0	0	0	733		136	41400	6168	3951
								Ecart		
								- 85 %		
en m³ / ha / an récoltés au cours de l'aménagement (ha de surface en sylviculture de production)										
3	0,40				0,05		0,01	3	0,45	

Les prévisions de récolte de l'aménagement précédent ne donnent pas la répartition entre les récoltes liées aux régénérations et celles liées aux améliorations. Les récoltes concernent soit des coupes d'amélioration, soit des produits accidentels.
Les volumes récoltés sont donnés en volume commercial.
Les récoltes notées « autre » sont les menus produits réalisés directement par le propriétaire.

- **Analyse succincte du bilan des volumes récoltés.**

L'écart entre le volume prévu et le volume réalisé peut s'expliquer par :

- Le manque d'attractivité de certains produits (difficultés de desserte)
- Une sous-estimation des dégâts tempête, et par voie de conséquence, une sur-estimation du capital sur pied qui a pu conduire à l'ajournement de la coupe après diagnostic,
- La stratégie forestière régionale en première moitié d'aménagement, qui a eu pour conséquence de suspendre la gestion sylvicole entre 2003 et 2009, et de se concentrer sur les travaux d'accueil du public et de génie écologique,
- La crainte du propriétaire de dégrader les chemins par les engins d'exploitation.

Les produits sont essentiellement des chênes BM et des feuillus durs PB.

- **Commentaires succincts sur les qualités de bois exceptionnelles produites dans la forêt.**

Sans objet.

- **Forêts non domaniales : modes de mobilisation habituellement utilisés (bois sur pied, bois façonné, affouage).**

Le bois est actuellement vendu sur pied. Il n'y a pas d'affouage mais des cessions à des particuliers.

B - Desserte forestière

- **Etat de la voirie forestière**

<table>
<tr><th colspan="2" rowspan="2">Type de desserte</th><th rowspan="2">Long. Totales (km)</th><th colspan="2">Densité</th><th rowspan="2">Etat général</th><th rowspan="2">Points noirs existants</th><th rowspan="2">Précisions</th></tr>
<tr><th>km / 100 ha</th><th>suffisante oui/non</th></tr>
<tr><td rowspan="3">Routes forestières accessibles aux grumiers</td><td>revêtues</td><td>5,54</td><td rowspan="4">1,5 km/100ha de RF revêtues ou empierrées.
0,6 km/100ha de route ou chemins publics</td><td rowspan="4">Non</td><td rowspan="4">bon</td><td rowspan="5">Déficit en places de dépôt avec possibilité de retournement et de chargement</td><td></td></tr>
<tr><td>empierrées</td><td>11,20</td><td></td></tr>
<tr><td>terrain nat.</td><td>0</td><td></td></tr>
<tr><td colspan="2">Routes publiques
participant à la desserte</td><td>6,6 km</td><td>D114 sur 4,5 km
Chemin rural vers Rolleboise sur 1,3 km.
Chemin rural vers Jouy-Mauvoisin sur 800m.</td></tr>
<tr><td colspan="2">Autres accès dont pistes et sommières</td><td>45</td><td>4 km/100ha de chemins en TN</td><td></td><td></td><td></td></tr>
<tr><td colspan="2">Ancrages câbles</td><td>Nb : 0</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr>
</table>

- **Principales difficultés d'exploitation :**

Le canton de Beauvoyer (57ha) n'est pas desservi. Les grumiers n'accèdent pas. Il manque une place de dépôt avec plateforme de chargement le long de la D 114.

Le canton de Châtillon (34 ha) est également inaccessible aux grumiers. Il manque une place de dépôt avec place de retournement.
Au nord et à l'est du canton des Beurons (43 ha) les distances de débardage sont excessives (> 500 m). Le chemin de desserte en terrain naturel est communal.
Les coteaux nord et sud-est de Rosny (220 ha) sont difficiles à exploiter à cause de la pente et nécessitent des distances de débardage supérieures à 500m. Il manque des places de dépôts et un accès en terrain stabilisé.
Les parcelles 74 et 75 (25 ha), au sud-ouest de Rosny, nécessitent également des distances de débardage supérieures à 500m. Il manque une place de dépôt avec plateforme de chargement le long de la D 114.

Les dépôts de bois en forêt sont interdits localement en cas de présence d'espèce protégée et/ou de vestige archéologique (cf. carte N°9)

- **Schémas de desserte existants**

Il n'existe pas de schéma de desserte. L'aménagement prévoit l'empierrement de chemins et des aménagements pour le retournement des grumiers et pour le chargement des bois.

- **Carte de la desserte**

La carte de la desserte est la carte N°12.
Les projets d'amélioration de la desserte figurent sur la carte N°13.

1.3.2 Fonction écologique

Fonction principale	Répartition des niveaux d'enjeu (ha)				Surface totale retenue pour la gestion
	enjeu sans objet	enjeu ordinaire	enjeu reconnu	enjeu fort	
Fonction écologique		1	1225		***1226***

- **Statuts réglementaires et zonages existants**

La forêt n'est pas concernée par un statut de protection (forêt de protection, cœur de parc national, réserve naturelle régionale ou nationale, réserve biologique dirigée ou intégrale, arrêté de protection de biotope ou zone humide stratégique).

Elle n'est pas concernée par une aire d'adhésion de parc national, ni par une zone Natura 2000 Habitat. Il n'y a pas de conservation in situ des ressources génétiques. Les principaux zonages réglementaires sont la zone Natura 2000 oiseaux, et les ZNIEFF de type 1.

Statuts et inventaires	Surface (ha)	N° du zonage	Document de référence
Eléments du territoire orientant les décisions			
Parc naturel régional			
Natura 2000 Oiseaux (ZPS)	1225	FR 1112012	DOCOB des Boucles de Moisson, Guernes et forêt de Rosny.
ZNIEFF de type I	18,44	N° 2113023 Identifiant national : 110001329 Identifiant régional :	Bois de Rolleboise

		78531004	
ZNIEFF de type I	66,38	Identifiant national : 110020324 Identifiant régional : 78531003	Vallon boisé des prés, en forêt de Rosny
ZNIEFF de type I	16,97	Identifiant national : 110020326 Identifiant régional : 78531005	Coteau calcicole de la forêt de Rosny
ZNIEFF de type II	1060	Identifiant national : 110001330 Identifiant régional : 78531022	Forêt de Rosny

En forêt de Rosny, la ZPS est plus particulièrement motivée par la conservation du pic noir, du pic mar et de la bondrée apivore.
La liste des espèces recensées dans le cadre de l'élaboration du DOCOB est en annexe 8.

La ZNIEFF de type I de l'Etang du Carrefour de Quinconce (N°2113026) a été supprimée.

L'emprise de la ZNIEFF du Bois de Rolleboise déborde de la forêt régionale. Elle est motivée par une hêtraie sur calcaire (corine biotope N° 41.16) qui n'est pas localisée de même que les espèces déterminantes.

Seul le versant exposé nord ouest de la ZNIEFF du vallon boisé se trouve en forêt régionale. Cette ZNIEFF renferme la Cardamine impatiente et le Polystic à aiguillon, tous deux protégés régionaux et le Polystic à soies (déterminant ZNIEFF).

La ZNIEFF du coteau calcicole recouvre à peu près la parcelle 1. On y trouve les habitats déterminants ZNIEFF suivant :
- Pelouse calcaire sub-atlantique semi-aride (Corine biotope 34.32),
- Hêtraie sur calcaire (Corine biotope 41.16)
- Chênaie thermophile et supra-méditerranéennes (Corine biotope 41.7).

- **Espèces remarquables**

La forêt a fait l'objet de plusieurs campagnes d'inventaires :
- Entre 1992 et 1997 par le CORIF,
- En 1998 par MM. Arnal, Bournieras et Hervouet.
- En 1998-1999 par le GILIF (lépidoptères),
- En 1997 par la cellule d'appui écologique de l'ONF avec le soutien de M. Bourniéras (amphibiens, odonates, flore),
- En 2003 par le conservatoire botanique du bassin parisien (flore) et par la cellule écologique de l'ONF (suivi herpétologique),
- En 2003 par Ecosphère,
- En 2003 par l'ONF (suivi herpétologique),
- En 2004 par la cellule d'appui écologique de l'ONF (suivi des odonates),
- En 2006 par l'AEV (flore des mares),
- En 2014 par M. Dodelin en sous-traitance de Biotope pour l'AEV (coléoptères) [2].

Les résultats de ces inventaires figurent en annexe 5 (principaux résultats), en annexe 6 (résultats bruts) et en annexe 7 (observations du Corif).

- **Synthèse des risques pesant sur la biodiversité**

On n'a pas connaissance de présence d'espèces invasives sur cette forêt.

La forêt possède un réseau de mares intéressant sur une bonne partie de sa surface. L'aménagement de 2001 en répertoriait 32. En 2004 il n'en restait que 26. La flore des mares restantes a été inventoriée en 2006 dans le cadre d'une étude visant à les restaurer. Toutes les espèces répertoriées sont notées « LC » (préoccupation mineure) dans la liste rouge de la flore vasculaire d'Ile de France. Par contre les mares abritent plusieurs amphibiens protégés.

La flore remarquable présente ponctuellement dans les fossés et sur les bords de chemins doit être protégée lors des exploitations forestières et des entretiens de routes et accotements.

L'aménagement précédent préconisait de :
- déterminer les sphaignes et les utriculaires présentes dans une mare de la ZNIEFF de l'Etang du Carrefour des Quinconces,
- retrouver *Actaea spicata (*PR), et *Trifolium aureum* (cité par Bournérias).

Ce travail n'a pas été réalisé.

- **Espèces remarquables présentes dans la forêt, sensibles aux activités forestières**

Le tableau ci-dessous liste les espèces dont la protection influe sur la gestion forestière.
Les listes complètes d'espèces protégées ou rares qui ne risquent pas d'être impactées par la gestion forestière figurent dans les annexes précédemment citées.
La localisation des coléoptères est biaisée parce que, du fait de la complexité des inventaires, l'étude n'a pu être réalisée que sur 4 parcelles (P. 46, 13, 35 et 40).

Espèces remarquables	Surface concernée ou localisation	Observations Conséquences pour la gestion	Espèce protégée oui/non
Flore remarquable			
Gesse des montagnes	Ponctuellement sur chemins P. 2, 51, 66, 78, 77	Ne pas créer de place de dépôt là où l'espèce est présente Ne pas élargir les routes là où l'espèce est présente Prévoir une mise en défends en cas de réfection de route	N
Ancolie commune	Ponctuellement sur chemins P. 4		N
Mélitte à feuille de mélisse	Ponctuellement sur chemins P. 46, 86		N
Calament des bois	Ponctuellement sur chemins P. 1, 4, 34, 47		N
Astragale de Montpellier	Ponctuellement sur chemins P. 1, 47		N
Aphane à petits fruits	Ponctuellement sur chemins P. 11		N
Polystic à aiguillon	P. 2 et 17	Pas de coupe rase	O
Bois gentil	P. 41	Ne pas créer de place de dépôt là où l'espèce est présente	O
Muflier des champs	P. 101	Espèces observées dans les cultures. Mettre régulièrement le sol à nu Abandonner l'emploi de produits désherbants.	N
Spargoute des champs	P. 102		N
Epiaire des champs	Culture, Non précisé		N
Faune remarquable			
Pic Noir	A l'ouest de la plaine agricole, sauf coteaux	Conserver de vieux arbres (surtout du hêtre) et des îlots de vieillissement Limiter l'accès au public dans les îlots	O

	ensoleillés et entrée de forêt. (Docob 2009)	d'arbres âgés.		
Pic Mar	P. 2, 3, 19, 22, 69, 70, 10, 11, 34 à 37, 48, 49. (Docob 2009)	Conserver de vieux arbres (surtout du chêne) et des îlots de vieillissement		O
Bondrée apivore	P. 49, 63 à 66 (Docob 2009)	Maintenir des espaces ouverts (larges allées, landes, prairies) Maintien de grands arbres Création de clairières		O
Bouvreuil pivoine		Pas de dépressage, nettoiement et broyage entre le 15 mars et le 1er juillet.		O
Bruant jaune		Pas de dépressage, nettoiement et broyage entre le 15 mars et le 1er juillet. Nécessite des espaces ouverts au stade fourré d'au moins 1 ha.		O
Fauvette grisette		Pas de dépressage, nettoiement et broyage entre le 15 mars et le 1er juillet. Nécessite des espaces ouverts au stade fourré d'au moins 0,5 ha.		O
Gobemouche gris		Maintien d'arbres à cavité		O
Linotte mélodieuse		Pas de dépressage, nettoiement et broyage entre le 15 mars et le 1er juillet. Nécessite des espaces ouverts au stade fourré d'au moins 0,5 ha.		O
Pouillot fitis		Pas de dépressage, nettoiement et broyage entre le 15 mars et le 1er juillet. Nécessite des espaces ouverts au stade fourré d'au moins 0,5 ha.		O
Pouillot siffleur		Pas de dépressage, nettoiement et broyage entre le 15 mars et le 1er juillet.		O
Coléoptères saproxyliques patrimoniaux		Groupe trophique	Biotope larvaire	
Clytus tropicus	P. 13 et 40	Xylophage	feuillus	N
Scolytus ratzeburgi Janson	P. 13 et 46	Xylophage	Bouleaux obligatoires	N
Ampedus nigroflavus	P. 40	Zoophage	feuillus	N Det. Znieff
Brachygonus megerli	P. 40	Zoophage	Quercus de préférence	N Det. Znieff
Dromaeolus barnabita	P. 46	Saproxylophage	Quercus de préférence	N
Hylis simonae	P. 13, 35, 40 et 46	Saproxylophage	feuillus	N
Notolaemus unifasciatus	P. 46	? détritiphage	Fagus + Quercus de préférence	N
Corticaria alleni Johnson	P. 35	Mycophage	Carpinus de préférence	N
Melandrya barbata	P. 13	Saproxylophage	feuillus	N
Mycetophagus populi fabricius	P. 46	Saproxylophage	Feuillus obligatoires	N
Cryptarcha undata	P. 35 et 46	Mycophage	feuillus	N
Prionychus ater	P. 46	Opophage	Feuillus obligatoires	N
Synchita humeralis Fabricius	P. 46	Saproxylophage	feuillus	N

A noter que la comparaison des observations de 2009 et de 2014 montre que le pic mar est en expansion.

A cette liste s'ajoutent la flore et la faune liés aux habitats qui sont actuellement entretenus :

- Celles des pelouses calcaires, des fructicées et chênaies pubescentes (orchidées, reptiles, lépidoptères…)
- Celles des milieux humides (amphibiens, odonates …).

Elles sont répertoriées en annexe 5 et 6.

Les espèces protégées ou peu communes (hors oiseaux et insectes) sont localisées carte N°14.
Les mares figurent sur la carte N°15.

- **Habitats naturels d'intérêt communautaire**

Il n'y a pas de site Natura 2000 Habitat sur la forêt. Les données « Habitat » proviennent des descriptions des ZNIEFF de type 1. Elles ne mentionnent pas d'habitat d'intérêt prioritaire.

On trouve des habitats d'intérêt communautaire dans deux ZNIEFF, sans localisation précise de ces habitats. La ZNIEFF « Bois de Rolleboise » débordant de la forêt régionale, il est possible que l'habitat concerné soit hors forêt.
Selon la terminologie du code CORINE, ces habitats sont :

Habitat (terminologie « CORINE »	Code Natura 2000	Code CORINE	ZNIEFF concernées	Recommandations de gestion
Hêtraie sur calcaire	9150	41.16	Bois de Rolleboise Coteau calcicole de la forêt de Rosny	Favoriser le hêtre et les feuillus divers sur ces habitats
Pelouse calcaire sub-atlantique semi-aride	6210	34.32	Coteau calcicole de la forêt de Rosny	Fauchage avec exportation des fauches

L'habitat « hêtraie sur calcaire » ne correspond pas nécessairement à la station forestière « hêtraie calcicole ». Une localisation précise des habitats est souhaitable.

- **Carte des statuts de protection réglementaire ou contractuelle sur la forêt**

Les statuts de protection écologiques figurent sur la carte N° 16.

- **Carte des habitats naturels d'intérêt prioritaire et d'intérêt communautaire**

Il n'existe pas de telle carte.

1.3.3 Fonction sociale (Paysage, accueil, ressource en eau)

Fonction principale	**Répartition des niveaux d'enjeu (ha)**				**Surface totale retenue pour la gestion**
	enjeu sans objet	enjeu local	enjeu reconnu	enjeu fort	
Fonction sociale (Paysage, accueil, ressource en eau)		15	1211		***1226***

L'enjeu social est dit « reconnu » sur 1212 ha du fait de la présence de sites inscrits et de captages d'eau potable (cf. § 1.1.3).
Les parcelles 45, 28 et 33, au nord de l'A13, ne font pas partie de ces sites inscrits, ni des périmètres de protection de captage. C'est pourquoi ils sont en enjeu local.

A - Accueil et paysage

- **Référence à l'atlas régional (ou départemental) des paysages**

L'atlas paysager des Yvelines considère la forêt de Rosny comme un élément paysager séparant plusieurs entités paysagères plus vastes et plus emblématiques. Elle se trouve effectivement au sud-est du plateau de Chevrie, au sud des boucles de Moisson et de Guernes, à l'ouest du Mantois. Elle n'est jamais considérée comme faisant partie de ces ensembles, mais parfois citée comme point limite.

- **Réglementations, plans départementaux et études existantes**

Une étude paysagère a été commanditée par le propriétaire en préalable à la révision de l'aménagement, mais en débordant sur l'ensemble du PRIF.
En forêt régionale, les recommandations sont :

- *Sur les infrastructures d'accueil* : création de parkings et de chemins de promenade, édition de documents, aménagement de carrefours, mise en valeur de vestiges archéologiques et de l'histoire du site…
- *Sur la mise en valeur des paysages* par la gestion forestière ou par des actions ponctuelles sur le végétal : ouverture de points de vue, baisse (localement) de la densité d'arbres pour mettre en valeur le relief (vallons) ou renforcer le lien avec d'autres entités paysagères (coteaux de Chatillon, certaines allées), gestion allant vers une forêt cathédrale (sur le plateau).

D'autre part, le massif est traversé par plusieurs GR et PR :

- Le GR 26 traverse le bois des Beurons et le sud du plateau de Rosny.
- Un PR fait le tour du plateau de Rosny, en surplomb des coteaux, avec des passages dans la vallée des prés. Une variante passe sur le plateau est de Rosny. Le PR passe également dans le bois de Châtillon.

- **Description succincte des éléments paysagers singuliers et de la fréquentation**.

Il n'y a pas d'étude de fréquentation à proprement parler. Cependant la fréquentation a été observée un dimanche de juin pour les besoins de l'étude paysagère et est par ailleurs connue des gestionnaires.
Elle est relativement faible pour l'Ile de France et est le fait d'un public d'habitués, venant majoritairement en voiture au parking de la Belle Côte. La part des sportifs (vélo, groupe de randonneurs) est assez importante comparée à ce qui est observé dans les autres forêts d'Ile de France. Les zones éloignées du parking sont moins fréquentées.
Le développement de l'urbanisation de Mantes-la-Jolie devrait amener davantage de personnes sur ce massif.

Le parc à sanglier qui occupait la moitié est du plateau de Rosny a été démonté. Les points noirs sont essentiellement les voies de communication (A13 et voies de chemin de fer) et les installations de Storengy en forêt et hors forêt.

Les points forts paysagers de cette forêt sont liés au relief, à la proximité de la Seine et à l'alternance espaces cultivés/espaces boisés.
Le belvédère de Châtillon offre un point de vue remarquable sur la vallée de la Seine. Un kiosque souligne l'importance du site.
Du PR surplombant les coteaux sud-ouest et nord-ouest, les points de vue sont intéressants vers la plaine agricole, les coteaux et la vallée des prés.
Les espaces naturels ouverts (plaine agricole, pelouses..) apportent une variété positive dans le paysage.

Le chêne « Mademoiselle » dans le Bois des Beurons, est dans une parcelle mitoyenne à la forêt régionale.

Enfin, le domaine abrite plusieurs bâtiments ou ruines de caractère : la ferme des Huit Routes à Rosny, une maison de maître à Châtillon et les ruines du château des Beurons dans le bois du même nom.

- **Classements réglementaires**

Ce sont :

Type de classement réglementaire	Surface impactée (ha)	Date et nature de l'acte de création	Motivation - Objectif principal de protection	Préconisations impactant la gestion forestière
Site classé	Néant			
Site inscrit de la Forêt de Rosny	1188 ha	4 mai 1972	Protection du paysage des boucles de la Seine. Importance du massif forestier.	néant
Site inscrit des boucles de la Seine de Moisson à Guernes	22 ha	18 janvier 1971	Protection du paysage des boucles de la Seine.	néant
Monuments historiques	5 ha	Classé MH (château, parc et dépendances) 11 juillet 1941		

- **Description des attraits de la forêt et de la fréquentation par sites**

Outre les éléments paysagers décrits plus haut, le principal attrait de cette forêt est la bonne vigueur de ses peuplements. Ensuite, la présence de nombreuses mares, la variété des stations forestières et les espaces naturels ouverts permettent de rompre une certaine homogénéité du paysage.

Le massif abrite également de nombreux vestiges historiques et archéologiques. Cependant, seules les ruines du château des Beurons (P.90) sont réellement connues du public et peuvent être un but de promenade.

La fréquentation des sites est directement liée à la présence de parkings et aux chemins balisés :

- Le secteur desservi par le parking de la Belle Côte est le plus fréquenté (plateau, mais aussi PR le long des coteaux),
- A l'inverse, le bois de Châtillon et son belvédère le sont un peu moins malgré leur intérêt, de même que Le PR de la Vallée des Prés.
- La partie nord-est du plateau est nettement moins fréquentée.

La restauration de la ferme des Huit Routes engagée en 2015 dans le but d'accueillir des groupes devrait renforcer la fréquentation de ce secteur.

- **Equipements structurants existants par sites**

Ce sont :

Sites	Equipements structurants existants	Impact sur le milieu Conflits d'usage	- Etat général des équipements)
Coteau sud-ouest	Chemin balisé Panneau d'information sur les pelouses	Le public semble respecter les pelouses	Bon état
Vallée de Prés	Chemin balisé	Pas d'impact	Bon état
Belvédère de Châtillon	Table d'orientation Kiosque	Pas d'impact	Bon état
Ferme des Huit Routes	Bâtiment d'accueil en restauration en 2015		

- **Sensibilités paysagères**

Niveau de sensibilité paysagère	Localisation	Motivation de la sensibilité paysagère
Elevé	Coteaux de Châtillon	Visibilité externe
	Coteau sud-ouest (P. 46 et 1)	Visibilité externe et interne ; fréquentation
	Coteaux sud-est et nord-est, la parc. 85 (le long de la D114 et de l'A13)	Visibilité externe (routes fréquentées).
	Entrée principale (p.76 à 78)	Fréquentation.
Intermédiaire	Le secteur sud-ouest du plateau de Rosny	Fréquentation d'habitués
	La vallée des Prés	Fréquentation du PR, visibilité interne
	Le bois des Beurons	Présence de ruines

- **Synthèse des attentes et de la satisfaction exprimées par le public**

Il n'y a pas eu d'enquête de satisfaction.

- **Synthèse des opportunités, risques ou menaces relatifs à la qualité de l'accueil et des paysages.**

Sur le paysage :

Le risque sur le paysage forestier est climatique (essentiellement tempête) dans des peuplements rendus fragiles par une trop forte capitalisation.

Le point de vue du belvédère de Châtillon peut être dégradé par les constructions liées à l'OIN de Mantes-la-Jolie.

Sur la qualité de l'accueil :

L'urbanisation à venir peut être l'opportunité de partenariats avec les communes pour une meilleure accessibilité au massif. C'est aussi un risque de vandalisme des installations et de dépôt de déchets.

La maison de Châtillon et les ruines des Beurons sont une opportunité s'ils sont réhabilités.

Carte des statuts de protection paysagère et des servitudes : carte N°17
Carte des sensibilités paysagères et des équipements : carte N° 18
Carte des recommandations de l'étude paysagère : carte N°20.

B - Ressource en eau potable

- **Captages d'eau potable non réglementés**

Sans objet.

- **Synthèse des risques liés à la gestion forestière sur la ressource en eau potable.**

Au moment de la rédaction de l'aménagement, la DUP de protection des captages n'était pas encore arrêtée. Cependant l'étude hydrogéologique était terminée et donnait les préconisations résumées ci-dessous.

Le principal risque est le déversement accidentel d'hydrocarbure pendant les travaux ou exploitations forestiers. Le RNTE (Règlement National d'Exploitation forestière) qui s'applique aux entreprises exploitant les bois vendus par l'ONF prévient ce risque (§1.1.1. du RNTE). Le propriétaire veillera à imposer un kit anti-pollution aux entreprises travaillant dans ce secteur (travaux sylvicoles, travaux publics …).
Le dépôt de déchets verts est interdit. A noter que les rémanents d'exploitation ne sont pas des déchets verts.
Dans les parcelles 88, 89, 90 94 et 106, les excavations de plus de 2m sont interdites sauf passage de réseau. Cette profondeur est portée à 5m dans les parcelles 91, 92, 95 et 97.
Quelques points concernent l'accueil du public :

- Les parkings de plus de 20 places doivent être revêtus avec évacuation des eaux de ruissellement vers un réseau d'eau pluviale.
- Les bâtiments à usage d'habitation doivent être raccordés à un réseau d'évacuation des eaux usées, les cuves à fuel ne peuvent pas être enterrées. Aucun puits ou forage ne peut servir de puisard.

Aucune prescription ne concerne des essences forestières à exclure ou un traitement sylvicole à privilégier.

- **Captages d'eau potable réglementés et périmètres impactant la forêt**

Captage	**Surface impactée** (ha)	**Périmètres réglementaires impactant la forêt**			**Préconisations de gestion de l'arrêté préfectoral impactant la gestion forestière**
		immédiat (oui / non)	rapproché (oui / non)	éloigné (oui / non)	
Les Perruches / Malassis	76,19	Non	Oui	Non	Cf. ci-dessus

Les périmètres de protection figurent sur la carte N°17 (statuts de protection et servitudes).

1.3.4 Protection contre les risques naturels

Fonction principale	**Répartition des niveaux d'enjeu (ha)**				**Surface totale retenue pour la gestion**
	enjeu sans objet	enjeu faible	enjeu moyen	enjeu fort	
Protection contre les risques naturels	1226				*1226*

Sans Objet.

TITRE 2 - PROPOSITIONS DE GESTION : OBJECTIFS PRINCIPAUX CHOIX, PROGRAMME D'ACTIONS

2.1 Synthèse et définition des objectifs de gestion

Synthèse de l'état des lieux Points forts - Points faibles	Objectifs de gestion retenus par le propriétaire
Production (ligneuse et non ligneuse)	
Points forts : L'état sanitaire des peuplements est bon. Les peuplements ne sont pas vieillis. Les essences en place sont en station. Bonne fertilité, sauf dans les coteaux. Pas de peuplement menacé par le changement climatique. Points faibles : La surpopulation de chevreuils ne permet pas la régénération sans protection. Un tiers de la forêt n'est pas desservi. La forêt est déséquilibrée vers les bois moyens. Localement la forêt est fortement capitalisée (manque de desserte, d'où une sous exploitation passée). On a perdu le chêne dans certaines trouées de la tempête de 1999.	**Souhaits exprimé par le propriétaire :** Souhait de traiter en futaie irrégulière l'intégralité des peuplements. Ne pas « sanctuariser » la forêt, mais alimenter la filière bois en bois d'œuvre et bois de chauffage tout en respectant la biodiversité et l'accueil du public. **Proposition de l'ONF :** *Dans la mesure où l'équilibre sylvo-cynégétique est rapidement rétabli*, le traitement irrégulier est envisageable. Cependant, dans certains contextes, le traitement régulier est préférable : • Forte concurrence du chêne (fougère, charme, noisetier…), raisonnablement maîtrisable uniquement dans un espace et un temps limités, • Peuplements adultes déjà régularisés qui seront matures sur l'ensemble de la parcelle dans un temps limité. **Objectif de gestion retenu par le propriétaire :** Le traitement irrégulier est appliqué partout mais, en pratique, les jeunes peuplements régularisés seront conduits comme en sylviculture régulière. Le plan de chasse est fortement augmenté et un suivi des dégâts gibier est mis en place.
Fonction écologique	
Points forts : la forêt est intégralement en Natura 2000 oiseaux. Présence de ZNIEFF de type 1 sur 101 ha. Existence de coteaux calcaires susceptibles d'abriter une flore et une faune rares en Ile de France.	**Souhait exprimé par le propriétaire :** Classer au moins 5 % de la surface en îlot de vieux bois, majoritairement en sénescence. Augmenter les prairies calcicoles de 2 ha tous les 10 ans. **Objectif de gestion retenu par le propriétaire :** Classement de 1,5 % de la surface boisée en îlot de vieillissement et de 5,5 % en îlot de sénescence. Augmentation les prairies calcicoles de 2 ha tous les 10 ans (sous réserve d'autorisation de la DRIAF, avis favorable de l'ONF).
Fonction sociale (accueil, paysage, eau potable)	
Points forts : Les peuplements sont en bon état sanitaire.	**Souhait exprimé par le propriétaire :** Les propositions d'aménagements ponctuels de l'étude paysagère sont retenues. Par contre les propositions de cette

Présence de secteurs à fort relief avec points de vue intéressants Fréquentation pas trop importante Existence de bâtiments et de ruines. Points faibles : Localement : forte capitalisation des peuplements Faible accessibilité Urbanisation future à proximité	étude paysagère de tendre vers une futaie cathédrale et de rythmer le paysage par des parquets de régénération ne sont pas retenues car non compatibles avec le traitement irrégulier. **Objectif de gestion retenu par le propriétaire :** Maintien de gros arbres de certains carrefours et allées au-delà du diamètre d'exploitabilité. Amélioration de l'accessibilité à la forêt. Elargissement de certains axes et aménagement de carrefours importants, tout en sauvegardant les vestiges archéologiques et la biodiversité, et après études paysagères ponctuelles. Développement de l'accueil de groupes guidés.
Protection contre les risques naturels	
Sans objet	
Autres enjeux et menaces pesant sur la forêt	
Néant	

2.2 Traitements, essences objectifs, critères d'exploitabilité

2.2.1 Traitements retenus

Le traitement irrégulier est retenu sur toute la surface boisée, sauf sur les îlots de sénescence qui sont placés hors sylviculture.

Traitements sylvicoles	Surface préconisée (ha)	Surface aménagement passé
Futaie régulière (dont conversion en futaie régulière)	0	1137,56
Futaie par parquets (dont conversion en futaie par parquets)	0	0
Futaie irrégulière (dont conversion en futaie irrégulière)	1078,41	0
Futaie jardinée (dont conversion en futaie jardinée)	0	0
Taillis simple	0	0
Taillis fureté	0	0
Taillis-sous-futaie	0	0
Attente sans traitement défini	0	0
Traitement mixte (méthode combinée, parquets et bouquets)		0
***Sous-total** : surface en sylviculture de production*	*1078,41*	*1137,56*
Hors sylviculture de production	148,03	0
***Total** : surface retenue pour la gestion*	*1226,44*	*1137,56*

Le traitement irrégulier est retenu sur la totalité de la forêt pour répondre à la demande du propriétaire qui souhaite conserver un couvert continu.

L'équilibre « faune/flore » est nettement défavorable actuellement. Dans la mesure où le propriétaire a la maîtrise sur l'ensemble du massif et qu'il s'est engagé à le rétablir, on peut considérer que l'impasse « gibier » est levée.
L'état sanitaire est bon sur toute la forêt, la durée de survie des peuplements n'est jamais contraignante.
Un autre facteur limitant pour l'application du traitement irrégulier est la firte concurrence sur la régénération.
Enfin, les peuplements de structure régularisée ont vocation à suivre un traitement régulier.

Pour ces différentes raisons, à l'exception des 148,08 ha placés « hors sylviculture » :

- Le traitement irrégulier se justifie sur 189 ha ; ce sont principalement les peuplements déjà irrégularisés, sans forte concurrence, et ceux situés sur coteaux calcaires.
- Sur 889 ha, le traitement à privilégier serait le traitement régulier.

2.2.2 Essences objectifs et critères d'exploitabilité

Les essences objectif sont définies en fonction des stations. Pour favoriser la régénération naturelle, on retient l'essence en place lorsque c'est une essence de production.

Le tableau suivant résume les essences objectif choisies :

Essence	Station	Surface (ha)	Cas particulier	commentaire
Chêne sessile	2, 8, 9, 10	959,32	Parcelle 9 où le châtaignier est majoritaire : mélange châtaignier, chêne sessile qui évoluera vers une prédondérance du châtaignier, beaucoup plus dynamique.	
Chêne pubescent / fruitiers de milieu calcaire	0	9,98		Ne pas investir sur cette station
Hêtre, Erable champêtre, Alisier torminal, Autres feuillus	1	91,05		Lutter contre le noisetier.
Pin sylvestre / chêne sessile	11	18,04		
Hors sylviculture		148,03		

Les essences secondaires sont souhaitées pour 20 % du peuplement, dans la mesure où elles sont en station.

Le tableau ci-dessous donne le diamètre d'exploitabilité des essences en station en fonction de la qualité de l'arbre et de la fertilité. Les arbres qui atteignent le diamètre d'exploitabilité sont martelés si le peuplement est suffisamment capitalisé (ne pas descendre au dessous de 2 m2/ha de la surface terrière cible) et dans la limite d'une surface terrière maximale à prélever à chaque coupe (cf. § 2.3.2 et § 2.5.2.A).

Cependant quelques tiges seront conservées, parfois au-delà du diamètre d'exploitabilité, en faveur de :

- L'écologie ; ce sont les « arbres bio »,
- Du paysage ; ce sont des arbres de gros diamètre ou de port particulier.

Les tiges conservées pour raison paysagère devront être visibles des principaux chemins ou carrefour et ne pas présenter de risque pour le public. En moyenne, le nombre total d'arbres conservés au titre du paysage ou au titre de la biodiversité ne devra pas dépasser 6 tiges/ha.

En îlot de vieillissement, les diamètres sont augmentés de 50% pour toutes les essences.

Ce tableau donne également la hiérarchie des essences secondaires pour les UG en objectif « chêne sessile », selon qu'elles sont plus ou moins souhaitées. Le diamètre d'exploitabilité dépend de l'essence. On cherchera à limiter les essences secondaires à 20 % des tiges.

Ordre de priorité en objectif principal « chêne sessile »	Essences en station	Bonne fertilité 8b et 8c (selon la qualité)	Fertilité moyenne 2b, 2c, 8a, 9, 10, 11 (selon la qualité)	Faible fertilité 0, 1, ou 2a (selon la qualité)
1	Chêne sessile	55 – 60 - 70	55 - 60	55
1	Chêne sessile En îlot de vieillissement	80 – 90 - 110	80 - 90	80
2	Chêne pubescent			40 à 50 cm selon la qualité
3	Alisier torminal	50	40	40
4	Merisier	50	40	40
5	Cormier	50	40	40
6	Châtaignier	55	45	35
7	Chêne pédonculé	55 – 60 - 70	55 - 60	55
7	Chêne pédonculé en îlot de vieillissement	80 – 90 - 110	80 - 90	80
8	Robinier	50	40	30
9	Charme	50	40	30
10	Bouleau	50	40	30
11	Pin sylvestre		45	40
12	Pin laricio		55	45
13	Pin noir			40 - 45
14	Hêtre		70	

Le diamètre d'exploitabilité du hêtre a été choisi en fonction de la valeur patrimoniale d'une essence qu'on ne cherchera pas à valoriser dans la régénération sauf sur la station 1 (hêtraie calcicole).

Pour les autres essences objectif principales, l'ordre de priorité devient :

Objectif « Pin sylvestre/chêne sessile »	Objectif Hêtre/Erable champêtre / Alisier torminal / autres feuillus	Objectif Chêne pubescent / fruitiers de milieu calcaire
Chêne sessile	Hêtre	Chêne pubescent
Pin sylvestre	Alisier torminal	Alisier torminal
Bouleau	Erable champêtre	Cormier
Alisier torminal	Tilleul	Cerisier de Ste Lucie
Pin laricio	Cormier	Tilleul
Châtaignier	Merisier	Erable champêtre
Autres feuillus (hors frêne, érable sycomore)	Autres feuillus (hors frêne, érable sycomore)	Pin noir
	Autres résineux	Autres feuillus (hors frêne, érable sycomore)
		Autres résineux

Sur les deux ensembles de stations calcaires, il est important de garder quelques résineux pour leur intérêt paysager. Le noisetier, bien qu'en station, est à combattre car envahissant.

Les essences non désirables sont les suivantes :

Essence non adaptée	Précisions	Diamètre retenu	Unités stationnelles concernées
Frêne	Le frêne n'a pas d'avenir à cause de la chalarose, mais peut concurrencer d'autres semis.	10	partout
Erable sycomore	L'érable sycomore n'est pas en station et concurrence les autres semis. Encore faible à Rosny sauf au sud-ouest.	10	partout
Chêne pédonculé	Le chêne pédonculé n'est pas en station.	50	partout

- **Carte des essences objectif**

  Carte N°21.

2.3 Objectifs de renouvellement

2.3.1 Futaie régulière et futaie par parquets : forêts ou parties de forêts à suivi surfacique du renouvellement

Sans objet.

2.3.2 Futaie irrégulière et futaie jardinée : forêts ou parties de forêts à suivi non surfacique du renouvellement

Le couvert forestier est tel que le renouvellement ne pourra s'installer qu'après une baisse du capital. Or certains secteurs de la forêt sont mal desservis (cf. § 1-3-B) et il n'est pas certain que les coupes puissent se faire sans amélioration de la desserte, ou hausse de la demande de bois). C'est pourquoi l'aménagement distingue les coupes non conditionnelles, qui concernent les parcelles desservies, et les coupes conditionnelles, dont la desserte est jugée difficile en 2015.
Le suivi du renouvellement devra être fait sur toute la surface en sylviculture.

La forêt est déséquilibrée vers les Bois Moyens. Elle n'est donc ni vieillie, ni jeune, ni équilibrée.

En traitement irrégulier, on estime que l'équilibre est atteint lorsque le dosage de lumière permet à la régénération de s'installer tout en conservant un capital de tiges de production, que la densité de perches est suffisante pour assurer l'avenir, que les semis d'une certaine hauteur sont assez nombreux pour renouveler les perches et que la structure est irrégulière. Le dosage de lumière est mesuré par la surface terrière du peuplement.
Pour suivre l'enclenchement de la régénération, on se base sur la surface terrière des peuplements, la densité de perches et la surface comportant des semis. La structure résulte de la récolte des arbres à leur diamètre d'exploitabilité, du maintien du capital à un niveau optimal et de la présence du renouvellement nécessaire. Pratiquement, on définit une valeur à atteindre (valeur cible) pour le capital, la densité de perches et la surface recouverte par les semis.
Compte tenu des diamètres des peuplements en place, on décide de fixer la cible future égale à celle d'une forêt équilibrée pour le renouvellement.

Pour l'essence objectif « chêne sessile » les valeurs cibles sont :

Structure générale des peuplements		*proche équilibre / globalement vieillie / globalement jeune*		
Indicateurs de renouvellement		**Cible future**	**Valeurs observées**	**Note globale forêt**
Surface terrière (m2/ha)	➔ *INDICATEUR NATIONAL – reporté en §3.2*	13-14	19	D
% de la surface avec une régénération satisfaisante	➔ *INDICATEUR NATIONAL – reporté en §3.2*	20 %	0	
Densité de perches de chêne	➔ *INDICATEUR NATIONAL – reporté en §3.2*	80	4	
Surface moyenne annuelle à passer en coupe (ha)		100		

Pour l'objectif « chêne / pin », la surface terrière cible est de 15 m2/ha. Le nombre de perches à l'ha, comme le pourcentage de régénération satisfaisante, est le même qu'en essence objectif « chêne ».
Les perches ne sont pas nécessairement des perches d'avenir.

La régénération est satisfaisante quand sur un placeau de 2 m de rayon on a :

- 3 semis de chêne de plus de 50 cm si objectif chêne,
- 2 semis de chêne ou de pin de plus de 50 cm, si objectif chêne/pin.

A noter qu'on a relevé une moyenne de 10 perches/ha de feuillus divers (bouleau, charme…).

La surface moyenne à passer en coupe correspond aux coupes non conditionnelles établies UG par UG. Si les coupes conditionnelles peuvent se faire (c'est-à-dire si elles deviennent attractives, par amélioration de la desserte, augmentation de la demande sur le marché du bois ou autre…), la surface moyenne annuelle à passer en coupe sera de 138 ha (coupes conditionnelles moyennées sur les 20 ans de l'aménagement).

Dans les secteurs déjà desservis, ces valeurs cible (mesurées à l'échelle de la forêt) sont des cibles à long terme, notamment pour ce qui est de la densité de perches et de la surface terrière du capital. Il faudra environ 30 ans pour obtenir cette cible, c'est dire qu'on doit y arriver en 2 aménagements. Dans les peuplements régularisés bois moyens notamment, la valeur après coupe sera plus proche de 18 m2/ha pendant les 30 ans à venir.
Le pourcentage de surface avec une régénération satisfaisante pourra être atteint à la fin de cet aménagement.
Dans les secteurs non desservis, l'atteinte de la cible dépend de la date des premières coupes. Ils sont en général davantage capitalisés, il faut donc envisager une durée d'atteinte de l'équilibre un peu plus longue à partir de la date de la première coupe.

2.3.3 Taillis et taillis sous futaie

Sans objet.

2.4 Classement des unités de gestion

2.4.1 Classement des unités de gestion surfaciques

A - Constitution des groupes d'aménagement

- **Classement des unités de gestion surfaciques** *(totalité des UG surfaciques de la forêt)*

Groupes de régénération

Sans objet.

Groupes de futaie par parquets

Sans objet

Groupes de futaie irrégulière

Dans la mesure du possible, les Unités de Gestion (UG) correspondent à la parcelle entière. Il y a plusieurs UG dans une même parcelle dans les cas suivants :

- Présence de zones placées « hors sylviculture » ou d'îlots de vieillissement,
- Présence de jeunes peuplements nécessitant une rotation différente.

Les UG en traitement irrégulier sont classées en fonction de la rotation des coupes. La rotation est fixée en fonction de la fertilité, du capital en début d'aménagement et de la dynamique de l'essence en place. Dans les îlots de vieillissement, la rotation est fixée à 10 ans.

Les peuplements de chêne sessile sont classés en fonction de leur capital en début d'aménagement en :

- peuplement sous capitalisé (G < 12 m2/ha)
- peuplement à l'équilibre (12 <= G < 18 m2/ha)
- peuplement capitalisé (18 <= G < 24 m2/ha)
- peuplement sur-capitalisé (G > 24 m2/ha).

Le tableau suivant donne les rotations pour les peuplements de chêne sessile sur UG à objectif chêne sessile (**sauf dans les jeunes peuplements**) :

	G < 12 m2/ha	**12<= G<18 m2/ha**	**18 <=G<24 m2/ha**	**G > = 24 m2/ha**
Fertilité faible (stations 2a, 10 et 11)	12 ans	10 ans	8 ans (1 fois) Puis 10 ans	8 ans
Fertilité moyenne	10 ans	8 ans	6 ans (1 fois) puis 8 ans	6 ans (2 fois) puis 8 ans
Fertilité Forte (station 8b et 8c)	8 ans	6 ans	6 ans	6 ans

Dans les jeunes peuplements de chêne sessile, la rotation est de 6 ans puis 7 ans.

Et pour les autres peuplements :

Essence	Rotation	Cas particulier
Chêne pubescent	10 ans	
Pin sylvestre	8 ans	
Bouleau	8 ans	6 ans en fertilité moyenne ou forte.
Pin noir	10 ans	

Pour ne pas multiplier les UG, on a cherché à prendre dans chaque parcelle, soit la plus courte rotation, soit la rotation de la plus grande Unité Elémentaire de Peuplement (UEP) (en cas de gros différentiel de surface).

Les tableaux suivants classent les UG en fonction des traitements et des rotations. L'UG entière est en sylviculture (ou hors sylviculture), sauf l'UG 90-a pour laquelle les pelouses du château des Beurons sont sorties de la surface en sylviculture.

Libellé groupe Précisions sur la nature des actions à mener	Code groupe	PIle	Unité de gestion UG	Surface totale (ha)	dont surface en sylviculture (ha)	Surface par groupe (ha)
Irrégulier avec rotation de huit ans et moins **Rotations de 6 ans** **191,28 ha**	IRR1	05	a	9,38	9,38	**1023,72**
		09	u	6,98	6,98	
		17	u	14,98	14,98	
		21	u	10,04	10,04	
		22	u	12,25	12,25	
		23	b	3,97	3,97	
		24	u	6,15	6,15	
		35	c	3,54	3,54	
		36	u	9,83	9,83	
		38	u	7,24	7,24	
		40	a	14,06	14,06	
		48	b	2,61	2,61	
		51	a	8,86	8,86	
		52	u	6,33	6,33	
		55	u	15,16	15,16	
		56	u	13,99	13,99	
		57	u	9,84	9,84	
		58	a	6,72	6,72	
		64	a	11,65	11,65	
		67	u	8,3	8,3	
		76	u	9,4	9,4	
Irrégulier avec rotation de huit ans et moins **Rotations de 6 ans (2 fois) puis 8 ans**	IRR1	11	a	19,92	19,92	
		28	a	5,95	5,95	
		34	u	19,62	19,62	
		39	u	15,08	15,08	
		42	u	7,24	7,24	
		47	a	7,83	7,83	

242,06 ha		54	u	17,27	17,27
		59	u	24,45	24,45
		66	a	11,75	11,75
		71	u	6,07	6,07
		72	u	21,73	21,73
		75	u	14,11	14,11
		79	u	10,88	10,88
		87	u	10,17	10,17
		88	u	8,13	8,13
		89	u	2,57	2,57
		90	a	9,11	7,2
		91	u	7,07	7,07
		92	a	5,33	5,33
		85	a	17,78	17,78
Irrégulier avec rotation de huit ans et moins **Rotations de 6 ans (1 fois) puis 8 ans** **310,13 ha**	IRR1	05	b	8,44	8,44
		10	a	7,54	7,54
		16	u	11,25	11,25
		25	u	7,56	7,56
		26	u	6,65	6,65
		29	u	6,19	6,19
		33	u	5,07	5,07
		35	a	7,75	7,75
		37	u	7,08	7,08
		43	u	10,3	10,3
		44	u	8,9	8,9
		49	u	13,5	13,5
		50	u	7,63	7,63
		53	u	16,09	16,09
		68	u	13,12	13,12
		69	u	12,49	12,49
		70	u	31,49	31,49
		73	u	6,35	6,35
		74	u	11,29	11,29
		77	u	10,43	10,43
		78	u	10,47	10,47
		80	b	12,17	12,17
		81	u	21,19	21,19
		82	u	11,61	11,61
		83	u	10,7	10,7
		86	a	14,94	14,94
		93	u	9,16	9,16
		94	u	5,68	5,68
		98	u	2,36	2,36
		99	u	2,73	2,73
Irrégulier avec rotation de huit ans et moins **Rotations de 8 ans** **239,87 ha**	IRR1	02	a	12,45	12,45
		03	u	7,87	7,87
		06	a	6,71	6,71
		08	u	9,7	9,7
		12	u	11,03	11,03
		13	u	10,03	10,03
		14	u	10,08	10,08
		18	u	12,25	12,25

		19	u	15,28	15,28	
		20	u	14,01	14,01	
		23	a	9,26	9,26	
		27	u	10,81	10,81	
		30	u	4,95	4,95	
		41	u	13,44	13,44	
		45	u	2,64	2,64	
		48	a	11,35	11,35	
		60	u	21,62	21,62	
		61	u	7,95	7,95	
		62	u	10,09	10,09	
		63	u	4,45	4,45	
		84	a	16,62	16,62	
		95	u	6,67	6,67	
		96	u	7,8	7,8	
		97	u	2,81	2,81	
Irrégulier avec rotation de huit ans et moins **Rotations de 8 ans (1 fois) puis 10 ans** **27,69 ha**	IRR1	15	u	8,04	8,04	
		65	u	19,65	19,65	
Irrégulier avec rotation de huit ans et moins **Rotations de 6 ans puis 7 ans (jeunes peuplements)** **12,69 ha**	IRR1	06	b	2,76	2,76	
		10	b	3,39	3,39	
		11	b	0,34	0,34	
		64	b	2,06	2,06	
		66	b	3,16	3,16	
		85	b	0,98	0,98	
Irrégulier avec rotation de plus de huit ans **Rotations de 10 ans**	IRR2	01	a	11,31	11,31	**36,39**
		31	a	4,19	4,19	
		32	a	5,06	5,06	
		80	a	15,83	15,83	
Ilot de vieillissement **Rotation de 10 ans**	ILV	04	u	8,52	8,52	**18,3**
		40	b	5,12	5,12	
		92	b	4,66	4,66	
TOTAL						**1078,41**

Groupes « hors sylviculture » :

Libellé groupe Précisions sur la nature des actions à mener	**Code groupe**	**Unité de gestion**		**Surface totale**	**Surface par groupe**
		P^lle	UG	(ha)	(ha)
Ilots de sénescence	*ILS*	01	b	7,56	**62,99**
		02	b	4,91	
		07	u	8,57	
		35	b	5,18	
		46	u	5,8	
		51	b	5,52	
		58	b	9,02	
		84	b	6,62	
		86	b	5,09	
		90	b	4,74	
Prairies calcicoles	*AUTV*	1	c	2,44	

Fauches avec exportation de la MO Inventaires (surveillance)		31	B	0,15	**4,71**
		32	B	1,68	
		47	B	0,44	
Champs cultivés	*AUTD*	100	U	7,99	**80,33**
		101	U	40,99	
		102	U	27,35	
		103	U	1,93	
		104	U	0,24	
		106	u	0,99	
Concession RTE	*AUTD*	28	b	0,75	
Espace Urbain	*AUTD*	105	u	0,1	
			Total	**148,03**	**148,03**

- **Carte d'aménagement et carte des UG**

  Carte d'aménagement : carte N° 22.
  Carte des coupes conditionnelles : carte N°23.
  Carte des UG : carte N° 24.

B - Constitution de divisions

Sans objet.

2.4.2 Classement des unités de gestion linéaires

Il n'y a pas lieu de créer d'unités de gestion linéaires.

2.4.3 Classement des unités de gestion ponctuelles

Il n'y a pas lieu de créer d'unités de gestion ponctuelles.

2.5 Programme d'actions pour la période 2016-2035

2.5.1 Programme d'actions FONCIER - CONCESSIONS

- **Principaux types d'actions envisageables**

Le tableau ci-dessous résume les actions à programmer :

Numéro	Priorité (1 ou 2)	Description de l'action	Localisation	Observations	Coût indicatif de l'action (€ HT)	I/E
		Poursuite du rachat des chemins communaux	Commune de Perdreauville	Nécessaire à l'exploitation des bois	Non évalué	
1	2	Résorption d'enclaves ou simplification de limites	P. 45, 75		Non évalué	I
2	3	Résorption d'enclaves	Autres enclaves		Non évalué	I
3	2	Distraction du régime forestier	P. 101, 102, 103, 105, 106	La parcelle 105 en ville (Rosny). La parcelle 106 est cultivée et nettement dissociée de la forêt. Les parcelles 100, 101, 102 et 103 sont contigües à l'espace boisé, mais louées à un agriculteur. En l'absence de projet de reboisement ou de projet écologique (création de friche ou de lande), il est préférable de les distraire.		I
	1	Bornage et/ou pose de placard de parcelles. Bornage sur environ 900 m.	P. 27, 31, 32, 46, 60, 73 et 93	Ce sont les parcelles agrandies du fait des soumissions récentes. Lorsque les limites sont claires, on se contentera de la pose des N° parcelles.	6500	I
				Coût total FONCIER (€)	6500	
				Coût moyen annuel FONCIER	325	

- **Développement éventuel des revenus liés aux concessions.**

Non pertinent.

2.5.2 Programme d'actions PRODUCTION LIGNEUSE

A - Documents de référence à appliquer

Le guide de sylviculture du chêne en traitement irrégulier en Ile de France est en cours de rédaction au moment de l'élaboration de cet aménagement. On s'y réfèrera dès sa parution.
On ne baissera pas brutalement la surface terrière en une seule rotation, la cible sera atteinte progressivement.

Il faut, dans l'ordre d'exploitation :

1. ouvrir les cloisonnements,
2. lorsque le capital du taillis est supérieur à 2 m2/ha et qu'il représente moins de la moitié de la surface terrière, baisser le capital du taillis en

deux coupes pour l'amener à environ 2 m2/ha : baisse de 50 % à la première coupe, puis récolte pour ne laisser que 1 à 2 m2/ha (récolter d'abord les plus gros brins dans les cépées),

3. puis, coupe de jardinage (récolte et/ou amélioration). Les peuplements régularisés Bois Moyens seront moins décapitalisés, le capital cible est de 18 m2/ha pendant cet aménagement, avec récolte des arbres arrivés au diamètre d'exploitabilité puis amélioration du peuplement.

La gestion des peuplements dont le taillis représente plus de la moitié de la surface terrière sera définie dans le référentiel de sylviculture en irrégulier en cours d'élaboration en 2015.

Les prélèvements ne dépasseront pas 25 % de la surface terrière, ni 7 m2/ha. La surface terrière après coupe ne doit pas être inférieure à 2 m2/ha de la surface cible, même si les arbres ont atteint leur diamètre d'exploitabilité.

Les coupes seront reportées d'une demi-rotation si la surface terrière est inférieure à 16 m2/ha.

Avant le martelage, les arbres conservés au titre du paysage ou de la biodiversité seront repérés à la peinture ;

B - Coupes

- **Programme de coupes**

Coupes programmables par années *(coupes non conditionnelles)* :

Toutes les coupes sont des coupes de jardinage (JA). En ilot de vieillissement, les diamètres d'exploitabilités sont augmentés.
La première et la deuxième coupe de jardinage comprendront tout ou partie des 3 points ci-dessus selon la surface terrière de départ.

Années	Unité de programmation de coupe		Groupe	Surface de l'UG (toute l'UG passe en coupe)	Type peuplement RecPrev	Recommandations (paysage, patrimoine culturel)
	Pclle	UG				
2016	39	u	IRR1	15,09	FCHSM	
2016	40	a	IRR1	14,06	FCHSI	Localement : vestiges archéologiques sensibles. Prendre l'avis du SRA avant tous travaux ou exploitation
2016	40	b	ILV	5,12	FCHSI	
2016	53	u	IRR1	16,09	FCHSG	
2016	54	u	IRR1	17,27	FCHSI	
2016	55	u	IRR1	15,16	FCHSI	Localement : vestiges archéologiques sensibles. Prendre l'avis du SRA avant tous travaux ou exploitation
2016	71	u	IRR1	6,08	FCHSM	
2016	80	b	IRR1	12,17	FCHSM	
Total				101,04		

2016						
2017	11	a	IRR1	19,92	FCHSI	
2017	34	u	IRR1	19,62	FCHSI	
2017	47	a	IRR1	7,83	FCHSI	
2017	49	u	IRR1	13,5	FCHAP	
2017	51	a	IRR1	8,86	FCHSG	
2017	61	u	IRR1	7,95	FCHSM	
2017	62	u	IRR1	10,09	FCHSP	
2017	63	u	IRR1	4,45	FCHSP	
2017	66	a	IRR1	11,75	FCHSM	Le regard doit porter en fond de vallon
2017	67	u	IRR1	8,3	FCHSG	
2017	76	u	IRR1	9,41	SCHSM	Le regard doit porter en fond de vallon
2017	77	u	IRR1	10,43	FCHSI	Le regard doit porter en fond de vallon
Total 2017				132,11		
2018	18	u	IRR1	12,25	FCHSM	
2018	22	u	IRR1	12,25	FCHSG	
2018	26	u	IRR1	6,65	SCHSM	
2018	43	u	IRR1	10,3	FA.FP	
2018	44	u	IRR1	8,9	FCHSM	
2018	58	a	IRR1	6,72	FP.SM	
2018	69	u	IRR1	12,49	FCHSM	
2018	70	u	IRR1	31,5	FCHSM	Le regard doit porter en fond de vallon
2018	72	u	IRR1	21,73	SCHSM	
Total 2018				122,79		
2019	1	a	IRR2	11,31	FP.NM	
2019	2	a	IRR1	12,45	FCHSI	
2019	3	u	IRR1	7,87	FERCP	Le regard doit porter en fond de vallon
2019	10	a	IRR1	7,54	FCHSM	
2019	35	a	IRR1	7,75	FCHSI	
2019	35	c	IRR1	3,54	FBOU1	
2019	36	u	IRR1	9,83	FCHSM	Mettre en valeur quelques beaux arbres dans le carrefour
2019	37	u	IRR1	7,08	FCHSM	Mettre en valeur quelques beaux arbres dans le carrefour
2019	38	u	IRR1	7,24	FCHSI	Mettre en valeur quelques beaux arbres dans le carrefour Localement : vestiges archéologiques sensibles. Prendre l'avis du SRA avant tous travaux ou exploitation
2019	48	b	IRR1	2,61	FBOU1	
2019	50	u	IRR1	7,63	FCHSM	
2019	52	u	IRR1	6,33	FCHSI	
2019	64	a	IRR1	11,65	FCHSE	
2019	65	u	IRR1	19,65	FCHSE	
2019	68	u	IRR1	13,12	SCHSG	
2019	78	u	IRR1	10,47	FCHSM	Le regard doit porter en fond de vallon
Total 2019				146,07		
2020	15	u	IRR1	8,04	FCHSM	

2020	16	u	IRR1	11,25	FCHSM	Mettre en valeur quelques beaux arbres dans le carrefour
2020	19	u	IRR1	15,28	FCHSG	
2020	27	u	IRR1	10,81	FCHSG	
2020	41	u	IRR1	13,44	FCHSI	Localement : vestiges archéologiques sensibles. Prendre l'avis du SRA avant tous travaux ou exploitation
2020	57	u	IRR1	9,85	FCHSM	
2020	60	u	IRR1	21,62	FCHSM	Le regard doit porter en fond de vallon
2020	94	u	IRR1	5,68	SCHSI	
2020	95	u	IRR1	6,67	FCHSM	
2020	97	u	IRR1	2,81	FP.SP	
2020	98	u	IRR1	2,36	FA.FP	
2020	99	u	IRR1	2,73	FA.FP	
Total 2020				110,54		
2021	23	b	IRR1	3,97	FBOU1	
2021	24	u	IRR1	6,15	SCHAI	
2021	25	u	IRR1	7,56	FCHSM	
2021	42	u	IRR1	7,24	FCHSI	
2021	45	u	IRR1	2,64	FA.FP	
Total 2021				27,56		
2022	39	u	IRR1	15,09	FCHSM	
2022	40	a	IRR1	14,06	FCHSI	Localement : vestiges archéologiques sensibles. Prendre l'avis du SRA avant tous travaux ou exploitation
2022	53	u	IRR1	16,09	FCHSG	
2022	54	u	IRR1	17,27	FCHSI	
2022	55	u	IRR1	15,16	FCHSI	Localement : vestiges archéologiques sensibles. Prendre l'avis du SRA avant tous travaux ou exploitation
2022	71	u	IRR1	6,08	FCHSM	
2022	80	b	IRR1	12,17	FCHSM	
Total 2022				95,92		
2023	11	a	IRR1	19,92	FCHSI	
2023	34	u	IRR1	19,62	FCHSI	
2023	47	a	IRR1	7,83	FCHSI	
2023	49	u	IRR1	13,5	FCHAP	
2023	51	a	IRR1	8,86	FCHSG	
2023	66	a	IRR1	11,75	FCHSM	Le regard doit porter en fond de vallon
2023	67	u	IRR1	8,3	FCHSG	
2023	76	u	IRR1	9,41	SCHSM	Le regard doit porter en fond de vallon
2023	77	u	IRR1	10,43	FCHSI	Le regard doit porter en fond de vallon
Total 2023				109,62		
2024	22	u	IRR1	12,25	FCHSG	
2024	26	u	IRR1	6,65	SCHSM	
2024	43	u	IRR1	10,3	FA.FP	

2024	44	u	IRR1	8,9	FCHSM	
2024	48	a	IRR1	11,35	FCHSI	
2024	56	u	IRR1	13,99	FCHSM	Localement : vestiges archéologiques sensibles. Prendre l'avis du SRA avant tous travaux ou exploitation
2024	58	a	IRR1	6,72	FP.SM	
2024	69	u	IRR1	12,49	FCHSM	
2024	70	u	IRR1	31,49	FCHSM	Le regard doit porter en fond de vallon
2024	72	u	IRR1	21,73	SCHSM	
2024	96	u	IRR1	7,8	FCHSP	
Total 2024				143,67		
2025	12	u	IRR1	11,03	FCHSP	
2025	13	u	IRR1	10,03	FCHSI	
2025	14	u	IRR1	10,08	FCHSM	Mettre en valeur quelques beaux arbres dans le carrefour
2025	17	u	IRR1	14,98	FCHSM	
2025	10	a	IRR1	7,54	FCHSM	
2025	35	a	IRR1	7,75	FCHSI	
2025	35	c	IRR1	3,54	FBOU1	
2025	36	u	IRR1	9,83	FCHSM	Mettre en valeur quelques beaux arbres dans le carrefour
2025	37	u	IRR1	7,08	FCHSM	Mettre en valeur quelques beaux arbres dans le carrefour
2025	38	u	IRR1	7,24	FCHSI	Mettre en valeur quelques beaux arbres dans le carrefour Localement : vestiges archéologiques sensibles. Prendre l'avis du SRA avant tous travaux ou exploitation
2025	48	b	IRR1	2,61	FBOU1	
2025	50	u	IRR1	7,63	FCHSM	
2025	52	u	IRR1	6,33	FCHSI	
2025	61	u	IRR1	7,95	FCHSM	
2025	62	u	IRR1	10,09	FCHSP	
2025	63	u	IRR1	4,45	FCHSP	
2025	64	a	IRR1	11,65	FCHSE	
2025	68	u	IRR1	13,12	SCHSG	
2025	78	u	IRR1	10,47	FCHSM	Le regard doit porter en fond de vallon
Total 2025				163,4		
2026	16	u	IRR1	11,25	FCHSM	Mettre en valeur quelques beaux arbres dans le carrefour
2026	18	u	IRR1	12,25	FCHSM	
2026	23	a	IRR1	9,26	FCHSM	
2026	40	b	ILV	5,12	FCHSI	
2026	57	u	IRR1	9,84	FCHSM	
2026	94	u	IRR1	5,68	SCHSI	
2026	98	u	IRR1	2,36	FA.FP	
2026	99	u	IRR1	2,73	FA.FP	
Total 2026				58,49		
2027	2	a	IRR1	12,45	FCHSI	

2027	3	u	IRR1	7,87	FERCP	Le regard doit porter en fond de vallon
2027	23	b	IRR1	3,97	FBOU1	
2027	24	u	IRR1	6,15	SCHAI	
2027	25	u	IRR1	7,56	FCHSM	
2027	42	u	IRR1	7,24	FCHSI	
2027	65	u	IRR1	19,65	FCHSP	
Total 2027				64,89		
2028	15	u	IRR1	8,04	FCHSM	
2028	19	u	IRR1	15,28	FCHSG	
2028	27	u	IRR1	10,81	FCHSG	
2028	39	u	IRR1	15,08	FCHSM	
2028	40	a	IRR1	14,06	FCHSI	Localement : vestiges archéologiques sensibles. Prendre l'avis du SRA avant tous travaux ou exploitation
2028	41	u	IRR1	13,44	FCHSI	Localement : vestiges archéologiques sensibles. Prendre l'avis du SRA avant tous travaux ou exploitation
2028	54	u	IRR1	17,27	FCHSI	
2028	55	u	IRR1	15,16	FCHSI	Localement : vestiges archéologiques sensibles. Prendre l'avis du SRA avant tous travaux ou exploitation
2028	60	u	IRR1	21,62	SCHSG	Le regard doit porter en fond de vallon
2028	71	u	IRR1	6,07	FCHSM	
2028	95	u	IRR1	6,67	FCHSM	
2028	97	u	IRR1	2,81	FP.SP	
Total 2028				146,31		
2029	1	a	IRR2	11,31	FP.NM	
2029	11	a	IRR1	19,92	FCHSI	
2029	34	u	IRR1	19,62	FCHSI	
2029	45	u	IRR1	2,64	FA.FP	
2029	47	a	IRR1	7,83	FCHSI	
2029	51	a	IRR1	8,86	FCHSG	
2029	66	a	IRR1	11,75	FCHSM	Le regard doit porter en fond de vallon
2029	67	u	IRR1	8,3	FCHSG	
2029	76	u	IRR1	9,4	SCHSM	Le regard doit porter en fond de vallon
Total 2029				70,18		
2030	22	u	IRR1	12,25	FCHSG	
2030	53	u	IRR1	16,09	FCHSG	
2030	56	u	IRR1	13,99	FCHSM	Localement : vestiges archéologiques sensibles. Prendre l'avis du SRA avant tous travaux ou exploitation
2030	58	a	IRR1	6,72	FP.SM	
2030	72	u	IRR1	21,73	SCHSM	
2030	80	b	IRR1	12,17	FCHSM	
Total 2030				82,95		
2031	17	u	IRR1	14,98	FCHSM	
2031	35	c	IRR1	3,54	FBOU1	
2031	36	u	IRR1	9,83	FCHSM	Mettre en valeur quelques beaux arbres dans le carrefour

2031	38	u	IRR1	7,24	FCHSI	Mettre en valeur quelques beaux arbres dans le carrefour Localement : vestiges archéologiques sensibles. Prendre l'avis du SRA avant tous travaux ou exploitation
2031	48	b	IRR1	2,61	FBOU1	
2031	49	u	IRR1	13,5	FCHAP	
2031	52	u	IRR1	6,33	FCHSI	
2031	64	a	IRR1	11,65	FCHSP	
2031	77	u	IRR1	10,43	FCHSI	Le regard doit porter en fond de vallon
Total 2031				80,11		
2032	26	u	IRR1	6,65	SCHSM	
2032	43	u	IRR1	10,3	FA.FP	
2032	44	u	IRR1	8,9	FCHSM	
2032	48	a	IRR1	11,35	FCHSI	
2032	57	u	IRR1	9,84	FCHSM	
2032	69	u	IRR1	12,49	FCHSM	
2032	70	u	IRR1	31,49	FCHSM	Le regard doit porter en fond de vallon
2032	96	u	IRR1	7,8	FCHSP	
Total 2032				98,82		
2033	10	a	IRR1	7,54	FCHSM	
2033	12	u	IRR1	11,03	FCHSP	
2033	13	u	IRR1	10,03	FCHSI	
2033	14	u	IRR1	10,08	FCHSM	Mettre en valeur quelques beaux arbres dans le carrefour
2033	23	b	IRR1	3,97	FBOU1	
2033	24	u	IRR1	6,15	SCHAI	
2033	35	a	IRR1	7,75	FCHSI	
2033	37	u	IRR1	7,08	FCHSM	Mettre en valeur quelques beaux arbres dans le carrefour
2033	42	u	IRR1	7,24	FCHSI	
2033	50	u	IRR1	7,63	FCHSM	
2033	61	u	IRR1	7,95	FCHSM	
2033	62	u	IRR1	10,09	FCHSM	
2033	63	u	IRR1	4,45	FCHSP	
2033	68	u	IRR1	13,12	SCHSG	
2033	78	u	IRR1	10,47	FCHSM	Le regard doit porter en fond de vallon
Total 2033				124,58		
2034	6	b	IRR1	2,76	FCHSE	
2034	10	b	IRR1	3,39	FCHSE	
2034	11	b	IRR1	0,34	FCHSS	
2034	16	u	IRR1	11,25	FCHSM	Mettre en valeur quelques beaux arbres dans le carrefour
2034	18	u	IRR1	12,25	FCHSM	
2034	23	a	IRR1	9,26	FCHSM	
2034	64	b	IRR1	2,06	FCHSE	
2034	66	b	IRR1	3,16	FCHSE	
2034	94	u	IRR1	5,68	SCHSI	
2034	98	u	IRR1	2,36	FA.FP	
2034	99	u	IRR1	2,73	FA.FP	

Total 2034				55,24		Mettre en valeur quelques beaux arbres dans le carrefour
2035	2	a	IRR1	12,45	FCHSI	
2035	3	u	IRR1	7,87	FERCP	Le regard doit porter en fond de vallon
2035	25	u	IRR1	7,56	FCHSM	
Total 2035				27,88		
TOTAL				**1962,17**		

La surface de la forêt concernée par les coupes non conditionnelles est de :

740 ha.

La somme des surfaces passant en coupe non conditionnelle pendant l'aménagement est de :

1962 ha.

Coupes programmables par périodes pluri-annuelles

Sans objet.

Coupes conditionnelles

Toutes les coupes conditionnelles sont des coupes de jardinage. Elles sont conditionnées par l'amélioration de la desserte (en l'état, leur commercialisation est incertaine). Le tableau suivant les liste :

Année	Unité de progrmmation de coupe			Groupe	Surface totale UG	Surface à désigner	Type peuplement RecPrev	Recommandations particulières
	Pclle	UG	Partie d'UG		(ha)	(ha)		(paysage, patrimoine culturel…)
2020	59	u		IRR1	24,45	24,45	SCHSM	Le regard doit porter en fond de vallon
2020	73	u		IRR1	6,35	6,35	SCHSG	
2020	82	u		IRR1	11,62	11,62	FCHSM	
Total 2020						42,42		

2021	9	u		IRR1	6,98	6,98	FCHSI	Localement : vestiges archéologiques sensibles. Prendre l'avis du SRA avant tous travaux ou exploitation.
2021	20	u		IRR1	14,01	14,01	FCHSG	Localement : vestiges archéologiques sensibles. Prendre l'avis du SRA avant tous travaux ou exploitation.
2021	21	u		IRR1	10,05	10,05	SCHSM	Localement : vestiges archéologiques sensibles. Prendre l'avis du SRA avant tous travaux ou exploitation.
2021	28	a		IRR1	5,95	5,95	FCHSI	
2021	29	u		IRR1	6,19	6,19	FCHSM	Soigner la visibilité extérieure (cloisonnements)
2021	30	u		IRR1	4,95	4,95	FCHSM	Soigner la visibilité extérieure (cloisonnements)
2021	33	u		IRR1	5,07	5,07	FCHSM	
Total 2021						53,2		
2022	80	a		IRR2	15,83	15,83	FCHYP	Le regard doit porter en fond de vallon. Localement : vestiges archéologiques sensibles. Prendre l'avis du SRA avant tous travaux ou exploitation
2022	85	a		IRR1	17,79	17,79	SCHSI	
2022	86	a		IRR1	14,94	14,94	SCHSG	
2022	87	u		IRR1	10,17	10,17	FCHSM	
2022	88	u		IRR1	8,14	8,14	FCHSM	Soigner la visibilité extérieure (cloisonnements)
Total 2022						66,87		
2023	4	u		ILV	8,52	8,52	FERCI	Le regard doit porter en fond de vallon
2023	5	a		IRR1	9,38	9,38	FBOUE	
2023	5	b		IRR1	8,44	8,44	FTREM	
2023	6	a		IRR1	6,71	6,71	FTREM	
Total 2023						33,05		
2024	74	u		IRR1	11,29	11,29	FCHSM	
2024	75	u		IRR1	14,12	14,12	FCHSM	
2024	81	u		IRR1	21,19	21,19	SCHSM	
Total 2024						46,6		
2025	8	u		IRR1	9,7	9,7	FCHSI	Localement : vestiges archéologiques sensibles. Prendre l'avis du SRA avant tous travaux ou exploitation.
2025	31	a		IRR2	4,19	4,19	FCHYP	Soigner la visibilité extérieure (cloisonnements)
2025	32	a		IRR2	5,06	5,06	FCHYP	
2025	89	u		IRR1	2,57	2,57	FCHSM	

2025	90	a	Oui	IRR1	9,11	7,2	FCHSM	Localement : vestiges archéologiques sensibles. Prendre l'avis du SRA avant tous travaux ou exploitation. Soigner la visibilité extérieure (cloisonnements).
2025	91	u		IRR1	7,07	7,07	FCHSI	
2025	92	a		IRR1	5,33	5,33	FCHSM	
2025	92	b		ILV	4,66	4,66	FCHSM	
2025	93	u		IRR1	9,16	9,16	FP.LM	
Total 2025						54,94		
2026	79	u		IRR1	10,88	10,88	FCHSI	
2026	83	u		IRR1	10,71	10,71	FCHSI	
2026	84	a		IRR1	16,63	16,63	FCHSG	Localement : vestiges archéologiques sensibles. Prendre l'avis du SRA avant tous travaux ou exploitation
2026	59	u		IRR1	24,45	24,45	SCHSM	Le regard doit porter en fond de vallon
2026	73	u		IRR1	6,35	6,35	SCHSG	
2026	82	u		IRR1	11,62	11,62	FCHSM	
Total 2026						80,64		
2027	9	u		IRR1	6,98	6,98	FCHSI	Localement : vestiges archéologiques sensibles. Prendre l'avis du SRA avant tous travaux ou exploitation.
2027	21	u		IRR1	10,05	10,05	SCHSM	Localement : vestiges archéologiques sensibles. Prendre l'avis du SRA avant tous travaux ou exploitation.
2027	28	a		IRR1	5,95	5,95	FCHSI	
2027	29	u		IRR1	6,19	6,19	FCHSM	Soigner la visibilité extérieure (cloisonnements)
2027	33	u		IRR1	5,07	5,07	FCHSM	
Total 2027						34,24		
2028	85	a		IRR1	17,79	17,79	SCHSI	
2028	86	a		IRR1	14,94	14,94	SCHSG	
2028	87	u		IRR1	10,17	10,17	FCHSM	
2028	88	u		IRR1	8,14	8,14	FCHSM	Soigner la visibilité extérieure (cloisonnements)
Total 2028						51,04		
2029	85	b		IRR1	0,98	0,98	FCHS1	
2029	5	a		IRR1	9,38	9,38	FBOUE	
2029	5	b		IRR1	8,44	8,44	FTREM	
2029	20	u		IRR1	14,01	14,01	FCHSG	Localement : vestiges archéologiques sensibles. Prendre l'avis du SRA avant tous travaux ou exploitation.

2029	30	u		IRR1	4,95	4,95	FCHSM	Soigner la visibilité extérieure (cloisonnements)
Total 2029						37,76		
2030	74	u		IRR1	11,29	11,29	FCHSM	
2030	75	u		IRR1	14,12	14,12	FCHSM	
2030	81	u		IRR1	21,19	21,19	SCHSM	
Total 2030						46,6		
2031	6	a		IRR1	6,71	6,71	FTREM	
2031	89	u		IRR1	2,57	2,57	FCHSM	
2031	90	a	Oui	IRR1	9,11	7,2	FCHSM	Localement : vestiges archéologiques sensibles. Prendre l'avis du SRA avant tous travaux ou exploitation. Soigner la visibilité extérieure (cloisonnements).
2031	91	u		IRR1	7,07	7,07	FCHSI	
2031	92	a		IRR1	5,33	5,33	FCHSM	
2031	93	u		IRR1	9,16	9,16	FP.LM	
Total 2031						38,04		
2032	59	u		IRR1	24,45	24,45	SCHSM	Le regard doit porter en fond de vallon
2032	79	u		IRR1	10,88	10,88	FCHSI	
2032	80	a		IRR2	15,83	15,83	FCHYP	Le regard doit porter en fond de vallon. Localement : vestiges archéologiques sensibles. Prendre l'avis du SRA avant tous travaux ou exploitation
2032	83	u		IRR1	10,7	10,7	FCHSI	
Total 2032						61,86		
2033	4	u		ILV	8,52	8,52	FERCI	Le regard doit porter en fond de vallon
2033	8	u		IRR1	9,7	9,7	FCHSI	Localement : vestiges archéologiques sensibles. Prendre l'avis du SRA avant tous travaux ou exploitation.
2033	9	u		IRR1	6,98	6,98	FCHSI	Localement : vestiges archéologiques sensibles. Prendre l'avis du SRA avant tous travaux ou exploitation.
2033	21	u		IRR1	10,04	10,04	SCHSM	Localement : vestiges archéologiques sensibles. Prendre l'avis du SRA avant tous travaux ou exploitation.
2033	28	a		IRR1	5,95	5,95	FCHSI	
Total 2033						41,19		
2034	73	u		IRR1	6,35	6,35	SCHSG	
2034	82	u		IRR1	11,61	11,61	FCHSM	
2034	84	a		IRR1	16,62	16,62	FCHSG	Localement : vestiges archéologiques sensibles.

								Prendre l'avis du SRA avant tous travaux ou exploitation
2034	85	a		IRR1	17,78	17,78	SCHSI	
2034	87	u		IRR1	10,17	10,17	FCHSM	
2034	88	u		IRR1	8,13	8,13	FCHSM	Soigner la visibilité extérieure (cloisonnements)
Total 2034						70,66		
2035	5	a		IRR1	9,38	9,38	FBOUE	
2035	29	u		IRR1	6,19	6,19	FCHSM	Soigner la visibilité extérieure (cloisonnements)
2035	31	a		IRR2	4,19	4,19	FCHYP	Soigner la visibilité extérieure (cloisonnements)
2035	32	a		IRR2	5,06	5,06	FCHYP	
2035	33	u		IRR1	5,07	5,07	FCHSM	
2035	85	b		IRR1	0,98	0,98	FCHS1	
2035	92	b		ILV	4,66	4,66	FCHSM	
Total 2035						35,53		
TOTAL						794,64		

La surface de la forêt concernée par les coupes conditionnelles est de :

338 ha.

La surface totale des coupes conditionnelles pendant l'aménagement est de :

795 ha.

- **Volume présumé récoltable (hors coupes conditionnelles)**

Du fait de l'importance des peuplements régularisés bois moyens, la baisse de la surface terrière se fera lentement. Le calcul des volumes a donc été fait en considérant que les surfaces terrières prélevées sont **en moyenne** de 18 % de la surface terrière totale (taillis compris). Dans le cas de peuplements capitalisés et irrégularisés, les prélèvements sont de l'ordre de 20 à 25 % de la surface terrière.

Les surfaces terrières avant coupe ont été calculées avec un accroissement de 0,5 m2/ha/an (valeur IFN) que l'on attribue à la futaie. L'accroissement du taillis n'est pas pris en compte.

Dans ce prélèvement, on a considéré que :

- Lors de la première coupe, la moitié du taillis est récolté dès lors que la surface terrière du taillis dépasse 2 m2/ha.
- A l'issue de la deuxième coupe, on ne laisse que 1 à 2 m2/ha, de taillis précomptable.
- On n'a pas pris en compte la récolte du taillis à la troisième coupe.

Le coefficient de houppier a été évalué à 30%.

Ce qui donne :

Groupe (coupes non conditionnelles)	**Surface terrière totale à récolter** **tiges précomptables uniquement** (seuil précomptage 17,5 cm ; 7,5 pour le taillis)		**Volume bois fort total sur écorce à récolter**** (tige + houppier + taillis)		*dont volume tige à récolter* *(facultatif)*	
	moyenne annuelle m2	durant aménagement m2	moyenne annuelle m3/an	durant aménagement m3	*moyenne annuelle m3/an*	*durant aménagement m3*
Groupe IRR1	401,9	8 038	4021	80429	2715	54307
Groupe IRR2	4,2	84,0	44	874	34	672
Groupe ILV	2,4	48,0	25	497	19	382
Totaux	409	8170	4090	81799	2768	55361

➔ *INDICATEUR NATIONAL – reporté en §3.2*

** Tiges précomptables uniquement*
*** Tiges précomptables et non précomptables*

Les volumes sont importants puisque le traitement impose de décapitaliser les peuplements.

- **Volume présumé récoltable (coupes conditionnelles)**

De la même manière, on évalue le volume présumé récoltable des coupes conditionnées par l'amélioration de la desserte :

Groupe (coupes conditionnelles)	**Surface terrière totale à récolter** **tiges précomptables uniquement** (seuil précomptage 17,5 cm ; 7,5 pour le taillis)		**Volume bois fort total sur écorce à récolter**** (tige + houppier + taillis)		*dont volume tige à récolter* *(facultatif)*	
	moyenne annuelle m2	durant aménagement m2	moyenne annuelle m3/an	durant aménagement m3	*moyenne annuelle m3/an*	*durant aménagement m3*
Groupe IRR1	168,3	3 366	1615	32300	896	17921
Groupe IRR2	11,2	223,0	108	2154	62	1243
Groupe ILV	6,7	133,0	66	1324	44	881
Totaux	186	3722	1789	35779	1002	20045

Le volume mobilisable sous condition est particulièrement important puisque ces parcelles sont très capitalisées.

- **Mode de suivi de la récolte**

  Le suivi de la récolte sera fait sur la base de la surface terrière prélevée. Le volume commercial récolté est également tracé.

C - Desserte

- **Plan d'actions pour l'amélioration de la desserte forestière**

  En 2015, l'AEV était en procédure d'acquisition des chemins intraforestiers situés sur la commune de Rosny. La maîtrise foncière de ces chemins permettra d'envisager leur renforcement.

  La desserte doit être améliorée pour desservir le canton des Beurons. Le chemin intraforestier qui dessert ce canton appartient à la commune de Perdreauville. Un accord doit être recherché avec la commune (vente à la région IdF ou autorisation d'empierrer). Une place de dépôt avec retournement est prévue pour permettre la sortie vers le village de Jouy-Mauvoisin.

  Le canton de Beauvoyer n'est pas desservi et d'accès difficile. Il faut aménager une place de dépôt le long de la D110, avec plateforme de chargement. Le débardage restera important pour la parcelle 87 et 88 (impossibilité de sortir ni au nord à cause d'une ligne EDF et ni au sud puisque le chemin est escarpé et étroit).

  Le canton de Châtillon peut être desservi par le nord vers Rolleboise. Le retournement des grumiers est possible sans investissement supplémentaire.

  Sur le plateau de Rosny, les aménagements nécessaires consistent à allonger quelques routes avec place de retournement pour atteindre le coteau nord-ouest.
  La desserte les parcelles 74/75 et 79/83/84 nécessitent une place de dépôt et une plateforme de chargement.

  Il faut noter que, outre les revenus de la vente des bois, l'exploitation des parcelles améliore la stabilité des peuplements.

Numéro	**Priorité** (1 ou 2)	**Description de l'action** création / amélioration / étude	**Localisation** ou n° UG linéaire	**Long.** (m) ou **quantité**	**Avantages attendus** (volumes, surfaces) **Précautions** (paysage, biodiversité…)	**Coût indicatif de l'action** (€ HT)	**I/E**
Routes forestières							
D1	1	Empierrement	P. 22 vers 20-21	500	Desserte des parcelles 8-9-20 et 21	70 000	I
D2	2	Empierrement	P. 15-16 vers 5-6	1000	Desserte des parcelles 3 à 6	140 000	I
D3	3	Maîtrise foncière puis empierrement	P. 89 vers 97 ?	1300	Desserte des parcelles 89 à 94 Conditionné par la maitrise foncière	182 000	I
Autres équipements (places de dépôt, places de retournement, ancrage…)							
D4	1	Création d'une place de dépôt en Terrain Naturel.	P. 28			1000	I
D5	2	Création d'une plateforme de chargement avec place de dépôt en Terrain Naturel.	P. 85 En limite de la D.114		Desserte du canton de Beauvoyer. Conditionné par l'accord du département pour le	23 000	I

					busage du fossé.		
D6	3	Création d'un « T » de retournement avec place de dépôt en Terrain Naturel.	P. 20-21			15 000	I
D7	4	Création d'une plateforme de chargement avec place de dépôt en Terrain Naturel.	P. 74-75 En limite de la D.114		Desserte des parcelles 74 et 75. Conditionné par l'accord du département pour le busage du fossé.	23 000	I
D8	5	Création d'une plateforme de chargement avec place de dépôt en Terrain Naturel.	P. 83 En limite de la D.114		Desserte des parcelles 79 et 83. Conditionné par l'accord du département pour le busage du fossé.	23 000	I
D9	6	Création d'un « T » de retournement avec place de dépôt en Terrain Naturel.	P. 5-6			15 000	I
D10	7	Création d'un « T » de retournement avec place de dépôt en Terrain Naturel.	P. 97			15 000	I
Entretien courant du réseau							
DESn	En continu	triplement du budget entretien du fait de l'augmentation des coupes				600 000	E
					Coût total DESSERTE (€)	1 107 000	
					Coût moyen annuel DESSERTE (€/an)	55 350	

Certains travaux ne peuvent pas être mis en œuvre sans concertation et/ou transaction foncière avec le département gestionnaire de la D. 114, ou avec les communes de situation. Le montant des travaux réalisables immédiatement est de 856 000 € (42 800 €/an). Le reste (251 000 €, soit 12 550 €/an) est conditionné par l'obtention d'autorisation et/ou de la maîtrise foncière.

- **Guide technique de référence**

On pourra se référer au Guide Technique « Plaines et collines » des Travaux routiers forestiers (2014).

- **Cartographie**

Les projets d'amélioration de la desserte figurent sur la carte N°13.

D – Travaux sylvicoles

La fréquence des travaux en futaie irrégulière (dégagement des semis utiles, travaux préparatoires à l'ensemencement…) sera précisée dans le référentiel de sylviculture en cours de rédaction.

Dans un premier temps, on décide de visiter régulièrement les parcelles pour évaluer le besoin en travaux et on estime que ces visites seront suivies de travaux dans 2/3 des cas (scénario volontairement interventionniste dans l'attente des résultats d'observation après mise en lumière, à préciser avec l'expérience).

La fréquence des contrôles de la végétation concurrente est définie en fonction de la station et de la concurrence ainsi que de l'essence objectif principale :

FREQUENCE DES CONTROLES DE VEGETATION		
Station	**Essence objectif**	
	Chêne sessile ou pubescent	**Hêtre / Erable champêtre / alisier torminal…**
Fertilité faible (stations 2a, 10 et 11) **Concurrence fougère**	2 ans	
Fertilité moyenne (stations 2b, 2c, 9, 8a) **Concurrence ronce / fougère / bouleau**	4 ans	
Fertilité Forte (station 8b et 8c) **Concurrence ronce / charme / bouleau…**	2 ans	
Fertilité faible, essence objectif dynamique **Concurrence noisetier/ clématite**		4 ans

Les parcelles seront visitées après la première coupe avec la fréquence définie ci-dessus, sans tenir compte des passages en coupe suivant. De ce fait, il arrive que le contrôle en vue des travaux tombe la même année qu'un passage en coupe. Dans ce cas**, il faudra anticiper le passage en contrôle** pour ne pas risquer un report excessif des travaux du fait de la durée de l'exploitation.

La programmation des contrôles des parcelles qui passeront en coupe **non conditionnelle est en annexe 9.**

A partir de 2021, les surfaces à contrôler (coupes non conditionnelles) varient entre 200 et 250 ha/an.

De la même manière, les parcelles devant passer en **coupe conditionnelle** seront visitées pour évaluer les travaux avec la fréquence définie ci-dessus, que les coupes aient ou n'aient pas eu lieu. Si la surface terrière est faible et/ou si une dynamique de régénération s'est installée, on pourra passer en travaux même en l'absence de coupe.

La programmation des contrôles des parcelles dont les coupes sont **conditionnées par l'amélioration de la desserte est en annexe 10.**

A partir de 2025, les surfaces à contrôler (coupes conditionnelles) sont autour de 50 ha/an, puis passent à environ 100 ha/an en 2029.

<u>Le coût des travaux sylvicole</u> est indiqué ci-dessous en tenant compte du fait que les surfaces à travailler sont égales aux 2/3 des surfaces visitées :

Itinéraires techniques de travaux sylvicoles		Unités de gestion concernées (facultatif)	Surface à travailler (ha)	Précautions Observations	Coût unitaire (€ HT/ha)	Coût total indicatif (€ HT)	I/E
Code	Libellé						
04-FIRR-IRR01	Nettoiement/dégagement en traitement irrégulier	Cf. tableau des travaux liés aux coupes non conditionnelles.	2424	Parcelles déjà desservies. Les travaux seront décidés après visite des UG, en moyenne dans 2/3 des cas.	280	678 720	I
04-FIRR-IRR01	Nettoiement/dégagement en traitement irrégulier	Cf. tableau ci-dessus (travaux liés aux coupes conditionnelles)	612	Travaux conditionnés par l'amélioration de la desserte. Même processus de décision que sur le reste de la forêt	280	171 360	I
				Coût total TRAVAUX SYLVICOLES (€)		850 080	
				Coût moyen annuel TRAVAUX SYLVICOLES (€/an)		42 504	

Le montant annuel des travaux non conditionnels est de 33 936 €. Celui lié aux coupes conditionnelles est de 8 568 €.

A noter que les dépenses seront faibles les 5 premières années.

2.5.3 Programme d'actions FONCTION ECOLOGIQUE

A - Biodiversité courante

Le propriétaire s'engage sur les actions suivantes :

Engagement environnemental retenu par le propriétaire	Observations	Surface (ha)
Ilots de vieillissement (surface boisée)		18,3
Ilots de sénescence (surface boisée)		63,01
Maintien de milieux ouverts	En traitement irrégulier, il s'agit des pelouses, landes ou autres milieux assez vastes. Les ouvertures de moins de 0,5 ha n'ont pas vocation à être abandonnées à la dynamique naturelle.	
Maintien de zones humides et de leur fonctionnalité	Mise en lumière des mares lors des martelages	
Maintien d'essences pionnières à l'échelle du massif	Notamment le bouleau pour *Scolytus ratzeburgi Janson*	
Constitution d'une trame d'arbres disséminés à haute valeur biologique (morts, sénescents, à cavités…)	3 à 4 tiges / ha à l'intérieur des parcelles s'ils existent0. (cf.§2.2.2.)	
Conservation de bois mort au sol		
Maintien de quelques souches hautes (arbres tarés au pied)		
Conservation des éléments particuliers essentiels à la survie de certaines espèces		
Privilégier, chaque fois que possible, des peuplements mélangés	On gardera 80 % de chêne.	
Privilégier, chaque fois que possible, la régénération naturelle des essences adaptées		
Non introduction d'espèces génétiquement modifiées		

Maintien de lisières externes et internes diversifiées	
Calendrier des coupes et travaux évitant le dérange ment des espèces rares ou protégées dans les périodes sensibles de leur cycle vital	En cas de présence avérée, dans la mesure du possible.
Ne pas faucher les accotements au printemps et à l'automne.	Ces milieux sont nécessaires à la bondrée apivore.

B - Biodiversité remarquable (hors réserves biologiques et réserves naturelles)

- **Programme d'actions en faveur de la biodiversité remarquable**

L'entretien de pelouses calcaires doit être poursuivi. Les fauchages doivent être réalisés en automne. Ces pelouses pourront être étendues sous réserve d'autorisation de la DRIAF (avis favorable de l'ONF).
La biodiversité doit être suivie par des inventaires :

- Faune/flore des mares pour évaluer l'impact des travaux de restauration des mares au cours de l'aménagement précédent,
- Suivi ornithologique en deuxième partie d'aménagement, pour les espèces de la Directive et celles plus particulièrement inféodées aux milieux ouverts,
- Faune/flore des pelouses calcaires pour évaluer l'impact des fauches.

Numéro	Priorité (1 ou 2)	Description de l'action Espèce(s) ou Habitat(s) concerné(s)	Localisation	Surface ou quantité	Précautions Observations	Coût indicatif de l'action (€ HT)	I/E
	1	Entretien des prairies calcicoles Fauchage sous les pins des coteaux calcaires Fauchage d'une lisière	P. 1 43, 31, 32, 81, 90.	10 ha		260 000	E
	4	Suivi de la faune/flore des mares Recherche des prédateurs, Réorientation de la gestion en fonction des résultats		Quatre inventaires pendant la durée de l'aménagement	Pour les amphibiens : 3 passages par an sur chaque mare. 2 années successives d'inventaires, puis deux années 10 ans plus tard.	100 000	E
	2	Suivi ornithologique sur la forêt			Un inventaire pendant la durée de l'aménagement. En particulier suivi des espèces de milieu ouvert.	10 000	E
	3	Inventaire de suivi de la faune/flore des prairies calcicoles et des zones fauchées.		10 ha	Un inventaire en début d'aménagement	10 000	E
		Défrichement des pins noirs sur coteaux calcaires en deux opérations à 10 ans d'intervalle.	P. 1	4 ha	Soumis à autorisation. Avis favorable de l'ONF.	3 000	I
					Coût total BIODIVERSITE REMARQUABLE (€)	483 000	
					Coût moyen annuel BIODIVERSITE REMARQUABLE (€/an)	24 150	

Le coût moyen annuel se répartit en dépenses d'entretien pour 24 000 € et d'investissement sous condition d'autorisation pour 150 €.

C – Réserves biologiques et réserves naturelles

Sans objet.

D – Documents techniques de référence

La gestion des mares forestières de plaine (F. ARNALBODI et N. ALBAN).

2.5.4 Programme d'actions FONCTIONS SOCIALES DE LA FORET

A - Accueil et paysage

- **Objectifs de l'accueil et organisation générale de l'accueil, des circulations et des fréquentations**

  Le propriétaire a pour objectif d'augmenter la fréquentation de la forêt, tout en préservant la biodiversité et la production de bois.
  Le public visé est un public familial, mais aussi les groupes en forêt (randonneurs…) ou en structure d'accueil à la journée à la ferme des Huit Routes. L'utilisation de la maison de Châtillon est encore en réflexion.

  L'étude paysagère a réfléchi l'organisation de l'accueil autour de plusieurs axes :
  - L'accessibilité,
  - Le paysage (peuplements et opérations ponctuelles),
  - Les activités (création de chemins, découvertes…)

  Ces actions, y compris celles hors forêt dans le périmètre du PRIF, sont résumées *carte N°20*.

  Les parkings en projet pour faciliter l'accès au massif sont souvent situés hors forêt et supposent donc une acquisition foncière ou un accord avec le propriétaire.
  Pour garder un sous-bois clair dans les vallons, on n'appliquera pas le référentiel de sylviculture en irrégulier dans ces secteurs.
  Des points de vue doivent être ouverts à la faveur des martelages.
  L'étude prévoit de redessiner plusieurs carrefours dans la partie est du plateau de Rosny. Cela pourrait rééquilibrer la fréquentation sur ce secteur. Le carrefour Isabelle (P. 8/9/20/21) fait partie de ce programme ; situé dans un site archéologique, l'avis du SRA doit être pris en amont de toute étude sur l'opportunité d'y faire des travaux.
  L'étude prévoit de développer la communication autour des sites archéologiques. L'avis du SRA doit également être pris sur l'opportunité de cette action pour ne pas risquer une détérioration des sites.

  En complément de cette étude, le propriétaire prévoit d'élargir certaines routes. La carte N°25 présente une première esquisse de ce projet. Les études devront veiller à ne pas détériorer les vestiges du carrefour Isabelle. Par ailleurs, tout élargissement de chemin dans les coteaux des vallons (Vallée de Prés et vallon d'Apremont) devra être particulièrement étudié pour ne pas abîmer ces entités paysagères d'où se dégage une sérénité certaine recherchée par le public.

- **Schéma d'accueil du public**

  L'enjeu social ne justifie pas l'élaboration d'un schéma d'accueil du public.

- **Programme d'actions en faveur de l'accueil et du paysage**

Les actions définies précédemment sont résumées ici :

Numéro	Priorité (1 ou 2)	Description de l'action	Localisation	Surface ou quantité	Précautions Observations	Coût indicatif de l'action (€ HT)	I/E
ACCUEIL DU PUBLIC							
ACC1		Propreté Broyage des accotements			Ne pas faucher les accotements au printemps et à l'automne.	740000	E
…		Mise en sécurité			La reprise des coupes devrait permettre de faire baisser ce budget.	31000	E
...		Création de parking	P. 28 P. 45 P. 85			225000	I
PAYSAGE							
…		Aménagement de carrefours	P.14-37 P.22-41 P. 41-51 P. 55-80 P. 58-72			25000	I
		Conservation de tiges au-delà du diamètre d'exploitabilité (cf. § 2.2.2.)				Non évalué	
					Coût total ACCUEIL - PAYSAGE (€)	**1 021 000**	
					Coût moyen annuel ACCUEIL - PAYSAGE (€/an)	**51 050**	

Ces dépenses se ventilent en dépenses d'entretien pour 771 000 € (soit 38 550 €/an) et dépenses d'investissement pour 250 000 € (soit 12 500 €/an).

Tous les projets ne sont pas chiffrés, notamment ceux de réfection des bâtiments pour l'accueil du public, et ceux de valorisation des paysages (sentiers pédagogiques ou autre).

- **Principes paysagers et clauses techniques applicables aux actions forestières (coupes et travaux)**

On se réfèrera à :

- « Guide du paysage de la Direction territoriale Ile de France-Nord Ouest » (document ONF), notamment pour ce qui concerne l'implantation des cloisonnements et le traitement des lisières.
- « Guide de savoir-faire pour une meilleure intégration paysagère des gazoducs en forêt » (document ONF / GRT Gaz).

- **Documents techniques de référence**

Sans objet.

- **Carte du schéma d'accueil du public**

  Il n'y a pas de schéma d'accueil du public.

B - Ressource en eau potable

Se reporter au § 1.3.3.B.

C – Chasse – Pêche

- **Etat des lieux**

  L'ensemble du massif est en déséquilibre sylvo-cynégétique à cause d'une densité de chevreuils incompatible avec l'acquisition d'une régénération de chêne diffuse aboutissant d'ici 30 ans à la qualification de 80 perches/ha. Aucun dispositif de protections ne permettrait de pallier l'abroutissement en traitement irrégulier.
  Le lièvre est également très présent.

  Le schéma départemental de gestion cynégétique est en cours de révision.

- **Principales caractéristiques des activités de chasse**

  Il y a trois lots de chasse sur la forêt *(carte N°26)*. La plaine agricole est « hors lots », mais est chassée une à deux fois par an.

  Depuis 2004, les prélèvements de chevreuils ont été les suivant :

saison	Prélèvement chevreuils	Prélèvement sangliers
2004-2005	8	3
2005-2006	16	11
2006-2007	59	88
2007-2008	61	66
2008-2009	62	35
2009-2010	63	29
2010-2011	66	81
2011-2012	58	125
2012-2013	66	117
2013-2014	72	160
2014-2015	107	87

  Sur les chevreuils, la moyenne des poids pleins oscille entre 10,75 kg et 16,33 kg (valeur 2014-2015). Elle est en augmentation depuis la saison 2011-2012. La moyenne des métatarses suit celle des poids pleins.

- **Programme d'actions Chasse - Pêche**

  Le suivi des variations de population de chevreuils et de pression sur la flore a été mis récemment en place :
  - par Indices Kilométriques IK en 2013-2014,
  - par Indice de Consommation (IC), commencé en 2015.

  Le suivi des dégâts par installation d'enclos-exclos est programmé pour 2016 si des plages de semis suffisamment grandes sont identifiées.

  Dans l'immédiat, il faut maintenir et réaliser le plan de chasse à un niveau proche de celui de 2015-2016 pendant 3 ou 4 ans selon l'évolution des populations puis le stabiliser à un niveau plus bas en fonction du résultat du suivi par IC et IK et de l'observation des dégâts aux semis (enclos-exclos).
  Ensuite, en fonction du résultat des suivis de population, mise en place de contrats sylvo-cynégétiques avec les adjudicataires.

Numéro	Priorité (1 ou 2)	Description de l'action	Localisation	Surface ou quantité	Précautions Observations	Coût indicatif de l'action (€ HT)	I/E
Actions ciblant le suivi de l'impact des chevreuils pour décider du niveau de plan de chasse pour un retour à l'équilibre sylvo-cynégétique							
CHP1		Installation d'enclos-exclos (dès que le capital est descendu à 18 m2/ha)	Lot 1	2	A installer à 10 ans d'intervalle dès que la régénération est enclanchée	3 000	I
CHP2		Installation d'enclos-exclos (dès que le capital est descendu à 18 m2/ha)	Lot 2	4	A installer à 5 ans d'intervalle dès que la régénération est enclanchée	6 000	I
CHP3		Installation d'enclos-exclos (dès que le capital est descendu à 18 m2/ha)	Lot 3	30	Installer 2 dispositifs tous les 10 ans par tranche de 100 ha lorsque la régénération sera enclanchée. Ne pas installer les dispositifs en une seule fois, mais étaler les travaux dans le temps (tous les 2 ou 3 ans).	45 000	I
CHP4		Suivi par IC et IK				Non chiffré	
					Coût total CHASSE PECHE (€)	54 000	
					Coût moyen annuel CHASSE PECHE (€/an)	2 700	

Le nombre d'enclos-exclos du lot N° 3 pourra être ajusté en fonction de la vitesse à laquelle la régénération s'installe, et de la vitesse de croissance des semis.

D - Pastoralisme

Sans objet.

E – Affouage et droits d'usage

La région ne souhaite pas faire de l'affouage dans cette forêt, mais délivre du bois à des cessionnaires.

F - Richesses culturelles

- **Etat des lieux**

Une étude archéologique de 2007 inventorie les sites et indices archéologiques. C'est à partir de ce document qu'on a défini des contraintes « de préservation des vestiges archéologiques » pour l'exploitation forestière et pour les aménagements paysagers.

Hors forêt, le parc du château de Sully est classé MH. Son périmètre de protection passe par le bois de Châtillon.

Le tableau suivant liste les vestiges

Richesses culturelles	Description succincte Statut de protection	Localisation	Précautions à prendre par la gestion forestière
Ruines du château des Beurons et de son parc	Ruines du château Présomption de vestige du parc Forte sensibilité Pas de statut de protection	P. 90 et 94	Demander l'avis du SRA avant toute exploitation.
Tuilerie des Vieilles Fosses	Restes de mobilier Forte sensibilité Pas de statut de protection	P. 40, 41, 55, 56	Demander l'avis du SRA avant toute exploitation.
Enceinte du Carrefour Isabelle	Levée de terre Sensibilité moyenne Pas de statut de protection	P. 8, 9, 20, 21	Demander l'avis du SRA avant toute exploitation.
Four à Chaux	Mobilier et mouvements du sol Sensibilité moyenne Pas de statut de protection	P. 80, 84	Demander l'avis du SRA avant toute exploitation.
Enceinte « Zuber »	Sensibilité moyenne Pas de statut de protection	P. 38	Demander l'avis du SRA avant toute exploitation
« La Folle aux Potiers »	Plus de trace Faible sensibilité Pas de statut de protection	P. 43	
Vestiges lithiques	Mobilier Faible sensibilité Pas de statut de protection	P. 11, 12, 13	
Maison du garde du Trébuchet	Aujourd'hui disparue Faible sensibilité Pas de statut de protection	P. 1	
Route du Canal	Structure linéaire en creux Faible sensibilité Pas de statut de protection	P. 72, 81, 82	
Kiosque	Kiosque début 20ème Faible sensibilité Pas de statut de protection	P. 29	
Maison du garde Faisandier	Aujourd'hui disparue Faible sensibilité Pas de statut de protection	P. 27, 43	
Les 3 ponts de Vallée des Prés	Aujourd'hui disparus sauf en forêt privée. Faible sensibilité Pas de statut de protection	P. 1 à 7	
Maison forestière du Châtillon	Actuellement occupée. Faible sensibilité Pas de statut de protection	P. 32	

« Pavillon »	Aujourd'hui disparu. Faible sensibilité Pas de statut de protection	P. 55	
Pont de « Roller »	Pont récent à l'emplacement d'un pont plus ancien. Faible sensibilité Pas de statut de protection	P. 1 à 7	

La carte des vestiges archéologiques : carte N°19.

- **Programme d'actions Richesses culturelles**

  Il n'y a pas lieu de prévoir une mise en sécurité des vestiges.

- **Documents techniques de référence**

  Une étude a été réalisée en 2007 par le Service Etude du Patrimoine Culturel et Archéologique de l'ONF. Elle traite de :
  - Inventaire des sites et indices archéologiques
  - Etude régressive et ancienneté de la forêt
  - Inventaire des cartes et plans anciens.

2.5.5 Programme d'actions PROTECTION CONTRE LES RISQUES NATURELS

Sans objet.

2.5.6 Programme d'actions MENACES PESANT SUR LA FORET

A – Incendies de forêts

Sans objet.

B – Déséquilibre sylvo-cynégétique

Le renouvellement de la forêt est conditionné par la baisse du niveau de population de chevreuils. Les mesures pour contrôler les populations sont détaillées au § 2.5.4-C.

C – Crises sanitaires

Sans objet.

D - Tassement des sols

On rappelle qu'à l'exception des sols très caillouteux, un sol humide, voire seulement frais, est toujours sensible. Un tassement peut être causé en profondeur sans qu'aucune trace ne soit apparente en surface, aussi le passage d'engins dans la parcelle doit être organisé et nécessite des précautions particulières. Sur sol sensible, on enregistre 80 % à 90 % du tassement des horizons de surface entre le premier et le troisième passage d'engins.

- **Carte de la sensibilité des sols au tassement**

  Carte N°27.

  Les précautions à prendre sur sols moyennement sensibles peuvent être l'étalement d'une couche de rémanents de 30 cm d'épaisseur minimum, la réduction de la charge des engins ou encore l'incitation à l'utilisation de pneus larges et tracks à tuiles larges. Sur sols très sensible, le débardage doit être reporté à un moment ou le sol est soit ressuyé, soit gelé.

2.5.7 Programme d'actions ACTIONS DIVERSES

A – Certification PEFC

La forêt est certifiée PEFC.

B – Autres actions

Le propriétaire a l'intention d'obtenir la certification FSC.

2.5.8 Analyse Natura 2000 et compatibilité de l'aménagement avec le DOCOB

- **Analyse des impacts de l'aménagement sur les habitats et les espèces d'intérêt communautaire du site Natura 2000**

Habitats et espèces d'intérêt communautaire concernés	surf.[1] (ha)	**Décisions de l'aménagement pouvant engendrer un impact**	surf.[2] (ha)	**Actions de préservation prévues par l'aménagement**	**Effets attendus et nature du bilan**
Pic Mar		Coupe des arbres de gros diamètre		Mise en place d'îlots de vieux bois Conservation de 3 à 4 arbres bio à l'ha (dont des arbres à cavité).	Neutre
Pic Noir		Coupe des arbres de gros diamètre		Mise en place d'îlots de vieux bois dont un îlot avec de gros hêtres et un autre avec du pin sylvestre. Conservation de 3 à 4 arbres bio à l'ha (dont des arbres à cavité).	Neutre
Bondrée Apivore		Coupe des grands arbres Suppression des régénérations		Mise en place d'îlots de vieux bois Travail sur les lisières avec la plaine agricole au cours des coupes Ne pas faucher les accotements au printemps et à l'automne.	Négatif négligeable (peu de surfaces en régénération dans l'aménagement passé)
Bilan général	**L'aménagement engendre des effets notables dommageables sur les habitats et espèces d'intérêt communautaire du site Natura 2000**				**non**

	L'aménagement forestier est compatible avec les objectifs de gestion et de conservation définis par le DOCOB	**oui**

surf.[1] : surface de l'habitat sur l'ensemble du site Natura 2000 (si surface connue).
surf.[2] : surface de l'habitat impactée par la décision d'aménagement.

Les travaux de desserte prévus consistent en une amélioration de la desserte déjà existante. Il n'est pas prévu de création de route forestière. Ils n'auront pas d'incidence sur le milieu et ne sont pas soumis à procédure.

2.5.9 Compatibilité avec les autres réglementations visées par les articles L. 122-7 (§ 2°) et L. 122-8 du code forestier

Réglementation concernée	surf.[1] (ha)	**Décisions de l'aménagement pouvant engendrer un impact**	surf.[2] (ha)	**Précautions spécifiques prévues par l'aménagement**	**Effets attendus et nature du bilan**
Périmètre de protection du parc du château de Sully (MH classé)	5	Coupes de bois	4	Le traitement irrégulier garanti un couvert continu.	Neutre

surf.[1] : surface concernée par la réglementation dans le périmètre de la forêt
surf.[2] : surface impactée par la décision d'aménagement

Le bois de Châtillon est pour 5 ha dans le périmètre de protection du parc du château de Sully, dont 4 ha sont en sylviculture sans coupes rases (traitement irrégulier). Par ailleurs, la route départementale et la voie de chemin de fer qui passent entre le parc et la forêt limitent la vision vers la forêt.

TITRE 3 – RECAPITULATIFS – INDICATEURS DE SUIVI

3.1 RECAPITULATIFS

A – Volumes de bois à récolter

RECAPITULATIF DES VOLUMES DE BOIS A RECOLTER ANNUELLEMENT

ESSENCES et DIAMETRES			RECOLTE (m3 de bois volume fort annuel)		
			Prévisible	conditionnel	passé
Feuillus	Chêne	50 et +	773	280	
volume tige		30-45	993	360	
sur écorce		25 et -	441	160	
(hors taillis		Total	2207	799	
et houppiers)	Autres feuillus	Total	458	166	
	Total feuillus		2666	965	
Résineux					
volume tige					
sur écorce					
hors houppiers	Total résineux		102	37	
Global	Total tiges		2768	1002	
	Taillis		492	486	
	Houppiers		830	301	
	Total général		4090	1789	514
Récolte annuelle par ha (vol. bois fort total)			m3/ha/an	m3/ha/an	m3/ha/an
Sur la surface retenue pour la gestion			3,3	1,5	0,4
Sur la surface en sylviculture			3,8	1,7	0,5
			m3/an		
Récolte annuelle non mobilisée sur les îlots de sénescence			428		

Le volume prévisionnel présenté ci-dessus est une estimation du volume prévisible annuel moyen récoltable, correspondant à la mise en œuvre du programme de coupes de cet aménagement.

Le bilan passé a été fait sur les 12 années de l'aménagement.

La récolte totale (prévisible et conditionnelle) est supérieure d'une part à celle réalisée pendant l'aménagement précédent. Elle est légèrement supérieure à l'accroissement naturel. Cela tient :

- au report de coupes par le passé,
- au passage au traitement irrégulier de peuplements régularisés bois moyens, qui implique une faible décapitalisation,
- à la forte capitalisation des secteurs non encore desservis.

B – Estimation de la recette bois

L'estimation de la recette bois annuelle est la suivante :

Produits ligneux			Volume annuel		Recette prévisible produits ligneux			
			Prévisible	conditionnel	PU estimé	Prévisible	conditionnel	Passé
			m3/an	m3/an	€/m3	€/an	€/an	
Produits (bois sur pied)	Chêne	50 et +	773	280	60	46351	16779	
		30-45	993	360	35	34763	12584	
		25 et -	441	160	15	6622	2397	
	Autres feuillus	Total	458	166	25	11460	4148	
	Taillis	Total	492	486	10	4916	4864	
	Houppiers	Total	830	301	6	4982	1804	
	Résineux	Total	102	37	30	3072	1112	
	Total		4090	1789		112167	43688	
Produits(bois façonné)								
	Total					0	0	
Recette brute produits ligneux								

Coûts liés à l'exploitation des bois façonnés	Volume annuel		Coût unitair estimé	Coût Prévisible	Coût conditionnel
	Prévisible	conditionnel			
	m3/an	m3/an	€/m3	€/an	€/an
Total	0	0		0	0

RECAPITULATIF : recettes nettes produits ligneux	Prévisible	conditionnel	Passé (2001-2012)
	€/an	€/an	€/an
	112167	43688	17611
			Passé (2009-2014)
			€/an
			13040

La baisse des recettes dans les dernières années de l'aménagement précédent s'explique par l'absence de ventes en 2011 et 2013.

C – Recettes – Dépenses – Récapitulatif global annuel

RECAPITULATIF DES RECETTES ET DES DEPENSES ANNUELLES			Prévisible €/an		conditionnel €/an		Passé €/an	
Recettes nettes annuelles	Bois		112167		43688		17611	
	Chasse-pêche		48000		0		48000	
	Autres recettes (cumul)		11109		0			
	dont :	*Baux agricoles*	*6609*					
		Storengy	*4500*					
	Total		171276		43688		65611	
Subventions					0			

			Prévisible €/an		conditionnel €/an		Passé €/an	
			Investissement	Entretien	Investissement	Entretien	Investissement	Entretien
Dépenses annuelles	Desserte		12 800	30000	12 550			
		ss-total		42800		12550		
	Actions sylvicoles		33936		8568		15000	
		ss-total		33936		8568		
	Autres actions	Cumul	15525	62550	150	0	0	52585
		ss-total		78075		150		
	Détail	*Foncier*	325					
		Biodiversité		*24000*	*150*			*14035*
		accueil-paysage	*12 500*	*38550*				38550
		Chasse-pêche	2 700					
	Total dépenses (I/E)		62261	92550	21268	0	15000	52585
	Frais de garderie			19760		5243		7873
	Contribution à l'ha			2452				
	Total des Dépenses			177023		26511		75458

BILAN GLOBAL RECETTES DEPENSES		Prévisible €/an	conditionnel €/an
Bilan annuel global	€/an	-5747	17178
		€/ha/an	€/ha/an
Sur surface retenue pour la gestion		-4,69	14,01
Sur surface en sylviculture		-5,33	15,93

La taxe à l'ha s'applique sur les surfaces cultivées et faisant l'objet d'un bail agricole. Les frais de garderie ne s'appliquent pas sur les baux agricoles. A l'avenir, si les zones agricoles sont distraites du régime forestier, le bilan financier sera légèrement moins favorable.

Le bilan est légèrement négatif, du fait de l'importance des dépenses d'accueil du public et de suivi de la biodiversité, mais ne tient pas compte des subventions des autres collectivités.

3.2 Indicateurs de suivi de l'aménagement

TABLEAU DE BORD DES INDICATEURS NATIONAUX POUR LA MISE EN OEUVRE DE L'AMENAGEMENT FORESTIER

INDICATEURS NATIONAUX POUR TOUS LES AMENAGEMENTS FORESTIERS				
CONTEXTE		**INDICATEUR**		**Périodicité d'analyse**
RENOUVELLEMENT	Futaie régulière et futaie par parquets : forêts ou parties de forêts à suivi surfacique du renouvellement	Effort de régénération retenu : Surface à ouvrir (So)	0 ha	Périodique (max. 5 ans)
		Surface en régénération à terminer (St)	0 ha	Périodique (max. 5 ans)
	Futaie irrégulière et futaie jardinée : forêts ou parties de forêts à suivi non surfacique du renouvellement	Surface terrière moyenne des peuplements	13-14 m^2/ha	Début et fin de l'aménagement
		% de la surface avec une régénération satisfaisante, de densité au moins égale au seuil fixé par la directive territoriale	20 %	Début et fin de l'aménagement
		Densité de perches	80 tiges/ha	Début et fin de l'aménagement
	Taillis simple	Surface à passer en coupe de taillis simple ou par parquets ($S_{taillis}$)	0 ha	Périodique (max. 5 ans)
	Taillis sous futaie ou taillis fureté	Surface à passer en coupe de taillis sous futaie ou taillis fureté (S_{TSF})	0 ha	Périodique (max. 5 ans)
RECOLTE	Sur l'ensemble des peuplements forestiers en sylviculture de production	Surface terrière totale à récolter durant l'aménagement (m^2). Tiges précomptables.	8170 m^2	Périodique (max. 5 ans)
		Volume total bois fort sur écorce à récolter durant l'aménagement (m^3). Tiges précomptables et non précompt.	81 799 m^3	Périodique (max. 5 ans)

Les valeurs indiquées ci-dessus sont les valeurs théoriques à atteindre en fin d'aménagement. Cependant la surface terrière cible, ainsi que le nombre de perches cible ne pourront être atteints qu'au bout de deux aménagement.
Les prévisions de récoltes s'entendent sur les secteurs desservis.

Pour évaluer ces indicateurs, l'AEV mettra en place en partenariat avec l'ONF un protocole de suivi des massifs traités en futaie irrégulière. Ce suivi sera adapté selon la taille du massif, l'hétérogénéité des peuplements, et les moyens à disposition du gestionnaire et du propriétaire. Selon les cas le suivi pourra ainsi prendre la forme de placettes permanentes, de dispositifs AFI, d'inventaires avant martelage ou de points typologiques.

Signatures et mention des consultations réglementaires

	date		*nom, fonction*	*signature*
Document				
Rédigé le :	24 février 2016	**par :**	Catherine Aristaghes Aménagiste	
Vérifié le :	26 février 2016	**par :**	Milène Gentils Responsable service forêt	
Proposé le :		**par :**		

- Consultation des communes de situation et le cas échéant des communes limitrophes : 24/06/2016

ANNEXES

ANNEXE 1 : liste des parcelles cadastrales soumises.
ANNEXE 2 : Surface des parcelles forestières.
ANNEXE 3 : 1er protocole de description.
ANNEXE 4 : 2ème protocole de description.
ANNEXE 5 : principaux résultats des inventaires floristiques et faunistiques, espèces protégées ou déterminant ZNIEFF, rares ou menacées (hors oiseaux).
ANNEXE 6 : Autres résultat des inventaires floristiques et faunistiques (sauf oiseaux).
ANNEXE 7 : inventaire CORIF 1992-1997.
ANNEXE 8 : liste des espèces recensées dans le cadre du DOCOB de la ZSP.
ANNEXE 9 : Programmation des contrôles des parcelles qui passent en coupe non conditionnelle.
ANNEXE 10 : Programmation des contrôles des parcelles qui passent en coupe conditionnelle.

Annexe 1 : liste des parcelles cadastrales

Parcelle cadastrale	Commune	Surface (cadastre 2016)	Observations
A 72	BREVAL	0,2620	
A 75	BREVAL	0,1325	
A 76	BREVAL	22,1295	
A 78	BREVAL	0,3710	
A 82	BREVAL	0,2110	
A 90	BREVAL	0,6140	
A 92	BREVAL	0,4760	
A 98	BREVAL	0,4390	
A 100	BREVAL	0,1730	
A 103	BREVAL	0,2270	
A 108	BREVAL	0,2560	
Y 1	JOUY-MAUVOISON	0,5890	
Y 23	JOUY-MAUVOISON	2,8055	
Y 28	JOUY-MAUVOISON	0,7020	
S 1	PERDREAUVILLE	0,5690	
S 6	PERDREAUVILLE	1,0320	
S 16	PERDREAUVILLE	0,7625	
S 236	PERDREAUVILLE	0,1990	
S 239	PERDREAUVILLE	0,7915	
S 240	PERDREAUVILLE	0,6500	
S 345	PERDREAUVILLE	0,0560	
S 347	PERDREAUVILLE	0,3150	
S 348	PERDREAUVILLE	0,4755	
S 349	PERDREAUVILLE	0,0030	
S 350	PERDREAUVILLE	29,5675	
S 351	PERDREAUVILLE	0,1925	
S 357	PERDREAUVILLE	0,1575	
S 358	PERDREAUVILLE	7,9830	
S 363	PERDREAUVILLE	1,0700	
S 389	PERDREAUVILLE	0,1000	arrêté 21/10/2015
S 446	PERDREAUVILLE	83,9975	
Y 025	PERDREAUVILLE	1,3275	arrêté 21/10/2015
Y 26	PERDREAUVILLE	0,1455	
Y 27	PERDREAUVILLE	0,2552	
Y 31	PERDREAUVILLE	7,5188	
Y 33	PERDREAUVILLE	4,1124	
Y 34	PERDREAUVILLE	0,3924	
Y 36	PERDREAUVILLE	0,3685	
Y 51	PERDREAUVILLE	0,9675	
Y 53	PERDREAUVILLE	3,3680	
Y 57	PERDREAUVILLE	0,3050	
Y 58	PERDREAUVILLE	0,5880	
Y 59	PERDREAUVILLE	1,5915	
Y 60	PERDREAUVILLE	0,8660	
Y 61	PERDREAUVILLE	0,2285	
Y 62	PERDREAUVILLE	27,8830	
Y 63	PERDREAUVILLE	0,0935	
Y 79	PERDREAUVILLE	0,5935	
Y 91	PERDREAUVILLE	0,3680	
Y 95	PERDREAUVILLE	0,0413	
Y 99	PERDREAUVILLE	0,4065	

Y 121	PERDREAUVILLE	14,0295	
Y 126	PERDREAUVILLE	0,0510	
B 116	ROSNY-SUR-SEINE	0,1042	
B 117	ROSNY-SUR-SEINE	0,0156	
B 118	ROSNY-SUR-SEINE	0,0865	
B 120	ROSNY-SUR-SEINE	0,1018	
B 126	ROSNY-SUR-SEINE	0,4737	
B 127	ROSNY-SUR-SEINE	0,1163	
B 129	ROSNY-SUR-SEINE	0,0541	
B 134	ROSNY-SUR-SEINE	0,0705	
B 138	ROSNY-SUR-SEINE	0,0454	
B 140	ROSNY-SUR-SEINE	0,1990	
B 141	ROSNY-SUR-SEINE	0,0310	
B 143	ROSNY-SUR-SEINE	0,0193	
B 144	ROSNY-SUR-SEINE	0,1363	
B 145	ROSNY-SUR-SEINE	0,0576	
B 146	ROSNY-SUR-SEINE	0,1158	
B 147	ROSNY-SUR-SEINE	0,1170	
B 148	ROSNY-SUR-SEINE	0,0570	
B 149	ROSNY-SUR-SEINE	0,1347	
B 150	ROSNY-SUR-SEINE	0,0409	
B 151	ROSNY-SUR-SEINE	0,0503	
B 152	ROSNY-SUR-SEINE	0,0473	
B 153	ROSNY-SUR-SEINE	0,1919	
B 154	ROSNY-SUR-SEINE	0,0662	
B 155	ROSNY-SUR-SEINE	0,0198	
B 157	ROSNY-SUR-SEINE	0,0415	
B 158	ROSNY-SUR-SEINE	0,0585	
B 159	ROSNY-SUR-SEINE	0,2062	
B 160	ROSNY-SUR-SEINE	0,0967	
B 161	ROSNY-SUR-SEINE	0,1177	
B 162	ROSNY-SUR-SEINE	0,0742	
B 164	ROSNY-SUR-SEINE	0,0394	
B 165	ROSNY-SUR-SEINE	0,8590	

B 166	ROSNY-SUR-SEINE	0,0035	
B 168	ROSNY-SUR-SEINE	0,1617	
B 169	ROSNY-SUR-SEINE	0,0014	
B 170	ROSNY-SUR-SEINE	9,8294	
B 175	ROSNY-SUR-SEINE	0,2428	
B 176	ROSNY-SUR-SEINE	0,7506	
B 177	ROSNY-SUR-SEINE	0,2257	
B 183	ROSNY-SUR-SEINE	0,0806	
B 184	ROSNY-SUR-SEINE	0,0825	
B 188	ROSNY-SUR-SEINE	0,0481	
B 190	ROSNY-SUR-SEINE	0,0411	
B 245	ROSNY-SUR-SEINE	0,0610	
B 246	ROSNY-SUR-SEINE	0,0743	arrêté 21/10/2015
B 247	ROSNY-SUR-SEINE	0,1238	
B 248	ROSNY-SUR-SEINE	0,1050	
B 249	ROSNY-SUR-SEINE	0,1325	
B 250	ROSNY-SUR-SEINE	0,0433	
B 251	ROSNY-SUR-SEINE	0,0553	
B 252	ROSNY-SUR-SEINE	0,0887	
B 253	ROSNY-SUR-SEINE	0,0713	
B 254	ROSNY-SUR-SEINE	0,2243	
B 255	ROSNY-SUR-SEINE	0,3472	
B 256	ROSNY-SUR-SEINE	0,1659	
B 257	ROSNY-SUR-SEINE	0,2022	
B 258	ROSNY-SUR-SEINE	0,2655	
B 259	ROSNY-SUR-SEINE	0,0483	
B 260	ROSNY-SUR-SEINE	0,0370	
B 261	ROSNY-SUR-SEINE	0,0361	
B 262	ROSNY-SUR-SEINE	1,3332	
B 263	ROSNY-SUR-SEINE	2,5289	
B 551	ROSNY-SUR-SEINE	0,0446	
B 552	ROSNY-SUR-SEINE	0,2333	arrêté 21/10/2015
B 588	ROSNY-SUR-SEINE	1,9565	

B 605	ROSNY-SUR-SEINE	0,8330	
C 95	ROSNY-SUR-SEINE	0,0932	
C 575	ROSNY-SUR-SEINE	1,1398	arrêté 21/10/2015
C 584	ROSNY-SUR-SEINE	0,9208	arrêté 21/10/2015
C 585	ROSNY-SUR-SEINE	0,4558	arrêté 21/10/2015
C 589	ROSNY-SUR-SEINE	0,7827	
C 590	ROSNY-SUR-SEINE	0,1174	arrêté 21/10/2015
C 600	ROSNY-SUR-SEINE	11,6798	
C 601	ROSNY-SUR-SEINE	0,1389	
C 603	ROSNY-SUR-SEINE	0,5158	
C 604	ROSNY-SUR-SEINE	0,2541	
C 605	ROSNY-SUR-SEINE	0,2662	
C 606	ROSNY-SUR-SEINE	0,2710	
C 607	ROSNY-SUR-SEINE	0,3230	
C 690	ROSNY-SUR-SEINE	0,0111	
C 691	ROSNY-SUR-SEINE	0,0332	
C 698	ROSNY-SUR-SEINE	**0,3026**	arrêté 21/10/2015 (0,1450 ha sur l'arrêté)
C 700	ROSNY-SUR-SEINE	0,1450	arrêté 21/10/2015
I 4	ROSNY-SUR-SEINE	9,8719	
I 5	ROSNY-SUR-SEINE	14,3078	
I 6	ROSNY-SUR-SEINE	16,1726	
I 8	ROSNY-SUR-SEINE	28,2000	
I 13	ROSNY-SUR-SEINE	43,6930	
I 14	ROSNY-SUR-SEINE	63,6220	
I 15	ROSNY-SUR-SEINE	47,8912	
I 16	ROSNY-SUR-SEINE	13,4959	
I 17	ROSNY-SUR-SEINE	0,0032	
I 18	ROSNY-SUR-SEINE	14,0359	
I 19	ROSNY-SUR-SEINE	32,3744	
I 20	ROSNY-SUR-SEINE	18,8401	
I 21	ROSNY-SUR-SEINE	22,0512	
I 23	ROSNY-SUR-SEINE	23,4250	
I 24	ROSNY-SUR-SEINE	6,9062	

I 25	ROSNY-SUR-SEINE	5,7938	
I 26	ROSNY-SUR-SEINE	0,4662	
I 27	ROSNY-SUR-SEINE	19,8675	
I 28	ROSNY-SUR-SEINE	14,2209	
I 30	ROSNY-SUR-SEINE	24,2250	
I 34	ROSNY-SUR-SEINE	25,2125	
I 36	ROSNY-SUR-SEINE	21,1725	
I 44	ROSNY-SUR-SEINE	11,2875	
I 59	ROSNY-SUR-SEINE	10,5662	
I 60	ROSNY-SUR-SEINE	4,9325	
I 64	ROSNY-SUR-SEINE	26,3082	
I 65	ROSNY-SUR-SEINE	1,6229	
I 66	ROSNY-SUR-SEINE	1,5718	
I 69	ROSNY-SUR-SEINE	13,2675	
I 71	ROSNY-SUR-SEINE	1,2525	
I 85	ROSNY-SUR-SEINE	27,7228	
I 86	ROSNY-SUR-SEINE	43,7363	
I 87	ROSNY-SUR-SEINE	2,6373	
I 88	ROSNY-SUR-SEINE	31,5555	
I 92	ROSNY-SUR-SEINE	39,0300	
I 96	ROSNY-SUR-SEINE	14,9564	
I 97	ROSNY-SUR-SEINE	1,5912	
I 107	ROSNY-SUR-SEINE	26,5060	ex I 93
I 110	ROSNY-SUR-SEINE	3,4680	ex I 61 et I 62
I 111	ROSNY-SUR-SEINE	22,4724	ex I 61 et I 62
I 112	ROSNY-SUR-SEINE	0,9281	ex I 61 et I 62
I 113	ROSNY-SUR-SEINE	0,1734	ex I 61 et I 62
I 114	ROSNY-SUR-SEINE	0,3041	ex I 61 et I 62
I 115	ROSNY-SUR-SEINE	0,0699	ex I 61 et I 62
I 116	ROSNY-SUR-SEINE	0,0810	ex I 61 et I 62
I 117	ROSNY-SUR-SEINE	0,4060	ex I 61 et I 62
I 118	ROSNY-SUR-SEINE	0,2662	ex I 61 et I 62
I 119	ROSNY-SUR-SEINE	0,2605	ex I 61 et I 62

I 120	ROSNY-SUR-SEINE	0,2127	ex I 61 et I 62
I 121	ROSNY-SUR-SEINE	0,4035	ex I 38 à I 43 - I 45 à I 53 - I 99 à I 103
I 122	ROSNY-SUR-SEINE	0,1992	ex I 38 à I 43 - I 45 à I 53 - I 99 à I 103
I 123	ROSNY-SUR-SEINE	0,1268	ex I 38 à I 43 - I 45 à I 53 - I 99 à I 103
I 124	ROSNY-SUR-SEINE	0,6416	ex I 38 à I 43 - I 45 à I 53 - I 99 à I 103
I 125	ROSNY-SUR-SEINE	13,4991	ex I 38 à I 43 - I 45 à I 53 - I 99 à I 103
I 126	ROSNY-SUR-SEINE	15,3328	ex I 38 à I 43 - I 45 à I 53 - I 99 à I 103
I 127	ROSNY-SUR-SEINE	6,6875	ex I 38 à I 43 - I 45 à I 53 - I 99 à I 103
I 128	ROSNY-SUR-SEINE	0,8831	ex I 54 à I 58
I 129	ROSNY-SUR-SEINE	6,1662	ex I 54 à I 58
I 130	ROSNY-SUR-SEINE	1,9638	ex I 38 à I 43 - I 45 à I 53 - I 99 à I 103
I 131	ROSNY-SUR-SEINE	1,2962	ex I 38 à I 43 - I 45 à I 53 - I 99 à I 103
I 132	ROSNY-SUR-SEINE	0,6548	ex I 38 à I 43 - I 45 à I 53 - I 99 à I 103
I 133	ROSNY-SUR-SEINE	0,8327	ex I 38 à I 43 - I 45 à I 53 - I 99 à I 103
I 134	ROSNY-SUR-SEINE	1,8661	ex I 38 à I 43 - I 45 à I 53 - I 99 à I 103
I 135	ROSNY-SUR-SEINE	0,9883	ex I 54 à I 58
I 136	ROSNY-SUR-SEINE	1,4174	ex I 38 à I 43 - I 45 à I 53 - I 99 à I 103
I 137	ROSNY-SUR-SEINE	0,8196	ex I 38 à I 43 - I 45 à I 53 - I 99 à I 103
I 138	ROSNY-SUR-SEINE	0,5311	ex I 38 à I 43 - I 45 à I 53 - I 99 à I 103
I 139	ROSNY-SUR-SEINE	0,0804	ex I 38 à I 43 - I 45 à I 53 - I 99 à I 103
I 140	ROSNY-SUR-SEINE	0,0640	ex I 54 à I 58
I 141	ROSNY-SUR-SEINE	0,3386	ex I 38 à I 43 - I 45 à I 53 - I 99 à I 103
I 142	ROSNY-SUR-SEINE	0,1192	ex I 38 à I 43 - I 45 à I 53 - I 99 à I 103
I 143	ROSNY-SUR-SEINE	0,0565	ex I 54 à I 58
I 144	ROSNY-SUR-SEINE	0,1511	ex I 54 à I 58
I 145	ROSNY-SUR-SEINE	1,4315	ex I 38 à I 43 - I 45 à I 53 - I 99 à I 103
I 146	ROSNY-SUR-SEINE	0,1466	ex I 54 à I 58
I 147	ROSNY-SUR-SEINE	0,2270	ex I 38 à I 43 - I 45 à I 53 - I 99 à I 103
I 148	ROSNY-SUR-SEINE	0,3602	ex I 38 à I 43 - I 45 à I 53 - I 99 à I 103
I 149	ROSNY-SUR-SEINE	0,2780	ex I 38 à I 43 - I 45 à I 53 - I 99 à I 103
I 150	ROSNY-SUR-SEINE	0,4598	ex I 54 à I 58
I 151	ROSNY-SUR-SEINE	0,1212	ex I 54 à I 58
I 152	ROSNY-SUR-SEINE	0,0877	ex I 54 à I 58

I 153	ROSNY-SUR-SEINE	2,1669	ex I 38 à I 43 - I 45 à I 53 - I 99 à I 103
I 154	ROSNY-SUR-SEINE	8,2744	ex I 38 à I 43 - I 45 à I 53 - I 99 à I 103
I 155	ROSNY-SUR-SEINE	0,0503	ex I 38 à I 43 - I 45 à I 53 - I 99 à I 103
I 156	ROSNY-SUR-SEINE	0,0421	ex I 38 à I 43 - I 45 à I 53 - I 99 à I 103
I 157	ROSNY-SUR-SEINE	1,4946	ex I 38 à I 43 - I 45 à I 53 - I 99 à I 103
I 158	ROSNY-SUR-SEINE	0,0770	ex I 38 à I 43 - I 45 à I 53 - I 99 à I 103
I 164	ROSNY-SUR-SEINE	40,3830	ancien numéro : I 9, I10, I 11
ZD 3	ROSNY-SUR-SEINE	2,6030	
ZD 10	ROSNY-SUR-SEINE	2,3506	
ZD 20	ROSNY-SUR-SEINE	3,4168	
ZD 23	ROSNY-SUR-SEINE	4,7701	
ZD 24	ROSNY-SUR-SEINE	4,4856	
ZD 25	ROSNY-SUR-SEINE	10,2059	
ZD 026	ROSNY-SUR-SEINE	0,3318	arrêté 21/10/2015
ZD 27	ROSNY-SUR-SEINE	0,0683	
ZD 28	ROSNY-SUR-SEINE	0,0627	
ZD 29	ROSNY-SUR-SEINE	0,1416	
ZD 30	ROSNY-SUR-SEINE	10,3176	
ZD 32	ROSNY-SUR-SEINE	8,1068	
ZR 114	ROSNY-SUR-SEINE	0,2453	
ZS 5	ROSNY-SUR-SEINE	1,6897	
ZS 6	ROSNY-SUR-SEINE	13,8019	
ZS 7	ROSNY-SUR-SEINE	0,0861	
ZS 8	ROSNY-SUR-SEINE	2,0830	
ZS 9	ROSNY-SUR-SEINE	19,7202	
ZS 13	ROSNY-SUR-SEINE	0,6295	
ZS 14	ROSNY-SUR-SEINE	8,3895	
ZS 15	ROSNY-SUR-SEINE	0,0019	
ZS 17	ROSNY-SUR-SEINE	4,7544	

Annexe 2 : Surface des parcelles forestières

N° de Parcelle	Surface (ha)
001	21,30
002	17,36
003	7,87
004	8,52
005	17,82
006	9,47
007	8,57
008	9,70
009	6,98
010	10,93
011	20,26
012	11,03
013	10,03
014	10,08
015	8,04
016	11,25
017	14,98
018	12,25
019	15,28
020	14,01
021	10,04
022	12,25
023	13,23
024	6,15
025	7,56
026	6,65
027	10,81
028	6,70
029	6,19
030	4,95
031	4,34
032	6,74
033	5,07
034	19,62
035	16,47
036	9,83
037	7,08
038	7,24
039	15,08
040	19,18
041	13,44
042	7,24
043	10,30
044	8,90
045	2,64
046	5,80
047	8,27
048	13,96
049	13,50
050	7,63
051	14,38
052	6,33
053	16,09
054	17,27
055	15,16
056	13,99
057	9,84
058	15,74
059	24,45
060	21,62
061	7,95
062	10,09
063	4,45
064	13,71
065	19,65
066	14,91
067	8,30
068	13,12
069	12,49
070	31,49
071	6,07
072	21,73
073	6,35
074	11,29
075	14,11
076	9,40
077	10,43
078	10,47
079	10,88
080	28,00
081	21,19
082	11,61
083	10,70
084	23,23
085	18,76
086	20,03
087	10,17
088	8,13
089	2,57
090	13,85
091	7,07
092	9,99
093	9,16
094	5,68
095	6,67
096	7,80
097	2,81
098	2,36
099	2,73
100	7,99
101	40,99
102	27,34
103	1,93
104	0,24
105	0,10
106	0,99
TOTAL	**1226,44**

Annexe 3 : fiche du 1er protocole

OFFICE NATIONAL DES FORETS
Agence interdépartementale de Versailles

Forêt Régionale de Rosny

Révision d'aménagement - fiche de description des peuplements (H>12m) - 1er Protocole

Date de description :		**Parcelle :**		N° Placette	
Descripteurs :					

Gess. de production (m2/ha)				
Gess. d'accompagnement (m2/ha)		ESS. acc 1		ESS. acc 2	

Futaie : francs pieds à partir de 20 cm, brin de taillis à partir de 30 cm

Diamètre des 12 arbres les plus proches (ess. de prod ; par 10 cm)		**20-25**	**30-35**	**40-45**	**50-55**	**60-65**	**>70**
Nb de tiges	CHE						
	ESS 1						
	ESS 2						
	ESS 3						
	ESS 4						

Etat sanitaire des 10 arbres les plus proches	Nb arb. Dépérissants (classe 3 ou 4 DEPEFEU)	
	Nb arb. Secs	
	Nb arb. À cavité	

Taillis	G (à partir de 7,5 cm)		**ESS1**		**ESS 2**	
	commercialisable immédiatement?					
	commercialisable ds 10 ans?					
	Balivable ?					

Taillis commercialisable immédiatement : diam= 10 cm / dans 10 ans : diamètre = 5 cm
balivable : 1 brin droit et élancé, cépée vigoureuse. CHE/CHY/CHA/CHT

REGENERATION

% Renouvellement bas sur la placette (<12m sur un rayon de 25 m)

Composition du renouvellement			% ds les semis	présence de semis > 1,5 m
	ESS 1			
	ESS 2			
	ESS 3			
	ESS 4			
		Total	100	

Renouvellement haut sur la placette (> 12m sur un rayon de 5 m en perchis, de 25m qd on a quelques perches disséminées)

Rayon d'observation	5 m		25 m	
		Nb	Ess	
Nb de perches vigoureuses	CHS			
	ESS 1			
	ESS 2			

Obstacle au renouvellement

OBSERVATIONS (AF,AR, paysage…).

OFFICE NATIONAL DES FORETS

Agence interdépartementale de Versailles

Forêt Régionale de Rosny

Révision d'aménagement - fiche de description des peuplements (H<12m) - 1er Protocole

Date de description :		**Parcelle :**		N° Placette	
Descripteurs :					

		classe de hauteur	**% de recouvrement**
Composition classes de hauteur : 1 : 0<H< 30 cm 2a : 30 cm<H<1,5m 2b : 1,5m<H<3m 3a : 3m<H<6m 3b : H>6m	CHE		
	ESS 1		
	ESS 2		
	ESS 3		
	ESS 4		

Si peuplement bien venant : faut-il faire des travaux avant 1ère éclaircie ? Lesquels ?

1ère éclaircie ds les 20 ans ?

Commentaires :

Annexe 4 : fiche du 2ème protocole

OFFICE NATIONAL DES FORETS
Agence interdépartementale de Versailles

Forêt Régionale de Rosny

Révision d'aménagement - fiche de description des peuplements - 2ème Protocole

Date de description :			**Parcelle :**		N° Placette	
Descripteurs :						

Gess. de production (m2/ha)						
Gess. d'accompagnement (m2/ha)		ESS. acc 1		ESS. acc 2		

peuplement (rayon 25 m)	**structure** (F : futaie régularisée, T : taillis, I : futaie irrégulière, S : TSF)	
	ESS dom	
	Diam. Dom (PB, BM, GB, TGB, I)	

Taillis	**ESS 1**	
	ESS 2	
	G taillis	

REGENERATION

% Renouvellement bas sur la placette (<12m sur un rayon de 25 m)					
Composition du renouvellement			% ds les semis	présence de semis > 1,5	
	ESS 1				
	ESS 2				
	ESS 3				
	ESS 4				
		Total	100		

Renouvellement haut sur la placette (> 12m sur un rayon de 5 m en perchis, de 25m qd on a quelques perches disséminées)					
Rayon d'observation	5 m		25 m		
Nb de perches vigoureuses (espacées de 4 m)	CHS				
	ESS 1				
	ESS 2				

Obstacle au renouvellement	
Intensité des travaux (basée sur un traitement régulier) -annuel- 2/3 ans - 4 ans ou plus	
travaux préparatoires à l'ensemencement (rabattre la fougère, le noisetier, RDC non commercialisable…)	
% abroutissement sur semis entre 30 cm et 1,5 m quand il recouvre plus de 20 cm de la placette	

OFFICE NATIONAL DES FORETS

Agence interdépartementale de Versailles

Forêt Régionale de Rosny

Révision d'aménagement - fiche de description des peuplements (H<12m) - 2ème Protocole

Date de description :		**Parcelle :**		N° Placette	
Descripteurs :					

		classe de hauteur	**% de recouvrement**
Composition classes de hauteur : 1 : 0<H< 30 cm 2a : 30 cm<H<1,5m 2b : 1,5m<H<3m 3a : 3m<H<6m 3b : H>6m	CHE		
	ESS 1		
	ESS 2		
	ESS 3		
	ESS 4		

Si peuplement bien venant : faut-il faire des travaux avant 1ère éclaircie ? Lesquels ?

1ère éclaircie ds les 20 ans ?

Commentaires :

Annexe 5 : principaux résultats des inventaires floristiques et faunistiques, espèces protégées ou déterminant ZNIEFF, rares ou menacées (hors oiseaux).

Date Organisme	Type d'inventaire	Nom latin	Nom vernaculaire	Rareté en Ile de France	protection
1998 MM. Bournieras et Arnal	Flore générale	*Polystichum aculeatum*	Polystic à aiguillon		PR
		Daphne mezereum	Bois gentil	En danger (2011) pm : vulnérable en 2001 Très rare	PR
		Libanotis pyrenaica	Libanotis des montagnes	Déterminant ZNIEFF	
1998 M. Hervouet	Orchidées	*Epipactis muelleri*	Epipactis de Muller	En danger	
		Epipactis atrorubens	Epipactis brun rouge	Quasi menacé proche vulnérable Assez rare	
		Orchis mascula	Orchis mâle	Quasi menacé proche vulnérable	
1997 ONF	Amphibiens	*Bufo bufo*	Crapaud commun		PN
		Rana dalmatina	Grenouille agile		PN
		Salamandra salamandra	Salamandre tachetée		PN
		Triturus alpestris	Triton alpestre		PN
		Triturus helveticus	Triton palmé		PN
	Reptiles	*Natrix natrix*	Couleuvre à collier		PN
		Lacerta viridis	Lézard vert		PN
		Anguis fragilis	Orvet fragile		PN
		Vipera berus	Vipère péliade		PN
	Odonates	*Cordulegaster boltonii*	Cordulégastre annelé		PR
	Lépidoptères diurnes	*Euphagia quadripunctaria*	Ecaille chinée		PR
1998-1999 GILIF (Mothiron P.)	Insectes	*Melanargia galathea*	Demi-deuil	Déterminant ZNIEFF	
		Boloria dia	Petite Violette	Déterminant ZNIEFF	PR
		Hamearis lucina	Lucine	Déterminant ZNIEFF	
		Trichiura crataegi	Bombyx de	Déterminant	

			l'Aubépine	ZNIEFF	
		Zygaena minos	Zygène Diaphane	Déterminant ZNIEFF	
		Zygaena carniolica	Zygène du Sainfoin	Déterminant ZNIEFF	
		Zygaena transalpina	Zygène Transalpine	Déterminant ZNIEFF	
		Zygaena filipendula	Zygène de la Filipendule	Déterminant ZNIEFF	
2003 Ecosphère	insecte	*Lysandra bellargus*	Azuré Bleu Céleste	Déterminant ZNIEFF	
2003 Ecosphère	Flore	*Ophrys fucoflora*	Ophrys Bourdon	Déterminant ZNIEFF Quasi menacé proche vulnérable	
		Utricularia australis	Utriculaire citrine	Rare Préoccupation mineure	PR
2004 ONF	Amphibiens		Grenouilles vertes		
2002-2003 Conservatoire botanique national du bassin parisien	Flore générale	*Parentucellia viscosa*	Eufragie visqueuse	Très rare 1ère obs. en IdF depuis 1980	
		Dryopteris affinis	Dryoptéris écailleux	Déterminant ZNIEFF Préoccupation mineure	
		Primula vulgaris	Primevère acaule	Assez rare	
		Sorbus aria	Alisier blanc	Déterminant ZNIEFF	
		Cardamine impatiens	Cardamine impatiente	Assez rare Préoccupation mineure	PR
		Polystichum aculeatum	Polystic à aiguillon	Préoccupation mineure	PR
		Polystichum setiferum	Polystic à soies	Rare ; déterminant ZNIEFF Préoccupation mineure	
		Polystichum x-bicknellii	Hybride des deux précédents	Rare	
		Cardamine flexuosa	Cardamine des bois	Assez rare Préoccupation mineure	

		Viola canina	Violette des chiens	Assez rare Préoccupation mineure	
		Sorbus domestica	Cormier	Déterminant ZNIEFF	
		Gentianella germanica	Gentiane d'Allemagne	En danger Assez rare	
		Gymnadenia conopsea	Orchis moucheron	Vulnérable Rare	
		Coronille minima	Coronille naine	Assez rare Préoccupation mineure	
		Prunelle grandiflora	Brunelle à grandes fleurs	Assez rare Préoccupation mineure	
		Teucrium montanum	Germandrée des montagnes	Assez rare Préoccupation mineure	
		Carex caryophyllea	Laiche printanière	Assez rare Préoccupation mineure	
		Pulsatilla vulgaris	Anémone pulsatille	Assez rare Préoccupation mineure	
		Lathyrus linifolius ssp. montanus	Gesse des montagnes	Assez rare	
		Aquilegia vulgaris	Ancolie commune	Assez rare Préoccupation mineure	
		Mellitis melissophylum	Mélitte à feuille de mélisse	Assez rare Préoccupation mineure	
		Calamintha menthifolia	Calament des bois	Assez rare Préoccupation mineure	
		Astragalus monspessulamus	Astragale de Montpellier	Très rare Déterminant ZNIEFF Vulnérable	
		Aphanes inexpectata	Aphane à petits fruits	Rare	
		Misopates orontium	Muflier des champs	Assez rare Vulnérable	
		Spergula arvenis	Spargoute des champs	Assez rare Préoccupation	

				mineure	
		Stachys arvensis	Epiaire des champs	Assez rare Préoccupation mineure	
BIOTOPE / B.DODELIN 2014	Coléoptères saproxyliques	*Oxylaemus cylindricus*			Det. Znieff
		Eucnemis capucina			Det. Znieff
		Isorhipis melasoides			Det. Znieff
		Melandrya caraboides			Det. Znieff
		Megatoma undata			Det. Znieff
		Plegaderus caesus			Det. Znieff
		Amphotis marginata			Det. Znieff
		Pseudocistela ceramboides			Det. Znieff

Annexe 6 : autres résultats des inventaires floristiques et faunistique (sauf oiseaux)

Date Organisme	Type d'inventaire	Nom latin	Nom vernaculaire	rareté
1997 M. Hervouet	Orchidées	*Anacamptis pyramidalis*	Orchis pyramidal	Préocupation mineure
		Cephalantera damasonium	Céphalanthère à grandes fleurs	Préocupation mineure
		Epipactis helleborine	Epipactis à larges feuilles	Préocupation mineure
		Listera ovata	Listère ovale	Préocupation mineure
		Neottia nidus-avis	Néottie nid-d'oiseau	Préocupation mineure
		Ophrys insectifera	Ophrys mouche	Préocupation mineure
		Orchis militaris	Orchis militaire	Préocupation mineure
		Orchis purpurea	Orchis pourpre	Préocupation mineure
		Platanthera chlorantha	Orchis verdâtre	Préocupation mineure
1998 MM. Arnal et Bournieras	Flore générale	*Veronica teucrium*		Préocupation mineure
		Pulsatilla vulgaris	Pulsatille commune	Préocupation mineure
2004 ONF	Odonates	14 espèces communes des milieux intra-forestiers d'Ile de France		

Annexe 7 : inventaire CORIF 1992-1997

INVENTAIRE DE L'AVIFAUNE

(Données Centre Ornithologique d'Ile de France, 1992 - 1997)

ESPECES	Nom Latin	Statut en Ile-de-France	En forêt de ROSNY
Accenteur mouchet	*Prunella modularis*	NS/M/H	2 cp
Alouette des champs	*Alauda arvensis*	NS/M/H	1 à 2 cp
Bergeronnette grise	*Motacilla alba*	N/M/H	1 à 2 cp
Bondrée apivore			1 cp
Bouvreuil pivoine	*Pyrrhula pyrrhula*	NS/H	1 ind.
Bruant jaune	*Emberiza citrinella*	NS/M/H	2 cp
Busard St Martin			1 ind.
Buse variable	*Buteo buteo*	N/M/H	10 à 11 inds
Chardonneret élégant	*Carduelis carduelis*	NS/M/H	présent
Chouette hulotte			
Corbeau Freux			
Corneille noire	*Corvus corone*	NS/H/HA	6 inds
Coucou gris	*Cuculus canorus*	N/M	1 à 2 inds
Epervier d'Europe	*Accipiter nisus*	N/M/H	1 ind.
Etourneau sansonnet	*Sturnus vulgaris*	NS/M/H	présent
Faisan de Colchide	*Phasianus colchicus*	03NS	présent
Faucon crécerelle	*Falco tinnunculus*	NS/M/H	2 cp
Fauvette à tête noire	*Sylvia atricapilla*	N/M/HR	2 0 à 25 cp
Fauvette des jardins	*Sylvia borin*	N/M	5 à 6 cp
Fauvette grisette	*Sylvia communis*	N/M/HA	1 à 2 cp
Gallinule poule d'eau	*Gallinula chloropus*	NS/M/H	1 cp
Geai des chênes	*Garrulus glandarius*	NS/M/H	1 cp
Grimpereau des jardins	*Certhia brachydactyla*	NS	6 cp
Grive draine			
Grive musicienne	*Turdus philomelos*	N/M/H	2 cp
Gros bec casse-noyaux	*Coccothraustes coccothraustes*	NS/M/H	1 ind.
Héron cendré	*Ardea cinerea*	N/M/H	1 ind. en vol
Hibou moyen duc			1 cp
Hirondelle de cheminée			
Hirondelle rustique	*Hirundo rustica*	N/M	2 cp
Hypolaïs polyglotte	*Hippolaïs polyglotta*	N/M	1 cp
Linotte mélodieuse	*Carduelis cannabina*	N/M/H	présent
Loriot d'Europe	*Oriolus oriolus*	N/M	2 cp
Martinet noir	*Apus apus*	N/M	présent
Merle noir	*Turdus merula*	NS/M/H	présent
Mésange à longue queue	*Aegithalos caudatus*	NS/H	2 cp
Mésange bleue	*Parus caeruleus*	NS/H	8 à 10 cp
Mésange charbonnière	*Parus major*	NS/M/H	8 à 10 cp
Mésange huppée	*Parus cristatus*	NS	3 cp
Mésange noire			
Mésange nonnette			
Moineau domestique	*Passer domesticus*	NS/M/H	présent
Perdrix grise	*Perdix perdix*	NS	1 cp
Perdrix rouge			
Pie bavarde	*Pica pica*	NS	1 cp
Pic épeiche	*Dendrocopos major*	NS/M	1 à 2 cp
Pic épeichette			
Pic mar			1 ind. ?
Pic noir			1 ind. ?
Pic vert	*Picus viridis*	NS	1 ind.
Pigeon colombin	*Columba oenas*	N/M/H	1 ind.
Pigeon ramier	*Columba palumbus*	NS/M/H	6 cp
Pinson des arbres	*Fringilla coelebs*	NS/M/H	20 cp
Pipit des arbres	*Anthus trivialis*	N/M	2 à 4 cp
Pouillot fitis	*Phylloscopus trochilus*	N/M	5 cp
Pouillot siffleur	*Phylloscopus sibilatrix*	N/M	6 cp
Pouillot véloce	*Phylloscopus collybita*	N/M/H	20 à 40 cp
Poule d'eau			1 cp
Rossignol philomèle	*Luscinia megarhynchos*	N/M	3 à 5 cp
Roitelet huppé	*Regulus regulus*	N/M/H	1 cp
Roitelet triple bandeau			
Rouge gorge familier	*Erithacus rubecula*	NS/M/H	5 à 7 cp
Rouge queue noir	*Phoenicurus ochruros*	N/M/HR	1 cp
Serin cini	*Serinus serinus*	N/M/H	1 cp
Sittelle torchepot	*Sitta europaea*	NS/H	2 cp
Tarier des prés			
Tourterelle des bois	*Streptopelia turtur*	N/M	4 à 5 inds
Tourterelle turque	*Streptopelia decaocto*	NS/M/H	1 cp
Traquet moteux			
Traquet pâtre			
Troglodyte mignon	*Troglodytes troglodytes*	NS	2 inds
Verdier d'Europe	*Carduelis chloris*	NS/M/H	4 cp

Annexe 8 : liste des espèces recensées dans le cadre du DOCOB de la ZSP

Abréviations : N (nicheur), H (hivernant), M (migrateur) ;
R (régulier), I (irrégulier : moins d'1 an sur 2, mais plus d'1 an sur 10),
A (accidentel), D (disparu), ? indéterminé.

La liste ci-dessous concerne les trois entité du site Natura 2000 : Boucle de Moisson, Boucle de Guernes et Forêt de Rosny.

Nom français	Nom scientifique	Rareté régionale (nicheurs)	Espèces déterminantes de ZNIEFF *		Protection nationale *	Liste rouge France *	Directive "Oiseaux" *	ZPS			Boucle de Moisson			Boucle de Guernes			Forêt de Rosny		
			Nicheur	Hivernant				N	H	M	N	H	M	N	H	M	N	H	M
Accenteur mouchet	*Prunella modularis*	TC			X	Préoccupation mineure		R	R		R	R		R	R		R	R	
Aigle botté	***Hieraaetus pennatus***				**X**	**Vulnérable**	**Annexe I**			I			I			I			
Aigrette garzette	***Egretta garzetta***				**X**	**Préoccupation mineure**	**Annexe I**		R	R			A		R	R			
Alouette des champs	*Alauda arvensis*	TC				Préoccupation mineure		R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R
Alouette lulu	***Lullula arborea***	**R**	**X**		**X**	**Préoccupation mineure**	**Annexe I**	R	R ou I ?	R	R	R ou I ?	R			A			
Autour des palombes	*Accipiter gentilis*	TR	X		X	Préoccupation mineure		D		A	D		A			A	D		A
Avocette élégante	***Recurvirostra avosetta***				**X**	**Préoccupation mineure**	**Annexe I**			I			A			I			
Balbuzard pêcheur	***Pandion haliaetus***	**TR**			**X**	**Vulnérable**	**Annexe I**			R			R			R			
Barge à queue noire	*Limosa limosa*					Vulnérable				I			A			I			
Barge rousse	***Limosa lapponica***						**Annexe I**			I						I			
Bécasse des bois	*Scolopax rusticola*	R	X			Préoccupation mineure		?	I	R	?	I	R				?	I	R
Bécasseau cocorli	*Calidris ferruginea*				X					I			A			I			
Bécasseau de Temminck	*Calidris temminckii*				X					I			A			I			
Bécasseau maubèche	*Calidris canutus*									I			A			I			
Bécasseau minute	*Calidris minuta*				X					I			A			I			
Bécasseau sanderling	*Calidris alba*				X					I						I			
Bécasseau variable	*Calidris alpina*				X					I			A			I			
Bécassine des marais	*Gallinago gallinago*	OCC	X	X (20 individus)		En danger			R	R		I	R		R	R			
Bécassine double	***Gallinago media***				**X**		**Annexe I**			A			A						
Bécassine sourde	*Lymnocryptes minimus*									I			A			I			
Becroisé des sapins	*Loxia curvirostra*	OCC			X	Préoccupation mineure			I	R		I	R						
Bergeronnette des ruisseaux	*Motacilla cinerea*	AR	X (5 couples)		X	Préoccupation mineure			R	R		R	R		R	R		R	R
Bergeronnette grise	*Motacilla alba*	C			X	Préoccupation mineure		R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R
Bergeronnette printanière	*Motacilla flava*	C			X	Préoccupation mineure		R		R	R		R	R		R	?		?
Bernache du Canada	*Branta canadensis*	INT			X			R	R	R	R	R	R	R	R	R			

Nom français	Nom scientifique	Rareté régionale (nicheurs)	Espèces déterminantes de ZNIEFF [1]		Protection nationale [2]	Liste rouge France [3]	Directive "Oiseaux" [4]	ZPS			Boucle de Moisson			Boucle de Guernes			Forêt de Rosny		
			Nicheur	Hivernant				N	H	M	N	H	M	N	H	M	N	H	M
Bihoreau gris	***Nycticorax nycticorax***	**TR**	**X**		**X**	**Préoccupation mineure**	**Annexe I**	A		R	A		R			R			
Blongios nain	***Ixobrychus minutus***	**TR**	**X**		**X**	**Quasi menacé**	**Annexe I**	A		I	A		I			I			
Bondrée apivore	***Pernis apivorus***	**AR**	**X (10 couples)**		**X**	**Préoccupation mineure**	**Annexe I**	R		R	R		R	R		R	R		R
Bouscarle de Cetti	*Cettia cetti*	R	X		X	Préoccupation mineure		D			D			D					
Bouvreuil pivoine	*Pyrrhula pyrrhula*	C			X	Vulnérable		R	R	R	R	R		R	R		R	R	R
Bruant des roseaux	*Emberiza schoeniclus*	C			X	Préoccupation mineure		R	R	R	R	A	R	R	?	R		R	R
Bruant fou	*Emberiza cia*				X	Préoccupation mineure				A						A			
Bruant jaune	*Emberiza citrinella*	C			X	Quasi menacé		R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R
Bruant proyer	*Emberiza calandra*	AC			X	Quasi menacé		R	?		R	?		R	?		?	?	
Bruant zizi	*Emberiza cirlus*	AR			X	Préoccupation mineure		R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	?	R
Busard cendré	***Circus pygargus***	**TR**	**X**		**X**	**Vulnérable**	**Annexe I**			I						I			
Busard des roseaux	***Circus aeruginosus***	**TR**	**X**		**X**	**Vulnérable**	**Annexe I**			R			R			R			
Busard Saint-Martin	***Circus cyaneus***	**R**	**X**		**X**	**Préoccupation mineure**	**Annexe I**	?	R	R		R	R	?	R	R			
Buse variable	*Buteo buteo*	AR			X	Préoccupation mineure		R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R
Butor étoilé	***Botaurus stellaris***	**OCC**	**X**		**X**	**Vulnérable**	**Annexe I**		A	I			A		A	I			
Caille des blés	*Coturnix coturnix*	AR				Préoccupation mineure		I			I			I					
Canard chipeau	*Anas strepera*	OCC		X (7 individus)		Préoccupation mineure		A	R	R		R	R	A	R	R			
Canard colvert	*Anas platyrhynchos*	C		X (700 individus)		Préoccupation mineure		R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R
Canard pilet	*Anas acuta*								I	R		A	I		I	R			
Canard siffleur	*Anas penelope*								R	R		R	R		R	R			
Canard souchet	*Anas clypeata*	TR	X	X (12 individus)		Préoccupation mineure		I	R	R		R	R	I	R	R			
Chardonneret élégant	*Carduelis carduelis*	C			X	Préoccupation mineure		R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R
Chevalier aboyeur	*Tringa nebularia*									I			I			I			
Chevalier arlequin	*Tringa erythropus*									I			I			I			
Chevalier culblanc	*Tringa ochropus*				X					R			R			R			

Nom français	Nom scientifique	Rareté régionale (nicheurs)	Espèces déterminantes de ZNIEFF [1]		Protection nationale [2]	Liste rouge France [3]	Directive "Oiseaux" [4]	ZPS			Boucle de Moisson			Boucle de Guernes			Forêt de Rosny		
			Nicheur	Hivernant				N	H	M	N	H	M	N	H	M	N	H	M
Chevalier gambette	*Tringa totanus*					Préoccupation mineure				R			R			R			
Chevalier guignette	*Actites hypoleucos*	TR	X		X	Préoccupation mineure				R			R			R			
Chevalier stagnatile	*Tringa stagnatilis*				X					A						A			
Chevalier sylvain	***Tringa glareola***				**X**		**Annexe I**			I			I			I			
Chevêche d'Athéna	*Athene noctua*	AR	X (4 couples)		X	Préoccupation mineure		D			D			D			D		
Choucas des tours	*Corvus monedula*	C			X	Préoccupation mineure		R	R	R	R	R	R	R	R	R	?	R	R
Chouette hulotte	*Strix aluco*	C			X	Préoccupation mineure		R	R		R	R		R	R		R	R	
Cigogne blanche	***Ciconia ciconia***				**X**	**Préoccupation mineure**	**Annexe I**			I			I			I			
Cigogne noire	***Ciconia nigra***				**X**	**En danger**	**Annexe I**			R			R			R			
Circaète Jean-le-Blanc	***Circaetus gallicus***	**TR**			**X**	**Préoccupation mineure**	**Annexe I**	?		A	?		A			A	?		
Cochevis huppé	*Galerida cristata*	AR			X	Préoccupation mineure		R		I	R		I	?		?			
Combattant varié	***Philomachus pugnax***						**Annexe I**			I			I			I			
Corbeau freux	*Corvus frugilegus*	C				Préoccupation mineure		R	R	R	R	R		R	R			?	R
Cormoran huppé	*Phalacrocorax aristotelis*				X	Préoccupation mineure				A			A			A			
Corneille noire	*Corvus corone*	C				Préoccupation mineure		R	R		R	R		R	R		R	R	
Coucou gris	*Cuculus canorus*	C			X	Préoccupation mineure		R		R	R		R	R		R	R		R
Courlis cendré	*Numenius arquata*					Vulnérable				R			R			R			
Courlis corlieu	*Numenius phaeopus*									A			A			A			
Cygne de Bewick	***Cygnus bewickii***				**X**		**Annexe I**			A			A						
Cygne tuberculé	*Cygnus olor*	INT			X			R	R	R	R	R	R	R	R	R			
Echasse blanche	***Himantopus himantopus***	**OCC**			**X**	**Préoccupation mineure**	**Annexe I**			I			I			I			
Effraie des clochers	*Tyto alba*	AR			X	Préoccupation mineure		R	R		R	R		R	R		R	R	
Eider à duvet	*Somateria mollissima*					En danger critique d'extinction			R			R			I				
Elanion blanc	***Elanus caeruleus***				**X**	**En danger**	**Annexe I**			A			A			A			

Nom français	Nom scientifique	Rareté régionale (nicheurs)	Espèces déterminantes de ZNIEFF *		Protection nationale *	Liste rouge France *	Directive "Oiseaux" *	ZPS			Boucle de Moisson			Boucle de Guernes			Forêt de Rosny		
			Nicheur	Hivernant				N	H	M	N	H	M	N	H	M	N	H	M
Engoulevent d'Europe	***Caprimulgus europaeus***	**AR**	**X**		**X**	**Préoccupation mineure**	**Annexe I**	R			R								
Epervier d'Europe	*Accipiter nisus*	AR			X	Préoccupation mineure		R	R	R	R	R		R	R		R		R
Etourneau sansonnet	*Sturnus vulgaris*	TC				Préoccupation mineure		R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R
Faisan de Colchide	*Phasianus colchicus*	INT				Préoccupation mineure		R	R		R	R		R	R		R	R	
Faisan vénéré	*Syrmaticus reevesi*	INT						R	R		R	R							
Faucon crécerelle	*Falco tinnunculus*	C			X	Préoccupation mineure		R	R		R	R		R	R		R	R	
Faucon émerillon	***Falco columbarius***				**X**		**Annexe I**		I	I		I	I		I	I			
Faucon hobereau	*Falco subbuteo*	R	X		X	Préoccupation mineure		R		R	R		R	R		R	R		R
Faucon kobez	***Falco vespertinus***				**X**		**Annexe I**			I			I			I			
Faucon pélerin	***Falco peregrinus***	**OCC**			**X**	**Préoccupation mineure**	**Annexe I**		I	I		I	I		I	I			
Fauvette à tête noire	*Sylvia atricapilla*	TC			X	Préoccupation mineure		R	R	R	R	R	R	R	R	R	R		R
Fauvette babillarde	*Sylvia curruca*	AR			X	Préoccupation mineure		A		I	D		A	A		I	?		?
Fauvette des jardins	*Sylvia borin*	TC			X	Préoccupation mineure		R		R	R		R	R		R	R		R
Fauvette grisette	*Sylvia communis*	TC			X	Quasi menacé		R		R	R		R	R		R	R		R
Fauvette pitchou	***Sylvia undata***	**R**	**X**		**X**	**Préoccupation mineure**	**Annexe I**	A			A								
Foulque macroule	*Fulica atra*	AC		X (700 individus)		Préoccupation mineure		R	R	R	R	R	R	R	R	R			
Fuligule à bec cerclé	*Aythya collaris*				X					A			A			A			
Fuligule milouin	*Aythya ferina*	TR	X	X (400 individus)		Préoccupation mineure		A	R	R		R	R	A	R	R			
Fuligule milouinan	*Aythya marila*								I			I			I				
Fuligule morillon	*Aythya fuligula*	R	X	X (200 individus)		Préoccupation mineure		R	R	R	R	R	R	R	R	R			
Fuligule nyroca	***Aythya nyroca***				**X**		**Annexe I**		A			A			A				
Gallinule poule d'eau	*Gallinula chloropus*	C				Préoccupation mineure		R	R		R	R		R	R		R	R	
Garrot à œil d'or	*Bucephala clangula*								R			R			R				
Geai des chênes	*Garrulus glandarius*	C				Préoccupation mineure		R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R

Nom français	Nom scientifique	Rareté régionale (nicheurs)	Espèces déterminantes de ZNIEFF *		Protection nationale *	Liste rouge France *	Directive "Oiseaux" *	ZPS			Boucle de Moisson			Boucle de Guernes			Forêt de Rosny		
			Nicheur	Hivernant				N	H	M	N	H	M	N	H	M	N	H	M
Gobemouche gris	*Muscicapa striata*	C			X	Vulnérable		R		R	R		R	R		R	R		R
Gobemouche noir	*Ficedula hypoleuca*	AR	X		X	Préoccupation mineure				I			I			?			?
Goéland à ailes blanches	*Larus glaucoides*				X					A			A			A			
Goéland à bec cerclé	*Larus delawarensis*				X					A			A						
Goéland argenté	*Larus argentatus*	TR			X	Préoccupation mineure			R	R		R	R		R	R			
Goéland bourgmestre	*Larus hyperboreus*				X					A			A			A			
Goéland brun	*Larus fuscus*				X	Préoccupation mineure			R	R		R	R		R	R			
Goéland cendré	*Larus canus*	TR			X	Vulnérable			R	R		R	R		R	R			
Goéland leucophée	*Larus michahellis*	OCC			X	Préoccupation mineure		A	R	R		R	R	A	R	R			
Goéland marin	*Larus marinus*				X	Préoccupation mineure				I			I			I			
Goéland pontique	*Larus cachinans*				X				R	R		R	R		R	R			
Gorgebleue à miroir	***Luscinia svecica***	**TR**			**X**	**Préoccupation mineure**	**Annexe I**			A			A			A			
Grand Cormoran	*Phalacrocorax carbo*	AR		X (300 individus)	X	Préoccupation mineure		I	R	R		R	R	I	R	R			
Grand Gravelot	*Charadrius hiaticula*				X	Vulnérable				A			A			A			
Grande Aigrette	***Casmerodius albus***				**X**	**Quasi menacé**	**Annexe I**		R	R		R	R		R	R			
Grèbe à cou noir	*Podiceps nigricollis*	OCC			X	Préoccupation mineure		A	I	I	A	I	I	A	I	I			
Grèbe castagneux	*Tachybaptus ruficollis*	AR		X (25 individus)	X	Préoccupation mineure		R	R	R	R	R	R	R	R	R			
Grèbe esclavon	***Podiceps auritus***				**X**		**Annexe I**			A			A			A			
Grèbe huppé	*Podiceps cristatus*	AC		X (130 individus)	X	Préoccupation mineure		R	R	R	R	R	R	R	R	R			
Grèbe jougris	*Podiceps grisegena*				X					I			I			I			
Grimpereau des jardins	*Certhia brachydactyla*	TC			X	Préoccupation mineure		R	R		R	R		R	R		R	R	
Grive draine	*Turdus viscivorus*	C				Préoccupation mineure		R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R
Grive litorne	*Turdus pilaris*	TR	X			Préoccupation mineure			R	R		R	R		R	R		R	R
Grive mauvis	*Turdus iliacus*								R	R		R	R		R	R		R	R
Grive musicienne	*Turdus philomelos*	TC				Préoccupation mineure		R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R

Nom français	Nom scientifique	Rareté régionale (nicheurs)	Espèces déterminantes de ZNIEFF *		Protection nationale *	Liste rouge France *	Directive "Oiseaux" *	ZPS			Boucle de Moisson			Boucle de Guernes			Forêt de Rosny		
			Nicheur	Hivernant				N	H	M	N	H	M	N	H	M	N	H	M
Grosbec casse noyaux	Coccothraustes coccothraustes	AC			X	Préoccupation mineure		R	R	R	R	R	R	?	R	R	R	R	R
Grue cendrée	***Grus grus***				**X**	**En danger critique d'extinction**	**Annexe I**			I			I			I			
Guêpier d'Europe	*Merops apiaster*	AR	X (5 couples)		X	Préoccupation mineure				A			A			A			
Guifette leucoptère	*Chlidonias leucopterus*				X					A			A			A			
Guifette moustac	***Chlidonias hybridus***				**X**	**Quasi menacé**	**Annexe I**			A			A			A			
Guifette noire	***Chlidonias niger***				**X**	**Vulnérable**	**Annexe I**			R			R			R			
Harelde boréale	*Clangula hyemalis*									A			A			?			
Harle bièvre	*Mergus merganser*				X	Quasi menacé			I	I		I	I		I	I			
Harle huppé	*Mergus serrator*				X				A	I		A	I		?	I			
Harle piette	***Mergellus albellus***				**X**		**Annexe I**		I			I			I				
Héron cendré	*Ardea cinerea*	AR		X (25 individus)	X	Préoccupation mineure		R	R	R	A	R	R	R	R	R		R	R
Héron garde-boeufs	*Bubulcus ibis*				X	Préoccupation mineure				I						I			
Héron pourpré	***Ardea purpurea***				**X**	**Préoccupation mineure**	**Annexe I**			R						R			
Hibou des marais	***Asio flammeus***	**OCC**			**X**	**Vulnérable**	**Annexe I**		A			A			A				
Hibou moyen-duc	*Asio otus*	AR			X	Préoccupation mineure		R	R		R	R		R	R		R	R	
Hirondelle de fenêtre	*Delichon urbica*	TC			X	Préoccupation mineure		R		R	R		R	R		R	R		R
Hirondelle de rivage	*Riparia riparia*	C			X	Préoccupation mineure		R		R	I		R	R		R			
Hirondelle rustique	*Hirundo rustica*	TC			X	Préoccupation mineure		R		R	R		R	R		R	R		R
Huitrier pie	*Haematopus ostralegus*					Préoccupation mineure				A			A			A			
Huppe fasciée	*Upupa epops*	TR	X		X	Préoccupation mineure		D		I	D			D		I			
Hypolaïs polyglotte	*Hippolais polyglotta*	C			X	Préoccupation mineure		R		R	R			R			R		R
Labbe parasite	*Stercorarius parasiticus*				X					A			A			A			
Labbe pomarin	*Stercorarius pomarinus*				X					I			I			I			
Linotte mélodieuse	*Carduelis cannabina*	C			X	Vulnérable		R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	?	?
Locustelle luscinioïde	*Locustella luscinioides*	OCC	X		X	En danger		?		A			A	?		A			

Nom français	Nom scientifique	Rareté régionale (nicheurs)	Espèces déterminantes de ZNIEFF *		Protection nationale *	Liste rouge France *	Directive "Oiseaux" *	ZPS			Boucle de Moisson			Boucle de Guernes			Forêt de Rosny		
			Nicheur	Hivernant				N	H	M	N	H	M	N	H	M	N	H	M
Locustelle tachetée	*Locustella naevia*	AC			X	Préoccupation mineure		?		R	?		R	?		R	?		?
Loriot d'Europe	*Oriolus oriolus*	AC			X	Préoccupation mineure		R		R	R		R	R		R	R		R
Macreuse brune	*Melanitta fusca*								I	I		I	I		A	I?			
Macreuse noire	*Melanitta nigra*								A	I?			I?		A	I?			
Marouette ponctuée	***Porzana porzana***	**OCC**	**X**		**X**		**Annexe I**			A			A			A			
Martinet noir	*Apus apus*	TC			X	Préoccupation mineure		R		R	R		R	?		R	?		R
Martin-pêcheur d'Europe	***Alcedo atthis***	**AR**	**X (5 couples)**		**X**	**Préoccupation mineure**	**Annexe I**	R	R	R	R	R	R	R	R	R			
Mergule nain	*Alle alle*				X					A			A						
Merle à plastron	*Turdus torquatus*				X	Préoccupation mineure				A			A			A			
Merle noir	*Turdus merula*	TC				Préoccupation mineure		R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R
Mésange à longue queue	*Aegithalos caudatus*	TC			X	Préoccupation mineure		R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R
Mésange bleue	*Parus caeruleus*	TC			X	Préoccupation mineure		R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R
Mésange boréale	*Parus montanus*	C			X	Préoccupation mineure		R	R	R	R	R	R	R	R	R	?	R	R
Mésange charbonnière	*Parus major*	TC			X	Préoccupation mineure		R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R
Mésange huppée	*Parus cristatus*	C			X	Préoccupation mineure		R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R
Mésange noire	*Parus ater*	AC			X	Quasi menacé		I	R	R	I	R	R		R	R	?	?	?
Mésange nonnette	*Parus palustris*	TC			X	Préoccupation mineure		R	R	R	R	I	I	R	I	I	R	R	R
Milan noir	***Milvus migrans***	**R**	**X**		**X**	**Préoccupation mineure**	**Annexe I**	I		R	I		R			R			R
Milan royal	***Milvus milvus***				**X**	**Vulnérable**	**Annexe I**			I?			I?			I?			I?
Moineau domestique	*Passer domesticus*	TC			X	Préoccupation mineure		R	R		R	R		R	R		R	R	
Moineau friquet	*Passer montanus*	C			X	Quasi menacé		R?	I?	I?	D			R?			D	I?	I?
Mouette mélanocéphale	***Larus melanocephalus***	**AR**			**X**	**Préoccupation mineure**	**Annexe I**			A			A			A			
Mouette pygmée	***Larus minutus***				**X**		**Annexe I**			I			I			I			
Mouette rieuse	*Larus ridibundus*	AC			X	Préoccupation mineure			R	R		R	R		R	R			

Nom français	Nom scientifique	Rareté régionale (nicheurs)	Espèces déterminantes de ZNIEFF *		Protection nationale *	Liste rouge France *	Directive "Oiseaux" *	ZPS			Boucle de Moisson			Boucle de Guernes			Forêt de Rosny		
			Nicheur	Hivernant				N	H	M	N	H	M	N	H	M	N	H	M
Nette rousse	Netta rufina	TR				Préoccupation mineure			I	I		I	I		A	I			
Oedicnème criard	***Burhinus oedicnemus***	**AR**	**X**		**X**	**Quasi menacé**	**Annexe I**	R		R	R		R	R		R			R
Oie cendrée	*Anser anser*					Vulnérable				R			R			R			
Oie des moissons	*Anser fabalis*									A			A			A			
Oie rieuse	*Anser albifrons*									A			A						
Perdrix grise	*Perdix perdix*	TC				Préoccupation mineure		R	R		R	R		R	R		R	R	
Perdrix rouge	*Alectoris rufa*	INT				Préoccupation mineure		R	R		I	R		R	R		I	R	
Petit Gravelot	*Charadrius dubius*	AR	X (10 couples)		X	Préoccupation mineure		R		R	R		R	R		R			
Phalarope à bec large	*Phalaropus lobatus*				X					?			?			?			
Phragmite des joncs	*Acrocephalus schoenobaenus*	R	X		X	Préoccupation mineure		I		R			R	I		R			?
Pic épeiche	*Dendrocopos major*	C			X	Préoccupation mineure		R	R		R	R		R	R		R	R	
Pic épeichette	*Dendrocopos minor*	C			X	Préoccupation mineure		R	R		R	R		R	R		R	R	
Pic mar	***Dendrocopos medius***	**AC**	**X (30 couples)**		**X**	**Préoccupation mineure**	**Annexe I**	R	R		R	R					R	R	
Pic noir	***Dryocopus martius***	**AR**	**X (10 couples)**		**X**	**Préoccupation mineure**	**Annexe I**	R	R		R	R		R	R		R	R	
Pic vert	*Picus viridis*	C			X	Préoccupation mineure		R	R		R	R		R	R		R	R	
Pie bavarde	*Pica pica*	TC				Préoccupation mineure		R	R		R	R		R	R		R	R	
Pie-grièche écorcheur	***Lanius collurio***	**R**	**X**		**X**	**Préoccupation mineure**	**Annexe I**	R		I	R		I			I			?
Pie-grièche grise	*Lanius excubitor*	TR	X		X	En danger			I	I		I	I		I	I			
Pigeon "biset"	*Columba livia*	INT						R	R		R	R		R	R		R	R	
Pigeon colombin	*Columba oenas*	AC				Préoccupation mineure		R	R	R	R	R	R	?	R	R	R	R	R
Pigeon ramier	*Columba palumbus*	TC				Préoccupation mineure		R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R
Pinson des arbres	*Fringilla coelebs*	TC			X	Préoccupation mineure		R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R
Pinson du nord	*Fringilla montifringilla*				X				I	R		I	R		I	R		I	R
Pipit à gorge rousse	*Anthus cervinus*				X					A			A			A			

Nom français	Nom scientifique	Rareté régionale (nicheurs)	Espèces déterminantes de ZNIEFF *		Protection nationale *	Liste rouge France *	Directive "Oiseaux" *	ZPS			Boucle de Moisson			Boucle de Guernes			Forêt de Rosny		
			Nicheur	Hivernant				N	H	M	N	H	M	N	H	M	N	H	M
Pipit des arbres	*Anthus trivialis*	C			X	Préoccupation mineure		R		R	R		R	R		R	R		R
Pipit farlouse	*Anthus pratensis*	AC			X	Vulnérable		R	R	R	R	R	R	R	R	R		?	R
Pipit maritime	*Anthus petrosus*				X	Préoccupation mineure				A			A			A			
Pipit rousseline	***Anthus campestris***				**X**	**Préoccupation mineure**	**Annexe I**			A			A			A			
Pipit spioncelle	*Anthus spinoletta*				X	Préoccupation mineure				A			A			A			
Plongeon arctique	***Gavia arctica***				**X**		**Annexe I**		I			I			I				
Plongeon catmarin	***Gavia stellata***				**X**		**Annexe I**		R	R		R	R		R	R			
Plongeon imbrin	***Gavia immer***				**X**		**Annexe I**		I	I		I	I		I	I			
Pluvier argenté	*Pluvialis squatarola*									?			?			?			
Pluvier doré	***Pluvialis apricaria***						**Annexe I**		A			A			A				
Pouillot de Bonelli	*Phylloscopus bonelli*	AR			X	Préoccupation mineure				A			A			A			
Pouillot fitis	*Phylloscopus trochilus*	C			X	Quasi menacé		R		R	R		R	R		R	R		R
Pouillot siffleur	*Phylloscopus sibilatrix*	C			X	Vulnérable		R		R	R			I			R		R
Pouillot véloce	*Phylloscopus collybita*	TC			X	Préoccupation mineure		R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	?	R
Pygargue à queue blanche	***Haliaeetus albicilla***				**X**	**Eteint**	**Annexe I**			?			?			?			
Râle d'eau	*Rallus aquaticus*	AR	X (2 couples)						R	R		R	R		R	R			
Râle des genêts	***Crex crex***	**OCC**	**X**		**X**	**En danger**	**Annexe I**	D			D			D					
Roitelet huppé	*Regulus regulus*	C			X	Préoccupation mineure		R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R
Roitelet triple-bandeau	*Regulus ignicapillus*	AC			X	Préoccupation mineure		R	R	R	R	R	R	?	R	R	R	R	R
Rossignol philomèle	*Luscinia megarhynchos*	C			X	Préoccupation mineure		R		R	R		R	R		R	R		R
Rougegorge familier	*Erithacus rubecula*	TC			X	Préoccupation mineure		R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R
Rougequeue à front blanc	*Phoenicurus phoenicurus*	AC	X (25 couples)		X	Préoccupation mineure		R		R	R		R			R	R		R
Rougequeue noir	*Phoenicurus ochruros*	TC			X	Préoccupation mineure		R	?	R	R		R	R		R	R	?	R
Rousserolle effarvatte	*Acrocephalus scirpaceus*	C			X	Préoccupation mineure		R		R	A		R	R		R			?

Nom français	Nom scientifique	Rareté régionale (nicheurs)	Espèces déterminantes de ZNIEFF *		Protection nationale *	Liste rouge France *	Directive "Oiseaux" *	ZPS			Boucle de Moisson			Boucle de Guernes			Forêt de Rosny		
			Nicheur	Hivernant				N	H	M	N	H	M	N	H	M	N	H	M
Rousserolle turdoïde	*Acrocephalus arundinaceus*	TR	X		X	Vulnérable		D		A	D		A	D		A			
Rousserolle verderolle	*Acrocephalus palustris*	AR	X (15 couples)		X	Préoccupation mineure		R		R	I		R	R		R			?
Sarcelle d'été	*Anas querquedula*	TR	X			Vulnérable		I		R	I		R	I		R			
Sarcelle d'hiver	*Anas crecca*	TR	X	X (40 individus)		Vulnérable			R	R		R	R		R	R	?		I?
Serin cini	*Serinus serinus*	C			X	Préoccupation mineure		R		R	R		R	R		R	R		R
Sittelle torchepot	*Sitta europaea*	TC			X	Préoccupation mineure		R	R		R	R		R	R		R	R	
Sizerin flammé	*Carduelis flammea*				X				A			A			A				
Spatule blanche	***Platalea leucorodia***				**X**	**Vulnérable**	**Annexe I**			I			I			I			
Sterne arctique	***Sterna paradisaea***				**X**	**En danger critique d'extinction**	**Annexe I**			?			?			?			
Sterne caugek	***Sterna sandvicensis***				**X**	**Vulnérable**	**Annexe I**			A			A			A			
Sterne naine	***Sterna albifrons***	**TR**	**X**		**X**	**Préoccupation mineure**	**Annexe I**			A			A			A			
Sterne pierregarin	***Sterna hirundo***	**AR**	**X (10 couples)**		**X**	**Préoccupation mineure**	**Annexe I**	R		R			R	R		R			
Tadorne de Belon	*Tadorna tadorna*	TR			X	Préoccupation mineure				R			R			R			
Tarier des prés	*Saxicola rubetra*	OCC	X		X	Vulnérable				R			R			R			?
Tarier pâtre	*Saxicola rubicola*	AC			X	Préoccupation mineure		R		R	R		R	R		R	I		R
Tarin des aulnes	*Carduelis spinus*				X	Quasi menacé			R	R		R	R		R	R		I?	I?
Torcol fourmilier	*Jynx torquilla*	R	X		X	Quasi menacé		D		A	D		A	D		A	D		
Tournepierre à collier	*Arenaria interpres*				X					A			A			A			
Tourterelle des bois	*Streptopelia turtur*	C				Préoccupation mineure		R		R	R		R	R		R	R		R
Tourterelle turque	*Streptopelia decaocto*	C				Préoccupation mineure		R	R		R	R		R	R		R	R	
Traquet motteux	*Oenanthe oenanthe*	OCC	X		X	Quasi menacé				R			R			R			?
Troglodyte mignon	*Troglodytes troglodytes*	TC			X	Préoccupation mineure		R	R		R	R		R	R		R	R	
Vanneau huppé	*Vanellus vanellus*	AR	X (2 couples)			Préoccupation mineure		R	R	R	R	R	R	R	R	R			I
Verdier d'Europe	*Chloris chloris*	TC			X	Préoccupation mineure		R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R	R

Annexe 9 : Programmation des contrôles en vue du passage en travaux des parcelles classées en coupe non conditionnelle.

Année contrôle Coupe non conditionnelle	Pclle	UG	Surface (ha)
2018	40	a	14,06
2018	53	u	16,09
2018	55	u	15,16
Total 2018			45,31
2019	51	a	8,86
2019	61	u	7,95
2019	62	u	10,09
2019	63	u	4,45
2019	67	u	8,3
2019	76	u	9,41
Total 2019			49,06
2020	22	u	12,25
2020	39	u	15,09
2020	40	b	5,12
2020	54	u	17,27
2020	58	a	6,72
2020	71	u	6,08
2020	80	b	12,17
2020	40	a	14,06
2020	53	u	16,09
2020	55	u	15,16
Total 2020			120,01
2021	11	a	19,92
2021	34	u	19,62
2021	35	a	7,75
2021	35	c	3,54
2021	36	u	9,83
2021	38	u	7,24
2021	47	a	7,83
2021	49	u	13,5
2021	52	u	6,33
2021	64	a	11,65
2021	65	u	19,65
2021	66	a	11,75
2021	77	u	10,43
2021	51	a	8,86
2021	61	u	7,95
2021	62	u	10,09
2021	63	u	4,45
2021	67	u	8,3
2021	76	u	9,41
Total 2021			198,1
2022	15	u	8,04
2022	18	u	12,25
2022	26	u	6,65
2022	43	u	10,3
2022	44	u	8,9

2022	57	u	9,85
2022	69	u	12,49
2022	70	u	31,5
2022	72	u	21,73
2022	22	u	12,25
2022	58	a	6,72
2022	40	a	14,06
2022	53	u	16,09
2022	55	u	15,16
Total 2022			185,99
2023	1	a	11,31
2023	2	a	12,45
2023	3	u	7,87
2023	10	a	7,54
2023	24	u	6,15
2023	37	u	7,08
2023	48	b	2,61
2023	50	u	7,63
2023	68	u	13,12
2023	78	u	10,47
2023	35	a	7,75
2023	35	c	3,54
2023	36	u	9,83
2023	38	u	7,24
2023	52	u	6,33
2023	64	a	11,65
2023	65	u	19,65
2023	51	a	8,86
2023	61	u	7,95
2023	62	u	10,09
2023	63	u	4,45
2023	67	u	8,3
2023	76	u	9,41
Total 2023			201,28
2024	16	u	11,25
2024	19	u	15,28
2024	27	u	10,81
2024	41	u	13,44
2024	60	u	21,62
2024	94	u	5,68
2024	95	u	6,67
2024	97	u	2,81
2024	98	u	2,36
2024	99	u	2,73
2024	15	u	8,04
2024	39	u	15,09
2024	40	b	5,12
2024	54	u	17,27
2024	57	u	9,85
2024	71	u	6,08
2024	80	b	12,17
2024	22	u	12,25
2024	58	a	6,72

2024	40	a	14,06
2024	53	u	16,09
2024	55	u	15,16
Total 2024			230,55
2025	23	b	3,97
2025	25	u	7,56
2025	42	u	7,24
2025	45	u	2,64
2025	11	a	19,92
2025	24	u	6,15
2025	34	u	19,62
2025	47	a	7,83
2025	49	u	13,5
2025	66	a	11,75
2025	77	u	10,43
2025	35	a	7,75
2025	35	c	3,54
2025	36	u	9,83
2025	38	u	7,24
2025	52	u	6,33
2025	64	a	11,65
2025	65	u	19,65
2025	51	a	8,86
2025	61	u	7,95
2025	62	u	10,09
2025	63	u	4,45
2025	67	u	8,3
2025	76	u	9,41
Total 2025			225,66
2026	56	u	14
2026	96	u	7,8
2026	18	u	12,25
2026	26	u	6,65
2026	43	u	10,3
2026	44	u	8,9
2026	69	u	12,49
2026	70	u	31,5
2026	72	u	21,73
2026	15	u	8,04
2026	57	u	9,85
2026	22	u	12,25
2026	58	a	6,72
2026	40	a	14,06
2026	53	u	16,09
2026	55	u	15,16
Total 2026			207,79
2027	17	u	14,98
2027	1	a	11,31
2027	2	a	12,45
2027	3	u	7,87
2027	10	a	7,54
2027	37	u	7,08
2027	48	b	2,61

2027	50	u	7,63
2027	68	u	13,12
2027	78	u	10,47
2027	24	u	6,15
2027	35	a	7,75
2027	35	c	3,54
2027	36	u	9,83
2027	38	u	7,24
2027	52	u	6,33
2027	64	a	11,65
2027	65	u	19,65
2027	51	a	8,86
2027	61	u	7,95
2027	62	u	10,09
2027	63	u	4,45
2027	67	u	8,3
2027	76	u	9,41
Total 2027			216,26
2028	23	a	9,27
2028	48	a	11,35
2028	16	u	11,25
2028	19	u	15,28
2028	27	u	10,81
2028	41	u	13,44
2028	56	u	14
2028	60	u	21,62
2028	94	u	5,68
2028	95	u	6,67
2028	96	u	7,8
2028	97	u	2,81
2028	98	u	2,36
2028	99	u	2,73
2028	39	u	15,09
2028	40	b	5,12
2028	54	u	17,27
2028	71	u	6,08
2028	80	b	12,17
2028	15	u	8,04
2028	57	u	9,85
2028	22	u	12,25
2028	58	a	6,72
2028	40	a	14,06
2028	53	u	16,09
2028	55	u	15,16
Total 2028			272,97
2029	12	u	11,03
2029	13	u	10,03
2029	14	u	10,08
2029	17	u	14,98
2029	23	b	3,97
2029	25	u	7,56
2029	42	u	7,24
2029	45	u	2,64

2029	11	a	19,92
2029	34	u	19,62
2029	47	a	7,83
2029	49	u	13,5
2029	66	a	11,75
2029	77	u	10,43
2029	24	u	6,15
2029	35	a	7,75
2029	35	c	3,54
2029	36	u	9,83
2029	38	u	7,24
2029	52	u	6,33
2029	64	a	11,65
2029	65	u	19,65
2029	51	a	8,86
2029	61	u	7,95
2029	62	u	10,09
2029	63	u	4,45
2029	67	u	8,3
2029	76	u	9,41
Total 2029			271,78
2030	23	a	9,27
2030	18	u	12,25
2030	26	u	6,65
2030	43	u	10,3
2030	44	u	8,9
2030	56	u	14
2030	69	u	12,49
2030	70	u	31,5
2030	72	u	21,73
2030	96	u	7,8
2030	15	u	8,04
2030	57	u	9,85
2030	22	u	12,25
2030	58	a	6,72
2030	40	a	14,06
2030	53	u	16,09
2030	55	u	15,16
Total 2030			217,06
2031	1	a	11,31
2031	2	a	12,45
2031	3	u	7,87
2031	10	a	7,54
2031	17	u	14,98
2031	37	u	7,08
2031	48	b	2,61
2031	50	u	7,63
2031	68	u	13,12
2031	78	u	10,47
2031	24	u	6,15
2031	35	a	7,75
2031	35	c	3,54
2031	36	u	9,83

2031	38	u	7,24
2031	52	u	6,33
2031	64	a	11,65
2031	65	u	19,65
2031	51	a	8,86
2031	61	u	7,95
2031	62	u	10,09
2031	63	u	4,45
2031	67	u	8,3
2031	76	u	9,41
Total 2031			216,26
2032	48	a	11,35
2032	16	u	11,25
2032	19	u	15,28
2032	23	a	9,27
2032	27	u	10,81
2032	41	u	13,44
2032	60	u	21,62
2032	94	u	5,68
2032	95	u	6,67
2032	97	u	2,81
2032	98	u	2,36
2032	99	u	2,73
2032	39	u	15,09
2032	40	b	5,12
2032	54	u	17,27
2032	56	u	14
2032	71	u	6,08
2032	80	b	12,17
2032	96	u	7,8
2032	15	u	8,04
2032	57	u	9,85
2032	22	u	12,25
2032	58	a	6,72
2032	40	a	14,06
2032	53	u	16,09
2032	55	u	15,16
Total 2032			272,97
2033	12	u	11,03
2033	13	u	10,03
2033	14	u	10,08
2033	23	b	3,97
2033	25	u	7,56
2033	42	u	7,24
2033	45	u	2,64
2033	11	a	19,92
2033	17	u	14,98
2033	34	u	19,62
2033	47	a	7,83
2033	49	u	13,5
2033	66	a	11,75
2033	77	u	10,43
2033	24	u	6,15

2033	35	a	7,75
2033	35	c	3,54
2033	36	u	9,83
2033	38	u	7,24
2033	52	u	6,33
2033	64	a	11,65
2033	65	u	19,65
2033	51	a	8,86
2033	61	u	7,95
2033	62	u	10,09
2033	63	u	4,45
2033	67	u	8,3
2033	76	u	9,41
Total 2033			271,78
2034	18	u	12,25
2034	23	a	9,27
2034	26	u	6,65
2034	43	u	10,3
2034	44	u	8,9
2034	69	u	12,49
2034	70	u	31,5
2034	72	u	21,73
2034	56	u	14
2034	96	u	7,8
2034	15	u	8,04
2034	57	u	9,85
2034	22	u	12,25
2034	58	a	6,72
2034	40	a	14,06
2034	53	u	16,09
2034	55	u	15,16
Total 2034			217,06
2035	1	a	11,31
2035	2	a	12,45
2035	3	u	7,87
2035	10	a	7,54
2035	37	u	7,08
2035	48	b	2,61
2035	50	u	7,63
2035	68	u	13,12
2035	78	u	10,47
2035	17	u	14,98
2035	24	u	6,15
2035	35	a	7,75
2035	35	c	3,54
2035	36	u	9,83
2035	38	u	7,24
2035	52	u	6,33
2035	64	a	11,65
2035	65	u	19,65
2035	51	a	8,86
2035	61	u	7,95
2035	62	u	10,09

2035	63	u	4,45
2035	67	u	8,3
2035	76	u	9,41
Total 2035			216,26
Total aménagement			3636,15

Annexe 10 : Programmation des contrôles en vue du passage en travaux des parcelles classées en coupe conditionnelle.

Année contrôle après coupe conditionnelle	Pclle	UG	Surface à travailler (ha)
2023	9	u	6,98
2023	21	u	10,05
Total 2023			17,03
2024	59	u	24,45
2024	73	u	6,35
2024	82	u	11,62
Total 2024			42,42
2025	20	u	14,01
2025	28	a	5,95
2025	29	u	6,19
2025	30	u	4,95
2025	33	u	5,07
2025	9	u	6,98
2025	21	u	10,05
Total 2025			53,2
2026	80	a	15,83
2026	85	a	17,79
2026	86	a	14,94
2026	87	u	10,17
2026	88	u	8,14
Total 2026			66,87
2027	4	u	8,52
2027	5	a	9,38
2027	5	b	8,44
2027	6	a	6,71
2027	9	u	6,98
2027	21	u	10,05
Total 2027			50,08
2028	74	u	11,29
2028	75	u	14,12
2028	81	u	21,19
2028	59	u	24,45
2028	73	u	6,35
2028	82	u	11,62
Total 2028			89,02
2029	8	u	9,7
2029	31	a	4,19
2029	32	a	5,06
2029	89	u	2,57
2029	90	a	7,2
2029	91	u	7,07
2029	92	a	5,33
2029	92	b	4,66
2029	93	u	9,16
2029	20	u	14,01

2029	28	a	5,95
2029	29	u	6,19
2029	30	u	4,95
2029	33	u	5,07
2029	9	u	6,98
2029	21	u	10,05
Total 2029			108,14
2030	79	u	10,88
2030	83	u	10,71
2030	84	a	16,63
2030	80	a	15,83
2030	85	a	17,79
2030	86	a	14,94
2030	87	u	10,17
2030	88	u	8,14
Total 2030			105,09
2031	4	u	8,52
2031	5	a	9,38
2031	5	b	8,44
2031	6	a	6,71
2031	9	u	6,98
2031	21	u	10,05
Total 2031			50,08
2032	74	u	11,29
2032	75	u	14,12
2032	81	u	21,19
2032	59	u	24,45
2032	73	u	6,35
2032	82	u	11,62
Total 2032			89,02
2033	85	b	0,98
2033	8	u	9,7
2033	31	a	4,19
2033	32	a	5,06
2033	89	u	2,57
2033	90	a	7,2
2033	91	u	7,07
2033	92	a	5,33
2033	92	b	4,66
2033	93	u	9,16
2033	20	u	14,01
2033	28	a	5,95
2033	29	u	6,19
2033	30	u	4,95
2033	33	u	5,07
2033	9	u	6,98
2033	21	u	10,05
Total 2033			109,12
2034	79	u	10,88
2034	83	u	10,71
2034	84	a	16,63
2034	80	a	15,83
2034	85	a	17,79

2034	86	a	14,94
2034	87	u	10,17
2034	88	u	8,14
Total 2034			105,09
2035	4	u	8,52
2035	5	a	9,38
2035	5	b	8,44
2035	6	a	6,71
Total 2035			33,05
Total aménagement			918,21

Annexe 11: Récapitulatif des programmations des coupes et des contrôles en vue du passage en travaux par parcelles.

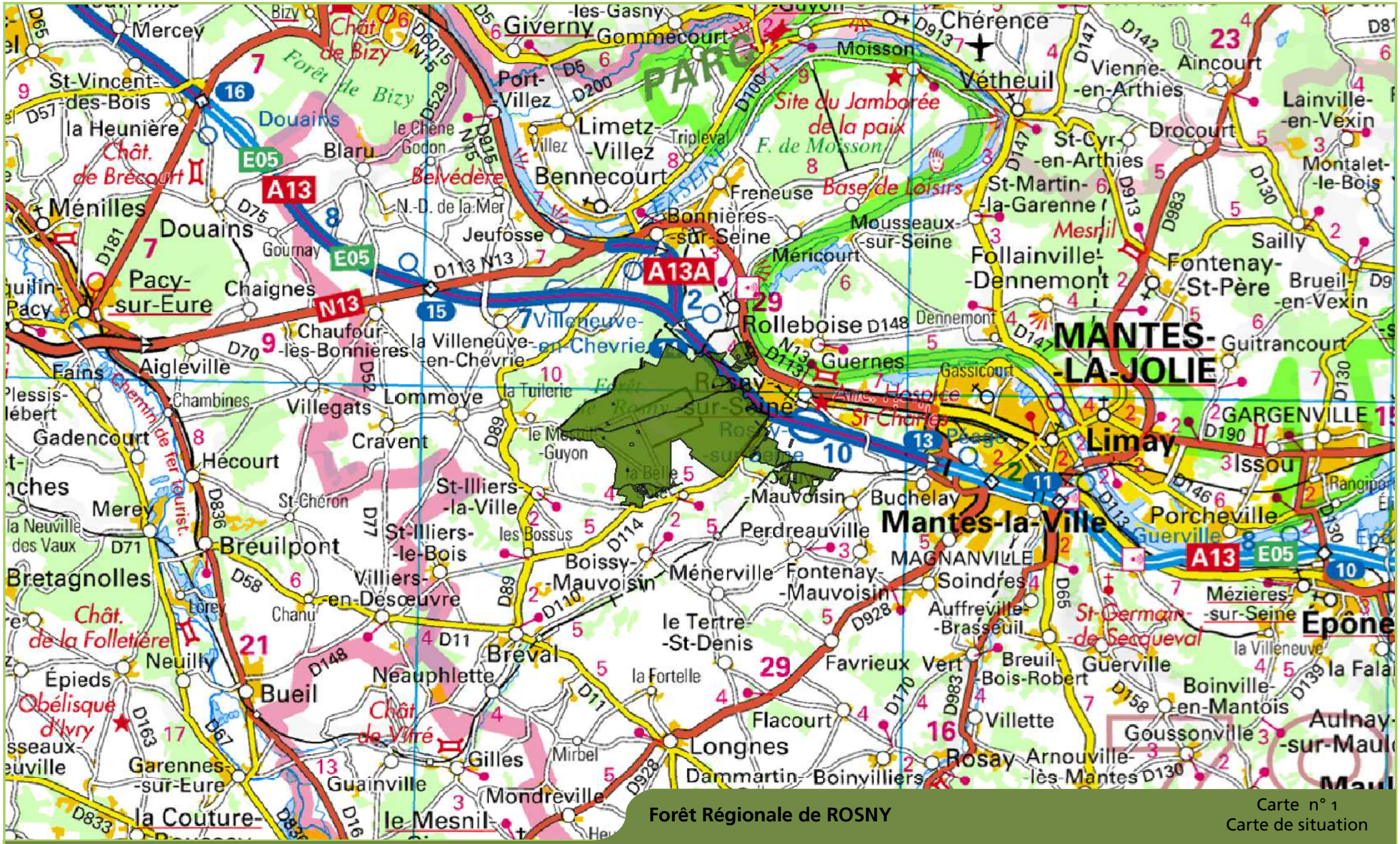
Le tableau ci-dessous récapitule les interventions par parcelles. Les années de contrôle en vue des travaux ont été déterminées en fonction de l'année de la première coupe et de dynamique de la végétation concurrente. Lorsque les deux opérations tombent la même année**, il faudra anticiper le passage en contrôle** pour ne pas risquer un report excessif des travaux du fait de la durée de l'exploitation.

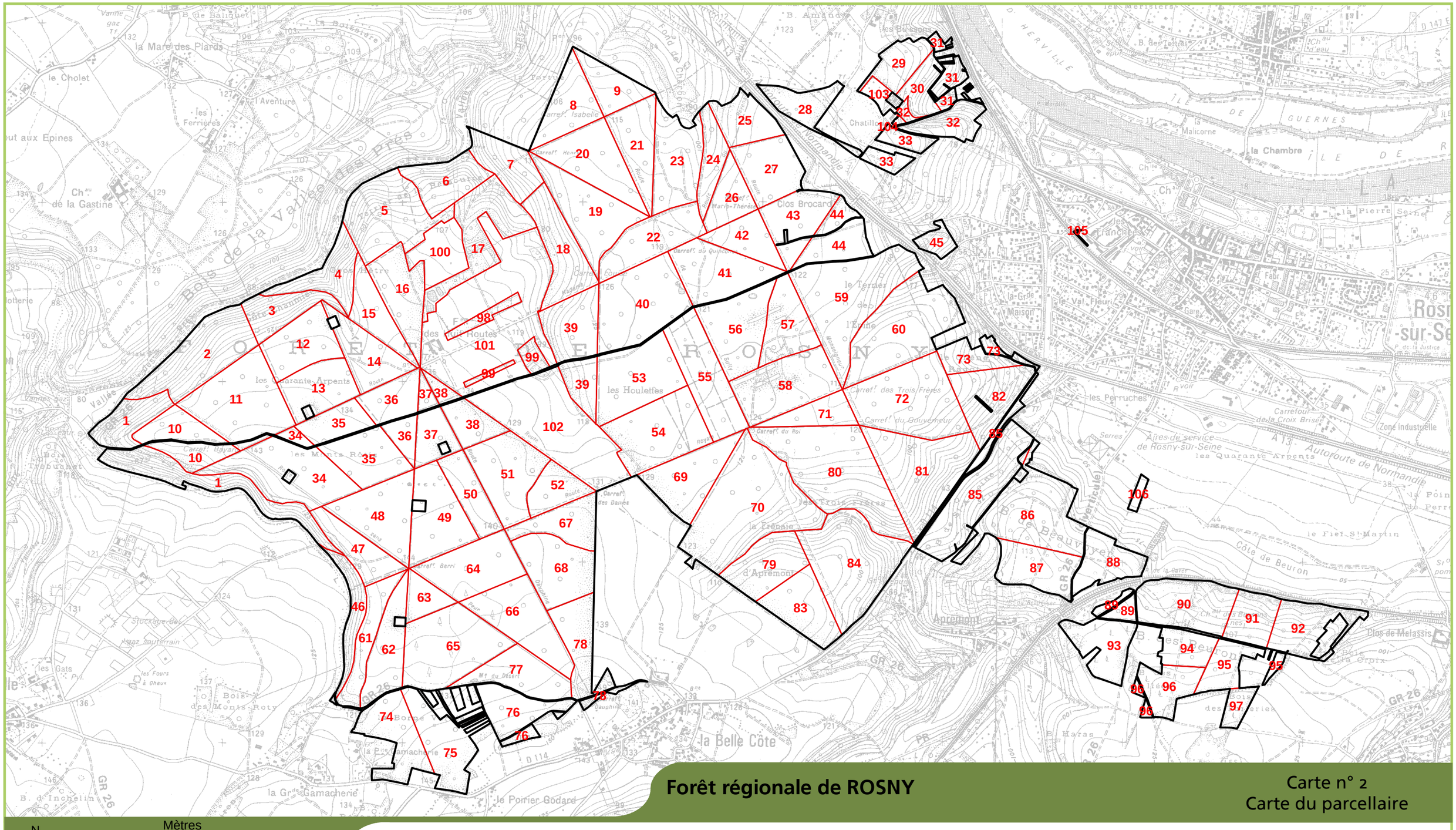
Pclle	UG	An. Cou1	An. Tx1	An. Tx2	An. Cou2	An. Tx3	An. Tx4	An. Tx5	An. Cou3	An. Tx6	An. Tx7	An. Tx8	An. Tx9	cond.dess
1	a	2019	2023	2027	2029	2031	2035							non
2	a	2019	2023	2027	2027	2031	2035		2035					non
3	u	2019	2023	2027	2027	2031	2035		2035					non
4	u	2023	2027	2031	2033	2035								oui
5	a	2023	2027	2031	2029	2035			2035					oui
5	b	2023	2027	2031	2029	2035								oui
6	a	2023	2027	2031	2031	2035								oui
6	b	2034	2038											non
8	u	2025	2029	2033	2033									oui
9	u	2021	2023	2025	2027	2027	2029	2031	2033	2033				oui
10	a	2019	2023	2027	2025	2031	2035		2033					non
10	b	2034	2038											non
11	a	2017	2021	2025	2023	2029	2033		2029					non
11	b	2034	2038											non
12	u	2025	2029	2033	2033									non
13	u	2025	2029	2033	2033									non
14	u	2025	2029	2033	2033									non
15	u	2020	2022	2024	2028	2026	2028	2030		2032	2034			non
16	u	2020	2024	2028	2026	2032			2034					non
17	u	2025	2027	2029	2031	2031	2033	2035						non
18	u	2018	2022	2026	2026	2030	2034		2034					non
19	u	2020	2024	2028	2028	2032								non
20	u	2021	2025	2029	2029	2033								oui
21	u	2021	2023	2025	2027	2027	2029	2031	2033	2033				oui
22	u	2018	2020	2022	2024	2024	2026	2028	2030	2030	2032	2034		non
23	a	2026	2028	2030	2034	2032	2034							non
23	b	2021	2025	2029	2027	2033			2033					non
24	u	2021	2023	2025	2027	2027	2029	2031	2033	2033	2035			non
25	u	2021	2025	2029	2027	2033			2035					non
26	u	2018	2022	2026	2024	2030	2034		2032					non
27	u	2020	2024	2028	2028	2032								non
28	a	2021	2025	2029	2027	2033			2033					oui
29	u	2021	2025	2029	2027	2033			2035					oui
30	u	2021	2025	2029	2029	2033								oui
31	a	2025	2029	2033	2035									oui
32	a	2025	2029	2033	2035									oui
33	u	2021	2025	2029	2027	2033			2035					oui
34	u	2017	2021	2025	2023	2029	2033		2029					non
35	a	2019	2021	2023	2025	2025	2027	2029	2033	2031	2033	2035		non
35	c	2019	2021	2023	2025	2025	2027	2029	2031	2031	2033	2035		non
36	u	2019	2021	2023	2025	2025	2027	2029	2031	2031	2033	2035		non
37	u	2019	2023	2027	2025	2031	2035		2033					non
38	u	2019	2021	2023	2025	2025	2027	2029	2031	2031	2033	2035		non

39	u	2016	2020	2024	2022	2028	2032		2028					non
40	a	2016	2018	2020	2022	2022	2024	2026	2028	2028	2030	2032	2034	non
40	b	2016	2020	2024	2026	2028	2032							non
41	u	2020	2024	2028	2028	2032								non
42	u	2021	2025	2029	2027	2033			2033					non
43	u	2018	2022	2026	2024	2030	2034		2032					non
44	u	2018	2022	2026	2024	2030	2034		2032					non
45	u	2021	2025	2029	2029	2033								non
47	a	2017	2021	2025	2023	2029	2033		2029					non
48	a	2024	2028	2032	2032									non
48	b	2019	2023	2027	2025	2031	2035		2031					non
49	u	2017	2021	2025	2023	2029	2033		2031					non
50	u	2019	2023	2027	2025	2031	2035		2033					non
51	a	2017	2019	2021	2023	2023	2025	2027	2029	2029	2031	2033	2035	non
52	u	2019	2021	2023	2025	2025	2027	2029	2031	2031	2033	2035		non
53	u	2016	2018	2020	2022	2022	2024	2026	2030	2028	2030	2032	2034	non
54	u	2016	2020	2024	2022	2028	2032		2028					non
55	u	2016	2018	2020	2022	2022	2024	2026	2028	2028	2030	2032	2034	non
56	u	2024	2026	2028	2030	2030	2032	2034						non
57	u	2020	2022	2024	2026	2026	2028	2030	2032	2032	2034			non
58	a	2018	2020	2022	2024	2024	2026	2028	2030	2030	2032	2034		non
59	u	2020	2024	2028	2026	2032			2032					oui
60	u	2020	2024	2028	2028	2032								non
61	u	2017	2019	2021	2025	2023	2025	2027	2033	2029	2031	2033	2035	non
62	u	2017	2019	2021	2025	2023	2025	2027	2033	2029	2031	2033	2035	non
63	u	2017	2019	2021	2025	2023	2025	2027	2033	2029	2031	2033	2035	non
64	a	2019	2021	2023	2025	2025	2027	2029	2031	2031	2033	2035		non
64	b	2034	2036											non
65	u	2019	2021	2023	2027	2025	2027	2029		2031	2033	2035		non
66	a	2017	2021	2025	2023	2029	2033		2029					non
66	b	2034	2038											non
67	u	2017	2019	2021	2023	2023	2025	2027	2029	2029	2031	2033	2035	non
68	u	2019	2023	2027	2025	2031	2035		2033					non
69	u	2018	2022	2026	2024	2030	2034		2032					non
70	u	2018	2022	2026	2024	2030	2034		2032					non
71	u	2016	2020	2024	2022	2028	2032		2028					non
72	u	2018	2022	2026	2024	2030	2034		2030					non
73	u	2020	2024	2028	2026	2032			2034					oui
74	u	2024	2028	2032	2030									oui
75	u	2024	2028	2032	2030									oui
76	u	2017	2019	2021	2023	2023	2025	2027	2029	2029	2031	2033	2035	non
77	u	2017	2021	2025	2023	2029	2033		2031					non
78	u	2019	2023	2027	2025	2031	2035		2033					non
79	u	2026	2030	2034	2032									oui
80	a	2022	2026	2030	2032	2034								oui
80	b	2016	2020	2024	2022	2028	2032		2030					non
81	u	2024	2028	2032	2030									oui
82	u	2020	2024	2028	2026	2032			2034					oui
83	u	2026	2030	2034	2032									oui
84	a	2026	2030	2034	2034									oui
85	a	2022	2026	2030	2028	2034			2034					oui
85	b	2029	2033		2035									oui
86	a	2022	2026	2030	2028	2034								oui

87	u	2022	2026	2030	2028	2034			2034					oui
88	u	2022	2026	2030	2028	2034			2034					oui
89	u	2025	2029	2033	2031									oui
90	a	2025	2029	2033	2031									oui
91	u	2025	2029	2033	2031									oui
92	a	2025	2029	2033	2031									oui
92	b	2025	2029	2033	2035									oui
93	u	2025	2029	2033	2031									oui
94	u	2020	2024	2028	2026	2032			2034					non
95	u	2020	2024	2028	2028	2032								non
96	u	2024	2026	2028	2032	2030	2032	2034						non
97	u	2020	2024	2028	2028	2032								non
98	u	2020	2024	2028	2026	2032			2034					non
99	u	2020	2024	2028	2026	2032			2034					non

CARTES


Forêt Régionale de ROSNY
Carte n° 1
Carte de situation
N
Kilomètres
0 1,5 3
DT Ile de France - Nord - Ouest
Agence Interdépartementale
de Versailles
SIG - JF * Juin 2016
2063
Office National des Forêts
SCANREG®, ©IGN, Paris, 2010 - Reproduction interdite - Licence n°2009-DPGC04-12 - Tirage sous franchise



Office National des Forêts

DT Ile de France - Nord - Ouest
Agence Interdépartementale
de Versailles
SIG - JF - Janvier 2016

Forêt régionale de ROSNY

Carte n° 3
Carte des enjeux de production

N

Mètres
0 500 1 000
1:20 000

Légende

- Fort
- Moyen
- Faible
- Hors sylviculture
- Parcellaire

Office National des Forêts

DT Ile de France - Nord - Ouest
Agence Interdépartementale
de Versailles
SIG - JF - Janvier 2016

2065

EDR25®, ©IGN, Paris, 2003 - Reproduction interdite - Marché IGN – ONF n°2000-6220-16 - Tirage sous franchise

Forêt régionale de ROSNY

Carte n° 4
Carte enjeux social

N

Mètres
0 500 1 000
1:20 000

Office National des Forêts

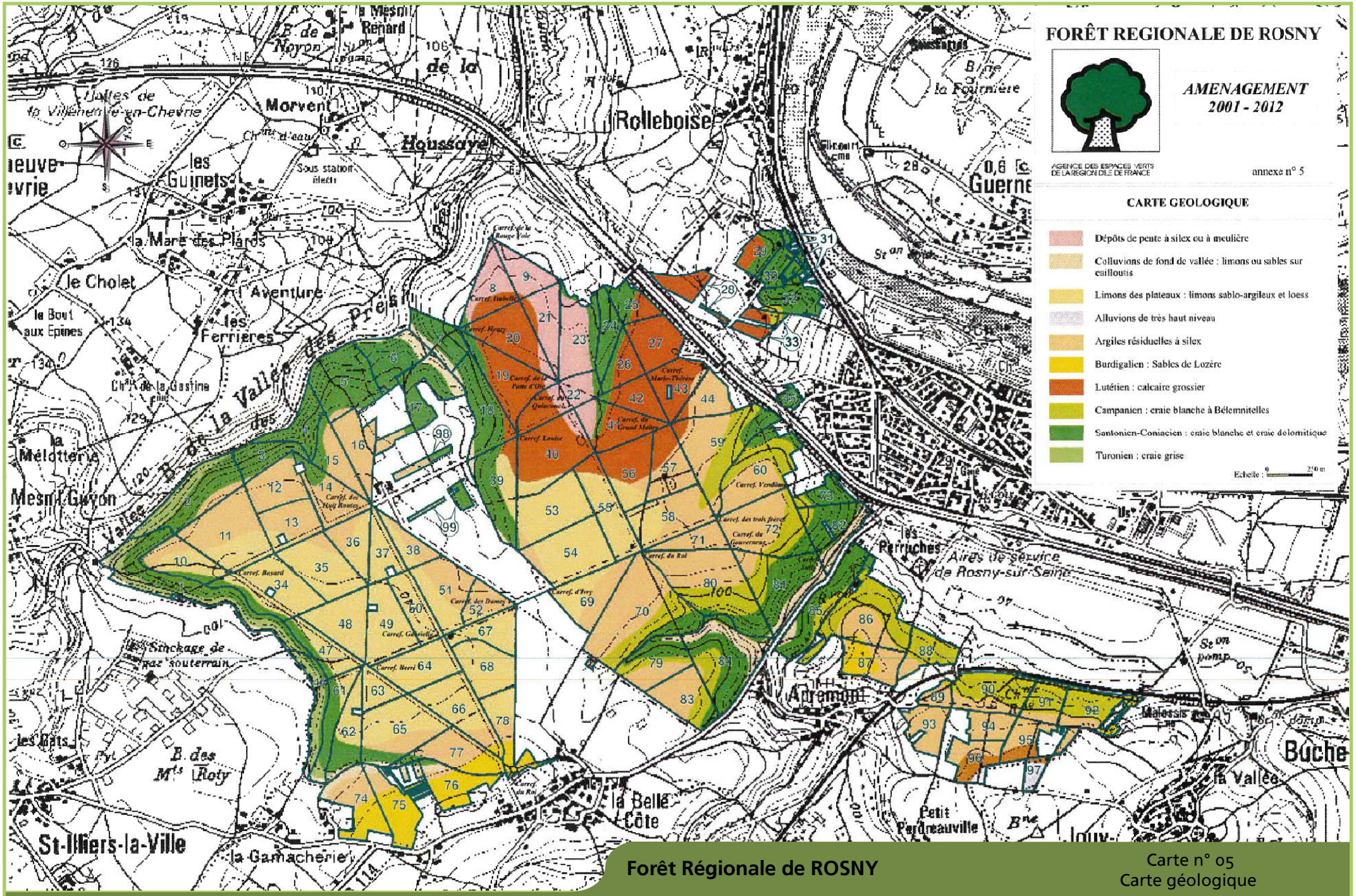
DT Ile de France - Nord - Ouest
Agence Interdépartementale
de Versailles
SIG - JF - Janvier 2016

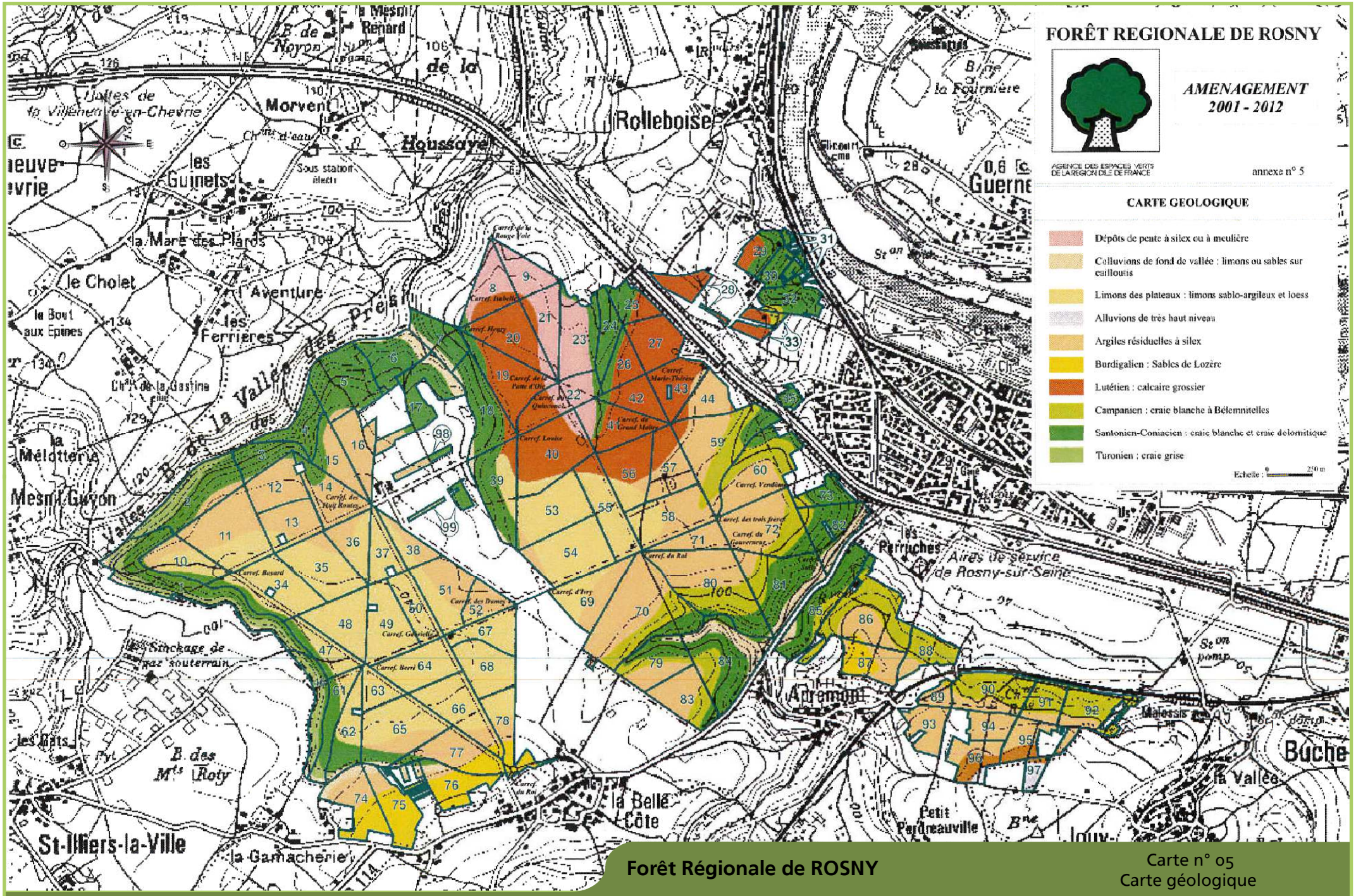
Légende

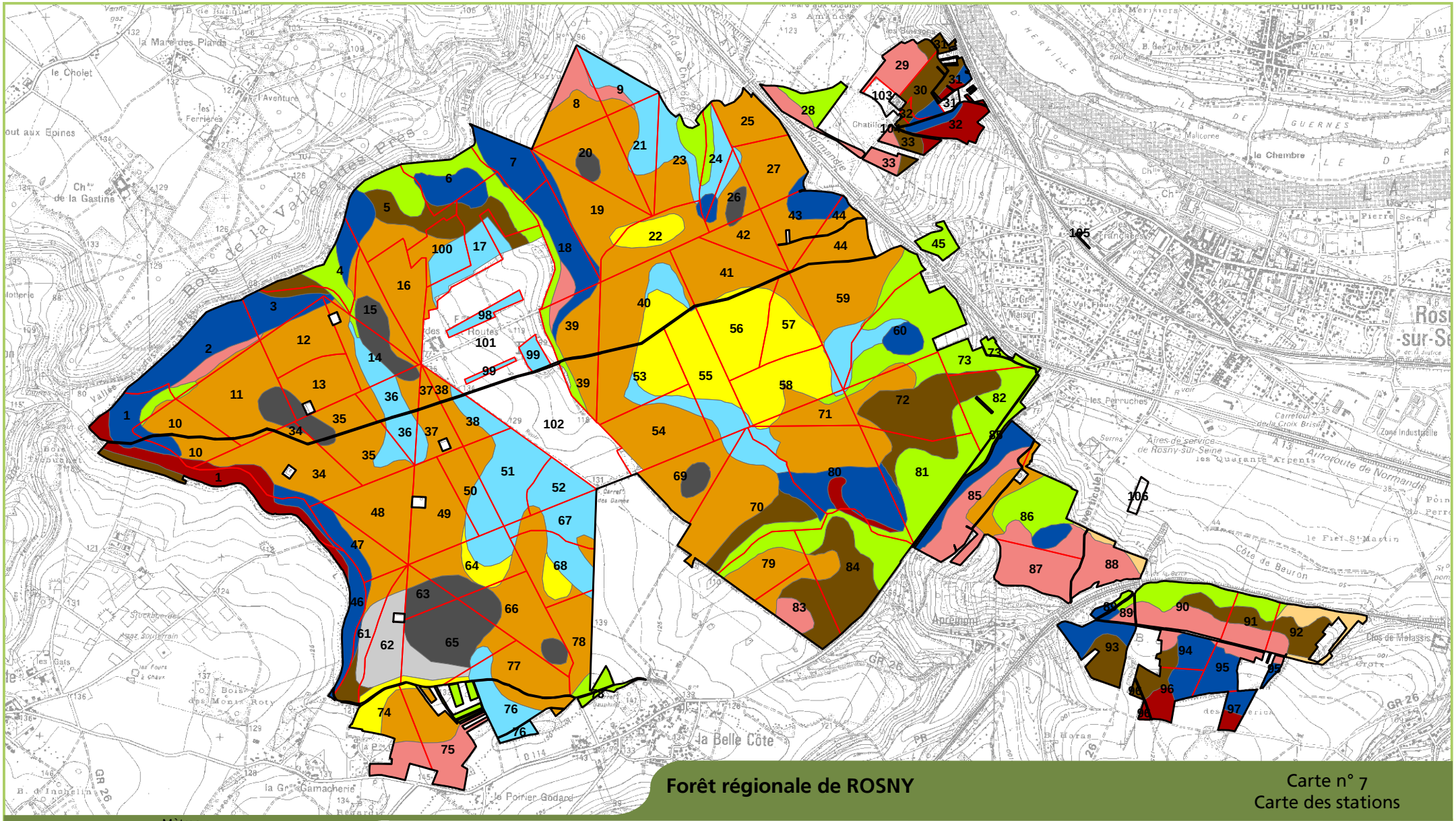
- Reconnu
- Local
- Parcellaire

2066

EDR25®, ©IGN, Paris, 2003 - Reproduction interdite - Marché IGN – ONF n°2000-6220-16 - Tirage sous franchise


FORÊT REGIONALE DE ROSNY
AMENAGEMENT
2001 - 2012
AGENCE DES ESPACES VERTS DE LA RÉGION ILE DE FRANCE
annexe n° 5
CARTE GEOLOGIQUE
Dépôts de pente à silex ou à meulière
Colluvions de fond de vallée : limons ou sables sur cailloutis
Limons des plateaux : limons sablo-argileux et loess
Alluvions de très haut niveau
Argiles résiduelles à silex
Burdigalien : Sables de Lozère
Lutétien : calcaire grossier
Campanien : craie blanche à Bélemnitelles
Santonien-Coniacien : craie blanche et craie dolomitique
Turonien : craie grise
Echelle : 250 m
Rolleboise
Houssaye
Morvent
les Guinets
la Mare des Plards
le Cholet
l'Aventure
les Ferrières
la Vallée des Prés
la Mélotterie
Mesnil Guyon
Aubemont
les Perruches
Aires de service de Rosny-sur-Seine
Buche
la Vallée
Malassis
Petit Perdreauville
la Belle Côte
St-Illiers-la-Ville
la Gamacherie
les Bats
B. des Mts Roty
Stockage de gaz souterrain
Forêt Régionale de ROSNY
Carte n° 05
Carte géologique
N
Office National des Forêts
2067
DT Ile de France - Nord - Ouest
Agence Interdépartementale
de Versailles
SIG - JF * Avril 2016


FORÊT REGIONALE DE ROSNY
AMENAGEMENT
2001 - 2012
AGENCE DES ESPACES VERTS DE LA RÉGION ILE DE FRANCE
annexe n° 5
CARTE GEOLOGIQUE
Dépôts de pente à silex ou à meulière
Colluvions de fond de vallée : limons ou sables sur cailloutis
Limons des plateaux : limons sablo-argileux et loess
Alluvions de très haut niveau
Argiles résiduelles à silex
Burdigalien : Sables de Lozère
Lutétien : calcaire grossier
Campanien : craie blanche à Bélemnitelles
Santonien-Coniacien : craie blanche et craie dolomitique
Turonien : craie grise
Echelle : 250 m
Rolleboise
Houssaye
les Guinets
la Mare des Plards
le Cholet
l'Aventure
les Ferrières
la Vallée des Prés
la Mélotterie
Mesnil Guyon
Aubemont
les Perruches
Aires de service de Rosny-sur-Seine
la Belle Côte
St-Illiers-la-Ville
la Gamacherie
Petit Perdreauville
la Vallée
Buche
Malassis
les Bats
B. des Mts Roty
Stockage de gaz souterrain
Forêt Régionale de ROSNY
Carte n° 05
Carte géologique
N
Office National des Forêts
2068
DT Ile de France - Nord - Ouest
Agence Interdépartementale
de Versailles
SIG - JF * Avril 2016



Forêt régionale de ROSNY

Carte n° 7
Carte des stations

N

Mètres
0 500 1 000
1:20 000

Légende

- 0 - Chênaie pubescente thermophile
- 1 - Hêtraie calcicole
- 2a - Chênaie neutrocalcicole de versant à sol superficiel
- 2b - Chênaie neutrocalcicole de versant à sol profond
- 2c - Chênaie neutrocalcicole de versant à plateau
- 8a - Hêtraie chênaie neutrocline de versant
- 8b - Hêtraie chênaie faiblement acide faiblement hydromorphe
- 8c - Hêtraie chênaie neutrocline de plateau avec hydromorphie
- 9 - Chênaie sessiliflore-hêtraie à acidité moyenne et /ou hydromorphie
- 10 - Chênaie sessiliflore-hêtraie acidiphile non ou peu podzolisée
- 11 - Chênaie sessiliflore acidiphile sur matériau sableux
- Parcellaire forestier
- Contour forêt

Office National des Forêts

DT Ile de France - Nord - Ouest
Agence Interdépartementale
de Versailles
SIG - JF - Janvier 2016

2069

EDR25®, ©IGN, Paris, 2003 - Reproduction interdite - Marché IGN – ONF n°2000-6220-16 - Tirage sous franchise

Forêt régional de ROSNY

Carte n° 8
Carte des peuplements

N

Mètres
0 360 720
1:20 000

Office National des Forêts

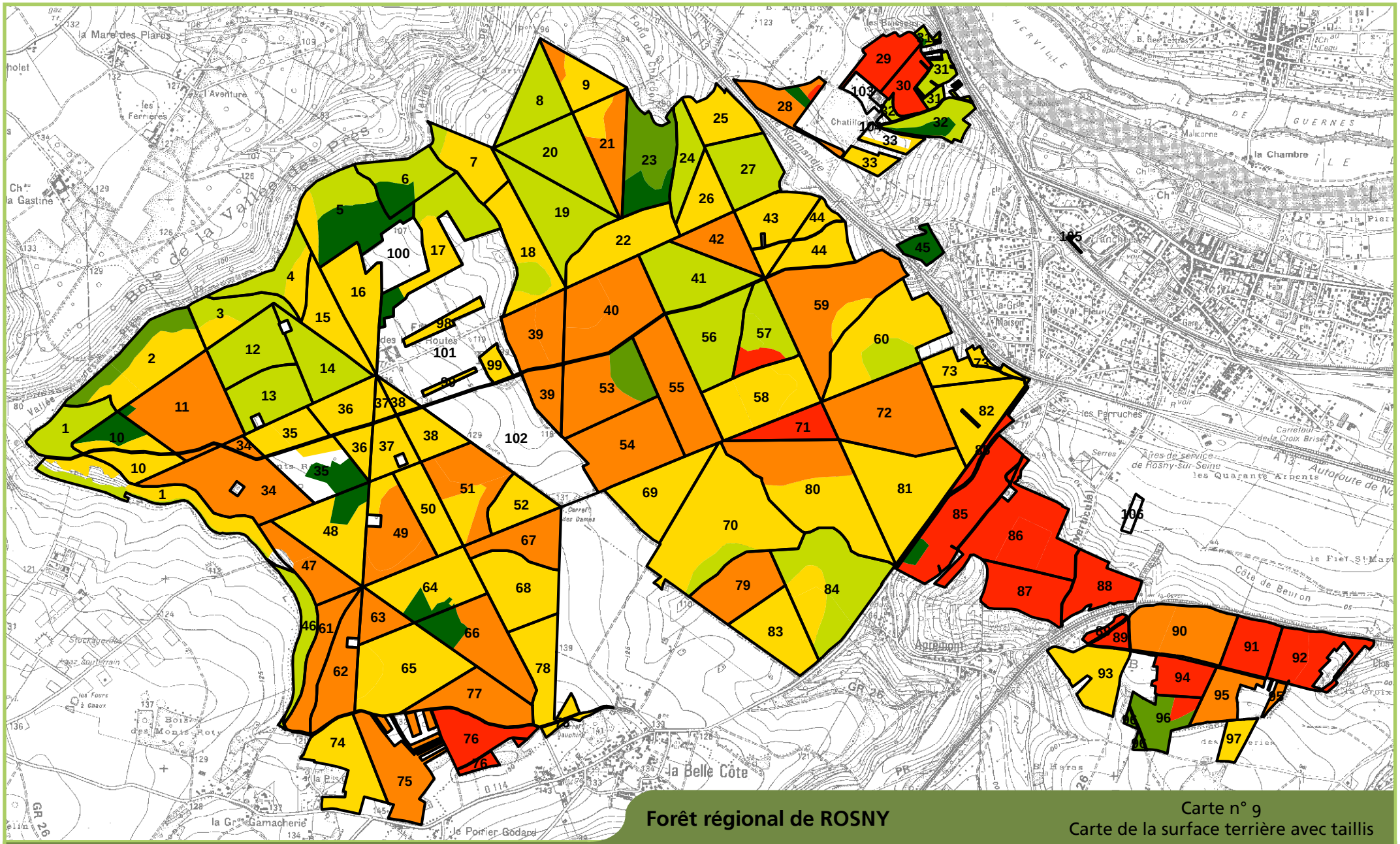
DT Ile de France - Nord - Ouest
Agence Interdépartementale
de Versailles
SIG - JF * Juin 2016

Légende

- Futaie d'érable champêtre
- Futaie d'érable champêtre /feuillus divers
- Futaie de châtaignier
- Futaie de chêne pubescent
- Futaie de chêne sessile
- Futaie de chêne sessile / bouleau
- Futaie de chêne sessile / charme
- Futaie de chêne sessile / chêne pubecsnt
- Futaie de chêne sessile / feuillus divers
- Futaie de chêne sessile / hêtre
- Futaie de chêne sessile / pin laricio
- Futaie de chêne sessile / pin sylvestre
- Futaie de chêne sessile / érable champêtre
- Futaie de feuillus divers
- Futaie de pin noir
- Futaie de pin sylvestre
- Futaie de pin sylvestre / feuillus divers
- Jeune peuplement de chêne sessile
- Jeune peuplement de chêne sessile/feuillus divers
- Jeune ppt de bouleaux /feuillus divers sous ppt relictuel
- Perchis feuillus divers
- TSF chêne sessile / charme
- TSF chêne sessile / feuillus divers
- Taillis de charme
- Prairie calcicole
- champs
- mares
- Concession RTE
- Espace urbain
- Parcellaire

2070

EDR25®, ©IGN, Paris, 2003 - Reproduction interdite - Marché IGN – ONF n°2000-6220-16 - Tirage sous fra nchise



Forêt régional de ROSNY

Carte n° 9
Carte de la surface terrière avec taillis

N

Mètres
0 500 1 000
1:26 000

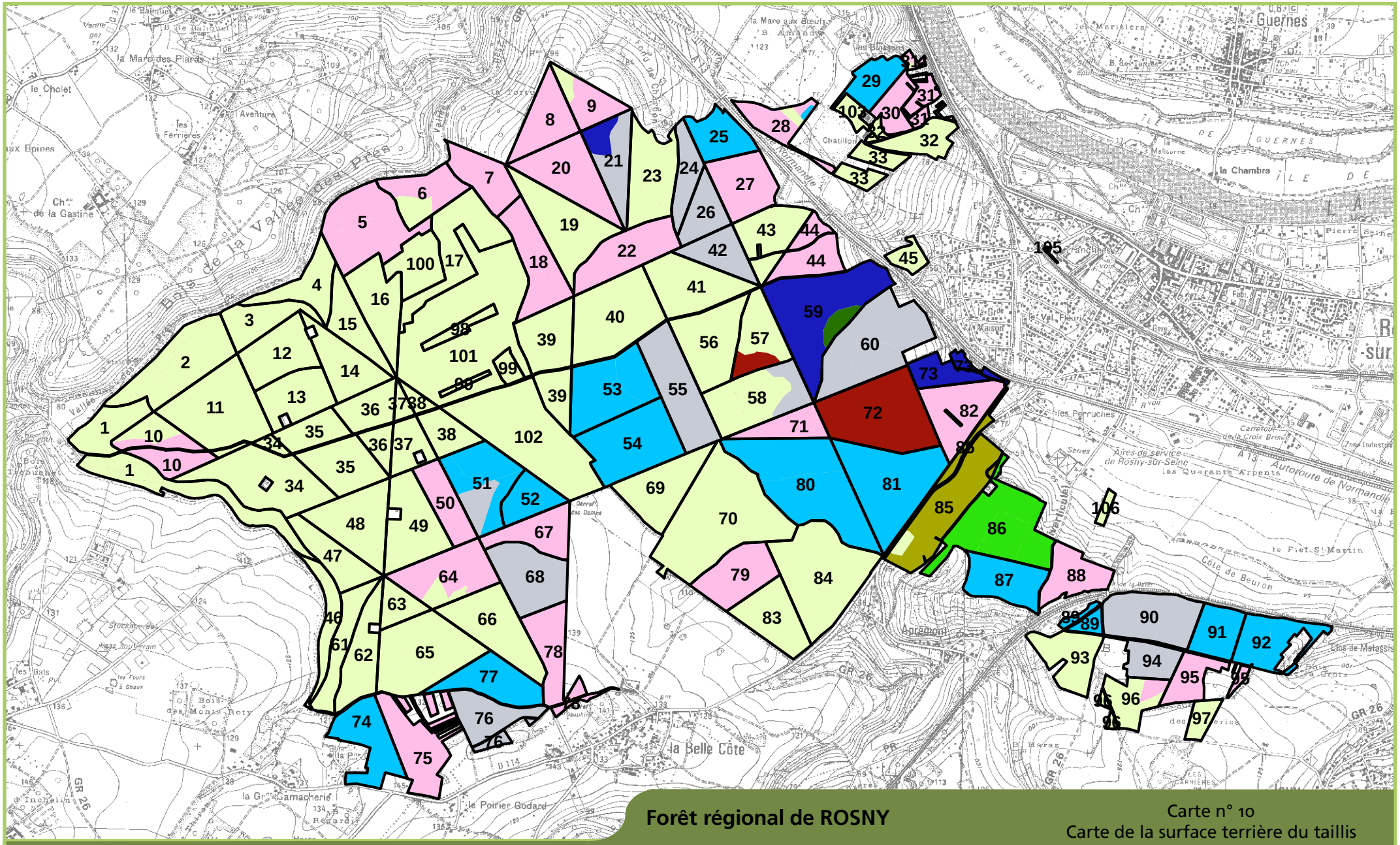
Légende

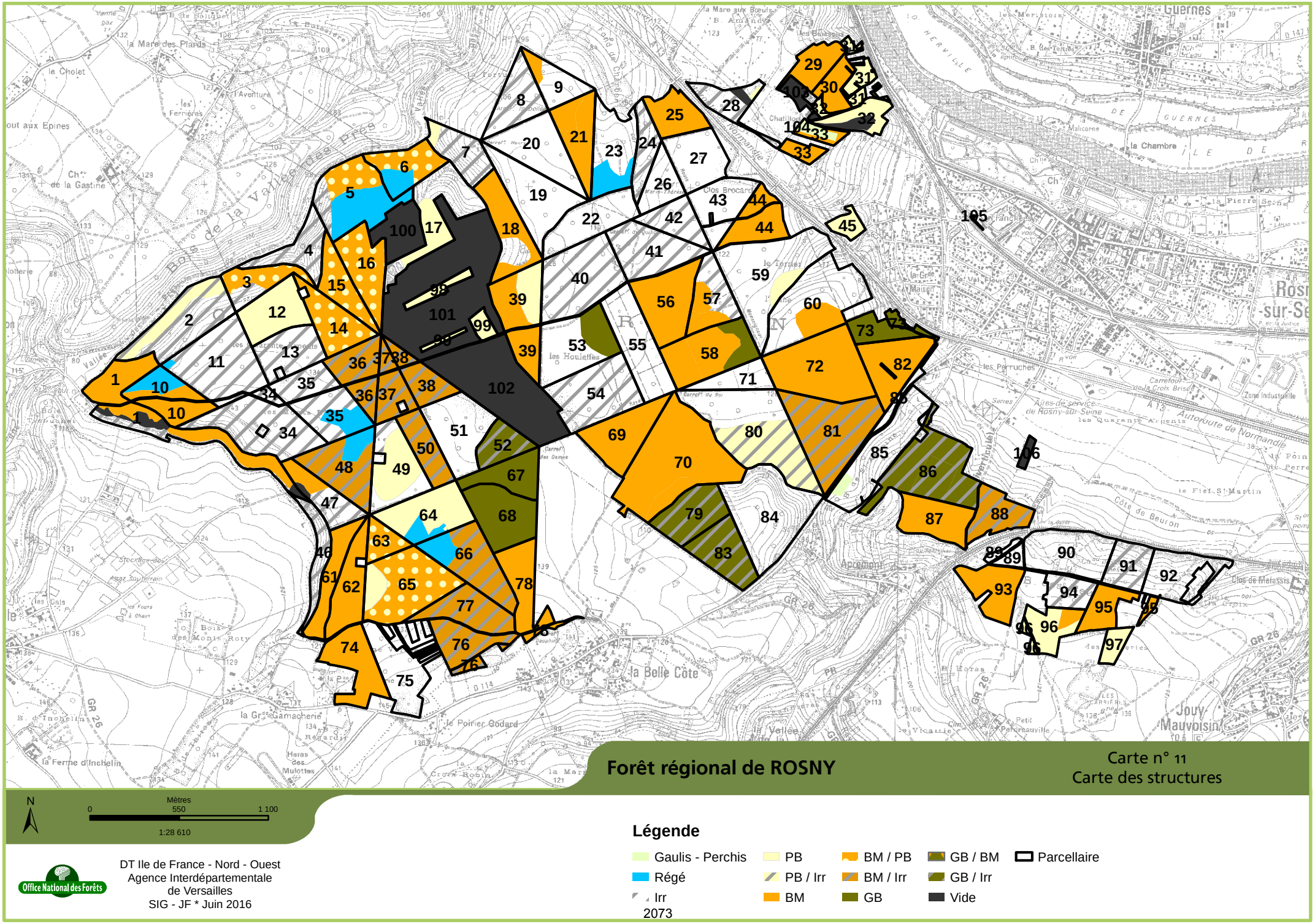
- G < 6
- 6 <= G < 12
- 12 <= G < 18
- 18 <= G < 24
- 24 <= G < 30
- 30 <= G < 36
- Parcellaire

DT Ile de France - Nord - Ouest
Agence Interdépartementale
de Versailles
SIG - JF * Avril 2016

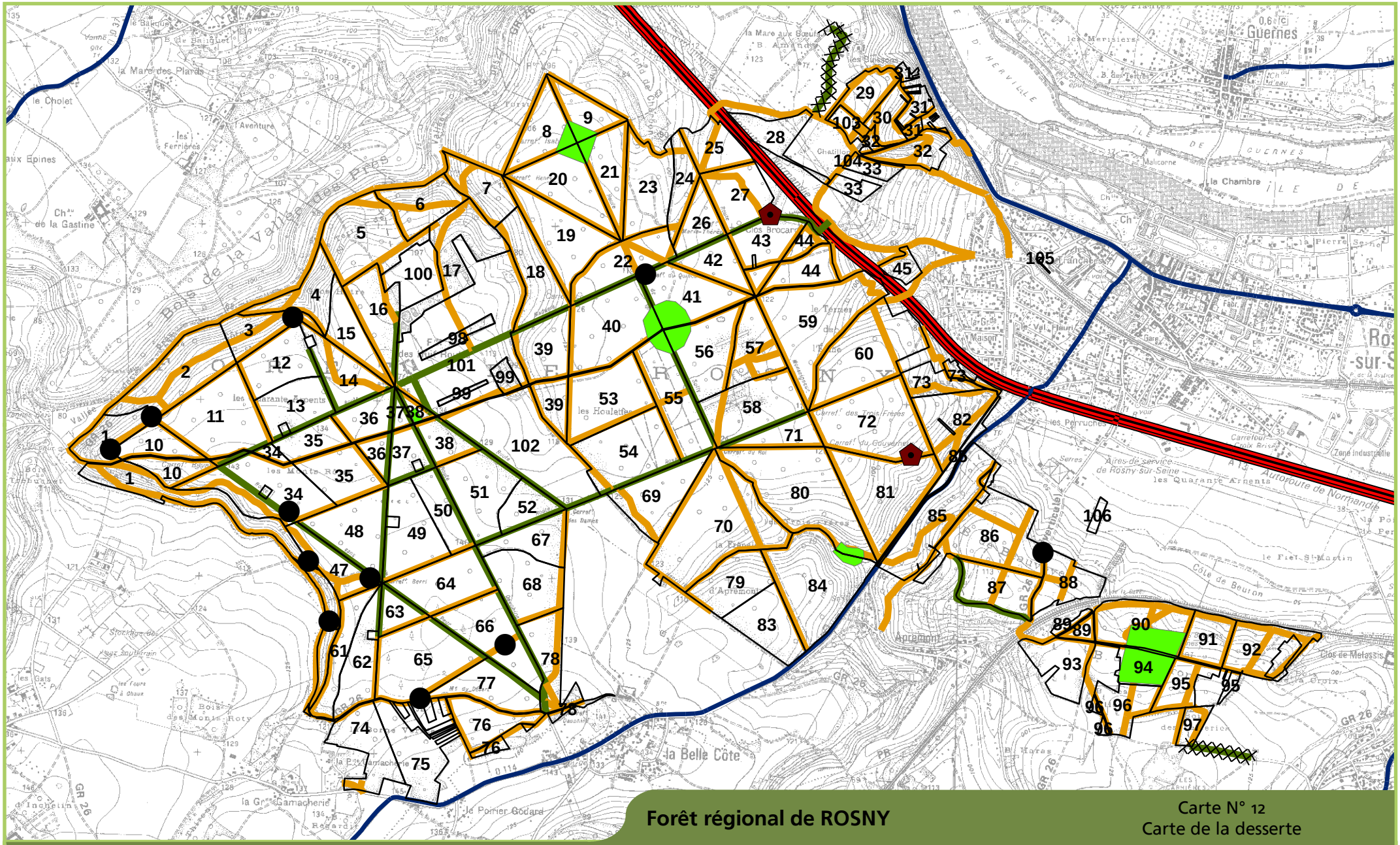
2071

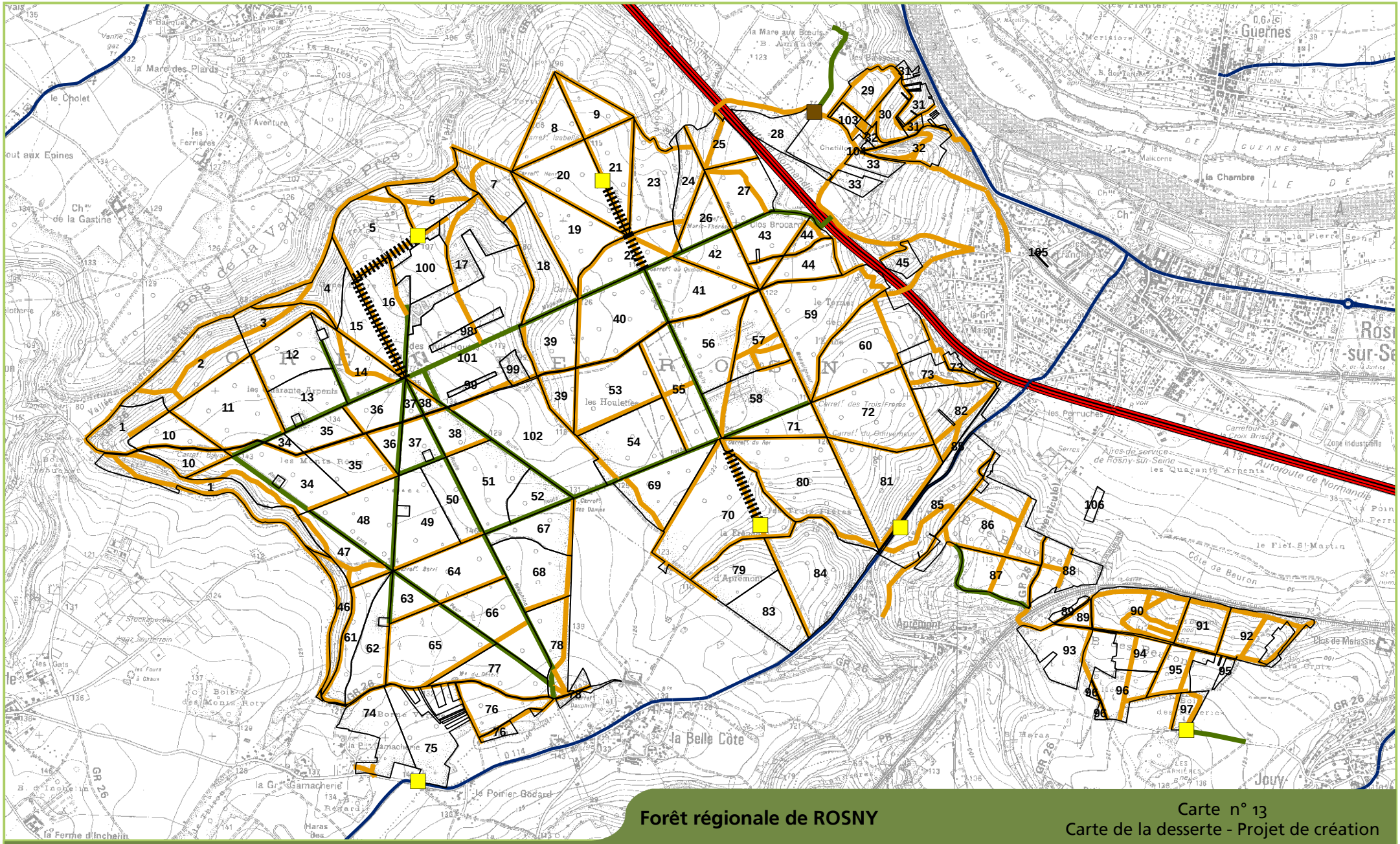
EDR256, ©IGN, Paris, 2003 - Reproduction interdite - Marché IGN – ONF n°2000-6220-16 - Tirage sous franchise


Forêt régional de ROSNY
Carte n° 10
Carte de la surface terrière du taillis
Légende
G < 2
2 <= G < 4
4 <= G < 6
6 <= G < 8
8 <= G < 10
10 <= G < 12
12 <= G <14
14 <= G < 16
16 <= G < 18
Parcellaire
N
Mètres
0
530
1 060
1:27 732
DT Ile de France - Nord - Ouest
Agence Interdépartementale
de Versailles
SIG - JF * Avril 2016
Office National des Forêts
2072
EDR25®. ©IGN, Paris, 2003 - Reproduction interdite - Marché IGN – ONF n°2000-6220-16 - Tirage sous franchise



EDR25®, ©IGN, Paris, 2003 - Reproduction interdite - Marché IGN – ONF n°2000-6220-16 - Tirage sous franchise


Forêt régional de ROSNY
Carte N° 12
Carte de la desserte
N
Mètres
0
500
1 000
1:28 000
Légende
Ne pas entreposer les bois
présomption de vestiges archéologiques
especes_protegees
Zone interdite pour le dépôt
des bois (raison écologique)
Site archéologique demander avis du SRA
avant toute exploitation et tout travaux
Chemin rural
accessible aux grumiers
2074
Accessible aux grumiers
Non accessible aux grumiers
Autoroute
Départementale
Parcellaire
Office National des Forêts
DT Ile de France - Nord - Ouest
Agence Interdépartementale
de Versailles
SIG - JF * Juin 2016
EDR25®, ©IGN, Paris, 2003 - Reproduction interdite - Marché IGN – ONF n°2000-6220-16 - Tirage sous franchise



Forêt régionale de ROSNY

Carte n° 13
Carte de la desserte - Projet de création

N

Mètres
0 500 1 000
1:20 000

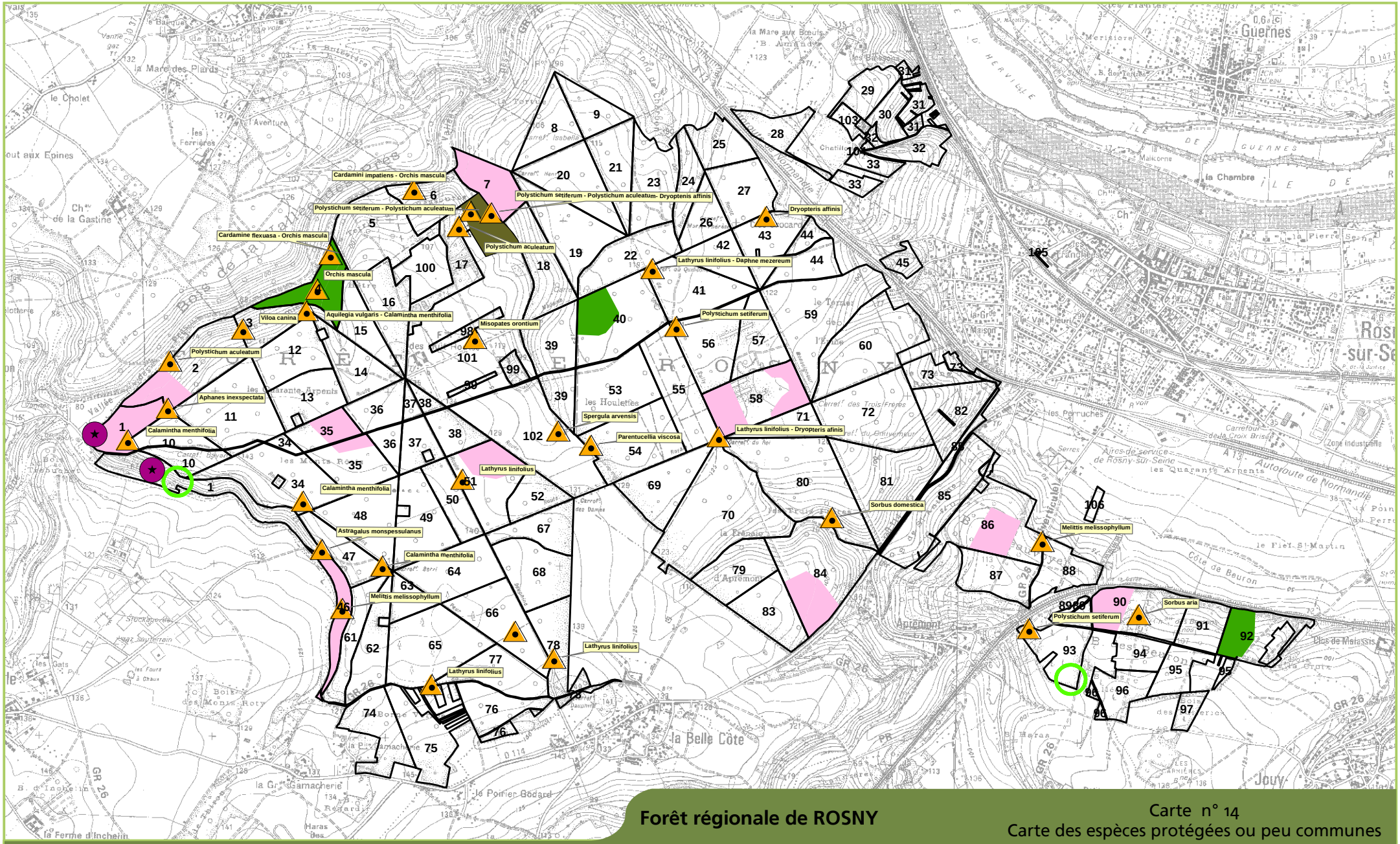
DT Ile de France - Nord - Ouest
Agence Interdépartementale
de Versailles
SIG - JF * Mai 2016

Légende

Création :
- Place de dépôt sur terrain naturel avec T de retournement ou plateforme de chargement
- Place de dépôt sur terrain naturel
- Création route accessible aux grumiers 2075

- Accessible aux grumiers
- Non accessible aux grumiers
- Autoroute
- Départementale
- Parcellaire

EDR25®, ©IGN, Paris, 2003 - Reproduction interdite - Marché IGN – ONF n°2000-6220-16 - Tirage sous fra nchise



Forêt régionale de ROSNY

Carte n° 14
Carte des espèces protégées ou peu communes

N

Mètres
0 500 1 000
1:20 000

Légende

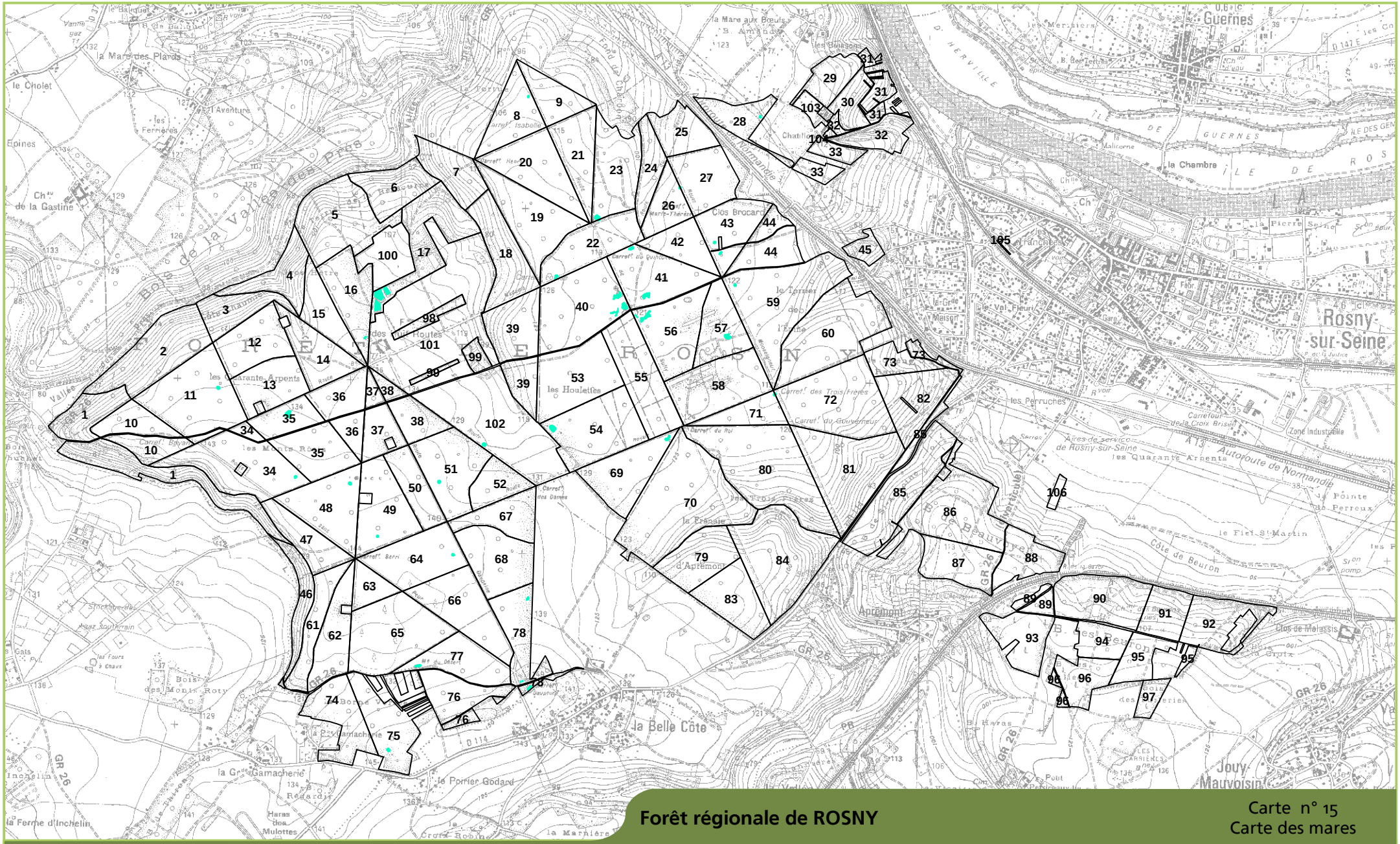
- Espèces protégées ou rares
- Espèces protégées (voir annexe)
- Zone à Polystic
- Zone favorable aux reptiles
- Parcellaire
- Ilots de sénescence
- Ilots de vieillissement

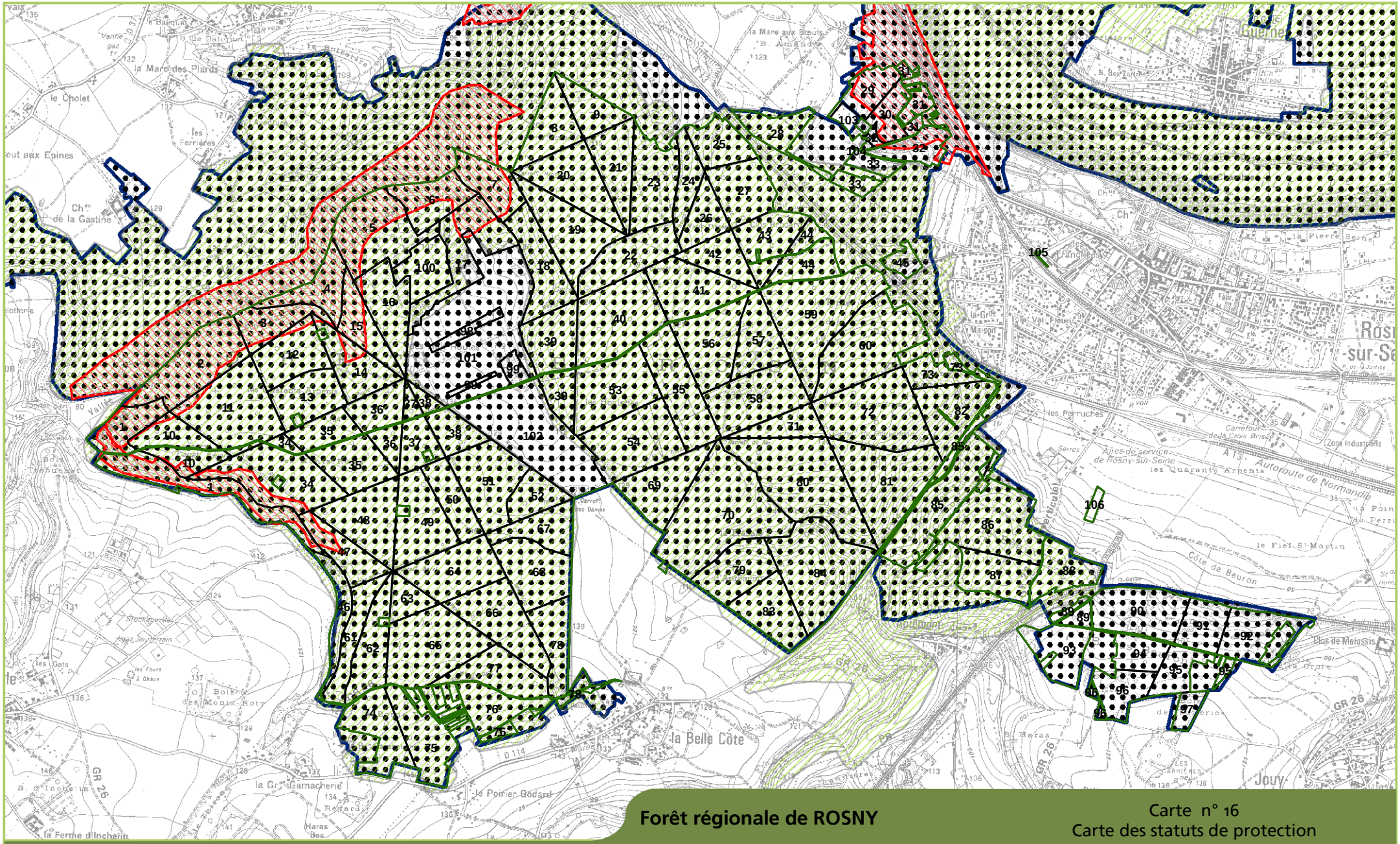
2076

Office National des Forêts

DT Ile de France - Nord - Ouest
Agence Interdépartementale
de Versailles
SIG - JF * Janvier 2016

EDR25®, ©IGN, Paris, 2003 - Reproduction interdite - Marché IGN – ONF n°2000-6220-16 - Tirage sous fra nchise


Forêt régionale de ROSNY
Carte n° 15
Carte des mares
N
Mètres
0
500
1 000
1:20 000
Légende
Mares
Parcellaire
2077
DT Ile de France - Nord - Ouest
Agence Interdépartementale
de Versailles
SIG - JF * Mai 2016
Office National des Forêts
Rosny-sur-Seine
Guernes
Jouy Mauvoisin
la Belle Côte
Aprémont
la Chambre
la Pointe
le Fief St Martin
Clos Brocard
Clos de Malassis
Côte de Beuron
Autoroute de Normandie
GR 26
EDR25®, ©IGN, Paris, 2003 - Reproduction interdite - Marché IGN – ONF n°2000-6220-16 - Tirage sous fra nchise



Forêt régionale de ROSNY

Carte n° 16
Carte des statuts de protection

N

Mètres
0 500 1 000
1:20 000

Légende

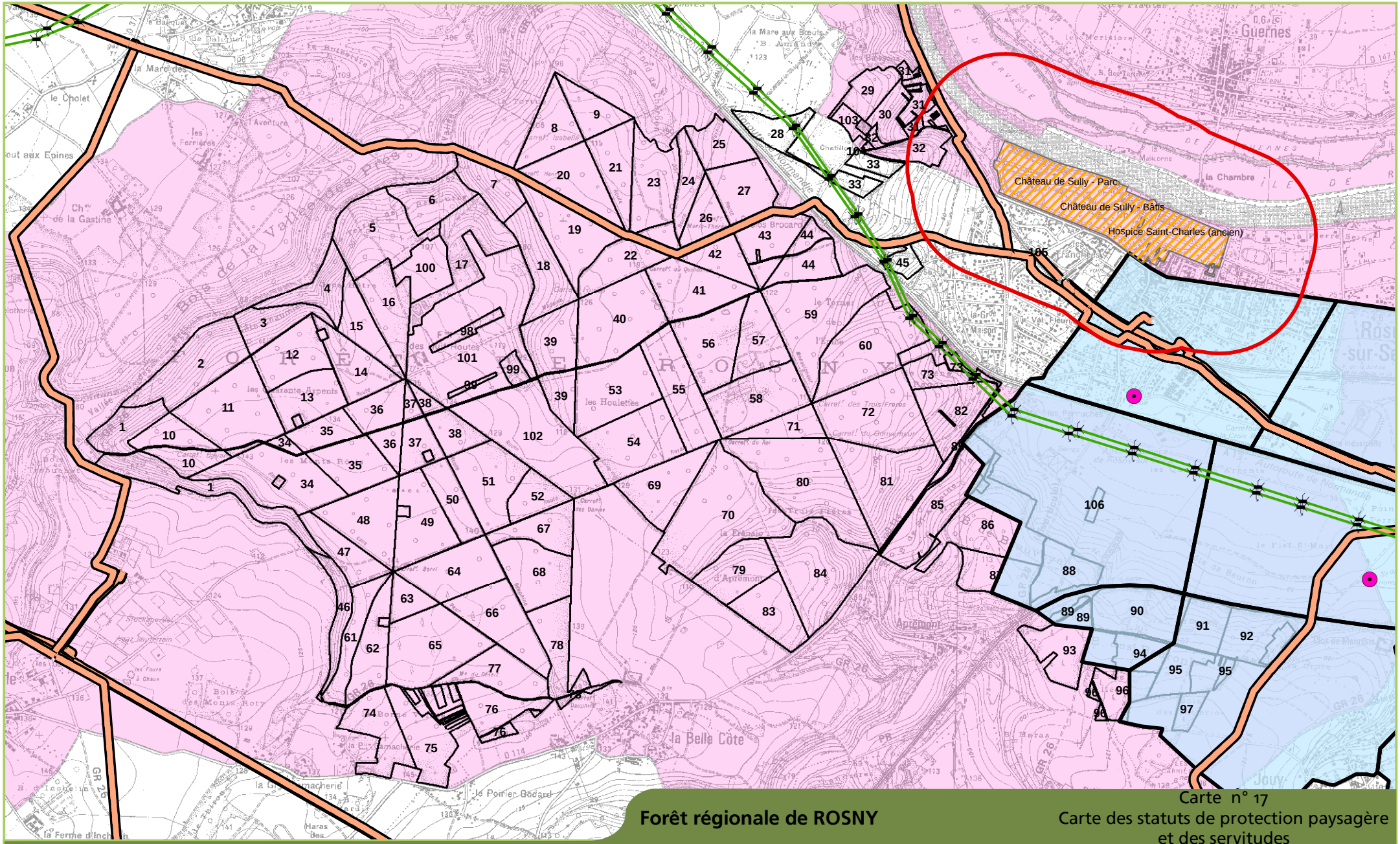
- Natura 2000 -ZPS
- znieff1
- ZNIEFF2
- Parcellaire
- Contour forêt

2078

DT Ile de France - Nord - Ouest
Agence Interdépartementale
de Versailles
SIG - JF * Janvier 2016

Office National des Forêts

EDR25®, ©IGN, Paris, 2003 - Reproduction interdite - Marché IGN – ONF n°2000-6220-16 - Tirage sous fra nchise



Forêt régionale de ROSNY

Carte n° 17
Carte des statuts de protection paysagère et des servitudes

N

Mètres
0 500 1 000
1:20 000

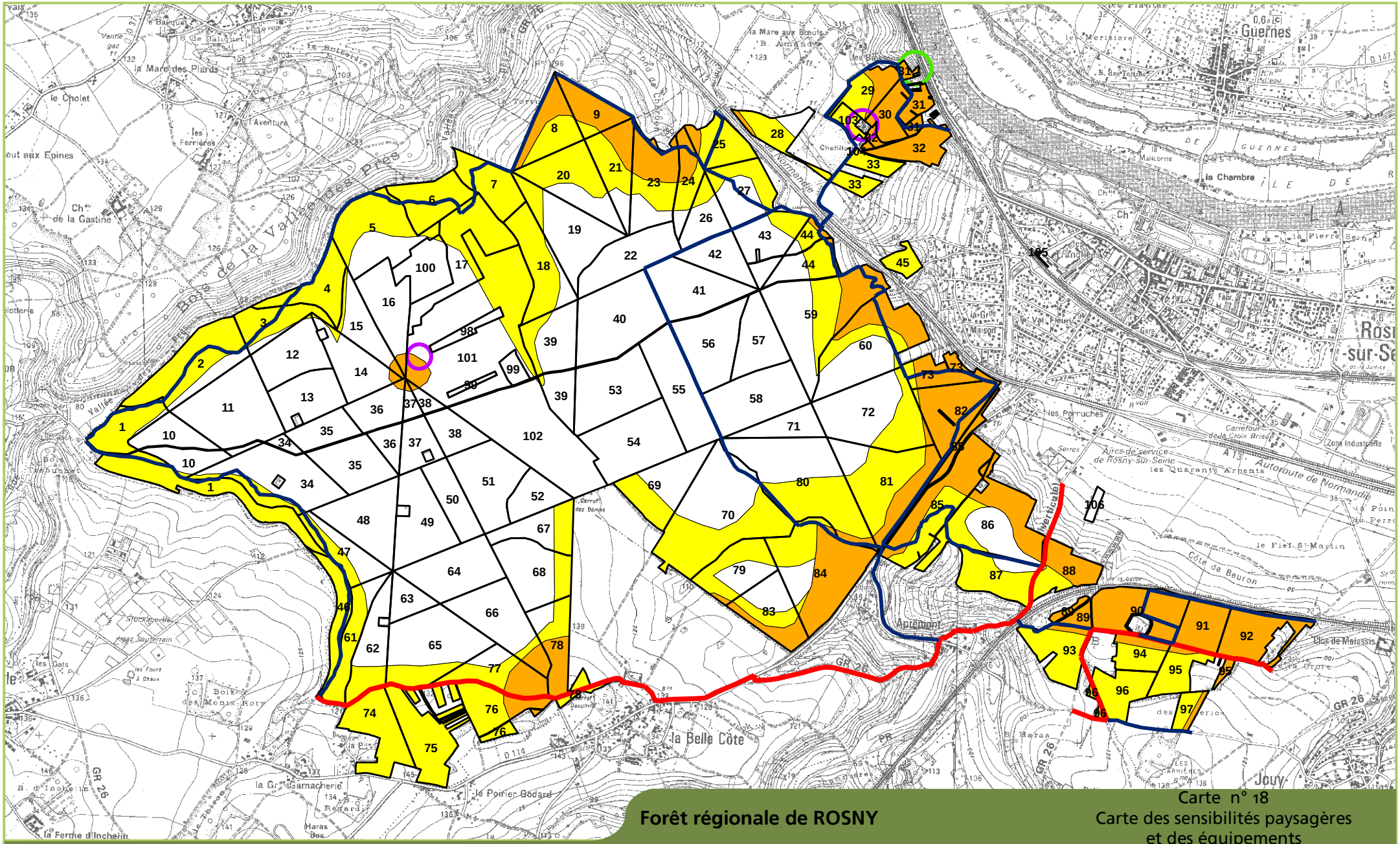
Légende

- Points de captage
- Périmètre de protection rapproché des captages
- Bâtiment classé
- Zone de protection de 500 m
- Sites inscrits
- PYLONE
- LIGNE_ELECTRIQUE
- Canalisations GRT GAZ
- Parcellaire

DT Ile de France - Nord - Ouest
Agence Interdépartementale
de Versailles
SIG - JF * Janvier 2016

2079

EDR25®, ©IGN, Paris, 2003 - Reproduction interdite - Marché IGN – ONF n°2000-6220-16 - Tirage sous fra nchise



Forêt régionale de ROSNY

Carte n° 18
Carte des sensibilités paysagères
et des équipements

N

Mètres
0 500 1 000
1:20 000

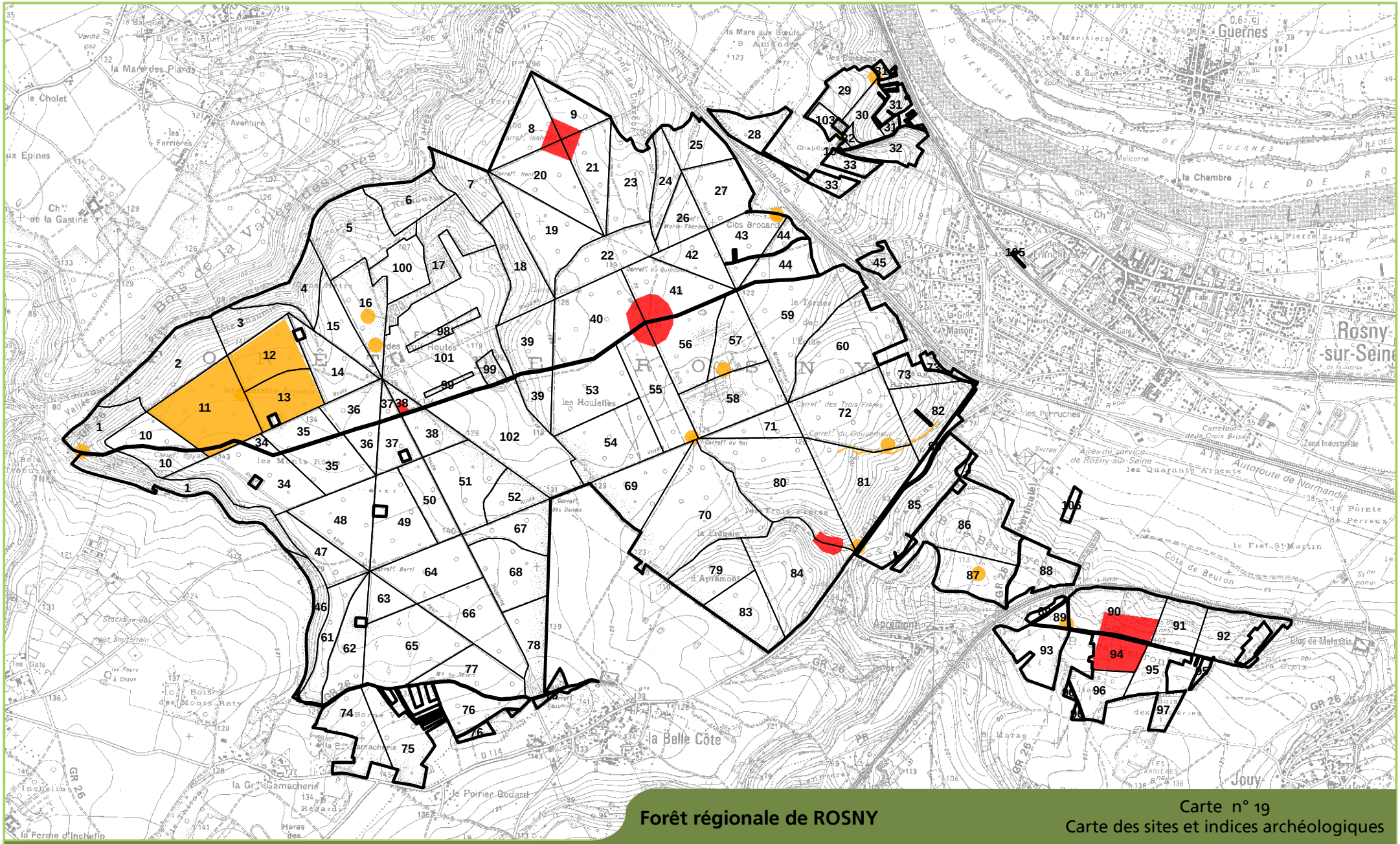
Légende

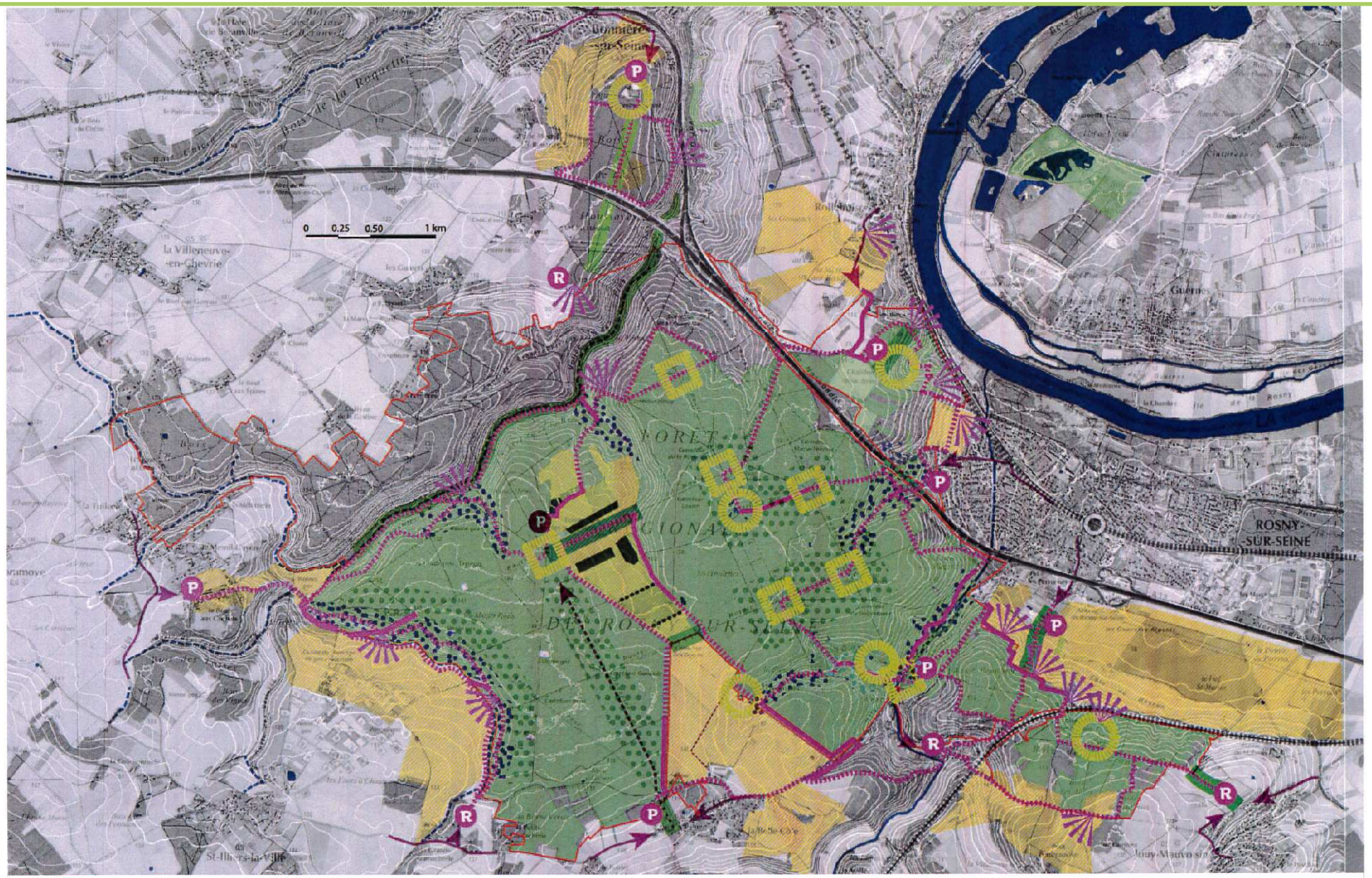
- Forte
- Moyenne
- Faible
- 2080
- Bâtiments patrimoniaux
- Ruines
- Kiosque
- GR26
- PR
- Parcellaire

Office National des Forêts

DT Ile de France - Nord - Ouest
Agence Interdépartementale
de Versailles
SIG - JF * Mai 2016

EDR25®, ©IGN, Paris, 2003 - Reproduction interdite - Marché IGN – ONF n°2000-6220-16 - Tirage sous fra nchise


Forêt régionale de ROSNY
Carte n° 19
Carte des sites et indices archéologiques
N
Mètres
0
500
1 000
1:20 000
Légende
Site avec présomption de vestiges archéologiques
Site très sensible demander avis du SRA avant toute exploitation et tout travaux
Parcellaire
2081
DT Ile de France - Nord - Ouest
Agence Interdépartementale
de Versailles
SIG - JF * Janvier 2016
Office National des Forêts
EDR25®, ©IGN, Paris, 2003 - Reproduction interdite - Marché IGN – ONF n°2000-6220-16 - Tirage sous fra nchise



Forêt Régionale de ROSNY

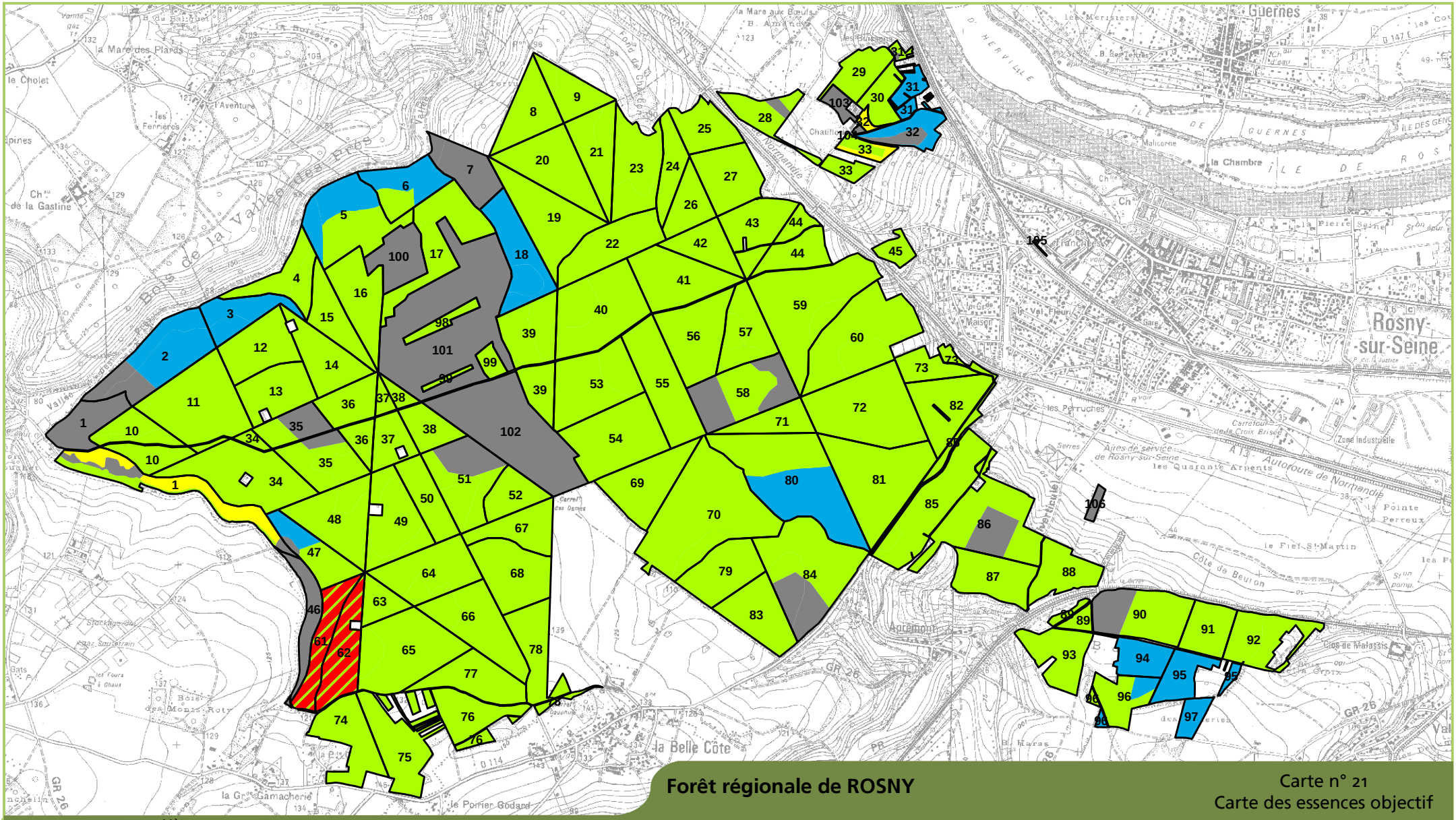
Carte n° 20
Carte des préconisations

N

Office National des Forêts

2082

DT Ile de France - Nord - Ouest
Agence Interdépartementale
de Versailles
SIG - JF * Juin 2016



Forêt régionale de ROSNY

Carte n° 21
Carte des essences objectif

N

Mètres
0 500 1 000
1:20 000

Légende

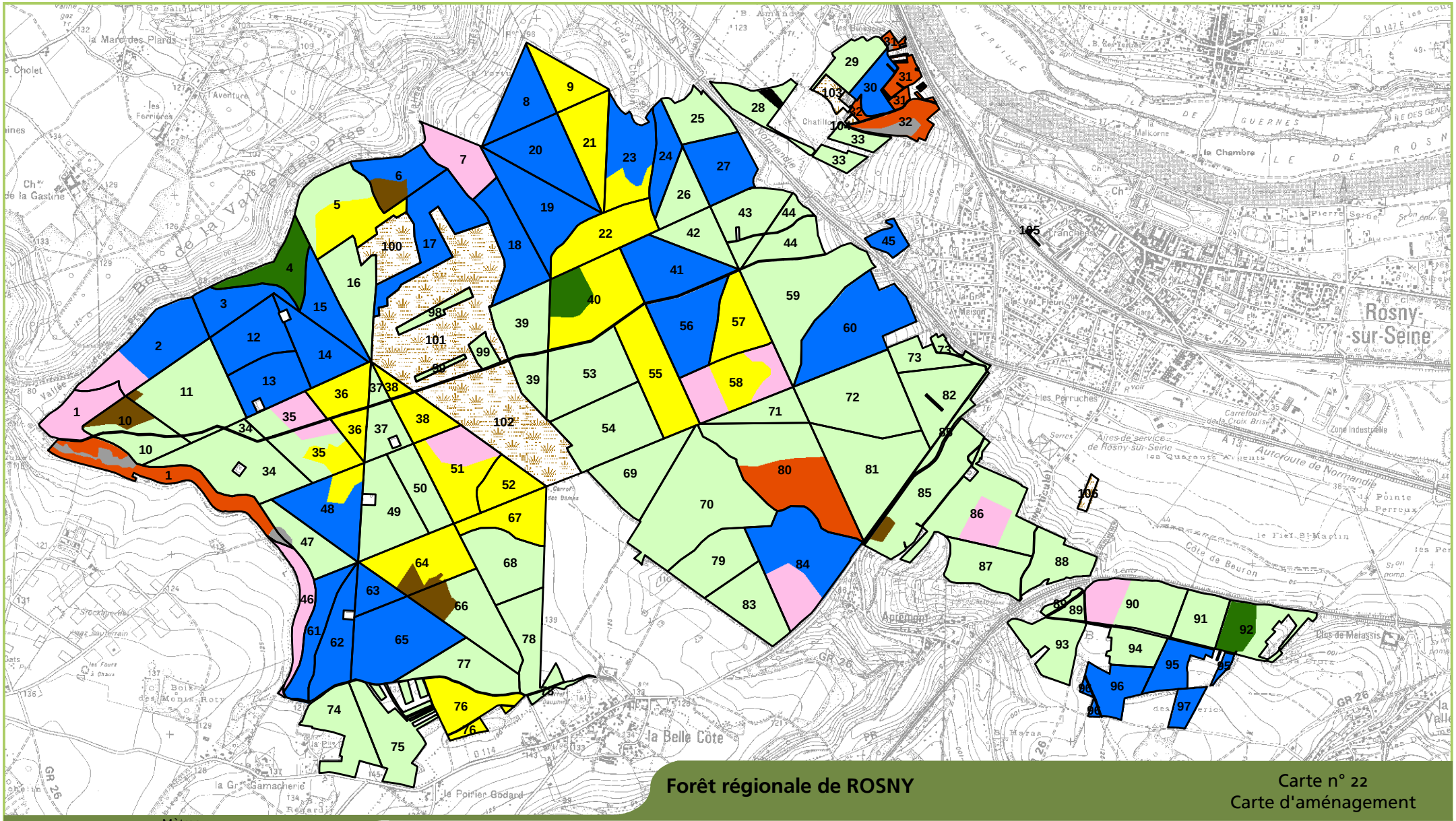
- Chêne sessile
- Chêne pubescent / fruitiers de milieu calcaire
- Erable champêtre Alisier torminal Autres feuillus
- Pin sylvestre / Chêne sessile
- Hors sylviculture
- Parcellaire

Office National des Forêts

DT Ile de France - Nord - Ouest
Agence Interdépartementale
de Versailles
SIG - JF - Janvier 2016

2083

EDR25®. ©IGN, Paris, 2003 - Reproduction interdite - Marché IGN – ONF n°2000-6220-16 - Tirage sous franchise



Forêt régionale de ROSNY

Carte n° 22
Carte d'aménagement

N

Mètres
0 500 1 000
1:20 000

Légende

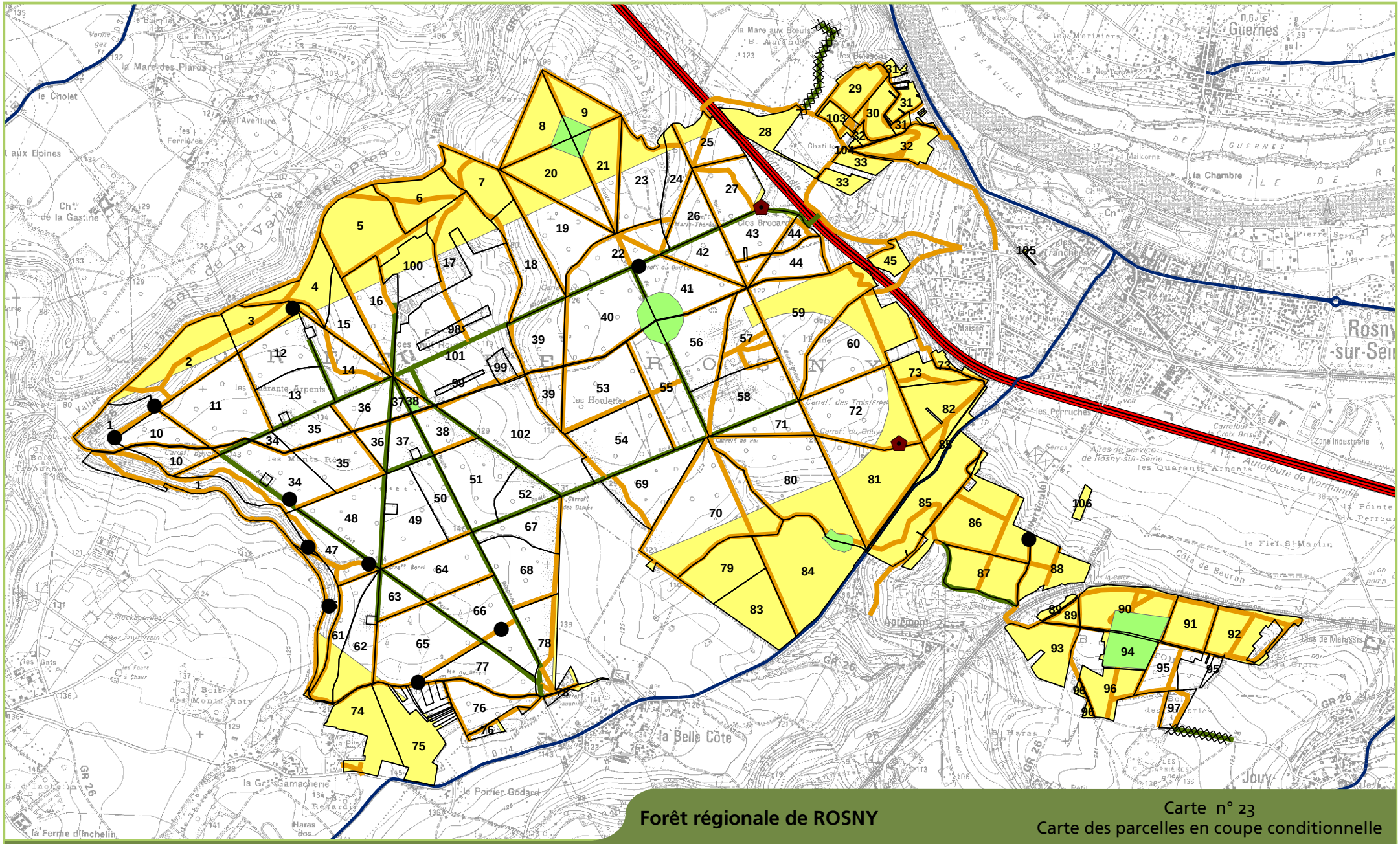
- Îlots de sénescence
- Îlots de vieillissement (Irrégulier à rotation de 10 ans)
- Groupe Irrégulier à rotation de 6 ans
- Groupe Irrégulier dans les jeunes peuplements : à rotation de 6 ans (1 fois) puis 7 ans
- Groupe Irrégulier à rotation de 6 ans (1 fois) puis 8 ans
- Groupe Irrégulier à rotation de 8 ans
- Groupe Irrégulier à rotation de 10 ans
- Hors sylviculture (prairie calcicole)
- Concession RTE
- Espace urbain
- Champs
- Parcellaire

Office National des Forêts

DT Ile de France - Nord - Ouest
Agence Interdépartementale
de Versailles
SIG - JF - Janvier 2016

2084

EDR256, ©IGN, Paris, 2003 - Reproduction interdite - Marché IGN – ONF n°2000-6220-16 - Tirage sous franchise



Forêt régionale de ROSNY

Carte n° 23
Carte des parcelles en coupe conditionnelle

N

Mètres
0 500 1 000
1:20 000

Légende

- Ne pas entreposer les bois présomption de vestiges archéologiques
- Zone interdite pour le dépôt des bois (raison écologique)
- Site archéologique demander avis du SRA avant toute exploitation et tout travaux
- Parcelles en coupe conditionnelle

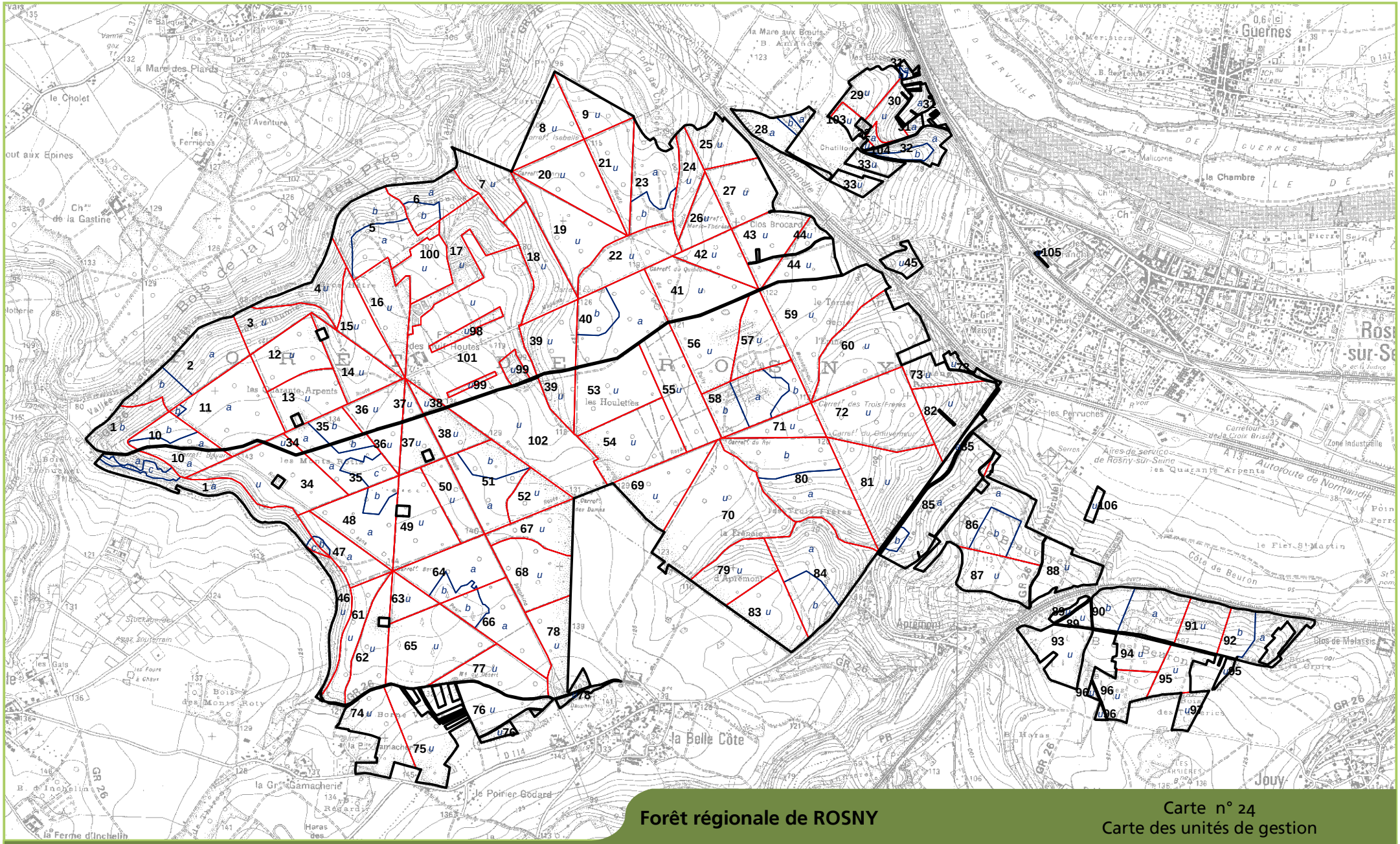
2085

- Accessible aux grumiers
- Non accessible aux grumiers
- Chemin rural accessible aux grumiers
- Autoroute
- Départementale
- Parcellaire

Office National des Forêts

DT Ile de France - Nord - Ouest
Agence Interdépartementale
de Versailles
SIG - JF * Mai 2016

EDR25®, ©IGN, Paris, 2003 - Reproduction interdite - Marché IGN – ONF n°2000-6220-16 - Tirage sous fra nchise



Forêt régionale de ROSNY

Carte n° 24
Carte des unités de gestion

N

Mètres
0 500 1 000
1:19 990

DT Ile de France - Nord - Ouest
Agence Interdépartementale
de Versailles
SIG - JF * Mai 2016

Office National des Forêts

Légende

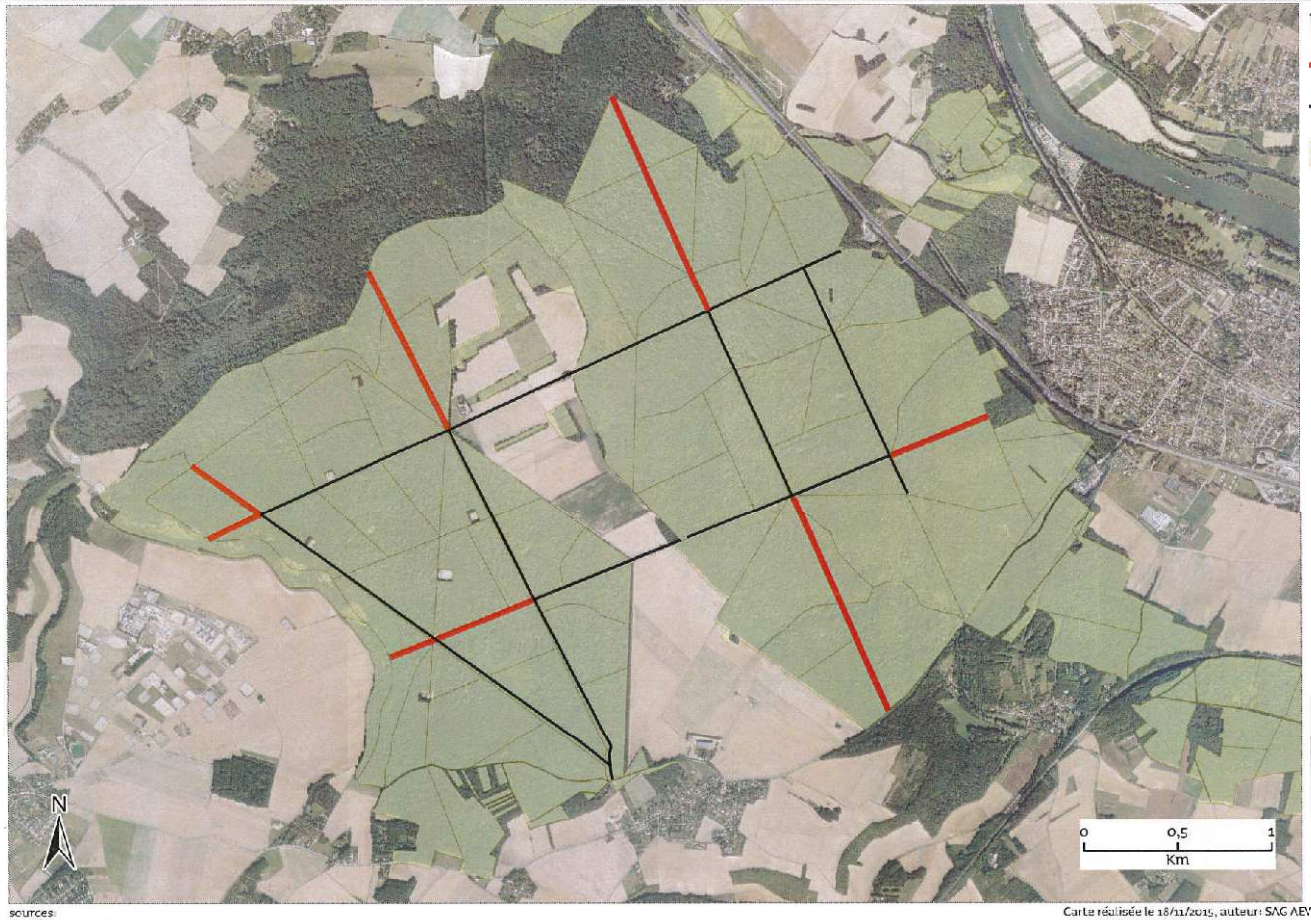
Unités de gestion | Parcellaire forestier | Contour forêt

2086

EDR25®, ©IGN, Paris, 2003 - Reproduction interdite - Marché IGN – ONF n°2000-6220-16 - Tirage sous fra nchise

Projet coupes d'emprise

Forêt régionale de Rosny



Légende

- Emprise à élargir
- Réseau primaire
- Parcellaire

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

sources:
©AEV, Source AEV, 2013

Carte réalisée le 18/11/2015, auteur: SAG AEV

Forêt régionale de ROSNY

Carte n° 25
Carte des élargissements de chemin

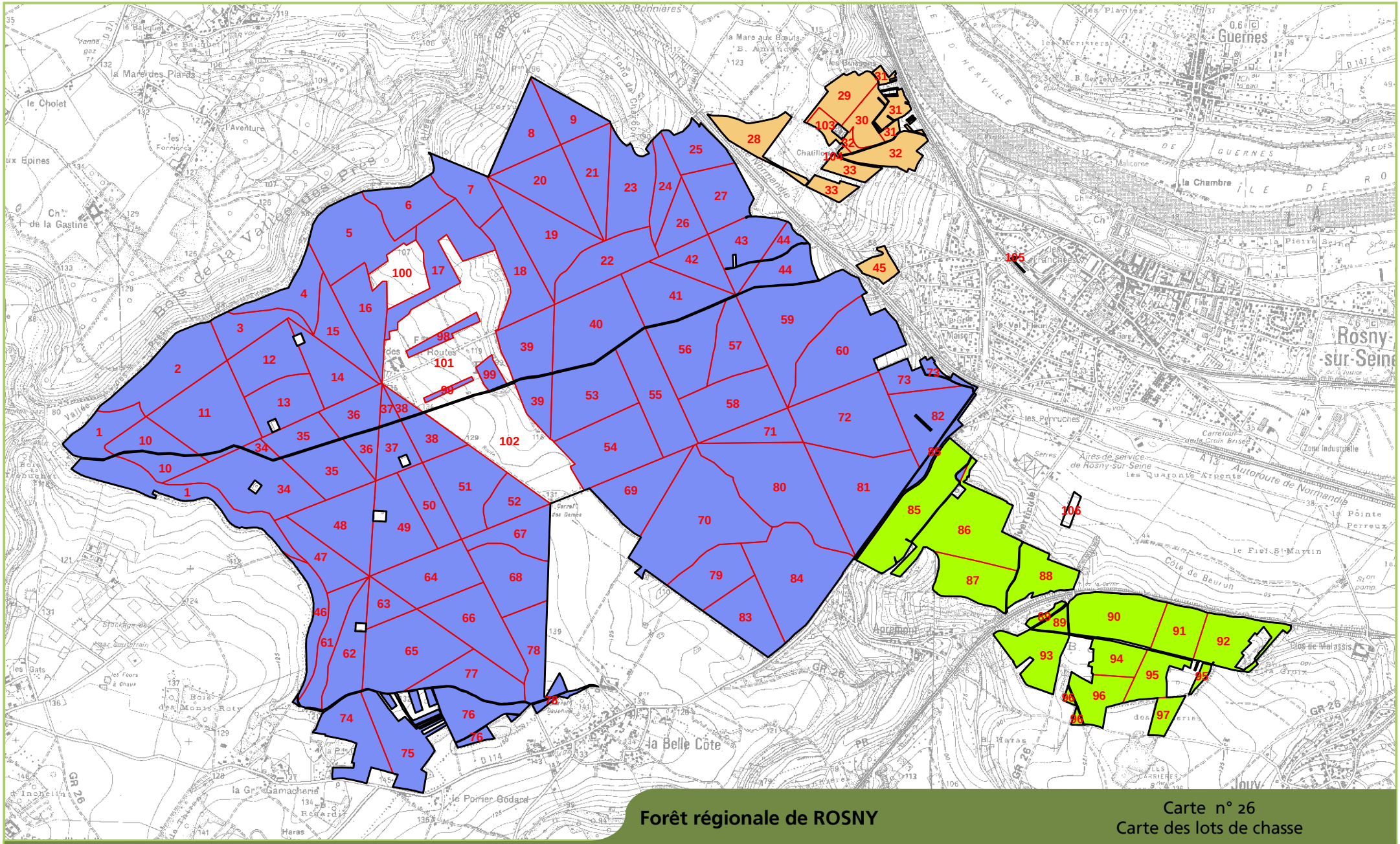
N

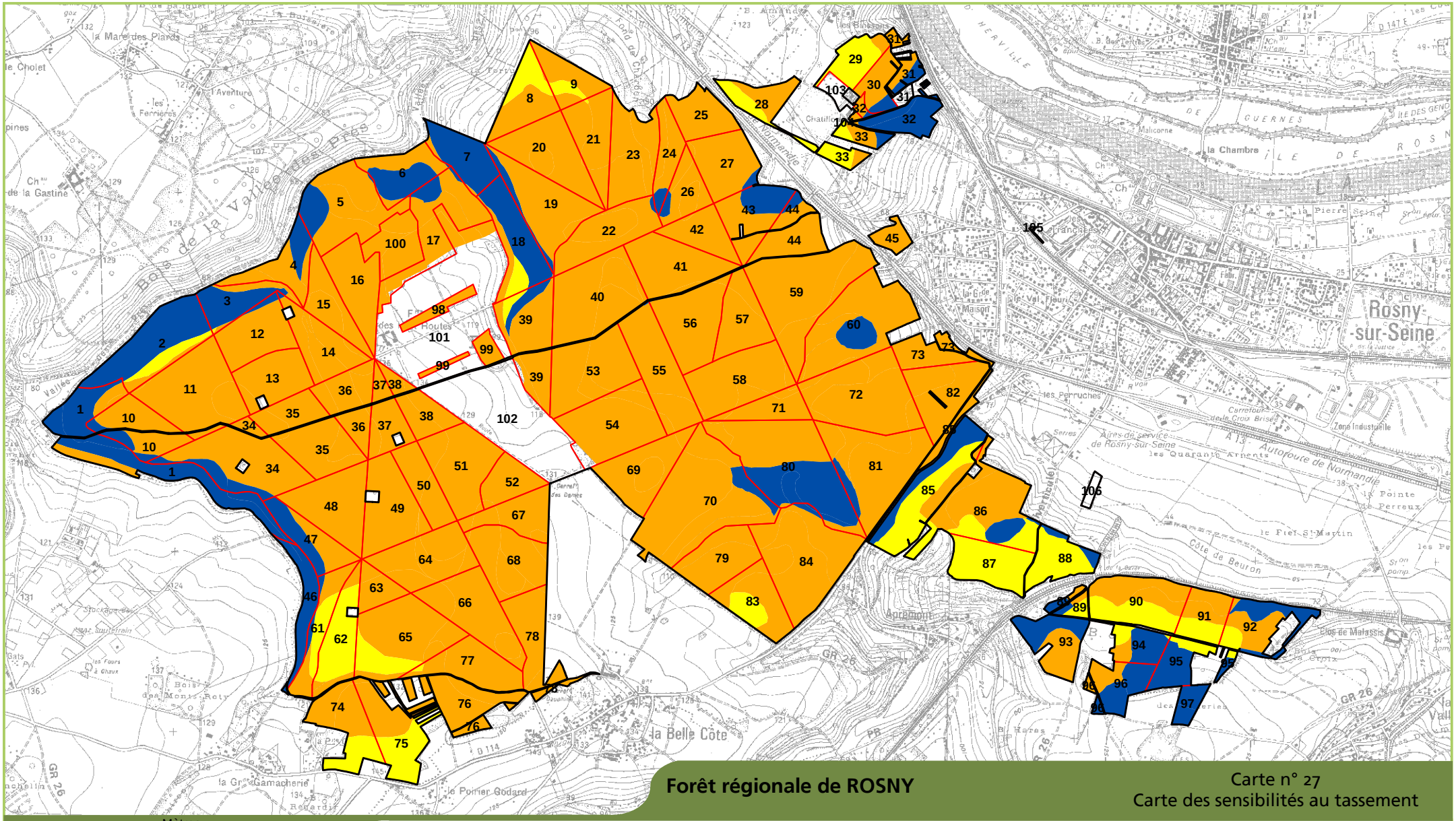
Mètres
0 190 380
1:7 470

Office National des Forêts

DT Ile de France - Nord - Ouest
Agence Interdépartementale
de Versailles
SIG - JF * Juin 2016

EDR25®, ©IGN, Paris, 2003 - Reproduction interdite - Marché IGN – ONF n°2000-6220-16 - Tirage sous fra nchise


Forêt régionale de ROSNY
Carte n° 26
Carte des lots de chasse
N
Mètres
0
500
1 000
1:20 000
Légende
Lot n°1
Lot n°2
Lot n°3
Parcellaire forestier
Contour forêt
2088
DT Ile de France - Nord - Ouest
Agence Interdépartementale
de Versailles
SIG - JF * Mai 2016
Office National des Forêts
Guernes
Rosny-sur-Seine
la Belle Côte
la Chambre
Bois de la Vallée des Prés
la Mare des Plards
le Cholet
Ch.au de la Gastine
les Epines
la Mare aux Bœufs
les Bonnières
les Perruches
Aires de service de Rosny-sur-Seine
Autoroute de Normandie
le Fiel St Martin
Côte de Beurun
Clos de Malassis
la Pointe
les Perreux
la Grande Camacherie
le Poirier Godard
Haras
Joury
GR 26
EDR25®, ©IGN, Paris, 2003 - Reproduction interdite - Marché IGN – ONF n°2000-6220-16 - Tirage sous fra nchise



Forêt régionale de ROSNY

Carte n° 27
Carte des sensibilités au tassement

N

Mètres
0 500 1 000
1:20 000

Légende

- Sols très praticables
- Sols praticables toute l'année moyennant certaines précautions
- Sols très sensibles, impraticables une partie de l'année
- Parcellaire forestier
- Contour forêt

2089

Office National des Forêts

DT Ile de France - Nord - Ouest
Agence Interdépartementale
de Versailles
SIG - JF - Janvier 2016

EDR25®, ©IGN, Paris, 2003 - Reproduction interdite - Marché IGN – ONF n°0006220-16 - Tirage sous franchise

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
d'Ile-de-France, le 18 OCT. 2016
Transmise au contrôle
de légalité, le 18 OCT. 2016
La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N° 16-110 du 18 octobre 2016
(report de la session du 11 octobre 2016)

Relative à l'approbation de l'aménagement forestier de la forêt régionale de Rougeau.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4413-2 et R.4413-1 à R. 4413-16 ;

VU les articles L.211-1 et L.214-3 du Code forestier ;

VU la délibération n° 78-31 du 14 décembre 1978 relative à la procédure de soumission au régime forestier des forêts, bois et terrains à boiser, acquis par l'Agence des espaces verts, pour le compte de la Région d'Ile-de-France ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France.

DELIBERE

Article 1 Approuve le document d'aménagement forestier de la forêt régionale de Rougeau ci-annexé.

Nombre de votants	7
Votes POUR	5+2
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

Aménagement forestier

Forêt régionale de ROUGEAU

Départements : Seine-et-Marne (77)
Essonne (91)

2015 - 2034

Surface cadastrale : 892,93 60 ha
Surface retenue pour la gestion : 890,97 ha

Altitudes extrêmes : 40 m - 98 m

Premier aménagement forestier

SRA : Île-de-France (Juin 2010)

Agence des Espaces Verts
île de France

PEFC

Office National des Forêts

Certifié ISO 9001 et ISO 14001

SOMMAIRE

PRESENTATION SYNTHETIQUE DE L'AMENAGEMENT DE LA FORET RÉGIONALE DE ROUGEAU 1

TITRE 1 - ÉTAT DES LIEUX - BILAN **4**

1.1 PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE L'AMÉNAGEMENT **4**
1.1.1 DÉSIGNATION, SITUATION ET PÉRIODE D'AMÉNAGEMENT 4
1.1.2 FONCIER – SURFACES – CONCESSIONS 5
1.1.3 LA FORÊT DANS SON TERRITOIRE : FONCTIONS PRINCIPALES ET MENACES 8
1.2 CONDITIONS NATURELLES ET PEUPLEMENTS FORESTIERS **10**
1.2.1 DESCRIPTION DU MILIEU NATUREL 10
1.2.2 DESCRIPTION DES PEUPLEMENTS FORESTIERS 13
1.3 ANALYSE DES FONCTIONS PRINCIPALES DE LA FORÊT **18**
1.3.1 PRODUCTION LIGNEUSE 18
1.3.2 FONCTION ÉCOLOGIQUE 20
1.3.3 FONCTION SOCIALE (PAYSAGE, ACCUEIL, RESSOURCE EN EAU) 24
1.3.4 PROTECTION CONTRE LES RISQUES NATURELS 27

TITRE 2 - PROPOSITIONS DE GESTION : OBJECTIFS, PRINCIPAUX CHOIX, PROGRAMME D'ACTIONS **28**

2.1 SYNTHÈSE ET DÉFINITION DES OBJECTIFS DE GESTION **28**
2.2 TRAITEMENTS, ESSENCES OBJECTIFS, CRITÈRES D'EXPLOITABILITÉ **29**
2.2.1 TRAITEMENTS RETENUS 29
2.2.2 ESSENCES OBJECTIFS ET CRITÈRES D'EXPLOITABILITÉ 30
2.3 OBJECTIFS DE RENOUVELLEMENT EN FUTAIE IRRÉGULIÈRE : SUIVI NON SURFACIQUE **31**
2.4 CLASSEMENT DES UNITÉS DE GESTION SURFACIQUES **32**
2.5 PROGRAMME D'ACTIONS POUR LA PÉRIODE 2015 - 2034 ..... **34**
2.5.1 PROGRAMME D'ACTIONS FONCIER - CONCESSIONS 34
2.5.2 PROGRAMME D'ACTIONS PRODUCTION LIGNEUSE 35
2.5.3 PROGRAMME D'ACTIONS FONCTION ECOLOGIQUE 52
2.5.4 PROGRAMME D'ACTIONS FONCTIONS SOCIALES DE LA FORET 55
2.5.5 PROGRAMME D'ACTIONS PROTECTION CONTRE LES RISQUES NATURELS 58
2.5.6 PROGRAMME D'ACTIONS MENACES PESANT SUR LA FORET 58
2.5.7 PROGRAMME D'ACTIONS ACTIONS DIVERSES 60
2.5.8 COMPATIBILITÉ AVEC LES AUTRES RÉGLEMENTATIONS VISÉES PAR LES ARTICLES L. 122-7 (§ 2°) ET L. 122-8 DU CODE FORESTIER 61

TITRE 3 – RECAPITULATIFS – INDICATEURS DE SUIVI **62**

3.1 RECAPITULATIFS **62**
A – VOLUMES DE BOIS À RÉCOLTER 62
B – ESTIMATION DE LA RECETTE BOIS 63
C – RECETTES – DÉPENSES – RÉCAPITULATIF GLOBAL ANNUEL 64
3.2 INDICATEURS DE SUIVI DE L'AMÉNAGEMENT **65**

PRESENTATION SYNTHETIQUE DE L'AMENAGEMENT DE LA FORET RÉGIONALE DE ROUGEAU

Le contexte

D'une superficie de 893 ha, la forêt de Rougeau est située à 40 km au sud de Paris, dans un tissu urbain assez dense. Elle constitue un maillon de la ceinture verte autour de l'agglomération parisienne, dont l'un des rôles est d'endiguer l'urbanisation en tache d'huile de la capitale. Administrativement, la forêt est sise sur les départements de la Seine-et-Marne et de l'Essonne. Géologiquement, la forêt est située à l'extrémité ouest du plateau de la Brie, dans un méandre de la Seine.

Les trois grands enjeux de la forêt : social, écologique et économique.

Les forêts de l'Agence des espaces verts (AEV) ont vocation à accueillir le public dans un environnement de qualité et la forêt de Rougeau ne fait pas exception. Cette forêt est particulièrement fréquentée et ses usagers sont très majoritairement des locaux. En effet, le massif de Rougeau ne dispose pas de richesse majeure qui le distinguerait des grands massifs voisins et qui étendrait son attractivité au-delà de l'échelle locale. Ce massif présente toutefois de nombreux intérêts. Sa situation de bordure de Seine et ses peuplements variés (chênaie, pineraie, mélange) contribuent à créer de nombreuses ambiances paysagères. Cette qualité paysagère est d'ailleurs confirmée par la présence d'un site classé et d'un site inscrit sur la forêt. Les promeneurs apprécient également cette forêt pour ses larges allées ainsi que ses carrefours en étoile hérités de la pratique de la chasse à courre.

D'un point de vue écologique, c'est sa situation, ancrée en milieu urbain, qui rend la forêt de Rougeau à la fois si précieuse et si fragile. Si précieuse car ce massif constitue à la fois un cœur de biodiversité et un corridor écologique dans un secteur où les espaces de nature se réduisent de jour en jour. Si fragile car la biodiversité de la forêt est menacée par la fragmentation des milieux. Les connexions avec les forêts de Sénart au nord et de Bréviande au sud sont de plus en plus ténues. A l'échelle régionale, la forêt de Rougeau joue un rôle très important dans la conservation des landes acidiphiles et des mares oligotrophes. Ces deux types d'habitats sont aujourd'hui menacés par la fermeture spontanée des milieux. Enfin, les inventaires récents révèlent que cette forêt se démarque par la richesse de sa flore et de son entomofaune.

Sur le plan économique, on note que les conditions climatiques et la nature des sols sont tout à fait propices à la production de chêne de qualité sur la majeure partie de la forêt. On observe d'ailleurs que la concurrence ligneuse vis-à-vis des chênes sessile et pédonculé est assez faible et que le renouvellement diffus des peuplements semble déjà amorcé. Les principales interventions en travaux destinées à favoriser le chêne porteront principalement sur la végétation adventice : fougère et ronce.

Gestion passée

Ce paragraphe concerne essentiellement la sylviculture car les actions dédiées à la gestion de la biodiversité ou à l'accueil du public ont été très limitées par le passé. La forêt a été traitée pendant des siècles en taillis sous futaie. Au début du XXe siècle, la surexploitation du taillis puis l'arrêt du recrutement des baliveaux entrainent un vieillissement et un appauvrissement des réserves de chêne. Les dégâts causés par les tempêtes, incendies et la surdensité de lapins finissent d'appauvrir les peuplements, le capital sur pied est alors très faible. Dans les années 60, plus de 300 ha sont plantés en résineux grâce à des aides publiques apportées sous forme de contrats FFN. Ces plantations résineuses évolueront cependant assez mal du fait d'un manque d'entretien. Dans les années 80, un

nouvel aménagement propose gérer la forêt en futaie régulière et d'en régénérer une partie. De nombreux peuplements sont alors renouvelés, naturellement ou artificiellement, en chêne. De cette période, on hérite d'une centaine d'hectares de jeunes peuplements de chêne. Dans les années 2000, les coupes se font rares ; le prélèvement est très inférieur à l'accroissement naturel. Les peuplements qui étaient très appauvris au milieu du siècle dernier s'enrichissent progressivement.

État actuel et évolutions proposées dans l'aménagement

La forêt de Rougeau est une forêt périurbaine, soumise à un fort enjeu social. Pour autant, les infrastructures d'accueil du public dont dispose cette forêt restent légères. Au cours des années 2000, les aménagements lourds ont été progressivement démontés, à l'image du parcours sportif qui était situé dans la parcelle 11. Le présent aménagement continuera à aller dans le sens du déséquipement progressif du massif et du regain de naturalité. Le mobilier installé en forêt sera léger et discret : bancs, tables-bancs…Le programme d'actions relatif à l'accueil du public concerne surtout des actions d'entretien de l'existant. Toutefois, on souligne ici deux pistes d'amélioration importantes. La communication auprès des usagers sur le rôle des coupes et travaux réalisés en forêt doit être développée. Le massif doit gagner en lisibilité et en cohérence. Pour ce faire des points de vue sur l'extérieur peuvent être ouverts et des sentiers thématiques peuvent être créés.

Il a été dit que la forêt de Rougeau occupait une position stratégique de corridor écologique. Il apparait toutefois que son état actuel ne lui permet pas de jouer pleinement ce rôle de corridor. En effet, les habitats patrimoniaux présents en forêt sont essentiellement des milieux ouverts qui ont été fortement impactés par la fermeture naturelle de la couverture boisée. Ainsi, sur la centaine de mares recensées dans le massif, une seule peut être considérée en bon état de conservation (expertise CBNBP, 2011). De nombreuses mares ont été comblées par accumulation de matière organique, d'autres se sont asséchées. Toutefois, 29 mares présentent un fort potentiel de restauration. Les landes acidiphiles ont presque totalement disparu. Enfin, le coteau sud s'est progressivement embroussaillé, ne permettant plus à la flore calcicole de s'exprimer pleinement. En dehors de la gestion forestière courante, les principales actions à engager pour accroître la fonction écologique de la forêt consistent donc à rouvrir les milieux patrimoniaux et à restaurer certaines mares. L'AEV a récemment engagé des travaux de restauration du réseau de mares, ceux-ci seront poursuivis. Ces travaux seront ciblés sur les mares à fort potentiel de restauration. La réouverture des landes acidiphiles avec export des produits et de clairières sur le coteau calcicole passera par des opérations d'abattage, de dessouchage puis de broyage. Toutes ces interventions puis l'entretien qui s'ensuit peuvent s'avérer très coûteux. Pour réduire les coûts d'entretien, on envisagera divers scenarii et on retiendra les plus économiquement acceptables. Par exemple, on pourra attendre que les bois soient commercialisables sous forme de bois énergie avant de réaliser les coupes rases de réouverture de lande. Enfin, la création d'une trame d'îlots de vieux bois constitue un autre axe d'amélioration pour accroître la biodiversité en forêt, et notamment celle inféodée aux stades forestiers âgés. Neuf îlots de 4 à 5 ha ont été retenus. Au cœur de ces îlots, le peuplement sera laissé en évolution libre sans intervention culturale et conservé jusqu'à son terme physique, c'est-à-dire jusqu'à l'effondrement des arbres.

En ce qui concerne les peuplements forestiers, on note que les chênes sessile et pédonculé sont largement majoritaires – ils représentent environ 70 % du capital sur pied. Ces deux espèces de chêne sont bien en place, et se trouvent souvent en mélange. Sur les stations les plus sèches, il est possible que le chêne pédonculé souffre du changement climatique. Le fait d'avoir ces deux espèces en mélange est une force dont il faudra tirer parti, cela contribue à accroître la résistance et la résilience des peuplements faces aux différents aléas (aléas climatiques, maladies…). **Les chênes pédonculé et sessile seront donc les deux essences objectifs principales sur la quasi-totalité du massif**, c'est à leur profit que le sylviculteur travaillera, tout en conservant un mélange d'essences – cible recherchée ≈ 70 % de chêne, 30 % d'autres essences.

Après avoir évoqué la composition des peuplements, on s'intéresse à leur structure. La structure caractérise l'organisation spatiale des arbres au sein d'un peuplement forestier, aussi bien au niveau vertical (étagement des hauteurs) qu'au niveau horizontal (variabilité des diamètres). Au cours des dernières décennies, le traitement en futaie régulière a eu tendance à homogénéiser la structure à l'échelle de la parcelle. Ainsi, certaines parcelles sont entièrement occupées par des jeunes peuplements (moins de 30 ans), d'autres par des futaies résineuses d'environ 50 à 60 ans, et enfin d'autres par des futaies feuillues âgées régularisées dans les bois moyens et gros bois (diamètre souvent supérieur à 40 cm). Ici, l'inconvénient majeur de la futaie régulière est que ce traitement sylvicole passe par une phase de régénération de parcelles entières par coupe rase ou par coupe définitive. Or ces deux types de coupes sont mal acceptés par le public, qui les perçoit comme très artificialisantes. **L'évolution majeure apportée par cet aménagement forestier est de proposer un traitement en futaie irrégulière sur l'ensemble de la surface en sylviculture.** L'intérêt de ce traitement est d'obtenir un renouvellement continu et diffus sur l'ensemble de la forêt. Le cycle sylvicole ne passe donc à aucun moment par une mise à nu de la parcelle. D'un point de vue paysager, cela présente l'avantage d'éviter les coupes brutales et artificielles, mais l'inconvénient de conduire à une homogénéisation du paysage. Celle-ci devra être contre balancée par la gestion des milieux particuliers : landes, mares, pelouses. La structure recherchée en futaie irrégulière est hétérogène à l'échelle infra parcellaire. Ainsi, au sein d'une même parcelle se côtoient les semis, les perches, les arbres en pleine croissance et les arbres matures. Pour obtenir ce résultat, le capital sur pied des peuplements devra être maintenu à un niveau relativement faible : 13 à 16 m²/ha de tiges précomptables. Or actuellement, le capital sur pied moyen de la forêt atteint 16 m²/ha. Au cours de cet aménagement, **on prélèvera donc l'accroissement naturel pour conserver un capital sur pied constant**.

Il est très intéressant de noter que **la structure cible recherchée en futaie irrégulière – densité de semis et de perches, répartition des diamètres, niveau de capital sur pied est déjà atteinte à l'échelle de la forêt,** mais par blocs de parcelles homogènes. L'objectif de cet aménagement sera de se rapprocher de la structure cible au sein de chaque parcelle.

Conclusion

Les engagements de l'État issus du Grenelle de l'environnement prévoient de « dynamiser la filière bois en protégeant la biodiversité forestière ordinaire et remarquable ». Cet aménagement y répond par la sylviculture qu'il propose de mettre en œuvre. À une époque où l'usage des matériaux renouvelables est promu, les forêts d'Île de France doivent jouer leur rôle dans l'alimentation de la filière bois, et ce d'autant plus que l'agglomération parisienne constituera un pôle d'utilisation essentiel. Par ailleurs, l'aménagement intègre spécifiquement la mise en place d'actions allant dans le sens de la préservation de la biodiversité forestière ordinaire et remarquable (îlots de vieux bois, unité de gestion écologique…). Enfin, la forêt de Rougeau continuera à accueillir le public dans un environnement naturel de qualité. Pour se faire, il n'est pas nécessaire de créer de nouveaux équipements d'accueil.

TITRE 1 - ÉTAT DES LIEUX - BILAN

1.1 Présentation générale de l'aménagement

1.1.1 Désignation, situation et période d'aménagement

- **Propriétaire de la forêt**

  Conseil régional IDF

- **Dénomination – Localisation**

Situation administrative	
Type de propriété	Collectivité régionale
Nom de l'aménagement	Aménagement de la forêt régionale de Rougeau
Départements de situation	Seine-et-Marne (77) Essonne (91)
Région nationale IFN de référence	Brie (77.1)
Sylvoécorégion	Brie et Tardenois (SER B42)
Schéma régional d'aménagement	Île-de-France (Juin 2010)

Départements	**Communes de situation**	**Surface cadastrale (ha)**
Seine-et-Marne	Nandy	502, 72 92
	Savigny-le-Temple	67, 09 01
Essonne	Morsang-sur-Seine	138, 69 20
	Saint-Pierre-du-Perray	161, 00 04
	Saintry-sur-Seine	23, 42 43
	Total	892, 93 60

- **Période d'application de l'aménagement**
- **2015 – 2034 (20 ans)**

La période d'application retenue pour cet aménagement est la période standard, elle s'étend sur 20 années. Cet aménagement démarre au 01/01/2015.

- **Forêt aménagée**

Détail des forêts aménagées			Dernier aménagement		
Dénomination	identifiant national forêt	surface cadastrale	date arrêté	Début	échéance
Forêt régionale de Rougeau	F10043G	892, 93 60	-		

- **Situation de la forêt**

À 40 km au sud-est de Paris, à 3 km à l'est de Corbeil-Essonnes et à 9 km à l'ouest de Melun, la forêt régionale de Rougeau se situe à l'extrémité sud-ouest de la Brie, en bordure de Seine. La forêt est principalement délimitée par des routes, des zones pavillonnaires et des terres agricoles. Se trouvant dans une région densément peuplée, *la forêt de Rougeau est particulièrement fréquentée*.

⇒ Voir la carte de situation de la forêt en annexe cartographique.

1.1.2 Foncier – Surfaces – Concessions

- **Les surfaces de l'aménagement**

Surface cadastrale	**892, 93 60**	**ha, ares centiares**
Surface retenue pour la gestion	**890,97**	**ha, ares**
Surface boisée en début d'aménagement	**873,56**	**ha, ares**
Surface en sylviculture de production	**811,41**	**ha, ares**

La *surface cadastrale* de la forêt de Rougeau intègre les surfaces cadastrales de toutes les parcelles relevant du régime forestier identifiées par arrêté préfectoral. La liste des parcelles cadastrales concernées par cet aménagement est fournie en annexe 1. Cependant, parmi cette liste de parcelles, certains problèmes fonciers ont pu être identifiés. Ils sont listés dans le *§ État des lieux,* ci-dessous. Après rectification des problèmes fonciers, on obtient la *surface en gestion*. Les maisons forestières et leur terrain de service, bien que situés sur des parcelles cadastrales soumises, sont également exclus de la surface en gestion.

La *surface boisée* correspond à la surface en gestion à laquelle ont été soustraits :
- Les pelouses et les mares cartographiables (quelques dizaines d'ares minimum),
- Les emprises des routes ou chemins forestiers très larges.

La *surface en sylviculture* correspond à la surface en gestion à laquelle ont été soustraits :
- Les pelouses et les mares cartographiables (quelques dizaines d'ares minimum),
- Les emprises des routes ou chemins forestiers les plus larges,
- Le parc du Pavillon Royal qui fait l'objet d'une gestion paysagère spécifique,
- Les îlots de sénescence prévus dans ce document d'aménagement,
- Les parcelles cadastrales isolées de petite surface (de l'ordre de la dizaine d'ares).

Les parcelles cadastrales isolées sont situées dans une zone d'acquisition couvrant l'ensemble des espaces boisés de la boucle de la Seine. Les acquisitions à venir rattacheront progressivement ces parcelles aux grands ensembles déjà constitués. D'ici là, ces parcelles seront classées hors sylviculture de production.

- **Foncier : état des lieux**

<u>Problèmes fonciers identifiés</u>

Le cadastre n'est pas parfaitement à jour : La parcelle cadastrale 77326_0D_221 (40 ca), sise sur la commune de Nandy, bénéficie du régime forestier par arrêté préfectoral du 16/01/1995 bien. Cette parcelle est acquise en jouissance depuis 1983 par DUP. Il en va de même pour la parcelle cadastrale 91435_0A_0590 (47660 ca), sise sur la commune de Morsang-sur-Seine. La parcelle A 590 également, ZAP de 1983 avec transfert de propriété de 1997.

La parcelle cadastrale 91573_0A_0438, sise sur la commune de St-Pierre-du-Perray, bénéficie du régime forestier par arrêté préfectoral du 27/02/1995. Toutefois, une erreur de section cadastrale a été commise dans cet arrêté, la parcelle est donc soumise en tant que 91573_0B_0438.

En dehors des anomalies listées précédemment, les limites de la forêt sont globalement claires et son périmètre est en grande partie matérialisé.

Propriétés de l'AEV ne bénéficiant pas du régime forestier (R.F.)

On note que certaines parcelles cadastrales acquises ces dernières années par l'AEV ne bénéficient pas encore du régime forestier. Une procédure a été entamée en 2015 pour y remédier. La carte du parcellaire et du foncier identifie, en orange, les parcelles acquises par l'AEV entre 2009 et 2014 et qui ne bénéficient pas du R.F. Elles représentent une surface de près de 30 ha.

- **Histoire de la propriété forestière**

La forêt de Rougeau est une forêt relativement ancienne. L'étude archéologique réalisée par l'ONF en 2011 cartographie l'ancienneté des boisements, qui ont souvent plus de 250 ans. La quasi-totalité des boisements actuels se retrouvent d'ailleurs sur les plans d'intendance élaborés à la fin du XVIII^{e} siècle.

Morcelée entre différents propriétaires privés depuis des siècles, c'est à partir du XVII^{e} siècle que la forêt commence à connaître une certaine unicité dans sa gestion, sous l'action des Rois de France, qui y exercent alors les droits de justice, de chasse et de glandée. De nombreux carrefours et de nombreuses routes sont créés à cette époque afin de favoriser la pratique de la chasse à courre, comme en atteste leur toponymie actuelle (carrefour du Roi, carrefour du Grand veneur, carrefour du Dauphin…).

Les peuplements forestiers de Rougeau ont pendant longtemps été traités en taillis sous futaie. Au début du XX^{e} siècle, les peuplements sont très appauvris tant en réserves de chêne qu'en taillis. Les causes en sont diverses : abondance du lapin, incendies, recépage très fréquent du taillis et coupes fortes dans la futaie. Dans les années 50, un propriétaire décide d'entreprendre sur sa propriété de vastes travaux de plantations résineuses (plus de 300 ha) et bénéficie alors d'une aide du Fonds forestier national (FFN). La quasi-totalité des peuplements résineux encore présents aujourd'hui sont donc âgés de 55 à 60 ans et sont issus de ces plantations FFN.

C'est en 1966 que la région Île-de-France a décidé d'acquérir le massif forestier de Rougeau pour le préserver de l'urbanisation, pour l'ouvrir au public et pour maintenir et améliorer l'état boisé. Depuis cette date, la région poursuit sa politique d'acquisition et le domaine régional de Rougeau ne cesse de s'accroître.

- **Parcellaire forestier**

Le parcellaire forestier est un référentiel géographique qui a vocation à être stable dans le temps. Les modifications de parcellaire doivent rester exceptionnelles. Le parcellaire préexistant a donc été repris tel quel dans cet aménagement. Seules les acquisitions plus récentes, qui n'avaient pas encore été nommées, ont fait l'objet d'une numérotation.

⇒ Voir la carte du parcellaire en annexes cartographiques.

- **Concessions**

Hormis les lignes électriques aériennes, la majorité des concessions concernent des linéaires enfouis. Ces concessions impactent peu la gestion forestière ; elles rentrent dans le périmètre du régime forestier et ne remettent pas en cause la multifonctionnalité de la forêt.

Type et libellé de la concession	Début - Fin	Localisation
EDF, câble souterrain	1995 – non renseigné	Nandy D 445
Eau du Sud Parisien, canalisations d'eau	1997- renouvellement tacite	Allée Bourette, Allée Royale (0,9 km)
Lyonnaise des Eaux, ouvrage technique	1993 – fin de vie de l'ouvrage	Morsang sur Seine A 410
Air Liquide, azoduc	1981 – non renseigné	Chemin de la Garenne
EDF, câble souterrain	1978 – non renseigné	Savigny le Temple A 22
CG 77, canalisation d'eau	1973 – non renseigné	Savigny le Temple A 14 A 18
M. Piollet, canalisation d'eau	1999 – non renseigné	Nandy D 114 D 480
EDF, ouvrage technique	2003 – fin de vie de l'ouvrage	Morsang sur Seine A 410

1.1.3 La forêt dans son territoire : fonctions principales et menaces

- **Classement des surfaces par fonction principale et niveaux d'enjeu**

Surfaces des fonctions principales par niveau d'enjeu		Répartition des niveaux d'enjeu (ha)				Surface totale retenue pour la gestion
Fonctions principales	**Production ligneuse**	sans objet	faible	moyen	fort	
		79,56	-	481,03	330,38	= *890,97*
	Fonction écologique		ordinaire	reconnu	fort	
			-	890,97	-	= *890,97*
	Fonction sociale (paysage, accueil, ressource en eau potable)		local	reconnu	fort	
			-	458,83	432,14	= *890,97*
	Protection contre les risques naturels	sans objet	faible	moyen	fort	
		890,97	-	-	-	= *890,97*

Production ligneuse : L'enjeu de production est déterminé en fonction du potentiel des stations forestières. La majeure partie de la forêt est assise sur des stations de potentialité moyenne à forte permettant de produire du chêne de qualité. Une partie de la forêt est également classée sans enjeu de production : il s'agit des zones hors sylviculture (Cf. §1.1.2 Les surfaces de l'aménagement).

Fonction écologique : L'évaluation du niveau d'enjeu écologique est essentiellement fondée sur la présence de statuts de protection réglementaire ou contractuelle et d'inventaires naturalistes reconnus. La forêt régionale de Rougeau est concernée par les statuts suivants :

- ZNIEFF 1 → enjeu reconnu,
- Espace identifié pour la Trame Verte (intérêt connectif) → enjeu reconnu.

Fonction sociale : C'est évidemment une fonction prépondérante dans une forêt périurbaine telle que celle de Rougeau. Toute la forêt est visitée mais le niveau de fréquentation est plus ou moins fort selon les secteurs. La partie la plus fréquentée est située au nord de la N446. On précise également qu'une partie de la forêt est située en site classé pour la préservation des paysages, il s'agit des parcelles 60, 61, 62 et 90.

- **Cartes des fonctions principales de la forêt**

  ⇒ Voir les cartes des fonctions principales de la forêt en annexe cartographique.

- **Menaces et autres éléments forts imposant des mesures particulières**

Menaces	*surface concernée*	**Explications succinctes**
- Problèmes sanitaires graves	13 ha	Avenir du frêne compromis par le développement de la chalarose.
- Problèmes fonciers limitant les possibilités de gestion	3 ha	Présence de microparcelles isolées qui seront classées hors sylviculture en attente de remembrement (parcelle 100).
- Risques de remontée de la nappe d'eau en cas de coupe brutale.	-	Localement, des nappes sont situées à faible profondeur. Le rôle de pompe joué par les arbres limite la remontée de ces nappes perchées.

Autres éléments forts imposant des mesures particulières	*surface concernée*	Explications succinctes
- Difficultés de desserte limitant la mobilisation des bois	22 ha	Parcelles situées à l'extrémité ouest de la forêt difficilement accessibles aux grumiers.
- Sensibilité des sols au tassement : sites très sensibles	622 ha	Les sols sont d'autant plus sensibles au tassement qu'ils sont humides et riches en limon. Bien souvent, les sols les plus fertiles (SRA 8 et 9) sont aussi les plus sensibles.
- Protection des eaux de surface (mares)	-	Présence d'un important réseau de mares dont la plupart sont dans un état dégradé à cause de la fermeture du milieu.
- Protection du patrimoine culturel ou mémoriel	-	Présence de vestiges archéologiques datant de diverses époques.
- Contrats Fonds Forestier National en cours	429 ha	Localisation : voir § ci-dessous.

- **Contrats Fonds Forestier National**

Comme indiqué dans le paragraphe sur l'histoire de la forêt, un propriétaire décida dans les années 50 d'entreprendre sur sa propriété de vastes travaux de plantations résineuses en bénéficiant d'une aide du Fonds forestier national (FFN). L'AEV ayant acquis cette propriété, elle doit à présent procéder au remboursement de la créance.

Les travaux de reboisement qui ont fait l'objet du contrat FFN n° 2463-2-77-160 du 15 novembre 1955 et de ces avenants n° 1 du 21 août 1957, n° 2 du 15 avril 1959 et n° 3 du 9 janvier 1960 mettent sous contrat 429 ha. Cependant, toute la surface n'a pas été plantée. De plus, l'objectif recherché de production ligneuse n'a été que très partiellement atteint ; en voici les principales raisons :

- Maintien prolongé des réserves de chênes qui a très nettement freiné la croissance des pins,
- Attaques de tordeuses,
- Absence de travaux sur des plantations initialement très denses,
- Inadéquation essence/station.

La circulaire DGPAAT/SDFB/C2011-3043 du 24 mai 2011 fixe les conditions de révision des créances compte tenu de l'état des peuplements. La mise en application de cette circulaire nécessite la réalisation d'un bilan technique et économique approfondi. Chaque peuplement issu d'un contrat FFN doit être classé dans une des catégories suivantes :

- A = Peuplement pour lequel l'objectif de production sera atteint,
- B = Peuplement dont l'état ne permet pas d'atteindre dans des conditions économiques satisfaisantes l'objectif de production de bois d'œuvre,
- C = Peuplement ayant totalement échoué ou ayant été détruit.

La créance est ensuite recalculée en tenant compte de la surface occupée par chaque type de peuplement. Dans le cadre de l'aménagement, les peuplements FFN ont été classés dans chacune des 3 catégories décrites ci-dessus.

⇒ Voir la carte des peuplements FFN en annexes cartographiques.

- **Démarches de territoires**

Afin de protéger les grands espaces naturels, forestiers et agricoles que la Région Ile-de-France souhaite préserver de l'urbanisation, l'AEV agit comme un conservatoire d'espaces. D'une part, elle acquiert de grands massifs forestiers et des sites d'intérêt écologique majeur, qu'elle aménage ensuite. D'autre part, elle exerce une surveillance foncière des espaces agricoles pour créer une Ceinture verte autour de l'agglomération parisienne.

Le projet de Ceinture verte est un projet ambitieux du Plan Vert Régional d'Île de-France, publié en octobre 1995. Ses objectifs sont explicites : maîtriser les fronts urbains, protéger et étendre le domaine forestier, créer de nouveaux équipements récréatifs, favoriser le maintien de l'agriculture périurbaine, éviter le morcellement des espaces par les nouvelles infrastructures, améliorer la lisibilité des grands

sites, protéger le patrimoine naturel ainsi que la faune et la flore de la région. La forêt de Rougeau se trouve en limite sud de cette ceinture verte.

1.2 Conditions naturelles et peuplements forestiers

1.2.1 Description du milieu naturel

A - Topographie et hydrographie

Altitude mini : 40 m – Altitude maxi : 98 m.

Pour plus de 90 % de sa surface, la forêt occupe un plateau presque plan dont l'altitude est proche de 85 m. Le point le plus haut de la forêt est situé à proximité du château des Roches, au sud-ouest du massif. Seule l'entaille du Ravin du Gouffre vient découper le plateau pour déboucher ensuite sur la Seine à hauteur du « Four à chaux ».

Au sud, la forêt est bordée par la Seine qui a façonné au cours des temps géologiques un coteau calcaire abrupt exposé plein sud. Cette exposition a favorisé le développement d'une végétation riche et très particulière, ce qui justifie le classement du coteau en ZNIEFF de type 1.

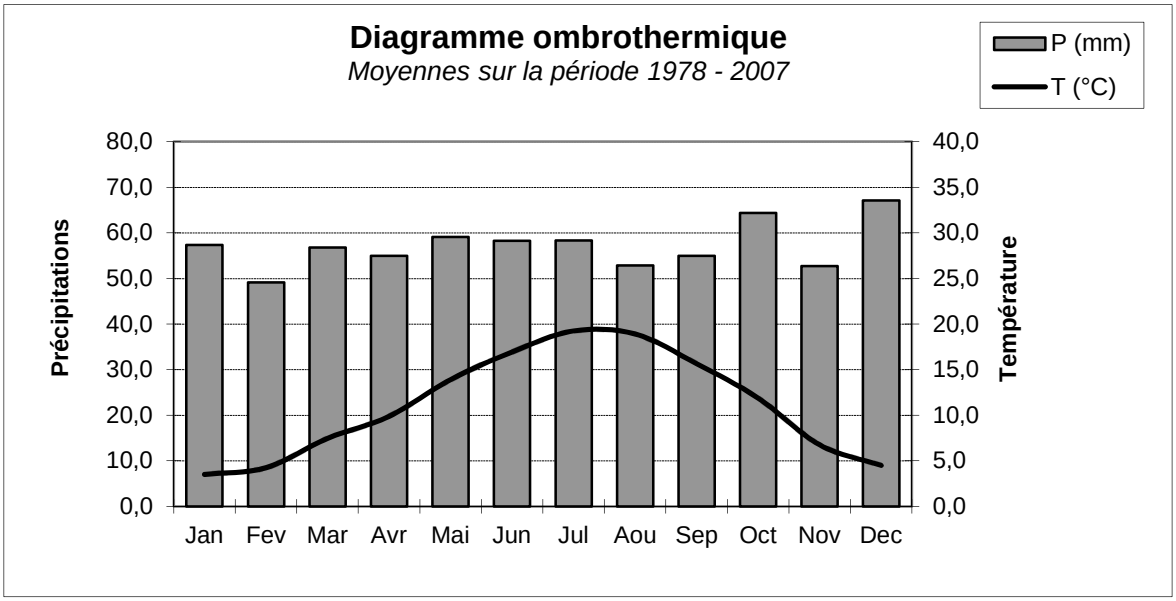
On retiendra que la topographie de la forêt est globalement plane, ce qui limite le drainage horizontal de l'eau. Il y a donc un risque d'engorgement temporaire et de fragilité des sols en période humide. L'absence de drainage se manifeste aussi par la présence de nombreuses mares réparties sur l'ensemble de la forêt.

B - Conditions stationnelles

- **Climat**

Le climat de la forêt de Rougeau se situe dans une zone de transition entre les climats océaniques et continentaux. Ce climat de transition est qualifié « d'océanique séquanien ». La station météorologique de référence pour la forêt de Rougeau est celle située à Seine-Port.

De 1978 à 2007, la température moyenne annuelle calculée sur la forêt est de 11,1°C. Les précipitations moyennes annuelles atteignent 686 mm/an.



On remarque que les précipitations sont très bien réparties dans l'année. En moyenne, on peut noter qu'il n'existe pas de mois « secs » au sens de Gaussen – c'est-à-dire de mois au cours desquels les précipitations, exprimées en mm, sont inférieures au double de la température moyenne, exprimée en °C. Cependant, ces données moyennes masquent une variabilité entre les années. Ainsi, la forêt a connu des sécheresses très importantes, notamment en 1976 et en 2003.

Par ailleurs, la comparaison entre l'évapotranspiration potentielle et les précipitations pendant la saison de végétation révèle un déficit hydrique estival. En effet, l'évapotranspiration potentielle est d'environ 540 mm entre avril et septembre. Or, pendant la même période, il tombe en moyenne 338 mm de pluie. Pour pallier ce déficit hydrique, il est important que les sols disposent d'une bonne réserve utile maximale en eau. Cette réserve dépend essentiellement de deux paramètres : la profondeur du sol et sa texture (proportion d'argile, de limon et de sable).

Outre le déficit hydrique estival, l'occurrence de gelées précoces ou tardives constitue une seconde contrainte climatique. Ces gelées sont particulièrement préjudiciables lorsqu'elles surviennent au moment du débourrage. Au total, on compte une soixantaine de jours de gel par an sur la forêt.

Dans l'ensemble, on retiendra que les conditions climatiques sont favorables à la croissance de nombreuses essences forestières, à l'exception des plus exigeantes en eau (frêne notamment). Sur les stations à sols peu profonds, le chêne pédonculé risque de souffrir de la sécheresse.

- **Géologie**

D'après la carte géologique, les argiles à meulières de Brie occupent la plus grande partie du plateau de la forêt de Rougeau. Il s'agit d'un substrat très peu perméable qui se compose d'une fraction importante d'argile et de sable issue de la solifluxion des sables de Fontainebleau. Cette composition semble très hétérogène sur site avec une proportion très faible de sable dans certains secteurs.

À l'est du ravin du gouffre, un placage de limon des plateaux semble avoir recouvert, de façon irrégulière, une grande partie de l'argile à meulière. L'épaisseur moyenne du limon est de l'ordre de 40 cm mais celle-ci est très variable. Malgré l'apparente homogénéité du plateau, l'hétérogénéité de la composition des argiles à meulières (proportion de sables et d'argiles), associée à l'irrégularité du placage limoneux entraîne la juxtaposition de conditions stationnelles différentes. Sur le plateau, les sols présentent tous une tendance à l'acidité. Les paramètres qui varient le plus sont la profondeur d'apparition de l'hydromorphie et la réserve utile maximale en eau.

À l'ouest du ravin du gouffre, vers le bois des Roches, le placage limoneux est mélangé à des alluvions anciennes déposées par la Seine. Ces alluvions sont sableuses, voire graveleuses. S'y développent des sols limono-sableux, voire sableux, plus filtrants – donc plus secs – et plus acides que sur le reste du plateau.

Enfin, d'autres substrats, plus anciens que l'argile à meulière, affleurent au niveau des pentes : ravin du gouffre et coteau sud. Il s'agit de calcaires ou de marnes. Les sols qui dérivent de ces substrats sont relativement riches (calciclines à neutroclines) mais leur réserve utile maximale en eau est souvent limitée. C'est donc leur approvisionnement en eau, directement lié à leur position dans le versant, qui détermine la potentialité de ces sols.

En résumé, les sols de la forêt de Rougeau sont majoritairement des sols acides qui se diversifient par un gradient hydromorphique assez fort en raison de la présence d'une couche imperméable à faible profondeur.

- **Unités stationnelles**

Les données concernant les stations forestières ont été collectées à l'occasion d'un inventaire mené au cours de l'automne 2014. Au total, ce sont 148 sondages à la tarière pédologique qui ont été réalisés. À chaque point de sondage, les éléments suivants ont été décrits :

- Texture et profondeur des premiers horizons,
- Profondeur d'apparition de l'hydromorphie,
- Charge en éléments grossiers,
- Profondeur du sondage,
- Et type d'humus.

Ces différents paramètres ont permis d'attribuer un type d'unité stationnelle à chaque sondage, en s'appuyant sur le « Guide des stations forestières du Tardenois et de la Brie ». Une correspondance a ensuite été établie entre les unités stationnelles du catalogue et la typologie retenue dans le schéma régional d'aménagement d'Île de France.

Unité stationnelle		Correspondance avec le catalogue des stations du Tardenois et de la Brie	Surface		Potentialité - Classe de fertilité	Risques éventuels liés au changement climatique - Essence concernées
Code	Libellé		ha	%		
0	Chêne pubescente thermophile	US 16	ε	0	Faible	-
1	Hêtraie calcicole	US 15	19	2	Moyenne	-
5	Chênaie-pédonculée de vallon et de milieu riche	US 4 et US 5	ε	0	Très bonne	-
6	Chênaie pédonculée neutrocline de vallon avec hydromorphie temporaire	US 2 et US 3	ε	0	Moyenne	-
8	Hêtraie-chênaie neutrocline à faiblement acide	US 6, US 14 et US 17	311	35	Bonne à moyenne suivant l'épaisseur de limon	-
9	Chênaie sessiliflore à acidité moyenne ou hydromorphe	US 7, US 9	311	35		-
10	Chênaie sessiliflore-hêtraie acidiphile non ou peu podzolisée	US 8 et US 18	195	22	Moyenne	Chêne pédonculé
11	Chênaie sessiliflore très acidiphile sans hydromorphie	US 19	31	4	Moyenne	Chêne pédonculé
12	Chênaie hêtraie sur sol acide hydromorphe	US 10	24	3	Faible	Chêne pédonculé
			891	**100**		

La surface occupée par chaque unité stationnelle a été calculée grâce à la proportion de placettes, appliquée à la surface en sylviculture de production. Certaines unités stationnelles sont présentes bien qu'elles n'aient été décrites par aucune placette ; c'est notamment le cas du vallon du ravin du Gouffre (US 5 et 6). Elles occupent une surface très restreinte (indiquée ε dans le tableau).

- **Quelques précisions sur les stations de la forêt de Rougeau**

Comme indiqué dans le paragraphe sur la géologie, les différents types de sols de la forêt de Rougeau sont très imbriqués du fait de la présence d'une couche imperméable à faible profondeur, recouverte par un placage limoneux, ou localement sableux, d'épaisseur variable. Pour appréhender toute la complexité des sols de la forêt, le nombre de sondages nécessaire aurait dû être bien supérieur à 148. Toutefois, étant donné le traitement sylvicole envisagé, à savoir la futaie irrégulière, il n'est pas paru nécessaire de délimiter très précisément les unités stationnelles. Au cours du martelage, le gestionnaire aura à charge d'identifier les essences adaptées à la station sur laquelle il se situera. Bien souvent, la vigueur du peuplement en place constituera un bon indice de l'adéquation essence/station. En cas de plantation en plein ou par cellules, des sondages tarrières localisés permettront de s'assurer de la nature du sol pour déterminer les essences appropriées.

L'objectif de l'étude stationnelle menée à Rougeau était de décrire la gamme des sols présents pour ensuite évaluer la productivité de la forêt. Dans les grandes lignes, on peut retenir les points suivants :

- les sols présents sur le plateau présentent une tendance à l'acidité,
- les sols situés sur les versants (ravin du gouffre et coteau sud) sont plus riches,
- les sols situés à l'ouest du ravin du gouffre sont plus filtrants que ceux situés dans le reste de la forêt du fait de la présence de matériaux alluviaux sableux,
- l'épaisseur du placage limoneux va croissante selon un gradient sud -> nord. Les sols situés au nord de la forêt ont donc une meilleure réserve en eau et sont globalement plus fertiles, mais aussi plus sensibles au tassement.

- **Carte des unités stationnelles**

Pour les raisons évoquées ci-dessus, la carte des stations n'a pas été polygonalisée. Elle se présente donc sous la forme d'un maillage de points, chaque point correspondant à un sondage pédologique.

⇒ Voir la carte des unités stationnelles en annexe cartographique.

1.2.2 Description des peuplements forestiers

L'analyse des peuplements a été réalisée en grande partie du printemps à l'automne 2014. Elle s'est faite en deux temps.

Dans un premier temps, les peuplements homogènes – appelés unités élémentaires de peuplement (UEP) – ont été décrits à l'avancement. Ces peuplements homogènes avaient au préalable été délimités par photo-interprétation. Un opérateur a parcouru chaque UEP et y a relevé de nombreux descripteurs (composition, structure, capital, renouvellement, taillis…). Le protocole et la fiche de relevé utilisés lors de cette *phase de description* sont disponibles en annexe. Les données collectées au cours de la description à l'avancement ont permis de dresser les cartes de peuplements et de prendre les principales décisions sylvicoles (élaboration du programme des coupes et des travaux).

Dans un second temps, la forêt a été inventoriée grâce à l'implantation de 148 placettes réparties de manière homogène sur toute la forêt (selon une maille carrée). Le protocole et la fiche de relevé utilisés lors de cette *phase d'inventaire* sont disponibles en annexe. Les données collectées au cours de l'inventaire ont permis de déterminer la composition et le capital de l'ensemble de la forêt, et ce avec une précision connue. Enfin, cet inventaire a permis de quantifier le stock de perches et d'évaluer le potentiel de régénération de la forêt.

L'analyse des peuplements forestiers repose donc sur une description à l'avancement puis sur un inventaire systématique. Dans la suite du document, on précisera toujours si les données fournies proviennent de la description ou de l'inventaire.

La surface boisée qui a été étudiée représente *873,56 ha* (cf. partie 1.1.2).

A - Essences et types de peuplements rencontrés sur la forêt

- **Essences présentes**

Essence	% en G*	Gmoy (m²/ha)	Surface boisée (ha)
Chêne pédonculé	39%	6,40	344,7
Chêne sessile	27%	4,39	236,2
Châtaignier	6%	0,99	53,3
Tremble	4%	0,60	32,1
Charme	3%	0,48	26,0
Bouleau	3%	0,51	27,7
Frêne	3%	0,43	23,1
Grands érables	1%	0,24	12,8
Hêtre	1%	0,17	9,0
Merisier	1%	0,14	7,6
Alisier torminal	0%	0,06	3,3
Autres feuillus	1%	0,18	9,5
Total feuillus =	90%	14,58	785,3
Pin sylvestre	9%	1,49	80,5
Autres résineux	1%	0,14	7,8
Total résineux =	10%	1,64	88,2
Total =	**100%**	**16,22**	**873,56**

Les chênes sessile et pédonculé sont les deux essences majoritaires de la forêt de Rougeau. Ces deux espèces de chêne se trouvent souvent en mélange. Cependant, on note que le sud de la forêt est plus riche en chêne sessile et que le nord est plus riche en pédonculé.

** Surface terrière mesurée avec un diamètre de précomptage de 17,5 cm.*

Le tableau précédent présente la composition en essences de la forêt de Rougeau. La surface terrière moyenne par essence a été calculée à partir des 148 points d'*inventaire*. La proportion en surface terrière (G) de chaque essence a ensuite été multipliée par la surface boisée pour estimer la surface occupée par chacune des essences.

Attention, ces calculs ne tiennent compte que des arbres de plus de 17,5 cm de diamètre. Ils ne prennent donc pas en considération les brins de taillis et les arbres de sous étage. La part de charme, de bouleau, de tremble, de robinier et de châtaignier peut donc s'en trouver minorée. Néanmoins, de jeunes peuplements de chêne (parcelle 5 notamment) ne sont pas non plus comptabilisés dans ce calcul.

Les chênes sessile et pédonculé représentent 66 % du capital de la forêt. Au nord, c'est le chêne pédonculé qui prédomine, au sud, c'est le chêne sessile. Les bois moyens et gros bois de chêne correspondent pour la plupart à d'anciennes réserves de taillis sous futaie. Ils en présentent d'ailleurs les caractéristiques morphologiques : fût court, houppier très développé, charpentières de grosses dimensions. Les petits bois de chêne, et certains bois moyens, sont souvent des brins de taillis, balivés ou non.

Le *châtaignier* (6 % du capital) est présent de manière éparse sur toute la forêt. On le trouve souvent à l'état de taillis et de futaie sur souche.

Les *bois blancs (bouleau et tremble)* représentent à eux deux 7 % du capital. Il s'agit d'essences pionnières qui ont colonisé les vides créés par d'anciennes exploitations ou par des tempêtes. Le tremble s'installe préférentiellement dans les milieux frais et peut être envahissant. Le bouleau s'installe sur des sols pauvres chimiquement et participe à leur amélioration. Suite au bouleau, des essences post-pionnières telles que le chêne peuvent s'installer naturellement. Le bouleau présente aussi des qualités paysagères qu'il ne faut pas négliger.

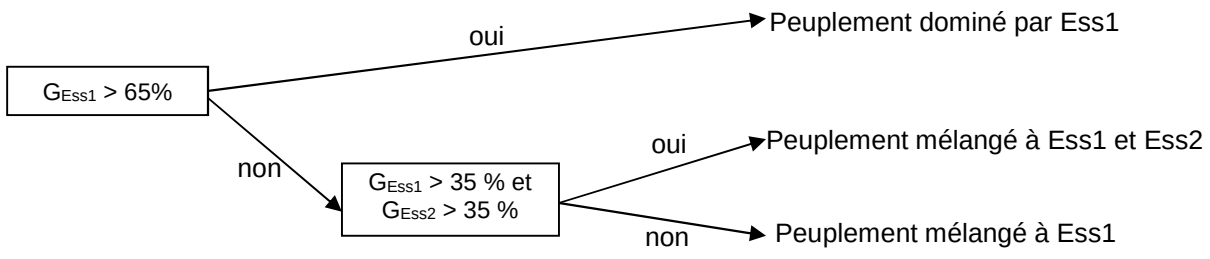
Le *charme* (3 %) est assez peu présent bien qu'il soit tout à fait en station. Cela témoigne de l'exploitation intensive dont il a fait l'objet jusqu'au milieu du 20e siècle. Celle-ci a contribué à épuiser le taillis.

Enfin, il faut noter que le *pin sylvestre* occupe près de 10 % du capital de la forêt de Rougeau. Il est souvent mélangé au chêne ou au bouleau et ne constitue que rarement des peuplements purs. Il provient de plantations FFN de grande ampleur qui ont été mises en œuvre à la fin des années 1950 ; les pins sylvestres de la forêt de Rougeau ont donc entre 50 et 60 ans. Ces pins ont été plantés à forte densité puis n'ont pas fait l'objet des interventions sylvicoles nécessaires à leur croissance (nettoiement, éclaircies…). Ils sont donc de qualité moyenne.

- **Composition des peuplements**

La composition de chacune des unités élémentaires de peuplement (UEP) a été décrite en se basant sur la typologie suivante.

Typologie utilisée pour décrire la composition des peuplements



où Ess1 correspond à l'essence majoritaire et Ess2 correspond à la seconde essence la plus représentée.

⇨ Voir la carte de la composition par UEP en annexe cartographique. Cette carte met en évidence les essences dominantes dans chaque UEP. On remarque que les chênes (sessile et pédonculé) sont largement majoritaires. Cette carte découle des données récoltées lors de la phase de *description*.

- **Capital des peuplements**

La surface terrière moyenne en forêt de Rougeau est égale à 16,2 m²/ha. Elle est proche de celle recherchée dans une futaie irrégulière de chêne à l'équilibre (13-16 m²/ha). Cependant, cette surface terrière moyenne masque d'importantes disparités. Ainsi, certains peuplements sont actuellement trop denses (G > 20 m²/ha) pour qu'ils se renouvellent naturellement et en continu. *A contrario*, certains taillis sous futaie sous tellement ruinés qu'il n'est plus possible de les renouveler sans intervenir en plantation. La priorité sera donnée à la régénération naturelle avec une première phase d'attente d'environ 5 ans ; en cas d'échec de régénération de ces peuplements, la plantation d'enrichissement par cellules ou petits collectifs pourra être envisagée. Une autre possibilité est alors de laisser s'installer des essences pionnières.

⇨ Voir la carte du capital par UEP en annexe cartographique. Cette carte a été construite à partir de nombreuses mesures réalisées à la chaînette relascopique dans chaque peuplement homogène. Cette carte découle des données récoltées lors de la phase de *description*.

- **Structure des peuplements**

La structure caractérise l'organisation spatiale des arbres d'un peuplement forestier, aussi bien au niveau vertical (étagement des hauteurs) qu'au niveau horizontal (variabilité des diamètres). Pour des raisons pratiques, le forestier limite souvent son analyse à l'étude de la variabilité des diamètres (la mesure de la hauteur des arbres étant une approche lourde à mettre en œuvre).

La structure peut être analysée à plusieurs échelles, allant de l'unité élémentaire de peuplement (de l'ordre de l'ha), jusqu'à la parcelle, voire la forêt. On précise que la structure diffère selon l'échelle étudiée ; par exemple, une parcelle à structure irrégulière peut être composée d'une mosaïque de peuplements réguliers mais différents les uns des autres.

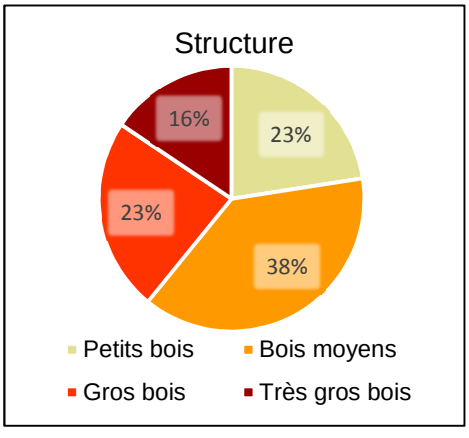
o 1ere approche : structure à l'échelle de l'unité élémentaire de peuplement (UEP)

Lors de la description des peuplements, la proportion de PB, BM, GB et TGB a été mesurée dans chaque unité élémentaire de peuplement au moyen de plusieurs tours relascopiques. Le calibre de bois le plus représenté dans chaque UEP est donc connu.

⇨ Voir la carte du calibre des bois en annexe cartographique. Cette carte précise si les peuplements sont, en 2014, plus proches d'une structure régulière ou d'une structure irrégulière.

o 2e approche : structure à l'échelle de la forêt.

En futaie irrégulière, les valeurs cibles sont fixées à l'échelle de la forêt. La structure irrégulière type recherchée est décrite dans la directive interne d'application 8500-09-DIA-SAM-006 et par plusieurs guides de sylviculture. Cette structure, qui correspond en fait à un bon équilibre général des âges, c'est à dire à un optimum de renouvellement, est la suivante : PB = 20 % ; BM = 30 % ; GB et TGB = 50 %, où les proportions sont données en surface terrière. Ces valeurs, qui peuvent varier légèrement d'une forêt à l'autre, en fonction des essences et des conditions écologiques, sont à comparer à celles mesurées en forêt de Rougeau (cf. diagramme ci-contre). Cette répartition des catégories de bois a été calculée à partir des observations faites sur les 148 points d'inventaire.



En 2014, la structure de la forêt de Rougeau est assez proche de la structure cible d'une forêt gérée en futaie irrégulière. Cependant, cette structure est obtenue par blocs de parcelles homogènes. Avec le temps, les écarts entre parcelles devraient progressivement s'atténuer. Par le jeu des martelages, on cherchera à se rapprocher de cette structure au sein de chaque parcelle.

- **Répartition des grands types de peuplement**

Type de peuplement		Surface	
Anciens TSF	TSF complet	305,1 ha	501,2 ha
	TSF pauvre	140,1 ha	
	TSF ruiné	56,0 ha	
Peuplements à base de résineux	Futaie résineuse	39,1 ha	146,7 ha
	Futaie résineuse et réserves éparses	66,5 ha	
	Futaie mélangée chêne/résineux	41,0 ha	
Jeunes peuplements	Jeune peuplement de feuillus précieux + CHE	95,7 ha	169,0 ha
	Jeune peuplement mélangé feuillus précieux / bois blancs	58,6 ha	
	Jeune peuplement de bois blancs	11,0 ha	
	Jeune peuplement résineux	3,7 ha	
Taillis		14,8 ha	
Peuplement mélangé		41,9 ha	
	Total =	**873,6 ha**	

À ces peuplements s'ajoutent 17,4 ha de « vides », essentiellement des pelouses, pour obtenir la surface en gestion.

⇨ Voir la carte des grands types de peuplements en annexe cartographique.

Les anciens taillis sous futaie

La majorité des peuplements de la forêt de Rougeau ont été traités en taillis sous futaie pendant très longtemps (jusqu'à la seconde guerre mondiale). Ils n'ont cependant pas la structure typique du taillis sous futaie (TSF) qui se caractérise par la présence de taillis de charme ou de châtaignier sous des réserves de chêne aux diamètres variés.

Ici, il semble que le recépage très fréquent du taillis jusque dans les années 1930 ait souvent épuisé les souches. Le taillis a alors été remplacé par des essences telles que le bouleau, le tremble et le coudrier (aussi appelé noisetier). De plus, le recrutement des baliveaux a été interrompu pendant plusieurs décennies suite à la seconde guerre mondiale. Les réserves de chêne se sont donc régularisées dans les gros diamètres : bois moyens et gros bois.

Les anciens taillis sous futaie présents en forêt de Rougeau sont donc souvent constitués :

- De réserves de chêne plutôt régularisées, dont le diamètre est souvent supérieur à 40 cm. Il arrive que les réserves présentent des diamètres variés mais, dans ce cas, les petits bois de chênes sont souvent d'anciens brins de taillis.
- De bouleaux, trembles et noisetiers plus ou moins présents dans le sous étage, voire dans l'étage dominant. Au plus la densité de réserve est faible, au plus ces essences secondaires sont présentes. Localement, elles peuvent même être majoritaires dans le peuplement.

À Rougeau, on a divisé les anciens TSF en trois groupes. S'il comporte plus de 12 m²/ha de chêne, le TSF est qualifié de *complet*. Il est possible de maintenir un peuplement complet de chêne sur le long terme par renouvellement naturel à condition que la station et la dynamique des autres essences le permettent. De 12 m²/ha à 7 m²/ha de réserves de chêne, on parle de TSF *pauvre*. La densité de semenciers est alors souvent insuffisante pour constituer un peuplement complet de chêne sans recourir au complément de régénération. Si la concurrence des autres essences n'est pas trop vive (cas du bouleau), on pourra espérer obtenir sur le long terme un peuplement mélangé à chêne majoritaire. Si, en revanche, la concurrence des autres essences est vive (cas du châtaignier), l'avenir du chêne est compromis. En deçà de 7 m²/ha de chêne, le TSF est dit *ruiné*.

Les peuplements à base de résineux

La grande majorité des peuplements résineux proviennent de plantation FFN réalisées à la fin des années 1950. Les résineux encore présents sont essentiellement des pins sylvestres de 50 à 60 ans, appartenant à la catégorie des bois moyens. Parmi les peuplements résineux décrits en forêt de Rougeau, trois ensembles ont été identifiés :

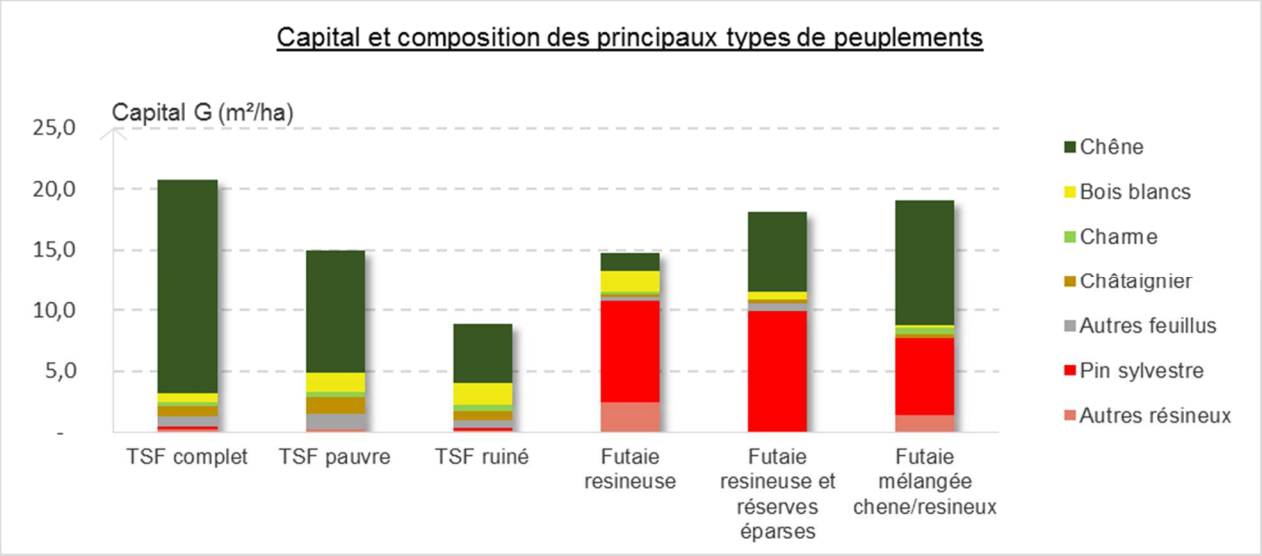
- Les *futaies résineuses ;* celles-ci correspondent à des peuplements quasiment purs de pins sylvestres. Leur capital sur pied est très variable (de 10 à 25 m²/ha).
- Les *futaies résineuses et réserves éparses de chêne* ; assez proche du type précédent, mais des réserves de chêne ont été laissées au moment de la plantation et sont toujours présentes. Celles-ci peuvent encore jouer un rôle de semencier.
- Les *futaies mélangées chêne/résineux* ; chênes et résineux sont en mélange. Le chêne devrait progressivement regagner de la place lorsque les pins atteindront leur diamètre d'exploitabilité.

Les jeunes peuplements

Cet ensemble regroupe les peuplements allant du stade semis jusqu' au stade du perchis / petits bois. Il est divisé en quatre sous-groupes qui se différencient par leur composition : résineux, chêne et feuillus précieux, bois blancs, mélange chêne / bois blancs.

Les futaies feuillues mélangées correspondent à des peuplements particuliers dans lesquels la part de frêne, de robinier ou d'érable peut-être importante.

Le taillis correspond à des taillis quasiment purs de bouleau, charme ou châtaignier. Ils sont rares.



L'histogramme ci-dessus présente le capital et la composition des principaux types de peuplements précomptables. Les données sont tirées de la phase de description. Ce graphique met en évidence la place importante du chêne dans les anciens TSF. On remarque également que le capital sur pied moyen des TSF complets est supérieur à 20 m²/ha. Ces peuplements, qui occupent plus de 300 ha, devront être légèrement décapitalisés au cours de l'aménagement. Les autres types de peuplement ont un capital sur pied proche de l'objectif fixé en futaie irrégulière.

B – État du renouvellement présent dans la forêt : suivi non surfacique

Une régénération diffuse, non cartographiable, peut se développer sous couvert à condition que le capital sur pied soit modéré. Dans le cadre de la futaie irrégulière, cette régénération est quantifiée par des observations localisées sur des placettes d'inventaire. La note de service ONF NDS-08-G1499 décrit le protocole de suivi du renouvellement dans les peuplements traités en futaie irrégulière. Le protocole mis en œuvre lors de l'inventaire des peuplements de la forêt de Rougeau est entièrement

conforme au protocole de cette note de service. Les densités de perches viables et de semis ont été évaluées sur des placettes de rayons respectifs 10 m et 2 m.

Le renouvellement des peuplements est décrit plus en détail dans la partie 2.3. À ce stade, on précise simplement que la régénération des essences principales et secondaires est installée en quantité satisfaisante à l'échelle de la forêt. Cette abondance de régénération est à mettre en parallèle avec les ***169 ha de jeunes peuplements*** observés sur la forêt. Par ailleurs, les semis de chêne sont assez peu concurrencés par les autres essences ligneuses. Ils sont davantage concurrencés par la végétation adventice (ronce et fougère). Des passages en travaux devront être régulièrement programmés pour dégager les semis de cette végétation adventice.

C - Inventaire réalisé

- **Description du type d'inventaire réalisé**

Toute la surface en gestion a été inventoriée grâce à l'implantation de 148 placettes réparties selon une maille carrée. Le protocole et la fiche de relevé utilisés lors de cette phase d'inventaire sont disponibles en annexe.

- **Résultats synthétiques d'inventaire par essences et catégories de grosseur**

Les résultats de l'inventaire ont été livrés dans les paragraphes précédents (§ Essences présentes, § Capital des peuplements et § Calibre des bois). Des résultats plus détaillés sont fournis en annexe.

1.3 Analyse des fonctions principales de la forêt

1.3.1 Production ligneuse

Fonction principale	Répartition des niveaux d'enjeu (ha)				Surface totale retenue pour la gestion
	enjeu sans objet	enjeu faible	enjeu moyen	enjeu fort	
Production ligneuse	79,56	-	481,03	330,38	*= 890,97*

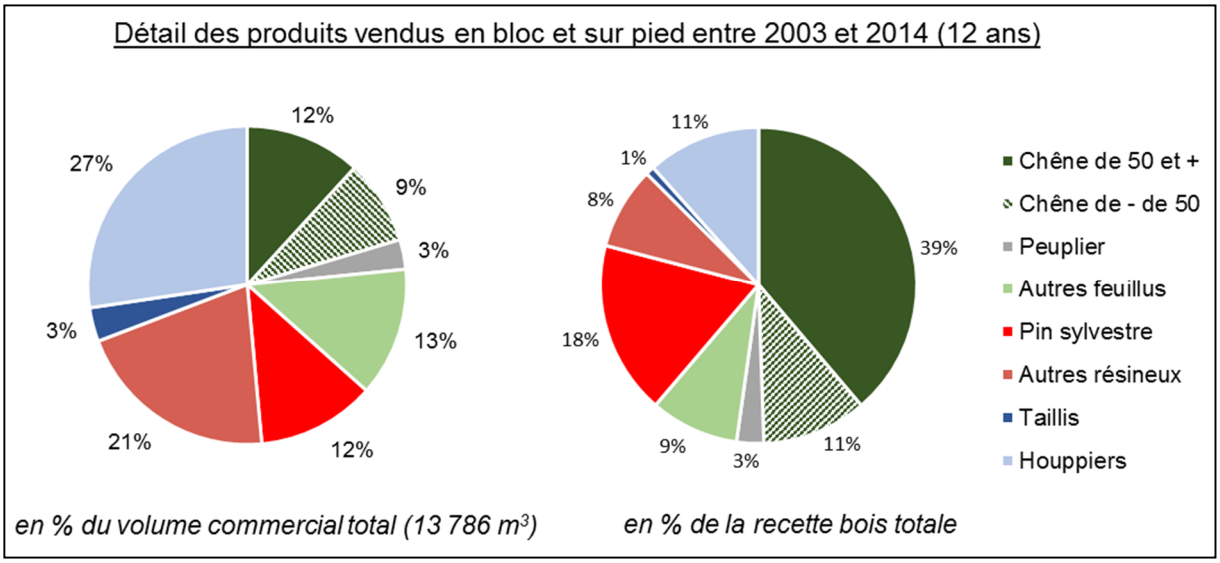
A - Volumes de bois produits

- **Tableau synthétique de la production moyenne**

On estime que la *production potentielle* en volume total bois fort sur écorce (tiges + houppiers) est de l'ordre de *5 m³/ha/an* à l'échelle de la forêt. L'estimation de cette production potentielle découle de l'étude des stations. La production réelle tient en plus compte des peuplements en place. Ainsi, sur une même station, la production réelle pourra osciller approximativement entre 3 m³/ha/an pour un peuplement de chêne appauvri et près de 10 m³/ha/an dans un jeune taillis de châtaignier. Étant donné que les TSF pauvres ou ruinés occupent près du quart de la surface boisée, il est probable que la production réelle de la forêt soit inférieure à la production potentielle. Actuellement, on estime que la production réelle de la forêt est comprise entre ***4 et 4,5 m³/ha/an***. A titre d'information, un précédent aménagement, qui couvrait la période 1982-2001, préconisait de prélever 3,2 m³/ha/an.

Ces estimations à dire d'expert restent grossières et mériteront pour l'avenir d'être précisées. *Un groupe de travail commun AEV – ONF visant à mettre en place, à plusieurs échelles (placettes permanent sur grandes entités forestières et diagnostics sur parcelles), un dispositif de suivi propre aux forêts régionales, a été lancé début 2016.*

- **Bilan des volumes vendus entre 2003 et 2014 (12 années)**



Le diagramme ci-dessus représente la part occupée par les différents types de produits dans le volume total vendu et dans la recette bois totale. Au cours des 12 dernières années, 13 786 m³ de bois ont été vendus, soit en moyenne 1149 m³/an. Ramené à la surface en sylviculture, cela représente environ ***1,4 m³/ha/an***. La récolte était donc très inférieure à la production présumée de la forêt.

Les grumes de chêne représentent 21 % du volume vendu et environ 50 % de la recette bois totale. La qualité des chênes présents dans la forêt est assez mauvaise : anciens arbres de TSF bas branchus et brins de taillis.

Les grumes résineuses représentent 33 % du volume vendu et 26 % de la recette. Contrairement à ce que pourrait laisser croire la description des peuplements, les pins sylvestres ne représentent pas la majorité des résineux vendus. En effet, au cours de la dernière décennie, de nombreux sapins de Vancouver hors stations ont été récoltés. Les plantations FFN ayant été mal suivies, la qualité des résineux restants est assez mauvaise.

En dehors du chêne et des résineux, les principaux produits vendus sont des grumes d'autres feuillus ainsi que des houppiers. Le taillis n'occupe qu'une place très limitée.

- **Modes de mobilisation habituellement utilisés**

Au cours de la dernière décennie, toutes les coupes ont été vendues en bloc et sur pied ou sous forme de menus produits.

- **Analyse de la récolte passée et du capital sur pied actuel**

Le volume annuel récolté au cours des dernières années est particulièrement faible : ***1,4 m³/ha/an***. En terme de surface terrière, cela représente un prélèvement de ***0,1 à 0,15 m²/ha/an***, alors que la production naturelle doit avoisiner les 0,4 m²/ha/an. Pourtant, le capital sur pied actuel n'est pas particulièrement fort : 16,2 m²/ha/an. Cela laisse supposer qu'au début des années 2000, les peuplements devaient être particulièrement pauvres ; le capital sur pied moyen de la forêt devait être proche de 13 m²/ha. Cette observation s'accorde avec d'anciennes descriptions, qui faisaient état de la pauvreté des peuplements en place.

La forêt a donc capitalisé au cours de la dernière décennie. A présent, l'objectif est de conserver le même niveau de capital sur pied. On cherchera donc à récolter l'accroissement.

B - Desserte forestière

- **Etat de la voirie forestière**

Type de desserte		Long. tot. (m)	Densité		État général	Points noirs existants	Rôle multifonctionnel ?
			km / 100 ha	Suffisante ?			
Accessible aux grumiers	Routes forestières	17 757	2,38	oui, sauf exception	Bon	Accès grumiers difficile pour les parcelles dispersées à l'ouest de la forêt	Les voies de desserte sont souvent des axes utilisés par les promeneurs.
	Routes publiques	3 426					
Accessible aux tracteurs	Pistes forestières et sommières	49 908	6,23	oui	Bon	-	
	Chemins publics	5 553					
	Total =	76 643	8,61				

D'une façon générale, il existe un cloisonnement satisfaisant de la forêt par des routes et des chemins pouvant être utilisés comme axes principaux ou secondaires d'exploitation. De plus, la plupart des infrastructures de desserte existantes en forêt de Rougeau sont en très bon état. Celles-ci sont souvent de bonne largeur, ce qui contribue à les assainir.

⇨ Voir la carte de la desserte en annexe cartographique.

Pour le moment, les connexions entre la desserte forestière et le réseau public sont relativement nombreuses. Cependant, ces connexions restent fragiles dans un contexte périurbain en perpétuelle évolution. Il est donc important de rester vigilant de manière à ce que les principaux accès à la forêt soient maintenus. Pour faciliter ce travail, la carte des projets de desserte identifie les axes stratégiques à conserver impérativement.

⇨ Voir la carte des projets de desserte en annexe cartographique.

- **Principales difficultés d'exploitation :**

Seules les parcelles situées dans le lieu-dit de la Grande Garenne, à l'ouest de la forêt, sont difficilement accessibles aux grumiers. Les seuls accès à ces parcelles sont des chemins ruraux en terrain naturel, impraticables pour les grumiers. La création d'une place de dépôt au nord de la parcelle 55, à proximité de la route de Villededon, atténuerait ce problème de desserte. Cependant, les distances de débardage resteraient assez conséquentes.

1.3.2 Fonction écologique

Fonction principale	Répartition des niveaux d'enjeu (ha)				Surface totale retenue pour la gestion
	enjeu sans objet	enjeu ordinaire	enjeu reconnu	enjeu fort	
Fonction écologique		-	890,97	-	*890,97*

Les données naturalistes utilisées dans cet aménagement proviennent d'inventaires existants. Ces inventaires sont nombreux : flore, reptiles, amphibiens, insectes, oiseaux. L'étude intitulée « Domaine régional de Rougeau. Expertise faunistique et proposition de restauration écologique » réalisée en 2013 par le bureau d'étude de l'ONF constitue une très bonne synthèse de tous ces inventaires.

Le PRIF de Rougeau occupe une situation stratégique dans la connectivité des grands massifs forestiers longeant la Seine. Il peut ainsi être visualisé comme la zone relais privilégiée entre la forêt de Sénart et celle de Bréviande. Il a d'ailleurs été identifié comme cœur de biodiversité dans le schéma de cohérence écologique de la Région Île de France.

- **Statuts réglementaires et zonages existants**

Statuts et inventaires	Surface (ha)	Motivation - Objectif principal de protection	Document de référence
STATUTS DE PROTECTION : cadre réglementaire			
Toute la partie de la forêt située sur le département de l'Essonne (323 ha) est classée en espace naturel sensible au titre de la conservation du patrimoine naturel.			
Eléments du territoire orientant les décisions			
Espace identifié pour la Trame verte et bleue.	Toute la forêt	L'objectif est de constituer un réseau écologique formé d'espaces naturels terrestres et aquatiques en relation les uns avec les autres. La constitution d'une Trame verte et bleue est essentielle dans une région urbanisée telle que l'Île de France où les habitats naturels ont tendance à être de plus en plus fragmentés.	Le schéma régional de cohérence écologique de la région Île de France identifie les principaux réservoirs de biodiversité ainsi que les corridors écologiques. Ce document a été approuvé par arrêté préfectoral en septembre 2013. Il est disponible sur le site Internet de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie.
ZNIEFF de type 1	Coteau sud	Cette ZNIEFF correspond au coteau calcaire situé au sud de la forêt. Une flore calcicole s'y exprime.	-

- **Synthèse des risques pesant sur la biodiversité**

Milieux naturels	Nbr. d'espèces patrimoniales
Milieux « ouverts » acidiphiles	15
Milieux « ouverts » calcicoles	11
Mares	7
Forêts calcicoles	4
Milieux « ouverts » mésophiles	2
Forêts acidiphiles	1
Forêts mésohygrophiles	1
Friches/Cultures	1
Total	**42**

Hiérarchisation des grands types de milieux naturels remarquables d'après le nombre d'espèces patrimoniales associées.
Source : Expertise flore et habitats, CBNBP, 2011.

D'après l'expertise flore et habitat menée en 2011 par le CBNBP, la moitié des espèces de plantes patrimoniales identifiées à Rougeau sont *inféodées à des milieux « ouverts »*. Dans une moindre mesure, les mares présentent un intérêt important, suivies par les boisements calcicoles. Aussi, au regard de l'intérêt des milieux ouverts et du recouvrement forestier presque total du domaine de Rougeau (plus de 95%), il est évident que les espèces patrimoniales sont fragiles. Nombre d'entre elles se situent sur les chemins forestiers ou sur leurs abords. Ces espèces sont menacées par la fermeture du couvert, le piétinement excessif ou le passage d'engins forestiers. *On retiendra que le premier risque pesant sur la biodiversité est celui de la fermeture des milieux.*

La principale menace qui pèse sur les mares est aussi celle de la fermeture du couvert végétal par le développement des arbres périphériques puis des saules qui s'implantent au sein même de la dépression. Il s'ensuit une baisse de la luminosité, néfaste à l'expression des habitats et espèces héliophiles, un déséquilibre hydrique qui favorise l'assèchement des mares et un comblement par la matière organique.

La présence de plantes invasives constitue une autre menace vis-à-vis de la biodiversité. Deux espèces invasives dont la présence est avérée en forêt de Rougeau sont particulièrement menaçantes. Il s'agit de l'ailante – surtout localisé en parcelle 74 – et du cerisier tardif – localisé dans le bois des Roches. Ces espèces sont susceptibles de faire diminuer la biodiversité dans les milieux naturels par compétition interspécifique. Bien qu'il soit difficile de suivre systématiquement leur évolution la donnée espèce invasive devra toujours être relevée lorsque des inventaires seront effectués (notamment au

moment du renouvellement de l'aménagement, ou en cas de mise en place d'un réseau d'inventaire par placettes permanentes). L'examen diagnostic avant travaux dans les parcelles devra indiquer, au minimum si ces espèces sont présentes et indiquer s'il y a lieu de prévoir des interventions spécifiques (arrachages essentiellement).

Enfin, un dernier risque pèse lourdement sur la biodiversité, particulièrement en contexte péri-urbain. C'est celui de la fragmentation et de l'isolement des habitats. La forêt de Rougeau est enclavée mais elle n'est pas totalement isolée. De minces corridors écologiques la relient encore à la forêt de Sénart au nord, et aux forêts de Bréviande puis de Fontainebleau au sud.

- **Espèces remarquables présentes dans la forêt, sensibles à la gestion forestière**

Espèces remarquables	Surface concernée ou localisation	Observations Conséquences pour la gestion	Espèce protégée oui/non
Faune remarquable			
Avifaune : - Bouvreuil pivoine, - Gobemouche gris, - Pouillot siffleur, - Pic épeichette, - Pic noir - Pic mar	Toute la forêt	Besoin de quiétude, Maintien de vieux arbres à cavité, Maintien d'une diversité de milieux.	oui
Insectes saproxylophages*	Toute la forêt	Conservations d'arbres morts ou dépérissants, Maintien de bois morts au sol	-

Les espèces patrimoniales, animales et végétales, sont nombreuses en forêt de Rougeau. Le tableau ci-dessus n'en dresse pas la liste exhaustive. N'ont été retenus ici que les oiseaux et les insectes saproxylophages car ils sont très impactés par l'état des boisements et donc par la gestion forestière.

Les autres espèces patrimoniales sont surtout associées à des milieux très particuliers tels que les abords des chemins, les mares et les pelouses. Ces milieux pourront faire l'objet d'une gestion spécifique visant à favoriser la biodiversité. On sort donc du domaine de la gestion forestière courante. Pour connaitre la liste exhaustive des espèces patrimoniales présentes en forêt, on se reportera aux tableaux insérer en annexes. Ces tableaux sont le résultat d'inventaires récents (entomofaune, herpétofaune, flore…).

Pour se faire une idée globale de l'état de la faune et de la flore dans le massif, les extraits suivants ont été tirés de l'expertise réalisée en 2013 par le bureau d'étude ONF :

Avifaune : « Ce n'est pas tant dans la liste des espèces que l'on retrouve les arguments faisant de Rougeau un site important pour l'avifaune francilienne, mais plutôt dans ses caractéristiques : sa surface, sa diversité en terme d'habitats et sa localisation géographique entre Fontainebleau et Sénart.»

Reptiles : « Le massif de Rougeau, bien qu'isolé d'autres milieux naturels, présente un intérêt majeur pour le maintien des populations de reptiles. Par ailleurs, à ce jour, le site manque considérablement de milieux ouverts (landes, pelouses) et de lisières pour pouvoir optimiser son attrait pour les reptiles. »

Amphibiens : « Le massif présente un intérêt pour le maintien des populations d'amphibiens en tant que réservoir de biodiversité. On peut [toutefois] regretter que les milieux aquatiques soient globalement en voie d'atterrissement ».

Insectes : « La forêt de Rougeau présente un intérêt entomologique très important de par sa richesse spécifique d'au moins 148 espèces, dont 17 espèces remarquables ».

Flore : « Avec 512 espèces végétales présentes, soit près du 1/3 des espèces d'Île-de-France, le domaine de Rougeau possède une biodiversité végétale remarquable à l'échelle de la région. Parmi toutes ces espèces, 42 sont qualifiées de patrimoniales ». Ces espèces patrimoniales sont surtout inféodées aux milieux ouverts.

- **Habitats naturels d'intérêt communautaire**

Les données sur les habitats proviennent de l'expertise flore et habitat réalisée en 2011 par le CBNBP. Au total, 22 habitats d'intérêt communautaire ont été identifiés dans la forêt. Parmi ces habitats, certains sont particulièrement menacés au regard de leur faible représentativité sur le domaine. *Ce sont presque tous les habitats autres que forestiers*. Une attention toute particulière devrait être dévolue aux habitats herbacés calcicoles et acidiphiles (lisières inclues), aux landes sèches et aux habitats aquatiques ou amphibies à tendance oligotrophe ou mésotrophe. Compte-tenu de leur faible représentativité, tous ces habitats méritent d'être préservés.

- **Réseau de mares**

Les mares, lorsqu'elles sont en bon état de conservation, sont des milieux naturels de haute valeur patrimoniale au regard de la biodiversité qui leur est partiellement ou totalement inféodée (amphibiens, flore, arthropodes). Cependant, la fragilité de ces zones humides est forte. La fermeture progressive du milieu a entraîné l'assèchement de nombreuses mares. Ainsi, l'état de conservation général des mares est mauvais.

Le CBNBP a relevé 109 mares sur la forêt. À dire d'expert, de 250 et 350 mares de taille plus réduite sont présentes sur le massif. Parmi elles, seules 9 mares sont en eau toute l'année. La majorité des mares est à sec une grande partie de l'année. Une seule mare était considérée par le CBNP en 2011 en bon état de conservation et 11 mares dans un état de conservation « moyen ». Les autres mares étant en mauvais état. Concernant les potentialités de restauration, seules 29 mares pouvaient être considérées suffisamment intéressantes (fortes à très fortes) pour prétendre être restaurées et s'intégrer ainsi dans un réseau de mares « fonctionnelles ».

	Critères obligatoires		Critères complémentaires (2 sur 3 au minimum)		
Potentialités	**Présence d'eau**	**Pollution**	**Flore patrimoniale**	**Berges**	**Flore hygrophile**
Très fortes	Toute l'année ou presque	Aucune	Oui	Adéquates	Oui
Fortes	Temporaire	Aucune	Oui	Correctes	Oui
Moyennes	Très rarement	Aucune	Oui ou non	Quelconques	Oui
Faibles	Jamais	Légère (détritus)	Oui ou non	Quelconques	Oui ou non
Très faibles	Jamais	Forte	Oui ou non	Artificielles	Oui ou non

Méthode retenue pour évaluer les potentialités de restauration des mares.

Source : Expertise flore et habitats. CBNBP, 2011.

- **Connectivité écologique**

L'étude du CBNBP de 2011 évalue dans quelle mesure la forêt de Rougeau participe aux réseaux écologiques à différentes échelles. Pour ce faire, les habitats patrimoniaux de la forêt ont été regroupés au sein de 4 trames :

- la série de végétation des pelouses calcicoles,
- la série de végétation des landes sèches et des sables acidiphiles,
- la série de végétation des landes humides, tourbières et bas marais,
- et les habitats des mares oligotrophes.

Il ressort de cette étude que la forêt de Rougeau présente un intérêt majeur dans la connectivité des landes humides et des mares oligotrophes. Il apparait aussi que l'état actuel de la forêt ne lui permet pas de jouer pleinement son rôle de corridor écologique alors que sa situation géographique lui confère une importance stratégique.

- **Carte des habitats naturels d'intérêt prioritaire et d'intérêt communautaire**

La carte des habitats n'est pas disponible dans le présent aménagement. Elle pourra être consultée dans les annexes de l'étude intitulée *Expertise faunistique et proposition de restauration écologique,* réalisée en 2013 par le bureau d'étude de l'ONF.

1.3.3 Fonction sociale (Paysage, accueil, ressource en eau)

Fonction principale	Répartition des niveaux d'enjeu (ha)				Surface totale retenue pour la gestion
	enjeu sans objet	enjeu local	enjeu reconnu	enjeu fort	
Fonction sociale (Paysage, accueil, ressource en eau)		-	458,83	432,14	*= 890,97*

La vocation d'accueil du public de la forêt régionale de Rougeau est évidente. Elle a d'ailleurs été acquise par l'Agence des espaces verts dont l'une des volontés est d'ouvrir de nouveaux espaces boisés au public à proximité de Paris.

A - Accueil et paysage

- **Référence à l'atlas régional (ou départemental) des paysages**

D'après l'atlas des paysages de Seine-et-Marne, la forêt régionale de Rougeau se situe sur deux entités paysagères distinctes : le « plateau de Melun Sénart » et les « boucles de la Seine ». Les paragraphes cités ci-dessous sont extraits de cet atlas des paysages.

Les boucles de la Seine « *se composent de méandres profondément creusés entre les plateaux et présentent des coteaux contrastés. […] La largeur du fleuve et sa lumière sont renforcées par les arbres très présents sur les berges et à l'horizon». « La Seine étincelle, dans cette séquence où ses méandres creusent des plateaux forestiers qui lui font un cadre d'ombre ». « La Seine reste en deçà de son potentiel de qualité paysagère. […] Il s'agit parfois de la végétation, qui masque ce qu'elle pourrait mettre en scène.*» (p 166-168)

Plateau de Melun Sénart : *« Territoire scarifié, endigué, colmaté par le développement des villes. La structure initiale, faite de fragiles vallons et de lisières forestières, semble ne pas avoir été prise en compte par le développement… »* (p 156-159)

- **Études existantes**

En 2013, le bureau d'étude Praxys a réalisé une étude paysagère sur la forêt de Rougeau. Cette étude souligne le potentiel intéressant de cette forêt facilement accessible mais insuffisamment mise en valeur. Les points essentiels de cette étude sont repris dans les paragraphes qui suivent.

- **Classements réglementaires**

Type de classement réglementaire	Surface impactée	Date et nature de l'acte de création	Motivation - Objectif principal de protection	Préconisations impactant la gestion forestière
Site classé (Boucles de la Seine et vallon du ru de Balory)	45 ha	Décret du 15 décembre 1994	Préservation de la qualité paysagère exceptionnelle du site.	Avis de la commission des sites avant approbation.
Site inscrit (Rives de la Seine)	306 ha	Arrêté du 26 juin 1985	Préservation de la qualité paysagère du site	-
La forêt n'est pas classée en forêt de protection pour le bien-être des populations				

⇨ La carte « Patrimoine culturel et sensibilités paysagères », insérée en annexe, fait apparaître les sites inscrit et classé.

- **Description de la fréquentation**

La fréquentation de la forêt de Rougeau est une fréquentation de niveau local. La forêt est sujette à plusieurs types de fréquentation. Très schématiquement, on peut distinguer :

- Une fréquentation familiale, qui se concentre pendant les week-ends ou les mercredis, essentiellement d'avril à octobre, pendant les beaux jours. Les familles y viennent le temps d'une journée ou d'un après-midi pour se promener et pique-niquer. Elles profitent surtout des

espaces ouvertes (pelouses) et des grandes allées forestières. Le point de départ des promenades se situe au niveau des principales aires de stationnement, et en particulier celle dite du « Grand Veneur » en parcelle 29.

- Une fréquentation de voisinage, mieux répartie dans le temps – dans la semaine et dans l'année. Le voisinage vient en forêt pour se promener ou pour pratiquer des activités sportives (jogging, marche à pied, vélo…). Ce type d'usager arrive en forêt soit par les principales aires de stationnement, soit depuis les interfaces habitat/forêt. À cet égard, la route forestière Tournante, qui débouche au niveau de la maison forestière du Réveil matin, constitue la principale porte d'entrée à la forêt pour les riverains.

Quel que soit le type de fréquentation, il est très rare que les usagers s'aventurent en dehors des allées et des chemins forestiers. D'ailleurs, la présence de ronce, de fougère et d'un important réseau de fossés, n'incite pas les promeneurs à quitter les sentiers battus. Seuls quelques initiés, naturalistes, forestiers, chercheurs de champignons… parcourent véritablement les parcelles. La sensibilité paysagère, même dans les secteurs les plus fréquentés, porte donc essentiellement sur les bordures des chemins et des allées.

- **Description des attraits de la forêt**

Cette forêt présente de nombreux attraits paysagers. La diversité des ambiances paysagères est liée à la présence d'essences et de types de peuplements forestiers variés. Ainsi, selon sa sensibilité, chacun appréciera différemment l'aspect d'une futaie irrégulière de chêne, d'un peuplement mélangé à base de pins sylvestres et de chênes ou encore d'un peuplement dominé par le bouleau. En revanche, chacun s'accordera sans doute sur la qualité des allées forestières de la forêt de Rougeau. Ces allées, larges et donc lumineuses, sont très appréciées des promeneurs. Celles-ci se rejoignent au niveau d'imposants carrefours en étoile – héritage des chasses à courre qui se tenaient en forêt au 18e siècle. Historiquement, la plus importante des allées présentes en forêt est l'Allée Bourette : elle constitue le prolongement de l'Allée Royale qui joint la forêt de Rougeau à celle de Sénart, au nord, et se poursuit jusqu'au domaine du Pavillon Royal, au sud.

La forêt de Rougeau dispose également en son sein de quelques sites à l'ambiance paysagère remarquable. On note le ravin du gouffre amenant aux coteaux de Seine depuis le cœur de la forêt (traversant les parcelles 36, 34, 68, 69, 53, 54) et la présence de petites falaises crayeuses au sud de la forêt, parcelles 60 et 61, qui surplombent la Seine. Ces parcelles font d'ailleurs partie du site classé au titre de la protection des paysages dénommé : « Boucles de la Seine et vallon du ru de Balory ». Du haut du coteau calcaire, plusieurs points de vue mériteraient d'être davantage valorisés. Les landes et les quelques mares en état de conservation correct créent aussi des ambiances paysagère particulières.

La forêt de Rougeau abrite également un patrimoine culturel. Des prospections ont révélé la présence de nombreux sites archéologiques dont les plus importants datent de l'époque gallo-romaine. On note aussi la présence du Pavillon Royal, dont il ne reste aujourd'hui que les jardins. Les fours à chaux situés dans la parcelle 61 ont également été mis en valeur et témoignent d'une activité industrielle datant du 19 et 20e siècles.

Pour finir, on souligne la présence, depuis 2013, d'une sculpture monumentale de près de 10 m de hauteur réalisée par l'artiste allemande Gloria Friedmann. Cette œuvre, baptisée « Le gardien », représente un visage énigmatique couronné de cinq cerfs reproduits à taille réelle. Elle a été implantée le long de l'allée Bourette, allée emblématique de cette forêt.

⇨ Voir la carte « Patrimoine culturel et sensibilités paysagères ».

- **Description des équipements structurants**

Structures et équipements d'accueil situés à proximité de la forêt

Plusieurs établissements recevant du public se situent à proximité immédiate de la forêt de Rougeau. Parmi eux, on peut citer le centre équestre de la Prévoté, le golf de Villeray, le parc d'attraction familial Babyland-Amiland.

Structures et équipements d'accueil situés dans la forêt

On compte trois grands parcs de stationnement dans ou à proximité immédiate de la forêt de Rougeau. Ces grandes aires d'accueil constituent les principaux accès à la forêt pour les usagers autres que les riverains. Par ordre d'importance décroissante, il s'agit :

- De l'aire du Grand Veneur située en bordure de la N446 au cœur de la forêt ;
- De l'aire de la Varenne située en bordure de la D50, à l'est de la forêt ;
- De l'aire de la Justice située en bordure de la N446, au nord-ouest de la forêt.

On note aussi la présence d'une petite aire de stationnement dans la parcelle 62, à l'extrémité sud de la forêt, en bordure de Seine. En dehors, de ces aires d'accueil, les possibilités d'accès à la forêt sont limitées. D'ailleurs, la répartition de la fréquentation dans la forêt est conditionnée par la localisation de ces aires de stationnement. La fréquentation est plus forte au nord de la N446, là où se situent les deux plus grandes aires d'accueil. C'est également au nord de cette nationale que le lien entre forêt et quartiers pavillonnaires est le plus étroit.

La forêt est donc plus fréquentée au nord et il est logique que ce soit là que se retrouvent les principaux équipements d'accueil. Jusque récemment, un sentier sportif occupait une grande partie de la parcelle 11. Le sentier est toujours présent et toujours utilisé mais le mobilier y a été désinstallé. À présent, il s'agit donc d'un simple sentier piéton. Les parcelles 15 et 16 sont également parcourues par un sentier sinueux appelé « sentier des mares », qui comme son nom l'indique permet au promeneur d'observer plusieurs mares forestières. En dehors de ces circuits particuliers, de nombreux chemins destinés aux piétons, aux cyclistes ou aux cavaliers parcourent la forêt de Rougeau.

⇨ Un plan de la forêt produit par l'Agence des Espaces Verts en 2014 dresse un état des lieux des principaux équipements d'accueil du public en forêt. Ce plan est disponible en annexe.

- **Sensibilités paysagères**

Les paysages des boucles de la Seine et du plateau de Melun Sénart doivent être préservés. Ici, on analyse plus finement les sensibilités paysagères dans la forêt de Rougeau. Le relief de cette forêt étant quasi inexistant, les vues sur le massif se limitent essentiellement aux lisières externes (perçues depuis les routes ou les habitations) et aux abords des allées et chemins forestiers. Les visiteurs seront particulièrement sensibles à la préservation des carrefours en étoile et au maintien d'arbres remarquables en bordure des allées. Un site sera d'autant plus sensible paysagèrement qu'il sera fréquenté.

Du fait de sa topographie particulière, seul le coteau situé au sud de la forêt fait l'objet d'une sensibilité paysagère qui ne se limite pas aux seules lisières. L'ensemble du coteau devra être préservé. On rappelle d'ailleurs que celui-ci est classé au titre des paysages et couvre une surface de 45 ha environ (parcelles 60-61-62 et 90). L'aménagement fait donc l'objet d'une présentation en commission des sites, dont l'avis ou recommandations seront annexés au présent document.

Niveau de sensibilité paysagère	Localisation	Motivation de la sensibilité paysagère
Élevé	Lisières externes	Visibilité forte depuis des routes ou des habitations.
	Coteaux de Seine	Visibilité depuis la rive gauche de la Seine.
	Abords des grandes allées structurantes.	Axes de promenades très fréquentés
Intermédiaire	Reste de la forêt	Du fait de l'importance de la fréquentation.

⇨ Voir la carte « Patrimoine culturel et sensibilités paysagères ».

- **Synthèse des opportunités, risques ou menaces relatifs à la qualité de l'accueil et des paysages.**

Les opportunités de mise en valeur de la forêt de Rougeau sont nombreuses. Celles-ci sont présentées dans l'étude paysagère réalisée en 2013 par le bureau d'étude Praxys. S'il le souhaite, le propriétaire pourra mettre en œuvre les propositions faites dans cette étude sous réserve qu'elles ne remettent pas en cause la gestion forestière normale de la forêt. Dans ce cas, les possibles conflits d'usage devront être systématiquement analysés. On évitera par exemple d'implanter des pistes cyclables qui empêcheraient la sortie des bois.

B - Ressource en eau potable

Cette forêt n'est concernée par aucun périmètre de captage d'eau potable.

1.3.4 Protection contre les risques naturels

Fonction principale	**Répartition des niveaux d'enjeu (ha)**				**Surface totale retenue pour la gestion**
	enjeu sans objet	enjeu faible	enjeu moyen	enjeu fort	
Protection contre les risques naturels	890,97	-	-	-	*890,97*

TITRE 2 - PROPOSITIONS DE GESTION : OBJECTIFS, PRINCIPAUX CHOIX, PROGRAMME D'ACTIONS

2.1 Synthèse et définition des objectifs de gestion

Synthèse de l'état des lieux	Objectifs de gestion retenus par le propriétaire
Fonction sociale (accueil, paysage, eau potable)	
Forêt structurant les paysages du plateau de Sénart et des boucles de la Seine – paysages naturels menacés par la dynamique urbaine.	- Maintien de la qualité des paysages et de l'esprit des lieux, en recherchant la stabilité du couvert arboré et le maintien de lisières.
Public à la recherche de naturalité, peu enclin à accepter les coupes rases ou définitives, perçues comme très artificielles.	- Renouvellement continu et sans à coup, permettant une meilleure acceptabilité sociale des coupes et des travaux sylvicoles, assuré par un traitement en futaie irrégulière, généralisé à l'ensemble de la surface en sylviculture - Communication auprès des usagers sur l'intérêt des coupes et travaux pratiqués en forêt.
Forêt aux ambiances paysagères variées (landes à callune, forêt mature, mélange feuillus/résineux, parc…).	- Mise en valeur des essences localement peu fréquentes favorisant la diversité des perceptions paysagères et la résilience des peuplements aux changements climatiques. - Gestion paysagère du parc du Pavillon royal.
Une fréquentation forte par un public attaché au patrimoine forestier ainsi qu'aux larges allées et carrefours en étoile hérités de la pratique de la chasse à courre.	- Maintien ou augmentation du nombre d'arbres remarquables aux abords des allées et des carrefours. - Sécurisation et entretien des allées.
Fonction écologique	
Présence d'une flore et d'une faune remarquables, associées aux milieux ouverts et au coteau calcaire situé au sud de la forêt.	- Maintien des milieux ouverts par fauchage en bordure des allées. - Maintien d'un capital sur pied assez faible dans les parcelles du coteau sud (parcelles 60 et 61) pour laisser la flore s'exprimer.
Quantité importante de mares dont l'état de conservation est variable mais souvent dégradé suite à la fermeture du milieu.	Restauration des mares présentant un potentiel intéressant. Cette restauration passe avant tout par une réouverture du milieu à la périphérie des mares.
Représentation insuffisante des habitats propres aux fins de cycle des végétaux.	Mise en place d'un réseau d'îlots de sénescence couvrant environ 5% de la surface boisée, complété par une trame d'arbres à haute valeur écologique.
Sols sensibles au tassement et à la déstructuration (couche limoneuse et nappe perchée).	Implantation généralisée de cloisonnements sylvicoles pour préserver les sols en canalisant la circulation des engins forestiers.
Production (ligneuse et non ligneuse)	
- Potentialités stationnelles correctes. - Chênes sessile et pédonculé très présents, et soumis à une faible concurrence ligneuse.	Maintien du chêne comme essence objectif principale sur une grande partie du massif. Dans le cadre du changement climatique, on travaillera préférentiellement au profit du chêne sessile, mieux adapté que le chêne pédonculé.
- Capital sur pied limité (16 m²/ha) issu d'un enrichissement progressif du massif au cours des dernières décennies. Ce capital est proche de la cible retenue en futaie irrégulière.	Maintien du niveau de capital sur pied actuel. On cherchera donc à prélever l'accroissement, soit environ 4,5 m^3/ha/an.
Présence de peuplements majoritairement résineux sur 10 à 15 % de la surface, issus pour la plupart de contrats FFN (résineux âgés de 50 à 60 ans).	Diminution progressive de la part des résineux, qui seront peu à peu récoltés. Lors des passages en travaux, la régénération feuille sera privilégiée par rapport à la régénération résineuse.
Autres enjeux de territoire	
Une urbanisation très dynamique tenant insuffisamment compte des milieux naturels.	- Politique d'acquisition foncière visant notamment au maintien de corridors biologiques et à la préservation des espaces naturels (ceinture verte autour de Paris). - Veille sur la réglementation urbaine (PLU).

2.2 Traitements, essences objectifs, critères d'exploitabilité

2.2.1 Traitements retenus

Le mode de traitement définit l'ensemble des interventions (coupes et travaux) appliquées à un peuplement en vue de le maintenir ou de le faire évoluer vers un état objectif de la sylviculture (capital, composition, structure).

Traitements sylvicoles	Surface préconisée (ha)
Futaie régulière (dont conversion en futaie régulière)	-
Futaie par parquets (dont conversion en futaie par parquets)	-
Futaie irrégulière (dont conversion en futaie irrégulière)	811,41
Futaie jardinée (dont conversion en futaie jardinée)	-
Taillis simple	-
Taillis fureté	-
Taillis-sous-futaie	-
Attente sans traitement défini	-
Traitement mixte (méthode combinée, parquets et bouquets)	
***Sous-total** : surface en sylviculture de production*	*811,41*
Hors sylviculture de production	79,56
***Total** : surface retenue pour la gestion*	*890,97*

Dans cette forêt, l'objectif principal est d'accueillir le public et, plus généralement, de répondre au mieux, aux besoins exprimés par les usagers des forêts périurbaines, tout en assurant une gestion dynamique et patrimoniale du massif. Les usagers de cette forêt sont particulièrement attachés à la stabilité des paysages et à la naturalité de la forêt. Dans ce contexte, et pour répondre aux attentes exprimées par le propriétaire, il est décidé de traiter l'ensemble du massif en futaie irrégulière. Il s'agit de la décision la plus importante de l'aménagement.

Le traitement en futaie irrégulière repose sur l'utilisation optimale de la dynamique naturelle. Il cherche à faire cohabiter durablement sur l'unité de gestion – le plus souvent la parcelle – des arbres de diverses dimensions, d'essences et d'âges variés dans un objectif de multifonctionnalité, tout en assurant la pérennité du peuplement par son renouvellement constant dans un écosystème stable.

Les deux principes de ce traitement sont le maintien du fonctionnement de l'écosystème, seule garantie de rentabilité à long terme, et la valorisation optimale de chaque individu dans ses différents rôles (producteur, protecteur de l'arbre ou du semis voisin, habitat de certaines espèces, semencier, valeur esthétique ou patrimoniale, ...). En termes de fonction économique, l'objectif poursuivi est de produire la part la plus élevée possible de bois de qualité. Ces bois de qualité devront être privilégiés à chaque stade de leur développement et seront exploités à leur diamètre optimum.

À l'échelle de la forêt, la mise en œuvre du traitement irrégulier a pour cible de conduire progressivement à des peuplements aux caractéristiques suivantes :

Composition en essence	Chêne dominant accompagné de feuillus divers (20 à 30 %) et de pin sylvestre.
Surface terrière précomptable « G » (diamètre supérieur à 17,5 cm)	Entre 13 et 16 m²/ha pour les feuillus, légèrement supérieur en cas de mélange aves des résineux.
% de gros bois (diamètre supérieur à 47,5 cm)	50 à 55 % de la surface terrière
% de bois moyen (27,5 cm < d < 47,5 cm)	30 % de la surface terrière
% de petit bois (17,5 cm < d < 27,5 cm)	15 à 20 % de la surface terrière
G du taillis	2 m²/ha
Densité des perches	80 par hectare dont la moitié est constituée de perches d'avenir.

On insiste sur le fait que *cette structure ne doit en aucun cas être considérée comme un objectif de gestion à court ou moyen terme. Elle est la conséquence prévisible de la gestion de la fonctionnalité de chaque arbre, la priorité étant donnée à la gestion de l'existant.* Ce n'est qu'une orientation, elle caractérise des marges d'équilibre assez larges vers lesquelles le sylviculteur peut orienter son action. Un contrôle régulier et périodique de l'état des peuplements est indispensable pour vérifier que l'on ne s'écarte pas de la direction souhaitée. Il sera fait à l'issue de l'aménagement, mais il serait souhaitable de voir si, en partenariat avec le propriétaire, un dispositif plus fin, sous forme d'un réseau de placettes permanentes, pourrait être mis en place dans les premières années de l'aménagement puis suivi au moins une fois à mi période de l'aménagement.

Ces orientations ne doivent pas conduire à des sacrifices au nom d'une structure théorique. Créer volontairement des trouées, n'aurait pas de sens, par exemple, dans un contexte régularisé perchis/petits bois. À ce stade, les actions progressives sont très semblables à celles qui seraient pratiquées dans une gestion de futaie régulière, mais le travail sera davantage orienté vers une bonne maîtrise du capital sur pied et vers l'accompagnement des meilleures tiges. Ainsi, les peuplements de la forêt de Rougeau qui sont, en 2014, éloignés de cette structure optimale théorique, ne feront que progresser vers cet objectif, sans l'atteindre pendant la durée d'application de cet aménagement. On rappelle enfin que cette structure est recherchée à l'échelle de la forêt, et non pas à l'échelle de l'unité de gestion.

Faire de « l'irrégularisation » un objectif en soi, serait un non-sens, l'important étant de conduire à leur optimum les arbres de haute qualité tout en accompagnant leur renouvellement.

2.2.2 Essences objectifs et critères d'exploitabilité

Dans la forêt régionale de Rougeau, les chênes sessile et pédonculé sont les principales essences objectifs retenues. Ces essences sont celles qui guideront prioritairement la sylviculture à mettre en œuvre dans une unité de gestion donnée. Dans les peuplements, ces deux espèces de chêne sont souvent en mélange, ce qui constitue un atout. En effet, le fait d'avoir du mélange augmente la résistance et la résilience des peuplements face aux différents aléas (aléa climatique, crise sanitaire…). On évitera toutefois de favoriser le chêne pédonculé là où la réserve utile maximale des sols est limitée car cette espèce est assez sensible à la sécheresse. De manière schématique, on dira qu'au nord de la N446, les deux espèces de chênes ont leur place, tandis qu'au sud de cette route, le chêne pédonculé risque d'être moins adapté.

Les diamètres optimaux d'exploitabilité dépendent de l'essence et de la qualité de chaque arbre, les arbres de meilleur potentiel étant exploités à des diamètres plus élevés que ceux de qualité moyenne. Ils pourront être modulés au regard des attentes du public, notamment dans les secteurs les plus fréquentés, ou leur intérêt pour la biodiversité. Le tableau ci-dessous donne des ordres de grandeur pour les quatre essences objectifs principales.

Essences objectifs	Précisions Surface en sylviculture		Précisions	Diamètre retenu	Essences d'accompagnement	Groupes stationnels concernés
	ha	%				
Chênes sessile et pédonculé	370	46	Qual.A et B → Qual. C → Qual. D →	80 cm 65 cm 50 cm	Alisier torminal, merisier, châtaignier →	SRA 8 et 9
Chêne sessile	430	53			Alisier torminal, châtaignier, pin sylvestre →	SRA 10
					Châtaignier, pin sylvestre, alisier torminal, bouleau →	SRA 11
					Bouleau →	SRA 12
Grands érables	10	1	-	60 cm	Tilleul, frêne, aulne glutineux →	SRA 5 et 6
Total surface en sylviculture de production	811,41	100%				

Précisions sur le diamètre d'exploitabilité.

Les diamètres d'exploitabilité présentés dans le tableau ci-dessus permettent d'optimiser la valorisation économique des bois. Toutefois, en traitement irrégulier, le sylviculteur peut agir à l'échelle de l'arbre dans son contexte local plus facilement qu'en futaie régulière où le raisonnement se fait à une échelle élargie (parcelle ou unité de gestion). Dans certains cas, il peut être amené à conserver un arbre au-delà de son optimum économique. Sur les surfaces en sylviculture de production, on identifie notamment 3 situations dans lesquelles le diamètre d'exploitabilité peut être revu à la hausse :

- *Arbres à rôle esthétique important.* Il s'agit des arbres de gros diamètres situés dans des zones particulièrement fréquentées par le public ou à proximité des principaux carrefours et allées.
- *Arbres à rôle de semencier important* mais qui ne jouent pas leur rôle du fait de la surface terrière élevée du peuplement. Il est alors intéressant de maintenir les semenciers de chêne et de réduire le capital sur pied des peuplements pour amorcer un renouvellement.
- *Arbres habitats,* il s'agit des arbres présentant un grand intérêt écologique.

De même, le diamètre d'exploitabilité d'un arbre peut être revu à la baisse dans des peuplements de très mauvaise qualité – cas de certains taillis de chêne de mauvaise forme – ou pour d'autres raisons (ex : volonté de ne pas avoir de gros bois sur un site archéologique).

- **Carte des essences objectifs**

  ⇒ Voir les cartes des essences objectifs en annexe cartographique.

2.3 Objectifs de renouvellement en futaie irrégulière : suivi non surfacique

Le tableau ci-dessous compare, à l'échelle de la forêt, la structure actuelle des peuplements à la structure cible recherchée pour un bon équilibre du renouvellement en futaie irrégulière. Les valeurs observées ont été calculées à partir des données recueillies sur les 148 placettes d'inventaire.

Structure générale des peuplements		*Proche de l'équilibre*		
Indicateurs de renouvellement		**Cible future**	**Valeurs observées**	**Note globale forêt**
Surface terrière	➔ *INDICATEUR NATIONAL – reporté en §3.2*	13 - 16 m²/ha	16,2 m²/ha	A
% de la surface avec une régénération satisfaisante	➔ *INDICATEUR NATIONAL – reporté en §3.2*	20 %	27 %	
Densité de perches	➔ *INDICATEUR NATIONAL – reporté en §3.2*	80 p/ha	136 p/ha	
Surface moyenne annuelle à parcourir en marquage de coupe		77 ha		

- *Surface terrière*

Le capital sur pied dans la forêt de Rougeau est de l'ordre de 16 m²/ha ; ce capital est proche de celui recherché dans une futaie irrégulière à l'équilibre. Attention cependant, la surface terrière de 13 à 16 m²/ha est recherchée à l'échelle de la forêt et non pas à l'échelle de l'unité de gestion. Ainsi, dans les jeunes peuplements de chênes régularisés PB/BM, la volonté d'améliorer le capital producteur devrait conduire à des surfaces terrières précomptables après éclaircies de l'ordre de 16 à 17 m²/ha. En revanche, dans certains peuplements riches en gros bois et très gros bois, où le besoin de renouvellement est fort, le capital pourra être abaissé jusqu'à atteindre des surfaces terrières inférieures à 13 m²/ha.

- *% de la surface avec régénération satisfaisante*

Les essences qui se cantonnent généralement au sous étage – charme, bouleau, tremble – et les essences indésirables – robinier, sapin de Vancouver, épicéa – n'ont pas été comptabilisées dans la régénération. Seules les potentielles essences principales et secondaires ont été prises en compte.

Bien qu'en futaie irrégulière tout semis n'ait pas valeur de renouvellement, on considère par souci de simplification que la régénération est satisfaisante lorsque le nombre de semis est supérieur à 2400/ha, soit 3 semis par placeau de 2 m de rayon. En forêt de Rougeau, 27 % des 296 placeaux étudiés contenaient au moins 3 semis. La régénération est donc installée sur le quart de la forêt.

Si l'on considère uniquement la régénération de chêne, la proportion de placeaux avec régénération installée atteint 13 %, ce qui est assez satisfaisant. Globalement, la régénération de chêne est peu concurrencée par d'autres essences ligneuses. Le taillis de charme, qui aurait pu être problématique est épuisé dans de nombreuses parcelles. Le bouleau, quant à lui, laisse passer suffisamment de lumière pour que le chêne puisse continuer à se développer. Finalement, c'est la végétation adventice qui concurrence le plus le chêne : ronce, fougère ou encore callune. Localement, l'abondance de cépées de coudriers peut aussi bloquer la régénération. Dès lors, des travaux sont obligatoires pour maitriser cette végétation.

- *Densité de perches*

Une perche est une tige individualisée dont le diamètre est compris entre 7,5 cm et 17,5 cm. Une perche est viable lorsqu'elle ne présente pas de défaut de croissance rédhibitoire (forte courbure, chancre…). Lors de la description, les perches viables ont été dénombrées sur des placettes de 10 m de rayon. Le stock de perches viables à l'hectare a donc pu être estimé. On compte en moyenne 136 perches à l'hectare mais la variabilité entre peuplements est très importante.

On retiendra que la forêt de Rougeau est déjà dans un état proche de celui recherché à l'équilibre dans un traitement en futaie irrégulière et que le renouvellement continu des peuplements est déjà amorcé. La transition vers le traitement irrégulier ne devrait donc pas poser de grande difficulté.

2.4 Classement des unités de gestion surfaciques

Pour les actions s'inscrivant dans un cadre surfacique (parcelles ou parties de parcelle bien individualisables), *l'unité de gestion* (notée UG) est l'unité de référence qui permet le suivi technique et le bilan économique de la mise en œuvre de la gestion d'une forêt.

L'unité de gestion (UG) est support de classement. Dans le traitement irrégulier, l'unité de gestion correspond le plus souvent à la parcelle, car ce traitement s'appuie sur l'hétérogénéité des peuplements. Toutefois, en raison de l'histoire, certaines parcelles portent des peuplements nettement différents, couvrant des surfaces localement importantes, où la nature et l'intensité des interventions sylvicoles peuvent être très différentes. Il y a donc quelques exceptions. De plus, certaines UG ont été créées afin de répondre à des choix correspondant à des objectifs d'aménagement différents, ne concernant qu'une partie de parcelles. C'est notamment le cas des îlots de sénescence.Il faudra prévoir de matérialiser les UG qui ne le sont pas encore.

- **Classement des unités de gestion surfaciques** *(totalité des UG surfaciques de la forêt)*

Groupes « Irrégulier »

Libellé du groupe	Code du groupe	Unité de gestion		Surface totale de l'UG (ha)	Surface par groupe
		Parcelle	UG		
Irrégulier à rotation de 8 ans et moins	IRR1	2	a	4,57	**145,32 ha**
		5	u	11,47	
		11	b	15,39	
		12	a	3,62	
		14	u	16,27	
		15	b	4,32	
		16	a	6,86	
		17	u	15,43	
		18	a	3,12	
		29	a	14,67	
		39	u	6,72	
		42	u	16,72	
		48	u	11,87	
		51	u	10,59	
		80	b	0,77	
		81	a	2,94	
Irrégulier à rotation de 9 ans et plus	IRR2	1	a	6,54	→
		2	b	7,88	
		3	a	12,59	
		4	u	9,78	
		6	u	9,89	
		7	u	8,21	
		8	u	4,64	
		9	a	6,14	
		10	a	17,50	
		12	c	2,67	
		13	u	8,17	
		15	a	7,20	
		16	b	7,82	
		18	b	5,87	
		19	u	7,46	
		20	u	11,26	
		21	u	10,99	
		22	u	14,01	
		23	u	11,87	
		24	u	9,81	
		25	u	11,61	
		26	u	5,71	
		27	u	13,59	
		28	u	6,59	
		30	a	5,32	
		30	b	3,30	
		31	u	16,16	
		32	u	10,75	
		33	u	8,87	
		34	a	5,44	
		35	u	19,56	
		36	u	7,37	
		37	u	13,46	

Libellé du groupe	Code du groupe	Unité de gestion		Surface totale de l'UG (ha)	Surface par groupe
		Parcelle	UG		
Irrégulier à rotation de 9 ans et plus	IRR2	38	u	14,94	**648,53 ha**
		40	u	10,68	
		41	u	14,98	
		43	u	9,12	
		44	u	8,92	
		45	u	7,88	
		46	a	8,99	
		47	u	16,26	
		49	a	11,36	
		50	u	14,57	
		52	u	14,22	
		53	a	16,64	
		54	u	6,60	
		55	u	17,88	
		56	u	10,76	
		57	u	8,06	
		58	a	3,96	
		59	u	9,30	
		60	u	15,06	
		61	u	7,00	
		62	u	2,55	
		63	u	5,92	
		64	u	5,18	
		65	u	4,75	
		66	u	6,50	
		67	u	5,34	
		68	u	6,13	
		69	u	6,20	
		71	b	2,28	
		72	u	5,86	
		73	u	4,45	
		74	u	6,60	
		75	u	5,64	
		76	u	7,35	
		77	u	8,34	
		78	u	3,87	
		79	u	4,17	
		80	a	3,05	
		81	b	1,27	
		82	u	2,74	
		83	u	2,48	
		84	u	2,27	
		85	u	5,58	
		86	u	3,44	
		87	u	1,41	
Irrégulier sans coupe	IRRS	10	b	0,92	**17,55 ha**
		11	a	4,45	
		12	b	8,36	
		70	b	0,56	
		71	a	3,26	

Autres groupes

Libellé du groupe	Code du groupe	Unité de gestion		Surface totale de l'UG (ha)	Surface par groupe	Commentaires
		Parcelle	UG			
Îlots de sénescence	ILS	1	b	4,95	**41,13 ha**	9 îlots de sénescence sont répartis sur l'ensemble de la forêt pour créer une trame d'habitats liés aux vieux boisements (cf. programme d'action "fonction écologique")
		3	b	5,03		
		9	c	4,77		
		34	b	3,88		
		46	b	4,72		
		49	b	4,74		
		53	b	4,03		
		58	b	3,89		
		70	a	5,11		
Hors sylviculture - Gestion écologique	HSY_BIO	9	b	4,61	**6,10 ha**	2 landes acidiphiles font l'objet d'unités de gestion spécifique. Elles seront réouvertes puis entretenues (cf. programme d'action "fonction écologique")
		58	c	1,49		
Hors sylviculture - Autres	HSY_AUT	9	d	0,56	**32,33 ha**	Il s'agit de parkings, de routes ou chemins très larges. Cet ensemble comprend aussi le parc du pavillon royal, qui fera l'objet d'une gestion de parc. Enfin, certaines parcelles cadastrales isolées sont aussi classées hors sylviculture.
		10	c	0,60		
		15	c	1,02		
		29	b	2,50		
		90	a	13,83		
		90	b	11,03		
		100	u	2,78		

- **Carte d'aménagement**

⇨ Voir la carte d'aménagement en annexe cartographique.

2.5 Programme d'actions pour la période 2015 - 2034

2.5.1 Programme d'actions FONCIER - CONCESSIONS

Numéro	**Priorité** (1 ou 2)	**Description de l'action**	**Localisation**	**Observations**	**Coût indicatif de l'action** (€ HT)	**I/E**
FON 1	1	Matérialisation sur le terrain et numérotation des nouvelles parcelles.	Forêt	A réaliser sans délai.	6000 €	I
FON 2	1	Entretien du périmètre et du parcellaire.	Forêt	-	64 000 €	E
FON 3	1	Demande d'application du régime forestier sur les parcelles récemment acquises.	30 ha, voir carte « Parcellaire et foncier »	-	-	
FON 4	-	Acquisition de nouvelles parcelles et remembrement.	PRIF	-	-	
FON 5	-	Veille sur les plans d'urbanisme.	PRIF	-	-	
				Coût total FONCIER (€)	70 000 €	
				Coût moyen annuel FONCIER	3 500 € /an	

Si des entités de taille suffisante sont acquises, il est souhaitable que celles-ci fassent l'objet d'un modificatif d'aménagement. Les acquisitions à venir, si elles font l'objet d'une sylviculture de production, seront préférentiellement traitées en futaie irrégulière.

2.5.2 Programme d'actions PRODUCTION LIGNEUSE

A - Documents de référence à appliquer

- *Guide des sylvicultures – Chênaie continentale*
    - §.5 Sylviculture des chênaies continentales en futaie irrégulière, et notamment la partie 5.2 sur la conversion des peuplements issus de taillis-sous-futaie en futaie irrégulière.
    - §.4 Conduite des peuplements en futaie régulière. Cette partie orientera transitoirement les opérations à réaliser dans les jeunes peuplements de chêne régularisés petits bois / bois moyens.
- *Guide des sylvicultures – Pineraies des plaines du centre et du Nord-Ouest* : §.5 Gestion des peuplements hétérogènes à base de pins.

Par ailleurs des références de gestion en irrégulier pourront être trouvées dans les documents publiés par l'AFI (Association de la Futaie Irrégulière) et notamment dans l'ouvrage intitulé « *Valoriser les fonctions multiples de la forêt – Le traitement des futaies irrégulières » (AFI, 2009).*

Ces documents qui s'appliquent sur de larges entités géographiques pourront être complétés par des guides plus locaux, au rythme de leur élaboration (Un groupe de travail futaie irrégulière sur les forêts domaniales de l'Ile-de-France a pour objet de préparer un guide de sylviculture adapté aux spécificités régionales)

B - Coupes

- **Programme de coupes**

Construction du programme de coupes

Le programme de coupes fixe d'une part l'année du premier passage, et d'autre part la rotation entre les coupes qui sera localement appliquée. L'année du premier passage en coupe, résulte d'un compromis tenant compte de divers paramètres dont les plus importants sont listés ci-dessous :

- Le bénéfice sylvicole attendu de l'intervention ou, autrement dit, le risque de *perte de potentiel d'avenir* : on cherche à intervenir assez tôt dans les jeunes peuplements qui présentent un potentiel d'avenir intéressant. Ainsi, on préférera commencer par éclaircir une jeune futaie de chêne avant de passer en coupe dans un taillis de qualité médiocre.
- le *capital sur pied initial des peuplements matures* : plus il est élevé, plus on cherche à passer tôt.
- La *volonté de répartir les coupes* dans le temps et dans l'espace : la surface à parcourir en coupe chaque année est assez stable dans le temps. De plus, on évite de parcourir une même année un bloc de trop grande surface constitué d'unités de gestion contigües.

La rotation entre chaque coupe en forêt de Rougeau est de l'ordre de 7-8 ans pour les jeunes peuplements en croissance active (haut perchis / petits bois). Elle est rallongée à 10 ans, voire à 11 ans, dans les peuplements matures. Cette rotation peut-être légèrement modulée en fonction du *capital sur pied initial.* Globalement, c'est une rotation de 10 ans qui a été le plus souvent retenue.

Hors calendrier prévisionnel, il est également précisé que les îlots de sénescence, dans leur zone tampon, pourront faire l'objet d'abattage d'arbres pour raison de sécurisation des usagers, ainsi que de la création de « tournières adaptées », sur leur périmètre, pour permettre le débardage des bois situés à proximité.

Coupes programmables par années

Année	Unité de gestion		Groupe	Surface totale de l'UG (ha)	Surface à parcourir (ha)	Type de peuplement majoritaire Recprev	Type de coupe	G présumé réalisable		V_{tot} présumé réalisable		Recommandations, précautions
	Plle	UG						m²	m²/ha	m³	m³/ha	
2015	6	u	IRR2	9,89	9,89	SCHEG	JA	49	5,0	624	63	Ouvrir les cloiso.
	7	u	IRR2	8,21	8,21	SCHEI	JA	35	4,3	421	51	Ouvrir les cloiso.
	8	u	IRR2	4,64	4,64	SCHEG	JA	21	4,6	273	59	Ouvrir les cloiso.
	43	u	IRR2	9,12	9,12	SCHET	JA	39	4,3	497	55	Ouvrir les cloiso.
	59	u	IRR2	9,30	9,30	SCHEI	JA	36	3,8	427	46	Ouvrir les cloiso.
	63	u	IRR2	5,92	5,51	ICHEI	JA	24	4,0	301	51	Ouvrir les cloiso.
	64	u	IRR2	5,18	5,18	ICHEM	JA	22	4,3	282	55	Ouvrir les cloiso.
Total =				52,25 ha	51,84 ha			226 m²	4,3 m²/ha	2825 m³	54 m³/ha	
2016	14	u	IRR1	16,27	13,04	SCHEG	JA	51	3,1	515	32	Ouvrir les cloiso.
	15	b	IRR1	4,32	3,07	FCHEP	JA	11	2,6	79	18	Ouvrir les cloiso. /!\ Patrimoine archéo.
	16	a	IRR1	6,86	5,55	SCHEP	JA	13	1,9	96	14	Ouvrir les cloiso.
	44	u	IRR2	8,92	8,92	SCHEI	JA	47	5,3	598	67	Ouvrir les cloiso.
	45	u	IRR2	7,88	7,88	SCHEG	JA	41	5,3	529	67	Ouvrir les cloiso.
	49	a	IRR2	11,36	11,36	SCHEI	JA	50	4,4	600	53	Ouvrir les cloiso.
	65	u	IRR2	4,75	4,75	FCHEM	JA	26	5,4	307	65	Ouvrir les cloiso.
	66	u	IRR2	6,50	6,50	ICHEI	JA	25	3,9	305	47	Ouvrir les cloiso.
	76	u	IRR2	7,35	7,35	FCHEM	JA	29	3,9	340	46	Ouvrir les cloiso.
	77	u	IRR2	8,34	8,34	IBOUP	JA	23	2,8	271	32	Ouvrir les cloiso.
Total =				82,53 ha	76,74 ha			317 m²	3,8 m²/ha	3640 m³	44 m³/ha	
2017	1	a	IRR2	6,54	6,54	SCHEI	JA	34	5,1	428	65	Ouvrir les cloiso.
	2	b	IRR2	7,88	7,88	SCHEI	JA	37	4,7	470	60	Ouvrir les cloiso.
	17	u	IRR1	15,43	12,71	FCHEP	JA	50	3,2	376	24	Ouvrir les cloiso.
	18	a	IRR1	3,12	3,12	FCHEP	JA	14	4,4	98	31	Ouvrir les cloiso.
	29	a	IRR1	14,67	13,31	SCHEI	JA	55	3,8	589	40	Ouvrir les cloiso.
	30	b	IRR2	3,30	3,30	SCHEM	JA	14	4,4	174	53	Ouvrir les cloiso.
	67	u	IRR2	5,34	5,34	ICHEI	JA	30	5,6	358	67	Ouvrir les cloiso. /!\ Patrimoine archéo.
	68	u	IRR2	6,13	6,13	ICHEI	JA	35	5,7	445	73	Ouvrir les cloiso. /!\ Patrimoine archéo.
	86	u	IRR2	3,44	3,44	FCHEP	JA	14	4,0	135	39	Ouvrir les cloiso.
Total =				65,86 ha	61,78 ha			282 m²	4,3 m²/ha	3072 m³	47 m³/ha	
2018	11	b	IRR1	15,39	15,39	FCHEP	JA	59	3,8	413	27	
	52	u	IRR2	14,22	14,22	FCHEI	JA	59	4,1	712	50	Ouvrir les cloiso. Restauration de lande (1 ha) sur la frange nord.
	53	a	IRR2	16,64	15,56	SCHEG	JA	35	2,1	367	22	Ouvrir les cloiso.
	54	u	IRR2	6,60	6,60	FCHEI	JA	36	5,4	431	65	Ouvrir les cloiso.
	55	u	IRR2	17,88	17,88	ICHEI	JA	85	4,8	1024	57	Ouvrir les cloiso.
Total =				74,77 ha	73,69 ha			274 m²	3,7 m²/ha	2947 m³	39 m³/ha	
2019	10	a	IRR2	17,50	17,50	FCHEP	JA	60	3,4	661	38	Ouvrir les cloiso.
	18	b	IRR2	5,87	5,87	FP.SI	JA	32	5,5	406	69	Ouvrir les cloiso.
	19	u	IRR2	7,46	7,46	FCHEM	JA	42	5,6	532	71	Ouvrir les cloiso.
	35	u	IRR2	19,56	19,56	ICHEI	JA	106	5,4	1291	66	Ouvrir les cloiso.
	36	u	IRR2	7,37	7,37	FP.SM	JA	38	5,2	463	63	Ouvrir les cloiso.
	46	a	IRR2	8,99	8,99	SCHEG	JA	44	4,9	557	62	Ouvrir les cloiso.
	79	u	IRR2	4,17	4,17	SCHEI	JA	23	5,4	271	65	Ouvrir les cloiso.
	80	a	IRR2	3,05	3,05	SCHTI	JA	10	3,3	98	32	Ouvrir les cloiso.
	81	b	IRR2	1,27	1,27	FCHEG	JA	2	1,7	25	20	Ouvrir les cloiso.
	87	u	IRR2	1,41	1,41	FCHEM	JA	8	5,5	86	61	Ouvrir les cloiso.
Total =				76,65 ha	76,65 ha			364 m²	4,8 m²/ha	4390 m³	57 m³/ha	

Année	Unité de gestion		Groupe	Surface totale de l'UG (ha)	Surface à parcourir (ha)	Type de peuplement majoritaire Recprev	Type de coupe	G présumé réalisable		V_{tot} présumé réalisable		Recommandations, précautions
	Plle	UG						m²	m²/ha	m³	m³/ha	
2020	13	u	IRR2	8,17	8,17	SCHEG	JA	36	4,3	389	48	Ouvrir les cloiso.
	15	a	IRR2	7,20	7,20	FTREP	JA	32	4,5	212	29	Ouvrir les cloiso. /!\ Patrimoine archéo.
	16	b	IRR2	7,82	7,82	TCHEP	JA	28	3,5	182	23	Ouvrir les cloiso.
	22	u	IRR2	14,01	14,01	SCHEI	JA	46	3,3	593	42	Ouvrir les cloiso.
	23	u	IRR2	11,87	11,87	FP.SP	JA	65	5,5	758	64	Ouvrir les cloiso.
	27	u	IRR2	13,59	13,59	FP.SM	JA	69	5,1	867	64	Ouvrir les cloiso.
	56	u	IRR2	10,76	10,76	ICHEM	JA	44	4,1	523	49	Ouvrir les cloiso.
	84	u	IRR2	2,27	2,27	FCHTM	JA	11	5,0	126	55	Ouvrir les cloiso.
	85	u	IRR2	5,58	5,58	ICHEI	JA	24	4,3	286	51	Ouvrir les cloiso.
Total =				81,26 ha	81,26 ha			355 m²	4,4 m²/ha	3935 m³	48 m³/ha	
2021	3	a	IRR2	12,59	12,59	SCHEI	JA	49	3,9	628	50	Ouvrir les cloiso.
	4	u	IRR2	9,78	9,78	SCHEI	JA	40	4,1	516	53	Ouvrir les cloiso.
	12	c	IRR2	2,67	2,67	SCHEI	JA	8	3,0	103	38	Ouvrir les cloiso.
	20	u	IRR2	11,26	11,26	SCHEI	JA	72	6,4	863	77	Ouvrir les cloiso.
	21	u	IRR2	10,99	10,99	SCHEI	JA	65	5,9	832	76	Ouvrir les cloiso.
	25	u	IRR2	11,61	11,61	FP.SI	JA	48	4,2	625	54	Ouvrir les cloiso.
	26	u	IRR2	5,71	5,71	FP.SI	JA	27	4,8	351	62	Ouvrir les cloiso.
	28	u	IRR2	6,59	6,59	ICHEG	JA	30	4,6	317	48	Ouvrir les cloiso.
Total =				71,20 ha	71,20 ha			341 m²	4,8 m²/ha	4236 m³	60 m³/ha	
2022	24	u	IRR2	9,81	8,69	SCHEM	JA	45	4,6	551	56	Ouvrir les cloiso.
	37	u	IRR2	13,46	10,42	FP.SM	JA	44	3,3	550	41	Ouvrir les cloiso.
	38	u	IRR2	14,94	9,14	FCHE1	JA	33	2,2	393	26	Ouvrir les cloiso.
	47	u	IRR2	16,26	16,26	SCHEG	JA	65	4,0	830	51	Ouvrir les cloiso.
	50	u	IRR2	14,57	14,57	FCHEM	JA	55	3,8	595	41	Ouvrir les cloiso.
	58	a	IRR2	3,96	3,96	TCHEP	JA	19	4,9	231	58	Ouvrir les cloiso.
	73	u	IRR2	4,45	4,45	SCHEM	JA	19	4,3	228	51	Ouvrir les cloiso.
	82	u	IRR2	2,74	2,74	TCHTP	JA	10	3,5	63	23	Ouvrir les cloiso.
	83	u	IRR2	2,48	2,48	SROBI	JA	10	4,0	97	39	Ouvrir les cloiso.
Total =				83,10 ha	73,14 ha			300 m²	3,6 m²/ha	3538 m³	43 m³/ha	
2023	15	b	IRR1	4,32	3,85	FCHEP	JA	13	3,0	89	21	
	16	a	IRR1	6,86	6,86	SCHEP	JA	16	2,3	109	16	
	30	a	IRR2	5,32	5,32	ICHEM	JA	26	4,8	305	57	Ouvrir les cloiso.
	31	u	IRR2	16,16	16,16	FCHEI	JA	69	4,3	833	52	Ouvrir les cloiso.
	34	a	IRR2	5,44	5,44	FCHEM	JA	33	6,1	396	73	Ouvrir les cloiso.
	41	u	IRR2	14,98	14,98	ICHEI	JA	92	6,1	1100	73	Ouvrir les cloiso.
	71	b	IRR2	2,28	2,28	FCHEM	JA	10	4,5	123	54	
	72	u	IRR2	5,86	5,86	FCHEM	JA	27	4,6	327	56	Ouvrir les cloiso.
	74	u	IRR2	6,60	5,75	TCHEM	JA	21	3,2	255	39	Ouvrir les cloiso.
	75	u	IRR2	5,64	5,64	FCHEM	JA	24	4,2	283	50	Ouvrir les cloiso.
Total =				69,03 ha	67,71 ha			331 m²	4,8 m²/ha	3821 m³	55 m³/ha	
2024	14	u	IRR1	16,27	13,04	SCHEG	JA	37	2,3	348	21	
	42	u	IRR1	16,72	16,72	FCHE1	JA	71	4,2	503	30	Jeune peupl. à améliorer
	51	u	IRR1	10,59	10,59	FCHE1	JA	44	4,2	305	29	Jeune peupl. à améliorer
	57	u	IRR2	8,06	8,06	IERSM	JA	29	3,6	321	40	Ouvrir les cloiso.
	60	u	IRR2	15,06	15,06	FCHEM	JA	39	2,6	430	29	Ouvrir les cloiso.
	61	u	IRR2	7,00	6,84	FCHEM	JA	26	3,6	307	44	Ouvrir les cloiso.
	69	u	IRR2	6,20	6,20	ICHEM	JA	21	3,4	255	41	Ouvrir les cloiso.
	78	u	IRR2	3,87	3,87	IFREP	JA	8	2,1	88	23	Ouvrir les cloiso.
Total =				83,77 ha	80,38 ha			275 m²	3,3 m²/ha	2558 m³	31 m³/ha	

Année	Unité de gestion		Groupe	Surface totale de l'UG (ha)	Surface à parcourir (ha)	Type de peuplement majoritaire Recprev	Type de coupe	G présumé réalisable		V_{tot} présumé réalisable		Recommandations, précautions
	Plle	UG						m²	m²/ha	m³	m³/ha	
2025	2	a	IRR1	4,57	4,57	FCHE1	JA	21	4,5	130	28	Jeune peupl. à améliorer
	6	u	IRR2	9,89	9,89	SCHEG	JA	44	4,5	567	57	
	7	u	IRR2	8,21	8,21	SCHEI	JA	34	4,1	404	49	
	8	u	IRR2	4,64	4,64	SCHEG	JA	20	4,4	258	56	
	17	u	IRR1	15,43	15,43	FCHEP	JA	44	2,9	319	21	
	18	a	IRR1	3,12	3,12	FCHEP	JA	12	3,7	84	27	
	29	a	IRR1	14,67	14,67	SCHEI	JA	51	3,5	520	35	
	59	u	IRR2	9,30	9,30	SCHEI	JA	31	3,4	377	41	
	62	u	IRR2	2,55	2,55	IFREI	JA	11	4,3	122	48	
	63	u	IRR2	5,92	5,51	ICHEI	JA	23	3,8	289	49	
	64	u	IRR2	5,18	5,18	ICHEM	JA	21	4,1	271	52	
Total =				83,46 ha	83,06 ha			312 m²	3,7 m²/ha	3341 m³	40 m³/ha	
2026	11	b	IRR1	15,39	15,39	FCHEP	JA	69	4,5	490	32	
	40	u	IRR2	10,68	10,68	FP.SM	JA	32	3,0	419	39	
	43	u	IRR2	9,12	9,12	SCHET	JA	38	4,2	488	54	
	44	u	IRR2	8,92	8,92	SCHEI	JA	40	4,5	512	57	
	45	u	IRR2	7,88	7,88	SCHEG	JA	35	4,5	452	57	
	49	a	IRR2	11,36	11,36	SCHEI	JA	47	4,1	561	49	
	65	u	IRR2	4,75	4,75	FCHEM	JA	21	4,5	257	54	
	66	u	IRR2	6,50	6,50	ICHEI	JA	24	3,6	284	44	
Total =				74,59 ha	74,59 ha			307 m²	4,1 m²/ha	3463 m³	46 m³/ha	
2027	1	a	IRR2	6,54	6,54	SCHEI	JA	29	4,5	375	57	
	2	b	IRR2	7,88	7,88	SCHEI	JA	35	4,4	443	56	
	5	u	IRR1	11,47	2,43	FCHEE	JA	8	0,7	80	7	Jeune peupl. à améliorer
	30	b	IRR2	3,30	3,30	SCHEM	JA	14	4,2	166	50	
	32	u	IRR2	10,75	10,75	FCHEM	JA	55	5,1	562	52	Ouvrir les cloiso.
	33	u	IRR2	8,87	8,87	FTREP	JA	30	3,3	307	35	Ouvrir les cloiso.
	67	u	IRR2	5,34	5,34	ICHEI	JA	24	4,5	289	54	/!\ Patrimoine archéo.
	68	u	IRR2	6,13	6,13	ICHEI	JA	28	4,5	352	57	/!\ Patrimoine archéo.
	76	u	IRR2	7,35	7,35	FCHEM	JA	26	3,5	308	42	
	77	u	IRR2	8,34	8,34	IBOUP	JA	24	2,9	273	33	
	86	u	IRR2	3,44	3,44	FCHEP	JA	13	3,9	132	38	
Total =				79,42 ha	70,38 ha			286 m²	3,6 m²/ha	3286 m³	41 m³/ha	
2028	9	a	IRR2	6,14	6,14	FP.SM	JA	21	3,3	252	41	Ouvrir les cloiso.
	12	a	IRR1	3,62	3,62	FCHE1	JA	16	4,5	103	28	Jeune peupl. à améliorer
	52	u	IRR2	14,22	14,22	FCHEI	JA	52	3,7	630	44	
	53	a	IRR2	16,64	16,64	SCHEG	JA	41	2,5	425	26	
	54	u	IRR2	6,60	6,60	FCHEI	JA	30	4,5	356	54	
	55	u	IRR2	17,88	17,88	ICHEI	JA	80	4,5	961	54	
Total =				73,74 ha	73,74 ha			240 m²	3,3 m²/ha	2728 m³	37 m³/ha	

Année	Unité de gestion		Groupe	Surface totale de l'UG (ha)	Surface à parcourir (ha)	Type de peuplement majoritaire Recprev	Type de coupe	G présumé réalisable		V_{tot} présumé ralisable		Recommandations, précautions
	Plle	UG						m²	m²/ha	m³	m³/ha	
2029	10	a	IRR2	17,50	17,50	FCHEP	JA	52	3,0	566	32	
	18	b	IRR2	5,87	5,87	FP.SI	JA	26	4,5	332	56	
	19	u	IRR2	7,46	7,46	FCHEM	JA	33	4,4	417	56	
	35	u	IRR2	19,56	19,56	ICHEI	JA	88	4,5	1075	55	
	36	u	IRR2	7,37	7,37	FP.SM	JA	32	4,4	394	53	
	46	a	IRR2	8,99	8,99	SCHEG	JA	40	4,5	516	57	
	79	u	IRR2	4,17	4,17	SCHEI	JA	16	3,9	198	47	
	80	a	IRR2	3,05	3,05	SCHTI	JA	5	1,8	54	18	
	81	b	IRR2	1,27	1,27	FCHEG	JA	2	1,8	27	22	
	87	u	IRR2	1,41	1,41	FCHEM	JA	6	4,5	71	50	
Total =				80,36 ha	76,65 ha			303 m²	3,8 m²/ha	3648 m³	45 m³/ha	
2030	13	u	IRR2	8,17	8,17	SCHEG	JA	35	4,2	377	46	
	15	a	IRR2	7,20	7,20	FTREP	JA	32	4,5	214	30	/!\ Patrimoine archéo.
	16	b	IRR2	7,82	7,82	TCHEP	JA	31	3,9	202	26	
	22	u	IRR2	14,01	14,01	SCHEI	JA	32	2,3	412	29	
	23	u	IRR2	11,87	11,87	FP.SP	JA	54	4,6	621	52	
	27	u	IRR2	13,59	13,59	FP.SM	JA	49	3,6	624	46	
	56	u	IRR2	10,76	10,76	ICHEM	JA	42	3,9	508	47	
	84	u	IRR2	2,27	2,27	FCHTM	JA	10	4,5	114	50	
	85	u	IRR2	5,58	5,58	ICHEI	JA	23	4,1	275	49	
Total =				81,26 ha	81,26 ha			309 m²	3,8 m²/ha	3347 m³	41 m³/ha	
2031	15	b	IRR1	4,32	3,85	FCHEP	JA	16	3,7	110	25	/!\ Patrimoine archéo.
	16	a	IRR1	6,86	6,86	SCHEP	JA	16	2,3	109	16	
	20	u	IRR2	11,26	11,26	SCHEI	JA	56	5,0	669	59	
	21	u	IRR2	10,99	10,99	SCHEI	JA	54	5,0	694	63	
	25	u	IRR2	11,61	11,61	FP.SI	JA	35	3,0	449	39	
	26	u	IRR2	5,71	5,71	FP.SI	JA	25	4,4	322	56	
	28	u	IRR2	6,59	6,59	ICHEG	JA	26	3,9	260	39	
	42	u	IRR1	16,72	16,72	FCHE1	JA	71	4,2	503	30	Jeune peupl. à améliorer
	48	u	IRR1	11,87	11,87	FCHE1	JA	53	4,5	338	28	Jeune peupl. à améliorer /!\ Scultpture "Le gardien"
	51	u	IRR1	10,59	10,59	FCHE1	JA	44	4,2	305	29	Jeune peupl. à améliorer
Total =				96,51 ha	96,03 ha			396 m²	4,1 m²/ha	3759 m³	39 m³/ha	
2032	2	a	IRR1	4,57	4,57	FCHE1	JA	21	4,5	130	28	Jeune peupl. à améliorer
	3	a	IRR2	12,59	12,59	SCHEI	JA	49	3,9	630	50	
	4	u	IRR2	9,78	9,78	SCHEI	JA	40	4,1	510	52	
	12	c	IRR2	2,67	2,67	SCHEI	JA	5	1,8	61	23	
	14	u	IRR1	16,27	15,14	SCHEG	JA	54	3,3	494	30	
	24	u	IRR2	9,81	9,81	SCHEM	JA	42	4,3	488	50	
	39	u	IRR1	6,72	6,72	FCHE1	JA	30	4,5	241	36	Jeune peupl. à améliorer
	47	u	IRR2	16,26	16,26	SCHEG	JA	63	3,9	809	50	
	50	u	IRR2	14,57	14,57	FCHEM	JA	50	3,4	534	37	
	82	u	IRR2	2,74	2,74	TCHTP	JA	9	3,3	60	22	
	83	u	IRR2	2,48	2,48	SROBI	JA	10	3,9	95	38	
Total =				98,44 ha	97,31 ha			373 m²	3,8 m²/ha	4053 m³	41 m³/ha	

Année	Unité de gestion		Groupe	Surface totale de l'UG (ha)	Surface à parcourir (ha)	Type de peuplement majoritaire Recprev	Type de coupe	G présumé réalisable		V_{tot} présumé ralisable		Recommandations, précautions
	Plle	UG						m²	m²/ha	m^3	m^3/ha	
2033	11	b	IRR1	15,39	2,15	FCHEP	JA	10	0,6	61	4	
	17	u	IRR1	15,43	15,43	FCHEP	JA	70	4,5	503	33	
	18	a	IRR1	3,12	3,12	FCHEP	JA	15	4,8	107	34	
	29	a	IRR1	14,67	14,67	SCHEI	JA	52	3,5	507	35	
	37	u	IRR2	13,46	13,46	FP.SM	JA	49	3,6	531	39	
	38	u	IRR2	14,94	14,94	FCHE1	JA	56	3,8	566	38	
	41	u	IRR2	14,98	14,98	ICHEI	JA	74	5,0	890	59	
	58	a	IRR2	3,96	3,96	TCHEP	JA	17	4,4	210	53	
	73	u	IRR2	4,45	4,45	SCHEM	JA	18	4,0	213	48	
	78	u	IRR2	3,87	3,87	IFREP	JA	7	1,8	73	19	
Total =				104,72 ha	91,48 ha			368 m²	3,5 m²/ha	3662 m³	35 m³/ha	
2034	5	u	IRR1	11,47	2,43	FCHEE	JA	8	0,7	80	7	Jeune peupl.
	12	a	IRR1	3,62	3,62	FCHE1	JA	16	4,5	103	28	Jeune peupl.
	30	a	IRR2	5,32	5,32	ICHEM	JA	20	3,8	242	46	
	31	u	IRR2	16,16	16,16	FCHEI	JA	73	4,5	894	55	
	34	a	IRR2	5,44	5,44	FCHEM	JA	24	4,5	291	54	
	57	u	IRR2	8,06	8,06	IERSM	JA	22	2,8	250	31	
	60	u	IRR2	15,06	15,06	FCHEM	JA	35	2,3	385	26	
	61	u	IRR2	7,00	6,84	FCHEM	JA	21	3,0	255	36	
	69	u	IRR2	6,20	6,20	ICHEM	JA	16	2,5	188	30	
	71	b	IRR2	2,28	2,28	FCHEM	JA	10	4,5	123	54	
	72	u	IRR2	5,86	5,86	FCHEM	JA	24	4,1	289	49	
	74	u	IRR2	6,60	5,75	TCHEM	JA	17	2,5	200	30	
	75	u	IRR2	5,64	5,64	FCHEM	JA	21	3,7	252	45	
	80	b	IRR1	0,77	0,77	FP.SE	JA	3	4,5	25	32	Jeune peupl.
	81	a	IRR1	2,94	2,94	FBOUE	JA	13	4,5	95	32	Jeune peupl.
Total =				98,00 ha	84,24 ha			325 m²	3,3 m²/ha	3672 m³	37 m³/ha	
TOTAL SUR 20 ANS =				1606,70 ha	1542,63 ha			6282 m²	3,9 m²/ha	69920 m³	44 m³/ha	

Rq 1 : Les prélèvements ramenés à l'hectare ont été calculés en utilisant comme dénominateur la surface totale de l'UG, et non pas la seule surface parcourue.

Rq 2 : les prélèvements pour chaque passage en coupe ont été estimés en s'appuyant sur le capital initial, estimé lors de la description des peuplements (quelques tours relascopiques par unité de gestion). Cette donnée de base n'est pas particulièrement précise. On peut donc s'attendre à avoir des différences assez marquées entre la récolte présumé réalisable et celle effectivement réalisée. En revanche, les estimations annuelles devraient se rapprocher davantage de la réalité.

Tableau des coupes et travaux par parcelle

Plle	UG	Groupe	Surface UG (ha)	Année	annee prevision travaux	Type peuplement Recprev	Type de coupe	Vtot présumé réalisable	Recommandations, précautions
1	a	IRR2	6,58	2017	2021	SCHEI	JA + Cloiso	428	Ouvrir les cloiso.
1	a	IRR2	6,58	2027	2031	SCHEI	JA	375	
2	a	IRR1	4,60	2025	2029	FCHE1	A1	130	Jeune peupl. à améliorer
2	a	IRR1	4,60	2032	2036	FCHE1	A2	130	Jeune peupl. à améliorer
2	b	IRR2	7,93	2017	2021	SCHEI	JA + Cloiso	470	Ouvrir les cloiso.
2	b	IRR2	7,93	2027	2031	SCHEI	JA	443	
3	a	IRR2	12,67	2021	2025	SCHEI	JA + Cloiso	628	Ouvrir les cloiso.
3	a	IRR2	12,67	2032	2036	SCHEI	JA	630	
4	u	IRR2	9,84	2021	2025	SCHEI	JA + Cloiso	516	Ouvrir les cloiso.
4	u	IRR2	9,84	2032	2036	SCHEI	JA	510	
5	u	IRR1	11,54	2027	2031	FCHEE	A1	80	Jeune peupl. à améliorer
5	u	IRR1	11,54	2034	2038	FCHEE	A2	80	Jeune peupl.
6	u	IRR2	9,95	2015	2019	SCHEG	JA + Cloiso	624	Ouvrir les cloiso.
6	u	IRR2	9,95	2025	2029	SCHEG	JA	567	
7	u	IRR2	8,26	2015	2019	SCHEI	JA + Cloiso	421	Ouvrir les cloiso.
7	u	IRR2	8,26	2025	2029	SCHEI	JA	404	
8	u	IRR2	4,67	2015	2019	SCHEG	JA + Cloiso	273	Ouvrir les cloiso.
8	u	IRR2	4,67	2025	2029	SCHEG	JA	258	
9	a	IRR2	6,17	2028	2032	FP.SM	JA + Cloiso	252	Ouvrir les cloiso.
10	a	IRR2	17,61	2019	2023	FCHEP	JA + Cloiso	661	Ouvrir les cloiso.
10	a	IRR2	17,61	2029	2033	FCHEP	JA	566	
11	b	IRR1	15,48	2018	2022	FCHEP	JA	413	
11	b	IRR1	15,48	2026	2030	FCHEP	JA	490	
11	b	IRR1	15,48	2033	2037	FCHEP	JA	61	

Plle	UG	Groupe	Surface UG (ha)	Année	annee prevision travaux	Type peuplement Recprev	Type de coupe	Vtot présumé réalisable	Recommandations, précautions
12	a	IRR1	3,64	2028	2032	FCHE1	A1	103	Jeune peupl. à améliorer
12	a	IRR1	3,64	2034	2038	FCHE1	A2	103	Jeune peupl.
12	c	IRR2	2,68	2021	2025	SCHEI	JA + Cloiso	103	Ouvrir les cloiso.
12	c	IRR2	2,68	2032	2036	SCHEI	JA	61	
13	u	IRR2	8,22	2020	2024	SCHEG	JA + Cloiso	389	Ouvrir les cloiso.
13	u	IRR2	8,22	2030	2034	SCHEG	JA	377	
14	u	IRR1	16,37	2016	2020	SCHEG	JA + Cloiso	515	Ouvrir les cloiso.
14	u	IRR1	16,37	2024	2028	SCHEG	JA	348	
14	u	IRR1	16,37	2032	2036	SCHEG	JA	494	
15	a	IRR2	7,20	2020	2024	FTREP	JA + Cloiso	212	Ouvrir les cloiso. /!\ Patrimoine archéo.
15	a	IRR2	7,20	2030	2034	FTREP	JA	214	/!\ Patrimoine archéo.
15	b	IRR1	4,35	2016	2020	FCHEP	JA + Cloiso	79	Ouvrir les cloiso. /!\ Patrimoine archéo.
15	b	IRR1	4,35	2023	2027	FCHEP	JA	89	
15	b	IRR1	4,35	2031	2035	FCHEP	JA	110	/!\ Patrimoine archéo.
16	a	IRR1	6,90	2016	2020	SCHEP	JA + Cloiso	96	Ouvrir les cloiso.
16	a	IRR1	6,90	2023	2027	SCHEP	JA	109	
16	a	IRR1	6,90	2031	2035	SCHEP	JA	109	
16	b	IRR2	7,86	2020	2024	TCHEP	JA + Cloiso	182	Ouvrir les cloiso.
16	b	IRR2	7,86	2030	2034	TCHEP	JA	202	
17	u	IRR1	15,53	2017	2021	FCHEP	JA + Cloiso	376	Ouvrir les cloiso.
17	u	IRR1	15,53	2025	2029	FCHEP	JA	319	
17	u	IRR1	15,53	2033	2037	FCHEP	JA	503	
18	a	IRR1	3,14	2017	2021	FCHEP	JA + Cloiso	98	Ouvrir les cloiso.
18	a	IRR1	3,14	2025	2029	FCHEP	JA	84	
18	a	IRR1	3,14	2033	2037	FCHEP	JA	107	
18	b	IRR2	5,90	2019	2023	FP.SI	JA + Cloiso	406	Ouvrir les cloiso.
18	b	IRR2	5,90	2029	2033	FP.SI	JA	332	
19	u	IRR2	7,51	2019	2023	FCHEM	JA + Cloiso	532	Ouvrir les cloiso.
19	u	IRR2	7,51	2029	2033	FCHEM	JA	417	
20	u	IRR2	11,33	2021	2025	SCHEI	JA + Cloiso	863	Ouvrir les cloiso.
20	u	IRR2	11,33	2031	2035	SCHEI	JA	669	

Plle	UG	Groupe	Surface UG (ha)	Année	annee prevision travaux	Type peuplement Recprev	Type de coupe	Vtot présumé réalisable	Recommandations, précautions
21	u	IRR2	11,06	2021	2025	SCHEI	JA + Cloiso	832	Ouvrir les cloiso.
21	u	IRR2	11,06	2031	2035	SCHEI	JA	694	
22	u	IRR2	14,09	2020	2024	SCHEI	JA + Cloiso	593	Ouvrir les cloiso.
22	u	IRR2	14,09	2030	2034	SCHEI	JA	412	
23	u	IRR2	11,94	2020	2024	FP.SP	JA + Cloiso	758	Ouvrir les cloiso.
23	u	IRR2	11,94	2030	2034	FP.SP	JA	621	
24	u	IRR2	9,87	2022	2026	SCHEM	JA + Cloiso	551	Ouvrir les cloiso.
24	u	IRR2	9,87	2032	2036	SCHEM	JA	488	
25	u	IRR2	11,68	2021	2025	FP.SI	JA + Cloiso	625	Ouvrir les cloiso.
25	u	IRR2	11,68	2031	2035	FP.SI	JA	449	
26	u	IRR2	5,74	2021	2025	FP.SI	JA + Cloiso	351	Ouvrir les cloiso.
26	u	IRR2	5,74	2031	2035	FP.SI	JA	322	
27	u	IRR2	13,67	2020	2024	FP.SM	JA + Cloiso	867	Ouvrir les cloiso.
27	u	IRR2	13,67	2030	2034	FP.SM	JA	624	
28	u	IRR2	6,63	2021	2025	ICHEG	JA + Cloiso	317	Ouvrir les cloiso.
28	u	IRR2	6,63	2031	2035	ICHEG	JA	260	
29	a	IRR1	14,75	2017	2021	SCHEI	JA + Cloiso	589	Ouvrir les cloiso.
29	a	IRR1	14,75	2025	2029	SCHEI	JA	520	
29	a	IRR1	14,75	2033	2037	SCHEI	JA	507	
30	a	IRR2	5,35	2023	2027	ICHEM	JA + Cloiso	305	Ouvrir les cloiso.
30	a	IRR2	5,35	2034	2038	ICHEM	JA	242	
30	b	IRR2	3,32	2017	2021	SCHEM	JA + Cloiso	174	Ouvrir les cloiso.
30	b	IRR2	3,32	2027	2031	SCHEM	JA	166	

Plle	UG	Groupe	Surface UG (ha)	Année	annee prevision travaux	Type peuplement Recprev	Type de coupe	Vtot présumé réalisable	Recommandations, précautions
31	**u**	IRR2	16,26	**2023**	2027	FCHEI	JA + Cloiso	833	Ouvrir les cloiso.
31	**u**	IRR2	16,26	**2034**	2038	FCHEI	JA	894	
32	**u**	IRR2	10,81	**2027**	2031	FCHEM	JA + Cloiso	562	Ouvrir les cloiso.
33	**u**	IRR2	8,92	**2027**	2031	FTREP	JA + Cloiso	307	Ouvrir les cloiso.
34	**a**	IRR2	5,47	**2023**	2027	FCHEM	JA + Cloiso	396	Ouvrir les cloiso.
34	**a**	IRR2	5,47	**2034**	2038	FCHEM	JA	291	
35	**u**	IRR2	19,69	**2019**	2023	ICHEI	JA + Cloiso	1291	Ouvrir les cloiso.
35	**u**	IRR2	19,69	**2029**	2033	ICHEI	JA	1075	
36	**u**	IRR2	7,42	**2019**	2023	FP.SM	JA + Cloiso	463	Ouvrir les cloiso.
36	**u**	IRR2	7,42	**2029**	2033	FP.SM	JA	394	
37	**u**	IRR2	13,55	**2022**	2026	FP.SM	JA + Cloiso	550	Ouvrir les cloiso.
37	**u**	IRR2	13,55	**2033**	2037	FP.SM	JA	531	
38	**u**	IRR2	15,04	**2022**	2026	FCHE1	JA + Cloiso	393	Ouvrir les cloiso.
38	**u**	IRR2	15,04	**2033**	2037	FCHE1	JA	566	
39	**u**	IRR1	6,75	**2032**	2036	FCHE1	A1	241	Jeune peupl. à améliorer
40	**u**	IRR2	10,75	**2026**	2030	FP.SM	JA + Cloiso	419	
41	**u**	IRR2	15,07	**2023**	2027	ICHEI	JA + Cloiso	1100	Ouvrir les cloiso.
41	**u**	IRR2	15,07	**2033**	2037	ICHEI	JA	890	
42	**u**	IRR1	16,82	**2024**	2028	FCHE1	A1	503	Jeune peupl. à améliorer
42	**u**	IRR1	16,82	**2031**	2035	FCHE1	A2	503	Jeune peupl. à améliorer

Plle	UG	Groupe	Surface UG (ha)	Année	annee prevision travaux	Type peuplement Recprev	Type de coupe	Vtot présumé réalisable	Recommandations, précautions
43	**u**	IRR2	9,35	**2015**	2019	SCHET	JA + Cloiso	497	Ouvrir les cloiso.
43	**u**	IRR2	9,35	**2026**	2030	SCHET	JA	488	
44	**u**	IRR2	8,97	**2016**	2020	SCHEI	JA + Cloiso	598	Ouvrir les cloiso.
44	**u**	IRR2	8,97	**2026**	2030	SCHEI	JA	512	
45	**u**	IRR2	7,93	**2016**	2020	SCHEG	JA + Cloiso	529	Ouvrir les cloiso.
45	**u**	IRR2	7,93	**2026**	2030	SCHEG	JA	452	
46	**a**	IRR2	8,90	**2019**	2023	SCHEG	JA + Cloiso	557	Ouvrir les cloiso.
46	**a**	IRR2	8,90	**2029**	2033	SCHEG	JA	516	
47	**u**	IRR2	16,36	**2022**	2026	SCHEG	JA + Cloiso	830	Ouvrir les cloiso.
47	**u**	IRR2	16,36	**2032**	2036	SCHEG	JA	809	
48	**u**	IRR1	11,94	**2031**	2035	FCHE1	A1	338	Jeune peupl. à améliorer /!\ Scultpture "Le gardien"
49	**a**	IRR2	11,42	**2016**	2020	SCHEI	JA + Cloiso	600	Ouvrir les cloiso.
49	**a**	IRR2	11,42	**2026**	2030	SCHEI	JA	561	
50	**u**	IRR2	14,64	**2022**	2026	FCHEM	JA + Cloiso	595	Ouvrir les cloiso.
50	**u**	IRR2	14,64	**2032**	2036	FCHEM	JA	534	
51	**u**	IRR1	10,64	**2024**	2028	FCHE1	A1	305	Jeune peupl. à améliorer
51	**u**	IRR1	10,64	**2031**	2035	FCHE1	A2	305	Jeune peupl. à améliorer
52	**u**	IRR2	14,30	**2018**	2022	FCHEI	JA + Cloiso	712	Ouvrir les cloiso. Restauration de lande (1 ha) sur la frange nord.
52	**u**	IRR2	14,30	**2028**	2032	FCHEI	JA	630	
53	**a**	IRR2	16,74	**2018**	2022	SCHEG	JA + Cloiso	367	Ouvrir les cloiso.
53	**a**	IRR2	16,74	**2028**	2032	SCHEG	JA	425	
54	**u**	IRR2	6,64	**2018**	2022	FCHEI	JA + Cloiso	431	Ouvrir les cloiso.
54	**u**	IRR2	6,64	**2028**	2032	FCHEI	JA	356	

Plle	UG	Groupe	Surface UG (ha)	Année	annee prevision travaux	Type peuplement Recprev	Type de coupe	Vtot présumé réalisable	Recommandations, précautions
55	**u**	IRR2	17,99	**2018**	2022	ICHEI	JA + Cloiso	1024	Ouvrir les cloiso.
55	**u**	IRR2	17,99	**2028**	2032	ICHEI	JA	961	
56	**u**	IRR2	10,83	**2020**	2024	ICHEM	JA + Cloiso	523	Ouvrir les cloiso.
56	**u**	IRR2	10,83	**2030**	2034	ICHEM	JA	508	
57	**u**	IRR2	8,11	**2024**	2028	IERSM	JA + Cloiso	321	Ouvrir les cloiso.
57	**u**	IRR2	8,11	**2034**	2038	IERSM	JA	250	
58	**a**	IRR2	3,98	**2022**	2026	TCHEP	JA + Cloiso	231	Ouvrir les cloiso.
58	**a**	IRR2	3,98	**2033**	2037	TCHEP	JA	210	
59	**u**	IRR2	9,36	**2015**	2019	SCHEI	JA + Cloiso	427	Ouvrir les cloiso.
59	**u**	IRR2	9,36	**2025**	2029	SCHEI	JA	377	
60	**u**	IRR2	15,16	**2024**	2028	FCHEM	JA + Cloiso	430	Ouvrir les cloiso.
60	**u**	IRR2	15,16	**2034**	2038	FCHEM	JA	385	
61	**u**	IRR2	7,04	**2024**	2028	FCHEM	JA + Cloiso	307	Ouvrir les cloiso.
61	**u**	IRR2	7,04	**2034**	2038	FCHEM	JA	255	
62	**u**	IRR2	2,57	**2025**	2029	IFREI	JA	122	
63	**u**	IRR2	5,95	**2015**	2019	ICHEI	JA + Cloiso	301	Ouvrir les cloiso.
63	**u**	IRR2	5,95	**2025**	2029	ICHEI	JA	289	
64	**u**	IRR2	5,21	**2015**	2019	ICHEM	JA + Cloiso	282	Ouvrir les cloiso.
64	**u**	IRR2	5,21	**2025**	2029	ICHEM	JA	271	
65	**u**	IRR2	4,78	**2016**	2020	FCHEM	JA + Cloiso	307	Ouvrir les cloiso.
65	**u**	IRR2	4,78	**2026**	2030	FCHEM	JA	257	
66	**u**	IRR2	6,54	**2016**	2020	ICHEI	JA + Cloiso	305	Ouvrir les cloiso.
66	**u**	IRR2	6,54	**2026**	2030	ICHEI	JA	284	
67	**u**	IRR2	5,34	**2017**	2021	ICHEI	JA + Cloiso	358	Ouvrir les cloiso. /!\ Patrimoine archéo.
67	**u**	IRR2	5,34	**2027**	2031	ICHEI	JA	289	/!\ Patrimoine archéo.

Plle	UG	Groupe	Surface UG (ha)	Année	annee prevision travaux	Type peuplement Recprev	Type de coupe	Vtot présumé réalisable	Recommandations, précautions
68	**u**	IRR2	6,17	**2017**	2021	ICHEI	JA + Cloiso	445	Ouvrir les cloiso. /!\ Patrimoine archéo.
68	**u**	IRR2	6,17	**2027**	2031	ICHEI	JA	352	/!\ Patrimoine archéo.
69	**u**	IRR2	6,24	**2024**	2028	ICHEM	JA + Cloiso	255	Ouvrir les cloiso.
69	**u**	IRR2	6,24	**2034**	2038	ICHEM	JA	188	
71	**u**	IRR2	5,57	**2023**	2027	FCHEM	JA	123	
71	**u**	IRR2	5,57	**2034**	2038	FCHEM	JA	123	
72	**u**	IRR2	5,90	**2023**	2027	FCHEM	JA + Cloiso	327	Ouvrir les cloiso.
72	**u**	IRR2	5,90	**2034**	2038	FCHEM	JA	289	
73	**u**	IRR2	4,47	**2022**	2026	SCHEM	JA + Cloiso	228	Ouvrir les cloiso.
73	**u**	IRR2	4,47	**2033**	2037	SCHEM	JA	213	
74	**u**	IRR2	6,63	**2023**	2027	TCHEM	JA + Cloiso	255	Ouvrir les cloiso.
74	**u**	IRR2	6,63	**2034**	2038	TCHEM	JA	200	
75	**u**	IRR2	5,68	**2023**	2027	FCHEM	JA + Cloiso	283	Ouvrir les cloiso.
75	**u**	IRR2	5,68	**2034**	2038	FCHEM	JA	252	
76	**u**	IRR2	7,39	**2016**	2020	FCHEM	JA + Cloiso	340	Ouvrir les cloiso.
76	**u**	IRR2	7,39	**2027**	2031	FCHEM	JA	308	
77	**u**	IRR2	8,39	**2016**	2020	IBOUP	JA + Cloiso	271	Ouvrir les cloiso.
77	**u**	IRR2	8,39	**2027**	2031	IBOUP	JA	273	
78	**u**	IRR2	3,89	**2024**	2028	IFREP	JA + Cloiso	88	Ouvrir les cloiso.
78	**u**	IRR2	3,89	**2033**	2037	IFREP	JA	73	
79	**u**	IRR2	4,19	**2019**	2023	SCHEI	JA + Cloiso	271	Ouvrir les cloiso.
79	**u**	IRR2	4,19	**2029**	2033	SCHEI	JA	198	
80	**a**	IRR2	3,07	**2019**	2023	SCHTI	JA + Cloiso	98	Ouvrir les cloiso.
80	**a**	IRR2	3,07	**2029**	2033	SCHTI	JA	54	
80	**b**	IRR1	0,78	**2034**	2038	FP.SE	A1	25	Jeune peupl.

Plle	UG	Groupe	Surface UG (ha)	Année	annee prevision travaux	Type peuplement Recprev	Type de coupe	Vtot présumé réalisable	Recommandations, précautions
81	**a**	IRR1	2,96	**2034**	2038	FBOUE	A1	95	Jeune peupl.
81	**b**	IRR2	1,27	**2019**	2023	FCHEG	JA + Cloiso	25	Ouvrir les cloiso.
81	**b**	IRR2	1,27	**2029**	2033	FCHEG	JA	27	
82	**u**	IRR2	2,75	**2022**	2026	TCHTP	JA + Cloiso	63	Ouvrir les cloiso.
82	**u**	IRR2	2,75	**2032**	2036	TCHTP	JA	60	
83	**u**	IRR2	2,50	**2022**	2026	SROBI	JA + Cloiso	97	Ouvrir les cloiso.
83	**u**	IRR2	2,50	**2032**	2036	SROBI	JA	95	
84	**u**	IRR2	2,29	**2020**	2024	FCHTM	JA + Cloiso	126	Ouvrir les cloiso.
84	**u**	IRR2	2,29	**2030**	2034	FCHTM	JA	114	
85	**u**	IRR2	5,61	**2020**	2024	ICHEI	JA + Cloiso	286	Ouvrir les cloiso.
85	**u**	IRR2	5,61	**2030**	2034	ICHEI	JA	275	
86	**u**	IRR2	3,46	**2017**	2021	FCHEP	JA + Cloiso	135	Ouvrir les cloiso.
86	**u**	IRR2	3,46	**2027**	2031	FCHEP	JA	132	
87	**u**	IRR2	1,41	**2019**	2023	FCHEM	JA + Cloiso	86	Ouvrir les cloiso.
87	**u**	IRR2	1,41	**2029**	2033	FCHEM	JA	71	

L'implantation des cloisonnements d'exploitation

Le cloisonnement d'exploitation est une bande déboisée de 4 m de large implantée tous les 20 m, sur laquelle les engins forestiers doivent exclusivement circuler sans s'en écarter. Il s'agit d'un outil indispensable à la bonne conduite des exploitations et à la préservation des sols. Il offre, en outre, de nombreux avantages :

- il facilite la description et la gestion des peuplements (martelage) ;
- il permet de rationaliser l'organisation des travaux sylvicoles, et donc permet de repérer leur avancement dans la parcelle et d'en limiter le coût ;
- Il facilite le marquage des coupes ;
- il contribue au maintien, voire à l'enrichissement de la biodiversité.

En 2014, la grande majorité des parcelles de la forêt de Rougeau ne sont pas cloisonnées. L'implantation des cloisonnements constitue donc une priorité. Ils sont parfois jugés négativement par le public, car perçus comme trop artificiels, et doivent donc rester discrets tout en étant les plus utiles possible. C'est pourquoi cette implantation doit être étudiée avec soin, en tenant compte des voies de vidange existantes et des facteurs environnementaux et paysagers. Conjointement à l'implantation des cloisonnements, on envisagera également d'ouvrir de petites aires de stockage des bois en bordure de route forestière.

Lorsqu'ils sont absents, l'installation des cloisonnements interviendra systématiquement en même temps que le martelage de la première coupe jardinatoire. La note de service NDS-09-T-297 précise les modalités d'utilisation et d'implantation des cloisonnements (dimensions, disposition...). Le seul marquage des cloisonnements conduit à prélever environ 22 % du capital sur pied (4 m tous les 20 m). Les prélèvements dans l'interbande devront donc être très prudents : un léger prélèvement dans l'interbande conduit vite à prélever 25 % du capital sur l'ensemble de l'unité de gestion. On évitera d'aller au-delà de ce prélèvement.

- **Volume présumé récoltable**

Groupe	Surface terrière totale à récolter[1] (Seuil de précomptage = 17,5 cm)		Volume bois fort total sur écorce à récolter[2] (tige + houppier + taillis)		*dont volume tige à récolter*	
	moyenne annuelle[3] (m²/ha/an)	durant aménagement (m²)	moyenne annuelle[3] (m³/ha/an)	durant aménagement (m³)	*moyenne annuelle[3] (m³/ha/an)*	*durant aménagement (m³)*
IRR1	0,50	1147	3,94	8958	3,15	7163
IRR2	0,37	5135	4,42	60962	3,06	42233,79
Autres	0,00	0	0	0	0	0
Totaux	**0,28**	**6282**	**4,28**	**69920**	**3,03**	**49397**

➔ *INDICATEUR NATIONAL – reporté en §3.2*

(1)Tiges précomptables uniquement
(2)Tiges précomptables et non précomptables
(3) Moyennes annuelles à l'hectare : la surface utilisée comme dénominateur est celle de chaque groupe, on prélève donc en moyenne 0,53m²/ha/an dans le groupe IRR1, 0,40 m²/ha/an dans le groupe IRR2 et 0,41 m²/ha/an sur la surface en sylviculture.

Conformément à l'objectif fixé, la récolte présumée réalisable est proche de l'accroissement estimé. Le capital sur pied devrait donc se maintenir à un niveau constant au cours de cet aménagement.

Calcul de la surface terrière à prélever

Les descriptions réalisées en 2014 ont permis d'approcher la surface terrière de chacune des unités élémentaires de peuplement (UEP). Ce capital sur pied initial est une donnée d'entrée essentielle pour estimer les prélèvements. Si le premier passage en coupe comprend l'ouverture des cloisonnements, on estime que le prélèvement atteindra 25 % du capital sur pied. Les passages en coupe qui interviennent après l'ouverture des cloisonnements correspondent à des coupes jardinatoires. Les prélèvements préconisés pour chaque coupe tiennent compte des contraintes de seuil suivantes :

- le prélèvement ne peut pas excéder un certain pourcentage du capital initial (25 % de la surface terrière) ;
- le prélèvement ne peut pas excéder un certain niveau de capital (4 à 6 m²/ha selon les UG) ;
- le prélèvement vise à atteindre une surface terrière cible après coupe comprise entre 13 et 16 m²/ha. La cible varie selon l'âge présumé des peuplements et leur état actuel.

Transformation de la surface terrière en volume commercial

La surface terrière à récolter est ensuite convertie en volume tige au moyen d'un coefficient de transformation (fH). Ce coefficient de transformation est en moyenne proche de 8. Il varie de 5,5 pour les jeunes peuplements (petits bois) à 9 pour les peuplements matures situés sur de bonnes stations. Pour la plupart des peuplements, ce coefficient est égal à 8.

Enfin, un coefficient de houppier permet de déterminer le volume des houppiers à partir du volume tige. Pour la grande majorité des peuplements, on estime que ce coefficient de houppier est égal à 40 ou 50 %.

La somme du volume de houppier et du volume tige estimé nous donne un premier volume commercial total. On considère que la part de taillis est négligeable. Pour finir, on retire 10 % à ce volume pour tenir compte de la présence de routes, de pistes et de vides non boisés qui ne participent pas à la production. On obtient ainsi une estimation du volume commercial présumé récoltable au cours de l'aménagement.

- **Mode de suivi de la récolte**

Le pilotage technique de la récolte effectuée est à réaliser sur la base de la surface terrière. Toutefois, le volume commercial récolté, issu des données du système d'information, fait bien entendu aussi l'objet d'un suivi : il permet un affichage clair vis-à-vis du propriétaire et de la filière bois.

Des améliorations chiffrées sur la précision des accroissements, les surfaces terrières effectivement prélevées et les stocks de bois sur pied pourraient être apportées dans le futur si un réseau de placettes permanentes était mis en place durant l'aménagement.

C - Desserte

- **Plan d'actions pour l'amélioration de la desserte forestière**

Numéro	Priorité (1 ou 2)	Description de l'action création / amélioration / étude	Localisation ou n° UG linéaire	Long. (m) ou **quantité**	Avantages attendus (volumes, surfaces) **Précautions** (paysage, biodiversité…)	Coût indicatif de l'action (€ HT)	I/E
Routes forestières							
DES1	1	Création d'une route forestière par empierrement d'une sommière	Entre parcelles 40 et 41	650 m	Connexion entre 2 routes forestières majeures.	70 000 €	I
DES2	2	Réfection généralisée des routes forestières stratégiques	-	8930 m	-	178 700 €	I
Autres équipements (places de dépôt, places de retournement, ancrage…)							
DES3	1	Création d'une place de dépôt.	Parcelle 55	1 U	Desserte d'environ 22 ha.	30 000 €	I
Entretien courant du réseau							
DES4	En continu	Entretien ponctuel des routes forestières non stratégiques (intervention sur nids de poule)	-	9 300 m	-	60 000 €	E
DES5	En continu	Entretien des abords des routes forestières (accotements, fossés et talus)	-	18 200 m	-	120 000 €	E
DES6	En continu	Maîtrise de la végétation sur l'emprise des sommières	-	18 600 m	-	10 000 €	E
					Coût total DESSERTE (€)	468 700 €	
					Coût moyen annuel DESSERTE (€/an)	23 435 €	

⇨ Voir la carte des projets de desserte en annexe cartographique.

Le réseau de desserte est satisfaisant dans la forêt de Rougeau. La principale action à engager consiste donc à entretenir le réseau existant. Les actions de création se limiteront à :

- La mise en place d'une place de dépôt dans le lieu-dit de la Grande Garenne, à l'ouest de la forêt ;
- La création d'une route forestière empierrée d'une longueur de 650 m, reliant l'allée Bourette à la route forestière de l'Inspecteur.

Les routes forestières considérées comme stratégiques (cf. carte de la desserte) feront sans doute l'objet d'une réfection généralisée dans la seconde moitié de l'aménagement. On considère que ce type de réfection doit être entrepris tous les 30 ans. Le coût indicatif de l'action tient compte de cette durée d'amortissement supérieure à la durée de l'aménagement ; ce coût indicatif est donc égal aux deux tiers du coût réel de réfection.

Les autres routes forestières, moins stratégiques, seront entretenues en intervenant ponctuellement sur les nids de poule. Cette opération est bien moins coûteuse qu'une réfection généralisée.

- **Guide technique de référence**

  Travaux routiers forestiers : guide technique plaine et collines, *2014 - Paris : ONF Office national des forêts - 143 p.*

Ce guide constitue une aide à la gestion des projets routiers forestiers. Il décrit différentes techniques de construction ou d'entretien de routes forestières. Il présente également plusieurs

itinéraires techniques de travaux routiers (ITTR) standards dont le coût estimatif est chiffré. Les fiches et les itinéraires de ce guide constituent un référentiel technico-économique à utiliser à bon escient :

- lors de l'élaboration des aménagements forestiers ;
- lors des programmations pluriannuelles et annuelles en tant qu'outils de programmation ;
- lors de la rédaction des cahiers des charges et du choix des entreprises. Ce guide constitue une aide à la gestion des projets routiers forestiers.

D – Travaux sylvicoles

- **Programmation des travaux sylvicoles**

De manière générale, le traitement en futaie irrégulière conduit au développement d'une régénération diffuse. Les travaux sylvicoles sont donc susceptibles de concerner l'ensemble des parcelles de la forêt et il n'y a pas de période privilégiée liée à une phase d'un cycle sylvicole. Toutefois il n'est pas envisageable de passer en travaux partout tous les ans. Aussi, un calendrier des interventions est donné en annexe, à titre de guide pour les gestionnaires. Ce calendrier n'indique pas que des travaux sont nécessairement à faire ; il indique les parcelles dans lesquelles il faut examiner l'opportunité d'effectuer des travaux. *L'annexe 7 ne fixe que la date de la première visite dans chacune des unités de gestion. Lors de chaque visite, il est indispensable de programmer la visite suivante.*

En général, la première visite est programmée trois ans après le premier marquage de coupe. Seules quelques unités de gestion sur lesquelles le renouvellement est déjà bien amorcé feront l'objet de travaux dès le début de l'aménagement.

- **Mise en œuvre des travaux sylvicoles**

En futaie irrégulière, le dosage de la lumière – résultat des coupes pratiquées – influence la composition des semis et la vigueur de la végétation concurrente. En apportant un certain ombrage, le maintien d'un couvert permanent et continu limite la dynamique de la végétation concurrente. De légers travaux suffisent donc à maitriser cette concurrence. Les interventions les plus fréquentes ont pour objectifs d'accompagner et de faciliter le renouvellement naturel du peuplement et d'améliorer la qualité des gaules et perches d'avenir qui constitueront les futurs producteurs. La bonne mise en œuvre des travaux sylvicoles en irrégulier est bien expliquée dans :

- le *Guide des sylvicultures – Chênaie continentale :* § 5.1.4. Les travaux en futaie irrégulière (p281-286).
- *Valoriser les fonctions multiples de la forêt – Le traitement des futaies irrégulières :* Fiche d'application n°4, les travaux : légers et variés (p97-99).

On rappelle simplement ici un principe fondamental des travaux en irrégulier, destiné à limiter les interventions inutiles. *Seuls sont favorisés les semis et les perches qui ont une forte probabilité de participer dans un avenir proche au renouvellement du peuplement sans nécessiter l'exploitation anticipée d'un arbre voisin encore en pleine croissance.* Les travaux sylvicoles peuvent aussi concerner les semis potentiels dont on cherche à favoriser l'installation. C'est le cas sous les arbres ayant atteint leur diamètre d'exploitabilité et qui seront exploités dans un futur proche. Dans ce cas de figure, il s'agit bien de ne travailler que le minimum de surface, et, en conséquence de bien distinguer ce qui relève de la coupe de ce qui relève des travaux.

- **Estimation du coût des travaux sylvicoles**

Il n'existe pas d'itinéraire technique normalisé en ce qui concerne les travaux en irrégulier puisqu'à chaque passage, les travaux à réaliser sont variés. Cependant, pour estimer le coût des travaux sylvicoles, il a été décidé de distinguer trois « normes » qui traduisent des surfaces plus ou moins importantes à parcourir en travaux.

Itinéraires techniques de travaux sylvicoles	**Estimation de la surface à**	**Coût unitaire** (H/J/ha)	**Coût total indicatif**	**I/E**

Code	Libellé	parcourir en travaux (ha)		(€ HT)	
4DIV1	Dégagement, nettoiement, dépressage… en irrégulier sur une surface limitée (quelques cônes de régénération).	1080	0,5	243 000 €	E
4DIV2	Dégagement, nettoiement, dépressage… en irrégulier sur une surface conséquente (bouquets, voire parquets de régénération).	290	1	130 500 €	E
4DIV3	Dégagement, nettoiement, dépressage… en irrégulier sur l'ensemble de l'UG (en plein)	170	1,5	123 250 €	E
			Coût total TRAVAUX SYLVICOLES (€)	496 750 €	
			Coût moyen annuel TRAVAUX SYLVICOLES (€/an)	24 838 €/an	

2.5.3 Programme d'actions FONCTION ECOLOGIQUE

A - Biodiversité courante

Les actions de gestion courante de la biodiversité correspondent à de bonnes pratiques sylvicoles. Elles sont intégrées dans les documents de référence de l'ONF (directives, orientations, guides de sylviculture, instructions et notes de service).

Les termes de l'instruction ONF INS-09-T-71 "*Conservation de la biodiversité dans la gestion courante des forêts publiques*" s'appliquent à la forêt régionale de Rougeau.

Engagement environnemental retenu par le propriétaire	Observations	Surface (ha)
Constitution d'une trame d'îlots de vieux bois (**5 %** de la surface boisée). Îlots à matérialiser sur le terrain.	Cf. § ci-dessous.	*41,13 ha*
Maintien d'essences pionnières à l'échelle du massif	Concerne notamment le bouleau qui s'est installé dans les peuplements ruinés.	
Constitution d'une trame d'arbres disséminés à haute valeur biologique (morts, sénescents, à cavités…)	Au moins 1 arbre mort ou sénescent par ha, au moins 2 arbres par ha dans les catégories suivantes : - arbres à cavités visibles, - vieux ou très gros arbres.	
Conservation de bois mort au sol	Contribue à la préservation des insectes saproxyliques remarquables.	
Maintien de quelques souches hautes (arbres tarés au pied)		
Conservation des éléments particuliers essentiels à la survie de certaines espèces	-	
Privilégier, chaque fois que possible, des peuplements mélangés	Principe du traitement irrégulier	
Privilégier, chaque fois que possible, la régénération naturelle des essences adaptées	Principe du traitement irrégulier	
Non introduction d'espèces génétiquement modifiées	-	
Maintien en évolution naturelle des ouvertures de moins de 0,5 hectare issues de perturbations (chablis)	-	
Maintien de lisières externes et internes diversifiées	-	
Préservation des sols forestiers	Implantation généralisée de cloisonnements d'exploitation.	
Calendrier des coupes et travaux évitant le dérange ment des espèces rares ou protégées dans les périodes sensibles de leur cycle vital	Projet complémentaire d'instauration d'une zone de quiétude pour la faune.	

- **Trame d'îlots de vieux bois**

Les arbres sénescents ou morts et les arbres à cavités, conservés de manière dispersée dans les peuplements, ne suffisent pas à assurer une conservation efficace de l'ensemble de la biodiversité liée aux stades forestiers âgés. Le maintien de cette biodiversité nécessite de conserver des peuplements adultes préservant l'ambiance forestière : c'est le rôle des « îlots de vieux bois ».

L'AEV souhaite que 5 % de la surface boisée soit classée en îlots de vieux bois (ILV). Selon les souhaits du propriétaire, il s'agit d'une unité de gestion caractérisée par la présence :

- D'un cœur où le peuplement est laissé en évolution libre sans intervention culturale et conservé jusqu'à son terme physique, c'est-à-dire jusqu'à l'effondrement des arbres.
- D'une bande périphérique de 50 mètres de large dans laquelle les critères d'exploitabilité sont rehaussés. Les arbres y sont donc récoltés avant de perdre leur valeur économique. En pratique, ces bandes périphériques feront surtout l'objet de coupes sanitaires, avec tournière si nécessaire, et de coupes de mise en sécurité en regard de la fréquentation. Cette bande périphérique est bien incluse *dans* l'îlot.

Sur le terrain, les limites des ILV doivent être claires et non ambiguës : elles doivent être parfaitement reconnaissables par les divers intervenants forestiers. Certaines s'appuient sur des limites physiques existantes, les autres devront être matérialisées dès le début de la mise en œuvre de l'aménagement. La surface moyenne des îlots de vieux bois implantés dans la forêt de Rougeau est de l'ordre de 5 ha, conformément au souhait du propriétaire. Cette surface est suffisamment importante pour préserver une ambiance forestière et pour ne pas soumettre le cœur de l'îlot aux effets biotiques et abiotiques des opérations sylvicoles survenant à l'extérieur de l'îlot. De plus, la surface des îlots est limitée pour pouvoir constituer une trame d'îlots tout en respectant le taux de 5 % de surface de la forêt.

La trame doit faciliter la libre circulation d'un îlot à l'autre. Pour ce faire, la distance entre deux îlots voisins ne doit pas dépasser 1 km de distance. On rappelle aussi que le maintien d'arbres à haute valeur biologique disséminés dans toute la forêt favorise le flux migratoire entre îlots. Le positionnement des ILV a donc été déterminé en tenant compte principalement :

- de leur intégration possible dans une trame (moins d'un km entre deux îlots) ;
- de la présence de gros et très gros bois ;
- de la possibilité de les délimiter aisément ;
- leur degré de naturalité (les feuillus sont préférés aux résineux).

- **Zone de quiétude pour la faune**

L'étude menée en 2013 par le bureau d'étude de l'ONF propose d'instaurer une zone de quiétude d'environ 80 ha à l'ouest de la forêt. Elle serait constituée des parcelles 35, 36, 34, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 75, 76, 77 et 78 ainsi que des routes et pistes les bordant. La circulation du public et les interventions humaines y seraient fortement limitées entre février et août. Pour ce faire, les allées seraient volontairement moins entretenues et le calendrier des travaux sylvicoles serait adapté. Il en découle que ce secteur serait moins équipé que le reste de la forêt : aires de stationnement limitées, peu de bancs ou de tables bancs.

- **Lutte contre les espèces invasives**

À l'occasion des passages en travaux sylvicoles, on luttera contre le développement des espèces invasives : ailante au sud de la parcelle 74, cerisier tardif dans le bois des roches, et échappées de jardin sur les lisières. On estime que cette lutte contre les espèces invasives entraîne un surcoût d'environ 12 000 € (contenir, par arrachage essentiellement, ces espèces dans les trouées faisant l'objet de travaux d'accompagnement au renouvellement naturel) sur la durée de l'aménagement.

- **Préservation des sols forestiers**

L'implantation généralisée de cloisonnements d'exploitation permettra de préserver les sols sensibles au tassement. Ces cloisonnements doivent canaliser la circulation des engins forestiers. Les modalités d'implantation des cloisonnements et leurs multiples intérêts sont présentés plus en détail dans la partie 2.5.2 – Programme d'actions PRODUCTION LIGNEUSE.

B - Biodiversité remarquable (hors réserves biologiques et réserves naturelles)

- **Programme d'actions en faveur de la biodiversité remarquable**

Numéro	**Priorité** (1 ou 2)	**Description de l'action Espèce(s) ou Habitat(s) concerné(s)**	**Localisation, Précautions, Observations**	**Coût indicatif de l'action** (€ HT)	**I/E**
BIO1	1	Mise en place d'un réseau de mares fonctionnel, cf. § ci-après.	Efforts à concentrer sur les 29 mares à fort potentiel de restauration.	80 000	I & E
BIO2	1	Restauration de landes acidiphiles, cf. § ci-après.	3 landes retenues pour environ 7 ha. Deux d'entre elles font l'objet d'unités de gestion spécifique, la troisième est trop réduite pour faire l'objet d'une UG.	100 000	I & E
BIO3	2	Réouverture de plusieurs secteurs sur le coteau calcicole thermophile : abattage et dessouchage, gyrobroyage.	Concerne la parcelle 60. Des ouvertures y seront créées puis entretenues.	30 000	I & E
BIO4	2	Restauration du coteau du Pavillon royal : abattage et dessouchage, gyrobroyage.	-	70 000	I & E
			Coût total BIODIVERSITE REMARQUABLE (€)	280 000	
			Coût moyen annuel BIODIVERSITE REMARQUABLE (€/an)	14 000	

- **Entretien du réseau de mares**

L'expertise « Flore et habitats » réalisée en 2011 par le CBNBP dresse l'état des lieux du réseau de mares. Dans cette expertise, 29 mares présentant une potentialité de restauration forte à très forte ont été identifiées ; c'est donc au profit de ces mares qu'il faudra travailler. D'ailleurs, l'AEV a déjà entrepris la restauration de certaines d'entre elles. Dans les grandes lignes, l'opération de restauration passe par :

- une mise en lumière des berges,
- un curage ou un reprofilage des berges,
- un entretien des fossés de drainage.

En bordure de mares, les peuplements auront un matériel sur pied assez faible afin de favoriser les apports de lumière. Localement, la surface terrière pourra être comprise entre 8 et 12 m²/ha. Le taillis sera également réduit (environ 1 m²/ha). Une partie de cet objectif peut être réalisée au moment des coupes par un martelage adapté.

- **Restauration de landes acidiphiles**

Les habitats landicoles ont régressé au cours des dernières décennies du fait de la dynamique naturelle ou de l'enrésinement artificiel. Certaines landes pourront être reconstituées dans les années à venir. Deux unités de gestion ont d'ailleurs été retenues pour faire l'objet de travaux de restauration de landes. Pour restaurer les landes, l'étude de 2013 préconise les opérations suivantes :

- Abattage des arbres et arbustes avec exportation des rémanents, dessouchage.
- Dans un premier temps, débroussaillage régulier tous les 2-3 ans.
- Dans un second temps, gyrobroyage tous les 5 à 10 ans en fonction de la dynamique du milieu.

La restauration des landes telles qu'elle est préconisée ci-dessus s'avère assez coûteuse car elle nécessite des passages très fréquents en travaux. Une solution plus économique peut être envisagée. Sur les secteurs à restaurer, il est possible mener une gestion en mosaïque en réalisant des coupes rases sur de petites surfaces (1 ha), à rotation de 15 ans. Ainsi, on peut espérer valoriser les bois blancs (bouleau et tremble) en bois énergie. Il est proposé de tester les deux types d'opérations de restauration sur la durée de l'aménagement.

C – Documents techniques de référence

On pourra se référer aux documents suivants :

- *Instruction n° 09-T-71* : conservation de la biodiversité dans la gestion courante des forêts publiques.

- *Note de service n° 08-T-278* : prise en compte des enjeux environnementaux et des habilitations liées à l'environnement dans la réalisation des travaux.

- *Étude* : « Domaine régional de Rougeau, Expertise faunistique et proposition de restauration écologique » (ONF, 2013)

- *Étude* : « Domaine régional de Rougeau, Expertise flore et habitat » (CBNBP, 2011).

- *Guide pratique* : « La gestion des mares forestières de plaine » (ONF, 2007).

- *Guide pratique* : « Pour une exploitation forestière respectueuse des sols et de la forêt : PROSOL » (Pischedda - ONF, 2009).

2.5.4 Programme d'actions FONCTIONS SOCIALES DE LA FORET

A - Accueil et paysage

- **Objectifs de l'accueil et organisation générale de l'accueil, des circulations et des fréquentations**

L'état des lieux a révélé que la fréquentation du public était importante sur l'ensemble du massif, mais plus particulièrement au nord de la D446. La capacité d'accueil est satisfaisante : présence de plusieurs aires de stationnement de bonne capacité. L'organisation générale de l'accueil n'est pas amenée à évoluer dans les prochaines années.

- **Actions localisées à mener sur les sites, itinéraires et équipements structurants**

D'après l'étude paysagère de 2013, il semblerait que le massif de Rougeau manque de lisibilité et de cohérence. Il faut donner au public les moyens de mieux comprendre comment cette forêt fonctionne, comment l'histoire l'a façonnée, comment elle s'intègre dans le paysage.

Pour ce faire, il serait intéressant d'ouvrir davantage de points de vue au sud, sur la Seine. Des points de vue sur la plaine agricole peuvent également être ouverts au nord de la forêt. Les allées historiques et les carrefours doivent être davantage mis en valeur. Des sentiers thématiques peuvent enfin être créés ; l'AEV travaille déjà dans ce sens puisque 2 nouveaux circuits de promenade ont récemment été mis en place (Boucle « une forêt aménagée par Louis XV » et boucle « une promenade au gré de quelques arbres remarquables »). L'usage des moyens modernes de communication peut être envisagé.

- **Programme d'actions en faveur de l'accueil et du paysage**

Numéro	Priorité (1 ou 2)	Description de l'action	Localisation Précautions Observations	Coût indicatif de l'action (€ HT)	I/E
ACCUEIL DU PUBLIC					
ACC1	1	Mise en place d'outils de communication sur l'intérêt de la gestion forestière.	-	50 000 €	I
ACC2	1	Travaux de mise en sécurité (abattages et élagages)	Abords des sentiers, allées et carrefours.	100 000 €	E
ACC3	1	Collecte des corbeilles et ramassage des déchets épars	-	1 000 000 €	E
ACC4	1	Suppression ou renouvellement de mobilier vétuste	En cas de renouvellement, mise en place d'équipements légers et discrets.	150 000 €	E
ACC5	1	Fauchage, tontes et broyages des aires d'accueil	-	50 000 €	E
PAYSAGE					
ACC6	1	Ouverture de points de vue.	Au nord, sur la plaine agricole. Au sud, sur la Seine.	10 000 €	I & E
ACC7	1	Création de sentiers thématiques, matérialisés ou numériques.	-	20 000 €	I
			Coût total ACCUEIL - PAYSAGE (€)	1 380 000	
			Coût moyen annuel ACCUEIL - PAYSAGE (€/an)	69 000	

- **Principes paysagers et clauses techniques applicables aux actions forestières (coupes et travaux)**

On rappelle ici que, conformément au souhait du propriétaire, le traitement irrégulier a été adopté sur toute la surface en sylviculture afin de préserver la qualité du paysage et de faciliter l'acceptation sociale des coupes dans un contexte périurbain. Ce mode de traitement sylvicole offre l'avantage de garantir le maintien du couvert arboré, et donc de maintenir la stabilité du paysage. De plus, l'organisation spatiale et temporelle des coupes a été raisonnée de manière à limiter leur impact visuel.

C'est surtout lors des travaux ou des coupes que des perturbations paysagères peuvent survenir. L'entretien d'un réseau de desserte de qualité et l'implantation généralisée de cloisonnements d'exploitation contribueront à améliorer la qualité des exploitations. Ils permettront d'atténuer les perturbations paysagères.

Enfin, la prise en compte du paysage correspondant à de bonnes pratiques sylvicoles est intégrée dans les documents de référence de l'ONF (directives, orientation, guides de sylviculture…). On citera notamment le guide du paysage de la direction territoriale Île-de-France-Nord-Ouest, publié en 2007.

B – Chasse – Pêche

- **État des lieux**

Grands ongulés : la forêt régionale de Rougeau héberge deux espèces de grands ongulés : le chevreuil et le sanglier. Ce dernier est concerné par le "Plan National de maîtrise des sangliers", dont l'un des objectifs est de réduire au maximum sa présence dans les forêts périurbaines. On précise que le sanglier est responsable de la très grande majorité des dégâts indemnisés par les chasseurs. Le sanglier n'est pas soumis à plan de chasse ; ce choix de gestion se justifie par l'impossibilité de connaître précisément les effectifs et permet de réguler les populations sans trop de contraintes. L'espèce chevreuil est, en revanche, soumise à un plan de chasse.

Petit gibier : le petit gibier n'est pas chassé en forêt de Rougeau. À une époque, le lapin était très abondant, à tel point qu'il faisait échouer certaines régénérations. Aujourd'hui, la population de lapin est beaucoup plus réduite ; il a été décimé par la myxomatose.

	CHEVREUIL		SANGLIER
	Plan de chasse	**Prélèvements**	**Prélèvements**
2009/2010	45	41	26
2010/2011	43	42	40
2011/2012	43	33	42
2012/2013	39	31	51
2013/2014	36	34	25
2014/2015	37	27	25

Synthèse des prélèvements réalisés sur les trois lots de la forêt de Rougeau au cours des 6 dernières saisons de chasse.

- **Déséquilibre sylvo-cynégétique**

Par définition, le renouvellement en futaie irrégulière est diffus, non cartographiable. En toute logique, il n'est donc pas concevable de protéger la régénération en installant des grillages. L'objectif de renouvellement en irrégulier est donc un objectif de régénération naturelle *sans protection*. L'état d'équilibre forêt/gibier correspond à une situation conforme à cet objectif. Or pour être conformes à cet objectif, les populations de grand gibier doivent être maintenues à un niveau particulièrement bas. En effet, le traitement irrégulier se traduit généralement par une croissance juvénile lente des semis qui poussent sous un léger ombrage et qui ne sont jamais aussi nombreux que dans une phase de régénération de futaie régulière. Ces semis, relativement rares, mais qu'on doit normalement trouver dans une certaine proportion dans toutes les parcelles, ne doivent pas être condamnés à disparaître sous l'effet du gibier. Les deux principales conséquences d'un déséquilibre sylvo-cynégétique seraient les suivantes :

- léger déséquilibre → perte de la diversité en essences en raison de l'attirance des ongulés pour certaines essences très appétentes ;
- déséquilibre marqué → absence de régénération.

Actuellement, la forêt de Rougeau ne semble pas être en situation de déséquilibre forêt/gibier. En atteste la présence et la diversité en espèces de la régénération, basse et haute, dans de nombreuses parcelles. Cet équilibre est toutefois fragile. Il faudra veiller, dans les années à venir, au maintien d'un effectif compatible avec la réussite des régénérations.

- **Principales caractéristiques des activités de chasse**

Seule la chasse à tir et en battue est autorisée sur le massif.

- **Programme d'actions Chasse - Pêche**

La création de nombreux cloisonnements d'exploitation ainsi que l'entretien des bords de routes sont largement bénéfiques à la faune sauvage car ils favorisent l'installation d'une flore herbacée. Ces opérations sont financées dans le cadre des travaux sylvicoles ou de l'entretien des infrastructures.

C - Richesses culturelles

- **Etat des lieux**

La forêt régionale de Rougeau abrite un certain nombre de vestiges archéologiques. Le massif a fait l'objet d'un inventaire archéologique très complet en 2007. Cet inventaire a été réalisé par le service « Etude du patrimoine culturel et archéologique » de l'ONF. Le tableau suivant reprend les sites archéologiques les plus sensibles identifiés dans la forêt.

Richesses culturelles	Localisation	Précautions à prendre par la gestion forestière
Villa gallo-romaine ayant fait l'objet d'un sondage très complet.	Cf. carte en annexe.	Proscrire tout travail du sol. Débardage alternatif (traction animale) à envisager. Adaptation du martelage : diamètre d'exploitabilité limité à 40 cm. Adaptation du réseau de cloisonnements. En cas de travaux forestiers, prendre contact avec le service régional d'archéologie.
Habitat gallo-romain : présence de tuiles et de tessons de céramique.		
Nécropole du moyen-âge (à confirmer).		
Anciens fours à chaux		
Hameau médiéval (17-18^{e} siecle)		
Sculpture réalisée par l'artiste allemande Gloria Friedmann. Cette œuvre est baptisée « Le gardien ».	Parcelle 48	Gestion paysagère des abords de la sculpture.

- **Programme d'actions Richesses culturelles**

Aucune action spécifique dédiée à la protection ou à la mise en valeur du patrimoine archéologique n'est envisagée pour le moment. En revanche, il est très important de respecter les précautions données dans le tableau ci-dessus.

- **Documents techniques de référence**

Plusieurs documents de référence fournissent des recommandations en matière de protection de vestiges archéologiques. Ces documents sont les suivants :

- Note de service NDS-09-T-295, modalités de prise en compte du patrimoine archéologique ;
- Règlement national d'exploitation forestière, article 2.2 – Respect du patrimoine culturel ;
- Règlement national des travaux et services forestiers, article 2.5 – Préservation du paysage, des sites, monuments et vestiges archéologiques ;

2.5.5 Programme d'actions PROTECTION CONTRE LES RISQUES NATURELS

Ce massif n'est pas concerné.

2.5.6 Programme d'actions MENACES PESANT SUR LA FORET

A – Incendies de forêts

- **Contraintes réglementaires**

La forêt de Rougeau n'est soumise à aucune contrainte réglementaire relative au risque de feux de forêt.

- **Etat des lieux**

Un risque se caractérise par la présence sur un même territoire d'un aléa et d'un ou plusieurs enjeux. L'aléa « incendie de forêt » comprend deux composantes : l'occurrence (fréquence à laquelle peuvent avoir lieu les incendies) et l'intensité (puissance du front de flamme).

Dans le cas de la forêt de Rougeau, la présence de lisières urbanisées et de nombreuses routes (notamment la D446) ainsi que la fréquentation importante du public constituent à la fois des sources possibles d'incendies et des enjeux à protéger. Cependant, la plupart des peuplements forestiers de

Rougeau sont peu inflammables ; la probabilité qu'un feu s'y développe est faible. Dans l'ensemble, le risque d'incendie est donc faible. Toutefois, les landes acides, caractérisées par l'abondance de bruyère et parfois de fougère aigle, sont plus inflammables que le reste de la forêt. La probabilité qu'un feu puisse s'y développer n'est donc pas négligeables, mais ces landes n'occupent qu'une petite surface et ne sont pas directement au contact d'enjeux importants. Le risque reste donc limité. Enfin, l'habitat au contact de la forêt est très groupé, ce qui facilite sa défense contre les incendies potentiels.

Dans l'aménagement de 1982, on peut lire que ce sont « l'appauvrissement de la réserve, les dégâts dus à l'abondance de lapin et *le passage de quelques incendies* » qui ont conduit au reboisement par plantations résineuses. Le risque incendie n'est donc pas nul.

- **Equipements structurants dédiés à la défense des forêts contre les incendies (DFCI)**

Les hydrants présents en forêt sont rares. En revanche, le réseau de bornes incendies en place dans les zones urbanisées au contact de la forêt est suffisant.

- **Plan d'actions pour la défense des forêts contre les incendies** (y compris études)

Aucune action spécifique n'est dédiée à la protection du massif contre les incendies. Cependant, l'entretien des abords des routes doit permettre de limiter le risque de départ de feu. Il convient également de sensibiliser le public aux risques d'éclosion des feux. Enfin, il est important que l'AEV, l'ONF et le SDIS mutualisent leurs moyens et leurs informations : échange de données cartographiques, historique des feux, …

B – Déséquilibre sylvo-cynégétique

(Cf. § 2.5.4–B)
Aucun déséquilibre n'est avéré pour le moment. La plus grande vigilance est de mise en matière de prélèvement de grands ongulés. L'objectif est de pouvoir régénérer naturellement les peuplements sans protection et en conservant un mélange d'essences.

C – Crises sanitaires

- **Crises sanitaires susceptibles de concerner la forêt**

Essences concernées	Période	Contextes stationnels	Causes susceptibles d'initier la crise	Dégâts subis (volumes, surfaces impactées)
Frêne	Toute l'année	Dès qu'il y a concentration de frênes	Chalarose	-
Érable sycomore		Dès qu'il y a concentration d'érable	Maladie de la suie	

Pour minimiser l'impact des maladies citées ci-dessus sur le frêne ou l'érable sycomore, on interdira que ces deux essences soient traitées en sylviculture mono-spécifique. Ces essences sont acceptées en mélange dans des peuplements diversifiés.

- **Document de référence**

Le guide de gestion des forêts en crise sanitaire (Gauquelin X., 2011) précise les règles à suivre – sur le plan organisationnel et technique – en cas de crise à venir. Il est le fruit de l'expérience mutualisée dans les forêts privées et publiques au cours des dernières crises vécues en France.

D - Tassement des sols

À l'exception des sols très caillouteux ou très sableux, un sol humide voire même seulement frais est toujours sensible. Un tassement peut être causé en profondeur sans qu'aucune trace ne soit apparente en surface, aussi le passage d'engins dans la parcelle doit être organisé et nécessite des précautions particulières. *Des cloisonnements d'exploitation seront donc implantés dans toutes les unités de gestion en sylviculture* pour canaliser la circulation des engins. Par ailleurs, certains sols sont si sensibles au tassement que, lorsque les conditions sont humides, la simple présence de cloisonnements ne suffit pas à les préserver. Il faut donc parfois attendre que le sol soit ressuyé ou gelé avant d'autoriser la circulation d'engins mécanisés.

Deux critères sont essentiels pour déterminer la sensibilité d'un sol au tassement. Le premier est l'épaisseur de limons. Ce paramètre est cartographiable. *On retiendra simplement que les stations les plus fertiles, situées au nord de la forêt, se situent sur des placages limoneux plus épais et sont donc particulièrement sensibles au tassement.* Le second paramètre est la profondeur d'apparition de l'hydromorphie, qui traduit la présence d'une nappe perchée. Ce second critère, essentiel pour déterminer le degré de sensibilité d'un sol, est très difficile à cartographier dans une forêt aussi plane que celle de Rougeau. Aucune carte de sensibilité des sols n'a donc pu être générée. Seule l'observation fine du terrain par les gestionnaires permettra d'évaluer, au moment du marquage de la coupe, le degré de sensibilité des sols.

2.5.7 Programme d'actions ACTIONS DIVERSES

A – Certifications PEFC et FSC

Ces deux certificats de gestion forestière durable demandent une traçabilité des bois irréprochable : identification des numéros de certificats sur le catalogue et sur les factures pour la vente de bois sur pied, marquage spécifique des bois pour la vente de bois façonnés.

La certification FSC de la forêt de Rougeau passera par la délimitation par l'AEV des zones « Forêt à Haute Valeur de Conservation » se basant sur les données naturalistes, archéologiques, et réglementaires. Les zones FHVC feront l'objet d'un rapport contenant des préconisations de gestion (suivi des invasives, protection des périmètres de captage, maintien des milieux ouverts…) et d'une cartographie présentée aux parties prenantes.

Dans le cadre de la certification FSC, l'aménagement forestier sera présenté aux parties prenantes. Les exploitations forestières feront l'objet d'une communication à la population locale en fonction de leur niveau de sensibilité. L'accent est également mis, en particulier pour FSC, sur la sécurité des travailleurs en forêt (port des EPI, conditions de travail, contrôles de chantier…).

Enfin, la forêt de Rougeau pourra faire l'objet d'audits de certification et de suivi visant à s'assurer de sa gestion durable en conformité avec le référentiel FSC France.

B – Implantation d'un réseau de placettes permanentes

Un réseau de placettes permanentes, tel qu'on l'entend ici, correspond à un ensemble de placettes d'inventaire dont on connaît la position exacte et sur lesquelles on réalise des relevés à intervalles réguliers. Les données collectées sont de diverses natures : données dendrométriques, données sur la régénération, sur le bois mort… Tout l'intérêt des placettes permanentes réside dans la possibilité d'analyser *l'évolution* des peuplements, et plus généralement du milieu, par comparaison statistique des données collectées lors des passages successifs en inventaire.

Sans être indispensable, un tel réseau apporte des informations précieuses permettant de s'assurer du bon fonctionnement de la forêt. Il est aussi utile pour estimer assez précisément la production des peuplements et, donc, pour estimer le niveau des prélèvements à réaliser.

L'implantation d'un tel réseau est une des solutions techniques étudiées par un groupe de travail commun AEV – ONF.

2.5.8 Compatibilité avec les autres réglementations visées par les articles L. 122-7 (§ 2°) et L. 122-8 du code forestier

Réglementation concernée	surf.[1] (ha)	**Décisions de l'aménagement pouvant engendrer un impact**	surf.[2] (ha)	**Précautions spécifiques prévues par l'aménagement**	**Effets attendus et nature du bilan**
Site classé (Boucles de la Seine et vallon du ru de Balory)	45	Réalisation de coupes jardinatoires et implantation de cloisonnements d'exploitation.	45	Traitement en futaie irrégulière qui garantit la continuité du couvert.	*Neutre*
Site inscrit (Rives de la Seine)	306	Réalisation de coupes jardinatoires et implantation de cloisonnements d'exploitation.	281	Traitement en futaie irrégulière qui garantit la continuité du couvert.	*Neutre*
		Création d'une place de dépôt	0,5	Utilisation de matériaux s'intégrant au mieux dans le paysage.	*Négatif négligeable*

surf.[1] : surface concernée par la réglementation dans le périmètre de la forêt
surf.[2] : surface impactée par la décision d'aménagement

Le bénéfice des dispositions du 2° de l'article L .122-7 du code forestier est demandé pour le périmètre du site classé « Boucles de la Seine et vallon du ru de Balory » et pour le périmètre du site inscrit « Rives de la Seine », en ce qui concerne l'ensemble des actions prévues dans ce document d'aménagement forestier. Ce document devra donc être présenté à la commission des sites.

TITRE 3 – RECAPITULATIFS – INDICATEURS DE SUIVI

3.1 RECAPITULATIFS

A – Volumes de bois à récolter

RECAPITULATIF DES VOLUMES DE BOIS A RECOLTER ANNUELLEMENT

ESSENCES et DIAMETRES			RECOLTE PREVISIBLE (m^3 de volume bois fort annuel)
Feuillus	Chêne	50 et +	790
Volume tiges sur écorce		30 - 45	585
(hors taillis		25 et -	205
et houppiers)		Total	1 580
	Autres feuillus	Total	445
	Total Feuillus		**2 025**
Résineux	Pin sylvestre	25 et +	316
		20 et -	79
Volume tiges sur écorce		Total	395
	Aut. Résineux	Total	49
(hors houppiers)	**Total Résineux**		**444**
Global	Total tiges		2 469
	Taillis et houppier		1 026
	Total général		**3 495**

Récolte annuelle par ha (vol. bois fort total)	m^3/ha/an
- sur surface retenue pour la gestion	3,9
- sur surface en sylviculture	4,3

Le volume prévisionnel présenté ci-dessus est une estimation du volume prévisible annuel moyen récoltable, correspondant à la mise en œuvre du programme de coupes de cet aménagement. Cette récolte permet d'améliorer la qualité des peuplements tout en maintenant constant le niveau de capital sur pied. En effet, le prélèvement devrait être très proche de la production naturelle, de manière à conserver un capital moyen de 16 m²/ha.

Pour tous les peuplements, l'objectif sylvicole à atteindre est celui du capital sur pied (en m²/ha) à obtenir après coupe. Ainsi, la récolte à effectuer n'en est que la conséquence : elle dépend notamment du capital sur pied présent avant la coupe. L'expérience pratique, les visites des unités de gestion avant et après travaux, et les éléments que pourrait fournir un éventuel réseau de placettes permanentes permettront dans l'avenir de moduler les niveaux d'intervention.

La récolte à l'hectare prévisible sera plus forte au cours des cinq ou six premières années de l'aménagement du fait de l'ouverture des cloisonnements d'exploitation. En effet, cette opération représente à elle seule un prélèvement de 20 % du capital sur pied.

B – Estimation de la recette bois

ESTIMATION DE LA RECETTE BOIS ANNUELLE

PRODUITS LIGNEUX		VOLUME ANNUEL		RECETTE PREVISIBLE PRODUITS LIGNEUX	
		prévisible (m^3 / an)	conditionnel (m^3 / an)	PU estimés (€ /m^3)	prévisible (€ / an)
Produits (bois sur pied)	Chêne 50 et +	790		65	51 350
	Chêne 30/45	585		30	17 550
	Chêne 25 et -	205		15	3 075
	Autres feuillus	445	40*	10	4 850
	Résineux	445		25	11 125
	Houppiers et taillis	1 026		10	10 260
Recette brute produits ligneux		**3 496**	**40**		**98 210**

* La récolte conditionnelle représente 800 m³ sur la durée de l'aménagement. Il s'agit des coupes rases à réaliser pour rouvrir les landes acidiphiles. Ce prélèvement n'avait pas été pris en compte jusqu'à présent car il concerne des unités de gestion classées « Hors sylviculture de production ».

Les prix unitaires retenus ont été calculés sur la base des quelques récoltes passées et sur des prix de vente moyen au niveau local. Ces prix unitaire ont été estimés prudemment compte-tenu de la qualité assez faible des bois de la forêt de Rougeau. En effet, les résineux n'ont pas fait l'objet des interventions nécessaires à leur bon développement. De plus, les chênes ont souvent des allures d'anciennes réserves de taillis sous futaie qui se caractérise notamment par la longueur réduite de leur fût.

Finalement, on estime que la recette bois annuelle doit s'élever à environ 98 210 €/an.

C – Recettes – Dépenses – Récapitulatif global annuel

RECAPITULATIF DES RECETTES ET DEPENSES ANNUELLES

		prévisible € / an	conditionnel € / an
RECETTES NETTES ANNUELLES	Bois	97 810	400
	Chasse - Pêche	16 000	
	Autres recettes (cumul)		
	Détail Autres recettes 1		
	Autres recettes 2		
	Autres recettes 3		
	Subventions 1		
	Subventions 2		
	Total Recettes	**113 810**	**400**

		prévisible € / an		conditionnel € / an	
		investiss^{t}	entretien	investiss^{t}	entretien
DEPENSES ANNUELLES	Desserte	13 935	6 500		
	s/total	20 435		0	
	Actions sylvicoles	24 800			
	Autres actions (cumul)	8 200	75 900		
	s/total	84 100		0	
	Détail Foncier	*3 200*	*300*		
	Biodiversité	*4 000*	*10 600*		
	Accueil-paysage	*1 000*	*65 000*		
	Chasse-pêche				
	Pastoralisme				
	Protection risques naturels				
	Incendies de forêt				
	Autres actions				
	Total par I / E	**34 535**	**94 800**	**0**	**0**
	Frais de garderie	13 657			
	Contribution à l'ha	1 780			
	Total Dépenses	**144 772**		**0**	

BILAN GLOBAL RECETTES - DEPENSES	prévisible	conditionnel
Bilan annuel global € / an	**-30 962 €/an**	**400 €/an**
- sur surf. retenue pour la gestion	-35 €/ha/an	0 €/ha/an
- sur surface en sylviculture	-38 €/ha/an	0 €/ha/an

Autres éléments hors bilan global	prévisible
Impots	0 €/an
Contrats FFN : dette restante (€)	0 €

Le bilan financier de cet aménagement est négatif du faite *des exigences très importantes de l'AEV en matière d'accueil du public et de préservation de la biodiversité*. Le ramassage des déchets et toutes les opérations relatives à la propreté représentent à elles seules un poste de dépense très conséquent. De plus, les dépenses relatives à l'accueil et à la biodiversité sont difficiles à quantifier. Les dépenses annoncées dans ces domaines sont moins fiables que les estimations des recettes et des dépenses relatives à la gestion forestière courante, domaine d'expertise de l'ONF. Dans un souci de clarification, le bilan annuel global a été recalculé sans tenir compte des dépenses « Biodiversité » et « Accueil – Paysage ». On atteint alors 65 075 €/an, soit 73 €/an sur la surface en gestion et 80 €/an sur la surface en sylviculture.

3.2 Indicateurs de suivi de l'aménagement

TABLEAU DE BORD DES INDICATEURS NATIONAUX POUR LA MISE EN OEUVRE DE L'AMENAGEMENT FORESTIER

INDICATEURS NATIONAUX POUR TOUS LES AMENAGEMENTS FORESTIERS				
CONTEXTE		**INDICATEUR***		**Périodicité d'analyse**
RENOUVELLEMENT	Futaie irrégulière et futaie jardinée : forêts ou parties de forêts à suivi non surfacique du renouvellement	Surface terrière moyenne des peuplements	15 m^2/ha	Début et fin de l'aménagement
		% de la surface avec une régénération satisfaisante, de densité au moins égale au seuil fixé par la directive territoriale	Plus de 20 %	Début et fin de l'aménagement
		Densité de perches	Plus de 80 tiges/ha	Début et fin de l'aménagement
	Taillis simple	Surface à passer en coupe de taillis simple ou par parquets ($S_{taillis}$)	0 ha	Périodique (max. 5 ans)
	Taillis sous futaie ou taillis fureté	Surface à passer en coupe de taillis sous futaie ou taillis fureté (S_{TSF})	0 ha	Périodique (max. 5 ans)
RECOLTE	Sur l'ensemble des peuplements forestiers en sylviculture de production	Surface terrière totale à récolter durant l'aménagement (m^2). Tiges précomptables.	6 282 m^2	Périodique (max. 5 ans)
		Volume total bois fort sur écorce à récolter durant l'aménagement (m^3). Tiges précomptables et non précompt.	69 920 m^3	Périodique (max. 5 ans)

Les valeurs des indicateurs renseignées dans la 4e colonne correspondent aux valeurs à atteindre pour l'aménagement.

Signatures et mention des consultations réglementaires

	date		*nom, fonction*	*signature*
Document				
Rédigé le :	11/09/2015	**par :**	Clément Gadenne, Chef de projet aménagement	
Vérifié le :		**par :**		
Proposé le :		**par :**		

Consultation de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites : *(date)*

ANNEXES AUTRES QUE LES CARTES

ANNEXE 1 – Liste des parcelles cadastrales de la forêt
ANNEXE 2 – Protocole de description des peuplements
ANNEXE 3 – Protocole d'inventaire forestier
ANNEXE 4 – Résultat détaillé de la description des peuplements
ANNEXE 5 – Résultat détaillé de l'inventaire forestier
ANNEXE 6 – Liste des espèces patrimoniales de faune et de flore contactées sur la forêt
ANNEXE 7 – Tableau de programmation des visites préalables aux travaux sylvicoles

ANNEXES CARTOGRAPHIQUES

CARTE 1 – Situation de la forêt
CARTE 2 – Parcellaire et foncier
CARTE 3 – Niveaux d'enjeux des fonctions de la forêt
CARTE 4 – Stations forestières, typologie SRA
CARTE 5 – Composition des unités élémentaires de peuplement
CARTE 6 – Capital des unités élémentaires de peuplement
CARTE 7 – Calibre des bois dans les unités élémentaires de peuplement
CARTE 8 – Peuplements, carte de synthèse
CARTE 9 – Desserte forestière : état des lieux
CARTE 10 – Projets de desserte
CARTE 11 – Patrimoine culturel et sensibilités paysagères
CARTE 12 – Équipements d'accueil du public. *Source : AEV 2014*
CARTE 13 – Unités de gestion à enjeu écologique
CARTE 14 – Carte des peuplements concernés par d'anciens contrats FFN
CARTE 15 – Essences « objectif » principales
CARTE 16 – Classement des unités de gestion – Carte d'aménagement

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
d'Ile-de-France, le : 18 OCT. 2016

Transmise au contrôle
de légalité, le : 18 OCT. 2016

La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N° 16-111 du 18 octobre 2016
(report de la session du 11 octobre 2016)

Relative à l'approbation de l'application du régime forestier à des parcelles régionales – Forêts régionales de Montgé, du bois de Vaires et de Claye-Souilly.

LE CONSEL D'ADMINISTRATION

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU les articles L.211-1 et L.212-1 du code forestier ;

VU Le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts de la Région Ile-de-France.

DELIBERE

Article 1 Approuve l'application du régime forestier aux propriétés régionales ci-annexées, dans les forêts régionales de Montgé, du Bois de Vaires, et de Claye-Souilly

Article 2 Approuve la distraction du régime forestier pour les parcelles F n° 866 et F n° 713 de la commune de Claye-Souilly.

Article 3 Habilite la Présidente à faire les demandes de soumission et distraction auprès des services compétents de l'État.

Nombre de votants	: 7
Votes POUR	: 5+2
Votes CONTRE	: 0
Abstentions	: 0
Ne prend pas part au vote	: 0

DELIBERATION BD 20/09/2016
MONTGE

commune	code_com	section	numero	surface	type d'arrêté
CUISY	150	B	411	0 ha 08 a 50 ca	soumission
MONTGE EN GOELE	308	A	45	2 ha 38 a 79 ca	soumission
MONTGE EN GOELE	308	B	10	0 ha 00 a 20 ca	soumission
MONTGE EN GOELE	308	C	1	0 ha 07 a 96 ca	soumission
MONTGE EN GOELE	308	C	35	0 ha 28 a 21 ca	soumission
MONTGE EN GOELE	308	C	37	0 ha 04 a 96 ca	soumission
MONTGE EN GOELE	308	C	38	0 ha 21 a 85 ca	soumission
MONTGE EN GOELE	308	C	39	0 ha 09 a 11 ca	soumission
MONTGE EN GOELE	308	C	55	0 ha 03 a 77 ca	soumission
MONTGE EN GOELE	308	C	61	0 ha 09 a 31 ca	soumission
MONTGE EN GOELE	308	C	77	0 ha 04 a 21 ca	soumission
MONTGE EN GOELE	308	C	91	0 ha 02 a 37 ca	soumission
MONTGE EN GOELE	308	C	96	0 ha 03 a 77 ca	soumission
MONTGE EN GOELE	308	C	139	0 ha 02 a 15 ca	soumission
MONTGE EN GOELE	308	C	149	0 ha 02 a 55 ca	soumission
MONTGE EN GOELE	308	C	179	0 ha 03 a 97 ca	soumission
MONTGE EN GOELE	308	C	180	0 ha 01 a 71 ca	soumission
MONTGE EN GOELE	308	C	186	0 ha 15 a 44 ca	soumission
MONTGE EN GOELE	308	C	190	0 ha 00 a 83 ca	soumission
MONTGE EN GOELE	308	C	207	0 ha 15 a 76 ca	soumission
MONTGE EN GOELE	308	C	224	0 ha 31 a 92 ca	soumission
MONTGE EN GOELE	308	C	235	0 ha 03 a 76 ca	soumission
MONTGE EN GOELE	308	C	238	0 ha 10 a 72 ca	soumission
MONTGE EN GOELE	308	C	239	0 ha 12 a 23 ca	soumission
MONTGE EN GOELE	308	C	242	0 ha 11 a 57 ca	soumission
MONTGE EN GOELE	308	C	246	0 ha 02 a 92 ca	soumission
MONTGE EN GOELE	308	C	256	0 ha 12 a 11 ca	soumission
MONTGE EN GOELE	308	C	611	0 ha 05 a 18 ca	soumission
MONTGE EN GOELE	308	C	664	0 ha 74 a 07 ca	soumission
MONTGE EN GOELE	308	C	701	0 ha 90 a 91 ca	soumission
MONTGE EN GOELE	308	D	96	0 ha 20 a 72 ca	soumission
MONTGE EN GOELE	308	D	98	0 ha 05 a 75 ca	soumission
MONTGE EN GOELE	308	D	101	0 ha 05 a 69 ca	soumission
MONTGE EN GOELE	308	D	104	0 ha 02 a 91 ca	soumission
MONTGE EN GOELE	308	D	105	0 ha 05 a 62 ca	soumission
MONTGE EN GOELE	308	D	106	0 ha 05 a 63 ca	soumission
MONTGE EN GOELE	308	D	522	0 ha 07 a 42 ca	soumission
MONTGE EN GOELE	308	G	13	0 ha 07 a 70 ca	soumission
MONTGE EN GOELE	308	G	21	0 ha 01 a 07 ca	soumission
MONTGE EN GOELE	308	G	97	0 ha 02 a 35 ca	soumission
MONTGE EN GOELE	308	G	99	0 ha 02 a 23 ca	soumission
MONTGE EN GOELE	308	G	105	0 ha 03 a 70 ca	soumission
MONTGE EN GOELE	308	G	113	0 ha 10 a 40 ca	soumission
MONTGE EN GOELE	308	G	127	0 ha 01 a 38 ca	soumission
MONTGE EN GOELE	308	G	128	0 ha 01 a 30 ca	soumission
MONTGE EN GOELE	308	G	276	0 ha 03 a 82 ca	soumission
SAINT SOUPPLETS	437	D	84	0 ha 03 a 95 ca	soumission
SAINT SOUPPLETS	437	D	86	0 ha 28 a 64 ca	soumission
SAINT SOUPPLETS	437	D	90	2 ha 73 a 28 ca	soumission
SAINT SOUPPLETS	437	D	98	0 ha 03 a 08 ca	soumission
SAINT SOUPPLETS	437	D	101	0 ha 02 a 54 ca	soumission
SAINT SOUPPLETS	437	D	102	0 ha 01 a 11 ca	soumission
SAINT SOUPPLETS	437	D	106	0 ha 02 a 26 ca	soumission
SAINT SOUPPLETS	437	D	108	0 ha 01 a 06 ca	soumission
SAINT SOUPPLETS	437	D	110	0 ha 01 a 65 ca	soumission
SAINT SOUPPLETS	437	D	112	0 ha 03 a 04 ca	soumission
SAINT SOUPPLETS	437	D	121	0 ha 00 a 97 ca	soumission
SAINT SOUPPLETS	437	D	122	0 ha 00 a 48 ca	soumission
SAINT SOUPPLETS	437	D	181	0 ha 22 a 98 ca	soumission
SAINT SOUPPLETS	437	D	182	27 ha 93 a 73 ca	soumission
SAINT SOUPPLETS	437	D	194	0 ha 00 a 68 ca	soumission
			total	**38 ha 66 a 89 ca**	

DELIBERATION BD 20/09/2016
CLAYE SOUILLY

commune	code_com	section	numero	surface	type d'arrêté
CLAYE SOUILLY	118	F	866	0 ha 51 a 38 ca	**distraction**
CLAYE SOUILLY	118	F	713	7 ha 43 a 21 ca	**distraction**
			total	**7 ha 94 a 59 ca**	

CLAYE SOUILLY	118	F	1194	0 ha 14 a 59 ca	soumission
CLAYE SOUILLY	118	F	1191	7 ha 11 a 86 ca	soumission
			total	**7 ha 26 a 45 ca**	

DELIBERATION CA 18/10/2016
BOIS DE VAIRES

commune	code_com	section	numero	surface	type d'arrêté
VAIRES SUR MARNE	479	AC	30	1 ha 16 a 38 ca	soumission
VAIRES SUR MARNE	479	AC	32	0 ha 11 a 65 ca	soumission
VAIRES SUR MARNE	479	AC	34	0 ha 18 a 40 ca	soumission
VAIRES SUR MARNE	479	AC	35	0 ha 03 a 55 ca	soumission
VAIRES SUR MARNE	479	AC	36	1 ha 23 a 76 ca	soumission
VAIRES SUR MARNE	479	AC	54	2 ha 04 a 25 ca	soumission
VAIRES SUR MARNE	479	AC	57	0 ha 31 a 49 ca	soumission
VAIRES SUR MARNE	479	AC	69	0 ha 65 a 69 ca	soumission
VAIRES SUR MARNE	479	AC	76	1 ha 86 a 93 ca	soumission
VAIRES SUR MARNE	479	AC	90	0 ha 94 a 85 ca	soumission
VAIRES SUR MARNE	479	AC	92	0 ha 45 a 41 ca	soumission
			total	**9 ha 02 a 36 ca**	

Agence des Espaces Verts

ileDeFrance

Publiée au recueil des actes de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France, le : 18 OCT. 2016

Transmise au contrôle de légalité, le : 18 OCT. 2016

La Présidente du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N° 16-112 du 18 octobre 2016
(report de la session du 11 octobre 2016)

Relative à l'approbation d'acquisitions foncières et à l'habilitation donnée à la Présidente pour signer les actes y afférents.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 alinéa 3 ;

VU les délibérations N° 08-122 du 9 décembre 2008 et N° 13-087 du 2 juillet 2013 approuvant la convention de partenariat pour la protection des espaces agricoles et naturels franciliens avec la SAFER et son avenant N° 1 ;

VU la délibération N° 16-018 du 31 mars 2016 portant approbation du budget primitif 2016 ;

VU la délibération N° 16-065 du 22 juin 2016 portant approbation d'acquisitions foncières ;

VU la délibération N° 16-067 du 22 juin 2016 portant sur la décision modificative N° 1 du budget primitif 2016 ;

VU les autorisations de programme disponibles sur le programme 12 du budget 2011 d'un montant de 2.452.402,56 € relatives à la DUP de la Butte Pinson ;

VU les autorisations de programme disponibles sur le programme 12 du budget 2016 d'un montant de 1.746.446,50 €

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France ;

VU les avis des domaines sur chaque acquisition envisagée.

D E L I B E R E

Article 1 : Habilite la Présidente à signer les actes et traités d'adhésion à ordonnance d'expropriation mentionnés en annexe 1.

Article 2 : Habilite la Présidente à mandater, en vue du paiement ou de la consignation, les indemnités correspondant aux opérations mentionnées en annexe 1, pour un montant total de 71.848 € et à mandater les frais d'opérateur foncier liés à ces opérations.

Article 3 : Approuve les acquisitions listées en annexe 2.

Article 4 : Habilite la Présidente à signer les actes de vente et les actes d'acquisition et les promesses de vente relatifs aux opérations énumérées à l'annexe 2 et à mandater, en vue du paiement, les prix d'acquisition, les honoraires de notaires ou frais d'actes, les honoraires d'opérateur foncier liés à ces transactions.

Article 5 : Habilite la Présidente à mandater, dans le cadre d'un préfinancement, les opérations d'acquisition auprès de la SAFER, énumérée dans l'annexe 2, conformément à l'article 4 de la convention de partenariat pour la protection des espaces agricoles et naturels franciliens signée le 20 décembre 2008 et son avenant N° 1 signé le 27 août 2013.

Article 6 : Un montant de 33.275 € d'autorisations de programme du budget 2016, programme 12, est affecté aux opérations énumérées à l'annexe 2.

Article 7 : Le montant disponible sur les autorisations de programme du budget 2016, programme 12, s'élève à 1.713.171,50 €.

Article 8 : Habilite la Présidente à solliciter des aides financières de l'Agence de l'Eau Seine Normandie pour les acquisitions foncières relevant de son 9ème programme et, en cas d'attribution de subventions, à signer les conventions financières correspondantes.

Article 9 : Les crédits nécessaires seront imputés sur le Budget de l'Agence des espaces verts.

Nombre de votants ..... :	7
Votes POUR ..... :	5+2
Votes CONTRE ..... :	0
Abstentions ..... :	0
Ne prend pas part au vote ... :	0

Butte Pinson (36)

N° de Dossier : 63 () DEFOSSE

date de l'ordonnance	date avis DNID	date adhésion *	date du jugement
31/01/12	23/06/15	30/07/16	

Prix total : 7 300,00 €	Surface : 0 ha 06 a 79 ca	Prix au m² : 10,75 €

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
95427	MONTMAGNY	AE	254	0 ha 06 a 79 ca	377

Butte Pinson (36)

N° de Dossier : 119 () COMPOINT/GARNIER

date de l'ordonnance	date avis DNID	date adhésion *	date du jugement
31/01/12	23/06/15	11/05/16	

Prix total : 7 550,00 €	Surface : 0 ha 07 a 03 ca	Prix au m² : 10,74 €

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
95427	MONTMAGNY	AE	259	0 ha 07 a 03 ca	376

Butte Pinson (36)

N° de Dossier : 636 () FOL

date de l'ordonnance	date avis DNID	date adhésion *	date du jugement
31/01/12	12/08/15	26/07/16	

Prix total : 27 800,00 €	Surface : 0 ha 16 a 24 ca	Prix au m² : 17,12 €

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
95288	GROSLAY	AH	184	0 ha 16 a 24 ca	40

Butte Pinson (36)

N° de Dossier : 650 () PIERRON

date de l'ordonnance	date avis DNID	date adhésion *	date du jugement
31/01/12	25/08/15	04/04/16	

Prix total : 8 748,00 €	Surface : 0 ha 06 a 20 ca	Prix au m² : 14,11 €

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
95288	GROSLAY	AH	152	0 ha 01 a 35 ca	54
95288	GROSLAY	AH	153	0 ha 04 a 85 ca	54

Butte Pinson (36)

N° de Dossier : 766 () MILLOT

date de l'ordonnance	date avis DNID	date adhésion *	date du jugement
31/01/12	25/08/15	01/04/16	

Prix total : 8 700,00 €	Surface : 0 ha 07 a 31 ca	Prix au m² : 11,90 €

(*) date de signature par l'exproprié du traité d'adhésion

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
95288	GROSLAY	AI	197	0 ha 07 a 31 ca	150

Butte Pinson (36)

N° de Dossier : 783 () Commune de Montmagny

date de l'ordonnance	date avis DNID	date adhésion *	date du jugement
31/01/12	01/04/16	05/01/16	

Prix total : 11 750,00 € **Surface : 0 ha 13 a 32 ca** **Prix au m² : 8,82 €**

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
95427	MONTMAGNY	AC	85	0 ha 02 a 36 ca	202
95427	MONTMAGNY	AC	182	0 ha 01 a 23 ca	188
95427	MONTMAGNY	AC	230	0 ha 00 a 67 ca	235
95427	MONTMAGNY	AC	231	0 ha 00 a 66 ca	235
95427	MONTMAGNY	AC	240	0 ha 01 a 09 ca	295
95427	MONTMAGNY	AC	342	0 ha 00 a 81 ca	264
95427	MONTMAGNY	AC	382	0 ha 01 a 50 ca	262
95427	MONTMAGNY	AC	1048	0 ha 01 a 26 ca	218
95427	MONTMAGNY	AD	35	0 ha 02 a 21 ca	324
95427	MONTMAGNY	AD	45	0 ha 01 a 39 ca	324
95427	MONTMAGNY	AD	396	0 ha 00 a 14 ca	340

Total Butte Pinson	**0 ha 56 a 89 ca**	**71 848,00 €**	**Nb dossiers : 6**

TOTAL	**0 ha 56 a 89 ca**	**71 848,00 €**	**Nombre de dossiers : 6**
	Prix moyen au m²	**12,63 €**	

(*) date de signature par l'exproprié du traité d'adhésion

Coteaux de Nézant (25)

N° de Dossier : 52 () TRICOT

date promesse et engagement	date avis DNID*	Date de préemption	Surface
30/11/15	05/07/16		0 ha 38 a 71 ca
16 500,00 €			Prix au m² : 4,26 €/m²

Prix total :	16 500,00 €	dont prix principal :	16 500,00 €	dont honoraires**

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
95539	ST BRICE SOUS FORET	D	348	0 ha 38 a 71 ca	

Coteaux de Nézant (25)

N° de Dossier : 53 () MONTILLET

date promesse et engagement	date avis DNID*	Date de préemption	Surface
16/10/15	05/07/16		0 ha 24 a 21 ca
5 300,00 €			Prix au m² : 2,19 €/m²

Prix total :	5 300,00 €	dont prix principal :	5 300,00 €	dont honoraires**

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
95539	ST BRICE SOUS FORET	D	199	0 ha 22 a 41 ca	
95539	ST BRICE SOUS FORET	F	149	0 ha 01 a 80 ca	

Coteaux de Nézant (25)

N° de Dossier : 54 () CLUET/LEVEAU

date promesse et engagement	date avis DNID*	Date de préemption	Surface
19/11/15	05/07/16		0 ha 02 a 10 ca
210,00 €			Prix au m² : 1 €/m²

Prix total :	210,00 €	dont prix principal :	210,00 €	dont honoraires**

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
95539	ST BRICE SOUS FORET	D	269	0 ha 02 a 10 ca	

Coteaux de Nézant (25)

N° de Dossier : 55 () FARISSIER-LERICHE

date promesse et engagement	date avis DNID*	Date de préemption	Surface
27/10/15	05/07/16		0 ha 07 a 11 ca
1 985,00 €			Prix au m² : 2,79 €/m²

Prix total :	1 985,00 €	dont prix principal :	1 985,00 €	dont honoraires**

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
95539	ST BRICE SOUS FORET	D	48	0 ha 02 a 01 ca	
95539	ST BRICE SOUS FORET	D	173	0 ha 05 a 10 ca	

* pour les acquisitions auprès de la SAFER, le prix est fixé par le Commissaire du Gouvernement siégeant à la SAFER et représentant le Ministère des Finances.

** Est indiqué le montant des frais d'acquisition et des honoraires pour les seules opérations d'acquisition , auprès de la SAFER dans le cadre de la convention de partenariat.
Pour les autres opérations, le montant des honoraires est prélevé sur l'enveloppe d'AP affectée à cette fin.

Coteaux de Nézant (25)

N° de Dossier : 56 () MAST

date promesse et engagement	date avis DNID*	Date de préemption	Surface
08/10/15	05/07/16		0 ha 01 a 90 ca
300,00 €			Prix au m² : 1,58 €/m²

Prix total :	300,00 €	dont prix principal :	300,00 €	dont honoraires**

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
95539	ST BRICE SOUS FORET	D	266	0 ha 01 a 90 ca	

Coteaux de Nézant (25)

N° de Dossier : 57 () COINTREL

date promesse et engagement	date avis DNID*	Date de préemption	Surface
27/10/15	05/07/16		0 ha 09 a 54 ca
3 350,00 €			Prix au m² : 3,51 €/m²

Prix total :	3 350,00 €	dont prix principal :	3 350,00 €	dont honoraires**

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
95539	ST BRICE SOUS FORET	D	176	0 ha 09 a 54 ca	

Coteaux de Nézant (25)

N° de Dossier : 58 () PUIG

date promesse et engagement	date avis DNID*	Date de préemption	Surface
18/01/16	05/07/16		0 ha 11 a 87 ca
4 150,00 €			Prix au m² : 3,5 €/m²

Prix total :	4 150,00 €	dont prix principal :	4 150,00 €	dont honoraires**

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
95539	ST BRICE SOUS FORET	D	171	0 ha 11 a 87 ca	

Total Coteaux de Nézant	0 ha 95 a 44 ca	31 795,00 €	Nb dossiers : 7

Plaine de Pierrelaye (52)

N° de Dossier : 352 () KACZAROWSKI

date promesse et engagement	date avis DNID*	Date de préemption	Surface
04/07/16	12/04/16	11/05/16	0 ha 04 a 00 ca
			Prix au m² : 1 €/m²

Prix total :	400,00 €	dont prix principal :	400,00 €	dont honoraires**

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
95394	MERY SUR OISE	F	442	0 ha 04 a 00 ca	

* pour les acquisitions auprès de la SAFER, le prix est fixé par le Commissaire du Gouvernement siégeant à la SAFER et représentant le Ministère des Finances.
** Est indiqué le montant des frais d'acquisition et des honoraires pour les seules opérations d'acquisition , auprès de la SAFER dans le cadre de la convention de partenariat.
Pour les autres opérations, le montant des honoraires est prélevé sur l'enveloppe d'AP affectée à cette fin.

Total Plaine de Pierrelaye	0 ha 04 a 00 ca	400,00 €	Nb dossiers : 1

Vallées de l'Yerres et du Réveillon (02)

N° de Dossier : 219 () ELBAZ-SAFER

date promesse et engagement	date avis DNID*	Date de préemption	Surface
08/08/16			0 ha 08 a 88 ca
1 080,00 €			Prix au m² : 0,68 €/m²

Prix total :	1 080,00 €	dont prix principal :	600,00 €	dont honoraires**	480,00 €

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
77053	BRIE COMTE ROBERT	E	1290	0 ha 05 a 29 ca	
77053	BRIE COMTE ROBERT	E	1291	0 ha 02 a 52 ca	
77053	BRIE COMTE ROBERT	E	1292	0 ha 01 a 07 ca	

Total Vallées de l'Yerres et du Réveillon	0 ha 08 a 88 ca	1 080,00 €	Nb dossiers : 1

TOTAL	1 ha 08 a 32 ca				
TOTAL	33 275,00 €	Dont Prix principal	32 795,00 €	dont honoraires	480,00 €
	Prix moyen au m²	3,07		Nb dossiers :	9

* pour les acquisitions auprès de la SAFER, le prix est fixé par le Commissaire du Gouvernement siégeant à la SAFER et représentant le Ministère des Finances.

** Est indiqué le montant des frais d'acquisition et des honoraires pour les seules opérations d'acquisition, auprès de la SAFER dans le cadre de la convention de partenariat.
Pour les autres opérations, le montant des honoraires est prélevé sur l'enveloppe d'AP affectée à cette fin.

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
d'Ile-de-France, le : 18 OCT. 2016
Transmise au contrôle
de légalité, le : 18 OCT. 2016

La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N° 16-113 du 18 octobre 2016
(report de la session du 11 octobre 2016)

Relative à l'approbation de la cession d'un terrain régional au profit de la commune de La Roche-Guyon (95) dans le périmètre régional d'intervention foncière de La Roche-Guyon.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-6 ;

VU le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L. 2221-1 et L. 3211-14 ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU l'avis des Domaines ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts.

D E L I B E R E

Article 1 : Approuve la cession des terrains régionaux situés sur la commune de La Roche-Guyon (95) dont la liste figure en annexe 1 pour une surface totale de 1 ha 89 a 58 ca hectares à l'euro symbolique au profit de la commune de la Roche-Guyon (95) ;

Article 2 : Habilite la Présidente de l'Agence des espaces verts à signer les documents et actes afférents à cette cession ;

Article 3 : Les recettes correspondantes seront imputées sur le budget de l'Agence des espaces verts.

Nombre de votants ..... :	7
Votes POUR ..... :	5+2
Votes CONTRE..... :	0
Abstentions ..... :	0
Ne prend pas part au vote ... :	0

Annexe 1 :

Commune	Parcelle	Surface cadastrale
La Roche-Guyon (95)	C 755	1 ha 75 a 28 ca
La Roche-Guyon (95)	C 756	0 ha 09 a 10 ca
La Roche-Guyon (95)	C 758	0 ha 05 a 20 a
	TOTAL	1 ha 89 a 58 ca

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
d'Ile-de-France, le 18 OCT. 2016
Transmise au contrôle
de légalité, le 18 OCT. 2016
La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne Gabrit

DÉLIBÉRATION

N° 16-114 du 18 octobre 2016
(report de la session du 11 octobre 2016)

Relative à l'approbation d'un échange entre la Région d'Ile-de-France et l'EPA Sénart sur la commune de Nandy(77), dans le périmètre régional d'intervention foncière de Rougeau et Bréviande.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4413-2 et R.4413-1 à R. 4413-16 ;

VU le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L.2211-1 et L.3211-14 ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU l'accord de l'EPA Sénart du 1er avril 2011;

VU l'avis des Domaines du 25 juillet 2016 ;

VU le rapport présenté par la Présidente de l'Agence des espaces verts ;

DELIBERE

Article 1 : Approuve l'échange sans soulte des parcelles régionales cadastrées sections ZD n° 69, 71, 73, 76, 78, 81 sur la commune de Lieusaint et ZD n° 27 sur la commune de Saint-Pierre-du-Perray (91) de 3.345 m² contre des parcelles, propriété de l'EPA Sénart, cadastrées sections AE n° 380 et AH n° 353 de 2.359 m² sur la commune de Nandy à l'euro symbolique.

Article 2 : Habilite la Présidente à signer les documents et l'acte afférents à cet échange et à mandater, en vue du paiement, le prix d'acquisition, les honoraires de notaires ou frais d'actes, les honoraires d'opérateur foncier liés à cette transaction.

Article 3 : Les recettes et dépenses correspondantes seront imputées sur le budget de l'Agence des espaces verts.

Nombre de votants ..... :	7
Votes POUR ..... :	5+2
Votes CONTRE ..... :	0
Abstentions ..... :	0
Ne prend pas part au vote ... :	0

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'AGENCE DES ESPACES VERTS

MOTION SUR LES INONDATIONS DE MAI-JUIN 2016 ET CONTRIBUTION DES ESPACES NATURELS ET DE LEUR GESTION A LA REDUCTION DE LA VULNERABILITE DE LA REGION ILE DE FRANCE

Séance du 18 octobre 2016 (report de la session du 11 octobre 2016)

- les intempéries sans précédent du 28 mai au 5 juin ont provoqué des dégâts importants dans plusieurs départements de notre région. Ces inondations ont causé des dégâts dans les communes, les habitations, les exploitations agricoles, les commerces et certaines entreprises ont vu leur activité arrêtée ou leur fonctionnement lourdement perturbé.

- La plupart des sites gérés par l'Agence ont été impactés par les intempéries. Selon les sites, les conséquences se mesurent différemment selon que les propriétés régionales sont naturelles, forestières ou agricoles.

- Les agriculteurs franciliens ont payé un lourd tribut. Certains ont vu leur exploitation inondée, voire submergée. Aucun secteur n'a été épargné. Un fonds d'urgence de 1M € a été adopté lors de la séance plénière du Conseil régional des 16 et 17 juin.

- Les espaces naturels jouent un rôle important pour la résilience et la résistance de l'écosystème régional, notamment en aidant à la régulation hydrologique, en favorisant la climatisation (réduction de l'effet d'ilot de chaleur urbain), etc... La réduction de la vulnérabilité de l'écosystème régional passera par la mise en place d'un aménagement du territoire durable qui permettra, entre autres, de réduire les risques liés aux inondations et leurs impacts. Le cadre régional dans ce domaine est le SDRIF, avec un enjeu important pour sa mise œuvre et son bon déploiement sur les territoires.

- L'Agence des espaces verts, de par ses actions, à une part importante à jouer dans l'aménagement durable de la Région et dans la mise en œuvre du SDRIF, tant sur les questions du cadre de vie au sens large que sur celles de confortement de l'écosystème régional face aux aléas climatiques sous toutes ses formes (inondation, sécheresse, ilots de chaleur ….).

Le conseil d'administration de l'Agence des espaces verts :

- affirme son soutien à l'ensemble des victimes de ces inondations,

- salue, en particulier, le soutien de la Région auprès des communes franciliennes et de leurs groupements et des agriculteurs franciliens notamment à travers la mise en place d'un fond d'aide d'urgence de 2 M d'euros,

- réaffirme le rôle des espaces naturels dans la régulation des inondations et l'importance des missions de l'Agence des espaces verts dans ce domaine,

- soutien les observations de la profession agricole auprès du Ministère de l'écologie et du développement durable.

Je vous demande de bien vouloir vous prononcer sur cette motion.

Nombre de votants..... :	7
Votes POUR ..... :	3+2
Votes CONTRE..... :	1
Abstentions ..... :	1
Ne prend pas part au vote.....:	0

Avis n° 2016-10
présenté au nom de la commission Emploi et développement économique
par **Jacques HUI**

6 octobre 2016

Les structures d'insertion par l'activité économique, un levier vers l'emploi

Certifié conforme

Le président

Jean-Louis GIRODOT

Le Conseil économique, social et environnemental régional d'Ile-de-France

Vu :

- Le code général des collectivités territoriales ;
- Le code du travail, en ses articles L.5132-1 et suivants ;
- La loi n° 87-39 du 27 janvier 1987 portant diverses mesures d'ordre social ;
- La loi d'orientation n° 98-657 du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions, en son article 16 ;
- La loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005, relative au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale ;
- La loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion ;
- La loi n° 2011-867 du 20 juillet 2011, relative à l'organisation de la médecine du travail et le Décret n° 2012-135 du 30 janvier 2012 afférent ;
- La loi n° 2013-504 du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi ;
- La loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 dans sa partie relative à la réforme de l'insertion par l'activité économique ;
- La loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle ;
- La loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire et l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ;
- La loi 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de notre république ;
- Le discours prononcé par Philippe Séguin, 1er président de la Cour des comptes à l'occasion du 20ème anniversaire de la loi n° 87-39 du 27 janvier 1987 et du 10ème anniversaire de l'ARDIE le 23 janvier 2007 ;
- L'état des lieux sur l'insertion par l'activité en Ile-de-France (DIRECCTE mars 2009) ;
- L'accord-cadre régional du 8 novembre 2011 ;
- Le rapport IGAS/IGF de janvier 2013 sur le financement des SIAE ;
- La note de la DIRECCTE Ile-de-France sur l'insertion par l'activité économique, octobre 2014 ;
- La note de la DARES sur les salariés de l'insertion par l'activité économique, juin 2015 ;
- Le rapport du Ceser « *Quelle stratégie européenne pour la Région Ile-de-France, en lien avec la gestion des fonds européens pour 2014-2020* » du 26 mai 2016 ;
- Le rapport du Ceser portant sur « *Les structures d'insertion par l'activité économique, un levier vers l'emploi* » du 6 octobre 2016.

Considérant :

- L'évolution de la courbe du taux de chômage au cours des 20 dernières années telle qu'établie, à partir des données publiées par l'INSEE, et le maintien de ce taux autour de 8 % en Ile-de-France et 10 % pour la France entière depuis plusieurs années ;
- La persistance d'un chômage de longue durée qui frappe de 40 % à 45 % des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi ;
- Que le chômage de longue durée frappe surtout les publics à bas niveau de qualification ou qui ont eu des parcours compliqués où ils ont dû faire face à des difficultés familiales, sociales, de santé et/ou professionnelles ;
- Que les structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) se sont développées pour faire face au risque d'exclusion des personnes en situation de chômage et, en particulier, des chômeurs de longue durée, et qu'il existe, en Ile-de-France, 400 structures conventionnées comme structures d'insertion par l'activité économique ;

- Que depuis une trentaine d'années, elles ont permis de remettre en situation de travail, en Ile-de-France, près de 30 000 personnes chaque année, représentant plus de 7 000 équivalents temps plein (ETP), et de réinsérer dans le marché du travail traditionnel ou dans un itinéraire de formation plus de 5 000 personnes par an ;
- Les caractéristiques spécifiques de chaque type de SIAE, associations intermédiaires, ateliers et chantiers d'insertion, entreprises d'insertion, entreprises de travail temporaire d'insertion et leurs modes d'action ;
- La typologie des salariés des structures d'insertion en fonction de leur sexe, de leur âge, de leur ancienneté au chômage, de leur niveau de formation ;
- L'existence de six réseaux franciliens regroupant les différentes structures au niveau régional et la constitution récente du Groupement régional des acteurs franciliens de l'insertion par l'économique (GRAFIE) pour regrouper les six réseaux franciliens et mieux coordonner leurs actions respectives ;
- Le développement de groupements départementaux rassemblant toutes les SIAE du département pour mutualiser leurs actions, en particulier, dans le domaine de la formation et de l'accès aux marchés publics ;
- La création du Comité d'orientation régional pour l'IAE (COR-IAE) et la définition d'orientations stratégiques pour l'IAE durant la période 2015-2017 ;
- La politique régionale pour l'IAE, mise en œuvre par la mandature précédente, pendant la période 2010-2015, et le bilan des actions menées pendant cette période dans le cadre de cette politique ;
- La situation, créée en 2016, par l'arrêt du dispositif emplois tremplin IAE et les difficultés qui en résultent pour l'équilibre financier de nombreuses structures d'insertion par l'activité économique, en particulier en ce qui concerne les associations intermédiaires et les ateliers et chantiers d'insertion ;
- Les nouvelles modalités de financement des SIAE, mises en place par l'Etat, en 2014 ;
- Le développement des marchés publics à clauses sociales qui créent une opportunité pour les salariés en insertion de se rapprocher des entreprises, ce qui ne peut que faciliter leur retour au marché du travail traditionnel ;
- La contribution des SIAE à l'activité économique des territoires sur lesquels elles sont implantées et leur apport au financement des organismes publics de solidarité, Sécurité sociale, caisses de retraite, assurance chômage, mutuelles, et le bilan de ces contributions à la collectivité publique, en regard des aides publiques reçues par ces structures ;
- Les besoins en formation linguistique, en consolidation des savoirs de base et en formation professionnelle des salariés en insertion ;

Emet l'avis suivant :

Article 1 : Le Ceser affirme le rôle économique et social des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) dans les territoires où elles sont implantées, et la nécessité de mettre en évidence la place de l'insertion par l'activité économique dans le Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII), qui doit être adopté d'ici à fin 2016.

L'action de proximité des SIAE auprès des personnes en situation précaire et à la recherche d'un emploi contribue, d'une part, à la réinsertion sociale et professionnelle de ces personnes et, d'autre part, à générer de l'activité économique.

Elles participent aussi à la politique régionale en faveur de l'emploi.

Le Ceser demande au Conseil régional de redéfinir un plan et des objectifs en matière d'insertion par l'activité économique et d'inscrire, dès le budget 2017, les crédits nécessaires pour accompagner ces actions.

Article 2 : Le Ceser salue la création, en 2014, du COR-IAE, chargé de fixer, avec tous les partenaires impliqués, les orientations stratégiques en matière d'IAE pour les prochaines années, et rappelle la stratégie pour l'IAE 2015-2017, portée par la DIRECCTE, le Conseil régional, Pôle emploi et les SIAE.

Article 3 : Le Ceser demande la mise en place d'une structure de coordination à l'échelle régionale, dédiée à la formation des demandeurs d'emploi dont ceux des SIAE. Cette structure, placée sous la responsabilité du Conseil régional, serait chargée de coordonner les différents dispositifs mobilisables et les financements nécessaires pour couvrir les coûts pédagogiques et la rémunération des stagiaires, quel que soit leur statut.

Ce service de coordination agirait en lien avec le Comité régional pour l'emploi, la formation et l'orientation professionnelle (CREFOP) et avec le groupe de travail formation, créé au sein du COR-IAE (cf. article 2).

Article 4 : Le Ceser prend acte de la décision du Conseil régional, par délibération du 23 septembre 2016, de l'ouverture d'un Fonds de transition en faveur des SIAE. Le Ceser regrette toutefois que la dotation de ce fonds soit insuffisante, et que les critères d'accessibilité ne permettent pas, en particulier aux petites structures, d'y accéder compte tenu les délais nécessaires pour se regrouper.

Article 5 : Le Ceser prend acte de la volonté, exprimée par l'Exécutif régional, de faciliter le recours au FSE pour financer les projets des SIAE.

Qu'il s'agisse du volet déconcentré, géré par l'Etat, ou du volet régional, il renouvelle les recommandations inscrites dans son avis n° 2016-03 du 26 mai 2016 et dans le rapport consacré à *« Quelle stratégie européenne pour la Région Ile-de-France en lien avec la gestion des fonds européens pour 2014-2020 »* et reprises dans son avis n° 2016-07 du 1er juillet 2016, portant sur le « *rapport-cadre sur une nouvelle stratégie européenne pour la première région d'Europe* » :

- Accompagner les porteurs de projets dans la préparation des dossiers d'instruction ;
- Mettre en place un Fonds d'avance de trésorerie pour, une fois les projets validés, « *faciliter les avances et permettre d'appliquer la règle des acomptes aux porteurs de projets, avec une régularisation finale à l'échéance. La mise en place d'un tel budget d'avance de trésorerie pourrait contribuer à faire face à des délais de versement des financements, une fois le projet programmé* » (avis du 26 mai 2016 – article 15). Un tel fonds permettrait de soutenir les structures susceptibles de se trouver en difficulté financière du fait du décalage entre les dépenses effectuées et le versement des subventions correspondant au projet ;
- Simplifier les procédures de contrôle, en particulier « *utiliser des coûts simplifiés et forfaitaires et recourir le plus possible au principe de proportionnalité, afin de mieux ajuster les exigences en fonction de l'importance du projet et assouplir les règles au bénéfice des petits porteurs de projets* » (avis du 26 mai 2016 – article 15) ;
- Faire preuve, dans les modalités de contrôle des projets, de plus de permanence dans les règles « *et faire en sorte que celles-ci ne soient pas changées en cours de programmation* » (avis du 26 mai 2016 – article 18).

Article 6 : Le Ceser demande que les Conférences départementales des financeurs, devant coordonner l'ensemble des aides publiques accordées aux SIAE par les différentes collectivités territoriales et par l'Etat, consolident ces financements, avec l'objectif de rendre plus lisible l'ensemble de ces aides publiques.

Article 7 : Le Ceser demande également qu'une consolidation régionale des comptes des SIAE soit réalisée, chaque année, afin de mesurer les retombées économiques de leur activité au regard des subventions publiques.

Cette consolidation peut être effectuée à partir des bilans d'activité adressés annuellement par les SIAE à la DIRECCTE Ile-de-France.

Article 8 : Au-delà des données économiques chiffrées, le Ceser demande que soient poursuivies et développées les études sociologiques concernant l'utilité sociale et territoriale des SIAE.

Ces études doivent porter tant sur les personnes en insertion que sur les territoires où les SIAE sont actives, générant du lien et de la cohésion sociale.

Elles pourraient être entreprises dans le cadre d'un dispositif du type du Partenariats institutions – citoyens pour la recherche et l'innovation (PICRI), précédemment utilisé par la Région, en associant les centres de recherche publique (CNRS, Ecole des hautes études en sciences sociales, etc...) et les universités.

Article 9 : Le Ceser souhaite que soit encouragé le développement des groupements départementaux des SIAE et les actions de mutualisation entre les SIAE, au sein d'un même groupement

Des lieux de mutualisation, en particulier pour les problèmes de formation et de réponse aux marchés publics, doivent être encouragés, à l'image de ceux existant déjà.

Le Ceser note avec intérêt l'exemple de la liaison entre associations intermédiaires et entreprises de travail temporaire d'insertion pour les mises à disposition dans le secteur marchand dépassant 480 heures.
En effet, cette limite imposée aux associations intermédiaires (AI), pour la mise à disposition de salariés dans le secteur marchand, est particulièrement pénalisante dans le cadre d'un marché public à clauses sociales où les demandes de mise à disposition sont souvent supérieures à trois mois.
Cette coopération entre les deux types de structure permet de poursuivre le contrat d'un salarié en insertion jusqu'à deux ans, ce qui assure une continuité bénéfique, tant pour les salariés en insertion que pour les entreprises.

Article 10 : Le Ceser attire l'attention de l'Exécutif régional sur la nécessité de mettre en place des procédures d'allotissement adaptées aux SIAE comme aux TPE-PME afin de faciliter leur accès aux marchés publics.

Le Ceser souhaite que les SIAE soient incitées à mutualiser leurs moyens pour répondre à ces marchés.

Article 11 : Suite à la modification de la comptabilisation des sorties du dispositif des SIAE (circulaire du 23 février 2009), le Ceser appelle à la stabilité des règles statistiques afin de pouvoir effectuer des comparaisons sur des séries longues.

Article 12 : le Ceser appelle, dans l'esprit de l'article 7 de la loi NOTRe, à une coopération réelle entre les missions locales et les SIAE, afin de faciliter l'insertion professionnelle des jeunes, priorité régionale.

Article 13 : Constatant le manque de visibilité de l'insertion par l'activité économique en raison, en particulier, de la complexité des réseaux qui la constituent, le Ceser suggère aux SIAE de :

- **se structurer, dans le cadre du GRAFIE, autour des quatre types d'entités : AI, ACI, EI et ETTI ;**

- **rechercher les possibilités de mutualiser leurs activités chaque fois que c'est pertinent.**

Le développement économique, la lutte contre le chômage, la formation professionnelle, sont de plus en plus des compétences régionales. C'est donc à l'échelle régionale que le GRAFIE doit s'affirmer comme le partenaire indiscutable, représentant les différentes structures, chaque type avec ses spécificités, et avec l'objectif de mieux coordonner et d'optimiser leurs actions.

Article 14 : Le Ceser sera attentif aux objectifs de la politique régionale d'insertion et aux résultats obtenus. Il souhaite que, dans l'esprit de l'article 7 de la loi NOTRe, le Conseil régional veille à la coordination et à la complémentarité des différents intervenants et procède à l'évaluation du « taux d'insertion dans l'emploi » et des différents dispositifs d'insertion dont devrait être chargée la Région, au titre de ce même article.

Cet avis a été adopté :
Suffrages exprimés : 103
Pour : 103
Contre : 0
Abstentions : 0
Ne prend pas part au vote : 0

Les structures d'insertion par l'activité économique, un levier vers l'emploi

Rapport présenté au nom de la commission Emploi et développement économique
par **Jacques HUI**

6 octobre 2016

CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL RÉGIONAL D'ILE-DE-FRANCE
33, rue Barbet-de-Jouy • 75007 Paris • Tél : 01 53 85 66 25 • www.ceser-iledefrance.fr

Sommaire

REMERCIEMENTS **6**

1. INTRODUCTION **8**

1.1. Un peu d'histoire **10**

1.2. Les SIAE : caractéristiques et modes de fonctionnement **13**

1.3. Les réseaux de l'IAE en Ile-de-France **23**
1.3.1. ARDIE, Fédération régionale des associations intermédiaires 23
1.3.2. Chantier Ecole Ile-de-France 25
1.3.3. COORACE Ile-de-France 27
1.3.4. La Fédération régionale des entreprises d'insertion (FREI) 28
1.3.5. La FNARS, Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale 29
1.3.6. Le CNLRQ, Comité national de liaison des régies de quartier 30
1.3.7. Le GRAFIE (Groupement des acteurs franciliens de l'insertion par l'économique) 31
1.3.8. Les groupements départementaux 32

2. LES SIAE SUR LE TERRAIN **42**

2.1. Initiatives solidaires, une association support de deux ACI **42**
2.1.1 ACI hôtellerie - restauration 42
2.1.2. ACI revalorisation-transformation 43

2.2. Réparer son vélo dans un chantier d'insertion **44**

2.3. De la friche industrielle au restaurant : l'EI relais - restauration **45**

2.4. Témoignages de salariés en insertion, recueillis chez Hercule Insertion (91) **47**

2.5. Enquête DARES sur les salariés des SIAE **48**

3. LES STRUCTURES D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET LA POLITIQUE DE L'EMPLOI **50**

3.1. L'Etat et la DIRECCTE Ile-de-France **50**
3.1.1 Le COR-IAE 50
3.1.2. La stratégie pour l'IAE en Ile-de-France, pour la période 2015-2017 50

3.2. Le Conseil régional d'Ile-de-France **51**
3.2.1. Politique régionale de soutien à l'IAE (2009-2015) 52
3.2.2. Bilan en 2015 53
3.2.3. Un premier bilan des emplois tremplin projet 55
3.2.4 La situation en 2016 56

3.3. Les SIAE et les départements 57
3.3.1. Le plan ou programme départemental d'insertion (PDI) 57
3.3.2. Le Conseil départemental de l'insertion par l'activité économique (CDIAE) 58
3.3.3. Le soutien financier aux SIAE 60
3.3.4. La participation au financement des ACI 60
3.3.5. Un exemple : le Conseil départemental du Val-de-Marne 60

3.4. Pôle Emploi Ile-de-France et les SIAE 61

4. LE FINANCEMENT DES SIAE 64

5. LES SIAE, UN LEVIER ECONOMIQUE POUR LES TERRITOIRES SUR LESQUELS ELLES SONT IMPLANTEES 71

5.1. Contribution à l'activité économique dans le territoire d'agrément 71

5.2. Contribution au maintien de l'emploi 71

5.3. Contribution au retour à l'emploi traditionnel 71

5.4. Un bilan économique et financier encore flou mais suffisamment caractéristique 72

5.5. Mais, au-delà des chiffres, des conséquences sociales sur les personnes… 73

5.6. … et aussi sur les territoires où les SIAE sont implantées 74

5.7. Quelques bilans économiques de SIAE franciliennes. 75

6. LA FORMATION 77

6.1. Le cadre législatif 78

6.2. Le point de vue d'un OPCA, Uniformation 79

6.3. Des initiatives régionales 81
6.3.1. Formation dans le domaine des services à la personne 81
6.3.2. Lutte contre l'illettrisme 81
6.3.3. Le groupe formation du COR-IAE 81
6.3.4. La question du FONGECIF 82
6.3.5. Le dispositif Cap Compétences 83

6.4. Quelques données chiffrées pour l'Ile-de-France (Année 2014) 83

6.5. …et au niveau national 84

6.6. Un exemple d'action départementale 85

6.7. Un effort pour la formation inscrit au budget supplémentaire de la Région pour 2016 85

7. LES RESULTATS D'INSERTION 86

8. CONCLUSIONS 89

8.1. Les SIAE, acteurs économiques et sociaux 89

8.2. Des structures diversifiées en fonction de leurs missions 89

8.3. L'accompagnement, une tâche caractéristique des SIAE 90

8.4. Le grand défi de la formation 91

8.5. Le financement des SIAE 92

8.6. Diversité ou dispersion ? 93

CONCLUSION GÉNÉRALE 95

ANNEXES 97

ANNEXE 1 : QUELQUES EXEMPLES DE BILANS ECONOMIQUES DE SIAE FRANCILIENNES 98

1.1. Exemple de bilan économique d'une AI 1 98

1.2. Exemple de bilan économique d'une AI 2 99

1.3. Exemple de bilan économique d'une AI 3 99

1.4. Exemple de bilan économique d'une AI 4 100

1.5. Exemple de bilan économique d'un ACI 101

1.6. Exemple de bilan économique d'une EI 1 101

1.7. Exemple de bilan économique d'une EI 2 102

1.8. Exemple de bilan économique d'une ETTI 1 103

1.9. Exemple de bilan économique d'une ETTI 2 103

ANNEXE 2 : EVOLUTION DES SORTIES SIAE 105

ANNEXE 3 : EXEMPLE DE FICHE ACTION FORMATION 108

GLOSSAIRE 112

Remerciements

La commission Emploi et développement économique tient à remercier les personnes auditionnées ou visitées dans le cadre de ce rapport, et plus particulièrement :

- Jean-Paul PLANCHOU, vice-président du Conseil régional d'Ile-de-France (2010-2015), chargé de l'Economie sociale et solidaire ;

- Marie-Anne VERNHES, directrice-adjointe de l'Apprentissage et de l'emploi à l'unité Développement de la Région Ile-de-France ;

- Valérie VARAULT, chef du service Employeurs de l'unité Développement de la Région Ile-de-France ;

- Hella KRIBI-RHOMDANE, vice-présidente du Conseil régional d'Ile-de-France (2010-2015), chargée de la formation ;

- Véronique PICARD, service Etudes et statistiques de la DIRECCTE ;

- Fanny CHAUVEAU, chargée de mission à la DIRECCTE Ile-de-France ;

- Laurent VISCONTINI, responsable du service Accès à l'emploi de la DIRECCTE ;

- Anne GRAILLOT, adjointe au chef du département Politiques de l'emploi de la DIRECCTE ;

- Mario SEEBOTH, membre du conseil d'administration du COORACE Ile-de-France ;

- Flavien GUITTARD, délégué régional du COORACE Ile-de-France ;

- Jean-Paul CARCELES, vice-président de la FNARS Ile-de-France ;

- Steven MARCHAND, délégué régional de la FNARS Ile-de-France ;

- Isabelle MÉDOU-MARÈRE, de la FNARS Ile-de-France ;

- Mourad AIT-KACI, du CNLRQ Ile-de-France ;

- Vincent RICOLLEAU, du CNLRQ Ile-de-France ;

- Eric MASSE LE GOANVIC, président de l'ARDIE Ile-de-France ;

- Bruno GARCIA, délégué régional de la FREI ;

- Isabelle GIRAUD, chargée de communication à la FREI ;

- Alexandre WOLFF, délégué régional des Chantiers école d'Ile-de-France ;

- Myriam DAUPHIN, vice-présidente des Chantiers école d'Ile-de-France et directrice de l'atelier et chantier d'insertion Solicycle de Clichy (92) ;

- Laurence METIVET, Directrice d'Inser'Eco 93 ;

- Mathilde VIRARD, chargée de mission d'Inser'Eco 93 ;

- Marie-Lucie SCIARLI, membre du conseil d'administration d'INSER'ECO 93 et directrice de l'atelier et chantier d'insertion hôtellerie restauration d'Aubervilliers (93);

- Virginie BERENGER, déléguée nationale d'Uniformation ;

- Koulsoum LOGEROT, déléguée régionale Uniformation Ile-de-France ;

- Marie-Andrée VASSAS, directrice de l'atelier d'insertion Hercule Insertion ;

- Jérôme CHARTIER, 1er vice-président du Conseil régional, chargé de l'économie et de l'emploi ;

- Ali FERDJOUKH, chef de cuisine à l'atelier et chantier d'insertion Restauration d'Aubervilliers (93) ;

- Stéphanie GIANNINI, gouvernante à l'atelier et chantier d'insertion Hôtellerie d'Aubervilliers (93) ;

- Christian GRISINGER, responsable des ateliers à l'atelier et chantier d'insertion Revalorisation Transformation d'Aubervilliers (93) ;

- Catherine ADNOT-MALLET, directrice-adjointe de Pôle Emploi Ile-de-France ;

- Belkacem KHEDER, directeur de l'entreprise d'insertion Le Relais Restauration de Pantin (93) ;

- Jean VIGIER, président du Comité départemental pour l'insertion par l'activité économique des Yvelines ;

- Bertrand CHARUEL, administrateur du Comité départemental pour l'insertion par l'activité économique de Paris ;

- Reynald COPPEAUX, directeur de l'entreprise de travail temporaire d'insertion Ser'ins ;

- Meriam BOUSSEBSI, présidente du Réseau d'insertion par l'activité économique du Val-de-Marne (94) ;

- Guillaume VETILLARD, chargé de mission du Réseau d'insertion par l'activité économique du Val-de-Marne (94) ;

- Laurent GERARD, président du Comité départemental pour l'insertion par l'activité économique de Seine-et-Marne (77) ;

- Caroline GENY, chargée de l'évaluation de l'utilité sociale territoriale (EUST) au COORACE ;

- Sylvaine BORNICHE, chef de projet Plateforme collaborative des structures d'insertion par l'activité économique de Seine-et-Marne (77) ;

- Flore MUNCK, conseillère départementale du Val-de-Marne (94).

1. Introduction

Il faut d'abord rappeler ce qu'est l'insertion par l'activité économique (IAE). Celle-ci a pour objet la réinsertion des personnes éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières, comme, par exemple, l'âge, l'état de santé, la précarité, la formation, etc.

Ces personnes bénéficient ainsi d'un contrat de travail et d'un accompagnement renforcé pour faciliter leur insertion sociale et professionnelle.

La finalité du parcours au sein d'une structure d'insertion par l'activité économique (SIAE) est l'accès à un emploi durable, directement ou par le biais d'une formation qualifiante chez un employeur « classique ».

L'IAE contribue également au développement des territoires, notamment par la création d'activités économiques.

Qui sont les publics concernés ? Les bénéficiaires de l'IAE sont les demandeurs d'emploi de longue durée, les bénéficiaires de minima sociaux (RSA, ASS,…), les personnes prises en charge au titre de l'aide sociale, les jeunes de moins de 26 ans en grande difficulté, et les travailleurs reconnus handicapés (RQTH).

Selon leur situation, ces personnes sont orientées vers les SIAE les plus adaptées, par des orienteurs et des prescripteurs (Pôle Emploi, Missions locales, CAP Emploi, PLIE, etc…).

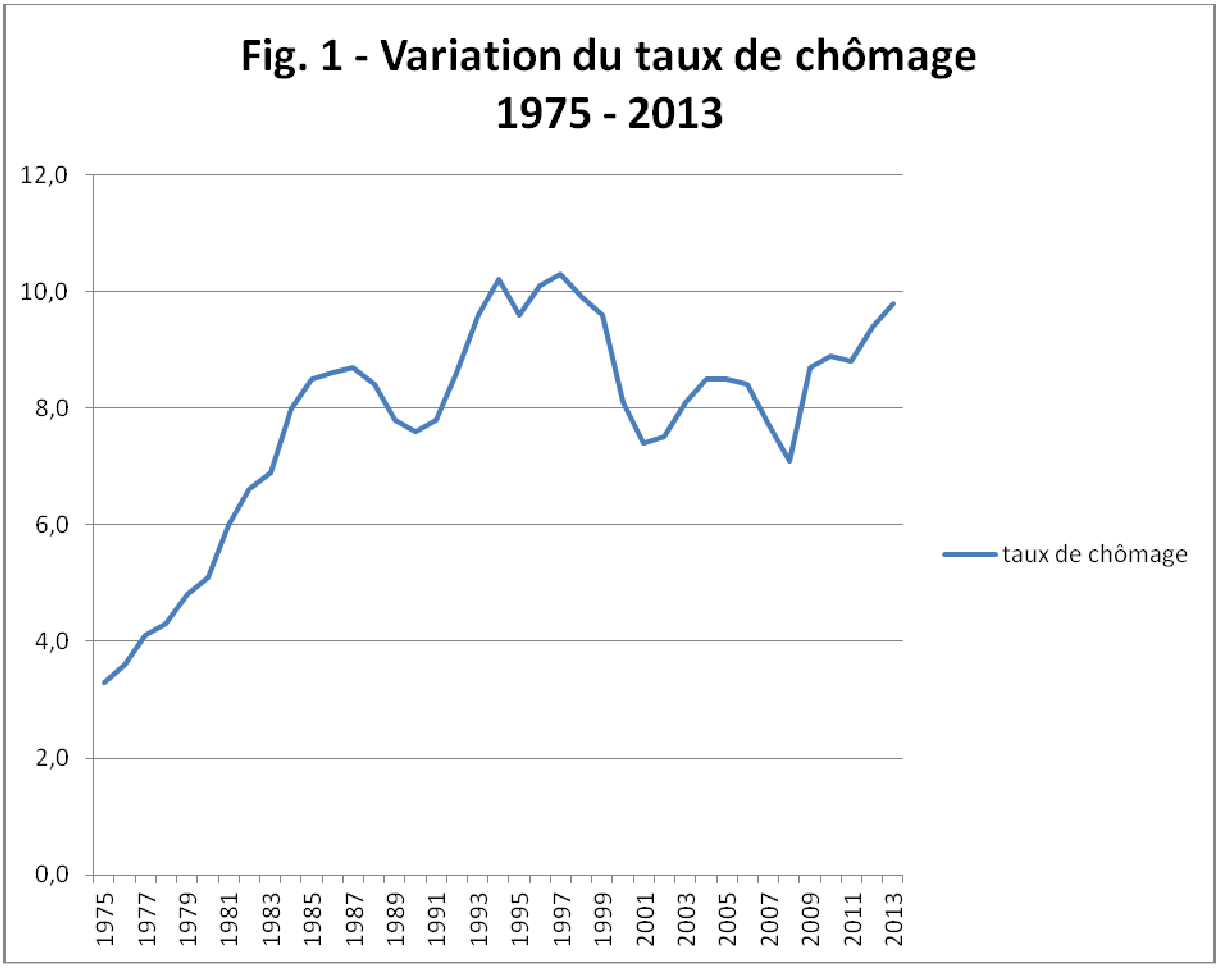
Il existe quatre type d'agrément de SIAE, octroyés par l'Etat, pour conventionner les structures souhaitant accueillir et accompagner les publics de l'IAE : les ateliers et chantiers d'insertion (ACI), les associations intermédiaires (AI), les entreprises d'insertion (EI) et les entreprises de travail temporaire d'insertion (ETTI).

Ces structures se répartissent en deux types : celles qui produisent directement des biens et des services (ACI et EI), d'une part, et celles qui mettent leurs salariés à disposition d'utilisateurs (AI et ETTI), d'autre part.

Les structures d'insertion par l'activité économique se sont développées dans un contexte économique et social marqué par un chômage devenu structurel et par la multiplication des accidents de la vie, souvent liés, entre autres raisons, à une situation de chômage et conduisant à l'exclusion sociale et professionnelle.

La mondialisation des échanges a généré, par ailleurs, une concurrence entre les Etats dont ceux qui offrent la main d'œuvre la moins coûteuse ont un avantage certain, mais entraînent, corrélativement, la disparition de nombreux emplois à faible niveau de qualification dans les pays industrialisés et rejettent ainsi du marché du travail les personnes les moins qualifiées ou à qualification obsolète[1]. On trouve peut-être là une des causes de la baisse du nombre de contrats d'apprentissage qui constituent pourtant une voie reconnue vers l'emploi.

[1] *De 1982 à 2012, les emplois les moins qualifiés sont passés de 24.2% à 20.6% de la totalité des emplois et de 22.8% à 16.7% si l'on exclut les emplois d'aide à la personne qui sont venus compenser une partie de la perte d'emplois à faible niveau de qualification dans les autres branches professionnelles.*



Source : Insee enquêtes Emploi 1975-2013, Séries longues

A ceci s'ajoute l'insuffisante adaptation du système éducatif français à l'évolution de la société et, en particulier, des entreprises et à la diversification des publics scolarisés. Si un peu plus de 600 000 élèves, soit environ près de 80 % des jeunes d'une classe d'âge, obtiennent aujourd'hui le baccalauréat[2], ce sont près de 120.000 à 150.000 jeunes (le chiffre exact reste incertain compte tenu de la difficulté à suivre les élèves « décrocheurs») qui sortent, chaque année, du système scolaire sans diplôme ni qualification[3].

Dès le début des années 80, les pouvoirs publics se sont intéressés en priorité au chômage des jeunes qui était trois fois plus élevé que pour les tranches d'âge au-dessus de 25 ans. A la suite du rapport de Bertrand SCHWARTZ sur *« l'insertion professionnelle et sociale des jeunes »,* publié en 1982, le gouvernement a créé les Permanences d'accès à l'information et à l'orientation (PAIO), qui deviendront, ensuite, les missions locales. Celles-ci devaient permettre aux jeunes de 16 à 25 ans, en particulier tous ceux qui étaient sortis de l'école sans aucune qualification, de trouver un accueil et des possibilités de formation, voire une activité en contrat aidé. Dans ces mêmes années, l'insertion par l'activité économique a été plutôt le résultat d'initiatives privées, avant de prendre place dans la politique nationale de lutte contre le chômage et pour le développement de l'emploi.

Les publics qui accèdent à l'offre d'insertion par l'activité économique sont des personnes exclues du monde du travail pour diverses raisons : bénéficiaires de minima sociaux (ASS, RSA, AAH),

[2] *51% en série générale, 20% en série technologique et 29% en série professionnelle (source MEN, année 2015)*
[3] *Le ministère de l'éducation nationale indiquait en septembre 2015 que 620 000 jeunes de 18 à 24 ans ont décroché du système éducatif sans diplôme du second cycle et restent durablement sans formation.*

chômeurs de très longue durée, seniors, femmes isolées, jeunes en difficulté, y compris ceux suivis dans le cadre de la garantie jeunes, personnes sous main de justice. Ce sont, dans leur grande majorité, des publics à bas niveau de qualification qui ont eu des parcours compliqués où ils ont dû faire face à des difficultés familiales, sociales, de santé et/ou professionnelles. Leur situation est généralement le résultat d'une succession d'accidents de la vie, liés ou non à la perte de leur emploi. Ils sont entrés, plus ou moins consciemment, dans une spirale bien connue : la perte d'emploi peut provoquer une impossibilité de payer un loyer pour se loger, laquelle peut engendrer une rupture familiale, des problèmes de santé voire d'addiction, aboutissant à l'exclusion.

Il n'est donc pas surprenant que la confirmation des missions des structures d'insertion par l'activité économique ait trouvé sa place dans la loi d'orientation du 29 juillet 1998, relative à la lutte contre les exclusions, qui les a définitivement introduites dans le code du travail.

1.1. Un peu d'histoire

Les structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) se sont développées, à partir de la fin des années 70, en réponse à la situation rappelée ci-dessus. Elles lui ont apporté une double réponse : elles ont permis à des personnes au chômage et en risque d'exclusion de retrouver une situation de travail, une rémunération et, par là-même, un rôle d'acteur économique dans notre société. Par l'accompagnement personnalisé, les SIAE ont également aidé ces personnes à résoudre les autres difficultés qui constituaient des freins à l'emploi, obstacles à la recherche d'un travail dans le marché traditionnel.
En leur conférant, de plein droit, l'agrément d'entreprise solidaire d'utilité sociale (ESUS), la loi du 31 juillet 2014, relative à l'économie sociale et solidaire, a réaffirmé leur place dans ce secteur de l'économie.

La création des premières **associations intermédiaires (AI)** date du début des années 80[4]. Elle a été le fait d'initiatives individuelles et dans l'illégalité, leur fonctionnement tombant sous le coup du délit de marchandage, défini par le prêt de main d'œuvre à titre onéreux. Les pouvoirs publics ont toutefois « fermé les yeux », compte-tenu des premiers résultats obtenus dans la lutte contre le chômage et contre l'exclusion. Elles exerçaient leur activité dans des secteurs où les entreprises traditionnelles n'étaient pas ou peu présentes et elles répondaient, ainsi, de façon pragmatique, à des besoins économiques non pris en charge par l'économie marchande, notamment dans le secteur des services à la personne. Elles ont d'ailleurs largement contribué au développement de ce secteur, créant ainsi de nouveaux emplois.

La loi du 27 janvier 1987, portant diverses mesures d'ordre social, a permis l'existence légale des AI. Monsieur Philippe SEGUIN, alors ministre des affaires sociales et de l'emploi, sur la base de son expérience de maire d'Epinal, où de semblables initiatives avaient vu le jour, a su y voir une opportunité de lutte contre le chômage et l'exclusion. Il rappelait encore, en 2007, à l'occasion du vingtième anniversaire de la loi portant création des Associations intermédiaires et du 10ème anniversaire de la fédération ARDIE Ile-de-France : *« Ce texte de 1987, je suis fier qu'il ait ainsi abouti et permis à un secteur entier de se créer et de se développer autour d'une idée forte, généreuse, intelligente et exigeante qui faisait se rencontrer les besoins économiques des utilisateurs et le besoin de dignité et de réinsertion des plus démunis ».* Philippe SEGUIN

[4] *La première association intermédiaire a été créée à Redon en 1983*

soulignait, ce même jour, *« le génie des premiers promoteurs d'associations intermédiaires pour lesquels l'essentiel était de remettre le « pied à l'étrier » aux personnes exclues et de leur donner l'occasion d'apprendre ou de réapprendre les mécanismes élémentaires de la vie en société. Les associations intermédiaires,* affirmait-il, *constituent désormais un maillon incontournable et solide du dispositif de lutte contre l'exclusion. »* Et il concluait par ces mots : *« dans un monde qui semble plus que jamais avide, avide d'argent, de profits, et heureux de l'afficher, vous, salariés et bénévoles, continuez à œuvrer pour aider les plus démunis à reprendre pied et à retrouver leur dignité ».*

Les **ateliers et chantiers d'insertion (ACI)** se sont beaucoup développés dans les années 90 mais ils n'ont été inscrits dans le code du travail que début 2005, par la loi de programmation pour la cohésion sociale. A la différence des associations intermédiaires, ce sont des structures à effectif limité, généralement portées par des associations opérant dans le domaine de l'insertion par l'activité économique qui assurent, alors, l'accompagnement des salariés en insertion. Il existe aussi des ACI portés par des collectivités territoriales (départements, communautés de communes, communes). Les ACI sont des structures soit temporaires, soit permanentes. Tous ont pour objectif d'améliorer le niveau de formation des salariés afin de faciliter leur retour dans le marché du travail traditionnel.

Les **entreprises d'insertion (EI)** sont nées dans les années 80, à partir de l'expérience des entreprises intermédiaires qui avaient été définies par une circulaire du 24 avril 1985. Elles ont été reconnues, en tant que telles, par une circulaire de 1989, et leurs statuts ont été définitivement officialisés dans la loi du 31 décembre 1991, relative à la formation et à l'emploi.

Les **entreprises de travail temporaire d'insertion (ETTI)** ont été inscrites dans le Code du travail, en 1991, sous la pression de certaines structures de l'IAE, relayées par les entreprises de travail temporaire, qui y ont vu une opportunité pour développer leur activité, à une période de ralentissement économique. Les ETTI mettent leurs salariés à disposition de particuliers, d'entreprises ou de collectivités et se trouvent ainsi en concurrence avec les associations intermédiaires, avec toutefois des règles de fonctionnement différentes.

Selon les statistiques de la DARES, relatives à l'année 2013, il y avait, cette année-là, 3 822 structures d'insertion par l'activité économique actives, la répartition entre les quatre types étant indiquée dans le tableau ci-dessous.

France						
Type de SIAE	**Nombre**	**Nombre de salariés en insertion**	**Nombre de salariés en % du total**	**Nombre d'ETP**	**ETP en % du total**	**Effectif moyen par structure**
AI	**745**	**58 808***	**46%**	**14 500**	**23%**	**79**
ACI	**1898**	**43 498**	**34%**	**33 000**	**50%**	**23**
EI	**928**	**12 527**	**10%**	**10 000**	**15%**	**13**
ETTI	**253**	**12 794**	**10%**	**8 000**	**12%**	**51**
Total	**3822**	**127 624**	**100%**	**65 500**	**100%**	**33**

*Moyenne mensuelle sur l'année

Le 2ème tableau donne les mêmes renseignements pour l'Ile-de-France, pour la même année 2013 (DIRECCTE, service études statistiques évaluation, octobre 2014).

Ile-de-France						
Type de SIAE	**Nombre**	**Nombre de salariés en insertion**	**% du total**	**Nombre d'ETP**	**ETP en % du total**	**Effectif moyen par structure**
AI	**78**	**15 358**	**55%**	**2 252**	**32%**	**196**
ACI	**152**	**5 807**	**21%**	**2 013**	**29%**	**38**
EI	**154**	**2 926**	**10%**	**1 580**	**22%**	**19**
ETTI	**23**	**3 838**	**14%**	**1 219**	**17%**	**167**
Total	**407**	**27 929**	**100%**	**7 064**	**100%**	**69**

A noter la forte diminution du nombre des AI en activité par rapport à 2005, leur nombre étant passé de 860 à 745. Par contre, le nombre des ETTI et des EI a marqué une forte progression sur cette même période (de 216 à 253 pour les ETTI et de 821 à 928 pour les EI). L'année 2014 en Ile-de-France a vu une diminution de 2 du nombre des AI et de 3 du nombre des EI et par contre une augmentation de 3 du nombre des ACI.

Une étude de la Direction régionale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DRTEFP, aujourd'hui DIRECCTE) de mars 2009 et portant sur les données de l'année 2007 mentionnait un taux d'accès des demandeurs d'emploi aux SIAE inférieur, en Ile-de-France, au taux national. Ce taux d'accès est défini comme le nombre de demandeurs d'emploi ayant bénéficié d'un travail au sein d'une SIAE, quel qu'ait été le temps de travail effectué, rapporté à 1 000 demandeurs d'emploi, au 31 décembre de l'année concernée. Le tableau suivant compare ces taux d'accès avec ceux calculables, pour l'année 2013, à partir des rapports de la DARES et, en Ile-de-France, à partir des données de la DIRECCTE.

Taux d'accès aux SIAE								
	2007				2013			
	France		Ile-de-France		France		Ile-de-France	
Nombre de DE cat.A	3 084 000		540 000		3 372 000		621 700	
	Nombre de salariés en insertion	Taux d'accès	Nombre de salariés en insertion	Taux d'accès	Nombre de salariés en insertion	Taux d'accès	Nombre de salariés en insertion	Taux d'accès
AI	n.d.	69	18 480	45	58 808	17	15 358	25
ACI	n.d.	19	2 611	6	43 498	13	5 807	10
EI	n.d.	8	3 021	7	12 527	4	2 926	5
ETTI	n.d.	10	2 165	5	12 794	4	3 838	6
Total	n.d.	106	27 277	63	127 624	38	27 929	46

L'analyse de ce tableau montre que :

- la baisse générale du taux d'accès aux SIAE est due à la forte augmentation du chômage, sur la période 2007-2013, que ce soit en Ile-de-France (+ 81 700 chômeurs de catégorie A) ou sur le plan national mais aussi à la disparition de nombreuses AI ;

- la situation relative de l'Ile-de-France s'est améliorée et notre région affiche, maintenant, un taux d'accès supérieur au taux d'accès national. Toutefois, en 2014, le taux d'accès global en Ile-de-France a diminué de 4 points, à 42 au lieu de 46 ;

- le développement des SIAE n'a pas suivi la croissance du chômage avec, en particulier, une baisse significative du nombre des associations intermédiaires qui restent les structures accueillant le plus grand nombre de demandeurs d'emploi.

Les données ci-dessus doivent être prises comme des ordres de grandeur car il est extrêmement difficile de trouver des séries de données cohérentes sur une longue période, en raison d'un changement trop fréquent, et que l'on peut regretter, des critères et des références servant à les établir. Il faut donc procéder par des recoupements laissant la porte ouverte à quelques imprécisions sur les chiffres exacts.

1.2. Les SIAE : caractéristiques et modes de fonctionnement

L'insertion par l'activité économique fait, aujourd'hui, l'objet d'un chapitre du code du travail. Sa définition est rappelée dans l'article L 5132-1 qui ouvre ce chapitre :

L 5132-1 : *« L'insertion par l'activité économique a pour objet de permettre à des personnes sans emploi, rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières, de bénéficier de contrats de travail en vue de faciliter leur insertion professionnelle. Elle met en œuvre des modalités spécifiques d'accueil et d'accompagnement.*

L'insertion par l'activité économique, notamment par la création d'activités économiques, contribue également au développement des territoires ».

Et l'article L 5132-4 rappelle les quatre types de SIAE qui peuvent conclure, avec l'Etat, des conventions régissant leur fonctionnement:

« Les structures d'insertion par l'activité économique pouvant conclure des conventions avec l'Etat sont :

1° Les entreprises d'insertion ;
2° Les entreprises de travail temporaire d'insertion ;
3° Les associations intermédiaires ;
4° Les ateliers et chantiers d'insertion.

Définis, à l'origine, avec des vocations différentes, les quatre types de structures d'insertion par l'activité économique obéissent à des réglementations différenciées, en fonction des caractéristiques de leurs missions respectives.

Les associations intermédiaires

Leur rôle est défini par l'article L 5132-7 du code du travail :

« Les associations intermédiaires sont des associations conventionnées par l'Etat ayant pour objet l'embauche des personnes sans emploi, rencontrant des difficultés sociales et professionnelles

particulières, en vue de faciliter leur insertion professionnelle en les mettant à titre onéreux à disposition de personnes physiques ou de personnes morales. [….].

L'association intermédiaire assure l'accueil des personnes ainsi que le suivi et l'accompagnement de ses salariés en vue de faciliter leur insertion sociale et de rechercher les conditions d'une insertion professionnelle durable.

Une association intermédiaire ne peut mettre une personne à disposition d'employeurs ayant procédé à un licenciement économique sur un emploi équivalent ou de même qualification dans les six mois précédant cette mise à disposition. »

Les AI sont donc des structures conventionnées par l'Etat. Ces conventions sont soumises à un renouvellement annuel, sur présentation d'un rapport d'activité faisant état de leurs réalisations et des résultats obtenus en matière d'insertion. Elles accueillent, accompagnent et mettent en situation de travail, dans toute la mesure du possible, toutes les personnes éloignées de l'emploi qu'elles reçoivent, quels que soient les difficultés ou les handicaps de ces personnes. Les AI n'ont aucune limitation réglementaire en ce qui concerne le nombre de personnes qu'elles suivent. Leur seule contrainte est de disposer d'un personnel permanent suffisant pour assurer un suivi personnalisé de ces personnes. Elles constituent donc souvent une première étape dans un parcours d'insertion qui pourra éventuellement se poursuivre dans une autre SIAE. Elles ont un fichier « actif » de salariés en insertion qui peut contenir plusieurs centaines de demandeurs d'emploi selon la taille de l'association. En 2013, les AI franciliennes ont mis à disposition, en moyenne, 205 salariés en insertion qui ont travaillé, toujours en moyenne, 235 heures dans l'année.

Les AI n'ont pas non plus de limite de durée au séjour de leurs salariés en insertion même si certains partenaires institutionnels font état d'une durée maximum de deux années. Mais une telle limite n'est inscrite dans aucun texte législatif ou réglementaire. La durée de séjour des salariés en insertion dans les AI est donc très variable, en fonction des personnes et de leurs difficultés. La moyenne est voisine de deux ans mais peut aller de quelques mois à cinq années, voire plus.

Initialement, les AI ne devaient intervenir que dans des secteurs où les besoins étaient mal couverts par les entreprises du secteur marchand ou les services publics. Les mises à disposition des AI se sont donc effectuées, au début, majoritairement sous forme de services aux particuliers. Elles ont largement contribué à développer ce secteur professionnel, avant que la loi Borloo du 26 juillet 2005 n'ouvre le développement de ces services aux entreprises du secteur marchand. Elles agissaient dans ce secteur en complément des entreprises de services aux personnes, à un moment où la demande de ces services augmentait rapidement, sous l'influence de deux facteurs : un taux d'activité professionnelle des femmes en Ile-de-France de 88 %, dans la population des 25-54 ans, et une augmentation de la population des personnes âgées.

La loi d'orientation relative à la lutte contre les exclusions de juillet 1998 a supprimé cette limite et les AI ont, depuis, diversifié leurs activités, comme en témoignent les graphiques des figures 2 à 5 ci-dessous qui donnent la répartition de l'activité des AI en Ile-de-France, et en France par secteur professionnel, ainsi que la contribution de chaque type de SIAE dans un secteur donné.

Fig.2 - Répartition de l'activité des SIAE selon les secteurs en % de leur activité totale Ile de France

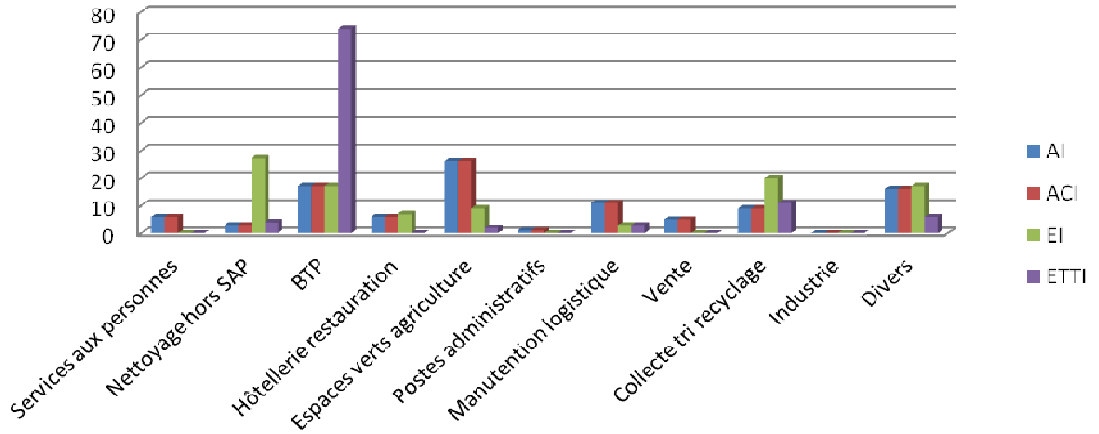


Fig. 3 - Part d'activité des différentes SIAE dans un secteur donné Ile de France

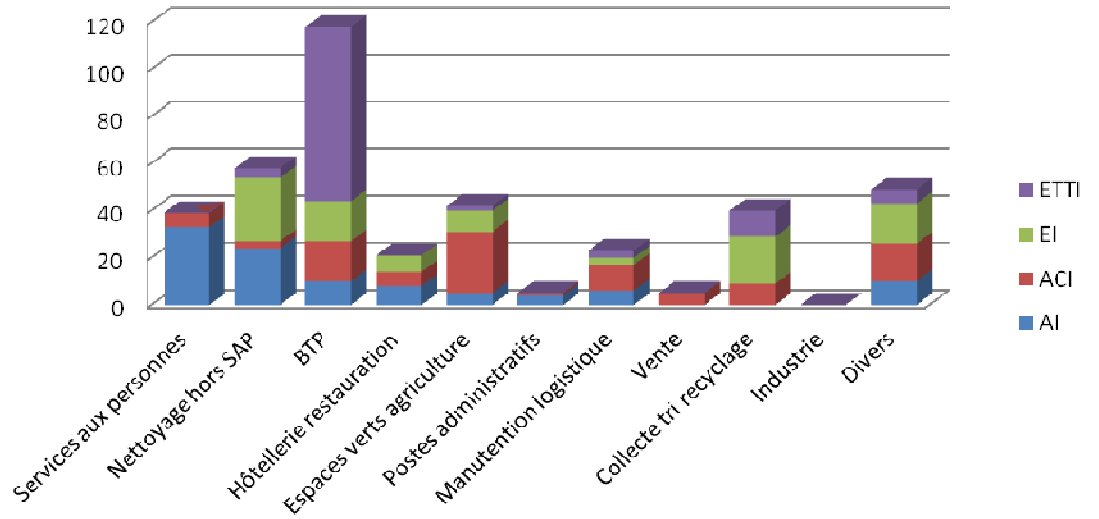


Fig.4 - Répartition de l'activité des SIAE selon les secteurs en % de leur activité totale France métropolitaine

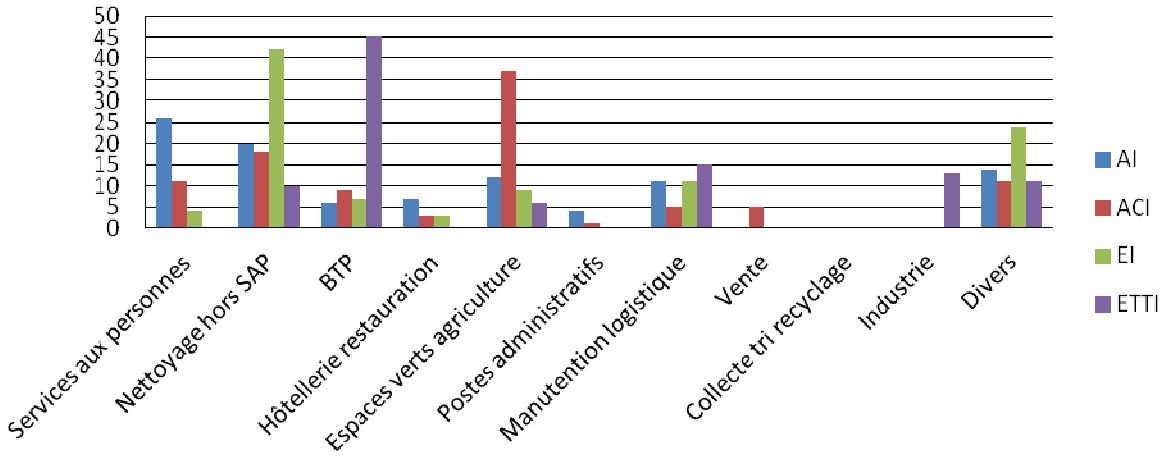
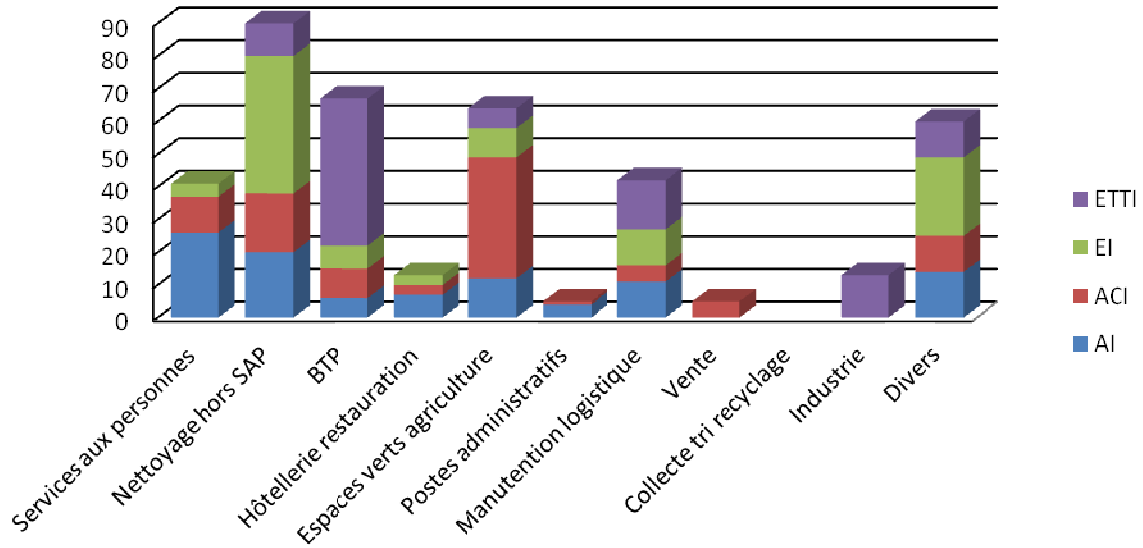


Fig. 5 - Part d'activité des différentes SIAE dans un secteur donné France métropolitaine



Les contrats de mise à disposition, mis en place par les AI, sont en général des CDD de courte durée qui rentrent dans la catégorie des contrats d'usage, avec deux dérogations importantes : ces CDD sont renouvelables sans délai de carence entre deux contrats successifs et ces contrats ne donnent pas droit à indemnité de précarité, comme c'est le cas pour les CDD de droit commun. Les AI peuvent également faire appel au contrat CUI-CAE (Contrat unique d'insertion-Contrat d'accompagnement dans l'emploi), dans le cadre des services à la personne. Cette utilisation

suppose, toutefois, que l'AI puisse proposer, au salarié en insertion, un nombre d'heures de mise à disposition respectant le minimum horaire hebdomadaire prévu par ces contrats. Cette utilisation est, par ailleurs, un peu en contradiction avec l'objectif qui reste de faire sortir les salariés en insertion le plus rapidement possible vers le marché du travail traditionnel.

Une limitation importante : depuis la loi de 1998, les AI ne peuvent mettre leurs salariés en insertion à disposition des entreprises du secteur marchand, pour des contrats de plus de seize heures, qu'après agrément de la personne concernée par Pôle Emploi, et dans la limite de 480 heures, sur une période de deux ans. La mise à disposition, dans ce cas, n'est autorisée que pour les personnes ayant fait l'objet de l'agrément mentionné ci-dessus et valable pour deux ans.

Les AI sont des associations type loi de 1901. Elles sont administrées par un conseil d'administration composé de bénévoles qui participent à la vie de l'association de façon plus ou moins importante, selon les structures. Leur fonctionnement quotidien est assuré par du personnel permanent qui assure le suivi et l'accompagnement des salariés en insertion ainsi que les relations avec les donneurs d'ordre. Pour contribuer au financement du temps d'accompagnement des salariés, les AI bénéficient d'une exonération des charges sociales patronales, dans la limite de 750 heures de mise à disposition par salarié en insertion et par an.

En 2014, il y avait 76 AI actives en Ile-de-France, réparties comme suit selon les départements :

Paris	**16**
Seine et Marne	**7**
Yvelines	**10**
Essonne	**8**
Hauts de Seine	**10**
Seine St. Denis	**6**
Val de Marne	**7**
Val d'Oise	**12**

Les ateliers et chantiers d'insertion

Leur rôle est défini par l'article L5132-15 du code du travail :

« Les ateliers et chantiers d'insertion conventionnés par l'Etat sont organisés par les employeurs figurant sur une liste.

Ils ont pour mission :

1° D'assurer l'accueil, l'embauche et la mise au travail sur des actions collectives des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières ;

2° D'organiser le suivi, l'accompagnement, l'encadrement technique et la formation de leurs salariés en vue de faciliter leur insertion sociale et de rechercher les conditions d'une insertion professionnelle durable. »

Il s'agit donc de structures portées, le plus généralement, par des associations impliquées dans l'insertion, et qui assurent donc la fonction d'employeur et s'occupent de l'embauche, du suivi et de l'accompagnement, de l'encadrement technique et de la formation des salariés en insertion. A la différence des associations intermédiaires, ce sont des structures à faible effectif et le travail des salariés en insertion s'effectue dans des activités collectives. Les ACI recrutent en général des

personnes très éloignées de l'emploi et qui cumulent les difficultés personnelles. Le travail en équipe constitue un facteur favorable à leur réinsertion sociale et professionnelle.

En 2014 en Ile-de-France, 155 chantiers avaient fait travailler 5 958 salariés en insertion, ce qui donnait un effectif moyen de 38 personnes par structure.

Les chantiers peuvent être mis en place pour une action ponctuelle (réhabilitation d'un bâtiment, entretien d'un espace vert), très souvent sur demande d'une collectivité locale ou, au contraire, être une structure permanente avec entrées et sorties. L'objet est, dans ce cas, de remettre les demandeurs d'emploi en situation de travail et de consolider leur formation tant en matière des savoirs de base que dans un métier donné. Les ACI emploient un plus grand nombre d'hommes que les AI (69 % contre 46 % pour les AI) et davantage de jeunes de moins de 25 ans (25 % de leurs salariés en insertion contre 16 % pour les AI). Leur recrutement s'effectue à travers leurs partenaires que sont Pôle Emploi, les Plans locaux d'insertion par l'économique (PLIE) et les Missions locales. L'activité des ACI, en 2013, s'est répartie selon les secteurs professionnels, comme indiqué dans les figures 2 à 5 ci-dessus:

Les salariés en insertion sont embauchés sous contrat aidé (CUI-CAE ou contrat d'avenir jusqu'en 2014 et CDDI depuis 2014). L'activité des ACI, fortement financée par les deniers publics, s'exerce majoritairement au service de collectivités et établissements publics. La commercialisation de biens et services, en dehors du secteur public, est limitée à 30 % de leur activité globale, avec une dérogation possible jusqu'à 50 %, après avis du Conseil départemental de l'insertion par l'activité économique, si cette activité commerciale s'exerce dans des domaines peu ou pas couverts par des entreprises commerciales.

Le caractère propre des ACI entraîne une certaine fluidité de ces structures : en 2014, en Ile-de-France, 14 nouveaux chantiers ont été conventionnés et 12 ont disparu.

Les 155 ACI franciliens étaient répartis comme suit selon les départements :

Paris	**30**
Seine et Marne	**12**
Yvelines	**10**
Essonne	**16**
Hauts de Seine	**16**
Seine St. Denis	**36**
Val de Marne	**18**
Val d'Oise	**17**

Les entreprises d'insertion

Leur rôle est défini par l'article L5132-5 du code du travail :
« Les entreprises d'insertion concluent avec des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières des contrats à durée déterminée en application de l'article L. 1242-3.

Pendant l'exécution de ces contrats, une ou plusieurs conventions conclues en vertu de l'article L. 5135-4 peuvent prévoir une période de mise en situation en milieu professionnel auprès d'un autre employeur dans les conditions prévues au chapitre V du présent titre.
La durée de ces contrats ne peut être inférieure à quatre mois. Ces contrats peuvent être renouvelés dans la limite d'une durée totale de vingt-quatre mois.

A titre dérogatoire, ces contrats peuvent être renouvelés au-delà de la durée maximale prévue en vue de permettre d'achever une action de formation professionnelle en cours de réalisation à l'échéance du contrat. La durée de ce renouvellement ne peut excéder le terme de l'action concernée.

*A titre exceptionnel, lorsque des salariés âgés de cinquante ans et plus ou des personnes reconnues travailleurs handicapés rencontrent des difficultés particulières qui font obstacle à leur insertion durable dans l'emploi, ce contrat de travail peut être prolongé au-delà de la durée maximale prévue. Cette prolongation peut être accordée par l'institution mentionnée à l'article L. 5312-1 après examen de la situation du salarié au regard de l'emploi, de la capacité contributive de l'employeur (*La capacité contributive de l'employeur correspond aux actions d'accompagnement et de formation professionnelle qu'il met en place pour aider à la réinsertion du salarié sous contrat aidé) *et des actions d'accompagnement et de formation conduites dans le cadre de la durée initialement prévue du contrat.*

La durée hebdomadaire de travail du salarié embauché dans ce cadre ne peut être inférieure à vingt heures. Elle peut varier sur tout ou partie de la période couverte par le contrat sans dépasser la durée légale hebdomadaire. Les périodes travaillées permettent de valider des trimestres de cotisations d'assurance vieillesse dans les conditions de l'article L. 351-2 du code de la sécurité sociale.

Ce contrat peut être suspendu, à la demande du salarié, afin de lui permettre :

1° En accord avec son employeur, d'effectuer une période de mise en situation en milieu professionnel dans les conditions prévues au chapitre V du présent titre ou une action concourant à son insertion professionnelle ;

2° D'accomplir une période d'essai afférente à une offre d'emploi visant une embauche en contrat de travail à durée indéterminée ou à durée déterminée au moins égale à six mois. En cas d'embauche à l'issue de cette période de mise en situation en milieu professionnel, d'une action concourant à son insertion professionnelle, ou de cette période d'essai, le contrat est rompu sans préavis. »

Les entreprises d'insertion agissent dans le marché concurrentiel, leur principale différence résidant donc dans le type de contrat de travail qu'elles signent avec les salariés en insertion. Elles interviennent, en particulier, en fin de parcours d'insertion, quand les personnes ont retrouvé une autonomie suffisante et peuvent contribuer normalement aux activités de l'entreprise. Les EI reçoivent une aide forfaitaire de l'Etat, en fonction de leur niveau d'activité. Cette aide est justifiée par l'obligation d'accompagnement social de leurs salariés, la nécessité d'un encadrement renforcé et la moindre productivité pouvant résulter du long temps de chômage des personnes embauchées.

Les EI ont soit un statut associatif, soit celui d'une entreprise traditionnelle, SA, SARL, SCOP ou SCIC.

Leur présence sur le marché concurrentiel fait qu'elles ne bénéficient pas d'exonération des charges sociales patronales, à la différence des AI. Elles se sont développées dans différents secteurs professionnels ainsi que dans les services aux personnes.

En 2014, l'Ile-de-France comptait 151 EI en activité, réunissant, en moyenne, 22 salariés en insertion par structure, soit un total de 3 018 personnes dont le travail a représenté 1 602 ETP (un peu plus de 800 heures de travail par salarié et par an).

Les EI franciliennes se répartissaient comme suit entre les départements :

Paris	**34**
Seine et Marne	**12**
Yvelines	**14**
Essonne	**12**
Hauts de Seine	**30**
Seine St. Denis	**24**
Val de Marne	**12**
Val d'Oise	**13**

Les EI occupent une main d'œuvre masculine, plus importante, en proportion, que les AI (72 % contre 46 % pour les AI).

Comme le ACI, les EI sont des structures relativement fluides : 12 ont disparu, en Ile-de-France, en 2013, et 9 créations nouvelles ont été enregistrées.
Elles sont bien implantées, dans trois secteurs professionnels, qui représentent près des deux tiers de leur activité en Ile-de-France (cf. graphiques des figures 2 à 5 ci-dessus): le tri et le recyclage des déchets, les opérations de nettoyage hors services à la personne et le bâtiment et les travaux publics.

A noter que les EI, comme les AI, ont souffert de la crise économique, le nombre de salariés en insertion ayant diminué de 35 %, entre 2007 et 2013, au niveau national. Il n'a toutefois que peu varié en Ile-de-France (-3 %).

Les entreprises de travail temporaire d'insertion agissent comme les entreprises d'insertion dans le marché où elles sont en concurrence directe avec les entreprises de travail temporaire du secteur marchand. Elles sont régies par l'article L 5132-6 du code du travail :

« Les entreprises de travail temporaire dont l'activité exclusive consiste à faciliter l'insertion professionnelle des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières concluent avec ces personnes des contrats de mission. […]*….*

L'activité des entreprises de travail temporaire d'insertion est soumise à l'ensemble des dispositions relatives au travail temporaire. Toutefois, par dérogation aux dispositions de l'article L. 1251-12, la durée des contrats de mission peut être portée à vingt-quatre mois, renouvellement compris. »

En 2014, il y avait 23 ETTI actives en Ile-de-France. Elles ont occupé 3 844 salariés en insertion dont le travail a représenté 1 232 ETP, soit 512 heures par salarié et par an, en moyenne. La proportion des hommes, parmi les salariés en insertion, est encore plus importante que pour les autres SIAE : 88 % contre 12 % pour les femmes. Les ETTI font également travailler davantage de jeunes de moins de 26 ans qui représentent 29 % de leurs salariés en insertion, alors que les seniors ne sont que 11 %.

L'activité des ETTI a été marquée par une progression significative, au cours des années 2012-2013 (+ 22 %). Comme pour les entreprises de travail temporaire (ETT), elle reste très sensible aux variations de la conjoncture économique, ce qui se traduit par une certaine fragilité de ces structures. Toutefois, le temps de séjour de salariés en insertion pouvant atteindre 24 mois, elles peuvent prendre le relais des AI, lorsque des missions de travail sont supérieures à 480 heures. Les salariés mis à disposition des entreprises doivent avoir une certaine autonomie. Leur embauche, dans une ETTI, se place donc plutôt en fin de parcours d'insertion, la mise à disposition en entreprise constituant un facteur favorable à leur réinsertion dans le marché du travail traditionnel.

Les ETTI, comme les EI, sont soit sous statut associatif, soit sous statut de société commerciale. Les ETTI reçoivent une aide de l'Etat destinée à favoriser l'accompagnement des salariés en insertion. Elles ne bénéficient pas d'exonération des charges sociales patronales.

En 2014, les ETTI franciliennes se répartissaient comme suit entre les départements :

Paris	**8**
Seine et Marne	**2**
Yvelines	**2**
Essonne	**2**
Hauts de Seine	**1**
Seine St. Denis	**3**
Val de Marne	**2**
Val d'Oise	**3**

Leur activité était principalement dans les secteurs du BTP et de la collecte, du tri et du recyclage des déchets comme l'indique les graphiques des figures 2 à 5 ci-dessus.

La typologie des salariés en insertion dans les SIAE

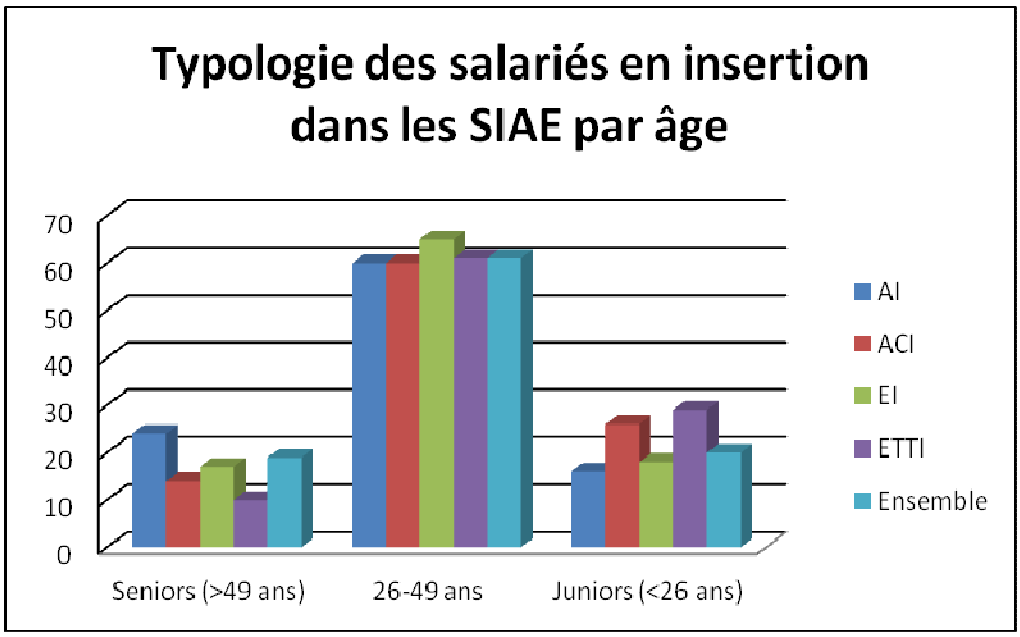
Le tableau suivant résume les principales caractéristiques des salariés en insertion dans les différentes catégories de SIAE. Cette typologie est donnée :

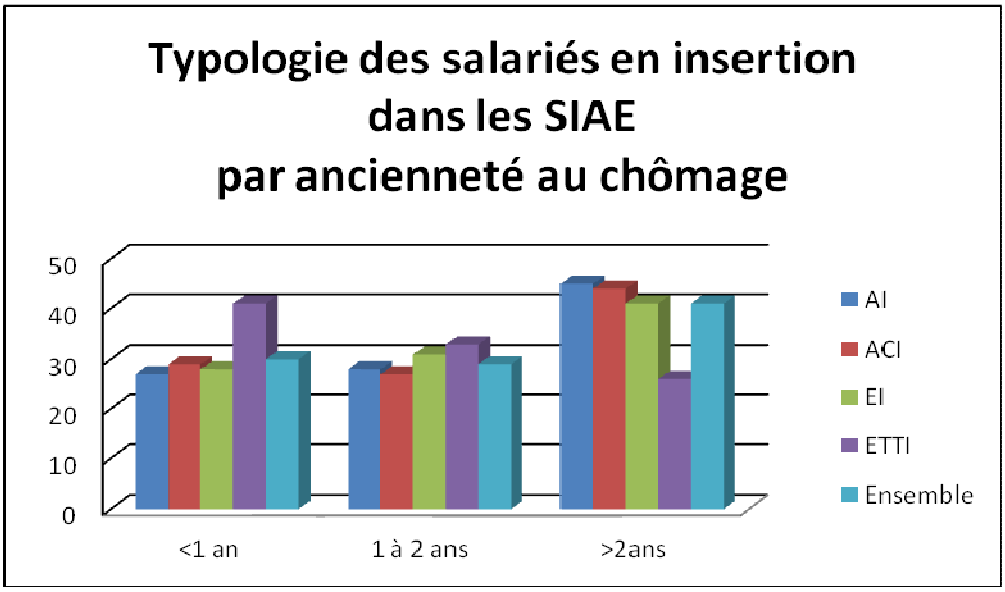
- par sexe ;
- par âge ;
- par ancienneté d'inscription comme demandeur d'emploi ;
- par niveau de formation.

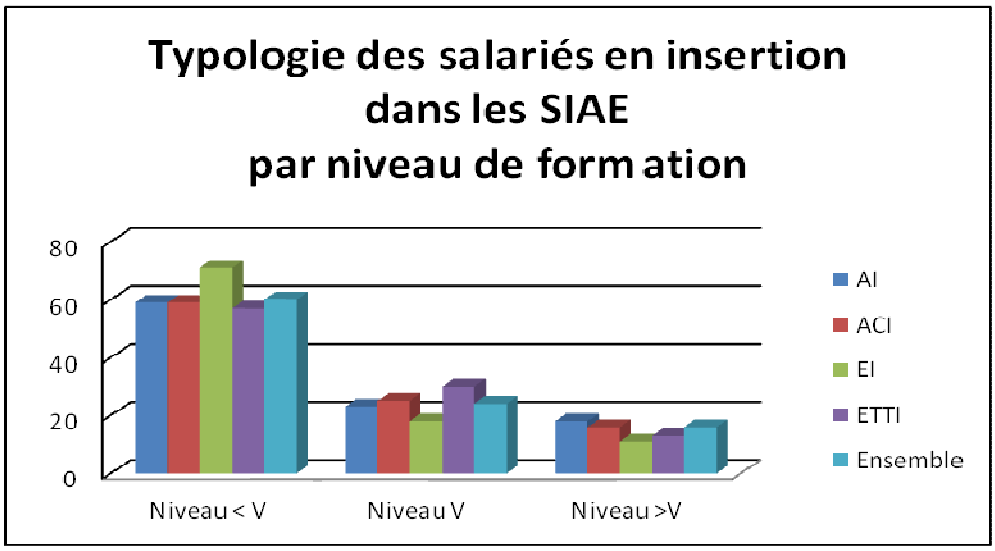
Typologie des salariés en insertion dans les SIAE
Ile-de-France Année 2014

Catégorie	AI	ACI	EI	ETTI	Ensemble
Par sexe (en % du total)					
Hommes	46	69	72	88	59
Femmes	54	31	28	12	41
Par âge des salariés (en % du total)					
Seniors (>49 ans)	24	14	17	11	19
26-49 ans	60	61	67	60	61
Juniors (<26 ans)	16	25	16	29	20
Par ancienneté au chômage (en % du total)					
<1 an	27	24	27	48	30
1 à 2 ans	29	28	29	32	29
>2ans	44	48	44	20	41
Par niveau de formation (en % du total)					
Niveau < V	60	60	67	59	61
Niveau V	22	24	21	27	23
Niveau >V	18	16	12	14	16

Source : Note de la DIRECCTE Ile-de-France, nov. 2015







Ces données sont très similaires à celles relevées au niveau national.

1.3. Les réseaux de l'IAE en Ile-de-France

Six réseaux opèrent dans le secteur de l'insertion par l'activité économique en Ile-de-France :

- ARDIE Ile-de-France, Association régionale pour le développement de l'insertion par l'économique ;
- Chantiers Ecole Ile-de-France ;
- COORACE Ile-de-France ;
- FREI, Fédération des entreprises d'insertion ;
- FNARS, Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale ;
- CNLRQ, Comité national de liaison des régies de quartier.

Ces six réseaux sont aujourd'hui regroupés à l'intérieur du GRAFIE, Groupement régional des acteurs franciliens de l'insertion par l'économique.

1.3.1. ARDIE, Fédération régionale des associations intermédiaires

L'ARDIE, **Fédération francilienne des associations intermédiaires,** a été fondée fin 1996 pour rassembler les associations intermédiaires franciliennes qui peuvent, par ailleurs, appartenir ou non à un réseau national. Les associations d'Ile-de-France souhaitaient créer une structure régionale forte et unitaire face au poids croissant de la Région en matière de développement économique et de formation à un moment où la structure nationale du COORACE rencontrait des difficultés et faisait le choix d'un centralisme peu cohérent avec la démarche régionale souhaitée.

La Fédération francilienne des associations intermédiaires a été créée sur la base d'une préoccupation humaniste : faire que chaque personne puisse trouver sa place dans la société et jouer un rôle utile au service de la collectivité. Elle veut témoigner de « l'employabilité » de tous. Depuis l'origine, ARDIE Ile-de-France a pour missions :

- de représenter les AI auprès des partenaires institutionnels de la politique de l'emploi, de la formation professionnelle et de l'insertion dans la région Ile-de-France et de s'affirmer comme force de concertation et de proposition vis-à-vis des partenaires régionaux ;
- de favoriser les échanges d'expériences et la circulation de l'information entre ses membres ;
- de répondre aux problématiques des associations membres, aux difficultés très concrètes que celles-ci rencontrent au quotidien sur le terrain ;
- d'accompagner les structures face aux évolutions législatives et réglementaires ;
- de soutenir la création de nouvelles structures et de les accompagner dans leur développement.

L'ARDIE travaille en lien avec les autres fédérations de l'IAE, rassemblées au sein du GRAFIE, pour porter la voix de l'insertion par l'activité économique auprès des instances régionales, telle que la DIRECCTE Ile-de-France (COR-IAE), le Conseil régional Ile-de-France (politique filières) et Pôle Emploi (déclinaison régionale de l'accord national entre l'État, les têtes de réseau de l'IAE et le Pôle Emploi).

L'ARDIE et COORACE Ile-de-France collaborent depuis plus d'un an, sur la base d'un Mémorandum sur les AI, rédigé par l'ARDIE, en 2013, en vue d'élaborer un texte commun pour présenter les spécificités des associations intermédiaires parmi les SIAE. Ce document a été remis à la Direccte Ile-de-France en avril 2016.

La fédération a, par ailleurs, sur des sujets d'importance nationale, développé un partenariat, ponctuel, avec l'Union nationale de associations intermédiaires, UNAI, afin de défendre ces mêmes spécificités notamment auprès de la DGEFP et du CNIAE (Conseil national de l'insertion par l'activité économique).

La réglementation concernant les AI s'est considérablement modifiée au cours des presque trente années qui se sont écoulées depuis leur création. Ces contraintes accumulées pèsent sur les structures et ont été rappelées par ARDIE Ile-de-France dans le mémorandum de 2013 :

- obligation d'obtenir un agrément de Pôle Emploi pour toute mission de plus de 16 heures dans le secteur marchand, avec la contrainte supplémentaire d'une limitation à 480 heures de mise à disposition au cours des 24 mois suivant la délivrance de l'agrément[5] ; avec un déplacement de l'activité des AI, du service aux particuliers vers la mise à disposition de personnel dans le secteur marchand, pour des remplacements ou la réalisation de clauses d'insertion, cette limitation rend la tâche encore plus difficile auprès des entreprises et constitue un frein dans l'accompagnement des salariés en parcours d'insertion ;
- l'obligation faite de faire passer, à tous les salariés en parcours d'insertion professionnelle, une visite de médecine du travail dans un délai de 150 heures suivant leur première mise à disposition[6] ; l'engorgement des services de médecine du travail, le caractère peu adapté de ces visites médicales aux réels besoins des salariés en insertion, la grande variété des missions confiées à ces salariés, la lourdeur du coût de ces visites constituent, pour les AI, une charge administrative et financière importante ;
- l'obligation d'organiser des élections pour assurer la représentation des salariés en insertion, au sein d'instances représentatives du personnel, qui s'impose depuis l'abrogation de la circulaire de 1987 (qui limitait les obligations de représentation du personnel, dans les AI, au seul effectif permanent) ; la grande fluidité des salariés en insertion rend compliqué l'établissement d'une liste de salariés éligibles, comme celle des salariés électeurs, les missions de travail qui s'effectuent dans des lieux très diversifiés, hors des bureaux de l'AI, et limitent les contacts des salariés entre eux, rendent singulièrement ardue la mise en œuvre de cette disposition ;
- l'accessibilité des salariés en insertion aux différents dispositifs de formation reste souvent très difficile, ainsi que le financement des stages de formation, celui des salaires ou la prise en charge des frais pédagogiques, alors que la formation (notamment tout ce qui relève des savoirs de base et d'une meilleure maîtrise du français, à l'oral ou à l'écrit) reste l'une des principales clés pour faciliter le retour de ces salariés vers le marché du travail traditionnel ;
- l'instauration d'une taxe sur les CDD courts quand, selon les dispositions légales qui les régissent, les associations intermédiaires ne peuvent proposer que des CDD d'usage pour la réalisation de missions de courte durée, à temps le plus souvent très partiel.

ARDIE Ile-de-France relève, par contre, quelques évolutions très positives dans les rapports entre les associations intermédiaires et les partenaires institutionnels :

- l'instauration du dialogue de gestion annuel qui, lorsqu'il s'effectue dans les règles, permet un réel dialogue sur les performances de l'AI, en termes de qualité d'accompagnement autant qu'en nombre de "sorties positives", ses difficultés, ses orientations ;
- la normalisation pour le classement des sorties, durables, de transition, dynamiques ou autres, mais qui sont aujourd'hui parasitées par des règles comptables qui masquent une partie du travail d'accompagnement lorsque les salariés se réinsèrent rapidement[7], ce qui devrait, au contraire,

[5] *Loi n° 1249 du 1er décembre 2008 qui a porté la limite de la mise à disposition de 240 heures par an à 480 heures sur deux ans*
[6] *Loi sur la médecine du travail du 20 juillet 2011 et du décret d'application du 30 janvier 2012*
[7] *Si le salarié en insertion effectue moins de 150 heures ou moins de 3 mois dans l'AI, et qu'il retrouve un emploi ou intègre une formation qualifiante, cette sortie ne sera pas comptabilisée pour la structure*

rester un critère de réussite de l'accompagnement mis en œuvre par les associations intermédiaires ;

- le nouveau mode de financement, instauré en 2014, sous forme d'une aide au poste modulée, pour partie, en fonction des résultats obtenus et du contexte socio-économique de l'association intermédiaire, même s'il faut regretter que le mode de calcul des ETP n'intègre toujours pas la dimension d'accompagnement socioprofessionnel en dehors des mises à dispositions.

Ces constats ont amené ARDIE IIe-de-France à formuler quelques propositions pour faciliter le travail des AI et leur permettre de consacrer le maximum de leurs efforts à l'insertion proprement dite sans être submergées par les tâches administratives :

- l'assouplissement de la règle des 480 heures pour les missions dans le secteur marchand ;
- la reconnaissance tacitement reconnue mais qu'il faut, en principe, justifier pour chaque personne[8], d'une durée hebdomadaire de travail inférieure à la durée minimale légale de 24 heures, introduite par la loi du 14 juin 2013, relative à la sécurisation de l'emploi, la très grande majorité des salariés en insertion dans les associations intermédiaires ne pouvant être placés qu'exceptionnellement sur des missions de longue durée ;
- l'exonération de la sur-cotisation chômage de 4,5 %[9] sur les CDDU utilisés par les associations intermédiaires ;
- une exonération, pour les CDDU, de la cotisation de 1 % sur les CDD, versée au FONGECIF[10], ou une modification des critères d'accessibilité aux prestations financées par les fonds ainsi collectés.

L'ARDIE souhaite la poursuite des relations initiées depuis plusieurs années maintenant, entre les différentes têtes de réseaux et le Conseil régional. Cette collaboration a permis la mise en place, avec la DIRECCTE et Pôle Emploi, d'un plan d'action triennal pour l'IAE et d'en envisager une déclinaison départementale au sein de chaque CDIAE.

L'aide apportée par le Conseil régional francilien, que ce soit par les Emplois Tremplin créés en 2009 ou sous toute autre forme, est capitale pour soutenir les efforts de formation des associations intermédiaires et favoriser leur développement.

1.3.2. Chantier Ecole Ile-de-France

Le réseau Chantier Ecole est né en 1995, avec l'objectif de regrouper les chantiers d'insertion et de mutualiser leurs compétences et leurs méthodes autour de valeurs communes, la volonté de faire progresser les personnes les plus éloignées de l'activité économique et de développer des actions concrètes dans les territoires où ils sont implantés, avec le souci d'un développement durable. Le réseau national compte 690 chantiers et 35 000 salariés dont 30 000 en insertion.
Le réseau Ile-de-France a été créé en 2001 et regroupe 98 structures adhérentes, animant 200 chantiers, avec 3 500 personnes en insertion et 800 permanents. Un adhérent peut couvrir plusieurs chantiers. Un chantier d'insertion, c'est en général une structure de 8 à 10 personnes, le travail dans un collectif étant un atout important pour l'évolution des personnes.

---

[8] "Une durée de travail hebdomadaire inférieure à la durée fixée à l'article L3123-14 peut être proposée aux salariés lorsque le parcours d'insertion le justifie".
[9] Sur-cotisation prévue dans la loi 16 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi et qui s'applique depuis le 1er juillet 2013, pour les CDD de courte durée et notamment pour "les contrats d'usage d'une durée inférieure à 3 mois", ce qui est le cas de la grande majorité des contrats de mise à disposition signés dans les associations intermédiaires
[10] Taxe collectée par l'organisme collecteur agréé, en plus des cotisations légales pour le financement de la formation professionnelle, et destinée à financer les congés individuels de formations règlementés par les articles L6322-1 sqq. et R6322-1 sqq. du Code du Travail

Les chantiers école sont producteurs de biens et de services pour la collectivité publique et, dans la limite de 30 % de leur activité globale, pour des donneurs d'ordre privés.
La population des chantiers d'insertion, en Ile-de-France, est composée, pour 70 %, de personnes âgées 26 à 45 ans. Près de 50 % sont allocataires du RSA.

L'accompagnement renforcé des salariés en insertion et une démarche pédagogique spécifique, liée à la situation de production, et combinant l'évaluation tout au long du parcours ainsi que le développement et la certification des acquis professionnels sont une des caractéristiques des chantiers d'insertion.

Les missions de Chantier Ecole peuvent se résumer comme suit :

- représenter ses adhérents auprès des partenaires institutionnels et développer la reconnaissance de l'IAE par les pouvoirs publics ;
- contribuer à la professionnalisation des acteurs de l'IAE ;
- diffuser les bonnes pratiques des adhérents et les capitaliser, au profit de l'ensemble du réseau ;
- accompagner la mise en œuvre des politiques publiques ;
- coordonner la mise en place des chantiers, dans le cadre du partenariat avec la SNCF, Réseau ferré de France et la Fondation Agir pour l'emploi d'EDF et développer les actions avec ces trois partenaires. Plus de 10 chantiers ont été organisés, en Ile-de-France, en application de ces partenariats ;
- accompagner les porteurs de projet.

Chantier Ecole organise régulièrement des réunions thématiques avec ses adhérents, en fonction des différentes problématiques rencontrées par ceux-ci.
Chantier Ecole Ile-de-France participe, par ailleurs, au COR-IAE ainsi qu'aux différents groupes de travail mis en place par celui-ci.
Pour le compte du GRAFIE, Chantier Ecole a mis en place une formation pour les encadrants techniques des SIAE en vue de les préparer au diplôme de qualification ETAIE (Encadrant technique d'activité d'insertion par l'économique), une 9ème session ayant démarré en décembre 2015.
Le réseau Chantier Ecole national a établi une convention collective des ACI qui s'impose à tous les chantiers d'insertion, qu'ils appartiennent ou non au réseau.

<u>Principaux enjeux actuels</u>

Les principaux enjeux auxquels Chantier Ecole doit faire face, aujourd'hui, sont les suivants :

- la diversification des champs d'action. C'est ainsi que plusieurs chantiers se sont orientés vers le secteur du numérique ;
- le développement de la coopération avec les entreprises du secteur marchand, cette action étant limitée par la règle des 30 % qui peut toutefois faire l'objet de dérogations, sous contrôle de la DIRECCTE et du CDIAE, compte-tenu de la difficulté à trouver des chantiers publics permettant d'assurer les 70 %, en principe, obligatoires ;
- la mise en œuvre de formations adaptées aux personnes en insertion. Compte tenu de la difficulté de trouver, à l'extérieur, ce type de formations, Chantier Ecole développe de plus en plus des formations internes liées directement à l'activité de production. De même que les associations intermédiaires, Chantier Ecole est confronté au versement du 1 % FONGECIF alors que ses salariés ne sont que très rarement éligibles aux prestations de cet OPACIF ;

- la substitution des contrats CUI-CAE par des CDDI (contrats à durée déterminée d'insertion), rendue obligatoire par la réforme des SIAE, mise en place en 2014, et la réforme, récente, de la formation professionnelle se sont traduites, pour les ACI, par deux conséquences qui posent problème :

- le comptage des salariés en insertion dans les effectifs de la structure, ce qui crée de nouvelles obligations en matière de représentation du personnel ;
- une évolution importante du financement de la formation professionnelle qui s'est traduite par la diminution drastique des crédits disponibles, de 32 millions d'euros, en 2013, à 600 000 euros, en 2016.

Le financement des chantiers

En moyenne, le financement des chantiers dépend pour 50 %, de l'aide au poste de l'Etat (en 2016, 19 354 euros par poste d'insertion, hors modulation). La Région Ile-de-France intervient, pour environ 10 %, les départements pour 5 à 20 %, dans le cadre de conventions d'objectifs et de moyens dépendant, en particulier, du nombre de salariés allocataires du RSA dans le personnel en insertion.

Chantier Ecole a souligné l'importance des Emplois tremplin IAE pour l'équilibre financier des structures.

1.3.3. COORACE Ile-de-France

Fondé en 1985, le **COORACE**, fédération nationale de l'économie sociale et solidaire, rassemble **plus de 500 entreprises et associations,** réparties sur l'ensemble du territoire et, notamment, constituées sous la forme de structures d'insertion par l'activité économique (SIAE). Elles interviennent dans de nombreux secteurs d'activité et, notamment, celui des services à la personne (SAP), au sein duquel elles ont développé la marque commerciale Proxim'Services.

Une vision de société

Depuis la naissance du réseau, il y a plus de 25 ans, les adhérents COORACE fondent leur action sur une même vision, celle d'une société **solidaire et intégrante,** reconnaissant **la valeur et la richesse de chacun-e en tant que citoyen-ne et acteur-trice des échanges économiques et sociaux**.

Un nouveau projet commun

Les adhérents COORACE mobilisent **l'emploi comme principal levier d'action**. Ils partagent, aujourd'hui, comme projet commun, de **participer à l'émergence d'un nouveau modèle de développement économique, solidaire et durable, ancré dans les territoires, créateur de richesses, de services et d'emplois de qualité, accessibles à tous et toutes et vecteur de droits, notamment pour les personnes les plus précarisées.**

Des principes d'action partagés

Les adhérents COORACE développent leurs activités, économiques et sociales, en s'appuyant sur la **coopération** et la **co-construction** avec l'ensemble des acteurs volontaires (entreprises, collectivités, citoyens…). Ils favorisent, au sein de leurs entreprises et territoires, **une vision**

transversale et décloisonnée des problématiques relatives à l'emploi et au développement. Ils s'appuient également sur **l'expérimentation** et la **prospective** pour anticiper les besoins des territoires sur lesquels ils agissent. Ils veillent, enfin, à développer la **représentation** et la **participation** de tous, y compris les salariés précarisés, à la vie de l'entreprise.

Le COORACE développe, au sein de son réseau, une démarche qualité, reconnue par les certifications CEDRE et ISO 9001.

La fédération COORACE Ile-de-France a été créée en 1994. Elle rassemble 49 SIAE ou structures associées de l'économie sociale et solidaire : 29 associations intermédiaires, 3 ateliers et chantiers d'insertion, 7 entreprises d'insertion, 4 entreprises de travail temporaire d'insertion et 6 entreprises de l'ESS.
« COORACE Ile-de-France et ses adhérents ont pour ambition de réfléchir à une logique globale de parcours d'insertion, à la mutualisation et à la coopération économique, à travers notamment le développement de groupes économiques solidaires (GES) ou de pôles territoriaux de coopération économique (PTCE). En s'appuyant sur l'ensemble des outils d'insertion (AI, ACI, EI et ETTI) et sur des entreprises de l'ESS, les adhérents COORACE veulent créer des emplois et agir pour le développement des territoires.
COORACE Ile-de-France accompagne ses adhérents sur leurs territoires dans le développement de leurs projets et de leurs activités. Il favorise les synergies locales et représente ses adhérents auprès des acteurs institutionnels. »[11]

Recherchant l'inclusion sociale et professionnelle des salariés en insertion, les adhérents du COORACE Ile-de-France travaillent sur l'accompagnement socioprofessionnel de ces personnes, par la mise à disposition, en situation de travail, et la construction d'un projet personnel incluant la levée des freins à l'emploi et la formation.

COORACE Ile-de-France est une fédération généraliste cherchant à mettre en place des parcours d'insertion adaptés aux personnes accueillies et inscrits dans une coopération économique au sein des territoires où sont implantées les SIAE

1.3.4. La Fédération régionale des entreprises d'insertion (FREI)

La FREI fédère 63 EI et ETTI de la région Ile-de-France et représente 61 % des postes d'insertion ouverts dans ces deux catégories de SIAE. La Fédération des entreprises d'insertion d'Ile-de-France a été fondée, en 1984, par les premiers chefs d'entreprises d'insertion, conscients de la nécessité de se regrouper pour affirmer la spécificité de leur action, mutualiser leurs efforts et se doter d'une instance médiatrice qui les représente. Après un premier programme expérimental de soutien aux « entreprises intermédiaires » créées en 1985, les statuts d'entreprise d'insertion (EI) et d'entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ont été officialisés en 1991 et confirmés par la loi de lutte contre les exclusions de juillet 1998.
La FREI participe activement à la vie et au développement de la fédération nationale, le CNEI.

Les objectifs de la FREI sont de :

- représenter le modèle des EI dans les instances, séminaires, colloques et forums ;
- assurer l'interface avec les institutions, Etat, Région, collectivités territoriales ;

[11] *Extrait de l'observatoire 2015 du COORACE Ile-de-France*

- accompagner la création de nouvelles structures ou la restructuration de structures existantes, diversifier leurs activités et rechercher les financements ;
- animer le réseau par des rencontres d'information et de formation ;
- développer les partenariats économiques et l'accès aux achats responsables ;
- professionnaliser les personnels permanents ;
- favoriser les mutualisations et valoriser l'innovation sociale dans les SIAE.

La FREI cherche à promouvoir l'engagement des citoyens et des entrepreneurs pour lutter, par l'action, contre les exclusions et permettre à chacun d'avoir une place dans la société et vivre dignement de son travail. Son projet conjugue, au quotidien, viabilité économique et action sociale en créant une activité durable et un emploi local.

Les entreprises fédérées par la FREI sont des entreprises de droit commun qui :

- peuvent adopter tout type de statut juridique ;
- sont soumises aux mêmes règles fiscales et sociales que les entreprises classiques ;
- s'inscrivent dans le jeu concurrentiel ;
- sont assujetties aux impôts commerciaux (TVA, impôt sur les sociétés,…) ;
- sont soumises aux obligations propres à leur secteur d'activité : garantie décennale pour le bâtiment, conventions collectives, OPCA de la branche de rattachement.

Les secteurs dominants d'activité sont le BTP, la restauration, les espaces verts et l'environnement, toutes les formes de recyclage et de valorisation des déchets.
Une EI moyenne, en Ile-de-France, représente 18 ETP dont 11 ETP d'insertion et 7 ETP de personnel support, 750 000 € de chiffre d'affaires, une aide aux postes de l'Etat de 111 000 €.
Une ETTI moyenne représente 71 ETP dont 65 ETP d'insertion, un chiffre d'affaires moyen de 2 281 000 €, une aide aux postes de 216 000 €. Elles sont autofinancées par leur activité, à 89 %.

Les EI sont des lieux d'innovation permanente et sont accompagnées par la FREI dans cette démarche. La FREI s'attache à :

- augmenter une offre d'insertion de qualité en soutenant en particulier les efforts de formation
- rechercher des alliances avec les entreprises classiques et favoriser l'accès aux achats responsables publics ou privés ;
- développer l'accès au mécénat d'entreprise ;
- développer l'IAE au sein de l'économie sociale et solidaire qui représente un marché potentiel pour l'IAE, tant en termes d'activités que de passerelles vers l'emploi ;
- chercher un rapprochement avec le secteur du handicap, en particulier avec les entreprises adaptées, afin d'augmenter leurs capacités communes.

La FREI siège dans les CDIAE des 8 départements d'Ile-de-France ainsi que dans certaines commissions régionales (ARSIE, EquiSol, Emplois Tremplin IAE).

1.3.5. La FNARS, Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale

La FNARS s'est donnée pour mission de *« faire bouger la société pour faire reculer l'exclusion ».* Fondée en 1956, elle fêtera son soixantième anniversaire en 2016. Elle est actuellement présidée par Louis GALLOIS. Au niveau national, elle regroupe 870 associations de solidarité et organismes

qui accueillent les plus démunis. La FNARS promeut le travail social, ouvre des espaces d'échanges entre tous les acteurs du secteur social et défend la participation des personnes en situation d'exclusion, en intervenant sur les politiques publiques qui les concernent.

La représentation régionale FNARS Ile-de-France favorise la concertation entre les adhérents dans et entre les départements franciliens. Elle permet leur représentation auprès des services de l'Etat, des collectivités territoriales et d'autres partenaires. Elle sollicite, pour ses adhérents, les moyens financiers publics et/ou privés et techniques nécessaires à leurs missions.

La FNARS Ile-de-France compte parmi ses partenaires : la Préfecture de Région Ile-de-France, le Conseil régional Ile-de-France, la Mairie de Paris, la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE), la Direction régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logements, la Direction régionale Pôle Emploi, la Fondation Abbé Pierre, l'Association des organismes HLM de la Région Ile-de-France, l'Association francilienne pour favoriser l'insertion pour le logement, des fédérations associatives, des organismes sociaux, des fondations…

La FNARS Ile-de-France :

- **évalue,** au niveau régional, les actions menées et les dispositifs mis en place, examine la pertinence des démarches entreprises, en réponse aux diverses demandes sociales, vérifie leur cohérence, mesure les résultats obtenus… ;
- **prend en compte** les expériences menées par les acteurs de terrain, responsables associatifs, professionnels, bénévoles, usagers ;
- **soutient** les associations dans leur développement, leurs projets ;
- **s'appuie** sur les travaux de **commissions** travaillant dans des domaines spécifiques (vie associative, logement/hébergement, urgence, emploi-formation, insertion par l'activité économique, jeunes, santé…) et de **groupes de travail** (espaces emploi, collectifs jardins Ile-de-France, culture et expression…) ;
- **organise,** plusieurs fois par an, des journées départementales et régionales sur des thèmes spécifiques. Ces manifestations rassemblent des adhérents et des partenaires ;
- **gère et redistribue** des fonds publics européens, nationaux et régionaux, ainsi que des fonds privés qui lui sont confiés pour des missions d'étude, d'accompagnement au montage de projets associatifs, d'organisation de formations… ;
- l'**association régionale FNARS Ile-de-France fédère 170 associations** œuvrant pour l'inclusion sociale, qui gèrent **394 établissements et services.**

Dans le domaine de l'insertion par l'activité économique, la FNARS Ile-de-France regroupe **10 associations intermédiaires et 15 chantiers d'insertion.** Elle ne se considère par comme un organisme de lutte contre le chômage mais comme une structure d'accompagnement des personnes en grande précarité. Elle cherche à aborder ces personnes dans leur globalité afin de les aider à résoudre les différents problèmes auxquels elles sont confrontées. Elle a le souci d'écouter et de faire s'exprimer les *« personnes sans parole ».* Elle demande que les salariés en insertion soient considérés comme des salariés à part entière, en particulier, en ce qui concerne leurs droits à la représentation et à la formation.

1.3.6. Le CNLRQ, Comité national de liaison des régies de quartier

La première Régie de quartier est née à Roubaix, en 1980, et ce concept s'est rapidement étendu à tout le territoire métropolitain. Le réseau national des régies de quartier regroupe, aujourd'hui, 140 régies couvrant 320 quartiers prioritaires. Associations selon la loi de 1901, labellisées par le CNLRQ, les régies portent, en cogestion avec les collectivités locales, les élus, les bailleurs

sociaux et les habitants, des projets territoriaux incluant l'insertion par l'activité économique, le développement d'une économie solidaire et l'éducation populaire.

Les régies de quartier associent largement les habitants de leur territoire aux projets destinés à répondre à leurs besoins : entretien, amélioration du cadre de vie, services à la personne, activités d'utilité sociale, sécurité,… A travers leurs activités, elles génèrent du lien social et créent des emplois destinés aux habitants du territoire. Elles font aussi émerger une citoyenneté active pour un « mieux vivre ensemble ».

Depuis 2009, les régies de quartier peuvent être conventionnées en tant qu'entreprises d'insertion ou ateliers et chantiers d'insertion, ce qui justifie leur appartenance au domaine des SIAE.

La délégation Ile-de-France des régies de quartier regroupe 35 régies dont 90 % opèrent dans des quartiers de la politique de la ville.

1.3.7. Le GRAFIE (Groupement des acteurs franciliens de l'insertion par l'économique)

Créé de façon informelle, en 2003 suite à une incitation forte de la DIRECCTE et du Conseil régional qui souhaitaient réduire le nombre de leurs interlocuteurs en matière d'insertion par l'activité économique, le GRAFIE s'est transformé en structure juridique, association selon la loi de 1901, en janvier 2013. Il regroupe, aujourd'hui, les six réseaux de l'insertion par l'activité économique, ARDIE Ile-de-France, Chantiers Ecole Ile-de-France, le COORACE Ile-de-France, la FNARS, La Fédération francilienne des entreprises d'insertion (FREI), les régies de quartier (CNLRQ). Le GRAFIE appartient au périmètre des économies sociales et solidaires dont il constitue un segment important.

Le GRAFIE est dirigé par un Conseil d'administration où sont représentés les six réseaux qui le constituent. Ses principales actions peuvent être résumées comme suit :

- représenter les réseaux de l'IAE auprès de leurs partenaires institutionnels régionaux ;
- assurer une meilleure coordination entre les réseaux de l'IAE en Ile-de-France ;
- aider à la création de nouvelles structures ou à la consolidation des structures existantes, en étroite collaboration avec les têtes de réseaux ;
- agir pour le développement des clauses sociales et des achats responsables.

Sur la base de la stratégie emploi définie par le Préfet de Région, le GRAFIE a participé au sein du COR-IAE (Comité des orientations stratégiques de l'IAE), à l'élaboration des orientations stratégiques de l'IAE pour la période 2015-2017 (cf. chapitre 4.1.2 de ce rapport) selon quatre axes principaux :

- ancrer les activités de l'IAE dans les territoires ;
- mettre en œuvre des parcours adaptés aux salariés en insertion ;
- assurer la consolidation économique et le développement de l'IAE en Ile-de-France ;
- renforcer la place de l'IAE au sein de l'économie sociale et solidaire.

Ces orientations ont été déclinées en plans d'action dans les départements franciliens, leur mise en application devant faire l'objet d'un rapport trimestriel au COR-IAE.

Le GRAFIE siège au CREFOP (Comité régional pour l'orientation professionnelle et la formation) et participe aux commissions Emploi et Handicap. Depuis 2012, le GRAFIE est également titulaire d'un siège au sein du 1er Collège du Ceser Ile-de-France.

Le GRAFIE a, par ailleurs, entrepris une coopération avec la Société du Grand Paris pour développer les marchés avec clauses d'insertion. Il met également en œuvre la promotion des achats responsables, en particulier auprès des grandes centrales d'achats afin d'y faire référencer les structures de l'insertion par l'activité économique.

Le GRAFIE développe son réseau de relations avec le MEDEF, la CGPME et de grandes entreprises publiques comme la SNCF. Il est également ouvert à une collaboration avec l'Union professionnelle artisanale qui rencontre les mêmes difficultés que les SIAE pour l'accès aux marchés publics en raison, en particulier, de la taille des allotissements. Il recherche, en outre, une meilleure collaboration avec les syndicats de salariés.

En 2014, l'ensemble des SIAE, regroupées dans le GRAFIE, a généré un chiffre d'affaires global de 316 M€ dont 82 M€ dans le cadre de marchés publics (26 %), pourcentage en forte progression par rapport aux années précédentes. Dans le même temps, ces SIAE ont versé 230 M€ de salaires à 32 000 personnes dont 28 000 en insertion. Elles ont réalisé 6 500 sorties vers des entreprises et 3 500 vers des formations.

Le GRAFIE incite les réseaux et leurs structures adhérentes à s'engager dans des actions locales de mutualisation, sous forme des Groupements momentanés d'entreprises (GME) ou de Pôles territoriaux de coopération économique (PTCE).

Au cours de son intervention auprès de la commission Emploi et développement économique du Ceser, le président du GRAFIE a souligné les retombées très négatives qu'aurait la suppression des Emplois tremplin par la Région, suppression qui entraînerait la disparition de nombreux emplois de permanents au sein des SIAE ainsi, par voie de conséquence, qu'une diminution drastique des ressources financières pour l'accompagnement et la formation des salariés en insertion.

Le GRAFIE constitue une réelle amélioration dans la coordination des différents réseaux de l'IAE en Ile-de-France mais il n'a pas, pour autant, fait disparaître une certaine concurrence entre les réseaux, les réseaux « généralistes » qui regroupent des SIAE appartenant aux quatre catégories définies en début de ce rapport, avec d'autres structures n'ayant pas de rapport direct avec l'IAE (activités sociales pour la FNARS, entreprises d'aide à la personne pour le COORACE) et les réseaux spécialisés qui ne regroupent que des structures d'un seul type : AI pour ARDIE Ile-de-France, ACI pour Chantiers Ecole, EI et ETTI pour la FREI. Cette situation contribue à créer une certaine confusion en ce qui concerne l'image de l'IAE auprès des institutionnels comme du grand public.

1.3.8. Les groupements départementaux

Afin de renforcer leur représentativité auprès des Conseils départementaux et des Unités territoriales de la DIRECCTE, les SIAE se sont regroupées, au niveau départemental, mais de façon très disparate selon les départementaux.

1.3.8.1. Paris

Personne rencontrée : Bertrand CHARUEL, administrateur du CDAI 75.

A Paris, les associations intermédiaires se sont regroupées dans un Comité des associations intermédiaires de Paris (CDAI 75), au début des années 90. Le CDAI regroupe, aujourd'hui, l'ensemble des AI parisiennes. Son Conseil d'administration, où toutes les AI sont représentées, se réunit régulièrement.
Le CDAI 75 assure la représentation des AI auprès des organismes institutionnels, DIRECCTE, Mairie de Paris, Maison de l'Emploi,…

Le CDAI 75 n'entretient pas de relations avec les autres SIAE parisiennes.
Il a, par contre, permis la mutualisation de certaines actions, en particulier, pour répondre collectivement à certains marchés publics à clauses sociales, pour assurer le portage des repas et/ou l'aide au portage des courses dans des immeubles en réhabilitation pendant la réfection des ascenseurs.
Le CDAI 75 est en contact régulier avec le PLIE de la capitale (Plan local d'insertion par l'économique) pour assurer une information commune sur les clauses d'insertion dans les marchés publics de la capitale.

Le CDAI 75 et le CDAI 92 sont récemment entrés en relation pour proposer une réponse coordonnée aux marchés publics à clauses sociales liés au prolongement de la ligne de métro Eole.

1.3.8.2. Seine-et-Marne

Personnes rencontrées : Laurent GERARD, président du CDAI 77, Sylvaine BORNICHE, chef de projet Plateforme collaborative.

Le premier groupement de SIAE dans le département s'est constitué, dans les années 90, sous l'appellation Comité départemental des associations intermédiaires de Seine-et-Marne (CDAI 77), à partir des associations intermédiaires. Il réunit, aujourd'hui, les 7 AI et les 2 ETTI du département. Cette structure existe toujours et s'occupe, plus particulièrement, des questions propres aux associations intermédiaires suite aux modifications réglementaires intervenues au cours des deux dernières années : contrat de travail des salariés en insertion dans les AI, couverture complémentaire santé. Le comité a, par ailleurs, répondu, récemment, à un appel d'offre de La Poste pour assurer des remplacements par des mises à disposition sur l'ensemble du département. Ce projet n'intéressait que les AI et les ETTI, déjà habituées à collaborer pour pallier les inconvénients de la règle des 480 heures.

La décision de construire une **Plateforme collaborative des SIAE de Seine-et-Marne** a été prise au cours de l'année 2015, suite au mécontentement de plusieurs SIAE, face aux difficultés qu'elles rencontraient pour s'introduire dans les marchés publics à clauses d'insertion.

En mars 2015, une première expérience de Groupement momentané d'entreprises et les informations reçues d'Act'Essonne (groupement départemental des SIAE de l'Essonne) ont conduit à la mise en place de la plateforme, avec le objectifs suivants :

- renforcer les structures de l'IAE de Seine-et-Marne pour leur permettre d'obtenir un meilleur service à leurs salariés en insertion et à leurs « clients » ;
- développer tous types de mutualisation au niveau des moyens, de la formation des salariés en insertion et des permanents des structures, de la réponse aux appels d'offre relatifs aux marchés publics ou autres ;
- aider les donneurs d'ordre à mettre en place une politique d'achats responsables adaptée aux structures de l'IAE ;
- étudier un dispositif de médecine du travail, satisfaisant aux nouvelles obligations des SIAE, mais mieux adapté aux salariés en insertion que la médecine du travail des entreprises.

La constitution de la plateforme a été proposée en réponse à un appel à projet de la DIRECCTE Ile-de-France, réponse portée par Pro Emploi Intérim. Une fois retenu, le projet a donné lieu à l'élaboration d'une convention qui a été signée, en octobre 2015, pour deux années. Pro Emploi Intérim reste la structure porteuse. Un comité d'animation a été constitué, réunissant les 9 structures fondatrices.

La plateforme rassemble maintenant 28 des 32 SIAE du département, lesquelles ont signé une lettre d'engagement à y participer. Un comité de pilotage a été constitué, avec la participation des signataires de l'UT 77, de la DIRECCTE et du Conseil départemental. Des groupes de travail thématiques se réunissent, en tant que de besoin, avec les SIAE volontaires.

Un premier état des lieux

Un questionnaire d'enquête a été adressé à l'ensemble des SIAE du département pour établir un état des lieux de l'IAE dans le département. Par ailleurs la plateforme a obtenu l'accompagnement par un DLA (Dispositif local d'accompagnement porté, dans le 77, par l'association AFILE 77[12]), pour 2 ans, afin d'aider à sa structuration juridique, à la définition de son financement et à la mise en place de sa communication.

Une rencontre avec Pôle Emploi 77 a permis de constater la mauvaise information des prescripteurs[13] sur ce qu'étaient les SIAE alors qu'ils doivent intervenir dans la procédure d'accord des agréments par Pôle Emploi.

La capacité des SIAE à répondre à des marchés publics a également fait l'objet d'une formation à destination des « facilitateurs », personnes ressources mises en place par l'Etat dans chaque département, pour aider à la mise en œuvre es clauses sociales.

Définition d'une stratégie et premières actions

En mai 2016, la plateforme a réuni un comité d'animation élargi à l'ensemble des SIAE pour définir des orientations stratégiques et élaborer un projet départemental à court et moyen termes. Un sondage sur les priorités retenues par les structures a montré que venaient, en tête, les problèmes de formation, en second, la réponse aux appels d'offre des marchés publics et, en troisième position, les questions liées à la santé et à la prévention des risques.

En ce qui concerne la formation, la plateforme a obtenu une réponse positive à un appel à projet de la DIRECCTE Ile-de-France de novembre 2015. Ceci lui a permis de créer un pôle ressources formation avec, pour objectif, de contribuer à la montée en compétences des salariés en insertion dans les différentes structures. Un contact a été pris avec les 9 OPCA dont dépendent les différentes SIAE, et une journée d'information sur la réforme de la formation professionnelle de 2014 a été organisée. La plateforme souhaiterait que soit institué un comité de pilotage pour la formation au niveau régional.

[12] AFILE 77, Association pour le Financement d'Initiatives Locales pour l'Emploi

[13] Les prescripteurs sont, selon la convention régionale de 2011, des personnes physiques ou des organismes agréés par le Préfet pour habiliter les demandeurs d'emploi à être recrutés dans une SIAE.

En ce qui concerne les marchés publics, une veille sur les appels à projet, avec ou sans clauses d'insertion, a été mise en place. Elle a d'ores et déjà permis de proposer des réponses collectives à certains appels d'offre, soit par mise à disposition auprès d'une entreprise adjudicataire, soit par constitution d'un Groupement momentané d'entreprises.

Dans le domaine de la santé, une rencontre est prévue avec la Caisse régionale d'assurance maladie d'Ile-de-France (CRAMIF), en vue d'étudier un système de médecine du travail adapté aux besoins des salariés des SIAE.

La chef de projet nous a indiqué que la plateforme recevait un appui très affirmé de l'UT 77 de la DIRECCTE, au-delà de la contribution financière de celle-ci, dans le cadre des conventions signées.

A noter que la plateforme s'est portée candidate à un prix de l'ESS 2016.

1.3.8.3. Yvelines

Deux structures regroupent les SIAE dans le département des Yvelines :

- le CDAI 78 (Comité départemental des associations intermédiaires des Yvelines) ;
- le FLES 78 (Fonds local emploi solidarité des Yvelines).

Personne rencontrée : Jean VIGIER, président du CDAI 78.

Le CDAI 78

Dès 1992, les associations intermédiaires des Yvelines se sont regroupées dans un comité départemental, le CDAI 78, avec, pour premier objectif, la représentation des AI auprès du Conseil général et de la DDTEFP 78. Son siège est situé à La Celle-Saint-Cloud. Ce groupement a, dès sa création, rassemblé les données chiffrées relatives aux AI des Yvelines afin de donner une image globale de leur activité et de leur poids économique dans le département.

Ce n'est que récemment que le CDAI 78 a commencé à développer la mutualisation de certaines actions au service des AI du département :
- étude de conventions avec les ETTI pour assurer la continuité des parcours pour les salariés en insertion dans les AI ayant atteint la limite réglementaire des 480 heures pour la mise à disposition dans le secteur marchand ;
- action auprès du Conseil départemental pour que les collèges fassent appel aux AI pour les remplacements temporaires de leur agents de services ;
- contacts avec le MEDEF et la CGPME pour développer les relations avec les entreprises.

Le CDAI 78 a, par ailleurs, été chargé par l'UT 78 de la DIRECCTE de gérer les relations entre les AI du département, en matière de territoires alloués à chacune d'elles. Ceci a conduit à l'établissement d'une charte de bonnes pratiques s'imposant à l'ensemble des structures.

Le FLES 78

Le FLES 78, créé en 2001, est un réseau de collectivités, d'associations et d'entreprises engagées dans la lutte contre le chômage. 138 établissements y adhèrent, en 2016, et totalisent 1 200 salariés en emploi aidé (CUI-CAE, emplois d'avenir, contrats d'usage en AI).

Connu au départ comme organisme de formation, il s'est ensuite orienté vers les SIAE pour répondre à une demande des structures, en particulier pour les questions d'actualité juridique. Il se définit, maintenant, comme coordinateur départemental des SIAE et est financé, à ce titre, par la DIRECCTE. Il édite un annuaire des SIAE du département.

Le FLES 78 a pour mission

- d'accompagner les employeurs et les salariés en emploi aidé : réunions d'information des salariés, sessions de sensibilisation au tutorat, entretiens individuels des salariés en insertion avec un conseiller, réalisation d'une attestation d'expérience validée par l'employeur au moyen d'une grille d'évaluation des savoir-être et savoir-faire ;
- de mettre en place des actions de formation mutualisées en mobilisant les dispositifs de financement ; le FLES dispense les formations « socle de compétences » et achète les formations à caractère professionnel.

En 2015, le FLES a obtenu le financement de 2000 places de formation représentant 46 000 heures pour un coût de 500 000 euros environ. Le FLES gère par ailleurs l'ingénierie financière et administrative de formations au bénéfice de jeunes accompagnés par les Missions Locales.

Le FLES s'est également investi dans l'accompagnement des candidats à la VAE, en particulier pour les publics les plus éloignés de l'emploi, une action qui a été financée par la région Ile-de-France en 2015.

Le CDAI 78 et le FLES entretiennent des relations informelles et amicales.

1.3.8.4. Essonne

Personne contactée (par téléphone) : Marie Andrée VASSAS, secrétaire d'Act'Essonne

Dès l'année 1989, les associations intermédiaires de l'Essonne ont constitué un groupement départemental, le **Comité des associations intermédiaires de l'Essonne (CAIE 91)** pour assurer la représentation des AI auprès du Conseil départemental et avec le soutien de celui-ci. En 2009, le CAIE 91 s'est ouvert aux autres SIAE du département mais sans définir une véritable stratégie commune. Les SIAE se sont peu investies dans ce groupement qui a rencontré, par ailleurs, des problèmes de gouvernance qui ont conduit à sa mise en sommeil en 2013.
Cette même année 2013, à l'initiative des dirigeants de plusieurs SIAE qui ont souhaité relancer la dynamique d'un groupement départemental, **Act'Essonne** a été créé, dans un premier temps de manière informelle et avec la volonté de mettre en place une plateforme de services pour l'ensemble des SIAE du département. A partir de 2014, ce groupement a pris une forme juridique d'association loi de 1901 avec les objectifs suivants :

- améliorer l'assise économique des structures ;
- améliorer les conditions d'emploi des personnels permanents et en insertion ;
- améliorer la visibilité et la reconnaissance des SIAE par les acteurs économiques du département.

Dans l'esprit des fondateurs, il s'agissait bien de créer une plateforme pour mener des actions, une plateforme de services, une plateforme de représentation, une plateforme de capitalisation des expériences.

Act'Essonne regroupe aujourd'hui les 39 structures d'insertion du département et a mis en place un site Internet très documenté. Des groupes de travail sont organisés périodiquement pour préparer les orientations stratégiques du groupement. Par ailleurs, un comité des directeurs permet à ceux-ci d'échanger sur leurs pratiques respectives et sur les difficultés qu'ils rencontrent.

Trois projets opérationnels ont d'ores et déjà été lancés :

- la mise en place d'un service de santé adapté aux salariés en insertion, permettant de lever des freins à l'employabilité tout en limitant le coût financier pour les structures ;
- un service d'achats groupés pour économiser sur les coûts de certaines fournitures ;
- un comité des œuvres sociales pour utiliser les leviers que peuvent constituer la culture, la pratique d'activités sportives et les loisirs dans la lutte contre l'exclusion sociale.

Act'Essonne ambitionne de forger une identité commune de l'IAE au sein du département.

1.3.8.5. Hauts de Seine

Personne contactée (par téléphone) : Laurent LAMARCHE, président du CAI 92.

Le **Comité des associations intermédiaires des Hauts-de-Seine (CAI 92)** a été fondé dès le début des années 90 pour rassembler l'ensemble des AI du département (12 à l'époque). Les objectifs étaient les suivants :

- représenter les AI auprès du Conseil général (aujourd'hui Conseil départemental) et de la DDTEFP (aujourd'hui UT 92 de la DIRECCTE Ile-de-France) ;
- assurer l'échange d'informations et de pratiques entre les AI du département ;
- mettre en place des actions mutualisées.

Le bureau et le conseil d'administration se réunissent depuis, très régulièrement, pour suivre les actions entreprises, une permanente salariée assurant l'accompagnement de la mise en place et de la réalisation de ces actions. (Ce poste a été supprimé en 2014 par défaut de financement).

Le CAI 92 avait également mis en place un centre de formation avec quatre formatrices salariées. Celui-ci a cessé ses activités récemment, faute de crédits pour assurer la rémunération des formatrices.

Les principales actions mutualisées, réalisées au cours des dernières années, ont concerné les thèmes suivants :

- des actions de formation dans le domaine des services à la personne, comprenant, en particulier, des tests et modules de sensibilisation, des formations qualifiantes, une sensibilisation aux questions de discrimination et d'égalité des chances hommes/femmes, une formation sur l'éco-ménage ;
- des actions de formation dans le domaine des espaces verts ;
- des séminaires de formation pour les permanent(e)s des AI et une réunion régulière des directeur(trice)s de structure ;
- une action ciblée sur les comités d'entreprise des grandes sociétés installées sur le territoire des Hauts-de-Seine afin de faire connaître aux salariés de ces entreprises les prestations offertes par les AI. Cette action a fait l'objet d'un accord avec le CAI 78, de nombreuses sociétés étant installées sur les deux départements ;

- des séances de formation sur le logiciel GTA (logiciel de gestion des AI).

Faisant face à un problème d'équilibre financier, dû à la baisse des subventions publiques et du nombre des AI adhérentes (par démission ou fusion entre deux structures), le CAI 92 continue à se réunir régulièrement mais la plupart des actions de formation ont dû être interrompues. Des actions continuent d'être menées pour le développement de l'intervention des AI dans les marchés publics et des partenariats ont été établis avec la Chambre des métiers, la Chambre de commerce et d'industrie, l'Union des artisans du 92, la Maison de l'emploi de Nanterre.

Un essai d'élargissement à l'ensemble des SIAE

En 2010, suite à une étude réalisée par le Dispositif local d'accompagnement (DLA) des Hauts-de-Seine, la création d'un groupement départemental réunissant l'ensemble des SIAE du département a été mise à l'étude. Ce groupement, baptisé **« Employeurs Solidaires 92 » (ES92),** a été déclaré à la préfecture en août 2010 et a réuni, lors de sa formation, environ la moitié des SIAE du 92 avec les objectifs statutaires suivants :

- favoriser la coordination entre les SIAE du département qui en sont membres ;
- être un interlocuteur et un représentant privilégié de ces structures auprès des instances institutionnelles, politiques, économiques et professionnelles ;
- favoriser le développement de projets communs ;
- promouvoir des parcours d'insertion ;
- organiser l'information et mettre éventuellement en place des services communs.

Quelques mois après, un projet de fusion entre Employeurs Solidaires (ES) 92 et le CAI 92 a été mis à l'étude mais n'a jamais abouti, faute d'accord sur la définition des orientations politiques et sur la répartition des responsabilités dans la structure commune.
Aujourd'hui, les 6 AI qui avaient adhéré à ES 92 s'en sont retirées et il ne semble plus qu'ES 92 soit très active. Le site Internet ne fait plus l'objet de mise à jour depuis plusieurs années.

A noter, toutefois, un rapprochement de cette structure avec l'Association nationale des entreprises de paysage pour favoriser les passerelles entre les SIAE et ces entreprises, une action qui intéresse, en particulier, les ACI et les EI engagés dans ce secteur professionnel.

1.3.8.6. Seine-Saint-Denis : Inser'eco 93

Quatre membres de la Commission Emploi et développement économique participaient à la visite d'Inser'Eco qui a eu lieu, le jeudi 24 mars 2016, dans les locaux de l'association, à Pantin.

Personnes rencontrées : Laurence METIVET, directrice d'Inser'eco 93, Marie-Lucie SCIARLI, directrice d'Initiatives solidaires à Aubervilliers et Mathilde VIRARD, chargée de mission.

Inser'eco a été créée en 2004, sur incitation de l'UT de la DIRECCTE Ile-de-France, pour fédérer les différentes SIAE du département de Seine-Saint-Denis, hors Plaine Commune, qui avait déjà créé, en 1999, une structure semblable : le réseau REALISE. L'objectif était de donner une plus grande visibilité des réseaux de l'insertion par l'activité économique et de ses acteurs (portail unique).

En 2011, Inser'eco et REALISE ont fusionné et établi un statut unique sous l'appellation Inser'eco 93. Cet organisme fédère aujourd'hui 95 % des SIAE du département (63 structures adhérentes). Ses objectifs sont :

- l'information collective, l'échange de pratiques et l'accompagnement des SIAE ;
- la représentation auprès des pouvoirs publics (en particulier Département et Région) ;
- l'organisation de rencontres et de groupes de travail pour la réflexion et l'échange de pratiques ;
- la synergie entre structures, par la mise en place de projets collectifs, en particulier, dans le domaine de la formation, la mutualisation des moyens, la capitalisation des expériences.

Inser'co 93 détient deux sièges au sein du Conseil départemental pour l'insertion par l'économique (CDIAE) et est cosignataire du Pacte territorial d'insertion. Inser'eco 93 a établi un partenariat avec Garances, représentation territoriale de France active dans le 93, en vue d'étudier les modes de financement de l'IAE et de leur donner plus de visibilité. La Caisse des dépôts et consignations participe à 50 % à cette étude, prévue pour se terminer fin 2016.

Inser'eco 93 a organisé son action en rapport avec le découpage des communautés d'agglomération du département. Quatre Pôles d'animation et de cohérence territoriale (PACT) ont été créés (Est ensemble, Nord-Est, Plaine Commune et Sud-Est) afin de définir des projets territoriaux facilitant le rapprochement entre les structures d'un même territoire avec, si possible, la présence, dans chaque territoire, d'au moins une structure de chaque catégorie de SIAE. Les responsables de ces ensembles font partie du conseil d'administration d'Inser'eco 93.

Trois permanent(e)s, dont un(e) chargé(e) de communication, assurent l'animation du groupement. Une lettre hebdomadaire est diffusée à 600 lecteurs et comporte, en particulier, une information sur les appels à projet susceptibles d'intéresser les SIAE.

Les principales actions d'Inser'eco 93

Marchés publics :
- une veille sur les marchés publics afin d'informer le plus tôt les SIAE sur les clauses sociales susceptibles de les intéresser (information bimensuelle) ;
- des réunions avec les services des collectivités pour promouvoir les SIAE du département dans le cas de marchés à clauses sociales. Inser'eco 93 interpelle les collectivités pour les sensibiliser à une politique d'achats responsables ;
- une aide à la mise en place de réponses mutualisées aux appels d'offre et à la fiabilisation de ces réponses, par une gestion de projet pour plusieurs associations ;
- mise en place d'une convention entre le Département et quatre AI, pour le remplacement des ATEE des collèges. Un groupement momentané d'entreprises a été formé, à cet effet, et inclut un programme de formation de 35 heures pour les intervenants participant à ce programme (50 personnes). Cette action a représenté 10 000 heures de mise à disposition, en 2015 ;
- plusieurs marchés ont été signés avec le Conseil départemental depuis 2013, dans le domaine du nettoyage et de l'entretien des locaux, avec constitution d'un groupement d'achats pour l'approvisionnement des produits d'entretien et des fournitures de bureau.

Formation :
En partenariat avec l'Association des centres sociaux d'Aulnay-sous-Bois, mise en place de formations sur le français à usage professionnel, la remobilisation vers l'emploi, la sensibilisation à l'informatique. Ces sessions de formation sont à entrées et sorties permanentes, et utilisent une pédagogie différenciée et adaptée à chaque stagiaire.

Dispositif Logements-passerelles-insertion :
En collaboration avec l'OPH d'Aubervilliers, Inser'eco 93 peut mettre à disposition de salariés en insertion n'ayant pas de logement une dizaine de logements temporaires, de type F3 ou F4, pour un temps maximum de 24 mois. Un travail est mené parallèlement avec Plaine Commune Habitat pour rechercher un logement pérenne pour les personnes ayant eu accès à ce dispositif temporaire (partenariat avec la Direction départementale de la cohésion sociale). Un dispositif semblable est en cours d'étude sur le secteur de Montreuil et devrait voir le jour fin 2016/début 2017.

Inser'eco 93 nous est apparu comme une structure très dynamique ayant développé un partenariat efficace tant avec les pouvoirs publics qu'avec les autres acteurs du département œuvrant dans la lutte contre le chômage et contre la précarité.

1.3.8.7. Val-de-Marne : RIAE 94

Personnes rencontrées : Myriam BOUSSEBSI, présidente de RIAE 94 et Guillaume VETILLARD, chargé de développement RIAE 94.

Le Réseau de l'insertion par l'activité économique du Val-de-Marne (**RIAE 94**) a été créé, fin 2013, en vue « *d'animer le réseau des SIAE du Val-de-Marne, de coordonner et de construire avec les SIAE membres de l'association des actions dans les domaines précisés par le Conseil d'administration et plus globalement de mettre en œuvre toute action permettant de promouvoir l'IAE dans le Val-de-Marne »*[14].

Cette création répondait à un souhait de l'Unité territoriale 94 de la DIRECCTE, du Conseil départemental ainsi que des structures de l'IAE du 94. RIAE 94 regroupe environ 80 % des 37 SIAE du département.

Les objectifs retenus par le Conseil d'administration de RIAE 94 peuvent être résumés comme suit :
- augmenter la visibilité des SIAE et valoriser leur professionnalisme et leurs activités par des actions de communication sur la vie du réseau ;
- mutualiser certaines fonctions support, notamment certaines fonctions de chargés d'insertion socioprofessionnelle ;
- mutualiser des actions de formation, en particulier dans les domaines des savoirs de base, de l'apprentissage de la langue française et/ou de l'informatique, à destination des salariés en insertion. Ceci passe par l'obtention de l'agrément d'un organisme de formation (OF) et l'embauche prochaine de formateurs internes au RIAE sur la question des savoirs de base ;
- assurer une veille commune sur les marchés publics afin d'être en mesure d'y répondre rapidement. Le RIAE 94 favorise la création de Groupements momentanés d'entreprises (GME) pour apporter une réponse collective à des marchés importants (exemple d'un GME constitué d'une EI et d'un ACI qui assure l'entretien d'un parc départemental), un axe essentiel dans la perspective des marchés du Grand Paris ;
- assurer une veille active sur les métiers en tension afin d'adapter l'offre des SIAE aux besoins des entreprises ;
- organiser des réunions d'échanges de pratiques entre les conseillers en insertion professionnelle ainsi qu'entre les directeurs et directrices ;

[14] *Statuts de l'association, Article 2*

- assurer une représentation de l'IAE auprès des acteurs locaux et servir de courroie de transmission des informations pouvant intéresser les SIAE.

RIAE 94 publie un annuaire des SIAE du Val-de-Marne dans lequel sont rappelées ce que sont l'IAE et les différentes structures qui la composent ainsi que les données principales relatives aux SIAE du département : 2 000 salariés en parcours d'insertion, 200 salariés permanents, 17 millions d'euros de chiffre d'affaires. 68 % des salariés en insertion retrouvent un travail ou intègrent une formation en fin de parcours.

1.3.8.8. Val-d'Oise

Personnes rencontrées : participation à l'assemblée générale annuelle de VOIE 95

VOIE 95 (Val-d'Oise insertion par l'économique) a été créée en 2004, prenant le relais d'un groupement départemental des associations intermédiaires du Val-d'Oise, lequel avait été formé, vers le milieu des années 90, pour regrouper les AI du département. VOIE 95 rassemble aujourd'hui 36 SIAE de toutes catégories, AI, ACI, EI, ETTI et RQ (formées maintenant en EI). VOIE 95 s'est fixé comme objectifs de :

- favoriser la coordination entre les SIAE du Val-d'Oise ;
- être un interlocuteur et un représentant privilégié de ces structures ;
- assurer la veille sur le développement des marchés publics ;
- mettre en œuvre des réponses en groupement sur les marchés publics à prestations d'insertion ou incluant des clauses sociales ;
- assurer la promotion de l'IAE dans le Val-d'Oise et faire connaître ses réalisations ;
- accompagner les nouveaux projets d'insertion ;
- mettre en place des actions de formation mutualisées.

Le groupement VOIE 95 totalise environ 3 000 salariés en insertion et emploie 235 permanents (en ETP).
Parmi les actions réalisées, signalons une formation mutualisée sur les règles de sécurité à observer dans les SIAE, quelle que soit la catégorie à laquelle elles appartiennent, et la réalisation de fiches sécurité à l'intention des salariés en insertion ainsi que la mise en place d'une formation mutualisée aux savoirs de base (2ème session en cours pour 2016).
VOIE 95 représente les SIAE du département au sein du CDIAE du Val-d'Oise.
Le site Internet de VOIE 95 constitue un outil de communication très riche entre les SIAE et à destination de leurs partenaires, en particulier de ceux qui sont à la recherche de services ou de travaux.

2. Les SIAE sur le terrain

Au-delà des aspects réglementaires et des partenariats institutionnels, les SIAE, ce sont essentiellement des dizaines de milliers de personnes, hommes et femmes, qui cherchent à sortir de la précarité et de l'exclusion en retrouvant un travail rémunéré. Ce sont aussi des centaines de bénévoles et de salariés permanents qui animent les structures et s'efforcent de redonner confiance en elles-mêmes et en la société aux personnes qu'elles accueillent.
Nous avons donc souhaité rencontrer les acteurs sur leur terrain afin de mieux appréhender leur fonctionnement concret, le type d'activités qu'ils développent, les résultats qu'ils obtiennent, non plus à travers des chiffres, mais par le témoignage de personnes ayant bénéficié de ces activités.
Nous analyserons également les résultats d'une enquête de la DARES, réalisée en 2012 auprès de 7 000 personnes, salariés et employeurs des structures d'insertion par l'activité économique.

2.1. Initiatives solidaires, une association support de deux ACI

L'association Initiatives Solidaires a été fondée en 2013, avec pour objectif de reprendre le support d'un atelier chantier d'insertion dans le domaine de l'hôtellerie-restauration travaillant au service de l'Association pour le logement des jeunes de Seine-Saint-Denis (ALJ 93). Elle a obtenu, en juin 2013, le conventionnement ACI pour deux chantiers, la reprise du chantier hôtellerie-restauration ci-dessus mentionné et un ACI « Revalorisation-transformation », spécialisé dans la récupération de matériaux et leur transformation. Ce sont ces deux chantiers qu'une délégation de la commission Emploi et développement économique du Ceser a visités, le 2 mai 2016. Nous avons été reçus par Marie-Lucie SCIARLI, directrice des deux chantiers, et Belkacem KHEDER, président d'Inser'Eco 93.

2.1.1 ACI hôtellerie - restauration

Cet ACI comporte deux sections, l'une consacrée à la restauration et offrant 8 postes d'insertion, l'autre à l'hôtellerie et offrant 20 postes d'insertion.

La section Restauration assure la gestion du restaurant collectif de l'ALJ 93 qui dispose de 140 places et sert jusqu'à 250 repas par service, le restaurant étant ouvert de 11h45 à 13h30, tous les jours sauf le dimanche. Sous la conduite d'un encadrant technique qui nous a fait visiter le restaurant, les salariés en insertion apprennent toutes les techniques nécessaires au fonctionnement d'un établissement de restauration collective : préparation des repas, tenue et gestion des stocks, distribution des repas, plonge et procédures de nettoyage des cuisines, surveillance des dates de péremption des denrées alimentaires, conservation des « plats témoins », recyclage des déchets, etc. Pour la préparation des repas, l'équipe est renforcée par trois salariés permanents de l'ALJ 93. Les clients du restaurant sont les jeunes hébergés par le foyer ALJ, les personnes de passage dans le Centre international de séjour Eugène Henaff installé dans le même immeuble, les salariés de différents organismes publics d'Aubervilliers, dans le cadre de conventions entre ces organismes et l'ACI. Le restaurant assure également les petits déjeuners pour les résidents et, sur demande, des buffets et/ou repas pour les séminaires qui se tiennent dans les locaux de l'ALJ. L'encadrement social et professionnel est assuré par trois salariés permanents de l'ACI dont un conseiller en insertion qui reçoit les salariés en insertion au moins une fois par semaine. L'ACI propose aux salariés en insertion des périodes d'immersion en

entreprise, après 6 à 7 mois de présence dans la structure et à l'approche de la fin de leur parcours d'insertion.

La section Hôtellerie assure l'entretien des parties communes et des bureaux du foyer ALJ et du Centre de séjour, soit un ensemble de 300 chambres, réparties sur huit étages, 68 chambres pour le Centre international de séjour, dont une vingtaine de standing un peu supérieur, et 232 chambres pour l'ALJ 93. Le Centre international de séjour accueille, tout au long de l'année, des groupes scolaires en déplacement dans la capitale, des séminaires et des voyageurs individuels. Nous avons visité le bâtiment, sous la conduite de la gouvernante encadrante technique, qui gère cette section. En principe, le personnel en insertion n'intervient dans les chambres qu'au moment des changements d'occupant qui demande un nettoyage complet de la chambre (en période haute, cette intervention peut concerner quotidiennement les 68 chambres d'hôtellerie). Hors le cas ci-dessus indiqué, l'entretien quotidien des chambres est assuré par du personnel de l'ALJ et du Centre international de séjour. Compte tenu du caractère éminemment fluctuant de l'activité du donneur d'ordre, l'ACI doit adapter ses prestations aux besoins de celui-ci. Cette adaptation n'est pas toujours facile, en raison des contraintes réglementaires, en termes d'horaires de travail qui s'imposent aux ACI.

Les postes d'insertion couvrent les métiers suivants : agent d'entretien en collectivité, employé polyvalent, valet de chambre équipement, des chambres, agent d'entretien en collectivité. Comme dans la section restauration, les salariés en insertion sont suivis par un conseiller en insertion.
Les salariés des deux sections se voient également proposer des formations externes, soit dans d'autres SIAE du même domaine professionnel, soit dans des organismes de formation avec le concours de l'OPCA Uniformation. En 2014, 13 salariés ont effectué 11 évaluations en milieu de travail (EMT) et deux périodes de mise en situation en milieu professionnel (PMSMP). 5 salariés de la restauration ont effectué un stage en restauration pour valider leur projet professionnel dans ce secteur. 15 des 29 salariés accueillis au cours de l'année, dans la section hôtellerie, ont bénéficié d'une formation linguistique, sous forme de cours d'une journée de 6 heures par semaine.

Sur les 11 sorties prises en compte pour les deux sections dans le bilan annuel d'activité pour 2014, 5 personnes sont sorties en emploi durable, 2 en emploi de transition, 2 en sortie positive.
Cet ACI se situe sur un créneau professionnel où les besoins en personnel sont importants mais qui pâtit toujours d'une image de marque qui freine encore la poursuite de ce trajet professionnel par les salariés sortis de l'ACI.

2.1.2. ACI revalorisation-transformation

« *Du vieux fer à béton à la table de salon* », telle pourrait être la devise de ce chantier d'insertion qui se place dans le cadre de l'économie circulaire, en organisant la récupération de tous types de matériaux (bois, métaux, verre,…) et en les revalorisant, par la fabrication d'objets divers, soit sur commande de particuliers, soit vendus sous forme d'objets uniques et de caractère artistique ou fonctionnel (mobilier de bureau en particulier). Il a reçu son conventionnement, en juillet 2013, mais n'a réellement commencé à fonctionner que début 2014, faute de locaux adaptés jusqu'à cette date. Les ateliers sont aujourd'hui dans des locaux qui ont été remis en état par le personnel de l'ACI avec le concours de la Fondation VEOLIA, de l'ARSIE, et du Conseil départemental de Seine-Saint-Denis.

Cet ACI est conventionné pour 10 ETP d'insertion et occupe 15 personnes sur une année. L'encadrement est assuré par deux encadrants techniques (dont le chef d'atelier) et l'accompagnement social et professionnel par 2 personnes à temps partiel.
Nous avons effectué la visite sous la conduite du chef d'atelier, ancien professeur de l'école Boulle. La récupération de métaux s'effectue, principalement, auprès d'une entreprise de Seine-Saint-Denis, spécialisée dans la transformation des métaux. Pour le bois, le chantier s'approvisionne dans les déchetteries mais cherche à passer un accord avec une entreprise de sciage, susceptible de fournir une source plus régulière.

Les encadrants techniques, tout en formant les salariés en insertion sur les techniques de travail du bois et des métaux (découpe, pliage, tous types de soudure, etc.) cherchent à développer leur créativité artistique. Ils ont, en particulier, mis en place, en 2015, une visite des musées d'Orsay, de l'Orangerie et des Arts décoratifs : une véritable découverte pour les salariés en insertion, à la suite de laquelle certains ont créé des pièces inspirées des œuvres artistiques qu'ils avaient vues. Toutes les pièces fabriquées sont des pièces uniques, signées des salariés qui ont contribué à leur fabrication.

Le chantier présente sa production, à l'occasion de manifestations diverses, qui sont autant de canaux pour les commercialiser. C'est aussi un sujet de fierté pour les salariés en insertion quand ils voient que les objets qu'ils ont inventés et fabriqués se vendent, parfois à un prix relativement élevé.

L'ACI dispose d'un magasin d'exposition des objets disponibles à la vente et a réalisé, avec l'aide d'un prestataire externe, un catalogue de ces objets pour mieux diffuser la connaissance de son activité. L'un des problèmes actuels de ce chantier est de trouver des canaux de commercialisation de ses fabrications. Compte tenu de l'incertitude actuelle sur le financement des ACI, dès 2016, en raison des nouvelles orientations de la Région Ile-de-France, l'embauche, un moment envisagée, d'un salarié permanent, pour aider à ce développement, a été mise en sommeil.
Dans un domaine original et bien adapté à certaines préoccupations actuelles, dans tout ce qui touche à l'environnement, cet ACI s'est installé dans une niche qui lui permet de développer les capacités des salariés en insertion dans des métiers qui devraient les aider à trouver leur place dans le marché du travail traditionnel, tout en valorisant leurs capacités créatrices ; un facteur favorable à leur réinsertion sociale.

2.2. Réparer son vélo dans un chantier d'insertion

Solicycle, à Clichy-la-Garenne, dans les Hauts-de-Seine a été créé en 2010, par l'association Etudes et Chantiers d'Ile-de-France qui porte 16 chantiers d'insertion, 3 à Paris, 8 en Essonne, 3 en Seine-Saint-Denis et 1 dans les Hauts-de-Seine. Nous y avons été accueillis, le 4 mai 2016, par Myriam DAUPHIN, directrice du Chantier.

Le chantier de Clichy est un atelier d'autoréparation de vélos, fonctionnant sur le principe suivant : 650 adhérents du chantier peuvent venir y réparer leur(s) vélo(s), après paiement d'un abonnement annuel, par famille (16 euros).

Ils disposent, sur place, de l'accès à un outillage très complet, à un stock de pièces détachées et peuvent bénéficier des conseils de l'équipe technique, constituée de 10 salariés en insertion,

accompagnés de deux encadrants techniques et d'un senior, mécène de compétences. Il existe trois autres ateliers semblables en Ile-de-France : aux Ulis, à Saint-Denis et à Paris, près de la porte de Vanves.

En dehors de l'assistance pour la réparation des vélos, l'atelier Solicycle effectue la récupération de vélos usagés qui servent de source de pièces détachées (plusieurs milliers de pièces détachées récupérées chaque année). Il procède aussi à la réfection des vélos encore en état, qui sont ensuite proposés à la vente. Pour se faire connaître du public, Solicycle organise des animations hors les murs de l'atelier, toute une journée, ou pendant les pauses déjeuner. Le chantier dispose, pour cela, d'un atelier mobile qui se déplace auprès des entreprises, des bailleurs sociaux, des collectivités. Les personnes peuvent venir y réparer leur vélo dans les mêmes conditions que celles de l'atelier fixe. Ceci permet à Solicycle de participer à la vie locale et de mettre en contact les salariés en insertion avec les habitants. Pour ces salariés, c'est aussi un facteur de valorisation, dans la mesure où ils se trouvent en position de transmettre leurs compétences, un élément essentiel dans leur parcours d'insertion. L'organisation de ces animations est confiée à un jeune en service civique, au sein de l'ACI.

Les salariés en insertion sont en contrat CDDI d'une année, éventuellement renouvelable. Leur activité au sein du chantier leur permet d'acquérir des savoir faire techniques leur facilitant ensuite l'accès à des emplois porteurs dans le secteur de l'entretien des vélos mais aussi de l'accueil, des services, de la gestion des déchets. Ils sont accompagnés, tout au long de leur parcours, avec un entretien personnel, tous les 15 jours, pour les aider à résoudre leurs éventuels freins à l'emploi et construire leur projet professionnel. Par ailleurs, des formations collectives internes sont organisées par les responsables du chantier sur des thèmes très variés, souvent à la demande des salariés eux-mêmes : logement, santé, accès aux droits, déplacements en Ile-de-France, rédaction de CV ou/et de lettres de motivation, … Par ailleurs, l'ACI mobilise, pour chaque salarié le compte personnel de formation (CPF), avec abondement par l'OPCA Uniformation, quel que soit le nombre d'heures capitalisé sur le CPF. Ce travail est lourd sur le plan administratif car il exige la rédaction d'une convention pour chaque salarié concerné.

Comme dans la plupart des ACI, la masse salariale représente 80 à 90 % des charges, et les ressources propres restent inférieures à 30 % du budget, comme l'exige la réglementation des ACI. L'aide au poste de l'Etat et le complément régional, versé dans le cadre des emplois tremplin IAE, institué en 2009, par le Conseil régional, constituent donc des éléments fondamentaux de l'équilibre financier de l'ACI. Solicycle, comme de nombreux ACI franciliens, est donc très inquiet de la disparition des Emplois Tremplin IAE et attend, avec impatience, la définition de la nouvelle politique d'aide aux SIAE, annoncée par le Conseil régional.

2.3. De la friche industrielle au restaurant : l'EI relais - restauration

Le 18 mai 2016, nous étions deux conseillers, membres de la commission Emploi et développement économique pour visiter l'entreprise d'insertion Relais restauration, installée à Pantin, en Seine-Saint-Denis. Nous avons été reçus par Monsieur Belkacem KHEDER, directeur de cette EI et, par ailleurs, à l'origine du projet lancé en 1992, par la volonté commune de cet éducateur, formé à la restauration, et de nombreux militants locaux. L'entreprise a été créée sur une friche industrielle autrefois occupée par une entreprise de travaux publics.

Pour gérer cette friche, une association, MAAFORM, a été créée, sur la ville de Pantin. Ce terrain a été repris, ultérieurement, par la ville de Pantin, renforçant ainsi l'ancrage territorial du Relais ainsi que le partenariat entre l'EI et la ville.

Dès le début, les fondateurs du Relais ont affirmé la nécessité de joindre, à l'entreprise d'insertion, une structure de formation, également de statut associatif, Relais formation, axée sur les métiers de la restauration. Un accord a été passé avec l'AFPA pour définir des unités de valeur pré-qualifiantes permettant un accès progressif à une qualification. Relais formation a accueilli, depuis sa création, près de 2 300 personnes qui connaissaient des difficultés d'insertion professionnelle.

Parallèlement, l'aménagement de locaux adaptés à l'activité restauration a été entrepris, et Relais restauration a été conventionnée comme EI, en 1993. Au début des années 2000, le conseil d'administration de Relais restauration a mis à l'étude le changement de statut de la structure, pour une forme juridique plus habituelle pour une entreprise. Le choix du statut SCIC (Société coopérative d'intérêt collectif) a été fait car il permettait d'associer les salariés de l'EI des partenaires extérieurs (usagers, collectivités locales,…) à la gouvernance de l'EI et de faciliter l'élargissement du capital. Le changement de statut a été laborieux, et ce n'est qu'en 2011 que la SCIC a été constituée. Elle compte, aujourd'hui, 140 sociétaires.
A la même période, un ambitieux programme de travaux a été lancé, pour faire passer la surface des locaux de 350 à 850 m², un investissement de 1,2 million d'euros, financé par des dons, des subventions et des emprunts. Lancé en 2012, le chantier s'est terminé en décembre 2013, et les nouveaux locaux ont été inaugurés en 2014. Cet investissement comprenait, entre autres, une cuisine d'application, mise à la disposition de Relais formation, pour la préparation des CAP liés à la restauration (serveur, commis de cuisine). Cet équipement permet une alternance permanente entre la formation générale et la pratique du métier. Relais formation propose des modules de une à deux semaines pour la mise en situation de travail de personnes se destinant aux métiers de la restauration, avec un recrutement dans toute l'Ile-de-France.

Relais restauration a diversifié son activité en créant une activité de traiteur qui se développe sur toute l'Ile-de-France. L'EI cherche également à s'adapter aux changements des habitudes alimentaires, en particulier de la tranche d'âge 25-45 ans, avec la mise en œuvre d'une restauration rapide, à base de salades et de sandwichs. Elle cherche également à accéder aux marchés publics proposés par les collectivités territoriales, dans le domaine de la restauration, ainsi qu'aux demandes des entreprises dans ce domaine. L'EI a, par ailleurs, réservé un espace pour l'accueil de séminaires, voire de soirées familiales, un grand local permettant des animations de toutes sortes.

L'EI est conventionnée pour 16 postes d'insertion, avec un passage de 25 personnes, en moyenne, par an. Le temps de séjour moyen des salariés en insertion est d'une année. Les salariés en insertion sont sous contrat CDDI[15]. L'encadrement est assuré par 8 personnes et demi, pour Relais restauration, et 4 personnes et demi, pour Relais formation. Trois de ces postes sont couverts par des emplois tremplin (projet en cours).

L'EI enregistre, chaque année, environ 85 % de sorties positives, essentiellement vers la restauration avec une moyenne d'âge des sortants de 35 ans. En 2015, 45 % des sortants avaient moins de 26 ans. Un tiers des sortants reste en contact avec l'EI.

[15] *Le CDDI, entré en vigueur depuis juin 2009 est un contrat à durée déterminée dérogatoire du CDD de droit commun en matière de motif, de renouvellement et de durée du contrat. Il est aujourd'hui le contrat normal pour les salariés en insertion des EI, des ETTI et depuis 2014, des ACI. Il peut être utilisé par les AI.*

Relais rencontre de plus en plus de difficultés pour financer les formations, la Région semblant donner priorité aux organismes publics (GRETA, AFPA,…). En 2015, une formation pré-qualifiante de 275 heures s'est vue refuser le financement, en raison d'une norme fixée à 300 heures pour ce type de formation. L'inscription dans le plan 500 000 jeunes reste encore une interrogation.
Dans le prolongement de son activité restauration et formation, Relais développe un nouveau projet, Relais culture, pour « *valoriser et promouvoir l'identité sociale et culturelle du lieu » :* location de salles de réunion, accueil de séminaires et de manifestations culturelles, … en relation avec la MAAFORM qui gère l'ensemble du site pour le compte de la mairie.
Cette EI nous est apparue comme une structure bien ancrée dans son territoire et ayant combiné efficacement mise en situation de travail et formation. Le directeur ne nous a pas caché son inquiétude face à la disparition des aides régionales, liées aux emplois tremplin, et à l'incertitude sur la politique d'aide aux SIAE que le nouvel Exécutif régional souhaite mettre en place.

2.4. Témoignages de salariés en insertion, recueillis chez Hercule Insertion (91)

- Elles partent en formation, témoignage des salariées

L. « *Au début j'ai eu du mal à m'adapter, tout était difficile. Ensuite j'ai appris, travaillé avec les autres, communiqué, repéré les gens difficiles. Il faut être fort pour travailler. J'ai appris à travailler avec les enfants. J'ai trouvé des gens gentils, super, qui m'ont accompagnée. J'ai eu un logement, cette année, maintenant une formation, j'aime.*»

A. «…*Le premier salaire, ici au pays, c'est Hercule qui l'a donné. J'ai fait une formation de monobrosse. Au début c'était dur, le premier mois, et, ensuite, ça a changé. Je suis appréciée, ça m'a donné le goût de travailler à l'école. Je suis motivée.* »

M. «… *Moi, j'ai fait une demande de nationalité, 2 ans que je travaille. Mon problème, c'est le retard...mais j'ai fait des efforts… Maintenant je pars avec le Greta. J'ai expliqué durant la sélection tout ce que j'ai appris à faire. L'expérience à la Mairie m'a beaucoup appris* ».

- Des salariés en parcours et au-delà

W. « *J'ai eu mon premier boulot : et ça a été ici. Je n'avais jamais travaillé auparavant. J'ai eu pas mal de missions finalement. J'ai appris des choses : travailler en équipe, respecter les autres. Je le savais déjà mais j'ai pu approfondir. Les réunions étaient enrichissantes, et surtout les rendez-vous individuels : on a parlé de tout. J'ai partagé de bons moments, ça m'a beaucoup apporté.*
Au niveau des méthodes de travail, j'ai appris à être plus organisée, gérer mon temps, même avec ma famille.
Oui, l'organisation, savoir gérer son temps, les savoir-faire, de l'expérience. Mes premiers pas sur la route du travail, je les ai faits avec Hercule. Je me souviendrai toute ma vie du 7 octobre 2014, ma première mission. » (W. est aujourd'hui embauchée par la commune de …).

C. « *J'ai 26 ans. Avant de rentrer dans l'AI, j'avais travaillé 2 semaines en carrosserie et 3 mois dans une société de Travaux publics. A Hercule Insertion, j'ai été agent de propreté, j'ai fait des déménagements, de la distribution, et manœuvre. Cela m'a permis de travailler en équipe, d'être*

considéré comme un professionnel. Je suis plus minutieux et le contact a toujours été très positif avec les clients.
J'ai été soutenu, en parallèle, dans mes démarches d'emploi et après avoir envoyé un CV à C…, j'ai été pris 6 mois en contrat de professionnalisation. J'espère un CDI après. Je suis resté six mois à Hercule Insertion ».

H. « *Je suis arrivée en France en 2003. Après une formation de couturière et une formation linguistique, j'ai élevé mon enfant pendant 2 ans et demi. Je suis entrée à Hercule Insertion en 2010. On m'a confié trois clients chez qui je faisais le ménage. Cela m'a donné du courage et de la confiance en moi. J'ai également fait des formations qui m'ont beaucoup aidée.*
Puis on m'a confié une mission chez A……, j'ai découvert le milieu de la restauration collective. Cela m'a permis de définir un nouveau projet car ce milieu me convient. Madame P……. (Conseillère en insertion) m'a beaucoup soutenue et encouragée. Je cherchais aussi du travail avec elle. Elle a toujours été là.
A…….. m'a proposé un CDD de 6 mois à la clinique …….. depuis le mois de novembre 2015 comme agent de restauration : je fais du service en salle, je prépare les entrées et je fais le nettoyage des salles.
Madame P……. m'a également aidé à trouver des solutions pour la garde de mon fils car je travaille le week-end. »

B. « *Pendant trois ans, j'ai bien travaillé, j'ai eu beaucoup de missions. J'aurais tant voulu rester ici en CDI avec l'équipe – une très bonne équipe.*
Hercule m'a aidé pour beaucoup de choses : les stages, le CACES (Certificat d'aptitude à la conduite en sécurité) que je viens d'obtenir. Les fiches de paye m'ont aidé à trouver un logement. C'est grâce à la visite médicale que j'ai découvert que je suis diabétique. Vraiment je vous quitte avec regret. » (*B. est embauché comme chauffeur à l'Institut médico-éducatif de …..).*

2.5. Enquête DARES sur les salariés des SIAE[16]

La DARES a publié, en juin 2015, les résultats d'une enquête, réalisée en juin 2012, auprès de 6 943 personnes entrées dans une SIAE, entre septembre et décembre 2010. Les salariés en insertion ont été interrogés sur leurs motifs d'entrée dans une structure, les canaux par lesquels ils avaient été orientés vers une structure de l'IAE, les métiers qu'ils y avaient exercé et leur degré de satisfaction, après le passage dans la structure. L'étude analyse également, à partir des réponses données, les principaux facteurs qui influent sur le degré de satisfaction exprimé par les personnes ainsi que les différents apports ressentis, à la suite du passage dans la structure, qui les a accueillis.

Le motif principal d'entrée dans une SIAE est la recherche d'un salaire, suivie par le désir de reprendre contact avec le monde du travail, la volonté de ne pas rester sans rien faire et le souhait d'acquérir une expérience professionnelle.
Les organismes institutionnels (Pôle emploi, Missions locales, CAP Emploi, PLIE, services sociaux des collectivités territoriales) constituent le canal principal d'accès à une SIAE (pour 42 % des personnes interrogées), Pôle emploi occupant la première place pour les ACI et les EI mais intervenant beaucoup moins dans les orientations vers les AI et les ETTI. Les canaux informels restent toutefois majoritaires (54 %), en particulier le « bouche à oreille », particulièrement efficace pour les AI et les ETTI.

[16] *DARES Analyses n°040 juin 2015 : Les salariés des structures de l'insertion par l'activité économique*

Les premiers métiers exercés dans la structure de recrutement sont très variés et dépendent des domaines d'activité de celle-ci. Les principaux métiers mentionnés sont le bâtiment et les travaux publics, l'entretien des locaux, les services à la personne, la manutention. Plus de 80 % des salariés interrogés ont déclaré que le travail leur plaisait. Certains ont été appelés à changer de type de travail, pendant leur parcours dans la structure (environ 30 %), un changement rarement effectué à leur demande, mais néanmoins apprécié, quand il leur a permis de découvrir d'autres postes de travail.

Dans les AI et les ETTI, où les missions peuvent alterner avec des périodes de non-emploi, une grande majorité des salariés concernés a déclaré profiter de ces temps d'inactivité pour activer leur recherche d'emploi, par eux-mêmes, ou en rencontrant leur référent Pôle emploi.

Globalement, 83 % des salariés en insertion se déclarent très satisfaits ou plutôt satisfaits de leur passage dans la structure. Ce taux varie un peu selon les structures : 83 % pour les ACI, 77 % pour les EI, 84 % pour les AI, 82 % pour les ETTI. Le degré de satisfaction augmente lorsque le salarié a été bien accompagné et formé lors de son parcours.
Seuls 5 % des salariés interrogés estiment que leur passage dans la structure ne leur a rien apporté.

Les principaux facteurs qui semblent influer sur le degré de satisfaction sont l'âge des salariés (plus de 50 ans), l'aide apportée par la structure pour résoudre les problèmes personnels, les conseils reçus pour l'accomplissement du travail, l'aide à l'élaboration d'un projet professionnel, l'acquisition d'une formation.

Cette étude confirme l'apport positif des SIAE dans la « remise sur rails » de personnes très éloignées de l'emploi. Elle montre également l'importance de l'accompagnement et des possibilités de formation offertes aux salariés en insertion, deux actions qui ne peuvent être financées par les activités « commerciales » des structures et demandent donc une aide des pouvoirs publics, dans la mesure où elles entrent dans la participation des SIAE à la politique de l'emploi.

Par contre, l'étude ayant été réalisée auprès de salariés encore en activité dans les SIAE, elle ne dit rien sur les sorties de ces salariés, à l'issue de leur parcours, mais le degré de satisfaction observé ne peut que constituer un facteur favorable à une issue positive à leur passage dans la SIAE.

3. Les structures d'insertion par l'activité économique et la politique de l'emploi

3.1. L'Etat et la DIRECCTE Ile-de-France

L'Etat, par l'intermédiaire de la DIRECCTE Ile-de-France et de ses unités territoriales (UT) dans chacun des huit départements, est le partenaire principal des SIAE. C'est, en effet, lui qui délivre les conventions habilitant les structures en tant que SIAE.

Cet agrément est délivré sur un rythme annuel ou trisannuel, selon les cas, mais le contrôle de l'Etat sur le fonctionnement des structures s'effectue chaque année, au cours d'une réunion appelée « dialogue de gestion », à laquelle participent le ou les représentant(s) de la structure concernée, le ou les représentant(s) de l'UT de son territoire d'agrément ainsi que son référent Pôle emploi. Cette réunion se tient, en principe, dans les locaux de la structure. Elle se situe au cours du premier semestre de l'année N, pour examiner les résultats de l'année N-1.

Le dialogue de gestion est précédé de la remise, à l'UT, d'un volumineux rapport qui décrit, en détail, l'activité de la structure, au cours de l'année écoulée, selon une maquette maintenant bien établie et qui avait fait l'objet d'une large concertation avant sa mise en place. La structure présente également, à cette occasion, ses perspectives d'action et de résultats, pour l'année en cours, ainsi que les principales données financières qui la caractérisent.

Institué en 2009, le dialogue de gestion a représenté (pour les SIAE) une avancée positive dans les relations entre SIAE et UT de tutelle. La qualité de ce dialogue revêt, toutefois, une importance essentielle, et plusieurs structures s'inquiètent du caractère très formel et peu participatif qu'il revêt quelquefois.

3.1.1 Le COR-IAE

En 2014, suite à la réforme du financement des SIAE (chapitre 5 ci-après relatif à l'économie des SIAE), et à l'initiative du GRAFIE (Groupement régional des acteurs franciliens de l'insertion par l'économique), la DIRECCTE Ile-de-France a décidé, en accord avec Pôle emploi Ile-de-France et le Conseil régional, la création d'un Comité d'orientation régional pour l'IAE (COR-IAE) afin de développer le travail partenarial entre tous les acteurs de l'IAE.

Il s'agissait, en priorité, d'accompagner la mise en place de la réforme et d'établir un pilotage plus clair de l'ensemble de ce secteur. Mis en place en avril 2014, ce comité regroupe les acteurs cités ci-dessus. Il a élaboré une stratégie pour l'IAE en Ile-de-France, pour la période 2015-2017. Ce plan stratégique a fait l'objet d'une présentation à tous les acteurs franciliens de l'IAE, au cours d'une séance solennelle, le 4 novembre 2015, dans les locaux de la préfecture de région.

En introduction à cette rencontre, le directeur régional de la DIRECCTE a souligné l'importance de l'IAE comme « secteur phare de l'économie sociale et solidaire (ESS) et laboratoire d'idées et d'expériences ». Cette réunion marquait aussi le début du mois de l'ESS, une manifestation organisée chaque année, depuis 2013, pour mieux faire connaître l'importance économique de ce secteur dans notre région.

3.1.2. La stratégie pour l'IAE en Ile-de-France, pour la période 2015-2017

Les orientations stratégiques définies dans le cadre d'une large concertation avec les réseaux franciliens de l'IAE, au sein du COR-IAE, reposent sur un diagnostic de la place de l'IAE en Ile-de-France (cf. chapitre 1 de ce rapport) et sur le rappel des valeurs communes sur lesquelles se fondent les SIAE :

- solidarité ;
- priorité donnée aux personnes pour qu'elles deviennent actrices de leur évolution sociale et professionnelle ;
- lutte contre l'exclusion, par la mise en situation de travail de ces personnes, dans un emploi rémunéré ;
- professionnalisme et compétence des structures et évaluation de leur action ;
- mise en place d'un projet économique et social où l'intérêt des personnes prime sur la recherche du profit financier ;
- développement de la formation des personnes en parcours d'insertion.

Pour mettre en œuvre ces orientations stratégiques, les acteurs sont la DIRECCTE et ses UT, Pôle emploi Ile-de-France, les Conseils départementaux qui relaient, dans chaque département, au sein des Comités départementaux pour l'insertion par l'activité économique (CDIAE), les objectifs régionaux, et les déclinent en plans d'action au niveau des territoires, le Conseil régional, partenaire essentiel dans les domaines du développement économique et de la formation, les collectivités locales, communes et communautés d'agglomération, et les réseaux de l'IAE.

Les orientations stratégiques ont été définies autour de quatre axes principaux :

- l'ancrage dans les territoires des activités de l'IAE ;
- l'optimisation des parcours des salariés en insertion ;
- le développement et la consolidation des SIAE, en vue de renforcer l'offre d'insertion, jugée insuffisante, au niveau régional. Ce point reste toutefois critique, en raison de la fragilité des structures : financements incertains, part des fonds structurels européens dont la mobilisation reste lourde malgré les progrès réalisés ces dernières années, difficultés liées aux contraintes administratives, de plus en plus exigeantes ;
- la rénovation de la gouvernance du secteur, en matière d'articulation des structures entre elles, de financement (conférence des financeurs), une attention particulière devant être donnée à la consolidation de la fonction stratégique des CDIAE et au rôle des Comités techniques d'appui (CTA) animés par Pôle emploi, au niveau des territoires.

Au cours de leur audition par la commission, les représentants de la DIRECCTE ont souligné l'étape importante que fut la création du GRAFIE, lequel a largement facilité le dialogue entre la direction régionale et les différents réseaux de l'IAE, le GRAFIE assurant une certaine coordination entre ces réseaux.

Au niveau régional, le COR-IAE a mis en place cinq groupes de travail pour suivre le développement de cette stratégie, autour des thèmes suivants :

- suivi de la réforme de l'IAE, en particulier en ce qui concerne le financement ;
- gouvernance du secteur de l'IAE ;
- formation, ce groupe étant co-piloté avec le Conseil régional ;
- pilotage des parcours d'insertion ;
- coopération entre l'IAE et les partenaires économiques et recherche d'une plus grande visibilité dans les marchés publics comportant des clauses d'insertion.

3.2. Le Conseil régional d'Ile-de-France

De plus en plus impliqué dans tout ce qui concerne le développement économique de la région, et particulièrement après l'entrée en vigueur de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015, portant nouvelle organisation territoriale de la République, le Conseil régional est, par ailleurs, en charge de la formation professionnelle et, comme toutes les collectivités territoriales, attentif à l'évolution du chômage sur son territoire. Il est donc, à différents titres, un partenaire privilégié des structures d'insertion par l'activité économique.

En mai 2008, le Conseil régional a mis en place une large concertation, présentée lors d'un colloque régional qui a réuni plus de 200 acteurs de l'IAE et conduit à la mise en place de six axes de travail :
- le financement de l'IAE ;
- la sécurisation des parcours des salariés en insertion ;
- la professionnalisation des acteurs ;
- les liens entre SIAE et entreprises classiques ;
- la mesure de l'impact de l'IAE ;
- l'exemplarité régionale en matière d'application des clauses sociales dans les marchés publics.

Cinq groupes de travail, réunissant des représentants des réseaux IAE franciliens et les services du Conseil régional, se sont réunis, pendant neuf mois, et ont abouti à la rédaction d'un plan d'action qui a été adopté par le Conseil régional, le 9 mai 2009.

3.2.1. Politique régionale de soutien à l'IAE (2009-2015)

Les objectifs suivants étaient retenus :

- le soutien à la création et au développement des SIAE :

- créée en 1993, l'**ARSIE** (Aide régionale aux structures d'insertion par l'économique) a été réaménagée dans trois directions : renforcement du volet « études » pour accompagner la création de nouvelles structures ou le repositionnement stratégique des structures existantes. Une aide à l'investissement de démarrage est également prévue ;
- les **« emplois insertion environnement »** sont destinés à soutenir les structures d'insertion par l'activité économique proposant de l'insertion, dans le domaine de l'environnement, pour des personnes éloignées de l'emploi ;
- un dispositif d'appui pour la restructuration et/ou le sauvetage de structures en difficulté ;

- l'étude pour la mise en place d'une plateforme de professionnalisation pour les permanents des SIAE et la sécurisation des parcours d'insertion vers un emploi durable ;

- la création des **« emplois tremplin projet »,** pour faciliter le recrutement de permanents pour l'accompagnement des projets proposés dans le cadre d'appels à projets thématiques proposés par le Conseil régional ;

- la création des **« emplois tremplin insertion »,** destinés à soutenir les SIAE, dans leur tâche d'accompagnement des personnes en insertion ;

- la définition d'un plan de communication régionale sur l'insertion par l'activité économique, afin de mieux faire connaître ces structures, en particulier aux entreprises du secteur marchand, et de favoriser, ainsi, la coopération entre les SIAE et les entreprises. Cet axe comportait la mise en place d'une journée régionale de l'IAE ;

- le renforcement du partenariat avec les structures de l'IAE et la recherche d'une meilleure coordination de leur action avec les actions suivantes :
- assurer une présence de la Région dans les différents CDIAE (conseils départementaux de l'insertion par l'activité économique) ;
- organiser des réunions régionales sur l'IAE ;
- favoriser la structuration et la professionnalisation du secteur par la mise en place de conventions sectorielles avec les structures ;

- la recherche d'une meilleure mesure de l'impact de l'action des SIAE, en coopération avec l'Etat, les départements et les réseaux régionaux des SIAE ;

• la mise en œuvre, en interne, d'une politique d'achats responsables et l'introduction systématique de clauses sociales dans la commande publique.

3.2.2. Bilan en 2015

Avec le concours des services de la Région et, en particulier, de la direction de l'apprentissage et de l'emploi, nous avons pu dresser un premier bilan de la politique de soutien à l'IAE mise en place par la Région, en juillet 2009, politique dont les principaux objectifs ont été rappelés ci-dessus.

3.2.2.1. Financement de l'IAE

L'aide au financement de l'IAE revêt trois formes distinctes :
- l'aide aux têtes de réseau ;
- les emplois tremplin ;
- l'ARSIE.

• L'aide aux têtes de réseau

Elle a été accordée, dans un premier temps, de 2009 à 2012, sous forme de conventions sectorielles, signées pour trois ans et cofinancées par la DIRECCTE Ile-de-France. Ces conventions ont fait l'objet, dès 2009, d'un appel à projet. Les actions, mises en place dans le cadre des projets soumis, étaient contrôlées semestriellement, lors de réunions tripartites, entre la structure concernée, la DIRECCTE et le Conseil régional.
En 2012, le Conseil régional a décidé de mettre fin aux conventions sectorielles et leur a substitué une aide intitulée « filière IAE ». Celle-ci a été accordée au GRAFIE, qui venait de se constituer, et était ensuite redistribuée, à l'intérieur de ce groupement, aux différents réseaux, en fonction de leurs plans d'actions respectifs. L'aide était accordée, pour une période de trois ans, pour un montant global de 250 000 euros/an. Cette aide constitue, pour les têtes de réseau, un apport précieux qui leur permet de consolider leur structure permanente et de mutualiser certaines activités, en particulier dans le domaine de la formation. Elle a également permis, depuis 2013, d'organiser une journée de l'IAE, en novembre, dans le cadre du mois de l'économie sociale et solidaire, ceci afin de mieux faire connaître le rôle de l'IAE dans la lutte contre le chômage et contre l'exclusion.

• Les emplois tremplin

Ils se divisent, comme présenté précédemment, en « emplois tremplin projet », « emplois tremplin insertion » et « emplois tremplin environnement ». Les **emplois tremplin projet** avaient été créés, il y a une dizaine d'années, pour aider à la structuration des entreprises et associations de l'ESS, par la création de postes permanents. A partir de 2009, ils ont été ouverts aux structures de l'IAE qui ont bénéficié de 80 créations, entre 2013 et 2015, ce qui leur a permis de consolider des postes d'encadrement et de développement commercial, facteur favorable pour l'augmentation de leurs activités. La direction de l'apprentissage et de l'emploi considère que ces créations ont un effet démultiplicateur très positif. Rappelons qu'un emploi tremplin projet représente, pour la structure réceptrice, une aide de 15 000 euros par an, sur une période de trois ans.

Les **emplois tremplin insertion** existent depuis 2009 et ont représenté, en 2015, un budget de 4,15 millions d'euros. 201 SIAE y ont eu recours. L'aide est calculée sur la base des heures d'insertion réalisées par la structure converties en ETP avec une aide maximum de 2000

euros/ETP, modulée sur trois niveaux, 2 000, 1 000 ou 0. La modulation tient compte de l'adéquation des plans d'action proposés par la structure avec les orientations fixées, chaque année, par la Région. Les AI et les ACI sont les principaux bénéficiaires de cette aide, 1,46 M€ pour les AI et 2,3 M€ pour les ACI. Les EI sont les moins concernées (0,41 M€), leur aide étant, par ailleurs, plafonnée à 10 000 € par structure. L'utilisation de cette aide fait l'objet d'une réunion annuelle de concertation avec les réseaux mais cette évaluation reste très succincte et mériterait d'être améliorée.

Les **emplois tremplin environnement** avaient été créés pour favoriser la création de postes dans des structures mettant en place des actions directement tournées vers l'environnement. Il semble que cette catégorie soit en perte de vitesse et que ces emplois ne se développent plus. Ils ont, néanmoins, contribué à la création de chantiers d'insertion importants, comme la restauration du fort de Palaiseau, dans l'Essonne, et la remise en exploitation des jardins maraîchers du château de La Roche-Guyon, dans le Val-d'Oise.

- L'ARSIE

Cette aide régionale mobilise un budget de 850 000 euros par an. Elle finance des crédits d'équipement ou des études de faisabilité pour le développement des structures.

3.2.2.2. La formation

Bien qu'il s'agisse d'une compétence directe du Conseil régional, ce chantier reste difficile en ce qui concerne la formation des personnes en parcours d'insertion, en raison de la multiplicité des acteurs, de la complexité des dispositifs en matière d'accessibilité de ces personnes, des fluctuations dans la répartition des compétences (lutte contre l'illettrisme), de la difficulté à trouver les financements pour couvrir les coûts pédagogiques et le salaire des personnes en insertion.

Ce sujet sera traité plus complètement dans le chapitre de ce rapport consacré à la formation mais, à titre d'exemple, la situation actuelle des ACI est particulièrement représentative des obstacles rencontrés. En 2014, les chantiers d'insertion avaient bénéficié d'une contribution de 26 millions d'euros, prélevés sur le fonds mutualisé interbranches : la réforme de la formation professionnelle de 2014 a supprimé l'accès à ce fonds ainsi qu'à celui des TPE. En 2015, les ACI ont encore pu recevoir 6 millions d'euros mais, pour 2016, cette contribution devrait tomber à 800 000 euros.

3.2.2.3. Le développement des relations entre les SIAE et les entreprises

Au-delà de la journée de l'IAE qui permet, chaque année, de faire connaître des expériences de collaborations entre SIAE et entreprises, la Région, en coopération avec la DIRECCTE et le GRAFIE, a développé un site destiné à faciliter les contacts entre les SIAE et les entreprises. Ce site, intitulé « Entreprenons ensemble », constitue un outil de liaison entre les entrepreneurs, les acheteurs publics et les SIAE. Il comporte un annuaire où sont répertoriés 341 SIAE de la région d'Ile-de-France, chaque structure disposant d'un descriptif donnant toutes les informations pratiques sur sa localisation, le type de SIAE, les métiers proposés.
Le site comprend également un annuaire des facilitateurs, personnes ressources pour servir d'interface entre acheteurs publics, entreprises et SIAE, en particulier pour aider à la mise en œuvre des clauses sociales, lorsque les marchés publics incluent ce type de condition. Il y a 61 facilitateurs agréés en région Ile-de-France.

Le site comporte, enfin, un ensemble de fiches pratiques et de dossiers thématiques. Parmi les dossiers thématiques, mentionnons le dossier Grand Paris qui répertorie les projets en cours et à venir, en particulier concernant le réseau de transports, et le dossier Chantier Eole, avec l'indication des marchés intégrant des clauses sociales. Une bourse d'accès à des opérations en cotraitance ou en sous-traitance est également disponible pour favoriser les mutualisations des petites structures, en vue de répondre à des marchés publics.
Les fiches pratiques donnent une liste des portails d'accès aux publications de marchés publics ainsi que des informations sur les mesures d'aide à l'embauche des salariés en parcours d'insertion ou en situation de chômage.

3.2.3. Un premier bilan des emplois tremplin projet

Nous remercions Madame Valérie VARAULT, chef du service employeurs dans l'unité Développement du Conseil régional, de nous avoir communiqué les premiers résultats de l'enquête réalisée par les services de la Région, avec le Groupe AMNYOS, et diffusés récemment.
Dans le domaine de l'IAE, le Conseil régional a accordé, de 2010 à 2015, 225 postes d'emplois tremplin projet dont 82 % ont été pourvus. 32 % des postes n'ont pas pu être occupés ou remplacés pendant la durée totale de l'aide, le plus souvent pour les motifs suivants : évolution et réorganisation de la structure, difficulté de financement pour solvabiliser le poste, crise économique ayant conduit à la disparition de plusieurs SIAE, sur la période 2011-2013, conditions d'éligibilité des emplois tremplin rendant plus difficile le recrutement, surtout après les changements intervenus en 2013.

Au 1er janvier 2016, 149 postes étaient encore actifs dans les SIAE, avec des échéances allant de 2016 à 2019. Ces emplois ont été, et sont encore, pour les structures qui en ont bénéficié, de véritables leviers qui leur ont permis de créer des activités génératrices d'emploi et de renforcer leur mission d'insertion professionnelle. Le taux de pérennisation des emplois ainsi créés s'élève à 83 %.

De manière plus globale, l'enquête concerne les 3 534 emplois tremplin de première génération créés entre 2005 et 2012, emplois dont ont bénéficié 2 316 employeurs et 5 965 salariés. Les secteurs concernés sont très divers : action sociale, sport, culture, économie sociale et solidaire, politique de la ville, accompagnement dans l'emploi, environnement.
Les premières conclusions suivantes peuvent être résumées comme suit :

- ces emplois ont été occupés par des personnes de qualification relativement élevée : 65 % de niveaux I à III, 19 % de niveau IV, 16 % de niveaux V et VI, ce qui correspond bien au ciblage initial de ce dispositif ;
- les 2/3 des salariés étaient âgés de moins de 27 ans et 25 % de plus de 45 ans, ce qui correspond aussi à des priorités fixées par la Région ;
- au moment de l'enquête effectuée en septembre 2014, 78 % des salariés qui avaient occupé ces postes étaient en emploi quatre années après arrêt de l'aide, dont 61 % en CDI. Les deux tiers étaient en emploi en dehors de la structure bénéficiaire. 12 % étaient en recherche d'emploi ;
- 88 % des salariés ayant occupé ces emplois se sont déclarés satisfaits d'avoir pu réaliser une première expérience professionnelle et/ou développé des compétences supplémentaires ;
- des actions de formation pour accompagner ces emplois ont été mises en place par 72 % des employeurs, sous forme d'actions ponctuelles d'adaptation au poste de travail et, par 30 %, pour des formations qualifiantes ;

- la durée de l'aide (6 ans puis 3 ans à partir de 2013), son montant et la possibilité de recruter du personnel qualifié ont été jugés, par les employeurs, comme des facteurs favorables de ce dispositif ;
- les emplois tremplin projet ont contribué à développer, au sein des structures, une meilleure politique de gestion des ressources humaines et à mettre en place un plan de développement et de diversification des activités parfois lié au poste créé ;
- 32 % des structures ont bénéficié d'un cofinancement de leurs conseils départementaux.

Même s'il doit être tempéré par le fait que l'enquête n'a touché que 35 % des structures concernées et encore actives (sachant que 20 à 30 % des structures initialement intéressées étaient devenues inactives à la date de l'enquête), le bilan établi par les services de la Région et le groupe AMNYOS affiche des résultats, dans l'ensemble, positifs, en particulier pour les SIAE, et ceci tant pour les salariés qui en ont bénéficié que pour l'évolution des structures et la pérennisation des emplois créés avec l'aide du dispositif.

3.2.4. La situation en 2016

L'Exécutif régional, issu des élections de décembre 2015, a remis en cause, fondamentalement, la politique de soutien, mise en œuvre depuis 2009, et rappelée ci-dessus :

- réduction du budget de l'ARSIE, de 850 000 € à 500 000 €, ce financement n'étant plus mobilisable que pour des investissements ;
- suppression des emplois tremplin projet, et des emplois tremplin IAE. Seuls sont conservés les emplois tremplin projet, en cours, au 31 décembre 2015, et, ceci, jusqu'à leur échéance normale ;
- incertitude concernant l'aide aux têtes de réseau de l'IAE.

Cette évolution de la politique de soutien du Conseil régional, sans aucun préavis, va peser lourdement sur l'équilibre financier des SIAE, en 2016, tout particulièrement des ACI et des AI, car elle abondait, de façon substantielle, l'aide au poste de l'Etat, pour financer l'accompagnement et la formation qui font partie de la mission assignée par la loi aux SIAE.

Face à cette situation,, clairement présentée lors du débat de l'assemblée plénière du Ceser du 1er avril 2016, sur le projet de budget régional 2016, et après avoir entendu le vice-président du Conseil régional, chargé des finances, le Ceser, a voté, par 93 voix sur 96, un amendement pour demander le rétablissement de la ligne budgétaire emplois-tremplin. Cet amendement a été intégré dans l'avis du Ceser sur le projet de budget 2016 et a été doublé d'une lettre de son président à la présidente de la Région.

Depuis cette date, la commission Emploi et développement économique du Ceser, d'une part, le GRAFIE, d'autre part, ont rencontré le vice-président du Conseil régional chargé de l'économie et de l'emploi. Une seconde rencontre de l'ensemble des réseaux de l'IAE, avec la présidente de la Région, le 22 juin, a dégagé quelques pistes :

- ouvrir l'accès des SIAE à un fonds de transition, inscrit dans le budget de la Région, pour l'année 2016, et qui pourrait être mobilisé pour aider les structures en grande difficulté, selon une procédure à définir ;
- faciliter le positionnement des SIAE sur des appels à projet programmés en 2016-2017, par le Conseil régional, dans des domaines innovants touchant à l'environnement et au développement durable ;
- engager un travail sur l'amélioration de l'accès aux marchés publics régionaux pour les SIAE ;

- faciliter le recours au FSE, par des avances de trésorerie, pour les structures qui mobiliseraient les fonds européens ;
- renforcer le fléchage des salariés en parcours d'insertion vers les dispositifs de formation de la Région.

Une nouvelle rencontre de travail a eu lieu le 30 juin 2016. A la suite de cette réunion, et de plusieurs réunions bilatérales entre le cabinet de la présidente du Conseil régional et les différents réseaux de l'IAE, l'Exécutif régional a souhaité mettre en place une nouvelle politique en faveur des SIAE, avec la création, dès 2016, du Fonds de transition ESS, dont la dotation serait de 1 M€, répartis sur deux appels à projet, l'un relatif à l'amélioration de l'employabilité des salariés en insertion et l'augmentation des sorties positives, l'autre au développement des projets mutualisés entre structures.
La mise en place effective de ce fonds doit être présentée et soumise au vote du Conseil régional, lors de sa réunion du 23 septembre 2016.

Les SIAE sont, en Ile-de-France, des acteurs économiques importants, engagés, par ailleurs, dans la participation au service public de lutte contre le chômage et contre l'exclusion. C'est (aujourd'hui) la continuité de leur action dans leur tâche d'accompagnement et de formation des salariés en insertion qui est en cause, alors qu'elle est le support irremplaçable de leur efficacité. Il est donc important que des mesures soient rapidement prises, au niveau régional, tant pour la fin de l'année 2016 que dans le budget 2017, afin d'assurer la pérennisation de ces dispositifs, au service de l'emploi et de la cohésion sociale.

3.3. Les SIAE et les départements

Les départements, comme toute collectivité territoriale, s'intéressent à la lutte contre le chômage et au développement de l'emploi sur leur territoire. A ce titre, ils sont impliqués dans l'activité des SIAE à plusieurs titres :

- la définition d'un plan départemental d'insertion (PDI) ;
- leur représentation au sein du CDAIE ;
- le soutien financier aux SIAE, en particulier en ce qui concerne les allocataires du RSA ;
- leur participation au financement des ACI.

3.3.1. Le plan ou programme départemental d'insertion (PDI)

L'article L263-1 du code de l'action sociale et des familles indique que *« Le conseil départemental délibère avant le 31 mars de chaque année sur l'adoption ou l'adaptation du programme départemental d'insertion. Celui-ci définit la politique départementale d'accompagnement social et professionnel, recense les besoins d'insertion et l'offre locale d'insertion et planifie les actions d'insertion correspondantes ».*
Ce document comporte, en général, un diagnostic du territoire et des caractéristiques de sa population, une analyse du contexte économique et social, la définition de la politique d'insertion dans le département. Il vise, comme l'indiquait le président du Conseil départemental de Seine-Saint-Denis, dans son éditorial d'introduction au PDI du 93, pour les années 2013 à 2015, *« à relever le défi d'un véritable service public de l'insertion cohérent et efficace ».*

Le PDI doit ensuite se décliner dans le cadre d'un Pacte territorial d'insertion qui associe l'ensemble des partenaires de l'insertion autour d'objectifs partagés. La généralisation du Revenu de solidarité active (RSA), au 1er juin 2009, a ainsi conforté le Département dans son rôle de chef de file de l'action sociale, coordonnant les politiques d'insertion.

3.3.2. Le Conseil départemental de l'insertion par l'activité économique (CDIAE)

Le CDIAE a été créé par la loi de lutte contre les exclusions du 29 juillet 1998 qui mentionne, dans son article 16 :

II est inséré, dans le code du travail, trois articles L. 322-4-16-4 à L. 322-4-16-6 ainsi rédigés :

« Art. L. 322-4-16-4. - Il est institué dans chaque département un conseil départemental de l'insertion par l'activité économique, présidé par le représentant de l'Etat dans le département, composé de représentants de l'Etat, des collectivités territoriales, des organisations professionnelles ou interprofessionnelles, des organisations syndicales de salariés représentatives et de personnalités qualifiées, notamment issues du mouvement associatif.

« Ce conseil a pour mission :

« 1° De déterminer la nature des actions à mener aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain, en vue de promouvoir les actions d'insertion par l'activité économique ;

« 2° D'élaborer un plan départemental pluriannuel pour l'insertion et l'emploi en veillant à sa cohérence avec les autres dispositifs de coordination et notamment avec les plans locaux pluriannuels pour l'insertion et l'emploi et les programmes départementaux d'insertion ;

« 3° D'assister le représentant de l'Etat dans le département dans la préparation et la mise en œuvre des conventions mentionnées à l'article L. 322-4-16, ainsi que dans la gestion du fonds pour l'insertion économique ;

« 4° D'établir une évaluation annuelle de la mise en œuvre du fonds départemental pour l'insertion et de la coordination avec les autres actions en matière d'insertion.

« Art. L. 322-4-16-5. - Un fonds départemental pour l'insertion est institué dans chaque département.

« Il est destiné à financer le développement et la consolidation des initiatives locales en matière d'insertion par l'activité économique, dans des conditions déterminées par décret.

« Ce fonds est géré par le représentant de l'Etat dans le département. Celui-ci arrête le montant des aides accordées par le fonds, après avis du conseil départemental de l'insertion par l'activité économique.

Présidé par le Préfet, le CDIAE a donc une mission stratégique de pilotage de l'IAE dans le département. Il intervient, par ailleurs, dans l'étude et la validation des demandes individuelles de conventionnement des SIAE et dans l'affectation annuelle du Fonds départemental d'insertion (FDI), en fonction des demandes individuelles des SIAE souhaitant en bénéficier.

Le CDIAE réunit, autour du directeur départemental de l'unité territoriale de la DIRECCTE, les représentants des collectivités territoriales et tous les acteurs économiques du département, représentés par des délégués, nommés par le préfet, sur proposition des différents organismes. Les réunions du CDIAE sont de deux types : stratégiques, pour définir les grandes orientations de

l'action de l'IAE dans le département, et techniques, pour l'examen des demandes de conventionnement et de la répartition du FDI.

Il est très vite apparu que beaucoup de CDIAE limitaient leur rôle à l'enregistrement des conventionnements nouveaux ou renouvelés et à la répartition du FDI, l'aspect stratégique étant pratiquement laissé de côté. Une étude du CREDOC de décembre 2001 signalait déjà que *« l'assemblée plénière du CDIAE apparaît essentiellement comme un lieu d'information pour 74 % des personnes interrogées. Très peu (26 %) la considèrent comme une instance de pilotage politique ».*[17]

Ce constat a conduit, en 2006, à un nouvel examen du rôle de cette instance, dans le cadre d'une opération de « redynamisation ». Dans chaque département a été créée une commission départementale de l'emploi et de l'insertion, présidée par le préfet et s'appuyant sur deux formations spécialisées :

- une formation compétente dans le domaine de l'emploi et composée, à parts égales, de 5 représentants de l'administration, 5 représentants des organisations syndicales de salariés et 5 représentants des organisations syndicales d'employeurs ;

- une formation compétente en matière d'IAE intitulée « Conseil départemental de l'insertion par l'activité économique », nouvelle forme du CDIAE mais qui en reprenait les missions précédemment définies de pilotage des actions et de réflexion stratégique[18].

Dans une instruction de la DGEFP du 26 janvier 2007, il est encore mentionné que « *les outils et conditions d'un dialogue stratégique en CDIAE peuvent être aisément réunis, mais qu'ils n'existent que partiellement ou parfois manquent ».*

Cette situation a conduit à l'organisation d'Assises nationales des CDIAE et de séminaires interrégionaux qui se sont déroulés en 2008 et 2009. Parallèlement, la DGEFP a établi un cahier des charges pour doter les CDIAE d'outils d'analyse, d'expertise et de pilotage de l'offre d'insertion dans le département.

Si la situation s'est améliorée, au cours de ces dernières années, avec, en particulier, la présence plus systématique d'un représentant du Conseil régional dans les 8 CDIAE de l'Ile-de-France, force est de constater que le CDIAE est, en général, encore loin de jouer son rôle de pilote stratégique de l'IAE dans le département. En janvier 2013, le rapport de l'IGAS/IGF[19] sur le financement de l'IAE relevait encore : *« Seule la première mission des CDIAE, à vocation administrative, est pleinement remplie en pratique alors que la seconde, à vocation stratégique, est marginalisée ».* Depuis la publication des orientations stratégiques régionales pour l'IAE (cf. chapitre 4.1.2 de ce rapport), les CDIAE ont en charge la déclinaison départementale de ces orientations, ce qui devrait contribuer à relancer leur rôle de pilotage stratégique des SIAE de chaque département. Il faut néanmoins souligner la complexité de la tâche, les orientations arrêtées par le CDIAE devant être mises en harmonie avec le Plan départemental d'insertion (PDI), arrêté, chaque année, par le département, sous l'autorité du président du Conseil départemental et avec les Plans locaux d'insertion par l'économie (PLIE)[20]. Ces derniers sont des plates-formes partenariales, au sein desquelles se coordonnent les programmes et les actions en matière d'emploi sur les territoires.

---

[17] *CREDOC – Les conseils départementaux d'insertion par l'activité économique : une instance qui doit trouver sa place*

[18] *Décret n° 2006-685 du 7 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions départementales, Articles 24 et 25*

[19] *Rapport IGAS/IGF de janvier 2013 : le financement de l'insertion par l'activité économique*

[20] *Créés à l'initiative des communes et des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale, les PLIE poursuivent un objectif clairement identifié d'accès à l'emploi durable de personnes exclues du monde du travail. Pour cela, les PLIE proposent un accompagnement individualisé et renforcé des publics.*

3.3.3. Le soutien financier aux SIAE

Les Conseils départementaux interviennent auprès des SIAE, en raison, principalement, de leur compétence en matière d'attribution et de suivi du Revenu de solidarité active (RSA). A ce titre, ils apportent un soutien financier pour l'accompagnement et la formation des allocataires du RSA en parcours d'insertion. Cette aide est, en général, indexée sur le nombre d'allocataires en parcours dans la structure. Elle fait l'objet d'une convention annuelle, négociée entre les services du département et la SIAE, sous l'autorité du vice-président délégué à l'action sociale. Elle entre dans le cadre du programme départemental d'insertion. Une évaluation des actions menées dans le cadre de la convention est effectuée, chaque année, avec, parfois, un point à mi-année.
Certains conseils départementaux ont quelque fois accordé des subventions directes, sous forme d'une aide au poste, et sans relation avec la situation d'allocataire du RSA, mais cette pratique a tendance à disparaître, par suite des contraintes qui pèsent sur les budgets de ces collectivités territoriales. Il en est de même des aides à l'investissement qui ont été parfois accordées, par exemple, pour le renouvellement du matériel informatique.

3.3.4. La participation au financement des ACI

La mise en place de la réforme de l'IAE, en 2014, et, pour les ACI, la substitution imposée du CDDI (Contrat à durée déterminée d'insertion) au CUI-CAE (Contrat unique d'insertion - Contrat d'adaptation à l'emploi) ont entraîné une modification dans le financement de ces contrats aidés et ont fait disparaître, en particulier, la modulation de l'aide liée aux CUI-CAE, en particulier pour les contrats conclus au sein des ACI.
Déjà prévue précédemment dans le cadre des Conventions annuelles d'objectifs et de moyens signées entre l'Etat et les départements, la participation des départements au financement des ACI est, depuis le 1er juillet 2014, fixée par le décret du 27 juin 2014 qui prévoit que *« la participation mensuelle du département aux aides financières est égale pour chaque salarié en insertion qui était, avant son embauche, bénéficiaire du revenu de solidarité active financé par le département à 88 % du montant forfaitaire du RSA applicable à un foyer composé d'une seule personne dans la limite de la durée du conventionnement avec la structure d'insertion par l'activité concernée ».*
Le conventionnement des ACI reste sous la responsabilité du préfet, après consultation du CDIAE.

3.3.5. Un exemple : le Conseil départemental du Val-de-Marne

Le 29 juin 2016, la commission Emploi et développement économique du Ceser a auditionné Madame Flore MUNCK, conseillère départementale du Val-de-Marne, représentant le Conseil au CDIAE 94, accompagnée de Monsieur Raphaël CHARLE, coordinateur pour l'Insertion dans ce département.

Le Conseil départemental travaille, depuis plusieurs années, au développement des SIAE dans le département, celui-ci étant relativement sous-équipé en nombre de structures et celles-ci étant irrégulièrement réparties sur le territoire du département (Plateau briard en particulier).
Le CDIAE a mis en place deux sortes de réunions : des réunions stratégiques, trois ou quatre fois par an, au cours desquelles les échanges portent sur la stratégie de développement de l'IAE dans le Val-de-Marne et sur les problèmes rencontrés à ce niveau, et des réunions techniques pour traiter les questions de conventions. Une mise en réseau des structures d'insertion par l'activité économique est, par ailleurs, en cours de réalisation. En 2013, le département a ainsi défini un plan 2013-2016 qui a été voté à l'unanimité des élus, toutes appartenances confondues. Le CDIAE n'a eu aucun mal à décliner, au niveau départemental, les orientations stratégiques arrêtées en COR-IAE (cf. chap. 3.1.2. de ce rapport), ces orientations ayant été déjà retenues, pour la plupart, dans le plan départemental. Le partenariat avec l'Etat ne semble poser aucun problème. Il s'est

développé, au sein du CDIAE, un véritable travail de coopération avec toutes les parties prenantes dont les partenaires sociaux.

Les principales actions du Conseil départemental en faveur des SIAE sont les suivantes :

- un accompagnement financier, sous la forme d'une aide au poste, et qui engage un budget annuel de 1,2 M€. Il n'y a pas de sélection des salariés en insertion bénéficiaires mais le département demande que 60 % des postes soient réservés à des allocataires du RSA ou à des jeunes de moins de 26 ans ;
- une aide à la mise en place des clauses d'insertion dans les marchés publics, en particulier à l'occasion des marchés qui s'ouvrent avec le Grand Paris et pour les marchés du Département lui-même ;
- le cofinancement, depuis plusieurs années, avec l'Etat, d'un poste à temps complet pour la coordination et le développement des formations linguistiques des salariés en insertion. Le problème de la formation, en général, reste une préoccupation constante des élus départementaux.
La formation linguistique des salariés en insertion est inscrite dans le Plan départemental d'insertion (PDI). A noter que ce programme, dénommé LOLA (Lever les obstacles de la langue vers l'autonomie professionnelle), avait fait l'objet d'une présentation, très complète, au cours de la « *journée d'information et de mutualisation pour les acteurs de la formation linguistique des adultes migrants* » organisée par le Conseil régional d'Ile-de-France le 5 juin 2013 ;
- un appui aux politiques locales d'accompagnement (DLA).

Madame MUNCK a rappelé que le Val-de-Marne comptabilisait, en 2014, 1 950 salariés en insertion et que, durant cette même année, sur les 739 sorties, 459 avaient été enregistrées comme des sorties dynamiques dont 224 en emploi durable.

Elle a confirmé que la récente réforme de la formation professionnelle avait créé de nombreuses difficultés pour la formation des salariés en insertion, à l'inverse des objectifs indiqués dans l'exposé des motifs de la loi correspondante. Ceci pèse lourdement sur la capacité de formation développée par les SIAE et cette situation a été aggravée par la décision du Conseil régional de supprimer, dès 2016, les emplois tremplin IAE.

Madame MUNCK nous a indiqué que le Conseil départemental, comme l'Unité territoriale 94 de la DIRECCTE, avait salué la création du groupement RIAE 94 (cf. chap.1.3.8.7. de ce rapport) et assurait cette structure de leur soutien.

3.4. Pôle Emploi Ile-de-France et les SIAE

La commission Emploi et développement économique du Ceser a reçu, le 3 mai 2016, Madame ADNOT-MALLET, directrice régionale adjointe de Pôle emploi. La mission de cette institution en fait un partenaire privilégié des SIAE qui complètent l'action de Pôle emploi par un accompagnement renforcé vers l'emploi des personnes qui en sont les plus éloignées, en particulier, parmi les populations prioritaires que constituent les chômeurs de longue durée, les allocataires des minimas sociaux, les femmes isolées, les jeunes ayant un niveau de formation modeste,…

En ce qui concerne les relations de Pôle emploi avec les SIAE, Madame ADNOT-MALLET a indiqué que Pôle emploi Ile-de-France avait mis en place plus de 200 référents IAE, répartis sur la centaine d'agences de l'organisme dans la région. Ces référents travaillent en collaboration étroite

avec les équipes entreprises qui, elles, s'occupent de l'ensemble des demandeurs d'emploi, et ils suivent plus particulièrement les sorties de parcours d'insertion.
Dans chaque département, Pôle emploi a également désigné un chargé de mission dont l'une des missions est de coordonner la mise en place et la tenue régulière des Comités techniques d'animation (CTA).

Le 8 novembre 2011, un accord régional entre Pôle emploi, la DIRECCTE Ile-de-France et les réseaux de l'IAE a décliné, au plan régional, l'accord-cadre, signé quelques mois auparavant, au plan national, entre les mêmes signataires, afin de redéfinir les modes de coopération entre Pôle emploi et les acteurs de l'IAE et de mieux mettre en œuvre les obligations de Pôle emploi. Ces textes instaurent un pilotage national et régional des engagements pris de part et d'autre. Ils incitent à réactiver, au niveau local, les liens opérationnels avec les SIAE, via la procédure d'agrément et les Comités techniques d'animation, et à coordonner la négociation des conventions locales de coopération avec les SIAE.
La convention régionale de 2011 avait fait l'objet d'une longue concertation entre les parties concernées, les négociations ayant porté en particulier sur les points suivants :
- l'identification des **acteurs de l'orientation** vers les SIAE, le rôle de ces orienteurs consistant à mettre en relation les personnes susceptibles de relever de l'IAE avec les **prescripteurs** ;
- le rôle des prescripteurs : ce sont des personnes physiques ou morales désignées par le Préfet du département, sur proposition de Pôle emploi, et après avis du CDIAE. Ils sont habilités à évaluer, à l'issue d'un diagnostic socioprofessionnel, l'éligibilité d'un candidat au dispositif IAE ;
- l'agrément : la décision du prescripteur déclenche la procédure d'agrément, une étape obligatoire, prévue par la loi, pour le recrutement dans une SIAE, avec une exception pour les AI, lorsque le recrutement est effectué pour des missions hors du secteur marchand ou inférieures à 16 heures dans le secteur marchand ;
- la création d'une fiche navette : tout au long de la procédure décrite ci-dessus, le demandeur d'emploi est accompagné d'une fiche navette dûment remplie à chaque étape ;
- le temps de réponse de Pôle emploi, en cas de demande d'agrément : il a été fixé à 24 heures pour les ETTI et à 48 heures pour les autres SIAE, ce paramètre étant particulièrement important pour les mises à disposition en entreprise qui font souvent l'objet de demandes urgentes ;
- la redynamisation des CTA, considérée comme une condition de réussite majeure du dispositif IAE ;
- l'information des salariés en insertion sur les aides et services de Pôle emploi mobilisables par eux ;
- la création d'un comité de pilotage régional.

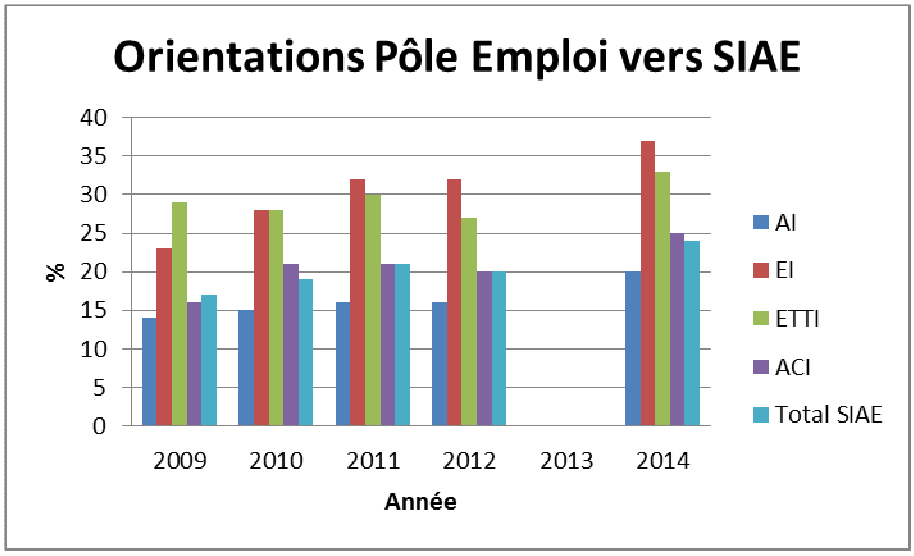
Le comité s'est réuni, une première fois, en mars 2012, et, ensuite, avec une périodicité de trois à six mois, pour suivre, au plus près, la mise en œuvre de la convention.

Madame ADNOT-MALLET nous a informés de la signature d'un nouvel accord-cadre national, en mars 2015. Celui-ci fait suite à une évaluation des suites du précédent accord-cadre, réalisée par le cabinet Geste/Pluricité, et publiée en avril 2014. Ce rapport pointe les avancées opérationnelles concernant la prescription et la délivrance de l'agrément mais souligne la nécessité de consolider les acquis, d'améliorer le suivi des salariés en insertion et de renforcer les liens entre les prescripteurs et les SIAE, au niveau local. Le nouvel accord-cadre national doit maintenant être décliné dans une nouvelle convention régionale, en cours de discussion avec les réseaux des SIAE franciliennes. Cette négociation devrait aboutir à l'automne et le nouveau comité de pilotage se réunir à partir de septembre 2016.

Répondant à une question sur l'accès des salariés en insertion aux prestations de Pôle emploi (ateliers, évaluation des compétences, évaluation en milieu de travail, méthode de recrutement par simulation, bilan de compétences approfondi, aides à la mobilité,…), Madame ADNOT-MALLET a indiqué que toutes ces prestations étaient ouvertes aux salariés en insertion dans une SIAE, sous réserve qu'ils soient toujours inscrits à Pôle emploi. L'accès à la formation est plus complexe en raison des questions de financements (voir chapitre formation de ce rapport). Concernant l'accès des salariés en insertion au Fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels (FPSPP), notre interlocutrice a confirmé qu'il ne nécessitait pas de justifier d'une promesse d'embauche.

Pôle emploi met en place progressivement un accompagnement renforcé des demandeurs d'emploi, en particulier à destination des salariés en fin de parcours dans les SIAE, afin de faciliter la transition vers l'emploi traditionnel.

La figure suivante représente le pourcentage des orientations des demandeurs d'emploi vers les SIAE en provenance de Pôle emploi. Ce pourcentage a tendance à augmenter, au cours des dernières années, mais reste relativement faible, indicateur des progrès à réaliser dans le partenariat entre le service public et les structures de l'insertion.



Source : Direccte Ile-de-France

Le pourcentage de salariés en insertion dans les SIAE ayant bénéficié d'une prestation de Pôle emploi, au cours des dernières années, reste, lui aussi, à un niveau faible : environ 6 %.

A défaut de disposer du texte de la nouvelle convention, nous avons étudié le nouvel accord-cadre. Celui-ci insiste sur le nécessaire renforcement de la coopération entre les parties signataires pour *« sécuriser et enrichir les parcours des salariés en insertion au sein des SIAE sur les territoires ».* Le rôle primordial des CTA est de nouveau souligné pour *« assurer un suivi global des parcours des personnes en insertion, coordonner et garantir la mise en œuvre opérationnelle de l'IAE et remédier aux éventuels dysfonctionnements ».* Les CTA devraient appuyer la réflexion des CDIAE dans leur détermination de la stratégie de l'IAE à l'échelle départementale. Il est rappelé que Pôle emploi doit participer aux dialogues de gestion avec les SIAE. La nouvelle convention devrait mettre en place des outils pour améliorer un repérage et un suivi plus facile des publics accueillis par les SIAE *(« traçabilité »*).

La réalisation concrète de tous ces engagements se heurte, néanmoins, à l'insuffisance des moyens humains pour les assumer, ce qui implique encore plus une meilleure collaboration entre Pôle emploi et les SIAE, auxquelles peuvent être déléguées les tâches d'accompagnement des salariés les plus éloignés de l'emploi

4. Le financement des SIAE

En janvier 2013, les services de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) et de l'Inspection générale des finances (IGF) ont publié un volumineux rapport sur le financement des SIAE. Ce rapport, très complet, présente une analyse détaillée des différentes structures de l'IAE et de leurs modes de fonctionnement et de financement. Parmi les principaux thèmes évoqués, le rapport soulignait la complexité des modes de financement et la multiplicité des types d'exonérations sociales et fiscales auxquelles ces structures ont droit.
Le tableau ci-dessous indique les différentes aides versées par l'Etat aux structures, avant 2014, et les exonérations sociales auxquelles elles ont droit.

Type de structure	EI	ETTI	AI	ACI
Type d'aide Etat	Aide au poste d'insertion	Aide au poste d'accompagnement	Aide à l'accompagnement	Aide à l'accompagnement
Montant	9 681€ par ETP en i:nsertion	51 000€ pour i ETP d'accompagnement/12 ETP en insertion	Forfait avec un plafond de 30 000€ par structure	Forfait avec un plafond de 15 000€ par structure
Exonérations sociales	Régime social de droit commun (allègements généraux sur les bas salaires-réduction Fillon)	Régime social de droit commun (allègements généraux sur les bas salaires- réduction Fillon)	Régime social spécifique : exonération totale des cotisations patronales dans la limite de 750h par an et par salarié	Régime social du CUI-CAE : exonération totale des cotisations patronales dans la limite de 1 SMIC

Référence : rapport IGAS-IGF, janvier 2013, le financement des SIAE

Les SIAE reçoivent des financements divers, en provenance de sources variées : Fonds départemental d'insertion (FDI), financements politique de la ville et contrats urbains de cohésion sociale, région, département, communes,…

Le rapport notait, par ailleurs, une insuffisance de pilotage de l'ensemble des dispositifs d'insertion, en particulier en raison de la déficience des CDIAE. Il portait un jugement réservé sur l'efficacité des SIAE, en regard de l'effort financier public, et recommandait l'établissement d'un mode de financement unique des quatre types de structures, sous la forme d'une aide au poste, calculée à partir des heures de travail des salariés en insertion, dans chaque structure, et modulée, selon trois critères principaux : le profil des personnes accueillies par la structure, les efforts d'accompagnement des salariés en insertion et les résultats d'insertion obtenus

La réforme de 2014

La réforme mise en place en 2014 a porté sur deux points majeurs :

1. La création d'une aide au poste pour les quatre types de SIAE, conformément à la préconisation du rapport IGAS-IGF. Pour l'année 2016, cette aide au poste selon le type de SIAE et par ETP d'insertion, était la suivante :

- Associations intermédiaires : 1 319 euros ;
- ACI : 19 474 euros ;
- EI : 10 143 euros ;
- ETTI : 4 311 euros.

Avec une modulation de 0 à 10 % possible, par rapport aux montants socles ci-dessus indiqués.

Seules les embauches de personnes agréées par Pôle emploi ouvrent droit aux aides aux postes dans les ACI, EI et ETTI. Pour les AI, l'aide au poste reste fonction des heures effectives de mise à disposition rémunérées, que les personnes soient agréées ou non par Pôle emploi.
Pour l'année 2015, l'aide au poste a représenté, pour l'ensemble des structures de la région d'Ile-de-France, un montant de 68 307 K€, soit 8,5 % du total national (802 480 K€).

2. Les Ateliers et chantiers d'insertion qui faisaient appel, jusqu'à présent, au contrat aidé CUI-CAE pour leurs salariés en insertion, doivent passer au CDDI (contrat à durée déterminée d'insertion) à compter du 1er janvier 2015. Ce changement explique le niveau élevé de l'aide au poste pour les ACI, laquelle reprend le montant de l'aide précédemment attenante aux CUI-CAE. Il entraîne également, pour les ACI, de nouvelles obligations tenant au fait que les salariés en insertion comptent désormais parmi les effectifs de la structure (ce n'était pas le cas lorsqu'ils étaient recrutés en CUI-CAE), ce qui introduit des effets de seuil, avec des charges supplémentaires en ce qui concerne, en particulier, la représentation du personnel et les cotisations liées à la formation professionnelle.

Une amélioration à poursuivre

La réforme de 2014 a, certes, apporté une amélioration dans la gestion des aides de l'Etat et une meilleure visibilité aux SIAE sur leurs ressources à venir. Le financement de ces structures conserve, néanmoins, encore une grande complexité, par la multiplicité des financeurs potentiels, en dehors de l'Etat, et par la lourdeur administrative des multiples dossiers à remplir pour avoir accès à ces subventions diverses. S'y ajoute, en 2016, l'incertitude créée par le changement drastique de la politique du Conseil régional en matière de soutien aux SIAE.

Cette situation fait ressentir, plus que jamais, la nécessité de réunir une conférence des financeurs au niveau de chaque département. Ce groupement serait chargé de collecter toutes les sources possibles de financement, quelles qu'en soient les origines, et de répartir ces ressources entre les différentes SIAE du département, en appui de la stratégie départementale de l'IAE définie par le CDIAE. C'était aussi une recommandation du rapport IGAS-IGF de 2013 mais sa mise en application reste encore très timide. Ce serait aussi l'occasion de définir un dossier unique de financement, l'aide au poste restant le financement de base accordé par l'Etat sur des critères bien définis. Ce serait, enfin, un outil contribuant à mieux mesurer les performances des SIAE, en rapport avec les financements reçus par elles.

Marchés publics et clauses sociales

La mise en situation de travail, par mise à disposition auprès d'un employeur (AI, ETTI) ou par recrutement sur un poste temporaire (ACI, EI), constitue, pour les SIAE, l'outil privilégié pour rapprocher du marché du travail traditionnel les demandeurs d'emploi qui en sont le plus éloignés. C'est aussi une ressource financière qui leur permet d'alimenter leur budget et de verser une rémunération aux salariés en insertion et aux salariés permanents qui les accompagnent, donc d'assurer leur mission.

Au début de leur existence, les SIAE ont surtout déployé leur activité dans des secteurs qui n'étaient pas ou peu occupés par les entreprises du secteur marchand : services à la personne, collecte et traitement des déchets, … Les SIAE y ont souvent été innovatrices. Ces créneaux sont, aujourd'hui, devenus des secteurs professionnels ouverts et les SIAE doivent donc diversifier leurs activités pour pouvoir continuer leur mission, soit en abordant d'autres secteurs innovants, soit en

se rapprochant des entreprises auxquelles elles peuvent offrir une source de main d'œuvre disponible, en particulier en cas de surcroît temporaire d'activité.

Les marchés publics auxquels sont associées des clauses sociales obligent les candidats adjudicataires à réserver une partie des heures de travail générées par ces marchés à des personnes en difficulté d'emploi, soit par embauche directe, soit par sous-traitance d'une partie du marché auprès d'une SIAE, soit par recrutement temporaire de personnes mises à disposition par une AI ou une ETTI. Ils constituent donc une opportunité pour les SIAE, en particulier, aujourd'hui, en région d'Ile-de-France, avec la perspective de marchés publics importants dans la réalisation des travaux du Grand Paris.

La participation des SIAE à des marchés publics constitue aussi, pour elles, une possibilité supplémentaire de développer leurs relations avec les entreprises et de donner ainsi, à leurs salariés en insertion, l'occasion de vivre la vie de l'entreprise, d'y acquérir éventuellement une formation complémentaire et de préparer, ainsi, leur retour vers le marché du travail traditionnel.

Un guide en direction des donneurs d'ordre

Les premières initiatives, en matière de clauses sociales, ont été prises par des collectivités territoriales qui ont vu en elles *« un levier de développement de l'insertion et de l'accès à l'emploi au bénéfice de personnes en difficulté sociale et professionnelle ».*[21]
L'association Alliance villes emploi a publié, en 2007, et réédité, en 2012, un guide à destination des donneurs d'ordre. Ce guide rappelle le cadre législatif et réglementaire du Code des marchés publics. Il présente une série d'expériences territoriales, mises en œuvre dans les différentes régions, ainsi que des conseils pratiques à l'usage des donneurs d'ordre.
Trois articles du Code des marchés publics concernent l'application de clauses sociales aux marchés publics.

Article 14

« La définition des conditions d'exécution d'un marché dans les cahiers des charges peut viser à promouvoir l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion, à lutter contre le chômage ou à protéger l'environnement ».
Cet article permet donc d'imposer aux soumissionnaires de réserver une partie des heures générées par le marché public à des actions d'insertion selon trois processus différents :
- confier la réalisation du marché à une EI soumissionnaire ;
- sous-traiter ou co-traiter une partie du marché à une SIAE ;
- faire appel à la mise à disposition de personnel en insertion par une AI ou une ETTI.

Le pourcentage du marché associé à la clause sociale est fixé par le maître d'ouvrage. Il est, en général compris entre 5 et 30 %.

En 2014[22], 67 % des marchés publics attribués à des SIAE franciliennes ont utilisé l'article 14, ce taux étant très variable selon le type de SIAE : 45 % pour les AI, 50 % pour les EI, 90 % pour les ETTI et 13 % pour les ACI.

[21] Clauses sociales et promotion de l'emploi dans les marchés publics, Alliance Villes Emploi, 2007
[22] DIRECCTE, L'insertion par l'activité économique, données 2014

Article 30

Il s'agit, ici, de « *marchés de services dont l'objet est l'insertion sociale et professionnelle et qui sont réalisés sous forme de prestations d'appui et d'accompagnement à l'emploi, de formation ou d'expériences pré-qualifiantes ou certifiantes et destinées aux jeunes sans emploi, aux personnes rencontrant des difficultés d'accès à l'emploi ou de maintien dans l'emploi, aux personnes handicapées ».*
Il n'est donc pas étonnant[23] que cet article soit surtout utilisé par les ACI (82 %), contre 40 % pour les AI, 29 % pour les EI et 1 % pour les ETTI.

Article 53

Cet article permet de retenir, parmi les critères d'attribution d'un marché, *« les performances de l'entreprise en matière d'insertion professionnelle des publics en difficulté ».*
Le guide mentionne, toutefois, que l'usage de cet article reste délicat, les critères de choix de l'attributaire devant être en rapport avec l'objet du marché, en général étranger à l'insertion proprement dite. Selon la source précédemment citée, l'article 53 représentait 9 % des marchés publics passés, en 2014, par les AI franciliennes, 9 % pour les EI, 8 % pour les ETTI, 3 % pour les ACI.

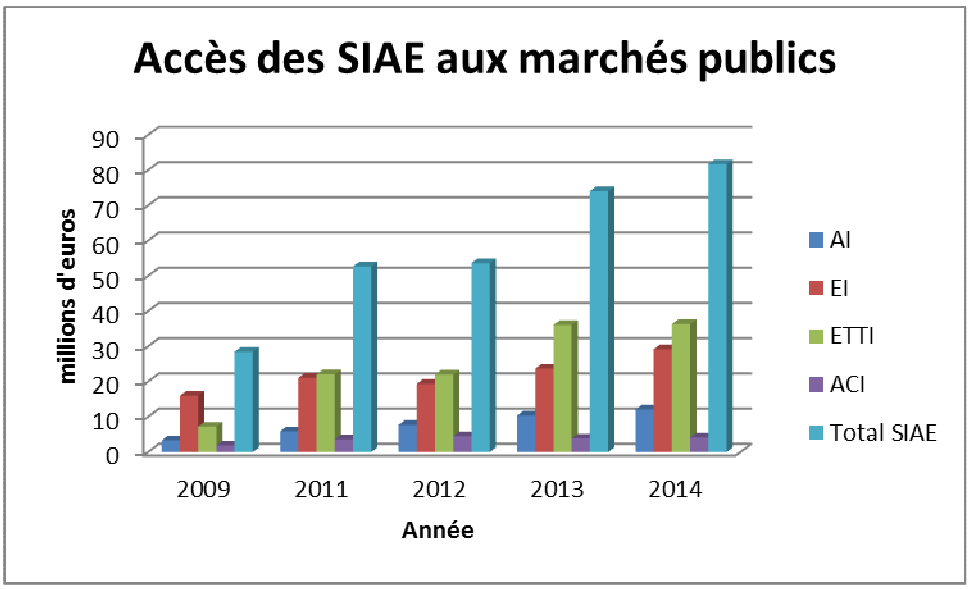
<u>Une progression continue depuis 2009</u>

Le tableau et le graphique suivants montrent que l'accès des SIAE aux marchés publics n'a cessé de progresser, depuis 2009, avec une progression spectaculaire pour les AI (+ 362 %) et les ETTI (+ 501 %), sensible pour les ACI (+ 220 %) et moindre pour les EI (+ 57 %).

SIAE et marchés publics					
	AI	EI	ETTI	ACI	Total SIAE
Année	en millions d'euros				
2009	3,34	16,00	7,25	1,88	28,47
2011	5,89	21,08	22,07	3,66	52,70
2012	7,73	19,38	22,02	4,52	53,65
2013	10,38	23,69	36,09	3,89	74,05
2014	12,09	29,16	36,34	4,15	81,74

* dont 86 % avec clause sociale
**dont 89 % avec clause sociale

[23] Op.cit.



Deux textes récents

Un texte de loi et une ordonnance renforcent l'invitation des organismes publics à passer des marchés avec clauses sociales :

- La loi 2014-856 du 31 juillet 2014, relative à l'économie sociale et solidaire, dont l'article 13-I prône l'adoption, par le pouvoir adjudicateur, d'un schéma de promotion des achats publics socialement responsables. Ce schéma doit préciser *« les objectifs de passation de marchés publics comportant des éléments à caractère social visant à concourir à l'intégration sociale et professionnelle de travailleurs handicapés ou défavorisés, ainsi que les modalités de mise en œuvre et de suivi annuel de ces objectifs ».* L'article 13-II indique que *« Dans chaque région est conclue une convention entre le représentant de l'Etat et un ou plusieurs organismes, tels que les maisons de l'emploi et les personnes morales gestionnaires des plans locaux pluriannuels pour l'insertion et l'emploi, qui œuvrent en faveur de l'accès à l'emploi durable des personnes exclues du marché du travail, notamment en facilitant le recours aux clauses sociales dans les marchés publics. Cette convention vise à favoriser le développement de ces clauses concourant à l'intégration sociale et professionnelle de travailleurs handicapés ou défavorisés. Les pouvoirs adjudicateurs et les entités adjudicatrices mentionnés au 2° de l'article 2 du code des marchés publics ou aux articles 3 et 4 de l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 précitée et implantés dans la région peuvent être parties à cette convention.*

- Par ailleurs, l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 confirme, dans son article 36-II, que « d*es marchés publics ou des lots d'un marché public autres que ceux de défense ou de sécurité peuvent être réservés à des structures d'insertion par l'activité économique mentionnées à l'article L. 5132-4 du code du travail et à des structures équivalentes, lorsqu'elles emploient une proportion minimale, fixée par voie réglementaire, de travailleurs défavorisés ».*

Les difficultés à surmonter

La voie d'accès des SIAE aux marchés publics reste, toutefois, difficile car elle se heurte à plusieurs obstacles :

- la nécessité d'avoir une connaissance du projet de marché le plus en amont possible afin de prendre rang parmi les soumissionnaires et éventuellement de préparer les accords avec les entreprises concernées par le marché. A ce stade, une bonne coopération avec les organismes adjudicateurs est souhaitable, ceux-ci pouvant peser sur l'organisation du marché afin de laisser une place pour les salariés en insertion ;

- le problème de la taille des lots qui peuvent dépasser les possibilités de réponse d'une SIAE ;
- la préférence souvent donnée aux ETTI dépendantes d'ETT majeures (Id'interim, Manpower,…) ;
- pour les AI, la limite des 480 heures pour une mise à disposition dans le secteur marchand alors que les entreprises adjudicataires demandent des mises à disposition dépassant cette limite.

La réponse des SIAE à ces difficultés

Les réseaux des SIAE ont entrepris de mettre en place des « veilleurs », chargés de surveiller la publication des marchés, afin de permettre une intervention rapide auprès du pouvoir adjudicateur et des entreprises et collectivités concernées.

En ce qui concerne la taille des lots, les SIAE cherchent à mutualiser leurs forces afin de proposer une réponse collective pour prendre en charge des lots plus importants. A signaler que ce problème de l'allotissement se pose de la même manière pour les PME/TPE.

En ce qui concerne la limite des 480 heures pour les AI, certains réseaux sont intervenus pour demander l'assouplissement de cette mesure, en cas d'accès à un marché public, sans succès, toutefois, à ce jour. Une autre parade passe par la conclusion d'accords entre AI et ETTI pour que celles-ci puissent prendre le relais, lorsque la mise à disposition dépasse les 480 heures.

En permettant aux SIAE d'augmenter leur activité, les marchés publics à clauses sociales peuvent aider celles-ci à compenser la diminution des aides publiques, en particulier de celles en provenance des collectivités territoriales. L'opportunité des marchés du Grand Paris en Ile-de-France constitue un élément favorable. En mutualisant leurs moyens humains et matériels, les SIAE peuvent répondre collectivement aux marchés publics du Grand Paris qui possèdent des clauses sociales.

Dans sa synthèse des échanges intervenus, lors de la journée de l'IAE, organisée par le GRAFIE et la Région d'Ile-de-France, le 30 octobre 2014, **Michel ABHERVE**, professeur d'économie sociale et politiques publiques, à l'Université de Marne-la-Vallée, a insisté sur le fait que les SIAE doivent, avant tout, être considérées comme des acteurs sociaux et non comme des prestataires de service, que leur professionnalisation est indispensable mais qu'elle ne doit pas être seulement technique.

Un objectif prioritaire dans les orientations stratégiques pour l'IAE en Ile-de-France

Les orientations stratégiques arrêtées par le COR-IAE (cf. chapitre 3.1.2. de ce rapport) ont inscrit, dans leurs objectifs prioritaires, ce développement de l'accès des SIAE d'Ile-de-France aux marchés publics et, en particulier, à ceux liés au Grand Paris :

- *« Développer l'accès des SIAE aux marchés publics et privés et aux achats socialement responsables ;*

- *321. Prioriser les efforts sur les marchés du nouveau programme national de rénovation urbaine de l'ANRU et des marchés du Grand Paris… ;*

- *322. Accompagner les donneurs d'ordre : - Outiller les donneurs d'ordres publics sur l'application des clauses sociales et la mise en place d'allotissements adaptés ; - Mettre en place des référents « insertion » dans les entreprises, des chartes / labels pour l'insertion, formation des acheteurs / manageurs ; - Identifier l'IAE dans les schémas publics de promotion des achats socialement responsables (loi ESS) ; - Mutualiser/transférer les bonnes pratiques des donneurs d'ordre ;*

- 323. Accompagner les SIAE : - Développer des modes de coopération : mise en place de groupements momentanés d'entreprises (GME), de chartes de partenariats inter-SIAE, etc. ; - Optimiser l'utilisation des outils à leur disposition : Maximilien, Entreprenons-ensemble ;

- 324. Mettre en place des réseaux d'acteurs en faveur des clauses sociales/achats responsables : - Renforcer le rôle des facilitateurs dans l'assistance à la maitrise d'ouvrage et le maillage avec les SIAE [24] ».

[24] Document COR-IAE sur les orientations stratégiques pour l'IAE en Ile-de-France 2015-2017

5. Les SIAE, un levier économique pour les territoires sur lesquels elles sont implantées

La question de la contribution économique des associations intermédiaires peut être appréhendée selon quatre axes différents qui permettent de définir des indicateurs simples et objectifs, caractérisant leur fonctionnement et leurs résultats :

- leur contribution à l'activité économique dans leur territoire d'agrément ;
- leur contribution au maintien de l'emploi ;
- leur contribution au retour dans le marché de l'emploi traditionnel de personnes qui en étaient éloignées ;
- leur contribution aux ressources mutualisées de la collectivité publique (impôt, taxes diverses, organismes sociaux).

5.1. Contribution à l'activité économique dans le territoire d'agrément

Elle est mesurée par un indicateur simple : le chiffre d'affaires engendré par la SIAE, hors subventions, produits financiers, contrats aidés et produits exceptionnels. En 2014, les SIAE d'Ile-de-France ont réalisé **un chiffre d'affaires global de 316 millions d'euros**, dont 82 millions d'euros dans le cadre de marchés publics. Elles ont versé **230 millions de salaires** qui se sont substitués, au moins partiellement, aux allocations chômage perçues par les demandeurs d'emploi qu'elles ont remis en situation de travail.

Ces données mesurent, en quelque sorte, la contribution de l'IAE au PIB de la région d'Ile-de-France et à la vie économique des territoires sur lesquels ces structures sont implantées.

5.2. Contribution au maintien de l'emploi

Les SIAE maintiennent en activité, à temps plein ou partiel, un grand nombre de personnes qui, hors leur action, resteraient au chômage total et s'éloigneraient donc de plus en plus du marché de l'emploi traditionnel. Par ailleurs, elles emploient des personnels salariés permanents, sur de véritables emplois de droit commun.
Deux indicateurs permettent de caractériser cette contribution :

- **le nombre d'emplois en ETP, correspondant au travail des salariés en insertion, soit 7 350, pour l'année 2014, répartis sur 28 000 postes d'insertion** ;
- **le nombre d'emplois en ETP, correspondant aux emplois des salariés permanents, soit 2 500 environ** (2 466 en 2013).

5.3. Contribution au retour à l'emploi traditionnel

La mesure de cette contribution constitue la justification principale des SIAE dont l'objectif n'est pas de garder, en leur sein, les personnes qu'elles accueillent mais de les aider à retrouver le chemin d'un emploi stable, dans le marché de l'emploi de droit commun. Cette question sera traitée au chapitre 7 de ce rapport (les résultats d'insertion).

En 2014, 3 500 salariés en insertion ont retrouvé un emploi durable ou un emploi de transition, ce qui les fait sortir du chômage et rentrer dans le marché du travail de droit commun.

5.4. Un bilan économique et financier encore flou mais suffisamment caractéristique

Un premier aspect est relatif au poids financier, pour l'Etat et les collectivités territoriales, des aides aux SIAE et aux retombées économiques de leur activité sur les ressources de l'Etat et des organismes sociaux.

- ***Les aides publiques en Ile-de-France***

Elles peuvent être résumées par les données suivantes (année 2015) :

- Etat (aide au poste) 68 M€
- Région[25] 25 M€
- Départements[26] 8 M€
- Communes[27] 5 M€
- **Total** **103 M€**

Les aides publiques aux SIAE d'Ile-de-France représentent donc un montant total de 103 M€.

Ces valeurs mériteraient d'être précisées, à partir des bilans d'activité que les SIAE remettent, chaque année, à la DIRECCTE, et qui sont accompagnés des données financières pour chaque structure. Aucune consolidation régionale n'est toutefois effectuée à ce jour.

- **Les retombées économiques directes de l'activité des SIAE**

Ces retombées sont de plusieurs ordres :

- les **charges sociales, taxes et impôts,** versées par les SIAE, et relatives aux rémunérations qu'elles versent aux salariés en insertion et aux salariés permanents. Ces charges représentent un total de **50 M€** et incluent les charges sociales patronales, le coût de la médecine du travail, devenu significatif, depuis la loi de 2014 sur la santé au travail, le coût de la mutuelle complémentaire, la taxe sur les salaires ;
- les **cotisations salariales des salariés en insertion et des salariés permanents** qui, évaluées à partir de la masse salariale brute distribuée (environ 230 M€), représentent environ **55 M€**.

Ces deux postes directs seraient ramenés à 0 en cas d'arrêt de l'activité des SIAE.

Un autre point doit également être pris en compte : les conséquences de la disparition des 3 500 réinsertions positives signalées ci-dessus, ce qui signifie 3 500 personnes demeurant au chômage total ainsi que la disparition des 2 400 emplois permanents des SIAE. En reprenant l'estimation d'un demandeur d'emploi « plein temps » pour la collectivité publique, coût que l'on peut calculer à partir de l'analyse DARES publiée en novembre 2015[28] , soit 15 000 € par chômeur et par an (cette valeur recoupant des estimations effectuées précédemment), **l'arrêt de l'activité des SIAE entraînerait pour la collectivité nationale une charge supplémentaire liée aux personnes ainsi privées d'emploi de 90 M€.**

[25] Incluant les emplois tremplin projet et IAE, l'ARSIE, les aides aux têtes de réseau
[26] Une valeur qu'il faudrait affiner suite à la réforme de 2014
[27] Valeur estimée à partir des donnés du rapport IGAS-IGF de janvier 2013
[28] DARES Analyses n° 087 novembre 2015

Il s'agit là également d'une évaluation, a minima, car nous n'avons pas pris en compte le coût, pour la collectivité, de l'arrêt des emplois à temps plus ou moins partiel des 28 000 salariés en insertion présents dans les structures. Cette évaluation est, en effet, difficile, compte tenu des situations très disparates desdites personnes en matière d'allocations de solidarité.

L'ensemble des retombées économiques négatives, en cas d'arrêt des SIAE, représente donc un montant de 195 M€, soit 1,9 fois le montant des aides reçues, une perte pour la collectivité francilienne de 92 M€.

Malgré l'imprécision qui marque encore les données ci-dessus, imprécision qu'il serait intéressant de chercher à lever, elles donnent néanmoins une représentation objective du levier économique que constituent les SIAE, une dimension qui n'est pratiquement jamais prise en compte dans les discours officiels alors qu'elle montre, très clairement, pour la grande majorité des structures, que celles-ci ne constituent pas un poids économique pour la nation mais, au contraire, qu'elles contribuent, de façon positive, à l'économie globale, et représentent un investissement pour l'avenir.

Ceci est d'autant plus vrai que, par leur action, elles contribuent à la cohésion sociale dans les territoires sur lesquels elles sont implantées et que, par ailleurs, les données ci-dessus ne prennent pas en compte les économies que leur activité engendre, en matière de dépenses sociales, une donnée à laquelle la gestion de nos associations ne permet pas d'accéder mais que la puissance publique devrait pouvoir estimer.

5.5. Mais, au-delà des chiffres, des conséquences sociales sur les personnes…

Sur les femmes et les hommes redevenant chômeurs à plein temps, tout d'abord. Il n'existe, malheureusement, pas, à notre connaissance, d'étude épidémiologique qui permettrait d'évaluer l'incidence favorable de l'accueil en SIAE sur les personnes concernées, un axe qu'il faudrait développer si l'on veut mieux mesurer les effets favorables liés à l'existence de ces structures. C'est donc en prenant le problème dans l'autre sens que l'on peut apprécier les effets positifs du maintien en situation de travail des salariés en insertion.

Plusieurs études récentes décrivent les effets d'un chômage de longue durée sur les personnes qui sont frappées par ce fléau. La plus complète est le rapport, adopté le 10 mai 2016, par le Conseil économique social et environnemental, sous le titre *« L'impact du chômage sur les personnes et leur entourage : mieux prévenir et accompagner »,* et dû à Madame Jacqueline FARACHE, membre du CESE. La DARES a également publié, en septembre 2015, une étude mettant en rapport le chômage et la santé mentale.

De ces deux rapports, nous retenons les principales conclusions suivantes (dont certaines sont malheureusement connues depuis l'apparition d'un chômage structurel de longue durée dans notre pays) :

- le chômage de longue durée entraîne, progressivement, la perte des repères sociaux, en particulier si la personne concernée n'est pas accompagnée par sa famille ou par des associations ;
- le chômage est rapidement source de précarité financière ; 40 % des chômeurs ne sont pas indemnisés, ce qui élimine, pour eux, le rôle d'amortisseur joué par les allocations d'assurance chômage. Le non recours à leurs droits à prestations sociales est un phénomène très marqué chez les personnes au chômage ;
- le chômage de longue durée a un effet sur la stabilité des couples, surtout quand la perte d'emploi intervient dans les premières années de la vie conjugale ;
- le chômage a des effets sur la santé, avec une augmentation sensible des risques d'infarctus et d'AVC. Cet effet est d'autant plus marqué que le chômeur ne se fait plus surveiller médicalement.

Il est aussi à la source d'addictions diverses (tabac, alcool) ainsi que d'une alimentation déséquilibrée ;

- l'enquête SUIVIMAX de l'INSERM, de janvier 2015, impute au chômage 10 à 14 000 décès supplémentaires par an. Une augmentation du taux de chômage de 10 % se traduit par une augmentation de 1,5 % du taux de suicides ;
- le chômage a également des conséquences sur la scolarité des enfants : une étude de l'INSEE, de 2006, indique une différence de 20 points sur le taux de réussite des enfants si le père a connu une période de chômage de longue durée ;
- les chômeurs souffrent, par ailleurs, du regard que la société porte sur eux et qui peut développer, chez eux, un sentiment de culpabilité, voire de honte, peu favorable à la recherche active d'un emploi.

Les SIAE ne touchent que 5 % environ des chômeurs franciliens et elles ne peuvent, à elles seules, corriger toutes les conséquences du chômage de longue durée, ci-dessus mentionnées, en Ile-de-France. Elles contribuent, toutefois, à en limiter les effets négatifs, par leur action quotidienne, et constituent, à ce titre, une sorte de modèle qu'il faudrait développer pour une prise en charge plus large des personnes touchées.
Par l'accompagnement personnalisé et renforcé des personnes qu'elles accueillent, les SIAE lèvent un certain nombre de freins qui constituent des obstacles à la reprise d'un emploi de droit commun. Aide aux démarches administratives, accès aux soins, partenariat avec les organismes d'aide au logement, autant d'actions d'accompagnement qui permettent à la personne de se remettre en route. La remise en situation de travail constitue l'outil privilégié avec lequel les personnes concernées retrouvent leur place d'acteur économique et social, marqueur important de leur dignité. En aidant ces personnes à élaborer leur projet personnel, les conseillers en insertion des SIAE leur redonnent espoir dans la possibilité de construire leur avenir social et professionnel, un effet accentué lorsqu'il est possible de joindre une action de formation aux missions de travail.
Certaines associations animent, par ailleurs, des réunions d'information collective où les salariés en insertion se retrouvent et échangent entre eux et avec les permanents et bénévoles de l'association sur les difficultés qu'ils rencontrent. Des liens sont parfois établis avec des associations culturelles (Culture du cœur, par exemple) pour permettre l'accès des salariés en insertion, et de leurs familles, à des manifestations culturelles diverses (visites de musées, spectacles, manifestations sportives,…).
Parce qu'elles peuvent accompagner la personne en insertion dans sa globalité et y consacrer le temps nécessaire, les SIAE agissent en complémentarité de Pôle emploi pour prendre en charge les chômeurs les plus éloignés de l'emploi et les aider à retrouver le chemin du marché du travail traditionnel.

5.6. … et aussi sur les territoires où les SIAE sont implantées

Par les activités de proximité qu'elles développent dans les territoires où elles sont implantées, par les partenariats qu'elles établissent avec les services publics et associations pour trouver des solutions aux problèmes rencontrés par les salariés en insertion et qui ne sont ni de leur compétence, ni de leur ressort, les SIAE jouent un rôle capital dans l'animation de ces territoires et dans la cohésion sociale qu'elles contribuent à développer. Les édiles municipaux sont, sans doute, les meilleurs observateurs de cette contribution positive.

Les prestations offertes aux habitants de leur territoire, les liens établis avec les entreprises et les associations, la participation aux manifestations locales, telles les forums de l'emploi ou les forums des associations, contribuent à créer des liens sociaux, en particulier avec les personnes en risque d'exclusion, une autre retombée positive de l'existence des SIAE qui, bien entendu, s'effacerait si les SIAE étaient amenées à disparaître. Un paramètre difficile à évaluer mais néanmoins bien perceptible pour les observateurs du terrain.

L'expérimentation EUST du COORACE

Pour répondre à la difficulté mentionnée ci-dessus, le COORACE national a lancé, en 2012, une expérimentation, intitulée « *Evaluation de l'utilité sociale territoriale* », en collaboration avec Hélène DUCLOS, consultante et spécialiste de l'évaluation de la médiation sociale. L'objectif était de construire un référentiel national selon cinq thèmes, les structures participantes étant invitées à choisir leurs indicateurs au sein de chacun des thèmes. 25 SIAE, adhérentes ou non du COORACE, et réparties dans quatre régions, ont participé à cette première expérimentation. Les cinq thèmes retenus[29], deux tournés vers les personnes et trois vers le territoire, étaient les suivants :

- **renforcement du pouvoir d'agir** : reconnaissance, confiance en soi, activation de l'accès aux droits, augmentation de la capacité financière, amélioration de la capacité d'organisation, gains de mobilité ;
- **accès à un emploi de qualité** : accès à l'emploi pour chaque personne, co-construction des trajectoires professionnelles, renforcement et validation des compétences ;
- **faire société** : recrutement des personnes les plus éloignées de l'emploi et les plus précaires, renforcement du sentiment d'appartenance à un collectif, maîtrise des codes et usages sociaux, implication citoyenne ;
- **développement économique local** : production locale de richesses, développement de coopérations génératrices d'activités, création, diversification, reprise d'activités, réponses à des besoins du territoire, gains et économies pour la collectivité ;
- **transformation sociétale** : innovation sociale, mise en œuvre d'une économie sociale et solidaire, nouvelles modalités d'emploi et de sécurisation des parcours, évolution des représentations sociales.

Compte tenu du petit nombre de structures ayant participé à cette première expérience, il n'est pas possible d'en tirer des conclusions significatives mais la démarche est reprise par le COORACE Ile-de-France et par le GRAFIE auprès d'un plus grand nombre de structures. Citons la déclaration du président du COORACE, Pierre LANGLADE, à l'issue de la première série de résultats : « *Nous voyons aujourd'hui, avec les premiers résultats de la démarche d'évaluation de l'utilité sociale proposée par COORACE que le rôle des entreprises dites de l'IAE ne se limite pas à assurer un retour des personnes à l'emploi. L'enrichissement économique et social des territoires constitue un effet majeur de leur action. Nos entreprises participent à la création d'activités et de richesses pour les territoires. Elles favorisent la socialisation des personnes et leur retour à une citoyenneté active. Elles contribuent au changement des représentations sur le type d'économie que chacun-e peut mettre en œuvre ou soutenir.* »
Il serait certainement intéressant de poursuivre l'étude de cette méthodologie pour répondre mieux à la question de l'apport des SIAE aux territoires où elles sont implantées.

5.7. Quelques bilans économiques de SIAE franciliennes.

Au-delà des données générales mentionnées dans le chapitre 5.4 ci-dessus, il paraissait intéressant d'examiner, pour l'année 2015, les comptes d'exploitation réels de quelques SIAE franciliennes.

Les informations mises à notre disposition concernent trois AI, un ACI, deux EI, deux ETTI. Pour chacune de ces structures, nous nous sommes concentrés sur :
- le chiffre d'affaires de la structure ;
- les aides publiques reçues au cours de l'année ;
- le résultat pour l'année 2015 ;

[29] Document COORACE

- la masse salariale nette versée aux salariés en insertion et aux permanents ;
- les charges sociales, taxes et impôts versés par la structure à l'Etat et aux organismes sociaux ;
- les cotisations salariales générées par les salaires versés ;
- les retombées économiques sur la collectivité publique, égales à la somme des deux postes précédents ;
- le coefficient de retour, quotient de ces retombées par la somme des aides reçues, une sorte de mesure de la « rentabilité » des aides accordées aux structures.

Le tableau ci-après rassemble ces différentes données pour les neuf SIAE examinées, les comptes de résultats détaillés pour chacune étant donnés en annexe à ce rapport.

Ce tableau indique clairement que, pour les AI, EI et ETTI, le coefficient de retour est très largement positif (sauf pour l'EI récemment créée). Par contre, le compte de résultat du chantier d'insertion est typique d'un petit chantier d'insertion pour lequel les prestations de services ne représentent que 32 % du budget total et dont l'équilibre financier ne peut être assuré que par des subventions significatives des organismes publics, ce qui explique une alerte particulière relative à la suppression des emplois tremplin IAE pour ce type de structure.

Globalement, pour les 9 structures, le solde économique positif pour la collectivité publique, tous organismes confondus, est de 2,24 millions d'euros et ceci, sans compter les économies réalisées sur les allocations versées aux salariés mis à disposition en contrepartie des salaires qu'ils ont perçus ou parce qu'ils ont retrouvé un emploi en CDI ou CDD (3 500 sorties en emploi durable ou en emploi de transition en 2015 au niveau de la région).

Bilan économique de neuf SIAE franciliennes (Année 2015)								
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Type SIAE	**Ch.Affaires, €**	**Aides reçues,€**	**Résultat €**	**Sal.nets €**	**CS,taxes, impôts, €**	**Cot.sal. €**	**Retour = 6+7**	**Coefft.= 8/3**
AI 1	1241229	150710	-4170	748552	328268	229947	558215	**3,70**
AI 2	1266937	240339	27535	872242	308175	246017	554192	**2,31**
AI 3	1128017	206904	29611	697833	276365	196825	473190	**2.29**
AI 4	1159516	130966	1161	671631	256725	189435	446160	**3.41**
ACI	95241	199092	79	156355	61054	44100	105154	**0,53**
EI 1	950620	267301	-53856	451739	177311	127412	304723	**1,14**
EI 2	244910	95493	12242	105844	25187	29853	55040	**0.58**
ETTI 1	1462716	222377	105372	793750	391286	223880	615166	**2,77**
ETTI 2	3365972	472032	199725	1926607	782457	543400	1325857	**2,81**
Total des neuf		**1985214**			**2606828**	**1830869**	**4437697**	**2.24**

Ces différentes données montrent que les SIAE constituent une force économique au niveau de la région et que les aides publiques qui leur sont accordées sont un levier générant des retours financiers vers la collectivité, significativement supérieurs aux subventions qu'elles reçoivent.

6. La Formation

La formation professionnelle est l'une des clés essentielles pour contribuer au retour des salariés en insertion vers le marché du travail traditionnel, en particulier de celles et ceux qui en sont le plus éloignés, soit parce qu'ils sont sortis du système éducatif initial sans aucune qualification, soit parce que leur qualification passée est devenue obsolète, en raison de l'évolution des technologies, soit parce qu'ils sont entrés très jeunes sur le marché du travail, à une époque où de nombreux emplois ne réclamaient pas de qualification particulière et où le métier s'apprenait « sur le tas ».

La typologie des salariés en insertion en Ile-de-France, présentée au chapitre 1.2 ci-dessus, montre que **84 % des salariés en insertion dans les SIAE ont un niveau de formation inférieur ou égal à V, 60 % de niveaux VI et Vbis et 24 % de niveau V.**

Le marché du travail demande, aujourd'hui, des salariés de plus en plus qualifiés : de 1992 à 2012, le secteur agricole a vu le nombre de ses cadres et techniciens passer de 26 000 à 61 000, alors que ce secteur perdait près d'un million d'emplois. Dans le secteur du BTP, le nombre des ouvriers non qualifiés est passé, dans le même temps, de 357 000 à 209 000. Le secteur des métiers de services à la personne voit, lui-même, augmenter la demande de qualification de ses salariés, en liaison avec la nécessité, pour les structures concernées, d'obtenir un agrément qualité incluant l'obligation pour les intervenants d'avoir une proportion suffisante de salariés qualifiés.

« L'accès à la formation professionnelle revêt ainsi un caractère stratégique, tant du point de vue de la sécurisation des parcours des bénéficiaires que de la réponse aux besoins économiques des territoires » soulignait une enquête de l'AVISE (Agence d'ingénierie et de services pour entreprendre autrement), publiée en mars 2012, et le rapport IGAS/IGF de janvier 2013[30] inscrivait, parmi ses recommandations, *« l'augmentation de l'accès des salariés en insertion aux dispositifs de formation ».*

Il est donc impératif de développer un effort de formation important pour les salariés en insertion dans les SIAE, avec trois orientations majeures :

- la lutte contre l'illettrisme et l'analphabétisme qui concerne, en particulier, un nombre important de salariés issus de l'immigration ;
- l'acquisition ou la consolidation du « socle commun de connaissances » ;
- la formation professionnelle en vue de l'acquisition d'une qualification et ceci, plus particulièrement, dans les métiers des secteurs professionnels dits « en tension ».

Mais si cette volonté de former leurs salariés est partagée par l'ensemble des SIAE, celle-ci se heurte à un certain nombre d'obstacles :

- le manque de mobilité des salariés pour se rendre sur les lieux de la formation ;
- la difficulté à trouver les financements pour assurer le paiement des salaires pendant les heures de formation ;
- la multiplicité des dispositifs et des critères d'accessibilité ;
- des programmes prédéfinis par les organismes de formation et pas toujours adaptés aux besoins des salariés en insertion.

[30] Op.cit.

Le tableau suivant, extrait de l'étude DARES d'avril 2016[31], répertorie les principales difficultés citées par les structures qui ont fait l'objet de l'enquête de 2012 :

En % des structures interrogées	**ACI**	**EI**	**AI**	**ETTI**	**Ensemble**
Financement	76	79	83	72	78
Refus ou réticence du salarié	60	44	64	34	56
Insuffisance de l'offre à proximité	64	45	51	39	55
Adéquation offre/besoins	37	32	38	38	36
Incompatibilité durée du contrat	40	20	33	35	33
Organisation du travail en l'absence de salaire	26	56	21	18	31
Montage des actions	20	21	22	28	21
Identification des besoins	17	14	14	13	15
Autres	9	6	9	9	8
% des employeurs rencontrant des difficultés	**69**	**64**	**83**	**64**	**70**

La formation reste donc, encore trop souvent, un parcours du combattant, tant pour les permanents, en charge du montage des actions, que pour les salariés bénéficiaires.

6.1. Le cadre législatif

Il est aujourd'hui fixé par la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014, relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale. Parmi les avancées introduites par cette loi, issue d'un accord interprofessionnel, signé par la grande majorité des partenaires sociaux, il faut mentionner :

- la création du Compte personnel de formation (CPF), en substitution au Congé individuel de formation. Le CPF est ouvert *« à toute personne âgée d'au moins 18 ans, en emploi ou à la recherche d'un emploi ou accompagnée dans un projet d'orientation et d'insertion professionnelle et ceci, jusqu'au départ à la retraite de la personne. Il s'agit donc bien d'un compte mobilisable avec l'accord exprès de la personne et qui la suit tout au long de son parcours professionnel quels que soient les aléas de celui-ci » ;*
- la prise en compte des SIAE dans certaines clauses de la loi, ce qui constitue une reconnaissance de leur rôle dans les actions de formation pour le retour à l'emploi des personnes qui en sont le plus éloignées ;
- l'ouverture de la préparation opérationnelle à l'emploi (POE) aux salariés des SIAE pour lesquels existe une possible ouverture d'emploi identifiée ;
- la confirmation du Fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels (FPSPP), créé par la loi du 24 novembre 2009, et devant gérer les excédents versés aux OPCA, afin de contribuer au financement des actions de qualification des salariés les moins qualifiés et des demandeurs d'emploi mais les conditions de reversement de ces fonds demandent à être précisées ;
- la création d'un passeport d'orientation, de formation et de compétences, pour chaque salarié ;
- une certaine simplification dans le recouvrement des taxes pour la formation professionnelle, ce recouvrement étant, désormais, assuré par l'OPCA de rattachement, lequel est chargé de la ventilation des sommes recueillies au FPSPP et au FONGECIF.

[31] DARES Analyses n°019, avril 2016, Les SIAE, un accompagnement très diversifié durant le parcours d'insertion

Par contre, le texte présente quelques points moins positifs :

- une clarification insuffisante des compétences respectives de l'Etat, des Régions et des partenaires sociaux, en matière de formation professionnelle. Il maintient donc une complexité de nature à défavoriser les personnes qui n'entrent pas dans les « cases traditionnelles », ce qui est le cas de beaucoup de salariés en insertion ;
- une grande complexité des listes des formations éligibles à la mobilisation du CPF ;
- un plafond du CPF trop bas pour financer les formations qualifiantes nécessaires aux salariés en insertion. A titre d'exemple, la formation pour obtenir les trois concours communs polytechniques (CCP) conduisant au diplôme d'Etat d'Auxiliaire de vie sociale (DEAVS) demande plus de 400 heures alors que le plafond du CPF est de 150 heures. Il reste donc nécessaire de trouver des sources d'abondement autres pour permettre aux salariés en insertion d'accéder à cette formation ;
- de façon paradoxale, cette loi, qui était faite pour faciliter l'accès à la pré-qualification et/ou à la qualification des demandeurs d'emploi les plus éloignés du marché du travail, a un effet négatif sur la mutualisation des fonds excédentaires des OPCA qui ne peuvent maintenant être mutualisés qu'avec leur consentement, ce qui a tari une source de financement importante dont profitaient, en particulier, les ACI (cf. ci-dessous le chapitre consacré à l'audition de la représentante de l'OPCA Uniformation).

6.2. Le point de vue d'un OPCA, Uniformation

Uniformation, est un OPCA qui regroupe 21 branches professionnelles, autour de 6 grandes familles d'activités : solidarité et aide à domicile, emploi et formation, protection sociale, habitat et lien social, loisirs, sports et tourisme. Soit 50 000 entreprises au niveau national.

En Ile-de-France, Uniformation compte 7 500 adhérents, soit 15 % du niveau national ; 300 000 salariés, soit 30 % du national. La collecte de 82 millions d'euros représente 40 % de la collecte nationale.

	Uniformation Ile-de-France		**Uniformation France**
		% vs. France	
Adhérents	7 500	15%	50 000
Salariés	300 000	30%	1 000 000
Collecte en millions €	82	25%	328

Toujours en Ile-de-France, Uniformation regroupe 110 associations de l'IAE, dont la moitié est constituée par des ateliers et chantiers d'insertion (ACI). Un tiers est constitué par des régies de quartiers, dans le cadre de la politique de la ville, en lien avec les bailleurs sociaux (ex : jardinage pour les habitants les plus éloignés de l'emploi). Enfin, une vingtaine de structures relevant de l'animation et qui ont pour activité principale l'IAE.
L'ensemble représente 2 600 salariés, soit 1 500 ETP, dont 70 % sont des salariés en insertion (principalement des CUI ou CDDI).

Les besoins de financement, en Ile-de-France, s'élèvent à 2 millions d'euros, dont :

- 1,5 million pour la branche des ACI (pour 200 000 € de collecte conventionnelle et 565 000 € de collecte totale tous dispositifs) ;
- et 1,3 million uniquement pour les salariés en insertion.

Les activités d'Uniformation connaissent, depuis 2014, les incidences de deux réformes qui interfèrent entre elles. Il s'agit :

- d'une part, de la **réforme de l'insertion par l'activité économique (IAE**) qui introduit « l'aide au poste » et l'obligation de recruter en CDDI les salariés des ACI. Les salariés en CDDI entrent désormais dans le calcul de l'effectif (masse salariale) ce qui entraîne un changement de seuil pour de très nombreuses structures passant quasiment toutes au statut d'employeurs de plus de 10 salariés et pour quelques-unes de plus de 50 salariés ;
- d'autre part, **de la réforme de la formation professionnelle**, par laquelle l'ACI n'a plus accès aux fonds mutualisés de l'OPCA. Ainsi, désormais, chaque structure dépend-elle uniquement des fonds de sa section financière…

En 2014, les besoins de formation, estimés à 40 millions d'euros, ont pu être financés à hauteur de 34 millions, grâce à la mutualisation d'autres fonds. En 2016, il n'est dorénavant possible que de financer 5 millions d'euros (pour 24 000 salariés)…

Des propositions ont été faites, par Uniformation, après rencontre à haut niveau (DGEFP, FPSPP). Il s'agirait, d'une part, de faire accéder les personnes en CDDI à un double statut de salarié et de demandeur d'emploi (pour un accès à la préparation pré-opérationnelle à l'emploi (POE) en début de contrat CDDI). D'autre part, il conviendrait d'élargir l'accès à la péréquation du **FPSPP** pour compléter ceux de l'OPCA (considérer le CDDI comme un contrat de professionnalisation).

Ces propositions sont à l'étude. Il s'agit certes de « bricolage », mais c'est une réelle tentative d'accompagner la branche de l'insertion au mieux. La réforme de la formation professionnelle, avec un droit de regard des branches *(« I want my money back »*), a un impact catastrophique sur le champ de l'insertion.
Au premier janvier 2015, le Conseil régional a abandonné l'abondement sur salaire et le complément de formation. Aujourd'hui, la formation pour les emplois d'avenir passe exclusivement par le FSE où tout doit être diplômant et certifiant.

Pour 2016, il existe un fort risque de disparition de la convention liant Uniformation à la Région Ile-de-France, dont un axe portait sur le catalogue de l'IAE :

- 100 000 euros co-financés d'actions collectives (50 % CRIF et 50 % UNIF) : techniques de nettoyage, prévention des risques liés à l'activité physique (PRAP) / sauvetage secourisme du travail (SST), Formation hygiène alimentaire (HACCP), CACES (certificat d'aptitude à la conduite en sécurité par catégorie d'engins) 1,3 et 5 ;
- deux formations pour les permanents : insertion professionnelle et difficultés psychologiques ; évaluer et attester les compétences des salariés en insertion.

Uniformation Ile-de-France a donc monté un projet relevant du Fonds national pour l'emploi (en répondant à un appel d'offre de la DIRECCTE). Le financement du FNE est très incertain du fait du grand nombre de dossiers déposés et des restrictions financières. Uniformation peut aussi se tourner vers des financements du Fonds social européen (FSE) … Mais les procédures du FSE sont tellement compliquées qu'il faudrait recruter une personne pour monter les dossiers de demandes de subvention…

6.3. Des initiatives régionales

6.3.1. Formation dans le domaine des services à la personne

Dès les années 90, la Région Ile-de-France a signé avec, les OPCA AGEFOS-PME et UNIFORMATION, une convention pour mettre en place des formations dans le domaine des services à la personne, à destination des salariés des SIAE et, en particulier, des associations intermédiaires et de celles des associations de services aux personnes qui commençaient à se développer. Le principe de base était que la Région abondait, à un niveau égal, les financements mis en place par les OPCA. Cette initiative a permis à de nombreuses associations de mettre en place toute une ingénierie de formation comprenant des plateformes techniques permettant de vérifier les compétences de base des salariés embauchés et leur motivation à exercer ces métiers, et ensuite des formations pré-qualifiantes (certificats de compétence professionnelle délivrés par l'AFPA) et qualifiantes : diplôme CAFAD (certificat d'aptitude aux fonctions d'aide à domicile) aujourd'hui remplacé, depuis 2002, par le DEAVS (diplôme d'état d'auxiliaire de vie sociale) et le diplôme ADVF (assistante de vie aux familles) comportant trois modules : aide pour les actes de la vie quotidienne, aide aux personnes âgées et garde à domicile des enfants en bas âge.

Il semble que cette convention n'ait pas été reconduite au 31 décembre 2015.

6.3.2. Lutte contre l'illettrisme

Le 5 juin 2013, la Région a organisé une journée d'information et de mobilisation pour les acteurs de la formation linguistique des adultes migrants. Les thématiques traitées concernaient :

- l'inventaire des publics concernés ;
- les ingénieries territoriales à mettre en place pour mutualiser les actions déjà existantes ;
- les actions d'accompagnement global pour réussir la formation à la langue française et aux compétences-clé ;
- les articulations locales entre les acteurs de ces formations et ceux de l'activité économique et de l'emploi.

Ce plan d'action s'adresse à un public plus large que celui des SIAE mais il devrait pouvoir être mobilisé pour les salariés en insertion.

6.3.3. Le groupe formation du COR-IAE

A la suite de la création du COR-IAE et compte tenu des difficultés précédemment mentionnées, un groupe de travail formation a été formé, fin 2015, et est animé par le Conseil régional. Y participent quatre OPCA (UNIFORMATION, FAFTT, AGEFOS PME et OPCALIA) ainsi que les têtes de réseau de l'IAE et Pôle emploi.

Il faut souhaiter que ce travail aboutisse le plus vite possible et soit intégré dans le nouveau **Contrat de Plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelle (CPRDFOP)** qui, d'après la loi de 2014, se substitue au précédent CPFDFP (Contrat de plan francilien pour le développement de la formation professionnelle 2013-2014). Le CPFDFP avait fait l'objet d'un avis du Ceser, en date du 13 juin 2013, précisant, pour l'objectif 3

« *développer l'accès à la formation professionnelle des demandeurs d'emploi »,* une meilleure coordination entre employeurs, organismes de formation et service public de l'emploi ainsi qu'une plus grande lisibilité pour les demandeurs d'emploi.
Le CREFOP (Comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelle), dont la composition et les missions sont définies par l'article L6123-3 du code du travail, est chargé d'élaborer ce contrat de plan, en concertation avec les collectivités territoriales, Pôle emploi, les organismes consulaires, **des représentants des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE)** et des représentants d'organismes de formation professionnelle, notamment l'AFPA. En Ile-de-France, c'est le GRAFIE qui représente les SIAE auprès du CREFOP.
L'article L214-13 du code de l'éducation précise que *« le contrat de plan régional est établi dans l'année qui suit le renouvellement du conseil régional ».*

6.3.4. La question du FONGECIF

De même que toutes les entreprises qui emploient des salariés en CDD, les AI sont tenues de verser, en plus des cotisations légales pour le financement de la formation professionnelle, une cotisation égale à 1 % de la masse salariale versée à leurs salariés en insertion (en plus des 0,2 % payés sur l'ensemble des salaires, quel que soit le type de contrat de travail). Ces salariés sont, en effet, sous CDD d'usage dérogatoire. Cette taxe doit être versée à l'organisme collecteur agréé (FONGECIF en Ile-de-France).

Cette règle conduit les AI à devoir payer des cotisations très élevées (plusieurs milliers d'euros pour une association de taille moyenne) alors que leurs intervenants ne peuvent, en général, pas bénéficier des prestations offertes par le FONGECIF. En effet :

- les actions de formation ne correspondent pas du tout aux priorités en ce qui concerne la formation des salariés en insertion dans les AI pour lesquels les besoins prioritaires sont principalement de remise à niveau, de perfectionnement linguistique ou de pré-qualification dans un métier donné ;
- par ailleurs, les critères d'accessibilité aux prestations du FONGECIF exigent que la personne ait été salariée pendant 24 mois sur les cinq dernières années, dont au moins quatre mois consécutifs ou non en CDD, au cours des 12 derniers mois. Ces conditions ne sont pratiquement jamais remplies par les salariés en insertion dans les AI. Ceux-ci ont, en effet, souvent traversé une période de chômage de longue durée avant d'être accueillis dans une AI, ils y effectuent des tâches ponctuelles, de durée limitée, et l'objectif prioritaire est qu'ils quittent l'AI le plus vite possible pour retrouver un contrat de travail durable sur le marché du travail.

Il y a donc dans cette situation un paradoxe entre l'obligation faite aux AI de financer ce fonds de formation et l'impossibilité devant laquelle elles se trouvent d'en faire bénéficier leurs salariés pour lesquels le besoin de formation reste pourtant prioritaire. Cet état de fait revient, en fait, à subventionner les congés individuels de formation accordés aux salariés des entreprises du secteur marchand par les cotisations dues pour les CDD d'usage conclus avec les salariés en insertion des AI.

Le passage du Congé individuel de formation (CIF) au Compte personnel de formation devrait permettre de revoir ces règles, soit en conservant les sommes versées à ce titre au sein des OPCA, soit en exonérant de cette taxe les salariés en insertion dans les AI.

6.3.5. Le dispositif Cap Compétences

Le dispositif Cap Compétences se substitue au dispositif Compétences clé, mis en place, précédemment, par l'Etat et qui avait rencontré un succès limité au sein des SIAE.

Il est destiné, d'une part, à lutter contre l'illettrisme et, d'autre part, à faciliter l'accès à un emploi, à une formation pré-qualifiante ou qualifiante pour des personnes maîtrisant mal la langue française. Il se réfère, pour cela, au Socle de compétences « cléA », un certificat officiel que la personne peut faire valoir partout en France, une sorte de « sésame » qui lui permettra de continuer à apprendre tout au long de sa vie professionnelle. « CléA » atteste des connaissances et compétences dans 7 domaines clés :

- s'exprimer en français ;
- calculer, raisonner ;
- utiliser un ordinateur ;
- respecter les règles et travailler en équipe ;
- travailler seul et prendre des initiatives ;
- avoir l'envie d'apprendre ;
- maîtriser les règles de base : hygiène, sécurité, environnement.

Cap Compétences s'adresse prioritairement, aux personnes en situation d'illettrisme. Il est éligible au Compte personnel de formation. Les demandeurs d'emploi sans qualification ou à faible niveau de qualification (niveau V et infra), les salariés des SIAE, les allocataires du RSA sont éligibles à ce dispositif. L'orientation vers le dispositif peut être faite par l'un quelconque des organismes en contact avec les personnes éligibles, dont les SIAE et Pôle emploi.

La mise en œuvre est organisée autour de trois parcours :

- parcours 1 : de 70 à 450 heures ;
- parcours 2 : de 70 à 250 heures ;
- parcours 3 : de 300 à 750 heures.

Les parcours 1 et 2 se déroulent à temps partiel, avec un maximum de 18 heures hebdomadaires. Le parcours 3 se déroule à temps complet ou à temps partiel.
Sur les parcours 1 et 2, les stagiaires sont considérés comme stagiaires de la formation professionnelle et, à ce titre, bénéficient d'une protection sociale. La formation est gratuite mais non rémunérée.
Pour le parcours 3, le stagiaire peut recevoir une rémunération, sous certaines conditions.
Comme précédemment, pour le dispositif Compétences clé, le développement de cette action pour les salariés des SIAE risque de se heurter à la difficulté de rémunérer les stagiaires pendant leur formation.

6.4. Quelques données chiffrées pour l'Ile-de-France (Année 2014)[32]

En 2014, 16 165 salariés en insertion dans les SIAE franciliennes ont bénéficié d'une formation durant leur emploi, soit 61 % du total. Les formations mentionnées sont, toutefois, de nature très disparate.

[32] Source : L'insertion par l'activité économique, Services Etudes Statistiques Evaluation de la DIRECCTE Ile-de-France Données 2014

Le tableau suivant indique, pour les quatre types de formations qui doivent être soulignés, le pourcentage des salariés concernés, le pourcentage des heures par rapport au total des heures consacrées à la formation et la durée moyenne de la formation concernée :

	% Salariés	% heures	Durée moyenne
Remise à niveau	11%	17%	65 h
Pré-qualification	7%	12%	70 h
Qualification	5%	25%*	199 h
Préparation aux concours administratifs.	1%	2%	98 h
Total	24%	56%	

44% en AI, 47% en ETTI, 27% en ACI

Les formations de remise à niveau, pré-qualifiantes et qualifiantes ne concernent donc que 24 % des salariés en insertion mais représentent 56 % des heures affectées.
Les autres formations mentionnées concernent le secourisme, les gestes et postures, l'adaptation au poste de travail (35 % des heures, dont 30 % dans les ACI et 60 % dans les EI).

6.5. …et au niveau national

Tableau 1 – Type de formation déclarée par les salariés selon le type de structure (en %)

Part des salariés en insertion ayant suivi une...	ACI	EI	AI	ETTI
... formation aux savoirs de base*	23	9	5	6
formation de remise à niveau (en mathématiques, en français, etc.)	21	7	4	5
cours pour apprendre le français	12	6	3	2
... formation qualifiante	19	11	4	4
formation pour obtenir un diplôme ou une qualification	19	11	4	4
... formation générale*	24	7	4	5
formation au permis de conduire	7	3	1	2
formation en informatique (internet, word, excel, etc.)	19	5	3	3
... formation au poste*	51	34	15	22
formation au certificat d'aptitude à la conduite en sécurité (Caces)	8	5	1	5
formation hygiène et sécurité ou gestes et postures	29	22	8	17
formation aux premiers secours	29	10	3	5
une autre formation (ménage, repassage, etc.)	12	9	9	3
Part des salariés en insertion ayant suivi...				
... aucune formation	32	56	80	73
... une seule formation	25	23	12	16
... deux formations ou plus	43	20	9	11

* La part des salariés en insertion ayant suivi une formation aux savoirs de base est inférieure à la somme des formations incluses dans cette catégorie (remise à niveau et cours pour apprendre le français), les salariés ayant pu cumuler plusieurs types de formation. Il en est de même pour les autres grandes catégories de formation définies.
Source : enquête appariée salariés-employeurs de l'IAE 2012, Dares.

Le tableau ci-dessus, extrait d'une étude de la DARES non encore publiée, permet de mieux connaître ce secteur.

6.6. Un exemple d'action départementale

Depuis plusieurs années, le Conseil départemental du Val-de-Marne a mis en place une action pour la formation linguistique des migrants et a créé, à cet effet, un poste permanent. En 2012, lors d'un symposium organisé par la Région sur ce sujet, l'expérience de ce département a été présentée en détail.

Avec la formation du Réseau pour l'insertion par l'activité économique du Val-de-Marne (cf. chapitre 1.3.8.7 de ce rapport), une action a été entreprise par ce groupement pour dresser un inventaire des besoins des SIAE du département en matière de formation et définir un programme d'action pour y répondre.

Ont contribué à ce travail le Conseil départemental, le Conseil régional et plusieurs conseillers en insertion professionnelle, salariés des SIAE du département. La fiche Action, établie par ce groupe, est présentée en Annexe 3 à ce rapport.

6.7. Un effort pour la formation inscrit au budget supplémentaire de la Région pour 2016

Dans son avis du 1er juillet 2016 sur le budget supplémentaire 2016 de la Région, le Ceser a approuvé la signature, par la Région, le 14 avril 2016, du « *plan 500 000 formations supplémentaires* », avec l'Etat et les partenaires sociaux, ainsi que son projet de convention avec le Fonds partiaire de sécurisation des parcours professionnels (FPSPP) : la Région Ile-de-France pourra ainsi financer, en 2016, 34 000 places de formations supplémentaires auxquelles s'ajoutent les 30 212 places de formations gérées par Pôle emploi.

Ces formations devraient pouvoir être mises en place au cours du second semestre de l'année 2016 et devraient intéresser, en priorité, les demandeurs d'emploi, dont les salariés en parcours d'insertion dans les SIAE, sous réserve que le double statut de ces salariés (salariés et demandeurs d'emploi) ne bloque pas leur accès à ce type de financement.

7. Les résultats d'insertion

L'objectif principal des SIAE est le retour à l'emploi, et dans toute la mesure du possible, à un emploi durable, de personnes en situation de chômage et souvent très éloignées de l'emploi par suite d'une inactivité de longue durée, d'une formation inadaptée ou de freins divers tenant à leur situation personnelle ou familiale.

L'évaluation des dispositifs d'insertion repose donc sur les résultats d'insertion qu'ils obtiennent par rapport au nombre de personnes qu'ils accueillent.

Ces résultats sont examinés, chaque année, au cours des **dialogues de gestion**, réunions formelles entre l'Unité territoriale de la DIRECCTE, dont dépend la structure d'insertion, et les représentants de celle-ci, en principe, en présence du référent Pôle emploi de la structure.

Ces dialogues de gestion s'appuient sur le rapport d'activité de l'année précédente et sur les prévisions de réalisations présentées par la structure, pour l'année en cours.

Depuis 2009, la Direction générale de l'emploi et de la formation professionnelle (DGEFP) du ministère du travail a normalisé la présentation des statistiques rendant compte des résultats d'insertion des différentes SIAE. Les sorties de ces dispositifs sont désormais détaillées comme suit :

- les sorties en emploi durable, soit en CDI, CDD de plus de 6 mois, création ou reprise d'entreprise, intégration dans la fonction publique ;
- les sorties en emploi de transition, soit en CDD de moins de 6 mois ou en contrat aidé, hors d'une structure de l'IAE ;
- les autres sorties positives, embauche dans une autre structure de l'IAE, entrée en formation qualifiante ou non, prise de droits à la retraite ;
- les autres sorties : retour au chômage de personnes en recherche d'emploi mais ne restant pas dans la structure d'insertion, personnes inactives ne recherchant pas un emploi, congé parental, reprise d'études, incapacité de travailler, personnes ne donnant plus de nouvelles.

Ne sont plus comptabilisées dans les sorties, même si elles restent suivies par les structures, les sorties suivantes : rupture du contrat par l'employeur pour faute grave, congés de longue maladie (supérieurs à 3 mois), décès, déménagements, personnes touchées par une décision administrative ou de justice.

En 2012, une circulaire de la DGEFP est venue modifier les règles précédentes, en introduisant de nouveaux critères pour comptabilisation des différentes sorties telles que définies ci-dessus dans les résultats examinés lors des dialogues de gestion. Trois conditions ont été ajoutées pour que les sorties soient prises en compte :

- la signature d'un contrat de travail avec la SIAE ;
- un temps minimum de présence et/ou la réalisation d'un temps minimum d'activité en tant que salarié en insertion au sein de la SIAE ;
- la cessation du contrat de travail avec la SIAE.

Ces nouvelles règles font l'objet d'une contestation, en particulier de la part des associations intermédiaires, car elles éliminent du comptage des sorties de nombreuses personnes qui ont été salariées ou non de l'association mais qui ont fait l'objet d'un accompagnement personnalisé qui a

pu les aider à se remettre en route et à ressortir positivement de l'association, après mise à disposition de courte durée, voire sans mise à disposition. Cet accompagnement « coup de pouce » fait partie du travail de l'association intermédiaire qui reste la seule structure d'insertion susceptible de l'assurer, en raison de son statut très ouvert. Il est néanmoins consommateur de temps de travail des chargés d'insertion.
Pour tenir compte de ces sorties non comptabilisées lors des dialogues de gestion, la DIRECCTE Ile-de-France publie, parallèlement aux sorties établies selon les nouvelles règles, les sorties globales constatées au sein de la structure mais sans détailler les sorties non comptabilisées pour le dialogue de gestion. Le tableau suivant compare les sorties « officiellement reconnues » et les sorties totales constatées pour l'année 2014 :

Type de SIAE	Sorties totales	Sorties prises en compte	% des sorties prises en compte
AI	7686	3160	41%
ACI	2840	2636	93%
EI	1360	1160	85%
ETTI	2256	1398	62%
Total SIAE	**14142**	**8354**	**59%**

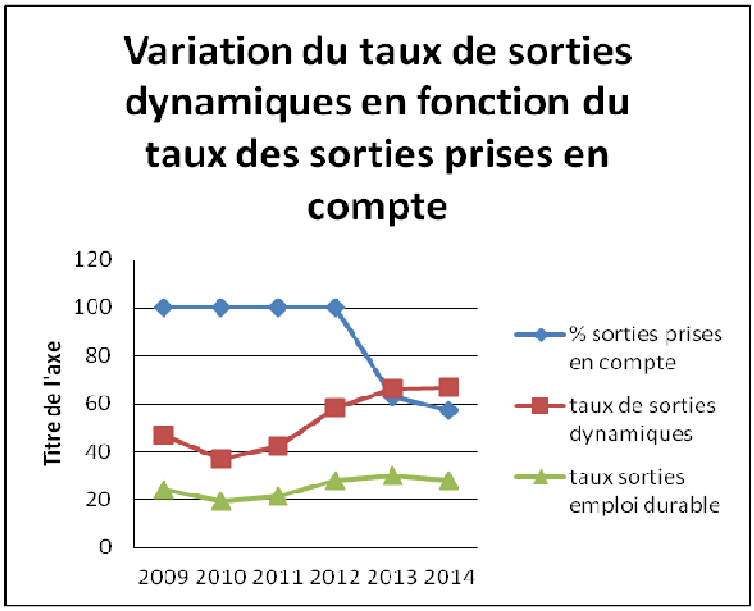
Le taux le plus faible observé pour les AI (et, à un moindre degré, pour les ETTI) tient au fait qu'elles mettent leurs salariés à disposition avec des contrats de mission de durée très variable et souvent courte. Les entrées et sorties y sont permanentes, ce qui fait échapper un nombre important de ces salariés aux règles retenues pour les dialogues de gestion (150 heures de mise à disposition au cours des 12 derniers mois pour les AI et les ETTI, présence de 3 mois en CUI dans la structure pour les ACI et les EI).
Cette remarque étant faite, il est important d'examiner les résultats obtenus en appliquant les nouvelles règles. Le tableau suivant les résume, par type de structure :

Résultats d'insertion pour l'année 2014						
	Type de sortie	**AI**	**ACI**	**EI**	**ETTI**	Total
1	Emploi durable	976	510	287	344	**2 117**
2	Emploi de transition	517	325	164	317	**1 323**
3	Autres sorties positives	631	533	194	238	**1 596**
4	Total sorties dynamiques*	2 124	1 368	645	899	**5 036**
5	Autres sorties	746	950	379	423	**2 498**
6	Total sorties	2870	2 318	1 024	1 322	**7 534**
7	Sorties non prises en compte	290	318	136	76	**820**

**Total 1+2+3*
Source : DIRECCTE Ile-de-France

Rapportées aux sorties totales prises en compte, les données ci-dessus font ressortir, pour l'année 2014, un taux de sorties dynamiques de 67 % pour l'ensemble des SIAE, soit 74 % pour les AI, 59 % pour les ACI, 62 % pour les EI et 68% pour les ETTI.

La variation, en quelques années, des méthodes de comptabilisation utilisées, rend extrêmement difficiles les comparaisons sur plusieurs années, comme le montre bien le graphique de la figure ci-après qui met en relation le pourcentage de sorties prises en compte et le taux de sorties dynamiques pour l'ensemble des SIAE, dans la période 2009-2014, pour l'Ile-de-France. Le détail des sorties, année par année, est donné dans les tableaux de l'annexe 1.



Dans une circulaire du 23 février 2009, instituant de nouvelles modalités pour le conventionnement des SIAE, le Direction générale de l'emploi et de la formation professionnelle avait fixé, pour celles-ci, un objectif de 25 % de sorties en emploi durable et de 60% de sorties dynamiques. Ces objectifs avaient été fixés *« par une comparaison avec les résultats obtenus sur d'autres dispositifs des politiques de l'emploi au niveau national (CIVIS, missions locales, GEIQ, contrats aidés,…) ».* Cette méthode est un peu étonnante compte tenu du caractère très disparate des structures prises comme éléments de comparaison et aussi de l'absence de Pôle emploi parmi ces éléments. Le graphique ci-dessus montre, toutefois, que les objectifs fixés par la circulaire sont, à peu près atteints, en ce qui concerne les réinsertions dynamiques, et atteints aux ¾, en ce qui concerne les réinsertions en emploi durable.

La comptabilisation des sorties et leur composition sont des éléments importants du dialogue de gestion. Les résultats obtenus sont pris en compte dans le calcul de la part modulaire de l'aide à l'accompagnement (10 % de l'aide globale) ainsi que dans l'aide « Emplois tremplin IAE » du Conseil régional d'Ile-de-France qui peut varier de 0 à 2 000 euros par ETP d'insertion, selon les résultats obtenus par la structure.

8. Conclusions

Quelques conclusions générales à la suite de cette étude sur les SIAE, leur action et leur place dans notre société.

8.1. Les SIAE, acteurs économiques et sociaux

Les SIAE constituent un secteur significatif dans l'économie francilienne (un chiffre d'affaires annuel cumulé d'environ 300 M€ et 240 M€ de salaires versés) mais elles participent, par ailleurs, à la lutte contre le chômage et contre l'exclusion, en mettant ou maintenant, en situation de travail, près de 30 000 personnes dont plus de 5 000 trouvent, chaque année, une sortie positive dans le marché du travail traditionnel ou dans une formation.
Acteurs sociaux, les SIAE le sont par leur action de proximité, en partenariat avec les collectivités territoriales, les associations caritatives, les services de santé et de lutte contre les addictions, les organismes d'aide au logement,… Par ces liens multiples, elles sont un facteur de cohésion sociale et contribuent à la vie locale des territoires dans lesquels elles sont implantées.
Les SIAE contribuent également à l'émergence de nouveaux emplois, dans des secteurs d'activité non encore pris en charge par les entreprises du secteur marchand.

8.2. Des structures diversifiées en fonction de leurs missions

Au fil du temps, les structures de l'IAE se sont diversifiées pour s'adapter, d'une part, aux publics qu'elles accueillaient, d'autre part, aux activités qu'elles pouvaient assurer.

Les **associations intermédiaires** ont été les premières structures d'insertion reconnues par la loi, il y a environ trente ans. Elles constituent un dispositif original et spécifique qui accueille sans discrimination, ni sélection, les personnes les plus éloignées de l'emploi, pour des raisons diverses dont le chômage constitue une cause prédominante. Le modèle des AI, par son caractère associatif et la souplesse de fonctionnement qui lui ont été donnés dès l'origine, constitue un lieu d'accueil et de remise en route pour des personnes le plus souvent en grande difficulté qui ont besoin d'un accompagnement personnalisé et renforcé pour se réinsérer dans la vie professionnelle et dans la vie sociale. Ce modèle est, toutefois, menacé, aujourd'hui, par des réglementations de plus en plus contraignantes qui tendent à faire disparaître son caractère spécifique et à le rapprocher des entreprises classiques mais qui sont inadaptées au mode de fonctionnement de ces structures et à leurs missions.
Cette situation a fait l'objet d'un rapport, établi par un groupe de travail commun ARDIE/COORACE Ile-de-France, rapport qui a été remis, le 14 avril 2016, à la DRECCTE Ile-de-France, pour rappeler les spécificités de ce modèle et souligner les difficultés auxquelles il se trouvait confronté aujourd'hui.

Les **ateliers et chantiers d'insertion** constituent un second dispositif s'adressant également à des personnes très éloignées de l'emploi et manquant d'autonomie. Il s'agit, souvent, d'un public plus jeune. Le chantier d'insertion leur offre alors une opportunité de travail en équipe, encadré par des professionnels du métier exercé, avec l'objectif d'acquérir une qualification valorisable sur le marché du travail.

Les **entreprises d'insertion et les entreprises de travail temporaire d'insertion** s'adressent plutôt à des publics en fin de parcours d'insertion, passés ou non par les structures précédemment citées. Cette étape permet à ces publics de s'adapter à la vie d'une entreprise réelle, confrontée aux contraintes du marché et de la concurrence.

Les SIAE constituent donc un ensemble cohérent, capable d'offrir des parcours progressifs à des personnes pour lesquelles Pôle emploi n'a pas de solution immédiate à proposer. Elles sont à ce

titre, partie prenante du service public de l'emploi, au sein duquel elles agissent en complémentarité, dans le cadre de conventions dûment établies et faisant l'objet d'une révision périodique.

8.3. L'accompagnement, une tâche caractéristique des SIAE

L'accompagnement renforcé et personnalisé des salariés en insertion est une nécessité forte compte tenu des difficultés très diverses, rencontrées par ces personnes. Il s'agit, en effet, de leur faire retrouver des postures et des comportements exigés dans un travail professionnel en entreprise mais aussi, par une prise en compte globale de leur situation personnelle, de les aider à résoudre les différents freins à l'emploi auxquels elles peuvent se trouver confrontées.

Ceci exige, de la part du personnel permanent des SIAE et aussi des bénévoles qui collaborent à l'animation, un professionnalisme, demandant aux personnes concernées d'être formées à ces missions.
La présence de permanents, au sein des structures, constitue une charge financière lourde qui ne peut être couverte par le revenu des activités commerciales sauf à augmenter les tarifs de leurs prestations et à les rendre non compétitives, dans un marché de plus en plus concurrentiel. Les pouvoirs publics en ont pris conscience quand, dès la naissance des AI, ils ont accordé à celles-ci une exonération partielle des charges sociales patronales, afin de compenser ce besoin d'encadrement renforcé et une productivité moindre des salariés en insertion. La loi de 1998 a ensuite, introduit une aide à l'accompagnement, abondée par la Région Ile-de-France, à partir de 2009, avec la création des emplois tremplin insertion (cf. chapitre 4.2.1 de ce rapport).
Aujourd'hui, l'avantage concurrentiel que pouvaient présenter les exonérations de charges a pratiquement disparu, compte tenu des différents dispositifs d'allègement accordés aux bas salaires, dans les entreprises du secteur marchand. Cette nouvelle situation rend donc, plus que jamais nécessaire, le maintien d'une aide à l'accompagnement ou d'une aide au poste, pour que les SIAE puissent poursuivre leur mission de préparation de leurs salariés à un retour vers le marché du travail de droit commun.

L'évaluation des pratiques d'accompagnement reste, par contre, un exercice difficile, tant en ce qui concerne le temps qui y est consacré dans les différentes SIAE, que les résultats obtenus, au niveau des salariés en insertion. En effet, en dehors des résultats d'insertion proprement dits (cf. chapitre 7 de ce rapport), les évolutions des personnes, en liaison avec leur accompagnement relèvent plus du qualitatif que du quantitatif et sont en relation directe avec la personne concernée et les difficultés qu'elle rencontrait, à son entrée dans la structure, et la résolution plus ou moins avancée de ces difficultés.
Les bilans d'activité annuels, rendus à la DIRECCTE, incluent bien un chiffrage des temps consacrés à l'accompagnement, par chaque structure, mais la signification de ces données mérite d'être interrogée.
Une étude de la DARES, publiée en avril 2016[33], porte sur la compilation des données recueillies par enquête, effectuée en 2012, auprès de 2 657 responsables, appartenant à 1 793 ACI, 957 EI, 748 AI et 221 ETTI. Elle montre la diversité des modes d'accompagnement, en fonction du type de SIAE. Elle indique que l'accompagnement des salariés en insertion fait l'objet d'un suivi d'autant plus rapproché que les difficultés rencontrées par ceux-ci sont plus importantes. La formalisation des entretiens avec les salariés existe pour 80 % des structures enquêtées mais elle est de forme très variable, selon les structures.

Il reste donc encore beaucoup à faire pour obtenir une bonne visibilité de l'accompagnement dans les SIAE et des résultats qu'il génère au niveau des personnes et de la collectivité.

[33] *DARES Analyses n° 019 Avril 2016 – Les structures de l'insertion par l'activité économique, un accompagnement très diversifié durant le parcours d'insertion*

8.4. Le grand défi de la formation

La typologie des publics embauchés par les SIAE montre que ceux-ci ont un niveau de formation très modeste. En Ile-de-France, 61 % sont de niveau infra V et 23 % de niveau V.

La formation de ces publics reste donc un défi majeur, dans la mesure où le manque de formation peut constituer un frein à l'emploi important, dans une société économique qui demande une maîtrise suffisante des savoirs de base et, pour les personnes issues de l'immigration, une connaissance minimum de la langue française.
Les SIAE sont conscientes de cet impératif mais elles se heurtent à de multiples difficultés pour mettre en œuvre les actions nécessaires :

- complexité et diversité des dispositifs d'accès à la formation professionnelle ;
- statut des salariés en insertion, salariés et/ou demandeurs d'emploi qui peut les faire échapper à tel ou tel dispositif ;
- formations mal adaptées, en particulier, en ce qui concerne les savoirs de base et les apprentissages linguistiques souvent de caractère trop scolaire, alors qu'ils devraient être conçus à partir de la vie personnelle et/ou professionnelle des salariés ;
- difficulté pour financer les coûts pédagogiques et les salaires des personnes en formation.

L'étude de la DARES, mentionnée au chapitre précédent, analyse le retour des bilans d'activité des SIAE en matière de formation. 70 % des structures mentionnent les difficultés ci-dessus indiquées pour mettre en place les formations adéquates. Elle signale, par ailleurs, que, dans les AI en particulier, l'on rencontre une réticence des salariés à abandonner des heures de mise à disposition pour entreprendre une formation, les arguments étant la crainte d'un caractère trop scolaire (« refus de retourner à l'école » dont ils ne gardent pas un bon souvenir, éloignement géographique du lieu de formation, horaires trop contraignants, en particulier, pour les femmes en charge d'enfants).

Relever le grand défi de la formation reste donc un chantier ouvert pour l'ensemble des SIAE et pour la Région Ile-de-France dont c'est une compétence propre. Dans la présentation du projet de budget 2016, la Région a inscrit qu'elle proposerait à l'Etat *« de reprendre la formation individuelle des chômeurs et de tripler le nombre de formations collectives offertes ».* Cette orientation peut aller dans le sens d'une simplification, face à la complexité du problème posé. Il s'agit, en effet, de proposer des prestations diversifiées, à des publics aux besoins différents, afin d'assurer de réels parcours de formation au cours desquels la fonction d'accompagnement joue un rôle important. Il s'agit, aussi, de mobiliser des financements dont les sources sont également très diverses et, parfois, incompatibles avec le statut des personnes concernées.

Vers la définition d'un service public régional pour la formation des demandeurs d'emploi

Pour progresser vers davantage d'efficacité dans ce domaine, nous proposons que la formation professionnelle des demandeurs d'emploi soit reprise par un **service public régional de la formation, dédié à ces publics**. Ce service s'organiserait autour de trois axes prioritaires :

- la lutte contre l'analphabétisme et l'illettrisme, en demandant aux organismes de formation compétents de développer des méthodes adaptées à ces publics, basées sur leurs expériences de vie courante et non sur des programmes scolaires préétablis. Ce critère devrait faire partie du cahier des charges dans l'ouverture des marchés pour ce type de formation ;
- la remise à niveau, telle que prévue dans le dispositif Cap Compétences ;
- la qualification professionnelle, avec des actions ciblées sur les métiers « en tension », en relation étroite avec les OPCA des branches professionnelles concernées.

Ce service régional serait chargé de rassembler les ressources disponibles, OPCA, FPSPP dont il faudrait revoir la capacité de mutualisation des ressources collectées, FONGECIF, entreprises, etc.

La loi de 2014 ayant placé la formation sous la responsabilité de chaque salarié (CPF), les ressources, ci-dessus mentionnées, devraient servir à abonder, en tant que de besoin, le CPF, pour assurer la couverture des frais pédagogiques, des frais annexes et de la rémunération des salariés, pendant les périodes de formation.

L'accompagnement des demandeurs d'emploi, tant pour l'initiation de ces parcours de formation que pour leur déroulement, pourrait être assuré par Pôle emploi, dans le cadre du Plan personnalisé d'accès à l'emploi, ainsi que par les SIAE pour les salariés en emploi dans ces structures. Un suivi régulier de ces actions devrait être fait par les CTA, en raison de leur proximité locale avec les demandeurs d'emploi.

Cette action de la Région s'intégrerait dans le CPRDFOP (Contrat de Plan Régional de développement de la formation et de l'Orientation professionnelle), sous contrôle du CREFOP (Comité régional de l'emploi, de l'orientation et de la formation professionnelle). Le groupe de travail sur la formation, créé au sein du COR-IAE, devrait être un des acteurs principaux de cette action.

En ce qui concerne le choix des organismes de formation, la Région serait responsable de l'établissement des cahiers des charges relatifs à chaque type de formation et des conditions de validation de ces formations. Une évaluation périodique devrait être assurée, dans le cadre de l'évaluation des politiques publiques, avec la participation du Ceser.

L'objectif est de donner, à tout demandeur d'emploi, le droit d'accéder à une formation, quels que soient les moyens à mobiliser pour financer et gérer ce service. C'est aussi de permettre aux responsables politiques régionaux de piloter, avec cohérence, une activité complexe, en utilisant tous les mécanismes à leur disposition, marchés publics, délégations de service public, investissements directs, etc., tout en gardant la maîtrise de la mise en œuvre des prestations et de leurs contenus.

8.5. Le financement des SIAE

La réforme du financement des SIAE, intervenue en 2014, a clarifié le régime des aides de l'Etat, en instituant un modèle unique d'aide au poste pour toutes les structures.

Les SIAE restent, toutefois, confrontées à la multiplicité de leurs financeurs, Etat, Région (jusqu'à 2015), départements, communautés d'agglomération et/ou communes, sans réelle coordination entre ces différentes sources, et avec l'obligation de fournir des dossiers de demande, propres à chaque collectivité concernée.

Une simplification administrative, dans ce domaine, soulagerait le travail de gestion, alors que les SIAE ont des moyens humains limités et que ceux-ci doivent être consacrés, en priorité, à leur tâche d'accompagnement des salariés en insertion.

La mise en place d'une **conférence des financeurs,** au niveau de chaque département a été évoquée, à plusieurs reprises, mais il y a encore beaucoup à faire pour que cette coordination devienne réelle. Il est donc souhaitable que des progrès soient accomplis dans ce sens, ce qui permettrait de mieux identifier les ressources accordées, par les différentes collectivités territoriales et l'Etat, aux SIAE, dans un fonds départemental de soutien à l'insertion par l'activité économique, la répartition entre les différentes structures étant assurée par la conférence départementale des financeurs, en fonction des critères définis par les collectivités concernées.

Une consolidation régionale permettrait, alors, d'avoir une plus grande visibilité sur la contribution des aides publiques à la politique d'insertion par l'activité économique.

Une telle évolution devrait s'accompagner de la mise en place d'un document unique de demande de subvention, chaque collectivité étant, toutefois, susceptible d'insérer, dans ce document, un volet spécifique, correspondant à ses critères propres pour l'accord de son financement. A noter que lors de la création des emplois tremplin IAE par la Région Ile-de-France, les services de cette dernière avaient adopté un dossier reprenant le dossier bilan d'activité demandé chaque année, par la DIRECCTE, ce qui simplifiait le travail des structures.

Parallèlement à cette évolution, il serait souhaitable de procéder au niveau régional à la consolidation des résultats financiers des différentes SIAE, un exercice possible en raison de l'obligation faite, à celles-ci, de remettre, chaque année, à la DIRECCTE, un bilan d'activité incluant le compte financier de la structure. Ceci permettrait de préciser les ordres de grandeur, présentés au chapitre 5 de ce rapport.

8.6. Diversité ou dispersion ?

Les différentes auditions des représentants des réseaux régionaux de SIAE et les visites effectuées dans les groupements départementaux ont mis en évidence la complexité du secteur de l'IAE, complexité qui concoure à son manque de lisibilité, tant par les citoyens, que par les pouvoirs publics. Cette question doit être examinée, aux deux niveaux, régional et local, les enjeux étant très différents entre ces deux niveaux.

Au niveau régional

La création du GRAFIE a constitué, au niveau de l'Ile-de-France, un progrès certain dans la mesure où il permet aux six réseaux régionaux de se rencontrer et de confronter leurs points de vue.
Le GRAFIE a, par ailleurs, obtenu la mise en place du COR-IAE, structure de concertation et de réflexion stratégique entre partenaires institutionnels et réseaux régionaux. Comme nous l'avons déjà signalé dans ce rapport, le GRAFIE a, toutefois, plus de difficulté à construire une véritable stratégie commune aux six réseaux pour l'IAE francilienne car il reste marqué par une certaine concurrence entre les réseaux qui le constituent. Ceci explique aussi les difficultés de communication avec les groupements départementaux qui se forment en toute autonomie, sans référence ni aux réseaux régionaux, ni aux fédérations nationales.

Pour que le GRAFIE devienne une véritable force de dialogue et de proposition face aux organismes institutionnels de la Région, il serait sans doute souhaitable qu'il fasse évoluer sa structuration, en l'organisant autour des quatre types de (SIAE, ACI, AI, EI et ETTI), en effaçant l'appartenance des uns et des autres à des réseaux nationaux différents. Le développement économique, la lutte contre le chômage, la formation professionnelle, sont de plus en plus des compétences régionales, et c'est à ce niveau que les SIAE devraient s'affirmer comme des partenaires indiscutables, chacune avec ses spécificités.

Les aides régionales (DIRECCTE, Conseil régional) sont, aujourd'hui, réparties entre les six réseaux. Leur regroupement, au profit du GRAFIE, serait à la fois une simplification administrative et un moyen de promouvoir le rôle de ce groupement, à charge, pour lui, de redistribuer ces

ressources vers les quatre types de SIAE, en tenant compte de la stratégie régionale et des besoins de chaque type de structure et en accord avec les financeurs (Etat et Région).

Au niveau local

Sur le terrain, la grande diversité des structures de base correspond à la mission qu'elles assurent dans les territoires où elles sont implantées.
Les AI, qui recrutent plus de la moitié des salariés franciliens en insertion, sont des associations de proximité dont l'efficacité et les performances sont étroitement liées à leur présence au plus près tant des demandeurs d'emploi que des donneurs d'ordre qui sollicitent du travail. C'est la raison pour laquelle les plus grosses structures mettent en place des pôles d'accueil décentralisés, permanents ou périodiques, par rapport au siège de l'association. Des mutualisations sont toutefois possibles, en ce qui concerne les tâches de gestion. Cette recherche d'économies a aussi amené, au cours des années récentes, de petites AI à fusionner avec des structures voisines tout en conservant leurs locaux. Il faut rappeler que le conventionnement des AI inclut la définition du territoire sur lequel elles sont habilitées à exercer leur activité.

Les ACI sont souvent des structures à effectif relativement faible (38 en moyenne pour l'Ile-de-France) mais ils se regroupent quelquefois autour d'une association support qui prend alors en charge les tâches de gestion, voire d'accompagnement des salariés en insertion.

Les EI sont des entreprises de type classique dont la taille dépend, d'une part, du marché sur lequel elles sont présentes, d'autre part, de leur capacité financière à se développer. Ce sont en quelque sorte, des PME avec un fonctionnement très similaire.

Les ETTI, enfin, sont de même nature que les AI, la mise à disposition de personnel constituant le cœur de leur activité. Elles sont particulièrement intéressées par les marchés publics à clauses d'insertion où elles interviennent en complément des AI, limitées par la règle des 480 heures.

Malgré leurs spécificités, il reste souhaitable que les différentes SIAE mutualisent leurs forces dans des domaines comme la formation de leurs salariés en insertion, l'accès aux marchés publics, les achats de fournitures, etc. Cette évolution semble être de mieux en mieux prise en compte par les groupements départementaux qui, à ce titre, pourraient faire l'objet d'un accompagnement régional.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Nées dans les années 80, avec la création des premières associations intermédiaires, face au développement d'un chômage structurel de longue durée, les structures d'insertion par l'activité économique permettent à des personnes fragilisées, à divers niveaux très éloignées de l'emploi, de retrouver ou de trouver leur place dans la société.

La mise en situation de travail, pour des missions plus ou moins longues, auprès d'employeurs divers ou au sein même de la structure, constitue le cœur du métier des SIAE. Elles veulent être, pour leurs salariés, le catalyseur qui les aidera à trouver le chemin d'une réinsertion sociale et professionnelle. Elles sont aussi l'un des éléments du ferment de la création d'activités nouvelles qui constitueront les emplois de demain.

Les SIAE ne se substituent pas aux entreprises du secteur marchand mais elles doivent aider les personnes qu'elles reçoivent à retourner vers l'emploi classique. Elles forment un pont entre le social et l'économique, en assurant un accompagnement personnalisé des hommes et des femmes qu'elles font travailler, et, ceci, en liaison avec les différents organismes partenaires susceptibles d'aider ces personnes à résoudre leurs problèmes de santé, de logement, d'ordre administratif, etc.

Elles participent à la cohésion sociale, en tissant des liens entre leurs salariés et la communauté environnante pour laquelle elles assurent des services de proximité, pas toujours pris en charge par les entreprises du secteur marchand.
En Ile-de-France, le secteur des SIAE constitue un acteur économique important qui, avec ses 2 500 emplois permanents et ses 28 000 emplois en insertion, enrichit les territoires sur lesquels ces SIAE sont implantées. Les aides publiques qu'elles reçoivent sont très inférieures aux impôts, taxes, charges sociales et cotisations salariales qu'elles engendrent, par leur activité.

Dans un rapport, publié en novembre 2007, par le Conseil national de l'insertion par l'activité économique (CNIAE), à la demande du Ministre chargé de l'emploi, les auteurs s'exprimaient comme suit :

« Depuis vingt-cinq ans, l'initiative conjuguée de la société civile et des pouvoirs publics a construit progressivement un dispositif d'insertion par l'activité économique (IAE) permettant aux personnes qui en sont le plus éloignées de retrouver, par le travail, l'accès à un emploi et une professionnalisation : l'IAE constitue une réponse originale et diversifiée aux problèmes soulevés dans la société française par la croissance du chômage de longue durée et les exclusions qu'il entraîne. Elle est également le creuset d'un entrepreneuriat social utile au développement économique du pays ».

Dans ce même rapport, le CNIAE envisageait trois scénarios pour la prise en charge de l'IAE par l'Etat, le Conseil régional ou le Conseil départemental. La majorité des membres du groupe d'experts s'était prononcée pour une décentralisation au profit du Conseil régional, dans les termes suivants :

- une structure d'insertion par l'activité économique n'est pas un établissement social mais une entreprise à finalité sociale. Afin de préserver ce caractère économique, il faut donc rattacher l'IAE au Conseil régional, chargé de la coordination des politiques économiques. ;
- les résultats de ces structures dépendent largement d'une meilleure coordination entre insertion et formation professionnelle, de la compétence des régions ;
- la collectivité régionale est chargée des aides aux entreprises. Il existe une grande hétérogénéité actuellement entre les régions : certaines attribuent aux SIAE les aides économiques, quel que soit leur statut juridique, d'autres différencient entre structures commerciales et structures associatives, d'autres, enfin, se refusent à attribuer des aides réservées aux entreprises classiques. La décentralisation de l'IAE, au profit des régions, permettra d'unifier le regard et les aides ;
- la collectivité régionale a, généralement, une politique de bassin d'emploi, y compris, désormais, par la création, dans certaines régions, d'espaces régionaux, relais du Conseil régional. Les départements ont moins travaillé cette relation aux pays et bassins d'emploi. Or, cet ancrage local est essentiel pour les SIAE, notamment les ateliers et chantiers d'insertion. Sinon, il y a un risque que la logique d'opportunité l'emporte sur une logique territoriale.

En faisant le point sur la situation des SIAE en Ile-de-France, nous souhaitons qu'elles soient reconnues, par le Conseil régional, comme un levier économique, dans la lutte contre le chômage, d'une part, et pour le retour à l'emploi des Franciliens qui en sont aujourd'hui privés, d'autre part.

Pour que les SIAE puissent assurer cette tâche de service public, il est nécessaire que la Région redéfinisse la politique qu'elle entend suivre pour contribuer à leur pérennité et à leur développement, en liaison avec la stratégie pluriannuelle, définie par l'Etat et les réseaux franciliens de l'IAE, pour la période 2015-2017.

Annexes

ANNEXE 1 : QUELQUES EXEMPLES DE BILANS ECONOMIQUES DE SIAE FRANCILIENNES

Les tableaux suivants correspondent aux comptes de résultats de huit SIAE franciliennes, trois A (91,92 et 95), 1 ACI (93), 2 EI (92 et 93) et 2 ETTI (92 et 95).

1.1. Exemple de bilan économique d'une AI 1

Les données ci-après sont relatives à une AI francilienne qui réalise annuellement environ 63 000 heures de mises à disposition, réparties entre 235 salariés en insertion. Les valeurs correspondent à l'année 2015. En y ajoutant les heures de travail des permanents (environ 12 000 heures), cette AI est l'équivalente d'une entreprise de 47 salariés à temps plein.

Année 2015 (en euros)	
Produits	
Produits des mises à disposition	1 241 229
Subventions et contrats aidés	150 710**
Reprises de provisions	39 955
Produits exceptionnels	12 748
Produits financiers	4 422
Total produits	**1 449 064**
Charges	
Achats	91 729
Salaires bruts	978 499*
Charges sociales	262 946
Impôts et taxes	65 322
Autres charges	5 235
Amortissements et provisions	38 342
Charges exceptionnelles	11 161
Total charges	**1 453 234**
Résultat	**-4 170**

* *dont cotisations salariales : 229 947 euros** dont emplois tremplin IAE 30 000 euros*

L'impact économique de cette association, sur son territoire, peut donc être comme suit :

- la distribution de 749 000 euros de salaires nets ;
- le reversement, aux organismes publics (impôts, organismes sociaux), de 558 000 euros, en regard de versements reçus de la collectivité publique, de 151 000 euros, soit un solde positif de 407 000 euros.

Cette AI a, par ailleurs, réalisé, en 2015, 15 réinsertions en emploi durable et en emploi de transition.

1.2. Exemple de bilan économique d'une AI 2

Les données ci-après sont relatives à une AI francilienne qui réalise annuellement un peu plus de 70 000 heures de mises à disposition, réparties entre 280 salariés en insertion. Les valeurs correspondent à l'année 2015. En y ajoutant les heures de travail des permanents, cette AI est l'équivalente d'une entreprise de 56 salariés à temps plein.

Année 2015 (en euros)	
Produits	
Produits des mises à disposition	1 206 937
Subventions et contrats aidés	240 339**
Reprises de provisions	46 823
Produits exceptionnels	13 991
Produits financiers	3 482
Total produits	**1 571 572**
Charges	
Achats	84 717
Salaires bruts	1 118 259*
Charges sociales	259 841
Impôts et taxes	48 334
Autres charges	16 145
Amortissements et provisions	16 725
Charges exceptionnelles	15
Total charges	**1 544 036**
Résultat	**-4 170**
***** *dont cotisations salariales : 246 017 euros* *** dont emplois tremplin IAE 30 000 euros*	

Cette AI a, par ailleurs, réalisé 63 réinsertions en emploi durable et en emploi de transition.

1.3. Exemple de bilan économique d'une AI 3

Les données ci-après sont relatives à une AI francilienne qui réalise annuellement environ 56 500 heures de mises à disposition, réparties entre 282 salariés en insertion. Les valeurs correspondent à l'année 2015 :

Année 2015 (en euros)	
Produits	
Produits des mises à disposition	1 128 017
Subventions et contrats aidés	206 904**
Reprises de provisions	184 974
Produits exceptionnels	43 009
Produits financiers	2 490
Total produits	**1 570 325**

Charges	
Achats	276 803
Salaires bruts	894 658*
Charges sociales	237 467
Impôts et taxes	38 898
Autres charges	8 980
Amortissements et provisions	52 085
Charges exceptionnelles	31 824
Total charges	**1 540 714**
Résultat	**29 611**
***** *dont cotisations salariales : 196 825 euros* *** dont emplois tremplin IAE 30 000 euros*	

L'association a réalisé, en 2015, 56 sorties dynamiques.

1.4. Exemple de bilan économique d'une AI 4

Les données ci-dessous sont relatives à une association intermédiaire située sur Paris et qui réalise, environ, 60 000 heures de mise à disposition par an. L'impact économique de cette association intermédiaire, sur son territoire, peut donc être résumé comme suit :

- la distribution de 671 631 euros de salaires nets ;
- le reversement, aux organismes publics (impôts, organismes sociaux) de 446 160 euros, en regard des subventions reçues de la collectivité publique, de 130 966 euros, soit un solde positif de 315 194 euros.

Produits	**2015**
Produits d'exploitation	1 159 516
Subventions et contrats aidés	130 966**
Autres produits	3 176
Reprises de provisions	347 697
Total produits	**1 641 355**
Charges	
Achats	160 997
Salaires	861 066*
Charges sociales	198 583
Autres charges liées aux salaires	51 649
Impôts et taxes	58 142
Amortissements et provisions	205 355
Charges de gestion courante	73 116
Charges exceptionnelles	31 286
Total charges	**1 641 194**
Résultat	**1 161**
***** *dont cotisations salariales : 189 435 euros* *** dont emplois tremplin IAE 30 000 euros*	

1.5. Exemple de bilan économique d'un ACI

Les données ci-dessous sont relatives à un ACI de Seine-Saint-Denis, spécialisé dans la gestion d'espaces verts et conventionnés pour 10 postes d'insertion.

Année 2015 (en euros)	
Produits	
Prestations de services	95 241
Subventions et contrats aidés	199 092**
Total produits	294 333
Charges	
Achats	32 745
Salaires bruts	200 455*
Charges sociales	61 054
Total charges	**294 254**
Résultat	**79**
***** *dont cotisations salariales : 44 100 euros* ** *dont emplois tremplin 32 270 euros*	

Ce compte de résultat est typique d'un petit chantier d'insertion pour lequel les prestations de services ne représentent que 32 % du budget et dont l'équilibre financier ne peut être assuré que par des subventions significatives des organismes publics.
Pour un tel chantier, le rapport reversements aux organismes publics / subventions n'est que de 0,47.

1.6. Exemple de bilan économique d'une EI 1

Les données ci-dessous sont relatives à une entreprise d'insertion francilienne conventionnée pour 16 postes d'insertion et active dans le domaine de la restauration.

Année 2014 et 2015 (en euros)		
Produits	**2015**	**2014**
Produits d'exploitation	950 620	1 008 566
Subventions et contrats aidés	267 301**	240 326
Reprises de provisions	92 975	
Total produits	1 310 896	1 300 605
Charges		
Achats	482 341	472 442
Salaires	579 152*	586 204
Charges sociales	135 518	144 308
Impôts et taxes	41 793	42 222
Amortissements et provisions	97 055	86 891
Charges exceptionnelles	13 203	5 880
Charges financières	15 690	33 610
Total charges	**1 364 752**	**1 371 557**

Résultat	**(53 856)**	**(70 952)**
***** *dont cotisations salariales : 127 413 euros* *** *dont emplois tremplin IAE 10 000 euros*		

L'impact économique de cette entreprise d'insertion, sur son territoire, en 2015, peut donc être résumé comme suit :

- la distribution de 451 709 euros de salaires nets ;
- le reversement, aux organismes publics (impôts, organismes sociaux) de 304 724 euros, en regard des subventions reçues de la collectivité publique, de 267 301 euros, soit un solde positif de 37 423 euros.

Le tableau ci-dessus montre, également, la fragilité de cette EI (ce qui est le cas de beaucoup de ces structures), en raison d'une charge lourde pour les amortissements et les intérêts des emprunts, liés aux investissements importants réalisés pour démarrer l'entreprise.

Les immobilisations, inscrites au bilan à fin 2015, représentent 1 262 457 euros, après amortissement de 22 % de la valeur initiale de 1 601 427 euros.
Comme dans tout le domaine de la restauration, l'activité de l'année 2015 a été très sensible à la situation créée par les attentats qui ont entraîné une baisse de fréquentation et l'annulation de plusieurs réservations, expliquant la diminution du chiffre d'affaires de 6 % par rapport à 2014.

1.7. Exemple de bilan économique d'une EI 2

Année 2014 et 2015 (en euros)		
Produits	**2015**	**2014**
Produits d'exploitation	244 910	138 729
Subventions et contrats aidés	95 493**	53 520
Reprises de provisions	740	992
Produits exceptionnels	180	
Total produits	341 323	193 241
Charges		
Achats	163 643	94 391
Salaires	135 697*	73 887
Charges sociales	21 897	15 818
Impôts et taxes, impôt sur les bénéfices	3 290	876
Amortissements et provisions	3 478	1 027
Autres charges	531	
Charges exceptionnelles	546	5 880
Total charges	**329 082**	**186 292**
Résultat	**12 242**	**6 949**

***** *dont cotisations salariales : 29 853 euros*
*** *dont emplois tremplin IAE 4 000 euros*

1.8. Exemple de bilan économique d'une ETTI 1

Les données ci-dessous sont relatives à une entreprise de travail temporaire d'insertion francilienne :

Produits	**2015**
Produits d'exploitation	1 462 716
Subventions et contrats aidés	162 784
Formations	59 593
Total produits	1 685 093
Charges	
Achats	25 141
Salaires*	1 017 630
Charges sociales	388 225
Impôts et taxes	3 061
Frais de déplacement	90 550
Amortissements et provisions	8 540
Autres Charges	46 574
Total charges	**1 579 721**
Résultat	**105 372**

***** *dont cotisations salariales : 223 880 euros*

L'impact économique de cette ETTI, sur son territoire, peut donc être résumé comme suit :

- la distribution de 794 000 euros de salaires nets ;
- le reversement, aux organismes publics (impôts, organismes sociaux), de 615 166 euros, en regard de 222 377 euros de subventions et aides reçues, soit un solde positif de 391 789 euros, au bénéfice de la collectivité publique.

Et ceci, comme pour les autres SIAE, sans tenir compte de la diminution des prestations sociales versées aux salariés en insertion, du fait de leur mise en situation de travail et/ou de leur réinsertion positive dans le marché du travail traditionnel pour certains d'entre eux.

1.9. Exemple de bilan économique d'une ETTI 2

Les données ci-après correspondent à une ETTI conventionnée pour 83 emplois d'insertion en ETP et qui a réalisé, en 2015, 120 000 heures de mise à disposition, réparties entre 382 salariés en insertion.

Produits	**2015**
Produits d'exploitation	3 365 972
Subventions et contrats aidés	472 032
Reprise de provisions	76 055
Total produits	3 914 059

Charges	
Achats	297 899
Salaires bruts*	2 470 007
Charges sociales	692 881
Impôts et taxes	89 576
Amortissements et provisions	32 296
Autres Charges	9 418
Total charges d'exploitation	**3 592 077**
Charges financières	12 067
Produits exceptionnels	11 703
Charges exceptionnelles	80 633
Total Charges	**3 726 431**
Résultat	**199 725**
***** *dont cotisations salariales : 543 400 euros*	

L'impact économique de cette ETTI sur son territoire peut donc être résumé comme suit :

- la distribution de 1 926 600 euros de salaires nets ;
- le reversement aux organismes publics (impôts, organismes sociaux) de 1 325 850 euros en regard de 472 032 euros de subventions et aides reçues, soit un solde positif de 853 825 euros au bénéfice de la collectivité publique.

Et ceci, comme pour les autres SIAE, sans tenir compte de la diminution des prestations sociales versées aux salariés en insertion du fait de leur mise en situation de travail et/ou de leur réinsertion positive dans le marché du travail traditionnel pour certains d'entre eux. Cette ETTI a réinséré en emploi durable et en emploi de transition 30 personnes au cours de l'année 2015.

ANNEXE 2 : EVOLUTION DES SORTIES SIAE

Les tableaux ci-après indiquent l'évolution des sorties des SIAE par année et par type de SIAE. Les changements appliqués dans la comptabilisation des sorties sont indiqués dans chaque tableau.

Associations intermédiaires	**2009**	**2010***	**2011**	**2012****	**2013*****	**2014**
Type de sortie						
Emploi durable	2 715	2684	2 461	2 001	1 114	976
Emploi de transition	1 181	1263	1 295	897	557	517
Autres sorties positives	1 417	1379	1 295	1 311	622	631
Total sorties dynamiques	**5 313**	**5 326**	**5 052**	**4 209**	**2 293**	**2 124**
Autres sorties	6 375	10460	7 902	2 761	983	746
Total sorties	11 688	15 786	12 954	6 970	3 276	2 870
Sorties non prises en compte****					406	290
dont Sorties règle des 6 mois		7419	5 570			
dont sorties hors règle des 150 heures					4572	4526
%sorties hors règle des 150 heures					55%	59%
%sorties durables/sorties prises en compte	**23**	**17**	**19**	**29**	**34**	**34**
%sorties dynamiques/sorties prises en compte	**45**	**34**	**39**	**60**	**70**	**74**

** introduction règle des 6 mois si pas de m.a.d. au cours des 6 mois précédents la fin de l'année*

*** modification des règles de comptabilisation des sorties rendant les chiffres non comparables*

**** Nouvelle modification des règles de comptabilisation (règle des 150 heures)*

*****Sorties non prises en compte dans le dialogue de gestion*

Ateliers et chantiers d'insertion	**2009**	**2010**	**2011**	**2012**	**2013***	**2014**
Type de sortie						
Emploi durable	519	579	621	594	641	510
Emploi de transition	208	207	253	247	308	325
Autres sorties positives	333	290	391	445	589	533
Total sorties dynamiques	**1060**	**1076**	**1265**	**1286**	**1538**	**1368**
Autres sorties	998	972	1034	1163	1025	950
Total sorties	2058	2048	2299	2449	2563	2318
Sorties non prises en compte pour le calcul des taux					276	318
Sorties totales					2839	2636
sorties à moins de 3 mois	263	217	288	217	303	204
Sorties totales	2321	2265	2587	2666	3142	2840
%sorties durables/sorties prises en compte	**25**	**28**	**27**	**24**	**25**	**22**
%sorties dynamiques/sorties prises en compte	**52**	**53**	**55**	**53**	**60**	**59**

* *Modification des règles de comptabilisation des sorties*

Entreprises d'insertion	**2009**	**2010**	**2011**	**2012**	**2013***	**2014**
Type de sortie						
Emploi durable	380	438	435	399	322	284
Emploi de transition	98	123	136	138	145	162
Autres sorties positives	172	192	177	163	197	193
Total sorties dynamiques	**650**	**753**	**748**	**700**	**664**	**639**
Autres sorties	564	615	614	547	384	385
Total sorties	1214	1368	1362	1247	1048	1024
Sorties non prises en compte dans le calcul des taux					142	200
Sorties totales					1190	1224
sorties à moins de 3 mois	294	315	279	195	142	136
Sorties totales	1508	1683	1641	1442	1332	1160
%sorties durables/sorties prises en compte	**31**	**32**	**32**	**32**	**31**	**28**
%sorties dynamiques/sorties prises en compte	**54**	**55**	**55**	**56**	**63**	**62**

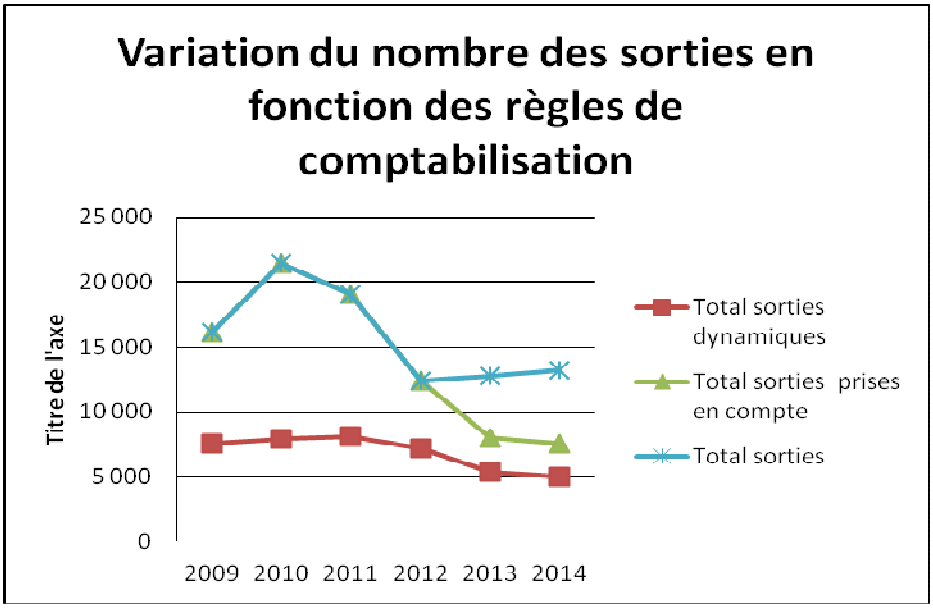
** Modification des règles de comptabilisation des sorties*

Entreprises de travail temporaire d'insertion	**2009***	**2010**	**2011**	**2012**	**2013****	**2014**
Type de sortie						
Emploi durable	273	430	533	483	326	344
Emploi de transition	142	227	315	328	303	317
Autres sorties positives	154	136	145	190	198	238
Total sorties dynamiques	**569**	**793**	**993**	**1001**	**827**	**899**
Autres sorties	618	1472	1452	707	323	423
Total sorties	**1187**	2265	2445	1708	1150	1322
dont Sorties règle des 6 mois	748	1187	891	?	?	
Sorties non prises en compte dans le calcul des taux						76
Sorties prises en compte par le dialogue de gestion						1398
Sorties non prises en compte par le dialogue de gestion						858
Sorties totales	1187	2265	2445	1708	1150	2256
%sorties durables/sorties prises en compte	**23**	**19**	**22**	**28**	**28**	**26**
%sorties dynamiques/sorties prises en compte	**48**	**35**	**41**	**59**	**72**	**68**

** introduction règle des 6 mois si pas de mise à disposition au cours des 6 mois précédents la fin de l'année*

*** Modification des règles de comptabilisation (règle des 150 heures)*

Ensemble des SIAE	2009	2010	2011	2012	2013**	2014
Type de sortie						
Emploi durable	3 887	4 131	4 050	3 477	2 403	2 114
Emploi de transition	1 629	1 820	1 999	1 610	1 313	1 321
Autres sorties positives	2 076	1 997	2 008	2 109	1 606	1 595
Total sorties dynamiques	**7 592**	**7 948**	**8 058**	**7 196**	**5 322**	**5 030**
Autres sorties	8 555	13 519	11 002	5 178	2 715	2 504
Total sorties prises en compte	**16 147**	**21 467**	**19 060**	**12 374**	**8 037**	**7 534**
Sorties non prises en compte					4714	5724
Total sorties	16 147	21 467	19 060	12 374	12 751	13 258
Total sorties dynamiques	**7 592**	**7 948**	**8 058**	**7 196**	**5 322**	**5 030**
Total sorties prises en compte	**16 147**	**21 467**	**19 060**	**12 374**	**8 037**	**7 534**
Sorties non prises en compte	0	0			4714	5724
Total sorties	16 147	21 467	19 060	12 374	12 751	13 258
Nombre de salariés en insertion	27 528	28 251	28 239	28 214	27 929	27 582
Sorties dynamiques/salariés en insertion (%)	28	28	29	26	19	18
% sorties prises en compte	100	100	100	100	63	57
%sorties dynamiques/sorties prises en compte	**47**	**37**	**42**	**58**	**66**	**67**
%sorties emploi durable/sorties prises en compte	**24**	**19**	**21**	**28**	**30**	**28**



Le graphique ci-dessus montre la variation du nombre des sorties totales, prises en compte et des sorties dynamiques au cours de la période 2009-2017 pendant laquelle les méthodes de comptabilisation ont été changées à plusieurs reprises, rendant ainsi non significative toute comparaison d'une année sur l'autre.

ANNEXE 3 : EXEMPLE DE FICHE ACTION FORMATION

Objectif	Favoriser la formation dans un contexte en mutation
Pilote	RIAE 94
Contributeurs	RIAE 94, CD 94, CRIF, échanges avec une douzaine de CIP lors d'une réunion

Préambule

Les formations, qu'elles soient qualifiantes ou non, sont, avec l'activité économique et l'accompagnement socioprofessionnel, un pilier fondamental pour favoriser un retour vers l'emploi durable des salariés en parcours d'insertion.

Il faut néanmoins distinguer :

- les formations nécessaires pendant le parcours en SIAE et les formations accessibles en fin de parcours ;
- ainsi que les formations pré-qualifiantes et les formations diplômantes / qualifiantes / certifiantes.

Une enquête, menée par le RIAE 94, auprès des SIAE du 94, fin 2015, dont 21 ont répondu (10 ACI, 4 AI et 7 EI), donne les chiffres suivants, en terme de projection des besoins en formation, pour 2016 :

Besoins en formation pré-requis/pré-qualification	
Apprentissage de la langue française (FLE et Alpha)	368
Informatique (apprentissage et remise à niveau)	152
Découverte du monde du travail	85
Gestion de l'argent au quotidien	80
Les savoirs de base en nettoyage +repassage	72
Les attitudes professionnelles / conduite à tenir au sein d'une entreprise	59
Entretien du cadre de vie	48
Remise à niveau linguistique	48
Remise à niveau Mathématique	40
Atelier image de soi / Confiance en soi	19
Gestion informatique des stocks (outil interne)	6

Besoins en Formation Diplômantes/Qualifiantes/Certifiantes	
HACCP	77
Formation SAP	62
SST	48
Permis B	45
CACES (1-3-5 et R372 (conduite d'engin de chantier))	46
PRAP	40
SSIAP	22
Gestes et Postures	22
CACES LOGISTIQUE	17
Préparation de commandes	15
Agent d'entretien des espaces verts	13
Formations secteur bâtiment	13
CQP Agent de Sécurité	12
CAP petite enfance	8
PSC1	6
CQP agent de service	7
FIMO	5
Métier du développement durable	3
Permis C	3
Permis remorque	3
Restauration	3
Attestation habilitation électrique	2
CACES TP	2
CQP agent machiniste	2
Mécanique automobile	2

Contexte

Plusieurs éléments complexifient l'accès aux formations des salariés en insertion, spécialement pendant le parcours :

- la réforme de la formation professionnelle ;
- une offre de droit commun globalement peu adaptée, en termes de rythme horaire, avec les contraintes d'activité des SIAE ;
- des besoins récurrents ne trouvant pas solution sur les territoires, notamment sur la thématique de la linguistique et des savoirs de base ;
- un statut ambigu des salariés en insertion, à la fois salariés et demandeurs d'emploi ;
- des exigences accrues en matière de certification complexifiant la construction de parcours adaptés ….

Pour autant, et en fonction des territoires, des solutions sont trouvées, par les SIAE, en s'appuyant sur le réseau des acteurs locaux et/ou sur des ressources bénévoles.

Problématiques	Baisse des fonds de formation, induite par la réforme de la formation professionnelle. Quelques chiffres permettent de comprendre l'aspect dramatique de la situation, notamment pour les ACI : • le financement Uniformation des actions de formation linguistique mutualisées entre ACI passé de 144 000 €, en 2014, à 15 000 €, en 2015 ; • l'estimation du budget national de la branche des ACI, pour les périodes de professionnalisation, laisse à penser que l'on devrait passer de 20 millions d'euros, en 2014, à 600 000 €, en 2016 (possiblement uniquement dédié aux salariés permanents) ; • Chute forte des budgets sur le plan de formation, par exemple plafonné à deux actions, d'un montant maximum de 3 000 €, par an, pour une structure de plus de 10 ETP. Le CPF nécessite la construction d'un projet qualifiant/diplômant de formation ne répondant pas aux besoins en formations pré-qualifiantes, dont les salariés peuvent avoir besoin, en début de parcours d'insertion. Faiblesse de l'accès des salariés en insertion aux formations développées par la Région ou Pôle emploi. Exemple du dispositif Compétences Clés, auquel très peu de SIAE ont accès (11 salariés en insertion dans le Val-de-Marne d'après le bilan 2015 arrêté au 1er décembre) ou des formations proposées par Pôle emploi, peu visibles. Manque de compétences et/ou de temps, dans certaines SIAE, pour mettre en œuvre des actions de formation et se retrouver dans le « millefeuille » des financements mobilisables. Manque de visibilité sur l'offre de formation existante, sur l'ensemble du territoire. **Problématique plus liée aux salariés en insertion** • Un arrêt du contrat, pour une entrée en formation, peut entraîner des difficultés financières pour le salarié en insertion. • Lorsque les actions de formation se tiennent hors temps de travail et ne sont pas rémunérées, il est difficile de mobiliser le salarié en insertion. • Les contraintes familiales, telle que la garde d'enfants essentiellement, font que les salariés en insertion ne parviennent pas à se dégager du temps pour suivre une formation.
Livrables et indicateurs	**Nombre de salariés entrant en formation qualifiante** **Nombre de salariés réussissant une formation qualifiante** **Nombre de salariés ayant bénéficié de formations pré-qualifiantes** **Pourcentage de sortie vers des formations qualifiantes**

Actions/Idées à mettre en œuvre :

Réalisation d'un diagnostic des besoins en formation des SIAE (en cours de réalisation, voir les chiffres du préambule).

Favoriser les mutualisations de formations entre SIAE, que se soit au travers du RIAE ou d'actions plus territorialisées entre SIAE.

Accroître l'accès des SIAE aux formations de droit commun. Les évolutions du dispositif Compétences Clés, devenant Cap Compétences, devraient favoriser l'accès pour les salariés en insertion. Une meilleure communication et une remontée, bien en amont, des besoins des SIAE, à Pôle emploi, devrait aller dans le même sens.

Communication plus forte des offres de formations qualifiantes et pré-qualifiantes développées par le Département (LOLA, la cravate solidaire, formation AGEFOS sur les métiers du service aux personnes…). Communication, par le RIAE, intervention du département en CTA (déjà initié).

Le fait que le RIAE 94 soit devenu organisme de formation permet d'imaginer des actions de formations, au-delà des actions de formations aux savoirs de base, dans une logique d'optimisation des fonds de formation, par une baisse des tarifs et par le recours à des co-financeurs, au-delà des OPCA.

Projet de développement d'un CQP Employé polyvalent entre HEP et Confluences, avec le RIAE 94. Cette initiative a été présentée aux autres SIAE et pourrait donner lieu à un essaimage, en cas de succès et d'allocation des budgets, malheureusement fortement compromise.

Favoriser l'accès aux fonds européens, pour compenser les baisses des fonds de formations professionnelles. Pour le moment, les SIAE ne vont que très rarement sur ces fonds, par crainte de la lourdeur administrative et des risques de non paiement.

Quid de la plateforme de mutualisation de formation régionale initiée par Chantier Ecole ?

Quid des évolutions du Programme régional qualifiant compétences, suite aux élections régionales ?

GLOSSAIRE

AAH	Allocation adulte handicapé
ACI	Atelier et chantier d'insertion
ADVF	Assistant(e) de vie aux familles
AFPA	Association pour la formation professionnelle des adultes
AI	Atelier d'insertion
ALJ	Association logement jeunes
ARDIE	Association régionale pour le développement de l'insertion par l'économique
ARSIE	Aide régionale aux structures d'insertion par l'économie
ASS	Allocation spécifique de solidarité
ATEE	Adjoint technique des établissements d'enseignement
BTP	Bâtiment et travaux publics
CACES	Certificat d'aptitude à la conduite en sécurité
CAE	Contrat d'accompagnement dans l'emploi
CAFAD	Certificat d'aptitude aux fonctions d'aide à domicile
CCP	Concours communs polytechniques
CDAI	Comité départemental des associations intermédiaires
CDD	Contrat à durée déterminée
CDDI	Contrat à durée déterminée d'insertion
CDDU	Contrat à durée déterminée d'usage
CDI	Contrat à durée indéterminée
CDIAE	Comité départemental de l'insertion par l'activité économique
CEDRE	Centre d'entraide pour les demandeurs d'asile et les réfugiés
CESER	Conseil économique, social et environnemental régional d'Ile-de-France
CGPME	Confédération générale des petites et moyennes entreprises
CIF	Congé individuel de formation
CIVIS	Contrat d'insertion dans la vie sociale
CNIAE	Conseil national de l'insertion par l'activité économique
CNLRQ	Comité national de liaison des régies de quartier
COORACE	Fédération nationale de l'économie sociale et solidaire
COR-IAE	Comité des orientations stratégique de l'IAE
CPF	Compte personnel de formation
CPFDFP	Contrat de plan francilien pour le développement de la formation professionnelle
CPRDFOP	Contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelle
CRAMIF	Caisse régionale d'assurance maladie d'Ile-de-France
CREDOC	Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie
CREFOP	Conseil régional pour la formation et l'orientation professionnelle
CTA	Comité technique d'animation
CUI	Contrat unique d'insertion
CV	Curriculum vitae
DARES	Direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques
DDTEFP	Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de la consommation, du travail et de l'emploi
DEAVS	diplôme d'Etat auxiliaire de vie sociale
DGEFP	Direction générale de l'emploi et de la formation professionnelle

DIRECCTE	Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi
DLA	Dispositif local d'accompagnement
DRTEFP	Direction régionale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle
EI	Entreprise d'insertion
EMT	Evaluation en milieu de travail
EQUISOL	Société dédiée aux entreprises de l'économie sociale et solidaire
ES	Employeur solidaire
ESS	Economie sociale et solidaire
ETAIE	Encadrant technique d'activité d'insertion par l'économie
ETP	Equivalent temps plein
ETT	Entreprise de travail temporaire
ETTI	Entreprise de travail temporaire d'insertion
FDI	Fonds départemental d'insertion
FLES	Fonds local emploi solidarité
FNARS	Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale
FONGECIF	Fonds de gestion des congés individuels de formation
FPSPP	Fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels
FREI	Fédération régionale des entreprises d'insertion
FSE	Fonds social européen
GEIQ	Groupement d'employeur pour l'insertion et la qualification
GES	Groupes économiques solidaires
GME	Groupement momentané d'entreprises
GRAFIE	Groupement des acteurs franciliens de l'insertion par l'économique
HACCP	Hazard analysis critical control point
IAE	Insertion par l'activité économique
IGAS	Inspection générale des affaires sociales
IGF	Inspection générale des finances
INSEE	Institut national de la statistique et des études économiques
INSERM	Institut national de la santé et de la recherche médicale
MAAFORM	Maison des associations des alternatives et de la formation
MEDEF	Mouvement des entreprises de France
OF	Organisme de formation
OPACIF	Organisme Paritaire Agréé au titre du Congé Individuel de Formation
OPCA	Organisme paritaire collecteur agréé
PACT	Pôle d'animation et de cohérence territoriale
PAIO	Permanence d'accueil, d'information et d'orientation
PDI	Programme départemental d'insertion
PICRI	Partenariats institutions – Citoyens pour la recherche et l'innovation
PLIE	Plan local pour l'insertion et l'emploi
PMSMP	Période de mise en situation en milieu professionnel
POE	Préparation opérationnelle à l'emploi
PRAP	Prévention des risques liés à l'activité physique
PTCE	Pôles territoriaux de coopération économique
RIAE	Réseau d'insertion par l'action économique
RQ	Régie de quartier
RQTH	Reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé
RSA	Revenu de solidarité active
SA	Société anonyme
SARL	Société à responsabilité limitée

SCIC	Société coopérative d'intérêt collectif
SCOP	Société coopérative et participative
SIAE	Structure d'insertion par l'activité économique
SNCF	Société nationale des chemins de fer
SRDEII	Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation
SST	Sauvetage secourisme du travail
TPE	Très petite entreprise
TVA	Taxes sur la valeur ajoutée
UT	Unité territoriale
VAE	Validation des acquis de l'expérience

Avis n° 2016-11
présenté au nom de la commission Ville, habitat et cadre de vie
par **Alain LECERF**

6 octobre 2016

Avis d'étape relatif à l'habitat du futur

Certifié conforme

Le président

Jean-Louis GIRODOT

CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL RÉGIONAL D'ILE-DE-FRANCE
33, rue Barbet-de-Jouy • 75007 Paris • Tél : 01 53 85 66 25 • www.ceser-iledefrance.fr

Le Conseil économique, social et environnemental régional d'Ile-de-France

Vu :

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement dite « loi ASV » ;
- Le courrier de saisine de la présidente du Conseil régional en date du 7 avril 2016 relatif à l'habitat du futur.

Considérant :

- Que conformément à la lettre de saisine du 7 avril 2016, le Ceser souhaite rendre un premier avis au cours de l'automne 2016 retraçant ses premières réflexions sur le sujet de **l'habitat du futur**. Ces réflexions se concentreront dans un premier temps sur la notion même **d'habitat du futur** et de son adaptation au défi majeur que représente le **vieillissement de la population**. Un rapport plus détaillé, intégrant des réflexions plus larges (handicap, inégalités de revenus, éco-construction, environnemental, économique, transport...), suivra ce premier avis au cours de l'année 2017.

A PROPOS DE LA NOTION D'HABITAT DU FUTUR ET DES PREMIERES REFLEXIONS DU CESER

- Que le nouvel exécutif régional affiche la volonté de faire de la Région Ile-de-France la première « **smart région** » d'Europe et que, conformément au courrier de saisine du 7 avril 2016, cette ambition se traduit par la volonté d'intégrer les nouvelles technologies dans chaque politique publique régionale, y compris en matière d'habitat ;

- Que selon le Ceser, la notion d'« **habitat** » ne peut être traitée sans tenir compte de trois dimensions essentielles et indissociables que sont :

- celle de **l'habitant**
- celle de **l'habitation**
- celle de **l'environnement** et du cadre de vie qui les entoure

Ainsi, toute politique publique relative à l'habitat et, *a fortiori*, relative à l'habitat du futur, doit s'appuyer sur le trépied : habitant, habitation, environnement ;

- Que compte tenu de ces réflexions préliminaires, la réflexion autour de la notion d'habitat du futur doit impérativement intégrer la question des nouvelles technologies qui permettent de rendre les logements plus fonctionnels **mais qu'elle ne peut s'y limiter** ;

• Qu'à l'avenir, les défis que devront relever les pouvoirs publics sont nombreux et qu'au premier rang de ceux-ci figure un changement sociétal majeur et déjà inscrit dans notre pyramide des âges : celui du **vieillissement de la population** ;

A PROPOS DE L'ADAPTATION DE L'HABITAT AU DEFI MAJEUR QUE REPRESENTE LE VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION

• Que la « loi ASV » du 28 décembre 2015 a permis un changement, non seulement de langage mais d'approche, concernant les politiques publiques en direction des personnes vieillissantes, considérant moins le vieillissement comme un problème à traiter essentiellement sous l'angle de la santé et/ou du médico-social qu'un **défi sociétal à intégrer dans toutes les politiques publiques**, notamment celle du logement ;

• Qu'entre 2020 et 2030, l'Ile-de-France comptera **20 % de personnes âgées dépendantes supplémentaires**, selon l'Observatoire régional de santé (ORS), et que l'augmentation sera plus importante dans les départements de grande couronne (+ 25 % dans le Val-d'Oise, + 32 % dans la Seine-et-Marne) ;

• Que plus de 90 % des Français, toutes populations interrogées, expriment le souhait de rester à domicile avec l'avancée en âge alors que **seuls 6 % de logements diffus sont « adaptés »** au déficit et/ou à la perte d'autonomie en France, aujourd'hui (cf. AGIRC-ARRCO et rapport ANAH-CNAV, décembre 2013) ;

• Que le soutien au domicile est une dimension essentielle du bien vieillir ; qu'il est lié à l'aide aux aidants, au développement de l'aide professionnelle à domicile, à l'adaptation des logements à la diffusion des usages des objets connectés ;

• Que le logement est un outil de prévention lorsqu'il est adapté, sécurisé ;

• Que **seulement 7 % des Franciliens de plus de 60 ans disposent d'aménagements** à l'intérieur de leur logement (contre 10 % dans les autres régions), selon l'ORS. En ce domaine, les équipements de domotique et dispositifs lumineux concernent moins d'1 % des plus de 60 ans ;

• Que la probabilité de vivre dans un logement aménagé s'avère plus faible pour les locataires que pour les propriétaires et que l'absence d'adaptation des logements peut provenir du refus, de la part des bailleurs, ou des difficultés de dialogue entre bailleur et locataire ;

• Que les financements mis à disposition des ménages, en matière à la fois d'anticipation et d'adaptation de leurs logements, sont systématiquement sous-utilisés, selon la caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV) d'Ile-de-France. **Seulement 15 % des retraités potentiellement concernés et identifiés par la CNAV Ile-de-France, en 2015, sollicitent une aide d'adaptation de leur logement**. Les raisons de cette désaffection sont diverses : connaissance tardive des aides, freins psychologiques, peur de vivre dans un logement « de vieux »... En 2015, 955 aides ont été versées par la CNAV Ile-de-France, pour un montant de 1 694 € en moyenne. Pour rappel, l'Ile-de-France compte 1,8 millions de retraités du régime général, en 2013 ;

• Que le schéma actuel de prise en charge des déficits et/ou des pertes d'autonomie, en établissement principalement, n'est pas soutenable dans le temps : à méthodologie constante, le besoin de financement est de plus 83 %, à l'horizon 2060, selon l'AGIRC-ARRCO ;

• Que la prise en compte des problématiques sensorielles, du confort, la possibilité de faire évoluer les espaces, est nécessaire et indispensable ;

• Que les enjeux d'adaptation du logement doivent absolument inclure la question du handicap dans une logique d' « habitat universel » adapté et non-stigmatisant ;

• Que toutes les générations sont concernées ;

• Que l'habitat du futur doit, notamment, répondre à l'espérance de vie, définition de l'optimisme. En s'allongeant, la vie impose à notre société un devoir de solidarité renforcée, des financements inédits, une action publique exemplaire.

Mais, ce n'est pas suffisant. Avec l'avancée en âge, s'ouvre un monde d'opportunités et se dessinent :

- un modèle économique,
- de nouvelles innovations,
- de nouveaux services,
- ainsi qu'un nouveau type d'entreprises : des start up dédiées au maintien de l'autonomie. Il s'en crée tous les jours. Finalement, les populations dites fragiles n'ont pas fini d'aider les juniors de moins de 60 ans et....réciproquement.

• Que le montant mensuel des pensions moyennes brutes qui est passé de 1062 euros en 2005 à 1322 euros en 2014 (source INSEE) rend plus difficile les solutions de maintien à domicile ou d'hébergement en structure adaptée ;

• Que, par conséquent, la réflexion autour de l'habitat du futur ne peut s'affranchir de la formulation de recommandations en faveur de l'adaptation des logements à un vieillissement prévisible de la population, sujet que le Ceser souhaite aborder dès ce premier avis ;

A PROPOS DES INNOVATIONS TECHNOLOGIQUES ET SOCIALES EN COURS QUI PEUVENT CHANGER LA DONNE DANS LE DOMAINE DE L'HABITAT

• Que la **silver économie** - secteur en expansion et mieux perçu à ce jour - est porteuse d'innovations technologiques, toujours plus importantes, dans le cadre de l'adaptation des logements pour les personnes âgées (ex : signaux lumineux, volets électriques, domotique en général) et de l'assistance individuelle (ex : applications mobiles pour téléassistance, télé diagnostic, télé médecine - ces derniers permettant en outre de renforcer les équités territoriales- objets connectés comme des piluliers intelligents, tensiomètres, détecteurs de chutes, de flammes, bornes d'appel, robots..... etc...).

Elle s'annonce porteuse d'emplois (300 000 créations nettes d'ici 2020 selon la Dares). Cependant, ces nouvelles technologies ne remplaceront jamais la présence humaine. Leur distribution représente également un frein à leur développement : en effet, personne ne veut être considéré comme vieux alors que nous le sommes toutes et tous, en puissance ;

• Que, chez les séniors, des **innovations sociales en matière d'habitat intermédiaire** (entre domicile et établissement d'accueil - type résidences autonomies, MARPA, PUV, ou EHPAD) voient le jour. Bien que dispersées et non soumises à règlementation, elles répondent à des aspirations nouvelles de vieillissement à domicile. Exemples :

- Le béguinage, les maisons ou domiciles partagés (ex : maison partagée dans le Tarn en 2008 en lien avec un EHPAD, soutenue par les pouvoirs publics) ;
- les résidences intergénérationnelles et résidences séniors (ex : Le Kanata, Liffré 2011, locatif social, en lien avec le CCAS et la commune) ;
- l'habitat participatif (ex : maison des Babayagas à Montreuil 2013) ;
- les colocations intergénérationnelles ;
- ...

• Que des innovations technologiques ont également cours dans le **secteur de la construction** où une évolution majeure est en train de s'opérer au travers de la maquette numérique (BIM en anglais « Build Information Modeling ») qui révolutionne la planification, la conception, le suivi et la gestion des bâtiments tout au long de leur vie ;

• Que les récents écoquartiers (ex : Fort d'Issy-les-Moulineaux livré en 2013) semblent montrer le chemin, en matière de **« quartiers du futur »,** où se mêlent une approche bioclimatique des bâtiments et une domotique généralisée dans tous les logements ; une collecte pneumatique des déchets ; un chauffage par énergie renouvelable (géothermie) ; le pilotage et l'optimisation de la production et des besoins d'énergie à l'échelle du quartier ; des équipements publics et commerces de proximité ; des espaces verts ; une recherche de mixité sociale et l'assurance d'une bonne desserte en transports ;

• Que le concept d' « **habitat universel** » émerge depuis plusieurs années. L'habitat universel est conçu comme un habitat durable, évolutif, adaptable, intergénérationnel et offrant un choix d'options technologiques adaptées au profil de l'usager.

Il se caractérise avant tout par une façon d'aménager l'espace de vie au sein de l'habitation pour la rendre accessible à toutes les catégories de personnes qu'elles soient valides, handicapées ou âgées (ex : hauteur de fenêtres, douches, circuits électriques...). Déjà implanté depuis plusieurs années aux Etats-Unis, le concept émerge en France où des institutionnels et des grands groupes privés commencent à s'y intéresser (Lafarge, Legrand, Porcher, Somfy...) ;

• Que l'assemblée régionale prépare actuellement le **Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation des entreprises** (SRDEII) ainsi que le **Schéma régional d'habitat et d'hébergement** (SRHH) qui devraient entrer en vigueur en 2017 et que les présentes recommandations du Ceser pourraient très utilement venir alimenter ;

Emet l'avis suivant :

« Le futur ne manque pas d'avenir », dit Philippe MEYER.

Article 1 : Vers un « habitat universel »

Une politique de l'habitat considère l'habitant au sein de son habitation, considérée elle-même au sein de son environnement.

Imaginer l'habitat du futur est une démarche particulièrement exigeante où il est impératif de ne jamais oublier le triptyque : habitant, habitation, environnement.

Dans une société en but à un repli sur les communautés et en mal de lien social, la dé-segmentation des politiques de l'habitat est un chemin intéressant à emprunter pour l'avenir. Afin de sortir des logements « pour vieux », « pour handicapés », « pour jeunes »... et la stigmatisation qui les accompagne, la notion d'« habitat universel » peut représenter un horizon souhaitable pour l'habitat du futur.

Il s'agit d'un habitat dans lequel les nouvelles technologies constituent un élément important d'évolution de l'habitation, mais où les capacités contributives et les capacités d'utilisation des habitants entrent en ligne de compte, au même titre que l'environnement et le cadre de vie.

Qui dit habitat « universel » dit logement accessible à tous les **habitants** (âges, handicaps, ressources...).

Qui dit habitat « universel » dit **habitation** durable (matériaux de construction...), adaptable (aménagement des espaces intérieurs...) et praticable par tous (équipement raisonné en nouvelles technologies, équipements adaptés permettant de maitriser les charges...).

Qui dit habitat « universel » dit **environnement** disponible, ouvert, accueillant pour tous : transports notamment de proximité (ex : le cyclopousse développé en région Rhône Alpes pour les personnes âgées), commerces de proximité, espaces dédiés à la vie collective, lieux de vie. Il doit également entretenir la capacité à être mobile, condition de l'estime de soi, de l'autonomie et d'une vie sociale épanouie.

Article 2 : Vers une introduction raisonnée des nouvelles technologies dans le cadre du logement

La « smart région » constitue un projet ambitieux et doit aussi avoir pour objectif de faire de la nouvelle donne démographique (avec 30 ans de retard) un levier d'innovation et de développement économique.

Le Ceser invite les pouvoirs publics à ne pas tomber dans le tout technologique qui serait inadapté à l'usage et finalement sous utilisé, voire inutilisé. Il s'agit d'éviter le cimetière des « technosaures ».

Une réflexion sur l'équipement en nouvelles technologies des habitations est extrêmement intéressante et de nombreuses applications s'avéreront très utiles, notamment dans un contexte de vieillissement de la population (ex : volets électriques, signaux lumineux...).

Mais il s'agit également de se mettre à la place de l'habitant : le logement s'adresse à tous et doit rester un droit pour tous. Attention donc à ne pas transformer l'habitation en station spatiale truffée d'électronique où l'habitant doit être formé pour simplement habiter son logement.

Face aux diverses capacités contributives (niveau de ressources, niveau de retraites actuelles et à venir) et aux divers niveaux de complexité, tout le monde n'est pas égal.

Article 3 : Vers une adaptation nécessaire des logements existants au vieillissement de la société

L'habitat du futur est aussi, et en majeure partie, l'habitat d'aujourd'hui qu'il va falloir savoir adapter à l'ensemble de la population de demain.

En décembre 2015, le législateur a inscrit l'enjeu fondamental de l'adaptation de la société (dans son ensemble, logement compris) au vieillissement de la population opérant un changement de paradigme important, dans le cadre de la loi ASV.

Trois axes majeurs ont donc été établis par la loi ASV :

- **Mobiliser tous les acteurs de la société autour de cette question:** véritable révolution, la nouvelle démographie de la population vieillissante donne naissance à de nouveaux *habitus*, une nouvelle culture, et fait apparaître une nouvelle économie : la silver économie. Celle-ci doit permettre une avancée significative sur le plan sociétal, en renforçant la prévention, en optimisant l'efficience du système de prise en charge de la perte d'autonomie, et *in fine* en consacrant aux âgés une place importante dans notre société. Elle est porteuse de croissance et génératrice d'emplois autour des besoins et aspirations des aînés. L'ensemble des acteurs économiques, sociaux et sociétaux doit innover en proposant de nouveaux usages, de nouveaux services et des innovations technologiques au regard de l'attente des seniors.
- **Permettre une autonomie de qualité pour les aînés** : les aînés demandent des solutions accordées à leurs modes de vie. L'adaptation de l'urbanisme, des moyens de transports et des logements au vieillissement est un enjeu majeur. Les personnes vieillissantes doivent avoir le choix du modèle d'habitat qui leur convient et ainsi permettre le vivre chez soi.
- **Conforter les droits et libertés des personnes âgées** : sécurité, intégrité physique et morale, situation d'héritage, autant de situations que le projet de loi veut encadrer pour donner aux aînés plus de justice sociale et de protection.

Elle repose sur trois piliers:

- **L'anticipation** de la perte d'autonomie,
- **L'adaptation** globale de la société au vieillissement
- **L'accompagnement** des personnes en perte d'autonomie.

Elle traduit l'ambition d'une adaptation globale de la société au vieillissement, mobilisant l'ensemble des politiques publiques : transports, aménagements urbains, logement....

La Région Ile-de-France doit participer, à son niveau, à cet effort collectif.

Article 4 : Des recommandations dans le cadre d'une stratégie régionale globale en matière d'habitat du futur et d'adaptation des logements au vieillissement de la population

Recommandation 1 : Une stratégie régionale en matière d'habitat du futur implique une définition claire de ce qu'entend la Région par « habitat du futur ». Le Ceser recommande ainsi de mener des **réflexions plus approfondies sur la notion d'habitat universel**, réflexions auxquelles il peut s'associer. Il s'agira également d'envisager une forme d'application expérimentale – menée avec l'ensemble des partenaires concernés sans oublier les habitants - dans le cadre des politiques publiques régionales, intégrant également les **nouvelles technologies de manière raisonnée** au sein des habitations concernées.

Recommandation 2 : La **participation de la Région à l'effort lancé par la loi ASV concernant l'adaptation des logements au vieillissement** de la population est également souhaitable. Une telle participation pourrait prendre différentes formes et se décliner dans plusieurs politiques sectorielles régionales. Plusieurs pistes d'actions sont possibles :

- En matière de développement économique et d'innovation : un soutien à la silver économie liée au domaine de l'habitat est souhaitable, dans le respect des usages et des usagers et avec le souci de l'accès à tous les publics ;
- En matière de logement : un soutien aux innovations sociales (expériences d'habitat intermédiaire émergentes) est possible tout comme un soutien aux innovations dans le domaine de la construction (cf. matériaux propres et emplois franciliens). Accélérer la mobilisation d'Action Logement et des bailleurs sociaux dans le parc public dans un partenariat efficient entre Etat, USH, CNAV, RSI, CCMSA. La Région pourrait s'associer à ce partenariat et participer à la réalisation d'un état des lieux exhaustif des conditions d'habitat aujourd'hui car celui du futur passe nécessairement par l'existant
- En matière de formation, il paraît intéressant de soutenir les formations sanitaires et sociales permettant l'accompagnement du vieillissement à domicile dans un contexte de montée en compétence nécessaire des personnels sur les outils de la silver économie. **Rien ne remplacera l'accompagnement humain et celui-ci doit rester central**. Le soutien à l'amélioration des compétences des entreprises et artisans du bâtiment dans ce domaine paraît également nécessaire avec une approche et une formation spécifique à l'instar de l'instauration du label « Silverbat » et « pros de l'accessibilité « ; mise en oeuvre de réseaux de professionnels sur les différents territoires.

D'autres pistes sont envisageables :

- Le soutien au financement et à la communication en faveur des aides à l'adaptation des logements (partenaires CNAV, AGIRC ARRCO...). Le renforcement de l'information et la communication auprès du grand public et du public vieillissant est nécessaire (ex : participation à la création d'un site Internet dédié pour valoriser les projets d'adaptations, les différents types d'aménagement, les différents types d'aides financières existants en lien avec les institutions concernées, mise en œuvre d'actions d'information en lien avec les autres collectivités locales et territoriales....
- La création d'un label régional de l'habitat dit du futur avec participation financière avec par exemple la création d'un show room....
- La mobilisation des acteurs institutionnels intervenant auprès de ces publics ainsi que des associations d'usagers (CRPA, FNAPAEF, associations de locataires...).

Glossaire :

AGIRC-ARRCO : Association générale des institutions de retraite complémentaire des cadres et Association pour le régime de retraite complémentaire des salariés

ANAH : Agence nationale pour l'habitat

ASV (loi) : Adaptation de la société au vieillissement

Béguinage : Forme d'habitat collectif (souvent de petites maisons reliées entre elles) issue des traditions de communautés religieuses du nord de la France jusqu'aux Pays-Bas.

BIM : « Build information modeling » ou maquette 3D

CCAS : Centre communal d'action sociale

CCMSA : Caisse centrale de la mutualité sociale agricole

CNAV : Caisse nationale d'assurance vieillesse

CRPA : Cercle de réflexion et de propositions d'actions sur la psychiatrie

Dares : Direction de l'animation, de la recherche et des études statistiques

EHPAD: Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes

FNAPAEF : Fédération nationales des amis des personnes âgées et de leurs familles

MARPA : Maison d'accueil et résidence pour personnes autonomes*

ORS : Observatoire régional de la santé

PUV: Petites unités de vie

RSI : Régime social des indépendants

SRDEII : Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation

SRHH : Schéma régional de l'habitat et de l'hébergement

USH : Union sociale pour l'habitat

« Smart région » (ou région « intelligente ») : projet de la nouvelle majorité régionale, visant à introduire les nouvelles technologies du numérique dans toutes les politiques publiques régionales (opèn data, lycées, transports, logement...).

« Silver économie » : la silver économie est l'économie dédiée à l'avancée en âge de nos sociétés. Elle regroupe « toutes les activités agissant pour et/ou avec les personnes âgées ». Son principal objectif est de préserver leur autonomie et, par conséquent, de prévenir leur état de dépendance. En France, la silver économie a récemment été constituée en filière par le ministère de l'Économie (2012).

Cet avis a été adopté :
Suffrages exprimés : 97
Pour : 92
Contre : 2
Abstentions : 3
Ne prend pas part au vote : 0

Avis n° 2016-12
présenté au nom de la commission Finances et plan
par **Michel GIORDANO**

12 octobre 2016

Décision modificative au budget 2016

Certifié conforme
Pour le président
Jean-Louis GIRODOT

La vice-présidente
Danielle DESGUEES

Le Conseil économique, social et environnemental régional d'Ile-de-France

Vu :

- La Constitution, notamment son article 72-2 ;
- La loi organique n° 2004-758 du 29 juillet 2004, prise en application de l'article 72-2 de la Constitution, relative à l'autonomie financière des collectivités territoriales ;
- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi du 13 août 2004, relative aux libertés et responsabilités locales ;
- La délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010, relative au règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France ;
- Le rapport n° CR 10-13 du 25 avril 2013 du président du Conseil régional d'Ile-de-France, sur la responsabilité sociétale et les premières préconisations de modernisation de l'action régionale ;
- L'avis n° 2015-08 du 11 juin 2015, sur le projet de plan de gestion des risques d'inondations (PGRI) 2016-2021 du Bassin Seine-Normandie ;
- Le rapport n° CR 44-16 de la présidente du Conseil régional, sur les orientations budgétaires de la Région Ile-de-France pour 2016;
- Le rapport n° CR 45-16 de la présidente du Conseil régional, sur le projet de budget de la Région Ile-de-France pour 2016;
- Le rapport n° CR 121-16 de la présidente du Conseil régional, sur le compte administratif de la Région Ile-de-France pour 2015 ;
- Le rapport n° CR 189-16 de la présidente du Conseil régional sur le soutien exceptionnel à l'achat de semences pour la récolte 2017 ;
- Le rapport n° CR 195-16 de la présidente du Conseil régional sur le projet de décision modificative au budget 2016 ;
- La lettre de la présidente du Conseil régional, en date du 04 octobre, saisissant le Ceser d'une demande d'avis sur ce projet de décision modificative au budget 2016 ;

Entendu :

- L'exposé de M. Michel GIORDANO, rapporteur permanent du Ceser pour le budget, au nom de la commission Finances et plan du Ceser ;

Considérant :

- Que le projet de décision modificative, propose, dans le budget 2016 :

- D'une part de traduire les mesures de soutien aux agriculteurs céréaliers pour l'achat de semences certifiées en vue de la récolte de 2017 et ce, à la suite des intempéries subies à la fin du mois de mai et au début du mois de juin 2016 ;

- D'autre part, de procéder à un certain nombre d'opérations pour des inscriptions de provisions et des ajustements de crédits à la baisse ;

1. Soutien exceptionnel à l'achat de semences certifiées

- Que les évènements climatiques du printemps 2016 ont engendré des chutes de rendements de 50 % en moyenne et jusqu'à 70 % pour certaines exploitations ;

- Que cette chute de la production a un impact sur l'ensemble de la filière agricole, en amont et en aval : les entreprises du machinisme agricole et du transport, par exemple, en ont subi les conséquences, sans oublier les retombées négatives sur nos exportations, au présent comme au futur, en raison du risque de disparition de marchés internationaux ;

- Que la Région a décidé d'apporter aux agriculteurs qui le souhaitent une aide à l'acquisition de semences certifiées pour garantir la qualité des semences utilisées en vue de la campagne 2017 ;

- Que cette aide se fait dans la continuité des dispositions prises par la Région depuis le mois de juin jusqu'au mois de septembre dernier ;

- Qu'une autorisation d'engagement de 6 500 000 € est donc affectée à l'aide exceptionnelle aux exploitations céréalières franciliennes, portant ainsi le montant des autorisations d'engagements ouvertes, à la section de fonctionnement du budget 2016, de 2 309 100 000 € à 2 315 600 000 € ;

- Que la liste des bénéficiaires et le bilan des montants affectés seront présentés a posteriori à la Commission permanente ;

2. Ajustement des dépenses

2.1. Constitution de provisions pour risques de contentieux

- Que six contentieux présentant des risques sont identifiés dont le principal résulte de la résiliation, par la Région, des baux de la Tour Montparnasse : ce contentieux nécessite d'abonder de 2 500 000 € la provision de 3 132 600 € déjà constituée au budget 2014 ;

- Que les cinq autres risques de contentieux nécessitent une provision totale de 3 500 000 € : il s'agit de contentieux relatifs au projet de création d'un parcours d'eaux vives à Vaires-Torcy, à la rénovation et l'extension du lycée Corneille à la Celle-Saint-Cloud, aux travaux de réhabilitation du lycée Marie Curie à Versailles, à la restructuration et à l'extension de la cité scolaire Hoche à Versailles et à une convention de mise à disposition à la Région d'un bâtiment appartenant à l'Association professionnelle des hôteliers, restaurateurs et limonadiers ;

- Qu'il s'agit donc d'augmenter les dotations aux provisions pour risques de 4 000 000 €, faisant passer l'article 6815 du chapitre 945 (dépenses de fonctionnement), de 2 000 000 à 6 000 000 € ;

2.2. Ajustement de crédits à la baisse

- Que, la baisse des taux fixes à long terme induisant une baisse des intérêts sur les nouveaux emprunts réalisés en 2016, les crédits prévus pour les intérêts courus non échus (ICNE, article 66 112, chapitre 943) sont réduits de 3 000 000 € ;

- Qu'au titre de la taxe régionale additionnelle aux droits d'enregistrement (TRADE) supprimée en 1999, des crédits avaient été inscrits au titre de reversements obligatoires de fiscalité ; aucune demande de restitution de cette ancienne recette n'ayant été faite depuis 2013, l'enveloppe consacrée à ces reversements obligatoires de fiscalité (article 73 981, chapitre 943), réduite de 1 000 000 €, est donc vidée de ses crédits ;

Emet l'avis suivant :

Article 1 :
Le Ceser prend acte de la décision modificative au budget 2016 proposée par l'Exécutif régional.

Article 2 :
Le Ceser approuve la traduction budgétaire de la décision de la Région de soutenir, par un plan d'aide à l'achat de semences certifiées, les exploitations céréalières franciliennes, durement frappées par les intempéries du printemps 2016.

Article 3 :
Le Ceser se félicite de voir baisser les crédits affectés aux intérêts courus non échus (ICNE) d'une dette dont il a relevé, à plusieurs reprises, l'inquiétante augmentation.

Article 4 :
Le Ceser approuve également l'effort fait par la Région pour anticiper au mieux les risques contentieux et les prendre en compte dans le budget : cela ajoute à la précision et à la lisibilité de l'exercice budgétaire. Au final, ces ajustements de crédits à la baisse et ces constitutions de provisions s'équilibrent, au sein de la section de fonctionnement, à hauteur de 4 000 000 €.

Cet avis a été adopté :
Suffrages exprimés : 29
Pour : 29
Contre : 0
Abstentions : 0
Ne prend pas part au vote : 0

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 08/11/2016
- Date de réception en préfecture: 08/11/2016

Conseil régional

ARRETE N° 16-312

portant délégations de signature de l'unité « Patrimoine et moyens généraux »

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL

D'ÎLE-DE-FRANCE

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU l'arrêté n°15-011 du 27 janvier 2015 fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France, modifié par l'arrêté n°16-193 du 15 juin 2016 ;

VU la décision n° 248-11 du 4 août 2011 nommant M. Daniel DAEHN, Directeur général adjoint des services, chargé de l'unité patrimoine et moyens généraux ;

VU la décision n° 317-16 du 23 septembre 2016 nommant Mme Guylène ROTTIER, Directrice Technique Logistique à compter du 10 octobre 2016 ;

VU la décision n° 165-13 du 5 août 2013 nommant Mme Isabelle AVENTUR, Directrice de l'administration et des missions transversales de l'unité patrimoine et moyens généraux ;

VU la décision n° 181-13 du 26 août 2013 nommant M. Jean-Philippe BARRAUD, Directeur-adjoint au sein de la direction de l'administration et des missions transversales de l'unité patrimoine et moyens généraux ;

VU la décision n° 163 du 5 octobre 2005 nommant M. Alain CASSIER, Sous-directeur chargé de la technique, de la direction technique et logistique ;

VU la décision n° 278 du 18 juillet 2007 nommant Mme Sandrine BODARD, Sous-directrice chargée de la logistique, de la direction technique et logistique ;

VU la décision n° 255 du 21 août 2008 nommant Mme Fabienne STUDER-REDON, Sous-directrice chargée des archives de la direction de l'administration générale ;

VU la décision n° 261-15 du 15 décembre 2015 nommant Mme Marie-Laure MASSON Sous-directrice des actions patrimoniales ;

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy - 75359 Paris - cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85
www.iledefrance.fr

VU la décision n° 165 du 5 octobre 2005 nommant M. Michel CASSIER, Chef du service imprimerie de la sous-direction technique, de la direction technique et logistique ;

VU la décision n°176-16 du 18 mai 2016 nommant Mme Sophie MONGISON, Chef du service automobile de la sous-direction technique, de la direction technique et logistique ;

VU la décision n° 167 du 5 octobre 2005 nommant M. Philippe MIRZAYAN, Chef du service fournitures de la sous-direction technique, de la direction technique et logistique ;

VU la décision n° 168 du 5 octobre 2005 nommant M. Daniel BROUZES, Chef du service courrier de la sous-direction technique, de la direction et technique logistique ;

VU la décision n° 321-12 du 3 décembre 2012 nommant Mme Aude JEUNE, Chef du service édition-création de la sous-direction technique, de la direction technique et logistique ;

VU la décision n° 170 du 5 octobre 2005 nommant M. Laurent POUPIN, Chef du service logistique des bâtiments de la sous-direction de la logistique, de la direction technique et logistique ;

VU la décision n°140 du 29 mars 2016 nommant Mme Audrey ZAMAGNA, chef du service accueil au sein de la sous-direction logistique de la direction technique logistique ;

VU la décision n° 181 du 5 octobre 2005 nommant Mme Pierrette ENILORAC, Chef du service standard de la sous-direction de la logistique, de la direction technique et logistique ;

VU la décision n° 188-13 du 19 septembre 2013 nommant Mme Maguy POUPIN, Chef du service réceptions au sein de la direction de l'administration et des missions transversales ;

VU la décision n° 184 du 5 octobre 2005 nommant Mme Christine ZAMBONI, Chef du service réunions, vidéo, visioconférence de la direction technique et logistique ;

VU la décision n° 186 du 5 octobre 2005 nommant M. Yannick LE BARH, Chef du service de la documentation de la direction de l'administration générale ;

VU la décision n° 258 du 21 août 2008 nommant Mme Pascale BOURGEOIS, Chef du service des marchés de la direction de l'administration générale ;

VU la décision n° 10-14 du 20 janvier 2014 nommant Mme Muriel BESSOT, Chef de service des archives définitives de la sous-direction des archives, de la direction de l'administration et des missions transversales ;

VU la décision n° 181-15 du 24 août 2015 nommant Mme Delphine BERLING en qualité de chargée de mission au sein de la direction technique et logistique ;

VU la décision n° 213-12 du 10 juillet 2012 nommant Mme Corine PACCIONI en qualité de chargée de mission au sein de la direction technique et logistique ;

VU la décision n° 100 du 6 mars 2009 nommant M. Siméon MAVOULOUQUE en qualité de chef de service sécurité de la sous-direction logistique, de la direction technique et logistique ;

VU la décision n° 52 du 24 mars 2003 nommant M. Gilles ZUCCARELLI, adjoint au chef du service automobile de la sous-direction technique, de la direction technique et logistique ;

VU la décision n°232-09 du 14 septembre 2009 nommant M. Antoine GIANNOTTI assistant gestionnaire au sein du service automobile de la sous-direction technique, de la direction technique et logistique ;

VU la décision n°267-14 du 07 novembre 2014 nommant M. Jean-Michel LEBLOND gestionnaire au sein du service automobile de la sous-direction technique, de la direction technique et logistique ;

VU la décision n° 325-09 du 18 novembre 2009 nommant Mme Martine WITON, Chef du service des déplacements au secrétariat général de l'UPMG ;

VU la décision n° 332-12 du 11 décembre 2012 nommant M. Florent BONI à la sous-direction des actions patrimoniales ;

VU la décision n° 340-12 du 26 décembre 2012 nommant Mme Valérie NEVEU à la sous-direction des actions patrimoniales ;

VU la décision n° 286-15 du 23 décembre 2015 nommant M. Bernard DESCAMPS à la sous-direction des actions patrimoniales ;

ARRETE

Article 1er :

Délégation permanente est donnée à M. Daniel DAEHN à l'effet de signer tous actes, arrêtés ou décisions, tous contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, relevant de l'unité patrimoine et moyens généraux, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil régional d'Ile-de-France et à la Commission permanente.

Article 2 :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Daniel DAEHN, délégation de signature est donnée, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 1er du *présent arrêté, à Mme* Isabelle AVENTUR, pour ce qui relève de la direction de l'administration et des missions transversales, à Mme Guylène ROTTIER, pour ce qui relève de la direction technique logistique et à Mme Marie-Laure MASSON, pour ce qui relève de la sous-direction des actions patrimoniales.

Article 3 :

En cas d'absence ou d'empêchement conjoint de M. Daniel DAEHN et de Mme Guylène ROTTIER, délégation de signature est donnée, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 1er du présent arrêté, à Mme Isabelle AVENTUR.

En cas d'absence ou d'empêchement conjoint de M. Daniel DAEHN et de Mme Marie-Laure MASSON, délégation de signature est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 1, à Mme Guylène ROTTIER.

En cas d'absence ou d'empêchement conjoint de M. Daniel DAEHN et de Mme Isabelle AVENTUR, délégation de signature est donnée, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 1er du présent arrêté, à Mme Guylène ROTTIER.

Article 4 :

Délégation permanente est donnée à Mme Isabelle AVENTUR à l'effet de signer tous contrats, tous marchés et leurs avenants, tous ordres de services et de mission, les états de frais, tous bons de commande et la liquidation des factures jusqu'à hauteur de 50 000 € TTC (cinquante mille euros) et tous actes portant certification du service fait, certification conforme de tous documents à l'original entrant dans la compétence des services rattachés à la direction de l'administration et des missions transversales.

Article 5 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Isabelle AVENTUR, délégation de signature est donnée M. Jean-Philippe BARRAUD, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 4 du présent arrêté.

Article 6 :

Délégation permanente est donnée à Mme Martine WITON à l'effet de signer tous bons de commande et la liquidation des factures jusqu'à hauteur de 4 000 € TTC (quatre mille euros) et tous actes portant certification du service fait ainsi que les ordres de missions, entrant dans les compétences du service déplacements de la direction de l'administration et des missions transversales.

Article 7 :

Délégation permanente est donnée à Mme Maguy POUPIN à l'effet de signer tous contrats, tous marchés, tous bons de commande et la liquidation des factures jusqu'à hauteur de 4 000 € TTC (quatre mille euros) et tous actes portant certification du service fait entrant dans la compétence du service réceptions de la direction de l'administration et des missions transversales.

Article 8 :

Délégation permanente est donnée à Mme Fabienne STUDER-REDON à l'effet de signer tous bons de commande et la liquidation des factures jusqu'à hauteur de 10 000 € TTC (dix mille euros) et tous actes portant certification du service fait, entrant dans les compétences de la sous-direction des archives de la direction de l'administration et des missions transversales.

Article 9 :

Délégation permanente est donnée à Mme Pascale BOURGEOIS, à l'effet de signer tous contrats, tous marchés, tous bons de commande et la liquidation des factures jusqu'à hauteur de 8 000 € TTC (huit mille euros), tous actes portant certification du service fait, certification conforme à l'original des pièces de marchés et de leurs avenants et tous courriers relevant du service marchés de la direction de l'administration et des missions transversales.

Article 10 :

Délégation permanente est donnée à M. Yannick LE BARH, à l'effet de signer tous bons de commande et la liquidation des factures dans la limite de 5 000 € TTC (cinq mille euros) ainsi que tous actes portant certification du service fait et certification conforme de tous documents à l'original entrant dans la compétence du service documentation de la direction de l'administration et des missions transversales.

Article 11:

Délégation permanente est donnée à Mme Muriel BESSOT, à l'effet de signer tous actes portant certification du service fait relevant de la compétence du service des archives définitives de la sous-direction des archives de la direction de l'administration et des missions transversales.

Article 12 :

Délégation permanente est donnée à Mme Marie-Laure MASSON à l'effet de signer tous contrats, tous marchés et leurs avenants, tous ordres de services de travaux, tous bons de commande jusqu'à hauteur de 50 000 € TTC (cinquante mille euros) et tous actes portant certification du service fait, certification conforme à l'original, notamment à l'original du marché remis par le titulaire en vue de permettre le nantissement, ainsi que la liquidation des factures jusqu'à 50 000 € TTC (cinquante mille euros), toutes les pièces relatives à l'exécution des programmes d'études et des programmes de travaux, notamment les permis de construire et de démolir et toutes les autres demandes d'autorisations administratives, les procès-verbaux de réception de travaux entrant dans la compétence de la sous-direction des actions patrimoniales.

Article 13 :

Délégation permanente est donnée à, M. Florent BONI, M. Bernard DESCAMPS et Mme Valérie NEVEU à l'effet de signer tous les actes relatifs à la certification du service fait pour ce qui relève de la sous-direction des actions patrimoniales.

Article 14 :

Délégation permanente est donnée à Mme Guylène ROTTIER à l'effet de signer tous contrats, tous marchés, tous bons de commande et la liquidation des factures jusqu'à hauteur de 50 000 € TTC (cinquante mille euros) ainsi que tous actes portant certification du service fait, certification conforme de tous documents à l'original entrant dans la compétence de la direction technique et logistique.

Article 15 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Guylène ROTTIER, délégation de signature est donnée, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 14 du présent arrêté, à M. Alain CASSIER, pour ce qui relève de la sous-direction technique et à Mme Sandrine LERAY BODARD, pour ce qui relève de la sous-direction logistique.

Article 16 :

Délégation permanente est donnée à M. Alain CASSIER à l'effet de signer tous contrats, tous marchés, tous bons de commande jusqu'à hauteur de 8 000 € TTC (huit mille euros), tous actes portant certification du service fait, quel que soit le montant, certification conforme de tous documents à l'original ainsi que les dépôts de plainte entrant dans la compétence de la sous-direction technique de la direction technique logistique.

Article 17 :

Délégation permanente est donnée à Mme Sandrine LERAY BODARD à l'effet de signer tous contrats, tous marchés, tous bons de commande jusqu'à hauteur de 8 000 € TTC (huit mille euros) et tous actes portant certification du service fait, quel que soit le montant, certification conforme de tous documents à l'original entrant dans la compétence de la sous-direction logistique de la direction technique logistique.

Article 18 :

Délégation permanente est donnée à M. Michel CASSIER à l'effet de signer tous contrats, tous marchés, tous bons de commande jusqu'à hauteur de 4 000 € TTC (quatre mille euros) et tous actes portant certification du service fait, quel que soit le montant, entrant dans la compétence du service imprimerie de la sous-direction technique de la direction technique logistique.

Article 19 :

Délégation permanente est donnée à Mme Sophie MONGISON à l'effet de signer tous bons de commande jusqu'à hauteur de 4 000 € TTC (quatre mille euros), tous actes portant certification du service fait et tous actes (demandes d'immatriculation, retrait de cartes grises, dépôt de plainte) relatifs à l'administration des véhicules du parc automobile de la Région Ile-de-France, gérés par le service automobile.

Article 20 :

En cas d'absence ou d'empêchement conjoint de Mme Guylène ROTTIER, de M. Alain CASSIER et de Mme Sophie MONGISON, délégation est donnée à M. Gilles ZUCCARELLI à l'effet de déposer des plaintes relatives à l'administration des véhicules du parc automobile de la Région Ile-de-France et de signer tous actes (demandes d'immatriculation, retrait de cartes grises) relatifs à l'administration des véhicules du parc automobile de la Région Ile-de-France, gérés par le service automobile.

Article 21 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sophie MONGISON, délégation est donnée à M. Jean-Michel LEBLOND et à M. Antoine GIANNOTTI , à l'effet de signer tous actes (demandes d'immatriculation, retrait de cartes grises) relatifs à l'administration des véhicules du parc automobile de la Région Ile-de-France, gérés par le service automobile, à l'exception des dépôts de plainte.

Article 22 :

Délégation permanente est donnée à M. Philippe MIRZAYAN à l'effet de signer tous bons de commande jusqu'à hauteur de 4 000 € TTC (quatre mille euros) et tous actes portant

certification du service fait, quel que soit le montant, entrant dans la compétence du service fournitures de la sous-direction technique de la direction technique logistique.

Article 23 :

Délégation permanente est donnée à M. Laurent POUPIN à l'effet de signer tous contrats, tous marchés, tous bons de commande jusqu'à hauteur de 4 000 € TTC (quatre mille euros) et tous actes portant certification du service fait, quel que soit le montant, entrant dans la compétence du service logistique des bâtiments de la sous-direction logistique de la direction technique logistique.

Article 24 :

Délégation permanente est donnée à M. Siméon MAVOULOUQUE à l'effet de signer tous contrats, tous marchés, tous bons de commande jusqu'à hauteur de 4 000 € TTC (quatre mille euros) et tous actes portant certification du service fait, quel que soit le montant, entrant dans la compétence du service sécurité de la sous-direction logistique de la direction technique logistique.

Article 25 :

Délégation permanente est donnée à M. Daniel BROUZES à l'effet de signer tous contrats, tous marchés, tous bons de commande jusqu'à hauteur de 2 000 € TTC (deux mille euros) et tous actes portant certification du service fait, quel que soit le montant, entrant dans la compétence du service courrier de la sous-direction technique de la direction technique logistique.

Article 26 :

Délégation permanente est donnée à Mme Christine ZAMBONI-DALOUCHE à l'effet de signer tous contrats, tous marchés, tous bons de commande jusqu'à hauteur de 2 000 € TTC (deux mille euros) et tous actes portant certification du service fait, quel que soit le montant, entrant dans la compétence du service réunions, vidéo, visio-conférence de la direction technique logistique.

Article 27 :

En cas d'absence ou d'empêchement conjoint de Mme Christine ZAMBONI-DALOUCHE et de Mme Guylène ROTTIER, délégation de signature est donnée à Mme Sandrine LERAY BODARD dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 26.

Article 28 :

Délégation permanente est donnée à Mme Aude JEUNE, Mme Audrey ZAMAGNA, Mme Pierrette ENILORAC à l'effet de signer tous actes portant certification du service fait, chacune dans son domaine de compétence.

Article 29 :

Délégation permanente est donnée à Mme Delphine BERLING à l'effet de signer tous actes portant certification du service fait relatifs aux prestations de restauration administrative.

Article 30 :

En cas d'absence ou d'empêchement conjoint de Mme Delphine BERLING et de Mme Guylène ROTTIER délégation de signature est donnée à Mme Sandrine LERAY BODARD dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 29.

Article 31 :

Délégation permanente est donnée à Mme Corine PACCIONI à l'effet de signer tous actes portant certification du service fait relatifs aux consommations des fluides.

Article 32 :

En cas d'absence ou d'empêchement conjoint de Mme Corine PACCIONI et de Mme Guylène ROTTIER, délégation de signature est donnée à Mme Sandrine LERAY BODARD dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 30.

Article 33 :

L'arrêté n° 16-303 en date du 22 septembre 2016 est abrogé.

Article 34 :

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Paris, le 07 octobre 2016

Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 27/10/2016
- Date de réception en préfecture: 27/10/2016

île de France

Conseil régional

La vice-présidente
chargée de l'administration générale

ARRETE N° 16-314 du 18/10/2016

JURY PHASE II

POUR LE MARCHE DE CONCEPTION, REALISATION, EXPLOITATION POUR LA RENOVATION THERMIQUE DU LYCEE FRANCOIS-JOSEPH TALMA A BRUNOY

VU les articles 24, 37, 60 à 64, 69 et 73 du Code des marchés publics ;

VU l'arrêté n° 16-16 du 28 janvier 2016 désignant Madame Marie-Carole CIUNTU, Vice-Présidente chargée de l'administration générale du personnel et des marchés publics, pour présider les commissions d'appel d'offres, les jurys et désigner les personnalités compétentes habilitées à siéger au sein de ces jurys.

ARRETE

ARTICLE 1 :

Les personnalités énumérées ci-après sont désignées pour participer le mercredi 09 novembre 2016 au jury de sélection phase II :

Maitres d'œuvre

- Madame Laetitia LAFONT, Architecte
- Madame Mélanie VEILLARD, Bureau d'étude
- Monsieur Pierre RASOLO, Bureau d'étude
- Monsieur Thomas REITH, AMO HQE

Personnalités

- Monsieur Jean-Marc LETORT, Proviseur du Lycée FRANCOIS-JOSEPH TALMA
- Monsieur Bruno GALLIER, Maire de Brunoy

Présidente du Jury

Marie-Carole CIUNTU

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy - 75007 Paris
Tél. : 01 53 85 55 58
www.iledefrance.fr

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 31/10/2016
- Date de réception en préfecture: 31/10/2016

îledeFrance

Conseil régional

La présidente

ARRETE N° 317 du 31/10/16.

portant délégation de signature à la Directrice régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Île-de-France dans le cadre du Programme de développement rural FEADER 2014-2020 de la région Île-de-France

LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

VU le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ;

VU le règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au financement, à la gestion et au suivi de la Politique agricole commune ;

VU le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil portant dispositions communes relatives aux 5 fonds (FEADER, FEDER, FSE, FEAMP et Fonds de cohésion) ;

VU le règlement (UE) n°1310/2013 du Parlement européen et du Conseil établissant certaines dispositions transitoires relatives au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ;

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 4151-1 ;

VU la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, et notamment son article 78 ;

VU le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

VU le décret n°2015-229 du 27 février 2015 relatif à la mise en œuvre des Programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;

VU l'arrêté n°13-73 du 13 juin 2013 fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région Île-de-France ;

VU le Programme de développement rural FEADER de la région Île-de-France pour la période de programmation 2014-2020 approuvé par la Commission européenne le 7 août 2015 ;

VU le Cadre national approuvé par la Commission européenne le 2 juillet 2015 ;

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy - 75007 Paris
Tél. : 01 53 85 53 85 - Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VU la convention établie entre la Région Île-de-France, l'Agence de services et de paiement et le Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et la forêt relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1310/2013 concernant la politique de développement rural dans la région Île-de-France pour la programmation 2014-2020 approuvée par délibération n°CR 08-14 du 14 février 2014 et signée le 12 mars 2014 ;

VU la convention établie entre la Région Île-de-France, l'Agence de services et de paiement et le Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et la forêt relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 concernant la politique de développement rural dans la région Île-de-France pour la programmation 2014-2020 approuvée par délibération n°CP 15-117 du 29 janvier 2015 et signée le 24 février 2015, et son avenant n°1 visé le 20 novembre 2015 ;

VU la convention établie entre la Région Île-de-France et la Préfecture de la région Île-de-France, Préfecture de Paris, relative à la délégation d'instruction de certaines tâches de l'autorité de gestion du Programme de développement rural FEADER de la région Île-de-France à la Direction régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Île-de-France pour la période de programmation 2014-2020 approuvée par délibération n°CP 15-117 du 29 janvier 2015 et signée le 24 février 2015, et son avenant n°1 visé le 20 novembre 2015 ;

VU la délibération n°CR 08-14 du 13 février 2014 demandant l'autorité de gestion du FEADER pour la période 2014-2020.

Considérant ce qui suit,

(1) - La Région Île-de-France est l'autorité de gestion du Programme de développement rural Île-de-France pour la période de programmation 2014-2020 ;

(2) - Par convention tripartite Région Île-de-France / Agence de services et de paiement / Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Île-de-France pour la programmation 2014-2020, la Région a confié aux services déconcentrés de l'État, la fonction de Guichet unique - Service instructeur (GUSI) pour certaines mesures comprenant l'exécution des tâches de réception et d'instruction des demandes de subvention au FEADER, de sélection des dossiers subventionnés conformément aux dispositions du Programme de développement rural et d'instruction des demandes de paiement FEADER ;

(3) La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France, en tant qu'autorité de gestion, assure la mise en œuvre et le suivi du Programme de développement rural de la région Île-de-France. En application des dispositions de la convention susmentionnée, elle peut donner délégation de signature au chef du service déconcentré de l'État chargé de l'instruction des demandes d'aides dans le cadre de ce programme et aux agents qui lui sont directement rattachés, pour prendre en son nom les décisions relatives à l'attribution et au retrait de ces aides.

ARRETE

Article 1 : Abrogation

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°16-59 du 18 mars 2016 portant délégation de signature de la Présidente du Conseil régional au Directeur régional et interdépartemental de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Île-de-France par intérim pris dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de développement rural FEADER 2014-2020 de la région Île-de-France.

Article 2 : Désignation des délégataires

La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France donne délégation de signature à Madame Anne BOSSY, Directrice régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Île-de-France, pour les actes administratifs visés à l'article 3.

Article 3 : Nature de la délégation donnée

La délégation de signature consentie à l'article 2 s'exerce pour la mise en œuvre des dispositifs visés à l'article 4 relevant de la compétence du Conseil régional d'Île-de-France.

Cette délégation comprend la signature :

- des accusés de réception (récépissé, dossier incomplet, dossier complet) ;
- des décisions de refus des aides FEADER SIGC et hors SIGC (inéligibilité ou non sélection) ;
- des décisions d'attribution des aides FEADER SIGC et hors SIGC et des courriers liés ;
- des avenants, des décisions modificatives et des courriers qui y sont liés ;
- des certificats de service fait et des courriers qui y sont liés ;
- des décisions défavorables (déchéance, retrait ou annulation) et des courriers qui y sont liés ;
- des courriers de réponses relatifs aux recours administratifs.

Article 4 : Dispositifs instruits au niveau régional

Pour la période de programmation 2014-2020, les dispositifs du Programme de développement rural Île-de-France mis en œuvre et instruits au niveau régional par la Direction régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Île-de-France sont les suivants :

- **Mesure 4 « Investissements physiques » :**
  - 4.1 - Modernisation des exploitations agricoles et améliorations des pratiques ;
  - 4.2 - Transformation et commercialisation des productions agricoles ;

- 4.3 - Amélioration de la desserte forestière ;
- 4.4 - Investissements non productifs.

- **Mesure 6 « Développement des exploitations et des entreprises » :**

  - 6.1 - Aide à l'installation pour les jeunes agriculteurs ;
  - 6.1 - Prêts bonifiés ;
  - 6.4 - Aide à la diversification non agricole.

- **Mesure 8 « Investissements dans le développement des zones forestières et amélioration de la viabilité des forêts » :**

  - 8.1 - Boisement et création de surfaces boisées ;
  - 8.2 - Mise en place de systèmes agroforestiers ;
  - 8.5 - Investissements améliorant la résilience et la valeur environnementale des écosystèmes forestiers, pour le volet :

    - Amélioration des peuplements (pour les départements de la petite couronne).

  - 8.6 - Amélioration de la mobilisation, de la transformation et de la commercialisation des produits forestiers.

- **Mesure 16 « Coopération » :**

  - 16.7 - Acquisition de compétences, animation pour l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies locales de développement, pour le volet :

    - Stratégies locales de développement en forêt.

- **Mesure 10 « Agroenvironnement - Climat » ;**

- **Mesure 11 « Agriculture biologique ».**

Article 5 : Mentions à apposer lors des signatures

Chacune des signatures apposées sur les documents visés à l'article 3 porte la mention suivante : « Par délégation de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France, Prénom-Nom-Fonction ».

Article 6 : Contrôle hiérarchique

La Directrice régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Île-de-France peut subdéléguer la signature pour l'ensemble des actes cités à l'article 3 aux agents placés sous sa responsabilité hiérarchique. Elle assure le contrôle de la bonne exécution de ces délégations en application de la réglementation en vigueur. Elle organise pour cela, sous son autorité, le contrôle hiérarchique habituel lui afférent. Une ampliation de chaque acte de subdélégation de signature est transmise à la Région d'Île-de-France et à l'Agence de services et de paiement.

Article 7 : Exécution du présent arrêté

Le Directeur général des services de la Région et la Directrice régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Île-de-France sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Fait à Paris, le

Valérie Pécresse

Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 31/10/2016
- Date de réception en préfecture: 31/10/2016

île de France

Conseil régional

La présidente

ARRETE N° 16.318 du 31/10/16

portant délégation de signature au Directeur départemental des territoires du Val-d'Oise dans le cadre du Programme de développement rural FEADER 2014-2020 de la région Île-de-France

LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

VU le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ;

VU le règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au financement, à la gestion et au suivi de la Politique agricole commune ;

VU le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil portant dispositions communes relatives aux 5 fonds (FEADER, FEDER, FSE, FEAMP et Fonds de cohésion) ;

VU le règlement (UE) n°1310/2013 du Parlement européen et du Conseil établissant certaines dispositions transitoires relatives au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ;

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 4151-1 ;

VU la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, et notamment son article 78 ;

VU le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

VU le décret n°2015-229 du 27 février 2015 relatif à la mise en œuvre des Programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;

VU l'arrêté n°13-73 du 13 juin 2013 fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région Île-de-France ;

VU le Programme de développement rural FEADER de la région Île-de-France pour la période de programmation 2014-2020 approuvé par la Commission européenne le 7 août 2015 ;

VU le Cadre national approuvé par la Commission européenne le 2 juillet 2015 ;

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy - 75007 Paris
Tél. : 01 53 85 53 85 - Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VU la convention établie entre la Région Île-de-France, l'Agence de services et de paiement et le Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et la forêt relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1310/2013 concernant la politique de développement rural dans la région Île-de-France pour la programmation 2014-2020 approuvée par délibération n°CR 08-14 du 14 février 2014 et signée le 12 mars 2014 ;

VU la convention établie entre la Région Île-de-France, l'Agence de services et de paiement et le Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et la forêt relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 concernant la politique de développement rural dans la région Île-de-France pour la programmation 2014-2020 approuvée par délibération n°CP 15-117 du 29 janvier 2015 et signée le 24 février 2015, et son avenant n°1 visé le 20 novembre 2015 ;

VU la convention établie entre la Région Île-de-France et la Préfecture du Val-d'Oise relative à la délégation d'instruction de certaines tâches de l'autorité de gestion du Programme de développement rural FEADER de la région Île-de-France à la Direction départementale des territoires du Val-d'Oise pour la période de programmation 2014-2020 approuvée par délibération n°CP 15-117 du 29 janvier 2015 et signée le 13 mars 2015 ;

VU la délibération n°CR 08-14 du 13 février 2014 demandant l'autorité de gestion du FEADER pour la période 2014-2020.

Considérant ce qui suit,

(1) - La Région Île-de-France est l'autorité de gestion du Programme de développement rural Île-de-France pour la période de programmation 2014-2020 ;

(2) - Par convention tripartite Région Île-de-France / Agence de services et de paiement / Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Île-de-France pour la programmation 2014-2020, la Région a confié aux services déconcentrés de l'État, la fonction de Guichet unique - Service instructeur (GUSI) pour certaines mesures comprenant l'exécution des tâches de réception et d'instruction des demandes de subvention au FEADER, de sélection des dossiers subventionnés conformément aux dispositions du Programme de développement rural et d'instruction des demandes de paiement FEADER ;

(3) La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France, en tant qu'autorité de gestion, assure la mise en œuvre et le suivi du Programme de développement rural de la région Île-de-France. En application des dispositions de la convention susmentionnée, elle peut donner délégation de signature au chef du service déconcentré de l'État chargé de l'instruction des demandes d'aides dans le cadre de ce programme et aux agents qui lui sont directement rattachés, pour prendre en son nom les décisions relatives à l'attribution et au retrait de ces aides.

ARRETE

Article 1 : Abrogation

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°16-05 du 7 janvier 2016 portant délégation de signature de la Présidente du Conseil régional au Directeur départemental des territoires du Val-

d'Oise pris dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de développement rural FEADER 2014-2020 de la région Île-de-France.

Article 2 : Désignation des délégataires

La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France donne délégation de signature à M. Eric CAMBON DE LAVALETTE, Directeur départemental des territoires du Val-d'Oise, pour les actes administratifs visés à l'article 3.

Article 3 : Nature de la délégation donnée

La délégation de signature consentie à l'article 2 s'exerce pour la mise en œuvre des dispositifs visés à l'article 4 relevant de la compétence du Conseil régional d'Île-de-France.

Cette délégation comprend la signature :

- des accusés de réception (récépissé, dossier incomplet, dossier complet) ;
- des décisions de refus des aides FEADER SIGC et hors SIGC (inéligibilité ou non sélection) ;
- des décisions d'attribution des aides FEADER SIGC et hors SIGC et des courriers liés ;
- des avenants, des décisions modificatives et des courriers qui y sont liés ;
- des certificats de service fait et des courriers qui y sont liés ;
- des décisions défavorables (déchéance, retrait ou annulation) et des courriers qui y sont liés ;
- des courriers de réponses relatifs aux recours administratifs.

Article 4 : Dispositifs instruits au niveau départemental

Pour la période de programmation 2014-2020, les dispositifs du Programme de développement rural Île-de-France mis en œuvre et instruits au niveau départemental par la Direction départementale des territoires du Val-d'Oise sont les suivants :

- **Mesure 4 « Investissements physiques » :**
  - 4.1 - Modernisation des exploitations agricoles et améliorations des pratiques ;
  - 4.2 - Transformation et commercialisation des productions agricoles ;
  - 4.3 - Amélioration de la desserte forestière ;
  - 4.4 - Investissements non productifs.
- **Mesure 6 « Développement des exploitations et des entreprises » :**
  - 6.1 - Aide à l'installation pour les jeunes agriculteurs ;
  - 6.1 - Prêts bonifiés ;
  - 6.4 - Aide à la diversification non agricole.

- **Mesure 7 « Services de base et rénovation des villages dans les zones rurales » :**

  - 7.6.2 - Contrats NATURA 2000 en milieux ni-agricoles, ni-forestiers.

- **Mesure 8 « Investissements dans le développement des zones forestières et amélioration de la viabilité des forêts » :**

  - 8.5 Investissements améliorant la résilience et la valeur environnementale des écosystèmes forestiers, pour les volets :

- Amélioration des peuplements ;
- Contrats NATURA 2000 en forêt.

- **Mesure 10 « Agroenvironnement - Climat » ;**

- **Mesure 11 « Agriculture biologique ».**

Article 5 : Mentions à apposer lors des signatures

Chacune des signatures apposées sur les documents visés à l'article 3 porte la mention suivante : « Par délégation de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France, Prénom-Nom-Fonction ».

Article 6 : Contrôle hiérarchique

Le Directeur départemental des territoires du Val-d'Oise peut subdéléguer la signature pour l'ensemble des actes cités à l'article 3 aux agents placés sous sa responsabilité hiérarchique. Il assure le contrôle de la bonne exécution de ces délégations en application de la réglementation en vigueur. Il organise pour cela, sous son autorité, le contrôle hiérarchique habituel lui afférent. Une ampliation de chaque acte de subdélégation de signature est transmise à la Région d'Île-de-France et à l'Agence de services et de paiement.

Article 7 : Exécution du présent arrêté

Le Directeur général des services de la Région et le Directeur départemental des territoires du Val d'Oise sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Fait à Paris, le

Valérie Pécresse

Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 31/10/2016
- Date de réception en préfecture: 31/10/2016

îledeFrance

Conseil régional

La présidente

ARRETE N° 16-319 du 31/10/16 .

portant délégation de signature au Directeur départemental des territoires de l'Essonne dans le cadre du Programme de développement rural FEADER 2014-2020 de la région Île-de-France

LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

VU le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ;

VU le règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au financement, à la gestion et au suivi de la Politique agricole commune ;

VU le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil portant dispositions communes relatives aux 5 fonds (FEADER, FEDER, FSE, FEAMP et Fonds de cohésion) ;

VU le règlement (UE) n°1310/2013 du Parlement européen et du Conseil établissant certaines dispositions transitoires relatives au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ;

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 4151-1 ;

VU la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, et notamment son article 78 ;

VU le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

VU le décret n°2015-229 du 27 février 2015 relatif à la mise en œuvre des Programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;

VU l'arrêté n°13-73 du 13 juin 2013 fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région Île-de-France ;

VU le Programme de développement rural FEADER de la région Île-de-France pour la période de programmation 2014-2020 approuvé par la Commission européenne le 7 août 2015 ;

VU le Cadre national approuvé par la Commission européenne le 2 juillet 2015 ;

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy - 75007 Paris
Tél. : 01 53 85 53 85 - Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VU la convention établie entre la Région Île-de-France, l'Agence de services et de paiement et le Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et la forêt relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1310/2013 concernant la politique de développement rural dans la région Île-de-France pour la programmation 2014-2020 approuvée par délibération n°CR 08-14 du 14 février 2014 et signée le 12 mars 2014 ;

VU la convention établie entre la Région Île-de-France, l'Agence de services et de paiement et le Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et la forêt relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 concernant la politique de développement rural dans la région Île-de-France pour la programmation 2014-2020 approuvée par délibération n°CP 15-117 du 29 janvier 2015 et signée le 24 février 2015, et son avenant n°1 visé le 20 novembre 2015 ;

VU la convention établie entre la Région Île-de-France et la Préfecture de l'Essonne relative à la délégation d'instruction de certaines tâches de l'autorité de gestion du Programme de développement rural FEADER de la région Île-de-France à la Direction départementale des territoires de l'Essonne pour la période de programmation 2014-2020 approuvée par délibération n°CP 15-117 du 29 janvier 2015 et signée le 13 avril 2015 ;

VU la délibération n°CR 08-14 du 13 février 2014 demandant l'autorité de gestion du FEADER pour la période 2014-2020.

Considérant ce qui suit,

(1) - La Région Île-de-France est l'autorité de gestion du Programme de développement rural Île-de-France pour la période de programmation 2014-2020 ;

(2) - Par convention tripartite Région Île-de-France / Agence de services et de paiement / Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Île-de-France pour la programmation 2014-2020, la Région a confié aux services déconcentrés de l'État, la fonction de Guichet unique - Service instructeur (GUSI) pour certaines mesures comprenant l'exécution des tâches de réception et d'instruction des demandes de subvention au FEADER, de sélection des dossiers subventionnés conformément aux dispositions du Programme de développement rural et d'instruction des demandes de paiement FEADER ;

(3) La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France, en tant qu'autorité de gestion, assure la mise en œuvre et le suivi du Programme de développement rural de la région Île-de-France. En application des dispositions de la convention susmentionnée, elle peut donner délégation de signature au chef du service déconcentré de l'État chargé de l'instruction des demandes d'aides dans le cadre de ce programme et aux agents qui lui sont directement rattachés, pour prendre en son nom les décisions relatives à l'attribution et au retrait de ces aides.

ARRETE

Article 1 : Abrogation

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°16-04 du 7 janvier 2016 portant délégation de signature de la Présidente du Conseil régional au Directeur départemental des territoires de

l'Essonne pris dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de développement rural FEADER 2014-2020 de la région Île-de-France.

Article 2 : Désignation des délégataires

La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France donne délégation de signature à M. Yves RAUCH, Directeur départemental des territoires de l'Essonne, pour les actes administratifs visés à l'article 3.

Article 3 : Nature de la délégation donnée

La délégation de signature consentie à l'article 2 s'exerce pour la mise en œuvre des dispositifs visés à l'article 4 relevant de la compétence du Conseil régional d'Île-de-France.

Cette délégation comprend la signature :

- des accusés de réception (récépissé, dossier incomplet, dossier complet) ;
- des décisions de refus des aides FEADER SIGC et hors SIGC (inéligibilité ou non sélection) ;
- des décisions d'attribution des aides FEADER SIGC et hors SIGC et des courriers liés ;
- des avenants, des décisions modificatives et des courriers qui y sont liés ;
- des certificats de service fait et des courriers qui y sont liés ;
- des décisions défavorables (déchéance, retrait ou annulation) et des courriers qui y sont liés ;
- des courriers de réponses relatifs aux recours administratifs.

Article 4 : Dispositifs instruits au niveau départemental

Pour la période de programmation 2014-2020, les dispositifs du Programme de développement rural Île-de-France mis en œuvre et instruits au niveau départemental par la Direction départementale des territoires de l'Essonne sont les suivants :

- **Mesure 4 « Investissements physiques » :**
  - 4.1 - Modernisation des exploitations agricoles et améliorations des pratiques ;
  - 4.2 - Transformation et commercialisation des productions agricoles ;
  - 4.3 - Amélioration de la desserte forestière ;
  - 4.4 - Investissements non productifs.
- **Mesure 6 « Développement des exploitations et des entreprises » :**
  - 6.1 - Aide à l'installation pour les jeunes agriculteurs ;
  - 6.1 - Prêts bonifiés ;
  - 6.4 - Aide à la diversification non agricole.

- **Mesure 7 « Services de base et rénovation des villages dans les zones rurales » :**

  - 7.6.2 - Contrats NATURA 2000 en milieux ni-agricoles, ni-forestiers.

- **Mesure 8 « Investissements dans le développement des zones forestières et amélioration de la viabilité des forêts » :**

  - 8.5 Investissements améliorant la résilience et la valeur environnementale des écosystèmes forestiers, pour les volets :

- Amélioration des peuplements ;
- Contrats NATURA 2000 en forêt.

- **Mesure 10 « Agroenvironnement - Climat » ;**

- **Mesure 11 « Agriculture biologique ».**

Article 5 : Mentions à apposer lors des signatures

Chacune des signatures apposées sur les documents visés à l'article 3 porte la mention suivante : « Par délégation de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France, Prénom-Nom-Fonction ».

Article 6 : Contrôle hiérarchique

Le Directeur départemental des territoires de l'Essonne peut subdéléguer la signature pour l'ensemble des actes cités à l'article 3 aux agents placés sous sa responsabilité hiérarchique. Il assure le contrôle de la bonne exécution de ces délégations en application de la réglementation en vigueur. Il organise pour cela, sous son autorité, le contrôle hiérarchique habituel lui afférent. Une ampliation de chaque acte de subdélégation de signature est transmise à la Région d'Île-de-France et à l'Agence de services et de paiement.

Article 7 : Exécution du présent arrêté

Le Directeur général des services de la Région et le Directeur départemental des territoires de l'Essonne sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Fait à Paris, le

Valérie Pécresse

Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 31/10/2016
- Date de réception en préfecture: 31/10/2016

îledeFrance

Conseil régional

La présidente

ARRETE N° 16.326 du 31/10/16

portant délégation de signature au Directeur départemental des territoires des Yvelines dans le cadre du Programme de développement rural FEADER 2014-2020 de la région Île-de-France

LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

VU le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ;

VU le règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au financement, à la gestion et au suivi de la Politique agricole commune ;

VU le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil portant dispositions communes relatives aux 5 fonds (FEADER, FEDER, FSE, FEAMP et Fonds de cohésion) ;

VU le règlement (UE) n°1310/2013 du Parlement européen et du Conseil établissant certaines dispositions transitoires relatives au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ;

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 4151-1 ;

VU la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, et notamment son article 78 ;

VU le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

VU le décret n°2015-229 du 27 février 2015 relatif à la mise en œuvre des Programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;

VU l'arrêté n°13-73 du 13 juin 2013 fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région Île-de-France ;

VU le Programme de développement rural FEADER de la région Île-de-France pour la période de programmation 2014-2020 approuvé par la Commission européenne le 7 août 2015 ;

VU le Cadre national approuvé par la Commission européenne le 2 juillet 2015 ;

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy - 75007 Paris
Tél. : 01 53 85 53 85 - Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VU la convention établie entre la Région Île-de-France, l'Agence de services et de paiement et le Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et la forêt relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1310/2013 concernant la politique de développement rural dans la région Île-de-France pour la programmation 2014-2020 approuvée par délibération n°CR 08-14 du 14 février 2014 et signée le 12 mars 2014 ;

VU la convention établie entre la Région Île-de-France, l'Agence de services et de paiement et le Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et la forêt relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 concernant la politique de développement rural dans la région Île-de-France pour la programmation 2014-2020 approuvée par délibération n°CP 15-117 du 29 janvier 2015 et signée le 24 février 2015, et son avenant n°1 visé le 20 novembre 2015 ;

VU la convention établie entre la Région Île-de-France et la Préfecture des Yvelines relative à la délégation d'instruction de certaines tâches de l'autorité de gestion du Programme de développement rural FEADER de la région Île-de-France à la Direction départementale des territoires des Yvelines pour la période de programmation 2014-2020 approuvée par délibération n°CP 15-117 du 29 janvier 2015 et signée le 16 mars 2015 ;

VU la délibération n°CR 08-14 du 13 février 2014 demandant l'autorité de gestion du FEADER pour la période 2014-2020.

Considérant ce qui suit,

(1) - La Région Île-de-France est l'autorité de gestion du Programme de développement rural Île-de-France pour la période de programmation 2014-2020 ;

(2) - Par convention tripartite Région Île-de-France / Agence de services et de paiement / Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Île-de-France pour la programmation 2014-2020, la Région a confié aux services déconcentrés de l'État, la fonction de Guichet unique - Service instructeur (GUSI) pour certaines mesures comprenant l'exécution des tâches de réception et d'instruction des demandes de subvention au FEADER, de sélection des dossiers subventionnés conformément aux dispositions du Programme de développement rural et d'instruction des demandes de paiement FEADER ;

(3) La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France, en tant qu'autorité de gestion, assure la mise en œuvre et le suivi du Programme de développement rural de la région Île-de-France. En application des dispositions de la convention susmentionnée, elle peut donner délégation de signature au chef du service déconcentré de l'État chargé de l'instruction des demandes d'aides dans le cadre de ce programme et aux agents qui lui sont directement rattachés, pour prendre en son nom les décisions relatives à l'attribution et au retrait de ces aides.

ARRETE

Article 1 : Abrogation

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°16-03 du 7 janvier 2016 portant délégation de signature de la Présidente du Conseil régional au Directeur départemental des territoires des

Yvelines pris dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de développement rural FEADER 2014-2020 de la région Île-de-France.

Article 2 : Désignation des délégataires

La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France donne délégation de signature à M. Bruno CINOTTI, Directeur départemental des territoires des Yvelines, pour les actes administratifs visés à l'article 3.

Article 3 : Nature de la délégation donnée

La délégation de signature consentie à l'article 2 s'exerce pour la mise en œuvre des dispositifs visés à l'article 4 relevant de la compétence du Conseil régional d'Île-de-France.

Cette délégation comprend la signature :

- des accusés de réception (récépissé, dossier incomplet, dossier complet) ;
- des décisions de refus des aides FEADER SIGC et hors SIGC (inéligibilité ou non sélection) ;
- des décisions d'attribution des aides FEADER SIGC et hors SIGC et des courriers liés ;
- des avenants, des décisions modificatives et des courriers qui y sont liés ;
- des certificats de service fait et des courriers qui y sont liés ;
- des décisions défavorables (déchéance, retrait ou annulation) et des courriers qui y sont liés ;
- des courriers de réponses relatifs aux recours administratifs.

Article 4 : Dispositifs instruits au niveau départemental

Pour la période de programmation 2014-2020, les dispositifs du Programme de développement rural Île-de-France mis en œuvre et instruits au niveau départemental par la Direction départementale des territoires des Yvelines sont les suivants :

- **Mesure 4 « Investissements physiques » :**
  - 4.1 - Modernisation des exploitations agricoles et améliorations des pratiques ;
  - 4.2 - Transformation et commercialisation des productions agricoles ;
  - 4.3 - Amélioration de la desserte forestière ;
  - 4.4 - Investissements non productifs.
- **Mesure 6 « Développement des exploitations et des entreprises » :**
  - 6.1 - Aide à l'installation pour les jeunes agriculteurs ;
  - 6.1 - Prêts bonifiés ;
  - 6.4 - Aide à la diversification non agricole.

- **Mesure 7 « Services de base et rénovation des villages dans les zones rurales » :**

  - 7.6.2 - Contrats NATURA 2000 en milieux ni-agricoles, ni-forestiers.

- **Mesure 8 « Investissements dans le développement des zones forestières et amélioration de la viabilité des forêts » :**

  - 8.5 Investissements améliorant la résilience et la valeur environnementale des écosystèmes forestiers, pour les volets :

- Amélioration des peuplements ;
- Contrats NATURA 2000 en forêt.

- **Mesure 10 « Agroenvironnement - Climat » ;**

- **Mesure 11 « Agriculture biologique ».**

Article 5 : Mentions à apposer lors des signatures

Chacune des signatures apposées sur les documents visés à l'article 3 porte la mention suivante : « Par délégation de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France, Prénom-Nom-Fonction ».

Article 6 : Contrôle hiérarchique

Le Directeur départemental des territoires des Yvelines peut subdéléguer la signature pour l'ensemble des actes cités à l'article 3 aux agents placés sous sa responsabilité hiérarchique. Il assure le contrôle de la bonne exécution de ces délégations en application de la réglementation en vigueur. Il organise pour cela, sous son autorité, le contrôle hiérarchique habituel lui afférent. Une ampliation de chaque acte de subdélégation de signature est transmise à la Région d'Île-de-France et à l'Agence de services et de paiement.

Article 7 : Exécution du présent arrêté

Le Directeur général des services de la Région et le Directeur départemental des territoires des Yvelines sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Fait à Paris, le

Valérie Pécresse

Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 31/10/2016
- Date de réception en préfecture: 31/10/2016

île de France

Conseil régional

La présidente

ARRETE N° 16-321 du 31/10/16

portant délégation de signature au Directeur départemental des territoires de Seine-et-Marne dans le cadre du Programme de développement rural FEADER 2014-2020 de la région Île-de-France

LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

VU le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ;

VU le règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au financement, à la gestion et au suivi de la Politique agricole commune ;

VU le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil portant dispositions communes relatives aux 5 fonds (FEADER, FEDER, FSE, FEAMP et Fonds de cohésion) ;

VU le règlement (UE) n°1310/2013 du Parlement européen et du Conseil établissant certaines dispositions transitoires relatives au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ;

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 4151-1 ;

VU la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, et notamment son article 78 ;

VU le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

VU le décret n°2015-229 du 27 février 2015 relatif à la mise en œuvre des Programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;

VU l'arrêté n°13-73 du 13 juin 2013 fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région Île-de-France ;

VU le Programme de développement rural FEADER de la région Île-de-France pour la période de programmation 2014-2020 approuvé par la Commission européenne le 7 août 2015 ;

VU le Cadre national approuvé par la Commission européenne le 2 juillet 2015 ;

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy - 75007 Paris
Tél. : 01 53 85 53 85 - Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VU la convention établie entre la Région Île-de-France, l'Agence de services et de paiement et le Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et la forêt relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1310/2013 concernant la politique de développement rural dans la région Île-de-France pour la programmation 2014-2020 approuvée par délibération n°CR 08-14 du 14 février 2014 et signée le 12 mars 2014 ;

VU la convention établie entre la Région Île-de-France, l'Agence de services et de paiement et le Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et la forêt relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 concernant la politique de développement rural dans la région Île-de-France pour la programmation 2014-2020 approuvée par délibération n°CP 15-117 du 29 janvier 2015 et signée le 24 février 2015, et son avenant n°1 visé le 20 novembre 2015 ;

VU la convention établie entre la Région Île-de-France et la Préfecture de Seine-et-Marne relative à la délégation d'instruction de certaines tâches de l'autorité de gestion du Programme de développement rural FEADER de la région Île-de-France à la Direction départementale des territoires de Seine-et-Marne pour la période de programmation 2014-2020 approuvée par délibération n°CP 15-117 du 29 janvier 2015 et signée le 24 mars 2015 ;

VU la délibération n°CR 08-14 du 13 février 2014 demandant l'autorité de gestion du FEADER pour la période 2014-2020.

Considérant ce qui suit,

(1) - La Région Île-de-France est l'autorité de gestion du Programme de développement rural Île-de-France pour la période de programmation 2014-2020 ;

(2) - Par convention tripartite Région Île-de-France / Agence de services et de paiement / Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Île-de-France pour la programmation 2014-2020, la Région a confié aux services déconcentrés de l'État, la fonction de Guichet unique - Service instructeur (GUSI) pour certaines mesures comprenant l'exécution des tâches de réception et d'instruction des demandes de subvention au FEADER, de sélection des dossiers subventionnés conformément aux dispositions du Programme de développement rural et d'instruction des demandes de paiement FEADER ;

(3) La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France, en tant qu'autorité de gestion, assure la mise en œuvre et le suivi du Programme de développement rural de la région Île-de-France. En application des dispositions de la convention susmentionnée, elle peut donner délégation de signature au chef du service déconcentré de l'État chargé de l'instruction des demandes d'aides dans le cadre de ce programme et aux agents qui lui sont directement rattachés, pour prendre en son nom les décisions relatives à l'attribution et au retrait de ces aides.

ARRETE

Article 1 : Abrogation

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°16-02 du 7 janvier 2016 portant délégation de signature de la Présidente du Conseil régional au Directeur départemental des territoires de Seine-

et-Marne pris dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de développement rural FEADER 2014-2020 de la région Île-de-France.

Article 2 : Désignation des délégataires

La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France donne délégation de signature à M. Yves SCHENFEIGEL, Directeur départemental des territoires de Seine-et-Marne, pour les actes administratifs visés à l'article 3.

Article 3 : Nature de la délégation donnée

La délégation de signature consentie à l'article 2 s'exerce pour la mise en œuvre des dispositifs visés à l'article 4 relevant de la compétence du Conseil régional d'Île-de-France.

Cette délégation comprend la signature :

- des accusés de réception (récépissé, dossier incomplet, dossier complet) ;
- des décisions de refus des aides FEADER SIGC et hors SIGC (inéligibilité ou non sélection) ;
- des décisions d'attribution des aides FEADER SIGC et hors SIGC et des courriers liés ;
- des avenants, des décisions modificatives et des courriers qui y sont liés ;
- des certificats de service fait et des courriers qui y sont liés ;
- des décisions défavorables (déchéance, retrait ou annulation) et des courriers qui y sont liés ;
- des courriers de réponses relatifs aux recours administratifs.

Article 4 : Dispositifs instruits au niveau départemental

Pour la période de programmation 2014-2020, les dispositifs du Programme de développement rural Île-de-France mis en œuvre et instruits au niveau départemental par la Direction départementale des territoires de Seine-et-Marne sont les suivants :

- **Mesure 4 « Investissements physiques » :**

  - 4.1 - Modernisation des exploitations agricoles et améliorations des pratiques ;
  - 4.2 - Transformation et commercialisation des productions agricoles ;
  - 4.3 - Amélioration de la desserte forestière ;
  - 4.4 - Investissements non productifs.

- **Mesure 6 « Développement des exploitations et des entreprises » :**

  - 6.1 - Aide à l'installation pour les jeunes agriculteurs ;
  - 6.1 - Prêts bonifiés ;
  - 6.4 - Aide à la diversification non agricole.

- **Mesure 7 « Services de base et rénovation des villages dans les zones rurales » :**

  - 7.6.2 - Contrats NATURA 2000 en milieux ni-agricoles, ni-forestiers.

- **Mesure 8 « Investissements dans le développement des zones forestières et amélioration de la viabilité des forêts » :**

  - 8.5 Investissements améliorant la résilience et la valeur environnementale des écosystèmes forestiers, pour les volets :

- Amélioration des peuplements ;
- Contrats NATURA 2000 en forêt.

- **Mesure 10 « Agroenvironnement - Climat » ;**

- **Mesure 11 « Agriculture biologique ».**

Article 5 : Mentions à apposer lors des signatures

Chacune des signatures apposées sur les documents visés à l'article 3 porte la mention suivante : « Par délégation de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France, Prénom-Nom-Fonction ».

Article 6 : Contrôle hiérarchique

Le Directeur départemental des territoires de Seine-et-Marne peut subdéléguer la signature pour l'ensemble des actes cités à l'article 3 aux agents placés sous sa responsabilité hiérarchique. Il assure le contrôle de la bonne exécution de ces délégations en application de la réglementation en vigueur. Il organise pour cela, sous son autorité, le contrôle hiérarchique habituel lui afférent. Une ampliation de chaque acte de subdélégation de signature est transmise à la Région d'Île-de-France et à l'Agence de services et de paiement.

Article 7 : Exécution du présent arrêté

Le Directeur général des services de la Région et le Directeur départemental des territoires de Seine-et-Marne sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Fait à Paris, le

Valérie Pécresse

Valérie PÉCRESSE